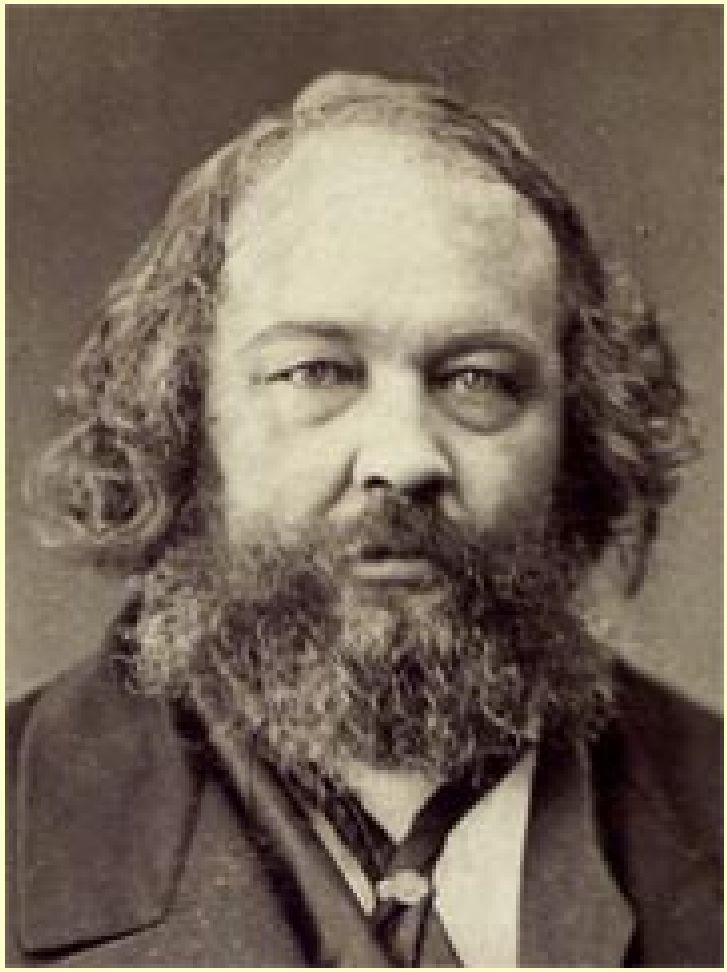
MICHEL BAKOUNINE



ŒUVRES

Tome I

FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME
AUX COMPAGNONS DE L'AIT....
Lettres sur la patriotisme
DIEU ET L'ÉTAT

Les Éditions Invisibles

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE. N° 4
Cinquième édition
P.-V STOCK, ÉDITEUR

Ce volume a été déposé au Ministère de l'Intérieur (section de la librairie) en février 1895.

LES ÉDITIONS INVISIBLES, le jeudi 4 juin 2009.



TABLE GÉNÉRALE

TOME I.

Introduction

Fédéralisme, socialisme et antithéologisme

Aux compagnons de l'association internationale des travailleurs du Locle et de la Chaux-de-Fonds

Lettres sur le patriotisme

Dieu et l'État (extrait du manuscrit inédit)

TOME II.

Préface
Michel Bakounine, notice biographique

Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg
Avant-propos
Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg, complainte patriotique d'un Suisse humilié et désespéré ; Neuchâtel, imprimerie G. Guillaume fils, 1870.

Lettres à un Français
Avant-propos
Lettres à un Français sur la crise actuelle. Septembre 1870.
Appendice : Lettre à un Français (reproduction

textuelle et intégrale du manuscrit de Bakounine)

L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale.
Avant-propos
L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale. Première livraison. Genève, chez tous les libraires.

TOME III.

Errata pour le tome I. et le tome II.
Avant-propos

L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale. Seconde livraison, 1871
Avertissement
L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale. Seconde livraison

Appendice : Considérations philosophiques sur le Fantôme divin, sur le Monde réel et sur l'Homme (feuillets 105-236 du manuscrit primitif). Précédé du contenu des feuillets 82-104 de ce même manuscrit. Novembre -décembre 1870
Avertissement
Feuillets 82-104 du manuscrit primitif
Appendice : Considérations philosophiques sur le Fantôme divin, sur le Monde réel et sur l'Homme
1. Système du monde (feuillets 105-117)
2. L'Homme : Intelligence, Volonté (feuillets 118-152)
3. Animalité, Humanité (feuillets 152-165)
4. La Religion (feuillets 166-182)
5. Philosophie, Science (feuillets 183-356)

TOME IV.

Préface

Lettres à un Français (suite, feuillets inédits)
Avant-propos
Lettres à un Français sur la crise actuelle (pages 81 bis-120 du manuscrit). Locarno, septembre 1870

Manuscrit de 114 pages (inédit)
Avant-propos
Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille. Première moitié d'octobre 1870.
Le Réveil des peuples (fragment inédit)

Lettre à Esquiros (inédit)
Avant-propos
Lettre à Esquiros. Environs de Marseille, 20 octobre 1870

Préambule pour la seconde livraison
Avant-propos
Préambule pour la seconde livraison de L'Empire Knouto-Germanique. Locarno, 5-23 juin 1871

Avertissement (inédit)
Avant-propos
Avertissement pour L'Empire Knouto-Germanique. Locarno, 25 juin-3 juillet 1871

Lettre au journal la Liberté, de Bruxelles
Avant-propos
Lettre au journal *la Liberté*, de Bruxelles, Zurich, octobre 1872.

Fragment, suite de L'Empire Knouto-Germanique (inédit)
Avant-propos
Fragment formant une suite de L'Empire Knouto-Germanique, Locarno, novembre-décembre 1872

TOME V.

Préface

Errata

Articles écrits pour l e journal l'Égalité
Avant-propos
Articles écrits pour le journal *l'Égalité*, organe de la Fédération romande de l'Association internationaledes travailleurs, 19 décembre 1 868-4 septembre 1869.
1. Lettre à la Commission du journal *l'Égalité*, à Genève (19 décembre 1868)
2. Le journal *la Fraternité* (20 et 27 février et 20 mars 1869)
3. Madame André Léo et *l'Égalité* (27 février, 13 et 27 mars, 10 avril 1869)
4. La double grève de Genève. — Organisation et grève générale (3 avril 1869)
5. En Russie (17 avril 1869)
6. Le mouvement international des travailleurs (22 mai 1869)
7. L'agitation du Parti de la démocratie socialiste en Autriche (19 juin 1869)
8. *La Montagne* et M. Coullery (5 juin, 10, 17, 24 et 31 juillet 1869).
9. Les Endormeurs (26 juin, 3, 10, 17 et 24 juillet

1869)
10. L'instruction intégrale (31 juillet, 7, 14 et 21 août 1869)
11. Politique de L'Internationale (7, 14, 21 et 28 août 1869)
12. Rapport de la commission sur la question de l'héritage, adopté par l'assemblée générale des sections de Genève (28 août 1869)
13. De la coopération (4 septembre 1869)

Aux citoyens rédact eurs du Réveil
Avant-propos
Lettre adressée aux citoyens rédacteurs du Réveil, à Paris, octobre 1869 (inédit)

Trois conférences faites aux ouvri ers du Val de Saint-Imi er
Avant-propos
Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier, mai 1871 (inédit en partie)

TOME VI.

Préface

Errata et Addenda

Protestation de l'Alliance
Avant-propos
Protestation de l'Alliance, 4-24 juillet 1871 (inédit en grande partie)

Réponse d'un International à Mazzini
Avant-propos

Réponse d'un international à Mazzini, 25-28 juillet 1871 (publié le 14 août en traduction italienne, les 18 et19 août en français)

Appendice : L'Internationale et Mazzini, par Saverio Friscia.

Rapport sur l'Alliance

Avant-propos

Rapport sur l'Alliance, 28 juillet-27 août 1871 (inédit en grande partie)

Lettre de Bakounine à la section de l'Alliance de Genève, 6 août 1871

Réponse à l'Unità Italiana

Avant-propos

Réponse à l'*Unità Italiana*, septembre-octobre 1871 (publié les 10, 11 et 12 octobre en traduction italienne ; traduction française inédite, faite sur la version italienne)

Circulaire. À mes amis d'Italie

Avant-propos

Circulaire. À mes amis d'Italie, à l'occasion du Congrèsouvrier convoqué à Rome pour le 1er novembre 1871 par le parti mazzinien, 19-28 octobre 1871 (publié en traduction italienne à plusieurs reprises à partir de 1885 ; traduction française inédite, faite sur la version italienne)

Appendice. Un feuillet retrouvé

Avant-propos

Un feuillet retrouvé de la mise au net de l'Étude sur les Juifs allemands envoyée à Paris le 18 octobre 1896.

TOME I.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 10

FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME 33

AUX COMPAGNONS DE l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DU LOCLE ET DE LA CHAUX-DE-FONDS 181

Lettres sur le patriotisme *202*

DIEU ET L'ÉTAT 225
(Extrait du manuscrit inédit)

INTRODUCTION

Avant de publier ce volume d'œuvres inédites ou peu connues de Michel Bakounine, j'ai dû me demander quel choix il convenait de faire entre les écrits assez nombreux, soit manuscrits, soit épars dans des journaux ou recueils rares, oubliés ou introuvables, qu'a laissés Bakounine. Ces écrits ont été presque tous réunis ou retrouvés par moi, en même temps que je préparais une biographie complète de leur auteur et en vue même de cette biographie. Une petite partie d'entre eux — notamment le fragment publié en 1882 sous le titre de « Dieu et l'État » — sont seuls connus d'un nombre relativement considérable de lecteurs, mais les idées que Bakounine a propagées, soit par la parole, soit par l'action, animent aujourd'hui des milliers d'âmes. Pendant quarante années d'une vie tumultueuse, d'énergie et de pensée, Bakounine a publié, à toutes les époques de sa vie, des œuvres souvent d'un caractère transitoire, mais dont l'ensemble, étudié selon l'ordre chronologique, permettrait une exposition, particulièrement caractéristique, du développement des idées libertaires, idées qui, évoluant naturellement, ont abouti à l'anarchie. Tous ceux qui étudieront les œuvres de Bakounine, en y appliquant un esprit clairvoyant et surtout logique, reconnaîtront cette nécessaire évolution.

Pour leur permettre cette étude complète, il eût fallu commencer par publier les premiers travaux de Michel Bakounine, publiés en Russie avant 1840 ; auraient suivi les écrits allemands de 1842 et 1843, puis ceux inspirés d'abord par les événements révolutionnaires de 1848 et 1849 — événements auxquels il prit une part active, — puis par sa participation à l'insurrection polonaise et à la propagande russe, dans les années 1862 et 1863. C'est à cette époque que commence pour

Bakounine la période de propagande internationaliste : en Italie, où il séjourna de 1863 à 1867 et de 1867 à 1868, dans la « Ligue de la Paix et de la Liberté» ; les œuvres de cette époque auraient donc été données à la suite des précédentes. Enfin seraient venus les nombreux écrits publiés pendant la période où l'activité de Bakounine se manifesta le plus, c'est-à-dire de 1868 à 1873, lorsqu'il fit partie de «l'Association internationale des Travailleurs». Ces écrits sont de tous genres : les uns de théorie anarchiste, les autres de propagande, ou de polémique, ces derniers dirigés soit contre les communistes autoritaires et étatistes tels que Marx qui essayaient de faire prévaloir leurs idées dans l'Internationale, au moyen surtout d'abus de pouvoir, d'intrigues et de calomnies personnelles ; soit contre ceux qui préconisaient le parlementarisme et les candidatures ouvrières ; soit contre les idées mazziniennes. Il faudrait encore à cette nomenclature ajouter les brochures ou articles, écrits aux divers moments de la vie de Bakounine et traitant de la question slave ou de la révolution russe et polonaise.

Une édition des œuvres de Bakounine, ainsi comprise, eût demandé plus d'un volume. Il a donc fallu faire un choix et se décider à réunir des écrits traitant d'un sujet défini, ou inspiré par des idées communes : soit les œuvres de propagande et de théories anarchistes, ou de polémique, soit les études sur les questions slaves. Quelles sont les idées qui nous ont guidé dans le choix que nous donnons aujourd'hui ? Les voici.

Bakounine n'est jamais parvenu, non seulement à publier, mais même à exposer d'une façon définitive, l'ensemble de ses idées ; il n'a pas bâti son système, si l'on veut se servir de ce mot qui a prête à des façons de comprendre, ou de ne pas comprendre, si diverses. À quoi doit-on attribuer ce caractère incomplet des œuvres bakouniniennes ? Bakounine, lorsqu'il ne traitait pas de *questions d'actualité*, ne connaissait pas l'art de la composition. Si on lit ses manuscrits, on voit comment d'une

lettre il arrive à tirer une brochure, d'une brochure un volume. Il pose ses prémisses, subdivise son sujet et arrive rarement à traiter plus d'un ou deux des points qu'il s'est proposé d'établir. La plupart de ses manuscrits sont inachevés. Pourquoi ? Parce qu'il était constamment détourné de l'œuvre théorique commencée par l'action immédiate qui l'absorbait et détournait ses forces dans une autre direction. Pour cet être d'énergie, les raisons qu'il avait eues de publier ce qu'il avait écrit n'existaient plus sitôt que telle autre raison extérieure le sollicitait. Comme il ne connaissait pas l'ambition littéraire, il mettait patiemment de côté l'œuvre écrite pour se donner à l'action utile à la cause qu'il servait. Cependant, de ces essais inachevés, ses écrits suivants profitaient ; il en employait les meilleures parties à des œuvres nouvelles. C'est ce qui explique la perfection des nombreuses œuvres parues dans les années de l'Internationale, œuvres publiées selon les besoins du moment, rapidement écrites, mais au fond desquelles on retrouve le résultat des longues études précédentes.

Il n'existe pas, du moins que je sache, d'exposé ou de résumé des idées de Bakounine sur l'ensemble des questions sociales, avant que, ayant vu s'envoler son espérance d'une révolution en Russie, en 1862 et 1863, il se soit retiré en Italie, désabusé.

À Florence, plus tard à Naples, il arriva à coordonner l'ensemble de ses idées, qui aboutirent à l'athéisme et à l'anarchie. Ce fut désormais l'œuvre de sa vie de les propager dans leur intégrité. Il le fit d'abord par une action toute privée, action qu'il exerça sur les hommes les plus avancés, surtout en Italie et en France ; plus tard, à la tribune des Congrès de la Paix (1867-1868) et au sein du comité central de la Ligue issue de ces congrès. Enfin, il trouve son meilleur terrain de propagande dans l'Internationale, et son action fut surtout efficace dans la Suisse romande, le midi de la France, l'Espagne,

l'Italie et parmi la jeunesse des pays slaves. Il désirait alors exposer ses idées dans deux grandes œuvres. L'une aurait fait la critique des institutions actuelles, de l'État, de la propriété, de la religion, etc. ; après avoir étudié leur origine et les funestes conséquences du principe d'autorité sous toutes ses formes, elle aurait démontré que l'avenir appartient aux idées libertaires. L'autre œuvre aurait traité de la question des nationalités en Europe — surtout de la question slave sous son aspect passé, présent et futur — elle aurait indiqué la solution de ces questions par la révolution sociale et par l'anarchie.

Il nous reste de nombreux fragments de ces deux œuvres, aux différentes périodes de leur élaboration — de 1863 ou 64 à 1873, peut-on affirmer. Pour les étudier sérieusement, il faudrait compléter les études théoriques inachevées, par le résumé des idées semblables que l'on trouve exprimées dans des déclarations de principes émanant de sociétés secrètes et autres, dans des discussions occasionnelles où sont traités quelques points du sujet, dans des articles de journaux, etc. J'essaierai de faire cela dans ma biographie de Bakounine. Je me bornerai ici à dire que dans la première catégorie se rangent, entre autres, un manuscrit de la période italienne : « Catéchisme de la Franc-Maçonnerie moderne » ; les « Catéchismes révolutionnaires » de la « Fraternité internationale » — qui n'ont rien de commun avec un soi-disant « Catéchisme révolutionnaire » d'une époque bien postérieure qu'on attribue communément, sans aucune preuve, à Bakounine ; — les discours des Congrès de la Paix ; une œuvre inachevée : « le Fédéralisme, le Socialisme et l'Antithéologisme » (1867-68) ; plusieurs écrits rédigés en 1869 pour l'Internationale : son œuvre capitale ; un manuscrit écrit dans l'hiver de 1870 à71, et dont « Dieu et l'État » a été tiré ; enfin une partie des écrits contre Mazzini et quelques autres publications ou manuscrits. De l'autre ouvrage sur les questions slaves, auquel se rattachent les publications des années 1848 et

1862-63, on a peut-être une ébauche première en des articles publiés en 1867, dans un journal de Naples que je n'ai pas encore réussi à retrouver, puis dans les discours des Congrès de la Paix, et dans les fragments existant en manuscrit, d'une publication qui devait avoir pour titre : « Question révolutionnaire dans les Pays Russes et en Pologne. [1] »

Durant les années qui suivirent, l'Internationale l'absorba tout à fait. Cependant, dès qu'il eut plus de loisirs, après que fut close la polémique contre Marx et contre Mazzini, il se mit de nouveau à écrire sur le second de ces deux sujets. Il donna, en français, une lettre aux Jurassiens (lettre de plus d'une centaine de pages), et la première partie d'un grand ouvrage, en russe : « l'Étatisme et l'Anarchie, » publié à Zurich en 1874 et formant un fort volume.

J'ai cru qu'au lieu de faire un choix nouveau parmi les écrits de propagande et de polémique, il était préférable de réunir, dans ce volume, quelques-unes des parties les mieux élaborées du premier des deux ouvrages dont je viens de parler. Ce ne sont malheureusement que des fragments, et il faudrait plus d'un volume encore pour réunir tous les matériaux existants qui permettraient de reconstruire, pour ainsi dire, l'ensemble du système.

Mais avant de donner des détails précis sur l'historique de ces divers fragments, je tiens à déterminer de mon mieux la place que Michel Bakounine occupe dans l'histoire du développement des idées anarchistes. Ce sera là chose utile, vu le manque à peu près total d'investigations sérieuses sur l'origine et sur l'histoire de ces idées si réprouvées, si persécutées et qui sont, malgré tout, le dernier mot, la dernière

1Voir l'avertissement de cette publication dans la brochure de Bakounine « Un dernier mot sur M. Louis Mieroslawski, » publiée, pendant l'été de 1868, à Genève.

pensée et la dernière espérance de tant d'hommes nobles et courageux qui savent agir et mourir pour elles.

Dans cette étude, nous laisserons de côté les nombreux penseurs qui, s'ils ont laissé voir de ci, de là, dans leurs écrits, que pour eux l'avenir appartenait aux idées libertaires et non aux idées autoritaires, n'ont pas traité ces questions de façon à en arriver logiquement à l'anarchie.

Le premier William Godwin, dans son livre sur la « Justice Politique » publié à Londres en 1793 arriva aux dernières conséquences d'une critique sérieuse des principes de l'État et de l'autorité et son livre fut le premier ouvrage de théorie anarchiste pure.

Les anarchistes de la première période de ce siècle, en se révoltant contre l'État sous sa forme actuelle, et sous la forme masquée et non moins oppressive qu'il prendrait dans une société basée sur le communisme autoritaire des socialistes de cette époque (et les socialistes de nos jours ne sont pas plus avancés sur ce point), arrivèrent à l'individualisme anarchiste. Ils propagèrent cette idée d'une société où chacun travaillerait pour soi-même, faisant à son gré avec d'autres l'échange du produit de son travail soit personnel, soit produit par une association formée en vue de son travail même, association dans laquelle il ne sera entré que si son propre et unique intérêt le lui a conseillé.

On trouve ces idées exposées dans le livre de l'Anglais Thompson : *An Inquiry into the principles of the Distribution of Wealth most conductive to human happiness…* (London, 1824) qui, cependant, les abandonna plus tard pour accepter le système d'Owen, mais les propagandistes américains de la « souveraineté individuelle » les exprimèrent avec plus de précision, et ils en montrèrent les conséquences, depuis Josiah

Warren, Stephen Pearl Andrews et leur école, les Lysander Spooner et bien d'autres, jusqu'à leurs représentants actuels qui exposent leurs doctrines dans le journal que publiait, à Boston et à New-York, R. B. Tuker : « Liberty » et dans quelques autres publications des États-Unis et de l'Angleterre.

De même, en France, Proudhon opposa au communisme autoritaire et aux autres systèmes socialistes de son temps, son socialisme mutuelliste, qui demandait l'égal échange, entre les producteurs du produit de leur travail. Le système n'était pas nouveau pour les Anglais et les Américains, mais pour le continent, Proudhon fut un initiateur. Il trouva de nombreux adhérents, hors de France, en Espagne par exemple où on s'inspira surtout de son fédéralisme, et en Allemagne où, pendant les années qui précédèrent la révolution de 1848, des socialistes comme M. Hess et Ch. Grüne, essayèrent d'amalgamer ses idées économiques, avec les extrêmes spéculations hégéliennes. Ils n'y réussirent guère, mais ce fut cependant en Allemagne que parut, en 1844, l'œuvre classique de l'anarchisme individualiste « Der Einzige und sein Eigenthum» (L'unique et sa propriété) de Max Stirner, qui fut le dernier grand œuvre, et comme le terminus théorique de ce mouvement individualiste international.

Après les défaites de 1848 et les années de réaction qui suivirent, le mouvement ouvrier reprit sa marche. Le caractère de ce mouvement ne fut plus alors individualiste ou expérimental, comme auparavant, il fut plutôt collectif, si je puis dire, et il trouva son expression propre dans « l'Association internationale de travailleurs », fondée en 1864. Les théories socialistes, après 1848, furent soumises à un nouvel examen et dans les milieux les plus avancés, en France, en Belgique, dans la Suisse romande, on arriva à rejeter nettement aussi bien le socialisme autoritaire ou d'État, représenté jadis par Louis Blanc, par exemple, et alors par Karl Marx et Ferdinand

Lassalle, que le mutualisme proudhonien, défendu en France par des épigones bien exténués, les Langlois, les Tolain, etc. et n'ayant gardé quelque verve et esprit révolutionnaires que chez les proudhoniens belges et chez les jeunes gens du journal « La Rive gauche ».

Après de longues discussions dans les journaux, dans les congrès et dans les sections de l'Internationale, l'idée du collectivisme révolutionnaire, comme on disait alors, c'est-à-dire de l'anarchisme collectiviste, prit naissance. Tout en adoptant la critique proudhonienne de l'État et de l'autorité, on estimait que le système individualiste de production et de distribution, ne saurait préserver d'une rechute dans les misères du monopole économique inséparablement lié à la restauration du pouvoir politique de l'État. On s'inspirait en même temps de cette idée, base de tout socialisme, que les produits de la nature et ceux du travail, intellectuel et physique, des générations passées, en tant qu'ils servent d'instruments de production, ou sont employés à quelque besoin commun, ne doivent pas être appropriés par des individus. On se déclarait donc pour la propriété collective du sol, des matières primitives et des instruments de travail, tout en laissant aux groupes producteurs ou aux communes réunissant les groupes fédérés, la liberté de choisir les moyens de répartitions. Toutefois, dominait toujours cette idée, que chacun devrait recevoir le produit entier de son travail personnel.

La propagation de ces idées fut l'œuvre des internationalistes suisses romands, français, belges, italiens et espagnols. Pour elles, Michel Bakounine et ses amis jurassiens en Suisse, Varlin en France, César de Paepe en Belgique, Cafiero en Italie, et bon nombre d'autres, eurent d'ardentes luttes à soutenir contre des adversaires de toutes sortes, qu'ils rencontrèrent dans le camp bourgeois, comme dans l'Internationale. Karl Marx lui-même, par ses machinations

souterraines et déloyales, qui avaient pour but de faire adopter son système comme doctrine officielle par l'Internationale tout entière, montra combien l'autorité est abusive, fût-elle même confiée à un homme intelligent et sincère tel qu'il était. Par son attitude, il contribua puissamment à ouvrir les yeux à la grande majorité des internationalistes, sur les défauts inhérents à toute organisation autoritaire, et il les disposa en faveur de l'anarchie.

Cette lutte dans l'Internationale entre les autoritaires et les anarchistes se termina donc en faveur de ces derniers. Si, après des défaites sanglantes et des persécutions acharnées en France, en Espagne, en Italie, l'organisation extérieure de l'Internationale fut disloquée, mais jamais complètement anéantie, les idées collectivistes anarchistes continuèrent à être propagées jusqu'au temps où, après toutes ces luttes, vint une période de calme relatif. Dans cette période on examina de nouveau le fond de la doctrine de façon à l'élaborer plus complètement et dans un sens plus avancé, de même fit-on, — ce qui ne nous intéresse pas ici — pour les questions de tactique.

On se disait que tout système se proposant d'attribuer équitablement à chacun le produit de son travail, devait être nécessairement imparfait et par conséquent injuste, car tous les individus ne sont pas semblables et ils appliquent au même travail une fraction différente de force. Donc chacun des systèmes généralement adoptés était, plus ou moins, construit au profit de la majorité qui avait trouvé bon de l'adopter. De ces conceptions sortaient encore, fatalement, la réglementation, la loi, l'État. On se disait encore qu'il est impossible de distinguer clairement les produits et les instruments de travail. La nourriture, le vêtement, etc., qui sont, pour l'un le produit d'un travail, sont pour l'autre ce que le charbon et l'huile sont pour la machine, c'est-à-dire des éléments indispensables pour le mettre en état de travailler et par conséquent sont des

instruments aussi nécessaires à la production que tout autre outil. Partant de ces raisonnements et de ces contradictions, on en arriva au communisme anarchiste, au système qui reconnaît que le communisme libre et spontané dans la production et dans la consommation, est la seule base solide d'une société. Une telle société, organisée d'après ce principe du communisme, pourvoit ainsi aux besoins quotidiens de chacun et lui assure toute facilité pour devenir un homme vraiment libre, libre selon sa conception individuelle et comme bon lui semble.

C'est en 1876 — autant que je le sache — que ces idées furent émises pour la première fois en public, au sein de l'Internationale. On les agitait déjà dans une petite brochure abstentionniste publiée au commencement de 1876, à Genève, par des proscrits lyonnais. La Fédération italienne de l'Internationale fut la première fédération qui les adopta à son Congrès d'octobre 1876, tenu près de Florence. Elles furent plus tard exprimées dans des journaux, dans des conférences jurassiennes et genevoises, par C. Cafiero, P. Kropotkine, Élisée Reclus et d'autres, puis dans le « Révolté » de Genève et de Paris, enfin, depuis ce temps, elles ont suscité une littérature déjà abondante.

Répandues dans beaucoup de pays, ces idées nouvelles furent examinées et approfondies, elles prédominent maintenant presque partout où l'on trouve des anarchistes. Il devait se passer bien des années avant qu'elles fussent adoptées partout par les anciens collectivistes. En Espagne même, où l'Internationale anarchiste avait pris si fortement racine, qu'après sept années d'existence souterraine et clandestine elle revécut avec son ancienne vigueur, le collectivisme prévaut toujours, mais modifié dans un sens libertaire par la discussion et la critique soulevées à son sujet. Mais partout ailleurs, sauf parmi les quelques individualistes d'Amérique, d'Angleterre et

d'Australie, et les adhérents récemment gagnés à leurs idées en France et en Allemagne, le communisme anarchiste est adopté en principe, bien que des divergences se produisent sur les détails, et sur les questions spéciales, comme cela doit se produire dans le développement d'une idée vivante, ayant horreur du dogme. Par exemple, de nos jours, le communisme anarchiste est loin de souffrir de la renaissance de l'individualisme, il ne peut qu'en profiter, car le communisme n'est que le moyen par lequel on peut obtenir le plus haut développement individuel de tout homme ; quant aux limites entre le communisme et l'individualisme, elles ne peuvent être fixes et invariables, elles doivent varier au contraire de mille façons, selon les besoins particuliers de chacun. C'est l'expérience seule qui pourra résoudre ces mille questions ; c'est donc aux communistes comme aux individualistes à hâter, chacun à sa manière, l'avènement des temps où seront brisées les entraves qui jusqu'à présent, s'opposent à la libre expérience.

Ce rapide aperçu ne doit servir qu'à montrer la place qu'occupe Michel Bakounine dans l'histoire de l'anarchisme théorique et de faire comprendre par là, qu'il n'a pas pu arriver spontanément aux idées anarchistes actuelles ; mais même ce qui peut dans ses vues nous paraître arriéré et obsolète doit être considéré, historiquement, comme marquant un pas en avant qu'il fit de sa propre initiative. Je n'ai donc pas, dans les pages qui précèdent, parlé des anarchistes plus ou moins solitaires de ce siècle qui, arrivant d'eux-mêmes à des idées plus avancées que celles des autres anarchistes de leur temps, ne réussirent cependant pas à se faire entendre efficacement, ni à influer sur le grand courant des idées. Bien que leurs efforts n'aient pas été perdus, il est presque impossible, sans études spéciales, de déterminer leur influence sur le mouvement, tellement est grand l'oubli dans lequel la plupart d'entre eux sont tombés. Ce sont par exemple les communistes révolutionnaires qui ont

publié à Paris, en 1841, le journal clandestin « l'Humanitaire » ; le groupe dit des « communistes matérialistes » qui paraît avoir professé les théories de la propagande par le fait et de l'expropriation individuelle, dès 1847, quand un grand procès mit fin à son action ; les Proudhoniens révolutionnaires comme Ernest Cœurderoy et surtout Joseph Déjacque, le poète ouvrier, proscrit anarchiste qui, entre autres, dans son journal « Le Libertaire », publié à New-York de 1858 à 1861, non seulement arriva — comme le fit l'Internationale près de dix ans plus tard — au collectivisme anarchiste, mais encore, toujours de sa propre initiative, entrevit avec clarté le communisme anarchiste actuel, et émit, sur la tactique et les moyens révolutionnaires, des opinions analogues à celles qui prévalent de nos jours. Mentionnons encore Bellegarrigue, l'Italien Pisacane, mort les armes à la main à Sapri en 1857, etc.

C'est donc comme matériaux pour servir à l'histoire des théories anarchistes que je publie ces fragments de l'œuvre théorique de Bakounine. Si l'on voulait choisir selon les besoins d'une propagande immédiate, on trouverait alors bien d'autres écrits de lui, inspirés par la plus grande ardeur révolutionnaire, au lieu de ces études scientifiques.

Je vais maintenant donner quelques éclaircissements historiques sur les pièces qui sont contenues dans ce volume.

I. — FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME

Bakounine vint de Naples en Suisse, pour assister au premier Congrès de la Paix, tenu à Genève en septembre 1867. Il fut élu membre du Comité central de la nouvelle « Ligue de la Paix et de la Liberté, » siégeant à Berne. Pendant l'année suivante, il habitait les environs de Vevey et de Clarens d'où il se rendait à Berne pour assister aux réunions générales du Comité central. Ce fut probablement dans la séance du 26 octobre 1867

que, d'accord avec d'autres membres du comité, les russes Ogarev et Joukowsky, les polonais Mroczkowski et Zagorski et M. Naquet, délégué français, il proposa au comité d'adopter un programme nettement socialiste, anti-autoritaire et anti-religieux : c'était son programme tout entier, qu'il avait déjà, en peu de mots, exposé dans un discours prononcé aux Congrès de Genève [1].

Ces mêmes vues se trouvent exposées dans les déclarations de principes de la « Fraternité Internationale », existant depuis 1864. Comme preuve du zèle de Bakounine, à propager ces idées dans tous les milieux où il avait l'espoir qu'elles eussent une influence, nous citons une des premières ébauches qui contiennent ces théories, peut-être même la première qui existe encore. C'est un manuscrit qui a pour titre : « Catéchisme de la Franc-Maçonnerie moderne » [2]. On trouve dans cette œuvre ce passage, qu'on retrouve presque textuellement dans des écrits bien postérieurs : « Dieu est, donc l'homme est esclave. L'homme est libre, donc il n'y a point de Dieu. — Je défie qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant choisissons ».

Ce manuscrit doit dater de la période du séjour de Bakounine à Florence, période pendant laquelle il était en relation avec des membres influents de la Franc-Maçonnerie italienne, avant la fondation de l'Internationale ; quand il essaya de fonder la « Fraternité internationale » et en établit certainement le programme. Ou bien, le manuscrit date-t-il des années 1865-67, et de Naples. On retrouve encore les idées de

1 Ce discours se trouve imprimé dans les « Annales » de ce Congrès, mais d'après un manuscrit de Bakounine, écrit quelques mois après le Congrès, en vue de la publication des « Annales » (1868).

2 Ce manuscrit commence ainsi : « Pour redevenir un corps vivant et utile, la Franc-Maçonnerie doit reprendre sérieusement le service de l'humanité. Mais quelle signification ont aujourd'hui ces mots : Service de l'humanité ? »...

cette période exprimées presque avec les mêmes mots que dans les « Catéchismes révolutionnaires », dans un article de la « Démocratie » de Paris (en 1868).

Je ne connais pas quelle fut la décision prise par le comité de Berne au sujet de cette « Proposition motivée ». De plusieurs lettres adressées, à cette époque, à des amis de Bakounine, par un membre du bureau de la « Ligue » de Berne, et des manuscrits et épreuves existant encore, il résulte que les résolutions au sujet de cette publication varièrent. « La publication du mémoire doit se faire sous forme de supplément au journal » dit une lettre du 10 novembre 1867, mais le journal ne paraissait pas encore à cette époque. D'après une autre lettre du 21 décembre 1867, il y eut tin arrangement postérieur, d'après lequel l'imprimerie Rieder et Simmen devait commencer l'impression du mémoire que la librairie Georg, de Genève, devait publier sous forme de brochure ou de volume. Le 15 décembre on écrit encore de Berne que Bakounine doit avoir reçu même jour les épreuves de la deuxième feuille ; enfin le 26 décembre on écrit : « la première feuille de la brochure Bakounine est imprimée à 3000 exemplaires. »

La suite de cette correspondance manque. Tout ce que je puis affirmer, c'est que 80 pages, grand in-8°, furent composées d"après une copie du manuscrit faite par un ami russe de Bakounine. Cette copie, dont la dernière partie existe, ne contient qu'un seul mot (« l'apôtre ») de plus que la dernière ligne de la page 80 des épreuves. Il existe du texte antérieur des manuscrits originaux, et même plusieurs rédactions de certaines parties, ainsi que huit pages et demie, imprimées en épreuves (pag. 34-42), d'une autre version fort intéressante. J'en conclus donc que, pour des raisons inconnues, Bakounine n'écrivit pas lui-même plus que ces quatre-vingts pages.

L'ouvrage, commencé sous forme de proposition motivée

d'un programme adressé au comité de la ligue, était devenu une œuvre d'investigation, toute personnelle, sur l'origine de la religion, de l'État, etc. Le titre de : « Proposition motivée des Russes membres du comité central » fut changé en celui de : « Proposition motivée au comité central... par M. Bakounine ». Bakounine aurait peut-être même ôté tout à fait le caractère de « Proposition » à cet ouvrage, en le publiant sous le titre de : « La question révolutionnaire, Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme », ainsi qu'il l'écrit dans le manuscrit, datant de la même époque, d'un autre livre qui devait s'appeler «La question révolutionnaire dans les pays russes et en Pologne, » livre qui ne fut pas non plus publié.

J'ignore les raisons qui empêchèrent définitivement la publication de cet ouvrage, à la composition duquel Bakounine avait mis beaucoup de soins, et dont il se servit fréquemment dans la rédaction d'écrits postérieurs.

Je n'essaie pas de chercher une raison intérieure qui expliquerait cette non publication. Il y eut dans la vie de Bakounine tant d'incidents extérieurs, tant d'événements accidentels, que des hypothèses basées sur des raisons intérieures ne seraient que des spéculations erronées.

II. — SÉRIE D'ARTICLES DE BAKOUNINE PUBLIÉE DANS LE « PROGRÈS » DU LOCLE, DU 1er MARS AU 2 OCTOBRE 1869.

Dans la partie inachevée de « l'Antithéologisme » Bakounine avait l'intention d'exposer ses idées sur l'origine de l'État et sur celle de la religion. On trouve quelques-unes de ces idées exposées dans des articles du « Progrès » du Locle de 1869. C'est pour cela que je réédite ces articles ici, le journal étant aujourd'hui à peu près introuvable, même dans de grandes bibliothèques suisses. Malheureusement, là non plus,

Bakounine ne parvint pas à mener à bonne fin ses investigations.

La première ébauche de ces articles se trouve dans une conférence faite à la section de l'Alliance de Genève, le 13 février 1869. On lit à ce sujet, dans un manuscrit des « Procès-verbaux des conférences de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, groupe de Genève » : « La parole au citoyen Bakounine pour lire son discours sur l'histoire de la bourgeoisie et de la position qu'occupe celle-ci vis-à-vis des classes ouvrières ». Sur la proposition qui fut faite d'imprimer ce discours, « le citoyen Bakounine, répondant au préopinant, dit, qu'il publiera son discours à un prix très minime. » Mais quelques jours après, Bakounine se rendit — pour la première fois, — dans le Jura où, le 11 février 1869, au cercle international du Locle, il donna une conférence sur « La philosophie du peuple ». Cette conférence était divisée en deux parties, l'une traitant de « la question religieuse » l'autre faisant « l'histoire de la bourgeoisie, de son développement, de sa grandeur et de sa décadence [1] ». Au lieu de « livrer le texte complet à l'impression » (comme dit aussi le « Progrès », l. c), Bakounine fît, dès son retour à Genève, des articles pour le « Progrès ». Écrits d'abord sous forme de lettres aux compagnons des montagnes, ces articles se transformèrent peu à peu en investigations théoriques dans le genre de « l'Antithéologisme » ; malheureusement, celte fois-ci encore, elles furent interrompues à une époque qui coïncide avec celle du départ de Bakounine, de Genève pour Locarno [2].

1 Voir le « Progrès » du 1er mars 1869, p. 2, où se trouve un bref résumé de ces deux discours.

2 La première lettre est datée « Genève, le 23 février 1869. » Le 27 février, dans la section de l'Alliance, Bakounine donna un rapport sur son voyage dans le Jura ; ce fut dans cette même séance que Fanelli déposa un rapport sur le voyage qu'avec deux amis il avait fait en Espagne, pour y poser les bases de l'Internationale ; l'un et l'autre de ces deux voyages fut plein de succès et donna une initiative puissante

III. — « DIEU ET L'ÉTAT. »

Une fois encore, Bakounine se proposa de placer devant le public l'ensemble de ses idées : ce fut, comme toujours, par un écrit d'occasion qui se développa en un grand ouvrage. Pour en retracer l'origine il faut d'abord examiner l'action politique et littéraire de Bakounine durant la guerre franco-allemande de 1870-71.

Le 26 juillet 1870, Bakounine revint de Genève, par Neuchâtel, à Locarno. Il commença à exposer, après les premières défaites, ses idées sur la méthode révolutionnaire, qu'il fallait adopter pour d'abord résister à l'invasion, ensuite pour faire une révolution sociale. C'est sous forme de « Lettres à un Français », qu'il présenta ses vues. Une édition de ces lettres, abrégée cependant et arrangée de manière à lui donner la forme d'un écrit d'actualité, fut publiée, à Neuchâtel, vers la deuxième moitié de septembre 1870 [1]. Le 9 septembre Bakounine partit de Locarno par Berne, pour Lyon. Il quitta Lyon, après les événements du 29 septembre, pour se rendre à Marseille le lendemain. Mais, voulant me borner à noter son action littéraire à cette époque, je reviens à ses écrits. Nous avons de lui d'autres « Lettres à un Français », et une étude inachevée : « Le Réveil du peuple », dont la dernière partie paraît déjà être écrite lors du séjour à Marseille. Il existe aussi un commencement d'une lettre à M. Esquiros, pour lui exposer les mêmes idées, ainsi qu'une lettre à un ami de Lyon (Palix), écrite à l'époque où il quittait cette ville. Toutefois, moins encore qu'à Lyon, réussit-il, à Marseille, à faire prévaloir ses idées de résistance à l'invasion par la révolution sociale faite sur des bases fédéralistes.

---

au mouvement révolutionnaire et anarchiste du Jura et de l'Espagne.

1 J'ai appris que le manuscrit fut écrit les 25 et 27 août et le 2 septembre.

Voici des extraits d'une lettre écrite, le 23 octobre 1870 à un ami russe : « ... quand tu auras reçu cette lettre, je serai en route et tout près de Barcelone et peut-être même déjà à Barcelone. Je dois quitter cette place, parce que je n'y trouve absolument rien à faire, et je doute que tu trouves quelque chose de bon à faire à Lyon. — Mon cher, je n'ai plus aucune foi dans la Révolution en France. Ce peuple n'est plus révolutionnaire du tout. — Le peuple lui-même y est devenu doctrinaire, raisonneur et bourgeois comme les bourgeois... Les bourgeois sont odieux. Ils sont aussi féroces que stupides — et comme la nature policière est dans leurs veines — on dirait des sergents de ville et des procureurs généraux en herbe ! — À leurs infâmes calomnies je m'en vais répondre par un bon petit livre où je nomme toutes les choses et toutes les personnes par leur nom. — Je quitte ce pays avec un profond désespoir dans le cœur... »

Dans cette lettre nous trouvons le premier projet du livre dont « Dieu et l'État », publié en 1882 par C. Cafiero et E. Reclus, est un fragment.

Bakounine ne se rendit pas en Espagne mais bien, quelques jours après cette lettre, à Locarno [1], par Gênes. Là son projet prit une forme plus précise. Dans une lettre à un ami de Genève, du 19 novembre, il dit (en russe), que maintenant il n'écrit pas une brochure mais un livre entier, et il prit des arrangements pour le faire publier à Genève. Bien que la première partie de ce nouveau livre se rattache aux « Lettres à un Français » et aux événements de France, Bakounine s'y place bientôt sur le terrain philosophique et il y reste. Dans son exemplaire du « Cours de Philosophie positive » d'Auguste Comte, on trouve, en marge, notées les dates du 10, 12, 17 et 18 décembre et de ces études sortit un long manuscrit (inachevé)

1 Voir le récit de son départ de Marseille, publié par Ch. Alerini dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne*..., le 1er octobre 1876.

dont les pages 82 à 256 existent encore. Ce manuscrit, après une discussion sur la situation en France (dont le commencement, de la page 1 à la page 81, manque), et quelques pages sur le socialisme, prend, dès la page 107, le titre : « *Appendice, considérations philosophiques sur le fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme* », Quoique écrit d'abord comme « Appendice » aux pages 1 à 107 de ce manuscrit il est cité dans plusieurs passages du manuscrit de « Dieu et l'État » comme « Appendice » à ce manuscrit qui lui est postérieur ; il aura donc probablement été remanié avant la publication.

Enfin, vraisemblablement en février et jusqu'aux premiers jours de mars 1871, Bakounine écrivit un manuscrit de 340 pages qui, bien qu'épars en trois pays différents, existe aujourd'hui encore, à l'exception de trois pages.

La première livraison de cette œuvre fut d'abord imprimée à l'Imprimerie coopérative de Genève, sous le titre : « La Révolution sociale ou la dictature militaire » (pages 1 à 138 du manuscrit) mais, l'impression étant très peu correcte, deux errata et un nouveau titre : « L'Empire knoutogermanique et la Révolution sociale », furent composés à Neuchâtel, et la brochure (mille exemplaires) fut publiée dès la fin de mai 1871.

On avait encore composé à Genève les pages 138 à 148 du manuscrit (jusqu'au 20 mars) et cette partie s'intitulait : « Sophismes historiques de l'école doctrinaire des Communistes allemands ». On voulait continuer à publier l'ouvrage, en livraisons et en brochures, à Neuchâtel ; le manque d'argent empêcha cette publication et, en septembre 1871, le projet fut définitivement abandonné. C'est alors que, déjà, Bakounine envoya à Neuchâtel le manuscrit de « La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale » qui fut publié immédiatement. En effet, en août 1871, par une première lettre, publiée, en italien,

comme supplément au « Gazzettino Rosa » de Milan et, en français, dans la « Liberté » de Bruxelles, Bakounine avait entrepris une polémique ardente contre les idées mazziniennes, polémique qui, avec les affaires de l'Internationale, la résistance aux ambitions des autoritaires, l'absorba pendant cet hiver ; et pour cette polémique, il tira beaucoup d'arguments de ce livre inédit.

Ce ne fut qu'après l'issue heureuse de la lutte pour la liberté dans l'Internationale, c'est-à-dire après le Congrès de Saint-Imier, en septembre 1872, que Bakounine se remit à rédiger de nouveau cette deuxième partie : « Sophismes historiques… » ; les pages 3 à 75 de ce manuscrit, des derniers mois de 1872, existent encore.

Les pages 149 à 210 et 214 à 247 du grand manuscrit de 340 pages, furent publiées en 1882 sous le titre de « Dieu et l'État, » à Genève (nouvelle édition : Paris, aux bureaux de la *Révolte*, 1893) [1]. Comme il n'entrait pas dans les intentions des éditeurs, de publier une édition littérale, ils ont corrigé le texte en maint endroit pour le rendre en français plus correct. Cette brochure, telle qu'elle fut éditée, a été traduite depuis en italien, espagnol, roumain, anglais, allemand, hollandais et polonais.

Les pages 248 à 340 restent inédites en français [2]. (Il existe encore 24 pages d'une rédaction antérieure des pages 248 à 279 et d'autres versions rejetées de quelques autres parties du manuscrit). Mais ces pages, formant la suite, qu'on croyait

1 Quant aux pages 211 à 213, je n'ai pas pu les retrouver ; mais une page au moins a été entre les mains des éditeurs de « Dieu et l'État » et comme les pages 149 à 210 et les pages 214 à 247 sont gardées dans différents pays, la perte temporaire ou définitive de ces quelques pages peut s'expliquer.

2 J'en ai publié des extraits, traduits en anglais, dans le journal anarchiste mensuel de Londres « Liberty » des mois de mai à septembre 1894.

perdue, de « Dieu et l'État » sont celles qui méritent d'être publiées avant tout, malgré qu'elles produisent une certaine désillusion ; car le manque du sens des proportions se trahit de nouveau dans la première partie, qui est le résumé détaillé de la philosophie éclectique bourgeoise de la première moitié de ce siècle.

Un jour on fera une édition de toute cette œuvre manuscrite avec l'« Appendice » qui donnera fidèlement le texte original de « l'Empire knoutogermanique » et de « Dieu et l'État ; » là, on insérera ce résumé ; ici, voulant surtout insister sur la partie théorique de l'œuvre, je donne les fragments théoriques les plus intéressants de ce manuscrit, malheureusement inachevé.

En concluant, il faut encore expliquer pourquoi le manuscrit est resté inachevé. Les dernières parties furent écrites, en mars 1871, à Locarno, et le voyage, d'une quinzaine de jours, que fit Bakounine à Florence, à cette époque, interrompit ce travail. Quand Bakounine revint à Locarno, on était en pleine Commune et il se rendit dans le Jura, à Sonvillier et au Locle, pour s'occuper de la révolution en France, plutôt que d'un livre qui était devenu si purement théorique. Il y écrivit aussi le manuscrit de trois conférences qu'il donna, en avril ou mai 1871, à Sonvillier. Après la Commune, il rentra à Locarno, mais, comme j'ai dit plus haut, ne voyant plus d'occasion de publier la suite de la première brochure, il renonça à terminer son manuscrit.

Donc, et bien que Bakounine ne soit jamais parvenu à présenter un ensemble complètement élaboré de ses idées, on voit qu'il tenta de le faire de son mieux et il existe encore assez d'écrits inédits dans lesquels il étudie à fond quelque question écartée dans ce volume ; par exemple un manuscrit inachevé de 36 pages : « De la nature historique de l'État. Le principe de

l'État » etc. En général, les écrits inédits se divisent en écrits ayant pour but la propagande des idées de l'Internationale antiautoritaire, en écrits de polémique contre Marx et Mazzini, en écrits sur les questions slaves et en fragments de cette grande œuvre de théorie, dont font partie ceux qui sont imprimés dans ce volume [1].

J'ai publié le texte des manuscrits et des épreuves sans altération aucune. Quant aux articles tirés du *Progrès* du Locle, je n'en connais pas le manuscrit original ; mais il est fort probable que ce texte a été remanié un peu par le rédacteur de ce journal, de même que le texte de « Dieu et l'État », imprimé en 1882, l'a été par l'un des deux éditeurs. Moi, je suis ennemi de l'uniformité incolore à laquelle on arrive trop souvent si de telles corrections ne sont pas faites avec la plus grande habileté. On va donc lire dans ce livre les œuvres de Bakounine, telles qu'il les écrivit lui-même.

11 novembre 1894.

N.

. . . . . .

1 Jusqu'ici on a publié des parties ou extraits de ces manuscrits inédits dans le *Travailleur* de Genève, 1878 (sur la Commune de Paris ; réimprimé, en 1892, dans les *Entretiens Politiques et Littéraires* de Paris), dans le supplément littéraire de la *Révolte*, dans la *Société nouvelle* de Bruxelles (août 1894), dans la *Lotta sociale* de Milan (janvier 1894) et dans *Liberty* de Londres (1894) ; en brochure : « Dieu et l'État » (Genève 1882 ; Paris 1893) et une brochure italienne contre Mazzini (Ancona 1886, d'abord publiée dans le *Paria* d'Ancone.)

FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME

PROPOSITION MOTIVÉE
AU COMITÉ CENTRAL
DE LA LIGUE DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ
PAR
M. BAKOUNINE
Genève [1].

Messieurs,

L'œuvre qui nous incombe aujourd'hui, c'est d'organiser et de consolider définitivement la Ligue de la Paix et de la Liberté, en prenant pour base les principes qui ont été formulés par le comité directeur précédent et votés par le premier Congrès. Ces principes constituent désormais notre charte, la base obligatoire de tous nos travaux postérieurs. Il ne nous est plus permis d'en retrancher la moindre partie ; mais nous avons le droit et même le devoir de les développer.

Il nous paraît d'autant plus urgent de remplir aujourd'hui ce devoir, que ces principes, comme tout le monde le sait ici, ont été formulés à la hâte, sous la pression de la lourde hospitalité genevoise... Nous les avons ébauchés pour ainsi dire entre deux orages, forcés que nous étions d'en amoindrir l'expression, pour éviter un grand scandale qui aurait pu aboutir à la destruction

1 C'est le titre définitif adopté dans les épreuves corrigées ;l'épreuve contenait le sous-titre : *Proposition des Russes, membres du comité central de la L. de la P. et de la L.* et le manuscrit de Bakounine (in-4, p. 1) donne pour titre : *Proposition motivée des Russes, membres du comité permanent de la Ligue de la Paix et de la Liberté ; (appuyée par M. Alexandre Naquet, délégué français et par MM. Valérien Mroczkowski et Jean Zagorski, délégués polonais).*

complète de notre œuvre.

Aujourd'hui que, grâce à l'hospitalité plus sincère et plus large de la ville de Berne, nous sommes libres de toute pression locale, extérieure, nous devons rétablir ces principes dans leur intégrité, rejetant de côté les équivoques comme indignes de nous, indignes de la grande œuvre que nous avons mission de fonder. Les réticences, les demi-vérités, les pensées châtrées, les complaisantes atténuations et concessions d'une lâche diplomatie, ne sont pas les éléments dont se forment les grandes choses : elles ne se font qu'avec des cœurs haut placés, un esprit juste et ferme, un but clairement déterminé et un grand courage. Nous avons entrepris une bien grande chose, messieurs, élevons-nous à la hauteur de notre entreprise : grande ou ridicule, il n y a point de milieu, et pour qu'elle soit grande, il faut au moins que par notre audace et par notre sincérité nous devenions grands aussi.

Ce que nous vous proposons n'est point une discussion académique de principes. Nous n'ignorons pas que nous nous sommes réunis ici principalement pour concerter les moyens et les mesures politiques nécessaires à la réalisation de notre œuvre. Mais nous savons aussi qu'en politique il n'est point de pratique honnête et utile possible, sans une théorie et sans un but clairement déterminés. Autrement, tout inspirés que nous sommes des sentiments les plus larges et les plus libéraux, nous pourrions aboutir à une réalité diamétralement opposée à ces sentiments : nous pourrions commencer avec des convictions républicaines, démocratiques, socialistes, — et finir comme des Bismarckiens ou comme des Bonapartistes.

Nous devons faire trois choses aujourd'hui :

1° Établir les conditions et préparer les éléments d'un nouveau Congrès ;

2° Organiser notre Ligue, autant que faire se pourra, dans tous les pays de l'Europe, l'étendre même en Amérique, ce qui nous paraît essentiel, et instituer dans chaque pays des comités nationaux et des sous-comités provinciaux, en laissant à chacun d'eux toute l'autonomie légitime, nécessaire, et en les subordonnant tous hiérarchiquement au Comité central de Berne. Donner à ces comités les pleins pouvoirs et les instructions nécessaires pour la propagande et pour la réception de nouveaux membres.

3° En vue de cette propagande, fonder un journal.

N'est-il pas évident que pour bien faire ces trois choses, nous devons préalablement établir les principes qui, en déterminant de manière à ne plus laisser de place à aucune équivoque, la nature et le but de la Ligue, inspireront et dirigeront d'un côté toute notre propagande tant verbale qu'écrite, et de l'autre, serviront de conditions et de base à la réception de nouveaux adhérents. Ce dernier point, messieurs, nous paraît excessivement important. Car tout l'avenir de notre Ligue dépendra des dispositions, des idées et des tendances tant politiques que sociales, tant économiques que morales, de cette foule de nouveaux-venus auxquels nous allons ouvrir nos rangs. Formant une institution éminemment démocratique, nous ne prétendrons pas gouverner notre peuple, c'est-à-dire, la masse de nos adhérents, de haut en bas ; et du moment que nous nous serons bien constitués, nous ne nous permettrons jamais de leur imposer d'autorité nos idées. Nous voulons au contraire que tous nos sous-comités provinciaux et comités nationaux, jusqu'au comité central ou international lui-même, élus de bas en haut par le suffrage des adhérents de tous les pays, deviennent la fidèle et obéissante expression de leurs sentiments, de leurs idées et de leur volonté. Mais aujourd'hui, précisément parce que nous sommes résolus de nous soumettre

en tout ce qui aura rapport à l'œuvre commune de la Ligue, aux vœux de la majorité, aujourd'hui que nous sommes encore un petit nombre, si nous voulons que notre Ligue ne dévie jamais de la première pensée et de la direction que lui ont imprimées ses initiateurs, ne devons-nous pas prendre des mesures pour qu'aucun ne puisse y entrer avec des tendances contraires à cette pensée et à cette direction ? Ne devons-nous pas nous organiser de manière à ce que la grande majorité de nos adhérents reste toujours fidèle aux sentiments qui nous inspirent aujourd'hui, et établir des règles d'admission telles que, lors même que le personnel de nos comités serait changé, l'esprit de la Ligue ne change jamais.

Nous ne pourrons atteindre ce but qu'en établissant et en déterminant si clairement nos principes, qu'aucun des individus qui y seraient d'une manière ou d'une autre contraire, ne puisse jamais prendre place parmi nous.

Il n'y a pas de doute que, si nous évitons de bien préciser notre caractère réel, le nombre de nos adhérents pourra devenir depuis plus fort. Nous pourrions même dans ce cas, comme nous l'a proposé le délégué de Bâle, M. Schmidlin, accueillir dans nos rangs beaucoup de sabreurs et de prêtres, pourquoi pas des gendarmes ? — ou comme vient de le faire la Ligue de la Paix, fondée à Paris sous la haute protection impériale, par MM. Michel Chevalier et Frédéric Passy, supplier quelques illustres princesses de Prusse, de Russie ou d'Autriche, de vouloir bien accepter le titre de membres honoraires de notre association. Mais, dit le proverbe, qui trop embrasse, mal étreint : nous achèterions toutes ces précieuses adhésions au prix de notre annihilation complète, et parmi tant d'équivoques et de phrases qui empoisonnent aujourd'hui l'opinion publique de l'Europe, nous ne serions qu'une mauvaise plaisanterie de plus.

Il est évident, d'un autre côté, que si nous proclamons hautement nos principes, le nombre de nos adhérents sera plus restreint ; mais ce seront du moins des adhérents sérieux, sur lesquels il nous sera permis de compter, — et notre propagande sincère, intelligente et sérieuse n'empoisonnera pas, — elle moralisera le public.

Voyons donc quels sont les principes de notre nouvelle association ? Elle s'appelle *Ligue de la Paix et de la Liberté*. C'est déjà beaucoup ; par là nous nous distinguons de tous ceux qui veulent et qui cherchent la paix à tout prix, même au prix de la liberté et de l'humaine dignité. Nous nous distinguons aussi de la société anglaise de la paix qui, faisant abstraction de toute politique, s'imagine qu'avec l'organisation actuelle des États en Europe la paix est possible. Contrairement à ces tendances ultra-pacifiques des sociétés parisienne et anglaise, notre Ligue proclame qu'elle ne croit pas à la paix et qu'elle ne la désire que sous la condition suprême de la liberté.

La liberté est un mot sublime qui désigne une bien grande chose et qui ne manquera jamais d'électriser les cœurs de tous les hommes vivants, mais qui néanmoins demande à être bien déterminée, sans quoi nous n'échapperons pas à l'équivoque, et nous pourrions voir des bureaucrates partisans de la liberté civile, des monarchistes constitutionnels, des aristocrates et des bourgeois libéraux, tous plus ou moins partisans du privilège et ennemis naturels de la démocratie, venir se placer dans nos rangs et constituer une majorité parmi nous sous le prétexte, qu'eux aussi aiment la liberté.

Pour éviter les conséquences d'un si fâcheux mésentendu, le Congrès de Genève a proclamé qu'il désire « fonder la paix *sur la démocratie* et sur la liberté », d'où il suit que, pour devenir membre de notre Ligue, il faut être démocrate. Donc en sont exclus tous les aristocrates, tous les partisans de quelque

privilège, de quelque monopole ou de quelque exclusion politique que ce soit, je mot de démocratie ne voulant dire autre chose que le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, en comprenant sous cette dernière dénomination toute la masse des citoyens, — et aujourd'hui il faudrait ajouter, des citoyennes aussi, — qui forment une nation.

Dans ce sens nous sommes certainement tous démocrates.

Mais nous devons en même temps reconnaître, que ce terme : démocratie ne suffît pas pour bien déterminer le caractère de notre Ligue, et que, comme celui de liberté, considéré à part, il peut prêter à l'équivoque. N'avons-nous pas vu, dès le commencement de ce siècle, en Amérique, les planteurs, les esclavagistes du Sud et tous leurs partisans des États-Unis du Nord s'intituler des démocrates ? Le césarisme moderne avec ses hideuses conséquences, suspendu comme une horrible menace sur Tout ce qui s'appelle humanité en Europe, ne se dit-il point également démocrate ? Et même l'impérialisme moscovite et saint-pétersbourgeois, l'État sans phrases, cet idéal de toutes les puissances militaires et bureaucratiques centralisées, n'est-ce pas au nom de la démocratie qu'il a écrasé dernièrement la Pologne ?

Il est évident que la démocratie sans liberté ne peut nous servir de drapeau. Mais qu'est-ce que la démocratie fondée sur la liberté si ce n'est la République ? L'alliance de la liberté avec le privilège crée le régime monarchique constitutionnel, mais son alliance avec la démocratie ne peut se réaliser que *dans la République*. Par mesure de prudence, que nous n'approuvons pas, le Congrès de Genève, dans ses résolutions, a cru devoir s'abstenir de prononcer le mot de république. Mais en proclamant son désir « de fonder la paix sur la démocratie et sur la liberté », il s'est implicitement posé comme républicain. *Donc notre Ligue doit être démocratique et républicaine en*

même temps.

Et nous pensons, messieurs, que nous sommes ici tous républicains dans ce sens, que poussés par les conséquences d'une inexorable logique, avertis par les leçons à la fois si salutaires et si dures de l'histoire, par toutes les expériences du passé, et surtout éclairés par les événements qui ont attristé l'Europe depuis 1848, aussi bien que par les dangers qui la menacent aujourd'hui, nous sommes tous également arrivés à cette conviction : *que les institutions monarchiques sont incompatibles avec le règne de la paix, de la justice et de la liberté*.

Quant à nous, messieurs, comme socialistes russes et comme slaves, nous croyons devoir franchement déclarer, que, pour nous, ce mot de république n'a d'autre valeur que cette valeur *toute négative* : celle d'être le renversement ou l'élimination de la monarchie ; et que non seulement il n'est pas capable de nous exalter, mais qu'au contraire, toutes les fois qu'on nous représente la république comme une solution positive et sérieuse de toutes les questions du jour, comme le but suprême vers lequel doivent tendre tous nos efforts, — nous éprouvons le besoin de protester.

Nous détestons la monarchie de tout notre cœur ; nous ne demandons pas mieux que de la voir renversée sur toute la surface de l'Europe et du monde, et nous sommes convaincus, comme vous, que son abolition est une condition *sine qua non* de l'émancipation de l'humanité. À ce point de vue, nous sommes franchement républicains. Mais nous ne pensons pas qu'il suffise de renverser la monarchie pour émanciper les peuples et leur donner la justice et la paix. Nous sommes fermement persuadés au contraire, qu'une grande république militaire, bureaucratique et politiquement centralisée peut devenir et nécessairement deviendra une puissance

conquérante au dehors, oppressive à l'intérieur, et qu'elle sera incapable d'assurer à ses sujets, lors même qu'ils s'appelleraient des citoyens, le bien-être et la liberté. N'avons-nous pas vu la grande nation française se constituer deux fois en république démocratique, et deux fois perdre sa liberté et se laisser entraîner à des guerres de conquête ?

Attribuerons-nous, comme le font beaucoup d'autres, ces rechutes déplorables au tempérament léger et aux habitudes disciplinaires historiques du peuple français qui, prétendent ses détracteurs, est bien capable de conquérir la liberté par un élan spontané, orageux, mais non d'en jouir et de la pratiquer ?

Il nous est impossible, messieurs, de nous associer à cette condamnation d'un peuple entier, l'un des plus intelligents de l'Europe. Nous sommes donc convaincus que si, à deux reprises différentes, la France a perdu sa liberté et a vu sa république démocratique se transformer en dictature et en démocratie militaires, la faute n'en est pas au caractère de son peuple, mais à sa *centralisation politique* qui, préparée de longue main par ses rois et ses hommes d'État, personnifiée plus tard dans celui que la rhétorique complaisante des cours a appelé le Grand Roi, puis poussée dans l'abîme par les désordres honteux d'une monarchie décrépite, aurait péri certainement dans la boue, si la Révolution ne l'avait relevée de ses mains puissantes. Oui, chose étrange, cette grande révolution qui, pour la première fois dans l'histoire, avait proclamé la liberté non plus du citoyen seulement, mais de l'homme, — se faisant l'héritière de la monarchie qu'elle tuait, avait ressuscité en même temps cette négation de toute liberté : *la centralisation et l'omnipotence de l'État*.

Reconstruite de nouveau par la Constituante, combattue, il est vrai, mais avec peu de succès par les Girondins, cette centralisation fut achevée par la Convention Nationale.

Robespierre et Saint-Just en furent les vrais restaurateurs : rien ne manqua à la nouvelle machine gouvernementale, pas même l'Être suprême avec le culte de l'État. Elle n'attendait plus qu'un habile machiniste pour montrer au monde étonné toutes les puissances d'oppression dont elle avait été munie par ses imprudents constructeurs... et Napoléon I^er^ se trouva. Donc cette Révolution, qui n'avait été d'abord inspirée que par l'amour de la liberté et de l'humanité, par cela seul qu'elle avait cru pouvoir les concilier avec la centralisation de l'État, se suicidait elle-même, les tuait, n'enfantant rien à leur place que la dictature militaire, le Césarisme.

N'est-il pas évident, messieurs, que pour sauver la liberté et la paix en Europe, nous devons opposer à cette monstrueuse et oppressive centralisation des États militaires, bureaucratiques, despotiques, monarchiques constitutionnels ou même républicains, le grand, le salutaire *principe du Fédéralisme*, — principe dont les derniers événements dans les États-Unis de l'Amérique du Nord nous ont donné d'ailleurs une démonstration triomphante.

Désormais il doit être clair pour tous ceux qui veulent réellement l'émancipation de l'Europe, que tout en conservant nos sympathies pour les grandes idées socialistes et humanitaires énoncées par la Révolution française, nous devons rejeter sa politique d'État et adopter résolument la politique de la liberté des Américains du Nord.

I.
LE FÉDÉRALISME.

Nous sommes heureux de pouvoir déclarer que ce principe a été unanimement acclamé par le Congrès de Genève. La Suisse même, qui, d'ailleurs, le pratique aujourd'hui avec tant de bonheur, y a adhéré sans restriction aucune et l'a accepté dans toute la largeur de ses conséquences. Malheureusement, dans les résolutions du congrès, ce principe a été très mal formulé et ne se trouve même qu'indirectement mentionné, d'abord à l'occasion de la Ligue que nous devons établir, et plus bas, en rapport avec le journal que nous devons rédiger sous le nom « d'États-Unis de l'Europe », tandis qu'il aurait dû, selon nous, occuper la première place dans notre déclaration de principes.

C'est une lacune très fâcheuse et que nous devons nous empresser de combler. Conformément au sentiment unanime du Congrès de Genève, nous devons proclamer :

1° Que pour faire triompher la liberté, la justice et la paix dans les rapports internationaux de l'Europe, pour rendre impossible la guerre civile entre les différents peuples qui composent la famille européenne, il n'est qu'un seul moyen : c'est de constituer *les États-Unis de l'Europe*.

2° Que les États de l'Europe ne pourront jamais se former avec les États tels qu'ils sont aujourd'hui constitués, vu l'inégalité monstrueuse qui existe entre leurs forces respectives.

3° Que l'exemple de la défunte Confédération germanique a prouvé d'une façon péremptoire, qu'une confédération de monarchies est une dérision ; qu'elle est impuissante à garantir

soit la paix, soit la liberté des populations.

4° Qu'aucun État centralisé, bureaucratique et par là même militaire, s'appela-t-il même république, ne pourra entrer sérieusement et sincèrement dans une confédération internationale. Par sa constitution, qui sera toujours une négation ouverte ou masquée de la liberté à l'intérieur, il serait nécessairement une déclaration de guerre permanente, une menace contre l'existence des pays voisins. Fondé essentiellement sur un acte ultérieur de violence, la conquête, ou ce que dans la vie privée on appelle le vol avec effraction, — acte béni par l'Église d'une religion quelconque, consacré par le temps et par là même transformé en droit historique, — et s'appuyant sur cette divine consécration de la violence triomphante comme sur un droit exclusif et suprême, chaque État centraliste se pose par là même comme une négation absolue du droit de tous les autres États, ne les reconnaissant jamais, dans les traités qu'il conclut avec eux, que dans un intérêt politique ou par impuissance.

5° Que tous les adhérents de la Ligue devront par conséquent tendre par tous leurs efforts à reconstituer leurs patries respectives, afin d'y remplacer l'ancienne organisation fondée, de haut en bas, sur la violence et sur le principe d'autorité, par une organisation nouvelle n'ayant d'autre base que les intérêts, les besoins et les attractions naturelles des populations, ni d'autre principe que la fédération libre des individus dans les communes, des communes dans les provinces [1], des provinces dans les nations, enfin de celles-ci

1 L'illustre patriote italien, Joseph Mazzini, dont l'idéal républicain n'est autre que la république française de 1793, refondue dans les traditions poétiques de Dante et dans les souvenirs ambitieux de Rome, souveraine du monde, puis revue et corrigée au point de vue d'une théologie nouvelle, à demi rationnelle et à demi mystique, — ce patriote éminent, ambitieux, passionné et toujours exclusif, malgré tous les

dans les États-Unis de l'Europe d'abord et plus tard du monde entier.

6° Conséquemment, abandon absolu de tout ce qui s'appelle droit historique des États ; toutes les questions relatives aux frontières naturelles, politiques, stratégiques, commerciales, devront être considérées désormais comme appartenant à l'histoire ancienne et repoussées avec énergie par tous les adhérents de la Ligue.

7° Reconnaissance du droit absolu de chaque nation, grande ou petite, de chaque peuple, faible ou fort, de chaque province, de chaque commune à une complète autonomie, pourvu que sa constitution intérieure ne soit pas une menace et un danger pour l'autonomie et la liberté des pays voisins.

efforts qu'il a faits pour s'élever à la hauteur de la justice internationale, et qui a toujours préféré la grandeur et la puissance de sa patrie à son bien être et à sa liberté, — Mazzini a été toujours l'adversaire acharné de l'autonomie des provinces, qui dérangerait naturellement la sévère uniformité de son grand État italien. Il prétend que pour contrebalancer l'omnipotence de la république fortement constituée, l'autonomie des communes suffira. Il se trompe : aucune commune isolée ne serait capable de résister à la puissance de cette centralisation formidable ; elle en serait écrasée. Pour ne point succomber dans cette lutte, elle devrait donc se fédérer, en vue d'une commune résistance, avec toutes les communes voisines, c'est-à-dire qu'elle devrait former avec elles une province autonome. En outre, du moment que les provinces ne seront point autonomes, il faudra les gouverner par des fonctionnaires de l'État. Entre le fédéralisme rigoureusement conséquent et le régime bureaucratique il n'y a point de milieu. D'où il résulte que la république voulue par Mazzini, serait un État bureaucratique et, par conséquent, militaire, fondé en vue de la puissance extérieure et non de la justice internationale ni de la liberté intérieure. En 1793, sous le régime de la Terreur, les communes de la France ont été reconnues autonomes, ce qui ne les a pas empêchées d'avoir été écrasées par le despotisme révolutionnaire de la Convention ou plutôt par celui de la Commune de Paris, dont Napoléon hérita naturellement.

8° De ce qu'un pays a fait partie d'un État, s'y fût-il même adjoint librement, il ne s'ensuit nullement pour lui l'obligation d'y rester toujours attaché. Aucune obligation perpétuelle ne saurait être acceptée par la justice humaine, la seule qui puisse faire autorité parmi nous, et nous ne reconnaîtrons jamais d'autres droits, ni d'autres devoirs que ceux qui se fondent sur la liberté. Le droit de la libre réunion et de la sécession également libre est le premier, le plus important de tous les droits politiques ; celui sans lequel la confédération ne serait jamais qu'une centralisation masquée.

9° Il résulte de tout ce qui précède que la Ligue doit franchement proscrire toute alliance de telle ou telle fraction nationale de la démocratie européenne avec les États monarchiques, quand même cette alliance aurait pour but de reconquérir l'indépendance ou la liberté d'un pays opprimé ; — une telle alliance, ne pouvant amener qu'à des déceptions, serait en même temps une trahison contre la révolution.

10° Par contre la Ligue, précisément parce qu'elle est la Ligue de la paix et parce qu'elle est convaincue que la paix ne pourra être conquise et fondée que sur la plus intime et complète solidarité des peuples dans la justice et dans la liberté, doit proclamer hautement ses sympathies pour toute insurrection nationale contre toute oppression, soit étrangère, soit indigène, pourvu que cette insurrection se fasse au nom de nos principes et dans l'intérêt tant politique qu'économique des masses populaires, mais non avec l'intention ambitieuse de fonder un puissant État.

11° La Ligue fera une guerre à outrance à tout ce qui s'appelle gloire, grandeur et puissance des États. À toutes ces fausses et malfaisantes idoles auxquelles ont été immolés des millions de victimes humaines, nous opposerons les gloires de

l'humaine intelligence se manifestant dans la science et d'une prospérité universelle fondée sur le travail, sur la justice et sur la liberté.

12° La Ligue reconnaîtra la *nationalité* comme un fait naturel, ayant incontestablement droit à une existence et à un développement libres, mais non comme un principe, — tout principe devant porter le caractère de l'universalité et la nationalité n'étant au contraire qu'un fait exclusif, séparé. Ce soi-disant *principe de nationalité*, tel qu'il a été posé de nos jours par les gouvernements de la France, de la Russie et de la Prusse et même par beaucoup de patriotes allemands, polonais, italiens et hongrois, n'est qu'un dérivatif opposé par la réaction à l'esprit de la révolution : éminemment aristocratique au fond, jusqu'à faire mépriser les dialectes des populations non lettrées, niant implicitement la liberté des provinces et l'autonomie réelle des communes, et soutenu dans tous les pays non par les masses populaires, dont il sacrifie systématiquement les intérêts réels à un soi-disant bien public, qui n'est jamais que celui des classes privilégiées, — ce principe n'exprime rien que les prétendus droits historiques et l'ambition des États. Le droit de nationalité ne pourra donc jamais être considéré par la Ligue que comme une conséquence naturelle du principe suprême de la liberté, cessant d'être un droit du moment qu'il se pose soit contre la liberté, soit même seulement en dehors de la liberté.

13° L'unité est le but, vers lequel tend irrésistiblement l'humanité. Mais elle devient fatale, destructive de l'intelligence, de la dignité, de la prospérité des individus et des peuples, toutes les fois qu'elle se forme en dehors de la liberté, soit par la violence, soit sous l'autorité d'une idée théologique, métaphysique, politique ou même économique quelconque. Le patriotisme qui tend à l'unité en dehors de la liberté, est un patriotisme mauvais, toujours funeste aux intérêts populaires et réels du pays qu'il prétend exalter et servir, ami, souvent sans le

vouloir, de la réaction — ennemi de la révolution, c'est-à-dire de l'émancipation des nations et des hommes. La Ligue ne pourra reconnaître qu'une seule unité : celle qui se constituera librement par la fédération des parties autonomes dans le tout, de sorte que celui-ci, cessant d'être la négation des droits et des intérêts particuliers, cessant d'être le cimetière où viennent forcément s'enterrer toutes les prospérités locales, deviendra au contraire la confirmation et la source de toutes ces autonomies et de toutes ces prospérités. La Ligue attaquera donc vigoureusement toute organisation religieuse, politique, économique et sociale, qui ne sera pas absolument pénétrée par ce grand principe de la liberté : sans lui, point d'intelligence, point de justice, point de prospérité, point d'humanité.

* * *

Tels sont, messieurs, selon nous et sans doute aussi selon vous, les développements et les conséquences nécessaires de ce grand principe du Fédéralisme que le Congrès de Genève a hautement proclamé. Telles sont les conditions absolues de la paix et de la liberté.

Absolues, oui — mais sont-elles les seules ? — Nous ne le pensons pas.

Les États du Sud, dans la grande confédération républicaine de l'Amérique du Nord, ont été, depuis l'acte d'indépendance des États républicains, démocrates par excellence [1] et fédéralistes jusqu'à vouloir la scission. Et pourtant ils se sont dernièrement attiré la réprobation de tous les partisans de la liberté et de l'humanité dans le monde, et ont manqué, par la guerre inique et sacrilège qu'ils ont fomentée

1 On sait qu'en Amérique ce sont les partisans des intérêts du Sud contre le Nord, c'est-à-dire de l'esclavage contre l'émancipation des esclaves, qui s'appellent exclusivement démocrates.

contre les États républicains du Nord, de renverser et de détruire la plus belle organisation politique qui ail jamais existé dans l'histoire. Quelle peut être la cause d'un fait si étrange ? Était-ce une cause politique ? Non, elle était toute *sociale*. L'organisation politique intérieure des États du Sud a été même, sous plusieurs rapports, plus parfaite, plus complètement libre que celle des États du Nord. Seulement, dans cette organisation magnifique, il s'est trouvé un point noir comme dans les républiques de l'antiquité ; la liberté des citoyens a été fondée sur le travail forcé des esclaves. — Ce point noir suffit pour renverser toute l'existence politique de ces États.

Citoyens et esclaves, — tel a été l'antagonisme dans le monde antique, comme dans les États à esclaves du nouveau monde. — Citoyens et esclaves, c'est-à-dire, travailleurs forcés, esclaves, non de droit mais de fait — tel est l'antagonisme du monde moderne. — Et comme les États antiques ont péri par l'esclavage, de même les États modernes périront par le prolétariat.

C'est en vain qu'on s'efforcerait de se consoler par l'idée, que c'est un antagonisme plutôt fictif que réel, ou qu'il est impossible d'établir une ligne de démarcation entre les classes possédantes et les classes dépossédées, ces deux classes se confondant l'une avec l'autre par une quantité de nuances intermédiaires et insaisissables. Dans le monde naturel ces lignes de démarcation n'existent pas non plus ; dans la série ascendante des êtres, il est impossible de montrer par exemple le point où finit le règne végétal et où commence le règne animal, où cesse la bestialité et où commence l'humanité. Il n'en existe pas moins une différence très réelle entre la plante et l'animal, entre celui-ci et l'homme. De même dans l'humaine société, malgré les positions intermédiaires qui forment une transition insensible d'une existence politique et sociale à une

autre, la différence des classes est néanmoins très marquée, et tout le monde saura distinguer l'aristocratie nobiliaire de l'aristocratie financière, la haute bourgeoisie de la petite bourgeoisie, et celle-ci des prolétaires des fabriques et des villes ; aussi bien que le grand propriétaire de la terre, le rentier, le paysan propriétaire qui cultive lui-même la terre, le fermier du simple prolétaire de campagne.

Toutes ces différentes existences politiques et sociales se laissent aujourd'hui réduire à deux principales catégories, diamétralement opposées l'une à l'autre, et ennemies naturelles l'une de l'autre : les *classes politiques* [1], composées de tous les privilégiés tant de la terre que du capital, ou même seulement de l'éducation bourgeoise [2], — et les *classes ouvrières* déshéritées aussi bien du capital que de la terre, et privées de toute éducation et de toute instruction.

Il faudrait être un sophiste ou un aveugle pour nier l'existence de l'abîme qui sépare aujourd'hui ces deux classes. Comme dans le monde antique, notre civilisation moderne, comprenant une minorité comparativement fort restreinte de citoyens privilégiés, a pour base le travail forcé (par la faim) de l'immense majorité des populations, vouées fatalement à l'ignorance et à la brutalité.

C'est en vain aussi qu'on s'efforcerait de se persuader que cet abîme pourra être comblé par la simple diffusion des lumières dans les masses populaires. Il est très bien de fonder

---

1 (Leg. *privilégiées* ?)

2 À défaut même de tout autre bien, cette éducation bourgeoise, avec l'aide de la solidarité qui relie tous les membres du monde bourgeois, assure à quiconque l'a reçue, un privilège énorme dans la rémunération de son travail, — le travail des bourgeois le plus médiocre se payant presque toujours trois, quatre fois plus que celui de l'ouvrier le plus intelligent.

des écoles pour le peuple ; encore faut-il se demander, si l'homme du peuple, vivant du jour au jour et nourrissant sa famille du travail de ses bras, privé lui-même d'instruction et de loisir, et forcé à se laisser assommer et abrutir par le travail pour assurer aux siens le pain du lendemain, — il faut se demander, s'il a seulement la pensée, le désir et même la possibilité d'envoyer ses enfants à l'école et de les entretenir pendant tout le temps de leur instruction ? N'aura-t- il pas besoin du concours de leurs faibles bras, de leur travail enfantin, pour subvenir à tous les besoins de sa famille ? Ce sera beaucoup s'il pousse le sacrifice jusqu'à les faire étudier, un an ou deux, leur laissant à peine le temps nécessaire pour apprendre à lire, à écrire, à compter et à se laisser empoisonner l'intelligence et le cœur par le catéchisme chrétien, qu'on distribue sciemment et avec une si large profusion dans les écoles populaires officielles de tous les pays. Ce peu d'instruction sera-t-il jamais en état d'élever les masses ouvrières au niveau de l'intelligence bourgeoise ? L'abîme sera-t-il comblé ?

Il est évident que la question si importante de l'instruction et de l'éducation populaires dépend de la solution de cette autre question bien autrement difficile d'une réforme radicale dans les conditions économiques actuelles des classes ouvrières. — Relevez les conditions du travail, rendez au travail tout ce qui d'après la justice revient au travail, et par cela même donnez au peuple la sécurité, l'aisance, le loisir, et alors, croyez-le bien, il s'instruira, il créera une civilisation plus large, plus saine, plus élevée que la vôtre.

C'est en vain aussi qu'on se dirait avec les économistes que l'amélioration de la situation économique des classes ouvrières dépend du progrès général de l'industrie et du commerce dans chaque pays et de leur complète émancipation de la tutelle et de la protection des États. La liberté de l'industrie et du commerce

est certainement une bien grande chose et l'un des fondements essentiels de la future alliance internationale de tous les peuples du monde. Amis de la liberté quand même, de toutes les libertés, nous devons l'être également de celles-ci. Mais d'un autre côté nous devons reconnaître que tant qu'existeront les États actuels et tant que le travail continuera d'être le serf de la propriété et du capital, cette liberté, en enrichissant une minime portion de la bourgeoisie au détriment de l'immense majorité des populations, ne produira qu'un seul bien : celui d'énerver et de démoraliser plus complètement le petit nombre des privilégiés, d'augmenter la misère, les griefs et la juste indignation des masses ouvrières, et par là même de rapprocher l'heure de la destruction des États.

L'Angleterre, la Belgique, la France, l'Allemagne sont certainement les pays de l'Europe où le commerce et l'industrie jouissent comparativement de la plus grande liberté, ont atteint le plus haut degré de développement. Et précisément ce sont aussi les pays où le paupérisme se sent de la manière la plus cruelle, où l'abîme entre les capitalistes et les propriétaires d'un côté et les classes ouvrières de l'autre semble s'être élargi à un point inconnu dans d'autres pays. En Russie, dans les pays Scandinaves, en Italie, en Espagne, où le commerce et l'industrie sont peu développés, à moins de quelque catastrophe extraordinaire, on meurt rarement de faim. En Angleterre, la mort par la faim est un fait journalier. Et ce ne sont pas seulement des individus isolés, ce sont des milliers, des dizaines, des centaines de milliers qui en meurent. N'est-il pas évident que, dans l'état économique qui prévaut actuellement dans tout le monde civilisé, — la liberté et le développement du commerce et de l'industrie, les applications merveilleuses de la science à la production, les machines mêmes qui ont pour mission d'émanciper le travailleur, en allégeant le travail humain, — que toutes ces inventions, ce progrès, dont s'enorgueillit à juste titre l'homme civilisé, loin d'améliorer la

situation des classes ouvrières ne font que l'empirer et la rendre plus insupportable encore.

La seule Amérique du Nord fait encore en grande partie exception à cette règle. Mais loin de la renverser, cette exception même la confirme. Si les ouvriers y sont mieux rétribués qu'en Europe et si personne n'y meurt de faim, si, en même temps, l'antagonisme des classes n'y existe encore presque pas, si tous les travailleurs sont citoyens et si la masse des citoyens y constitue proprement un seul corps, enfin si une forte instruction primaire et même secondaire y est largement répandue dans les masses, il faut l'attribuer sans doute en bonne partie à cet esprit traditionnel de liberté que les premiers colonistes ont importé d'Angleterre : suscité, éprouvé, raffermi dans les grandes luttes religieuses, ce principe de l'indépendance individuelle et du *self government* communal et provincial, se trouve encore favorisé par cette rare circonstance, que transplanté dans un désert, délivré pour ainsi dire des obsessions du passé, il put créer un monde nouveau — le monde de la liberté. Et la liberté est une si grande magicienne, elle est douée d'une productivité tellement merveilleuse, que se laissant inspirer par elle seule, en moins d'un siècle, l'Amérique du Nord a pu atteindre, et on pourrait dire aujourd'hui, même dépasser la civilisation de l'Europe. Mais il ne faut pas s'y tromper, ces progrès merveilleux et cette prospérité si enviable sont dus en grande partie et surtout à un important avantage que l'Amérique a de commun avec la Russie : nous voulons parler de l'immense quantité déterres fertiles et qui faute de bras restent encore aujourd'hui sans culture. Jusqu'à présent du moins, cette grande richesse territoriale a été presque perdue pour la Russie, parce que nous n'avons jamais eu de liberté. Il en a été autrement dans l'Amérique du Nord, qui par une liberté telle qu'elle n'existe nulle autre part attire chaque année des centaines de milliers de colons énergiques, industrieux et intelligents, et qui, grâce à cette richesse, peut les recevoir dans

son sein. Elle en éloigne en même temps le paupérisme et retarde le moment où sera posée la question sociale : un ouvrier qui ne trouve pas de travail, ou qui est mécontent du salaire que lui offre le capital, peut à la rigueur toujours émigrer au *far west* pour y défricher quelque terre sauvage et inoccupée.

Cette possibilité restant toujours ouverte comme un pis-aller à tous les ouvriers d'Amérique, y maintient naturellement le salaire à une hauteur et donne à chacun une indépendance inconnues en Europe. Tel est l'avantage, mais voici le désavantage : le bon marché des produits de l'industrie s'obtenant en grande partie par le bon marché du travail, les fabricants américains, dans la plupart des occasions, ne sont pas en état de lutter avec les fabricants de l'Europe, — d'où résulte, pour l'industrie des États du Nord, la nécessité d'un tarif protectionniste. Mais celui-ci a pour résultat d'abord de créer une foule d'industries artificielles et surtout d'opprimer et de ruiner les États non manufacturiers du Sud et de leur faire désirer la sécession ; enfin d'agglomérer dans les villes comme New-York, Philadelphie, Boston et tant d'autres des masses ouvrières prolétaires qui peu à peu commencent à se trouver déjà dans une situation analogue à celle des ouvriers dans les grands États manufacturiers de l'Europe. — Et nous voyons en effet la question sociale se poser déjà dans les États du Nord, comme elle s'est posée bien avant chez nous.

Ainsi en règle générale, force nous est bien de reconnaître que dans notre monde moderne sinon tout à fait, comme dans le monde antique, la civilisation d'un petit nombre est néanmoins encore fondée sur le travail forcé et sur la barbarie relative du grand nombre. Il serait injuste de dire que cette classe privilégiée soit étrangère au travail ; au contraire, de nos jours on y travaille beaucoup, le nombre des absolument désœuvrés diminue d'une manière sensible, on commence à y tenir en honneur le travail ; car les plus heureux comprennent

aujourd'hui que pour rester à la hauteur de la civilisation actuelle, pour savoir profiter même de leurs privilèges et pour pouvoir les garder, il faut travailler beaucoup. Mais il y a cette différence entre le travail des classes aisées et celui des classes ouvrières, que le premier étant rétribué dans une proportion infiniment plus forte que le second, il laisse à ses privilégiés *le loisir*, cette condition suprême de tout humain développement, tant intellectuel que moral — condition qui ne s'est jamais réalisée pour les classes ouvrières. Ensuite, le travail qui se fait dans ce monde des privilégiés, est presque exclusivement un *travail nerveux* — c'est-à-dire celui de l'imagination, de la mémoire et de la pensée ; — tandis que le travail des millions de prolétaires est un *travail musculaire*, et souvent, comme dans toutes les fabriques, par exemple, un travail qui n'exerce pas tout le système musculaire de l'homme à la fois, mais en développe seulement une partie au détriment de toutes les autres, et se fait en général dans des conditions nuisibles à la santé du corps et contraires à son développement harmonique. Sous ce rapport, le travailleur de la terre est beaucoup plus heureux : sa nature, non viciée par l'atmosphère étouffante et souvent empoisonnée des usines et des fabriques, ni contrefaite par le développement anormal d'une de ses forces aux dépens des autres, reste plus vigoureuse, plus complète, — mais en revanche, son intelligence est presque toujours plus stationnaire, plus lourde et beaucoup moins développée que celle des ouvriers des fabriques et des villes.

Somme toute, travailleurs de métiers et d'usines et travailleurs de la terre forment ensemble une seule et même catégorie, représentant le *travail des muscles* et opposée aux représentants privilégiés du *travail nerveux*. Quelle est la conséquence de cette division non fictive, mais très réelle et qui constitue le fond même delà situation actuelle tant politique que sociale.

Aux représentants privilégiés du *travail nerveux* — qui par parenthèse, dans l'organisation actuelle de la société, sont appelés à le représenter non parce qu'ils seraient les plus intelligents, mais seulement parce qu'ils sont nés au milieu de la classe privilégiée — à eux tous les bienfaits, mais aussi toutes les corruptions de la civilisation actuelle, la richesse, le luxe, le confort, le bien-être, les douceurs de la famille, la liberté politique exclusive avec la faculté d'exploiter le travail des millions d'ouvriers et de les gouverner à leur guise et dans leur intérêt propre — toutes les créations, tous les raffinements de l'imagination et de la pensée... et avec le pouvoir de devenir des hommes complets, tous les poisons de l'humanité pervertie par le privilège.

Aux représentants du *travail musculaire*, à ces innombrables millions de prolétaires ou même de petits propriétaires de la terre, que reste-t-il ? une misère sans issue, pas même les joies de la famille, car la famille pour le pauvre devient vite un fardeau, l'ignorance, une barbarie et nous dirions presque une bestialité forcée avec la consolation qu'ils servent de piédestal à la civilisation, à la liberté et à la corruption d'un petit nombre. — Par contre ils ont conservé une fraîcheur d'esprit et de cœur. Moralisés par le travail même forcé, ils ont gardé un sens de justice bien autrement juste que la justice des jurisconsultes et des codes ; misérables eux-mêmes, ils compatissent à toutes misères, ils ont conservé un bon sens non corrompu par les sophismes de la science doctrinaire ou par les mensonges de la politique — et comme ils n'ont pas encore abusé, ni même usé de la vie, ils ont foi dans la vie.

Mais, dira-t-on, ce contraste, cet abîme entre le petit nombre de privilégiés et l'immense nombre de déshérités a toujours existé, il existe encore : qu'y a-t-il donc de changé ? Il y a ceci de changé, que jadis cet abîme a été comblé par les

nuages de la religion, de sorte que les masses populaires ne le voyaient pas, et aujourd'hui, depuis que la grande Révolution a commencé à dissiper ces nuages, elles commencent, elles aussi, à le voir et à en demander la raison. Ceci est immense.

Depuis que la Révolution a fait tomber dans les masses son Évangile, non mystique mais rationnel, non céleste mais terrestre, non divin mais humain — son Évangile des droits de l'homme ; depuis qu'elle a proclamé que tous les hommes sont égaux, tous également appelés à la liberté et à l'humanité, — les masses populaires dans toute l'Europe, dans tout le monde civilisé, se réveillant peu à peu du sommeil qui les avait tenues enchaînées depuis que le Christianisme les avait endormies de ses pavots, commencent à se demander si elles aussi n'ont pas droit à l'égalité, à la liberté et à l'humanité ?

Du moment que cette question fut posée, le peuple partout dirigé par son bon sens admirable aussi bien que par son instinct, a compris, que la première condition de son émancipation réelle, ou si vous voulez me permettre ce mot, de son *humanisati on*, c'était avant tout une réforme radicale de ses conditions économiques. La question du pain est pour lui à juste titre la première question, car Aristote l'a déjà remarqué : l'homme, pour penser, pour sentir librement, pour devenir un homme, doit être libre des préoccupations de la vie matérielle. — D'ailleurs les bourgeois qui crient si fort contre le matérialisme du peuple, et qui lui prêchent les abstinences de l'idéalisme, le savent très bien, car ils prêchent de paroles, non d'exemple. — La seconde question pour le peuple est celle de loisir après le travail, condition *sine qua non* de l'humanité ; mais pain et loisir ne peuvent jamais être pour lui obtenus que par une transformation radicale de l'organisation actuelle de la société, ce qui explique pourquoi la Révolution poussée par une conséquence logique de son propre principe, a donné naissance au *socialisme*.

II
LE SOCIALISME.

La Révolution française ayant proclamé le droit et le devoir de tout individu humain de devenir un homme, a abouti par ses dernières conséquences au Babouvisme. Babeuf, l'un des derniers citoyens énergiques et purs que la Révolution avait créés et puis tués en si grand nombre, et qui eut le bonheur d'avoir compté parmi ses amis des hommes comme Buonarotti, avait réuni, dans une conception singulière, les traditions politiques de la patrie antique avec les idées toutes modernes d'une révolution sociale. Voyant la Révolution dépérir, faute d'un changement radical et alors très probablement impossible dans l'organisation économique de la société, fidèle d'ailleurs à l'esprit de cette Révolution, qui avait fiai par substituer l'action omnipotente de l'État à toute initiative individuelle, il avait conçu un système politique et social, conformément auquel la république, expression de la volonté collective des citoyens, après avoir confisqué toutes les propriétés individuelles, les administrerait dans l'intérêt de tous, répartissant à portions égales à chacun : l'éducation, l'instruction, les moyens d'existence, les plaisirs, et forçant tous sans exception, selon la mesure de forces et de capacité de chacun, au travaillant musculaire que nerveux. La conspiration de Babeuf échoua, il fut guillotiné avec plusieurs de ses amis. Mais son idéal d'une république socialiste ne mourut point avec lui. Recueillie par son ami Buonarotti, le plus grand conspirateur de ce siècle, cette idée fut transmise par lui comme un dépôt sacré aux générations nouvelles, et grâce aux sociétés secrètes qu'il fonda en Belgique et en France, les idées communistes germèrent dans l'imagination populaire. — Elles trouvèrent depuis 1830 jusqu'à 1848 d'habiles interprètes dans Cabet et M. Louis Blanc,

qui établirent définitivement le *socialisme révolutionnaire*. Un autre courant socialiste, parti de la même source révolutionnaire, convergeant au même but, mais par des moyens absolument différents, et que nous appellerions volontiers le *socialisme doctrinaire*, fut créé par deux hommes éminents : Saint-Simon et Fourier. Le Saint-Simonisme fut commenté, développé, transformé et établi comme système quasi-pratique, comme église, par le père Enfantin, avec beaucoup d'amis dont la plupart sont devenus aujourd'hui des financiers et des hommes d'État, singulièrement dévoués à l'Empire. — Le Fouriérisme trouva son commentateur dans la « *Démocratie pacifique* » rédigée jusqu'au 2 décembre par M. Victor Considérant.

Le mérite de ces deux systèmes socialistes, d'ailleurs différents sous beaucoup de rapports, consiste principalement dans la critique profonde, scientifique, sévère, qu'ils ont faite de l'organisation actuelle de la société, dont ils ont dévoilé hardiment les contradictions monstrueuses ; — ensuite dans ce fait important d'avoir fortement attaqué et ébranlé le Christianisme, au nom de la réhabilitation de la matière et des humaines passions, calomniées et en même temps si bien pratiquées par les prêtres chrétiens. Au Christianisme, les Saint-Simoniens ont voulu substituer une religion nouvelle, basée sur le culte mystique de la chair, avec une hiérarchie nouvelle de prêtres, nouveaux exploiteurs de la foule par le privilège du génie, de l'habilité et du talent. Les Fouriéristes, beaucoup plus et on peut dire même sincèrement démocrates, imaginèrent leurs phalanstères gouvernés et administrés par des chefs, élus par le suffrage universel, et où chacun, pensaient-ils, trouverait de lui-même son travail et sa place, selon la nature de ses passions. — Les fautes des Saint-Simoniens sont trop visibles pour qu'il soit nécessaire d'en parler. Le double tort des Fouriérisies consista d'abord en ce qu'ils crurent sincèrement que par la seule force de leur

persuasion et de leur propagande pacifique, ils parviendraient à toucher les cœurs des riches, au point que ceux-ci finiraient par venir d'eux-mêmes déposer le surplus de leur richesse aux portes de leurs phalanstères ; et en second lieu, en ce qu'ils s'imaginèrent, qu'on pouvait théoriquement, à priori, construire un paradis social, où l'on pourrait coucher toute l'humanité à venir. Ils n'avaient pas compris que nous pouvons bien énoncer les grands principes de son développement futur, mais que nous devons laisser aux expériences de l'avenir la réalisation pratique de ces principes.

En général, la réglementation a été la passion commune de tous les socialistes d'avant 1848, moins un seul : Cabet, Louis Blanc, Fouriérisies, Saint-Simoniens, tous avaient la passion d'endoctriner et d'organiser l'avenir, tous ont été plus ou moins *autoritaires* .

Mais voici que Proudhon parut : fils d'un paysan, et dans le fait et d'instinct cent fois plus révolutionnaire que tous ces socialistes doctrinaires et bourgeois, il s'arma d'une critique aussi profonde et pénétrante qu'impitoyable, pour détruire tous leurs systèmes. Opposant la liberté à l'autorité, contre ces socialistes d'État, il se proclama hardiment anarchiste, et à la barbe de leur déisme ou de leur panthéisme, il eut le courage de se dire simplement athée, ou plutôt avec Auguste Comte *positiviste*.

Son socialisme à lui, fondé sur la liberté tant individuelle que collective, et sur l'action spontanée des associations libres, n'obéissant à d'autres lois qu'aux lois générales de l'économie sociale, découvertes ou qui sont à découvrir par la science, en dehors de toute réglementation gouvernementale et de toute protection de l'État, subordonnant d'ailleurs la politique aux intérêts économiques, intellectuels et moraux de la société, devait plus tard et par une conséquence nécessaire aboutir au

fédéralisme.

Tel fut l'état de la science sociale avant 1848. La polémique des journaux, des feuilles volantes et des brochures socialistes porta une masse de nouvelles idées au sein des classes ouvrières ; elles en étaient saturées, et lorsque la révolution de 1848 éclata, le socialisme se manifesta comme une puissance.

Le socialisme, avons-nous dit, fut le dernier enfant de la grande révolution ; mais avant de l'avoir enfanté, elle avait donné le jour à un héritier plus direct, son aîné, l'enfant bien-aimé des Robespierre et des Saint-Just : le *républicanisme pur,* sans mélange d'idées socialistes, renouvelé de l'antiquité et s'inspirant aux traditions héroïques des grands citoyens de la Grèce et de Rome. Beaucoup moins humanitaire que le socialisme, il ne connaît presque pas l'homme et ne reconnaît que le citoyen ; et tandis que le socialisme cherche à fonder une *république d'hommes*, lui, il ne veut qu'une *république de citoyens*, dussent ces citoyens, comme dans les constitutions qui succédèrent, comme conséquence naturelle et nécessaire, à la constitution de 1793 (du moment que celle-ci, après avoir hésité un instant, finit par ignorer sciemment la question scciale), — dussent-ils à titre de *citoyens actifs*, pour nous servir d'une expression de la Constituante, fonder leur privilège civique sur l'exploitation du travail des *citoyens passifs*. Le républicain politique, d'ailleurs, n'est point ou du moins est censé n'être pas égoïste pour lui-même, mais il doit l'être pour la patrie qu'il doit placer dans son cœur libre au-dessus de lui-même, de tous les individus, de toutes les nations du monde et de l'humanité tout entière. Par conséquent il ignorera toujours la justice internationale ; dans tous les débats, que sa patrie ait tort ou raison, il lui donnera toujours le pas sur les autres, il voudra qu'elle domine toujours et qu'elle écrase toutes les nations étrangères par sa puissance et sa gloire. Il deviendra par une pente naturelle conquérant, — malgré que l'expérience des

siècles lui ait bien démontré que les triomphes militaires doivent fatalement aboutir au césarisme. Le républicain socialiste déteste la grandeur, la puissance et la gloire militaire de l'État, — il leur préfère la liberté et le bien-être. Fédéraliste à l'intérieur, il veut la confédération internationale, d'abord par l'esprit de justice, ensuite parce qu'il est convaincu que la révolution économique et sociale, dépassant les bornes artificielles et funestes des États, ne pourra se réaliser, au moins en partie, que par l'action solidaire sinon de toutes, au moins de la plus grande partie des nations qui constituent aujourd'hui le monde civilisé, et que toutes, tôt ou tard, devront finir par s'y rallier. — Le républicain exclusivement politique est un stoïcien ; il ne se reconnaît point de droits, seulement de devoirs, ou comme dans la république de Mazzini, il n'admet qu'un seul droit : celui de se dévouer et de se sacrifier toujours pour là patrie, ne vivant que pour la servir et mourant pour elle avec joie, comme dit la chanson dont M. Alexandre Dumas a gratuitement doté les Girondins : « *Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie*. » Le socialiste, au contraire, s'appuie sur ses droits positifs à la vie et à toutes les jouissances tant intellectuelles et morales que physiques de la vie. Il aime la vie, et il veut en jouir pleinement. Ses convictions faisant partie de lui-même, et ses devoirs envers la société étant indissolublement liés à ses droits, pour rester fidèle aux unes et aux autres, il saura vivre selon la justice, comme Proudhon, et au besoin mourir comme Babeuf ; mais il ne dira jamais que la vie de l'humanité doive être un sacrifice, ni que la mort soit le sort le plus doux. La liberté pour le républicain politique n'est qu'un vain mot : c'est la liberté d"être esclave volontaire, la victime dévouée de l'État ; toujours prêt à lui sacrifier la sienne, il lui sacrifiera volontiers celle des autres. Le républicanisme politique aboutit donc nécessairement au despotisme. La liberté unie au bien-être et produisant l'humanité de tous par l'humanité de chacun, est pour le républicain socialiste tout, tandis que l'État n'est à ses yeux qu'un instrument, un serviteur

de son bien-être et de la liberté de chacun. Le socialiste se distingue du bourgeois par la *justice*, ne réclamant pour lui-même que le fruit réel de son propre travail ; et il se distingue du républicain exclusif par son *franc et humain égoïsme*, vivant ouvertement et sans phrases pour lui-même, et sachant qu'en le faisant *selon la justice*, il sert la société tout entière, et qu'en la servant, il fait ses propres affaires. Le républicain est rigide, et souvent par patriotisme — comme le prêtre par religion — cruel. Le socialiste est naturel, modérément patriote, mais, par contre, toujours très humain. — En un mot, entre le socialiste républicain et le républicain politique il y a un abîme : l'un, comme une *création semi-religieuse*, appartient au passé ; à l'autre, *positiviste ou athée*, appartient l'avenir.

Cet antagonisme se fît pleinement jour en 1848. Dès les premières heures de la révolution, ils ne s'entendirent plus du tout : leurs idéals, tous leurs instincts les entraînaient dans des sens diamétralement opposés. Tout le temps qui s'écoula depuis février jusqu'en juin, se passa dans des tiraillements qui, implantant la guerre civile dans le camp des révolutionnaires, paralysant leurs forces, durent naturellement donner gain de cause à la coalition, d'ailleurs devenue formidable, de toutes les nuances de la réaction, réunies et confondues désormais en un seul parti par la peur. En juin, les républicains se coalisèrent à leur tour avec la réaction pour écraser les socialistes. Ils crurent avoir remporté la victoire et ils avaient poussé dans l'abîme leur république bien-aimée. Le général Cavaignac, le représentant de l'honneur du drapeau contre la révolution, fut le précurseur de Napoléon III. Tout le monde le comprit alors, sinon en France, du moins partout ailleurs, car cette funeste victoire des républicains contre les ouvriers de Paris, fut célébrée comme un grand triomphe par toutes les cours de l'Europe et les officiers des gardes prussiennes, leurs généraux en tête, s'empressèrent d'envoyer une adresse de félicitations fraternelles au général Cavaignac.

Épouvantée par le fantôme rouge, la bourgeoisie de l'Europe se laissa tomber dans une servilité absolue. Frondeuse et libérale par nature, elle n'adore pas le régime militaire, mais elle opta pour lui en présence des dangers menaçants d'une émancipation populaire. Ayant sacrifié sa dignité avec toutes ses glorieuses conquêtes du XVIII^e^ et du commencement de ce siècle, elle crut au moins avoir acheté la paix et la tranquillité nécessaires pour le succès de ses transactions commerciales et industrielles : « Nous vous sacrifions notre liberté, semblait-elle dire aux puissances militaires qui s'élevèrent de nouveau sur les ruines de cette troisième révolution, — laissez-nous en retour exploiter tranquillement le travail des masses populaires, et protégez-nous contre leurs prétentions, qui peuvent paraître légitimes en théorie, mais qui, au point de vue de nos intérêts, sont détestables. On lui promit tout, on lui tint même parole. Pourquoi donc la bourgeoisie, toute la bourgeoisie de l'Europe, est-elle généralement mécontente aujourd'hui ?

Elle n'avait point calculé que le régime militaire coûte cher, que déjà par sa seule organisation intérieure, il paralyse, il inquiète, il ruine les nations, et que, de plus, obéissant à une logique qui lui est propre et qui ne s'est jamais démentie, il a pour conséquence infaillible *la guerre* ; guerres dynastiques, guerres de point d'honneur, guerres de conquête ou de frontières naturelles, guerres d'équilibre — destruction et engloutissement permanent des États par les États, fleuves de sang humain, incendies des campagnes, villes ruinées, dévastations de provinces entières — et tout pour satisfaire à l'ambition des princes et de leurs favoris, pour les enrichir, pour occuper, pour discipliner les populations et pour remplir l'histoire.

Maintenant la bourgeoisie le comprend, et c'est pourquoi elle est mécontente du régime qu'elle a si fortement contribué à

créer. Elle en est lasse ; mais que mettra-t-elle à la place de ce qui est ?

La monarchie constitutionnelle a fait son temps, et d'ailleurs elle n'a jamais prodigieusement prospéré sur le continent de l'Europe ; voire même en Angleterre, ce berceau historique du constitutionalisme moderne, battue en brèche aujourd'hui par la démocratie qui s'élève, elle est ébranlée, elle chancelle et ne sera bientôt plus en état de contenir le flot montant des passions et des exigences populaires.

La république ? Mais quelle république ? Politique seulement, ou démocratique et sociale ? Les peuples sont-ils encore socialistes ? Oui, plus que jamais.

Ce qui a succombé en Juin 1848, ce n'est pas le socialisme en général, c'est seulement le *socialisme d'État*, le socialisme autoritaire et réglementaire, celui qui avait cru, espéré, que pleine satisfaction aux besoins et aux légitimes aspirations des classes ouvrières allait être donnée par l'État et que celui-ci, armé de sa plénipotence, voulait et pouvait inaugurer un ordre social nouveau. Ce ne fut donc pas le socialisme qui mourut en juin, ce fut au contraire l'État qui se déclara banqueroute par devant le socialisme et qui, se proclamant incapable de lui payer la dette qu'il avait contractée envers lui, essaya de le tuer pour se délivrer de la manière la plus facile de cette dette. Il ne parvint pas à le tuer, mais il tua la foi que le socialisme avait eue en lui et il anéantit en même temps toutes les théories du socialisme autoritaire ou doctrinaire, dont les unes, comme « l'Icarie » de Cabet et comme « l'Organisation du travail » de M. Louis Blanc, avaient conseillé au peuple de s'en reposer en toutes choses sur l'État, — dont les autres avaient démontré leur néant par une série d'expériences ridicules. Même la banque de Proudhon, qui dans des conditions plus heureuses aurait pu prospérer, écrasée par l'animadversion et par l'hostilité générale

des bourgeois, — succomba.

Le socialisme perdit cette première bataille par une raison toute simple : il était riche d'instincts et d'idées théoriques négatives, qui lui donnaient mille fois raison contre le privilège ; mais il manquait encore absolument d'idées positives et pratiques, qui eussent été nécessaires pour qu'il pût édifier, sur les ruines du système bourgeois, un système nouveau : celui de la justice populaire. Les ouvriers qui combattaient en juin pour l'émancipation du peuple, étaient unis d'instinct, non d'idées — et les idées confuses qu'ils avaient, formaient une tour de Babel, un chaos, dont il ne pouvait sortir rien. Telle fut la principale cause de leur défaite. Faut-il pour cela douter de l'avenir et de la force présente du socialisme ? Le christianisme qui s'était donné pour objet la fondation du règne de la justice dans le ciel, a eu besoin de plusieurs siècles pour triompher en Europe. Faut-il s'étonner après cela que le socialisme qui s'est posé un problème bien autrement difficile, celui du règne de la justice sur la terre, n'ait pas triomphé en quelques années ?

Est-il besoin, messieurs, de prouver que le socialisme n'est pas mort ? Pour s'en assurer, il n'y a qu'à jeter les yeux sur ce qui se passe aujourd'hui dans toute l'Europe. Derrière tous les cancans diplomatiques et tous ces bruits de guerre qui remplissent l'Europe depuis 1852, quelle question sérieuse s'est posée dans tous les pays, qui ne soit pas la question sociale ? C'est la grande inconnue dont tout le monde sent l'approche, qui fait trembler chacun et dont personne n'ose parler... Mais elle parle pour elle-même et toujours plus haut ; les associations coopératives ouvrières, ces banques de secours mutuels et de crédit au travail, ces trade-unions, et cette ligue internationale des ouvriers de tous les pays, tout ce mouvement ascendant des travailleurs en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, en Italie et en Suisse, ne prouve-t-il pas, qu'ils n'ont point renoncé à leur but, ni perdu foi en leur émancipation

prochaine, et qu'en même temps ils ont compris que pour rapprocher l'heure de leur délivrance, ils ne doivent plus compter sur les États, ni sur le concours toujours plus ou moins hypocrite des classes privilégiées, — mais sur eux-mêmes et sur leurs associations indépendantes tout à fait spontanées ?

Dans la plupart des pays de l'Europe ce mouvement, en apparence du moins étranger à la politique, garde encore un caractère exclusivement économique et, pour ainsi dire, privé. Mais en Angleterre, il s'est déjà posé carrément sur le terrain brûlant de la politique et, organisé en une ligue formidable, la « Ligue de la Réforme », il a déjà remporté une grande victoire contre le privilège politiquement organisé de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie. Avec une patience et une conséquence pratiques tout anglaises, la Reform League s'est tracé un plan de campagne, elle ne se dégoûte de rien et ne se laisse effrayer, ni arrêter par aucun obstacle. « Dans dix ans, au plus tard, disent-ils, en supposant les plus grands empêchements, nous aurons le suffrage universel, et alors... » alors ils feront la révolution sociale !

En France, comme en Allemagne, tout en procédant silencieusement par la voie des associations économiques privées, le socialisme est déjà arrivé à un si haut degré de puissance au sein des classes ouvrières, que Napoléon III d'un côté, et le comte de Bismarck de l'autre, commencent à rechercher son alliance... Bientôt en Italie et en Espagne, après le fiasco déplorable de tous les partis politiques, et vu la misère horrible où l'une et l'autre se trouvent plongées, toute autre question va bientôt se perdre dans la question économique et sociale. — En Russie et en Pologne y a-t-il au fond une autre question ? C'est elle qui vient de ruiner les dernières espérances de la vieille Pologne nobiliaire, historique ; — c'est elle qui menace et qui ruinera l'existence déjà si fortement ébranlée de cet affreux Empire de toutes les Russies. En Amérique même, le

socialisme ne s'est-il pas fait complètement jour dans la proposition d'un homme éminent, M. Charles Sumner, sénateur de Boston, de distribuer des terres aux nègres émancipés des États du Sud ?

Vous voyez bien, messieurs, que le socialisme est partout, et que, malgré sa défaite en juin, par un travail souterrain, qui l'a fait lentement pénétrer dans les profondeurs de la vie politique de tous les pays, il est arrivé au point de se faire sentir partout, comme la puissance latente du siècle. Encore quelques années, et il se manifestera comme une puissance active, formidable.

À très peu d'exceptions près, tous les peuples de l'Europe, plusieurs sans connaître même le mot de socialisme, sont aujourd'hui socialistes, ne connaissent d'autre drapeau que celui qui leur annonce leur émancipation économique avant tout, et renonceraient mille fois à toute autre question plutôt qu'à celle-ci. Ce n'est donc que par le socialisme qu'on pourra les entraîner à faire de la politique et de la bonne politique.

N'est-ce pas assez dire, messieurs, qu'il ne nous est pas permis de faire abstraction du socialisme dans notre programme, et que nous ne saurions nous en abstenir sans frapper notre œuvre entière d'impuissance ? Par notre programme, en nous déclarant républicains fédéralistes, nous nous sommes montrés assez révolutionnaires, pour écarter de nous une bonne partie de la bourgeoisie : toute celle qui spécule sur la misère et sur les malheurs des peuples et qui trouve à gagner jusque dans les grandes catastrophes qui, aujourd'hui plus que jamais, viennent frapper les nations. Si nous laissons de côté cette portion active, remuante, intrigante, spéculative de la bourgeoisie, il nous restera bien encore la majorité des bourgeois tranquilles, industrieux, faisant quelquefois le mal, plutôt par nécessité que par volonté et par goût, et qui ne

demanderaient pas mieux que de se voir délivrés de cette fatale nécessité, qui les met en hostilité permanente avec les populations ouvrières, et qui les ruine en même temps. Il faut bien le dire, la petite bourgeoisie, le petit commerce et la petite industrie commencent à souffrir aujourd'hui presque autant que les classes ouvrières et si les choses marchent du même pas, cette majorité bourgeoise respectable pourrait bien, par sa position économique, se confondre bientôt avec le prolétariat. Le grand commerce, la grande industrie et surtout la grande et malhonnête spéculation l'écrasent, la dévorent et la poussent dans l'abîme. La situation de la petite bourgeoisie devient donc de plus en plus révolutionnaire, et ses idées trop longtemps réactionnaires, s'éclaircissant aujourd'hui grâce à de terribles leçons, devront nécessairement prendre une direction opposée. Les plus intelligents commencent à comprendre qu'il ne reste d'autre salut, pour l'honnête bourgeoisie, que dans l'alliance avec le peuple — et que la question sociale l'intéresse aussi bien et de la *même manière* que le peuple.

Ce changement progressif dans l'opinion de la petite bourgeoisie en Europe est un fait aussi consolant qu'incontestable. Mais nous ne devons pas nous faire illusion : l'initiative du nouveau développement n'appartiendra pas à elle, mais au peuple ; à l'occident — aux ouvriers des fabriques et des villes ; chez nous, en Russie, en Pologne, et dans la majorité des pays slaves : — aux paysans. La petite bourgeoisie est devenue trop peureuse, trop timide, trop sceptique pour prendre d'elle-même une initiative quelconque ; elle se laissera bien entraîner, mais elle n'entraînera personne ; car en même temps qu'elle est pauvre d'idées, la foi et la passion lui manquent. Cette passion qui brise les obstacles et qui crée des mondes nouveaux se trouve exclusivement dans le peuple. Donc au peuple appartiendra, sans contestation aucune, l'initiative du mouvement nouveau. Et nous ferions abstraction du peuple ! et nous ne parlerions pas du socialisme qui est la nouvelle religion

du peuple !

Mais le socialisme, dit-on, se montre enclin à conclure une alliance avec le césarisme. D'abord c'est une calomnie, c'est au contraire le césarisme qui voyant poindre à l'horizon la puissance menaçante du socialisme, en recherche les sympathies pour les exploiter à sa façon. Mais n'est-ce pas une raison de plus, pour nous, de nous en occuper, afin de pouvoir empêcher cette alliance monstrueuse, dont la conclusion serait sans doute le plus grand malheur qui puisse menacer la liberté du monde ?

Nous devons nous en occuper en dehors même de toutes ces considérations pratiques, parce que le socialisme, c'est la *justice*. Lorsque nous parlons de justice, nous n'entendons pas celle qui nous est donnée dans les codes et par la jurisprudence romaine, fondées en grande partie sur des faits de violence accomplis par la force, consacrés par le temps et par les bénédictions d'une église quelconque, chrétienne ou païenne, et comme tels acceptés comme des principes absolus, dont le reste n'est que la déduction très logique [1] — nous parlons de la justice qui se fonde uniquement sur la conscience des hommes, que vous retrouverez dans celle de tout homme, même dans la conscience des enfants, et qui se traduit en simple *équation*.

Cette justice si universelle et qui pourtant, grâce aux envahissements de la force et aux influences religieuses, n'a jamais encore prévalu, ni dans le monde politique, ni dans le

1 Sous ce rapport, la science du droit offre une parfaite ressemblance avec la théologie ; ces deux sciences partent également, l'une d'un fait réel, mais inique : l'appropriation par la force, la conquête ; l'autre d'un fait fictif et absurde : la révélation divine, comme d'un principe absolu, et se fondant sur cette absurdité ou sur cette iniquité, toutes les deux ont recours à la logique la plus rigoureuse pour édifier ici un système théologique et là un système juridique.

monde juridique, ni dans le monde économique, doit servir de base au monde nouveau. Sans elle point de liberté, point de république, point de prospérité, point de paix ! Elle doit donc présider à toutes nos résolutions, afin que nous puissions efficacement concourir à l'établissement de la paix.

Cette justice nous commande de prendre en nos mains la cause du peuple, jusqu'à cette heure si horriblement maltraité, et de revendiquer pour lui, avec la liberté politique, l'émancipation économique et sociale.

Nous ne vous proposons pas, messieurs, tel ou tel système socialiste. Ce que nous vous demandons, c'est de proclamer de nouveau ce grand principe de la Révolution française : que tout homme doit avoir les moyens matériels et moraux de développer toute son humanité, principe qui se traduit, selon nous, dans le problème suivant :

Organiser la société de telle sorte que tout individu, homme ou femme, venant à la vie, trouve des moyens à peu près égaux pour le développement de ses différentes facultés et pour leur utilisation par son travail ; organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le sien.

La réalisation complète de ce problème sera sans doute l'œuvre des siècles. Mais l'histoire l'a posé et nous ne saurions désormais en faire abstraction, sans nous condamner nous-mêmes à une impuissance complète.

Nous nous hâtons d'ajouter, que nous repoussons énergiquement toute tentative d'organisation sociale qui,

étrangère à la plus complète liberté tant des individus que des associations, exigerait l'établissement d'une autorité réglementaire de quelque nature que ce fût, et qu'au nom de cette liberté que nous reconnaissons comme l'unique fondement et comme l'unique créateur légitime de toute organisation, tant économique que politique, nous protesterons toujours contre tout ce qui ressemblera, de près ou de loin, au communisme et au socialisme d'État.

L'unique chose que, selon nous, l'État pourra et devra faire, ce sera de modifier d'abord peu à peu le droit d'héritage, pour arriver aussitôt que possible à son abolition complète. Le droit d'héritage, étant une pure création de l'État, l'une des conditions essentielles de l'existence même de l'État autoritaire et divin, il peut et doit être aboli par la liberté dans l'État, — ce qui revient à dire que l'État lui-même doit se dissoudre dans la société organisée librement selon la justice. Ce droit devra être nécessairement aboli, selon nous, parce que tant que l'*héritage* existera, il y aura inégalité économique *héréditaire*, non l'inégalité naturelle des individus, mais l'inégalité artificielle des classes, — et que celle-ci se traduira nécessairement toujours par l'inégalité héréditaire du développement et de la culture des intelligences et continuera d'être la source et la consécration de toutes les inégalités politiques et sociales. L'égalité du point de départ au commencement de la vie pour chacun, autant que cette égalité dépendra de l'organisation économique et politique de la société, et afin que chacun, abstraction faite des natures différentes, ne soit proprement que le fils de ses œuvres — tel est le problème de la justice. Selon nous, le fond public d'éducation et d'instruction de tous les enfants des deux sexes, y comprenant leur entretien depuis leur naissance jusqu'à l'âge de la majorité, devra seul hériter de tous les mourants. Nous ajoutons en qualité de Slaves et de Russes, que chez nous, l'idée sociale, fondée sur l'instinct général et traditionnel de nos populations, est que la terre, propriété de tout le peuple, ne doit

être possédée que par ceux qui la cultivent de leurs bras.

Nous sommes convaincus, messieurs, que ce principe est juste, qu'il est une condition essentielle et inévitable de toute réforme sociale sérieuse et que, par conséquent, l'Europe occidentale à son tour, ne pourra manquer de l'accepter et de le reconnaître, malgré toutes les difficultés que sa réalisation pourra rencontrer dans certains pays, comme la France par exemple, où la majorité des paysans jouit déjà de la propriété de la terre, mais où par contre aussi la plus grande partie de ces mêmes paysans arrivera bientôt à ne rien posséder par suite du morcellement qui est la conséquence inévitable du système politico-économique qui prévaut aujourd'hui dans ce pays. Nous ne faisons aucune proposition à ce sujet, comme en général nous nous abstenons de toute proposition, par rapport à tel ou tel problème de la science et de la politique sociales, convaincus que toutes ces questions doivent devenir dans notre journal l'objet d'une discussion sérieuse et profonde. — Nous nous bornerons donc aujourd'hui à vous proposer de faire la déclaration suivante :

«Convaincue que la réalisation sérieuse de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde sera impossible, tant que l'immense majorité des populations restera dépossédée de tout bien, privée d'instruction et condamnée à la nullité politique et sociale et à un esclavage de fait, sinon de droit, par la misère aussi bien que par la nécessité dans laquelle elle se trouve de travailler sans répit ni loisir, produisant toutes les richesses dont le monde se glorifie aujourd'hui et n'en retirant qu'une si petite partie qu'à peine elle suffit pour lui assurer le pain du lendemain ;

» Convaincue que pour toutes ces populations, jusqu'ici si horriblement maltraitées par les siècles, la question du pain est celle de l'émancipation intellectuelle, de la liberté et de

l'humanité ;

» Que la liberté sans le socialisme, c'est le privilège, l'injustice ; et que le socialisme sans liberté, c'est l'esclavage et la brutalité ;

»La Ligue proclame haut ement la nécessité d'une réforme sociale et économique radicale, ayant pour but la délivrance du travail populaire du joug du capital et des propriétaires, fondée sur la plus stricte justice, non juridique, ni théologique, ni métaphysique, mais simplement humaine, sur la science positive et sur la plus absolue liberté.

» Elle décide en même temps, que son Journal ouvrira largement ses colonnes à toutes les discussions sérieuses sur les questions économiques et sociales, lorsqu'elles seront sincèrement inspirées par le désir de la plus large émancipation populaire, tant sous le rapport matériel, qu'au point de vue politique et intellectuel. »

* * *

Après avoir exposé nos idées sur le *Fédéralisme* et le *Socialisme*, nous croyons devoir, messieurs, vous entretenir d'une troisième question, que nous croyons indissolublement liée aux deux premières, c'est-à-dire sur la *question religieuse*, et nous vous demandons la permission de résumer toutes nos idées à ce sujet par un seul mot. Qui vous paraîtra peut-être barbare :

III
L'ANTITHÉOLOGISME.

Messieurs, nous sommes convaincus qu'aucune grande transformation politique et sociale ne s'est faite dans le monde sans qu'elle n'ait été accompagnée et souvent précédée par un mouvement analogue dans les idées philosophiques et religieuses qui dirigent la conscience tant des individus que de la Société.

Toutes les religions avec leurs Dieux n'ayant jamais été rien que la création de la fantaisie croyante et crédule de l'homme non encore à la hauteur de la réflexion pure et de la pensée libre appuyée sur la science, le ciel religieux n'a été qu'un mirage où l'homme exalté par la foi a si longtemps retrouvé sa propre image, mais agrandie et renversée, c'est-à-dire *divinisée.*

L'histoire des religions, celle de la grandeur et de la décadence des Dieux qui se sont succédé, n'est donc rien que l'histoire du développement de l'intelligence et de la conscience collective des hommes. À mesure qu'ils découvraient soit en eux, soit en dehors d'eux-mêmes, une force, une capacité, une qualité quelconques, ils l'attribuaient à leurs dieux, après l'avoir agrandie, élargie, outre toute mesure, comme font ordinairement les enfants, par un acte de fantaisie religieuse. De sorte que, grâce à cette modestie et à cette générosité des hommes, le ciel s'est enrichi des dépouilles de la terre, et par une conséquence naturelle, plus le ciel devenait riche, plus l'humanité devenait misérable. Une fois la divinité installée, elle fut naturellement proclamée la maîtresse, la source, la dispensatrice de toutes choses : le monde réel ne fut plus rien

que par elle et l'homme, après l'avoir créée à son insu, s'agenouilla devant elle et se déclara sa créature, son esclave.

Le Christianisme est précisément la religion par excellence parce qu'il expose et manifeste la nature même et l'essence de toute religion, qui sont : l'appauvrissement, l'anéantissement et l'asservissement systématiques, absolus, de l'humanité au profit de la divinité, — principe suprême non seulement de toute religion, mais encore de toute métaphysique soit théiste, soit même panthéiste. Dieu étant tout, le monde réel et l'homme ne sont rien. Dieu étant la vérité, la justice et la vie infinie, l'homme est le mensonge, l'iniquité et la mort. Dieu étant le maître, l'homme est esclave. Incapable de trouver par lui-même le chemin de la justice et de la vérité, il doit les recevoir comme une révélation d'en-haut, par l'intermédiaire des envoyés et des élus de la grâce divine. Qui dit révélation dit révélateurs, dit prophètes, dit prêtres, et ceux-ci une fois reconnus comme les représentants de la divinité sur la terre, comme les instructeurs et les initiateurs de l'humanité à la vie éternelle, reçoivent par là même la mission de la diriger, de la gouverner et de lui commander ici-bas. Tous les hommes leur doivent une foi et une obéissance absolue ; esclaves de Dieu, ils doivent l'être aussi de l'Église et de l'État en tant que celui-ci est béni par l'Église. C'est ce que de toutes les religions qui existent ou qui ont existé, le Christianisme a seul parfaitement compris, et, ce que, parmi toutes les sectes chrétiennes, le catholicisme romain a seul proclamé et réalisé avec une conséquence rigoureuse. Voilà pourquoi le Christianisme est la religion absolue, la dernière religion, et pourquoi l'Église apostolique et romaine est la seule conséquente, légitime et divine.

N'en déplaise donc à tous les demi-philosophes, à tous les soi-disant penseurs religieux : *L'existence de Dieu implique l'abdication de la raison et de la justice humaines, elle est la négation de l'humaine liberté et aboutit nécessairement à un*

esclavage non seulement théorique mais pratique.

À moins donc de vouloir l'esclavage, nous ne pouvons, ni ne devons faire la moindre concession à la théologie, car dans cet alphabet mystique et rigoureusement conséquent, qui commence par A devra fatalement arriver à Z, et qui veut adorer Dieu devra renoncer à sa liberté et à sa dignité d'homme :

Dieu est, donc l'homme est esclave.

L'homme est intelligent, juste, libre, — donc Dieu n'existe pas.

Nous défions qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant qu'on choisisse.

D'ailleurs l'histoire nous démontre que les prêtres de toutes les religions, moins ceux des églises persécutées, ont été les alliés de la tyrannie. Et ces derniers même, tout en combattant et en maudissant les pouvoirs qui les opprimaient, ne disciplinaient-ils pas en même temps leurs propres croyants, et par là même n'ont-ils pas toujours préparé les éléments d'une tyrannie nouvelle ? L'esclavage intellectuel de quelque nature qu'il soit, aura toujours pour conséquence naturelle l'esclavage politique et social. — Aujourd'hui le Christianisme sous toutes ses formes différentes, et avec lui la métaphysique doctrinaire et déiste, issue de lui, et qui n'est au fond qu'une théologie masquée, font sans aucun doute le plus formidable obstacle à l'émancipation de la société ; et pour preuve, c'est que les gouvernements, tous les hommes d'État de l'Europe qui ne sont, eux, ni métaphysiciens, ni théologiens, ni déistes, et qui, dans le fond de leurs cœurs ne croient ni à Dieu ni à Diable, protègent avec passion, avec acharnement la métaphysique, aussi bien que la religion, quelque religion que ce soit, pourvu qu'elle enseigne, comme toutes le font du reste, la patience, la

résignation, la soumission.

Cet acharnement qu'ils mettent à les défendre, nous prouve combien il est pour nous nécessaire de les combattre et de les renverser.

Est-il besoin de vous rappeler, messieurs, jusqu'à quel point les influences religieuses démoralisent et corrompent les peuples ? Elles tuent en eux la raison, le principal instrument de l'émancipation humaine, et les réduisent à l'imbécillité, fondement principal de tout esclavage, en remplissant leur esprit de divines absurdités. Elles tuent en eux l'énergie du travail, qui est leur gloire et leur salut : le travail étant l'acte par lequel l'homme, devenant créateur, forme son monde, les bases et les conditions de son humaine existence et conquiert en même temps sa liberté et son humanité. La religion tue en eux cette puissance productive, en leur faisant mépriser la vie terrestre, en vue d'une céleste béatitude, et en leur représentant le travail comme une malédiction ou comme un châtiment mérité, et le désœuvrement comme un divin privilège. — Elle tue en eux la justice, cette gardienne sévère de la fraternité et cette condition souveraine de la paix, en faisant toujours pencher la balance en faveur des plus forts, objets privilégiés de la sollicitude, de la grâce et de la bénédiction divines. Enfin elle tue en eux l'humanité, en la remplaçant dans leurs cœurs par la divine cruauté.

Toute religion est fondée sur le sang, car toutes, comme on sait, reposent essentiellement sur l'idée du sacrifice, c'est-à-dire sur l'immolation perpétuelle de l'humanité à l'inextinguible vengeance de la Divinité. Dans ce sanglant mystère, l'homme est toujours la victime, et le prêtre, homme aussi, mais homme privilégié par la grâce, est le divin bourreau. Cela nous explique pourquoi les prêtres de toutes les religions, les meilleurs, les plus humains, les plus doux, ont presque toujours dans le fond

de leur cœur et sinon dans leur cœur, au moins dans leur esprit et dans leur imagination, — et on sait l'influence que l'un et l'autre exercent sur le cœur, — quelque chose de cruel et de sanguinaire : et pourquoi, lorsqu'on avait partout agité la question de l'abolition de la peine de mort, prêtres catholiques romains, orthodoxes Moscovites et Grecs, Protestants — tous se sont unanimement déclarés pour son maintien !

La religion chrétienne plus que toute autre fut fondée sur le sang et historiquement baptisée dans le sang. Qu'on compte les millions de victimes que cette religion de l'amour et du pardon a immolées à la vengeance cruelle de son Dieu. Qu'on se rappelle les tortures qu'elle a inventées et qu'elle a infligées. Est-elle devenue plus douce et plus humaine aujourd'hui ? Non, ébranlée par l'indifférence et par le scepticisme, elle est devenue seulement impuissante, ou plutôt beaucoup moins puissante, car malheureusement la puissance du mal ne lui manque pas encore, même aujourd'hui. Et regardez dans les pays où, galvanisée par des passions réactionnaires, elle se donne l'air de revivre : son premier mot n'est-il pas toujours la vengeance et le sang, son second mot l'abdication de la raison humaine, et sa conclusion l'esclavage ? Tant que le christianisme et les prêtres chrétiens, tant que quelque religion divine que ce soit, continueront d'exercer la moindre influence sur les masses populaires, la raison, la liberté, l'humanité, la justice ne triompheront pas sur la terre ; parce que tant que les masses populaires resteront plongées dans la superstition religieuse, elles serviront toujours d'instrument à tous les despotismes coalisés contre l'émancipation de l'humanité.

Il nous importe donc beaucoup de délivrer les masses de la superstition religieuse, pas seulement par amour d'elles, mais encore par amour de nous-mêmes, pour sauver notre liberté et notre sécurité. Mais nous ne pouvons atteindre ce but que par deux moyens : la *science rationnelle* et la *propagande du*

socialisme.

Nous entendons par *science rationnelle* celle qui, s'étant délivrée de tous les fantômes de la métaphysique et de la religion, se distingue des sciences purement expérimentales et critiques, d'abord en ce qu'elle ne restreint pas ses investigations à tel ou tel objet déterminé, mais s'efforce d'embrasser l'univers tout entier, en tant que connu, car elle n'a rien à faire avec l'inconnu ; et ensuite en ce qu'elle ne se sert pas, comme les sciences ci-dessus mentionnées, exclusivement et seulement de la méthode analytique, mais se permet aussi de recourir à la synthèse, procédant assez souvent par analogie et par déduction, tout en ayant soin de ne jamais prêter à ces synthèses qu'une valeur hypothétique, jusqu'à ce qu'elles n'aient été entièrement confirmées par la plus sévère analyse expérimentale ou critique.

Les hypothèses de la science rationnelle se distinguent de celles de la métaphysique, en ce que cette dernière, déduisant les siennes comme des conséquences logiques d'un système absolu, prétend forcer la nature à les accepter ; tandis que les hypothèses de la science rationnelle, issues non d'un système transcendant, mais d'une synthèse qui n'est jamais elle-même que le résumé ou l'expression générale d'une quantité de faits démontrés par l'expérience, ne peuvent jamais avoir ce caractère impératif et obligatoire, étant au contraire toujours présentées de manière à ce qu'on puisse les retirer aussitôt qu'elles se trouvent démenties pas de nouvelles expériences.

La philosophie rationnelle ou science universelle ne procède pas aristocratiquement, ni autoritairement comme feu-dame métaphysique. Celle-ci s'organisant toujours de haut en bas, par voie de déduction et de synthèse, prétendait bien reconnaître aussi l'autonomie et la liberté des sciences particulières, mais dans le fait elle les gênait horriblement,

jusqu'au point de leur imposer des lois et même des faits qu'il était souvent impossible de retrouver dans la nature, et de les empêcher de se livrer à des expériences dont les résultats auraient pu réduire toutes ses spéculations au néant. — La métaphysique comme on voit, agis-sait selon la méthode des États centralisés.

La philosophie rationnelle au contraire est une science toute démocratique. Elle s'organise de bas en haut librement, et a pour fondement unique l'expérience. *Rien de ce qui n'a été réellement analysé et confirmé par l'expérience ou par la plus sévère critique ne peut être par elle accepté*. Par conséquent, Dieu, l'Infini, l'Absolu, tous ces objets tant aimés de la métaphysique, sont absolument éliminés de son sein. Elle s'en détourne avec indifférence, les regardant comme autant de mirages ou de fantômes. Mais comme les mirages et les fantômes font une partie essentielle du développement de l'esprit humain, puisque l'homme n'arrive ordinairement à la connaissance de la vérité simple qu'après avoir imaginé, épuisé toutes les illusions possibles, et comme le développement de l'esprit humain est un objet réel de la science, — la philosophie naturelle leur assigne leur vraie place, ne s'en occupant qu'au point de vue de l'histoire et s'efforce de nous montrer en même temps les causes tant physiologiques qu''historiques qui expliquent la naissance, le développement et la décadence des idées religieuses et métaphysiques aussi bien que leur nécessité relative et transitoire dans les évolutions de l'esprit humain. De cette manière, elle leur rend toute la justice à laquelle elles ont droit, puis s'en détourne pour toujours.

Son objet c'est le monde réel et connu. Aux yeux du philosophe rationnel il n'est qu'un être au monde et une science. Par conséquent il tient à embrasser et à coordonner toutes les sciences particulières en un seul système. Cette coordonnance de toutes les sciences positives en un seul savoir

humain constitue la *Philosophie positive* ou la science universelle. Héritière et en même temps négation absolue de la religion et de la métaphysique, cette philosophie, pressentie et préparée dès longtemps par les plus nobles esprits, fut conçue pour la première fois comme un système complet, par un grand penseur français, *Auguste Comte*, qui en traça le premier plan d'une main savante et hardie.

La coordonnance qu'établit la philosophie positive n'est point une simple juxtaposition, c'est une sorte d'enchaînement organique par lequel, commençant par la science la plus abstraite, celle qui a pour objet l'ordre des faits les plus simples, les mathématiques, on s'élève de degré en degré aux sciences comparativement plus concrètes qui ont pour objet des faits de plus en plus composés. Ainsi des mathématiques pures on s'élève à la mécanique, à l'astronomie, puis à la physique, à la chimie, à la géologie et à la biologie (y comprenant la classification, l'anatomie et la physiologie comparées des plantes d'abord, puis du règne animal), et on finit par la sociologie qui embrasse toute l'humaine histoire en tant que développement de l'Être humain collectif et individuel dans la vie politique, économique, sociale, religieuse, artistique et scientifique. Il n'y a entre toutes ces sciences, qui se suivent, depuis les mathématiques jusqu'à la sociologie inclusivement, aucune solution de continuité. Un seul Être, un seul savoir, et au fond, toujours la même méthode, mais qui se complique nécessairement à mesure que les faits qui se présentent à elle deviennent plus compliqués ; chaque science qui suit s'appuie largement et absolument sur la science précédente, et, autant que l'état actuel de nos connaissances réelles le permet, se présente comme son développement nécessaire.

Il est curieux d'observer que l'ordre des sciences établi par Auguste Comte, est à quelque chose près le même que celui de l'Encyclopédie de Hegel, le plus grand métaphysicien des temps

présents et passés et qui a eu le bonheur et la gloire d'avoir conduit le développement de la philosophie spéculative à son point culminant, ce qui fit que, poussée désormais par sa dialectique propre, elle devait se détruire elle-même. Mais il y a entre Auguste Comte et Hegel une énorme différence. Tandis que ce dernier, en vrai métaphysicien qu'il était, avait spiritualisé la matière et la nature, en les faisant procéder de la logique, c'est-à-dire de l'esprit, — Auguste Comte a tout au contraire matérialisé l'esprit, en le fondant uniquement sur la matière. — C'est en cela que consiste sa gloire immense.

Ainsi la Psychologie, cette science si importante, qui constituait la base même de la métaphysique, et que la philosophie spéculative considérait comme un monde quasi absolu, spontané et indépendant de toute influence matérielle, n'a plus, dans le système d'Auguste Comte, d'autre base que la physiologie, et n'est autre chose que le développement de celle-ci ; de sorte que ce que nous appelons intelligence, imagination, mémoire, sentiment, sensation et volonté, ne sont plus rien à nos yeux que les différentes facultés, fonctions ou activités du corps humain.

Considérés à ce point de vue, le monde humain, son développement, son histoire, — que nous avions envisagé jusque-là comme une manifestation d'une idée théologique, métaphysique et juridico-politique, et dont aujourd'hui nous devons recommencer l'étude, en prenant pour point de départ toute la nature et pour fil directeur la propre physiologie de l'homme, nous apparaîtront sous un jour tout nouveau, plus naturel, plus large, plus humain et plus fécond en enseignements pour l'avenir.

C'est ainsi que l'on pressent déjà dans cette voie l'avènement d'une science nouvelle : la *sociologie*, — c'est-à-dire la science de lois générales qui président à tous les

développements de la société humaine. Elle sera le dernier terme et le couronnement de la philosophie positive. L'histoire et la statistique nous prouvent que le corps social comme tout autre corps naturel, obéit dans ses évolutions et transmutations à des lois générales et qui paraissent être tout aussi nécessaires que celles du monde physique. Dégager ces lois des événements passés et de la masse des faits présents, tel doit être l'objet de cette science. En dehors de l'immense intérêt qu'elle présente déjà à l'esprit, elle nous promet dans l'avenir une grande utilité pratique ; car de même que nous ne pouvons dominer la nature et la transformer selon nos besoins progressifs que grâce à la connaissance que nous avons acquise de ses lois, nous ne pourrons réaliser notre liberté et notre prospérité dans le milieu social qu'en tenant compte des lois naturelles et permanentes qui le gouvernent. Et du moment que nous avons reconnu que l'abîme qui dans l'imagination des théologiens et des métaphysiciens, était censé séparer l'esprit de la nature, n'existe pas du tout, nous devons considérer la société humaine comme un corps sans doute beaucoup plus complexe que les autres, mais tout aussi naturel, et obéissant aux mêmes lois, plus celles qui lui sont exclusivement propres. Une fois ceci admis, il devient clair que la connaissance et la stricte observation de ces lois devient indispensable, pour que les transformations sociales que nous entreprendrons soient viables.

Mais d'un autre côté, nous savons que la *sociologie* est une science à peine née, qu'elle est encore à la recherche de ses éléments, et si nous jugeons de cette science, la plus difficile de toutes, d'après l'exemple des autres, nous devons reconnaître qu'il lui faudra des siècles, un siècle au moins, pour se constituer définitivement et pour devenir une science sérieuse, quelque peu suffisante et complète. Comment faire alors ? Faudra-t-il que l'humanité souffrante, pour se délivrer de toutes les misères qui l'oppriment, attende encore un siècle et plus, jusqu'au moment où la sociologie positive, définitivement

constituée, viendra lui déclarer qu'elle est enfin en état de lui donner les indications et les instructions que réclame sa transformation rationnelle ?

Non, mille fois non ! D'abord, pour attendre quelques siècles encore, il faudrait avoir la patience… cédant à une vieille habitude, nous allions dire la patience des Allemands, mais nous avons été arrêtés par cette réflexion, que dans l'exercice de cette vertu d'autres peuples ont aujourd'hui surpassé les Allemands. Et ensuite, supposant même que nous eussions la possibilité et la patience d'attendre, que serait une société qui ne nous présenterait rien que la traduction en pratique ou l'application d'une science, lors même que cette science serait la plus parfaite et la plus complète du monde ? une misère. Imaginez-vous un univers qui ne contiendrait rien que ce que l'esprit humain a jusqu'ici aperçu, reconnu et compris, — ne serait-ce pas une misérable bicoque à côté de l'univers qui existe ?

Nous sommes pleins de respect pour la science et nous la considérons comme un des plus précieux trésors, comme une des gloires les plus pures de l'humanité. Par elle l'homme se distingue de l'animal, aujourd'hui son frère cadet, jadis son ancêtre, et devient capable de liberté. Pourtant il est nécessaire de reconnaître aussi les limites de la science et de lui rappeler qu'elle n'est pas le tout, qu'elle n'en est seulement qu'une partie, et que le tout c'est la vie : la vie universelle des mondes, ou pour ne pas nous perdre dans l'inconnu et dans l'indéfini : celle de notre système solaire ou même seulement de notre globe terrestre, enfin nous restreignant encore davantage : le monde humain, — le mouvement, le développement, la vie de l'humaine société sur la terre. Tout cela est infiniment plus étendu, plus large, plus profond et plus riche que la science, et ne sera jamais par elle épuisé.

La vie, prise dans ce sens universel, n'est point l'application de telle théorie humaine ou divine que ce soit, c'est une création, aurions-nous dit volontiers, si nous n'avions crainte de donner lieu à un mésentendu par ce mot ; et comparant les peuples, créateurs de leur propre histoire à des artistes, nous aurions demandé si les grands poètes ont jamais attendu que la science découvrît les lois de la création poétique pour créer leurs chefs-d'œuvre ? Eschyle et Sophocle n'ont-ils pas fait leurs magnifiques tragédies bien avant qu'Aristote eût calqué sur leurs œuvres mêmes la première esthétique ? Shakespeare s'est-il laissé jamais inspirer par aucune théorie, et Beethoven n'a-t-il point élargi les bases du contre-point par la création de ses symphonies ? Et que serait une œuvre d'art produite selon les préceptes de la plus belle esthétique du monde ? Encore une fois, une chose misérable. Mais les peuples qui créent leur histoire ne sont probablement pas ni moins riches d'instinct ni moins puissants créateurs, ni plus dépendants de MM. les savants que les artistes !

Si nous hésitons à faire usage de ce mot : création, c'est parce que nous craignons qu'on n'y attache un sens qu'il nous est impossible d'admettre. Qui dit création semble dire créateur et nous repoussons l'existence d'un unique créateur aussi bien pour le monde humain, que pour le monde physique, qui tous deux d'ailleurs n'en forment qu'un seul à nos yeux. Même en parlant des peuples, créateurs de leur propre histoire, nous avons la conscience d'employer une expression métaphorique, une comparaison impropre. Chaque peuple est un être collectif possédant sans doute des propriétés tant physiologico-psychologiques que politico-sociales particulières qui, en le distinguant de tous les autres peuples, l'individualisent en quelque sorte ; mais ce n'est jamais un individu, un être unique et indivisible, dans le sens réel de ce mot. Quelque développée que soit sa conscience collective et quelque concentrée que puisse se trouver, au moment d'une grande crise nationale, la

passion ou ce qu'on appelle la volonté populaire vers un seul but, jamais cette concentration n'atteindra celle d'un individu réel. En un mot, aucun peuple, quelque uni qu'il se sente, ne pourra jamais dire : je veux ! il devra toujours dire : nous voulons. L'individu seul a l'habitude de dire : je veux ! Et lorsque vous entendez dire, au nom d'un peuple entier : il veut ! soyez bien sûr qu'un usurpateur quelconque, homme ou parti, se cache derrière.

Sous le mot création, nous n'entendons donc ici ni la création théologique ou métaphysique, ni la création artistique, savante, industrielle, ni n'importe quelle création derrière laquelle se trouve un individu créateur. Nous entendons tout simplement par ce mot le produit infiniment complexe d'une quantité innombrable de causes très différentes, grandes et petites, quelques-unes connues, mais dont la plus immense partie reste encore inconnue, et qui, dans un moment donné, s'étant combinées, non sans raison, sans doute, mais sans plan tracé d'avance et sans préméditation aucune, ont produit le fait.

Mais alors, dira-t-on, l'histoire et les destinées de l'humaine société ne présenteraient plus qu'un chaos et ne seraient plus que le jouet du hasard ? Bien, au contraire, du moment que l'histoire est libre de tout arbitraire divin et humain, c'est alors, et seulement alors, qu'elle se présente à nos yeux dans toute la grandeur imposante et en même temps rationnelle d'un développement nécessaire, comme la nature organique et physique, dont elle est la continuation immédiate. Cette dernière, malgré l'inépuisable richesse et variété des êtres réels dont elle est composée, ne nous présente nullement le chaos, mais au contraire un monde magnifiquement organisé, et où chaque partie garde, pour ainsi dire, un rapport nécessairement logique avec toutes les autres. Mais alors, dira-t-on, il y a eu un ordonnateur ? Pas du tout, un ordonnateur, fût-il un Dieu, n'aurait pu qu'entraver par son arbitraire

personnel l'ordonnance naturelle et le développement logique des choses, et nous avons vu que la propriété principale de la divinité dans toutes les religions, c'est d'être précisément supérieure, c'est-à-dire contraire à toute logique, et de n'avoir toujours qu'une seule logique à elle : celle de l'impossibilité naturelle, ou de l'absurdité [1]. Car qu'est-ce que la logique, si ce n'est le courant ou le développement naturel des choses, ou bien le procédé naturel par lequel beaucoup de causes déterminantes produisent un fait. Par conséquent, nous pouvons énoncer cet axiome si simple et en même temps si décisif : *Tout ce qui est naturel est logique, et tout ce qui est logique est réalisé ou doit se réaliser dans le monde réel : dans la nature proprement dite, et dans son développement postérieur — dans l'histoire naturelle de l'humaine société.*

La question est donc de savoir — ce qui est logique dans la nature aussi bien que dans l'histoire ? Ce n'est pas aussi facile à déterminer qu'on peut le penser du prime-abord. Car, pour le savoir en perfection, de manière à ne jamais se tromper, il faudrait avoir la connaissance de toutes les causes, influences, actions et réactions qui déterminent la nature d'une chose et d'un fait, sans en excepter une seule, fût-elle la plus éloignée ou la plus faible. Et quelle est la philosophie ou la science qui pourra se flatter de pouvoir jamais les embrasser toutes et les épuiser par son analyse ? Il faudrait être bien pauvre d'esprit, bien peu conscient de l'infinie richesse du monde réel, pour y prétendre.

---

1 Dire que Dieu n'est pas contraire à la logique, c'est affirmer qu'il lui est absolument identique, qu'il n'est rien lui-même que la logique, c'est-à-dire que le courant et le développement naturel des choses réelles, c'est-à-dire que Dieu n'existe pas. L'existence de Dieu ne peut donc avoir de valeur que comme la négation des lois naturelles, d'où résulte ce dilemme irréfutable : Dieu est, donc il n'y a point de lois naturelles et le monde présente un chaos. Le monde n'est pas un chaos, il est ordonné en lui-même, donc Dieu n'existe pas.

Faut-il pour cela douter de la science ? Faut-il, parce qu'elle ne nous donne que ce qu'elle peut nous donner, la rejeter ? Ce serait une autre folie et bien plus funeste encore que la première. Perdez la science, et faute de lumière, vous retournerez à l'état des gorilles, nos ancêtres, et force vous sera de refaire pendant encore quelque mille ans, tout le chemin que l'humanité a dû parcourir à travers les phantasmagoriques lueurs de la religion et de la métaphysique, pour arriver de nouveau à la lumière imparfaite, il est vrai, mais du moins très certaine que nous possédons déjà aujourd'hui.

Le plus grand et le plus décisif triomphe obtenu par elle de nos jours, ce fut comme nous l'avons déjà observé, d'avoir incorporé la psychologie dans la biologie ; d'avoir établi que tous les actes intellectuels et moraux qui distinguent l'homme de toutes les autres espèces d'animaux, tels que la pensée, l'acte de l'humaine intelligence et les manifestations de la volonté réfléchie, ont leur source unique dans l'organisation sans doute plus accomplie, mais néanmoins toute matérielle de l'homme, sans l'ombre d'une intervention spirituelle ou extra-matérielle quelconque ; qu'ils sont en un mot, des produits issus de la combinaison de diverses fonctions purement physiologiques du cerveau.

Cette découverte est immense tant sous le rapport de la science que sous le rapport de la vie. Grâce à elle, la science du monde humain, y compris l'anthropologie, la psychologie, la logique, la morale, l'économie sociale, la politique, l'esthétique, la théologie et la métaphysique mêmes; l'histoire, en un mot toute la sociologie, devient enfin possible. Entre le monde humain et le monde naturel, il n'y a plus de solution de continuité ; mais, de même que le monde organique qui, tout en étant le développement non interrompu et direct du monde inorganique, se distingue pourtant de lui foncièrement par l'introduction d'un élément actif nouveau : *la matière*

organique, produite non par l'intervention d'une cause extra-mondaine quelconque, mais par des combinaisons jusqu'à présent à nous inconnues de la matière inorganique elle-même, et produisant à son tour, sur la base et dans les conditions de ce monde inorganique, dont elle est elle-même le plus élevé résultat, toutes les richesses de la vie végétale et animale ; — de même le monde humain, tout en étant aussi la continuation immédiate du monde organique, s'en distingue essentiellement par un nouvel élément : *la pensée*, produite par l'activité toute physiologique du cerveau et produisant en même temps au milieu de ce monde matériel et dans les conditions organiques et inorganiques dont elle est, pour ainsi dire, le dernier résumé, tout ce que nous appelons le développement intellectuel et moral, politique et social de l'homme — l'histoire de l'humanité.

Pour les hommes qui pensent réellement avec logique et dont l'intelligence s'est élevée à la hauteur actuelle de la science, — cette unité du Monde ou de l'Être est désormais un fait acquis. Mais il est impossible de ne point reconnaître que ce fait si simple et tellement évident que tout ce qui lui est opposé nous apparaît désormais comme absurde, que ce fait, disons-nous, ne se trouve en flagrante contradiction avec la conscience universelle de l'humanité, qui, abstraction faite de la différence des formes sous lesquelles elle s'est manifestée dans l'histoire, s'est toujours unanimement prononcée pour l'existence de deux mondes distincts : le monde spirituel et le monde matériel, le monde divin et le monde réel. Depuis les grossiers fétichistes qui adorent dans le monde qui les entoure l'action d'une puissance surnaturelle, incarnée dans quelque objet matériel, tous les peuples ont cru, tous croient encore aujourd'hui à l'existence d'une divinité quelconque.

Cette unanimité imposante, selon l'avis de beaucoup de personnes, vaut plus que toutes les démonstrations de la science ; et, si la logique d'un petit nombre de penseurs

conséquents mais isolés lui est contraire, tant pis, disent-elles, pour cette logique, car le consentement unanime, l'adoption universelle d'une idée ont été considérés de tout temps comme la preuve la plus victorieuse de sa vérité, et cela avec beaucoup de raison parce que le sentiment de tout le monde et de tous les temps ne saurait se tromper ; il doit avoir sa racine dans une nécessité essentiellement inhérente à la nature même de toute l'humanité. Mais s'il est vrai que, conformément à cette nécessité, l'homme ait absolument besoin de croire à l'existence d'un Dieu, celui qui n'y croit pas, quelle que soit la logique qui l'entraîne à ce scepticisme, est une exception anormale, un monstre.

Voilà l'argumentation favorite de beaucoup de théologiens et métaphysiciens de nos jours, voire l'illustre Mazzini lui-même, qui ne peut se passer d'un bon Dieu pour fonder sa république ascétique et pour la faire accepter par les masses populaires, dont il sacrifie systématiquement la liberté et le bien-être à la grandeur d'un État idéal.

Ainsi donc l'antiquité et l'universalité de la croyance en Dieu seraient, contre toute science et contre toute logique, les preuves irrécusables de l'existence de Dieu. Et pourquoi ? Jusqu'au siècle de Copernic et de Galilée, tout le monde, moins les Pythagoriciens peut être, avait cru que le soleil tourne autour de la terre ; cette croyance était-elle une preuve de la vérité de cette supposition ? Dès l'origine de la société historique jusqu'à nos jours, il y a eu toujours et partout exploitation du travail forcé des masses ouvrières, esclaves ou salariées, par quelque minorité conquérante ; s'ensuit-il que l'exploitation du travail d'autrui par des parasites ne soit pas une iniquité, une spoliation ou un vol ? Voilà deux exemples qui prouvent que l'argumentation de nos déistes modernes ne vaut rien.

Rien n'est en effet ni aussi universel, ni aussi antique que l'absurde, et c'est la vérité au contraire qui relativement est beaucoup plus jeune, ayant toujours été le résultat, le produit, jamais le commencement de l'histoire ; car l'homme, par son origine, cousin, sinon descendant direct du gorille, est parti de la nuit profonde de l'instinct animal pour arriver à la lumière de l'esprit, ce qui explique fort naturellement toutes ses divagations passées et nous console en partie de ses présentes erreurs. Toute l'histoire de l'homme n'est donc autre chose que son éloignement progressif de la pure animalité par la création de son humanité. Il s'ensuit que l'antiquité d'une idée, loin de prouver quelque chose en faveur d'une idée, doit au contraire nous la rendre suspecte. Quant à l'universalité d'une erreur, elle ne prouve qu'une chose : l'identité de l'humaine nature dans tous les temps et sous tous les climats. Et puisque tous les peuples à toutes les époques ont cru et croient en Dieu, sans nous en laisser imposer par ce fait sans doute incontestable, mais qui ne saurait prévaloir dans notre esprit ni contre la logique, ni contre la science, nous devrons en conclure simplement que l'idée divine, sans doute issue de nous-mêmes, est une erreur nécessaire dans le développement de l'humanité et nous demander comment et pourquoi elle est née, pourquoi, pour l'immense majorité de l'espèce humaine, elle reste encore aujourd'hui nécessaire ?

Tant que nous ne saurons pas nous rendre compte de la manière dont l'idée d'un monde surnaturel ou divin s'est produite, et a dû nécessairement se produire dans le développement naturel de l'esprit humain et de l'humaine société par l'histoire, nous aurons beau être scientifiquement convaincus de l'absurdité de cette idée, nous ne pourrons jamais la détruire dans l'opinion du monde, parce que sans cette connaissance, nous ne pourrons jamais l'attaquer dans les profondeurs mêmes de l'être humain, où elle a pris racine, — et condamnés à une lutte stérile et sans fin, nous devrons nous

contenter de la combattre seulement à la surface, dans ses mille manifestations, dont l'absurdité, à peine abattue par les coups du bon sens, renaîtra aussitôt dans une forme nouvelle et non moins insensée, — parce que tant que la racine de la croyance en Dieu reste intacte, elle produira toujours des rejetons nouveaux. C'est ainsi que dans certaines régions de la société civilisée actuelle, le spiritisme tend à s'installer aujourd'hui sur les ruines du Christianisme.

Qui plus est, il nous est indispensable de nous en rendre compte pour nous-mêmes, car nous aurons beau nous dire athées, tant que nous n'aurons pas compris la genèse historique, naturelle, de l'idée de Dieu dans l'humaine société, nous nous laisserons toujours plus ou moins dominer par les clameurs de cette conscience universelle dont nous n'aurons pas surpris le secret, c'est-à-dire la raison naturelle, et vu la faiblesse naturelle de l'individu contre le milieu social qui l'entoure, nous courrons toujours le risque de retomber tôt ou tard dans l'esclavage de l'absurdité religieuse. — Les exemples de ces tristes conversions sont fréquents dans la société actuelle.

Nous sommes plus que jamais convaincus, messieurs, de l'urgence qu'il y a aujourd'hui à résoudre complètement la question suivante :

L'homme formant avec toute la nature un seul être et n'étant que le produit matériel d'une quantité indéfinie de causes exclusivement matérielles, comment cette dualité : la supposition de deux mondes opposés, l'un spirituel, l'autre matériel, l'un divin, l'autre tout naturel, a-t-elle pu naître, s'établir et s'enraciner si profondément dans la conscience humaine ?

Nous sommes tellement persuadés que de la solution de cette question importante dépend notre émancipation définitive et complète des chaînes de toute religion, que nous vous demandons la permission de vous exposer nos idées là-dessus.

Il pourra paraître étrange à beaucoup de personnes que, dans un écrit politique et socialiste, nous traitions des questions de métaphysique et de théologie. Mais c'est que, selon notre plus intime conviction, ces questions ne se laissent plus séparer de celles du socialisme et de la politique. Le monde réactionnaire, poussé par une logique invincible, devient de plus en plus religieux. Il soutient le pape à Rome, il persécute les sciences naturelles en Russie, il met dans tous les pays ses iniquités militaires et civiles, politiques et sociales sous la protection du bon Dieu, qu'il protège puissamment à son tour, dans les églises et dans les écoles, à l'aide d'une science hypocritement religieuse, servile, complaisante, pesamment doctrinaire, et par tous les moyens dont l'État dispose. Le règne de Dieu dans le ciel se traduisant par le règne avoué ou masqué du knout et par l'exploitation en règle du travail des masses asservies sur la terre, — tel est aujourd'hui l'idéal religieux, social, politique et absolument logique du parti de la réaction en Europe. Par contre et par raison inverse, la révolution doit être athée : l'expérience historique et la logique en même temps ayant prouvé qu'il suffit d'un seul maître au ciel, pour en créer des milliers sur la terre.

Enfin le socialisme, par son objet même, qui est la réalisation du bien-être et de toutes les destinées humaines ici-bas, en dehors de toute compensation céleste, n'est-il point l'accomplissement et par conséquent la négation de toute religion, qui, du moment que ses aspirations se trouveront

réalisées, n'aura plus aucune raison d'être.

En exposant nos idées sur les origines de la religion, nous nous efforcerons d'être aussi brefs et aussi sobres d'abstractions que possible.

Sans vouloir approfondir les spéculations philosophiques sur la nature de l'Être, nous croyons pouvoir établir comme un axiome la proposition suivante : *Tout ce qui est, les Êtres qui constituent l'ensemble indéfini de l'Univers, toutes les choses existantes dans le monde, quelle que soit d'ailleurs leur nature, sous le rapport de la qualité comme de la quantité, grandes, moyennes ou infiniment petites, rapprochées ou immensément éloignées, exercent, sans le vouloir et sans pouvoir même y penser, les unes sur les autres et chacune sur toutes, soit immédiatement soit par transition, une action et réaction perpétuelles qui, se combinant en un seul mouvement, constituent ce que nous appelons la solidarité, la vie et la causalité universelles.* Appelez cette solidarité Dieu, l'absolu, si cela vous amuse, peu nous importe, pourvu que vous ne donniez à ce Dieu d'autre sens que celui que nous venons de préciser : celui de la combinaison universelle, naturelle, nécessaire, mais nullement prédéterminée ni prévue d'une infinité d'actions et de réactions particulières. Cette solidarité toujours mouvante et active, cette vie universelle peut bien être par nous rationnellement supposée, mais jamais réellement embrassée, même par notre imagination, et encore moins reconnue. Car nous ne pouvons reconnaître que ce qui nous est manifesté par nos sens et ceux-ci ne pourront jamais embrasser qu'une indéfinitivement petite partie de l'Univers. Bien entendu que nous acceptons cette solidarité, non comme une cause absolue et première, mais tout au contraire comme une résultante [1] toujours produite et reproduite par l'action

1 Comme tout individu humain n'est aussi rien que la Résultante de toutes les causes qui ont présidé à sa naissance, combinées avec toutes

simultanée de toutes les causes particulières — action qui constitue précisément la causalité universelle. L'ayant ainsi déterminée, nous pouvons dire à présent, sans craindre de produire par là un mésentendu quelconque, que la vie universelle crée les mondes. C'est elle qui a déterminé la configuration géologique, climatologique et géographique de notre terre et qui, après avoir couvert sa surface de toutes les splendeurs de la vie organique, continue de *créer* encore le monde humain : la société avec tous ses développements passés, présents et à venir.

On comprend maintenant que, dans la création ainsi entendue, il ne puisse être question ni d'idées antérieures, ni de lois préordonnées, préconçues. Dans le monde réel, tous les faits, produits par un concours d'influences et de conditions sans nombre, viennent avant, — puis vient avec l'homme pensant la conscience de ces faits et la connaissance plus ou moins détaillée et parfaite de la *manière* dont ils se sont produits ; et lorsque dans un ordre de faits quelconque, nous observons que la même manière ou le même procédé se répètent souvent ou presque toujours, nous l'appelons une loi de la nature.

Par ce mot *nature*, nous entendons non une idée mystique, panthéistique ou substantielle quelconque, mais tout simplement la somme des êtres, des faits et des procédés réels qui produisent ces derniers. Il est évident que dans la nature ainsi définie, — grâce sans doute au concours des mêmes conditions et influences et peut-être aussi grâce aux tendances une fois prises par le flot de la perpétuelle création, — tendances qui, à force d'avoir été trop souvent répétées, sont devenues constantes, il est évident, disons-nous, que dans certains ordres déterminés de faits, les mêmes lois se reproduisent toujours, et ce n'est qu'à cause de cette constance de procédés dans la

les conditions de son développement postérieur.

nature, que l'esprit humain a pu constater et reconnaître ce que nous appelons les lois mécaniques, physiques, chimiques et physiologiques ; ce n'est que par elle que s'explique aussi la quasi-constante répétition des genres, des espèces et des variétés tant végétales qu'animales dans lesquelles s'est développée jusqu'ici la vie organique sur la terre. Cette constance et cette répétition ne sont point absolues. Elles laissent toujours un large champ à ce que nous appelons improprement les anomalies et les exceptions, — manière de parler fort injuste, car les faits auxquels elle se rapporte prouvent seulement que ces règles générales reconnues par nous comme des lois naturelles, n'étant rien que des abstractions dégagées par notre esprit du développement réel des choses, ne sont pas en état d'embrasser, d'épuiser, d'expliquer toute l'indéfinie richesse de ce développement. D'ailleurs, comme l'a si bien démontré Darwin, ces prétendues anomalies en se combinant plus souvent entre elles et se fixant par là même davantage, créant, pour ainsi dire, de nouveaux procédés habituels, de nouvelles manières de se reproduire et d'être dans la nature, sont précisément la voie par laquelle la vie organique donne naissance à de nouvelles variétés et espèces. C'est ainsi, qu'après avoir commencé par une simple cellule à peine organisée et l'avoir fait passer par toutes les transformations de l'organisation végétale d'abord et plus tard animale, elle en a fait un homme.

L'homme sera-t-il toujours le dernier et le plus complet produit organique sur cette terre ? Qui pourrait en répondre et jurer que dans quelques dizaines ou centaines de siècles il ne puisse se dégager de la plus haute variété de l'espèce humaine une espèce d'êtres supérieurs à l'homme et qui se rapporteraient à lui comme il se rapporte lui-même aujourd'hui au gorille ? Dans tous les cas que notre vanité se rassure. Les procédés de la nature sont très lents, et rien dans l'état actuel de l'humanité ne dénote encore la probabilité qu'elle aille donner

naissance à une espèce supérieure. Au reste, la nature ne continue-t-elle pas toujours immédiatement son œuvre de création perpétuelle dans les développements historiques du monde humain ? Ce n'est pas sa faute, si nous avons séparé dans notre esprit ce monde, l'humaine société, de ce que nous appelons exclusivement le monde naturel.

La raison de cette séparation est dans la nature même de notre esprit, qui sépare essentiellement l'homme des animaux de toutes les autres espèces. Nous devons pourtant reconnaître, que l'homme n'est pas le seul animal intelligent sur la terre. Bien loin de là, la psychologie comparée nous démontre qu'il n'y a point d'animal qui soit dénué d'intelligence et que plus une espèce, par son organisation et surtout par le développement de son cerveau, se rapproche de l'humaine espèce, plus son intelligence se développe et s'élève aussi. Mais dans l'homme seul elle arrive à ce point de pouvoir être nommée la faculté de penser, c'est-à-dire de combiner les représentations des objets tant extérieurs qu'intérieurs qui nous sont données par nos sens, d'en former des groupes, puis de comparer et de combiner de nouveau ces groupes différents, qui ne sont plus des êtres réels, des objets de nos sens, mais dés notions formées en nous par le premier exercice de cette faculté que nous appelons jugement, retenues par notre mémoire, et dont la combinaison postérieure par cette même faculté constitue ce que nous appelons les idées, — pour en déduire ensuite les conséquences ou bien les applications logiquement nécessaires. Nous rencontrons, hélas ! assez souvent des hommes qui ne sont pas encore arrivés au plein exercice de cette faculté, mais nous n'avons jamais vu, ni même entendu parler d'aucun individu d'espèce inférieure qui l'ait jamais exercé, à moins qu'on ne veuille nous citer l'exemple de l'âne de Balaam ou de quelques autres animaux recommandés à notre foi et à notre respect par une religion quelconque. Nous pouvons donc dire, sans crainte d'être réfutés, que de tous les animaux de cette terre, l'homme

seul pense.

Seul il est doué de cette puissance d'abstraction, fortifiée et développée sans doute dans l'espèce par l'exercice des siècles, et qui, l'élevant successivement en lui-même au-dessus de tous les objets qui l'environnent, au-dessus de tout ce qu'on appelle le monde extérieur et même au-dessus de lui-même comme individu, lui permet de concevoir, de créer l'idée de la totalité des Êtres, de l'Univers, de l'Infini ou de l'Absolu, — idée tout abstraite et vide de tout contenu si l'on veut ; mais tout de même toute-puissante et cause de toutes les conquêtes postérieures de l'homme, parce que seule elle l'arrache aux prétendues béatitudes et à la stupide innocence du paradis animal, pour le jeter dans les triomphes et dans les tourments infinis d'un développement sans bornes…

Grâce a cette faculté d'abstraction, l'homme en s'élevant au-dessus de la pression immédiate que tous les objets extérieurs ne manquent jamais d'exercer sur chaque individu, peut les comparer les uns avec les autres, observer leurs rapports. — Voilà le commencement de *l'analyse et de la science expérimentale*. Grâce à cette même faculté, il se dédouble et se séparant de lui-même en lui-même, il s'élève au-dessus de ses mouvements propres, de ses instincts et de ses différents appétits, en tant que passagers et particuliers, ce qui lui donne la possibilité de les comparer entre eux, comme il compare les objets et les mouvements extérieurs, et de prendre parti pour les uns contre les autres, selon l'idéal (social) qui s'est formé en lui — voilà le réveil de la *conscience* et de ce que nous appelons la *volonté*.

L'homme possède-t-il réellement une volonté libre ? Oui et non, c'est selon la manière dont on l'entend. Si, par volonté libre, on veut dire le libre arbitre, c'est-à-dire, la faculté présumée de l'individu humain de se déterminer spontanément,

de lui-même, indépendamment de toute influence extérieure ; si, comme l'ont fait toutes les religions et toutes les métaphysiques, par cette prétendue volonté libre on veut arracher l'homme au courant de la causalité universelle qui détermine l'existence de toute chose et qui rend chacune dépendante de toutes les autres, nous ne pourrons faire autrement que la rejeter comme un non-sens, car rien ne peut exister en dehors de cette causalité.

L'action et la réaction incessante du tout sur chaque point et de chaque point sur le tout, constituent, avons-nous dit, la vie, la loi générique et suprême et la totalité des mondes, qui est toujours, et en même temps, et producteur et produit : éternellement active, toute-puissante, cette universelle solidarité, cette causalité mutuelle, que nous appellerons désormais *nature*, a créé, avons-nous dit, parmi une quantité innombrable d'autres mondes, notre terre, avec toute l'échelle de ses êtres, depuis le minéral jusqu'à l'homme. Elle les reproduit toujours, les développe, les nourrit, les conserve, puis lorsque leur terme arrive, et souvent même avant qu'il ne soit arrivé, elle les détruit ou plutôt les transforme en êtres nouveaux. Elle est donc la toute-puissance, contre laquelle il n'y a pas d'indépendance, ni d'autonomie possibles, — l'être suprême qui embrasse et pénètre de son action irrésistible toute l'existence des êtres, et parmi les êtres vivants, il n'en est pas un seul, qui ne porte en lui-même, sans doute plus ou moins développé, le sentiment ou la sensation de cette influence suprême et de cette dépendance absolue. — Eh bien, cette sensation et ce sentiment constituent le fond même de toute religion.

La religion, comme on voit, ainsi que toutes les choses humaines a sa première source dans la vie animale. Il est impossible de dire qu'aucun animal, excepté l'homme, ait une religion ; parce que la religion la plus grossière suppose encore

un certain degré de réflexion, auquel aucun animal, hormis l'homme, ne s'est jamais élevé. Mais il est tout aussi impossible de nier que dans l'existence de tous les animaux, sans en excepter aucun, ne se trouvent tous les éléments, pour ainsi dire matériels, constitutifs de la religion, moins sans doute son côté idéal, celui même, qui doit la détruire, tôt ou tard — la pensée. En effet, quelle est l'essence réelle de toute religion ? C'est précisément ce sentiment d'absolue dépendance de l'individu passager vis-à-vis l'éternelle et omnipotente nature.

Il nous est difficile d'observer ce sentiment et d'en analyser toutes les manifestations dans les animaux d'espèces inférieures ; pourtant nous pouvons dire que l'instinct de conservation, qu'on retrouve jusque dans les organisations relativement les plus pauvres, sans doute à un moindre degré que dans les organisations supérieures, n'est rien qu'une sorte de sagesse coutumière qui se forme en chacune sous l'influence de ce sentiment qui n'est autre, avons-nous dit, que le sentiment religieux. Dans les animaux doués d'une organisation plus complète et qui se rapprochent davantage de l'homme, il se manifeste d'une manière beaucoup plus sensible pour nous, dans la peur instinctive et panique, par exemple, qui s'empare d'eux quelquefois à l'approche de quelque grande catastrophe naturelle, tels qu'un tremblement de terre, une incendie de forets ou une forte tempête. Et en général, on peut dire, que la peur est un des sentiments prédominants dans la vie animale. Tous les animaux vivants en liberté sont farouches, ce qui prouve qu'ils vivent dans une peur instinctive, incessante, qu'ils ont toujours le sentiment du danger, c'est-à-dire celui d'une influence toute-puissante qui les poursuit, les pénètre et les embrasse toujours et partout. Cette crainte, la crainte de Dieu, diraient les théologiens, est le commencement de la sagesse, c'est-à-dire, de la religion. Mais chez les animaux elle ne devient pas religion, parce qu'il leur manque cette puissance de réflexion, qui fixe le sentiment, en détermine l'objet et le

transforme en conscience, en pensée. — On a eu donc raison de prétendre que l'homme est religieux par naturel, il l'est comme tous les autres animaux, — mais lui seul, sur cette terre, a la conscience de sa religion.

La religion, a-t-on dit, est le premier réveil de la raison : oui, mais sous la forme de la déraison. La religion, avons-nous observé tout à l'heure, commence par la crainte. Et en effet l'homme, en se réveillant aux premières lueurs de ce soleil intérieur, que nous appelons la conscience de soi-même, et sortant lentement, pas à pas, de ce demi-sommeil magnétique, de cette existence toute d'instinct qu'il menait, lorsqu'il se trouvait encore à l'état de pure innocence, c'est-à-dire d'animal : — étant d'ailleurs né comme tout animal, dans la crainte de ce monde extérieur, qui le produit et le nourrit, il est vrai, mais qui, en même temps, l'opprime, l'écrase et menace de l'engloutir à toute heure, — l'homme a dû avoir nécessairement, pour premier objet de sa naissante réflexion, cette crainte même. On peut présumer que chez l'homme primitif, au réveil de son intelligence, cette instinctive terreur devait être plus forte que chez les animaux de toutes les autres espèces ; d'abord parce qu'il naît beaucoup moins armé que les autres, et que son enfance dure beaucoup plus longtemps, et ensuite parce que cette même réflexion, à peine éclose et non encore arrivée à un degré suffisant de maturité et de force pour reconnaître et pour utiliser les objets extérieurs, a dû tout de même arracher l'homme à l'union, à l'entente, à l'harmonie instinctive, dans lesquelles, comme cousin du gorille, il a dû se trouver avec le reste de la nature, avant que la pensée ne se fût en lui réveillée ; ainsi la réflexion l'isolait au milieu de cette nature, qui, lui devenant ainsi étrangère, a dû lui apparaître à ii avers le prisme de son imagination excitée et élargie par l'effet même de cette commençante réflexion, comme une sombre et mystérieuse puissance, infiniment plus hostile et plus menaçante qu'elle ne l'est en réalité.

Il nous est excessivement difficile, sinon impossible, de nous rendre un compte exact des premières sensations et imaginations religieuses de l'homme sauvage. Dans leurs détails, elles ont dû être sans doute aussi diverses que l'ont été les propres natures des peuplades primitives qui les ont éprouvées, aussi bien que les climats, la nature des lieux et toutes les autres circonstances et déterminations extérieures, au milieu desquelles elles se sont développées. Mais comme après tout c'étaient des sensations et des imaginations humaines, elles ont dû, malgré cette grande diversité de détails, se résumer en quelques simples points identiques, d'un caractère général et que nous allons tâcher de fixer. Quelle que soit la provenance des différents groupes humains et de la séparation des races humaines sur le globe ; que tous les hommes n'aient eu qu'un seul Adam-gorille ou cousin de gorille pour ancêtre, ou qu'ils soient issus de plusieurs, que la nature aurait formés sur différents points et à différentes époques, indépendamment les uns des autres, la faculté qui constitue proprement et qui crée l'humanité de tous les hommes : la réflexion, la puissance d'abstraction, la raison, la pensée, en un mot, la faculté de former des idées, restent, aussi bien que les lois qui déterminent la manifestation de cette faculté, en tous temps et en tous lieux identiques, partout et toujours les mêmes — de sorte qu'aucun développement humain ne saurait se faire contrairement à ces lois. Ceci nous donne le droit de penser, que les phases principales observées dans le premier développement religieux d'un seul peuple, ont dû se reproduire dans celui de toutes les autres populations de la terre.

À en juger d'après les rapports unanimes des voyageurs, qui, depuis le siècle passé ont visité les îles de l'Océanie, comme de ceux qui de nos jours ont pénétré dans l'intérieur de l'Afrique, le *Fétichisme* doit être la première religion, celle de toutes les peuplades sauvages, qui se sont le moins éloignées de

l'état de nature. Mais le Fétichisme n'est autre chose que *la religion de la peur*. Il est la première humaine expression de cette sensation de dépendance absolue, mêlée de terreur instinctive, que nous trouvons au fond de toute vie animale et qui, comme nous l'avons déjà dit, constitue le rapport religieux des individus des espèces même les plus inférieures avec la toute-puissance de la nature. Qui ne connaît l'influence qu'exercent et l'impression que produisent sur tous les êtres vivants, sans en excepter même les plantes, les grands phénomènes réguliers de la nature ; tels que le lever et le coucher du soleil, le clair de la lune, le retour des saisons, la succession du froid et du chaud, l'action particulière et constante de l'océan, des montagnes, du désert, ou bien les catastrophes naturelles, telles que les tempêtes, les éclipses, les tremblements de terre, aussi bien que les rapports si variés et mutuellement destructifs des espèces animales entre elles et avec les espèces végétales ; — tout cela constitue pour chaque animal un ensemble de conditions d'existence, un caractère, une nature ; et nous serions presque tentés de dire un culte particulier, car chez tous les animaux, dans tous les êtres vivants, vous retrouverez une sorte d'adoration de la nature, mêlée de crainte et de joie, d'espérance et d'inquiétude, et qui en tant que sentiment, ressemble beaucoup à la religion humaine. L'invocation et la prière même n'y manquent pas. Considérez le chien apprivoisé, implorant une caresse, un regard de son maître ; n'est-ce pas l'image de l'homme à genoux devant son Dieu ? Ce chien ne transporte-t-il pas par son imagination et même par un commencement de réflexion, que l'expérience a développé en lui, la toute-puissance naturelle qui l'obsède, sur son maître comme l'homme croyant la transporte sur Dieu ? Quelle est donc la différence entre le sentiment religieux de l'homme et celui du chien ? Ce n'est pas même la réflexion, c'est le degré de la réflexion, ou bien la capacité de la fixer et de la concevoir comme une pensée abstraite, de la généraliser en la nommant, — la parole humaine ayant ceci de

particulier, qu'incapable de nommer les choses réelles qui agissent immédiatement sur nos sens, elle n'en exprime que la notion ou la généralité abstraite ; et comme la parole et la pensée sont les deux formes distinctes, mais inséparables, d'un seul et même acte de l'humaine réflexion, cette dernière, en fixant l'objet de la terreur et de l'adoration animales ou du premier culte naturel de l'homme, l'universalise, le transforme en être abstrait et cherche à le désigner par un nom. L'objet réellement adoré par tel ou tel individu reste toujours celui-ci : *cette* pierre, *ce* morceau de bois, pas un autre ; mais du moment qu'il a été nommé par la parole, il devient un objet ou une notion abstraite, *un* morceau de bois ou *une* pierre, en général. — C'est ainsi qu'avec le premier réveil de la pensée, manifestée par la parole, le monde exclusivement humain, le monde des abstractions commence.

Grâce à cette faculté d'abstraction, avons-nous dit, l'homme, né dans la nature, produit par elle, se crée, au milieu et dans les conditions mêmes de cette nature, une seconde existence, conforme à son idéal et comme lui progressive.

Tout ce qui vit, ajouterons-nous, pour nous mieux expliquer, tend à se réaliser dans la plénitude de son être. L'homme, être vivant et pensant à la fois, pour se réaliser doit d'abord se connaître. C'est la cause de l'immense retard que nous observons dans son développement et qui fait que, pour arriver à l'état actuel de la société, dans les pays les plus civilisés, — état encore si peu conforme à l'idéal auquel nous tendons aujourd'hui — il lui a fallu employer plusieurs centaines de siècles... On dirait que, dans la recherche de lui-même, à travers toutes ses pérégrinations physiologiques aussi bien qu'historiques, l'homme a dû épuiser toutes les sottises et tous les malheurs possibles, avant d'avoir pu réaliser le peu de raison et de justice qui règne aujourd'hui dans le monde.

Le dernier terme, le but suprême de tout développement humain, c'est *la liberté*. J-J. Rousseau et ses disciples ont eu le tort de l'avoir cherchée dans les commencements de l'histoire, alors que l'homme encore privé de toute conscience de lui-même, et par conséquent incapable de former quelque contrat que ce soit, subissait pleinement le joug de cette fatalité de la vie naturelle, à laquelle se trouvent assujettis tous les animaux, et dont l'homme n'a pu s'émanciper, en un certain sens, que par l'usage consécutif de sa raison qui, en se développant avec beaucoup de lenteur, il est vrai, à travers toute l'histoire, reconnaissait peu à peu les lois qui régissent le monde extérieur, aussi bien que celles qui sont inhérentes à notre propre nature, se les appropriait pour ainsi dire, en les transformant en idées — créations quasi spontanées de notre propre cerveau — et faisait que *tout en continuant d'obéir à ces lois, l'homme n'obéissait plus qu'à ses propres pensées*. C'est vis-à-vis delà nature, pour l'homme, la seule dignité et toute la liberté possible. Il n'en aura jamais d'autre ; car les lois naturelles sont immuables, fatales ; elles sont la base même de toute existence et constituent notre être, de sorte que nul ne saurait se révolter contre elles, sans arriver immédiatement à l'absurde et sans se suicider à coup sûr. Mais en les reconnaissant et en se les appropriant par l'esprit, l'homme s"élève au-dessus de l'obsession immédiate du monde extérieur, puis devenant créateur à son tour, n'obéissant désormais qu'à ses propres idées, il transforme ce dernier plus ou moins selon ses besoins progressifs et lui inspire en quelque sorte l'image de son humanité.

Ainsi ce que nous appelons *monde humain* n'a point d'autre créateur immédiat que l'homme qui le produit en conquérant, pas à pas, sur le monde extérieur et sur sa propre bestialité, sa liberté et son humaine dignité. Il les conquiert, poussé par une force indépendante de lui, irrésistible et qui est également inhérente à tous les êtres vivants. Cette force, c'est le

courant universel de la vie, celui-là même, que nous avons appelé la causalité universelle, la nature, et qui se traduit dans tous les êtres vivants, plantes ou animaux, par la tendance à réaliser, chacun pour soi-même, les conditions vitales de son espèce — c'est-à-dire à satisfaire ses besoins. Cette tendance, manifestation essentielle et suprême de la vie, constitue la base même de ce que nous appelons *volonté* : fatale et irrésistible dans tous les animaux, sans en excepter l'homme le plus civilisé — instinctive, on pourrait presque dire, mécanique, dans les organisations inférieures ; plus intelligente dans les espèces supérieures, elle n'arrive à une pleine conception d'elle-même que dans l'homme qui, grâce à son intelligence — qui l'élève au-dessus de chacun de ses mouvements instinctifs et lui permet de comparer, et de critiquer et d'ordonner ses propres besoins, — seul parmi tous les animaux de cette terre, possède une détermination réfléchie de soi-même, *une volonté libre*.

Bien entendu que cette liberté de la volonté humaine en présence du courant universel de la vie ou de cette causalité absolue, dont chaque vouloir particulier n'est pour ainsi dire qu'un ruisseau, n'a d'autre sens ici que celui que lui donne la réflexion, en tant qu'opposée à l'exécution mécanique ou même à l'instinct. L'homme saisit et comprend les nécessités naturelles qui, en se réfléchissant dans son cerveau, y renaissent par un procédé physiologique réactif, encore peu connu, comme une succession logique de propres pensées — et cette compréhension, au milieu de son absolue dépendance aucunement interrompue, lui donne le sentiment de la propre détermination, de la volonté réfléchie spontanée et de la liberté. — À moins d'un suicide, partiel ou total, aucun homme ne parviendra jamais à se délivrer de ses appétits naturels, mais il pourra les régler et les modifier, en s'efforçant de les conformer toujours davantage à ce que dans les différentes époques de son développement intellectuel et moral, il appellera le juste et le beau.

Au fond, les points cardinaux de l'existence humaine la plus raffinée et de l'existence animale la moins éveillée, sont et resteront toujours identiques : naître, se développer et grandir, travailler pour manger et boire, pour s'abriter et se défendre, maintenir son existence individuelle dans l'équilibre social de sa propre espèce, aimer, se reproduire, puis mourir… À ces points, il s'en ajoute seulement pour l'homme un nouveau : c'est penser et connaître, — faculté et besoin qui se retrouvent sans doute à un degré inférieur, mais déjà fort sensible, dans les espèces d'animaux, qui par leur organisation sont les plus proches de l'homme, car il semble que dans la nature il n'est point de différences qualitatives absolues, et que toutes les différences de qualité se réduisent en dernière analyse à des différences de quantité — mais qui dans l'homme seul arrivent à une puissance tellement impérative et prédominante, qu'ils transforment à la longue toute sa vie. Comme l'a fort bien observé l'un des plus grands penseurs de nos jours, Ludwig Feuerbach, l'homme fait tout ce que les animaux font, seulement il doit le faire de plus en plus *humainement*. C'est toute la différence, mais elle est énorme [1]. Elle contient toute la

1 On ne saurait assez répéter ceci à beaucoup de partisans du naturalisme ou du matérialisme moderne, qui — parce que l'homme a retrouvé de nos jours sa parenté pleine et entière avec toutes les autres espèces d'animaux et sa descendance immédiate et directe de la terre, et parce qu'il a renoncé aux absurdes et vaines ostentations d'un spiritualisme, qui sous le prétexte de le gratifier d'une liberté absolue, le condamnait à un éternel esclavage, s'imaginent que cela leur donne le droit de renoncer à tout respect humain. On pourrait comparer ces gens-là à des laquais, qui en découvrant l'origine plébéienne d'un homme, qui leur avait imposé par sa dignité naturelle, croient pouvoir le traiter comme un égal, par cette simple raison qu'ils ne comprennent pas d'autre dignité que celle que crée à leurs yeux une naissance aristocratique. D'autres sont si heureux d'avoir retrouvé la parenté de l'homme avec le gorille, qu'ils voudraient le conserver toujours à l'état d'animal et se refusent à comprendre que toute sa mission historique, toute sa dignité et toute sa liberté consistent à s'en éloigner.

civilisation avec toutes les merveilles de l'industrie, de la science et des arts ; avec tous les développements religieux, esthétiques, philosophiques, politiques, économiques et sociaux de l'humanité — en un mot tout le monde de l'histoire. L'homme crée ce monde historique par la puissance d'une activité que vous retrouvez dans tous les êtres vivants, qui constitue le fond même de toute vie organique, et qui tend à s'assimiler et à transformer le monde extérieur selon les besoins de chacun — activité par conséquent instinctive et fatale, antérieure à toute pensée, mais qui illuminée par la raison de l'homme et déterminée par sa volonté réfléchie, se transforme en lui et pour lui en *travail intelligent et libre*.

C'est uniquement par la pensée que l'homme arrive à la conscience de sa liberté dans ce milieu naturel dont il est le produit ; mais c'est par *le travail* seulement qu'il la réalise. Nous avons observé que l'activité, qui constitue le travail, c'est-à-dire *l'œuvre si lente de la transformation de la surface de notre globe par la force physique de chaque être vivant, conformément aux besoins de chacun*, se retrouve plus ou moins développée à tous les degrés de la vie organique. Mais elle ne commence à constituer le *travail proprement humain*, que lorsque, dirigée par l'intelligence de l'homme et par sa volonté réfléchie, elle sert à la satisfaction non plus seulement des besoins fixes et fatalement circonscrits de la vie exclusivement animale, mais encore de ceux de *l'être pensant, qui conquiert son humanité en affirmant et en réalisant sa liberté dans le monde*.

L'accomplissement de cette tâche immense, infinie, n'est pas seulement une œuvre de développement intellectuel et moral, c'est en même temps une œuvre d'émancipation matérielle. L'homme ne devient réellement homme, il ne conquiert la possibilité de son développement et de son perfectionnement intérieur qu'à la condition d'avoir rompu

dans une certaine mesure pour le moins, les chaînes d'esclave que la nature fait peser sur tous ses enfants. Ces chaînes sont la faim, les privations de toute espèce, la douleur, l'influence des climats, des saisons et en général les mille conditions de la vie animale qui maintiennent l'être humain dans une dépendance quasi-absolue vis-à-vis du milieu qui l'entoure ; les dangers permanents qui dans la forme de phénomènes naturels le menacent et l'oppressent de toutes parts : cette crainte perpétuelle qui constitue le fond de toute existence animale et qui domine l'individu naturel et sauvage au point qu'il ne trouve rien en lui-même qui puisse lui résister et la combattre... en un mot il n'y manque aucun des éléments de l'esclavage le plus absolu. Le premier pas que l'homme fait pour s'émanciper de cet esclavage, consiste, avons-nous dit, dans cet acte abstractif de l'intelligence qui, en s'élevant au dedans de lui-même, au-dessus des choses qui l'entourent, lui permet d'en étudier les rapports et les lois. Mais le second pas est un acte nécessairement matériel, déterminé par la volonté et dirigé par la connaissance plus ou moins approfondie du monde extérieur : c'est l'application de la force musculaire de l'homme à la transformation de ce monde selon ses besoins progressifs. Cette lutte de l'homme, intelligent travailleur, contre la mère-nature, n'est point une révolte contre elle, ni contre aucune de ses lois. Il ne se sert de la connaissance qu'il en a acquise que pour se fortifier et se prémunir seulement contre les envahissements brutaux et contre les catastrophes accidentelles, aussi bien que contre les phénomènes périodiques et réguliers du monde physique, et ce n'est précisément que la connaissance et l'observation la plus respectueuse des lois de la nature, qui le rendent capable de la maîtriser à son tour, de la faire servir à ses desseins et de pouvoir transformer la surface du globe en un milieu de plus en plus favorable aux développements de l'humanité.

Cette faculté d'abstraction, source de toutes nos

connaissances et de toutes nos idées, est donc aussi, comme on voit, l'unique cause de toutes les émancipations humaines. Mais le premier réveil de cette faculté, qui n'est autre que la raison, ne produit pas immédiatement la liberté. Lorsqu'elle commence à agir dans l'homme, en se dégageant lentement des langes de son instinctivité animale, elle se manifeste d'abord, non sous la forme d'une réflexion raisonnée, ayant conscience et connaissance de son activité propre, mais sous celle d'une *réflexion imaginative* ou de la déraison, et comme telle, elle ne délivre graduellement l'homme de l'esclavage naturel qui l'obsède à son berceau, que pour le rejeter aussitôt sous le poids d'un esclavage, mille fois plus dur et plus terrible encore — sous celui de la religion.

C'est la réflexion imaginative de l'homme qui transforme le culte naturel dont nous avons retrouvé les éléments et les traces chez tous les animaux en culte humain, sous la forme élémentaire du fétichisme. Nous avons montré les animaux adorant instinctivement les grands phénomènes de la nature, qui réellement exercent sur leur existence une influence immédiate et puissante, mais nous n'avons jamais entendu parler d'animaux, qui adorent un inoffensif morceau de bois, un torchon, un os ou une pierre — tandis que nous retrouvons ce culte dans la religion primitive des sauvages et jusque dans le catholicisme. Comment expliquer cette anomalie en apparence du moins si étrange et qui sous le rapport du bon sens et du sentiment de la réalité des choses, nous présente l'homme comme bien inférieur aux plus modestes animaux ?

Cette absurdité est le produit de la réflexion imaginative de l'homme sauvage. Il ne sent pas seulement la toute-puissance de la nature comme les autres animaux, il en fait l'objet de sa constante réflexion, il le fixe et le généralise en lui donnant un nom quelconque, il en fait le centre autour duquel se groupent toutes ses imaginations enfantines. Encore

incapable d'embrasser par sa pauvre pensée l'univers, même le globe terrestre, même le milieu si restreint au sein duquel il est né et il vit, il cherche partout où réside donc cette toute-puissance, dont le sentiment, désormais réfléchi et fixé, l'obsède, — et par un jeu, par une observation de sa fantaisie ignorante qu'il nous serait difficile d'expliquer aujourd'hui, il l'attache à ce morceau de bois, à ce torchon, à cette pierre... c'est le pur fétichisme, la plus religieuse, c'est-à-dire la plus absurde de toutes les religions.

Après et souvent avec le fétichisme, vient le *culte des sorciers*. C'est un culte, sinon beaucoup plus rationnel, au moins plus naturel et qui nous surprendra moins que le pur fétichisme, parce que nous y sommes habitués, étant encore aujourd'hui entourés de sorciers : les spiritistes, les médiums, les clairvoyants avec leurs magnétiseurs, et voire même les prêtres de l'église catholique romaine aussi bien que ceux de l'église orientale grecque, qui prétendent avoir la puissance de forcer le bon Dieu, à l'aide de quelques formules mystérieuses, à descendre sur l'eau ou bien même à se transformer en pain et en vin — tous ces *farceurs* de la divinité soumise à leurs enchantements, ne sont-ils pas autant de sorciers ? Il est vrai que leur divinité, issue d'un développement de plusieurs mille ans, est beaucoup plus compliquée que celle de la sorcellerie primitive, qui n'a d'abord pour objet, que l'imagination déjà fixe, mais encore indéterminée de la toute-puissance, sans aucun autre attribut, soit intellectuel, soit moral. La distinction du bien et du mal, du juste ou de l'injuste, y est encore inconnue ; on ne sait ce qu'elle aime, ce qu'elle déteste, ce qu'elle veut et ce qu'elle ne veut pas ; elle n'est ni bonne ni mauvaise, — elle est seulement la toute-puissance. Pourtant le caractère divin commence déjà à se dessiner ; elle est égoïste et vaniteuse, elle aime les compliments, les génuflexions, l'humiliation et l'immolation des hommes, leur adoration et leurs sacrifices — et elle persécute et punit cruellement ceux qui

ne veulent pas s'y soumettre : les rebelles, les orgueilleux, les impies. C'est, comme on sait, le fond principal de la nature divine dans tous les dieux, antiques et présents, créés par l'humaine déraison. Y a-t-il eu jamais au monde un être plus atrocement jaloux, vaniteux, égoïste, sanguinaire que le Jehovah des Juifs ou Dieu, le père des chrétiens.

Dans le culte de la sorcellerie primitive, la divinité ou cette toute-puissance indéterminée, apparaît d'abord comme inséparable de la personne du sorcier : lui-même est Dieu, comme le Fétiche. Mais à la longue, le rôle d'homme surnaturel, d'homme-Dieu, pour un homme réel, — surtout pour un sauvage, qui n'ayant encore aucun moyen de s'abriter contre la curiosité indiscrète de ses croyants, reste du matin jusqu'au soir exposé à leurs investigations — devient impossible. Le bon sens, l'esprit pratique d'une peuplade sauvage, qui continue de se développer parallèlement à son imagination religieuse, finit enfin par lui démontrer l'impossibilité qu'un homme accessible à toutes les faiblesses et infirmités humaines, soi un Dieu. — Le sorcier reste pour elle un être surnaturel, mais seulement par instant, lorsqu'il est possédé. Mais possédé par qui ? Par la toute-puissance, par Dieu... Donc la divinité se trouve ordinairement en dehors du sorcier. — Où la chercher ? — Le Fétiche, le Dieu-chose est dépassé, le sorcier, l'homme-Dieu, l'est aussi. — Toutes ces transformations, dans les temps primitifs, ont pu occuper des siècles. — L'homme sauvage déjà avancé, développé et riche de l'expérience et de la tradition de plusieurs siècles, cherche alors la divinité bien loin de lui, mais toujours encore dans des êtres réellement existants : dans le soleil, dans la lune, dans les astres. — La pensée religieuse commence déjà à embrasser l'univers.

L'homme, avons-nous dit, n'a pu arriver à ce point qu'après une longue série de siècles. Sa faculté abstractive, sa raison s'est déjà développée, fortifiée, éprouvée par la

connaissance pratique des choses qui l'entourent, et par l'observation de leurs rapports ou de leur causalité mutuelle, tandis que le retour régulier de certains phénomènes lui a donné la première notion de quelques lois naturelles ; il commence à s'inquiéter de l'ensemble des phénomènes et de leurs causes ; il les cherche. En même temps il commence à se connaître lui-même, et grâce toujours à cette puissance d'abstraction, qui lui permet de s'élever en lui-même, par la pensée, au-dessus de lui-même et de se poser comme objet de sa réflexion, il commence à séparer son être matériel et vivant de son être pensant, son extérieur de son intérieur, son corps de son âme. — Mais une fois cette distinction pour lui acquise et fixée, il la transporte naturellement, nécessairement dans son Dieu, il commence à chercher l'âme invisible de cet apparent univers. — C'est ainsi qu'a dû naître le panthéisme religieux des Indiens.

Nous devons nous arrêter sur ce point, car c'est ici que commence proprement la religion dans la pleine acception de ce mot, et avec elle la théologie et la métaphysique mêmes. Jusque-là l'imagination religieuse de l'homme, obsédée par la représentation fixe de la toute-puissance, a procédé naturellement, cherchant la cause et la source de cette toute-puissance, par la voie de l'investigation expérimentale, d'abord dans les objets les plus rapprochés, dans les fétiches, puis dans les sorciers, plus tard encore dans les grands phénomènes de la nature, enfin dans les astres, mais l'attachant toujours à quelque objet réel et visible, si éloigné qu'il fût. Maintenant il suppose l'existence d'un Dieu spirituel, extra-mondain, invisible. D'autre part, jusqu'ici, ses dieux ont été des êtres restreints et particuliers, parmi beaucoup d'autres êtres non divins, non doués de la toute-puissance, mais non moins réellement existants. Maintenant il pose pour la première fois une divinité universelle : l'Être des Êtres, substance et créateur de tous ces Êtres restreints et particuliers, — l'âme universelle

de tout l'univers, le Grand-Tout. Voici donc le vrai Dieu qui commence et avec lui la vraie religion.

Nous devons examiner maintenant le procédé par lequel l'homme est arrivé à ce résultat, afin de reconnaître, dans son origine historique même, la véritable nature de la divinité.

Toute la question se réduit à celle-ci : comment naissent en l'homme la représentation de l'univers et l'idée de son unité ? D'abord, commençons par le dire, la représentation de l'univers pour l'animal ne peut exister, car ce n'est pas un objet qui se donne immédiatement par le sens, comme tous les objets réels, grands ou petits, qui de près ou de loin l'entourent — c'est un être abstrait et qui par conséquent ne peut exister que pour la faculté abstractive — c'est-à-dire pour l'homme seul. Examinons donc la manière dont elle se forme dans l'homme. L'homme se voit entouré d'objets extérieurs : lui-même, en tant que corps vivant, en est un pour sa propre pensée. Tous ces objets qu'il apprend successivement et lentement à connaître, se trouvent entre eux dans des rapports mutuels, réguliers, qu'il reconnaît aussi plus ou moins ; et néanmoins malgré ces rapports, qui les avoisinent sans les unir, ni les confondre en un seul, ces objets restent en dehors l'un de l'autre. Le monde extérieur ne présente donc à l'homme rien qu'une diversité innombrable d'objets, d'actions et de rapports séparés et distincts, sans la moindre apparence d'unité, — c'est une juxtaposition indéfinie, ce n'est pas un ensemble. D'où vient l'ensemble ? Il gît dans la pensée de l'homme. L'intelligence de l'homme est douée de cette faculté abstractive, qui lui permet, après qu'elle eut parcouru lentement et examiné séparément, l'un après l'autre, une quantité d'objets, de les embrasser en un clin d'œil par une seule représentation, de les unir en une seule et même pensée. — C'est donc la pensée de l'homme qui crée l'unité et qui la transporte dans la diversité du monde extérieur.

Il s'ensuit que cette unité est un être, non concret et réel, mais abstrait, produit uniquement par la faculté abstractive de l'homme. Nous disons : faculté abstractive, parce que pour unir tant d'objets différents en une seule représentation, notre pensée doit faire abstraction de tout ce qui constitue leur différence, c'est-à-dire leur existence séparée et réelle, et ne retenir que ce qu'ils ont de commun, d'où il résulte, que plus une unité pensée par nous embrasse d'objets, plus elle s'élève, et plus ce qu'elle retient en commun et ce qui constitue sa détermination positive, son contenu, se raréfie ; — plus elle devient abstraite et dénuée de réalité. La vie avec toutes ses exubérances et magnificences passagères est en bas, dans la diversité, — la mort avec sa monotonie éternelle et sublime est en haut, dans l'unité. — Montez toujours plus haut et plus haut, par cette même puissance d'abstraction, dépassez le monde terrestre, embrassez en une même pensée le monde solaire, imaginez-vous cette sublime unité : que vous restera-t-il pour la remplir ? — Le sauvage aurait été bien embarrassé de répondre à cette question ! Mais nous répondrons pour lui : il restera la matière avec ce que nous appelons la force d'abstraction, la matière mouvante avec ses divers phénomènes, tels que la lumière, la chaleur, l'électricité et le magnétisme, qui sont, comme on le prouve aujourd'hui, les différentes manifestations d'une seule et même chose. — Mais, si par la puissance de cette faculté d'abstraction, qui ne s'arrête devant aucune limite, vous montez encore plus haut, au-dessus de votre système solaire, et réunissez dans votre pensée, non seulement ces millions de soleils que nous voyons briller au firmament, mais encore une infinité d'autres systèmes solaires, que nous ne voyons et que nous ne verrons jamais, mais dont nous supposons l'existence, car notre pensée, par cette même raison, qu'elle ne connaît point de limites à son action abstractive, se refuse de croire que l'univers, c'est-à-dire la totalité de tous les mondes existants puisse avoir une limite ou une fin, — puis faisant abstraction, toujours par notre pensée, de l'existence particulière de chacun

de ces mondes existants, si vous tâchez de vous représenter l'unité de cet univers infini — que vous restera-t-il pour la déterminer et la remplir ? Un seul mot, une seule abstraction : *l'Être indéterminé*, c'est-à-dire l'immobilité, le vide, le néant absolu — Dieu.

Dieu — c'est donc l'abstractum absolu, c'est le propre produit de la pensée humaine qui, comme puissance abstractive, ayant dépassé tous les êtres connus, tous les mondes existants et s'étant délivrée par là même de tout contenu réel, arrivée à n'être plus rien que le monde absolu, se pose devant elle-même, sans se reconnaître pourtant dans cette sublime nudité — comme *l'Être unique et suprême*.

On pourra nous objecter, qu'après avoir nous-mêmes affirmé, dans nos pages précédentes, l'*unité réelle de l'univers*, et après l'avoir définie comme la solidarité ou la causalité universelle et comme l'unique toute-puissance régissant toute choses et sentie plus ou moins par tous les êtres vivants, nous avons maintenant l'air de vouloir la nier. Mais nous ne la nions pas du tout, nous prétendons seulement qu'entre cette réelle unité universelle et l'unité idéale cherchée et créée par voie d'abstraction, par la métaphysique tant religieuse que philosophique, il n'y a rien de commun. Nous avons défini la première comme la somme indéfinie des êtres, ou plutôt comme la somme des transformations incessantes de tous les êtres réels, ou celle de leurs actions et de leurs réactions perpétuelles, qui, en se combinant en un seul mouvement, constituent, avons-nous dit, ce qu'on appelle la solidarité ou la causalité universelle, et nous avons ajouté que nous entendons cette solidarité, non comme une cause absolue et première, mais tout au contraire, comme une *résultante*, toujours produite et reproduite par l'action simultanée de toutes les causes particulières, — action qui constitue précisément la *causalité universelle* — toujours créatrice et toujours créée. Après l'avoir

ainsi déterminée, nous avons cru pouvoir dire, sans craindre désormais aucun malentendu, que cette causalité universelle crée les mondes et quoique nous ayons eu bien soin d'ajouter qu'elle le fait, sans qu'il puisse y avoir de sa part aucune pensée ou volonté antérieure, aucun plan, aucune préméditation ou prédétermination possible — elle-même n'ayant en dehors de sa réalisation incessante aucune existence ni antérieure ni séparée, et n'étant rien qu'une absolue résultante — nous reconnaissons maintenant que cette expression n'est ni heureuse, ni exacte et que malgré toutes les explications ajoutées elle peut encore donner lieu à des malentendus, — tant nous sommes habitués à attacher à ce mot : *création* l'idée d'un créateur conscient de lui-même et séparé de son œuvre. — Nous aurions du dire que chaque monde, chaque être inconsciemment et involontairement se produit, naît, se développe, vit et meurt en se transformant en un être nouveau au milieu et sous l'influence, toute-puissante, absolue, de la solidarité universelle, — et nous ajouterons maintenant, pour préciser encore mieux notre pensée que *l'unité réelle de l'univers n'est rien que la solidarité et l'infinité absolues de ses réelles transformations, — car la transformation incessante de chaque être particulier constitue la vraie, l'unique réalité de chacun, tout l'univers n'étant qu'une histoire sans limites, sans commencement et sans fin*.

Les détails en sont infinis. Il ne sera jamais donné à l'homme d'en connaître qu'une infiniment petite partie. Notre ciel étoilé avec sa multitude de soleils ne forme qu'un point imperceptible dans l'immensité de l'espace et quoique nous l'embrassions du regard, nous n'en saurons jamais presque rien. Force nous est de nous contenter de connaître un peu notre système solaire, dont nous devons présumer la parfaite harmonie avec le reste de l'univers ; car si cette harmonie n'existait pas, elle devrait ou bien s'établir ou bien notre monde solaire périrait. Nous connaissons déjà fort bien ce dernier sous

le rapport de la haute mécanique et nous commençons à le reconnaître déjà quelque peu sous le rapport physique, chimique, voire même géologique. Notre science ira difficilement beaucoup au delà. Si nous voulons une connaissance plus concrète, nous devrons nous en tenir à notre globe terrestre. Nous savons qu'il est né dans le temps et nous présumons que nous ne savons dans quel nombre de siècles, il sera condamné à périr, — comme naît et périt ou plutôt se transforme tout ce qui est.

Comment notre globe terrestre, d'abord matière brûlante et gazeuse, infiniment plus légère que l'air, s'est condensé, s'est refroidi, s'est formé, par quelle immense série d'évolutions géologiques il a dû passer, avant de pouvoir produire à sa surface toute cette infinie richesse de la vie organique, depuis la première et la plus simple cellule jusqu'à l'homme ? Comment s'est-il transformé et continue-t-il à se développer dans le monde historique et social de l'homme ? Quel est le but vers lequel nous marchons, poussés par cette loi suprême et fatale de transformation incessante ?

Voilà les seules questions qui nous soient accessibles, les seules qui peuvent et qui doivent être réellement embrassées, étudiées en détail et résolues par l'homme. Ne formant, comme nous l'avons déjà dit, qu'un point imperceptible dans la question illimitée et indéfinissable de l'univers, elles offrent tout de même à notre esprit un monde réellement infini — non dans le sens divin, c'est-à-dire dans le sens abstrait de ce mot, non comme l'être suprême, créé par l'abstraction religieuse ; infini, au contraire, par la richesse de ses détails qu'aucune observation, ni aucune science ne pourront jamais épuiser.

Et pour connaître ce monde, *notre* monde infini, la seule abstraction ne suffit pas. Elle nous conduirait de nouveau à Dieu, à l'Être suprême, au néant. Il faut tout en appliquant cette

faculté d'abstraction, sans laquelle nous ne pourrions jamais nous élever d'un ordre de choses inférieur, à un ordre de choses supérieur, ni par conséquent comprendre la hiérarchie naturelle des êtres, — il faut, disons-nous, que notre esprit se plonge avec respect et amour dans l'étude minutieuse des détails et des infiniment petits, sans lesquels nous ne concevrons jamais la réalité vivante des êtres. Ce n'est donc qu'en unissant ces deux facultés, ces deux tendances en apparence si contraires : l'abstraction et l'analyse attentive, scrupuleuse et patiente de tous les détails, que nous pourrons nous élever à la conception réelle de notre monde *non extérieurement mais intérieurement infini* et nous former une idée quelque peu suffisante de *notre univers à nous* — de notre globe terrestre, ou, si vous voulez aussi, de notre système solaire. — Il est donc évident, que si notre sentiment et notre imagination peuvent nous donner une image, une représentation nécessairement plus ou moins fausse de ce monde, s'ils peuvent même, par une sorte de divination intuitive nous faire pressentir une ombre, une apparence lointaine de la vérité, ce n'est que la science seule, qui pourra nous donner la vérité pure et entière.

Quelle est donc cette curiosité impérieuse qui pousse l'homme à reconnaître le monde qui l'entoure, à poursuivre avec une infatigable passion les secrets de cette nature dont il est lui-même, sur cette terre, le dernier et le plus complet résultat ? Cette curiosité est-elle un simple luxe, un agréable passe-temps, ou bien l'une des principales nécessités inhérentes à son être ? Nous n'hésitons pas à dire, que de toutes les nécessités qui constituent sa propre nature, c'est la plus humaine et qu'il ne devient réellement homme, ne se distingue effectivement de tous les animaux des autres espèces que par cet inextinguible besoin de savoir. Pour se réaliser dans la plénitude de son être, avons-nous dit, l'homme doit se reconnaître, et, il ne se reconnaîtra jamais réellement tant qu'il n'aura pas réellement reconnu la nature qui l'enveloppe et dont

il est le produit. — À moins donc de renoncer à son humanité, l'homme doit savoir, il doit pénétrer par sa pensée tout le monde visible, et sans espoir de pouvoir jamais en atteindre le fond, en approfondir toujours davantage, la coordonnance et les lois, car notre humanité n'est qu'à ce prix. Il lui en faut reconnaître toutes les régions inférieures, antérieures et contemporaines à lui, toutes les évolutions mécaniques, physiques, chimiques, géologiques, organiques, à tous les degrés de développement de la vie végétale et animale, — c'est-à-dire toutes les causes et conditions de sa propre naissance et de son existence, afin qu'il puisse comprendre sa propre nature et sa mission sur cette terre, — sa patrie et son théâtre uniques — afin que dans ce monde de l'aveugle fatalité, il puisse inaugurer le règne de la liberté.

Telle est la tâche de l'homme : elle est inépuisable, elle est infinie et bien suffisante pour satisfaire les esprits et les cœurs les plus ambitieux. Être instantané et imperceptible au milieu de l'océan sans rivages de la transformation universelle, avec une éternité ignorée derrière lui et une éternité inconnue devant lui, l'homme pensant, l'homme actif, l'homme conscient de son humaine mission reste fier et calme dans le sentiment de sa liberté qu'il conquiert lui-même, en éclairant, en aidant, en émancipant, en révoltant au besoin, le monde autour de lui. Voilà sa consolation, sa récompense et son unique paradis. Si vous lui demandez après cela son intime pensée et son dernier mot sur l'unité réelle de l'univers, il vous dira, que c'est *l'éternelle et universelle transformation* , un mouvement sans commencement, sans limites et sans fin. — C'est donc le contraire absolu de toute Providence — la négation de Dieu.

Dans toutes les religions qui se partagent le monde et qui possèdent une théologie quelque peu développée — moins le Bouddhisme pourtant, dont la doctrine étrange et d'ailleurs parfaitement incomprise par les quelques centaines de millions

de ses adhérents, établit une religion sans Dieu — dans tous les systèmes de métaphysique, Dieu nous apparaît avant tout comme un être suprême, éternellement préexistant et prédéterminant, contenant en lui-même, étant lui-même la pensée et la volonté génératrices de toute existence et antérieures à toute existence : source et cause éternelle de toute création, immuable et toujours égal à lui-même dans le mouvement universel des mondes créés. Ce Dieu, nous l'avons vu, ne se trouve pas dans l'univers réel, au moins dans cette partie de l'univers que l'homme peut atteindre. Donc n'ayant pu le rencontrer en dehors de lui-même, l'homme a dû le trouver en lui-même. Comment l'a-t-il cherché ? — En faisant abstraction de toutes les choses vivantes et réelles, de tous les mondes visibles, connus. — Mais nous avons vu qu'à la fin de ce stérile voyage, la faculté ou l'action abstractive de l'homme ne rencontre plus qu'un seul objet : elle-même, mais délivrée de tout contenu et privée de tout mouvement, faute de quelque chose à dépasser — elle-même comme abstraction, comme être absolument immobile et absolument vide. — Nous dirions le Néant absolu. — Mais la fantaisie religieuse dit : l'Être suprême — Dieu.

D'ailleurs, comme nous l'avons déjà fait observer, elle est induite à le faire en prenant exemple de la différence ou même de l'opposition que la réflexion déjà développée à ce point, commence à établir entre l'homme extérieur — son corps, et son monde intérieur, comprenant sa pensée et sa volonté — l'âme humaine. Ignorant naturellement que cette dernière n'est rien que le produit et la dernière expression toujours renouvelée, reproduite de l'organisme humain, voyant au contraire que dans la vie journalière, le corps semble toujours obéir aux suggestions de la pensée et de la volonté ; supposant par conséquent que l'âme est, sinon le créateur, au moins toujours le maître du corps auquel il ne resterait alors d'autre mission que celle de la servir et de la manifester, — l'homme religieux,

— du moment que sa faculté abstractive arrivée, de la manière que nous venons de décrire, à la conception de l'être universel et suprême, qui n'est autre, avons-nous prouvé, que cette puissance d'abstraction se posant à elle-même comme objet, en fait naturellement l'âme de tout l'univers — Dieu.

C'est ainsi que le vrai Dieu, — l'être universel, éternel, immuable créé par la double action de l'imagination religieuse et de la faculté abstractive de l'homme, fut posé pour la première fois dans l'histoire. Mais du moment qu'il fut ainsi connu et posé, l'homme oubliant ou plutôt même ignorant sa propre action intellectuelle, qui seul l'avait créé et, ne se reconnaissant plus du tout dans sa création propre : *l'abstractum universel*, se mit à l'adorer. Les rôles aussitôt changèrent : le créé devint le créateur présumé et le véritable créateur, l'homme prit sa place parmi tant d'autres créatures misérables, comme une pauvre créature à peine quelque peu privilégiée.

Une fois Dieu posé, le développement successif et progressif des différentes théologies s'explique naturellement, comme le reflet du développement de l'humanité dans l'histoire. Car du moment que l'idée d'un être extraordinaire et suprême s'est emparée de l'imagination de l'homme et s'est établie dans sa conviction religieuse, au point que la réalité de cet être lui apparaît plus certaine que celle des choses réelles qu'il voit et qu'il touche de ses doigts, — il devient naturel, nécessaire, que cette idée devienne le fond principal de toute l'humaine existence, qu'elle la modifie, la pénètre et la domine exclusivement et d'une manière absolue. L'Être suprême apparaît aussitôt comme le maître absolu, comme la pensée, la volonté, la source — comme le créateur et le régulateur de toutes choses, rien ne saurait plus rivaliser avec lui, et tout doit en sa présence disparaître : la vérité de toute chose ne se trouvant qu'en lui seul, et chaque être particulier, quelque

puissant qu'il paraisse, y compris l'homme lui-même, ne pouvant désormais exister que par une concession divine, — ce qui d'ailleurs est parfaitement logique, puisqu'autrement Dieu ne serait point l'être suprême, tout-puissant, absolu, c'est-à-dire qu'il n'existerait pas du tout.

Dès lors, par une conséquence naturelle, l'homme attribue à Dieu toutes les qualités, toutes les forces, toutes les vertus qu'il découvre successivement soit en lui, soit en dehors de lui-même. Nous avons vu que, posé comme être suprême, et n'étant rien en réalité que l'abstractum absolu, Dieu est absolument vide de toute détermination et de tout contenu — nu et nul comme le néant : et comme tel, il se remplit et s'enrichit de toutes les réalités du monde existant, dont il n'est rien que l'abstraction, mais dont il apparaît à la fantaisie religieuse comme le Seigneur et le Maître, — d'où il résulte que Dieu, c'est le spoliateur absolu, et que — l'anthropomorphisme étant l'essence même de toute religion — le ciel, séjour des Dieux immortels, n'est rien qu'un infidèle miroir qui renvoie à l'homme croyant sa propre image renversée et grossie.

Car l'action de la religion ne consiste pas seulement en ceci qu'elle prend à la terre les richesses et puissances naturelles et à l'homme ses facultés et ses vertus, à mesure qu'il les découvre dans son développement historique, pour les transformer dans le ciel en autant d'attributs ou d'êtres divins. En effectuant cette transformation, elle change radicalement la nature de ces puissances et de ces qualités, elle les fausse, les corrompt, leur donnant une direction diamétralement opposée à leur direction primitive.

C'est ainsi que la raison humaine, le seul organe, que nous possédions pour reconnaître la vérité, en devenant raison divine, se fait incompréhensible pour nous et s'impose aux croyants, comme la révélation de l'absurde. C'est ainsi que le

respect du ciel se traduit en mépris pour la terre, et l'adoration de la divinité en dénigrement de l'humanité; l'amour humain, cette immense solidarité naturelle, qui reliant tous les individus, tous les peuples, et rendant le bonheur et la liberté de chacun dépendants de la liberté et du bonheur de tous les autres, doit, malgré toutes les différences de couleurs et de races les unir tôt ou tard, dans une commune fraternité, — cet amour, transformé en amour divin et en religieuse charité, devient aussitôt le fléau de l'humanité : tout le sang versé au nom de la religion, depuis le commencement de l'histoire, des millions de victimes humaines immolées à la plus grande gloire des Dieux, en font foi.... Enfin la justice elle-même, cette mère future de l'égalité, une fois transportée par la fantaisie religieuse dans les célestes régions et transformée en justice divine, retombant aussitôt sur la terre sous la forme théologique de la grâce, et embrassant toujours et partout le parti des plus forts, ne sème plus parmi les hommes que violences, privilèges, monopoles et toutes les monstrueuses inégalités consacrés par le droit historique.

Nous ne prétendons pas nier la nécessité historique de la religion, ni affirmer qu'elle ait été un mal absolu dans l'histoire. Si c'en est un, elle fut et malheureusement elle reste encore aujourd'hui pour l'immense majorité de l'humanité ignorante, un mal inévitable, comme le sont, dans le développement de toute humaine faculté, les défaillances, les erreurs. La religion, avons-nous dit, c'est le premier réveil de l'humaine raison sous la forme de la divine déraison ; c'est la première lueur de l'humaine vérité à travers le voile divin du mensonge ; la première manifestation de la morale humaine, de la justice et du droit, à travers les iniquités historiques de la grâce divine ; c'est enfin l'apprentissage de la liberté sous le joug humiliant et pénible de la divinité, joug qu'il faudra bien finir par briser, afin de conquérir pour tout de bon la raison raisonnable, la vérité vraie, la pleine justice et la réelle liberté.

Par la religion, l'homme animal, en sortant de la bestialité, fait un premier pas vers l'humanité ; mais tant qu'il restera religieux, il n'atteindra jamais son but, parce que toute religion le condamne à l'absurde et, faussant la direction de ses pas, le fait chercher le divin au lieu de l'humain. Par la religion, les peuples à peine délivrés de l'esclavage naturel, dans lequel restent plongées toutes les autres espèces d'animaux, retombent aussitôt dans l'esclavage des hommes forts et des castes privilégiées par la divine élection.

* * *

L'un des principaux attributs des Dieux immortels, comme on sait, c'est d'être des législateurs de l'humaine société, les fondateurs de l'État. L'homme, disent à peu près toutes les religions, serait incapable de reconnaître ce qui est le bien et le mal, le juste ou l'injuste, il a donc fallu que la divinité elle-même, d'une manière ou d'une autre, ait descendu sur la terre pour le lui enseigner et pour établir dans l'humaine société l'ordre politique et civil, — d'où naturellement résulte cette triomphante conclusion : que toutes les lois et tous les pouvoirs établis, consacrés par le ciel, doivent être toujours et quand même aveuglement obéis.

C'est très commode pour les gouvernants, très incommode pour les gouvernés ; et comme nous sommes de ce nombre, nous avons tout intérêt à examiner de plus près la validité de cette antique assertion, qui a fait de nous tous des esclaves, afin de trouver le moyen de nous délivrer de son joug.

La question est pour nous maintenant excessivement simplifiée : Dieu n'étant pas, ou n'étant rien qu'une création de notre faculté abstractive, unie en premier mariage avec le sentiment religieux que nous tenons de notre animalité, — Dieu

n'étant qu'un abstractum universel, incapable de mouvement et d'action propre : le Néant absolu imaginé comme être suprême et mis en mouvement par la seule fantaisie religieuse ; absolument vide de tout contenu et s'enrichissant de toutes les réalités de la terre ; ne rendant à l'homme, sous une forme dénaturée, corrompue, divine, que ce qu'il lui a d'abord dérobé, — Dieu ne peut être ni bon, ni méchant, ni juste, ni injuste. Il ne peut rien vouloir, ni rien établir, car en réalité il n'est rien, et ne devient le tout que par la crédulité religieuse. Par conséquent, si cette dernière a trouvé en lui les idées de la justice et du bien, c'est elle-même qui a dû les lui prêter à son insu ; croyant recevoir, elle donnait. Mais pour les prêter à Dieu, l'homme a dû les avoir ! Où les a-t-il trouvées ? Nécessairement en lui-même. Mais tout ce qu'il a, il le tient d'abord de son animalité, — son esprit n'étant rien que l'explication, la parole de sa nature animale. — Donc les idées du juste et du bien doivent avoir, comme toutes les choses humaines, leur racine dans l'animalité même de l'homme.

Et en effet, les éléments de ce que nous appelons la *morale*, se trouvent déjà dans le monde animal. Dans toutes les espèces d'animaux, sans aucune exception, seulement avec une grande différence de développement, ne voyons-nous pas deux instincts opposés : l'instinct de la conservation de l'Individu et celui de la conservation de l'Espèce, ou, pour parler humainement, *l'instinct égoïste* et *l'instinct social*. Au point de vue de la science, comme à celui de la nature elle-même, ces deux instincts sont également naturels et par conséquent légitimes, et ce qui plus est, également nécessaires dans l'économie naturelle des êtres, — l'instinct individuel étant lui-même une condition fondamentale de la conservation de l'espèce ; car si les individus ne se défendaient pas avec énergie contre toutes les privations et contre toutes les pressions extérieures qui menacent leur existence sans cesse, l'espèce elle-même, qui ne vit qu'en eux et par eux, ne pourrait subsister.

Mais si l'on voulait juger de ces deux mouvements en ne prenant pour point de vue absolu que l'intérêt exclusif de l'espèce, on dirait que l'instinct social est le bon, et l'instinct individuel, et tant qu'il lui est opposé, le mauvais. Chez les fourmis, chez les abeilles, c'est la vertu qui prédomine, parce que l'instinct social semble en eux absolument écraser l'instinct individuel. C'est tout le contraire dans les bêtes féroces, et en général, on peut dire que c'est plutôt l'égoïsme qui triomphe dans le monde animal. L'instinct de l'espèce, au contraire, ne s'y réveille que par courts intervalles et ne dure que le temps nécessaire à la procréation et à l'éducation d'une famille.

Il en est autrement dans l'homme. Il paraît et cela est une des preuves de sa grande supériorité sur toutes les autres espèces d'animaux — que les deux instincts opposés : l'égoïsme et la sociabilité, sont en lui et beaucoup plus puissants tous les deux et beaucoup moins séparables que chez tous les animaux d'espèces inférieures : il est plus féroce dans son égoïsme que les bêtes les plus féroces, et plus socialiste en même temps que les abeilles et les fourmis.

La manifestation d'une plus grande puissance d'égoïsme ou d'individualité dans un animal quelconque, est une preuve indubitable d'une plus grande perfection relative de son organisme, le signe d'une intelligence supérieure. Chaque espèce d'animaux est constituée comme telle par une loi spéciale, c'est-à-dire par un procédé de formation et de conservation qui lui est propre et qui le distingue de toutes les autres espèces d'animaux. Cette loi n'a pas d'existence propre en dehors des individus réels qui appartiennent à l'espèce qu'elle gouverne ; elle n'a de réalité qu'en eux seuls, mais elle les gouverne d'une manière absolue et ils en sont les esclaves. Dans les espèces tout à fait inférieures, se manifestant plutôt comme un procédé de la vie végétale que de la vie animale, elle leur est quasi tout à fait étrangère, apparaissant presque comme une loi

extérieure, à laquelle les individus à peine déterminés comme tels, obéissent pour ainsi dire mécaniquement. Mais plus les espèces se développent, montant par une série progressive vers l'homme, et plus la loi générique et spéciale qui les gouverne s'individualise davantage, et plus complètement elle se réalise et s'exprime dans chaque individu, qui acquiert par là même un caractère plus déterminé, une physionomie plus distincte, de sorte que tout en continuant d'obéir à cette loi aussi fatalement que les autres, du moment qu'elle se manifeste en lui davantage comme son impulsion individuelle propre, comme une nécessité plutôt intérieure qu'extérieure, — malgré que cette nécessité intérieure soit toujours produite *sans qu'il s'en doute en lui* par une foule de causes extérieures — l'individu se sent plus libre et plus autonome, plus doué de mouvement spontané, que les individus des espèces inférieures. Il commence à avoir le sentiment de sa *liberté*. Donc nous pouvons dire que la nature elle-même, par ses transformations progressives, tend à l'émancipation, et que déjà en son sein, une plus grande liberté individuelle est un signe indubitable de supériorité. L'être, comparativement, *le plus individuel et le plus libre*, sous le point de vue animal, c'est sans contredit l'homme.

Nous avons dit que l'homme n'est pas seulement l'être le plus individuel de la terre, — il en est encore le plus social. Ce fut une grande erreur de la part de J.-J. Rousseau d'avoir pensé que la société primitive ait été établie par un contrat libre, formé par des sauvages. Mais J.-J. Rousseau n'est pas le seul qui l'affirme. La majorité des juristes et des publicistes modernes soit de l'école de Kant, soit de toute autre école individualiste et libérale, et qui, n'admettent ni la société fondée sur le droit divin des théologiens, ni la société déterminée par l'école hégélienne, comme la réalisation plus ou moins mystique de la Morale objective, ni la société primitivement animale des naturalistes, prennent *nolens volens*, et faute d'autre fondement, le *contrat tacite* pour point de départ. Un contrat

tacite ! C'est-à-dire un contrat sans paroles et par conséquent sans pensée et sans volonté — un révoltant non sens ! Une absurde fiction, et, ce qui plus est, une méchante fiction ! Une indigne supercherie ! car il suppose que, alors que je n'étais en état ni de vouloir ni de penser, ni de parler — parce que je me suis laissé tondre sans protester, j'ai pu consentir, pour moi-même, et pour ma descendance tout entière, à un éternel esclavage !

Les conséquences du *contrat social* sont en effet funestes, parce qu'elles aboutissent à l'absolue domination de l'État. Et pourtant le principe, pris au point de départ, semble excessivement libéral. Les individus, avant de former ce contrat, sont supposés jouissants d'une absolue liberté, car d'après cette théorie, l'homme naturel, l'homme sauvage est le seul qui soit complètement libre. Nous avons dit ce que nous pensons de cette liberté naturelle, qui n'est rien que l'absolue dépendance de l'homme gorille vis-à-vis de l'obsession permanente du monde extérieur. Mais supposons qu'il soit réellement libre à son point de départ, pourquoi alors se formerait-il en société ? Pour assurer, répond-on, sa sécurité contre tous les envahissements possibles de ce même monde extérieur, y compris d'autres hommes, associés ou non associés, mais qui n'appartiendraient pas à cette nouvelle société qui se forme.

Voilà donc les hommes primitifs, absolument libres, chacun en lui-même et par lui-même, et qui ne jouissent de cette liberté illimitée qu'autant qu'ils ne se rencontrent pas, qu'autant qu'ils restent plongés chacun dans un isolement individuel absolu. La liberté de l'un n'a pas besoin de la liberté de l'autre, au contraire, chacune de ces libertés individuelles se suffisant à elle-même, existant par elle-même, la liberté de chacun apparaît nécessairement comme la négation de celle de tous les autres, et toutes ces libertés, en se rencontrant, doivent se limiter et s'amoindrir mutuellement, se contredire, se

détruire…

Pour ne point se détruire jusqu'au bout, elles forment entre elles *un contrat* explicite ou tacite, par lequel elles abandonnent une partie d'elles-mêmes, afin d'assurer le reste. Ce contrat devient le fondement de la société ou plutôt de l'État ; car il faut remarquer, que dans cette théorie, il n'y a point de place pour la société, il n'y existe que l'État, ou plutôt la société y est tout absorbée par l'État.

La société, c'est le mode naturel d'existence de la collectivité humaine indépendamment de tout contrat. Elle se gouverne par les mœurs ou par des habitudes traditionnelles, mais jamais par des lois. Elle progresse lentement par l'impulsion que lui donnent les initiatives individuelles et non par la pensée, ni par la volonté du législateur. Il y a bien des lois qui la gouvernent à son insu, mais ce sont des lois naturelles, inhérentes au corps social, comme les lois physiques sont inhérentes aux corps matériels. La plus grande partie de ces lois reste jusqu'à présent inconnue, et pourtant elles ont gouverné l'humaine société depuis sa naissance, indépendamment de la pensée et de la volonté des hommes qui l'ont composée ; d'où il résulte qu'il ne faut pas les confondre avec les lois politiques et juridiques qui, dans le système que nous examinons, proclamées par un pouvoir législatif quelconque, sont censées être les déductions logiques du premier contrat formé sciemment par les hommes.

L'État n'est point un produit immédiat de la nature ; il ne précède pas, comme la société, le réveil de la pensée dans les hommes, et nous essaierons plus tard de montrer comment *la conscience religieuse le crée au milieu de la société naturelle*. Selon les publicistes libéraux, le premier État fut créé par la volonté libre et réfléchie des hommes ; selon les absolutistes, il est une création divine. Dans l'un et dans l'autre cas, il domine

la société et tend à l'absorber tout à fait.

Dans le second cas, cette absorption se comprend d'elle-même : une institution divine doit nécessairement dévorer toute organisation naturelle. Ce qui est plus curieux, c'est que l'école individualiste avec son contrat libre aboutit au même résultat. Et en effet, cette école commence par nier l'existence même d'une société naturelle antérieure au contrat — puisqu'une telle société supposerait des rapports naturels d'individus et par conséquent une *limitation réciproque de leurs libertés*, qui serait contraire à l'absolue liberté, dont chacun conformément à cette théorie, est censé jouir avant la conclusion du contrat, et qui ne serait ni plus ni moins que ce contrat lui-même, existant comme un fait naturel et antérieurement même au libre contrat. Donc, selon ce système, la société humaine ne commence qu'avec la conclusion du contrat. Mais qu'est-ce alors que cette société ? C'est la pure et logique réalisation du contrat avec toutes ses dispositions et conséquences législatives et pratiques, — c'est l'État.

Examinons-le de plus près. Que représente-t-il ? La somme des négations des libertés individuelles de tous ses membres ; ou bien celle des sacrifices, que tous ses membres font, en renonçant à une portion de leur liberté au profit du bien commun. Nous avons vu que, d'après la théorie individualiste, la liberté de chacun est la limite ou bien la négation naturelle de la liberté de tous les autres : eh bien ! cette limitation absolue, cette négation de la liberté de chacun au nom de la liberté de tous ou du droit commun, — c'est l'État. Donc là où commence l'État, la liberté individuelle cesse et vice-versa.

On répondra que l'État, représentant du salut public ou de l'intérêt commun de tous, ne retranche une partie de la liberté de chacun, que pour lui en assurer tout le reste. Mais ce reste, c'est la sécurité, si vous voulez, ce n'est jamais la liberté. La

liberté est indivisible : on ne peut en retrancher une partie sans la tuer tout entière. Cette petite partie que vous retranchez, c'est l'essence même de ma liberté, c'est le tout. Par un mouvement naturel, nécessaire et irrésistible, toute ma liberté se concentre précisément dans la partie, si petite qu'elle soit, que vous en retranchez. C'est l'histoire de la femme de Barbe-Bleue, qui eut tout un palais à sa disposition avec la liberté pleine et entière de pénétrer partout, de voir et de toucher tout, excepté une mauvaise petite chambre, que la volonté souveraine de son terrible mari lui avait défendu d'ouvrir sous peine de mort. Eh bien, se détournant de toutes les magnificences du palais, son âme se concentra tout entière sur cette mauvaise petite chambre : elle l'ouvrit, et elle eut raison de l'ouvrir, car ce fut un acte nécessaire de sa liberté, tandis que la défense d'y entrer était une violation flagrante de cette même liberté. C'est encore l'histoire du péché d'Adam et d'Ève : la défense de goûter du fruit de l'arbre de la science, sans autre raison que telle était la volonté du Seigneur, était de la part du bon Dieu un acte d'affreux despotisme ; et si nos premiers parents avaient obéi, toute la race humaine resterait plongée dans le plus humiliant esclavage. Leur désobéissance au contraire nous a émancipés et sauvés. Ce fut, mythiquement parlant, le premier acte de l'humaine liberté.

Mais l'État, dira-t-on, l'État démocratique, basé sur le libre suffrage de tous les citoyens, ne saurait être la négation de leur liberté ? Et pourquoi pas ? Cela dépendra absolument de la mission et du pouvoir que les citoyens abandonneront à l'État. Un État républicain, basé sur le suffrage universel, pourra être très despotique, plus despotique même que l'État monarchique, lorsque sous le prétexte qu'il représente la volonté de tout le monde, il pèsera sur la volonté et sur le mouvement libre de chacun de ses membres de tout le poids de son pouvoir collectif.

Mais l'État, dira-t-on encore, ne restreint la liberté de ses

membres qu'autant seulement qu'elle est portée vers l'injustice, vers le mal. Il les empêche de s'entre-tuer, de se piller et de s'offenser mutuellement, et en général de faire le mal, leur laissant au contraire liberté pleine et entière pour le bien. C'est toujours la même histoire de Barbe-Bleue ou celle du fruit défendu : qu'est-ce que le mal, qu'est-ce que le bien ?

Au point de vue du système que nous examinons, la distinction du bien et du mal n'existait pas avant la conclusion du contrat, alors que chaque individu restait plongé dans l'isolement de sa liberté ou de son droit absolu, n'ayant aucune considération à garder vis-à-vis de tous les autres, que celles que lui conseillaient sa faiblesse ou sa force relatives — c'est-à-dire sa prudence et son intérêt propres [1]. Alors l'égoïsme, toujours selon cette même théorie, était la loi suprême, le seul droit : le bien était déterminé par le succès, le mal par la seule défaite et la justice n'était que la consécration du fait accompli, quelque horrible, cruel ou infâme qu'il fût — tout à fait comme dans la morale politique qui prévaut aujourd'hui en Europe.

La distinction du bien et du mal ne commence, selon ce système, qu'avec la conclusion du contrat social. Alors tout ce qui fut reconnu comme constituant l'intérêt commun, fut proclamé le bien, et tout ce qui lui fut contraire, le mal. Les

1 Ces rapports, qui d'ailleurs n'ont jamais pu exister entre les hommes primitifs, parce que la vie sociale a été antérieure au réveil de la conscience individuelle et de la volonté réfléchie dans les hommes, et parce qu'en dehors de la société aucun individu humain n'a jamais pu avoir de liberté ni absolue ni même relative, — ces rapports, disons-nous, sont précisément les mêmes, qui existent réellement aujourd'hui entre les États modernes, chacun d'eux se considérant comme investi d'une liberté d'un pouvoir et d'un droit absolu, à l'exclusion de tous les autres et ne gardant, par conséquent vis à-vis de tous les autres États, que les considérations qui lui sont commandées par son intérêt propre, — ce qui les constitue nécessairement tous en état de guerre permanente ou latente.

membres contractants, devenus citoyens, s'étant liés par un engagement plus ou moins solennel, assumèrent par là même un devoir : celui de subordonner leurs intérêts privés au salut commun, à l'intérêt inséparable de tous, et leurs droits séparés du droit public, dont le représentant unique, l'État, fut par là même investi du pouvoir de réprimer toutes les révoltes de l'égoïsme individuel, mais avec le devoir de protéger chacun de ses membres dans l'exercice de ses droits, tant que ces derniers n'étaient pas contraires au droit commun.

Nous allons examiner maintenant ce que doit être l'État ainsi constitué, tant vis-à-vis des autres États, ses pareils, que vis-à-vis des populations qu'il gouverne. Cet examen nous paraît d'autant plus intéressant et utile, que l'État tel qu'il est défini ici, est précisément l'État moderne, en tant qu'il s'est séparé de l'idée religieuse : *l'État laïque ou athée*, proclamé par les publicistes modernes. Voyons donc, en quoi consiste sa morale ? — C'est l'État moderne, avons-nous dit, au moment où il s'est délivré du joug de l'église, et où, par conséquent, il a secoué le joug de la morale universelle ou cosmopolite de la religion chrétienne ; et nous ajouterons encore, au moment où il ne s'est pas encore pénétré de la morale ni de l'idée humanitaire, ce qu'il ne saurait faire d'ailleurs sans se détruire ; parce que dans son existence séparée et dans sa concentration isolée, il serait trop étroit pour pouvoir embrasser, contenir les intérêts et par conséquent aussi la morale de l'humanité tout entière.

Les États modernes sont arrivés précisément à ce point. Le christianisme ne leur sert plus que de prétexte et de phrase, ou de moyen pour tromper les badauds, car ils poursuivent des buts, qui n'ont rien à démêler avec les sentiments religieux ; et les grands hommes d'État de nos jours : les Palmerston, les Mouravieff, les Cavour, les Bismark, les Napoléon riraient beaucoup, si on prenait leurs démonstrations religieuses au

sérieux. Ils riraient encore davantage, si on leur prêtait des sentiments, des considérations, des intentions humanitaires, qu'ils ne se font d'ailleurs jamais faute de traiter publiquement de niaiseries. Que reste t-il donc pour leur constituer une morale ? Uniquement l'intérêt de l'État. De ce point de vue, qui d'ailleurs, à très peu d'exceptions près, fut celui des hommes d'État, des *hommes forts* de tous les temps et de tous les pays, tout ce que sert à la conservation, à la grandeur et à la puissance de l'État, quelque sacrilège que ce soit au point de vue religieux, et quelque révoltant que cela puisse paraître à celui de la morale humaine — c'est *le bien*, et vice-versa, tout ce qui y est contraire, que ce soit la chose la plus sainte et humainement la plus juste, — c'est *le mal*. Telle est dans sa vérité la morale et la pratique séculaires de tous les États.

C'est aussi celle de l'État fondé sur la théorie du contrat social. Selon ce système, le bien et le juste ne commençant qu'avec le contrat, ne sont rien en effet que le contenu même et le but du contrat, c'est-à-dire *l'intérêt commun* et *le droit public* de tous les individus, qui l'ont formé entre eux, *à l'exclusion de tous ceux qui sont restés en dehors du contrat*, — par conséquent rien que *la plus grande satisfaction donnée à l'égoïsme collectif d'une association particulière et restreinte*, qui étant fondée sur le sacrifice partiel de l'égoïsme individuel de chacun de ses membres rejette de son sein, comme étrangers et comme ennemis naturels, l'immense majorité de l'humaine espèce, formée ou non formée en associations analogues.

L'existence d'un seul État restreint suppose nécessairement l'existence et au besoin provoque la formation de plusieurs États, étant fort naturel que les individus qui se trouvent en dehors de lui, menacés par lui dans leur existence et dans leur liberté, s'associent à leur tour contre lui. Voilà donc l'humanité divisée en un nombre indéfini d'États étrangers, hostiles et menaçants les uns pour les autres. Il n'existe point de

droit commun, de contrat social entre eux, car s'il en existait un, ils cesseraient d'être des États absolument indépendants l'un de l'autre, devenant des membres fédérés d'un seul grand État. Mais à moins que ce grand État n'embrasse l'humanité tout entière, il aurait contre lui dans la même attitude d'hostilité nécessaire d'autres grands États intérieurement fédérés, — ce serait toujours la guerre comme loi suprême et comme une nécessité inhérente à l'existence même de l'humanité.

Intérieurement fédéré ou non fédéré, chaque État, sous peine de périr, doit donc chercher à devenir le plus puissant. Il doit dévorer pour ne point être dévoré, conquérir pour ne pas être conquis, asservir pour ne pas être asservi, — car deux puissances similaires et en même temps étrangères l'une à l'autre ne sauraient coexister sans s'entre-détruire.

L'État est donc la négation la plus flagrante, la plus cynique et la plus complète de l'humanité. Il rompt l'universelle solidarité de tous les hommes sur la terre, et n'en associe une partie que pour en détruire, conquérir et asservir tout le reste. Il ne couvre de sa protection que ses propres citoyens, ne reconnaît le droit humain, l'humanité, la civilisation qu'à l'intérieur de ses propres limites ; ne reconnaissant aucun droit en dehors de lui-même, il s'arroge logiquement celui de la plus féroce inhumanité contre toutes les populations étrangères qu'il peut piller, exterminer ou asservir à son gré. S'il se montre généreux et humain envers elles, ce n'est jamais par devoir ; car il n'a de devoirs qu'envers lui-même d'abord, et ensuite envers ceux de ses membres, qui l'ont librement formé, qui continuent de le constituer librement ou bien même, comme cela arrive toujours à la longue, qui sont devenus ses sujets. Comme le droit international n'existe pas, *et comme il ne saurait jamais exister d'une manière sérieuse et réelle sans miner dans ses fondements même le principe de l'absolue souveraineté des États* — l'État ne peut avoir de devoirs vis-à-vis des populations

étrangères. Donc s'il traite humainement un peuple conquis, s'il ne le pille et ne l'extermine qu'à demi et s'il ne le réduit pas au dernier degré d'esclavage, ce sera par politique et par prudence peut-être, ou bien par pure magnanimité, mais jamais par devoir, — car il a le droit absolu de disposer de lui à son gré.

Cette négation flagrante de l'humanité, qui constitue l'essence même de l'État, est au point de vue de l'État le suprême devoir et la plus grande vertu : elle s'appelle *patriotisme*, et constitue toute la *morale transcendante* de l'État. Nous l'appelons morale transcendante parce qu'elle dépasse ordinairement le niveau de la morale et de la justice humaines, communes ou privées, et par là-même se met le plus souvent en contradiction avec elles. Ainsi offenser, opprimer, spolier, piller, assassiner ou asservir son prochain, selon la morale ordinaire des hommes, est regardé comme un crime. Dans la vie publique au contraire, au point de vue du patriotisme, lorsque cela se fait pour la plus grande gloire de l'État, pour conserver ou bien pour élargir sa puissance, tout cela devient devoir et vertu. Et cette vertu, ce devoir sont obligatoires pour chaque citoyen patriote ; chacun est censé devoir les exercer, non seulement contre les étrangers, mais contre ses concitoyens eux-mêmes, membres ou sujets comme lui de l'État, toutes les fois que le réclame le salut de l'État.

Ceci nous explique pourquoi dès le commencement de l'histoire, c'est-à-dire dès la naissance des États, le monde de la politique a toujours été et continue d'être encore le théâtre de la haute coquinerie et du sublime brigandage, — brigandage et coquinerie d'ailleurs hautement honorés, puisqu'ils sont commandés par le patriotisme, par la morale transcendante et par l'intérêt suprême de l'État. Cela nous explique pourquoi toute l'histoire des États antiques et modernes n'est qu'une série de crimes révoltants ; pourquoi rois et ministres présents et passés, de tous les temps et de tous les pays : hommes d'État,

diplomates, bureaucrates et guerriers, si on les juge au point de vue delà simple morale et de la justice humaine, ont cent fois, mille fois mérité le gibet ou les galères ; car il n'est point d'horreur, de cruauté, de sacrilège, de parjure, d'imposture, d'infâme transaction, de vol cynique, de pillage effronté et de sale trahison, qui n'aient été ou qui ne soient quotidiennement accomplis par les représentants des États, sans autre excuse que ce mot élastique, à la fois si commode et si terrible : *la raison d'État !*

Mot vraiment terrible ! car il a corrompu et déshonoré, dans les régions officielles et dans les classes gouvernantes de la société plus de gens que le Christianisme lui-même. Aussitôt qu'il est prononcé, tout se tait et tout cesse : honnêteté, honneur, justice, droit, la pitié elle-même cesse, et avec elle la logique et le bon sens : le noir devient blanc et le blanc noir, l'horrible humain, et les plus lâches félonies, les crimes les plus atroces deviennent des actes méritoires !

Le grand philosophe politique italien, Machiavel, fut le premier qui prononça ce mot, ou qui du moins lui a donné son vrai sens et l'immense popularité dont il jouit encore à cette heure dans le monde de nos gouvernants. Penseur réaliste et positif s'il en fût,il a compris le premier que les grands et puissants États ne pouvaient être fondés et maintenus que par le crime, — par beaucoup de grands crimes et par un mépris radical pour tout ce qui s'appelle honnêteté ! Il l'a écrit, expliqué et prouvé avec une terrible franchise. Et comme l'idée de l'humanité a été parfaitement ignorée de son temps ; comme celle de la fraternité, non humaine, mais religieuse, prêchée par l'église catholique n'a été alors, comme toujours, rien qu'une affreuse ironie, démentie à chaque instant par les propres actes de l'Église ; comme de son temps aucun ne se doutait même pas, qu'il y eût quelque chose comme un droit populaire, — les peuples n'ayant jamais été considérés que comme une masse

inerte et inepte, comme une sorte de chair à États, taillable et corvéable à merci, et vouée à une obéissance éternelle ; — comme il n'y avait alors absolument rien, ni en Italie, ni ailleurs, qui fût au-dessus de l'État — Machiavel en conclut avec beaucoup de logique, que l'État était le but suprême de toute humaine existence, qu'on devait le servir à tout prix, et que l'intérêt de l'État prévalant sur toutes choses, un bon patriote ne devait reculer devant aucun crime pour le servir. Il conseille le crime, il le commande et en fait une condition *sine qua non* de l'intelligence politique, ainsi que du vrai patriotisme. Que l'État s'appelle monarchie ou république, le crime, pour sa conservation et pour son triomphe, sera toujours nécessaire. Il changera sans doute de direction et d'objet, mais sa nature restera la même. Ce sera toujours la violation énergique, permanente de la justice, de la pitié et de l'honnêteté — pour le salut de l'État.

Oui, Machiavel a raison, nous ne pouvons pas en douter après une expérience de trois siècles et demi, ajoutée à son expérience. Oui, toute l'histoire nous le dit : tandis que les petits États ne sont vertueux que par faiblesse, les États puissants ne se soutiennent que par le crime. Seulement notre conclusion sera absolument différente de la sienne et cela pour une très simple raison : Nous sommes les fils de la Révolution et nous avons hérité d'elle la Religion de l'humanité, que nous devons fonder sur les ruines de la Religion de la divinité : nous croyons aux droits de l'homme, à la dignité et à l'émancipation nécessaire de l'humaine espèce ; nous croyons à l'humaine liberté et à l'humaine fraternité fondées sur l'humaine justice. — Nous croyons, en un mot, au triomphe de l'humanité sur la terre ; mais ce triomphe, que nous appelons de nos vœux et que nous voulons rapprocher par tous nos efforts réunis, étant par sa nature même la négation du crime qui n'est lui-même autre chose que la négation de l'humanité, — il ne pourra se réaliser que lorsque le crime cessera d'être, ce qu'il est plus ou moins

partout aujourd'hui : *la base même de l'existence politique des nations absorbées, dominées par l'idée de l'État.* — Et puisqu'il est prouvé désormais qu'aucun État ne saurait exister sans commettre des crimes, ou du moins sans les rêver et sans les méditer, alors même que son impuissance l'empêcherait de les accomplir — nous concluons aujourd'hui à *l'absolue nécessité de la destruction des États*, ou si l'on veut de leur radicale et complète transformation, dans ce sens que, cessant d'être des puissances centralisées et organisées de haut en bas, soit par la violence, soit par l'autorité d'un principe quelconque, ils se réorganisent, — avec une absolue liberté pour toutes les parties de s'unir ou de ne s'unir pas, et en conservant à chacune celle de sortir toujours d'une union, même une fois librement consentie, — de bas en haut, selon les besoins réels et les tendances naturelles des parties, par la libre fédération des individus et des associations, des communes, des districts, des provinces et des nations dans l'humanité.

Telles sont les conclusions auxquelles nous amène nécessairement l'examen des rapports extérieurs de l'État même soi-disant libre, avec les autres États. Nous verrons plus tard que l'État qui se fonde sur le droit divin ou sur la sanction religieuse arrive précisément aux mêmes résultats. Examinons maintenant les rapports de l'État fondé sur le libre contrat envers ses propres citoyens ou sujets.

Nous avons vu qu'en excluant l'immense majorité de l'humaine espèce de son sein, en la rejetant en dehors des engagements et des devoirs réciproques de la morale, de la justice et du droit, il nie l'humanité et avec ce grand mot : Patriotisme, impose l'injustice et la cruauté à tous ses sujets, comme un suprême devoir. Il restreint, il tronque, il tue en eux l'humanité pour qu'en cessant d'être des hommes ils ne soient plus que des citoyens, — ou bien ce qui sera plus juste, sous le rapport de la succession historique des faits, pour qu'ils ne

s'élèvent jamais au delà du citoyen, à la hauteur de l'homme. — Nous avons vu d'ailleurs que tout État, sous peine de périr et de se voir dévoré par les États voisins, doit tendre à la toute-puissance, et que, devenu puissant, il doit conquérir. Qui dit conquête, dit peuples conquis, asservis, réduits à l'esclavage, sous quelque forme et quelque dénomination que ce soit. L'esclavage est donc une conséquence nécessaire de l'existence même de l'État.

L'esclavage peut changer de forme et de nom — son fond reste le même. Ce fond se laisse exprimer par ces mots : *être esclave, c'est être forcé de travailler pour autrui, — comme être maître, c'est vivre du travail d'autrui*. Dans l'antiquité, comme aujourd'hui en Asie, en Afrique, et comme dans une partie de l'Amérique encore, les esclaves s'appelaient tout bonnement des esclaves. Au moyen-âge ils prirent le nom de serfs, aujourd'hui on les appelle *salariés*. La position de ces derniers est beaucoup plus digne et moins dure que celle des esclaves, mais ils n'en sont pas moins forcés par la faim aussi bien que par les institutions politiques et sociales, d'entretenir par un travail très dur le désœuvrement absolu ou relatif d'autrui. Par conséquent ils sont des esclaves. Et en général, aucun État, ni antique, ni moderne, n'a jamais pu ni ne pourra jamais se passer du travail forcé des masses soit salariés, soit esclaves, comme d'un fondement principal et absolument nécessaire du loisir, de la liberté et de la civilisation de la classe politique : des *citoyens*. — Sous ce rapport, les États-Unis de l'Amérique du Nord ne font pas même encore exception.

Telles sont les conditions intérieures qui découlent nécessairement pour l'État de sa position extérieure, c'est-à-dire de son hostilité naturelle, permanente et inévitable envers tous les autres États. Voyons maintenant les conditions qui découlent directement pour les citoyens du libre contrat par lequel ils se constituent en État.

L'État n'a pas seulement la mission de garantir la sécurité de ses membres contre toutes les attaques venant du dehors, il doit encore intérieurement les défendre les uns contre les autres et *chacun contre lui-même*. Car l'État — et ceci constitue son trait caractéristique et fondamental — tout État, comme toute théologie, suppose l'homme essentiellement méchant et mauvais. Dans celui que nous examinons maintenant, le bien, avons-nous vu, ne commence qu'avec la conclusion du contrat social et n'est, par conséquent que le produit de ce contrat, — son contenu même. Il n'est pas le produit de la liberté. Au contraire, tant que les hommes restent isolés dans leur individualité absolue, jouissant de toute leur liberté naturelle à laquelle ils né reconnaissent d'autres limites que des limites de fait, non de droit, ils ne suivent qu'une seule loi, — celle de leur naturel égoïsme : ils s'offensent, se maltraitent et se volent mutuellement, s'entr'égorgent et s'entre-dévorent, chacun dans la mesure de son intelligence, de sa ruse et de ses forces matérielles, comme le font aujourd'hui, ainsi que nous l'avons déjà observé, les États. — Donc la liberté humaine ne produit pas le *bien*, mais le *mal*, l'homme est mauvais de sa nature. Comment est-il devenu mauvais ? C'est à la théologie de l'expliquer. Le fait est que l'État, en naissant, le trouve déjà mauvais et se charge de le rendre bon, c'est-à-dire de transformer l'homme naturel en citoyen.

À ceci on pourra observer, que puisque l'État est le produit d'un contrat librement conclu par les hommes, et que le bien est le produit de l'État, il s'ensuit qu'il est celui de la liberté ! Cette conclusion ne sera pas juste du tout. L'État même dans cette théorie n'est pas le produit de la liberté, mais au contraire du sacrifice et de la négation volontaires de la liberté. Les hommes naturels, absolument libres *de droit*, mais *dans le fait* exposés à tous les dangers qui à chaque instant de leur vie menacent leur sécurité, pour assurer et sauvegarder cette dernière, sacrifient,

renient une portion plus ou moins grande de leur liberté, et en tant qu'ils l'ont immolée à leur sécurité, en tant qu'ils sont devenus citoyens, ils deviennent *les esclaves de l'État.* Nous avons donc raison d'affirmer *qu'au point de vue de l'État le bien naît non de la liberté, mais au contraire de la négation de la liberté.*

N'est-ce pas une chose remarquable que cette similitude entre la théologie — cette science de l'église, et la politique — cette théorie de l'État, que cette rencontre de deux ordres de pensées et de faits en apparence si contraires, dans une même conviction : *celle de la nécessité de l'immolation de l'humaine liberté pour moraliser les hommes et pour les transformer, selon l'une — en des saints, selon l'autre — en de vertueux citoyens.* — Quant à nous, nous ne nous en émerveillons en aucune façon, parce que nous sommes convaincus et nous tâcherons de prouver plus bas, que la politique et la théologie sont deux sœurs provenant de la même origine et poursuivant le même but sous des noms différents ; et que chaque État est une église terrestre, comme toute église, à son tour avec son ciel, séjour des bienheureux et des Dieux immortels, n'est rien qu'un céleste État.

L'État donc, comme l'église, part de cette supposition fondamentale, que les hommes sont foncièrement mauvais et que livrés à leur liberté naturelle, ils s'entre-déchireraient et offriraient le spectacle de la plus affreuse anarchie où les plus forts assommeraient ou exploiteraient les plus faibles, — tout le contraire, n'est-ce pas, de ce qui arrive dans nos États modèles d'aujourd'hui ? Il pose comme principe, que pour établir l'ordre public, il faut une autorité supérieure ; que pour guider les hommes et pour réprimer leurs mauvaises passions, il faut un guide et un frein ; mais que cette autorité doit être celle d'un homme de génie vertueux [1], législateur de son peuple, comme

1 L'idéal de Mazzini. — Voyez *Doveri dell'uomo* — (Napoli, 1860), p. 83

Moïse, Lycurgue, comme Solon — et que ce guide et ce frein seront la sagesse et la puissance répressive de l'État.

Au nom de la logique nous pourrions bien chicaner sur le législateur, car dans le système que nous examinons maintenant, il s'agit non d'un code de lois imposé par une autorité quelconque, mais d'un engagement mutuel librement contracté par les libres fondateurs de l'État. Et comme ces fondateurs, d'après le système en question, ne furent ni plus ni moins que des sauvages, qui, ayant vécu jusque-là dans la plus complète liberté naturelle, devaient ignorer la différence du bien et du mal, nous pourrions demander par quel moyen ils sont arrivés tout à coup à les distinguer et à les séparer ? Il est vrai qu'on pourra nous répondre que, puisqu'ils ne formèrent d'abord leur contrat mutuel qu'en vue de leur commune sécurité, ce qu'ils appelèrent le *bien* ne fut alors rien que les quelques points peu nombreux, qui furent par eux stipulés dans leur contrat, comme par exemple : de ne pas s'entre-tuer, ni de s'entre-piller et de se soutenir mutuellement contre toutes les attaques venant du dehors ; mais que plus tard un législateur, homme de génie vertueux, déjà né au milieu d'une association ainsi formée et, par conséquent, en quelque sorte élevé dans son esprit, a pu en élargir, en approfondir les conditions et les bases et créer par là même un premier code de morale et de lois.

Mais aussitôt surgit une autre question : en supposant qu'un homme doué d'un génie extraordinaire, né au milieu de cette société encore très primitive, a pu, grâce à la très grossière éducation qu'il a pu recevoir dans son sein, et son génie aidant, concevoir un code de morale, comment a-t-il pu parvenir à le faire accepter par son peuple ? Par la force de la seule logique ?

---

et a Pio IX Papa, p. 27 : « Crediamo santa l'Autorita quando consecrata del genio e delia virtu, soli sacerdoti dell'avvenire, e manifestata della vasta potenza di sacrificio, predica il bene e liberamento accettata, guida visibilmente ad esso… »

— C'est impossible. La logique finit bien par triompher toujours, même des esprits les plus récalcitrants, mais il faut bien plus que la durée de la vie d'un homme pour cela, et avec des esprits peu développés il lui aurait fallu plusieurs siècles. Par la force, par la violence ? Mais alors ce ne serait plus une société fondée sur le libre contrat, mais sur la conquête, sur l'asservissement, ce qui nous amènerait tout droit aux sociétés réelles, historiques, dans lesquelles toutes les choses s'expliquent beaucoup plus naturellement, il est vrai, que dans les théories de nos publicistes libéraux, mais dont aussi l'examen et l'étude, bien loin de servir, comme ces Messieurs le désirent à la glorification de l'État, nous entraînent, comme nous le verrons plus tard, à en désirer au contraire, au plus vite, la destruction radicale et complète.

Il reste un troisième moyen, dont un grand législateur d'un peuple sauvage aura pu se servir pour imposer son code à la masse de ses concitoyens : c'est l'autorité divine. Et en effet, nous voyons que les plus grands législateurs connus, depuis Moïse jusqu'à Mahomet inclusivement, ont eu recours à ce moyen. Il est très efficace dans les nations où les croyances et le sentiment religieux exercent encore une grande influence, et naturellement très puissant au milieu d'un peuple sauvage. Seulement, la société qu'il aura servi à fonder n'aura plus pour fondement le libre contrat : constituée par l'intervention directe de la volonté divine, elle sera nécessairement un État théocratique, monarchique ou aristocratique, mais dans aucun sens démocratique ; et comme on ne peut pas marchander avec les bons Dieux, comme ils sont aussi puissants que despotes, et comme on est forcé d'accepter aveuglément tout ce qu'ils vous imposent et de subir leur volonté quand même, il en résulte que, dans une législation dictée par les Dieux, il ne peut y avoir de place pour la liberté. Nous abandonnons donc la constitution, d'ailleurs très historique, de l'État par l'intervention, soit directe, soit indirecte, de la toute-puissance

divine, en nous promettant d'y revenir plus tard, et nous retournons à l'examen de l'État libre fondé sur le libre contrat. Arrivés d'ailleurs à la conviction de ne pouvoir nous expliquer, en aucune manière, le fait contradictoire en lui-même d'une législation émanée du génie d'un seul homme et unanimement acclamée, librement acceptée par tout un peuple sauvage, sans que le législateur ait eu besoin de recourir soit à la force brutale, soit à quelque divine supercherie, nous voulons bien admettre ce miracle, et nous demandons maintenant l'explication d'un autre miracle non moins difficile à comprendre que le premier : le nouveau code de morale et de lois, une fois proclamé et unanimement accepté, comment passe-t-il dans la pratique, dans la vie ? Qui veille à son exécution ?

Peut-on admettre, qu'après cette acceptation unanime, tous ou seulement la majorité des sauvages composant une société primitive et qui, avant que la nouvelle législation n'eut été proclamée, avaient été plongés dans la plus profonde anarchie, se fussent tout d'un coup et à un tel point transformés par le seul fait de cette proclamation et de cette libre acceptation, que d'eux-mêmes et sans autre stimulant que leurs convictions propres, ils se fussent mis à observer consciencieusement et à exécuter régulièrement des prescriptions et des lois qui leur imposaient une morale jusque-là inconnue ?

Admettre la possibilité d'un tel miracle, ce serait en même temps reconnaître l'inutilité de l'État, la capacité de l'homme naturel de concevoir, de vouloir et de faire, rien que par l'impulsion de sa liberté propre, le bien, ce qui serait aussi contraire à la théorie de l'État soi-disant libre qu'à celle de l'État religieux ou divin ; toutes les deux ayant pour base fondamentale l'incapacité présumée des hommes de s'élever au bien et de le faire par impulsion naturelle, puisque cette impulsion, d'après ces mêmes théories, les pousse au contraire

irrésistiblement et toujours vers le mal. Par conséquent, toutes les deux nous enseignent que, pour assurer l'observation des principes et l'exécution des lois dans quelque société humaine que ce soit, il faut qu'il se trouve à la tête de l'État un pouvoir vigilant, régulateur et au besoin répressif. — Reste à savoir qui devra et qui pourra l'exercer ?

Pour l'État fondé sur le droit divin et par l'intervention d'un Dieu quelconque, la réponse est toute simple : ce seront les prêtres d'abord, puis les autorités temporelles consacrées par les prêtres. La réponse sera bien plus difficile pour la théorie de l'État fondé sur le libre contrat. Dans une démocratie pure où règne l'égalité, qui pourrait être en effet le gardien et l'exécuteur des lois, le défenseur de la justice et de l'ordre public contre les mauvaises passions de chacun ? — chacun étant déclaré incapable de veiller sur lui-même et de museler, autant que cela est nécessaire pour le salut commun, sa liberté propre, naturellement portée vers le mal. — En un mot, qui remplira les fonctions de l'État ?

Les meilleurs citoyens, dira-t-on, les plus intelligents et les plus vertueux, ceux qui comprendront mieux que les autres les intérêts communs de la société et la nécessité pour chacun, le devoir de chacun de leur subordonner tous les intérêts particuliers. Il faut en effet que ces hommes soient aussi intelligents que vertueux, car s'ils étaient seulement intelligents sans vertu, ils pourraient fort bien faire servir la chose publique à leur intérêt privé, et s'ils n'étaient que vertueux sans intelligence, ils la ruineraient infailliblement malgré toute leur bonne foi. Il faut donc, pour qu'une république ne périsse pas, qu'elle possède à toutes les époques un nombre assez considérable d'hommes pareils ; il faut que, pendant toute sa durée, il y ait une succession pour ainsi dire continue de citoyens à la fois vertueux et intelligents.

Voilà une condition qui ne se réalise ni facilement ni souvent. Dans l'histoire de chaque pays, les époques qui offrent un assemblage considérable d'hommes éminents sont marquées comme des époques extraordinaires et qui resplendissent à travers les siècles. Ordinairement, dans les régions du pouvoir, c'est l'insignifiance, c'est le gris qui domine et souvent, comme nous l'avons vu dans l'histoire, c'est le noir et le rouge, c'est-à-dire tous les vices et la violence sanguinaire qui triomphent. Nous pourrions donc en conclure que, s'il était vrai, comme cela résulte clairement de la théorie de l'État soi-disant rationnel ou libéral, que la conservation et la durée de toute société politique dépendent d'une succession d'hommes aussi remarquables par leur intelligence que par leur vertu — de toutes les sociétés actuellement existantes, il n'en est pas une seule qui n'aurait dû, depuis longtemps, cesser d'exister. Si nous ajoutons à cette difficulté, pour ne point dire impossibilité, celles qui surgissent de la démoralisation toute particulière attachée au pouvoir, les tentations extraordinaires auxquelles sont infailliblement exposés tous les hommes qui tiennent en leurs mains le pouvoir, l'effet des ambitions, des rivalités, des jalousies et des cupidités gigantesques qui assaillent jour et nuit précisément les plus hautes positions, et contre lesquelles ne garantissent ni l'intelligence, ni même souvent la vertu, — car la vertu de l'homme isolé est fragile, — nous croirons avoir tout le droit de crier au miracle en voyant tant de sociétés exister ! mais passons outre.

Supposons que dans une société idéale, à chaque époque, il se trouve un nombre suffisant d'hommes également intelligents et vertueux, pour remplir dignement les fonctions principales de l'État. Qui les cherchera, qui les trouvera, qui les distinguera et qui mettra en leurs mains les rênes de l'État ? S'en empareront-ils eux-mêmes dans la conscience de leur intelligence et de leur vertu ; ainsi que le firent deux sages de la Grèce, Kléobule et Périandre, auxquels, malgré leur grande

sagesse supposée, les Grecs n'en attachèrent pas moins le nom odieux des tyrans ? Mais de quelle manière saisiront-ils le pouvoir ? Sera-ce par la persuasion ou par la force ? Si c'est par la première, nous observerons qu'on ne persuade bien que de ce dont on est bien persuadé soi-même et que les meilleurs hommes sont précisément ceux qui sont le moins persuadés de leur propre mérite ; en ont-ils même la conscience, il leur répugne ordinairement de l'imposer aux autres, tandis que les hommes mauvais et médiocres, toujours satisfaits d'eux-mêmes, n'éprouvent aucune répugnance à se glorifier. Mais supposons même que le désir de servir la patrie, ayant fait taire dans les hommes d'un réel mérite cette excessive modestie, ils se présentent eux-mêmes au suffrage de leurs concitoyens, — seront-ils toujours acceptés et préférés par le peuple à des intrigants ambitieux, éloquents et habiles ? Si, au contraire, ils veulent s'imposer par la force, il faut d'abord qu'ils aient à leur disposition une force suffisante pour vaincre la résistance d'un parti entier. Ils arriveront au pouvoir par la guerre civile, au bout de laquelle il y aura un parti non réconcilié mais vaincu et toujours hostile. Pour le contenir, ils devront continuer à user de la force. Ce ne sera donc plus une société libre, mais un État despotique fondé sur la violence et dans lequel vous trouverez peut-être beaucoup de choses qui vous paraîtront admirables — mais la liberté jamais.

Pour rester dans la fiction de l'État libre issu d'un contrat social, il nous faut donc supposer que la majorité des citoyens aura toujours eu la prudence, le discernement et la justice nécessaires pour élire et pour placer à la tête du gouvernement les hommes les plus dignes et les plus capables. Mais pour qu'un peuple ait montré, non une seule fois et seulement par hasard, mais toujours, dans toutes les élections qu'il aura eu à faire, pendant toute la durée de son existence, ce discernement, cette justice, cette prudence, ne faut-il pas que lui-même, pris en masse, ait atteint un si haut degré de moralité et de culture,

qu'il ne doive plus avoir besoin ni de gouvernement, ni d'État. Un tel peuple ne peut avoir besoin seulement de vivre, laissant un libre cours à tous ses instincts : la justice et l'ordre public surgiront d'eux-mêmes et naturellement de sa vie, et l'État cessant d'être la providence, le tuteur, l'éducateur, le régulateur de la société, renonçant à tout pouvoir répressif, et tombant au rôle subalterne que lui assigne Proudhon, ne sera plus qu'un simple bureau d'affaires, une sorte de comptoir central au service de la société.

Sans doute, une telle organisation politique, ou plutôt une telle réduction de l'action politique, en faveur de la liberté de la vie sociale, serait un grand bienfait pour la société, mais elle ne contenterait nullement les partisans quand même de l'État. Il leur faut absolument un État-providence, un État-directeur de la vie sociale, dispensateur de la justice et régulateur de l'ordre public. C'est-à-dire, qu'ils se l'avouent ou non et lors même qu'ils s'appelleraient républicains, démocrates ou même socialistes, — il leur faut toujours un peuple plus ou moins ignorant, mineur, incapable ou, pour nommer les choses par leur nom, un peuple plus ou moins *canaille* à gouverner ; afin sans doute, que, faisant violence à leur désintéressement et à leur modestie, ils puissent eux-mêmes garder les premières places, afin d'avoir toujours l'occasion de se dévouer à la chose publique et que forts de leur dévouement vertueux et de leur intelligence exclusive, gardiens privilégiés de l'humain troupeau, tout en le poussant pour son bien et le conduisant au salut, ils puissent aussi le tondre un peu.

Toute théorie conséquente et sincère de l'État est essentiellement fondée sur le principe de l'*autorité* c'est-à-dire sur cette idée éminemment théologique, métaphysique, politique, que les masses, *toujours* incapables de se gouverner, devront subir en tout temps le joug bienfaisant d'une sagesse et d'une justice qui, d'une manière ou d'une autre, leur seront

imposées d'en haut. Mais imposées au nom de quoi et par qui ? L'autorité reconnue et respectée comme telle par les masses, ne peut avoir que trois sources : la force, la religion ou l'action d'une intelligence supérieure. Nous parlerons plus tard des États fondés sur la double autorité de la religion et de la force, car tant que nous discutons la théorie de l'État fondé sur le libre contrat, nous devons faire abstraction de l'une et de l'autre. Il ne nous reste donc pour le moment que l'autorité de l'intelligence supérieure, représentée toujours, comme on sait, par les minorités.

Que voyons-nous en effet dans tous les États passés et présents, lors même qu'ils sont doués des institutions les plus démocratiques, tels que les États-Unis de l'Amérique du Nord et la Suisse ? Le self-government des masses, malgré tout l'appareil de la toute-puissance populaire, y reste pour la plupart du temps à l'état de fiction. En réalité, ce sont les minorités qui gouvernent. Dans les États-Unis, jusqu'à la dernière guerre d'émancipation et même en partie à présent — voire tout le parti du président actuel Johnson — c'étaient et ce sont les soi-disant démocrates, les partisans quand même de l'esclavage et de la féroce oligarchie des planteurs, démagogues sans foi ni conscience, capables de tout immoler à leur cupidité, à leur malfaisante ambition et qui, par leur action et leur influence détestables, exercées à peu près sans obstacles pendant près de cinquante ans de suite, ont grandement contribué à dépraver les moeurs politiques dans l'Amérique du Nord. Aujourd'hui, une minorité réellement intelligente, généreuse, mais tout de même et toujours une *minorité*, — le parti des républicains, combat avec succès leur politique pernicieuse. Espérons que son triomphe sera complet, espérons-le pour le bien de l'humanité tout entière ; mais quelle que soit la sincérité de ce parti de la liberté, quelques grands et généreux que soient les principes qu'il professe, n'espérons pas, qu'une fois arrivé au pouvoir, il renonce à cette position

exclusive de minorité gouvernante, pour se confondre avec la masse de la nation et pour que le self-government populaire devienne enfin une vérité. Pour cela il faudra une révolution bien autrement profonde que toutes celles qui ont ébranlé jusqu'ici l'ancien et le nouveau monde.

En Suisse, malgré toutes les révolutions démocratiques qui s'y sont accomplies, c'est encore toujours la classe aisée, la bourgeoisie, c'est-à-dire la minorité privilégiée sous le rapport de la fortune, du loisir et de l'instruction, qui gouverne. La souveraineté du peuple, — mot que nous détestons d'ailleurs parce qu'à nos yeux toute souveraineté est détestable — le gouvernement des masses par elles-mêmes, y est également une fiction. Le peuple est souverain de droit, non de fait, car absorbé forcément par son travail quotidien, qui ne lui laisse aucun loisir, et sinon tout à fait ignorant, au moins très inférieur par son instruction à la classe bourgeoise, il est forcé de remettre aux mains de cette dernière sa prétendue souveraineté. Le seul avantage qu'il en retire, en Suisse comme dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, c'est que les minorités ambitieuses, les classes politiques n'y peuvent arriver autrement au pouvoir qu'en lui faisant la cour, en flattant ses passions passagères, quelquefois fort mauvaises, et en le trompant le plus souvent.

Qu'on ne pense pas que nous voulons faire par là la critique du gouvernement démocratique au profit de la monarchie. Nous sommes fermement convaincus que la plus imparfaite république vaut mille fois mieux que la monarchie la plus éclairée, car du moins dans la république il est des moments où, quoique continuellement exploité, le peuple n'est pas opprimé, tandis que dans les monarchies il l'est toujours. Et puis le régime démocratique élève peu à peu les masses à la vie publique, ce que la monarchie ne fait jamais. Mais tout en donnant la préférence à la république, nous sommes néanmoins forcés de reconnaître et de proclamer que, quelle que soit

d'ailleurs la forme du gouvernement, tant que par suite de l'inégalité *héréditaire* des occupations, des fortunes, de l'instruction et des droits, la société humaine restera partagée en classes différentes, il y aura toujours le gouvernement exclusif et l'exploitation inévitable des majorités par les minorités.

L'État n'est autre chose que cette domination et cette exploitation réglées et systématisées. Nous allons tâcher de le démontrer en examinant les conséquences du gouvernement des masses populaires par une minorité d'abord aussi intelligente et aussi dévouée qu'on veut, dans un État idéal, fondé sur un libre contrat.

Les conditions du contrat une fois arrêtées, il ne s'agit plus que de les mettre en pratique. Supposons donc qu'un peuple, assez sage pour reconnaître sa propre insuffisance, ait encore la perspicacité nécessaire pour ne confier le gouvernement de la chose publique qu'aux meilleurs citoyens. Ces individus privilégiés ne le sont pas d'abord de droit, mais seulement de fait. Ils ont été élus par le peuple parce qu'ils sont les plus intelligents, les plus habiles, les plus sages, les plus courageux et les plus dévoués. Pris dans la masse des citoyens, supposés tous égaux, ils ne forment pas encore de classe à part, mais un groupe d'hommes privilégiés par la seule nature, et distingués pour cela même par l'élection populaire. Leur nombre est nécessairement fort restreint, car en tout temps et dans tout pays, la quantité d'hommes doués de qualités tellement remarquables, qu'ils s'imposent comme d'eux-mêmes au respect unanime d'une nation, est, comme l'expérience nous l'apprend, très peu considérable. Donc, sous peine de faire de mauvaises élections, le peuple sera toujours forcé de choisir ses gouvernants parmi eux.

Voici donc la société partagée en deux catégories, pour ne

pas dire encore en deux classes, dont l'une, composée de l'immense majorité des citoyens, se soumet librement au gouvernement de ses élus ; l'autre, formée d'un petit nombre de natures privilégiées, reconnues et acceptées comme telles par le peuple, et chargées par lui de le gouverner. Dépendants de l'élection populaire, ils ne se distinguent d'abord de la masse des citoyens que par les qualités mêmes qui les ont recommandés à leur choix, et sont naturellement, parmi tous, les citoyens les plus utiles et les plus dévoués. Ils ne se reconnaissent encore aucun privilège, aucun droit particulier, excepté celui d'exercer, tant que le peuple le veut, les fonctions spéciales dont ils sont chargés. Du reste, par leur manière de vivre, par les conditions et les moyens de leur existence, ils ne se séparent aucunement de tout le monde, de sorte qu'une parfaite égalité continue de régner entre tous.

Cette égalité peut-elle se maintenir longtemps ? Nous prétendons que non, et rien de plus facile que de le démontrer.

Rien n'est aussi dangereux pour la morale privée de l'homme que l'habitude du commandement. Le meilleur homme, le plus intelligent, le plus désintéressé, le plus généreux, le plus pur, se gâtera infailliblement et toujours à ce métier. Deux sentiments inhérents au pouvoir ne manquent jamais de produire cette démoralisation : *le mépris des masses populaires et l'exagération de son propre mérite*.

Les masses, reconnaissant leur incapacité de se gouverner par elles-mêmes, m'ont élu pour leur chef. Par là elles ont hautement proclamé leur *infériorité* et ma *supériorité*. Parmi cette foule d'hommes, reconnaissant moi-même à peine quelques égaux, je suis seul capable de diriger la chose publique. Le peuple a besoin de moi, il ne peut se passer de mes services, tandis que je me suffis à moi-même ; il doit donc m'obéir pour son propre salut et, en daignant lui commander, je

fais son bonheur. Il y a de quoi perdre la tête et le cœur aussi et devenir fou d'orgueil, n'est-ce pas ? — C'est ainsi que le pouvoir et l'habitude du commandement deviennent pour les hommes, même les plus intelligents et les plus vertueux, une source d'aberration à la fois intellectuelle et morale.

Toute moralité humaine, — et nous nous efforcerons un peu plus loin de démontrer la vérité absolue de ce principe, dont le développement, l'explication et l'application la plus large constituent le but même de cet écrit, — toute morale collective et individuelle repose essentiellement sur le *respect humain*. Qu'entendons-nous par respect humain ? C'est la reconnaissance de l'humanité, du droit humain et de l'humaine dignité en tout homme, quelle que soit sa race, sa couleur, le degré de développement de son intelligence et de sa moralité même. Mais si cet homme est stupide, méchant, méprisable, puis-je le respecter ? Sans doute, s'il est tout cela, il m'est impossible de respecter sa vilenie, sa stupidité et sa brutalité ; elles me dégoûtent et m'indignent ; je prendrai contre elles, au besoin, les mesures les plus énergiques, jusqu'à le tuer même s'il ne me reste pas d'autre moyen de défendre contre lui ma vie, mon droit ou ce qui m'est respectable et cher. Mais au milieu du combat le plus énergique et le plus acharné, et au besoin même mortel contre lui, je dois respecter son caractère humain. — Ma propre dignité d'homme n'est qu'à ce prix. Pourtant, si lui-même ne reconnaît cette dignité en personne, faut-il, peut-on la reconnaître en lui ? S'il est une sorte de bête féroce ou, comme cela arrive quelquefois, pire qu'une bête, reconnaître en lui le caractère humain, ne serait-ce pas tomber dans la fiction ? Non, car quelle que soit sa dégradation intellectuelle et morale actuelle, s'il n'est organiquement ni un idiot, ni un fou, dans lesquels cas il faudrait le traiter non en criminel mais en malade, — s'il est en pleine possession de ses sens et de l'intelligence que la nature lui a départie, son caractère humain, au milieu même de ses plus monstrueux écarts, n'en existe pas

moins d'une manière très réelle en lui, comme *faculté, toujours vivante tant qu'il vit de s'élever à la conscience de son humanité, — pour peu que s'effectue un changement radical dans les conditions sociales qui l'ont rendu tel qu'il est.*

Prenez le singe le plus intelligent et le mieux disposé, mettez-le dans les meilleures, dans les plus humaines conditions — vous n'en ferez jamais un homme. Prenez le criminel le plus endurci ou l'homme le plus pauvre d'esprit ; pourvu qu'il n'y ait ni dans l'un, ni dans l'autre, quelque lésion organique qui détermine soit l'idiotisme, soit une incurable folie, vous reconnaîtrez d'abord que, si l'un est devenu criminel, et si l'autre ne s'est pas encore développé jusqu'à la conscience de son humanité et de ses devoirs humains, *la faute n'en est pas à eux ni même à leur nature, mais au milieu social dans lequel ils sont nés et se sont développés.*

* * *

Nous touchons ici au point le plus important de la question sociale et de la science de l'homme en général. Nous avons déjà répété à plusieurs reprises que *nous nions d'une manière absolue le libre arbitre*, dans le sens qu'attachent à ce mot la théologie, la métaphysique et la science juridique ; c'est-à-dire dans celui de la détermination spontanée de la volonté individuelle de l'homme par elle-même, indépendamment de toute influence tant naturelle que sociale.

Nous nions l'existence d'une âme, d'un être moral séparé et séparable du corps. Nous affirmons, au contraire, qu'*aussi bien que le corps de l'individu, avec toutes ses facultés et prédispositions instinctives, n'est rien que la résultante de toutes les causes générales et particulières qui ont déterminé son organisation individuelle, — ce que l'on appelle improprement son âme : ses capacités intellectuelles et*

morales, sont les produits directs ou, pour mieux dire, l'expression naturelle, immédiate de cette organisation même et notamment du degré de développement organique auquel, par le concours de toutes ces causes indépendantes de sa volonté, est arrivé son cerveau .

Tout individu, même le plus modeste, est le produit des siècles ; l'histoire des causes qui ont concouru à sa formation n'a point de commencement. Si nous avions le don qu'aucun ne possède et ne possédera jamais : celui de reconnaître et d'embrasser l'infinie diversité des transformations de la matière ou de l'Être qui se sont fatalement succédé seulement depuis la naissance de notre globe terrestre jusqu'à la sienne, nous pourrions, sans l'avoir connu jamais, dire avec une précision presque mathématique quelle est sa nature organique, déterminer jusqu'aux moindres détails la mesure et le caractère de ses facultés intellectuelles et morales, — son *âme* en un mot, telle qu'elle est à la première heure de sa naissance. Dans l'impossibilité où nous sommes d'analyser et d'embrasser toutes ces transformations successives, nous dirons sans crainte de nous tromper, *que tout individu humain, au moment où il naît, est entièrement le produit du développement historique, c'est-à-dire physiologique et social de sa race, de son peuple, de sa caste, — si dans son pays il existe des castes, — de sa famille, de ses ancêtres et de la nature individuelle de son père et de sa mère, qui lui ont transmis directement, par voie d'héritage physiologique, — comme point de départ naturel pour lui, et comme détermination de sa nature individuelle, — toutes les conséquences fatales de leur propre existence antérieure, tant matérielle que morale, tant individuelle que sociale, — y compris leurs pensées, leurs sentiments et leurs actes, y compris aussi toutes les différentes vicissitudes de leur vie et les événements grands ou petits auxquels ils ont pris part, y compris également l'immense diversité des accidents auxquels*

ils ont pu être sujets[1] *— avec tout ce qu'ils ont hérité de la même manière de leurs propres parents.*

Nous n'avons pas besoin de rappeler, ce que personne d'ailleurs ne conteste, que les différences des races, des peuples, voire même des classes et des familles, sont déterminées par des causes géographiques, ethnographiques, physiologiques, économiques, — (y compris les deux grandes questions : celle des occupations, — de la division du travail collectif de la société, du mode de répartition des richesses et la question de l'alimentation, tant sous le rapport de la quantité que de la qualité), — de même que par des causes historiques, religieuses, philosophiques, juridiques, politiques et sociales ; et que toutes ces causes, en se combinant d'une manière différente pour chaque race, pour chaque nation, et le plus souvent pour chaque province, et pour chaque commune, pour chaque classe et pour chaque famille, donnent à chacune une physionomie à part, c'est-à-dire un type physiologique différent, une somme de prédispositions et de capacités particulières, — indépendamment de la volonté des individus qui les composent et qui en sont complètement les produits.

1 Les accidents auxquels l'embryon est sujet durant son développement dans le ventre de sa mère expliquent parfaitement la différence qui existe le plus souvent entre les enfants des mêmes parents et nous font comprendre comment des parents, gens d'esprit, peuvent avoir pour enfant un idiot. Mais ce n'est jamais qu'une malheureuse exception due à l'action de quelque cause momentanée et fortuite. La nature, grâce à la non-existence du bon Dieu, n'étant jamais capricieuse et ne faisant rien sans cause suffisante, ne change jamais de tendance et de direction tant qu'elle n'y est point contrainte par une force majeure, de sorte que la règle dans la reproduction de l'espèce humaine, par une succession de couples constituant une famille, doit être celle-ci : *que si chaque couple ajoutait à l'héritage physiologique de ses parents un développement corporel, intellectuel et moral nouveau, — comme tout perfectionnement idéal est nécessairement un perfectionnement matériel dû au cerveau, — chaque progéniture nouvelle devrait être, sous tous les rapports, supérieure à ses parents.*

Ainsi tout individu humain, au moment même de sa naissance, est la *résultante matérielle, organique*, de toute cette diversité infinie de causes qui se sont combinées en le produisant. Son âme, — c'est-à-dire sa prédisposition organique au développement des sentiments, des idées et de la volonté, — n'est rien qu'un produit. Elle est complètement déterminée par la qualité physiologique individuelle de son système cérébral et nerveux qui, comme tout le reste de son corps, dépend absolument de la plus ou moins heureuse combinaison de ces causes. Elle constitue principalement ce que nous appelons la nature *particulière, primitive de l'individu*.

Il y a autant de natures différentes qu'il y a d'individus. Ces différences individuelles se manifestent d'autant plus qu'elles se développent davantage, ou plutôt elles ne se manifestent pas seulement davantage, *elles deviennent réellement plus grandes à mesure que les individus se développent, parce que les choses, les circonstances extérieures, — en un mot, les mille causes pour la plupart du temps insaisissables qui influent sur le développement des individus sont elles-mêmes extrêmement différentes*. C'est ce qui fait que, plus un individu avance dans la vie, et plus sa nature individuelle se dessine, et plus il se distingue, tant par ses qualités que par ses défauts, de tous les autres individus.

Jusqu'à quel point la nature particulière ou l'âme de l'individu, — c'est-à-dire les particularités individuelles de l'appareil cérébral et nerveux, sont-elles développées chez un enfant nouveau né ? — Voici une question dont la solution appartient aux physiologues. Nous savons seulement que toutes ces particularités doivent être nécessairement héréditaires, dans le sens que nous avons tâché d'expliquer, c'est-à-dire déterminées par une infinité de causes les plus diverses, les plus disparates : matérielles et morales, mécaniques et physiques,

organiques et spirituelles, historiques, géographiques, économiques et sociales, grandes et petites, constantes et fortuites, immédiates et très éloignées dans l'espace et dans le temps, *et dont la somme ne se combine en un seul Être vivant et ne s'individualise, pour la première et pour la dernière fois, dans le courant des transformations universelles, que dans cet enfant seulement, qui, dans l'acception tout individuelle de ce mot, n'a jamais eu et n'aura jamais de pareil.*

Reste à savoir jusqu'à quel point et dans quel sens cette nature individuelle se trouve réellement déterminée, au moment où l'enfant sort du ventre de sa mère ? Cette détermination est-elle seulement matérielle, ou bien en même temps spirituelle et morale, ne fût-ce que comme tendance et comme capacité naturelle ou comme prédisposition instinctive ? L'enfant naît-il intelligent ou bête, bon ou mauvais, doué ou privé de volonté, disposé à se développer dans le sens d'un talent ou d'un autre ? Peut-il hériter du caractère, des habitudes, des défauts ou des qualités intellectuelles et morales de ses parents et de ses ancêtres ? Voilà des questions excessivement difficiles à résoudre, et nous ne pensons pas que la physiologie et la psychologie expérimentales soient encore arrivées à la maturité et à la hauteur nécessaires pour pouvoir y répondre avec pleine connaissance de cause. Notre illustre compatriote, M. Setchenoff dans son remarquable travail sur l'activité du cerveau dit, que, dans l'immense majorité des cas, les 999/1000 parties du caractère psychique de l'in[dividu [1]

] sans doute plus ou moins sensibles dans l'homme jusqu'à sa mort. « Je ne prétends pas, dit-il, que par l'éducation on puisse transformer un sot en un homme d'esprit. C'est aussi impossible que de rendre l'ouïe à un individu né sans le nerf acoustique. Je pense seulement

1 Ici il manque une ou plusieurs lignes entre les pp. 64 et 65 des épreuves.

qu'en prenant dans leur enfance un nègre, un Laponais ou un Samoyède naturellement intelligents, on pourrait en faire, par une éducation européenne, donnée au milieu même de la société européenne, des hommes qui, sous le rapport psychique, se distingueraient fort peu d'un européen civilisé. »

En établissant ce rapport entre les 999/1000 parties du caractère psychique qui, selon lui, appartiennent à l'éducation, avec le seul millier qu'il laisse proprement à la naissance, M. Setchenoff n'a sans doute pas entendu parler des exceptions : des hommes de génie ou de talents extraordinaires, ni des idiots et des sots. Il n'a parlé que de l'immense majorité des hommes doués de facultés ordinaires ou moyennes. Ce sont, du point de vue de l'organisation sociale, les plus intéressants, nous dirions presque les seuls intéressants, — car la société est faite pour eux et par eux, non pour les exceptions, ni par les hommes de génie, quelque immense que leur puissance puisse paraître.

Ce qui nous intéresse surtout dans cette question, c'est de savoir si, aussi bien que les facultés individuelles, les *qualités morales* : la bonté ou la méchanceté, le courage ou la lâcheté, la force ou la faiblesse du caractère, la générosité ou l'avarice, l'égoïsme ou l'amour du prochain, et autres qualités positives ou négatives de ce genre, peuvent être, soit physiologiquement héritées des parents, des ancêtres, soit indépendamment de tout héritage, se former par l'effet d'une cause fortuite quelconque, connue ou inconnue, dans l'enfant tant qu'il réside encore dans le ventre de sa mère ? — En un mot, si l'enfant peut apporter en naissant des *prédispositions morales quelconques* ?

Nous ne le pensons pas. Pour mieux poser la question, reconnaissons d'abord que, si l'existence de qualités morales innées était admissible, cela ne pourrait être qu'à condition

qu'elles soient attachées dans l'enfant nouveau-né à quelque détermination ou particularité physiologique, toute matérielle de son organisme : l'enfant au sortir des entrailles de sa mère n'a encore ni âme, ni esprit, ni sentiments, ni même instincts ; il naît à tout cela ; il n'est donc qu'un être physique, et ses facultés et ses qualités, s'il en a, ne peuvent être qu'anatomiques et physiologiques. Ainsi pour qu'un enfant puisse naître bon, généreux, dévoué, courageux ou bien méchant, avare, égoïste et lâche, il faudrait que chacune de ces qualités ou chacun des défauts correspondent à autant de particularités matérielles et pour ainsi dire locales de son organisme, et notamment de son cerveau, ce qui nous ramènerait au système de Gall qui croyait avoir trouvé, pour chaque qualité et pour chaque défaut, sur le crâne, soit des bosses, soit des cavités correspondantes, comme on sait unanimement rejeté par tous les physiologistes modernes.

Mais si elle était fondée, qu'en résulterait-il ? Les défauts, les vices aussi bien que les bonnes qualités, étant innés, il resterait à savoir s'ils peuvent être vaincus ou non par l'éducation ? Dans le premier cas, la faute de tous les crimes commis par les hommes retomberait sur la société, qui n'aurait pas su leur donner une éducation convenable, et non sur eux, qui ne pourraient être considérés au contraire que comme des victimes de cette imprévoyance sociale. Dans le second cas, les prédispositions *innées* étant reconnues comme fatales et incorrigibles, il ne resterait plus à la société que de se défaire de tous les individus affligés de quelque vice naturel ou inné. Seulement, pour ne point tomber elle-même dans le vice horrible de l'hypocrisie, elle devrait reconnaître qu'elle le fait uniquement dans l'intérêt de sa conservation et non dans celui de la justice.

Il est une autre considération qui peut contribuer à éclaircir cette question : dans le monde intellectuel et moral

aussi bien que dans le monde physique, le positif seul existe ; le négatif n'existe pas, ne constitue pas un être à part, n'étant rien qu'une diminution plus ou moins considérable du positif. Ainsi le froid n'est qu'une propriété différente de la chaleur, ce n'est rien qu'une absence relative, une diminution très grande de la chaleur ! Il en est de même de l'obscurité qui n'est que la lumière diminuée à l'excès… — L'obscurité et le froid absolus n'existent pas. Dans le monde intellectuel la bêtise n'est qu'une faiblesse d'esprit, et dans le moral la malveillance, la cupidité, la lâcheté ne sont rien que la bienveillance, la générosité, le courage réduits, non à zéro, mais à une très petite quantité. Si petite qu'elle soit, c'est donc toujours une quantité positive et qui, par l'éducation, peut être développée, fortifiée, augmentée dans un sens positif — ce qui ne serait pas si les vices ou les qualités négatives formaient une propriété à part ; il faudrait les tuer, non les développer, car leur développement ne pourrait alors avoir lieu que dans le sens négatif.

Enfin, sans nous permettre de préjuger ces graves questions physiologiques, dans lesquelles nous avouons notre complète ignorance, nous ajoutons, en nous appuyant sur l'autorité unanime en ce point de tous les physiologistes modernes, une dernière considération : il paraît constaté et prouvé que, dans l'organisme humain, il n'y a point de lieux et d'organes séparés pour les facultés instinctives, affectives ou morales et intellectuelles et que toutes s'élaborent *dans la même partie du cerveau* au moyen *du même outillage nerveux* [1] d'où, il semble clairement résulter qu'il ne peut être

1 Voyez le remarquable article de M. Littré « De la méthode en psychologie » dans la revue « la Philosophie positive » : il est physiologiquement avéré, dit l'illustre positiviste, que le cerveau ne crée rien ; il reçoit. Sa fonction est de faire, avec ce qui lui est transmis (par les sens) des sentiments et des idées ; *mais il n'est pour rien dans ce qui constitue le substractum de ces idées et de ces sentiments*. À vrai dire, tout lui vient du dehors, car les dispositions organiques, sans lesquelles ne s'entretiennent ni la vie individuelle ni la vie collective et

question de prédispositions morales ou immorales différentes, fatalement déterminées par l'organisme même d'un enfant de qualités particulières ou de vices héréditaires et innés, et que *l'innéité morale* ne se distingue d'aucune façon, ni en aucun point de *l'innéité intellectuelle*, l'une et l'autre se réduisant à un plus ou moins haut degré de perfection atteint en général par le développement du cerveau.

---

sans lesquelles aussi il n'y aurait pas de sentiment, *sont tellement extérieures* (à l'homme), que la nature les réalise indépendamment de tout terme cérébral ou psychique, dans les végétaux et surtout dans les animaux les plus inférieurs. Il en résulte qu'il faut modifier quelque peu le sens du mot *subjectif*. Subjectif ne peut signifier quelque chose qui soit préexistant au développement de l'être humain, tel qu'un *moi*, une idée, un sentiment, un idéal ; il ne peut signifier que *la faculté d'élaboration départie aux cellules nerveuses* ; excepté en ce sens, le subjectif est toujours mêlé d'objectif. (n° 111, p. 302). — Et (p. 343-44) il dit encore : « Le jugement n'est point une faculté planant sur les impressions qui lui sont amenées ; son office unique (activité toute physiologique) est de les comparer pour en tirer une conclusion ; mais, il n'a aucune juridiction sur elles. *L'hallucination* le prouve ; *c'est la production d'impressions sans que rien d'objectif* les provoque ; par le jeu morbide des cellules nerveuses chargées de la transmission, les impressions illusoires arrivent au centre intellectuel (« la substance grise des circonvolutions de cette partie du cerveau, qui occupe toute la partie supérieure et antérieure de la cavité crânienne ou du cerveau proprement dit »), comme si elles étaient réelles ; le jugement s'en emparant, travaille nécessairement sur ces matériaux fictifs et les conceptions imaginaires apparaissent. Au reste, sauf la lésion pathologique, une preuve toute semblable est fournie par le développement historique des conceptions humaines. *Au début les observations — à part les plus simples — sont fautives, et le jugement est fautif à leur suite* ; on voit le soleil se lever à l'est et se coucher à l'ouest, et là-dessus le jugement bâtit une conception erronée qu'il ne rectifie qu'à d'aide d'autres observations meilleures. *Si le jugement était primordial, non subséquent, l'histoire humaine aurait été différente* (l'humanité n'aurait point eu pour ancêtre un cousin du gorille) : *les grandes lumières seraient à l'origine*, d'où dériveraient par déductions les lumières secondaires ; telle est en effet l'hypothèse

« Les dispositions anatomiques et physiologiques de l'intelligence une fois reconnues, dit M. Littré (p. 355), on peut pénétrer au loin de son histoire. Tant qu'elle n'a pas été remaniée et enrichie par la civilisation, ne possédant que des *idées simples* [1] produites par les impressions tant internes qu'externes [2], elle est au plus bas ; et pour s'élever au plus haut elle n'a que la *rétention* et *l'association* [3], mais cela suffit. Peu à peu se forment des *combinaisons complètes* qui augmentent la force et le champ de l'activité cérébrale [4] ; et de période en période, on entreprend de plus grands travaux intellectuels. L'outillage mental s'accroît et se perfectionne, et sans outillage on ne fait rien de considérable, pas plus dans le domaine de l'intelligence que dans celui de l'industrie.

« À mesure que cette élaboration s'effectue, elle appelle à son aide une importante propriété de la vie, je veux dire *l'hérédité* qui tend à la consolider présentement et à la faciliter ultérieurement. *Ses nouvelles aptitudes mentales, une fois acquises, se transmettent*, cela est un fait expérimental, *aux descendants sous la forme d'innéités* ; innéités secondaires, tertiaires, qui, dans le domaine mental, créent des espèces de races humaines perfectionnées. On le voit quand des populations, qui n'ont pas suivi les mêmes filières, se rencontrent ; l'inférieure, ou disparaît ou ne peut qu'après un long temps se mettre au niveau de la supérieure. »

Plus loin, après avoir cité les paroles de M. Luys : « La

théologique. » M. Littré aurait pu ajouter : et métaphysique et juridique *aussi.*

1 Nous aurions dit les notions primordiales ou même les simples représentations des objets.

2 Les impressions sensorielles que l'individu au moyen de ses nerfs reçoit des objets tant *extérieurs* qu'intérieurs.

3 La rétention des simples idées par la mémoire et leur association par l'activité même du cerveau.

4 Par l'association des simples idées.

sphère cérébrale où règnent les passions affectives et celle où siègent les manifestations purement intellectuelles sont unies par des liens d'une stricte et intime solidarité.» — M. Littré ajoute [1] :

«*Cette similitude parfaite entre l'intellect et le sentiment*, à savoir un fonds où les nerfs puisent [2], un centre où ce qu'ils puisent est élaboré [3], joint à l'identité des deux centres, tout cela indique que *la physiologie du sentiment ne peut pas être différente de celle de l'intellec*t :

» En conséquence, *de même qu'il a fallu renoncer à chercher dans le cerveau des organes pour les affections ou passions et n'y voir que des activités affectives qu'il s'agit de déterminer*.

» La source des idées étant dans les impressions

---

1 p. 357.

2 Le fonds où les nerfs puisent les impressions tant sensorielles qu'instinctives, le sensorium commun, c'est d'après M. Littré et M. Luys, la couche optique où viennent aboutir toutes les impressions sensitives tant externes qu'internes, — c'est-à-dire soit produites par les objets extérieurs, soit émanées de la trame des viscères ou les organes de l'intérieur, — et qui « par un système de fibres et de communications les transmet à la substance corticale (substance grise) des circonvolutions du cerveau proprement dit — siège des facultés tant affectives qu'intellectuelles » (pp. 340-41).

3 La substance grise du cerveau proprement dit composée de cellules nerveuses : « Il est établi que les cellules nerveuses qui composent la substance du cerveau, étant anatomiquement l'aboutissement (dernier) des nerfs et, par eux, de toutes les impressions internes, ont *fonctionnellement*, l'office de faire de ces impressions des idées ; les idées une fois faites, de les juger par différences et par ressemblance, de les retenir par la mémoire, de les réunir par l'association. *Rien de plus, rien de moins*. Tout le développement intellectuel de l'homme a son point de départ dans ces conditions anatomiques et physiologiques » (p. 352.)

sensorielles, la source des sentiments est dans les impressions instinctives. L'office des cellules nerveuses est de transformer en sentiments les impressions *instinctives.* Le problème de l'origine des sentiments est exactement parallèle à celui de l'origine des idées.

» Ce genre d'activité cérébrale s'exerce sur deux ordres d'impressions instinctives, celles qui appartiennent aux *instincts d'entretien de la vie individuelle* et celles qui appartiennent *aux instincts d'entretien de la vie de l'espèce*. La première catégorie y est transformée en amour-propre, et la seconde en amour d'autrui ; sous la forme primordiale d'amour d'un sexe, l'un pour l'autre, de la mère pour l'enfant et de l'enfant pour la mère.

» À ce point, un coup d'oeil sur la physiologie comparée n'est pas déplacé. Chez les poissons qui sont cérébralement au plus bas degré de l'échelle des vertébrés, et qui ne connaissent ni la famille, ni les petits, l'instinct reste purement sexuel. Mais le sentiment auquel il donne naissance commence à se manifester chez plusieurs mammifères et oiseaux; un vrai ménage s'établit, seulement il n'est la plupart du temps que temporaire. Il en est de même de l'ébauche de famille qui suscite l'œuvre des parents pour les petits et des petits pour les parents. Enfin chez plusieurs, l'homme entre autres, il se forme entre les familles des liens de même nature qu'entre les membres mêmes de la famille ; et la sociabilité naît ça et là sur quelques points du règne animal.

» Le fondement étant ainsi posé, il n'est pas malaisé de concevoir *que, des sentiments primordiaux*, à mesure que l'existence se complique, tant pour l'individu que pour la société, *il se forme des sentiments secondaires et des combinaisons de sentiments qui deviennent aussi indissolubles que le sont, dans l'intellect, les idées associées* » (p. 357).

Ainsi, il paraît avéré qu'il n'existe point dans le cerveau d'*organes spéciaux*, soit pour les diverses facultés intellectuelles, soit pour les différentes qualités, affections et passions morales bonnes ou mauvaises. Par conséquent, les qualités ou les défauts ne peuvent être ni hérités, ni innés, cette hérédité et cette innéité, avons-nous dit, ne pouvant être dans le nouveau-né que physiologique, matérielle. En quoi donc peut consister le perfectionnement progressif, historiquement transmissible du cerveau, tant sous le rapport intellectuel que sous le rapport moral ? Uniquement dans le développement harmonieux de tout le système cérébral et nerveux, c'est-à-dire tant de la justesse, delà finesse et delà vivacité des impressions nerveuses, que de la capacité du cerveau de transformer ces impressions en sentiments, en idées, et de combiner, d'embrasser et de retenir toujours déplus vastes associations de sentiments et d'idées.

Il est probable que, si dans une race, une nation, une classe, une famille, par suite de sa nature particulière, toujours déterminée par son histoire, par sa position géographique, économique, par la nature de ses occupations, par la quantité et par la qualité de sa nourriture, aussi bien que par son organisation politique et sociale, par toute sa vie en un mot, et par le caractère ou par le degré de son développement intellectuel et moral, — que si par suite de toutes ces déterminations particulières, un ou quelques-uns des systèmes de fonctions organiques, dont l'ensemble constitue la vie d'un corps humain, se trouvent développés au détriment de tous les autres systèmes, dans les parents, — il est probable, presque certain, disons-nous, que leur enfant héritera, à tel ou tel autre degré de cette fâcheuse désharmonie, — sauf à la réparer autant qu'il sera possible, et par son propre travail postérieur sur lui-même et quelquefois aussi par des révolutions sociales, sans lesquelles l'établissement d'une plus parfaite harmonie, dans le

développement physiologique des individus, pris à part, peut être souvent impossible.

Dans tous les cas, disons-le, l'harmonie absolue dans le développement du corps humain et, par conséquent, aussi dans celui des humaines facultés musculaires, instinctives, intellectuelles et morales, est un idéal dont la réalisation ne sera jamais possible ; d'abord parce que l'histoire pèse physiologiquement, plus ou moins (et vienne le temps où l'on pourra dire de moins en moins), — sur tous les peuples comme sur tous les individus, et ensuite parce que chaque famille et chaque peuple se trouvent toujours entourés de circonstances et de conditions différentes, parmi lesquelles quelques-unes du moins seront toujours contraires à leur développement complet et normal.

Aussi, ce qui se transmet par voie d'héritage de génération à génération et ce qui peut être *physiologiquement inné* dans les individus naissant à la vie, ce ne sont ni les qualités, ni les vices, ni aucune idée, ni association de sentiments et d'idées, mais uniquement l'outillage tant musculaire que nerveux, *les organes plus ou moins perfectionnés et harmonisés*, par lesquels l'homme se meut, respire et se sent, reçoit les impressions extérieures et retient, imagine, juge, combine, associe et embrasse les sentiments et les idées, qui ne sont autre chose que ces impressions mêmes, tant externes qu'internes, groupées et transformées d'abord en représentations concrètes, puis en notions abstraites, par l'activité toute physiologique et, ajoutons-le, tout à fait involontaire du cerveau.

Les associations de sentiments et d'idées, dont le développement et les transformations successives constituent toute la partie intellectuelle et morale de l'histoire de l'humanité, ne déterminent pas, dans le cerveau humain, la formation de nouveaux organes, correspondants à chacune

prise à part, ne peuvent être transmises aux individus par voie d'héritage physiologique. — Ce qui s'hérite physiologiquement c'est l'aptitude de plus en plus fortifiée, élargie et perfectionnée de les concevoir et d'en créer de nouvelles. Mais les associations mêmes et les idées complexes qui les représentent, telles que l'idée de Dieu, de la patrie, de la morale, etc., ne pouvant jamais être innées, ne sont transmises aux individus que par la voie *de la tradition sociale et de l'éducation*. Elles saisissent l'enfant dès le premier jour de sa naissance, et comme elles se sont déjà incarnées dans la vie qui l'entoure, dans tous les détails, tant matériels que moraux, du monde social au milieu duquel il est né, elles pénètrent de mille façons différentes dans sa conscience d'abord enfantine, puis adolescente et juvénile, qui naît, grandit et se forme sous leur toute-puissante influence.

Prenant l'éducation dans le sens le plus large de ce mot, y comprenant non seulement l'instruction et les leçons de morale, mais encore et surtout les exemples que donnent à l'enfant toutes les personnes qui l'entourent ; l'influence de tout ce qu'il entend, de ce qu'il voit ; et non seulement la culture de son esprit, mais encore le développement de son corps par la nourriture, par l'hygiène, par l'exercice de ses membres et de sa force physique, — nous dirons, avec pleine certitude de ne pouvoir être sérieusement contredits par personne, que tout enfant, tout adulte, tout jeune homme et enfin tout homme mûr est le pur produit du monde qui l'a nourri et qui l'a élevé dans son sein — un produit fatal, involontaire et par conséquent irresponsable.

Il entre dans la vie sans âme, sans conscience, sans l'ombre d'une idée ou d'un sentiment quelconque, mais avec un organisme humain dont l'individuelle nature se trouve déterminée par une infinité de circonstances et de conditions, antérieures à la naissance même de sa volonté, et qui détermine à son tour sa plus ou moins grande capacité d'acquérir et de

s'approprier des sentiments, des idées et des associations de sentiments et d'idées élaborées par des siècles et transmises à chacun comme un *héritage social*, par l'éducation qu'il reçoit. Bonne ou mauvaise, cette éducation s'impose à lui — il n'en est aucunement responsable. Elle le forme, autant que sa nature individuelle plus ou moins heureuse le permet pour ainsi dire à son image, de sorte qu'il pense, qu'il sent et qu'il veut ce que tout le monde, autour de lui, veut, sent et pense.

Mais alors, demandera-t-on peut-être, comment expliquer que l'éducation en apparence, du moins la plus identique, produise souvent, sous le rapport du développement du caractère, de l'esprit et du cœur, les résultats les plus différents ? Et d'abord, les natures ne naissent-elles pas différentes ? Cette différence naturelle et innée, si petite qu'elle soit, est pourtant positive et réelle : différence de tempéraments, d'énergie vitale, de prédominance de tel sens ou de tel groupe de fonctions organiques sur un autre, de vivacité et de capacités naturelles. Nous avons tâché de prouver que les vices aussi bien que les qualités morales, faits de conscience individuelle et sociale, ne peuvent être physiquement hérités et qu'aucune détermination physiologique ne peut condamner l'homme au mal ; le rendre irrévocablement incapable de bien ; mais nous n'avons nullement songé à nier qu'il n'y ait des natures très différentes, dont les unes, plus heureusement douées, ne soient plus capables d'un large développement humain que les autres. Nous pensons, il est vrai qu'on exagère trop aujourd'hui les différences naturelles qui séparent les individus et qu'il faut attribuer la plus grande partie de celles qui existent entre eux, non tant à la nature qu'à l'éducation différente qui a été répartie à chacun. Pour décider cette question, il faudrait, en tout cas, que les deux sciences qui sont appelées à la résoudre : la psychologie physiologique ou la science du cerveau et la pédagogie, qui est celle de l'éducation ou du développement social du cerveau, sortissent de l'état

d'enfance dans lequel elles se trouvent encore toutes les deux maintenant. Mais la différence physiologique des individus, à quelque degré que ce soit, une fois admise, il en résulte évidemment qu'un système d'éducation excellent en lui-même, en tant que système abstrait, peut être bon pour l'un, mauvais pour un autre.

Pour être parfaite, l'éducation devrait être beaucoup plus individualisée qu'elle ne l'est aujourd'hui, individualisée dans le sens de la liberté et uniquement par le respect de la liberté, même dans les enfants. Elle devrait avoir pour objet non la *dressure* du caractère, de l'esprit et du cœur, mais leur réveil à une activité indépendante et libre, et ne poursuivre d'autre but que la création de la liberté, ni d'autre culte ou plutôt d'autre morale, d'autre objet de respect : que la liberté de chacun et de tous ; que la simple justice, non juridique mais humaine ; la simple raison, non théologique, ni métaphysique, mais scientifique, et le travail tant musculaire que nerveux, comme base première et obligatoire pour tous, de toute dignité, de toute liberté et du droit. — Une telle éducation, répartie largement à tout le monde, aux femmes comme aux hommes, dans des conditions économiques et sociales fondées sur la stricte justice, ferait évanouir bien de soi-disant différences naturelles.

Si imparfaite qu'ait été l'éducation — pourra-t-on nous répondre, — toujours est-il qu'elle seule ne saurait expliquer ce fait incontestable qu'au sein des familles les plus dépourvues de sens moral, on rencontre assez souvent des individus qui nous frappent par la noblesse de leurs instincts et de leurs sentiments, et qu'au contraire au milieu des familles moralement et intellectuellement les mieux développées, se montrent encore plus souvent des individus bas d'esprit et de cœur ; ce fait semble contredire d'une manière absolue l'opinion qui fait résulter la plus grande partie des qualités intellectuelles

et morales de l'homme de l'éducation qu'il a reçue. Mais ce n'est qu'une contradiction apparente. En effet, bien que nous ayons affirmé que dans l'immense majorité des cas l'homme est presque entièrement le produit des conditions sociales au milieu desquelles il se forme, et que nous n'ayons laissé à l'héritage physiologique, aux qualités naturelles qu'il apporte en naissant, qu'une part d'action comparativement assez faible, nous n'avons pas nié cette dernière ; et même nous avons reconnu que dans certains cas exceptionnels, dans les hommes de génie ou de grand talent par exemple, aussi bien que dans les idiots ou dans les natures très perverses, cette part de l'action ou de la détermination naturelle sur le développement de l'individu — détermination aussi fatale que l'influence de l'éducation et de la société, peut être même fort grande. — Le dernier mot sur toutes ces questions appartient à la physiologie cérébrale et celle-ci n'est pas encore arrivée à un point qui lui permette de les résoudre aujourd'hui, même approximativement. La seule chose que nous puissions affirmer avec certitude aujourd'hui, c'est que toutes ces questions se débattent entre deux fatalismes : le fatalisme naturel, organique, physiologiquement héréditaire et celui de l'héritage, et de la tradition sociale, de l'éducation et de l'organisation publique, économique et sociale de chaque pays. — Il n'y a point de place pour le libre arbitre.

Mais en dehors de la détermination naturelle, positive ou négative de l'individu, qui, plus ou moins, peut le mettre en contradiction avec l'esprit qui règne dans toute sa famille, il peut exister pour chaque cas particulier d'autres causes occultes et qui, pour la plupart du temps, restent toujours ignorées, mais que nous devons néanmoins prendre en grande considération. Un concours de circonstances particulières, un événement imprévu, un accident quelquefois très insignifiant par lui-même, la rencontre fortuite d'une personne, quelquefois un livre qui tombe entre les mains d'un individu dans un moment

propice — tout cela, dans un enfant, dans un adolescent ou dans un jeune homme, lorsque son imagination fermente et qu'elle est encore tout ouverte aux impressions de la vie, peut produire une révolution radicale en bien comme en mal. Ajoutez-y l'élasticité qui est propre à toutes les jeunes natures, surtout lorsqu'elles sont douées d'une certaine énergie naturelle, laquelle les fait révolter contre les influences trop impérieuses et trop despotiquement persistantes et grâce à laquelle quelquefois l'excès même du mal peut produire le bien.

L'excès du bien ou de ce qu'on appelle généralement le bien peut-il, à son tour, produire le mal ? Oui, lorsqu'il s'impose comme une loi despotique, absolue, soit religieuse, soit doctrinaire-philosophique, soit politique, juridique, sociale, ou comme loi patriarcale de la famille — en un mot, lorsque tout bien qu'il paraît être ou qu'il est réellement, il s'impose à l'individu comme la négation de la liberté et n'en est pas lui-même le produit. Mais alors la révolte contre le bien, ainsi imposé, n'est pas seulement naturelle, elle est légitime : loin d'être un mal elle est un bien au contraire ; car il n'est point de bien en dehors de la liberté, et la liberté est la source et la condition absolue de tout bien, qui soit véritablement digne de ce nom, le *bien n'étant autre chose que la liberté*.

Développer et prouver cette vérité qui nous paraît si simple, tel est l'unique but de cet écrit. Retournons maintenant à notre question.

L'exemple, de la même contradiction ou anomalie apparente nous est offert souvent, dans une sphère plus large, par l'histoire des nations. Comment expliquer, par exemple, que dans la nation juive, la plus étroite jadis et la plus exclusive qu'il y ait eue au monde ; tellement exclusive et étroite que, reconnaissant le privilège pour ainsi dire absolu, la divine élection comme base principale de toute son existence

nationale, elle s'est posée elle-même comme peuple favorisé entre tous, jusqu'au point de s'imaginer que son Dieu, Jehovah — Dieu le père des chrétiens — poussant sa sollicitude pour lui jusqu'à la plus sauvage cruauté envers toutes les autres nations, lui avait ordonné l'extirpation par le fer et le feu de tous les peuples qui avaient occupé avant lui la Terre-promise, afin de déblayer le terrain à son peuple-Messie ; — comment s'expliquer qu'un personnage comme Jésus-Christ, le fondateur de la religion cosmopolite ou mondiale, et par là même le destructeur de l'existence même de la nation juive, comme corps politique et social, ait pu naître en son sein ? Comment ce monde, exclusivement national est-il parvenu à produire un réformateur, un révolutionnaire religieux comme l'apôtre [1]. . . . .
. . . . . .

1 La suite de cet écrit est perdue ou introuvable, si toutefois elle a été élaborée.

AUX COMPAGNONS

DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

DU LOCLE ET DE LA CHAUX-DE-FONDS

Amis et frères [1],

Avant de quitter vos montagnes, j'éprouve le besoin de vous exprimer encore une fois, par écrit, ma gratitude profonde pour la réception fraternelle que vous m'avez faite. N'est-ce pas une chose merveilleuse qu'un homme, un Russe, un ci-devant noble, qui jusqu'à cette dernière heure vous a été parfaitement inconnu, et qui a mis pour la première fois le pied dans votre pays, à peine arrivé, se trouve entouré de plusieurs centaines de frères ! Ce miracle ne peut plus être réalisé aujourd'hui que par l'*Association internationale des travailleurs*, et cela par une simple raison : elle seule représente aujourd'hui la vie historique, la puissance créatrice de l'avenir politique et social. Ceux qui sont unis par une pensée vivante, par une volonté et par une grande passion communes, sont réellement frères, lors même qu'ils ne se connaissent pas.

Il y eut un temps où la bourgeoisie, douée de la même puissance de vie et constituant exclusivement la classe historique, offrait le même spectacle de fraternité et d'union aussi bien dans les actes que dans la pensée. Ce fut le plus beau temps de cette classe, toujours respectable sans doute, mais désormais impuissante, stupide et stérile, l'époque de son plus énergique développement. Elle fut ainsi avant la grande révolution de 1793 ; elle le fut encore, quoique à un bien moindre degré, avant les révolutions de 1830 et de 1848. Alors la bourgeoisie avait un monde à conquérir, une place à prendre

1 Genève, le 23 février 1869. — *Le Progrès*, 6 (1er mars 1869), pp. 2-3.

dans la société, et organisée pour le combat, intelligente, audacieuse, se sentant forte du droit de tout le monde, elle était douée d'une toute-puissance irrésistible : elle seule a fait contre la monarchie, la noblesse et le clergé réunis les trois révolutions,

À cette époque la bourgeoisie aussi avait créé une association internationale, universelle, formidable, la *Franc-Maçonnerie.*

On se tromperait beaucoup si l'on jugeait de la Franc-Maçonnerie du siècle passé, ou même de celle du commencement du siècle présent, d'après ce qu'elle est aujourd'hui. Institution par excellence bourgeoise, dans son développement, par sa puissance croissante d'abord et plus tard par sa décadence, la Franc-Maçonnerie a représenté en quelque sorte le développement, la puissance et la décadence intellectuelle et morale de la bourgeoisie. Aujourd'hui, descendue au triste rôle d'une vieille intrigante radoteuse, elle est nulle, inutile, quelquefois malfaisante et toujours ridicule, tandis qu'avant 1830 et avant 1793 surtout, ayant réuni en son sein, à très peu d'exceptions près, tous les esprits d'élite, les cœurs les plus ardents, les volontés les plus fières, les caractères les plus audacieux, elle avait constitué une organisation active, puissante et réellement bienfaisante. C'était l'incarnation énergique et la mise en pratique de l'idée humanitaire du XVIII^{e} siècle. Tous ces grands principes de liberté, d'égalité, de fraternité, de la raison et de la justice humaines, élaborés d'abord théoriquement par la philosophie de ce siècle, étaient devenus au sein de la Franc-Maçonnerie des dogmes pratiques et comme les bases d'une morale et d'une politique nouvelles, — l'âme d'une entreprise gigantesque de démolition et de reconstruction. La Franc-Maçonnerie n'a été rien moins, à cette époque, que la conspiration universelle de la bourgeoisie révolutionnaire contre la tyrannie féodale, monarchique et

divine. — Ce fut l'Internationale de la bourgeoisie.

On sait que presque tous les acteurs principaux de la première révolution ont été des Francs-Maçons, et que lorsque cette révolution éclata, elle trouva, grâce à la Franc-Maçonnerie, des amis et des coopérateurs dévoués et puissants dans tous les autres pays, ce qui assurément aida beaucoup son triomphe. Mais il est également évident que le triomphe de la révolution a tué la Franc-Maçonnerie, car la révolution ayant comblé en grande partie les vœux de la bourgeoisie et lui ayant fait prendre la place de l'aristocratie nobiliaire, la bourgeoisie, après avoir été si longtemps une classe exploitée et opprimée, est devenue tout naturellement à son tour la classe privilégiée, exploitante, oppressive, conservatrice et réactionnaire, l'amie et le soutien le plus ferme de l'État. Après le coup d'État du premier Napoléon, la Franc-Maçonnerie était devenue, dans une grande partie du continent européen, une institution impériale.

La Restauration la ressuscita quelque peu. En se voyant menacée du retour de l'ancien régime, contrainte de céder à l'église et à la noblesse coalisées la place qu'elle avait conquise par la première révolution, la bourgeoisie était forcément redevenue révolutionnaire. Mais quelle différence entre ce révolutionarisme réchauffé et le révolutionarisme ardent et puissant qui l'avait inspirée à la fin du siècle dernier ! Alors la bourgeoisie avait été de bonne foi, elle avait cru sérieusement et naïvement aux droits de l'homme, elle avait été poussée, inspirée par le génie de la démolition et de ia reconstruction, elle se trouvait en pleine possession de son intelligence, et dans le plein développement de sa force ; elle ne se doutait pas encore qu'un abîme la séparait du peuple ; elle se croyait, se sentait, elle était réellement la représentante du peuple. La réaction thermidorienne et la conspiration de Babeuf l'ont à jamais privée de cette illusion. — L'abîme qui sépare le peuple

travailleur de la bourgeoisie exploitante, dominante et jouissante s'est ouvert, et il ne faut rien moins que le corps de la bourgeoisie tout entière, toute l'existence privilégiée des bourgeois, pour le combler.

Aussi ne fut-ce plus la bourgeoisie tout entière, mais seulement une partie de la bourgeoisie qui se remit à conspirer après la Restauration, contre le régime clérical, nobiliaire et contre les rois légitimes.

Dans ma prochaine lettre, je vous développerai, si vous voulez bien mêle permettre, mes idées sur cette dernière phase du libéralisme constitutionnel et du carbonarisme bourgeois.

SECONDE LETTRE [1].

J'ai dit dans un article précédent que les tentatives réactionnaires, légitimistes, féodales et cléricales avaient fait revivre l'esprit révolutionnaire de la bourgeoisie, mais qu'entre cet esprit nouveau et celui qui l'avait animée avant 1793 il y avait une différence énorme. Les bourgeois du siècle passé étaient des géants en comparaison desquels les plus osants de la bourgeoisie de ce siècle n'apparaissent que comme des pygmées.

Pour s'en assurer, il n'y a qu'à comparer leurs programmes. Quel a été celui de la philosophie et de la grande révolution du XVIII[e] siècle ? Ni plus ni moins que l'émancipation intégrale de l'humanité tout entière ; la réalisation du droit et de la liberté réelle et complète pour chacun, par l'égalisation politique et sociale de tous ; le triomphe de l'humain sur les débris du monde divin ; le règne de la justice et de la fraternité sur la terre. — Le tort de cette philosophie et de cette révolution, c'était de n'avoir pas compris que la réalisation de la fraternité humaine était impossible, tant qu'il existerait des États, et que l'abolition réelle des classes, l'égalisation politique et sociale des individus ne deviendra possible que par l'égalisation des moyens économiques d'éducation, d'instruction, du travail et de la vie pour tous. Toutefois, on ne peut faire un reproche au XVIII[e] siècle de ce qu'il n'a pas compris cela. La science sociale ne se crée et ne s'étudie pas seulement dans les livres ; elle a

1 Genève, le 28 mars 1869. — *Le Progrès*, 7 (3 avril 1869), pp. 2-3.

besoin des grands enseignements de l'histoire, et il a fallu faire la révolution de 1789 et de 1793, il a fallu repasser par les expériences de 1830 et de 1848, pour arriver à cette conclusion désormais irréfragable, que toute révolution politique qui n'a pas pour but *immédiat et direct* l'égalité économique n'est, au point de vue des intérêts et des droits populaires, qu'une réaction hypocrite et masquée.

Cette vérité si évidente et si simple était encore inconnue à la fin du XVIII[e] siècle, et lorsque Babeuf vint poser la question économique et sociale, la puissance de la révolution était déjà épuisée. Mais il n'en reste pas moins à cette dernière l'honneur immortel d'avoir posé le plus grand problème qui ait jamais été posé dans l'histoire, celui de l'émancipation de l'humanité tout entière.

En comparaison de ce programme immense, voyons quel but poursuit le programme du libéralisme révolutionnaire, à l'époque de la Restauration et de la monarchie de Juillet ? La soi-disant liberté bien sage, bien modeste, bien réglementée, bien restreinte, toute faite pour le tempérament amoindri d'une bourgeoisie à demi rassasiée et qui, lasse de combats et impatiente de jouir, se sentait déjà menacée, non plus d'en haut, mais d'en bas, et voyait avec inquiétude poindre à l'horizon, comme une masse noire, ces innombrables millions de prolétaires exploités, las de souffrir et se préparant aussi à réclamer leur droit.

Dès le début du siècle présent, ce spectre naissant, qu'on a plus tard baptisé du nom de spectre rouge, ce fantôme terrible du droit de tout le monde opposé aux privilèges d'une classe d'heureux, cette justice et cette raison populaires, qui, en se développant davantage, doivent réduire en poussière les sophismes de l'économie, de la jurisprudence, de la politique et de la métaphysique bourgeoises, deviennent au milieu des

triomphes modernes de la bourgeoisie, ses trouble-fêtes incessants, les amoindrisseurs de sa confiance, de son esprit.

Et pourtant, sous la Restauration, la question sociale était encore à peu près inconnue, ou pour mieux dire, oubliée. Il y avait bien quelques grands rêveurs isolés, tels que Saint-Simon, Robert Owen, Fourier, dont le génie ou le grand cœur avaient deviné la nécessité d'une transformation radicale de l'organisation économique de la société. Autour de chacun d'eux se groupait un petit nombre d'adeptes dévoués et ardents, formant autant de petites églises, mais aussi ignorés que les maîtres, et n'exerçant aucune influence au dehors. Il y avait encore le testament communiste de Babeuf, transmis par son illustre compagnon et ami, Buonarotti, aux prolétaires les plus énergiques, au moyen d'une organisation populaire et secrète. Mais ce n'était alors qu'un travail souterrain, dont les manifestations ne se firent sentir que plus tard, sous la monarchie de Juillet, et qui sous la Restauration ne fut aucunement aperçu par la classe bourgeoise. — Le peuple, la masse des travailleurs restait tranquille et ne revendiquait encore rien pour elle même.

Il est clair que si le spectre de la justice populaire avait une existence quelconque à cette époque, ce ne pouvait être que dans la mauvaise conscience des bourgeois. D'où venait-elle, cette mauvaise conscience ? Les bourgeois qui vivaient sous la Restauration étaient-ils, comme individus, plus méchants que leurs pères qui avaient fait la Révolution de 1789 et de 1793 ? Pas le moins du monde. C'étaient à peu près les mêmes hommes, mais placés dans un autre milieu, dans d'autres conditions politiques, enrichis d'une nouvelle expérience, et par conséquent ayant une autre conscience.

Les bourgeois du siècle dernier avaient sincèrement cru qu'en s'émancipant eux-mêmes du joug monarchique, clérical

et féodal, ils émanciperaient avec eux tout le peuple. Et cette naïve et sincère croyance ce fut la source de leur audace héroïque et de toute leur puissance merveilleuse. Ils se sentaient unis à tout le monde, et marchaient à l'assaut, portant en eux la force, le droit de tout le monde. Grâce à ce droit et à cette puissance populaire qui s'étaient pour ainsi dire incarnés dans leur classe, les bourgeois du siècle dernier purent escalader et prendre cette forteresse du pouvoir politique, que leurs pères avaient convoitée pendant tant de siècles. Mais au moment même où ils y plantaient leur bannière, une lumière nouvelle se faisait dans leur esprit. Dès qu'ils eurent conquis le pouvoir, ils commencèrent à comprendre qu'entre leurs intérêts bourgeois et les intérêts des masses populaires, il n'y avait plus rien de commun, qu'il y avait au contraire opposition radicale, et que la puissance et la prospérité exclusives de la classe des possédants ne pouvait s'appuyer que sur la misère et sur la dépendance politique et sociale du prolétariat.

Dès lors, les rapports de la bourgeoisie et du peuple se transformèrent d'une manière radicale, et avant même que les travailleurs eussent compris que les bourgeois étaient leurs ennemis naturels, encore plus par nécessité que par mauvaise volonté, les bourgeois étaient déjà arrives à la conscience de cet antagonisme fatal. C'est ce que j'appelle la mauvaise conscience des bourgeois.

TROISIÈME LETTRE [1].

La mauvaise conscience des bourgeois, ai-je dit, a paralysé, dès le commencement de ce siècle, tout le mouvement intellectuel et moral de la bourgeoisie. Je me corrige, et je remplace ce mot *paralysé* par cet autre : *dénaturé.* Car il serait injuste de dire qu'il y a eu paralysie ou absence de mouvement dans un esprit qui, passant de la théorie à l'application des sciences positives, a créé tous les miracles de l'industrie moderne, les bateaux à vapeur, les chemins de fer et le télégraphe, d'un côté ; et qui, de l'autre, en mettant au jour une science nouvelle, la statistique, et en poussant l'économie politique et la critique historique du développement de la richesse et de la civilisation des peuples jusqu'à leurs derniers résultats, a jeté les bases d'une philosophie nouvelle, — le socialisme, qui n'est autre chose, au point de vue des intérêts exclusifs de la bourgeoisie, qu'un sublime suicide, la négation même, du monde bourgeois.

La paralysie n'est survenue que plus tard, depuis 1848, alors qu'épouvanté des résultats de ses premiers travaux, la bourgeoisie s'est rejetée sciemment en arrière, et que, pour conserver ses biens, renonçant à toute pensée et à toute volonté, elle s'est soumise à des protecteurs militaires et s'est donnée corps et âme à la plus complète réaction. Depuis cette époque elle n'a plus rien inventé, elle a perdu, avec le courage, la

1 Genève, le 14 avril 1869. — Le Progrès, 8 (17 avril 1869), pp. 2-3.

puissance même de la création. Elle n'a plus même la puissance ni l'esprit de la conservation, car tout ce qu'elle a fait et ce qu'elle fait pour son salut la pousse fatalement vers l'abîme.

Jusqu'en 1848, elle était encore pleine d'esprit. Sans doute cet esprit n'avait plus cette sève vigoureuse qui du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle lui avait fait créer un monde nouveau. Ce n'était plus l'esprit héroïque d'une classe qui avait eu toutes les audaces parce qu'il lui avait fallu tout conquérir : c'était l'esprit sage et réfléchi d'un nouveau propriétaire qui, après avoir acquis un bien ardemment convoité, devait maintenant le faire prospérer et valoir. Ce qui caractérise surtout l'esprit de la bourgeoisie dans la première moitié de ce siècle, c'est une tendance presque exclusivement utilitaire.

On lui en a fait un reproche, et à tort. Je pense au contraire qu'elle a rendu un dernier grand service à l'humanité, en prêchant, encore plus par son exemple que par ses théories, le culte, ou pour mieux dire, le respect des intérêts matériels. Au fond, ces intérêts ont toujours prévalu dans le monde : mais ils s'y étaient produits jusque-là sous la forme d'un idéalisme hypocrite ou malsain, qui les avait précisément transformés en intérêts malfaisants et iniques.

Quiconque s'est un peu occupé d'histoire n'a pu manquer de s'apercevoir qu'au fond des luttes religieuses et théologiques les plus abstraites, les plus sublimes et les plus idéales, il y a eu toujours quelque grand intérêt matériel. Toutes les guerres de races, de nations, d'États et de classes, n'ont jamais eu d'autre but que la domination, condition et garantie nécessaires de la jouissance et de la possession. L'histoire humaine, considérée à ce point de vue, n'est rien que la continuation de ce grand combat pour la vie, qui, d'après Darwin, constitue la loi fondamentale de la nature organique.

Dans le monde animal, ce combat se fait sans idées et sans phrases, il est aussi sans solution ; tant que la terre existera, le monde animal s'entre-dévorera. C'est la condition naturelle de sa vie. — Les hommes, animaux carnivores par excellence, ont commencé leur histoire par l'anthropophagie. — Ils tendent aujourd'hui à l'association universelle, à la production et à la jouissance collectives.

Mais entre ces deux termes, quelle tragédie sanglante et horrible ! Et nous n'en avons pas encore fini avec cette tragédie. Après l'anthropophagie est venu l'esclavage, après l'esclavage le servage, après le servage le salariat, auquel doit succéder d'abord le jour terrible de la justice, et plus tard, beaucoup plus tard, l'ère de la fraternité. Voilà les phases par lesquelles le combat animal pour la vie se transforme graduellement, dans l'histoire, en l'organisation humaine de la vie.

Et au milieu de cette lutte fratricide des hommes contre des hommes, dans cet entredévorement mutuel, dans cet asservissement et dans cette exploitation des uns par les autres qui, en changeant de noms et de formes, se sont maintenus à travers tous les siècles jusqu'à nos jours, quel rôle la religion a-t-elle joué ? Elle a toujours sanctifié la violence, et l'a transformée en droit. Elle a transporté dans un ciel fictif l'humanité, la justice et la fraternité, pour laisser sur la terre le règne de l'iniquité et de la brutalité. Elle a béni les brigands heureux, et pour les rendre encore plus heureux, elle a prêché la résignation et l'obéissance à leurs innombrables victimes, les peuples. Et plus l'idéal qu'elle adorait dans le ciel semblait sublime, plus la réalité de la terre devenait horrible. Car c'est dans le caractère propre de tout idéalisme, tant religieux que métaphysique, de mépriser le monde réel, et, tout en le méprisant, de l'exploiter — d'où il résulte que tout idéalisme engendre nécessairement l'hypocrisie.

L'homme est matière, et ne peut pas impunément mépriser la matière. Il est un animal, et ne peut détruire son animalité ; mais il peut et doit la transformer et l'humaniser par la liberté, c'est-à-dire par l'action combinée de la justice et de la raison, qui à leur tour n'ont de prise sur elle que parce qu'elles en sont les produits et la plus haute expression. Toutes les fois au contraire que l'homme a voulu faire abstraction de son animalité, il en est devenu le jouet et l'esclave, et le plus souvent même le serviteur hypocrite, — témoin les prêtres de la religion la plus idéale et la plus absurde du monde, le catholicisme.

Comparez leur obscénité bien connue avec leur serment de chasteté ; comparez leur convoitise insatiable avec leur doctrine du renoncement aux biens de ce monde, — et avouez qu'il n'existe pas d'êtres aussi matérialistes que ces prêcheurs de l'idéalisme chrétien. À cette heure même, quelle est la question qui agite le plus toute l'Église ? C'est la conservation de ses biens, que menace de confisquer partout aujourd'hui cette autre Église, expression de l'idéalisme politique, l'État.

L'idéalisme politique n'est ni moins absurde, ni moins pernicieux, ni moins hypocrite que l'idéalisme de la religion, dont il n'est d'ailleurs qu'une forme différente, l'expression ou l'application mondaine et terrestre. L'État, c'est le frère cadet de l'Église ; et le patriotisme, cette vertu et ce culte de l'État, n'est qu'un reflet du culte divin.

L'homme vertueux, selon les préceptes de l'école idéale, religieuse et politique à la fois, doit servir Dieu et se dévouer à l'État. Et c'est cette doctrine dont l'utilitarisme bourgeois, dès le début de ce siècle, a commencé à faire justice.

QUATRIÈME LETTRE[1].

L'un des plus grands services rendus par l'utilitarisme bourgeois, ai-je dit, c'est d'avoir tué la religion de l'État, le patriotisme.

Le patriotisme, comme on le sait, est une vertu antique née au milieu des républiques grecques et romaines, où il n'y eut jamais d'autre religion réelle que celle de l'État, d'autre objet de culte que l'État.

Qu'est-ce que l'État ? C'est, nous répondent les métaphysiciens et les docteurs en droit, c'est la chose publique ; les intérêts, le bien collectif et le droit de tout le monde, opposés à l'action dissolvante des intérêts et des passions égoïstes de chacun. C'est la justice et la réalisation de la morale et de la vertu sur la terre.

Par conséquent il n'est point d'acte plus sublime ni de plus grand devoir pour les individus, que de se dévouer, de se sacrifier, et au besoin de mourir pour le triomphe, pour la puissance de l'État.

Voilà en peu de mots toute la théologie de l'État. Voyons maintenant si cette théologie politique, de même que la théologie religieuse, ne cache pas sous de très belles et de très

1 Genève, le 28 avril 1869. — *Le Progrès*, 9 (1er mai, 1869), p. 2-3.

poétiques apparences, des réalités très communes et très sales.

Analysons d'abord l'idée même de l'État, telle que nous la représentent ses prôneurs. C'est le sacrifice de la liberté naturelle et des intérêts de chacun, individus aussi bien qu'unités collectives, comparativement petites : associations, communes et provinces, — aux intérêts et à la liberté de tout le monde, à la prospérité du grand ensemble. Mais ce tout le monde, ce grand ensemble, qu'est-il en réalité ? C'est l'agglomération de tous les individus et de toutes les collectivités humaines plus restreintes qui le composent. Mais du moment que pour le composer et pour s'y coordonner, tous les intérêts individuels et locaux doivent être sacrifiés, le tout, qui est censé les représenter, qu'est-il en effet ? Ce n'est pas l'ensemble vivant, laissant respirer chacun à son aise et devenant d'autant plus fécond, plus puissant et plus libre que plus largement se développent en son sein la pleine liberté et la prospérité de chacun ; ce n'est point la société humaine naturelle, qui confirme et augmente la vie de chacun par la vie de tous ; — c'est, au contraire, l'immolation de chaque individu comme de toutes les associations locales, l'abstraction destructive de la société vivante, la limitation, ou pour mieux dire la complète négation de la vie et du droit de toutes les parties qui composent tout le monde, pour le soi-disant bien de tout le monde : c'est l'État, c'est l'autel de la religion politique sur lequel la société naturelle est toujours immolée: une universalité dévorante, vivant de sacrifices humains, comme l'Église. — L'État, je le répète encore, est le frère cadet de l'Église.

Pour prouver cette identité de l'Église et de l'État, je prie bien le lecteur de vouloir constater ce fait, que l'une comme l'autre sont fondés essentiellement sur l'idée du sacrifice de la vie et du droit naturel, et qu'ils partent également du même principe ; celui de la méchanceté naturelle des hommes, qui ne

peut être vaincue, selon l'Église, que par la grâce divine et par la mort de l'homme naturel en Dieu, et selon l'État, que par la loi, et par l'immolation de l'individu sur l'autel de l'État. L'une et l'autre tendent à transformer l'homme, l'un en un saint, l'autre en un citoyen. Mais l'homme naturel doit mourir, car sa condamnation est unanimement prononcée par la religion de l'Église et par celle de l'État.

Telle est dans sa pureté idéale la théorie identique de l'Église et de l'État. C'est une pure abstraction ; mais toute abstraction historique suppose des faits historiques. Ces faits, comme je l'ai déjà dit dans mon précédent article, sont d'une nature toute réelle, toute brutale : c'est la violence, la spoliation, l'asservissement, la conquête. L'homme est ainsi formé, qu'il ne se contente pas de faire, il a encore le besoin de s'expliquer et de légitimer, devant sa propre conscience et aux yeux de tout le monde, ce qu'il a fait. La religion est donc venue à point pour bénir les faits accomplis et, grâce à cette bénédiction, le fait inique et brutal s'est transformé en droit. La science juridique et le droit politique, comme on sait, sont issus de la théologie d'abord ; et plus tard de la métaphysique, qui n'est autre chose qu'une théologie masquée, une théologie qui a la prétention ridicule de ne point être absurde, s'est efforcée vainement de leur donner le caractère de la science.

Voyons maintenant quel rôle cette abstraction de l'État, parallèle à cette abstraction historique qui s'appelle l'Église, a joué et continue de jouer dans la vie réelle, dans la société humaine.

L'État, ai-je dit, par son principe même, est un immense cimetière où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle et locale, tous les intérêts des parties dont l'ensemble constitue précisément la société. C'est l'autel où la liberté réelle et le bien-être des peuples sont

immolés à la grandeur politique ; et plus cette immolation est complète, plus l'État est parfait. J'en conclus, et c'est ma conviction, que l'empire de Russie, c'est l'État par excellence, l'État sans rhétorique et sans phrases, l'État le plus parfait en Europe. Tous les États, au contraire, dans lesquels les peuples peuvent encore respirer, sont, au point de vue de l'idéal, des États incomplets, comme toutes les autres Eglises, en comparaison de l'Église catholique romaine, sont des Eglises manquées.

L'État est une abstraction dévorante de la vie populaire, ai-je dit ; mais pour qu'une abstraction puisse naître, se développer et continuer d'exister dans le monde réel, il faut qu'il y ait un corps collectif réel qui soit intéressé à son existence. Ce ne peut être la grande masse populaire, puisqu'elle en est précisément la victime : ce doit être un corps privilégié, le corps sacerdotal de l'État, la classe gouvernante et possédante, qui est dans l'État ce que la classe sacerdotale de la religion, les prêtres, sont dans l'Église.

Et en effet, que voyons-nous dans toute l'histoire ? L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise ; — classe bureaucratique à la fin, lorsque, toutes les autres classes s'étant épuisées, l'État tombe ou s'élève, comme on voudra, à la condition de machine ; mais il faut absolument pour le salut de l'État qu'il y ait une classe privilégiée quelconque qui s'intéresse à son existence. Et c'est précisément l'intérêt solidaire de cette classe privilégiée qui s'appelle le *patriotisme*.

CINQUIÈME LETTRE [1]

Le patriotisme, dans le sens complexe qu'on attribue ordinairement à ce mot, a-t-il jamais été une passion ou une vertu populaire ?

L'histoire à la main, je n'hésite pas à répondre à cette question par un *non* décisif, et pour prouver au lecteur que je n'ai point tort de répondre ainsi, je lui demande la permission d'analyser les principaux éléments qui, combinés de manières plus ou moins différentes, constituent celte chose qu'on appelle le patriotisme.

Ces éléments sont au nombre de quatre : 1° L'élément naturel ou physiologique ; 2° l'élément économique ; 3° l'élément politique ; et 4° l'élément religieux ou fanatique.

L'élément physiologique est le fond principal de tout patriotisme naïf, instinctif et brutal. C'est une passion naturelle et qui, précisément parce qu'elle est par trop naturelle, c'est-à-dire tout à fait animale, est en contradiction flagrante avec toute politique, et qui pis est, embarrasse beaucoup le développement économique, scientifique et humain de la société.

Le patriotisme naturel est un fait purement bestial, qui se retrouve à tous les degrés de la vie animale et même, on

1 Genève, le 23 mai 1869. — Le Progrès, 11 (29 mai 1869), pp. 2-3.

pourrait dire jusqu'à un certain point, dans la vie végétale. Le patriotisme pris dans ce sens c'est une guerre de destruction, c'est la première expression humaine de ce grand et fatal combat pour la vie qui constitue tout le développement, toute la vie du monde naturel ou réel — combat incessant, entre-dévorement universel qui nourrit chaque individu, chaque espèce de la chair et du sang des individus des espèces étrangères, et qui se renouvelant fatalement à chaque heure, à chaque instant, fait vivre, prospérer et se développer les espèces les plus complètes, les plus intelligentes, les plus fortes aux dépens de toutes les autres.

Ceux qui s'occupent d'agriculture ou de jardinage savent ce qu'il leur coûte de préserver leurs plantes contre l'envahissement d'espèces parasites qui viennent leur disputer la lumière et les éléments chimiques de la terre indispensables à leur nourriture. La plante la plus puissante, celle qui se trouve être la mieux adaptée aux conditions particulières du climat et du sol, se développant toujours avec une plus grande vigueur relative, tend naturellement à étouffer toutes les autres. C'est une lutte silencieuse, mais sans trêve, et il faut toute l'énergique intervention de l'homme pour protéger contre cet envahissement fatal les plantes qu'il préfère.

Dans le monde animal la même lutte se reproduit, seulement avec plus de mouvement dramatique et de bruit. Ce n'est plus un étouffement silencieux et insensible. Le sang coule, et l'animal déchiré, dévoré, torturé, remplit l'air de ses gémissements. L'homme enfin, l'animal parlant, introduit la première phrase dans cette lutte, et celte phrase s'appelle le patriotisme.

Le combat pour la vie dans le monde animal et végétal n'est point seulement une lutte individuelle ; c'est une lutte d'espèces, de groupes et de familles, les unes contre les autres.

— Il y a dans chaque être vivant deux instincts, deux grands intérêts principaux : celui de la nourriture et celui de la reproduction. Au point de vue de la nourriture, chaque individu est l'ennemi naturel de tous les autres, sans considération aucune de liens de famille, de groupes et d'espèces. Le proverbe, que les loups ne se mangent pas entre eux, n'est juste qu'autant que les loups trouvent pour leur nourriture des animaux appartenant à d'autres espèces, mais nous savons fort bien qu'aussitôt que ces derniers viennent à leur manquer, ils se dévorent tranquillement entre eux. Les chattes et les truies et bien d'autres animaux encore mangent souvent leurs propres enfants, et il n'y a pas d'animal qui ne le fasse toutes les fois qu'il s'y trouve poussé parla faim. Les sociétés humaines n'ont-elles pas débuté par l'anthropophagie ? Et qui n'a pas entendu ces lamentables histoires de marins naufragés et perdus dans l'océan, sur quelque frêle embarcation, privés de nourriture, et décidant par le sort lequel d'entre eux devait être sacrifié et mangé par les autres ? Enfin, pendant cette terrible famine qui vient de décimer l'Algérie, n'avons-nous pas vu des mères dévorer leurs propres enfants ?

C'est que la faim est un rude et invincible despote, et la nécessité de se nourrir, nécessité tout individuelle, est la première loi, la condition suprême de la vie. C'est la base de toute vie humaine et sociale, comme c'est aussi celle de la vie animale et végétale. Se révolter contre elle, c'est anéantir tout le reste, c'est se condamner au néant.

Mais à côté de cette loi fondamentale de la nature vivante, il y en a une autre, tout aussi essentielle, celle de la reproduction. La première tend à la conservation des individus, la seconde à la constitution des familles, des groupes, des espèces. Les individus pour se reproduire, poussés par une nécessité naturelle, cherchent à s'accoupler avec les individus qui par leur organisation sont le plus rapprochés d'eux, qui leur

sont semblables. Il y a des différences d'organisation qui rendent l'accouplement stérile ou même tout à fait impossible. Cette impossibilité est évidente entre le monde végétal et le monde animal ; mais même dans ce dernier, l'accouplement des quadrupèdes par exemple avec les oiseaux, les poissons, les reptiles ou les insectes, est également impossible. Si nous nous limitons aux seules quadrupèdes, nous retrouvons la même impossibilité entre des groupes différents, et nous arrivons à cette conclusion que la capacité de l'accouplement et la puissance de la reproduction ne deviennent réelles pour chaque individu que dans une sphère très restreinte d'individus qui, étant doués d'une organisation identique ou rapprochée de la sienne, constituent avec lui le même groupe ou la même famille.

L'instinct de reproduction établissant le seul lien de solidarité, qui puisse exister entre les individus du monde animal, là où cette capacité d'accouplement cesse, toute solidarité animale cesse aussi. Tout ce qui reste en dehors de cette possibilité de reproduction pour les individus, constitue une espèce différente, un monde absolument étranger, hostile et condamné à la destruction ; tout ce qui est au-dedans constitue la grande patrie de l'espèce, — comme, par exemple, l'humanité pour les hommes.

Mais cette destruction ou cet entre-dévorement mutuel des individus vivants ne se rencontrent pas seulement aux limites de ce monde restreint que nous appelons la grande patrie ; nous les retrouvons aussi féroces et quelquefois plus féroces au milieu même de ce monde, à cause même de la résistance et de la compétition qu'ils y rencontraient et parce que les luttes tout aussi cruelles de l'amour viennent s'y ajouter encore à celles de la faim.

D'ailleurs chaque espèce d'animaux se subdivise en groupes et en familles différentes, sous l'influence des

conditions géographiques et climatologiques des différents pays qu'elle habite. La différence plus ou moins grande des conditions de la vie détermine une différence correspondante dans l'organisation même des individus qui appartiennent à la même espèce. On sait d'ailleurs que tout individu animal cherche naturellement à s'accoupler avec l'individu qui lui est le plus semblable, d'où résulte naturellement le développement d'une grande quantité de variations dans la même espèce ; et comme les différences qui séparent toutes ces variations les unes des autres, sont fondées principalement sur la reproduction, et que la reproduction est l'unique base de toute solidarité animale, il est évident que la grande solidarité de l'espèce doit se subdiviser en autant de solidarités plus restreintes, ou que la grande patrie doit se morceler en une foule de petites patries animales, hostiles et destructives les unes des autres.

LE PATRIOTISME PHYSIOLOGIQUE OU NATUREL [1]

J'ai montré dans ma précédente lettre comment le patriotisme en tant que qualité ou passion naturelle procède d'une loi physiologique, de celle précisément qui détermine la séparation des êtres vivants en espèces, en familles et en groupes.

La passion patriotique est évidemment une passion solidaire. Pour la retrouver plus explicite et plus clairement déterminée dans le monde animal, il faut donc la chercher surtout parmi les espèces d'animaux qui, comme l'homme, sont doués d'une nature éminemment sociable : parmi les fourmis, par exemple, les abeilles, les castors et bien d'autres qui ont des habitations communes stables, aussi bien que parmi les espèces qui errent en troupeaux ; les animaux à domicile collectif et fixé, représentant, toujours au point de vue naturel, le patriotisme des peuples agriculteurs, et les animaux vagabonds en troupeaux, celui des peuples nomades.

Il est évident que le premier est plus complet que ce dernier, qui n'implique, lui, que la solidarité des individus dans le troupeau, tandis que le premier y ajoute encore celle des individus avec le sol ou le domicile qu'ils habitent. L'habitude, qui pour les animaux aussi bien que pour l'homme constitue une seconde nature, certaines manières de vivre, sont beaucoup mieux déterminées, plus fixées parmi les animaux

1 *Le Progrès*, 12 (12 juin 1869), pp. 2-3.

collectivement sédentaires, que parmi les troupeaux vagabonds, et les habitudes différentes, ces manières particulières d'exister, constituent un élément essentiel du patriotisme.

On pourrait définir le patriotisme naturel ainsi : c'est un attachement instinctif, machinal et complètement dénué de critique pour des habitudes d'existence collectivement prises et héréditaires ou traditionnelles, et une hostilité tout aussi instinctive et machinale contre toute autre manière de vivre. C'est l'amour des siens et du sien et la haine de tout ce qui porte un caractère étranger. Le patriotisme, c'est donc un égoïsme collectif d'un côté et la guerre de l'autre.

Ce n'est point une solidarité assez puissante pour que les individus membres d'une collectivité animale ne s'entre-dévorent pas mutuellement au besoin ; mais elle est assez forte pourtant pour que tous ces individus, oubliant leurs discordes civiles, s'unissent contre chaque intrus qui leur arriverait d'une collectivité étrangère.

Voyez les chiens d'un village par exemple. Les chiens ne forment point naturellement de république collective ; abandonnés à leurs propres instincts, ils vivent en troupeaux errants, comme les loups, et ce n'est que sous l'influence de l'homme qu'ils deviennent des animaux sédentaires. Mais une fois établis, ils constituent dans chaque village une sorte de république non communautaire, mais fondée sur la liberté individuelle, selon la formule tant aimée des économistes bourgeois : chacun pour soi et le diable attrape le dernier. C'est un laissez-faire et laissez-aller sans limite, une concurrence, une guerre civile sans merci et sans trêve, où le plus fort mord toujours le plus faible — tout à fait comme dans les républiques bourgeoises. Maintenant qu'un chien d'un village voisin vienne à passer seulement dans leur rue, et vous voyez aussitôt tous ces citoyens en discorde se ruer en masse contre le malheureux

étranger.

Je le demande, n'est-ce pas la copie fidèle, ou plutôt l'original des copies qui se répètent chaque jour dans la société humaine ? N'est-ce pas une manifestation parfaite de ce patriotisme naturel duquel j'ai dit et j'ose encore répéter, qu'il n'est rien qu'une passion toute bestiale ? Bestial, il l'est sans doute, puisque les chiens incontestablement sont des bêtes, et que l'homme, animal comme le chien et comme tous les autres animaux sur la terre, mais animal doué de la faculté physiologique de penser et de parler, commence son histoire par la bestialité pour arriver à travers tous les siècles à la conquête et à la constitution plus parfaite de son humanité.

Une fois cette origine de l'homme connue, il n'est plus besoin de s'étonner de sa bestialité, qui est un fait naturel parmi tant d'autres faits naturels, ni même de s'indigner contre elle, car il n'en résulte pas du tout qu'il ne faille la combattre avec la plus grande énergie, puisque toute la vie humaine de l'homme n'est rien qu'un combat incessant contre sa bestialité naturelle au profit de son humanité.

J'ai tenu seulement à constater que le patriotisme que les poètes, les politiciens de toutes les écoles, les gouvernements et toutes les classes privilégiées nous vantent comme une vertu idéale et sublime, prend ses racines non dans l'humanité de l'homme, mais dans sa bestialité.

En effet, c'est à l'origine de l'histoire, et actuellement c'est dans les parties les moins civilisées de la société humaine, que nous voyons le patriotisme naturel régner sans partage. — Il constitue dans les collectivités humaines un sentiment sans doute beaucoup plus compliqué que dans les autres collectivités animales, par cette seule raison que la vie de l'homme, animal pensant et parlant, embrasse incomparablement plus d'objets

que celle des animaux des autres espèces ; aux habitudes et aux traditions toutes physiques viennent encore se joindre chez lui les traditions plus ou moins abstractives, intellectuelles et morales, une foule d'idées et de représentations fausses ou vraies, avec différentes coutumes religieuses, économiques, politiques et sociales. — Tout cela constitue en tant d'éléments du patriotisme naturel de l'homme, en tant que toutes ces choses, se combinant d'une façon ou d'une autre, forment, pour une collectivité quelconque, un mode particulier d'existence, une manière traditionnelle de vivre, de penser et d'agir autrement que les autres.

Mais quelque différence qu'il y ait entre le patriotisme naturel des collectivités humaines et celui des collectivités animales, sous le rapport de la quantité et même de la qualité des objets qu'ils embrassent, ils ont ceci de commun qu'ils sont également des passions instinctives, traditionnelles, habituelles, collectives et que l'intensité de l'un aussi bien que de l'autre ne dépend aucunement de la nature de leur contenu. On pourrait dire au contraire que moins ce contenu est compliqué, plus il est simple, plus intense et plus énergiquement exclusif est le sentiment patriotique qui le manifeste et l'exprime.

L'animal est évidemment beaucoup plus attaché aux coutumes traditionnelles de la collectivité dont il fait partie que l'homme ; chez lui cet attachement patriotique est fatal, et incapable de s'en défaire par lui-même, il ne s'en délivre parfois que sous l'influence de l'homme. De même, dans les collectivités humaines, moins grande est la civilisation, moins compliqué et plus simple est le fond même de la vie sociale, et plus le patriotisme naturel, c'est-à-dire l'attachement instinctif des individus pour toutes les habitudes matérielles, intellectuelles et morales qui constituent la vie traditionnelle et coutumière d'une collectivité particulière, aussi bien que leur haine pour tout ce qui en diffère, pour tout ce qui y est étranger, se

montrent intenses. — D'où il résulte que le patriotisme naturel est en raison inverse de la civilisation, c'est-à-dire du triomphe même de l'humanité dans les sociétés humaines.

Personne ne contestera que le patriotisme instinctif ou naturel des misérables populations des zones glacées, que la civilisation humaine a à peine effleurées et où la vie matérielle elle-même est si pauvre, ne soit infiniment plus fort ou plus exclusif que le patriotisme d'un Français, d'un Anglais ou d'un Allemand par exemple. L'Allemand, l'Anglais, le Français peuvent vivre et s'acclimater partout, tandis que l'habitant des régions polaires mourrait bientôt du mal du pays, si on l'en tenait éloigné. Et pourtant quoi de plus misérable et de moins humain que son existence ! Ce qui prouve encore une fois que l'intensité du patriotisme naturel n'est point une preuve d'humanité, mais de bestialité.

À côté de cet élément positif du patriotisme, qui consiste dans l'attachement instinctif des individus pour le mode particulier d'existence de la collectivité dont ils sont les membres, il y a encore l'élément négatif, tout aussi essentiel que le premier et qui en est inséparable ; c'est l'horreur également instinctive pour tout ce qui y est étranger — instinctive et par conséquent tout à fait bestiale ; oui, réellement bestiale, car cette horreur est d'autant plus énergique et plus invincible que celui qui l'éprouve a moins pensé et compris, est moins homme.

Aujourd'hui on ne trouve cette horreur patriotique pour l'étranger que chez les peuples sauvages ; on la retrouve encore en Europe au milieu des populations à demi-sauvages que la civilisation bourgeoise n'a point daigné éclairer — mais qu'elle n'oublie jamais d'exploiter. Il y a dans les plus grandes capitales de l'Europe, à Paris même, et à Londres surtout, des rues abandonnées à une population misérable et qu'aucune lumière n'a jamais éclairée. Il suffit qu'un étranger s'y présente pour

qu'une foule d'êtres humains misérables, hommes, femmes, enfants, à peine vêtus et portant sur leur figure et sur toute leur personne les signes de la misère la plus affreuse et de la plus profonde abjection, l'entourent, l'insultent et quelquefois même le maltraitent, seulement parce qu'il est étranger. Ce patriotisme brutal et sauvage n'est-il donc point la négation la plus criante de tout ce qui s'appelle humanité ?

Et pourtant, il est des journaux bourgeois très éclairés, comme le *Journal de Genève* par exemple, qui n'éprouvent aucune honte en exploitant ce préjugé si peu humain et cette passion toute bestiale. Je veux pourtant leur rendre justice et je reconnais volontiers qu'ils les exploitent sans les partager en aucune manière et seulement parce qu'ils trouvent intérêt à les exploiter, de même que font aujourd'hui à peu près tous les prêtres de toutes les religions, qui prêchent les niaiseries religieuses sans y croire et seulement parce qu'il est évidemment dans l'intérêt des classes privilégiées que les masses populaires continuent d'y croire.

Lorsque le *Journal de Genève* se trouve à bout d'arguments et de preuves, il dit : c'est une chose, une idée, un homme étrangers, et il a une si petite idée de ses compatriotes, qu'il espère qu'il lui suffira de proférer ce mot terrible d'*étranger*, pour qu'oubliant tout, et sens commun et humanité et justice, ils se mettent tous de son côté.

Je ne suis point Genevois, mais je respecte trop les habitants de Genève, pour ne pas croire que le *Journal* se trompe sur leur compte. Ils ne voudront sans doute pas sacrifier l'humanité à la bestialité exploitée par l'astuce.

LE PATRIOTISME (*Suite* [1])

J'ai dit que le patriotisme en tant qu'instinctif ou naturel, ayant toutes ses racines dans la vie animale, ne présente rien en plus qu'une combinaison particulière d'habitudes collectives : matérielles, intellectuelles et morales, économiques, politiques et sociales, développées par la tradition ou par l'histoire, dans une société humaine restreinte. Ces habitudes, ai-je ajouté encore, peuvent être bonnes ou mauvaises, le contenu ou l'objet de ce sentiment instinctif n'ayant aucune influence sur le degré de son intensité ; et même si l'on devait admettre sous ce dernier rapport une différence quelconque, elle pencherait plutôt en faveur des mauvaises habitudes que des bonnes. Car — à cause même de l'origine animale de toute société humaine, et par l'effet de cette force d'inertie, qui exerce une action tout aussi puissante dans le monde intellectuel et moral que dans le monde matériel, — dans chaque société qui ne dégénère pas encore, mais qui progresse et marche en avant, les mauvaises habitudes, ayant toujours pour elles la priorité du temps, sont plus profondément enracinées que les bonnes. Ceci nous explique pourquoi, sur la somme totale des habitudes collectives actuelles, dans les pays les plus avancés du monde civilisé, les neuf dixièmes au moins ne valent rien.

Qu'on ne s'imagine pas que je veuille déclarer la guerre à l'habitude qu'ont généralement la société et les hommes de se laisser gouverner par l'*habitude*. En cela comme en beaucoup

1 *Le Progrès*, 14 (16 juillet 1869), pp. 2-3.

d'autres choses, ils ne font que fatalement obéir à une loi naturelle, et il serait absurde de se révolter contre des lois naturelles. L'action de l'habitude dans la vie intellectuelle et morale des individus aussi bien que des sociétés est la même que celle des forces végétatives dans la vie animale. L'une et l'autre sont des conditions d'existence et de réalité. Le bien aussi bien que le mal, pour devenir une chose réelle, doit passer en habitude soit dans l'homme pris individuellement, soit dans la société. Tous les exercices, toutes les études auxquels les hommes se livrent n'ont point d'autre but, et les meilleures choses ne s'enracinent dans l'homme, au point de devenir sa seconde nature, que par cette puissance d'habitude. Il ne s'agit donc pas de se révolter follement contre elle, puisque c'est une puissance fatale, qu'aucune intelligence ni volonté humaines ne sauraient renverser. Mais si, éclairés par la raison du siècle et par l'idée que nous nous formons de la vraie justice, nous voulons sérieusement devenir des hommes, nous n'avons qu'une chose à faire : c'est d'employer constamment la force de volonté, c'est-à-dire l'habitude de vouloir, que des circonstances indépendantes de nous-mêmes ont développée en nous, à l'extirpation de nos mauvaises habitudes et à leur remplacement par des bonnes. Pour humaniser une société tout entière, il faut détruire sans pitié toutes les causes, toutes les conditions économiques, politiques et sociales qui produisent dans les individus la tradition du mal, et les remplacer par des conditions qui auraient pour conséquence nécessaire d'engendrer dans ces mêmes individus la pratique et l'habitude du bien.

Au point de vue de la conscience moderne, de l'humanité et de la justice, telles que, grâce aux développements passés de l'histoire, nous sommes enfin parvenus à les comprendre, le patriotisme est une mauvaise, étroite et funeste habitude, puisqu'elle est la négation de l'égalité et de la solidarité humaines. La question sociale, posée pratiquement aujourd'hui

par le monde ouvrier de l'Europe et de l'Amérique, et dont la solution n'est possible que par l'abolition des frontières des États, tend nécessairement à détruire cette habitude traditionnelle dans la conscience des travailleurs de tous les pays. Je montrerai plus tard comment, dès le commencement de ce siècle, elle a été déjà fortement ébranlée dans la conscience de la haute bourgeoisie financière, commerçante et industrielle, par le développement prodigieux et tout internationale sa richesses et de ses intérêts économiques. Mais il faut que je montre d'abord comment, bien avant cette révolution bourgeoise, le patriotisme naturel, instinctif et qui par sa nature même ne peut être qu'un sentiment très étroit, très restreint et une habitude collective toute locale, a été dès le début de l'histoire, profondément modifié, dénaturé et diminué par la formation successive des États politiques.

En effet le patriotisme en tant que sentiment tout à fait naturel, c'est-à-dire produit par la vie réellement solidaire d'une collectivité et encore point ou peu affaibli par la réflexion ou par l'effet des intérêts économiques et politiques, aussi bien que par celui des abstractions religieuses ; ce patriotisme sinon tout à fait, du moins en très grande partie animal, ne peut embrasser qu'un monde très restreint : une tribu, une commune, un village. Au commencement de l'histoire, comme aujourd'hui chez les peuples sauvages, il n'y avait point de nation, ni de langue nationale, ni de culte national — il n'y avait donc pas de patrie dans le sens politique de ce mot. Chaque petite localité, chaque village avait sa langue particulière, son Dieu, son prêtre ou son sorcier, et n'était rien qu'une famille multipliée, élargie, qui s'affirmait en vivant, et qui, en guerre avec toutes les autres tribus, niait par son existence tout le reste de l'humanité. Tel est le patriotisme naturel dans son énergique et naïve crudité.

Nous retrouvons encore des restes de ce patriotisme même dans quelques-uns des pays les plus civilisés de l'Europe, en

Italie par exemple, surtout, dans les provinces méridionales de la péninsule italienne, où la configuration du sol, les montagnes et la mer, créant des barrières entre les vallées, les communes et les villes, les sépare, les isole et les rend à peu près étrangères l'une à l'autre. Proudhon, dans sa brochure sur l'unité italienne, a observé avec beaucoup de raison que cette unité n'était encore qu'une idée, une passion toute bourgeoise et nullement populaire ; que les populations des campagnes au moins y sont restées jusqu'à cette heure en très grande partie étrangères, et j'ajouterai même hostiles, parce que cette unité qui se met en contradiction d'un côté avec leur patriotisme local, de l'autre ne leur a rien apporté jusqu'ici qu'une exploitation impitoyable, l'oppression et la ruine.

Même en Suisse, surtout dans les cantons primitifs, ne voyons-nous pas très souvent le patriotisme local lutter contre le patriotisme cantonal et ce dernier contre le patriotisme politique, national de la confédération républicaine tout entière ?

Pour me résumer, je conclus que le patriotisme en tant que sentiment naturel, étant dans son essence et dans sa réalité un sentiment essentiellement tout local, est un empêchement sérieux à la formation des États, et que par conséquent ces derniers et avec eux la civilisation n'ont pu s'établir qu'en détruisant sinon tout à fait, au moins à un degré considérable, cette passion animale.

LE PATRIOTISME (*suite* [1])

Après avoir considéré le patriotisme au point de vue naturel, et après avoir démontré *qu'à ce point de vue*, d'un côté, c'est un sentiment proprement bestial ou animal, puisqu'il est commun à toutes les espèces d'animaux, et que de l'autre, il est essentiellement local, puisqu'il ne peut jamais embrasser que l'espace ou le monde très restreint dans lequel l'homme privé de civilisation passe sa vie, — je vais passer maintenant à l'analyse du patriotisme exclusivement humain, du patriotisme *économique, politique*, et *religieux*.

C'est un fait constaté par les naturalistes et désormais passé à l'état d'axiome, que le nombre de chaque population animale correspond toujours à la quantité des moyens de subsistance qui se trouvent dans le pays qu'elle habite. La population augmente toutes les fois que ces moyens se trouvent en plus grande quantité ; elle diminue avec la diminution de cette quantité. Lorsqu'une population animale a dévoré toutes les subsistances d'un pays, elle émigré. Mais cette émigration rompant toutes ses anciennes habitudes, toutes ses manières quotidiennes et routinières de vivre, et lui faisant chercher, sans aucune connaissance, sans aucune pensée, instinctivement et tout à fait à l'aventure, les moyens de subsister dans des pays absolument inconnus, est toujours accompagnée de privations

1 *Le Progrès*, 17 (21 août 1869), pp. 2-4.

et de souffrances immenses. La plus grande partie de la population animale émigrante périt de faim, servant souvent de nourriture aux survivants ; et la plus petite partie seulement parvient à s'acclimater et à trouver de nouveaux moyens de vivre dans un nouveau pays.

Puis vient la guerre, la guerre entre les espèces qui se nourrissent des mêmes aliments, la guerre entre celles qui pour vivre ont besoin de se dévorer l'une l'autre. Considéré à ce point de vue, le monde naturel n'est rien qu'une hécatombe sanglante, une tragédie effrayante et lugubre écrite par la faim.

Ceux qui admettent l'existence d'un Dieu créateur ne se doutent pas du beau compliment qu'ils lui font en le représentant comme le créateur *de ce monde*. Comment ! un Dieu toute puissance, toute intelligence, toute bonté, n'aurait pu aboutir qu'à créer un monde pareil, une horreur.

Il est vrai que les théologiens ont un excellent argument par expliquer cette contradiction révoltante. Le monde avait été créé parfait, disent-ils, il y régna d'abord une harmonie absolue, jusqu'à ce que, l'homme ayant péché, Dieu, furieux contre lui, maudit l'homme et le monde.

Cette explication est d'autant plus édifiante qu'elle est pleine d'absurdités, et l'on sait que c'est dans l'absurde que consiste toute la force des théologiens. Pour eux, plus une chose est absurde, impossible, plus elle est vraie. Toute religion n'est que la déification de l'absurde.

Ainsi, Dieu parfait a créé un monde parfait, et voilà que cette perfection dégringole, et peut attirer sur elle la malédiction de son créateur, et, après avoir été une perfection absolue, devient une imperfection absolue. Comment la perfection a-t-elle pu devenir l'imperfection ? À ceci on répondra que c'est

précisément parce que le monde, quoique parfait au moment de la création, n'était pas néanmoins une perfection absolue, Dieu seul étant absolu, le Plus-que-parfait. Le monde n'étant parfait que d'une manière relative et en comparaison de ce qu'il est maintenant.

Mais alors pourquoi employer ce mot de perfection, qui ne comporte rien de relatif ? La perfection n'est-elle pas nécessairement absolue ? Dites donc que Dieu avait créé un monde imparfait, mais meilleur que celui que nous voyons maintenant. Mais s'il n'était que meilleur, s'il était déjà imparfait au sortir des mains du créateur, il ne présentait pas cette harmonie et cette paix absolue dont Messieurs les théologiens nous rabattent les oreilles. Et alors nous leur demanderons : Tout créateur, selon votre propre dire, ne doit-il pas être jugé d'après sa création, comme l'ouvrier d'après son œuvre ? Le créateur d'une chose imparfaite est nécessairement un créateur imparfait ; le monde ayant été imparfait, Dieu, son créateur, est nécessairement imparfait. Car ce fait qu'il a créé un monde imparfait ne peut s'expliquer que par son inintelligence, ou par son impuissance, ou par sa méchanceté.

Mais, dira-t-on, le monde était parfait, seulement il était moins parfait que Dieu. À cela, je répondrai que, lorsqu'il s'agit de la perfection, on ne peut pas parler de plus ou de moins ; la perfection est complète, entière, absolue, ou bien elle n'existe pas. Donc, si le monde était moins parfait que Dieu, le monde était imparfait ; d'où il résulte que Dieu, créateur d'un monde imparfait, était imparfait lui-même, qu'il reste imparfait, qu'il n'a jamais été Dieu, que Dieu n'existe pas.

Pour sauver l'existence de Dieu, Messieurs les théologiens seront donc forcés de m'accorder que le monde créé par lui était parfait à son origine. Mais alors je leur poserai deux petites questions. D'abord, si le monde a été parfait, comment deux

perfections pouvaient-elles exister en dehors l'une de l'autre ? La perfection ne peut être qu'unique ; elle ne permet pas de dualité, parce que, dans la dualité, l'un limitant l'autre, le rend nécessairement imparfait. Donc, si le monde a été parfait, il n'y a pas eu de Dieu ni au-dessus ni même en dehors de lui, — le monde lui-même était Dieu. — Une autre question. Si le monde a été parfait, comment a-t-il fait pour déchoir ? Jolie perfection que celle qui peut s'altérer et se perdre ! Et si l'on admet que la perfection peut déchoir, donc Dieu peut déchoir aussi ! — Ce qui veut dire que Dieu a bien existé dans l'imagination croyante des hommes, mais que la raison humaine, qui triomphe de plus en plus dans l'histoire, le détruit.

Enfin, qu'il est singulier, ce Dieu des chrétiens ! Il créa l'homme de manière à ce qu'il puisse, à ce qu'il *doive* pécher et tomber. Dieu ayant parmi ses attributs infinis la toute-science, ne pouvait ignorer, en créant l'homme, qu'il tomberait ; et puisque Dieu le savait, l'homme devait tomber : autrement il aurait donné un démenti insolent à la toute-science divine. Que nous parle-t-on donc de liberté humaine ? il y avait fatalité ! Obéissant à cette pente fatale, — ce que d'ailleurs le plus simple père de famille aurait pu prévoir à la place du bon Dieu, — l'homme tombe : et voilà que la divine perfection se met dans une terrible colère, dans une colère aussi ridicule qu'odieuse ; Dieu ne maudit pas seulement les transgresseurs de sa loi, mais toute la descendance humaine, alors même qu'elle n'existait pas encore, et que, par conséquent elle était absolument innocente du péché de nos premiers parents ; et non content de cette révoltante injustice, il maudit encore ce monde harmonieux qui n'y était pour rien, et le transforme en un réceptacle de crimes et d'horreurs, en une perpétuelle boucherie. Puis, esclave de sa propre colère et de la malédiction prononcée par lui-même contre les hommes et le monde, contre sa propre création, et se rappelant un peu tard qu'il était un Dieu d'amour, que fait-il ? Ce n'est pas assez d'avoir ensanglanté le monde par sa colère ; il

verse encore le sang de son Fils unique, ce Dieu sanguinaire ; il l'immole sous k prétexte de réconcilier le monde avec sa divine Majesté ! Encore s'il y avait réussi ! Mais non, le monde naturel et humain reste aussi déchiré et ensanglanté qu'avant cette monstrueuse rédemption. — D'où il résulte clairement que le Dieu des chrétiens, comme tous les Dieux qui l'ont précédé, est un Dieu aussi impuissant que cruel, aussi absurde que méchant.

Et ce sont de pareilles absurdités qu'on veut imposer à notre liberté, à notre raison ! C'est avec de pareilles monstruosités qu'on prétend moraliser, humaniser les hommes ! Que Messieurs les théologiens aient donc le courage de renoncer franchement à l'humanité aussi bien qu'à la raison. Ce n'est pas assez de dire avec Tertullien : « *Credo quia absurdum.* Je crois en ce qui est absurde » ; — qu'ils tâchent encore, s'ils le peuvent, de nous imposer leur christianisme par le knout, comme le czar de toutes les Russies, par le bûcher, comme Calvin, par la Sainte Inquisition, comme les bons catholiques, par la violence, la torture et la mort comme voudraient pouvoir le faire encore les prêtres de toutes les religions possibles, — qu'ils essaient tous ces jolis moyens, mais qu'ils n'espèrent pas triompher jamais d'une autre façon.

Quant à nous, laissons une fois pour toutes ces absurdités et ces horreurs divines à ceux qui croient follement pouvoir longtemps encore exploiter la plèbe, les masses ouvrières en leur nom ; et retournant à notre raisonnement tout humain, rappelons-nous toujours que la lumière humaine, la seule qui puisse nous éclairer, nous émanciper, nous rendre dignes et heureux, n'est point au début, mais relativement au temps où l'on vit, à la fin de l'histoire, et que l'homme, dans son développement historique, est parti de l'animalité pour arriver de plus en plus à l'humanité. Ne regardons donc jamais en arrière, toujours en avant, car en avant est notre soleil et notre

salut ; et s'il nous est permis, s'il est même utile de regarder quelquefois en arrière, ce n'est que pour constater ce que nous avons été et ce que nous ne devons plus être, ce que nous avons fait et ce que nous ne devons plus faire jamais.

Le monde naturel est le théâtre constant d'une lutte interminable, de la lutte pour la vie. Nous n'avons pas à nous demander pourquoi cela est ainsi. Nous ne l'avons pas fait, nous l'avons trouvé en naissant à la vie. C'est notre point de départ naturel, et nous n'en sommes nullement responsables. Qu'il nous suffise de savoir que cela est, que cela a été, et qu'il en sera probablement toujours ainsi. L'harmonie s'y établit par le combat, par le triomphe des uns, par la défaite et le plus souvent par la mort des autres. La croissance et le développement des espèces y sont limités par leur propre faim et par l'appétit des autres espèces, c'est-à-dire par la souffrance, par la mort. Nous ne disons pas avec les chrétiens, que cette terre soit une vallée de douleurs, mais nous devons convenir qu'elle n'est pas du tout aussi tendre mère qu'on le dit, et que les êtres vivants ont besoin de beaucoup d'énergie pour y vivre. Dans le monde naturel, les forts vivent et les faibles succombent, et les premiers ne vivent que parce que les autres succombent.

Est-il possible que cette loi fatale de la vie naturelle soit aussi celle du monde humain et social ?

LE PATRIOTISME (*suite* [1]).

Les hommes sont-ils condamnés par leur nature à s'entre-dévorer pour vivre, comme le font les animaux des autres espèces ?

Hélas ! nous trouvons au berceau de la civilisation humaine l'anthropophagie, en même temps et ensuite les guerres d'extermination, la guerre des races et des peuples : guerres de conquête, guerres d'équilibre, guerres politiques et guerres religieuses, guerres pour les grandes idées comme celles que fait la France dirigée par son empereur actuel, et guerres patriotiques pour la grande unité nationale comme celles que méditent d'un côté le ministre pangermaniste de Berlin et de l'autre le czar panslaviste de Saint-Pétersbourg !

Et au fond de tout cela, à travers toutes les phrases hypocrites dont on se sert pour se donner une appa-rence d'humanité et de droit, que trouvons-nous ? Toujours la même question économique : *la tendance des uns de vivre et de prospérer aux dépens des autres*. Tout le reste n'est que de la blague. Les ignorants, les naïfs et les sots s'y laissent prendre, mais les hommes forts qui dirigent les destinées des États savent fort bien qu'au fond de toutes les guerres, il n'y a qu'un seul intérêt : le pillage, la conquête des richesses d'autrui et l'asservissement du travail d'autrui !

Telle est la réalité à la fois cruelle et brutale que les bons

1 *Le Progrès*, 19 (18 septembre 1869), p. 4.

Dieux de toutes les religions, les Dieux des batailles, n'ont jamais manqué de bénir ; à commencer par Jéhovah, le Dieu des Juifs, le Père éternel de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui a commandé à son peuple élu de massacrer tous les habitants de la Terre promise ; — et à finir par le Dieu catholique, représenté par les papes, qui, en récompense du massacre des païens, des mahométans et des hérétiques, ont fait don de la terre de ces malheureux à leurs heureux massacreurs tout dégouttants de leur sang. Aux victimes, l'enfer ; aux bourreaux, leurs dépouilles, les biens de la terre, — tel est donc le but des guerres les plus saintes, des guerres religieuses.

Il est évident que, jusqu'à cette heure au moins, l'humanité n'a point fait exception à cette loi générale de l'animalité qui condamne tous les êtres vivants à s'entre dévorer pour vivre. Le socialisme, comme je tâcherai de le démontrer par la suite de ces articles, le socialisme, en mettant à la place de la justice politique, juridique et divine la justice humaine, en remplaçant le patriotisme par la solidarité universelle des hommes, et la concurrence économique par l'organisation internationale d'une société toute fondée sur le travail, pourra seul mettre fin à ces manifestations brutales de l'animalité humaine, à la guerre.

Mais jusqu'à ce qu'il ait triomphé sur la terre, tous les Congrès bourgeois pour la paix et pour la liberté auront beau protester, et tous les Victor Hugo du monde auront beau les présider, les hommes continueront à s'entre-déchirer comme les bêtes fauves.

Il est bien constaté que l'histoire humaine, comme celle de toutes les autres espèces d'animaux a commencé par la guerre. Cette guerre, qui n'a eu et qui n'a d'autre but que de conquérir les moyens de la vie, a eu différentes phases de développement, parallèles aux différentes phases delà civilisation, c'est-à-dire du développement des besoins de l'homme et des moyens de les

satisfaire.

Ainsi, animal omnivore, l'homme a vécu d'abord comme tous les autres animaux, de fruits et de plantes, de chasse et de pêche. Pendant bien des siècles, sans doute, l'homme chassa et pécha comme le font les bêtes encore aujourd'hui, sans l'aide d'autres instruments que ceux dont la nature l'avait doué. La première fois qu'il se servit de l'arme la plus grossière, d'un simple bâton ou d'une pierre, il fit acte de réflexion, et s'affirma, sans en avoir sans doute le soupçon, comme un animal pensant, comme homme ; car l'arme même la plus primitive, devant nécessairement s'adapter au but que l'homme se propose d'atteindre, suppose un certain calcul de l'esprit, calcul qui distingue essentiellement l'homme animal de tous les autres animaux de la terre. Grâce à cette faculté de réfléchir, de penser, d'inventer, l'homme perfectionna ses armes, très lentement il est vrai, à travers beaucoup de siècles, et se transforma par là même en chasseur ou en bête féroce armée.

Arrivés à ce premier degré de civilisation, les petits groupes humains eurent naturellement plus de facilité à se nourrir en tuant les êtres vivants, sans en excepter les hommes, qui devaient leur servir d'aliments, que les bêtes privées de ces instruments de chasse ou de guerre ; et *comme la multiplication de toutes les espèces animales est toujours en proportion directe des moyens de subsistance*, il est évident que le nombre des hommes devait augmenter dans une proportion plus forte que celui des animaux des autres espèces, et qu'enfin il devait arriver un moment où la nature inculte ne pouvait plus suffire à nourrir tout le monde.

Si [1] la raison humaine n'était pas progressive ; si, s'appuyant d'un côté sur la tradition qui conserve au profit des générations futures les connaissances acquises par les

1 (Suite). *Le Progrès*, 20 (2 octobre 1869). p. 3.

générations passées, et se propageant d'un autre côté, grâce à ce don de la parole qui est inséparable de celui de la pensée, elle ne se développait pas toujours davantage ; si elle n'était pas douée de la faculté illimitée d'inventer de nouveaux procédés pour défendre l'existence humaine contre toutes les forces naturelles qui lui sont contraires, cette insuffisance de la nature aurait été nécessairement la limite de la multiplication de l'espèce humaine.

Mais grâce à cette précieuse faculté qui lui permet de savoir, de réfléchir, de comprendre, l'homme peut franchir cette limite naturelle qui arrête le développement de toutes les autres espèces animales. Quand les sources naturelles furent épuisées, il en créa d'artificielles. Profitant non de sa force physique, mais de sa supériorité d'intelligence, il se mit non plus simplement à tuer pour les dévorer immédiatement, mais à soumettre, à apprivoiser et à cultiver en quelque sorte les bêtes sauvages, pour les faire servir à ses buts. Et c'est ainsi qu'à travers des siècles encore, des groupes de chasseurs se transformèrent en groupes de pasteurs.

Cette nouvelle source d'existence multiplia naturellement encore davantage l'espèce humaine, ce qui mit cette dernière dans la nécessité de créer des moyens de subsistance nouveaux. L'exploitation des bêtes ne suffisant plus, les groupes humains se mirent à exploiter la terre. Les peuples nomades et pasteurs se transformèrent ainsi à travers beaucoup d'autres siècles en peuples cultivateurs.

C'est dans cette période de l'histoire que proprement s'établit l'esclavage. Les hommes, bêtes sauvages s'il en fut, commencèrent d'abord par dévorer leurs ennemis tués ou faits prisonniers. Mais lorsqu'ils commencèrent à comprendre l'avantage qu'il y avait pour eux à se faire servir par les bêtes ou les exploiter sans les tuer immédiatement, ils durent

comprendre bientôt celui qu'ils pouvaient retirer des services de l'homme, le plus intelligent des animaux de cette terre. L'ennemi vaincu ne fut plus dévoré, mais il devint esclave, forcé de faire le travail nécessaire pour la subsistance de son maître.

Le travail des peuples pasteurs est si léger si simple qu'il n'exige presque pas le travail des esclaves. Aussi voyons-nous que chez les peuples nomades et bergers le nombre des esclaves est fort restreint, pour ne pas dire presque nul. Il en est autrement des peuples sédentaires et agricoles. L'agriculture exige un travail assidu, journalier et pénible. L'homme libre des forêts et des plaines, le chasseur aussi bien que le pasteur, s'y assujettit avec une très grande répugnance. Aussi voyons-nous encore aujourd'hui chez les peuples sauvages de l'Amérique, par exemple, que c'est sur l'être comparativement le plus faible, sur la femme, que retombent tous les travaux de l'intérieur les plus durs et les plus dégoûtants. Les hommes ne connaissent d'autre métier que la chasse et la guerre, que dans notre civilisation même on considère encore comme les métiers les plus nobles, et méprisant toutes les autres occupations, restent étendus paresseusement fumant leurs pipes, tandis que leurs malheureuses femmes, ces esclaves naturelles de l'homme barbare, succombent sous le fardeau de leur besogne journalière.

Un pas de plus dans la civilisation, et l'esclave prend le rôle de la femme. Bête de somme intelligente, forcé de soulever toute la charge du travail corporel, il crée le loisir et le développement intellectuel et moral de son maître.

(*À suivre* [1].) MICHEL BAKOUNINE.

1 La suite n'a pas paru.

DIEU ET L'ÉTAT

(Extrait du Manuscrit inédit)

DIEU ET L'ÉTAT [1]

C'est au nom de cette fiction qui s'appelle tantôt l'intérêt collectif, le droit collectif ou la volonté et la liberté collectives, que les absolutistes jacobins, les révolutionnaires de l'École de J.-J. Rousseau et de Robespierre proclament la théorie menaçante et inhumaine du droit absolu de l'État, tandis que les absolutistes monarchiques l'appuient avec beaucoup plus de conséquence logique sur la grâce de Dieu. Les doctrinaires libéraux, au moins ceux parmi eux qui prennent les théories libérales au sérieux, partent du principe de la liberté individuelle, se posent tout d'abord, comme on sait, en adversaires de celui de l'État. Ce sont eux qui ont dit les premiers que le gouvernement, c'est-à-dire le corps des fonctionnaires organisé d'une manière ou d'une autre et chargé spécialement d'exercer l'action de l'État, était un *mal* nécessaire, et que toute la civilisation consistait en ceci, d'en diminuer toujours davantage les attributs et les droits. Pourtant

---

1 Je reproduis ici les pp. 286 à 340, c'est-à-dire la dernière partie du manuscrit ; les pp. 240 à 286 restent donc inédites, j'ai dit pourquoi dans l'introduction. Du reste, tout ce qu'on va lire est pour ainsi dire indépendant de ce qui précède, étant écrit sous forme de note aux phrases suivantes qui reproduisent les idées des métaphysiciens que Bakounine va combattre : « *L'État s'impose donc à chacun comme le représentant unique du Bien, du Salut, de la Justice de tous. Il limite la liberté de chacun au nom de la liberté de tous, le droit de chacun au nom du droit de tous les intérêts individuels de chacun au nom de l'intérêt collectif de la société tout entière.* Avec ces mots se termine le *texte* proprement dit du manuscrit et tout ce qui suit est écrit en *note*.

nous voyons, qu'en pratique, toutes les fois que l'existence de l'État est mise sérieusement en question, les libéraux doctrinaires se montrent des partisans non moins fanatiques du droit absolu de l'État que les absolutistes, monarchiques et jacobins.

Leur culte quand même de l'État, en apparence du moins si complètement opposé à leurs maximes libérales, s'explique de deux manières : d'abord *pratiquement* par les intérêts de leur classe, l'immense majorité des libéraux doctrinaires appartenant à la bourgeoisie. Cette classe si nombreuse et si respectable ne demanderait pas mieux que de s'accorder à elle-même le droit ou plutôt le privilège de la plus complète anarchie ; toute son économie sociale, la base réelle de son existence politique, n'a d'autre loi, on le sait, que cette anarchie exprimée dans ces mots devenus si célèbres : « *Laissez faire et laissez passer*. » Mais elle n'aime cette anarchie que pour elle-même et à condition seulement que les masses « trop ignorantes pour en jouir sans en abuser » restent soumises à la plus sévère discipline de l'État. Car si les masses, fatiguées de travailler pour autrui, allaient s'insurger, toute l'existence politique et sociale de la bourgeoisie croulerait. Aussi voyons-nous partout et toujours que, quand la masse des travailleurs se remue, les libéraux bourgeois les plus exaltés, redeviennent immédiatement des partisans forcenés de l'omnipotence de l'État. Et comme l'agitation des masses populaires devient aujourd'hui un mal croissant et chronique, nous voyons les bourgeois libéraux, même dans les pays les plus libres, se convertir de plus en plus au culte du pouvoir absolu.

A côté de cette raison pratique, il y en a une autre de nature toute *théorique* et qui force également les libéraux les plus sincères à revenir toujours au culte de l'État. Ils sont et s'appellent libéraux parce qu'ils prennent la liberté individuelle pour base et pour point de départ de leur théorie, et c'est

précisément parce qu'ils ont ce point de départ ou cette base qu'ils doivent arriver, par une fatale conséquence, à la reconnaissance du droit absolu de l'État.

La liberté individuelle n'est point, selon eux, une création, un produit historique de la société. Ils prétendent qu'elle est antérieure à toute société, et que tout homme l'apporte en naissant, avec son âme immortelle, comme un don divin. D'où il résulte que l'homme est quelque chose, qu'il n'est même complètement lui-même, un être entier et en quelque sorte absolu qu'en dehors de la société. Étant libre lui-même antérieurement et en dehors de la société, il forme nécessairement cette dernière par un acte volontaire et par une sorte de contrat soit instinctif ou tacite, soit réfléchi et formel. En un mot, dans cette théorie, ce ne sont pas les individus qui sont créés par la société, ce sont eux au contraire qui la créent, poussés par quelque nécessité extérieure, telles que le travail et la guerre.

On voit que, dans cette théorie, la société proprement dite n'existe pas ; la société humaine naturelle, le point de départ réel de toute humaine civilisation, le seul milieu dans lequel puisse réellement naître et se développer la personnalité et la liberté des hommes lui est parfaitement inconnue. Elle ne reconnaît d'un côté que les individus, êtres existants par eux-mêmes et libres d'eux-mêmes, et de l'autre, cette société conventionnelle, formée arbitrairement par ces individus et fondée sur un contrat soit formel , soit tacite c'est-à-dire l'État. (Ils savent fort bien qu'aucun État historique n'a jamais eu un contrat pour base et que tous ont été fondés par la violence, par la conquête. Mais cette fiction du contrat libre, base de l'État, leur est nécessaire, et ils se l'accordent sans plus de cérémonie).

Les individus humains dont la masse conventionnellement réunie forme l'État, apparaissent, dans cette théorie, comme des

êtres tout à fait singuliers et pleins de contradiction. Doués chacun d'une âme immortelle et d'une liberté ou d'un libre arbitre qui leur sont inhérents, ils sont, d'un côté, des êtres infinis, absolus et comme tels complets en eux-mêmes, par eux-mêmes, se suffisant à eux-mêmes et n'ayant besoin de personne, à la rigueur pas même de Dieu, parce que étant immortels et infinis ils sont eux-mêmes des Dieux. D'un autre, ils sont des êtres très brutalement matériels, faibles, imparfaits, limités et absolument dépendants de la nature extérieure qui les porte, les enveloppe et finit parles emporter tôt ou tard. Considérés au premier point de vue, ils ont si peu besoin de la société, que cette dernière apparaît plutôt comme un empêchement à la plénitude de leur être, à leur liberté parfaite. Aussi avons-nous vu, dès le début du Christianisme, des hommes saints et rigides, qui, ayant pris l'immortalité et le salut de leurs âmes au sérieux, ont rompu leurs liaisons sociales et fuyant tout commerce humain ont cherché dans la solitude la perfection, la vertu. Dieu. Ils ont considéré avec beaucoup de raison, avec beaucoup de conséquence logique, la société comme une source de corruption et l'isolement absolu de l'âme comme la condition de toutes les vertus. S'ils sortirent quelquefois de leur solitude, ce ne fut jamais par besoin, mais par générosité, par charité chrétienne pour les hommes qui continuant de se corrompre dans le milieu social, avaient besoin de leurs conseils, de leurs prières et de leur direction. Ce fut toujours pour sauver les autres, jamais pour se sauver et pour se perfectionner eux-mêmes. Ils risquaient au contraire de perdre leurs âmes en rentrant dans cette société qu'ils avaient fuie avec horreur, comme l'école de toutes les corruptions, et aussitôt leur sainte œuvre achevée ils retournaient au plus vite dans leur désert pour s'y reperfectionner de nouveau par la contemplation incessante de leur être individuel, de leur âme solitaire, en présence de Dieu seul.

C'est un exemple que tous ceux qui croient encore

aujourd'hui à l'immortalité de l'âme, à la liberté innée ou au libre arbitre, devaient suivre, pour peu qu'ils désirent sauver leurs âmes, et les préparer dignement pour la vie éternelle. Je le répète encore, les saints anachorètes qui à force d'isolement arrivaient à une imbécillité complète, étaient parfaitement logiques. Du moment que l'âme est immortelle, c'est-à-dire infinie par son essence, libre et d'elle-même, elle doit se suffire à elle-même. Il n'y a que les êtres passagers, limités et finis qui puissent se compléter mutuellement ; l'infini ne se complète pas. En rencontrant un autre, qui n'est pas lui-même, il se sent au contraire rétréci, donc il doit fuir, ignorer tout ce qui n'est pas lui-même. À la rigueur, ai-je dit, l'âme immortelle devait pouvoir se passer de Dieu même. Un être infini en lui-même ne peut en reconnaître un autre qui lui soit, égal à côté de lui, ni encore moins un qui lui serait supérieur au-dessus de lui-même. Tout être qui serait aussi infini que lui-même et qui serait autre que lui, lui poserait une limite et par conséquent en ferait un être déterminé et fini. En reconnaissant un être aussi infini qu'elle-même, en dehors d'elle-même, l'âme immortelle se reconnaît donc nécessairement comme un être fini. Car l'infini n'est réellement tel qu'en embrassant tout et ne laissant rien en dehors de soi-même. À plus forte raison un être infini ne peut, ne doit pas reconnaître un être infini qui lui soit supérieur. L'infinité n'admet rien de relatif, rien de comparatif ; ces mots infinité supérieure et infinité inférieure impliquent donc une absurdité. Dieu est précisément une absurdité. La théologie qui a le privilège d'être absurde et qui croit dans les choses précisément parce que ces choses sont absurdes, a mis au-dessus des âmes humaines immortelles et par conséquent infinies, l'infinité supérieure, absolue de Dieu. Mais pour se corriger, elle a créé la fiction de Satan qui représente précisément la révolte d'un être infini contre l'existence d'une infinité absolue, contre Dieu. Et de même que Satan s'est révolté contre l'infinité supérieure de Dieu, de même les saints anachorètes du christianisme, trop humbles pour se révolter

contre Dieu, se sont révoltés contre l'infinité égale des hommes, contre la société.

Ils ont déclaré avec beaucoup de raison qu'ils n'en avaient pas besoin pour se sauver ; et que puisque par une fatalité étrange ils étaient des infinités [1] .... et déchues, la société de Dieu, la contemplation d'eux-mêmes en présence de cette infinité absolue leur suffisait.

Et je le déclare encore, c'est un exemple à suivre pour tous ceux qui croient en l'immortalité de l'âme. À ce point de vue, la société ne peut leur offrir qu'une perdition certaine. En effet, que donne-t-elle aux hommes ? Les richesses matérielles tout d'abord qui ne peuvent être produites en proportion suffisante que par le travail collectif. Mais pour qui croit à une existence éternelle, ces richesses ne doivent-elles point être un objet de mépris ? Jésus-Christ n'a-t-il point dit à ses disciples : « Ne ramassez point de trésors sur cette terre, car là où sont vos trésors, là est votre cœur. » — et une autre fois : « Il est plus facile à une grosse corde (un chameau, d'après une autre version), de passer par le trou d'une aiguille, qu'à un riche d'entrer dans le royaume céleste ». (Je m'imagine toujours la figure que doivent faire les pieux et riches bourgeois protestants de l'Angleterre, de l'Amérique, de l'Allemagne, de la Suisse, en lisant ces sentences si décisives et si désagréables pour eux).

Jésus-Christ a raison, entre la convoitise des richesses matérielles et le salut des âmes immortelles, il y a une incompatibilité absolue. Et alors, pour peu qu'on croie réellement à l'immortalité de l'âme, ne vaut-il pas mieux renoncer au confort et au luxe que donne la société et vivre de racines comme l'ont fait les anachorètes en sauvant son âme pour l'éternité, que de la perdre au prix de quelques dizaines d'années de jouissances matérielles. Ce calcul est si simple, si

1 Un mot illisible (dé....qués).

évidemment juste, que nous sommes forcés de penser que les pieux et riches bourgeois, banquiers, industriels, commerçants, qui font de si excellentes affaires par les moyens que l'on sait, tout en ayant toujours des paroles de l'Évangile à la bouche, ne comptent aucunement sur l'immortalité de l'âme pour [eux] et qu'ils l'abandonnent généreusement au prolétariat, se réservant humblement pour eux-mêmes ces misérables biens matériels qu'ils amassent sur cette terre.

En dehors des biens matériels, que donne encore la société ? Les affections charnelles, humaines, terrestres, la civilisation et la culture de l'esprit, toutes choses qui sont immenses au point de vue humain, passager et terrestre, mais qui devant l'éternité, devant l'immortalité, devant Dieu sont égales à zéro. La plus grande sagesse humaine n'est-elle point folie devant Dieu ?

Une légende de l'Église orientale raconte que deux saints anachorètes s'étant emprisonnés volontairement pendant quelques dizaines d'années dans une île déserte, s'isolant même l'un de l'autre et passant nuit et jour dans la contemplation et dans la prière, étaient arrivés à ce point qu'ils avaient même perdu l'usage de la parole ; de tout leur ancien dictionnaire, ils n'avaient conservé que trois ou quatre mots qui réunis ensemble ne présentaient aucun sens, mais qui n'en exprimaient pas moins, devant Dieu, les aspirations les plus sublimes de leurs âmes. Ils vivaient naturellement de racines comme les bêtes herbivores. Au point de vue humain, ces deux hommes étaient des imbéciles ou des fous, mais au point de vue divin, à celui de la croyance en l'immortalité de l'âme, ils se sont montrés des calculateurs bien plus profonds que Galilée et Newton. Car ils ont sacrifié quelques dizaines d'années de prospérité terrestre et d'esprit mondain pour gagner la béatitude éternelle et l'esprit divin.

Donc il est évident qu'en tant que doué d'une âme immortelle, d'une infinité et d'une liberté inhérentes à cette âme, l'homme est un être éminemment antisocial. Et s'il avait été toujours sage, si préoccupé exclusivement de son éternité, il avait eu l'esprit de mépriser tous les biens, toutes les affections et toutes les vanités de cette terre, il ne serait jamais sorti de cet état d'innocence ou d'imbécillité divine et ne se serait jamais formé en société. En un mot Adam et Ève n'auraient jamais goûté du fruit de l'arbre de la science et nous aurions tous vécu comme des bêtes dans ce paradis terrestre que Dieu leur avait assigné pour demeure. Mais du moment que les hommes ont voulu savoir, se civiliser, s'humaniser, penser, parler et jouir des biens matériels, ils ont dû nécessairement sortir de leur solitude et s'organiser en société. Car autant ils sont *intérieurement* infinis, immortels, libres, autant ils sont *extérieurement* limités, mortels, faibles et dépendants du monde extérieur.

Considérés au point de vue de leur existence terrestre, c'est-à-dire non fictive mais réelle, la masse des hommes présente un spectacle tellement dégradant, si mélancoliquement pauvre d'initiative, de volonté et d'esprit, qu'il faut être doué vraiment d'une grande capacité de se faire illusion pour trouver en eux une âme immortelle et l'ombre d'un libre arbitre quelconque. Ils se présentent à nous comme des êtres absolument et fatalement déterminés : déterminés avant tout par la nature extérieure, par la configuration du sol et par toutes les conditions matérielles de leur existence ; déterminés par les innombrables rapports politiques, religieux et sociaux, par les coutumes, les habitudes, les lois, par tout un monde de préjugés ou de pensées élaborées lentement par les siècles passés, et qu'ils trouvent en naissant à la vie dans la société, dont ils ne sont jamais les créateurs, mais les produits d'abord et plus tard les instruments. Sur mille hommes on en trouvera à peine un, duquel on puisse dire à un point de vue non absolu mais seulement relatif, qu'il veut et qu'il pense de soi-même.

L'immense majorité des individus humains, non seulement dans les *masses ignorantes*, mais tout aussi bien dans les classes civilisées et privilégiées, ne veulent et ne pensant que ce que tout le monde autour d'eux veut et pense, ils croient sans doute vouloir et penser eux-mêmes, mais ils ne font que reparaître servilement, routinièrement, avec des modifications tout à fait imperceptibles et nulles, les pensées et les volontés d'autrui. Cette servilité, cette routine, sources intarissables du lieu commun, cette absence de révolte dans la volonté et cette absence d'initiative dans la pensée des individus sont les causes principales de la lenteur désolante du développement historique de l'humanité. Pour nous, matérialistes ou réalistes, qui ne croyons ni en l'immortalité de l'âme ni dans le libre arbitre, cette lenteur, tout affligeante qu'elle soit, apparaît comme un fait naturel. Parti de l'état de gorille, l'homme n'arrive que très difficilement à la conscience de son humanité et à la réalisation de sa liberté. D'abord il ne peut avoir ni cette conscience, ni cette liberté ; il naît bête féroce et esclave, et il ne s'humanise et ne s'émancipe progressivement qu'au sein de la société qui est nécessairement antérieure à la naissance de sa pensée, de sa parole et de sa volonté ; et il ne peut le faire que par les efforts collectifs de tous les membres passés et présents de cette société qui est par conséquent la base et le point de départ naturel de son humaine existence. Il en résulte que l'homme ne réalise sa liberté individuelle ou bien sa personnalité qu'en se complétant de tous les individus qui l'entourent, et seulement grâce au travail et à la puissance collective de la société, en dehors de laquelle, de toutes les bêtes féroces qui existent sur la terre, il resterait, sans doute toujours la plus stupide et la plus misérable. Dans le système des matérialistes qui est le seul naturel et logique, la société loin d'amoindrir et de limiter, crée au contraire la liberté des individus humains. Elle est la racine, l'arbre et la liberté est son fruit. Par conséquent, à chaque époque, l'homme doit chercher sa liberté non au début, mais à la fin de l'histoire, et l'on peut dire que l'émancipation réelle et

complète de chaque individu humain est le vrai, le grand but, la fin suprême de l'histoire.

Tout autre est le point de vue des idéalistes. Dans leur système, l'homme se produit d'abord comme un être immortel et libre et il finit par devenir un esclave. Comme esprit immortel et libre, infini et complet en lui-même, il n'a pas besoin de société ; d'où il résulte que s'il se met en société, ce ne peut être que par une sorte de déchéance, ou bien parce qu'il oublie et perd la conscience de son immortalité et de sa liberté. Être contradictoire, infini à l'intérieur comme esprit, mais dépendant, défectueux et matériel au dehors, il est forcé de s'associer non en vue des besoins de son âme, mais pour la conservation de son corps. La société ne se forme donc que par une sorte de sacrifice des intérêts et de l'indépendance de l'âme aux besoins méprisables du corps. C'est une vraie déchéance et un asservissement pour l'individu intérieurement immortel et libre, une renonciation au moins partielle à sa liberté primitive.

On sait la phrase sacramentelle qui dans le jargon de tous les partisans de l'État et du droit juridique, exprime cette déchéance et ce sacrifice, ce premier pas fatal vers l'asservissement humain. L'individu jouissant d'une liberté complète à l'état de nature, c'est-à-dire avant qu'il ne soit devenu membre d'aucune société, fait, en entrant dans cette dernière, le sacrifice d'une partie de cette liberté, afin que la société lui garantisse tout le reste. À qui demande l'explication de cette phrase, on répond ordinairement par une autre : « *La liberté de chaque individu humain ne doit avoir d'autres limites que celle de tout les autres individus*. »

En apparence, rien de plus juste, n'est-ce pas ? Et pourtant cette théorie contient en germe toute la théorie du despotisme. Conformément à l'idée fondamentale des idéalistes de toutes les écoles et contrairement à tous les faits réels, l'individu humain

apparaît comme un être absolument libre tant et seulement tant qu'il reste en dehors de la société, d'où il résulte que cette dernière, considérée et comprise uniquement comme société juridique et politique, c'est-à-dire comme État, est la négation de la liberté. Voilà le résultat de l'idéalisme, il est tout contraire comme on voit, aux déductions du matérialisme, qui conformément à ce qui se passe dans le monde réel, font procéder la liberté individuelle des hommes de la société, comme une conséquence nécessaire du développement collectif de l'humanité.

La définition matérialiste, réaliste et collectiviste de la liberté tout opposée à celle des idéalistes, est celle-ci : L'homme ne devient homme et n'arrive tant à la conscience qu'à la réalisation de son humanité que dans la société et seulement par l'action collective de la société tout entière ; il ne s'émancipe du joug de la nature extérieure que par le travail collectif ou social qui seul est capable de transformer la surface de la terre en un séjour favorable aux développements de l'humanité ; et sans cette émancipation matérielle il ne peut y avoir d'émancipation intellectuelle et morale pour personne. Il ne peut s'émanciper du joug de sa propre nature, c'est-à-dire il ne peut subordonner les instincts et les mouvements de son propre corps à la direction de son esprit de plus en plus développé, que par l'éducation et par l'instruction ; mais l'une et l'autre sont des choses éminemment, exclusivement sociales ; car en dehors de la société l'homme serait resté éternellement une bête sauvage ou un saint, ce qui signifie à peu près la même chose. Enfin l'homme isolé ne peut avoir la conscience de sa liberté. Être libre, pour l'homme, signifie être reconnu et considéré et traité comme tel par un autre homme, par tous les hommes qui l'entourent. La liberté n'est donc point un fait d'isolement, mais de réflexion mutuelle, non d'exclusion mais au contraire de liaison, la liberté de tout individu n'étant autre chose que la réflexion de son humanité ou de son droit humain dans la

conscience de tous les hommes libres, ses frères, ses égaux.

Je ne puis me dire et me sentir libre seulement qu'en présence et vis-à-vis d'autres hommes. En présence d'un animal d'une espèce inférieure, je ne suis ni libre, ni homme, parce que cet animal est incapable de concevoir et par conséquent aussi de reconnaître mon humanité. Je ne suis humain et libre moi-même qu'autant que je reconnais la liberté et l'humanité de tous les hommes qui m'entourent. Ce n'est qu'en respectant leur caractère humain que je respecte le mien propre. Un anthropophage qui mange son prisonnier, en le traitant de bête sauvage, n'est pas un homme mais une bête. Un maître d'esclaves n'est pas un homme, mais un maître. Ignorant l'humanité de ses esclaves, il ignore sa propre humanité. Toute la société antique nous en fournit une preuve : les Grecs, les Romains ne se sentaient pas libres comme hommes, ils ne se considéraient pas comme tels de par le droit humain ; ils se croyaient des privilégiés comme Grecs, comme Romains, seulement au sein de leur propre patrie, tant qu'elle restait indépendante, inconquise et conquérant au contraire les autres pays, par la protection spéciale de leurs Dieux nationaux, et ils ne s'étonnaient point, ni ne croyaient avoir le droit et le devoir de se révolter, lorsque, vaincus, ils tombaient eux-mêmes dans l'esclavage.

C'est le grand mérite du Christianisme d'avoir proclamé l'humanité de tous les êtres humains, y compris les femmes, l'égalité de tous les hommes devant Dieu. Mais comment l'a-t-il proclamée ? Dans le ciel, pour la vie à venir, non pour la vie présente et réelle, non sur la terre. D'ailleurs cette égalité à venir est encore un mensonge, car le nombre des élus est excessivement restreint, on le sait. Sur ce point-là, les théologiens des sectes chrétiennes les plus différentes sont unanimes. Donc la soi-disant égalité chrétienne aboutit au plus criant privilège, à celui de quelques milliers d'élus par la grâce

divine sur des millions de damnés. D'ailleurs cette égalité de tous devant Dieu, alors même qu'elle devait se réaliser pour chacun, ne serait encore que l'égale nullité et l'esclavage égal de tous devant un maître suprême. Le fondement du culte chrétien et la première condition de salut, n'est-ce pas la renonciation à la dignité humaine et le mépris de cette dignité en présence de la grandeur divine ? Un chrétien n'est donc pas un homme, dans ce sens qu'il n'a pas la conscience de l'humanité, et parce que, ne respectant pas la dignité humaine en soi-même, il ne peut la respecter en autrui ; et ne la respectant pas en autrui, il ne peut la respecter en soi-même. Un chrétien peut être un prophète, un saint, un prêtre, un roi, un général, un ministre, un fonctionnaire, le représentant d'une autorité quelconque, un gendarme, un bourreau, un noble, un bourgeois exploitant ou un prolétaire asservi, un oppresseur ou un opprimé, un tortureur ou un torturé, un maître ou un salarié, mais il n'a pas le droit de se dire un homme, parce que l'homme ne devient réellement tel que lorsqu'il respecte et qu'il aime l'humanité et la liberté de tout le monde, et que sa liberté et son humanité sont respectées aimées, suscitées et créées partout le monde.

Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté d'autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde et plus large devient ma liberté. C'est au contraire l'esclavage des hommes qui pose une barrière à ma liberté, ou ce qui revient au même, c'est leur bestialité qui est une négation de mon humanité parce que encore une fois, je ne puis me dire libre vraiment, que lorsque ma liberté, ou je qui veut dire la même chose, lorsque ma dignité d'homme, mon droit humain, qui consiste à n'obéir à aucun autre homme et à

ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres, réfléchis par la conscience également libre de tous, me reviennent confirmés par l'assentiment de tout le monde. Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tout le monde s'étend à l'infini.

On voit que la liberté, telle qu'elle est conçue par les matérialistes, est une chose très positive, très complexe et surtout éminemment sociale, parce qu'elle ne peut être réalisée que par la société et seulement dans la plus étroite égalité et solidarité de chacun avec tous. On peut distinguer en elle trois moments de développement, trois éléments, dont le premier est éminemment positif et social ; c'est le plein développement et la pleine jouissance de toutes les facultés et puissances humaines pour chacun par l'éducation, par l'instruction scientifique et par la prospérité matérielle, toutes choses qui ne peuvent être données à chacun que par le travail collectif, matériel et intellectuel, musculaire et nerveux de la société tout entière.

Le second élément ou moment de la liberté est négatif. C'est celui de la *révolte* de l'individu humain contre toute autorité divine et humaine collective et individuelle.

C'est d'abord la révolte contre la tyrannie du fantôme suprême de la théologie, contre Dieu. Il est évident que tant que nous aurons un maître au ciel, nous serons esclaves sur la terre. Notre raison et notre volonté seront également annulées. Tant que nous croirons lui devoir une obéissance absolue, et vis-à-vis d'un Dieu il n'y a point d'autre obéissance possible, nous devrons nécessairement nous soumettre passivement et sans la moindre critique à la sainte autorité de ses intermédiaires et de ses élus : Messies, prophètes, législateurs divinement inspirés, empereurs, rois et tous leurs fonctionnaires et ministres, représentants et serviteurs consacrés des deux grandes institutions qui s'imposent à nous comme établies [par] Dieu

même pour la direction des hommes : *de l'Église et de l'État.* Toute autorité temporelle ou humaine procède directement de l'autorité spirituelle ou divine. Mais l'autorité c'est la négation de la liberté. Dieu, ou plutôt la fiction de Dieu, est donc la consécration et la cause intellectuelle et morale de tout esclavage sur la terre, et la liberté des hommes ne sera complète que lorsqu'elle aura complètement anéanti la fiction néfaste d'un maître céleste.

C'est en suite et en conséquence la révolte de chacun contre la tyrannie des hommes, contre l'autorité tant individuelle que sociale représentée et légalisée par l'État. Ici il faut pourtant bien s'entendre et pour s'entendre il faut commencer par établir une distinction bien précise entre l'autorité officielle et par conséquent tyrannique de la société organisée en État, de l'influence et de l'action naturelle de la société non officielle, mais naturelle sur chacun de ses membres.

La révolte contre cette influence naturelle de la société est beaucoup plus difficile pour l'individu que la révolte contre la société officiellement organisée, contre l'État, quoique souvent elle soit tout aussi inévitable que cette dernière. La tyrannie sociale, souvent écrasante et funeste, ne présente pas ce caractère de violence impérative, de despotisme légalisé et formel qui distingue l'autorité de l'État. Elle ne s'impose pas comme une loi à laquelle tout individu est forcé de se soumettre sous peine d'encourir un châtiment juridique. Son action est plus douce, plus insinuante, plus imperceptible, mais d'autant plus puissante que celle de l'autorité de l'État. Elle domine les hommes par les coutumes, par les mœurs, par la masse des sentiments, des préjugés et des habitudes tant de la vie matérielle que de l'esprit et du cœur et qui constituent ce que nous appelons l'opinion publique. Elle enveloppe l'homme dès sa naissance, le transperce, le pénètre, et forme la base même de

sa propre existence individuelle ; de sorte que chacun en est en quelque sorte le complice contre lui-même, plus ou moins, et le plus souvent sans s'en douter lui-même. Il en résulte, que pour se révolter contre cette influence que la société exerce naturellement sur lui, l'homme doit au moins en partie se révolter contre lui-même, car avec toutes ses tendances et aspirations matérielles, intellectuelles et morales, il n'est lui-même rien que le produit de la société. De là cette puissance immense exercée par la société sur les hommes.

Au point de vue de la morale absolue, c'est-à-dire de celui du respect humain, et je m'en vais dire tout à l'heure ce que j'entends par ce mot, cette puissance de la société peut être bienfaisante, comme elle peut être aussi malfaisante. Elle est bienfaisante lorsqu'elle tend au développement de la science, de la prospérité matérielle, de la liberté, de l'égalité et de la solidarité fraternelle des hommes, elle est malfaisante lorsqu'elle a des tendances contraires. Un homme né dans une société de brutes reste à très peu d'exceptions près une brute ; né dans une société gouvernée par les prêtres, il devient un idiot, un cagot ; né dans une bande de voleurs, il deviendra probablement un voleur ; né dans la bourgeoisie il sera un exploiteur du travail d'autrui ; et s'il a le malheur de naître dans la société des demi-dieux qui gouvernent cette terre, nobles, princes, fils de rois, il sera selon les degrés de ses capacités, de ses moyens et de sa puissance un mépriseur, un asservisseur de l'humanité, un tyran. Dans tous ces cas, pour l'humanisation même de l'individu, sa révolte contre la société qui l'a vu naître devient indispensable.

Mais, je le répète, la révolte de l'individu contre la société, c'est une chose bien autrement difficile, que sa révolte contre l'État. L'État est une institution historique, transitoire, une forme passagère de la société, comme l'Église elle-même dont il est le frère cadet, mais il n'a point le caractère fatal et immuable

de la société qui est antérieure à tous les développements de l'humanité et qui, participant pleinement de la toute-puissance des lois, de l'action et des manifestations naturelles, constitue la base même de toute existence humaine. L'homme, au moins depuis qu'il a fait son premier pas vers l'humanité, depuis qu'il a commencé à être un être humain, c'est-à-dire un être parlant et pensant plus ou moins, naît dans la société, comme la fourmi naît dans sa fourmilière et comme l'abeille dans sa ruche ; il ne la choisit pas, il en est au contraire le produit, et il est aussi fatalement soumis aux lois naturelles qui président à ses développements nécessaires, comme il obéit à toutes les autres lois naturelles. La société est antérieure et à la fois elle survit à chaque individu humain, comme la nature elle-même ; elle est éternelle comme la nature, ou plutôt née sur la terre, elle durera aussi longtemps que durera notre terre. Une révolte radicale contre la société serait donc aussi impossible pour l'homme qu'une révolte contre la nature, la société humaine n'étant d'ailleurs autre chose que la dernière grande manifestation ou création de la nature sur cette terre ; et un individu qui voudrait mettre la société, c'est-à-dire la nature en général et spécialement sa propre nature en question, se mettrait par là même en dehors de toutes les conditions d'une réelle existence, s'élancerait dans le néant, dans le vide absolu, dans l'abstraction morte, dans Dieu. On peut donc aussi peu demander si la société est un bien ou un mal, qu'il est impossible de demander si la nature, l'être universel, matériel, réel, unique, suprême, absolu, est un bien ou un mal ; c'est plus que tout cela ; c'est un immense fait positif et primitif, antérieur à toute conscience, à toute idée, à toute appréciation intellectuelle et morale, c'est la base même, c'est le monde dans lequel fatalement et plus tard se développe pour nous ce que nous appelons le bien et le mal.

Il n'en est pas ainsi de l'État ; et je n'hésite pas à dire que l'État c'est le mal, mais un mal historiquement nécessaire, aussi

nécessaire dans le passé que le sera tôt ou tard son extinction complète, aussi nécessaire que l'ont été la bestialité primitive et les divagations théologiques des hommes. L'État n'est point la société, il n'en est qu'une forme historique aussi brutale qu'abstraite. Il est né historiquement dans tous les pays du mariage de la violence, de la rapine, du pillage, en un mot de la guerre et de la conquête, avec les Dieux créés successivement par la fantaisie théologique des nations. Il a été dès son origine et il reste encore à présent la sanction divine de la force brutale et de l'iniquité triomphante. C'est, dans les pays même les plus démocratiques comme les États-Unis de l'Amérique et la Suisse, ... [1] régulière du privilège d'une minorité quelconque et de l'asservissement réel de l'immense majorité.

La révolte est beaucoup plus facile contre l'État, parce qu'il y a dans la nature même de l'État quelque chose qui provoque à la révolte. L'État c'est l'autorité, c'est la force, c'est l'ostentation et l'infatuation de la force. Il ne s'insinue pas, il ne cherche pas à convertir : et toutes les fois qu'il s'en mêle, il le fait de très mauvaise grâce ; car sa nature, ce n'est point de persuader, mais de s'imposer, de forcer. Quelque peine qu'il se donne pour masquer cette nature comme le violateur légal de la volonté des hommes, comme la négation permanente de leur liberté. Alors même qu'il commande le bien, il le dessert et le gâte, précisément parce qu'il le commande, et que tout commandement provoque et suscite les révoltes légitimes de la liberté ; et parce que le bien, du moment qu'il est commandé, au point de vue de la vraie morale, de la morale humaine, non divine sans doute, au point de vue du respect humain et de la liberté, devient le mal. La liberté, la moralité et la dignité humaine de l'homme consiste précisément en ceci, qu'il fait le bien, non parce qu'il lui est commandé, mais parce qu'il le conçoit, qu'il lèvent et qu'il l'aime.

---

1 *Un mot illisible.*

La société, elle, ne s'impose pas formellement, officiellement, autoritairement, elle s'impose naturellement, et c'est à cause de cela même que son action sur l'individu est incomparablement plus puissante que celle de l'État. Elle crée et elle forme tous les individus qui naissent et qui se développent en son sein. Elle fait passer en eux lentement, depuis le premier jour de leur naissance jusqu'à celui de leur mort, toute sa propre nature matérielle, intellectuelle et morale ; elle s'individualise pour ainsi dire dans chacun.

L'individu humain réel est si peu un être universel et abstrait, que chacun, du moment qu'il se forme dans les entrailles de sa mère, se trouve déjà déterminé et particularisé par une foule de causes et d'actions matérielles, géographiques, climatologiques, ethnographiques, hygiéniques et par conséquent économiques, qui constituent proprement la nature matérielle exclusivement particulière à sa famille, à sa classe, à sa nation, à sa race, et autant que les penchants et les aptitudes des hommes dépendent de l'ensemble de toutes ces influences extérieures ou physiques, chacun naît avec une nature ou un caractère individuel matériellement déterminé. De plus, grâce à l'organisation relativement supérieure du cerveau humain, chaque homme apporte en naissant, à des degrés d'ailleurs différents, non des idées et des sentiments innés comme le prétendent les idéalistes, mais la capacité à la fois matérielle et formelle de sentir, de penser, de parler et de vouloir. Il n'apporte avec lui que la faculté de former et de développer les idées, et comme je viens de le dire, une puissance d'activité toute formelle, sans aucun contenu. Qui lui donne son premier contenu ? La société.

Ce n'est pas ici le lieu de rechercher comment se sont formées les premières notions et les premières idées, dont la plupart furent naturellement très absurdes, dans les sociétés primitives. Tout ce que nous pouvons dire avec une pleine

certitude, c'est que d'abord elles n'ont pas été créées isolément et spontanément par l'esprit miraculeusement illuminé d'individus inspirés, mais bien par le travail collectif, le plus souvent imperceptible de l'esprit de tous les individus qui ont fait partie de ces sociétés et dont les individus marquants, les hommes de génie n'ont jamais pu donner que la plus fidèle ou la plus heureuse expression, tous les hommes de génie ayant toujours été comme Voltaire, « *prenant leur bien partout où ils le trouvaient* ». Donc c'est le travail intellectuel collectif des sociétés primitives qui a créé les premières idées. Ces idées ne furent d'abord rien que de simples constatations, naturellement très imparfaites des faits naturels et sociaux et des conclusions encore moins judicieuses tirées de ces faits. Tel fut le commencement de toutes les représentations, imaginations et pensées humaines. Le contenu de ces pensées, loin d'avoir été créé par une action spontanée de l'esprit humain, lui fut donné d'abord par le monde réel tant extérieur qu'intérieur. L'esprit de l'homme, c'est-à-dire le travail ou le fonctionnement tout à fait organique et par conséquent matériel de son cerveau, provoqué par les impressions tant extérieures qu'intérieures que lui transmettent ses nerfs, n'y ajoute qu'une action toute formelle, consistant à comparer et à combiner ces impressions des choses et des faits en des systèmes justes ou faux. C'est ainsi que naquirent les premières idées. Par la parole ces idées ou plutôt ces premières imaginations se précisèrent, se fixèrent en se transmettant d'un individu humain à un autre ; de sorte que les imaginations individuelles de chacun se rencontrèrent, se contrôlèrent, se modifièrent, se complétèrent mutuellement, et se confondant plus ou moins en un système unique, finirent par former la conscience commune, la pensée collective de la société. Cette pensée transmise par la tradition d'une génération à une autre et se développant toujours davantage par le travail intellectuel des siècles, constitue le patrimoine intellectuel et moral d'une société, d'une classe, d'une nation.

Chaque génération nouvelle trouve à son berceau tout un monde d'idées, d'imaginations et de sentiments qu'elle reçoit comme un héritage des siècles passés. Ce monde ne se présente pas d'abord à l'homme nouvellement né sous sa forme idéale, comme système de représentations et d'idées, comme religion, comme doctrine ; l'enfant serait incapable de le recevoir ni de le concevoir sous cette forme ; mais il s'impose à lui comme un monde de faits incarné et réalisé tant dans les personnes que dans toutes les choses qui l'entourent, en parlant à ses sens par tout ce qu'il entend et ce qu'il voit dès le premier jour de sa vie. Car les idées et les représentations humaines, n'ayant été d'abord rien que les produits des faits réels, tant naturels que sociaux, dans ce sens qu'ils en ont été la réflexion ou la répercussion dans le cerveau humain et la reproduction pour ainsi dire idéale et plus ou moins judicieuse de ces faits par cet organe absolument matériel de la pensée humaine, acquièrent plus tard, après qu'elles se sont bien établies, de la manière que je viens d'expliquer, dans la conscience collective d'une société quelconque, la puissance de devenir à leur tour des causes productives de faits nouveaux, non proprement naturels, mais sociaux. Elles finissent par modifier et par transformer, très lentement il est vrai, l'existence, les habitudes et les institutions humaines, en un mot tous les rapports des hommes dans la société, et par leur incarnation dans les choses les plus journalières de la vie de chacun, elles deviennent sensibles, palpables pour tous, même pour les enfants. De sorte que chaque génération nouvelle s'en pénètre des sa plus tendre enfance, et quand elle arrive à l'âge viril, où commence proprement le travail de sa propre pensée, nécessairement accompagné d'une critique nouvelle, elle trouve en elle-même aussi bien que dans la société qui l'entoure, tout un monde de pensées ou de représentations établies, qui lui servent de point de départ et lui donnent en quelque sorte la matière première ou l'étoffe pour son propre travail intellectuel et moral. De ce nombre sont les imaginations traditionnelles et communes que

les métaphysiciens, trompés parla manière tout à fait insensible et imperceptible, par laquelle, venant du dehors, elles pénètrent et s'impriment dans le cerveau des enfants, avant même qu'ils ne fussent arrivés à la conscience d'eux-mêmes, appellent faussement les *idées innées*.

Telles sont les idées générales ou abstraites sur la divinité et sur l'âme, idées complètement absurdes, mais inévitables, fatales dans le développement historique de l'esprit humain qui n'arrivant que très lentement à travers beaucoup de siècles à la connaissance rationnelle et critique de soi-même et de ses manifestations propres, part toujours de l'absurde pour arriver à la vérité et de l'esclavage pour conquérir la liberté ; idées sanctionnées par l'ignorance universelle et par la stupidité des siècles, aussi bien que par l'intérêt bien entendu des classes privilégiées, au point qu'aujourd'hui même, on ne saurait se prononcer ouvertement et dans un langage populaire contre elles, sans révolter une notable partie des masses populaires et sans encourir le danger d'être lapidé par l'hypocrisie bourgeoise. À côté de ces idées tout abstraites et toujours en liaison très intime avec elles, l'adolescent trouve dans la société et par suite de l'influence toute-puissante exercée par cette dernière sur son enfance, il trouve en lui-même une quantité d'autres représentations ou idées beaucoup plus déterminées et qui touchent de plus près à la vie réelle de l'homme, à son existence journalière. Telles sont les représentations sur la nature et sur l'homme, sur la justice, sur les devoirs et les droits des individus et des classes, sur les convenances sociales, sur la famille, sur la propriété, sur l'État et beaucoup d'autres encore qui règlent les rapports des hommes entre eux. Toutes ces idées qu'il trouve incarnées dans les choses et dans les hommes, en naissant, et qui s'impriment dans son propre esprit par l'éducation et par l'instruction qu'il reçoit, avant même qu'il ne soit arrivé à la connaissance de soi-même, il les retrouve plus tard consacrées, expliquées, commentées par les théories qui

expriment la conscience universelle ou le préjugé collectif et par toutes les institutions religieuses, politiques et économiques de la société dont il fait partie. Et il en est tellement imprégné lui-même, que fût-il ou non personnellement intéressé à les défendre, il en est involontairement, par toutes ses habitudes matérielles, intellectuelles et morales, le complice.

Ce dont il faut s'étonner, ce n'est donc pas de l'action toute-puissante que ces idées, qui expriment la conscience collective de la société, exercent sur la masse des hommes ; mais bien au contraire, qu'il se trouve, dans cette masse, des individus qui ont la pensée, la volonté et le courage de les combattre. Car la pression de la société sur l'individu est immense, et il n'y a point de caractère assez fort, ni d'intelligence assez puissante qui puissent se dire à l'abri des atteintes de cette influence aussi despotique qu'irrésistible.

Rien ne prouve le caractère social de l'homme que cette influence. On dirait que la conscience collective d'une société quelconque, incarnée aussi bien dans les grandes institutions publiques que dans tous les détails de sa vie privée et servant de base à toutes ses théories, forment une sorte de milieu ambiant, une sorte d'atmosphère intellectuelle et morale, nuisible mais absolument nécessaire à l'existence de tous ses membres. Elle les domine, elle les soutient en même temps, les reliant entre eux par des rapports coutumiers et nécessairement déterminés par elle-même ; inspirant à chacun la sécurité, la certitude et constituant pour tous la condition suprême de l'existence du grand nombre, la banalité, le lieu-commun, la routine.

Le plus grand nombre des hommes, pas seulement dans les masses populaires, mais dans les classes privilégiées et éclairées aussi bien et souvent même plus que dans les masses, ne se sentent tranquilles et en paix avec eux-mêmes que lorsque dans leurs pensées et dans tous les actes de leur vie ils suivent

fidèlement, aveuglément la tradition et la routine : « Nos pères ont pensé et fait ainsi, nous devons penser et faire comme eux ; tout le monde autour de nous pense et agit ainsi, pourquoi penserions et agirions-nous autrement que tout le monde ? » Ces mots expriment la philosophie, la conviction et la pratique des quatre-vingt-dix-neuf centièmes parties de l'humanité, prise indifféremment dans toutes les classes de la société. Et comme je l'ai déjà observé, c'est là le plus grand empêchement au progrès et à l'émancipation, plus rapide de l'espèce humaine.

Quelles sont les causes de cette lenteur désolante et si proche de la stagnation qui constitue, selon moi, le plus grand malheur de l'humanité ? Ces causes sont multiples. Parmi elles, l'une des plus considérables sans doute, c'est l'ignorance des masses. Privées généralement et systématiquement de toute éducation scientifique, grâce aux soins paternels de tous les gouvernements et des classes privilégiées qui trouvent utile de les maintenir aussi longtemps que possible dans l'ignorance, dans la piété, dans la foi, trois substantifs qui expriment à peu près la même chose, elles ignorent également l'existence et l'usage de cet instrument d'émancipation intellectuelle qu'on appelle la critique, sans laquelle il ne peut y avoir de révolution morale et sociale complète. Les masses qui ont tout intérêt à se révolter contre l'ordre des choses établi, y sont encore plus ou moins rattachées par la religion de leurs pères, cette providence des classes privilégiées.

Les classes privilégiées qui n'ont plus aujourd'hui quoi qu'elles disent, ni la piété ni la foi, y sont rattachées à leur tour par leur intérêt politique et social. Pourtant, il est impossible de dire que ce soit là la seule raison de leur attachement passionnel pour les idées dominantes. Quelque mauvaise opinion que j'aie de la valeur actuelle, intellectuelle et morale de ces classes, je ne puis admettre que l'intérêt seul soit le mobile de leurs pensées et de leurs actes.

Il y a sans doute dans chaque classe et dans chaque parti un groupe plus ou moins nombreux d'exploiteurs intelligents, audacieux et consciencieusement malhonnêtes, ce que l'on appelle les *hommes forts*, libres de tous préjugés intellectuels et moraux, également indifférents à toutes les convictions et se servant de toutes au besoin pour atteindre leur but. Mais ces hommes distingués ne forment jamais dans les classes les plus corrompues qu'une minorité très infime ; la foule y est aussi moutonnière que dans le peuple lui-même. Elle subit naturellement l'influence de ses intérêts qui lui font de la réaction une condition d'existence. Mais il est impossible d'admettre qu'en faisant de la réaction elle n'obéisse seulement qu'à un sentiment d'égoïsme. Une grande masse d'hommes, même passablement corrompus, lorsqu'elle agit collectivement, ne saurait être aussi dépravée. Il y a dans toute association nombreuse, et à plus forte raison dans les associations traditionnelles, historiques, comme les classes, fussent-elles même arrivées à ce point d'être devenues absolument malfaisantes ou contraires à l'intérêt et au droit de tout le monde, un principe de moralité, une religion, une croyance quelconque, sans doute très peu rationnelles, le plus souvent ridicules et, conséquemment, très étroites, mais sincères, et qui constituent la condition morale indispensable de leur existence.

* * *

L'erreur commune et fondamentale de tous les idéalistes, erreur qui est d'ailleurs une conséquence très logique de tout leur système, c'est de chercher la base de la morale dans l'individu isolé, tandis qu'elle ne se trouve et ne peut se trouver que dans les individus associés. Pour le prouver, commençons à faire justice, une fois pour toutes, de l'individu isolé ou absolu des idéalistes.

Cet individu humain solitaire et abstrait est une fiction, pareille à celle de Dieu, toutes les deux ayant été créées simultanément par la fantaisie croyante ou par la raison enfantine, non réfléchie, expérimentale et critique mais imaginative des peuples, d'abord, et plus tard développées, expliquées et dogmatisées par les théories théologiques et métaphysiques des penseurs idéalistes. Toutes les deux, représentant un abstractum vide de tout contenu et incompatible avec une réalité quelconque, aboutissent au Néant. Je crois avoir prouvé l'immoralité de la fiction de Dieu : plus tard, dans l'Appendice je prouverai encore davantage son absurdité. Maintenant je veux analyser la fiction aussi immorale qu'absurde de cet individu humain absolu ou abstrait, que les moralistes de l'École idéale prennent pour base de leurs théories politiques et sociales.

Il ne me sera pas difficile de prouver que l'individu humain qu'ils préconisent et qu'ils aiment, est un être parfaitement immoral. C'est l'égoïsme personnifié, l'être antisocial par excellence. Puisqu'il est doué d'une âme immortelle, il est infini et complet en lui-même ; donc il n'a besoin de personne, pas même de Dieu, à plus forte raison n'a-t-il pas besoin d'autres hommes. Logiquement il ne devait point supporter l'existence d'un individu égal ou supérieur, aussi immortel et aussi infini, ou plus immortel ou plus infini que lui-même, soit à côté soit au-dessus de lui. Il devrait être le seul homme sur la terre, que dis-je, il devrait pouvoir se dire le seul être, le monde. Car l'infini qui trouve quoi que ce soit en dehors de lui-même, trouve une limite, n'est plus l'infini, et deux infinis qui se rencontrent, s'annulent.

Pourquoi les théologiens et les métaphysiciens, qui se montrent d'ailleurs des logiciens si subtils, ont-ils commis et continuent-ils de commettre cette inconséquence d'admettre l'existence de beaucoup d'hommes également immortels, c'est-

à-dire également infinis, et au-dessus d'eux celle d'un Dieu encore plus immortel et plus infini ? Ils y ont été forcés par l'impossibilité absolue de nier l'existence réelle, la mortalité aussi bien que l'indépendance mutuelle des millions d'êtres humains qui ont vécu et qui vivent sur cette terre. C'est un fait dont, malgré toute leur bonne volonté, ils ne peuvent faire abstraction. Logiquement, ils auraient dû en conclure que les âmes ne sont pas immortelles et qu'elles n'ont point d'existence séparée de leurs enveloppes corporelles et mortelles, et qu'en se limitant et se trouvant dans une dépendance mutuelle, rencontrant en dehors d'eux-mêmes une infinité d'objets différents, les individus humains, comme tout ce qui existe dans ce monde, sont des êtres passagers, limités et finis. Mais en reconnaissant cela, ils devraient renoncer aux bases mêmes de leurs théories idéales, ils devraient se ranger sous le drapeau du matérialisme pur, ou de la science expérimentale et rationnelle. C'est à quoi les convie aussi la voix puissante du siècle.

Ils restent sourds à cette voix. Leur nature d'inspirés, de prophètes, de doctrinaires et de prêtres, et leur esprit poussé par les subtils mensonges de la métaphysique, habitué aux crépuscules des fantaisies idéales, se révoltent contre les franches conclusions et contre le plein jour de la vérité simple. Ils l'ont tellement en horreur qu'ils préfèrent supporter la contradiction qu'ils créent eux-mêmes par cette fiction absurde de l'âme immortelle, soit à devoir en chercher la solution dans une absurdité nouvelle, dans la fiction de Dieu. Au point de vue de la théorie. Dieu n'est réellement autre chose que le dernier refuge et l'expression suprême de toutes les absurdités et contradictions de l'Idéalisme. Dans la théologie, qui représente la métaphysique enfantine et naïve, il apparaît comme la base et la cause première de l'absurde, mais dans la métaphysique proprement dite, c'est-à-dire dans la théologie subtilisée et rationalisée, il en constitue au contraire la dernière instance et le suprême recours, dans ce sens que toutes les contradictions

qui paraissent insolubles dans le monde réel, on les explique en Dieu et par Dieu, c'est-à-dire par l'absurde enveloppé autant que possible d'une apparence rationnelle.

L'existence d'un Dieu personnel et l'immortalité de l'âme sont deux fictions inséparables, sont les deux pôles de la même absurdité absolue, l'un provoquant l'autre et l'un cherchant vainement son explication, sa raison d'être dans l'autre. Ainsi pour la contradiction évidente qu'il y a entre l'infinité supposée de chaque homme et le fait réel de l'existence de beaucoup d'hommes, donc quantité d'êtres infinis qui se trouvent, en dehors l'un de l'autre, se limitant nécessairement ; entre leur mortalité et leur immortalité ; entre leur dépendance naturelle et leur indépendance absolue l'un de l'autre, les idéalistes n'ont qu'une seule réponse : Dieu ; — si cette réponse ne vous explique rien, et ne vous satisfait pas, tant pis pour vous. Ils ne peuvent pas vous en donner d'autre.

La fiction de l'immortalité de l'âme et celle de la morale individuelle, qui en est la conséquence nécessaire, sont la négation de toute morale. Et sous ce rapport, il faut rendre justice aux théologiens, qui, beaucoup plus conséquents, plus logiques que les métaphysiciens, nient hardiment ce que l'on est convenu d'appeler aujourd'hui la *morale indépendante*, déclarant, avec beaucoup de raison, que du moment qu'on admet l'immortalité de l'âme et l'existence de Dieu, il faut reconnaître aussi qu'il ne peut y avoir qu'une seule morale, c'est la loi divine, révélée, la morale religieuse, c'est-à-dire le rapport de l'âme immortelle avec Dieu par la grâce de Dieu. En dehors de ce rapport irrationnel, miraculeux et mystique, le seul saint et le seul salutaire, et en dehors des conséquences qui en découlent pour l'homme, tous les autres rapports sont nuls. La morale divine est la négation absolue de la morale humaine.

La morale divine a trouvé sa parfaite expression dans cette

maxime chrétienne : « Tu aimeras Dieu plus que toi-même et tu aimeras ton prochain autant que toi-même», ce qui implique le sacrifice de soi-même et du prochain à Dieu. Passe pour le sacrifice de soi-même, il peut être taxé de folie ; mais le sacrifice du prochain est, au point de vue humain, absolument immoral. Et pourquoi suis-je forcé à un sacrifice inhumain ? Pour le salut de mon âme. C'est le dernier mot du Christianisme. Donc pour complaire à Dieu et pour sauver mon âme, je dois sacrifier mon prochain. C'est l'absolu égoïsme. Cet égoïsme non diminué, ni détruit, mais seulement masqué dans le Catholicisme, par la collectivité forcée et par l'unité autoritaire, hiérarchique et despotique de l'Église, apparaît dans toute sa franchise cynique dans le Protestantisme, qui est une sorte de « *sauve qui peut* » religieux.

Les métaphysiciens à leur tour s'efforcent de pallier cet égoïsme qui est le principe inhérent et fondamental de toutes les doctrines idéales, en parlant fort peu, aussi peu que possible des rapports de l'homme avec Dieu, et beaucoup des rapports mutuels des hommes. Ce qui n'est pas du tout beau, ni franc, ni logique de leur part ; car du moment qu'on admet l'existence de Dieu, on est forcé de reconnaître la nécessité des rapports de l'homme avec Dieu ; et on doit reconnaître qu'en présence de ces rapports avec l'être absolu et suprême, tous les autres rapports sont nécessairement simulés. Ou bien Dieu n'est pas Dieu, ou bien sa présence absorbe, détruit tout. Mais passons…

Les métaphysiciens cherchent donc la morale dans les rapports des hommes entre eux, et en même temps, ils prétendent qu'elle est un fait absolument individuel, une loi divine écrite dans le cœur de chaque homme, indépendamment de ses rapports avec d'autres individus humains. Telle est la contradiction inextricable sur laquelle est fondée la théorie morale des idéalistes. Du moment que je porte antérieurement à tous mes rapports avec la société et par conséquent

indépendamment de toute influence de cette société sur ma propre personne, une loi morale écrite primitivement par Dieu même dans mon cœur, cette loi morale est nécessairement étrangère et indifférente sinon hostile à mon existence dans la société ; elle ne peut concerner mes rapports avec les hommes, et ne peut régler seulement que mes rapports avec Dieu, comme l'affirme très logiquement la théologie. Quant aux hommes, au point de vue de cette loi, ils me sont parfaitement étrangers. La loi morale s'étant formée et inscrite en mon cœur en dehors de tous mes rapports avec eux, elle ne peut avoir rien à faire avec eux.

Mais, dira-t-on, cette loi vous commande précisément d'aimer les hommes, autant que vous-mêmes, parce qu'ils sont vos semblables et de ne leur rien faire que vous ne voudriez pas qu'il soit fait à vous-même, d'observer à leur égard l'égalité, l'équation morale, la justice. À ceci je réponds que s'il est vrai que la loi morale contient ce commandement, je dois en conclure qu'elle ne s'est formée et qu'elle n'a pas été écrite isolément dans mon cœur ; elle suppose nécessairement l'existence antérieure de mes rapports avec d'autres hommes, mes semblables, et par conséquent elle ne crée pas ces rapports, mais les trouvant déjà naturellement établis, elles les règle seulement, et en est en quelque sorte la manifestation développée, l'explication, le produit. D'où il résulte que la loi morale n'est pas un fait individuel, mais social, une création de la société.

S'il en était autrement, la loi morale inscrite dans mon cœur serait absurde ; elle réglerait mes rapports avec des êtres avec lesquels je n'aurais aucuns rapports et dont j'ignorerais même l'existence.

À cela les métaphysiciens ont une réponse. Ils disent que chaque individu humain l'apporte bien, en naissant, inscrite par

la main de Dieu même dans son cœur, mais qu'elle ne s'y trouve d'abord qu'à l'état latent, seulement à l'état de puissance, non réalisée, ni manifestée pour l'individu lui-même, qui ne peut la réaliser, et qui ne parvient à la déchiffrer, en lui-même, qu'en se développant dans la société de ses semblables ; que l'homme, en un mot, n'arrive à la conscience de cette loi, qui lui est inhérente, que par ses rapports avec d'autres hommes.

Par cette explication, sinon judicieuse, du moins très plausible, nous voilà ramenés à la doctrine des idées, des sentiments et des principes innés. On connaît cette doctrine ; l'âme humaine, immortelle, et infinie en son essence, mais corporellement déterminée, limitée, alourdie et pour ainsi dire aveuglée et anéantie dans son existence réelle, contient tous ces principes éternels et divins, mais à son insu, sans s'en douter d'abord le moins du monde. Immortelle, elle doit être nécessairement éternelle dans le passé aussi bien que dans l'avenir. Car si elle avait eu un commencement, elle aurait inévitablement une fin, elle ne serait point immortelle. Qu'a-t-elle été, qu'a-t-elle fait pendant toute cette éternité qu'elle laisse derrière elle ? Dieu seul le sait ; quant à elle-même elle ne s'en souvient pas, elle l'ignore. C'est un grand mystère, plein de contradictions criantes, pour résoudre lesquelles il faut en appeler à la contradictions suprême, à Dieu. Toujours est-il qu'elle conserve sans s'en douter elle-même, dans on ne sait quel endroit mystérieux de son être, tous les principes divins. Mais perdue dans son corps terrestre, abrutie par les conditions grossièrement matérielles de sa naissance et de son existence sur la terre, elle n'a plus la capacité de les concevoir, ni même la puissance de s'en ressouvenir. C'est comme si elle ne les avait pas du tout. Mais voici que dans la société une foule d'âmes humaines, toutes également immortelles par leur essence, et toutes également abruties, avilies et matérialisées dans leur existence réelle, se rencontrent. D'abord elles se reconnaissent si peu qu'une âme matérialisée en mange une autre.

L'anthropophagie, on le sait, fut la première pratique du genre humain. Ensuite, continuant à se faire une guerre acharnée, chacune s'efforce à s'asservir toutes les autres — c'est la longue période de l'esclavage, période qui est bien loin d'être arrivée à son terme aujourd'hui. Ni dans l'anthropophagie ni dans l'esclavage on ne trouve sans doute aucune trace des principes divins. Mais dans cette lutte incessante des peuples et des hommes entre eux qui constitue l'histoire et à la suite même des souffrances sans nombre qui en sont le résultat le plus clair, les âmes peu à peu se réveillent, sortant de leur engourdissement, de leur abrutissement, rentrant en elles-mêmes, se reconnaissant et s'approfondissant toujours davantage dans leur être intime, provoquées et suscitées d'ailleurs l'une par l'autre, elles commencent à se souvenir, à pressentir d'abord, puis à entrevoir et à saisir plus clairement les principes que Dieu, de toute éternité, y a tracés de sa main propre.

Ce réveil et ce souvenir s'effectuent d'abord dans les âmes non les plus infinies et les plus immortelles, ce qui serait une absurdité ; l'infini n'admettant ni de plus ni de moins, ce qui fait que l'âme du plus grand idiot est aussi infinie et immortelle que celle du plus grand génie ; ils s'effectuent dans les âmes les moins grossièrement matérialisées, et par conséquent plus capables de se réveiller et de se ressouvenir. Ce sont les hommes de génie, les inspirés de Dieu, les révélateurs, les législateurs, les prophètes. Une fois que ces grands et saints hommes, illuminés et provoqués par l'esprit, sans l'aide duquel rien de grand ni de bon ne se fait dans ce monde, une fois qu'ils ont retrouvé en eux-mêmes une de ces divines vérités que chaque homme porte inconsciemment en son âme, il devient naturellement beaucoup plus facile aux hommes plus grossièrement matérialisés de faire cette même découverte en eux-mêmes. Et c'est ainsi que toute grande vérité, tous les principes éternels manifestés d'abord dans l'histoire comme des révélations divines, se réduisent plus tard à des vérités divines

sans doute, mais que chacun néanmoins peut et doit retrouver en soi-même et reconnaître comme les bases de sa propre essence infinie, ou de son âme immortelle. Cela explique comment une vérité d'abord révélée par un seul homme, se répandant peu à peu au dehors, fait des disciples, d'abord peu nombreux et ordinairement persécutés aussi bien que le maître par les masses et par les représentants officiels de la société ; mais se répandant toujours davantage à cause même de ces persécutions, elle finit par envahir tôt ou tard la conscience collective, et après avoir été longtemps une vérité exclusivement individuelle, se transforme à la fin en une vérité socialement acceptée ; réalisée tant bien que mal, dans les institutions publiques et privées de la société, elle en devient la loi.

Telle est la théorie générale des moralistes de l'école métaphysique. A la première apparence, ai-je dit, elle est très plausible et semble réconcilier les choses les plus disparates : la révélation divine et la raison humaine, l'immortalité et l'indépendance absolue des individus, avec leur mortalité et leur dépendance absolue, l'individualisme et le socialisme. Mais en examinant cette théorie et ses conséquences de plus près, il nous sera facile de reconnaître que ce n'est qu'une réconciliation apparente qui couvre sous un faux masque de rationalisme et de socialisme, l'antique triomphe de l'absurdité divine sur la raison humaine et de l'égoïsme individuel sur la solidarité sociale. En dernière instance, elle aboutit à la séparation et à l'isolement absolu des individus, et par conséquent à la négation de toute morale.

Malgré ses prétentions au rationalisme pur, elle commence par la négation de toute raison, par l'absurde, par la fiction de l'infini perdu dans le fini ou par la supposition d'une âme, d'une quantité d'âmes immortelles logées et emprisonnées dans des corps mortels. Pour corriger et pour expliquer cette absurdité, elle est forcée d'avoir recours à une autre, à

l'absurdité par excellence, à Dieu, sorte d'âme immortelle, personnelle, immuable, logée et emprisonnée dans un univers passager et mortel et gardant tout de même son omniscience et son omnipotence. Lorsqu'on lui pose des questions indiscrètes, qu'elle est naturellement incapable de résoudre, parce que l'absurde ne se résout, ni ne s'explique, elle répond par ce mot terrible de Dieu, l'absolu mystérieux, qui ne signifiant absolument rien ou signifiant l'impossible, selon elle, résout, explique tout. C'est son affaire et son droit, car c'est pour cela, qu'héritière et fille plus ou moins obéissante de la théologie, elle s'appelle la métaphysique.

Ce que nous avons à considérer ici, ce sont les conséquences morales de sa théorie. Constatons d'abord que sa morale, malgré son apparence socialiste, est une morale profondément, exclusivement individuelle, après quoi il ne nous sera plus difficile de prouver qu'ayant ce caractère dominant, elle est en effet la négation de toute morale.

Dans cette théorie, l'âme immortelle et individuelle [de] chaque homme, infinie ou absolument complète par son essence, et comme telle n'ayant absolument besoin d'aucun être, ni de rapports avec d'autres êtres pour se compléter, se trouve emprisonnée et comme anéantie d'abord dans un corps mortel. Dans cet état de déchéance, dont les raisons sans doute nous resteront éternellement inconnues, parce que l'esprit humain est incapable de les expliquer et que l'explication s'en trouve seulement dans le mystère absolu, dans Dieu ; réduite à cet état de matérialité et de dépendance absolue vis-à-vis du monde extérieur, l'âme humaine a besoin de la société pour se réveiller, pour se ressouvenir, pour reprendre connaissance d'elle-même et des principes divins qui de toute éternité ont été déposés par Dieu même en son sein et qui constituent proprement son essence. Tels sont le caractère et la partie socialistes de cette théorie. Les rapports d'hommes à hommes et

de chaque individu humain vis-à-vis de tous les autres, la vie sociale en un mot, n'y apparaissant que comme un moyen nécessaire de développement, que comme un pont de passage, non comme le but ; le but absolu et dernier pour chaque individu, c'est lui-même, en dehors de tous les autres individus humains ; c'est lui-même, en présence de l'individualité absolue, devant Dieu. Il a eu besoin des hommes pour sortir de son anéantissement terrestre, pour se retrouver, pour ressaisir son essence immortelle, mais une fois qu'il l'a retrouvée, ne puisant sa vie désormais qu'en elle seule, il leur tourne le dos et reste plongé dans la contemplation de l'absurde mystique, dans l'adoration de son Dieu.

S'il conserve alors encore quelques rapports avec les hommes, ce n'est point par besoin moral, ni par conséquent par amour pour eux, parce qu'on n'aime que ce dont on a besoin et que ce qui a besoin de vous ; et l'homme qui a retrouvé son essence infinie et immortelle, complet en lui-même n'a plus besoin de personne, il n'a seulement besoin que de Dieu, qui par un mystère que les métaphysiciens seuls comprennent, paraît posséder une infinité plus infinie et une immortalité plus immortelle que celles des hommes ; soutenu désormais par l'omniscience et par l'omnipotence divines, l'individu recueilli et libre en lui-même ne peut plus avoir besoin d'autres hommes. Donc s'il continue encore de garder quelques rapports avec eux, ce ne peut être que pour deux raisons. D'abord, parce que tant qu'il reste affublé de son corps mortel, il a besoin de manger, de s'abriter, de se couvrir, de se défendre aussi bien contre la nature extérieure que contre les attaques des hommes, et lorsqu'il est un homme civilisé, il a besoin d'une quantité de choses matérielles qui constituent l'aisance, le confort, le luxe et dont plusieurs, inconnues à nos pères, sont considérées aujourd'hui par tout le monde comme des objets de première nécessité. Il aurait bien pu suivre l'exemple des saints des siècles passés et s'isolant dans quelque caverne se nourrir de

racines. Mais il paraît que ce n'est plus dans les goûts des saints modernes, qui pensent sans doute que le confort matériel est nécessaire au salut de l'âme. Donc il a besoin de toutes ces choses ; mais ces choses ne peuvent être produites que par le travail collectif des hommes : le travail isolé d'un seul homme serait incapable d'en produire seulement la millionième partie. D'où il résulte que l'individu en possession de son âme immortelle et de sa liberté intérieure indépendante de la société, le saint moderne, a *matériellement* besoin de cette société, sans en avoir, au point de vue moral, le moindre besoin.

Mais quel est le nom qu'on doit donner à des rapports qui n'étant motivés que par des besoins exclusivement matériels, ne se trouvent pas en même temps sanctionnés, appuyés par un besoin moral quelconque ? Évidemment, il ne peut y en avoir qu'un seul, c'est l'*exploitation*. Et en effet, dans la morale métaphysique et dans la société bourgeoise qui a, comme l'on sait, cette morale pour base, chaque individu devient nécessairement l'*exploiteur* de de la société, c'est-à-dire de tous, et l'État, sous ses formes différentes, depuis l'État théocratique et la Monarchie la plus absolue jusqu'à la République la plus démocratique basée sur le suffrage universel le plus large, n'est autre chose qui le régulateur et le garantisseur de cette exploitation mutuelle.

Dans la société bourgeoise, fondée sur la morale métaphysique, chaque individu, par la nécessité ou par la logique même de sa position, apparaît comme un exploiteur des autres, parce qu'il a besoin de tous *matériellement* et il n'a besoin de personne, *moralement*. Donc chacun, fuyant la solidarité sociale comme une entrave à la pleine liberté de son âme, mais la cherchant comme un moyen nécessaire pour l'entretien de son corps, ne la considère qu'au point de vue de son utilité matérielle, personnelle, et ne lui apporte, ne lui donne que ce qui est absolument nécessaire pour avoir non le

droit, mais le pouvoir de s'assurer de cette utilité par lui-même. Chacun la considère en un mot comme un exploiteur. Mais quand tous sont également exploiteurs, il faut nécessairement qu'il y en ait d'heureux et de malheureux, parce que toute exploitation suppose des exploités. Il y a donc des exploiteurs, qui le sont en même temps en puissance et en réalité ; et d'autres, le grand nombre, le peuple, qui ne le sont seulement qu'en puissance, de vouloir, mais non en réalité. Réellement ils sont les éternels exploités. En économie sociale, voilà donc à quoi aboutit la morale métaphysique ou bourgeoise ; à une guerre sans merci et sans trêve entre tous les individus, à une guerre acharnée où le plus grand nombre périt pour assurer le triomphe et la prospérité du petit nombre.

La seconde raison qui peut induire un individu arrivé à la pleine possession de soi-même de conserver des rapports avec d'autres hommes, c'est le désir de plaire à Dieu et le devoir de remplir son second commandement ; le premier étant d'aimer Dieu plus que soi-même, et le second d'aimer les hommes, ses prochains, autant que soi-même et de leur faire, *pour l'amour de Dieu*, tout le bien qu'il désire qu'on lui fasse.

Remarquez ces mots : « *pour l'amour de Dieu* » ; ils expriment parfaitement le caractère du seul amour humain qui soit possible dans la morale métaphysique, qui consiste précisément à ne point aimer les hommes pour eux-mêmes, par propre besoin, mais seulement pour complaire au maître souverain. Au reste, il doit en être ainsi ; car du moment que la métaphysique admet l'existence d'an Dieu, et les rapports de l'homme avec Dieu, elle doit, comme la théologie, leur subordonner tous les rapports humains. L'idée de Dieu absorbe, détruit tout ce qui n'est pas Dieu, remplaçant toutes les réalités humaines et terrestres par des fictions divines.

Dans la morale métaphysique, ai-je dit, l'homme arrivé à

la conscience de son âme immortelle et de sa liberté individuelle devant Dieu et en Dieu, ne peut pas aimer les hommes, parce que moralement il n'en a plus besoin, et parce qu'on ne peut aimer, ai-je ajouté encore, que ce qui a besoin de vous.

Si l'on en croit les théologiens et les métaphysiciens, la première condition est parfaitement remplie dans les rapports de l'homme avec Dieu, car ils prétendent que l'homme ne peut se passer de Dieu. L'homme peut donc et doit aimer Dieu, puisqu'il en a tant besoin. Quant à la seconde condition, celle de ne pouvoir aimer que ce qui a besoin de cet amour, on ne la trouve point réalisée dans les rapports de l'homme avec Dieu. Ce serait une impiété que de dire que Dieu peut avoir besoin de l'amour des hommes. Car avoir besoin signifie manquer d'une chose qui est nécessaire à la plénitude de l'existence, c'est donc une manifestation de faiblesse, un aveu de pauvreté. Dieu, absolument complet en lui-même, ne peut avoir besoin de personne, ni de rien. N'ayant aucun besoin de l'amour des hommes, il ne peut les aimer ; et ce qu'on appelle son amour pour les hommes n'est rien qu'un écrasement absolu, pareil et naturellement plus formidable encore que celui que le puissant Empereur de l'Allemagne exerce aujourd'hui vis-à-vis de tous ses sujets. L'amour des hommes pour Dieu ressemble aussi beaucoup à celui des Allemands pour ce monarque devenu aujourd'hui si puissant, qu'après Dieu, nous ne connaissons pas de puissance plus grande que la sienne.

L'amour vrai, réel, expression d'un besoin mutuel et égal, ne peut exister qu'entre égaux. L'amour du supérieur à l'inférieur, c'est l'écrasement, l'oppression, le mépris, c'est l'égoïsme, l'orgueil, la vanité triomphants dans le sentiment d'une grandeur fondée sur l'abaissement d'autrui. L'amour de l'inférieur au supérieur, c'est l'humiliation, les terreurs et les espérances de l'esclave qui attend de son maître soit le malheur, soit le bonheur.

Tel est le caractère du soi-disant amour de Dieu pour les hommes et des hommes pour Dieu. C'est le despotisme de l'un et l'esclavage des autres.

Que signifient donc ces mots : aimer les hommes et leur faire le bien, pour l'amour de Dieu ? C'est de les traiter comme Dieu veut qu'ils soient traités ; et comment veut-il qu'ils soient traités ? Comme des esclaves. Dieu, par sa nature, est forcé de les traiter ainsi. Étant lui-même le Maître absolu, il est forcé de les considérer comme des esclaves absolus ; les considérant comme tels, il ne peut faire autrement que de les traiter comme tels. Pour les émanciper il n'aurait qu'un seul moyen ; ce serait d'abdiquer, de s'annuler et de disparaître. Mais ce serait trop exiger de sa toute-puissance. Il peut bien, pour concilier l'amour étrange qu'il ressent pour les hommes avec son éternelle Justice, non moins singulière, sacrifier son fils unique, comme nous le raconte l'Evangile ; mais abdiquer, se suicider pour l'amour des hommes, il ne le fera jamais, au moins qu'on ne l'y force par la critique scientifique. Tant que la fantaisie crédule des hommes lui permettra d'exister, il sera toujours le souverain absolu, le Maître d'esclaves. Il est donc évident que traiter les hommes selon Dieu, ne peut signifier autre chose que de les traiter en esclaves. L'amour des hommes selon Dieu, c'est l'amour de leur esclavage. Moi, individu immortel et complet, grâce à Dieu, et qui me sens libre précisément parce que je suis l'esclave de Dieu, je n'ai besoin d'aucun homme pour rendre une félicité et mon existence intellectuelle et morale plus complètes, mais je garde mes rapports avec eux pour obéir à Dieu, et les aimant peur l'amour de Dieu, les traitant selon Dieu, je veux qu'ils soient esclaves de Dieu comme moi-même. Donc s'il plaît au Maître souverain de m'élire pour faire prévaloir sa sainte volonté sur la terre, je saurai bien les y forcer. Tel est le vrai caractère de ce que les adorateurs de Dieu sincères et sérieux appellent leur amour humain. Ce n'est pas

autant le dévouement de ceux qui aiment que le sacrifice forcé de ceux qui sont les objets ou plutôt les victimes de cet amour. Ce n'est pas leur émancipation, c'est leur asservissement pour la plus grande gloire de Dieu. Et c'est ainsi que l'autorité divine se transforme en autorité humaine et que l'Église fonde l'État.

Selon la théorie, tous les hommes devraient servir Dieu de cette manière. Mais on le sait, tous sont appelés, mais il y a peu d'élus. Et d'ailleurs, si tous étaient également capables de le remplir, c'est-à-dire, si tous étaient arrivés au même degré de perfection intellectuelle et morale, de sainteté et de liberté dans Dieu, ce service même deviendrait inutile. S'il est nécessaire, c'est que l'immense majorité des individus humains ne sont pas arrivés à ce point, d'où il résulte que cette masse encore ignorante et profane doit être aimée et traitée selon Dieu, c'est-à-dire gouvernée, asservie par une minorité de saints, que, d'une manière ou d'une autre, Dieu ne manque jamais de choisir lui-même et d'établir dans une position privilégiée qui leur permette de remplir ce devoir [1].

1 Dans le bon vieux temps, lorsque la foi chrétienne, non encore ébranlée et représentée principalement par l'Église catholique romaine, florissait dans toute sa puissance, Dieu n'avait aucune difficulté à désigner ses élus. Il était entendu que tous les souverains, grands et petits, régnaient par la grâce de Dieu, à moins qu'ils n'eussent été excommuniés; la noblesse elle-même fondait ses privilèges sur la bénédiction de la sainte Église. Le protestantisme lui-même, qui bien malgré lui-même sans doute, a contribué puissamment à la destruction de la foi, sous ce rapport au moins a laissé parfaitement intacte la doctrine chrétienne : « Toutes les autorités, a-t-il répété avec l'apôtre saint Paul, viennent de Dieu. » Il a même renforcé l'autorité du souverain en proclamant qu'elle procédait immédiatement de Dieu, sans avoir besoin de l'intervention de l'Église, et en lui subordonnant au contraire cette dernière. Mais depuis que la philosophie du siècle dernier, unie à la révolution bourgeoise, eurent porté un coup si mortel à la foi et renversé toutes les institutions fondées sur celte foi, la doctrine de l'autorité a de la peine de se rétablir dans la conscience des hommes. Les souverains actuels continuent

La phrase sacramentelle pour le gouvernement des masses populaires, pour leur propre bien sans doute, pour [les] saints de leurs âmes, sinon pour celui de leurs corps, dans les États théocratiques et aristocratiques, pour. les saints et les nobles, et dans les États doctrinaires, libéraux, voire même républicains et basés sur le suffrage universel, pour les *intelligents* et les riches, est la même : « *Tout pour le peuple, rien par le peuple.* » Ce qui

bien de se dire « par la grâce de Dieu », mais ces mots qui avaient jadis une signification si palpitante de vie, si puissante, si réelle, ne sont plus considérés par les classes *intelligentes* et même par une partie du peuple lui-même, que comme une phrase vieillie et banale, qui ne signifie au fond rien du tout. Napoléon III avait essayé de la rajeunir en lui adjoignant cette autre phrase : « *et par la volonté du peuple* », qui ajoutée à la première ou bien s'annule et l'annule en même temps, ou bien signifie que tout ce que le peuple veut. Dieu le veut. Reste à savoir ce que veut le peuple, et quel est l'organe qui exprime le plus fidèlement cette volonté. Les démocrates radicaux s'imaginent que c'est toujours l'Assemblée élue par le suffrage universel. D'autres encore plus radicaux, y ajoutent le référendum, la votation immédiate du peuple entier sur chaque nouvelle loi un peu importante. Tous, conservateurs, libéraux, radicaux modérés et radicaux extrêmes s'accordent sur ce point que le peuple soit gouverné, soit qu'il élise lui-même ses directeurs et ses maîtres, soit qu'ils lui soient imposés, il faut qu'il ait des directeurs et des maîtres. Privé d'intelligence, il faut qu'il se laisse conduire par ceux qui [l']ont.

Tandis que dans les siècles passés on réclamait l'autorité, naïvement, au nom de Dieu, on la réclame aujourd'hui, doctrinairement, au nom de l'intelligence ; ce n'est plus les prêtres d'une religion déchue, mais les prêtres patentés de l'intelligence doctrinaire qui réclament le pouvoir, et cela à une époque où cette intelligence fait évidemment banqueroute. Car jamais les hommes instruits et savants, et en général, ce que l'on appelle les classes éclairées ne firent montre d'une telle dégradation morale, d'une telle lâcheté, d'un tel égoïsme et d'une si complète absence de convictions que de nos jours. A force de lâcheté, malgré toute leur science, elles sont demeurées stupides, ne comprenant rien, que la conservation de ce qui est, espérant follement arrêter le cours de l'histoire par la force brutale de la dictature militaire, devant laquelle elles sont aujourd'hui misérablement

signifie que les saints, les nobles, ou bien les gens privilégiés soit au point de vue de l'intelligence scientifiquement développée, soit à celui de la richesse, beaucoup plus rapprochée de l'idcal, ou de Dieu, disent les uns, de la raison, de la justice et de la vraie liberté, disent les autres, que ne le sont les masses populaires, ont la sainte et noble mission de les y conduire. Sacrifiant leurs intérêts et négligeant leurs propres affaires, ils doivent se dévouer au bonheur *de leur frère cadet*, le peuple. Le gouvernement n'est pas un plaisir, c'est un pénible devoir : on n'y cherche pas la satisfaction soit de son ambition, soit de sa vanité, soit de sa cupidité personnelle, mais seulement l'occasion de sacrifier au bonheur de tout le monde. C'est pour cela sans doute que le nombre des compétiteurs aux fonctions officielles est toujours si petit, et que rois et ministres, grands et petits fonctionnaires n'acceptent le pouvoir qu'à leur cœur défendant.

---

prosternées.

Comme jadis les représentants de l'intelligence et de l'autorité divines, l'Église et les prêtres, s'étaient trop évidemment alliés à l'exploitation économique des masses, ce qui fut aussi la cause principale de leur déchéance, de même aujourd'hui les représentants de l'intelligence et de l'autorité humaines, l'État, les corps savants et les classes éclairées, se sont trop évidemment identifiés avec cette même œuvre d'exploitation cruelle et inique, pour avoir pu conserver la moindre force morale, le moindre prestige. Condamnés par leur propre conscience, ils se sentent démasqués, et n'ont pas d'autre recours, contre le mépris qu'ils savent n'avoir que trop bien mérité, que l'argumentation féroce de la violence organisée et armée. Cette organisation fondée sur trois choses détestables : bureaucratie, police et armée permanente, voilà ce qui constitue aujourd'hui l'État, le corps visible de l'intelligence exploitante et doctrinaire des classes privilégiées.

Contre cette intelligence pourrissante et mourante, une nouvelle intelligence, jeune vigoureuse, pleine d'avenir et de vie, sans doute non encore scientifiquement développée, mais aspirant à la science nouvelle dégagée de toutes les sottises de la métaphysique et de la théologie, se réveille et se forme dans les masses populaires. Cette intelligence n'aura ni professeurs patentés, ni prophètes, ni prêtres, mais s'allumant dans chacun et dans tous, elle ne fondera ni Église nouvelle, ni État nouveau ; elle détruira jusqu'aux derniers vestiges de ce principe fatal et maudit de l'autorité, tant humaine que divine, et rendant sa pleine liberté à chacun, elle réalisera l'égalité, la solidarité et la fraternité du genre humain.

Tels sont donc, dans la société conçue selon la théorie des métaphysiciens, les deux genres différents et même opposés de rapports qui peuvent exister entre les individus. Le premier est celui de l'*exploitation*, et le second celui de *gouvernement*. S'il est vrai que gouverner signifie se sacrifier pour le bien de ceux qu'on gouverne, ce second rapport est en effet en pleine contradiction avec le premier, avec celui de l'exploitation. Mais entendons-nous. Selon la théorie idéale, soit théologique soit métaphysique, ces mots, *le bien des masses*, ne peuvent signifier leur bien-être terrestre, ni leur bonheur temporel ; qu'est-ce que c'est que quelques dizaines [d'années] de vie terrestre en comparaison de l'éternité. On doit donc gouverner les masses non en vue de cette félicité grossière que nous donnent les puissances matérielles sur la terre, mais en vue de leur salut éternel. Les privations et les souffrances matérielles peuvent être même considérées comme un manque d'éducation, étant prouvé que trop de jouissances corporelles tuent l'âme immortelle. Mais alors la contradiction disparaît : *exploiter et gouverner signifient la même chose*, l'un complétant l'autre et lui servant à la fin de moyen et de but.

EXPLOITATION et GOUVERNEMENT, le premier donnant les moyens de gouverner, et constituant la base nécessaire aussi bien que le but de tout gouvernement, qui à son tour garantit et légalise le pouvoir d'exploiter, sont les deux termes inséparables de tout ce qui s'appelle politique. Dès le début de l'histoire, ils ont formé proprement la vie réelle des États : théocratiques, monarchiques, aristocratiques et voire même démocratiques. Antérieurement et jusqu'à la grande révolution de la fin du XVIII^{e} siècle, leur liaison intime avait été masquée par les fictions religieuses, loyales et chevaleresques ; mais depuis que la main brutale de la bourgeoisie eut déchiré tous les voiles, d'ailleurs passablement transparents, depuis que son souffle révolutionnaire eut dissipé toutes ses vaines

imaginations, derrière lesquelles l'Église et l'État, la théocratie, la monarchie et l'aristocratie avaient pu si longtemps tranquillement accomplir toutes leurs turpitudes historiques ; depuis que la bourgeoisie, ennuyée d'être enclume fut devenue marteau à son tour ; depuis qu'elle eut inauguré l'État moderne, en un mot, cette liaison fatale est devenue pour tous une vérité révélée et même incontestée.

L'exploitation, c'est le corps visible, et le gouvernement, c'est l'âme du régime bourgeois. Et comme nous venons de le voir, l'une et l'autre, dans cette liaison si intime, sont au point de vue théorique aussi bien que pratique, l'expression nécessaire et fidèle de l'idéalisme métaphysique, la conséquence inévitable de cette doctrine bourgeoise qui cherche la liberté et la morale des individus en dehors de la solidarité sociale. Cette doctrine aboutit au gouvernement exploiteur d'un petit nombre d'heureux ou d'élus, à l'esclavage exploité du grand nombre, et pour tous, à la négation de toute moralité et de toute liberté.

* * *

Après avoir montré comment l'idéalisme, partant des idées absurdes de Dieu, de l'immortalité des âmes, de la liberté *primitive* des individus et de leur morale indépendantes de la société dérive fatalement à la consécration de l'esclavage et de l'immoralité, je dois montrer maintenant comment la science réelle, le matérialisme et le socialisme, — ce second terme n'étant d'ailleurs que le juste et complet développement du premier, — précisément parce qu'ils prennent pour point de départ la nature matérielle et l'esclavage naturel et primitif des hommes, et parce qu'ils s'obligent par là même de chercher l'émancipation des hommes non en dehors, mais au sein même de la société, non contre elle, mais par elle, doivent aboutir tout aussi nécessairement à l'établissement de la plus large liberté des individus et de l'humaine moralité

(Ici le manuscrit se termine.)

FIN

MICHEL BAKOUNINE



OEUVRES

Tome II

— LES OURS DE BERNE
ET L'OURS DE SAINT-PÉTERSBOURG (1870)
— LETTRES A UN FRANÇAIS
SUR LA CRISE ACTUELLE (Septembre 1870)
— L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE
ET LA RÉVOLUTION SOCIALE (1870-1871)

Avec une Notice biographique,
des Avant-propos et des notes,
par James Guillaume.

LES ÉDITIONS INVISIBLES

BIBLIOTHEQUE SOCIOLOGIQUE — N° 38
P.-V. STOCK, ÉDITEUR , 1907

LES ÉDITIONS INVISIBLES, le dimanche 21 novembre 2010.



TABLE DES MATIÈRES

Préface 5

Michel BAKOUNINE, notice biographique 9

LES OURS DE BERNE
ET L'OURS DE SAINT-PÉTERSBOURG
Avant-propos 51
Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg, 57

LETTRES À UN FRANÇAIS
Avant-propos 103
Lettres à un Françai s sur la crise actuelle. 109
Appendice :
Lettre à un Français 153
(reproduction textuelle et intégrale
du manuscrit de Bakounine)

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA
RÉVOLUTION SOCIALE
Avant-propos 279
L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale. 293
Première livraison. Genève, chez tous les libraires, 1871.

PRÉFACE

Le présent volume forme le tome II de la série inaugurée en 1895 par la publication du livre intitulé : *Michel Bakounine, Œuvres*, qui contient : 1° la réimpression d'un ouvrage inachevé, conservé à l'état d'épreuves typographiques (80 pages de composition), la *Proposition motivée au Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté, ou Fédéralisme, Socialisme et Anti-théologisme* [1867] ; 2 la réimpression de dix articles, en forme de lettres, publiés dans le *Progrès*, du Locle (1869) ; 3° un fragment inédit, comprenant les feuillets 286-340 d'un manuscrit datant de 1871, qui devait former la seconde livraison de l'*Empire knouto-germanique et la Révolution sociale* : l'éditeur, Max Nettlau, a donné à ce fragment le titre de *Dieu et l'État*, imaginé par Élisée Reclus et Carlo Cafiero, qui l'ont appliqué au contenu des pages 149-210 et 214-247 du même manuscrit, publiées par eux sous ce titre à Genève en 1882.

Dans ce tome II on trouvera la réimpression de trois écrits de Bakounine appartenant aux années 1870 et 1871, qui sont certainement le meilleur de son œuvre. Dans l'introduction (non signée) qu'il a mise en tête du volume de 1895, Max Nettlau, après avoir expliqué les procédés de composition de Bakounine, et parlé de la quantité de manuscrits commencés

par lui, et laissés inachevés, dans les années qui précédèrent 1870, ajoute : « De ces essais inachevés, ses écrits suivants profitèrent ; il en employa les meilleures parties à des œuvres nouvelles. C'est ce qui explique la perfection des œuvres parues dans les années de l'Internationale, œuvres publiées selon les besoins du moment, rapidement écrites, mais au fond desquelles on retrouve le résultat des longues études précédentes. »

Ces trois écrits sont :

Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg, complainte patriotique d'un Suisse humilié et désespéré, publié sans nom d'auteur au printemps de 1870 ; Neuchâtel, imprimerie G. Guillaume fils, 45 pages in-16 ;

Lettres à un Français sur la crise actuelle, septembre 1870, imprimé sans nom d'auteur ni d'imprimeur, à Neuchâtel, à l'imprimerie G. Guillaume fils, brochure in-16 de 43 pages (nous avons fait suivre cette réimpression de la reproduction intégrale du texte du manuscrit de Bakounine, dont une partie avait été retranchée en 1870) ;

L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale, par Michel BAKOUNINE, première livraison ; Genève, chez tous les libraires, 1871, 119 pages in-16 (à l'intérieur, sur la page de titre, se lit un titre primitif différent de celui que porte la couverture : *La Révolution sociale ou la dictature militaire*, Genève, Imprimerie coopérative).

J'ai fait précéder chacun de ces trois écrits d'un court avant-propos.

D'autres ouvrages de Bakounine, les uns inédits en tout ou en partie, les autres imprimés de son vivant, mais devenus

introuvables, tant brochures qu'articles de journaux, seront publiés ultérieurement dans d'autres tomes de cette collection.

En tête du volume je place une notice biographique sur Michel Bakounine, qui donnera, pour la première fois dans une publication de langue française, des renseignements véridiques sur la vie du grand révolutionnaire.

JAMES GUILLAUME.

Nota. — Dans cette réimpression, on a indiqué par des chiffres placés dans le texte, et précédés chaque fois d'une barre de séparation, la pagination des éditions originales.

MICHEL BAKOUNINE

NOTICE BIOGRAPHIQUE [1]

I

Michel Alexandrovitch Bakounine est né le 8/20 mai 1814, au village de Priamouchino, district de Torjok, gouvernement de Tver. Son père, qui avait suivi la carrière diplomatique, vécut dès sa jeunesse, comme attaché d'ambassade, à Florence et à Naples, puis revint se fixer sur son domaine patrimonial, où il épousa, à l'âge de quarante ans, une jeune fille de dix-huit ans, appartenant à la famille Mouravief. Ce père avait des idées libérales, et s'était affilié à l'une des associations des « décabristes » ; mais après l'avènement de Nicolas I[er], découragé, et devenu sceptique, il ne songea plus qu'à cultiver ses terres et élever ses enfants. Michel était l'aîné ; il eut cinq frères et cinq sœurs. Vers l'âge de quinze ans, le jeune Michel entra à l'École d'artillerie à Pétersbourg ; il y passa trois ans, puis fut envoyé comme enseigne dans un régiment cantonné

1 Pour la rédaction de cette notice, je me suis servi, en dehors de ce qui m'était personnellement connu, des nombreux matériaux recueillis par Max Nettlau et publiés par lui dans son monumental ouvrage : *Michael Bakunin, eine Biographie*, London, 1896-1900, 3 vol. in-folio. J. G.

dans le gouvernement de Minsk.

C'était au lendemain de l'écrasement de l'insurrection polonaise : le spectacle de la Pologne terrorisée agit puissamment sur le cœur du jeune officier, et contribua à lui inspirer l'horreur du despotisme. Au bout de deux ans, renonçant à la carrière militaire, il donna sa démission (1834), et se rendit à Moscou. C'est dans cette ville qu'il passa les six années qui suivirent, à l'exception de quelques séjours, durant l'été, dans la demeure paternelle. À Moscou, il se livra à l'étude de la philosophie : après avoir commencé par la lecture des encyclopédistes français, il s'enthousiasma, ainsi que ses amis Nicolas Stankévitch et Bélinsky, pour Fichte, dont il traduisit (1836) les *Vorlesungen über die Bestimmung des Gelehrten*. Ce fut ensuite le tour de Hegel, qui dominait alors sur les esprits en Allemagne : le jeune Bakounine devint un adepte convaincu du système hégélien, et se laissa un moment éblouir par la fameuse maxime : « Tout ce qui est, est raisonnable », au moyen de laquelle on justifiait l'existence de tous les gouvernements. En 1839, Alexandre Herzen et Nicolas Ogaref, exilés depuis quelques années, revinrent à Moscou, et s'y rencontrèrent avec Bakounine : mais, à ce moment, leurs idées étaient trop différentes pour qu'ils pussent s'entendre.

En 1840, Michel Bakounine, âgé de vingt-six ans, se rendit à Pétersbourg, et de là à Berlin, dans l'intention d'étudier le mouvement philosophique allemand ; il avait, a-t-on dit, le projet de se consacrer à l'enseignement, et le désir d'occuper un jour une chaire de philosophie ou d'histoire à Moscou. Lorsque Nicolas Stankévitch mourut en Italie cette même année, Bakounine admettait encore la croyance à l'immortalité de l'âme comme une doctrine nécessaire (lettre à Herzen du 23 octobre 1840). Mais le moment était venu où son évolution intellectuelle devait s'accomplir, et la philosophie de Hegel allait se transformer pour lui en une théorie révolutionnaire. Déjà

Ludwig Feuerbach avait tiré du hegelianisme, dans le domaine religieux, ses conséquences logiques ; Bakounine devait en faire autant dans le domaine politique et social. En 1842, il quitte Berlin pour Dresde, où il se lie avec Arnold Ruge, qui publiait là les *Deutsche Jahrbücher* : c'est dans cette revue que Bakounine fit paraître (octobre 1842), sous le pseudonyme de « Jules Élysard », un travail où il aboutissait à des conclusions révolutionnaires. L'article est intitulé : *La Réaction en Allemagne, fragment, par un Français*, et se termine par ces lignes dont la dernière est devenue célèbre : « Confions-nous donc à l'esprit éternel, qui ne détruit et n'anéantit que parce qu'il est la source insondable et éternellement créatrice de toute vie. Le désir de la destruction est en même temps un désir créateur [1]. » Herzen, croyant au premier moment que l'article était réellement l'œuvre d'un Français, écrivit dans son journal intime, après l'avoir lu : « C'est un appel puissant, ferme, triomphant du parti démocratique... L'article est, d'un bout à l'autre, d'une grande portée. Si les Français commencent à populariser la science allemande, — ceux qui la comprennent, s'entend, — la grande phase de l'action va commencer. » Le poète Georg Herwegh, l'auteur déjà illustre des *Gedichte eines Lebendigen*, étant venu à Dresde, y logea chez Bakounine, avec lequel il se lia intimement ; ce fut aussi à Dresde que Michel Alexandrovitch fit la connaissance du musicien Adolf Reichel, qui devint un de ses plus fidèles amis. Le gouvernement saxon manifesta bientôt des intentions hostiles à l'égard de Ruge et de ses collabrateurs ; aussi Bakounine et Herwegh quittèrent-ils la Saxe en janvier 1843, pour se rendre ensemble à Zürich. Bakounine passa en Suisse l'année 1843 : une lettre écrite à Ruge, de l'île de Saint-Pierre (lac de Bienne), en mai 1843 (publiée à Paris en 1844 dans les *Deutsch-französi sche*

1 « Lasst uns also dem ewigen Geiste vertrauen, der nur desshalb zerstört und vernichtet, weil er der unergründliche und ewig schaffende Quell alles Lebens ist. Die Lust der Zerstörung ist zugleich eine schaffende Lust. » Le mot *Lust* signifie à la fois « désir » et « plaisir ».

Jahrbucher), se termine par cette véhémente apostrophe : « C'est ici que le combat commence ; et si forte est notre cause, que nous, quelques hommes épars, et les mains liées, par notre seul cri de guerre nous inspirons l'effroi à leurs myriades ! Allons, du cœur, et je veux rompre vos liens, ô Germains qui voulez devenir des Grecs, moi le Scythe. Envoyez-moi vos ouvrages ; je les ferai imprimer dans l'île de Rousseau, et en lettres de feu j'écrirai une fois encore dans le ciel de l'histoire : Mort aux Perses ! [1] »

En Suisse, Bakounine fit la connaissance des communistes allemands groupés autour de Weitling ; il passa l'hiver 1843-1844 à Berne, où il entra en relations avec la famille Vogt [2] ; l'un des quatre frères Vogt, Adolf (plus tard professeur à la faculté de médecine de l'université de Berne), devint son ami très intime. Mais, inquiété par la police suisse, et sommé par l'ambassade russe d'avoir à rentrer en Russie, Bakounine quitta Berne en février 1844, se rendit à Bruxelles, et, de là, à Paris ; il devait séjourner dans cette ville jusqu'en décembre 1847.

II

À Paris, où il arrivait avec son fidèle Reichel, il retrouva Herwegh et sa jeune femme (Emma Siegmund). Il fit la

1 « Hier, erst hier beginnt der Kampf, und so stark ist unsere Sache, dass wir wenige zerstreute Manner mit gebundenen Händen durch unsern blossen Schlachtrut ihre Myriaden in Furcht und Schrecken setzen. Wohian, es gilt ! und eure Bande will ich lösen, ihr Germanen, die ihr Griechen werden wollt, ich der Scythe. Sendet mir eure Werke. Auf Rousseaus Insel will ich sie drucken und mit feurigen Lettern noch einmal an den Himmel der Geschichte schreiben : Untergang den Persern ! »

2 Le professeur Wilhelm Vogt avait quitté, en 1835, l'université de Giessen, destitué pour des motifs politiques, et était devenu professeur à l'université de Berne. Il avait quatre fils : Karl, le célèbre naturaliste ; Emil, juriste ; Adolf, médecin ; Gustav, avocat.

connaissance de Karl Marx, qui, venu à Paris à la fin de 1843, fut d'abord, lui aussi, l'un des collaborateurs d'Arnold Ruge, mais qui bientôt commença, avec Engels, l'élaboration d'une doctrine spéciale. Bakounine se lia aussi avec Proudhon, qu'il voyait fréquemment : d'accord sur certains points essentiels, et divisés sur d'autres, il leur arrivait d'engager des discussions qui se prolongeaient des nuits entières. Il apprit également à connaître M^me^ George Sand, dont il admirait le talent, et qui était alors sous l'influence de Pierre Leroux. Ces années de Paris furent, pour le développement intellectuel de Michel Bakounine, des plus fécondes : c'est alors que s'ébauchèrent dans son esprit les idées qui constitueront son programme révolutionnaire ; mais elles sont encore mal débrouillées sur plus d'un point, et mêlées d'un reste d'idéalisme métaphysique dont il ne se débarrassera tout à fait que plus tard.

Il a donné lui-même les renseignements qui suivent sur ses relations intellectuelles avec Marx et avec Proudhon à cette époque :

« Marx — a-t-il écrit en 1871 (manuscrit français) — était beaucoup plus avancé que je ne l'étais, comme il reste encore aujourd'hui, non pas plus avancé, mais incomparablement plus savant que moi. Je ne savais alors rien de l'économie politique, je ne m'étais pas encore défait des abstractions métaphysiques, et mon socialisme n'était que d'instinct. Lui, quoique plus jeune que moi, était déjà un athée, un matérialiste savant et un socialiste réfléchi. Ce fut précisément à cette époque qu'il élabora les premiers fondements de son système actuel. Nous nous vîmes assez souvent, car je le respectais beaucoup pour sa science et pour son dévouement passionné et sérieux, quoique toujours mêlé de vanité personnelle, à la cause du prolétariat, et je recherchais avec avidité sa conversation toujours instructive et spirituelle lorsqu'elle ne s'inspirait pas de haine mesquine, ce qui arrivait, hélas ! trop souvent. Jamais pourtant il n'y eut

d'intimité franche entre nous. Nos tempéraments ne la comportaient pas. Il m'appelait un idéaliste sentimental, et il avait raison ; je l'appelais un vaniteux perfide et sournois, et j'avais raison aussi. »

Quant à Engels, Bakounine l'a caractérisé ainsi dans un passage où il parle de la société secrète fondée par Marx (*Gosoudarstvenno st i Anarkhia* , 1874, page 224) : « Vers 1846, Marx s'est mis à la tête des communistes allemands, et, bientôt après, avec M. Engels, son ami constant, aussi intelligent que lui, quoique moins érudit, mais en revanche plus pratique, et non moins bien doué pour la calomnie politique, le mensonge et l'intrigue, il a fondé une société secrète de communistes allemands ou de socialistes autoritaires ».

De Proudhon, voici ce qu'il dit dans un manuscrit français de 1870 : « Proudhon, malgré tous les efforts qu'il a faits pour secouer les traditions de l'idéalisme classique, n'en est pas moins resté toute sa vie un idéaliste incorrigible, s'inspirant, comme je le lui ai dit deux mois avant sa mort [1] , tantôt de la Bible, tantôt du droit romain, et métaphysicien toujours jusqu'au bout des ongles. Son grand malheur est de n'avoir jamais étudié les sciences naturelles, et de ne s'en être pas approprié la méthode. Il a eu des instincts de génie qui lui avaient fait entrevoir la voie juste, mais, entraîné par les mauvaises habitudes idéalistes de son esprit, il retombait toujours dans les vieilles erreurs : ce qui a fait que Proudhon a été une contradiction perpétuelle, — un génie vigoureux, un penseur révolutionnaire se débattant toujours contre les fantômes de l'idéalisme, et n'étant jamais parvenu à les vaincre.

« Marx, comme penseur, est dans la bonne voie. Il a établi comme principe que toutes les évolutions politiques, religieuses et juridiques dans l'histoire sont, non les causes, mais les effets

1 Proudhon est mort le 19 janvier 1863.

des évolutions économiques. C'est une grande et féconde pensée, qu'il n'a pas absolument inventée : elle a été entrevue, exprimée en partie, par bien d'autres que lui ; mais enfin, à lui appartient l'honneur de l'avoir solidement établie et de l'avoir posée comme base de tout son système économique. D'un autre côté, Proudhon avait compris et senti la liberté beaucoup mieux que lui. Proudhon, lorsqu'il ne faisait pas de la doctrine et de la métaphysique, avait le vrai instinct du révolutionnaire : il adorait Satan et il proclamait l'an-archie. Il est fort possible que Marx puisse s'élever *théoriquement* à un système encore plus rationnel de la liberté que Proudhon, mais l'instinct de la liberté lui manque : il est, de la tête aux pieds, un autoritaire. »

En 1847, Bakounine vit arriver à Paris Herzen et Ogaref, qui avaient quitté la Russie pour vivre en Occident ; il y revit aussi Bélinsky, alors dans toute la maturité de son talent, et qui devait mourir l'année suivante.

À la suite d'un discours qu'il avait prononcé le 29 novembre 1847 au banquet donné en commémoration de l'insurrection polonaise de 1830, Bakounine fut expulsé de France à la requête de l'ambassade russe. Pour chercher à lui enlever les sympathies qui s'étaient aussitôt manifestées, le représentant de la Russie à Paris, Kisseleff, fit courir le bruit que Bakounine avait été au service de l'ambassade, *qui l'avait employé*, mais qui maintenant se voyait obligée de se débarrasser de lui parce qu'il était allé trop loin (lettre de Bakounine à Fanelli, 29 mai 1867). Le comte Duchâtel, ministre de l'intérieur, interpellé à la Chambre des pairs, se retrancha derrière des réticences calculées pour donner créance à la calomnie imaginée par Kisseleff, qui devait bientôt se répercuter ailleurs. Bakounine se rendit à Bruxelles, où habitait Marx, expulsé lui aussi de France depuis 1846. De Bruxelles, il écrit à son ami Herwegh : « Les Allemands, ouvriers, Bornstedt, Marx et Engels, — Marx surtout, — font ici leur mal ordinaire.

Vanité, méchanceté, cancans, fanfaronnades en théorie et pusillanimité en pratique, — dissertations sur la vie, l'action et la simplicité, et absence complète de vie, d'action et de simplicité, — coquetteries répugnantes avec des ouvriers littéraires et discoureurs, — « Feuerbach est un *bourgeois* », et l'épithète de *bourgeois* répétée à satiété par des gens qui tous ne sont de la tête aux pieds que des bourgeois de petite ville ; en un mot, mensonge et bêtise, bêtise et mensonge. Dans une semblable société, il n'y a pas moyen de respirer librement. Je me tiens éloigné d'eux, et j'ai nettement déclaré que je n'irais pas dans leur *Kommunistischer Handwerkerver ein* et que je ne voulais rien avoir à faire avec cette société [1]. »

III

La révolution du 24 février rouvrit à Bakounine les portes de la France. Il se hâta de revenir à Paris ; mais bientôt la nouvelle des événements de Vienne et de Berlin le décida à partir pour l'Allemagne (avril), d'où il espérait pouvoir prendre part en Pologne aux mouvements insurrectionnels. Il passa par Cologne, où Marx et Engels allaient commencer la publication de la *Neue Rheinische Zeitung* ; c'était le moment où la Légion

1 « Die Deutschen aber, Handwerker, Bornstedt, Marx und Engels, — und vor allen Marx, — treiben hier ihr gewöhnliches Unheil. Eitelkeit, Gehässigkeit, Klatscherei, theoretischer Hochmuth und praktische Kleinmüthigkeit, — Reflektieren auf Leben, Thun und Einfachheit, und gänzliche Abwesenheit von Leben, Thun und Einfachheit, — litterarische und diskurierende Handwerker und ekliges Liebäugeln mit ihnen,— « Feuerbach ist ein *Bourgeois* » und das Wort *Bourgeois* zu einem bis zum Überdruss wiederholten Stichworte geworden, — alle selbst aber von Kopf zu den Füssen durch und durch kleinstädtische Bourgeois. Mit einem Worte Lüge und Dummheit, Dummheit und Lüge. In dieser Gesellschaft ist keine Möglichkeit einen freien, vollen Athemzug zu holen. Ich halte mich fern von ihnen und habe ganz entschieden erklärt, ich gehe in ihren kommunistischen Handwerkerverein nicht und will mit ihm nichts zu thun haben. »

démocratique allemande de Paris, qu'accompagnait Herwegh, venait de faire dans le grand-duché de Bade cette tentative insurrectionnelle qui aboutit à un si lamentable échec ; Marx attaqua Herwegh avec violence à ce sujet ; Bakounine prit la défense de son ami, ce qui amena une rupture entre lui et Marx. Il a écrit plus tard (1871, manuscrit français) : « Dans cette question, je le pense aujourd'hui et je le dis franchement, c'étaient Marx et Engels qui avaient raison : ils jugeaient mieux la situation générale. Ils attaquèrent Herwegh avec le sans-façon qui caractérise leurs attaques, et je défendis l'absent avec chaleur, personnellement contre eux, à Cologne. De là notre brouille. » Il se rendit ensuite à Berlin et à Breslau, et de là à Prague, où il essaya inutilement de faire de la propagande démocratique et révolutionnaire au Congrès slave (juin), et où il prit part au mouvement insurrectionnel durement réprimé par Windischgrätz ; puis il revint à Breslau. Pendant son séjour dans cette ville, la Neue Rheinische Zeitung publia (6 juillet) une correspondance de Paris dont l'auteur disait : « À propos de la propagande slave, on nous a affirmé hier que George Sand se trouvait en possession de papiers qui compromettaient fortement le Russe banni d'ici, *Michel Bakounine*, et le représentaient comme un instrument ou un *agent de la Russie*, nouvellement enrôlé, auquel on attribue la part principale dans la récente arrestation des malheureux Polonais. George Sand a montré ces papiers à quelques-uns de ses amis [1]. » Bakounine protesta immédiatement contre cette infâme calomnie par une lettre que publia l'*Allgemeine Oder-Zeitung* de Breslau (lettre que la *Neue Rheinische Zeitung* reproduisit le 16 juillet), et

1 « In Bezug auf die Slavenpropaganda, versicherte man uns gestern, sei George Sand in den Besitz von Papieren gelangt, welche den von hier verbannten Russen, *M. Bakunin*, stark compromittirten, indem sie ihn als ein Werkzeug oder in jüngster Zeit gewonnenen *Agenten Russlands* darstellten, den der grösste Theil der Schuld der neuerdings verhafteten unglücklichen Polen traf. George Sand hat dièse Papiere einigen ihrer Vertrauten gezeigt. »

écrivit à Mme George Sand pour la prier de s'expliquer au sujet de l'usage qui avait été fait de son nom. George Sand répondit par une lettre au rédacteur de la *Neue Rheinische Zeitung*, datée de la Châtre (Indre), 20 juillet 1848, disant : « Les faits rapportés par votre correspondant sont complètement faux. Je n'ai jamais possédé la moindre preuve des insinuations que vous cherchez à accréditer contre M. Bakounine. Je n'ai donc jamais été autorisée à émettre le moindre doute sur la loyauté de son caractère et la franchise de ses opinions. J'en appelle à votre honneur et à votre conscience pour l'insertion immédiate de cette lettre dans votre journal. » Marx inséra la lettre, et donna en même temps l'explication suivante de la publicité qu'il avait accordée à la calomnie de son correspondant de Paris : « Nous avons rempli ainsi le devoir de la presse, d'exercer sur les hommes publics une stricte surveillance, et nous avons donné en même temps par là à M. Bakounine l'occasion de dissiper un soupçon qui avait véritablement été émis dans certains cercles à Paris [1] ». Il est inutile d'insister sur cette singulière théorie, d'après laquelle la presse aurait le devoir d'accueillir la calomnie et de la publier, sans prendre la peine de contrôler les faits.

Le mois suivant, Bakounine rencontra Marx à Berlin, et une réconciliation apparente eut lieu. Bakounine a écrit à ce sujet en 1871 (manuscrit français) : « Des amis communs nous forcèrent de nous embrasser. Et alors, au milieu d'une conversation à moitié badine, à moitié sérieuse, Marx me dit : « Sais-tu que je me trouve maintenant à la tête d'une société communiste secrète si bien disciplinée, que si j'avais dit à un seul de ses membres : *Va tuer Bakounine*, il te tuerait ? »... Après cette conversation, nous ne nous revîmes plus jusqu'en

1 « Wir erfüllten damit die Pflicht der Presse, öffentliche Charactere streng zu überwachen, und gaben damit zugleich Herrn Bakunin Gelegenheit einen Verdacht niederzuschlagen, der in Paris in gewissen Kreisen allerdings aufgeworfen wurde. »

1864. »

Ce que Marx avait dit en plaisantant à Bakounine en 1848, il devait essayer sérieusement de le faire vingt-quatre ans plus tard : lorsque, dans l'Internationale, l'opposition de l'anarchiste révolutionnaire sera devenue gênante pour la domination personnelle que Marx prétendait exercer, il tentera de se débarrasser de lui par un véritable assassinat moral.

Expulsé de Prusse et de Saxe, Bakounine passa le reste de l'année 1848 dans la principauté d'Anhalt. Ce fut là qu'il publia en allemand sa brochure : «*Aufruf an die Slaven*, von einem russischen Patrioten, Michael Bakunin, Mitglied des Slavencongresses ». Il y développait ce programme : union des révolutionnaires slaves avec les révolutionnaires des autres nations, hongrois, allemands, italiens, pour la destruction des trois monarchies oppressives, empire de Russie, empire d'Autriche, royaume de Prusse ; et ensuite libre fédération des peuples slaves émancipés. Marx crut devoir combattre ces idées ; il écrivit dans la *Neue Rheinische Zeitung* (14 février 1849 : « Bakounine est notre ami ; cela ne nous empêchera pas de critiquer sa brochure [1] » ; et il formulait ainsi son point de vue : « À part les Polonais, les Russes, et peut-être encore les Slaves de la Turquie, aucun peuple slave n'a un avenir, par la simple raison qu'il manque à tous les autres Slaves les premières conditions historiques, géographiques, politiques et industrielles de l'indépendance et de la vitalité [2]. » Au sujet de cette différence entre la manière de voir de Marx et la sienne

1 « Bakunin ist unser Freund. Das wird uns nicht abhalten, seine Brochure der Kritik zu unterwerfen. »

2 « Ausser den Polen, den Russen, und höchstens den Slaven der Türkei hat kein slavisches Volk eine Zukunft, aus dem einfachen Grund, weil allen übrigen Slaven die ersten historischen, geographischen, politischen und industriellen Bedingungen der Selbstständigkeit und Lebensfähigkeit fehlen. »

dans la question slave, Bakounine a écrit (1871, manuscrit français) : « En 1848 nous nous sommes trouvés divisés d'opinions ; et je dois dire que la raison fut beaucoup plus de son côté que du mien... Emporté par l'ivresse du mouvement révolutionnaire, j'étais beaucoup plus occupé du côté négatif que du côté positif de cette révolution... Pourtant il y eut un point où j'eus raison contre lui. Comme Slave, je voulais l'émancipation de la race slave du joug des Allemands,... et, comme patriote allemand. Marx n'admettait pas alors, comme il n'admet encore pas à présent, le droit des Slaves de s'émanciper du joug des Allemands, pensant, aujourd'hui comme alors, que les Allemands sont appelés à les civiliser, c'est-à-dire à les germaniser de gré ou de force. »

En janvier 1849, Bakounine vint secrètement à Leipzig. Là il s'occupait à préparer un soulèvement en Bohême, d'accord avec un groupe de jeunes Tchèques à Prague. Malgré les progrès de la réaction en France et en Allemagne, on pouvait encore espérer, car sur plus d'un point de l'Europe la révolution n'était pas écrasée : Pie IX, chassé de Rome, avait fait place à la République romaine, dirigée par le triumvirat Mazzini, Saffi et Armellini, avec Garibaldi pour général ; Venise, redevenue libre, soutenait contre les Autrichiens un siège héroïque ; les Hongrois, révoltés contre l'Autriche et dirigés par Kossuth, proclamaient la déchéance de la maison de Habsbourg. Sur ces entrefaites éclata à Dresde (3 mai 1849) un soulèvement populaire, provoqué par le refus du roi de Saxe d'accepter la constitution de l'Empire allemand qu'avait votée le Parlement de Francfort ; le roi s'enfuit le 4, un gouvernement provisoire fut installé (Heubner, Tzschirner et Todt), et les insurgés restèrent maîtres de la ville pendant cinq jours. Bakounine, qui avait quitté Leipzig pour Dresde au milieu d'avril, devint un des chefs des révoltés, et contribua à faire prendre les mesures les plus énergiques pour la défense des barricades contre les troupes prussiennes (le commandant militaire fut d'abord le

lieutenant-colonel Heinze, puis, à partir du 8 mai, le jeune typographe Stephan Born, qui avait organisé l'année précédente la première association générale des ouvriers allemands, l'*Arbeiter-Verbrüderung*). La stature gigantesque de Bakounine et sa qualité de révolutionnaire russe attirèrent particulièrement l'attention sur lui ; une légende se forma aussitôt autour de sa personne : c'est à lui seul qu'on attribua les incendies allumés pour la défense ; il avait été, écrivit-on, « l'âme véritable de toute la révolution » ; il « exerçait un terrorisme qui répandait l'épouvante » ; il avait conseillé, pour empêcher les Prussiens de tirer sur les barricades, d'y placer les chefs-d'œuvre de la galerie de tableaux, etc.

Le 9, les insurgés, reculant devant des forces supérieures, effectuèrent leur retraite sur Freiberg. Là, Bakounine essaya vainement d'obtenir de Born qu'il passât, avec ce qui lui restait de combattants, sur le territoire de la Bohême pour y tenter un nouveau soulèvement : Born refusa, et licencia ses troupes. Alors, voyant qu'il n'y avait plus rien à faire, Heubner, Bakounine, et le musicien Richard Wagner se dirigèrent sur Chemnitz. Pendant la nuit du 9 au 10, des bourgeois armés arrêtèrent Heubner et Bakounine et les livrèrent ensuite aux Prussiens ; Wagner, qui s'était réfugié chez sa sœur, réussit à s'échapper.

La conduite de Bakounine à Dresde fut celle d'un combattant résolu et d'un chef clairvoyant. Dans une de ses lettres à la *New York Daily Tribune* (numéro du 2 octobre 1852), *On Révolution and Contre-Revolution in Germany*, Marx, malgré son hostilité, a dû reconnaître le service rendu par Bakounine à la cause révolutionnaire ; il a écrit : « À Dresde, la lutte fut continuée pendant quatre jours dans les rues de la ville. Les boutiquiers de Dresde, la « garde communale », non seulement ne combattirent pas, mais dans plusieurs cas favorisèrent l'action des troupes contre les insurgés. Ceux-ci se

composaient presque exclusivement d'ouvriers des districts manufacturiers environnants. *Ils trouvèrent un chef capable et de sang-froi d dans le réfugié russ e Michel Bakounine* [1]. »

IV

Conduit dans la forteresse de Königstein (Saxe), Bakounine, après de longs mois de détention préventive, fut condamné à mort le 14 janvier 1850; en juin, la peine fut commuée en celle de la détention perpétuelle, et en même temps le prisonnier fut livré à l'Autriche qui le réclamait. En Autriche, il fut d'abord détenu à Prague, et ensuite (mars 1851) dans la citadelle d'Olmütz, où le 15 mai 1851 il fut condamné à être pendu ; mais de nouveau la peine fut commuée en détention perpétuelle. Dans les prisons autrichiennes, Bakounine avait été traité d'une façon très dure : il avait les fers aux pieds et aux mains, et même, à Olmütz, il était enchaîné à la muraille par la ceinture.

L'Autriche le livra au gouvernement russe peu après sa condamnation. En Russie, il fut enfermé à la forteresse de Pierre-et-Paul, dans le « ravelin d'Alexis ». Au début de sa captivité, le comte Orlof vint lui dire que le tsar Nicolas demandait de lui une confession écrite. Bakounine, réfléchissant (lettre à Herzen, 8 décembre 1860, Irkoutsk) « qu'il se trouvait au pouvoir d'un ours », et que d'ailleurs, « tous ses actes étant parfaitement connus, il n'avait plus de secret à révéler », se décida à écrire ; dans sa lettre il disait au

1 « In Dresden, the struggle was kept on for four days in the streets of the town. The shopkeepers of Dresden, the « communal guard », not only did not fight, but in many instances favoured the proceedings of the troops against the insurgents. These again consisted almost exclusively of workingmen from the surrounding manufacturing districts. *They found an able and coolheaded commander in the Russian refugee, Michael Bakunin*. » (Les italiques sont de Marx.)

tsar : « Vous désirez avoir ma confession ; mais vous ne devez pas ignorer que le pénitent n'est pas obligé de confesser les péchés d'autrui. Je n'ai de sauf que l'honneur, et la conscience de n'avoir jamais trahi personne qui ait voulu se fier à moi, et c'est pourquoi je ne vous donnerai pas de noms. » Lorsque Nicolas eut lu la lettre de Bakounine, raconte Herzen (*Œuvres posthumes*), il dit : « C'est un brave garçon, plein d'esprit ; mais c'est un homme dangereux, il faut le garder sous les verrous ».

Au commencement de la guerre de Crimée, la forteresse de Pierre-et-Paul pouvant se trouver exposée à être bombardée et prise par les Anglais, on transféra le prisonnier à Schlüsselbourg (1854) : là, il fut atteint du scorbut, et toutes ses dents tombèrent. Voici ce que l'auteur de la présente notice a écrit, au lendemain de la mort de Bakounine, d'après des souvenirs recueillis de la bouche de celui-ci, sur cette dernière période de sa captivité : « L'atroce régime de la prison avait complètement délabré son estomac ; vers la fin, nous a-t-il raconté, il avait pris en dégoût tous les aliments, et en était arrivé à se nourrir exclusivement de choux aigres hachés (*chtchi*). Mais si le corps s'affaiblissait, l'esprit restait inflexible. Il craignait une chose par-dessus tout : c'était de se trouver un jour amené, par l'action débilitante de la prison, à l'état d'abêtissement dont Silvio Pellico offre un type si connu ; il craignait de cesser de haïr, de sentir s'éteindre dans son cœur le sentiment de révolte qui le soutenait, et d'en arriver à pardonner à ses bourreaux et à se résigner à son sort. Mais cette crainte était superflue ; son énergie ne l'abandonna pas un seul jour, et il sortit de son cachot le même homme qu'il y était entré. Il nous a raconté aussi que pour distraire les longs ennuis de sa solitude, il aimait à repasser dans son esprit la légende de Prométhée, le titan bienfaiteur des hommes, enchaîné sur un rocher du Caucase par les ordres du *tsar* de l'Olympe ; il songeait à la dramatiser, et nous avons retenu la mélodie douce et plaintive, composée par lui, du choeur des nymphes de

l'Océan venant apporter leurs consolations à la victime des vengeances de Jupiter. » (*Bulletin de la Fédération jurassienne de l'Internationale*, supplément au numéro du 9 juillet 1876.)

À la mort de Nicolas, on put espérer que le changement de règne apporterait quelque adoucissement à la situation de l'indomptable révolutionnaire : mais Alexandre II effaça de sa propre main le nom de Bakounine de la liste des amnistiés. La mère du prisonnier s'étant présentée au nouveau tsar, un mois plus tard, pour le supplier de lui accorder la grâce de son fils, l'autocrate répondit : « Sachez, madame, que tant que votre fils vivra, il ne pourra jamais être libre ». La captivité de Bakounine se prolongea deux ans encore après la mort de Nicolas ; Alexandre restait sourd à toutes les prières qui lui étaient adressées. Un jour, le tsar, tenant à la main la lettre que Michel Bakounine avait écrite en 1851 à Nicolas, aborda le prince Gortchakof, ministre des affaires étrangères, en lui disant : « Mais je ne vois pas le moindre repentir dans cette lettre ! » Enfin, en mars 1867, Alexandre se laissa fléchir, et consentit à transformer la prison perpétuelle en exil en Sibérie.

Bakounine fut interné à Tomsk. Il s'y maria, vers la fin de 1858, avec une jeune Polonaise, Antonie Kwiatkowska ; bientôt après, par l'intervention de son parent du côté maternel, Mouravief-Amoursky, gouverneur de la Sibérie Orientale, il put aller résider à Irkoutsk (mars 1859), où il entra au service de la compagnie de l'Amour, puis d'une entreprise de mines. Il espérait obtenir bientôt sa libération et revenir en Russie ; mais Mouravief s'étant vu obligé d'abandonner son poste devant l'opposition que lui faisait la bureaucratie, Bakounine comprit qu'il ne lui restait plus qu'un moyen de devenir libre : l'évasion. Quittant Irkoutsk (5/17 juin 1861) sous le prétexte d'un voyage d'affaires et d'études autorisé par le gouvernement, comme représentant d'un négociant nommé Sabachnikof, il atteignit Nikolaïevsk (juillet) ; là il s'embarqua sur un vaisseau de l'État,

le *Strelck*, allant à De-Kastri, port situé plus au sud, puis réussit à passer, sans éveiller de soupçons, sur un navire marchand, le *Vikera*, qui le conduisit au Japon, à Hakodadi ; de là il gagna Yokohama, ensuite San Francisco (octobre) et New York (novembre), et le 27 décembre 1861 il arrivait à Londres, où il fut reçu comme un frère par Herzen et Ogaref.

V

On peut passer rapidement sur les six premières années du second séjour de Bakounine en Occident. Il reconnut très vite que, malgré l'amitié personnelle qui l'unissait à Herzen et à Ogaref, il ne pouvait s'associer à l'action politique dont leur journal le *Kolokol* était l'organe. Il exposa ses idées, au cours de l'année 1862, dans deux brochures russes, *Aux amis russes, polonais, et à tous les amis slaves*, et *La Cause du Peuple, Romanof, Pougatchef ou Pestel ?* Quand éclata, en 1863, l'insurrection polonaise, il essaya de se joindre aux hommes d'action qui la dirigeaient ; mais l'organisation d'une légion russe échoua, l'expédition de Lapinski ne put aboutir à un résultat ; et Bakounine, qui était allé à Stockholm (où sa femme le rejoignit) avec l'espoir d'obtenir une intervention suédoise, dut revenir à Londres (octobre) sans avoir réussi dans aucune de ses démarches. Il se rendit alors en Italie, d'où il fit, au milieu de 1864, un second voyage en Suède ; il en revint par Londres, où il revit Marx, et Paris, où il revit Proudhon. À la suite de la guerre de 1859 et de l'héroïque expédition de Garibaldi en 1860, l'Italie venait de naître à une vie nouvelle : Bakounine resta dans ce pays jusqu'à l'automne de 1867, séjournant d'abord à Florence, ensuite à Naples et dans les environs. Il avait conçu le plan d'une organisation internationale secrète des révolutionnaires, en vue de la propagande, et, quand le moment serait venu, de l'action, et dès 1864 il réussit à grouper un certain nombre d'Italiens, de Français, de Scandinaves et de Slaves dans cette société secrète,

qui s'appela la « Fraternité internationale », ou l'« Alliance des révolutionnaires socialistes ». En Italie, Bakounine et ses amis s'appliquèrent surtout à lutter contre les mazziniens, qui étaient des républicains autoritaires et religieux ayant pour devise *Dio e popolo* ; un journal, *Libertà e Giustizia*, fut fondé à Naples, dans lequel Bakounine développa son programme. En juillet 1866, il faisait part à Herzen et à Ogaref de l'existence de la société secrète à laquelle il consacrait depuis deux ans toute son activité, et leur en communiquait le programme, dont ses deux anciens amis furent, dit-il lui-même, « très scandalisés ». À ce moment, l'organisation, au témoignage de Bakounine, avait des adhérents en Suède, en Norvège, en Danemark, en Angleterre, en Belgique, en France, en Espagne et en Italie, et comptait aussi des Polonais et des Russes parmi ses membres.

En 1867, des démocrates bourgeois de diverses nations, principalement des Français et des Allemands, fondèrent la « Ligue de la paix et de la liberté », et convoquèrent à Genève un Congrès qui eut beaucoup de retentissement. Bakounine nourrissait encore quelques illusions à l'égard des démocrates : il se rendit à ce Congrès, où il prononça un discours, devint membre du Comité central de la Ligue, établit sa résidence en Suisse (près de Vevey), et, pendant l'année qui suivit, s'efforça d'amener ses collègues du Comité au socialisme révolutionnaire. Au deuxième Congrès de la Ligue, à Berne (septembre 1868), il fit, avec quelques-uns de ses amis, membres de l'organisation secrète fondée en 1864, — Élisée Reclus, Aristide Rey, Charles Keller, Victor Jaclard, Giuseppe Fanelli, Saverio Friscia, Nicolas Joukovsky, Valérien Mroczkowski, etc., — une tentative pour faire voter à la Ligue des résolutions franchement socialistes ; mais, après plusieurs jours de débats, les socialistes révolutionnaires, s'étant trouvés en minorité, déclarèrent qu'ils se séparaient de la Ligue (25 septembre 1868), et fondèrent le même jour, sous le nom d'*Alliance internationale de la démocratie socialiste*, une

association nouvelle, dont Bakounine rédigea le programme.

Ce programme, qui résumait les conceptions auxquelles son auteur était arrivé, au terme d'une longue évolution commencée en Allemagne en 1842, disait entre autres :

« L'Alliance se déclare athée ; elle veut l'abolition définitive et entière des classes, et l'égalisation politique, économique, et sociale des individus des deux sexes ; elle veut que la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant la propriété collective de la société tout entière, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire parles associations agricoles et industrielles. Elle reconnaît que tous les États politiques et autoritaires actuellement existants, se réduisant de plus en plus aux simples fonctions administratives des services publics dans leurs pays réciproques, devront disparaître dans l'union universelle des libres associations, tant agricoles qu'industrielles. »

En se constituant, l'Alliance internationale de la démocratie socialiste avait déclaré vouloir former une branche de l'Association internationale des travailleurs, dont elle acceptait les statuts généraux.

À la date du 1er septembre 1868, avait paru à Genève le premier numéro d'un journal russe, *Narodnoé Diélo,* rédigé par Michel Bakounine et Nicolas Joukovsky ; il contenait un programme intitulé « Programme de la démocratie socialiste russe », identique pour le fond au programme qu'adopta quelques jours plus tard l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Mais, dès son second numéro, le journal changea de rédaction, et passa entre les mains de Nicolas Outine, qui lui imprima une direction toute différente.

VI

L'Association internationale des travailleurs avait été fondée à Londres le 28 septembre 1864 : mais son organisation définitive et l'adoption de ses statuts ne dataient que de son premier Congrès,, tenu à Genève du 3 au 8 septembre 1866.

À son passage à Londres en octobre 1 864, Bakounine, qui n'avait pas revu Karl Marx depuis 1848, avait reçu la visite de celui-ci : Marx venait s'expliquer avec lui, au sujet de la calomnie, jadis accueillie par la *Neue Rheinische Zeitung*, que des journalistes allemands avaient remise en circulation en 1853. Mazzini et Herzen avaient pris, alors, la défense du calomnié enfermé dans une forteresse russe ; Marx avait, à cette occasion, dans le journal anglais le *Morning Advertiser*, déclaré une fois de plus qu'il n'était pour rien dans cette calomnie, en ajoutant que Bakounine était son ami ; et il le lui répéta. À la suite de cette conversation, Marx avait engagé Bakounine à se joindre à l'Internationale : mais celui-ci, une fois de retour en Italie, avait préféré se consacrer à l'organisation secrète dont il a été parlé ; l'Internationale, à ses débuts, n'était guère représentée, en dehors du Conseil général de Londres, que par un groupe d'ouvriers mutuellistes de Paris, et rien ne faisait prévoir l'importance qu'elle allait prendre. Ce fut seulement après son second Congrès à Lausanne (septembre 1867), après les deux procès de Paris et la grande grève de Genève (1868), que l'attention fut sérieusement appelée sur cette association,, devenue une puissance dont on ne pouvait plus méconnaître le rôle comme levier d'action révolutionnaire. Dans son troisième Congrès, à Bruxelles (septembre 1868), les idées collectivistes s'étaient fait jour, en opposition au coopérativisme. Dès juillet 1868, Bakounine se fit admettre comme membre dans la Section de Genève, et, après sa sortie de la Ligue de la paix au Congrès de Berne, il se fixa à Genève pour pouvoir se mêler activement au mouvement ouvrier de cette ville.

Une vive impulsion fut aussitôt donnée à la propagande et à l'organisation. Un voyage du socialiste italien Fanelli en Espagne eut pour résultat la fondation des Sections internationales de Madrid et de Barcelone. Les Sections de la Suisse française s'unirent en une fédération qui prit le nom de Fédération romande, et eut pour organe le journal l'*Égalité*, créé en janvier 1869. Une lutte fut entreprise contre de faux socialistes qui, dans le Jura suisse, enrayaient le mouvement, et se termina par l'adhésion de la majorité des ouvriers jurassiens au socialisme révolutionnaire. À plusieurs reprises, Bakounine alla dans le Jura aider de sa parole ceux qui luttaient contre ce qu'il appelait « la réaction masquée en coopération » ; ce fut l'origine de l'amitié qu'il contracta avec les militants de cette région. À Genève même, un conflit entre les ouvriers du bâtiment, socialistes révolutionnaires d'instinct, et les ouvriers horlogers et bijoutiers, dits de la « fabrique », qui voulaient participer aux luttes électorales, et s'allier aux politiciens radicaux, se termina, grâce à Bakounine, — qui fit dans l'*Égalité* une énergique campagne, et y exposa, en une série de remarquables articles, le programme de la « politique de l'Internationale », — par la victoire, malheureusement momentanée, de l'élément révolutionnaire. Les Sections de l'Internationale, en France, en Belgique et en Espagne, marchaient d'accord avec celles de la Suisse française, et on pouvait prévoir qu'au prochain Congrès général de l'Association le collectivisme réunirait la grande majorité des suffrages.

Le Conseil général de Londres n'avait pas voulu admettre l'Alliance internationale de la démocratie socialiste comme branche de l'Internationale, par le motif que la nouvelle société constituait un deuxième corps international, et que sa présence dans l'Internationale serait une cause de désorganisation. Un des motifs qui avaient dicté cette décision était la malveillance de Marx à l'égard de Bakounine, dans lequel l'illustre

communiste allemand croyait voir un « intrigant » qui voulait « bouleverser l'Internationale et la transformer en son instrument » ; mais, indépendamment des sentiments personnels de Marx, il est certain que l'idée de créer, à côté de l'Internationale, une seconde organisation, était une idée malheureuse : c'est ce que des amis belges et jurassiens de Bakounine lui représentèrent ; il se rendit à leurs raisons, et reconnut la justesse de la décision du Conseil général. En conséquence, le Bureau central de l'Alliance, après avoir consulté les adhérents de cette organisation, en prononça, d'accord avec eux, la dissolution ; le groupe local qui s'était constitué à Genève se transforma en une simple Section de l'Internationale, et fut alors admis comme telle par le Conseil général (juillet 1869).

Au quatrième Congrès général, à Baie (6-12 septembre 1869), la presque unanimité des délégués de l'Internationale se prononça pour la propriété collective ; mais on put constater, alors, qu'il y avait parmi eux deux courants distincts : les uns, Allemands, Suisses allemands, Anglais, étaient des communistes d'État ; les autres, Belges, Suisses français, Espagnols, et presque tous les Français, étaient des communistes anti-autoritaires, ou fédéralistes, ou anarchistes, qui prirent le nom de *collectivistes.* Bakounine appartenait naturellement à cette deuxième fraction, où l'on comptait entre autres, avec lui, le Belge De Paepe et le Parisien Varlin.

L'organisation secrète fondée en 1864 s'était dissoute en janvier 1869 à la suite d'une crise intérieure, mais plusieurs de ses membres avaient continué entre eux leurs relations, et à leur groupe intime s'étaient jointes quelques recrues nouvelles, Suisses, Espagnols, Français, entre autres Varlin : ce libre rapprochement d'hommes qui s'unissaient pour l'action collective en une fraternité révolutionnaire devait, pensait-on, donner plus de force et de cohésion au grand mouvement dont

l'Internationale était l'expression.

Dans l'été de 1869, un ami de Marx, Borkheim, avait reproduit dans la *Zukunft* de Berlin la vieille calomnie, que « Bakounine était un agent du gouvernement russe », et Liebknecht avait répété cette assertion en plusieurs circonstances. Ce dernier étant venu à Baie à l'occasion du Congrès, Bakounine l'invita à s'expliquer devant un jury d'honneur. Là, le socialiste saxon affirma qu'il n'avait jamais accusé Bakounine, qu'il s'était borné à répéter des choses lues dans un journal. À l'unanimité, le jury déclara que Liebknecht avait agi avec une légèreté coupable, et remit à Bakounine cette déclaration écrite et signée de ses membres ; Liebknecht, reconnaissant qu'il avait été induit en erreur, tendit la main à Bakounine, et celui-ci, devant tous, brûla la déclaration du jury, dont il alluma sa cigarette.

Après le Congrès de Bâle, Bakounine quitta Genève et se retira à Locarno (Tessin) : cette résolution lui avait été dictée par des motifs d'ordre strictement privé, dont l'un était la nécessité de se fixer dans un endroit où la vie fût à bon marché, et où il pût se livrer en toute tranquillité aux travaux de traduction qu'il comptait faire pour un éditeur de Pétersbourg (il s'agissait, en premier lieu, d'une traduction du premier volume du *Kapital* de Marx, paru en 1867). Mais le départ de Bakounine de Genève laissa malheureusement le champ libre aux intrigants politiques, qui, s'associant aux manœuvres d'un émigré russe, Nicolas Outine, trop connu par le triste rôle qu'il a joué dans l'Internationale pour que nous ayons à le caractériser ici, réussirent en quelques mois à désorganiser l'Internationale genevoise, à y prendre la haute main et à s'emparer de la rédaction de l'*Égalité*. Marx, que ses rancunes et ses mesquines jalousies contre Bakounine aveuglaient complètement, ne rougit pas de s'abaisser à contracter alliance avec Outine et la clique des politiciens pseudo-socialistes de Genève, les hommes

du « Temple-Unique [1] », en même temps que, par une « Communication confidentielle » (28 mars 1870) envoyée à ses amis d'Allemagne, il cherchait à perdre Bakounine dans l'opinion des démocrates socialistes allemands, en le représentant comme l'agent du parti panslaviste, duquel il recevait, affirmait Marx, vingt-cinq mille francs par an.

Les intrigues d'Outine et de ses affidés genevois réussirent à provoquer une scission dans la Fédération romande : celle-ci se sépara (avril 1870) en deux fractions, dont l'une, d'accord avec les internationaux de France, de Belgique et d'Espagne, s'était prononcée pour la politique révolutionnaire, déclarant que « toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autres résultats que la consolidation de l'ordre de choses existant » ; tandis que l'autre fraction « professait l'intervention politique et les candidatures ouvrières ». Le Conseil général de Londres, ainsi que les Allemands et les Suisses allemands, prirent parti pour la seconde de ces fractions (fraction d'Outine et du Temple-Unique), pendant que les Français, les Belges et les Espagnols prenaient parti pour l'autre (fraction du Jura).

Bakounine était en ce moment tout absorbé par les affaires russes. Au printemps de 1869 déjà, il était entré en relations avec Netchaïef ; il croyait alors à la possibilité d'organiser en Russie un vaste soulèvement de paysans, comme au temps de Stenko Razine : le retour deux fois séculaire de l'année de la grande révolte (1669) semblait une coïncidence quasi-prophétique. C'est alors qu'il écrivit en russe l'appel intitulé *Quelques mots aux jeunes frères en Russie*, et la brochure *La Science et la cause révolutionnaire actuelle*. Netchaïef était retourné en Russie, mais il avait dû s'enfuir de nouveau, après l'arrestation de presque tous ses amis et la destruction de son

1 C'était le nom du local où se réunissait alors l'Internationale genevoise, ancien temple maçonnique.

organisation, et il était revenu en Suisse en Janvier 1870. Il exigea de Bakounine que celui-ci abandonnât la traduction commencée du *Kapital* [1] pour se consacrer entièrement à la propagande révolutionnaire russe ; et il obtint d'Ogaref, pour le Comité russe dont il se disait le mandataire, la remise entre ses mains de la somme constituant le « fonds Bakhmétief » ; une partie de cet argent lui avait déjà été confiée par Herzen l'année précédente. Bakounine écrivit, en russe, la brochure *Aux officiers de l'armée russe*, et, en français, la brochure *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg* ; il fit paraître aussi quelques numéros d'une nouvelle série du *Kolokol*, et déploya pendant quelques mois une grande activité ; mais il finit par s'apercevoir que Netchaïef entendait se servir de lui comme d'un simple instrument, et avait recours, pour s'assurer une dictature personnelle, à des procédés jésuitiques ; après une explication décisive, qui eut lieu à Genève en juillet 1870, il rompit complètement avec le jeune révolutionnaire. Il avait été victime de sa trop grande confiance, et de l'admiration que lui avait d'abord inspirée l'énergie sauvage de Netchaïef. « Il n'y a pas à dire, écrit Bakounine à Ogaref après cette rupture, nous avons eu un beau rôle d'idiots ! Comme Herzen se moquerait de nous deux, s'il était là, et combien il aurait raison ! Eh bien ! il n'y a plus qu'à avaler cette amère pilule, qui nous rendra plus avisés dorénavant. » (2 août 1870.)

---

1 Le prix total de la traduction avait été fixé à neuf cents roubles, et Bakounine avait reçu trois cents roubles d'avance. Il pensa que la traduction pourrait être achevée par Joukovsky, et ne s'en occupa plus, Netchaïef lui ayant promis d'arranger lui-même l'affaire. Mais au lieu de négocier un arrangement amiable, Netchaïef écrivit à l'éditeur (Poliakof), à l'insu de Bakounine, une lettre où il déclarait simplement que celui-ci, mis en réquisition par le Comité révolutionnaire, ne pouvait achever la traduction, et qui se terminait par une menace pour le cas où l'éditeur réclamerait. Quand Bakounine apprit la démarche stupide de Netchaïef, il en fut très irrité, et ce fut une des raisons qui déterminèrent sa rupture avec lui.

VII

Cependant la guerre entre l'Allemagne et la France venait d'éclater, et Bakounine en suivait les péripéties avec un intérêt passionné, une fièvre intense. « Tu n'es rien que Russe, écrivait-il le 11 août à Ogaref, tandis que moi je suis international. » À ses yeux, l'écrasement de la France par l'Allemagne féodale et militaire, c'était le triomphe de la contre-révolution ; et cet écrasement ne pouvait être évité qu'en appelant le peuple français à se lever en masse, à la fois pour repousser l'envahisseur étranger et pour se débarrasser des tyrans intérieurs qui le tenaient dans la servitude économique et politique. Il écrit à ses amis socialistes de Lyon :

« Le mouvement patriotique de 1792 n'est rien en comparaison de celui que vous devez faire maintenant, si vous voulez sauver la France... Donc, levez-vous, amis, au chant de la *Marseillaise*, qui redevient aujourd'hui le chant légitime de la France, tout palpitant d'actualité, le chant de la liberté, le chant du peuple, le chant de l'humanité, — car la cause de la France est redevenue enfin celle de l'humanité. En faisant du patriotisme, nous sauverons la liberté universelle... Ah ! si j'étais jeune, je n'écrirais pas de lettres, je serais parmi vous ! »

Un correspondant du *Volksstaat* (le journal de Liebknecht) avait écrit que les ouvriers parisiens étaient « indifférents à la guerre actuelle ». Bakounine s'indigne qu'on puisse leur prêter une apathie qui serait criminelle ; il écrit pour leur démontrer qu'ils ne peuvent se désintéresser de l'invasion allemande, qu'ils doivent absolument défendre leur liberté contre les bandes armées du despotisme prussien. « Ah ! s'écrie-t-il, si la France était envahie par une armée de prolétaires, Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Italiens, portant haut le drapeau du socialisme révolutionnaire et annonçant au monde l'émancipation finale du travail, j'aurais été le premier à crier

aux ouvriers de France : « Ouvrez-leur vos bras, ce sont vos frères, et unissez-vous à eux pour balayer les restes pourrissants du monde bourgeois ! » Mais l'invasion qui déshonore la France aujourd'hui, c'est une invasion aristocratique, monarchique et militaire... En restant passifs devant cette invasion, les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre liberté, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire. »

Les idées de Bakounine sur la situation et sur les moyens à employer pour sauver la France et la cause de la liberté furent exposées par lui dans une courte brochure qui parut, sans nom d'auteur, en septembre, sous le titre de *Lettres à un Français sur la crise actuelle*.

Le 9 septembre, il quittait Locarno pour se rendre à Lyon, où il arriva le 15. Un « Comité du salut de la France », dont il fut le membre le plus actif et le plus hardi, s'organisa aussitôt pour tenter un soulèvement révolutionnaire ; le programme de ce mouvement fut publié, le 26 septembre, en une affiche rouge qui portait les signatures de délégués de Lyon, de Saint-Étienne, de Tarare, de Marseille ; Bakounine, quoique étranger, n'hésita pas à joindre sa signature à celle de ses amis, afin de partager leurs périls et leur responsabilité. L'affiche, après avoir déclaré que « la machine administrative et gouvernementale de l'État, devenue impuissante, était abolie », et que « le peuple de France rentrait en pleine possession de lui- même », proposait la formation, dans toutes les communes fédérées, de comités du salut de la France, et l'envoi immédiat à Lyon de deux délégués de chaque comité de chef-lieu de département « pour former la Convention révolutionnaire du salut de la France ». Un mouvement populaire, le 28 septembre, mit les révolutionnaires en possession de l'hôtel de ville de Lyon : mais la trahison du général Cluseret, la couardise de quelques-uns de ceux en qui le peuple avait placé sa confiance, firent échouer

cette tentative ; Bakounine, contre lequel le procureur de la République, Andrieux, avait lancé un mandat d'arrestation, réussit à gagner Marseille, où il se tint quelque temps caché, essayant de préparer un nouveau mouvement ; pendant ce temps les autorités françaises faisaient courir le bruit qu'il était un agent payé de la Prusse, et que le gouvernement de la Défense nationale en avait la preuve ; et de son côté le *Volksstaat*, de Liebknecht, imprimait ces lignes à propos du mouvement du 28 septembre et du programme de l'affiche rouge : « On n'aurait pas pu mieux faire au bureau de la presse, à Berlin, pour servir les desseins de Bismarck [1] ».

Le 24 octobre, désespérant de la France, Bakounine quittait Marseille, à bord d'un navire dont le capitaine était l'ami de ses amis, pour retourner à Locarno par Gênes et Milan. La veille il écrivait à un socialiste espagnol, Sentiñon, qui était venu en France avec l'espoir de se mêler au mouvement révolutionnaire : « Le peuple de France n'est plus révolutionnaire du tout... Le militarisme et le bureaucratisme, l'arrogance nobiliaire et le jésuitisme protestant des Prussiens, alliés tendrement au knout de mon cher souverain et maître l'empereur de toutes les Russies, vont triompher sur le continent de l'Europe, Dieu sait pendant combien de dizaines d'années. Adieu tous nos rêves d'émancipation prochaine ! » Le mouvement qui éclata à Marseille le 31 octobre, sept jours après le départ de Bakounine, ne fit que le confirmer dans son jugement pessimiste : la Commune révolutionnaire, qui s'était installée à l'hôtel de ville à la nouvelle de la capitulation de Bazaine, ne put se maintenir que cinq jours, et abdiqua dès le 4 novembre entre les mains du commissaire Alphonse Gent, envoyé par Gambetta.

Rentré à Locarno, où il passa tout l'hiver dans la solitude,

1 « Jedenfalls hätte die obige Proclamation im Berliner Pressbureau nicht passender für Graf Bismarck gemacht werden können. »

aux prises avec la détresse matérielle et la misère noire, Bakounine écrivit, comme suite aux *Lettres à un Français*, un exposé de la nouvelle situation de l'Europe, qui parut au printemps de 1871 sous ce titre caractéristique : *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*. La nouvelle de l'insurrection parisienne du 18 mars vint démentir en partie ses sombres pronostics, en montrant que le prolétariat parisien, du moins, avait conservé son énergie et son esprit de révolte. Mais l'héroïsme du peuple de Paris devait être impuissant à galvaniser la France épuisée et vaincue ; les tentatives faites sur plusieurs points de la province pour généraliser le mouvement communaliste échouèrent, les courageux insurgés parisiens furent enfin écrasés sous le nombre ; et Bakounine, qui était venu (27 avril) au milieu de ses amis du Jura pour se trouver plus rapproché de la frontière française, dut retourner à Locarno sans avoir pu agir (1er juin). Mais, cette fois, il ne se laissait plus aller au découragement. La Commune de Paris, objet des haines furieuses de toutes les réactions coalisées, avait allumé dans les cœurs de tous les exploités une étincelle d'espérance ; le prolétariat universel saluait, dans le peuple héroïque dont le sang venait de couler à flots pour l'émancipation humaine, « le Satan moderne, le grand révolté vaincu mais non pacifié », selon l'expression de Bakounine. Le patriote italien Mazzini avait joint sa voix à celles qui maudissaient Paris et l'Internationale ; Bakounine écrivit la *Réponse d'un international à Mazzini*, qui parut à la fois en italien et en français (août 1871) ; cet écrit eut un immense retentissement en Italie, et produisit dans la jeunesse et parmi les ouvriers de ce pays un mouvement d'opinion qui donna naissance, avant la fin de 1871, à de nombreuses Sections de l'Internationale. Une seconde brochure : *La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale*, acheva l'œuvre commencée ; et Bakounine, qui, par l'envoi de Fanelli en Espagne en 1868, avait été le créateur de l'Internationale espagnole, se trouva, par sa polémique contre Mazzini en 1871, le créateur de cette

Internationale italienne qui allait s'élancer avec tant d'ardeur dans la lutte, non seulement contre la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat, mais contre la tentative des hommes qui voulurent, à ce moment, instaurer le principe d'autorité dans l'Association internationale des travailleurs.

VIII

La scission dans la Fédération romande, qui aurait pu se terminer par une réconciliation si le Conseil général de Londres l'eût voulu, et si son agent Outine eût été moins perfide, s'était aggravée et était devenue irrémédiable. En août 1870, Bakounine et trois de ses amis avaient été expulsés de la Section de Genève parce qu'ils avaient manifesté leur sympathie pour les Jurassiens. Aussitôt après la fin de la guerre de 1870-1871, des agents de Marx vinrent à Genève pour y raviver les discordes ; les membres de la Section de l'Alliance crurent donner une preuve de leurs intentions pacifiques en prononçant la dissolution de leur Section ; mais le parti de Marx et d'Outine ne désarma pas : une nouvelle Section, dite de propagande et d'action révolutionnaire socialiste, constituée à Genève par les réfugiés de la Commune, et dans laquelle étaient entrés les anciens membres de la Section de l'Alliance, se vit refuser l'admission par le Conseil général. Au lieu d'un Congrès général de l'Internationale, le Conseil général, mené par Marx et son ami Engels, convoqua à Londres, en septembre 1871, une Conférence secrète, composée presque exclusivement d'affidés de Marx, et à laquelle celui-ci fit prendre des décisions qui détruisaient l'autonomie des Sections et Fédérations de l'Internationale, en accordant au Conseil général une autorité contraire aux statuts fondamentaux de l'Association ; la Conférence prétendit en même temps organiser, sous la direction de ce Conseil, ce qu'elle appelait « l'action politique de la classe ouvrière ».

Il y avait urgence à ne pas laisser absorber l'Internationale, vaste fédération de groupements organisés pour lutter sur le terrain économique contre l'exploitation capitaliste, par une petite coterie de sectaires marxistes et blanquistes. Les Sections du Jura, unies à la Section de propagande de Genève, se constituèrent le 12 novembre 1871, à Sonvillier, en une Fédération jurassienne, et adressèrent à toutes les Fédérations de l'Internationale une circulaire pour les inviter à se joindre à elle afin de résister aux empiétements du Conseil général, et à revendiquer énergiquement leur autonomie. « La société future, disait la circulaire, ne doit être rien autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera données. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal. Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire ? C'est impossible. L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité et à la dictature. »

Bakounine accueillit avec enthousiasme la circulaire de Sonvillier, et s'employa avec la plus grande activité à en propager les principes dans les Sections italiennes. L'Espagne, la Belgique, la plupart des Sections réorganisées en France, malgré la réaction versaillaise, sous la forme de groupes secrets, la majorité des Sections des États-Unis, se prononcèrent dans le même sens que la Fédération jurassienne; et on put bientôt être assuré que la tentative de Marx et de ses alliés pour établir leur domination dans l'Internationale serait déjouée. La première moitié de 1872 fut marquée par une « circulaire confidentielle » du Conseil général, œuvre de Marx, imprimée en une brochure intitulée *Les prétendues scissions dans l'Internationale* ; les principaux militants du parti autonomiste ou fédéraliste y étaient attaqués personnellement et diffamés, et les

protestations qui s'étaient élevées de toutes parts contre certains actes du Conseil général étaient représentées comme le résultat d'une intrigue ourdie par les membres de l'ancienne Alliance internationale de la démocratie socialiste, qui, sous la direction du « pape mystérieux de Locarno », travaillaient à la destruction de l'Internationale. Bakounine qualifia cette circulaire comme elle le méritait, en écrivant à ses amis : « L'épée de Damoclès dont on nous a menacés si longtemps vient enfin de tomber sur nos têtes. Ce n'est proprement pas une épée, mais l'arme habituelle de M. Marx, un tas d'ordures. »

Bakounine passa l'été et l'automne de 1872 à Zürich, où se fonda (août), sur son initiative, une Section slave, formée presque entièrement d'étudiants et d'étudiantes russes et serbes, qui adhéra à la Fédération jurassienne de l'Internationale. Dès le mois d'avril, il s'était mis en relations, de Locarno, avec quelques jeunes Russes habitant la Suisse, et les avait organisés en un groupe secret d'action et de propagande. Parmi les membres de ce groupe, le militant le plus actif fut Armand Ross (Michel Sajine), qui, intimement lié avec Bakounine depuis l'été de 1870, resta jusqu'au printemps de 1876 le principal intermédiaire entre le grand agitateur révolutionnaire et la jeunesse de Russie. L'on peut dire que c'est à la propagande faite à ce moment par Bakounine que fut due l'impulsion donnée, pendant les années qui suivirent, à cette jeunesse : ce fut lui qui lança ce mot d'ordre, que la jeunesse devait *aller dans le peuple*. Sajine créa à Zürich une imprimerie russe, qui publia, en 1873, sous le titre de *Istoritcheskoé razvitié Internatsionala* , une collection d'articles parus dans les journaux socialistes belges et suisses, avec quelques notices explicatives par divers auteurs, entre autres un chapitre sur l'Alliance écrit par Bakounine ; et, en 1874, de Bakounine seul, *Gosoudarstvenno st i Anarkhia* [1]. Un conflit avec Pierre Lavrof,

1 Un troisième volume, *Anarkhia po Proudonou*, paru à Londres (où l'imprimerie fut transférée en 1874), n'est pas de Bakounine.

et des dissensions personnelles entre quelques membres, devaient amener la dissolution de la Section slave de Zurich en 1873.

Cependant le Conseil général s'était décidé à convoquer un Congrès général pour le 2 septembre 1872 : mais comme siège de ce Congrès, il choisit la Haye, afin de pouvoir plus facilement y amener de Londres, en grand nombre, des délégués pourvus de mandats de complaisance ou fictifs, tout dévoués à sa politique, et de rendre l'accès du Congrès plus difficile aux délégués des Fédérations éloignées, et impossible à Bakounine. La Fédération italienne, nouvellement constituée, s'abstint d'envoyer des délégués ; la Fédération espagnole en envoya quatre, la Fédération jurassienne deux, la Fédération belge sept, la Fédération hollandaise quatre, la Fédération anglaise cinq : ces vingt et un délégués, seuls véritables représentants de l'Internationale, formèrent le noyau de la minorité. La majorité, au nombre de quarante hommes, ne représentant en réalité que leur propre personne, était décidée d'avance à exécuter tout ce que lui dicterait la coterie dont Marx et Engels étaient les chefs. Le seul acte du Congrès de la Haye dont nous ayons à parler ici fut l'expulsion de Bakounine, qui fut prononcée le dernier jour (7 septembre), lorsque déjà un tiers des délégués étaient partis, par vingt-sept oui contre sept non et huit abstentions. Les motifs mis en avant par Marx et ses partisans pour demander, après un dérisoire semblant d'enquête fait à huis-clos, par une commission de cinq membres, l'expulsion de Bakounine, étaient les deux suivants : « Qu'il est prouvé, par un projet de statuts et des lettres signés *Bakounine*, que ce citoyen a tenté et peut-être réussi de fonder, en Europe, une société appelée l'Alliance, ayant des statuts complètement différents au point de vue social et au point de vue politique de ceux de l'Association internationale des travailleurs ; — que le citoyen Bakounine s'est servi de manœuvres frauduleuses tendant à s'approprier tout ou partie de la fortune d'autrui, ce qui constitue le fait

d'escroquerie ; qu'en outre, pour ne pas devoir remplir ses engagements, lui ou ses agents ont eu recours à l'intimidation. » C'est cette seconde partie de l'acte d'accusation marxiste — faisant allusion aux trois cents roubles reçus d'avance par Bakounine pour la traduction du *Kapital*, et à la lettre écrite par Netchaïef à l'éditeur Poliakof — que j'ai, plus haut, qualifiée de tentative d'assassinat moral.

Une protestation fut aussitôt publiée contre cette infamie, par un groupe d'émigrés russes ; en voici les principaux passages :

« Genève et Zurich, 4 octobre 1872... On a osé lancer contre notre ami Michel Bakounine l'accusation d'escroquerie et de chantage... Nous ne croyons ni nécessaire ni opportun de discuter ici les prétendus faits sur lesquels on a cru pouvoir appuyer l'étrange accusation portée contre notre compatriote et ami. Ces faits nous sont bien connus, connus dans leurs moindres détails, et nous nous ferons un devoir de les rétablir dans leur vérité, aussitôt qu'il nous sera permis de le faire. Maintenant nous en sommes empêchés par la situation malheureuse d'un autre compatriote qui n'est point notre ami, mais que les poursuites dont il est à cette heure même la victime de la part du gouvernement russe nous rendent sacré [1]. M. Marx, dont nous ne voulons d'ailleurs pas contester l'habileté, dans cette occasion au moins a très mal calculé. Les cœurs honnêtes, dans tous les pays, n'éprouveront sans doute qu'indignation et dégoût en présence d'une intrigue si grossière et d'une violation si flagrante des principes les plus simples de la justice. Quant à la Russie, nous pouvons assurer à M. Marx que toutes ses manœuvres seront toujours en pure perte : Bakounine y est trop estimé et connu pour que la calomnie puisse l'atteindre... (signé) Nicolas Ogaref, — Barthélémy

1 Netchaïef venait d'être arrêté à Zurich le 14 août 1872 ; il fut livré par la Suisse à la Russie le 27 octobre 1872.

Zayzef, — Woldemar Ozerof, — Armand Ross, — Woldemar Holstein, — Zemphiri Rally, — Alexandre Œlsnitz, — Valérien Smirnof. »

Au lendemain du Congrès de la Haye, un autre Congrès international se réunit à Saint-Imier (Jura suisse), le 15 septembre : il comprenait les délégués des Fédérations italienne, espagnole et jurassienne, et des représentants de Sections françaises et américaines. Ce Congrès déclara, à l'unanimité, « repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de la Haye, et ne reconnaître en aucune façon les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui », Conseil qui avait été placé à New York. La Fédération italienne avait confirmé d'avance les résolutions de Saint-Imier, par ses votes émis à la Conférence de Rimini le 4 août ; la Fédération jurassienne les confirma dans un Congrès spécial, tenu le même jour 15 septembre ; la plupart des Sections françaises se hâtèrent d'envoyer leur entière approbation ; la Fédération espagnole et la Fédération belge confirmèrent à leur tour ces résolutions dans leurs Congrès tenus à Cordoue et à Bruxelles pendant la semaine de Noël 1872 ; la Fédération américaine fit de même dans la séance de son Conseil fédéral (New York, Spring Street) du 19 janvier 1873, et la Fédération anglaise — où se trouvaient deux des anciens amis de Marx, Eccarius et Jung, que ses procédés avaient amenés à se séparer de lui [1] — dans son Congrès du 26 janvier 1873. Le Conseil général de New York, voulant faire usage des pouvoirs que lui avait décernés le Congrès de la Haye, prononça le 5 janvier 1873 la « suspension de la Fédération Jurassienne, déclarée rebelle ; et cet acte eut seulement pour résultat que la Fédération hollandaise, qui, au début, avait voulu garder la neutralité,

1 Les blanquistes, eux, s'étaient séparés de Marx dès le 6 septembre, au Congrès de la Haye, en l'accusant de les avoir trahis.

sortit de sa réserve et se joignit aux sept autres Fédérations de l'Internationale, en déclarant, le 14 février 1873, qu'elle ne reconnaissait pas la suspension de la Fédération jurassienne.

La publication, par Marx et le petit groupe qui lui était resté fidèle, dans la seconde moitié de 1873, d'un pamphlet rempli des plus grossières altérations de la vérité, sous le titre de *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, n'eut d'autre résultat que de provoquer le dégoût de ceux qui lurent cette triste production d'une haine aveugle.

Le 1er septembre 1873 s'ouvrait à Genève le sixième Congrès général de l'Internationale : les Fédérations de Belgique, de Hollande, d'Italie, d'Espagne, de France, d'Angleterre, et du Jura suisse y étaient représentées ; les socialistes lassalliens de Berlin avaient envoyé une dépêche de sympathie signée de Hasenclever et Hasselmann. Le Congrès s'occupa de la revision des statuts de l'Internationale ; il prononça la suppression du Conseil général, et fit de l'Internationale une libre fédération n'ayant plus à sa tête aucune autorité dirigeante : « Les Fédérations et Sections composant l'Association, disent les nouveaux statuts (article 3), conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail ».

Bakounine était fatigué d'une longue vie de luttes ; la prison l'avait vieilli avant l'âge, sa santé était sérieusement ébranlée, et il aspirait maintenant au repos et à la retraite. Quand il vit l'Internationale réorganisée par le triomphe du principe de libre fédération, il pensa que le moment était venu où il pouvait prendre congé de ses compagnons, et il adressa

aux membres de la Fédération jurassienne une lettre (publiée le 12 octobre 1873) « pour les prier de vouloir bien accepter sa démission de membre de la Fédération jurassienne et de membre de l'Internationale », en ajoutant : « Je ne me sens plus les forces nécessaires pour la lutte : je ne saurais donc être dans le camp du prolétariat qu'un embarras, non un aide... Je me retire donc, chers compagnons, plein de reconnaissance pour vous et de sympathie pour votre grande et sainte cause, — la cause de l'humanité. Je continuerai de suivre avec une anxiété fraternelle tous vos pas, et je saluerai avec bonheur chacun de vos triomphes nouveaux. Jusqu'à la mort je serai vôtre. » Il n'avait plus même trois années à vivre.

Son ami, le révolutionnaire italien Carlo Cafiero, lui donna l'hospitalité dans une villa qu'il venait d'acheter près de Locarno. Là, Bakounine vécut jusqu'au milieu de 1874, exclusivement absorbé, semblait-il, par ce nouveau genre de vie, dans lequel il trouvait enfin la tranquillité, la sécurité et un bien-être relatif. Toutefois, il n'avait pas cessé de se considérer comme un soldat de la Révolution ; ses amis italiens ayant préparé un mouvement insurrectionnel, il se rendit à Bologne (juillet 1874) pour y prendre part : mais le mouvement, mal combiné, avorta, et Bakounine dut revenir en Suisse sous un déguisement.

À ce moment, un nuage passa sur l'amitié qui unissait Bakounine et Cafiero ; celui-ci, qui avait sacrifié sa fortune sans compter pour la cause révolutionnaire, se trouvait ruiné, par suite de circonstances qui ne peuvent être expliquées ici, et se vit obligé de mettre en vente sa villa. Bakounine dut quitter Locarno ; il alla s'établir à Lugano, où, grâce à la remise que lui firent à ce moment ses frères d'une partie de ce qui lui revenait sur l'héritage paternel, il put continuer à subsister, lui et sa famille. Du reste, le refroidissement momentané qui s'était produit entre Bakounine et Cafiero ne dura pas, et les relations

amicales se rétablirent bientôt. Toutefois, la maladie progressait, ses ravages atteignaient à la fois l'esprit et le corps, et Bakounine n'était plus, en 1876, que l'ombre de lui-même. En juin 1876, dans l'espoir de trouver quelque soulagement à ses maux, il quitta Lugano pour se rendre à Berne ; en y arrivant, le 14 juin, il dit à son ami le docteur Adolf Vogt : « Je viens ici pour que tu m'y remettes sur mes pieds, ou pour y mourir ». On l'installa dans une clinique (J. L. Hug-Braun's Krankenpension, Mattenhof, 317), où il reçut pendant quinze jours les soins affectueux de ses vieux amis Vogt et Reichel. Dans un de ses derniers entretiens, qui ont été notés par Reichel, parlant de Schopenhauer (le 15), il fit cette remarque, que « toute notre philosophie part d'une base fausse : c'est qu'elle commence toujours en considérant l'homme comme individu, et non pas, ainsi qu'il le faudrait, comme un être appartenant à une collectivité : de là la plupart des erreurs philosophiques, qui aboutissent soit à la conception d'un bonheur dans les nuages, soit à un pessimisme comme celui de Schopenhauer et de Hartmann ». Le 21, il dit à son ami, qui exprimait le regret que Bakounine n'eût jamais trouvé le temps d'écrire ses mémoires : « Et pour qui voudrais-tu que je les eusse écrits ? Il ne vaut pas la peine d'ouvrir la bouche. Aujourd'hui, les peuples de tous les pays ont perdu l'instinct de la révolution… Non, si je retrouve encore un peu de santé, je voudrais plutôt écrire une éthique basée sur les principes du collectivisme, sans phrases philosophiques ou religieuses. » Il expira le 1er juillet, à midi.

Le 3 juillet, des socialistes, venus des diverses parties de la Suisse, arrivaient à Berne pour rendre les derniers devoirs à Michel Bakounine. Des discours furent prononcés, sur la tombe par quelques-uns de ses amis de la Fédération jurassienne : Adhémar Schwitzguébel, James Guillaume, Élisée Reclus ; par Nicolas Joukovsky au nom des Russes, par Paul Brousse au nom de la jeunesse révolutionnaire française, par Carlo Salvioni au nom de la jeunesse révolutionnaire italienne, par Betsien au

nom du prolétariat allemand. Dans une réunion qui eut lieu après la cérémonie, un même vœu sortit de toutes les bouches : l'oubli, sur la tombe de Bakounine, de toutes les discordes purement personnelles, et l'union, sur le terrain de la liberté, de toutes les fractions du parti socialiste des deux mondes ; et la résolution suivante fut votée à l'unanimité :

« Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile, sur le terrain des principes de l'Internationale tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux revisés au Congrès de Genève de 1873 [1].

« En conséquence, l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées, et de s'unir plus étroitement sur la reconnaissance des principes énoncés à l'article 3 des statuts mentionnés ci-dessus. »

Veut-on savoir quelle réponse fut faite à cette proposition d'union dans la liberté et d'oubli des haines passées ? La *Tagwacht* de Zürich (rédacteur Hermann Greulich) publia le 8 juillet les lignes suivantes : « Bakounine était regardé par plusieurs bons socialistes, hommes impartiaux, comme un agent russe ; cette suspicion, erronée sans doute, est fondée sur le fait que l'action destructive de Bakounine n'a fait que du mal au mouvement révolutionnaire, tandis qu'elle a beaucoup profité à la réaction ». Cette injure de la *Tagwacht* , ainsi que les jugements malveillants émis par le *Volksstaat* de Leipzig et le *Vpered* de Londres, firent reconnaître aux amis de Bakounine que les adversaires qui l'avaient poursuivi de leur haine

1 Voir cet article ci-dessus, p. 44.

n'étaient pas disposés à désarmer, et le *Bulletin de la Fédération jurassienne*, en présence de ces manifestations hostiles, dut faire cette déclaration (10 septembre 1876) : « Nous désirons, notre conduite l'a toujours prouvé, le rapprochement, dans la mesure du possible, de tous les groupes socialistes ; nous sommes prêts à tendre la main de la conciliation à tous ceux qui veulent lutter sincèrement pour l'émancipation du travail ; mais nous sommes bien décidés en même temps à ne pas laisser insulter nos morts ».

Le moment est-il enfin venu où la postérité jugera la personne et les actes de Michel Bakounine avec l'impartialité qu'on est en droit d'attendre d'elle, et peut-on espérer que le vœu émis par ses amis, sur sa tombe à peine fermée, se réalisera un jour ?

J. G.

LES OURS DE BERNE

ET

L'OURS DE SAINT-PÉTERSBOURG

AVANT-PROPOS

Au commencement de 1870, le jeune révolutionnaire russe Netchaïef, réfugié en Suisse, était recherché par la police helvétique : le gouvernement du tsar, qui le poursuivait comme assassin et faussaire, réclamait son extradition. Bakounine m'envoya de Locarno, à ce sujet, un article qui parut dans le *Progrès* (du Locle) du 19 février 1870, et que je reproduis ici :

« Il paraît que toutes les polices de l'Europe se sont mises maintenant au service du gouvernement russe. Des recherches très actives se poursuivent, dit-on, en Allemagne, en Suisse, en France, et même en Angleterre. Qui cherche-t-on ? Sont-ce des conspirateurs politiques ? Non, sans doute ; ce serait par trop maladroit, car, excepté les gouvernements de l'Allemagne, qui n'ont jamais cessé de rendre ostensiblement des services de gendarmes au tsar de Russie, tous les autres gouvernements de l'Europe se garderaient bien de se compromettre à ce point devant leur public. Aussi le gouvernement russe, assuré de leur bonne volonté, mais comprenant les difficultés de leur position, leur a suggéré un moyen tout simple de lui rendre honorablement le service qu'il réclame d'eux.

« Il ne s'agit pas, — déclare-t-on — de la poursuite et de l'extradition de Polonais ou de Russes coupables de crimes politiques, oh que non ! Il ne s'agit que de simples assassins et faussaires. — Mais qui sont ces assassins, ces faussaires ? Naturellement, tous ceux qui, plus que les autres, ont eu le

malheur de déplaire au gouvernement russe, et qui ont eu, en même temps, le bonheur d'échapper à ses recherches paternelles. Ils ne sont ni assassins, ni faussaires, le gouvernement russe le sait mieux que personne et les gouvernements des autres pays le savent aussi bien que lui. Mais l'apparence est sauvée et le service est rendu.

« C'est ainsi qu'il y a six ou sept mois, à peu près, le gouvernement wurtembergeois a livré aux autorités russes un jeune homme qui étudiait à l'université de Tubingue, sur la simple demande du cabinet de Saint-Pétersbourg. C'est ainsi qu'on vient d'arrêter à Vienne un autre jeune Russe, étudiant à l'université de cette ville, et, s'il n'est pas déjà livré aux autorités moscovites, il ne manquera pas de l'être bientôt.

« Et remarquez que c'est un ministère libéral, patriotique et ultra-allemand [1] qui rend au gouvernement russe ce service. Le gouvernement de Prusse, lui, on le sait, a toujours été le fournisseur de son voisin et ami, l'ours de Saint-Pétersbourg. Il ne lui a jamais refusé les victimes, et, pour peu que le féroce quadrupède eût montré quelque goût pour la chair des libres Allemands, il lui en aurait sans doute livré quelques douzaines avec beaucoup de plaisir.

« Il ne faut pas s'en étonner. L'Allemagne a été de tous temps la vraie patrie du culte de l'autorité quand même, le pays classique de la bureaucratie, de la police et des trahisons gouvernementales ; celui de la servitude à demi volontaire et embellie par des chansons, des discours et des rêves. L'idéal de tous les gouvernements allemands trône à Saint-Pétersbourg.

« Ce dont il faut s'étonner davantage, c'est que la République suisse elle-même se prête aujourd'hui aux exigences de la police russe. Nous avons vu, il y a quelques mois, la

1 Le ministère dirigé par M. de Beust. — J. G.

scandaleuse affaire de la princesse Obolensky [1]. Il a suffi au gouvernement de Saint-Pétersbourg d'exprimer son désir, pour que les autorités fédérales s'empressassent d'ordonner, et les autorités cantonales d'exécuter, la violation la plus révoltante, la plus cruelle du droit sacré d'une mère, et cela sans aucun jugement, et sans se donner même la peine d'observer aucune de ces formes juridiques qui, dans les pays libres, sont considérées comme les garanties nécessaires de la justice et de la liberté des citoyens, et avec un luxe de brutalité qui pourrait faire envie à la police russe elle-même.

« À cette heure, continuant le même service de complaisance envers le gouvernement de Saint-Pétersbourg, les autorités libérales et démocratiques de la Suisse pourchassent, dit-on, avec le même zèle qui leur a fait brutaliser la princesse Obolensky et expulser l'illustre Mazzini, les « brigands » polonais et russes qui leur sont signalés comme tels par leur puissant ami de Saint-Pétersbourg. La police de Genève a fait dernièrement une visite domiciliaire chez M. Louis Bulewski, émigré, l'un des chefs de la démocratie polonaise, ami de Mazzini,et sans conteste l'un des hommes les plus honorables et les plus honorés de l'émigration, sous le prétexte de chercher chez lui des billets russes falsifiés. Mais ce qu'elle cherche surtout avec un acharnement persistant, et toujours pour complaire au grand maître de Saint-Pétersbourg, c'est un certain Netchaïef, à ce qu'il paraît le chef de tous ces « brigands» en Pologne et en Russie.

« Ce M. Netchaïef — être réel ou non — nous apparaît

1 L'histoire de l'enlèvement des enfants de la princesse Obolensky est racontée au cours de la brochure *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg*, pages 5-8 de l'édition originale (pages 16-20 de la présente réimpression). On trouvera aussi des détails à ce sujet au tome I[er] de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James Guillaume, pages 174-175 et 179.

comme une sorte de mythe monstrueux. Voilà un mois à peu près que tous les journaux de l'Europe en sont pleins. À en croire les feuilles de Saint-Pétersbourg et de Moscou, il était le chef de la conspiration formidable que l'on vient de découvrir en Russie, et qui, paraît-il, ne laisse pas d'intéresser et d'inquiéter beaucoup le gouvernement du tsar. On l'avait dit mort, — pas le tsar, mais ce M. Netchaïef, — maintenant le voilà ressuscité. Il doit l'être puisqu'on le cherche, à moins que le gouvernement russe ne poursuive une autre personne sous le nom fantastique de Netchaïef. Mais supposons Netchaïef vivant en chair et en os, c'est un conspirateur, donc ce n'est ni un brigand ni un voleur ; son crime — s'il est criminel — est celui d'un homme politique. Pourquoi donc le faire rechercher à titre d'assassin et de voleur ? — Mais il a assassiné, dit-on. — Qui le dit ? — Le gouvernement russe. — Mais ne faut-il pas être bien naïf vraiment pour ajouter foi à ce que dit le gouvernement russe, ou bien pervers pour se donner l'air d'y ajouter foi ?

« Mais, de cette manière, le gouvernement russe n'aurait qu'à désigner aux gouvernements libéraux de l'Europe tel émigré polonais ou russe comme un assassin, un faussaire ou un voleur, pour se le faire livrer ! Ce serait trop commode, vraiment, et trop dangereux surtout, parce que ce serait le meilleur moyen d'appliquer à toute l'Europe libérale et civilisée le système barbare du gouvernement moscovite, qui ne s'est jamais arrêté ni devant les calomnies ni devant le mensonge. »

En mars, Bakounine vint de Locarno à Genève, pour s'y occuper, avec son vieil ami Ogaref, d'une organisation nouvelle de la propagande révolutionnaire russe, et de la réapparition du journal le *Kolokol* (Alexandre Herzen venait de mourir). Ce fut pendant ce court séjour à Genève qu'il écrivit, pour essayer de soulever l'opinion publique en Suisse contre les manœuvres

policières et gouvernementales, une brochure dans laquelle il reproduisait, avec plus de développement, les idées exprimées dans l'article qu'on vient de lire. Dans cet article, il avait parlé de « l'ours de Saint-Pétersbourg » : il intitula sa brochure *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg* , et ce fut dans la bouche d'un citoyen suisse qu'il imagina de placer ses doléances et ses revendications, au moyen de ce sous-titre : *Complainte patriotique d'un Suisse humilié et désespéré.*

Lorsqu'il reprit le chemin de Locarno, le 18 avril, il s'arrêta chez moi à Neuchâtel, et me remit son manuscrit, en me demandant de le faire imprimer à mille exemplaires, si je me souviens bien [1] ; en même temps, il me donna toute liberté de le retoucher et de l'abréger : Bakounine, qui n'avait aucun amour-propre d'auteur, disait de lui-même que « le talent d'architecte en littérature lui faisait complètement défaut », et que, lorsqu'il avait « bâti la maison », il fallait qu'un ami lui rendît le service « d'y disposer les fenêtres et les portes » (lettre à Herzen, 28 octobre 1869).

La brochure parut en mai. Une lettre de Bakounine « aux amis de Genève », imprimée dans la Correspondance qu'a publiée Michel Dragomanof, sans autre date que celle-ci : « Jeudi, 1870, Berne » (elle est, comme son contenu le montre, du 26 mai 1870), et une lettre à Ogaref, écrite de Locarno le 30 mai, racontent les efforts faits par l'auteur pour exercer une pression sur le Conseil fédéral suisse, par l'intermédiaire de ses amis Adolf Reichel, Emil Vogt, Gustav Vogt, et surtout Adolf Vogt, auquel il recommande d'envoyer « une vingtaine d'exemplaires de ses *Ours* », et qui « se charge de les distribuer aux personnalités influentes ». Bakounine indique en même temps les mesures à prendre pour la propagation rapide de la

1 Ayant dû abandonner, en août 1869, mes fonctions dans l'enseignement public, j'étais alors, momentanément, gérant de la petite imprimerie G. Guillaume fils, à Neuchâtel.

brochure en Suisse [1], et donne une liste de libraires à Berne, Zurich, Bâle, Aarau, Soleure, Lucerne, Fribourg, Neuchâtel, Lausanne, Genève, Lugano et Bellinzona. Netchaïef, qui se tenait caché, échappa aux recherches ; on arrêta à sa place un jeune émigré russe, Semen Serebrenikof, qu'on avait pris pour lui, mais que la police genevoise dut relâcher quand l'erreur eut été constatée.

On sait comment les procédés « ultra-révolutionnaires » de Netchaïef amenèrent Bakounine et Ogaref à rompre avec ce jeune fanatique (juillet 1870), lorsqu'ils se furent aperçus que Netchaïef entendait se servir d'eux comme de simples instruments. On sait aussi que deux ans plus tard, Netchaïef, trahi par un mouchard polonais nommé Stempkowski, fut arrêté à Zurich (14 août 1872), et livré à la Russie (27 octobre 1872) : condamné aux travaux forcés à perpétuité, il est mort vers 1883 dans la forteresse de Pierre-et-Paul, à Saint-Pétersbourg.

Le manuscrit de la brochure *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg* n'a pas été conservé.

J. G.

1 « Tous nos amis (à Berne) sont unanimes à demander que ma brochure, qu'ils trouvent très heureusement rédigée, soit annoncée et répandue le plus rapidement possible. »

Les Ours de Berne

et

L'Ours de Saint-Pétersbourg

COMPLAINTE PATRIOTIQUE

D'UN SUISSE HUMILIÉ ET DÉSESPÉRÉ

NEUCHATEL
IMPRIMERIE G. GUILLAUME FILS

1870

|[3] LES OURS DE BERNE ET L'OURS DE SAINT-PETERSBOURG

Le Gouvernement russe a bien jugé notre Conseil fédéral, lorsqu'il a osé lui demander l'extradition du patriote russe Netchaïef. Tout le monde sait qu'ordre a été donné à toutes les polices cantonales de chercher et d'arrêter ce révolutionnaire aussi intrépide qu'infatigable, et qui, après avoir échappé deux fois à la griffe du tsar, c'est-à-dire à la mort précédée des plus affreuses tortures, aura probablement cru qu'une fois réfugié dans la république suisse, il était à l'abri de toutes les brutalités impériales.

Il s'est trompé. La patrie de Guillaume Tell, ce héros du meurtre politique, et que nous glorifions encore aujourd'hui dans nos fêtes fédérales, précisément parce que la tradition l'accuse d'avoir tué Gessler ; cette république qui n'avait pas craint d'affronter les dangers d'une guerre avec la France, pour défendre son droit d'asile contre Louis-Philippe réclamant l'extradition du prince Louis-Napoléon, aujourd'hui empereur des Français; et qui, après la dernière insurrection polonaise, avait osé réclamer de l'empereur d'Autriche non l'arrestation, mais la *mise en liberté* de M. Langiewicz, auquel elle avait accordé le droit de cité ; cette Helvétie jadis si indépendante et si fière, elle est gouvernée aujourd'hui par un Conseil fédéral qui ne semble plus chercher son honneur |[4] que dans les services de gendarme et d'espion qu'il rend à tous les despotes.

Il a inauguré son nouveau système de complaisance politique par un fait éclatant et dont l'inexorable histoire tiendra compte à l'hospitalité républicaine de la Suisse. Ce fut l'expulsion du grand patriote italien, Mazzini, coupable d'avoir créé l'Italie et d'avoir consacré toute sa vie, quarante années d'une activité indomptable, au service de l'humanité. Chasser Mazzini, c'était expulser du territoire républicain de la Suisse le génie même de la liberté. C'était donner un soufflet à l'honneur même de notre patrie.

Le Conseil fédéral ne s'est point laissé arrêter par cette considération. C'est un gouvernement *républicain*, il est vrai, mais après tout il n'en est pas moins un *gouvernement*, et tout pouvoir politique, quelle qu'en soit la dénomination et la forme extérieure, est animé d'une haine naturelle, instinctive contre la liberté. Sa pratique journalière l'amène forcement à la nécessité de restreindre, de diminuer et d'anéantir, lentement ou violemment, selon les circonstances et les temps, la spontanéité des masses gouvernées, et cette négation de la liberté s'étend toujours et partout aussi loin que les conditions politiques et sociales du milieu et l'esprit des populations le permettent.

Ce qui frappe dans cette expulsion de Mazzini par le Conseil fédéral, c'est qu'elle n'a pas même été réclamée par le gouvernement italien. Ce fut un acte spontané et comme une sorte de bouquet offert à ce dernier par la galanterie des conseillers fédéraux, auxquels M. Melegari, ci-devant patriote et réfugié italien dans cette même Suisse, mais aujourd'hui représentant de la monarchie et de la *consorteria* italienne près du gouvernement fédéral, avait suggéré qu'une telle preuve de bonne volonté de |[5] leur part ne pourrait manquer d'accélérer la conclusion de la grande affaire du chemin de fer du Saint-Gothard.

Si jamais un historien voulait raconter toutes les affaires publiques et privées qui ont été conclues, menées, résolues, à l'occasion de l'établissement à la fois ruineux et utile des chemins de fer en Europe, on verrait s'élever une montagne d'immondices plus haute que le Mont-Blanc.

Le Conseil fédéral a voulu sans doute contribuer à l'élévation de cette montagne en prêtant une oreille complaisante aux suggestions de M. Melegari. D'ailleurs, en expulsant Mazzini, le Conseil fédéral faisait ce qu'on appelle une affaire sûre : il gagnait les bonnes grâces et méritait la reconnaissance toujours si utile d'une grande monarchie voisine, sachant bien que l'opinion publique et le sentiment démocratique de la Suisse étaient si profondément endormis ou tellement absorbés dans les petites affaires, dans les petits gains de chaque jour, qu'ils ne s'apercevraient même pas du soufflet qu'ils recevaient en pleine joue. Hélas ! le Conseil fédéral s'est montré un profond connaisseur de nos dispositions et de nos mœurs actuelles. À part quelques rares protestations, les républicains de la Suisse sont restés impassibles devant un tel acte accompli en leur nom.

Cette impassibilité du sentiment public fut un encouragement pour le Conseil fédéral, qui, désireux de plaire toujours davantage aux puissances despotiques, ne demandait pas mieux que de persévérer dans la même voie. Il ne le prouva que trop bien dans l'affaire de la princesse Obolensky.

Une mère de famille qui a le malheur d'être née dans l'aristocratie russe, et le malheur encore plus grand d'avoir été donnée en mariage à un prince russe, cagot à genoux devant tous les popes orthodoxes de Moscou et |[6] de Saint-Pétersbourg

et naturellement prosterné devant son empereur, enfin tout ce qu'il y a de plus servile dans ce monde de la servilité officielle ; — cette mère veut élever ses enfants dans la liberté, dans le respect du travail et de l'humanité. Pour cela, elle s'établit en Suisse, à Vevey. Naturellement cela déplaît beaucoup à la cour de Saint-Pétersbourg. On y parle avec indignation, avec colère de la simplicité démocratique dans laquelle elle élève ses enfants ; on les habille comme des enfants de bourgeois, point de luxe ni dans les appartements, ni dans la table ; point de voiture, point de laquais, pour toute la maison deux servantes, et une table toujours très simple. Enfin, les enfants sont forcés d'étudier du matin au soir et les professeurs sont priés de les traiter en simples mortels. On raconte que la grande-duchesse Marie de Leuchtenberg, sœur de l'empereur, et ci-devant amie de la princesse Obolensky, ne pouvait en parler sans verser des larmes de rage. L'empereur lui-même s'en émeut. À plusieurs reprises, il fait intimer à la princesse Obolensky l'ordre de retourner immédiatement en Russie. Elle s'y refuse. Alors que fait Sa Majesté ? Il ordonne au prince Obolensky, qui, au su de tout le monde, était depuis longtemps séparé de sa femme, de faire valoir ses droits de mari et de père, et d'employer la force pour enlever sinon la mère, au moins les enfants.

Le prince russe ne demandait pas mieux que d'obéir à Sa Majesté. Toute la fortune de la famille appartenait à la princesse, non à lui : une fois elle reléguée dans quelque couvent de la Russie ou bien déclarée émigrée, récalcitrante contre la volonté sacrée de Sa Majesté, on confisquait ses biens, et, comme tuteur naturel de ses enfants, il en devenait l'administrateur. L'affaire était excellente. Mais comment exécuter cet acte de violence brutale au milieu d'un peuple libre et fier, dans un canton de la République suisse ? On lui répond qu'il n'y a pas |[7] de liberté, ni de république, ni de fierté, ni d'indépendance suisse qui tienne contre la volonté de Sa Majesté, l'empereur de toutes les Russies.

Etait-ce de l'outrecuidance ? Hélas non ! ce n'était qu'une juste appréciation d'une triste vérité. L'empereur ordonne à son grand-chancelier des affaires étrangères, le prince Gortchakof, celui-ci ordonne au ministre représentant la Russie à Berne, ce dernier ordonne — mais non, il faut parler poliment — il recommande, il prie le Conseil fédéral de la République helvétique. Le Conseil fédéral envoie le prince Obolensky, avec ses recommandations bien pressantes, au gouvernement cantonal de Lausanne ; ce gouvernement le renvoie investi de ses ordres au préfet de Vevey ; et à Vevey toutes les autorités républicaines attendaient depuis longtemps le prince Obolensky, impatientes de le recevoir comme on doit recevoir un prince russe, lorsqu'il vient commander au nom de son tsar. Tout y avait été préparé en effet *de longue main* par les soins, sans doute désintéressés, de M. l'avocat Cérésole, aujourd'hui membre du Conseil fédéral.

Soyons justes, M. l'avocat Cérésole a déployé dans cette affaire un grand zèle, une grande énergie et une habileté prodigieuse. Grâce à lui, un acte inouï de violence bureaucratique a pu s'accomplir au milieu de la Suisse républicaine sans éclat et sans obstacles. Avertis dès la veille de l'arrivée du prince Obolensky, le préfet, le juge de paix et les gendarmes de Vevey, M. Cérésole en tête, attendirent un beau matin à la gare l'arrivée de l'auguste convoi. Ils avaient poussé la complaisance jusqu'à préparer les voitures nécessaires pour l'enlèvement projeté, et, aussitôt le prince arrivé, on se transporta en masse dans l'habitation de la princesse Obolensky, pauvre femme qui ne se doutait pas seulement de l'orage qui allait fondre sur elle.

Là se passa une scène que nous renonçons à décrire. |[8] Les gendarmes vaudois, sans doute jaloux de se distinguer devant un prince russe, repoussèrent à coups de poing la princesse qui

voulait dire un dernier adieu à ses enfants ; le prince Obolensky, ravi, se retrouvait en Russie ; M. Cérésole commandait. Les enfants désespérés et malades furent emportés par les gendarmes et jetés dans les voitures qui les emmenèrent.

Telle fut l'affaire de la princesse Obolensky. Quelques mois avant cet événement si désastreux pour l'honneur de notre république, la princesse avait consulté, dit-on, plusieurs jurisconsultes suisses, et tous lui avaient répondu qu'elle n'avait rien à craindre dans ce pays, où la liberté de chacun se trouve garantie par les lois et où nulle autorité ne peut rien entreprendre contre aucune personne soit indigène, soit étrangère, sans un jugement et sans l'autorisation préalable d'un tribunal suisse. Il devrait en être ainsi dans un pays qui s'appelle république et qui prend la liberté au sérieux. Pourtant c'est tout le contraire qui est arrivé dans l'affaire de M^me^ Obolensky. On raconte même que lorsque la princesse, en se voyant assaillie par cette invasion toute cosaque des gendarmes républicains, commandés par M. Cérésole et le prince Obolensky, voulut réclamer la protection de la justice suisse, M. l'avocat Cérésole lui répondit par des plaisanteries grossières, que les gendarmes vaudois s'empressèrent de traduire aussitôt en coups de poing... et vive la liberté suisse !

L'affaire Limousin est un nouvel échantillon de cette liberté. Le gouvernement impérial de la France, on le sait, vient de conclure avec notre gouvernement fédéral un traité d'extradition pour les délits et crimes communs. Il est évident que ce traité n'est autre chose, de la part du gouvernement de Napoléon III, qu'un affreux guet-apens, et de la part du Conseil fédéral qui l'a conclu, |[9] ainsi que de l'Assemblée fédérale qui l'a ratifié, un acte d'impardonnable faiblesse. Car, sous le prétexte de poursuivre des crimes communs, les ministres de

Napoléon III pourront exiger maintenant l'extradition de tous les ennemis de leur maître.

Les révolutions ne sont pas un jeu d'enfants, ni un débat académique où les seules vanités s'entre-tuent, ni une joute littéraire où l'on ne verse que de l'encre. La révolution, c'est la guerre, et qui dit guerre dit destruction des hommes et des choses. Il est sans doute fâcheux pour l'humanité qu'elle n'ait pas encore inventé un moyen plus pacifique de progrès, mais jusqu'à présent tout pas nouveau dans l'histoire n'a été réellement accompli qu'après avoir reçu le baptême du sang. D'ailleurs, la réaction n'a rien à reprocher sous ce rapport à la révolution. Elle a toujours versé plus de sang que cette dernière. À preuve les massacres de Paris en juin 1848 et en décembre 1851, à preuve les répressions sauvages des gouvernements despotiques des autres pays à cette même époque et plus tard, sans parler des dizaines, des centaines de milliers de victimes que coûtent les guerres qui sont les conséquences nécessaires et comme les fièvres périodiques de cet état politique et social qu'on appelle la réaction.

Il est donc impossible d'être soit un révolutionnaire, soit un réactionnaire véritable, sans commettre des actes qui au point de vue des codes criminel et civil constituent incontestablement des délits ou même des crimes, mais qui au point de vue de la pratique réelle et sérieuse, soit de la réaction, soit de la révolution, apparaissent comme des malheurs inévitables.

À ce compte, en faisant exception des faiseurs innocents de discours ou de livres, quel est le lutteur politique qui ne tombe sous le coup du traité d'extradition nouvellement conclu entre la France et la Suisse ?

|[10] Si le coup criminel de décembre n'avait point réussi, et

si le prince Louis-Napoléon, accompagné de ses dignes acolytes, les Morny, les Fleury, les Saint-Arnaud, les Baroche, les Persigny, les Pietri et tant d'autres, s'était réfugié en Suisse, après avoir mis la ville de Paris, toute la France en feu et en sang, et si la République victorieuse en avait demandé l'extradition à sa sœur la République helvétique, la Suisse les aurait-elle livrés ? Non, sans doute. Et pourtant s'il y eut jamais des violateurs de toutes les lois humaines et divines, des criminels contre tous les codes possibles, ce furent eux : une bande de voleurs et de brigands, une douzaine de Robert Macaires de la vie élégante, rendus solidaires par le vice et par une détresse commune, ruinés, perdus de réputation et de dettes, et qui, pour se refaire une position et une fortune, n'ont pas reculé devant un des plus affreux attentats connus dans l'histoire. Voilà, en peu de mots, toute la vérité sur le coup d'État de décembre.

Les brigands ont triomphé. Ils règnent depuis dix-huit ans sans partage et sans contrôle sur le plus beau pays de l'Europe, et que l'Europe considère avec beaucoup de raison comme le centre du monde civilisé. Ils ont créé une France officielle à leur image. Ils ont gardé à peu près intacte l'apparence des institutions et des choses, mais ils en ont bouleversé le fond en le ravalant au niveau de leurs mœurs et de leur propre esprit. Tous les anciens mots sont restés. On y parle comme toujours de liberté, de justice, de dignité, de droit, de civilisation et d'humanité ; mais le sens de ces mots s'est complètement transformé dans leur bouche, chaque parole signifiant en réalité tout le contraire de ce qu'elle semble vouloir exprimer : on dirait une société de bandits qui, par une ironie sanglante, ferait usage des plus honnêtes expressions, pour discuter les desseins et les actes les plus cri |[11] minels. N'est-ce pas encore aujourd'hui le caractère de la France impériale ?

Y a-t-il quelque chose de plus dégoûtant, de plus vil, par

exemple, que le Sénat impérial, composé, aux termes de la constitution, *de toutes les illustrations du pays* ? N'est-ce pas, à la connaissance de tout le monde, la maison des invalides de tous les complices du crime, de tous les décembristes fatigués et repus ? Sait-on quelque chose de plus déshonoré que la justice de l'empire, que tous ces tribunaux et ces magistrats qui ne reconnaissent d'autre devoir que de soutenir quand même l'iniquité impériale ?

Eh bien ! c'est pour servir les intérêts d'un de ces pères conscrits du crime de Décembre, c'est uniquement sur la foi d'un arrêt prononcé par l'un de ces tribunaux, que le gouvernement de Napoléon III, fort du traité de dupe conclu par la Suisse avec lui, réclame aujourd'hui l'extradition de M^me^ Limousin. Le prétexte officiel, et il en faut toujours un, — l'hypocrisie, comme dit une maxime passée en proverbe, étant un hommage que le vice rend à la vertu, — le prétexte officiel dont se sert le ministre de France, pour appuyer sa demande, c'est la condamnation prononcée par le tribunal de Bordeaux contre M^me^ Limousin pour violation du secret des lettres.

N'est-ce pas sublime ? l'empire, ce violateur par excellence de toutes les choses réputées inviolables, le gouvernement de Napoléon III poursuivant une pauvre femme qui aurait violé le secret des lettres ! Comme si jamais, lui-même, il avait fait autre chose !

Mais ce qui est permis à L'État est défendu à l'individu. Telle est la maxime gouvernementale, Machiavel l'a dit, et l'histoire aussi bien que la pratique de tous les gouvernements actuels lui donnent raison. Le crime est une condition nécessaire de l'existence même de l'État, il en constitue donc le monopole exclusif, d'où il résulte que |[12] l'individu qui ose commettre un crime est coupable deux fois : d'abord, contre la

conscience humaine, mais ensuite et surtout contre l'État, en s'arrogeant l'un de ses plus précieux privilèges.

Nous ne discuterons pas la valeur de ce beau principe, base de toute politique d'État. Nous demanderons plutôt s'il est bien prouvé que M^me^ Limousin ait violé le secret des lettres ? Qui l'affirme ? Un tribunal impérial. Et vous croyez vraiment qu'on peut ajouter foi à un arrêt prononcé par un tribunal impérial ? Oui, dira-t-on, toutes les fois que ce tribunal n'aura aucun intérêt à mentir. Fort bien, mais c'est que l'intérêt existe dans cette occasion, et *c'est le gouvernement impérial lui-même qui s'est chargé de l'apprendre au gouvernement fédéral.*

C'est l'intérêt de M. Tourangin, sénateur de l'empire et grand aristocrate sans doute, puisqu'il met en mouvement toutes les puissances du ciel et de la terre, les évêques, le ministre de France, le Conseil fédéral de notre république, jusqu'aux gendarmes vaudois, pour empêcher son neveu d'épouser M^me^ Limousin.

Sous l'ancien régime, en France, lorsqu'il fallait sauvegarder *l'honneur* d'une famille illustre, le ministre mettait à la disposition de cette dernière une lettre de cachet. Un huissier royal, muni de cet instrument terrible, saisissait les délinquants, homme et femme, amant et maîtresse, époux et épouse, et les enterrait séparés dans les oubliettes de la Bastille. Aujourd'hui, nous sommes sous le régime de la liberté officielle, sous le régime de l'hypocrisie. La lettre de cachet s'appelle note diplomatique, et le rôle de l'huissier impérial est rempli par le Conseil fédéral de la république suisse.

Le neveu d'un sénateur de l'empire, un membre indigne de cette puissante et illustre famille Tourangin, épouser M^me^ Limousin ! Quel horrible scandale ! Et n'y a-t-il pas là de

quoi révolter tous les sentiments honnêtes |[13] dans les cœurs de nos honnêtes conseillers fédéraux ? D'ailleurs, tous les sénateurs du monde ne sont-ils pas solidaires entre eux ? Le service que la Suisse rend aujourd'hui à un sénateur de l'empire, la France pourra le rendre un jour à un conseiller d'État helvétique. De cette manière, l'honneur des grandes familles de tous les pays sera sauvé, et la mésalliance, cette lèpre qui dévore aujourd'hui le monde aristocratique, deviendra partout impossible.

Le gouvernement impérial a si peu douté des excellents sentiments qui animent notre gouvernement républicain, que, pour accélérer son action administrative, il lui a franchement avoué, *nous le savons de source certaine*, que dans cette affaire la prétendue violation du secret des lettres était la moindre des choses, un prétexte, et qu'il s'agissait d'un intérêt bien autrement important : de l'honneur même de la famille du sénateur impérial Tourangin.

Aussi avons-nous vu avec quelle énergie le Conseil fédéral, et ces mêmes gendarmes vaudois qui avaient déjà excité l'admiration d'un prince russe, se sont mis au service des illustres vengeances de M. Tourangin. Ce ne fut pas la faute des autorités toujours si *exécutives* du canton de Vaud, si le jeune couple, sans doute averti, est allé se réfugier dans le canton de Fribourg, et ce n'est pas la faute du Conseil fédéral, si le gouvernement cantonal de Fribourg, plus jaloux de la dignité et de l'indépendance suisse que lui-même, n'a pas encore livré les coupables à la vindicte impériale et sénatoriale.

Ce que nous admirons surtout, c'est le rôle joué par certains journaux suisses dans cette honteuse affaire. Nos soi-disant journaux libéraux, qui se sont donné pour mission de défendre la liberté contre les empiétements de la démocratie, ne se croient pas obligés de la défendre contre les violences du

despotisme. Ils redou |[14] tent et maudissent la force d'en bas, mais ils bénissent et appellent de tous leurs vœux la force d'en haut. Toutes les manifestations de la liberté populaire leur paraissent détestables, mais par contre ils aiment les libres déploiements du pouvoir, ils ont le culte de l'autorité quand même, parce que, venant de Dieu ou du diable, toute autorité, par une nécessité inhérente à son être, devient la protectrice naturelle des libertés exclusives du monde privilégié. Poussés par ce libéralisme étrange, dans toutes les questions qui s'agitent, ils embrassent toujours le parti des oppresseurs contre les opprimés.

C'est ainsi que nous avons vu le *Journal de Genève*, ce paladin en chef du parti libéral chez nous, approuver chaudement l'expulsion de Mazzini, louer la complaisance servile du Conseil fédéral et la brutalité toute cosaque des autorités vaudoises dans l'affaire de la princesse Obolensky ; et maintenant il se prépare à prouver que M. le sénateur Tourangin et le Conseil fédéral ont raison, le premier d'exiger, et le second d'ordonner l'extradition de cette pauvre M^me^ Limousin.

Il s'y prépare, comme toujours, par la calomnie. C'est une arme excellente, plus sûre que le chassepot, l'arme favorite des jésuites catholiques et protestants. Toutefois, il paraît que M^me^ Limousin prête peu à la calomnie, puisque ce journal, qui est toujours si bien informé, grâce à ses relations avec les polices et les gouvernements de tous les pays, n'a su trouver qu'un seul grief contre elle : M^me^ Limousin est plus âgée que son mari, le neveu du sénateur Tourangin !

N'est-ce pas là une preuve évidente d'une grande dépravation ? Une femme se faisant épouser par un homme plus jeune qu'elle et sans même lui offrir les avantages d'une grande fortune ! Mais c'est presque un détournement de

mineur ! Et pensez encore quel mineur ! Le neveu d'un sénateur de Napoléon III. Il est évident que c'est |[15] une femme très immorale, très dangereuse, et que la République suisse ne doit pas souffrir un pareil monstre dans son sein.

Et la plupart de nos journaux répètent bêtement, lâchement : « Cette femme ne mérite pas les sympathies du public ! » Et qu'en savez-vous, messieurs ? La connaissez-vous, l'avez-vous souvent rencontrée, ô rédacteurs aussi véridiques que vertueux ? Qui sont ses accusateurs ? Le gouvernement, la diplomatie, un sénateur et un tribunal de Napoléon III, c'est-à-dire la quintessence de l'immoralité triomphante et cynique. Et c'est en vous fondant sur de pareils témoignages que vous, républicains et représentants d'un peuple libre, jetez la boue à une pauvre femme persécutée par le despotisme français et par tous les Cérésole de notre Conseil fédéral ! Ne sentez-vous donc pas, ô cancaniers sans cervelle et sans vergogne, que cette boue restera sur vous-mêmes, vous, les complaisants de tous les pouvoirs, traîtres à la liberté, ensevelisseurs misérables de l'indépendance et de la dignité de notre patrie ?

Revenons à l'affaire du patriote russe Netchaïef.

Le gouvernement fédéral le fait chercher par toutes les polices cantonales. Il a donné ordre de l'arrêter. Mais une fois arrêté, qu'en fera-t-il ? Aura-t-il vraiment le courage de le livrer au tsar de Russie ? Nous allons lui donner un conseil : Qu'il le jette plutôt dans la fosse aux ours de Berne. Ce sera plus franc, plus honnête, plus court, et surtout plus humain.

Et d'ailleurs, ce sera une punition que M. Netchaïef aura bien méritée. Il a eu foi dans l'hospitalité, dans la justice et dans la liberté suisses. Il a pensé que puisque la Suisse était une

république, elle ne pouvait avoir qu'indignation et dégoût pour la politique du tsar. Il a pris la fable de Guillaume Tell au sérieux ; il s'est laissé tromper |[16] par la fierté républicaine des discours que nous prononçons dans nos fêtes fédérales et cantonales, et il n'a pas compris, l'imprudent jeune homme, que nous sommes une république toute bourgeoise, et qu'il est dans la nature de la bourgeoisie actuelle de n'aimer les belles choses que dans le passé, et de n'adorer dans le présent que les choses lucratives et utiles.

Les vertus républicaines coûtent trop cher. La pratique de l'indépendance et de la fierté nationale, prise au sérieux, peut devenir très dangereuse. La complaisance servile vis-à-vis des grandes puissances despotiques est infiniment plus profitable. D'ailleurs, les grandes puissances ont une manière d'agir à laquelle il est impossible de résister. Si vous ne leur obéissez pas, elles vous menacent, et leurs menaces sont sérieuses. Diable ! chacune d'elles a plus d'un demi-million de soldats pour nous écraser. Mais pour peu qu'on leur cède et qu'on fasse preuve d'un peu de bonne volonté, elles vous prodiguent les compliments les plus tendres, et mieux que des compliments : grâce aux systèmes financiers qui ruinent leurs peuples, les grandes puissances sont fort riches. Les gendarmes du canton de Vaud en savent quelque chose, et la bourse du prince Obolensky aussi.

Pris dans ce dilemme, le Conseil fédéral n'a pas pu hésiter. Son patriotisme utilitaire et prudent s'est décidé pour la politique de complaisance. Que lui fait d'ailleurs ce M. Netchaïef ! Ira-t-il, pour ses beaux yeux, affronter les colères du tsar et attirer sur la pauvre petite Suisse les vengeances de l'empereur de toutes les Russies ? Il ne peut hésiter entre ce jeune homme inconnu et le plus puissant monarque de la terre ! Il n'a pas à juger entre eux. Il suffit que le monarque réclame sa tête, il faut la lui livrer. D'ailleurs, il est évident que Netchaïef

est un grand coupable. Ne s'est-il pas révolté contre son souve | [17] rain légitime, et n'a-t-il pas avoué dans sa lettre [1] qu'il est un révolutionnaire ?

Le Conseil fédéral, après tout, est un gouvernement. Comme tel, il doit avoir une sympathie naturelle pour tout gouvernement, quelle qu'en soit la forme, et une haine tout aussi naturelle contre les révolutionnaires de tous les pays. S'il ne tenait qu'à lui, il aurait bien vite balayé le territoire suisse de tous ces aventuriers qui le remplissent malheureusement aujourd'hui. Mais il y a un obstacle sérieux, c'est le sentiment encore vivant de la dignité suisse, ce sont les grandes traditions historiques et les sympathies naturelles et profondes de notre peuple républicain pour les héros et les martyrs de la liberté. C'est enfin la loi suisse, qui offre une hospitalité généreuse à tous les réfugiés politiques et qui les protège contre les persécutions des despotes.

Le Conseil fédéral ne se sent pas encore assez fort pour briser cet obstacle, mais il sait habilement le tourner ; et les traités d'extradition pour crimes et délits communs, que presque tous les gouvernements de l'Europe s'empressent de conclure entre eux, en vue d'une prochaine guerre internationale de la réaction contre la révolution, lui offrent un moyen magnifique pour le faire. On calomnie d'abord, ensuite on sévit. On fait semblant d'ajouter foi à des accusations mensongères soulevées contre un émigré politique par un gouvernement qui n'a jamais fait autre chose que mentir, puis on déclare au public républicain suisse qu'on poursuit cet individu, non pour quelque crime politique, mais pour des crimes communs. C'est ainsi que M. Netchaïef est devenu un assassin et un faussaire.

---

1 Une lettre de Netchaïef avait été publiée en février 1870 dans la *Marseillaise*, à Paris, dans l'*Internationale*, à Bruxelles, dans le *Volksstaat*, à Leipzig, et dans le *Progrès*, au Locle. — J. G.

Qui l'affirme ? Le gouvernement russe. Et notre cher et honnête Conseil fédéral a tellement foi dans toutes les affirmations du gouvernement russe qu'il ne lui demande pas même de preuves judiciaires, sa seule parole lui suf |[18] fit. D'ailleurs, il sait fort bien que si des preuves judiciaires devenaient nécessaires, il suffirait au tsar de faire un signe, pour que les tribunaux russes prononcent contre ce malheureux Netchaïef les accusations et les condamnations les plus impossibles. Il a donc voulu épargner au gouvernement du tsar cette peine inutile, et, se contentant de sa simple parole, il a ordonné l'arrestation du patriote russe, comme assassin et comme fabricateur de faux billets.

Ces malheureux billets russes ont servi de prétexte pour faire des visites domiciliaires chez plusieurs émigrés à Genève. On savait qu'on ne trouverait pas l'ombre d'un billet chez eux. Mais on avait sans doute espéré mettre la main sur quelque correspondance politique qui compromettrait nécessairement une foule de personnes tant en Russie qu'en Pologne, et qui dévoilerait les projets révolutionnaires de ce terrible Netchaïef. On ne trouva rien et on se couvrit de honte, voilà tout. Mais pourquoi chercher avec ce zèle extra-républicain les traces d'une correspondance, des papiers et des lettres qui ne pouvaient intéresser en aucune façon la République suisse ? Voulait-on enrichir la bibliothèque du Conseil fédéral ? C'est peu probable, c'était donc pour les livrer à la curiosité du gouvernement russe ; d'où il résulte clairement que la police cantonale de Genève, suivant l'exemple donné par la police vaudoise et obéissant aux ordres du même Conseil fédéral, s'est transformée en gendarmerie du tsar de toutes les Russies.

On prétend même que M. Camperio, le spirituel homme d'État de Genève, s'en est lavé les mains comme Pilate. Il était au désespoir d'avoir à remplir des fonctions qui lui répugnaient,

mais il devait obéir aux injonctions précises du Conseil fédéral. Je me demande si M. James Fazy, également homme d'esprit et de plus grand révolutionnaire, comme tout le monde sait, eût agi, eût pu |[19] agir autrement à sa place ? Je suis convaincu que non. Après avoir été l'un des principaux promoteurs du système de centralisation politique, qui, depuis 1848, subordonne l'autonomie des cantons au pouvoir du Conseil fédéral, comment aurait-il pu se soustraire aux conséquences de ce système ? Il aurait suffi que le Conseil fédéral l'ordonnât, pour que, de même que M. Camperio, il remplît *nolens volens* l'office de gendarme russe.

Tel est donc le résultat le plus clair de notre grande conquête de 1848. Cette centralisation politique, que le parti radical avait créée au nom de la liberté, tue la liberté. Il suffît que le Conseil fédéral se laisse intimider ou corrompre par une puissance étrangère, pour que tous les cantons trahissent la liberté. Il suffit que le Conseil fédéral l'ordonne, pour que toutes les autorités cantonales se transforment en gendarmes des despotes. D'où il résulte que l'ancien régime de l'autonomie des cantons garantissait beaucoup mieux que ne le fait le système actuel la liberté et l'indépendance nationale de la Suisse.

Si la liberté a fait de notables progrès dans plusieurs cantons jadis très réactionnaires, ce n'est pas du tout grâce aux nouveaux pouvoirs dont la constitution de 1848 investit les autorités fédérales : c'est uniquement grâce au développement des esprits, grâce à la marche du temps. Tous les progrès accomplis depuis 1848 dans le domaine fédéral sont des progrès de l'ordre économique, comme l'unification des monnaies, des poids et mesures, les grands travaux publics, les traités de commerce, etc.

On dira que la centralisation économique ne peut être obtenue que par la centralisation politique, que l'une implique l'autre, qu'elles sont nécessaires et bienfaisantes toutes les deux au même degré. Pas du tout. La centralisation économique, condition essentielle de la civilisa |[20] tion, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant au profit des gouvernants et des classes gouvernantes la vie propre et l'action spontanée des populations. La concentration des pouvoirs politiques ne peut produire que l'esclavage, car liberté et pouvoir s'excluent d'une manière absolue. Tout gouvernement, même le plus démocratique, est un ennemi naturel de la liberté, et plus il est concentré et fort, plus il devient oppressif. Ce sont d'ailleurs des vérités si simples, si claires, qu'on a presque honte de les répéter.

Si les cantons de la Suisse étaient encore autonomes, le Conseil fédéral n'aurait eu ni le droit, ni la puissance de les transformer en gendarmes des puissances étrangères. Il y aurait eu sans doute des cantons très réactionnaires. Et n'en existe-t-il pas aujourd'hui ? N'y a-t-il pas des cantons où l'on condamne au fouet les personnes qui osent nier la divinité de Jésus-Christ, sans que le pouvoir fédéral s'en mêle [1] ? Mais il y aurait, à côté de ces cantons réactionnaires, d'autres cantons largement pénétrés de l'esprit de liberté et dont le Conseil fédéral ne pourrait plus arrêter l'élan progressif. Ces cantons, loin d'être paralysés par les cantons réactionnaires, finiraient par les entraîner avec eux. Car la liberté est contagieuse, et la liberté seule — non les gouvernements — crée la liberté.

La société moderne est tellement convaincue de cette vérité : *que tout pouvoir politique, quelle que soit son origine*

1 Un ouvrier typographe, nommé Ryniker, avait été condamné en 1865 à la peine du fouet par le tribunal correctionnel du canton d'Uri, pour avoir écrit et publié une brochure dans laquelle il attaquait le dogme de la divinité de Jésus. — J. G.

et sa forme, tend nécessairement au despotisme, — que, dans tous les pays où elle a pu s'émanciper quelque peu, elle s'est empressée de soumettre les gouvernements, lors même qu'ils sont issus de la révolution et de l'élection populaire, à un contrôle aussi sévère que possible. Elle a mis tout le salut de la liberté dans l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et par la volonté populaire sur tous les hommes |[21] investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, et la Suisse en est un, la liberté ne peut donc être réelle que lorsque ce contrôle est réel. Par contre, si le contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction.

Il serait facile de démontrer que nulle part en Europe le contrôle populaire n'est réel. Nous nous bornerons pour cette fois à en examiner l'application dans la Suisse. D'abord parce qu'elle nous tient de plus près, et ensuite, parce qu'étant aujourd'hui seule en Europe une république démocratique, elle a réalisé en quelque sorte l'idéal de la souveraineté populaire, de sorte que ce qui est vrai pour elle doit l'être, à bien plus forte raison, pour tous les autres pays.

Les cantons les plus avancés de la Suisse ont cherché, vers l'époque de 1830, la garantie de la liberté dans le suffrage universel. C'était un mouvement tout à fait légitime. Tant que nos Conseils législatifs n'étaient nommés que par une classe de citoyens privilégiés, tant qu'il existait des différences, sous le rapport du droit électoral, entre les villes et les campagnes, entre les patriciens et le peuple, le pouvoir exécutif choisi par ces Conseils, aussi bien que les lois élaborées dans leur sein, ne pouvaient avoir d'autre objet que d'assurer et de réglementer la domination d'une aristocratie sur la nation. Il fallait donc, dans l'intérêt de la liberté populaire, renverser ce régime, et le remplacer par celui de la souveraineté du peuple.

Une fois le suffrage universel établi, on crut avoir assuré la liberté des populations. Eh bien, ce fut une grande illusion, et on peut dire que la conscience de cette illusion a amené dans plusieurs cantons la chute, et, dans tous, la démoralisation aujourd'hui si flagrante du parti radical. Les radicaux n'ont pas voulu tromper le peuple, comme l'assure notre presse soi-disant libérale, mais ils |[22] se sont trompés eux-mêmes. Ils étaient réellement convaincus lorsqu'ils promirent au peuple, par le moyen du suffrage universel, la liberté, et, pleins de cette conviction, ils eurent la puissance de soulever les masses et de renverser les gouvernements aristocratiques établis. Aujourd'hui, instruits par l'expérience et par la pratique du pouvoir, ils ont perdu cette foi en eux-mêmes et dans leur propre principe, et c'est pour cela qu'ils sont abattus et si profondément corrompus.

Et en effet, la chose paraissait si naturelle et si simple : une fois que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif émaneraient directement de l'élection populaire, ne devaient-ils pas devenir l'expression pure de la volonté du peuple, et cette volonté pourrait-elle produire autre chose que la liberté et la prospérité populaire ?

Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple. Le peuple, en Suisse comme partout, veut instinctivement, veut nécessairement deux choses : la plus grande prospérité matérielle possible, avec la plus grande liberté d'existence, de mouvement et d'action pour lui-même ; c'est-à-dire la meilleure organisation de ses intérêts économiques, et l'absence complète de tout pouvoir, de toute organisation politique, — puisque toute organisation politique aboutit fatalement à la négation de sa liberté. Tel est le fond de tous les instincts populaires.

Les instincts de ceux qui gouvernent, aussi bien de ceux qui font les lois que de ceux qui exercent le pouvoir exécutif, sont, à cause même de leur position exceptionnelle, diamétralement opposés. Quels que soient leurs sentiments et leurs intentions démocratiques, de la hauteur où ils se trouvent placés ils ne peuvent considérer la société autrement que comme un tuteur considère son |[23] pupille. Mais entre le tuteur et le pupille l'égalité ne peut exister. D'un côté, il y a le sentiment de la supériorité, inspiré nécessairement par une position supérieure ; de l'autre, celui d'une infériorité qui résulte de la supériorité du tuteur, exerçant soit le pouvoir exécutif, soit le pouvoir législatif. Qui dit pouvoir politique, dit domination ; mais là où la domination existe, il doit y avoir nécessairement une partie plus ou moins grande de la société qui est dominée, et ceux qui sont dominés détestent naturellement ceux qui les dominent, tandis que ceux qui dominent doivent nécessairement réprimer, et par conséquent opprimer, ceux qui sont soumis à leur domination.

Telle est l'éternelle histoire du pouvoir politique, depuis que ce pouvoir a été établi dans le monde. C'est ce qui explique aussi pourquoi et comment des hommes qui ont été les démocrates les plus rouges, les révoltés les plus furibonds, lorsqu'ils se sont trouvés dans la masse des gouvernés, deviennent des conservateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir. On attribue ordinairement ces palinodies à la trahison. C'est une erreur ; elles ont pour cause principale le changement de perspective et de position ; et n'oublions jamais que les positions et les nécessités qu'elles imposent sont toujours plus puissantes que la haine ou la mauvaise volonté des individus.

Pénétré de cette vérité, je ne craindrai pas d'exprimer cette conviction, que si demain on établissait un gouvernement et un

conseil législatif, un parlement, exclusivement composés d'ouvriers, ces ouvriers, qui sont aujourd'hui de fermes démocrates socialistes, deviendraient après-demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs et des exploiteurs. Ma conclusion est celle-ci : *Il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits, tout* |[24] *ce qui s'appelle pouvoir politique ; parce que tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominateurs et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploiteurs et des exploités. Le pouvoir politique une fois aboli, il faut le remplacer par l'organisation des forces productives et des services économiques.*

Revenons à la Suisse. Chez nous, comme partout ailleurs, la classe des gouvernants est toute différente et complètement séparée de la masse des gouvernés. En Suisse, comme partout, quelque égalitaires que soient nos constitutions politiques, c'est la bourgeoisie qui gouverne, et c'est le peuple des travailleurs, y compris les paysans, qui obéit à ses lois. Le peuple n'a ni le loisir, ni l'instruction nécessaires pour s'occuper de gouvernement. La bourgeoisie, possédant l'un et l'autre, en a, non de droit, mais de fait, le privilège exclusif. Donc l'égalité politique n'est, en Suisse comme partout, qu'une fiction puérile, un mensonge.

Mais étant séparée du peuple par toutes les conditions de son existence économique et sociale, comment la bourgeoisie peut-elle réaliser, dans le gouvernement et dans nos lois, les sentiments, les idées, la volonté du peuple ? C'est impossible, et l'expérience quotidienne nous prouve, en effet, que, dans la législation aussi bien que dans le gouvernement, la bourgeoisie se laisse principalement diriger par ses propres intérêts et par ses propres instincts, sans se soucier beaucoup de ceux du

peuple.

Il est vrai que tous nos législateurs, aussi bien que tous les membres de nos gouvernements cantonaux, sont élus, soit directement, soit indirectement, par le peuple. Il est vrai qu'aux jours des élections, les bourgeois les plus fiers, pour peu qu'ils soient ambitieux, sont forcés de faire leur cour à Sa Majesté le peuple souverain. Ils viennent à lui chapeau bas, et ne semblent avoir d'autre volonté |[25] que la sienne. Mais ce n'est qu'un mauvais quart d'heure à passer. Une fois les élections terminées, chacun revient à ses occupations quotidiennes : le peuple à son travail, et la bourgeoisie à ses affaires lucratives et à ses intrigues politiques. Ils ne se rencontrent, ils ne se connaissent presque plus. Comment le peuple, écrasé par son travail et ignorant de la plupart des questions qui s'agitent, contrôlera-t-il les actes politiques de ses élus ? Et n'est-il pas évident que le contrôle exercé par les électeurs sur leurs représentants n'est qu'une pure fiction ? Mais comme le contrôle populaire, dans le système représentatif, est l'unique garantie de la liberté populaire, il est évident que cette liberté aussi n'est rien qu'une fiction.

Pour obvier à cet inconvénient, les démocrates radicaux du canton de Zurich ont fait triompher un nouveau système politique, celui du *référendum*, ou de la législation directe par le peuple. Mais le *référendum* lui-même n'est qu'un moyen palliatif, une nouvelle illusion, un mensonge. Pour voter avec pleine connaissance de cause et avec une entière liberté les lois qu'on lui propose ou qu'on le pousse à proposer lui-même, il faudrait que le peuple eût le temps et l'instruction nécessaires pour les étudier, pour les mûrir, pour les discuter ; il devrait se transformer en un immense parlement en pleins champs. Ce n'est que rarement possible et seulement dans les grandes occasions, alors que la loi proposée excite l'attention et touche aux intérêts de tout le monde. Ces cas sont excessivement rares.

La plupart du temps, les lois proposées ont un caractère tellement spécial, qu'il faut avoir l'habitude des abstractions politiques et juridiques pour en saisir la véritable portée. Elles échappent naturellement à l'attention et à la compréhension du peuple, qui les vote en aveugle, sur la foi de ses orateurs favoris. Prises séparément, chacune de ces lois paraît trop insignifiante pour intéresser beaucoup le peuple, mais en |[26] semble elles forment un réseau qui l'enchaîne. Et c'est ainsi qu'avec et malgré le *référendum*, il reste, sous le nom de peuple souverain, l'instrument et le serviteur très humble de la bourgeoisie.

On le voit bien, dans le système représentatif, même corrigé par le *référendum,* le contrôle populaire n'existe pas ; et, comme il ne peut y avoir de liberté sérieuse pour le peuple sans ce contrôle, nous en concluons que notre liberté populaire, notre gouvernement par nous-mêmes, est un mensonge.

Ce qui se passe chaque jour dans tous les cantons de la Suisse nous confirme dans cette triste conviction. Quel est le canton où le peuple exerce une action réelle et directe sur les lois fabriquées dans son Grand-Conseil et sur les mesures ordonnées par son Petit-Conseil [1] ? où ce souverain fictif ne soit traité par ses propres élus comme un mineur éternel, et où il ne soit forcé d'obéir à des commandements partis d'en haut, et dont pour la plupart du temps il ne sait ni la raison, ni l'objet ?

La plus grande partie des affaires et des lois, et beaucoup d'affaires et de lois importantes, qui ont un rapport direct avec le bien-être, avec les intérêts matériels des communes, se font par-dessus la tête du peuple, sans que le peuple s'en aperçoive, s'en soucie et s'en mêle. On le compromet, on le lie, on le ruine quelquefois, sans qu'il en ait la conscience. Il n'a ni l'habitude, ni le temps nécessaire pour étudier tout cela, et il laisse faire ses

1 Le Petit-Conseil ou Conseil d'État est le pouvoir exécutif cantonal ; le pouvoir législatif cantonal s'appelle Grand-Conseil. — J. G.

élus, qui naturellement servent les intérêts de leur classe, de leur monde à eux, non les siens, et dont le plus grand art consiste à lui présenter leurs mesures et leurs lois sous l'aspect le plus anodin et le plus populaire. Le système de la représentation démocratique est celui de l'hypocrisie et du mensonge perpétuels. Il a besoin de la sottise du peuple, et il fonde tous ses triomphes sur elle.

Tout indifférentes et toutes patientes que se montrent |[27] les populations de nos cantons, elles ont pourtant certaines idées, certains instincts de liberté, d'indépendance et de justice auxquels il n'est pas bon de toucher, et qu'un gouvernement habile se gardera bien de froisser. Lorsque le sentiment populaire se sent attaqué sur ces points qui constituent pour ainsi dire le *sanctum sanctorum* et toute la conscience politique de la nation suisse, alors il se réveille de son habituelle torpeur et il se révolte, et, lorsqu'il se révolte, il balaie tout : constitution et gouvernement, Petits et Grands-Conseils. Tout le mouvement progressif de la Suisse, jusqu'en 1848, a procédé par une série de révolutions cantonales. Ces révolutions, la possibilité toujours présente de ces soulèvements populaires, la crainte salutaire qu'ils inspirent, telle est encore aujourd'hui l'unique forme de contrôle qui existe réellement en Suisse, l'unique borne qui arrête le débordement des passions ambitieuses et intéressées de nos gouvernants.

Ce fut aussi la grande arme dont s'est servi le parti radical pour renverser nos constitutions et nos gouvernements aristocratiques. Mais après s'en être servi avec tant de bonheur, il la brisa, pour qu'un parti nouveau ne pût s'en servir contre lui à son tour. Comment la brisa-t-il ? En détruisant l'autonomie des cantons, en subordonnant les gouvernements cantonaux au pouvoir fédéral. Désormais, les révolutions cantonales — *ce moyen unique dont disposaient les populations cantonales pour exercer un contrôle réel et sérieux sur leurs*

gouvernements, et pour tenir en échec les tendances despotiques inhérentes à chaque gouvernement, ces soulèvements salutaires de l'indignation populaire — sont devenues impossibles. Elles se brisent impuissantes contre l'intervention fédérale.

Supposons que la population d'un canton, à bout de patience, se soulève contre son gouvernement, qu'arrive-t-il ? D'après la constitution de 1848, le Conseil fédéral a |[28] non seulement le droit, il a le devoir d'y envoyer autant de troupes fédérales, prises dans les autres cantons, qu'il sera nécessaire pour rétablir l'ordre public et pour rendre force aux lois et à la constitution du canton. Les troupes ne sortiront pas du canton avant que l'ordre constitutionnel et légal n'y soit parfaitement rétabli ; c'est-à-dire, en nommant franchement les choses par leur nom, avant que *le régime, les idées et les hommes qui jouissent des sympathies du Conseil fédéral n'aient complètement triomphé*. Telle a été l'issue de la dernière insurrection du canton de Genève en 1864.

Cette fois, les radicaux ont pu apprécier à leurs propres dépens les conséquences du système de centralisation politique inauguré par eux-mêmes en 1848. Grâce à ce système, les populations républicaines des cantons ont aujourd'hui un souverain tout puissant : *le pouvoir fédéral* ; et, pour sauvegarder leur liberté, c'est ce pouvoir-là qu'elles doivent pouvoir contrôler et même renverser au besoin. Il me sera facile de prouver qu'à moins de circonstances tout à fait extraordinaires, à moins qu'une passion unanime et puissante ne s'empare de toute la nation suisse, de tous les cantons en même temps, ni ce contrôle, ni ce renversement ne seront jamais possibles.

Voyons d'abord comment est constitué le pouvoir fédéral ? Il est composé de l'Assemblée fédérale, pouvoir législatif, et du

Conseil fédéral, pouvoir exécutif. L'Assemblée fédérale est composée de deux chambres : la Chambre nationale, élue directement par les populations des cantons, et la Chambre des États, composée de deux membres pour chaque canton, élus presque partout par les Grands-Conseils cantonaux [1]. C'est l'Assemblée fédérale qui élit dans son sein les sept membres du Conseil fédéral ou exécutif.

Parmi tous ces corps électifs, c'est le Conseil national qui est évidemment le plus démocratique, le plus fran |[29] chement populaire, parce qu'il est nommé directement par le peuple. Pourtant, nul ne contestera, J'espère, qu'il ne le soit et qu'il ne doive l'être beaucoup moins que les Grands-Conseils cantonaux ou les chambres législatives des cantons. Et cela par une raison bien simple.

Le peuple, qui est forcément ignorant et indifférent, grâce à la situation économique dans laquelle il se trouve encore aujourd'hui, ne sait bien que les choses qui le touchent de très près. Il comprend bien ses intérêts quotidiens, ses affaires de chaque jour. Au-delà commence pour lui l'inconnu, l'incertain, et le danger des mystifications politiques. Comme il possède une grande dose d'instinct pratique, il se trompe rarement dans les élections communales, par exemple. Il connaît plus ou moins les affaires de sa commune, il s'y intéresse beaucoup, et il sait choisir dans son sein les hommes les plus capables de les bien conduire. Dans ces affaires, le contrôle lui-même est possible, puisqu'elles se font sous les yeux des électeurs, et touchent aux intérêts les plus intimes de leur existence quotidienne. C'est pourquoi les élections communales sont toujours et partout les meilleures, les plus réellement conformes aux sentiments, aux intérêts, à la volonté populaires.

---

1 Les noms exacts des deux Chambres dont la réunion forme l'Assemblée fédérale suisse sont le *Conseil national* et le *Conseil des États*. — J. G.

Les élections pour les Grands-Conseils, ainsi que pour les Petits-Conseils, là où ces dernières se font directement par le peuple [1], sont déjà beaucoup moins parfaites. Les questions politiques, judiciaires et administratives dont la solution et la bonne direction constituent la tâche principale de ces Conseils, sont pour la plupart du temps inconnues au peuple, dépassent les bornes de sa pratique journalière, échappent presque toujours à son contrôle ; et il doit en charger des hommes qui, vivant dans une sphère presque absolument séparée de la sienne, lui sont à peu près inconnus ; s'il les connaît, ce n'est que par leurs |30 discours, non dans leur vie privée. Mais les discours sont trompeurs, surtout lorsqu'ils ont pour but de capter la bienveillance populaire, et pour objet des questions que le peuple connaît très mal et souvent ne comprend pas du tout.

Il s'ensuit que les Grands-Conseils cantonaux sont déjà et doivent nécessairement être beaucoup plus éloignés du sentiment populaire que les Conseils communaux. Pourtant on ne peut pas dire qu'ils lui soient absolument étrangers. Grâce à la longue pratique de la liberté et à l'habitude du peuple suisse de lire les journaux, nos populations suisses connaissent au moins en gros leurs affaires cantonales et s'y intéressent plus ou moins.

Par contre, elles ignorent complètement les affaires

1 En 1870, le Conseil d'État (pouvoir exécutif cantonal) était élu directement par le peuple dans les cantons de Genève et de Bâle-Campagne ; dans les autres cantons, — à l'exception du petit nombre de ceux qui pratiquent la démocratie directe, non représentative, et où le peuple lui-même se réunit en assemblée cantonale ou *Landsgemeinde*, — il était nommé par le Grand-Conseil. Aujourd'hui, l'élection du Conseil d'État par le peuple est la règle dans la grande majorité des cantons : et le résultat, c'est que le pouvoir exécutif en a acquis plus de force, et que les communes et les citoyens sont encore plus exposés qu'avant à l'arbitraire gouvernemental. — J. G.

fédérales et n'y attachent aucun intérêt, d'où il résulte qu'il leur est absolument indifférent de savoir qui les représente et ce que leurs délégués [1] jugeront utile de faire dans l'Assemblée fédérale.

Le Conseil des États, composé de membres élus par les Conseils des cantons [2], est par lui-même encore plus éloigné du peuple que cette première Chambre issue au moins directement de l'élection populaire. Il représente la double quintessence du parlementarisme bourgeois. Il est entièrement dominé par les abstractions politiques et par les intérêts exclusifs de nos classes gouvernementales.

Élu par une Assemblée fédérale ainsi constituée, le Conseil fédéral, à son tour, doit être forcément, non seulement étranger, mais hostile à tous les instincts d'indépendance, de justice et de liberté qui animent nos populations. À part les formes républicaines, qui ne diminuent pas, mais qui cachent seulement le pouvoir qu'il exerce, sans autre contrôle que celui de l'Assemblée fédérale, dans les affaires les plus importantes comme les plus délicates de la Suisse, il ne se distingue que fort peu des gou |[31] vernements autoritaires de l'Europe. Il sympathise avec eux et il partage presque toutes leurs passions oppressives.

Si l'exercice du contrôle populaire dans les affaires cantonales est excessivement difficile, dans les affaires fédérales

1 Par ces mots « leurs délégués », Bakounine désigne les membres du Conseil national, c'est-à-dire de la Chambre élue par le peuple et où les cantons sont représentés d'une manière proportionnelle au chiffre de leur population. — J. G.

2 Aujourd'hui, dans un certain nombre de cantons, les membres du Conseil des États (ils sont au nombre de deux par canton, quel que soit le chiffre de la population) sont élus non plus par le Grand-Conseil, mais par le peuple lui-même ; les choses d'ailleurs n'en vont pas mieux pour cela. — J. G.

il est tout à fait impossible. Ces affaires se font d'ailleurs exclusivement dans les hautes régions officielles, par-dessus la tête de nos populations, de sorte que, la plupart du temps, ces dernières les ignorent complètement.

Dans l'affaire du traité d'extradition conclu dernièrement avec la France impériale, dans celles de l'expulsion de Mazzini, des violences commises contre la princesse Obolensky, de l'extradition dont est menacée M^me^ Limousin, et dans la chasse ordonnée à toutes les polices cantonales par le Conseil fédéral contre M. Netchaïef, affaires qui touchent de si près à notre dignité nationale, à notre droit national, et même à notre indépendance nationale, le peuple suisse a-t-il été consulté ? Et s'il avait été consulté, aurait-il donné son consentement à des mesures aussi contraires à toutes nos traditions de liberté et d'hospitalité que désastreuses pour notre honneur ? Certainement non. Comment se fait-il donc que dans un pays qui s'appelle une république démocratique et qui est censé se gouverner lui-même, de pareilles mesures aient pu être commandées par le pouvoir fédéral et exécutées par nos polices cantonales ?

C'est la faute de la presse, dira-t-on, de la presse qui n'a d'autre mission que d'appeler l'attention du peuple suisse sur toutes les questions qui peuvent intéresser ou son bien-être, ou sa liberté, ou son indépendance nationale, et qui dans toutes ces affaires n'a pas rempli son devoir. C'est vrai, la conduite de la presse a été déplorable. Mais quelle en est la cause ? C'est que toute la presse suisse, aristocratique ou radicale, est une presse |[32] bourgeoise, et que, si l'on excepte quelques feuilles rédigées par des sociétés ouvrières, il n'existe pas encore chez nous de presse proprement populaire. Il y eut un temps où la presse radicale était fière de représenter les aspirations du peuple. Ce temps est bien passé. La presse radicale, aussi bien que le parti dont elle porte le nom, ne représente plus aujourd'hui que

l'ambition individuelle de ses chefs qui voudraient occuper des fonctions et des places déjà prises, d'après le dicton : « Ôte-toi de là pour que je m'y mette ». Au reste, depuis bien des années, le radicalisme a renoncé à ses extravagances révolutionnaires, comme le parti conservateur ou aristocratique, de son côté, a renoncé à toutes ses aspirations surannées. Il n'y a proprement presque plus de différence entre les deux partis, et nous les verrons bientôt se confondre en un seul parti de la conservation et de la domination bourgeoise, opposant une résistance désespérée aux aspirations révolutionnaires et socialistes du peuple. Faut-il s'étonner, après cela, que la presse radicale n'ait pas rempli ce qu'elle ne considère plus comme son devoir ? Sachons-lui gré déjà de n'avoir pas ostensiblement pris le parti des gouvernements.

Mais supposons que d'une manière ou d'une autre, soit par la presse, soit par un autre moyen, l'attention des populations d'un ou de plusieurs cantons soit attirée sur quelque mesure impopulaire ordonnée par le Conseil fédéral et exécutée par leurs gouvernements cantonaux. Que pourront-elles faire pour en arrêter l'exécution ? Rien. Renverseront-elles leur gouvernement ? Mais l'intervention des troupes fédérales saura bien les en empêcher. Protesteront-elles dans leurs assemblées populaires ? Mais le Conseil fédéral n'a rien à démêler avec les assemblées populaires, il ne reconnaît d'autre limite à son pouvoir que les ordres émis par les Chambres fédérales ; et pour que ces dernières embrassent le parti des popu |[33] lations indignées, il faut que la même indignation ait gagné au moins la moitié des cantons de la Suisse. Pour renverser le pouvoir fédéral, le Conseil fédéral et les Chambres législatives y comprises, il faudrait plus que le soulèvement de quelques cantons, il faudrait une révolution nationale de la Suisse.

On voit bien que pour le pouvoir fédéral le contrôle populaire n'existe pas. La constitution de ce pouvoir fut le

couronnement de l'édifice gouvernemental dans la république, la mort de la liberté suisse. Aussi que voyons-nous ? Le parti conservateur ou aristocratique, dans tous les cantons, après avoir fait une guerre à outrance au système de centralisation politique, créé en 1848 par le parti radical, commence à s'y rallier d'une manière tout à fait ostensible. Aujourd'hui, il embrasse chaudement le parti du Conseil fédéral contre le Conseil d'État de Fribourg dans l'affaire de M^me^ Limousin. Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela prouve simplement que le parti aristocratique, instruit par l'expérience, a fini par comprendre que le parti radical, beaucoup plus conservateur et plus gouvernemental que lui-même, en élevant le pouvoir fédéral au-dessus de l'autonomie des cantons, a créé un instrument magnifique, non de liberté, mais de gouvernement, un moyen tout-puissant pour consolider la domination de la riche bourgeoisie dans tous les cantons et pour opposer une digue salutaire aux aspirations menaçantes du prolétariat.

Mais si le système de centralisation politique, au lieu d'augmenter la somme de la liberté dont jouissait la Suisse, tend au contraire à l'anéantir tout à fait, a-t-il au moins raffermi et augmenté l'indépendance de la République helvétique vis-à-vis des puissances étrangères ?

Non, il l'a considérablement amoindrie. Tant que les cantons ont été autonomes, le pouvoir fédéral, voulût-il |[34] même gagner, par une complaisance indigne, les bonnes grâces d'une puissance étrangère, il n'avait aucun droit, ni même aucune possibilité de le faire. Il ne pouvait ni conclure des traités d'extradition, ni ordonner aux polices cantonales de courir sus à des réfugiés politiques, ni forcer les cantons de les livrer aux despotes. Il n'aurait pas osé exiger du canton du Tessin l'expulsion de Mazzini, ni du canton de Fribourg

l'extradition de M^me^ Limousin. N'exerçant qu'un pouvoir excessivement limité sur les gouvernements cantonaux, le gouvernement fédéral, d'un autre côté, n'avait pas à répondre de leurs actes devant les puissances étrangères, et, lorsque ces dernières réclamaient de lui quelque chose, il s'abritait ordinairement derrière son impuissance constitutionnelle. Les cantons étaient autonomes, et il n'avait pas le droit de leur commander. Il fallait que les représentants des puissances traitassent directement avec les gouvernements cantonaux, et, lorsqu'il s'agissait d'un réfugié politique, il suffisait qu'il se transportât dans un canton voisin, pour que le ministre étranger dût recommencer ses démarches. Cela ne finissait jamais : la diplomatie abandonnait le plus souvent ses poursuites de guerre lasse. Le droit d'asile, ce droit traditionnel et sacré de la Suisse, restait intact, et aucun gouvernement étranger n'avait le droit d'en vouloir pour cela au gouvernement fédéral, qui était fort contre tous, précisément par son impuissance.

Aujourd'hui, le pouvoir fédéral est puissant. Il a le droit incontestable de commander aux cantons dans toutes les questions internationales ; par là même, il est devenu responsable vis-à-vis de la diplomatie étrangère. Celle-ci n'a rien à démêler avec les gouvernements cantonaux, pouvant adresser désormais ses réclamations et ses injonctions au gouvernement fédéral, qui, n'ayant plus la possibilité de se retrancher derrière son impuissance qui n'existe constitutionnellement plus, doit ou bien obtem |[35] pérer à la demande qui lui est faite, ou bien, se renfermant dans son droit et dans le sentiment de la dignité nationale, dont il est aujourd'hui le seul représentant officiel vis-à-vis de toutes les puissances étrangères, y opposer son refus. Mais si, dans la plupart des cas, il ne peut consentir, sans lâcheté, à ce que ces puissances exigent de lui, il faut reconnaître, d'un autre côté, qu'un refus de sa part, tout en sauvant notre dignité nationale,

peut exposer la république à de grands dangers.

Telle est la position difficile que la constitution de 1848 a faite au Conseil fédéral. En concentrant et en rendant par là même beaucoup plus saisissable la responsabilité politique de notre petite république vis-à-vis des grands États de l'Europe, elle n'a pas pu augmenter, en même temps, d'une manière fort sensible, notre puissance militaire ; et cette augmentation de force matérielle était pourtant nécessaire pour que le Conseil fédéral pût maintenir dignement les droits nouveaux dont elle l'avait investi. Au contraire, bien que le nombre de nos troupes ait considérablement augmenté, et qu'en général notre armée soit beaucoup mieux organisée et disciplinée qu'elle ne l'était en 1848, il est certain que notre force de résistance, la seule que puisse avoir une aussi petite république que la nôtre, a diminué, et cela par deux raisons : d'abord, parce que la force militaire des grands États s'est accrue dans une proportion bien autrement sérieuse que chez nous ; et surtout, parce que l'énergie de notre résistance nationale repose beaucoup plus sur l'intensité des sentiments républicains qui animent nos populations et qui peuvent les soulever au besoin comme un seul homme, que sur l'organisation artificielle de nos forces régulières ; et parce que le système de centralisation politique, dont nous avons le bonheur de jouir depuis vingt-deux ans, a précisément pour effet, en Suisse comme partout, l'amoindrissement de la liberté, et |[36] par conséquent aussi la disparition lente, mais certaine, de cette énergie, de la passion et de l'action populaire, qui est la vraie base de notre puissance nationale, l'unique garantie de notre indépendance.

Investi d'une grande responsabilité extérieure, mais non d'une force organisée suffisante pour la soutenir, et trop éloigné du peuple, par sa constitution même, pour y puiser une force naturelle, le Conseil fédéral devrait être au moins composé des patriotes les plus dévoués, les plus intelligents, et les plus

énergiques de la Suisse. Alors, il y aurait encore quelque chance qu'il ne faillira pas tout à fait à sa mission difficile. Mais comme, par cette même constitution, le Conseil fédéral est condamné à n'être rien que la quintessence et la suprême garantie du conservatisme bourgeois de la Suisse, il y a tout lieu de craindre qu'il y aura toujours dans son sein beaucoup plus de Cérésole que de Stæmpfli [1]. Nous devons donc nous attendre à voir diminuer chaque jour notre liberté, notre dignité républicaine et notre indépendance nationale.

La Suisse se trouve aujourd'hui prise dans un dilemme.

Elle ne peut vouloir retourner à son régime passé, à celui de l'autonomie politique des cantons, qui en faisait une confédération d'États politiquement séparés et indépendants l'un de l'autre. Le rétablissement d'une pareille constitution aurait pour conséquence infaillible l'appauvrissement de la Suisse, arrêterait tout court les grands progrès économiques qu'elle a faits, depuis que la nouvelle constitution centraliste a renversé les barrières qui séparaient et isolaient les cantons. La centralisation économique est une des conditions essentielles de développement des richesses, et cette centralisation eût été impossible si l'on n'avait pas aboli l'autonomie politique des cantons.

D'un autre côté, l'expérience de vingt-deux ans nous |[37] prouve que la centralisation politique est également funeste à la Suisse. Elle tue sa liberté, met en danger son indépendance, en fait un gendarme complaisant et servile de tous les despotes puissants de l'Europe. En amoindrissant sa force morale, elle compromet son existence matérielle.

---

1 Jacques Stæmpfli était un radical bernois, qui, devenu membre et président du Conseil fédéral, montra en 1856 beaucoup d'énergie dans le conflit avec la Prusse au sujet de l'indépendance de Neuchâtel. — J. G.

Que faire alors ? Retourner à l'autonomie politique des cantons est chose impossible. Conserver la centralisation politique n'est pas désirable.

Le dilemme ainsi posé n'admet qu'une seule solution : *c'est l'abolition de tout État politique, tant cantonal que fédéral, c'est la transformation de la fédération politique en fédération économique, nationale et internationale.*

Telle est la fin vers laquelle évidemment marche aujourd'hui toute l'Europe.

En attendant, la Suisse, grâce à sa nouvelle constitution politique, perd chaque jour une portion de son indépendance et de sa liberté. Les années 1869 et 1870 feront époque dans l'histoire de notre décadence nationale. Jamais aucun gouvernement suisse n'a montré autant de mépris pour notre sentiment républicain, ni autant de condescendance servile pour les exigences arrogantes et hautaines des grandes puissances étrangères, que ce Conseil fédéral qui compte dans son sein des hommes comme M. l'avocat Cérésole.

Jamais non plus le peuple suisse ne montra autant d'indifférence honteuse devant les actes odieux accomplis en son nom.

Pour montrer comment un peuple qui se respecte, et qui est aussi jaloux de son indépendance nationale que de ses libertés intérieures, agit en de pareilles circonstances, je finirai cette brochure en citant deux faits qui se sont passés en Angleterre.

Après l'attentat d'Orsini contre la vie de Napoléon III, |[38] le gouvernement français avait osé réclamer de l'Angleterre l'extradition de Bernard, réfugié français, accusé de complicité avec Orsini, et l'expulsion de plusieurs autres citoyens français, entre autres de Félix Pyat, qui dans une brochure, publiée après l'attentat, avait fait l'apologie du régicide. Lord Palmerston, qui faisait la cour à Napoléon III, ne demandait pas mieux que de le satisfaire ; mais il rencontra un obstacle insurmontable dans la loi anglaise qui met tous les étrangers sous la protection du droit commun et qui fait de l'Angleterre, pour les persécutés de quelque pays et de quelque gouvernement que ce soit, un asile inviolable.

Pourtant lord Palmerston était un ministre excessivement populaire. Confiant dans cette popularité, et désireux de rendre un bon service de voisin à son ami Napoléon III, il osa présenter au Parlement une nouvelle loi sur les étrangers, qui, si elle avait été acceptée, aurait soustrait tous les réfugiés politiques au droit commun et les aurait livrés à l'arbitraire du gouvernement.

Mais à peine eut-il présenté son bill, qu'un orage se souleva dans toute l'Angleterre. Tout le sol de la Grande-Bretagne se couvrit de meetings monstres. Tout le peuple anglais prit parti pour les étrangers contre son ministre favori. Devant cette manifestation immense, imposante, de l'indignation populaire, lord Palmerston tomba ; Bernard, Félix Pyat, et beaucoup d'autres furent acquittés par le jury anglais et portés en triomphe par les travailleurs de Londres, aux acclamations unanimes de l'Angleterre tout entière [1].

Napoléon III fut forcé d'avaler cette pilule. Et voici l'autre fait :

1 Les choses sont bien changées aujourd'hui : l'Angleterre actuelle envoie aux travaux forcés les réfugiés italiens et russes qui osent imprimer une apologie du régicide. — J. G.

En 1863, le gouvernement italien, de concert avec le gouvernement français, avait combiné une excellente affaire. Il s'agissait de compromettre, de perdre le grand patriote italien Mazzini. Pour cela, le gouvernement de |[39] Victor-Emmanuel avait envoyé à Lugano, où se trouvait alors Mazzini, un nommé Greco, agent de la police italienne. Greco avait sollicité une entrevue de Mazzini pour lui annoncer son intention d'assassiner Napoléon III. Averti par ses amis, Mazzini fit la sourde oreille, se donnant l'air de ne point le comprendre. Arrivé à Paris, Greco fut saisi aussitôt par la police française, et on lui fit son procès. Il dénonça Mazzini comme l'ayant envoyé à Paris pour tuer Napoléon III. À la suite de cette accusation mensongère, le gouvernement français réclama encore une fois au gouvernement de la reine d'Angleterre l'extradition ou au moins l'expulsion de Mazzini. Mais Mazzini avait déjà publié un écrit dans lequel il affirmait et prouvait que Greco n'était rien qu'un agent provocateur qu'on lui avait envoyé pour l'attirer dans un infâme guet-apens. Cette question fut traitée dans le Parlement, et voici ce que dit, à cette occasion, le ministre de la reine, lord John Russell : « Le gouvernement français affirme que Mazzini avait engagé Greco à assassiner l'empereur. Mais Mazzini affirme, au contraire, que Greco lui fut envoyé par les deux gouvernements pour le compromettre. Entre ces deux affirmations contraires, nous ne pouvons hésiter. Sans doute, nous devons croire Mazzini. »

Voilà comment on sauvegarde, même sous un régime monarchique, la liberté, la dignité et l'indépendance de son pays. Et la Suisse, qui est une république, se fait le gendarme, tantôt de l'Italie, tantôt de la France, de la Prusse, ou du tsar de Russie !

Mais, dira-t-on, l'Angleterre est un pays puissant, tandis que la Suisse, toute république qu'elle est, est un pays

comparativement très faible. Sa faiblesse lui conseille de céder, car si elle voulait opposer une trop grande résistance aux réclamations même injustes et aux injonctions même blessantes des grandes puissances étrangères, elle se perdrait.

|4o Cela paraît très plausible, et néanmoins rien de plus faux, car c'est précisément par ses concessions honteuses et par ses lâches complaisances, que la Suisse se perdra.

Sur quelles bases repose aujourd'hui l'indépendance de la Suisse ?

Il y en a trois : D'abord c'est le droit des gens, le droit historique et la foi des traités qui garantissent la neutralité de la Suisse.

En second lieu, c'est la jalousie mutuelle des grands États voisins, de la France, de la Prusse et de l'Italie, dont chacune convoite, il est vrai, une portion de la Suisse, mais dont aucune ne voudrait voir les deux autres se la partager entre elles, sans recevoir ou prendre une part au moins égale à la leur.

En troisième lieu enfin, c'est le patriotisme ardent et l'énergie républicaine du peuple suisse.

Faut-il prouver que la première base, celle du respect des traités et des droits, est parfaitement nulle ? La morale, on le sait, n'exerce qu'une influence excessivement faible sur la politique intérieure des États ; elle n'en exerce aucune sur leur politique extérieure. La loi suprême de l'État, c'est la conservation quand même de l'État ; et comme tous les États, depuis qu'il en existe sur la terre, sont condamnés à une lutte perpétuelle : lutte contre leurs propres populations qu'ils oppriment et qu'ils ruinent, lutte contre tous les États étrangers, dont chacun n'est puissant qu'à condition que l'autre soit

faible ; et comme ils ne peuvent se conserver dans cette lutte qu'en augmentant chaque jour leur puissance, tant à l'intérieur, contre leurs propres sujets, qu'à l'extérieur, contre les puissances voisines, — il en résulte que la loi suprême de l'État, c'est l'augmentation de sa puissance au détriment de la liberté intérieure et de la justice extérieure.

Telle est dans sa franche réalité l'unique morale, l'uni |[41] que fin de l'État. Il n'adore Dieu lui-même qu'autant qu'il est son Dieu exclusif, la sanction de sa puissance et de ce qu'il appelle son droit, c'est-à-dire son droit d'être quand même et de s'étendre toujours au détriment de tous les autres États. Tout ce qui sert à cette fin est méritoire, légitime, vertueux. Tout ce qui lui nuit est criminel. La morale de l'État est donc le renversement de la justice humaine, de la morale humaine.

Cette morale transcendante, extra-humaine et par là même anti-humaine des États n'est pas le fruit de la seule corruption des hommes qui en remplissent les fonctions. On pourrait dire plutôt que la corruption de ces hommes est la conséquence naturelle, nécessaire de l'institution des États. Cette morale n'est rien que le développement du principe fondamental de l'État, l'expression inévitable d'une nécessité inhérente à l'État. L'État n'est pas autre chose que la négation de l'humanité ; c'est une collectivité restreinte qui veut prendre sa place et veut s'imposer à elle comme une fin suprême, laquelle tout doit servir, tout doit se soumettre.

C'était naturel et facile dans l'antiquité, alors que l'idée même de l'humanité était inconnue, alors que chaque peuple adorait ses dieux exclusivement nationaux et qui lui donnaient droit de vie et de mort sur toutes les autres nations. Le droit humain n'existait alors que pour les citoyens de l'État. Tout ce qui était en dehors de l'État était voué au pillage, au massacre et à l'esclavage.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. L'idée de l'humanité devient de plus en plus puissante dans le monde civilisé, et même, grâce à l'extension et à la rapidité croissante des communications et grâce à l'influence encore plus matérielle que morale de la civilisation sur les peuples barbares, elle commence à pénétrer déjà dans ces derniers. Cette idée est la puissance invisible du siècle, avec laquelle les puissances du jour, les États, doivent compter. |[42] Ils ne peuvent se soumettre à elle de bonne foi, parce que cette soumission de leur part équivaudrait à un suicide, le triomphe de l'humanité ne pouvant se réaliser que par la destruction des États. Mais ils ne peuvent non plus la nier, ni se révolter ouvertement contre elle , parce que, devenue trop puissante aujourd'hui, elle pourrait les tuer.

Dans cette alternative pénible, il ne leur reste qu'un parti : c'est l'hypocrisie. Ils se donnent les airs de la respecter, ils ne parlent, ils n'agissent plus qu'en son nom, et ils la violent chaque jour. Il ne faut pas leur en vouloir pour cela. Ils ne peuvent agir autrement, leur position étant devenue telle, qu'ils ne peuvent plus se conserver qu'en mentant. La diplomatie n'a point d'autre mission.

Aussi que voyons-nous ? Toutes les fois qu'un État veut déclarer la guerre à un autre, il commence par lancer un manifeste, adressé non seulement à ses propres sujets, mais au monde entier, et dans lequel, en mettant tout le droit de son propre côté, il s'efforce de prouver qu'il ne respire qu'humanité et amour de la paix, et que, pénétré de ces sentiments généreux et pacifiques, il a souffert longtemps en silence, mais que l'iniquité croissante de son ennemi le force enfin de tirer l'épée du fourreau. Il jure, en même temps, que, dédaigneux de toute conquête matérielle et ne cherchant aucun accroissement de son territoire, il mettra fin à cette guerre aussitôt que sera rétablie la justice. Son antagoniste répond par un manifeste

semblable, dans lequel naturellement tout le droit, la justice, l'humanité et tous les sentiments généreux se retrouvent de son propre côté. Ces deux manifestes opposés sont écrits avec la même éloquence, ils respirent la même indignation vertueuse, et l'un est aussi sincère que l'autre : c'est-à-dire que tous les deux mentent effrontément, et il n'y a que les sots qui s'y laissent prendre.

|[43] Les hommes avisés, tous ceux qui ont quelque expérience de la politique, ne se donnent même pas la peine de les lire ; mais ils cherchent, par contre, à démêler les intérêts qui poussent les deux adversaires à cette guerre, et à peser leurs forces respectives pour en deviner l'issue. Preuve que les considérations morales n'y entrent pour rien.

Le droit des gens, les traités qui règlent les rapports des États, sont privés de toute sanction morale. Ils sont, dans chaque époque déterminée de l'histoire, l'expression matérielle de l'équilibre résultant de l'antagonisme mutuel des États. Tant qu'il y aura des États, il n'y aura point de paix. Il n'y aura que des trêves plus ou moins longues, des armistices conclus de guerre lasse par ces belligérants éternels, les États ; et, aussitôt qu'un État se sentira assez fort pour rompre cet équilibre à son profit, il ne manquera jamais de le faire. Toute l'histoire est là pour le prouver.

Ce serait donc une grande folie de notre part que de fonder notre sécurité sur la foi des traités qui garantissent l'indépendance et la neutralité de la Suisse. Nous devons la fonder sur des bases plus réelles.

L'antagonisme des intérêts et la jalousie mutuelle des États qui entourent la Suisse offrent une garantie beaucoup plus sérieuse, il est vrai, mais très insuffisante encore. Il est parfaitement vrai qu'aucun de ces États ne pourrait à lui seul

porter la main sur la Suisse, sans que tous les autres ne s'y opposent aussitôt, et l'on peut être certain que le partage de la Suisse ne pourra pas se faire au commencement d'une guerre européenne, alors que chaque État, encore incertain du succès, aura tout intérêt à masquer ses vues ambitieuses. Mais on pourra faire ce partage à la fin d'une grande guerre, au profit des États victorieux, et même au profit des États vaincus, comme compensation pour d'autres territoires que ces derniers pourraient être forcés de céder. Cela s'est vu.

|[44] Supposons que la grande guerre qu'on nous prophétise chaque jour éclate à la fin, entre la France, l'Italie et l'Autriche, d'un côté, et la Prusse avec la Russie, de l'autre. Si c'est la France qui triomphe, qu'est-ce qui pourra l'empêcher de s'emparer de la Suisse romande et de donner le Tessin à l'Italie ? Si c'est la Prusse qui l'emporte, qu'est-ce qui l'empêchera de mettre la main sur cette partie de la Suisse allemande qu'elle convoite depuis si longtemps, sauf à abandonner, si cela lui paraît nécessaire, à titre de compensation, une partie au moins de la Suisse romande à la France, et le Tessin à l'Italie ?

Ce ne sera pas sans doute la reconnaissance que ces grands États éprouveront pour les services de gendarme que le Conseil fédéral leur aura rendus avant la guerre. Il faut être bien naïf pour compter sur la reconnaissance d'un État. La reconnaissance est un sentiment, et les sentiments n'ont rien à faire avec la politique, qui n'a d'autre mobile que les intérêts. Nous devons bien nous pénétrer de cette idée, que les sympathies ou les antipathies que nous pouvons inspirer à nos redoutables voisins ne peuvent avoir la moindre influence sur notre sécurité nationale. Qu'ils nous aiment et qu'ils aient le cœur plein de reconnaissance pour nous, pour peu qu'ils trouvent le dépècement de la Suisse possible, ils nous dépèceront. Qu'ils nous haïssent tant qu'ils voudront, mais s'ils

sont convaincus de l'impossibilité de partager la Suisse entre eux, ils nous respecteront. Il nous faut donc créer cette impossibilité. Mais ne pouvant être fondée sur les calculs de la diplomatie, cette impossibilité ne peut résider que dans l'énergie républicaine du peuple suisse.

Telle est donc l'unique base réelle et sérieuse de notre sécurité, de notre liberté, de notre indépendance nationale. Ce n'est pas en voilant, ni en diminuant notre prin |[45] cipe républicain, ce n'est pas en demandant lâchement aux puissances despotiques de nous continuer la permission d'être au milieu des États monarchiques la seule république de l'Europe, ce n'est pas en nous efforçant de gagner leurs bonnes grâces par des complaisances honteuses ; — non : c'est en élevant bien haut notre drapeau républicain, c'est en proclamant nos principes de liberté, d'égalité et de justice internationale, c'est en devenant franchement un centre de propagande et d'attraction pour les peuples, et un objet de respect et de haine pour tous les despotes, que nous sauverons la Suisse.

Et c'est au nom de notre sécurité nationale, autant qu'au nom de notre dignité républicaine, que nous devons protester contre les actes odieux, inqualifiables, funestes, de notre Conseil fédéral.

LETTRES À UN FRANÇAIS

AVANT-PROPOS

Dès les premières nouvelles des victoires allemandes (Wissembourg, 4 août ; Wœrth, Forbach, 6 août), Bakounine, qui voyait clairement tout ce qu'aurait de néfaste pour la civilisation et le socialisme le triomphe de Bismarck et de sa politique, ne songea plus qu'aux moyens de déchaîner en France la révolution sociale pour l'opposer à la dictature bismarckienne menaçante. Il commença aussitôt à rédiger l'exposé de ses idées et de son plan révolutionnaire, sous la forme d'une « Lettre à un Français » : la première partie de cette lettre fut envoyée par lui à Ozerof [1], à Genève, avec prière d'en faire des copies, de les expédier à diverses adresses, et de m'envoyer ensuite le manuscrit original, pour que j'en tirasse la substance d'une brochure que j'imprimerais. En même temps il écrivait à de nombreux correspondants pour leur faire part de ses projets. Le 11 août, il adresse à son ami Ogaref, à Genève, la lettre suivante (en russe), publiée dans sa Correspondance :

« Tu n'es rien que Russe, tandis que moi je suis international ; les événements qui se passent actuellement en Europe me donnent une véritable fièvre. Dans l'espace de trois jours, j'ai écrit exactement vingt-trois grandes lettres. En voici

1 V. Ozerof était un officier russe qui s'était affilié au parti révolutionnaire et avait pris part à l'insurrection polonaise de 1863. Il séjourna ensuite pendant quelques années à Paris, où il vivait d'un métier manuel et où il était connu sous le nom d'*Albert, cordonnier*. Il avait quitté Paris pour Genève au moment de l'affaire Netchaïef, et s'était intimement lié avec Bakounine.

une petite vingt-quatrième. J'ai élaboré tout un plan : Ozerof te le fera voir, ou, ce qui vaudra mieux, il te lira une Lettre écrite par moi à un Français. »

De cette première partie de la *Lettre à un Français* — partie dont le manuscrit n'a pas été conservé — rien n'a été utilisé.

Une seconde partie, 24 pages, intitulées « Continuation, 25 août soir ou plutôt 26 matin », fut envoyée le 27 août à Ozerof, qui me la transmit. Le manuscrit de ces pages-là existe : il est resté en ma possession. Ces 24 pages n'ont pas été utilisées non plus, la rapidité avec laquelle les événements se succédaient leur ayant enlevé presque aussitôt leur intérêt.

Un troisième envoi, dont les pages, écrites du 27 au 30 août, sont numérotées de 1 à 26 et intitulées « Continuation, III, 27 août », fut fait le 31 août, non à Ozerof cette fois, mais à Ogaref. La lettre d'envoi (en russe), publiée dans la Correspondance, dit :

« Remets tout de suite à Ozerof, et de la main à la main, je t'en prie, les grands et nombreux feuillets ci-joints (pages 1-26). C'est la continuation de mon immense lettre à mes amis français (j'ai prié Ozerof de t'en lire ou de t'en donner à lire le commencement). Lis cette suite si tu veux, seulement ne la garde pas chez toi plus de quelques heures. Cette lettre doit être immédiatement copiée en plusieurs exemplaires et envoyée en différents lieux. Cette lettre démontre que si la révolution sociale en France ne sort pas directement de la guerre actuelle, le socialisme sera pour longtemps perdu dans l'Europe entière. Sans retard donc, donne au plus vite cette lettre à Ozerof, afin qu'il puisse en faire ce qu'il sait. J'envoie ces feuilles à ton adresse parce que Je ne suis pas sûr qu'Ozerof soit à Genève. Dans le cas où il serait absent, je te prie de les envoyer

immédiatement toi-même à Guillaume (Neuchâtel, Suisse, M. James Guillaume, Imprimerie, 14, rue du Seyon), en ajoutant que tu les lui envoies sur ma prière et que je vais lui écrire à ce sujet. »

À partir de ce troisième envoi, la suite du manuscrit me fut expédiée directement par l'auteur, en plusieurs fois : d'abord, le 1er septembre, les pages 27-66 de la « *Continuation*, III » (la page 27 porte la date du 30 août) ; puis, le 3 septembre, les pages 67-81 (la page 67 porte la date du 2 septembre ; au bas de la page 81 on lit : *Continuation suit*) ; le 4 septembre les pages 81 *bis*-96 (à la page 96, Bakounine a écrit en marge, le dimanche 4 septembre : « Fin après-demain ; et [mercredi 7, *biffé*] vendredi 9 septembre je pars »); enfin, le 8, les pages 97-112 (sur la page 112, l'auteur a écrit, le 8 : « Fin apporterai moi-même. Pars demain. Après-demain soir à Berne ; 11 soir ou 12 matin chez vous ; télégraphierai de Berne »).

Le 11 septembre au soir Bakounine arrivait en effet à Neuchâtel, apportant les pages 113-125 de son manuscrit. Nous convînmes de ce qui devait former le contenu de la courte brochure que j'allais imprimer. Toute la partie du manuscrit antérieure à la « *Continuation*, III », fut considérée comme périmée et laissée de côté ; je restituai en outre à Bakounine les pages 8i bis-i 12, qu'il emporta ainsi que les pages 113-125 [1]. Tout ce qui devait passer dans la brochure devait être extrait des 81 premières pages de la « *Continuation*, III », qui restaient entre mes mains (je les possède encore) ; et je recevais plein pouvoir de tailler, de modifier, de disposer les matières dans l'ordre qui me paraîtrait le plus logique, et de supprimer ce qui ferait longueur. Bakounine repartit le lendemain, se rendant à Lyon par Genève, et je me mis immédiatement à l'œuvre.

1 On trouve dans la biographie de Bakounine par Max Nettlau (page 449 et pages 503-506) une analyse de ces pages 81 *bis*-125.

Primitivement la brochure devait s'appeler *Lettre à un Français*, et former une lettre unique ; mais il me parut qu'il valait mieux en distribuer le contenu en plusieurs lettres distinctes et successives. Je lui donnai donc ce titre : *Lettres à un Français sur la crise actuelle*, avec la date Septembre 1870, et la divisai en six lettres, auxquelles j'attribuai arbitrairement des dates allant du 1er au 15 septembre (Lettre I, 1er septembre ; Lettre II, 5 septembre ; Lettre III, 6 septembre ; Lettre IV, 7 septembre ; Lettre V, 8 septembre ; Lettre VI, 15 septembre). J'ai fréquemment interverti l'ordre des matières de l'original : ainsi les pages qui forment la Lettre VI, que j'ai datée du 15 septembre, sont empruntées en majeure partie aux pages 14-23 de la « *Continuation*, III » du manuscrit de Bakounine, écrites du 27 au 29 août, tandis que la Lettre IV, datée par moi du 7 septembre, est extraite des pages 53-66 de ce manuscrit, écrites le 1er septembre.

J'ai conservé le manuscrit, tout entier de ma main (avec des renvois à diverses pages du manuscrit Bakounine), d'après lequel la brochure a été imprimée.

Ce fut vers le 20 septembre que l'impression fut achevée. La brochure (43 pages in-16) ne portait ni nom d'auteur, ni nom d'imprimeur, ni indication de lieu [1]. Comme il avait été convenu, je l'envoyai en un ballot à Genève, à l'adresse d'un camarade sûr, Antoine Lindegger, commissionnaire-portefaix de son métier.

Bakounine était parti de Genève pour Lyon le 14 septembre au soir, emmenant avec lui deux amis, V. Ozerof et le jeune typographe polonais Valence Lankiewicz [2]. On sait

1 Je n'en possède plus d'exemplaire. La réimpression actuelle est faite d'après l'exemplaire de la Bibliothèque nationale de Paris, dont la cote est Lb57 297, in-8°.

2 Lankiewicz fut tué l'année suivante à Paris pendant la Commune, en

comment fut organisé le Comité du Salut de la France, qui devait appeler le peuple au mouvement révolutionnaire dont les *Lettres à un Français* exposaient le caractère et le programme. C'est encore une lettre de Bakounine à Ogaref (en russe, publiée dans la Correspondance), écrite de Lyon le 25 septembre, qui nous dit de quelle façon la brochure fut expédiée de Suisse en France :

« Je t'enverrai immédiatement notre proclamation qui fait appel au peuple pour jeter bas tous les pouvoirs qui restent et qui gênent [1]. Cette nuit nous allons arrêter nos principaux ennemis ; demain la dernière bataille, et, nous l'espérons, le triomphe [2].

« Envoie Henry [3] chez Lindegger. Probablement Guillaume a déjà fait parvenir la brochure. Sinon, que Henry prie Lindegger de vous l'apporter aussitôt qu'il l'aura reçue. Et dès que tu l'auras reçue, que notre ami, le vaillant colonel, l'apporte immédiatement, sans perdre une minute, à Lyon. Directement chez Palix [4], Cours Vitton, 41, entrée parla rue

combattant les Versaillais aux avant-postes.

1 Il s'agit de l'affiche rouge qui fut placardée le lendemain sur les murs de Lyon.

2 Le mouvement que Bakounine annonçait pour le lendemain 26 n'eut lieu que le 28 septembre. Il échoua, non seulement à cause de la trahison du général Cluseret et de la couardise de certains membres du Comité du Salut de la France, mais encore et principalement par le manque d'une sérieuse organisation préalable. On trouvera un récit de la journée du 28 septembre 1871 au tome II de mon livre *L'Internationale, Documents et Souvenirs* (chapitre III de la Troisième partie).

3 Henry Sutherland, alors âgé de dix-neuf ans, fils de M^rs^ Mary Sutherland, la seconde femme d'Ogaref.

4 Louis Palix, tailleur, chez qui logeait Bakounine. Délégué aux Congrès de l'Internationale à Lausanne et à Bâle, en 1867 et en 1869, par les ouvriers lyonnais, Palix était un des plus nobles caractères du parti socialiste français. Il est mort en février 1871.

Masséna, 20, au premier. La brochure est indispensable, nous l'attendons tous. »

On verra, dans l'Avant-propos de *L'Empire knouto-germanique*, quelle suite Bakounine donna aux *Lettres à un Français*, qui, dans sa pensée, ne formaient que la première partie d'un exposé général de ses idées sur la nécessité d'une révolution sociale et sur la situation de la France et de l'Allemagne.

En réimprimant les *Lettres à un Français*, j'avais l'obligation de reproduire telle quelle la brochure publiée en septembre 1870. Mais comme elle diffère considérablement, au point de vue de l'ordonnance générale, du manuscrit de Bakounine dont elle a été extraite, il m'a paru qu'il serait intéressant de la faire suivre de la reproduction littérale et complète de tout ce que je possède de ce manuscrit (seconde partie, « *Continuation* », 24 pages ; troisième partie, « Continuation, III », 81 pages), afin de permettre au lecteur de rapprocher et de comparer les deux textes. La nécessité de ne pas dépasser les limites fixées m'avait contraint, en 1870, de supprimer plus d'une page d'une réelle valeur, qu'on me remerciera sans doute de mettre au jour maintenant par la publication intégrale de l'original. On trouvera donc, en *Appendice*, à la suite de la reproduction du texte de la brochure, le texte complet du manuscrit de Bakounine en sa forme authentique.

J. G.

LETTRES À UN FRANÇAIS

|[3] Lettre I [1]

1[er] septembre 1870.

Mon cher ami,

Les derniers événements ont placé la France dans une telle position, qu'elle ne peut plus être sauvée d'un long et terrible esclavage, de la ruine, de la misère, de l'anéantissement, que par une levée en masse du peuple armé.

Votre armée principale étant détruite, — et cela ne fait plus de doute aujourd'hui, — il ne reste à la France que deux issues :

Ou bien se soumettre honteusement, lâchement, au joug insolent des Prussiens, se courber sous le bâton de Bismarck et de tous ses lieutenants poméraniens ; abandonner au despotisme militaire du futur empereur d'Allemagne l'Alsace et la Lorraine, qui ne veulent pas être allemandes ; payer trois milliards d'indemnité, sans compter les milliards que vous aura coûtés cette guerre désastreuse ; accepter de la main de

1 Cette première *Lettre* a été entièrement rédigée par moi, pour servir d'introduction. J'y ai fait entrer plusieurs phrases ou plusieurs idées empruntées à une lettre antérieure de Bakounine. — J. G.

Bismarck un gouvernement, un ordre public écrasant et ruineux, avec la dy |[4] nastie des Orléans ou des Bourbons, revenant encore une fois en France à la suite des armées étrangères ; se voir pour une dizaine ou une vingtaine d'années réduite à l'état misérable de l'Italie actuelle, opprimée et comprimée par un vice-roi qui administrera la France sous la férule de la Prusse, comme l'Italie a été jusqu'ici administrée sous la férule de la France ; accepter, comme une conséquence nécessaire, la ruine du commerce et de l'industrie nationale, sacrifiés au commerce et à l'industrie de l'Allemagne ; voir enfin s'accomplir la déchéance intellectuelle et morale de toute la nation ;

Ou bien, pour éviter cette ruine, cet anéantissement, donner au peuple français les moyens de se sauver lui-même.

Eh bien, mon ami, je ne doute pas que tous les hommes titrés et bien rentés de la France, à très peu d'exceptions près, que l'immense majorité de la haute et de la moyenne bourgeoisie ne consentent à ce lâche abandon de la France, plutôt que d'accepter son salut par le soulèvement populaire. En effet, le soulèvement populaire, c'est la révolution sociale, c'est la chute de la France privilégiée. La crainte de celte révolution les a jetés, il y a vingt ans, sous la dictature de Napoléon III ; elle les jettera aujourd'hui sous le sabre de Bismarck et sous la verge constitutionnelle et parlementaire des Orléans. La liberté populaire leur cause une peur si affreuse, que pour l'éviter ils accepteront facilement toutes les hontes, consentiront à toutes les lâchetés, — dussent même ces lâchetés les ruiner plus tard, pourvu qu'elles les servent maintenant.

Oui, toute la France officielle, toute la France bourgeoise et privilégiée conspire pour les Orléans, conspire par conséquent contre le peuple. Et les puissances européennes voient la chose de bon œil. Pourquoi ? Parce que chacun sait bien que si la

France essaie de se sauver par un formidable soulèvement populaire, ce serait |[5] le signal du déchaînement de la révolution dans toute l'Europe.

Pourquoi donc la restauration des Orléans n'est-elle pas encore un fait accompli ? Parce que la dictature collective et évidemment réactionnaire de Paris se trouve en ce moment forcément impuissante. Napoléon III et l'empire sont déjà tombés, mais toute la machine impériale continue à fonctionner ; et ils n'osent rien y changer, parce que changer tout cela, c'est proclamer la révolution, et proclamer la révolution c'est justement provoquer ce qu'ils veulent éviter.

Lettre II

5 septembre.

[1] Voilà l'empereur prisonnier et la république proclamée à Paris, avec un gouvernement provisoire.

La situation intérieure de la France a-t-elle changé pour cela ? Je ne le pense pas ; et les réflexions que je m'apprêtais à vous communiquer sur l'impuissance de l'empire n'ont rien perdu de leur vérité et de leur actualité, en les appliquant au gouvernement qui vient de se constituer par la fusion de la gauche républicaine et de la gauche orléaniste.

[2] Je suppose les membres de ce gouvernement animés du désir très sincère de sauver la patrie : ce n'est pas en essayant de

1 Les deux premiers alinéas de cette Lettre II ont été rédigés par moi. — J. G.

2 Cet alinéa est emprunté, avec quelques changements, à la page 27 du manuscrit de Bakounine (lignes 4-20). Voir à l'Appendice.— J. G.

se servir de la *puissance d'action du mécanisme administratif*, devant laquelle l'incorrigible Thiers s'est encore si fort émerveillé dans la séance du 26 août, ce n'est pas, dis-je, en suivant la vieille routine gouvernementale qu'ils pourront faire quelque chose de bon ; toute cette machine administrative, s'ils veulent sérieusement chercher le salut de la France dans le peuple, ils |[6] seront obligés de la briser, et, conformément aux propositions d'Esquiros, de Jouvencel, et du général Cluseret, de rendre l'initiative de l'action à toutes les communes révolutionnaires de la France, délivrées de tout gouvernement centralisateur et de toute tutelle, et par conséquent appelées à former une nouvelle organisation en se fédérant entre elles pour la défense.

[1] J'exposerai en quelques mots mes preuves à l'appui.

Le gouvernement provisoire ne peut, même dans les circonstances les plus favorables pour lui :

Ni réformer constitutionnellement le système de l'administration actuelle ;

Ni en changer complètement, ou même d'une manière un peu sensible, le personnel.

Les réformes constitutionnelles ne peuvent se faire que par une Constituante quelconque, et il n'est pas besoin de démontrer que la convocation d'une Constituante est une chose impossible dans ce moment où il n'y a pas une semaine, pas un jour à perdre. Quant au changement du personnel, pour

1 Cette partie de la Lettre II, à d'ici jusqu'à la page 8, ligne 3, de la brochure (p. 87, dernière ligne, de cette réimpression), est empruntée, avec changements et suppressions, aux pages 34 (l. 25)-37 (l. 7), du manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, pages 211 (dernière ligne)-215 (l. 9). — J. G.

l'effectuer d'une manière sérieuse, il faudrait pouvoir trouver en peu de jours cent mille fonctionnaires nouveaux, avec la certitude que ces nouveaux fonctionnaires seront plus intelligents, plus énergiques et plus honnêtes que les fonctionnaires actuels. Il suffit d'énoncer cette exigence pour voir que sa réalisation est impossible.

Il ne reste donc au gouvernement provisoire que deux alternatives : ou bien [de [1]] se résigner à se servir de cette administration essentiellement bonapartiste, et qui sera entre ses mains une arme empoisonnée contre lui-même et contre la France ; ou bien de briser cette machine gouvernementale, sans même essayer de la remplacer par une autre, et de rendre la liberté d'initiative la plus complète à toutes les provinces, à toutes les communes de France, ce qui équivaut à la dissolution de l'État actuel.

Mais en détruisant la machine administrative, les hom |[7] mes de la gauche se priveront du seul moyen qu'ils avaient de gouverner la France. Paris ayant de la sorte perdu le commandement officiel, l'initiative par décrets, ne conservera plus que l'initiative de l'exemple qu'il pourra donner en se mettant à la tête de ce mouvement national.

Paris est-il capable, par l'énergie de ses résolutions, de jouer ce rôle ? Non ; Paris est trop absorbé par l'intérêt de sa propre défense pour pouvoir diriger et organiser le mouvement national de la France. Paris assiégé se transformera en un immense camp ; toute sa population ne formera plus qu'une armée, disciplinée par le sentiment du danger : mais une armée ne raisonne pas, n'agit pas comme force dirigeante et organisatrice, — elle se bat.

La seule et meilleure chose que Paris puisse faire dans

1 Mot omis dans la brochure. — J. G.

l'intérêt de son propre salut et de celui de la France entière, c'est de proclamer et de provoquer l'absolue indépendance et spontanéité des mouvements provinciaux, — et si Paris oublie et néglige de le faire, pour quelque raison que ce soit, le patriotisme commande aux provinces de se lever et de s'organiser spontanément et indépendamment de Paris.

Ce soulèvement des provinces est-il encore possible ? Oui, si les ouvriers des grandes cités provinciales, Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Rouen, et beaucoup d'autres, ont du sang dans les veines, de l'énergie dans le cœur et de la force dans les bras, s'ils sont des hommes vivants, des socialistes révolutionnaires et non des doctrinaires socialistes.

Il ne faut pas compter sur la bourgeoisie. Les bourgeois ne voient et ne comprennent rien en dehors de l'État et des moyens réguliers de l'État. Le maximum de leur idéal, de leur imagination et de leur héroïsme, c'est l'exagération révolutionnaire de la puissance et de l'action de l'État au nom du salut public. Mais j'ai déjà démontré que |[8] l'action de l'État, à cette heure et dans les circonstances actuelles, au lieu de sauver la France, ne peut que la tuer [1].

[2] Croyez-vous peut-être à une alliance possible entre la bourgeoisie et le prolétariat, au nom du salut national ? C'est le programme que Gambetta a exposé dans sa lettre au *Progrès* de

1 Ici, le texte de la brochure, qui a suivi le manuscrit de Bakounine jusqu'à la ligne 7 de la page 87 de ce manuscrit, l'abandonne pour un instant. Puis, après une intercalation empruntée aux pages 54-56, la brochure reviendra à la page 37 en continuant par la ligne 26 de cette page. — J. G.

2 Cet alinéa, rédigé par moi, sert de transition pour amener un extrait des pages 54-56 du manuscrit de Bakounine, relatif à une lettre de Gambetta, — J. G.

Lyon, et je pense bien faire de vous dire mon opinion sur cette fameuse lettre.

[1] Je n'ai jamais tenu grand compte de Gambetta, mais j'avoue que cette lettre me l'a montré encore plus insignifiant et plus pâle que je ne me l'étais imaginé. Il a pris tout à fait au sérieux son rôle de républicain modéré, sage, raisonnable, et dans un moment terrible comme celui-ci, au moment où la France croule et périt et où elle ne pourra être sauvée que si tous les Français ont vraiment le diable au corps, M. Gambetta trouve le temps et l'inspiration nécessaires pour écrire une lettre dans laquelle il commence par déclarer qu'il se propose « de tenir dignement le rôle d'*opposition démocratique gouvernementale* ». Il parle du « *programme à la fois républicain et conservateur* qu'il s'est tracé depuis 1869 », celui « de faire prédominer la politique tirée du suffrage universel » (mais alors c'est celle du plébiscite de Napoléon III), « de prouver que dans les circonstances actuelles, la république est désormais la condition même du salut pour la France et de l'équilibre européen ; — qu'il n'y a plus de sécurité, de paix, de progrès que dans les institutions républicaines *sagement* pratiquées » (comme en Suisse probablement !); — «*qu'on ne peut gouverner la France contre les classes moyennes*, et qu'on ne peut la diriger sans maintenir une GÉNÉREUSE *alliance avec le prolétariat* » (généreuse de la part de qui ? de la bourgeoisie, sans doute). « La forme républicaine permet seule une harmonique conciliation entre les justes aspirations des travailleurs et *le respect des droits sacrés de la propriété*. Le juste-milieu est une politique surannée. Le cé |[9] sarisme est la plus ruineuse, la plus banqueroutière des solutions. Le droit divin est définitivement aboli. *Le jacobinisme est désormais une parole ridicule et malsaine*. Seule, la *démocratie*

1 Ce passage, jusqu'à la page 9, ligne 22, de la brochure (p. 90, l. 9, de cette réimpression), est extrait de la première partie d'une longue note qui occupe le bas des pages 54-57 du manuscrit de Bakounine. — J. G.

rationnelle positiviste (entendez-vous le charlatan !) peut tout concilier, tout organiser, tout féconder (Voyons comment ?). 1789 a posé les principes (pas tous, bien loin de là ; les principes de la liberté bourgeoise, oui ; mais ceux de l'égalité, ceux de la liberté du prolétariat, non) ; 1792 les a fait triompher (et c'est pour cela sans doute que la France est si libre !) ; 1848 leur a donné la sanction du suffrage universel (en juin, sans doute). C'est à la génération actuelle qu'il convient de réaliser la forme républicaine (comme en Suisse), et de concilier, sur la base de la justice (de la justice juridique évidemment) et du principe électif, les droits du citoyen et les fonctions de l'État, dans une société progressive et libre. *Pour atteindre ce but, il faut deux choses : supprimer la peur des luis et calmer les défiances des autres ; amener la bourgeoisie à l'amour de la démocratie, et le peuple à la confiance dans ses frères aînés*. » (Pourquoi donc pas à la confiance dans la noblesse, qui est encore plus aînée que la bourgeoisie ?)

[1] Non, les espérances de M. Gambetta sont des illusions. De quel droit la bourgeoisie demanderait-elle au peuple d'avoir confiance en elle ? C'est elle qui a déchaîné la guerre sur la France, par ses lâches complaisances pour le pouvoir ; et le peuple, qui le comprend, comprend aussi que c'est à lui-même à prendre en main les affaires de la patrie.

[2] Il se trouvera sans doute, dans la classe bourgeoise, un nombre assez considérable de jeunes gens qui, poussés par le désespoir du patriotisme, entreront de cœur dans le

1 Cet alinéa n'est pas tiré du manuscrit de Bakounine. Je l'ai rédigé pour relier l'alinéa précédent (extrait des pages 54-56 du manuscrit) à l'alinéa suivant de la brochure (qui nous ramène à la p. 37, l. 26, du manuscrit). — J. G.

2 Cet alinéa, les deux suivants, et la première phrase du quatrième, sont tirés, avec des suppressions, des pages 37 (l. 26)-38 du manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, pages 215 (dernière ligne)-217 (l. 11). — J. G.

mouvement populaire qui doit sauver la France ; mais il ne leur sera pas possible d'entraîner avec eux la bourgeoisie tout entière, et de lui donner cette audace, |[10] cette énergie, cette intelligence de la situation qui lui fait absolument défaut.

Je pense qu'à cette heure, en France, il n'y a que deux classes qui soient capables de ce mouvement suprême qu'exige le salut de la patrie : ce sont les *ouvriers* et les *paysans*.

Ne vous étonnez pas que je parle des paysans. Les paysans ne pèchent que par ignorance, non par manque de tempérament. N'ayant pas abusé ni même usé de la vie, n'ayant pas subi l'action délétère de la civilisation bourgeoise, qui n'a pu que les effleurera peine à la surface, ils ont conservé tout le tempérament énergique, toute la nature du peuple. La propriété, l'amour et la jouissance non des plaisirs mais du *gain*, les ont rendus considérablement égoïstes, c'est vrai, mais n'ont pas diminué leur haine instinctive contre ceux qui jouissent des fruits de la terre sans les produire par le travail de leurs bras. D'ailleurs le paysan est foncièrement patriotique, national, parce qu'il a le culte de la terre, une véritable passion pour la terre, et il fera une guerre à mort aux envahisseurs étrangers qui viendront le chasser de son champ.

Mais pour gagner le paysan, il faudra user à son égard d'une grande prudence[1]. S'il est vrai que le paysan hait l'envahisseur du sol, qu'il hait aussi les *beaux Messieurs* qui le grugent, il ne hait pas moins, malheureusement, les ouvriers des villes.

---

1 Ici, le texte de la brochure va sauter brusquement, après une phrase servant de transition, de la page 38 du manuscrit de Bakounine à la page 42 (l. 1) de ce manuscrit.

[1] Voilà le grand malheur, voilà le grand obstacle à la révolution. L'ouvrier méprise le paysan, le paysan lui rend son mépris en haine. Et cependant, entre ces deux grandes moitiés du peuple, il n'y a en réalité aucun intérêt contraire, il n'y a qu'un immense et funeste malentendu, qu'il faut faire disparaître à tout prix.

Le socialisme plus éclairé, plus civilisé et par là même en quelque sorte plus bourgeois et plus doctrinaire |[11] des villes, méconnaît et méprise le socialisme primitif, naturel et beaucoup plus sauvage des campagnes. Le paysan de son côté considère l'ouvrier comme le valet ou comme le soldat du bourgeois, et il le déteste comme tel, au point de devenir lui-même le serviteur et le soldat aveugle de la réaction.

Puisque cet antagonisme fatal ne repose que sur un malentendu, il faut que l'une des deux parties prenne l'initiative de l'explication et de la conciliation. L'initiative appartient naturellement à la partie la plus éclairée, c'est-à-dire aux ouvriers des villes.

J'examinerai, dans ma prochaine lettre, quels sont les griefs des ouvriers contre les paysans, griefs dont il importe que les ouvriers se rendent bien compte à eux-mêmes, s'ils veulent travailler sérieusement à une conciliation.

Lettre III

6 septembre.

[2] Les griefs principaux des ouvriers contre les paysans

1 La fin de la *Lettre II*, à partir d'ici, est tirée de la page 42 du manuscrit de Bakounine. Voir l'Appendice, p. 221, dernière ligne. — J. G.

2 Le début de cette *Lettre III* correspond au haut de la p. 43 du

peuvent se réduire à trois :

Le *premier*, c'est que les paysans sont ignorants, superstitieux et bigots, et qu'ils se laissent diriger par les prêtres ;

Le *second*, c'est qu'ils sont dévoués à l'empereur ;

Le *troisième*, c'est qu'ils sont des partisans forcenés de la propriété individuelle.

Il est vrai que les paysans français sont parfaitement ignorants : mais est-ce leur faute ? Est-ce qu'on a jamais songé à les instruire ? Est-ce une raison de les mépriser et de les maltraiter ? Mais à ce compte, les bourgeois, qui sont incontestablement plus savants que les ouvriers, au |[12] raient le droit de mépriser et de maltraiter ces derniers ; et nous connaissons bien des bourgeois qui le disent, qui fondent sur cette supériorité d'instruction leur droit à la domination et qui en déduisent pour les ouvriers le devoir de la subordination. Ce qui fait la grandeur des ouvriers vis-à-vis des bourgeois, ce n'est pas leur instruction, qui est petite, c'est leur instinct de la justice, qui est incontestablement grand. Mais cet instinct de la justice manque-t-il aux paysans ? Regardez bien : sous des formes sans doute différentes, vous l'y retrouverez tout entier. Vous trouverez en eux, à côté de leur ignorance, un profond bon sens, une admirable finesse, et cette énergie de travail qui constitue l'honneur et le salut du prolétariat.

Les paysans, dites-vous, sont superstitieux et bigots, et ils

manuscrit de Bakounine, avec quelques changements ; il reproduit ensuite les pages 44 et 43, jusqu'à la ligne 10 de la page 43. Voir à l'Appendice, pages 221 (dernière ligne)-225 (l. 20). — J. G.

se laissent diriger par les prêtres. — Leur superstition est le produit de leur ignorance, artificieusement et systématiquement entretenue par tous les gouvernements bourgeois. Et d'ailleurs ils ne sont pas du tout aussi superstitieux et bigots que vous voulez bien le dire : ce sont leurs femmes qui le sont. Mais toutes les femmes des ouvriers sont-elles bien libres vraiment des superstitions et des doctrines de la religion catholique et romaine ? Quant à l'influence et à la direction des prêtres, ils ne les subissent qu'en apparence seulement, autant que le réclame la paix intérieure, et autant qu'elles ne contredisent point leurs intérêts. Cette superstition ne les a point empêchés, après 1789, d'acheter les biens de l'Église, confisqués par l'État, malgré la malédiction qui avait été lancée par l'Église autant contre les acheteurs que contre les vendeurs. D'où il résulte que pour tuer définitivement l'influence des prêtres dans les campagnes, la révolution n'a à faire qu'une seule chose : c'est de mettre en contradiction les intérêts des paysans avec ceux de l'Église.

|[13] J'ai entendu toujours avec peine, non seulement des jacobins révolutionnaires, mais des socialistes qui ont subi indirectement l'influence de cette école, avancer cette idée complètement *anti-révolutionnai re* qu'il faudra que la future république abolisse par décret tous les cultes publics et ordonne également par décret l'expulsion violente de tous les prêtres. D'abord je suis l'ennemi absolu de la *révolution par décrets*, qui est une conséquence et une application de l'idée de *l'État révolutionnai re*, c'est-à-dire de la réaction se cachant derrière les apparences de la révolution. Au système des décrets révolutionnaires, j'oppose celui des *faits révolutionnai res*, le seul efficace, conséquent et vrai, en dehors de l'intervention d'une violence officielle ou autoritaire quelconque.

Ainsi, dans cet exemple, si par malheur on voulait ordonner par décrets l'abolition des cultes et l'expulsion des

prêtres, vous pouvez être sûr que les paysans les moins religieux prendront parti pour le culte et pour les prêtres, ne fût-ce que par esprit de contradiction, et parce qu'un sentiment légitime, naturel, base de la liberté, se révolte en tout homme contre toute mesure imposée, eût-elle même la liberté pour but. On peut donc être certain que si les villes commettaient la sottise de *décréter* l'abolition des cultes et l'expulsion des prêtres, les campagnes, prenant parti pour les prêtres, se révolteraient contre les villes, et deviendraient un instrument terrible entre les mains de la réaction. Mais faut-il donc laisser les prêtres et leur puissance debout ? Pas du tout. Il faut les combattre de la manière la plus énergique, — non pas en qualité de ministres de la religion catholique, mais parce qu'ils ont été les soutiens les plus efficaces de ce déplorable régime impérial qui a appelé sur la France les calamités de la guerre ; parce qu'en persuadant le peuple de voter pour l'empe |[14] reur, et en lui promettant qu'il aurait à cette condition la paix et la sécurité, ils ont trompé le peuple, et ils sont par conséquent des intrigants et des traîtres [1].

[2] La principale raison pourquoi toutes les autorités révolutionnaires du monde ont toujours fait si peu de révolution, c'est qu'elles ont voulu toujours la faire par elles mêmes, par leur propre autorité et par leur propre puissance, ce qui n'a jamais manqué d'aboutir à deux résultats : d'abord de

---

1 Ces sept dernières lignes sont de moi, et remplacent, en la modifiant, une pensée de Bakounine que j'avais jugée impossible à publier (lignes 11-24 de la p. 45 du manuscrit) ; voir Appendice, pages 225 (l. 23)-226(l. 5). Tout le développement qui suit dans le manuscrit a été supprimé, de la ligne 25 de la page 45 jusqu'à la ligne 2 de la page 47 de Bakounine : voir à l'Appendice, pages 226 (l. 6)-227 (l. 25). — J. G.

2 Le texte de la brochure reprend à la ligne 2 de la page 47 du manuscrit de Bakounine, qu'il reproduit jusqu'à la première ligne de la page 48 de ce manuscrit, correspondant à la ligne 6 de la page 98 de cette réimpression : voir à l'Appendice, pages 227 (l. 26)-229 (première ligne). — J. G.

rétrécir excessivement l'action révolutionnaire, car il est impossible même pour l'autorité révolutionnaire la plus intelligente, la plus énergique, la plus franche, d'étreindre beaucoup de questions et d'intérêts à la fois, toute dictature, tant individuelle que collective, en tant que formée d'un ou de plusieurs personnages officiels, étant nécessairement très bornée, très aveugle, et incapable ni de pénétrer dans les profondeurs, ni d'embrasser toute la largeur de la vie populaire, — aussi bien qu'il est impossible pour le plus puissant vaisseau de mesurer la largeur et la profondeur de l'océan ; et ensuite, de soulever des résistances, parce que tout acte d'autorité et de puissance officielle, légalement imposé, réveille nécessairement dans les masses un sentiment de révolte, la réaction.

Que doivent donc faire les autorités révolutionnaires, — et tâchons qu'il y en ait aussi peu que possible, — que doivent-elles faire pour étendre et pour organiser la révolution ? Elles doivent non la faire elles-mêmes par des décrets, non l'imposer aux masses, mais la provoquer dans les masses. Elles doivent non leur imposer une organisation quelconque, mais, en suscitant leur organisation autonome de bas en haut, travailler, à l'aide de l'influence individuelle sur les hommes les plus intelligents de chaque localité, pour que cette organisation soit autant que possible conforme aux vrais principes. Tout le secret de la réussite est là.

|[15] Que ce travail rencontre d'immenses difficultés, qui peut en douter ? Mais pense-t-on que la révolution soit un jeu d'enfants, et qu'on puisse la faire sans vaincre des difficultés innombrables ? Les révolutionnaires socialistes de nos jours n'ont rien ou presque rien à imiter de tous les procédés révolutionnaires des Jacobins de 1793. La routine révolutionnaire les perdrait. Ils doivent travailler dans le vif, ils doivent tout créer.

Je reviens aux paysans.

[1] Les prétendues sympathies bonapartistes des paysans français, qui constituent un autre grief des ouvriers contre eux, ne m'inquiètent pas du tout. C'est un symptôme superficiel de l'instinct socialiste, dévoyé par l'ignorance et exploité par la malveillance, une maladie de peau qui ne saurait résister aux remèdes héroïques du socialisme révolutionnaire ; c'est une expression négative de leur haine pour les *beaux Messieurs* et pour les bourgeois des villes. Les paysans ne donneront ni leur terre, ni leur argent, ni leur vie pour Napoléon III, mais ils lui donneront volontiers la vie et les biens des autres, parce qu'ils détestent les autres, et parce qu'on leur a fait voir en Napoléon l'empereur des paysans, l'ennemi de la bourgeoisie. Et remarquez que dans cette déplorable affaire, où les paysans d'une commune de la Dordogne ont égorgé et brûlé un jeune et noble propriétaire, la dispute a commencé par ces mots prononcés par un paysan : « Ah ! vous voilà, beau Monsieur ; vous restez vous-même tranquillement à la maison, parce que vous êtes riche, et vous envoyez les pauvres gens à la guerre. Eh bien, nous allons chez nous, qu'on vienne nous y chercher. » Dans ces paroles, on peut voir la vive expression de la rancune héréditaire du paysan contre le propriétaire riche, mais nullement le désir fanatique de se sacrifier et d'aller |[14] se faire tuer pour l'empereur ; au contraire, le désir tout à fait naturel d'échapper au service militaire.

[2] Du reste, dans les villages où l'amour de l'empereur a

---

1 Il y a ici une transposition. Cet alinéa reproduit un passage du manuscrit de Bakounine allant de la page 39, ligne 33, à la page 40, ligne 16. Voir à l'Appendice, pages 219 (l. 12)-220 (l. 8). — J. G.

2 Autre transposition. L'alinéa qui commence ici est emprunté, avec modifications, à un passage de la page 38 du manuscrit de Bakounine,

passé à l'état de culte et d'habitude passionnée, — s'il s'en trouve, — il n'y a pas même besoin de parler de l'empereur. Il faut ruiner la superstition bonapartiste *dans les faits*, en ruinant la machine administrative, en ruinant l'influence des hommes qui entretenaient le fanatisme impérialiste, mais sans rien dire contre l'empereur lui-même. C'est le vrai moyen de réussir, le moyen que je vous ai recommandé déjà contre les prêtres.

[1] Le dernier et principal argument des ouvriers des villes contre les paysans, c'est la cupidité de ces derniers, leur grossier égoïsme et leur attachement passionné à la propriété individuelle de la terre.

Les ouvriers qui leur reprochent tout cela devraient se demander d'abord : Et qui n'est point égoïste ? Qui dans la société actuelle n'est point cupide, dans ce sens qu'il tient avec fureur au peu de bien qu'il a pu amasser et qui lui garantit, dans l'anarchie économique actuelle et dans cette société qui est sans pitié pour ceux qui meurent de faim, son existence et l'existence des siens ? Les paysans ne sont pas des communistes, il est vrai ; ils redoutent, ils haïssent les partageux, parce qu'ils ont quelque chose à conserver, au moins en imagination, et l'imagination est une grande puissance dont généralement on ne tient pas assez compte dans la société. Les ouvriers, dont l'immense majorité ne possède rien, ont infiniment plus de propension au communisme que les paysans ; rien de plus naturel : le communisme des uns est aussi naturel que l'individualisme des autres, — il n'y a pas là de quoi se vanter, ni mépriser les autres, — les uns comme les autres étant, avec

lignes 30-36. Voir à l'Appendice, p. 217 (lignes 23-28). — J. G.

1 La brochure revient ici à la page 48 du manuscrit de Bakounine. Supprimant les cinq premières lignes de cette page, elle commence à la ligne 6, et la *Lettre III* s'achève à la page 63, ligne 11, de ce manuscrit. Voir à l'Appendice, pages 229 (l. 8)-235 (l. 15). — J. G.

toutes leurs idées et toutes leurs passions, les produits des milieux différents qui les ont |[17] engendrés. Et encore, les ouvriers eux-mêmes sont-ils tous communistes ?

Il ne s'agit donc pas d'en vouloir aux paysans, ni de les dénigrer, *il s'agit d'établir une ligne de conduite révolutionnaire qui tourne la difficulté et qui non seulement empêcherait l'individualisme des paysans de les pousser dans le parti de la réaction, mais qui au contraire s'en servirait pour faire triompher la révolution*.

En dehors du moyen que je propose, il n'en existe qu'un seul : le terrorisme des villes contre les campagnes. Or je l'ai déjà dit, et je ne puis trop le répéter : ceux qui se serviront d'un moyen semblable tueront la révolution au lieu de la faire triompher ; il faut absolument renoncer à cette vieille arme de la terreur, de la violence organisée par l'État, arme empruntée à l'arsenal du jacobinisme ; elle n'aboutirait qu'à rejeter dans le camp de la réaction les dix millions de paysans français.

Heureusement — je dis heureusement — les défaites de la France ne lui permettent pas de songer un seul moment au terrorisme, au despotisme de l'État révolutionnaire. Et sans cela, il est plus que probable que beaucoup de socialistes, imbus des préjugés jacobins, auraient voulu essayer de la force pour imposer leur programme. Ils auraient, par exemple, convoqué une Convention composée des députés des villes : cette Convention aurait voulu imposer par décret le collectivisme aux campagnes ; les campagnes se seraient soulevées, et, pour les réduire, il aurait fallu recourir à une immense force armée. Cette armée, forcément soumise à la discipline militaire, aurait eu des généraux, probablement ambitieux ; — et voilà toute la machine de l'État se reconstituant pièce à pièce. La machine reconstituée, ils auraient bientôt eu le machiniste, le dictateur, l'empereur. Tout cela leur serait infailliblement arrivé, parce

que c'est la logique même des choses.

|[18] Par bonheur, aujourd'hui, les événements eux-mêmes forceront bien les ouvriers d'ouvrir les yeux et de renoncer à ce système fatal. Ils devraient être fous pour vouloir faire, dans les circonstances présentes, du terrorisme contre les campagnes. Si les campagnes se soulevaient maintenant contre les villes, les villes et la France avec elles seraient perdues. Les ouvriers le sentent, et c'est là en partie ce qui m'explique l'apathie, l'inertie incroyables des populations ouvrières dans la plupart des grandes villes de France.

En effet, les ouvriers se trouvent en ce moment complètement déroutés et abasourdis par la nouveauté de la situation. Jusqu'ici, il n'y a guère eu que leurs souffrances qu'ils connussent par leur expérience personnelle ; tout le reste, leur idéal, leurs espérances, leurs imaginations politiques et sociales, leurs plans et projets pratiques, rêvés plutôt que médités pour un prochain avenir, — tout cela ils l'ont pris beaucoup plus dans les livres, dans les théories courantes et sans cesse discutées, que dans une réflexion basée sur l'expérience de la vie. De leur existence et de leur expérience journalières ils ont fait continuellement abstraction, et ils ne se sont point habitués à y puiser leurs inspirations, leur pensée. Leur pensée s'est nourrie d'une certaine théorie acceptée par tradition, sans critique, mais avec pleine confiance, et cette théorie n'est autre chose que le système politique des Jacobins, modifié plus ou moins à l'usage des socialistes. Maintenant, cette théorie de la révolution a fait banqueroute, sa base principale, la puissance de l'État, ayant croulé. Dans les circonstances actuelles, l'application de la méthode terroristique, tant affectionnée des Jacobins, est évidemment devenue impossible. Et les ouvriers de France, qui n'en connaissent pas d'autre, sont déroutés. Ils se disent avec beaucoup de raison qu'il est impossible de faire du terrorisme

officiel, régulier |[19] et légal, ni d'employer des moyens coercitifs contre les paysans, qu'il est impossible d'instituer l'État révolutionnaire, un Comité de salut public central pour toute la France, dans un moment où l'invasion étrangère n'est pas à la frontière comme en 1792, mais au cœur de la France, à deux pas de Paris. Ils voient toute l'organisation officielle crouler, ils désespèrent avec raison de pouvoir en créer une autre, et ne comprennent pas de salut, ces révolutionnaires, en dehors de l'ordre public, ne comprennent pas, ces hommes du peuple, la puissance et la vie qu'il y a dans ce que la gent officielle de toutes les couleurs, depuis la fleur de lis jusqu'au rouge foncé, appelle l'*anarchie* ; ils se croisent les bras et se disent : Nous sommes perdus, la France est perdue,

[1] Eh non, mes amis, elle n'est pas perdue, si vous ne voulez pas vous perdre vous-mêmes, si vous êtes des hommes, si vous voulez la sauver. Pour cela, vous savez ce que vous avez à faire : l'administration, le gouvernement, la machine entière de l'État croule de toutes parts ; gardez-vous de vous en désoler, et de chercher à relever ces ruines. Affranchis de toute cette architecture officielle, faites appel à la vie populaire, à la liberté, et vous sauverez le peuple.

[2] Je reviens encore une fois aux paysans. Je n'ai jamais cru

---

1 J'avais remplacé par ce court alinéa, rédigé par moi, tout le développement contenu dans les deux alinéas correspondants du manuscrit de Bakounine, de la page 51, ligne 21, à la page 52, ligne 21. Voir à l'Appendice, pages 233 (l. 16)-234 (l. 22). — J. G.

2 Le commencement de cet alinéa correspond à la ligne 22 de la page 52 du manuscrit de Bakounine. A partir d'ici, la brochure — fin de la *Lettre III* et commencement de la *Lettre IV* jusqu'à la p. 106, dernière ligne, de cette réimpression — reproduit presque sans changement le texte de Bakounine. Voir à l'Appendice, pages 284 (l. 23)-236 (l. 21). — J. G.

que, même dans les circonstances les plus favorables, les ouvriers pussent jamais avoir la puissance de leur imposer la collectivité ; et je ne l'ai jamais désiré, parce que j'abhorre tout système imposé, parce que j'aime sincèrement et passionnément la liberté. Cette fausse idée et cette espérance liberticide constituent l'aberration fondamentale du communisme autoritaire, qui, parce qu'il a besoin de la violence régulièrement organisée, a besoin de l'État, et qui, parce qu'il a besoin de l'État, aboutit nécessairement à la reconstitution du principe de l'autorité |[20] et d'une classe privilégiée de fonctionnaires de l'État. On ne peut imposer la collectivité qu'à des esclaves, — et alors la collectivité devient la négation même de l'humanité. Chez un peuple libre, la collectivité ne pourra se produire que par la force des choses ; non par l'imposition d'en haut, mais par le mouvement spontané d'en bas, librement et nécessairement à la fois, alors que les conditions de l'individualisme privilégié, les institutions politiques et juridiques de l'État, auront disparu d'elles-mêmes.

Lettre IV

7 septembre.

[1] Après avoir parlé des griefs des ouvriers contre les paysans, il faut considérer à leur tour les griefs des paysans, la source de leur haine contre les villes.

Je les énumérerai comme suit :

1° Les paysans se sentent méprisés par les villes, et le mépris dont on est l'objet se devine vite, même par les enfants,

1 Le début de la Lettre IV est tiré des pages 53 (l. 11) et 54 (jusqu'à la ligne 12) du manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, pages 235 (l. 19)-236 (l. 21). — J. G.

et ne se pardonne jamais.

2° Les paysans s'imaginent — et non sans beaucoup de raisons, sans beaucoup de preuves et d'expériences historiques à l'appui de cette imagination — que les villes veulent les dominer, les gouverner, les exploiter souvent et leur imposer toujours un ordre politique dont ils ne se soucient pas.

3° Les paysans en outre considèrent les ouvriers des villes comme des *partageux*, et craignent que les socialistes ne viennent confisquer leur terre qu'ils aiment au-dessus de toute chose.

Que doivent donc faire les ouvriers pour vaincre cette défiance et cette animosité des paysans contre |[21] eux ? D'abord cesser de leur témoigner leur mépris, cesser de les mépriser. Cela est nécessaire pour le salut de la révolution et d'eux-mêmes, car la haine des paysans constitue un immense danger. S'il n'y avait pas cette défiance et cette haine, la révolution aurait été faite depuis longtemps, car l'animosité qui existe malheureusement dans les campagnes contre les villes constitue dans tous les pays la base et la force principales de la réaction. Donc dans l'intérêt de la révolution qui doit les émanciper, les ouvriers doivent cesser au plus vite de témoigner ce mépris aux paysans. Ils le doivent aussi par justice, car vraiment ils n'ont aucune raison pour les mépriser, ni pour les détester. Les paysans ne sont pas des fainéants, ce sont de rudes travailleurs comme eux-mêmes. Seulement ils travaillent dans des conditions différentes. Voilà tout. En présence du bourgeois exploiteur, l'ouvrier doit se sentir le frère du paysan [1].

---

1 Dans le manuscrit de Bakounine vient ici, page 64, lignes 12 et suivantes, un passage que j'ai supprimé, et une longue note qui le complète et qui s'étend au bas des pages 54-57. J'ai intercalé une partie de celte note, relative à une lettre de Gambetta, dans la *Lettre II*, pages 88 (l. 7)-90 (l. 9) de cette réimpression. — J. G.

[1] Les paysans marcheront avec les ouvriers des villes pour le salut de la patrie, aussitôt qu'ils se seront convaincus que les ouvriers des villes ne veulent pas leur imposer leur volonté, ni un ordre politique et social quelconque inventé par les villes, pour la plus grande félicité des campagnes, aussitôt qu'ils auront acquis l'assurance que les ouvriers n'ont aucunement l'intention de leur prendre leurs terres.

Eh bien, il est de toute nécessité aujourd'hui que les ouvriers renoncent réellement à cette prétention et à cette intention, et qu'ils y renoncent de manière à ce que les paysans le sachent et en demeurent tout à fait convaincus. Les ouvriers doivent y renoncer, car, alors même que des prétentions pareilles seraient

|[22] réalisables, elles seraient souverainement *injustes* et *réactionnaires* ; et maintenant que leur réalisation est devenue absolument impossible, elles ne constitueraient qu'une criminelle folie.

De quel droit les ouvriers imposeraient-ils aux paysans une forme de gouvernement ou d'organisation économique quelconque ? Du droit de la révolution, dit-on. Mais la révolution n'est plus révolution lorsqu'elle agit en despote, et lorsque au lieu de provoquer la liberté dans les masses, elle provoque la réaction dans leur sein. Le moyen et la condition, sinon le but principal de la révolution, c'est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition complète de l'État politique et juridique, parce que l'État, frère cadet de l'Église, comme l'a fort bien démontré Proudhon, est la consécration historique de tous les

1 Le texte de la brochure reprend à la ligne 12 de la page 55 du manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, p. 239, l. 5. — J. G.

despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les asservissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction. Lorsque, au nom de la révolution, on veut faire de l'État, ne fût-ce que de l'État provisoire, on fait donc de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté ; pour l'institution du privilège contre l'égalité.

C'est clair comme le jour. Mais les ouvriers socialistes de la France, élevés dans les traditions politiques des Jacobins, n'ont jamais voulu le comprendre. Maintenant ils seront forcés de le comprendre, par bonheur pour la révolution et pour eux-mêmes. D'où leur est venue cette prétention aussi ridicule qu'arrogante, aussi injuste que funeste, d'imposer leur idéal |[23] politique et social à dix millions de paysans qui n'en veulent pas? C'est évidemment encore un héritage bourgeois, un legs politique du révolutionnarisme bourgeois. Quel est le fondement, l'explication, la théorie de cette prétention ? C'est la supériorité prétendue ou réelle de l'intelligence, de l'instruction, en un mot de la civilisation ouvrière, sur la civilisation des campagnes. Mais savez-vous qu'avec un tel principe on peut légitimer toutes les conquêtes, consacrer toutes les oppressions ? Les bourgeois n'en ont jamais eu d'autre pour prouver leur mission et leur droit de *gouverner*, ou, ce qui veut dire la même chose, d'exploiter le monde ouvrier. De nation à nation, aussi bien que d'une classe à une autre, ce principe fatal et qui n'est autre que celui de l'autorité, explique et pose comme un droit tous les envahissements et toutes les conquêtes. Les Allemands ne s'en sont-ils pas toujours servis pour excuser tous leurs attentats contre la liberté et contre l'indépendance des peuples slaves et pour en légitimer la germanisation violente et forcée ? C'est, disent-ils, la conquête de la civilisation sur la barbarie. Prenez garde, les Allemands commencent à s'apercevoir déjà que la civilisation germanique, protestante, est bien supérieure à la civilisation catholique des peuples de race latine en général, et à la civilisation française en particulier.

Prenez garde qu'ils ne s'imaginent bientôt qu'ils ont la mission de vous civiliser et de vous rendre heureux, comme vous vous imaginez, vous, avoir la mission de civiliser et d'émanciper vos compatriotes, vos frères, les paysans de la France. Pour moi l'une et l'autre prétention sont également odieuses, et je vous déclare que, tant dans les |[24] rapports internationaux que dans les rapports d'une classe à une autre, je serai toujours du côté de ceux qu'on vaudra civiliser par ce procédé. Je me révolterai avec eux contre tous ces civilisateurs arrogants, qu'ils s'appellent les ouvriers ou les Allemands, et, en me révoltant contre eux, je servirai la révolution contre la réaction.

Mais s'il en est ainsi, dira-t-on, faut-il abandonner les paysans ignorants et superstitieux à toutes les influences et à toutes les intrigues de la réaction ? Point du tout. Il faut écraser la réaction dans les campagnes aussi bien que dans les villes ; mais il faut pour cela l'atteindre dans les faits, et ne pas se borner à lui faire la guerre à coups de décrets. Je l'ai déjà dit, on n'extirpe rien avec des décrets. Au contraire, les décrets et tous les actes de l'autorité consolident ce qu'ils veulent détruire.

Au lieu de vouloir prendre aux paysans les terres qu'ils possèdent aujourd'hui, laissez-les suivre leur instinct naturel, et savez-vous ce qui arrivera alors ? Le paysan veut avoir à lui *toute la terre* ; il regarde le grand seigneur ou le riche bourgeois, dont les vastes domaines amoindrissent son champ, comme un étranger et un usurpateur. La révolution de 1789 a donné au paysan les terres de l'Église ; il voudra profiter d'une autre révolution pour gagner les terres de la bourgeoisie.

Mais si cela arrivait, si les paysans mettaient la main sur

toute la portion du sol qui ne leur appartient pas encore, n'aurait-on pas laissé renforcer par là |[25] d'une manière fâcheuse le principe de la propriété individuelle, et les paysans ne se trouveraient- ils pas plus que jamais hostiles aux ouvriers socialistes des villes ?

Pas du tout, car la consécration juridique et politique de l'État, la garantie de la propriété, manquera au paysan. La propriété ne sera plus un droit, elle sera réduite à l'état d'un simple fait.

Alors ce sera la guerre civile, direz-vous. La propriété individuelle n'étant plus garantie par aucune autorité supérieure, et n'étant plus défendue que par la seule énergie du propriétaire, chacun voudra s'emparer du bien d'autrui, les plus forts pilleront les plus faibles.

[1] Il est certain que, d'abord, les choses ne se passeront pas d'une manière absolument pacifique : il y aura des luttes, l'ordre public sera troublé, et les premiers faits qui résulteront d'un état de choses pareil pourront constituer ce qu'on est convenu d'appeler une guerre civile. Mais aimez-vous mieux livrer la France aux Prussiens ? pensez-vous que les Prussiens respecteront l'ordre public, et ne tueront et ne pilleront personne ? Préférez-vous, à une agitation momentanée qui doit sauver le pays, préférez-vous l'esclavage, la honte et la misère complète, fruits inévitables de la victoire des Prussiens que vos hésitations et vos scrupules auront rendue certaine ?

---

1 Cet alinéa, rédigé par moi, remplace et résume un long développement sur la guerre civile, qui s'étend de la ligne 5, page 61, à la ligne 28, page 62, du manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, pages 243 (l. 13)-245 (l. 9). — J. G.

[1] Non, pas de craintes puériles sur les inconvénients du soulèvement des paysans. Ne pensez pas que, malgré les quelques excès qui pourront se produire çà et là, les paysans, cessant d'être contenus par l'autorité de |[26] l'État, s'entre-dévorent. S'ils essaient de le faire dans le commencement, ils ne tarderont pas à se convaincre de l'impossibilité matérielle de persister dans cette voie, et alors ils tâcheront de s'entendre, de transiger et de s'organiser entre eux. Le besoin de se nourrir eux et leurs enfants, et par conséquent la nécessité de continuer les travaux de la campagne, la nécessité de garantir leurs maisons, leurs familles et leur propre vie contre des attaques imprévues, tout cela les forcera indubitablement à entrer bientôt dans la voie des arrangements mutuels.

Et ne croyez pas non plus que dans ces arrangements amenés, en dehors de toute tutelle officielle, par la seule force des choses, les plus forts, les plus riches exercent une influence prédominante. La richesse des riches ne sera plus garantie par les institutions juridiques, elle cessera donc d'être une puissance. Les paysans riches ne sont puissants aujourd'hui que parce qu'ils sont protégés et courtisés par les fonctionnaires de l'État et l'État lui-même. Cet appui venant à leur manquer, leur puissance disparaîtra du même coup. Quant aux plus madrés, aux plus forts, ils seront annulés par la puissance collective de la masse, du grand nombre des petits et très petits paysans, ainsi que des prolétaires des campagnes, masse aujourd'hui asservie, réduite à la souffrance muette, mais que le mouvement révolutionnaire armera d'une irrésistible puissance.

Je ne prétends pas, notez-le bien, que les campagnes qui se réorganiseront ainsi, de bas en haut, créeront du premier coup une organisation idéale, conforme dans tous les points à celle

---

1 Cette dernière partie de la *Lettre IV* correspond à la partie du manuscrit de Bakounine qui va de la page 62, ligne 29, à la page 64, ligne 10. Voir à l'Appendice, pages 243 (l. 10)-247 (l. 5) — J. G.

que nous rêvons. |[27] Ce dont je suis convaincu, c'est que ce sera une organisation vivante, mille fois supérieure à celle qui existe maintenant, et qui d'ailleurs, ouverte d'un côté à la propagande active des villes, et de l'autre ne pouvant jamais être fixée et pour ainsi dire pétrifiée par la protection de l'État et de la loi, progressera librement et pourra se développer et se perfectionner d'une manière indéfinie, mais toujours vivante et libre, jamais décrétée ni légalisée, jusqu'à arriver enfin à un point aussi raisonnable qu'on peut l'espérer de nos jours.

Comme la vie et l'action spontanée, suspendues pendant des siècles par l'action absorbante de l'État, seront rendues aux communes, il est naturel que chaque commune prendra pour point de départ de son développement nouveau, non l'état intellectuel et moral dans lequel la fiction officielle la suppose, mais l'état réel de la civilisation ; et comme le degré de civilisation réelle est très différent entre les communes de France, aussi bien qu'entre celles de l'Europe en général, il en résultera nécessairement une grande différence de développement ; mais l'entente mutuelle, l'harmonie, l'équilibre établi d'un commun accord remplaceront l'unité artificielle des États. Il y aura une vie nouvelle et un monde nouveau.

Lettre V

8 septembre.

[1] Je prévois que vous allez faire une objection à tout ce que je vous ai écrit au sujet des paysans, de leur organisation et de leur réconciliation avec les ouvriers.

[2] |[28] Vous me direz : « Mais cette agitation révolutionnaire,

1 Ce premier alinéa est de moi. — J. G.

2 La *Lettre V,* à partir du second alinéa, correspond à la partie du

cette lutte intérieure qui doit naître nécessairement de la destruction des institutions politiques et juridiques, ne paralyseront-elles pas la défense nationale, et, au lieu de repousser les Prussiens, n'aura-t-on pas au contraire livré la France à l'invasion ? »

Point du tout. L'histoire nous prouve que jamais les nations ne se montrèrent aussi puissantes au dehors, que lorsqu'elles se sentirent profondément agitées et troublées à l'intérieur, et qu'au contraire jamais elles ne furent aussi faibles que lorsqu'elles apparaissaient unies sous une autorité et dans un ordre quelconques. Au fond rien de plus naturel : la lutte c'est la vie, et la vie c'est la force. Pour vous en convaincre, comparez entre elles quelques époques de voire propre histoire. Mettez en regard la France sortie de la Fronde, et développée, aguerrie par les luttes de la Fronde, sous la jeunesse de Louis XIV, et la France de sa vieillesse, la monarchie fortement établie, unifiée, pacifiée par le grand roi : la première toute resplendissante de victoires, la seconde marchant de défaite en défaite à la ruine. Comparez de même la France de 1792 avec la France d'aujourd'hui. Si jamais la France a été déchirée par la guerre civile, c'est bien en 1792 et 1793 ; le mouvement, la lutte, une lutte à vie et à mort, se produisaient sur tous les points de la république ; et pourtant la France a repoussé victorieusement l'invasion de l'Europe presque tout entière coalisée contre elle. En 1870, la France unie et pacifiée de l'empire est battue par les armées de l'Allemagne, et se montre démoralisée au point qu'on doit trembler pour son existence.

|[29] Vous pourriez sans doute me citer l'exemple de la Prusse et de l'Allemagne actuelles, qui ne sont déchirées par aucune guerre civile, qui se montrent au contraire singulièrement résignées et soumises au despotisme de leur

manuscrit de Bakounine allant de la ligne 11 de la page 64 à la ligne 5 de la page 67. Voir à l'Appendice, pages 247 (l. 6)-250 (l. 19). — J. G.

souverain, et qui néanmoins développent aujourd'hui une puissance formidable. Mais ce fait exceptionnel s'explique par deux raisons particulières, dont aucune ne peut s'appliquer à la France actuelle. La première, c'est la passion unitaire qui depuis cinquante-cinq ans n'a fait que croître au détriment de toutes les autres passions et de toutes les autres idées dans cette malheureuse nation germanique. La seconde, c'est la savante perfection de son mécanisme administratif.

Pour ce qui est de la passion unitaire, de cette ambition inhumaine et liberticide de devenir une *grande nation*, la première nation du monde, — la France l'a éprouvée également en son temps. Cette passion, pareille à ces fièvres furieuses qui donnent momentanément au malade une force surhumaine, sauf à l'épuiser ensuite totalement et à le jeter dans une prostration complète, — cette passion, après avoir grandi la France pour un espace de temps très court, l'a fait aboutir à une catastrophe dont elle s'est relevée si peu, même aujourd'hui, cinquante-cinq ans après la défaite de Waterloo, que ses malheurs présents ne sont rien selon moi qu'une rechute, un second coup d'apoplexie qui, cette fois, emportera certainement le malade, c'est-à-dire l'État militaire, politique et juridique.

Eh bien, l'Allemagne est travaillée aujourd'hui précisément par cette même fièvre, par cette même passion de grandeur nationale, que la France a éprouvée |[30] et expérimentée dans toutes ses phases au commencement de ce siècle, et qui, à cause de cela même, est devenue désormais incapable de l'agiter et de l'électriser. Les Allemands, qui se croient aujourd'hui le premier peuple du monde, sont en arrière d'un demi-siècle au moins sur la France ; que dis-je ? il faut remonter bien plus loin encore pour trouver l'équivalent de la phase qu'ils traversent aujourd'hui. La *Gazette officielle* de Berlin leur montre dans un prochain avenir, comme récompense de leur dévouement héroïque, « l'établissement d'un grand empire tudesque, fondé

sur la crainte de Dieu et sur la vraie morale ». Traduisez ceci en bon langage catholique, et vous aurez l'empire rêvé par Louis XIV. Leurs conquêtes, dont ils sont si fiers à présent, les feraient reculer de deux siècles ! Aussi tout ce qu'il y a d'intelligence honnête et vraiment libérale en Allemagne — sans parler des démocrates-socialistes — commence à s'inquiéter des conséquences des victoires nationales. Encore quelques semaines de sacrifices pareils à ceux que l'Allemagne a dû faire jusqu'ici moitié par force, moitié par exaltation, et la fièvre commencera à tomber ; le peuple allemand comptera ses pertes en hommes et en argent, il les comparera aux avantages obtenus, et alors le roi Guillaume et Bismarck n'auront qu'à bien se tenir. Et c'est pour cela qu'ils sentent l'absolue nécessité de revenir victorieux et les mains pleines.

L'autre raison de la puissance inouïe développée actuellement par les Allemands, c'est l'excellence de leur machine administrative, excellence non au point de vue de la liberté et du bien-être des populations, mais au point de vue de la richesse et de la puissance |[31] exclusives de l'État. La machine administrative, si parfaite qu'elle soit, n'est jamais la vie du peuple, c'en est, au contraire, la négation absolue et directe. Donc la force qu'elle produit n'est jamais une force naturelle, organique, populaire, c'est au contraire une force toute mécanique et artificielle. Une fois brisée, elle ne se renouvelle pas d'elle-même, et sa reconstruction devient excessivement difficile. C'est pourquoi il faut bien se garder d'en forcer les ressorts. Eh bien, c'est pourtant ce qu'ont fait Bismarck et son roi ; ils ont déjà forcé la machine. L'Allemagne a mis sur pied un million et demi de soldats, et Dieu sait les centaines de millions qu'elle a dépensés. Que Paris résiste, que la France tout entière se lève derrière lui, et la machine germanique sautera.

Lettre VI

15 septembre.

[1] Après vous avoir dit ce que je pense de l'union possible des ouvriers et des paysans pour sauver la France, je veux revenir encore sur le point capital de ma thèse, savoir l'impuissance absolue de tout gouvernement républicain ou autre, et spécialement du gouvernement Gambetta et C^ie^ à empêcher la catastrophe qui se prépare et qui ne peut être conjurée que par l'action directe et toute-puissante du peuple lui-même.

Si je ramène dans le cours de ma démonstration quelques arguments dont je me suis déjà servi, c'est qu'il y a des choses qu'on ne saurait trop répéter : car de l'intelligence de ces choses dépend le salut du peuple français.

[2] |[32] Voyons donc ce que pourra essayer de faire le gouvernement actuel pour organiser la défense nationale.

La première difficulté qui se présente à l'esprit est celle-ci. Cette organisation, même dans les circonstances les plus favorables, et bien plus dans la crise présente, ne peut réussir qu'à une condition : c'est que le pouvoir organisateur reste en

1 Les deux premiers alinéas de cette *Lettre VI* sont de moi. — J. G.

2 La brochure saute ici à la page 78, ligne 19, du manuscrit de Bakounine (voir à l'Appendice, p. 264, ligne 23), omettant complètement — sauf quelques passages des pages 75 et 76 qui seront utilisés dans la conclusion — tout ce qui est compris entre la ligne 5 de la page 67 et la ligne 19 de la page 78. Dans cette partie omise se trouve un morceau remarquable (pages 69 et suivantes du manuscrit) où Bakounine démontre aux ouvriers français qu'ils ont le devoir de défendre la France ; voir à l'Appendice, pages 252 (l. 29)-260 (dernière ligne). — J. G.

rapports immédiats, réguliers, incessants avec le pays qu'il se propose d'organiser. Mais il est hors de doute que sous peu de jours, lorsque Paris sera investi par les armées allemandes, les communications du gouvernement avec le pays seront complètement coupées. Dans ces conditions-là, aucune organisation n'est possible. Et d'ailleurs, à ce moment suprême, le gouvernement de Paris sera tellement absorbé par la défense même de Paris et par les difficultés intérieures qu'il rencontrera, que, fût-il composé des hommes les plus intelligents et les plus énergiques, il lui sera impossible de songer à autre chose.

Il est vrai que le gouvernement pourra se transporter en dehors de Paris, dans quelque grande cité provinciale, à Lyon, par exemple. Mais alors il n'exercera plus aucune autorité sur la France, parce qu'aux yeux du peuple, aux yeux des paysans surtout, comme il se trouve composé non des élus de la France entière, mais des élus de Paris, c'est-à-dire d'hommes les uns inconnus, les autres détestés de la campagne, — ce gouvernement n'aura aucun titre légitime à commander à la France. S'il restait à Paris, soutenu par les ouvriers de Paris, il pourrait encore s'imposer à la France, au moins aux villes, et peut-être même aux campagnes, malgré l'hostilité bien prononcée des paysans contre les hommes qui le composent. Car, il faut en convenir, Paris exerce un prestige historique si grand sur toutes les imaginations françaises, que bon gré mal gré on finira toujours par lui obéir.

Mais une fois le gouvernement sorti de Paris, cette |[33] raison si puissante n'existera plus. Supposons même que la grande cité provinciale où il aura transporté sa résidence l'acclame, et ratifie par cette acclamation les élus de la population de Paris : cette adhésion d'une ville de province n'entraînera pas le reste de la France, et les campagnes ne se croiront pas tenues davantage à lui obéir.

Et de quels moyens, de quel instrument se servira-t-il, pour obtenir l'obéissance ? De la machine administrative ? À supposer qu'elle puisse fonctionner encore, n'est-elle pas toute bonapartiste, et ne servira-t-elle pas justement, avec l'appui des prêtres, à ameuter les campagnes contre le gouvernement républicain ? Il faudra donc contenir les campagnes révoltées, et, pour cela, il faudra employer une partie des troupes régulières qui devaient tenir tête aux Prussiens, Et comme les officiers supérieurs sont presque tous bonapartistes, le gouvernement, qui aura besoin d'hommes dévoués et fidèles, sera obligé de les casser et d'en chercher d'autres : il faudra réorganiser l'armée de fond en comble pour en faire un instrument capable de défendre la république contre l'insurrection réactionnaire. Pendant ce temps, les Prussiens prendront Paris, et les campagnes détruiront la république : et voilà uniquement à quoi peut aboutir une tentative de défense officielle, gouvernementale, par les moyens réguliers et administratifs.

Malheur à la France, si elle attendait du gouvernement actuel le renouvellement des prodiges de 1793. Ces prodiges ne furent pas produits par la seule puissance de l'État, du gouvernement, mais encore et surtout par l'enthousiasme révolutionnaire du peuple français tout entier, qui, prenant lui-même en main ses affaires avec l'énergie du désespoir, organisa dans chaque ville, dans chaque commune, un centre de résistance et d'action. — Et puis, si l'État issu du mouvement de 1789, tout jeune encore, tout pénétré de la vie et des passions populaires, |[34] a pu se montrer capable de sauver la patrie, il faut se dire que depuis lors il a bien vieilli et s'est bien corrompu. Revu et corrigé, et usé jusque dans ses ressorts fondamentaux par Napoléon I^er^ ; restauré tant bien que mal par les Bourbons, corrompu et affaibli par la monarchie de Juillet, il est arrivé sous le second empire au dernier degré de corruption

et d'impuissance ; et maintenant, la seule chose qu'on puisse attendre de lui, c'est sa disparition complète avec toutes les institutions policières, administratives, juridiques et financières qui le soutenaient, — pour faire place à la société naturelle, au peuple qui reprend ses droits naturels et qui se lève [1].

[2] Mais, me direz-vous, le gouvernement provisoire a convoqué tous les électeurs pour la première quinzaine d'octobre, à l'effet de nommer une Assemblée constituante ; celle-ci pourra faire réformer radicalement le système administratif, comme l'a fait celle de 1789, et redonner ainsi une vie nouvelle à l'État politique, qui tombe en ruines.

Cette objection n'est pas sérieuse. Supposons que, conformément à la décision du gouvernement provisoire, — qui m'a l'air d'être une bravade jetée aux Prussiens plutôt qu'une résolution réfléchie, — supposons, dis-je, que les élections se fassent régulièrement, et qu'il en sorte une Assemblée dont la majorité sera disposée à seconder toutes les intentions du gouvernement républicain. [3] Je dis que cette Assemblée ne pourra pas faire des réformes réelles et profondes en ce moment. Ce serait vouloir exécuter un mouvement de flanc en présence d'un puissant ennemi, comme ce mouvement tenté par Bazaine devant les Prussiens et qui lui a si mal réussi. Est-ce bien au moment où le gouvernement aura le plus besoin des services énergiques et réguliers de la machine administrative, qu'il pourrait essayer de la renouveler et de la transformer ? Il

1 Ici, à la ligne 30 de la page 80 du manuscrit de Bakounine, la brochure cesse de suivre ce manuscrit, qui s'achève une page plus loin (p. 81). Voir à l'Appendice, p. 267(l. 19;) — J. G.

2 Cet alinéa et le commencement du suivant ont été rédigés par moi pour servir de transition entre ce qui précède et ce qui va suivre. — J. G.

3 À partir d'ici, le texte imprimé correspond, jusqu'à la page 133, ligne 4, de cette réimpression, au contenu des pages 14 (l. 1)-22 (l. 2) du manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, pages 184 (dernière ligne)-196 (l. 1) — J. G.

faudrait pour cela la paralyser complètement pendant quelques semaines ; et que ferait pendant |[35] ce temps le gouvernement, privé des rouages qui lui sont nécessaires pour gouverner le pays ?

Cette même impossibilité empêchera le gouvernement de toucher d'une manière tant soit peu radicale au personnel même de l'administration impériale. Il lui faudrait créer une légion d'hommes nouveaux. Tout ce qu'il pourra faire, tout ce qu'il a fait jusqu'ici, c'est de remplacer les préfets et les sous-préfets par d'autres qui en général ne valent pas beaucoup mieux.

Ces quelques changements de personnes démoraliseront nécessairement encore plus l'administration actuelle. Il s'y produira des tiraillements sans fin et une sourde guerre intestine, qui la rendra encore cent fois plus incapable d'action qu'elle ne l'est aujourd'hui ; de sorte que le gouvernement républicain aura à son service une machine administrative qui ne vaudra même pas celle qui exécutait tant bien que mal les ordres du ministère impérial.

Pour obvier à ce mal, le gouvernement provisoire enverra sans doute dans les départements des pro-consuls, des commissaires extraordinaires. Ce sera alors le comble de la désorganisation.

En effet, il ne suffit pas d'être muni de pouvoirs extraordinaires, pour prendre des mesures extraordinaires de salut public, pour avoir la puissance de créer des forces nouvelles, pour pouvoir provoquer dans une administration corrompue, et dans des populations systématiquement déshabituées de toute initiative, un élan, une énergie, une

activité salutaires. Pour cela il faut avoir encore ce que la bourgeoisie de 1792 et 1793 avait à un si haut degré, et ce qui manque absolument à la bourgeoisie actuelle, même aux républicains, — il faut avoir l'intelligence, la volonté, l'audace révolutionnaires. Et comment imaginer que les commissaires du gouvernement provi |[36] soire, les subordonnés de Gambetta et C^ie^, posséderont ces qualités, puisque leurs supérieurs, les membres du gouvernement, les coryphées du parti républicain, ne les ont pas trouvées dans leur propre cœur ?

En dehors de ces qualités personnelles qui impriment aux hommes de 1793 un caractère vraiment héroïque, si les commissaires extraordinaires ont si bien réussi aux Jacobins de la Convention nationale, c'est que cette Convention était réellement révolutionnaire, et que, s'appuyant elle-même à Paris sur les masses populaires, sur la *vile multitude*, à l'exclusion de la bourgeoisie libérale, elle avait ordonné à tous ses proconsuls de s'appuyer également partout et toujours sur cette même canaille populaire. Les commissaires envoyés par Ledru-Rollin en 1848, et ceux que pourra envoyer aujourd'hui Gambetta, ont fait et feront nécessairement un fiasco complet, par la raison inverse, et les seconds plus encore que les premiers, parce que cette raison inverse agira plus puissamment encore sur eux que sur leurs devanciers de 1848. Cette raison, c'est que les uns et les autres ont été et seront, à un degré plus ou moins sensible, des bourgeois radicaux, délégués du républicanisme bourgeois, et comme tels ennemis du socialisme, ennemis de la révolution vraiment populaire.

Cet antagonisme de la révolution bourgeoise et de la révolution populaire n'existait pas encore, en 1793, ni dans la conscience du peuple, ni même dans celle de la bourgeoisie. On n'avait pas encore démêlé de l'expérience historique cette vérité, que la liberté de toute classe privilégiée — et par conséquent celle de la bourgeoisie — était fondée essentiellement sur

l'esclavage économique du prolétariat. Comme fait, comme conséquence réelle, cette vérité avait toujours existé ; mais elle avait été tellement embrouillée avec d'autres faits et masquée par tant d'intérêts et de tendances historiques différentes, |[37] surtout religieuses et nationales, qu'elle ne s'était point encore dégagée dans sa grande simplicité et dans sa clarté actuelle, ni pour la bourgeoisie, commanditaire du travail, ni pour le prolétariat, salarié c'est-à-dire exploité par elle. La bourgeoisie et le prolétariat étaient bien dès lors ennemis naturels, mais sans le savoir ; par suite de cette ignorance, ils attribuaient, l'une ses craintes, l'autre ses maux, à des raisons fictives, non à leur antagonisme réel ; et se croyant unis d'intérêts, ils marchèrent ensemble contre la monarchie, la noblesse et les prêtres.

Voilà ce qui fit la grande force des bourgeois révolutionnaires de 1793, Non seulement ils ne craignaient pas le déchaînement des passions populaires, mais ils le provoquaient de toutes leurs forces, comme l'unique moyen de salut pour la patrie et pour eux-mêmes contre la réaction intérieure et extérieure. Lorsqu'un commissaire extraordinaire, délégué par la Convention, arrivait dans une province, il ne s'adressait jamais aux gros bonnets de la contrée, ni aux révolutionnaires bien gantés ; il s'adressait directement aux sans-culottes, à la canaille populaire, et c'est sur elle qu'il s'appuyait pour exécuter, contre les gros bonnets et les révolutionnaires comme il faut, les décrets de la Convention. Ce qu'ils faisaient n'était donc pas à proprement parler de la centralisation ni de l'administration, mais de la provocation. Ils ne venaient pas dans un pays pour lui imposer dictatorialement la volonté de la Convention nationale. Ils ne firent cela que dans de très rares occasions, et lorsqu'ils venaient dans une contrée décidément et unanimement hostile et réactionnaire. Alors ils arrivaient accompagnés de troupes qui ajoutaient l'argument de la baïonnette à leur éloquence civique. Mais ordinairement ils

venaient seuls, sans un soldat pour les appuyer, ne cherchant leur force que dans les masses, dont les instincts étaient toujours conformes aux pensées de la Convention. Loin de restreindre |[38] la liberté des mouvements populaires, par crainte d'anarchie, ils les provoquaient de toutes les manières. La première chose qu'ils avaient l'habitude de faire, c'était de former un club populaire, là où ils n'en trouvaient pas d'existants. Révolutionnaires pour tout de bon, ils reconnaissaient bientôt dans la masse les vrais révolutionnaires, et s'alliaient avec eux pour souffler la révolution, l'anarchie, et pour *organiser révolutionnai rement cette anarchie populaire*. Cette organisation révolutionnaire était la seule administration et la seule force exécutive dont se soient servis les proconsuls de 1793.

Tel fut le vrai secret de la puissance de ces géants, que les jacobins pygmées de nos jours admirent, mais qu'ils sont impuissants à imiter.

[1] Les commissaires de 1848 étaient des hommes d'une tout autre étoffe, sortis d'un tout autre milieu. Eux et leurs chefs, les membres du gouvernement provisoire, ils appartenaient à la bourgeoisie devenue doctrinaire et désormais fatalement séparée du peuple. Les héros de la grande révolution étaient pour eux ce qu'avaient été en littérature les tragédies de Corneille et de Racine, — des modèles classiques. Ils voulurent les copier, mais la vie, la passion, le feu sacré n'étaient plus là. Là où il fallait des actes, ils ne surent faire que des phrases creuses, des grimaces. Quand ils se trouvaient au milieu du prolétariat, ils se sentaient mal à leur aise, comme des gens

1 Cet alinéa sur les commissaires de 1848 est beaucoup plus développé dans le manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, p. 190 (l. 3). — J. G.

d'ailleurs honnêtes mais qui sont dans la nécessité de tromper. Ils se battirent les flancs pour trouver un mot vivant, une pensée féconde : ils ne trouvèrent rien.

Dans toute cette fantasmagorie révolutionnaire de 1848, il n'y eut que deux hommes réellement sérieux, quoique tout à fait dissemblants l'un de l'autre : ce furent Proudhon et Blanqui. Tout le reste ne furent que de mauvais comédiens, qui jouèrent la Révolution, comme les con |[39] fréries du moyen âge jouaient la Passion, — jusqu'au moment où Louis Bonaparte vint tirer le rideau.

Les instructions que les commissaires de 1848 reçurent de Ledru-Rollin furent aussi incohérentes et aussi vagues que le sont les pensées mêmes de ce révolutionnaire. C'étaient tous les grands mots de 1793, sans aucune des grandes choses, ni des grands buts, ni surtout des énergiques résolutions de cette époque. Ledru-Rollin, comme un riche bourgeois et un rhéteur qu'il est, a toujours été l'ennemi naturel et instinctif du socialisme. Aujourd'hui, après de grands efforts, il est enfin parvenu à comprendre les sociétés coopératives ; mais il ne se sent pas la force d'aller au-delà.

Louis Blanc, ce Robespierre en miniature, cet adorateur du citoyen intelligent et vertueux, est le type du communiste d'État, du socialiste doctrinaire et autoritaire. Il a écrit dans sa jeunesse une toute petite brochure sur « l'Organisation du travail », et aujourd'hui même, en présence des immenses travaux et du développement prodigieux de l'Internationale, il en reste encore là. Pas un souffle de sa parole, pas une étincelle de son cerveau n'a donné la vie à personne. Son intelligence est stérile, comme toute sa personnalité est sèche. Aujourd'hui encore, dans une lettre récemment adressée au *Daily News*, en présence de l'horrible et fratricide égorgement auquel se livrent les deux nations les plus civilisées du monde, il n'a pas trouvé

autre chose dans sa tête et dans son cœur que ce conseil, qu'il adresse aux républicains français, « de proposer aux Allemands, au nom de la fraternité des peuples, une paix également honorable pour les deux nations ».

Ledru-Rollin et Louis Blanc ont été, comme on sait, les deux grands révolutionnaires de 1848, avant les journées de Juin : l'un bourgeois-avocat, rhéteur boursouflé aux allures et aux prétentions dantonesques ; l'autre, un |[40] Robespierre-Babeuf réduitaux plus minces proportions. Ni l'un ni l'autre n'ont su penser, vouloir, ni surtout oser. D'ailleurs, l'évêque Lamourette de ce temps-là, Lamartine, avait imprimé à tous les actes et à tous les hommes de l'époque, moins Proudhon et Blanqui, sa note fausse et son faux caractère de conciliation, — cette conciliation qui signifiait en réalité sacrifice du prolétariat à la bourgeoisie, et qui aboutit aux journées de Juin.

Les commissaires extraordinaires partirent donc pour les provinces, portant dans leurs poches les instructions de ces grands hommes, — plus les recommandations d'un caractère réactionnaire très réel qui leur furent faites par les républicains *modérés* du *National,* les Marrast, les Bastide, les Jules Favre, etc.

Faut-il s'étonner si ces malheureux commissaires ne firent rien dans les départements, sinon d'exciter le mécontentement de tout le monde, par le ton et les manières de dictateurs qu'il leur plut de se donner ? On se moqua d'eux, et ils n'exercèrent aucune influence. Au lieu de se tourner vers le peuple, et seulement vers le peuple, comme leurs devanciers de 1793, ils s'occupèrent uniquement de chercher à convertir à la république les classes privilégiées. Au lieu d'organiser partout la puissance populaire par le déchaînement des passions

révolutionnaires, ils prêchèrent au prolétariat la modération, la tranquillité, la patience, et une confiance aveugle dans les desseins généreux du gouvernement provisoire. Les cercles réactionnaires de province, intimidés d'abord par cette révolution qui leur était tombée si inopinément sur la tête et par l'arrivée de ces commissaires de Paris, reprirent courage lorsqu'ils virent que ces Messieurs ne savaient faire que des phrases et avaient eux-mêmes peur du peuple ; et le résultat de la mission des commissaires de 1848 fut la triste Assemblée constituante que vous savez.

|[41] Après Juin, ce fut autre chose. Les bourgeois sincèrement révolutionnaires, ceux qui passèrent dans le camp du socialisme, sous l'influence de la grande catastrophe qui avait tué d'un seul coup tous les comédiens révolutionnaires de Février, devinrent des hommes sérieux et firent des efforts sérieux pour révolutionner la France. Ils réussirent même en grande partie. Mais il était trop tard ; la réaction de son côté s'était réorganisée avec une puissance formidable, et, grâce aux terribles moyens que donne la centralisation de l'État, elle finit par triompher tout à fait, plus même qu'elle ne l'avait voulu, dans les journées de Décembre.

Eh bien, les commissaires que Gambetta pourra envoyer dans les départements seront encore plus malheureux que les commissaires de 1848. Ennemis des ouvriers socialistes, aussi bien que de l'administration et des paysans bonapartistes, sur qui donc s'appuieront-ils ? Leurs instructions leur commanderont évidemment d'enchaîner dans les villes le mouvement révolutionnaire socialiste, et dans les campagnes le mouvement réactionnaire bonapartiste, — mais avec l'aide de qui ? D'une administration désorganisée, restée elle-même bonapartiste pour la moitié ou les trois quarts, — et de quelques centaines de pâles républicains et d'orléanistes : des républicains aussi insignifiants, aussi incertains et aussi

désorientés qu'eux-mêmes, restant en dehors de la masse populaire et n'exerçant aucune influence sur personne; et des orléanistes, bons seulement, comme tous les gens riches, à exploiter et à faire tourner un mouvement au profit de la réaction, mais incapables eux-mêmes d'une résolution et d'une action énergique. Et notez que les orléanistes seront de beaucoup les plus forts des deux, car, à côté des grands moyens financiers dont ils disposent, ils ont encore cet avantage de savoir ce qu'ils |[42] veulent, tandis que les républicains joignent, à leur extrême pénurie, le malheur de ne savoir où ils vont et de rester étrangers à tous les intérêts réels, tant privilégiés que populaires. [1] Il résultera de là que les commissaires, ou bien ne feront rien, ou bien, s'ils font quelque chose, le feront seulement grâce à l'appui des orléanistes, et alors n'auront travaillé en réalité qu'à la restauration des Orléans.

[2] Maintenant, quelle est ma conclusion définitive ?

Elle ressort suffisamment de tout ce que j'ai dit, et d'ailleurs j'ai commencé par vous la donner dans ma première lettre. Je dis que dans le danger que court la France, danger plus grand que tous ceux qu'elle a courus depuis des siècles, il n'y a qu'un moyen de salut : le soulèvement général et révolutionnaire du peuple.

Si le peuple se lève, je ne doute pas du triomphe. Je ne

1 La courte phrase qui suit résume un développement beaucoup plus étendu qui, dans le manuscrit de Bakounine, termine l'alinéa. Voir à l'Appendice, p. 195, l 13. — J. G.

2 Tout le reste du texte de la brochure, à partir d'ici, a été rédigé par moi ; j'ai utilisé par endroits quelques phrases des pages 75 et 76, et de la page 23, du manuscrit de Bakounine. Voir à l'Appendice, pages 260 (l. 6)-262 (l. 20), et 197 (lignes 18-23). — J. G.

crains qu'une chose, c'est que le danger ne lui paraisse pas assez pressant, assez immense, assez menaçant pour lui donner ce courage du désespoir dont il a besoin. À ce moment même il ne manque pas de Français qui regardent la prise de Paris, la ruine et l'asservissement de la France par les Prussiens, comme une chose absolument impossible, impossible au point d'être ridicule. Et ils laissent tranquillement avancer l'ennemi, confiants dans l'étoile de la France, et s'imaginant qu'il suffit d'avoir dit : « C'est impossible », pour empêcher la chose de se faire.

Il faut absolument vous réveiller de ce rêve, Français, si quelques-uns de vous se laissent encore bercer par ces funestes illusions. Non, je vous le déclare : Cet affreux malheur, dont vous ne voulez pas même admettre la pensée, n'est pas impossible ; il est au contraire si certain, que si vous ne vous levez pas aujourd'hui en |[43] masse, pour exterminer les soldats allemands qui ont envahi le sol de la France, demain ce sera la réalité. Plusieurs siècles de prédominance nationale vous ont tellement habitués à vous considérer comme le premier et le plus puissant peuple du monde, que vous ne vous êtes pas encore aperçus de la gravité de votre situation présente. Cette situation, la voici :

La France comme État est perdue. Elle ne peut plus se sauver par les moyens réguliers et administratifs. C'est à la France naturelle, à la France du peuple à entrer maintenant sur la scène de l'histoire, à sauver sa liberté et celle de l'Europe entière, par un soulèvement immense, spontané, tout populaire, en dehors de toute organisation officielle, de toute centralisation gouvernementale. Et la France, en balayant de son territoire les armées du roi de Prusse, aura du même coup affranchi tous les peuples d'Europe et accompli l'émancipation sociale du prolétariat.

APPENDICE

LETTRE À UN FRANÇAIS

(Reproduction textuelle et intégrale du manuscrit de Bakounine) [1]

|[1] Continuation

25 août soir — ou plutôt 26 matin.

Considérons de nouveau la situation générale.

Je crois avoir prouvé, et les événements ne tarderont pas de prouver mieux que je n'ai pu le faire :

I° [2] *Que dans les conditions auxquelles la France se*

1 Moins les pages, envoyées à Ozerof, dont il est question dans la lettre à Ogaref du 11 août 1870, pages qui sont perdues. Voir, sur le motif qui m'a décidé à placer, à la suite de la reproduction du texte de la brochure, la réimpression littérale et complète du manuscrit original, *l'Avant-propos*. — Les chiffres, appuyés sur une barre de séparation, qu'on trouvera dans le texte, indiquent le commencement des pages du manuscrit. — J. G.

2 En écrivant ce « I° », Bakounine avait naturellement l'intention de le faire suivre, plus loin, d'un « II° » ; mais on chercherait vainement ce « II » dans la suite de cette Lettre. On verra, à la fin de cette première *Continuation* (p. 24 du manuscrit, p. 165 du présent volume), qu'après avoir prouvé, dans la première partie (perdue) et dans la seconde partie

trouve présentement, la France ne peut plus être sauvée par les moyens réguliers de la civilisation, de l'État. Elle ne peut échapper à la déchéance que par un effort suprême, par un immense mouvement convulsif de toute la nation, par le soulèvement armé du peuple français.

a) Les Prussiens, toute la nation allemande considérée comme État unitaire, comme Empire, — ce qu'elle est déjà virtuellement, — ne peut racheter les immenses sacrifices qu'elle a faits, ni se sauvegarder contre les vengeances futures et même très prochaines de la France humiliée, insultée, qu'en écrasant cette dernière, qu'en lui dictant les conditions d'une paix ruineuse à Paris.

b) Aucun État français — empire, royaume ou république — ne saurait exister seulement un an, après avoir accepté les conditions désastreuses et déshonorantes que les Prussiens seront obligés, par la force même des choses, de leur dicter.

c) Donc, le gouvernement provisoire actuel — Bazaine, Mac-Mahon, Palikao, Trochu, avec son Conseil privé : Thiers-Gambetta — ne peuvent, s'ils le voulaient même, traiter avec les Prussiens, tant qu'il en restera un seul sur le territoire de la France. Par suite de quoi, entre tous ces hommes qui représentent quatre partis différents : l'empire honteux ; l'orléanisme direct (Trochu) ; l'orléanisme indirect, ou bien la république bourgeoise et surtout militaire comme transition à la restauration monarchique (Thiers, et Trochu sans doute

(*Continuation*) de sa Lettre, que « les moyens réguliers ne pouvaient plus sauver la France », et « qu'elle ne pouvait être sauvée que par un soulèvement national », il annonce que, dans une troisième partie (qu'il appelle « troisième lettre »), il prouvera que « l'initiative et l'organisation du soulèvement populaire ne peut plus appartenir à Paris et n'est possible que dans les provinces »». C'est donc cette troisième partie (*Continuation*, III) qui forme le « II° » implicitement promis par le « I° » écrit à la première page de la présente *Continuation*. — J. G.

aussi, si la restauration directe se montrait impossible) ; et la république bourgeoise pour tout de bon (Gambetta et Comp.), — entre tous ces hommes [il y a [1]] une trêve tacite. Ils mettent leurs drapeaux dans leurs poches et remettent la lutte des différents partis à des temps plus pacifiques, en se donnant la main aujourd'hui pour le salut de l'honneur et de l'intégrité de la France.

d) Ils sont tous *sincèrement* des patriotes de l'État. Séparés sur tant |₂ de points, ils s'unissent complètement sur un seul : ils sont tous également des hommes politiques, des hommes d'État.

Comme tels ils n'ont de foi que dans les moyens réguliers, que dans les forces organisées par l'État, et une horreur égale pour la banqueroute qui en effet est la ruine et le déshonneur pour l'État, non pour la nation, pour le peuple ; une horreur pour les soulèvements, pour les mouvements anarchiques des masses populaires, qui sont la fin de la civilisation bourgeoise et une dissolution certaine pour l'État.

e) Ils voudraient donc sauver la France par les seuls moyens réguliers et par les forces organisées de l'État, en n'ayant recours qu'aussi peu que possible aux sauvages instincts de la vile multitude, qui offusquent la délicatesse exquise de leurs sentiments, de leur goût, et, ce qui est plus sérieux encore, menacent leur position et l'existence même de la société fortunée et privilégiée.

f) Pourtant ils sont forcés d'y avoir recours, car la position est très sérieuse et leur responsabilité immense. À une puissance formidable et magnifiquement organisée, ils n'ont rien à opposer qu'une armée à moitié détruite, et une machine administrative abêtie, abrutie, corrompue, ne fonctionnant plus

1 Mots omis dans le manuscrit. — J. G.

qu'à demi, et incapable de créer en peu de jours une force qu'elle n'a point été capable de produire en vingt ans. Ils ne sauraient donc entreprendre ni faire rien de sérieux, s'ils n'étaient soutenus par la confiance publique et secourus par le dévouement populaire.

g) Ils se voient forcés de faire un appel à ce dévouement. Ils ont proclamé le rétablissement de la garde nationale dans tout le pays, l'incorporation des gardes mobiles dans l'armée et l'armement de toute la nation. Si tout cela était sincère, on aurait ordonné la distribution immédiate des armes au peuple sur toute la surface de la France. Mais ce serait l'abdication de l'État, la révolution sociale par le fait, sinon par l'idée, — et ils n'en veulent point.

h) Ils en veulent si peu, que, s'ils avaient à choisir entre l'entrée triomphante des Prussiens à Paris et le salut de la France par la révolution sociale, il n'y a pas de doute que tous, sans excepter Gambetta et Comp., auraient opté pour la première. Pour eux, la révolution sociale, c'est la mort de toute civilisation, la fin du monde et par conséquent de la France aussi. Et mieux, vaut, penseront-ils, mieux vaut une France déshonorée, amoindrie, soumise momentanément sous la volonté insolente des Prussiens, mais avec l'espoir certain de se relever, qu'une France tuée |$_3$ à tout jamais, comme État, par la révolution sociale.

i) Comme hommes politiques, ils se sont dont posé le problème suivant : Faire appel à l'armement populaire sans armer le peuple, mais profiter de l'enthousiasme populaire pour faire entrer, sous différentes dénominations, beaucoup de recrues volontaires dans l'armée ; sous le prétexte du rétablissement de la garde nationale, armer les bourgeois, à l'exclusion des prolétaires, et surtout les anciens militaires, afin d'avoir une force suffisante à opposer aux révoltes du

prolétariat, enhardi par l'éloignement des troupes ; incorporer dans l'armée les gardes mobiles suffisamment disciplinées, et dissoudre ou laisser désarmées celles qui ne le sont pas et qui font montre de sentiments trop rouges. Ne permettre la formation des corps francs qu'à condition qu'ils [ne] soient organisés et conduits que par des chefs appartenant aux classes privilégiées : Jockey Club, propriétaires nobles ou bourgeois, en un mot gens comme il faut.

À défaut de puissance coercitive pour contenir les populations, faire servir l'excitation patriotique de ces populations, provoquée autant par les événements que par leurs aveux et leurs mesures obligées, *au maintien de l'ordre public*, en propageant parmi elles cette *conviction fausse, désastreuse*, que pour sauver la France de l'abîme, de l'anéantissement et de l'esclavage dont la menacent les Prussiens, les populations doivent, tout en demeurant *suffisamment exaltées* pour se sentir capables des *sacrifices extraordinai res* qui seront réclamés par le salut de l'État, rester tranquilles, *inactives*, *s'en remettant d'une manière toute passive à la providence de l'État* et du gouvernement provisoire qui en a pris aujourd'hui la direction en ses mains, et considérant comme des ennemis de la France, comme des agents de la Prusse, tous ceux qui essaieraient de troubler cette confiance, cette quiétude populaire, tous ceux qui voudraient provoquer la nation à des actes spontanés de salut public, — en un mot tous ceux qui, se défiant à bon droit de la capacité et de la bonne foi des gouvernants actuels, veulent sauver la France par la révolution.

j) Il y a par conséquent aujourd'hui entre tous les partis, sans en excepter les jacobins les plus rouges et naturellement aussi les socialistes bourgeois, matés et paralysés les uns comme les autres par la crainte que leur inspirent les |4 socialistes révolutionnaires, réellement populaires, — les anarchistes ou pour ainsi dire les Hébertistes du socialisme, qui

sont aussi profondément détestés par les communistes autoritaires, par les communistes de l'État, que par les Jacobins et par les socialistes bourgeois, — entre tous ces partis, sans excepter même les communistes de l'État, il y a un *accord tacite, d'empêcher la révolution tant que l'ennemi sera en France*, pour deux raisons :

La première, c'est que, en ne voyant tous également de salut pour la France que dans l'action de l'État et dans l'exagération excessive de toutes les facultés et puissances de l'État, ils sont tous sincèrement convaincus que, si la révolution éclatait maintenant, comme elle aurait pour effet immédiat, naturel, la démolition de l'État actuel, et comme les Jacobins et les communistes autoritaires manqueraient nécessairement et de temps et de tous les moyens indispensables pour la reconstruction aussi immédiate d'un nouvel État révolutionnaire, elle, c'est-à-dire la révolution, livrerait la France aux Prussiens, *en la livrant d'abord aux révolutionnai res socialistes*.

La seconde n'est qu'une explication et un développement de la première. Ils redoutent et détestent également les socialistes révolutionnaires, les travailleurs de l'Internationale, et, sentant que dans les conditions présentes la révolution triompherait immanquablement, ils veulent à toute force empêcher la révolution.

k) Cette situation singulière entre deux ennemis, dont l'un — les monarchistes — est condamné à disparaître, et l'autre — les révolutionnaires socialistes — menace d'arriver, impose aux jacobins, aux socialistes bourgeois et aux communistes de l'État, une dure nécessité : celle de s'allier secrètement, tacitement, avec la réaction d'en haut contre la révolution d'en bas. Ils ne craignent pas autant cette réaction que cette révolution. Voyant en effet que la première est excessivement

affaiblie, au point de ne pouvoir plus exister qu'avec leur consentement, ils s'allient avec elle momentanément et s'en servent d'une manière |5 très sournoise contre la seconde.

Cela explique la réaction violente qui *de leur consentement* règne aujourd'hui à Paris. Cela explique pourquoi on retient, on ose retenir *illégalement* Rochefort en prison. Avez-vous remarqué le mutisme de toute l'opposition radicale, et particulièrement le silence de Gambetta, lorsque Raspail a réclamé sa mise en liberté ? Seul le vieux Crémieux a prononcé un misérable discours juridique ; les autres, pas un mot. Et pourtant la question était bien claire : il s'agissait de la dignité et du droit du Corps législatif tout entier, de la dignité et du droit de la représentation nationale violés cyniquement en la personne du député Rochefort par le pouvoir exécutif. Le silence de la gauche républicaine ne signifiait-il pas deux choses : d'abord c'est que tous ces Jacobins détestent et craignent Rochefort comme un homme qui jouit, à raison ou à tort, des sympathies et de la confiance de la vile multitude ; que tous, *comme des hommes politiques*, expression favorite de Gambetta, sont très contents de savoir Rochefort en prison ; et ensuite, qu'il y a comme un parti pris de ne point faire d'opposition au gouvernement provisoire existant actuellement à Paris ?

l) Cette résolution est encore une conséquence naturelle de leur position singulière : ayant décidé que la révolution immédiate serait funeste à la France, et ne voulant par conséquent pas renverser ce gouvernement (parce que le renverser sans révolution est impossible, la majorité du Corps législatif étant absolument réactionnaire, de sorte que, pour changer ce gouvernement, il faudrait d'abord dissoudre violemment le Corps législatif), étant forcés de souffrir ce gouvernement qu'ils détestent, les radicaux sont *trop patriotes* pour vouloir l'affaiblir, car ce gouvernement est chargé

maintenant de la défense de la France, de sorte que l'affaiblir ce serait affaiblir la défense, les chances de salut de la France. De là une conséquence nécessaire : *les radicaux sont forcés de souffrir, de laisser passer en silence toutes les intrigues, les actes les plus iniques, même les plus funestes sottises de ce gouvernement*, — car c'est une vérité reconnue et mille fois constatée et confirmée par l'expérience de toutes les nations, que dans les grandes crises de l'État, alors que l'État se trouve menacé par d'immenses dangers, mieux vaut un gouvernement fort, quelque mauvais qu'il soit, que l'anarchie qui résulterait nécessairement |6 de l'opposition qu'on lui ferait. Sans corriger les vices inhérents à ce gouvernement, l'opposition et l'anarchie qui s'ensuivraient affaibliraient considérablement sa puissance, son action, et diminueraient par conséquent les chances de salut pour la France.

m) Il en résulte quoi ? — Que l'opposition radicale, enchaînée doublement et par la répulsion instinctive que lui inspire le socialisme révolutionnaire et par son patriotisme, *s'annule complètement et marche sans volonté à la remorque de ce gouvernement, qu'elle renforce et sanctionne par sa présence, par son silence, et quelquefois aussi par ses compliments et par les expressions hypocrites de sa sympathie*.

Ce pacte forcé entre les bonapartistes, les orléanistes, les républicains bourgeois, les Jacobins rouges et les socialistes autoritaires, est naturellement à l'avantage des deux premiers partis, et au détriment des trois derniers. S'il y eut jamais des républicains travaillant au profit de la réaction monarchique, ce sont certainement les jacobins français conduits par Gambetta. Les réactionnaires aux abois, ne sentant plus de terrain sous leurs pieds, et voyant brisés en leurs mains tous les bons vieux moyens, tous les instruments nécessaires de la tyrannie de l'État, sont devenus à cette heure excessivement humains et

polis — Palikao et Jérôme David lui-même, si insolents hier, sont aujourd'hui d'une affabilité extrême. Ils comblent les radicaux, et Gambetta surtout, de leurs flagorneries et de toutes sortes de témoignages de respect. Mais en retour de ces politesses, ils ont le pouvoir. Et la gauche radicale en est exclue tout à fait.

n) Au fond, tous ces hommes qui composent aujourd'hui le pouvoir : Palikao, Chevreau et Jérôme David d'un côté, Trochu et Thiers de l'autre, enfin Gambetta, cet intermédiaire à demi-officiel entre le gouvernement et la gauche radicale, se détestent du fond de leur cœur, et, se considérant comme des ennemis mortels, se défient profondément les uns des autres. Mais tout en intriguant les uns contre les autres, ils sont forcés de marcher ensemble, ou plutôt *ils sont forcés d'avoir l'air* |$_7$ *de marcher ensemble*. Toute *la puissance de ce gouvernement est fondée exclusivement aujourd'hui sur la foi des masses populaires en son harmonieuse, complète et forte unité*.

Comme ce gouvernement ne peut plus se maintenir que par la confiance publique, il faut absolument que le peuple ait une foi pour ainsi dire absolue en cette unité d'action et cette identité de vues de tous les membres du gouvernement ; *car aussi longtemps* que le salut de la France devra être fait par l'État, cette unité et cette identité pourront seules la sauver. Il faut donc que le peuple soit convaincu que tous les membres qui composent ce gouvernement, oubliant toutes leurs dissidences et toutes leurs ambitions passées, et laissant absolument de côté tous les intérêts de partis, se sont donné la main franchement pour ne s'occuper plus aujourd'hui que du salut de la France. L'instinct du peuple sait parfaitement qu'un gouvernement divisé, tiraillé dans tous les sens, et dont tous les membres intriguent les uns contre les autres, est incapable d'action énergique sérieuse ; qu'un tel gouvernement pourra perdre et non sauver le pays. El s'il savait tout ce qui se passe au

sein du gouvernement actuel, il le renverserait.

Gambetta et Comp. savent tout ce qui se passe dans ce gouvernement, ils sont assez intelligents pour comprendre que le gouvernement est trop désuni et trop réactionnaire pour déployer toute l'énergie exigée par la situation et pour prendre toutes les mesures nécessaires au salut du pays, et ils se taisent, — parce que parler ce serait provoquer la révolution, et parce que leur *patriotisme* aussi bien que leur *bourgeoisisme* repoussent la révolution.

Gambetta et Comp. savent que Palikao, Jérôme David et Chevreau, profitant de leur position, intriguent avec Mac-Mahon et Bazaine pour sauver l'empire, s'il est possible, et, en cas d'impossibilité, pour sauver au moins la monarchie en la transformant en royaume avec la dynastie des Bourbons ou des Orléans ; ils savent que le trop éloquent et parlementaire Trochu intrigue avec le père du parlementarisme, Thiers, et avec le taciturne Changarnier, pour le rappel direct des |8 Orléans. Gambetta sait tout, voit tout, mais il les laisse, étant trop patriote lui-même pour se permettre même une intrigue en faveur de la république. Il pousse cette renonciation patriotique si loin, qu'il permet même à ses nouveaux amis de la réaction bonapartiste, devenus tout-puissants depuis que les événements ont démontré leur impuissance à gouverner la France, de démolir et de décapiter le parti républicain, en suspendant ses deux journaux principaux, le *Réveil* et le *Rappel*, les seuls qui aient osé dire la vérité sur les événements qui se passent à la France et aux habitants de la France.

Le *mensonge officiel* est aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour à Paris et dans toute la France. On trompe cyniquement, systématiquement la nation tout entière sur l'état réel des affaires. Au moment où l'armée française est battue et plus qu'à moitié détruite, alors que les Prussiens continuent

leur marche victorieuse sur Paris, Palikao vient parler des victoires de Bazaine au Corps législatif, et tous les journaux de Paris, sachant la vérité, répètent ces mensonges, — toujours par patriotisme, car le mot d'ordre à présent dans tout le pays, *c'est de sauver la France par le mensonge*. Gambetta et Comp. savent tout cela, et non seulement ils se taisent, mais ils sanctionnent le mensonge officiel, par les expressions hypocrites d'une confiance et d'une joie qu'ils sont bien loin d'éprouver. Pourquoi le font-ils ? Parce qu'ils sont convaincus que si le peuple de Paris et de la France tout entière savait la vérité, il se lèverait en masse : ce serait la révolution ; et par patriotisme aussi bien que par bourgeoisisme, ils ne veulent pas de la révolution.

L'armement de la nation résolu et transformé en loi par le Corps législatif et par le Sénat, celui des gardes nationales et des gardes mobiles ne se fait pas du tout. Le peuple français reste complètement désarmé devant l'invasion étrangère. Gambetta et compagnie ne peuvent l'ignorer, puisque même les journaux |$_9$ réactionnaires de Paris le disent. Voici ce que dit la *Presse* du 24 août :

« La garde mobile est à peine organisée dans un tiers des départements ; la garde nationale sédentaire n'est armée nulle part si ce n'est à Paris. »

Et dans un autre article :

« Il y a dans les bureaux de l'administration de déplorables traditions, des règlements surannés. Nous voyons d'un côté la routine administrative et trop souvent *l'affaissement d'esprit de certains employés haut placés*, et de l'autre l'enthousiasme ardent et résolu des populations... *Des chefs de service, très inférieurs à la gravité des circonstances, semblent multiplier les obstacles* et les lenteurs par leur fastidieuse paperasserie et

le mauvais accuei l qu'ils font aux populations. »

Voilà ce qui se passe dans les provinces. À Paris, menacé du plus terrible danger, à Paris, sous les yeux de ces lâches républicains, c'est la même chose. Voici ce que j'ai trouvé dans une *Adresse de la troisième circonscription électorale* de Paris au général Trochu (du 23 août) :

« Les administrations routinières, jalouses et formalistes semblent opposer une force d'inertie invincible aux légitimes impatiences de la population parisienne. De très nombreuses inscriptions sur les listes de la garde nationale sont restées sans aucun résultat. *L'armement se fait avec une lenteur désespérant e*, et l'organisation des cadres ne paraît pas être des plus avancées... Nous appelons votre attention, général, sur cet état de choses *si peu en rapport avec la gravité des circonstances. Il est temps de mettre à profit toutes les forces vives de la capitale*. Plus de méfiances, plus de haines, plus de craintes. »

Mais le général Trochu, aussi bien que Palikao et [que] Chevreau, le ministre de l'intérieur, le jésuite et le favori de l'impératrice, ont un parti pris, conforme à leur situation, à leurs buts et à leurs opinions : *celui de tuer systématiquement l'élan spontané de la nation*. Cela se voit surtout dans les mesures qu'ils ont prises et qu'ils continuent de prendre par rapport à la garde mobile. Ayant acquis la conviction que cette institution, qui devait former un intermédiaire utile entre l'armement populaire et les troupes régulières, était infectée d'un profond sentiment anti-bonapartiste et en partie républicain, ils l'ont condamnée à mort, sans égard pour les services immenses qu'elle aurait pu rendre en ce moment à la défense de la patrie. Nous avons vu ce qu'on a fait des gardes mobiles réunies à Châlons, aussi bien que près de Marseille. Maintenant voici ce que dit la *Presse*, journal |10 réactionnaire.

Après avoir annoncé que les départements de la Nièvre et du Cher viennent d'être mis en état de siège, elle observe que « ces mesures se multiplient depuis quelques jours. Le pouvoir ne devrait en user qu'avec beaucoup de discernement ; » et à l'appui elle raconte ce qui s'est passé à Perpignan : « Les élections municipales avaient eu lieu en France le jour même où l'on apprenait coup sur coup la nouvelle des désastres de Wissembourg et de Forbach. Le préfet de Perpignan avait cru prudent, pour ne point causer aux esprits une excitation trop grande, de retarder de vingt-quatre heures la publication de ces nouvelles. De là irritation profonde des populations et plus tard les désordres qui ont abouti au licenciement des gardes mobiles. »

Il est évident que c'est un parti pris de ne point armer la nation, parce que la nation armée, c'est la révolution, et comme Gambetta et Comp. ne veulent pas de révolution, ils laissent faire en silence le gouvernement réactionnaire.

Pressés sans doute par la partie la plus radicale de la population de Paris, qui commence à comprendre la vérité et à perdre confiance et patience, Gambetta et compagnie, appuyés par la gauche et même, dit-on, par le centre gauche, ont fait un suprême effort, en exigeant du gouvernement qu'il accepte dans le *Comité de la défense de Paris, comme membres, neuf députés*. Le gouvernement réactionnaire qui a tout de suite aperçu le guet-apens et qui ne se soucie pas du tout de voir s'établir, sur les ruines de sa Commission militaire, un Comité de salut public, s'y est absolument refusé. Mais, par esprit de conciliation, l'impératrice-régente vient de signer en Conseil de ses ministres, le 26 août, un décret [1] qui ordonne que les députés Thiers, marquis de Talhouet, Dupuy de Lôme, et les sénateurs général Mellinet et Béhic, feront partie du Comité de

1 Cette allusion à un décret signé le 26 août montre que cette partie de la lettre a dû être rédigée le 27. — J. G.

la défense de Paris. Le vieux renard Thiers a joué le « grand bêta », — et MM. Gambetta et Comp. se tairont, souffriront, parce qu'ils se sont livrés pieds et mains, enchaînés qu'ils sont par leur patriotisme et par leur bourgeoisisme.

Mais enfin qu'attendent-ils ? Qu'espèrent-ils ? Sur quoi comptent-ils ? Sont-ce des traîtres ou des sots ? Ils ont |11 fondé toutes leurs espérances sur l'énergie et le savoir-faire développés, à ce qu'il paraît, par Palikao et par Chevreau dans l'affaire de l'organisation d'une nouvelle armée, et sur le génie militaire de Bazaine et de Mac-Mahon.

Et si Mac-Mahon et Bazaine sont encore une fois battus, ce qui est le plus probabie, qu'arrivera-t-il ?

Palikao et Chevreau, dit-on, non contents d'avoir donné une nouvelle armée à Mac-Mahon, s'occupent maintenant de la formation d'une troisième armée. Ils viennent d'envoyer dans les départements dix commissaires pour en accélérer la formation. Ils ont présenté (le 24 août) au Corps législatif un projet de loi, déclaré d'urgence, et appelant sous les armes tous les anciens militaires de vingt-cinq à trente-cinq ans, mariés, tous les officiers jusqu'à cinquante ans, et tous les généraux jusqu'à soixante-treize ans. De cette manière on formera, dit la *Liberté*, une nouvelle et excellente armée de deux cent soixante-quinze mille soldats aguerris. — Oui, sur le papier.

Car il ne faut pas oublier que ceux qui sont chargés de la former ne sont point des commissaires extraordinaires de 1793, qui, entraînés eux mêmes et soutenus par l'immense mouvement révolutionnaire qui s'était emparé de toutes les populations, faisaient des miracles, — ce ne sont pas les géants de la Convention nationale, ce sont les préfets, les fonctionnaires et les administrateurs de Napoléon III, des voleurs et des gens ineptes, qui sont chargés de cette formation.

L'immense sottise, le grand crime et la grande lâcheté de Gambetta et Comp., c'est de n'avoir pas renversé le gouvernement impérial et de n'avoir point proclamé la République, il y a plus de quinze jours, lorsque la nouvelle de la double défaite des Français à Frœschwiller (Woerth) et à Forbach était arrivée à Paris. Le pouvoir était par terre, il n'y avait qu'à le ramasser. Dans ce moment ils étaient tout-puissants, les bonapartistes étaient consternés, anéantis. Gambetta et Comp., conseillés par leur propre patriotisme et par celui de Thiers, ont ramassé le pouvoir et l'ont remis à Palikao. Ces rhétoriciens, ces phraseurs d'une république idéale, ces bâtards de Danton, n'ont pas osé. Ils se sont rendu justice.

Depuis ce moment si propice et perdu à jamais, pour les Jacobins, non pour la révolution sociale, tout a marché à reculons, avec une |$_{12}$ logique désespérante. Il y a quinze jours personne n'osait prononcer le nom de Napoléon, et si ses partisans les plus dévoués en parlaient, ce n'était que pour l'insulter. Aujourd'hui, voici ce que j'ai lu dans la *Presse* du 24 août :

« L'*Empereur* est à Reims avec le *Prince héritier*, *avec leur suite*, dans une charmante villa de M^{me} Sinard, à quatre kilomètres de Reims. C'est là que le *souverain réside*. Les autres villas de l'endroit sont occupées par Mac-Mahon, par le *Prince Murat*, etc. Les guides et les cent-gardes campent aux portes du château de la Molle, où se trouve le *Prince Murat*, etc. »

Et voici ce que dit le *Bund*, journal semi-officiel de la Confédération suisse :

« La droite (les Bonapartistes) semble vouloir tromper la population parisienne, jusqu'au moment où les Prussiens viendront assiéger Paris. Alors il sera trop tard pour faire un

mouvement républicain, — et même dans le cas où l'empereur ne pourrait conserver la couronne, on pourrait la faire passer peut-être sur la tête de son héritier. »

En même temps, le prince Napoléon — Plon-Plon — arrive à Florence avec une mission extraordinaire près du roi d'Italie, non de la part du ministère, mais directement de la part de l'empereur Napoléon, — comme par le passé ; ce qui rend excessivement difficile la position des journaux démocratiques italiens qui voudraient bien prendre le parti de la France révolutionnaire envahie par les soldats du despotisme allemand, et qui ne le peuvent pas, parce qu'ils ne voient pas encore de France révolutionnaire, ils ne voient qu'une France impériale, à [la tête de [1]] laquelle se trouve l'homme le plus abhorré en Italie, Napoléon III. Voici ce que dit à ce propos, la *Gazzetta di Milano* du 26 août :

« Les Français continuent d'évoquer les souvenirs glorieux de 92. Mais jusqu'à présent nous n'avons encore rien vu en France qui nous montrât vivant ce grand peuple qui avait démoli le moyen âge, et le Corps législatif actuel |13 représente encore moins, fût-ce en miniature, celui qui sut créer la victoire au milieu même des tumultes et du déchaînement révolutionnaire. Comment ! depuis quinze jours aucun n'ose plus parler de l'empereur, et s'il le fait, [il] rencontre le blâme universel ; depuis quinze jours, l'Europe sait que l'empire est tombé, chose qui est confessée même par les membres de la famille impériale (il paraît que Plon-Plon s'est exprimé dans ce sens à Florence) ; et ce généreux pays n'a pas encore dit sa parole, il n'a rien édifié sur les ruines qui se sont faites ; *il pose toutes ses espérances sur tel ou tel individu, non sur lui-même* ; et en attendant *il s'assujettit à un gouvernement qui l'administre au nom de l'empereur, qui le trompe et le perd au nom de l'empereur* ! Avec la meilleure volonté du monde, nous

1 Mots omis dans le manuscrit. — J. G.

ne pouvons exprimer aucune sympathie, aucune confiance dans ce pays ! »

Voilà à quels résultats aboutit le patriotisme et l'esprit politique de Gambetta et compagnie. Je les accuse du crime de haute trahison contre la France, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur ; et, si les Bonapartistes méritent d'être pendus une fois, tous ces jacobins devraient l'être deux fois.

Ils trahissent évidemment la France à l'extérieur, parce que par leur abnégation patriotique, ils l'ont privée d'un soutien moral immense, — seulement moral dans les commencements, mais très matériel un peu plus tard. S'ils avaient eu le courage de proclamer la république à Paris, les dispositions de tous les peuples : italien, espagnol, belge, anglais et *même allemand* se seraient immédiatement changées en faveur de la France. Tous, sans excepter les Allemands, la masse des ouvriers allemands [1], auraient pris parti pour elle contre l'invasion prussienne. Et c'est quelque chose que cet appui moral des nations étrangères. Les Jacobins de 1793 le savaient, ils ne doutaient pas que cet appui constituait au moins la moitié de leur puissance. La révolution aurait immédiatement gagné l'Italie, l'Espagne, la Belgique, *l'Allemagne*, et le roi de Prusse, inquiété sur ses derrières par une révolution allemande mieux encore que par une armée française, se serait trouvé dans une position vraiment pitoyable. Mais ils n'ont pas osé ces bâtards de Danton, et tous les peuples, dégoûtés de tant de sottise, de lâcheté, de faiblesse, n'ont plus |14 pour la nation française que de la pitié mêlée de mépris.

1 Au commencement même de cette guerre, dans tous les journaux socialistes allemands, dans tous les meetings populaires tenus en Allemagne, on avait unanimement acclamé cette pensée, « que si les Français renversaient Napoléon et sur les ruines de l'empire établissaient *l'État populaire (Volksstaat)*, toute la nation allemande serait pour eux ». (*Note de Bakounine.*)

Les jacobins ont trahi la France à l'intérieur, car en proclamant la république, sur les ruines du régime impérial, ils l'auraient électrisée et ressuscitée. Ils n'ont pas osé, ils ont cru très patriotique, très pratique, de ne rien oser, rien vouloir, rien faire, — et par là même ils se sont rendus coupables d'un crime abominable : ils ont laissé debout, ils ont soutenu de leurs mains l'édifice impérial qui tombait. Ils ont été eux-mêmes les victimes d'une illusion qui prouve leur sottise : parce que tout le monde autour d'eux avait dit : « L'empire est tombé », ils l'avaient cru réellement tombé, et ils ont cru prudent d'en conserver encore quelques jours le simulacre, afin de contenir leur bête noire : les révolutionnaires socialistes. Ils se sont dit : « Nous sommes maintenant les maîtres, soyons politiques, pratiques et prudents, pour empêcher le fatal déchaînement de la vile populace ! »

Et tandis qu'ils raisonnaient ainsi, les réactionnaires, les Bonapartistes d'abord, et avec eux les Orléanistes, tout étonnés de vivre encore, de ne point orner de leurs corps les lanternes de Paris, respirèrent, puis reprirent courage, et considérant bien leurs maîtres nouveaux, et s'apercevant qu'ils n'étaient que des professeurs de rhétorique et des ânes, ils finirent par s'asseoir dessus. Ils ont toute l'administration, la vieille administration, dans leurs mains, tous les moyens d'action, — et s'il est vrai que l'empereur voyage, l'empire, l'État despotique et plus centralisé que jamais, est debout. Et armés de cette toute-puissance, augmentée par l'élan du patriotisme national dévoyé, ils écrasent aujourd'hui et Paris et la France.

N'ont-ils pas osé mettre en état de siège… [1]. Et tandis que les journaux réactionnaires, comme la *Presse* par exemple, s'écrient hypocritement : « Dieu merci, le peuple français a pris en ses mains le soin de la défense du sol natal… Les citoyens se

1 Ici un mot illisible, et peut-être un ou deux mots omis. — J. G.

sont entendus, ils se concertent, ils s'organisent… Ce n'est plus le gouvernement seul qui est chargé de veiller pour nous, c'est nous-mêmes », — la triple incarnation de ce qu'il y a de plus canaille dans le régime de Napoléon III : Palikao, Chevreau et Jérôme David, servis fidèlement sous ce rapport par tous les préfets et sous-préfets de Napoléon III, restés tous en place, ont couvert d'un réseau |$_{15}$ de compression plus réactionnaire que jamais tout le pays et l'ont réduit à une immobilité à peu près absolue, à une passivité qui ne diffère pas beaucoup de la mort.

Voilà comment le patriotisme des Jacobins a trahi et perdu la France. — Oui, perdu : car si la révolution sociale, ou le soulèvement immédiat, anarchique du peuple français ne vient pas la sauver, elle est perdue.

o) Palikao et Chevreau, ainsi que le Comité de défense de Paris avec Trochu à sa tête, déploient, dit-on, une activité énergique, admirable et infatigable pour l'organisation des moyens de défense. Soit. Mais est-ce que les Prussiens, de leur côté, ne s'organisent pas aussi, avec une activité et une énergie surprenantes ?

Car pour les Prussiens, il ne faut pas s'y tromper, aussi bien que pour les Français, l'issue triomphante ou désastreuse de cette guerre est une question de vie et de mort. En parlant des Prussiens, j'entends naturellement la monarchie, le roi et Bismarck, son premier ministre, avec toute cette masse de généraux, de lieutenants et de pauvres soldats qui sont à leur suite. Il est certain que la monarchie prussienne joue son va-tout. Elle a mis en jeu ses dernières ressources en argent et en hommes, les dernières ressources de l'Allemagne.

Si les armées allemandes allaient être battues, pas un seul de ces centaines de milliers de soldats qui ont mis le pied sur le territoire de la France ne retournerait vivant en Allemagne.

Donc elles doivent vaincre et triompher jusqu'au bout pour se sauver. Elles ne peuvent pas même retourner après des victoires stériles, sans apporter avec elles de grandes compensations matérielles pour les pertes immenses qu'elles ont faites et qu'elles ont fait faire à l'Allemagne. Si le roi de Prusse retournait en Allemagne les mains vides, avec la seule gloire, il ne régnerait pas un jour, car l'Allemagne lui demanderait compte de ses milliers et dizaines de milliers d'enfants tués, estropiés, et des sommes immenses dépensées à cette guerre ruineuse et stérile. Il ne faut pas s'y tromper, la passion nationale des Allemands est montée à son plus haut diapason, il faut la satisfaire, ou bien tomber. Il n'y aurait |16 qu'un moyen de la détourner, ce serait la révolution sociale ; mais c'est un moyen dont fort probablement le roi de Prusse ne se soucie pas beaucoup, et ne pouvant s'en servir, ne pouvant détourner la passion patriotique, unitaire et vaniteuse des Allemands, il doit la satisfaire, — et il ne peut la satisfaire qu'au détriment de la France, qu'en lui arrachant au moins un milliard, et deux provinces : la Lorraine et l'Alsace, et en lui imposant, pour se garantir contre ses vengeances à venir, une dynastie, un régime

et des conditions telles, qu'elle soit affaiblie, enchaînée et empêchée de bouger pour longtemps. Car la presse allemande est unanime sur ce point, et elle a mille fois raison : que l'Allemagne ne peut pas faire tous les deux ans des sacrifices inouïs pour maintenir son indépendance. Il est donc absolument nécessaire pour la nation allemande, qui prétend occuper aujourd'hui la position dominante delà France en Europe, de réduire la France précisément à l'état dans lequel cette puissance a maintenu jusqu'à cette heure l'Italie, d'en faire une vassale, une vice-royauté de l'Allemagne, du grand Empire allemand.

Telle est donc la situation du roi de Prusse et de Bismarck. Ils ne peuvent pas retourner en Allemagne sans avoir arraché à la France deux provinces, un milliard, et sans lui avoir imposé

un régime qui leur garantisse sa résignation et sa soumission. Mais tout cela ne peut être arraché à la France qu'à Paris. Les Prussiens sont donc forcés de prendre Paris. Ils savent fort bien que ce n'est pas facile du tout. Aussi font-ils des efforts inouïs pour doubler leur armée, afin d'écraser littéralement Paris et la France. Pendant que la France s'organise, la Prusse ne dort pas non plus, — elle s'organise aussi.

Voyons maintenant laquelle de ces deux organisations promet les meilleurs résultats.

Commençons par constater la position et la force respective des armées en présence.

Bazaine enfermé à Metz, quoi qu'on dise, n'a pas — |7 de l'aveu des journaux de Paris — plus de cent vingt mille hommes. Je crois qu'il lui en reste à peine cent mille, — mais accordons les cent vingt mille hommes. Dans quelle position se trouvent-ils ? Enfermés à Metz par une armée de deux cent cinquante mille hommes au moins, [à savoir [1]] par deux armées : celles du prince Frédéric-Charles et de Steinmetz qui se sont réunies, et auxquelles sont venus se joindre le corps de réserve de Herwart von Bittefeld (cinquante mille hommes) et l'armée du Nord commandée par Vogel von Falkenstein (au moins cent mille, — mettons-en cinquante mille), ce qui ferait ensemble cent mille [hommes [2]] de troupes fraîches ; et comme, au début de la guerre, le prince Frédéric-Charles avait cent quatre-vingt mille soldats et Steinmetz cent mille, — en tout deux cent quatre-vingt mille, — en évaluant même la perte de ces deux armées à quatre-vingt mille hommes, ce qui est énorme, il faut conclure que l'armée allemande réunie maintenant autour de Metz est au moins de trois cent mille hommes. Mais supposons-la forte seulement de deux cent cinquante mille hommes. C'est

1 Mots ajoutés, manquant dans le manuscrit. — J. G.
2 Mots ajoutés, manquant dans le manuscrit. — J. G.

assurément le double, plus que le double de l'armée de Bazaine.

Bazaine ne peut rester longtemps à Metz, lui et son armée mourraient de faim et finiraient par devoir se rendre par inanition et par manque de munitions. Il doit absolument s'ouvrir un passage à travers l'armée ennemie deux fois [plus [1]] nombreuse. Il l'a tenté deux fois et deux fois il a été repoussé. — Il est évident aujourd'hui que la dernière bataille du 18 août, à Gravelotte, a été pour les Français une affaire désastreuse. Vaincus, découragés, abattus, mal organisés, mal administrés et mal commandés (car toute l'énergie de Bazaine n'a pu défaire en quelques jours le mal que le gouvernement de Napoléon a fait pendant vingt ans, — des administrateurs voleurs et incapables, des officiers braves mais ignorants, des colonels courtisans, ne peuvent pas être subitement remplacés par d'autres, d'autant plus qu'on ne saurait où prendre ces autres), commençant à souffrir déjà de la faim, car il n'y a pas de doute que toute l'armée enfermée à Metz se trouve déjà réduite à la portion congrue, les cent mille [hommes] de Bazaine se trouvent en présence de deux cent cinquante mille Allemands tous repus du pillage de la Lorraine et de l'Alsace et des immenses approvisionnements de toutes sortes qu'ils ont enlevés aux trois corps de Frossard, |18 de Du Failly et de Mac-Mahon (ils ont enlevé à ce dernier jusqu'à sa chancellerie, son trésor, et son portefeuille), imposant des millions de contributions en argent et des contributions immenses en provisions de toutes sortes aux habitants des villes ouvertes ; — encouragés, exaltés autant par ce pillage que par leurs victoires, les Allemands au contraire sont dans une disposition excellente. Ils sont commandés par des officiers excellents, savants, consciencieux, intelligents, aguerris, et dans lesquels la science et l'intelligence militaire s'unissent à un dévouement et à une discipline d'esclaves vis-à-vis de leur chef couronné. Ils marchent en avant comme des esclaves exaltés, consciencieux et

1 Mots ajoutés, manquant dans le manuscrit. — J. G.

fiers de leur esclavage, opposant à la brutalité ignorante des officiers français leur brutalité intelligente et savante. Ils sont commandés par des généraux également intelligents, et dont deux surtout, le général Moltke et le prince Frédéric-Charles, semblent compter parmi les premiers de l'Europe. D'ailleurs ils suivent un plan dès longtemps médité, combiné, et qu'ils n'ont pas eu besoin de changer jusqu'ici, — tandis que l'armée française, ayant été conduite d'abord sans plan, sans idée, réduite à l'extrême *(sic)*, doit s'en créer un, inspiré par le désespoir, ce qui demanderait au moins du génie, et ni Bazaine, ni Mac-Mahon, tout excellents généraux qu'ils peuvent être, ne sont des hommes de génie. Je ne sais pas si Moltke est un homme de génie ; mais il est évident en tout cas qu'à défaut de génie, les Prussiens ont pour [eux] l'étude et la préparation et l'exécution intelligentes d'un plan établi qu'ils suivent systématiquement, joignant une grande audace à une grande prudence. Toutes les chances sont donc pour les Prussiens.

On dit que l'armée qui s'est reformée ou qui s'est formée de nouveau à Châlons est forte de cent cinquante mille hommes. Je ne crois pas qu'elle [en] compte plus de cent mille. Mais supposons-la forte de cent cinquante mille : l'armée du prince héritier qui s'avance sur Paris et qui a déjà pénétré à Châlons est forte de deux cent mille hommes. Dans tous les cas, elle est supérieure en nombre à l'armée de Mac-Mahon, elle est supérieure aussi par son organisation, par sa discipline, et surtout par son administration. L'armée de Mac-Mahon doit avoir tous les | 19 désavantages d'une armée fraîchement organisée. Elle vient d'abandonner Châlons pour marcher par Reims, Mézières et Montmédy au secours de Bazaine, — preuve que Bazaine se trouve dans une position très critique et qu'il est désormais incapable de se dégager lui-même.

Par ce *mouvement stratégique*, comme on le dit glorieusement dans les journaux de Paris, Mac-Mahon a

découvert Paris. Et il n'y a plus de doute que le prince héritier marche résolument sur Paris, laissant à son cousin le prince Frédéric-Charles, à Steinmetz et à Vogel von Falkenstein le soin de tenir en échec les deux armées de Bazaine et de Mac-Mahon, mission dont ils ne manqueront pas sans doute de se tirer avec honneur, parce que les trois armées allemandes réunies et agissant de concert, en se donnant la main, présentent un nombre de combattants plus grand que celui des deux armées de Mac-Mahon et de Bazaine, comptées ensemble, armées qui sont d'ailleurs séparées et qui très probablement ne parviendront jamais à se joindre.

Pendant que ces trois armées allemandes tiennent en échec les deux armées françaises, le prince royal, à la tête de cent cinquante et probablement de deux cent mille hommes, marche sur Paris, qui n'a à lui opposer que trente mille hommes de troupes régulières, douze mille soldats de la marine distribués dans les forts, et quatre-vingt mille gardes nationaux à peine armés.

J'espère que Paris lui opposera une résistance désespérée, et j'avoue que c'est uniquement sur cette résistance que j'appuie actuellement mes propositions, mes projets. Mais je sais aussi que les Prussiens sont aussi intelligents et prudents qu'ils sont audacieux, qu'ils n'avancent jamais sans calcul et sans avoir préparé tous les éléments du succès. Et puis, Paris ne se trouve-t-il pas au pouvoir de la réaction, — et Dieu sait combien d'intrigants et de traîtres il | 20 se trouve à cette heure au milieu de Paris, au sein même du gouvernement ! Qui sait si les Prussiens n'ont pas des intelligences à Paris ?

Dans tous les cas, il est évident qu'au point de vue stratégique, tactique, en un mot de la position militaire, tous les avantages sont du côté des Prussiens, toutes les chances sont pour eux, — au point qu'on peut prouver mathématiquement,

en ne considérant toujours la question qu'au point de vue exclusivement militaire, que les deux armées françaises doivent être détruites et que Paris doit tomber entre les mains des Prussiens.

Maintenant laissons de côté le point de vue militaire, et considérons cette lutte gigantesque entre deux grands États qui luttent pour l'hégémonie de l'Europe, entre l'Empire français et l'Empire allemand, sous le rapport économique, administratif et politique. Il n'est pas douteux que cette guerre est aussi ruineuse pour l'Allemagne que pour la France ; mais il est également certain aussi que la position économique de l'Allemagne, à cette heure, est mille fois préférable à celle de la France. Déjà par cette simple raison que la guerre se fait non en Allemagne, mais en France. Ensuite parce que l'Allemagne est cent fois mieux administrée que la France, qui se trouve pillée en ce moment et par les Allemands et par ses propres voleurs, par l'administration impériale.

La bonne organisation des forces nouvelles dont la formation sera sans doute imposée par cette guerre tant à l'Allemagne qu'à la France dépend de la bonté, de l'honnêteté relative, de l'intelligence, de l'énergie, du savoir-faire, de la bonne expérience et de l'activité des administrations. Eh bien, l'administration allemande est, au su de tout le monde, relativement excellente, l'administration française détestable. Cette dernière représente le maximum de la malhonnêteté, du pillage, de l'incurie et de l'inertie; l'autre au contraire représente le maximum du travail consciencieux, de l'honnêteté relative, de l'intelligence et de l'activité. L'administration |21 française, foncièrement démoralisée par vingt ans du régime impérial, l'est encore davantage par les désastres qui viennent de frapper la France et par l'agitation populaire qui en a été la conséquence partout. Elle est annulée depuis que le régime impérial est tombé de fait, sinon de droit. Elle ne croit plus à sa propre

existence, c'est un sauve-qui-peut général ; et au milieu de cette confusion suprême, elle a perdu le peu de tête, de courage et d'énergie qu'elle avait, et elle n'a conservé qu'une seule faculté : celle de mentir et de piller. L'administration allemande est au contraire tout électrisée, elle est plus honnête, plus intelligente, plus énergique et plus active que jamais, et elle fonctionne non au milieu d'un pays envahi, mais d'un pays tranquille, plein de bonne volonté, soutenue par l'enthousiasme des populations. Donc, il est évident qu'elle créera, en moins de temps, davantage et mieux que l'administration française.

Au point de vue politique, tous les avantages sont également du côté des Allemands. Toutes les vieilles divisions du pays se sont effacées, évanouies, devant le grand triomphe de l'Allemagne unitaire. Les Allemands sont pleins d'enthousiasme, tous unis dans un même sentiment de vanité et de joie patriotique. Cette guerre est devenue pour eux une guerre nationale. C'est la race germanique qui, après tant de siècles d'abaissement, vient enfin prendre sa place en Europe comme Empire dominant, veut détrôner la France. Soyez-en certains, les ouvriers allemands eux-mêmes, tout en protestant de leurs sentiments internationaux, ne peuvent pas se garder contre les envahissements de cette contagion patriotique, de cette peste nationale. Cet enthousiasme qui frise la folie peut devenir un immense danger pour le roi de Prusse s'il retourne vaincu, ou même après des victoires stériles, les mains vides; s'il n'arrache pas à la France la Lorraine et l'Alsace, s'il ne l'anéantit pas et ne la réduit pas à l'état de vassale de l'Allemagne. Mais dans cet instant, il est incontestable que cette disposition exaltée des esprits en Allemagne lui est d'un immense secours, lui permettant d'extorquer aux Allemands tous les soldats et tout l'argent dont il pourra avoir besoin pour mener à bonne fin ses victoires, ses conquêtes.

|22 En présence de cette exaltation germanique, quelle est

la disposition des esprits en France ? C'est l'abattement, le découragement, une prostration complète. C'est l'état de siège partout, partout les populations trompées, incertaines, inertes, paralysées, enchaînées.

Dans ce moment suprême où la France ne peut être sauvée que par un miracle de l'énergie populaire, Gambetta et Comp., toujours inspirés par leur patriotisme inséparable de leur bourgeoisisme, permettent à cette tourbe bonapartiste qui tient le pouvoir et toute l'administration en ses mains, de tuer définitivement l'esprit public en France.

Gambetta et Comp. livrent la France à l'ennemi.

On sent le dégoût, on a mal au cœur quand on lit les mensonges officiels et les expressions du patriotisme hypocrite des fonctionnaires français. Voilà ce que j'ai lu dans la *Gazzetta di Milano* :

« *Paris, 25 août*. — Le préfet du département de la Marne annonce que la partie septentrionale du cercle de Vitry est occupée par les forces prussiennes. *Des ordres ont été donnés pour qu'on s'oppose à la marche de l'ennemi par tous les moyens possibles*. LE PATRIOTISME DES POPULATIONS *s'associe également à l'exécution des mesures prescrites,* qui seront dirigées par des officiers du génie, » etc., etc.

Ainsi, voilà où l'on en est arrivé : le préfet d'un département, abandonné par l'armée de Mac-Mahon à l'envahissement de deux cent mille Prussiens, déclare qu'il a pris des mesures pour arrêter cette armée formidable, — et que le patriotisme des populations *aide aussi quelque peu* l'exécution des mesures énergiques qu'il vient de prescrire !

N'est-ce pas d'une sottise et d'une effronterie

désespérantes, dégoûtantes ?

|23 Malgré l'infériorité évidente des deux armées françaises, il y aurait eu un moyen sûr d'arrêter l'ennemi et de ne point lui permettre d'approcher même des murs de Paris. Si on avait exécuté ce que les journaux de Paris avaient dit dans le premier moment de désespoir ; si, aussitôt que la nouvelle des désastres français était arrivée à Paris, au lieu de proclamer la mise en état de siège de Paris et de tous les départements de l'Est, on avait provoqué la levée en masse des populations de ces départements, si on avait fait des deux armées non l'unique moyen de salut, mais deux points d'appui pour une formidable guerre de partisans, de guérillas, de brigands et de brigandes si cela devenait nécessaire ; si on avait armé tous les paysans, tous les ouvriers, en leur donnant des faux à défaut de fusils ; si les deux armées, jetant de côté toute morgue militaire, s'étaient mises en rapports fraternels avec les corps francs innombrables qui se seraient levés à l'appel de Paris, pour s'appuyer mutuellement : alors, même sans l'assistance de tout le reste de la France, Paris serait sauvé, ou au moins l'ennemi arrêté assez longtemps pour donner le moyen à un gouvernement révolutionnaire d'organiser des forces formidables.

Mais au lieu de tout cela, que voyons-nous encore aujourd'hui, en présence d'un danger si terrible ? Vous savez que, depuis quelque temps, des journaux réactionnaires, la *Liberté* par exemple, ont demandé à hauts cris l'abolition de la loi qui interdit le commerce libre des munitions et des armes, en faisant un monopole que le gouvernement ne concède qu'à quelques privilégiés, des hommes sûrs. Ces journaux ont dit, avec raison, que cette loi qui avait été dictée par la défiance et qui n'avait qu'un seul but, celui de désarmer le peuple, avait eu pour conséquence : l'infériorité des armes, l'absence des armes, et l'inhabitude extrême du peuple français à manier les armes. Un député de la gauche, Ferry, ayant |24 proposé un projet deloi

abolissant cette restriction si funeste de la liberté commerciale, la commission du Corps législatif, nommée comme toutes les commissions par la majorité Bonapartiste, recommanda à la Chambre de rejeter la proposition de Jules Ferry. Voilà donc l'esprit qui les anime encore aujourd'hui. N'est-il pas évident qu'ils ont la trahison dans le cœur ?

Je résume cette partie de ma lettre. De tout ce que je viens de dire et de prouver, il résulte évidemment :

Primo, que les moyens réguliers, les armées régulières ne peuvent plus sauver la France ;

Secundo, qu'elle ne peut plus être sauvée que par un soulèvement national.

Dans ma troisième lettre, je prouverai que l'initiative et l'organisation du soulèvement populaire ne peut plus appartenir à Paris, qu'elle n'est plus possible que dans les provinces.

|1 Continuation [1].

III

27 août.

Je crois avoir suffisamment prouvé que la France ne peut plus être sauvée par les moyens réguliers, par les moyens de l'État. Mais en dehors de l'organisation artificielle de l'État, il n'y a dans une nation que le peuple ; *donc la France ne peut être sauvée que par l'action immédiate,* NON POLITIQUE, *du peuple*, par le soulèvement en masse de tout le peuple français, s'organisant spontanément, de bas en haut, pour la guerre de destruction, la guerre sauvage au couteau.

Quand une nation de trente-huit millions d'hommes se lève pour se défendre, résolue de tout détruire et de se laisser exterminer avec tous ses biens, plutôt que de subir l'esclavage, il n'y a point d'armée au monde, si savamment organisée et munie d'armes extraordinaires et nouvelles qu'elle soit, qui puisse la conquérir.

Toute la question est de savoir si le peuple français est capable d'un tel soulèvement. C'est une question de physiologie historique nationale. Le peuple français est-il, par une série de développements historiques, sous l'influence du bien-être et de la civilisation bourgeoise, devenu un peuple bourgeois, désormais incapable de résolutions suprêmes et de passions sauvages, et préférant la paix avec l'esclavage à une liberté

1 Avec cette *Continuation, III*, recommence une nouvelle pagination du manuscrit. — Les treize premières pages de la *Continuation, III,* — qui occupent les pages 166-184 de cet Appendice, — n'ont pas été imprimées dans la brochure de 1870. C'est seulement à partir de la page 14 que le manuscrit a été utilisé, avec des modifications et des suppressions. — J. G.

qu'on devrait acheter par d'immenses sacrifices, ou bien a-t-il conservé, sous les dehors de cette civilisation corruptrice, toute ou du moins une partie de la puissance naturelle et de cette sève primitive, qui en a fait une grande nation ?

Si la France n'était composée que de la bourgeoisie française, je n'hésiterais pas à répondre négativement, La bourgeoisie, en France aussi bien que dans presque dans tous les autres pays de l'Europe occidentale, constitue un corps immense, infiniment plus nombreux qu'on ne le pense, et qui pousse ses racines jusque dans le prolétariat, dont elle a passablement corrompu les couches supérieures. En Allemagne, malgré tous les efforts que se donnent les journaux socialistes |2 pour provoquer dans le prolétariat le sentiment et la conscience de son antagonisme nécessaire vis-à-vis de la classe bourgeoise (*Klassenbewus stsein, Klassenkampf*),les ouvriers, et en partie aussi les paysans, sont complètement pris dans les filets de la bourgeoisie, qui les enveloppe de toutes parts de sa civilisation et fait pénétrer son esprit dans leurs masses. Et ces écrivains socialistes eux-mêmes qui tonnent contre la bourgeoisie, sont de la tête aux pieds des bourgeois, — des propagateurs, des apôtres de la politique bourgeoise, et par une conséquence nécessaire, le plus souvent sans le savoir et sans le vouloir, les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat.

En France, les ouvriers sont beaucoup plus énergiquement séparés de la classe bourgeoise qu'ils ne le sont en Allemagne, et ils tendent à s'en séparer chaque jour davantage. Pourtant l'influence délétère de la civilisation bourgeoise n'a pas laissé de corrompre un peu le prolétariat français. Cela explique l'indifférence, l'égoïsme et le manque d'énergie qu'on observe dans certains métiers beaucoup mieux rétribués que les autres. Ils sont à demi-bourgeois par intérêt et par vanité aussi, et ils sont contraires à la révolution, parce que la révolution sociale les ruinerait.

La bourgeoisie constitue donc un corps très respectable, très considérable et fort nombreux dans l'organisation sociale de la France. Mais si toute la France n'était que bourgeoisie, à cette heure, en présence de l'invasion prussienne qui marche sur Paris, *la France serait perdue* .

La bourgeoisie a survécu à son âge héroïque, elle n'est plus capable de résolutions suprêmes comme en 1793, car depuis cette époque, repue et satisfaite, elle descend toujours. Elle sacrifiera encore au besoin la vie de ses enfants, mais non sa position sociale et ses biens, pour la satisfaction d'une grande passion, pour la réalisation d'une idée. Elle acceptera tous les jougs allemands et prussiens possibles plutôt que de renoncer à ses privilèges sociaux, plutôt que de s'égaliser économiquement avec le prolétariat. Je ne dirai |3 pas qu'elle manque de patriotisme. Au contraire le patriotisme pris dans le sens le plus exclusif de ce mot est sa vertu exclusive. Sans vouloir en convenir jamais et souvent même sans qu'elle s'en doute elle-même, elle adore la patrie, mais elle ne l'adore que parce que la patrie, représentée par l'État et tout absorbée par l'État, lui garantit ses privilèges politiques, économiques et sociaux. Une patrie qui cesserait de le faire cesserait d'en être une pour elle. Donc, pour la bourgeoisie, la patrie, toute la patrie, c'est l'État. Patriote de l'État, elle devient l'ennemie furieuse des masses populaires, toutes les fois que, fatiguées de servir de chair à gouvernement et de piédestal passif et toujours sacrifié à l'État, elles se révoltent contre l'État ; et si la bourgeoisie avait à choisir entre les masses révoltées contre l'État et les Prussiens envahisseurs de la France, elle aurait certainement opté pour ces derniers, parce que, tout désagréables qu'ils sont, ils sont néanmoins les défenseurs de la civilisation, les représentants de l'idée de l'État, contre toutes les canailles populaires du monde. La bourgeoisie de Paris et de France n'a-t-elle pas opté, par cette même raison, en 1848, pour Louis Bonaparte ? Ne

conserve-t-elle pas encore le régime, le gouvernement, l'administration de Napoléon III, après qu'il est devenu évident pour tout le monde que ce régime, ce gouvernement et cette administration ont entraîné la France dans l'abîme [1], — la bourgeoisie de Paris et celle de la France entière ne les conserve-t-elle pas, seulement parce qu'elle craint, parce qu'elle sait que leur renversement serait le signal de la révolution

---

1 Lisez le discours, les aveux de Gambetta, dans la séance du 23 août au Corps législatif. Ils sont du plus haut intérêt et viennent à l'appui de tout ce que j'ai dit :

« GAMBETTA. — Il est très certain que lorsqu'un pays comme la France traverse *l'heure la plus douloureuse de son histoire*, il y a un temps pour se taire. » (Excuse ridicule de son inaction inexcusable.) « Mais il est évident qu'il y a aussi un temps pour parler. » (C'est lorsqu'il est devenu évident que Palikao, Trochu et Thiers, qu'il avait sottement, traîtreusement soutenus jusque-là, ne veulent pas l'accepter dans le Comité de défense. Avant, il avait trouvé utile et bon qu'on trompe et qu'on paralyse l'action du peuple parisien, au nom du patriotisme. Il avait trempé dans le mensonge officiel, maintenant il proteste.) « Eh bien, croit-on que la clôture qui est réclamée par M. le ministre et *à laquelle nous nous résignons depuis quelques jours (Interruption) soit véritablement une réponse digne du peuple, au milieu de ses anxiétés et de ses angoisses? (Bruyantes interruptions).* Si vous n'avez pas d'angoisses, vous qui avez attiré l'étranger sur le sol | 4 de la patrie... (*Vive approbation à gauche. Bruyantes acclamations et cris : À l'ordre ! à l'ordre !*)

« LE PRÉSIDENT. — M. Gambetta entend les protestations que ses paroles soulèvent...

«GIRAULT (*le paysan*). — Oui, nous voulons protester, *notre silence n'a que trop duré.*

« ROUXIN. — Ce n'est plus de la discussion, c'est de l'injure...

« VENDRE. — Et l'injure la plus grave qu'on puisse faire à la Chambre...

« UNE VOIX. — C'est la guerre civile !

« LE PRÉSIDENT. — *Il ne peut être permis de troubler le pays* par des paroles pareilles...

« GAMBETTA. — La guerre civile, dit-on. *Je n'ai jamais hésité à flétrir, à condamner les moyens qui ne sont pas reconnus par la loi !* »

populaire, de la révolution sociale. Et cette crainte est si puissante qu'elle la rend sciemment traître à la patrie. Elle est assez intelligente pour comprendre, et assez bien informée pour savoir que ce régime et cette administration sont incapables de sauver la France, qu'ils n'en ont ni la volonté, ni l'intelligence, ni le pouvoir, et malgré cela elle les maintient parce qu'elle redoute |4 encore plus l'invasion de la civilisation bourgeoise par la barbarie populaire, que celle de la France par les Prussiens.

Tout de même, la bourgeoisie, toute la bourgeoisie française se montre à cette heure sincèrement patriote. Elle

---

(Le voilà l'avocat et le bourgeois moderne tout à la fois.) « Le patriotisme ne consiste pas à endormir les populations » (Et pourtant pendant plus de quinze jours il a donné la main à ceux qui les ont endormies), « à les nourrir d'illusions, il consiste à les préparer à recevoir l'ennemi, à le repousser, ou à s'ensevelir sous les décombres. Nous avons fait assez de concessions. » (Beaucoup trop !), « assez longtemps nous nous sommes tus » (Trop longtemps, et aujourd'hui le temps des Gambetta est passé sans retour), « *Le silence a jeté un voile sur* | 5 *les événements qui se précipitent*... Je suis convaincu que le pays roule, sans le voir, vers l'abîme! (L'ordre du jour ! l'ordre du jour !)

« LE PRÉSIDENT. — Je demande à M. Gambetta de ne point soulever de discussions sans motifs et sans conclusion possible.

« GAMBETTA. — Il ne peut y avoir de discussion plus utile que celle qui consisterait à se rendre virilement compte de la situation.

« CHAMPAGNY. — Et à la faire connaître à l'ennemi.

« GAMBETTA. — Il y a longtemps que nos ennemis la connaissent, c'est nous qui ne la connaissons pas.

« ARAGO. — *On demande des armes, vous envoyez dans les départements des conseillers d'État !*

« GAMBETTA. — Quant à moi, messieurs, *j'ai le sentiment de ma responsabilité*. **Ma** *conscience me dit que la population de Paris a besoin d'être éclairée, et ce que* **je veux** , *c'est l'éclairer*. (L'ordre du jour ! l'ordre du jour !) »

Il est évident que Gambetta a pris maintenant la résolution *mais trop tard*, d'initier la politique jacobine. Rien de plus amusant que de voir l'effroi causé par Gambetta à tous les journaux réactionnaires de France, et d'Italie aussi. (*Note de Bakounine.*)

déteste cordialement les Prussiens, et elle est disposée à faire de grands sacrifices, en soldats pris en très grande partie dans le peuple, et en argent dont le paiement retombera nécessairement tôt ou tard aussi sur le peuple, pour expulser l'envahisseur insolent et menaçant du territoire français. Seulement, elle veut *absolument* que tous les produits de ces sacrifices populaires et bourgeois soient concentrés exclusivement entre les mains de l'État, et qu'autant que possible tous les volontaires armés soient transformés en soldats de l'armée régulière. Elle entend que toute initiative individuelle d'une organisation extraordinaire soit financière, soit administrative, soit hygiénique, soit militaire quelconque, ne soit soufferte et permise qu'à condition qu'elle se soumette à la surveillance immédiate de l'État, et que les corps francs, par exemple, ne puissent s'organiser et s'armer que par l'intermédiaire et sous la responsabilité personnelle de *chefs autorisés et patentés par l'État*, de propriétaires ou de bourgeois bien connus, bien placés, de gentlemen ou d'hommes comme il faut, en un mot. De cette manière, les hommes du peuple qui feront partie des corps francs cesseront d'être dangereux. Plus que cela, |5 si leurs chefs gentlemen savent bien s'y prendre, s'ils savent bien les organiser, les mener, ils pourront tourner au besoin leurs corps francs contre une insurrection populaire, comme on l'a fait en juin 1848, avec les gardes mobiles de Paris [1].

1 Russe, je me vois dans la nécessité désagréable de prémunir mes amis, les socialistes révolutionnaires français, contre les chefs *polonais*. Je connais une masse de Polonais, et je n'ai rencontré parmi eux que deux ou trois socialistes sincères. L'immense majorité est nationaliste enragée. L'immense majorité de l'émigration polonaise était dévouée jusqu'à ce dernier jour aux Napoléons, parce qu'elle avait espéré follement que des Napoléons viendrait la délivrance de leur patrie. Les Polonais sont des conservateurs par position et par tradition. Les plus avancés sont des démocrates militaires. Leurs journaux les plus rouges repoussent unanimement le socialisme, que presque tous les Polonais ont en horreur, — moins le peuple polonais sans doute, qui n'a encore

Sous ce rapport, les bourgeois de toutes les couleurs, depuis les réactionnaires les plus arriérés jusqu'aux jacobins les plus enragés, sont *unanimes : ils ne comprennent et ne veulent le salut de la France qu'au moyen et par le seul intermédiaire de l'État, de l'organi sation réguli ère de l'État*.

Les différences qui les séparent ne roulent que sur la forme, l'organisation, la *dénomination* de l'État, et sur les hommes auxquels sera confiée la direction de l'État, — mais tous veulent également la conservation de l'État, et c'est là ce qui les réunit tous dans une seule et même grande trahison de la France, qui ne peut plus être sauvée que par des moyens qui entraînent la dissolution de l'État.

Les impérialistes veulent, s'il est possible, la conservation de l'État impérial. Ils en désespéraient il y a quinze jours. Maintenant, grâce à la coupable lâcheté du parti radical, qui les a laissés exister, plus que cela, qui leur a laissé le pouvoir officiel, croyant qu'il ne |6 serait plus en leurs mains qu'un vain simulacre, utile pour éviter une révolution qu'il craignait, — maintenant les impérialistes relèvent la tête. Ils n'ont pas perdu leur temps, et pendant que les rhéteurs de la gauche, complimentés pour leur patriotique abnégation et modération, se prélassaient dans la contemplation vaniteuse de leur prétendu pouvoir et de leur générosité, Palikao le ministre de la guerre, Chevreau, le jésuite et le favori de l'impératrice, ministre de l'intérieur, Jérôme David, le ci-devant aide de camp de Plonplon, et Duvernois, le ci-devant confident de Napoléon III, profitant de leur position et du pouvoir immense que la centralisation leur donnait, étendirent un nouveau réseau sur toute la France, non pour accélérer la défense, l'armement, le

jamais eu ni de voix, ni d'action, et dont les instincts sont socialistes, comme en général les instincts et les intérêts de toutes les masses populaires. (*Note de Bakounine.*)

soulèvement patriotique du pays, mais au contraire pour le comprimer et pour le paralyser dans les villes, et en même temps pour faire revivre dans les campagnes la pensée et les sympathies napoléoniennes. Ils se sont servis de leurs préfets et de leurs sous-préfets, de leurs maires, de leurs gendarmes et de leurs gardes-champêtres, et aussi du zèle très intéressé de messieurs les curés, pour faire dans tous les villages une immense propagande, représentant les communistes, les républicains et les orléanistes comme des traîtres qui ont livré l'empereur et la France aux Prussiens. Et grâce à l'ignorance crasse des paysans français, il paraît qu'ils ont assez bien réussi. Ils ont organisé dans les campagnes une sorte de terreur blanche contre tous les adversaires du régime impérial. Avez-vous connaissance du fait qui vient de se passer à la foire de Hautefaye [1] dans la Dordogne ? M. de Monéis fils, jeune homme de vingt-neuf ans, vient d'être brûlé vif par des paysans, pour n'avoir pas voulu crier *Vive l'empereur !* Voici ce que je viens de lire aujourd'hui dans l'*Émancipation*, journal républicain de Toulouse : « Les journaux d'abord (les *Débats* et le *Figaro*), et des lettres particulières ensuite, donnent de lamentables détails sur l'espèce de terreur impériale qui règne dans les campagnes. Partout, les citoyens connus par leurs idées démocratiques sont regardés de travers, menacés, et souvent même l'objet de voies de fait. On |7 dirait qu'un mot d'ordre a été lancé, car c'est partout la même inepte accusation *d'avoir trahi l'empereur et livré la France à la Prusse*. Les *Débats* donnent une lettre [d'un propriétaire [2]] de Bar-sur-Aube, et d'un autre propriétaire de Poitiers. Le *Figaro* parle d'une sorte de Jacquerie organisée en Picardie. J'ai reçu moi-même des lettres de plusieurs amis de la Charente-Inférieure, de l'Isère et de la Gironde. L'effroyable crime de Nontron n'est qu'un épisode parmi beaucoup de faits

1 Canton et arrondissement de Nontron : d'où le nom de « crime de Nontron » par lequel cet atroce assassinat sera désigné plus loin. — J. G.

2 J'ajoute les mots entre crochets, que le sens paraît appeler. — J. G.

de la même nature. » Et voici ce que dit le *Peuple français*, ci-devant journal de M. Duvernois, aujourd'hui ministre : « Voici un fait qui est de nature *à faire réfléchir les personnes qui affectent de traiter l'empire et l'empereur comme s'ils n'existaient plus*. M. le comte d'Estournel, député de la Somme, s'étant récemment rendu dans son département, y donnait des nouvelles de la guerre à un groupe. « Et l'empereur ? » lui demanda-t-on avec empressement. — « L'empereur ? nous prononcerons sa déchéance. » La population, indignée, le roua de coups, et lui avait déjà mis la corde au cou pour le pendre, mais grâce à l'intervention... etc.... Nous sommes loin sans doute de justifier ces actes de violence, mais... etc. »

Voilà qui est clair, n'est-ce pas ? N'ai-je pas raison de dire que le ministère ne perd pas son temps ? Les bonapartistes reprennent décidément foi en eux-mêmes et dans le régime impérial. Maintenant voici ce que j'ai lu dans la *Liberté*: « Rouher, Schneider, Persigny, Baroche, et le général Trochu, assistent à tous les Conseils des ministres ». Enfin voici encore une correspondance de la *Gazette de Turin* : « Il paraît qu'une discussion assez sérieuse s'est élevée dernièrement entre le général Trochu et le comte de Palikao. Ce dernier voulait absolument éloigner la garde mobile de Paris, tandis que le général Trochu veut la garder. C'est l'impératrice qui avait obstinément exigé cette mesure du comte de Palikao. Elle ne peut pardonner à la garde mobile d'avoir insulté Napoléon III à Châlons, et craint qu'à la première circonstance elle ne se montre l'ennemie de la dynastie. Trochu ne voulait pas céder, Palikao insistait ; Thiers les a mis d'accord au nom de la patrie. Ce n'est pas la seule opposition que le général Trochu a rencontrée de la part du ministre de la guerre. Il voulait lever l'interdiction prononcée contre les quatre journaux radicaux, et demandait aussi la destitution du préfet de police, Piétri ; mais il dut y renoncer devant l'opposition obstinée des ministres. L'impératrice exerce à Paris la même influence funeste que celle

que Napoléon III |8 exerce à l'armée. Il est certain que la présence de l'empereur nuit beaucoup à l'action libre de Mac-Mahon, qui doit s'occuper beaucoup plus de la défense de la personne impériale que de la lutte avec l'ennemi. Il a été invité à se retirer, mais il s'obstine à rester, malgré que le mécontentement des soldats par rapport à lui croît chaque jour... Vous savez que Rouher, Baroche, Persigny, Granier de Cassagnac, Dugué de la Fauconnerie, l'ont visité à Reims... Il est évident qu'il existe un gouvernement personnel occulte, dont le gouvernement ostensible, autant qu'il le peut, est le très humble serviteur. »

Enfin la séance du Corps législatif (du 23 ou du 24) prouve que le ministère se croit assez fort pour pouvoir jeter le masque. Palikao a dit qu'en rejetant la proposition de Kératry (concernant les neuf ou trois députés, élus par la Chambre, à adjoindre au Comité de défense de Paris) — qu'en rejetant cette proposition, « les ministres sont restés dans la légalité ». Et voici le résumé du discours de Duvernois ;

« La Chambre, en donnant sa confiance au ministère, nous donne la possibilité d'accomplir notre double tâche : celle de défendre la France contre l'invasion, et celle *de défendre strictement l'ordre intérieur*, parce que l'ordre à l'intérieur est la condition de notre sécurité contre l'ennemi. Nous ne pouvons nous associer à la proposition de M. de Kératry, *parce que ce serait nous associer à la violation de la constitution* qui **vous** protège, qui protège les libertés publiques, *de la constitution que, sachez-le bien, nous ne laisserons pas violer*, par quelque pouvoir que ce soit. Nous ne sommes pas le ministère d'un coup d'État, pas plus d'un coup d'État parlementaire que d'un coup d'État monarchique. *Nous sommes un ministère parlementai re*. Nous voulons nous appuyer sur la Chambre, et *rien que sur la Chambre* » (Pas sur le peuple de Paris, mais sur cette Chambre, *parce que* l'immense majorité de cette Chambre

est bonapartiste), « et permettez-moi de vous dire que notre respect pour la constitution, c'est votre garantie...

« *Voix.* — C'est une menace.

« DUVERNOIS. — Non, ce n'est pas une menace. Je veux dire seulement que nous avons *le devoir, nous, gouvernement, de respecter la constitution en vertu de laquelle nous sommes le pouvoir, et en vertu de laquelle nous gouvernons...*

« PALIKAO. — Les ennemis extérieurs, nous les combattrons, tant que nous [n'en aurons pas [1]] |9 délivré notre patrie. *Les ennemis intérieurs seront réduits à l'impuissance. J'ai en main tous les pouvoirs pour cela, et je réponds de la tranquillité de Paris.*

« THIERS. — M. le ministre du commerce a invoqué ici l'intérêt des institutions... La France combat pour son indépendance, *pour sa gloire, pour sa grandeur*, pour l'inviolabilité de son sol : à droite, à gauche, partout, voilà pourquoi nous combattons... Mais, de grâce, ne faites pas intervenir ici les institutions, vous nous forceriez de vous rappeler qu'elles sont, plus que les hommes, les auteurs de nos maux. »

Vous voyez donc que les bonapartistes n'ont pas encore abandonné leur partie, ils tiennent le pouvoir, et toute la gent innombrable d'une gigantesque administration, appuyée sur la gent cléricale, est à eux. Ils essaieront de faire couronner le prince impérial, et, s'ils ne le peuvent pas, ils profiteront de leur pouvoir pour se vendre bien cher aux Orléans.

La bourgeoisie légitimiste et orléaniste surtout,

1 Les mots entre crochets, omis par Bakounine, sont suppléés par moi d'après l'indication que fournit le sens. — J. G.

aujourd'hui beaucoup plus nombreuse que la bourgeoisie bonapartiste et la bourgeoisie radicale prises ensemble, se masque complètement derrière les phrases d'un patriotisme désintéressé, son temps, le temps des Orléans, n'étant pas encore venu, parce qu'il est tout à fait impossible pour ces derniers de revenir avec les Prussiens. D'ailleurs ils ne se soucient nullement d'accepter directement l'héritage de Napoléon III ; ils ne veulent ni de son héritage politique, ni de son héritage administratif, ni de son héritage financier, et cela pour beaucoup de raisons. D'abord, il leur serait excessivement désagréable s'ils devaient commencer leur règne par des mesures de terrorisme et de salut public, qui seront indispensables pour nettoyer la France de la vermine bonapartiste. Ils ne voudraient pas aussi commencer leur règne par la banqueroute, et la banqueroute sera inévitable pour tout État qui succédera au règne de Napoléon, aucun ne pouvant se fonder avec le déficit immense qu'il lègue à son successeur. Il y a déjà bien longtemps, depuis 1865 et 1864, que les orléanistes ont dit : « Il faut que les républicains viennent d'abord, qu'ils fassent table rase dans l'administration, qu'ils fassent surtout la banqueroute, — après quoi nous viendrons ». Je ne serais donc nullement étonné de Thiers, Trochu, Daru et tant d'autres se déclarant d'abord pour la République. Je suis même convaincu que, si l'occasion se présente, ils le feront. D'abord, cela se passera très bien ; ils seront sous le régime républicain des hommes possibles, utiles, et, soit directement, soit indirectement, ils conserveront une grande influence sur le gouvernement. Ils |10 ne craignent pas la République, et ils ont raison. Ils savent que la République de Gambetta et compagnie ne peut être qu'une République politique, excluant le socialisme, les masses populaires, et confirmant, renforçant même, ce *sanctus sanctorum,* cette citadelle de la bourgeoisie, l'État. Ils savent que cette République, précisément parce qu'elle se posera en ennemie du socialisme, battue en brèche par ce dernier, se verra bientôt forcée d'abdiquer au profit de la

monarchie, — et qu'alors les Orléans pourront revenir en France, aux acclamations de la bourgeoisie française et de la bourgeoisie de l'Europe tout entière, comme des sauveurs de la civilisation et de la patrie.

Voilà dans toute sa vérité et son intégrité le plan des orléanistes. Donc nous pouvons les considérer *maintenant*, pour aujourd'hui seulement, comme des républicains sincères. Ils ne barrent pas le passage à Gambetta, ils le pousseront au contraire au pouvoir. Et je ne serai nullement émerveillé si nous apprenons demain, ou après-demain, que Gambetta et compagnie (les Picard, les Favre, les Jules Simon, les Pelletan, les Grévy, les Kératry, et tant d'autres) auront fait de concert avec Thiers et Trochu un coup d'État républicain, — à moins que Palikao, Chevreau, Duvernois et Jérôme David n'aient déjà pris des mesures si énergiques et si efficaces qu'un tel changement de scène serait devenu impossible. Mais je doute qu'ils puissent l'empêcher, si Gambetta s'entend avec Thiers et Trochu.

Nous arrivons donc au parti républicain radical jacobin, au parti de Gambetta. Supposons qu'il s'empare du pouvoir et de la dictature de Paris. Croyez-vous qu'il veuille, qu'il puisse donner la liberté du mouvement à Paris, à la France? Point du tout. Tenu en échec par le socialisme révolutionnaire, il sera forcé de lui faire une guerre à mort, et il deviendra, il pourra devenir d'autant plus oppressif, que ses mesures de compression auront l'apparence de mesures nécessaires pour le salut de la liberté. Pourra-t-il au moins organiser une force suffisante pour repousser l'invasion prussienne? Eh! mille fois non! Et je m'en vais vous le prouver comme 2 fois 2 font 4.

Jacobin, il cherchera nécessairement le salut de la France dans l'exagération de l'État. S'il était même fédéraliste, girondin, —et nous savons qu'il ne l'est pas, comme tout son |11 parti ne l'est

pas, —alors encore, en vue de l'invasion allemande aux portes de Paris, il serait forcé de faire de la centralisation extraordinaire. Croyez-le bien d'ailleurs, les Jacobins n'oseront pas même détruire l'administration actuelle, ce réseau de réaction bonapartiste qui étouffe la France, et pour deux raisons: la première, c'est qu'après avoir laissé passer 15 à 20 jours précieux, pendant lesquelles *(sic)* ils auraient pu faire la révolution avec beaucoup moins de danger pour Paris et pour eux-mêmes et avec plus de chances de succès qu'aujourd'hui, les républicains de Paris sont arrivés maintenant à ne rien entreprendre, rien faire, sans le consentement et la coopération de *Trochu* et de *Thiers*. Donc *Thiers* et Trochu feront partie du nouveau gouvernement, du gouvernement Gambetta, à moins que que pour les renverser, Gambetta ne fasse une seconde révolution, ce qui lui sera impossible, d'abord parce qu'il aura pour collègues des républicains comme Picard, Jules Favre,Jules Simon, Pelletan et tant d'autres, qui tout aussi réactionnaires que Thiers et Trochu, n'en possèdent pas les incontestables talents, ni la grande habileté et habitude pratiques. Pour expulser Thiers et Trochu, Gambetta devrait d'abord expulser du gouvernement ces républicains modérés. — Pour cela, il faudrait faire *(sic)* au vrai peuple de Paris, aux révolutionnaires socialistes, — et ce serait la mort de Gambetta. Il le sait fort bien, et il se dit à lui-même les paroles que lui adresse la *Liberté* du 25 : « Vous n'avez pas besoin de faire la révolution, elle est désormais faite dans tous les esprits. Tout le monde en sent aujourd'hui l'irrévocable besoin. Ce n'est plus qu'une question d'opportunité et de temps. Pourquoi donc ces impatiences ? *Mais impatients que vous êtes, ne sentez-vous donc pas que si au lieu d'attendre la solution et la résoudre politiquement* (sic), *vous déchaînez le lion populaire, vous serez les premiers dévorés ?* » — Voilà pourquoi Gambetta n'expulsera du gouvernement aucun des républicains modérés, et pourquoi il n'en expulsera ni Thiers, ni Trochu. Il ne les expulsera pas encore pour une autre raison : N'étant point un

révolutionnaire socialiste, ne pouvant par conséquent appuyer franchement son action sur le prolétariat, sur les travailleurs, sur le peuple, il devra forcément chercher l'appui de la bourgeoisie plus ou moins radicale aussi bien que celui de l'armée ; et bien ! Trochu et Thiers lui assureront l'un et l'autre. Donc il sont nécessaires, inévitables. Mais avec Thiers et Trochu les mesures radicales, même au point de vue exclusif du Jacobinisme révolutionnaire, seront impossibles — ou bien elles ne seront possibles que contre le peuple, contre les révolutionnaires socialistes, non contre la réaction bourgeoise. Le dernier décret de Trochu, |12 sa proclamation du 25 août ordonne l'expulsion de Paris de tous les individus qui ne pourront prouver qu'ils ont des moyens d'existence, non parce qu'il serait difficile sinon impossible de les nourrir pendant la durée du siège, ce qui serait un motif très plausible, mais « *parce que leur présence constituerait un danger pour l'ordre public et pour la sûreté des propriétés et les personnes* ». Elle menace également d'expulsion « *toutes les personnes qui par leurs menées tenteraient à* (sic) *paralyser les mesures de défense et de sûreté générale* ». — La première partie de cette proclamation n'a rapport, dira-t-on, qu'aux voleurs, quoiqu'elle puisse très bien s'étendre à tous les ouvriers que leurs patrons seront ou bien forcés par la crise ou bien trouveront tout simplement utile d'expulser de leurs ateliers. Quant à la seconde partie, elle s'adresse directement aux révolutionnaires socialistes. — C'est une mesure dictatoriale et de salut public contre la révolution.

Voici donc la première raison pourquoi Gambetta n'entreprendra [pas] la réforme radicale de l'administration actuelle. Avec des compagnons comme Thiers, Trochu, Picard, Pelletan, Favre et Jules Simon, on ne peut faire que de la réaction, pas de révolution. Mais il y a encore une autre raison qui l'empêchera de détruire d'un seul coup l'administration impériale. Il est impossible de détruire d'un seul coup cette

administration, parce qu'il est impossible de la remplacer *sur-le-champ* par une autre. — Il y aurait donc, au milieu même d'un terrible danger, un moment de plus ou moins longue durée pendant lequel il n'y aurait en France aucune administration et par conséquent nulle trace de gouvernement, — pendant lequel les populations de la France, abandonnées complètement à elles-mêmes, seraient en proie à la plus affreuse anarchie. — Cela peut nous aller, cela nous va, à nous, révolutionnaires socialistes, mais cela ne peut pas entrer dans les idées des Jacobins, hommes d'État par excellence. Réformer l'administration peu à peu, au milieu du danger, ayant l'invasion à ses portes, est encore une chose impossible ; d'abord parce que cette réforme ne peut point partir de l'initiative d'une dictature soit individuelle, soit collective quelconque ; elle sera illégale et frappée de nullité, si elle ne sort pas de l'initiative |13 d'une Assemblée Constituante, transformant le gouvernement et l'administration de la France au nom du suffrage universel. Ai-je besoin de prouver que le Corps législatif actuel est incapable d'entreprendre, ni même de vouloir une pareille réforme? D'ailleurs, Gambetta ne pourra arriver au pouvoir que par la dissolution de ce parlement Bonapartiste, et il sera impossible de convoquer une nouvelle constituante, tant que l'invasion prussienne continuera de frapper aux portes de Paris. Tant que les étrangers ne seront pas expulsés du territoire Français, Gambetta et Comp. seront bien forcés de gouverner dictatorialement, d'ordonner des mesures de salut public, mais ils ne pourront entreprendre aucune réforme constitutionnelle.

Il est vrai que dans une réunion de la gauche, le 23 ou le 24 août, réunion à laquelle avaient pris part Thiers et quelques membres *avancés* du centre gauche, — la gauche ayant exprimé son intention de renverser le ministère, et Thiers qui la conjurait de n'en rien faire, ayant enfin demandé : « Mais enfin, par qui les remplacerez-vous, quels hommes mettrez-vous au

cabinet ? », une voix, je ne sais laquelle, a répondu : « *Il n'y aura plus de cabinet, le gouvernement sera confié à toute la nation armée, agissant par ses délégués* » — ce qui, à moins de n'avoir aucun sens, ne peut signifier que ceci : *Une Convention nationale révolutionnaire et* RESTREINTE, — non une Constituante légalement et régulièrement composée des délégués de tous les cantons de la France — mais une *Convention exclusivement composée des délégués des villes qui auront fait la révolution*. Je ne sais à qui a appartenu cette voix folle qui est venue retentir au milieu de ce conseil de sages ? peut-être était-ce l'âne de Balaal *(sic)*, quelque monture innocente de ce grand prophète Gambetta? — Mais il est certain que l'âne a parlé mieux que le prophète. Ce que cet âne annonçait, proposait, n'était ni plus ni moins que la révolution sociale, le salut de la France par la révolution sociale. Aussi ne daigna-t-on pas même lui répondre.

Ainsi donc le gouvernement de Gambetta, occupé par la défense du pays et de Paris surtout, et privé de l'assistance d'un corps constituant, ne pourra point entreprendre, à l'heure qu'il est, la réforme des institutions, du caractère et des bases mêmes de l'administration. Supposons même qu'il le voulût, et supposons encore qu'il eût près de lui une sorte de Convention révolutionnaire composée de délégués des villes insurgées ; supposons enfin — *ce qui est absolument impossible* — supposons que la majorité de cette Convention serait composée de Jacobins comme lui et que les socialistes révolutionnaires n'y formeraient qu'une minorité |14 insignifiante. [1] Je dirai, que même dans ce cas, d'ailleurs tout à

1 Nous arrivons, avec la phrase qui suit, à la page 14 du manuscrit de Bakounine. C'est à partir d'ici que j"ai commencé à utiliser son texte. Le contenu des pages 14-21 du manuscrit (jusqu'à la ligne 2 de la page 22) correspond, avec des changements et des suppressions, aux pages 84 (ligne 25)-42 (ligne 8) de la brochure, aux pages 123 (ligne 10)-133 (ligne 4) de cette réimpression. — J. G.

fait impossible, le gouvernement de Gambetta ne pourra entreprendre ni exécuter aucune réforme radicale et sérieuse de l'administration actuelle. Ce serait vouloir entreprendre et exécuter un mouvement de flanc en présence d'un puissant ennemi, comme celui de Bazaine devant les Prussiens — mouvement qui lui a si mal réussi. Est-ce le temps — rappelez-vous que je parle toujours au point de vue de l'État — est-ce le temps de changer radicalement la machine administrative, alors qu'à chaque instant on a besoin de ses services, de son activité la plus énergique ? Pour la changer, pour la transformer d'une manière tant soit peu radicale et sérieuse, il faudrait la paralyser pendant deux semaines, pendant trois semaines au moins — et pendant tout ce temps il faudrait se passer de ses services, et cela au milieu d'un danger terrible où chaque moment est précieux ! Mais ce serait livrer la France aux Prussiens.

Cette même impossibilité empêchera Gambetta de toucher, d'une manière tant soit peu radicale, au personnel même de l'administration impériale. Il lui faudrait créer des hommes pour le remplacer. Et où trouvera-t-il cent mille fonctionnaires nouveaux ? Tout ce qu'il pourra faire, ce sera de remplacer les préfets et les sous-préfets impériaux par d'autres qui ne vaudront pas beaucoup mieux ; car parmi ces nouveaux fonctionnaires, il y aura, soyez-en certains, puisque c'est dans la logique de la situation actuelle et dans la force des choses — il y aura au moins 7 orléanistes sur *(sic)* 3 républicains ; — les orléanistes seront plus habiles et plus canailles, les républicains plus vertueux et plus bêtes.

Ces réformes personnelles, inévitables, démoraliseront nécessairement encore plus l'administration actuelle. Il y aura des tiraillements sans fin et une guerre civile sourde en son sein, ce qui la rendra encore cent fois plus incapable d'action qu'elle ne l'est aujourd'hui, — de sorte que le gouvernement de

Gambetta aura à son service une machine administrative qui ne vaudra pas même celle qui exécute tant bien que mal les ordres du ministère Bonapartiste actuel.

Pour obvier à ce mal, Gambetta enverra sans doute dans tous les départements des Proconsuls, des commissaires extraordinaires munis de pleins pouvoirs. Ce sera le comble de la désorganisation. D'abord, parce que, vu la position de Gambetta et son alliance forcée avec Thiers et Trochu, vu les vertus et l'intelligence patriotiques des Picard, |15 des Pelletan, Jules Simon, Favre et autres, on peut être certain, que sur 3 commissaires républicains, il y en aura 7 orléanistes. Mais supposons même la proportion inverse, supposons qu'il y aura 7 républicains sur 3 orléanistes, les choses n'en iront pas mieux.

Elles n'en iront pas mieux pour cette raison qu'il ne suffit pas d'être muni de pouvoirs extraordinaires pour prendre des mesures extraordinaires de salut public, pour avoir la puissance de créer des forces nouvelles, pour pouvoir provoquer dans une administration corrompue et dans les populations systématiquement déshabituées de toute initiative, une énergie et une activité salutaires. Pour cela il faut avoir encore en soi-même ce que la bourgeoisie de 1792-93 avait à un si haut degré et ce qui manque absolument à la bourgeoisie actuelle, même aux républicains de nos jours — il faut avoir l'intelligence, la volonté, l'énergie révolutionnaires, il faut avoir le diable au corps — et comment s'imaginer que des hommes qui seront nécessairement *moins* que Gambetta et Comp., au-dessous de ces coryphées du républicanisme moderne, puisque s'ils étaient leurs égaux, ils commanderaient sinon à leur place, au moins avec eux et ne se laisseraient pas diriger par eux — comment s'imaginer que ces commissaires envoyés par Gambetta et Comp. trouvent en eux-mêmes cette intelligence, cette volonté, cette énergie et ce diable, puisque Gambetta lui-même, dans le moment le plus suprême de sa vie et le plus critique pour la

France, ne les a pas trouvés en son propre cœur, ni en son propre cerveau ?

En dehors de ces qualités personnelles qui impriment un caractère vraiment héroïque aux hommes de 1793, les commissaires extraordinaires ont si bien réussi aux Jacobins de la Convention nationale, parce que cette Convention était réellement révolutionnaire, et que, s'appuyant elle-même à Paris sur les masses populaires, sur la vile populace, à l'exclusion de la bourgeoisie libérale, elle avait ordonné à tous ses proconsuls, envoyés en province, de s'appuyer également partout et toujours sur cette même canaille populaire. Les commissaires extraordinaires envoyés par Ledru-Rollin, en 1848, et ceux que Gambetta ne manquera pas d'envoyer dans les départements, s'il monte au pouvoir, les uns ont dû faire, les autres feront |16 nécessairement un fiasco complet, par la raison inverse, et les seconds feront un fiasco plus considérable encore que les premiers, parce que cette raison inverse agira plus puissamment encore sur eux, que sur leurs devanciers de 1848. Cette raison c'est que les uns ont été et que les autres seront, dans un degré plus sensible et plus explicite encore des bourgeois radicaux, délégués du républicanisme bourgeois et comme tels ennemis du socialisme révolutionnaire, ennemis naturels de la révolution vraiment populaire. Cet antagonisme de la révolution bourgeoise et de la révolution populaire n'existait pas encore, en 1793, ni dans la conscience du peuple, ni même dans celle de la bourgeoisie. On n'avait pas encore démêlé de l'expérience historique cette vérité de tous les temps, que la liberté de toute classe privilégiée et par conséquent aussi celle de la bourgeoisie, était fondée essentiellement sur l'esclavage économique du prolétariat. Comme fait, comme conséquence réelle, cette vérité avait toujours existé, mais elle avait été tellement embrouillée avec d'autres faits, et masquée par tant d'intérêts et de tendances historiques différentes, surtout religieuses, nationales et politiques, qu'elle ne s'était

point encore dégagée dans sa grande simplicité et clarté actuelle, ni pour la bourgeoisie commanditaire du travail, ni pour le prolétariat, par elle salarié, c'est-à-dire exploité. La bourgeoisie et le prolétariat étaient bien ennemis naturels, ennemis éternels, mais sans le savoir, et par suite de cette ignorance, attribuant, l'une ses craintes, l'autre ses maux, à des raisons fictives, non à leur antagonisme réel, ils se croyaient amis — et se croyant tous amis, ils marchèrent unis et contre la monarchie et contre la noblesse et contre les prêtres. Voilà ce qui fit la grande force des bourgeois révolutionnaires de 1793. Non seulement ils ne craignaient pas le déchaînement des passions populaires, mais ils le fomentèrent par tous les moyens, comme l'unique moyen de salut pour la patrie et pour eux-mêmes contre la réaction intérieure et extérieure. Lorsqu'un commissaire extraordinaire, délégué par la Convention, arrivait dans une |17 province, il ne s'adressait jamais aux gros bonnets du pays, ni aux révolutionnaires bien gantés, il s'adressait directement aux sans-culottes, à la canaille populaire, et c'est sur elle qu'il se fondait exclusivement pour exécuter, contre les gros bonnets et les révolutionnaires comme il faut, les décrets révolutionnaires de la Convention. Ce qu'ils faisaient donc n'était proprement ni de la centralisation ni de l'administration, mais de la provocation. Ils ne venaient pas dans un pays pour lui imposer dictatorialement la volonté de la Convention nationale. Ils ne firent cela que dans de très rares occasions, et lorsqu'ils venaient dans une contrée décidément et unanimement hostile et réactionnaire. Alors ils ne venaient pas seuls, mais accompagnés de troupes qui ajoutaient l'argument de la bayonnette à leur éloquence civique. Mais ordinairement ils venaient tout seuls, sans un soldat pour les appuyer, et ils cherchaient un appui dans les masses dont les instincts étaient toujours conformes aux pensées de la Convention — loin de restreindre la liberté des mouvements populaires, par crainte d'anarchie, ils la provoquaient de toutes les manières ; la première chose qu'ils avaient l'habitude de faire, c'était de

former un club populaire, là où ils n'en trouvaient pas — révolutionnaires eux-mêmes pour tout de bon, ils reconnaissaient bientôt dans la masse les vrais révolutionnaires et s'alliaient avec eux pour souffler la révolution, l'anarchie, pour mettre le diable au corps des masses et *pour organiser révolutionnai rement* cette anarchie populaire. Cette organisation révolutionnaire était la seule administration et la seule force exécutive dont les commissaires extraordinaires se servirent pour révolutionner, pour terroriser un pays.

Tel fut le vrai secret de la puissance de ces géants révolutionnaires, que les jacobins-pygmées de nos jours admirent, sans parvenir jamais à en approcher.

Les commissaires de 1848 [1] avant Juin, étaient déjà des bourgeois, qui, comme Adam et Ève après avoir mordu dans le fruit défendu, savaient déjà quelle différence il y a entre le bien et le mal, entre la bourgeoisie exploitant le travail populaire et le prolétariat exploité. Pour la plupart du temps c'étaient de pauvres diables eux-mêmes, prolétaires de la pire espèce, Bohèmes de la petite littérature et de la politique des cafés, gens déclassés, désorientés, sans convictions profondes, passionnées et sans tempérament. Ce n'étaient point des êtres vivant de leur propre vie, c'étaient de pâles contrefaçons des héros de 1793. Chacun avait pris un rôle, et chacun tâchait de l'exécuter tant bien que mal. |18 Ceux de qui ils tenaient leurs mandats n'étaient pas beaucoup plus convaincus, plus passionnés, plus énergiques, plus réellement révolutionnaires qu'eux-mêmes. C'étaient des ombres grossies, tandis qu'eux n'étaient que de petites ombres. Mais tous enfants malheureux de la même bourgeoisie désormais fatalement séparée du peuple, tous sortis, plus ou moins doctrinaires, de la même cuisine, l'Université. Les héros de la grande révolution avaient été pour

1 Cet alinéa sur les commissaires de 1848 a été abrégé beaucoup dans la brochure (voir pages 128-129 de cette réimpression). — J. G.

eux, ce que [furent] les tragédies de Corneille et de Racine pour les littérateurs français avant la naissance de l'école romantique — des modèles classiques. Ils tâchèrent de les imiter et les imitèrent fort mal. Ils n'en eurent ni les caractères, ni l'intelligence, ni surtout la position. Fils de bourgeois, ils se sentirent séparés du prolétariat par un abîme, et ils ne trouvèrent pas en eux de passion révolutionnaire suffisante ni de résolution pour tenter le saut périlleux. Ils restèrent de l'autre côté de l'abîme et pour séduire, pour entraîner les ouvriers, ils leur firent des mensonges, des phrases, des grimaces. Quand ils se trouvaient au milieu du prolétariat, ils se sentaient mal à leur aise, comme des gens d'ailleurs honnêtes mais qui se trouvent dans la nécessité de tromper. Ils se battirent les flancs pour trouver en eux-mêmes un mot vivant, une pensée féconde, ils n'en trouvèrent pas une seule. — Dans cette fantasmagorie révolutionnaire de 1848, il ne se trouva que deux hommes réels : Proudhon et Blanqui, tout à fait dissemblants d'ailleurs l'un à l'autre. Quant à tout le reste, ce ne furent que de mauvais comédiens qui jouèrent la révolution, comme les comédiens du moyen âge ont joué la passion — jusqu'à ce que Napoléon III n'eut *(sic)* tiré le rideau .

Les instructions que les commissaires extraordinaires de 1848 reçurent de Ledru-Rollin furent aussi incohérentes et vagues que le sont les pensées révolutionnaires de ce grand citoyen. C'étaient tous les gros *(sic)* mots de la révolution de 1793, sans aucune des grandes choses, ni des grands buts, ni surtout des énergiques résolutions de cette époque. Ledru-Rollin a été toujours, comme un riche bourgeois qu'il est, comme un rhéteur et comme avocat, et il reste encore l'ennemi naturel, instinctif du socialisme révolutionnaire. Aujourd'hui, après de grands efforts, il est enfin parvenu à comprendre les | 19 associations coopératives, mais il ne se sent pas la force d'aller au-delà. Louis Blanc, ce Robespierre en miniature, cet adorateur du citoyen intelligent et vertueux, est le type du

communiste de l'État, du socialiste doctrinaire et autoritaire. Il a écrit dans sa jeunesse une toute petite brochure sur « l'organisation du travail », et aujourd'hui même, en présence des immenses travaux et des développements prodigieux de l'Internationale, il en reste encore là. Pas un souffle de sa parole, pas une étincelle de son cerveau n'a donné la vie à personne. Son intelligence est stérile, comme toute sa personnalité est sèche. Aujourd'hui encore, dans sa dernière lettre récemment adressée au *Daily News*, en présence de la terrible lutte fratricide qui se passe entre les deux nations les plus civilisées du monde, il n'a pas trouvé autre chose dans sa tête, ni dans son cœur, que le conseil aux républicains français, « qu'ils aient à proposer aux Allemands, au nom de la fraternité des peuples, une paix également honorable pour les deux nations ».

Ledru-Rollin et Louis Blanc ont été comme on sait les deux grands révolutionnaires de 1 848, avant les journées de Juin. L'un, un bourgeois — avocat et rhéteur boursouflé aux allures et aux prétentions Dantonesques, l'autre un Robespierre-Babeuf réduit aux plus infimes proportions. Ni l'un, ni l'autre, n'ont su ni penser, ni vouloir, ni encore moins oser. — D'ailleurs le baiser Lamourette de cette époque, Lamartine, avait imprimé à tous les actes et à tous les hommes de cette époque, moins Proudhon et Blanqui, sa note fausse, et son faux caractère de conciliation — ce qui traduit en langage sérieux, signifiait réaction, sacrifice du prolétariat à la bourgeoisie — et ce qui aboutit comme on sait, aux journées de Juin.

Les commissaires extraordinaires partirent donc pour les provinces bénis par ces grands hommes et portant leurs instructions dans leurs poches. Que contenaient ces instructions ? Des phrases et rien de plus. Mais à côté de ces phrases, ils emportèrent encore avec eux des recommandations d'un caractère réactionnaire très réel, et qui leur furent ajoutées

par les républicains *modérés* du *National* : les Marrast, les Garnier-Pagès, les Arago, les Bastide, sans oublier M. Jules Favre, l'un des plus fougueux parmi les républicains réactionnaires de ce temps.

Faut-il s'étonner que de tels commissaires, envoyés par de si grands hommes et munis de telles instructions ne firent rien | 20 dans les départements, sinon d'exciter le mécontentement de tout le monde par le ton [de] dictature et par les manières de proconsuls qu'il leur plut de se donner. On se moqua d'eux, et ils n'exercèrent aucune influence. Au lieu de se tourner vers le peuple, et seulement vers le peuple, comme leurs modèles de 1793, ils s'occupèrent exclusivement de la moralisation des hommes appartenant aux classes privilégiées. Au lieu d'organiser partout par le déchaînement des passions révolutionnaires, l'anarchie et la puissance populaire, ils prêchèrent au prolétariat, suivant d'ailleurs en ceci strictement les instructions qu'ils avaient reçues et les recommandations qu'on leur envoyait de Paris, la modération, la tranquillité, la patience et une confiance aveugle dans les desseins généreux du gouvernement provisoire. — Les cercles réactionnaires des provinces, intimidés d'abord beaucoup et par cette révolution qui leur était tombée si inopinément sur la tête et par l'arrivée de ces mandataires de Paris — voyant que ces Messieurs s'amusaient à ne faire que des phrases et à se pavaner dans leur bouffonne vanité, voyant d'un autre côté qu'ils négligeaient totalement d'organiser la puissance du prolétariat contre eux et de fomenter contre eux la fureur des masses, seule capable de les contenir et de les anéantir, reprirent courage et finirent par envoyer l'Assemblée constituante réactionnaire que vous savez. Vous en savez les tristes conséquences.

Après Juin ce fut autre chose ; les bourgeois sincèrement révolutionnaires, ceux qui passèrent dans le camp du socialisme révolutionnaire, sous l'influence de la grande catastrophe qui

avait tué d'un seul coup tous les comédiens révolutionnaires de Paris — devinrent des hommes sérieux et firent des efforts sérieux pour révolutionner la France. Ils réussirent même en grande partie. Mais c'était trop tard, la réaction de son côté s'était réorganisée en une puissance formidable, et grâce aux terribles moyens que donne la centralisation de l'État, elle finit par triompher tout à fait, plus même qu'elle ne l'avait voulu, dans les |21 journées de Décembre.

Eh bien, les commissaires extraordinaires que Gambetta ne manquera pas sans doute d'envoyer dans les départements, s'il parvient à vaincre, avec l'aide de Trochu et de Thiers, la réaction bonapartiste à Paris, seront encore plus malheureux que les commissaires de 1848.

[1] Ennemis des ouvriers socialistes, aussi bien que de l'administration et des paysans bonapartistes, sur qui diable s'appuieront-ils ? Leurs instructions leur commanderont d'enchaîner dans les villes le mouvement révolutionnaire socialiste et dans les campagnes le mouvement réactionnaire bonapartiste ; avec l'aide de qui ? D'une administration désorganisée et mal reformée, à demi sinon pour les trois quarts restée bonapartiste elle-même et de quelques centaines de pâles républicains et d'orléanistes de la localité ? — de républicains aussi pâles, aussi insignifiants, aussi incertains et désorientés qu'eux-mêmes, restant en dehors de toute masse populaire et n'exerçant d'influence sur personne ; et d'orléanistes, bons comme tous les gens riches et bien élevés, bons pour exploiter et pour faire tourner par leurs intrigues un mouvement au profit de la réaction, mais incapables d'une résolution et d'une

1 Avec cet alinéa, l'écriture de l'auteur change : assez lâche dans les feuillets précédents, elle devient plus régulière et plus serrée. Il doit y avoir eu un jour d'intervalle entre les deux écritures : l'alinéa a donc été commencé, sans doute, le 29 août (la page 27 du manuscrit portant, comme on le verra, la date du 30.) — J. G.

action énergique quelconques. Et encore les orléanistes seront encore les plus forts, car à côté des moyens financiers considérables qui sont à leur disposition, ils ont encore cet avantage qu'ils savent ce qu'ils veulent tandis que les républicains, à leur grande pauvreté, joignent encore le terrible malheur de ne point savoir où ils vont et de rester étrangers à tous les intérêts réels, tant privilégiés qu'universellement populaires, du pays. Ils ne représentent plus rien aujourd'hui, rien qu'un idéal et une faction vieillis. Et comme à la fin des comptes ce sont les intérêts matériels qui gouvernent le monde, les idées n'ayant de puissance qu'autant qu'elles représentent un grand intérêt — voir les idées de 1793 qui avaient pour fond réel, les intérêts ascendants et triomphants de la bourgeoisie, opposés à ceux de la noblesse, de la théocratie et de la monarchie ; comme les intérêts des masses populaires ont trouvé leur expression dans les idées et les tendances pratiques du socialisme ; et comme les républicains se sont ouvertement déclarés aujourd'hui les ennemis de ces tendances et de ces idées, et par conséquent les amis des tendances et des idées bourgeoises, et comme l'orléanisme est l'expression de ces dernières — il est évident, que les républicains commissaires et locaux, aussi bien que ceux de Paris, soumis à l'ascendant sérieux des Orléanistes, flattés, poussés, dirigés et magnétisés de toutes les manières par eux, tout en s'imaginant |22 qu'ils travaillent pour la république, ne travailleront en réalité que pour la restauration de la monarchie des Orléans [1].

Maintenant, retournant à la question, je me demande avec vous si ces républicains unis aux Orléanistes et soutenus par eux dans tout le pays, comme ils le seront certainement, si Gambetta, de concert avec Thiers et Trochu, réussit à faire, non une révolution, mais un coup d'État contre les Bonapartistes à

1 La suite, jusqu'à la page 84 du manuscrit Bakounine (moins un morceau de la p. 27 : voir plus loin page 202, note 2), n'a pas été utilisée. — J. G.

Paris — si cette coalition des Républicains et des Orléanistes sera assez puissante pour sauver la France, en ce terrible moment ?

Il suffit de poser cette question, pour qu'elle soit résolue aussitôt dans un sens négatif. Ayant contre eux, d'un côté toute la masse ouvrière des villes, qu'il faudra contenir, et de l'autre, la masse des paysans bonapartistes, qu'il faudra également contenir, ils auront pour eux, comme instruments de défense et d'action, une armée à demi détruite, et au moins deux fois inférieure en nombre à l'armée magnifiquement organisée et magnifiquement dirigée des Prussiens ; et encore ne seront-ils pas bien sûrs du dévouement et de l'obéissance des deux chefs de cette armée, de Bazaine et de Mac-Mahon, tous les deux créatures de Napoléon III. Ils auront en outre une administration dont l'incapacité et la mauvaise volonté est prouvée, une administration qui aujourd'hui même, sous la direction des Chevreau, des Duvernois et David, fait une propagande passionnée en faveur de l'empereur, contre eux, les représentant partout comme des traîtres qui ont vendu aux Prussiens et le pays et l'empereur, et soulevant contre le patriotisme des villes la jacquerie des paysans ; une administration qui, lors même qu'un coup de main heureux aura changé le gouvernement à Paris, ne pourra être, comme je viens de le prouver, je pense, ni réformée, ni même remplacée quant à l'immense majorité de son personnel ; qui subira sans doute le joug détesté des vainqueurs radicaux, mais qui n'en restera pas moins Bonapartiste dans le fond de son cœur. Enfin ils auront pour eux les sympathies et au besoin l'aide des républicains et des orléanistes clairsemés dans la France, mais ne formant pas d'organisation quelconque et |23 tout à fait incapables d'action énergique.

Je vous demande si avec de pareils instruments les hommes les plus intelligents et les plus énergiques pourront

sauver la France du terrible danger qui ne la menace plus seulement, mais qui en grande partie est devenu déjà une catastrophe réelle ?

Il est évident que la France officielle, l'État, monarchique ou même républicain, ne peut plus rien, toute la puissance officielle étant devenue impuissance. Il est évident que si la France peut être sauvée encore, ce ne peut être que par la France naturelle, par toute la nation prise en dehors de toute organisation officielle, monarchique ou républicaine, par le soulèvement spontané des masses populaires [1], ouvriers et paysans à la fois, qui prendront les armes qu'on ne veut pas leur donner [2] et qui s'organiseront d'eux-mêmes, de bas en haut,

1 Quelques expressions empruntées à cette phrase ont été placées dans le dernier alinéa de la brochure (p. 134 de cette réimpression). — J. G.

2 Le ministère a enfin avoué qu'il ne veut pas donner des armes au peuple dans la remarquable séance du 25 août, à propos de la proposition non d'abolir, mais seulement de suspendre les lois qui défendent la vente et la fabrication des armes et des munitions de guerre, et qui frappent d'amende le port d'armes sans autorisation du gouvernement. Après une vive discussion, cette proposition, repoussée par la commission, naturellement élue par la majorité bonapartiste du Corps législatif, a été rejetée par 184 contre 64 voix. Pendant cette discussion il s'est produit des mots et des révélations fort intéressantes.

« JULES FERRY (l'auteur de la proposition). — Le rapport condamne les lois, et il en recommande le maintien provisoire, aujourd'hui que leur suspension est précisément nécessaire et évidente pour tout le monde. Le pays a besoin d'armes pour se défendre, ce besoin est extrême. Que fallait-il faire? Abolir la prohibition, comme pour les céréales en temps de disette... *Non seulement on n'arme pas, mais il y a des préfets qui refusent* |24 *les armes qu'on leur envoie*. J'en connais un qui a répondu : « P*as de fusils, pas de volontaires. J'ai envoyé tous les hommes valides hors du département*. » S'il y a des raisons politiques pour ne point armer le peuple, qu'on le dise. Si on craint que les armes ne tombent entre les mains des ennemis du gouvernement, il faut le dire. Il faut qu'on sache, *que si quelque chose paralyse la défense nationale, c'est l'intérêt dynastique*.

«PICARD. — L'histoire ne comprendra pas cette discussion. Nous

pour la défense, et pour *leur existence*.

Le soulèvement national est devenu aujourd'hui une nécessité tellement évidente pour tout le monde, que dans la séance du 25 deux propositions ont été faites au Corps législatif, qui a déclaré l'urgence de la seconde. La première est celle d'Esquiros : « *Que le Corps législatif invite les municipalités à se constituer en centres d'action et de défense*, **en dehors de toute tutelle administrati ve**, *et à prendre, au nom de la France violée, toutes les mesures qu'elles croiront nécessaires* ». Cette proposition aurait été parfaite, mais à une | 24 condition, c'est que la révolution se ferait préalablement dans toutes les municipalités, l'organisation actuelle de toutes étant bonapartiste. Mais cette condition est virtuellement contenue dans ces mots : *en dehors de toute tutelle administrative*, ce qui veut dire l'abolition complète de l'État.

---

vous demandons la suspension d'une loi qui fait un délit de la détention d'armes et de munitions de guerre, et vous nous la refusez au moment où l'ennemi approche.

« LE MINISTRE (*président du Conseil d'État*). — Vous voulez probablement organiser les forces du pays. Nous aussi. *Mais nous voulons mettre les armes dont nous disposons* — et elles sont nombreuses — *entre les mains les plus capables de les bien employer. Nous voulons* |25 *la concentration et vous l'éparpillement des forces...*

« PICARD. — Armez la garde mobile, soit. Armez la garde nationale, soit. Mais avez-vous vu un pays, un pays envahi par l'ennemi, dans lequel on dit aux citoyens : « Vous n'aurez pas le droit d'acheter une arme ; si l'armurier vous la vend, c'est qu'il aura violé la loi » ?

« J. FAVRE. — On veut pouvoir nous condamner, même à présent, si nous prenons des armes pour nous défendre. Quant à moi, je vous déclare, que si vous maintenez cette loi, je la violerai.

« LE MINISTRE. — Il me semble que la question ne comportait pas une telle animation.

« J. FAVRE. — Voulez-vous que nous restions froids jusqu'à ce que les Prussiens soient à Paris ?

« La proposition de M. Jules Ferry est rejetée à la majorité de 184 voix contre 61 (gauche et centre gauche). » (*Note de Bakounine.*)

Ce fut par cette raison sans doute que la proposition d'Esquiros ne fut pas déclarée d'urgence. Voici la seconde proposition, de M. de Jouvencel :

« *Article premier*. Au cas où l'ennemi entreprendrait le siège de Paris, tous les citoyens français non incorporés dans l'armée ou dans la garde mobile, seront appelés à défendre le territoire par les armes — *Art. 2.* Les municipalités s'organiseront aussitôt pour employer tous les moyens de lutte dont elles pourront disposer. — *Art. 3.* L'emploi des fusils de chasse et de toute espèce d'armes de luxe ou de guerre sera permis, ainsi que la fabrication des munitions. — *Art. 4.* À la seule condition de porter la cocarde nationale, les combattants qui se lèveront, en vertu de la présente loi, seront investis des prérogatives militaires. »

La Chambre a prononcé l'urgence sur cette proposition, sans doute parce qu'un sentiment de décence l'a empêchée de faire autrement. Mais il est certain qu'elle la rejettera, comme elle a rejeté, dans cette même séance la proposition d'abolir les lois qui défendent la vente et le port des armes, si un coup d'État de Trochu, Thiers et Gambetta |25 ne la dissout ou ne la terrorise préalablement.

Vous voyez que cela est devenu une conviction de tous les esprits sérieux et sincères qui veulent le salut de la France, que *la France ne peut être sauvée que par un soulèvement spontané, tout à fait en dehors de l'action et de la tutelle de l'administration, du gouvernement, de l'État, quelle que soit la forme de cet État et de ce gouverne ment.*

Et pour vous le prouver encore davantage, je vais vous citer la lettre tout à fait remarquable adressée récemment par le général franco-américain Cluseret au général Palikao :

« Bruxelles, 20 août 1870.

« Général, je n'ai pas reçu de réponse à ma dépêche d'Ostende du 20 août (dépêche par laquelle Cluseret offrait ses services). J'en suis plus affligé qu'étonné. Défiances et préjugés militaires ne sont plus de saison. Votre système militaire a réalisé point par point mes tristes prévisions... (critique du système militaire en France). Vous ne pouvez remédier aux défectuosités de votre système et *réparer nos désastres, qu'en introduisant un élément nouveau dans la lutte, élément terrible qui déroutera la tactique prussienne, l'élément volontaire*. Je connais à fond cet élément, je l'ai pratiqué en France, en Italie, en Amérique, je sais ce qu'on peut en attendre et en redouter. *Erreur de croire qu'il ne peut accomplir ce qui a dépassé les forces des troupes, dites régulières.* **Les vraies troupes régulières, dans une semblable lutte, sont les volontaires** . *Mais par volontaires, il ne faut pas entendre des engagés volontaires incorporés dans l'armée, car ils ne seront alors que des conscrits* (c'est-à-dire de mauvais soldats, voilà tout). |26 Incorporés dans l'ancienne organisation, ils en seront victimes comme leurs devanciers. *Organisez* — (j'aurais dit, moi : Laissez librement et spontanément s'organiser) — *l'élément volontaire par bataillons comme firent nos pères; laissez-lui nommer ses officiers, et faire, éparpillé, une guerre de position. Confiez à son audace et à son initiative d'opérer sur les lignes de communication de l'ennemi, ruinant ses approvisionneme nts et* **soulevant les provinces conquises. Là est le danger maintenant pour l'ennemi** . *Quant à vos généraux et à votre armée, faites-en la réserve* (les points d'appui) *de ces bandes enthousiastes* (révolutionnaires), et vous verrez le résultat immédiat. *J'ai vu ça en Amérique et j'ai été étonné. L'instinct avait fait plus que l'étude et la science...*, etc. Certes il m'est plus désagréable de vous offrir mes services qu'à vous de les accepter. Prouvez que votre patriotisme égale le mien, en les acceptant.

« Général Cluseret. »

Si le général Cluseret est vraiment l'homme énergique et révolutionnaire qu'on dit, il n'offrira plus ses services à un gouvernement quelconque de la France, tout gouvernement centralisateur, qui aurait la prétention d'organiser lui-même, de tutéler *(sic)* et de diriger la défense du pays, devant nécessairement perdre le pays. Il réunira des volontaires français en Belgique, — et il ne doit pas en manquer, — il les armera tant bien que mal, et se mettant à leur tête, il passera la frontière Belge malgré la douane et les troupes Belges qui la couvrent en cet instant, — et donnant l'exemple à tous, il se mettra à prêcher non par des paroles seulement, — le temps des paroles est passé, — mais par des actes. Car ce n'est plus que l'initiative spontanée des révolutionnaires audacieux qui peut sauver le pays.

Je crois avoir prouvé, un peu trop longuement peut-être, mais par un raisonnement et par un développement de faits irréfutables [1], |27 que la France ne peut plus être sauvée par le mécanisme gouvernemental, dût même ce mécanisme passer entre les mains de Gambetta.

[2] Je suppose le meilleur cas, celui du triomphe de Gambetta avec Thiers et Trochu à Paris. Je le désire maintenant ce triomphe de tout mon cœur, non parce que j'espère qu'en

1 Au haut de la page 27, Bakounine a récrit ces deux lignes sous cette forme légèrement modifiée : « Je crois avoir prouvé, un peu longuement, il est vrai, mais d'une manière irréfutable… » — J. G.

2 Cet alinéa (p. 27, l. 4, du manuscrit Bakounine) a été placé, avec quelques changements, dans la *Lettre II,* p. 5, l. 23, de la brochure (p. 84, l. 13, de cette réimpression). — J. G.

s'emparant de la puissance de l'État, *de cette puissance d'action du mécanisme administratif*, devant laquelle l'incorrigible Thiers s'est encore tant émerveillé dans la séance du 26 août, ils puissent faire quelque chose de bon pour la France, mais précisément parce que j'ai la forte conviction que la force même des choses, aussi bien que leur désir sincère de sauver la patrie, leur démontreront *aussitôt* qu'ils ne peuvent plus s'en servir ; de sorte qu'après l'avoir brisée entre les mains des Bonapartistes, ils se verront forcés, conformément aux propositions d'Esquiros, de Jouvencel et du général Cluseret, *de l'anéantir tout à fait, en rendant l'initiative de l'action à toutes les communes révolutionnaires de la France, délivrées de tout gouvernement et de toute tutelle, et par conséquent appelées à former une nouvelle organisation, en se fédérant entre elles pour la défense.*

---

30 août.

[1] J'ai raisonné jusqu'ici dans la supposition la plus favorable, celle du triomphe de Gambetta. Mais il n'est pas du tout sûr qu'elle se réalise, et aujourd'hui moins que jamais, car il est devenu évident que les Bonapartistes n'ont pas seulement repris confiance et courage, mais qu'ils se sentent déjà assez forts, pour démasquer leur jeu, et pour recourir à la menace. C'est l'opinion générale à Paris qu'ils méditent un coup d'État. La correspondance parisienne du *Bund* — organe semi-officiel de la Confédération suisse — jette sur ces projets ténébreux une vive et je pense judicieuse lumière. Je m'en vais vous en citer des extraits :

---

1 Tout le commencement du passage du manuscrit écrit le 30 août, depuis le début de cet alinéa (ligne 21 de la p. 27) jusqu'à la ligne 25 de la p. 34, n'a pas été utilisé. — J. G.

« *Paris, 25 août*. — Les Impérialistes raisonnent ainsi : « Dans le cas le plus malheureux, l'empereur pourra abdiquer en |28 faveur de son fils, payer quelques milliards aux Prussiens et raser les forteresses de Metz et de Strasbourg. »

(Ces concessions, ces conditions de paix paraissent être sérieusement méditées par les Bonapartistes, puisque le *Daily Telegraph*, dans un article reproduit par le *Journal de Genève,* les recommande beaucoup.) Je ne doute pas pour mon compte que Bismarck ne songe sérieusement à traiter avec Napoléon, parce que Napoléon seul est capable de faire de lâches concessions à la Prusse. Les Orléans ne le peuvent pas, sous peine de se déshonorer et de se rendre impossibles. Quant aux républicains, même les plus modérés et les plus raisonnables ne consentiraient jamais à traiter avec Bismarck, tant qu'il restera un seul soldat prussien en France. Leur position est telle, qu'ils sont forcés de se laisser ensevelir plutôt sous les décombres de Paris, que de lui faire la moindre concession. Il est évident que le gouvernement Bonapartiste, soit de Napoléon III, soit de son fils, peut seul signer un traité de paix déshonorant et désastreux pour la France, Et on les voit se cramponner tellement au pouvoir aujourd'hui, qu'on ne peut plus douter qu'ils ne soient capables et qu'ils ne se préparent déjà de le faire. Qui sait si des pourparlers secrets n'ont pas déjà [été] entamés entre Napoléon, Eugénie et Bismarck ? Je les crois même capables de livrer Paris aux Prussiens, tellement leur position est devenue désespérée, et parce qu'ils sont assez coquins, assez lâches, pour vouloir se sauver à tout prix. La position de Bismarck n'est pas rassurante non plus. Si Paris prend sa défense au sérieux, si toute la France se soulève devant et derrière les armées prussiennes, ces dernières, malgré la puissance formidable qu'elles développent actuellement, pourront bien trouver leur tombeau en France. Bismarck le roi de Prusse et le général Moltke le savent bien ; ce sont des hommes trop sérieux pour ne point le comprendre. Leur vengeance doit être pleinement

satisfaite, ils ont assez humilié l'empereur des Français, et ils ne sacrifieront pas au vain plaisir de l'anéantir tout à fait, avec tous les immenses avantages qu'ils ont |29 obtenus, peut-être l'avenir même de l'Empire d'Allemagne en général et de la puissance prussienne en particulier. D'un côté, ils ont devant eux la gloire d'une conquête encore très peu certaine et qu'ils devront payer dans tous les cas par d'immenses sacrifices en argent et en hommes. D'un autre côté, une paix si triomphante qu'ils n'auraient pas même osé la rêver au début de la campagne, le remboursement de tous les frais de la guerre, peut-être même la Lorraine et l'Alsace, *que seuls Napoléon III et M^me^ Eugénie seront capables de leur céder et se trouveront dans la position de pouvoir céder*, soit au nom de l'empereur actuel, soit au nom de son fils mineur, la constitution de l'Empire germanique et l'hégémonie de l'Allemagne incontestée et solidement établie ; enfin la *soumission de la France*, pour une dizaine d'années au moins ; *car personne ne pourra leur garantir cette soumission mieux et plus sincèrement que Napoléon III ou son fils.* Il est certain que s'il survit et garde son pouvoir après cette guerre, après la paix désastreuse et déshonorante qu'il aura signée et qui réduira la France à l'état de seconde puissance, Napoléon III d'abord, puis son fils seront tellement méprisés et détestés par la France, *qu'ils auront besoin de la protection directe de la Prusse* pour se maintenir sur leur trône, comme Victor-Emmanuel jusqu'ici a eu besoin de l'assistance spéciale de la France pour garder sa couronne.

Il est donc certain et incontestable qu'aucun souverain ni aucun gouvernement de France ne pourra leur concéder autant d'avantages et de sécurité que la dynastie Bonaparte. Peut-on douter après cela *que Bismarck ne songe déjà à traiter avec Napoléon III et à ne traiter qu'avec lui, c'est-à-dire à le conserver quand même sur le trône de France ?* Reste à savoir si Napoléon III et M^me^ Eugénie sont lâches à ce point d'accepter et de signer de pareilles conditions. Qui peut en douter ? Est-ce

qu'il y a une limite à leur infamie ? Et il faut être bien naïf vraiment pour penser qu'ils s'arrêteront devant une ou même dix trahisons de la France, lorsque ces trahisons deviendront nécessaires pour la conservation de leur couronne. Mieux vaut être un vassal couronné de Bismarck, qu'un empereur bafoué, expulsé et peut-être pendu. Soyez-en bien sûrs, chers amis, *la France* |30 *est déjà pendue à Bismarck par Napoléon III, et Bismarck ne marche à Paris que pour remettre Napoléon III, ou son fils, sous la maternelle protection de l'intéressante Eugénie, sur le trône*.

Quant à moi, j'en suis certain, et je suis convaincu que ce traité secret, peut-être déjà conclu, ou en voie d'être conclu, que sais-je ? peut-être par l'intermédiaire de la Cour italienne qui s'agite beaucoup et qui y est directement intéressée, — que cette assurance d'être protégés et soutenus par Bismarck, sont principalement la grande cause de la résurrection si inattendue de la confiance et de l'arrogance croissante et de plus en plus menaçante des Bonapartistes.

Après cette longue digression, je laisse de nouveau parler le *Bund* :

« Le général Trochu et Thiers pensent toujours que ce qu'il y a de mieux, c'est de laisser arriver les Prussiens jusqu'aux murs de Paris, sans leur livrer bataille. Les Impérialistes, au contraire, veulent absolument une bataille pour le salut de la dynastie. Trochu est au plus mal avec l'impératrice, mais par contre sur le meilleur pied avec la garde mobile. Les plus notables patriotes et républicains signent une adresse à Trochu. Suivant l'exemple du prince Napoléon qui a mis en sûreté sa personne à Florence, et sa famille en Piémont, *les hommes riches de Paris commencent à envoyer leurs trésors soit en Belgique, soit en Angleterre*. Ils craignent d'un côté une résistance désespérée de la part de la population parisienne, et

de l'autre la résolution de Trochu qui dans la défense de Paris, semble disposé de recourir au besoin aux barricades de Juin et de faire sauter des quartiers entiers de Paris. *Rouher a rapporté hier de Reims*, où il a visité l'empereur malade, *un plan désespéré de défense et d'action contre ce qu'ils appellent les Prussiens de l'intérieur (les orléanistes et les républicains). Palikao l'a adopté*. Favre, Gambetta et Thiers ont attaqué vivement l'Empire dans le comité secret (du 24 ou du 25). « L'heure est si terrible, » ont-ils dit, « que le pays ne peut plus être sauvé que par le pouvoir réuni de la Chambre, de Palikao et de Trochu ! » (J'aime beaucoup cette mixture !) Les Bonapartistes sont disposés à se défendre à outrance. Les |34 membres de la gauche se croient sérieusement menacés. Dans d'autres cercles aussi on s'attend à un coup d'État bonapartiste ; on organise, dit-on, *une défense du pays exclusivement décembriste*. On commencera par arrêter Trochu et les députés de la gauche, qu'on dénoncera à la majorité de la Chambre et au pays comme des traîtres. Palikao a entre les mains les adresses de tous les habitants considérés comme dangereux. On a arrêté déjà des centaines de républicains et de socialistes, des journalistes aussi. »

« *Paris, 26 août*. — Le *Journal des Débats* lui-même pressent une conspiration bonapartiste et le coup d'État. Il proteste contre ce fait que tous les ultra-décembristes (Rouher, Schneider, Baroche, Persigny) viennent tous les jours prendre part aux Conseils des ministres, et déclare que ce cabinet exclusivement bonapartiste n'inspire aucune confiance au pays et paralyse tous les efforts patriotiques de la Chambre. La droite a rejeté encore hier la proposition d'abolir ou de suspendre les lois qui défendent le port et la vente des armes. Elle préfère livrer Paris aux Prussiens, plutôt que d'armer le peuple. La droite avait voulu mettre en accusation et recommander l'arrestation du général Trochu, après qu'il eut refusé à l'impératrice de donner sa démission. La garde nationale a eu

vent de ce projet et fit au général Trochu une bruyante manifestation de sympathie tout à fait républicaine. Depuis hier, l'impératrice fait de nouveau la cour à Trochu, qui s'y prête, faisant probablement semblant de s'y laisser prendre. On veut l'empêcher de toute force de faire la revue des quatre-vingt mille hommes de la garda nationale, craignant des démonstrations sympathiques pour Trochu, mais contraires à l'Empire. Un homme d'État bien connu ayant conseillé à l'empereur de se mettre à la tête d'un régiment de cavalerie et de se précipiter au-devant des baïonnettes prussiennes, Napoléon III a répondu, en frisant sa moustache : « Ce serait très beau pour l'histoire, mais je ne suis pas du tout aussi mort, que ces bons Parisiens veulent bien le croire. Je rentrerai à Paris, non pour rendre |32 des comptes, mais pour en demander à ceux qui ont perdu la France : à Ollivier qui nous a fait tant de mal avec son parlementarisme, et aux députés de la gauche qui, en rognant le budget de l'armée, nous ont livrés, le pays et moi, à la Prusse. »

« Rouher, après son retour de Reims, travaille maintenant dans la direction de ces mêmes idées avec Palikao et avec tous les chefs de la droite. Les impérialistes sont pleins d'espérance, ils attendent avec certitude une victoire, qui sera le signal de la dissolution ou au moins de la suspension de la Chambre, malgré que Schneider lui-même, dit-on, y soit contraire. »

Une correspondance de *l'Indépendance belge* datée de Paris 27 août annonce l'intention de l'empereur de se réfugier derrière la Loire, à Bourges et d'y concentrer le gouvernement. La *Liberté* (du 28 août) parle aussi du projet de transporter le gouvernement non à Bourges, mais à Tours.

Ce projet paraît être une menace très sérieuse. Il paraît se combiner avec la formation d'une nouvelle armée derrière la Loire, armée dont le commandement sera sans doute confié à

un Bonapartiste éprouvé. Il apparaît plus menaçant encore, en présence de l'agitation Bonapartiste des paysans, longuement et systématiquement fomentée par les préfets, sous-préfets, Conseils généraux et Conseils d'arrondissement, maires, juges de paix, gendarmes, gardes-champêtres, maîtres d'école et curés et assistants de curés sur tous les points de la France.

Pour moi, il est évident que Napoléon veut s'appuyer maintenant sur deux forces : Bismarck à l'extérieur, et les paysans, soulevés en sa faveur, à l'intérieur. De cette manière, pour sauver sa couronne, après avoir précipité la France dans l'abîme, il veut ruiner, détruire son dernier espoir et moyen de salut (je parle ici au point de vue de l'État) : la levée en masse unanime du |33 peuple français contre l'invasion étrangère. Il veut lui substituer, en ce moment terrible et en présence même de cette invasion, la guerre civile entre les campagnes et les villes de France. Je ne serais nullement étonné si le ministère actuel, ministère bonapartiste et ultramontain s'il en fut, inspiré par Napoléon III, par Eugénie et par les Jésuites tout à la fois, si ce ministère qui veut évidemment consommer la ruine de la France, nourrissait le projet d'armer les paysans contre les villes, en laissant les ouvriers désarmés, comprimés par l'état de siège, et livrés sans défense à la barbarie réactionnaire des paysans. *Ce sera là un terrible danger, et seule la révolution sociale telle que nous l'entendons sera capable de le détourner et de le transformer pour la France en un moyen de salut.* J'y reviendrai plus tard.

Tels sont donc les projets actuels de l'empereur, de l'impératrice et de leur parti. Appuyés sur cette armée nouvelle qu'on organise derrière la Loire, et qu'on organise sans doute de manière à ce qu'elle soit bien dévouée à l'Empire, appuyés en même temps sur les sympathies artificiellement réchauffées des

paysans, et s'entendant d'un autre côté, en secret, avec Bismarck, les Bonapartistes seront bien capables de livrer à ce dernier Paris lui-même, qu'ils accuseront plus tard la population de cette ville et les députés radicaux d'avoir trahi aux Prussiens [1].

Bismarck ne pourra pas imposer Napoléon III ou IV à la France, à Paris. Mais Napoléon III, soutenu par cette armée de la Loire qui ne sera bonne probablement que pour le défendre contre l'indignation des villes françaises, et par les paysans qu'on aura ameutés contre le patriotisme des villes, pourra traiter avec Bismarck, après que ce dernier aura pris et désarmé Paris. À moins d'une énergie surnaturelle, dont je ne crois |34 plus capable le peuple français, la France dans ce cas sera perdue.

Voici pourquoi, moi révolutionnaire socialiste, je désire de tout mon cœur, maintenant, l'alliance du Jacobin Gambetta avec les Orléanistes Thiers et Trochu, cette alliance seule pouvant terrasser maintenant la conspiration Bonapartiste à Paris. Voilà pourquoi je désire maintenant que la dictature collective de Gambetta, Thiers et Trochu s'empare au plus vite du gouvernement, — et je dis au plus vite, car chaque jour est précieux, et s'ils en perdent un seul inutilement, ils sont perdus. Je pense que tout cela va se résoudre en trois ou quatre jours. Ayant pour eux la garde nationale, les gardes mobiles et la population de Paris, ils peuvent incontestablement s'emparer du pouvoir, s'ils sont unis, s'ils ont la résolution nécessaire, s'ils sont des hommes. Je m'étonne qu'ils ne l'aient pas fait jusqu'à présent. Les Bonapartistes ont pour eux la police et toute la garde municipale qui constitue je pense une force assez respectable. Il est probable qu'ils se proposent d'arrêter les membres de la gauche et Trochu pendant la nuit, comme ils l'ont fait en décembre. Dans tous les cas, cet état de choses ne

1 Cette phrase incorrecte est textuellement reproduite. — J. G.

peut plus durer, et nous recevrons l'un de ces jours la nouvelle d'un coup d'État bonapartiste, ou bien celle d'un coup d'État plus ou moins révolutionnaire.

Il est clair que dans le premier cas, le salut ne pourra plus venir que d'une révolution provinciale. Mais dans le second aussi, il ne peut venir que de là.

[1] Je résumerai en peu de mots les arguments dont je me suis servi, pour le prouver, dans cette longue lettre.

Si Gambetta, que je prends ici comme la personnification du parti Jacobin, si Gambetta triomphe, même dans les circonstances les plus favorables pour lui, il ne pourra :

ni réformer constitutionnellement le système de l'administration actuelle ;

ni en changer complètement, ni même d'une manière sensible et quelque peu efficace, le personnel, |35 la réforme constitutionnelle du système ne pouvant se faire que par une Constituante quelconque, et ne pouvant être terminée pas même en quelques semaines. Il n'est pas besoin de prouver que la convocation d'une Constituante est impossible, et qu'on n'a pas seulement une semaine, un jour à perdre. Quant au changement du personnel, pour l'effectuer d'une manière sérieuse, il faudrait pouvoir trouver en peu de jours 100.000 fonctionnaires nouveaux, avec la certitude que ces nouveaux fonctionnaires seront plus intelligents, plus énergiques, plus honnêtes et plus dévoués que les fonctionnaires actuels. Il suffit

1 À partir d'ici (p. 34, l. 25 du manuscrit), et jusqu'à la page 67, ligne 5, le manuscrit Bakounine a été intégralement reproduit dans la brochure (p. 6, l. 8, à p. 31, l. 15 ; — p. 85, l. 10, à p. 118, l. 18, de cette réimpression), avec deux transpositions qui seront indiquées, et la suppression de deux passages, qui sera indiquée aussi. — J. G.

d'annoncer cette exigence, ce besoin, pour faire voir que leur réalisation est impossible.

Donc, il ne restera à Gambetta que deux partis à prendre :

ou bien, de se résigner à se servir de cette administration essentiellement bonapartiste et qui sera une arme empoisonnée contre lui-même et contre la France, en ses mains, — ce qui équivaut, dans les circonstances présentes, à la ruine totale, à l'asservissement, à l'anéantissement de la France ;

ou bien, de briser tout-à-fait cette machine administrative et gouvernementale, sans même tenter de la remplacer par une autre, et rendre par là même la liberté complète de l'initiative, du mouvement et de l'organisation à toutes les provinces, à toutes les communes de la France, — ce qui équivaut à la dissolution de l'État, à la révolution sociale.

En détruisant la machine administrative, Gambetta se prive lui-même, son gouvernement, prive Paris du seul moyen qu'il avait de gouverner la France. Après avoir perdu le commandement officiel, l'initiative par décrets, Paris ne conservera plus que l'initiative de l'exemple, et il ne la conservera encore que dans le cas seulement, où par sa force morale, par l'énergie de ses résolutions, et par la conséquence révolutionnaire de ses actes, il se mettra réellement à la tête du mouvement national ; ce qui n'est point du tout probable. Cela me paraît tout à fait impossible, pour les raisons suivantes :

1° L'alliance forcée de Gambetta avec Thiers et Trochu ;

2° Son propre Jacobinisme, modérantisme républicain, aussi bien que celui de tous ses amis et de tout son parti ;

|36 3° La nécessité politique, pour Paris, dans l'intérêt de

sa propre défense, de ne point trop choquer, effrayer les préjugés et les sentiments de l'armée, dont l'assistance lui est absolument nécessaire ;

4° Enfin l'impossibilité évidente pour Paris de s'occuper maintenant du développement et de l'application pratique des idées révolutionnaires, toutes les énergies et tous les esprits devant se concentrer nécessairement, exclusivement, sur la question de la défense. Paris assiégé se transformera en une immense ville de guerre. Toute sa population formera une immense armée, disciplinée par le sentiment du danger et par les nécessités de la défense. Mais une armée ne raisonne pas et ne fait pas de révolutions, elle se bat.

5° Paris absorbé par l'unique intérêt et par la seule pensée de sa défense sera tout à fait incapable de diriger et d'organiser le mouvement national de la France. S'il pouvait avoir cette prétention saugrenue, ridicule, il tuerait le mouvement, *et il serait par conséquent du devoir de la France, des provinces, de lui désobéir, dans l'intérêt suprême du salut national*. La seule et meilleure chose que Paris puisse faire dans celui de son propre salut, c'est de proclamer et de provoquer l'absolue indépendance et spontanéité des mouvements provinciaux, — et si Paris oublie ou néglige de le faire, par quelque raison que ce soit, le patriotisme commande aux provinces de se lever et de s'organiser spontanément, indépendamment de Paris, pour le salut de la France et de Paris lui-même.

Il résulte de tout cela, d'une manière évidente, que si la France peut encore être sauvée, ce n'est que par le soulèvement spontané des provinces.

Ce soulèvement est-il encore possible ? Oui, si les ouvriers

des grandes cités provinciales, comme Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Rouen et beaucoup d'autres encore, ont du sang dans les veines, du cerveau dans la tête, de l'énergie dans le cœur, et de la force dans les bras, — s'ils sont des hommes vivants, des révolutionnaires socialistes et non des socialistes doctrinaires. *Seuls, les ouvriers des cités provinciales peuvent sauver la France aujourd' hui.*

Il ne faut pas compter sur la bourgeoisie. J'ai amplement développé pourquoi ? Les bourgeois ne voient et ne comprennent |37 rien en dehors de l'État, en dehors des moyens réguliers de l'État. Le maximum de leur idéal, de leur imagination, de leur abnégation et de leur héroïsme, *c'est l'exagération révolutionnaire de la puissance et de faction de l'État*, au nom du salut public. Mais j'ai suffisamment démontré que l'action de l'État, à cette heure et dans les circonstances actuelles, — Bismarckiennes à l'extérieur, Bonapartistes à l'intérieur, — loin de pouvoir sauver la France, ne peut que la perdre et la tuer. [1]

Ce qui peut seul sauver la France, au milieu des terribles, des mortels dangers, extérieurs et intérieurs, qui la menacent présentement, *c'est le soulèvement spontané, formidable, passionnément énergique, anarchique, destructif et sauvage, des masses populaires sur tout le territoire de la France*. Soyez-en bien convaincus, en dehors de cela point de salut pour votre pays. Si vous ne vous en sentez pas capables, renoncez à la France, renoncez à toute liberté, baissez vos têtes, ployez vos genoux et devenez des esclaves, — esclaves des Prussiens,

1 Ici (l. 7 de la p. 37 de Bakounine) j'ai interrompu le texte, dans la brochure, pour intercaler un long passage relatif à une lettre de Gambetta au *Progrès de Lyon*, emprunté aux pages 54-57 du manuscrit (voir de la p. 88, l. 7, à la p. 90, l. 9, de cette réimpression) ; après quoi j'ai repris à la ligne 26 de cette page 37 du manuscrit (voir p. 90, l. 17, de cette réimpression). — J. G.

esclaves des Bonapartes vice-rois des Prussiens, victimes des paysans ameutés et armés contre vous, et préparez-vous et résignez-vous, vous déjà si misérables et si malheureux, à un avenir de souffrance et de misère, comme vous n'avez pas pu même vous l'imaginer jusqu'à présent.

Il est certain que la bourgeoisie n'en est point capable. Pour elle ce sera la fin du monde, la mort de toute civilisation. *Elle s'arrangera plutôt avec la domination des Prussiens et des Bonapartes, que de subir le soulèvement de la barbarie populaire* : cette égalisation violente, ce balaiement impitoyable et complet de tous ses privilèges économiques et sociaux. Il se trouvera bien, dans la classe bourgeoise, et notamment dans le parti radical, un nombre assez considérable de jeunes gens, poussés par le désespoir du patriotisme, qui se rallieront au mouvement socialiste des ouvriers ; mais ils n'en prendront jamais, ni ne peuvent en prendre l'initiative. Leur éducation, leurs préjugés, leurs idées s'y opposent. D'ailleurs ils ont perdu l'élément, le tempérament Dantonesque — ils n'osent plus oser. Ce tempérament n'existe plus dans aucune catégorie de la classe bourgeoise. Existe-t-il dans le monde ouvrier ? — Toute la question est là.

Eh bien, oui, je pense qu'il y existe, en dépit du *doctrinarisme* et de la rhétorique socialistes, qui se sont considérablement développés, |38 pendant ces dernières années, dans les masses ouvrières, peut-être non sans une certaine influence de l'Internationale elle-même.

Je pense qu'à cette heure en France, et probablement aussi dans tous les autres pays, il n'existe plus que deux classes capables d'un tel mouvement : les *ouvriers* et les *paysans.* Ne vous étonnez pas que je parle des paysans. Les paysans même français ne pèchent que par ignorance, non par manque de tempérament. N'ayant pas abusé ni même usé de la vie, n'ayant

pas été usés par l'action délétère de la civilisation bourgeoise, qui n'a pu que les effleurer à peine à la surface, ils ont conservé tout le tempérament énergique, toute la nature du peuple. La propriété, l'amour et la jouissance non des plaisirs mais du gain, les a rendus considérablement égoïstes, c'est vrai, mais ils n'ont pas diminué leur haine instinctive contre les *beaux Messieurs*, et surtout contre les propriétaires bourgeois, qui jouissent des fruits de la terre sans les produire par le travail de leurs bras. D'ailleurs le paysan est foncièrement patriotique, national, parce qu'il a le culte de la terre, une passion pour la terre, et rien ne sera plus facile, je le pense, que de le soulever contre ces envahisseurs étrangers, qui veulent enlever deux immenses territoires à la France.

Il est clair que pour soulever et pour entraîner les paysans, il faudra user d'une grande prudence, dans ce sens qu'il faut bien se garder, en leur parlant, de faire usage de ces idées et de ces mots, qui exercent une action toute-puissante sur les masses ouvrières des villes, mais qui expliqués de longue main aux paysans, par tous les réactionnaires possibles, depuis les propriétaires nobles ou bourgeois, jusqu'au fonctionnaire de l'État et au prêtre, dans un sens qu'ils détestent et qui résonne comme une menace à leurs oreilles, ne manqueraient pas de produire sur eux un effet tout contraire à celui qu'on désire. Non, il faut employer avec eux, tout d'abord, le langage le plus simple, celui qui correspond le mieux à leurs propres instincts et à leur entendement. [1] Dans les villages dans lesquels l'amour platonique et fictif de l'empereur existe réellement à l'état de préjugé et d'habitude passionnée, il ne faut pas même parler contre l'empereur. Il faut *ruiner dans le fait* le pouvoir de l'État, de l'empereur, sans rien dire contre lui, — en ruinant l'influence, l'organisation officielle, et autant qu'il sera possible,

1 Ce qui suit, lignes 30-36 de la page 38 du manuscrit de Bakounine, a été utilisé page 16 de la brochure (voir p. 99, l. 21, de cette réimpression). — J. G.

en détruisant les personnes mêmes des fonctionnaires de l'empereur : maire, juge de paix, curé, gendarme, garde-champêtre, — qu'il ne sera pas impossible de *septembriser*, |39 je le pense, en soulevant contre eux les paysans eux-mêmes. Il faut leur dire qu'il s'agit surtout de chasser les Prussiens de la France, chose qu'ils comprendront parfaitement, parce qu'ils sont patriotes, je le répète encore ; et que pour cela il faut s'armer, s'organiser en bataillons volontaires et marcher contre eux. Mais qu'avant de marcher, il faut, suivant l'exemple des villes, qui se sont délivrées de tous les fainéants exploiteurs et qui ont commis la garde des villes à des enfants du peuple, à de bons ouvriers, il faut qu'ils se défassent aussi de tous leurs *beaux Messieurs* qui fatiguent, déshonorent et exploitent la terre, sans la cultiver de leurs bras, par le travail d'autrui. Ensuite il faut les mettre en défiance contre les gros bonnets du village, contre les fonctionnaires et autant que possible contre le curé lui-même. Qu'ils prennent ce qu'il leur plaît dans l'église et sur les terres de l'église, s'il y en a, qu'ils s'emparent de toute la terre de l'État, aussi bien que de celle des riches propriétaires fainéants propres à rien. Ensuite il faut leur dire, que puisque tous les paiements sont partout suspendus, il faut aussi qu'ils suspendent les leurs : paiement des dettes privées, des impôts et des hypothèques, jusqu'au rétablissement de l'ordre parfait. Qu'autrement tout cet argent, passant entre les mains des fonctionnaires, y resterait, ou bien passerait entre les mains des Prussiens. Après cela, qu'ils marchent contre les Prussiens, mais qu'ils s'organisent auparavant entre eux, qu'ils se fédèrent, village avec village, et avec les villes aussi, pour s'assurer mutuellement et pour se défendre contre les Prussiens de l'extérieur aussi bien que contre ceux de l'intérieur.

Voilà, selon mon idée, la seule manière efficace d'agir sur les paysans, dans le sens de la défense du pays contre l'invasion prussienne, mais aussi et en même temps, dans celui de la destruction de l'État dans les communes rurales elles-mêmes,

où se trouvent principalement ses racines, — et par conséquent dans le sens de la révolution sociale.

Ce n'est que par une telle propagande, ce n'est que par la révolution sociale ainsi entendue, qu'on peut lutter contre l'esprit réactionnaire des campagnes, et qu'on parviendra à le vaincre et à le transformer en un esprit révolutionnaire.

[1] Les prétendues sympathies bonapartistes des paysans français ne m'inquiètent pas du tout. C'est un symptôme superficiel de l'instinct socialiste, dévoyé par l'ignorance et exploité par la malveillance, une maladie de peau qui ne saurait résister aux remèdes héroïques du socialisme révolutionnaire. Les paysans ne donneront ni leur terre, ni leur argent, ni leur vie pour |40 la conservation du pouvoir de Napoléon III, mais ils lui donneront volontiers la vie et les biens des autres, parce qu'ils détestent ces autres. Ils ont au plus haut degré la haine tout à fait socialiste des hommes du travail contre les hommes du loisir, contre les beaux Messieurs. Et remarquez, que, dans cette affaire déplorable, où les paysans d'une commune de la Dordogne ont fini par brûler un jeune et noble propriétaire, la dispute a commencé par ces mots prononcés par un paysan : « Ah ! vous voilà beau Monsieur, vous restez vous-même tranquillement à la maison, parce que vous êtes riche, vous avez de l'argent, et vous envoyez les pauvres gens à la guerre. Eh bien nous allons chez nous et qu'on vienne nous y chercher. » Dans ces paroles on peut voir la vive expression de la rancune héréditaire du paysan contre le propriétaire riche, mais nullement le désir fanatique de se sacrifier et d'aller se faire tuer pour l'empereur ; au contraire le désir tout à fait naturel d'échapper au service militaire.

---

1 Cet alinéa, qui va de la ligne 33 de la page 39 à la ligne 16 de la page 40 du manuscrit de Bakounine, a été intercalé dans la *lettre III*, page 15 de la brochure (p. 98, l. 7, de cette réimpression). — J. G.

[1] Ce n'est point la première fois qu'un gouvernement exploite la haine naturelle des paysans contre les riches propriétaires et contre les riches bourgeois. C'est ainsi qu'à la fin du siècle dernier le cardinal Ruffo, de sanglante mémoire, a soulevé les paysans de la Calabre contre les libéraux du royaume de Naples qui avaient institué une république à l'ombre du drapeau républicain de la France. Au fond le soulèvement dirigé par Ruffo n'était qu'un mouvement socialiste. Les paysans calabrais commencèrent par piller les châteaux, et arrivant dans les villes, ils pillèrent les maisons des bourgeois, mais ils ne touchèrent point le peuple. En 1846 les agents du prince de Metternich soulevèrent de la même manière les paysans de la Galicie, contre les nobles seigneurs et propriétaires polonais qui méditaient un soulèvement patriotique ; |41 et bien avant lui, l'impératrice Catherine II de Russie avait fait massacrer des milliers de nobles polonais par les paysans de l'Ukraine. Enfin, en 1863, le gouvernement russe, suivant ce double exemple, a suscité une jacquerie en Ukraine et dans une partie de la Lithuanie contre les patriotes polonais, appartenant en plus grande partie à la classe nobiliaire. Vous voyez que les gouvernements, ces protecteurs officiels et patentés de l'ordre public et de la sécurité des propriétés et des personnes, ne se font jamais faute de recourir à de pareilles mesures, lorsque ces mesures deviennent nécessaires à leur conservation. Ils se font révolutionnaires au besoin, et ils exploitent, ils détournent à leur profit les mauvaises passions, les passions socialistes. Et nous, révolutionnaires socialistes, nous ne saurions pas nous emparer de ces mêmes passions pour les diriger vers leur but véritable, vers un but conforme aux instincts profonds qui les excitent ! Ces instincts, je le répète encore, sont profondément socialistes, car ce sont ceux de tout homme du travail contre tous les exploiteurs du travail, — et tout le socialisme élémentaire,

1 Cet alinéa du manuscrit a été omis dans la brochure, de même que le commencement de l'alinéa qui le suit. — J. G.

naturel et réel est là. Tout le reste, les différents systèmes d'organisation économique et sociale, tout cela n'est qu'un développement expérimental, et plus ou moins scientifique, et, par malheur aussi, trop souvent doctrinaire, de cet instinct primitif et fondamental du peuple.

Si nous voulons vraiment devenir pratiques, si, fatigués des rêves, nous voulons faire la révolution, il faut que nous commencions par nous délivrer nous-mêmes d'une quantité de préjugés doctrinaires nés au sein de la bourgeoisie et passés malheureusement en trop grande proportion de la classe bourgeoise dans le prolétariat des villes lui-même. L'ouvrier des villes, plus éclairé que le paysan, trop souvent le méprise et en parle avec un dédain tout bourgeois. Mais rien ne met autant en colère que le dédain et le mépris, — ce qui fait que le paysan répond au mépris du travailleur des villes par |43 sa haine. [1] Et c'est un grand malheur, parce que ce mépris et cette haine divisent le peuple en deux grandes parties, dont chacune paralyse et annule l'autre. Entre ces deux parties, il n'y a en réalité aucun intérêt contraire, il n'y a qu'un immense et funeste malentendu, qu'il faut faire disparaître à tout prix.

Le socialisme plus éclairé, plus civilisé et par là même en partie et en quelque sorte plus bourgeois des villes, méconnaît et méprise le socialisme primitif, naturel et beaucoup plus sauvage des campagnes, et se défiant de lui, il veut toujours le contenir, l'opprimer au nom même de l'égalité et de la liberté, ce qui provoque naturellement dans le socialisme des campagnes une profonde méconnaissance du socialisme des villes, qu'il confond avec le bourgeoisisme des villes. Le paysan considère l'ouvrier comme le valet ou comme le soldat du bourgeois, et il le méprise, et il le déteste comme tel. Il le déteste au point de

1 Le contenu de la page 42 du manuscrit a servi à la rédaction de la fin de la *Lettre II*, page 10 de la brochure (voir p. 93, l. 5, de cette réimpression). — J. G.

devenir lui-même le serviteur et le soldat aveugle de la réaction.

Tel est l'antagonisme fatal, qui a paralysé jusqu'ici tous les efforts révolutionnaires de la France et de l'Europe. Quiconque veut le triomphe de la révolution sociale, doit avant tout le résoudre. Puisque les deux parties ne sont divisées que par un mésentendu, il faut que l'une d'elles prenne l'initiative de l'explication et de la conciliation. L'initiative appartient de droit à la partie la plus éclairée, donc elle appartient de droit aux ouvriers des villes. — Les ouvriers des villes, pour arriver à une conciliation, doivent avant tout se rendre bien compte à eux-mêmes de la nature des griefs qu'ils ont contre les paysans. Quels sont |43 leurs griefs principaux ?

[1] Il y en a trois : Le *premier*, c'est que les paysans sont ignorants, superstitieux et bigots, et qu'ils se laissent diriger par les prêtres. Le *second*, c'est qu'ils sont dévoués à l'empereur. Le *troisième*, c'est qu'ils sont des partisans forcenés de la propriété individuelle.

C'est vrai que les paysans français sont parfaitement ignorants. Mais est-ce leur faute ? Est-ce qu'on a jamais songé à leur donner des écoles ? Est-ce une raison de les mépriser et de les maltraiter ? Mais à ce compte, les bourgeois qui sont incontestablement plus savants que les ouvriers, auraient le droit de mépriser ou de maltraiter ces derniers ; et nous connaissons bien des bourgeois qui le disent et qui fondent sur cette supériorité d'instruction leur droit à la domination et qui en déduisent pour les ouvriers le devoir de la subordination. Ce qui fait la grandeur des ouvriers vis-à-vis des bourgeois, ce n'est pas leur instruction qui est petite, c'est l'instinct et la

1 Les pages 43-47 du manuscrit Bakounine, avec quelques suppressions, entre autres celle de la page 46 tout entière, ont formé le commencement de la *Lettre III* (de la p. 93, l. 5, à la p. 98, l. 5, de cette réimpression). — J. G.

représentation réelle de la justice qui sont incontestablement grands. Mais est-ce que cet instinct de la justice manque aux paysans ? Regardez bien, sous des formes sans doute différentes, vous l'y retrouverez tout entier. Vous trouverez en eux, à côté de leur ignorance, un profond bon sens, une admirable finesse, et cette énergie de travail qui constitue l'honneur et le salut du prolétariat.

Les paysans, dites-vous, sont superstitieux et bigots, et ils se laissent diriger par les prêtres. Leur superstition est le produit de leur ignorance, artificiellement et systématiquement entretenue par tous les gouvernements bourgeois. Et d'ailleurs, ils ne sont pas du tout aussi superstitieux et bigots que vous voulez bien le dire, ce sont leurs femmes qui le sont, mais toutes les femmes des ouvriers sont-elles bien libres vraiment des superstitions et des doctrines de la religion catholique et romaine ? Quant à |44 l'influence et à la direction des prêtres, ils ne les subissent qu'en apparence seulement, autant que le réclame la paix intérieure, et autant qu'elles ne contredisent point leurs intérêts. Cette superstition ne les a point empêchés, après 1789, d'acheter les biens de l'Église, confisqués par l'État, malgré la malédiction qui a été lancée par l'Église autant contre les acheteurs que contre les vendeurs. D'où il résulte, que pour tuer définitivement l'influence des prêtres dans les campagnes, la révolution n'a à faire qu'une seule chose : c'est de mettre en contradiction les intérêts des paysans avec ceux de l'Église.

J'ai entendu toujours avec peine, non seulement des jacobins, révolutionnaires, mais des socialistes élevés plus ou moins à l'école de Blanqui, et malheureusement même quelques-uns de nos amis intimes, qui ont subi indirectement l'influence de cette école, avancer cette idée complètement *anti-révolutionnaire* qu'il faudra que la future république abolisse par décret tous les cultes publics et ordonne également par décret l'expulsion violente de tous les prêtres. D'abord je suis

l'ennemi absolu de la révolution par décrets qui est une conséquence et une application de l'idée de *l'État révolutionnaire* — c'est-à-dire de la *réaction se cachant derrière les apparences de la révolution*. Au système des décrets révolutionnaires, *j'oppose celui des faits révolutionnaires*, le seul efficace, conséquent et vrai. Le système autoritaire des décrets, en voulant imposer la liberté et l'égalité, les détruit. *Le système anarchique des faits, les provoque et les suscite d'une manière infaillible* en dehors de l'intervention d'une violence officielle ou autoritaire quelconque. Le premier aboutit nécessairement au triomphe final de la franche réaction. Le second établit, sur des bases naturelles et inébranlables, la révolution.

Ainsi dans cet exemple, si l'on ordonne par décrets |45 l'abolition des cultes et l'expulsion des prêtres, vous pouvez être sûr que les paysans les moins religieux prendront parti pour le culte et pour les prêtres, ne fût-ce que par esprit de contradiction, et parce qu'un sentiment légitime, naturel, base de la liberté, se révolte en tout homme contre toute mesure imposée, eût-elle même la liberté pour but. On peut donc être certain que si les villes commettaient la sottise de *décréter* l'abolition des cultes et l'expulsion des prêtres, les campagnes, prenant parti pour les prêtres, se révolteront contre les villes, et deviendront un instrument terrible entre les mains de la réaction. Mais faut-il donc laisser les prêtres et leur puissance debout. Pas du tout. Il faut sévir contre eux de la manière la plus énergique, mais non parce qu'ils sont des prêtres, des ministres de la religion catholique et romaine ; *mais parce qu'ils sont des agents de la Prusse* ; dans les campagnes comme dans les villes, il ne faut pas que ce soit une autorité officielle quelconque, fût-elle même un Comité révolutionnaire de salut public, qui les frappe, — *il faut que ce soient les populations*, en ville les ouvriers, dans les campagnes les paysans eux-mêmes *qui sévissent contre eux*, tandis que l'autorité révolutionnaire se

donnera les airs de les protéger au nom de son respect pour la liberté des consciences. Imitons donc un peu la sagesse de nos adversaires. Voyez, tous les gouvernements ont le mot de la liberté à la bouche, tandis que leurs actes sont réactionnaires. Que les autorités révolutionnaires ne fassent plus de phrases, mais en tenant un langage aussi modéré, aussi pacifique que possible, qu'elles *fassent* la révolution.

C'est tout l'inverse de ce que les autorités révolutionnaires, dans tous les pays, ont fait jusqu'à présent : elles ont été le plus souvent excessivement énergiques et révolutionnaires dans leur langage, et très modérées pour ne point dire très réactionnaires dans leurs actes. On peut même dire que *l'énergie du langage*, pour la plupart du temps, *leur a servi de masque pour tromper le peuple, pour lui cacher la faiblesse et l'inconséquence de leurs actes*. Il y a des hommes, beaucoup d'hommes dans la bourgeoisie soi-disant révolutionnaire, qui en |46 prononçant quelques paroles révolutionnaires, croient faire la révolution, et qui, après les avoir prononcées, et précisément parce qu'ils les ont prononcées, se croient permis de commettre des actes de faiblesse, des inconséquences fatales, des actes de pure réaction. Nous qui sommes révolutionnaires pour tout de bon, faisons tout le contraire. Parlons peu de révolution, mais faisons-en beaucoup. Laissons maintenant à d'autres le soin de développer théoriquement les principes de la révolution sociale, et contentons-nous de les appliquer largement, de *les incarner dans les faits*.

Ceux parmi nos alliés et amis qui me connaissent bien, seront étonnés peut-être que je tienne maintenant ce langage, moi, qui ai fait tant de théorie, et qui me suis montré toujours un gardien jaloux et féroce des principes. Ah ! c'est que les temps ont changé. — Alors, il y a encore un an, nous nous préparions à la révolution, que nous attendions les uns plus tôt, les autres plus tard, — et maintenant, quoi qu'en disent les

aveugles, nous sommes en pleine révolution. — Alors il était absolument nécessaire de maintenir haut le drapeau des principes théoriques, d'exposer hautement ces principes dans toute leur pureté, afin de former un parti si peu nombreux qu'il soit, mais composé uniquement d'hommes qui soient sincèrement, pleinement, passionnément attachés à ces principes, de manière à ce que chacun, en temps de crise, puisse compter sur tous les autres. Maintenant il ne s'agit plus de se recruter. Nous avons réussi à former, tant bien que mal, un petit parti — petit par rapport au nombre des hommes qui y adhèrent avec connaissance de cause, immense par rapport à ses adhérents instinctifs, par rapport à ces masses populaires dont il représente mieux que tout autre parti les besoins. — Maintenant nous devons nous embarquer tous ensemble sur l'océan révolutionnaire, et désormais nous devons propager nos principes non plus par des paroles, mais *par des faits*, — car c'est *la plus populaire, la plus puissante et la plus irrésistible des propagandes* . Taisons quelquefois nos principes quand la politique, c'est-à-dire quand notre impuissance momentanée vis-à-vis d'une grande puissance contraire l'exigera, *mais soyons toujours impitoyablement* |47 *conséquents dans les faits*. Tout le salut de la révolution est là.

La principale raison pourquoi toutes les autorités révolutionnaires du monde ont toujours fait si peu de révolution, *c'est qu'elles ont voulu toujours la faire par elles-mêmes, par leur propre autorité, et par leur propre puissance*, ce qui n'a jamais manqué d'aboutir à deux résultats : d'abord de rétrécir excessivement l'action révolutionnaire, car il est impossible même pour l'autorité révolutionnaire la plus intelligente, la plus énergique , la plus franche, d'étreindre beaucoup de questions et d'intérêts à la fois, toute dictature, tant individuelle que collective, en tant que composée de plusieurs personnages officiels, étant nécessairement très bornée, très aveugle, et incapable ni de pénétrer dans les

profondeurs, ni d'embrasser toute la largeur de la vie populaire, — aussi bien qu'il est impossible pour le plus puissant vaisseau de mesurer la profondeur et la largeur de l'océan ; et ensuite, parce que tout acte d'autorité et de puissance officielle, légalement imposé, réveille nécessairement dans les masses un sentiment de révolte, la réaction.

Que doivent donc faire les autorités révolutionnaires — et tâchons qu'il y en ait aussi peu que possible — que doivent-elles faire pour étendre et pour organiser la révolution ? *Elles doivent non la faire elles-mêmes par des décrets, non l'imposer aux masses, mais la provoquer dans les masses. Elles doivent non leur imposer une organisation quelconque, mais en suscitant leur organisation autonome de bas en haut*, travailler sous main, à l'aide de *l'influence individuelle sur les individus les plus intelligents et les plus influents de chaque localité*, pour que cette organisation soit autant que possible conforme à nos principes. — Tout le secret de notre triomphe est là.

Que ce travail rencontre d'immenses difficultés, qui peut en douter ? Mais pense-t-on que la révolution soit un jeu d'enfant, et qu'on puisse la faire sans vaincre des difficultés innombrables ? Les révolutionnaires socialistes de nos jours n'ont rien ou presque rien à imiter dans les procédés révolutionnaires des Jacobins de 1793. La routine révolutionnaire les perdrait. Ils doivent travailler dans le vif, ils doivent tout créer.

|48 Je reviens aux paysans. [1] J'ai déjà dit que leur prétendu

1 À cet endroit, la brochure intercale (p. 98 de cette réimpression) un passage emprunté à une partie antérieure du manuscrit, pages 39 et 40 (de la p. 219, l. 12, à la p. 220, l. 8, du présent Appendice). Les cinq

attachement à l'empereur ne me fait aucunement peur. Il n'est pas profond, il n'est point réel. Ce n'est rien qu'une expression négative de leur haine contre les Messieurs et contre les bourgeois des villes. Cet attachement ne pourra donc pas résister à la révolution sociale.

[1] Le dernier et principal argument des ouvriers des villes contre les paysans, c'est la cupidité de ces derniers, leur grossier égoïsme et leur attachement à la propriété individuelle de la terre. Les ouvriers qui leur reprochent tout cela devraient se demander d'abord : Et qui n'est point égoïste ? Qui dans la société actuelle n'est point cupide, dans ce sens qu'il tient avec fureur au peu de bien qu'il a pu amasser et qui lui garantit, dans l'anarchie économique actuelle et dans cette société qui est sans pitié pour ceux qui meurent de faim, son existence et l'existence des siens ? — Les paysans ne sont pas des communistes, il est vrai, ils redoutent, ils haïssent les partageux, parce qu'ils ont quelque chose à conserver, du moins en imagination, et l'imagination est une grande puissance dont généralement on ne tient pas assez compte dans la société. — Les ouvriers, dont l'immense majorité ne possède rien, ont infiniment plus de propension vers le communisme que les paysans ; rien de plus naturel : le communisme des uns est aussi naturel que l'individualisme des autres, — il n'y a pas là de quoi se vanter, ni mépriser les autres, — les uns comme les autres étant, avec toutes leurs idées et toutes leurs passions, les produits des milieux différents qui les ont engendrés. Et encore, les ouvriers eux-mêmes sont-ils tous communistes ?

Il ne s'agit donc pas d'en vouloir aux paysans, ni de les

---

premières lignes de la page 48 (sauf les quatre premiers mots) ont été omises. — J. G.

1 À partir d'ici jusqu'à la ligne 13 de la page 54, le manuscrit de Bakounine se trouve presque intégralement reproduit dans la brochure, de la p. 99, l. 21, à la p. 106, l. 25, de cette réimpression. — J. G.

dénigrer, *il s'agit d'établir une ligne de conduite révolutionnaire qui tourne la difficulté et qui non seulement empêcherait l'individualisme des paysans de les pousser dans le parti de la réaction, mais qui au contraire s'en servirait pour faire triompher la révolution*.

Rappelez-vous bien, chers amis, et répétez-vous-le cent fois, mille fois dans la journée, *que de l'établissement de cette ligne de conduite dépend* ABSOLUMENT *l'issue : le triomphe ou la défaite de la révolution*.

Vous conviendrez avec moi qu'il n'est plus temps de convertir les paysans par la propagande théorique. Resterait donc, |49 en dehors du moyen que je propose, qu'un *(sic)* seul moyen : *celui du terrorisme des villes exercé contre les campagnes*. C'est le moyen par excellence, choyé par tous nos amis, les ouvriers des grandes cités de France, qui ne s'aperçoivent et ne se doutent même pas qu'ils ont emprunté cet instrument de révolution, j'allais dire de réaction, dans l'arsenal du jacobinisme révolutionnaire, et que s'ils ont le malheur de se servir de cet instrument ils se tueront eux-mêmes, plus que cela ils tueront la révolution elle-même. Car quelle en sera la conséquence inévitable, fatale ? C'est que toutes les populations des campagnes, 10 millions de paysans, se jetteront de l'autre côté et renforceront de leurs masses formidables et invincibles le camp de la réaction.

Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres encore, je considère comme un véritable bonheur pour la France et pour la révolution sociale universelle, l'invasion des Prussiens. Si cette invasion n'avait pas eu lieu, et si la révolution en France s'était faite sans elle, les socialistes français eux-mêmes auraient tenté encore une fois, et pour leur propre compte cette fois, de faire une révolution d'État. Ce serait parfaitement illogique, ce serait fatal pour le socialisme, mais ils eussent

certainement essayé de le faire, tellement ils sont encore eux-mêmes pénétrés et imbus des principes du Jacobinisme. Par conséquent, entre autres mesures de salut public décrétées par une Convention des délégués des villes, ils auraient sans aucun doute essayé *d'imposer* le communisme ou le collectivisme aux paysans. Ils auraient soulevé et armé toute la masse des paysans contre eux, et pour réprimer leur révolte, ils se verraient forcés de recourir à une immense force armée, bien organisée, bien disciplinée. Ils donneraient une armée à la réaction, et ils engendreraient, ils formeraient des réactionnaires militaires, des généraux ambitieux dans leur propre sein. — Avec la machine de l'État renforcé, ils auraient bientôt le machiniste de l'État, — le dictateur, l'empereur. — Tout cela leur serait infailliblement arrivé, parce que c'est dans la |50 logique — non dans l'imagination capricieuse d'un individu, mais dans la logique des choses, et que cette logique ne se trompe jamais.

Par bonheur, aujourd'hui, les événements eux-mêmes forceront bien les ouvriers d'ouvrir les yeux et de renoncer à ce système fatal, qu'ils ont emprunté aux jacobins. Ils devraient être fous pour vouloir faire, dans les circonstances présentes, du terrorisme contre les campagnes. Si les campagnes se soulevaient *maintenant* contre les villes, les villes et la France avec elles serait perdue. Les ouvriers le sentent, et c'est là en partie ce qui m'explique *l'apathie, l'inertie, l'inaction et la tranquillité incroyables, honteuses* des populations ouvrières à Lyon, à Marseille, et dans d'autres grandes cités de France, dans un moment suprême, si terrible, où l'énergie de tous les habitants de la France peut seule sauver la patrie, et avec la patrie le socialisme français. Je m'explique cette inertie singulière par ceci : Les ouvriers de la France ont perdu leur pauvre Latin. Jusqu'à cette heure ils avaient bien souffert de leurs propres souffrances, mais tout le reste : leur idéal, leurs espérances, leurs idées, leurs imaginations politiques et

sociales, leurs plans et projets pratiques, rêvés plutôt que médités pour un prochain avenir, tout cela ils l'ont pris beaucoup plus dans les livres, dans les théories courantes et sans cesse discutées que dans une réflexion spontanée basée sur l'expérience et la vie. De leur existence et de leur expérience journalière ils ont fait continuellement abstraction, et ils ne se sont point habitués à y puiser leurs inspirations, leur pensée. Leur pensée s'est nourrie d'une certaine théorie acceptée par tradition, sans critique, mais avec pleine confiance, et cette théorie n'est autre que le système politique des Jacobins modifié plus ou moins à |51 l'usage des socialistes révolutionnaires. Maintenant cette théorie de la révolution a fait banqueroute, sa base principale, la puissance de l'État, ayant croulé. Dans les circonstances actuelles, l'application de la méthode terroristique, tant affectionnée des Jacobins, est évidemment devenue impossible. Et les ouvriers de France, qui n'en connaissent pas d'autres, sont déroutés. Ils se disent avec beaucoup de raison qu'il est impossible de faire du terrorisme officiel, régulier et légal, ni d'employer des moyens coercitifs contre les paysans, qu'il est impossible d'instituer l'État révolutionnaire, un Comité de salut public central pour toute la France dans un moment où l'invasion étrangère n'est pas seulement à la frontière comme en 1792, mais au cœur de la France, à deux pas de Paris. Ils voient toute l'organisation officielle crouler, ils désespèrent avec raison de pouvoir en créer une autre, et ne comprenant pas de salut, eux révolutionnaires, en dehors de l'ordre public, ne comprenant pas, eux hommes du peuple, la puissance et la vie qu'il y a dans ce que la gent officielle de toutes les couleurs, depuis la fleur de lis jusqu'au rouge foncé, appelle l'*anarchie*, ils se croisent les bras et se disent : Nous sommes perdus, la France est perdue.

Eh non ! mes chers amis, elle n'est point perdue, si vous ne voulez pas vous perdre vous-mêmes, si vous êtes des hommes, si vous avez du tempérament, de la vraie passion dans vos

cœurs, — si vous voulez la sauver. [1] Vous ne pouvez plus la sauver par l'ordre public, par la puissance de l'État. Tout cela, grâce aux Prussiens, je le dis en bon socialiste, n'est que ruine à présent. Vous ne pouvez pas même la sauver par l'exagération révolutionnaire du pouvoir public, comme l'ont fait les Jacobins en 1793. Eh bien, sauvez-là par l'*anarchie*. Déchaînez cette anarchie populaire dans les campagnes aussi bien que dans les villes, grossissez-la au point qu'elle roule comme une avalanche furieuse, dévorant, détruisant tout : ennemis |52 et Prussiens. C'est un moyen héroïque et barbare, je le sais. Mais c'est le dernier et désormais le seul possible. En dehors de lui point de salut pour la France. Toutes ses forces régulières étant dissoutes, il ne lui reste que l'énergie désespérée et sauvage de ses enfants, — qui doivent choisir entre l'esclavage par la civilisation bourgeoise ou la liberté par la barbarie du prolétariat.

N'est-ce pas une magnifique position pour des socialistes sincères et ont-ils jamais rêvé chance pareille ? Ah ! mes amis ! Tâchez d'être seulement à la hauteur des faits qui se passent autour de vous : c'est l'État qui croule, c'est le monde bourgeois qui s'en va. — Resterez-vous debout, énergiques et pleins de confiance, créateurs d'un monde nouveau, au milieu de ces ruines, ou bien vous laisserez-vous ensevelir sous elles ; Bismarck deviendra-t-il votre maître, deviendrez-vous les esclaves des Prussiens esclaves de leur roi — ou bien jetterez-vous l'incendie révolutionnaire-socialiste en Allemagne, en Europe, dans le monde entier ? — Voilà ce qui se décide dans ce moment suprême, voilà ce qui dépend exclusivement à cette heure des ouvriers de la France. — Ont-ils du cœur dans le ventre, ou non ?

---

1 La fin de cet alinéa et l'alinéa suivant du manuscrit de Bakounine ont été omis dans la brochure et remplacés par un court passage rédigé par moi. (Voir p. 104, l. 2, de cette réimpression.) — J. G.

[1] Je reviens à mes chers paysans. Je n'ai jamais cru que même dans les circonstances les plus favorables, les ouvriers pussent jamais avoir la puissance de leur imposer la communauté ou bien la collectivité ; et je ne l'ai jamais désiré, — parce que j'abhorre tout système imposé, parce que j'aime sincèrement et passionnément la liberté. Cette fausse idée et cette espérance liberticide constituent l'aberration fondamentale du communisme autoritaire, qui parce qu'il a besoin de la violence régulièrement organisée, a besoin de l'État, et qui parce qu'il a besoin de l'État, aboutit nécessairement à la reconstitution du principe de l'autorité et d'une classe privilégiée de l'État. On ne peut imposer la collectivité qu'à des esclaves, — et alors la |53 collectivité devient la négation même de l'humanité. Chez un peuple libre, la collectivité ne pourra se produire que par la force des choses, non par l'imposition d'en haut, mais par le mouvement spontané d'en bas, librement et nécessairement à la fois, alors que les conditions de l'individualisme privilégié : la politique de l'État, les codes criminel et civil, la famille juridique, et le droit d'héritage, balayés par la révolution, auront disparu.

Il faudrait être fou, ai-je dit, pour tenter d'imposer aux paysans, dans les circonstances actuelles, quoi que ce soit ; ce serait en faire des ennemis de la révolution à coup sûr ; ce serait ruiner la révolution. Quels sont les principaux griefs des paysans, les principales causes de leur haine sournoise et profonde contre les villes ?

1° Les paysans se sentent méprisés par les villes, et le mépris dont on est l'objet se devine vite, même par les enfants, et ne se pardonne jamais.

---

1 À partir d'ici, la brochure — fin de la *Lettre III* (p. 104, l. 9, de cette réimpression) et commencement de la *Lettre IV* (jusqu'au bas de la p. 106 de cette réimpression) — reproduit presque sans changement le texte de Bakounine. — J. G.

2° Les paysans s'imaginent, *non sans beaucoup de raisons*, sans beaucoup de preuves et d'expériences historiques à l'appui de cette imagination, que les villes veulent les dominer, gouverner, les exploiter souvent et leur imposer toujours un ordre politique dont ils ne se soucient pas.

3° Les paysans en outre considèrent les ouvriers des villes comme des *partageux*, et craignent que les socialistes ne viennent confisquer leur terre qu'ils aiment au-dessus de toute chose.

Que doivent donc faire les ouvriers pour vaincre cette défiance et cette animosité des paysans contre eux ? D'abord cesser de leur témoigner leur mépris, cesser de les mépriser. Cela est nécessaire pour le salut de la révolution et d'eux-mêmes, car la haine des paysans constitue un immense danger. S'il n'y avait pas cette défiance et cette haine, la révolution aurait été faite |54 depuis longtemps, car l'animosité qui existe malheureusement dans les campagnes contre les villes constitue dans tous les pays la base et la force principale de la réaction. Donc dans l'intérêt de la révolution qui doit les émanciper, les ouvriers doivent cesser au plus vite de témoigner ce mépris aux paysans. Ils le doivent aussi par justice, car vraiment ils n"ont aucune raison pour les mépriser, ni pour les détester. Les paysans ne sont pas des fainéants, ce sont de rudes travailleurs comme eux-mêmes. Seulement ils travaillent dans des conditions différentes. Voilà tout. En présence du bourgeois exploiteur, l'ouvrier doit se sentir le frère du paysan.

[1] M. Léon Gambetta, dans la lettre remarquablement

1 Ici, page 54, ligne 13, commence un passage relatif à une lettre de Gambetta, passage complété par une longue note qui s'étend jusqu'à la page 67 du manuscrit. J'ai intercalé un court résumé de ce passage, en quatre lignes, et la plus grande partie de la note, dans la *Lettre II*,

ridicule qu'il vient d'adresser au *Progrès de Lyon* [1], prétend que la guerre actuelle peut aider à la réconciliation de la bourgeoisie avec le prolétariat, en unissant ces deux classes dans un effort patriotique commun. Je ne le pense pas et je ne le désire pas du tout. Mais ce que je désire et j'espère du fond du cœur, c'est que cette guerre, le péril immense qui menace d'écraser |55 et d'engloutir la France, aura pour effet immédiat de confondre réellement le peuple des villes avec le peuple des campagnes, les

page 8 (de la p. 88, l. 7, à la p. 90, l. 9, de cette réimpression). Le texte de la brochure reprend ensuite à la ligne 12 de la page 55 du manuscrit. — J. G.

1 Je ne puis m'empêcher d'ajouter quelques observations sur cette lettre, que j'ai lue avec d'autant plus d'attention qu'elle émane du chef à peu près reconnu aujourd'hui du parti républicain à Paris, de l'homme qui, avec Thiers et Trochu, est considéré comme l'arbitre des destinées de la France envahie par les Prussiens. Je n'ai jamais tenu grand compte de Gambetta, mais j'avoue que cette lettre me l'a montré encore plus insignifiant et plus pâle que je ne me l'étais imaginé, il a pris tout à fait au sérieux son rôle de républicain modéré, sage, raisonnable, et, dans un moment terrible comme celui-ci, au moment où la France croule et périt et où elle ne pourra être sauvée que si tous les Français ont le diable au corps, M. Gambetta trouve le temps et l'inspiration nécessaires pour écrire une lettre dans laquelle il commence par déclarer qu'il se propose |55 « de tenir dignement le rôle *d'opposition démocratique* **gouvernementale** ». Il parle du « *programme à la fois républicain et conservateur* qu'il s'est tracé depuis 1869 » ; celui « de faire prédominer la politique tirée du suffrage universel » (Mais alors c'est celle du plébiscite de Napoléon III), « de prouver que, dans les circonstances actuelles, la République est désormais la condition même du salut pour la France et de l'équilibre européen, qu'il n'y a plus de sécurité, de paix, de progrès que dans les institutions républicaines **sagement** pratiquées » (comme en Suisse), « *Qu'on ne peut* **gouverner** *la France contre les classes moyennes, on ne peut la diriger* sans maintenir une **généreuse** *alliance avec le prolétariat* » (Généreuse de la part de qui ? sans doute de la part de la bourgeoisie). « La forme républicaine permet seule une harmonique conciliation entre les *justes* aspirations des travailleurs et le *respect des droits sacrés de la propriété*. Le juste-milieu est une politique surannée. Le césarisme est la plus ruineuse, la plus banqueroutière des solutions. Le

ouvriers avec les paysans, dans une action commune. Ce sera là vraiment le salut de la France, Et je ne doute pas de la possibilité, de la prompte réalisation de cette union, parce que je sais que le paysan est profondément, instinctivement patriote. Une fois qu'on aura crié bien haut, plus haut que ne le fait et que ne peut le faire l'administration actuelle et les journaux de la bourgeoisie : « La France est en danger, les Prussiens pillent et tuent le peuple, exterminons les Prussiens

---

droit divin est définitivement aboli. *Le jacobinisme est désormais une parole ridicule et malsaine*. Seule, la démocratie rationnelle, |50 **positiviste** » (Entendez-vous le charlatan !), «peut tout concilier, tout organiser, tout féconder» (Voyons comment !). « 1789 a posé les principes » (Pas tous, loin de là ! — les principes de la liberté bourgeoise, oui — mais ceux de l'égalité, ceux de la liberté du prolétariat, non), « 1792 les a fait triompher » (et c'est pour cela sans doute que la France est si libre !), « 1848 leur a donné la sanction du suffrage universel » (en juin, sans doute ?). « C'est à la génération actuelle qu'il convient de réaliser la forme républicaine » (Comme en Suisse) « et *concilier,* sur la base de la justice » (Quelle justice ? la justice juridique sans doute ?) « et du principe électif, les droits du citoyen et les fonctions de l'État, dans une société progressive et libre. *Pour atteindre ce but, il faut deux choses : supprimer la peur des uns et calmer les défiances des autres. Amener la bourgeoisie à l'amour de la démocratie, et le peuple à la confiance dans ses frères aînés.* » (Pourquoi pas à la confiance dans la noblesse, qui est encore plus aînée que la bourgeoisie ?)

Gambetta, en écrivant cette lettre, a évidemment voulu faire un acte politique : habituer la bourgeoisie au mot *république*. Mais n'aurait-il pas été encore plus politique, en ce moment de danger suprême, au lieu d'écrire des lettres pareilles, de faire |57 acte de virilité, pour me servir d'une expression favorite de Gambetta, et de renverser un gouvernement qui trahit et qui perd ostensiblement la France, de sorte que chaque instant de pouvoir qu'on lui laisse devient un crime de lèse-nation de la part de ceux qui ont le devoir et la facilité incontestable de le renverser, et qui ne le renversent pas, probablement parce qu'ils craignent de perdre leur réputation de sagesse ? — Vraiment, plus je considère ces gens, et plus je les méprise. Leur patriotisme, leur civisme, leur indignation s'exhalent en paroles, et ils sont si énergiques en paroles qu'il ne leur reste plus de force pour l'action. Le moment est

et tous les amis des Prussiens », — les paysans français se lèveront et ils marcheront fraternellement à côté des ouvriers des villes de la France.

[1] Ils marcheront avec eux aussitôt qu'ils se seront convaincus que les ouvriers des villes ne prétendent pas leur imposer leur volonté, ni un ordre politique et social quelconque, inventé par les villes, pour |56 la plus grande félicité des campagnes, aussitôt qu'ils auront acquis l'assurance que les ouvriers n'ont aucunement l'intention de leur prendre leurs terres.

Eh bien, il est de toute nécessité aujourd'hui que les ouvriers renoncent réellement à cette prétention et à cette intention, et qu'ils y renoncent de manière à ce que les paysans le sachent et en demeurent tout à fait convaincus. Les ouvriers doivent y renoncer, car alors même que cette prétention et cette intention paraissaient réalisables, elles étaient souverainement *injustes et réactionnaires*, et maintenant que leur réalisation est devenue |57 impossible, elles ne constitueraient ni plus ni moins qu'une criminelle folie.

De quel droit les ouvriers imposeront-ils aux paysans une forme de gouvernement ou d'organisation économique quelconque ? Du droit de la révolution, dit-on. Mais la révolution n'est plus la révolution lorsqu'elle agit en despote et lorsqu'au lieu de provoquer la liberté dans les masses, elle

terrible. Très probablement Mac-Mahon est battu et refoulé en Belgique. Encore quelques jours, et Paris sera assiégé par une armée de quatre cent mille hommes. Et alors ? — si les provinces ne se lèvent pas, la France est perdue. (*Note de Bakounine.*)

1 À partir d'ici, la brochure (p. 107, l. 1, de cette réimpression) reprend la suite de la page 55 (l. 12) du manuscrit, et continue la reproduction de celui-ci, sans interruption, sauf quelques passages omis (dont celui sur la guerre civile, pp. 61 et 62), jusqu'à la ligne 5 de la page 67 du manuscrit. — J. G.

provoque la réaction dans leur sein. Le moyen et la condition, sinon le but principal de la révolution, c'est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition, la destruction complète et au besoin violente de l'État, parce que l'État, frère cadet de l'Église, comme l'a fort bien démontré Proudhon, est la consécration historique de tous les despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les asservissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction. Lorsque, au nom de la révolution, on veut faire de l'État, ne fût-ce que de l'État provisoire, on fait donc de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté : pour l'institution du privilège contre l'égalité.

|58 C'est clair comme le jour. Mais les ouvriers socialistes de la France, élevés dans les traditions politiques des Jacobins, n'ont jamais voulu le comprendre. Maintenant ils seront forcés de le comprendre, par bonheur pour la révolution et pour eux-mêmes. D'où leur est venue cette prétention aussi ridicule qu'arrogante, aussi injuste que funeste d'imposer leur idéal politique et social à dix millions de paysans qui n'en veulent pas ? C'est évidemment encore un héritage bourgeois, un legs politique du révolutionnisme *(sic)* bourgeois. Quel est le fondement, l'explication, la théorie de cette prétention ? C'est la supériorité prétendue ou réelle de l'intelligence, de l'instruction, en un mot de la civilisation ouvrière, sur la civilisation des campagnes. Mais savez-vous qu'avec un tel principe on peut légitimer toutes les conquêtes, consacrer toutes les oppressions ? Les bourgeois n'en ont jamais eu d'autre pour prouver leur mission et leur droit de *gouverner* ou, ce qui veut dire la même chose, d'exploiter le monde ouvrier. De nation en *(sic)* nation, aussi bien que d'une classe à une autre, ce principe fatal et qui n'est autre que celui de l'autorité, explique et pose comme un droit tous les envahissements et toutes les conquêtes. Les Allemands ne s'en sont-ils pas toujours servis

pour excuser tous leurs attentats contre la liberté et contre l'indépendance des peuples slaves et pour en légitimer la germanisation violente et forcée ? C'est, disent-ils, la conquête de la civilisation sur la barbarie. Prenez garde, les Allemands commencent à s'apercevoir déjà que la civilisation germanique, protestante, est bien supérieure à la civilisation catholique des peuples de race romande pris ensemble, et à la civilisation française en particulier. Prenez garde qu'ils ne s'imaginent bientôt qu'ils ont la mission de vous civiliser |59 et de vous rendre heureux, comme vous vous imaginez, vous, d'avoir la mission de civiliser et d'émanciper forcément vos compatriotes, vos frères, les paysans de la France. Pour moi, l'une et l'autre prétention sont également odieuses, et je vous déclare que, tant dans les rapports internationaux que dans les rapports de classe à une autre, je serai toujours du côté de ceux qu'on voudra civiliser par ce procédé. Je me révolterai avec eux contre tous ces civilisateurs arrogants, qu'ils s'appellent ouvriers ou Allemands, et en me révoltant contre eux, je servirai la révolution contre la réaction.

Mais s'il en est ainsi, dira-t-on, faut-il abandonner les paysans ignorants et superstitieux, à toutes les influences et à toutes les intrigues de la réaction ? Point du tout. Il faut tuer la réaction dans les campagnes, comme il faut la tuer dans les villes. Mais pour atteindre ce but, il ne suffit pas de dire : Nous voulons tuer la réaction, il faut la tuer, il faut l'extirper, et on n'extirpe rien par des décrets. — Bien au contraire, et je me fais fort de le prouver l'histoire à la main : les décrets et en général tous les actes de l'autorité, n'extirpent rien ; ils éternisent au contraire ce qu'ils veulent tuer.

Que s'ensuit-il ? Ne pouvant imposer la révolution dans les campagnes, *il faut l'y produire, en provoquant le mouvement révolutionnaire des paysans eux-mêmes, en les poussant à détruire de leurs propres mains l'ordre public, toutes les*

institutions politiques et civiles et à constituer, à organiser dans les campagnes l'anarchi e.

Pour cela il n'est qu'un seul moyen : c'est de leur parler et de les pousser vivement *dans la direction de leurs propres instincts*. Ils aiment la terre, qu'ils prennent toute la terre et qu'ils en chassent tous |60 les propriétaires qui l'exploitent par le travail d'autrui. Ils n'ont aucun goût pour le paiement des hypothèques, des impôts. Qu'ils ne les paient plus. Que ceux d'entre eux qui ne se soucient pas de payer leurs dettes privées, ne soient plus forcés de les payer. Enfin ils détestent la conscription, qu'ils ne soient plus forcés de donner de soldats.

Et les Prussiens, qui les combattra ? Ne craignez rien, lorsque les paysans auront senti vivement, auront palpé pour ainsi dire les avantages de la révolution, pour la défendre, ils donneront plus d'argent et plus d'hommes que ne pourrait en tirer l'action régulière, même exagérée de l'État. Les paysans feront contre les Prussiens aujourd'hui, ce qu'ils ont fait en 1792 contre eux. — Il faut seulement qu'ils aient le Diable au corps, et ce n'est seulement que la révolution anarchique qui peut le mettre en eux.

Mais en les laissant partager entre eux les terres qu'ils auront arrachées aux propriétaires bourgeois, n'établit-on pas sur un fondement plus solide et nouveau la propriété individuelle ? Pas du tout, car la consécration juridique et politique de l'État lui manquera, — l'État et toute la constitution juridique, la défense de la propriété par l'État, le droit de famille et le droit d'héritage y compris, devant nécessairement disparaître dans l'immense tourbillon de l'anarchie révolutionnaire. Il n'y aura plus de droits ni politiques ni juridiques — il n'y aura que des faits révolutionnaires.

Mais ce sera la guerre civile, direz-vous ? La propriété

individuelle n'étant plus garantie par aucune autorité supérieure, et n'étant plus défendue que par la seule |61 énergie du propriétaire, chacun voudra s'arroger *(sic)* du bien d'autrui, les plus forts pilleront les plus faibles. Mais qui empêchera les plus faibles de s'associer entre eux pour piller à leur tour les plus forts ?

Oui, ce sera la guerre civile. Mais pourquoi stigmatisez-vous, pourquoi craignez-vous tant la guerre civile ? Je vous demande, l'histoire à la main, est-ce la guerre civile, ou bien l'ordre public imposé par une autorité tutélaire quelconque, d'où sont sortis les grandes pensées, les grands caractères et les grandes nations ? Pour avoir eu le bonheur d'éviter la guerre civile pendant vingt ans, n'êtes-vous pas tombés si bas, vous grande nation, que les Prussiens ne font de vous qu'une bouchée ? Pour revenir aux campagnes, aimez-vous mieux voir vos dix millions de paysans, unis comme un seul homme, en une masse unanime et compacte contre vous, par la haine que leur inspireront vos décrets et vos violences révolutionnaires ; ou bien divisés entre eux par cette révolution anarchique, ce qui vous permettra de vous former un parti puissant parmi eux ? Mais ne voyez-vous donc pas que les paysans sont si arriérés, précisément parce que la guerre civile n'a point encore divisé les campagnes. Les masses compactes sont des troupeaux humains, peu propres au développement et à la propagande des idées. La guerre civile au contraire, en divisant cette masse en partis différents, crée les idées, en créant des intérêts et des aspirations différentes. L'âme, les instincts humains ne manquent pas à vos campagnes, ce qui leur manque c'est l'esprit. Eh bien, la guerre civile leur donnera cet esprit.

La guerre civile ouvrira largement les campagnes à votre propagande socialiste et révolutionnaire. Vous aurez, je le répète encore, vous aurez, ce que vous n'avez pas encore, dans les campagnes un parti, et vous pourrez y organiser largement

le vrai socialisme, la collectivité inspirée, animée par la plus |62 complète liberté, vous l'organiserez de bas en haut, par l'action spontanée, *mais en même temps nécessitée par [la] force des choses*, des paysans eux-mêmes. Vous ferez alors du vrai socialisme révolutionnaire.

Ne craignez pas que la guerre civile, l'anarchie, aboutisse à la destruction des campagnes. Il y a dans toute société humaine un grand fond d'instinct conservateur, une force d'inertie collective, qui la sauvegarde contre tout danger d'anéantissement, et qui rend précisément l'action révolutionnaire, le progrès, si lents et si difficiles. La société européenne, aujourd'hui, dans les villes comme dans les campagnes, mais dans les campagnes encore plus que dans les villes, s'est complètement endormie, a perdu toute énergie, toute vigueur, toute spontanéité de pensée et d'action, sous l'égide de l'État. Encore quelques dizaines d'années passées dans cet état, et ce sommeil peut-être serait devenu la mort. Mais voici que, grâce aux Prussiens, l'État français s'en va au diable, il croule. Aucune force ne peut plus le sauver lui-même, d'autant moins il peut vous sauver, si vous ne [vous] sauvez pas vous-mêmes, par votre énergie naturelle, vous êtes perdus. Je le répète encore, c'est une position magnifique ; mais pour en profiter, il faut avoir la puissance d'en embrasser tout l'ensemble, et le courage d'en affronter toutes les conséquences. Sa conséquence principale, c'est de vous plonger dans l'anarchie. Eh bien ! vous devez vous dire que l'anarchie, et vous devez vous en faire, votre force, votre arme, vous devez l'organiser en une puissance [1].

Ne craignez pas que les paysans, cessant d'être contenus par l'autorité publique, et par le respect du droit criminel et civil, s'entredévorent. Ils essaieront peut-être de le faire dans le commencement, mais ils ne tarderont pas à se convaincre de

1 Cette phrase incorrecte est textuellement reproduite.— J. G.

l'impossibilité matérielle de persister dans cette voie, et alors ils tâcheront de s'entendre, de transiger et de s'organiser entre eux. Le besoin de |63 manger et de nourrir ses enfants, et par conséquent la nécessité de labourer la terre et de continuer tous les travaux des campagnes, la nécessité de garantir leurs maisons, leurs familles et leur propre vie contre des attaques imprévues, tout cela les forcera indubitablement et bientôt [d'entrer] dans la voie des arrangements mutuels. Et ne croyez pas non plus, que dans ces arrangements amenés en dehors de toute tutelle officielle, par la seule force des choses, les plus forts, les plus riches exercent une influence prédominante. La richesse des riches ne sera plus garantie par les lois, elle cessera donc d'être une puissance. Les paysans riches ne sont puissants aujourd'hui que parce qu'ils sont particulièrement protégés et courtisés par les fonctionnaires de l'État, et parce qu'ils s'appuient sur l'État. L'État une fois disparu, cet appui et leur puissance disparaîtra aussi. Quant aux plus madrés, les plus forts, — ils seront annulés par la puissance collective de la masse, du grand nombre des petits et très petits paysans, ainsi que des prolétaires des campagnes, — masse aujourd'hui asservie, réduite à la souffrance muette, mais que l'anarchie révolutionnaire rendra à la vie et armera d'une irrésistible puissance.

Enfin, je ne dis pas, que les campagnes qui se réorganiseront ainsi, de bas en haut, librement, créeront dès le premier coup une organisation idéale, conforme dans tous les points à celle que nous imaginons, que nous rêvons. Ce dont je suis convaincu, c'est que ce sera une organisation vivante, mille fois supérieure et plus juste à *(sic)* celle qui existe présentement, et qui d'ailleurs, ouverte à la propagande active des villes d'un côté, et de l'autre, ne pouvant jamais être fixée, ni pour ainsi dire pétrifiée par la protection de l'État ni par celle de la loi — puisqu'il n'y aura plus ni loi ni État — pourra progresser librement, se développer et se perfectionner d'une manière

indéfinie, mais toujours vivante et libre, jamais décrétée, ni légalisée, jusqu'à arriver enfin à un point aussi raisonnable, qu'on peut le désirer et l'espérer de nos jours.

Comme la vie et l'action spontanée, suspendues pendant des siècles par l'action, par l'absorption toute-puissante de l'État, seront [rendues] |64 aux communes par l'abolition de l'État, il est naturel que chaque commune prendra pour point de départ de son développement nouveau, non l'état intellectuel et moral dans lequel la fiction officielle la suppose, mais l'état réel de la civilisation, et comme le degré de civilisation réelle est très différent entre les communes de France, aussi bien qu'entre celles de l'Europe, il en résultera nécessairement une grande différence de développement, ce qui aura pour conséquence peut-être d'abord la guerre civile des communes entre elles, puis inévitablement l'entente mutuelle et l'accord, l'harmonie, l'équilibre établis entre elles. Il y aura une vie nouvelle et un monde nouveau. [1]

Mais cette guerre civile, fût-elle même avantageuse à tous les points de vue possibles, cette lutte intérieure entre les habitants de chaque commune, augmentée de la lutte des communes entre elles, ne paralysera-t-elle pas la défense de la France, ne la livrera-t-elle pas aux Prussiens ?

Point du tout. L'histoire nous prouve que jamais les nations ne se sentirent aussi puissantes au dehors que lorsqu'elles se sentirent profondément agitées et troublées à l'intérieur, et qu'au contraire jamais elles ne furent aussi faibles que lorsqu'elles apparaissaient unies sous une autorité ou dans un ordre harmonieux quelconque. Au fond rien de plus naturel, la lutte c'est la vie et la vie c'est la force. Pour vous en

1 Ici, ligne 10 de la page 64 du manuscrit de Bakounine, j'ai fait une coupure : la *Lettre IV* se termine, et avec la ligne 11 commence la *Lettre V* (p. 114 de cette réimpression). — J. G.

convaincre, vous n'avez qu'à comparer deux époques, ou même quatre époques de votre histoire : d'abord la France sortie de la Fronde, et développée, aguerrie par les luttes de la Fronde, sous la jeunesse de Louis XIV, avec la France de sa vieillesse, avec la monarchie fortement établie, unifiée, pacifiée parle grand roi, — la première toute resplendissante de victoires, la seconde, marchant de défaite en défaite à la ruine. Comparez de même la France de 1792 avec la France d'aujourd'hui. En 1792 et en 1793 la France était proprement déchirée par la guerre civile ; le mouvement, la lutte, une lutte à vie et à mort se retrouvaient, se reproduisaient sur tous les points de la république. Et pourtant la France a repoussé victorieusement l'invasion de presque |65 toutes les puissances de l'Europe. En 1870, la France unie et pacifiée à *(sic)* l'Empire est battue par les armées de l'Allemagne et se montre tellement démoralisée qu'on doit trembler pour son existence. Pour renverser ces deux preuves historiques, vous pourriez sans doute me citer l'exemple de la Prusse et de l'Allemagne actuelles, qui ne sont déchirées, ni l'une ni l'autre, par aucune guerre civile, qui se montrent au contraire singulièrement résignées et soumises au despotisme de leur souverain, et qui néanmoins développent aujourd'hui une puissance formidable. Mais ce fait exceptionnel s'explique par deux raisons particulières, dont aucune ne peut s'appliquer à la France actuelle : la première, c'est la passion unitaire qui depuis cinquante-cinq ans ne fait que croître au détriment de toutes les autres passions et de toutes les autres idées dans cette malheureuse nation germanique. La seconde c'est la savante perfection de son mécanisme administratif. Quant à la passion unitaire, quant à cette ambition inhumaine et liberticide de devenir une grande nation, la première nation du monde, la France l'a éprouvée également dans son temps. Cette passion, pareille à ces fièvres furieuses qui donnent momentanément au malade une force extraordinaire, surhumaine, sauf à l'épuiser totalement et à le faire [tomber] bientôt après dans une prostration complète, — cette passion, après avoir grandi la

France pour un espace de temps très court, l'a fait aboutir à une catastrophe dont elle s'est relevée si peu même encore aujourd'hui, 55 ans après la bataille de Waterloo, que ses malheurs présents ne sont rien selon moi qu'une rechute, qu'une répétition de cette catastrophe, et comme un second coup d'apoplexie qui tuera certainement l'organisme politique de l'État. Eh bien, l'Allemagne est travaillée précisément aujourd'hui par cette même fièvre, par cette même passion de grandeur nationale que la France avait éprouvée et expérimentée dans toutes ses phases, il y a 70 à 60 ans, et qui à cause de cela même est devenue désormais incapable de l'agiter et de l'électriser. Les Allemands qui se croient aujourd'hui le premier peuple du monde sont arriérés de 60 ans au moins, en comparaison de la France, arriérés au point que la *Staatszeitung* , la gazette officielle |66 de la Prusse se permet de leur montrer dans un prochain avenir, comme récompense de leur dévouement héroïque, « l'établissement d'un grand Empire Tudesque, fondé sur la crainte de Dieu et sur la vraie morale ». Traduisez ceci en bon langage catholique et vous aurez l'Empire rêvé par Louis XIV. Leurs conquêtes, dont ils sont si fiers à présent, les feraient reculer de deux siècles ! Aussi tout ce qu'il y a d'intelligence honnête et vraiment libérale en Allemagne — sans parler déjà des démocrates socialistes — commence à s'inquiéter sérieusement des conséquences fatales de leurs propres victoires ! Encore quelques semaines de sacrifices pareils à ceux qu'ils ont dû faire jusqu'ici, moitié par force, moitié par exaltation, et leur fièvre commencera à tomber, et une fois qu'elle commencera à décroître, sa décadence sera rapide. Les Allemands compteront leurs pertes en argent et en hommes, ils les compareront aux avantages obtenus, et alors le roi Frédéric-Guillaume et Bismarck son inspirateur, son ministre, n'auront qu'à se tenir bien. Voici pourquoi il est absolument indispensable pour eux de revenir victorieux et les mains pleines.

L'autre raison de la puissance inouïe développée actuellement par les Allemands, c'est l'excellence de leur machine administrative, — excellence, non au point de vue de la liberté et du bien-être des populations, mais au point de vue de la richesse et de la puissance exclusives de l'État. La machine administrative, si excellente qu'elle soit, n'est jamais la vie du peuple ; c'en est au contraire la négation absolue et directe. Donc la force qu'elle produit n'est jamais une force naturelle, organique, populaire, — c'est au contraire une force toute mécanique et toute artificielle. — Une fois brisée, elle ne se renouvelle pas d'elle-même, et sa reconstruction devient excessivement difficile. C'est pourquoi il faut bien se garder d'en forcer les ressorts — car si on les force trop, on la brise. Eh bien, il est certain |67 que Bismarck et son roi ont déjà trop forcé la machine. L'Allemagne a mis sur pied 1.500.000 soldats, et dieu sait les centaines de millions qu'elle a dépensés. Que Paris résiste, que la France tout entière se lève derrière lui, et la machine de l'Empire germanique se brisera.

[1] La France n'a plus à craindre ce malheur — ce bonheur ! Grâce aux Prussiens, il est tout accompli. La machine de l'État français est brisée, et Gambetta, Thiers et Trochu tous ensemble, même s'ils appelaient l'ogre bonapartiste, Palikao, à leur secours, ne la reconstruiront pas. La France ne peut plus être électrisée par l'idée de la grandeur, ni même par celle de l'honneur national. Tout cela reste derrière elle. Elle ne peut plus se défendre contre l'invasion étrangère par la puissance de sa machine administrative. Le gouvernement de Napoléon III l'a faussée, dérangée, disloquée, et les Prussiens l'ont réduite à néant. Que lui reste-t-il donc pour se sauver ? *La révolution sociale, l'anarchie* intérieure et nationale aujourd'hui, demain universelle.

---

1 Ce qui suit, de la ligne 6 de la page 67 à la ligne 19 de la page 78 du manuscrit de Bakounine, n'a pas trouvé place dans la brochure. — J. G.

---

2 septembre.

À mesure que j'écris, les événements se déroulent et chaque nouvelle que j'apprends me donne raison. Mac-Mahon vient d'être battu de nouveau entre Montmédy et Sedan, le 30 août. Au moment où j'écris, il est probablement détruit, heureux s'il a pu se retirer, par un circuit très excentrique, sur Paris, et s'il n'a pas été rejeté en Belgique. Encore cinq, six jours, et Paris se verra assiégé par une armée formidable de trois à quatre cent mille hommes. J'espère, espérons tous que Paris se défendra jusqu'au bout et donnera à la France le temps de se lever et de s'organiser en masse.

Voici ce que j'ai lu aujourd'hui dans le *Bund* :

|68 « *Correspondance de Paris, 29 août*. — Il règne aujourd'hui à Paris un calme sérieux. Il n'y a ni abattement, ni confusion, ni hésitation. Tous sont absolument résolus. *On n'entend plus nulle part* de conversations politiques, on ne songe plus qu'à la défense. La Bourse elle-même est calme et forte. Paris ressemble maintenant à un camp ou à un caravansérail. On renvoie les femmes et les enfants en province. Chaque maison fait des provisions de pommes de terre, de farine, de riz, de jambons et d'extrait de viande. Tous les journaux et toutes les conversations sont unanimes sur ce point qu'on continuera la lutte même après la prise de Paris, et qu'on ne conclura la paix que sur la rive droite du Rhin. Palikao ne badine pas. Il vient de proclamer par décret que tous les hommes valides de vingt-cinq à trente-cinq ans qui ne se présenteront pas, seront livrés aux Conseils de guerre. La garde nationale sera soumise également à la loi militaire, aussi bien que les propriétaires qui témoigneront une peur quelconque pour leurs maisons. Les ouvriers en cas de besoin sont disposés

à renouveler les barricades de Juin. »

Et voici une autre correspondance de Paris dans la *Gazette de Francfort* :

« Depuis le dernier concierge jusqu'au premier loup-cervier de la Bourse, tous sont unanimes sur ce point que l'Empire est désormais devenu impossible, et qu'il n'y a de salut à attendre que de la république. *Mais le despotisme qui a duré vingt ans a détruit à un tel point, dans le peuple français, toute initiative et toute habitude d'action collective, que du moment que la machine gouvernementale a cessé de fonctionner, tous se regardent ébahis comme des enfants qui auraient perdu leurs parents*. Malgré cette conviction unanime qu'il n'y a plus |69 rien à attendre du gouvernement impérial, Paris n'a pas pu se décider à un pas décisif. *On a été paralysé jusqu'ici par la crainte que des troubles intérieurs n'empêchent et n'affaiblissent la défense extérieure*. La majorité de la Chambre sent qu'elle a perdu toute autorité morale et qu'il lui revient une grande part des fautes qui ont causé le malheur public. *La minorité est composée d'avocats. Elle est excellente pour faire de l'opposition parlementaire, mais absolument incapable d'initiative révolutionnaire*. Quant à la masse ouvrière, elle se tient à part et boude. — Un démocrate, appartenant à l'une des premières familles d'une ville frontière » (Strasbourg sans doute ?) « est venu dernièrement à Paris avec une lettre d'un officier supérieur, suppliant la gauche de proclamer la République au plus vite. « L'armée », écrivait-il, « est toute désorganisée et démoralisée et il ne reste plus d'espoir que dans l'établissement immédiat de la République. » La gauche a répondu à l'envoyé de cet officier supérieur *qu'il fallait bien se garder de commettre une imprudence maintenant, que l'Empire tombait de lui-même* [1].

1 Voici ce que dit, sur les dispositions de la gauche radicale, le *Volksttaat*, organe du parti ouvrier de la démocratie socialiste en

« Oui », répondit l'envoyé, « l'Empire tombera toujours assez tôt pour vous mettre à sa place, *mais trop tard pour sauver le pays*. »

Le même correspondant ajoute un autre fait, qui, je l'espère au moins, pour l'honneur des ouvriers, est faux. Il raconte que l'envoyé de l'officier supérieur, après avoir reçu cette réponse dilatoire de la gauche, « s'est adressé aux chefs de l'Internationale, pour les provoquera une immense démonstration devant le Corps législatif, dont le succès aurait été infaillible, puisque les troupes avaient déclaré qu'elles ne tireraient pas sur le peuple. Mais les ouvriers répondirent » (et c'est précisément cette réponse que je voudrais pouvoir nier) : « La faute est aux bourgeois. Vous avez amené et soutenu l'Empire. Mangez maintenant la soupe que vous avez préparée vous-mêmes, et si les Prussiens font crouler vos maisons sur vos têtes, vous n'aurez que ce que vous aurez mérité. » Je le répète, je voudrais ne point croire à cette réponse des ouvriers parisiens, et pourtant la disposition d'esprit qui aurait pu la dicter, se trouve confirmée par une autre correspondance de Paris, dans |70 le *Volksstaat* (n° 69), journal qui ne peut vouloir calomnier les dispositions des ouvriers de Paris, puisqu'il est animé des sympathies les plus sincères pour eux. Voici ce que dit ce correspondant :

« C'est toujours un grand plaisir pour moi de passer quelques heures le dimanche parmi ces aimables ouvriers de

Allemagne (n° 69, 27 août) : « La cause principale qui a empêché jusqu'à présent la proclamation de la République, ce sont *les scrupules mesquins des républicains honnêtes, qui, poussés par la peur affreuse que leur inspire le socialisme démocratique, ont formellement promis aux ministres de ne point s'occuper du changement de la forme du gouvernement, tant qu'il restera un ennemi sur le sol français*. Ils appellent cela du *patriotisme*. Mais derrière ce patriotisme s'abrite volontiers et si bien l'abandon, l'infidélité aux principes. » (*Note de Bakounine.*)

Paris. La rue étroite et longue de Belleville devient toute noire ou plutôt toute bleue à cause des blouses qui la remplissent. Point de bruit, point d'ivrognes » (on entend le bourgeois et notamment le bourgeois allemand qui du haut de sa civilisation admire généreusement, complaisamment l'ouvrier), « point de coups. *La guerre semble laisser passablement indifférents* les électeurs de Rochefort. On venait d'afficher à la mairie du faubourg un nouveau bulletin. Il s'agissait de l'affaire de Longeville. Mes blouses passèrent devant en haussant les épaules : « Armées allemandes », disaient-ils, « vous pouvez vaincre un Napoléon et planter votre drapeau sur les Tuileries. Nous vous abandonnons Notre-Dame et le Louvre. *Mais vous ne parviendrez jamais à conquérir cette étroite et sale rue de Belleville*. »

Tout cela paraît d'abord très logique et très beau ; ces paroles, aussi bien que la réponse des internationaux de Paris à l'envoyé de l'officier supérieur, — si toutefois l'une aussi bien que les autres ne sont pas controuvées, — prouveraient qu'il existe une scission absolue entre la bourgeoisie et le prolétariat. Et certes ce n'est pas moi qui m'en plaindrai, *pourvu que ce ne soit point une scission passive mais active*. Mais que les ouvriers de Paris et de France restent indifférents et inertes, devant cette terrible invasion des soldats du roi de Prusse, qui ne menace pas seulement la fortune et la liberté des bourgeois, mais la liberté et la prospérité du peuple français tout entier, que par haine de la bourgeoisie et peut-être aussi par suite d'un sentiment vindicatif de mépris et de haine contre les paysans, les ouvriers voient d'un œil indifférent les armées allemandes envahir, piller, massacrer toutes les populations des provinces envahies et conquises, sans différence de classes : paysans et ouvriers encore plus que bourgeois, parce que ce sont les paysans et les ouvriers qui leur résisteront davantage; qu'ils voient d'un œil indifférent les Prussiens venir s'emparer en maîtres de la ville de Paris, c'est-à-dire devenir les seigneurs de

la France, — voici ce que je ne comprendrai jamais, ou plutôt *voici ce que je craindrai s de comprendr e !*

Si c'était vrai, — et j'espère toujours que cela ne l'est pas, — si c'était vrai, voici ce que cela prouverait. Cela prouverait d'abord, que les ouvriers, en rétrécissant à l'extrême la question économique et sociale, l'auraient réduite à une simple question de prospérité matérielle exclusivement pour eux-mêmes, c'est-à-dire à une étroite et ridicule utopie sans aucune réalisation possible. Car tout se tient dans le monde humain, et la prospérité matérielle ne peut être que la conséquence d'une révolution radicale et complète, embrassant pour les démolir toutes les institutions et organisations |71 actuelles et renversant avant tout, toutes les puissances existantes aujourd'hui, *militaires* et civiles, françaises aussi bien qu'étrangères. Cela prouverait d'un autre côté, qu'absorbés par cette utopie malsaine, les ouvriers de Paris et de France ont perdu tout sentiment de l'actualité, qu'ils ne sentent, ni ne comprennent plus rien en dehors d'eux-mêmes, et que par conséquent ils ont cessé de comprendre les conditions mêmes de leur propre émancipation ; que, cessant d'être des hommes vivants et puissants, pleins de cœur, d'intelligence, de passion, de colère et d'amour, ils sont devenus des bipèdes raisonneurs et dogmatiques, comme les chrétiens sous l'Empire romain. On m'observera peut-être que les chrétiens ont tout de même fini par triompher de cet Empire. Non pas les chrétiens, répondrai-je, mais les barbares, qui, libres de toute théologie et de toute dogmatique, étrangers à toute utopie, mais riches d'instincts et forts de leur puissance naturelle, ont attaqué et détruit cet Empire détestable. Quant aux chrétiens, ils ont bien triomphé, mais comment ? En devenant esclaves, car la réalisation de leur utopie s'est appelée l'Église, — l'Église officielle, l'Église de l'Empire de Byzance, l'Église catholique et romaine, sources et causes principales de toutes les stupidités, de toutes les hontes, de tous les malheurs politiques et sociaux jusqu'à nos jours.

Cela prouverait que les ouvriers, à force de raisonnements théoriques et d'infatuation dogmatique, sont devenus aveugles et stupides. Comment pourraient-ils s'imaginer, autrement, que les Prussiens, devenus une fois maîtres de Paris, des Tuileries, de Notre-Dame et du Louvre, s'arrêteront devant leur résistance à Belleville ? Les ouvriers sont nombreux, mais le nombre ne signifie rien lorsqu'il n'est point organisé. Ils ont été aussi nombreux sous le régime de Napoléon III, et pourtant il les a muselés, maltraités, massacrés, fusillés ; et beaucoup de leurs amis, les chefs du moment, ne remplissent-ils pas encore les prisons de Paris et des autres villes de France ? Pourquoi donc ces fanfaronnades, lorsque tant de faits palpitants, actuels, prouvent leur impuissance ? Et d'ailleurs les Prussiens aussi sont nombreux, et de plus ils sont aguerris, ils sont armés, ils sont disciplinés, ils sont organisés. Si on les laisse entrer à Paris, que pourront les ouvriers de Paris contre eux ? Il ne restera à faire qu'une seule chose, c'est de se soumettre comme des esclaves, ou bien de se laisser massacrer, comme les chrétiens se sont laissé massacrer, sans résistance.

Je comprends et je partage complètement la haine et le mépris des ouvriers de Paris pour les Tuileries, Notre-Dame, et même pour le Louvre. Ce sont autant de monuments de leur esclavage. Je les comprendrais et je les applaudirais, s'ils les avaient fait sauter dans une lutte populaire contre la bourgeoisie et contre l'autorité de l'État, au début d'une révolution sociale. Je comprendrais encore, si l'énergie leur manquait pour le faire eux-mêmes, |73 qu'ils applaudissent à leurs frères les ouvriers de l'Allemagne, si ces derniers, emportés et poussés par la tempête révolutionnaire dans la France bourgeoise, venaient y détruire les institutions, les monuments, la puissance et même les hommes de la bourgeoisie. J'aurais compris tout cela, tout en regrettant vivement que les ouvriers de France n'auraient pas trouvé en

eux-mêmes la résolution et l'énergie nécessaires pour accomplir de leurs propres mains cette besogne. Ah ! si la France était envahie par une armée de prolétaires, Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Italiens, portant haut le drapeau du socialisme révolutionnaire et annonçant au monde l'émancipation finale du travail et du prolétariat, j'aurais été le premier à crier aux ouvriers de la France : « Ouvrez-leur vos bras, ce sont vos frères, et unissez-vous à eux pour balayer les restes pourrissants du monde bourgeois ! » Mais l'invasion qui déshonore la France aujourd'hui, ce n'est point une invasion démocratique et sociale, c'est une invasion aristocratique, monarchique et militaire. Les cinq ou six cent mille soldats allemands qui égorgent la France à cette heure sont les sujets obéissants, les esclaves d'un despote qui est tout entiché de son droit divin, et dirigés, commandés, poussés comme des automates, par des officiers et des généraux sortis de la noblesse la plus insolente du monde, ils sont — demandez-le à vos frères les ouvriers de l'Allemagne — les ennemis les plus féroces du prolétariat. En les recevant pacifiquement, en restant indifférents et passifs devant cette invasion du despotisme, de l'aristocratisme et du militarisme allemand sur le sol de la France, les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre dignité, leur propre liberté, leur propre prospérité, avec toutes leurs espérances |73 d'un meilleur avenir, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire. Car celui-ci leur commande, dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays, de détruire ces bandes féroces du despotisme allemand, comme elles-mêmes ont détruit les bandes armées du despotisme français, d'exterminer jusqu'au dernier soldat du roi de Prusse et de Bismarck, au point qu'aucun ne puisse quitter vivant ou armé le sol de la France.

Les ouvriers, par cette attitude passive, veulent-ils se venger des bourgeois ? Ils se sont déjà vengés ainsi, une fois, en

Décembre, et ils ont eux-mêmes payé cette vengeance par vingt ans d'esclavage et de misère. Ils ont puni l'affreux attentat des bourgeois de Juin, en devenant eux-mêmes les victimes de Napoléon III, qui les a livrés, pieds et mains liés, à l'exploitation des bourgeois. Cette leçon ne leur aurait-elle point paru suffisante, et veulent-ils, pour se venger encore une fois des bourgeois, devenir aujourd'hui, pour vingt ans de plus et davantage peut-être, les esclaves et les victimes du despote prussien, qui ne manquerait pas de les livrer à son tour à l'exploitation de cette même bourgeoisie ?

Se venger toujours sur son propre dos et au profit de ceux-là mêmes dont on se propose de tirer vengeance ne me paraît pas très spirituel, et c'est pourquoi il m'est impossible de croire à la véracité des rapports des correspondants allemands. Les ouvriers si intelligents de Paris peuvent-ils ignorer que la victoire définitive des Prussiens |74 signifierait la misère et l'esclavage du prolétariat français beaucoup plus encore que l'humiliation et la ruine de la bourgeoisie de la France ? Pourvu qu'il y ait matière à exploitation, pourvu que la misère force le travailleur de vendre son travail à bas prix au bourgeois, la bourgeoisie se relève, et toutes ses pertes momentanées finissent toujours par retomber sur le prolétariat. Mais le prolétariat français, une fois enchaîné par les Prussiens, ne se relèvera pas de longtemps, à moins que les travailleurs de quelque pays voisin, plus énergiques et plus capables que lui, ne prennent l'initiative de la révolution sociale.

Voyons, quelles peuvent être les conséquences du triomphe définitif des Prussiens, et d'une paix dictée par eux à la France après la prise de Paris. La France perdrait la Lorraine et l'Alsace, et paierait au moins un milliard aux Prussiens pour couvrir leurs frais de guerre. Supposons qu'il soit parfaitement indifférent aux ouvriers de la France que deux provinces françaises tombent au pouvoir des Prussiens. Mais le milliard à

payer ne pourra pas leur être indifférent, parce que le paiement de cette immense indemnité retombera nécessairement, comme tous les impôts, sur le peuple, car tout ce que paient les bourgeois est toujours payé par le peuple.

Les ouvriers français se consoleront-ils par l'espoir, qu'une fois la paix conclue, paix nécessairement honteuse pour la France ; une fois la Lorraine et l'Alsace détachées et le milliard ou les milliards payés, les Prussiens se retireront, et qu'alors eux, ouvriers, pourront faire la révolution sociale ? — Vain espoir. Pensent-ils donc que le roi de Prusse ne craigne plus que toute autre chose, |75 la révolution sociale ? et que ce danger qui le menace et l'effraie plus, au milieu de ses triomphes inattendus, que toutes les armées réunies ou non réunies de la France, ne soit, de la part du comte de Bismarck, son inspirateur et son premier ministre, l'objet d'une préoccupation continuelle ? Et s'il en est ainsi, peuvent-ils s'imaginer, que lorsque les Prussiens, devenus maîtres de Paris, dicteront les conditions de la paix à la France, ils ne prennent toutes les mesures et toutes les garanties nécessaires, pour s'assurer de la tranquillité et de la subordination de la France, au moins pour vingt ans ? Ils établiront à Paris un gouvernement, qui [sera] détesté et méprisé de la France tout entière, moins les paysans peut-être qu'on aura définitivement aveuglés, et moins cette canaille bureaucratique qui se montre toujours d'autant plus dévouée qu'elle sert un gouvernement anti-national au plus haut degré, et qui ne trouvant aucun appui en France, se verra bien forcé de fonder toute son existence et sa force intérieure sur la protection puissante et intéressée de la Prusse. En un mot, ils feront pour la France ce que la France de Napoléon III a fait elle-même pour l'Italie. Ils institueront une vice-royauté prussienne à Paris, et au moindre mouvement insurrectionnel du peuple français, dans quelque partie de la France que ce soit, on verra les soldats allemands y entrer comme des maîtres pour y rétablir l'ordre public et l'obéissance au souverain, établi par

la force de leurs armes.

[1] Je sais que cette idée et cette juste prévision choqueront la plupart des Français, ouvriers et bourgeois, même en ce moment terrible, même au milieu de l'actuelle catastrophe, qui vient de dévoiler d'une manière aussi cruelle qu'inattendue la faiblesse et la décadence de la nation française comme État : « Comment, nous devenir une vice-royauté des Prussiens — nous, subir le joug des Prussiens ! Nous souffrir qu'ils viennent commander en maîtres chez nous ! Mais c'est ridicule ! c'est impossible ! » Voici ce que me répondront, à très peu d'exceptions |76 près, tous les Français. Et moi je leur dirai : Non, ce n'est pas impossible, c'est au contraire si certain que si vous ne vous soulevez pas *aujourd'hui* en masse, pour détruire jusqu'au dernier des soldats allemands qui ont envahi le territoire de la France, demain ce sera la réalité. Plusieurs siècles de prédominance nationale ont tellement habitué les Française se considérer comme le premier, comme le plus puissant peuple du monde, que les plus intelligents ne voient pas, ce qui crève les yeux à tout le monde : *que la France comme État est perdue, et qu'elle ne peut ressaisir, non pas sa grandeur nationale passée, mais une nouvelle grandeur, cette fois internationale, que par un soulèvement en masse du peuple français, c'est-à-dire par une révolution sociale.*

Vous dites que c'est impossible, et sur quoi comptez-vous donc, vous tous, hommes d'État manqués et politiciens infortunés de la France, sur quoi comptez-vous pour vous défendre contre l'invasion formidable et si bien dirigée des armées allemandes, contre ces armées si nombreuses, et qui unissent la prudence, le calcul systématique à l'audace, détruisant systématiquement l'une après l'autre toutes les

1 Une partie de cet alinéa est entrée presque textuellement dans la rédaction d'une partie des pages 42 et 43 de la brochure (de la p. 133, l. 17, à la p. 134, l. 24, de cette réimpression). — J. G.

forces désorganisées que le désespoir de la France leur oppose, marchant d'un pas mesuré, mais d'autant plus victorieux sur Paris. Aujourd'hui, le 2 septembre, quelles nouvelles ont-elles été annoncées par les télégraphes de l'Europe ? L'armée de Mac-Mahon battue et enfermée â Sedan ; l'armée de Bazaine, après un combat désespéré et qui a duré un jour et une nuit, battue sur tous les points et repoussée avec des pertes immenses derrière les fortifications de Metz. Demain, après-demain, nous apprendrons peut-être que Bazaine et Mac-Mahon, coupés et entourés par des forces immensément supérieures de tous les côtés, manquant de provisions et de munitions, ou bien se seront rendus aux Prussiens, ou bien se seront héroïquement laissé détruire jusqu'au dernier homme par eux. Et après ? Après, les Prussiens reprendront leur marche sur Paris, et l'envelopperont de toutes parts de leurs armées fortes au moins de quatre cent mille hommes.

Mais Paris résistera. Oui, il faut espérer, que les ouvriers de Paris, *secouant enfin leur inertie coupable, prendront* |77 les armes dans leurs mains, ces armes qu'un gouvernement infâme, souffert, et en quelque sorte protégé par la lâcheté et par l'imbécillité des républicains parlementaires, ne veut pas leur donner, il faut espérer que le peuple de Paris, secouant sa torpeur, s'ensevelira avec les Prussiens sous les décombres de la capitale de la France, plutôt que d'y laisser entrer en triomphateur et en maître l'empereur des Allemands. Personne ne doute que le peuple ne soit capable et disposé de le faire et qu'il ne le fasse, s'il ne se laisse point trahir toutefois par ce gouvernement exclusivement bonapartiste et traître par excellence, d'un côté, et, de l'autre, par la lâcheté, par l'incapacité et l'impuissance désolantes de ces grands parleurs républicains.

Mais si même Paris se défend à outrance, la France sera-t-elle sauvée ? Oui, dira-t-on, parce que, pendant ce temps, une

troisième armée se forme derrière la Loire, une armée formidable. La France peut encore lever plus d'un million d'hommes. Les Chambres ont déjà ordonné cette levée. Et qui organisera ces nouvelles armées ? Palikao ? L'impératrice Eugénie fuyant de Paris, et se réfugiant avec tout son gouvernement soit à Tours, soit à Bourges, ou plutôt non dans une grande cité quelconque, mais dans quelque château, au milieu de ces bons paysans si dévoués à l'empereur ; l'impératrice Eugénie portant en France la guerre civile réactionnaire et soulevant les campagnes contre les villes, dans un moment où la France ne peut être sauvée que par l'action unanime des campagnes et des villes. La trahison bonapartiste se répandra sur tout le pays. Ce sera la mort de la France.

Mais supposons que les républicains radicaux — ce républicain *sage, rationnel* et *positiviste* qui s'appelle Léon Gambetta, avec toute sa compagnie raisonneuse, ouvrent enfin les yeux sur la situation terrible où, par leur lâche condescendance, ils ont contribué à plonger la France, supposons que, honteux et pleins de remords, ils se décident enfin à un *acte viril* (expression de Gambetta), à un acte révolutionnaire de salut public. Qu'ils ne laissent sortir de Paris ni l'impératrice, ni sa cour, ni son gouvernement, ni aucun des membres de la droite parlementaire, et que, pour sauver la France de la trahison bonapartiste, ils les fassent pendre tous et toutes aux réverbères de Paris. |78 Je jure qu'ils ne le feront pas, ils sont trop galants, trop gentilshommes, trop bourgeois, trop avocats, trop chapons pour cela. Mais je suppose qu'à défaut d'énergie suffisante de leur part, le peuple de Paris, qui n'en manque certainement pas, le fasse de ses propres mains. Qui organisera alors le soulèvement de la France ? Le gouvernement républicain ou le Comité de salut public que le peuple lui-même aura installé à Paris. Mais de quels hommes sera composé ce gouvernement et ce Comité ? Y entreront sans doute Trochu, Thiers, Gambetta et Comp., c'est-à-dire les mêmes hommes qui

par leurs lâches hésitations — hésitations causées principalement par la peur et par la répulsion extraordinaires que leur inspire à tous, au même degré, le socialisme révolutionnaire, le franc soulèvement du peuple — ont fait perdre à la France tout un mois, et cela au milieu des plus terribles circonstances dans lesquelles la France se soit jamais trouvée. Il faudrait être stupide ou aveugle, vraiment, pour espérer une action énergique, pour attendre quelque chose de bon, d'efficace, de réel, de la part de ces hommes ! Mais enfin supposons qu'ils seront énergiques, ou que, s'ils ne le sont pas, le peuple de Paris mettra des hommes inconnus et nouveaux, de vrais révolutionnaires socialistes à leur place. [1] Que pourra-t-il faire, ce gouvernement, pour organiser la défense de la France ?

La première difficulté qui se présente à l'esprit est celle-ci. Cette organisation, même dans les circonstances les plus favorables, et bien plus dans la crise présente, ne peut réussir qu'à cette condition que le pouvoir organisateur reste en rapports immédiats, réguliers, incessants avec le pays qu'il se propose d'organiser. Mais il n'y a point de doute, que sous peu de jours, lorsque Paris sera investi par les armées étrangères, ses communications *régulières* avec le pays seront interceptées. À cette condition aucune organisation n'est possible. Et d'ailleurs le gouvernement qui se trouverait à Paris serait tellement absorbé par la défense de Paris, et par le gouvernement intérieur de cette ville, que fût-il composé des hommes les plus intelligents et les plus énergiques du monde, il lui sera absolument impossible de s'occuper comme il convient dans ce moment suprême, de l'organisation du soulèvement de la France.

---

1 À partir d'ici (l. 19 de la p. 78) jusqu'au bas de la page 80, le texte du manuscrit est intercalé, avec quelques modifications, aux pages 32-34 de la brochure (de la p. 119, l. 12, à la p. 122, l. 18, de cette réimpression). — J. G.

|79 Il est vrai que le gouvernement révolutionnaire élu par la population armée de Paris pourra se transporter en dehors de Paris, dans quelque grande cité provinciale, à Lyon, par exemple. Mais alors il n'exercera plus aucune autorité sur la France, parce qu'aux yeux du peuple, aux yeux des paysans surtout, composé d'hommes inconnus ou même détestés de la campagne, issus non du suffrage universel, mais seulement de l'élection de la population parisienne, il n'aura aucun titre légitime pour gouverner la France. S'il restait à Paris, soutenu par les ouvriers de Paris, il pourrait encore s'imposer à la France, au moins aux villes de France, et peut-être même aux campagnes, malgré l'hostilité bien prononcée des paysans. Car, comme me l'ont si souvent répété nos amis français, ouvriers et bourgeois, Paris exerce un prestige historique si puissant sur toutes les imaginations françaises, que tous les habitants de la France, villes et campagnes, les uns avec plus les autres avec moins de bonne volonté, finiront toujours par lui obéir.

Mais une fois le gouvernement révolutionnaire sorti de Paris, cette raison si puissante n'existera plus. Supposons même que la grande ville provinciale au milieu de laquelle il aura transporté son siège, Lyon par exemple, l'acclamera et ratifiera par cette acclamation les élus de la population de Paris. Mais tout le reste de la France, à commencer par presque toutes les campagnes, ne l'acclamera pas et ne lui obéira pas.

Et de quels moyens, de quel instrument se servira-t-il pour se faire obéir ? de la machine administrative actuelle ? Mais elle est toute bonapartiste : unie aux prêtres, elle ameutera les campagnes contre lui. Enverra-t-il, pour réprimer les campagnes révoltées, ces troupes régulières, qui au lieu d'être employées contre l'ennemi, maintiennent aujourd'hui l'état de siège dans les plus importantes cités de la France ? Mais tous les généraux, tous les colonels, tous les officiers sont Bonapartistes aussi et des Bonapartistes enragés au moins

quant à tous les officiers supérieurs. Il les cassera, et il fera choisir par les soldats eux-mêmes de nouveaux officiers et de nouveaux généraux. Mais en |80 supposant même que les soldats s'y prêtent volontiers, cette réorganisation des troupes ne pourra se faire en un seul jour, elle en prendra beaucoup, et pendant ce temps les Prussiens finiront par prendre Paris, et l'insurrection des campagnes, d'abord locale et partielle, fomentée par les jésuites et par les bonapartistes s'étendra sur tout le pays.

Je dis et je répète tout cela, parce que je considère comme la chose la plus essentielle à cette heure, de persuader et de convaincre tous les Français, qui ont vraiment à cœur le salut de la France, qu'ils ne peuvent plus se sauver par des moyens gouvernementaux ; qu'ils seraient fous, s'ils espéraient le renouvellement des miracles de 1792 et de 1793 qui ont été d'ailleurs produits, non par la seule exagération à l'extrême de la puissance de l'État, mais encore et surtout par l'enthousiasme révolutionnaire des populations de la France. Que l'État créé par 1789 et encore tout jeune, et il faut ajouter, tout enthousiaste et tout révolutionnaire lui-même, en 1792 et en 1795 était alors capable de créer des prodiges, mais que depuis il a bien vieilli et s'est bien corrompu. Revu et corrigé et usé jusqu'au bout par Napoléon I^er^, réconforté et quelque peu ennobli par la restauration, embourgeoisé plus tard par le régime de Juillet, et enfin encanaillé tout à fait par Napoléon III, l'État est devenu maintenant le plus grand ennemi de la France, le plus grand obstacle à sa résurrection et à sa délivrance. Pour sauver la France, vous devez le renverser, le détruire. — Mais une fois l'État, la société officielle renversée et démolie avec toutes les institutions politiques, policières, administratives, juridiques, financières, c'est la société naturelle, c'est le peuple qui reprend ses droits naturels et qui se lève. [1] — C'est le salut de la France et la création d'une France

1 La fin du manuscrit, à partir d'ici (ligne 30 de la p. 80) jusqu'au bas de

nouvelle par l'union des campagnes et des villes dans la révolution sociale.

L'unique et la meilleure chose qu'un gouvernement |81 élu par la population de Paris pourra faire, pour le salut de la France, ce sera :

1° De rester à Paris et de s'occuper exclusivement de la défense de Paris;

2° De faire une proclamation à la France tout entière, par laquelle au nom de Paris, il déclarera abolies toutes les institutions et toutes les lois de l'État, et ne recommandera aux populations de la France qu'une seule loi, celle du salut de la France, de chacun, de tout le monde, en les provoquant à se soulever, à s'armer, en arrachant les armes à ceux qui les détiennent, et à s'organiser en dehors de toute tutelle et de toute direction officielle, d'elles-mêmes, de bas en haut, pour leur propre défense, et pour la défense de tout le pays contre l'envahissement des Prussiens de l'extérieur, et contre la trahison des Prussiens de l'Intérieur ;

3° De déclarer par cette proclamation à toutes les communes et provinces de la France, que Paris absorbé par le soin de sa propre défense, n'est plus capable de gouverner et de diriger la France. Que par conséquent renonçant à son droit et à ce rôle historique de directeur de la France, il invite provinces et communes insurgées au nom du salut de la France, de se fédérer entre elles, toujours de bas en haut, et d'envoyer leurs délégués dans un lieu quelconque, où Paris ne manquera certainement pas d'envoyer les siens — Et que la réunion de ces délégués formeront le nouveau gouvernement provisoire et révolutionnaire de la France.

---

la p. 81, n'a pas été utilisée. — J. G.

Si Paris ne fait pas cela, si démoralisé par les Républicains Paris ne remplit pas ces conditions , ces uniques conditions de salut pour la France, *alors c'est le devoir immédiat et sacré* de quelque grande *ville de province, de prendre cette initiative salutaire* , car si aucun ne la prend, la France est perdue.

(*Continuation suit* [1])

---

1 Bakounine avait continué son manuscrit jusqu'à la p. 125 ; mais, comme il a été dit dans l'Avant-propos, il me reprit, le 13 septembre, les pages 81 bis-125, que j'avais jugées inutilisables pour le moment. Ces pages, restées inédites, seront publiées au tome III de la présente collection d'Œuvres de Bakounine. — J. G.

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

ET LA

RÉVOLUTION SOCIALE

AVANT-PROPOS

En quittant Lyon le 29 septembre 1870, accompagné de Valence Lankiewicz, pour se rendre à Marseille, après l'échec du mouvement révolutionnaire de la veille, Bakounine écrivit à Palix une lettre dont voici les passages essentiels [1] :

« Mon cher ami,

« Je ne veux point partir de Lyon sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu. La prudence m'empêche de venir te serrer la main une dernière fois. Je n'ai plus rien à faire ici. J'étais venu à Lyon pour combattre ou pour mourir avec vous. J'y étais venu parce que je suis profondément convaincu que la cause de la France est redevenue à cette heure suprême, où il y va de son existence ou de sa non-existence, la cause de l'humanité... J'ai pris part au mouvement d'hier et j'ai signé mon nom sous les résolutions du Comité du Salut de la France [2], parce qu'il est évident pour moi qu'après la destruction réelle et de fait de toute la machine administrative et gouvernementale, il n'y a plus que l'action immédiate et révolutionnaire du peuple qui puisse sauver la France... Le mouvement d'hier, s'il s'était maintenu triomphant, — et il se serait maintenu tel si le général Cluseret n'avait point trahi la cause du peuple, — en remplaçant la municipalité lyonnaise, à moitié réactionnaire et à moitié incapable, par un comité révolutionnaire émanant directement

1 Cette lettre fut saisie chez Palix en octobre 1870, et Oscar Testut l'a publiée (sauf la fin, relative à une question personnelle) en 1872 au tome II de son livre *L'Internationale et le Jacobinisme au ban de l'Europe*, p. 280. Bakounine en avait gardé le brouillon, qui s'est retrouvé dans ses papiers, ce qui a permis à Nettlau d'en donner la fin (que Testut avait omise), à la p. 512 de sa biographie de Bakounine.

2 Il veut parler de l'affiche rouge du 26 septembre.

de la volonté du peuple, ce mouvement aurait pu sauver Lyon et la France… Je quitte Lyon, cher ami, le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France. Elle deviendra une vice-royauté de l'Allemagne. *À la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands*, qui ne diront que ce que les baïonnettes prussiennes leur permettront de dire. L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse unie au knout du tsar de Saint-Pétersbourg [1] vont assurer la tranquillité et l'ordre public, au moins pour cinquante ans, sur tout le continent de l'Europe. Adieu la liberté, adieu le socialisme, la justice pour le peuple et le triomphe de l'humanité. Tout cela pouvait sortir du désastre actuel de la France. Tout cela en devait sortir, si le peuple de France, si le peuple de Lyon l'avait voulu.

« Enfin n'en parlons plus. Ma conscience me dit que j'ai rempli mon devoir jusqu'au bout. Mes amis de Lyon le savent aussi, et je dédaigne le reste. Maintenant, cher ami, je passe à une question toute personnelle… [2] Il ne me reste qu'à t'embrasser et à faire des vœux avec toi pour cette pauvre France, abandonnée par son peuple lui-même. »

À Marseille, Bakounine espérait trouver les éléments d'une autre tentative révolutionnaire ; il croyait même qu'un nouveau mouvement serait possible à Lyon. Le 8 octobre, il écrivait à un jeune ami, Emilio Bellerio : « Ce n'est que partie remise. Les amis, devenus plus prudents, plus pratiques, travaillent activement à Lyon comme à Marseille, et nous aurons bientôt notre revanche à la barbe des Prussiens… Tout ce que je vois ici

1 On voit déjà exprimée, dans cette phrase, l'idée que résumera, quelques mois plus tard, le titre *L'Empire knouto-germanique*.

2 Ici, dans un passage que Testut n'a pas donné, Bakounine parle de son arrestation momentanée, la veille, et de sa bourse que les amis de l'ordre lui ont volée.

ne fait que me confirmer dans l'opinion que j'avais de la bourgeoisie : ils sont bêtes et canailles à un degré qui dépasse l'imagination. Le peuple ne demande qu'à mourir en combattant les Prussiens à outrance. Eux, au contraire, ils désirent, ils appellent les Prussiens, dans le fond de leur cœur, dans l'espoir que les Prussiens vont les délivrer du patriotisme du peuple... Au sujet de tous ces événements je termine une brochure très détaillée, que je vous enverrai bientôt. Vous a-t-on envoyé de Genève, comme je l'ai bien recommandé, ma brochure sous ce titre : *Lettres à un Françai s* ? »

À quelques jours de là, il dépêchait Lankiewicz à Lyon, porteur d'une lettre à ses amis lyonnais, dans laquelle il disait :

« Chers amis, Marseille ne se soulèvera que lorsque Lyon se sera soulevé, ou bien lorsque les Prussiens seront à deux jours de distance de Marseille. Donc encore une fois le salut de la France dépend de Lyon. Il vous reste trois ou quatre jours pour faire une révolution qui peut tout sauver... Si vous croyez que ma présence peut être utile, télégraphiez à Louis Combe ces mots : *Nous attendons Étienne.* Je partirai aussitôt. »

Mais Lankiewicz fut arrêté [1], et les papiers saisis sur lui tirent également arrêter plusieurs révolutionnaires lyonnais. À la suite de ce fâcheux événement, et comme ses amis de Marseille se trouvaient, eux aussi, sous le coup d'une menace d'arrestation. Bakounine écrivit, le 16 octobre, à Ogaref, pour lui demander de l'argent, afin de pouvoir, au besoin, se soustraire lui-même aux recherches de la police en se rendant à Barcelone ou à Gênes. En attendant, il occupait ses loisirs forcés, dans sa cachette (un petit logement du quartier du Pharo), à écrire la brochure dont il avait parlé à Bellerio : ce devait être une suite aux *Lettres à un Français* ; il supprima les pages 81 *bis*-125 du manuscrit primitif, ne les trouvant plus

1 Il fut remis en liberté quatre mois plus tard, en février 1671.

d'actualité ; et, comme début de cette seconde brochure, dont il écrivit 114 pages, il utilisa le texte même du commencement de la lettre réelle qu'il avait écrite à Palix le 29 septembre :

« Mon cher ami,

« Je ne veux point partir de Lyon sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu.... », etc.

Le 23 octobre, il écrivait à son ami Sentiñon, qui s'était rendu de Barcelone à Lyon afin d'y prendre part au nouveau mouvement révolutionnaire qu'on avait cru pouvoir y déterminer, une lettre pour lui annoncer son départ de Marseille. Il lui disait :

« Je dois quitter cette place, parce que je n'y trouve absolument rien à faire, et je doute que tu trouves quelque chose de bon à faire à Lyon. Mon cher, je n'ai plus aucune foi dans la révolution en France. Le peuple lui-même y est devenu doctrinaire, raisonneur et bourgeois comme les bourgeois... Je quitte ce pays avec un profond désespoir dans le cœur. J'ai beau m'efforcer de me persuader du contraire, je crois bien que la France est perdue, livrée aux Prussiens par l'incapacité, la lâcheté et la cupidité des bourgeois [1]. »

Le lendemain 24, Bakounine s'embarquait pour Gênes, caché sous un déguisement : « Il fit tomber sa barbe et ses long cheveux, écrit un ami qui l'accompagna jusqu'au navire [2], et

1 D'autres extraits de cette même lettre ont été donnés dans la Notice biographique placée en tête de ce volume.

2 Charles Alerini, précédemment professeur au collège de Barcelonnette, et plus tard, en 1871, réfugié en Espagne. C'est du fond d'une prison espagnole qu'en septembre 1876 Alerini m'envoya une relation écrite du départ de Bakounine de Marseille, comme contribution à une biographie future du grand agitateur révolutionnaire.

affubla ses yeux d'une paire de lunettes bleues. Après s'être regardé dans une glace ainsi transformé : *Ces jésuites-là me font prendre leur type*, dit-il en parlant de ses persécuteurs. » Trois ou quatre jours plus tard, il arrivait à Locarno.

Dans sa retraite, Bakounine entreprit aussitôt un autre ouvrage, laissant inachevé le manuscrit de 114 pages commencé à Marseille. Ce nouvel écrit devait être, lui aussi, une suite des *Lettres à un Français*, et débutait également par la reproduction de la lettre à Palix du 29 septembre. Il s'entendit avec ses amis de Genève pour que le livre auquel il travaillait pût être imprimé dans cette ville à l'Imprimerie coopérative ; on voit, par une lettre (en russe) qu'il écrivait à Ogaref le 19 novembre, qu'à ce moment il lui avait déjà fait un premier envoi de manuscrit, et qu'il avait encore une quarantaine d'autres feuillets terminés ; il disait : « Si je ne te les envoie pas tout de suite, c'est que je dois les avoir sous la main jusqu'à ce que j'aie achevé l'exposé d'une question très délicate [1] ; et je suis encore bien loin de voir la fin de mon ouvrage... Ce ne sera pas une brochure, mais un volume. Sait-on cela à l'Imprimerie coopérative ?... Ozerof m'écrit que tu te charges de la correction des épreuves. Je t'en prie, mon ami, demande à Joukovsky de t'aider... et remets-lui immédiatement la lettre ci-jointe. » À Joukovsky [2] il écrivait : « J'écris et je publie maintenant, non une brochure, mais tout un livre, et Ogaref s'occupe de le faire imprimer et d'en corriger les épreuves. Mais tout seul il n'a pas la force nécessaire ; aide-le, je te le demande au nom de notre vieille amitié. »

Cependant Bakounine, faute d'avoir fait au préalable un plan pour son livre, s'était lancé dans une de ces digressions

1 Il s'agissait, comme on le verra tout à l'heure, d'une discussion métaphysique sur l'idée de Dieu.

2 Nicolas Joukovsky, jeune gentilhomme russe, émigré et fixé à Genève, fut pendant plusieurs années très intimement lié avec Bakounine.

dont il était coutumier et qui lui faisaient parfois oublier son point de départ : à partir du feuillet 105, le manuscrit a reçu ce titre (placé là plus tard par l'auteur lorsqu'il eut résolu de donner à ces pages une autre destination) : *Appendice, considérations philosophiques sur le fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme*. Il poussa la rédaction de ce manuscrit jusqu'au feuillet 256 ; puis, s'étant aperçu sans doute qu'il s'était engagé dans une impasse, il modifia son plan, renonçant à poursuivre la dissertation philosophique commencée (c'était, pour une grande partie, un examen du système d'Auguste Comte).

De ce qu'il venait d'écrire, il conserva les 80 premières pages, et, mettant de côté les feuillets 81-256, il souda à la page 80 un nouveau feuillet 81, qui devint le point de départ d'un autre développement d'idées ; puis il continua son travail dans cette direction nouvelle [1]. Ce fut seulement en février 1871 qu'il opéra ce changement de front.

Lorsque, après quatre mois environ d'interruption dans nos rapports épistolaires, je fus rentré en correspondance avec Bakounine, vers le milieu de janvier 1871, je lui offris mes services pour surveiller l'impression de son ouvrage. Comme le livre s'imprimait à Genève, il me demanda, non de lire les épreuves, mais de revoir son manuscrit avant la composition typographique. Il m'envoya donc, à partir du 9 février 1871, au fur et à mesure qu'il les écrivait, les nouveaux feuillets au delà de la page 80; je les lus, et y fis quelques corrections grammaticales ; ces envois continuèrent jusqu'au 18 mars, jour où il m'expédia les feuillets 273-285. Les deux cent dix premiers feuillets seulement du manuscrit furent composés alors. L'ouvrage devait s'appeler : *La Révolution sociale ou la dictature militai re*.

1 Les feuillets 82-256 de la première rédaction (le feuillet 81 n'a pas été conservé) sont jusqu'à présent restés inédits.

Le 18 mars, Bakounine était parti pour Florence, où l'appelaient des affaires privées ; il rentra à Locarno le 3 avril. Le 5 avril, il écrivait à Ogaref (en russe, lettre imprimée dans la Correspondance), à propos de la Commune de Paris : « Que penses-tu de ce mouvement désespéré des Parisiens ? Quelle qu'en soit l'issue, il faut reconnaître que ce sont des braves. À Paris s'est trouvé ce que nous avons vainement cherché à Lyon et à Marseille : une organisation, et des hommes qui sont résolus à aller jusqu'au bout. » Puis il parlait de son livre, dont il avait reçu, par Ozerof, quelques feuilles imprimées : « Pourquoi imprime-t-on mon livre sur du papier si gris et si sale ? Je voudrais lui donner un autre titre : *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*. Si le tirage n'est pas encore fait, changez. » Le 9 avril, il écrivait encore : « La première livraison doit se composer de huit feuilles... Continue-t-on à imprimer, et y a-t-il assez d'argent pour payer ces huit feuilles ? Si non, quelles démarches ont été faites pour s'en procurer ? Toi, vieil ami, veille à ce que l'impression soit bien faite, sans fautes. »

Le 16 avril, il écrivait de nouveau à Ogaref une lettre des plus intéressantes, et dont il faut reproduire en entier la partie qui concerne l'ouvrage alors en cours d'impression, parce qu'on y trouve l'opinion de l'auteur lui-même sur la nature et la portée de cet ouvrage, et que la manière dont il se juge est très caractéristique (cette lettre, chose assez singulière, a été omise dans la traduction française de la Correspondance) :

« Tu m'écris qu'on a décidé de faire une première livraison de cinq feuilles ; mais tu l'as écrit avant d'avoir reçu ma dernière lettre [1], dans laquelle j'implorais, je conseillais, je demandais,

1 Il s'agit, comme la suite va le faire voir, d'une lettre qui n'est pas celle du 9 avril, et qui est perdue ; à moins qu'on n'admette cette autre hypothèse, qu'un passage de la lettre du 9 avril, passage qui aurait

j'exigeais enfin, que la première livraison renfermât aussi toute l'histoire d'Allemagne, jusques et y compris la révolte des paysans, et que cette livraison se terminât avant le chapitre que j'ai baptisé *Sophismes historiques des communistes allemands*. Je faisais remarquer aussi qu'il était possible que ce titre eût été modifié ou biffé par Guillaume, mais non pas, sans doute, de façon que vous ne puissiez le lire. En un mot, la livraison doit se terminer là où commencent, ou plutôt avant que ne commencent, les dissertations philosophiques sur la liberté, le développement humain, l'idéalisme et le matérialisme, etc. Je t'en prie, Ogaref, et vous tous qui prenez part à la publication du volume, faites comme je vous le demande : cela m'est absolument nécessaire.

« En faisant entrer ainsi dans la première livraison toute l'histoire d'Allemagne, avec la révolte des paysans, cette livraison aura six, sept, et peut-être huit feuilles. Je ne puis le calculer ici, mais vous pouvez le faire. Si elle est plus longue que vous n'aviez pensé d'abord, il n'importe, puisque tu dis toi-même qu'il y a de l'argent pour dix feuilles. Mais ce qui peut arriver, c'est que la copie destinée par moi à la première livraison ne suffise pas à remplir complètement la dernière feuille (6°, 7°, ou 8°). Alors voici ce qu'il faudra faire :

« 1° Renvoyez-moi tout le reste du manuscrit, c'est-à-dire tout ce qui n'entrera pas dans la première livraison, jusqu'au feuillet 285 inclusivement ;

« 2° Envoyez-moi en même temps *le dernier feuillet de la partie qui doit constituer la première livraison* (l'original ou une copie avec indication du folio, si quelqu'un est assez aimable pour recopier ce feuillet). En même temps, demandez à l'imprimerie qu'elle fasse le calcul du nombre de feuillets de moi

contenu la demande dont Bakounine va parler, a été supprimé par l'éditeur de la Correspondance.

qu'il faut pour terminer la feuille. J'ajouterai aussitôt tout ce qu'il faudra [1], et deux jours après, sans plus, je vous enverrai ce que j'aurai écrit. Mais n'oublie pas de m'envoyer ce dernier feuillet, sans lequel il me serait impossible d'écrire la suite.

« Je t'en prie, Ogaref, fais-moi la grâce de satisfaire à ma prière, à ma légitime exigence, et arrange rapidement et exactement ce que je te demande et comme je te le demande. Encore une fois, cela m'est nécessaire, je t'expliquerai pourquoi à notre prochaine entrevue, qui, j'espère, aura lieu bientôt.

« Tu me réclames toujours la fin. Cher ami, je t'enverrai sans tarder de la copie pour faire une seconde livraison de huit feuilles [2], et ce ne sera pas encore la fin. Comprends donc que j'ai commencé en croyant faire une brochure, et que je finis en faisant un livre. C'est une monstruosité, mais qu'y faire, si je suis un monstre moi-même ? Mais bien que monstrueux, le livre sera vivant et utile à lire. Il est presque entièrement écrit. Il ne reste qu'à le mettre au point. C'est mon premier et dernier livre, mon testament. Ainsi, mon cher ami, ne me contrarie pas : tu sais, il est impossible de renoncer à un projet cher, à une dernière idée, ou même de les modifier. Chassez le naturel, il revient au galop. Il ne reste que la question d'argent. On en a recueilli en tout pour dix feuilles ; or, il n'y en aura pas moins de vingt-quatre. Mais ne t'en inquiète pas : j'ai pris des mesures

1 C'est-à-dire que Bakounine, reprenant le thème traité dans le dernier feuillet, y ajoutera de nouveaux développements, de façon à fournir à l'imprimerie de quoi achever de remplir la dernière feuille de la livraison, sans qu'on soit obligé, pour la compléter, d'y faire entrer le commencement du chapitre *Sophismes historiques des communistes allemands*, réservé pour la seconde livraison.

2 C'est-à-dire qu'après être rentré en possession de la partie de son manuscrit qui n'était pas destinée à la première livraison, il enverra à Ogaref, pour faire la seconde livraison, un nombre suffisant de feuillets de ce manuscrit, déjà revu par moi et qu'il désirait revoir, lui aussi, avant l'impression.

pour réunir la somme nécessaire. L'essentiel, c'est qu'il y a maintenant assez d'argent pour publier la première livraison de huit feuilles ; donc, imprimez et publiez sans crainte cette première livraison, telle que je vous le demande (et non telle que vous l'avez projeté). Dieu donne le jour, Dieu donnera aussi le pain [1].

« Il me semble que c'est clair ; faites donc comme je vous le demande, vite et exactement, et tout ira bien.

« ... Et s'il est possible de changer encore, intitulez mon livre ainsi : *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale* [2]. »

Il ne fut pas nécessaire que l'auteur fît de nouvelle copie, en étendant la matière du dernier feuillet de la partie qui devait constituer la première livraison. Il se trouva que ce feuillet, portant le folio 138, correspondait à la page 119 de l'imprimé, au milieu de la huitième feuille, en sorte qu'on pouvait faire la coupure à l'endroit indiqué. On acheva donc, dans les derniers jours d'avril, le tirage de la brochure, à mille exemplaires, en lui donnant une étendue de sept feuilles et demie.

Hélas ! quand Bakounine reçut cette première livraison, il recula d'horreur. Des fautes d'impression énormes s'étalaient presque à chaque page : c'est ainsi que *Quinet* avait été transformé en *Guizot*, *lord Bloomfield* en *lord Bloompichi*, *Wartbourg* en *Werthory*, les trois mots allemands *in's Blaue hinein* en ce logogriphe : *isis Blanchinein* ; l'impératrice Catherine II, *de lascive mémoire*, était, par le compositeur, dite *de bonne mémoire* ; *l'animalité bourgeoise rugissante* était devenue : *animalik bourgeoise vigilante*, etc. Bakounine me demanda d'imprimer sur-le-champ un Errata que, dans sa

1 Proverbe russe.

2 Cette demande arriva trop tard.

colère, il ne voulut pas faire exécuter à l'Imprimerie coopérative ; je fis composer et tirer l'Errata qu'il m'envoyait ; et ensuite, le manuscrit de la livraison m'ayant été expédié de Genève, sur ma demande, pour que je pusse collationner l'imprimé avec l'original, j'ajoutai encore un supplément à l'Errata, indiquant seulement les corrections les plus indispensables. Je tirai en outre, à la demande de l'auteur, une couverture rouge, portant le titre : « *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, par Michel Bakounine. Première livraison. Genève, chez tous les libraires, 1871 » ; et cette couverture (reproduite plus loin, p. 285) fut substituée à celle — une simple feuille de garde en couleur — qui avait été mise à la brochure à Genève.

Bakounine, qui avait séjourné dans le Jura suisse (à Sonvillier et au Locle) du 23 avril au 29 mai, rentra à Locarno le 1er juin 1871 ; il m'avait repris les feuillets 139-285 de son manuscrit pour les retravailler [1], et peu de jours après son retour il se mit à rédiger — son calendrier-journal nous l'apprend — un *Préambule* pour la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique* ; il en écrivit quatorze feuillets seulement. L'argent nécessaire pour la publication de cette seconde livraison ne put malheureusement pas être réuni à ce moment ; et bientôt, entraîné par d'autres préoccupations, sa polémique avec Mazzini, puis sa lutte contre Karl Marx, Bakounine renonça à poursuivre la publication de cet ouvrage qui, un moment, lui avait tenu si fort à cœur et dont il avait dit à Ogaref que c'était « son testament ».

1 Le contenu des feuillets 139-210 de ce manuscrit avait été composé à Genève à l'Imprimerie coopérative, mais n'avait pas dû entrer dans la première livraison ; cette composition (qui resta inutilisée, et dont il existe une épreuve parmi les papiers laissés par Bakounine) contenait le chapitre intitulé : *Sophismes historiques de l'École doctrinaire des communistes allemands*.

Onze ans plus tard, en 1882, six ans après la mort de Bakounine, les feuillets 149-247 du manuscrit (moins les feuillets 211-213, perdus) furent publiés à Genève par les soins de Carlo Cafiero et d'Élisée Reclus, sous ce titre, qui est de leur invention : *Dieu et l'État* ; les deux éditeurs ne se sont pas doutés que les feuillets qu'ils intitulaient de cette façon étaient un fragment de ce qui avait dû former la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*. Les feuillets 248-285 sont encore inédits. Bakounine écrivit encore, je ne sais à quel moment, cinquante-cinq feuillets nouveaux, paginés 286-340, qui forment une longue note se rattachant à la dernière phrase du feuillet 285 ; le contenu de ces cinquante-cinq feuillets a été publié en 1895 par Max Nettlau, — sous ce même titre *Dieu et l'État* qu'avaient choisi les éditeurs des feuillets 149-247, — aux pages 263-326 du volume intitulé *Michel Bakounine : Œuvres* (Paris, Stock). Quant aux quatorze feuillets écrits en juin-juillet 1871 pour former le *Préambule pour la seconde livraison*, le commencement en a paru sous le titre : *La Commune de Paris et la notion de l'État*, par les soins d'Élisée Reclus, dans le *Travailleur*, de Genève, en 1878 ; le contenu complet des quatorze feuillets a été publié ensuite à Paris, en 1892, sous le même titre, par Bernard Lazare, dans les *Entretiens politiques et littéraires*. Un autre petit écrit inachevé (48 pages manuscrites), intitulé *Avertissement*, et qui avait aussi été destiné à servir de préface, soit à la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*, soit plutôt à l'ouvrage entier, si on en donnait une édition complète en réimprimant la première livraison, a également été rédigé dans la seconde moitié de 1871, après la Commune : il est resté inédit.

J. G.

P.-S. — Le texte de la présente réimpression de la première livraison de *L'Empire knouto-germanique* a été collationné sur le manuscrit, en sorte qu'il a été rendu complètement correct.

Les chiffres *supérieurs* qu'on trouvera dans le texte, placés à côté d'une barre verticale, indiquent les pages de la brochure imprimée ; les chiffres *inférieurs* placés de la même manière indiquent les pages du manuscrit de Bakounine,

Au tome III de cette collection d'Œuvres de Bakounine, je compte publier le texte complet des feuillets 139-285 du manuscrit de *L'Empire knouto- germanique*, y compris la partie éditée (d'une façon très incorrecte et avec des changements regrettables) par Reclus et Cafiero sous ce titre inexact *Dieu et l'État*. J'y joindrai le contenu des feuillets 82-256 de la première rédaction (voir ci-dessus, p. 277), ainsi que le *Préambule pour la seconde livraison* (inachevé) et l'*Avertissement* (inachevé, inédit).

Michel Bakounine

L'EMPIRE

Knouto-Germanique

ET LA

RÉVOLUTION SOCIALE

PAR

MICHEL BAKOUNINE

PREMIÈRE LIVRAISON

GENÈVE
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

1871

|[3] L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE [1]

|[1] 29 septembre 1870, Lyon.

Mon cher ami,

Je ne veux point partir de Lyon sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu. La prudence m'empêche de venir te serrer la main encore une fois. Je n'ai plus rien à faire ici. J'étais venu à Lyon pour combattre ou pour mourir avec vous. J'y étais venu, parce que j'ai cette suprême conviction, que la cause de la France est redevenue aujourd'hui celle de l'humanité, et que sa chute, son asservissement sous un régime qui lui serait imposé par la baïonnette des Prussiens, serait le plus grand malheur qui, au point de vue de la liberté et du progrès humain, puisse arriver à l'Europe et au monde.

J'ai pris part au mouvement d'hier et j'ai signé mon nom sous les résolutions du *Comité central du Salut de la France*, parce que, pour moi, il est évident qu'après la destruction réelle et complète de toute la machine administrative et gou |[4]

1 Comme on l'a vu dans l'Avant-propos, le titre qui a été imprimé dans la brochure à cette place (p. 3), mais qui a été rectifié par l'Errata, est : *La Révolution sociale ou la dictature militaire*. Ce même titre se trouve également à la première page, où il est ainsi libellé : « *La Révolution sociale ou la dictature militaire*, par Michel Bakounine ; Genève, Imprimerie coopérative, route de Carouge, 8. 1871. »

vernementale de votre pays, il ne reste plus d'autre moyen de salut pour la France que le soulèvement, l'organisation et la fédération spontanées, immédiates et révolutionnaires de ses communes, en dehors de toute tutelle et de toute direction officielles.

Tous ces tronçons de l'ancienne administration du pays, ces municipalités composées en grande partie de bourgeois ou d'ouvriers convertis à la bourgeoisie; gens routiniers s'il en fut, dénués d'intelligence, d'énergie et manquant de bonne foi ; tous ces procureurs de la République, ces préfets et ces sous-préfets, et surtout ces commissaires extraordinaires munis des pleins-pouvoirs |2 militaires et civils, et que l'autorité fabuleuse et fatale de ce tronçon de gouvernement qui siège à Tours vient d'investir à cette heure d'une dictature impuissante, — tout cela n'est bon que pour paralyser les derniers efforts de la France et pour la livrer aux Prussiens.

Le mouvement d'hier, s'il s'était maintenu triomphant, — et il serait resté tel si le général Cluseret,trop jaloux de plaire à tous les partis, n'avait point abandonné si tôt la cause du peuple ; ce mouvement qui aurait renversé la municipalité inepte, impotente et aux trois quarts réactionnaire de Lyon, et l'aurait remplacée par un comité révolutionnaire, tout-puissant parce qu'il eût été l'expression non fictive, mais immédiate et réelle, de la volonté populaire ; ce mouvement, dis-je, aurait pu sauver Lyon et, avec Lyon, la France.

Voici vingt-cinq jours qui se sont écoulés depuis la proclamation de la République, et qu'a-t-on fait pour préparer et pour organiser la défense de Lyon ? Rien, absolument rien.

Lyon est la seconde capitale de la France et la clef du Midi. Outre le soin de sa propre défense, il a donc un double devoir à remplir : celui d'organiser le soulèvement armé du Midi et celui

de délivrer Paris. Il pouvait faire, il peut encore faire l'un et l'autre. Si Lyon se soulève, il entraînera nécessairement avec lui tout le Midi de la France. Lyon et Marseille deviendront les deux pôles d'un mouvement national et révolutionnaire formidable, d'un mouvement qui, en soulevant à la fois les campagnes et les villes, |[5] suscitera des centaines de milliers de combattants, et opposera aux forces militairement organisées de l'invasion la toute-puissance de la révolution.

|[3] Par contre, il doit être évident pour tout le monde que si Lyon tombe aux mains des Prussiens, la France sera irrévocablement perdue. De Lyon à Marseille, ils ne rencontreront plus d'obstacles. Et alors ? Alors, la France deviendra ce que l'Italie a été si longtemps, trop longtemps, vis-à-vis de votre ci-devant empereur : une vassale de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne. Est-il possible de tomber plus bas ?

Lyon seul peut lui épargner cette chute et cette mort honteuse. Mais pour cela il faudrait que Lyon se réveille, qu'il agisse, sans perdre un jour, un instant. Les Prussiens, malheureusement, n'en perdent plus. Ils ont désappris le dormir : systématiques comme le sont toujours les Allemands, suivant, avec une désespérante précision, leurs plans savamment combinés, et joignant, à cette antique qualité de leur race, une rapidité de mouvements qu'on avait considérée jusque-là comme l'apanage exclusif des troupes françaises, ils s'avancent résolument, et plus menaçants que jamais, au cœur même de la France. Ils marchent sur Lyon. Et que fait Lyon pour se défendre ? Rien.

Et pourtant, depuis que la France existe, jamais elle ne s'est trouvée dans une situation plus désespérée, plus terrible. Toutes ses armées sont détruites. La plus grande partie de son matériel de guerre, grâce à l'honnêteté du gouvernement et de l'administration impériale, n'a jamais existé que sur le papier, et

le reste, grâce à leur prudence, a été si bien enfoui dans les forteresses de Metz et de Strasbourg, qu'il servira probablement beaucoup plus à l'armement de l'invasion prussienne qu'à celui de la défense nationale. Cette dernière, sur tous les points de la France, manque aujourd'hui de canons, de munitions, de fusils, et, ce qui est pis encore, elle manque d'argent pour en acheter. Non que l'argent manque à la bourgeoisie de la France ; au contraire, grâce à des lois protectrices qui lui ont permis d'exploiter largement le travail du prolétariat, |4 ses poches en sont pleines. Mais l'argent des bourgeois n'est point patriote, et il préfère |6 ostensiblement aujourd'hui l'émigration, voire même les réquisitions forcées des Prussiens, au danger d'être appelé à concourir au salut de la patrie en détresse. Enfin, que dirai-je, la France n'a plus d'administration. Celle qui existe encore et que le gouvernement de la Défense nationale a eu la faiblesse criminelle de maintenir, est une machine bonapartiste, créée pour l'usage particulier des brigands du Deux Décembre, et,comme je l'ai déjà dit ailleurs, capable seulement, non d'organiser, mais de trahir la France jusqu'au bout et de la livrer aux Prussiens.

Privée de tout ce qui constitue la puissance des États, la France n'est plus un État. C'est un immense pays, riche, intelligent, plein de ressources et de forces naturelles, mais complètement désorganisé, et condamné, au milieu de cette désorganisation effroyable, à se défendre contre l'invasion la plus meurtrière qui ait jamais assailli une nation. Que peut-elle opposer aux Prussiens ? Rien que l'organisation spontanée d'un immense soulèvement populaire, *la Révolution*.

Ici, j'entends tous les partisans de l'ordre public quand même, les doctrinaires, les avocats, tous ces exploiteurs en gants jaunes du républicanisme bourgeois, et même bon nombre de soi-disant représentants du peuple, comme votre citoyen Brialou par exemple, transfuges de la cause populaire et

qu'une ambition misérable, née d'hier, pousse aujourd'hui dans le camp des bourgeois ; je les |5 entends s'écrier :

« La Révolution ! Y pensez-vous, mais ce serait le comble du malheur pour la France ! Ce serait un déchirement intérieur, la guerre civile, en présence d'un ennemi qui nous écrase, nous accable ! La confiance la plus absolue dans le gouvernement de la Défense nationale ; l'obéissance la plus parfaite vis-à-vis des fonctionnaires militaires et civils auxquels il a délégué le pouvoir ; l'union la plus intime entre les citoyens des opinions politiques, religieuses et sociales les plus différentes, entre toutes les classes et tous les partis : voilà les seuls moyens de sauver la France. »

|7 *La confiance produit l'union et l'union crée la force*, voilà sans doute des vérités que nul ne tentera de nier. Mais pour que ce soient des vérités, il faut deux choses : il faut que la confiance ne soit pas une sottise, et que l'union, également sincère de tous les côtés, ne soit pas une illusion, un mensonge, ou une exploitation hypocrite d'un parti par un autre. Il faut que tous les partis qui s'unissent, oubliant tout à fait, non pour toujours sans doute, mais pour tout le temps que doit durer cette union, leurs intérêts particuliers et nécessairement opposés, ces intérêts et ces buts qui dans les temps ordinaires les divisent, se laissent également absorber dans la poursuite du but commun. Autrement qu'arrivera-t-il ? Le parti sincère deviendra nécessairement la victime et la dupe de celui qui le sera moins ou qui ne le sera pas du tout, et il se verra sacrifié non au triomphe de la cause commune, mais au détriment de cette cause et au profit exclusif du parti qui aura hypocritement exploité cette union.

|6 Pour que l'union soit réelle et possible, ne faut-il pas au

moins que le but au nom duquel les partis doivent s'unir soit le même ? En est-il ainsi aujourd'hui ? Peut-on dire que la bourgeoisie et le prolétariat veulent absolument la même chose ? Pas du tout.

Les ouvriers de France veulent le salut de la France à tout prix : dût-on même, pour la sauver, faire de la France un désert, faire sauter toutes les maisons, détruire et incendier toutes les villes, ruiner tout ce qui est si cher au cœur des bourgeois : propriétés, capitaux, industrie et commerce ; convertir en un mot le pays tout entier en un immense tombeau pour enterrer les Prussiens. Ils veulent la guerre à outrance, la guerre barbare au couteau s'il le faut. N'ayant aucun bien matériel à sacrifier, ils donnent leur vie. Beaucoup d'entre eux, et précisément la plus grande partie de ceux qui sont membres de l'Association internationale des Travailleurs, ont la pleine conscience de la haute mission qui incombe aujourd'hui au prolétariat de France. Ils savent que si la France succombe, la cause de l'humanité en Europe sera perdue pour un demi-siècle au moins. Ils savent qu'ils sont responsables du salut de la France, non seule |[8] ment vis-à-vis de la France, mais vis-à-vis du monde entier. Ces idées ne sont répandues sans doute que dans les milieux ouvriers les plus avancés, mais tous les ouvriers de France, sans aucune distinction, comprennent instinctivement que l'asservissement de leur pays sous le joug des Prussiens serait la mort pour leurs espérances d'avenir ; et ils sont déterminés à mourir plutôt que de léguer à leurs enfants une existence de misérables esclaves. Ils veulent donc le salut de la France à tout prix et quand même.

La bourgeoisie, ou au moins l'immense majorité de cette classe respectable, veut absolument le contraire. Ce qui lui importe avant tout, c'est la conservation quand même de ses maisons, de ses propriétés et de ses capitaux ; ce n'est pas autant l'intégrité du |[7] territoire national, que l'intégrité de ses

poches, remplies parle travail du prolétariat par elle exploité sous la protection des lois nationales. Dans son for intérieur et sans oser l'avouer en public, elle veut donc la paix à tout prix, dût-on même l'acheter par l'amoindrissement, par la déchéance et par l'asservissement de la France.

Mais si la bourgeoisie et le prolétariat de France poursuivent des buts non seulement différents, mais absolument opposés, par quel miracle une union réelle et sincère pourrait-elle s'établir entre eux ? Il est clair que cette conciliation tant prônée, tant prêchée, ne sera jamais rien qu'un mensonge. C'est le mensonge qui a tué la France, espère-t-on qu'il lui rendra la vie ? On aura beau condamner la division, elle n'en existera pas moins dans le fait, et puisqu'elle existe, puisque par la force même des choses elle doit exister, il serait puéril, je dirai même plus, il serait funeste, au point de vue du salut de la France, d'en ignorer, d'en nier, de ne point en confesser hautement l'existence. Et puisque le salut de la France vous appelle à l'union, oubliez, sacrifiez tous vos intérêts, toutes vos ambitions et toutes vos divisions personnelles ; oubliez et sacrifiez, autant qu'il sera possible de le faire, toutes les différences de partis ; mais au nom de ce même salut, gardez-vous de toute illusion : car dans la situation présente les illusions sont mortelles. Ne cherchez l'union qu'avec ceux qui aussi sérieusement, aussi |9 passionnément que vous-mêmes, veulent sauver la France *à tout prix*.

Quand on va à l'encontre d'un immense danger, ne vaut-il pas mieux marcher en petit nombre, avec la pleine certitude de ne point être abandonné au moment de la lutte, que de traîner avec soi une foule de faux alliés |8 qui vous trahiront sur le premier champ de bataille ?

Il en est de la discipline et de la confiance comme de l'union. Ce sont des choses excellentes lorsqu'elles sont bien placées, funestes lorsqu'elles s'adressent à qui ne les mérite pas. Amant passionné de la liberté, j'avoue que je me défie beaucoup de ceux qui ont toujours le mot de discipline à la bouche. Il est excessivement dangereux surtout en France, où discipline, pour la plupart du temps, signifie, d'un côté, despotisme, et de l'autre, automatisme. En France, le culte mystique de l'autorité, l'amour du commandement et l'habitude de se laisser commander ont détruit dans la société, aussi bien que dans la grande majorité des individus, tout sentiment de liberté, toute foi dans l'ordre spontané et vivant que la liberté seule peut créer. Parlez-leur de la liberté, et ils crieront aussitôt à l'anarchie ; car il leur semble que du moment que cette discipline, toujours oppressive et violente, de l'État, cessera d'agir, toute la société doit s'entredéchirer et crouler. Là gît le secret de l'étonnant esclavage que la société française endure depuis qu'elle a fait sa grande révolution. Robespierre et les Jacobins lui ont légué le culte de la discipline de l'État. Ce culte, vous le retrouverez en entier dans tous vos républicains bourgeois, officiels et officieux, et c'est lui qui perd la France aujourd'hui. Il la perd en paralysant l'unique source et l'unique moyen de délivrance qui lui reste : le déploiement libre des forces populaires ; et en lui faisant chercher son salut dans l'autorité et dans l'action illusoire d'un État, qui ne représente plus rien aujourd'hui qu'une vaine prétention despotique, accompagnée d'une impuissance absolue.

|9 Tout ennemi que je sois de ce qu'on appelle en France la discipline, je reconnais toutefois qu'une certaine discipline, non automatique, mais volontaire et réfléchie, et s'accordant |10 parfaitement avec la liberté des individus, reste et sera toujours nécessaire, toutes les fois que beaucoup d'individus, unis librement, entreprendront un travail ou une action collective quelconques. Cette discipline n'est alors rien que la

concordance volontaire et réfléchie de tous les efforts individuels vers un but commun. Au moment de l'action, au milieu de la lutte, les rôles se divisent naturellement, d'après les aptitudes de chacun, appréciées et jugées par la collectivité tout entière : les uns dirigent et commandent, d'autres exécutent les commandements. Mais aucune fonction ne se pétrifie, ne se fixe et ne reste irrévocablement attachée à aucune personne. L'ordre et l'avancement hiérarchiques n'existent pas, de sorte que le commandant d'hier peut devenir subalterne aujourd'hui. Aucun ne s'élève au-dessus des autres, ou s'il s'élève, ce n'est que pour retomber un instant après, comme les vagues de la mer, revenant toujours au niveau salutaire de l'égalité.

Dans ce système, il n'y a proprement plus de pouvoir. Le pouvoir se fond dans la collectivité, et il devient l'expression sincère de la liberté de chacun, la réalisation fidèle et sérieuse de la volonté de tous ; chacun n'obéissant que parce que le chef du jour ne lui commande que ce qu'il veut lui-même.

Voilà la discipline vraiment humaine, la discipline nécessaire à l'organisation de la liberté. Telle n'est point la discipline prônée par vos |10 républicains hommes d'État. Ils veulent la vieille discipline française, automatique, routinière et aveugle. Le chef, non élu librement et seulement pour un jour, mais imposé par l'État pour longtemps sinon pour toujours, commande, et il faut obéir. Le salut de la la France, vous disent-ils, et même de la liberté de la France, n'est qu'à ce prix. L'obéissance passive, base de tous les despotismes, sera donc aussi la pierre angulaire sur laquelle vous allez fonder votre république.

Mais si mon chef me commande de tourner les armes contre cette république, ou de livrer la France aux Prussiens, dois-je lui obéir, oui ou non ? Si je lui obéis, je trahis la France ; et si je désobéis, je viole, je brise cette discipline que vous voulez

m'imposer comme l'unique moyen de salut |[11] pour la France. Et ne dites pas que ce dilemme, que je vous prie de résoudre, soit un dilemme oiseux. Non, il est tout palpitant d'actualité, car c'est celui dans lequel se trouvent pris à cette heure vos soldats. Qui ne sait que leurs chefs, leurs généraux et l'immense majorité de leurs officiers supérieurs, sont dévoués corps et âme au régime impérial ? Qui ne voit qu'ils conspirent ouvertement et partout contre la république ? Que doivent faire les soldats ? S'ils obéissent, ils trahiront la France ; et s'ils désobéissent, ils détruiront ce qui vous reste de troupes régulièrement organisées.

Pour les républicains, partisans de l'État, de l'ordre public et de la discipline quand même, ce dilemme est insoluble. Pour nous, révolutionnaires socialistes, il n'offre aucune difficulté. Oui, ils doivent désobéir, ils doivent se révolter, ils doivent briser cette discipline et détruire l'organisation actuelle des troupes régulières, ils doivent au nom du salut de la France détruire |[11] ce fantôme d'État, impuissant pour le bien, puissant pour le mal ; parce que le salut de la France ne peut venir maintenant que de la seule puissance réelle qui reste à la France, la Révolution.

Et maintenant que dire de cette confiance qu'on vous recommande aujourd'hui comme la plus sublime vertu des républicains ! Jadis, lorsqu'on était républicain pour tout de bon, on recommandait à la démocratie la défiance. D'ailleurs on n'avait pas même besoin de la lui conseiller : la démocratie est défiante par position, par nature et aussi par expérience historique ; car de tout temps elle a été la victime et la dupe de tous les ambitieux, de tous les intrigants, classes et individus, qui, sous prétexte de la diriger et de la mener à bon port, l'ont éternellement exploitée et trompée. Elle n'a fait autre chose

jusqu'ici que servir de marchepied.

Maintenant, Messieurs les républicains du journalisme bourgeois lui conseillent la confiance. Mais en qui et en quoi ? Qui sont-ils pour oser la recommander, et qu'ont-ils fait pour la mériter eux-mêmes ? Ils ont écrit des phrases d'un |[12] républicanisme très pâle, tout imprégnées d'un esprit étroitement bourgeois, à tant la ligne. Et combien de petits Olliviers en herbe parmi eux ? Qu'y a-t-il de commun entre eux, les défenseurs intéressés et serviles des intérêts de la classe possédante, exploitante, et le prolétariat ? Ont-ils jamais partagé les souffrances de ce monde ouvrier, auquel ils osent dédaigneusement adresser leurs admonestations et leurs conseils : ont-ils seulement |[12] sympathisé avec elles ? Ont-ils jamais défendu les intérêts et les droits des travailleurs contre l'exploitation bourgeoise ? Bien au contraire, car toutes les fois que la grande question du siècle, la question économique, a été posée, ils se sont fait les apôtres de cette doctrine bourgeoise qui condamne le prolétariat à l'éternelle misère et à l'éternel esclavage, au profit de la liberté et de la prospérité matérielle d'une minorité privilégiée.

Voilà les gens qui se croient autorisés à recommander au peuple la confiance. Mais voyons donc qui a mérité et qui mérite aujourd'hui cette confiance ?

Serait-ce la bourgeoisie ? — Mais sans parler même de la fureur réactionnaire que cette classe a montrée en Juin 1848, et de la lâcheté complaisante et servile dont elle a fait preuve pendant vingt ans de suite, sous la présidence aussi bien que sous l'empire de Napoléon III ; sans parler de l'exploitation impitoyable qui fait passer dans ses poches tout le produit du travail populaire, laissant à peine le strict nécessaire aux malheureux salariés ; sans parler de l'avidité insatiable et de cette atroce et inique cupidité, qui, fondant toute la prospérité

de la classe bourgeoise sur la misère et sur l'esclavage économique du prolétariat, en font l'ennemie irréconciliable du peuple, voyons quels peuvent être les droits *actuels* de cette bourgeoisie à la confiance de ce peuple ?

Les malheurs de la France l'auraient-ils transformée tout d'un coup ? Serait-elle redevenue franchement patriote, républicaine, démocrate, populaire et révolutionnaire ? Aurait-elle montré la disposition de se lever en masse et de donner |13 sa vie et sa bourse pour le salut de la France ? Se serait-elle |13 repentie de ses vieilles iniquités, de ses infâmes trahisons d'hier et d'avant-hier, et se serait-elle franchement rejetée dans les bras du peuple, pleine de confiance en lui ? Se serait-elle mise de plein cœur à la tête de ce peuple pour sauver le pays ?

Mon ami, il suffit, n'est-ce pas, de poser ces questions, pour que tout le monde, à la vue de ce qui se passe aujourd'hui, soit forcé d'y répondre négativement. Hélas ! la bourgeoisie ne s'est point transformée, ni amendée, ni repentie. Aujourd'hui comme hier et même plus qu'hier, trahie par le jour dénonciateur que les événements jettent sur les hommes aussi bien que sur les choses, elle se montre dure, égoïste, cupide, étroite, bête, à la fois brutale et servile, féroce quand elle croit pouvoir l'être sans beaucoup de danger, comme dans les néfastes journées de Juin, toujours prosternée devant l'autorité et la force publique, dont elle attend son salut, et ennemie du peuple toujours et quand même.

La bourgeoisie hait le peuple à cause même de tout le mal qu'elle lui a fait ; elle le hait parce qu'elle voit dans la misère, dans l'ignorance et dans l'esclavage de ce peuple sa propre condamnation, parce qu'elle sait qu'elle n'a que trop bien mérité la haine populaire, et parce qu'elle se sent menacée dans toute son existence par cette haine qui chaque jour devient plus intense et plus irritée. Elle hait le peuple parce qu'il lui fait

peur ; elle le hait doublement aujourd'hui, parce que seul patriote sincère, réveillé de sa torpeur par le malheur de cette France, qui n'a été d'ailleurs, comme toutes les patries du monde, qu'une marâtre pour lui, le peuple a osé se lever ; il se reconnaît, se compte, s'organise, commence à parler haut, chante la *Marseillaise* dans les rues, et par le bruit qu'il fait, par les menaces qu'il profère déjà contre les trahisseurs de la France, trouble l'ordre public, la conscience et la quiétude de Messieurs les bourgeois.

La confiance ne se gagne que par la confiance. La bourgeoisie |14 vient-elle de montrer la moindre confiance dans le peuple ? Bien loin de là. Tout ce qu'elle a fait, tout ce qu'elle fait, prouve au contraire que sa défiance contre lui a dépassé toutes les bornes. C'est au point que dans un moment où |14 l'intérêt, le salut de la France exige évidemment que tout le peuple soit armé, elle n'a pas voulu lui donner des armes. Le peuple l'ayant menacée de les prendre par force, elle dut céder. Mais après lui avoir livré les fusils, elle fit tous les efforts possibles pour qu'on ne lui donnât pas de munitions. Elle dut céder encore une fois ; et maintenant que voilà le peuple armé, il n'en est devenu que plus dangereux et plus détestable aux yeux de la bourgeoisie.

Par haine et par crainte du peuple, la bourgeoisie n'a point voulu et ne veut pas de la république. Ne l'oublions Jamais, cher ami, à Marseille, à Lyon, à Paris, dans toutes les grandes cités de France, ce n'est point la bourgeoisie, c'est le peuple, ce sont les ouvriers qui ont proclamé la république. À Paris, ce ne furent pas même les peu fervents républicains irréconciliables du Corps législatif, aujourd'hui presque tous membres du gouvernement de la Défense nationale, ce furent les ouvriers de la Villette et de Belleville qui la proclamèrent contre le désir et l'intention clairement exprimée de ces singuliers républicains de la veille. Le spectre rouge, le drapeau du socialisme

révolutionnaire, le crime commis par Messieurs les bourgeois en Juin, leur ont fait passer le goût de la république. N'oublions pas qu'au 4 septembre, les ouvriers de Belleville ayant rencontré M. Gambetta et l'ayant salué par le cri de « Vive la République », il leur répondit par ces mots : « Vive la France ! *vous dis-je* ».

M. Gambetta, comme tous les autres, ne voulait point de la république. Il voulait de la révolution encore moins. Nous le savons d'ailleurs par tous les discours qu'il a prononcés, depuis que son nom a attiré sur lui l'attention du public. M. Gambetta veut bien se dire un homme d'État, un *républicain* |15 *sage, modéré, conservateur, rationnel et positiviste* [1], mais il a la révolution en horreur. Il veut bien gouverner le peuple, mais non se laisser diriger par lui. Aussi tous les |15 efforts de M. Gambetta et de ses collègues de la gauche radicale au Corps législatif n'ont-ils tendu, le 3 et le 4 septembre, que vers un seul but : celui d'éviter à toute force l'installation d'un gouvernement issu d'une révolution populaire. Dans la nuit du 3 au 4 septembre, ils se donnèrent des peines inouïes pour faire accepter à la droite bonapartiste et au ministère Palikao le projet de M. Jules Favre, présenté la veille et signé par toute la gauche radicale ; projet qui ne demandait rien de plus que l'institution d'une *Commission gouvernementale* nommée légalement par le Corps législatif, consentant même à ce que les bonapartistes y fussent en majorité, et ne posant d'autre condition que l'entrée dans cette commission de quelques membres de la gauche radicale.

Toutes ces machinations furent brisées par le mouvement populaire qui éclata le soir du 4 septembre. Mais au milieu même du soulèvement des ouvriers de Paris, alors que le peuple avait envahi les tribunes et la salle du Corps législatif, M. Gambetta, fidèle à sa pensée systématiquement anti-

1 Voir sa lettre dans le *Progrès de Lyon*. (*Note de Bakounine.*)

révolutionnaire, recommande encore au peuple de garder le silence et de respecter la *liberté des débats (!), afin qu'on ne puisse pas dire que le gouvernement, qui devait sortir du vote du Corps législatif, ait été constitué sous la pression violente du peuple*. Comme un vrai avocat, partisan de la fiction légale quand même, M. Gambetta avait sans doute pensé qu'un gouvernement |16 qui serait nommé par ce Corps législatif sorti de la fraude impériale et renfermant en son sein les infamies les plus notoires de la France, aurait été mille fois plus imposant et plus respectable qu'un gouvernement acclamé par le désespoir et par l'indignation d'un peuple trahi. Cet amour du mensonge constitutionnel avait tellement aveuglé M. Gambetta, qu'il n'avait pas compris, tout homme d'esprit qu'il est, que nul ne pourrait ni ne voudrait croire à la liberté d'un vote émis en de pareilles circonstances. Heureusement, la majorité bonapartiste, effrayée par les manifestations de plus en plus menaçantes de la colère et du mépris populaire, s'enfuit ; et M. Gambetta, resté seul avec ses collègues de |16 la gauche radicale dans la salle du Corps législatif, s'est vu forcé de renoncer, bien à contre-cœur sans doute, à ses rêves de pouvoir légal, et de souffrir que le peuple déposât aux mains de cette gauche le pouvoir révolutionnaire. Je dirai tout à l'heure quel misérable usage lui et ses collègues ont fait, pendant les quatre semaines qui se sont écoulées depuis le 4 septembre, de ce pouvoir qui leur a été confié parle peuple de Paris pour qu'ils provoquassent dans toute la France une révolution salutaire, et dont ils ne se sont servis jusqu'à présent au contraire que pour la paralyser partout.

Sous ce rapport. M, Gambetta et tous ses collègues du gouvernement de la Défense nationale n'ont été que la trop juste expression des sentiments et de la pensée dominante de la bourgeoisie. Réunissez tous les bourgeois de France, et demandez-leur ce qu'ils préfèrent : de la délivrance de leur patrie par une révolution sociale, — et il ne peut y avoir |17

d'autre révolution aujourd'hui que la révolution sociale, — ou bien de son asservissement sous le joug des Prussiens ? S'ils osent être sincères, pour peu qu'ils se trouvent dans une position qui leur permette de dire leur pensée sans danger, les neuf dixièmes, que dis-je, les quatre-vingt-dix-neuf centièmes, ou même les neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millièmes, vous répondront, sans hésiter, qu'ils préfèrent l'asservissement à la révolution. Demandez-leur encore, en supposant que le sacrifice d'une partie considérable de leurs propriétés, de leurs biens, de leur fortune mobilière et immobilière, devienne nécessaire pour le salut de la France, s'ils se sentent disposés à faire ce sacrifice ? et si, pour me servir de la figure de rhétorique de M. Jules Favre, ils sont réellement décidés à se laisser plutôt enterrer sous les décombres de leurs villes et de leurs maisons, que de les rendre aux Prussiens ? Ils vous répondront unanimement qu'ils préfèrent les racheter aux Prussiens. Croyez-vous que si les bourgeois de Paris ne se trouvaient pas sous l'œil et sous le bras toujours menaçants des ouvriers de Paris, Paris aurait opposé aux Prussiens une si glorieuse résistance ?

|17 Est-ce que je calomnie les bourgeois ? Cher ami, vous savez bien que non. Et d'ailleurs, il existe maintenant, au vu et la connaissance de tout le monde, une preuve irréfutable de la vérité, de la justice de toutes mes accusations contre la bourgeoisie. Le mauvais vouloir et l'indifférence de la bourgeoisie ne se sont que trop clairement manifestés dans la question d'argent. Tout le monde sait que les finances du pays sont ruinées ; qu'il n'y a pas un sou dans les caisses de ce gouvernement de la Défense nationale, que Messieurs les bourgeois paraissent soutenir maintenant avec un zèle si ardent et si intéressé. Tout le monde comprend que ce gouvernement ne peut les |18 remplir par les moyens ordinaires des emprunts

et de l'impôt. Un gouvernement irrégulier ne peut trouver du crédit ; quant au rendement de l'impôt, il est devenu nul. Une partie de la France, comprenant les provinces les plus industrieuses, les plus riches, est occupée et mise en pillage réglé par les Prussiens. Partout ailleurs le commerce, l'industrie, toutes les transactions d'affaires se sont arrêtés. Les contributions indirectes ne donnent plus rien ou presque rien. Les contributions directes se paient avec une immense difficulté et avec une lenteur désespérante. Et cela dans un moment où la France aurait besoin de toutes ses ressources et de tout son crédit pour subvenir aux dépenses extraordinaires, excessives, gigantesques de la défense nationale. Les personnes les moins habituées aux affaires doivent comprendre que, si la France ne trouve pas immédiatement de l'argent, beaucoup d'argent, il lui sera impossible de continuer sa défense contre l'invasion des Prussiens.

Nul ne devait comprendre cela mieux que la bourgeoisie, elle qui passe toute sa vie dans le maniement des affaires et qui ne reconnaît d'autre puissance que celle de l'argent. Elle devait comprendre aussi que la France ne pouvant plus se procurer, par les moyens réguliers de l'État, tout l'argent qui est nécessaire à son salut, elle est forcée, elle a le droit et le devoir de le prendre là où il se trouve. Et où se trouve-t-il ? Certes ce n'est pas dans les poches de ce misérable prolétariat auquel la cupidité bourgeoise laisse à peine de |[18] quoi se nourrir ; c'est donc uniquement, exclusivement dans les coffres-forts de Messieurs les bourgeois. Eux seuls détiennent l'argent nécessaire au salut de la France. En ont-ils offert spontanément, librement, seulement une petite partie ?

Je reviendrai, cher ami, sur cette question d'argent, qui est la question principale quand il s'agit de mesurer la sincérité des sentiments, des principes |[19] et du patriotisme bourgeois. Règle générale : Voulez-vous reconnaître d'une manière infaillible si

le bourgeois veut sérieusement telle ou telle chose ? Demandez si, pour l'obtenir, il a sacrifié de l'argent. Car soyez-en certain, lorsque les bourgeois veulent quelque chose avec passion, ils ne reculent devant aucun sacrifice d'argent. N'ont-ils pas dépensé des sommes immenses pour tuer, pour étouffer la république en 1848 ? Et plus tard n'ont-ils pas voté avec passion tous les impôts et tous les emprunts que Napoléon III leur a demandés, et n'ont-ils pas trouvé dans leurs coffres-forts des sommes fabuleuses pour souscrire à tous ces emprunts ? Enfin proposez-leur, montrez-leur le moyen de rétablir en France une bonne monarchie, bien réactionnaire, bien forte et qui leur rende, avec ce cher ordre public et la tranquillité dans les rues, la domination économique, le précieux privilège d'exploiter sans pitié ni vergogne, légalement, systématiquement, la misère du prolétariat, et vous verrez s'ils seront chiches !

Promettez-leur seulement qu'une fois les Prussiens chassés du territoire de la France, on rétablira cette monarchie, soit avec Henry V, soit avec un duc d'Orléans, soit même avec un rejeton de l'infâme Bonaparte, et persuadez-vous bien que leurs coffres-forts s'ouvriront aussitôt et qu'ils y trouveront tous les moyens nécessaires à l'expulsion des Prussiens. Mais on leur promet la république, le règne de la démocratie, la souveraineté du peuple, l'émancipation de la canaille populaire, et ils ne veulent ni de votre république ni de cette émancipation à aucun prix, et ils le prouvent en tenant leurs coffres fermés, en ne sacrifiant pas un sou.

Vous savez mieux que moi, cher ami, quel a été le sort de ce malheureux emprunt ouvert pour l'organisation de |20 la défense de Lyon, par la municipalité de cette ville. Com |19 bien de souscripteurs sont-ils venus ? Si peu que les prôneurs du patriotisme bourgeois s'en montrent eux-mêmes humiliés, désolés et désespérés.

Et on recommande au peuple d'avoir confiance en cette bourgeoisie ! Cette confiance, elle a le front, le cynisme, de la demander, que dis-je, de l'exiger elle-même. Elle prétend gouverner et administrer seule cette république qu'au fond de son cœur elle maudit. Au nom de la république, elle s'efforce de rétablir et de renforcer son autorité et sa domination exclusive, un moment ébranlées. Elle s'est emparée de toutes les fonctions, elle a rempli toutes les places, n'en laissant quelques-unes que pour quelques ouvriers transfuges qui sont trop heureux de siéger parmi Messieurs les bourgeois. Et quel usage font-ils du pouvoir dont ils se sont emparés ainsi ? On peut en juger en considérant les actes de votre municipalité.

Mais la municipalité, dira-t-on, vous n'avez pas le droit de l'attaquer ; car, nommée après la révolution, par l'élection directe du peuple lui-même, elle est le produit du suffrage universel. À ce titre, elle doit vous être sacrée.

Je vous l'avoue franchement, cher ami, je ne partage aucunement la dévotion superstitieuse de vos bourgeois radicaux ou de vos républicains bourgeois pour le suffrage universel. Dans une autre lettre, je vous exposerai les raisons qui ne me permettent pas de m'exalter pour lui. Qu'il me suffise de poser ici, en principe, une vérité qui me paraît incontestable et qu'il ne me sera pas difficile de prouver plus tard, tant par le raisonnement, que par un grand nombre de faits pris dans la vie politique de tous les pays qui jouissent, à l'heure qu'il est, d'institutions démocratiques et républicaines, savoir *que le suffrage universel, tant qu'il sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera* **économiquement** *dominée par une minorité* |21 *détentrice de la propriété et du capital, quelque indépendant ou libre d'ailleurs qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique, ne* |20 *pourra*

jamais produire que des élections illusoires, anti-démocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations.

Toutes les élections qui, depuis le coup d'État de Décembre, ont été faites directement par le peuple de France, n'ont-elles pas été diamétralement contraires aux intérêts de ce peuple, et la dernière votation sur le plébiscite impérial n'a-t-elle pas donné sept millions de « OUI » à l'empereur ? On dira sans doute que le suffrage universel ne fut jamais librement exerce sous l'empire, la liberté de la presse, celle de l'association et des réunions, conditions essentielles de la liberté politique, ayant été proscrites, et le peuple ayant été livré sans défense à l'action corruptrice d'une presse stipendiée et d'une administration infâme. Soit, mais les élections de 1848 pour la Constituante et pour la présidence, et celles de mai 1849 pour l'Assemblée législative, furent absolument libres, je pense. Elles se firent en dehors de toute pression ou même intervention officielle, dans toutes les conditions de la plus absolue liberté. Et pourtant qu'ont-elles produit ? Rien que la réaction.

« Un des premiers actes du gouvernement provisoire, dit Proudhon [1], celui dont il s'est applaudi le plus, est l'application du suffrage universel. Le jour même où le décret a été promulgué, nous écrivions ces propres paroles, qui pouvaient alors passer pour un paradoxe : *Le suffrage universel est la contre-révolution*. On peut juger, d'après |22 l'événement, si nous nous sommes trompé. Les élections de 1848 ont été faites, à une immense majorité, par les prêtres, les légitimistes, par les dynastiques, par tout ce que la France renferme de plus réactionnaire, de plus rétrograde. Cela ne pouvait être autrement. »

Non, cela ne pouvait être et aujourd'hui encore cela ne

1 *Idées révolutionnaires*. (*Note de Bakounine.*)

pourra pas être autrement, tant que l'inégalité des conditions économiques et sociales de la vie continuera de prévaloir dans l'organisation de la société ; tant que la société continuera d'être divisée en deux classes, dont l'une, la classe exploi |[21] lante et privilégiée, jouira de tous les avantages de la fortune, de l'instruction et du loisir, et l'autre, comprenant toute la masse du prolétariat, n'aura pour partage que le travail manuel assommant et forcé, l'ignorance, la misère, et leur accompagnement obligé, l'esclavage, non de droit, mais de fait.

Oui, l'esclavage, car quelque larges que soient les droits politiques que vous accorderez à ces millions de prolétaires salariés, vrais forçats de la faim, vous ne parviendrez jamais à les soustraire à l'influence pernicieuse, à la domination naturelle des divers représentants de la classe privilégiée, à commencer par le prêtre jusqu'au républicain bourgeois le plus jacobin, le plus rouge ; représentants qui, quelque divisés qu'ils paraissent ou qu'ils soient réellement entre eux dans les questions politiques, n'en sont pas moins unis dans un intérêt commun et suprême ; celui de l'exploitation de la misère, de l'ignorance, de l'inexpérience politique et de la bonne foi du prolétariat, au profit de la domination économique de la classe possédante.

Comment le prolétariat des campagnes et des villes pourrait-il résister aux intrigues de la politique cléricale, nobiliaire et bourgeoise ? Il n'a pour se défendre qu'une arme, son instinct qui tend presque toujours au |23 vrai et au juste, parce qu'il est lui-même la principale, sinon l'unique victime de l'iniquité et de tous les mensonges qui règnent dans la société actuelle, et parce qu'opprimé par le privilège, il réclame naturellement l'égalité pour tous.

Mais l'instinct n'est pas une arme suffisante pour sauvegarder le prolétariat contre les machinations

réactionnaires des classes privilégiées. L'instinct abandonné à lui-même, et tant qu'il ne s'est pas encore transformé en conscience réfléchie, en une pensée clairement déterminée, se laisse facilement désorienter, fausser et tromper. Mais il lui est impossible de s'élever à cette conscience de lui-même, sans l'aide de l'instruction, de la science ; et la science, la connaissance des affaires et des hommes, l'expérience politique, manquent complètement au prolétariat. La conséquence est facile à tirer : Le prolétariat veut une chose ; des hommes |[22] habiles, profitant de son ignorance, lui en font faire une autre, sans qu'il se doute même qu'il fait tout le contraire de ce qu'il veut ; et lorsqu'il s'en aperçoit à la fin, il est ordinairement trop tard pour réparer le mal qu'il a fait et dont naturellement, nécessairement et toujours, il est la première et principale victime.

C'est ainsi que les prêtres, les nobles, les grands propriétaires et toute cette administration bonapartiste, qui, grâce à la niaiserie criminelle du gouvernement qui s'intitule le gouvernement de la Défense nationale [1], peut tranquillement continuer aujourd'hui sa propagande impérialiste |[24] dans les campagnes ; c'est ainsi que tous ces fauteurs de la franche réaction, profitant de l'ignorance crasse du paysan de la France, cherchent à le soulever contre la république, en faveur des Prussiens. Et ils n'y réussissent que trop bien, hélas ! Car ne voyons nous pas des communes, non seulement ouvrir leurs portes aux Prussiens, mais encore dénoncer et chasser les corps-francs qui viennent pour les délivrer ?

Les paysans de France auraient-ils cessé d'être Français ? Pas du tout. Je pense même que nulle part le patriotisme, pris dans le sens le plus étroit et le plus exclusif de ce mot, ne s'est conservé aussi puissant et aussi sincère que parmi eux ; car ils

1 Ne serait-il pas plus juste de l'appeler le gouvernement de la ruine de la France ? (*Note de Bakounine.*)

ont plus que toutes les autres parties de la population cet attachement au sol, ce culte de la terre, qui constitue la base essentielle du patriotisme. Comment se fait-il donc qu'ils ne veulent pas ou qu'ils hésitent encore à se lever pour défendre cette terre contre les Prussiens ? Ah ! c'est parce qu'ils ont été trompés et qu'on continue encore à les tromper. Par une propagande machiavélique, commencée en 1848 par les légitimistes et par les orléanistes, de concert avec républicains modérés, comme M. Jules Favre et C^ie^, puis continuée, avec beaucoup de succès, par la presse et par l'administration bonapartistes, on est parvenu à les persuader que les ouvriers socialistes, les partageux, ne songent à rien de moins qu'à confisquer leurs terres ; que l'em |[23] pereur seul a voulu et pu les défendre contre cette spoliation, et que, pour s'en venger, les révolutionnaires socialistes l'ont livré, lui et ses armées, aux Prussiens ; mais que le roi de Prusse vient de se réconcilier avec l'empereur, et qu'il le ramènera victorieux pour rétablir l'ordre en France.

|[25] C'est très bête, mais c'est ainsi. Dans beaucoup, que dis-je ? dans la majorité des provinces françaises, le paysan croit très sincèrement à tout cela. Et c'est même l'unique raison de son inertie et de son hostilité contre la république. C'est un grand malheur, car il est clair que si les campagnes restent inertes, si les paysans de France, unis aux ouvriers des villes, ne se lèvent pas en masse pour chasser les Prussiens, la France est perdue. Quelque grand que soit l'héroïsme que déploieront les villes, — et tant s'en faut que toutes en déploient beaucoup, — les villes, séparées par les campagnes, seront isolées comme des oasis dans le désert. Elles devront nécessairement succomber.

Si quelque chose prouve à mes yeux la profonde ineptie de

ce singulier gouvernement de la Défense nationale, c'est que dès le premier jour de son avènement au pouvoir, il n'ait point pris immédiatement toutes les mesures nécessaires pour éclairer les campagnes sur l'état actuel des choses et pour provoquer, pour susciter partout le soulèvement armé des paysans. Était-il donc si difficile de comprendre cette chose si simple, si évidente pour tout le monde, que du soulèvement en masse des paysans, uni à celui du peuple des villes, a dépendu et dépend encore aujourd'hui le salut de la France ? Mais le gouvernement de Paris et de Tours a-t-il fait jusqu'à ce jour une seule démarche, a-t-il pris une seule mesure pour provoquer le soulèvement des paysans ? Il n'a rien fait pour les soulever, mais, au contraire, il a tout fait pour rendre ce soulèvement impossible. Telle est sa folie et son crime ; folie et crime qui peuvent tuer la France.

|26 Il a rendu le soulèvement des campagnes impossible, en maintenant dans toutes les communes de France l'admini |24 stration municipale de l'empire : ces mêmes maires, juges de paix, gardes-champêtres, sans oublier MM. les curés, qui n'ont été triés, choisis, institués et protégés par MM. les préfets et les sous-préfets, aussi bien que par les évêques impériaux, que dans un seul but : celui de servir contre tous et contre tout, contre les intérêts de la France elle-même, les intérêts de la dynastie ; ces mêmes fonctionnaires qui ont fait toutes les élections de l'empire, y compris le dernier plébiscite, et qui au mois d'août dernier, sous la direction de M. Chevreau, ministre de l'intérieur dans le gouvernement Palikao, avaient soulevé contre les libéraux et les démocrates de toute couleur, en faveur de Napoléon III, au moment même où ce misérable livrait la France aux Prussiens, une croisade sanglante, une propagande atroce, répandant dans toutes les communes cette calomnie aussi ridicule qu'odieuse, que les républicains, après avoir poussé l'empereur à cette guerre, se sont alliés maintenant contre lui avec les soldats de l'Allemagne.

Tels sont les hommes que la mansuétude ou la sottise également criminelles du gouvernement de la Défense nationale ont laissés jusqu'à ce jour à la tête de toutes les communes rurales de la France. Ces hommes, tellement compromis que tout retour pour eux est devenu impossible, peuvent-ils se déjuger maintenant, et, changeant tout d'un coup de direction, d'opinion, de paroles, peuvent-ils agir comme des partisans sincères de la république |27 et du salut de la France ? Mais les paysans leur riraient au nez. Ils sont donc *forcés* de parler et d'agir aujourd'hui comme ils ont fait hier ; forcés de plaider et de défendre la cause de l'empereur contre la république, de la dynastie contre la France, et des Prussiens, aujourd'hui alliés de l'empereur et de sa dynastie, contre la Défense nationale. Voici ce qui explique pourquoi toutes les communes, loin de résister aux Prussiens, leur ouvrent leurs portes.

Je le répète encore, c'est une grande honte, un grand malheur et un immense danger pour la France, et toute la faute en retombe sur le gouvernement de la Défense nationale. Si les choses continuent de marcher ainsi, si l'on ne |25 change pas au plus vite les dispositions des campagnes, si l'on ne soulève pas les paysans contre les Prussiens, la France est irrévocablement perdue.

Mais comment les soulever ? J'ai traité amplement cette question dans une autre brochure [1]. Ici je n'en dirai que peu de mots. La première condition sans doute, c'est la révocation immédiate et en masse de tous les fonctionnaires communaux actuels, car tant que ces bonapartistes resteront en place, il n'y aura rien à faire. Mais cette révocation ne sera qu'une mesure négative. Elle est absolument nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Sur le paysan, nature réaliste et défiante s'il en fut, on ne peut agir efficacement que par des moyens positifs. C'est

1 *Lettres à un Français sur la crise actuelle*. Septembre 1870. (*Note de Bakounine.*)

assez dire que les décrets et les proclamations, fussent-ils même contresignés par tous les membres, d'ailleurs à lui parfaitement inconnus, du gouvernement |28 de la Défense nationale, aussi bien que les articles de journaux, n'ont aucune prise sur lui. Le paysan ne lit pas. Ni son imagination, ni son cœur ne sont ouverts aux idées, tant que ces dernières apparaissent sous une forme littéraire ou abstraite. Pour le saisir, les idées doivent se manifester à lui par la parole vivante d'hommes vivants et parla puissance des faits. Alors il écoute, il comprend et finit par se laisser convaincre.

Faut-il envoyer dans les campagnes des propagateurs, des apôtres de la république ? Le moyen ne serait point mauvais ; seulement il présente une difficulté et deux dangers. La difficulté consiste en ceci, c'est que le gouvernement de la Défense nationale, d'autant plus jaloux de son pouvoir que ce pouvoir est nul, et fidèle à son malheureux système de centralisation politique, dans une situation où cette centralisation est devenue absolument impossible, voudra choisir et nommer lui-même tous les apôtres, ou bien il chargera de ce soin ses nouveaux préfets et commissaires extraordinaires, tous ou presque tous appartenant à la même religion politique que lui, c'est-à-dire tous ou presque tous étant des républicains bourgeois, des avocats ou des rédacteurs de |26 journaux, des adorateurs soit platoniques, — et ce sont les meilleurs, mais non les plus sensés, — soit très intéressés, d'une république dont ils ont pris l'idée non dans la vie, mais dans les livres, et qui promet aux uns la gloire avec la palme du martyre, aux autres des carrières brillantes et des places lucratives ; d'ailleurs très modérés, des républicains *conservateurs*, |29 *rationnels et positivistes*, comme M. Gambetta, et, comme tels, ennemis acharnés de la révolution et du socialisme, et adorateurs quand même du pouvoir de l'État.

Ces honorables fonctionnaires de la nouvelle république ne

voudront naturellement envoyer comme missionnaires, dans les campagnes, que des hommes de leur propre trempe et qui partageront absolument leurs convictions politiques. Il en faudrait, pour toute la France, au moins quelques milliers. Où diable les prendront-ils ? Les républicains bourgeois sont aujourd'hui si rares, même parmi la jeunesse ! Si rares que, dans une ville comme Lyon, par exemple, on n'en trouve pas assez pour remplir les fonctions les plus importantes et qui ne devraient être confiées qu'à des républicains sincères.

Le premier danger consiste en ceci : que si même les préfets et les sous-préfets trouvaient, dans leurs départements respectifs, un nombre suffisant de jeunes gens pour remplir l'office de propagateurs dans les campagnes, ces missionnaires nouveaux seraient nécessairement, presque toujours et partout, inférieurs, et par leur intelligence révolutionnaire et par l'énergie de leurs caractères, aux préfets et aux sous-préfets qui les auront envoyés, comme ces derniers sont évidemment, eux-mêmes, inférieurs à ces enfants dégénérés et plus ou moins châtrés de la grande révolution qui, remplissant aujourd'hui les suprêmes fonctions de membres du gouvernement de la Défense nationale, ont osé prendre dans leurs mains débiles les destinées de la France. Ainsi descendant toujours plus bas, d'impuissance à plus grande impuissance, |30 on ne trouvera rien de mieux à envoyer, comme propagateurs de la république dans les campagnes, que des républicains dans le genre de M. Andrieux, le procureur de la République, ou de M. Eugène Véron, le |27 rédacteur du *Progrès* à Lyon ; des hommes qui, au nom de la république, feront la propagande de la réaction. Pensez vous, cher ami, que cela puisse donner aux paysans le goût de la république ?

Hélas ! je craindrais le contraire. Entre les pâles adorateurs de la république bourgeoise, désormais impossible, et le paysan de France, non *positiviste et rationnel* comme M. Gambetta,

mais très positif et plein de bon sens, il n'y a rien de commun. Fussent-ils même animés des meilleures dispositions du monde, ils verront échouer toute leur rhétorique littéraire, doctrinaire et avocassière devant le mutisme madré de ces rudes travailleurs des campagnes. Ce n'est pas chose impossible, mais c'est chose très difficile que de passionner les paysans. Pour cela, il faudrait avant tout porter en soi-même cette passion profonde et puissante qui remue les âmes et provoque et produit ce que dans la vie ordinaire, dans l'existence monotone de chaque jour, on appelle des miracles ; des miracles de dévouement, de sacrifice, d'énergie et d'action triomphante. Les hommes de 1792 et de 1793, Danton surtout, avaient cette passion, et avec elle et par elle ils avaient la puissance de ces miracles. Ils avaient le diable au corps, et ils étaient parvenus à mettre le diable au corps à toute la nation ; ou plutôt ils furent eux-mêmes l'expression la plus énergique de la passion qui animait la nation.

Parmi tous les hommes d'aujourd'hui et d'hier qui composent le parti radical bourgeois de la France, avez-vous rencontré ou seulement entendu parler d'un seul, duquel on puisse dire qu'il porte |31 en son cœur quelque chose qui approche au moins quelque peu de cette passion et de cette foi qui ont animé les hommes de la grande révolution ? Il n'y en a pas un seul, n'est-ce pas ? Plus tard je vous exposerai les raisons auxquelles doit être attribuée, selon moi, cette décadence désolante du républicanisme bourgeois. Je me contente maintenant de la constater et d'affirmer en général, sauf à le prouver plus tard, que le républicanisme bourgeois a été moralement et intellectuellement châtré, rendu bête, impuissant, faux, lâche, réactionnaire, et définitivement rejeté comme tel en dehors de la réalité his |28 torique, par l'apparition du socialisme révolutionnaire.

Nous avons étudié avec vous, cher ami, les représentants

de ce parti à Lyon même. Nous les avons vus à l'œuvre. Qu'ont-ils dit, qu'ont-ils fait, que font-ils au milieu de la crise terrible qui menace d'engloutir la France ? Rien que de la misérable et petite réaction. Ils n'osent pas encore faire la grande. Deux semaines leur ont suffi pour montrer au peuple de Lyon qu'entre les autoritaires de la république et ceux de la monarchie, il n'y a de différence que le nom. C'est la même jalousie d'un pouvoir qui déteste et craint le contrôle populaire, la même défiance du peuple, le même entraînement et les mêmes complaisances pour les classes privilégiées. Et cependant M. Challemel-Lacour, préfet, et aujourd'hui, devenu, grâce à la servile lâcheté de la municipalité de Lyon, le dictateur de cette ville, est un ami intime de M. Gambetta, son cher élu, le délégué confidentiel et l'expression fidèle des pensées les plus intimes de ce grand républicain, de cet *homme viril,* dont la France attend aujourd'hui bêtement son salut. Et pourtant M. Andrieux, aujourd'hui procureur de la République, et procureur vraiment |32 digne de ce nom, car il promet de surpasser bientôt, par son zèle ultra-juridique et par son amour démesure pour l'ordre public, les procureurs les plus zélés de l'empire, — M. Andrieux s'était posé sous le régime précédent comme un libre-penseur, comme l'ennemi fanatique des prêtres [1], comme un partisan dévoué du socialisme et comme un ami de l'Internationale. Je pense même que peu de jours avant la chute de l'empire, il a eu l'insigne honneur d'être mis en prison à ce titre, et qu'il en a été retiré par le peuple de Lyon en triomphe.

Comment se fait-il que ces hommes aient changé, et que, révolutionnaires d'hier, ils soient devenus des réactionnaires si résolus aujourd'hui ? Serait-ce l'effet d'une ambition satisfaite, et parce que se trouvant placés aujourd'hui, grâce à une

1 Après les mots « des prêtres », le manuscrit de Bakounine contient encore ceux-ci : « comme un révolutionnaire échevelé, voire même… » Ces mots ont été supprimés sur l'épreuve à Genève. — J. G.

révolution populaire, assez lucrativement, assez haut, ils tiennent plus qu'à toute autre chose à la conservation de leurs places ? Ah ! sans doute l'intérêt et l'ambition sont de puissants mobiles et qui ont dépravé bien des gens, |[29] mais je ne pense pas que deux semaines de pouvoir aient pu suffire pour corrompre les sentiments de ces nouveaux fonctionnaires de la République. Auraient-ils trompé le peuple, en se présentant à lui, sous l'empire, comme des partisans de la révolution ? Eh bien, franchement, je ne puis le croire ; ils n'ont voulu tromper personne, mais ils s'étaient trompés eux-mêmes sur leur propre compte, en s'imaginant qu'ils étaient des révolutionnaires. Ils avaient pris leur haine très sincère, sinon très énergique ni très passionnée, contre l'empire, pour un amour violent de la révolution, et, se faisant illusion sur eux-mêmes, ils ne se doutaient pas qu'ils étaient des partisans de la république et des réactionnaires en même temps.

« La pensée réactionnaire, dit Proudhon [1], que le peuple ne l'oublie jamais, a été conçue au sein même |[33] du parti républicain. » Et plus loin il ajoute que cette pensée prend sa source dans « son *zèle gouvernemental* », tracassier, méticuleux, fanatique, policier, et d'autant plus despotique qu'il se croit tout permis, son despotisme ayant toujours pour prétexte le salut même de la république et de la liberté.

Les républicains bourgeois identifient à grand tort *leur* république avec la liberté. C'est là la grande source de toutes leurs illusions lorsqu'ils se trouvent dans l'opposition, de leurs déceptions et de leurs inconséquences, lorsqu'ils ont en mains le pouvoir. Leur république est toute fondée sur cette idée du pouvoir et d'un gouvernement fort, d'un gouvernement qui doit se montrer d'autant plus énergique et puissant qu'il est sorti de l'élection populaire ; et ils ne veulent pas comprendre cette vérité pourtant si simple, et confirmée d'ailleurs par

1 *Idée générale de la Révolution*. (*Note de Bakounine*.)

l'expérience de tous les temps et de tous les pays, que tout pouvoir organisé, établi, agissant sur le peuple, exclut nécessairement la liberté du peuple. L'État politique n'ayant d'autre mission que de protéger l'exploitation du travail populaire par les classes économiquement privilégiées, le pouvoir de l'État ne peut être compatible qu'avec la liberté exclusive de ces classes dont |[30] il représente les intérêts, et par la même raison il doit être contraire à la liberté du peuple. Qui dit État ou pouvoir dit domination, mais toute domination présume l'existence de masses dominées. L'État, par conséquent, ne peut avoir confiance dans l'action spontanée et dans le mouvement libre des masses, dont les intérêts les plus chers sont contraires à son existence. Il est leur ennemi naturel, leur oppresseur obligé, et, tout en prenant bien garde de l'avouer, il doit toujours agir comme tel.

Voilà ce que la plupart des jeunes partisans de la république autoritaire ou bourgeoise ne comprennent pas, tant qu'ils restent dans l'opposition, tant qu'ils n'ont pas encore essayé eux-mêmes du pouvoir. Parce qu'ils détestent du fond de leurs coeurs, avec toute la passion dont ces pauvres natures abâtardies, énervées, sont capables, le despotisme monarchique, |[34] ils s'imaginent qu'ils détestent le despotisme en général ; parce qu'ils voudraient avoir la puissance et le courage de renverser un trône, ils se croient des révolutionnaires ; et ils ne se doutent pas que ce n'est pas le despotisme qu'ils ont en haine, mais seulement sa forme monarchique, et que ce même despotisme, pour peu qu'il revête la forme républicaine, trouvera ses plus zélés adhérents en eux-mêmes.

Ils ignorent que le despotisme n'est pas autant dans la *forme* de l'État ou du pouvoir, que dans le *principe* de l'État et du pouvoir politique lui-même, et que, par conséquent, l'État républicain doit être par son essence aussi despotique que l'État

gouverné par un empereur ou un roi. Entre ces deux États, il n'y a qu'une seule différence réelle. Tous les deux ont également pour base essentielle et pour but l'asservissement économique des masses au profit des classes possédantes. Mais ils diffèrent en ceci, que, pour atteindre ce but, le pouvoir monarchique, qui, de nos jours, tend fatalement à se transformer partout en dictature militaire, n'admet la liberté d'aucune classe, pas même de celle qu'il protège au détriment du peuple. Il veut bien et il est forcé de servir les intérêts de la bourgeoisie, mais sans lui permettre d'intervenir, d'une manière sérieuse, dans le gouvernement des affaires du pays.

|31 Ce système, quand il est appliqué par des mains inhabiles ou par trop malhonnêtes, ou quand il met en opposition trop flagrante les intérêts d'une dynastie avec ceux des exploiteurs de l'industrie et du commerce du pays, comme cela vient d'arriver en France, peut compromettre gravement les intérêts de la bourgeoisie. Il présente |35 un autre désavantage, fort grave, au point de vue des bourgeois : il les froisse dans leur vanité et dans leur orgueil. Il les protège, il est vrai, et leur offre, au point de vue de l'exploitation du travail populaire, une sécurité parfaite, mais en même temps il les humilie en posant des bornes très étroites à leur manie raisonneuse, et, lorsqu'ils osent protester, il les maltraite. Cela impatiente naturellement la partie la plus ardente, si vous voulez la plus généreuse et la moins réfléchie, de la classe bourgeoise, et c'est ainsi que se forme en son sein, en haine de cette oppression, le parti républicain-bourgeois.

Que veut ce parti ? L'abolition de l'État ? La fin de l'exploitation des masses populaires officiellement protégée et garantie par l'État ? L'émancipation réelle et complète pour tous par le moyen de l'affranchissement économique du peuple ? Pas du tout. Les républicains bourgeois sont les ennemis les plus acharnés et les plus passionnés de la révolution sociale. Dans

les moments de crise politique, lorsqu'ils ont besoin du bras puissant du peuple pour renverser un trône, ils condescendent bien à promettre des améliorations matérielles à cette classe *si intéressant e* des travailleurs ; mais comme, en même temps, ils sont animés de la résolution la plus ferme de conserver et de maintenir tous les principes, toutes les *bases sacrées* de la société actuelle, toutes ces institutions économiques et juridiques qui ont pour conséquence nécessaire la servitude réelle du peuple, leurs promesses s'en vont naturellement toujours en fumée. Le peuple, déçu, murmure, menace, se révolte, et alors, pour contenir l'explosion du mécontentement populaire, ils se voient forcés, eux les révolutionnaires bourgeois, de recourir à la répression toute-puissante de l'État. D'où il résulte que l'État républicain est tout aussi oppressif que |36 |32 l'État monarchique ; seulement, il ne l'est point pour les classes possédantes, il ne l'est qu'exclusivement contre le peuple.

Aussi nulle forme de gouvernement n'eût-elle été aussi favorable aux intérêts de la bourgeoisie, ni aussi aimée de cette classe, que la république, si elle avait seulement, dans la situation économique actuelle de l'Europe, la puissance de se maintenir contre les aspirations socialistes, de plus en plus menaçantes, des masses ouvrières. Ce dont le bourgeois doute, ce n'est donc pas de la bonté de cette république, qui est toute en sa faveur, c'est de sa puissance comme État, ou de sa capacité de se maintenir et de le protéger contre les révoltes du prolétariat. Il n'y a pas de bourgeois qui ne vous dise : « La république est une belle chose, malheureusement elle est impossible ; elle ne peut durer, parce qu'elle ne trouvera jamais en elle-même la puissance nécessaire pour se constituer en État sérieux, respectable, capable de se faire respecter et de nous faire respecter par les masses. » Adorant la république d'un amour platonique, mais doutant de sa possibilité ou au moins de sa durée, le bourgeois tend par conséquent à se remettre

toujours sous la protection d'une dictature militaire qu'il déteste, qui le froisse, l'humilie et qui finit toujours par le ruiner tôt ou tard, mais qui lui offre au moins toutes les conditions de la force, de la tranquillité dans les rues et de l'ordre public.

Cette prédilection fatale de l'immense majorité de la bourgeoisie pour le régime du sabre fait le désespoir des républicains bourgeois. Aussi ont-ils fait et font-ils précisément aujourd'hui des efforts « *surhumains* » pour lui faire aimer la république, pour lui prouver que, loin de nuire aux intérêts de la bourgeoisie, elle leur sera au contraire tout à fait favorable, ce qui revient à dire qu'elle sera toujours opposée aux intérêts du prolétariat, et qu'elle aura toute la force nécessaire pour imposer au peuple le respect des lois |37 qui garantissent la tranquille domination économique et politique des bourgeois.

Telle est aujourd'hui la préoccupation principale de tous les membres du gouvernement de la Défense nationale, aussi |33 bien que de tous les préfets, sous-préfets, avocats de la République et commissaires généraux qu'ils ont délégués dans les départements. Ce n'est pas autant de défendre la France contre l'invasion des Prussiens, que de prouver aux bourgeois qu'eux, républicains et détenteurs actuels du pouvoir de l'État, ont toute la bonne volonté et toute la puissance voulues pour contenir les révoltes du prolétariat. Mettez-vous à ce point de vue, et vous comprendrez tous les actes, autrement incompréhensibles, de ces singuliers défenseurs et sauveurs de la France.

Animés de cet esprit et poursuivant ce but, ils sont forcément poussés vers la réaction. Comment pourraient-ils servir et provoquer la révolution, alors même que la révolution serait, comme elle l'est évidemment aujourd'hui, l'unique moyen de salut qui reste à la France ? Ces gens qui portent la mort officielle et la paralysie de toute action populaire en eux-

mêmes, comment porteraient-ils le mouvement et la vie dans les campagnes ? Que pourraient-ils dire aux paysans pour les soulever contre l'invasion des Prussiens, en présence de ces curés, de ces juges de paix, de ces maires et de ces gardes-champêtres bonapartistes, que leur amour démesuré de l'ordre public leur commande de respecter, et qui font et qui continueront de faire, eux, du matin jusqu'au soir, et armés d'une influence et d'une puissance d'action bien autrement efficaces que la leur, dans les campagnes, une propagande toute contraire ? S'efforceront-ils d'émouvoir les paysans par des phrases, lorsque tous les faits seront opposés à ces phrases ?

Sachez-le bien, le paysan a en haine tous les gouvernements. |38 Il les supporte par prudence ; il leur paie régulièrement les impôts et souffre qu'ils lui prennent ses fils pour en faire des soldats, parce qu'il ne voit pas comment il pourrait faire autrement, et il ne prête la main à aucun changement, parce qu'il se dit que tous les gouvernements se valent et que le gouvernement nouveau, quelque nom qu'il se donne, ne sera pas meilleur que l'ancien, et parce qu'il veut éviter les risques et les frais d'un changement inutile. De tous les régimes d'ailleurs, le gouvernement républicain lui |34 est le plus odieux, parce qu'il lui rappelle les centimes additionnels de 1848 d'abord, et qu'ensuite on s'est occupé pendant vingt ans de suite à le noircir dans son opinion. C'est sa bête noire, parce qu'il représente à ses yeux le régime de la violence saccadée, sans aucun avantage, mais au contraire avec la ruine matérielle. La république, pour lui, c'est le règne de ce qu'il déteste plus que toute autre chose, la dictature des avocats et des bourgeois de ville, et, dictature pour dictature, il a le mauvais goût de préférer celle du sabre.

Comment espérer alors que des représentants *officiels* de la république pourront le convertir à la république ? Lorsqu'il se sentira le plus fort, il se moquera d'eux, et les chassera de son

village ; et lorsqu'il sera le plus faible, il se renfermera dans son mutisme et dans son inertie. Envoyer des républicains bourgeois, des avocats ou des rédacteurs de journaux dans les campagnes, pour y faire la propagande en faveur de la république, ce serait donc donner le coup de grâce à la république.

Mais alors que faire ? Il n'y a qu'un seul moyen, c'est de révolutionner les campagnes aussi bien que les villes. Et qui peut le faire ? La seule classe qui porte aujourd'hui réellement, franchement, la révolution en son sein : La classe des travailleurs |39 des villes.

Mais comment les travailleurs s'y prendront-ils pour révolutionner les campagnes ? Enverront-ils dans chaque village des ouvriers isolés comme apôtres de la république ? Mais où prendront-ils l'argent nécessaire pour couvrir les frais de cette propagande ? Il est vrai que MM. les préfets, les sous-préfets et commissaires généraux pourraient les envoyer aux frais de l'État. Mais alors ils ne seraient plus les délégués du monde ouvrier, mais ceux de l'État, ce qui changerait singulièrement leur caractère, leur rôle, et la nature même de leur propagande, qui deviendrait par là même une propagande non révolutionnaire, mais forcément réactionnaire ; car la première chose qu'ils seraient forcés de faire, ce serait d'inspirer aux paysans la confiance dans toutes les autorités nouvellement établies ou conservées par |35 la république, donc aussi la confiance dans ces autorités bonapartistes dont l'action malfaisante continue de peser encore sur les campagnes. D'ailleurs, il est évident que MM. les sous-préfets, les préfets et les commissaires généraux, conformément à cette loi naturelle qui fait préférer à chacun ce qui concorde avec lui et non ce qui lui est contraire, choisiraient, pour remplir ce rôle de propagateurs de la république, les ouvriers les moins révolutionnaires, les plus dociles ou les plus complaisants. Ce

serait encore la réaction sous la forme ouvrière ; et, nous l'avons dit, la révolution seule peut révolutionner les campagnes.

Enfin, il faut ajouter que la propagande individuelle, fût-elle même exercée par les hommes les plus révolutionnaires du monde, ne saurait avoir une très grande influence sur les paysans. La rhétorique pour eux n'a point de charme, et les paroles, lorsqu'elles ne sont pas la manifestation de la force, et ne sont pas immédiatement |40 accompagnées par des faits, ne sont pour eux que des paroles. L'ouvrier qui viendrait seul tenir des discours dans un village, courrait bien le risque d'être bafoué et chassé comme un bourgeois.

Que faut-il donc faire ?

Il faut envoyer dans les campagnes, comme propagateurs de l a révolution, des Corps-francs.

Règle générale : Qui veut propager la révolution doit être franchement révolutionnaire lui-même. Pour soulever les hommes, il faut avoir le diable au corps ; autrement on ne fait que des discours qui avortent, on ne produit qu'un bruit stérile, non des actes. Donc, avant tout, les corps-francs propagateurs doivent être, eux-mêmes, révolutionnairement inspirés et organisés. Ils doivent porter la révolution en leur sein, pour pouvoir la provoquer et la susciter autour d'eux. Ensuite, ils doivent se tracer un système, une ligne de conduite conforme au but qu'ils se proposent.

Quel est ce but ? Ce n'est pas d'imposer la révolution aux campagnes, mais de l'y provoquer et de l'y susciter. Une

révolution imposée, soit par des décrets officiels, soit à main armée, n'est plus la révolution, mais le contraire de la révo |[36] lution, car elle provoque nécessairement la réaction. En même temps, les corps-francs doivent se présenter aux campagnes comme une force respectable et capable de se faire respecter ; non sans doute pour les violenter, mais pour leur ôter l'envie d'en rire et de les maltraiter, avant même de les avoir écoutés, ce qui pourrait bien arriver à des propagateurs individuels et non accompagnés d'une force respectable. Les paysans sont quelque peu grossiers, et les natures grossières se laissent facilement entraîner par le prestige et par les manifestations de la force, sauf à se révolter contre elle plus tard, |[41] si cette force leur impose des conditions trop contraires à leurs instincts et à leurs intérêts.

Voilà ce dont les corps-francs doivent bien se garder. Ils ne doivent rien imposer et tout susciter. Ce qu'ils peuvent et ce qu'ils doivent naturellement faire, c'est d'écarter, dès l'abord, tout ce qui pourrait entraver le succès de la propagande. Ainsi ils doivent commencer par casser, sans coup férir, toute l'administration communale, nécessairement infectée de bonapartisme, sinon de légitimisme ou d'orléanisme ; attaquer, expulser et, au besoin, arrêter MM. les fonctionnaires communaux, aussi bien que tous les gros propriétaires réactionnaires, et M. le curé avec eux, *pour aucune autre cause que leur connivence secrète avec les Prussiens*. La municipalité légale doit être remplacée par un comité révolutionnaire formé d'un petit nombre de paysans les plus énergiques et les plus sincèrement convertis à la révolution.

Mais avant de constituer ce comité, il faut avoir produit une conversion réelle dans les dispositions sinon de tous les paysans, au moins de la grande majorité. Il faut que cette majorité se passionne pour la révolution. Comment produire ce miracle ? Par l'intérêt. Le paysan français est cupide, dit-on ; eh

bien, il faut que sa cupidité elle-même s'intéresse à la révolution. Il faut lui offrir, et lui donner immédiatement, de grands avantages matériels.

Qu'on ne se récrie pas contre l'immoralité d'un pareil système. Par le temps qui court et en présence des exemples |37 que nous donnent tous les gracieux potentats qui tiennent en leurs mains les destinées de l'Europe, leurs gouvernements, leurs généraux, leurs ministres, leurs hauts et bas |42 fonctionnaires, et toutes les classes privilégiées, clergé, noblesse, bourgeoisie, on aurait vraiment mauvaise grâce de se révolter contre lui. Ce serait de l'hypocrisie en pure perte. Les intérêts aujourd'hui gouvernent tout, expliquent tout. Et puisque les intérêts matériels et la cupidité des paysans perdent aujourd'hui la France, pourquoi les intérêts et la cupidité des paysans ne la sauveraient-ils pas ? D'autant plus qu'ils l'ont déjà sauvée une fois, et cela en 1792.

Écoutez ce que dit à ce sujet le grand historien de la France, Michelet, que certes personne n'accusera d'être un matérialiste immoral [1] :

« Il n'y eut jamais un labour d'octobre comme celui de 91, celui où le laboureur, sérieusement averti par Varennes et par Pillnitz, songea pour la première fois, roula en esprit ses périls, et toutes les conquêtes de la Révolution qu'on voulait lui arracher. Son travail, animé d'une indignation guerrière, était déjà pour lui une campagne en esprit. Il labourait en soldat, imprimait à la charrue le pas militaire, et, touchant ses bêtes d'un plus sévère aiguillon, criait à l'une : « Hue ! la Prusse ! » à l'autre : « Va donc, Autriche ! » Le bœuf marchait comme un

1 *Histoire de la Révolution française*, par Michelet, tome III. (*Note de Bakounine.*)

cheval, le soc allait âpre et rapide, le noir sillon fumait, plein de souffle et plein de vie.

« C'est que cet homme ne supportait pas patiemment de se voir ainsi troublé *dans sa possession récente*, dans ce premier moment où la dignité humaine s'était réveillée en lui. *Libre et foulant un champ libre, s'il frappait du pied, il sentait sous lui une terre sans droit ni dîme, qui déjà était à lui ou serait à lui demain… Plus de seigneurs !* |43 Tous seigneurs ! Tous rois, chacun sur sa terre, le vieux dicton réalisé : *Pauvre homme, en sa maison, Roi est.*

|38 « En sa maison, et dehors. Est-ce que la France entière n'est pas sa maison maintenant ? »

Et plus loin, en parlant de l'effet produit sur les paysans par l'invasion de Brunswick :

« Brunswick, entré dans Verdun, s'y trouva si commodément qu'il y resta une semaine. Là, déjà, les émigrés qui entouraient le roi de Prusse commencèrent à lui rappeler les promesses qu'il avait faites. Ce prince avait dit, au départ, ces étranges paroles (Hardenberg les entendit) : « Qu'il ne se mêlerait pas du gouvernement de la France, que seulement il rendrait au roi l'autorité absolue ». Rendre au roi la royauté, les églises aux prêtres, *les propriétés aux propriétaires*, c'était toute son ambition. Et pour tous ces bienfaits, que demandait-il à la France ? Nulle cession de territoire, rien que les frais d'une guerre entreprise pour la sauver.

« Ce petit mot : *rendre les propriétés*, contenait beaucoup. Le grand propriétaire était le clergé, il s'agissait de lui restituer *un bien de quatre milliards, d'annuler les ventes qui s'en étaient faites pour un milliard* dès janvier 92, et qui depuis, en neuf mois, s'étaient énormément accrues. Que devenaient une

infinité de contrats dont cette opération avait été l'occasion directe ou indirecte ? Ce n'étaient pas seulement les acquéreurs qui étaient lésés, mais ceux qui leur prêtaient de l'argent, |44 mais les sous-acquéreurs auxquels ils avaient vendu, une foule d'autres personnes..., un grand peuple, *et véritablement attaché à la Révolution par un intérêt* **respectable** . *Ces propriétés*, détournées depuis plusieurs siècles du but des pieux fondateurs, *la Révolution les avait rappelées à leur destination véritable, la vie et l'entretien du pauvre. Elles avaient passé de la main morte à la vivante*, **des paresseux aux travailleurs** , *des abbés libertins, des chanoines ventrus, des évêques fastueux, à l'honnête laboureur. Une France nouvelle s'était faite dans ce court espace de temps*. Et ces ignorants (les émigrés) qui amenaient l'étranger ne s'en doutaient pas...

« À ces mots significatifs de restauration des prêtres, de restitution, etc., le paysan dressa l'oreille et comprit que |39 c'était toute la contre-révolution qui entrait en France, qu'une mutation immense et *des choses* et des personnes allait arriver. Tous n'avaient pas de fusils, mais ceux qui en eurent en prirent ; qui avait une fourche prit la fourche, et qui une faux, une faux. Un phénomène eut lieu sur la terre de France. Elle parut changée tout à coup au passage de l'étranger. Elle devint un désert. Les grains disparurent, et, comme si un tourbillon les eût emportés, ils s'en allèrent à l'ouest. Il ne resta sur la route qu'une chose pour l'ennemi, les raisins verts, la maladie et la mort. »

Et encore plus loin, Michelet trace ce tableau du soulèvement des paysans de la France :

« La population courait au combat d'un tel élan que l'autorité commençait à s'en effrayer et la retenait en arrière. Des masses |45 confuses, à peu près sans armes, se précipitaient vers un même point ; on ne savait comment les loger ni les

nourrir. Dans l'Est, spécialement en Lorraine, les collines, tous les postes dominants étaient devenus des camps grossièrement fortifiés d'arbres abattus, à la manière de nos vieux camps du temps de César. Vercingétorix se serait cru, à cette vue, en pleine Gaule. Les Allemands avaient fort à songer, quand ils dépassaient, laissaient derrière eux ces camps populaires. Quel serait pour eux le retour ? Qu'aurait été une déroute à travers ces masses hostiles qui, de toutes parts, comme les eaux, dans une grande fonte de neige, seraient descendues sur eux ?... Ils devaient s'en apercevoir : ce n'était pas à une armée qu'ils avaient affaire, mais bien à la France. »

Hélas ! n'est-ce pas tout le contraire de ce que nous voyons aujourd'hui ? Mais pourquoi cette même France qui, en 1792, s'était levée tout entière pour repousser l'invasion étrangère, pourquoi ne se lève-t-elle pas aujourd'hui qu'elle est menacée par un danger bien plus terrible que celui de 1792 ? Ah ! c'est qu'en 1792 elle a été électrisée par la Révolution, et qu'aujourd'hui elle est paralysée par la Réaction, protégée et représentée par son gouvernement de la soi-disant Défense nationale.

|40 Pourquoi les paysans s'étaient-ils soulevés en masse contre les Prussiens de 1792, et pourquoi |46 restent-ils non-seulement inertes, mais plutôt favorables à ces mêmes Prussiens contre cette même République, aujourd'hui ? Ah ! c'est que, pour eux, ce n'est plus la même République. La République fondée par la Convention nationale, le 22 septembre 1792, était une République éminemment populaire et révolutionnaire. Elle avait offert au peuple un intérêt immense, ou, comme dit Michelet, *respectable*. Par la confiscation en masse des biens de l'Église d'abord, et plus tard de la noblesse émigrée ou révoltée, ou soupçonnée et décapitée,

elle lui avait donné la terre, et pour rendre la restitution de cette terre à ses anciens propriétaires impossible, le peuple s'était levé en masse. — Tandis que la République actuelle, nullement populaire, mais au contraire pleine d'hostilité et de défiance contre le peuple, République d'avocats, d'impertinents doctrinaires, et bourgeoise s'il en fut, ne lui offre rien que des phrases, un surcroît d'impôts et des risques, sans la moindre compensation matérielle.

Le paysan, lui aussi, ne croit pas en cette république, mais par une autre raison que les bourgeois. Il n'y croit pas précisément parce qu'il la trouve trop bourgeoise, trop favorable aux intérêts de la bourgeoisie, et il nourrit au fond de son cœur contre les bourgeois une haine sournoise, qui, pour se manifester sous une forme différente, n'est pas moins intense que la haine des ouvriers des villes contre cette classe devenue aujourd'hui si peu respectable.

Les paysans, l'immense majorité des paysans au moins, ne l'oublions jamais, quoique devenus propriétaires en France, *n'en vivent pas moins du travail de leurs bras*. C'est là ce qui les sépare foncièrement de la classe bourgeoise, dont la plus grande majorité vit de *l'exploitation lucrative du travail des masses populaires* ; et ce qui l'unit, d'un autre côté, aux travailleurs des villes, malgré la différence de leurs positions, toute au désavantage |47 de ces derniers, et la différence d'idées, les malentendus dans les principes qui en résultent malheureusement trop souvent.

Ce qui éloigne surtout les paysans des ouvriers des villes, |41 c'est une certaine *aristocratie d'intelligence*, d'ailleurs très mal fondée, que les ouvriers ont le tort d'afficher souvent devant eux. Les ouvriers sont sans contredit plus lettrés, leur intelligence, leur savoir, leurs idées sont plus développés. Au nom de cette petite supériorité scientifique, il leur arrive

quelquefois de traiter les paysans d'en haut, de leur marquer leur dédain. Et, comme je l'ai déjà fait observer dans un autre écrit [1], les ouvriers ont grand tort, car à ce même titre, et avec beaucoup plus de raison apparente, les bourgeois, qui sont beaucoup plus savants et beaucoup plus développés que les ouvriers, auraient encore plus le droit de mépriser ces derniers. Et les bourgeois, comme on sait, ne manquent pas de s'en prévaloir.

Permettez-moi, cher ami, de répéter ici quelques pages de l'écrit que je viens de citer :

« Les paysans, ai-je dit dans cette brochure, considèrent les ouvriers des villes comme des *partageux* , et craignent que les socialistes ne viennent confisquer leur terre qu'ils aiment au-dessus de toute chose. — Que doivent donc faire les ouvriers pour vaincre cette défiance et cette animosité des paysans contre eux ? D'abord, cesser de leur témoigner leur mépris, cesser de les mépriser. Cela est nécessaire pour le salut de la révolution, car la haine des paysans constitue un immense danger. S'il n'y avait pas cette défiance et cette haine, la révolution aurait été faite depuis longtemps, car l'animosité qui existe malheureusement dans les campagnes contre les villes constitue, non-seulement en France, mais dans tous les pays, la base et la force principale |48 de la réaction. Donc, dans l'intérêt de la révolution qui doit les émanciper, les ouvriers doivent cesser au plus vite de témoigner ce mépris aux paysans. Ils le doivent par justice, car vraiment ils n'ont aucune raison pour les mépriser et pour les détester. *Les paysans ne sont pas des fainéants, ce sont de rudes travailleurs comme eux-mêmes,* seulement ils travaillent dans des conditions différentes. Voilà

1 *Lettres à un Français sur la crise actuelle.* Septembre. (*Note de Bakounine.*) — Voir ci-dessus, pages 106-115. — J. G.

tout. *En présence du bourgeois exploiteur y l'ouvrier doit se sentir le frère du paysan* .

|42 « Les paysans marcheront avec les ouvriers des villes pour le salut de la patrie aussitôt qu'ils seront convaincus *que les ouvriers des villes ne prétendent pas leur imposer leur volonté ni un ordre politique et social quelconque inventé par les villes pour la plus grande félicité des campagnes ; aussitôt qu'ils auront acquis l'assurance que les ouvriers n'ont aucunement l'intention de leur prendr e leur terre*.

« Eh bien, il est de toute nécessité aujourd'hui que les ouvriers renoncent réellement à cette prétention et à cette intention, et qu'ils y renoncent de manière à ce que les paysans le sachent et en demeurent réellement convaincus. Les ouvriers doivent y renoncer, car alors même que des prétentions pareilles seraient réalisables, elles seraient souverainement *injustes et réactionnaires* ; et maintenant que leur réalisation est devenue absolument impossible, elles ne constitueraient qu'une criminelle folie.

« De quel droit les ouvriers imposeraient-ils aux paysans une forme de gouvernement ou d'organisation quelconque ? Du droit de la révolution, dit-on. Mais la révolution n'est plus révolution, lorsqu'au lieu de provoquer la liberté dans les masses, elle suscite la réaction dans leur sein. Le moyen et la condition, sinon le but principal |49 de la révolution, c'est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition complète de l'État politique et juridique, parce que l'État, frère cadet de l'Église, comme l'a fort bien démontré Proudhon, est la consécration historique de tous les despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les asservissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction. Lorsque, au nom de la révolution, on veut faire de l'État, ne fût-ce que de

l'État provisoire, on fait de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté ; pour l'institution du privilège contre l'égalité.

« C'est clair comme le jour. Mais les ouvriers socialistes de la France, élevés dans les traditions politiques des Jacobins, n'ont jamais voulu le comprendre. Maintenant ils seront forcés de le comprendre, par bonheur pour la révolution et pour eux-mêmes. D'où leur est venue cette prétention aussi |[43] ridicule qu'arrogante, aussi injuste que funeste, d'imposer leur idéal politique et social à dix millions de paysans qui n'en veulent pas ? C'est évidemment encore un héritage bourgeois, un legs politique du révolutionnarisme bourgeois. Quel est le fondement, l'explication, la théorie de cette prétention ? C'est la supériorité prétendue ou réelle de l'intelligence, de l'instruction, en un mot de la civilisation ouvrière, sur la civilisation des campagnes. Mais savez-vous qu'avec un tel principe on peut légitimer toutes les conquêtes, consacrer toutes les oppressions ? Les bourgeois n'en ont jamais eu d'autre pour prouver leur mission de *gouverner*, ou, ce qui veut dire la même chose, d'exploiter le monde ouvrier. De nation à nation, aussi bien que d'une classe à une autre, ce principe fatal, et qui n'est autre que celui de l'autorité, explique et pose comme un droit tous les envahissements et toutes les conquêtes. Les Allemands ne s'en sont-ils pas toujours servis pour excuser tous leurs attentats |[50] contre la liberté et contre l'indépendance des peuples slaves et pour en légitimer la germanisation violente et forcée ? C'est, disent-ils, la conquête de la civilisation sur la barbarie. Prenez garde ; les Allemands commencent à s'apercevoir aussi que la civilisation germanique, protestante, est bien supérieure à la civilisation catholique représentée, en général, par les peuples de race latine, et à la civilisation française en particulier. Prenez garde qu'ils ne s'imaginent bientôt qu'ils ont la mission de vous civiliser et de vous rendre heureux, comme vous vous imaginez, vous, avoir la mission de

civiliser et d'émanciper vos compatriotes, vos frères, les paysans de la France. Pour moi, l'une et l'autre prétention sont également odieuses, et je vous déclare que, tant dans les rapports internationaux que dans les rapports d'une classe à une autre, je serai toujours du côté de ceux qu'on voudra civiliser par ce procédé. Je me révolterai avec eux contre tous ces civilisateurs arrogants, qu'ils s'appellent les ouvriers ou les Allemands, et, en me révoltant contre eux, je servirai la révolution contre la réaction.

« Mais s'il en est ainsi, dira-t-on, faut-il abandonner les paysans ignorants et superstitieux à toutes les influences et |[44] à toutes les intrigues de la réaction ? Point du tout. Il faut écraser la réaction dans les campagnes aussi bien que dans les villes ; mais il faut pour cela l'atteindre dans les faits, et ne pas lui faire la guerre à coups de décrets. Je l'ai déjà dit, on n'extirpe rien avec les décrets. Au contraire, les décrets et tous les actes de l'autorité consolident ce qu'ils veulent détruire.

« Au lieu de vouloir prendre aux paysans les terres qu'ils possèdent aujourd'hui, laissez-les suivre leur instinct naturel, et savez-vous ce qui arrivera alors ? |[51] Le paysan veut avoir à lui *toute la terre* ; il regarde le grand seigneur et le riche bourgeois, dont les vastes domaines, cultivés par des bras salariés, amoindrissent son champ, comme des étrangers et des usurpateurs. La révolution de 1789 a donné aux paysans les terres de l'Église ; *ils voudront profiter d'une autre révolution pour gagner cell es de la noblesse et de la bourgeoi sie*.

« Mais si cela arrivait, si les paysans mettaient la main sur toute la portion du sol qui ne leur appartient pas encore, n'aurait-on pas laissé renforcer par là d'une manière fâcheuse le principe de la propriété individuelle, et les paysans ne se trouveraient-ils pas plus que jamais hostiles aux ouvriers socialistes des villes ?

« Pas du tout, car, *une fois l'État aboli, la consécration juridique et politique, la garantie de la propriété par l'État, leur manquera. La propriété ne sera plus un droit, elle sera réduite à l'état d'un simple fait*.

« Alors ce sera la guerre civile, direz-vous. La propriété individuelle n'étant plus garantie par aucune autorité supérieure, politique, administrative, judiciaire et policière, et n'étant plus défendue que par la seule énergie du propriétaire, chacun voudra s'emparer du bien d'autrui, les plus forts pilleront les plus faibles.

« Il est certain que, d'abord, les choses ne se passeront pas d'une manière absolument pacifique ; il y aura des luttes ; l'*ordre public*, cette arche sainte des bourgeois, sera troublé, et les premiers faits qui résulteront d'un état de choses pareil pourront constituer ce qu'on est convenu |45 d'appeler une guerre civile. Mais aimez-vous mieux livrer la France aux Prussiens ?...

|52 « D'ailleurs, ne craignez pas que les paysans s'entredévorent ; s'ils voulaient même essayer de le faire dans le commencement, ils ne tarderaient pas à se convaincre de l'impossibilité matérielle de persister dans cette voie, et alors on peut être certain qu'ils tâcheront de s'entendre, de transiger et de s'organiser entre eux. Le besoin de manger et de nourrir leurs familles, et par conséquent la nécessité de continuer les travaux de la campagne, la nécessité de garantir leurs maisons, leurs familles et leur propre vie contre des attaques imprévues, tout cela les forcera indubitablement à entrer bientôt dans la voie des arrangements mutuels.

Et ne croyez pas non plus que dans ces arrangements amenés *en dehors de toute tutelle officielle*, par la seule force

des choses, les plus forts, les plus riches exercent une influence prédominante. La richesse des riches, n'étant plus garantie par les institutions juridiques, cessera d'être une puissance.

Les riches ne sont si influents aujourd'hui que parce que, courtisés par les fonctionnaires de l'État, ils sont spécialement protégés par l'État. Cet appui venant à leur manquer, leur puissance disparaîtra du même coup. Quant aux plus madrés, aux plus forts, ils seront annulés par la puissance collective de la masse des petits et des très petits paysans, ainsi que des prolétaires des campagnes, masse aujourd'hui réduite à la souffrance muette, mais que le mouvement révolutionnaire armera d'une irrésistible puissance.

« Je ne prétends pas, notez-le bien, que les campagnes qui se réorganiseront ainsi, de bas en haut, créeront du premier coup une organisation idéale, conforme dans tous les points à celle que nous rêvons. Ce dont je suis convaincu, c'est que ce sera une organisation vivante, et, comme telle, supérieure mille fois à ce qui existe maintenant. D'ailleurs, cette organisation nouvelle, |53 restant toujours ouverte à la propagande des villes, et ne pouvant plus être fixée et pour ainsi dire pétrifiée par la sanction juridique de l'État, pro |46 gressera librement, se développant et se perfectionnant d'une manière indéfinie, mais toujours vivante et libre, jamais décrétée ni légalisée, jusqu'à arriver à un point aussi raisonnable qu'on peut l'espérer de nos jours.

« Comme la vie et l'action spontanées, suspendues pendant des siècles par l'action absorbante de l'État, seront rendues aux communes, il est naturel que chaque commune prendra pour point de départ de son développement nouveau, non l'état intellectuel et moral dans lequel la fiction officielle la suppose, mais l'état réel de sa civilisation ; et comme le degré de civilisation réelle est très différent entre les communes de

France, aussi bien qu'entre celles de l'Europe en général, il en résultera nécessairement une grande différence de développement ; mais l'entente mutuelle, l'harmonie, l'équilibre établi d'un commun accord, remplaceront l'unité artificielle et violente des États. Il y aura une vie nouvelle et un monde nouveau...

« Vous me direz : « Mais cette agitation révolutionnaire, cette lutte intérieure qui doit naître nécessairement de la destruction des institutions politiques et juridiques, ne paralyseront-elles pas la défense nationale, et, au lieu de repousser les Prussiens, n'aura-t-on pas au contraire livré la France à l'invasion ? »

« Point du tout. L'histoire nous prouve que jamais les nations ne se montrèrent aussi puissantes au dehors, que lorsqu'elles se sentirent profondément agitées et troublées à l'intérieur, et qu'au contraire elles ne furent jamais aussi faibles que lorsqu'elles apparaissaient unies et tranquilles sous une autorité quelconque. Au fond, rien de plus naturel : la lutte, c'est la pensée active, c'est la vie, |54 et cette pensée active et vivante, c'est la force. Pour vous en convaincre, comparez entre elles quelques époques de votre propre histoire. Mettez en regard la France sortie de la Fronde, développée, aguerrie par les luttes de la Fronde, sous la jeunesse de Louis XIV, et la France de sa vieillesse, la monarchie fortement établie, unifiée, pacifiée par le *grand roi* : la première toute resplendissante de victoires, la seconde marchant de défaite en défaite à la ruine. Comparez |47 de même la France de 1792 avec la France d'aujourd'hui. Si jamais la France a été déchirée par la guerre civile, c'est bien en 1792 et 1793 ; le mouvement, la lutte, une lutte à vie et à mort se produisait sur tous les points de la République ; et pourtant la France a repoussé victorieusement l'invasion de l'Europe presque tout entière coalisée contre elle. En 1870, la France unie et pacifiée de l'empire est battue par les

armées de l'Allemagne, et se montre démoralisée au point qu'on doit trembler pour son existence. »

Ici se présente une question : La révolution de 1792 et de 1793 a pu donner aux paysans, non gratis, mais à un prix très bas, les biens nationaux, c'est-à-dire les terres de l'Église et de la noblesse émigrée, confisquées par l'État. Mais, objecte-t-on, elle n'a plus rien à donner aujourd'hui. Oh ! que si ; l'Église, les ordres religieux des deux sexes, grâce à la connivence criminelle de la monarchie légitime et du second empire surtout, ne sont-ils pas redevenus fort riches ? Il est vrai que la plus grande partie de leurs richesses a été fort prudemment mobilisée, en prévision de |55 révolutions possibles. L'Église, qui, à côté de ses préoccupations célestes, n'a jamais négligé ses intérêts matériels et s'est toujours distinguée par l'habile profondeur de ses spéculations économiques, a placé sans doute la majeure quantité de ses biens terrestres, qu'elle continue d'accroître chaque jour pour le plus grand bien des malheureux et des pauvres, dans toutes sortes d'entreprises commerciales, industrielles et banquières, tant privées que publiques, et dans les rentes de tous les pays, de sorte qu'il ne faudrait rien de moins qu'une banqueroute universelle, qui serait la conséquence inévitable d'une révolution sociale universelle, pour la priver de cette richesse qui constitue aujourd'hui le principal instrument de sa puissance, hélas ! encore par trop formidable. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'elle possède aujourd'hui, surtout dans le Midi de la France, d'immenses propriétés en terres et en bâtiments, aussi bien qu'en ornements et ustensiles du culte, de véritables trésors en argent, |48 en or et en pierres précieuses. — Eh bien ! tout cela peut et doit être confisqué, non au profit de l'État, mais par les communes.

Il y a ensuite les biens de ces milliers de propriétaires bonapartistes qui, pendant les vingt années du régime impérial, se sont distingués par leur zèle et qui ont été ostensiblement protégés par l'empire. Confisquer ces biens n'était pas seulement un droit, c'était et cela reste encore un devoir. Car le parti bonapartiste n'est point un parti ordinaire, historique, sorti organiquement et d'une manière régulière des développements successifs, religieux, politiques et économiques du pays, et fondé sur un principe national quelconque, vrai ou faux. C'est une bande de |56 se brigands, d'assassins, de voleurs, qui, s'appuyant d'un côté *sur la lâcheté réactionnaire d'une bourgeoisie tremblante devant le spectre rouge, et encore rouge elle-même du sang des ouvriers de Paris qu'elle avait versé de ses mains*, et de l'autre sur la bénédiction des prêtres et sur l'ambition criminelle des officiers supérieurs de l'armée, s'était nuitamment emparée de la France : « Une douzaine de Robert Macaires de la vie élégante, rendus solidaires par le vice et par une détresse commune, ruinés, perdus de réputation et de dettes, pour se refaire une position et une fortune, n'ont pas reculé devant un des plus affreux attentats connus dans l'histoire. Voilà en peu de mots toute la vérité sur le coup d'État de décembre. Les brigands ont triomphé. Ils règnent depuis dix-huit ans sans partage sur le plus beau pays de l'Europe, et que l'Europe considère avec beaucoup de raison comme le centre du monde civilisé. *Ils ont créé une France officielle à leur image*. Ils ont gardé à peu près intacte l'apparence des institutions et des choses, mais ils en ont bouleversé le fond en le ravalant au niveau de leurs mœurs et de leur propre esprit. Tous les anciens mots sont restés. On y parle comme toujours de liberté, de justice, de dignité, de droit, de civilisation et d'humanité ; mais le sens de ces mots s'est complètement transformé dans leur bouche, chaque parole signi |49 fiant en réalité tout le contraire de ce qu'elle semble vouloir exprimer : on dirait une société de

bandits qui, par une ironie sanglante, ferait usage des plus honnêtes expressions pour discuter les desseins et les actes les plus pervers. N'est-ce pas encore aujourd'hui le caractère de la France impériale ? — Y a-t-il quelque chose |57 de plus dégoûtant, de plus vil, par exemple, que le Sénat impérial, composé, aux termes de la constitution, *de toutes les illustrations du pays* ? N'est-ce pas, à la connaissance de tout le monde, la maison des invalides de tous les complices du crime, de tous les décembristes repus ? Sait-on quelque chose de plus déshonoré que la justice de l'empire, que tous ces tribunaux et ces magistrats qui ne connaissent d'autre devoir que de soutenir dans toutes les occasions et quand même l'iniquité des créatures de l'empire [1] ?»

Voilà ce qu'au mois de mars, alors que l'empire était encore florissant, écrivait un de mes plus intimes amis [2]. Ce qu'il disait des sénateurs et des juges était également applicable à toute la gent officielle et officieuse, aux fonctionnaires militaires et civils, communaux, et départementaux, à tous les électeurs dévoués ainsi qu'à tous les députés bonapartistes. La bande de brigands, d'abord pas trop nombreuse, mais grossissant chaque année davantage, attirant dans son sein, par le lucre, tous les éléments pervertis et pourris, puis les y retenant par la solidarité de l'infamie et du crime, avait fini par couvrir toute la France, l'enlaçant de ses anneaux, comme un immense reptile.

Voilà ce qu'on appelle le parti bonapartiste. S'il y eut jamais un parti criminel et fatal à la France, ce fut celui-là. Il n'a pas seulement violé sa liberté, |58 dégradé son caractère, corrompu sa conscience, avili son intelligence, déshonoré son

1 *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg*, complainte patriotique d'un Suisse humilié et désespéré. Neuchâtel, 1870. (*Note de Bakounine.*) — Voir ci-dessus, p. 22. — J G.

2 Bakounine lui-même. — J. G.

nom ; il a détruit, par un pillage effréné, exercé pendant dix-huit ans de suite, sa fortune et ses forces, puis l'a livrée, désorganisée, à la conquête des Prussiens. Au |50 jourd'hui encore, alors qu'on aurait dû le croire déchiré de remords, mort de honte, anéanti sous le poids de son infamie, écrasé par le mépris universel, après quelques jours d'inaction apparente et de silence, il relève la tête, il ose parler de nouveau, et il conspire ouvertement contre la France, en faveur de l'infâme Bonaparte, désormais l'allié et le protégé des Prussiens.

Ce silence et cette inaction de courte durée avaient été causés non par le repentir, mais uniquement par la peur atroce que lui avait causée la première explosion de l'indignation populaire. Dans les premiers jours de septembre, les bonapartistes avaient cru à une révolution, et, sachant fort bien qu'il n'y a point de punition qu'ils n'eussent méritée, ils s'enfuirent et se cachèrent comme des lâches, tremblant devant la juste colère du peuple. Ils savaient que la révolution, elle, n'aime pas les phrases, et qu'une fois qu'elle se réveille et agit, elle n'y va jamais de main morte. Les bonapartistes se crurent donc politiquement anéantis, et, pendant les premiers jours qui suivirent la proclamation de la République, ils ne songèrent qu'à mettre en lieu sûr leurs richesses accumulées par le vol et leurs chères personnes.

Ils furent agréablement surpris de voir qu'ils pouvaient effectuer l'un et l'autre sans la moindre difficulté et sans le moindre danger. Comme en février et mars 1848, les doctrinaires bourgeois et les avocats qui se trouvent aujourd'hui à la tête du nouveau gouvernement provisoire de la République, au lieu de prendre des mesures de salut, firent des phrases. Ignorants de la pratique révolutionnaire et de la situation réelle de la France, tout aussi bien que leurs prédécesseurs, ayant comme eux la Révolution en horreur, MM. Gambetta |59 et C^ie^ voulurent étonner le monde par une générosité chevaleresque et

qui fut non seulement intempestive, mais criminelle ; qui constitua une vraie trahison contre la France, puisqu'elle rendit la confiance et les armes à son ennemi le plus dangereux, à la bande des bonapartistes.

Animé par ce désir vaniteux, par cette phrase, le gouvernement de la Défense nationale prit donc toutes les mesures |[51] nécessaires, et, cette fois, même les plus énergiques, pour que MM. les brigands, les pillards et les voleurs bonapartistes pussent tranquillement quitter Paris et la France, emportant avec eux toute leur fortune mobilisable et laissant sous sa protection toute spéciale leurs maisons et leurs terres qu'ils ne pouvaient emporter avec eux. Il poussa même sa sollicitude étonnante pour cette bande d'assassins de la France au point de risquer toute sa popularité en les protégeant contre la trop légitime indignation et la défiance populaires. Notamment, dans plusieurs villes de province, le peuple, qui n'entend rien à cette exhibition ridicule d'une générosité si mal placée, et qui, lorsqu'il se lève pour agir, marche toujours droit à son but, avait arrêté quelques hauts fonctionnaires de l'empire qui s'étaient spécialement distingués par l'infamie et par la cruauté de leurs actes tant officiels que privés. À peine le gouvernement de la Défense nationale, et principalement M. Gambetta comme ministre de l'intérieur, en eut-il connaissance, que — se prévalant de ce pouvoir dictatorial qu'il croit avoir reçu du peuple de Paris, et dont, par une contradiction singulière, il ne croit devoir faire usage que contre le peuple des provinces, mais non dans ses rapports diplomatiques avec l'envahisseur étranger — il s'empressa d'ordonner de la manière la plus hautaine et la plus péremptoire de remettre immédiatement tous ces coquins en pleine liberté.

Vous vous rappelez sans doute, cher ami, les |[60] scènes qui se sont passées dans la seconde moitié de septembre, à Lyon,

par suite de la mise en liberté de l'ancien préfet, du procureur général et des sergents de ville de l'empire. Cette mesure, ordonnée directement par M. Gambetta, et exécutée avec zèle et bonheur par M. Andrieux, procureur de la République, assisté par le conseil municipal, avait d'autant plus révolté le peuple de Lyon, qu'à cette heure même se trouvaient, dans les forts de cette ville, beaucoup de soldats emprisonnés, mis aux fers, pour le seul crime d'avoir manifesté hautement leur sympathie pour la République, et dont le peuple, depuis plusieurs jours, réclamait vainement la délivrance.

|[52] Je reviendrai sur cet incident, qui fut la première manifestation de la scission qui devait nécessairement se produire entre le peuple de Lyon et les autorités républicaines, tant municipales, électives, que nommées par le gouvernement de la Défense nationale. Je me bornerai maintenant, cher ami, à vous faire observer la contradiction plus qu'étrange qui existe entre l'indulgence extrême, excessive, je dirai plus, impardonnable de ce gouvernement pour des gens qui ont ruiné, déshonoré et trahi le pays, et qui continuent de le trahir encore aujourd'hui, et la sévérité draconienne dont il use vis-à-vis des républicains, plus républicains et infiniment plus révolutionnaires que lui. On dirait que le pouvoir dictatorial lui a été donné non par la révolution, mais par la réaction, pour sévir contre la révolution, et que ce n'est que pour continuer la mascarade de l'empire qu'il se donne le nom de gouvernement républicain.

On dirait qu'il n'a délivré et renvoyé des prisons les serviteurs les plus zélés et les plus compromis de Napoléon III, que pour faire place aux républicains. Vous avez été le témoin et en partie aussi la victime de l'empressement et de la brutalité qu'ils ont mis à les persécuter, à les pourchasser, à les arrêter et à les emprisonner. Ils ne se sont pas contentés de cette persécution |[61] *officielle et légale*, ils ont eu recours à la plus

infâme calomnie. Ils ont osé dire que ces hommes, qui, au milieu du mensonge officiel survivant à l'empire et qui continue de ruiner les dernières espérances de la France, ont osé dire la vérité, toute la vérité au peuple, étaient des agents payés par les Prussiens.

Ils délivrent les Prussiens de l'intérieur, notoires, avérés, les bonapartistes, car qui peut mettre en doute maintenant l'alliance ostensible de Bismarck avec les partisans de Napoléon III ? Ils font eux-mêmes les affaires de l'invasion étrangère ; au nom de je ne sais quelle légalité ridicule et d'une direction gouvernementale qui n'existe que dans leurs phrases et sur le papier, ils paralysent partout le mouvement populaire, le soulèvement, l'armement et l'organisation spontanés des communes, qui, dans les circonstances terribles où se trouve le pays, peuvent seuls sauver la France ; et par là |[53] même eux, les Défenseurs nationaux, ils la livrent infailliblement aux Prussiens. Et non contents d'arrêter les hommes franchement révolutionnaires, pour le seul crime d'avoir osé dénoncer leur incapacité, leur impuissance et leur mauvaise foi, et d'avoir montré les seuls moyens de salut pour la France, ils se permettent encore de leur jeter à la face ce sale nom de Prussiens ! Ah ! que Proudhon avait raison lorsqu'il disait (permettez-moi de vous citer tout ce passage, il est trop beau et trop vrai pour qu'on puisse en retrancher un seul mot) :

«Hélas ! on n'est jamais trahi que par les siens. En 1848 comme en 1793, la Révolution eut pour enrayeurs ceux-là |[62] même qui la représentaient. Notre républicanisme n'est toujours, comme le vieux jacobinisme, *qu'une humeur bourgeoise*, sans principe et sans plan, *qui veut et ne veut pas* ; qui toujours gronde, soupçonne et n'en est pas moins dupe ; *qui ne voit partout, hors de la coterie, que des factieux et des anarchistes* ; qui, furetant les archives de la police, ne sait y découvrir que les faiblesses, vraies ou supposées, des patriotes ;

qui interdit le culte de Châtel et fait chanter des messes par l'archevêque de Paris ; *qui, sur toutes les questions, esquive le mot propre, de peur de se compromettre, se réserve sur tout, ne décide jamais rien, se méfie des raisons claires et des positions nettes*. N'est-ce pas là, encore une fois, Robespierre, le parleur sans initiative, trouvant à Danton trop de virilité, *blâmant les hardiesses généreuses dont il se sent* incapable, s'abstenant au 10 août (comme M. Gambetta et C^ie^ jusqu'au 4 septembre), n'approuvant ni ne désapprouvant les massacres de septembre (comme ces mêmes citoyens, la proclamation de la république par le peuple de Paris), votant la constitution de 93 et son ajournement à la paix ; flétrissant la fête de la *Raison* et faisant celle de l'*Être suprême* ; poursuivant Carrier et appuyant Fouquier-Tinville ; donnant le baiser de paix à Camille Desmoulins dans la matinée et le faisant arrêter dans la |63 nuit ; proposant l'abolition de la peine de mort et rédigeant la loi du 22 prairial ; enchérissant tour à tour sur Sieyès, sur Mirabeau, sur Barnave, sur Pétion, sur Danton, sur Marat, sur Hébert, puis faisant guillo |54 tiner et proscrire, l'un après l'autre, Hébert, Danton, Pétion, Barnave, le premier comme anarchiste, le second comme indulgent, le troisième comme fédéraliste, le quatrième comme constitutionnel ; *n'ayant d'estime que pour la bourgeoisie gouvernemental e* et le clergé réfractaire ; *jetant le discrédit sur la révolution*, tantôt à propos du serment ecclésiastique, tantôt à l'occasion des assignats ; n'épargnant que ceux à qui le silence ou le suicide assurent un refuge, *et succombant enfin le jour où, resté presque seul avec les hommes du juste milieu, il essaie d'enchaîner à son profit, et de connivence avec e ux, Révol ution* [1]. »

Ah ! oui, ce qui distingue tous ces républicains ourgeois, vrais disciples de Robespierre, c'est leur amour de l'autorité de l'État quand même et la haine de la Révolution. Cette haine et cet amour, ils l'ont en commun avec les monarchistes de toutes

1 Proudhon, *Idée générale de la Révolution*. (*Note de Bakounine.*)

les couleurs, voire même avec les bonapartistes, et c'est cette identité de sentiments, cette connivence instinctive et secrète, qui les rendent précisément si indulgents et si singulièrement généreux pour les serviteurs les plus criminels de Napoléon III. Ils reconnaissent que parmi les hommes d'État de l'empire, il en est de bien criminels, |64 et que tous ont fait à la France un mal énorme et à peine réparable. Mais après tout, c'étaient des hommes d'État ; les commissaires de police, ces mouchards patentés et décorés, qui dénoncèrent constamment aux persécutions impériales tout ce qui restait d'honnête en France, les sergents de ville eux-mêmes, ces assommeurs privilégiés du public, n'étaient-ils pas après tout des serviteurs de l'État ? Et entre hommes d'État on se doit des égards, car les républicains officiels et bourgeois sont des hommes d'État avant tout, et ils en voudraient beaucoup à celui qui se permettrait d'en douter. Lisez tous leurs discours, ceux de M. Gambetta surtout. Vous y trouverez dans chaque mot cette préoccupation constante de l'État, cette prétention ridicule et naïve de se poser en homme d'État.

Il ne faut jamais le perdre de vue, car cela explique tout ; |55 et leur indulgence pour les brigands de l'empire, et leurs sévérités contre les républicains révolutionnaires. Monarchiste ou républicain, un homme d'État ne peut faire autrement que d'avoir la Révolution et les révolutionnaires en horreur ; car la Révolution, c'est le renversement de l'État, les révolutionnaires sont les destructeurs de l'ordre bourgeois, de l'ordre public.

Croyez-vous que j'exagère ? Je vous le prouverai par des faits.

Ces mêmes républicains bourgeois qui, en février et en mars 1848, avaient applaudi à la générosité du gouvernement provisoire qui avait protégé la fuite de Louis-Philippe et de tous les ministres, et qui, après avoir aboli la peine de mort pour

cause politique, avait pris la résolution magnanime de ne poursuivre aucun fonctionnaire public pour des méfaits commis sous le régime précédent ; ces mêmes républicains bourgeois, |65 — y compris M. Jules Favre sans doute, l'un des représentants les plus fanatiques, comme on sait, de la réaction bourgeoise en 1848 dans la Constituante et en 1849 dans l'Assemblée législative, et aujourd'hui membre du gouvernement de la Défense nationale et représentant de la France républicaine à l'extérieur, — ces mêmes républicains bourgeois, qu'ont-ils dit, décrété et fait en Juin ? Ont-ils usé de la même mansuétude envers les masses ouvrières, poussées à l'insurrection par la faim ?

M. Louis Blanc, qui est un homme d'État aussi, mais un homme d'État socialiste, vous répondra [1] :

« Quinze mille citoyens furent arrêtés après les événements de Juin, et quatre mille trois cent quarante-huit frappés de la transportation sans jugement, *par mesure de sûreté générale*. Pendant deux ans, ils demandèrent des juges : on leur envoya des commissions de *clémence*, et les mises en liberté furent aussi arbitraires que leurs arrestations. Croirait-on qu'un homme se soit trouvé qui ait osé prononcer devant une Assemblée, en plein dix-neuvième siècle, les paroles que voici : « Il serait impossible de mettre en jugement les transportés de Belle-Isle, contre beaucoup d'entre eux il n'existe pas de preuves matérielles ». |56 Et comme, selon l'affirmation de cet homme, qui était Baroche (le Baroche de l'empire, et en 1848 le complice de Jules Favre, et de bien d'autres républicains avec lui, dans le crime commis en Juin contre les ouvriers), — *il n'existait pas de preuves matérielles* qui donnassent d'avance la certitude que le jugement aboutirait à une condamnation, on condamna quatre cent soixante-huit proscrits des pontons, sans

1 *Histoire de la Révolution de 1848*, par Louis Blanc, tome II, (*Note de Bakounine.*)

les juger, à être transportés en Algérie. Parmi eux figurait Lagarde, ex-président des délégués du Luxembourg. Il écrivit de Brest, aux |66 ouvriers de Paris, l'admirable et poignante lettre que voici :

« Frères, — Celui qui, par suite des événements de février 1848, fut appelé à l'insigne honneur de marcher à votre tête ; celui qui, depuis dix-neuf mois, souffre en silence, loin de sa nombreuse famille, les tortures de la plus monstrueuse captivité ; celui, enfin, qui vient d'être condamné, *sans jugement*, à dix années de travaux forcés sur la terre étrangère, et cela, en vertu d'une *loi rétroactive, d'une loi conçue, votée et promulguée sous l'inspiration de la haine et de la peur* (par des républicains bourgeois) ; celui-là, dis-je, n'a pas voulu quitter le sol de la mère-patrie, sans connaître les motifs sur lesquels un ministre audacieux a osé échafauder la plus terrible des proscriptions.

« En conséquence, il s'est adressé au commandant du ponton *la Guerrière*, lequel lui a donné communication de ce qui suit, textuellement extrait des notes jointes à son dossier :

« *Lagarde, délégué du Luxembourg*, homme d'une probité incontestable, homme *très paisible*, instruit, généralement aimé, et, par cela même, *très dangereux* pour la propagande. »

« Je ne livre que ce fait à l'appréciation de mes concitoyens, convaincu que leur conscience saura bien juger qui, des bourreaux ou de la victime, mérite le plus leur compassion.

|67 « Quant à vous, frères, permettez-moi de vous dire : Je pars, mais je ne suis pas vaincu, sachez-le bien ! Je pars, mais je ne vous dis pas adieu.

« Non, frères, je ne vous dis pas adieu. Je crois au bon sens du peuple ; j'ai foi dans la sainteté de la cause à la |57 quelle j'ai voué toutes mes facultés intellectuelles ; j'ai foi en la République, parce qu'elle est impérissable comme le monde. C'est pourquoi je vous dis au revoir, et surtout *union et clémence* !

« Vive la République !

« En rade de Brest, ponton *la Guerrière*.

«LAGARDE,

Ex-président des délégués du Luxembourg. »

Qu'y a-t-il de plus éloquent que ces faits ! Et n'a-t-on pas eu mille fois raison de dire et de répéter que la réaction bourgeoise de Juin, cruelle, sanglante, horrible, cynique, éhontée, a été la vraie mère du coup d'État de Décembre. Le principe était le même, la cruauté impériale n'a été que l'imitation de la cruauté bourgeoise, n'ayant renchéri seulement que sur le nombre des victimes déportées et tuées. Quant aux tués, ce n'est pas même encore certain, car le massacre de Juin, les exécutions sommaires faites par les gardes nationales bourgeoises sur les ouvriers désarmés, sans aucun jugement préalable, et non pas le jour même, mais le lendemain de la victoire, ont été horribles. Quant au nombre des déportés, la différence est notable. Les républicains bourgeois avaient arrêté quinze mille et transporté quatre mille trois cent quarante-huit ouvriers. Les brigands de Décembre |68 ont arrêté à leur tour près de vingt-six mille citoyens et transporté à peu près la moitié, treize mille citoyens à peu près. Évidemment de 1848 à 1851, il y a eu progrès, mais seulement dans la quantité, non dans la qualité. Quant à la qualité, c'est-à-dire au principe, on doit reconnaître que les brigands de Napoléon III ont été beaucoup plus excusables que les républicains bourgeois de 1848. Ils étaient des brigands, des sicaires d'un despote ; donc en assassinant des républicains dévoués, ils faisaient leur métier ; et on peut même dire qu'en déportant la moitié de leurs prisonniers, en ne les assassinant pas tous à la fois, ils avaient fait en quelque sorte acte de générosité ; tandis que les républicains bourgeois, en déportant sans aucun jugement, et

par mesure de sûreté générale, quatre mille trois cent quarante-huit citoyens, |[58] ont foulé aux pieds leur conscience, craché à la face de leur propre principe, et en préparant, en *légitimant* le coup d'État de Décembre, ils ont assassiné la République.

Oui, je le dis ouvertement, à mes yeux et devant ma conscience, les Morny, les Baroche, les Persigny, les Fleury, les Piétriet tous leurs compagnons de la sanglante orgie impériale, sont beaucoup moins coupables que M. Jules Favre, aujourd'hui membre du gouvernement de la Défense nationale, moins coupables que tous les autres républicains bourgeois qui, dans l'Assemblée constituante et dans l'Assemblée législative, de 1848 à décembre 1851, ont voté avec lui. Ne serait-ce pas aussi le sentiment de cette culpabilité et de cette solidarité criminelle avec les bonapartistes, qui les rend aujourd'hui si indulgents et si généreux pour ces derniers ?

Il est un autre fait digne d'observation et de méditation. Excepté Proudhon et M. Louis Blanc, |[69] presque tous les historiens de la Révolution de 1848 et du coup d'État de Décembre, aussi bien que les plus grands écrivains du radicalisme bourgeois, les Victor Hugo, les Quinet, etc., ont beaucoup parlé du crime et des criminels de Décembre, mais ils n'ont jamais daigné s'arrêter sur le crime et sur les criminels de Juin [1] ! Et pourtant il est si évident que Décembre ne fut autre

1 Ils ne pouvaient qualifier de « crime » la répression de l'insurrection de Juin et de « criminels » ceux qui s'étaient employés à cette œuvre sanglante, puisqu'ils furent eux-mêmes du nombre des exécuteurs. Victor Hugo fut « un des soixante représentants envoyés par la Constituante pour réprimer l'insurrection et diriger les colonnes d'attaque », et, le 25 juin, « il faisait face à l'insurrection d'ans une des rues voisines [de la place des Vosges] ». (V. Hugo, *Actes et paroles, depuis l'exil.*) Quant à Quinet, il a dit : « Colonel de la onzième légion, chargé de la garde de l'Assemblée, je l'ai couverte. *Les bonapartistes étaient au fond de l'insurrection (sic)* ; moi, je défendais la

chose que la conséquence fatale et la répétition en grand de Juin !

Pourquoi ce silence sur Juin ? Est-ce parce que les criminels de Juin étaient des républicains bourgeois, dont les écrivains ci-dessus nommés ont été, moralement, plus ou moins complices ? Complices de leur principe et nécessairement alors les complices indirects de leur fait ? Cette raison est probable. Mais il en est une autre encore, qui est certaine : Le crime de Juin n'a frappé que des ouvriers, des socialistes révolutionnaires, par conséquent des *étrangers* à la classe et des ennemis naturels du principe que représentent tous ces écrivains honorables. Tandis que le crime de Décembre a atteint et déporté des milliers de républicains bourgeois, leurs frères au point de vue social, leurs coreligionnaires au point de vue politique. Et d'ailleurs ils en ont |[59] été eux-mêmes tous plus ou moins les victimes. De là leur extrême sensibilité pour Décembre et leur indifférence pour Juin.

Règle générale : Un bourgeois, quelque républicain rouge qu'il soit, sera beaucoup plus vivement affecté, ému et frappé par une mésaventure dont un autre bourgeois sera victime, ce bourgeois fût-il même un impérialiste enragé, que du malheur d'un ouvrier, d'un homme du peuple. Dans cette différence, il y a sans doute une grande injustice, mais cette injustice n'est point préméditée, |[70] elle est instinctive. Elle provient de ce que les conditions et les habitudes de la vie, qui exercent sur les hommes une influence toujours plus puissante que leurs idées et leurs convictions politiques, ces conditions et ces habitudes, cette manière spéciale d'exister, de se développer, de penser et d'agir, tous ces rapports sociaux si multiples et en même temps si régulièrement convergents au même but, qui constituent la

---

République... Peut-être Louis Bonaparte serait-il arrivé porté sur le pavois, si l'insurrection de Juin eût triomphé. » (*Edgar Quinet avant l'exil.*) — J. G.

vie bourgeoise, le monde bourgeois, établissent entre les hommes qui appartiennent à ce monde, quelle que soit la différence de leurs opinions politiques, une solidarité infiniment plus réelle, plus profonde, plus puissante, et surtout plus sincère, que celle qui pourrait s'établir entre des bourgeois et des ouvriers, par suite d'une communauté plus ou moins grande de convictions et d'idées.

La vie domine la pensée et détermine la volonté. Voilà une vérité que l'on ne doit jamais perdre de vue, quand on veut comprendre quelque chose aux phénomènes politiques et sociaux. Si l'on veut donc établir entre les hommes une sincère et complète communauté de pensées et de volonté, il faut les fonder sur les mêmes conditions de la vie, sur la communauté des intérêts. Et comme il y a, par les conditions même de leur existence respective, entre le monde bourgeois et le monde ouvrier un abîme, l'un étant le monde exploitant, l'autre le monde exploité et victime, j'en conclus que si un homme, né et élevé dans le milieu bourgeois, veut devenir, sincèrement et sans phrases, l'ami et le frère des ouvriers, il doit renoncer à toutes les conditions de son existence passée, à toutes ses habitudes bourgeoises, rompre tous ses |[60] rapports de sentiment, de vanité et d'esprit avec le monde bourgeois, et, tournant le dos à ce monde, devenant son ennemi et lui déclarant une guerre irréconciliable, se jeter entièrement, sans restriction ni réserve, dans le monde ouvrier.

S'il ne trouve pas en lui une passion de justice suffisante pour lui inspirer cette résolution et ce courage, qu'il ne se trompe pas lui-même et qu'il ne trompe pas les ouvriers ; il ne deviendra jamais leur |[71] ami. Ses pensées abstraites, ses rêves de justice, pourront bien l'entraîner dans les moments de réflexion, de théorie et de calme, alors que rien ne bouge à l'extérieur, du côté du monde exploité. Mais que vienne un moment de grande crise sociale, alors que ces deux mondes

irréconciliablement opposés se rencontrent dans une lutte suprême, et toutes les attaches de sa vie le rejetteront inévitablement dans le monde exploiteur. C'est ce qui est précédemment arrivé à beaucoup de nos ci-devant amis, et c'est ce qui arrivera toujours à tous les républicains et socialistes bourgeois.

Les haines sociales, comme les haines religieuses, sont beaucoup plus intenses, plus profondes que les haines politiques. Voilà l'explication de l'indulgence de vos démocrates bourgeois pour les bonapartistes et de leur sévérité excessive contre les révolutionnaires socialistes. Ils détestent beaucoup moins les premiers que les derniers ; ce qui a pour conséquence nécessaire de les unir avec les bonapartistes dans une commune réaction [1].

Les bonapartistes, d'abord excessivement effrayés, s'aperçurent bientôt qu'ils avaient dans le gouvernement de la Défense nationale et dans tout ce monde quasi-républicain et officiel nouveau, improvisé par ce gouvernement, des alliés puissants. Ils ont dû s'étonner et se réjouir beaucoup — eux qui, à défaut d'autres qualités, ont au moins celle d'être des hommes réellement pratiques et de vouloir les moyens qui conduisent à leur but — de voir que ce gouvernement, non content de respecter leurs personnes et de les laisser jouir en pleine liberté du fruit de leur rapine, avait |[61] conservé, dans toute l'administration militaire, juridique et civile de la nouvelle République, les vieux fonctionnaires de l'empire, se contentant seulement de remplacer les préfets et les sous-préfets, les procureurs généraux et les procureurs de la République, mais

1 Jusqu'ici Bakounine a conservé à son écrit le caractère d'une lettre, adressée personnellement à un correspondant. À partir de l'alinéa qui suit, il abandonne la forme épistolaire. — J. G.

laissant tous les bureaux des préfectures, aussi bien que des ministères eux-mêmes, remplis de bonapartistes, et l'immense majorité des communes de France sous le joug corrupteur des municipalités nommées par le gouvernement de Napoléon III, de ces mêmes municipalités qui ont fait le dernier plébiscite et qui, sous le ministère Palikao et sous la direction jésuitique de Chevreau, ont fait, dans les campagnes, une si atroce propagande en faveur de l'infâme.

Ils durent rire beaucoup de cette niaiserie vraiment |$_{72}$ inconcevable de la part des hommes d'esprit qui composent le gouvernement provisoire actuel, d'avoir pu espérer que du moment qu'eux, républicains, s'étaient mis à la tête du pouvoir, toute cette administration bonapartiste deviendrait républicaine aussi. Les bonapartistes agirent bien autrement en Décembre. Leur premier soin fut de briser et d'expulser jusqu'au moindre petit fonctionnaire qui n'avait pas voulu se laisser corrompre, de chasser toute l'administration républicaine , et de placer dans toutes les fonctions, depuis les plus hautes jusqu'aux plus inférieures et minimes, des créatures de la bande bonapartiste. Quant aux républicains et aux révolutionnaires, ils déportèrent et emprisonnèrent en masse les derniers, et expulsèrent de France les premiers, ne laissant dans l'intérieur du pays que les plus inoffensifs, les moins résolus, les moins convaincus, les plus bêtes, ou bien ceux qui, d'une manière ou d'une autre, avaient consenti à se vendre. C'est ainsi qu'ils parvinrent à s'emparer du pays et à le malmener, sans aucune résistance de sa part, pendant plus de vingt ans ; puisque, comme je l'ai déjà observé, le bonapartisme date de Juin et non de Décembre, et que M. Jules Favre et ses amis, républicains bourgeois des Assemblées constituante et législative, en ont été les vrais fondateurs.

Il faut être juste pour tout le monde, même pour les bonapartistes. Ce sont des coquins, il est vrai, mais des coquins

|[62] très pratiques. Ils ont eu, je le répète encore, la connaissance et la volonté des moyens qui conduisaient à leur but, et sous ce rapport ils se sont montrés infiniment supérieurs aux républicains qui se donnent les airs de gouverner la France aujourd'hui. À cette heure même, après leur défaite, ils se montrent supérieurs et beaucoup plus puissants que tous ces républicains officiels qui ont pris leurs places. Ce ne sont pas les républicains, ce sont eux qui gouvernent la France encore aujourd'hui. Rassurés par la générosité du gouvernement de la Défense nationale, consolés de voir régner partout, au lieu de cette Révolution qu'ils redoutent, la Réaction gouvernementale, retrouvant, dans toutes les parties de l'administration de la République, leurs vieux amis, leurs complices, irrévocablement |[73] à eux enchaînés par cette *solidarité de l'infamie et du crime*, dont j'ai déjà parlé et sur laquelle je reviendrai encore plus tard, et conservant en leurs mains un instrument terrible, toute cette immense richesse qu'ils ont accumulée par vingt ans d'horrible pillage, les bonapartistes ont décidément relevé la tête.

Leur action occulte et puissante, mille fois plus puissante que celle du roi d'Yvetot collectif qui gouverne à Tours, se sent partout. Leurs journaux, la *Patrie*, le *Constitutionnel*, le *Pays*, le *Peuple* de M. Duvernois, la *Liberté* de M. Émile de Girardin, et bien d'autres encore, continuent de paraître. Ils trahissent le gouvernement de la République, et parlent ouvertement, sans crainte ni vergogne, comme s'ils n'avaient pas été les traîtres salariés, les corrupteurs, les vendeurs, les ensevelisseurs de la France. M. Émile de Girardin, qui s'était enroué pendant les premiers jours de septembre, a retrouvé sa voix, son cynisme et son incomparable faconde. Comme en 1848, il propose généreusement au gouvernement de la République « une idée par jour ». Rien ne le trouble, rien ne l'étonne ; du moment qu'il est entendu qu'on ne touchera ni à sa personne, ni à sa poche, il est rassuré et se sent de nouveau maître de son terrain : « Établissez seulement la République, écrit-il, et vous verrez les

belles réformes politiques, économiques, philosophiques que je vous proposerai ». Les journaux de l'empire refont ouvertement |[63] la réaction au profit de l'empire. Les organes du jésuitisme recommencent à parler des bienfaits de la religion.

L'intrigue bonapartiste ne se borne pas à cette propagande par la presse. Elle est devenue toute-puissante dans les campagnes et dans les villes aussi. Dans les campagnes, soutenue par une foule de grands et de moyens propriétaires bonapartistes, par MM. les curés et par toutes ces anciennes municipalités de l'empire, tendrement conservées et protégées par le gouvernement de la République, elle prêche plus passionnément que jamais la haine de la République et l'amour de l'empire. Elle détourne les paysans de toute participation à la Défense nationale, et leur conseille, au contraire, |[74] de bien accueillir les Prussiens, ces nouveaux alliés de l'empereur. Dans les villes, appuyés par les bureaux des préfectures et des sous-préfectures, sinon par les préfets et les sous-préfets eux-mêmes, par les juges de l'empire, sinon par les avocats généraux et par les procureurs de la République, par les généraux et presque tous les officiers supérieurs de l'armée, sinon par les soldats qui sont patriotes, mais qui sont enchaînés par la vieille discipline ; appuyés aussi par la grande partie des municipalités, et par l'immense majorité des grands et petits commerçants, industriels, propriétaires et boutiquiers; appuyés même par cette foule de républicains bourgeois, modérés, timorés, anti-révolutionnaires quand même, et qui, ne trouvant de l'énergie que contre le peuple, font les affaires du bonapartisme sans le savoir et sans le vouloir ; soutenus par tous ces éléments de la réaction inconsciente et consciente, les bonapartistes paralysent tout ce qui est mouvement, action spontanée et organisation des forces populaires, et par là même livrent incontestablement les villes aussi bien que les campagnes aux Prussiens et par les Prussiens au chef de leur bande, à l'empereur. Enfin que dirai-je ? ils livrent aux Prussiens les forteresses et les armées de la

France, preuve les capitulations infâmes de Sedan, de Strasbourg et de Rouen [1]. — Ils tuent la France.

Le gouvernement de la Défense nationale devait-il et |[64] pouvait-il le souffrir ? Il me semble qu'à cette question il ne peut exister qu'une réponse : Non, mille fois non. Son premier, son plus grand devoir, au point de vue du salut de la France, c'était d'extirper jusque dans sa racine la conspiration et l'action malfaisante des bonapartistes. Mais comment l'extirper ? Il n'y avait qu'un seul moyen : c'était de les faire arrêter et emprisonner d'abord tous, en masse, à Paris et dans les provinces, à commencer par l'impératrice Eugénie et sa cour, tous les hauts fonctionnaires militaires et civils, sénateurs, conseillers d'État, députés bonapartistes, |[75] généraux, colonels, capitaines au besoin, archevêques et évêques, préfets, sous-préfets, maires, juges de paix, tout le corps administratif et judiciaire, sans oublier la police, tous les propriétaires notoirement dévoués à l'empire, tout ce qui constitue en un mot la bande bonapartiste.

Cette arrestation en masse était-elle possible ? Rien n'était plus facile. Le gouvernement de la Défense nationale et ses délégués dans les provinces n'avaient qu'à faire un signe, tout en recommandant aux populations de ne maltraiter personne, et on pouvait être certain qu'en peu de jours, sans beaucoup de violence et sans aucune effusion de sang, l'immense majorité des bonapartistes, surtout tous les hommes riches, influents et notables de ce parti, sur toute la surface de la France, auraient été arrêtés et emprisonnés. Les populations des départements n'en avaient- elles pas arrêté beaucoup de leur propre

1 Les mots « de Rouen » ne sont pas dans le manuscrit ; ils ont été ajoutés sur l'épreuve. Rouen fut occupé par les Prussiens le 8 décembre 1870. — J. G.

mouvement dans la première moitié de septembre, et, remarquez-le bien, sans faire de mal à aucun, de la manière la plus polie et la plus humaine du monde ?

La cruauté et la brutalité ne sont plus dans les mœurs du peuple français, surtout ils ne sont plus dans les mœurs du prolétariat des villes de la France. S'il en reste quelques vestiges, il faut les chercher en partie chez les paysans, mais surtout dans la classe aussi stupide que nombreuse des boutiquiers. Ah ! ceux-là sont vraiment féroces [1]! Ils l'ont prouvé en Juin 1848 , et

---

1 Voici en quels termes M. Louis Blanc décrit le lendemain de la victoire remportée en Juin par les gardes nationales |76 bourgeoises sur les ouvriers de Paris : |65 « Rien ne saurait rendre la situation et l'aspect de Paris pendant les heures qui précédèrent et suivirent immédiatement la fin de ce drame inouï. À peine l'état de siège avait-il été déclaré, que des commissaires de police étaient allés dans toutes les directions ordonner aux passants de rentrer chez eux. Et malheur à qui reparaîtrait, jusqu'à décision nouvelle, sur le seuil de sa porte ! Le décret vous avait-il surpris vêtu d'un habit bourgeois, loin de votre demeure, vous y étiez reconduit de poste en poste, et sommé de vous y renfermer. Des femmes ayant été arrêtées portant des messages cachés dans leurs cheveux, et des cartouches ayant été saisies dans la doublure de quelques fiacres, tout devint matière à soupçon. Les cercueils pouvaient contenir de la poudre : on se défia des enterrements, et les cadavres, sur la route de l'éternel repos, furent notés comme suspects. La boisson fournie aux soldats (de la garde nationale, bien entendu) pouvait être empoisonnée : on arrêta par précaution de pauvres vendeurs de limonade, et des vivandières de quinze ans firent peur. Défense aux citoyens de se montrer aux croisées, et même de laisser les persiennes ouvertes : car l'espionnage et le meurtre étaient là aux aguets sans doute ! Une lampe agitée derrière une vitre, les reflets de la lune sur l'ardoise d'un toit, suffirent pour répandre l'épouvante. Déplorer l'égarement des insurgés ; pleurer, parmi tant de vaincus, ceux qu'on avait aimés, nul ne l'eût osé impunément. *On fusilla une jeune fille parce qu'elle avait fait de la charpie* dans une ambulance d'insurgés, pour son amant, peut-être, pour son mari, pour son père !

« La physionomie de Paris fut, durant quelques jours, celle d'une ville prise d'assaut. Le nombre des maisons en ruines et des édifices

bien des faits prouvent qu'ils |[65] n'ont pas changé de nature aujourd'hui. Ce qui rend surtout le boutiquier si féroce, c'est, à côté de sa stupidité désespé |[66] rante, la lâcheté, c'est la peur, et son insatiable cupidité. Il se venge de la peur qu'on lui a fait éprouver et pour les risques qu'on a fait courir à sa bourse qui, à côté de sa grosse vanité, constitue, comme on sait, la partie la plus sensible de son être. Il |[76] ne se venge que lorsqu'il peut le faire absolument sans le moindre danger pour lui-même. Oh !

---

auxquels le canon avait fait brèche *témoignait assez de la puissance de ce grand effort d'un peuple aux abois*. Des lignes de bourgeois en uniformes coupaient les rues ; des patrouilles effarées battaient le pavé..... Parlerai-je de la répression ?

« Ouvriers ! et vous tous qui tenez encore les armes levées contre la République, une dernière fois, au nom de tout ce qu'il y a de respectable, de saint, de sacré pour les hommes, déposez vos armes ! L'Assemblée nationale, la nation tout entière, vous le demandent. *On vous dit que de cruelles vengeances vous attendent: ce sont nos ennemis, les vôtres, qui parlent ainsi ! Venez à nous, venez comme des frères repentants et soumis à la loi, et les bras de la République sont prêts à vous recevoir. »*

|[77] « Telle était la proclamation que, le 26 juin, le général Cavaignac avait adressée aux insurgés. Dans une seconde proclamation adressée, le 26, à la garde nationale et à l'armée, il disait: « Dans |[66] Paris, je vois des vainqueurs et des vaincus. « Que mon nom soit maudit, si je consentais à y voir des victimes ! »

« Jamais assurément plus belles paroles n'avaient été prononcées, en un pareil moment surtout ! Mais comment cette promesse fut-elle remplie, juste ciel !

« ...Les représailles eurent, en maint endroit, un caractère sauvage : c'est ainsi que *des prisonniers entassés* dans le jardin des Tuileries, au fond du souterrain du bord de l'eau, furent *tués au hasard par des balles* qu'on leur envoyait à travers les lucarnes ; c*'est ainsi que des prisonniers furent fusillés* à la hâte dans la plaine de Grenelle, au cimetière Montparnasse, dans les carrières de Montmartre, dans la cour de l'hôtel de Cluny, au cloître Saint-Benoît... et qu'enfin une humiliante terreur plana, la lutte finie, sur Paris dévasté...

« ... Un trait achèvera le tableau.

« Le 3 juillet, un assez grand nombre de prisonniers furent retirés des caves de l'École militaire pour être conduits à la préfecture de police,

mais alors il est sans pitié,

|77 Quiconque connaît les ouvriers de France sait que, si les vrais sentiments humains, si fortement diminués et surtout si considérablement faussés de nos jours par l'hypocrisie officielle et par la sensiblerie bourgeoise, se sont conservés quelque part, c'est parmi eux. C'est la seule classe de la |67 société aujourd'hui dont on puisse dire qu'elle est réelle- ment généreuse, trop généreuse par moment, et trop oublieuse des crimes |78 atroces et des odieuses trahisons dont elle a été trop souvent la victime. Elle est incapable de cruauté. Mais il y a en elle en même temps un instinct juste qui la fait marcher droit au but, un bon sens qui lui dit que quand on veut mettre fin à la malfaisance, il faut d'abord arrêter et paralyser les malfaiteurs. La France étant évidemment trahie, il fallait empêcher les traîtres de la trahir davantage. C'est pourquoi, presque dans toutes les villes de France, le premier mouvement des ouvriers fut d'arrêter et d'emprisonner les bonapartistes.

Le gouvernement de la Défense nationale les fit relâcher partout. Qui a eu tort, les ouvriers ou le gouvernement ? Sans doute ce dernier. Il n'a pas eu seulement tort, il a commis un

---

et, de là, dans les forts. On les lia quatre à quatre par les mains et avec des cordes très serrées. Puis, comme ces malheureux avaient de la peine à marcher, épuisés qu'ils étaient par la faim, on apporta devant eux des écuelles remplies de soupe. Ayant les mains garrottées, ils furent obligés de se coucher sur le ventre et de se traîner jusqu'aux écuelles comme des animaux, aux éclats de rire des officiers de l'escorte, qui appelaient cela le socialisme en pratique ! Je tiens le fait d'un de ceux à qui fut infligé ce supplice. » (*Histoire de la Révolution de 1848*, par Louis Blanc, tome II.)

Voilà donc l'humanité bourgeoise, et nous avons vu comment, plus tard, la justice des républicains bourgeois s'est manifestée par la Transportation, *sans jugement, par simple mesure de sûreté générale*, de quatre mille trois cent quarante-huit citoyens sur quinze mille citoyens arrêtés. *(Note de Bakounine.)*

crime en les laissant relâcher. Et pourquoi n'a-t-il pas fait relâcher en même temps tous les assassins, les voleurs et les criminels de toutes sortes qui sont détenus dans les prisons de France ? Quelle différence y a-t-il entre eux et les bonapartistes ? Je n'en vois aucune, et si elle existe, elle est toute en faveur des criminels communs, toute contre les bonapartistes. Les premiers ont volé, attaqué, maltraité, assassiné des individus. Une partie des derniers ont littéralement commis les mêmes crimes, et tous ensemble ils ont pillé, violé, déshonoré, assassiné, trahi et vendu la France, un peuple entier. Quel crime est le plus grand ? Sans doute celui des bonapartistes.

Le gouvernement de la Défense nationale aurait-il fait plus de mal à la France, s'il avait fait relâcher tous les criminels et forçats détenus dans les prisons et travaillant dans les bagnes, qu'il ne lui en a fait en respectant et en faisant respecter la liberté et la propriété des bonapartistes, en les laissant librement consommer la ruine de la France ? Non, mille fois non ! Les forçats libérés tueraient quelques dizaines, disons quelques centaines, ou bien même quelques milliers d'individus, — les Prussiens en tuent bien davantage chaque jour, — puis ils seraient |79 vite repris et réemprisonnés par le peuple lui-même. Les bonapartistes tuent |68 le peuple, et pour peu qu'on les laisse faire encore quelque temps, c'est le peuple entier, c'est la France qu'ils mettront en prison.

Mais comment arrêter et retenir en prison tant de gens sans aucun jugement ? Ah ! qu'à cela ne tienne ! Pour peu qu'il se trouve en France un nombre suffisant de juges intègres, et pour peu qu'ils se donnent la peine de fouiller dans les actes passés des serviteurs de Napoléon III, ils trouveront bien sans doute de quoi condamner les trois quarts au bagne et beaucoup d'entre eux même à mort, en leur appliquant simplement et sans aucune sévérité excessive le code criminel.

D'ailleurs les bonapartistes eux-mêmes n'ont-ils pas donné l'exemple ? N'ont-ils pas, pendant et après le coup d'État de Décembre, arrêté et emprisonné plus de vingt-six mille et transporté en Algérie et à Cayenne plus de treize mille citoyens patriotes ? On dira qu'il leur était permis d'agir ainsi, parce qu'ils étaient des bonapartistes, c'est-à-dire des gens sans foi, sans principe, des brigands ; mais que les républicains, qui luttent au nom du droit et qui veulent faire triompher le principe de la justice, ne doivent pas, ne peuvent pas en transgresser les conditions fondamentales et premières. Alors je citerai un autre exemple :

En 1848, après **votre** victoire de Juin, Messieurs les républicains bourgeois, qui vous montrez si scrupuleux maintenant sur cette question de justice, parce qu'il s'agit d'en faire l'application aujourd'hui aux bonapartistes, c'est-à-dire à des hommes qui, par leur naissance, leur |80 éducation, leurs habitudes, leur position dans la société et par leur manière d'envisager la question sociale, la question de l'émancipation du prolétariat, appartiennent à votre classe, sont vos frères ; après ce triomphe remporté par vous en Juin sur les ouvriers de Paris, l'Assemblée nationale, — dont vous étiez, monsieur Jules Favre, dont vous étiez, monsieur Grémieux, et au sein de laquelle vous au moins, monsieur Jules Favre, vous étiez en ce moment, avec M. Pascal Duprat, votre compère, l'un des organes les plus éloquents de la réaction furieuse, — cette Assemblée de républicains bour |69 geois n'a-t-elle pas souffert que, pendant trois jours de suite, la bourgeoisie furieuse fusillât, sans aucun jugement, des centaines, pour ne point dire des milliers d'ouvriers désarmés ? Et, immédiatement après, n'a-t-elle pas fait jeter sur les pontons quinze mille ouvriers, *sans aucun jugement, par simple mesure de sûreté publique ?* Et après qu'ils furent restés des mois, demandant vainement cette justice au nom de laquelle vous faites tant de phrases maintenant, dans

l'espoir que ces phrases pourront masquer votre connivence avec la réaction, cette même Assemblée de républicains bourgeois, vous ayant toujours à sa tête, monsieur Jules Favre, n'en avait-elle pas fait condamner quatre mille trois cent quarante-huit à la transportation, encore sans jugement et toujours *par mesure de sûreté générale ?* Allez, vous n'êtes tous que d'odieux hypocrites !

Gomment se fait-il que M. Jules Favre n'ait pas retrouvé en lui-même et n'ait pas cru bon d'employer contre les bonapartistes un peu de cette fière énergie, un peu de cette férocité impitoyable, qu'il a si largement manifestées en Juin 1848, lorsqu'il s'agissait de frapper des ouvriers socialistes ? Ou bien pense-t-il que les ouvriers qui réclament leur droit à la vie, aux conditions d'une existence humaine, qui demandent, les armes à la main, la justice égale pour tous, soient plus coupables que les bonapartistes qui assassinent la France [1] ?

|81 Eh bien, oui ! Telle est incontestablement, non sans doute la pensée explicite, — une telle pensée n'oserait s'avouer à elle-même, — mais l'instinct profondément bourgeois, et, à cause de cela même, unanime, qui inspire tous les décrets du gouvernement de la Défense nationale, aussi bien que les actes de la majeure partie de ses délégués provinciaux : commissaires généraux, préfets, sous-préfets, procureurs généraux et procureurs de la République, qui, appartenant soit au barreau,

1 Les quatre-vingts premiers feuillets du manuscrit sont communs à la première rédaction et à la seconde. Mais, à partir d'ici, il y a deux manuscrits, et, par conséquent, deux feuillets 81, deux feuillets 82, etc. Le feuillet 81 de la première rédaction n'existe plus, n'ayant pas été conservé par l'auteur. Le contenu du feuillet 81, dans la seconde rédaction, a reçu des additions qui l'ont fait déborder sur la plus grande partie du feuillet 82 (nouveau), si bien que les quatre premières lignes du feuillet 82 de la première rédaction (inédite) se trouvent correspondre aux lignes 24, 25 et 26 du feuillet 82 de la seconde rédaction : voir plus loin la note de la page 386. — J. G.

soit à la presse républicaine, représentent pour ainsi dire la fine fleur du jeune radicalisme bourgeois. Aux yeux de tous ces ardents patriotes, de même que dans l'opinion *historiquement constatée* de M. Jules Favre, *la Révolution sociale constitue pour la France un danger encore* |70 *plus grave que l'invasion étrangère elle-même*. Je veux bien croire que, sinon tous, au moins la plus grande partie de ces dignes citoyens feraient volontiers le sacrifice de leur vie pour sauver la gloire, la grandeur et l'indépendance de la France ; mais je suis également et même plus certain, d'un autre côté, qu'une majorité plus considérable encore, parmi eux, préférera voir plutôt cette noble France subir le joug temporaire des Prussiens, que de devoir son salut à une franche révolution populaire qui démolirait inévitablement du même coup la domination économique et politique de leur classe. De là leur indulgence révoltante, mais forcée, pour les partisans si nombreux et malheureusement encore trop puissants de la trahison bonapartiste, et leur sévérité passionnée, leurs persécutions implacables |82 contre les socialistes révolutionnaires, représentants de ces classes ouvrières qui, seules, prennent aujourd'hui la délivrance du pays au sérieux.

Il est évident que ce ne sont pas de vains scrupules de justice, mais bien la crainte de provoquer et d'encourager la Révolution sociale qui empêche le gouvernement de sévir contre la conspiration flagrante du parti bonapartiste. Autrement comment expliquer qu'il ne l'ait pas fait déjà le 4 septembre ? A-t-il pu douter un seul instant, lui qui a osé prendre la terrible responsabilité du salut de la France, de son droit et de son devoir de recourir aux mesures les plus énergiques contre les infâmes partisans d'un régime qui, non content d'avoir plongé la France dans l'abîme, s'efforce encore aujourd'hui de paralyser tous ses moyens de défense, dans l'espoir de pouvoir rétablir le trône impérial avec l'aide et sous le protectorat des Prussiens ?

Les membres du gouvernement de la Défense nationale détestent la révolution, soit. Mais s'il est avéré et s'il devient de jour en jour plus évident que, dans la situation désastreuse dans laquelle se trouve placée la France, il ne lui reste plus d'autre alternative que celle-ci : *ou la Révolution, ou le joug des Prussiens* ; ne considérant la question qu'au point de vue du patriotisme, ces hommes qui ont assumé le pouvoir dictatorial, au nom du salut de la France, ne seront- |71 ils pas des criminels, ne seront-ils pas eux-mêmes des traîtres à leur patrie, si, par haine de la Révolution, ils livrent la France, ou seulement la laissent livrer, aux Prussiens [1] ?

Voici bientôt un mois que le régime impérial, renversé par les baïonnettes prussiennes, a croulé dans la boue. Un gouvernement provisoire, composé de bourgeois plus ou moins radicaux, a pris sa place. Qu'a-t-il fait pour |83 sauver la France ?

Telle est la véritable question, l'unique question. Quant à celle de la légitimité du gouvernement de la Défense nationale

---

1 C'est à cet endroit que le manuscrit de Bakounine « bifurque ». Après cette phrase, — qui est identique, à quelques mots près, dans les deux rédactions, et qui occupe, dans la première rédaction, les quatre premières lignes du feuillet 82 (ancien), tandis que dans la seconde rédaction elle occupe les lignes 24, 25 et 26 du feuillet 82 (nouveau), — vient, dans la première rédaction (ligne 5 du feuillet 82 ancien), un développement sur la Révolution, commençant par ces mots : « La Révolution d'ailleurs n'est ni vindicative, ni sanguinaire », et aboutissant (feuillet 104 ancien) aux « Considérations philosophiques » qui occupent les feuillets 105-256 de cette première rédaction, restée inédite à partir du feuillet 81 (voir l'Avant-propos, p. 277). Dans la seconde rédaction, — celle qui a été publiée, — Bakounine continue (feuillet 82 nouveau, les trois dernières lignes; lignes 17-19 de la page 386 de cette réimpression) l'examen de la situation de la France. — J. G.

et de son droit, je dirai plus, de son devoir d'accepter le pouvoir des mains du peuple de Paris, après que ce dernier eut enfin balayé la vermine bonapartiste, elle ne put être posée, le lendemain de la honteuse catastrophe de Sedan, que par des complices de Napoléon III, ou, ce qui veut dire la même chose, par des ennemis de la France. M. Émile de Girardin fut naturellement de ce nombre [1].

---

1 Aucun ne personnifie mieux l'immoralité politique et sociale de la bourgeoisie actuelle que M. Émile de Girardin. Charlatan intellectuel sous les apparences d'un penseur sérieux, apparences qui ont trompé beaucoup de gens, — jusqu'à Proudhon lui-même, qui eut la naïveté de croire que M. de Girardin pouvait s'attacher de bonne foi et pour tout de bon à un principe quelconque, — le ci-devant rédacteur de la *Presse* et de la *Liberté* est pire qu'un sophiste, c'est un sophistiqueur, un fraudulateur de tous les principes. Il suffit qu'il touche à l'idée la plus simple, la plus vraie, la plus utile, pour qu'elle soit immédiatement faussée et empoisonnée. D'ailleurs, il n'a jamais rien inventé, son affaire ayant toujours consisté à falsifier les inventions d'autrui. On le considère, dans un certain monde, comme le plus habile créateur et rédacteur de journaux. Certes, sa nature d'exploiteur et de falsificateur des idées d'autrui, et son charlatanisme effronté, ont dû le rendre très propre à ce métier. Toute sa nature, tout son être se résument en ces deux mots : *réclame* et *chantage*. Au journalisme il doit toute sa fortune ; et l'on ne devient pas riche par la presse, quand on reste honnêtement attaché à la même conviction et au même drapeau. Aussi, nul n'a poussé aussi loin |84 l'art de changer habilement et à temps ses convictions et ses drapeaux. Il a été, tour à tour, orléaniste, républicain et bonapartiste, et il serait devenu légitimiste ou communiste au besoin. On le dirait doué de l'instinct des rats, car il a toujours su quitter le vaisseau de l'État à la veille du naufrage. C'est ainsi qu'il avait tourné le dos au gouvernement de Louis- Phi |72 lippe quelques mois avant la révolution de Février, non pour les raisons qui poussèrent la France à renverser le trône de Juillet, mais pour des raisons propres à lui et dont les deux principales furent sans doute son ambition vaniteuse et son amour du lucre déçus. Le lendemain de Février, il se pose en républicain très ardent, plus républicain que les républicains de la veille ; il propose ses idées et sa personne : une idée par jour, naturellement dérobée à quelqu'un, mais préparée, transformée par

|72 Si le moment n'était pas aussi terrible, on aurait pu rire beaucoup en voyant l'effronterie incomparable de ces gens. Ils surpassent aujourd'hui Robert Macaire, le chef spirituel de leur Église, et Napoléon III lui-même, qui en est le chef visible.

|84 |73 Comment ! Ils ont tué la République et fait monter le digne empereur sur le trône, par les moyens que l'on sait. Pendant vingt ans de suite, ils ont été les instruments très

M. Émile de Girardin lui-même, de manière à empoisonner quiconque l'accepterait de ses mains ; une apparence de vérité, avec un inépuisable fond de mensonge, — et sa personne, portant naturellement ce mensonge et, avec lui, le discrédit et le malheur sur toutes les causes qu'elle embrasse. Idées et personne furent repoussées par le mépris populaire. Alors M. de Girardin devint l'ennemi implacable de la République. Nul ne conspira aussi méchamment contre elle, nul ne contribua autant, au moins d'intention, à sa chute. Il ne tarda pas à devenir l'un des agents les plus actifs et les plus intrigants de Bonaparte. Ce journaliste et cet *homme d'État* étaient faits pour s'entendre. Napoléon III |85 réalisait, en effet, tous les rêves de M. Émile de Girardin. C'était l'homme fort, se jouant, comme lui, de tous les principes, et doué d'un cœur assez large pour s'élever au-dessus de tous les vains scrupules de conscience, au-dessus de tous les étroits et ridicules préjugés d'honnêteté, de délicatesse, d'honneur, de moralité publique et privée, au-dessus de tous les sentiments d'humanité, scrupules, préjugés et sentiments qui ne peuvent qu'entraver l'action politique ; c'était l'homme de l'époque, en un mot, évidemment appelé à gouverner le monde. Pendant les premiers jours qui suivirent le coup d'État, il y eut quelque chose comme une brouille légère entre l'auguste souverain et l'auguste journaliste. Mais ce ne fut autre chose qu'une bouderie d'amants, non une dissidence de principes. M. Émile de Girardin ne se crut point suffisamment récompensé. Il aime, sans doute, beaucoup l'argent, mais il lui faut aussi des honneurs, une participation au pouvoir. Voilà ce que Napoléon III, malgré toute sa bonne volonté, ne put jamais lui accorder. Il y eut toujours près de lui quelque Morny, quelque Fleury, quelque Billault, quelque Rouher, qui l'en empêchèrent. De sorte que ce ne fut seulement que vers la fin de son règne qu'il put conférer à M. Émile de Girardin la dignité de sénateur de l'empire. Si Émile Ollivier, l'ami de cœur, l'enfant adoptif et en quelque sorte la créature de M. Émile de Girardin, |73 n'était pas

intéressés et très volontaires des plus cyniques violations de tous les droits et de toutes les légitimités possibles ; |85 ils ont systématiquement corrompu, empoisonné et désorganisé la France, ils l'ont abêtie ; ils ont enfin attiré sur cette malheureuse victime de leur cupidité et de leur honteuse ambition des malheurs dont l'immensité dépasse tout ce que l'imagination la plus pessimiste avait pu prévoir. En présence d'une catastrophe si horrible et dont ils ont été |86 les auteurs principaux, écrasés par le remords, par la honte, parla ter |74

---

tombé si tôt, nous aurions vu, sans doute, le grand journaliste ministre. M. Émile de Girardin fut un des principaux auteurs du ministère Ollivier. Dès lors son influence politique s'accrut. Il fut l'inspirateur et le conseiller persévérant des deux derniers actes politiques de l'empereur qui ont perdu la France : le plébiscite et la guerre. Adorateur désormais agréé de Napoléon III, ami du général Prim en Espagne, père spirituel d'Émile Ollivier, et sénateur de l'empire, M. Émile de Girardin se sentit trop grand homme à la fin pour continuer son journalisme. Il abandonna la rédaction de la *Liberté* /86 à son neveu et disciple, au propagateur fidèle de ses idées, M. Détroyat ; et comme une jeune fille qui se prépare pour sa première communion, il se renferma lui-même dans un recueillement méditatif, afin de recevoir avec toute la dignité convenable ce pouvoir si longtemps convoité, et qui allait enfin tomber dans ses mains Quelle désillusion amère ! Abandonné cette fois par son instinct ordinaire, M. Émile de Girardin n'avait point senti que l'empire croulait, et que c'étaient précisément ses inspirations et ses conseils qui le poussaient dans l'abîme. Il n'était plus temps pour faire volte-face. Entraîné dans sa chute, M. de Girardin tomba de toute la hauteur de ses rêves ambitieux, au moment même où ils semblaient devoir s'accomplir. Il tomba aplati, et cette fois définitivement annulé. Depuis le 4 septembre, il se donne toutes les peines du monde, mettant en œuvre ses anciens artifices, pour attirer sur lui l'attention du public. Il ne se passe pas une semaine que son neveu, le nouveau rédacteur de la *Liberté*, ne le proclame le premier homme d'État de la France et de l'Europe. Tout cela est en pure perte. Personne ne lit la *Liberté*, et la France a bien autre chose à faire que de s'occuper des grandeurs de M. Émile de Girardin. Il est bien mort, cette fois, et Dieu veuille que le charlatanisme moderne de la presse, qu'il a contribué à créer, soit également mort avec lui. (*Note de Bakounine.*)

reur, par la crainte d'un châtiment populaire mille fois mérité, ils auraient dû rentrer sous terre, n'est-ce pas ? ou se réfugier au moins, comme leur maître, sous le drapeau des Prussiens, le seul qui soit capable de couvrir aujourd'hui leur saleté. Eh bien non ! rassurés par l'indulgence criminelle du gouvernement de la Défense nationale, ils sont restés à Paris et ils se sont répandus dans toute la France, réclamant à haute voix contre ce gouvernement, qu'ils déclarent illégal et illégitime, au nom des droits du peuple, au nom du suffrage universel.

Leur calcul est juste. Une fois la déchéance de Napoléon III devenue un fait irrévocablement accompli, il ne reste plus d'autre moyen de le ramener en France que le triomphe définitif des Prussiens. Mais pour assurer et pour accélérer ce triomphe, il faut paralyser tous les efforts patriotiques et nécessairement révolutionnaires de la France, détruire dans leur racine tous les moyens de défense, et, pour atteindre ce but, la voie la plus courte, |87 la plus certaine, c'est la convocation immédiate d'une Assemblée constituante. Je le prouverai.

Mais d'abord je crois utile de démontrer que les Prussiens peuvent et doivent vouloir le rétablissement de Napoléon III sur le trône de France.

L'alliance russe et la russophobie des Allemands [1].

La position du comte de Bismarck et de son maître le roi Guillaume I^er^, toute triomphante qu'elle est, n'est pas facile du tout. Leur but est évident : c'est l'unification à moitié forcée et à moitié volontaire de tous les États de l'Allemagne sous le sceptre royal de Prusse, qu'on transformera sans doute bientôt

1 Ce titre, qui existe dans le manuscrit, où je l'avais intercalé de ma main, a été omis dans la brochure. — J. G.

en sceptre impérial ; c'est la constitution du plus puissant empire au cœur de l'Europe.

Il y a à peine cinq ans que parmi les cinq grandes puissances de l'Europe, la Prusse était considérée comme la dernière. Aujourd'hui elle veut devenir et, sans doute, elle va devenir la première. Et gare alors à l'indépendance et à la liberté de l'Europe ! gare aux petits États surtout, qui ont le malheur de posséder en leur sein des populations germaniques ou ci-devant germaniques, comme les Flamands par exemple. L'appétit |[75] du bourgeois allemand est aussi féroce que sa servilité est énorme, et, s'appuyant sur ce patriotique appétit et sur cette servilité tout allemande, M. le comte de Bismarck, qui n'a point de scrupules et qui est trop homme d'État pour épargner le sang des peuples, et pour respecter leur bourse, leur liberté et leurs droits, serait bien capable d'entreprendre, au profit de son maître, la réalisation des rêves de Charles Quint.

Une partie de la tâche immense qu'il s'est imposée est achevée. Grâce à la connivence de Napoléon III qu'il a dupé, grâce à l'alliance de l'empereur Alexandre II qu'il dupera, il est déjà parvenu à écraser l'Autriche. Aujourd'hui il la maintient dans le respect par l'attitude menaçante de son alliée fidèle, la Russie.

Quant à l'empire du tsar, depuis le partage de la Pologne et précisément par ce partage, il est inféodé au royaume de Prusse comme ce dernier est inféodé à l'empire de toutes les Russies. Ils ne peuvent se faire la guerre, à moins d'émanciper les provinces polonaises qui leur sont échues, ce qui est aussi impossible pour l'un que pour l'autre, parce que la possession de ces provinces constitue pour chacun d'eux la condition essentielle de sa puissance comme État. Ne pouvant se faire la guerre, *nolens volens* ils doivent être d'intimes alliés. Il suffit que la Pologne bouge, pour |[88] que l'empire de Russie et le

royaume de Prusse soient obligés d'éprouver l'un pour l'autre un surcroît de passion. Cette solidarité forcée est le résultat fatal, souvent désavantageux et toujours pénible, de l'acte de brigandage qu'ils ont commis tous les deux contre cette noble et malheureuse Pologne. Car il ne faut pas s'imaginer que les Russes, même officiels, aiment les Prussiens, ni que ces derniers adorent les Russes. Au contraire, ils se détestent cordialement, profondément. Mais comme deux brigands, enchaînés l'un à l'autre par la solidarité du crime, ils sont obligés de marcher ensemble et de s'entr'aider mutuellement. De là l'ineffable tendresse qui unit les deux cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin, et que le comte de Bismarck n'oublie jamais d'entretenir par quelque cadeau, par exemple par quelques malheureux patriotes polonais livrés de temps à autre aux bourreaux de Varsovie ou de Vilna.

|[76] À l'horizon de cette amitié sans nuage, il se montre pourtant déjà un point noir. C'est la question des provinces baltiques. Ces provinces, on le sait, ne sont ni russes, ni allemandes. Elles sont lettes ou finnoises, la population allemande, composée de nobles et de bourgeois, n'y constituant qu'une minorité très infime. Ces provinces avaient appartenu d'abord à la Pologne, plus tard à la Suède, plus tard encore elles furent conquises par la Russie. La plus heureuse solution pour elles, au point de vue populaire, — et je n'en admets pas d'autre, — ce serait, selon moi, leur retour, ensemble avec la Finlande, non sous la domination de la Suède, mais dans une alliance fédérative, très intime, avec elle, à titre de membres de la fédération Scandinave, embrassant la Suède, la Norvège, le Danemark et toute la partie danoise du Schleswig, n'en déplaise à Messieurs les Allemands. Ce serait juste, ce serait naturel, et ces deux raisons suffisent pour que cela déplaise aux Allemands. Cela poserait enfin une limite salutaire à leurs ambitions maritimes. Les Russes veulent russifier ces provinces, les Allemands veulent les germaniser. Les uns

comme les autres ont tort. L'immense majorité de la population, qui déteste également les Allemands et les Russes, veut rester ce qu'elle est, c'est-à-dire finnoise et lette, |89 et elle ne pourra trouver le respect de son autonomie et de son droit d'être elle-même que dans la Confédération Scandinave.

Mais, comme je l'ai dit, cela ne se concilie aucunement avec les convoitises patriotiques des Allemands. Depuis quelque temps on se préoccupe beaucoup de cette question en Allemagne. Elle y a été réveillée par les persécutions du gouvernement russe contre le clergé protestant, qui, dans ces provinces, est allemand. Ces persécutions sont odieuses, comme le sont tous les actes d'un despotisme quelconque, russe ou prussien. Mais elles ne surpassent pas celles que le gouvernement prussien commet chaque jour dans ses provinces prusso-polonaises, et pourtant ce même public allemand se garde bien de protester contre le despotisme prussien. De tout cela il résulte que pour les Allemands il ne s'agit pas du tout de justice, mais d'acquisition, de conquête. |77 Ils convoitent ces provinces, qui leur seraient effectivement très utiles au point de vue de leur puissance maritime dans la Baltique, et je ne doute pas que Bismarck ne nourrisse, dans quelque compartiment très reculé de son cerveau, l'intention de s'en emparer, tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre. Tel est le point noir qui surgit entre la Russie et la Prusse.

Tout noir qu'il est, il n'est pas encore capable de les séparer. Elles ont trop besoin l'une de l'autre. La Prusse, qui désormais ne pourra plus avoir d'autre allié en Europe que la Russie, car tous les autres États, sans excepter même l'Angleterre, se sentant aujourd'hui menacés par son ambition, qui bientôt ne connaîtra plus de limites, se tournent ou se tourneront tôt ou tard contre elle, — la Prusse se gardera donc bien de poser maintenant une question qui nécessairement devrait la brouiller avec son unique amie, la Russie. Elle aura

besoin de son aide, de sa neutralité au moins, aussi longtemps qu'elle n'aura pas anéanti complètement, au |90 moins pour vingt ans, la puissance de la France, détruit l'empire d'Autriche et englobé la Suisse allemande, une partie de la Belgique, la Hollande et tout le Danemark ; la possession de ces deux derniers royaumes lui étant indispensable pour la création et pour la consolidation de sa puissance maritime. Tout cela sera la conséquence nécessaire de son triomphe sur la France, si seulement ce triomphe est définitif et complet. Mais tout cela, en supposant même les circonstances les plus heureuses pour la Prusse, ne pourra se réaliser d'un coup. L'exécution de ces projets immenses prendra bien des années, et, pendant tout ce temps, la Prusse aura besoin plus que jamais du concours de la Russie ; car il faut bien supposer que le reste de l'Europe, tout lâche et tout stupide qu'il se montre à présent, finira pourtant par se réveiller quand il sentira le couteau sur sa gorge, et ne se laissera pas accommoder à la sauce prusso-germanique, sans résistance et sans combats. Seule, la Prusse, même triomphante, même après avoir écrasé la France, serait trop faible pour lutter contre tous les États de l'Europe réunis. Si la Russie se tournait aussi contre elle, |78 elle serait perdue. Elle succomberait même avec la neutralité russe ; il lui faudra absolument le concours effectif de la Russie ; ce même concours qui lui rend aujourd'hui un service immense, en tenant en échec l'Autriche : car il est évident que si l'Autriche n'était point menacée par la Russie, le lendemain même de l'entrée des armées allemandes sur le territoire de la France elle aurait jeté les siennes sur la Prusse, sur l'Allemagne dégarnie de soldats, pour reconquérir sa domination perdue et pour tirer une revanche éclatante de Sadowa.

M. de Bismarck est un homme trop prudent pour se brouiller au milieu de circonstances pareilles avec la Russie. Certes cette alliance doit lui être désagréable sous bien des rapports. Elle le dépopularise en Allemagne. M. de Bismarck est

sans doute trop homme d'État pour attacher une valeur sentimentale à l'amour et la confiance des peuples. Mais il sait que cet amour et cette |91 confiance constituent par moments une grande force, la seule chose qui, aux yeux d'un profond politique comme lui, soit vraiment respectable. Donc cette impopularité de l'alliance russe le gêne. Il doit sans doute regretter que la seule alliance qui reste aujourd'hui à l'Allemagne soit précisément celle que repousse le sentiment unanime de l'Allemagne.

Quand je parle des sentiments de l'Allemagne, j'entends naturellement ceux de sa bourgeoisie et de son prolétariat. La noblesse allemande n'a point de haine pour la Russie, car elle ne connaît de la Russie que l'empire, dont la politique barbare et les procédés sommaires lui plaisent, flattent ses instincts, conviennent à sa propre nature. Elle avait pour feu l'empereur Nicolas une admiration enthousiaste, un vrai culte. Ce Gengis-Khan germanisé, ou plutôt ce prince allemand mongolisé, réalisait à ses yeux le sublime idéal du souverain absolu. Elle en retrouve aujourd'hui l'image fidèle dans son roi-croquemitaine, le futur empereur de l'Allemagne. Ce n'est donc pas la noblesse allemande qui s'opposera jamais à l'alliance russe. Elle l'appuie au contraire avec une double passion : d'abord par sympathie profonde pour les tendances despotiques de la politique russe ; ensuite parce |79 que son roi veut cette alliance, et aussi longtemps que la politique royale tendra à l'asservissement des peuples, cette volonté pour elle sera sacrée. Il n'en serait pas ainsi, sans doute, si le roi, devenu tout d'un coup infidèle à toutes les traditions de sa dynastie, décrétait leur émancipation. Alors, mais seulement alors, elle serait capable de se révolter contre lui, ce qui d'ailleurs ne serait pas fort dangereux, car la noblesse allemande, toute nombreuse qu'elle est, n'a aucune puissance qui lui soit propre. Elle n'a point de racines dans le

pays, et n'y existe comme caste bureaucratique, et militaire surtout, que par la grâce de l'État. Au reste, comme il n'est pas probable que le futur empereur de l'Allemagne signe jamais *librement* et de son mouvement propre un décret d'émancipation, on peut espérer que la touchante harmonie qui existe entre lui et sa fidèle noblesse se maintiendra toujours. Pourvu qu'il continue d'être un franc despote, elle restera son esclave dévouée, heureuse de se prosterner devant lui et d'exécuter tous ses ordres, si tyranniques et si féroces qu'ils soient.

Il n'en est pas ainsi du prolétariat de l'Allemagne. J'entends surtout |92 le prolétariat des villes. Celui des campagnes est trop écrasé, trop anéanti et par sa position précaire, et par ses rapports de subordination habituelle vis-à-vis des paysans propriétaires, et par l'instruction systématiquement empoisonnée de mensonges politiques et religieux qu'il reçoit dans les écoles primaires, pour qu'il puisse seulement savoir lui-même quels sont ses sentiments et ses vœux. Ses pensées dépassent rarement l'horizon trop étroit de son existence misérable. Il est nécessairement socialiste par position et par nature, mais sans qu'il s'en doute lui-même. Seule, la révolution sociale franchement universelle, et bien large, plus universelle et plus large que ne la rêvent les démocrates-socialistes de l'Allemagne, pourra réveiller le diable qui dort en lui. Ce diable : l'instinct de la liberté, la passion de l'égalité, la sainte révolte, une fois réveillé en son sein, ne se rendormira plus. Mais jusqu'à ce moment suprême, le prolétaire des campagnes restera, conformément aux recommandations de M. le pasteur, l'humble sujet de son roi, et l'in- |89 strument machinal entre les mains de toutes les autorités publiques et privées possibles.

Quant aux paysans propriétaires, ils sont en majorité plutôt portés à soutenir la politique royale qu'à la combattre. Il

y a pour cela beaucoup de raisons : d'abord l'antagonisme des campagnes et des villes qui existe en Allemagne aussi bien qu'ailleurs, et qui s'y est solidement établi depuis 1525, alors que la bourgeoisie de l'Allemagne, ayant Luther et Mélanchthon à sa tête, trahit d'une manière si honteuse et si désastreuse pour elle-même l'unique révolution de paysans qui ait eu lieu en Allemagne ; — ensuite l'instruction profondément rétrograde dont j'ai déjà parlé et qui domine dans toutes les écoles de l'Allemagne et de la Prusse surtout ; — l'égoïsme, les instincts et les préjugés de conservation qui sont inhérents à tous les propriétaires grands et petits ; — enfin l'isolement relatif des travailleurs des campagnes, qui ralentit d'une manière excessive la circulation des idées et le développement des passions politiques. De tout cela il résulte que les paysans propriétaires de l'Allemagne s'intéressent beaucoup plus à leurs affaires communales, qui les touchent de plus près, qu'à la politique générale. Et comme la nature allemande, généralement considérée, est beaucoup plus portée à l'obéissance qu'à la résistance, à la pieuse confiance qu'à la révolte, il s'ensuit que le paysan allemand s'en remet volontiers, pour tous les intérêts généraux du pays, à la sagesse des hautes autorités instituées par |93 Dieu. Il arrivera sans doute un moment où le paysan de l'Allemagne se réveillera aussi. Ce sera lorsque la grandeur et la gloire du nouvel empire prusso-germanique qu'on est en train de fonder aujourd'hui, non sans une certaine sympathie mystique et historique de sa part, se traduira pour lui en lourds impôts, en désastres économiques. Ce sera lorsqu'il verra sa petite propriété, grevée de dettes, d'hypothèques, de taxes et de surtaxes de toutes sortes, se fondre et disparaître entre ses mains, pour aller arrondir le patrimoine toujours grossissant des grands propriétaires ; ce sera lorsqu'il reconnaîtra que, par une loi économique fatale, il est poussé à son tour dans le pro- | 81 létariat. Alors il se réveillera et probablement il se révoltera aussi. Mais ce moment est encore éloigné, et s'il faut l'attendre, l'Allemagne, qui ne pèche pourtant pas par une trop grande

impatience, pourrait bien perdre patience.

Le prolétariat des fabriques et des villes se trouve dans une situation toute contraire. Quoique attachés comme des serfs, par la misère, aux localités dans lesquelles ils travaillent, les ouvriers, n'ayant pas de propriété, n'ont point d'intérêts locaux. Tous leurs intérêts sont d'une nature générale, pas même nationale, mais internationale ; parce que la question du travail et du salaire, la seule qui les intéresse directement, réellement, quotidiennement, vivement, mais qui est devenue le centre et la base de toutes les autres questions, tant sociales que politiques et religieuses, tend, aujourd'hui, à prendre, par le simple développement de la toute-puissance du capital dans l'industrie et dans le commerce, un caractère absolument international. C'est là ce qui explique la merveilleuse croissance de l'*Association Internationale des Travailleurs*, association qui, fondée il y a six ans à peine, compte déjà, dans la seule Europe, plus d'un million de membres.

Les ouvriers allemands ne sont pas restés en arrière des autres. Dans ces dernières années surtout ils ont fait des progrès considérables, et le moment n'est pas éloigné peut-être où ils pourront se constituer en une véritable |94 puissance. Ils y tendent d'une manière, il est vrai, qui ne me paraît pas la meilleure pour atteindre ce but. Au lieu de chercher à former une puissance franchement révolutionnaire, négative, destructive de l'État, la seule qui, selon ma conviction profonde, puisse avoir pour résultat l'émancipation intégrale et universelle des travailleurs et du travail, ils désirent, ou plutôt ils se laissent entraîner par leurs chefs à rêver, la création d'une puissance positive, l'institution d'un nouvel État ouvrier, populaire (Volksstaat), nécessairement national, patriotique et pangermanique, ce qui les met en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux de l'*Association Internationale*, et dans une position fort équivoque vis-à-vis de l'Empire prusso-

germanique nobiliaire et bourgeois |[82] que M. de Bismarck est en train de pétrir. Ils espèrent sans doute que par la voie d'une agitation légale d'abord, suivie plus tard d'un mouvement révolutionnaire plus prononcé et plus décisif, ils parviendront à s'en emparer et à le transformer en un État purement populaire. Cette politique, que je considère comme illusoire et désastreuse, imprime tout d'abord à leur mouvement un caractère réformateur et non révolutionnaire, ce qui d'ailleurs tient peut-être aussi quelque peu à la nature particulière du peuple allemand, plus disposé aux réformes successives et lentes qu'à la révolution. Cette politique offre encore un autre grand désavantage, qui n'est du reste qu'une conséquence du premier : c'est de mettre le mouvement socialiste des travailleurs de l'Allemagne à la remorque du parti de la démocratie bourgeoise. On a voulu renier plus tard l'existence même de cette alliance, mais elle n'a été que trop bien constatée par l'adoption partielle du programme bourgeoisement socialiste du D[r] Jacoby, comme base d'une entente possible entre les bourgeois démocrates et le prolétariat de l'Allemagne, ainsi que par les différents essais de transaction, tentés dans les congrès de Nuremberg et de Stuttgart. C'est une alliance pernicieuse sous tous les rapports. Elle ne peut apporter aux ouvriers aucune utilité même partielle, parce que le parti des démocrates et des socialistes bourgeois en Allemagne est vraiment un parti trop nul, trop ridiculement impuissant, pour leur apporter une force quelconque ; mais elle a beaucoup contribué à rétrécir et à fausser |[95] le programme socialiste des travailleurs de l'Allemagne. Le programme des ouvriers de l'Autriche, par exemple, avant qu'ils se soient laissé enrégimenter dans le parti de la Démocratie-socialiste, a été bien autrement large, infiniment plus large et plus pratique aussi qu'il ne l'est à présent.

Quoi qu'il en soit, c'est bien plutôt une erreur de système que d'instinct. L'instinct des ouvriers allemands est

franchement révolutionnaire et le deviendra chaque jour davantage. Les intrigants soudoyés par M. de Bismarck auront beau faire, ils ne parviendront jamais à inféoder la masse des travailleurs allemands à son Empire prusso-germanique. D'ailleurs |[83] le temps des coquetteries gouvernementales avec le socialisme est passé. Ayant désormais pour lui l'enthousiasme servile et stupide de toute la bourgeoisie de l'Allemagne, l'indifférence et la passive obéissance sinon les sympathies des campagnes, toute la noblesse allemande qui n'attend qu'un signe pour exterminer la canaille, et la puissance organisée d'une force militaire immense inspirée et conduite par cette même noblesse, M. de Bismarck voudra nécessairement écraser le prolétariat et extirper dans sa racine, par le fer et le feu, cette gangrène, cette maudite question sociale dans laquelle s'est concentré tout ce qui reste d'esprit de révolte dans les hommes et dans les nations. Ce sera une guerre à mort contre le prolétariat, en Allemagne, comme partout ailleurs. Mais tout en invitant les ouvriers de tous les pays à s'y bien préparer, je déclare que je ne crains pas cette guerre. Je compte sur elle au contraire pour mettre le diable au corps des masses ouvrières. Elle coupera court à tous ces raisonnements sans dénouement et sans fin (*in's Blaue hinein*) qui endorment, qui épuisent sans amener aucun résultat, et elle allumera au sein du prolétariat de l'Europe cette passion, sans laquelle il n'y a jamais de triomphe. Quant au triomphe final du prolétariat, qui peut en douter ? La justice, la logique de l'histoire est pour lui.

L'ouvrier allemand, devenant de jour en jour plus révolutionnaire, a hésité pourtant un instant, au commencement de cette guerre. D'un côté, il voyait Napoléon III, de l'autre Bismarck avec son roi-croquemitaine ; le premier représentant l'invasion, les |[96] deux autres la défense nationale. N'était-il pas naturel que malgré toute son antipathie pour ces deux représentants du despotisme allemand, il ait cru un instant que son devoir d'Allemand lui commandait de se

ranger sous leur drapeau ? Mais cette hésitation ne fut pas de longue durée. À peine les premières nouvelles des victoires remportées par les troupes allemandes furent-elles annoncées en Allemagne, aussitôt qu'il devint évident que les Français ne pourraient plus passer le Rhin, surtout après la capitulation de Sedan, et la chute mémorable et irrévocable de Napoléon III dans la boue, alors que la guerre de |[84] l'Allemagne contre la France, perdant son caractère de légitime défense, avait pris celui d'une guerre de conquête, d'une guerre du despotisme allemand contre la liberté de la France, les sentiments du prolétariat allemand changèrent tout à coup et prirent une direction ouvertement opposée à cette guerre et profondément sympathique pour la République française. Et ici je m'empresse de rendre justice aux chefs du parti de la Démocratie socialiste, à tout son comité directeur, aux Bebel, aux Liebknecht et à tant d'autres, qui eurent, au milieu des clameurs de la gent officielle et de toute la bourgeoisie de l'Allemagne, enragée de patriotisme, le courage de proclamer hautement les droits sacrés de la France. Ils ont rempli noblement, héroïquement leur devoir, car il leur a fallu vraiment un courage héroïque pour oser parler un langage humain au milieu de toute cette animalité bourgeoise rugissante.

Les ouvriers de l'Allemagne sont naturellement les ennemis passionnés de l'alliance et de la politique russe. Les révolutionnaires russes ne doivent pas s'étonner, ni même trop s'affliger, s'il arrive quelquefois aux travailleurs allemands d'envelopper le peuple russe lui-même dans la haine si profonde et si légitime que leur inspirent l'existence et tous les actes politiques de l'Empire de toutes les Russies, comme les ouvriers allemands, à leur tour, ne devront plus s'étonner, ni trop s'offenser, désormais, |97 s'il arrive quelquefois au prolétariat de la France de ne point établir une distinction

convenable entre l'Allemagne officielle, bureaucratique, militaire, nobiliaire, bourgeoise, et l'Allemagne populaire. Pour ne pas trop s'en plaindre, pour être justes, les ouvriers allemands doivent juger par eux-mêmes. Ne confondent-ils pas souvent, trop souvent, suivant en cela l'exemple et les recommandations de beaucoup de leurs chefs, l'Empire russe et le peuple russe dans un même sentiment de mépris et de haine, sans se douter seulement que ce peuple est la première victime et l'ennemi irréconciliable |[85] et toujours révolté de cet empire, comme j'ai eu souvent l'occasion de le prouver dans mes discours et dans mes brochures, et comme je l'établirai de nouveau dans le cours de cet écrit. Mais les ouvriers allemands pourront objecter qu'ils ne tiennent pas compte des paroles, que leur jugement est basé sur des faits, et que tous les faits russes qui se sont manifestés au dehors, ont été des faits anti-humains, cruels, barbares, despotiques. À cela les révolutionnaires russes n'auront rien à répondre. Ils devront reconnaître que jusqu'à un certain point, les ouvriers allemands ont raison ; chaque peuple étant plus ou moins solidaire et responsable des actes commis par son État, en son nom et par son bras, jusqu'à ce qu'il ait renversé et détruit cet État. Mais si cela est vrai pour la Russie, cela doit être également vrai pour l'Allemagne.

Certes l'Empire russe représente et réalise un système barbare, anti-humain, odieux, détestable, infâme. Donnez-lui tous les adjectifs que vous voudrez, ce n'est pas moi qui m'en plaindrai. Partisan du peuple russe et non patriote de l'État ou de l'Empire de toutes les Russies, je défie qui que ce soit de haïr ce dernier plus que moi. Seulement, comme il faut être juste avant tout, je prie les patriotes allemands de vouloir bien observer et reconnaître qu'à part quelques |[98] hypocrisies de forme, leur royaume de Prusse et leur vieil empire d'Autriche d'avant 1866 n'ont pas été beaucoup plus libéraux ni beaucoup plus humains que l'Empire de toutes les Russies, et que

l'Empire prusso-germanique ou *knouto-germanique*, que le patriotisme allemand élève aujourd'hui sur les ruines et dans le sang de la France, promet même de le surpasser en horreurs. Voyons, l'Empire russe, tout détestable qu'il est, a-t-il jamais fait à l'Allemagne, à l'Europe la centième partie du mal que l'Allemagne fait aujourd'hui à la France et qu'elle menace de faire à l'Europe tout entière ? Certes si quelqu'un a le droit de détester l'Empire de Russie et les Russes, ce sont les Polonais. Certes si les Russes se sont jamais déshonorés et s'il ont commis des horreurs, en exécutant les ordres sanguinaires de leurs tsars, c'est en Pologne. Eh bien, j'en |[86] appelle aux Polonais eux-mêmes : les armées, les soldats et les officiers russes, pris en masse, ont-ils jamais accompli la dixième partie des actes exécrables que les armées, les soldats et les officiers de l'Allemagne, pris en masse, accomplissent aujourd'hui en France ? Les Polonais, ai-je dit, ont le droit de détester la Russie. Mais les Allemands, non, à moins qu'ils ne se détestent eux-mêmes en même temps. Voyons, quel mal leur a-t-il jamais été fait par l'Empire russe ? Est-ce qu'un empereur russe quelconque a jamais rêvé la conquête de l'Allemagne ? Lui a-t-il jamais arraché une province ? Des troupes russes sont-elles venues en Allemagne pour anéantir sa république, — qui n'a jamais existé, — et pour rétablir sur le trône ses despotes, — qui n'ont jamais cessé de régner ?

|99 Deux fois seulement, depuis que des rapports internationaux existent entre la Russie et l'Allemagne, des empereurs russes ont fait un mal positif à cette dernière. La première fois, ce fut Pierre III qui, à peine monté sur le trône, en 1761, sauva Frédéric le Grand et le royaume de Prusse avec lui d'une ruine imminente, en ordonnant à l'armée russe, qui avait combattu jusque-là avec les Autrichiens contre lui, de se joindre à lui contre les Autrichiens. Une autre fois, ce fut l'empereur Alexandre I^er^ qui, en 1807, sauva la Prusse d'un complet anéantissement.

Voilà, sans contredit, deux très mauvais services que la Russie a rendus à l'Allemagne, et si c'est de cela que se plaignent les Allemands, je dois reconnaître qu'ils ont mille fois raison ; car en sauvant deux fois la Prusse, la Russie a incontestablement, sinon forgé toute seule, au moins contribué à forger les chaînes de l'Allemagne. Autrement, je ne saurais comprendre vraiment de quoi ces bons patriotes allemands peuvent se plaindre ?

En 1813, les Russes sont venus en Allemagne comme des libérateurs et n'ont pas peu contribué, quoi qu'en disent Messieurs les Allemands, à la délivrer du joug de Napoléon. Ou bien gardent-ils rancune à ce même empereur Alexandre, parce qu'il a empêché, en 1814, le feld-maréchal prussien Blücher de livrer Paris au pillage, comme il en avait exprimé |[87] le désir ? ce qui prouve que les Prussiens ont toujours eu les mêmes instincts et qu'ils n'ont pas changé de nature. En veulent-ils à l'empereur Alexandre pour avoir presque forcé Louis XVIII de donner une constitution à la France, contrairement aux vœux exprimés par le roi de Prusse et par l'empereur d'Autriche, et d'avoir étonné l'Europe et la France, en se montrant, lui, empereur de Russie, plus humain et plus libéral que les deux grands potentats de l'Allemagne ?

|100 Peut-être les Allemands ne peuvent-ils pardonner à la Russie l'odieux partage de la Pologne ? Hélas ! ils n'en ont pas le droit, car ils ont pris leur bonne part du gâteau. Certes, ce partage fut un crime. Mais parmi les brigands couronnés qui l'accomplirent, il y en eut un russe et deux allemands : l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche et le grand roi Frédéric II de Prusse. Je pourrais même dire que tous les trois furent allemands, car l'impératrice Catherine II, de lascive mémoire, n'était autre chose qu'une princesse allemande pur sang. Frédéric II, on le sait, avait bon appétit. N'avait-il pas

proposé à sa bonne commère de Russie de partager également la Suède, où régnait son neveu ? L'initiative du partage de la Pologne lui appartint de plein droit. Le royaume de Prusse y a gagné d'ailleurs beaucoup plus que les deux autres co-partageants, car il ne s'est constitué comme une véritable puissance que par la conquête de la Silésie et par ce partage de la Pologne.

Enfin, les Allemands en veulent-ils à l'Empire de Russie pour la compression violente, barbare, sanguinaire de deux révolutions polonaises, en 1830 et en 1863 ? Mais derechef ils n'en ont aucun droit : car en 1830 comme en 1863 la Prusse a été le complice le plus intime du cabinet de Saint-Pétersbourg et le pourvoyeur complaisant et fidèle de ses bourreaux. Le comte de Bismarck, le chancelier et le fondateur du futur Empire knouto-germanique, ne s'était-il pas fait un devoir et un plaisir de livrer aux Mouravief et aux Bergh toutes les têtes polonaises qui tombaient sous sa main ? et ces mêmes lieutenants prussiens qui étalent maintenant leur humanité et leur libéralisme pangermanique en France, n'ont-ils pas organisé, en i863, en 1864 et en 1865, |[88] dans la Prusse polonaise et dans le grand-duché de Posen, comme de véritables gendarmes, dont ils ont d'ailleurs toute la nature et les goûts, une chasse en règle contre les malheureux insurgés polonais qui fuyaient les Cosaques, |101 pour les livrer enchaînés au gouvernement russe ? Lorsqu'en 1863 la France, l'Angleterre et l'Autriche avaient envoyé leurs protestations en faveur de la Pologne au prince Gortchakof, seule la Prusse ne voulut point protester. Il lui était impossible de protester pour cette simple raison que, depuis 1860, tous les efforts de sa diplomatie tendirent à dissuader l'empereur Alexandre II de faire la moindre concession aux Polonais [1].

1 Lorsque l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, lord Bloomfield, si je ne me trompe de nom, proposa à M. de Bismarck de signer au nom de la Prusse la fameuse protestation des cours de

On voit que sous tous ces rapports, les patriotes allemands n'ont pas le droit d'adresser des reproches à l'Empire russe. S'il chante faux, et certes sa voix est odieuse, la Prusse, qui constitue aujourd'hui la tête, le cœur et le bras de la grande Germanie unifiée, ne lui a jamais refusé son accompagnement volontaire. Reste donc un seul grief, le dernier :

« La Russie, disent les Allemands, a exercé, depuis 1815 jusqu'à ce jour, une influence désastreuse sur la politique tant extérieure qu'intérieure de l'Allemagne. Si l'Allemagne est restée si longtemps divisée, si elle reste esclave, c'est à cette influence fatale qu'elle le doit. »

J'avoue que ce reproche m'a toujours paru excessivement ridicule, inspiré par la mauvaise foi et indigne d'un grand peuple ; la dignité de chaque |102 nation, comme de chaque individu, devrait consister, selon moi, principalement en ceci, que chacun accepte toute la responsabilité de ses actes, sans chercher misérablement à en rejeter la faute sur les autres. |89 N'est-ce pas une chose très sotte que les jérémiades d'un grand garçon qui viendrait se plaindre en pleurnichant qu'un autre l'ait dépravé, l'ait entraîné au mal ? Eh bien, ce qui n'est pas permis à un gamin, à plus forte raison doit-il être défendu à une nation, défendu par le respect même qu'elle doit avoir pour elle-même [1].

---

l'Occident, M. de Bismarck s'y refusa, en disant à l'ambassadeur anglais : « Comment voulez-vous que nous protestions, quand depuis trois ans nous ne faisons que répéter à la Russie une seule chose, c'est de ne faire aucune concession à la Pologne ? » (*Note de Bakounine.*)

1 J'avoue que j'ai été profondément étonné, en retrouvant ce même grief dans une lettre adressée, l'an passé, par M. Charles Marx, le célèbre chef des communistes allemands, aux rédacteurs d'une petite feuille russe qui se publiait en langue russe à Genève. Il prétend que si l'Allemagne n'est pas encore démocratiquement organisée, la faute en est seulement à la Russie. Il méconnaît singulièrement l'histoire de son

|107 |90 À la fin de cet écrit, en jetant un coup d'œil sur la question germano-slave, je prouverai par des faits historiques irrécusables que l'action diplomatique de la Russie sur l'Allemagne, et il n'y en a jamais eu d'autre, tant sous le rapport de son développement intérieur que sous celui de son extension extérieure, a été nulle ou presque nulle jusqu'en 1866, |91 beaucoup plus nulle, dans tous les cas, que ces bons patriotes

propre pays, en avançant une chose dont l'impossibilité, en laissant même de côté les faits historiques, se laisse facilement démontrer par l'expérience de tous les temps et de tous les pays. A-t-on jamais vu une nation inférieure en civilisation imposer ou inoculer ses propres principes à un pays beaucoup plus civilisé, à moins que ce ne soit par la voie de la conquête ? Mais l'Allemagne, que je sache, n'a jamais été conquise par la Russie. Il est donc parfaitement impossible qu'elle ait pu adopter un principe russe quelconque ; mais il est plus que probable, il est certain, que, vu son voisinage immédiat et à cause de la prépondérance incontestable de son développement politique, administratif, juridique, industriel, commercial, scientifique et social, l'Allemagne au contraire a fait passer beaucoup de ses propres idées en Russie, ce dont les Allemands conviennent généralement eux-mêmes, lorsqu'ils disent, non sans orgueil, que la Russie doit à l'Allemagne le peu de civilisation qu'elle possède. Fort heureusement pour nous, pour l'avenir de la Russie, cette civilisation n'a pas pénétré, au-delà de la Russie officielle, dans le peuple. Mais, en effet, c'est aux Allemands que nous devons notre éducation politique, administrative, policière, militaire et bureaucratique, et tout l'achèvement de notre édifice impérial, voir même notre auguste dynastie.

|103 Que le voisinage d'un grand Émir mongolo-byzantin-germanique ait été plus agréable aux despotes de l'Allemagne qu'à ses peuples; plus favorable au développement de sa servitude indigène, tout à fait nationale, germanique, qu'à celui des idées libérales et démocratiques importées de France, qui peut en douter ? L'Allemagne se serait développée beaucoup plus vite dans le sens de la liberté et de l'égalité, si, au lieu de l'Empire russe, elle avait eu pour voisins les États-Unis de l'Amérique du Nord, par exemple. Elle avait eu d'ailleurs un voisin qui la séparait de l'Empire moscovite. |90 C'était la Pologne, non démocratique il est vrai, nobiliaire, fondée sur le servage des paysans comme l'Allemagne féodale, mais beaucoup moins aristocratique, plus

allemands et que la diplomatie russe elle-même ne se le sont imaginé. Et je prouverai qu'à partir de 1866, le cabinet de Saint-Pétersbourg, reconnaissant du concours moral, sinon de l'aide matérielle, que celui de Berlin lui a apporté pendant la guerre de Crimée, et plus inféodé à la politique |[92] prussienne que jamais, a puissamment contribué, par son attitude menaçante contre l'Autriche et la France, à la complète réussite des projets gigantesques du comte de Bismarck et par conséquent aussi à

libérale, plus ouverte à toutes les influences humaines que cette dernière. Eh bien ! l'Allemagne, impatiente de ce voisinage turbulent, si contraire à ses habitudes d'ordre, de servilité pieuse et de loyale soumission, en dévora une bonne moitié, laissant l'autre moitié au tsarat moscovite, à cet Empire de toutes les Russies dont elle est devenue par là même la voisine immédiate. Et maintenant, elle se plaint de ce voisinage ! C'est ridicule.

La Russie également aurait gagné beaucoup, si, au lieu de l'Allemagne, elle avait pour voisine, à l'occident, la France ; et au lieu de la Chine, à l'orient, l'Amérique du Nord. Mais les socialistes révolutionnaires, ou, comme on commence à les appeler en Allemagne, les anarchistes russes, sont trop jaloux de la dignité de leur peuple pour rejeter toute la faute de son esclavage sur les Allemands ou sur les Chinois. Et pourtant, avec bien plus de raison, ils auraient eu le droit historique de la rejeter aussi bien sur les uns que sur les autres. Car enfin, il est certain que les hordes mongoles qui ont conquis la Russie sont venues de la frontière de la Chine. Il est certain que, pendant plus de deux siècles, elles l'ont tenue asservie sous leur joug. Deux siècles de joug barbare, quelle éducation ! Fort heureusement, cette éducation ne pénétra jamais dans le peuple russe proprement dit, dans la masse des paysans, qui continuèrent de vivre sous leur loi coutumière communale, ignorant et détestant toute autre politique et jurisprudence, comme ils le font encore à présent. Mais elle déprava complètement la noblesse et en grande partie aussi le clergé |[104] russes, et ces deux classes privilégiées, également brutales, également serviles, peuvent être considérées comme les vraies fondatrices de l'Empire moscovite. Il est certain que cet empire fut principalement fondé sur l'asservissement du peuple, et que le peuple russe, qui n'a point reçu en partage cette vertu de résignation dont paraît être doué à un si haut degré le peuple allemand, n'a jamais cessé de détester cet empire, ni de se révolter contre lui. Il a été et il reste encore aujourd'hui le seul vrai

l'édification définitive du grand Empire prusso-germanique, dont l'établissement prochain va enfin couronner tous les vœux des patriotes allemands.

Comme le docteur Faust, ces excellents patriotes ont |[93] poursuivi deux buts, deux tendances opposées : l'une vers une puissante unité nationale, l'autre vers la liberté. Ayant voulu concilier deux choses inconciliables, ils ont longtemps paralysé

socialiste révolutionnaire en Russie. Ses révoltes ou plutôt ses révolutions (en |[91] 1612, en 1667, en 1771) ont souvent menacé l'existence même de l'Empire moscovite, et j'ai la ferme conviction que, sans trop tarder, une nouvelle révolution socialiste populaire, cette fois triomphante, le renversera tout à fait. Il est certain que si les tsars de Moscou, devenus plus tard les empereurs de Saint-Pétersbourg, ont triomphé jusqu'ici de cette opiniâtre et violente résistance populaire, ce n'est que grâce à la science politique, administrative, bureaucratique et militaire que nous ont apportée les Allemands, qui, en nous dotant de tant de belles choses, n'ont pas oublié d'apporter, n'ont pas pu ne pas apporter avec eux leur culte non plus oriental, mais protestant-germanique, du souverain, représentant personnel de la raison d'État, la philosophie de la servilité nobiliaire, bourgeoise, militaire et bureaucratique érigée en système ; ce qui fut un grand malheur, selon moi. Car l'esclavage oriental, barbare, rapace, pillard de notre noblesse et de notre clergé était le produit très brutal, mais tout à fait naturel, de circonstances historiques malheureuses, d'une profonde ignorance, et d'une situation économique et politique encore plus malheureuse. Cet esclavage était un fait naturel, non un système, et comme tel il pouvait et il devait se modifier sous l'influence bienfaisante des idées libérales, démocratiques, socialistes et humanitaires de l'Occident. Il s'est modifié, en effet, de sorte que, pour ne faire mention que des faits les plus caractéristiques, nous avons vu de 1818 à 1825 plusieurs centaines de nobles, la fleur de la noblesse, appartenant à la classe la plus élevée et la plus riche en Russie, former une conspiration très |[105] sérieuse et très menaçante contre le despotisme impérial, avec le but de fonder sur ses ruines une constitution monarchique libérale, selon le désir des uns, ou une république fédérative et démocratique, selon celui du grand nombre, ayant pour base, l'une et l'autre, l'émancipation complète des paysans avec la propriété de la terre. Depuis il n'y a pas eu une seule conspiration en Russie à laquelle des jeunes nobles, souvent fort riches,

l'une par l'autre, jusqu'à ce qu'enfin, avertis par l'expérience, ils se soient décidés à sacrifier l'une pour conquérir l'autre. Et c'est ainsi que sur les ruines, non de leur liberté, — ils n'ont jamais été libres, — mais de leurs rêves libéraux, ils sont en train de bâtir maintenant leur grand Empire prusso-germanique. Ils constitueront désormais, de leur propre aveu, *librement*, une puissante nation, un formidable État et un peuple esclave.

---

n'aient participé. D'un autre côté, tout le monde sait que ce sont précisément les fils de nos prêtres, les étudiants de nos académies et de nos séminaires, qui constituent la phalange sacrée du parti socialiste révolutionnaire en Russie. Que Messieurs les patriotes allemands, en présence de ces faits incontestables et que toute leur |[92] mauvaise foi proverbiale ne parviendra pas à détruire, veuillent bien me dire s'il y a jamais eu en Allemagne beaucoup de nobles et d'étudiants en théologie qui aient conspiré contre l'État pour l'émancipation du peuple ? Et pourtant ce ne sont pas les nobles ni les théologiens qui lui manquent. D'où vient donc cette pauvreté, pour ne pas dire cette absence de sentiments libéraux et démocratiques dans la noblesse, dans le clergé, et je dirai aussi, pour être sincère jusqu'au bout, dans la bourgeoisie de l'Allemagne ? C'est que dans toutes ces classes respectables, représentantes de la civilisation allemande, le servilisme n'est pas seulement un fait naturel, produit de causes naturelles, il est devenu un système, une science, une sorte de culte religieux, et à cause de cela même il constitue une maladie incurable. Pouvez-vous vous imaginer un bureaucrate allemand, ou bien un officier de l'armée allemande, conspirant et se révoltant pour la liberté, pour l'émancipation des peuples ? Non, sans doute. Nous avons bien vu dernièrement des officiers et des hauts fonctionnaires du Hanovre conspirer contre M. de Bismarck, mais dans quel but ? Dans celui de rétablir sur son trône un roi despote, un roi légitime. Eh bien, la bureaucratie russe et le corps des officiers russes comptent dans leurs rangs beaucoup de conspirateurs pour le peuple. Voilà la différence ; elle est toute en faveur de la Russie. — Il est donc naturel que, lors même que l'action asservissante de la civilisation allemande n'a pu parvenir à corrompre complètement même les corps privilégiés et officiels de la Russie, elle ait dû exercer constamment sur ces classes une influence malfaisante. Et je le répète, il est fort heureux pour le peuple russe qu'il ait été épargné par cette civilisation, de même qu'il a été épargné par la

---

|94 Pendant cinquante années de suite, depuis 1815 jusqu'en 1866, la bourgeoisie allemande avait vécu dans |108 une singulière illusion par rapporta elle-même : elle s'était crue libérale, elle ne l'était pas du tout. Depuis l'époque où elle reçut le baptême de Mélanchthon et de Luther, qui l'inféodèrent *religieusement* au pouvoir absolu de ses princes, elle perdit

civilisation des Mongols.

À rencontre de tous ces faits, les bourgeois patriotes de l'Allemagne |106 pourront-ils en citer un seul qui constate l'influence pernicieuse de la civilisation mongolo-byzantine de la Russie officielle sur l'Allemagne ? Il leur serait complètement impossible de le faire, puisque les Russes ne sont jamais venus en Allemagne ni comme conquérants, ni comme professeurs, ni comme administrateurs ; |93 d'où il résulte que, si l'Allemagne a réellement emprunté quelque chose à la Russie officielle, ce que je nie formellement, ce ne pouvait être que par penchant et par goût.

Ce serait vraiment un acte beaucoup plus digne d'un excellent patriote allemand et d'un démocrate socialiste sincère, comme l'est indubitablement M. Charles Marx, et surtout bien plus profitable pour l'Allemagne populaire, si, au lieu de chercher à consoler la vanité nationale, en attribuant faussement les fautes, les crimes et la honte de l'Allemagne à une influence étrangère, il voulait bien employer son érudition immense pour prouver, conformément à la justice et à la vérité historique, que l'Allemagne a produit, porté et historiquement développé en elle-même tous les éléments de son esclavage actuel. Je lui aurais volontiers abandonné le soin d'accomplir un travail si utile, nécessaire surtout au point de vue de l'émancipation du peuple allemand, et qui, sorti de son cerveau et de sa plume, appuyé sur cette érudition étonnante, devant laquelle je me suis déjà incliné, serait naturellement infiniment plus complet. Mais comme je n'espère pas qu'il trouve jamais convenable et nécessaire de dire toute la vérité sur ce point, je m'en charge, et je m'efforcerai de prouver, dans le cours de cet écrit, que l'esclavage, les crimes et la honte actuelle de l'Allemagne sont les produits tout à fait indigènes de quatre grandes causes historiques : la féodalité nobiliaire, dont l'esprit, loin d'avoir été vaincu comme en France, s'est incorporé dans la constitution actuelle de l'Allemagne ; l'absolutisme du souverain, sanctionné par le

définitivement tous ses derniers instincts de liberté. La résignation et l'obéissance quand même devinrent plus que jamais son habitude et l'expression réfléchie de ses plus intimes convictions, le résultat de son culte superstitieux pour la toute-puissance de l'État. Le sentiment de la révolte, cet orgueil satanique qui repousse la domination de quelque maître que ce soit, divin ou humain, et qui seul crée dans l'homme l'amour de l'indépendance et de la liberté, non seulement lui est inconnu, il lui répugne, la scandalise et l'effraie. La bourgeoisie allemande ne saurait vivre sans maître ; elle éprouve trop le besoin de respecter, d'adorer, de se soumettre à n'importe qui. Si ce n'est pas un roi, un empereur, eh bien ! ce sera un monarque collectif, l'État et tous les fonctionnaires de l'État, comme c'était le cas jusqu'ici à Francfort, à Hambourg, à Brème et à Lübeck, appelées villes républicaines et libres, et qui passeront sous la domination du nouvel empereur d'Allemagne sans s'apercevoir même qu'elles ont perdu leur liberté.

Ce qui mécontente le bourgeois allemand, ce n'est donc pas de devoir obéir à un maître : car c'est là son habitude, sa seconde nature, sa religion, sa passion ; mais c'est l'insignifiance, la faiblesse, l'impuissance relative de celui à qui il doit et il veut obéir. Le bourgeois allemand possède au plus haut degré cet orgueil de tous les valets qui réfléchissent en eux-mêmes l'importance, la richesse, la grandeur, la puissance de leur maître. C'est ainsi que s'explique le culte rétrospectif delà figure historique et presque mythique de l'empereur d'Allemagne, culte né, en 1815, simultanément avec le pseudo-libéralisme allemand, dont il a été toujours depuis

protestantisme et transformé par lui en un objet de culte ; la servilité persévérante et chronique de la bourgeoisie de l'Allemagne, et la patience à toute épreuve de son peuple. Une cinquième cause enfin, qui tient d'ailleurs de très près aux quatre premières, c'est la naissance et la rapide formation de la puissance toute mécanique et tout anti-nationale de l'État de Prusse. (*Note de Bakounine.*)

l'accompagnement obligé, et qu'il devait nécessairement étouffer et détruire, tôt ou tard, comme il vient de le faire de nos jours. Prenez toutes les chansons ptriotiques des |95 Allemands, composées depuis 1815. Je ne parle pas |109 des chansons des ouvriers socialistes qui ouvrent une ère nouvelle, prophétisent un monde nouveau, celui de l'émancipation universelle. Non, prenez les chansons des patriotes bourgeois, à commencer par l'hymne pangermanique d'Arndt. Quel est le sentiment qui y domine ? Est-ce l'amour de la liberté ? Non, c'est celui de la grandeur et de la puissance nationales : « Où est la patrie allemande ? » demande-t-il. — Réponse : « Aussi loin que résonne la langue allemande. » La liberté n'inspire que très médiocrement ces chanteurs du patriotisme allemand. On dirait qu'ils n'en font mention que par décence. Leur enthousiasme sérieux et sincère appartient à la seule unité. Et aujourd'hui même, de quels arguments se servent-ils pour prouver aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine, qui ont été baptisés Français par la Révolution et qui, dans ce moment de crise si terrible pour eux, se sentent plus passionnément Français que jamais, qu'ils sont Allemands et qu'ils doivent redevenir des Allemands ? Leur promettent-ils la liberté, l'émancipation du travail, une grande prospérité matérielle, un noble et large développement humain ? Non, rien de tout cela. Ces arguments les touchent si peu eux-mêmes, qu'ils ne comprennent pas qu'ils puissent toucher les autres. D'ailleurs ils n'oseraient pas pousser si loin le mensonge, dans un temps de publicité où le mensonge devient si difficile, sinon impossible. Ils savent, et tout le monde sait, qu'aucune de ces belles choses n'existe en Allemagne, et que l'Allemagne ne peut devenir un grand Empire knouto-germanique qu'en y renonçant pour longtemps, même dans ses rêves, la réalité étant devenue trop saisissante aujourd'hui, trop brutale, pour qu'il y ait place et loisir pour des rêves.

À défaut de toutes ces grandes choses à la fois réelles et

humaines, les publicistes, les savants, les patriotes et les poètes de la bourgeoisie allemande leur parlent de quoi ? De la grandeur passée de l'Empire d'Allemagne, des Hohenstaufen et de l'empereur Barberousse. Sont-ils fous ? sont-ils idiots ? Non, ils sont des bourgeois allemands, des patriotes allemands. Mais pourquoi diable ces bons |110 bourgeois, ces ex |96 cellents patriotes adorent-ils ce grand passé catholique, impérial et féodal de l'Allemagne ? Retrouvent-ils, comme les villes d'Italie, dans le douzième, dans le treizième, dans le quatorzième et dans le quinzième siècle, des souvenirs de puissance, de liberté, d'intelligence et de gloire bourgeoise ? La bourgeoisie, ou, si nous voulons étendre ce mot en nous conformant à l'esprit de ces temps reculés, la nation, le peuple allemand fut-il alors moins brutalisé, moins opprimé par ses princes despotes et par sa noblesse arrogante ? Non, sans doute, ce fut pis qu'aujourd'hui. Mais alors que vont-ils donc chercher dans les siècles passés, ces savants bourgeois de l'Allemagne ? La puissance du maître. C'est l'ambition des valets.

En présence de ce qui se passe aujourd'hui, le doute n'est plus possible. La bourgeoisie allemande n'a jamais aimé, compris, ni voulu la liberté. Elle vit dans sa servitude, tranquille et heureuse comme un rat dans un fromage, mais elle veut que le fromage soit grand. Depuis 1815 jusqu'à nos jours, elle n'a désiré qu'une seule chose ; mais cette chose elle l'a voulue avec une passion persévérante, énergique et digne d'un plus noble objet. Elle a voulu se sentir sous la main d'un maître puissant, fût-il un despote féroce et brutal, pourvu qu'il puisse lui donner, en compensation de son esclavage nécessaire, ce qu'elle appelle sa grandeur nationale ; pourvu qu'il fasse trembler tous les peuples, y compris le peuple allemand, au nom de la civilisation allemande.

On m'objectera que la bourgeoisie de tous les pays montre aujourd'hui les mêmes tendances ; que partout elle |111 accourt

effarée s'abriter sous la protection de la dictature militaire, son dernier refuge contre les envahissements de plus en plus menaçants du prolétariat. Partout elle renonce à sa liberté, au nom du salut de sa bourse, et, pour garder ses privilèges, partout elle renonce à son droit. Le libéralisme bourgeois, dans tous les pays, est devenu un mensonge, n'existant plus à peine que de nom.

Oui, c'est vrai. Mais au moins, dans le passé, le libéralisme des bourgeois italiens, suisses, hollandais, belges, anglais et |[97] français a réellement existé, tandis que celui delà bourgeoisie allemande n'a jamais existé. Vous n'en trouvez aucune trace ni avant, ni après la Réformation.

Histoire du libéralisme allemand .

La guerre civile, si funeste à la puissance des États, est, au contraire et à cause de cela même, toujours favorable au réveil de l'initiative populaire et au développement intellectuel, moral et même matériel des peuples. La raison en est très simple ; elle trouble, elle ébranle dans les masses cette disposition moutonnière, si chère à tous les gouvernements, et qui convertit les peuples en autant de troupeaux qu'on paît et qu'on tond à merci. Elle rompt la monotonie abrutissante de leur existence journalière, machinale, dénuée de pensée, et, en les forçant à réfléchir sur les prétentions respectives des princes ou des partis qui se disputent le droit de les opprimer et de les exploiter, les amène le plus souvent à la conscience sinon réfléchie, au moins instinctive, de cette profonde vérité, que les droits des uns sont aussi nuls que ceux des autres et que leurs intentions sont également mauvaises. En outre, du moment que la pensée, ordinairement endormie, des masses, se réveille sur un point, elle s'étend nécessairement |[112] sur tous les autres.

L'intelligence du peuple s'émeut, rompt son immobilité séculaire, et, sortant des limites d'une foi machinale, brisant le joug des représentations ou des notions traditionnelles et pétrifiées qui lui avaient tenu lieu de toute pensée, elle soumet à une critique sévère, passionnée, dirigée par son bon sens et par son honnête conscience, qui valent souvent mieux que la science, toutes ses idoles d'hier. C'est ainsi que se réveille l'esprit du peuple. Avec l'esprit naît en lui l'instinct sacré, l'instinct essentiellement humain de la révolte, source de toute émancipation, et se développent simultanément sa morale et sa prospérité matérielle, filles jumelles de la liberté. Cette liberté, si bienfaisante pour le peuple, trouve un appui, une |[98] garantie et un encouragement dans la guerre civile elle-même, qui, en divisant ses oppresseurs, ses exploiteurs, ses tuteurs ou ses maîtres, diminue nécessairement la puissance malfaisante des uns et des autres. Quand les maîtres s'entre-déchirent, le pauvre peuple, délivré, au moins en partie, de la monotonie de l'ordre public, ou plutôt de l'anarchie et de l'iniquité pétrifiées qui lui sont imposées, sous ce nom d'ordre public, par leur autorité détestable, peut respirer un peu plus à son aise. D'ailleurs les parties adverses, affaiblies par la division et la lutte, ont besoin de la sympathie des masses pour triompher l'une de l'autre. Le peuple devient une maîtresse adulée, recherchée, courtisée. On lui fait toutes sortes de promesses, et lorsque le peuple est assez intelligent pour ne point se contenter de promesses, on lui fait des concessions réelles, politiques et matérielles. S'il ne s'émancipe pas alors, la faute en est à lui seul.

Le procédé que je viens de décrire est précisément celui par lequel les communes de tous les pays de l'Occident de l'Europe se sont émancipées, plus ou moins, au moyen âge. Par la manière dont elles se sont émancipées et surtout par les conséquences politiques, intellectuelles et sociales qu'elles ont su tirer de leur émancipation, |[113] on peut juger de leur esprit, de leurs tendances naturelles et de leurs tempéraments nationaux

respectifs.

Ainsi, vers la fin du onzième siècle déjà, nous voyons l'Italie en plein développement de ses libertés municipales, de son commerce et de ses arts naissants. Les villes d'Italie savent profiter de la lutte mémorable des empereurs et des papes, qui commence, pour conquérir leur indépendance. Dans ce même siècle, la France et l'Angleterre se trouvent déjà en pleine philosophie scolastique, et comme conséquence de ce premier réveil de la pensée dans la foi et de cette première révolte implicite de la raison contre la foi, nous voyons, dans le Midi de la France, la naissance de l'hérésie vaudoise. En Allemagne, rien. Elle travaille, elle prie, elle chante, bâtit ses temples, sublime expression de sa foi robuste et naïve, et obéit sans murmures à ses prêtres, à ses nobles, à ses princes et à son empereur qui la brutalisent et la pillent sans pitié ni vergogne.

|99 Au douzième siècle se forme la grande Ligue des villes indépendantes et libres de l'Italie, contre l'empereur et contre le pape. Avec la liberté politique commence naturellement la révolte de l'intelligence. Nous voyons le grand Arnaud de Brescia brûlé à Rome pour hérésie en 1155. En France, on brûle Pierre de Bruys et l'on persécute Abeilard ; et ce qui est plus, l'hérésie vraiment populaire et révolutionnaire des Albigeois se soulève contre la domination du pape, des prêtres et des seigneurs féodaux. Persécutés, ils se répandent dans les Flandres, en Bohême, jusqu'en Bulgarie, mais pas en Allemagne. En Angleterre, le roi Henri I^{er} Beauclerc est forcé de signer une charte, base de toutes les libertés ultérieures. Au milieu de ce mouvement, seule la fidèle Allemagne reste immobile et intacte. Pas une pensée, pas un acte qui dénote le réveil d'une volonté indépendante ou d'une aspiration quelconque dans le peuple. Seulement deux faits importants. D'abord, la création de deux ordres chevaleresques nouveaux, celui des |114 croisés Teutoniques et celui des Porte-glaives

livoniens, chargés tous les deux de préparer la grandeur et la puissance du futur Empire knouto-germanique, par la propagande armée du catholicisme et du germanisme dans le Nord et dans le Nord-Est de l'Europe. On connaît la méthode uniforme et constante dont firent usage ces aimables propagateurs de l'Evangile du Christ, pour convertir et pour germaniser les populations slaves barbares et païennes. C'est d'ailleurs la même méthode que leurs dignes successeurs emploient aujourd'hui pour *moraliser*, pour *civiliser*, pour *germaniser* la France : ces trois verbes différents ayant dans la bouche et dans la pensée des patriotes allemands le même sens. C'est le massacre en détail et en masse, l'incendie, le pillage, le viol, la destruction d'une partie de la population et l'asservissement du reste. Dans les pays conquis, autour des camps retranchés de ces civilisateurs armés, se formaient ensuite les villes allemandes. Au milieu d'eux venait s'établir le saint évêque, le bénisseur quand même de tous les attentats commis ou entrepris par ces nobles brigands ; avec lui venait une troupe de prêtres, et on baptisait de force les pauvres païens qui avaient survécu au |100 massacre, puis on obligeait ces esclaves de bâtir des églises. Attirés par tant de sainteté et de gloire, arrivaient ensuite ces bons bourgeois allemands, humbles, serviles, lâchement respectueux vis-à-vis de l'arrogance nobiliaire, à genoux devant toutes les autorités établies, politiques et religieuses, aplatis, en un mot, devant tout ce qui représentait une puissance quelconque, mais excessivement durs et pleins de mépris et de haine pour les populations indigènes vaincues ; d'ailleurs unissant à ces qualités utiles, sinon très brillantes, une force, une intelligence et une persévérance de travail tout à fait respectables, et je ne sais quelle puissance végétative de croissance et d'expansion envahissante, qui rendaient ces parasites laborieux très dangereux pour l'indépendance |115 et pour l'intégrité du caractère national, même dans les pays où ils étaient venus s'établir non par le droit de conquête, mais par grâce, comme en

Pologne, par exemple. C'est ainsi que la Prusse orientale et occidentale et une partie du grand-duché de Posen se sont trouvées germanisées un beau jour. — Le second fait allemand qui s'accomplit dans ce siècle, c'est la renaissance du droit romain, provoquée, non sans doute par l'initiative nationale, mais par la volonté spéciale des empereurs qui, en protégeant et en propageant l'étude des Pandectes retrouvées de Justinien, préparèrent les bases de l'absolutisme moderne.

Au treizième siècle, la bourgeoisie allemande semble se réveiller enfin. La guerre des Guelfes et des Gibelins, après avoir duré près d'un siècle, réussit à interrompre ses chants et ses rêves et à la tirer de sa pieuse léthargie. Elle commence vraiment par un coup de maître. Suivant sans doute l'exemple que leur avaient donné les villes d'Italie, dont les rapports commerciaux s'étaient étendus sur toute l'Allemagne, plus de soixante villes allemandes forment une ligue commerciale et nécessairement politique, formidable, la fameuse Hanse.

Si la bourgeoisie allemande avait eu l'instinct de la liberté, même partielle et restreinte, la seule qui fût possible dans ces temps reculés, elle aurait pu conquérir son indépendance et établir sa puissance politique déjà au treizième siècle, comme | [101] l'avait fait, bien avant, la bourgeoisie d'Italie. La situation politique des villes allemandes, à cette époque, ressemblait d'ailleurs beaucoup à celle des villes italiennes, auxquelles elles étaient liées doublement et par les prétentions du Saint-Empire et par les rapports plus réels du commerce.

Comme les cités républicaines d'Italie, les villes allemandes ne pouvaient compter que sur elles-mêmes. |[116] Elles ne pouvaient pas, comme les communes de France, s'appuyer sur la puissance croissante de la centralisation monarchique, le pouvoir des empereurs, qui résidait beaucoup plus dans leurs capacités et dans leur influence personnelles que dans les

institutions politiques, et qui par conséquent variait avec le changement des personnes, n'ayant jamais pu se consolider ni prendre corps en Allemagne, D'ailleurs, toujours occupés des affaires d'Italie et de leur lutte interminable contre les papes, ils passaient les trois quarts de leur temps hors de l'Allemagne. Par cette double raison, la puissance des empereurs, toujours précaire et toujours disputée, ne pouvait offrir, comme celle des rois de France, un appui suffisant et sérieux à l'émancipation des communes.

Les villes de l'Allemagne ne pouvaient pas non plus, comme les communes anglaises, s'allier avec l'aristocratie terrienne contre le pouvoir de l'empereur, pour revendiquer leur part de liberté politique ; les maisons souveraines et toute la noblesse féodale de l'Allemagne, au contraire de l'aristocratie anglaise, s'étaient toujours distinguées par une absence complète de sens politique. C'était tout simplement un ramassis de grossiers brigands, brutaux, stupides, ignorants, n'ayant de goût que pour la guerre féroce et pillarde, que pour la luxure et pour la débauche. Ils n'étaient bons que pour attaquer les marchands des villes sur les grandes routes, ou bien pour saccager les villes elles-mêmes quand ils se sentaient en force, mais non pour comprendre l'utilité d'une alliance avec elles.

Les villes allemandes, pour se défendre contre la brutale oppression, contre les vexations et contre le pillage régulier ou non régulier des empereurs, des princes souverains et |117 des nobles, ne pouvaient donc réellement compter que sur |102 leurs propres forces et que sur leur alliance entre elles. Mais pour que cette alliance, cette même Hanse qui ne fut jamais rien qu'une alliance presque exclusivement commerciale, pût leur offrir une protection suffisante, il aurait fallu qu'elle prît un caractère et une importance décidément politique : qu'elle intervînt comme partie reconnue et respectée dans la constitution même et dans toutes les affaires tant intérieures qu'extérieures de l'Empire.

Les circonstances d'ailleurs étaient entièrement favorables. La puissance de toutes les autorités de l'Empire avait été considérablement affaiblie par la lutte des Gibelins et des Guelfes ; et puisque les villes allemandes s'étaient senties assez fortes pour former une ligue de défense mutuelle contre tous les pillards couronnés ou non couronnés qui les menaçaient de toutes parts, rien ne les empêchait de donner à cette ligue un caractère politique beaucoup plus positif, celui d'une formidable puissance collective réclamant et imposant le respect. Elles pouvaient faire davantage : profitant de l'union plus ou moins fictive que le mystique Saint-Empire avait établie entre l'Italie et l'Allemagne, les villes allemandes auraient pu s'allier ou se fédérer avec les villes italiennes, comme elles s'étaient alliées avec des villes flamandes et plus tard même avec quelques villes polonaises ; elles auraient dû naturellement le faire non sur une base exclusivement allemande, mais largement internationale ; et qui sait si une telle alliance, en ajoutant, à la force native et un peu lourde et brute des Allemands, l'esprit, la capacité politique et l'amour de la liberté des Italiens, n'eût |118 pas donné au développement politique et social de l'Occident une direction toute différente et bien autrement avantageuse pour la civilisation du monde entier ? Le seul grand désavantage qui, probablement, serait résulté d'une telle alliance, c'eût été la formation d'un nouveau monde politique, puissant et libre, en dehors des masses agricoles et par conséquent contre elles ; les paysans de l'Italie et de l'Allemagne auraient été livrés encore plus à la merci des seigneurs féodaux, résultat qui, d'ailleurs, n'a point été évité, puisque l'organisation municipale des villes a eu pour conséquence de séparer |103 profondément les paysans des bourgeois et de leurs ouvriers, en Italie aussi bien qu'en Allemagne.

Mais ne rêvons pas pour ces bons bourgeois allemands !

Ils rêvent assez eux-mêmes ; il est malheureux seulement que leurs rêves n'aient jamais eu la liberté pour objet. Ils n'ont jamais eu, ni alors, ni depuis, les dispositions intellectuelles et morales nécessaires pour concevoir, pour aimer, pour vouloir et pour créer la liberté. L'esprit d'indépendance leur a toujours été inconnu. La révolte leur répugne, autant qu'elle les effraie. Elle est incompatible avec leur caractère résigné et soumis, avec leurs habitudes patiemment et paisiblement laborieuses, avec leur culte à la fois raisonné et mystique de l'autorité. On dirait que tous les bourgeois allemands naissent avec la bosse de la piété, avec la bosse de l'ordre public et de l'obéissance quand même. Avec de telles dispositions, on ne s'émancipe jamais, et même au milieu des conditions les plus favorables on reste esclave.

C'est ce qui arriva à la Ligue des villes hanséatiques. |119 Elle ne sortit jamais des bornes de la modération et de la sagesse, ne demandant que trois choses : qu'on la laissât paisiblement s'enrichir par son industrie et par son commerce ; qu'on respectât son organisation et sa juridiction intérieure ; et qu'on ne lui demandât pas des sacrifices d'argent trop énormes en retour de la protection ou de la tolérance qu'on lui accordait. Quant aux affaires générales de l'empire, tant intérieures qu'extérieures, la bourgeoisie allemande en laissa volontiers le soin exclusif aux « grands Messieurs » (den grossen Herren), trop modeste elle-même pour s'en mêler.

Une si grande modération politique a dû être nécessairement accompagnée, ou plutôt même est un symptôme certain, d'une grande lenteur dans le développement intellectuel et social d'une nation. Et en effet, nous voyons que pendant tout le treizième siècle, l'esprit allemand, malgré le grand mouvement commercial et industriel, malgré toute la prospérité matérielle des villes allemandes, ne produit absolument rien. Dans ce même siècle, on enseignait déjà, dans

les écoles de l'Université de Paris, malgré le roi et le pape, une doctrine dont |[105] la hardiesse aurait épouvanté nos métaphysiciens et nos théologiens, affirmant, par exemple, que le monde, étant éternel, n'avait pas pu être créé, niant l'immatérialité des âmes et le libre arbitre. En Angleterre, nous trouvons le grand moine Roger Bacon, le précurseur de la science moderne et le véritable inventeur de la boussole et de la poudre, quoique les Allemands veuillent s'attribuer cette dernière invention, sans doute pour faire mentir le proverbe. En Italie naissait Dante. En Allemagne, nuit intellectuelle complète.

Au seizième siècle, l'Italie possède déjà une magnifique littérature nationale : Dante, Pétrarque, Boccace ; et dans l'ordre politique, Rienzi, et Michel |[120] Lando, l'ouvrier cardeur, gonfalonier à Florence. En France, les communes, représentées aux États-généraux, déterminent définitivement leur caractère politique, en appuyant la royauté contre l'aristocratie et le pape. C'est aussi le siècle de la Jacquerie, cette première insurrection des campagnes de France, insurrection pour laquelle les socialistes sincères n'auront pas, sans doute, le dédain ni surtout la haine des bourgeois. En Angleterre, Jean Wicleff, le véritable initiateur de la Réformation religieuse, commence à prêcher. En Bohême, pays slave, faisant malheureusement partie de l'Empire germanique, nous trouvons dans les masses populaires, parmi les paysans, la secte si intéressante et si sympathique des Fraticelli qui osèrent prendre, contre le despote céleste, le parti de Satan, ce chef spirituel de tous les révolutionnaires passés, présents et à venir, le véritable auteur de l'émancipation humaine selon le témoignage de la Bible, le négateur de l'empire céleste comme nous le sommes de tous les empires terrestres, le créateur de la liberté : celui même que Proudhon, dans son livre de la Justice, saluait avec une éloquence pleine d'amour. Les Fraticelli préparèrent le terrain pour la révolution de Huss et de Ziska. — La liberté suisse naît

enfin dans ce siècle.

La révolte des cantons allemands de la Suisse contre le despotisme de la maison de Habsbourg est, un fait si contraire à l'esprit national de l'Allemagne, qu'il eut pour con |[105] séquence nécessaire, immédiate, la formation d'une nouvelle nation suisse, baptisée au nom de la révolte et de la liberté, et comme telle séparée désormais par une barrière infranchissable de l'Empire germanique.

|[121] Les patriotes allemands aiment à répéter, avec la célèbre chanson pangermanique d'Arndt, que « leur patrie s'étend aussi loin que résonne leur langue, chantant des louanges au bon Dieu » :

So weit die deutsche Zunge klingt,
Und Gott im Himmel Lieder singt !

S'ils voulaient se conformer plutôt au sens réel de leur histoire qu'aux inspirations de leur fantaisie omnivore, ils auraient dû dire que leur patrie s'étend aussi loin que l'esclavage des peuples et qu'elle cesse là où commence la liberté.

Non seulement la Suisse, mais les villes de la Flandre, liées pourtant avec les villes de l'Allemagne par des intérêts matériels, par ceux d'un commerce croissant et prospère, et malgré qu'elles fissent partie de la Ligue hanséatique, tendirent, à partir même de ce siècle, à s'en séparer toujours davantage, sous l'influence de cette même liberté.

En Allemagne, pendant tout ce siècle, au milieu d'une prospérité matérielle croissante, aucun mouvement intellectuel, ni social. En politique deux faits seulement : le premier, c'est la déclaration des princes de l'Empire qui, entraînés par l'exemple

des rois de France, proclament que l'Empire doit être indépendant du pape et que la dignité impériale ne relève que de Dieu seul. Le second, c'est l'institution de la fameuse Bulle d'or qui organise définitivement l'Empire et décide qu'il y aura désormais sept princes électeurs, en l'honneur des sept chandeliers de l'Apocalypse.

Nous voilà enfin arrivés au quinzième siècle. C'est le siècle de la Renaissance. L'Italie est en pleine floraison. Armée de la philosophie retrouvée de la Grèce antique, elle brise la lourde prison dans laquelle, pendant dix siècles, le catholicisme |122 avait tenu renfermé l'esprit humain. La foi tombe, la pensée libre renaît. C'est l'aurore resplendissante et joyeuse |106 de l'émancipation humaine. Le sol libre de l'Italie se couvre de libres et hardis penseurs. L'Église elle-même y devient païenne. Les papes et les cardinaux, dédaignant saint Paul pour Aristote et Platon, embrassent la philosophie matérialiste d'Épicure, et, oublieux du Jupiter chrétien, ne jurent plus que par Bacchus et Vénus ; ce qui ne les empêche pas de persécuter par moments les libres-penseurs dont la propagande entraînante menace d'anéantir la foi des masses populaires, cette source de leur puissance et de leurs revenus. L'ardent et illustre propagateur de la foi nouvelle, de la foi humaine, Pic de la Mirandole, mort si jeune, attire surtout contre lui les foudres du Vatican.

En France et en Angleterre, temps d'arrêt. Dans la première moitié de ce siècle, c'est une guerre odieuse, stupide, fomentée par l'ambition des rois et soutenue bêtement par la nation anglaise, une guerre qui fit reculer d'un siècle l'Angleterre et la France. Comme les Prussiens, aujourd'hui, les Anglais du quinzième siècle avaient voulu détruire, soumettre la France. Ils s'étaient même emparés de Paris, ce que les Allemands, malgré toute leur bonne volonté, n'ont pas encore réussi à faire jusqu'ici [1], et avaient brûlé Jeanne d'Arc à Rouen,

1 Ces pages ont été écrites entre le 11 et le 16 février 1871. — J. G.

comme les Allemands pendent aujourd'hui les francs-tireurs. Ils furent enfin chassés de Paris et de France, comme, espérons-le toujours, les Allemands finiront bien par l'être aussi.

Dans la seconde moitié du quinzième siècle, en France, nous voyons la naissance du vrai despotisme royal, renforcé par cette guerre. C'est l'époque de Louis XI, un rude compère, valant à lui seul Guillaume I^er^ avec ses Bismarck et Moltke, le fondateur de la centralisation bureaucratique et militaire de |123 la France, le créateur de l'État. Il daigne bien encore quelquefois s'appuyer sur les sympathies intéressées de sa fidèle bourgeoisie, qui voit avec plaisir son bon roi abattre les têtes, si arrogantes et si fières, de ses seigneurs féodaux ; mais on sent déjà à la manière dont il se comporte avec elle que, si elle ne voulait pas l'appuyer, il saurait bien l'y forcer. Toute indépendance, nobiliaire ou bourgeoise, spirituelle ou temporelle, lui est également odieuse. Il abolit la chevalerie |107 et institue les ordres militaires : voilà pour la noblesse. Il impose ses bonnes villes selon sa convenance et dicte sa volonté aux États-généraux : voilà pour la liberté bourgeoise. Il défend enfin la lecture des ouvrages des *nominaux* et ordonne celle des *réaux* [1] : voilà pour la libre pensée. Eh bien, malgré une si dure compression, la France donne naissance à Rabelais à la fin du quinzième siècle : un génie profondément populaire, gaulois, et tout débordant de cet esprit de révolte humaine qui caractérise le siècle de la Renaissance.

En Angleterre, malgré l'affaiblissement de l'esprit populaire, conséquence naturelle de la guerre odieuse qu'elle avait faite à la France, nous voyons, pendant tout le quinzième

1 Les *nominaux*, matérialistes autant que pouvaient l'être des philosophes scolastiques, n'admettaient pas la réalité des idées abstraites ; les *réaux*, au contraire, penseurs orthodoxes, soutenaient l'existence réelle de ces idées. (J. G., *note ajoutée en 1871 au manuscrit de Bakounine.*)

siècle, les disciples de Wicleff propager la doctrine de leur maître, malgré les cruelles persécutions dont ils sont les victimes, et préparer ainsi le terrain à la révolution religieuse qui éclata un siècle plus tard. En même temps, par la voie |124 d'une propagande individuelle, sourde, invisible et insaisissable, mais néanmoins très vivace, en Angleterre aussi bien qu'en France, l'esprit libre de la Renaissance tend à créer une philosophie nouvelle. Les villes flamandes, amoureuses de leur liberté et fortes de leur prospérité matérielle, entrent en plein dans le développement artistique et intellectuel moderne, se séparant par là même toujours davantage de l'Allemagne.

Quant à l'Allemagne, nous la voyons dormir de son plus beau sommeil pendant toute la première moitié de ce siècle. Et pourtant, il se passa, au sein de l'Empire, et dans le voisinage le plus immédiat de l'Allemagne, un fait immense qui eût suffi pour secouer la torpeur de toute autre nation. Je veux parler de la révolte religieuse de Jean Huss, le grand réformateur slave.

|108 C'est avec un sentiment de profonde sympathie et de fierté fraternelle que je pense à ce grand mouvement national d'un peuple slave. Ce fut plus qu'un mouvement religieux, ce fut une protestation victorieuse contre le despotisme allemand, contre la civilisation aristocratico-bourgeoise des Allemands ; ce fut la révolte de l'antique commune slave contre l'État allemand. Deux grandes révoltes slaves avaient eu lieu déjà dans le onzième siècle. La première fut dirigée contre la pieuse oppression de ces braves chevaliers teutoniques, ancêtres des lieutenants-hobereaux actuels de la Prusse. Les insurgés slaves avaient brûlé toutes les églises et exterminé tous les prêtres. Ils détestaient le christianisme, et avec beaucoup de raison, parce que le christianisme, c'était le germanisme, dans |125 sa forme la moins avenante : c'était l'aimable chevalier, le vertueux prêtre et

l'honnête bourgeois, tous les trois Allemands pur sang, et représentant comme tels l'idée de l'autorité quand même, et la réalité d'une oppression brutale, insolente et cruelle. La seconde insurrection eut lieu, une trentaine d'années plus tard, en Pologne. Ce fut la première et l'unique insurrection des paysans proprement polonais. Elle fut étouffée par le roi Casimir. Voici comment cet événement est jugé par le grand historien polonais Lelewel, dont le patriotisme et même une certaine prédilection pour la classe qu'il appelle la *démocratie nobiliaire* ne peuvent être mis en doute par personne : « Le parti de Maslaw » (le chef des paysans insurgés de la Mazovie) « était populaire et allié du paganisme ; le parti de Casimir était aristocrate et partisan du christianisme » (c'est-à-dire du germanisme). Et plus loin il ajoute : « Il faut absolument considérer cet événement désastreux comme une victoire remportée sur les classes inférieures, dont le sort ne pouvait qu'empirer à sa suite. *L'ordre fut rétabli*, mais la marche de l'état social tourna dès lors grandement au désavantage des classes inférieures. » (*Histoire de la Pol ogne*, par Joachim Lelewel, t. II, p. 19.)

La Bohême s'était laissé germaniser encore plus que la Pologne. Comme cette dernière, jamais elle n'avait été conquise par les Allemands, mais elle s'était laissé profondément |[109] dépraver par eux. Membre du Saint-Empire, depuis sa formation comme État, elle n'avait jamais pu s'en détacher pour son malheur, et elle en avait adopté toutes les institutions cléricales, féodales et bourgeoises. Les villes et la noblesse de la Bohême s'étaient germanisées en partie ; noblesse, bourgeoisie et clergé étaient allemands, non de naissance, mais de baptême, ainsi que par leur éducation et par leur position politique et |[126] sociale ; l'organisation primitive des communes slaves n'admettant ni prêtres, ni classes. Seuls, les paysans de la Bohême s'étaient conservés purs de cette lèpre allemande, et ils en étaient naturellement les victimes. Cela explique leurs sympathies instinctives pour toutes les grandes hérésies

populaires. Ainsi nous avons vu l'hérésie des Vaudois se répandre en Bohême déjà au douzième siècle et celle des Fraticelli au quatorzième, et vers la fin de ce siècle ce fut le tour de l'hérésie de Wicleff, dont les ouvrages furent traduits en langue bohême. Toutes ces hérésies avaient également frappé aux portes de l'Allemagne ; elles ont dû même la traverser pour arriver en Bohême. Mais au sein du peuple allemand elles ne trouvèrent pas le moindre écho. Portant en elles le germe de la révolte, elles durent glisser, sans pouvoir l'entamer, sur sa fidélité inébranlable, ne parvenant pas même à troubler son sommeil profond. Par contre, elles trouvèrent un terrain propice en Bohême, dont le peuple asservi, mais non germanisé, maudissait du plein de son cœur et cette servitude et toute la civilisation aristocratico-bourgeoise des Allemands. Cela explique pourquoi, dans la voie de la protestation religieuse, le peuple tchèque a dû devancer d'un siècle le peuple allemand.

L'une des premières manifestations de ce mouvement religieux en Bohême fut l'expulsion en masse de tous les professeurs allemands de l'université de Prague, crime horrible que les Allemands ne purent jamais pardonner au peuple tchèque. Et pourtant, si l'on y regarde de plus près, on devra convenir que ce peuple eut mille fois raison de chasser ces corrupteurs patentés et serviles |127 de la jeunesse slave. À l'exception d'une très courte période, de trente-cinq ans à peu près, entre 1813 et 1848, pendant lesquels le *déver* |116 *gondage* du libéralisme, voire même du démocratisme français, s'était glissé par contrebande et s'était maintenu dans les universités allemandes, représenté par une vingtaine, une trentaine de savants illustres et animés d'un libéralisme sincère, voyez ce qu'ont été les professeurs allemands jusqu'à cette époque et ce qu'ils sont redevenus sous l'influence de la réaction de 1849 : les adulateurs de toutes les autorités, les professeurs de la servilité. Issus de la bourgeoisie allemande, ils en expriment consciencieusement les tendances et l'esprit. Leur science est la

manifestation fidèle de la conscience de l'esclave. C'est la consécration idéale d'un esclavage historique.

Les professeurs allemands du quinzième siècle, à Prague, étaient au moins aussi serviles, aussi valets que le sont les professeurs de l'Allemagne actuelle. Ceux-ci sont dévoués corps et âme à Guillaume I^er^ le féroce, le maître prochain de l'Empire knouto-germanique. Ceux-là étaient servilement dévoués tout d'avance à tous les empereurs qu'il plairait aux sept princes électeurs apocalyptiques de l'Allemagne de donner au Saint-Empire germanique. Peu leur importait qui était le maître, pourvu qu'il y eût un maître, une société sans maître étant une monstruosité qui devait nécessairement révolter leur imagination bourgeoise-allemande. C'eût été le renversement de la civilisation germanique.

D'ailleurs quelles sciences enseignaient-ils, ces professeurs allemands du quinzième siècle ? La théologie catholique-romaine et le code Justinien, deux instruments du despotisme. Ajoutez-y la philosophie scolastique, et cela à une époque où, après avoir sans doute rendu, dans les siècles passés, de grands services à l'émancipation de l'esprit, elle s'était arrêtée et comme immobilisée dans sa lourdeur monstrueuse et pédante, battue en brèche par la pensée moderne qu'animait le pressentiment, sinon |128 encore la possession, de la science vivante. Ajoutez-y encore un peu de médecine barbare, enseignée, comme le reste, dans un latin très barbare ; et vous aurez tout le bagage scientifique de ces professeurs. Cela valait-il la peine de les retenir ? Mais il y avait une grande urgence de les éloigner, car, outre qu'ils dépravaient |111 la jeunesse par leur enseignement et par leur exemple servile, ils étaient les agents très actifs, très zélés de cette fatale maison de Habsbourg qui convoitait déjà la Bohême comme sa proie.

Jean Huss et Jérôme de Prague, son ami et son disciple,

contribuèrent beaucoup à leur expulsion. Aussi, lorsque l'empereur Sigismond, violant le sauf-conduit qu'il leur avait accordé, les fit juger d'abord, par le concile de Constance, puis brûler tous les deux, l'un en 1415 et l'autre en 1416, là, en pleine Allemagne, en présence d'un immense concours d'Allemands accourus de loin pour assister au spectacle, aucune voix allemande ne s'éleva pour protester contre cette atrocité déloyale et infâme. Il fallut que cent ans se passassent encore, pour que Luther réhabilitât en Allemagne la mémoire de ces deux grands réformateurs et martyrs slaves.

Mais si le peuple allemand, probablement encore endormi et rêvant, laissa sans protestation cet odieux attentat, le peuple tchèque protesta par une révolution formidable. Le grand, le terrible Ziska, ce héros, ce vengeur populaire, dont la mémoire vit encore, comme une promesse d'avenir, au sein des campagnes de la Bohême, se leva, et, à la tête de ses Taborites, parcourant la Bohême tout entière, il brûla les églises, massacra les prêtres et balaya toute la vermine impériale ou allemande, ce qui alors signifiait la même chose, parce que tous les Allemands en |129 Bohême étaient des partisans de l'empereur. Après Ziska, ce fut le grand Procope qui porta la terreur dans le cœur des Allemands. Les bourgeois de Prague eux-mêmes, d'ailleurs infiniment plus modérés que les Hussites des campagnes, firent sauter par les fenêtres, selon l'antique usage de ce pays, les partisans de l'empereur Sigismond, en 1419, lorsque cet infâme parjure, cet assassin de Jean Huss et de Jérôme de Prague, eut l'audace insolente et cynique de se présenter comme compétiteur de la couronne vacante de Bohême. Un bon exemple à suivre ! c'est ainsi que devront être traités, en vue de l'émancipation universelle, toutes les personnes qui voudront s'imposer comme *autorités officielles* aux masses populaires, |112 sous quelque masque, sous quelque prétexte et sous quelque dénomination que ce soit.

Pendant dix-sept ans de suite, ces Taborites terribles, vivant en communauté fraternelle entre eux, battirent toutes les troupes de la Saxe, de la Franconie, de la Bavière, du Rhin et de l'Autriche que l'empereur et le pape envoyèrent en croisade contre eux ; ils nettoyèrent la Moravie et la Silésie, et portèrent la terreur de leurs armes dans le cœur même de l'Autriche. Ils furent enfin battus par l'empereur Sigismond. Pourquoi ? Parce qu'ils furent affaiblis par les intrigues et par la trahison d'un parti tchèque aussi, mais formé par la coalition de la noblesse indigène et de la bourgeoisie de Prague, allemandes d'éducation, de position, d'idées et de mœurs, sinon de cœur, et s'appelant, par opposition aux Taborites communistes et révolutionnaires, le parti des *Calixtins* ; demandant des réformes *sages, possibles* ; représentant en un mot, à cette époque, en Bohême, cette même politique de la modération hypocrite et de l'impuissance habile, que MM. Palacki, Rieger, Brauner et C^ie^ y représentent si bien aujourd'hui.

À partir de cette époque, la révolution populaire commença à décliner rapidement, cédant la place d'abord |130 à l'influence diplomatique, et un siècle plus tard à la domination de la dynastie autrichienne. Les politiques, les modérés, les habiles, profitant du triomphe de l'abhorré Sigismond, s'emparèrent du gouvernement, comme ils le feront probablement en France, après la fin de cette guerre et pour le malheur de la France. Ils servirent, les uns sciemment et avec beaucoup d'utilité pour l'ampleur de leurs poches, les autres bêtement, sans s'en douter eux-mêmes, d'instruments à la politique autrichienne, comme les Thiers, les Jules Favre, les Jules Simon, les Picard, et bien d'autres serviront d'instruments à Bismarck. L'Autriche les magnétisait et les inspirait. Vingt-cinq ans après la défaite des Hussites par Sigismond, ces patriotes habiles et prudents portèrent un dernier coup à l'indépendance de la Bohême, en faisant détruire par les mains de leur roi Podiebrad la ville de Tabor, ou plutôt le camp

retranché des Taborites, C'est ainsi que les répu |[113] blicains bourgeois de la France sévissent déjà et feront sévir encore bien davantage leur président ou leur roi contre le prolétariat socialiste, ce dernier camp retranché de l'avenir et de la dignité nationale de la France.

En 1526, la couronne de Bohême échut enfin à la dynastie autrichienne, qui ne s'en dessaisit plus jamais. En 1620, après une agonie qui dura un peu moins de cent ans, la Bohême, mise à feu et à sang, dévastée, saccagée, massacrée et à demi dépeuplée, perdant d'un seul coup ce qui lui restait encore d'indépendance, d'existence nationale et de droits politiques, se trouva enchaînée sous le triple joug de l'administration impériale, de la civilisation allemande et des Jésuites autrichiens. Espérons, pour l'honneur et pour le salut de l'humanité, qu'il n'en sera pas ainsi de la France.

|[131] Au commencement de la seconde moitié du quinzième siècle, la nation allemande donna enfin une preuve d'intelligence et de vie, et cette preuve, il faut le dire, fut splendide : elle inventa l'imprimerie, et par cette voie, créée par elle-même, elle se mit en rapport avec le mouvement intellectuel de toute l'Europe. Le vent d'Italie, le sirocco de la libre pensée souffla sur elle, et, sous ce souffle ardent, se fondit son indifférence barbare, son immobilité glaciale. L'Allemagne devint humaniste et humaine.

Outre la voie de la presse, il y en eut une autre encore, moins générale et plus vivante. Des voyageurs allemands, revenant d'Italie vers la fin de ce siècle, en rapportèrent des idées nouvelles, l'Évangile de l'émancipation humaine, et le propagèrent avec une religieuse passion. Et cette fois, la semence précieuse ne fut point perdue. Elle trouva en

Allemagne un terrain tout préparé pour la recevoir. Cette grande nation, réveillée à la pensée, à la vie, à l'action, allait prendre à son tour la direction du mouvement de l'esprit. Mais hélas ! elle se trouva incapable de la garder plus de vingt-cinq ans en ses mains.

|[114] Il faut bien distinguer entre le mouvement de la Renaissance et celui de la Réforme religieuse. En Allemagne, le premier ne précéda que de peu d'années le second. Il y eut une courte période, entre 1517 et 1525,où ces deux mouvements parurent se confondre, quoique animés d'un esprit tout à fait opposé : l'un représenté par des hommes comme Érasme, comme Reuchlin, comme le généreux, l'héroïque Ulrich von Hutten, poète et penseur de génie, le disciple de Pic de la Mirandole et l'ami de Franz von Sickingen, d'Œcolampade et de Zwingli, celui qui |[132] forma en quelque sorte le trait d'union entre l'ébranlement purement philosophique de la Renaissance, la transformation purement religieuse de la foi parla Réforme protestante, et le soulèvement révolutionnaire des masses, provoqué par les premières manifestations de cette dernière ; l'autre, représenté principalement par Luther et Mélanchthon, les deux pères du nouveau développement religieux et théologique en Allemagne. Le premier de ces mouvements, profondément humanitaire, tendant, par les travaux philosophiques et littéraires d'Érasme, de Reuchlin et d'autres, à l'émancipation complète de l'esprit et à la destruction des sottes croyances du christianisme, et tendant en même temps, par l'action plus pratique et plus héroïque d'Ulrich von Hutten, d'Œcolampade et de Zwingli, à l'émancipation des masses populaires du joug nobiliaire et princier ; tandis que le mouvement de la Réforme, fanatiquement religieux, théologique et, comme tel, plein de respect divin et de mépris humain, superstitieux au point de voir le diable et de lui jeter des encriers à la tête, comme cela est arrivé, dit-on, à Luther, dans le château de la Wartbourg, où l'on montre encore, sur le

mur, une tache d'encre, devait nécessairement devenir l'ennemi irréconciliable et de la liberté de l'esprit et de la liberté des peuples.

Il y eut toutefois, comme je l'ai dit, un moment où ces deux mouvements si contraires durent réellement se confondre, le premier étant révolutionnaire par principe, le second forcé de l'être par position.

D'ailleurs, dans Luther lui-même, il y avait une contradiction évidente. Comme théologien, il était et devait être réactionnaire ; mais comme nature, comme |[115] tempérament, comme instinct, il était passionnément révolutionnaire. Il avait la nature de l'homme du peuple, et cette nature puissante n'était point faite pour subir |[133] patiemment le joug de qui que ce soit. Il ne voulait plier que devant Dieu, dans lequel il avait une foi aveugle et dont il croyait sentir la présence et la grâce en son cœur ; et c'est au nom de Dieu que le *doux* Mélanchthon, le savant théologien, et rien qu'un théologien, son ami, son disciple, en réalité son maître et le museleur de cette nature léonine, parvint à l'enchaîner définitivement à la réaction.

Les premiers rugissements de ce rude et grand Allemand furent tout à fait révolutionnaires. On ne peut s'imaginer, en effet, rien de plus révolutionnaire que ses manifestes contre Rome ; que les invectives et les menaces qu'il lança à la face des princes de l'Allemagne ; que sa polémique passionnée contre l'hypocrite et luxurieux despote et réformateur de l'Angleterre, Henry VIII. À partir de 1517 jusqu'à 1525, on n'entendit plus en Allemagne que les éclats de tonnerre de cette voix qui semblait appeler le peuple allemand à une rénovation générale, à la révolution.

Son appel fut entendu. Les paysans de l'Allemagne se levèrent avec ce cri formidable, le cri socialiste : *Guerre aux*

châteaux, paix aux chaumières ! qui se traduit aujourd'hui par ce cri plus formidable encore : « À bas tous les exploiteurs et tous les tuteurs de l'humanité ; liberté et prospérité au travail, égalité de tous et fraternité du monde humain, constitué librement sur les ruines de tous les États ! »

Ce fut le moment critique pour la Réforme religieuse et pour toute la destinée politique de l'Allemagne. Si Luther avait voulu se mettre à la tête de ce grand mouvement populaire, socialiste, des populations rurales |134 insurgées contre leurs seigneurs féodaux, si la bourgeoisie des villes l'avait appuyé, c'en était fait de l'Empire, du despotisme princier et de l'insolence nobiliaire en Allemagne. Mais pour l'appuyer, il eût fallu que Luther ne fût pas un théologien, plus soucieux de la gloire divine que de la dignité humaine, et indigné que des hommes opprimés, des serfs qui ne devaient |116 penser qu'au salut de leurs âmes, eussent osé revendiquer leur portion de bonheur humain *sur cette terre* ; il eût fallu aussi que les bourgeois des villes de l'Allemagne ne fussent pas des bourgeois allemands.

Écrasée par l'indifférence et en très grande partie aussi par l'hostilité notoire des villes et par les malédictions théologiques de Mélanchthon et de Luther, beaucoup plus encore que par la force armée des seigneurs et des princes, cette formidable révolte des paysans de l'Allemagne fut vaincue. Dix ans plus tard fut également étouffée une autre insurrection, la dernière qui ait été provoquée en Allemagne par la Réforme religieuse. Je veux parler de la tentative d'une organisation mystico-communiste par les anabaptistes de Munster, capitale de la Westphalie. Munster fut pris et Jean de Leyde, le prophète anabaptiste, fut supplicié aux applaudissements de Mélanchthon et de Luther.

D'ailleurs, déjà cinq ans auparavant, en 1530, les deux

théologiens de l'Allemagne avaient posé les scellés sur tout mouvement ultérieur, même religieux, dans leur pays, en présentant à l'empereur et aux princes de l'Allemagne leur Confession d'Augsbourg, qui, pétrifiant d'un seul coup le libre essor des âmes, reniant même cette liberté des consciences individuelles au nom de laquelle la Réformation s'était faite, leur imposant comme une loi absolue et divine un dogmatisme | [135] nouveau, sous la garde de princes protestants reconnus comme les protecteurs naturels et les chefs du culte religieux, constitua une nouvelle Église officielle, qui, plus absolue même que l'Église catholique romaine, aussi servile, vis-à vis du pouvoir temporel, que l'Église de Byzance, fut désormais, entre les mains de ces princes protestants, un instrument de despotisme terrible, et condamna l'Allemagne tout entière, protestante et par contre-coup catholique aussi, à trois siècles au moins du plus abrutissant esclavage, un esclavage, hélas ! qui ne paraît pas même aujourd'hui disposé, ce me semble, à faire place à la liberté [1].

---

1 Pour se convaincre de l'esprit servile qui caractérise l'Église luthérienne en Allemagne, même encore de nos jours, il suffit de |[117] lire la formule de la déclaration ou promesse écrite que tout ministre de cette Église, dans le royaume de Prusse, doit signer et jurer d'observer avant d'entrer en |[136] fonctions. Elle ne surpasse pas, mais certainement elle égale en servilité les obligations qui sont imposées au clergé russe. Chaque ministre de l'Évangile en Prusse prête le serment d'être pendant toute sa vie un sujet dévoué et soumis de son seigneur et maître non pas le bon Dieu, mais le roi de Prusse ; d'observer scrupuleusement et toujours ses saints commandements et de ne jamais perdre de vue les intérêts sacrés de Sa Majesté ; d'inculquer ce même respect et cette même obéissance absolue à ses ouailles, et *de dénoncer au gouvernement toutes les tendances, toutes les entreprises, tous les actes qui pourraient être contraires, soit à la volonté, soit aux intérêts du gouvernement*. Et c'est à de pareils esclaves qu'on confie la direction exclusive des écoles populaires en Prusse ! Cette instruction tant vantée n'est donc rien qu'un empoisonnement des masses, une propagation systématique de la doctrine de l'esclavage. (*Note de Bakounine.*)

|117 Il a été très heureux pour la Suisse que le concile de Strasbourg, dirigé, dans cette même année, par Zwingli et Bucer, ait repoussé cette constitution de l'esclavage ; une constitution soi-disant religieuse et qui l'était en effet, puisqu'au nom de Dieu même elle consacrait le pouvoir absolu des princes. Sortie presque exclusivement de la tête théologique et savante du professeur Mélanchthon, sous la pression évidente du respect profond, illimité, inébranlable, servile, que tout bourgeois et professeur allemand bien né éprouve pour la personne de ses maîtres, elle fut aveuglément acceptée par le peuple allemand *parce que ses princes l'avaient acceptée* ; symptôme nouveau de l'esclavage historique, non seulement extérieur, mais intérieur, qui pèse sur ce peuple.

|136 Cette tendance, d'ailleurs si naturelle, des princes protestants de l'Allemagne à partager entre eux les débris du pouvoir spirituel du pape, ou à se constituer chefs de l'Église dans les limites de leurs États respectifs, nous la retrouverons également dans d'autres pays monarchiques protestants, en Angleterre, par exemple, et en Suède ; mais ni dans l'une, ni dans l'autre, elle ne parvint à triompher du fier sentiment d'indépendance qui s'était réveillé dans les peuples. En |118 Suède, en Danemark et en |137 Norvège, le peuple, et la classe des paysans surtout, sut maintenir sa liberté et ses droits tant contre les envahissements de la noblesse que contre ceux de la monarchie. En Angleterre, la lutte de l'Église anglicane, officielle, avec les Églises libres des presbytériens d'Écosse et des indépendants d'Angleterre, aboutit à une grande et mémorable révolution, de laquelle date la grandeur nationale de la Grande-Bretagne. Mais en Allemagne le despotisme si naturel des princes ne rencontra pas les mêmes obstacles. Tout le passé du peuple allemand, si plein de rêves, mais si pauvre de pensées libres et d'action ou d'initiative populaire, l'ayant fondu, pour ainsi dire, dans le moule de la pieuse soumission et

de l'obéissance respectueuse, résignée et passive, il ne trouva pas en lui-même, dans ce moment critique de son histoire, l'énergie et l'indépendance, ni la passion nécessaire pour maintenir sa liberté contre l'autorité traditionnelle et brutale de ses innombrables souverains nobiliaires et princiers. Dans le premier moment d'enthousiasme, il avait pris, sans doute, un élan magnifique. Un moment, l'Allemagne sembla trop étroite pour contenir les débordements de sa passion révolutionnaire. Mais ce ne fut qu'un moment, qu'un élan, et comme l'effet passager et factice d'une inflammation cérébrale. Le souffle lui manqua bientôt ; et lourd, sans haleine et sans force, il s'affaissa sur lui-même ; alors, bridé de nouveau par Mélanchthon et par Luther, il se laissa tranquillement reconduire au bercail, sous le joug historique et salutaire de ses princes. Il avait fait un rêve de liberté et il se réveilla plus esclave que jamais. Dès lors, l'Allemagne devint le vrai centre de la réaction en Europe. Non contente de prêcher l'esclavage par son exemple, et d'envoyer ses princes, |[135] ses princesses et ses diplomates pour l'introduire et pour le propager dans tous les pays de l'Europe, elle en fit l'objet de ses plus profondes spéculations scientifiques. Dans tous les autres pays, l'administration, prise dans sa plus large acception, comme l'organisation de l'exploitation bureaucratique et fiscale exercée par l'État sur les masses populaires, est considérée |[119] comme un art : l'art de brider les peuples, de les maintenir sous une sévère discipline et de les tondre beaucoup sans les faire trop crier. En Allemagne, cet art est enseigné comme une science dans toutes les universités. Cette science pourrait être appelée la théologie moderne, la théologie du culte de l'État. Dans cette religion de l'absolutisme terrestre, le souverain prend la place du bon Dieu, les bureaucrates sont les prêtres, et le peuple, naturellement, la victime toujours sacrifiée sur l'autel de l'État.

S'il est vrai, comme j'en ai la ferme conviction, que seulement par l'instinct de la liberté, par la haine des

oppresseurs, et par la puissance de se révolter contre tout ce qui porte le caractère de l'exploitation et de la domination dans le monde, contre toute sorte d'exploitation et de despotisme, se manifeste la dignité humaine des nations et des peuples, il faut convenir que, depuis qu'il existe une nation germanique jusqu'en 1848, les paysans de l'Allemagne seuls ont prouvé, parleur révolte du seizième siècle, que cette nation n'est pas absolument étrangère à cette dignité. Si on voulait la juger, au contraire, d'après les faits et gestes de sa bourgeoisie, on devrait la considérer comme prédestinée à réaliser l'idéal de l'esclavage volontaire.

MICHEL BAKOUNINE



ŒUVRES

Tome III

Avec une préface, des avant-propos et des notes,
par James Guillaume.

1911

On trouvera le fac-similé du tome III (pour les renvois de pages) sur Wikisource.

TABLE DES MATIÈRES

Errata pour le tome I. et le tome II.
Avant-propos

L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale. Seconde livraison, 1871
Avertissement
L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale. Seconde livraison

Appendice : Considérations philosophiques sur le Fantôme divin, sur le Monde réel et sur l'Homme (feuillets 105-236 du manuscrit primitif). Précédé du contenu des feuillets 82-104 de ce même manuscrit. Novembre-décembre 1870
Avertissement
Feuillets 82-104 du manuscrit primitif
Appendice
1. Système du monde (feuillets 105-117)
2. L'Homme : Intelligence, Volonté (feuillets 118-152)
3. Animalité, Humanité (feuillets 152-165)
4. La Religion (feuillets 166-182)
5. Philosophie, Science (feuillets 183-356)

ERRATA

POUR LE TOME Ier :

Page 261. — Au-dessous du titre : « *Dieu et l'État* (extrait du manuscrit inédit) », placer cette ligne : « Écrit du 5 au 15 avril 1871 ».

Page 263, ligne 2 de la note. — Au lieu de : « Les pages 240 à 286 », lire : « Les pages 248 à 286 ».

Page 288. — Remplacer les points placés au commencement de la première ligne par ces mots : « la consécration » ; supprimer l'appel de note ; supprimer la note au bas de la page.

Page 290, ligne 20. — Au lieu de : « Voltaire », lire : « Molière ».

Page 295, ligne 17. — Après le mot : « prouve », intercaler : « mieux ».

POUR LE TOME II :

Page XXIII de la Notice biographique, ligne 19. — Après la parenthèse, intercaler les mots : « recueillies et réimprimées sous le titre de... »

Page LV. — Après la ligne 9, placer dans l'espace blanc le chiffre « IX ».

Pages 277, ligne 13. — Au lieu de : « Ce fut seulement en février 1871 », lire : « Ce fut seulement le 22 janvier 1871... »

Même page, ligne 14. — À la fin de l'alinéa, placer un appel de note : « (2) », et au bas de la page ajouter la note suivante : « (2) On trouvera au tome III des *Œuvres*, dans l'Avant-propos, des détails complémentaires faisant connaître l'existence d'un manuscrit intermédiaire entre celui de novembre-décembre 1870 et celui qui fut commencé le 22 janvier 1871. Il y eut donc en tout trois manuscrits successifs. »

Page 283, ligne 17. — *Au lieu de* : « Bakounine écrivit encore, je ne sais à quel moment », *lire* : « Bakounine avait encore écrit, du 5 au 1 3 avril 1871…

Même page, ligne 25. — *Au lieu de* : « en juin juillet 1871 », *lire* : « en juin 1871… »

Page 284, lignes 8 à 10. — *Au lieu de* : « a également été rédigé dans la seconde moitié de 1871, après la Commune », *lire* : « a également été rédigé dans l'été de 1871 (du 15 juin au 3 juillet)… »

Même page, ligne 23. — *Au lieu de* : « 285 », *lire* : « 286 ».

Page 384, note. — À la deuxième ligne de la note, *au lieu de* : « communs à la première rédaction et à la seconde », *lire* : « communs à la première rédaction, à la seconde et à la troisième ». À la sixième ligne, *au lieu de* : « seconde rédaction », *lire* : « dernière rédaction ». À la onzième ligne, *au lieu de* : « seconde rédaction », *lire* : « dernière rédaction ».

Page 386, note. — À la troisième ligne de la note, *au lieu de* : « dans les deux rédactions », *lire* : « dans la première et dans la dernière rédaction ». À la cinquième ligne, *au lieu de* : « dans la seconde rédaction elle occupe… » *lire* : « dans la dernière elle occupe… »

Page 387, fin de la note de la page précédente. — À la deuxième ligne, *au lieu de* : « Dans la seconde rédaction », *lire* : « Dans la dernière rédaction… »

Page 436, note. — Cette note doit être rédigée ainsi : « Ces pages, qui ont été écrites avant que Bakounine eût reçu la nouvelle de la capitulation de Paris, font partie de l'envoi de manuscrit que l'auteur me fit le 10 février 1871 (feuillets 81-109) ».

AVANT-PROPOS

Bakounine m'avait envoyé, comme on l'a vu (tome II, p. 277), du 9 février au 18 mars 1871 , les feuillets 81-285 de ce qui devait former le manuscrit de *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*. Il n'est peut-être pas inutile de donner ici les notes portées, au sujet de ces envois, dans son calendrier-journal de l'année 1871, qui a été conservé. Les voici :

« *Février* 9. Brochure : envoyé à Guillaume pages 81-109, en tout 29 pages. — 11. Brochure : envoyé à Guillaume pages 110-121, en tout 12 pages. — 12. Bonne lettre de Guillaume. — 14. Lettre à Guillaume. — 16. Envoyé à Guillaume brochure pages 122-138 incl. — 19. À Guillaume envoyé pages 139-148. — 23. Lettre à Guillaume. — 25. Envoyé à Guillaume 21 pages, 149-169 incl. — *Mars* 1er. Envoyé à Guillaume lettre et brochure pages 170-199 incl. — 9. Envoyé à Guillaume brochure pages 200-246 incl. — 11. Envoyé lettre à Guillaume. — 16. Envoyé à Guillaume 26 pages (247-272 incl.). — 18. Pars demain pour Florence. Envoyé 13 pages (273-285 incl.). »

Quelques feuillets du manuscrit portent des annotations ayant le caractère de correspondance. Au verso du feuillet 109 (envoi du 9 février), Bakounine a écrit : « Demain enverrai autant, avec lettre ». — Au verso du feuillet 121 (envoi du 11 février) : « 12 pages, 1 10-121. Lettre demain. » — Au verso du feuillet 158 (envoi du 16 février) : « 1ere livraison. 1-138 pages [1]. » — Il n'y a rien d'écrit au verso des feuillets de l'envoi du 19 février, pages 139-148. — Au verso du feuillet 169 (envoi

1 Ces mots-là doivent avoir été écrits par Bakounine plus tard, au moment où, en mai 1871, il me reprit la fin du manuscrit envoyé (feuillets 139-285), me laissant les 138 premiers feuillets, qui contenaient le texte de la première livraison, déjà imprimée, de *L'Empire knouto-germanique*.

du 25 février), il a écrit : « Pages 149-169 inclusivement. Je te prie, cher ami, envoie tout le manuscrit corrigé à Ozerof, qui le demande à grands cris. En tout, avec ceci, je t'ai envoyé 89 pages (81-169). » — Au verso du feuillet 199 (envoi du 1er mars) : « Pages 170-199 inclusivement ». — Il n'y a rien d'écrit au verso de l'envoi du 9 mars, feuillets 200-246. — Au verso du feuillet 247 (envoi du 16 mars) : « 26 pages, 247-272 inclusivement. Après-demain à peu près autant. Attends ta lettre. » — Au verso du feuillet 273 (envoi du 18 mars) : « 13 pages, 273-285 inclusivement. Je pars demain pour Florence ; reviendrai dans dix jours. Adresse tes lettres toujours à Locarno. Quand pars-tu [2] ? Attends de tes nouvelles. J'embrasse Schwitz [3]. Ton M. B. »

Sur la composition même du manuscrit, les notes du calendrier-journal renferment des détails intéressants [4].

Dès avant le milieu de novembre 1870, Bakounine avait envoyé, en deux ou trois fois, le commencement de son manuscrit (les 80 premiers feuillets) à Genève, à son ami Ogaref, pour le faire imprimer, et la composition du manuscrit avait été commencée à l'Imprimerie coopérative. Dans une lettre du 19 novembre à Ogaref (lettre dont j'ai déjà cité un passage, t. II, p. 276), il disait : « Ta dernière lettre m'a fait conclure que tu ne lis que distraitement celles que je t'envoie. Tu me dis que tu as reçu la fin de ma brochure, tandis, que dans ma lettre accompagnant mon dernier envoi, je t'écrivais que tu allais recevoir encore beaucoup et beaucoup de ces feuillets, de sorte que cela ferait tout un volume. Il y en a encore une quarantaine de terminés [5]. Si je ne te les envoie pas tout de

---

2 Bakounine avait appris par moi l'intention que j'avais eue, en février, de partir pour Paris, et l'ajournement forcé de ce projet.

3 Adhémar Schwitzguébel, membre bien connu de l'Internationale jurassienne.

4 Ce qui va suivre complète, en le rectifiant, ce qui a été dit dans l'Avant-propos de la première livraison de *L'Empire knouto-germanique* (tome II des *Œuvres*, pages 276-277).

5 Le 19 novembre, il en était donc au feuillet 120 de son manuscrit (première rédaction), dont le contenu se trouve aux pages 237-239 du

suite, c'est que je dois les avoir sous la main jusqu'à ce que j'aie achevé l'exposé d'une question très délicate, et je suis encore bien loin de voir la fin de mon ouvrage... Il faut que tu saches que je ne fais pas ce travail fiévreusement, et que je ne suis pas pressé, comme Ozerof paraît le croire, de le faire publier le plus tôt possible... Si j'avais l'intention d'influencer l'opinion publique actuellement, ou dans un avenir prochain, je me hâterais ; mais ce n'est pas là mon but... Aujourd'hui, dans la politique française, le système inauguré par Gambetta est en plein succès : il a triomphé du nôtre et l'a supplanté. Bon ou mauvais, ce système doit irrésistiblement suivre sa marche et porter ses fruits, avant qu'il soit possible de le supprimer. C'est pourquoi je ne me hâte nullement. Je fais une esquisse pathologique de la France actuelle et de l'Europe, qui devra servir d'enseignement aux hommes politiques de l'avenir prochain. Je veux donc que mon œuvre soit complète. Ce ne sera pas une brochure, mais bien un volume. » Bakounine ne fit plus d'envoi de copie à Ogaref, et continua, sans se presser, pendant les derniers jours de novembre et une partie du mois de décembre, cet « exposé d'une question très délicate dans lequel il s'était engagé, et qui, ainsi qu'on l'a déjà vu, était une dissertation philosophique sur l'idée de Dieu, se terminant par un examen critique du système d'Auguste Comte. Mais quand il fut arrivé au feuillet 256 de son manuscrit, il s'aperçut qu'il s'était engagé dans une impasse ; alors, mettant de côté tout ce qu'il venait d'écrire à partir du feuillet 80, il résolut de transformer sa dissertation philosophique en un *Appendice* qui serait placé à la fin de son oeuvre ; puis reprenant son véritable sujet, l'« esquisse pathologique de la France et de l'Europe », il écrivit un nouveau feuillet 81 , et, à la suite, une nouvelle série de feuillets. Ce changement de front était déjà opéré avant la fin de décembre ; car son calendrier-journal du mois de janvier 1871 (le calendrier-journal de 1870 — s'il a existé — n'a pas été conservé) nous le montre travaillant à une partie de sa « brochure » qui n'est pas l'Appendice, mais la continuation de

présent volume.

considérations historiques sur l'Allemagne et les Allemands. Voici ce qu'on lit, en effet, dans les notes de ce journal :

« Janvier 1er. Fini tables historiques. Soir, brochure. — 2. Brochure : Allemagne, histoire. Note trop longue. Soir, brochure, bien. — 3. Brochure. — 4. Matin, brochure, assez bien. — 5. Recherches historiques sur l'Allemagne, — 7. Brochure. Soir, brochure. — 8. Brochure, bien. — 9. Brochure, bien. Soir, brochure, assez bien. — 10. Brochure, assez bien. Soir, brochure, assez bien : Allemands. — 11. Brochure. — 12. Brochure. — 13. Brochure. Soir, brochure. — 15. Brochure. Soir, brochure. — 16. Brochure. Soir, brochure. — 17. Brochure. Soir, brochure. — 18. Brochure. Soir, brochure. — 19. Brochure. — 20. Brochure. Soir, brochure. — 21. Brochure. Soir, brochure. — 22. Brochure : Liberté. Soir, de nouveau recommence brochure à partir de l'imprimé. »

Ces derniers mots signifient que l'auteur recommence, *pour la seconde fois* (« de nouveau »), sa brochure, au point où il l'avait recommencée la première fois, lorsqu'il avait mis de côté, en décembre, sa première rédaction à partir du feuillet 80 (feuillets 81-256) ; il la recommence à ce même feuillet 80 : c'est ce qu'indiquent les mots « à partir de l'imprimé », car les 80 premiers feuillets, envoyés dès la première quinzaine de novembre, étaient composés, et Bakounine en avait reçu le contenu à l'état d'épreuves.

Il a donc existé une rédaction formant une suite des 80 premiers feuillets différente de l'*Appendice*, et différente aussi de la suite « recommencée » le soir du 22 janvier 1871 ; une rédaction intermédiaire entre la première (*Appendice*) et la troisième ou rédaction définitive. Et cette rédaction intermédiaire à laquelle Bakounine a travaillé du 1er au 22 janvier 1871, et probablement déjà pendant un certain nombre de jours de décembre 1870, a été mise de côté par l'auteur, abandonnée brusquement [6], pour faire place à une troisième

6 Elle ne s'est pas retrouvée, que je sache, dans les papiers de Bakounine. Peut-être quelques parties en ont-elles été incorporées par lui, plus ou moins remaniées, dans la rédaction définitive.

version de sa pensée, à celle qui a été imprimée (en partie seulement) en 1871 dans la brochure, à la suite du contenu des 80 feuillets envoyés à Genève avant le 15 novembre 1870.

Que la nouvelle version commencée le 22 janvier au soir soit bien celle qui a été imprimée et non une autre, les indications du calendrier-journal l'établissent d'une façon qui ne permet aucun doute ; elles disent :

« Janvier 23. Brochure, peu. Soir, un peu plus ; arrangé Émile de Girardin [7]. — 24. Brochure. Soir, brochure. — 25 Brochure. Soir, brochure. — 26. Brochure : Allemands [8]. — 27. Brochure, bien. — 28. Brochure, très bien. La littérature moderne d'Allemagne [9]. — 29. Brochure. — 30. Brochure. — 31. Brochure.

« *Février* 1er. Brochure. — 2. Brochure. Soir, brochure. — 4. Brochure. Soir, brochure. — 5. Brochure. — 6. Brochure. Soir, brochure, bien. — 7. Brochure. — 8. Brochure. Soir, brochure, bien [10]. — 9. Brochure. — 10. Brochure [11]. — 11. Brochure. — 12. Brochure. Soir, brochure. — 13. Brochure. Soir, brochure. — 14. Brochure. — 15. Brochure [12]. — 16. Brochure. — 17. Brochure.

---

7 C'est la note sur Émile de Girardin, qui se trouve aux feuillets 83-86 du troisième manuscrit (voir tome II des *Œuvres*, p. 387.

8 C'est au feuillet 87 du troisième manuscrit que Bakounine a commencé à parler des Allemands ; et il en parlera désormais jusqu'à la fin de la première livraison. Cette indication « Allemands « est donc trop générale pour permettre de déterminer quels sont, au juste, les feuillets que l'auteur écrivait le 26 janvier.

9 Le morceau sur « la littérature moderne d'Allemagne », pour lequel Bakounine se décerne un témoignage de satisfaction : « Très bien »), est évidemment celui qui se trouve aux feuillets 108-111 du troisième manuscrit ; voir pages 419-422 du tome II).

10 Le lendemain 9 février, Bakounine m'envoya les feuillets 81-109 du troisième manuscrit ; il avait l'habitude de ne pas expédier tout ce qu'il avait d'écrit, et de garder par devers lui une certaine quantité de feuillets.

11 Le lendemain 11 me sont envoyés les feuillets 110-121.

12 Le lendemain 16, envoi des feuillets 122-138. C'est au bas du feuillet 138 que commence le chapitre : *Sophismes historiques de l'École doctrinaire des communistes allemands*.

Soir, brochure [13]. — 21. Brochure. Soir, écrit trois notes, puis fatigué, dormi. — 22. Brochure, mal. Soir, brochure, mal. — 23. Brochure, bien. — 24. Brochure, bien. Soir, brochure, bien [14]. — 25. Brochure. Soir, brochure. — 26. Brochure. Soir, brochure. — 27. Brochure, bien. Soir, brochure, bien. — 28. Brochure. Soir, brochure [15].

« Mars 1er. Brochure. Soir, brochure. — 2. Brochure. Soir, brochure. — 3. Brochure, bien. Soir, brochure, peu. — 4. Brochure. Soir, brochure. — 5. Brochure. Brochure, tard soir. — 6. Brochure. Soir, brochure, *così così*. — 7. Brochure, peu, mais bien. Soir, brochure, hésitation, — 8. Brochure, *così così*. Soir, brochure, un peu [16]. — 9. Brochure, cherche le sentier [17]. Soir, brochure, toujours sentier. — 10. Brochure, sentier parait trouvé. Soir, brochure. — 11. Brochure, toujours sentier. Soir, brochure, sentier. — 12. Brochure, sentier. Soir, brochure, sentier. — 13. Brochure, sentier. Soir, brochure, cherche à me remettre sur la grande route [18]. — 14. Brochure, du sentier au grand chemin. — 15. Brochure. Soir, brochure [19]. — 16. Brochure, peu, mais médité bien. Fiction à développer [20]. —

13 Le surlendemain 19, envoi des feuillets 139-148.

14 Le lendemain 25, envoi des feuillets 149-169.

15 Le lendemain 1er mars, envoi des feuillets 170-199.

16 Le lendemain 9, envoi des feuillets 200-246.

17 Cette expression de « sentier », employée par Bakounine ce jour-là et les jours suivants, se rapporte à la digression sur le système des doctrinaires français, qui commence au feuillet 247, et se poursuit jusqu'au feuillet 286. L'auteur, à en juger par un brouillon de cette partie de son manuscrit, qui s'est conservé, paraît avoir beaucoup tâtonné avant de trouver la façon dont cette digression devait se rattacher à l'ensemble, et de fixer les divisions numérotées en lesquelles elle est partagée (le brouillon comprend vingt numéros, la mise au net n'en comprend que treize).

18 Bakounine jugeait évidemment que la digression prenait des proportions excessives, et se demandait par quelle transition il pourrait revenir à son sujet.

19 Le lendemain 16, envoi des feuillets 247-272.

20 Cette « fiction » est certainement celle dont il parle au début de la note immense qui commence au bas du feuillet 280. Lorsque Bakounine, à son retour de Florence, recommença à écrire (5 avril), il « développa »

17. Brochure. Soir, brochure [21]. »

Le 19 mars, Bakounine, après avoir emprunté cent dix francs à sa propriétaire. Mme veuve Pedrazzini, était parti pour Florence, afin d'y chercher un moyen de sortir de la détresse pécuniaire dans laquelle il se débattait depuis son retour à Locarno (le calendrier-journal contient, sur la misère endurée pendant l'hiver 1870-1871, des détails poignants dans leur brutalité). À Florence résidait un gentilhomme russe nommé Louguinine, que Bakounine connaissait ; c'est auprès de lui qu'il se rendit ; ses frères, à Priamoukhino, étaient restés sourds jusqu'à ce moment à ses appels réitérés ; Louguinine promit d'aller les voir, et d'obtenir d'eux qu'ils envoyassent à leur frère aîné quelque argent sur sa part du patrimoine commun resté indivis ; de son côté, l'avocat Gambuzzi promit de trouver à Naples un prêteur qui ferait une avance. En attendant, quelques amis italiens, Friscia, Mazzoni, Fanelli, remirent à Bakounine le peu d'argent dont ils pouvaient disposer, et, le 5 avril, il rentrait à Locarno avec 225 fr. dans sa poche. Dès le 5, il se remettait à son manuscrit, et il y travailla jusqu'au 15. Voici les indications du calendrier-journal :

« *Avril* 5. Soir, repris brochure-livre [22]. Assez bien. — 6. Brochure-livre. Soir, brochure-livre. — 7. Brochure-livre. Soir, brochure. — 8. Brochure-livre. Soir, brochure-livre. — 9. Brochure-livre. Soir, livre-brochure. — 12, Livre-brochure. Soir, livre-brochure. — 13. Livre-brochure. Soir, livre-brochure. — 14. Livre-brochure. — 15. Soir, brochure [23]. »

Le 23 avril, Bakounine recevait de Naples, par Gambuzzi, mille francs, et le 25 il partait pour le Jura suisse.

---

si bien la « fiction », que celle-ci occupe soixante-quatre pages d'impression dans le tome Ier des Œuvres (1895), où Max Nettlau l'a publiée sous le titre de *Dieu et l'État*, emprunté à la publication faite par Élisée Reclus et Cafiero, en 1882, d'une autre partie de ce même manuscrit.

21 Le lendemain 18 mars, envoi des feuillets 273-285.

22 Il s'agit de la continuation de la grande note qui s'étend sur les feuillets 286-340, feuillets qui ne me furent pas envoyés.

23 La note est demeurée inachevée, et par conséquent la brochure aussi.

Le 1er juin, après l'écrasement de la Commune de Paris, il rentrait à Locarno, emportant avec lui les feuillets 159-285 de son manuscrit, qu'il m'avait repris. Il pensait qu'une seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique* pourrait être imprimée à bref délai, et avait compté, pour cela, sur un étudiant russe habitant Munich, Alexandre Sibiriakof, qui avait déjà contribué financièrement à la publication de la première livraison. Mais le 2 juin, Sibiriakof m'écrivait : « Quant à la seconde livraison, je ne puis rien vous promettre ; peut-être dans un, deux mois peut-on quelque chose faire, mais maintenant je ne puis rien vous envoyer [24] ». Je transmis cette lettre à Bakounine, qui, le 10 juin, m'écrivit : « Quant à la somme nécessaire pour la seconde livraison, j'ai la confiance qu'elle se trouvera bientôt, et le manuscrit de cette livraison ne tardera pas à t'arriver tout complet. L'ami de Zurich, un étudiant russe, J. Ponomaref, se donne aussi beaucoup de peine pour compléter cette somme, et puis j'aurai encore d'autres amis. »

Du 5 au 23 juin, Bakounine travailla à un *Préambule pour la seconde livraison*, qu'il laissa inachevé. Du 25 juin au 3 juillet, il écrivit une autre préface qu'il intitula *Avertissement*, et qui resta inachevée également [25]. Puis il s'occupa d'autres travaux, qui furent : un manuscrit de 141 feuillets intitulé *Protestation de l'Alliance* [26], rédigé du 4 au 25 juillet ; une *Réponse à Mazzini* (25-28 juillet), qui parut en italien dans le *Gazzetino Rosa* de Milan et en français dans la *Liberté* de Bruxelles ; un manuscrit de 112 feuillets (inachevé) intitulé

---

24 Dans une autre lettre, du 9 juin, Sibiriakof ajoutait : « Peut-être dans un ou deux mois peut-on quelque chose envoyer, mais en tout cas la somme envoyée, et qui est la seule que nous disposons, ne dépassera pas 200 francs ».

25 Il n'eût pas été possible de donner dans le présent volume ces deux morceaux, le Préambule et l'Avertissement, sans l'enfler démesurément. On les trouvera au tome IV.

26 Ce manuscrit est encore inédit, sauf les feuillets 123-132 qui ont paru dans *L'Almanach du peuple pour 1872* (Saint-Imier), sous ce titre : *Organisation de l'Internationale*.

Mémoire sur l'Alliance [27], rédigé du 28 juillet au 26 août ; un second article contre Mazzini, qui finit par devenir une brochure (25 août-16 novembre), imprimée à Neuchâtel à la fin de 1871 sous ce titre : *La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale, première partie*. Le 23 septembre, Sibiriakof m'écrivit pour me demander de lui envoyer un devis de ce que coûterait l'impression de la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*, parce qu'il devait communiquer ce devis « aux autres personnes », et il ajoutait : « Je ne puis pas vous promettre positivement que je vous enverrai l'argent, mais c'est très probablement ». Il tint parole ; le 11 octobre, Bakounine note dans son calendrier-journal : « Reçu de Sibiriakof 200 francs ». Mais la somme était trop faible pour permettre la publication de la seconde livraison, dont le devis (pour huit feuilles à mille exemplaires) s'élevait à 512 francs, et Bakounine dut renoncer à voir s'imprimer la suite de l'ouvrage que, six mois auparavant, il appelait son « testament ».

Il n'avait pas abandonné l'espoir, néanmoins, que son livre pourrait voir le jour ; et un an plus tard, du 4 novembre au 11 décembre 1872, il rédigea encore un manuscrit de 75 pages (inachevé) qui, dans sa pensée, comme l'indique une phrase, devait former une suite de *L'Empire knouto-germanique* [28].

---

27 Ce manuscrit (dont les 28 premiers feuillets sont perdus), a été utilisé en partie (feuillets 38-55 et 58-78) pour la rédaction du *Mémoire de la Fédération jurassienne* (Sonvillier, 1873) ; quatre autres fragments (feuillets 29-36, 57-58, 74-81, 88-110) ont été publiés dans le tome Ier de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James Guillaume (Paris, 1905).

28 Bakounine avait songé à joindre encore à L'Empire knouto-germanique, outre l'*Appendice* philosophique (*Considérations sur le fantôme divin*, etc.), un autre appendice, ou bien un chapitre spécial, où il se proposait de traiter une question qui lui tenait fort à cœur, la question germano-slave. Il l'avait annoncé à la page 90 de la première livraison de *l'Empire knouto-germanique* (voir *Œuvres*. t. II, p. 413),où il dit : « À la fin de cet écrit, en jetant un coup d'œil sur la question germano-slave, je prouverai par des faits historiques irrécusables que l'action diplomatique de la Russie sur l'Allemagne a été nulle ou presque nulle jusqu'en 1866 ; et qu'à partir de 1866, le cabinet de

Mais bientôt après, il s'absorba tout entier, avec Cafiero, dans l'affaire de l'achat et de l'aménagement de la propriété appelée la Baronata, près de Locarno, dans laquelle il s'installa en octobre 1873, et qu'il habita jusqu'en juillet 1874 ; puis survinrent la brouille temporaire avec Cafiero, les événements de Bologne (août 1874), la retraite à Lugano, la maladie ; et Bakounine acheva sa carrière agitée et douloureuse le 1er juillet 1876, à Berne, sans avoir pu ni terminer entièrement la rédaction de son grand ouvrage, ni publier la suite de la partie rédigée.

En 1877, les divers manuscrits inédits que Bakounine avait laissés me furent envoyés pour que je m'occupasse, de concert avec mes amis de la Fédération jurassienne de l'Internationale, de la publication de ce qui paraîtrait digne d'être imprimé. Il ne fut pas possible de réunir alors les ressources financières nécessaires à l'impression d'un volume ; et, lorsque je quittai la Suisse en mai 1878, je remis entre les mains d'Élisée Reclus, par l'intermédiaire de Kraftchinsky (Stepniak), la petite caisse contenant ces manuscrits. Quatre ans s'écoulèrent encore, et enfin en 1882 parut à Genève, à l'Imprimerie jurassienne, une brochure de VIII-100 pages petit in-16, dans laquelle on avait imprimé, d'une manière très incorrecte, — avec de nombreuses erreurs de lecture, des changements dont quelques-uns sont des corrections grammaticales, mais dont le plus grand nombre sont des altérations du texte qui n'étaient nullement utiles, des suppressions et des interpolations, — le contenu des feuillets 149-210 et 214-247 du manuscrit de février-mars 1871. Dans un Avertissement, les éditeurs de cette brochure, Carlo Cafiero et Elisée Reclus, disent : « La correspondance de Bakounine était des plus étendues ; des nuits entières se passaient à rédiger de

Pétersbourg a puissamment contribué à la réussite des projets de Bismarck ». Cet appendice ou ce chapitre ne paraît pas avoir été rédigé ; mais Bakounine a traité à plusieurs reprises la question dans d'autres écrits, en particulier dans une *Lettre aux Sections internationales du Jura* (encore inédite), de 1872, et dans son livre russe *Gosoudarstvennost i Anarkhia*, publié en 1873.

longues épîtres à ses amis du monde révolutionnaire, et quelques-unes de ces lettres prirent les proportions de véritables volumes... Le mémoire que nous publions aujourd'hui n'est en réalité qu'un fragment de lettre ou de rapport. Composé de la même manière que la plupart des autres écrits de Bakounine, il a le même défaut littéraire, le manque de proportions ; en outre, il est brusquement interrompu : toutes les recherches faites par nous pour retrouver la fin du manuscrit ont été vaines. » Cette dernière assertion est incompréhensible pour moi, car la fin du manuscrit (les feuillets 248- 340) se trouvait, aussi bien que la partie publiée par Reclus et Cafiero, dans la caisse remise par moi à Élisée Reclus ; cette caisse contenait également les feuillets 139-148, que Reclus et Cafiero n'ont pas recueillis, une épreuve des feuillets 139-148, et une épreuve des feuillets 149-210 ; la seconde de ces épreuves porte des corrections de style et des suppressions de la main de Reclus et d'une autre main ; je m'explique encore plus difficilement, vu cette circonstance, que les éditeurs de 1882 aient pu appeler ce morceau « un fragment de lettre ou de rapport ». Ce petit artifice littéraire — car c'en est un probablement — n'était pas nécessaire pour faire apprécier du lecteur la haute valeur de ces pages. Quoi qu'il en soit, les éditeurs de 1882, n'ayant pas soupçonné qu'ils se trouvaient en présence d'une partie de ce qui aurait formé, si l'argent n'eût pas manqué pour en faire l'impression en 1871, la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*, donnèrent à leur brochure un titre de leur invention, et la baptisèrent : *Dieu et l'État*. On renoncera désormais, je l'espère, à publier à part, en l'isolant de l'ensemble du manuscrit, et sous ce titre qui n'est pas de Bakounine, ce fragment mutilé et remanié : le lecteur le trouvera, dans le présent volume, replacé dans son contexte, duquel il n'eût jamais dû être séparé, et scrupuleusement restitué dans sa forme originale.

J. G.

REMARQUE

Bakounine, ayant mis de côté les feuillets 81-256 de sa première rédaction, — dont la plus grande partie, les feuillets 105-256, fut transformée par lui en un ' *Appendice* de *L'Empire knouto-germanique*, — ne se fit pas scrupule d'emprunter à ce manuscrit divers passages qu'il inséra dans sa troisième rédaction.

Ces passages, qu'il biffait à mesure dans le manuscrit primitif, en écrivant en marge le mot *Employé*, sont au nombre de *sept*. Ils ont été signalés, en leur lieu, dans les notes ajoutées à *l'Appendice*. Pour faciliter la recherche de ces passages au lecteur, on indique ci-après dans quels feuillets du troisième manuscrit l'auteur les a replacés, et à quelles pages du tome III (et du tome Ier) des *Œuvres* on en trouvera le texte :

1. Feuillets 162-166 ; t. III, de la ligne 21 de la p. 34 à la ligne 8 de la p. 40 (voir t. III, p. 299 : passage extrait des feuillets 170-173 du manuscrit primitif) ;

2. Feuillets 167-169 ; t. III, de la ligne 1 de la p. 41 à la ligne 3 de la p. 44 (voir t. III, pages 295-296 : passage extrait des feuillets 166-168 du manuscrit primitif) ;

3. Feuillet 170 ; t. III, de la ligne 4 de la p. 44 à la ligne 7 de la p. 45 (voir t. III, p. 297 : passage extrait des feuillets I68-169 du manuscrit primitif) ;

4. Feuillets 214-219 ; t. III, de la ligne 6 de la p. 92 à la ligne 21 de la p. 98 (voir t. III, pages 396-397, note : passage extrait des feuillets 245-250 du manuscrit primitif) ;

5. Feuillets 219-222 ; t. III, de la ligne 25 de la p. 98 à la ligne 5 de la p. 102 (voir t. III, p. 397, note : passage extrait des feuillets 251-253 du manuscrits primitif) ;

6. Feuillet 222, note ; t. III, note de la p. 102 (voir t. III, p. 398, note : passage extrait du feuillet 253 du manuscrit primitif) ;

7. Grande Note finale occupant les feuillets 286-340 ; t. Ier, de la ligne 23 de la p. 290 à la ligne 1 de la p. 296 (voir t. III,

de la p. 239, ligne 35 de la note, à la p. 242, ligne 20 de la note : passage extrait des feuillets 122-125 du manuscrit primitif).

Le contenu des trois feuillets perdus (211, 212 et 213) du troisième manuscrit (p. 91 du t. III) paraît avoir été à peu près identique à celui d'un passage qui se trouve aux feuillets 243-245 du manuscrit primitif, et qui est imprimé dans ce t. III, de la p. 394, ligne 31 de la note, à la p. 396, ligne 32 de la note.

Enfin il faut signaler encore qu'au feuillet 199 du manuscrit primitif (p. 273 du t. III) Bakounine a intercalé, sur quatre feuillets supplémentaires, A, B, C, D, une note, non reproduite dans ce tome III, dont le contenu est extrait d'un article publié par lui dans le *Progrès* du Locle du 21 août 1869. On trouvera le passage formant cette note au tome Ier, de la ligne 9 de la p. 248 à la ligne 4 de la p. 253.

Nota. Dans ce volume comme dans le précédent, les chiffres inférieurs placés, dans le texte et dans les notes, à côté d'une barre verticale, indiquent les feuillets du manuscrit de Bakounine.

AVERTISSEMENT

Je place sous ce titre, *L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale, seconde livraison*, conformément aux intentions de l'auteur, le contenu des derniers feuillets (à partir de la ligne 27 du feuillet 138) du grand manuscrit de Bakounine (moins la note des feuillets 286-340, note qui a été publiée par Max Nettlau au tome Ier des *Œuvres*). Cette suite du manuscrit aurait dû être imprimée par mes soins dès l'été de 1871, et elle l'eût été si les ressources matérielles n'eussent manqué. Elle paraît enfin, au complet et en sa forme authentique, trente-six ans après le moment où l'auteur avait espéré qu'elle pourrait voir le jour.

En tête de cette partie du manuscrit, Bakounine a écrit, comme titre de chapitre, les mots : *Sophismes historiques de l'École doctrinaire des communistes allemands*. Mais ce titre ne répond pas au contenu de cette seconde livraison.

L'auteur commence (feuillets 139-142) par énoncer le principe « qui constitue le fondement essentiel du socialisme positif », à savoir que « les faits donnent naissance aux idées », et que « parmi tous les faits, les faits économiques constituent la base essentielle, le fondement principiel, duquel dérivent nécessairement tous les autres faits, intellectuels et moraux, politiques et sociaux » ; il rappelle que ce principe « a été pour la première fois scientifiquement formulé et développé par Karl Marx ». Bakounine donne naturellement lui-même son adhésion au matérialisme économique, en faisant toutefois une réserve : « Ce principe — dit-il — est profondément vrai lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire à un point de vue relatif ; mais lorsqu'on le pose d'une manière absolue, comme l'unique fondement de tous les autres principes, ainsi que le fait l'école des communistes allemands, il devient complètement faux ».

Là-dessus, au lieu d'aborder immédiatement le sujet annoncé, — l'exposé et la réfutation des « sophismes historiques » de l'école de Marx, — l'auteur constate, tout d'abord (feuillets 143-149), qu'en opposition directe au principe proclamé par les matérialistes on trouve celui des idéalistes de toutes les écoles : les idéalistes « prétendent que les idées dominent et produisent les faits ». Alors, au nom du matérialisme, Bakounine attaque la doctrine idéaliste : « Sans nul doute, les idéalistes ont tort, et seuls les matérialistes ont raison. Oui, les faits priment les idées ; oui, l'idéal, comme l'a dit Proudhon, n'est qu'une fleur dont les conditions matérielles d'existence constituent la racine ». Il consacre donc les feuillets 149-286, et la longue note inachevée des feuillets 286-340, à une réfutation préalable de l'idéalisme, sous ses diverses formes religieuses d'abord, puis sous la forme que lui a donnée au dix-neuvième siècle Victor Cousin : l'éclectisme. Chemin faisant, il se rappelle parfois que toute cette longue polémique contre l'idéalisme n'est qu'une introduction, et qu'il lui faudra traiter ensuite son véritable sujet : à deux reprises, aux feuillets 213 et 229, il mentionne de nouveau l'école des communistes allemands, l'école des « matérialistes doctrinaires, qui n'ont pas su se défaire de la religion de l'État », comme pour montrer qu'il n'a pas perdu de vue la promesse, faite au début, d'en combattre les « sophismes historiques ». Mais le manuscrit est resté inachevé, et s'interrompt avant que Bakounine ait pu seulement terminer sa réfutation de l'idéalisme.

J. G.

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

SECONDE LIVRAISON

|138 Sophismes historiques de l'École doctrinaire des communistes allemands [29]

Telle n'est pas l'opinion de l'École doctrinaire des socialistes ou plutôt des communistes autoritaires de l'Allemagne ; école qui fut fondée un peu avant 1848, et qui rendit, il faut le reconnaître, |139 des services éminents à la cause du prolétariat non seulement en Allemagne, mais en Europe. C'est à elle qu'appartient principalement la grande idée d'une *Association internationale des travailleurs* et aussi l'initiative de sa réalisation première. Aujourd'hui elle se trouve à la tête du *Parti de la Démocratie socialiste des travailleurs* en Allemagne, ayant pour organe le *Volksstaat*.

C'est donc une École parfaitement respectable, ce qui ne l'empêche pas de montrer un fort mauvais caractère quelquefois [30], et surtout d'avoir pris pour base de ses théories

---

29 Ce titre suit immédiatement, dans le manuscrit de Bakounine (feuillet 138, fin), la phrase — relative à la « nation allemande » — qui termine la première livraison : « Si on voulait la juger, au contraire, d'après les faits et gestes de sa bourgeoisie, on devrait la considérer comme prédestinée à réaliser l'idéal de l'esclavage volontaire ». — J. G.

30 J'en sais quelque chose. Voici bientôt quatre ans que je suis en butte aux plus odieuses attaques, aux accusations les plus sales et [(*) aux plus infâmes calomnies de la part des hommes les plus influents de cette coterie scientifico-révolutionnaire. J'en connais quelques-uns, et j'ai bien le droit de leur appliquer ces adjectifs un peu forts, puisqu'ils se sont cru permis de m'accuser de toute sorte d'infamies, tout en sachant fort bien qu'ils mentaient. N'ont-ils pas osé dire et imprimer

un principe qui est profondément vrai lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire à un point de vue relatif, mais qui, envisagé et posé d'une manière absolue, comme l'unique fondement et la source première de tous les autres principes, comme le fait cette école, devient complètement faux. |140 Ce principe, qui constitue d'ailleurs le fondement essentiel du socialisme positif, a été pour la première fois scientifiquement

---

dans le *Volksstaat*, et même une fois dans le *Réveil* de Paris, rédigé par M. Delescluze, que j'étais un espion russe, ou un espion de Napoléon III, ou même un espion du comte de Bismarck, de concert avec M. de Schweitzer, chef reconnu d'un autre parti socialiste en Allemagne, et que je n'ai jamais rencontré ni personnellement ni au moyen d'aucune correspondance...] |140 aux plus infâmes calomnies de la part des hommes les plus influents de cette coterie scientifico-révolutionnaire qui a son siège principal à Londres. J'en connais les chefs de longue date, et j'ai toujours professé une grande estime pour leur intelligence hors ligne, pour leur science réelle, vivante, aussi étendue que profonde, et pour leur dévouement inaltérable à la grande cause de l'émancipation du prolétariat, à laquelle, pendant vingt-cinq ans de suite, au moins, je me plais à le répéter de nouveau, ils n'ont pas cesse de rendre les plus considérables services. Je les reconnais donc, sous tous les rapports, pour des hommes infiniment respectables, et aucune injustice de leur part, si criante et si odieuse qu'elle soit, ne me fera commettre la sottise de nier l'utilité et l'importance historique tant de leurs travaux théoriques que de leurs entreprises pratiques. Malheureusement, comme dit un vieux dicton, chaque médaille a son revers. Ces messieurs sont de fort mauvais coucheurs ; irascibles, vaniteux, et querelleurs comme des Allemands, et, ce qui est pis, comme des littérateurs allemands, qui, se distinguant, comme on sait, par une absence complète de goût, de respect humain, et même de respect de soi-même, ont toujours la bouche pleine d'injures, d'insinuations odieuses et perfides, de méchancetés sournoises, et des calomnies les plus sales contre toutes les personnes qui ont le malheur de ne point absolument abonder dans leur sens et de ne point vouloir, de ne point pouvoir baisser pavillon devant eux. Je comprends et je trouve parfaitement légitime, utile, nécessaire qu'on attaque avec beaucoup d'énergie et de passion non seulement les théories contraires, mais encore les personnes qui les représentent, dans tous leurs actes publics et même privés, lorsque ces derniers, duement constatés et prouvés, sont odieux. Car je suis plus ennemi que personne de cette

formulé et développé par M. Charles Marx, le chef principal de l'École des communistes allemands. Il forme la pensée dominante du célèbre *Manifeste* |141 *des communistes* qu'un Comité international de communistes français, anglais, belges et allemands, réuni à Londres, avait lancé en 1848, sous ce titre : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* Ce manifeste, rédigé, comme on sait, par MM. Marx et Engels, devint la base

---

hypocrisie toute bourgeoise, qui prétend |141 élever un mur infranchissable entre la vie publique d'un homme et sa vie privée. Cette séparation est une vaine fiction, un mensonge, et un mensonge fort dangereux. L'homme est un être indivisible, complet, et si dans sa vie privée il est un coquin, si dans sa famille il est un tyran, si dans ses rapports sociaux il est un menteur, un trompeur, un oppresseur et un exploiteur, il doit l'être aussi dans ses actes publics ; s'il s'y présente autrement, s'il cherche à se donner les apparences d'un démocrate libéral ou socialiste, amoureux de la justice, de la liberté et de l'égalité, il ment encore, et il doit avoir évidemment l'intention d'exploiter les masses comme il exploite les individus. Ce n'est donc pas seulement un droit, c'est un devoir que de le démasquer, en dénonçant les faits immondes de sa vie privée, *lorsqu'on en a obtenu des preuves irrécusables*. La seule considération qui puisse arrêter, dans ce cas, un homme consciencieux et honnête, c'est la difficulté de les constater, difficulté qui est infiniment plus grande pour les faits de la vie privée que pour ceux de la vie publique. Mais c'est l'affaire de la conscience, du discernement et de l'esprit de justice de celui qui croit devoir dénoncer un individu quelconque à la réprobation publique. S'il le fait, non poussé par un sentiment de justice, mais par méchanceté, par jalousie ou par haine, tant pis pour lui. Mais il ne doit être permis à personne de dénoncer sans prouver ; et plus une accusation est sérieuse, plus les preuves à l'appui de cette accusation doivent l'être aussi. Celui donc qui accuse un autre homme d'infamie doit être considéré comme un infâme lui-même, et il l'est en effet, s'il n'appuie pas cette dénonciation terrible de preuves irrécusables.

Après cette explication nécessaire, je retourne à mes chers et très respectables ennemis de Londres et de Leipzig. J'en connais de longue date les chefs principaux, et je dois dire que nous n'avons pas été toujours des ennemis. Loin de là, nous avons eu des rapports assez intimes avant 1848. Ils auraient été beaucoup plus intimes de ma part si je n'avais été repoussé par ce côté négatif de leur caractère, qui m'a toujours empêché de leur accorder une confiance pleine et entière.

de tous |142 les travaux scientifiques ultérieurs de l'École, et de l'agitation populaire soulevée plus tard par Ferdinand Lassalle en Allemagne.

Ce principe est l'absolu opposé du principe reconnu par les idéalistes de toutes les écoles. Tandis que ces |143 derniers font dériver tous les faits de l'histoire, y compris le développement des intérêts matériels et des différentes phases

---

Toutefois nous restâmes amis jusqu'en 1848. En 1848, j'eus la grand tort à leurs yeux d'avoir pris contre eux le parti d'un poète illustre, — pourquoi ne le nommerais-je pas ? — de M. Georges Herwegh, pour lequel j'avais une profonde amitié, et qui s'était séparé d'eux dans une affaire politique, dans laquelle, je le pense maintenant et je le dirai franchement, la justice, la juste appréciation de la situation générale, était de leur côté. Ils l'attaquèrent avec le sans-façon qui distingue leurs attaques ; je le défendis avec chaleur, en son absence, personnellement contre eux, à Cologne. *Inde irae*. Je m'en ressentis bientôt. Dans la *Gazette rhénane (die Rheinische Zeitung)*, qu'ils rédigeaient à cette époque, parut une correspondance de Paris, écrite avec cette lâche sournoiserie et cet art d'insinuation perfide dont les correspondants des journaux allemands possèdent seuls le secret. Le correspondant prêtait à Mme George Sand des discours fort étranges et toute fait infamants sur mon compte : elle aurait dit — je ne sais, et le correspondant lui-même ne savait naturellement pas, ni où ni à qui, ni comment, puisqu'il avait tout inventé et que, selon toutes les probabilités, la correspondance avait été fabriquée à Cologne — que j'étais un espion russe. Mme Sand protesta noblement, énergiquement. Je leur envoyai un ami. Plus que cette protestation, que ce démenti formel de Mme Sand, et plus que ma demande d'explication, j'aime à le croire, leur propre sentiment de justice et leur respect pour eux-mêmes les forcèrent alors à insérer dans leur journal une rétractation tout à fait satisfaisante. |143 Lorsqu'en 1861, ayant heureusement réussi à m'échapper de Sibérie, je vins à Londres, la première chose que j'entendis de la bouche de Herzen fut celle-ci : Ils avaient profité de mon absence forcée pendant douze années (de 1849 à 1861), dont j'avais passé huit dans différentes forteresses saxonnes, autrichiennes et russes, et quatre en Sibérie, pour me calomnier de la manière la plus odieuse, racontant à qui voulait l'entendre que je n'étais pas du tout emprisonné, mais que, jouissant d'une pleine liberté et comblé de tous les biens terrestres, j'étais au contraire le favori de l'empereur Nicolas. Mon ancien ami l'illustre démocrate polonais Worzel, mort à Londres

de l'organisation économique de la société, du développement | 144 des idées, les communistes allemands, au contraire, ne veulent voir dans toute l'histoire humaine, dans les manifestations les plus idéales de la vie tant collective qu'individuelle de |145 l'humanité, dans tous les développements intellectuels et moraux, religieux, métaphysiques, scientifiques, artistiques, politiques, juridiques

---

vers 1860, et lui, Herzen, avaient eu toutes les peines du monde pour me défendre contre ces sales et calomnieux mensonges.Je ne cherchai pas querelle à ces messieurs pour toutes ces aménités allemandes ; mais je m'abstins d'aller les voir, voilà tout.

À peine arrivé à Londres, je fus salué par une série d'articles dans un petit journal anglais, écrits ou inspirés évidemment par mes chers et nobles amis, les chefs des communistes allemands, mais ne portant aucune signature. Dans ces articles on osa dire que je n'avais pu m'enfuir qu'avec l'aide du gouvernement russe, qui, en me créant la position d'un émigré et d'un martyr de la liberté, — titre que j'ai toujours détesté, parce que j'abhorre les phrases, — m'avait rendu plus capable encore de lui rendre des services, c'est-à-dire de faire le métier d'espion pour son compte. Lorsque je déclarai dans un autre journal anglais, à l'auteur de ces articles, qu'à de pareilles infamies on répond non la plume à la main, mais avec la main sans plume, il s'excusa, en prétendant qu'il n'avait jamais voulu dire que)e fusse un espion salarié, mais que j'étais un patriote de l'Empire de toutes les Russies, tellement dévoué que « j'avais encouru volontairement toutes les tortures de la prison et de la Sibérie, pour pouvoir mieux servir plus tard la |144 politique de cet empire ». À de pareilles inepties, il n'y avait évidemment rien à répondre. Ce fut aussi l'avis du grand patriote italien Giuseppe Mazzini et celui de mes compatriotes, Ogaref et Herzen. Pour me consoler, Mazzini et Herzen me dirent qu'ils avaient été attaqués à peu près de la même manière et fort probablement par les mêmes gens, et qu'à toutes les attaques semblables ils n'avaient jamais opposé qu'un silence méprisant.

En décembre 1863, lorsque je traversai la France et la Suisse pour me rendre en Italie, un petit journal de Bâle, je ne sais plus lequel, publia un article dans lequel il prémunissait contre moi tous les émigrés polonais, prétendant que j'avais entraîné dans l'abîme beaucoup de leurs compatriotes, tout en sauvant toujours du désastre ma propre personne. Depuis 1863 jusqu'en 1867, pendant tout mon séjour en Italie, je fus continuellement injurié et calomnié par beaucoup de

et sociaux, qui se sont produits dans le passé et qui continuent de se produire dans le présent, rien que des reflets |146 ou des contre-coups nécessaires du développement des faits économiques. Tandis que les idéalistes prétendent que les idées dominent et pro |147 duisent les faits, les communistes, d'accord en cela d'ailleurs avec le matérialisme scientifique, disent au contraire que les faits donnent naissance aux idées et

---

journaux allemands. Très peu de ces articles parvinrent à ma connaissance — en Italie on lit peu de journaux allemands. J'appris seulement qu'on continuait à m'accabler de calomnies et d'injures, et je finis par m'en soucier aussi peu que je me soucie, soit dit par parenthèse, des invectives de la presse russe contre moi.

Plusieurs de mes amis prétendirent et prétendent que mes calomniateurs étaient soudoyés par la diplomatie russe. Ce ne serait pas impossible, et je devrais être d'autant plus porté à le croire, que je sais pertinemment qu'en 1847, après un discours que j'avais prononcé à Paris contre l'empereur Nicolas dans une assemblée polonaise, et pour lequel M. Guizot, alors ministre des affaires étrangères, m'avait expulsé de France, à la demande du ministre représentant de la Russie, M. Kisselef, ce dernier, par l'intermédiaire de M. Guizot lui-même, dont il avait sans doute surpris la bonne foi, avait tâché de répandre dans l'émigration polonaise |145 l'opinion que je n'étais rien qu'un agent russe. Le gouvernement russe aussi bien que ses fonctionnaires ne reculent naturellement devant aucun moyen pour anéantir leurs adversaires. Le mensonge, la calomnie, les infamies de toute sorte constituent leur nature, et, lorsqu'ils emploient ces moyens, ils ne font autre chose que d'user de leur droit incontestable de représentants officiels de tout ce qu'il y a de plus canaille au monde, sans préjudice pourtant pour l'Allemagne patriotique, bourgeoise, nobiliaire, officieuse, officielle, qui est montée aujourd'hui, je dois l'avouer humblement, à toute la hauteur politique, morale et humaine de l'empereur de toutes les Russies.

Eh bien ! franchement, je ne pense pas qu'aucun de mes calomniateurs, — d'ailleurs si peu honorables, la calomnie étant un misérable métier, — ou qu'au moins les principaux d'entre eux aient jamais eu, au moins sciemment, des rapports avec la diplomatie russe. Ils se sont inspirés principalement de leur propre sottise et de leur méchanceté, voilà tout ; et s'il y a eu une inspiration étrangère, elle est venue non de Saint-Pétersbourg, mais de Londres. Ce sont toujours mes bons vieux amis, les chefs des communistes allemands,

que ces dernières ne sont jamais autre chose que l' expression | 148 idéale des faits accomplis ; et que parmi tous les faits, les faits économiques, matériels, les faits par excellence, constituent la base essentielle, le fondement principiel, dont tous les autres faits |149 intellectuels et moraux, politiques et sociaux, ne sont plus rien que les dérivatifs [31] obligés.

---

législateurs de la société à venir, qui, restant eux-mêmes enveloppés par les brumes de Londres, comme Moïse l'était par les nuées du Sinaï, ont lancé contre moi, comme une meute de roquets, une foule de petits Juifs allemands et russes, tous plus imbé |146 ciles et plus sales les uns que les autres.

Maintenant, laissant de côté les roquets, les petits Juifs et toutes les personnalités misérables, je passe aux points d'accusation qu'ils ont formulés contre moi :

1° Ils ont osé imprimer dans un journal, d'ailleurs très honnête, très sérieux, mais qui dans cette occasion a démenti son caractère honnête et sérieux, en se faisant l'organe d'une vilaine et sotte diffamation, dans le *Volksstaat*, que Herzen et moi nous étions tous les deux des agents panslavistes, et que nous recevions de larges sommes d'argent d'un Comité panslaviste de Moscou, institue par le gouvernement russe. Herzen était un millionnaire ; quant à moi, tous mes amis, toutes mes bonnes connaissances, et le nombre en est assez grand, savent fort bien que je passe ma vie dans une très rude pauvreté. La calomnie est trop ignoble, trop bête, je passe outre.

2° Ils m'ont accusé de panslavisme, et, pour prouver mon crime, ils ont cité une brochure que j'avais publiée à Leipzig, vers la fin de l'année 1848, une brochure dans laquelle je me suis efforcé de prouver aux Slaves que, loin de devoir attendre leur émancipation de l'Empire de toutes les Russics, ils ne pouvaient l'espérer que de sa complète destruction, cet empire n'étant autre chose qu'une succursale de l'Empire allemand, que la domination abhorrée des Allemands sur les Slaves. « Malheur à vous, leur ai-je dit, si vous comptez sur cette Russie impériale, sur cet Empire tartare et allemand qui n'a jamais eu rien de slave. Il vous engloutira et vous torturera, comme il le fait avec la Pologne, comme il le fait avec tous les peuples russes emprisonnés en son sein. » Il est vrai que, dans cette brochure, j'ai |147 osé dire que la destruction de l'Empire d'Autriche et de la Monarchie prussienne était aussi nécessaire au triomphe de la démocratie que celle de l'Empire du tsar, et voilà ce que les Allemands, même les démocrates

[32] Qui a raison, les idéalistes ou les matérialistes ? Une fois que la question se pose ainsi, l'hésitation devient impossible. Sans nul doute, les idéalistes ont tort, et seuls les matérialistes ont raison. Oui, les faits priment les idées ; oui, l'idéal, comme l'a dit Proudhon, n'est qu'une fleur dont les conditions matérielles d'existence constituent la racine. Oui, toute l'histoire intellectuelle et morale, politique et sociale de

---

socialistes de l'Allemagne, n'ont jamais pu me pardonner.

J'ai ajouté encore dans cette même brochure : « Méfiez-vous des passions nationales qu'on cherche à ranimer dans vos cœurs. Au nom de cette Monarchie autrichienne qui n'a jamais fait autre chose qu'opprimer toutes les nations assujetties à son joug, on vous parle maintenant de vos droits nationaux. Dans quel but ? Dans celui d'écraser la liberté des peuples, en allumant une guerre fratricide entre eux. On veut rompre la solidarité révolutionnaire qui doit les unir, qui constitue leur force, la condition même de leur émancipation simultanée, en les soulevant les uns contre les autres au nom d'un patriotisme étroit. Donnez donc la main aux démocrates, aux socialistes révolutionnaires de l'Allemagne, de la Hongrie, de l'Italie, de la France ; ne haïssez que vos éternels oppresseurs, les classes privilégiées de toutes les nations ; mais unissez-vous de cœur et d'action à leurs victimes, les peuples. »

Tels étaient l'esprit et le contenu de cette brochure, dans laquelle ces messieurs sont allés chercher des preuves de mon panslavisme. Ce n'est pas ignoble seulement, c'est bête ; mais ce qui est encore plus ignoble que bête, c'est qu'ayant cette brochure sous les yeux, ils en ont cité des passages, naturellement travestis ou tronqués, mais pas un de ces mots par lesquels je stigmatisais et je maudissais l'Empire russe, en adjurant les peuples slaves de s'en méfier, et la brochure en était pleine. Cela donne la |148 mesure de l'honnêteté de ces messieurs.

J'avoue que lorsque je lus d'abord ces articles qui parlent de mon panslavisme, prouvé si bien par cette brochure, comme on voit, je restai stupéfait. Je ne comprenais pas qu'on pût pousser si loin la malhonnêteté. Maintenant je commence à comprendre. Ce qui a dicté ces articles, ce n'était pas seulement l'insigne mauvaise foi de l'auteur, c'était encore une sorte de naïveté nationale et patriotique, très stupide, mais fort commune en Allemagne. Les Allemands ont tant et si bien rêvé au milieu de leur historique esclavage, qu'ils ont fini par identifier, très naïvement, leur nationalité avec l'humanité, de sorte que, dans leur opinion, détester la domination allemande, mépriser leur

l'humanité est un reflet de son histoire économique.

Toutes les branches de la science moderne, consciencieuse et sérieuse, convergent à proclamer cette grande, cette fondamentale et décisive vérité : oui, le monde social, le monde proprement humain, l'humanité en un mot, n'est autre chose que le développement dernier et suprême, — pour nous au moins et relativement à notre planète, — la manifestation la plus haute, de l'animalité. Mais comme tout développement implique nécessairement une négation, celle de la base ou du point de départ, l'humanité est en même temps et essentiellement la négation réfléchie et progressive de l'animalité dans les hommes ; et c'est précisément cette négation aussi rationnelle que naturelle, et qui n'est rationnelle que parce qu'elle est naturelle, à la fois historique et logique, fatale comme le sont les développements et les réalisations de toutes les lois naturelles dans le monde, — c'est elle qui constitue et qui crée l'idéal, le monde des convictions intellectuelles et morales, les idées.

Oui, nos premiers ancêtres, nos Adams et nos Èves, furent

---

civilisation d'esclaves volontaires, signifie être l'ennemi du progrès humain. Panslavistes sont à leurs yeux tous les Slaves qui repoussent avec dégoût et colère cette civilisation qu'ils leur veulent imposer. Si tel est le sens qu'ils donnent à ce mot panslavisme, oh ! alors je suis panslaviste et du plein de mon cœur. Car vraiment, il est fort peu de choses que je déteste et que je méprise aussi profondément que celte domination infâme et que cette civilisation bourgeoise, nobiliaire, bureaucratique, militaire et politique des Allemands. Je continuerai toujours de prêcher aux Slaves, au nom de l'émancipation universelle des masses populaires, la paix, la fraternité, l'action et l'organisation solidaire avec le prolétariat de l'Allemagne, mais pas autrement que sur les ruines de cette domination et de cette civilisation, et dans aucun autre but que celui de la démolition de tous les empires, slaves et allemands (*Note de Bakounine.*)

(*) Le passage entre crochets contient une première rédaction inachevée, et a été biffé par Bakounine. — J. G.

31 « *Dérivatif* : (Vieilli). Qui dérive de quelque chose. » (Dictionnaire Hatzfeld-Darmesteter.) — J. G.

32 Ici commence la portion du manuscrit qui a été publiée en brochure par Élisée Reclus et Cafiero sous le titre de *Dieu et l'État*. — J. G.

sinon des gorilles, au moins des cousins très proches du gorille, des omnivores, des bêtes intelligentes et féroces, douées, à un degré infiniment plus grand que les animaux de toutes les autres espèces, |150 de deux facultés précieuses : *la faculté de penser et la faculté, le besoin de se révolter*.

Ces deux facultés, combinant leur action progressive dans l'histoire, représentent proprement le « moment » [33], le côté, la puissance négative dans le développement positif de l'animalité humaine, et créent par conséquent tout ce qui constitue l'humanité dans les hommes.

La Bible, qui est un livre très intéressant et parfois très profond, lorsqu'on le considère comme l'une des plus anciennes manifestations, parvenues jusqu'à nous, de la sagesse et de la fantaisie humaines, exprime cette vérité d'une manière fort naïve dans son mythe du péché originel. Jéhovah, qui, de tous les bons dieux qui ont jamais été adorés parles hommes, est certainement le plus jaloux, le plus vaniteux, le plus féroce, le plus injuste, le plus sanguinaire, le plus despote et le plus ennemi de la dignité et de la liberté humaines, ayant créé Adam et Ève, par on ne sait quel caprice, sans doute pour tromper son ennui qui doit être terrible dans son éternellement égoïste solitude, ou pour se donner des esclaves nouveaux, avait mis généreusement à leur disposition toute la terre, avec tous les fruits et tous les animaux de la terre, et il n'avait posé à cette complète jouissance qu'une seule limite. Il leur avait expressément défendu de toucher aux fruits de l'arbre de la science. Il voulait donc que l'homme, privé de toute conscience de lui-même, restât une bête éternelle, toujours à quatre pattes devant le Dieu éternel, son Créateur et son Maître. Mais voici que vient Satan, l'éternel révolté, le premier libre-penseur et l'émancipateur des mondes. Il fait honte à l'homme de son ignorance et de son obéissance bestiales ; il l'émancipe et imprime sur son front le sceau de la liberté et de l'humanité, en le poussant à désobéir et à manger du fruit de la science.

---

33 « Moment » est ici synonyme de « facteur », comme dans l'expression : « le moment psychologique » (*das psychologische Moment*). — J. G.

|151 On sait le reste. Le bon Dieu, dont la prescience, qui constitue une des facultés divines, aurait dû l'avertir pourtant de ce qui devait arriver, se mit dans une terrible et ridicule fureur : il maudit Satan, l'homme et le monde créés par lui-même, se frappant pour ainsi dire lui-même dans sa création propre, comme font les enfants lorsqu'ils se mettent en colère ; et, non content de frapper nos ancêtres dans le présent, il les maudit dans toutes les générations à venir, innocentes du crime commis par leurs ancêtres. Nos théologiens catholiques et protestants trouvent cela très profond et très juste, précisément parce que c'est monstrueusement inique et absurde ! Puis, se rappelant qu'il n'était pas seulement un Dieu de vengeance et de colère, mais encore un Dieu d'amour, après avoir tourmenté l'existence de quelques milliards de pauvres êtres humains et les avoir condamnés à un enfer éternel, il eut pitié du reste, et, pour le sauver, pour réconcilier son amour éternel et divin avec sa colère éternelle et divine toujours avide de victimes et de sang, il envoya au monde, comme une victime expiatoire, son fils unique, afin qu'il fût tué par les hommes. Cela s'appelle le mystère de la Rédemption, base de toutes les religions chrétiennes. Et encore si le divin Sauveur avait sauvé le monde humain ! Mais non ; dans le paradis promis par le Christ, on le sait, puisque c'est formellement annoncé, il n'y aura que fort peu d'élus. Le reste, l'immense majorité des générations présentes et à venir, grillera éternellement dans l'enfer. En attendant, pour nous consoler, Dieu, toujours juste, toujours bon, livre la terre au gouvernement des Napoléon III, des Guillaume Ier, des Ferdinand d'Autriche et des Alexandre de toutes les Russies.

|152 Tels sont les contes absurdes qu'on débite et telles sont les doctrines monstrueuses qu'on enseigne, en plein dix-neuvième siècle, dans toutes les écoles populaires de l'Europe, sur l'ordre exprès des gouvernements. On appelle cela civiliser les peuples ! N'est-il pas évident que tous ces gouvernements sont les empoisonneurs systématiques, les abâtisseurs intéressés des masses populaires ?

Je me suis laissé entraîner loin de mon sujet, par la colère qui s'empare de moi toutes les fois que je pense aux ignobles et criminels moyens qu'on emploie pour retenir les nations dans un esclavage éternel, afin de pouvoir mieux les tondre, sans doute. Que sont les crimes de tous les Tropmann du monde, en présence de ce crime de lèse-humanité qui se commet journellement, au grand jour, sur toute la surface du monde civilisé, par ceux-là mêmes qui osent s'appeler les tuteurs et les pères de peuples ? — Je reviens au mythe du péché originel.

Dieu donna raison à Satan et reconnut que le diable n'avait pas trompé Adam et Eve en leur promettant la science et la liberté, comme récompense de l'acte de désobéissance qu'il les avait induits à commettre ; car aussitôt qu'ils eurent mangé du fruit défendu, Dieu se dit à lui-même (voir la Bible) : « Voilà que l'homme est devenu comme l'un de Nous, il sait le bien et le mal ; empêchons-le donc de manger du fruit de la vie éternelle, afin qu'il ne devienne pas immortel comme Nous ».

Laissons maintenant de côté la partie fabuleuse de ce mythe et considérons-en le vrai sens. Le sens en est très clair. L'homme s'est émancipé, il s'est séparé de l'animalité et s'est constitué comme homme ; il a commencé son histoire et son développement proprement humain par un acte de désobéissance et de science, c'est-à-dire par la *révolte* et par la *pensée*.

---

[34] Trois éléments ou, si vous voulez, trois principes |153 fondamentaux constituent les conditions essentielles de tout développement humain, tant collectif qu'individuel, dans l'histoire : 1° *l'animalité humaine* ; 2° la *pensée* ; et 3° la *révolte*. À la première correspond proprement *l'économie sociale* et *privée* ; à la seconde, la *science* ; à la troisième, la

34 Cet alinéa et les deux suivants ont été, par les éditeurs de *Dieu et l'État*, enlevés de la place qu'ils occupent dans le manuscrit, et transportés au commencement de la brochure. — J. G.

liberté [35].

Les idéalistes de toutes les écoles, aristocrates et bourgeois, théologiens et métaphysiciens, politiciens et moralistes, religieux, philosophes ou poètes, — sans oublier les économistes libéraux, adorateurs effrénés de l'idéal, comme on sait, — s'offensent beaucoup lorsqu'on leur dit que l'homme, avec toute son intelligence magnifique, ses idées sublimes et ses aspirations infinies, n'est, comme tout ce qui existe dans le monde, rien que matière, rien qu'un produit de cette *vile matière*.

Nous pourrions leur répondre que la matière dont parlent les matérialistes, — matière spontanément, éternellement mobile, active, productive ; matière chimiquement ou organiquement déterminée, et manifestée par les propriétés ou les forces mécaniques, physiques, animales et intelligentes qui lui sont forcément inhérentes, — que cette matière n'a rien de commun avec la *vile matière* des idéalistes. Cette dernière, produit de leur fausse abstraction, est effectivement un être stupide, inanimé, immobile, incapable de produire la moindre des choses, un *caput mortuum*, une *vilaine* imagination |154 opposée à cette *belle* imagination qu'ils appellent *Dieu*, l'Être suprême vis-à-vis duquel la matière, leur matière à eux, dépouillée par eux-mêmes de tout ce qui en constitue la nature réelle, représente nécessairement le suprême Néant. Ils ont enlevé à la matière l'intelligence, la vie, toutes les qualités déterminantes, les rapports actifs ou les forces, le mouvement même, sans lequel la matière ne serait pas même pesante, ne lui laissant rien que l'impénétrabilité et l'immobilité absolue dans l'espace ; ils ont attribué toutes ces forces, propriétés et manifestations naturelles, à l'Être imaginaire créé par leur fantaisie abstractive ; puis, intervertissant les rôles, ils ont appelé ce produit de leur imagination, ce Fantôme, ce Dieu qui

---

35 Le lecteur trouvera un développement plus complet de ces trois principes dans l'*Appendice* ajouté à la fin de ce livre, sous ce titre : *Considérations philosophiques sur le fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme*. (*Note de Bakounine*.)

est le Néant : « l'Être suprême » ; et, par une conséquence nécessaire, ils ont déclaré que l'Être réel, la matière, le monde, était le Néant. Après quoi ils viennent nous dire gravement que cette matière est incapable de rien produire, ni même de se mettre en mouvement par elle-même, et que par conséquent elle a dû être créée par leur Dieu.

[36] Dans l'Appendice qui se trouve à la fin de ce livre, j'ai mis à nu les absurdités vraiment révoltantes auxquelles on est fatalement amené par cette imagination d'un Dieu, soit personnel, créateur et ordonnateur des mondes ; soit même impersonnel, et considéré comme une sorte d'âme divine répandue dans tout l'univers, dont elle constituerait ainsi le principe éternel ; ou bien comme l'idée infinie et divine, toujours présente et active dans le monde et manifestée toujours par la totalité des êtres matériels et finis. Ici je me bornerai à relever un seul point.

[37] On conçoit parfaitement le développement successif | 155 du monde matériel, aussi bien que de la vie organique, animale, et de l'intelligence historiquement progressive, tant individuelle que sociale, de l'homme, dans ce monde. C'est un mouvement tout à fait naturel du simple au composé, de bas en haut ou de l'inférieur au supérieur ; un mouvement conforme à toutes nos expériences journalières, et par conséquent conforme aussi à notre logique naturelle, aux propres lois de notre esprit qui, ne se formant jamais et ne pouvant se développer qu'à l'aide de ces mêmes expériences, n'en est pour ainsi dire rien que la reproduction mentale, cérébrale, ou le résumé réfléchi.

Le système des idéalistes nous présente tout à fait le contraire. C'est le renversement absolu de toutes les expériences humaines et de ce bon sens universel et commun qui est la condition essentielle de toute entente humaine et qui, en s'élevant de cette vérité si simple et si unanimement reconnue,

---

36 Cet alinéa a été supprimé par les éditeurs de *Dieu et l'État*. — J. G.

37 Cet alinéa a été transposé par les éditeurs de *Dieu et l'État*, et placé après l'alinéa qui, dans le manuscrit, lui fait suite. — J. G.

que deux fois deux font quatre, jusqu'aux considérations scientifiques les plus sublimes et les plus compliquées, n'admettant d'ailleurs jamais rien qui ne soit sévèrement confirmé par l'expérience ou par l'observation des choses ou des faits, constitue la seule base sérieuse des connaissances humaines.

Au lieu de suivre la voie naturelle de bas en haut, de l'inférieur au supérieur, et du relativement simple au plus compliqué ; au lieu d'accompagner sagement, rationnellement, le mouvement progressif et réel du monde appelé inorganique au monde organique, végétal, et puis animal, et puis spécialement humain ; de la matière chimique ou de l'être chimique à la matière vivante ou à l'être vivant, et de l'être vivant à l'être pensant, les penseurs idéalistes, obsédés, aveuglés et poussés par le fantôme divin qu'ils ont hérité de la | 156 théologie, prennent la voie absolument contraire. Ils vont de haut en bas, du supérieur à l'inférieur, du compliqué au simple. Ils commencent par Dieu, soit comme personne, soit comme substance ou idée divine, et le premier pas qu'ils font est une terrible dégringolade des hauteurs sublimes de l'éternel idéal dans la fange du monde matériel ; de la perfection absolue dans l'imperfection absolue ; de la pensée à l'Être, ou plutôt de l'Être suprême dans le Néant. Quand, comment et pourquoi l'Être divin, éternel, infini, le Parfait absolu, probablement ennuyé de lui-même, s'est-il décidé à ce *salto mortale* [38] désespéré, voilà ce qu'aucun idéaliste, ni théologien, ni métaphysicien, ni poète n'a jamais su ni comprendre lui-même, ni expliquer aux profanes. Toutes les religions passées et présentes et tous les systèmes de philosophie transcendants roulent sur cet unique et inique mystère [39]. De saints hommes,

38 « Saut périlleux » (en italien). — J. G.

39 Je l'appelle « inique », parce que, ainsi que je crois l'avoir démontré dans l'Appendice dont j'ai déjà fait mention, ce mystère a été et continue encore d'être la consécration de toutes les horreurs qui se sont commises et qui se commettent dans le monde humain ; et je l'appelle « unique », parce que toutes les autres absurdités théologiques et métaphysiques qui abêtissent l'esprit des hommes n'en sont rien que

des législateurs inspirés, des prophètes, des Messies y ont cherché la vie, et n'y ont trouvé que la torture et la mort. Comme le sphinx antique, il les a dévorés, parce qu'ils n'ont pas su l'expliquer. De grands philosophes, depuis Heraclite et Platon jusqu'à Descartes, Spinoza, Leibnitz, Kant, Fichte, Schelling et Hegel, sans parler des philosophes indiens, ont écrit des monceaux de volumes et ont créé des systèmes aussi ingénieux que sublimes, dans lesquels ils ont dit en passant beaucoup de belles et de grandes choses et découvert |157 des vérités immortelles, mais qui ont laissé ce mystère, objet principal de leurs investigations transcendantes, aussi insondable qu'il l'avait été avant eux. Mais puisque les efforts gigantesques des plus admirables génies que le monde connaisse — et qui, pendant trente siècles au moins, ont entrepris toujours de nouveau ce travail de Sisyphe — n'ont abouti qu'à rendre ce mystère plus incompréhensible encore, pouvons-nous espérer qu'il nous sera dévoilé, aujourd'hui, par les spéculations routinières de quelque disciple pédant d'une métaphysique artificiellement réchauffée, et cela à une époque où tous les esprits vivants et sérieux se sont détournés de cette science équivoque, issue d'une transaction, historiquement explicable sans doute, entre la déraison de la foi et la saine raison scientifique ?

Il est évident que ce terrible mystère est inexplicable, c'est-à-dire qu'il est absurde, parce que l'absurde seul ne se laisse point expliquer. Il est évident que quiconque en a besoin pour son bonheur, pour sa vie, doit renoncer à sa raison, et, retournant s'il le peut à la foi naïve, aveugle, stupide, répéter, avec Tertullien et avec tous les croyants sincères, ces paroles qui résument la quintessence même de la théologie : *Credo quia absurdum* [40]. Alors toute discussion cesse, et il ne reste plus que la stupidité triomphante de la foi. Mais alors s'élève aussitôt

---

les conséquences nécessaires. (*Note de Bakounine.*)

40 « Je crois cela, parce qu'absurde » ; c'est-à-dire : « La chose étant absurde, et ne pouvant m'être *démontrée* par la raison, force m'est, pour être chrétien, de la *croire* par la vertu de la foi ». — J. G.

une autre question : *Comment peut naître dans un homme intelligent et instruit le besoin de croire en ce mystère ?*

Que la croyance en Dieu, créateur, ordonnateur, juge, maître, malédicteur, sauveur et bienfaiteur |158 du monde, se soit conservée dans le peuple, et surtout dans les populations rurales, beaucoup plus encore que dans le prolétariat des villes, rien de plus naturel. Le peuple, malheureusement, est encore très ignorant ; et il est maintenu dans son ignorance par les efforts systématiques de tous les gouvernements, qui la considèrent, non sans beaucoup de raison, comme l'une des conditions les plus essentielles de leur propre puissance. Écrasé par son travail quotidien, privé de loisir, de commerce intellectuel, de lecture, enfin de presque tous les moyens et d'une bonne partie des stimulants qui développent la réflexion dans les hommes, le peuple accepte le plus souvent sans critique et en bloc les traditions religieuses qui, l'enveloppant dès le bas âge dans toutes les circonstances de sa vie, et artificiellement entretenues en son sein par une foule d'empoisonneurs officiels de toutes sortes, prêtres et laïques, se transforment chez lui en une sorte d'habitude mentale et morale, trop souvent plus puissante même que son bon sens naturel.

Il est une autre raison qui explique et qui légitime en quelque sorte les croyances absurdes du peuple. Cette raison, c'est la situation misérable à laquelle il se trouve fatalement condamné, par l'organisation économique de la société, dans les pays les plus civilisés de l'Europe. Réduit, sous le rapport intellectuel et moral aussi bien que sous le rapport matériel, au minimum d'une existence humaine, enfermé dans sa vie comme un prisonnier dans sa prison, sans horizon, sans issue, sans avenir même, si l'on en croit les économistes, |159 le peuple devrait avoir l'âme singulièrement étroite et l'instinct aplati des bourgeois pour ne point éprouver le besoin d'en sortir ; mais pour cela il n'a que trois moyens, dont deux fantastiques, et le troisième réel. Les deux premiers, c'est le

cabaret et l'église, la débauche du corps ou la débauche de l'esprit ; le troisième, c'est la révolution sociale. D'où je conclus que cette dernière seule, beaucoup plus, au moins, que toutes les propagandes théoriques des libres-penseurs, sera capable de détruire jusqu'aux dernières traces des croyances religieuses et des habitudes débauchées dans le peuple, croyances et habitudes qui sont plus intimement liées ensemble qu'on ne le pense ; et que, en substituant, aux jouissances à la fois illusoires et brutales de ce dévergondage corporel et spirituel, les jouissances aussi délicates que réelles de l'humanité pleinement accomplie dans chacun et dans tous, la révolution sociale seule aura la puissance de fermer en même temps tous les cabarets et toutes les églises.

Jusque-là le peuple, pris en masse, croira, et, s'il n'a pas raison de croire, il en aura au moins le droit.

Il est une catégorie de gens qui, s'ils ne croient pas, doivent au moins faire semblant de croire. Ce sont tous les tourmenteurs, tous les oppresseurs et tous les exploiteurs de l'humanité. Prêtres, monarques, hommes d'État, hommes de guerre, financiers publics et privés, fonctionnaires de toutes sortes, policiers, gendarmes, geôliers et bourreaux, monopoleurs, capitalistes, pressureurs, entrepreneurs et propriétaires, avocats, économistes, politiciens de toutes les | 160 couleurs, jusqu'au dernier vendeur d'épices, tous répéteront à l'unisson ces paroles de Voltaire :

Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Car, vous comprenez, il faut une religion pour le peuple. C'est la soupape de sûreté.

Il existe enfin une catégorie assez nombreuse d'âmes honnêtes mais faibles, qui, trop intelligentes pour prendre les dogmes chrétiens au sérieux, les rejettent en détail, mais n'ont ni le courage, ni la force, ni la résolution nécessaire pour les repousser en gros. Elles abandonnent à votre critique toutes les absurdités particulières de la religion, elles font fi de tous les miracles, mais elles se cramponnent avec désespoir à l'absurdité principale, source de toutes les autres, au miracle qui explique

et légitime tous les autres miracles, à l'existence de Dieu. Leur Dieu n'est point l'Être vigoureux et puissant, le Dieu brutalement positif de la théologie. C'est un Être nébuleux, diaphane, illusoire, tellement illusoire que, quand on croit le saisir, il se transforme en Néant ; c'est un mirage, un feu follet qui ne réchauffe ni n'éclaire. Et pourtant ils y tiennent, et ils croient que s'il allait disparaître, tout disparaîtrait avec lui. Ce sont des âmes incertaines, maladives, désorientées dans la civilisation actuelle, n'appartenant ni au présent ni à l'avenir, de pâles fantômes éternellement suspendus entre le ciel et la terre, et occupant entre la politique bourgeoise et le socialisme du prolétariat absolument la même position. Ils ne se sentent la force ni de penser jusqu'à la fin, ni de vouloir, ni de se résoudre, et ils |161 perdent leur temps et leur peine en s'efforçant toujours de concilier l'inconciliable. Dans la vie publique, ils s'appellent les socialistes bourgeois.

Aucune discussion avec eux, ni contre eux, n'est possible. Ils sont trop malades.

Mais il est un petit nombre d'hommes illustres, dont aucun n'osera parler sans respect, et dont nul ne songera à mettre en doute ni la santé vigoureuse, ni la force d'esprit, ni la bonne foi. Qu'il me suffise de citer les noms de Mazzini, de Michelet, de Quinet, de John Stuart Mill [41]. Âmes généreuses et fortes, grands cœurs, grands esprits, grands écrivains, et, le premier, ressusciteur héroïque et révolutionnaire d'une grande nation, ils sont tous les apôtres de l'idéalisme et les contempteurs, les adversaires passionnés du matérialisme, et par conséquent aussi du socialisme, en philosophie aussi bien qu'en politique.

---

41 M. Stuart Mill est peut-être le seul dont il soit permis de mettre en doute l'idéalisme sérieux ; et cela pour deux raisons : la première, c'est que, s'il n'est point absolument le disciple, il est un admirateur passionné, un adhérent de la Philosophie positive d'Auguste Comte, philosophie qui, malgré ses réticences nombreuses, est réellement athée : la seconde, c'est que M. Stuart Mill est Anglais, et qu'en Angleterre se proclamer athée, c'est se mettre en dehors de la société, même encore aujourd'hui. (*Note de Bakounine.*)

C'est donc contre eux qu'il faut discuter cette question.

Constatons d'abord qu'aucun des hommes illustres que je viens de nommer, ni aucun autre penseur idéaliste quelque peu important de nos jours, ne s'est occupé proprement de la partie logique de cette question. Aucun n'a essayé de résoudre philosophiquement la possibilité du *salto mortale* divin des régions éternelles et pures de l'esprit dans la fange du monde matériel. Ont-ils craint d'aborder cette insoluble contradiction et désespéré de la résoudre, |162 après que les plus grands génies de l'histoire y ont échoué, ou bien l'ont-ils considérée comme déjà suffisamment résolue ? C'est leur secret. Le fait est qu'ils ont laissé de côté la démonstration théorique de l'existence d'un Dieu, et qu'ils n'en ont développé que les raisons et les conséquences pratiques. Ils en ont parlé tous comme d'un fait universellement accepté, et, comme tel, ne pouvant plus devenir l'objet d'un doute quelconque, se bornant, pour toute preuve, à constater l'antiquité et cette universalité même de la croyance en Dieu.

Cette unanimité imposante, selon l'avis de beaucoup d'hommes et d'écrivains illustres, et, pour ne citer que les plus renommés d'entre eux, selon l'opinion éloquemment exprimée de Joseph de Maistre et du grand patriote italien Giuseppe Mazzini, vaut plus que toutes les démonstrations de la science ; et si la logique d'un petit nombre de penseurs conséquents et même très puissants, mais isolés, lui est contraire, tant pis, disent-ils, pour ces penseurs et pour leur logique, car le consentement général, l'adoption universelle et antique d'une idée ont été considérés de tout temps comme la preuve la plus victorieuse de sa vérité. Le sentiment de tout le monde, une conviction qui se retrouve et se maintient toujours et partout, ne sauraient se tromper. Ils doivent avoir leur racine dans une nécessité absolument inhérente à la nature même de l'homme. Et puisqu'il a été constaté que tous les peuples passés et présents ont cru et croient à l'existence de Dieu, il est évident que ceux qui ont le malheur d'en douter, quelle que soit la logique qui les ait entraînés dans ce doute, sont des exceptions

anormales, des monstres.

Ainsi donc, l'*antiquité* et l'*universalité* d'une croyance seraient, contre toute science et contre toute logique, une preuve suffisante |163 et irrécusable de sa vérité. Et pourquoi ?

Jusqu'au siècle de Kopernik et de Galilée, tout le monde avait cru que le soleil tournait autour de la terre. Tout le monde ne s'était-il pas trompé ? Qu'y a-t-il de plus antique et de plus universel que l'esclavage ? L'anthropophagie, peut-être. Dès l'origine de la société historique jusqu'à nos jours, il y a eu toujours et partout exploitation du travail forcé des masses, esclaves, serves ou salariées, par quelque minorité dominante ; oppression des peuples par l'Église et par l'État. Faut-il en conclure que cette exploitation et cette oppression soient des nécessités absolument inhérentes à l'existence même de la société humaine ? Voilà des exemples qui montrent que l'argumentation des avocats du bon Dieu ne prouve rien.

Rien n'est, en effet, aussi universel et aussi antique que l'inique et l'absurde, et c'est au contraire la vérité, la justice qui, dans le développement des sociétés humaines, sont les moins universelles, les plus jeunes ; ce qui explique aussi le phénomène historique constant des persécutions inouïes dont ceux qui les proclament les premiers ont été et continuent d'être toujours les objets de la part des représentants officiels, patentés et intéressés des croyances « universelles » et « antiques », et souvent de la part de ces mêmes masses populaires, qui, après les avoir bien tourmentés, finissent toujours par adopter et par faire triompher leurs idées.

Pour nous, matérialistes et socialistes révolutionnaires, il n'est rien qui nous étonne ni nous effraie dans ce phénomène historique. Forts de notre conscience, de notre amour pour la vérité quand même, de cette passion logique qui constitue à elle seule une grande puissance, et en dehors de laquelle il n'est point de pensée ; forts de notre passion pour la justice et de | 164 notre foi inébranlable dans le triomphe de l'humanité sur toutes les bestialités théoriques et pratiques ; forts enfin de la confiance et de l'appui mutuels que se donnent le petit nombre

de ceux qui partagent nos convictions, nous nous résignons pour nous-mêmes à toutes les conséquences de ce phénomène historique, dans lequel nous voyons la manifestation d'une loi sociale aussi naturelle, aussi nécessaire et aussi invariable que toutes les autres lois qui gouvernent le monde.

Cette loi est une conséquence logique, inévitable, de *l'origine animale* de la société humaine ; or, en face de toutes les preuves scientifiques, physiologiques, psychologiques, historiques, qui se sont accumulées de nos jours, aussi bien qu'en face des exploits des Allemands, conquérants de la France, qui en donnent aujourd'hui une démonstration si éclatante, il n'est plus possible vraiment de douter de la réalité de cette origine. Mais du moment qu'on accepte cette origine animale de l'homme, tout s'explique. L'histoire nous apparaît alors comme la négation révolutionnaire, tantôt lente, apathique, endormie, tantôt passionnée et puissante, du passé. Elle consiste précisément dans la négation progressive de l'animalité première de l'homme par le développement de son humanité. L'homme, bête féroce, cousin du gorille, est parti de la nuit profonde de l'instinct animal pour arriver à la lumière de l'esprit, ce qui explique d'une manière tout à fait naturelle toutes ses divagations passées, et nous console en partie de ses erreurs présentes. Il est parti de l'esclavage animal, et, traversant l'esclavage divin, terme transitoire entre son animalité et son humanité, il marche aujourd'hui à la conquête et à la réalisation de sa liberté humaine. D'où il résulte que l'antiquité |165 d'une croyance, d'une idée, loin de prouver quelque chose en sa faveur, doit au contraire nous la rendre suspecte. Car derrière nous est notre animalité et devant nous notre humanité, et la lumière humaine, la seule qui puisse nous réchauffer et nous éclairer, la seule qui puisse nous émanciper, nous rendre dignes, libres, heureux, et réaliser la fraternité parmi nous, n'est jamais au début, mais, relativement à l'époque où l'on vit, toujours à la fin de l'histoire. Ne regardons donc jamais en arrière, regardons toujours en avant, car en avant est notre soleil et notre salut ; et s'il est permis, s'il est

même utile, nécessaire, de nous retourner, en vue de l'étude de notre passé, ce n'est que pour constater ce que nous avons été et ce que nous ne devons plus être, ce que nous avons cru et pensé, et ce que nous ne devons plus ni croire, ni penser, ce que nous avons fait et ce que nous ne devons plus faire jamais.

Voilà pour l'*antiquité*. Quant à l'*universalité* d'une erreur, elle ne prouve qu'une chose : la similitude, sinon la parfaite identité, de la nature humaine dans tous les temps et sous tous les climats. Et, puisqu'il est constaté que tous les peuples, à toutes les époques de leur vie, ont cru et croient encore en Dieu, nous devons en conclure simplement que l'idée divine, issue de nous-mêmes, est une erreur historiquement nécessaire dans le développement de l'humanité, et nous demander pourquoi et comment elle s'est produite dans l'histoire, pourquoi l'immense majorité de l'espèce humaine l'accepte encore aujourd'hui comme une vérité ?

Tant que nous ne saurons pas nous rendre compte de la manière dont l'idée d'un monde surnaturel ou divin s'est produite et a dû fatalement se produire dans |166 le développement historique de la conscience humaine, nous aurons beau être scientifiquement convaincus de l'absurdité de cette idée, nous ne parviendrons jamais à la détruire dans l'opinion de la majorité ; parce que nous ne saurons jamais l'attaquer dans les profondeurs mêmes de l'être humain, où elle a pris naissance, et que, condamnés à une lutte stérile, sans issue et sans fin, nous devrons toujours nous contenter de la combattre seulement à la surface, dans ses innombrables manifestations, dont l'absurdité, à peine abattue par les coups du bon sens, renaîtra aussitôt sous une forme nouvelle et non moins insensée. Tant que la racine de toutes les absurdités qui tourmentent le monde, la croyance en Dieu, restera intacte, elle ne manquera jamais de pousser des rejetons nouveaux. C'est ainsi que de nos jours, dans certaines régions de la plus haute société, le spiritisme tend à s'installer sur les ruines du christianisme.

Ce n'est pas seulement dans l'intérêt des masses, c'est

dans celui de la santé de notre propre esprit que nous devons nous efforcer de comprendre la genèse historique de l'idée de Dieu, la succession des causes qui ont développé et produit cette idée dans la conscience des hommes. Nous aurons beau nous dire et nous croire athées : tant que nous n'aurons pas compris ces causes, nous nous laisserons toujours plus ou moins dominer par les clameurs de cette conscience universelle dont nous n'aurons pas surpris le secret ; et, vu la faiblesse naturelle de l'individu même le plus fort contre l'influence toute-puissante du milieu social qui l'entoure, nous courrons toujours le risque de retomber tôt ou tard, et d'une manière ou d'une autre, dans l'abîme de l'absurdité religieuse. Les exemples de ces conversions honteuses sont fréquents dans la société actuelle.

|167 J'ai dit la raison pratique principale de la puissance exercée encore aujourd'hui par les croyances religieuses sur les masses. Ces dispositions mystiques ne dénotent pas tant, chez elles, une aberration de l'esprit qu'un profond mécontentement du cœur. C'est la protestation instinctive et passionnée de l'être humain contre les étroitesses, les platitudes, les douleurs et les hontes d'une existence misérable. Contre cette maladie, ai-je dit, il n'est qu'un seul remède : c'est la Révolution sociale.

Dans l'Appendice, j'ai tâché d'exposer les causes qui ont présidé à la naissance et au développement historique des hallucinations religieuses dans la conscience de l'homme. Ici, je ne veux traiter cette question de l'existence d'un Dieu, ou de l'origine divine du monde et de l'homme, qu'au point de vue de son utilité morale et sociale, et je ne dirai, sur la raison théorique de cette croyance, que peu de mots seulement, afin de mieux expliquer ma pensée.

Toutes les religions, avec leurs dieux, leurs demi-dieux, et leurs prophètes, leurs messies et leurs saints, ont été créées par la fantaisie crédule des hommes, non encore arrivés au plein

développement et à la pleine possession de leurs facultés intellectuelles ; en conséquence de quoi, le Ciel religieux n'est autre chose qu'un mirage où l'homme, exalté par l'ignorance et la foi, retrouve sa propre image, mais agrandie et renversée, c'est-à-dire *divinisée*. L'histoire des religions, celle de la naissance, de la grandeur et de la décadence des dieux qui se sont succédé dans la croyance humaine, n'est donc rien que le développement de l'intelligence et de la conscience collectives des hommes. À mesure que, dans leur marche historiquement progressive, ils découvraient, soit en eux-mêmes, soit lies dans la nature extérieure, une force, une qualité ou même un grand défaut quelconques, ils les attribuaient à leurs dieux, après les avoir exagérés, élargis outre mesure, comme le font ordinairement les enfants, par un acte de leur fantaisie religieuse. Grâce à cette modestie et à cette pieuse générosité des hommes croyants et crédules, le ciel s'est enrichi des dépouilles de la terre, et, par une conséquence nécessaire, plus le ciel devenait riche, et plus l'humanité, plus la terre devenaient misérables. Une fois la divinité installée, elle fut naturellement proclamée la cause, la raison, l'arbitre et le dispensateur absolu de toutes choses : le monde ne fut plus rien, elle fut tout ; et l'homme, son vrai créateur, après l'avoir tirée du néant à son insu, s'agenouilla devant elle, l'adora et se proclama sa créature et son esclave.

Le christianisme est précisément la religion par excellence parce qu'il expose et manifeste, dans sa plénitude, la nature, la propre essence de tout système religieux, qui est *l'appauvrissement, l'asservissement et l'anéantissement de l'humanité au profit de la divinité*.

Dieu étant tout, le monde réel et l'homme ne sont rien. Dieu étant la vérité, la justice, le bien, le beau, la puissance et la vie, l'homme est le mensonge, l'iniquité, le mal, la laideur, l'impuissance et la mort. Dieu étant le maître, l'homme est l'esclave. Incapable de trouver par lui-même la justice, la vérité et la vie éternelle, il ne peut y arriver qu'au moyen d'une révélation divine. Mais qui dit révélation, dit révélateurs,

messies, prophètes, prêtres et législateurs inspirés par Dieu même ; et ceux-là une fois reconnus comme les représentants de la divinité sur la terre, comme les saints instituteurs de l'humanité, élus par Dieu même pour |169 la diriger dans la voie du salut, ils doivent nécessairement exercer un pouvoir absolu. Tous les hommes leur doivent une obéissance illimitée et passive ; car contre la Raison divine il n'y a point de raison humaine, et contre la Justice de Dieu il n'y a point de justice terrestre qui tiennent. Esclaves de Dieu, les hommes doivent l'être aussi de l'Église et de l'État, *en tant que ce dernier est consacré par l'Église*. Voilà ce que, de toutes les religions qui existent ou qui ont existé, le christianisme a mieux compris que les autres, sans excepter même les antiques religions orientales, qui d'ailleurs n'ont embrassé que des peuples distincts et privilégiés, tandis que le christianisme a la prétention d'embrasser l'humanité tout entière ; et voilà ce que, de toutes les sectes chrétiennes, le catholicisme romain a seul proclamé et réalisé avec une conséquence rigoureuse. C'est pourquoi le christianisme est la religion absolue, la dernière religion ; et pourquoi l'Église apostolique et romaine est la seule conséquente, légitime et divine.

N'en déplaise donc aux métaphysiciens et aux idéalistes religieux, philosophes, politiciens ou poètes : *l'idée de Dieu implique l'abdication de la raison et de la justice humaines, elle est la négation la plus décisive de la liberté humaine et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique*.

À moins donc de vouloir l'esclavage et l'avilissement des hommes, comme le veulent les jésuites, comme le veulent les mômiers, les piétistes ou les méthodistes protestants, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas faire la moindre concession ni au Dieu de la théologie, ni à celui de la métaphysique. Car dans cet alphabet mystique, qui commence par dire A devra fatalement finir par dire Z, et qui veut adorer Dieu doit, sans se faire de puériles illusions, renoncer bravement à sa liberté et à son humanité.

Si Dieu est, l'homme est esclave ; or l'homme peut et doit être libre : donc Dieu n'existe pas.

Je défie qui que ce soit de sortir de ce cercle ; et maintenant, qu'on choisisse.

|170 Est-il besoin de rappeler combien et comment les religions abêtissent et corrompent les peuples ? Elles tuent en eux la raison, ce principal instrument de l'émancipation humaine, et les réduisent à l'imbécillité, condition essentielle de leur esclavage. Elles déshonorent le travail humain et en font un signe et une source de servitude. Elles tuent la notion et le sentiment de la justice humaine, faisant toujours pencher la balance du côté des coquins triomphants, objets privilégiés de la grâce divine. Elles tuent la fierté et la dignité humaines, ne protégeant que les rampants et les humbles. Elles étouffent dans le cœur des peuples tout sentiment de fraternité humaine, en le remplissant de cruauté divine.

Toutes les religions sont cruelles, toutes sont fondées sur le sang ; car toutes reposent principalement sur l'idée du sacrifice, c'est-à-dire sur l'immolation perpétuelle de l'Humanité à l'insatiable vengeance de la Divinité. Dans ce sanglant mystère, l'homme est toujours la victime, et le prêtre, homme aussi, mais homme privilégié par la grâce, est le divin bourreau. Cela nous explique pourquoi les prêtres de toutes les religions, les meilleurs, les plus humains, les plus doux, ont presque toujours dans le fond de leur cœur, — et, sinon dans le cœur, dans leur imagination, dans l'esprit (et l'on sait l'influence formidable que l'une et l'autre exercent sur le cœur des hommes), — pourquoi il y a, dis-je, dans les sentiments de tout prêtre quelque chose de cruel et de sanguinaire.

Tout cela, nos illustres idéalistes contemporains le savent

mieux que personne. Ce sont des hommes savants qui savent leur histoire par cœur ; et comme ils sont en même temps |171 des hommes vivants, de grandes âmes pénétrées d'un amour sincère et profond pour le bien de l'humanité, ils ont maudit et flétri tous ces méfaits, tous ces crimes de la religion avec une éloquence sans pareille. Ils repoussent avec indignation toute solidarité avec le Dieu des religions positives et avec ses représentants passés et présents sur la terre.

Le Dieu qu'ils adorent ou qu'ils croient adorer se distingue précisément des dieux réels de l'histoire, en ce qu'il n'est pas du tout un Dieu positif, ni déterminé de quelque manière que ce soit, ni théologiquement, ni même métaphysiquement. Ce n'est ni l'Être-suprême de Robespierre et de J.-J. Rousseau, ni le Dieu panthéiste de Spinoza, ni même le Dieu à la fois immanent et transcendant et fort équivoque de Hegel. Ils prennent bien garde de lui donner une détermination positive quelconque, sentant fort bien que toute détermination le soumettrait à l'action dissolvante de la critique. Ils ne diront pas de lui s'il est un Dieu personnel ou impersonnel, s'il a créé ou s'il n'a pas créé le monde ; ils ne parleront même pas de sa divine providence. Tout cela pourrait le compromettre. Ils se contenteront de dire : « Dieu », et rien de plus. Mais alors qu'est-ce que leur Dieu ? Ce n'est pas même une idée, c'est une aspiration.

C'est le nom générique de tout ce qui leur paraît grand, bon, beau, noble, humain. Mais pourquoi ne disent-ils pas alors : « l'Homme » ? Ah ! c'est que le roi Guillaume de Prusse et Napoléon III et tous leurs pareils sont également des hommes ; et voilà ce qui les embarrasse beaucoup. L'humanité réelle nous présente l'assemblage de tout ce |172 qu'il y a de plus sublime, de plus beau, et de tout ce qu'il y a de plus vil et de plus monstrueux dans le monde. Comment s'en tirer ? Alors, ils appellent l'un, divin, et l'autre, bestial, en se représentant la divinité et l'animalité comme les deux pâtes, entre lesquels ils placent l'humanité. Ils ne veulent ou ne peuvent pas comprendre que ces trois termes n'en forment qu'un, et que, si on les sépare, on les détruit.

Ils ne sont pas forts sur la logique, et on dirait qu'ils la méprisent. C'est là ce qui les distingue des métaphysiciens panthéistes et déistes, et ce qui imprime à leurs idées le caractère d'un idéalisme pratique, puisant ses inspirations beaucoup moins dans le développement sévère d'une pensée, que dans les expériences, je dirai presque dans les émotions, tant historiques et collectives qu'individuelles, de la vie. Cela donne à leur propagande une apparence de richesse et de puissance vitale, mais une apparence seulement ; car la vie elle-même devient stérile, lorsqu'elle est paralysée par une contradiction logique.

Cette contradiction est celle-ci : Ils veulent Dieu et ils veulent l'humanité. Ils s'obstinent à mettre ensemble deux termes qui, une fois séparés, ne peuvent plus se rencontrer que pour s'entre-détruire. Ils disent d'une seule haleine : « Dieu, et la liberté de l'homme » ; « Dieu, et la dignité et la justice et l'égalité et la fraternité et la prospérité des hommes », — sans se soucier de la logique fatale conformément à laquelle, si Dieu existe, tout cela est condamné à la non-existence. Car si Dieu est, il est nécessairement le Maître éternel, suprême, absolu, et si ce Maître existe, l'homme est esclave ; mais s'il est esclave, il n'y a pour lui ni justice, ni égalité, ni fraternité, ni prospérité possibles. Ils auront beau, contrairement au bon sens et à toutes les expériences de l'histoire, se représenter leur Dieu animé du plus tendre amour pour la liberté humaine : un maître, quoi qu'il fasse et quelque libéral qu'il veuille se |173 montrer, n'en reste pas moins toujours un maître, et son existence implique nécessairement l'esclavage de tout ce qui se trouve au-dessous de lui. Donc, si Dieu existait, il n'y aurait pour lui qu'un seul moyen de servir la liberté humaine : ce serait de cesser d'exister.

Amoureux et jaloux de la liberté humaine, et la considérant comme la condition absolue de tout ce que nous adorons et respectons dans l'humanité, je retourne la phrase de Voltaire, et je dis que, *si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître*.

La sévère logique qui me dicte ces paroles est par trop évidente pour que j'aie besoin de développer davantage cette argumentation. Et il me paraît impossible que les hommes illustres dont j'ai cité les noms, si célèbres et si justement respectés, n'en aient pas été frappés eux-mêmes, et qu'ils n'aient point aperçu la contradiction dans laquelle ils tombent en parlant de Dieu et de la liberté humaine à la fois. Pour qu'ils aient passé outre, il a fallu donc qu'ils aient pensé que cette inconséquence ou que ce passe-droit logique était *pratiquement* nécessaire pour le bien même de l'humanité.

Peut-être aussi que, tout en parlant de la *liberté* comme d'une chose qui est pour eux bien respectable et bien chère, ils la comprennent tout à fait autrement que nous ne la comprenons, nous autres matérialistes et socialistes révolutionnaires. En effet, ils n'en parlent jamais sans y ajouter aussitôt un autre mot, celui d'*autorité*, un mot et une chose que nous détestons du plein de nos cœurs.

Qu'est-ce que l'autorité ? Est-ce la puissance inévitable des lois naturelles qui se manifestent dans l'enchaînement et dans la succession fatale des phénomènes tant du monde physique que du monde social ? En effet, contre ces lois, la révolte est non seulement défendue, mais elle est encore impossible. Nous pouvons les méconnaître ou ne point encore les connaître, mais nous ne pouvons pas leur désobéir, parce qu'elles constituent la base et les conditions mêmes de notre existence ; elles nous enveloppent, nous |174 pénètrent, règlent tous nos mouvements, nos pensées et nos actes ; de sorte qu'alors même que nous croyons leur désobéir, nous ne faisons autre chose que manifester leur toute-puissance.

Oui, nous sommes absolument les esclaves de ces lois. Mais il n'y a rien d'humiliant dans cet esclavage, ou plutôt ce n'est pas même l'esclavage. Car l'esclavage suppose un maître extérieur, un législateur qui se trouve en dehors de celui auquel

il commande ; tandis que ces lois ne sont pas en dehors de nous : elles nous sont inhérentes, elles constituent notre être, tout notre être, tant corporel qu'intellectuel et moral ; nous ne vivons, nous ne respirons, nous n'agissons, nous ne pensons, nous ne voulons que par elles. En dehors d'elles, nous ne sommes rien, *nous ne sommes pas*. D'où nous viendrait donc le pouvoir et le vouloir de nous révolter contre elles ?

Vis-à-vis des lois naturelles, il n'est pour l'homme qu'une seule liberté possible : c'est de les reconnaître et de les appliquer toujours davantage, conformément au but d'émancipation ou d'humanisation tant collective qu'individuelle qu'il poursuit. Ces lois, une fois reconnues, exercent une autorité qui n'est jamais discutée par la masse des hommes. Il faut, par exemple, être un fou, ou un théologien, ou pour le moins un métaphysicien, un juriste, ou un économiste bourgeois, pour se révolter contre cette loi d'après laquelle 2 x 2 font 4. Il faut avoir la foi pour s'imaginer qu'on ne brûlera pas dans le feu et qu'on ne se noiera pas dans l'eau, à moins qu'on n'ait recours à quelque subterfuge qui est encore fondé sur quelque autre loi naturelle. Mais ces révoltes, ou plutôt ces tentatives ou ces folles imaginations d'une révolte impossible, ne forment qu'une exception assez rare ; car, en général, on peut dire que la masse des hommes, dans sa vie quotidienne, se laisse gouverner |175 d'une manière à peu près absolue par le bon sens, ce qui veut dire par la somme des lois naturelles généralement reconnues.

Le grand malheur, c'est qu'une grande quantité de lois naturelles déjà constatées, comme telles, par la science, restent inconnues aux masses populaires, grâce aux soins de ces gouvernements tutélaires qui n'existent, comme on sait, que pour le bien des peuples. Il est un autre inconvénient : c'est que la majeure partie des lois naturelles qui sont inhérentes au développement de la société humaine, et qui sont tout aussi nécessaires, invariables, fatales, que les lois qui gouvernent le monde physique, n'ont pas été dûment constatées et reconnues par la science elle-même.

Une fois qu'elles auront été reconnues d'abord par la

science, et que de la science, au moyen d'un large système d'éducation et d'instruction populaires, elles auront passé dans la conscience de tous, la question de la liberté sera parfaitement résolue. Les autoritaires les plus récalcitrants doivent reconnaître qu'alors il n'y aura plus besoin ni d'organisation, ni de direction, ni de législation politiques, trois choses qui, soit qu'elles émanent de la volonté du souverain, soit qu'elles résultent des votes d'un parlement élu par le suffrage universel, et alors même qu'elles seraient conformes au système des lois naturelles, — ce qui n'a jamais lieu et ce qui ne pourra jamais avoir lieu, — sont toujours également funestes et contraires à la liberté des masses, parce qu'elles leur imposent un système de lois extérieures, et par conséquent despotiques.

La liberté de l'homme consiste uniquement en ceci, qu'il obéit aux lois naturelles parce qu'il les a reconnues *lui-même* | 176 comme telles, et non parce qu'elles lui ont été extérieurement imposées par une volonté étrangère, divine ou humaine, collective ou individuelle, quelconque.

Supposez une académie de savants, composée des représentants les plus illustres de la science ; supposez que cette académie soit chargée de la législation, de l'organisation de la société, et que, ne s'inspirant que du plus pur amour de la vérité, elle ne lui dicte que des lois absolument conformes aux plus récentes découvertes de la science. Eh bien, je prétends, moi, que cette législation et cette organisation seront une monstruosité, et cela pour deux raisons. La première, c'est que la science humaine est toujours nécessairement imparfaite, et que, en comparant ce qu'elle a découvert avec ce qu'il lui reste à découvrir, on peut dire qu'elle est toujours à son berceau. De sorte que si on voulait forcer la vie pratique, tant collective qu'individuelle, des hommes, à se conformer strictement, exclusivement, aux dernières données de la science, on condamnerait la société aussi bien que les individus à souffrir le martyre sur un lit de Procuste, qui finirait bientôt par les disloquer et par les étouffer, la vie restant toujours infiniment plus large que la science.

La seconde raison est celle-ci : une société qui obéirait à une législation émanée d'une académie scientifique, non parce qu'elle en aurait compris elle-même le caractère rationnel, auquel cas l'existence de l'académie deviendrait inutile, mais parce que cette législation, émanant de cette académie, s'imposerait au nom d'une science qu'on vénérerait sans la comprendre, — une telle société serait une société non d'hommes, mais de brutes. Ce serait une seconde édition de cette pauvre république du Paraguay qui se laissa gouverner si longtemps |177 par la Compagnie de Jésus. Une telle société ne manquerait pas de descendre bientôt au plus bas degré de l'idiotisme.

Mais il est encore une troisième raison qui rend un tel gouvernement impossible. C'est qu'une académie scientifique revêtue de cette souveraineté pour ainsi dire absolue, fût-elle même composée des hommes les plus illustres, finirait infailliblement et bientôt par se corrompre elle-même et moralement et intellectuellement. C'est déjà aujourd'hui, avec le peu de privilèges qu'on leur laisse, l'histoire de toutes les académies. Le plus grand génie scientifique, du moment qu'il devient un académicien, un savant officiel, patenté, baisse inévitablement et s'endort. Il perd sa spontanéité, sa hardiesse révolutionnaire, et cette énergie incommode et sauvage qui caractérise la nature des plus grands génies, appelés toujours à détruire les mondes caducs et à jeter les fondements des mondes nouveaux. Il gagne sans doute en politesse, en sagesse utilitaire et pratique, ce qu'il perd en puissance de pensée. Il se corrompt, en un mot.

C'est le propre du privilège et de toute position privilégiée que de tuer l'esprit et le cœur des hommes. L'homme privilégié soit politiquement, soit économiquement, est un homme intellectuellement et moralement dépravé. Voilà une loi sociale qui n'admet aucune exception, et qui s'applique aussi bien à des nations tout entières qu'aux classes, aux compagnies et aux individus. C'est la loi de l' égalité, condition suprême de la liberté et de l'humanité. Le but principal de ce livre est

précisément de la développer, et d'en démontrer la vérité dans toutes les manifestations de la vie humaine.

Un corps scientifique, auquel on aurait confié |179 le gouvernement de la société, finirait bientôt par ne plus s'occuper du tout de science, mais d'une tout autre affaire ; et cette affaire, celle de tous les pouvoirs établis, serait de s'éterniser en rendant la société confiée à ses soins toujours plus stupide et par conséquent plus nécessiteuse de son gouvernement et de sa direction.

Mais ce qui est vrai pour les académies scientifiques, l'est également pour toutes les assemblées constituantes et législatives, lors même qu'elles sont issues du suffrage universel. Ce dernier peut en renouveler la composition, il est vrai, ce qui n'empêche pas qu'il ne se forme en quelques années un corps de politiciens, privilégiés défait, non de droit, et qui, en se vouant exclusivement à la direction des affaires publiques d'un pays, finissent par former une sorte d'aristocratie ou d'oligarchie politique. Voir les États-Unis d'Amérique et la Suisse.

Ainsi, point de législation extérieure et point d'autorité, l'une étant d'ailleurs inséparable de l'autre, et toutes les deux tendant à l'asservissement de la société et à l'abrutissement des législateurs eux-mêmes.

S'en suit-il que je repousse toute autorité ? Loin de moi cette pensée. Lorsqu'il s'agit de bottes, j'en réfère à l'autorité du cordonnier ; s'il s'agit d'une maison, d'un canal ou d'un chemin de fer, je consulte celle de l'architecte ou de l'ingénieur. Pour telle science spéciale je m'adresse à tel ou tel savant. Mais je ne me laisse imposer ni le cordonnier, ni l'architecte, ni le savant. Je les écoute librement et avec tout le respect que méritent leur intelligence, leur caractère, leur |179 savoir, en réservant toutefois mon droit incontestable de critique et de contrôle. Je ne me contente pas de consulter une seule autorité spécialiste,

j'en consulte plusieurs ; je compare leurs opinions, et je choisis celle qui me paraît la plus juste. Mais je ne reconnais point d'autorité infaillible, même dans les questions toutes spéciales ; par conséquent, quelque respect que je puisse avoir pour l'honnêteté et pour la sincérité de tel ou tel individu, je n'ai de foi absolue en personne. Une telle foi serait fatale à ma raison, à ma liberté et au succès même de mes entreprises ; elle me transformerait immédiatement en un esclave stupide et en un instrument de la volonté et des intérêts d'autrui.

Si je m'incline devant l'autorité des spécialistes et si je me déclare prêt à en suivre, dans une certaine mesure et pendant tout le temps que cela me paraît nécessaire, les indications et même la direction, c'est parce que cette autorité ne m'est imposée par personne, ni par les hommes, ni par Dieu. Autrement je les repousserais avec horreur et j'enverrais au diable leurs conseils, leur direction et leur science, certain qu'ils me feraient payer par la perte de ma liberté et de ma dignité les bribes de vérité humaine, enveloppées de beaucoup de mensonges, qu'ils pourraient me donner.

Je m'incline devant l'autorité des hommes spéciaux parce qu'elle m'est imposée par ma propre raison. J'ai conscience de ne pouvoir embrasser dans tous ses détails et ses développements positifs qu'une très petite partie de la science humaine. La plus grande intelligence ne suffirait pas pour embrasser le tout. D'où résulte, pour la science aussi bien que pour l'industrie, la nécessité de la division et de l'association du travail. Je reçois et je donne, telle est la vie humaine. Chacun est autorité dirigeante et chacun est dirigé à son tour. Donc il n'y a point d'autorité fixe et constante, mais un échange continu d'autorité et de subordination |180 mutuelles, passagères et surtout volontaires.

Cette même raison m'interdit donc de reconnaître une autorité fixe, constante et universelle, parce qu'il n'y a point d'homme universel, d'homme qui soit capable d'embrasser dans cette richesse de détails, sans laquelle l'application de la science à la vie n'est point possible, toutes les sciences, toutes les

branches de la vie sociale. Et, si une telle universalité pouvait jamais se trouver réalisée dans un seul homme, et qu'il voulût s'en prévaloir pour nous imposer son autorité, il faudrait chasser cet homme de la société, parce que son autorité réduirait inévitablement tous les autres à l'esclavage et à l'imbécillité. Je ne pense pas que la société doive maltraiter les hommes de génie comme elle l'a fait jusqu'à présent. Mais je ne pense pas non plus qu'elle doive trop les engraisser, ni leur accorder surtout des privilèges ou des droits exclusifs quelconques ; et cela pour trois raisons : d'abord parce qu'il lui arriverait souvent de prendre un charlatan pour un homme de génie ; ensuite parce que, par ce système de privilèges, elle pourrait transformer en un charlatan même un véritable homme de génie, le démoraliser, l'abêtir ; et enfin, parce qu'elle se donnerait un despote.

Je me résume. Nous reconnaissons donc l'autorité absolue de la science, parce que la science n'a d'autre objet que la reproduction mentale, réfléchie et aussi systématique que possible, des lois naturelles qui sont inhérentes à la vie tant matérielle qu'intellectuelle et morale du monde physique et du monde social, ces deux mondes ne constituant dans le fait qu'un seul et même monde naturel. En dehors de cette |181 autorité uniquement légitime, parce qu'elle est rationnelle et conforme à la liberté humaine, nous déclarons toutes les autres autorités mensongères, arbitraires, despotiques et funestes.

Nous reconnaissons l'autorité absolue de la science, mais nous repoussons l'infaillibilité et l'universalité des représentants de la science. Dans notre Église à nous, — qu'il me soit permis de me servir un moment de cette expression que d'ailleurs je déteste ; l'Église et l'État sont mes deux bêtes noires, — dans notre Église, comme dans l'Église protestante, nous avons un chef, un Christ invisible, la science ; et comme les protestants, plus conséquents même que les protestants, nous ne voulons y souffrir ni pape, ni conciles, ni conclaves de cardinaux infaillibles, ni évêques, ni même des prêtres. Notre Christ se distingue du Christ protestant et chrétien en ceci, que

ce dernier est un être personnel, et que le nôtre est impersonnel ; le Christ chrétien, déjà accompli dans un passé éternel, se présente comme un être parfait, tandis que l'accomplissement et la perfection de notre Christ à nous, de la science, sont toujours dans l'avenir : ce qui équivaut à dire qu'ils ne se réaliseront jamais. En ne reconnaissant l'autorité absolue que de la *science absolue*, nous n'engageons donc aucunement notre liberté.

J'entends par ce mot, « science absolue », la science vraiment universelle qui reproduirait idéalement, dans toute son extension et dans tous ses détails infinis, l'univers, le système ou la coordination de toutes les lois naturelles qui se manifestent dans le développement incessant des mondes. Il est évident que cette science, objet sublime de tous les efforts de l'esprit humain, ne se réalisera jamais dans sa plénitude absolue. Notre Christ restera donc éternellement inachevé, ce qui doit rabattre beaucoup |182 l'orgueil de ses représentants patentés parmi nous. Contre ce Dieu le fils au nom duquel ils prétendraient nous imposer leur autorité insolente et pédantesque, nous en appellerons à Dieu le père, qui est le monde réel, la vie réelle, dont il n'est, lui, que l'expression par trop imparfaite, et dont nous sommes, nous, — les êtres réels, vivant, travaillant, combattant, aimant, aspirant, jouissant et souffrant, — les représentants immédiats.

Mais tout en repoussant l'autorité absolue, universelle et infaillible des hommes de la science, nous nous inclinons volontiers devant l'autorité respectable, mais relative et très passagère, très restreinte, des représentants des sciences spéciales, ne demandant pas mieux que de les consulter tour à tour, et fort reconnaissants pour les indications précieuses qu'ils voudront bien nous donner, à condition qu'ils veuillent bien en recevoir de nous-mêmes sur les choses et dans les occasions où nous sommes plus savants qu'eux ; et, en général, nous ne demandons pas mieux que de voir des hommes doués d'un grand savoir, d'une grande expérience, d'un grand esprit, et d'un grand cœur surtout, exercer sur nous une influence

naturelle et légitime, librement acceptée, et jamais imposée au nom de quelque autorité officielle que ce soit, céleste ou terrestre. Nous acceptons toutes les autorités naturelles, et toutes les influences de fait, aucune de droit ; car toute autorité ou toute influence de droit, et comme telle officiellement imposée, devenant aussitôt une oppression et un mensonge, nous imposerait infailliblement, comme je crois l'avoir suffisamment démontré, l'esclavage et l'absurdité.

En un mot, nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiées, patentées, officielles et légales, même |183 sorties du suffrage universel, convaincus qu'elles ne pourront tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie.

Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes.

Les idéalistes modernes entendent l'autorité d'une manière tout à fait différente. Quoique libres des superstitions traditionnelles de toutes les religions positives existantes, ils attachent néanmoins à cette idée de l'autorité un sens divin, absolu. Cette autorité n'est point celle d'une vérité miraculeusement révélée, ni celle d'une vérité rigoureusement et scientifiquement démontrée. Ils la fondent sur un peu d'argumentation quasi-philosophique, et sur beaucoup de foi vaguement religieuse, sur beaucoup de sentiment idéalement, abstractivement poétique. Leur religion est comme un dernier essai de divinisation de tout ce qui constitue l'humanité dans les hommes.

C'est tout le contraire de l'œuvre que nous accomplissons. Nous croyons devoir, en vue de la liberté humaine, de la dignité humaine et de la prospérité humaine, reprendre au Ciel les biens qu'il a dérobés à la terre, pour les rendre à la terre ; tandis que, s'efforçant de commettre un dernier larcin religieusement

héroïque, ils voudraient, eux, au contraire, restituer de nouveau au ciel, à ce divin voleur aujourd'hui démasqué, mis à son tour au pillage par l'impiété audacieuse et par l'analyse scientifique des libres-penseurs, tout ce que l'humanité contient de plus grand, de plus beau, de plus noble.

|184 Il leur paraît, sans doute, que, pour jouir d'une plus grande autorité parmi les hommes, les idées et les choses humaines doivent être revêtues d'une sanction divine. Comment s'annonce cette sanction ? Non par un miracle, comme dans les religions positives, mais par la grandeur ou par la sainteté même des idées et des choses ; ce qui est grand, ce qui est beau, ce qui est noble, ce qui est juste, est réputé divin. Dans ce nouveau culte religieux, tout homme qui s'inspire de ces idées, de ces choses, devient un prêtre, immédiatement consacré par Dieu même. Et la preuve ? C'est la grandeur même des idées qu'il exprime, et des choses qu'il accomplit : il n'en est pas besoin d'autre. Elles sont si saintes qu'elles ne peuvent avoir été inspirées que par Dieu.

Voilà en peu de mots toute leur philosophie : philosophie de sentiments, non de pensées réelles, une sorte de piétisme métaphysique. Cela paraît innocent, mais cela ne l'est pas du tout, et la doctrine très précise, très étroite et très sèche, qui se cache sous le vague insaisissable de ces formes poétiques, conduit aux mêmes résultats désastreux que toutes les religions positives : c'est-à-dire à la négation la plus complète de la liberté et de la dignité humaines.

Proclamer comme divin tout ce qu'on trouve de grand, de juste, de noble, de beau dans l'humanité, c'est reconnaître implicitement que l'humanité par elle-même aurait été incapable de le produire ; ce qui revient à dire qu'abandonnée à elle-même, sa propre nature est misérable, inique, vile et laide. Nous voilà revenus à l'essence de toute religion, c'est-à-dire au dénigrement de l'humanité |185 pour la plus grande gloire de la divinité. Et du moment que l'infériorité naturelle de l'homme et son incapacité foncière de s'élever par lui-même, en dehors de toute inspiration divine, jusqu'aux idées justes et vraies, sont

admises, il devient nécessaire d'admettre aussi toutes les conséquences théologiques, politiques et sociales des religions positives. Du moment que Dieu, l'Être parfait et suprême, se pose vis-à-vis de l'humanité, les intermédiaires divins, les élus, les inspirés de Dieu sortent de terre pour éclairer, pour diriger et pour gouverner en son nom l'espèce humaine.

Ne pourrait-on pas supposer que tous les hommes soient également inspirés par Dieu ? alors il n'y aurait plus besoin d'intermédiaires, sans doute. Mais cette supposition est impossible, parce qu'elle est trop contredite par les faits. Il faudrait alors attribuer à l'inspiration divine toutes les absurdités et les erreurs qui se manifestent, et toutes les horreurs, les turpitudes, les lâchetés et les sottises qui se commettent dans le monde humain. Donc, il n'y a dans ce monde que peu d'hommes divinement inspirés. Ce sont les grands hommes de l'histoire, les *génies vertueux*, comme dit l'illustre citoyen et prophète italien Giuseppe Mazzini. Immédiatement inspirés par Dieu même et s'appuyant sur le consentement universel, exprimé par le suffrage populaire, — *Dio e Popolo*, — ils sont appelés à gouverner les sociétés humaines [42].

|186 Nous voilà retombés dans l'Église et dans l'État. Il est vrai que dans cette organisation nouvelle, établie, comme toutes les organisations politiques anciennes, par la *grâce de Dieu*, mais appuyée cette fois, au moins pour la forme, en guise de concession nécessaire à l'esprit moderne, et comme dans les préambules des décrets impériaux de Napoléon III, sur la *volonté* (fictive) *du peuple*, l'Église ne s'appellera plus l'Église, elle s'appellera l'École. Mais sur les bancs de cette école ne seront pas assis seulement les enfants : il y aura le mineur éternel, l'écolier reconnu à jamais incapable de subir ses examens, de s'élever à la science de ses maîtres et de se passer

42 Il y a six à sept ans, à Londres, j'ai entendu M. Louis Blanc exprimer à peu près la même idée : « La meilleure forme de gouvernement », m'a-t-il dit, « serait celle qui appellerait toujours aux affaires *les hommes de génie vertueux* ». (*Note de Bakounine.*)

de leur discipline, le peuple [43]. L'État ne s'appellera plus Monarchie, il s'appellera République, mais il n'en sera pas moins l'État, c'est-à-dire une tutelle officiellement et régulièrement établie par une minorité d'hommes compétents, *d'hommes de génie ou de talent vertueux*, pour surveiller et pour diriger la conduite de ce grand, incorrigible et terrible enfant, le peuple. Les professeurs de l'École et les

---

43 J'ai demandé un jour à Mazzini quelles mesures on prendra pour l'émancipation du peuple, une fois que sa république unitaire triomphante aura été définitivement établie ? « La première mesure, m'a-t-il dit, sera la fondation des écoles pour le peuple. — Et qu'enseignera-t-on au peuple dans ces écoles ? — Les devoirs de l'homme, le sacrifice et le dévouement. » — Mais où prendrez-vous un nombre suffisant de professeurs pour enseigner ces choses, qu'aucun n'a le droit ni le pouvoir d'enseigner, s'il ne prêche d'exemple ? Le nombre des hommes qui trouvent une jouissance suprême dans le sacrifice et dans le dévouement n'est-il pas excessivement restreint ? Ceux qui |187 se sacrifient au service d'une grande idée, obéissant à une haute passion, et *satisfaisant cette passion personnelle* en dehors de laquelle la vie elle-même perd toute valeur à leurs yeux, ceux-là pensent ordinairement à tout autre chose qu'à ériger leur action endoctrine ; tandis que ceux qui en font une doctrine oublient le plus souvent de la traduire en action, par cette simple raison que la doctrine tue la vie, tue la spontanéité vivante de l'action. Les hommes comme Mazzini, dans lesquels la doctrine et l'action forment une unité admirable, ne sont que de très rares exceptions. Dans le christianisme aussi, il y a eu de grands hommes, de saints hommes qui ont fait réellement, ou qui au moins se sont passionnément efforcés de faire, tout ce qu'ils disaient, et dont les cœurs, débordants |188 d'amour, étaient pleins de mépris pour les jouissances et pour les biens de ce monde. Mais l'immense majorité des prêtres catholiques et protestants qui, par métier, ont prêché et prêchent la doctrine de la chasteté, de l'abstinence et de la renonciation, ont démenti généralement leur doctrine par leur exemple. Ce n'est pas sans motif, c'est à la suite d'une expérience de plusieurs siècles, que chez les peuples de tous les pays se sont formés ces dictons : *Libertin comme un prêtre ; gourmand comme un prêtre ; ambitieux comme un prêtre ; avide, intéressé et cupide comme un prêtre*. Il est donc constaté que les professeurs des vertus chrétiennes, consacrés par l'Église, les prêtres, dans leur immense majorité, ont fait tout le contraire de ce qu'ils ont prêché.

fonctionnaires de l'État s'appelleront des républicains ; mais ils n'en seront pas moins des tuteurs, des pasteurs, et le peuple restera ce qu'il a été éternellement jusqu'ici, un troupeau. Gare alors |137 aux tondeurs ; car là où il y a un troupeau, il y aura nécessairement aussi des tondeurs et des mangeurs du troupeau.

Le peuple, dans ce système, sera l'écolier et le pupille

Cette majorité même, l'universalité de ce fait, prouvent |189 qu'il ne faut pas en attribuer la faute aux individus, mais à la position sociale impossible, et contradictoire en elle-même, dans laquelle ces individus sont placés. Il y a dans la position du prêtre chrétien une double contradiction. D'abord celle de la doctrine d'abstinence et de renonciation avec les tendances et les besoins positifs de la nature humaine, tendances et besoins qui dans quelques cas individuels, toujours très rares, peuvent bien être continuellement refoulés, comprimés et même complètement anéantis par l'influence constante de quelque puissante passion intellectuelle et morale ; qui, en certains moments d'exaltation collective, peuvent être oubliés et négligés pour quelque temps par une grande quantité d'hommes à la fois ; mais qui sont si foncièrement inhérents à la nature humaine, qu'ils finissent toujours par reprendre leurs droits, de sorte que, lorsqu'ils sont empêchés de se satisfaire d'une manière régulière et normale, ils finissent toujours par chercher des satisfactions malfaisantes et monstrueuses. C'est une loi naturelle, et par conséquent |190 fatale, irrésistible, sous l'action funeste de laquelle tombent inévitablement tous les prêtres chrétiens et spécialement ceux de l'Église catholique romaine. Elle ne peut frapper les professeurs de l'École, c'est-à-dire les prêtres de l'Église moderne, à moins qu'on ne les oblige, eux aussi, à prêcher l'abstinence et la renonciation chrétiennes.

Mais il est une autre contradiction qui est commune aux uns comme aux autres. Cette contradiction est attachée au titre et à la position même du maître. Un maître qui commande, qui opprime et qui exploite, est un personnage très logique et tout à fait naturel. Mais un maître qui se sacrifie à ceux qui lui sont subordonnés de par son privilège divin ou humain, est un être contradictoire et tout à fait impossible. C'est la constitution même de l'hypocrisie, si bien personnifiée par le pape |191 qui, tout en se disant *le dernier serviteur des serviteurs de Dieu*, — en signe de quoi, suivant l'exemple du Christ, il lave même une fois par an les pieds de douze mendiants de Rome, — se proclame en même temps, comme vicaire de Dieu, le maître absolu

éternel. Malgré sa souveraineté toute fictive, il continuera de servir d'instrument à des pensées, à des volontés et par conséquent aussi à des intérêts qui ne seront pas les siens. Entre cette situation et ce que nous appelons, nous, la liberté, la seule vraie liberté, il y a un abîme. Ce sera, sous des formes nouvelles, l'antique oppression et l'antique esclavage ; et là où il y a esclavage, il y a misère, abrutissement, la vraie

---

et infaillible du monde. Ai-je besoin de rappeler que les prêtres de toutes les Églises, loin de se sacrifier aux troupeaux confiés à leurs soins, les ont toujours sacrifiés, exploités et maintenus à l'état de troupeau, en partie pour satisfaire leurs propres passions personnelles et en partie pour servir la toute-puissance de l'Église ? Les mêmes conditions, les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Il en sera donc de même pour les professeurs de l'École moderne, divinement inspirés et patentés par l'État. Ils deviendront nécessairement, les uns sans le savoir, les autres en pleine connaissance de cause, les enseigneurs de la doctrine du sacrifice populaire à la puissance de l'État et au profil des classes privilégiées.

Faudra-t-il donc éliminer de la société tout enseignement et abolir toutes les écoles ? Non, pas du tout, il faut répandre à pleines mains l'instruction dans les masses, et transformer toutes les églises, tous ces temples dédiés à la gloire de Dieu et à l'asservissement des hommes, | 192 en autant d'écoles d'émancipation humaine. Mais, d'abord, entendons-nous : les écoles proprement dites, dans une société normale, fondée sur l'égalité et sur le respect de la liberté humaine, ne devront exister que pour les enfants et non pour les adultes ; et, pour qu'elles deviennent des écoles d'émancipation et non d'asservissement, il faudra en éliminer avant tout cette fiction de Dieu, l'asservisseur éternel et absolu ; et il faudra fonder toute l'éducation des enfants et leur instruction sur le développement scientifique de la raison, non sur celui de la foi ; sur le développement de la dignité et de l'indépendance personnelles, non sur celui de la piété et de l'obéissance ; sur le culte de la vérité et de la justice quand même, et avant tout sur le respect humain, qui doit remplacer en tout et partout le culte divin. Le principe de l'autorité, dans l'éducation des enfants, constitue le point de départ naturel ; il est légitime, nécessaire, lorsqu'il est appliqué aux enfants en bas âge, alors que leur intelligence ne s'est encore aucunement développée ; mais comme le développement de toute chose, et par conséquent de l'éducation aussi, implique la négation successive du point de départ, ce principe doit s'amoindrir graduellement à mesure

matérialisation de la société, tant des classes privilégiées que des masses.

En divinisant les choses humaines, les idéalistes aboutissent toujours au triomphe d'un matérialisme brutal. Et cela pour une raison très simple : le divin s'évapore et monte vers sa pairie, le Ciel, et le brutal seul reste réellement sur la terre.

---

que l'éducation et l'instruction des enfants avance, pour faire place à leur liberté ascendante. Toute éducation rationnelle n'est au fond rien que celte immolation progressive de l'autorité au profit de la liberté, le but final de l'éducation ne devant être que celui de former des hommes libres et pleins de respect et d'amour pour la liberté d'autrui. Ainsi le premier jour de la vie scolaire, si l'école prend les enfants en bas âge, alors qu'ils commencent |193 à peine à balbutier quelques mots, doit être celui de la plus grande autorité et d'une absence à peu près complète de liberté ; mais son dernier jour doit être celui de la plus grande liberté et de l'abolition absolue de tout vestige du principe animal ou divin de l'autorité.

Le principe d'autorité, appliqué aux hommes qui ont dépassé ou atteint l'âge de la majorité, devient une monstruosité, une négation flagrante de l'humanité, une source d'esclavage et de dépravation intellectuelle et morale. Malheureusement, les gouvernements paternels ont laissé croupir les masses populaires dans une si profonde ignorance, qu'il sera nécessaire de fonder des écoles non seulement pour les enfants du peuple, mais pour le peuple lui-même. Mais de ces écoles devront être éliminées absolument les moindres applications ou manifestations du principe d'autorité. Ce ne seront plus des écoles, mais des académies populaires, dans lesquelles il ne pourra plus être question ni d'écoliers, ni de maîtres, où le peuple viendra librement prendre, s'il le trouve nécessaire, un enseignement libre, et dans lesquelles, riche de son expérience, il pourra enseigner, à son tour, bien des choses aux professeurs qui lui apporteront des connaissances qu'il n'a pas. Ce sera donc un enseignement mutuel, un acte de fraternité intellectuelle entre la jeunesse instruite et le peuple. La véritable école pour le peuple et pour tous les hommes faits, c'est la vie. La seule grande et toute-puissante autorité naturelle et rationnelle à la fois, la seule que nous puissions respecter, ce sera celle de l'esprit collectif et public d'une société fondée sur l'égalité et sur la solidarité, aussi bien que sur la liberté et |194 sur le respect humain et mutuel de tous ses membres. Oui, voilà une autorité nullement divine, tout humaine, mais

---

|188 Oui, l'idéalisme en théorie a pour conséquence nécessaire le matérialisme le plus brutal dans la pratique ; non sans doute pour ceux qui le prêchent de bonne foi, — le résultat ordinaire, pour ceux-là, est de voir frappés de stérilité tous leurs

---

devant laquelle nous nous inclinerons de grand cœur, certains que loin de les asservir, elle émancipera les hommes. Elle sera mille fois plus puissante, soyez-en certains, que toutes vos autorités divines, théologiques, métaphysiques, politiques et juridiques instituées par l'Église et l'État, plus puissante que vos codes criminels, vos geôliers et vos bourreaux. La puissance du sentiment collectif ou de l'esprit public est déjà très sérieuse aujourd'hui. Les hommes les plus capables de commettre des crimes osent rarement la défier, l'affronter ouvertement. Ils chercheront à la tromper, mais ils se garderont bien de la brusquer, à moins qu'ils ne se sentent appuyés au moins par une minorité quelconque. Aucun homme, quelque puissant qu'il se croie, n'aura jamais la force de supporter le mépris unanime de la société, aucun ne saurait vivre sans se sentir soutenu par l'assentiment et l'estime au moins d'une partie quelconque de cette société. Il faut qu'un homme soit poussé par une immense et bien sincère conviction, pour qu'il trouve le courage d'opiner et de marcher contre tous, et jamais homme égoïste, dépravé et lâche, n'aura ce courage-là.

Rien ne prouve mieux la solidarité naturelle et fatale, cette loi de sociabilité qui relie tous les hommes, que ce fait, que chacun de nous peut constater, chaque jour, et sur lui-même et sur tous les hommes qu'il connaît. Mais si cette puissance sociale existe, pourquoi n'a-t-elle pas suffi, jusqu'à l'heure actuelle, à moraliser, à humaniser les hommes ? |195 À cette question, la réponse est très simple : Parce que, jusqu'à l'heure qu'il est, elle n'a point été humanisée elle-même et elle n'a point été humanisée jusqu'ici, parce que la vie sociale dont elle est toujours la fidèle expression est fondée comme on sait, sur le culte divin, non sur le respect humain sur l'autorité, non sur la liberté ; sur le privilège, non sur l'égalité ; sur l'exploitation, non sur la fraternité des hommes ;sur l'iniquité et le mensonge, non sur la justice et sur la vérité. Par conséquent son action réelle, toujours en contradiction avec les théories humanitaires qu'elle professe, a exercé constamment une influence funeste et dépravante, non morale. Elle ne comprime pas les vices et les crimes, elle les crée. Son autorité est par conséquent une

efforts, — mais pour ceux qui s'efforcent de réaliser leurs préceptes dans la vie, pour la société tout entière, en tant qu'elle se laisse dominer par les doctrines idéalistes.

Pour démontrer ce fait général et qui peut paraître étrange de prime abord, mais qui s'explique naturellement, lorsqu'on y réfléchit davantage, les preuves historiques ne manquent pas.

Comparez les deux dernières civilisations du monde antique, la civilisation grecque et la civilisation romaine. Laquelle est la civilisation la plus matérialiste, la plus naturelle par son point de départ, et la plus humainement idéale dans ses résultats ? La civilisation grecque. Laquelle est au contraire la plus abstraitement idéale à son point de départ, sacrifiant la liberté matérielle |189 de l'homme à la liberté idéale du citoyen, représentée par l'abstraction du droit juridique, et le développement naturel de la société humaine à l'abstraction de l'État, et laquelle est la plus brutale dans ses conséquences ? La civilisation romaine sans doute. La civilisation grecque, comme toutes les civilisations antiques, y compris celle de Rome, a été exclusivement nationale, il est vrai, et a eu pour base l'esclavage. Mais malgré ces deux immenses défauts historiques, elle n'en a pas moins conçu et réalisé, la première, l'idée de l'humanité ; elle a ennobli et réellement idéalisé la vie des hommes ; elle a transformé les troupeaux humains en associations libres d'hommes libres ; elle a crée les sciences, les arts, une poésie, une philosophie immortelles et les premières

---

autorité divine, anti-humaine ; son influence est malfaisante et funeste. Voulez-vous les rendre bienfaisantes et humaines ? Faites la Révolution sociale. Faites que tous les besoins deviennent réellement solidaires, que les intérêts matériels et sociaux de chacun deviennent conformes aux devoirs humains de chacun. Et, pour cela, il n'est qu'un seul moyen : Détruisez toutes les institutions de l'inégalité ; fondez l'égalité économique et sociale de tous, et sur cette base s'élèvera la liberté, la moralité, l'humanité solidaire de tout le monde.

Je reviendrai encore une fois sur cette question, la plus importante du socialisme. (*Note de Bakounine.*)

(La note qu'on vient de lire a été placée dans le texte même par les éditeurs de *Dieu et l'État*, à la suite de l'alinéa finissant par les mots : « et le brutal seul reste réellement sur la terre ». — J. G.)

notions du respect humain, par la liberté. Avec la liberté politique et sociale, elle a créé la libre pensée. |190 Et à la fin du moyen-âge, à l'époque de la Renaissance, il a suffi que quelques Grecs émigrés apportassent quelques-uns de ses livres immortels en Italie, pour que la vie, la liberté, la pensée, l'humanité, enterrées dans le sombre cachot du catholicisme, fussent ressuscitées. L'émancipation humaine, voilà le nom de la civilisation grecque. Et le nom de la civilisation romaine ? C'est la conquête, avec toutes ses conséquences brutales. Et son dernier mot ? La toute-puissance des Césars. C'est l'avilissement et l'esclavage des nations et des hommes.

Et aujourd'hui encore, qu'est-ce qui tue, qu'est-ce qui écrase brutalement, matériellement, dans tous les pays de l'Europe, la liberté et l'humanité ? c'est le triomphe du principe césarien ou romain.

Comparez maintenant deux civilisations modernes : la civilisation italienne et la civilisation allemande. La première représente sans doute, dans son caractère général, le matérialisme ; la |191 seconde représente, au contraire, tout ce qu'il y a de plus abstrait, de plus pur et de plus transcendant en fait d'idéalisme. Voyons quels sont les fruits pratiques de l'une et de l'autre.

L'Italie a déjà rendu d'immenses services à la cause de l'émancipation humaine. Elle fut la première qui ressuscita et qui appliqua largement le principe de la liberté en Europe, et qui rendit à l'humanité ses titres de noblesse : l'industrie, le commerce, la poésie, les arts, les sciences positives et la libre pensée. Écrasée depuis par trois siècles de despotisme impérial et papal, et traînée dans |192 la boue par sa bourgeoisie gouvernante, elle paraît aujourd'hui, il est vrai, bien déchue en comparaison de ce qu'elle avait été. Et pourtant, quelle différence si on la compare à l'Allemagne ! En Italie, malgré cette décadence, espérons-le, passagère, on peut vivre et respirer humainement, librement, |193 entouré d'un peuple qui semble être né pour la liberté. L'Italie, même bourgeoise, peut vous montrer avec orgueil des hommes comme Mazzini et

comme Garibaldi. En Allemagne, on respire |196 [44] l'atmosphère d'un immense esclavage politique et social, philosophiquement expliqué et accepté par un grand peuple, avec une résignation et une bonne volonté réfléchies. Ses héros, — je parle toujours de l'Allemagne présente, non de l'Allemagne de l'avenir ; de l'Allemagne nobiliaire, bureaucratique, politique et bourgeoise, non de l'Allemagne prolétaire, — ses héros sont tout l'opposé de Mazzini et de Garibaldi : ce sont aujourd'hui Guillaume Ier, le féroce et naïf représentant du Dieu protestant, ce sont MM. de Bismarck et de Moltke, les généraux Manteuffel et Werder. Dans tous ses rapports internationaux, l'Allemagne, depuis qu'elle existe, a été lentement, systématiquement envahissante, conquérante, toujours prête à étendre sur les peuples voisins son propre asservissement volontaire ; et depuis qu'elle s'est constituée en puissance unitaire, elle est devenue une menace, un danger pour la liberté de toute l'Europe. Le nom de l'Allemagne, aujourd'hui, c'est la servilité brutale et triomphante.

Pour montrer comment l'idéalisme théorique se transforme incessamment et fatalement en matérialisme pratique, il n'y a qu'à citer l'exemple de toutes les Églises chrétiennes, et naturellement, avant tout, celui de l'Église apostolique et romaine. Qu'y a-t-il de plus sublime, dans le sens idéal, de plus désintéressé, de plus détaché de tous les intérêts de cette terre, que la doctrine du Christ prêchée par cette Église, — et qu'y a-t-il de plus brutalement matérialiste que la pratique constante de cette même Église, dès le huitième siècle, alors qu'elle a commencé de se constituer comme puissance ? Quel a été et quel est encore l'objet principal de tous ses litiges contre les souverains de l'Europe ? Les biens temporels, les revenus de l'Église, d'abord, et ensuite la puissance temporelle, les privilèges politiques de l'Église. Il faut rendre cette justice à l'Église, |197 qu'elle a été la première à découvrir, dans l'

44 Bakounine n'a point placé de texte dans le haut des feuillets 194 et 195, qui sont occupés tout entiers par la continuation de la note commencée au feuillet 186. — J. G.

histoire moderne, cette vérité incontestable, mais très peu chrétienne, que la richesse et la puissance, l'exploitation économique et l'oppression politique des masses, sont les deux termes inséparables du règne de l'idéalité divine sur la terre : la richesse consolidant et augmentant la puissance, la puissance découvrant et créant toujours de nouvelles sources de richesses, et toutes les deux assurant, mieux que le martyre et la foi des apôtres, et mieux que la grâce divine, le succès de la propagande chrétienne. C'est une vérité historique que les Églises protestantes ne méconnaissent pas non plus. Je parle naturellement des Églises indépendantes de l'Angleterre, de l'Amérique et de la Suisse, non des Églises asservies de l'Allemagne. Celles-là n'ont point d'initiative propre ; elles font ce que leurs maîtres, leurs souverains temporels, qui sont en même temps leurs chefs spirituels, leur ordonnent de faire. On sait que la propagande protestante, celle de l'Angleterre et de l'Amérique surtout, se rattache d'une manière très étroite à la propagande des intérêts matériels, commerciaux, de ces deux grandes nations ; et l'on sait aussi que cette dernière propagande n'a point du tout pour objet l'enrichissement et la prospérité matérielle des pays dans lesquels elle pénètre, en compagnie de la parole de Dieu ; mais bien l'exploitation de ces pays, en vue de l'enrichissement et de la prospérité matérielle croissante de certaines classes, très exploitantes à la fois et très pieuses, dans leur propre pays.

En un mot, il n'est point du tout difficile de prouver, l'histoire en main, que l'Église, que toutes les Églises, chrétiennes et non- chrétiennes, à côté de leur propagande spiritualiste, et probablement pour en accélérer et en consolider le succès, n'ont jamais négligé de s'organiser en grandes compagnies pour l'exploitation économique des masses, du travail des masses, sous la protection et avec la bénédiction directes et spéciales |193 d'une divinité quelconque ; que tous les États qui, à leur origine, comme on sait, n'ont été, avec toutes leurs institutions politiques et juridiques et leurs classes dominantes et privilégiées, rien que des succursales temporelles

de ces diverses Églises, n'ont eu également pour objet principal que cette même exploitation au profit des minorités laïques, indirectement légitimée par l'Église ; et qu'en général l'action du bon Dieu et de toutes les idéalités divines sur la terre a finalement abouti, toujours et partout, à fonder le matérialisme prospère du petit nombre sur l'idéalisme fanatique et constamment affamé des masses.

Ce que nous voyons aujourd'hui en est une preuve nouvelle. À l'exception de ces grands cœurs et de ces grands esprits fourvoyés que j'ai nommés plus haut, quels sont aujourd'hui les défenseurs les plus acharnés de l'idéalisme ? D'abord ce sont toutes les cours souveraines. En France, ce furent Napoléon III et son épouse madame Eugénie ; ce sont tous leurs ci-devant ministres, courtisans et ex-maréchaux, depuis Rouher et Bazaine jusqu'à Fleury et Piétri ; ce sont les hommes et les femmes de ce monde impérial, qui ont si bien idéalisé et sauvé la France. Ce sont ses journalistes et ses savants : les Cassagnac, les Girardin, les Duvernois, les Veuillot, les Leverrier, les Dumas, C'est enfin la noire phalange des Jésuites et des Jésuitesses de toute robe ; c'est toute la noblesse et toute la haute et moyenne bourgeoisie de la France. Ce sont les doctrinaires libéraux et les libéraux sans doctrine : les Guizot, les Thiers, les Jules Favre, les Pelletan et les Jules Simon, tous défenseurs acharnés de l'exploitation bourgeoise. En Prusse, en Allemagne, c'est Guillaume Ier, le vrai démonstrateur actuel du bon Dieu sur la terre ; ce sont tous ses généraux, tous ses officiers poméraniens et autres, toute son armée qui, forte de sa foi religieuse, vient de conquérir la France de la manière idéale que l'on sait. En Russie, c'est le tsar et |199 toute sa cour ; ce sont les Mouravief et les Berg, tous les égorgeurs et les pieux convertisseurs de la Pologne. Partout, en un mot, l'idéalisme, religieux ou philosophique, l'un n'étant rien que la traduction plus ou moins libre de l'autre, sert aujourd'hui de drapeau à la force matérielle, sanguinaire et brutale, à l'exploitation matérielle éhontée ; tandis qu'au contraire le drapeau du matérialisme théorique, le drapeau rouge de

l'égalité économique et de la justice sociale, est levé par l'idéalisme pratique des masses opprimées et affamées, qui tend à réaliser la plus grande liberté et le droit humain de chacun dans la fraternité de tous les hommes sur la terre.

Qui sont les vrais idéalistes, les idéalistes non de l'abstraction, mais de la vie, non du ciel, mais de la terre, et qui sont les matérialistes ?

Il est évident que l'idéalisme théorique ou divin a pour condition essentielle le sacrifice de la logique, de la raison humaine, la renonciation à la science. On voit, d'un autre côté, qu'en défendant les doctrines idéalistes, on se trouve forcément entraîné dans le parti des oppresseurs et des exploiteurs des masses populaires. Voilà deux grandes raisons qui sembleraient devoir suffire pour éloigner de l'idéalisme tout grand esprit, tout grand cœur. Comment se fait-il que nos illustres idéalistes contemporains, auxquels, certainement, ce ne sont ni l'esprit, ni le cœur, ni la bonne volonté qui manquent, et qui ont voué leur existence entière au service de l'humanité ; comment se fait-il qu'ils |200 s'obstinent à rester dans les rangs des représentants d'une doctrine désormais condamnée et déshonorée ?

Il faut qu'ils y soient poussés par une raison très puissante. Ce ne peut être ni la logique, ni la science, puisque la logique et la science ont prononcé leur verdict contre la doctrine idéaliste. Ce ne peuvent être non plus des intérêts personnels, puisque ces hommes sont infiniment élevés au-dessus de tout ce qui a nom intérêt personnel. Il faut donc que ce soit une puissante raison morale. Laquelle ? Il ne peut y en avoir qu'une : ces hommes illustres pensent sans doute que les théories ou les croyances idéalistes sont essentiellement nécessaires à la dignité et à la grandeur morale de l'homme, et que les théories matérialistes, au contraire, le rabaissent au niveau des bêtes.

Et si c'était le contraire qui fût vrai ?

Tout développement, ai-je dit, implique la négation du point de départ. Le point de départ, selon l'école matérialiste, étant matériel, la négation doit être nécessairement idéale. Partant de la totalité du monde réel, ou de ce qu'on appelle abstractivement la matière, elle arrive logiquement à l'idéalisation réelle, c'est-à-dire à l'humanisation, à l'émancipation pleine et entière de la société. Par contre, et par la même raison, le point de départ de l'école idéaliste étant idéal, cette école arrive forcément à la matérialisation de la société, à l'organisation d'un despotisme brutal et d'une exploitation inique et ignoble, sous la forme de l'Église et de l'État. Le développement historique de l'homme, selon l'école matérialiste, est une ascension progressive ; |201 dans le système idéaliste, il ne peut être qu'une chute continue.

Quelque question humaine qu'on veuille considérer, on trouve toujours cette même contradiction essentielle entre les deux écoles. Ainsi, comme je l'ai déjà fait observer, le matérialisme part de l'animalité pour constituer l'humanité ; l'idéalisme part de la divinité pour constituer l'esclavage et condamner les masses à une animalité sans issue. Le matérialisme nie le libre arbitre, et il aboutit à la constitution de la liberté ; l'idéalisme, au nom de la dignité humaine, proclame le libre arbitre, et, sur les ruines de toute liberté, il fonde l'autorité. Le matérialisme repousse le principe d'autorité, parce qu'il le considère, avec beaucoup de raison, comme le corollaire de l'animalité, et qu'au contraire le triomphe de l'humanité, qui est selon lui le but et le sens principal de l'histoire, n'est réalisable que par la liberté. En un mot, dans quelque question que ce soit, vous trouverez les idéalistes toujours en flagrant délit de matérialisme pratique ; tandis qu'au contraire vous verrez les matérialistes poursuivre et réaliser les aspirations, les pensées les plus largement idéales.

L'histoire, dans le système des idéalistes, ai-je dit, ne peut

être qu'une chute continue. Ils commencent par une chute terrible, et dont ils ne se relèvent jamais : par le *salto mortale* divin des régions sublimes de l'Idée pure, absolue, dans la matière. Et observez encore dans quelle matière : non dans cette matière éternellement active et mobile, pleine de propriétés et de forces, de vie et d'intelligence, telle qu'elle se présente à nous dans le monde réel ; mais dans la matière abstraite, appauvrie et réduite à la misère absolue par le pillage en règle de ces Prussiens de la pensée, c'est-à-dire des théologiens et des métaphysiciens, qui lui ont tout dérobé pour tout donner à leur Empereur, à leur Dieu ; dans cette |202 matière qui, privée de toute propriété, de toute action et de tout mouvement propres, ne représente plus, en opposition à l'idée divine, que la stupidité, l'impénétrabilité, l'inertie et l'immobilité absolues.

La chute est si terrible que la Divinité, la personne ou l'idée divine, s'aplatit, perd la conscience d'elle-même et ne se retrouve plus jamais. Et dans cette situation désespérée, elle est encore forcée de faire des miracles ! Car du moment que la matière est inerte, tout mouvement qui se produit dans le monde, même le plus matériel, est un miracle, ne peut être que l'effet d'une intervention divine, de l'action de Dieu sur la matière. Et voilà que cette pauvre Divinité, dégradée et quasi-annulée par sa chute, reste quelques milliers de siècles dans cet état d'évanouissement, puis se réveille lentement, s'efforçant toujours en vain de ressaisir quelque vague souvenir d'elle-même ; et chaque mouvement qu'elle fait à cette fin dans la matière devient une création, une formation nouvelle, un miracle nouveau. De cette manière elle passe par tous les degrés de la matérialité et de la bestialité ; d'abord gaz, corps chimique simple ou composé, minéral, elle se répand ensuite sur la terre comme organisation végétale et animale, puis se concentre dans l'homme. Ici, elle semble devoir se retrouver, car elle allume dans chaque être humain une étincelle angélique, une parcelle de son propre être divin, l'âme immortelle.

Comment a-t-elle pu parvenir à loger une chose

absolument immatérielle dans une chose absolument matérielle ; comment le corps peut-il contenir, renfermer, limiter, paralyser l'esprit pur ? Voilà encore une de ces questions que la foi seule, cette affirmation passionnée et stupide de l'absurde, peut résoudre. C'est le plus grand des miracles. Ici, nous n'avons |203 pas à faire autre chose qu'à constater les effets, les conséquences pratiques de ce miracle.

Après des milliers de siècles de vains efforts pour revenir à elle-même, la Divinité, perdue et répandue dans la matière qu'elle anime et qu'elle met en mouvement, trouve un point d'appui, une sorte de foyer pour son propre recueillement. C'est l'homme, c'est son âme immortelle emprisonnée singulièrement dans un corps mortel. Mais chaque homme considéré individuellement est infiniment trop restreint, trop petit pour renfermer l'immensité divine ; il ne peut en contenir qu'une très petite parcelle, immortelle comme le Tout, mais infiniment plus petite que le Tout. Il en résulte que l'Être divin, l'Être absolument immatériel, l'Esprit, est divisible comme la matière. Voilà encore un mystère dont il faut laisser la solution à la foi.

Si Dieu tout entier pouvait se loger dans chaque homme, alors chaque homme serait Dieu. Nous aurions une immense quantité de Dieux, chacun se trouvant limité par tous les autres et tout de même chacun étant infini ; contradiction qui impliquerait nécessairement la destruction mutuelle des hommes, l'impossibilité qu'il y en eût plus qu'un. Quant aux parcelles, c'est autre chose : rien de plus rationnel, en effet, qu'une parcelle soit limitée par une autre, et qu'elle soit plus petite que son Tout. Seulement ici se présente une autre contradiction. Être limité, être plus grand et plus petit, sont des attributs de la matière, non de l'esprit. De l'esprit tel que l'entendent les matérialistes, oui, sans doute, parce que, selon les matérialistes, l'esprit réel n'est rien que le fonctionnement de l'organisme tout à fait matériel de l'homme ; et alors la grandeur ou la petitesse de l'esprit dépendent absolument de la plus ou moins grande perfection matérielle de l'organisme humain. Mais ces mêmes attributs de limitation et de grandeur

relative |204 ne peuvent pas être attribués à l'esprit tel que l'entendent les idéalistes, à l'esprit absolument immatériel, à l'esprit existant en dehors de toute matière. Là il ne peut y avoir ni de plus grand, ni de plus petit, ni aucune limite entre les esprits, car il n'y a qu'un Esprit : Dieu. Si on ajoute que les parcelles infiniment petites et limitées qui constituent les âmes humaines sont en même temps immortelles, on mettra le comble à la contradiction. Mais c'est une question de foi. Passons outre.

Voilà donc la Divinité déchirée, et logée, par infiniment petites parties, dans une immense quantité d'êtres de tout sexe, de tout âge, de toutes races et de toutes couleurs. C'est là une situation excessivement incommode et malheureuse pour elle ; car les parcelles divines se reconnaissent si peu, au début de leur existence humaine, qu'elles commencent par s'entre-dévorer. Pourtant, au milieu de cet état de barbarie et de brutalité tout à fait animale, les parcelles divines, les âmes humaines, conservent comme un vague souvenir de leur divinité primitive, elles sont invinciblement entraînées vers leur Tout ; elles se cherchent, elles le cherchent. C'est la Divinité elle-même, répandue et perdue dans le monde matériel, qui se cherche dans les hommes, et elle est tellement détruite par cette multitude de prisons humaines, dans lesquelles elle se trouve parsemée, qu'en se cherchant elle commet un tas de sottises.

Commençant par le fétichisme, elle se cherche et elle s'adore elle-même tantôt dans une pierre, tantôt dans un morceau de bois, tantôt dans un torchon. Il est même fort probable qu'elle ne serait jamais sortie du torchon, si *l'autre* divinité qui ne s'est pas laissé choir dans la matière, et qui s'est conservée à l'état |205 d'esprit pur dans les hauteurs sublimes de l'idéal absolu, ou dans les régions célestes, n'avait pas eu pitié d'elle.

Voilà un nouveau mystère. C'est celui de la Divinité qui se scinde en deux moitiés, mais également totales et infinies toutes les deux, et dont l'une — Dieu le père — se conserve dans les pures régions immatérielles ; tandis que l'autre — Dieu le fils —

s'est laissé choir dans la matière. Nous allons voir tout à l'heure, entre ces deux Divinités séparées l'une de l'autre, s'établir des rapports continus de haut en bas et de bas en haut ; et ces rapports, considérés comme un seul acte éternel et constant, constitueront le Saint-Esprit. Tel est, dans son véritable sens théologique et métaphysique, le grand, le terrible mystère de la Trinité chrétienne.

Mais quittons au plus vite ces hauteurs, et voyons ce qui se passe sur la terre.

Dieu le père, voyant, du haut de sa splendeur éternelle, que ce pauvre Dieu le fils, aplati et ahuri par sa chute, s'est tellement plongé et perdu dans la matière qu'arrivé même à l'état humain il ne parvient pas à se retrouver, se décide enfin à l'aider. Entre cette immense quantité de parcelles à la fois immortelles, divines, et infiniment petites, dans lesquelles Dieu le fils s'est disséminé au point de ne plus pouvoir s'y reconnaître. Dieu le père choisit celles qui lui plaisent davantage, et il en fait ses inspirés, ses prophètes, ses « hommes de |206 génie vertueux », les grands bienfaiteurs et législateurs de l'humanité : Zoroastre, Bouddha, Moïse, Confucius, Lycurgue, Solon, Socrate, le divin Platon, et Jésus-Christ surtout, la complète réalisation de Dieu le fils enfin recueilli et concentré en une seule personne humaine ; tous les apôtres, saint Pierre, saint Paul, et saint Jean surtout ; Constantin le Grand, Mahomet, puis Charlemagne, Grégoire VII, Dante, selon les uns Luther aussi, Voltaire et Rousseau, Robespierre et Danton, et beaucoup d'autres grands et saints personnages historiques dont il est impossible de récapituler tous les noms, mais parmi lesquels, comme Russe, je prie de ne pas oublier saint Nicolas.

Nous voici donc arrivés à la manifestation de Dieu sur la terre. Mais aussitôt que Dieu apparaît, l'homme s'anéantit. On dira qu'il ne s'anéantit pas du tout, puisqu'il est lui-même une parcelle de Dieu. Pardon ! J'admets qu'une parcelle, une partie d'un tout déterminé, limité, quelque petite que soit cette partie,

soit une quantité, une grandeur positive. Mais une partie, une parcelle de l'infiniment grand, comparée avec lui, est nécessairement infiniment petite. Multipliez des milliards de milliards par des milliards de milliards, leur produit, en comparaison de l'infiniment grand, sera infiniment petit, et l'infiniment petit est égal à zéro. Dieu est tout, donc l'homme et tout le monde réel avec lui, l'univers, ne sont rien. Vous ne sortirez pas de là.

Dieu apparaît, l'homme s'anéantit ; et plus la Divinité devient grande, plus l'humanité devient misérable. Voilà l'histoire de toutes les religions ; voilà l'effet de toutes les inspirations et de toutes les législations divines. En histoire, le nom de Dieu est la terrible |207 massue historique avec laquelle tous les hommes divinement inspirés, les grands « génies vertueux », ont abattu la liberté, la dignité, la raison et la prospérité des hommes.

Nous avons eu d'abord la chute de Dieu. Nous avons maintenant une chute qui nous intéresse davantage, celle de l'homme, causée par la seule apparition ou manifestation de Dieu sur la terre.

Voyez donc dans quelle erreur profonde se trouvent nos chers et illustres idéalistes. En nous parlant de Dieu, ils croient, ils veulent nous élever, nous émanciper, nous ennoblir, et au contraire ils nous écrasent et nous avilissent. Avec le nom de Dieu, ils s'imaginent pouvoir établir la fraternité parmi les hommes, et au contraire ils créent l'orgueil, le mépris, ils sèment la discorde, la haine, la guerre, ils fondent l'esclavage. Car avec Dieu viennent nécessairement les différents degrés d'inspiration divine ; l'humanité se divise en très inspirés, en moins inspirés, en pas du tout inspirés. Tous sont également nuls devant Dieu, il est vrai ; mais, comparés les uns aux autres, les uns sont plus grands que les autres ; non seulement par le fait, ce qui ne serait rien, parce qu'une inégalité de fait se perd d'elle-même dans la collectivité, lorsqu'elle n'y trouve rien, aucune fiction ou institution légale, à quoi elle puisse s'accrocher ; non, les uns sont plus grands que les autres de par

le droit divin de l'inspiration : ce qui constitue aussitôt une inégalité fixe, constante, pétrifiée. Les plus inspirés *doivent* être écoutés et obéis par les moins inspirés ; et les moins inspirés par les pas du tout inspirés. Voilà le principe de l'autorité bien établi, et avec lui les deux institutions fondamentales de l'esclavage : l'Église et l'État.

|208 De tous les despotismes, celui des doctrinaires ou des inspirés religieux est le pire. Ils sont si jaloux de la gloire de leur Dieu et du triomphe de leur idée, qu'il ne leur reste plus de cœur ni pour la liberté, ni pour la dignité, ni même pour les souffrances des hommes vivants, des hommes réels. Le zèle divin, la préoccupation de l'idée finissent par dessécher dans les âmes les plus tendres, dans les cœurs les plus compatissants, les sources de l'amour humain. Considérant tout ce qui est, tout ce qui se fait dans le monde, au point de vue de l'éternité ou de l'idée abstraite, ils traitent avec dédain les choses passagères ; mais toute la vie des hommes réels, des hommes en chair et en os, n'est composée que de choses passagères ; eux-mêmes ne sont que des êtres qui passent, et qui, une fois passés, sont bien remplacés par d'autres tout aussi passagers, mais qui ne reviennent jamais en personne. Ce qu'il y a de permanent ou de relativement éternel dans les hommes réels, c"est le fait de l'humanité qui, en se développant constamment, passe, toujours plus riche, d'une génération à une autre. Je dis *relativement* éternel, parce qu'une fois notre planète détruite, — et elle ne peut manquer de périr tôt ou tard, toute chose qui a commencé devant nécessairement finir, — une fois notre planète décomposée, pour servir sans doute d'élément à quelque formation nouvelle dans le système de l'univers, le seul réellement éternel, qui sait ce qui adviendra de tout notre développement humain ? Pourtant, comme le moment de cette dissolution est immensément éloigné de nous, nous pouvons bien considérer, relativement à la vie humaine si courte, l'humanité comme éternelle. Mais ce fait de l'humanité progressive, |209 lui-même, n'est réel et vivant qu'en tant qu'il se manifeste et se réalise dans des temps déterminés, dans des

lieux déterminés, dans des hommes réellement vivants, et non dans son idée générale.

L'idée générale est toujours une abstraction, et, par cela même, en quelque sorte, une négation de la vie réelle. J'ai constaté dans l'Appendice cette propriété de la pensée humaine, et par conséquent aussi de la science, de ne pouvoir saisir et nommer dans les faits réels que leur sens général, leurs rapports généraux, leurs lois générales ; en un mot, ce qui est permanent dans leurs transformations continues, mais jamais leur côté matériel, individuel, et pour ainsi dire palpitant de réalité et de vie, mais par là même fugitif et insaisissable. La science comprend la pensée de la réalité, non la réalité elle-même ; la pensée de la vie, non la vie. Voilà sa limite, la seule limite vraiment infranchissable pour elle, parce qu'elle est fondée sur la nature même de la pensée humaine, qui est l'unique organe de la science.

Sur cette nature se fondent les droits incontestables et la grande mission de la science, mais aussi son impuissance vitale et même son action malfaisante, toutes les fois que, par ses représentants officiels, patentés, elle s'arroge le droit de gouverner la vie. La mission de la science est celle-ci : En constatant les rapports généraux des choses passagères et réelles, en reconnaissant les lois générales qui sont inhérentes au développement des phénomènes tant du monde physique que du monde social, elle plante pour ainsi dire les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. En un mot, la science, c'est la boussole de la vie ; mais |210 ce n'est pas la vie. La science est immuable, impersonnelle, générale, abstraite, insensible, comme les lois dont elle n'est rien que la reproduction idéale, réfléchie ou mentale, c'est-à-dire cérébrale (pour nous rappeler

que la science elle-même n'est qu'un produit matériel d'un organe matériel de l'organisation matérielle de l'homme, du *cerveau*). La vie est toute fugitive et passagère, mais aussi toute palpitante de réalité et d'individualité, de sensibilité, de souffrances, de joies, d'aspirations, de besoins et de passions. C'est elle seule qui, spontanément, crée les choses et tous les êtres réels. La science ne crée rien, elle constate et reconnaît seulement les créations de la vie. Et toutes les fois que les hommes de la science, sortant de leur monde abstrait, se mêlent de création vivante dans le monde réel, tout ce qu'ils proposent ou ce qu'ils créent est pauvre, ridiculement abstrait, privé de sang et de vie, mort-né, pareil à l'*homunculus* créé par Wagner, le disciple pédant de l'immortel docteur Faust. Il en résulte que la science a pour mission unique d'éclairer la vie, non de la gouverner.

Le gouvernement de la science et des hommes de la science, s'appelassent-ils même des positivistes, des disciples d'Auguste Comte, ou même des disciples de l'École doctrinaire du communisme allemand, ne peut être qu'impuissant, ridicule, inhumain, cruel, oppressif, exploiteur, malfaisant. On peut dire des hommes de la science, comme tels, ce que j'ai dit des théologiens et des métaphysiciens : ils n'ont ni sens, ni cœur pour les êtres individuels et vivants. On ne peut pas même leur en faire un reproche, car c'est la conséquence naturelle de leur métier. En tant qu'hommes de science, ils n'ont affaire, ils ne peuvent prendre intérêt qu'aux généralités ; qu'aux lois [45].....

---

45 L'Imprimerie coopérative, à Genève, avait reçu du manuscritde Bakounine, en différents envois, les 210 premiers feuillets. Ces feuillets furent entièrement composés ; de la partie qui n'entra pas dans la première livraison de *l'Empire knouto-germanique* (feuillets 138[fin]-210), il existe une épreuve comprenant 44 paquets, épreuve conservée dans les papiers de Bakounine. Cette épreuve s'interrompt aux mots « qu'aux lois », mots qui sont les derniers du feuillet 210, mais qui ne sont pas les derniers d'une ligne dans l'épreuve, et qui, au contraire, laissent la ligne inachevée, — preuve certaine que l'imprimerie n'avait pas le feuillet 211 et n'avait pu continuer la composition au delà du feuillet 210.

(Manquent les feuillets 211-213 du manuscrit.)

|214 ils ne sont pas exclusivement des hommes de la science, ils sont aussi plus ou moins des hommes de la vie.

Toutefois, il ne faut pas trop s'y fier, et, si l'on peut être sûr à peu près qu'aucun savant n'osera traiter aujourd'hui un homme comme il traite un lapin [46], il est à craindre toujours que le corps des savants, si on le laisse faire seulement, ne soumette les hommes vivants à des expériences scientifiques sans doute moins cruelles, mais qui n'en seraient pas moins désastreuses pour ses victimes humaines. Si les savants ne peuvent pas faire des expériences sur le corps des hommes individuels, ils ne demanderont pas mieux que d'en faire sur le corps social, et voilà ce qu'il faut absolument empêcher.

Dans leur organisation actuelle, monopolistes de la science et restant comme tels en dehors de la vie sociale, les savants forment certainement une caste à part et qui offre beaucoup d'analogie avec la caste des prêtres. L'abstraction scientifique est leur Dieu, les individualités vivantes et réelles sont les victimes, et ils en sont les immolateurs consacrés et patentés.

La science ne peut sortir de la sphère des abstractions. Sous ce rapport, elle est infiniment inférieure à l'art, qui, lui

---

Les trois feuillets 211-2 13 ne se sont pas retrouvés lorsque les manuscrits encore inédits de Bakounine furent placés dans une caisse pour m'être expédiés, en 1877 : la caisse contenait les feuillets 138 (fin)-210, puis les feuillets 214-340 ; mais les feuillets 211, 212, 213 manquaient. Quelle est la raison qui en a amené la perte ? 11 m'a été impossible de la deviner.

Les éditeurs de la brochure *Dieu et l'État* ont essayé de combler cette lacune ; ils ont raccordé la dernière ligne du feuillet 210 à la première ligne du feuillet 214 au moyen de 23 lignes d'un texte qui n'est pas de Bakounine, et qui a dû être rédige par Élisée Reclus. Je ne reproduis pas ce texte inventé, préférant laisser au lecteur le soin de suppléer, par sa propre réflexion, à ce qui manque ici dans le manuscrit. — J. G.

46 Il paraît que, dans les feuillets manquants, Bakounine avait parlé de la vivisection et des expériences faites par des savants sur des lapins. — J. G.

aussi, n'a proprement à faire qu'avec des types généraux et des situations générales, mais qui, par un artifice qui lui est propre, sait les incarner dans des formes qui, pour n'être point vivantes, dans le sens de la vie réelle, n'en provoquent pas moins, dans notre imagination, le sentiment ou le souvenir de cette vie ; il individualise en quelque sorte les types et les situations qu'il conçoit, et, par ces individualités sans chair et sans os, et, comme telles, permanentes ou immortelles, qu'il a le pouvoir de créer, il nous rappelle les individualités vivantes, réelles, qui apparaissent et qui disparaissent à nos yeux. L'art est donc en quelque sorte le retour de l'abstraction à |215 la vie. La science est au contraire l'immolation perpétuelle de la vie fugitive, passagère, mais réelle, sur l'autel des abstractions éternelles.

La science est aussi peu capable de saisir l'individualité d'un homme que celle d'un lapin. C'est-à-dire qu'elle est aussi indifférente pour l'une que pour l'autre. Ce n'est pas qu'elle ignore le principe de l'individualité. Elle la conçoit parfaitement comme principe, mais non comme fait. Elle sait fort bien que toutes les espèces animales, y compris l'espèce humaine, n'ont d'existence réelle que dans un nombre indéfini d'individus qui naissent et qui meurent, faisant place à des individus nouveaux également passagers. Elle sait qu'à mesure qu'on s'élève des espèces animales aux espèces supérieures, le principe de l'individualité se détermine davantage, les individus apparaissent plus complets et plus libres. Elle sait enfin que l'homme, le dernier et le plus parfait animal sur cette terre, présente l'individualité la plus complète et la plus digne de considération, à cause de sa capacité de concevoir et de concréter, de personnifier en quelque sorte en lui-même, et dans son existence tant sociale que privée, la loi universelle. Elle sait, quand elle n'est point viciée par le doctrinarisme soit théologique, soit métaphysique, soit politique et juridique, soit même par un orgueil étroitement scientifique, et lorsqu'elle n'est point sourde aux instincts et aux aspirations spontanées de la vie, elle sait, et c'est là son dernier mot, que le respect de l'homme est la loi suprême de l'humanité, et que le grand, le

vrai but de l'histoire, le seul légitime, c'est l'humanisation et l'émancipation, c'est la liberté réelle, la prospérité réelle, le bonheur de chaque individu vivant dans la société. Car, en fin de compte, à moins de retomber dans la fiction liberticide du bien public représenté par l'État, fiction toujours fondée sur l'immolation systématique des masses populaires, il faut bien reconnaître que la liberté et la prospérité collectives ne sont réelles que lorsqu'elles représentent la |216 somme des libertés et des prospérités individuelles.

La science sait tout cela, mais elle ne va pas, elle ne peut aller au delà. L'abstraction constituant sa propre nature, elle peut bien concevoir le principe de l'individualité réelle et vivante, mais elle ne peut rien avoir à faire avec les individus réels et vivants. Elle s'occupe des individus en général, mais non de Pierre et de Jacques, non de tel ou de tel autre individu, qui n'existent point, qui ne peuvent exister pour elle. Ses individus à elle ne sont, encore une fois, que des abstractions.

Pourtant, ce ne sont pas ces individualités abstraites, ce sont les individus réels, vivants, passagers, qui font l'histoire. Les abstractions n'ont point de jambes pour marcher, elles ne marchent que lorsqu'elles sont portées par des hommes réels. Pour ces êtres réels, composés, non en idée seulement, mais réellement de chair et de sang, la science n'a pas de cœur. Elle les considère tout au plus comme de la *chair à développement intellectuel et social*. Que lui font les conditions particulières et le sort fortuit de Pierre et de Jacques ? Elle se rendrait ridicule, elle abdiquerait et s'annihilerait, si elle voulait s'en occuper autrement que comme d'un exemple à l'appui de ses théories éternelles. Et il serait ridicule de lui en vouloir pour cela, car ce n'est pas là sa mission. Elle ne peut saisir le concret ; elle ne peut se mouvoir que dans les abstractions. Sa mission, c'est de s'occuper de la situation et des conditions *générales* de l'existence et du développement soit de l'espèce humaine en général, soit de telle race, de tel peuple, de telle classe ou catégorie d'individus ; des causes *générales* de leur prospérité ou de leur décadence, et des moyens *généraux* pour les faire

avancer en toutes sortes de progrès. Pourvu qu'elle accomplisse largement et rationnellement cette besogne, elle aura rempli tout son devoir, et il serait vraiment ridicule et injuste de lui en demander davantage.

Mais il serait également ridicule, il serait désastreux |217 de lui confier une mission qu'elle est incapable de remplir. Puisque sa propre nature la force d'ignorer l'existence et le sort de Pierre et de Jacques, il ne faut jamais lui permettre, ni à elle, ni à personne en son nom, de gouverner Pierre et Jacques. Car elle serait bien capable de les traiter à peu près comme elle traite les lapins. Ou plutôt, elle continuerait de les ignorer ; mais ses représentants patentés, hommes nullement abstraits, mais au contraire très vivants, ayant des intérêts très réels, cédant à l'influence pernicieuse que le privilège exerce fatalement sur les hommes, finiraient par les écorcher au nom de la science, comme les ont écorchés jusqu'ici les prêtres, les politiciens de toutes les couleurs et les avocats, au nom de Dieu, de l'État et du droit juridique.

Ce que je prêche, c'est donc, jusqu'à un certain point, *la révolte de la vie contre la science*, ou plutôt *contre le gouvernement de la science*. Non pour détruire la science, — ce serait un crime de lèse-humanité, — mais pour la remettre à sa place, de manière qu'elle ne puisse plus jamais en sortir. Jusqu'à présent toute l'histoire humaine n'a été qu'une immolation perpétuelle et sanglante de millions de pauvres êtres humains à une abstraction impitoyable quelconque : dieux, patrie, puissance de l'État, honneur national, droits historiques, droits juridiques, liberté politique, bien public. Tel a été jusqu'à ce jour le mouvement naturel, spontané et fatal des sociétés humaines. Nous ne pouvons rien y faire, nous devons bien l'accepter, quant au passé, comme nous acceptons toutes les fatalités naturelles. Il faut croire que c'était la seule voie possible pour l'éducation de l'espèce humaine. Car il ne faut pas s'y tromper : |218 même en faisant la part la plus large aux artifices machiavéliques des classes gouvernantes, nous devons reconnaître qu'aucunes minorités n'eussent été assez puissantes

pour imposer tous ces horribles sacrifices aux masses, s'il n'y avait eu dans ces masses elles-mêmes un mouvement vertigineux, spontané, qui les poussât à se sacrifier toujours de nouveau à l'une de ces abstractions dévorantes qui, comme les vampires de l'histoire, se sont toujours nourries de sang humain.

Que les théologiens, les politiciens et les juristes trouvent cela fort bien, cela se conçoit. Prêtres de ces abstractions, ils ne vivent que de cette continuelle immolation des masses populaires. Que la métaphysique y donne aussi son consentement, cela ne doit pas étonner non plus. Elle n'a d'autre mission que de légitimer et de rationaliser autant que possible ce qui est inique et absurde. Mais que la science positive elle-même ait montré jusqu'ici les mêmes tendances, voilà ce que nous devons constater et déplorer. Elle n'a pu le faire que pour deux raisons : d'abord parce que, constituée en dehors de la vie populaire, elle est représentée par un corps privilégié ; et ensuite, parce qu'elle s'est posée elle-même, jusqu'ici, comme le but absolu et dernier de tout développement humain ; tandis que, par une critique judicieuse, qu'elle est capable et qu'en dernière instance elle se verra forcée d'exercer contre elle-même, elle aurait dû comprendre qu'elle est seulement un moyen nécessaire pour la réalisation d'un but bien plus élevé : celui de la complète humanisation de la situation *réelle* de tous les individus *réels* qui naissent, qui vivent et qui meurent sur la terre.

L'immense avantage de la science positive sur la |219 théologie, la métaphysique, la politique et le droit juridique consiste en ceci, qu'à la place des abstractions mensongères et funestes prônées par ces doctrines, elle pose des abstractions vraies qui expriment la nature générale ou la logique même des choses, leurs rapports généraux et les lois générales de leur développement. Voilà ce qui la sépare profondément de toutes les doctrines précédentes et ce qui lui assurera toujours une grande position dans la société humaine. Elle constituera en quelque sorte sa conscience collective. Mais il est un côté par

lequel elle se rallie absolument toutes ces doctrines : c'est qu'elle n'a et ne peut avoir pour objet que des abstractions, et qu'elle est forcée, par sa nature même, d'ignorer les individus réels, en dehors desquels les abstractions même les plus vraies n'ont point de réelle existence. Pour remédier à ce défaut radical, voici la différence qui devra s'établir entre l'agissement pratique des doctrines précédentes et celui de la science positive. Les premières se sont prévalues de l'ignorance des masses pour les sacrifier avec volupté à leurs abstractions, d'ailleurs toujours très lucratives, pour leurs représentants corporels. La seconde, reconnaissant son incapacité absolue de concevoir les individus réels et de s'intéresser à leur sort, doit définitivement et absolument renoncer au gouvernement de la société ; car si elle s'en mêlait, elle ne pourrait faire autrement que de sacrifier toujours les hommes vivants, qu'elle ignore, à ses abstractions qui forment l'unique objet de ses préoccupations légitimes.

La vraie science de l'histoire, par exemple, n'existe pas encore, et c'est à peine si on commence à entrevoir aujourd'hui les conditions immensément compliquées de cette science. Mais supposons-la enfin réalisée : que pourra-t-elle nous donner ? Elle reproduira le tableau raisonné et fidèle du développement naturel des conditions |220 générales, tant matérielles qu'idéelles, tant économiques que politiques et sociales, religieuses, philosophiques, esthétiques et scientifiques, des sociétés qui ont eu une histoire. Mais ce tableau universel de la civilisation humaine, si détaillé qu'il soit, ne pourra jamais contenir que des appréciations *générales* et par conséquent *abstraites*, en ce sens, que les milliards d'individus humains qui ont formé *la matière vivante et souffrante* de cette histoire, à la fois triomphante et lugubre, — triomphante au point de vue de ses résultats généraux, lugubre au point de vue de l'immense hécatombe de victimes humaines « écrasées sous son char », — que ces milliards d'individus obscurs, mais sans lesquels aucun de ces grands résultats abstraits de l'histoire n'eût été obtenu, et qui, notez-le bien, n'ont jamais profité d'aucun de ces résultats,

que ces individus ne trouveront pas même la moindre petite place dans l'histoire. Ils ont vécu, et ils ont été immolés, écrasés, pour le bien de l'humanité abstraite, voilà tout.

Faudra-t-il en faire reproche à la science de l'histoire ? Ce serait ridicule et injuste. Les individus sont insaisissables pour la pensée, pour la réflexion, même pour la parole humaine, qui n'est capable d'exprimer que des abstractions ; insaisissables dans le présent, aussi bien que dans le passé. Donc la science sociale elle-même, la science de l'avenir, continuera forcément de les ignorer. Tout ce que nous avons le droit d'exiger d'elle, c'est qu'elle nous indique, d'une main ferme et fidèle, *les causes générales des souffrances individuelles*, — et parmi ces causes elle n'oubliera sans doute pas l'immolation et la subordination, hélas ! trop habituelles encore, des individus vivants aux généralités abstraites ; et qu'en même temps elle nous montre *les conditions générales* |221 *nécessaires à l'émancipation réelle des individus vivant dans la société*. Voilà sa mission, voilà aussi ses limites, au-delà desquelles l'action de la science sociale ne saurait être qu'impuissante et funeste. Car au-delà de ces limites commencent les prétentions doctrinaires et gouvernementales de ses représentants patentés, de ses prêtres. Et il est bien temps d'en finir avec tous les papes et les prêtres : nous n'en voulons plus, alors même qu'ils s'appelleraient des démocrates-socialistes.

Encore une fois, l'unique mission de la science, c'est d'éclairer la route. Mais la vie seule, délivrée de toutes les entraves gouvernementales et doctrinaires et rendue à la plénitude de son action spontanée, peut créer.

Comment résoudre cette antinomie ?

D'un côté la science est indispensable à l'organisation rationnelle de la société ; d'un autre côté, incapable de s'intéresser à ce qui est réel et vivant, elle ne doit pas se mêler de l'organisation réelle ou pratique de la société.

Cette contradiction ne peut être résolue que d'une seule manière : la liquidation de la science comme être moral existant en dehors de la vie sociale de tout le monde, et représenté,

comme tel, par un corps de savants patentés, et sa diffusion dans les masses populaires. La science, étant appelée désormais à représenter la conscience collective de la société, doit réellement devenir la propriété de tout le monde. Par là, sans rien perdre de son caractère universel, dont elle ne pourra jamais se départir, sous peine de cesser d'être la science, et tout en continuant de s'occuper exclusivement des causes générales, des conditions générales et des rapports généraux des individus et des choses, elle se fondra dans le fait avec la vie immédiate et réelle de tous les individus humains. Ce sera un mouvement analogue à celui qui a fait dire aux protestants, dans le commencement |222 de la Réforme religieuse, qu'il n'y avait plus besoin de prêtres, tout homme devenant désormais son propre prêtre, tout homme, grâce à l'intervention invisible, unique, de Notre-Seigneur Jésus-Christ, étant enfin parvenu à avaler son bon Dieu. Mais ici il ne s'agit ni de Notre-Seigneur Jésus-Christ ni du bon Dieu, ni de la liberté politique, ni du droit juridique, toutes choses soit théologiquement, soit métaphysiquement révélées, et toutes également indigestes, comme on sait. Le monde des abstractions scientifiques n'est point révélé ; il est inhérent au monde réel, dont il n'est rien que l'expression et la représentation générale ou abstraite. Tant qu'il forme une région séparée, représentée spécialement par le corps des savants, ce monde idéal nous menace de prendre, vis-à-vis du monde réel, la place du bon Dieu, et de réserver à ses représentants patentés l'office de prêtres. C'est pour cela que, par l'instruction générale, égale pour tous et pour toutes, il faut dissoudre l'organisation sociale séparée de la science ; afin que les masses, cessant d'être des troupeaux menés et tondus par des pasteurs privilégiés, puissent prendre désormais leurs propres destinées historiques en leurs mains [47].

47 La science, en devenant le patrimoine de tout le monde, se mariera en quelque sorte à la vie immédiate et réelle de chacun. Elle gagnera en utilité et en grâce ce qu'elle aura perdu en orgueil, en ambition et en pédantisme doctrinaire. Ce qui n'empêchera pas, sans doute, que des hommes de génie, mieux organisés pour les spéculations scientifiques que la majorité de leurs contemporains, ne s'adonnent plus

Mais tant que les masses ne seront pas arrivées à ce |223 degré d'instruction, faudra-t-il qu'elles se laissent gouverner par les hommes de la science ? À Dieu ne plaise ! il vaudrait mieux pour elles se passer de la science que de se laisser *gouverner* par des savants. Le gouvernement des savants aurait pour première conséquence de rendre la science inaccessible au peuple et serait nécessairement un gouvernement aristocratique, parce que l'institution actuelle de la science est une institution aristocratique. L'aristocratie de l'intelligence ! au point de vue pratique la plus implacable, et au point de vue social la plus arrogante et la plus insultante : tel serait le pouvoir constitué au nom de la science. Ce régime serait capable de paralyser la vie et le mouvement dans la société. Les savants, toujours présomptueux, toujours suffisants, et toujours impuissants, voudraient se mêler de tout, et toutes les sources de la vie se dessécheraient sous leur souffle abstrait et savant.

Encore une fois, la vie, non la science, crée la vie ; l'action spontanée du peuple lui-même peut seule créer la liberté populaire. Sans doute, il serait fort heureux que la science pût, dès aujourd'hui, éclairer la marche spontanée du peuple vers son émancipation. Mais mieux vaut l'absence de lumière qu'une fausse lumière allumée parcimonieusement du dehors avec le but évident d'égarer le peuple. D'ailleurs le peuple ne manquera pas absolument de lumière. Ce n'est pas en vain qu'un peuple a parcouru une longue carrière historique et qu'il a payé ses erreurs par des siècles de souffrances horribles. Le résumé pratique de ces douloureuses expériences constitue une sorte de science traditionnelle, qui, sous certains rapports, vaut bien la science théorique. Enfin une partie de la jeunesse studieuse, ceux d'entre les bourgeois studieux qui se sentiront assez de haine contre le mensonge, contre l'hypocrisie, contre l'iniquité |

exclusivement que les autres à la culture des sciences, et ne rendent de grands services à l'humanité, sans ambitionner toutefois d'autre influence sociale que l'influence naturelle qu'une intelligence supérieure ne manque jamais d'exercer sur son milieu, ni d'autre récompense que la haute jouissance que tout esprit d'élite trouve dans la satisfaction d'une noble passion. (*Note de Bakounine.*)

224 et contre la lâcheté de la bourgeoisie, pour trouver en eux-mêmes le courage de lui tourner le dos, et assez de passion pour embrasser sans réserve la cause juste et humaine du prolétariat, ceux-là seront, comme je l'ai déjà dit, les instructeurs fraternels du peuple ; en lui apportant les connaissances qui lui manquent encore, ils rendront parfaitement inutile le gouvernement des savants.

Si le peuple doit se garder du gouvernement des savants, à plus forte raison doit-il se prémunir contre celui des idéalistes inspirés. Plus ces croyants et ces poètes du ciel sont sincères et plus ils deviennent dangereux. L'abstraction scientifique, ai-je dit, est une abstraction rationnelle, vraie dans son essence, nécessaire à la vie dont elle est la représentation théorique, la conscience. Elle peut, elle doit être absorbée et digérée par la vie. L'abstraction idéaliste, Dieu, est un poison corrosif qui détruit et décompose la vie, qui la fausse et la tue. L'orgueil des idéalistes n'étant point personnel, mais un orgueil divin, est invincible et implacable. Il peut, il doit mourir, mais il ne cédera jamais, et, tant qu'il lui restera un souffle, il essaiera d'asservir le monde sous le talon de son Dieu, comme les lieutenants de la Prusse, ces idéalistes pratiques de l'Allemagne, voulaient le voir écraser sous la botte éperonnée de leur roi. C'est la même foi — les objets n'en sont même pas beaucoup différents — et le même résultat de la foi, l'esclavage.

C'est en même temps le triomphe du matérialisme le plus crasse et le plus brutal : il n'est pas besoin de le démontrer pour l'Allemagne, car il faudrait être |225 aveugle vraiment pour ne pas le voir, à l'heure qu'il est. Mais je crois encore nécessaire de le démontrer par rapport à l'idéalisme divin.

L'homme, comme tout le reste du monde, est un être complètement matériel. L'esprit, la faculté de penser, de recevoir et de réfléchir les différentes sensations tant extérieures qu'intérieures, de s'en ressouvenir alors qu'elles

sont passées et de les reproduire par l'imagination, de les comparer et de les distinguer, d'en abstraire les déterminations communes et de créer par là même des notions générales ou abstraites, enfin de former les idées en groupant et en combinant les notions selon des modes différents, — l'intelligence en un mot, l'unique créateur de tout notre monde idéal, est une propriété du corps animal et notamment de l'organisation tout à fait matérielle du cerveau.

Nous le savons d'une manière très certaine, par l'expérience universelle, qu'aucun fait n'a jamais démentie et que tout homme peut vérifier à chaque instant de sa vie. Dans tous les animaux, sans excepter les espèces les plus inférieures, nous trouvons un certain degré d'intelligence, et nous voyons que, dans la série des espèces, l'intelligence animale se développe d'autant plus, que l'organisation d'une espèce se rapproche davantage de celle de l'homme ; mais que dans l'homme seul, elle arrive à cette puissance d'abstraction qui constitue proprement la pensée.

L'expérience universelle [48] qui, en définitive, est l'unique origine, la source de toutes nos connaissances, nous démontre donc, *primo*, |226 que toute intelligence est toujours attachée à un corps animal quelconque, et, *secundo*, que l'intensité, la puissance de cette fonction animale dépend de la perfection relative de l'organisation animale. Ce second résultat de l'expérience universelle n'est pas applicable seulement aux différentes espèces animales ; nous le constatons également dans les hommes, dont la puissance intellectuelle et morale dépend d'une manière par trop évidente de la plus ou moins grande perfection de leur organisme, comme race, comme nation, comme classe et comme individus, pour qu'il soit

48 Il faut bien distinguer *l'expérience* universelle, sur laquelle se fonde toute la science, de la *foi* universelle, sur laquelle les idéalistes veulent appuyer leurs croyances ; la première est une constatation réelle de faits réels ; la seconde n'est qu'une supposition de faits que personne n'a vus et qui par conséquent sont en contradiction avec l'expérience de tout le monde. (*Note de Bakounine.*)

nécessaire de beaucoup insister sur ce point [49].

D'un autre côté, il est certain qu'aucun homme n'a jamais vu ni pu voir l'esprit pur, détaché de toute forme matérielle, existant séparément d'un corps animal quelconque. Mais si | 226 personne ne l'a vu, comment les hommes ont-ils pu arriver à croire à son existence ? Car le fait de cette croyance est notoire, et, sinon universel comme le prétendent les idéalistes,

---

49 Les idéalistes, tous ceux qui croient en l'immatérialité et en l'immortalité de l'âme humaine, doivent être excessivement embarrassés de la différence qui existe entre les intelligences des races, des peuples et des individus. A moins de supposer que les parcelles divines ont été inégalement distribuées, comment expliquent-ils cette différence ? Il y a malheureusement un nombre trop considérable d'hommes tout à fait stupides, bêtes jusqu'à l'idiotisme. Auraient-ils donc reçu en partage une parcelle à la fois divine et stupide ? Pour sortir de cet embarras, les idéalistes doivent nécessairement supposer que toutes les âmes humaines sont égales, mais que les prisons dans lesquelles elles se trouvent enfermées — les corps humains — sont inégales, les unes plus capables que les autres de servir d'organe à l'intellectualité pure de l'âme. Telle âme aurait de cette manière à sa disposition des organes très fins, une autre des organes très grossiers. Mais ce sont là des distinctions dont l'idéalisme n'a pas le droit de se servir, dont il ne peut se servir sans tomber lui-même dans l'inconséquence et dans le matérialisme le plus grossier. Car devant l'absolue immatérialité de l'âme, toutes les différences corporelles disparaissent, tout ce qui est corporel, matériel, devant apparaître comme indifféremment, |227 également, absolument grossier. L'abîme qui sépare l'âme du corps, l'absolue immatérialité de la matérialité absolue, est infini ; par conséquent toutes les différences, inexplicables d'ailleurs et logiquement impossibles, qui pourraient exister de l'autre côté de l'abîme, dans la matière, doivent être pour l'âme nulles et non avenues et ne peuvent, ne doivent exercer sur elle aucune influence. En un mot, l'absolument immatériel ne peut être contenu, emprisonné, et encore moins exprimé, à quelque degré que ce soit, par l'absolument matériel. De toutes les imaginations grossières, et matérialistes dans le sens attaché à ce mot par les idéalistes, c'est-à-dire brutales, qui ont été engendrées par l'ignorance et par la stupidité primitive des hommes, celle d'une âme immatérielle emprisonnée dans un corps matériel est certainement la plus grossière, la plus crasse ; et rien ne prouve mieux la toute-puissance exercée même sur les meilleurs esprits par des

au moins très général ; et, comme tel, il est tout à fait digne de notre attention respectueuse, car une croyance générale, si sotte qu'elle soit, exerce toujours une influence trop puissante sur les destinées humaines pour qu'il soit permis de l'ignorer ou d'en faire abstraction.

Le fait de cette croyance historique s'explique d'ailleurs d'une manière naturelle et rationnelle. L'exemple que nous offrent les enfants et les adolescents, voire même beaucoup d'hommes qui ont bien dépassé l'âge de la majorité, nous prouve que l'homme peut exercer longtemps ses facultés mentales avant de se rendre compte de la manière dont il les exerce, avant d'arriver à la conscience nette et claire de cet exercice. Dans cette période du fonctionnement de l'esprit inconscient de lui-même, de cette action de l'intelligence naïve ou croyante, l'homme, obsédé par le monde extérieur et poussé |228 par cet aiguillon intérieur qui s'appelle la vie et les multiples besoins de la vie, crée une quantité d'imaginations, de notions et d'idées, nécessairement très imparfaites d'abord, très peu conformes à la réalité des choses et des faits qu'elles s'efforcent d'exprimer. Et comme il n'a pas la conscience de sa propre action intelligente, comme il ne sait pas encore que c'est lui-même qui a produit et qui continue de produire ces imaginations, ces notions, ces idées, comme il ignore lui-même leur origine toute *subjective*, c'est-à-dire humaine, il les considère naturellement, nécessairement, comme des êtres *objectifs*, comme des êtres réels, tout à fait indépendants de lui, existant par eux-mêmes et en eux-mêmes.

C'est ainsi que les peuples primitifs, sortant lentement de leur innocence animale, ont créé leurs dieux. Les ayant créés, ne se doutant pas qu'ils en fussent eux-mêmes les créateurs

préjugés antiques, que ce fait vraiment déplorable, que des hommes doués d'une haute intelligence puissent en parler encore aujourd'hui. (*Note de Bakounine.*)

uniques, ils les ont adorés ; les considérant comme des êtres réels, infiniment supérieurs à eux-mêmes, ils leur ont attribué la toute-puissance, et se sont reconnus pour leurs créatures, leurs esclaves. À mesure que les idées humaines se développaient davantage, les dieux, qui, comme je l'ai fait déjà observer, n'en ont jamais été que la réverbération fantastique, idéale, poétique, ou l'image renversée, s'idéalisaient aussi. D'abord fétiches grossiers, ils devinrent peu à peu des esprits purs, existant en dehors du monde visible, et enfin, à la suite d'un long développement historique, ils finirent par se confondre en un seul Être divin, Esprit pur, éternel, absolu, créateur et maître des mondes.

Dans tout développement, juste ou faux, réel ou imaginaire, tant collectif qu'individuel, c'est toujours le premier pas qui coûte, le premier acte qui est le plus difficile. Une fois ce pas franchi et ce premier acte accompli, le reste se déroule naturellement comme une conséquence nécessaire. |229 Ce qui était difficile dans le développement historique de cette terrible folie religieuse qui continue de nous obséder et de nous écraser, c'était donc de poser un monde divin tel quel, en dehors du monde réel. Ce premier acte de folie, si naturel au point de vue physiologique et par conséquent nécessaire dans l'histoire de l'humanité, ne s'accomplit pas d'un seul coup. Il a fallu je ne sais combien de siècles pour développer et pour faire pénétrer cette croyance dans les habitudes mentales des hommes. Mais, une fois établie, elle est devenue toute-puissante, comme le devient nécessairement toute folie qui s'empare du cerveau de l'homme. Prenez un fou : quelque soit l'objet spécial de sa folie, vous trouverez que l'idée obscure et fixe qui l'obsède lui paraît la plus naturelle du monde, et qu'au contraire les choses naturelles et réelles qui sont en contradiction avec cette idée lui sembleront des folies ridicules et odieuses. Eh bien, la religion est une folie collective, d'autant plus puissante qu'elle est une folie traditionnelle et que son origine se perd dans une antiquité excessivement reculée. Comme folie collective, elle a pénétré dans tous les détails tant publics que privés de l'existence

sociale d'un peuple, elle s'est incarnée dans la société, elle en est devenue pour ainsi dire l'âme et la pensée collective. Tout homme en est enveloppé dès sa naissance, il la suce avec le lait de sa mère, l'absorbe avec tout ce qu'il entend, tout ce qu'il voit. Il en a été bien si nourri, empoisonné, pénétré dans tout son être, que plus tard, quelque puissant que soit son esprit naturel, il a besoin de faire des efforts inouïs pour s'en délivrer, et encore n'y parvient-il jamais d'une manière complète. Nos idéalistes modernes en sont une preuve, et nos matérialistes doctrinaires, les communistes allemands, en sont une autre. Ils n'ont pas su se défaire de la religion de l'État. Une fois le monde surnaturel, le monde divin, |230 bien établi dans l'imagination traditionnelle des peuples, le développement des différents systèmes religieux a suivi son cours naturel et logique, toujours conforme d'ailleurs au développement contemporain et réel des rapports économiques et politiques dont il a été en tout temps, dans le monde de la fantaisie religieuse, la reproduction fidèle et la consécration divine. C'est ainsi que la folie collective et historique qui s'appelle religion s'est développée depuis le fétichisme, en passant par tous les degrés du polythéisme, jusqu'au monothéisme chrétien.

Le second pas, dans le développement des croyances religieuses, et le plus difficile sans doute après l'établissement d'un monde divin séparé, ce fut précisément cette transition du polythéisme au monothéisme, du matérialisme religieux des païens à la foi spiritualiste des chrétiens. Les dieux païens, et c'était là leur caractère principal, étaient avant tout des dieux exclusivement nationaux. Puis, comme ils étaient nombreux, ils conservèrent nécessairement, plus ou moins, un caractère matériel, ou plutôt c'est parce qu'ils étaient matériels qu'ils furent si nombreux, la diversité étant un des attributs principaux du monde réel. Les dieux païens n'étaient pas encore proprement la négation des choses réelles : ils n'en étaient que l'exagération fantastique [50].

50 Ici, la brochure *Dieu et L'État* a intercalé le contenu de six feuillets qui n'appartiennent pas au manuscrit de *L'Empire knouto-germanique*, et

Pour établir sur les ruines de leurs autels si nombreux l'autel d'un Dieu unique et suprême, maître du monde, il a fallu donc que fût détruite d'abord l'existence autonomique des différentes nations qui composaient le monde païen ou antique. C'est ce que tirent très brutalement les Romains, qui, en conquérant la plus grande partie du monde connu des anciens, créèrent en quelque sorte la première ébauche, sans doute tout à fait négative et grossière, de l'humanité.

Un Dieu qui s'élevait ainsi au-dessus de toutes les différences nationales, tant matérielles que sociales, |231 de tous les pays, qui en était en quelque sorte la négation directe, devait être nécessairement un être immatériel et abstrait. Mais la foi si difficile en l'existence d'un Être pareil n'a pu naître d'un seul coup. Aussi, comme je l'ai montré dans l'Appendice, fut-elle longuement préparée et développée par la métaphysique grecque, qui établit la première, d'une manière philosophique, la notion de *l'Idée divine*, modèle éternellement créateur et toujours reproduit parle monde visible. Mais la Divinité conçue et créée par la philosophie grecque était une divinité impersonnelle, aucune métaphysique, lorsqu'elle est conséquente et sérieuse, ne pouvant s'élever, ou plutôt s'abaisser, à l'idée d'un Dieu personnel. Il a fallu donc trouver un Dieu qui fût unique et qui fût très personnel à la fois. Il se trouva dans la personne très brutale, très égoïste, très cruelle de Jéhovah, le Dieu national des Juifs. Mais les Juifs, malgré cet esprit national exclusif qui les distingue encore aujourd'hui, étaient devenus de fait, bien avant la naissance du Christ, le peuple le plus international du monde. Entraînés en partie comme captifs, mais beaucoup plus encore poussés par cette passion mercantile qui constitue l'un des traits principaux de leur caractère national, ils s'étaient répandus dans tous les pays, portant partout le culte de leur Jéhovah, auquel ils devenaient

---

qui ont fait partie d'un autre manuscrit dont ils ont été détachés. Bakounine a écrit, au verso de l'un d'eux, cette mention : « *Religion*. 2. Tout récent. » Je n'imprime pas ici ces six feuillets, étrangers au présent ouvrage. — J. G.

d'autant plus fidèles qu'il les abandonnait davantage.

À Alexandrie, ce Dieu terrible des Juifs fit la connaissance personnelle de la Divinité métaphysique de Platon, déjà fort corrompue par le contact de l'Orient et se corrompant plus tard encore davantage par le sien. Malgré son exclusivisme national, jaloux et féroce, il ne put à la longue résister aux |232 grâces de cette Divinité idéale et impersonnelle des Grecs. Il l'épousa, et de ce mariage naquit le Dieu spiritualiste — mais non spirituel — des chrétiens. On sait que les néo-platoniciens d'Alexandrie furent les principaux créateurs de la théologie chrétienne.

Mais la théologie ne constitue pas encore la religion, comme les éléments historiques ne suffisent pas pour créer l'histoire. J'appelle éléments historiques les dispositions et conditions générales d'un développement réel quelconque : par exemple, ici, la conquête des Romains, et la rencontre du Dieu des Juifs avec la Divinité idéale des Grecs. Pour féconder les éléments historiques, pour leur faire produire une série de transformations historiques nouvelles, il faut un fait vivant, spontané, sans lequel ils auraient pu rester bien des siècles encore à l'état d'éléments, sans rien produire. Ce fait ne manqua pas au christianisme : ce fut la propagande, le martyre et la mort de Jésus-Christ.

Nous ne savons presque rien de ce grand et saint personnage ; tout ce que les Évangiles nous en rapportent étant si contradictoire et si fabuleux, qu'à peine pouvons-nous y saisir quelques traits réels et vivants. Ce qui est certain, c'est qu'il fut le prêcheur du pauvre peuple, l'ami, le consolateur des misérables, des ignorants, des esclaves et des femmes, et qu'il fut beaucoup aimé par ces dernières. Il promit à tous ceux qui étaient opprimés, à tous ceux qui souffraient ici-bas, — et le nombre en est immense, — la vie éternelle. Il fut, comme de raison, pendu par les représentants de la morale officielle et de l'ordre public de l'époque. Ses disciples, et les disciples de ses disciples, purent se répandre, grâce à la conquête des Romains qui avait détruit les barrières nationales, et portèrent en effet la propagande |233 de l'Évangile dans tous les pays connus des

anciens. Partout ils furent reçus à bras ouverts par les esclaves et les femmes, les deux classes les plus opprimées, les plus souffrantes et naturellement aussi les plus ignorantes du monde antique. S'ils firent quelques prosélytes dans le monde privilégié et lettré, ils ne le durent encore, en très grande partie, qu'à l'influence des femmes. Leur propagande la plus large s'exerça presque exclusivement dans le peuple, aussi malheureux qu'abruti par l'esclavage. Ce fut le premier réveil, la première révolte principielle du prolétariat.

Le grand honneur du christianisme, son mérite incontestable et tout le secret de son triomphe inouï et d'ailleurs tout à fait légitime, ce fut de s'être adressé à ce public souffrant et immense, auquel le monde antique, constituant une aristocratie intellectuelle et politique étroite et féroce, déniait jusqu'aux derniers attributs et aux droits les plus simples de l'humanité. Autrement il n'aurait jamais pu se répandre. La doctrine qu'enseignaient les apôtres du Christ, toute consolante qu'elle ait pu paraître aux malheureux, était trop révoltante, trop absurde, au point de vue de la raison humaine, pour que des hommes éclairés eussent pu l'accepter. Aussi avec quel triomphe l'apôtre saint Paul ne parle-t-il pas du *scandale de la foi*, et du triomphe de cette *divine folie* repoussée par les puissants et les sages du siècle, mais d'autant plus passionnément acceptée par les simples, les ignorants et les pauvres d'esprit !

En effet, il fallait un bien profond mécontentement de la vie, une bien grande soif du cœur, et une pauvreté à peu près absolue de l'esprit, pour accepter l'absurdité chrétienne, de toutes les absurdités religieuses la plus hardie et la plus monstrueuse.

|234 Ce n'était pas seulement la négation de toutes les institutions politiques, sociales et religieuses de l'antiquité : c'était le renversement absolu du sens commun, de toute raison humaine. L'Être effectivement existant, le monde réel, était considéré désormais comme le néant ; le produit de la faculté abstraite de l'homme, la dernière, la suprême abstraction, dans

laquelle cette faculté, ayant dépassé toutes les choses existantes et jusqu'aux déterminations les plus générales de l'Être réel, telles que les idées de l'espace et du temps, n'ayant plus rien à dépasser, se repose dans la contemplation de son vide et de son immobilité absolue (voyez l'Appendice) ; cette abstraction, ce *caput mortuum* [51] absolument vide de tout contenu, le vrai néant, Dieu, est proclamé le seul être réel, éternel, tout-puissant. Le Tout réel est déclaré nul, et le nul absolu, le Tout. L'ombre devient le corps, et le corps s'évanouit comme une ombre [52].

C'était d'une audace et d'une absurdité inouïes, le vrai scandale de la foi, le triomphe de la sottise croyante sur l'esprit, pour les masses ; et pour quelques-uns, l'ironie triomphante d'un esprit fatigué, corrompu, désillusionné et dégoûté de la recherche honnête et sérieuse de la vérité ; le besoin de s'étourdir et de s'abrutir, besoin qui se rencontre souvent chez les esprits blasés :

« *Credo quia absurdum* »,

« Je ne crois pas seulement à l'absurde ; j'y crois précisément |235 et surtout parce qu'il est l'absurde. » C'est ainsi que beaucoup d'esprits distingués et éclairés, de nos jours, croient au magnétisme animal, au spiritisme, aux tables tournantes, — eh, mon Dieu, pourquoi aller si loin ? — croient encore au christianisme, à l'idéalisme, à Dieu.

La croyance du prolétariat antique, aussi bien que des masses modernes après lui, était plus robuste, de moins haut

---

51 *Caput mortuum* équivaut à « résidu ». — J. G.

52 Je sais fort bien que dans les systèmes théologiques et métaphysiques orientaux, et surtout dans ceux de l'Inde, y compris le bouddhisme, on trouve déjà le principe de l'anéantissement du monde réel au profit de l'idéal ou de l'abstraction absolue. Mais il n'y porte pas encore ce caractère de négation volontaire et réfléchie qui distingue le christianisme ; parce que, lorsque ces systèmes furent conçus, le monde proprement humain, le monde de l'esprit humain, de la volonté humaine, de la science et de la liberté humaines, ne s'était pas encore développé comme il s'est manifesté depuis dans la civilisation gréco-romaine. (*Note de Bakounine.*)

goût et plus simple. La propagande chrétienne s'était adressée à son cœur, non à son esprit ; à ses aspirations éternelles, à ses besoins, à ses souffrances, à son esclavage, non à sa raison qui dormait encore, et pour laquelle les contradictions logiques, l'évidence de l'absurde, ne pouvaient par conséquent exister. La seule question qui l'intéressait, ce fut de savoir quand sonnerait l'heure de la délivrance promise, quand arriverait le règne de Dieu ? Quant aux dogmes théologiques, il ne s'en souciait pas, parce qu'il n'y comprenait rien du tout. Le prolétariat converti au christianisme en constituait la puissance matérielle ascendante, non la pensée théorique.

Quant aux dogmes chrétiens, ils furent élaborés, comme on sait, dans une série de travaux théologiques, littéraires, et dans les conciles, principalement par les néo-platoniciens convertis de l'Orient. L'esprit grec était descendu si bas, qu'au quatrième siècle de l'ère chrétienne déjà, époque du premier concile, nous trouvons l'idée d'un Dieu personnel, Esprit pur, éternel, absolu, créateur et maître suprême du monde, existant en dehors du monde, unanimement acceptée par tous les pères de l'Église ; et comme conséquence logique de cette absurdité absolue, la croyance dès lors naturelle et nécessaire |236 à l'immatérialité et à l'immortalité de l'âme humaine, logée et emprisonnée dans un corps mortel, mais mortel seulement en partie ; parce que dans ce corps lui-même il y a une partie qui, tout en étant corporelle, est immortelle comme l'âme et doit ressusciter comme l'âme. Tant il a été difficile, même à des pères de l'Église, de se représenter l'esprit pur en dehors de toute forme corporelle !

Il faut observer qu'en général le caractère de tout raisonnement théologique, et métaphysique aussi, c'est de chercher à expliquer une absurdité par une autre.

Il a été fort heureux pour le christianisme d'avoir rencontré le monde des esclaves. Il eut un autre bonheur : ce fut l'invasion des barbares. Les barbares étaient de braves gens, pleins de force naturelle, et surtout animés et poussés par un grand besoin et par une grande capacité de vivre ; des brigands

à toute épreuve, capables de tout dévaster et de tout avaler, de même que leurs successeurs, les Allemands actuels ; beaucoup moins systématiques et pédants dans leur brigandage que ces derniers, beaucoup moins moraux, moins savants ; mais, par contre, beaucoup plus indépendants et plus fiers, capables de science et non incapables de liberté, comme les bourgeois de l'Allemagne moderne. Mais avec toutes ces grandes qualités, ils n'étaient rien que des barbares, c'est-à-dire aussi indifférents que les esclaves antiques, dont beaucoup d'ailleurs appartenaient à leur race, à l'égard de toutes les questions de la théologie et de la métaphysique. De sorte qu'une fois leur répugnance pratique |237 rompue, il ne fut pas difficile de les convenir théoriquement au christianisme.

Pendant dix siècles de suite, le christianisme, armé de la toute-puissance de l'Église et de l'État, et sans concurrence aucune de la part de qui que ce fût, put dépraver, abâtardir et fausser l'esprit de l'Europe. Il n'eut point de concurrents, puisqu'en dehors de l'Église il n'y eut point de penseurs, ni même de lettrés. Elle seule pensait, elle seule parlait, écrivait, elle seule enseignait. Si des hérésies s'élevèrent en son sein, elles ne s'attaquèrent jamais qu'aux développements théologiques ou pratiques du dogme fondamental, non à ce dogme même. La croyance en Dieu, esprit pur et créateur du monde, et la croyance en l'immatérialité de l'âme restèrent intactes. Cette double croyance devint la base idéale de toute la civilisation occidentale et orientale de l'Europe, et elle pénétra, elle s'incarna dans toutes les institutions, dans tous les détails de la vie tant publique que privée de toutes les classes aussi bien que des masses.

Peut-on s'étonner, après cela, que cette croyance se soit maintenue jusqu'à nos jours, et qu'elle continue d'exercer son influence désastreuse même sur des esprits d'élite comme Mazzini, Quinet, Michelet et tant d'autres ? Nous avons vu que la première attaque fut soulevée contre elle par la Renaissance du libre esprit au quinzième siècle, Renaissance qui produisit des héros et des martyrs comme Vanini, comme Giordano

Bruno et comme Galilée, et qui, bien qu'étouffée bientôt par le bruit, le tumulte et les passions de la Réforme religieuse, continua sans bruit son travail invisible, léguant aux plus |233 nobles esprits de chaque génération nouvelle cette œuvre de l'émancipation humaine par la destruction de l'absurde, jusqu'à ce qu'enfin, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, elle reparut de nouveau au grand jour, élevant hardiment le drapeau de l'athéisme et du matérialisme.

On put croire alors que l'esprit humain allait enfin se délivrer, une fois pour toutes, de toutes les obsessions divines. C'était une erreur. Le mensonge divin, dont l'humanité s'était nourrie — pour ne parler que du monde chrétien — pendant dix-huit siècles, devait se montrer, encore une fois, plus puissant que l'humaine vérité. Ne pouvant plus se servir de la gent noire, des corbeaux consacrés de l'Église, des prêtres catholiques ou protestants, qui avaient perdu tout crédit, il se servit des prêtres laïques, des menteurs et sophistes à robe courte, parmi lesquels le rôle principal fut dévolu à deux hommes fatals : l'un l'esprit le plus faux, l'autre la volonté la plus doctrinairement despotique du siècle passé [le dix-huitième], à J.-J. Rousseau et à Robespierre.

Le premier représente le vrai type de l'étroitesse et de la mesquinerie ombrageuse, de l'exaltation sans autre objet que sa propre personne, de l'enthousiasme à froid et de l'hypocrisie à la fois sentimentale et implacable, du mensonge forcé de l'idéalisme moderne. On peut le considérer comme le vrai créateur de la moderne réaction. En apparence l'écrivain le plus démocratique du dix-huitième siècle, il couve en lui le despotisme impitoyable de l'homme d'État. Il fut le prophète de l'État doctrinaire, comme Robespierre, son digne et fidèle disciple, essaya d'en devenir le grand-prêtre. Ayant entendu dire à Voltaire que s'il n'y avait pas de Dieu, il faudrait en inventer un, J. J. Rousseau inventa l'Être-suprême, le Dieu

abstrait et stérile des déistes. Et |239 c'est au nom de l'Être-suprême, et de la vertu hypocrite commandée par l'Être-suprême, que Robespierre guillotina les hébertistes d'abord, ensuite le génie même de la Révolution, Danton, dans la personne duquel il assassina la République, préparant ainsi le triomphe, devenu dès lors nécessaire, de la dictature de Bonaparte Ier. Après ce grand triomphe, la réaction idéaliste chercha et trouva des serviteurs moins fanatiques, moins terribles, mesurés à la taille considérablement amoindrie de la bourgeoisie de notre siècle. En France, ce furent Chateaubriand, Lamartine, et — faut-il le dire ? eh ! pourquoi non ? il faut tout dire, quand c'est vrai — ce fut Victor Hugo lui-même, le démocrate, le républicain, le quasi-socialiste d'aujourd'hui, et à leur suite toute la cohorte mélancolique et sentimentale d'esprits maigres et pâles qui constituèrent, sous la direction de ces maîtres, l'école du romantisme moderne. En Allemagne, ce furent les Schlegel, les Tieck, les Novalis, les Werner, ce fut Schelling, et tant d'autres encore dont les noms ne méritent pas même d'être nommés,

La littérature créée par cette école fut le vrai règne des revenants et des fantômes. Elle ne supportait pas le grand jour, le clair-obscur étant le seul élément où elle pût vivre. Elle ne supportait pas non plus le contact brutal des masses ; c'était la littérature des âmes tendres, délicates, distinguées, aspirant au Ciel, leur patrie, et vivant comme malgré elles sur la terre. Elle avait la politique, les questions du jour, en horreur et en mépris ; mais lorsqu'elle en parlait par hasard, elle se montrait franchement réactionnaire, prenant le parti de l'Église contre l'insolence des libres-penseurs, des rois contre les peuples, et de toutes les aristocraties contre la vile canaille des rues. Au reste, comme je viens de le dire, ce qui dominait dans l'école, c'était une indifférence quasi-complète pour les questions politiques. Au milieu des nuages dans lesquels elle vivait, on ne pouvait distinguer que deux points réels : le développement rapide du matérialisme bourgeois et |240 le déchaînement effréné des vanités individuelles.

Pour comprendre cette littérature, il faut en chercher la raison d'être dans la transformation qui s'était opérée au sein de la classe bourgeoise depuis la révolution de 1793.

Depuis la Renaissance et la Réforme jusqu'à cette Révolution, la bourgeoisie, sinon en Allemagne, du moins en Italie, en France, en Suisse, en Angleterre, en Hollande, fut le héros et représenta le génie révolutionnaire de l'histoire. De son sein sortirent en plus grande partie les libres-penseurs du quinzième siècle, les grands réformateurs religieux des deux siècles suivants, et les apôtres de l'émancipation humaine, y compris cette fois aussi ceux de l'Allemagne, du siècle passé [le dix-huitième]. Elle seule, naturellement appuyée sur les sympathies et sur le bras puissant du peuple qui avait foi en elle, fit la Révolution de 89 et de 93. Elle avait proclamé la déchéance de la royauté et de l'Église, la fraternité des peuples, les Droits de l'homme et du citoyen. Voilà ses titres de gloire, ils sont immortels.

Depuis lors elle se scinda. Un parti considérable d'acquéreurs de biens nationaux, devenus riches, et s'appuyant cette fois non sur le prolétariat des villes, mais sur la majeure partie des paysans de France qui étaient également devenus des propriétaires terriens, aspirait à la paix, au rétablissement de l'ordre public, à la fondation d'un gouvernement régulier et puissant. II acclama donc avec bonheur la dictature du premier Bonaparte, et, quoique toujours voltairien, ne vit pas de mauvais œil son Concordat avec le Pape et le rétablissement de l'Église officielle en France : « *La religion est si nécessaire au peuple !* » — ce qui veut dire que, repue, cette partie de la bourgeoisie commença dès lors à comprendre qu'il était urgent, dans l'intérêt de la conservation de sa position et de ses biens acquis, de tromper la faim non assouvie du peuple par les promesses d'une manne céleste. Ce fut alors que commença à

prêcher |241 Chateaubriand [53].

Napoléon tomba. La Restauration ramena en France, avec la monarchie légitime, la puissance de l'Église et de l'aristocratie nobiliaire, qui se ressaisirent, sinon du tout, au moins d'une considérable partie de leur ancien pouvoir. Cette réaction rejeta la bourgeoisie dans la Révolution ; et avec l'esprit révolutionnaire se réveilla en elle aussi l'esprit fort. Elle mit Chateaubriand de côté, et recommença à lire Voltaire. Elle n'alla pas jusqu'à Diderot : ses nerfs affaiblis ne comportaient plus une nourriture aussi forte. Voltaire, à la fois esprit fort et déiste, lui convenait au contraire beaucoup. Béranger et Paul-Louis Courier exprimèrent parfaitement cette tendance nouvelle. Le « Dieu des bonnes gens » et l'idéal du roi bourgeois, à la fois libéral et démocratique, dessinés sur le fond majestueux et désormais inoffensif des victoires gigantesques de l'Empire, telle fut, à cette époque, la nourriture intellectuelle quotidienne de la bourgeoisie de France.

Lamartine, aiguillonné par l'envie vaniteusement ridicule de s'élever à la hauteur poétique du grand poète anglais, Byron, avait bien commencé ses hymnes froidement délirants |242 en l'honneur du Dieu des gentilshommes et de la monarchie légitime. Mais ses chants ne retentissaient que dans les salons aristocratiques. La bourgeoisie ne les entendait pas. Béranger était son poète et Paul-Louis Courier son écrivain politique.

La révolution de Juillet eut pour conséquence l'ennoblissement de ses goûts. On sait que tout bourgeois en France porte en lui le type impérissable du bourgeois gentilhomme, qui ne manque jamais de paraître aussitôt qu'il

---

53 Je crois utile de rappeler ici une anecdote d'ailleurs très connue et tout à fait authentique, et qui jette une lumière très précieuse tant sur le caractère personnel de ce réchauffeur des croyances catholiques que sur la sincérité religieuse de cette époque. Chateaubriand avait apporté à son libraire un ouvrage dirigé contre la foi. Le libraire lui fit observer que l'athéisme était passé de mode, que le public lisant n'en voulait plus, et qu'il demandait au contraire des ouvrages religieux. Chateaubriand s'éloigna, mais quelques mois plus tard il lui apporta son *Génie du Christianisme*. (*Note de Bakounine.*)

acquiert un peu de richesse et de puissance. En 1830, la riche bourgeoisie avait définitivement remplacé l'antique noblesse au pouvoir. Elle tendit naturellement à fonder une aristocratie nouvelle : aristocratie du capital, sans doute, avant tout ; mais aussi aristocratie d'intelligence, de bonnes manières et de sentiments délicats. La bourgeoisie commença à se sentir religieuse.

Ce ne fut pas de sa part une simple singerie des mœurs aristocratiques, c'était en même temps une nécessité de position. Le prolétariat lui avait rendu un dernier service, en l'aidant à renverser encore une fois la noblesse. Maintenant, la bourgeoisie n'avait plus besoin de son aide, car elle se sentait solidement assise à l'ombre du trône de Juillet, et l'alliance du peuple, désormais inutile, commençait à lui devenir incommode. Il fallait le remettre à sa place, ce qui ne put naturellement se faire sans provoquer une grande indignation dans les masses. Il devint nécessaire de les contenir. Mais au nom de quoi ? Au nom de l'intérêt bourgeois crûment avoué ? C'eût été par trop cynique. Plus un intérêt est injuste, inhumain, et plus il a besoin de sanction ; et où la prendre, si ce n'est dans la religion, cette bonne protectrice de tous les repus, et cette consolatrice si utile de tous ceux qui ont faim ? Et plus que jamais, la bourgeoisie triomphante sentit que la religion |243 était absolument nécessaire pour le peuple.

Après avoir gagné tous ses litres impérissables de gloire dans l'opposition, tant religieuse et philosophique que politique, dans la protestation et dans la révolution, elle était enfin devenue la classe dominante, et par là même le défenseur et le conservateur de l'État, ce dernier étant à son tour devenu l'institution régulière de la puissance exclusive de cette classe. L'État c'est la force, et il a pour lui avant tout le droit de la force, l'argumentation triomphante du fusil à aiguille, du chassepot. Mais l'homme est si singulièrement fait que cette argumentation, tout éloquente qu'elle paraît, ne lui suffit pas à la longue. Pour lui imposer le respect, il lui faut absolument une sanction morale quelconque. Il faut de plus que cette sanction

soit tellement évidente et simple qu'elle puisse convaincre les masses, qui, après avoir été réduites par la force de l'État, doivent être amenées maintenant à la reconnaissance morale de son droit.

Il n'y a que deux moyens pour convaincre les masses de la bonté d'une institution sociale quelconque. Le premier, le seul réel, mais aussi le plus difficile, parce qu'il implique l'abolition de l'État, — c'est-à-dire l'abolition de l'exploitation politiquement organisée de la majorité par une minorité quelconque, — ce serait la satisfaction directe et complète de tous les besoins, de toutes les aspirations humaines des masses ; ce qui équivaudrait à la liquidation complète de l'existence tant politique qu'économique de la classe bourgeoise, et, comme je viens de le dire, à l'abolition de l'État. Ce moyen serait sans doute salutaire pour les masses, mais funeste pour les intérêts bourgeois. Donc il ne faut pas en parler.

|244 Parlons alors de l'autre moyen, qui, funeste pour le peuple seulement, est au contraire précieux pour le salut des privilèges bourgeois. Cet autre moyen ne peut être que la religion. C'est ce mirage éternel qui entraîne les masses à la recherche des trésors divins, tandis que, beaucoup plus modérée, la classe dominante se contente de partager, fort inégalement d'ailleurs et en donnant toujours davantage à celui qui possède davantage, entre ses propres membres, les misérables biens de la terre et les dépouilles humaines du peuple, y compris sa liberté politique et sociale.

Il n'est pas, il ne peut exister d'État sans religion. Prenez les États les plus libres du monde, les États-Unis d'Amérique ou la Confédération suisse, par exemple, et voyez quel rôle important la Providence divine, cette sanction suprême de tous les États, y joue dans tous les discours officiels.

Mais toutes les fois qu'un chef d'État parle de Dieu, que ce soit Guillaume Ier, l'empereur knouto-germanique, ou Grant, le président de la Grande république, soyez certains qu'il se prépare de nouveau à tondre son peuple-troupeau.

La bourgeoisie française, libérale, voltairienne, et poussée par son tempérament à un positivisme, pour ne point dire à un matérialisme, singulièrement étroit et brutal, étant devenue, par son triomphe de 1830, la classe de l'État, a dû donc nécessairement se donner une religion officielle. La chose n'était point facile. Elle ne pouvait se remettre crûment sous le joug du catholicisme romain. Il y avait entre elle et l'Église de Rome un abîme de sang et de haine, et, quelque pratique et sage qu'on soit devenu, on ne parvient jamais à réprimer |245 en son sein une passion développée par l'histoire. D'ailleurs, le bourgeois français se serait couvert de ridicule, s'il était retourné à l'église pour y prendre part aux pieuses cérémonies du culte divin, condition essentielle d'une conversion méritoire et sincère. Plusieurs l'ont bien essayé, mais leur héroïsme n'eut d'autre résultat qu'un scandale stérile. Enfin le retour au catholicisme était impossible à cause de la contradiction insoluble qui existe entre la politique invariable de Rome et le développement des intérêts économiques et politiques de la classe moyenne.

Sous ce rapport, le protestantisme est beaucoup plus commode. C'est la religion bourgeoise par excellence. Elle accorde juste autant de liberté qu'il en faut aux bourgeois, et a trouvé le moyen de concilier les aspirations célestes avec le respect que réclament les intérêts terrestres. Aussi voyons-nous que c'est surtout dans les pays protestants que le commerce et l'industrie se sont développés. Mais il était impossible pour la bourgeoisie de la France de se faire protestante. Pour passer d'une religion à une autre, — à moins qu'on ne le fasse par calcul, comme le font quelquefois les Juifs en Russie et en Pologne, qui se font baptiser trois, quatre fois, afin de recevoir chaque fois une rémunération nouvelle, — pour changer de religion, il faut avoir un grain de foi religieuse. Eh bien, dans le coeur exclusivement positif du bourgeois français, il n'y a point de place pour ce grain. Il professe l'indifférence la plus profonde pour toutes les questions, excepté celle de sa bourse avant tout, et celle de sa vanité sociale après elle. Il est aussi indiffèrent

pour le protestantisme que pour le catholicisme. D'autre part, la bourgeoisie française n'aurait pu embrasser le protestantisme sans se mettre en contradiction avec la routine catholique de la majorité |246 du peuple français, ce qui eût constitué une grande imprudence de la part d'une classe qui voulait gouverner la France.

Il restait bien un moyen : c'était de retourner à la religion humanitaire et révolutionnaire du dix-huitième siècle. Mais cette religion mène trop loin. Force fut donc à la bourgeoisie de créer, pour sanctionner le nouvel État, l'État bourgeois qu'elle venait de fonder, une religion nouvelle, qui pût être, sans trop de ridicule et de scandale, la religion professée hautement par toute la classe bourgeoise.

C'est ainsi que naquit le déisme de l'École doctrinaire.

D'autres ont fait, beaucoup mieux que je ne saurais le faire, l'histoire de la naissance et du développement de cette école, qui eut une influence si décisive et, je puis bien le dire, si funeste sur l'éducation politique, intellectuelle et morale de la jeunesse bourgeoise en France. Elle date de Benjamin Constant et de Mme de Staël, mais son vrai fondateur fut Royer-Collard ; ses apôtres : MM. Guizot, Cousin, Villemain et bien d'autres ; son but hautement avoué : la réconciliation de la Révolution avec la Réaction, ou, pour parler le langage de l'école, du principe de la liberté avec celui de l'autorité, naturellement au profit de ce dernier.

Cette réconciliation signifiait, en politique, l'escamotage de la liberté populaire au profit de la domination bourgeoise, représentée par l'État monarchique et constitutionnel ; en philosophie, la soumission réfléchie de la libre raison aux principes éternels de la foi. Nous n'avons à nous occuper ici que de cette dernière partie.

On sait que cette philosophie fut principalement élaborée par M. Cousin, le père de l'éclectisme français. Parleur superficiel |247 et pédant ; innocent de toute conception originale, de toute pensée qui lui fût propre, mais très fort dans le lieu commun, qu'il a le tort de confondre avec le bon sens, ce

philosophe illustre a préparé savamment, à l'usage de la jeunesse étudiante de France, un plat métaphysique de sa façon, et dont la consommation, rendue obligatoire dans toutes les écoles de l'État, soumises à l'Université, a condamné plusieurs générations de suite à une indigestion du cerveau [54]. Qu'on s'imagine une vinaigrette philosophique, composée des systèmes les plus opposés, un mélange de Pères de l'Église, de scolastiques, de Descartes et de Pascal, de Kant et de psychologues écossais, le tout superposé sur les idées divines et innées de Platon et recouvert d'une couche d'immanence hégélienne, accompagne nécessairement d'une ignorance aussi dédaigneuse que complète des sciences naturelles, et prouvant, comme « deux fois deux font *cinq* » [55] :

1) L'existence d'un Dieu personnel, l'immortalité de l'âme, et sa détermination spontanée, le libre arbitre. Et comme conséquence de cette triple croyance :

2) La *morale individuelle*, la *responsabilité absolue* de chacun devant la loi morale écrite par Dieu dans la conscience de chacun. La *liberté individuelle* antérieure à toute société, mais n'arrivant à son développement que dans la société.

3) La liberté de l'individu se réalise d'abord par l'appropriation ou prise de possession de la terre. Le droit de propriété est une conséquence nécessaire de cette liberté.

4) La famille, fondée sur l'hérédité de ce droit, d'un côté, et de l'autre sur l'autorité de l'époux et du père, est une institution à la fois naturelle et divine, divine en ce sens que, dès le début de l'histoire, elle se trouve sanctionnée par la

---

54 C'est ici que se termine la brochure *Dieu et l'État*. Les éditeurs font suivre cette dernière phrase de cette mention : « Ici le manuscrit est interrompu ». Or, comme on le voit, le manuscrit, qu'ils ont arbitrairement coupé au milieu d'une page, ne présente aucune interruption ; et il est continué encore par 92 feuillets. — J. G.

55 À partir d'ici, tout le texte, jusqu'à la fin, texte consistant en treize paragraphes numérotés, expose non l'opinion de Bakounine, mais la doctrine de Victor Cousin et de l'École éclectique. Bakounine a intercalé dans cet exposé quelques notes, et quelques remarques critiques placées entre parenthèses, et imprimées en caractères italiques. — J. G.

religion, par la |248 conscience que les hommes ont de Dieu, si imparfaite que cette conscience soit d'abord.

5) La famille est le germe historique de l'État.

6) Développement historique de ces principes éternels, bases de toute civilisation humaine, par le triple mouvement progressif :

a) De l'intelligence humaine, qui, étant une émanation et pour ainsi dire une révélation permanente de Dieu dans l'homme, s'est manifestée d'abord par une série de religions soi-disant révélées, puis, après s'être cherchée vainement dans une foule de systèmes philosophiques, s'est enfin rencontrée, reconnue et complètement réalisée dans le système éclectique de M. Victor Cousin ;

b) Du travail humain, seul producteur des richesses sociales, sans lesquelles aucune civilisation n'est possible ;

c) Des luttes humaines, tant collectives qu'individuelles, aboutissant toujours à de nouvelles transactions historiques, politiques et sociales ;

Le tout dirigé par la divine Providence.

7) L'histoire, considérée dans son ensemble, est une manifestation continue de la pensée et de la volonté divines. Dieu, esprit pur, Être absolu et parfait en lui-même, résidant dans son éternité et dans son immensité infinies, en dehors de l'histoire du monde [56], suit avec une curiosité paternelle et dirige d'une main invisible le développement humain. Voulant absolument, dans sa générosité divine, que les hommes, ses créatures et par conséquent, de fait, ses esclaves, soient libres, et comprenant qu'ils ne le seraient pas du tout s'il se mêlait | 249 trop souvent et trop ostensiblement de leurs affaires, que sa puissance non seulement les gênerait, mais les anéantirait [57], il

---

56 Je demande pardon au lecteur d'entasser, avec si peu de mots, l'une sur l'autre, tant d'absurdités grandioses et monstrueuses. C'est la logique des idéalistes doctrinaires, pas la mienne. (*Note de Bakounine.*)

57 N'est-ce pas une chose remarquable que, dans toutes les religions, on retrouve cette imagination, qu'aucun mortel ne saurait supporter la vue d'un Dieu dans sa gloire immortelle, sans être anéanti, foudroyé, consumé sur-le-champ ; de sorte que tous les Dieux, compatissant à

ne se manifeste à eux qu'aussi rarement que possible, et que quand cela devient absolument nécessaire à leur salut. Le plus souvent, il les abandonne à leurs propres efforts et au développement de cette double lumière, à la fois divine et humaine, qu'il a allumée dans leurs âmes immortelles : la *conscience*, source de toute morale, et l'*intelligence*, source de toute vérité. Mais lorsqu'il voit que cette lumière commence à faiblir, lorsque les hommes fourvoyés, et trop imparfaits pour pouvoir marcher toujours seuls, s'enfoncent dans une situation sans issue, alors il intervient. Mais comment ? Non par l'un de ces miracles extérieurs et matériels dont sont peuplées les traditions superstitieuses des peuples et qui sont impossibles parce qu'ils intervertiraient l'ordre et les lois de la nature établis par Dieu même (*Oui, l'audace des idéalistes doctrinaires va jusqu'à nier ces miracles !*), mais par un miracle exclusivement spirituel, intérieur (*et qui, au point de vue de la raison, de la logique, du bon sens, n'est pas moins absurde et impossible que les miracles grossiers imaginés par la croyance populaire ; ces derniers ont au moins le mérite d'une poétique naïveté, tandis que les miracles soi-disant intérieurs, avec toutes leurs prétentions au rationalisme, ne sont rien que des sottises savamment, froidement, RAISONNEUSEMENT tirées par les cheveux*), par un miracle inaccessible aux sens.

Dieu intervient alors en inspirant de sa divine |250 pensée quelque âme d'élite, moins corrompue, moins fourvoyée et plus intelligente que les autres. Il en fait son prophète, son Messie.

---

cette faiblesse humaine, se sont montrés aux hommes toujours sous une forme empruntée quelconque, souvent même sous la forme de quelque bête, mais jamais dans leur véritable splendeur. Jéhovah a montré une seule fois, je ne me rappelle plus à quel prophète, son propre derrière, et produisit en lui par cette démonstration *a posteriori* un tel dérangement du cerveau, que le pauvre prophète battit la campagne pendant tout le reste de sa vie. Il est évident que dans toutes les religions il y a comme un instinct confus de cette vérité, que l'existence de Dieu est incompatible non seulement avec la liberté, la dignité et la raison humaines, mais avec l'existence même de l'homme et du monde. (*Note de Bakounine.*)

Alors, armé de cette pensée qui lui est directement inspirée par Dieu même, — cette inspiration constituant d'ailleurs un de ces miracles psychologiques qui nous sont donnés et que nous devons accepter comme des faits historiquement constatés, mais qu'il nous sera à jamais impossible de comprendre ; et la pensée divine étant toujours mesurée au degré de développement, au caractère et à l'esprit de l'époque, et par conséquent ne se manifestant jamais dans sa plénitude et dans sa perfection absolue, Dieu étant trop sage et trop amoureux de la liberté des hommes pour leur proposer une nourriture qu'ils seraient incapables de digérer, — fort de l'assistance invisible de Dieu, et attirant à lui toutes les âmes de bonne volonté avec une puissance invincible, ce prophète, ce Messie, proclame la volonté divine et fonde une religion et une législation nouvelles.

C'est ainsi que furent établis tous les cultes religieux et tous les États. D'où il résulte que les uns comme les autres, considérés dans ce qu'ils ont d'immuable et en les dégageant de tous les détails qui y ont été apportés par l'imperfection tant intellectuelle que morale des hommes, à différentes époques de leur développement historique, sont des *institutions divines* et doivent jouir, comme telles, d'une autorité absolue. Voilà l'*Église* et l'*État*, avec leur consécration divine, écrasante, formidable.

8) L'Église et l'État ont donc un caractère double : divin et humain à la fois. En tant qu'institutions divines, elles sont immuables, et tout leur développement historique consiste seulement en une manifestation plus complète de leur propre nature divine, ou de la pensée de Dieu qui se trouve réalisée en leur sein, |251 sans que jamais les révélations ou inspirations nouvelles se mettent en contradiction avec les révélations et inspirations antérieures, ce qui constituerait un démenti donné par Dieu à lui-même. Mais comme institutions humaines, l'Église et l'État, représentés par des hommes, et comme tels devenant solidaires de toutes les passions, de tous les vices et de toutes les sottises humaines, offrent nécessairement d'immenses défauts, et sont susceptibles de grands et salutaires

changements successifs, amenés par le développement progressif moral, intellectuel et matériel des nations, qui constituent le fond sérieux de l'histoire.

9) Dans le développement intellectuel et moral de l'humanité, quoique constamment dirigé par la Providence éternelle, la forme de la révélation religieuse n'est point toujours nécessaire. Elle était inévitable dans les temps les plus reculés de l'histoire, alors que l'intelligence, cette lumière à la fois humaine et divine, cette révélation permanente de Dieu dans les hommes, ne s'était pas encore suffisamment développée ; mais, à mesure qu'elle prend possession d'elle-même, cette forme extraordinaire, insolite, des révélations tend à disparaître de plus en plus, faisant place aux inspirations plus rationnelles des philosophes illustres, des grands penseurs qui, mieux armés de cet instrument divin que les autres, aidés d'ailleurs toujours de Dieu, — quoique d'une manière le plus souvent insensible, même pour eux-mêmes, mais quelquefois aussi en leur faisant sentir cette aide (voir le démon de Socrate), — cherchent à surprendre par les efforts de leur propre pensée les mystères de Dieu, mystères qui leur ont été déjà révélés en partie, à eux comme à tout le monde, par toutes les révélations passées, de sorte qu'il ne leur reste plus que la peine de les |252 développer et de les expliquer, en leur donnant désormais pour sanction et pour base, non plus quelque tradition merveilleuse, mais le propre développement logique de la pensée humaine.

C'est en cela seulement que les métaphysiciens se séparent des théologiens. Toute la différence qui existe entre eux est dans la forme, non dans le fond. Leur objet est le même : c'est Dieu, ce sont les vérités éternelles, les principes divins, c'est l'ordre religieux, politique et civil, divinement établi et s'imposant aux hommes avec une autorité absolue. Mais les théologiens (*beaucoup plus conséquents, selon moi, que les métaphysiciens*) prétendent que les hommes ne peuvent s'élever à la connaissance de Dieu que par la voie d'une révélation surnaturelle ; tandis que les métaphysiciens assurent qu'ils peuvent concevoir Dieu et toutes les vérités éternelles par

la seule puissance de la pensée, qui est, répètent-ils toujours, la révélation à la fois naturelle (!) et permanente de Dieu dans l'homme.

(*Pour nous, naturellement, les uns sont aussi absurdes que les autres, et nous préférons même, en fait d'absurdités, celles qui le sont franchement, à celles qui se donnent des apparences de respect pour la raison humaine*.)

10) De cette opposition de forme est issue la grande lutte historique de la métaphysique contre la théologie. Cette lutte, qui était, d'un côté, légitime et bienfaisante, n'a pas manqué, d'un autre, d'avoir des conséquences détestables. Elle a servi immensément au développement de l'esprit humain, en l'émancipant du joug de la foi aveugle sous lequel voulaient le retenir les théologiens, et en lui faisant reconnaître sa propre puissance et sa capacité de s'élever jusqu'aux choses divines, condition de l'humaine dignité et de l'humaine liberté. Mais, en même temps, elle a affaibli dans l'homme |253 une qualité précieuse : le respect divin, le sentiment de piété. L'esprit humain s'est laissé entraîner trop souvent, par la passion de la lutte, et par les triomphes faciles qu'il avait obtenus sur les défenseurs, toujours plus ou moins stupides, de la foi aveugle et des formes surannées des institutions religieuses, à nier le fond même de la foi ; et notamment, dans le siècle passé [le dix-huitième], il a poussé l'égarement jusqu'à se proclamer matérialiste et athée et jusqu'à vouloir renverser l'Église, oubliant, dans son orgueilleuse folie, qu'en osant nier l'Être divin il proclamait sa propre déchéance, sa matérialisation complète, et que toute sa grandeur, sa liberté, sa puissance consistent précisément dans la capacité qui lui est inhérente de s'élever jusqu'à Dieu, le grand, l'unique objet de toutes les pensées immortelles ; oubliant que cette Église qu'il prétendait follement renverser, et qui laisse beaucoup à désirer sans doute sous le rapport de ses mœurs, de ses coutumes, de ses formes, qui ne sont plus à la hauteur du siècle, n'en est pas moins une institution divine, fondée, comme l'État, par des hommes divinement inspirés, et qu'elle est encore à présent l'unique

manifestation possible de la Divinité pour les *masses ignorantes* et par là même incapables de s'élever jusqu'à Dieu par le développement spontané de leur intelligence encore endormie.

Cette aberration de l'esprit philosophique, tout déplorables qu'en aient été les effets, fut probablement nécessaire pour compléter son éducation historique. Voilà, sans doute, pourquoi Dieu la souffrit. Averti par les tragiques expériences du siècle passé, l'esprit philosophique sait maintenant qu'en |254 déchaînant outre mesure le principe de la négation et de la critique, il marche vers l'abîme et aboutit au néant ; que ce principe, parfaitement légitime et même salutaire, lorsqu'il s'applique avec modération aux formes passagères et humaines des choses divines, devient pernicieux, nul, impuissant, ridicule, lorsqu'il s'attaque à Dieu. Il sait qu'il est des vérités éternelles qui sont au-dessus de toute investigation et de toute démonstration, et qui ne peuvent pas même faire l'objet d'un doute, parce que, d'un côté, elles nous sont révélées par la conscience universelle, par la croyance unanime des siècles, et que, d'un autre côté, elles se retrouvent comme *idées innées* dans l'intelligence de tout homme, et sont tellement inhérentes à notre conscience qu'il suffit que nous nous approfondissions en nous-mêmes, dans notre être intime, pour qu'elles y apparaissent devant nous dans toute leur simplicité et dans toute leur splendeur. Ces vérités fondamentales, ces axiomes philosophiques sont : l'*existence de Dieu*, l'*immortalité de l'âme*, le *libre-arbitre*. Il ne peut, il ne doit plus être question d'en contester la réalité, parce que, comme l'a si bien démontré Descartes, cette réalité nous est donnée, nous est imposée par le fait même que nous trouvons toutes ces idées dans la conscience que notre pensée a d'elle-même. Tout ce que nous avons à faire, c'est de les comprendre, c'est de les développer en les coordonnant dans un système organique. Tel est l'unique objet de la philosophie.

Et cet objet vient d'être enfin complètement réalisé par le système de M. Victor Cousin. Désormais le penseur adorera

Dieu en esprit, et il pourra même se dispenser de tout autre culte. Il a parfaitement le droit de ne point aller à l'église, à |255 moins qu'il ne trouve utile d'y aller pour sa femme, pour ses filles et *pour les gens*. Mais qu'il y aille ou qu'il n'y aille pas, il respectera toujours l'institution et même le culte de l'Église, quelque surannées que puissent lui en paraître les formes : d'abord, parce que même ces formes, et les fausses idées qu'elles provoquent en partie dans les masses, sont probablement encore nécessaires, dans l'état d'ignorance où se trouve encore le peuple, et qu'en les attaquant brusquement on courrait le risque d'ébranler des croyances qui, dans la situation en général assez malheureuse dans laquelle se trouve le peuple, forment son unique consolation et l'unique entrave morale qui l'enchaîne. Il doit enfin les respecter parce que le Dieu que l'Église et le peuple adorent, sous ces formes saugrenues, est le même Dieu devant lequel s'incline gravement la tête majestueuse du philosophe doctrinaire.

Cette pensée consolante et rassurante a été fort bien exprimée par l'un des chefs les plus illustres de l'Église doctrinaire, par M. Guizot lui-même, qui, dans une brochure publiée en 1845 ou 1846, se réjouit fort de ce que la divine vérité soit si bien représentée en France, sous ses formes les plus différentes : L'Église catholique — dit-il dans cette brochure, que je n'ai pas sous la main — nous la donne sous la forme de l'autorité ; l'Église protestante, sous la forme du libre examen et de la libre conscience ; et l'Université sous celle de la pensée pure. Il faut être un homme bien religieux, n'est-ce pas, pour oser dire et imprimer, étant en même temps un homme intelligent et savant, de pareilles niaiseries !

11) La lutte qui avait mis en opposition les métaphysiciens |256 avec les théologiens s'est reproduite nécessairement dans le monde des intérêts matériels et de la politique. C'est la lutte mémorable de la liberté populaire contre l'autorité de l'État. Cette autorité, comme celle de l'Église au commencement de l'histoire, fut naturellement despotique ; et ce despotisme fut salutaire, les peuples ayant été d'abord trop sauvages, trop

grossiers, trop peu mûrs pour la liberté, — ils le sont si peu même encore aujourd'hui ! — trop peu capables encore de plier librement, comme le font aujourd'hui les Allemands, leurs cous sous le joug de la loi divine, de s'assujettir volontairement aux conditions éternelles de l'ordre public. L'homme étant naturellement paresseux, il a bien fallu qu'une force majeure le poussât au travail. C'est ainsi que s'explique et se légitime l'institution de l'esclavage dans l'histoire ; non comme une institution éternelle, mais comme une mesure transitoire, ordonnée par Dieu même et rendue nécessaire par la barbarie et par la perversité naturelle des hommes, comme un moyen d'éducation historique.

En instituant la famille fondée sur la propriété [58] et soumise à l'autorité suprême de l'époux et du père, Dieu avait créé le germe de l'État. Le premier gouvernement fut nécessairement despotique et patriarcal. Mais à mesure que le nombre des familles libres augmentait dans une |257 nation, les liens naturels qui les avaient tout d'abord groupées comme une seule famille, sous la direction patriarcale d'un chef unique, se relâchèrent, et cette organisation primitive dut être remplacée par une organisation plus savante et plus compliquée de l'État. Ce fut, au commencement de l'histoire, partout l'œuvre de la théocratie. À mesure que les hommes, sortant de l'état sauvage, arrivaient à la première conscience, naturellement très grossière, de la Divinité, une caste d'intermédiaires, plus ou moins inspirés, entre le ciel et la terre se formait. Ce fut au nom de la Divinité que les prêtres des premiers cultes religieux instituèrent les premiers États, les premières organisations politiques et juridiques de la société. En faisant abstraction de différences secondaires, on retrouve dans tous les États antiques quatre castes : la caste des prêtres ; celle des nobles

58 Les philosophes doctrinaires, aussi bien que les juristes et les économistes, supposent toujours que la propriété est antérieure à l'État, tandis qu'il est évident que l'idée juridique de la propriété, aussi bien que le *droit* de famille, la famille juridique, n'ont pu naître historiquement que dans l'État, dont nécessairement le premier acte fut de les constituer. (*Note de Bakounine.*)

guerriers, composée de tous les membres masculins, et principalement des chefs, des familles libres : ces deux premières castes constituant proprement la classe religieuse, politique et juridique, l'aristocratie de l'État ; puis la masse à peu près inorganisée des hôtes, des réfugiés, des clients et des esclaves libérés, personnellement libres, mais privés de droits juridiques, ne participant au culte national que d'une manière indirecte, et constituant ensemble l'élément proprement démocratique, le peuple ; enfin, la masse des esclaves, qui n'étaient pas même considérés comme des hommes, mais comme des choses, et qui restèrent dans cette condition misérable jusqu'à l'avènement du christianisme.

Toute l'histoire de l'antiquité, qui, en se déroulant à mesure que les progrès tant intellectuels que matériels de la civilisation humaine se développaient et s'étendaient davantage, fut toujours dirigée par la main invisible de Dieu, — qui intervint, non personnellement sans doute, mais au moyen de ses élus et de ses inspirés : prophètes, prêtres, grands conquérants, hommes politiques, philosophes |258 et poètes, — toute cette histoire nous présente une lutte incessante et fatale entre ces différentes castes, et une série de triomphes obtenus d'abord par l'aristocratie sur la théocratie, et plus tard par la démocratie sur l'aristocratie. Quand la démocratie eut définitivement vaincu, incapable d'organiser l'État, ce but suprême de toute société humaine sur la terre, et surtout d'organiser l'État immense que la conquête des Romains avait fondé sur les ruines de toutes les existences nationales séparées, et qui embrassait presque tout le monde connu des anciens, elle dut céder la place à la dictature militaire, impériale, des Césars. Mais comme la puissance des Césars était fondée sur la destruction de toutes les organisations nationales et partielles de la société antique, et représentait par conséquent la dissolution de l'organisme social et la réduction de l'État à une existence de fait, uniquement appuyée sur une concentration mécanique des forces matérielles, le césarisme s'est vu fatalement condamné par son propre principe à se détruire lui-

même ; de manière que lorsque les barbares, les fléaux divins envoyés par le Ciel pour renouveler la terre, sont venus, ils n'ont presque plus rien trouvé à détruire.

L'antiquité nous a légué, dans le monde spirituel : la première conscience de la Divinité et l'élaboration métaphysique de l'idée divine ; un commencement très sérieux de sciences positives ; ses arts merveilleux et sa poésie immortelle ; — dans l'ordre temporel : l'institution sublime de l'État, avec le patriotisme, cette passion et cette vertu de l'État ; le droit juridique, l'esclavage, et d'immenses richesses matérielles, créées par le travail accumulé des esclaves, et dilapidées un peu, il est vrai, par la mauvaise économie des barbares, mais qui, néanmoins, réparées, complétées |259 et accrues depuis par le travail asservi et réglementé du moyen âge, ont servi de base première à la constitution des capitaux modernes.

La grande idée de l'humanité est restée complètement inconnue du monde antique. Entrevue vaguement par ses philosophes, elle était trop contraire à une civilisation fondée sur l'esclavage, et sur l'organisation exclusivement nationale des États, pour avoir pu y être admise. Ce fut le Christ qui l'annonça au monde et qui fut par là même l'émancipateur des esclaves et le destructeur théorique de l'ancienne société [59].

S'il fut jamais un homme directement inspiré par Dieu, ce fut lui. S'il est une religion absolue, c'est la sienne. En retranchant des Évangiles quelques incohérences monstrueuses qui y furent évidemment introduites soit par la sottise des copistes, soit par l'ignorance des disciples, on y trouve, sous une forme populaire, toute la vérité divine : Dieu, esprit pur, Père éternel, créateur, maître suprême, Providence et Justice du monde ; son Fils unique, l'homme élu, l'homme qui, s'inspirant de son Saint Esprit, sauve le monde ; et cet Esprit divin, à la fin dévoilé, manifesté et montrant à tous les hommes la voie du salut éternel. Voilà la divine Trinité. À côté d'elle, l'homme,

59 Ne pas oublier que ce n'est pas Bakounine qui parle, mais Victor Cousin. — J. G.

doué d'une âme immortelle, libre et par conséquent responsable, appelé à un perfectionnement infini. Enfin la fraternité de tous les hommes *dans le ciel*, et leur égalité (*c'est-à-dire leur égale nullité*) devant Dieu, sont hautement proclamées. Il faudrait être bien difficile vraiment pour demander davantage.

Plus tard, ces vérités ont été sans doute malencontreusement travesties et dénaturées tant par l'ignorance et la sottise que par le zèle indiscret et trop souvent |260 même passionnément intéressé des théologiens, au point que, lorsqu'on lit certains traités de théologie, c'est à peine si on parvient à les reconnaître. Mais la vraie philosophie a précisément pour mission spéciale de les dégager de cet alliage humain et impur, et de les rétablir dans toute leur simplicité primitive, à la fois rationnelle et divine [60].

---

60 L'absurdité criante, révoltante de tous les métaphysiciens consiste précisément en ceci, qu'ils mettent toujours ces deux mots, *rationnel* et *divin*, ensemble, comme s'ils ne se détruisaient pas mutuellement. Les théologiens sont vraiment plus consciencieux et beaucoup plus conséquents et plus profonds qu'eux. Ils savent et ils osent dire hautement que, pour que Dieu soit un Être réel et sérieux, il faut absolument qu'il soit au-dessus de la raison humaine, la |261 seule que nous connaissions et dont nous ayons le droit de parler, et au-dessus de tout ce que nous appelons les lois naturelles. Car s'il n'était que cette raison et que ces lois, il ne serait en effet rien qu'une vaine dénomination nouvelle pour cette raison et pour ces lois : c'est-à-dire une niaiserie ou une hypocrisie, et, le plus souvent, à la fois l'une et l'autre. Il ne sert à rien de dire que la raison de l'homme est la même que celle de Dieu, seulement que, limitée dans l'homme, dans Dieu elle est absolue. Si la raison divine est absolue et la nôtre limitée, celle de Dieu est nécessairement au-dessus de la nôtre, ce qui ne peut signifier que ceci : la raison divine contient une infinité de choses que notre pauvre raison humaine est incapable de saisir, d'embrasser et encore moins de comprendre, *ces choses étant en contradiction avec la logique humaine*, parce que, si elles ne lui étaient pas contraires, rien ne nous empêcherait de les comprendre, mais alors la raison divine ne serait pas supérieure à la raison humaine. |262 On pourrait bien faire observer que cette différence et une supériorité relative existent même parmi les hommes, les uns parvenant à comprendre des choses que les

La révélation chrétienne servit de base à une civilisation nouvelle. Recommençant par le commencement, elle prit pour base et pour point de départ l'organisation d'une nouvelle théocratie, le règne absolu de l'Église. C'était fatal. L'Église, étant l'incarnation visible de la divine vérité et de la divine volonté, devait nécessairement gouverner le monde. Nous retrouvons aussi dans ce nouveau monde chrétien quatre

---

autres sont incapables de saisir, sans qu'il résulte de cela que la raison dont sont doués les uns soit différente de celle qui est départie aux autres. Il en résulte seulement qu'elle est moins développée chez les uns et beaucoup plus développée, soit par l'instruction, soit même par une disposition naturelle, chez les autres. On ne dira pas pourtant que les choses que comprennent les plus intelligents soient contraires à la raison des moins intelligents. Pourquoi donc se révolterait-on à l'idée d'un Être dont la raison aurait éternellement accompli son développement absolu ? Je réponds : D'abord parce que ces deux idées d'éternellement accompli et de développement s'excluent ; et surtout parce que le rapport de l'intelligence éternellement absolue de Dieu à la raison éternellement limitée de l'homme est tout autre que celui d'une intelligence humaine plus développée, mais tout de même limitée, à une intelligence moins développée et par conséquent encore plus limitée. Ici ce n'est qu'une différence toute relative, une différence de quantité, de plus ou de moins, qui ne détruit aucunement l'identité. L'intelligence humaine inférieure, en se développant davantage, peut et doit arriver à la hauteur de l'intelligence humaine supérieure. La distance qui sépare l'une de l'autre peut être, peut nous paraître, fort grande, mais, étant limitée, elle peut être diminuée et à la fin disparaître. Il n'en est pas ainsi entre l'homme et Dieu ; ils sont séparés par un abîme infini. Devant l'absolu, devant l'infini grandeur, toutes les différences des grandeurs limitées disparaissent et s'annulent ; ce qui est relativement le plus grand devient aussi petit que l'infiniment petit. Comparé avec Dieu, le plus grand génie humain est aussi bête que l'idiot. Donc la différence qui existe |263 entre la raison de Dieu et la raison de l'homme n'est pas une différence de quantité, c'est une différence de qualité. La raison divine est qualitativement autre que la raison humaine, et, lui étant infiniment supérieure, et s'imposant à elle comme une loi, elle l'anéantit, elle l'écrase. Donc les théologiens ont mille fois raison contre tous les métaphysiciens pris ensemble, lorsqu'ils disent qu'une fois l'existence de Dieu admise, il faut hautement proclamer la déchéance de la raison humaine, et que ce qui

classes qui correspondent aux castes de l'antiquité, mais qui nous apparaissent toutefois modifiées par l'esprit nouveau : la classe des prêtres, non héréditaire cette fois, mais se recrutant indifféremment dans toutes les classes ; la classe héréditaire des seigneurs féodaux, les guerriers ; celle de la bourgeoisie des villes, correspondant au peuple libre de l'antiquité ; et enfin la classe des serfs, les paysans taillables et corvéables à merci, remplaçant les esclaves, avec cette différence énorme qu'on ne les considère plus comme des choses, mais comme des êtres humains doués d'une âme immortelle, ce qui n'empêche pas les seigneurs de les traiter comme s'ils n'avaient |261 pas du tout d'âme.

En outre, nous trouvons dans la société chrétienne un fait nouveau : la séparation désormais inévitable de l'Église et de l'État. Cette séparation fut la conséquence naturelle du principe international, universellement humain (*inhumain, mais divin*), du christianisme. Tant que les cultes et les dieux étaient exclusivement nationaux, ils pouvaient, ils devaient même se fondre avec les États nationaux. Mais du moment que l'Église avait pris ce caractère d'universalité, la réalisation de l'État universel étant matériellement impossible (*et pourtant il ne devrait y avoir rien d'impossible pour Dieu !*), il a bien fallu que l'Église souffrît en dehors d'elle l'existence et l'organisation

---

est folie pour les plus grands génies humains est par cela même sagesse devant Dieu :

Credo quia absurdum.

Qui n'a pas le courage de prononcer ces paroles si sages, si énergiques, si logiques de Tertullien, doit renoncer à parler de Dieu.

Le Dieu des théologiens est un Être malfaisant, ennemi de l'humanité, comme le disait feu notre ami Proudhon. Mais c'est un Être sérieux. Tandis que le Dieu sans chair et sans os, sans nature, sans volonté, sans action, et surtout sans un grain de logique, des métaphysiciens, est l'ombre d'une ombre, un fantôme qu'on dirait être expressément ressuscité par les idéalistes modernes pour couvrir d'un voile complaisant les turpitudes du matérialisme bourgeois et la pauvreté désespérante de leur propre pensée.

Rien ne dénote autant l'impuissance, l'hypocrisie et la lâcheté de l'intelligence moderne de la bourgeoisie, que d'avoir adopté avec une unanimité si touchante ce Dieu de la métaphysique. (*Note de Bakounine.*)

d'États nationaux, soumis naturellement à sa direction suprême et n'ayant droit d'exister |262 qu'autant qu'elle les avait sanctionnés, mais ayant tout de même une existence séparée de la sienne. De là la lutte historiquement nécessaire entre deux institutions également divines, entre l'Église et l'État ; l'Église ne voulant reconnaître aucun droit à |263 à l'État qu'autant que ce dernier s'inclinait devant la suprématie de l'Église, et l'État proclamant, au contraire, qu'institué par Dieu même, aussi bien que l'Église, il ne devait relever que de Dieu.

|264 Dans cette lutte des États contre l'Église, la concentration de la puissance de l'État, représentée par la royauté, s'appuyait principalement sur les masses populaires plus ou moins asservies par les seigneurs féodaux, sur les serfs des campagnes en partie, mais surtout sur le peuple des villes, sur la bourgeoisie naissante et sur les corporations ouvrières ; tandis que l'Église trouvait des alliés très intéressés dans les seigneurs féodaux, ennemis naturels de la puissance centralisatrice de la royauté et partisans de la dissolution de l'unité nationale, de la dissolution de l'État. De cette triple lutte, religieuse, politique et sociale à la fois, naquit le protestantisme.

Le triomphe du protestantisme eut non seulement pour conséquence la séparation de l'Église et de l'État, mais encore, dans beaucoup de pays, même catholiques, l'absorption réelle de l'Église dans l'État, et par conséquent la formation des États monarchiques absolus, la naissance du despotisme moderne. Tel fut le caractère que prirent, à partir de la seconde moitié du dix-septième siècle, toutes les monarchies sur le continent de l'Europe.

À mesure que le pouvoir séparé de l'Église et l'indépendance féodale des seigneurs s'absorbèrent dans le droit suprême de l'État moderne, le servage tant collectif qu'individuel des classes populaires, bourgeoisie, corporations ouvrières et paysans y compris, dut nécessairement disparaître aussi, faisant progressivement place à l'établissement de la liberté civile de tous les citoyens, ou plutôt de tous les sujets de l'État (*ce qui veut dire* |265 *que le despotisme plus puissant,*

mais non moins brutal, et par conséquent plus systématiquement écrasant, de l'État succède à celui des seigneurs et de l'Église).

L'Église et la noblesse féodale, en s'absorbant dans l'État, en devinrent les deux corps privilégiés. L'Église tendit à se transformer de plus en plus en un instrument précieux de gouvernement non plus contre les États, mais au sein même et au profit exclusif des États. Elle reçut désormais de l'État l'importante mission de diriger les consciences, d'élever les esprits et de faire la police des âmes, non plus autant pour la gloire de Dieu que pour le bien de l'État. La noblesse, après avoir perdu son indépendance politique, devint courtisane de la monarchie et, favorisée par elle, s'empara du monopole du service de l'État, ne connaissant désormais d'autre loi que le bon plaisir du monarque. Église et aristocratie opprimèrent désormais les peuples non en leur propre nom, mais au nom et par la toute-puissance de l'État [61].

---

61 C'est précisément dans cette situation que se trouvent encore aujourd'hui l'Église et la noblesse en Allemagne. Ont également tort ceux qui parlent de l'Allemagne comme d'un pays féodal et ceux qui en parlent comme d'un État moderne : elle n'est ni féodale, ni tout à fait moderne. Elle n'est plus féodale, puisque la noblesse y a perdu depuis longtemps toute puissance séparée de l'État, et jusqu'au souvenir de son ancienne indépendance politique. Les derniers vestiges de la féodalité, représentés par les nombreux souverains de l'Allemagne, membres de la défunte Confédération germanique, vont disparaître bientôt. La Prusse est devenue très puissante et elle a bon appétit. Elle n'a fait qu'un déjeuner de ce pauvre roi de Hanovre, tous les |266 autres ensemble lui fourniront le dîner. Quant à la noblesse allemande, elle ne demande pas mieux que d'être asservie et que de servir. En la voyant faire, on dirait qu'elle n'a jamais fait d'autre métier. Laquais de grande maison, de maison princière si l'on veut, voilà sa nature. Elle en a la subordination, le zèle, l'arrogance, la passion. En retour de ces dispositions admirables, elle administre et gouverne toute l'Allemagne. Prenez l'almanach de Gotha, et voyez combien, parmi cette foule innombrable de fonctionnaires militaires et civils qui font la puissance et l'honneur de l'Allemagne, il y a de bourgeois ? À peine un sur vingt ou sur trente. Si donc l'État moderne signifie un État gouverné par les bourgeois, l'Allemagne n'est point moderne. Sous le rapport du

À côté de cette oppression politique des classes |266 inférieures, il y avait un autre joug qui pesait lourdement sur le développement de leur prospérité matérielle. L'État avait bien libéré les individus et les communes de la dépendance seigneuriale, mais il n'avait point |267 émancipé le travail populaire doublement asservi : dans les campagnes, par les privilèges qui restaient encore attachés à la propriété, ainsi que par les servitudes imposées aux cultivateurs de la terre ; et dans

---

gouvernement, elle en est encore au dix-huitième et au dix-septième siècle. Elle n'est moderne qu'au point de vue économique ; sous ce rapport, en Allemagne comme partout, ce qui domine, c'est le capital bourgeois. La noblesse allemande ne représente plus de système économique distinct de celui de la bourgeoisie. Ses rapports féodaux avec la terre et avec les travailleurs de la terre, fortement ébranlés par les réformes mémorables du baron de Stein en Prusse, ont été en plus grande partie emportés par les agitations politiques de 1830 et par la tourmente révolutionnaire de 1848 surtout. Il n'y a plus que le Mecklenburg, je pense, où ils se soient conservés, à moins qu'on ne veuille tenir compte de quelques majorats qui se maintiennent encore dans quelques grandes familles princières, et qui ne peuvent manquer de disparaître bientôt devant la toute-puissance envahissante du capital bourgeois. Contre cette toute-puissance, ni le comte de Bismarck avec toute son habileté satanique, ni le général Moltke avec toute sa |266 science stratégique, ni même leur empereur croquemitaine avec son armée chevaleresque, ne sauraient prévaloir, ni même lutter. La politique qu'ils feront sera sûrement favorable au développement des intérêts bourgeois et de l'économie moderne. Seulement cette politique sera faite non parles bourgeois, mais presque exclusivement par les nobles. En paraphrasant un mot célèbre, on peut caractériser cette politique ainsi :

Tout *pour* les bourgeois, rien *par* eux.

Car il ne faut pas se laisser induire en erreur par tous ces parlements allemands, tant particuliers que fédéraux, où les bourgeois sont appelés à voter. Il faut avoir la pédantesque naïveté des bourgeois allemands pour prendre ces jeux d'enfants au sérieux. Ce sont autant d'académies où on les laisse bavarder, pourvu qu'ils volent ce qu'on leur ordonne de voter ; et ils ne manquent jamais de voter comme on veut. Mais lorsqu'ils s'avisent de faire les récalcitrants, alors on se moque d'eux, comme le comte de Bismarck l'a fait pendant tant d'années de suite avec le parlement de la Prusse. Insulter le bourgeois est un plaisir qu'un Junker prussien ne se refuse jamais. Donc, pour me résumer, telle est la situation actuelle de l'Allemagne : c'est l'État absolu, despotique, tel qu'il s'est formé après la guerre de Trente ans, se servant, pour opprimer les masses, presque exclusivement de la noblesse et du clergé, et continuant à se moquer des bourgeois, à les maltraiter, à les insulter, mais faisant néanmoins leurs affaires. C'est pourquoi les bourgeois allemands, qui sont

les villes, par l'organisation corporative des métiers : |268 privilèges, servitudes et organisation qui, datant du moyen âge, entravaient l'émancipation définitive de la classe bourgeoise.

La bourgeoisie supporta ce double joug, politique et économique, avec une croissante impatience. Elle était devenue riche et intelligente, beaucoup plus riche et plus intelligente que la noblesse qui la gouvernait et qui la méprisait. Forte de ces deux avantages et soutenue par le peuple, la bourgeoisie se sentait appelée à devenir tout, et elle n'était encore rien. De là la Révolution.

Cette Révolution fut préparée par cette grande littérature du dix-huitième siècle, au moyen de laquelle la protestation philosophique, la protestation politique et la protestation économique, s'unissant dans une réclamation commune, puissante, impérieuse, énoncée hardiment au nom de l'esprit humain, créèrent l'opinion publique révolutionnaire, un engin de destruction bien autrement formidable que tous les chassepots, les fusils à aiguille et les canons perfectionnés d'aujourd'hui. À cette nouvelle puissance rien ne put résister. La Révolution se fit, engloutissant à la fois privilèges nobiliaires, autels et trônes.

12) Cette union si intime des réclamations pratiques avec le mouvement théorique des esprits au dix-huitième siècle établit une différence énorme entre les tendances révolutionnaires de cette époque et celles de l'Angleterre au dix-septième siècle. Elle contribua sans doute beaucoup à élargir la puissance de la Révolution, en lui imprimant un caractère international, universel. Mais, en même temps, elle eut pour conséquence d'entraîner le mouvement politique de la Révolution dans les erreurs que la théorie n'avait point su éviter. De même que la négation philosophique s'était fourvoyée en s'attaquant à Dieu et en se proclamant matérialiste et athée, |269 de même la négation politique et sociale, égarée par la même passion destructive, s'attaqua aux bases essentielles et premières de toute société, à l'État, à la famille et à la propriété,

d'ailleurs aguerris aux insultes, se garderont bien de se révolter jamais contre lui. (*Note de Bakounine.*)

osant se proclamer hautement anarchiste et socialiste : voir les hébertistes et Babeuf, et plus tard voir Proudhon et tout le parti des socialistes révolutionnaires. La Révolution se tua de ses propres mains, et, de nouveau, le triomphe de la démocratie déchaînée et désordonnée amena forcément celui de la dictature militaire.

Cette dictature ne put être de longue durée, la société n'étant ni désorganisée, ni morte, comme elle l'avait été à l'époque de l'établissement de l'empire des Césars. Les émotions violentes de 1789 et de 1793 l'avaient seulement fatiguée et momentanément épuisée, non anéantie. Privée de toute initiative sous le despotisme égalitaire et glorieux de Napoléon Ier, la bourgeoisie profita de ce loisir forcé pour se recueillir et pour développer davantage, en esprit, les germes féconds de liberté que le mouvement du siècle précédent avait déposés en son sein. Avertie par les expériences cruelles d'une révolution avortée, elle renonça aux principes exagérés de 1793, et, retournant à ceux de 1789, qui avaient été l'expression fidèle et vraie des vœux populaires, et non d'une secte, d'un parti, et qui contenaient en effet toutes les conditions d'une liberté, sage, raisonnable, pratique (*c'est-à-dire exclusivement bourgeoise, tout au profit de la bourgeoisie et au détriment du peuple, ce mot de « pratique », dans la bouche des bourgeois, ne signifiant jamais autre chose*), elle les rendit encore plus *pratiques*, en éliminant tout ce que la philosophie du dix-huitième siècle y avait introduit de trop vague (*c'est-à-dire de trop démocratique, de trop populaire et de trop humainement large*), et en les |270 modifiant (*c'est-à-dire en les rétrécissant*) selon les besoins et les conditions nouvelles de l'époque. De cette manière elle créa définitivement la *théorie du droit constitutionnel*, dont Montesquieu, Necker, Mirabeau, Mounier, Duport, Barnave, et tant d'autres, avaient été les premiers apôtres, et dont Mme de Staël et Benjamin Constant devinrent, sous l'Empire, les propagateurs nouveaux.

Lorsque la monarchie légitime, ramenée en France par la chute de Napoléon, voulut restaurer l'ancien régime, elle

rencontra l'opposition à la fois réfléchie et puissante de la classe bourgeoise qui, sachant désormais ce qu'elle voulait, et forte de sa modération même, défendit contre elle, pas à pas, les conquêtes immortelles et légitimes de la Révolution, l'indépendance de la société civile contre les prétentions saugrenues d'une Église retombée au pouvoir des Jésuites ; le maintien de l'abolition de tous les privilèges nobiliaires ; l'égalité de tous devant la loi ; enfin le droit du peuple de ne point être imposé sans son consentement, de participer au gouvernement et à la législation du pays et de contrôler les actes du pouvoir au moyen d'une représentation régulière, issue du libre voie de tous les citoyens actifs, c'est-à-dire possédants et éclairés, du pays. La monarchie légitime n'ayant pas voulu accepter franchement ces conditions essentielles du droit nouveau, elle tomba.

13) La monarchie de Juillet a réalisé enfin, dans toute sa plénitude, le vrai système de la liberté moderne. Sans doute, il y a des imperfections ; mais ce sont des imperfections qui sont naturellement attachées à toutes les institutions humaines. Celles qu'on trouve dans le système constitutionnel de Juillet doivent être attribuées principalement à l'insuffisance des lumières et de la pratique de la liberté, non seulement dans les masses, mais dans la bourgeoisie elle-même, et en partie peut-être aussi à l'insuffisance politique des hommes qui ont pris en mains |271 le pouvoir. Ces imperfections sont donc transitoires, elles doivent tomber sous l'influence d'une civilisation progressive. Mais le système en lui-même est parfait : il donne une solution pratique à toutes les questions, à toutes les aspirations légitimes, à tous les besoins réels de l'humaine société.

Il s'incline avant tout devant Dieu, cause de toute existence, source de toute vérité, et inspirateur invisible des bonnes pensées ; mais, tout en l'adorant en esprit, il ne veut plus permettre que des représentants infidèles et fanatiques de son autorité immuable oppriment et maltraitent le monde en son nom. Il ouvre, par la philosophie officiellement enseignée

dans toutes les écoles de l'État, à tous les individus intelligents et de bonne volonté, le moyen d'élever leur esprit et leur cœur jusqu'à la compréhension des vérités éternelles, sans avoir besoin désormais de recourir à l'intervention des prêtres. Les professeurs patentés de l'État prennent la place des prêtres, et l'Université devient en quelque sorte l'Église du public éclairé. Mais le système professe en même temps un respect éclairé pour toutes les Églises traditionnellement établies, les reconnaissant comme utiles et même indispensables, à cause de l'ignorance des masses populaires. Respectant la liberté des consciences, le système protège également tous les cultes anciens, à condition toutefois que leurs principes, leur morale et leur pratique ne soient pas en contradiction avec les principes, la morale et la pratique de l'État.

Le système reconnaît, comme base et comme condition absolue de la liberté, de la dignité et de la moralité humaines, la *doctrine du libre-arbitre*, c'est-à-dire de l'absolue spontanéité des déterminations de la volonté individuelle, et de la responsabilité de chacun pour ses actes ; d'où découle, pour la société, le droit et le devoir de punir.

Le système reconnaît la *propriété individuelle et héréditaire* et la *famille* comme les bases et les conditions réelles de la liberté, de la dignité et de la moralité des |272 hommes. Il respecte ce droit de propriété en chacun, sans lui poser d'autres limites que le droit égal des autres, ni d'autres restrictions que celles qui sont dictées par les considérations de l'utilité publique, représentée par l'État. La propriété, selon lui, est bien un droit naturel, antérieur à l'État ; mais elle ne devient un droit juridique qu'autant qu'elle est sanctionnée et garantie, comme tel, par l'État. Il est donc juste que l'État, en prêtant au propriétaire l'assistance de tous, lui impose des conditions qui sont commandées par l'intérêt de tous. Mais ces restrictions ou ces conditions doivent être de telle nature que, tout en modifiant, autant que cela devient absolument nécessaire, et pas davantage, le droit naturel du propriétaire, dans ses formes et manifestations différentes, elles ne puissent jamais en

affecter le fond. Car l'État est non la négation, mais bien au contraire la consécration et l'organisation juridique de tous les droits naturels, d'où il suit que, s'il les attaquait dans leur essence, dans leur fond, il se détruirait lui-même. (*Il garantit toujours ce qu'il trouve : aux uns, leur richesse, aux autres leur pauvreté ; aux uns, la liberté fondée sur la propriété, aux autres l'esclavage, conséquence fatale de leur misère ; et il force les misérables à travailler toujours et à se faire tuer au besoin pour augmenter et pour sauvegarder cette richesse des riches, qui est la cause de leur misère et de leur esclavage. Telle est la vraie nature et la vraie mission de l'État.*)

Il en est de même de la famille, d'ailleurs si indissolublement liée, par son principe aussi bien que dans le fait, au principe et au fait de la propriété individuelle et héréditaire. L'autorité de l'époux et du père constitue un droit naturel. La société, représentée par l'État, la consacre juridiquement. Mais en même temps elle pose certaines limites au pouvoir naturel de l'un et de l'autre, pour sauvegarder un autre droit naturel, celui de |273 [62] la liberté individuelle des membres subordonnés de la famille, c'est-à-dire de la mère et des enfants. Et c'est précisément en lui imposant ces limites qu'elle le consacre, le convertit en droit juridique et donne force de loi à l'autorité maritale et paternelle. Le système considère la famille juridique, fondée sur cette double autorité et sur la propriété juridiquement héréditaire, comme la base essentielle de toute morale, de toute civilisation humaine, de l'État.

Il considère l'État comme une institution divine, en ce sens qu'il a été fondé et développé successivement, dès le commencement de l'histoire, par la raison divine, objective, qui est inhérente à l'humanité, considérée comme un tout, et dont les individus historiques qui ont contribué soit à sa fondation,

62 Au verso du feuillet 273, Bakounine a écrit ces lignes (le 18 mars 1871), en me faisant l'envoi de ce feuillet et des douze feuillets suivants : « 13 pages, 273-285 inclusivement. Je pars demain pour Florence, reviendrai dans dix jours. Adresse tes lettres toujours à Locarno. — Quand pars-tu ? Attends de tes nouvelles. J'embrasse Schwitz. — Ton M. B. »

soit à son développement, n'ont été que les interprètes divinement inspirés. Il considère l'État comme la forme inévitable, permanente, unique, absolue, de l'existence collective des hommes, c'est-à-dire de la société ; comme la condition suprême de toute civilisation, de tout progrès humain, de la justice, de la liberté, de la commune prospérité ; en un mot, comme la seule réalisation possible de l'humanité. (*Et pourtant, il est évident, comme je le démontrerai plus tard, que l'État est la négation flagrante de l'humanité*.)

Représentant de la raison publique, du bien public, et du droit de tout le monde, organe suprême du développement collectif, tant matériel qu'intellectuel et moral, de la société, l'État doit être armé, vis-à-vis de tous les individus, d'une grande autorité et d'une formidable puissance. Mais il résulte du principe même de l'État que cette autorité, cette puissance ne sauraient, sans détruire son objet et sa base, tendre à la destruction |274 du droit naturel des hommes. Si l'État modifie et limite en partie la liberté naturelle de chaque individu, ce n'est que pour la renforcer davantage par la garantie de cette puissance collective dont il est le seul représentant légitime, ce n'est que pour la consacrer, pour la civiliser et pour la convertir, en un mot, en liberté juridique ; la liberté naturelle étant la liberté des sauvages, et la liberté juridique étant seule digne des hommes civilisés. L'État est donc en quelque sorte l'Église de la civilisation moderne, et les avocats en sont les prêtres. D'où il résulte avec évidence que le meilleur gouvernement est celui des avocats.

Dans la liberté politique et juridique, dont l'organisation constitue proprement le but de l'État, se marient les deux principes fondamentaux de toute société humaine, principes qui semblent absolument opposés, au point de s'exclure, et qui pourtant sont tellement inséparables l'un de l'autre que l'un ne saurait exister sans l'autre : le principe de l'autorité et celui de la *liberté*. (*Oui, ils se marient si bien dans l'État, que le premier détruit toujours le second, et que, là où il le laisse partiellement subsister au profit d'une minorité quelconque, ce*

n'est plus comme liberté, mais comme privilège. L'État convertit donc ce que l'on est convenu d'appeler la liberté naturelle des hommes en esclavage pour tous et en privilège pour quelques-uns.)

Dès le commencement de l'histoire, pendant une longue suite de siècles, c'est le principe de l'autorité qui domina presque exclusivement, de sorte que le principe de la liberté n'eut pendant très longtemps d'autre moyen de se produire que la révolte, et cette révolte fut poussée, à la fin du dix-huitième siècle, jusqu'à la négation complète du principe d'autorité, ce qui eut pour conséquence, comme on sait, la résurrection de ce dernier, sa domination de nouveau exclusive, sous l'Empire, et plus modérée, sous la monarchie légitime restaurée, jusqu'à ce qu'il fut vaincu |275 de nouveau par une dernière révolte du principe de la liberté. Mais cette fois la liberté, devenue elle-même plus modérée et plus sage (*c'est-à-dire bourgeoise et seulement bourgeoise*), ne tenta plus la destruction impossible de l'autorité salutaire et si nécessaire de l'État ; elle s'allia avec elle, au contraire, pour fonder la monarchie de Juillet, la Charte-vérité [63].

L'État, comme institution divine, est par la grâce de Dieu. Mais la monarchie ne l'est pas. Ce fut précisément la grande erreur de la Restauration d'avoir voulu identifier, d'une manière absolue, la forme monarchique et la personne du monarque avec l'État. La monarchie de Juillet fut une institution non divine, mais utilitaire, préférée à la République parce qu'elle fut trouvée plus conforme aux mœurs de la France et qu'elle était rendue nécessaire surtout par la grande ignorance du peuple français. Aussi le plus beau titre de gloire dont put se prévaloir le roi sorti de la révolution de 1830, Louis- Philippe, ce fut celui de *La meilleure des Républiques*, titre équivalent à peu près à celui de *Roi galant homme*, donné plus tard au roi Victor-Emmanuel en Italie.

Le droit divin, le droit collectif, réside donc uniquement

63 Allusion au mot de Louis-Philippe à son avènement : « La Charte sera désormais une vérité ». — J. G.

dans l'État, quelle que soit sa forme, monarchique ou républicaine. Ses deux principes constitutifs, celui de l'autorité et celui de la liberté, avant chacun une organisation séparée et se complétant mutuellement, forment dans l'État un tout organique.

L'autorité et la puissance de l'État, puissance si nécessaire, soit pour le maintien du droit et de l'ordre public à l'intérieur, soit pour la défense du pays contre les ennemis extérieurs, sont représentées par « cette magnifique centralisation » (*Propres paroles de M. Thiers, mises aujourd'hui en action par M. Gambetta ; elles expriment l'intime conviction, pour ne point dire le culte, de tous les libéraux doctrinaires, autoritaires*, |276 *l'immense majorité des républicains de France*), par cette splendide machine politique, militaire, administrative, judiciaire, financière, policière, universitaire et voire même religieuse de l'État, bureaucratiquement organisée, fondée par la Révolution sur les ruines de l'ancien particularisme des provinces, et constituant toute la force du pouvoir moderne.

La liberté politique est représentée dans l'État par un corps législatif, issu de la libre élection du pays et régulièrement convoqué. Ce corps a non seulement pour mission de régler les dépenses et de participer, comme le seul représentant légitime de la souveraineté nationale, à la législation, mais il exerce encore, au nom de cette même souveraineté, un contrôle permanent sur tous les actes du pouvoir, et une influence générale, positive, dans toutes les affaires et transactions tant intérieures qu'extérieures du pays. Les divers modes d'organisation de ce droit dépendent beaucoup moins du principe que d'une quantité de circonstances locales et passagères, des mœurs, du degré d'instruction, des conditions et des habitudes politiques d'un pays. Logiquement parlant, dans un pays unitaire et centralisé, comme la France par exemple, il ne devrait y avoir qu'une seule Chambre. Une première Chambre ou Chambre haute n'a de raison d'être que dans un pays où l'aristocratie nobiliaire constitue encore une

classe juridiquement et socialement séparée, comme en Angleterre, ou bien dans des pays, comme les États-Unis et la Suisse, où les provinces (les cantons, les États) ont conservé au sein même de l'unité politique une existence autonome ; mais non pas dans un pays comme la France, où tous les citoyens sont proclamés égaux devant le droit commun, et où toutes les autonomies provinciales se sont dissoutes dans une centralisation qui n'admet aucune ombre d'indépendance et de différence, ni collectives ni individuelles. La création d'une Chambre des pairs, |277 nommés à vie par le roi, ne s'explique donc, dans la constitution de 1830, que comme une mesure de prudence que la nation a cru devoir prendre contre elle-même, comme une sorte d'entrave qu'elle a sagement posée à son propre tempérament par trop révolutionnaire. (*Il en résulte toujours ceci, que cette Chambre haute, — Chambre des pairs, Sénat, — n'ayant aucune raison organique d'existence, aucune racine dans le pays, qu'elle ne représente en aucune manière ; n'ayant, par conséquent, aucune puissance, ni matérielle, ni morale, qui lui soit propre, n'existe jamais que par le bon plaisir du pouvoir exécutif, et seulement comme une succursale de ce dernier. C'est un instrument très utile pour paralyser, pour annuler souvent la puissance de la Chambre proprement populaire, la soi-disant représentation de la liberté nationale ; pour faire du despotisme avec des formes constitutionnelles, comme nous l'avons vu faire en Prusse et comme nous le verrons faire encore longtemps en Allemagne. Mais elle ne peut rendre ce service au pouvoir qu'autant que ce dernier est fort par lui-même ; elle n'ajoute rien à sa force, n'étant elle-même forte que par le pouvoir, comme la bureaucratie. Aussi, toutes les fois qu'éclate une révolution, elle s'évanouit comme une ombre*.)

Il en est de même dans cette autre question, si importante, du suffrage restreint ou du suffrage universel. Logiquement, on pourrait revendiquer pour tous les citoyens majeurs le droit d'élection, et il n'est point de doute que plus l'instruction et le bien-être se répandront dans les masses (*ce qui, heureusement*

pour les exploiteurs, ne pourra jamais arriver, tant que durera le gouvernement des classes privilégiées, ou, en général, tant qu'existeront les États), et plus ce droit devra s'étendre aussi. Mais dans les questions pratiques, et surtout dans celles qui ont pour objet le bon gouvernement et la prospérité d'un pays, les considérations du droit formel doivent céder le pas à celles de l'intérêt public.

|278 Il est évident que les masses ignorantes subissent trop facilement l'influence pernicieuse des charlatans. (*Voir l'influence des prêtres et des gros propriétaires dans les campagnes, et celle des avocats et des fonctionnaires de l'État dans les villes*.) Elles n'ont aucun moyen matériel de connaître le caractère, les vraies pensées et les réelles intentions des individus (*des politiciens de toutes les couleurs*) qui se recommandent à leur suffrage ; la pensée et la volonté des masses sont presque toujours la pensée et la volonté de ceux qui trouvent un intérêt quelconque à les inspirer, soit d'une manière, soit d'une autre [64]. D'un autre côté, le prolétariat, qui

64 J'avoue que je partage cette opinion des libéraux doctrinaires, qui est aussi celle de beaucoup de républicains modérés. J'en tire seulement des conclusions diamétralement opposées à celles qu'en déduisent les uns et les autres. J'en conclus à la nécessité de l'abolition de l'État, comme d'une institution nécessairement oppressive pour le peuple, alors même qu'elle se donne le suffrage universel pour base, il est clair, pour moi, que le suffrage universel, tant préconisé par M. Gambetta, — et pour cause, M. Gambetta étant le dernier représentant inspiré et croyant de la politique avocassière et bourgeoise, — que le suffrage universel, dis-je, est l'exhibition à la fois la plus large et la plus raffinée du charlatanisme politique de l'État ; un instrument dangereux, sans doute, et qui demande une grande habileté de la part de celui qui s'en sert, mais qui, si on sait bien s'en servir, est le moyen le plus sûr de faire coopérer les masses à l'édification de leur propre prison. Napoléon III a fondé toute sa puissance sur le suffrage universel, qui n'a jamais trompé sa confiance. Bismarck en a fait la base de son Empire knouto-germanique. Je reviendrai plus amplement sur cette question, qui constitue, selon moi, le point principal et décisif qui sépare les socialistes révolutionnaires non seulement des républicains radicaux, mais encore de toutes les écoles des socialistes doctrinaires et autoritaires. (*Note de Bakounine.*)

constitue pourtant une grande partie de la population, ne possédant rien, n'ayant absolument rien à perdre, n'a aucun intérêt à la conservation de l'ordre public et, par conséquent, ne saurait être de bons députés. Il préfère toujours des démagogues aux hommes de la conservation. Pour être efficace et sérieuse, la représentation d'un pays doit être la fidèle expression de sa pensée et de sa volonté. Mais cette pensée et cette volonté ne résident réellement, à l'état de conscience, que dans les classes intelligentes et possédantes d'un pays, qui seules sont capables d'embrasser par leur pensée réfléchie tous les intérêts de l'État, et qui seules s'intéressent vivement au maintien des lois et de la tranquillité publique. (*Cela est parfaitement juste, et nul ne saurait* |279 *mettre en doute la capacité politique de la classe bourgeoise. Il est certain qu'elle sait beaucoup mieux que le prolétariat ce quelle veut et ce qu'elle doit désirer, et cela pour deux raisons : d'abord, parce qu'elle est beaucoup plus instruite que ce dernier, qu'elle a plus de loisir et beaucoup plus de moyens de toutes sortes de connaître les gens qu'elle élit ; et ensuite, et c'est même là la raison principale, parce que son but n'est point nouveau ni immensément large, comme celui du prolétariat ; il est au contraire tout connu, et complètement déterminé aussi bien par l'histoire que par toutes les conditions de sa situation présente : ce but, c'est le maintien de sa domination politique et économique. Il est si clairement posé qu'il est très facile de savoir et de deviner lequel des candidats qui briguent le suffrage de la bourgeoisie sera capable de la bien servir, lequel non. il est donc certain ou presque certain que la bourgeoisie sera toujours représentée selon les désirs les plus intimes de son cœur. Mais ce qui est non moins certain, c'est que cette représentation, excellente au point de vue de la bourgeoisie, sera détestable au point de vue des intérêts populaires. Les intérêts bourgeois étant absolument opposés à ceux des masses ouvrières, il est certain qu'un parlement bourgeois ne pourra jamais faire autre chose que de légiférer l'esclavage du peuple, et de voter toutes les mesures qui auront*

pour but d'éterniser sa misère et son ignorance. Il faut être bien naïf, vraiment, pour croire qu'un parlement bourgeois puisse voter, librement, dans le sens de l'émancipation intellectuelle, matérielle et politique du peuple. A-t-on jamais vu dans l'histoire qu'un corps politique, qu'une classe privilégiée se soit suicidée, ait sacrifié le moindre de ses intérêts et de ses soi-disant droits, par amour de la justice et | 280 *de l'humanité ? Je crois avoir déjà fait observer que même cette fameuse nuit du 4 août, où la noblesse de France a généreusement sacrifié ses privilèges sur l'autel de la patrie, n'a été rien qu'une conséquence forcée et tardive du soulèvement formidable des paysans, qui mettaient partout le feu aux parchemins et aux châteaux de leurs seigneurs et maîtres. Non, les classes ne se sont jamais sacrifiées et ne le feront jamais, parce que c'est contraire à leur nature, à leur raison d'être, et rien ne se fait et ne peut se faire contre la nature et contre la raison. Bien fou donc serait celui qui attendrait d'une assemblée privilégiée quelconque des mesures et des lois populaires !*)

De tout ce qui vient d'être dit, il résulte qu'il est parfaitement légitime, sage, nécessaire, de restreindre, dans la pratique, le droit d'élection. Mais le meilleur moyen de le restreindre, c'est d'établir un *cens électoral*, une sorte d'échelle mobile [65] politique, dont voici la double utilité : d'abord, il sauvegarde le corps électoral contre la pression brutale des masses ignorantes ; et, en même temps, il ne lui permet pas de se constituer en corps aristocratique et fermé, en le tenant toujours ouvert à tous ceux qui, par leur intelligence, l'énergie de leur travail et la sagesse de leurs épargnes, ont su acquérir une propriété soit mobilière, soit immobilière, payant le chiffre voulu de contributions directes. Ce système, il est vrai, offre cet inconvénient d'exclure du corps électoral un nombre assez considérable de capacités ; et, pour parer à cet inconvénient, on

65 On appelait « échelle mobile », en Angleterre, le système appliqué à la taxe sur les céréales, taxe dont le taux s'élevait ou s'abaissait selon l'abondance ou l'insuffisance de la récolte. — J. G.

avait proposé d'admettre aussi les capacités. Mais outre la difficulté qu'il y aurait à déterminer quelles sont les capacités réelles, à moins qu'on ne reconnût comme capables tous ceux qui ont obtenu leur diplôme du collège, il y a une considération plus importante encore qui s'oppose à cette adjonction des soi-disant capacités. Pour être un bon électeur, |281 il ne suffit pas d'être intelligent, d'être instruit, d'avoir même beaucoup de talent, il faut encore et avant tout être moral. Mais comment se prouve la moralité d'un homme ? Par sa capacité d'acquérir la propriété quand il est né pauvre, ou de la conserver et de l'augmenter, lorsqu'il a eu le bonheur de l'hériter [66].

---

66 Voilà le fond intime de la conscience et de toute la morale bourgeoise. Je n'ai pas besoin de faire observer combien il est contraire au principe fondamental du christianisme, qui, méprisant les biens de ce monde (c'est l'Évangile qui fait profession de les mépriser, non les prêtres de l'Évangile), défend d'amasser des trésors sur la terre, parce que, dit-il, « là où sont vos trésors, là est votre cœur », et qui commande d'imiter les oiseaux du ciel, qui ne labourent ni ne sèment, mais qui vivent tout de même. J'ai toujours admiré la capacité merveilleuse des protestants, de lire ces paroles évangéliques dans leur propre langue, de faire très bien leurs affaires, et de se considérer néanmoins comme des chrétiens très sincères. Mais passons. Examinez avec attention dans leurs moindres détails les rapports sociaux, tant publics que privés, les discours et les actes de la bourgeoisie de tous les pays, vous y trouverez profondément, naïvement implantée cette conviction fondamentale, que *l'honnête homme, l'homme moral, c'est celui qui sait acquérir, conserver et augmenter la propriété, et que le propriétaire seul est vraiment digne de respect*. En Angleterre, pour avoir le droit d'être appelé un *gentleman*, il faut deux conditions : c'est d'aller à l'église, mais surtout d'être propriétaire. Il y a dans la langue anglaise une expression très énergique, très pittoresque, très naïve : *Cet homme vaut tant*, c'est-à-dire cinq, dix, cent mille livres sterling. Ce que les Anglais [et les Américains] disent dans leur brutale naïveté, tous les bourgeois du monde le pensent. Et l'immense majorité de la classe bourgeoise, en Europe, en Amérique, en Australie, dans toutes les colonies européennes clair |282 semées dans le monde, le pense si bien, qu'elle ne se doute même pas de la profonde immoralité et inhumanité de cette pensée. Cette naïveté dans la dépravation est une excuse très sérieuse en faveur de la bourgeoisie. C'est une dépravation collective qui s'impose comme une loi morale absolue à tous les individus qui font

La morale a pour base la famille ; mais la famille a pour base et pour condition réelle la propriété ; donc il est |285 [67] évident que la propriété doit être considérée comme la condition et la preuve de la valeur morale d'un homme. Un individu intelligent, énergique, honnête, ne manquera jamais d'acquérir cette propriété qui est la condition sociale nécessaire de la *respectabilité* du citoyen et de l'homme, la manifestation

---

partie de cette classe ; et cette classe embrasse aujourd'hui tout le monde, prêtres, noblesse, artistes, littérateurs, savants, fonctionnaires, officiers militaires et civils, bohèmes artistiques et littéraires, chevaliers d'industrie et commis, même les ouvriers qui s'efforcent à devenir des bourgeois, tous ceux en un mot qui veulent parvenir *individuellement* et qui, fatigués d'être enclumes, solidairement avec des millions d'exploités, veulent, espèrent devenir marteaux à leur tour, — tout le monde enfin, excepté le prolétariat. Cette pensée, étant si universelle, est une véritable grande puissance immorale, que vous retrouvez au fond de tous les actes politiques et sociaux de la bourgeoisie, et qui agit d'une manière d'autant plus malfaisante, pernicieuse, qu'elle est considérée comme la mesure et la base de toute moralité. Elle excuse, elle explique, elle légitime en quelque sorte les fureurs bourgeoises et tous les crimes atroces que les bourgeois ont commis, en juin 1848 contre le prolétariat. Si, en défendant les privilèges de la propriété contre les ouvriers socialistes, ils n'avaient cru défendre seulement que leurs intérêts, ils se seraient montrés sans doute non moins furieux, mais ils n'auraient pas trouvé en eux cette énergie, ce courage, cette implacable passion et cette unanimité de la rage qui les ont fait vaincre en 1848. Ils ont trouvé en eux toute cette force, parce qu'ils ont été sérieusement, |283 profondément convaincus qu'en défendant leurs intérêts, ils défendaient en même temps les bases sacrées de la morale ; parce que très sérieusement, plus sérieusement qu'ils ne le savent eux-mêmes peut-être, *la Propriété est tout leur Dieu*, leur Dieu unique, et qui a remplacé depuis longtemps dans leurs cœurs le Dieu céleste des chrétiens ; et, comme jadis ces derniers, ils sont capables de souffrir pour lui le martyre et la mort. La guerre implacable et désespérée qu'ils font et qu'ils feront pour la défense de la propriété n'est donc pas seulement une guerre d'intérêts, c'est, dans la pleine acception de ce mot, une guerre religieuse, et l'on sait les fureurs, les atrocités dont les guerres religieuses sont capables (I). La propriété est un Dieu ; ce Dieu a déjà sa théologie (qui s'appelle la politique des États et le droit juridique), et nécessairement aussi sa morale, et l'expression la plus

de sa force virile, le signe visible de ses capacités en même temps que de ses dispositions et de ses intentions honnêtes. L'exclusion des capacités non propriétaires est donc, non seulement dans le fait, mais encore en principe, une mesure parfaitement légitime. C'est un stimulant pour les individus réellement honnêtes et capables, et une juste punition pour ceux qui, étant capables d'acquérir la propriété, négligent ou

---

juste de cette morale c'est précisément cette expression : « Cet homme vaut tant ». La propriété-Dieu a aussi sa métaphysique. C'est la science des économistes bourgeois. Comme toute métaphysique, elle est une sorte de clair-obscur, une transaction entre le mensonge et la vérité, toujours au profit du premier. Elle cherche à donner au mensonge une apparence de vérité, et elle fait aboutir la vérité au mensonge. L'économie politique cherche à sanctifier la propriété par le travail, et à la représenter comme la réalisation, comme le fruit du travail. Si elle réussit à le faire, elle sauve la propriété et le monde bourgeois. Car le travail est sacré, et tout ce qui est fondé sur le travail est bon, juste, moral, humain, légitime. Seulement, il faut avoir |284 une foi bien robuste pour accepter cette doctrine. Car nous voyons l'immense majorité des travailleurs privée de toute propriété ; et ce qui est plus, nous savons, de l'aveu même des économistes et par leurs propres démonstrations scientifiques, que dans l'organisation économique actuelle, dont ils sont les défenseurs passionnés, *les masses ne pourront jamais arriver à la propriété*, que leur travail par conséquent ne les émancipe et ne les ennoblit pas, puisque, malgré tout ce travail, elles sont condamnées à rester éternellement en dehors de la propriété, c'est-à-dire en dehors de la moralité et de l'humanité. D'un autre côté, nous voyons que les propriétaires les plus riches, par conséquent les citoyens les plus dignes, les plus humains, les plus moraux et les plus respectables, sont précisément ceux qui travaillent le moins, ou qui ne travaillent pas du tout. On répond à cela qu'aujourd'hui il est impossible de rester riche, de conserver et encore moins d'augmenter sa fortune, sans travailler. Bien, mais entendons-nous : il y a travail et travail ; il y a le travail de la production, et il y a le travail de l'exploitation. Le premier est celui du prolétariat, le second celui des propriétaires, en tant que propriétaires. Celui qui fait valoir ses terres, cultivées par les bras d'autrui, exploite le travail d'autrui ; celui qui fait valoir ses capitaux, soit dans l'industrie, soit dans le commerce, exploite le travail d'autrui. Les banques qui s'enrichissent par les mille transactions du crédit, les boursiers qui gagnent à la Bourse, les

dédaignent de le faire. Cette négligence, ce dédain, ne peuvent avoir pour source que la paresse, la lâcheté, ou l'inconséquence du caractère, l'inconsistance de l'esprit. Ce sont là des individus fort dangereux ; plus leurs capacités sont grandes, et plus ils sont condamnables et plus sévèrement ils doivent être châtiés ; car ils portent la désorganisation et la démoralisation dans la société. (*Pilate a eu tort d'avoir fait pendre Jésus-Christ pour ses opinions religieuses et politiques ; il aurait dû le faire jeter en prison comme fainéant et comme vagabond*.) Des hommes qui sont doués de capacités, et qui [68] |286 ne font pas fortune, peuvent devenir sans doute des démagogues fort dangereux, mais jamais d'utiles citoyens.

L'État ainsi constitué est la première condition ou la base, et, en même temps, le but suprême de toute civilisation

---

actionnaires qui touchent de gros dividendes sans remuer un doigt ; Napoléon III qui est devenu un propriétaire si riche et qui a rendu riches toutes ses créatures ; le roi Guillaume Ier qui, fier de ses victoires, se prépare à prélever |285 des milliards sur cette pauvre France, et qui déjà s'enrichit et enrichit ses soldats par le pillage ; tous ces gens sont des travailleurs, mais quels travailleurs, bons dieux ! Des exploiteurs de routes, des travailleurs de grands chemins. Et encore, les voleurs et les brigands ordinaires sont-ils plus sérieusement travailleurs, puisqu'au moins, pour s'enrichir, ils font usage de leurs propres bras.

Il est évident, pour qui ne veut pas être aveugle, que le travail productif crée les richesses et donne au travailleur la misère ; et que seul le travail improductif, exploitant, donne la propriété. Mais puisque la propriété, c'est la morale, il est clair que *la morale, telle que l'entendent les bourgeois, consiste dans l'exploitation du travail d'autrui*. (*Note de Bakounine*.)

(I) Ceci était écrit à la veille de la Commune. — J. G.

67 Bakounine n'a point placé de texte dans le haut des feuillets 282, 283 et 284, qui sont occupés tout entiers par la continuation de la note commencée au feuillet 281. — J. G.

68 Le feuillet 285 est le dernier qui m'ait été envoyé par Bakounine (envoi du 18 mars 1871) ; il avait gardé par devers lui le feuillet 286 et quelques uns de ceux qui le suivent, et qui étaient déjà écrits avant son départ pour Florence. À son retour, il continua la rédaction de la note qui commence au feuillet 286, et la poussa jusqu'au feuillet 340, où le manuscrit s'interrompt. — J. G.

humaine. Il en est la plus sublime expression *sur cette terre*. En dehors de l'État, point de civilisation ou d'humanisation possible des hommes, considérés tant au point de vue individuel, comme êtres séparément libres, qu'au point de vue collectif, comme humaine société. Chacun se doit à l'État, puisque l'État est la condition suprême de l'humanité de chacun et de tous. L'État s'impose donc à chacun comme le représentant unique du bien, du salut, de la justice de tous. Il limite la liberté de chacun au nom de la liberté de tous, les intérêts individuels de chacun au nom de l'intérêt collectif de la société tout entière [69].

. . . . . .

(Ici s'interrompt le *texte* du manuscrit de Bakounine.)

---

69 C'est au nom de cette fiction, qui s'appelle tantôt l'intérêt collectif, le droit collectif, ou la volonté et la liberté collectives, que les absolutistes jacobins, les révolutionnaires de l'école de J.-J. Rousseau et de Robespierre, proclament la théorie menaçante et inhumaine du droit absolu de l'État, tandis que les absolutistes monarchiques l'appuient avec beaucoup plus de conséquence logique sur la grâce de Dieu. Les doctrinaires libéraux, au moins ceux parmi eux qui prennent les théories libérales au sérieux, partant du principe de la liberté individuelle, se posent tout d'abord, comme on sait, en adversaires de celui de l'État Ce sont eux qui ont dit les premiers que le gouvernement, c'est-à-dire |287 le corps des fonctionnaires (*Note de Bakounine.*)

(La suite de cette *Note*, suite qui s'étend du feuillet 287 jusqu'au feuillet 340 et dernier du manuscrit, a été imprimée, en 1895, par Max Nettlau, au tome Ier des *Œuvres*, de la p. 264, ligne 7, jusqu'à la p. 326, sous le titre, emprunté à Reclus et Cafiero, de *Dieu et l'État* : mais c'est ici qu'il faut replacer, par l'imagination, le contenu de ces feuillets 287-340. — J. G.)

AVERTISSEMENT

À la suite de la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*, je place le contenu des feuillets 82-256 du manuscrit *primitif*, feuillets écrits en novembre et décembre 1870. Lorsque Bakounine, revenant à son plan original, eut donné pour continuation aux 80 premiers feuillets de son manuscrit la suite écrite du 22 janvier au 15 avril 1871, il décida en même temps de placer, à la fin de *L'Empire knouto-germanique*, comme un *Appendice*, les pages de philosophie dont la rédaction avait précédé celle de la continuation définitive de cet ouvrage. En conséquence, pour me conformer à l'intention de l'auteur, j'imprime ici les *Considérations philosophiques sur le fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme* (feuillets 105-256 du manuscrit primitif) ; et je les fais précéder des feuillets 82-104 de ce même manuscrit, feuillets par lesquels l'*Appendice* est rattaché au manuscrit de *L'Empire knouto-germanique*, dont il se trouve faire partie intégrante.

J. G.

APPENDICE

CONSIDÉRATIONS PHILOSOPHIQUES SUR LE FANTÔME DIVIN, SUR LE MONDE RÉEL ET SUR L'HOMME

Précédé du contenu des feuillets 82-104 [70]

|82 [71] La Révolution d'ailleurs n'est ni vindicative, ni sanguinaire. Elle ne demande ni la mort, ni même la transportation en masse, et pas même individuelle, de toute cette tourbe bonapartiste qui, armée de moyens puissants, et beaucoup mieux organisée que la République elle-même,

---

70 Les *Considérations philosophiques*, comme l'explique l'Avertissement, ne commencent qu'avec le feuillet 105 du manuscrit ; mais il était nécessaire d'imprimer aussi la portion de ce manuscrit qui précède ces *Considérations*, c'est-à-dire les feuillets 82-104. — J. G.

71 Avant l'alinéa commençant par les mots « La Révolution d'ailleurs... », le haut du feuillet 82 de ce fragment de manuscrit (82-256) est occupé par quatre lignes, biffées, fin d'un chapitre dont la conclusion se retrouve, plus étendue, aux feuillets 81 *nouveau* et 82 *nouveau* du grand manuscrit (voir *L'Empire knouto-germanique*, pages 384-386 de la réimpression, tome II des *Œuvres*). Voici ces lignes biffées, dont les trois dernières ont été reproduites presque textuellement par l'auteur au feuillet 82 de la dernière rédaction (page 386, lignes 13-16, tome II des *Œuvres*) :

« ...malgré toutes leurs antipathies, opter pour la Révolution. Et ne seront-ils pas des traîtres eux-mêmes, si, par haine de la Révolution, ils livrent ou au moins laissent livrer la France aux Prussiens ? »

Un filet sépare ces quatre lignes de l'alinéa qui les suit et qui commence un autre chapitre. Mais, tandis que dans la dernière rédaction, cet alinéa (emprunté au manuscrit de Marseille) commence par les mots : « Voici bientôt un mois que le régime impérial, renversé par les baïonnettes prussiennes, a croulé dans la boue... », début d'une longue invective adressée aux hommes du régime bonapartiste, l'alinéa de la première rédaction : « La Révolution d'ailleurs n'est ni vindicative ni sanguinaire... » conduit le lecteur dans un autre ordre d'idées. — J. G.

conspire ouvertement contre cette République, contre la France. Elle ne demande que l'emprisonnement de tous les bonapartistes, *par simple mesure de sûreté générale*, jusqu'à la fin de la guerre, *et jusqu'à ce que ces coquins et ces coquines aient dégorgé les neuf dixièmes au moins des richesses qu'ils ont volées à la France*. Après quoi, elle leur permettrait de s'en aller en toute liberté où ils veulent, en laissant même quelques mille livres de rente à chacun afin qu'ils puissent nourrir leur vieillesse et leur honte. Vous le voyez, ce serait une mesure nullement cruelle, mais très efficace, au plus haut degré juste, et absolument nécessaire au point de vue du salut de la France.

La Révolution, depuis qu'elle a revêtu le caractère socialiste, a cessé d'être sanguinaire et cruelle. Le peuple n'est point du tout cruel, ce sont les classes privilégiées qui le sont. Par moments il se lève, furieux de toutes les tromperies, de toutes les vexations, de toutes les oppressions et tortures dont il est la victime, et alors il s'élance comme un taureau enragé, ne voyant plus rien devant lui et brisant tout sur son passage. Mais ce sont des moments très rares et très courts. Ordinairement il est bon et humain. Il souffre trop lui-même pour ne point compatir aux souffrances. Souvent, hélas ! trop souvent, il a servi d'instrument à la fureur systématique des classes privilégiées. Toutes ces idées nationales, religieuses et politiques pour lesquelles |83 il a versé son propre sang et le sang de ses frères, les peuples étrangers, n'ont jamais servi que les intérêts de ces classes, et ont toujours tourné en nouvelle oppression et exploitation contre lui. Dans toutes les scènes furieuses de l'histoire de tous les pays, où les masses populaires, enragées jusqu'à la frénésie, s'entre-détruisirent, vous retrouverez toujours, derrière ces masses, des agitateurs et des directeurs appartenant aux classes privilégiées : des officiers, des nobles, des prêtres ou des bourgeois. Ce n'est donc pas dans le peuple, c'est dans les instincts, dans les passions et dans les institutions politiques et religieuses des classes privilégiées, c'est dans l'Église et dans l'État, c'est dans leurs lois et dans l'application impitoyable et inique de ces lois, qu'il faut

chercher la cruauté et la fureur froide, concentrée et systématiquement organisée.

J'ai montré la fureur des bourgeois en 1848. Les fureurs de 1792, 1793 et 1794 furent également, exclusivement, des fureurs bourgeoises. Les fameux massacres d'Avignon (octobre 1791), qui ouvrirent l'ère des assassinats politiques en France, furent dirigés et aussi exécutés en partie, d'un côté, par les prêtres, les nobles, et, de l'autre, par des bourgeois. Les tueries de la Vendée, exécutées par des paysans, furent également commandées par la réaction de la noblesse et de l'Église coalisées. Les ordonnateurs des massacres de Septembre furent tous, sans exception, des bourgeois, et ce qu'on connaît moins, c'est que les initiateurs de l'exécution elle-même, la majorité des massacreurs principaux, appartinrent également à cette classe [72]. Collot d'Herbois, Panis, l'adorateur de Robespierre, |

---

72 Pour le prouver, je cite le témoignage de M. Michelet ;

« On eût pu fort aisément massacrer les prisonniers dans leur prison : *mais la chose n'eût pu être présentée alors comme un acte* |84 spontané du peuple. Il fallait qu'il y eût une apparence de hasard ; s'ils avaient fait la route à pied, le hasard eût servi plus vite l'intention des massacreurs ; mais ils demandèrent des fiacres. Les vingt-quatre prisonniers se placèrent dans six voitures ; cela les protégeait un peu. Il fallait que les massacreurs trouvassent moyen ou d'irriter les prisonniers à force d'outrages, au point qu'ils perdissent patience, s'emportassent, oubliant le soin de leur vie, parussent avoir provoqué, mérité leur malheur ; ou bien encore, *il fallait irriter le peuple, soulever sa fureur contre les prisonniers* ; c'est ce qu'on essaya de faire d'abord. La procession lente des six fiacres eut tout le caractère d'une cruelle exhibition : « Les voilà », criaient les massacreurs ; « les voilà, les traîtres ! ceux qui ont livré Verdun, à ceux qui allaient égorger vos femmes et vos enfants... Allons, aidez-nous, tuez-les ! »

« *Cela ne réussissait point. La foule s'irritait, il est vrai, aboyait autour, mais n'agissait pas*. On n'obtint aucun résultat le long du quai, ni dans la traversée du l'ont-Neuf, ni dans la rue Dauphine. On arrivait au carrefour Buci, près de l'Abbaye, sans avoir pu lasser la patience des prisonniers, *ni décider le peuple à mettre la main sur eux*. On allait entrer en prison, il n'y avait pas de temps à perdre. Si on les tuait, arrivés, sans que la chose fût préparée par quelque démonstration *quasi*-populaire, il allait devenir visible *qu'ils périssaient par ordre et*

84 Chaumette, Bourdon, Fouquier-Tinville, cette personnification de l'hypocrisie révolutionnaire et de la guillotine, Carrier, le noyeur de Nantes, tous ces gens-là furent des bourgeois. Le Comité de salut public, la terreur calculée, froide, légale, la guillotine elle-même, furent des institutions bourgeoises. Le |85 peuple n'en fut que le spectateur, et quelquefois, hélas ! il fut aussi l'applaudisseur stupide de ces

---

du fait de l'autorité. Au carrefour, où se trouvait dressé le théâtre des enrôlements, il y avait beaucoup d'encombrement, une grande foule. Là, les massacreurs, profitant de la confusion, prirent leur parti, et commencèrent à lancer des coups de sabre et des coups de pique tout au travers des voitures. Un prisonnier qui avait une canne, soit instinct de défense, soit mépris pour ces misérables qui frappaient des gens désarmés, lança à l'un d'eux un coup de canne au visage. Il fournit ainsi le prétexte qu'on attendait. Plusieurs furent tués dans les voitures mêmes, d'autres en descendant à la cour de l'Abbaye... Ce fut le premier massacre. . .

« Le massacre continuait à l'Abbaye. Il est curieux de savoir *quels étaient les massacreurs* ?

« Les premiers, nous l'avons vu, avaient été des fédérés marseillais, avignonnais et autres du Midi, auxquels se joignirent, si l'on en croit la tradition, quelques garçons |85 bouchers, quelques gens de rudes métiers, de jeunes garçons surtout, des gamins déjà robustes et en état de mal faire, des apprentis qu'on élève cruellement à force de coups, et qui, en de pareils jours, le rendent au premier venu ; il y avait entre autres un petit perruquier qui tua plusieurs hommes de sa main.

« Toutefois, *l'enquête* qui se fit plus tard contre les septembriseurs *ne mentionne ni l'une, ni l'autre de ces deux classes*, ni les soldats du Midi, ni la tourbe populaire, qui, sans doute, s'étant écoulée, ne pouvait plus se trouver. Elle désigne uniquement *des gens établis* sur lesquels on pouvait remettre la main, en tout cinquante trois personnes du voisinage, *presque tous marchands* de la rue Sainte-Marguerite et des rues voisines. *Ils sont de toutes professions : horloger, limonadier, charcutier, fruitier, savetier, layetier, boulanger, etc.* Il n'y a qu'un seul boucher établi. Il y a plusieurs tailleurs, dont deux allemands ou peut-être alsaciens.

« Si l'on en croit cette enquête, ces gens se seraient vantés non seulement d'avoir tué un grand nombre de prisonniers, mais d'avoir exercé sur les cadavres des atrocités effroyables.

« Ces *marchands* des environs de l'Abbaye, voisins des Cordeliers, de

exhibitions de la légalité hypocrite et de la fureur politique des bourgeois. Après l'exécution de Danton, il commença même à en devenir la victime.

La révolution jacobine, bourgeoise, exclusivement

Marat, et sans doute ses lecteurs habituels, étaient-ils une élite de maratistes que la Commune appela pour compromettre la garde nationale dans le massacre, le couvrir de l'uniforme bourgeois, empêcher que la grande masse de la garde nationale n'intervint pour arrêter l'effusion de sang ? Cela n'est pas invraisemblable.

« *Cependant il n'est pas absolument nécessaire de recourir à cette hypothèse*. Ils déclarèrent eux-mêmes, dans l'enquête, que les prisonniers les insultaient, les provoquaient tous les jours à travers les grilles, qu'ils les menaçaient de l'arrivée des Prussiens et des punitions qui les attendaient.

« *La plus cruelle, déjà on la ressentait : c'était la cessation absolue du commerce, les faillites, la fermeture des boutiques, la ruine et la faim, la mort de Paris*. L'OUVRIER SUPPORTE SOUVENT MIEUX LA FAIM QUE LE BOUTIQUIER LA FAILLITE. Cela tient à bien des causes, à une surtout dont il faut tenir |86 compte : c'est qu'en France, ce n'est pas un simple malheur (comme en Angleterre et en Amérique) mais la perte de l'honneur **(*)**. *Faire honneur à ses affaires* est un proverbe français et qui n'existe qu'en France. LE BOUTIQUIER EN FAILLITE, ici, DEVIENT TRÈS FÉROCE.

« *Ces gens-là avaient attendu trois ans que la Révolution prît fin, ils avaient cru un moment que le roi la finirait en s'appuyant sur La Fayette*. Qui l'en avait empêché, sinon les gens de cour, les prêtres qu'on tenait dans l'Abbaye ? *« Ils nous ont perdus et se sont perdus, » disaient ces marchands furieux ; « qu'ils meurent maintenant ! »*

« *Nul doute que la panique n'ait été pour beaucoup dans leur fureur. Le tocsin leur troublait l'esprit* — (comme aujourd'hui les chants patriotiques dont les ouvriers de Lyon et de Marseille remplissent les rues et qui empêchent les boutiquiers de dormir), — le canon que l'on tirait leur produisait l'effet du canon des Prussiens. *Ruinés, désespérés, ivres de rage et de peur*, ils se jetèrent sur l'ennemi, sur celui du moins qui se trouvait à leur portée, *désarmé, peu difficile à vaincre, et qu'ils pouvaient tuer à leur aise*, presque sans sortir de chez eux. (*Histoire de la Révolution française*, par J. Michelet, tome IV.) — On dirait que M.

politique, de |86 1792 à 1794, devait nécessairement aboutir à l'hypocrisie légale et à la solution de toutes les difficultés et de toutes les questions par l'argument victorieux de la guillotine.

Quand, pour extirper la réaction, on se contente d'attaquer ses manifestations, sans toucher à sa racine |87 et aux causes qui la produisent toujours de nouveau, on arrive forcément à la nécessité de tuer beaucoup de gens, d'exterminer, avec ou sans formes légales, beaucoup de réactionnaires. Il arrive fatalement, alors, qu'après en avoir tué beaucoup, les révolutionnaires se voient amenés à cette mélancolique conviction, qu'ils n'ont rien gagné, ni même fait faire un seul pas à leur cause ; qu'au contraire ils l'ont desservie et qu'ils ont préparé de leurs propres mains le triomphe de la réaction. Et cela pour une double raison : la première, c'est que

---

Michelet a écrit ces pages après avoir été le témoin des journées de juin et des horribles massacres accomplis froidement par les bourgeois de Paris, sur des ouvriers désarmés, pendant les jours qui suivirent. (*Note de Bakounine.*)

Il n'est pas besoin de faire remarquer combien la façon dont Michelet interprète le mouvement des journées de Septembre — ce magnifique élan qui a entraîna au-devant de l'ennemi tous les citoyens français », au point que le Conseil général de la Commune dut inviter « les ouvriers des professions de nécessité première » à rester à Paris (Arrêté du Conseil général du 8 septembre 1792) — est contraire à la réalité. Il y a chez Michelet un parti pris de dénigrement ; il ne sait pas voir les choses telles qu'elles furent, il veut absolument les voir telles que son imagination malade, qu'habitent des fantômes, les présente à son regard d'halluciné. De son côté, Bakounine oublie que lui-même avait écrit, peu de semaines avant : « Prenez les armes, anéantissez les Prussiens de l'intérieur, pour qu'il n'en reste plus un seul derrière vous, et courez à la défense de Paris ». La plupart des jugements de Bakounine sur la Révolution française — par exemple son appréciation exagérée du rôle de Danton (p. 121) — sont empruntés à Michelet, — J. G.

(*) M. Michelet se trompe, ce n'est point la perte de l'honneur qui inquiète le boutiquier, mais la perte du crédit et la blessure faite à la vanité bourgeoise. Le boutiquier tient si peu à son honneur, qu'il ne demande pas mieux que de manquer à tous ses engagements, s'il peut le faire en gagnant et non en perdant. Quant à son honneur, il se manifeste complètement dans le faux poids et dans la fausse mesure, aussi bien que par l'empoisonnement et la détérioration lucrative de toutes ses marchandises. (M. B.)

les causes de la réaction ayant été épargnées, elle se reproduit et se multiplie sous des formes nouvelles ; et la seconde c'est que la tuerie, le massacre, finissent par révolter toujours ce qu'il y a d'humain dans les hommes et par faire tourner, bientôt, le sentiment populaire du côté des victimes.

La révolution de 1793, quoiqu'on en dise, n'était ni socialiste, ni matérialiste, ou, pour me servir de l'expression prétentieuse de M. Gambetta, elle n'était point du tout *positiviste*. Elle fut essentiellement bourgeoise, jacobine, métaphysique, politique et idéaliste. Généreuse et infiniment large dans ses aspirations, elle avait voulu une chose impossible : l'établissement d'une égalité idéale, au sein même de l'inégalité matérielle. En conservant, comme des *bases sacrées*, toutes les conditions de l'inégalité économique, elle avait cru pouvoir réunir et envelopper tous les hommes dans un immense sentiment d'égalité fraternelle, humaine, intellectuelle, morale, politique et sociale. Ce fut son rêve, sa religion manifestés par l'enthousiasme et par les actes grandiosement héroïques de ses meilleurs, de ses plus grands représentants. Mais la réalisation de ce rêve était impossible, parce qu'elle était contraire à toutes les lois naturelles et sociales.

Faut-il répéter les arguments irrésistibles du socialisme, des arguments qu'aucun économiste bourgeois n'est jamais parvenu à détruire ? — Qu'est-ce que la propriété, qu'est-ce que le capital, *sous leur forme actuelle ?* C'est, |88 pour le capitaliste et pour le propriétaire, le pouvoir et le droit, garanti et protégé par l'État, de vivre sans travailler, et, comme ni la propriété ni le capital ne produisent absolument rien, lorsqu'ils ne sont pas fécondés par le travail, c'est le pouvoir et le droit de vivre par le travail d'autrui, d'exploiter le travail de ceux qui, n'ayant ni propriété ni capitaux, sont forcés de vendre leur force productive aux heureux détenteurs de l'une ou des autres.

Remarquez que je laisse ici absolument de côté cette question : Par quelles voies et comment la propriété et le capital sont tombés entre les mains de leurs détenteurs actuels ? Question qui, lorsqu'elle est envisagée au point de vue de l'histoire, de la logique et de la justice, ne peut être résolue autrement que contre les détenteurs. Je me borne à constater, simplement, que les propriétaires et les capitalistes, *en tant qu'ils vivent, non de leur propre travail productif*, mais de la rente de leurs terres, du loyer de leurs bâtiments, et des intérêts de leurs capitaux, ou bien de la spéculation sur leurs terres, sur leurs bâtiments et sur leurs capitaux, ou bien de l'exploitation soit commerciale, soit industrielle, du travail manuel du prolétariat, — spéculation et exploitation qui constituent sans doute aussi une sorte de travail, mais un travail parfaitement improductif (à ce compte les voleurs et les rois travaillent aussi), — que tous ces gens-là, dis-je, vivent au détriment du prolétariat.

Je sais fort bien que cette manière de vivre est infiniment honorée dans tous les pays civilisés ; qu'elle est expressément, tendrement protégée par tous les États, et que les États, les religions, toutes les lois juridiques, criminelles et civiles, tous les gouvernements politiques, monarchiques et républicains, avec leurs immenses administrations policières et judiciaires et avec leurs armées permanentes, n'ont proprement pas d'autre mission que de la consacrer et de la protéger. En présence d'autorités si puissantes et si respectables, je ne me permets donc pas même de demander si cette manière de vivre, au point de vue de la justice humaine, de la liberté, de l'égalité et de la | 89 fraternité humaines, est légitime ? Je me demande simplement : À ces conditions-là, la fraternité et l'égalité, entre les exploitants et les exploités, et la Justice ainsi que la liberté pour les exploités, sont-elles possibles ?

Supposons même, comme le prétendent Messieurs les économistes bourgeois, et avec eux tous les avocats, tous les adorateurs et croyants du droit juridique, tous ces prêtres du code criminel et civil, supposons que ce rapport économique

des exploiteurs aux exploités soit parfaitement légitime, qu'il soit la conséquence fatale, le produit d'une loi sociale éternelle et indestructible : toujours reste-t-il vrai que l'exploitation exclut la fraternité et l'égalité.

Elle exclut l'égalité économique ; cela s'entend de soi-même. Supposons que je sois votre travailleur et vous mon patron. Si je vous offre mon travail au plus bas prix possible, si je consens à vous faire vivre du produit de mon travail, ce n'est certes pas par dévouement, ni par amour fraternel pour vous, — aucun économiste bourgeois n'osera l'affirmer, quelque idylliques et naïfs que soient les raisonnements de ces messieurs lorsqu'ils se mettent à parler des rapports et des sentiments réciproques qui *devraient* exister entre les patrons et les ouvriers, — non, je le fais parce que, si je ne le faisais pas, moi et ma famille nous mourrions de faim. Je suis donc forcé de vous vendre mon travail au plus bas prix possible, j'y suis forcé par la faim.

Mais — disent les économistes — les propriétaires, les capitalistes, les patrons, sont *également* forcés de chercher et d'acheter le travail du prolétaire. — C'est vrai, ils y sont forcés, mais pas *également*. Ah ! s'il y avait égalité entre le demandeur et l'offrant, entre la nécessité d'acheter le travail et celle de le vendre, l'esclavage et la misère du prolétariat n'existeraient pas. Mais c'est qu'alors il n'y aurait plus ni capitalistes, ni propriétaires, ni prolétariat, ni riches, ni pauvres, il n'y aurait rien que des travailleurs. Les exploiteurs ne sont et ne peuvent être tels, précisément, que parce que cette égalité n'existe pas.

|90 Elle n'existe pas, parce que dans la société moderne, où la production des richesses se fait par l'intervention du capital salariant le travail, l'accroissement de la population est beaucoup plus rapide que celui de cette production, d'où il résulte que l'offre du travail doit nécessairement en surpasser toujours davantage la demande, ce qui doit avoir pour

conséquence infaillible la diminution *relative* des salaires. La production ainsi constituée, monopolisée, exploitée par le capital bourgeois, se trouve poussée, d'un côté, par la concurrence que se font les capitalistes entre eux, à se concentrer chaque jour davantage entre les mains d'un nombre toujours plus petit de capitalistes très puissants, — les petits et les moyens capitaux succombant naturellement dans cette lutte meurtrière, puisqu'ils ne peuvent produire aux mêmes frais que les grands, — ou même entre les mains de sociétés anonymes, plus puissantes par la réunion de leurs capitaux que les plus grands capitalistes isolés ; d'un autre, elle est forcée, par cette même concurrence, à vendre ses produits au plus bas prix possible. Elle ne peut atteindre ce double résultat qu'en rejetant un nombre de plus en plus considérable de petits et de moyens capitalistes, spéculateurs, commerçants et industriels, du monde des exploiteurs dans celui du prolétariat exploité ; et en faisant, en même temps, des économies progressives sur les salaires de ce même prolétariat.

D'un autre côté, la masse du prolétariat augmentant toujours, et par l'accroissement naturel de la population, que la misère elle-même, comme on sait, n'arrête guère, et par le renvoi dans son sein d'un nombre toujours croissant de bourgeois, ci-devant propriétaires, capitalistes, commerçants et industriels, — et augmentant, comme je viens de le dire, dans une proportion plus forte que les besoins |91 de la production exploitée en commandite par le capital bourgeois, — il en résulte une concurrence désastreuse entre les travailleurs eux-mêmes ; car n'ayant d'autre moyen d'existence que leur travail manuel, ils sont poussés, par la crainte de se voir remplacés par d'autres, à vendre leur travail au plus bas prix possible. Cette tendance des travailleurs, ou plutôt cette nécessité à laquelle ils se voient condamnés par leur misère, combinée avec la tendance plus ou moins forcée des patrons à vendre les produits de *leurs* travailleurs, et par conséquent aussi à acheter leur travail, au plus bas prix possible, reproduit constamment et consolide la misère du prolétariat. Étant misérable, l'ouvrier

doit vendre son travail presque pour rien, et, parce qu'il le vend presque pour rien, il devient de plus en plus misérable.

Oui, plus misérable, vraiment ! Car dans ce travail de forçat, les forces productives de l'ouvrier, abusivement appliquées, impitoyablement exploitées, excessivement dépensées et fort mal nourries, s'usent vite ; et une fois qu'elles se sont usées, que vaut sur le marché son travail, que vaut cette unique *marchandise* qu'il possède et dont la vente journalière le fait vivre ? Rien ; et alors ? Alors il ne lui reste plus rien qu'à mourir.

Quel est, dans un pays donné, le plus bas salaire possible ? C'est le prix de ce qui est considéré par les prolétaires de ce pays comme *absolument nécessaire* pour l'entretien d'un homme. Les économistes bourgeois de tous les pays sont d'accord sur ce point.

Turgot, celui qu'on est convenu d'appeler le *vertueux ministre* de Louis XVI, et qui était réellement |92 un homme de bien, dit :

« Le simple ouvrier qui n'a que ses bras, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Il la vend plus ou moins cher ; mais ce prix, plus ou moins haut, ne dépend pas de lui seul : il dépend de l'accord qu'il fait avec celui qui paie son travail. Celui-ci le paie le moins cher qu'il peut ; comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. *Les ouvriers sont donc forcés à baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il* **doit arriver et il arrive que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer son existence**. » (*Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*.)

J.-B. Say, le vrai père des économistes bourgeois en France, dit aussi :

« Les salaires sont d'autant plus élevés que le travail est plus demandé et moins offert, et ils se réduisent à mesure que le travail de l'ouvrier est plus offert et moins demandé. C'est le rapport de l'offre avec la demande qui règle *le prix de cette*

marchandise appelée le travail de l'ouvrier, comme il règle le prix de tous les autres services publics. Quand les salaires vont un peu au-delà *du taux nécessaire pour que les familles des ouvriers puissent s'entretenir*, les enfants se multiplient et une offre plus grande se proportionne bientôt à une demande plus étendue. Quand, au contraire, la demande de travailleurs reste en arrière de la quantité des gens qui s'offrent pour travailler, *leurs gains déclinent au-dessous du taux nécessaire pour que la classe puisse se maintenir au même nombre*. **Les familles les plus** |93 **accablées d'enfants disparaissent** ; dès lors, l'offre du travail décline, et, le travail étant moins offert, le prix remonte... De sorte *qu'il est difficile que le prix du travail du simple manœuvre s'élève ou s'abaisse au-dessous du taux nécessaire* **pour maintenir la classe** (des ouvriers, le prolétariat) **au nombre dont on a besoin**. » (*Cours complet d'économie politique*.)

Après avoir cité Turgot et J.-B. Say, Proudhon s'écrie :

« Le prix comme la valeur (dans l'économie sociale actuelle) est chose essentiellement mobile, par conséquent essentiellement variable, et qui, dans ses variations, ne se règle que par la concurrence, — concurrence, ne l'oublions pas, qui, comme Turgot et Say en conviennent, a pour effet *nécessaire* de ne donner en salaires à l'ouvrier que **ce qui l'empêche tout juste de mourir de faim**, et maintient la classe au nombre dont on a besoin. [73] »

Donc, le prix courant du strict nécessaire est la mesure constante, ordinaire, au-dessus de laquelle les salaires ouvriers ne peuvent s'élever ni longtemps ni beaucoup, mais au-dessous

---

73 N'ayant pas les ouvrages ci-dessus nonmés sous la main, j'emprunte toutes ces citations à *l'Histoire de la Révolution de 1848*, par Louis Blanc. M. Louis Blanc les fait suivre par les paroles suivantes :

« Ainsi nous voilà bien avertis. Nous savons maintenant, à n'en pouvoir douter, que, suivant tous les docteurs de la vieille économie politique, le salaire ne saurait avoir d'autre base que le rapport de l'offre et de la demande, quoiqu'il résulte de là que la rémunération du travail se borne à ce qui est *strictement nécessaire au travail leur pour qu'il ne s'éteigne pas d'inanition*. À la bonne heure, et il ne reste plus qu'à répéter le mot échappé à la sincérité de Smith. le chef de cette école ; *C'est peu consolant pour les individus qui n'ont d'autre moyen d'existence que le travail !* » (*Note de Bakounine.*)

de laquelle ils tombent trop souvent, ce qui a toujours pour |94 conséquence l'inanition, les maladies et la mort, jusqu'à ce qu'aient *disparu* un nombre de travailleurs suffisant pour rendre l'offre du travail non égale, mais conforme à la demande.

Ce que les économistes appellent l'égalité entre l'offre et la demande ne constitue pas encore l'égalité entre le demandeur et les offrants. Supposons que moi, fabricant, j'aie besoin décent travailleurs et qu'il s'en présente sur le marché précisément cent, seulement cent, — car s'il s'en présentait davantage l'offre surpasserait la demande, il y aurait inégalité évidente au détriment des travailleurs, et par conséquent diminution de salaires. Mais puisqu'il ne s'en est présenté que cent, et que moi, le fabricant, je n'ai besoin que de ce nombre précis, ni plus ni moins, il semble au premier abord qu'il y ait égalité parfaite : l'offre et la demande étant toutes deux égales à un même nombre, elles sont nécessairement égales entre elles. S'ensuit-il que les ouvriers pourront exiger de moi un salaire et des conditions de travail qui leur assurent les moyens d'une existence vraiment libre, digne et humaine ? Pas du tout. Si je leur accordais ce salaire et ces conditions, moi, capitaliste, je ne gagnerais pas plus qu'eux, et je ne le gagnerais encore qu'à la condition de travailler comme eux. Mais alors, pourquoi diable irais-je me tourmenter et me ruiner en leur offrant les avantages de mon capital ? Si je veux travailler moi-même comme ils travaillent, je placerai le capital autre part à intérêts aussi élevés que possible, et j'offrirai moi-même mon travail à quelque autre capitaliste, comme ils me l'offrent à moi.

Si, profitant de la puissance d'initiative que me donne mon capital, je demande à ces cent travailleurs de venir le féconder par leur travail, ce n'est pas du tout par sympathie |95 pour leurs souffrances, ni par esprit de justice, ni par amour de l'humanité. Les capitalistes ne sont pas philanthropes, ils se ruineraient à ce métier. C'est parce que j'espère pouvoir tirer de leur travail un gain suffisant pour pouvoir vivre convenablement, richement, et grossir mon cher capital en même temps, sans avoir besoin de travailler. Ou bien je

travaillerai aussi, mais autrement que mes ouvriers. Mon travail sera de tout autre nature, et il sera infiniment mieux rétribué que le leur. Ce sera un travail d'administration et d'exploitation, non de production.

Mais le travail d'administration n'est-il pas un travail productif ? Sans doute, il l'est, car, sans une bonne et intelligente administration, le travail manuel ne produirait rien, ou produirait peu et mal. Mais, au point de vue de la justice et de l'utilité de la production elle-même, il n'est pas du tout nécessaire que ce travail soit monopolisé en mes mains, et surtout qu'il soit rétribué davantage que le travail manuel. Les associations coopératives ont prouvé que les ouvriers savent et peuvent administrer fort bien des entreprises industrielles, par des ouvriers qu'ils élisent dans leur sein et qui reçoivent la même rétribution que les autres. Donc, si je concentre le pouvoir administratif en mes mains, ce n'est point du tout pour l'utilité de la production, c'est pour ma propre utilité, pour celle de l'exploitation. Comme maître absolu de mon établissement, je perçois pour ma journée de travail dix, vingt, et, si je suis un grand industriel, souvent cent fois plus que mon ouvrier n'en perçoit pour la sienne, malgré que mon travail soit, sans comparaison, moins pénible que le sien.

Mais le capitaliste, le chef d'un établissement, court des risques, dit-on, tandis que l'ouvrier n'en court aucun. Ce n'est pas vrai, car, même à ce point de vue, tous les désavantages sont du côté de l'ouvrier. Le chef d'un établissement peut mal conduire ses affaires, être tué par la concurrence, ou bien devenir la victime d'une grande crise commerciale ou d'une |96 catastrophe imprévue ; en un mot, il peut se ruiner. C'est vrai. Mais, voyons, avez-vous vu des industriels bourgeois se ruiner et se voir réduits à un tel point de misère, qu'eux et les leurs meurent de faim, ou bien se voient forcés de descendre à l'état de manœuvre, à l'état d'ouvrier ? Cela n'arrive presque jamais, on pourrait même dire jamais. D'abord, il est rare que l'industriel ne conserve pas quelque chose, quelque ruiné qu'il paraisse. Par le temps qui court, toutes les banqueroutes sont

plus ou moins frauduleuses. Mais si même il n'a absolument rien conservé, il lui reste toujours ses alliances de famille, ses rapports sociaux, qui, à l'aide de l'instruction que son capital perdu lui avait permis d'acquérir et de donner à ses enfants, lui permettent de les placer et de se placer lui-même dans le haut prolétariat, dans le *prolétariat privilégié* : soit dans quelque fonction de l'État, soit comme administrateur salarié d'une entreprise commerciale ou industrielle, soit enfin comme commis, avec une rétribution de travail toujours supérieure à celle qu'il avait payée à ses ouvriers.

Les risques de l'ouvrier sont infiniment plus grands. D'abord, si l'établissement dans lequel il est employé fait banqueroute, il reste quelques jours, et souvent quelques semaines, sans travail : et, pour lui, c'est plus que la ruine, c'est la mort ; car il mange chaque jour tout ce qu'il gagne. Les épargnes du travailleur sont un conte bleu, inventé par les économistes bourgeois pour endormir le faible sentiment de justice, les remords qui pourraient s'éveiller par hasard au sein même de leur classe. Ce conte ridicule et odieux n'endormira jamais les angoisses du travailleur. Il sait ce qu'il lui en coûte de suffire aux besoins de chaque jour de sa nombreuse famille. S'il avait des épargnes, il n'enverrait pas ses pauvres enfants, depuis l'âge de six ans, s'épuiser, s'étioler, se faire physiquement et moralement assassiner dans les fabriques où ils sont forcés de travailler, nuit et jour, douze et souvent quatorze heures par jour.

|97 Si même il arrive quelquefois que l'ouvrier fasse une petite épargne, elle est bien vite consommée par les jours de chômage forcé qui interrompent trop souvent et trop cruellement son travail, aussi bien que par les accidents imprévus et les maladies qui peuvent survenir dans sa famille. Quant aux accidents et aux maladies qui peuvent le frapper lui-même, ils constituent un risque en comparaison duquel tous les risques du chef de l'établissement, du patron, ne sont rien : car, pour l'ouvrier, la maladie qui frappe la seule richesse qu'il possède, sa faculté productive, sa force de travail, surtout la

maladie prolongée, c'est la plus terrible banqueroute, une banqueroute qui signifie, pour ses enfants et pour lui, la faim et la mort.

On voit bien qu'avec les conditions que moi, capitaliste, ayant besoin de cent ouvriers pour féconder mon capital, je fais à ces ouvriers, tous les avantages sont pour moi, tous les désavantages pour eux. Je ne leur proposent plus ni moins que de les exploiter, et, si je voulais être sincère, ce dont je me garderai bien sans doute, je leur dirais :

« Voyez-vous, mes chers enfants, j'ai là un capital qui à la rigueur ne devrait rien produire, parce qu'une chose morte ne peut rien produire, il n'y a de productif que le travail. S'il en était ainsi, je ne pourrais en tirer d'autre usage que de le consommer improductivement, et, une fois que je l'aurais consommé, je n'aurais rien. Mais grâce aux institutions sociales et politiques qui nous régissent et qui sont toutes en ma faveur, dans l'organisation économique actuelle mon capital est censé produire aussi : il me donne des *intérêts*. Sur qui ces intérêts sont pris, — et ils doivent être pris sur quelqu'un, puisque lui-même en réalité ne produit rien du tout, — ceci ne vous regarde pas. Qu'il vous suffise de savoir qu'il porte des intérêts. Seulement ces intérêts sont insuffisants pour couvrir mes dépenses. Je ne suis pas un homme grossier comme vous, je ne puis ni ne veux me contenter de peu. Je veux bien vivre, moi, habiter une belle maison, |98 bien manger et bien boire, rouler carrosse, faire le beau, en un mot me procurer toutes les jouissances de la vie. Je veux aussi donner une bonne éducation à mes enfants, en faire des messieurs et les faire étudier, afin que, beaucoup plus instruits que les vôtres, ils puissent les dominer un jour, comme je vous domine aujourd'hui. Et, comme l'instruction seule ne suffit pas, je veux leur laisser un gros héritage, pour qu'en le partageant entre eux ils restent au moins aussi riches que moi. Par conséquent, outre les jouissances que je veux me donner, je veux encore grossir mon capital. Comment ferai-je pour arriver à ce but ? Armé de ce capital, je me propose de vous exploiter, et je vous propose de

vous laisser exploiter par moi. Vous travaillerez, et je recueillerai, je m'approprierai et je vendrai pour mon propre compte le produit de votre travail, en ne vous en laissant que la partie absolument nécessaire pour que vous ne mouriez pas de faim aujourd'hui, afin que demain vous puissiez travailler encore pour moi aux mêmes conditions ; et, quand je vous aurai épuisés, je vous chasserai et vous remplacerai par d'autres. Sachez bien que je vous paierai le salaire aussi petit, et que je vous imposerai la journée aussi longue et les conditions de travail aussi sévères, aussi despotiques, aussi dures que possible ; non par méchanceté, — je n'ai aucune raison de vous haïr, ni de vous faire du mal, — mais par amour du gain et pour m'enrichir plus vite ; parce que moins je vous paierai et plus vous travaillerez, plus je gagnerai. »

Voilà ce que dit implicitement tout capitaliste, tout entrepreneur d'industrie, tout chef d'établissement, tout demandeur de travail, aux travailleurs qu'il recrute.

Mais puisque l'offre et la demande sont égales, dira-t-on, pourquoi les ouvriers accepteraient-ils de pareilles conditions ? Le capitaliste ayant tout aussi besoin d'occuper |98 *bis* cent ouvriers que les cent ouvriers d'être occupés par lui, ne s'en suit-il pas qu'ils sont l'un comme chacun des autres dans des conditions parfaitement égales, arrivant tous les deux sur le marché comme deux marchands également libres, au point de vue *juridique* au moins, et apportant, l'un, une marchandise qui s'appelle le *salaire journalier*, soit par jour ou à terme, et voulant l'échanger contre une autre marchandise qui s'appelle le *travail journalier* de l'ouvrier, de tant d'heures par jour ; et l'autre apportant sa marchandise à lui, qui s'appelle *son propre travail* journalier, et qu'il veut échanger contre le salaire offert par le capitaliste. Puisque, dans notre supposition, la demande est de cent travailleurs, et que l'offre est de cent travailleurs aussi, il semble que des deux côtés les conditions sont égales.

Non, elles ne le sont pas du tout. Qu'est-ce qui amène le capitaliste sur le marché ? C'est le besoin de s'enrichir, de grossir son capital, et de se procurer la satisfaction de toutes les

ambitions et vanités sociales, de se donner toutes les jouissances imaginables. Qu'est-ce qui amène l'ouvrier ? C'est le besoin de manger aujourd'hui et demain, c'est la faim. Donc, égaux au point de vue de la fiction juridique, le capitaliste et l'ouvrier ne le sont pas du tout à celui de leur situation économique ou réelle. Le capitaliste n'est point menacé par la faim en arrivant au marché ; il sait fort bien que s'il n'y trouve pas aujourd'hui les travailleurs qu'il cherche, il aura toujours quelque chose à manger pendant beaucoup de temps, grâce à ce capital dont il est l'heureux possesseur. Si les ouvriers qu'il rencontre sur le marché lui font des propositions qui lui paraissent exagérées, parce que, loin de grossir sa fortune et d'améliorer encore davantage sa situation économique, ces propositions et ces conditions pourraient, je ne dis pas l'égaliser, mais seulement la rapprocher quelque peu de la situation économique de ces mêmes ouvriers dont il veut acheter le travail, alors que fait-il ? Il les refuse et il attend. Ce qui le presse n'étant pas la nécessité, mais le désir d'améliorer une |99 position qui, comparée à celle des ouvriers, est déjà très confortable, il peut attendre ; et il attendra, parce que l'expérience des affaires lui a appris que la résistance des ouvriers, qui, n'ayant ni capitaux, ni confort, ni grandes épargnes, sont pressés, eux, par une nécessité impitoyable, par celle de la faim, — que cette résistance ne peut durer très longtemps et qu'il trouvera enfin les cent ouvriers qu'il cherche et qui seront *forcés d'accepter les conditions qu'il trouvera utile pour lui-même de leur imposer*. Si ceux-ci les refusent, d'autres viendront qui seront trop heureux de les accepter. C'est ainsi que les choses se passent chaque jour au vu et à la connaissance de tout le monde.

Si même, par suite de circonstances particulières qui influent d'une manière plus constante sur l'état du marché, la branche d'industrie dans laquelle il avait d'abord projeté d'employer son capital ne lui offre pas tous les avantages qu'il en avait espérés, alors il appliquera ce même capital à une autre branche ; le capital bourgeois n'étant lié par sa nature à aucune

industrie spéciale, mais fécondant, comme disent les économistes, — exploitant, dirons-nous, — indifféremment toutes les industries possibles. Supposons enfin que, soit incapacité, soit malheur indépendant de son savoir et de sa volonté, il ne parvienne à le placer dans aucune industrie, eh bien, il achètera des actions ou des rentes ; et si les intérêts et les dividendes qu'il percevra lui paraissent insuffisants, il s'engagera dans quelque service, c'est-à-dire qu'il vendra son travail à son tour, mais à des conditions bien autrement lucratives pour lui-même que celles qu'il avait proposées à ses ouvriers.

Le capitaliste vient donc sur le marché en homme, sinon absolument libre, au moins infiniment plus libre que l'ouvrier. C'est la rencontre du lucre avec la faim, du maître avec l'esclave. Juridiquement, ils sont égaux ; économiquement, l'ouvrier est le serf du capitaliste, *même avant la conclusion du marché* par lequel il lui vendra à terme sa personne et sa liberté, *parce que cette menace terrible de la faim, qui est chaque jour suspendue sur lui et sur toute sa famille, le forcera d'accepter toutes les conditions qui lui seront imposées par les calculs lucratifs du capitaliste, du chef d'industrie, du patron*.

|100 Une fois que le marché est conclu, le servage de l'ouvrier devient double ; ou plutôt, avant d'avoir conclu ce marché, aiguillonné par la faim, il n'était serf qu'en puissance, que par la nécessité de se vendre ; après l'avoir conclu, il devient serf en réalité. Car quelle est la marchandise qu'il a vendue au patron ? C'est son travail, son service personnel, la force productive corporelle, intellectuelle et morale qui se trouve en lui et qui est inséparable de sa personne, — c'est donc sa propre personne. Désormais le patron veillera sur lui, soit directement, soit par ses contre-maîtres ; le patron sera chaque jour, pendant les heures et dans les conditions convenues, le maître de ses actes et de ses mouvements. Il lui dira : « Tu feras cela », et l'ouvrier sera forcé de le faire ; ou bien : « Tu iras là-bas », et il devra y aller. N'est-ce pas là ce qu'on appelle le servage ?

M. Charles Marx, l'illustre chef du communisme

allemand, observe justement, dans son magnifique ouvrage sur le *Capital* [74], que si le contrat qui se conclut *librement* entre les vendeurs d'argent, sous la forme de salaires, à telles conditions de travail, et les vendeurs de leur propre travail, c'est-à-dire entre les patrons et les ouvriers, au lieu d'être conclu à terme seulement, était conclu pour la vie, il constituerait un réel esclavage. Conclu à terme et réservant à l'ouvrier la faculté de quitter son patron, il ne constitue qu'une sorte de servage *volontaire et passager*. Oui, passager et volontaire, seulement au point de vue juridique, mais nullement à celui de la possibilité économique. L'ouvrier a bien toujours le *droit* de quitter son patron, mais en a-t-il les moyens ? Et s'il le quitte, sera-ce pour commencer une existence libre, où il n'aurait d'autre patron que lui-même ? Non, ce sera pour se vendre à un nouveau patron. Il y sera poussé fatalement par cette même faim qui l'avait déjà vendu au premier. Donc sa liberté, cette liberté de l'ouvrier qu'exaltent tant les économistes, les juristes et les républicains bourgeois, n'est qu'une liberté théorique sans

74 *Das Kapital, Kritik der politischen Oekonomie*, von Karl MARX ; *Erster Band*. Cet ouvrage aurait dû être traduit depuis longtemps en français, car aucun, que je sache, ne renferme une analyse aussi profonde, |101 aussi lumineuse, aussi scientifique, aussi décisive, et, si je puis m'exprimer ainsi, aussi impitoyablement démasquante, de la formation du capital bourgeois et ce l'expoitnion systématique et cruelle que ce capital continue d'exercer sur le travail du prolétariat. L'unique défaut de cet ouvrage, parfaitement positiviste, n'en déplaise à la *Liberté* de Bruxelles, — positiviste dans ce sens que, fondé sur une étude approfondie des faits économiques, il n'admet pas d'autre logique que la logique des faits, — son seul tort, dis-je, c'est d'avoir été écrit, en partie, mais en partie seulement, dans un style par trop métaphysique et abstrait, ce qui a sans doute induit en erreur la *Liberté* de Bruxelles et ce qui en rend la lecture difficile et à peu prés inabordable pour la majeure partie des ouvriers. Et ce seraient les ouvriers surtout qui devraient le lire, pourtant. Les bourgeois ne le liront jamais, ou, s'ils le lisent, ils ne voudront pas le comprendre, et, s'ils le comprennent, ils n'en parleront jamais ; cet ouvrage n'étant autre chose qu'une condamnation à mort, scientifiquement motivée et irrévocablement prononcée, non contre eux comme individus, mais contre leur classe. (*Note de Bakounine.*)

aucun moyen de réalisation possible, par conséquent une liberté toute fictive, un mensonge. La vérité est que toute la vie de l'ouvrier ne présente autre chose qu'une continuité désolante de servages à terme, |101 juridiquement volontaires, mais économiquement forcés, une permanence de servages, momentanément interrompus par la liberté accompagnée de la faim, et, par conséquent, un réel esclavage.

Cet esclavage se manifeste dans la pratique de chaque jour, de toutes les manières possibles. En dehors des conditions déjà si vexatoires du contrat, qui font de l'ouvrier un subordonné, un serviteur obéissant et passif, et du patron un maître quasi-absolu, il est notoire qu'il n'existe presque pas d'établissement industriel où le maître, poussé, d'un côté, par ce double instinct, du lucre dont l'appétit n'est jamais satisfait, et du maître qui aime à faire sentir sa toute-puissance, et, de l'autre, profitant de la dépendance économique où se trouve l'ouvrier, ne transgresse ces conditions à son profit et au détriment de l'ouvrier : tantôt en lui demandant plus d'heures, ou de demi-heures ou de quarts d'heure de travail qu'il n'était convenu, tantôt en diminuant son salaire sous des prétextes quelconques, tantôt en le frappant d'amendes arbitraires ou en le traitant durement, d'une manière impertinente et grossière. Mais alors l'ouvrier doit le quitter, dira-t-on. C'est facile à dire, mais non toujours à exécuter. Quelquefois l'ouvrier a reçu des avances, sa femme ou ses enfants sont malades, ou bien l'ouvrage dans sa branche d'industrie est mal rémunéré. D'autres patrons paient encore moins que le sien, et, en quittant celui-là, il n'est pas toujours sûr d'en trouver un autre. Et pour lui, nous l'avons dit, rester sans travail, c'est la mort. D'ailleurs, tous les patrons s'entendent et tous se ressemblent. Tous sont presque également vexatoires, injustes et durs.

N'est-ce pas une calomnie ? Non, c'est dans la nature des choses et dans la nécessité logique des rapports qui existent entre les patrons et leurs ouvriers.

|102 Voulez-vous que les hommes n'en oppriment pas d'autres ? Faites qu'ils n'en aient jamais la puissance. Voulez-vous qu'ils respectent la liberté, les droits, le caractère humain de leurs semblables ? Faites qu'ils soient forcés de les respecter : *forcés non par la volonté ni par l'action oppressive d'autres hommes, ni par la répression de l'État et des lois, nécessairement représentées et appliquées par des hommes, ce qui les rendrait esclaves à leur tour, mais par l'organisation même du milieu social : organisation constituée de manière que, tout en laissant à chacun la plus entière jouissance de sa liberté, elle ne laisse la possibilité à aucun de s'élever au-dessus des autres, ni de les dominer, autrement que par l'influence naturelle des qualités intellectuelles ou morales qu'il possède*, **sans que cette influence puisse jamais s'imposer comme un droit ni s'appuyer sur une institution politique quelconque**.

Toutes les institutions politiques, même les plus démocratiques et fondées sur la plus large application du suffrage universel, alors même qu'elles commencent, comme elles le font souvent à leur origine, par placer au pouvoir les personnes les plus dignes, les plus libérales, les plus dévouées au bien commun, et les plus capables de le servir, finissent toujours, *précisément parce qu'elles ont pour effet nécessaire de transformer l'influence naturelle et, comme telle, parfaitement légitime de ces hommes, en un* **droit**, par produire une double démoralisation, un double mal.

D'abord, elles ont pour effet immédiat et direct de transformer des hommes réellement libres en citoyens soi-disant libres aussi et qui, par une illusion et une infatuation singulières, continuent même à se considérer comme les égaux de tout le monde, mais qui, en réalité, *sont forcés désormais d'obéir aux représentants de la loi*, |103 à des hommes. Et lors même que ces hommes, au point de vue économique et social, seraient réellement leurs égaux, ils n'en deviennent pas moins, au point de vue politique, des chefs auxquels, sous le prétexte

du bien public et en vertu de la soi-disant volonté du peuple, exprimée par une résolution prise pas même à l'unanimité, mais à la majorité des suffrages, tous les citoyens doivent une *obéissance passive*, naturellement dans les limites déterminées par la loi, limites qui, comme l'expérience de tous les jours nous l'apprend, s'étendent toujours beaucoup pour le droit de celui qui commande, et se rétrécissent singulièrement pour le citoyen qui voudrait user du droit de la désobéissance légale.

Eh bien, je déclare qu'en tant que les citoyens obéissent aux représentants officiels de la loi, aux chefs qui leur sont imposés par l'État, alors même que ces chefs auraient été sanctionnés par le suffrage universel, ils sont des esclaves.

Qu'est-ce que la liberté ? Qu'est-ce que l'esclavage ? La liberté de l'homme consisterait-elle dans la révolte contre toutes les lois ? *Non*, en tant que ces lois sont des lois naturelles, économiques et sociales, des lois non autoritairement imposées, mais inhérentes aux choses, aux rapports, aux situations dont elles expriment le développement naturel. *Oui*, en tant que ce sont des lois politiques et juridiques, imposées par des hommes à des hommes, soit par le droit de la force, violemment ; soit hypocritement, au nom d'une religion ou d'une doctrine métaphysique quelconque ; soit enfin en vertu de cette fiction, de ce mensonge démocratique, qu'on appelle le suffrage universel.

|104 Contre les lois de la nature, pour l'homme, il n'est point de révolte possible ; par cette simple raison, qu'il n'est lui-même qu'un produit de cette nature et qu'il n'existe qu'en vertu de ces lois. Se révolter contre elle serait donc de sa part une tentative ridicule, une révolte contre soi-même, un vrai suicide. Et lors même que l'homme prend la détermination de se détruire, lors même qu'il exécute ce projet, il agit encore conformément à ces lois naturelles auxquelles rien, ni la pensée, ni la volonté, ni le désespoir, ni aucune autre passion, ni la vie

ni la mort ne sauraient le soustraire. Lui-même n'est rien que nature ; ses sentiments les plus sublimes ou les plus monstrueux, les déterminations les plus dénaturées, les plus égoïstes ou les plus héroïques de sa volonté, ses pensées les plus abstraites, les plus théologiques, les plus folles, tout cela n'est rien que nature. La nature l'enveloppe, le pénètre, constitue toute son existence : comment pourra-t-il jamais sortir de la nature ?

On peut s'étonner qu'il ait jamais pu concevoir l'idée d'en sortir. La séparation étant si complètement impossible, comment l'homme a-t-il pu seulement la rêver ? D'où vient-il, ce rêve monstrueux ? D'où ? mais de la *théologie*, de la science du Néant, et plus tard de la *métaphysique*, qui est celle de la réconciliation impossible du Néant avec la réalité.

|105 Il ne faut pas confondre la théologie avec la religion, ni l'esprit théologique avec le sentiment religieux. La religion prend sa source dans la vie animale. Elle est l'expression directe de la dépendance absolue dans laquelle toutes les choses, tous les êtres qui existent dans le monde, se trouvent vis-à-vis du Grand Tout, de la Nature, de l'infinie Totalité des choses et des êtres réels [75].

75 C'est ici que Bakounine a placé le titre *Appendice : Considérations philosophiques sur le fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme*, donné par lui, après coup, au contenu des feuillets 105 et suivants, et le premier des sous-titres (*I. Système du monde*) des cinq sections en lesquelles il a divisé cet *Appendice*. L'alinéa qu'on lira à la page suivante (p. 216), « Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans des spéculations philosophiques sur la nature de l'Être… », suit immédiatement, dans le manuscrit, celui qui se termine par les mots : « de l'infinie totalité des choses et des êtres réels ». — J. G.

APPENDICE

CONSIDÉRATIONS PHILOSOPHIQUES SUR LE FANTÔME DIVIN, SUR LE MONDE RÉEL ET SUR L'HOMME

---

1. Système du monde.
(*Feuillets 105-117.*)

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans des spéculations philosophiques sur la nature de l'Être. Pourtant, comme je me vois forcé d'employer souvent ce mot *Nature*, je crois devoir dire ici ce que j'entends par ce mot. Je pourrais dire que la Nature, c'est la somme de toutes les choses réellement existantes. Mais cela me donnerait une idée complètement morte de cette Nature, qui se présente à nous au contraire comme tout mouvement et toute vie. D'ailleurs, qu'est-ce que la somme des choses ? Les choses qui sont aujourd'hui ne seront plus demain ; demain elles se seront, non perdues, mais entièrement transformées. Je me rapprocherai donc beaucoup plus de la vérité en disant que la nature, *c'est la somme des transformations réelles des choses qui se produisent et se produiront incessamment en son sein* ; et, pour me donner une idée un peu plus déterminée de ce que peut être cette somme ou cette *totalité*, que j'appelle la nature, j'énoncerai, et je crois pouvoir établir comme un axiome, la proposition suivante :

« Tout ce qui est, les êtres qui constituent l'ensemble indéfini de l'univers, toutes les choses existantes dans le monde, quelle que soit d'ailleurs leur nature particulière, tant sous le rapport de la qualité que sous celui de la quantité, les plus

différentes et les plus semblables, grandes ou petites, rapprochées ou immensément éloignées, exercent nécessairement et inconsciemment, soit par voie immédiate | 106 et directe, soit par transmission indirecte, une action et réaction perpétuelles ; et toute cette quantité infinie d'actions et de réactions particulières, en se combinant en un mouvement général et unique, produit et constitue ce que nous appelons *la vie, la solidarité et la causalité*[76] *universelle*, la **nature**. Appelez cela Dieu, l'Absolu, si cela vous amuse, que m'importe, pourvu que vous ne donniez à ce mot Dieu d'autre sens que celui que je viens de préciser : celui de *la combinaison universelle, naturelle, nécessaire et réelle*, mais nullement prédéterminée, ni préconçue, ni prévue, *de cette infinité d'actions et de réactions particulières que toutes les choses réellement existantes exercent incessamment les unes sur les autres*. La solidarité universelle ainsi définie, la Nature, considérée dans le sens de l'Univers sans limites, s'impose comme une nécessité rationnelle à notre esprit ; mais nous ne pourrons jamais l'embrasser d'une manière réelle, même par notre imagination, et encore moins la reconnaître. Car nous ne pouvons reconnaître que cette partie infiniment petite de l'Univers qui nous est manifestée par nos sens ; quant à tout le reste, nous le supposons, sans pouvoir même en constater réellement l'existence.

---

76 Ici et plus loin, Bakounine n'emploie pas le mot de *causalité* dans son sens philosophique ordinaire. Ce mot signifie habituellement « le rapport de la cause à l'effet », et c'est avec cette acception qu'il est usité dans l'expression : « Le principe de causalité », le principe au nom duquel l'esprit rattache tout « effet » à une « cause ». Ce que Bakounine, lui, désigne par le mot de *causalité*, ce n'est pas cela, ce n'est pas une des formes nécessaires de nos conceptions logiques, une catégorie de l'entendement. C'est une sorte d'entité supérieure : l'ensemble de toutes les causes qui agissent, qui ont agi et qui agiront sur l'Univers. La Causalité universelle, qui est la chaîne infinie et éternelle des causes, remplace pour lui la Cause première, dont il déclare l'existence impossible précisément parce que « elle romprait, dans le passé, cet enchaînement éternel des causes, sans commencement comme sans terme ». — J. G.

« Bien entendu que la solidarité universelle, expliquée de cette manière, ne peut avoir le caractère d'une cause absolue et première ; elle n'est au contraire rien qu'une *résultante* [77], toujours produite et reproduite de nouveau par l'action simultanée d'une infinité de causes particulières, dont l'ensemble constitue précisément la causalité universelle, l'unité composée, toujours reproduite par l'ensemble indéfini des transformations incessantes de toutes les choses qui existent, et, en même temps, créatrice de toutes ces choses ; chaque point agissant sur le tout (voilà l'univers produit), et le tout agissant sur chaque point (voilà l'univers producteur ou créateur). »

L'ayant ainsi expliquée, |107 je puis dire maintenant, sans crainte de donner lieu à aucun malentendu, que la Causalité universelle, *la Nature, crée les mondes*. C'est elle qui a détermine la configuration mécanique, physique, chimique, géologique et géographique de notre terre, et qui, après avoir couvert sa surface de toutes les splendeurs de la vie végétale et animale, continue de *créer* encore, dans le monde humain, la société avec tous ses développements passés, présents et à venir.

Quand l'homme commence à observer avec une attention persévérante et suivie cette partie de la nature qui l'entoure et qu'il retrouve en lui-même, il finit par s'apercevoir que toutes les choses sont gouvernées par *des lois qui leur sont inhérentes* et qui constituent proprement leur nature particulière ; que chaque chose a un mode de transformation et d'action particulier ; que dans cette transformation et cette action il y a une succession de phénomènes et de faits qui se répètent constamment, dans les mêmes circonstances données, et qui, sous l'influence de circonstances déterminées, nouvelles, se modifient d'une manière également régulière et déterminée. Cette reproduction constante *des mêmes faits* par *les mêmes*

77 Comme tout individu humain, à chaque instant donné de sa vie, n'est aussi que la résultante de toutes les causes qui ont agi à sa naissance et même avant sa naissance, combinées avec toutes les conditions de son développement postérieur, aussi bien qu'avec toutes les circonstances qui agissent sur lui dans ce moment. (*Note de Bakounine.*)

procédés constitue proprement *la législation de la nature* : l'ordre dans l'infinie diversité des phénomènes et des faits.

La somme de toutes les lois, connues et inconnues, qui agissent dans l'univers, en constitue la loi unique et suprême. Ces lois se divisent et se subdivisent en lois générales et en lois particulières et spéciales. Les lois mathématiques, mécaniques, physiques et chimiques, par exemple, sont des lois générales, qui se manifestent en tout ce qui est, dans toutes les choses qui ont une réelle existence, des lois qui, en un mot, sont inhérentes à la *matière*, c'est-à-dire à l'*Être réellement et uniquement universel*, le vrai *substratum* de toutes les choses existantes. Je me dépêche d'ajouter que la matière n'existe jamais et nulle part comme *substratum* |108 que personne n'a pu la percevoir sous cette forme unitaire et abstraite ; qu'elle n'existe et ne peut exister toujours et partout que sous une forme beaucoup plus concrète, comme matière plus ou moins diversifiée et déterminée.

Les lois de l'équilibre, de la combinaison et de l'action mutuelle des forces ou du mouvement mécanique ; les lois de la pesanteur, de la chaleur, de la vibration des corps, de la lumière, de l'électricité, aussi bien que celles delà composition et de la décomposition chimique des corps, sont absolument inhérentes à toutes les choses qui existent, sans en excepter aucunement les différentes manifestations du sentiment, de la volonté et de l'esprit ; ces trois choses, qui constituent proprement le monde idéal de l'homme, n'étant elles-mêmes que des fonctionnements tout à fait matériels de la matière organisée et vivante, dans le corps de l'animal en général et surtout dans celui de l'animal humain en particulier [78]. Par

78 Je parle naturellement de l'esprit, de la volonté et des sentiments que nous connaissons, des seuls que nous puissions connaître : de ceux de l'animal et de l'homme, qui, de tous les animaux de cette terre, est — au point de vue général, non à celui de chaque faculté prise à part — sans doute le plus parfait. Quant à l'esprit, à la volonté et aux sentiments extra-humains et extra-mondiaux de l'Être dont nous parlent les théologiens et les métaphysiciens, je dois confesser mon ignorance, parce que je ne les ai jamais rencontrés, et personne que je sache n'a eu

conséquent toutes ces lois sont des lois générales, auxquelles sont soumis tous les ordres connus et inconnus d'existence réelle dans le monde.

Mais il est des lois particulières qui ne sont propres qu'à certains ordres particuliers de phénomènes, de faits et de choses, et qui forment entre elles des systèmes ou des groupes à part : tels sont, par exemple, le système des lois géologiques ; celui des lois de l'organisation végétale ; celui des lois de l'organisation animale ; celui enfin des lois qui président au développement idéel et social de l'animal le plus accompli sur la terre, de l'homme. On ne peut pas dire que les lois appartenant à l'un de ces systèmes soient absolument étrangères à celles qui composent les autres systèmes. Dans la nature, tout s'enchaîne beaucoup plus intimement qu'on ne le pense en général, et que ne le voudraient peut-être les pédants de la science, dans l'intérêt d'une plus grande précision dans leur travail de classification. Mais on peut dire pourtant que tel système de lois appartient beaucoup plus à tel ordre de choses et |109 de faits qu'à un autre, et que si, dans la succession dans laquelle je les ai présentées, les lois qui dominent dans le système précédent continuent de manifester leur action dans les phénomènes et les choses qui appartiennent à tous les systèmes qui le suivent, il n'existe pas d'action rétrograde des lois des systèmes suivants sur les choses et les faits des systèmes précédents. Ainsi la loi du *progrès*, qui constitue le caractère essentiel du développement

de rapports directs avec eux. Mais si nous en jugeons d'après ce que nous en disent ces messieurs, cet esprit est tellement incohérent et stupide, cette volonté et ces sentiments sont tellement pervers, que ce n'est pas la peine de s'en occuper autrement que pour constater tout le mal qu'ils sont censés avoir fait sur la terre. Pour prouver l'action absolue et directe des lois mécaniques, physiques et chimiques sur les faculté idéales de l'homme, je me contenterai de poser cette question : Que |109 deviendraient les plus sublimes combinaisons de l'intelligence, si, au moment où l'homme les conçoit, on décomposait seulement l'air qu'il respire, ou si le mouvement de la terre s'arrêtait, ou si l'homme se voyait inopinément enveloppé par une température de soixante degrés au-dessus ou au-dessous de zéro ? (*Note de Bakounine.*)

social de l'espèce humaine, ne se manifeste pas du tout dans la vie exclusivement animale, et encore moins dans la vie exclusivement végétale [79] ; tandis que toutes les lois du monde végétal et du monde animal se retrouvent, sans doute modifiées par de nouvelles circonstances, dans le monde humain.

Enfin, au sein même de ces grandes catégories de choses, de phénomènes et de faits, ainsi que des lois qui leur sont particulièrement inhérentes, il y a encore des divisions et des sous-divisions qui nous montrent ces mêmes lois se particularisant et se spécialisant toujours davantage, accompagnant pour ainsi dire la spécialisation de plus en plus déterminée, et qui devient plus restreinte à mesure qu'elle se détermine davantage, des êtres eux-mêmes.

L'homme n'a, pour constater toutes ces lois générales, particulières et spéciales, d'autre moyen que l'observation attentive et exacte des phénomènes et des faits qui se passent tant en dehors de lui qu'en lui-même. Il y distingue ce qui est accidentel et variable de ce qui s'y reproduit toujours et partout d'une manière invariable. Le procédé invariable par lequel se reproduit constamment un phénomène naturel, soit extérieur, soit intérieur, la succession invariable des faits qui le constituent, sont précisément ce que nous appelons la loi de ce phénomène. Cette constance et cette répétition ne sont |110 pourtant pas absolues. Elles laissent toujours un large champ à ce que nous appelons improprement les anomalies et les exceptions, — manière de parler fort peu juste, car les faits auxquels elle se rapporte prouvent seulement que ces règles générales, reconnues par nous comme des lois naturelles,

---

79 Il n'est pas nécessaire de faire remarquer ce qu'il y aurait d'inexact dans cette assertion si on l'entendait en un sens absolu. La vie humaine, la vie animale, la vie végétale, ne formant pas trois mondes distincts, la « loi du progrès » ne peut pas appartenir exclusivement à l'humanité. Bakounine le dira d'ailleurs expressément lui-même plus loin (voir p. 281), L'évolution des êtres animés, de la cellule primordiale éclose au sein des océans de l'époque géologique la plus lointaine, jusqu'à l'être supérieur que nous appelons homme, c'est précisément « la manifestation de la loi du progrès ». — J. G.

n'étant rien que des abstractions dégagées par notre esprit du développement réel des choses, ne sont pas en état d'embrasser, d'épuiser, d'expliquer toute l'infinie richesse de ce développement.

Cette foule de lois si diverses, et que notre science sépare en catégories différentes, forment-elles un seul système organique et universel, un système dans lequel elles s'enchaînent aussi bien que les êtres dont elles manifestent les transformations et le développement ? C'est fort probable. Mais ce qui est plus que probable, ce qui est certain, c'est que nous ne pourrons jamais arriver, non seulement à comprendre, mais seulement à embrasser ce système unique et réel de l'univers, système infiniment étendu d'un côté et infiniment spécialisé de l'autre ; de sorte qu'en l'étudiant nous nous arrêtons devant deux infinités : l'infiniment grand et l'infiniment petit.

Les détails en sont inépuisables. Il ne sera jamais donné à l'homme d'en connaître qu'une infiniment petite partie. Notre ciel étoile, avec sa multitude de soleils, ne forme qu'un point imperceptible dans l'immensité de l'espace, et, quoique nous l'embrassions du regard, nous n'en savons presque rien. Force nous est donc de nous contenter de connaître un peu notre système solaire, dont nous devons présumer la parfaite harmonie avec tout le reste de l'Univers, car, si cette harmonie n'existait pas, ou bien elle devrait s'établir, ou bien notre monde solaire périrait. Nous connaissons déjà fort bien ce dernier sous le rapport mécanique, et nous |111 commençons à le connaître déjà quelque peu sous le rapport physique, chimique, voire même géologique. Notre science ira difficilement beaucoup au delà. Si nous voulons une connaissance plus concrète, nous devons nous en tenir à notre globe terrestre. Nous savons qu'il est né dans le temps, et nous présumons que, je ne sais dans quel nombre indéfini de siècles ou de millions de siècles, il sera condamné à périr comme naît et périt, ou plutôt se transforme, tout ce qui est.

Comment notre globe terrestre, d'abord matière brûlante et gazeuse, s'est condensé, s'est refroidi ; par quelle immense

série d'évolutions géologiques il a dû passer, avant de pouvoir produire à sa surface toute cette infinie richesse de la vie organique, végétale et animale, depuis la simple cellule jusqu'à l'homme ; comment il s'est manifesté et continue à se développer dans notre monde historique et social ; quel est le but vers lequel nous marchons, poussés par cette loi suprême et fatale de transformation incessante, qui dans la société humaine s'appelle le progrès : voilà les seules questions qui nous soient accessibles, les seules qui puissent et qui doivent être réellement embrassées, étudiées et résolues par l'homme. Ne formant qu'un point imperceptible dans la question illimitée et indéfinissable de l'Univers, ces questions humaines et terrestres offrent tout de même à notre esprit un monde réellement infini, non dans le sens divin, c'est-à-dire abstrait, de ce mot, non comme l'Être suprême crée par l'abstraction religieuse ; infini, au contraire, par la richesse de ses détails, qu'aucune observation, aucune science ne sauront jamais épuiser.

Pour connaître ce monde, notre monde infini, la seule abstraction ne suffirait pas. Abandonnée à elle-même, elle nous reconduirait infailliblement à l'Être suprême, à Dieu, au Néant, comme elle l'a déjà fait dans l'histoire, ainsi que je vais l'expliquer bientôt [80]. Il faut, — tout en continuant d'appliquer cette faculté d'abstraction, sans laquelle |112 nous ne pourrions nous élever jamais d'un ordre de choses inférieur à un ordre de choses supérieur ni par conséquent comprendre la hiérarchie naturelle des êtres, — il faut que notre esprit se plonge en même temps, avec respect et amour, dans l'étude minutieuse des détails et des infiniment petits, sans laquelle nous ne pourrons jamais concevoir la réalité vivante des êtres. Ce n'est donc qu'en unissant ces deux facultés, ces deux actions de l'esprit en apparence si contraires ; l'abstraction, et l'analyse scrupuleuse, attentive et patiente des détails, que nous pourrons nous élever à la conception réelle de notre monde. Il est évident que, si notre sentiment et notre imagination peuvent nous donner une

80 Cette explication se trouve à la page 243. — J. G.

image, une représentation plus ou moins fausse de ce monde, la science seule pourra nous en donner une idée claire et précise.

Quelle est donc cette curiosité impérieuse qui pousse l'homme à reconnaître le monde qui l'entoure, à poursuivre avec une infatigable passion les secrets de cette nature dont il est lui-même, sur cette terre, la dernière et la plus parfaite création ? Cette curiosité est-elle un simple luxe, un agréable passe-temps, ou bien l'une des principales nécessités inhérentes à son être ? Je n'hésite pas à dire que, de toutes les nécessités qui constituent la nature de l'homme, c'est la plus humaine, et que l'homme ne se distingue effectivement des animaux de toutes les autres espèces que par ce besoin inextinguible de savoir, qu'il ne devient réellement et complètement homme que par l'éveil et par la satisfaction progressive de cet immense besoin de savoir. Pour se réaliser dans la plénitude de son être, l'homme doit se reconnaître, et il ne se reconnaîtra jamais d'une manière complète et réelle tant qu'il n'aura pas reconnu la nature qui l'enveloppe et dont il est le produit. À moins donc de renoncer à son humanité, l'homme doit savoir, il doit pénétrer par sa pensée tout le monde réel, et, sans espoir |113 de pouvoir jamais en atteindre le fond, il doit en approfondir toujours davantage la coordination et les lois, car son humanité n'est qu'à ce prix. Il lui en faut reconnaître toutes les régions inférieures, antérieures et contemporaines à lui-même, toutes les évolutions mécaniques, physiques, chimiques, géologiques, végétales et animales, c'est-à-dire toutes les causes et toutes les conditions de sa propre naissance, de son existence et de son développement ; afin qu'il puisse comprendre sa propre nature et sa mission sur cette terre, sa patrie et son théâtre unique ; afin que, dans ce monde de l'aveugle fatalité, il puisse inaugurer son monde humain, le monde de la liberté.

Telle est la tâche de l'homme : elle est inépuisable, elle est infinie et bien suffisante pour satisfaire les esprits et les cœurs les plus fiers et les plus ambitieux. Être éphémère et imperceptible, perdu au milieu de l'océan sans rivages de la transformation universelle, avec une éternité ignorée derrière

lui, et une éternité immense devant lui, l'homme pensant, l'homme actif, l'homme conscient de son humaine destinée, reste calme et fier dans le sentiment de sa liberté, qu'il conquiert en s'émancipant lui-même par le travail, par la science, et en émancipant, en révoltant au besoin, autour de lui tous les hommes, ses semblables, ses frères. Si vous lui demandez après cela son intime pensée, son dernier mot sur *l'unité réelle de l'Univers*, il vous dira que c'est *l'éternelle transformation*, un mouvement infiniment détaillé, diversifié, et, à cause de cela même, ordonné en lui-même, mais n'ayant néanmoins ni commencement, ni limite, ni fin. C'est donc le contraire absolu de la Providence : la négation de Dieu.

On comprend que, dans l'univers ainsi entendu, il ne puisse être question ni d'idées antérieures ni de lois préconçues et préordonnées. Les idées, y compris celle de Dieu, n'existent sur cette terre qu'autant qu'elles ont été produites par le cerveau. On voit donc qu'elles viennent beaucoup plus tard que les faits naturels, beaucoup plus tard que les lois qui gouvernent ces faits. Elles sont justes lorsqu'elles sont conformes à ces lois, fausses lorsqu'elles leur sont contraires. Quant aux lois de la nature, elles ne se manifestent sous cette forme idéale ou abstraite de loi que pour l'intelligence humaine, lorsque, reproduites par notre cerveau, sur la base d'observations plus ou moins exactes des choses, des phénomènes et de la succession des faits, elles prennent cette forme d'idées humaines quasi-spontanées. Antérieurement à la naissance de la pensée humaine, elles ne sont reconnues comme des lois par personne, et n'existent qu'à l'état de *procédés réels de la nature*, procédés qui, comme je viens de le dire plus haut, sont toujours déterminés par un concours indéfini de conditions particulières, d'influences et de causes qui se répètent régulièrement Ce mot *nature* exclut par conséquent toute idée mystique ou métaphysique de substance, de cause finale ou de

création providentiellement combinée et dirigée.

Mais puisqu'il existe un ordre dans la nature, il doit y avoir eu nécessairement un ordonnateur, dira-t-on ? Pas du tout. Un ordonnateur, fût-il un Dieu, n'aurait pu qu'entraver par son arbitraire personnel l'ordonnance naturelle et le développement logique des choses ; et nous savons bien que la propriété principale des Dieux de toutes les religions, c'est d'être précisément supérieurs, c'est-à-dire contraires, à toute logique naturelle, et de ne reconnaître qu'une seule logique : celle de l'absurdité et de l'iniquité. Car qu'est-ce que la logique, si ce n'est |114 le développement naturel des choses, ou bien le procédé naturel par lequel beaucoup de causes déterminantes, inhérentes à ces choses, produisent des faits nouveaux [81] ? Par conséquent, il me sera permis d'énoncer cet axiome si simple et en même temps si décisif :

Tout ce qui est naturel est logique, et tout ce qui est logique ou bien se trouve déjà réalisé, ou bien devra être réalisé dans le monde naturel, y compris le monde social [82].

---

81 Dire que Dieu n'est pas contraire à la logique, c'est affirmer que, dans toute l'extension de son être, il est complètement logique ; qu'il ne contient rien qui soit au-dessus, ou, ce qui veut dire la même chose, en dehors de la logique ; que, par conséquent, lui-même il n'est *rien que la logique*, rien que *ce courant ou ce développement naturel des choses réelles* ; c'est dire que Dieu n'existe pas. L'existence de Dieu ne peut donc avoir d'autre signification que celle de la négation des lois naturelles ; d'où résulte ce dilemme inévitable : *Dieu est, donc il n'y a point de lois naturelles, il n'y a point d'ordre dans la nature, le monde présente un chuos, ou bien : Le monde est ordonné en lui-même, donc Dieu n'existe pas*. (*Note de Bakounine.*)

82 Il ne résulte aucunement de là que tout ce qui est logique ou naturel soit, au point de vue humain, nécessairement utile, bon et juste. Les grandes catastrophes naturelles : les tremblements de terre, les éruptions de volcans, les inondations, les tempêtes, les maladies pestilentielles, qui dévastent et détruisent des cités et des populations tout entières, sont certainement des faits naturels produits *logiquement* par un concours de causes naturelles, mais personne ne dira qu'elles sont bienfaisantes pour l'humanité. Il en est de même des faits qui se produisent dans l'histoire : les plus horribles institutions soi-disant divines et humaines ; tous les crimes passés et présents des

Mais si les lois du monde naturel et du monde social [83] n'ont été créées ni ordonnées par personne, pourquoi et comment existent-elles ? Qu'est-ce qui leur donne ce caractère invariable ? Voilà une question qu'il n'est pas en mon pouvoir de résoudre, et à laquelle, que je sache, personne n'a encore trouvé et ne trouvera sans doute jamais de réponse. Je me trompe : les théologiens et les métaphysiciens ont bien essayé d'y répondre par la supposition d'une cause première suprême, d'une Divinité créatrice des mondes, ou au moins, comme disent les métaphysiciens panthéistes, |116 par celle d'une âme divine ou d'une pensée absolue, incarnée dans l'univers et se manifestant par le mouvement et la vie de tous les êtres qui naissent et qui meurent en son sein. Aucune de ces suppositions ne supporte la moindre critique. Il m'a été facile de prouver (p. 230) que celle d'un Dieu créateur des lois naturelles et sociales contenait en elle-même la négation complète de ces lois, rendait leur existence même, c'est-à-dire leur réalisation et leur efficacité, impossible ; qu'un Dieu ordonnateur de ce monde devait nécessairement y produire l'anarchie [84], le chaos ;

chefs, de ces soi-disant bienfaiteurs et tuteurs de notre pauvre espèce humaine, et la désespérante stupidité des peuples qui obéissent à leur joug ; les exploits actuels des Napoléon III, des Bismarck, des Alexandre II et de tant d'autres souverains ou hommes politiques et militaires de l'Europe, et la lâcheté incroyable de cette bourgeoisie de tous les pays qui les encourage, les soutient, tout en les abhorrant du fond de son cœur ; tout cela présente une série de faits naturels produits par des causes naturelles, et par conséquent très logiques, ce qui ne les empêche pas d'être excessivement funestes à l'humanité. (*Note de Bakounine.*)

83 Je suis l'usage établi, en séparant en quelque sorte le monde social du monde naturel. Il est évident que la société humaine, considérée dans toute l'étendue et dans toute la largeur de son développement historique, est aussi naturelle, et aussi complètement subordonnée à toutes les lois de la nature, que le monde animal et végétal, par exemple, dont elle est la dernière et la plus haute expression sur cette terre. (*Note de Bakounine.*)

84 Il est assez piquant de voir Bakounine, se conformant à l'usage habituel de la langue, prendre ici le mot « anarchie » en mauvaise part, dans le sens de « désordre ». Pourquoi l'a-t-il fait ? simple négligence de style,

que, par conséquent, de deux choses l'une, ou bien Dieu, ou bien les lois de la nature n'existent pas ; et comme nous savons d'une manière certaine, par l'expérience de chaque jour et par la science, qui n'est autre chose que l'expérience systématisée des siècles, que ces lois existent, nous devons en conclure que Dieu n'existe pas.

En approfondissant le sens de ces mots : *lois naturelles*, nous trouverons donc qu'ils excluent d'une manière absolue l'idée et la possibilité même d'un créateur, d'un ordonnateur et d'un législateur, parce que l'idée d'un législateur exclut à son tour d'une manière tout aussi absolue celle de l'*inhérence des lois aux choses* ; et du moment qu'une loi n'est pas inhérente aux choses qu'elle gouverne, elle est nécessairement, par rapport à ces choses, une loi arbitraire, c'est-à-dire fondée non sur leur propre nature, mais sur la pensée et sur la volonté du législateur. Par conséquent, toutes les lois qui émanent d'un législateur, soit humain, soit divin, soit individuel, soit collectif, et fût-il même nommé par le suffrage universel, sont des lois despotiques, nécessairement étrangères et hostiles aux hommes et aux choses qu'elles doivent diriger : ce ne sont pas des lois, mais des |117 décrets, auxquels on obéit non par nécessité intérieure et par tendance naturelle, mais parce qu'on y est obligé par une force extérieure, soit divine, soit humaine ; des arrêts arbitraires, auxquels l'hypocrisie sociale, plutôt inconsciente que consciente, donne arbitrairement le nom de loi.

Une loi n'est réellement une loi naturelle que lorsqu'elle est absolument inhérente aux choses qui la manifestent à noire esprit ; que lorsqu'elle constitue leur propriété, leur propre nature plus ou moins déterminée, et non la nature universelle et abstraite de je ne sais quelle substance divine ou d'une pensée absolue ; substance et pensée nécessairement extra-mondiales,

---

sans doute. Il savait mieux que personne qu'« anarchie » est au contraire synonyme d'« ordre naturel », puisque l'absence d'un ordonnateur est la condition nécessaire de l'existence de l'ordre, ainsi qu'il va le démontrer à la page suivante. — J. G.

surnaturelles et illogiques, parce que, si elles ne l'étaient pas, elles s'anéantiraient dans la réalité et dans la logique naturelle des choses. Les lois naturelles sont les procédés naturels et réels, plus ou moins particuliers, par lesquels toutes les choses existent, et, au point de vue théorique, elles sont la seule explication possible des choses. Donc, qui veut les comprendre doit renoncer une fois pour toutes et au Dieu personnel des théologiens et à la Divinité impersonnelle des métaphysiciens.

Mais de ce que nous pouvons nier avec une pleine certitude l'existence d'un divin législateur, il ne suit pas du tout que nous puissions nous rendre compte de la manière dont se sont établies les lois naturelles et sociales dans le monde. Elles existent, elles sont inséparables du monde réel, de cet ensemble de choses et de faits, dont nous sommes nous mêmes les produits, les effets, sauf à devenir aussi, à notre tour, des causes — relatives — d'êtres, de choses et de faits nouveaux. Voilà tout ce que nous savons, et, je pense, tout ce que nous pouvons savoir. D'ailleurs comment pourrions-nous trouver la cause première, puisqu'elle n'existe pas ? ce que nous avons appelé la Causalité universelle n'étant elle-même qu'une |118 Résultante de toutes les causes particulières agissantes dans l'Univers. Demander pourquoi les lois naturelles existent, ne serait-ce pas la même chose que de demander pourquoi existe cet Univers, en dehors duquel il n'y a rien, — pourquoi l'Être est ? C'est absurde.

---

2. L'homme. — Intelligence, Volonté.
(*Feuillets 118-152.*)

En obéissant aux lois de la nature, ai-je dit, l'homme n'est point esclave, puisqu'il n'obéit qu'à des lois qui sont inhérentes à sa propre nature, aux conditions mêmes par lesquelles il existe et qui constituent tout son être : en leur obéissant, il obéit

à lui-même.

Et pourtant il existe au sein de cette même nature un esclavage dont l'homme est tenu de se libérer sous peine de renoncer à son humanité : c'est celui du monde naturel qui l'entoure et qu'on nomme habituellement la *nature extérieure*. C'est l'ensemble des choses, des phénomènes et des êtres vivants qui l'obsèdent, l'enveloppent constamment de toutes parts, sans lesquels et en dehors desquels, il est vrai, il ne saurait vivre un seul instant, mais qui néanmoins semblent conjurés contre lui, de sorte qu'à chaque instant de sa vie il est forcé de défendre contre eux son existence. L'homme ne peut se passer de ce monde extérieur, parce qu'il ne peut vivre qu'en lui et ne peut se nourrir qu'à ses dépens ; et, en même temps, il doit se sauvegarder contre lui, parce que ce monde semble vouloir toujours le dévorer à son tour.

Considéré à ce point de vue, le monde naturel nous présente le tableau meurtrier et sanglant d'une lutte acharnée et perpétuelle, de la *lutte pour la vie*. L'homme n'est pas seul à combattre : tous les animaux, |119 tous les êtres vivants, que dis-je ? toutes les choses qui existent, ponant en elles-mêmes, comme lui, quoique d'une manière beaucoup moins apparente, le germe de leur propre destruction, et, pour ainsi dire, leur propre ennemi, — cette même fatalité naturelle qui les produit, les conserve et les détruit à la fois, — luttent comme lui, chaque catégorie de choses, chaque espèce végétale et animale, ne vivant qu'au détriment de toutes les autres ; l'une dévore l'autre, de sorte que, ainsi que je l'ai dit autre part [85], « le monde naturel peut être considéré comme une sanglante hécatombe, comme une tragédie lugubre créée par la faim. Il est le théâtre constant d'une lutte sans merci et sans trêve. Nous n'avons pas à nous demander pourquoi cela est ainsi, et nous n'en sommes nullement responsables. Nous trouvons cet ordre de choses

85 Dans le *Progrès*, du Locle, numéro du 21 août 1869, article intitulé *le Patriotisme*. Le passage reproduit ici par Bakounine, avec quelques légers changements dans la forme, se trouve aux pages 253 et 254 du tome Ier des *Œuvres* (Stock, 1895). — J. G.

établi lorsque nous arrivons à la vie. C'est notre point de départ naturel, et nous n'avons à faire autre chose qu'à constater le fait et qu'à nous convaincre que depuis que le monde existe il en a toujours été ainsi, et que, selon toutes les probabilités, il n'en sera jamais autrement dans le monde animal. L'harmonie s'y établit par la lutte : par le triomphe des uns, par la défaite et par la mort des autres, par la souffrance de tous... Nous ne disons pas, avec les chrétiens, que cette terre est une vallée de douleurs ; il y a des plaisirs aussi, autrement les êtres vivants ne tiendraient pas tant à la vie. Mais nous devons convenir que la Nature n'est pas du tout aussi tendre mère qu'on le dit, et que, pour vivre, pour se conserver en son sein, ils ont besoin d'une singulière énergie, *Car dans le monde naturel les forts vivent et les faibles succombent, et les premiers ne vivent que parce que les autres succombent* [86]. Telle est la loi |120 suprême du monde animal. Est-il possible que cette loi fatale soit celle du monde humain et social ? »

Hélas ! La vie tant individuelle que sociale de l'homme n'est d'abord rien que la continuation la plus immédiate de la vie animale. Elle n'est autre chose que celte même vie animale, mais seulement compliquée d'un élément nouveau : *la faculté de penser et de parler*.

L'homme n'est pas le seul animal intelligent sur la terre.

86 Ici Bakounine a placé dans son manuscrit, sous la forme d'une note remplissant quatre feuillets supplémentaires marqués A, B, C et D, un long passage emprunte au même article du *Progrès*. Ce passage, qu'il serait superflu de reproduire ici, s'étend d'un alinéa commençant par les mots « : Ceux qui admettent l'existence d'un Dieu créateur... », p. 248 de la réimpression au tome Ier des *Œuvres*, jusqu'à la quatrième ligne de la p. 253 de la réimpression, avec quelques suppressions dans la seconde moitié de la page 252. — J. G.

Bien loin de là ; la psychologie comparée nous démontre qu'il n'existe point d'animal qui soit absolument dénué d'intelligence, et que plus une espèce, par son organisation et surtout par le développement de son cerveau, se rapproche de l'homme, plus son intelligence se développe et s'élève aussi. Mais dans l'homme seul elle arrive à ce qu'on appelle proprement la *faculté de penser*, c'est-à-dire de comparer, de séparer et de combiner entre elles les représentations des objets tant extérieurs qu'intérieurs qui nous sont donnés par nos sens, d'en former des groupes ; puis de comparer et de combiner encore entre eux ces groupes, qui ne sont plus des êtres réels, ni des représentations d'objets perçus par nos sens, mais des *notions abstraites*, formées et classées par le travail de notre esprit, et qui, retenues par notre mémoire, autre faculté du cerveau, deviennent le point de départ ou la base de ces conclusions que nous appelons les *idées* [87]. Tous ces

87 Il a fallu une grande dose d'extravagance théologique et métaphysique pour s'imaginer une âme immatérielle vivant emprisonnée dans le corps tout à fait matériel de l'homme, alors qu'il est clair que ce qui est matériel seu |121 lement peut être interné, limité, contenu dans une prison matérielle. Il fallait avoir la foi robuste de Tertullien, manifestée par ce mot si célèbre : *Je crois en ce qui est absurde !* pour admettre deux choses aussi incompatibles que cette prétendue immatérialité de l'âme et sa dépendance immédiate des modifications matérielles, des phénomènes pathologiques qui se produisent dans le corps de l'homme. Pour nous, qui ne pouvons croire en l'absurde et qui ne sommes nullement disposés à adorer l'absurde, l'âme humaine — tout cet ensemble de facultés affectives, intellectuelles et volitives qui constituent le monde idéel ou spirituel de l'homme — n'est rien que la dernière et la plus haute expression de sa vie animale, des fonctions tout à fait matérielles d'un organe tout à fait matériel, le cerveau. La faculté de penser, en tant que puissance formelle, son degré et sa nature particulière et pour ainsi dire individuelle dans chaque homme, tout cela dépend tout d'abord de la conformation plus ou moins heureuse de son cerveau. Mais ensuite cette faculté se consolide par la santé du corps avant tout, par une bonne hygiène et par une bonne nourriture ; puis elle se développe et se fortifie par un exercice rationnel, par l'éducation et par l'instruction, par l'application des bonnes méthodes scientifiques, de même que la force et la dextérité

fonctionnements de notre |121 cerveau auraient été impossibles, si l'homme n'était doué d'une autre faculté complémentaire et inséparable de celle de penser : de la faculté d'incorporer et de fixer, pour ainsi dire, jusque dans leurs variations et leurs modifications les plus fines et les plus compliquées, toutes ces opérations de l'esprit, tous ces agissements matériels du cerveau, par des signes extérieurs : si

---

musculaires de l'homme se développent par la gymnastique.

La nature, soutenue principalement par l'organisation vicieuse de la société, crée mal heureusement quelque fois des idiots, des individus humains fort stupides. Quelquefois elle crée aussi des hommes de |122 génie. Mais les uns comme les autres ne sont que des exceptions. L'immense majorité des individus humains naissent égaux ou à peu près égaux : non identiques sans doute, mais équivalents dans ce sens que, dans chacun, les défauts et les qualités se compensent à peu près, de sorte que, considérés dans leur ensemble, l'un vaut l'autre. C'est l'éducation qui produit les énormes différences qui nous désespèrent aujourd'hui. D'où je tire cette conclusion que, pour établir l'égalité parmi les hommes, il faut absolument l'établir dans l'éducation des enfants.

[Je n'ai parlé jusqu'à présent que de la faculté *formelle* de concevoir des pensées. Quant aux pensées elles-mêmes, qui constituent le fond de notre monde intellectuel et que les métaphysiciens considèrent comme des créations spontanées et pures de notre esprit, elles ne furent à leur origine rien que de simples constatations, naturellement très imparfaites d'abord, des faits naturels et sociaux, et des conclusions, encore moins judicieuses, tirées de ces faits. Tel fut le commencement de toutes les représentations, imaginations, hallucinations et idées humaines, d'où l'on voit que le contenu de notre pensée, nos pensées proprement dites, nos idées, loin d'avoir été créées par une action toute spontanée de l'esprit, ou d'être innées, comme le prétendent encore aujourd'hui les métaphysiciens, nous ont été données dès l'abord par le monde des choses et des faits réels tant extérieurs qu'intérieurs. L'esprit de l'homme, c'est-à-dire le travail ou le propre fonctionnement de son cerveau, provoqué par les impressions que lui transmettent ses nerfs, n'y apporte qu'une action *toute formelle*, consistant à comparer et à combiner ces choses et ces faits en des systèmes justes ou faux : justes, s'ils sont conformes à l'ordre réellement inhérent aux choses et aux faits ; faux, s'ils lui sont contraires. Par la parole, les idées ainsi élaborées se précisent et se

l'homme, en un mot, n'était doué de la *faculté de parler*. Tous les autres animaux ont un langage aussi, qui on doute ? |122 mais, de même que leur intelligence ne s'élève jamais au-dessus des représentations matérielles, ou, tout au plus, au-dessus d'une toute première comparaison et combinaison de ces représentations entre elles, de même leur langage, dénué d'organisation et incapable de développement, |123 n'exprime

---

fixent dans l'esprit de l'homme et se transmettent d'un homme à un autre, de sorte que les notions individuelles sur les choses, les idées individuelles de chacun, se rencontrant, se contrôlant et se modifiant mutuellement, et se confondant, se mariant en un seul système, finissent par former la conscience commune ou la pensée collective d'une société d'hommes plus ou moins étendue, pensée toujours modifiable et toujours poussée en avant par les travaux nouveaux de | 123 chaque individu ; et, transmis, par la tradition, d'une génération à l'autre, cet ensemble d'imaginations et de pensées, s'enrichissant et s'étendant toujours davantage par le travail collectif des siècles, forme à chaque époque de l'histoire, dans un milieu social plus ou moins étendu, le patrimoine collectif de tous les individus qui composent ce milieu.

Chaque génération nouvelle trouve à son berceau un monde d'idées, d'imaginations et de sentiments qui lui est transmis sous forme d'héritage commun par le travail intellectuel et moral de toutes les générations passées. Ce monde ne se présente pas d'abord, à l'homme nouveau-né, dans sa forme idéale, comme système de représentations et d'idées, comme religion, comme doctrine ; l'enfant serait incapable de le recevoir sous cette forme ; il s'impose à lui comme un monde de faits, incarné et réalisé dans les personnes et les choses qui l'entourent, et parlant à ses sens par tout ce qu'il entend et ce qu'il voit dès les premiers jours de sa naissance. Car les idées et les représentations humaines, qui n'ont été d'abord rien que les produits des faits naturels et sociaux, — en ce sens qu'ils n'en ont été d'abord rien que la répercussion ou la réflexion dans le cerveau de l'homme, et la reproduction pour ainsi dire idéale et plus ou moins judicieuse par cet organe absolument matériel de la pensée humaine, — acquièrent plus tard, après qu'elles se sont bien établies, de la manière que je viens d'expliquer, dans la conscience collective d'une société quelconque, cette puissance de devenir à leur tour des causes productives de faits nouveaux, non proprement naturels, mais sociaux. Elles modifient l'existence, les habitudes et les institutions humaines, en un mol tous

que des sensations ou des notions matérielles, jamais des idées. Je puis donc dire, sans crainte d'être réfuté, que, de tous les animaux de cette terre, l'homme seul pense et parle.

Seul il est doué de cette puissance d'abstraction qui — sans doute fortifiée et développée dans l'espèce humaine par le travail des siècles, en l'élevant successivement *en lui-même*, c'est-à-dire dans sa pensée et seulement par l'action abstractive

---

les rapports qui existent entre les hommes dans la société, et, par leur incarnation jusque dans les faits et les choses les plus journaliers de la vie de chacun, elles deviennent sensibles, palpables pour tous, même pour les enfants. De sorte que chaque génération nouvelle s'en pénètre dès sa plus tendre enfance ; et, quand elle arrive à l'âge viril où commence proprement le travail de sa propre pensée, aguerrie, exercée, et nécessairement accompagnée d'une |124 critique nouvelle, elle trouve, en elle-même aussi bien que dans la société qui l'entoure, tout un monde de pensées et de représentations établies qui lui servent de point de départ et lui donnent en quelque sorte l'étoffe ou la matière première pour son propre travail intellectuel et moral. De ce nombre sont les imaginations traditionnelles et communes que les métaphysiciens — trompés par la manière tout à fait insensible et imperceptible par laquelle, venant du dehors, elles pénètrent et s'impriment dans le cerveau des enfants, avant même qu'ils soient arrivés à la conscience d'eux-mêmes — appellent faussement les idées innées.

Mais à côté de ces idées générales, telles que celles de Dieu ou de l'âme, — idées absurdes, mais sanctionnées par l'ignorance universelle et par la stupidité des siècles, au point qu'aujourd'hui même on ne saurait encore se prononcer ouvertement et dans un langage populaire contre elles, sans courir le danger d'être lapidé par l'hypocrisie bourgeoise, — à côté de ces idées tout abstraites, l'adolescent rencontre, dans la société au milieu de laquelle il se développe, et, par suite de l'influence exercée par cette même société sur son enfance, il trouve en lui-même, une quantité d'autres idées beaucoup plus déterminées sur la nature et sur la société, des idées qui touchent de plus près à la vie réelle de l'homme, à son existence journalière. Telles sont les idées sur la justice, sur les devoirs, sur les convenances sociales, sur les droits de chacun, sur la famille, sur la propriété, sur l'État, et beaucoup d'autres plus particulières encore, qui règlent les rapports des hommes entre eux. Toutes ces idées que l'homme trouve incarnées en son propre esprit par l'éducation qu'indépendamment de toute action spontanée de cet esprit il a subie pendant son enfance, idées qui, lorsqu'il est arrivé à la conscience de lui-même, se présentent à lui comme des idées généralement acceptées et consacrées par la conscience collective de la société où il vit, toutes ces idées ont été produites, ai-je dit, par le travail intellectuel et moral collectif des générations passées. Comment ont-elles été produites ? *Par la constatation et par une sorte de consécration des faits accomplis*, car dans les développements pratiques de |125 l'humanité, aussi bien que dans la science proprement dite, *les faits accomplis précèdent toujours les idées*, ce qui prouve encore une fois que le contenu même de

de sa pensée, au-dessus de tous les |124 objets qui l'environnent et même au-dessus de lui-même en tant qu'individu et espèce — lui permet de concevoir ou de créer l'idée de la Totalité des êtres, de l'Univers et de l'Infini absolu : idée complètement abstraite, vide de tout contenu et, comme telle, identique au Néant, sans doute, mais qui tout de même s'est montrée toute-puissante dans le développement historique de l'homme, parce qu'ayant été une des causes principales de toutes ses conquêtes et en même temps de |125 toutes ses divagations, de ses malheurs et de ses crimes postérieurs, elle l'a arraché aux prétendues béatitudes du paradis animal, pour le jeter dans les triomphes et dans les tourments infinis d'un développement sans bornes.

Grâce à cette puissance d'abstraction, l'homme, en s'élevant au-dessus de la pression immédiate que les objets extérieurs exercent sur l'individu, peut les comparer les uns avec les autres et observer leurs rapports mutuels : voilà le commencement de l'analyse et de la science expérimentale. Grâce à cette même faculté, l'homme se dédouble pour ainsi dire, et, se séparant de lui-même en lui-même, il s'élève en quelque sorte au-dessus de ses propres mouvements intérieurs, au-dessus des sensations qu'il éprouve, des instincts, des appétits, des désirs qui s'éveillent en lui, aussi bien que des tendances affectives qu'il ressent ; ce qui lui donne la possibilité de les comparer entre eux, de même qu'il compare les objets et les mouvements extérieurs, et de *prendre parti* pour les uns

---

la pensée humaine, son fond réel, n'est point une création spontanée de l'esprit, mais qu'il est donné toujours par l'expérience réfléchie des choses réelles.] (*Note de Bakounine.*) — La partie de la note que j'ai placée entre crochets (les trois derniers alinéas) est biffée dans le manuscrit, et Bakounine a écrit en marge : *Employé*. Il a fait usage de ce morceau dans la longue *Note* qui occupe les feuillets 286-340 du manuscrit de *L'Empire knouto-germanique* (voir au tome Ier des *Œuvres*, de la ligne 23 de la page 290 à la ligne 1 de la page 293) — On remarquera que le mot *formel*, dans la présente note, n'est pas pris par Bakounine dans le sens que lui donne, par exemple, Aristote, pour qui la forme est ce qui constitue l'essence des choses, en sorte que l'élément *formel* est l'élément qui détermine un être et lui donne l'existence actuelle. Dans le vocabulaire de Bakounine, une faculté *formelle* est une faculté considérée indépendamment de son contenu, indépendamment des réalités concrètes ou abstraites sur lesquelles s'exerce son activité ; le travail du cerveau humain est qualifié de travail *formel*, parce que, opérant sur les faits réels et les choses réelles qui lui sont donnés, il ne les a pas créés, mais se borne à les combiner et à les agencer, à les systématiser, — J. G.

contre les autres, selon l'idéal de justice et de bien, ou selon la passion dominante, que l'influence de la société et des circonstances particulières ont développés et fortifiés en lui. Cette puissance de prendre parti en faveur d'un ou de plusieurs moteurs, qui agissent en lui dans un sens déterminé, contre d'autres moteurs également intérieurs et déterminés, s'appelle la *volonté*.

Ainsi expliqués et compris, l'esprit de l'homme et sa volonté ne se présentent plus comme des puissances absolument autonomes, indépendantes du monde matériel et capables, en créant, l'un des pensées, l'autre des actes spontanés, de rompre l'enchaînement fatal des effets et des causes qui constitue la solidarité universelle des mondes. L'un et l'autre apparaissent au contraire comme des forces dont l'*indépendance est* |126 *excessivement relative*, parce que, tout aussi bien que la force musculaire de l'homme, ces forces ou ces capacités nerveuses se forment dans chaque individu par un concours de circonstances, d'influences et d'actions extérieures, matérielles et sociales, absolument indépendantes et de sa pensée et de sa volonté. Et tout aussi bien que nous devons rejeter la possibilité de ce que les métaphysiciens nomment les idées spontanées, nous devons rejeter aussi les actes spontanés de la volonté, le *libre arbitre* et la responsabilité morale de l'homme, *dans le sens théologique, métaphysique et juridique de ce mot*.

Chaque homme à sa naissance et pendant toute la durée de son développement, de sa vie, n'étant autre chose que la résultante d'une quantité innombrable d'actions, de circonstances, et de conditions innombrables, matérielles et sociales, qui continuent de le produire tant qu'il vit, d'où lui viendrait, à lui, chaînon passager et à peine perceptible de l'enchaînement universel de tous les êtres passés, présents et à venir, la puissance de rompre par un acte volontaire cette éternelle et omnipotente solidarité, le seul être universel et absolu qui existe réellement, mais qu'aucune imagination humaine ne saurait embrasser ? Reconnaissons donc, une fois

pour toutes, que vis-à-vis de cette universelle nature, notre mère, qui nous forme, nous élève, nous nourrit, nous enveloppe, nous pénètre jusque dans la moelle de nos os et jusqu'aux plus intimes profondeurs de notre être intellectuel et moral, et |127 qui finit toujours par nous étouffer dans son embrassement maternel, il n'est, pour eux, ni d'indépendance ni de révolte possible.

Il est vrai que, par la connaissance et par l'application réfléchie des lois de la nature, l'homme s'émancipe graduellement, mais non de ce joug universel que portent avec lui tous les êtres vivants et toutes les choses qui existent, qui se produisent et qui disparaissent dans le monde ; il se délivre seulement de la pression brutale qu'exerce sur lui son monde extérieur, matériel et social, y compris toutes les choses et tous les hommes qui l'entourent. Il domine les choses par la science et par le travail ; quant au joug arbitraire des hommes, il le renverse par les révolutions. Tel est donc l'unique sens rationnel de ce mot *liberté* : c'est la domination sur les choses extérieures, *fondée sur l'observation respectueuse des lois de la nature* ; c'est l'indépendance vis-à-vis des prétentions et des actes despotiques des hommes ; c'est la science, le travail, la révolte politique, c'est enfin l'organisation à la fois réfléchie et libre du milieu social, conformément aux lois naturelles qui sont inhérentes à toute humaine société. La première et la dernière condition de cette liberté restent donc toujours la soumission la plus absolue à l'omnipotence de la nature, notre mère, et l'observation, l'application la plus rigoureuse de ses lois.

Personne ne parle du libre arbitre des animaux. Tous s'accordent en ceci, que les animaux, à chaque instant de leur vie et dans chacun de leurs actes, sont déterminés par des causes indépendantes de leur pensée et de leur volonté ; qu'ils suivent fatalement l'impulsion qu'ils reçoivent tant du monde extérieur que de leur propre nature intérieure ; |128 qu'ils n'ont aucune possibilité, en un mot, d'interrompre par leurs idées et par les actes spontanés de leur volonté le courant universel de la vie, et que par conséquent il n'existe pour eux aucune

responsabilité ni juridique, ni morale [88]. Et pourtant, tous les animaux sont incontestablement doués et d'intelligence et de volonté. Entre ces facultés animales et les facultés correspondantes de l'homme, il n'y a qu'une différence quantitative, une différence de degré. Pourquoi donc déclarons-nous l'homme *absolument* responsable et l'animal absolument irresponsable ?

Je pense que l'erreur ne consiste pas dans cette idée de responsabilité, qui existe d'une manière très réelle non seulement pour l'homme, mais pour tous les animaux aussi, sans en excepter aucun, quoique à différents degrés pour chacun ; elle consiste dans le *sens absolu* que notre vanité humaine, soutenue par une aberration théologique ou métaphysique, donne à la responsabilité humaine. Toute l'erreur est dans ce mot : *absolu*. L'homme n'est pas *absolument* responsable et l'animal n'est pas *absolument* irresponsable. La responsabilité de l'un comme de l'autre est *relative* au degré de réflexion dont il est capable.

Nous pouvons accepter comme un axiome général que ce qui n'existe pas dans le monde animai, au moins à l'état de germe, n'existe et ne se produira jamais dans le monde humain,

---

88 Cette idée de l'irresponsabilité morale des animaux est admise par tous. Mais elle n'est pas conforme en tous points à la vérité. Nous pouvons nous en assurer par l'expérience de chaque jour, dans nos rapports avec les animaux apprivoisés et dressés. Nous les élevons non en vue de leur utilité et de leur moralité propres, mais conformément à nos intérêts et à nos buts ; nous les habituons à dominer, à contenir leurs instincts, leurs désirs, c'est-à-dire nous développons en eux une force intérieure qui n'est autre chose que la volonté. Et lorsqu'ils agissent contrairement aux habitudes que nous avons voulu leur donner, nous les punissons ; donc nous les considérons, nous les traitons comme des êtres responsables, capables de comprendre qu'ils ont enfreint la loi que nous leur avons imposée, et nous les soumettons à une sorte de juridiction domestique. Nous les traitons en un mot comme le Bon Dieu des chrétiens traite les hommes, — avec cette différence que nous le faisons pour notre utilité, lui pour sa gloire, nous pour satisfaire notre égoïsme, lui pour contenter et nourrir son infinie vanité. (*Note de Bakounine.*)

|129 l'humanité n'étant rien que le dernier développement de l'animalité sur cette terre. Donc, s'il n'y avait pas de responsabilité animale, il ne pourrait y avoir aucune responsabilité humaine, l'homme étant d'ailleurs soumis à l'absolue omnipotence de la nature, tout aussi bien que l'animal le plus imparfait de cette terre ; de sorte qu'au point de vue absolu, les animaux et l'homme sont également irresponsables.

Mais la responsabilité relative existe certainement à tous les degrés de la vie animale ; imperceptible dans les espèces inférieures, elle est déjà très prononcée dans les animaux doués d'une organisation supérieure. Les bêtes élèvent leurs enfants, elles en développent à leur manière l'intelligence, c'est-à-dire la compréhension ou la connaissance des choses, et la volonté, c'est-à-dire cette faculté, cette force intérieure qui nous permet de contenir nos mouvements instinctifs ; elles punissent même avec une tendresse paternelle la désobéissance de leurs petits. Donc il y a chez les animaux mêmes un commencement de responsabilité morale.

La volonté, aussi bien que l'intelligence, n'est donc pas une étincelle mystique, immortelle et divine, tombée miraculeusement du ciel sur la terre, pour animer des morceaux de chair, des cadavres. C'est le produit de la chair organisée et vivante, le produit de l'organisme animal. Le plus parfait organisme est celui de l'homme, et par conséquent c'est dans l'homme que se trouvent l'intelligence et la volonté relativement les plus parfaites, et surtout les plus capables de perfectionnement, de progrès.

La volonté, de même que l'intelligence, est une faculté nerveuse de l'organisme animal, et a pour organe spécial principalement le cerveau ; de même que la force |130 physique ou proprement animale est une faculté musculaire de ce même organisme, et, quoique répandue dans tout le corps, a pour organes principalement actifs les pieds et les bras. Le fonctionnement nerveux qui constitue proprement l'intelligence et la volonté et qui est matériellement différent, tant par son organisation spéciale que par son objet, du fonctionnement

musculaire de l'organisme animal, est pourtant tout aussi matériel que ce dernier. Force musculaire ou physique, et force nerveuse, ou force de l'intelligence et force de la volonté, ont ceci de commun, que, *premièrement*, chacune d'elles dépend avant tout de l'organisation de l'animal, organisation qu'il apporte en naissant et qui est par conséquent le produit d'une foule de circonstances et de causes qui ne lui sont pas même seulement extérieures, mais antérieures ; et que, *deuxièmement*, toutes sont capables d'être développées par la gymnastique ou par l'éducation, ce qui nous les présente encore une fois comme des *produits* d'influences et d'actions extérieures.

Il est clair que n'étant, tant sous le rapport de leur nature que sous celui de leur intensité, rien que des produits de causes tout à fait indépendantes d'elles, toutes ces forces n'ont elles-mêmes qu'une indépendance tout à fait relative, au milieu de cette causalité universelle qui constitue et embrasse les mondes. Qu'est-ce que la force musculaire ? C'est une puissance matérielle d'une intensité quelconque, formée dans l'animal par un concours d'influences ou de causes antérieures, et qui lui permet dans un moment donné d'opposer à la pression des forces extérieures une résistance, non absolue, mais relative quelconque.

Il en est absolument de même de cette force morale que nous appelons la force de la volonté. Toutes les espèces d'animaux en sont douées à des degrés différents, et cette différence est déterminée tout d'abord par la nature particulière de leur organisme. Parmi tous les animaux de cette terre, l'espèce humaine en est douée à |131 un degré supérieur. Mais dans cette espèce elle-même tous les individus n'apportent pas en naissant une égale disposition volitive, la plus ou moins grande capacité de vouloir étant préalablement déterminée en chacun par la santé et le développement normal de son corps et surtout par la plus ou moins heureuse conformation de son cerveau. Voici donc, dès le début, une différence dont l'homme n'est aucunement responsable. Suis-je coupable si la nature m'a

doué d'une capacité de vouloir inférieure ? Les théologiens et les métaphysiciens les plus enragés n'oseront pas dire que ce qu'ils appellent les âmes, c'est-à-dire l'ensemble des facultés affectives, intelligentes et volitives que chacun apporte en naissant, soient égales.

Il est vrai que la faculté de vouloir, aussi bien que toutes les autres facultés de l'homme, peuvent être développées par l'éducation, par une gymnastique qui lui est propre. Cette gymnastique habitue peu à peu les enfants, d'abord à ne point manifester immédiatement les moindres de leurs impressions, ou à contenir plus ou moins les mouvements réactifs de leurs muscles, lorsqu'ils sont irrités par les sensations tant extérieures qu'intérieures qui leur sont transmises par les nerfs ; plus tard, lorsqu'un certain degré de réflexion, développé par une éducation qui lui est également propre, s'est formé dans l'enfant, cette même gymnastique, prenant à son tour un caractère de plus en plus réfléchi, appelant à son aide l'intelligence naissante de l'enfant et se fondant sur un certain degré de force volitive qui s'est développé en lui, l'habitue à réprimer l'expression immédiate de ses sentiments et de ses désirs, et à soumettre enfin tous les mouvements volontaires de son corps, aussi bien que ce qu'on appelle son âme, sa pensée même, ses paroles et ses actes, à un but dominant, *bon ou mauvais*.

La volonté de l'homme ainsi développée, exercée, n'est évidemment de nouveau rien que le produit d'influences qui lui sont extérieures et qui s'exercent sur elle, qui la déterminent et la forment, indépendamment de ses propres résolutions. Un homme peut-il être rendu responsable de l'éducation, bonne ou mauvaise, |132 suffisante ou insuffisante, qu'on lui a donnée ?

Il est vrai que lorsque, dans l'adolescent ou le jeune homme, *l'habitude de penser ou de vouloir* est arrivée, grâce à cette éducation qu'il a reçue du dehors, à un certain degré de développement, au point de constituer en quelque sorte une force intérieure, identifiée désormais à son être, il peut continuer son instruction et même son éducation morale lui-

même, par une gymnastique pour ainsi dire *spontanée* de sa pensée et même de sa volonté, aussi bien que de sa force musculaire ; spontanée dans ce sens, qu'elle ne sera plus uniquement dirigée et déterminée par des volontés et des actions extérieures, mais aussi par cette force intérieure de penser et de vouloir qui, après s'être formée et consolidée en lui par l'action passée de ces causes extérieures, devient à son tour un moteur plus ou moins actif et puissant, un producteur en quelque sorte indépendant des choses, des idées, des volontés, des actions qui l'entourent immédiatement.

L'homme peut devenir ainsi, jusqu'à un certain point, son propre éducateur, son propre instructeur, et comme le créateur de soi-même. Mais on voit qu'il n'acquiert par là qu'une indépendance tout à fait relative et qui ne le soustrait aucunement à la dépendance fatale, ou si l'on veut à la solidarité absolue, par laquelle, comme être existant et vivant, il est irrévocablement enchaîné au monde naturel et social dont il est le produit, et dans lequel, comme tout ce qui existe, après avoir été effet, et continuant de l'être toujours, il devient à son tour une cause relative de produits relatifs nouveaux.

Plus tard, j'aurai l'occasion de montrer que l'homme le plus développé sous le rapport de l'intelligence et de la volonté se trouve encore, par rapport à tous ses sentiments, ses idées et ses volontés, dans une dépendance quasi-absolue vis-à-vis du monde naturel et *social* qui l'entoure, et qui à chaque moment de son existence détermine les conditions de sa vie. Mais au point même où nous sommes arrivés, il est évident qu'il n'y a pas lieu à la responsabilité humaine telle que les théologiens, les métaphysiciens et les juristes la conçoivent.

Nous avons vu que l'homme n'est nullement responsable | 133 ni du degré des capacités intellectuelles qu'il a apportées en naissant, ni du genre d'éducation bonne ou mauvaise que ces facultés ont reçue avant l'âge de sa virilité ou au moins de sa puberté. Mais nous voici arrivés à un point où l'homme, conscient de lui-même, et armé de facultés intellectuelles et morales déjà aguerries, grâce à l'éducation qu'il a reçue du

dehors, devient en quelque sorte le producteur de lui-même, pouvant évidemment développer, étendre et fortifier lui-même son intelligence et sa volonté. Celui qui, trouvant cette possibilité en lui-même, n'en profite pas, n'est-il pas coupable ?

Et comment le serait-il ? Il est évident qu'au moment où il doit et peut prendre cette résolution de travailler sur lui-même, il n'a pas encore commencé ce travail spontané, intérieur, qui fera de lui en quelque sorte le créateur de lui-même et le produit de sa propre action sur lui-même ; en ce moment il n'est encore rien que le produit de l'action d'autrui ou des influences extérieures qui l'ont amené à ce point ; donc la résolution qu'il prendra dépendra non de la force de pensée et de volonté qu'il se sera donnée à lui-même, puisque son propre travail n'a pas encore commencé, mais de celle qui lui aura été donnée tant par sa nature que par l'éducation, indépendamment de sa résolution propre ; et la résolution bonne ou mauvaise qu'il prendra ne sera encore rien que l'effet ou le produit immédiat de cette éducation et de cette nature dont il n'est aucunement responsable ; d'où il résulte que cette résolution ne peut nullement impliquer la responsabilité de l'individu qui la prend [89].

---

89 Voilà deux jeunes gens, apportant dans la société deux natures différentes développées par deux éducations différentes, ou seulement deux différentes natures, développées par la même éducation. L'un prend une résolution virile, pour me servir de cette expression favorite de M. Gambetta ; l'autre n'en prend aucune ou en prend une mauvaise. Y a-t-il, dans le sens juridique de ces mots, un mérite de la part du premier et une faute de la part du second ? Oui, si l'on veut m'accorder que ce mérite et cette faute sont également involontaires, également des produits de l'action combinée et fatale de la nature et de l'éducation, et qui par conséquent constituent, tous les deux, l'un non proprement un mérite, l'autre non proprement une faute, mais deux faits, deux |134 résultats différents et dont l'un est conforme à ce que, dans un moment donné de l'histoire, nous appelons le vrai, le juste et le bon, et l'autre à ce qui dans le même moment historique est réputé être le mensonge, l'injustice et le mal. Poussons cette analyse plus loin. Prenons deux jeunes gens doués de natures à peu près égales et ayant reçu la même éducation. Supposons que, se trouvant aussi dans une

Il est évident que l'idée de la responsabilité humaine, |134 idée toute relative, est inapplicable à l'homme pris isolément et considéré comme individu naturel, en dehors du développement collectif de la société. Considéré comme tel en présence de cette causalité universelle au sein de laquelle tout ce qui existe est en même temps effet et cause, producteur et produit, chaque homme nous |135 apparaît à chaque instant de

---

position sociale à peu près égale, ils aient pris tous les deux une bonne résolution. L'un se maintient et se développe toujours davantage dans la direction qu'il s'est imposée à lui-même. L'autre s'en détourne et succombe. Pourquoi ? Quelle est la raison de cette différence de dénouement ? Il faut la chercher soit dans la différence de leurs natures et de leurs tempéraments, quelque imperceptible que cette différence ait pu paraître d'abord ; soit dans l'inégalité qui existait déjà entre le degré de force intellectuelle et morale acquis par chacun au moment où tous les deux ont commencé leur existence libre ; soit enfin dans la différence de leurs conditions sociales et des circonstances qui ont influé plus tard sur l'existence et sur le développement de chacun ; car tout effet a une cause, d'où il résulte clairement qu'à chaque instant de sa vie, que dans chacune de ses pensées, dans ses actes, l'homme avec sa conscience, son intelligence et sa volonté, se trouve toujours déterminé par une foule d'actions ou de causes tant extérieures qu'intérieures, mais également indépendantes de lui-même, et qui exercent sur lui une domination fatale, implacable. Où est donc sa responsabilité ?

Un homme manque de volonté ; on lui en fait honte et on lui dit qu'il doit en avoir une, qu'il doit se donner une volonté. Mais comment se la donnera-t-il ? Par un acte de sa volonté ? C'est dire qu'il doit avoir la volonté d'avoir une volonté : ce qui constitue évidemment un cercle vicieux, une absurdité.

Mais, dira-t-on, en niant le principe de la responsabilité de l'homme, ou plutôt en constatant le fait de l'irresponsabilité humaine, ne détruisez-vous pas les bases de|135 toute morale ? Cette crainte et ce reproche sont parfaitement justes s'il s'agit de la morale théologique et métaphysique, de cette morale divine qui sert, sinon de base, au moins de consécration et d'explication au droit juridique. (Nous verrons plus tard que les faits économiques constituent les seules bases réelles de ce droit.) Ils sont injustes s'il s'agit de la morale purement humaine et sociale. Ces deux morales, comme nous le verrons plus tard, s'excluent ; la première n'étant idéalement rien que la fiction et en

sa vie comme un être absolument déterminé, incapable de rompre ou d'interrompre seulement le courant universel de la vie, et par conséquent mis en dehors de toute responsabilité juridique. Avec toute cette conscience de lui-même qui produit en lui ce mirage d'une prétendue spontanéité, malgré cette intelligence et cette |136 volonté qui sont les conditions indispensables de l'établissement de sa liberté vis-à-vis du

---

réalité la négation de la seconde, et cette dernière ne pouvant triompher que parla radicale destruction de la première. Donc, loin de m'effrayer de cette destruction de la morale théologique et métaphysique, que je considère comme un mensonge aussi historiquement naturel que fatal, je l'appelle au contraire de tous mes vœux, et j'ai l'intime conviction de faire bien en y coopérant dans la mesure de mes forces.

On dira encore qu'en attaquant le principe de la responsabilité humaine, je sape le fondement principal de la dignité humaine. Ce serait parfaitement juste si cette dignité consistait dans l'exécution de tours de force surhumains impossibles et non dans le plein développement théorique et pratique de toutes nos facultés et dans la réalisation aussi complète que possible de la mission qui nous est tracée et pour ainsi dire imposée par notre |136 nature. La dignité humaine et la liberté individuelle telles que les conçoivent les théologiens, les métaphysiciens et les juristes, dignité et liberté fondées sur la négation en apparence si fière de la nature et de toute dépendance naturelle, nous conduisent logiquement et tout droit à l'établissement d'un despotisme divin, père de tous les despotismes humains ; la fiction théologique, métaphysique et juridique de l'humaine dignité et de l'humaine liberté a pour conséquence fatale l'esclavage et l'abaissement réels des hommes sur la terre. Tandis que les matérialistes, en prenant pour point de départ la dépendance fatale des hommes vis-à-vis de la nature et de ses lois et par conséquent leur irresponsabilité naturelle, aboutissent nécessairement au renversement de toute autorité divine, de toute tutelle humaine, et par conséquent à l'établissement d'une réelle et complète liberté pour chacun et pour tous. Telle est aussi la raison pourquoi tous les réactionnaires, à commencer par les souverains les plus despotiques jusqu'aux républicains bourgeois en apparence les plus révolutionnaires, se montrent aujourd'hui des partisans si ardents de l'idéalisme théologique, métaphysique et juridique, et pourquoi les socialistes-révolutionnaires conscients et sincères ont arboré le

monde extérieur, y compris les hommes qui l'entourent, l'homme, aussi bien que tous les animaux de cette terre, n'en reste pas moins soumis d'une manière absolue à l'universelle fatalité qui règne dans la nature.

---

drapeau du matérialisme.

Mais votre théorie, dira-t-on, explique, excuse, légitime et encourage tous les vices, tous les crimes. Elle les explique, oui ; elle les légitime en ce sens qu'elle montre comment les crimes et les vices sont des effets naturels de causes naturelles. Mais elle ne les encourage aucunement ; au contraire, ce n'est que par l'application la plus large de cette théorie à l'organisation de la société humaine qu'on pourra les combattre et qu'on parviendra à les extirper, en attaquant non tant les individus qui en sont affectés, que les causes naturelles dont ces vices et ces crimes sont les produits naturels et fatals.

|137 Enfin, dira-t-on, voilà deux hommes : l'un plein de qualités, l'autre plein de défauts ; le premier, honnête, intelligent, juste, bon scrupuleux observateur de tous les devoirs humains et respectant tous les droits ; le second, un voleur, un brigand, un menteur effronté, un violateur cynique de tout ce qui est sacré pour les hommes ; et, dans la vie politique, l'un un républicain ; l'autre, un Napoléon III, un Mouravief ou un Bismarck. Direz-vous qu'il n'y ait aucune différence à faire entre eux ?

Non, je ne le dirai pas. Mais cette différence, je la fais déjà dans mes rapports quotidiens avec le monde animal. Il y a des bêtes excessivement dégoûtantes, malfaisantes, d'autres très utiles et très nobles. J'ai de l'antipathie et un dégoût prononcé pour les unes, et beaucoup de sympathie pour les autres. Et pourtant je suis bien que ce n'est pas la faute d'un crapaud s'il est un crapaud, d'un serpent venimeux s'il est un serpent venimeux, ni la faute du cochon s'il trouve une immense volupté à se vautrer dans la fange ; mais aussi que ce n'est pas le propre mérite du cheval, dans le sens volontaire de ce mot, s'il est un beau cheval ; ni celui du chien, s'il est un animal intelligent et fidèle ; ce qui ne m'empêche nullement d'écraser le reptile et de chasser le cochon dans sa fange, ni d'aimer et d'*estimer* beaucoup le cheval et le chien.

Dira-t-on que je suis injuste ? Pas du tout. Je reconnais que les uns, considérés au point de vue de la nature ou de la causalité universelle,

La puissance de penser et la |137 puissance de vouloir, ai-je dit, sont des puissances **toutes formelles** [90], qui n'impliquent pas nécessairement et toujours, l'une, la vérité, et l'autre, le bien. L'histoire nous montre l'exemple de beaucoup de penseurs très puissants qui ont radoté. De ce nombre ont été et sont encore aujourd'hui tous les |138 théologiens,

---

sont aussi innocents de ce que j'appelle, moi, leurs défauts, que les autres le sont de leurs qualités. Dans le monde naturel, il n'y a proprement, au sens moral de ces mots, ni qualités ni défauts, mais des propriétés naturelles plus ou moins bien ou mal développées dans les différentes espèces et variétés animales, |138 aussi bien que dans chaque individu pris à part. Le mérite de l'individu animal consiste uniquement en ceci, qu'il est un exemplaire bien réussi, complètement développé, dans son espèce et dans sa variété ; et l'unique mérite de ces lieux dernières, c'est d'appartenir à un ordre d'organisation relativement supérieur. Le défaut, pour l'individu animal, c'est d'être un exemplaire mal réussi, imparfaitement développé ; et pour la variété et l'espèce, c'est d'appartenir à un ordre d'organisation inférieur. Si un serpent appartenant à une classe excessivement venimeuse, l'était peu, ce serait donc un défaut ; s'il l'est beaucoup, c'est une qualité.

En établissant entre les animaux de différentes espèces une sorte de différence judiciaire, en déclarant les uns dégoûtants, antipathiques et méchants ; les autres, bons, sympathiques et utiles, je ne les juge donc pas au point de vue absolu, naturel, mais au point de vue relatif, tout humain, de leurs rapports avec moi. Je reconnais que les uns *me* sont désagréables, nuisibles, et qu'au contraire les autres *me* sont agréables, utiles. Tout le monde ne fait-il pas en réalité la même chose dans les jugements que chacun porte sur les hommes ? Un homme appartenant à celte variété sociale qu'on appelle les brigands, les voleurs, proclamera les Mandrins et les Troppmanns comme les premiers hommes du monde ; les diplomates et les argumentateurs du sabre ne se possèdent pas d'aise en parlant de Napoléon III ou de Bismarck ; les prêtres adorent Loyola ; les bourgeois ont pour idéal soit Rothschild, soit M. Thiers. Puis il y a des variétés mixtes, qui cherchent leurs héros dans les hommes équivoques, d'un caractère moins tranché : les Ollivier, les Jules Favre. Chaque variété sociale, en un mot, possède une *mesure morale* qui lui est toute particulière et qu'elle applique à tous les hommes en les jugeant. Quant à la mesure *universellement*

métaphysiciens, juristes, économistes, spiritualistes et idéalistes de toutes sortes, passés et présents. Toutes les fois qu'un penseur, si puissant qu'il soit, raisonnera sur des bases fausses, il arrivera nécessairement à des conclusions fausses, et ces conclusions seront d'autant plus monstrueuses qu'il aura mis plus de puissance |139 à les développer.

Qu'est-ce que la vérité ? C'est la juste appréciation des choses et des faits, de leur développement ou de la logique naturelle qui se manifeste en eux. C'est la conformité aussi sévère que possible du mouvement de la pensée avec celui du monde réel qui est l'unique objet de la pensée. Donc, toutes les fois que l'homme raisonnera sur les choses et sur les faits sans se soucier de leurs rapports réels et des conditions réelles de leur développement et de leur existence ; ou bien lorsqu'il bâtira ses spéculations théoriques sur des choses qui n'ont jamais existé, sur des faits qui n'ont jamais pu se passer et qui n'ont qu'une existence tout imaginaire, toute fictive, dans l'ignorance et dans la stupidité historique des générations passées, il battra nécessairement la campagne, quelque puissant penseur qu'il soit.

Il en est de même de la volonté. L'expérience nous démontre que la puissance de la volonté est bien loin d'être toujours la puissance du bien : les plus grands criminels, des hommes malfaisants au plus haut degré, sont doués quelquefois de la plus grande puissance de volonté ; et, d'un autre côté, nous voyons assez souvent, hélas ! des hommes excellents, bons, justes, pleins de sentiments bienveillants, être privés de cette |

---

humaine, elle n'existe encore pour tout le monde qu'à l'état de phrase banale, sans qu'aucun songe à l'appliquer d'une manière sérieuse et réelle.

Cette *loi générale de la morale humaine* existe-t-elle en réalité ? Oui, sans doute, elle | 130 existe. Elle est fondée sur la nature même de l'homme non en tant qu'être exclusivement individuel, mais en tant qu'être social ; elle constitue proprement la nature et par conséquent aussi le vrai but de tous les développements de l'humaine société, et elle se distingue essentiellement de la morale théologique, métaphysique et juridique par ceci, qu'elle n'est point une morale individuelle, mais sociale. — J'y reviendrai donc en parlant de la société. (*Note de Bakounine.*)

90 Sur ce mot de *formelle*, voir la remarque placée, p. 242, à la fin de la note. — J. G.

140 faculté. Ce qui prouve que la faculté de vouloir est une puissance toute formelle qui n'implique par elle-même ni le bien, ni le mal. — Qu'est-ce que le Bien ? et qu'est-ce que le Mal ?

Au point où nous en sommes arrivés, en continuant à considérer l'homme, en dehors de la société, comme un animal tout aussi naturel, mais plus parfaitement organisé que les animaux des autres espèces, et capable de les dominer grâce à l'incontestable supériorité de son intelligence et de sa volonté, la définition la plus générale et en même temps la plus répandue du Bien et du Mal me paraît être celle-ci :

Tout ce qui est conforme aux besoins de l'homme et aux conditions de son développement et de sa pleine existence, pour l'homme, — mais pour l'homme seul, non sans doute pour l'animal qu'il dévore [91], *— c'est le* **Bien**. *Tout ce qui leur est contraire, c'est le* **Mal**.

Étant prouvé que la volonté animale, y compris celle de l'homme, est une puissance toute formelle, capable, comme nous le verrons plus tard, par la connaissance que l'homme acquiert des lois de la nature, et seulement en s'y soumettant strictement dans ses actes, de modifier, jusqu'à un certain point, tant les rapports de l'homme avec les choses qui l'entourent, que ceux de ces choses entre elles, mais non de les produire, ni de créer le fond même de la vie animale ; étant prouvé que la puissance tout à fait relative de cette volonté, une |141 fois qu'on la met en présence de la seule puissance absolue qui existe, celle de la causalité universelle, apparaît aussitôt comme l'absolue impuissance, ou comme une cause relative d'effets relatifs nouveaux, déterminée et produite par cette

91 Nous verrons plus tard, et nous savons déjà maintenant, que cette définition du bien et du mal est considérée encore aujourd'hui comme la seule réelle, comme la seule sérieuse et valable, par toutes les classes privilégiées, vis-à-vis du prolétariat qu'elles exploitent. (*Note de Bakounine.*)

même causalité ; il est évident que ce n'est pas en elle, que ce n'est pas dans la volonté animale, mais dans cette solidarité universelle et fatale des choses et des êtres, que nous devons chercher le moteur puissant qui crée le monde animal et humain.

Ce moteur, nous ne l'appelons ni intelligence ni volonté ; parce que réellement il n'a et ne peut avoir aucune conscience de lui-même, ni aucune détermination, ni résolution propre, n'étant pas même un être indivisible, substantiel et unique, comme se le représentent les métaphysiciens, mais un produit lui-même, et, comme je l'ai dit, la Résultante éternellement reproduite de toutes les transformations des êtres et des choses dans l'Univers. En un mot, ce n'est pas une idée, mais un fait universel, au delà duquel il nous est impossible de rien concevoir ; et ce fait n'est point du tout un Être immuable, mais, au contraire, c'est le mouvement perpétuel, se manifestant, se formant par une infinité d'actions et de réactions relatives : mécaniques, physiques, chimiques, géologiques, végétales, animales, et humainement sociales. Comme résultant toujours de cette combinaison de mouvements relatifs sans nombre, ce moteur universel est aussi tout-puissant qu'il est inconscient, fatal et aveugle.

Il crée les mondes, en même temps qu'il en est toujours le produit. Dans chaque règne de notre nature terrestre, il se manifeste par des lois ou des manières de développement particulières. C'est ainsi que dans le monde inorganique, dans la formation géologique |142 de notre globe, il se présente comme l'action et la réaction incessante de lois mécaniques, physiques et chimiques, qui semblent se réduire à une loi fondamentale : celle de la pesanteur et du mouvement, ou bien de l'attraction matérielle, dont toutes les autres lois n'apparaissent plus alors que comme les manifestations ou transformations différentes. Ces lois, comme je l'ai déjà observé plus haut, sont générales en ce sens qu'elles embrassent tous les phénomènes qui se produisent sur la terre, réglant aussi bien les rapports et le développement de la vie organique, végétale,

animale et sociale, que ceux de l'ensemble inorganique des choses.

Dans le monde organique, ce même moteur universel se manifeste par une loi nouvelle, qui est fondée sur l'ensemble de ces lois générales, et qui n'en est sans doute rien qu'une transformation nouvelle, transformation dont le secret nous échappe jusqu'ici, mais qui est une loi particulière en ce sens, qu'elle ne se manifeste que dans les êtres vivants : plantes et animaux, y compris l'homme. C'est la *loi de la nutrition*, consistant, pour me servir des propres expressions d'Auguste Comte : « 1° Dans l'*absorption* intérieure des matériaux nutritifs puisés dans le système ambiant, et leur assimilation graduelle ; 2° Dans l'*exhalation* à l'extérieur des molécules, dès lors étrangères, qui se désassimilent nécessairement à mesure que cette nutrition s'accomplit [92]. »

Cette loi est particulière en ce sens, ai-je dit, qu'elle ne s'applique pas aux choses du monde inorganique, mais elle est générale et fondamentale pour tous les êtres vivants. C'est la question de la nourriture, la grande question de l'économie sociale qui constitue la base réelle de tous les développements postérieurs de l'humanité [93].

---

92 Auguste Comte, *Cours de Philosophie positive*, t. III, p. 464. (*Note de Bakounine.*)

93 « Il est incontestable que dans l'immense majorité des êtres qui en jouissent, la vie animale ne constitue qu'un simple perfectionnement complémentaire, surajoute, pour ainsi dire, à la vie *organique* (végétale) ou *fondamentale*, et propre, *soit à lui procurer des matériaux par une intelligente réaction sur le monde extérieur, soit même à préparer ou à faciliter ses actes* (la digestion, la recherche et le choix des aliments) par les sensations, les diverses locomotions et l'innervation, *soit enfin à le mieux préserver des influences défavorables*. Les animaux les plus élevés, et surtout l'homme, sont les seuls où cette relation générale puisse en quelque sorte paraître totalement intervertie, et chez lesquels la vie végétale doive *sembler*, au contraire, essentiellement destinée à entretenir la vie animale, devenue *en apparence* le but principal et le caractère prépondérant de l'existence organique. Mais, dans l'homme lui-même, cette admirable inversion de l'ordre général du monde vivant ne commence à devenir

Dans le monde proprement animal, le même moteur universel reproduit cette loi générique de la nutrition, qui est propre à tout ce qui est organisé sur cette terre, sous une forme particulière et nouvelle, en la combinant avec deux propriétés qui distinguent tous les animaux de toutes les plantes : celles de la *sensibilité* et de l'*irritabilité*, |143 facultés évidemment matérielles, mais dont les facultés soi-disant idéales, celle du sentiment appelé moral pour le distinguer de la sensation physique, aussi bien que celles de l'intelligence et de la volonté, ne sont évidemment que la plus haute expression ou la dernière transformation. Ces deux propriétés, la sensibilité et l'irritabilité, ne se rencontrent que chez les animaux ; on ne les

---

compréhensible qu'à l'aide d'un développement très notable de l'intelligence et de la sociabilité, qui tend de plus en plus à transformer *artificiellement* — (et dans la théorie d'Auguste Comte très aristocratiquement, dans ce sens qu'un petit nombre d'intelligences privilégiées, naturellement entretenues et nourries par le travail musculaire des masses, doit gouverner, selon lui, le reste de l'humanité) — l'espèce en un seul individu, immense et éternel, doué d'une action constamment progressive sur la nature extérieure. C'est uniquement sous ce point de vue qu'on peut considérer avec justesse cette *subordination volontaire et systématique* de la vie végétale à la vie animale comme le type idéal vers lequel tend sans cesse l'humanité civilisée, quoiqu'il ne doive jamais être entièrement réalisé... La base et le germe des propriétés essentielles de l'humanité doivent incontestablement être empruntées à la science biologique par la science sociale »... « Même à l'égard de l'homme, la biologie, nécessairement limitée à l'étude exclusive de l'individu, doit maintenir rigoureusement la *notion primordiale de la vie animale subordonnée à la vie végétale*, comme *loi générale du règne organique*, et dont la seule exception *apparente* forme l'objet spécial d'une tout autre science fondamentale (la sociologie). Il faut enfin ajouter, à ce sujet, que *même dans les organismes supérieurs, la vie organique, outre qu'elle en constitue à la fois la base et le but, reste encore la seule entièrement commune à tous les divers tissus dont ils sont composés, en même temps qu'elle est aussi la seule qui s'exerce d'une manière nécessairement continue, la vie animale étant, au contraire, essentiellement intermittente.* » AUGUSTE COMTE, *Cours de Philosophie positive*, t. III, pages 207-209. (*Note de Bakounine.*)

retrouve pas dans les plantes : combinées avec la loi de la nutrition, qui est commune aux uns et aux autres, étant la loi fondamentale de tout |144 organisme vivant, elles constituent par cette combinaison la loi particulière générique de tout le monde animal. Pour éclaircir ce sujet, je citerai encore quelques mots d'Auguste Comte :

« Il ne faut jamais perdre de vue *la double liaison intime de la vie animale avec la vie organique (végétale), qui lui fournit constamment* **une base préliminaire indispensable**, *et qui, en même temps*, **lui constitue un but général non moins nécessaire**. On n'a plus besoin d'insister aujourd'hui sur le *premier point*, qui a été mis en pleine évidence par de saines analyses physiologiques ; il est bien reconnu maintenant que, *pour se nourrir et pour sentir, l'animal doit d'abord vivre, dans la plus simple acception de ce mot, c'est-à-dire végéter ; et qu'aucune suspension complète de cette vie végétale ne saurait, en aucun cas, être conçue, sans entraîner, de toute nécessité, la cessation simultanée de la vie animale*. Quant au second aspect, jusqu'ici beaucoup mieux éclairci, chacun peut aisément reconnaître, *soit pour les phénomènes d'***irritabilité** *ou pour ceux de la* **sensibilité, qu'ils sont essentiellement dirigés, à un degré quelconque de l'échelle animale, par les besoins généraux de la vie organique, dont ils perfectionnent le mode fondamental**, *soit en lui procurant de meilleurs matériaux, soit en prévenant ou écartant les influences défavorables* : **les fonctions intellectuelles et morales n'ont point elles-mêmes ordinairement d'autre office primitif**. *Sans une telle destination générale, l'irritabilité dégénérerait nécessairement en une agitation désordonnée et la sensibilité en une vague contemplation* : dès lors, ou l'une, ou l'autre, détruirait bientôt l'organisme par un exercice immodéré, ou elles s'atrophieraient spontanément, faute de stimulation convenable. C'est |145 seulement dans l'espèce humaine, et parvenue même à un haut degré de civilisation, qu'il est possible de concevoir une sorte d'inversion de cet ordre

fondamental, en se représentant, au contraire, la vie végétative comme essentiellement subordonnée à la vie animale, dont elle est seulement destinée à permettre le développement, ce qui constitue, ce me semble, la plus noble notion qu'on puisse se former de l'humanité proprement dite, distincte de l'animalité : *encore une telle transformation ne devient-elle possible*, sous peine de tomber dans un mysticisme très dangereux, *qu'autant que, par une heureuse abstraction fondamentale*, **on transporte à l'espèce entière, ou du moins à la société, le but primitif** (celui de la nutrition et de la conservation de soi-même) *qui, pour les animaux, est borné à l'individu, ou s'étend tout au plus momentanément à la famille* [94]. »

Et dans une note qui suit immédiatement ce passage, Auguste Comte ajoute :

« Un philosophe de l'école métaphysico-théologique a, de nos jours, prétendu caractériser l'homme par cette formule retentissante : *Une intelligence servie par des organes*... La définition inverse serait évidemment beaucoup plus vraie, surtout peur l'homme primitif, non perfectionné par un état social très développé... *À quelque degré que puisse parvenir la civilisation, ce ne sera jamais que chez un petit nombre d'hommes d'élite que l'intelligence pourra acquérir, dans l'ensemble de l'organisme, une prépondérance assez prononcée pour devenir réellement le but essentiel de toute existence humaine, au lieu d'être seulement employée à titre de simple instrument, comme moyen fondamental de procurer une plus parfaite satisfaction des principaux besoins organiques : ce qui, abstraction faite de toute vaine déclamation*, |146 *caractérise certainement le cas le plus ordinaire* [95]. »

---

94 AUGUSTE COMTE, *Cours de Philosophie positive*, t. III, pages 493-494. (*Note de Bakounine.*)

95 Par ces paroles. Auguste Comte prépare évidemment les bases de son système sociologique et politique, qui aboutit, comme on sait, au gouvernement des masses — condamnées fatalement, selon lui, à ne jamais sortir de l'état précaire du prolétariat — par une sorte de théocratie composée de prêtres, non de la religion, mais de la science,

À cette considération s'en ajoute une autre qui est très importante. Les différentes fonctions que nous appelons les facultés animales ne sont point d'une telle nature qu'il soit facultatif, pour l'animal, de les exercer ou de ne les point exercer ; toutes ces facultés sont des propriétés essentielles, des *nécessités* inhérentes à l'organisation animale. Les différentes espèces, familles et classes d'animaux se distinguent les unes

---

ou de ce petit nombre d'hommes d'élite si heureusement organisés que la subordination complète des intérêts matériels de la vie aux préoccupations idéales ou transcendantes de l'esprit, qui est un *pium desiderium* d'une réalisation impossible pour la masse des hommes, devient chez eux une réalité. Cette conclusion pratique d'Auguste Comte repose sur une observation très fausse. Il n'est point juste de dire que les |147 masses, à quelque époque de l'histoire que ce soit, n'ont été exclusivement préoccupées que de leurs intérêts matériels. On pourrait leur reprocher au contraire de les avoir vraiment trop négligés jusqu'ici, de les avoir trop facilement sacrifiés à des tendances platoniquement idéales, à des intérêts abstraits et fictifs, qui furent toujours recommandés à leur foi par ces hommes d'élite, auxquels Auguste Comte concède si généreusement la direction exclusive de l'humanité : tels furent les tendances et les intérêts religieux, patriotiques, nationaux et politiques, y compris ceux de la liberté exclusivement politique, très réels pour les classes privilégiées et toujours pleins d'illusion et de déception pour les masses. Il est regrettable sans doute que les masses aient toujours stupidement ajouté foi à tous les charlatans officiels et officieux qui, dans un but pour la plupart du temps très intéressé, leur ont prêché le sacrifice de leurs intérêts matériels. Mais cette stupidité s'explique par leur ignorance, et que les masses soient encore aujourd'hui excessivement ignorantes, qui en doute ? Ce qu'il est injuste de dire, c'est que les masses soient moins capables de s'élever au-dessus de leurs soucis matériels que les autres classes de la société, moins que les savants par exemple. Ce que nous voyons aujourd'hui en France ne nous donne-t-il pas la preuve du contraire ? Où trouverez-vous à cette heure le vrai patriotisme capable de tout sacrifier ? Certes, ce ne sera pas dans la savante bourgeoisie, c'est uniquement dans le prolétariat des villes ; et pourtant la patrie n'est bonne mère que pour le bourgeois, pour l'ouvrier elle a été toujours une marâtre.

Je crois pouvoir dire, sans exagération aucune, qu'il y a bien plus d'idéa |148 lisme réel, dans le sens du désintéressement et du sacrifice

des autres, soit par l'absence totale de quelques facultés, soit par le développement prépondérant d'une ou de plusieurs facultés au détriment de toutes les autres. Au sein même de chaque espèce, famille et classe d'animaux, tous les individus ne sont pas également réussis. L'exemplaire parfait est celui dans lequel tous les organes caractéristiques de l'ordre auquel l'individu appartient se trouvent harmonieusement développés.

---

de soi-même, dans les masses populaires que dans aucune autre classe de la société. Que cet idéalisme prenne le plus souvent des formes baroques, qu'il soit accompagné d'un grand aveuglement et d'une déplorable stupidité, il ne faut pas s'en étonner. Le peuple, grâce au gouvernement des hommes d'élite, est plongé partout dans une ignorance crasse. Les bourgeois le méprisent beaucoup pour ses croyances religieuses ; ils devraient le mépriser aussi pour ce qui lui reste encore de croyances politiques ; car la sottise des unes vaut celle des autres, et les bourgeois profitent de toutes les deux. Mais voici ce que les bourgeois ne comprennent pas : c'est que le peuple qui, faute de science et faute d'existence supportable, continue d'ajouter foi aux dogmes de la théologie et de s'enivrer d'illusions religieuses, apparaît par là même beaucoup plus idéaliste et, sinon plus intelligent, beaucoup plus intellectuel que le bourgeois qui, ne croyant en rien, n'espérant rien, se contente de son existence journalière, excessivement mesquine et étroite. La religion comme théologie est sans doute une grande sottise, mais comme sentiment et comme aspiration elle est un complément et une sorte de compensation, très illusoire sans doute, pour les misères d'une existence opprimée, et une protestation très réelle contre cette oppression quotidienne. Elle est par conséquent une preuve de la richesse naturelle, intellectuelle et morale, de l'homme et de l'immensité de ses désirs instinctifs. Proudhon a eu raison de dire que le socialisme n'a d'autre mission que de réaliser rationnellement et effectivement sur la terre les promesses illusoires et mystiques dont la réalisation est renvoyée par la religion dans le ciel. Ces promesses, au fond, se réduisent à ceci : le bien-être, le plein développement de toutes les facultés humaines, la liberté dans l'égalité et dans l'universelle fraternité. Le bourgeois qui, en perdant la foi religieuse, ne devient pas socialiste, — |149 et, à bien peu d'exceptions près, c'est le cas de tous les bourgeois, — se condamne par là même à une désolante médiocrité intellectuelle et morale ; et c'est au nom de cette médiocrité que la bourgeoisie réclame le gouvernement des masses, qui, malgré leur ignorance déplorable, la dépassent si

L'absence ou la faiblesse d'un de ces organes constitue un défaut, et, quand c'est un organe essentiel, l'individu est un monstre. Monstruosité ou perfection, qualités ou défauts, tout cela est donné à l'individu par la nature, il apporte tout cela en naissant. Mais du moment qu'une faculté existe, *elle doit s'exercer*, et tant que l'animal n'est pas arrivé à l'âge de sa décroissance naturelle, elle tend nécessairement à se développer

---

incontestablement par l'élévation instinctive de l'esprit et du cœur !

Quant aux savants, ces bienheureux privilégiés d'Auguste Comte, je dois dire qu'on ne saurait rien imaginer de plus déplorable que le sort d'une société dont le gouvernement serait remis en leurs mains ; et cela pour beaucoup de raisons que j'aurai l'occasion de développer plus tard **(I)**, et que je me bornerai à énumérer ici : 1° Parce qu'il suffit de donner à un savant doué du plus grand génie une position privilégiée, pour paralyser ou au moins pour diminuer et pour fausser son esprit, en le rendant pratiquement co-intéressé dans le maintien des mensonges tant politiques que sociaux. Il suffit de considérer le rôle vraiment pitoyable que jouent actuellement l'immense majorité des savants en Europe, dans toutes les questions politiques et sociales qui agitent l'opinion, pour s'en convaincre : la science privilégiée et patentée se transforme pour la plupart du temps en sottises et en lâchetés patentées, et cela parce qu'ils ne sont nullement détachés de leurs intérêts matériels et des misérables préoccupations de leur vanité personnelle. En voyant ce qui se passe chaque jour dans le monde des savants, on pourrait même croire que, parmi toutes les occupations humaines, la science a le privilège particulier de développer l'égoïsme le plus raffiné et la vanité la plus féroce dans les hommes ; 2° Parce que, parmi le très petit nombre de savants qui sont réellement détachés de toutes les préoccupations et de toutes les vanités temporelles, il en est peu, bien peu, qui ne soient entachés d'un grand vice, capable de contrebalancer toutes les autres qualités : ce vice, c'est l'orgueil de l'intelligence et le mépris profond, masqué ou ouvert, |150 pour tout ce qui n'est pas aussi savant qu'eux. Une société qui serait gouvernée par des savants aurait donc le gouvernement du mépris, c'est-à-dire le plus écrasant despotisme et le plus humiliant esclavage qu'une société humaine puisse subir. Ce serait nécessairement aussi le gouvernement de la sottise, car rien n'est aussi stupide que l'intelligence orgueilleuse d'elle-même. En un mot, ce serait une seconde édition du gouvernement des prêtres. Et d'ailleurs comment instituer pratiquement un gouvernement de savants ? Qui les nommera ? Sera-

et à se |147 fortifier par cet exercice répété qui crée l'habitude, base de tout développement animal ; et plus elle se développe et s'exerce, et plus elle devient dans l'animal une force irrésistible à laquelle il doit obéir.

Il arrive quelquefois que la maladie, ou des circonstances extérieures plus puissantes que cette tendance fatale de l'individu, empêchent l'exercice et le développement d'une ou de plusieurs de ses facultés. Alors les organes correspondants s'atrophient, |148 et tout l'organisme se trouve frappé de souffrance, plus ou moins, selon l'importance de ces facultés et de leurs organes correspondants. L'individu peut en mourir, mais, tant qu'il vit, tant qu'il lui reste encore des facultés, il doit les exercer sous peine de mourir. Donc, il n'en est point le maître du tout, il en est, au |149 contraire, l'agent involontaire, l'esclave. C'est le moteur universel, ou bien la combinaison des causes déterminantes et productrices de l'individu, ses facultés y compris, qui agit en lui et par lui. C'est cette même Causalité

---

ce le peuple ? Mais il est ignorant, et l'ignorance ne peut s'établir comme juge de la science des savants. Ce seront donc les académies ? Alors on peut être certain qu'on aura le gouvernement de la savante médiocrité ; car il n'y a pas eu encore d'exemple qu'une académie ait su apprécier un homme de génie et lui rendre justice pendant sa vie. Les académies des savants, comme les conciles et les conclaves des prêtres, ne canonisent leurs saints qu'après leur mort ; et lorsqu'elles font une exception pour un vivant, soyez persuadés que ce vivant est un grand pécheur, c'est-à-dire un audacieux intrigant ou un sot.

Aimons donc la science, respectons les savants sincères et sérieux, écoutons avec une grande reconnaissance les enseignements, les conseils, que du haut de leur savoir transcendant ils veulent bien nous donner ; ne les acceptons toutefois qu'à condition de les faire passer et repasser par notre propre critique. Mais au nom du salut de la société, au nom de notre dignité et de notre liberté, aussi bien que pour le salut de leur propre esprit, ne leur donnons jamais parmi nous ni de position ni de droits privilégiés. Afin que leur influence sur nous puisse être utile et vraiment salutaire, il faut qu'elle n'ait d'autres armes que la propagande également libre pour tous, que la persuasion morale fondée sur l'argumentation scientifique. (*Note de Bakounine.*)

(I) Il les a développées aux feuillets 209-224 de la troisième rédaction (voir ci-dessus pages 88-104). — J. G.

universelle, inconsciente, fatale et aveugle, c'est cet ensemble de lois mécaniques, physiques, chimiques, organiques, animales et sociales, qui pousse tous les animaux, y compris l'homme, à l'action, et qui est le vrai, |150 l'unique créateur du monde animal et humain. Apparaissant dans tous les êtres organiques et vivants comme un ensemble de facultés ou de propriétés dont les unes sont inhérentes à tous, et d'autres propres seulement à des espèces, à des familles ou à des classes particulières, elle constitue en effet *la loi fondamentale de la vie* et imprime à chaque animal, y compris l'homme, cette |151 tendance fatale à réaliser pour soi-même toutes les conditions vitales de sa propre espèce, c'est-à-dire *à satisfaire tous ses besoins*. Comme organisme vivant, doué de cette double propriété de la sensibilité et de l'irritabilité, et, comme tel, éprouvant tantôt la souffrance, tantôt le plaisir, tout animal, y compris l'homme, *est forcé*, par sa propre nature, *à manger et à boire avant tout et à se mettre en mouvement*, tant pour chercher sa nourriture que pour obéir à un besoin supérieur de ses muscles ; *il est forcé de se conserver, de s'abriter, de se défendre* contre tout ce qui le menace dans sa nourriture, dans sa santé, dans toutes les conditions de sa vie ; *forcé d'aimer, de s'accoupler et de procréer ; forcé de réfléchir*, dans la mesure de ses capacités intellectuelles, aux conditions de sa conservation et de son existence ; *forcé de vouloir* toutes ces conditions pour lui-même ; et, dirigé par une sorte de prévision, fondée sur l'expérience et dont aucun animal n'est absolument dénué, *forcé de travailler*, dans la mesure de son intelligence et de sa force musculaire, afin de se les assurer pour un lendemain plus ou moins éloigné.

Fatale et irrésistible dans tous les animaux, sans excepter l'homme le plus civilisé, cette tendance impérieuse et fondamentale de la vie constitue la base même de toutes les passions animales et humaines : instinctive, on pourrait presque dire mécanique dans les organisations les plus inférieures ; plus intelligente dans les espèces supérieures, elle n'arrive à une pleine conception d'elle-même que dans

l'homme ; parce que, doué à un degré supérieur de la faculté si précieuse de combiner, de grouper et d'exprimer intégralement ses pensées, seul capable de faire |152 abstraction, dans sa pensée, et du monde extérieur et même de son propre monde intérieur, l'homme seul est capable de s'élever jusqu'à l'universalité des choses et des êtres ; et, du haut de cette abstraction, se considérant lui-même comme un objet de sa propre pensée, il peut comparer, critiquer, ordonner et subordonner ses propres besoins, sans pouvoir naturellement sortir jamais des conditions vitales de sa propre existence ; ce qui lui permet, dans ces limites sans doute très restreintes, et sans qu'il puisse rien changer au courant universel et fatal des effets et des causes, de déterminer d'une manière *abstractivement réfléchie* ses propres actes, et lui donne, vis-à-vis de la nature, une fausse apparence de spontanéité et d'indépendance absolues. Éclairé par la science et dirigé par la volonté abstractivement réfléchie de l'homme, le travail animal, ou bien cette activité fatalement imposée à tous les êtres vivants, comme une condition essentielle de leur vie, — activité qui tend à modifier le monde extérieur selon les besoins de chacun et qui se manifeste dans l'homme avec la même fatalité que dans le dernier animal de cette terre, — se transforme néanmoins pour la conscience de l'homme en un travail savant et libre.

---

3. Animalité, humanité.
(*Feuillets 152-166.*)

Quels sont les besoins de l'homme et quelles sont les conditions de son existence ?

En examinant de plus près cette question, nous trouverons que malgré la distance infinie qui semble séparer le monde humain du monde animal, au fond, les points cardinaux

de l'existence humaine la plus raffinée et de l'existence animale la moins développée sont identiques : naître, se développer et grandir, travailler pour manger, pour |153 s'abriter et pour se défendre, maintenir son existence individuelle dans le milieu social de l'espèce, aimer, se reproduire, puis mourir. À ces points il s'en ajoute seulement pour l'homme un nouveau : c'est penser et connaître, faculté et besoin qui se rencontrent sans doute, à un degré intérieur, quoique déjà fort sensible, dans les animaux qui par leur organisation se rapprochent davantage de l'homme, mais qui dans l'homme seul arrivent à une puissance tellement impérative et persévéramment dominante qu'ils transforment, à la longue, toute sa vie. Comme l'a fort bien observé l'un des plus hardis et sympathiques penseurs de nos jours, Ludwig Feuerbach, *l'homme fait tout ce que les animaux font, seulement il est appelé à le faire — et, grâce à cette faculté si étendue de penser, grâce à cette puissance d'abstraction qui le distingue des animaux de toutes les autres espèces, il est forcé de le faire — de plus en plus* **humainement**. C'est toute la différence, mais elle est énorme. Elle contient en germe toute notre civilisation, avec toutes les merveilles de l'industrie, de la science et des arts ; avec tous ses développements religieux, philosophiques, esthétiques, politiques, économiques et sociaux, — en un mot tout le monde de l'histoire.

Tout ce qui vit, ai-je dit, poussé par une fatalité qui lui est inhérente et qui se manifeste en chaque être comme un ensemble de facultés ou de propriétés, tend à se réaliser dans la plénitude de son être. L'homme, être pensant en même temps que vivant, pour se réaliser dans cette plénitude, doit se connaître. C'est la cause de l'immense retard que nous trouvons dans son développement, et ce qui fait que, pour arriver à l'état actuel de la civilisation dans les pays les plus avancés, état encore si peu conforme à l'idéal vers lequel nous tendons aujourd'hui, il lui a fallu je ne sais combien de dizaines ou de centaines de siècles. On dirait que dans sa recherche de lui-même, à travers toutes ses pérégrinations et transformations

historiques, il a dû d'abord épuiser toutes les brutalités, toutes | 154 les iniquités et tous les malheurs possibles, pour réaliser seulement ce peu de raison et de justice qui règne aujourd'hui dans le monde.

Poussé toujours par cette même fatalité qui constitue la loi fondamentale de la vie, l'homme crée son monde humain, son monde historique, en conquérant pas à pas, sur le monde extérieur et sur sa propre bestialité, sa liberté et son humaine dignité. Il les conquiert par la science et par le travail.

Tous les animaux sont forcés de travailler pour vivre ; tous, sans y prendre garde et sans en avoir la moindre conscience, participent, dans la mesure de leurs besoins, de leur intelligence et de leur force, à l'œuvre si lente de la *transformation de la surface de notre globe en un lieu favorable à la vie animale*. Mais ce travail ne devient un travail proprement *humain* que lorsqu'il commence à servir à la satisfaction, non plus seulement des besoins fixes et fatalement circonscrits de la vie animale, mais encore de ceux de l'être social, pensant et parlant, qui tend à conquérir et à réaliser pleinement sa liberté.

L'accomplissement de cette tâche immense, et que la nature particulière de l'homme lui impose comme une nécessité inhérente à son être, — l'homme est *forcé* de conquérir sa liberté, — l'accomplissement de cette tâche n'est pas seulement une œuvre intellectuelle et morale ; c'est avant tout, dans l'ordre du temps aussi bien qu'au point de vue de notre développement rationnel, une œuvre d'*émancipation matérielle*. L'homme ne devient réellement homme, il ne conquiert la possibilité de son émancipation intérieure, qu'autant qu'il est parvenu à rompre les chaînes d'esclave que la nature extérieure fait peser sur tous les êtres vivants. Ces chaînes, en commençant par les plus grossières et les plus apparentes, sont les privations de toute espèce, l'action incessante des saisons et des climats, la faim, le froid, le chaud, l'humidité, la sécheresse et tant d'autres influences matérielles qui agissent directement sur la vie animale et qui maintiennent l'être vivant dans une |155

dépendance quasi-absolue vis-à-vis du monde extérieur ; les dangers permanents qui, sous la forme de phénomènes naturels de toute sorte, le menacent et l'oppressent de tous les côtés, d'autant plus qu'étant lui-même un être naturel et rien qu'un produit de cette même nature qui l'étreint, l'enveloppe, le pénètre, il porte pour ainsi dire l'ennemi en lui-même et n'a aucun moyen de lui échapper. De là naît cette crainte perpétuelle qu'il ressent et qui constitue le fond de toute existence animale, crainte qui, comme je le montrerai plus tard, constitue la base première de toute religion. De là résulte aussi pour l'animal la nécessité de lutter pendant toute sa vie contre les dangers qui le menacent du dehors ; de soutenir son existence propre, comme individu, et son existence sociale, comme espèce, au détriment de tout ce qui l'entoure : choses, êtres organiques et vivants. De là pour les animaux de toute espèce *la nécessité du travail*.

Toute l'animalité travaille et ne vit qu'en travaillant. L'homme, être vivant, n'est pas soustrait à cette nécessite, qui est la loi suprême de la vie. Pour maintenir son existence, pour se développer dans la plénitude de son être, il doit travailler. Il y a pourtant entre le travail de l'homme et celui des animaux de toutes les autres espèces une différence énorme : le travail des animaux est stagnant, parce que leur intelligence est stagnante ; celui de l'homme au contraire est essentiellement progressif, parce que son intelligence est au plus haut degré progressive.

Rien ne prouve mieux l'infériorité décisive de toutes les autres espèces d'animaux, par rapport à l'homme, que ce fait incontestable et incontesté, que les méthodes aussi bien que les produits du travail tant collectif qu'individuel de tous les autres animaux, méthodes et produits souvent tellement ingénieux qu'on les croirait dirigés et confectionnés par une intelligence scientifiquement développée, ne varient et ne se perfectionnent presque pas. Les fourmis, les abeilles, les castors, et d'autres animaux qui vivent en république, font aujourd'hui précisément ce qu'ils ont fait il y a trois mille ans, ce qui prouve que dans leur intelligence il n'y a pas de progrès. Ils sont aussi savants et

aussi bêtes à cette heure qu'il y a |156 trente ou quarante siècles. Il se fait bien un mouvement progressif dans le monde animal. Mais ce sont les espèces elles-mêmes, les familles et les classes, qui se transforment lentement, poussées par la lutte pour la vie, cette loi suprême du monde animal, en conséquence de laquelle les organisations les plus intelligentes et les plus énergiques remplacent successivement des organisations inférieures, incapables de soutenir à la longue cette lutte contre elles. Sous ce rapport, mais seulement sous ce rapport, il y a incontestablement dans le monde animal mouvement et progrès. Mais au sein même des espèces, des familles et des classes d'animaux, il n'y en a aucun ou presque aucun.

Le travail de l'homme, considéré tant au point de vue des méthodes qu'à celui des produits, est aussi perfectible et progressif que son esprit. Par la combinaison de son activité cérébrale ou nerveuse avec son activité musculaire, de son intelligence scientifiquement développée avec sa force physique, par l'application de sa pensée progressive à son travail, qui, d'exclusivement animal, instinctif et quasi-machinal et aveugle qu'il était d'abord, devient de plus en plus intelligent, l'homme crée son monde humain. Pour se faire une idée de l'immense carrière qu'il a parcourue et des progrès énormes de son industrie, qu'on compare seulement la hutte du sauvage avec ces palais luxueux de Paris que les sauvages Prussiens se croient providentiellement destinés à détruire ; et les pauvres armes des populations primitives avec ces terribles engins de destruction qui semblent être devenus le dernier mot de la civilisation germanique.

Ce que toutes les autres espèces d'animaux, prises ensemble, n'ont pu faire, l'homme seul l'a fait. Il a réellement transformé une grande partie de la surface du globe ; il en a fait un lieu favorable à l'existence, à la civilisation humaine. Il a maîtrisé et vaincu |157 la nature. Il a transformé cet ennemi, ce despote d'abord si terrible, en un serviteur utile, ou au moins en un allié aussi puissant que fidèle.

Il faut pourtant se rendre bien compte du véritable sens de ces expressions : *vaincre la nature, maîtriser la nature*. On risque de tomber dans un malentendu très fâcheux, et d'autant plus facile que les théologiens, les métaphysiciens et les idéalistes de toutes sortes ne manquent jamais de s'en servir pour démontrer la supériorité de l'homme-esprit sur la nature-matière. Ils prétendent qu'il existe un esprit en dehors de la matière, et ils subordonnent naturellement la matière à l'esprit. Non contents de cette subordination, ils font procéder la matière de l'esprit, en présentant ce dernier comme créateur de la première. Nous avons fait justice de ce non-sens, dont nous n'avons plus à nous occuper ici. Nous ne connaissons et ne reconnaissons pas d'autre esprit que l'esprit animal considéré dans sa plus haute expression, comme esprit humain. Et nous savons que cet esprit n'est point un être à part en dehors du monde matériel, mais qu'il n'est autre chose que le propre fonctionnement de cette matière organisée et vivante, de la matière animalisée, et spécialement du cerveau.

Pour maîtriser la nature dans le sens des métaphysiciens, l'esprit devrait en effet exister tout à fait en dehors de la matière. Mais aucun idéaliste n'a encore su répondre à cette question : La matière n'ayant point de limite ni dans sa longueur, ni dans sa largeur, ni dans sa profondeur, et l'esprit étant supposé résider en dehors de cette matière qui occupe dans tous les sens possibles toute l'infinité de l'espace, quelle peut être donc la place de l'esprit ? Ou bien il doit occuper la même place que la matière, être exactement répandu partout comme elle, avec elle, être inséparable de la matière, ou bien il ne peut exister. Mais si l'esprit pur est inséparable de la matière, alors il est perdu dans la matière et il n'existe que comme matière ; ce qui reviendrait à dire que la matière seule existe. Ou bien il faudrait supposer que tout en étant inséparable de |158 la matière, il reste en dehors d'elle. Mais où donc, puisque la matière occupe tout l'espace ? Si l'esprit est en dehors de la matière, il doit être limité par elle. Mais comment l'immatériel pourrait-il être soit limité, soit contenu par le

matériel, l'infini par le fini ? Si l'esprit est absolument étranger à la matière, et indépendant d'elle, n'est-il pas évident qu'il ne doit, qu'il ne peut exercer sur elle la moindre action, avoir sur elle aucune prise ? car seul ce qui est matériel peut agir sur les choses matérielles.

On voit bien que de quelque manière qu'on pose cette question, on arrive nécessairement à une absurdité monstrueuse. En s'obstinant à faire vivre ensemble deux choses aussi incompatibles que l'esprit pur et la matière, on aboutit à la négation de l'un et de l'autre, au néant. Pour que l'existence de la matière soit possible, il faut qu'elle soit, — elle qui est l'Être par excellence, l'Être unique, en un mot tout ce qui est, — il faut, dis-je, qu'elle soit la base unique de toute chose existante, le fondement de l'esprit. Et pour que l'esprit puisse avoir une consistance réelle, il faut qu'il procède de la matière, qu'il en soit une manifestation, le fonctionnement, le produit. L'esprit pur, comme je m'en vais le démontrer plus tard, n'est autre chose que l'abstraction absolue, le Néant.

Mais du moment que l'esprit est le produit de la matière, comment peut-il modifier la matière ? Puisque l'esprit humain n'est autre chose que le fonctionnement de l'organisme humain et que cet organisme est le produit tout à fait matériel de cet ensemble indéfini d'effets et de causes, de cette causalité universelle que nous appelons la nature, où prend-il la puissance nécessaire pour transformer la nature ? Entendons-nous bien : l'homme ne peut arrêter ni changer ce courant universel des effets et des causes ; il est incapable de modifier aucune loi de la nature, puisqu'il n'existe lui-même et qu'il n'agit, soit consciemment, soit inconsciemment, qu'en vertu de ces lois. Voici un ouragan qui souffle et qui brise tout sur son passage, poussé par une force qui lui semble inhérente. S'il avait pu avoir conscience de lui-même, il aurait pu dire : « C'est moi qui, par mon action de ma volonté spontanée, brise ce que la |159 nature a créé » ; et il serait dans l'erreur. Il est une cause de destruction, sans doute, mais une cause relative, effet d'une quantité d'autres causes ; il n'est qu'un phénomène fatalement

déterminé par la causalité universelle, par cet ensemble d'actions et de réactions continues qui constitue la nature. Il en est de même de tous les actes qui peuvent être accomplis par tous les êtres organisés, animés et intelligents. À l'instant où ils naissent, ils ne sont d'abord rien que des produits ; mais à peine nés, tout en continuant d'être produits et reproduits jusqu'à leur mort par cette même nature qui les a créés, ils deviennent à leur tour des causes relativement agissantes, les uns avec la conscience et le sentiment de ce qu'ils font, comme tous les animaux y compris l'homme, les autres inconsciemment, comme toutes les plantes. Mais quoi qu'ils fassent, les uns comme les autres ne sont rien que des causes relatives, agissantes au sein même et selon les lois de la nature, jamais contre elles. Chacun agit selon les facultés ou les propriétés ou les lois qui lui sont passagèrement inhérentes, qui constituent tout son être, mais qui ne sont pas irrévocablement attachées à son existence ; à preuve que, lorsqu'il meurt, ces facultés, ces propriétés, ces lois ne meurent pas ; elles lui survivent, adhérentes à des êtres nouveaux et *n'ayant d'ailleurs aucune existence en dehors de cette contemporanéité et de cette succession des êtres réels*, de sorte qu'elles ne constituent elles-mêmes aucun être immatériel ou à part, étant éternellement adhérentes aux transformations de la matière inorganique, organique et animale, ou plutôt n'étant elles-mêmes autre chose que ces transformations régulières de l'être unique, de la matière, dont chaque être, même le plus intelligent, et en apparence le plus volontaire, le plus libre, à chaque moment de sa vie, quoi qu'il pense, quoi qu'il entreprenne, quoi qu'il fasse, n'est rien qu'un représentant, un fonctionnaire, un organe involontaire et fatalement déterminé par le courant universel des effets et des causes.

L'action des hommes sur la nature, aussi fatalement déterminée par les lois de la nature que l'est toute autre action dans le monde, est la continuation, très indirecte sans doute, de l'action mécanique, physique et chimique de tous les êtres inorganiques composés et élémentaires ; la continuation plus

directe |160 de l'action des plantes sur leur milieu naturel ; et la continuation immédiate de l'action de plus en plus développée et consciente d'elle-même de toutes les espèces d'animaux. Elle n'est pas en effet autre chose que l'action animale, mais dirigée par une intelligence progressive, par la science ; cette intelligence progressive et cette science n'étant d'ailleurs elles-mêmes qu'une transformation nouvelle de la matière dans l'homme ; d'où il résulte que lorsque l'homme agit sur la nature, c'est encore la nature qui réagit sur elle-même. On voit qu'aucune révolte de l'homme contre la nature n'est possible.

L'homme ne peut donc jamais lutter contre la nature ; par conséquent il ne peut ni la vaincre, ni la maîtriser ; alors même, ai-je dit, qu'il entreprend et qu'il accomplit des actes qui sont en apparence les plus contraires à la nature, il obéit encore aux lois de la nature. Rien ne peut l'y soustraire, il en est l'esclave absolu. Mais cet esclavage n'en est pas un, parce que tout esclavage suppose deux êtres existant l'un en dehors de l'autre, et dont l'un est soumis à l'autre. L'homme n'est pas en dehors de la nature, n'étant lui-même rien que nature ; donc il ne peut pas en être esclave.

Quelle est donc la signification de ces mots : combattre, maîtriser la nature ? Il y a là un malentendu éternel qui s'explique par le double sens qu'on attache ordinairement à ce mot *nature*. Une fois on la considère comme l'ensemble universel des choses et des êtres, aussi bien que des lois naturelles ; contre la nature ainsi entendue, ai-je dit, il n'y a point de lutte possible ; puisqu'elle embrasse et contient tout, elle est l'omnipotence absolue, l'être unique. Une autre fois, on entend par ce mot *nature* l'ensemble plus ou moins restreint des phénomènes, des choses et des êtres qui entourent l'homme, en un mot son monde extérieur. Contre cette nature extérieure, la lutte n'est pas seulement possible, elle est fatalement nécessaire, fatalement imposée par la nature universelle à tout ce qui vit, à tout ce qui existe ; car tout être existant et vivant, comme je l'ai déjà fait observer, porte en lui-même cette double loi naturelle : 1° de ne point pouvoir vivre en

dehors de son milieu naturel ou de son monde extérieur ; 2° de ne pouvoir s'y maintenir qu'en existant, qu'en vivant à son détriment, qu'en luttant constamment contre lui. C'est donc ce monde |161 ou cette nature extérieure, que l'homme, armé des facultés et des propriétés dont la nature universelle l'a doué, peut et doit vaincre, peut et doit maîtriser ; né dans la dépendance d'abord quasi-absolue de cette nature extérieure, il doit l'asservir à son tour et conquérir sur elle sa propre liberté et son humanité.

Antérieurement à toute civilisation et à toute histoire, à une époque excessivement reculée et pendant une période de temps qui a pu durer on ne sait combien de milliers d'années, l'homme ne fut rien d'abord qu'une bête sauvage parmi tant d'autres bêtes sauvages, — un gorille peut-être, ou un parent très proche du gorille. Animal carnivore ou plutôt omnivore, il était sans doute plus vorace, plus féroce, plus cruel que ses cousins des autres espèces. Il faisait une guerre de destruction comme eux, et il travaillait comme eux. Tel fut son état d'innocence, préconisé par toutes les religions possibles, l'état idéal tant vanté par Jean-Jacques Rousseau. Qu'est-ce qui l'a arraché à ce paradis animal ? Son intelligence progressive s'appliquant naturellement, nécessairement et successivement à son travail animal. Mais en quoi consiste le progrès de l'intelligence humaine ? Au point de vue *formel*, il consiste surtout dans la plus grande habitude de penser qui s'acquiert par l'exercice de la pensée, et dans la conscience plus précise et plus nette de sa propre activité. Mais tout ce qui est formel n'acquiert une réalité quelconque qu'en se rapportant à son objet : et quel est l'objet de cette activité formelle que nous appelons la pensée ? C'est le monde réel. L'intelligence humaine ne se développe, ne progresse que par la connaissance des choses et des faits réels ; par l'observation réfléchie et par la constatation de plus en plus exacte et détaillée des rapports qui existent entre eux, et de la succession régulière des phénomènes naturels, des différents ordres de leur développement, ou, en un mot, de toutes les lois qui leur sont propres. Une fois que

l'homme a acquis la connaissance de ces lois, auxquelles sont soumises toutes les existences réelles, y compris la sienne propre, il apprend d'abord à prévoir certains phénomènes, ce qui lui permet de les prévenir ou de se garantir contre celles de leurs conséquences qui pourraient être fâcheuses et nuisibles pour lui. En outre, cette |162 connaissance des lois qui président au développement des phénomènes naturels, appliquée à son travail musculaire et d'abord purement instinctif ou animal, lui permet à la longue de tirer parti de ces mêmes phénomènes naturels et de toutes les choses dont l'ensemble constitue le monde extérieur et qui lui étaient d'abord si hostiles, mais qui, grâce à ce larcin scientifique, finissent par contribuer puissamment à la réalisation de ses buts.

Pour donner un exemple très simple, c'est ainsi que le vent, qui d'abord l'écrasait sous la chute des arbres déracinés par sa force, ou qui renversait sa hutte sauvage, a été forcé plus tard de moudre son blé. C'est ainsi qu'un des éléments les plus destructeurs, le feu, arrangé convenablement, a donné à l'homme une bienfaisante chaleur, et une nourriture moins sauvage, plus humaine. On a observé que les singes les plus intelligents, une fois que le feu a été allumé, savent bien venir s'y chauffer, mais qu'aucun n'a su en allumer un lui-même, ni même l'entretenir en y jetant du bois nouveau. Il est indubitable aussi que bien des siècles se passèrent avant que l'homme, sauvage, et aussi peu intelligent que les singes, ait appris cet art aujourd'hui si rudimentaire, si trivial et en même temps si précieux d'attiser et de manier le feu pour son propre usage. Aussi les mythologies anciennes ne manquèrent-elles pas de diviniser l'homme ou plutôt les hommes qui en surent tirer parti les premiers. Et, en général, nous devons supposer que les arts les plus simples, et qui constituent à cette heure les bases de l'économie domestique des populations les moins civilisées, ont coûté des efforts immenses d'invention aux premières générations humaines. Cela explique la lenteur désespérante du développement humain pendant les premiers

siècles de l'histoire, comparé au rapide développement de nos jours.

Telle est donc la manière dont l'homme a transformé et continue de transformer, de vaincre et de maîtriser son milieu, la nature extérieure. Est-ce par une révolte contre les lois de cette nature universelle qui, embrassant tout ce qui |163 est, constitue aussi sa propre nature ? Au contraire, *c'est par la connaissance et par l'observation la plus respectueuse et la plus scrupuleuse de ces lois* qu'il parvient, non seulement à s'émanciper successivement du joug de la nature extérieure, mais encore à l'asservir, au moins en partie, à son tour.

Mais l'homme ne se contente pas de cette action sur la nature proprement extérieure. En tant qu'intelligence, capable de faire abstraction de son propre corps et de toute sa personne, et de la considérer comme un objet extérieur, l'homme, toujours poussé par une nécessité inhérente à son être, applique le même procédé, la même méthode, pour modifier, pour corriger, pour perfectionner sa propre nature. Il est un joug naturel intérieur que l'homme doit également secouer. Ce joug se présente à lui d'abord sous la forme de ses imperfections et faiblesses ou même de ses maladies individuelles, tant corporelles qu'intellectuelles et morales ; puis sous la forme plus générale de sa brutalité ou de son animalité mise en regard de son humanité, cette dernière se réalisant en lui progressivement, par le développement collectif de son milieu social.

Pour combattre cet esclavage intérieur, l'homme n'a également pas d'autre moyen que la *science des lois naturelles* qui président à son développement individuel et à son développement collectif, et que l'application de cette science tant à son éducation individuelle (par l'hygiène, par la gymnastique de son corps, de ses affections, de son esprit et de sa volonté, et par une instruction rationnelle) qu'à la transformation successive de l'ordre social. Car non seulement lui-même, considère comme individu, mais son milieu social, cette société humaine dont il est le produit immédiat, n'est à son tour rien qu'un produit de l'universelle et omnipotente

nature, au même titre et de la même manière que le sont les fourmilières, les ruches, les républiques des castors et toutes les autres espèces d'associations animales ; et de même que ces associations se sont incontestablement formées et |164 vivent encore aujourd'hui conformément à des lois naturelles qui leur sont propres, de même la société humaine, dans toutes les phases de son développement historique, obéit, sans qu'elle s'en doute elle-même pour la plupart du temps, à des lois qui sont tout aussi naturelles que les lois qui dirigent les associations animales, mais dont une partie au moins lui sont exclusivement inhérentes. L'homme, par toute sa nature tant extérieure qu'intérieure, n'est autre chose qu'un animal qui, grâce à l'organisation comparativement plus parfaite de son cerveau, est seulement doué d'une plus grande dose d'intelligence et de puissances affectives que les animaux des autres espèces. La base de l'homme, considéré comme individu, étant par conséquent complètement animale, celle de l'humaine société ne saurait être autrement qu'animale. Seulement, comme l'intelligence de l'homme-individu est progressive, l'organisation de cette société doit l'être aussi. Le *progrès* est précisément la loi naturelle fondamentale et exclusivement inhérente à l'humaine société.

En réagissant sur lui-même et sur le milieu social dont il est, comme je viens de le dire, le produit immédiat, l'homme, ne l'oublions jamais, ne fait donc autre chose qu'obéir encore à des lois naturelles qui lui sont propres, et qui agissent en lui avec une implacable et irrésistible fatalité. Dernier produit de la nature sur la terre, l'homme en continue, pour ainsi dire, par son développement individuel et social, l'œuvre, la création, le mouvement et la vie. Ses pensées et ses actes les plus intelligents, les plus abstraits, et, comme tels, les plus éloignés de ce qu'on appelle communément la nature, n'en sont rien que des créations ou des manifestations nouvelles. Vis-à-vis de cette nature universelle, l'homme ne peut donc avoir aucun rapport extérieur ni d'esclavage, ni de lutte, car il porte en lui-même cette nature et n'est rien en dehors d'elle. Mais en étudiant ses

lois, en s'identifiant en quelque sorte avec elles, les transformant par un procédé psychologique, propre à son cerveau, en idées et en convictions humaines, il s'émancipe du triple joug que lui imposent, d'abord la nature extérieure, puis sa propre nature |165 individuelle intérieure, et enfin la société dont il est le produit.

Après tout ce qui vient d'être dit, il me paraît évident qu'aucune révolte contre ce que j'appelle la causalité ou la nature universelle n'est possible à l'homme : elle l'enveloppe, elle le pénètre, elle est aussi bien en dehors de lui qu'en lui-même, elle constitue tout son être. En se révoltant contre elle, il se révolterait contre lui-même. Il est évident qu'il est impossible à l'homme de concevoir seulement la velléité et le besoin d'une pareille révolte, puisque, n'existant pas en dehors de la nature universelle et la portant en lui-même, se trouvant à chaque instant de sa vie en pleine identité avec elle, il ne peut se considérer ni se sentir vis-à-vis d'elle comme un esclave. Au contraire, c'est en étudiant et en s'appropriant pour ainsi dire par la pensée les lois éternelles de cette nature, — lois qui se manifestent également et dans tout ce qui constitue son monde extérieur et dans son propre développement individuel : corporel, intellectuel et moral, — qu'il parvient à secouer successivement le joug de la nature extérieure, celui de ses propres imperfections naturelles, et, comme nous le verrons plus tard, celui d'une organisation sociale autoritairement constituée.

Mais alors comment a pu surgir dans l'esprit de l'homme cette pensée historique de la séparation de l'esprit et de la matière ? Comment a-t-il pu concevoir la tentative impuissante, ridicule, mais également historique, d'une révolte contre la nature ? Cette pensée et cette tentative sont contemporaines de la création historique de l'idée de Dieu ; elles en ont été la conséquence nécessaire. L'homme n'a entendu d'abord sous ce

mot « nature » que ce que nous appelons la nature extérieure, y compris son propre corps ; et ce que nous appelons la nature universelle, il l'a appelé « Dieu » ; dès lors les lois de la nature sont devenues, non des lois inhérentes, mais des manifestations de la volonté divine, des commandements de Dieu, imposés d'en haut tant à la nature qu'à l'homme. Après quoi, l'homme, prenant |166 parti pour ce Dieu créé par lui-même, contre la nature et contre lui-même, s'est déclaré en révolte contre elle et a fondé son propre esclavage politique et social.

Telle fut l'œuvre historique de tous les dogmes et cultes religieux.

---

4. La Religion.
(*Feuillets 166-182.*)

Aucune grande transformation politique et sociale ne s'est faite dans le monde sans qu'elle ait été accompagnée, et souvent précédée, par un mouvement analogue dans les idées religieuses et philosophiques qui dirigent la conscience tant des individus que de la société.

[Toutes les religions, avec leurs Dieux et leurs saints, n'ayant jamais été rien que la création de la fantaisie croyante et crédule de l'homme. . . . . .
. . . . . .

... Nous défions qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant qu'on choisisse [96].]

---

96 Le passage entre crochets, dont nous ne donnons que le commencement et la fin, et qui occupe les vingt-deux dernières lignes du feuillet 166, le feuillet 167 (feuillet qui a été détruit par l'auteur), et les dix premières lignes du feuillet 168,a été biffé sur le manuscrit, et Bakounine a écrit en marge le mot : *Employé*. Ce passage se retrouve

---

D'ailleurs, l'histoire ne nous démontre-t-elle pas que les prêtres de toutes les religions, excepté ceux des cultes persécutés, ont toujours été les alliés de la tyrannie ? Et ces derniers même, tout en combattant et en maudissant les pouvoirs qui leur étaient contraires, ne disciplinaient-ils pas leurs propres croyants en vue d'une tyrannie nouvelle ? L'esclavage intellectuel, de quelque nature qu'il soit, aura toujours pour corollaire l'esclavage politique et social. Aujourd'hui le christianisme sous toutes ses formes différentes, et avec lui cette métaphysique doctrinaire, déiste ou panthéiste, qui n'est autre chose qu'une théologie mal grimée, font ensemble le plus formidable obstacle à l'émancipation de la société ; et la preuve, c'est que tous les gouvernements, tous les hommes d'État, tous les hommes qui se considèrent, soit officiellement, soit officieusement, comme les pasteurs du peuple, et dont l'immense majorité n'est aujourd'hui sans doute ni chrétienne, ni même déiste, mais esprit-fort, ne croyant, comme M. de Bismarck, feu le comte de Cavour, feu Mouravief le pendeur, et Napoléon III, l'empereur déchu, ni à Dieu ni au Diable, protègent néanmoins, avec un intérêt visible, toutes les religions, pourvu que ces religions enseignent, comme elles le font du reste toutes, la résignation, la patience et la soumission.

Cet intérêt unanime des gouvernants de tous les pays pour le maintien du culte religieux prouve combien il est nécessaire, dans l'intérêt des peuples, qu'il soit combattu et renversé.

[Est-il besoin de rappeler jusqu'à quel point les |169 religions abêtissent et corrompent les peuples ?...

. . . . . .

..... dans les sentiments de tout prêtre quelque chose de

---

en effet, avec quelques légers changements de forme, aux feuillets 167-169 de la troisième rédaction de *l'Empire knouto-germanique* (pages 41-44 du présent volume.) — J. G.

cruel et de sanguinaire ; et pourquoi, lorsque fut agitée, il y a quelques ans, partout, la question de l'abolition de la peine de mort, prêtres catholiques romains, prêtres moscovites et grecs orthodoxes, prêtres protestants des sectes les plus différentes, tous se sont unanimement ou presque unanimement déclarés pour son maintien [97].]

À côté de la question à la fois négative et positive de l'émancipation et de l'organisation du travail sur les bases de l'égalité économique ; à côté de la question exclusivement négative de l'abolition du pouvoir politique et de la liquidation de l'État, celle de la destruction des idées et des cultes religieux est une des plus urgentes, car tant que les idées religieuses ne seront pas radicalement |170 extirpées de l'imagination des peuples, la complète émancipation populaire restera impossible.

Pour les hommes dont l'intelligence s'est élevée à la hauteur actuelle de la science, l'unité de l'Univers ou de l'Être réel est désormais un fait acquis. Mais il est impossible de nier que ce fait qui, pour nous, est d'une telle évidence que nous ne pouvons même plus comprendre qu'il soit possible de le méconnaître, se trouve en flagrante contradiction avec *la conscience universelle de l'humanité*, qui, abstraction faite de la différence des formes sous lesquelles elle s'est manifestée dans l'histoire, s'est toujours unanimement prononcée pour l'existence de deux mondes distincts : le *monde spirituel* et le

---

97 Le passage entre crochets, dont nous ne donnons que le commencement et la fin, et qui occupe la dernière ligne du feuillet 168 et les vingt-neuf premières lignes du feuillet 169, a été biffé sur le manuscrit, et Bakounine a écrit en marge le mot : *Employé*. Ce passage se retrouve, avec quelques légers changements de forme, et moins les six dernières lignes, que l'auteur a omises et que pour cette raison nous donnons dans le texte, au feuillet 170 de la troisième rédaction de *L'Empire knouto-germanique* (pages 44-45 du présent volume), — J. G.

monde matériel, le *monde divin* et le *monde réel*. Depuis les grossiers fétichistes qui adorent, dans le milieu qui les entoure, l'action d'une puissance surnaturelle incarnée dans quelque objet matériel, jusqu'aux métaphysiciens les plus subtils et les plus transcendants, l'immense majorité des hommes, tous les peuples, ont cru et croient encore aujourd'hui à l'existence d'une divinité extra-mondiale quelconque.

[Cette unanimité imposante, selon l'avis de beaucoup d'hommes et d'écrivains illustres, et, pour ne citer que les plus renommés d'entre eux, selon l'opinion éloquemment exprimée de Joseph de Maistre et du plus grand caractère de nos jours, le patriote italien Giuseppe Mazzini, vaut plus que toutes les démonstrations de la science ; et si la logique. . . . . .

. . . . . .

... Les exemples de ces conversions honteuses sont fréquents dans la société actuelle [98].]

Il me paraît donc urgent de résoudre complètement la question suivante :

L'homme formant avec la nature universelle un seul tout, et n'étant que le produit matériel d'un concours indéfini de causes matérielles, comment l'idée de cette dualité, la supposition de l'existence de deux mondes opposés, dont l'un spirituel, l'autre matériel, l'un divin. l'autre naturel, a-t-elle pu naître, s'établir et s'enraciner si profondément dans la conscience humaine ?

---

98 Le passage entre crochets, dont nous ne donnons que le commencement et la fin, et qui occupe les seize dernières lignes du feuillet 170, les feuillets 171 et 172 (ces deux feuillets ont été détruits par l'auteur), et les cinq premières lignes du feuillet 173, a été biffé sur le manuscrit, et Bakounine a écrit en marge le mot russe *Ouvötrebleno*, signifiant : *Employé*. Ce passage se retrouve, avec quelques changements de forme, aux feuillets 162-166 de la troisième rédaction de *L'Empire knouto-germanique* (pages 34-40 du présent volume). — J. G.

L'action et la réaction incessante du Tout sur chaque point, et de chaque point sur le Tout, constitue, ai-je dit, la loi générale, suprême, et la réalité même de cet Être unique que nous appelons l'Univers, et qui est toujours, à la fois, producteur et produit. Éternellement active, toute-puissante, source et résultante éternelle de tout ce qui est, de tout ce qui naît, agit et réagit, puis meurt en son sein, cette universelle solidarité, cette causalité mutuelle, ce procès [99] éternel de transformations réelles, tant universelles qu'infiniment détaillées, et qui se produisent dans l'espace infini, la *nature*, a formé, parmi une quantité infinie d'autres mondes, notre terre, avec toute l'échelle de ses êtres, depuis les plus simples éléments chimiques, depuis les premières formations de la matière avec toutes ses propriétés mécaniques et physiques, jusqu'à l'homme. Elle les reproduit toujours, les développe, les nourrit, les conserve, puis, lorsque leur terme arrive, et souvent même avant qu'il ne soit arrivé, elle les détruit, ou plutôt les transforme en êtres nouveaux. Elle est donc la Toute-puissance contre laquelle il n'y a pas d'indépendance ni d'autonomie possible, l'être suprême qui embrasse et pénètre de son action irrésistible toute l'existence des êtres ; et, parmi les êtres vivants, il n'en est pas un seul qui ne porte en lui-même, sans doute plus ou moins développé, le sentiment ou la sensation de cette influence suprême et de cette dépendance absolue. Eh bien, *cette sensation et ce sentiment constituent le* |174 *fond même de toute religion*.

La religion, comme on voit, ainsi que toutes les autres choses humaines, a sa première source dans la vie animale. Il est impossible de dire qu'aucun animal, excepté l'homme, ait une religion déterminée, parce que la religion la plus grossière suppose encore un degré de réflexion auquel aucun animal, hormis l'homme, ne s'est encore élevé. Mais il est tout aussi

99 Bakounine emploie le mot « procès » dans le sens du latin *processus* (en allemand, *Prozess*). Il serait à désirer que l'emploi du mot « procès » dans ce sens se généralisât, et qu'on renonçât, en français, à parler de *processus*. — J. G.

impossible de nier que dans l'existence de tous les animaux, sans en excepter aucun, se trouvent tous les éléments, pour ainsi dire matériels ou instinctifs, constitutifs de la religion, moins sans doute son côté proprement idéal, celui même qui doit la détruire tôt ou tard, la pensée. En effet, quelle est l'essence réelle de toute religion ? C'est précisément ce sentiment d'absolue dépendance de l'individu passager vis-à-vis de l'éternelle et omnipotents nature.

Il nous est difficile d'observer ce sentiment et d'en analyser toutes les manifestations dans les animaux d'espèces inférieures ; pourtant nous pouvons dire que l'instinct de conservation qu'on retrouve jusque dans les organisations relativement les plus pauvres, sans doute à un moindre degré que dans les organisations supérieures, n'est rien qu'une sagesse coutumière qui se forme en chaque animal, sous l'influence de ce sentiment qui n'est autre que le premier fondement du sentiment religieux. Dans les animaux doués d'une organisation plus complète et qui se rapprochent davantage de l'homme, il se manifeste d'une manière beaucoup plus sensible pour nous, dans la peur instinctive et panique, par exemple, qui s'empare d'eux à l'approche de quelque grande catastrophe naturelle, telle qu'un tremblement de terre, un incendie de forêt ou une forte tempête, ou bien à l'approche de quelque féroce animal carnassier, d'un Prussien des forêts [100]. Et, en général, on peut dire que la peur est un des sentiments prédominants dans la vie animale. Tous les animaux vivant en liberté sont farouches, ce qui prouve qu'ils vivent dans une peur instinctive incessante, qu'ils ont toujours le sentiment du danger, c'est-à-dire celui d'une influence toute-puissante qui les poursuit, les pénètre et les enveloppe toujours et partout. Cette crainte, la crainte de Dieu, diraient les théologiens, est le commencement de la sagesse, c'est-à-dire de la religion. Mais chez les animaux elle ne devient pas une religion, parce qu'il leur |175 manque cette puissance de réflexion qui fixe le sentiment et en détermine l'objet, et qui transforme ce

100 Se rappeler que Bakounine écrivait pendant la guerre. — J. G.

sentiment en une notion abstraite capable de se traduire en paroles. On a eu donc raison de dire que l'homme est religieux par nature, il l'est comme tous les autres animaux ; mais lui seul sur cette terre a la conscience de sa religion.

La religion, a-t-on dit, est le premier éveil de la raison. Oui, mais sous la forme de la déraison. La religion, ai-je dit tout à l'heure, commence par la crainte. Et en effet, l'homme, en s'éveillant aux premières lueurs de ce soleil intérieur qui s'appelle la conscience de soi-même, et en sortant lentement, pas à pas, du demi-sommeil magnétique, de cette existence toute d'instinct qu'il menait lorsqu'il se trouvait encore à l'état de pure innocence, c'est-à-dire à l'état d'animal ; étant d'ailleurs né, comme tout animal, dans la crainte de ce monde extérieur qui le produit et qui le détruit, — l'homme a dû avoir nécessairement pour premier objet de sa naissante réflexion cette crainte même. On peut même présumer que chez l'homme primitif, à l'éveil de son intelligence, cette terreur instinctive devait être plus forte que chez d'autres animaux ; d'abord parce qu'il naît beaucoup moins armé que les autres et que son enfance dure plus longtemps ; et ensuite, parce que cette même réflexion, à peine éclose, et non encore arrivée à un degré suffisant de maturité et de force pour reconnaître et pour utiliser les objets extérieurs, a dû tout de même arracher l'homme à l'union, à l'harmonie instinctive dans laquelle, comme cousin du gorille, avant que sa pensée ne se fût éveillée, il a dû se trouver avec tout le reste de la nature. La première réflexion l'isolait en quelque sorte au milieu de ce monde extérieur, qui, lui devenant étranger, a dû lui apparaître, à travers le prisme de son imagination enfantine, excitée et grossie par l'effet même de cette réflexion commençante, comme une sombre et mystérieuse puissance, infiniment plus hostile et plus menaçante qu'elle n'est en réalité.

Il nous est excessivement difficile, sinon impossible, de nous rendre un compte exact des premières sensations et imaginations religieuses de l'homme sauvage. Dans leurs détails, elles ont dû être |176 sans doute aussi diverses que l'ont

été les propres natures des peuplades primitives qui les ont éprouvées et conçues, aussi bien que les climats, la nature des lieux et des autres circonstances déterminantes au milieu desquelles elles se sont développées. Mais comme, après tout, c'étaient des sensations et des imaginations humaines, elles ont dû, malgré cette grande diversité de détails, se résumer en quelques simples points identiques, d'un caractère général et qu'il n'est pas trop difficile de fixer. Quelle que soit la provenance des différents groupes humains ; quelle que soit la cause des différences anatomiques qui existent entre les races humaines ; que les hommes n'aient eu pour ancêtre qu'un seul Adam-gorille ou cousin du gorille, ou, comme il est plus probable, qu'ils soient issus de plusieurs ancêtres que la nature aurait formés, indépendamment les uns des autres, sur différents points du globe et à époques différentes ; toujours est-il que la faculté qui constitue et qui crée proprement l'humanité dans les hommes : la réflexion, la puissance d'abstraction, la raison, c'est-à-dire la faculté de combiner les idées, reste toujours et partout la même, aussi bien que les lois qui en déterminent les manifestations différentes, de sorte qu'aucun développement humain ne saurait se faire contrairement à ces lois. Cela nous donne le droit de penser que les phases principales, observées dans le premier développement religieux d'un seul peuple, ont dû se reproduire dans celui de toutes les autres populations primitives de la terre.

À en juger d'après les rapports unanimes des voyageurs qui, depuis le siècle passé, ont visité les îles de l'Océanie, aussi bien que de ceux qui, de nos jours, ont pénétré dans l'intérieur de l'Afrique, le *fétichisme* doit être la première religion, celle de tous les peuples sauvages qui se sont le moins éloignés de l'état de nature. Mais le fétichisme n'est autre chose que la *religion de la peur*. Il est la première expression humaine de cette sensation de dépendance absolue, mêlée de terreur instinctive, que nous trouvons au fond de toute vie animale et qui, comme je l'ai déjà fait observer, constitue le rapport religieux des

individus appartenant aux espèces même les plus inférieures avec la toute-puissance de la nature. Qui ne connaît l'influence qu'exercent et l'impression que produisent sur tous les êtres vivants les grands phénomènes de la nature, tels que le lever et le coucher du soleil, le clair de lune, le retour des saisons, la succession du froid et du chaud, ou bien des catastrophes naturelles, aussi bien que les rapports si variés et mutuellement destructifs des espèces animales |177 entre elles et avec les différentes espèces végétales ? Tout cela constitue, pour chaque animal, un ensemble de conditions d'existence, un caractère, une nature, et je serais presque tenté de dire un culte particulier ; car chez les animaux, dans tous les êtres vivants, vous retrouverez une sorte d'adoration de la nature, mêlée de crainte et de joie, d'espérance et d'inquiétude, — la joie de vivre et la crainte de cesser de vivre, — et qui, en tant que sentiment, ressemble beaucoup à la religion humaine. L'invocation et la prière même n'y manquent pas. Considérez le chien apprivoisé, implorant une caresse, un regard de son maître : n'est-ce pas là l'image de l'homme à genoux devant son Dieu ? Ce chien ne transporte-t-il pas par son imagination et par un commencement de réflexion, que l'expérience a développée en lui, la toute-puissance naturelle qui l'obsède, sur son maître, de morne que l'homme croyant la transporte sur son Dieu ? Quelle est donc la différence entre le sentiment religieux du chien et celui de l'homme ? Ce n'est pas même la réflexion, c'est le degré de réflexion, ou même, plutôt, c'est la capacité de la fixer et de la concevoir comme une pensée abstraite, de la *généraliser* en la *nommant* ; la parole humaine ayant ceci de particulier, qu'incapable de nommer les choses réelles, celles qui agissent immédiatement sur nos sens, elle n'en exprime que la notion ou la généralité abstraite ; et comme la parole et la pensée sont les deux formes distinctes, mais inséparables, d'un seul et même acte de l'humaine réflexion, cette dernière, en fixant l'objet de la terreur et de l'adoration animales ou du premier culte de l'homme, le généralise, le transforme pour ainsi dire en un être abstrait, en cherchant à le désigner par un nom. L'objet

réellement adoré par *tel* ou *tel* individu reste toujours *celui-ci* : *cette* pierre, ce morceau de bois, ce chiffon, pas un autre ; mais du moment qu'il a été désigné par la parole, il devient une chose abstraite, générale : *une* pierre, *un* morceau de bois, *un* chiffon. C'est ainsi qu'avec le premier éveil de la pensée, manifesté par la parole, le monde exclusivement humain, le monde des abstractions commence.

Cette faculté d'abstraction, source de toutes nos connaissances et de toutes nos idées, est sans doute l'unique cause de toutes les émancipations humaines. Mais le premier éveil de cette faculté dans l'homme ne produit pas immédiatement sa liberté.

|178 Lorsqu'elle commence à se former, en se dégageant lentement des langes de l'instinctivité animale, elle se manifeste d'abord, non sous la forme d'une réflexion raisonnée ayant conscience et connaissance de son activité propre, mais sous celle d'une *réflexion imaginative*, inconsciente de ce qu'elle fait, et à cause de cela même prenant toujours ses **propres produits** pour des êtres réels, auxquels elle attribue naïvement une existence indépendante, antérieure à toute connaissance humaine, et ne s'attribuant d'autre mérite que celui de les avoir découverts en dehors d'elle-même. Par ce procédé, la réflexion imaginative de l'homme peuple son monde extérieur de fantômes qui lui paraissent plus dangereux, plus puissants, plus terribles que les êtres réels qui l'entourent ; elle ne délivre l'homme de l'esclavage naturel qui l'obsède que pour le rejeter aussitôt sous le poids d'un esclavage mille fois plus dur et plus effrayant encore, — sous celui de la religion.

C'est la réflexion imaginative de l'homme qui transforme le culte naturel, dont nous avons retrouvé les éléments et les traces chez tous les animaux, en un culte humain, sous la forme élémentaire du *fétichisme*. Nous avons vu les animaux adorant instinctivement les grands phénomènes de la nature qui réellement exercent sur leur existence une action immédiate et puissante ; mais nous n'avons jamais entendu parler d'animaux qui adorent un inoffensif morceau de bois, un torchon, un os ou

une pierre, tandis que nous retrouvons ce culte dans la religion primitive des sauvages et jusque dans le catholicisme. Comment expliquer cette anomalie — en apparence du moins — si étrange, et qui, sous le rapport du bon sens et du sentiment de la réalité des choses, nous présente l'homme |179 comme bien inférieur aux plus modestes animaux ?

Celte absurdité est le produit de la réflexion imaginative de l'homme sauvage. Il ne sent pas seulement, comme les autres animaux, la toute-puissance de la nature, il en fait l'objet de sa constante réflexion, il la fixe, il cherche à la localiser, et, en même temps, il la généralise, en lui donnant un nom quelconque ; il en fait le centre autour duquel se groupent toutes ses imaginations enfantines. Encore incapable d'embrasser par sa propre pensée l'Univers, même le globe terrestre, même le milieu si restreint au sein duquel il est né et il vit, il cherche partout, se demandant où réside donc cette toute-puissance dont le sentiment, désormais réfléchi et fixé, l'obsède ? et par un jeu, par une aberration de sa fantaisie ignorante qu'il nous serait difficile d'expliquer aujourd'hui, il l'attache à ce morceau de bois, à ce torchon, à cette pierre. C'est le pur fétichisme, la plus religieuse, c'est-à-dire la plus absurde, des religions.

Après, et souvent avec, le fétichisme vient le *culte des sorciers*. C'est un culte, sinon beaucoup plus rationnel, au moins plus naturel, et qui nous surprendra moins que le fétichisme. Nous y sommes plus habitués, étant encore aujourd'hui, au sein même de cette civilisation dont nous sommes si fiers, entourés de sorciers : les spirites, les médiums, les clairvoyants avec leur magnétisme, les prêtres de l'Église catholique, grecque et romaine, qui prétendent avoir la puissance de forcer le Bon Dieu, à l'aide de quelques formules mystérieuses, de descendre sur l'eau, voire même de se transformer en pain et en vin, tous ces *forceurs* de la Divinité soumise à leurs enchantements, ne sont-ils pas autant de sorciers ? Il est vrai que la Divinité adorée et invoquée par nos sorciers modernes, enrichie par plusieurs milliers d'années

d'extravagance humaine, est beaucoup plus compliquée que le Dieu de la sorcellerie primitive, cette dernière n'ayant d'abord pour objet que la représentation, sans doute déjà fixe, mais encore fort peu déterminée, de la Toute-puissance matérielle, sans aucun autre attribut, soit intellectuel, soit moral. La distinction du bien et du mal, du juste |180 et de l'injuste, y est encore inconnue. On ne sait ce que la Toute-puissance aime, ce qu'elle déteste, ce qu'elle veut, ce qu'elle ne veut pas : elle n'est ni bonne, ni mauvaise, elle n'est rien que la Toute-puissance. Pourtant le caractère divin commence déjà à se dessiner : elle est égoïste, vaniteuse ; elle aime les compliments, les génuflexions, l'humiliation et l'immolation des hommes, leur adoration et leurs sacrifices, et elle persécute et punit cruellement ceux qui ne veulent pas se soumettre : les rebelles, les orgueilleux, les impies. C'est, comme on sait, le fond principal de la nature divine dans tous les Dieux antiques et présents, créés par l'humaine déraison. Y eut-il jamais au monde un être plus atrocement jaloux, vaniteux, égoïste, vindicatif, sanguinaire, que le Jéhovah des Juifs, devenu plus tard le Dieu, le Père des chrétiens ?

Dans le culte de la sorcellerie primitive, le Dieu, ou cette Toute-puissance indéterminée sous le rapport intellectuel et moral, apparaît d'abord comme inséparable de la personne du sorcier : lui-même est Dieu, comme le fétiche. Mais à la longue le rôle d'homme surnaturel, d'homme-Dieu, pour un homme réel, surtout pour un sauvage qui, n'ayant aucun moyen de s'abriter contre la curiosité indiscrète de ses croyants, reste du matin jusqu'au soir soumis à leurs investigations, devient impossible. Le bon sens, l'esprit pratique d'une peuplade sauvage, qui se développent lentement, il est vrai, mais toujours davantage, par l'expérience de la vie, et malgré toutes les divagations religieuses, finissent par lui démontrer l'impossibilité pratique qu'un homme, accessible à toutes les faiblesses et infirmités humaines, soit un Dieu. Le sorcier reste donc pour ses croyants sauvages un être surnaturel, mais

seulement par instants, lorsqu'il est possédé [101]. Mais possédé par qui ? Par la Toute-puissance, par Dieu. Donc la Divinité se trouve ordinairement en dehors du sorcier. Où la chercher ? Le fétiche, le Dieu-chose, est dépassé ; le sorcier, l'homme-Dieu, l'est aussi. Toutes ces transformations, dans les temps primitifs, ont sans doute rempli des siècles. L'homme sauvage, déjà avancé, quelque peu développé et |181 riche de la tradition de plusieurs siècles, cherche alors la Divinité bien loin de lui, mais toujours encore dans les êtres réellement existants : dans la forêt, sur une montagne, dans une rivière, et plus tard encore dans le soleil, dans la lune, dans le ciel. La pensée religieuse commence déjà à embrasser l'Univers.

L'homme n'a pu arriver à ce point, ai-je dit, qu'après une longue série de siècles. Sa faculté abstractive, sa raison, s'est déjà fortifiée et développée par la connaissance pratique des choses et par l'observation de leurs rapports ou de leur causalité mutuelle, tandis que le retour régulier des mêmes phénomènes lui a donné la première notion de quelques lois naturelles. Il commence à s'inquiéter de l'ensemble des faits et de leurs causes. En même temps, il commence aussi à se connaître lui-même, et grâce toujours à cette puissance d'abstraction qui lui permet de se considérer lui-même comme objet, il sépare son être extérieur et vivant de son être pensant, son extérieur de son intérieur, son corps de son âme ; et, comme il n'a pas la moindre idée des sciences naturelles ci comme il ignore jusqu'au nom de ces sciences, d'ailleurs toutes modernes, qui s'appellent la physiologie et l'anthropologie, il est tout ébloui de cette découverte de son propre esprit en lui-même, et s'imagine naturellement, nécessairement, que son âme, ce produit de son corps, en est au contraire le principe et la cause. Mais une fois qu'il a fait cette distinction de l'Intérieur et de l'Extérieur, du spirituel et du matériel en lui-même, il la transporte tout aussi

101 De même que le prêtre catholique, qui n'est vraiment sacré que lorsqu'il remplit ses cabalistiques mystères ; de même que le pape, qui n'est infaillible que lorsque, inspiré par le Saint-Esprit, il définit les dogmes de la foi. (*Note de Bakounine.*)

nécessairement dans son Dieu : il commence à chercher l'âme invisible de ce visible Univers. C'est ainsi qu'a dû naître le panthéisme religieux des Indiens.

Nous devons nous arrêter sur ce point, car c'est ici que commence proprement la religion dans la pleine acception de ce mot, et avec elle la théologie et la métaphysique aussi. Jusque-là, l'imagination religieuse de l'homme, obsédée par | 182 la représentation fixe d'une Toute-puissance indéterminée et introuvable, avait procédé naturellement, en la cherchant, par la voie de l'investigation expérimentale, d'abord dans les objets les plus rapprochés, dans les fétiches, puis dans les sorciers, plus tard encore dans les grands phénomènes de la nature, enfin dans les astres, mais en l'attachant toujours à quelque objet réel et visible, si éloigné qu'il fût. Maintenant il s'élève jusqu'à l'idée d'un *Dieu-Univers*, une abstraction. Jusque-là tous ses Dieux ont été des Etres particuliers et restreints, parmi beaucoup d'autres êtres non divins, non tout-puissants, mais non moins réellement existants. Maintenant il pose pour la première fois une *Divinité universelle* : *l'Être des êtres*, substance créatrice de tous les êtres restreints et particuliers, l'âme universelle, le *Grand Tout*. Voilà donc le vrai Dieu qui commence, et avec lui la vraie Religion.

---

5. Philosophie, Science.
(*Feuillets 182-256.*)

Nous devons examiner maintenant le procédé par lequel l'homme est arrivé à ce résultat, afin de reconnaître, par son origine historique, la vraie nature de la Divinité. Et d'abord, la première question qui se présente est celle-ci : le *Grand Tout* de la religion panthéiste, n'est-ce pas absolument le même Être unique que nous avons appelé la *Nature universelle ?*

Oui et non. Oui, parce que les deux systèmes, celui de la religion panthéiste et le système scientifique et positiviste,

embrassent le même Univers. Non, parce qu'ils l'embrassent d'une manière tout à fait différente.

Quelle est la méthode scientifique ? C'est la méthode réaliste par excellence. Elle va des détails à l'ensemble, et de la constatation, de l'étude des faits, à leur compréhension, aux idées ; ses idées n'étant rien que le fidèle exposé des rapports de coordination, de succession et d'action ou de causalité mutuelle qui réellement existent entre les choses et les phénomènes réels ; sa logique, rien que la logique des choses. Comme, dans le développement historique de l'esprit humain, la science positive vient toujours après la théologie et après la métaphysique, l'homme arrive à la science déjà préparé et considérablement corrompu par une sorte d'éducation abstraite. Il y apporte donc |183 beaucoup d'idées abstraites, élaborées tant par la théologie que par la métaphysique, et qui pour la première ont été des objets de foi aveugle, pour la seconde des objets de spéculations transcendantes et de jeux de mots plus ou moins ingénieux, d'explications et de démonstrations qui n'expliquent et ne démontrent absolument rien, parce qu'elles s'y font en dehors de toute expérimentation réelle, et parce que la métaphysique n'a d'autre garantie pour l'existence même des objets sur lesquels elle raisonne que les assurances ou le mandat impératif de la théologie.

L'homme, ci-devant théologien et ci-devant métaphysicien, mais fatigué et de la théologie et de la métaphysique, à cause de la stérilité de leurs résultats en théorie et à cause aussi de leurs conséquences si funestes dans la pratique, apporte naturellement toutes ces idées dans la science ; mais il les apporte, non comme des principes certains et qui doivent, comme tels, lui servir de point de départ : il les apporte comme des questions que la science doit résoudre. Il n'est arrivé à la science que parce qu'il a commencé précisément à les mettre lui-même en question. Et il en doute, parce qu'une longue expérience de la théologie et de la métaphysique qui ont créé ces idées lui a démontré que ni l'une ni l'autre n'offrent aucune garantie sérieuse pour la réalité de leurs créations. Ce

dont il doute et ce qu'il rejette avant tout, ce ne sont pas autant ces créations, ces idées, que les méthodes, les voies et moyens, par lesquels la théologie et la métaphysique les ont créées. Il repousse le système des révélations et la *croyance en l'absurde parce que c'est l'absurde* [102] des théologiens, et il ne veut plus rien se laisser imposer par le despotisme des prêtres et par les bûchers de l'Inquisition. Il repousse la métaphysique, |184 précisément et surtout parce qu'ayant accepté sans aucune critique ou avec une critique illusoire, par trop complaisante et facile, les créations, les idées fondamentales de la théologie : celles de l'Univers, de Dieu, et de l'âme ou d'un esprit séparé de la matière, elle a bâti sur ces données ses systèmes, et que, prenant l'absurde pour point de départ, elle a nécessairement et toujours abouti à l'absurde. Donc ce que l'homme, au sortir de la théologie et de la métaphysique, cherche avant tout, c'est une méthode vraiment scientifique, une méthode qui lui donne avant tout une complète certitude de la réalité des choses sur lesquelles il raisonne.

Mais, pour l'homme, il n'est point d'autre moyen de s'assurer de la réalité certaine d'une chose, d'un phénomène ou d'un fait, que de les avoir réellement rencontrés, constatés, reconnus dans leur intégrité propre, sans aucun mélange de fantaisies, de suppositions et d'adjonctions de l'esprit humain. L'expérience devient donc la base de la science. Il ne s'agit pas ici de l'expérience d'un seul homme. Aucun homme, quelque intelligent, quelque curieux, quelque heureusement doué qu'il soit, sous tous les rapports, ne peut avoir tout vu, tout rencontré, tout expérimenté de sa propre personne. Si la science de chacun devait se limiter à ses propres expériences personnelles, il y aurait autant de sciences qu'il y a d'hommes, et chaque science mourrait avec chaque homme. Il n'y aurait pas de science.

La science a donc pour base l'expérience collective non seulement de tous les hommes contemporains, mais encore de toutes les générations passées. Mais elle n'admet aucun

102 *Credo quia absurdum*, Tertullien. (*Note de Bakounine.*)

témoignage sans critique. Avant d'accepter le témoignage soit d'un contemporain, soit d'un homme qui n'est plus, pour peu que je tienne à ne point être trompé, je dois m'enquérir d'abord du caractère et de la nature aussi bien que de l'état de l'esprit de cet homme, de sa méthode. Je dois m'assurer avant tout que cet homme est ou était un homme honnête, détestant le mensonge, cherchant la vérité avec bonne foi, avec zèle ; qu'il n'était ni fantaisiste, ni poète, ni métaphysicien, ni théologien, ni juriste, ni ce qu'on appelle homme |185 politique et comme tel intéressé dans les mensonges politiques, et qu'il était considéré comme tel [103] par la grande majorité de ses contemporains. Il est des hommes, par exemple, qui sont très intelligents, très éclairés, libres de tout préjugé et de toute préoccupation fantaisiste, qui ont en un mot l'esprit réaliste, mais qui, trop paresseux pour se donner la peine de constater l'existence et la nature réelle des faits, les supposent, les inventent. C'est ainsi qu'on fait la statistique en Russie. Le témoignage de ces hommes, naturellement, ne vaut rien. Il en est d'autres, très intelligents aussi et de plus trop honnêtes pour mentir et pour assurer des choses dont ils ne sont pas sûrs, mais dont l'esprit se trouve sous le joug soit de la métaphysique, soit de la religion, soit d'une préoccupation idéaliste quelconque. Le témoignage de ces hommes, au moins en tant qu'il concerne des objets qui touchent de près à leur monomanie, doit être également repoussé, parce qu'ils ont le malheur de prendre toujours des vessies pour des lanternes. Mais si un homme réunit aune grande intelligence réaliste, développée et duement préparée par la science, l'avantage d'être en même temps un chercheur scrupuleux et zélé de la réalité des choses, son témoignage devient précieux.

Et encore ne dois-je jamais l'accepter sans critique. En quoi consiste cette critique ? Dans la comparaison des choses qu'il m'affirme avec les résultats de ma propre expérience personnelle. Si son témoignage s'harmonise avec elle, je n'ai

103 C'est-à-dire comme n'étant ni homme politique, ni théologien, etc., et comme étant honnête et cherchant la vérité. — J. G.

aucune raison de le rejeter et je l'accepte comme une nouvelle confirmation de ce que j'ai reconnu moi-même ; mais s'il lui est contraire, dois-je le repousser sans m'enquérir qui de nous deux a raison, lui ou moi ? Pas du tout. Je sais par expérience que mon expérience des choses peut être fautive. Je compare donc ses résultats avec les miens, et je les soumets à une observation et à des expériences nouvelles. Au besoin, j'en appelle à l'arbitrage et aux expériences d'un troisième et de beaucoup d'autres observateurs, dont le caractère scientifique sérieux m'inspire confiance, et je parviens, non sans grande peine quelquefois, par la modification soit de mes résultats, soit des siens, à une conviction commune. Mais en quoi consiste l'expérience de chacun ? Dans le témoignage de ses sens, dirigés par son intelligence. Je n'accepte, pour mon compte, rien que je n'aie matériellement rencontré, vu, |186 entendu, et au besoin palpé de mes doigts. C'est pour moi personnellement le seul moyen de m'assurer de la réalité d'une chose. Et je n'ai confiance que dans le témoignage de ceux qui procèdent absolument de la même manière.

De tout cela il résulte que la science, tout d'abord, est fondée sur la coordination d'une masse d'expériences personnelles contemporaines et passées, soumises constamment à une sévère critique mutuelle. On ne peut s'imaginer de base plus démocratique que celle-là. C'est la base constitutive et première, et toute connaissance humaine qui en dernière instance ne repose point sur elle doit être exclue comme dénuée de toute certitude et de toute valeur scientifique. La science ne peut pourtant pas s'arrêter à cette base, qui ne lui donne d'abord rien qu'une quantité innombrable de faits des natures les plus différentes et duement constatés par d'innombrables quantités d'observations ou d'expériences personnelles. La science propre ne commence qu'avec la compréhension des choses, des phénomènes et des faits. Comprendre une chose, *dont la réalité tout d'abord a été duement constatée*, ce que les théologiens et les métaphysiciens oublient toujours de faire, c'est découvrir, reconnaître et

constater, de cette manière empirique dont on s'est servi pour s'assurer d'abord de son existence réelle, toutes ses propriétés, c'est-à-dire tous ses rapports tant immédiats qu'indirects avec toutes les autres choses existantes, ce qui revient à déterminer les différents modes de son action réelle sur tout ce qui reste en dehors d'elle. Comprendre un phénomène ou un fait, c'est découvrir et constater les phases successives de son développement réel, c'est reconnaître sa *loi naturelle*.

Ces constatations de propriétés et ces découvertes de lois naturelles ont également pour source unique, d'abord, les observations et les expériences faites réellement par telle ou telle autre personne, ou même par beaucoup de personnes à la fois. Mais quelque considérable que soit leur nombre, et fussent-ils tous des savants renommés, la science n'accepte leur témoignage qu'à cette condition |187 essentielle, qu'en même temps qu'ils annoncent les résultats de leurs investigations, ils rendent aussi un compte excessivement détaillé et exact de la méthode dont ils se sont servis, ainsi que des observations et des expériences qu'ils ont faites pour y arriver ; de manière à ce que tous les hommes qui s'intéressent à la science puissent renouveler pour leur propre compte, en suivant la même méthode, ces mêmes observations et ces mêmes expériences ; ce n'est que lorsque les nouveaux résultats ont été ainsi contrôlés et obtenus par beaucoup d'observateurs et expérimentateurs nouveaux, qu'ils sont considérés généralement comme acquis d'une manière définitive à la science. Et encore arrive-t-il souvent que des observations et des expériences nouvelles, faites d'après une méthode et à un point de vue différents, renversent ou modifient profondément ces premiers résultats. Rien n'est aussi antipathique à la science que la foi, et la critique n'y a jamais dit son dernier mot. Elle seule, représentante du grand principe de la révolte dans la science, est la gardienne sévère et incorruptible de la vérité.

C'est ainsi que successivement, par le travail des siècles, s'établit peu à peu dans la science un système de vérités ou de lois naturelles universellement reconnues. Ce système une fois

établi et accompagné toujours de l'exposé le plus détaillé des méthodes, des observations et des expériences, ainsi que de l'histoire des investigations et des développements à l'aide desquels il a été établi, de manière à pouvoir toujours être soumis à un contrôle nouveau et à une nouvelle critique, devient désormais la seconde base de la science. Il sert de point de départ pour des investigations nouvelles, qui nécessairement le développent et l'enrichissent de méthodes nouvelles.

Le monde, malgré l'infinie diversité des êtres qui le composent, est un. L'esprit humain qui, l'ayant pris pour objet, s'efforce de le reconnaître et de le comprendre, |188 est un ou identique aussi, malgré l'innombrable quantité d'êtres humains divers, présents et passés, par lesquels il est représenté. Cette identité est prouvée parce fait incontestable, que pourvu qu'un homme pense, quels que soient d'ailleurs son milieu, sa nature, sa race, sa position sociale et le degré de son développement intellectuel et moral, et lors même qu'il divague et qu'il déraisonne, sa pensée se développe toujours selon les mêmes lois ; et c'est là précisément ce qui, dans l'immense diversité des âges, des climats, des races, des nations, des positions sociales et des natures individuelles, constitue la grande unité du genre humain. Par conséquent la science, qui n'est autre chose que la connaissance et la compréhension du monde par l'esprit humain, doit être une aussi.

Elle est incontestablement une. Mais, immense comme le monde, elle dépasse les facultés intellectuelles d'un seul homme, fût-il le plus intelligent de tous. Aucun n'est capable de l'embrasser à la fois dans son universalité et dans ses détails également, quoique différemment, infinis. Celui qui voudrait s'en tenir à la seule généralité, en négligeant les détails, retomberait par là même dans la métaphysique et dans la théologie, *car la généralité scientifique se distingue précisément des généralités métaphysiques et théologiques par ceci, qu'elle s'établit, non, comme ces deux dernières, par l'abstraction qu'on fait de tous les détails, mais au contraire et uniquement par la coordination des détails*. La grande Unité

scientifique est concrète : c'est l'unité dans l'infinie diversité ; l'Unité théologique et métaphysique est abstraite : c'est l'unité dans le vide. Pour embrasser l'Unité scientifique dans toute sa réalité infinie, il faudrait pouvoir connaître en détail tous les êtres dont les rapports naturels directs et indirects constituent l'Univers, ce qui dépasse évidemment les facultés d'un homme, d'une génération, de l'humanité tout entière.

En voulant embrasser l'universalité de la science, l'homme s'arrête, écrasé par l'infiniment grand. Mais en se rejetant sur les détails de la science, il rencontre |189 une autre limite, c'est l'infiniment petit. D'ailleurs il ne peut reconnaître réellement que ce dont l'existence réelle lui est témoignée par ses sens, et ses sens ne peuvent atteindre qu'une infiniment petite partie de l'Univers infini : le globe terrestre, le système solaire, tout au plus cette partie du firmament qui se voit de la terre. Tout cela ne constitue dans l'infinité de l'espace qu'un point imperceptible.

Le théologien et le métaphysicien se prévaudraient aussitôt de cette ignorance forcée et nécessairement éternelle de l'homme pour recommander leurs divagations ou leurs rêves. Mais la science dédaigne cette triviale consolation, elle déteste ces illusions aussi ridicules que dangereuses. Lorsqu'elle se voit forcée d'arrêter ses investigations, faute de moyens pour les prolonger, elle préfère dire : « Je ne sais pas », à présenter comme des vérités des hypothèses dont la vérification est impossible. La science a fait plus que cela : elle est parvenue à démontrer, avec une certitude qui ne laisse rien à désirer, l'absurdité et la nullité de toutes les conceptions théologiques et métaphysiques ; mais elle ne les a pas détruites pour les remplacer par des absurdités nouvelles. Arrivée à son terme, elle dira honnêtement : « Je ne sais pas », mais elle ne déduira jamais rien de ce qu'elle ne saura pas.

La science universelle est donc un idéal que l'homme ne pourra jamais réaliser. Il sera toujours forcé de se contenter de la science de son monde, en étendant tout au plus ce dernier jusqu'aux étoiles qu'il peut voir, et encore n'en saura-t-il jamais

que bien peu de choses. La science réelle n'embrasse que le système solaire, surtout notre globe et tout ce qui se produit et se passe sur le globe. Mais dans ces limites mêmes, la science est encore trop immense pour qu'elle puisse être embrassée par un seul homme, ou même par une seule génération, d'autant plus que, comme je l'ai déjà fait observer, les détails de ce monde se perdent dans l'infiniment petit et sa diversité n'a point de limites assignables.

Cette impossibilité d'embrasser d'un seul coup l'ensemble immense et les détails infinis du monde visible a donné lieu à la division |190 de la science une et indivisible, ou de la science générale, en beaucoup de sciences particulières ; séparation d'autant plus naturelle et nécessaire, qu'elle correspond aux ordres divers qui existent réellement dans ce monde, ainsi qu'aux points de vue différents sous lesquels l'esprit humain est pour ainsi dire forcé de les envisager : Mathématique, Mécanique, Astronomie, Physique, Chimie, Géologie, Biologie et Sociologie, y compris l'histoire du développement de l'espèce humaine, telles sont les principales divisions qui se sont établies, pour ainsi dire d'elles-mêmes, dans la science. Chacune de ces sciences particulières, par son développement historique, a formé et apporte avec elle une méthode d'investigation et de constatation de choses et de faits, de déductions et de conclusions qui lui sont, sinon toujours exclusivement, du moins particulièrement propres. Mais toutes ces méthodes différentes ont une seule et même base première, se réduisant en dernière instance à une constatation personnelle et réelle des choses et des faits par les sens, et toutes, dans les limites des facultés humaines, ont le même but : l'édification de la science universelle, la compréhension de l'unité, de l'universalité réelle des mondes, la réédification scientifique du grand Tout, de l'Univers.

Ce but, que je viens d'énoncer, ne se trouve-t-il pas en

contradiction flagrante avec l'impossibilité évidente pour l'homme de pouvoir le réaliser jamais ? Oui, sans doute, et pourtant l'homme ne peut y renoncer et il n'y renoncera jamais. Auguste Comte et ses disciples auront beau nous prêcher la modération et la résignation, l'homme ne se modérera ni ne se résignera jamais. Cette contradiction est dans la nature de l'homme, et surtout elle est dans la nature de notre esprit : armé de sa formidable puissance d'abstraction, il ne reconnaît et ne reconnaîtra jamais aucune limite pour sa curiosité impérieuse, passionnée, avide de tout savoir et de tout embrasser. Il suffit de lui dire : « Tu n'iras pas au-delà », pour que, |191 de toute la puissance de cette curiosité irritée par l'obstacle, il tende à s'élancer au-delà. Sous ce rapport, le Bon Dieu de la Bible s'est montré beaucoup plus clairvoyant que M. Auguste Comte et les positivistes ses disciples ; ayant voulu sans doute que l'homme mangeât du fruit défendu, il lui défendit d'en manger. Cette immodération, cette désobéissance, cette révolte de l'esprit humain contre toute limite imposée soit au nom du Bon Dieu, soit au nom de la science, constituent son honneur, le secret de sa puissance et de sa liberté. C'est en cherchant l'impossible que l'homme a toujours réalisé et reconnu le possible, et ceux qui se sont *sagement* limités à ce qui leur paraissait le possible n'ont jamais avancé d'un seul pas. D'ailleurs, en présence de l'immense carrière parcourue par l'esprit humain pendant les trois mille ans à peu près connus par l'histoire, qui osera dire ce qui dans trois, cinq, dix mille autres années sera possible et impossible ?

Cette tendance vers l'éternellement inconnu est tellement irrésistible dans l'homme, elle est si foncièrement inhérente à notre esprit, que, si vous lui fermez la voie scientifique, il s'ouvrira, pour la satisfaire, une nouvelle voie, la voie mystique. Et faut-il en donner d'autre preuve que l'exemple de l'illustre fondateur de la Philosophie positive, Auguste Comte lui-même, qui a fini sa grande carrière philosophique, comme on sait, par l'élaboration d'un système de politique « positive » très mystique. Je sais fort bien que quelques-uns de ses disciples

attribuent cette dernière création de cet esprit éminent, qu'on peut considérer, après ou plutôt avec Hegel, comme le plus grand philosophe de notre siècle, à une aberration fâcheuse causée par de grands malheurs et surtout par la sourde et implacable persécution des savants patentés et académiciens, ennemis naturels de toute nouvelle initiative et de toute grande découverte scientifique [104]. Mais en laissant de côté ces causes accidentelles, auxquelles, hélas ! les plus grands génies ne sont pas soustraits, on peut prouver que le système de Philosophie positive d'Auguste Comte ouvre la porte au mysticisme.

|192 La Philosophie positive ne s'est jamais encore franchement posée comme athée. Je sais fort bien que l'athéisme est dans tout son système ; que ce système, celui de la science réelle, reposant essentiellement sur l'immanence des lois naturelles, exclut la possibilité de l'existence de Dieu, comme l'existence de Dieu exclurait la possibilité de cette science. Mais aucun des représentants reconnus de la Philosophie positive, à commencer par son fondateur Auguste Comte, n'a jamais voulu le dire ouvertement. Le savent-ils eux-mêmes, ou bien seraient-ils encore incertains sur ce point ? Il me paraît très difficile d'admettre leur ignorance sur un point d'une importance aussi décisive pour toute la position de la science dans le monde ; d'autant plus que dans chaque ligne qu'ils écrivent on sent transpirer la négation de Dieu, l'athéisme. Je pense donc qu'il serait plus juste d'accuser leur bonne foi, ou, pour parler plus poliment, d'attribuer leur silence à leur instinct à la fois politique et conservateur. D'un côté, ils ne veulent pas se brouiller avec les gouvernements ni avec l'idéalisme hypocrite des classes gouvernantes, qui, avec beaucoup de raison, considèrent l'athéisme et le matérialisme comme de puissants instruments de destruction révolutionnaire, très dangereux pour l'ordre de choses actuel.

104 On dirait que les savants ont voulu lui démontrer *a posteriori* combien peu les représentants de la science sont capables de *gouverner* le monde, et que la *science* seule, non les savants, ses prêtres, est appelée à le diriger. (*Note de Bakounine.*)

Ce n'est peut-être aussi que grâce à ce silence prudent et à cette position équivoque prise par la Philosophie positive qu'elle a pu s'introduire en Angleterre, pays où l'hypocrisie religieuse continue d'être encore une puissance sociale, et où l'athéisme est considéré encore aujourd'hui comme un crime de lèse-société [105]. On sait que dans ce pays de la liberté politique, le despotisme social est immense. Dans la première moitié de ce siècle, le grand poète Shelley, l'ami de Byron, n'a-t-il pas été forcé d'émigrer et n'a-t-il pas été privé de son enfant, seulement pour ce crime d'athéisme ? Faut-il donc s'étonner après cela que des hommes éminents comme Buckle, M. Stuart Mill et M. Herbert Spencer, aient profité avec joie de la possibilité que leur

105 On n'y est un *gentleman* qu'à la condition d'aller à l'église. Le dimanche, en Angleterre, est un vrai jour d'hypocrisie publique. Étant à Londres, j'ai éprouvé un vrai dégoût en voyant tant de gens qui ne se souciaient aucunement du Bon Dieu, aller gravement à l'église avec leurs *prayer-books* à la main et s'efforçant |193 de cacher un ennui profond sous un air d'humilité et de contrition. Pour leur excuse, il faut dire que, s'ils n'allaient pas à l'église et s'ils osaient avouer leur indifférence pour la religion, ils seraient non seulement fort mal reçus dans la société aristocratique et bourgeoise, mais ils courraient encore le risque d'être quittés par leurs domestiques. Une fille de chambre avait donné son congé à une famille russe de ma connaissance, à Londres, pour cette double raison : « Que monsieur el madame n'allaient jamais à l'église, et que la cuisinière ne portait pas de crinoline ». Seuls, les ouvriers de l'Angleterre, au grand désespoir des classes gouvernantes et de leurs prédicateurs, osent repousser franchement, publiquement, le culte divin. Ils considèrent ce culte comme une institution aristocratique et bourgeoise, contraire a l'émancipation du prolétariat. Je ne doute pas qu'au fond du zèle excessif que commencent à montrer aujourd'hui les classes gouvernantes pour l'instruction populaire, il n'y ait l'espoir secret de faire passer, par contrebande, dans la masse du prolétariat, quelques-uns de ces mensonges religieux qui endorment les peuples et qui assurent la tranquillité de leurs exploiteurs. Vain calcul ! Le peuple prendra l'instruction, |194 mais il laissera la religion à ceux qui en auront besoin pour se consoler de leur défaite infaillible. Le peuple a sa religion à lui : c'est celle du triomphe prochain de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la solidarité universelles sur cette terre, par la révolution universelle et sociale. (*Note de Bakounine.*)

laissait la Philosophie positive de réconcilier la liberté de leurs | 193 investigations scientifiques avec le *cant* religieux, despotiquement imposé par l'opinion anglaise à quiconque tient à faire partie de la « société » ?

Les positivistes français supportent, il est vrai, avec beaucoup moins de résignation et de patience ce joug qu'ils se sont imposé, et ils ne sont nullement flattés de se voir ainsi compromis par leurs confrères les positivistes anglais. Aussi ne manquent-ils pas de protester de temps à autre, et d'une manière assez énergique, contre l'alliance que ces derniers leur proposent de conclure, au nom de la science positive, avec d'*innocentes* aspirations religieuses, non dogmatiques, mais indéterminées et très vagues, comme le sont ordinairement aujourd'hui toutes les aspirations théoriques des classes privilégiées, fatiguées et usées par la trop longue jouissance de leurs privilèges. Les positivistes français protestent énergiquement contre toute transaction avec l'esprit théologique, transaction qu'ils repoussent comme un déshonneur. Mais s'ils considèrent comme une insulte le soupçon qu'ils puissent transiger avec lui, pourquoi continuent-ils de provoquer ce soupçon par leurs réticences ? Il leur serait très facile d'en finir avec toutes les équivoques en se proclamant ouvertement ce qu'ils sont en réalité, des matérialistes, des athées. Jusqu'à présent, ils ont dédaigné de le faire, et, comme s'ils craignaient de dessiner, d'une manière trop précise et trop nette, leur position |194 véritable, ils ont toujours préféré expliquer leur pensée par des circonlocutions beaucoup plus scientifiques peut-être, mais aussi beaucoup moins claires, que ces simples paroles. Eh bien, c'est cette clarté même qui les effraie et dont ils ne veulent à aucun prix. Et cela pour une double raison :

Certes personne ne suspectera ni le courage moral, ni la bonne foi individuelle des esprits éminents qui représentent aujourd'hui le positivisme en France. Mais le positivisme n'est pas seulement une théorie professée librement ; c'est en même temps une secte à la fois politique et sacerdotale. Pour peu

qu'on lise avec attention le *Cours de Philosophie positive* d'Auguste Comte, et surtout la fin du troisième volume et les trois derniers, dont M. Littré, dans sa préface, recommande tout particulièrement la lecture aux ouvriers [106], on trouvera que la préoccupation politique principale de l'illustre fondateur du positivisme philosophique était la création d'un nouveau sacerdoce, non religieux, cette fois, mais scientifique, appelé désormais, selon lui, à gouverner le monde. L'immense majorité des hommes, prétend Auguste Comte, est incapable de se gouverner elle-même. Presque tous, dit-il, sont impropres au travail intellectuel, non parce qu'ils sont ignorants et que leurs soucis quotidiens les ont empêchés d'acquérir l'habitude de penser, mais parce que la nature les a créés ainsi : chez la plus grande partie des individus, la région postérieure du cerveau, qui correspond, selon le système de Gall, aux instincts les plus universels mais aussi les plus grossiers de la vie animale, étant beaucoup plus développée que la région frontale, qui contient les organes proprement intellectuels. D'où il résulte, primo, que la *vile multitude* n'est point appelée à jouir de la liberté, cette liberté devant nécessairement aboutir toujours à une déplorable anarchie spirituelle, et |195 que, secundo, elle éprouve toujours, fort heureusement pour la société, le besoin instinctif d'être commandée. Fort heureusement aussi, il se trouve toujours quelques hommes qui ont reçu de la nature la mission de commander à cette masse et de la soumettre à une discipline salutaire, tant spirituelle que temporelle. Jadis, avant la nécessaire mais déplorable révolution qui tourmente la société humaine depuis trois siècles, cet office de haut commandement avait appartenu au sacerdoce clérical, à l'Église des prêtres, pour laquelle Auguste Comte professe une vénération dont la franchise du moins me paraît excessivement honorable. Demain, après cette même révolution, il appartiendra au sacerdoce scientifique, à l'académie des savants, qui établiront une nouvelle discipline, un pouvoir très fort, pour le plus grand

106 *Préface d'un disciple*, p. XLIX : *Cours de Philosophie positive* d'Auguste Comte, 2e édition. (*Note de Bakounine.*)

bien de l'humanité.

Tel est le credo politique et social qu'Auguste Comte a légué à ses disciples. II en résulte pour eux la nécessité de se préparer pour remplir dignement une si haute mission. Comme des hommes qui se savent appelés à gouverner tôt ou tard, ils ont l'instinct de conservation, et le respect de tous les gouvernements établis, ce qui leur est d'autant plus facile que, fatalistes à leur manière, ils considèrent tous les gouvernements, même les plus mauvais, comme des transitions non seulement nécessaires, mais encore *salutaires*, dans le développement historique de l'humanité [107]. Les positivistes, comme on voit, sont des hommes comme il faut, et non des casseurs de vitres. Ils détestent les révolutions et les révolutionnaires. Ils ne veulent rien détruire, et, certains que leur heure sonnera, ils attendent patiemment que les choses et les hommes qui leur sont contraires se détruisent eux-mêmes. En attendant, ils font une persévérante propagande à *mezza voce*, attirant à eux les natures plus ou moins doctrinaires et anti-révolutionnaires qu'ils rencontrent dans la jeunesse studieuse « de l'École polytechnique et de l'École de médecine », ne dédaignant pas non plus de descendre parfois jusqu'aux |196 « ateliers de l'industrie » pour y semer la haine « des opinions vagues, métaphysiques et révolutionnaires », et la foi, naturellement plus ou moins aveugle, dans le système politique et social préconisé par la Philosophie positive. Mais ils se garderont bien de soulever contre eux les instincts conservateurs des classes gouvernantes et de réveiller en même temps les passions subversives des masses par une trop franche

107 Je considère aussi tout cc qui s'est fait et tout ce qui se fait dans le monde réel, tant naturel que social, comme un produit nécessaire de causes naturelles. Mais je suis loin de penser que tout ce qui est nécessaire ou fatal soit bon. Un coup de vent vient de déraciner un arbre. C'était nécessaire, mais nullement bon. La politique de Bismarck paraît devoir triompher pendant quelque temps en Allemagne et en Europe. Ce triomphe est nécessaire, parce qu'il est le produit fatal de beaucoup de causes réelles, mais il n'est aucunement salutaire ni pour l'Europe, ni pour l'Allemagne. (*Note de Bakounine.*)

propagande de leur athéisme et de leur matérialisme. Ils le disent bien dans tous leurs écrits, mais de manière à ne pouvoir être entendus que par le petit nombre de leurs élus.

N'étant, moi, ni positiviste, ni candidat à un gouvernement quelconque, mais un franc révolutionnaire socialiste, je n'ai pas besoin de m'arrêter devant des considérations pareilles. Je briserai donc les vitres et je tâcherai de mettre les points sur leurs *i*.

Les positivistes n'ont jamais nié directement la possibilité de l'existence de Dieu ; ils n'ont jamais dit avec les matérialistes, dont ils repoussent la dangereuse et révolutionnaire solidarité : *Il n'est point de Dieu, et son existence est absolument impossible, parce quelle est incompatible, au point de vue moral, avec l'immanence, ou, pour parler plus clairement encore, avec l'existence même de la justice, et, au point de vue matériel, avec l'immanence ou l'existence de lois naturelles ou d'un ordre quelconque dans le monde, incompatible avec l'existence même du monde*.

Cette vérité si évidente, si simple, et que je crois avoir suffisamment développée dans le cours de cet écrit, constitue le point de départ du matérialisme scientifique. Ce n'est d'abord qu'une vérité *négative*. Elle n'affirme rien encore, elle n'est que la négation nécessaire, définitive et puissante de ce funeste fantôme historique que l'imagination des premiers hommes a créé, et qui depuis |197 quatre ou cinq mille ans pèse sur la science, sur la liberté, sur l'humanité, sur la vie. Armés de cette négation irrésistible et irréfutable, les matérialistes sont assurés contre le retour de tous fantômes divins, anciens et nouveaux, et aucun philosophe anglais ne viendra leur proposer une alliance avec un *incognoscible religieux* [108] quelconque.

Les positivistes français sont-ils convaincus de cette vérité négative, oui ou non ? Sans doute qu'ils le sont, et tout aussi

108 Expression de M. Herbert Spencer. (*Note de Bakounine.*)

énergiquement que les matérialistes eux-mêmes. S'ils ne l'étaient pas, ils auraient dû renoncer à la possibilité même de la science, car ils savent mieux que personne qu'entre le naturel et le surnaturel il n'y a point de transaction possible, et que cette immanence des forces et des lois, sur laquelle ils fondent tout leur système, contient directement en elle-même la négation de Dieu. Pourquoi donc dans aucun de leurs écrits ne trouve-t-on la franche et simple expression de cette vérité, de manière à ce que chacun puisse savoir à quoi s'en tenir avec eux ? Ah ! c'est qu'ils sont des conservateurs politiques et prudents, des philosophes qui se préparent à prendre le gouvernement de la vile et ignorante multitude en leurs mains. Voici donc comment ils expriment cette même vérité :

Dieu ne se rencontre pas dans le domaine de la science ; Dieu étant, selon la définition des théologiens et des métaphysiciens, l'absolu, et la science n'ayant pour objet que ce qui est relatif, elle n'a rien à faire avec Dieu, qui ne peut être pour elle qu'une *hypothèse invérifiable*.

Laplace disait la même chose avec une plus grande franchise d'expression : « Pour construire mon système des mondes, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse ». Ils n'ajoutent pas que l'admission de cette hypothèse entraînerait nécessairement la négation, l'annulation de la science et du monde. Non, ils se contentent de dire que la science est impuissante à la vérifier, et que, par conséquent, ils ne peuvent l'accepter comme une vérité *scientifique*.

Remarquez que les théologiens — non les métaphysiciens, mais les vrais théologiens — disent absolument la même chose : « Dieu étant l'Être infini, tout-puissant, absolu, éternel, l'esprit humain, |198 la science de l'homme, est incapable de s'élever jusqu'à lui », De là résulte la nécessité d'une révélation spéciale déterminée par la grâce divine ; et cette vérité révélée, et qui, comme telle, est impénétrable à l'analyse de l'esprit profane, devient la base de la science théologique.

Une hypothèse n'est hypothèse précisément que parce qu'elle n'a pas encore été vérifiée. Mais la science distingue

deux sortes d'hypothèses : celles dont la vérification paraît possible, probable, et celles dont la vérification est à tout jamais impossible. L'hypothèse divine, avec toutes ses modifications différentes : Dieu créateur, Dieu âme du monde ou ce qu'on appelle l'immanence divine, cause première et causes finales, essence intime des choses, âme immortelle, volonté spontanée, etc., etc., tout cela tombe nécessairement dans cette dernière catégorie. Tout cela, ayant un caractère absolu, est absolument invérifiable au point de vue de la science, qui ne peut reconnaître que la réalité des choses dont l'existence nous est manifestée par nos sens, par conséquent des choses déterminées et finies, et qui, sans prétendre en approfondir l'essence intime, doit se borner à en étudier les rapports extérieurs et les lois.

Mais tout ce qui est invérifiable au point de vue scientifique est-il par là même nécessairement nul au point de vue de la réalité ? Pas du tout, et voici une preuve : L'univers ne se limite pas à notre système solaire, qui n'est qu'un point imperceptible dans l'espace infini, et que nous savons, que nous voyons, entouré de millions d'autres systèmes solaires. Mais notre firmament même, avec tous ses millions de systèmes, n'est à son tour rien qu'un point imperceptible dans l'infinité de l'espace, et il est fort *probable* qu'il est entouré de milliards et de milliards de milliards d'autres systèmes solaires. En un mot, la nature de notre esprit *nous force* à imaginer l'espace *infini* et rempli d'une *infinité* de mondes inconnus. Voilà une *hypothèse* qui se présente impérieusement à l'esprit humain, *aujourd'hui*, et qui restera pourtant *éternellement invérifiable* pour nous. Maintenant, nous nous imaginons, nous sommes également *forcés* de penser, que toute cette immensité infinie de mondes éternellement inconnus est gouvernée par les mêmes lois naturelles, et que deux fois deux y font quatre comme ils le font chez nous, quand la théologie ne s'en mêle pas. |199 Voilà encore une hypothèse que la science ne pourra jamais vérifier. Enfin la plus simple loi de l'analogie nous oblige pour ainsi dire de penser que beaucoup de ces mondes, sinon tous, sont

peuplés d'êtres organisés et intelligents, vivant et pensant conformément à la même logique réelle qui se manifeste dans notre vie et dans notre pensée. Voilà une troisième hypothèse, moins pressante sans doute que les deux premières, mais qui, à l'exception de ceux que la théologie a remplis d'égoïsme et de vanité terrestre, se présente nécessairement à l'esprit de chacun. Elle est aussi invérifiable que les deux autres. Les positivistes diront-ils que toutes ces hypothèses sont nulles, et que leurs objets sont privés de toute réalité ?

À cela, M. Littré, l'éminent chef actuel et universellement reconnu du positivisme en France [109], répond par des paroles si éloquentes et si belles que je ne puis résister au plaisir de les citer :

« Moi aussi j'ai essayé de tracer sous le nom d'*immensité* le caractère philosophique de ce que M. Spencer appelle l'*incognoscible* ; ce qui est au delà du savoir positif, soit matériellement, le fond de l'espace sans bornes, soit intellectuellement, l'enchaînement des causes sans terme, est inaccessible à l'esprit humain. *Mais inaccessible ne veut pas dire nul ou non-existant. L'immensité tant matérielle qu'intellectuelle tient par un lien étroit à nos connaissances, et devient par cette alliance une idée positive* **et du même ordre** ; je veux dire que, en les touchant et en les abordant, cette immensité apparaît sous son double caractère, la réalité et l'inaccessibilité. C'est un océan qui vient battre notre rive, et pour lequel nous n'avons ni barque, ni voile, mais dont la claire vision est aussi salutaire que formidable [110]. »

Nous devons sans doute être contents de cette belle explication, parce que nous l'entendrons dans notre sens, qui

---

109 Littré n'était nullement le « chef universellement reconnu du positivisme » : c'était un disciple hétérodoxe, qui s'était séparé du maître. On sait qu'après la mort d'Auguste Comte, ses sectateurs désignèrent pour lui succéder, comme « directeur du positivisme », Pierre Laffitte, qui occupait cette magistrature spirituelle au moment où écrivait Bakounine. — J. G.

110 *Cours de Philosophie positive* d'Auguste Comte, tome Ier : *Préface d'un disciple*, pages XLIV-XLV.

sera certainement aussi celui de l'illustre chef du positivisme. Mais ce qu'il y a de malheureux, c'est que les théologiens en seront également ravis, au point que, pour prouver leur reconnaissance à l'illustre académicien pour cette magnifique | 200 déclaration en faveur de leur propre principe, ils seront capables de lui offrir gratis cette voile et cette barque qui lui manquent de son propre aveu, et dont ils sont certains d'avoir la possession exclusive, pour faire une exploration réelle, un voyage de découverte sur cet océan inconnu, en l'avertissant toutefois que, du moment qu'il aura abandonné les limites du monde visible, il lui faudra changer de méthode, la méthode scientifique, comme il le sait d'ailleurs fort bien lui-même, n'étant pas applicable aux choses éternelles et divines.

Et, en effet, comment les théologiens pourraient-ils être mécontents de la déclaration de M. Littré ? Il déclare que l'immensité est inaccessible à l'esprit humain ; ils n'ont jamais dit autre chose. Puis il ajoute que son inaccessibilité n'exclut aucunement sa réalité. Et c'est tout ce qu'ils demandent. L'immensité, Dieu, est un Être réel, et il est inaccessible pour la science : ce qui ne signifie pas du tout qu'il soit inaccessible pour la foi. Du moment qu'il est en même temps l'immensité et un Être réel, c'est-à-dire la Toute-puissance, il peut bien trouver un moyen, s'il le veut, de se faire connaître à l'homme, en dehors et à la barbe de la science ; et ce moyen est connu ; il s'est toujours appelé, dans l'histoire, la *révélation immédiate*. Vous direz que c'est un moyen peu scientifique. Sans doute, et c'est pour cela qu'il est bon. Vous direz qu'il est absurde ; rien de mieux, c'est pour cela même qu'il est divin :

Credo quia absurdum.

Vous m'avez complètement rassuré — dira le théologien — en m'affirmant, en m'avouant même à votre point de vue scientifique ce que ma foi m'a fait toujours entrevoir et pressentir : l'existence réelle de Dieu. Une fois certain de ce fait, je n'ai plus besoin de votre science. Dieu réel la réduit à néant. Elle a eu une raison d'être tant qu'elle l'a méconnu, qu'elle l'a nié. Du moment qu'elle en reconnaît l'existence, elle doit se

prosterner avec nous et s'annuler elle-même devant lui.

|201 II y a toutefois, dans la déclaration de M. Littré, quelques mots qui, dûment compris, pourraient troubler la fête des théologiens et des métaphysiciens : « L'immensité tant matérielle qu'intellectuelle, dit-il, tient par un lien étroit à nos connaissances, et *devient par cette alliance une idée positive et du même ordre* ». Ces derniers mots ou bien ne signifient rien, ou bien signifient ceci :

La région immense, infinie, qui commence au delà de notre monde visible, est pour nous inaccessible, non parce qu'elle serait d'une nature différente ou qu'elle serait soumise à des lois contraires à celles qui gouvernent notre monde naturel et social [111], mais uniquement parce que les phénomènes et les choses qui remplissent ces mondes inconnus, et qui en constituent la réalité, sont hors de la portée de nos sens. Nous ne pouvons pas comprendre des choses dont nous ne pouvons pas même déterminer, constater la réelle existence. Tel est l'unique caractère de cette inaccessibilité. Mais sans pouvoir

---

111 J'avoue que j'éprouve toujours de la répugnance à employer ces mots : « *Lois* naturelles qui *gouvernent* le monde ». La science naturelle a emprunté ce mot de *loi* à la science et à la pratique juridiques, qui l'ont naturellement devancée dans l'histoire de la société humaine. On sait que toutes les législations primitives ont porté d'abord un caractère religieux et divin ; la jurisprudence est aussi bien que la politique fille de la théologie. Les *lois* ne furent donc rien que des commandements divins imposés à l'humaine société, qu'elles eurent la mission de gouverner. Transporté |201 plus tard dans les sciences naturelles, ce mot de *lois* y conserva longtemps son sens primitif, et cela avec beaucoup de raison, parce que, pendant toute la longue période de leur enfance et de leur adolescence, les sciences naturelles, encore soumises aux inspirations de la théologie, considérèrent elles-mêmes la nature comme soumise à une législation et à un gouvernement divins. Mais du moment que nous sommes arrivés à nier l'existence du divin législateur, nous ne pouvons plus parler d'une nature gouvernée ni de lois qui la gouvernent. Il n'existe aucun gouvernement dans la nature, et ce que nous appelons *lois naturelles* ne constitue pas autre chose que différents modes réguliers du développement des phénomènes et des choses, qui se produisent, d'une manière à nous inconnue, au sein de la causalité universelle. (*Note de Bakounine.*)

nous former la moindre idée des formes et des conditions d'existence des choses et des êtres qui remplissent ces mondes, nous savons pertinemment qu'il ne peut y avoir de place pour un animal qui s'appelle l'Absolu ; ne fût-ce que par cette simple raison, qu'étant exclu de notre monde visible, tout imperceptible que soit le point formé par ce dernier dans l'immensité des espaces, il serait un absolu limité, c'est-à-dire un non-absolu, à moins qu'il n'y existe de la même manière que chez nous : qu'il n'y soit, de même que chez nous, un Être tout à fait invisible et insaisissable. Mais alors il nous en revient au moins un morceau, et par |202 ce morceau nous pouvons juger du reste. Après l'avoir bien cherché, après l'avoir attentivement considéré et étudié dans sa provenance historique, nous sommes arrivés à cette conviction que l'Absolu est un être absolument nul, un pur fantôme créé par l'imagination enfantine des hommes primitifs et enluminé par les théologiens et par les métaphysiciens ; rien qu'un mirage de l'esprit humain qui se cherchait lui-même à travers son développement historique. Nul est l'Absolu sur la terre, nul il *doit être* aussi dans l'immensité des espaces. En un mot l'Absolu, Dieu, n'existe pas, et ne peut exister.

Mais du moment que le fantôme divin disparaît et qu'il ne peut pas s'interposer entre nous et ces régions inconnues de l'immensité, tout inconnues qu'elles nous sont et qu'elles nous resteront à tout jamais, ces régions ne nous offrent plus rien d'étranger ; car, sans connaître la forme des choses, des êtres et des phénomènes qui se produisent dans l'immensité, nous savons qu'ils ne peuvent être rien que des produits matériels de causes matérielles, et que, s'il y a intelligence, cette intelligence, comme chez nous, sera toujours et partout un effet, jamais la cause première. Tel est l'unique sens qu'on peut attacher, selon moi, à cette affirmation de M. Littré que l'immensité, par son alliance avec notre monde connu, devient *une idée positive et du même ordre*.

Pourtant, dans cette même déclaration se trouve une expression qui me paraît malheureuse, et qui pourrait rendre la

joie aux théologiens et aux métaphysiciens : « Ce qui est au delà du savoir, dit-il, soit matériellement, le fond de l'espace |203 sans bornes, soit intellectuellement, l'enchaînement des causes sans terme, est inaccessible ». Pourquoi cet enchaînement de causes sans terme paraît-il plus intellectuel à M. Littré que le fond de l'espace sans bornes ? Toutes les causes agissantes dans les mondes connus et inconnus, dans les régions infinies de l'espace aussi bien que sur notre globe terrestre, étant matérielles [112], pourquoi M. Littré semble-t-il dire et penser que

---

112 L'intelligence animale se manifestant dans sa plus haute expression comme intelligence humaine, comme esprit, est le seul être intellectuel dont l'existence ait été réellement constatée, la seule intelligence que nous connaissions ; il n'en existe point d'autre sur la terre. Nous devons la considérer sans doute comme une des causes directement agissantes dans notre monde à nous ; mais, comme je l'ai déjà démontré, son action n'est nullement spontanée ; car loin d'être une cause absolue, elle est au contraire une cause essentiellement relative, dans ce sens qu'avant de devenir à son tour une cause d'effets relatifs, elle a été elle-même l'effet des causes matérielles qui ont produit l'organisme humain dont elle est une des fonctions ; et alors même qu'elle agit comme cause d'effets nouveaux dans le monde extérieur, elle continue encore d'être produite par l'action matérielle d'un organe matériel, le cerveau. Elle est donc, aussi bien que la vie organique d'une plante, — vie qui, produite par des causes matérielles, exerce une action naturelle et nécessaire sur son milieu, — une cause tout à fait matérielle. Nous ne l'appelons intellectuelle que pour distinguer son action spéciale, — qui consiste dans l'élaboration de ces abstractions que nous appelons les pensées et dans la détermination consciente de la volonté, — de l'action spéciale de la vie animale, qui consiste dans les phénomènes de la sensibilité, de l'irritabilité et du mouvement volontaire, et de l'action spéciale de la vie végétale, qui consiste dans les phénomènes de la nutrition. Mais |204 toutes ces trois actions, aussi bien que l'action mécanique, physique et chimique des corps inorganiques, sont également matérielles ; chacune est en même temps un effet matériel et une cause matérielle. Il n'y a point d'autres effets et d'autres causes ni dans notre monde à nous, ni dans l'immensité. Le matériel seul existe, et le spirituel est son produit. Malheureusement, ces mots *matière, matériel*, se sont formés à une époque où le spiritualisme dominait non seulement dans la théologie et dans la métaphysique, mais dans la science elle-même, ce qui fit que sous ce nom de matière on se forma

leur enchaînement ne l'est pas ? Ou, prenant la question à rebours, l'intellectuel n'étant autre chose pour nous que la reproduction idéale, par notre cerveau, de l'ordre objectif et réel, ou bien de la succession matérielle de phénomènes matériels, pourquoi l'idée du fond de l'espace sans bornes ne serait-elle pas aussi intellectuelle que celle de l'enchaînement des causes sans terme ?

Cela nous amène à une autre fin de non-recevoir que les

---

une idée abstraite et complètement fausse de quelque chose qui serait non seulement étranger, mais absolument opposée l'esprit ; et c'est précisément cette manière absurde d'entendre la matière qui prévaut, encore aujourd'hui, non seulement chez les spiritualistes, mais même chez beaucoup de matérialistes. C'est pourquoi beaucoup d'esprits contemporains repoussent avec horreur cette vérité, incontestable pourtant, que l'esprit n'est autre chose qu'un des produits, qu'une des manifestations |205 de ce que nous appelons la matière. Et en effet, la matière prise dans cette abstraction, comme être mort et passif, ne pourrait produire rien du tout, pas même le monde végétal, sans parler du monde animal et intellectuel. Pour nous, la matière n'est pas du tout ce *substratum* inerte produit par l'humaine abstraction : c'est l'ensemble réel de tout ce qui est, de toutes les choses réellement existantes, y compris les sensations, l'esprit et la volonté des animaux et des hommes. Le mot générique pour la matière ainsi conçue serait l'Être, l'Être réel qui est le *devenir* en même temps : c'est-à-dire le mouvement toujours et éternellement résultant de la somme infinie de tous les mouvements partiels jusqu'aux infiniment petits, l'ensemble total des actions et des réactions mutuelles et des transformations incessantes de toutes les choses qui se produisent et qui disparaissent tour à tour, la production et la reproduction éternelle du Tout par chaque point et de chaque point par le Tout, la causalité mutuelle et universelle.

Au delà de cette idée qui est en même temps positive et abstraite, nous ne pouvons rien comprendre, parce qu'en dehors d'elle il ne reste rien à comprendre. Comme elle embrasse tout, elle n'a point d'extérieur, elle n'a qu'un intérieur immense, infini, que dans la mesure de nos forces nous devons nous efforcer de comprendre. Et dès le début de la science réelle nous trouvons une vérité précieuse, découverte par l'expérience universelle et constatée parla réflexion, c'est-à-dire par la généralisation de cette expérience ; cette vérité : que toutes les choses et tous les êtres réellement existants, quelles que soient leurs différences mutuelles, ont des propriétés communes, des propriétés mathématiques, mécaniques, physiques et chimiques, qui constituent proprement toute leur essence. Toutes les choses, tous les corps occupent d'abord un espace ; tous sont pesants, chauds, lumineux, électriques, et tous subissent des transformations chimiques. Aucun être réel n'existe en dehors de ces conditions-là, aucun ne peut exister sans ces propriétés

positivistes opposent habituellement au trop impatient besoin de savoir tant des métaphysiciens que des matérialistes. Je veux parler de ces questions de la *cause première* et des *causes finales*, aussi bien que de l'*essence intime des choses*, qui sont autant de manières différentes de poser cette même question de l'existence ou de la non-existence de Dieu.

|204 Les métaphysiciens, on le sait, sont toujours à la recherche de la Cause première, c'est-à-dire d'un Dieu créateur

essentielles qui constituent son mouvement, son action, ses transformations incessantes. Mais |206 les choses intellectuelles, dira-t-on, les institutions religieuses, politiques, sociales, les productions de l'art, les actes de la volonté, enfin les idées, existent bien en dehors de ces conditions ? Pas du tout. Tout cela n'a de réalité que dans le monde extérieur et que dans les rapports des hommes entre eux, et tout cela n'existe qu'à des conditions géographiques, climatologiques, ethnographiques, économiques évidemment matérielles. Tout cela est un produit combiné de circonstances matérielles et du développement des sentiments, des besoins humains, des aspirations et de la pensée humaines. Mais tout ce développement, comme je l'ai déjà maintes fois répété et démontré, est le produit de notre cerveau, qui est un organe tout à fait matériel du corps humain. Les idées les plus abstraites n'ont d'existence réelle que pour les hommes, en eux et par eux. Écrites ou imprimées dans un livre, elles ne sont rien que des signes matériels, un assemblage de lettres matérielles et visibles dessinées ou imprimées sur quelques feuilles de papier. Elles ne deviennent des idées que lorsqu'un homme quelconque, un être corporel s'il en fut, les lit, les comprend et les reproduit dans son propre esprit ; donc l'intellectualité exclusive des idées est une grande illusion ; elles sont autrement matérielles, mais tout aussi matérielles, que les êtres matériels les plus grossiers. En un mot, tout ce qu'on appelle le monde spirituel, divin et humain, se réduit à l'action combinée du monde extérieur et du corps humain, qui, de toutes les choses existantes sur cette terre, présente l'organisation matérielle la plus compliquée et la plus complète. Mais le corps humain présente les mêmes propriétés mathématiques, mécaniques et physiques, et se trouve aussi bien soumis à l'action chimique, que tous les autres corps existants. Plus que cela, chaque corps composé : animal, végétal, ou inorganique, peut être décomposé par l'analyse chimique en un certain nombre de corps élémentaires ou simples, qui sont acceptés comme tels parce qu'on n'est pas encore arrivé à les décomposer en corps plus simples. Voici donc les vrais éléments constitutifs du monde réel, y compris le monde humain, individuel et social, intellectuel et divin. Ce n'est pas cette matière uniforme, informe et abstraite dont nous parlent la Philosophie positive et la métaphysique matérialiste ; c'est l'assemblage indéfini d'éléments ou de corps simples, dont chacun possède toutes les propriétés mathématiques, mécaniques et physiques, et dont chacun se distingue par des actions chimiques qui lui sont particulières. Reconnaître tous les éléments réels ou corps |207 simples dont les combinaisons diverses constituent tous les corps composés organiques et inorganiques qui remplissent l'univers ; reconstituer, par la pensée et dans la pensée, à l'aide de toutes les propriétés ou actions inhérentes à chacun, et en n'admettant jamais aucune théorie qui ne soit sévèrement vérifiée et confirmée par l'observation et par l'expérimentation les plus rigoureuses, reconstituer, dis-je, ou reconstruire mentalement tout l'univers avec l'infime diversité de ses développements astronomiques, géologiques, biologiques et sociaux : tel est le but idéal et suprême de la science, un but que ni aucun homme, ni aucune génération ne réaliseront sans doute jamais, mais qui, restant néanmoins l'objet d'une tendance irrésistible de l'esprit humain, imprime à la science, considérée dans sa plus haute expression, une sorte de caractère religieux, nullement mystique ni surnaturel, un

du monde. Les matérialistes disent que cette cause n'a jamais existé. Les positivistes, toujours fidèles à leur système de réticences et d'affirmations équivoques, se contentent de dire que la Cause première ne peut être un objet de la science, que c'est une hypothèse que la science ne peut vérifier. Qui a raison, les matérialistes ou les positivistes ? Sans doute les premiers.

Que fait la Philosophie positive en refusant de se prononcer sur cette question de la Cause première ? Est-ce qu'elle en nie l'existence ? Pas du tout. Elle l'exclut seulement du domaine scientifique, en la déclarant scientifiquement invérifiable : ce qui veut dire, en simple langage humain, que cette Cause première existe *peut-être*, mais que l'esprit humain est incapable de la concevoir. Les métaphysiciens seront sans doute mécontents de cette déclaration, parce que, différant en cela des théologiens, ils s'imaginent l'avoir reconnue à l'aide des spéculations transcendantes de la pensée pure. Mais les théologiens en seront très contents, car ils ont toujours proclamé que la pensée pure ne peut rien sans l'aide de Dieu, et que pour |205 reconnaître la Cause première, l'acte de la divine création, il faut avoir reçu la grâce divine.

C'est ainsi que les positivistes ouvrent la porte aux théologiens et peuvent rester leurs amis dans la vie publique, tout en continuant de faire de l'athéisme *scientifique* dans leurs livres. Ils agissent en conservateurs politiques et prudents.

Les matérialistes sont révolutionnaires. Ils nient Dieu, ils nient la Cause première. Ils ne se contentent pas de la nier, ils en prouvent l'absurdité et l'impossibilité.

Qu'est-ce que la Cause première ? C'est une cause d'une nature absolument différente de celle de cette quantité innombrable de causes réelles, relatives, matérielles, donc l'action mutuelle constitue la réalité même de l'Univers. Elle | 206 rompt, au moins dans le passé, cet enchaînement éternel des causes, sans commencement comme sans terme, dont M. Littré lui-même parle comme d'une chose certaine, ce qui

caractère tout à fait réaliste et rationnel, mais exerçant en même temps sur ceux qui sont capables de la ressentir toute l'action exaltante des aspirations infinies. (*Note de Bakounine.*)

devrait le forcer, ce me semble, à dire aussi que la Cause première, qui en serait nécessairement une négation, est une absurdité. Mais il ne le dit pas. Il dit beaucoup de choses |207 excellentes, mais il ne veut pas dire ces simples paroles, qui auraient rendu désormais tout malentendu impossible : *La cause première n'a jamais existé, n'a jamais pu exister*. La cause première, c'est une cause qui elle-même n'a point de cause ou qui est cause d'elle-même. C'est l'Absolu créant l'Univers, le pur esprit créant la matière, un non-sens.

Je ne répéterai pas les arguments par lesquels je crois avoir suffisamment démontré que la supposition d'un Dieu créateur implique la négation de l'ordonnance et de l'existence même de l'Univers. Mais pour prouver que je ne calomnie pas les positivistes, je vais citer les propres paroles de M. Littré. Voici ce qu'il dit dans sa *Préface d'un disciple* (*Cours de Philosophie positive* d'Auguste Comte, 2e édition, tome 1er) :

« Le monde est constitué par la matière et par les forces de la matière : la matière, dont *l'origine et l'essence* nous sont inaccessibles ; les forces, qui sont immanentes à la matière. Au-delà de ces deux termes, matière et force, la science positive ne connaît rien. » (Page IX.)

Voilà une déclaration bien franchement matérialiste, n'est-ce pas ? Eh bien, il s'y trouve quelques paroles qui semblent rouvrir la porte au plus fougueux spiritualisme, non scientifique, mais religieux.

Que signifient ces mots, par exemple : « l'origine et l'essence de la matière nous sont inaccessibles » ? Vous admettez donc la possibilité que ce que vous appelez la |208 matière ait pu avoir une origine, c'est-à-dire un commencement dans le temps, ou au moins dans l'idée, comme le disent mystiquement les panthéistes ; qu'elle ait pu avoir été produite par quelque chose ou quelqu'un qui n'était pas la matière ? Vous admettez la possibilité d'un Dieu ?

Pour les matérialistes, la matière, ou plutôt l'ensemble universel des choses passées, présentes et à venir [113], n'a point

113 Les positivistes s'élèvent fortement et avec beaucoup de raison contre

d'origine ni dans le temps, ni dans une idée panthéiste, ni dans un autre genre quelconque d'absolu. L'univers, c'est-à-dire l'ensemble de toutes ces choses, avec toutes leurs propriétés qui, leur étant inhérentes, et formant proprement leur essence, déterminent les lois de leur mouvement et de leur développement, et sont, tour à tour, les effets et les causes de cette quantité infinie d'actions et de réactions partielles, dont la

---

les abstractions métaphysiques ou contre les entités qui ne représentent que des noms, pas des choses. Et pourtant ils se servent eux-mêmes de quelques entités métaphysiques, au grand détriment de la positivité de leur science. Par exemple, que signifie ce mot *matière*, représentant quelque chose d'absolu, d'uniforme et d'unique, une sorte de *substratum* universel de toutes les choses déterminées, relatives et réellement existantes ? Mais qui a jamais vu cette matière absolue, uniforme et unique ? Personne, que je sache. Ce que tout le monde a vu et voit à chaque instant de la vie, c'est une quantité de corps matériels, composés ou simples, et différemment déterminés. Qu'entend-on par ces |209 mots : *corps matériels* ? Des corps réellement existants dans l'espace, et qui, malgré toute leur diversité, possèdent en commun toutes les propriétés physiques. Ces propriétés communes constituent leur *commune nature matérielle*, et c'est à cette *nature commune* que, en faisant abstraction de toutes les choses dans lesquelles elle se manifeste, on donne ce nom absolu ou métaphysique de matière. Mais une nature commune, un caractère commun n'existe pas en lui-même, par lui-même, en dehors des choses ou des corps distincts et réels auxquels il se trouve attaché. Donc la matière absolue, uniforme et unique dont parle M. Littré n'est rien qu'une abstraction, une entité métaphysique et qui n'a d'existence que dans notre esprit. Ce qui existe réellement, ce sont les corps différents, composés ou simples ; et en supposant tous les corps existants, organiques et inorganiques, décomposés en leurs éléments simples, ce qui existera alors ce seront ces corps simples, ayant également tous toutes les propriétés physiques à des degrés différents, et chimiquement différenciés dans ce sens que, par une loi d'affinité qui leur est propre, chacun, en se combinant avec certains autres, dans des proportions déterminées, peut composer avec eux des corps nouveaux, plus compliqués, en donnant lieu à des phénomènes divers qui sont propres à chaque combinaison particulière. Par conséquent, si nous pouvions connaître tous les éléments chimiques ou corps simples et tous les modes de leurs combinaisons mutuelles, nous pourrions dire que nous connaissons la

totalité constitue l'action, la solidarité et la causalité universelles ; cet univers, cette éternelle et universelle transformation toujours reproduite par cette infinité de transformations partielles qui se produisent en son sein, cet être absolu et unique, ne peut avoir ni de commencement ni de fin. Toutes les choses actuellement existantes, y compris les mondes connus et inconnus, avec tout ce qui a pu se développer en leur sein, sont les produits |209 de l'action mutuelle et solidaire d'une quantité infinie d'autres choses dont une partie, infiniment nombreuse, sans doute, n'existent plus sous leurs formes primitives, leurs éléments s'étant combinés en des choses nouvelles, mais qui, pendant tout le temps de leur existence, ont été produites et maintenues de la même manière que le sont aujourd'hui les choses présentes, que le seront demain les choses à venir.

Pour ne point tomber de nouveau dans l'abstraction métaphysique, il faut se rendre bien compte de ce qu'on entend par ce mot de *causes* ou de *forces* agissantes et produisantes. Il faut bien |210 comprendre que les causes n'ont point d'existence idéale, séparée, qu'elles ne sont rien en dehors des choses réelles, *qu'elles ne sont rien que ces choses*. Les choses n'obéissent point à des lois générales, comme se plaisent à dire les positivistes, dont le gouvernementalisme doctrinaire cherche un appui naturel dans cette fausse expression. Les choses, considérées dans leur ensemble, n'*obéissent* pas à ces lois, parce qu'en dehors d'elles il n'y a personne, ni rien qui puisse les leur dicter et les leur imposer. En dehors d'elles, ces lois n'existent pas même comme abstraction, comme idée, car toutes les idées n'étant rien que la constatation et l'explication d'un fait existant, il faut, pour qu'il y ait l'idée d'une loi quelconque, que le fait [114] ait existé d'abord. D'ailleurs nous savons que toutes les idées, y compris celles des lois naturelles,

substance de la matière, ou plutôt de toutes les choses matérielles qui constituent l'Univers. (*Note de Bakounine.*)

114 Dans le manuscrit il y a, par un lapsus, « la *loi* » au lieu de « le *fait* ». — J. G.

ne se produisent et n'existent comme idées, sur cette terre, que dans le cerveau humain.

Donc, si les lois, comme les causes, comme les forces naturelles, n'ont aucune existence en dehors des choses, elles doivent, pour peu qu'elles existent, — et nous savons par expérience qu'elles existent, — elles doivent, dis-je, exister dans l'ensemble des choses, en constituer la propre nature ; non dans chaque chose isolément prise, mais dans leur ensemble universel, embrassant toutes les choses passées, présentes et à venir. Mais nous avons vu que cet ensemble, que nous appelons l'Univers ou la Causalité universelle, n'est autre chose que la Résultante éternellement reproduite d'une infinité d'actions et de réactions naturellement exercées par la quantité infinie de choses qui naissent, qui existent, et puis qui disparaissent en son sein. L'Univers, n'étant lui-même qu'une Résultante incessamment reproduite de nouveau, ne peut être considéré comme un dictateur, ni comme un législateur. Il n'est lui-même rien en dehors des choses qui vivent et qui meurent en son sein, il n'est que par elles, grâce à elles. Il ne peut pas leur imposer de lois. D'où il résulte que chaque chose porte *sa* loi, c'est-à-dire le mode de son développement, de son existence et de son action partielle, en elle même. La loi, l'action partielle, cette force agissante d'une chose qui en fait une cause de choses nouvelles, — trois expressions différentes pour exprimer la même idée, — tout cela est déterminé par ce que nous appelons les propriétés ou la propre essence de cette chose, tout cela en constitue proprement la nature. Rien de plus irrationnel, de plus antipositiviste, de plus métaphysique, que dis-je, de plus mystique et de plus idéologique, |211 que de dire, par exemple, des phrases comme celle-ci : *L'origine et* **l'essence** *de la matière nous sont inaccessibles* (p. IX, ou bien : *Le physicien, sagement convaincu désormais que* **l'intimité des choses lui est fermée** (p XXV). C'était bon, ou plutôt c'était excusable, de la part des physiciens spécialistes, qui, pour se défaire de tous les ennuis que pouvaient leur causer les obsessions par moments très pressantes des métaphysiciens et

des théologiens, leur répondaient par cette fin de non-recevoir, et avaient en quelque sorte le droit de le faire, parce que toutes les questions de haute philosophie les intéressaient en réalité fort peu, et les empêchaient seulement de remplir leur mission si utile, qui consistait dans l'étude exclusive des phénomènes réels et des faits. Mais de la part d'un philosophe positiviste qui se donne la mission de fonder tout le système de la science humaine sur des bases inébranlables, et d'en déterminer, une fois pour toutes, les limites infranchissables, de la part d'un ennemi aussi déclaré de toutes les théories métaphysiques, une pareille réponse, une déclaration empreinte au plus haut degré de l'esprit métaphysique, est impardonnable.

Je ne veux point parler de cette *substance inaccessible* de la matière, parce que la matière elle-même, prise dans cette généralité abstraite, est un fantôme créé par l'esprit humain, comme tant d'autres fantômes, par exemple celui de l'esprit universel, qui n'est ni plus ni moins réel, ni plus ni moins rationnel que la matière universelle. Si, par matière en général, M. Littré entend la totalité des choses existantes, alors je lui dirai que la substance de cette matière est précisément composée de toutes ces choses, ou, s'il veut les décomposer en corps simples, connus et inconnus, je lui dirai que la substance de la matière est composée de l'ensemble total de ces éléments chimiques primitifs et de toutes leurs combinaisons possibles. Mais nous ne connaissons probablement que la moindre partie des corps simples qui constituent la matière ou l'ensemble matériel de notre planète ; il est probable aussi que beaucoup d'éléments que nous considérons comme des corps simples se décomposent en de nouveaux éléments qui nous sont encore inconnus. Enfin nous ignorerons toujours une infinité d'autres éléments simples qui, probablement, constituent l'ensemble matériel de cette infinité de mondes, pour nous éternellement inconnus |212 et qui remplissent l'immensité de l'espace. Voilà la limite naturelle devant laquelle s'arrêtent les investigations de la science humaine. Ce n'est pas une limite métaphysique, ni théologique, mais réelle et, comme je dis, tout à fait naturelle et

qui n'a rien de révoltant ni d'absurde pour notre esprit. Nous ne pouvons connaître que ce qui tombe au moins sous l'un de nos sens, que ce dont nous pouvons expérimenter matériellement, constater l'existence réelle. Donnez-nous seulement la moindre petite chose tombée de ces mondes invisibles et, à force de patience et de science, nous vous reconstruirons ces mondes, au moins en partie, comme Cuvier, à l'aide de quelques ossements épars d'animaux antédiluviens, retrouvés sous la terre, a reconstruit leur organisme entier ; comme à l'aide des hiéroglyphes trouvés sur les monuments égyptiens et assyriens, on a reconstruit des langues qu'on avait crues à jamais perdues ; comme j'ai vu à Boston et à Stockholm deux individus, nés aveugles, sourds et muets, et ne possédant d'autre sens que le toucher, l'odorat et le goût, amenés, par un prodige de patience merveilleuse et rien qu'à l'aide du premier de ces sens, à comprendre ce qu'on leur dit par des signes tracés sur le creux de leur main, et à exprimer par écrit leurs pensées sur une quantité de choses qu'on ne saurait comprendre sans avoir une intelligence déjà passablement développée. Mais comprendre ce qu'aucun de nos sens ne peut seulement effleurer, et ce qui en effet n'existe pas pour nous comme être réel, voilà ce qui est réellement impossible, et ce contre quoi il serait aussi ridicule qu'inutile de se révolter.

Et encore, peut-on dire d'une manière aussi absolue que ces mondes n'existent en aucune manière pour nous ? Sans parler de l'obsession continuelle que cette immensité de mondes inconnus exerce sur notre esprit, action reconnue et si éloquemment exprimée par M. Littré lui-même, et qui certainement constitue un rapport réel puisque l'esprit de l'homme, en tant que produit, manifestation ou fonction du corps humain, est lui-même un être réel, pouvons-nous admettre que notre univers visible, ces milliers d'étoiles qui brillent à notre firmament, reste en dehors de toute solidarité et de tout rapport d'action mutuelle avec l'immense univers infini et pour nous invisible ? Dans ce cas, nous devrions considérer *notre* univers comme restreint, comme portant sa cause en lui-

même, comme l'absolu ; mais absolu et limité en même temps est une contradiction, un non-sens par trop évident pour que nous puissions |213 nous y arrêter un instant. Il est évident que *notre* univers visible, si immense qu'il puisse nous paraître, n'est qu'un ensemble matériel de corps très restreint à côté d'une quantité infinie d'autres univers semblables ; qu'il est par conséquent un être déterminé, fini, relatif, et, comme tel, se trouvant en rapport nécessaire d'action et de réaction avec tous ces univers invisibles ; que, produit de cette solidarité ou de cette causalité infiniment universelle, il en porte en lui, sous la forme de ses propres lois naturelles et des propriétés qui lui sont particulièrement inhérentes, toute l'influence, le caractère, la nature, toute l'essence. De sorte qu'en reconnaissant la nature de notre univers visible, nous étudions implicitement, indirectement, celle de l'univers infini, et nous savons que dans cette immensité invisible, il y a sans doute une quantité infinie de mondes et de choses que nous ne connaîtrons jamais, mais qu'aucun de ces mondes, aucune de ces choses ne peut présenter rien qui soit contraire à ce que nous appelons les lois de notre univers. Sous ce rapport, il doit exister dans toute l'immensité une similitude et même une identité absolue de nature ; car, autrement, notre monde à nous ne pourrait exister. Il ne peut exister qu'en conformité incessante avec l'immensité comprenant tous les univers inconnus.

Mais, dira-t-on, nous ne connaissons pas non plus et nous ne pourrons jamais reconnaître notre univers visible ? — En effet, il est fort peu probable que la science humaine arrive jamais à une connaissance quelque peu satisfaisante des phénomènes qui se passent sur une de ces innombrables étoiles dont la plus proche est à peu près deux cent soixante-quinze mille fois plus éloignée de la terre que notre soleil. Tout ce que l'observation scientifique a pu constater jusqu'ici, c'est que toutes ces étoiles sont |214 autant de soleils de systèmes planétaires différents, et que ces soleils, y compris le nôtre, exercent entre eux une action mutuelle, dont la détermination quelque peu précise restera probablement encore très

longtemps, sinon toujours, en dehors de la puissance scientifique de l'homme. Voici ce que dit Auguste Comte à ce sujet :

« Les esprits philosophiques auxquels l'étude approfondie de l'astronomie est étrangère, et les astronomes eux-mêmes, n'ont pas suffisamment distingué jusqu'ici, dans l'ensemble de nos recherches célestes, le point de vue que je puis appeler *solaire*, de celui qui mérite véritablement le nom d'*universel*. Cette distinction me paraît néanmoins indispensable, pour séparer nettement la partie de la science qui comporte une entière perfection, de celle qui par sa nature, *sans être sans doute purement conjecturale*, semble cependant devoir toujours rester presque dans l'enfance, du moins comparativement à la première. La considération du système solaire dont nous faisons partie nous offre évidemment un sujet d'étude bien circonscrit, susceptible d'une exploration complète, et qui devait nous conduire aux connaissances les plus satisfaisantes. Au contraire, la pensée de ce que nous appelons l'*univers* est par elle-même nécessairement indéfinie, en sorte que, si étendues qu'on veuille supposer dans l'avenir nos connaissances réelles dans ce genre, nous ne saurions jamais nous élever à la véritable |215 conception de l'ensemble des astres [115]. La différence est extrêmement frappante aujourd'hui, puisque, à côté de la haute perfection acquise dans les deux derniers siècles par l'astronomie solaire, nous ne possédons pas même encore, en astronomie sidérale, le premier et le plus simple élément de toute recherche positive, la détermination des intervalles stellaires. Sans doute, nous avons tout lieu de présumer que ces distances ne tarderont pas à être

115 Voilà une limitation contre laquelle il est impossible de protester, car elle n'est point arbitraire, absolue, et n'implique pas, pour l'esprit, la défense de pénétrer dans ces régions immenses et inconnues. Elle dérive de la nature illimitée de l'objet lui-même, et contient ce simple avertissement que, si loin que l'esprit puisse pénétrer, il ne pourra jamais épuiser cet objet, ni arriver au terme ou à la fiin de l'immensité, par cette simple raison que ce terme ou cette fin n'existent pas. (*Note de Bakounine.*)

évaluées, du moins entre certaines limites, à l'égard de plusieurs étoiles, et que, par suite, nous connaîtrons, pour ces mêmes astres, divers autres éléments importants, que la théorie est toute prête à déduire de cette première donnée fondamentale, tels que leurs masses, etc. Mais l'importante distinction établie ci-dessus n'en sera nullement affectée. Quand même nous parviendrions un jour à étudier complètement les mouvements relatifs de quelques étoiles multiples, cette notion, qui serait d'ailleurs *très précieuse*, surtout si elle pouvait concerner le groupe dont notre soleil fait probablement partie, ne nous laisserait évidemment guère moins éloignés d'une véritable connaissance de l'univers, *qui doit inévitablement nous échapper toujours*.

« Il existe dans toutes les classes de nos recherches, et sous tous les grands rapports, une harmonie constante et nécessaire entre l'étendue de nos vrais besoins intellectuels et la portée effective, actuelle ou future, de nos connaissances réelles [116]. Cette harmonie, que j'aurai soin de signaler dans tous les phénomènes, n'est point, |216 comme les philosophes vulgaires sont tentés de le croire, le résultat et l'indice d'une cause finale [117]. Elle dérive simplement de cette nécessité évidente : nous avons seulement besoin de connaître ce qui peut agir sur nous d'une manière plus ou moins directe [118] ; et,

116 Mais comme l'étendue des besoins intellectuels de l'homme, considéré non comme individu isolé, ni même comme génération présente, mais comme humanité passée, présente et future, est sans limites, la portée effective des connaissances humaines, dans un avenir indéfini, l'est aussi. (*Note de Bakounine.*)

117 Voilà un de ces soufflets au Bon Dieu dont le livre d'Auguste Comte est plein. (*Note de Bakounine.*)

118 Ce qui revient à dire que nous avons besoin de savoir tout. Le nombre des choses qui agissent sur moi immédiatement est toujours fort petit. Mais ces choses, qui sont par rapport à moi des causes immédiatement agissantes, n'existent et par conséquent aussi n'agissent sur moi que parce qu'elles se trouvent elles-mêmes soumises à l'action immédiate d'autres choses qui agissent directement sur elles, et, indirectement, par elles sur moi. J'ai besoin de connaître les choses qui exercent sur moi une action immédiate ; mais pour les comprendre, j'ai besoin de

d'un autre côté, par cela même qu'une telle influence existe, elle devient pour nous tôt ou tard un moyen *certain* de connaissance [119]. Cette relation se vérifie d'une manière remarquable dans le cas présent. L'étude la plus parfaite possible des lois du système solaire dont nous faisons partie est pour nous d'un intérêt capital, et aussi sommes-nous parvenus a lui donner une précision admirable. Au contraire, si la notion exacte de l'univers nous est nécessairement interdite, il est évident qu'elle ne nous offre point, excepté pour notre insatiable curiosité, de véritable importance [120]. L'application journalière de l'astronomie montre que les phénomènes intérieurs de chaque système solaire, les seuls qui puissent affecter ses habitants, sont essentiellement indépendants des phénomènes plus généraux relatifs à l'action mutuelle des soleils, *à peu près comme nos phénomènes météorologiques vis-à-vis des phénomènes planétaires* [121]. Nos tables des événements célestes, dressées longtemps d'avance, en ne considérant dans l'univers aucun autre monde que le nôtre, s'accordent jusqu'ici rigoureusement avec les observations

---

connaître celles qui agissent sur elles, et ainsi de suite à l'infini. D'où il résulte que je dois savoir tout. (*Note de Bakounine.*)

119 D'où je conclus logiquement qu'aucun monde, si éloigné et si invisible qu'il soit, n'est fermé d'une manière absolue à la connaissance de l'homme. (*Note de Bakounine.*)

120 Probablement Auguste Comte veut dire par là qu'elle ne nous offre pas d'importance immédiatement pratique et qu'elle ne peut influer que très indirectement et très faiblement sur l'arrangement de notre existence matérielle sur cette terre ; car cette curiosité insatiable de l'intelligence humaine est une force morale par laquelle l'homme se distingue peut-être plus que par toute autre chose du reste du monde animal, et dont la satisfaction est par conséquent très importante pour le triomphe de son humanité. (*Note de Bakounine.*)

121 Alors cette indépendance est loin d'être absolue ; car il suffit que notre planète change quelque peu de position par rapport à notre soleil, pour que tous les phénomènes météorologiques de la terre soient considérablement modifiés ; ce qui arriverait certainement aussi pour notre système planétaire, si notre soleil prenait une position nouvelle vis-à-vis des autres soleils. (*Note de Bakounine.*)

directes, quelques minutieuses précisions que nous y apportions aujourd'hui. Cette indépendance si manifeste se trouve d'ailleurs pleinement expliquée par l'immense |217 disproportion que nous savons certainement exister entre les distances mutuelles des soleils et les petits intervalles de nos planètes [122]. Si, suivant une grande vraisemblance, les planètes pourvues d'atmosphère, comme Mercure, Vénus, Jupiter, etc., sont effectivement habitées, nous pouvons en regarder les habitants comme étant en quelque sorte nos concitoyens, puisque de cette sorte de patrie commune il doit résulter nécessairement une certaine communauté de pensées et même d'intérêts [123], tandis que les habitants des autres systèmes solaires nous doivent être entièrement étrangers [124]. Il faut donc séparer plus profondément qu'on n'a coutume de le faire le point de vue solaire et le point de vue universel, l'idée du monde (comprenant exclusivement le premier) et celle d'univers : le premier est le plus élevé auquel nous puissions réellement atteindre, et c'est aussi le seul qui nous intéresse véritablement. Ainsi, *sans renoncer entièrement à l'espoir d'obtenir quelques connaissances sidérales, il faut considérer l'astronomie positive comme consistant essentiellement dans l'étude géométrique et mécanique du petit nombre de corps célestes qui composent le monde dont nous faisons partie* [125]. »

---

122 Mais cette disproportion n'étant pas absolue, mais seulement relative, il en résulte aussi que l'indépendance de notre système solaire par rapport aux autres soleils n'est que *relative* aussi. C'est-à-dire que, si nous prenons pour mesure de temps la vie d'une génération, ou même quelques siècles, l'effet *sensible* de la dépendance certaine dans laquelle notre système solaire se trouve par rapport à l'univers *paraît absolument nul*. (*Note de Bakounine*.)

123 La communauté des pensées implique toujours celle des intérêts. (*Note de Bakounine*.)

124 Toujours dans un sens relatif : *plus* étrangers, mais non totalement. Avouons que les uns comme les autres, s'ils existent seulement, nous sont à peu près également étrangers, puisque nous ne savons pas, et ne pourrons probablement jamais nous assurer avec quelque certitude, s'ils existent. (*Note de Bakounine*.)

125 *Cours de Philosophie positive*, par Auguste Comte ; 2e éd., tome II,

Mais si la science positive, c'est-à-dire la science sérieuse et seule digne de ce nom, fondée sur l'observation des faits réels et non sur l'imagination de faits illusoires, doit renoncer à la connaissance réelle ou quelque peu satisfaisante de l'univers, au point de vue astronomique, à plus forte raison doit-elle y renoncer sous les rapports physiques, chimiques et organiques : « Notre art d'observer, dit plus loin Auguste Comte, se compose, en général, de trois procédés différents : 1° l'*observation* proprement dite, c'est-à dire l'examen direct du phénomène tel qu'il se présente naturellement ; 2° l'*expérience*, c'est-à-dire la contemplation du phénomène plus ou moins modifié par des circonstances artificielles, que nous instituons expressément en vue d'une plus parfaite exploration ; 3° la *comparaison*, |218 c'est-à-dire la considération graduelle d'une suite de cas analogues, dans lesquels les phénomènes se simplifient de plus en plus. La science des corps organisés, qui étudie les phénomènes du plus difficile accès, est aussi la seule qui permette véritablement la réunion de ces trois moyens. L'astronomie, au contraire, est nécessairement bornée au premier. L'expérience y est évidemment impossible ; et, quant à la comparaison, elle n'y existerait que si nous pouvions observer directement plusieurs systèmes solaires, ce qui ne saurait avoir lieu. Reste donc la simple observation, et réduite même à la moindre extension possible, puisqu'elle ne peut concerner qu'un seul de nos sens (la vue). Mesurer des angles et compter des temps écoulés, tels sont les seuls moyens d'après lesquels notre intelligence puisse procéder à la découverte des lois qui régissent les phénomènes célestes. » (Tome II, pages 13-14.)

Il est évident qu'il nous sera à tout jamais impossible, non seulement de faire des expériences sur les phénomènes physiques, chimiques, géologiques et organiques qui se produisent sur les différentes planètes de notre système solaire, sans parler déjà de celles des autres systèmes, et d'établir des comparaisons sur leurs développements respectifs, mais encore de les observer et d'en constater la réelle existence, ce qui

pages 10-12. (*Note de Bakounine.*)

revient à dire que nous devons renoncer à en acquérir une connaissance qui approche seulement quelque peu de celle à laquelle nous pouvons et nous devons arriver par rapport aux phénomènes de notre globe terrestre. L'inaccessibilité de l'Univers pour nous n'est point absolue, mais son accessibilité en comparaison de celle de notre système solaire, et encore plus de celle de notre globe terrestre, est si petite, si petite, qu'elle ressemble presque à l'inaccessibilité absolue.

Pratiquement nous semblons gagner fort peu de chose à ce qu'elle ne soit point absolue. Mais au point de vue de la théorie, le gain est immense. Et s'il est immense pour la théorie, il l'est par contrecoup aussi pour la pratique sociale de l'humanité, |219 car toute théorie se traduit tôt ou tard en institutions et en faits humains. Quel est donc cet intérêt et cet avantage théorique de la non-inaccessibilité absolue de l'Univers ?

C'est que le Bon Dieu, l'Absolu, est aussi bien chassé de l'Univers, qu'il l'est de notre globe terrestre.

Du moment que l'Univers nous est tant soit peu accessible, fût-ce même dans une mesure infiniment petite, il doit avoir une nature semblable à celle de notre monde connu. Son inaccessibilité n'est point causée par une différence de nature, mais par l'extrême éloignement matériel de ces mondes, qui rend l'observation de leurs phénomènes impossible. Matériellement éloignés de notre globe terrestre, ils sont aussi bien, aussi exclusivement matériels que ce dernier. Matériels et matériellement limités par notre système solaire, cette infinité de mondes inconnus se trouvent nécessairement entre eux et avec lui dans des rapports incessants d'action et de réaction mutuelle. Ils naissent, ils existent et ils périssent et se transforment tour à tour au sein de la Causalité infiniment universelle, comme est né, comme existe et comme périra certainement, tôt ou tard, notre monde solaire, et les lois fondamentales de cette genèse ou de cette transformation matérielle doivent être les mêmes, modifiées sans doute selon les infinies circonstances qui différencient probablement le

développement de chaque monde pris à part. Mais la nature de ces lois et de leur développement doit être la même, à cause de cette action et réaction incessante qui s'exerce pendant l'éternité entre eux. De sorte que sans avoir besoin de franchir des espaces infranchissables, nous pouvons étudier les lois universelles des mondes dans notre système solaire qui, en étant le produit, doit les porter toutes en lui-même, et encore de plus près sur notre propre planète, le globe terrestre, qui est le produit immédiat de notre système solaire. Donc en étudiant et reconnaissant les lois de la terre, nous pouvons avoir la certitude d'étudier en même temps et de reconnaître |220 les lois de l'Univers.

Ici nous pouvons aller droit aux détails : les observer, les expérimenter et les comparer. Si restreint qu'il soit en comparaison de l'Univers, notre globe est encore un monde infini. Sous ce rapport, on peut dire que notre monde, dans le sens le plus restreint de ce mot, notre terre, est également inaccessible, c'est-à-dire inépuisable. Jamais la science n'arrivera au dernier terme, ni ne dira son dernier mot. Est-ce que cela doit nous désespérer ? Au contraire, si la tâche était limitée, elle refroidirait bientôt l'esprit de l'homme, qui, une fois pour toutes, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, ne se sent jamais aussi heureux que lorsqu'il peut briser et franchir une limite. Et fort heureusement pour lui, la science de la nature est telle, que plus l'esprit y franchit de limites, plus il s'en élève de nouvelles qui provoquent sa curiosité insatiable.

Il y en a une que l'esprit scientifique ne pourra jamais franchir d'une manière absolue : c'est précisément ce que M. Littré appelle *la nature intime ou l'être intime des choses*, ce que les métaphysiciens de l'école de Kant appellent *la chose en soi* (*das Ding an sich*). Cette expression, ai-je dit, est aussi fausse que dangereuse, car, tout en ayant l'air d'exclure l'absolu du domaine de la science, elle le reconstitue, le confirme comme un être réel. Car quand je dis qu'il est dans toutes les choses existantes, les plus communes, les plus connues, y compris moi-même, un fond intime, inaccessible, éternellement inconnu, et

qui, comme tel, reste nécessairement en dehors et absolument indépendant de leur existence phénoménale et de ces multiples rapports de causes relatives à effets relatifs qui déterminent et enchaînent toutes les choses existantes, en établissant entre elles une sorte d'unité incessamment reproduite, j'affirme par là même que tout ce monde phénoménal, le monde apparent, sensible, connu, n'est qu'une sorte d'enveloppe extérieure, une écorce au fond de laquelle se cache comme un noyau l'être non déterminé par des rapports extérieurs, l'être non relatif, non dépendant, |221 l'Absolu. On voit que M. Littré, probablement à cause même de son mépris profond pour la métaphysique, en est resté lui-même à la métaphysique de Kant, qui se perd, comme on sait, dans ces antinomies ou contradictions qu'elle prétend être inconciliables et insolubles : du fini et de l'infini, de l'extérieur et de l'intérieur, du relatif et de l'absolu, etc. Il est clair qu'en étudiant le monde avec l'idée fixe de l'insolubilité de ces catégories qui semblent, d'un côté, absolument opposées, et, de l'autre, si étroitement, si absolument enchaînées qu'on ne peut penser à l'une sans penser immédiatement en même temps à l'autre, il est clair, dis-je, qu'en approchant du monde existant avec ce préjugé métaphysique dans la tête, on sera toujours incapable de comprendre quelque chose à la nature des choses. Si les positivistes français avaient voulu prendre connaissance de la critique précieuse que Hegel, dans sa *Logique*, qui est certainement l'un des livres les plus profonds qui aient été écrits dans notre siècle, a faite de toutes ces antinomies kantiennes, ils se seraient rassurés sur cette prétendue impossibilité de reconnaître la nature intime des choses. Ils auraient compris qu'aucune chose ne peut avoir réellement dans son intérieur une nature qui ne soit manifestée en son extérieur ; ou, comme l'a dit Goethe, en réponse à je ne sais plus quel poète allemand qui a prétendu « qu'aucun esprit créé ne pouvait pénétrer jusque dans l'intérieur de la Nature » (*In's Innere der Natur dringt kein erschaffner Geist*) :

Voilà vingt ans que j'entends répéter cette chose,Et que je

peste contre elle, mais en secret.*La nature n'a ni noyau, ni écorce ;Elle est tout cela à la fois.*

Schon zwanzig Jahre hör ' ich' s wiederholen,Und fluche drauf, aber verstohlen,*Natur hat weder Kern noch Schale ;Alles ist sie auf einem Male*.

|222 Je demande pardon au lecteur de cette longue dissertation sur la nature des choses. Mais il s'agit d'un intérêt suprême, celui de l'exclusion réelle et complète, de la destruction finale de l'absolu, qui, cette fois, ne se contente plus seulement de se promener comme un fantôme lamentable sur les confins de notre monde visible, dans l'immensité infinie de l'espace, mais qui, encouragé par la métaphysique toute kantienne des positivistes, veut s'introduire sournoisement au fond de toutes les choses connues, de nous-mêmes, et planter son drapeau au sein même de notre monde terrestre.

L'intimité des choses, disent les positivistes, nous est inaccessible. Qu'entendent-ils par ces mots : *l'intimité des choses ?* Pour nous éclairer sur ce point, je vais citer la phrase de M. Littré tout entière :

« *Le physicien, sagement convaincu désormais que l'intimité des choses lui est fermée, ne se laisse pas distraire par qui lui demande pourquoi les corps sont chauds et pesants ; il le chercherait en vain, et il ne le cherche plus. De même, dans le domaine biologique, il n'y a pas lieu de demander pourquoi la substance vivante se constitue en des formes où les appareils sont, avec plus ou moins d'exactitude, ajustés au but, à la fonction*. S'ajuster ainsi est une des propriétés immanentes de cette substance, comme se nourrir, se contracter, sentir, penser. *Cette vue, étendue aux perturbations, les embrasse sans difficulté ; et l'esprit qui cesse d'être tenu à chercher l'impossible conciliation des fatalités avec les finalités, ne trouve plus rien qui soit inintelligible, c'est-à-dire contradictoire, de ce qui lui est départi du monde*. » (Pages XXV-XXVI.)

Voilà sans doute une manière bien commode de philosopher et un moyen sûr d'éviter toutes les contradictions possibles. On vous demande, par rapport à un phénomène : *Pourquoi* cela est ainsi ? Et vous répondez : *Parce que* cela est ainsi. Après quoi, il ne reste plus à faire qu'une seule chose : constater la réalité du phénomène et son ordre de coexistence ou de succession avec d'autres phénomènes plus ou moins liés avec lui ; s'assurer par l'observation et par l'expérience que cette coexistence et cette succession se reproduisent dans les mêmes circonstances partout et toujours, et, une fois cette conviction | 223 acquise, les convenir en une loi générale. Je conçois que des spécialistes scientifiques puissent, doivent faire ainsi ; car s'ils agissaient autrement, s'ils intercalaient leurs propres idées dans l'ordre des faits, la philosophie positive courrait fort le risque de n'avoir pour base de ses raisonnements que des fantaisies plus ou moins ingénieuses, non des faits. Mais je ne conçois pas qu'un philosophe qui veut comprendre l'ordre des faits puisse se contenter de si peu. Comprendre est très difficile, je le sais, mais cela est indispensable si l'on veut faire de la philosophie sérieuse.

À un homme qui me demanderait : Quelles sont l'origine et la substance de la matière en général ou plutôt de l'ensemble des choses matérielles, de l'Univers, je ne me contenterais pas de répondre doctoralement, et d'une manière tellement équivoque qu'il pourrait me suspecter de théologisme : *L'origine et l'essence de la matière nous sont inaccessibles*. Je lui demanderais d'abord de quelle matière il veut parler ? Est-ce seulement de l'ensemble des corps matériels, composés ou simples, qui constituent notre globe, et, dans sa plus grande extension, notre système solaire, ou bien de tous les corps connus et inconnus dont l'ensemble infini et indéfini forme l'Univers ?

Si c'est du premier, je lui dirais que la matière de notre globe terrestre a certainement une origine, puisqu'il fut une époque, tellement éloignée que ni lui ni moi nous ne pouvons nous en former une idée, mais une époque déterminée, où notre

planète n'existait pas, qu'elle est née dans le temps, et qu'il faut chercher l'origine de notre matière planétaire dans la matière de notre système solaire. Mais que notre système solaire lui-même, n'étant pas un monde absolu, |224 ni infini, mais très restreint, circonscrit, et n'existant par conséquent que par ses rapports incessants et réels d'action et de réaction mutuelle avec une infinité de mondes semblables, ne peut être un monde éternel. Qu'il est certain que, partageant le sort de tout ce qui jouit d'une existence déterminée et réelle, il devra disparaître un jour, dans je ne sais combien de millions de millions de siècles, et que, comme notre planète, sans doute bien avant elle, il a dû avoir un commencement dans le temps ; d'où il résulte qu'il faut chercher l'origine de la matière solaire dans la matière universelle.

Maintenant, s'il me demande quelle a été l'origine de la matière universelle, de cet ensemble infini de mondes que nous appelons l'Univers infini, je lui répondrai que sa question contient un non-sens ; qu'elle me suggère pour ainsi dire la réponse absurde qu'il voudrait entendre de moi. Cette question se traduit par celle-ci : Y eut-il un temps où la matière universelle, l'Univers infini, l'*Être* absolu et unique, *n'était pas ?* Où il n'y avait que l'idée, et nécessairement l'idée divine, Dieu, qui, par un caprice singulier, après avoir été pendant une éternité, infinie dans le passé, un Dieu fainéant ou un Dieu impuissant, un Dieu inachevé, imagina tout d'un coup, et se sentit à un moment donné, à une époque déterminée dans le temps, la puissance et la volonté, de créer l'Univers ? qui, après avoir été pendant une éternité un Dieu non créateur, devint, par je ne sais quel miracle de développement intérieur, un Dieu créateur ?

Tout cela est nécessairement contenu dans cette question sur l'origine de la matière universelle. En admettant même, pour un instant, cette absurdité d'un Dieu créateur, nous arriverons forcément à reconnaître l'éternité de l'Univers. Car Dieu n'est Dieu que parce qu'il est supposé être l'absolue perfection ; mais l'absolue perfection exclut toute idée, toute

possibilité de développement. Dieu n'est Dieu que parce que | 225 sa nature est immuable. Ce qu'il est aujourd'hui, il l'a été hier et le sera toujours. Il est un Dieu créateur et tout-puissant aujourd'hui, donc il l'a été de toutes les éternités ; donc ce n'est pas à une époque déterminée, mais de toutes les éternités, qu'il a créé les mondes, l'Univers. Donc *l'Univers est éternel*. Mais, étant éternel, il n'a pas été créé, et il n'y eut jamais de Dieu créateur.

Dans cette idée d'un Dieu créateur, il y a cette contradiction, que toute création, idée et fait empruntés à l'expérience humaine, suppose une époque déterminée dans le temps, tandis que l'idée de Dieu implique l'éternité : d'où résulte une absurdité évidente. Le même raisonnement s'applique aussi bien à l'absurdité d'un Dieu ordonnateur et législateur des mondes. En un mot, l'idée de Dieu ne supporte pas la moindre critique. Mais Dieu tombant, que reste-il ? *L'éternité de l'Univers infini*.

Voilà donc une vérité concernant l'absolu et qui porte tout de même le caractère d'une certitude absolue : *L'Univers est éternel et n'a jamais été créé par personne*. Cette vérité est très importante pour nous, parce qu'elle réduit, une fois pour toutes, à néant la question sur l'origine de la matière universelle, que M. Littré trouve si difficile à résoudre, et détruit, en même temps, dans sa racine l'idée d'un être spirituel absolu, préexistant ou coexistant, l'idée de Dieu.

Dans la connaissance de l'absolu, nous pouvons faire un pas en avant, tout en conservant la garantie d'une absolue certitude.

Rappelons-nous qu'il y a une *véritable* éternité que le monde existe. Il nous est très difficile de l'imaginer, tant l'idée même la plus abstraite de l'éternité trouve de difficulté à se loger dans nos pauvres têtes, hélas ! si rapidement passagères. Pourtant, il est certain que c'est une vérité irréfutable et qui s'impose avec tout le caractère d'une absolue nécessité à notre esprit. Il ne nous est point permis de ne la pas accepter. Voici donc, |226 le Bon Dieu mis une lois de côté, la seconde

question qui se présente à nous : *Dans cette éternité qui s'ouvre infinie et béante derrière le moment actuel, y a-t-il une époque déterminée dans le temps où commença* **pour la première fois** *l'organisation de la matière universelle ou de l'Être en mondes séparés et organisés ? Y eut-il un temps où* **toute** *la matière universelle put rester à l'état de matière* **capable d'organisation** *mais* **non encore** *organisée ?*

Supposons qu'avant de pouvoir s'organiser spontanément en mondes séparés, la matière universelle ait dû parcourir je ne sais quelle quantité innombrable de développements préalables, et dont nous ne pourrions jamais nous former même une ombre de l'ombre d'une idée quelconque. Ces développements ont pu prendre un temps qui par son immensité relative dépasse tout ce que nous pouvons imaginer. Mais comme il s'agit cette fois de développements matériels, non d'un absolu immuable, ce temps, quelque immense qu'il fût, fut nécessairement un temps déterminé, et comme tel *infiniment* moindre que l'éternité. Appelons x tout le temps qui s'est écoulé depuis la première formation supposée des mondes dans l'Univers jusqu'au moment présent ; appelons r tout le temps qu'ont duré ces développements préalables de la matière universelle avant qu'elle pût s'organiser en mondes séparés ; $x + y$ représente une période de temps qui, si relativement immense qu'elle soit, n'en est pas moins une quantité déterminée et par conséquent *infiniment* inférieure à l'éternité. Appelons z leur somme ($x + y = z$) ; eh bien, derrière z, il reste encore l'éternite. Étendez x et y autant qu'il vous plaira, multipliez-les tous les deux par les chiffres les plus immenses que vous puissiez imaginer ou écrire de votre écriture la plus serrée |227 sur une ligne longue comme la distance de la terre à l'étoile visible la plus éloignée ; vous agrandirez z dans la même proportion, mais quoi que vous fassiez pour l'agrandir, quelque immense qu'il devienne, il sera toujours moindre que l'éternité, il aura toujours derrière lui l'éternité.

Quelle est la conclusion à laquelle vous serez poussé ? Que, pendant une éternité, la matière universelle — cette

matière dont l'action spontanée seule a pu créer, organiser les mondes, puisque nous avons vu disparaître le fantôme, le créateur et l'ordonnateur divin — est restée inerte, sans mouvement, sans développement préalable, sans action ; puis que, dans un moment donné et déterminé sans aucune raison, ni par personne en dehors d'elle, ni par elle-même, dans l'éternité, elle s'est mise tout à coup à se mouvoir, à se développer, à agir, sans qu'aucune cause, soit extérieure, soit intérieure, l'y ait poussée ? C'est une absurdité aussi évidente que celle d'un Dieu créateur. Mais vous êtes forcé d'accepter cette absurdité, lorsque vous supposez que l'organisation des mondes dans l'Univers eut un commencement déterminé quelconque, quelque immensément éloigné que ce commencement soit représenté par vous du moment actuel. D'où il résulte avec une absolue évidence que *l'organisation de l'Univers ou de la matière universelle en mondes séparés est aussi éternelle que son être*.

Voilà donc une seconde vérité absolue présentant toutes les garanties d'une certitude parfaite. *L'Univers est éternel et son organisation l'est aussi*. Et, dans cet Univers infini, pas la moindre petite place pour le Bon Dieu ! C'est déjà beaucoup, n'est-ce pas ? Mais voyons si nous ne pouvons pas faire encore un troisième pas en avant.

|228 L'Univers est éternellement organisé en une infinité de mondes séparés et restant les uns en dehors des autres, mais, par là même aussi, conservant des rapports nécessaires et incessants les uns avec les autres. C'est ce qu'Auguste Comte appelle *l'action mutuelle des soleils*, action qu'aucun homme n'a pu expérimenter, ni seulement observer, mais dont l'illustre fondateur de la Philosophie positive lui-même, lui qui est si sévère pour tout ce qui porte le caractère d'une hypothèse invérifiable, parle néanmoins comme d'un fait positif et qui ne peut être l'objet d'aucun doute. Et il en parle ainsi parce que ce fait s'impose impérieusement, de lui-même et avec une absolue nécessité, à l'esprit humain, du moment que cet esprit s'est délivré du joug abêtissant du fantôme divin.

L'action mutuelle des soleils résulte nécessairement de leur existence séparée. Quelque immenses qu'ils puissent être, en supposant même que l'immensité réelle des plus grands surpasse tout ce que nous pouvons imaginer en fait d'étendue et de grandeur, tous sont néanmoins des êtres déterminés, relatifs, finis, et, comme tels, aucuns ne peuvent porter exclusivement en eux-mêmes la cause et la base de leur existence propre, chacun n'existe et ne peut exister que par ses rapports incessants ou par son action et sa réaction mutuelles, soit immédiates ou directes, soit indirectes, avec tous les autres. Cet enchaînement infini d'actions et de réactions perpétuelles constitue la réelle unité de l'Univers infini. Mais |229 cette unité universelle n'existe dans sa plénitude infinie, comme unité concrète et réelle, comprenant effectivement toute cette quantité illimitée de mondes avec l'inépuisable richesse de leurs développements, elle n'existe, dis-je, et n'est manifeste comme telle, pour personne. Elle ne peut exister pour l'Univers, qui, n'étant rien lui-même qu'une unité collective, éternellement résultante de l'action mutuelle des mondes épars dans l'immensité sans bornes de l'espace, ne possède aucun organe pour la concevoir ; et elle ne peut exister pour personne en dehors de l'Univers, parce qu'en dehors de l'Univers il n'y a rien. Elle n'existe, comme idée à la fois nécessaire et abstraite, que dans la conscience de l'homme.

Cette idée est le dernier degré du savoir positif, le point où la positivité et l'abstraction absolue se rencontrent. Encore un pas dans cette direction et vous tombez dans les fantasmagories métaphysiques et religieuses. Par conséquent, il est défendu, sous peine d'absurdité, de fonder quoi que ce soit sur cette idée. Comme dernier terme du savoir humain, elle ne peut lui servir de base.

Une détermination importante et dernière qui résulte non de cette idée, mais du fait de l'existence d'une quantité infinie de mondes séparés, exerçant incessamment les uns sur les autres une action mutuelle qui constitue proprement l'existence de chacun, c'est qu'aucun de ces mondes n'est éternel ; que tous

ont eu un commencement et tous auront une fin, si éloignés qu'ait été l'un et que doive être l'autre. Au sein de cette causalité universelle qui constitue l'être éternel et unique, l'Univers, les mondes naissent, se forment, existent, exercent une action conforme à leur être, puis se désorganisent, meurent ou se transforment, |230 comme le font les moindres des choses sur cette terre. C'est donc partout la même loi, le même ordre, la même nature. Nous ne pourrons jamais savoir rien au-delà. Une infinité de transformations qui se sont effectuées dans l'éternité du passé, une infinité d'autres transformations qui se font à cette heure même, dans l'immensité de l'espace, nous resteront éternellement inconnues. Mais nous savons que c'est partout la même nature, le même être. Que cela nous suffise !

Nous ne demanderons donc plus quelle est l'origine de la matière universelle, ou plutôt de l'Univers considéré comme la totalité d'un nombre infini de mondes séparés et plus ou moins organisés ; parce que cette question suppose un non-sens, la création, et parce que nous savons que l'Univers est éternel. Mais nous pourrions bien demander : *Quelle est l'origine de notre monde solaire ?* parce que nous savons avec certitude qu'il est né, qu'il s'est formé à une époque déterminée, dans le temps. Seulement, à peine aurons-nous posé cette question, que nous devrons aussitôt reconnaître qu'elle est pour nous sans solution possible.

Reconnaître l'origine d'une chose, c'est reconnaître toutes les causes, ou bien toutes les choses dont l'action simultanée et successive, directe et indirecte, l'a produite. Il est évident que pour déterminer l'origine de notre système solaire, nous devrions connaître jusqu'au dernier, non seulement toute cette infinité de mondes qui ont existé à l'époque de sa naissance et dont l'action collective directe ou indirecte l'a produit, mais encore tous les mondes passés et toutes les actions mondiales dont ces mondes eux-mêmes ont été les produits. C'est dire assez que l'origine de notre système solaire se perd dans un enchaînement de causes ou d'actions, infini dans l'espace, éternel dans le passé, et que, par conséquent, toute réelle ou

matérielle qu'elle soit, nous ne pourrons jamais la déterminer.

|231 Mais s'il nous est impossible de reconnaître, dans un passé éternel et dans l'immensité infinie de l'espace, l'origine de notre système solaire ou bien la somme indéfinie des causes dont l'action combinée l'a produit et continuera de le reproduire toujours, tant qu'il n'aura pas disparu à son tour, *nous pouvons rechercher cette origine ou ces causes dans leur* **effet**, c'est-à-dire *dans la* **présente réalité** *de notre système solaire*, qui occupe dans l'infinité de l'espace une étendue circonscrite et par conséquent déterminable, sinon encore déterminée. Car, remarquez-le bien, une cause n'est une cause qu'en tant qu'elle s'est réalisée dans son effet. Une cause qui ne se serait point traduite dans un produit réel ne serait qu'une cause imaginaire, un non-être ; d'où il résulte que toute chose, étant nécessairement produite par une somme indéfinie de causes, porte la combinaison réelle de toutes ces causes en elle-même, et n'est rien en réalité que *cette réelle combinaison de toutes les causes qui l'ont produite*. Cette combinaison, *c'est tout son être réel, son intimité, sa substance*.

La question concernant la *substance* de la matière universelle ou de l'Univers contient donc une supposition absurde : celle de l'origine, de la cause première des mondes, ou bien de la Création. Toute substance n'étant rien que la réalisation effective d'un nombre indéfini de causes combinées en une action commune, pour expliquer la substance de l'Univers il faudrait en rechercher l'origine ou les causes, et il n'en a pas, puisqu'il est éternel. Le monde universel *est* : c'est l'Être absolu, unique et suprême, en dehors duquel rien ne saurait exister ; comment le déduire alors de quelque chose ? La pensée de s'élever au-dessus ou de se mettre en dehors de l'Être unique implique le Néant, et il faudrait pouvoir le faire pour déduire sa substance d'une origine qui ne serait pas en lui, qui ne serait pas lui-même. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de constater d'abord cet Être unique et suprême qui s'impose à nous avec une absolue nécessité, puis d'en étudier les effets dans le monde qui nous est réellement accessible : dans notre

système solaire, d'abord, mais ensuite et surtout sur notre globe terrestre.

Puisque la substance d'une chose n'est rien que la réelle combinaison ou la réalisation de toutes les causes qui l'ont produite, il est |232 évident que si nous pouvions reconnaître la substance de notre monde solaire, nous reconnaîtrions du même coup toutes ses causes, c'est-à-dire toute cette infinité de mondes, dont l'action combinée, directe ou indirecte, s'est réalisée dans sa création, — nous reconnaîtrions l'Univers.

Nous voilà donc arrivés à un cercle vicieux : Pour reconnaître les causes universelles du monde solaire, nous devons en reconnaître la substance ; mais pour reconnaître cette dernière, nous devrions connaître toutes ces causes. À cette difficulté, qui, au premier abord, paraît insoluble, il est pourtant une issue, et la voici : *La nature intime ou la substance d'une chose* ne se reconnaît pas seulement par la somme ou la combinaison de toutes les causes qui l'ont produite, *elle se reconnaît également par la somme de ses manifestations différentes ou de toutes les actions quelle exerce à l'extérieur*.

Toute chose n'*est* que ce qu'elle *fait* ; son faire, sa manifestation extérieure, son action incessante et multiple sur toutes les choses qui sont en dehors d'elle, est l'exposition complète de sa nature, de sa substance, ou de ce que les métaphysiciens, et M. Littré avec eux, appellent son être intime. Elle ne peut avoir rien dans ce qu'on nomme son *intérieur* qui ne soit manifesté dans son *extérieur* : en un mot, son *action* et son *être* sont *un*.

On pourra s'étonner de ce que je parle de l'*action* de toutes les choses, même en apparence les plus inertes, tant on est habitue à n'attacher le sens de ce mot qu'à des actes qui sont accompagnés d'une certaine agitation visible, de mouvements apparents, et surtout de la conscience, animale ou humaine, de celui qui agit. Mais, à proprement parler, il n'y a dans la nature pas un seul point qui soit jamais en repos, chacun se trouvant à chaque moment, dans l'infinitésimale partie de chaque seconde,

agité par une action et une réaction incessantes. Ce que nous appelons l'immobilité, le repos, ne sont que des apparences grossières, des notions tout à fait relatives. Dans la nature, tout est mouvement et action : *être* ne signifie pas autre chose que *faire*. Tout ce que nous appelons propriétés des choses : propriétés mécaniques, physiques, chimiques, organiques, animales, humaines, ne sont rien que des différents modes d'action. Toute chose n'est |233 une chose déterminée ou réelle que par les propriétés qu'elle possède ; et elle ne les possède qu'en tant qu'elle les manifeste, ses propriétés déterminant ses rapports avec le monde extérieur, c'est-à-dire ses différents modes d'action sur le monde extérieur ; d'où il résulte que chaque chose n'est réelle qu'en tant qu'elle se manifeste, qu'elle agit. La somme de ses actions différentes, voilà tout son être [126].

---

126 C'est une vérité universelle qui n'admet aucune exception et qui s'applique également aux choses inorganiques en apparence les plus inertes, aux corps les plus simples, aussi bien qu'aux organisations les plus compliquées : à la pierre, au corps chimique simple, aussi bien qu'à l'homme de génie et à toutes les choses intellectuelles et sociales. L'homme n'a réellement dans son intérieur que ce qu'il manifeste d'une manière quelconque dans son extérieur. Ces soi-disant génies méconnus, ces esprits vains et amoureux d'eux-mêmes, qui se lamentent éternellement de ce qu'ils ne parviennent jamais à mettre au jour les trésors qu'ils disent porter en eux-mêmes, sont toujours en effet les individus les plus misérables par rapport |234 à leur *être intime* : ils ne portent en eux-mêmes rien du tout. Prenons pour exemple un homme de génie, qui serait mort à l'âge de son entrée dans la pleine virilité, au moment où il allait découvrir, créer, manifester de grandes choses, et qui a emporté dans la tombe, comme on dit généralement, les plus sublimes conceptions, à jamais perdues pour l'humanité. Voilà un exemple qui semble prouver tout le contraire de cette vérité ; voilà un *être intime* très réel, très sérieux, et qui ne se serait point manifesté. Mais examinons de plus près cet exemple, et nous verrons qu'il ne contient que des exagérations, ou des appréciations complètement fausses.

D'abord, qu'est-ce qu'un homme de génie ? C'est une nature individuelle qui, sous un ou plusieurs rapports, lesquels, au point de vue humain, intellectuel et moral, sont sans doute des plus importants, est beaucoup mieux organisée que le commun des hommes ; c'est une

Que signifient donc ces mots : « Le physicien, sagement convaincu, désormais, que *l'intimité des choses lui est fermée*, etc. » ? Les choses ne font pas autre chose que se montrer naïvement, pleinement, dans toute l'intégrité de leur être, à qui veut seulement les regarder simplement, sans préjugé et sans idée fixe métaphysique, théologique ; et le physicien de l'école positiviste, cherchant midi à quatorze heures, comme on dit, et

---

organisation supérieure, un instrument comparativement beaucoup plus parfait. Nous avons fait justice des idées innées. Aucun homme n'apporte avec lui aucune idée en naissant. Ce que chaque homme apporte, c'est une faculté naturelle et formelle (1), plus ou moins grande, de concevoir les idées qu'il trouve établies soit dans son propre milieu social, soit dans un milieu étranger, mais qui d'une manière ou d'une autre se met en communication avec lui ; de les concevoir d'abord, puis de les reproduire par le travail tout formel de son propre cerveau et de leur donner, par ce travail intérieur, quelquefois, un nouveau développement, une forme et une extension nouvelles. En cela consiste uniquement l'œuvre des plus grands génies. Aucun donc *n'apporte* |235 *de trésors intimes avec lui*. L'esprit et le cœur des plus grands hommes de génie naissent nuls, comme leur corps naît nu. Ce qui naît avec eux, c'est un magnifique instrument, dont la perte intempestive est sans doute un grand malheur ; car les très bons instruments, dans l'organisation sociale et avec l'hygiène actuelles, surtout, sont assez rares. Mais ce que l'humanité perd avec eux, ce n'est pas un contenu réel quelconque, c'est la *possibilité* d'en créer un.

Pour juger de ce que peuvent être ces trésors innés prétendus et *l'être intime* d'une nature de génie, imaginez-la transportée, dès sa plus tendre enfance, dans une île déserte. En supposant qu'elle ne périsse pas, que deviendra-t-elle ? Une bête sauvage, marchant tour à tour et sur ses jambes de derrière et à quatre pattes comme les singes, vivant de la vie et de la pensée des singes, s'exprimant comme eux non par des paroles, rais par des sons, incapable par conséquent de penser, et même plus bête que le dernier des singes : parce que ces derniers, vivant en société, se développent jusqu'à un certain degré, tandis que notre nature géniale, n'ayant aucun rapport avec des êtres semblables à elle, nécessairement resterait idiote.

Prenez cette même nature de génie à l'âge de vingt ans, alors qu'elle s'est déjà considérablement développée, grâce aux trésors sociaux qu'elle a empruntés à son milieu et qu'elle a élaborés et reproduits en elle-même avec cette facilité ou cette puissance du génie toute *formelle*

ne comprenant rien à cette naïve simplicité des choses réelles, des choses naturelles, déclarera gravement qu'il y a dans leur sein un être intime qu'elles gardent sournoisement pour elles-mêmes, et les métaphysiciens, les théologiens, ravis de cette découverte, qu'ils lui ont d'ailleurs suggérée, s'empareront de cette intimité, de cet *en soi* des choses, pour y loger leur Bon Dieu.

---

dont la nature l'a douée. Transportez-la encore dans le désert et forcez-la d'y vivre pendant vingt ou trente ans en dehors de tous rapports humains. Que deviendra-t-elle ? Un fou, un sauvage mystique, peut-être le fondateur de quelque nouvelle religion ; mais non d'une de ces grandes religions qui dans le passé ont eu la puissance d'agiter profondément les peuples et de les |236 faire progresser selon la méthode qui est propre à l'esprit religieux. Non, il inventera quelque religion solitaire, monomane, impuissante et ridicule en même temps.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'aucun homme, pas même le plus puissant génie, n'a proprement aucun trésor à lui ; mais que tous ceux qu'il distribue avec une large profusion ont été d'abord empruntés par lui à cette même société à laquelle il a l'air de les donner plus tard. On peut même dire que, sous ce rapport, les hommes de génie sont précisément ceux qui prennent davantage à la société, et qui, par conséquent, lui doivent davantage.

L'enfant le plus heureusement doué par la nature reste assez longtemps sans avoir formé en lui-même l'ombre de ce qu'on pourrait appeler son être intime. On sait que tout l'être intellectuel des enfants est d'abord exclusivement porté au dehors ; ils sont d'abord tout impression et observation ; ce n'est que lorsqu'un commencement de réflexion et d'empire sur eux-mêmes, c'est-à-dire de volonté, naît en eux, qu'ils commencent à avoir un monde intérieur, un être intime. De cette époque date, pour la plupart des hommes, le souvenir d'eux-mêmes. Mais cet être intime, dès sa naissance, ne reste jamais exclusivement intérieur ; à mesure qu'il se développe, *il se manifeste complètement au dehors*, et s'exprime par le changement progressif de tous les rapports de l'enfant avec les hommes et les choses qui l'entourent. Ces rapports multiples, souvent insaisissables et qui passent pour la plupart du temps inobservés, sont autant d'actions exercées par l'autonomie relative naissante et croissante de l'enfant à l'égard du monde extérieur ; des actions très réelles, quoique inaperçues, dont la totalité, à chaque instant de la vie de l'enfant, exprime tout son être intime, et qui viennent se perdre, non sans y

|234 Toute chose, tout être existant dans le monde, de quelque nature qu'il soit, a donc ce caractère général : d'être le résultat immédiat de la combinaison de toutes les causes qui ont contribué à le produire, soit directement, soit indirectement ; ce qui implique, par une voie de transmissions successives, l'action, toute lointaine ou reculée qu'elle soit, de toutes les causes passées et présentes agissantes dans l'infini

---

imprimer leur trace ou leur influence, quelque faible qu'elle soit, dans la masse des rapports humains qui constituent tous ensemble la réalité de la vie sociale.

Ce que j'ai dit de l'enfant est aussi, vrai pour l'adolescent. Ses rapports se multiplient à mesure que son être intime, c'est-à-dire les instincts et les mouvements de la vie animale, aussi bien que ses pensées et ses sentiments humains, se développent, et toujours, soit d'une manière positive, comme attraction et comme coopération, soit d'une manière négative, comme révolte et comme répulsion, tout son être intime se manifeste dans la totalité de ses rapports avec le monde extérieur. Rien de réellement existant ne peut rester sans une une complète manifestation de soi-même au dehors, tant dans les hommes que dans les choses les plus inertes et les moins démonstratives. C'est l'histoire du barbier du roi Midas : n'osant dire son terrible secret à personne, il l'a confié à la terre, et la terre l'a divulgué, et ce fut ainsi qu'on apprit que le roi Midas avait des oreilles d'âne. Exister réellement, pour les hommes comme pour tout ce qui existe, ne signifie pas autre chose que se manifester.

Nous arrivons maintenant à l'exemple proposé : un jeune homme de génie meurt à l'âge de vingt ans, au moment où il allait accomplir quelque grand acte, ou annoncer au monde quelque sublime conception. A-t-il emporté quelque chose avec lui dans la tombe ? Oui, une grande possibilité, non une réalité. En tant que cette possibilité s'est réalisée en lui-même, au point de devenir son être intime, soyez-en certain, d'une manière ou d'une autre elle s'est déjà manifestée dans ses rapports avec le monde extérieur. Les conceptions géniales, aussi bien que ces grands actes héroïques qui par moment ouvrent une nouvelle direction à la vie des peuples, ne naissent point spontanément ni dans l'homme de génie, ni dans le milieu social qui l'entoure, qui le nourrit, qui l'inspire, soit positivement, soit même d'une manière négative. Ce que l'homme de génie invente ou fait, se trouve déjà depuis longtemps à l'état d'éléments qui se développent et qui tendent à se concentrer et à se former toujours davantage, dans cette société

Univers ; et comme toutes les causes ou actions qui se produisent dans le monde sont des manifestations de choses réellement existantes ; et comme toute chose n'existe |235 réellement que dans la manifestation de son être, chacun transmet pour ainsi dire son propre être à la chose que son action spéciale contribue à produire ; d'où il résulte que chaque chose, considérée comme un être déterminé, né dans l'espace et

---

même à laquelle il apporte soit son invention, soit son acte. Et dans l'homme de génie lui-même, l'invention, la conception sublime ou l'acte héroïque ne se produisent pas spontanément ; ils sont toujours le produit d'une longue préparation intérieure qui, à mesure qu'elle se développe, ne manque jamais de se manifester soit d'une manière, soit d'une autre.

Supposons donc que l'homme de génie meure au moment même où il allait achever ce long travail intérieur et le manifester au monde étonné. En tant qu'inachevé, ce travail n'est point réel ; mais en tant que préparation, il est au contraire très réel, et comme tel, soyez-en bien sûr, il s'est complètement manifesté soit dans les actes, soit dans les écrits, soit dans les conversations de cet homme. Car si un homme tout à la fois ne fait rien, n'écrit rien, |237 et ne dit rien, soyez-en certain, il n'invente rien non plus, et il ne se fait en lui aucune préparation intérieure ; donc il peut mourir tranquillement sans laisser après lui le regret de quelque grande conception perdue.

J'ai eu dans ma jeunesse un ami bien cher, Nicolas Stankévitch (1813-1840.) C'était vraiment une nature géniale : une grande intelligence accompagnée d'un grand cœur. Et pourtant cet homme n'a rien fait ni rien écrit qui puisse conserver son nom dans l'histoire. Voilà donc un *être intime* qui se serait perdu sans manifestation et sans trace ? Pas du tout. Stankévitch, malgré que — ou peut-être précisément parce que — il a été l'être le moins prétentieux et le moins ambitieux du monde fut le centre vivant d'un groupe de jeunes gens à Moscou, qui vécurent, pour ainsi dire, pendant plusieurs années, de son intelligence, de ses pensées, de son âme. Je fus de ce nombre, et je le considère en quelque sorte comme mon créateur. Il créa de la même manière un autre homme, dont le nom restera impérissable dans la littérature et dans l'histoire du développement intellectuel et moral de la Russie : feu mon ami Vissarion Bélinsky (février 1810), le plus énergique lutteur pour la cause de l'émancipation populaire, sous l'empereur Nicolas. Il est mort à la peine, en 1848 (26 mai v. s.), au moment même où la police secrète avait donné ordre de l'arrêter ; il est mort en bénissant la république

le temps, ou comme pro- |236 duit, porte en elle-même l'empreinte, la trace, la nature de toutes les choses qui ont existé et qui existent présentement dans l'Univers, ce qui implique nécessairement l'identité de la matière ou de l'Être universel.

|237 Chaque chose dans toute l'intégrité de son être n'étant rien qu'un produit, ses propriétés et ses modes différents d'action sur le monde extérieur, qui, comme nous

---

qui venait d'être proclamée en France.

Je reviens à Stankévitch. Son être intime s'était complètement manifesté dans ses rapports avec ses amis tout d'abord, et ensuite avec tous ceux qui ont eu le bonheur de l'approcher ; un vrai bonheur, car il était impossible de vivre près de lui sans se sentir en quelque sorte amélioré et ennobli. En sa présence, aucune pensée lâche ou triviale, aucun instinct mauvais ne semblaient possibles ; les hommes les plus ordinaires cessaient de l'être sous son influence. Stankévitch appartenait à cette catégorie de natures à la fois riches et exquises, que M. David Strauss (II) a si heureusement caractérisées, il y a bien plus de trente ans, dans sa brochure intitulée, je pense, *Le Génie religieux* (*Ueber das religiose Genie*). Il y a des hommes doués d'un grand génie, dit-il, qui ne le manifestent par aucun grand acte historique, ni par aucune création soit scientifique, soit artistique, soit industrielle ; qui n'ont jamais rien entrepris, rien fait, rien écrit, et dont toute l'action s'est concentrée et s'est résumée dans leur vie personnelle, et qui néanmoins ont laissé après eux une trace profonde dans l'histoire |239 par l'action, exclusivement personnelle, il est vrai, mais tout de même très puissante, qu'ils ont exercée sur leur entourage immédiat, sur leurs disciples. Cette action s'étend et se perpétue, d'abord, par la tradition orale, et plus tard soit par les écrits, soit par les actes historiques de leurs disciples ou des disciples de leurs disciples. Le Dr Strauss affirme, il me paraît avec beaucoup de raison, que Jésus, en tant que personnage historique et réel, fut un des plus grands représentants, un des plus magnifiques exemplaires de cette catégorie toute particulière d'hommes de génie intimes. Stankévitch l'était aussi, quoique sans doute dans une mesure beaucoup moindre que Jésus.

Je crois en avoir dit assez pour démontrer que dans l'homme il n'est point *d'être intime* qui ne soit complètement manifesté dans la somme totale de ses rapports extérieurs ou de ses actions sur le monde extérieur. Mais du moment que cela est évident pour l'homme doué du plus grand génie, cela doit l'être encore plus pour tout le reste des êtres réels : animaux, plantes, choses inorganiques, et corps simples. Toutes

l'avons vu, constituent tout son être, sont nécessairement aussi des produits. Comme tels, elles ne sont point des propriétés autonomes, |238 ne dérivant que de la propre nature de la chose, indépendamment de toute causalité extérieure. Dans la nature ou dans le monde réel, il n'existe point d'être indépendant, ni de propriété indépendante. Tout |239 y est au contraire dépendance mutuelle. Dérivant de cette causalité

---

les fonctions animales dont la combinaison harmonieuse constitue l'unité animale, la vie, l'âme, le *moi* animal, ne sont rien qu'un rapport perpétuel d'action et de réaction avec le monde extérieur, par conséquent une manifestation incessante, indépendamment de laquelle aucun être intime animal ne saurait exister, l'animal ne vivant qu'en tant que son organisme fonctionne. Il en est de même des plantes. Voulez-vous analyser, disséquer l'animal ? vous trouverez différents systèmes d'organes : des nerfs, des muscles, des os, puis différents composés, tous matériels, visibles et chimiquement réductibles. Vous y trouverez, aussi bien que dans les plantes, des cellules organiques, et, en poussant plus loin l'analyse, des corps chimiques simples. Voilà tout leur être intime : il est parfaitement extérieur, et en dehors de lui il n'y a rien. Et toutes ces parties matérielles dont l'ensemble, ordonné d'une certaine manière qui leur est propre, constitue l'animal, chacune se manifeste complètement par sa propre action mécanique, physique, chimique, et organique aussi pendant la vie de l'animal, et seulement mécanique, physique et chimique, après sa mort : toutes se trouvent dans un perpétuel mouvement d'actions et de réactions incessantes, et ce mouvement c'est tout leur être.

|240 Il en est de même pour tous les corps organiques, y compris les corps simples. Prenez un métal ou une pierre : y a-t-il en apparence quelque chose de plus inerte et de moins expansif ? Eh bien, cela se meut, cela agit, cela s'épanche, cela se manifeste sans cesse, et cela n'existe qu'en le faisant. La pierre et le métal ont toutes les propriétés physiques, et, en tant que corps chimiques, simples ou composés, ils se trouvent compris dans un procès, très lent quelquefois, mais incessant, de composition et de décomposition moléculaire. Ces propriétés, ai-je dit, sont autant de modes d'action et de manifestation à l'extérieur. Mais ôtez toutes leurs propriétés à la pierre, au métal, qu'en restera-t-il ? L'abstraction d'une chose, rien.

De tout cela il résulte, avec une évidence irrécusable, que l'Être intime des choses, inventé par les métaphysiciens à la grande satisfaction des théologiens, déclaré réel par la philosophie positive elle-même, est un

extérieure, les propriétés d'une chose lui sont par conséquent imposées ; elles constituent, considérées toutes ensemble, son mode d'action obligé, sa *loi*. D'un autre côté on ne peut pas dire proprement que cette loi soit imposée à la chose, |240 parce que cette expression supposerait une existence de la chose, préalable ou séparée de sa loi, tandis qu'ici la loi, l'action, la propriété constituent l'être même de la chose. La chose elle-même n'est rien que cette loi. En la suivant, elle manifeste sa propre nature intime, elle est. D'où il résulte que toutes les choses réelles dans leur développement et dans toutes leurs manifestations sont fatalement dirigées par leurs lois, mais que ces lois leur sont si peu imposées, qu'elles constituent au contraire tout leur être [127].

Non-Être, aussi bien que l'Être intime de l'Univers, Dieu, est un Non-Être aussi ; et que tout ce qui a une réelle existence se manifeste intégralement et toujours dans ses propriétés, ses rapports ou ses actes. (*Note de Bakounine.*)

(I) Sur le mot « formel » employé dans ce sens, voir p. 242 la fin de la note.

(II) C'est le célèbre auteur du livre *Das Leben Jesu* (1833). — J. G.

127 Il existe réellement dans toutes les choses un côté ou, si vous voulez, une |241 sorte d'être intime qui n'est point inaccessible, mais qui est insaisissable pour la science. Ce n'est pas du tout l'être intime dont parle M. Littré avec tous les métaphysiciens et qui constituerait selon eux l'*en-soi* des choses, et le *pourquoi* des phénomènes ; c'est au contraire le côté le moins essentiel, le moins intérieur, le plus extérieur, |242 et à la fois le plus réel et le plus passager, le plus fugitif des choses et des êtres : c'est leur matérialité immédiate, leur réelle individualité, telle qu'elle se présente uniquement à nos sens, et qu'aucune réflexion de l'esprit ne saurait retenir, ni aucune parole ne saurait exprimer. En répétant une observation très curieuse que Hegel a faite, je pense, pour la première fois, j'ai déjà parlé de cette particularité de la parole humaine de ne pouvoir exprimer que des généralités, mais non l'existence immédiate des choses, dans cette crudité réaliste dont l'impression immédiate nous est apportée par nos sens. Tout ce que vous pourrez dire d'une chose pour la déterminer, toutes les propriétés que vous lui attribuerez ou que vous trouverez en elle, seront des déterminations générales, applicables, à des degrés différents et dans une quantité innombrable de combinaisons diverses, à beaucoup d'autres choses. Les déterminations ou descriptions les plus détaillées,

Découvrir, coordonner et *comprendre* les propriétés, ou les modes d'action ou les lois de toutes les choses existantes dans le monde réel, tel est donc le vrai et l'unique objet de la science.

Jusqu'à quel point ce programme est-il réalisable pour l'homme ?

L'Univers nous est en effet inaccessible. Mais nous

---

les plus intimes, les plus matérielles que vous pourrez en faire seront encore des déterminations générales, nullement individuelles. L'individualité d'une chose ne s'exprime pas. Pour l'indiquer, vous devez ou bien amener votre interlocuteur en sa présence, la lui faire voir, entendre ou palper ; ou bien vous devez déterminer son lieu et son temps, aussi bien que ses rapports avec d'autres choses déjà déterminées et connues. Elle fuit. elle échappe à toutes les autres déterminations. Mais elle fuit, elle échappe également à elle-même, car elle n'est elle-même autre chose qu'une transformation incessante : elle est, elle était, elle n'est plus, ou bien elle est autre chose. Sa réalité constante, c'est de disparaître ou de se transformer. Mais cette réalité constante, c'est son côté général, sa loi, l'objet de la science. Cette loi, prise et considérée à part, n'est qu'une abstraction, dénuée de tout caractère réel, de toute existence réelle. Elle n'existe réellement, elle n'est une loi effective, que dans ce procès réel et vivant de transformations immédiates, fugitives, insaisissables et indicibles. *Telle est la double nature, la nature contradictoire, des choses : d'être réellement dans ce qui incessamment cesse d'être, et de ne point réellement exister dans ce qui reste général et constant au milieu de leurs transformations perpétuelles.*

Les lois restent, mais les choses périssent, ce qui revient à dire qu'elles cessent d'être ces choses et deviennent des choses nouvelles. Et pourtant ce |243 sont des choses existantes et réelles ; tandis que leurs lois n'ont d'existence effective qu'autant qu'elles sont perdues en elles, n'étant en effet rien qu'autant qu'elles sont le mode réel de la réelle existence des choses, de sorte que considérées à part, en dehors de cette existence, elles deviennent des abstractions fixes et inertes, des non-êtres.

(1) La science, qui n'a affaire qu'avec ce qui est exprimable et constant, c'est-à dire avec des généralités plus ou moins développées et déterminées, perd ici son latin et baisse pavillon devant la vie, qui seule est en rapport avec le côté vivant et sensible, mais insaisissable et indicible, des choses. Telle est la réelle et on peut dire l'unique limite

sommes sûrs maintenant de trouver *sa nature partout identique et ses lois fondamentales* dans notre système solaire qui en est le produit. Nous ne pouvons également pas remonter jusqu'à l'origine, c'est-à-dire jusqu'aux causes productrices de notre système solaire, parce que ces causes se perdent dans l'infinité de l'espace et d'un passe éternel. Mais nous |241 pouvons étudier la nature de ce système dans ses propres

---

de la science, une limite vraiment infranchissable. Un naturaliste, par exemple, qui lui-même est un être réel et vivant, dissèque un lapin ; ce lapin est également un être réel, et il a été, au moins il y a à peine quelques heures, une individualité vivante. Après l'avoir disséqué, le naturaliste le décrit : eh bien, le lapin qui sort de sa description est un lapin *en général*, ressemblant à tous les lapins, privé de toute individualité, et qui par conséquent n'aura jamais la force d'exister, restera éternellement un être inerte et non-vivant, pas même corporel, mais une abstraction, l'ombre fixée d'un être vivant. La science n'a affaire qu'avec des ombres pareilles. La réalité vivante lui échappe, et ne se donne qu'à la vie, qui, étant elle-même fugitive et passagère, peut saisir et saisit en effet toujours tout ce qui vit, c'est-à- dire tout ce qui passe ou ce qui fuit.

L'exemple du lapin, sacrifié à la science, nous touche peu, parce que, ordinairement, nous nous intéressons fort peu à la vie individuelle des lapins. Il n'en est pas ainsi de la vie individuelle des hommes, que la science et les hommes de science, habitués à vivre parmi les abstractions, c'est à-dire à sacrifier toujours les réalités fugitives |244 et vivantes à leurs ombres constantes, seraient également capables, si on les laissait seulement faire, d'immoler ou au moins de subordonner au profit de leurs généralités abstraites.

L'individualité humaine, aussi bien que celle des choses les plus inertes, est également insaisissable et pour ainsi dire non-existante pour la science. Aussi les individus vivants doivent-ils bien se prémunir et se sauvegarder contre elle, pour ne point être par elle immolés, comme le lapin, au profit d'une abstraction quelconque ; comme ils doivent se prémunir en même temps contre la théologie, contre la politique et contre la jurisprudence, qui toutes, participant également à ce caractère abstractif de la science, ont la tendance fatale de sacrifier les individus à l'avantage de la même abstraction, appelée seulement par chacune de noms différents, la première l'appelant vérité divine, la seconde bien public, et la troisième justice.

Bien loin de moi de vouloir comparer les abstractions bienfaisantes de

manifestations. Et encore ici nous rencontrons une limite que nous ne pourrons jamais franchir. Nous ne pourrons jamais observer, ni par conséquent reconnaître, l'action de notre monde solaire sur l'infinie quantité de mondes qui remplissent l'Univers. Tout au plus si nous pourrons reconnaître jamais, d'une manière excessivement imparfaite, quelques rapports existant entre notre soleil et quelques-uns des innombrables

---

la science avec les abstractions pernicieuses de la théologie, de la politique et de la jurisprudence. Ces dernières doivent cesser de régner, doivent être radicalement extirpées de la société humaine — son salut, son émancipation, son humanisation définitive ne sont qu'à ce prix, — tandis que les abstractions scientifiques, au contraire, doivent prendre leur place, non pour régner sur l'humaine société, selon le rêve liberticide des philosophes positivistes, mais pour éclairer son développement spontané et vivant. La science peut bien s'appliquer à la vie, mais jamais s'incarner dans la vie. Parce que la vie, c'est l'agissement immédiat et vivant, le mouvement à la fois spontané et fatal des individualités vivantes. La science n'est que l'abstraction, toujours incomplète et imparfaite, de ce mouvement. Si elle voulait s'imposer à lui comme une doctrine absolue, comme une autorité gouvernementale, elle l'appauvrirait, le fausserait et le paralyserait. La science ne peut sortir des abstractions, c'est son règne. Mais les abstractions, et leurs représentants immédiats, de quelque nature qu'ils soient : prêtres, politiciens, |249 juristes, économistes et savants, doivent cesser de gouverner les masses populaires. Tout le progrès de l'avenir est là. C'est la vie et le mouvement de la vie, l'agissement individuel et social des hommes, rendus à leur complète liberté. C'est l'extinction absolue du principe même de l'autorité. Et comment ? Par la propagande la plus largement populaire de la science libre. De cette manière, la masse sociale n'aura plus en dehors d'elle une vérité soi-disant absolue qui la dirige et qui la gouverne, représentée par des individus très intéressés à la garder exclusivement en leurs mains, parce qu'elle leur donne la puissance, et avec la puissance la richesse, le pouvoir de vivre par le travail de la masse populaire. Mais cette masse aura en elle-même une vérité, toujours relative, mais réelle, une lumière intérieure qui éclairera ses mouvements spontanés et qui rendra inutile toute autorité et toute direction extérieure.

(II) [La science, ai-je dit, ne peut pas sortir de la sphère des abstractions. Sous ce rapport, elle est infiniment inférieure à l'art....

. . . . . .

soleils qui brillent à notre firmament. Mais ces connaissances imparfaites, mêlées nécessairement d'hypothèses à peine véritables, ne pourront jamais constituer une science sérieuse. Force nous sera donc toujours de nous contenter plus ou moins de la connaissance de plus en plus perfectionnée et détaillée dès rapports intérieurs de notre système solaire. Et même ici notre science, qui ne mérite ce nom qu'autant qu'elle se fonde sur

---

...La seconde (la science), reconnaissant son incapacité absolue de concevoir les individus réels et de s'intéresser à eux, doit définitivement et absolument renoncer au gouvernement de la société ; car si elle s'en mêlait, elle ne pourrait faire autrement que de sacrifier toujours les hommes vivants, qu'elle ignore, à |250 ses abstractions, qui forment l'unique objet de son intérêt légitime.]

Prenez telle science sociale que vous voudrez : l'histoire, par exemple, qui, considérée dans son extension la plus large, comprend toutes les autres. On peut dire, il est vrai, que, jusqu'à ce jour, l'histoire comme science n'existe encore pas. Les historiens les plus illustres qui ont essayé de tracer le tableau général des évolutions historiques de la société humaine, se sont toujours inspirés jusqu'ici d'un point de vue exclusivement idéal, considérant l'histoire soit sous le rapport des développements religieux, esthétiques ou philosophiques ; soit sous celui de la politique, ou de la naissance et de la décadence des États ; soit enfin sous le rapport juridique, inséparable d'ailleurs de ce dernier et qui constitue proprement la politique intérieure des États. Tous ont presque également négligé ou même ignoré le point de vue anthropologique et le point de vue économique, qui forment pourtant la base réelle de tout développement humain. Buckle, dans son admirable *Introduction à l'Histoire de la civilisation en Angleterre*, qui porte le cachet d'un véritable génie, a exposé les vrais principes de la science historique ; malheureusement il n'a pu achever que cette *Introduction*, et sa mort prématurée l'a empêché d'écrire l'ouvrage annoncé. D'un autre côté, M. Charles Marx, bien avant Buckle, a énoncé cette grande, cette juste et féconde idée : *Que tous les développements intellectuels et politiques de la société ne sont autre chose que l'idéale expression de ses développements matériels ou économiques*. Mais il n'a point encore écrit, que je sache, d'ouvrage historique dans lequel cette idée |251 admirable ait reçu ne fût-ce que le commencement d'une réalisation quelconque. En un mot, l'histoire comme science n'existe encore pas.

[Mais supposons qu'elle soit enfin créée, quelle sera la nature des

l'observation des faits, et tout d'abord sur la constatation réelle de leur existence, et ensuite des modes réels de leur manifestation et de leur développement, rencontre une nouvelle limite qui paraît devoir rester toujours infranchissable : c'est l'impossibilité de constater, et par conséquent aussi d'observer, les faits physiques, chimiques, organiques, intelligents et sociaux qui se passent sur aucune des planètes faisant partie de

---

choses et des faits qu'elle pourra embrasser ? Elle reproduira le tableau raisonné et fidèle du développement naturel des conditions générales...

. . . . . .

.....afin que les masses, cessant d'être les masses, et comme telles la matière passive et souffrante des évolutions historiques, et devenues une société vraiment humaine, intelligente, et composée d'individus réellement libres, puissent prendre désormais leurs propres destinées historiques en leurs mains.]

[Cela n'empêchera pas sans doute que des hommes de génie, mieux organisés pour les spéculations scientifiques que l'immense majorité de leurs contemporains, ne s'adonnent plus exclusivement queles autres à la culture des sciences, et ne rendent de grands services à l'humanité, sans ambitionner toutefois d'autre influence sociale que l'influence naturelle qu'un esprit supérieur ne manque jamais d'exercer sur son milieu, ni d'autre récompense que la satisfaction de leur noble passion, et quelquefois aussi la reconnaissance et l'estime de leurs contemporains.

La science, en devenant le patrimoine de tout le monde, se mariera en quelque sorte avec la vie immédiate et réelle de chacun. Elle gagnera en utilité et en grâce ce qu'elle perdra en ambition et en pédantisme doctrinaires.] Elle prendra dans la vie la place que le contrepoint doit occuper, selon Beethoven, dans les compositions musicales. À quelqu'un qui lui avait demandé s'il était nécessaire de savoir le contrepoint pour composer de la bonne musique : « Sans doute, répondit-il, il est absolument nécessaire de connaître le contrepoint ; mais il est tout aussi nécessaire de l'oublier après l'avoir appris, si l'on veut composer quelque chose de bon ». Le contrepoint forme en quelque sorte la carcasse régulière, mais |254 parfaitement disgracieuse et inanimée, de la composition musicale, et comme tel il doit absolument disparaître sous la grâce spontanée et vivante de la création artistique. De même que le contrepoint, la science n'est point le but, elle n'est qu'un des moyens les plus nécessaires et les plus magnifiques de cette autre création, mille fois plus sublime encore que

notre système solaire, excepté notre terre qui est tout ouverte à nos investigations.

|242 L'astronomie est parvenue à déterminer les lignes parcourues par chaque planète de notre système autour du soleil, la rapidité de leur mouvement double, leur volume, leur forme et leur poids. C'est immense. |243 D'autre part, par les raisons ci-dessus mentionnées, il est indubitable pour nous que

---

toutes les compositions artistiques, de la vie et de l'action immédiates et spontanées des individus humains dans la société.

Telle est donc la nature de cet *être intime* qui réellement reste toujours fermé à la science. *C'est l'être immédiat et réel des individus comme des choses* : c'est l'éternellement passager, ce sont les réalités fugitives de la transformation éternelle et universelle, réalités qui ne sont qu'autant qu'elles cessent d'être et qui ne peuvent cesser d'être que parce qu'elles sont ; ce sont enfin les individualités palpables mais non exprimables des choses. Pour pouvoir les déterminer, il faudrait connaître toutes les causes dont elles sont les effets, et tous les effets dont elles sont les causes, saisir tous leurs rapports d'action et de réaction naturelles avec toutes les choses qui existent et qui ont existé dans le monde. Comme êtres vivants nous saisissons, nous sentons cette réalité, elle nous enveloppe, et nous la subissons et l'exerçons nous-mêmes, le plus souvent à notre insu, à toute heure. Comme êtres pensants nous en faisons forcément abstraction, car notre pensée elle-même ne commence qu'avec cette abstraction et par elle. Cette contradiction fondamentale entre notre être réel et notre être pensant est la source de tous nos développements historiques depuis le gorille, notre ancêtre, jusqu'à M. de Bismarck, notre contemporain ; la cause de toutes les tragédies qui ont ensanglanté l'histoire humaine, mais aussi de toutes les comédies qui l'ont réjouie ; elle a créé les religions, l'art, l'industrie, les États, remplissant le monde de contradictions horribles et condamnant les hommes à d'horribles souffrances ; souffrances qui ne pourront finir que par le retour de toutes les abstractions qu'elle a créées dans son développement historique, et qui se résument définitivement aujourd'hui dans la science, par le retour de cette science dans la vie. (*Note de Bakounine.*)

(I) Dans cet alinéa et dans les trois suivants, Bakounine traite une question qu'il a également traitée aux feuillets 210 et 214 du troisième manuscrit (voir ci-dessus, pages 90-94) ; et on peut supposer que le contenu des feuillets perdus, 211, 212 et 213, a dû correspondre, pour l'essentiel, au contenu de ces quatre alinéas. Ce qui confirme cette

les substances qui les constituent doivent avoir toutes les propriétés physiques de nos substances terrestres. Mais nous ne savons presque rien de leur |244 formation géologique, encore moins de leur organisation végétale et animale, qui probablement restera à jamais inaccessible à la curiosité de l'homme. En nous fondant sur cette vérité, désormais incontestable pour nous, que *la matière universelle est* |245 *foncièrement identique partout et toujours*, nous devons nécessairement en conclure que toujours et partout, dans les mondes les plus infiniment reculés et les plus rapprochés de l'Univers, tous les êtres sont des corps matériels pesants, chauds, lumineux, électriques, et que partout ils |246 se décomposent en corps ou en éléments chimiques simples, et que par conséquent, là où se rencontrent des conditions d'existence et de développement sinon identiques, du moins semblables, des phénomènes semblables doivent avoir lieu. Cette certitude est suffisante pour nous convaincre que nulle part ne peuvent se produire |247 des phénomènes et des faits contraires à ce que nous savons des lois de la nature ; mais elle est incapable de nous donner la moindre idée sur les êtres, nécessairement matériels, qui peuvent exister dans d'autres mondes et même sur les planètes de notre |248 propre système solaire. Dans ces conditions, la connaissance scientifique de ces mondes est impossible, et nous devons y renoncer une fois pour

---

supposition, c'est que le contenu de presque toute la fin de la note, comme, on le verra (pages 396- 399), a été replacé par Bakounine dans son troisième manuscrit, dont il forme les feuillets 221-222. — J. G.

(II) Cette note contient trois passages, placés entre crochets, qui ont été biffés sur le manuscrit, et en marge desquels Bakounine a écrit le mot *Employé*. Le premier, dont je n'ai donné que le commencement et la fin (pages 396 et 397), occupe, dans la partie du feuillet réservée aux notes, les dix-huit dernières lignes du feuillet 245, les feuillets 246, 247, 248, 249, et la première ligne du feuillet 230 du manuscrit ; il se retrouve, avec quelques légers changements de forme, aux feuillets 214-219 de la troisième rédaction (pages 92-98 du présent volume). Le second, dont je n'ai donné également que le commencement et la fin, occupe les vingt-cinq dernières lignes du feuillet 251, le feuillet 252, et les onze premières lignes du feuillet 253 (partie réservée aux notes) ; il se retrouve, avec des changements, aux feuillets 219-222 de la troisième rédaction (pages 98-102 du présent volume). Enfin le troisième, reproduit en entier, qui occupe, à la suite du second, onze lignes du feuillet 253, a été replacé en note au bas du feuillet 222 de la troisième rédaction (page 102 de la présente édition), avec une interversion, les deux dernières phrases ayant été transportées en tête. — J. G.

toutes.

S'il est vrai, comme le suppose Laplace, dont l'hypothèse n'est pas encore suffisamment ni universellement acceptée, s'il est |249 vrai que toutes les planètes de notre système se soient formées de la matière solaire, il est évident qu'une identité bien plus considérable encore doit exister entre les phénomènes de toutes les planètes de ce système et entre ceux de notre globe terrestre. |250 Mais cette évidence ne pourrait pas encore constituer la vraie science, car la science est comme saint Thomas : elle doit palper et voir pour accepter un phénomène ou un fait, et les constructions *a priori*, les hypothèses les plus rationnelles, n'ont de valeur pour elle |251 qu'alors qu'elles se vérifient plus tard par des démonstrations *a posteriori*. Toutes ces raisons nous renvoient, pour la connaissance pleine et concrète, sur la terre.

En étudiant la nature de notre globe terrestre, nous étudions |252 en même temps la nature universelle, non dans la multiplicité infinie de ses phénomènes, qui nous resteront à jamais inconnus, mais dans sa substance et dans ses lois fondamentales, |253 toujours et partout identiques. Voilà ce qui doit et ce qui peut nous consoler de notre ignorance forcée sur les développements innombrables des mondes innombrables dont nous n'aurons jamais une idée, et nous rassurer en même temps contre tout danger d'un fantôme divin qui, s'il en était autrement, pourrait nous revenir d'un autre monde.

|254 Sur la terre seule, la science peut poser un pied sûr. Ici elle est chez elle et marche en pleine réalité, ayant tous les phénomènes pour ainsi dire sous sa main, sous ses yeux, pouvant les constater, les palper. Même les développements passés, tant matériels qu'intellectuels, de notre globe terrestre, malgré que les phénomènes dont ils furent |255 accompagnés ont disparu, sont ouverts à nos investigations scientifiques. Les phénomènes qui se sont succédé n'y sont plus, mais leurs traces visibles et distinctes sont restées ; tant celles des développements passés des sociétés humaines, que celles des développements organiques et géologiques de notre globe

terrestre. En étudiant ces traces, nous pouvons en quelque sorte reconstituer son passé.

Quant à la formation première de notre planète, j'aime mieux laisser parler le génie si profond et scientifiquement développé d'Auguste Comte [128] que ma propre insuffisance, hélas ! trop vivement reconnue par moi-même dans tout ce qui a rapport aux sciences naturelles :

« Je dois maintenant procéder à l'examen général de ce qui comporte un certain caractère de positivité dans les hypothèses cosmogoniques. Il serait sans doute superflu d'établir spécialement à cet égard ce préliminaire indispensable, que toute idée de *création* proprement dite doit être ici radicalement écartée, comme étant par sa nature entièrement *insaisissable* [129], et que la seule recherche raisonnable, si elle est réellement accessible, doit concerner uniquement les *transformations* successives du ciel, en se bornant même, au moins d'abord, à celle qui a pu produire immédiatement son état actuel... La question réelle consiste donc à décider si l'état présent du ciel offre quelques indices appréciables d'un état antérieur plus simple, dont le caractère général soit susceptible d'être déterminé. À cet égard, la séparation fondamentale que je me suis tant occupé de constituer solidement entre *l'étude nécessairement inaccessible de l'univers et l'étude nécessairement très positive de notre monde (solaire)*

128 *Cours de Philosophie positive*, tome II, page 219. (*Note de Bakounine.*)

129 Voilà une de ces expressions équivoques, pour ne point dire hypocrites, que je déteste chez les philosophes positivistes. Auguste Comte ignorait-il que l'idée de la création et d'un créateur n'est pas seulement insaisissable, qu'elle est absurde, ridicule, impossible ? On pourrait presque croire qu'il n'en a pas été bien sûr lui-même, preuve la rechute dans le mysticisme qui a signalé la fin de sa carrière et à laquelle j'ai déjà fait allusion plus haut. Mais ses disciples au moins, avertis par cette chute de leur maître, devraient comprendre enfin tout le danger qu'il y a à rester ou au moins à laisser le public dans cette incertitude sur une question dont la solution soit affirmative, soit négative, doit exercer une si grande influence sur tout l'avenir de l'humanité. (*Note de Bakounine.*)

introduit naturellement une distinction profonde, qui restreint beaucoup le champ |256 des recherches effectives. On conçoit, en effet, que nous puissions conjecturer, avec quelque espoir de succès, sur la formation du système solaire dont nous faisons partie… [130] »

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

130 Au verso du feuillet 254 du manuscrit, Bakounine a écrit ces lignes :

« Développer cette idée que ce n'est pas la science seulement, que c'est la vie aussi qui agit abstractivement vis-à-vis des individualités réelles et passagères. Je n'envoie pas acheter, le cuisinier n'achète et ne tue pas ce lapin, mais du lapin en général — les animaux de même.

« La vie est une transition incessante de l'individuel à l'abstrait et de l'abstrait à l'individu. C'est ce second moment qui manque à la science : une fois dans l'abstrait, elle ne peut plus en sortir. »

MICHEL BAKOUNINE



ŒUVRES

Tome IV

LETTRES A UN FRANÇAIS (1870), Suite.
MANUSCRIT DE 1 14 PAGES, ÉCRIT A MARSEILLE (1870)
LETTRE A ESQUIROS (1870)
PRÉAMBULE POUR LA SECONDE LIVRAISON DE L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE (1871)
AVERTISSEMENT POUR L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE (1871)
LETTRE A LA LIBERTÉ DE BRUXELLES (1872)
FRAGMENT FORMANT UNE SUITE DE L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE (1872)

Avec une préface, des avant-propos et des notes,
par James Guillaume.

1910

LES ÉDITIONS INVISIBLES

P.-V. Stock (Bibliothèque sociologique, N° 42)
Paris
1910

LES ÉDITIONS INVISIBLES, le 24. □□□□□□□ 2010 (Serbe)

TABLE DES MATIÈRES

Préface 5

I. Lettres à un Français (suite, feuillets inédits)

Avant-propos 14
Lettres à un Français sur la crise actuelle 17
(pages 81 *bis*-120 du manuscrit).
Locarno, septembre 1870

II. Manuscrit de 114 pages (inédit)

Avant-propos 69
Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille. 76
Première moitié d'octobre 1870.
Le Réveil des peuples (fragment inédit) 177

III Lettre à Esquiros (inédit)

Avant-propos. 179
Lettre à Esquiros. 183
Environs de Marseille,
20 octobre 1870.

IV. Préambule pour la seconde livraison

Avant-propos 192
Préambule pour la seconde livraison de L'Empire 194
Knouto- Germanique.
Locarno,
5-23 juin 1871

V. Avertissement (inédit)

Avant-propos 217
Avertissement pour *L'Empire Knouto-Germanique*. Locarno, 25 juin-3 juillet 1871 219

VI. Lettre au journal la *Liberté*, de Bruxelles

Avant-propos 257
Lettre au journal la *Liberté*, de Bruxelles, Zürich, octobre 1872 259

VII Fragment, suite de *L'Empire Knouto-Germanique* (inédit)

Avant-propos 298
Fragment formant une suite de L'Empire *Knouto-Germanique*, Locarno, novembre-décembre 1872 300

PRÉFACE

Les divers manuscrits, au nombre de sept, publiés — cinq d'entre eux pour la première fois — dans ce tome IV se rattachent tous, excepté un, le sixième, au grand ouvrage de Bakounine, à celui dont les *Lettres à un Français* formèrent le commencement, et dont la suite fut intitulée *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*.

En voici l'énumération :

1° Les pages 81 *bis*-125 du manuscrit (inachevé) des *Lettres à un Français*, pages écrites à Locarno du 3 au 9 septembre 1870 et restées inédites jusqu'à ce jour (voir *Œuvres*, t. II, pages 74 et 274). J'avais annoncé (t. II, p. 268, note) que ces pages seraient publiées au tome III des *Œuvres* ; mais il n'a pas été possible de les placer là ;

2° Le *Manuscrit de 114 pages* (inachevé, inédit) rédigé à Marseille dans la première quinzaine d'octobre 1870 ; le début en est emprunté à une lettre réellement écrite à Palix, le 29 septembre, au moment où Bakounine allait quitter Lyon (voir t. II, p. 274 ; on trouvera le texte de cette lettre à la p. 70 du présent volume). Cet écrit forme à la fois une suite des *Lettres à un Français*, et un premier essai de rédaction de ce qui devait devenir, après que l'auteur s'y fut repris à quatre fois successives, d'octobre 1870 à janvier 1871, L'Empire knouto-germanique ;

À ce manuscrit est joint un feuillet isolé intitulé *Le Réveil*

des peuples ;

3° Une *Lettre* (inachevée, inédite, 9 pages) datée des « environs de Marseille », le 20 octobre 1870, adressée à Alphonse Esquiros, administrateur supérieur des Bouches-du-Rhône, et qui n'a vraisemblablement pas été envoyée à son destinataire ;

4° Un *Préambule* (inachevé, 14 pages) écrit du 5 au 23 juin 1871, à Locarno, pour être placé en tête de la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*, que Bakounine comptait publier dès que l'argent nécessaire aurait été réuni. En avril 1878, Élisée Reclus inséra dans le dernier numéro de la revue mensuelle le *Travailleur*, de Genève, le commencement de ce *Préambule*, en lui donnant ce titre, imaginé par lui : *La Commune de Paris et la notion de l'État*. En 1892, Bernard Lazare, à qui le manuscrit avait été prêté, l'imprima en totalité dans les *Entretiens politiques et littéraires,* à Paris. Le manuscrit ayant été perdu depuis, c'est le texte publié par Bernard Lazare qui est reproduit, dans le présent volume ; j'ai restitué à ces pages le titre que leur avait donné l'auteur. J'avais annoncé (t. II, p. 284) que le *Préambule pour la seconde livraison* serait publié au tome III des *Œuvres* ; mais il a fallu renoncer à le placer là, pour ne pas enfler démesurément le volume ;

5° Un *Avertissement pour L'Empire knouto-germanique* (inachevé, inédit, 75 pages), qui devait remplacer le *Préambule* interrompu le 23 juin. Cet *Avertissement*, écrit à Locarno du 25 juin au 3 juillet 1871, ne fut pas terminé lui non plus. Il n'a pas été possible de l'insérer dans le tome III ; je le publie ici à la suite du *Préambule*, d'après le manuscrit original qui est conservé ;

6° Une *Lettre* au journal la *Liberté*, de Bruxelles (inachevée, 31 pages), datée du 5 octobre 1872. Cette lettre,

n'ayant pas été terminée, ne fut pas envoyée. Elle a été publiée, vingt-deux ans plus tard, dans le numéro de juillet-août 1894 de la *Société Nouvelle*, de Bruxelles, mais d'une façon incorrecte ; le texte que contient le présent volume a été collationné sur l'original pour la partie dont le manuscrit existe encore ;

7° Un *Fragment* (inédit, 75 feuillets) rédigé en novembre et décembre 1872. Ce devait être une suite de *L'Empire knouto-germanique*, comme l'auteur l'a indiqué dans un passage de son manuscrit (feuillet 58). C'est la dernière fois, à ma connaissance, que Bakounine ait repris la plume pour travailler à ce livre qu'en avril 1871 il avait appelé son « testament », et qu'il renonça à terminer, bien que, depuis décembre 1872, il ait vécu encore trois ans et demi. En 1873, il entreprit encore un grand ouvrage, en russe, *Gosoudarstvennost i Anarkhia* (Étatisme et Anarchie), dont il n'écrivit que la première partie ; il semble que depuis son installation à la Baronata (octobre 1873), sa veine ait tari.

Ces divers écrits ne le cèdent en intérêt à aucun de ceux qui sont contenus dans les trois volumes précédents, et on y trouvera quelques-unes des meilleures pages que Bakounine ait écrites.

Dans la suite des *Lettres à un Français*, l'auteur se demande, à un moment, ce que deviendrait le socialisme en Europe, si la France était vaincue ; il entreprend de passer en revue la situation du mouvement ouvrier dans les principaux pays. Il montre qu'en Italie, le socialisme n'est pas organisé ; les campagnes sont plus avancées que les villes ; le pays est à la veille d'une révolution ; mais il faudra que l'initiative soit reçue du dehors. Pour la Suisse, Bakounine l'exécute en une phrase dédaigneuse : « Si le monde humain allait mourir, ce n'est pas la Suisse qui le ressusciterait. Passons. » Il s'arrête ensuite à l'Allemagne, où le Parti ouvrier de la démocratie socialiste, récemment fondé, s'est constitué sur la base du socialisme

d'État ; Bakounine fait une critique serrée du programme de ce parti, mais en même temps il rend hommage à son chef, Marx, « une grande intelligence armée d'une science profonde, et dont la vie tout entière, on peut le dire sans flatterie, a été vouée exclusivement à la plus grande cause qui existe aujourd'hui, celle de l'émancipation du travail et des travailleurs ».

II faut signaler, dans le *Manuscrit de 114 pages* rédigé à Marseille, un passage bien remarquable (dont une première version se trouve déjà, à l'état d'ébauche, dans la suite des *Lettres à un Français*) sur le rôle historique de la France. Bakounine déplore l'infortune de cette « grande nation », à ce moment « menacée du sort de la Pologne », de cette France « dont l'histoire depuis 1789 et 1793 n'a été rien qu'une protestation énergique et qu'une lutte incessante de la lumière contre les ténèbres, du droit humain contre les mensonges du droit divin et du droit juridique ». Il montre que l'asservissement de la France et le triomphe de l'Allemagne feraient retomber toute l'Europe dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés : « Il me semble que quand ce grand soleil de la France s'éteindra, il y aura éclipse partout, et que toutes les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauront compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France ».

Dans le *Préambule* (pour la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*), la Commune de Paris est glorifiée. Bakounine écrit : « Je suis un partisan de la Commune de Paris, qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée, de l'État. » Et il prend la défense des quelques socialistes qui, membres de la Commune, ont été blâmés par

des « théoriciens sévères » pour ne s'être pas montrés suffisamment avancés. Bakounine avait eu des rapports d'amitié personnelle avec Varlin, pour lequel il avait une profonde estime ; et c'est en lui qu'il personnifie cette minorité socialiste, de laquelle il parle en ces termes : « Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine, sait combien, en lui et ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réfléchies et profondes. C'étaient des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par aucun de ceux qui les ont approchés. Mais précisément parce qu'ils étaient des hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance envers eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu ! Ils avaient d'ailleurs cette conviction que dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, en ceci comme dans tout le reste, à la révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action spontanée des masses devait être tout... Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et en général comme tous les travailleurs nés et élevés dans le peuple, partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par des individualités supérieures : et, comme ils étaient justes avant tout, ils tournaient aussi bien cette prévention, cette défiance contre eux-mêmes que contre toutes les autres personnes. Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, qu'une Révolution sociale peut être décrétée et organisée soit par une dictature, soit par une assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis les socialistes de Paris ont pensé qu'elle ne pouvait être faite et amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires. »

La Commune, affirmation de l'idée fédéraliste, n'avait rien

de commun avec l'État socialiste ou *Volksstaat* que la *Sozial-Demokratie* marxiste inscrivait sur son programme. Par quelle étrange contradiction Marx se déclara-t-il, lui aussi, le partisan de la Commune de Paris ? C'est, explique Bakounine dans sa *Lettre à la Liberté*, qu'il ne pouvait pas faire autrement :

« Par cette insurrection, dont le trait principal est la révolte de la Commune et des associations ouvrières contre l'État, la France est remontée d'un seul coup à son rang, et la capitale de la révolution mondiale, Paris, a repris sa glorieuse initiative à la barbe et sous le canon des Allemands bismarckianisés. L'effet en fut si formidable partout, que les marxiens eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés, et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante. »

L'important fragment de 75 feuillets qui termine le volume me parait une des choses les plus intéressantes qui soient sorties de la plume de Bakounine. Dans les premières pages, il montre, avec une grande vigueur de pensée, le danger que fait courir à l'Internationale la tentative dictatoriale de Karl Marx, et cette idée funeste de vouloir imposer au prolétariat universel un programme d'action politique uniforme, résumé dans cette formule : « La conquête du pouvoir politique est le premier devoir des travailleurs organisés ». Le fait sur lequel l'Internationale s'est constituée, c'est la revendication solidaire par les travailleurs de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie. Le prolétariat s'est trouvé, par là, placé en dehors de l'action et du jeu politique de tous les partis de l'État, et constitué en un monde

nouveau, celui de l'avenir. C'est là une position bien nette. Le prolétariat, ainsi organisé pour la lutte, ne peut avoir qu'une politique négative, une politique de démolition du monde bourgeois : mais, en sa qualité de démolisseur de la civilisation historique actuelle, il se trouve par là même « le créateur obligé d'une civilisation nouvelle ». Le programme de l'Internationale est « l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital » »; et « de cette base, d'abord exclusivement matérielle, doit surgir tout le monde social, intellectuel et moral nouveau ». Quiconque a suivi le développement de l'Internationale a pu constater comment ce travail s'effectue lentement au sein du prolétariat, par trois voies différentes, mais indissolublement unies : l'organisation et la fédération des caisses de résistance et la solidarité internationale des grèves ; l'organisation et la fédération internationale des corps de métiers ; et enfin « le développement spontané et direct des idées philosophiques et sociologiques dans l'Internationale, accompagnement inévitable et conséquence pour ainsi dire forcée de ces deux premiers mouvements ». Bakounine se proposait de traiter successivement de l'action accomplie par chacune de ces trois voies différentes ; mais à peine a-t-il commencé à parler des caisses de résistance et des grèves, qu'une digression l'entraîne loin de son sujet : il le perd bientôt de vue, et n'y revient plus dans la partie du manuscrit qu'il a rédigée. Il disserte pendant quarante-cinq feuillets encore sur toute sorte de questions, puis cesse brusquement d'écrire, nous privant ainsi de l'avantage de connaître ce qu'il s'était proposé de nous montrer : comment toutes les pensées, toutes les tendances philosophiques et sociales qui naissent au sein du prolétariat « ont pour point de départ principal, sinon exclusif, cette revendication économique qui constitue l'essence et le but de l'Internationale ».

J. G.

Nota. — Dans ce volume comme dans les précédents, les chiffres *inférieurs* placés, dans le texte et dans les notes, à côté d'une barre verticale, indiquent les feuillets (ou les pages) du manuscrit de Bakounine.

ERRATA

TOME II. — *Notice biographique*, p. XXXVII, ligne 7 d'en bas. — Danscette ligne, supprimer le mot « saxon » : W. Liebknecht n'était pas Saxon ; il est né à Giessen, dans le grand-duché de Hesse.

Tome IV, page 81, lignes 7-8. — *Au lieu de* : « comme chaînon un intermédiaire », *lire* « comme un chaînon intermédiaire ».

Ibid. page 170, note. — Le commencement de la note doit être rédigé ainsi : « Il s'agit du procès (que Bakounine appelle par erreur *procès des Treize*) intenté aux organisateurs de la manifestation faite sur la tombe du représentant Baudin ». — Le procès dit *des Treize* est celui qui aboutit à la condamnation, le 6 août 1864, de treize républicains (Garnier-Pagès, H. Carnot, Ch. Floquet, J. Ferry, Hérold, etc.) qui avaient participé à une association non autorisée de plus de vingt personnes.

LETTRES À UN FRANÇAIS

(SUITE)

AVANT-PROPOS

Dans *l'Avant-propos* de la réimpression des *Lettres à un Français* (tome II des *Œuvres*, pages 71-77), j'ai raconté comment, le 11 septembre 1870, Bakounine, arrivant à Neuchâtel, avait apporté les pages 113-125 de son manuscrit, qu'il ne me laissa pas, mais emporta à Lyon avec les pages 81 *bis*-112 que je lui restituai. C'est le contenu de ces pages restées inédites (81 *bis*-125) que je publie ici.

Ces feuillets ont été écrits à Locarno du 3 au 9 septembre 1870. L'auteur m'avait expédié le 3 septembre les pages 67-81 (la page 67 porte la date du *2 septembre* ; au bas de la page 81 on lit : *Continuation suit*). Le 4 septembre il expédia les pages 81 *bis-96* (à la page 96, Bakounine a écrit en marge, le dimanche 4 septembre : « Fin après-demain ; et [mercredi 7, *biffé*] vendredi 9 septembre je pars ») ; enfin, le 8, les pages 97-112 (sur la page 112, l'auteur a écrit, le 8 : « Fin apporterai moi-même. Pars demain, après-demain soir à Berne ; 11 soir ou 12 matin chez vous ; télégraphierai de Berne. »)

Après l'insuccès du mouvement du 20 septembre à Lyon, Bakounine, qui s'était rendu à Marseille où il arriva le 30, se remit à écrire ; mais ce qu'il écrivit alors fut une œuvre nouvelle, et non pas la simple continuation des feuillets emportés de Neuchâtel. Cette œuvre nouvelle (restée inachevée), on la trouvera à la p. 73 du présent volume, sous le titre de *Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille*.

On s'explique aisément que Bakounine ait renoncé à utiliser, à ce moment, les feuillets 81 *bis*-125 qu'il avait sous la main. Il y a, dans ces quelques pages, des choses d'une réelle

valeur, en particulier un examen de ce que deviendrait le socialisme en Europe si la France était vaincue, suivi d'une critique du programme adopté au Congrès d'Eisenach, en août 1869, par la *Sozial-demokrati sche Arbeiter-Partei* d'Allemagne, et de considérations sur les débats du Congrès de Bâle (septembre 1869) et les attaques de Moritz Hess contre Bakounine dans le *Réveil*. Mais ces choses n'eussent pas trouvé de lecteurs au milieu du tumulte de la guerre. Aujourd'hui, au contraire, elles seront lues comme une intéressante contribution à l'histoire du mouvement socialiste international.

J. G.

LETTRES
À UN FRANÇAIS
SUR
LA CRISE ACTUELLE
(SUITE)

Pages 81 *bis*-125 du manuscrit.

Feuillets inédits.

SEPTEMBRE 1870

LETTRES À UN FRANÇAIS

(SUITE)

|81 *bis* Supposons qu'aucune ville de France ne prenne cette initiative, et que la France pour cette fois soit perdue, c'est-à-dire que, Paris une fois tombé aux mains des Prussiens, elle accepte toutes les conditions de paix que Bismarck lui dictera. *Quelle sera alors la position du socialisme en France et dans l'Europe tout entière ?*

Voyons d'abord la situation du peuple français. Quel peut être le gouvernement qui consentira à signer les conditions de paix déshonorantes et désastreuses pour la France que le roi de Prusse — le futur empereur de l'Allemagne s'il revient victorieux et vivant de la France — ne manquera pas, sera forcé de lui imposer ? Tout plein de mépris que je sois pour l'impuissance désormais avérée du parti radical, je ne pense pas que Jules Simon et Jules Favre eux-mêmes puissent descendre assez bas pour les signer. Les républicains ne les signeront pas, et s'il s'en trouve parmi eux quelques-uns qui les signent, ce ne pourront être que des républicains vendus, comme Émile Ollivier, le défunt ministre. Le parti républicain anti-socialiste, parti vieilli avant l'âge, parce qu'il a passé toute sa vie dans les aspirations platoniques, en dehors de toute réalité et de toute action positives, est sans doute désormais incapable de vivre et de faire vivre la France, mais il saura au moins mourir sans déshonorer ses cheveux blancs, et je le crois assez fier pour se laisser ensevelir sous les ruines de Paris, plutôt que de signer un traité de paix qui ferait de la France une vice-royauté de la Prusse.

Thiers et Trochu consentiront-ils à le signer ? Qui le sait ? On connaît peu le général Trochu. Quant à Thiers, ce vrai

représentant de la politique et du parlementarisme bourgeois, on le connaît assez pour savoir qu'il a de bien gros péchés sur la conscience. C'est lui, plus que tout autre, qui a été l'âme de la conspiration réactionnaire au sein de l'Assemblée constituante et qui a contribué à l'élection du prince président en 1848. Mais il y a en lui un grand patriotisme d'État, qui |82 ne s'est jamais démenti et qui constitue proprement toute sa vertu politique. Il aime sincèrement, passionnément la grandeur et la gloire de la France, et je pense que lui aussi mourra plutôt que de signer la déchéance de la France. Thiers et Trochu sont d'ailleurs des orléanistes, tous les deux, et les princes d'Orléans signeront difficilement les conditions de Bismarck, parce ce que ce serait une action aussi lâche qu'impolitique de leur part. Au reste, *chi lo sà ?* Ils sont fatigués d'être restés si longtemps sans couronne, et « Paris vaut bien une messe », a dit leur aïeul Henri IV.

Oh ! parlez-moi par exemple de M. Émile de Girardin. Parlez-moi de messieurs les sénateurs, les conseillers d'État, les diplomates, les membres du Conseil privé et du cabinet de l'empereur. Eux sont rompus à toutes les bassesses, ils ne demanderont pas mieux que de se vendre ; ils sont tous à acheter, et pas cher. Quant à l'impératrice Eugénie, elle est capable sans doute de s'offrir à l'armée prussienne tout entière, pourvu que cette dernière veuille bien conserver la couronne déshonorée de la France sur la tête de son fils.

Le plus probable, je pense, c'est que, s'il y a conclusion de la paix, cette paix sera signée par des bonapartistes. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que, quel que soit le gouvernement qui la signe, il sera nécessairement et par la force même des choses le vassal de la Prusse, le très humble et dévoué serviteur du comte de Bismarck ; un serviteur très sincère, parce que, méprisé et détesté de la France, il n'aura plus, comme je l'ai déjà observé, d'autre appui ou d'autre raison d'existence que la Prusse.

Se sachant d'autant plus haï à l'intérieur qu'il sera plus efficacement protégé à l'extérieur, le gouvernement nouveau de la France se devra autant à lui-même, qu'il devra à |$_{83}$ son suzerain, d'organiser et de gouverner la France de manière à ce qu'elle ne puisse troubler ni la tranquillité intérieure, ni la paix extérieure.

Le joug administratif qui a pesé sur elle, et qui l'a si profondément démoralisée pendant ces dernières vingt années, sera nécessairement renforcé. On conservera toute la centralisation administrative actuelle, avec cette différence que le centre réel n'en sera plus à Paris, mais à Berlin. On conservera en très grande partie tout le personnel de cette administration, parce que ce personnel a trop bien mérité de la Prusse. Tous ces hauts et petits fonctionnaires de l'empire qui se sont perfectionnés par une pratique de vingt ans dans l'art d'opprimer, de ruiner et de corrompre les populations, n'ont-ils pas abandonné et ouvert sans défense leurs préfectures et leurs communes aux Prussiens ?

Les impôts seront considérablement augmentés. On ne diminuera pas, mais on sera forcé au contraire de faire monter le budget. Parce qu'au déficit si proche de la banqueroute que Napoléon III aura légué, on devra ajouter les intérêts de tous les emprunts de la guerre, aussi bien que ceux des milliards qu'on aura payés à la Prusse. Le cours forcé des billets de la Banque de France, voté par les Chambres seulement comme une mesure transitoire et seulement pour la durée de la guerre, deviendra une institution permanente, comme en Italie depuis 1866 ; et comme en Italie, on verra l'or et l'argent faire place à un papier qui n'atteindra jamais sa valeur nominale.

Les impôts devront être déjà augmentés par cette seule raison, qu'à l'augmentation du chiffre des dépenses de l'État correspondra non une augmentation, mais une diminution

notable du chiffre des imposés, l'Alsace et la Lorraine devant être séparées de la France. Les contributions directes deviendront plus fortes, à cause de la diminution du produit des contributions indirectes, et ce dernier devra diminuer nécessairement, par suite des traités de |84 commerce avantageux pour l'Allemagne, mais ruineux pour la France, que la Prusse ne manquera pas d'imposer à cette dernière, tout à fait comme la France impériale l'avait fait par rapport à l'Italie.

Le commerce et l'industrie de la France, déjà ruinés par cette guerre, le seront donc encore plus par cette paix. Le travail national diminuera, et, avec lui, le taux des salaires, tandis que les impôts, qui, en dernier compte, retombent toujours sur le prolétariat, et par là même le prix des denrées, augmenteront. Le peuple de France deviendra beaucoup plus misérable, et plus il sera misérable plus il deviendra nécessaire de le contenir.

Le peuple des campagnes sera principalement contenu par l'action *morale* des jésuites. Pieusement élevé dans les principes de l'Église catholique et romaine, il continuera d'être systématiquement excité contre le libéralisme et le républicanisme de la bourgeoisie et contre le socialisme des ouvriers partageux des villes. On se trompe beaucoup si l'on pense que Bismarck et le vieux Guillaume, roi de Prusse, son élève et son maître, comme protestants, seront les ennemis des jésuites. Dans les pays protestants, ils continueront de protéger les môміers, mais ils continueront de soutenir les jésuites dans les pays catholiques ; parce que jésuites et môміers sont égalements excellents pour apprendre aux peuples la patience, la soumission et la résignation.

La grande majorité des bourgeois sera naturellement mécontente. Humiliés dans leur patriotisme et dans leur vanité nationale, ils seront en plus ruinés. Beaucoup de familles appartenant à la bourgeoisie moyenne descendront dans la petite bourgeoisie, et beaucoup de petits bourgeois se verront

repoussés dans le prolétariat. Par contre, l'oligarchie bourgeoise accaparera encore davantage toutes les affaires et tous les revenus du commerce et de l'industrie nationale ; et |85 les éperviers de la Bourse spéculeront sur les malheurs de la France.

La bourgeoisie sera mécontente. Mais son mécontentement n'offrira pas de danger immédiat. Séparée du prolétariat par sa haine aussi bien réfléchie qu'instinctive contre le socialisme, elle est impuissante en ce sens qu'elle a perdu la faculté de faire la révolution. Il lui reste bien encore une sorte d'action lentement dissolvante, elle peut miner et ruiner les institutions à la longue, en les frondant, en leur faisant continuellement la petite guerre, comme cela se voit en Italie aujourd'hui, mais elle n'est plus capable de pensées audacieuses, ni de résolutions énergiques, ni de grandes actions. Elle est châtrée et a passé définitivement à l'état de chapon. Elle pourra donc bien inquiéter et ennuyer le gouvernement, mais non le menacer d'un danger sérieux.

Le danger sérieux ne pourra lui venir que du prolétariat des villes. Aussi ce sera principalement contre lui qu'il usera de tous ses moyens d'étouffement et de répression. Son premier moyen sera de l'isoler tout à fait, en excitant d'abord contre lui, comme je l'ai déjà expliqué, les populations des campagnes, et, ensuite, en empêchant de toutes les manières, aidé puissamment en ceci par la grande et la moyenne bourgeoisie, que la petite bourgeoisie ne vienne se joindre à lui sur le terrain du socialisme. Son second moyen sera de le démoraliser et d'empêcher par toute sorte de mesures préventives et coercitives son développement intellectuel, moral et social : la mesure principale sera sans doute de défendre et de poursuivre, de persécuter avec acharnement toutes les associations ouvrières, et avant tout naturellement la grande et salutaire Association internationale des travailleurs du monde entier. Son troisième et dernier moyen sera de le contenir et de le

réprimer par la force armée.

L'armée de ce gouvernement se transformera enfin tout à fait en un corps de gendarmes, trop faible et trop mal organisé pour défendre l'indé |86 pendance du pays, assez puissant pour comprimer les révoltes de ses populations mécontentes. La réduction inévitable et considérable de l'armée française, que la Prusse ne manquera pas d'imposer à la France vaincue, sera l'unique avantage qui résultera pour la France de cette paix honteuse. Si la France sortait de cette guerre au moins l'égale de la Prusse en indépendance, en sécurité, en puissance, cette réduction pourrait devenir pour elle une source de grandes et salutaires économies. Mais, la France vaincue et devenue une vice-royauté de la Prusse, la population de la France n'en tirera absolument aucun avantage, car l'argent qu'on aura épargné sur l'armée, il faudra le dépenser pour corrompre, pour acheter, pour tranquilliser, pour assimiler au nouveau régime les consciences et les volontés du pays officiel, l'esprit public et privé des classes *intelligentes* et privilégiées. La corruption systématique de ces classes coûte immensément cher, et l'Italie actuelle aussi bien que la France impériale en savent quelque chose.

L'armée sera donc considérablement amoindrie, mais en même temps perfectionnée dans le sens du service de la gendarmerie, le seul qu'elle sera désormais appelée à remplir. Quant à la défense de la France contre des attaques extérieures, de la part soit de l'Italie, de l'Angleterre, de la Russie, ou de l'Espagne, ou même de la Turquie, Bismarck et son souverain, le généreux empereur de l'Allemagne, ne permettront pas qu'elle s'en occupe elle-même. Ce sera désormais leur affaire. Ils garantiront et ils protégeront puissamment l'intégrité de leur vice-royauté de Paris, comme l'empereur Napoléon III avait garanti et protégé l'intégrité de sa vice-royauté de Florence.

Telle sera certainement la position de la France lorsqu'elle

aura accepté et signé les conditions de la Prusse. Voyons maintenant quelle sera la situation des ouvriers au milieu de cette France nouvelle ?

Sous le rapport économique, elle sera infiniment plus misérable. C'est si clair, qu'il n'est pas même |87 besoin de le démontrer. Sous le rapport politique, elle deviendra également beaucoup plus mauvaise. On peut être certain que, cette guerre une fois terminée, le premier, le principal soin de tous les gouvernements de l'Europe sera de sévir contre les associations ouvrières, de les corrompre, de les dissoudre, de les détruire de toutes les façons et par tous les moyens légaux et illégaux. Ce sera pour les gouvernements la plus grande affaire, une question de vie et de mort, car toutes les autres classes de la société ayant cessé d'être dangereuses et contraires à l'existence des États, il ne leur reste plus que le monde ouvrier à combattre.

Et, en effet, la classe nobiliaire, ayant perdu absolument toute indépendance de position, d'intérêt et d'esprit, s'est depuis longtemps inféodée à l'État, même en Angleterre. Le clergé et l'Église, malgré leurs rêves innocents de suprématie et de domination spirituelles et même temporelles, malgré l'infaillibilité du pape nouvellement proclamée, ne sont en réalité rien aujourd'hui qu'une institution de l'État, une sorte de police noire sur les âmes au profit de l'État, parce qu'en dehors de l'État ils ne peuvent plus avoir ni revenus ni puissance. La bourgeoisie enfin, je l'ai déjà dit et je le répète encore, la bourgeoisie est définitivement tombée à l'état de chapon. Elle fut virile, audacieuse, héroïque, révolutionnaire, il y a quatre-vingts ans ; elle le redevint encore une fois, il y a cinquante-cinq ans, et elle resta telle, quoique déjà à un degré beaucoup moindre, pendant la Restauration, depuis 1815 jusqu'en 1830. Repue et satisfaite par la révolution de Juillet, elle eut encore des rêves révolutionnaires jusqu'en Juin 1848. À cette époque elle se réveilla définitivement réactionnaire. Elle est aujourd'hui le profitant et par conséquent le partisan le plus intéressé et le

plus passionné de l'État.

Restent donc les paysans et les ouvriers des villes. Mais les paysans, dans presque tous les pays de l'Occident de l'Europe, — moins l'Angleterre et l'Écosse, où proprement les paysans n'existent pas, moins l'Irlande, l'Italie et l'Espagne où ils se trouvent dans une situation misérable, et par conséquent révolutionnaire et socialiste sans qu'ils le sachent eux-mêmes, — en France et en Allemagne surtout, sont à demi satisfaits ; ils jouissent ou croient jouir d'avantages qu'ils s'imaginent avoir intérêt à conserver contre les attaques d'une révolution sociale ; ils ont sinon les profits réels, au moins le rêve vaniteux, l'imagination de la propriété. Ils sont en outre systématiquement maintenus par les gou |88 vernements et par toutes les Églises, officielles ou officieuses, de l'État dans une ignorance crasse. Les paysans constituent aujourd'hui la base principale, presque unique, sur laquelle sont assises la sécurité et la puissance des États. Ils sont donc de la part de tous les gouvernements l'objet d'une attention toute particulière. On travaille systématiquement leur esprit pour y cultiver les fleurs si délicates de la foi chrétienne et de la fidélité au souverain, et pour y semer les plantes salutaires de la haine contre les villes. Malgré tout cela, les paysans, comme je l'ai expliqué ailleurs, peuvent être soulevés et seront soulevés tôt ou tard par la révolution sociale ; et cela pour ces trois simples raisons : 1° À cause même de leur civilisation si peu avancée ou de leur barbarie relative, ils ont conservé dans toute son intégrité le tempérament simple, robuste et toute l'énergie de la nature populaire ; 2° Ils vivent du travail de leurs bras et sont moralisés par ce travail, qui nourrit en eux une haine instinctive contre tous les fainéants privilégiés de l'État, contre tous les exploiteurs du travail ; 3° Enfin, travailleurs eux-mêmes, ils ne sont séparés des travailleurs des villes que par des préjugés, non par des intérêts. Un grand mouvement réellement socialiste et révolutionnaire pourra les étonner d'abord, mais leur instinct et leur bon sens naturel leur feront comprendre bientôt qu'il ne

s'agit pas du tout de les spolier, mais de faire triompher et d'établir partout et pour tous le droit sacré du travail sur les ruines de toutes les fainéantises privilégiées du monde. Et lorsque les ouvriers, abandonnant le langage prétentieux et scolastique d'un socialisme doctrinaire, inspirés eux-mêmes par la passion révolutionnaire, viendront leur dire simplement, sans détours et sans phrases, ce qu'ils veulent ; lorsqu'ils arriveront dans les campagnes non en précepteurs et en maîtres, mais comme des frères, des égaux, provoquant la révolution, mais ne l'imposant pas aux travailleurs de la terre ; lorsqu'ils mettront le feu à tout le papier timbré, procès, titres de propriété et de rentes, dettes privées, hypothèques, lois criminelles et civiles ; lorsqu'ils allumeront des feux de joie de toute cette paperasse immense, signe et consécration officielle de l'esclavage et de la misère du prolétariat, — alors, soyez-en bien certains, le paysan les comprendra et se lèvera avec eux. Mais pour que les paysans se lèvent, il faut absolument que l'initiative du mouvement révolutionnaire soit prise par les ouvriers des villes, parce que ces ouvriers seuls joignent |89 aujourd'hui, à l'instinct, la conscience éclairée, l'idée, et la volonté réfléchie de la révolution sociale. Donc tout le danger qui menace l'existence des États est uniquement concentré aujourd'hui dans le prolétariat des villes.

Tous les gouvernements de l'Europe le savent bien, et c'est pourquoi, aidés puissamment par la riche bourgeoisie, par la ploutocratie coalisée de tous les pays, ils emploieront tous leurs efforts, après cette guerre, pour tuer, pour corrompre, pour étouffer complètement cet élément révolutionnaire dans les villes. *Après la guerre de 1815, il y a eu la Sainte-Alliance politique de tous les États contre le libéralisme bourgeois. Après la guerre présente, si elle se termine par le triomphe de la Prusse, c'est-à-dire par celui de la réaction internationale, il y aura la Sainte-Alliance à la fois politique et économique des mêmes États, devenus encore plus puissants par la coopération intéressée de la bourgeoisie de tous les pays,*

contre le socialisme révolution naire du prol étariat .

Telle sera, en général, la situation du socialisme dans toute l'Europe. J'y reviendrai tout à l'heure. Mais auparavant je veux examiner quelle devra être la situation toute spéciale du socialisme français après cette guerre, si elle se termine par une paix honteuse et désastreuse pour la France. Les ouvriers seront infiniment plus mécontents et plus misérables qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Cela s'entend de soi-même. Mais s'ensuit-il : *primô*, que leurs dispositions, leur esprit, leur volonté et leurs résolutions deviendront plus révolutionnaires ? et *secundô*, alors même que leurs dispositions deviendraient plus révolutionnaires, auront-ils plus de facilité, ou même une facilité égale à celle d'aujourd'hui, à faire la révolution sociale ?

Sur chacune de ces questions, je n'hésite pas à me prononcer d'une manière négative, et voici pourquoi. *Primô*, quant à la disposition révolutionnaire dans les masses ouvrières, — je ne parle pas naturellement ici de quelques individus exceptionnels, — elle ne dépend pas seulement d'un plus ou moins grand degré de misère ei de mécontentement, mais encore de la foi ou de la confiance que les masses ouvrières ont dans la justice et dans la nécessité du triomphe de leur cause. Depuis qu'il existe |$_{90}$ des sociétés politiques, les masses ont été toujours mécontentes et toujours misérables, parce que toutes les sociétés politiques, tous les États, républicains aussi bien que monarchiques, depuis le commencement de l'histoire jusqu'à nos jours, ont été fondés exclusivement et toujours, seulement à des degrés de franchise différents, sur la misère et sur le travail forcé du prolétariat. Donc, aussi bien que les jouissances matérielles, tous les droits politiques et sociaux ont été toujours le lot des classes privilégiées ; les masses laborieuses n'ont jamais eu pour leur part que les souffrances matérielles et les mépris, les violences de toutes les sociétés politiquement organisées. De là leur mécontentement éternel.

Mais ce mécontentement n'a produit que bien rarement des révolutions. Nous voyons même des peuples qui sont réduits à une misère excessive, et qui pourtant ne bougent pas. A quoi cela tient-il ? Seraient-ils contents de leur position ? Pas le moins du monde. Cela tient à ce qu'ils n'ont pas le sentiment de leur droit, ni la foi en leur propre puissance ; et parce qu'ils n'ont ni ce sentiment, ni cette foi, ils restent pendant des siècles des esclaves impuissants.

Comment l'un et l'autre naissent-ils dans les masses populaires ? Le sentiment ou la conscience du droit est dans l'individu l'effet de la science théorique, mais aussi de son expérience pratique de la vie. La première condition, c'est-à-dire le développement théorique de l'intelligence, ne s'est encore jamais et nulle part réalisée pour les masses. Même dans les pays de l'Europe où l'instruction populaire est le plus avancée, comme en Allemagne par exemple, elle est si insignifiante et surtout si faussée, qu'il ne vaut presque pas la peine d'en parler. En |$_{91}$ France elle est nulle. Et pourtant on ne peut pas dire que les masses ouvrières de ce pays soient ignorantes de leurs droits. D'où en ont-elles donc pris la connaissance ? Uniquement dans leur grande expérience historique, dans cette grande tradition qui, se développant à travers les siècles et se transmettant d'âge en âge, toujours grossissante et toujours enrichie de nouvelles injustices, de nouvelles souffrances et de nouvelles misères, finit par éclairer toute la masse du prolétariat. Tant qu'un peuple n'est point tombé en décadence, il y a toujours progrès dans cette tradition salutaire, unique institutrice des masses populaires. Mais on ne peut pas dire qu'à toutes les époques de l'histoire d'un peuple, ce progrès soit égal. Au contraire, il ne se manifeste que par soubresauts. Quelquefois il est très rapide, très sensible, très large, d'autres fois il se ralentit ou s'arrête ; d'autres fois encore, il semble reculer tout à fait. À quoi cela tient-il ?

Cela tient évidemment au caractère des événements qui

constituent son histoire. Il y en a qui l'électrisent et le poussent en avant ; d'autres agissent sur la disposition générale de la conscience populaire d'une manière déplorable, décourageante, écrasante, au point de l'abattre ou de la dévoyer, au point quelquefois de la fausser tout à fait. On peut en général observer dans le développement historique des peuples deux mouvements inverses, que je me permettrai de comparer au flux et au reflux de l'Océan.

À certaines époques, qui sont ordinairement les précurseurs de grands événements historiques, de grands triomphes de l'humanité, tout semble avancer d'un pas accéléré, tout respire la puissance : les intelligences, les cœurs, les volontés, tout va à l'unisson, tout semble marcher à la conquête de nouveaux horizons. Alors il s'établit dans toute la société comme un courant électrique qui unit |92 les individus les plus éloignés dans un même sentiment, et les intelligences les plus disparates dans une même pensée, et qui imprime à tous la même volonté. Alors chacun est plein de confiance et de courage, parce qu'il se sent porté par le sentiment de tout le monde. Telle fut, pour ne point sortir de l'histoire moderne, la fin du dix-huitième siècle, à la veille de la grande Révolution. Tel fut, quoique à un beaucoup moindre degré, le caractère des années qui précédèrent la révolution de 1848. Tel est enfin, je pense, le caractère de notre époque, qui semble nous annoncer des événements qui peut-être dépasseront en grandeur ceux de 1789 et de 1793. Ce qu'on sent, ce qu'on voit dans ces époques grandioses et puissantes, ne peut-il être comparé au flux de l'Océan ?

Mais il est d'autres époques sombres, désespérantes, fatales, où tout respire la décadence, la prostration et la mort, et qui présentent une véritable éclipse de la conscience publique et privée. Ce sont les reflux qui suivent toujours les grandes catastrophes historiques. Telle fut l'époque du premier Empire et de la Restauration. Tels furent les dix-neuf ou vingt ans qui

suivirent la catastrophe de Juin 1848. Telles seront, à un degré plus terrible encore, les vingt ou trente années qui succéderont à la conquête de la France populaire par les armées du despote prussien, s'il est vrai que les ouvriers, que le peuple français puisse être assez lâche pour livrer la France.

Une si grande lâcheté historique serait une preuve que messieurs les professeurs de l'Allemagne et les colonels du roi de Prusse (*) ont raison d'affirmer que le rôle de la France dans | 93 le développement des destinées sociales de l'humanité est fini, que cette splendide intelligence française, ce phare lumineux des siècles modernes, s'est définitivement éclipsée, qu'elle n'a plus rien à dire à l'Europe, qu'elle est morte, et qu'enfin ce grand et noble caractère national, cette énergie, cet héroïsme, cette audace française, qui par l'immortelle révolution de 1793 ont démoli l'infâme prison du moyen âge et ont ouvert à toutes les nations un monde nouveau de liberté, d'égalité et de fraternité, [n'existent plus ; que les Français [1]] se sont tellement avilis à présent et sont devenus tellement incapables de vouloir, d'oser, de lutter et de vivre, qu'il ne leur reste rien de mieux à faire que de se coucher, comme des esclaves, au seuil même de ce monde, sous les pieds d'un ministre prussien.

Je ne suis point nationaliste du tout. Je déteste même, de toute l'énergie de mon cœur, le soi-disant principe des nationalités et des races que les Napoléon III, les Bismarck et les empereurs de Russie ont mis en avant, rien que pour détruire en leur nom la liberté de toutes les nations. Le patriotisme bourgeois n'est à mes yeux qu'une passion très

(*) Lisez la lettre insolente et caractéristique adressée par le colonel de Holstein à M. Émile de Girardin. (*Note de Bakounine.*)

1 Dans le manuscrit, après les mots « d'égalité et de fraternité», la phrase continue directement par : « qu'ils se sont tellement avilis », — « qu'ils » se rapportant à un mot « les Français » sous-entendu. Pour la clarté du sens, j'introduis dans la phrase les cinq mots placés entre crochets, comme je l'eusse fait en 1870, si j'avais eu à imprimer ce manuscrit à cette époque. — J. G.

mesquine, très étroite, très intéressée surtout, et foncièrement anti-humaine, n'ayant pour objet que la conservation et la puissance de l'État national, c'est-à-dire le maintien de tous les privilèges exploiteurs au milieu d'une nation. Quand les masses populaires sont patriotiques, elles sont bêtes, comme le sont aujourd'hui *une partie* des masses populaires en Allemagne, qui se laissent tuer par dizaines de milliers, avec un enthousiasme stupide, pour le triomphe de cette grande unité et pour la constitution de cet Empire germanique, lequel, s'il se constituait jamais, sur les ruines de la France conquise, deviendrait le tombeau de toutes leurs espérances d'avenir. Ce qui m'intéresse à cette heure, ce n'est donc pas le salut de la France comme grande puissance politique, comme État, ni de la France impériale, ni de la France royale, ni même de la République française.

Ce que je déplorerais comme un malheur immense pour l'humanité tout entière, ce serait la déchéance et la mort de la France, comme grande nature nationale ; la mort de ce grand caractère national, |$_{94}$ de cet esprit français, de ces instincts généreux, héroïques, et de cette audace révolutionnaire, qui ont osé prendre d'assaut, pour les démolir, toutes les autorités consacrées et fortifiées par l'histoire, toutes les puissances du ciel et de la terre. Si cette grande nature historique qui s'appelle la France venait à nous manquer à cette heure, si elle disparaissait de la scène du monde, ou, ce qui serait pis encore, si cette généreuse et intelligente nation, de la hauteur sublime où l'avait placée le travail et le génie héroïque des générations passées, tombait tout d'un coup dans la boue, continuant de vivre comme esclave de Bismarck, un vide immense se ferait dans le monde. Ce serait plus qu'une catastrophe nationale, ce serait un malheur, une déchéance universelle.

Imaginez-vous la Prusse, l'Allemagne de Bismarck, au lieu de la France de 1793, au lieu de cette France dont nous avons tous attendu, dont nous attendons encore aujourd'hui

l'initiative de la Révolution sociale !

Le monde est tellement habitué à suivre l'initiative de la France, à la voir marcher toujours audacieusement en avant, qu'aujourd'hui encore, au moment où elle semble perdue, écrasée par d'innombrables armées, et trahie par tous ses pouvoirs officiels, aussi bien que par l'impuissance et par l'imbécillité évidente de tous ses républicains bourgeois, le monde, toutes les nations de l'Europe, étonnées, inquiètes, consternées de sa déchéance apparente, attendent encore d'elle leur salut. Elles attendent qu'elle leur donne le signe de la délivrance, le mot d'ordre, l'exemple. Tous les yeux sont tournés, non sur Mac-Mahon ou Bazaine, mais sur Paris, sur Lyon, sur Marseille. Les révolutionnaires de toute l'Europe ne bougeront que quand la France bougera.

Le parti ouvrier de la démocratie socialiste de cette grande nation germanique qui semble avoir envoyé à cette heure tous les enfants de sa noblesse et de sa bourgeoisie pour envahir la France populaire ; ce parti auquel il faut rendre cette justice, bien méritée, qu'au début même de la guerre, au milieu de l'enthousiasme guerrier de toute l'Allemagne nobiliaire ou bourgeoise, il a courageusement protesté contre l'envahissement de la France, ce parti attend avec anxiété, avec une impatience passionnée, le mouvement révolutionnaire de la France, le signal de la révolution universelle [1]. Tous les |95 journaux socialistes de l'Allemagne supplient les ouvriers de la France de proclamer au plus vite la République démocratique et sociale, non cette pauvre république *rationnelle ou positiviste*, *sagement pratiquée*, tant recommandée par ce pauvre M. Gambetta, mais la grande République, la République universelle du prolétariat, pour qu'ils puissent enfin protester hautement et par les paroles et par les actes, avec le vrai peuple

1 On voit quelles illusions se faisait alors Bakounine sur la démocratie socialiste allemande et sur ses dispositions à s'associer à un mouvement révolutionnaire parti de la France. — J. G.

allemand, contre la politique belliqueuse des privilégiés de l'Allemagne, sans avoir l'air de plaider la cause de la France impériale, de la France d'un Napoléon III.

Telle est donc aujourd'hui, malgré tous ses malheurs, et peut-être à cause même de ces terribles malheurs, d'ailleurs si bien mérités, — telle est encore et plus que jamais la grande position de la France révolutionnaire. Du déploiement audacieux et du triomphe de son drapeau, le monde attend son salut.

Mais qui portera ce drapeau ? La bourgeoisie ? Je crois en avoir dit assez pour prouver d'une façon irréfutable que la bourgeoisie actuelle, même la plus républicaine, la plus rouge, est devenue désormais lâche, imbécile, impuissante. Si on abandonnait le drapeau de la France révolutionnaire en ses mains, elle le laisserait tomber dans la boue. Le prolétariat de la France, les ouvriers des villes et les paysans des campagnes réunis, mais surtout les premiers, peuvent seuls le tenir, de leurs mains puissantes et bien haut, pour le salut du monde.

Telle est aujourd'hui leur grande mission. S'ils la remplissent, ils émanciperont toute l'Europe. S'ils faiblissent, ils se perdront eux-mêmes et ils condamneront le prolétariat de l'Europe au moins à cinquante ans d'esclavage.

Ils se perdront eux-mêmes. Car ils ne peuvent pas s'imaginer que, s'ils consentent aujourd'hui à subir le joug des Prussiens, ils retrouveront en eux-mêmes et l'intelligence, et la volonté, et la puissance nécessaires pour faire la Révolution sociale. Ils se trouveront, après cette honteuse catastrophe, dans une position mille fois pire que le fut celle de leurs prédécesseurs, les ouvriers de la France, après les catastrophes de Juin et de Décembre. Quelques rares ouvriers pourront bien conserver l'intelligence et la volonté révolutionnaires, mais ils n'auront pas la foi révolutionnaire, parce que cette foi n'est

possible que quand les sentiments de l'individu trouvent un écho, un appui dans les instincts et dans la volonté unanime des masses ; mais cet écho et cet appui, ils ne les trouveront plus dans les masses : les masses seront complètement |96 démoralisées, écrasées, désorganisées et décapitées. Oui, désorganisées et décapitées, parce que le gouvernement nouveau, cette vice-royauté ou ce vice-empire qui sera installé, protégé et dirigé désormais de Berlin, par le grand chancelier de l'Empire germanique, le comte de Bismarck, ne manquera pas d'employer contre le prolétariat, et sur un pied beaucoup plus large encore, les *mesures de salut public* qui ont si bien réussi au général Cavaignac, le dictateur de la République, d'abord, et ensuite à ce Robert Macaire infâme qui, sous le double titre de prince président et d'empereur des Français, a tranquillement assassiné, pillé et déshonoré la France pendant vingt-deux mortelles années.

Ces mesures, quelles sont-elles ? Elles sont très simples. Avant tout, pour désorganiser complètement les masses ouvrières, on abolira tout à fait le droit d'association. Il ne s'agira pas seulement de cette grande Association internationale, tant redoutée et tant détestée. Non, en dehors de leurs ateliers, où ils se trouveront soumis à une discipline sévère, on interdira aux ouvriers de la France tout genre d'association, sous quelque prétexte que ce soit. De cette manière, on tuera leur esprit, et tout espoir de former entre eux, par la discussion et par l'enseignement mutuel, le seul qui puisse les éclairer maintenant, une volonté collective quelconque. Chaque ouvrier se retrouvera, comme après Décembre, réduit à un isolement intellectuel et moral complet, et par cet isolement condamné à la plus complète impuissance.

En même temps, pour décapiter les masses ouvrières, on en arrêtera et en transportera à Cayenne quelques centaines, quelques milliers peut-être, les plus énergiques, les plus intelligents, les plus convaincus et les plus dévoués, comme on a

fait en 1848 et en 1851.

Que feront alors les masses ouvrières désorganisées et décapitées ? Elles brouteront l'herbe et, fustigées par la faim, travailleront comme des forcenés pour enrichir leurs patrons. Attendez donc une révolution des masses populaires réduites à une pareille position !

|97 Mais si, malgré cette position misérable, poussé par cette énergie française qui ne pourra pas se résigner facilement à la mort, poussé encore plus par son désespoir, le prolétariat français se révolte, oh ! alors il y aura, pour le remettre à la raison, les chassepots doublés cette fois des fusils à aiguille ; et contre cet argument terrible, auquel il n'aura à opposer ni intelligence, ni organisation, ni volonté collectives, rien que son désespoir, il sera dix fois, cent fois plus impuissant qu'il ne l'a jamais été.

Et alors ? — alors le socialisme français aura cessé de compter parmi les puissances actives qui poussent en avant le développement et l'émancipation solidaires du prolétariat de l'Europe. Il pourra bien encore y avoir des écrivains socialistes, des doctrines et des ouvrages et des journaux socialistes en France, si le nouveau gouvernement et si le chancelier de l'Allemagne, le comte de Bismarck, veulent le permettre toutefois. Mais ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, — et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants.

Donc il est évident que, si la France se soumet à la Prusse, si dans ce moment terrible où se joue, avec tout son présent,

son avenir tout entier, elle ne préfère pas la mort de tous ses enfants et la destruction de tous ses biens, l'incendie de ses villages, de ses villes et de toutes ses maisons, à l'esclavage sous le joug des Prussiens, si elle ne brise pas par la puissance d'un soulèvement populaire et révolutionnaire celle des armées allemandes |98 innombrables qui, victorieuses sur tous les points jusqu'ici, la menacent dans sa dignité, dans sa liberté et jusque dans son existence, si elle ne devient pas un tombeau pour tous ces six cent mille soldats du despotisme allemand, si elle ne leur oppose pas le seul moyen capable de les vaincre et de les détruire, dans les circonstances présentes, si elle ne répond pas à cet envahissement insolent par la Révolution sociale non moins impitoyable et mille fois plus menaçante, — il est certain, dis-je, qu'alors la France est perdue, ses masses ouvrières seront esclaves, et le socialisme français aura vécu.

Et dans ce cas, voyons quelle sera la situation du socialisme, quelles seront les chances de l'émancipation ouvrière dans tout le reste de l'Europe ?

Quels sont, en dehors de la France, les pays où le socialisme est devenu réellement une puissance ? Ce sont l'*Allemagne*, la *Belgique*, l'*Angleterre* et l'*Espagne*.

En *Italie*, le socialisme n'est encore que dans son enfance. La partie militante des classes ouvrières, surtout dans l'Italie septentrionale, ne s'est pas encore suffisamment dégagée des exclusives préoccupations du patriotisme politique que leur a inspirées la puissante influence du grand agitateur et patriote de l'Italie, le vrai créateur de l'unité italienne, Giuseppe Mazzini. Les ouvriers italiens sont socialistes et révolutionnaires par position et par instinct, comme le sont sans aucune exception les ouvriers du monde entier. Mais les ouvriers italiens se trouvent encore dans une ignorance quasi-absolue des vraies causes de cette position misérable, et ils méconnaissent pour ainsi dire la vraie nature de leurs propres

instincts. Ils sont assommés par un travail qui les nourrit à peine, eux, leurs femmes, leurs enfants, |99 maltraités, malmenés, se mourant de faim, et poussés, dirigés, se laissant aveuglément entraîner par la bourgeoisie radicale et libérale, ils parlent de marcher sur Rome, comme si les pierres du Colisée et du Vatican allaient leur donner la liberté, le loisir et le pain ; et ils font maintenant des meetings dans toutes leurs cités pour forcer *leur roi* d'envoyer *ses soldats* contre le pape ; comme si ce roi et ces soldats, aussi bien que cette bourgeoisie qui les pousse, les deux premiers protecteurs officiels, et la dernière exploiteuse privilégiée du droit de propriété, n'étaient point les causes principales, immédiates, de leur misère et de leur esclavage !

Ces préoccupations exclusivement politiques et patriotiques sont très généreuses, sans doute, de leur part. Mais il faut avouer en même temps qu'elles sont bien stupides.

Il est un point de vue, pourtant, qui légitime, dans une certaine mesure, cette tendance des ouvriers italiens de marcher sur Rome, la ville éternelle étant la capitale du despotisme intellectuel et moral, la résidence du pape infaillible. Depuis des siècles, et non sans beaucoup de raison, toutes les villes italiennes considèrent le pouvoir et l'action catholique du pape comme l'une des raisons constantes et fondamentales de leurs malheurs et de leur esclavage, et elles veulent en finir avec lui. C'est une de ces tendances impérieuses, historiques, contre lesquelles aucun raisonnement, si juste qu'il soit, ne peut prévaloir, et il faut peut-être aux ouvriers italiens une nouvelle expérience historique, une nouvelle désillusion amère, pour qu'ils ouvrent enfin les yeux, pour qu'ils comprennent qu'en envoyant les soldats d'un roi contre le pape, ils ne se seront délivrés ni des soldats, ni du roi, ni du pape, et que, pour démolir tout cela d'un seul coup, avec la propriété et l'exploitation nobiliaires et bourgeoises dont les soldats, le roi et le pape ne sont rien que la conséquence, la consécration et la

garantie nécessaires, il n'y a qu'un seul moyen : c'est de faire d'abord chez soi, chacun dans leurs villes, mais en soulevant toutes les villes en même temps, une bonne révolution sociale. Car contre une telle révolution, éclatant simultanément dans toutes les villes et dans toutes les campagnes, il n'y aura ni pape, ni roi, ni soldats, ni noblesse, ni bourgeoisie qui tiennent.

|100 Sous le rapport de la Révolution sociale, on peut dire que les campagnes de l'Italie sont même plus avancées que les villes. Restées en dehors de tous les mouvements et de tous les développements historiques dont elles n'ont payé jusqu'à présent que les frais, les campagnes italiennes n'ont ni tendances politiques, ni patriotisme. Maintenues par tous les gouvernements qui se sont succédé dans différentes parties de l'Italie dans une ignorance et dans une misère effroyables, elles n'ont jamais partagé les passions des villes. Livrées sans partage à l'influence des prêtres, elles sont superstitieuses, et en même temps fort peu religieuses. La puissance des prêtres dans les campagnes n'est donc que très éphémère ; elle n'est réelle qu'en tant qu'elle concorde avec la haine instinctive des paysans contre les riches propriétaires, contre les bourgeois et les villes. Mais réveillez seulement l'instinct profondément socialiste qui dort à demi éveillé dans le cœur de chaque paysan italien ; renouvelez, dans toute l'Italie, seulement avec un but révolutionnaire, la propagande que le cardinal Ruffo avait faite en Calabre, à la fin du siècle dernier ; jetez seulement ce cri : *La terre à qui travaille la terre de ses bras !* et vous verrez si tous les paysans italiens ne se lèveront pas pour faire la Révolution sociale ; et si les prêtres veulent s'y opposer, ils tueront les prêtres.

Le mouvement tout à fait spontané des paysans italiens l'an passé, mouvement provoqué par la loi qui a frappé d'un impôt la mouture des blés, a donné la mesure du socialisme révolutionnaire naturel des paysans italiens. Ils ont battu des détachements de troupes régulières, et, lorsqu'ils venaient en

masse dans les villes, ils commençaient toujours par brûler toute la paperasse officielle qui leur tombait sous la main.

|101 L'Italie se trouve incontestablement à la veille d'une révolution. Le gouvernement de Victor-Emmanuel, tous ces ministères qui se sont succédé, les uns plus voleurs, plus lâches, plus coquins que les autres, l'ont si bien gouvernée qu'elle se voit réduite aujourd'hui à un état politique et financier tout à fait impossible. Le crédit de l'État, du gouvernement, du parlement lui-même, de tout ce qui constitue le monde officiel, est ruiné. L'industrie et le commerce sont ruinés. Les impôts toujours grossissants écrasent le pays, sans parvenir à combler le déficit qui s'élargit toujours davantage. La banqueroute frappe à la porte de l'État. La déconsidération règne en maîtresse dans la société politique et civile, les malversations de toute sorte sont devenues le pain quotidien. Il n'y a plus ni foi, ni bonne foi. Victor-Emmanuel se sent entraîné avec son suzerain, Napoléon III, dans l'abîme. On n'attend que *le signal d'une révolution en France, l'initiative révolutionnaire de la France*, pour commencer la révolution en Italie.

Par quoi cette révolution commencera, est indifférent. Probablement par cette éternelle question de Rome. Mais toute révolution italienne, quels que soient la nature et le prétexte de son début, tournera nécessairement et bientôt en une immense révolution sociale, car la question béante, dominante, réelle, la question qui se cache derrière toutes les autres, c'est la misère horrible et l'esclavage du prolétariat. Voilà ce que savent, aussi bien que le gouvernement, tous les hommes et tous les partis politiques en Italie. Et c'est à cause de cela même que les libéraux et les républicains italiens hésitent. Ils craignent cette Révolution sociale qui menace de les engloutir.

Et pourtant je n'ai point classé l'Italie parmi les pays où le socialisme, ayant conscience de lui-même, se trouve organisé. Cette conscience et bien plus encore cette organisation

manquent absolument aux ouvriers et naturellement encore plus aux paysans italiens. Ils sont socialistes comme le bourgeois gentilhomme de Molière faisait de la prose, sans le savoir. Par conséquent, l'initiative de la révolution socialiste ne peut venir d'eux. Ils doivent la recevoir du dehors.

|102 Je ne parle pas du tout de la *Suisse*. Si le monde humain allait mourir, ce n'est pas la Suisse qui le ressusciterait. Passons outre.

Le socialisme commence à constituer déjà une véritable puissance en *Allemagne*. Les trois grandes organisations ouvrières : l'Association générale des ouvriers allemands, ou l'ancienne organisation lassallienne, *Allgemeiner deutscher Arbeiter-Verein*, — le Parti ouvrier de la démocratie socialiste (*Sozial-demokratische Arbeiter-Partei*), ayant pour organe le *Volksstaat*, — et les nombreuses Associations ouvrières pour l'instruction mutuelle (*Arbeiter-Bildungs-Vereine*), embrassent ensemble au moins cinq cent mille ouvriers. Elles sont divisées entre elles beaucoup plus par des intrigues et par des questions d'influence personnelle que par des questions de principe. Les deux premières organisations sont franchement socialistes et révolutionnaires. La troisième, qui reste encore la plus nombreuse, continue de subir en partie l'influence du libéralisme et du socialisme bourgeois. Pourtant cette influence diminue à vue d'oeil, et l'on peut espérer que dans peu de temps, surtout sous l'impression des événements actuels, les ouvriers de cette troisième organisation passeront en masse dans le Parti ouvrier de la démocratie socialiste, parti qui s'est formé il y a un an à peine, à la suite d'une longue lutte entre les ouvriers lassalliens et ceux des *Arbeiter-Bildungs-Vereine*, par la fusion d'une partie des uns et des autres.

L'organisation prédominante aujourd'hui est incontestablement le Parti ouvrier de la démocratie socialiste. Il se trouve en rapports directs avec l'Internationale, autant que

les lois actuelles de l'Allemagne le permettent. Ces lois sont naturellement très restrictives, oppressives et sévères, ayant pour but principal d'empêcher de toutes les manières la formation d'une puissance ouvrière. Elles défendent et poursuivent comme un crime de haute trahison, non seulement toute alliance organisée des associations ouvrières de l'Allemagne avec les associations des pays étrangers, mais encore, — et malgré cette *grande idée* de l'unité germanique au nom de laquelle le roi de Prusse vient de lancer toutes les armées réunies de l'Allemagne contre cette pauvre |103 France, — elles défendent aux associations ouvrières de chaque pays allemand de s'associer et de s'organiser unitairement avec celles des autres pays de cette même Allemagne unitaire.

L'élan des ouvriers allemands est néanmoins trop fort pour qu'il puisse être contenu par ces lois, et l'on peut constater actuellement l'existence de l'organisation réelle d'une association ouvrière imposante, unissant tous les pays de l'Allemagne, et tendant une main fraternelle aux associations ouvrières de tous les autres pays de l'Occident de l'Europe, aussi bien qu'à celles des États-Unis d'Amérique.

Le Parti ouvrier de la démocratie socialiste, et l'Association générale des ouvriers allemands fondée par Lassalle, sont l'un et l'autre franchement socialistes, dans ce sens qu'ils veulent une réforme socialiste des rapports entre le capital et le travail ; et les lassalliens aussi bien que le parti d'Eisenach sont unanimes sur ce point que, pour obtenir cette réforme, il faut *préalablement réformer l'État*, et, s'il ne se laisse pas réformer volontairement et d'une manière pacifique, à la suite et par le moyen d'une grande agitation ouvrière pacifique et légale, le réformer par la force, c'est-à-dire par la révolution politique. Selon l'avis presque unanime des socialistes allemands, *la révolution politique doit précéder la révolution sociale*, — ce qui est une grande et fatale erreur selon moi, parce que toute révolution politique qui se fera avant, et, par conséquent, en

dehors de la révolution sociale, sera nécessairement une révolution bourgeoise, et la révolution bourgeoise ne peut servir |104 à produire tout au plus qu'un socialisme bourgeois ; c'est-à-dire qu'elle doit infailliblement aboutir à une nouvelle exploitation, plus hypocrite et plus savante peut-être, mais non moins oppressive, du prolétariat par la bourgeoisie.

Cette idée malheureuse de la révolution politique qui doit précéder, disent les socialistes allemands, la révolution sociale, ouvre à deux battants les portes du Parti de la démocratie socialiste ouvrière à tous les démocrates radicaux exclusivement politiques et fort peu socialistes de l'Allemagne. C'est ainsi qu'à bien des reprises différentes, le Parti ouvrier de la démocratie socialiste ouvrière, entraîné par ses chefs, non par son propre instinct beaucoup plus populairement socialiste que les idées de ces chefs, s'est confondu et a fraternise avec les bourgeois démocrates du Parti du peuple (*Volkspartei*), parti exclusivement politique, et non seulement étranger, mais directement hostile à tout socialisme sérieux ; ce qu'il a prouvé d'ailleurs d'une manière éclatante autant par les discours passionnément patriotiques et bourgeois de ses représentants, dans la mémorable assemblée populaire tenue à Vienne au mois de juillet ou d'août 1868, que par les attaques furibondes de ses journaux contre les ouvriers véritablement socialistes révolutionnaires de Vienne, qui, au nom de la démocratie humaine et universelle, sont venus troubler leur concert patriotique et bourgeois.

Ces discours et ces attaques passionnées contre le socialisme, ce grand empêcheur, ce trouble-fête éternel du radicalisme bourgeois, soulevèrent la réprobation on peut dire unanime du monde ouvrier en Allemagne, et mirent dans une position tout à fait délicate et très difficile les hommes |105 comme M. Liebknecht et d'autres, qui, tout en voulant rester à la tête des associations ouvrières, ne voulaient point se brouiller ni rompre leurs relations politiques avec leurs amis de la

Volkspartei bourgeoise. Les chefs de ce dernier parti s'aperçurent bientôt qu'ils avaient commis une grande faute, car malgré l'énergie, la force d'action et l'audace révolutionnaire *si bien connues et aujourd'hui si bien prouvées des bourgeois*, ils ne peuvent pas pourtant espérer que réduits à eux-mêmes, et sans un peu d'assistance de la part du prolétariat, ils pourront faire une révolution ou seulement constituer l'ombre d'une puissance sérieuse. Cela n'a jamais été d'ailleurs le système des bourgeois de faire la révolution par eux-mêmes. Ce système ingénieux a toujours consisté en ceci : Faire la révolution par le bras tout-puissant du peuple, et en fourrer ensuite les profits dans leur poche. Donc force a été aux bourgeois radicaux de la *Volkspartei* de s'expliquer, de faire en quelque sorte amende honorable, et de se proclamer également socialistes. Leur socialisme nouveau, qu'ils annoncèrent d'ailleurs avec un grand fracas de paroles et de phrases, ne dépasse naturellement pas les rêves innocents de la coopération bourgeoise.

Pendant tout un an, depuis août 1868 jusqu'au mois d'août 1869, il y eut des négociations diplomatiques entre les représentants principaux des deux partis, ouvrier et bourgeois, et ces négociations aboutirent enfin au fameux programme du Congrès d'Eisenach (7, 8 et 9 août 1869), qui constitua définitivement le Parti ouvrier de la démocratie socialiste.

Ce programme est une vraie transaction entre le programme socialiste et révolutionnaire de l'Association internationale des travailleurs, |106 si clairement déterminé par les Congrès de Bruxelles et de Bâle, et le programme bien connu du démocratisme bourgeois.

Voici les trois premiers articles, qui caractérisent parfaitement le caractère politique et économique de ce programme du nouveau Parti de la démocratie socialiste ouvrière :

Article I[er] — Le Parti de la démocratie socialiste ouvrière (*die sozial-demokrati sche Arbeiter-Part ei*) en Allemagne tend à la constitution d'un *État populaire libre* (*die Einrichtung eines freien Volksstaats*).

Art. II. — Chaque membre du Parti de la démocratie socialiste ouvrière s'oblige à servir de tous ses moyens les principes suivants :

1. Les conditions politiques et sociales actuelles sont injustes au plus haut degré et doivent être par conséquent repoussées avec la plus grande énergie.

2. La lutte pour l'émancipation des travailleurs n'est point une lutte pour l'institution de nouveaux privilèges de classe, mais pour l'égalité des devoirs et des droits et pour l'abolition de toute domination de classe.

3. La dépendance dans laquelle le travailleur se trouve vis-à-vis du capitaliste est la base principale de la servitude sous toutes ses formes. Le Parti de la démocratie socialiste ouvrière tend, par le moyen de l'abolition du système de production actuel, à conquérir pour le travailleur le plein produit de son travail.

4. La *liberté politique* est *la plus urgente condition* **préalable** (*die unentbehrlichste Vorbedingung*) de l'émancipation économique des classes ouvrières. Par conséquent la question sociale est inséparable de la question politique. *Sa solution n'est possible que dans un État démocratique*.

5. Considérant que l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière n'est possible que sous la condition que tous les travailleurs s'unissent pour le même but, le Parti de la démocratie socialiste ouvrière en Allemagne se donne une

organisation unitaire, qui permet pourtant à chaque membre d'exercer son influence pour le bien commun.

6. Considérant que l'émancipation du travail n'est point une question locale, ni même nationale ; qu'elle est une question sociale qui embrasse tous les pays dans lesquels se trouvent réalisées les conditions de la société moderne (*in denen es moderne Gesellschaft gibt*), le Parti |[107] de la démocratie socialiste ouvrière, autant que les lois sur les associations le permettront, se considère comme *une branche de l'Association internationale des travailleurs*, dont elle partage les tendances. Le Comité (*Vorsland*) du Parti sera par conséquent en rapport officiel avec le Conseil général.

Art. III. — Les *premiers objets à atteindre* (*die nächsten Forderungen*) par l'agitation du Parti de la démocratie socialiste ouvrière sont les suivants :

1. Le droit de suffrage direct et secret pour tous les hommes âgés de vingt ans pour l'élection des députés du Parlement fédéral aussi bien que des Parlements des différents États, ainsi que des membres des représentations provinciales et communales et de tous les autres corps représentatifs.

2. La législation directe par le peuple, avec le droit de proposer et de repousser les lois.

3. Abolition de tous les privilèges de classe, de propriété, de naissance et de confession.

4. Institution de l'armement national remplaçant l'armée permanente.

5. Séparation de l'Église et de l'État, séparation de l'École et de l'Église.

6. Instruction obligatoire dans les écoles populaires. Instruction gratuite dans tous les établissements publics d'instruction.

7. Indépendance des tribunaux, institution du jury et de la procédure publique.

8. Abolition de toutes les lois concernant le droit de réunion, d'association et de coalition ; pleine liberté de la presse. Détermination de la journée normale de travail. Interdiction du travail des enfants et limitation du travail des femmes dans les établissements industriels.

9. Abolition de tous les impôts indirects, institution de l'impôt direct sur le revenu.

10. Appui de l'État pour la coopération ouvrière et *crédit de l'État* pour les associations de production.

Ces trois articles, dans leur développement, expriment parfaitement, non la plénitude des instincts et des aspirations socialistes et révolutionnaires des travailleurs qui font partie de cette nouvelle organisation de la démocratie socialiste en Allemagne, mais les tendances des chefs qui ont conçu le programme et qui dirigent aujourd'hui le parti.

L'article I[er] nous frappe tout d'abord par son désaccord parfait avec l'esprit et le texte du programme fondamental de l'Association internationale. Le Parti de la démocratie socialiste veut l'institution |[108] de l'*État populaire libre*. Ces deux derniers mots, *populaire* et *libre*, sonnent bien, mais le premier mot, l'*État*, doit sonner mal aux oreilles d'un vrai socialiste révolutionnaire, d'un ennemi résolu et sincère de toutes les institutions bourgeoises, sans en excepter une seule ; il se

trouve en contradiction flagrante avec le but même de l'Association internationale, et détruit absolument le sens des deux mots qui le suivent : *populaire* et *libre*.

Qui dit *Association internationale des travailleurs* dit négation de l'État, tout État devant nécessairement être *un État national*. Ou bien les auteurs du programme entendraient-ils l'*État international*, l'État universel, ou au moins, dans un sens plus restreint, l'État qui embrasserait tous les pays de l'Europe occidentale où existe, pour me servir de l'expression favorite des socialistes allemands, « la société ou la civilisation moderne », c'est-à-dire la société où le capital, devenu l'unique commanditaire du travail, se trouve concentré entre les mains d'une classe privilégiée par l'État, la bourgeoisie, et grâce à cette concentration réduit les travailleurs à l'esclavage et à la misère ? Les chefs du Parti de la démocratie socialiste tendraient-ils à l'institution d'un État qui embrasserait tout l'Occident de l'Europe, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, tous les pays Scandinaves, les pays slaves soumis à l'Autriche, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne et le Portugal [1] ?

Non, leur imagination et leur appétit politique n'embrassent pas tant de pays à la fois. Ce qu'ils veulent avec une passion qu'ils |[109] ne cherchent pas même à masquer, c'est l'organisation de leur *patrie allemande*, de la grande unité germanique. C'est l'institution de l'*État exclusivement allemand* que le premier article de leur programme pose comme le but principal et suprême du Parti *ouvrier* de la

1 Déjà au Congrès de l'internationale à Bâle, l'année précédente (septembre 1869), Bakounine avait opposé ce qu'il appelait l'*État international* à la conception traditionnelle de l'État, nécessairement national. Il avait demandé « la destruction de tous les États nationaux et territoriaux, et, sur leurs ruines, la constitution de l'État international de millions de travailleurs, État que le rôle de l'Internationale sera de constituer ». Demander la constitution de l'État international sur les ruines des États nationaux équivalait, dans sa bouche, à demander la destruction de l'État. — J. G.

démocratie socialiste. Ils sont des *patriotes politiques* avant tout.

Mais, alors, que laissent-ils à l'internationalité ? Que donnent ces *patriotes allemands* à la fraternité internationale des travailleurs de tous les pays ? Rien que des phrases socialistes, sans réalisation possible, parce que la base principale, première, exclusivement politique, de leur programme, l'*État germa nique*, les détruit.

En effet, du moment que les ouvriers de l'Allemagne *doivent* vouloir et servir avant tout l'institution de l'État germanique, la solidarité qui *devrait*, au point de vue économique et social, les unir jusqu'à les confondre avec leurs frères, les travailleurs exploités du monde entier, et qui devrait, selon moi, être la base principale et unique des associations ouvrières de tous les pays ; cette solidarité internationale est nécessairement sacrifiée au patriotisme, à la passion politique nationale, et il peut arriver que les ouvriers d'un pays, partagés entre ces deux patries, entre ces deux tendances contradictoires : *la solidarité socialiste du travail* et *le patriotisme politique de l'État national*, et sacrifiant, comme ils le doivent d'ailleurs s'ils obéissent à l'article I[er] du programme du Parti de la démocratie socialiste allemande, sacrifiant, dis-je, la solidarité internationale au patriotisme, se trouveront dans cette malheureuse position *d'être unis à leurs compatriotes bourgeois contre les travailleurs d'un pays étranger*. C'est ce qui est précisément arrivé aujourd'hui aux ouvriers de l'Allemagne.

Ce fut un spectacle intéressant que de voir la lutte qui, au début de la guerre, s'est élevée au sein des classes ouvrières de l'Allemagne entre les principes du patriotisme allemand, que leur impose le programme de leur |110 parti, et leurs propres instincts profondément socialistes. On avait pu penser d'abord que leur patriotisme l'emporterait sur leur socialisme, et

craindre qu'ils ne se laissassent entraîner par l'enthousiasme gallophobe et guerrier de l'immense majorité des bourgeois de l'Allemagne (*). Dans une grande assemblée ouvrière du Parti de la démocratie socialiste, tenue à Brunswick dans les derniers jours de juillet, on avait prononcé beaucoup de discours frappés au coin du plus pur patriotisme, mais en même temps, et par là même, presque entièrement dénués de sentiments de justice et de fraternité internationale.

Aux adresses généreuses, franchement socialistes et réellement fraternelles des ouvriers de l'Internationale de Paris et d'autres cités de la France, on répondit par des invectives contre Napoléon III, — comme s'il y avait quelque chose de commun entre ce misérable et criminel escroc, qui pendant vingt ans a porté le titre d'empereur des Français, et les ouvriers de la France, — et par le conseil ironique de renverser au plus vite leur tyran, *pour mériter les sympathies de la démocratie de l'Europe*. En lisant ces discours, on eût pu croire entendre des hommes libres, et fiers de leur liberté, parlant à des esclaves. En voyant cette fière indignation germanique contre la tyrannie et la malhonnêteté de Napoléon III, on pourrait s'imaginer que le rêve de la démocratie socialiste, l'*État*

(*) Comme il faut être juste avant tout, je dois constater que plusieurs organes de la démocratie bourgeoise en Allemagne, et plus que les autres la *Zukunft* de Berlin, ont énergiquement et noblement protesté contre cette furie bourgeoiso-tudesque. Ils ont compris que de la manière dont était posée la question entre Bismarck et Napoléon III, la défaite aussi bien que la victoire des armées de l'Allemagne ne pouvaient attirer sur cette dernière que d'horribles malheurs : dans le premier cas, le pillage des provinces allemandes, |[111] le démembrement de l'Allemagne et le joug étranger ; dans le second cas, une dépense non moins énorme en argent et en hommes, et l'esclavage indigène, prussien, bismarckien, l'asservissement de la nation allemande sous les talons d'une monarchie militaire et victorieuse « par la grâce de Dieu », et sous l'insolence de tous les lieutenants poméraniens. Mais à quoi sert de protester, lorsqu'on a la gloire de faire partie d'une grande nation triomphante et qu'on est emprisonné dans le dilemme insoluble de l'État et de la liberté ? (*Note de Bakounine.*)

populaire et libre, est déjà réalisé en Allemagne, et que les ouvriers allemands ont lieu d'être satisfaits de leurs propres gouvernements !

Entre la politique de Napoléon III et celle du grand chancelier de l'Allemagne, le comte de Bismarck, existe-t-il une autre différence que celle-ci : l'une a été malheureuse, l'autre heureuse ? Quant au fond immoral, despotique, violateur de tous les droits humains, il est absolument le même. Ou bien les ouvriers de l'Allemagne auraient-ils la naïveté de penser que Bismarck, comme homme politique, est plus moral que Napoléon III, et qu'il s'arrêtera devant quelque immoralité que ce soit, lorsqu'il s'agira d'atteindre un but politique quelconque?

|111 S'ils peuvent le penser, c'est qu'ils n'ont fait aucune attention à la politique de leur grand chancelier, dans ces dernières années surtout, depuis la dernière insurrection de la Pologne, pendant laquelle il n'a point joué d'autre rôle que celui de comparse des bourreaux moscovites ; et c'est qu'ils n'ont jamais réfléchi sur les nécessités et sur la nature même de la politique. S'ils peuvent encore croire à la moralité politique, même seulement relative, du comte de Bismarck, c'est qu'ils ont très mal lu leurs propres journaux et les journaux du parti démocratique bourgeois, dans lesquels toutes les sales intrigues de Bismarck, toutes ses criminelles trahisons contre la liberté des peuples en général et contre la *patrie allemande* en particulier, au profit de l'hégémonie prussienne, ont été complètement dévoilées.

Il est indubitable que lorsque Bismarck a entrepris, de concert avec cette pauvre Autriche qu'il a dupée, sa campagne *nationale et patriotique* contre le petit Danemark, il se trouvait déjà en pleine conspiration contre Napoléon III. Il est indubitable aussi que lorsqu'il a entrepris sa campagne anti-germanique, toute prussienne, contre l'Autriche et contre les souverains allemands alliés de l'Autriche, il s'alliait d'une main

avec l'empereur de Russie, et de l'autre avec Napoléon III. Des circonstances inattendues, le triomphe inespéré et rapide de l'armée prussienne, lui permirent de duper l'un et l'autre. Mais il n'en est pas moins certain que Bismarck avait fait à Napoléon III des promesses positives, au détriment de l'intégrité du territoire allemand, aussi bien que du royaume belge, et qu'il eût tenu ses promesses, si Napoléon III s'était montré plus énergique et plus habile. Toute la différence entre Napoléon III et le comte de Bismarck, en tant qu'hommes politiques, consiste donc en ceci : l'habileté, c'est-à-dire la coquinerie, de l'un a surpassé celle de l'autre. À coquin, coquin et demi, voilà tout. Quant au reste, c'est le même mépris pour l'humanité et pour tout ce qui s'appelle droit humain, morale humaine, et cette |112 conviction, non théorique seulement, mais pratique, journellement exercée et manifestée, que tous les moyens sont bons et que tous les crimes sont permis, quand il s'agit d'atteindre le but suprême de toute politique : *la conservation et l'accroissement de la puissance de l'État*.

Le comte de Bismarck, qui est un homme d'esprit avant tout, doit bien rire lorsqu'il entend parler de sa *morale* et de sa *vertu politique.* S'il prenait ces louanges au sérieux, il pourrait même s'en offenser, parce qu'au point de vue de l'État, vertu et morale ne signifient pas autre chose qu'*imbécillité politique*. M. de Bismarck est un homme positif et sérieux. Voulant un but, il en veut tous les moyens, et comme c'est en même temps un homme énergique et bien résolu, il ne reculera devant aucun moyen qui pourra servir la grandeur de la Prusse.

Qu'il me soit permis de reproduire, à cette occasion, quelques mots d'un discours que j'ai prononcé, il y a juste deux ans, au Congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, tenu à Berne en 1868. Ce fut en quelque sorte mon discours d'adieu, car, ce Congrès du radicalisme bourgeois ayant repoussé le programme socialiste que mes amis et moi lui avions présenté, je suis sorti avec eux de la Ligue. Répondant à des questions et à

des attaques sournoises de plusieurs démocrates et même socialistes allemands, voici par quelles paroles j'ai terminé ce discours :

« Enfin, pour me résumer, je répète énergiquement : *Oui, nous voulons la dissolution radicale de l'Empire de toutes les Russies, l'anéantissement complet de sa puissance et de son existence*. Nous le voulons autant par justice humaine que par patriotisme.

« Et maintenant que je me suis assez clairement expliqué, de manière, ce me semble, à ne laisser de place à aucune équivoque, qu'il me soit permis de poser une question à mes amis les questionneurs allemands.

« Dans leur amour de la justice et de la liberté, veulent-ils renoncer à toutes les provinces polonaises, conquises par les armes, quelles que soient d'ailleurs leur position géographique et leur importance stratégique et commerciale pour l'Allemagne ? Veulent-ils renoncer |113 à tous les pays polonais, *dont les populations ne se soucient pas d'être allemandes* ? Veulent-ils renoncer à leurs soi-disants droits historiques sur toute cette partie de la Bohême que les Allemands ne sont pas parvenus à germaniser, par les moyens anodins que l'on sait ; sur tout le pays habité par les Silésiens, les Moraves et les Tchèques, et où la haine, hélas ! par trop légitime, contre la domination allemande ne saurait être mise en question ? Veulent-ils repousser, au nom de la justice et de la liberté, *cette politique ambitieuse de la Prusse*, qui, au nom des nécessités commerciales et maritimes de l'Allemagne, veut englober de force des populations danoises habitant le Schleswig dans la grande Confédération germanique du Nord ? Veulent-ils cesser de revendiquer, au nom de ces mêmes nécessités commerciales et maritimes, la ville et le territoire de Trieste, qui sont beaucoup plus slaves qu'italiens, et beaucoup plus italiens qu'allemands ? En un mot, *veulent-ils renoncer, pour leur*

propre part, comme ils l'exigent des autres, à toute politique d'État, et accepter pour eux-mêmes, aussi bien que pour les autres, toutes les conditions ainsi que tous les devoirs de la justice et de la liberté ? Veulent-ils accepter, dans toute leur franchise et dans toutes leurs applications, les principes suivants, les seuls qui puissent rendre la paix et la justice internationale possibles :

« 1° Abolition de tout ce qu'on appelle le droit historique (de conquête) et les convenances politiques des États, au nom du droit suprême de toutes les populations (de l'Europe et du monde), petites ou grandes, faibles ou fortes (civilisées ou non civilisées), ainsi que de tous les individus, de disposer d'eux-mêmes avec une entière liberté, *sans égard pour les besoins et les prétentions des États*, et sans autre limite pour cette liberté que le droit égal d'autrui ;

« 2° Abolition de tous les contrats perpétuels entre tous les individus aussi bien qu'entre toutes les unités collectives : associations locales (communes), provinces et nations ; ce qui signifie reconnaître à toute population qui se serait même librement alliée avec une autre le droit de rompre le contrat, après avoir satisfait à tous les engagements temporaires et limités qu'elle aurait contractés : ce droit étant fondé sur ce principe, condition essentielle de la liberté, que le passé ne doit pas et ne peut pas lier le présent, comme le présent ne saurait jamais engager l'avenir, et que le droit souverain réside toujours dans les générations présentes ;

« 3° Reconnaissance du *droit de sécession* pour les individus aussi bien que pour les associations, les communes, les provinces et les nations ; à cette seule condition que, par une nouvelle alliance avec une puissance étrangère, hostile et menaçante, la partie sortante ne mette pas en danger l'indépendance et la liberté de la | [114] partie qu'elle délaisse ?

« Voilà les vraies, les seules conditions de la justice et de la liberté. Nos amis allemands veulent-ils les accepter aussi franchement que nous les acceptons ? Et, pour tout dire, *veulent-ils avec nous* **la destruction de l'État, de tous les États ?**

« Messieurs, là est toute la question. *Car qui dit État, dit violence, oppression, exploitation, injustice, érigées en système et devenues autant de conditions fondamentales de l'existence même de la société*. L'État, messieurs, n'a jamais eu et ne pourra jamais avoir de morale. Sa morale à lui et sa seule justice, *c'est l'intérêt suprême de sa conservation et de sa toute-puissance*, intérêt devant lequel tout ce qui est humain doit plier. *L'État est la négation même de l'humanité*. Il l'est doublement : et comme le contraire de l'humaine liberté et de l'humaine justice (à l'intérieur), et comme interruption violente de la solidarité universelle de la race humaine (à l'extérieur). L'État universel, plusieurs fois essayé, s'est montré toujours impossible, de sorte que *tant qu'il y aura État, il y aura des États* ; et comme chaque État se présente comme un but absolu, posant le culte de son être comme la loi suprême, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées, il en résulte ceci, que *tant qu'il y aura des États, la guerre sera perpétuelle. Tout État doit conquérir ou être conquis*. Tout État doit fonder sa puissance sur la faiblesse, et, s'il le peut sans danger pour lui-même, sur l'anéantissement des autres États.

« Messieurs, vouloir ce que veut ce Congrès, vouloir l'établissement d'une justice internationale, d'une liberté internationale et d'une paix éternelle, et vouloir en même temps la conservation des États, serait donc de notre part une contradiction et une naïveté ridicules. *Faire changer aux États leur nature est impossible, parce que c'est précisément par cette nature qu'ils sont des États*, et ils ne sauraient s'en départir sans cesser d'exister aussitôt. Par conséquent, messieurs, *il n'y a pas et il ne peut y avoir d'État bon, juste,*

vertueux. Tous les États sont mauvais, en ce sens que, par leur nature, par leur base, par toutes les conditions et par le but suprême de leur existence, ils sont tout l'opposé de la liberté, de la morale et de la justice humaines. Et sous ce rapport, quoi qu'on dise, il n'existe pas de grande différence entre le sauvage Empire de toutes les Russies et l'État le plus civilisé de l'Europe. |115 Savez-vous en quoi cette différence consiste ? *L'Empire des tsars fait cyniquement ce que les autres font hypocritement*. L'Empire des tsars, avec sa franche manière despotique et dédaigneuse de l'humanité, est *le seul idéal* vers lequel tendent et qu'admirent en secret tous les hommes d'État de l'Europe. Tous les États de l'Europe font ce qu'il fait, autant que l'opinion publique et, surtout, autant que la solidarité nouvelle, mais déjà puissante, des masses ouvrières de l'Europe le permettent, — opinion et solidarité qui contiennent les germes de la destruction des États. *En fait d'États, messieurs, il n'est de vertueux que les États impuissants*. Et encore sont-ils bien criminels dans leurs rêves.

« Je conclus : Qui veut avec nous l'établissement de la liberté, de la justice et de la paix ; qui veut le triomphe de l'humanité, qui veut l'émancipation radicale et complète (économique et politique) des masses populaires, doit vouloir comme nous la *dissolution de tous les États dans la fédération universelle des associations productives et libres de tous les pays*. »

Il est clair que tant que les ouvriers allemands auront pour but l'institution de l'État national, quelque libre et populaire qu'ils *s'imaginent* cet État, — et il y a loin de l'imagination à la réalisation, surtout quand l'imagination suppose la réconciliation impossible de deux éléments, de deux principes, l'État et la liberté populaire, qui s'entredétruisent et s'entredévorent, — il est clair qu'ils continueront de sacrifier toujours la liberté populaire à la grandeur de l'État, le socialisme à la politique, et la justice, la fraternité

internationale, au patriotisme. Il est clair que leur propre émancipation économique ne sera rien qu'un beau rêve éternellement relégué dans un avenir lointain.

Il est impossible d'atteindre à la fois deux buts contradictoires. Le socialisme, la révolution sociale impliquant la destruction de l'État, il est évident que qui tend à l'État doit renoncer au socialisme, doit sacrifier l'émancipation économique des masses à la puissance politique d'un parti privilégié quelconque.

|116 Le Parti de la démocratie socialiste allemande doit sacrifier l'émancipation économique, et par conséquent aussi l'émancipation politique, du prolétariat, ou plutôt *son émancipation de la politique*, à l'ambition et au triomphe de la démocratie bourgeoise. Cela résulte clairement du II^e^ et du III^e^ articles de son programme.

Les trois premiers paragraphes de l'article II sont tout à fait conformes au principe socialiste de l'Association internationale des travailleurs, dont ils reproduisent presque textuellement le programme. Mais le quatrième paragraphe du même article, déclarant que la liberté politique est la condition *préalable* de l'émancipation économique, détruit complètement la valeur pratique de cette reconnaissance de principe. Il ne peut signifier que ceci :

« Ouvriers, vous êtes les esclaves, les victimes de la propriété et du capital. Vous voulez vous émanciper de ce joug économique. C'est fort bien, et vos vœux sont parfaitement légitimes. Mais pour les réaliser, *il faut que vous nous aidiez d'abord à faire la révolution politique. Plus tard nous vous aiderons à faire la révolution sociale*. Laissez- nous d'abord établir, par la force de vos bras, l'État démocratique, une bonne démocratie bourgeoise comme en Suisse, et ensuite... — ensuite nous vous donnerons un bien-être égal à celui dont les ouvriers

jouissent en Suisse. » (Voir les grèves de Genève et de Bâle.)

Pour se convaincre que cette aberration incroyable exprime parfaitement les tendances et l'esprit du Parti de la démocratie socialiste allemande, — en tant que programme, non en tant qu'aspirations naturelles des ouvriers allemands qui le composent, — il n'y a qu'à bien étudier l'article III, où se trouvent énumérées toutes les *demandes immédiates et premières* (*die nächsten Forderungen*) qui doivent être posées par l'agitation pacifique et légale |117 du parti. Toutes ces demandes, moins la dixième, qui n'avait pas même été proposée par les auteurs du programme, mais qui y a été ajoutée plus tard, au milieu de la discussion, à la suite d'une proposition faite par un membre du Congrès d'Eisenach, — toutes ces demandes ont un caractère exclusivement politique. Tous ces points recommandés comme *les objets principaux de l'action pratique immédiate du parti* ne constituent pas autre chose que le programme bien connu de la démocratie bourgeoise : suffrage universel, avec la législation directe par le peuple ; abolition de tous les privilèges politiques ; armement national ; séparation de l'Église et de l'État, de l'École et de l'Église ; instruction gratuite et obligatoire ; liberté de la presse, d'association, de réunion et de coalition ; transformation de tous les impôts indirects en un impôt direct, progressif et unique sur le revenu.

Voilà donc ce qui constitue le véritable objet, le but réel, présent, de ce parti : *une réforme exclusivement politique de l'État, des institutions et des lois de l'État*. N'ai-je pas eu raison de dire que ce programme n'était socialiste qu'en rêve, pour un avenir lointain, mais qu'en réalité c'était un programme purement politique et bourgeois ; tellement bourgeois qu'aucun de nos ci-devant collègues de la Ligue de la paix et de la liberté n'aurait hésité à le signer ? N'ai-je pas raison de dire encore que, si l'on jugeait le Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands par son programme, — ce que je me

garderai bien de faire, car je sais que les aspirations réelles de ces ouvriers vont infiniment au delà du programme, — on aurait le droit de penser que l'institution de ce parti n'a point eu d'autre but que de faire servir la masse ouvrière, comme un instrument sacrifié et aveugle, à la réalisation des projets politiques de la démocratie bourgeoise de l'Allemagne ?

Il n'y a dans ce programme que deux points qui ne seront pas du goût des bourgeois. Le premier de ces points est contenu dans la seconde moitié du huitième paragraphe de l'article III, où l'on demande *la détermination de la journée normale de travail, l'abolition du travail des enfants et la limitation de celui des femmes*, toutes choses qui font faire toujours la grimace aux bourgeois, parce que, amateurs passionnés de toutes les libertés qui tournent à leur profit, ils demandent à haute voix, pour le prolétariat, la liberté de se laisser exploiter, écraser, assommer, sans que l'État s'en mêle. Pourtant les temps sont devenus si durs pour ces pauvres bourgeois, qu'ils ont fini par consentir à cette intervention de l'État même en Angleterre, dont l'organisation sociale actuelle, que je sache, n'est encore nullement socialiste.

|118 L'autre point, beaucoup plus important, et d'un caractère socialiste beaucoup plus déterminé, est contenu dans le dixième paragraphe de l'article III, paragraphe qui, ainsi que je l'ai déjà fait observer, n'a pas été proposé par les rédacteurs mêmes du programme, mais est dû à l'initiative d'un membre du Congrès d'Eisenach et a été présenté au milieu de la discussion du programme. Ce point demande *l'appui, la protection (die Forderung) et le crédit de l'État pour la coopération ouvrière et surtout pour les associations de production*, avec toutes les garanties de liberté désirables.

C'est un point qu'aucun démocrate bourgeois n'admettra de bon gré, parce qu'il est en contradiction absolue avec ce que la démocratie bourgeoise et le socialisme bourgeois appellent la

liberté. En effet, la liberté de l'exploitation du travail du prolétariat, forcé de le vendre au capital au plus bas prix possible, forcé non par une loi politique ou civile quelconque, mais par la position économique dans laquelle il se trouve, par la terreur et l'appréhension de la faim ; cette liberté, dis-je, ne craint pas la concurrence des associations ouvrières, soit de consommation, soit de crédit mutuel, soit de production, par cette simple raison que les associations ouvrières, réduites à leurs propres moyens, ne seront jamais en état de former un capital capable de lutter contre le capital bourgeois. Mais lorsque les associations ouvrières seront appuyées par la puissance de l'État, seront soutenues par l'immense crédit de l'État, non seulement elles pourront lutter, mais elles finiront à la longue par vaincre les entreprises industrielles et commerciales bourgeoises, fondées uniquement sur le capital privé soit individuel, soit même collectif et représenté par des sociétés anonymes de capitalistes, l'État étant naturellement la plus puissante de toutes les sociétés anonymes.

Le travail commandité par l'État, tel est le principe fondamental du *communisme autoritaire*, du *socialisme d'État. L'État devenu seul propriétaire*, — à la fin d'une certaine période de transition, qui sera nécessaire pour faire passer la société, sans trop grandes secousses, économiques et politiques, de l'organisation actuelle du privilège bourgeois à l'organisation future de l'égalité officielle de tous, — l'État |119 sera aussi l'unique capitaliste, le banquier, le bailleur de fonds, l'organisateur, le directeur de tout le travail national et le distributeur de ses produits. Tel est l'idéal, le principe fondamental du communisme moderne.

Enoncé pour la première fois par Babeuf, vers la fin de la grande Révolution, avec tout l'appareil de civisme antique et de violence révolutionnaire qui constituaient le caractère de cette époque, il fut remanié et reproduit en miniature, il y a trente ans à peu près, par M. Louis Blanc, dans sa très petite brochure

sur l'*Organisation du travail*, dans laquelle ce citoyen estimable, beaucoup moins révolutionnaire et beaucoup plus indulgent pour les faiblesses bourgeoises que Babeuf, s'est efforcé de dorer et d'adoucir la pilule, afin que les bourgeois puissent l'avaler sans se douter qu'ils prennent un poison qui doit les tuer. Les bourgeois ne se sont pas laissé tromper, et, rendant brutalité pour politesse, ils ont expulsé M. Louis Blanc de France. Malgré cela, avec une constance qu'il faut admirer, M. Louis Blanc reste seul fidèle à son système économique, et continue de croire que tout l'avenir est contenu dans sa petite brochure sur l'organisation du travail.

L'idée communiste a passé depuis en des mains plus sérieuses. M. Charles Marx, le chef incontestable du parti socialiste en Allemagne, — une grande intelligence armée d'une science profonde, et dont la vie tout entière, on peut le dire sans flatterie, a été vouée exclusivement à la plus grande cause qui existe aujourd'hui, celle de l'émancipation du travail et des travailleurs, — M. Charles Marx, qui est incontestablement aussi, sinon l'unique, au moins l'un des principaux fondateurs de l'Association internationale des travailleurs, a fait du développement de l'idée communiste l'objet d'un travail sérieux. Son grand ouvrage, le *Capital*, n'est point une fantaisie, une conception a priori, éclose en un seul jour dans la tête d'un jeune homme plus ou moins ignorant des conditions économiques de la société et du système actuel de production. Il est fondé sur la connaissance très étendue, très détaillée, et sur l'analyse profonde de ce système et de ses conditions. M. Charles Marx est un abîme de science statistique et économique. Son ouvrage sur le capital, quoique malheureusement hérissé de formules et de subtilités métaphysiques, qui le rendent inabordable pour la grande masse des lecteurs, est au plus haut degré un ouvrage |120 positiviste ou réaliste, dans ce sens qu'il n'admet point d'autre logique que celle des faits.

Vivant, depuis trente ans à peu près, presque exclusivement au milieu d'ouvriers allemands, comme lui réfugiés, et entouré de quelques amis et disciples plus ou moins intelligents, appartenant par leur naissance et par leurs relations au monde bourgeois, M. Charles Marx est arrive naturellement à former une école, une sorte de petite Église communiste, composée d'adeptes fervents, et répandue sur toute l'Allemagne. Cette Église, toute restreinte qu'elle soit sous le rapport du nombre, est savamment organisée, et, grâce à des rapports multiples avec les associations ouvrières de tous les points principaux de l'Allemagne, elle forme déjà une puissance. M. Charles Marx jouit naturellement dans cette Église d'une autorité presque suprême, et il faut lui rendre cette justice qu'il sait manier cette petite armée de fanatiques adhérents de manière à rehausser toujours son prestige et son pouvoir sur les imaginations des ouvriers de l'Allemagne.

L'idée communiste de M. Charles Marx transpire dans tous ses écrits ; elle s'est également manifestée dans les propositions faites l'an passé par le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, résidant à Londres, au Congrès de Bâle, aussi bien que par les propositions qu'il se proposait de présenter au Congrès qui devait avoir lieu cette année en septembre et qui a du être suspendu à cause de la guerre. M. Charles Marx, membre du Conseil général de Londres et secrétaire correspondant pour l'Allemagne, jouit dans ce Conseil, comme on sait, d'une grande et il faut ajouter légitime influence, de sorte qu'on peut tenir pour certain que les propositions qui ont été faites par le Conseil général au Congrès sont sorties principalement du système et de la collaboration de M. Charles Marx.

C'est ainsi qu'au Congrès de Bâle le citoyen anglais Lucraft, membre du Conseil général, a émis cette idée que toute la terre d'un pays doit devenir *propriété de l'État,* et que la culture de cette terre doit être dirigée et administrée par les fonctionnaires

de l'État, « ce qui, a-t-il ajouté, ne sera possible que dans un État démocratique et social, dans lequel le peuple aura à veiller sur la |121 bonne administration de la terre nationale par l'État ».

C'est ainsi qu'au même Congrès, lorsque fut débattue la proposition d'abolir le droit d'héritage, proposition qui obtint la majorité relative des voix, tous les membres du Conseil général, tous les délégués anglais, et la grande majorité des délégués allemands ont voté contre cette abolition, par cette raison spéciale, développée par le citoyen Eccarius, au nom du Conseil général, « qu'une fois que la propriété collective de la terre, des capitaux et en général de tous les instruments du travail, sera reconnue et établie dans un pays quelconque, l'abolition du droit d'héritage deviendra inutile, le droit d'héritage devant tomber de lui-même, lorsqu'il n'y aura plus rien à hériter ». Mais, par une contradiction étrange, ce même citoyen Eccarius, au nom de ce même Conseil général, a fait une contre-proposition tendant à établir provisoirement un *impôt sur l'héritage* au profit des masses ouvrières, ce qui indique que le Conseil général n'espère point que la propriété collective puisse être établie maintenant par le moyen d'une révolution, mais qu'il espère la voir s'établir progressivement par la voie de transactions politiques successives avec la propriété bourgeoise.

Les délégués des associations ouvrières allemandes, qui apparaissaient pour la première fois en grand nombre à un Congrès de l'Internationale [1], firent en outre — d'accord avec les délégués de la Suisse allemande [2] — une nouvelle proposition, tout à fait conforme d'ailleurs à leur programme d'Eisenach, et

1 Il y en avait douze : Spier, Riltinghausen, Liebknecht, Krieger, Bracke, Scherer, Würger, venus d'Allemagne ; Lessner, venu de Londres ; Moritz Hess, venu de Paris ; Janasch, J.-Ph. Becker, Gœgg, délégués allemands habitant la Suisse. — J. G.

2 Il y en avait douze : Karl Bürkly, Hermann Greulich, Eschbach, délégués du canton de Zürich ; Frey, Bruhin, Bohny, Leisinger, Holeiber, Starke, Collin, Quinch, Gut-Gerold, délégués du canton de Bâle. — J. G.

ne tendant à rien de moins qu'à introduire l*e principe de la politique nationale ou bourgeoise* dans le programme de l'Internationale. Cette proposition, celle de la *législation directe par le peuple* comme moyen préalable absolument nécessaire pour arriver aux réformes sociales, fut déposée par le citoyen Bürkly, de Zürich, et chaudement appuyée par les citoyens Gœgg, Rittinghausen, Bruhin et Liebknecht. Elle donna lieu à un débat suffisamment passionné, au milieu duquel le citoyen Liebknecht, l'un des chefs principaux du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne, déclara qu'on était *réactionnaire* si l'on ne voulait pas traiter cette question ; qu'elle était parfaitement légitime et urgente, puisque l'Association internationale elle-même, dans ses Congrès précédents, et notamment dans celui de Lausanne (1867), avait proclamé que la question politique était inséparable de la question sociale ; et qu'enfin, si cette question ne paraissait pas importante à Paris, à Vienne, à Bruxelles, où la question sociale ne pouvait pas être traitée dans sa forme et dans ses conditions politiques, elle était importante pour les pays où cette impossibilité n'existait pas.

|122 Grâce à la résistance des délégués français, italiens, espagnols, belges, et d'une partie des délégués de la Suisse romande, cette question tomba. Il n'en fut plus question au Congrès de Bâle. *Inde irae*.

. . . . . .

[Le texte s'arrête ici. Ce qui suit, dans le manuscrit, feuillets 122-125, forme une longue note, inachevée, — répondant à un appel de note placé après les mots *Inde Irae*, — et accompagnée elle-même de « sous-notes ». Pour éviter une disposition typographique gênante, je place cette note à la suite du texte, et dans le même caractère. Les sous-notes du manuscrit, par conséquent, se trouvent devenir des notes ordinaires.]

Note. — La colère du parti tudesque fut en effet très grande. Elle fut grande surtout contre moi, qu'ils accusèrent, je ne sais pourquoi, d'être le promoteur principal, sinon le chef, de

cette opposition énergique qu'avait rencontrée de tous les côtés, pendant tout le Congrès de Bâle, cette politique nationale et bourgeoise qu'ils nous ont présentée comme devant être celle de l'Internationale. Je l'ai combattue, il est vrai, avec toute l'énergie dont je suis capable, parce que je la crois funeste à l'Association internationale, parce qu'elle fausse, selon moi, le principe même de cette grande Association, parce qu'enfin elle est toute contraire au socialisme révolutionnaire, à cette *politique internationale du prolétariat* qui, selon mon intime conviction, peut seule le sauver et le faire triompher.

Je n'aurais eu absolument rien à redire si mes adversaires, les socialistes allemands, s'étaient bornés à attaquer mes principes avec force, même avec colère. Ces principes leur paraissant mauvais, en les attaquant ils usaient de leur droit, et remplissaient même leur devoir. Ce que je ne comprends pas, c'est que des hommes qui se respectent et qui prétendent à l'estime d'autrui puissent employer, dans cette lutte contre un adversaire, des *moyens infâmes*, de *sales mensonges* et la *calomnie*.

Voilà un an que je suis en butte de leur part aux attaques les plus ignobles, *sciemment mensongères*, et en même temps les plus ridicules. C'est une campagne parfaitement combinée et organisée. L'inspirateur principal et le chef de cette guerre m'est connu. Il reste caché derrière les brumes de Londres, comme Moïse derrière les nuées du Sinaï. Législateur des Juifs allemands |$_{123}$ socialistes de nos jours, il inspire la parole et les actes de ses disciples.

À lui donc revient la plus grande part de la responsabilité de tout ce qu'ils disent et de tout ce qu'ils font. C'est un homme digne du plus grand respect sous beaucoup de rapports, mais qui mérite souvent une réprobation énergique. Doué d'une vanité irascible, il identifie trop souvent sa propre personne, un peu gâtée par l'adulation servile de ses disciples et de ses amis,

avec le principe, et ses propres rancunes avec le service d'une cause dont il est d'ailleurs l'un des plus illustres et des plus utiles serviteurs. Je ne veux pas encore le nommer, mais il sera bien forcé de se nommer lui-même. Et alors je m'expliquerai directement et publiquement avec lui.

Je me contenterai de parler en ce moment du menu fretin, de cette petite canaille qui lui sert ordinairement d'avant-garde, lorsque, inspiré par une pensée mauvaise, il veut commettre une mauvaise action.

Le premier qui ouvrit l'attaque contre moi, après le Congrès de Bâle, ce fut M. Maurice Hess, jadis le compétiteur ambitieux et jaloux, aujourd'hui, sans doute par sentiment d'impuissance, devenu le courtisan obséquieux du Moïse moderne. Dans un article publié contre moi, le 2 octobre 1869, dans le *Réveil* de Paris, article que M. Delescluze avait commis l'énorme injustice d'accepter, — injustice qu'il a d'ailleurs noblement réparée par une déclaration loyale faite par lui-même dans un des numéros suivants du *Réveil* (22 octobre), — M. Maurice Hess a eu l'effronterie d'écrire les lignes suivantes, que je ne puis qualifier autrement que d'infâmes. Je veux reproduire en entier l'article de M. Maurice Hess :

« Le vote *négatif* [*] du Congrès de Bâle [sur la question de l'abolition de l'héritage], malgré son vote favorable au principe de collectivité, reste une énigme pour ceux qui ignorent l'histoire secrète de ce Congrès. Il s'est passé à Bâle quelque chose |124 d'analogue à ce qui, un mois auparavant, a eu lieu au Congrès d'Eisenach [**].

---

[*] Premier mensonge. Ce vote n'a pas été négatif du tout, puisque la nécessité de l'abolition de l'héritage a été reconnue et prononcée par une majorité relative, comprenant cinq délégués allemands [32 *oui* contre 23 *non*, avec 13 abstentions], et que la proposition du Conseil général a eu contre elle la majorité, non plus relative, mais absolue [19 *oui* contre 37 *non,* avec 6 abstentions]. (*Note de Bakounine.*)

(**) Si M. de Schweitzer n'avait d'autre péché à se reprocher que d'être

« On sait que c'était l'opposition contre le communisme prussien de M. de Schweitzer qui avait triomplié à Eisenach. Il est vrai qu'à Bâle on n'avait pas à combattre un parti prussien qui n'y était pas même représenté. Mais, en revanche, il y avait là un parti russe [*], **proche parent du parti prussien** [**]. Faut-il le dire ? Les partisans de Bakounine [***], |125 chef du

---

l'antagoniste énergique du socialisme bourgeois et du radicalisme bourgeois qui ont malheureusement triomphé au Congrès d'Eisenach, moi, pour ma part, je n'aurais que des félicitations à lui adresser. Mais les adversaires de M. de Schweitzer prétendent, non sans une apparence de raison, que M. de Schweitzer est un allié secret de la politique monarchique et prussienne du comte de Bismarck. Si cela était vrai, ce serait de la part de M. de Schweitzer une trahison infâme envers le socialisme et la sainte cause des masses ouvrières qui ont confiance en lui. Les chefs du Parti de la démocratie socialiste allemande ne commettent point cette trahison, qui, si elle est réelle vraiment, ne peut être qu'une trahison *lucrative* ; mais ils commettent une autre trahison de cette même cause, — non pas lucrative, sans doute, mais non moins funeste à l'émancipation des ouvriers qui les suivent, — en s'alliant, |125 et en rattachant le mouvement socialiste et révolutionnaire des ouvriers de leur parti, à la politique des bourgeois radicaux de l'Allemagne. C'est tomber de Scylla en Charybde, et c'est une conséquence naturelle de ce culte de l'État qu'ils ont en commun avec M. de Schweitzer. Le culte de l'État est en général le trait principal du socialisme allemand. Lassalle, le plus grand agitateur socialiste et le vrai fondateur du socialisme pratique en Allemagne, en était pénétré. Il ne voyait de salut pour les travailleurs que dans la puissance de l'État, dont les ouvriers devaient s'emparer, selon lui, au moyen du suffrage universel. Lui aussi avait été accusé, par les mêmes adversaires, — à tort ou à raison, je ne le sais, — d'avoir entretenu des rapports secrets avec Bismarck. Il est impossible de se fier à la parole et aux écrits des publicistes allemands, car la première chose qu'ils font, en attaquant un adversaire quelconque, c'est de lui jeter de la boue, et ils paraissent en avoir une provision inépuisable. (*Note de Bakounine.*)

* J'étais au Congrès de Bâle le seul Russe, et je n'y représentais pas même la Russie, mais des Sections de Lyon et de Naples. (*Note de Bakounine.*)

** Voilà que les insinuations infâmes commencent. (*Note de Bakounine.*)

*** Probablement ceux avec qui j'ai voté : la majorité des délégués français,

communisme russe (*), ne se doutaient pas plus *du service qu'ils étaient appelés à rendre* **dans un intérêt panslaviste** , que les dupes de M. de Schweiizer ne se doutaient de faire les affaires du pangermanisme prussien. Quoi qu'il en soit, les uns et les autres ont travaillé pour le roi de Prusse (**).

« Un parti russe n'existait pas encore aux Congrès précédents de l'Internationale. Ce n'est que dans le courant de l'année dernière qu'un essai tendant à changer l'organisation et les principes de l'Internationale, de même qu'à transférer le siège du Conseil général de Londres à Genève, a été fait par Bakounine, patriote russe (***) dont nous ne soupçonnons pas la bonne foi... [1] »

---

les délégués espagnols, le délégué italien, quelques délégués belges, tous les délégués (moins deux) de la Suisse romande, et quelques délégués allemands (cinq), parmi lesquels mon ci-devant ami le citoyen Philippe Becker, et le citoyen Lessner, membre du Conseil général. Le citoyen Jung, autre membre du Conseil général, m'a dit, après la votation sur l'abolition du droit d'héritage, qu'il s'était repenti, en voyant la manière mesquine dont on avait traité la question de la propriété collective, de n'avoir pas voté avec nous. La majorité des délégués belges se sont abstenus, ne voulant pas, m'avaient-ils dit, voter contre nous. Et en général je dois ajouter que la plus grande partie de ceux que M. Hess appelle mes partisans m'étaient absolument inconnus avant le Congrès. (*Note de Bakounine.*)

(*) Qu'a dû ressentir, en lisant ces mots, ce pauvre petit Juif russe, M. Outine, qui intrigue maintenant à Genève, se battant les flancs et se donnant des peines incroyables pour qu'on l'appelle un chef, fût-ce d'une Section russe imaginaire, composée de quatre ou cinq membres, et dont il serait le seul membre parlant ? (*Note de Bakounine.*)

(**) Pauvre Philippe Becker ! être traité ainsi par un ami ! (*Note de Bakounine.*)

(***) J'accepte cette dénomination dans ce sens, que je veux la destruction complète de l'État russe, de l'Empire de toutes les Russies, destruction dont j'ai développé et prouvé l'urgence dans tous mes discours, dans mes écrits, *dans tous les actes de ma vie.* Quant au panslavisme dont tous ces Juifs m'accusent, d'une manière aussi ridicule qu'infâme, j'y reviendrai plus tard. (*Note de Bakounine*).

1 La phrase de l'article de Moritz Hess, laissée inachevée, se termine

(*Le manuscrit s'interrompt ici*.)

ainsi dans le *Réveil* :... « [dont nous ne soupçonnons pas la bonne foi] révolutionnaire, mais qui caresse des projets fantaisistes non moins à réprouver que les moyens d'action qu'il emploie pour les réaliser ». — Au sujet de cet article, voir mon ouvrage l'Internationale, Documents et Souvenirs, tome I[er], pages 220-224. — J. G.

MANUSCRIT
DE 114 PAGES

AVANT-PROPOS

Ainsi qu'il a été dit dans la préface de ce volume, le manuscrit dont le contenu est reproduit ci-après — manuscrit inachevé, sans titre, et que nous intitulons, faute de mieux, *Manuscrit de 114 pages* — a été rédigé à Marseille dans la première quinzaine d'octobre 1870.

Bakounine affectionnait la forme épistolaire. Il avait, en août et septembre, adopté cette forme pour exposer à ses amis de France son programme révolutionnaire ; une lettre à Esquiros, qu'on trouvera plus loin, nous apprend que, dans sa pensée, les *Lettres à un Français* étaient adressées « au citoyen Gaspard Blanc, de Lyon ». Cette fois encore, c'est une lettre qu'il écrit ; il l'adresse à un autre Lyonnais, le tailleur Louis Palix, chez lequel il avait logé pendant les jours qui précédèrent le mouvement du 28 septembre ; et il emprunte le début de son manuscrit à une lettre réellement écrite par lui à Palix, au moment de quitter Lyon où le procureur de la République Andrieux avait lancé contre lui un mandat d'amener.

Cette lettre à Palix est un document connu de ceux qui se sont occupés de l'histoire de l'Internationale. Oscar Testut en a publié les quatre premières pages (avec plusieurs grossières erreurs de lecture) dans son livre *L'internationale et le Jacobinisme au ban de l'Europe*, t. II, p. 280 ; Max Nettlau l'a reproduite intégralement dans sa biographie de Bakounine, avec quelques incorrections. Nous croyons à propos de donner ici ce document, d'après le brouillon (6 pages in-8^{e}, avec de nombreuses ratures), retrouvé dans les papiers de Bakounine. Ce texte annule le texte incorrect et incomplet qui se trouve au tome II, page 271 des *Œuvres*.

|1 « Ce 28 [1] septembre 1870. Lyon.

« Mon cher Palix,

« Je ne veux point partir de Lyon, sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu. La prudence m'empêche de venir te serrer la main une dernière fois. — Je n'ai plus rien à faire ici. J'étais venu à Lyon pour combattre ou pour mourir avec vous. J'y étais venu parce que je suis profondément convaincu que la cause de la France est redevenue, à cette heure où il y va de son existence ou de sa non-existence, celle de l'humanité, et que la défaite définitive de la France, sa chute, son asservissement sous la baïonnette des Prussiens et sous un gouvernement imposé par les Prussiens sont le plus grand malheur qui puisse arriver, au point de vue de la liberté, à l'Europe tout entière. — J'ai pris part au mouvement d'hier et j'ai signé mon nom sous les résolutions du Comité du salut de la France, parce qu'il est évident pour moi qu'après la destruction réelle et de fait de toute votre machine admini |2 strative et gouvernementale, il n'y a plus que l'action immédiate et révolutionnaire du peuple qui puisse sauver la France. Tous ces tronçons de l'ancienne administration du pays, ces municipalités composées pour la plus grande partie de bourgeois ou d'ouvriers convertis à la bourgeoisie, gens routiniers s'il en fut, dénués d'intelligence et d'énergie et manquant de bonne foi ; tous ces procureurs de la République et surtout ces préfets, commissaires extraordinaires munis de pleins pouvoirs militaires et civils, c'est-à-dire investis de la pleine dictature par l'autorité fabuleuse et fatale de ce tronçon de gouvernement provisoire qui siège à Tours, — tout cela n'est bon que pour paralyser les derniers efforts de la

1 Cette date du 28 est le résultat d'un simple lapsus. La lettre a été écrite le 29, car, en parlant de la manifestation du 28 septembre, elle l'appelle « le mouvement d'hier ». — J. G.

France et pour la livrer aux Prussiens.

« Le mouvement d'hier, s'il s'était maintenu triomphant, — et il se serait maintenu tel si le général Cluseret n'avait pas trahi la cause du peuple, — |3 en remplaçant votre municipalité à moitié réactionnaire et à moitié incapable par un comité révolutionnaire émanant directement de la volonté du peuple, ce mouvement aurait pu sauver Lyon, et avec Lyon la France.

« Peut-être en serait-il temps encore. Je ne doute pas que si le peuple lyonnais le voulait bien, il pourrait encore imposer sa volonté à toutes ces autorités qui se sont improvisées pour le malheur de la France. Mais je crains que le peuple de Lyon ne le comprenne que lorsqu'il sera trop tard pour sauver Lyon et lorsque Lyon sera tombé au pouvoir des Prussiens, ce qui ne manquera pas d'arriver, si l'état de choses actuel n'est point changé en vingt-quatre heures : la France sera perdue. Elle n'aura plus, pour sauver non son existence comme grande nation libre et indépendante, mais simplement sa dignité, son honneur, que la démocratique cité de la Méditerranée, Marseille. Marseille ne tombera pas au pouvoir des Prussiens, j'en suis sûr, mais Marseille ne pourra point sauver la France.

« Je quitte Lyon, cher ami, le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France. Elle deviendra une |4 vice-royauté de l'Allemagne, et sa voix jadis si puissante, cette voix qui annonçait la liberté au monde, ne comptera plus pour rien dans les conseils de l'Europe.

« À la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands, qui ne diront plus que ce que les baïonnettes prussiennes retournant triomphantes leur permettront de dire.

« L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse

unie au knout du tsar de Saint-Pétersbourg vont assurer la tranquillité et l'ordre public au moins pour cinquante ans sur le continent de l'Europe.

« Adieu la liberté, le socialisme, la justice pour le peuple et le triomphe de l'humanité. Tout cela pouvait sortir du désastre actuel de la France. Tout cela en serait sorti si le peuple de France, si le peuple de Lyon l'avait voulu.

« Enfin, n'en parlons plus. Ma conscience me dit que j'ai rempli mon devoir jusqu'au bout. Mes amis de Lyon le savent aussi, — et je dédaigne le reste.

|5 « Maintenant, cher ami, je passe à une question toute personnelle. Tu sais qu'hier [1] j'avais été arrêté à l'hôtel de ville par un monsieur fort laid habillé en civil, qui m'avait fait empoigner par des gardes nationaux de compagnies bourgeoises, je ne saurais dire au juste lesquelles. Le fait est que ces Messieurs ont fouillé toutes mes poches avec un aplomb et une habileté qui m'ont prouvé qu'ils ne sont pas étrangers au métier. L'un d'eux a répondu à un autre, qui lui recommandait de me bien fouiller : « Ne crains rien, je connais mon métier ». C'était probablement un sergent de ville impérial déguisé en garde national de la république. Les uns m'ont brutalisé de toutes les manières, me bousculant, me poussant, me pinçant, me tordant les bras et les mains ; je dois pourtant reconnaître que d'autres criaient : « Ne lui faites point de mal ! » Enfin Messieurs les bourgeois se sont montrés ce qu'ils sont toujours et partout : brutaux et lâches — car tu n'ignores pas que j'ai été délivré par quelques francs-tireurs qui avaient |6 mis en fuite un nombre triple ou même quadruple de ces héroïques boutiquiers armés de leurs chassepots. J'ai été délivré. Mais de tous les objets qui m'avaient été dérobés par ces Messieurs, je n'ai pu retrouver que mon revolver. Mon carnet et ma bourse qui

1 Après le mot « hier », le brouillon porte les mots « vers trois heures à peu près », qui ont été biffés ensuite. — J. G.

contenait cent soixante-cinq francs et quelques sous sont sans doute restés entre les mains de ces Messieurs. Les bourgeois commenceraient-ils à faire du communisme ? Ce serait instructif et curieux.

« Dans tous les cas, cher ami, je l'autorise et je te prie de les réclamer en mon nom. Tu me les enverras quand on te les aura rendus,

« Il ne me reste qu'à t'embrasser et à faire des vœux avec toi pour cette pauvre France, abandonnée par son peuple lui-même.

« Ton dévoué,

« Michel Bakounine. »

Le manuscrit de 114 pages était déjà commencé et passablement avancé le 8 octobre, jour où Bakounine, du petit logement du quartier du Pharo, à Marseille, où il se tenait caché, écrivait à son jeune ami Emilio Bellerio, à Locarno, une lettre où il dit : « Au sujet de tous ces événements je termine une brochure très détaillée que je vous enverrai bientôt. Vous a-t-on envoyé de Genève, comme je l'ai bien recommandé, une brochure sous ce titre : *Lettres à un Françai s* ? »

Quinze jours plus tard, le 23 octobre (la veille de son départ de Marseille), écrivant à son ami le médecin espagnol Gaspar Sentiñon, Bakounine disait : « Les bourgeois sont odieux. Ils sont aussi féroces que stupides. Et comme la nature policière est dans leurs veines ! On dirait des sergents de ville et des procureurs généraux en herbe. À leurs infâmes calomnies je m'en vais répondre par un bon petit livre où je nomme toutes les personnes par leur nom. »

De retour à Locarno vers le 27 ou 28 octobre, Bakounine, laissant de côté son manuscrit de Marseille, en commença un nouveau, en tête duquel il plaça également les deux premières pages de sa lettre à Palix, plus librement paraphrasée. C'est ce manuscrit de Locarno, trois fois remanié au cours de l'hiver 1870-1871, qui devait devenir *L'Empire knouto-germanique* (voir tome II, pages 275 et suivantes). Le manuscrit de Marseille doit donc être considéré, à la fois, comme chaînon un intermédiaire rattachant les *Lettres à un Français* à *L'Empire knouto-germanique*, et comme une première ébauche de ce second écrit, conçu d'abord comme une simple brochure, mais que Bakounine, six mois plus tard (lettre du 16 avril 1871 à Ogaref), appellera « mon premier et dernier livre, mon testament ».

Au séjour à Marseille appartient aussi un court fragment intitulé *Le Réveil des peuples*, début d'un écrit dont Bakounine ne traça que les premières lignes. Je le place à la suite du *Manuscrit de 114 pages.*

J. G.

MANUSCRIT DE 114 PAGES

RÉDIGÉ À MARSEILLE

(Première moitié d'Octobre 1870.)

SUIVI

d'un fragment ;

LE RÉVEIL DES PEUPLES

Inédit.

MANUSCRIT DE 114 PAGES

|1 *Ce 28 septembre 1870. Lyon* [1].

Mon cher ami, je ne veux point partir de Lyon sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu. La prudence m'empêche de venir te serrer la main encore une fois. Je n'ai plus rien à faire ici.

J'étais venu à Lyon pour combattre ou pour mourir avec vous. J'y étais venu parce que j'étais et je demeure profondément convaincu qu'à cette heure de suprême danger pour votre pays, la cause de la France est redevenue celle de l'humanité, et que la défaite définitive de la France, sa chute, son asservissement sous la baïonnette des Prussiens et sous un gouvernement imposé par les Prussiens sera le plus grand malheur qui, au point de vue de la liberté, puisse arriver à l'Europe et au monde. J'ai pris part au mouvement d'hier *(sic)* et j'ai signé mon nom sous les résolutions du *Comité central du salut de la France*, parce qu'il est évident pour moi qu'après la destruction réelle et de fait de toute votre machine administrative et gouvernementale, *il n'y a plus que l'action immédiate et révolutionnaire du peuple qui puisse sauver la France*. Tous ces tronçons de l'ancienne administration du

1 Le début du manuscrit, comme il a été dit dans l'*Avant-propos*, est la reproduction d'une lettre réelle adressée à Palix et dont le texte a été donné ci-dessus, pages 76-80. Bakounine date par erreur cette lettre du 28 septembre, tandis qu'elle a été écrite le lendemain. — J. G.

pays, ces municipalités composées en grande partie de bourgeois ou d'ouvriers convertis à la bourgeoisie, gens routiniers s'il en fut, dénués d'intelligence, d'énergie, et manquant de bonne foi ; tous ces procureurs de la République et surtout ces préfets, commissaires extraordinaires munis de pleins pouvoirs militaires et civils et investis d'une vraie dictature par l'autorité fabuleuse et fatale de ce tronçon de gouvernement provisoire qui siège à Tours ; tout cela n'est bon que pour paralyser les derniers etforts de la France et pour la livrer aux Prussiens.

Le mouvement d'hier, s'il s'était maintenu triomphant, et il se serait maintenu tel si le général Cluseret n'avait point abandonné la cause du peuple, ce mouvement qui aurait remplacé votre municipalité inepte, impuissante et aux trois quarts réactionnaire, par un comité révolutionnaire, qui serait tout-puissant parce qu'il serait l'expression non fictive, mais réelle, immé |₂ diate, de la volonté populaire, ce mouvement, dis-je, aurait pu sauver Lyon, et, en sauvant Lyon, en organisant sa résistance formidable à l'invasion des Prussiens, il aurait sauvé la France, car il ne faut point se faire illusion, Lyon une fois tombé au pouvoir des Prussiens, la France sera irrévocablement perdue [1].

Lyon après Paris et avec Marseille est la cité ouvrière par excellence, et la France ne peut plus être sauvée que par son monde ouvrier, par les travailleurs des campagnes et des villes. Il serait ridicule et vain d'attendre son salut des classes privilégiées. Je ne parle pas de la noblesse, elle n'existe presque plus. Si elle avait conservé la moindre trace de son ancien caractère et de son ancienne position politique et sociale, elle se serait sans doute émue plus vivement que ne peut le faire la bourgeoisie actuelle du déshonneur et de la déchéance qui menace votre patrie. Mais elle n'existe plus que de nom ; de fait

1 Ici se termine la partie du manuscrit empruntée, avec quelques modifications, à la lettre à Palix. — J. G.

elle s'est noyée dans la bourgeoisie, dont elle partage aujourd'hui les intérêts et les passions. Il n'y a plus actuellement qu'une seule classe privilégiée sérieuse : c'est la bourgeoisie. Parlons donc de cette classe nombreuse et respectable.

N'étant point attachée à la terre, la bourgeoisie, comme le capital dont elle est aujourd'hui l'incarnation réelle et vivante, n'a point de patrie. Sa patrie se trouve là où le capital rapporte les plus gros bénéfices. Sa préoccupation principale, pour ne point dire unique, c'est l'exploitation lucrative du travail du prolétariat. À son point de vue, quand cette exploitation marche bien, tout va bien, et, au contraire, quand elle s'arrête, tout va mal. Elle ne peut donc avoir d'autre idée que de la remettre en mouvement, par quelque moyen que ce soit, ce moyen fût-il même le déshonneur, la déchéance et l'asservissement de son propre pays. Et pourtant la bourgeoisie a besoin de la patrie politique, de l'État, pour garantir ses intérêts exclusifs contre les exigences si légitimes et de plus en plus menaçantes du prolétariat.

Elle se trouve donc prise dans une contradiction flagrante. Mais toute contradiction, toute position fausse, exclut la sincérité. La |$_3$ bourgeoisie est hypocrite par nécessité, au point qu'elle n'ose point s'avouer à elle-même ses propres pensées. Elle parle beaucoup de patriotisme lorsqu'elle s'adresse au prolétariat, parce que ce n'est qu'au point de vue du patriotisme seulement qu'elle peut lui recommander ce culte de l'État, si funeste aux intérêts des masses ouvrières dont elle exploite le travail sous la protection de l'État, et par cette même raison si favorable aux siens.

Au fond de son âme la bourgeoisie est cosmopolite. La dignité et l'indépendance de son pays lui importent fort peu, pourvu qu'à l'intérieur elle trouve un large et libre marché pour les produits du travail national exploité par ses capitaux, et qu'à

l'intérieur il y ait tranquillité et ordre public, ces deux conditions essentielles de toute exploitation régulière ; pourvu que ses privilèges économiques, et notamment celui d'exploiter le travail du peuple, soient garantis énergiquement par la puissance de l'État. Mais que cet État s'appelle français ou prussien, cela lui est vraiment bien égal.

Les bourgeois qui liront ces lignes crieront à la calomnie. Hélas ! ce n'est qu'une bien pâle expression d'une vérité qui crève les yeux, et qui n'a jamais été aussi palpable qu'à cette heure où la France est en train de périr, et où elle périra certainement si le peuple travailleur des villes et des campagnes ne vient promptement à son secours.

[[1]. Voici bientôt un mois que l'infâme régime des Bonaparte, renversé par les baïonnettes prussiennes, a croulé dans la boue. Un gouvernement provisoire, composé de bourgeois plus ou moins radicaux, a pris sa place. Qu'a-t-il fait pour sauver la France ?]

En présence de l'immense catastrophe qui menace d'anéantir ce beau et grand pays, la sottise et l'impuissance flagrantes et |4 désormais constatées des hommes qui composent ce gouvernement ne peuvent inspirer que l'indignation et le dégoût.

Et d'abord comment se sont-ils emparés de ce pouvoir quasi-dictatorial qu'ils exercent pour le malheur et pour la ruine de la France ? L'ont-ils conquis par un de ces grands actes d'énergie et d'audace qui, au milieu d'une crise suprême, peuvent seuls sauver l'existence d'une nation ? Ont-ils eu au moins le courage de jouer leurs têtes en proclamant la déchéance de Napoléon III, avant que cet infâme ne se soit livré

1 Cet alinéa, que je place entre crochets, a été biffé par Bakounine dans son manuscrit. L'auteur l'a reproduit à peu près textuellement dans *L'Empire knouto-germanique* : voir tome II, p. 386, ligne 17. — J. G.

aux Prussiens ? C'était bien leur devoir de le faire. Après les deux batailles désastreuses qui avaient anéanti deux grandes armées françaises dans la Lorraine, toute l'Europe était convaincue que la proclamation immédiate de la République était le seul moyen de salut qui restât à la France. Il ne fallait pas beaucoup de perspicacité pour comprendre qu'en abandonnant le pouvoir à la femme et aux serviteurs de Napoléon III, on paralysait la défense nationale et rendait plus critique, plus terrible la situation de la France. Les députés radicaux de la gauche, seuls, ne l'avaient point compris, ou, s'ils l'avaient compris, ils manquèrent de l'énergie, du courage, du dévouement nécessaires pour sauver leur patrie. En présence des intrigues napoléoniennes, en présence de Palikao qui envoyait la dernière armée française se rendre prisonnière |$_5$ à Sedan, en présence de Chevreau qui organisait la terreur blanche en faveur de la dynastie Bonaparte dans les campagnes, ils prêchèrent, eux, le généreux oubli du passé, la conciliation et l'union. Ils appelèrent cela générosité, bonne politique, prudence, et ce n'était rien que sottise ou lâcheté. C'était dans tous les cas le sacrifice des intérêts les plus chers et du salut même de la France.

Les effets désastreux de cette politique singulière ne se firent pas attendre. Le bonapartisme, d'abord écrasé par les premières nouvelles des défaites, reprit confiance. Encouragés par l'impuissance intellectuelle et morale de ces hommes qui constituaient hier la gauche radicale et qui constituent aujourd'hui le gouvernement provisoire, les serviteurs infâmes de l'infâme Bonaparte relevèrent la tête et reprirent ce langage insolent auquel ils avaient habitué la France pendant vingt ans. À la stupéfaction de tout le monde, on vit s'élever, au milieu du désastre immense causé par le régime impérial, et sous la baguette magique de l'intrigante Eugénie, le ministère le plus bonapartiste, le plus jésuite et le plus réactionnaire qui ait jamais gouverné la France, le ministère Palikao, Chevreau, Duvernois et Jérôme David, avec Messieurs Émile de Girardin

et Granier de Cassagnac derrière les coulisses.

La gauche protesta-t-elle ? Pas du tout. Elle acclama niaisement ce ministère de mauvais augure, qui, dans le moment le plus terrible que la France eut jamais à passer, se présenta à elle non comme un ministère politique, mais comme un ministère *de la défense nationale*. Le mot exprimant cet horrible et fatal mensonge était inventé, il pèse encore aujourd'hui sur les destinées de la France. La gauche radicale crut ou fit semblant |6 de croire qu'on pouvait organiser la défense du pays sans faire de la politique, qu'on pouvait créer une puissance matérielle sans l'inspirer d'aucune idée, sans l'appuyer sur une force morale quelconque ! Elle acclama le ministère du féroce pillard de la Chine. Elle admira, elle adora un instant le général Palikao qui « *lui faisait la mariée si belle !* » Elle crut avoir trouvé dans sa brutalité militaire, secondée par le jésuitisme du ministre de l'intérieur, M. Chevreau, le salut de la France.

Par patriotisme et de peur de paralyser les efforts « *surhumains* » de ces dignes hommes pour le salut de la France, la gauche radicale s'abstint de toute récrimination et de toute critique. M. Gambetta crut même de son devoir d'adresser des compliments chaleureux et d'exprimer sa pleine confiance au général Palikao. Ne fallait-il pas « maintenir à tout prix l'union et empêcher de funestes divisions, qui ne pouvaient profiter qu'aux Prussiens » ? Tels furent l'excuse et l'argument principal de la gauche, qui s'en servit pour masquer toutes ses sottises, toutes ses faiblesses, toutes ses lâchetés.

Cette excuse ridicule et ce faux argument, inventés par la bourgeoisie radicale, faussent encore aujourd'hui les esprits, dévoient l'opinion du public, y introduisent l'hypocrisie, l'indifférence, la torpeur, et paralysent tous les efforts du peuple pour sauver la France. Il me paraît donc plus que jamais nécessaire d'en examiner la valeur.

[[1] *L'union fait la force*, voilà une vérité bien connue et que nul ne voudra contredire. Pourtant il faut bien l'entendre. Pour que l'union produise cet effet, il faut qu'elle soit réelle et sincère de tous les côtés, et qu'elle ne soit pas l'exploitation hypocrite d'un parti au profit d'un autre. Autrement l'union serait toute à l'avantage du parti exploiteur et toute contraire aux intérêts et au but du parti exploité. Mais que faut-il pour que l'union entre deux partis opposés devienne réelle et sincère ? Il faut que, dans le moment où elle se produit, les intérêts et le but que poursuivent les deux partis |7 soient, sinon absolument, au moins à peu près identiques. Autrement qu'arrivera-t-il ? Que le parti le plus influent, sinon par le nombre, du moins par la position politique et sociale, et parce qu'il tient en ses mains le gouvernement du pays, fera servir cette union dérisoire, et tout à fait hypocrite de sa part, non à la réalisation d'un but commun, mais à celle de ses vues particulières, opposées aussi bien à ce but qu'aux intérêts de l'autre parti, dont il exploitera tout simplement la sottise, la faiblesse ou la bonne foi.

C'est ce qui arrive précisément aujourd'hui quand la bourgeoisie prêche l'union au prolétariat. Le prolétariat et la bourgeoisie veulent-ils la même chose ? Pas du tout. Les ouvriers de France veulent le salut de la France à tout prix, dût-on même pour la sauver brûler toutes les maisons, exterminer toutes les villes ; les ouvriers veulent la guerre à outrance, la guerre barbare au couteau, s'il le faut. N'ayant aucun bien matériel à sacrifier, ils donnent leur vie. Ils comprennent d'ailleurs instinctivement que l'asservissement de la France sous le joug des Prussiens serait la mort pour toutes leurs espérances d'avenir, et ils sont déterminés à mourir plutôt que de laisser à leurs enfants un avenir d'esclavage et de misère.

---

1 Le passage qui suit, entre crochets, a été biffé par Bakounine dans son manuscrit. C'est qu'il l'a replacé, avec quelques changements de rédaction, dans *L'Empire knouto-germanique* : voir tome II, de la p. 292, ligne 19, au bas de la p. 295 . — J . G.

La bourgeoisie, au moins l'immense majorité de cette classe respectable, veut absolument le contraire. Elle veut avant tout la conservation de ses maisons, de ses villes, de ses propriétés, de ses capitaux, elle veut l'intégrité non du territoire national, mais de ses poches remplies par le travail du prolétariat. Dans son for intérieur, sans oser l'avouer en public, elle veut donc la paix à tout prix, dût-on même l'acheter par l'anéantissement, par la déchéance et par l'asservissement de la France.

Les buts que poursuivent la classe bourgeoise et la masse ouvrière étant si complètement opposés, comment une union sincère et réelle pourrait-elle |8 s'établir entre elles ? On aura beau condamner la division, elle n'en existe pas moins dans le fait, et, puisqu'elle existe, il serait puéril et même funeste, au point de vue du salut de la France, d'en ignorer, d'en nier, de ne point en constater l'existence. Quand on va à l'encontre d'un immense danger, ne vaut-il pas mieux marcher en petit nombre, avec la parfaite certitude de ne point être abandonné, au moment de la lutte, par aucun de ses compagnons, que de se laisser leurrer par de faux alliés qui vous trahissent sur le champ de bataille ?]

Sans prétendre exclure tous les hommes issus de la bourgeoisie, — il y en a sans doute beaucoup qui sont animés de la plus sincère et de la plus énergique volonté de repousser les Prussiens à tout prix, — ce qu'il faut recommander aux ouvriers des villes, au point de vue du salut de la France, ce n'est donc pas l'union impossible avec la bourgeoisie considérée comme classe séparée et privilégiée, c'est l'union avec les travailleurs des campagnes, avec les paysans. Ce qui sépare les paysans des ouvriers des villes, ce ne sont point des intérêts différents, ce sont des idées différentes, des préjugés, produits par l'ignorance systématique imposée par tous les gouvernements précédents aux populations des campagnes, et par le poison religieux et

politique répandu à pleines mains par les curés et par les fonctionnaires de l'État.

Les paysans sont les vrais patriotes de la France. Les ouvriers défendront l'*idée* de la France. Les paysans seront les défenseurs naturels de son *territoire*. Ils adorent cette terre qu'ils arrosent de la sueur de leur front et qu'ils cultivent de leurs bras. Et lorsqu'on leur aura bien expliqué qu'il s'agit de défendre cette terre contre l'envahissement des Prussiens, lorsqu'ils verront surtout les masses ouvrières des villes, inspirées par l'idée républicaine, démocratique, sociale, de la France, se lever en masse au nom du salut de la France, lorsque la propagande ouvrière |9 les aura convaincus que les villes, loin d'avoir l'intention de leur prendre leurs terres, les invitent au contraire à s'emparer de celles qui ont été lâchement abandonnées par leurs propriétaires fuyant devant les Prussiens, et qu'elles ne prétendent pas leur imposer dictatorialement un ordre économique et social qui serait contraire à leurs mœurs, — alors les paysans se lèveront aussi, et cette levée en masse des travailleurs des campagnes unis aux travailleurs des villes sauvera la France.

J'ai dit, dans la Lettre première [1], que l'une des preuves les plus flagrantes de l'incapacité et de l'impuissance du gouvernement provisoire, à mes yeux, c'est qu'il n'a point encore su, osé, voulu produire cette levée en masse formidable des paysans de France contre l'envahissement des Prussiens, et qu'il n'a pas compris, jusqu'à présent, qu'après la destruction de toutes les forces régulières du pays, il ne reste plus qu'un seul moyen pour le sauver : c'est d'opposer, à la brutalité militairement organisée des Prussiens, la brutalité d'un immense soulèvement populaire.

1 Bakounine renvoie le lecteur à la « Lettre I » de la brochure *Lettres à un Français sur la crise actuelle* : voir cette lettre au tome II, pages 81-83. Ceci montre que le manuscrit qu'il rédigeait à Marseille sous la forme épistolaire était, dans son esprit, la continuation de la brochure imprimée à Neuchâtel en septembre 1870. — J. G.

Mais que peut-on attendre de ces représentants de républicanisme bourgeois, qui, après les défaites de la France, alors qu'ils constituaient encore la gauche radicale du Corps législatif, eurent la naïveté de croire à la possibilité d'une union réelle et sincère entre le parti républicain et les représentants de la majorité impérialiste, représentée au pouvoir par MM. Palikao, Chevreau et compagnie ! Car, je leur rends cette justice, ils voulaient sincèrement, eux, — autant que des bourgeois peuvent vouloir, — le salut de la France par la ruine de la dynastie et par l'établissement de la République sur les ruines de l'empire. Ce qui m'étonne, c'est qu'ils n'aient point vu et compris que le parti bonapartiste, et à sa tête le ministère Palikao, organe trop fidèle du Robert Macaire couronné et de sa digne |10 épouse, l'intéressante Eugénie, voulait et poursuivait au contraire le salut de l'empire et de la dynastie par la ruine de la France.

Ici je me sens pris dans un dilemme, très difficile à résoudre. Ou bien les députés républicains du Corps législatif ont réellement cru à la possibilité de leur union sincère avec les bonapartistes pour la défense nationale : et alors je devrai conclure, et tout le monde conclura avec moi, qu'ils ont été bien naïfs, bien enfants, bien aveugles, c'est-à-dire tout à fait incapables, pour ne me servir que d'expressions très polies. Ou bien ils n'y ont pas cru du tout, et ils n'ont fait que semblant d'y croire ; ils se sont donné l'apparence de cette foi, pour produire cette foi dans le peuple, — pour tromper le peuple : et alorss que seraient-ils ? je crains de le dire.

Il m'est impossible de croire à leur aveuglement. Ils sont des hommes de talent, doués d'intelligence, d'instruction, et riches d'expérience. Et il ne fallait pas beaucoup d'expérience pour s'apercevoir du jeu perfide que jouait le parti bonapartiste, ressuscité grâce à eux. Donc ils trompaient le peuple ? Oui, ils le trompaient. Et pourquoi le trompaient-ils ? Par peur d'une

révolution sociale.

Tel est le vrai mot de l'énigme d'hier et de toute la situation actuelle. Depuis les journées de Juin, la puissance intellectuelle et morale et la bonne foi du républicanisme bourgeois ont cessé d'exister. Le peuple ne veut plus de la République bourgeoise, et les bourgeois les plus radicaux ne veulent point de la République sociale, populaire. Entre ces deux Républiques il y a un abîme si profond et si large, que tous les artifices de la dialectique et de la rhétorique ne sauraient le combler. Chacune de ces républiques exclut l'autre, représentant, |11 l'une et l'autre, deux mondes non seulement différents, mais absolument opposés : l'une celui de l'exploitation et du privilège, l'autre celui de l'égalité économique et de la justice sociale. La bourgeoisie tend naturellement au premier, le prolétariat des villes et des campagnes adhère, et par position et d'instinct, souvent même sans qu'il s'en doute lui-même, au second.

En perdant l'appui et la direction de la bourgeoisie, le prolétariat a perdu sans doute beaucoup : il lui manque l'intelligence et l'expérience des affaires des bourgeois. Mais il a conservé néanmoins l'élément essentiel de tout progrès : le travail productif de son cerveau, de ses bras, et la puissance du nombre. Il marche lentement, mais il marche. En se séparant du prolétariat, la bourgeoisie a tout perdu. Il ne lui reste que ses anciennes idées, et elle est incapable d'en créer de nouvelles. Elle se dessèche comme une tige séparée de sa racine. Il ne lui reste plus que l'énergie de la conservation, et non plus celle de la marche audacieuse en avant. Sa position est toute défensive, et l'on sait que rien n'est aussi désavantageux que la défensive dans une lutte. Qui garde la défensive est condamné à tomber tôt ou tard. La bourgeoisie se sent et se sait condamnée, elle n'est donc pleine aujourd'hui que de sentiments séniles et conservateurs. Tout bourgeois qui tient à rester tel est un réactionnaire en herbe. Les républicains bourgeois ne font pas

exception à cette règle ; au contraire, ils la confirment de la manière la plus éclatante.

C'est en vain que dans ces dernières années ils ont cherché à se faire illusion sur eux-mêmes. C'est en vain qu'ils se sont efforcés d'entraîner les masses populaires dans le cercle de leurs idées étroites et vieillies. Le peuple n'a point |12 voulu les suivre, et ils se sentent aussi isolés aujourd'hui qu'ils l'ont été lors du coup d'État de décembre. Le peuple ne veut plus entendre parler de la politique bourgeoise, et pour le soulever, pour l'électriser, il faut une révolution sociale.

Eh bien, ni M. Gambetta, ni M. Jules Favre, ni toute leur compagnie, ne veulent à aucun prix de la révolution sociale. Ils aiment beaucoup leur patrie, qui en doute ? mais ils aiment encore davantage la civilisation bourgeoise, malgré qu'elle se présente aujourd'hui si mesquine et si impuissante entre les deux grandes barbaries qui menacent de l'écraser dans leur lutte : la barbarie du passé, représentée par les baïonnettes prussiennes, et la barbarie populaire portant en ses flancs la régénération sociale du monde.

Nourris dans les traditions et pénétrés de l'esprit de cette civilisation fondée sur le privilège économique et sur l'exploitation du grand nombre par un petit nombre d'heureux, ils ne voient rien au delà. Pour eux, la fin de la civilisation bourgeoise serait la fin du monde, et, plutôt que de la voir renversée et remplacée par ce qu'ils appellent, eux, « la barbarie du socialisme et de la justice populaire », ils consentiraient à sacrifier non seulement la liberté et la République, comme ils l'ont déjà fait en juin 1848, mais la France elle-même, comme ils se préparent évidemment à le faire en 1870.

MM. Gambetta, Jules Favre et compagnie savaient fort bien que s'ils disaient tout ce qu'ils pensaient et savaient sur les actes du ministère Palikao, ils |13 provoqueraient une révolution

immédiate à Paris; ils savaient en même temps, avertis comme ils l'étaient d'ailleurs par toutes les manifestations du peuple de Paris avant le plébiscite, que cette révolution devait être nécessairement, essentiellement une révolution sociale ; ils ont mieux aimé se taire, alors même que leur silence devait ruiner la cause de la France.

En se taisant, ils devinrent les complices des mensonges et des mesures réactionnaires du ministère Palikao : mensonges qui eurent pour but d'endormir l'inquiétude et la défiance patriotiques du peuple ; mesures qui eurent pour effet de paralyser, lorsqu'il en était temps encore, la résurrection de la France. Tel fut le triste rôle auquel les condamna leur haine du socialisme. Ils devinrent les comparses du système bonapartiste qu'ils détestaient du fond de leurs cœurs, et, par une conséquence fatale, ils devinrent les alliés des Prussiens. Pris entre la menace d'une révolution sociale et l'invasion étrangère, ils préférèrent cette dernière. Tel fut leur crime devant la France.

Ils se turent ainsi près d'un mois. Ils donnèrent plus de vingt-quatre jours d'existence à un infâme ministère qui évidemment trahissait le pays, sachant que, devant le terrible danger qui menaçait la France, chaque heure était précieuse pour son salut, et voyant que chacune de ces heures était utilisée pour sa ruine. Tout pouvait être sauvé, et tout fut perdu pendant ces vingt-quatre jours, et la faute en retombe tout entière sur la gauche radicale, qui n'eut ni le courage ni la volonté de sauver le pays.

|14 Toujours paralysés par cette crainte de la révolution sociale, ils n'osèrent point faire un mouvement pour s'emparer du pouvoir. Ils attendirent que la marche des événements le fît tomber en leurs mains. Le ministère Palikao profita largement du répit que lui donna la lâcheté de la gauche. Pendant qu'il livrait désarmées l'Alsace, la Lorraine et toutes les provinces du

Nord-Est, avec la dernière armée régulière, aux Prussiens, il mettait en état de siège tout le reste de la France et soulevait les paysans contre les villes au nom de l'infâme Bonaparte. Pour sauver la dynastie, il ruinait la défense du pays et il ouvrait la porte large à l'invasion étrangère.

La trahison était tellement évidente, qu'à la fin les irréconciliables du Corps législatif eux-mêmes, malgré leur patience évangélique, ne purent plus contenir leurs murmures. Ils osèrent enfin parler. Mais alors que leur répondirent les zélés bonapartistes de la droite ? « Au nom de la patrie, taisez-vous : vous semez la défiance et la division, vous détruisez l'union nécessaire au salut du pays ! » C'est précisément le même argument dont se servent aujourd'hui Messieurs les bourgeois radicaux, qui, après être montés au pouvoir, trouvent mauvais que le peuple leur dise qu'ils ne font rien, mais absolument rien pour le salut de la France, et qu'à cette heure ne rien sacrifier, ne rien faire, c'est trahir le pays, c'est le livrer aux Prussiens.

Enfin, après la capitulation de Sedan, qui eut pour heureux résultat de démasquer complètement la lâcheté incroyable et l'infâme trahison |15 de Napoléon III, la République fut proclamée et rétablie sur les ruines de l'empire, renversé non par un effort révolutionnaire du peuple français, mais par les baïonnettes victorieuses des soldats du roi Guillaume. Fut-ce la gauche républicaine qui eut au moins cette fois le courage de proclamer le rétablissement de la République, violée il y a vingt ans par Napoléon III ? Pas du tout, ce fut l'œuvre immédiate et directe du peuple de Paris. Pendant la nuit qui précéda le jour de cette acclamation populaire, les généreux républicains du Corps législatif ne proposèrent-ils pas à la majorité bonapartiste de constituer une sorte de conseil gouvernemental, composé mi-partie de bonapartistes et de républicains ! Et le jour même de la proclamation de la République par le peuple, M. Gambetta, le tribun fougueux et irréconciliable, ne supplia-

t-il pas le peuple de Paris de ne point crier : « Vive la République », de se contenter de ce cri : « Vive la France », et de respecter la liberté des délibérations de ce Corps législatif qui, par sa complaisance intéressée et servile à la volonté de Napoléon III, a perdu la France ?

Enfin ces tiers républicains dont toute la France bourgeoise attend sottement aujourd'hui son salut, ces éloquents interprètes de l'impuissante bruyante, ont montré une persistance admirable dans la démonstration publique de leur nullité. Ils n'ont pris aucune initiative, ils n'ont rien fait, laissant tout faire au peuple. Le peuple de Paris, n'ayant pas trouvé de meilleurs sujets sous sa main, les a placés au pouvoir, et ils s'y sont cramponnés. Voilà tout leur mérite. On serait bien embarrassé si on voulait leur en trouver un autre.

|16 Ce gouvernement a bien été acclamé, mais non élu, par le peuple de Paris. Il ne peut donc pas être considéré comme l'expression des sympathies et de la volonté de ce peuple. Paris ne l'a point imposé à la France, il l'a subi lui-même par nécessité. Voulant sans doute prouver qu'il ne pensait pas à constituer le gouvernement politique de la France, il y a mis, sans aucun égard pour leurs différences politiques, tous les députés plus ou moins irréconciliables du Corps législatif, à commencer par MM. Picard, de Kérairy et Jules Favre, jusqu'à M. Rochefort, en leur adjoignant encore le général Trochu, partisan avoué des Orléans, disciple et admirateur enthousiaste du maréchal Bazaine.

Ce gouvernement n'est donc pas le représentant régulier, légitime de l'idée politique et sociale de la France. La seule chose qu'il ait représentée dès l'abord, et qu'il représente encore aujourd'hui, c'est *la détresse de la France en général et de Paris en particulier*. |17 C'est en même temps *la résolution énergique et désespérée du peuple français de ne céder aux Prussiens « ni un pouce de son territoire, ni une pierre de ses*

forteresses », et de ne pas même entrer en pourparlers avec eux tant qu'il restera un seul soldat allemand sur la terre de France.

Telle est donc l'unique signification, l'unique mission, tel est l'unique droit du gouvernement provisoire : défendre le pays à outrance, par tous les moyens possibles et même impossibles, sacrifiant *tout* à ce but désormais unique et suprême, et ne s'arrêtant devant rien, jusqu'à l'extermination complète des armées de l'Allemagne, avec tous leurs boutiquiers enragés, leurs officiers hobereaux, leurs généraux féroces, leurs princes insolents, leur ministre « moitié renard, moitié loup », et leur vieux roi par la grâce de Dieu Guillaume le Brutal, aujourd'hui prétendant à la couronne impériale de l'Allemagne, et qui, pour la conquérir, est venu ensanglanter et piller le territoire trahi de la France.

En dehors de cette mission, le gouvernement provisoire n'a ni signification, ni droit. Il est le gouvernement de la défense nationale et de la résistance désespérée de la République à l'invasion étrangère, mais non celui de l'organisation politique et de l'administration intérieure du pays. Pour ceci, comme je m'en vais le démontrer tout à l'heure, il n'a ni droit, ni moyens, ni puissance. Mais quant à son devoir et à son droit de représenter la défense nationale au dehors, qui pourra les contester ? Il a été acclamé à ce titre non seulement par Paris, mais par le pays tout entier, sans que la moindre protestation se soit élevée d'aucun point de la France. À ce point de vue, c'est donc le gouvernement le plus légitime que la France ait possédé. Et c'est uniquement à ce point de vue, qui constitue tout son caractère, tout son droit, qu'on doit le |18 juger.

Un mois s'est écoulé depuis son acclamation par le peuple de Paris [1]. Qu'a-t-il fait pour la défense du pays ? Rien,

1 Cette phrase, s'il faut la prendre à la lettre, date cette page du manuscrit du 4 octobre. — J. G.

absolument rien ; il a au contraire tout compromis, tout paralysé et tout empêché.

Mais pour ne point paraître injustes, constatons d'abord la situation dans laquelle il s'est trouvé au premier jour de son avènement au pouvoir. Cette situation était tellement désespérée qu'il a fallu vraiment à la France sa grande âme, ou, à défaut de cette âme, le souvenir de sa grandeur passée, pour qu'elle ne se déclarât pas vaincue. À une invasion formidable de sept cent mille Allemands admirablement organisés, dirigés et armés, enivrés de toutes leurs victoires, et qui, après avoir fait la dernière armée française prisonnière à Sedan, avançaient à marches forcées et comme une immense avalanche sur Paris, le gouvernement provisoire ne pouvait opposer qu'un corps de quarante à cinquante mille hommes, puis les fortifications de Paris. Il est vrai que ces fortifications, perfectionnées par des travaux nouveaux, armées d'une quantité plus que suffisante de canons de gros calibre, et défendues par la patriotique énergie de trois cent mille gardes nationaux, volontaires, et gardes mobiles, promettaient et promettent d'opposer une résistance désespérée aux Prussiens.

Mais quelque sérieuse que soit cette résistance, si Paris n'est point secouru du dehors il devra succomber à la fin. C'est un point unanimement reconnu dans la science militaire qu'aucune place fortifiée, quelque puissante qu'elle soit, n'est en état de résister indéfiniment à |19 un siège conduit d'une manière régulière ; et les Prussiens, qui ont étonné les Français par la rapidité de leurs marches et de leurs coups, sont encore passés maîtres dans l'art de l'action régulière et froidement calculée. Il est donc indubitable que si la France ne se lève pas pour marcher au secours de Paris, Paris, après une résistance héroïque, aussi longue que possible et qui exterminera beaucoup de Prussiens, finira par tomber entre leurs mains.

La première pensée, le premier soin du gouvernement

provisoire devait donc être le secours du dehors [1], évidemment nécessaire pour la délivrance du pays. La chose n'était point facile. Non pas que les soldats manquent à la France. Je suis au contraire convaincu que si on réunissait toutes les troupes que la défiance de Napoléon III avait disséminées comme gardiennes de l'ordre public sur toute la surface du pays, en y adjoignant les troupes d'Algérie, les troupes françaises du pape, les gardes mobiles, les volontaires, les corps francs, sans toucher aux gardes nationales sédentaires, et y ajoutant tous les fuyards des armées détruites par les Prussiens, on aurait pu former une armée de six à sept cent mille hommes composée d'excellents soldats. Ce qui a manqué et ce qui manque au gouvernement provisoire, ce sont : *primò*, les officiers et les généraux ; *secundò*, les armes et les munitions ; *tertiò*, l'argent.

D'officiers et de généraux, il y en a également beaucoup en France. Mais les neuf dixièmes pour le moins ne valent rien. On ne peut leur confier la défense du pays, parce qu'ils sont pleins de mauvaise volonté, stupides, ignorants, incapables, et parce que, étant en majorité des bonapartistes intéressés, ils livreraient le pays aux Prussiens, |20 pour faire remonter sur le trône de France l'infâme Bonaparte.

Que le patriotisme français ne s'offense pas de ce que j'ose penser et dire de la grande majorité des officiers et des généraux actuels de la France. Connaissant la bravoure du soldat français, je ne saurais m'expliquer autrement les défaites honteuses essuyées par vos armées dans toutes leurs rencontres avec les Prussiens. D'ailleurs, cette décadence de l'esprit, de l'instruction, et de l'énergie militaire dans le corps des officiers de la France s'explique naturellement par le système infâme appliqué pendant vingt ans par Napoléon III à l'organisation et à la direction de l'armée française. Ne l'avait-il pas transformée en un immense corps de gendarmerie pour l'oppression du pays ? Ne l'avait-il pas systématiquement isolée du peuple et

1 C'est-à-dire le secours de la province. — J. G.

nourrie de préjugés et de sentiments hostiles aux habitants non militaires du pays, moins les autorités, qui dans le monde civil continuaient et pratiquaient le même système ? N'avait-il pas établi parmi les soldats, les sous-officiers, et les officiers surtout, un système complet d'espionnage et de délation mutuels, et n'avait-il pas fait de la trahison et de la servilité la plus lâche, la plus plate, des conditions d'avancement ? de sorte qu'on pouvait être certain, à très peu d'exceptions près, que les officiers dont la carrière, sous ce régime de favoritisme et de bassesse, était la plus rapide, la plus belle, étaient précisément ceux qui se distinguaient davantage par leur lâcheté et par leur incapacité.

Faut-il s'étonner, après cela, que ces officiers |21 et ces généraux aient fait battre partout l'armée française ? Faut-il s'étonner aujourd'hui, lorsque leur ignorance, leur lâcheté et leurs trahisons ont poussé la France dans l'abîme, qu'ils rêvent encore la restauration de l'infâme Bonaparte, et qu'ils continuent de se montrer, partout où il existe encore des troupes régulières, systématiquement hostiles à toutes les mesures qui peuvent et qui doivent sauver la France ?

Ce qui est bien plus étonnant, c'est que les membres du gouvernement provisoire, qui a accepté la redoutable mission de sauver la France, n'aient pas compris cela dès le premier jour de leur installation au pouvoir, et que dès le premier jour ils n'aient point destitué en masse les sous-officiers aussi bien que les officiers de tous les grades dans les troupes régulières et dans les gardes mobiles, et ne les aient pas fait remplacer jusqu'au grade de capitaine par l'élection libre et démocratique des soldats. Pour les chefs supérieurs, ils auraient pu trouver un autre mode d'élection ou de désignation, toujours en dehors du règlement et de la routine militaire. De cette manière ils auraient en même temps révolutionné et discipliné ces tronçons de l'armée française, qui restent clairsemés dans les provinces, et qui se trouvent encore aujourd'hui dans un état très

inquiétant d'indiscipline et de réaction.

Quant aux munitions et aux armes, on peut toujours en acheter, lorsqu'on a à sa disposition beaucoup d'argent. Donc la principale question, c'est celle de l'argent. Où le prendre ? Mais partout où il se trouve. Ne s'agit-il pas du salut de la France, c'est-à-dire du salut de tous les Français ? |22 Plus que cela, ne s'agit-il pas de la liberté de l'Europe, qui, si la France succombait sous les baïonnettes prussiennes, aurait à supporter un esclavage de cinquante ans au moins ? Dans de pareilles circonstances, lorsqu'on s'appelle *gouvernement de la Défense nationale*, ce n'est pas seulement un droit, c'est un devoir de prendre à tous les Français, en observant sans doute une juste proportion, tout ce qui est nécessaire pour le salut de la France : aux uns leur vie, aux autres leur bourse.

« Mais ce serait de la spoliation ! » crieront beaucoup de bonnes gens. Ah ! soyez-en bien certains, ceux qui crient ainsi donneront beaucoup plus volontiers et sans le moindre murmure tout l'argent que leur réclameront les Prussiens, parce que les Prussiens, en retour de cet *emprunt forcé*, rétabliront au moins l'ordre et la tranquillité publique, ces deux premières conditions de la béatitude bourgeoise.

Vous criez à la spoliation ! Et n'était-ce point une vraie et une pire spoliation que cette levée en masse de tous les Français capables de porter les armes, votée par les représentants du Corps législatif à la veille de la chute honteuse de votre empereur ? Cette levée ne condamnait-elle pas des familles innombrables à la misère, à la faim, en les privant du travail de leurs enfants qui les nourrissaient ? Mais vous n'avez point murmuré alors ; au contraire, vous avez trouvé cela très patriotique, très beau ! d'autant plus que vous étiez certains de trouver pour vos propres enfants ou bien |23 de malheureux remplaçants, ou bien quelques emplois dans les bureaux d'une administration devenue inutile, et de les soustraire d'une

manière ou d'une autre à l'obligation de payer cet *emprunt forcé sur le sang* !

Le sang ne vous coûte rien, ce n'est point vous qui le versez. Mais lorsqu'on vous parle d'un emprunt ou d'une contribution forcée sur les écus, vous criez comme des écorchés. Voyons donc, vos écus valent-ils le sang du peuple ? Et lorsque la France se trouve exposée à un si horrible danger que, pour la sauver, le gouvernement provisoire est forcé de demander à tous les Français capables de porter les armes leur vie, ne doit-il pas, à bien plus forte raison, demander à tous les bourgeois de la France leur bourse ? Et si vous n'avez pas voulu la donner de bon gré, il devait vous la prendre, au nom du salut de la France. S'il ne l'a point fait, il a manqué à son premier devoir ; car, sans argent, point de munitions, point d'armes, point d'armée, point de résistance possible à l'envahissement des Prussiens.

[[1] Il y avait pour le gouvernement provisoire tant de moyens de faire de l'argent ! Et d'abord, il ne fallait point laisser partir l'impératrice Eugénie, la tendre épouse du plus ignoble coquin qui ail jamais régné en France. Il fallait l'arrêter, non pour lui faire du mal, mais pour la retenir prisonnière, au pain et à l'eau, tant que Napoléon III n'aurait point dégorgé les deux milliards à peu près qu'il a volés à la France. De cette manière on aurait gagné quatre milliards : les deux milliards qu'on lui aurait repris pour |$_{24}$ les faire servir au bien de la France, et les deux milliards dont on l'aurait par là même privé et qu'il ne manquera pas d'employer maintenant contre la France.

De même, n'aurait-on pas dû arrêter, dès le premier jour de la proclamation de la République, les plus illustres et les plus zélés serviteurs de l'empire, sénateurs, députés, magistrats,

1 Le passage qui suit, entre crochets, jusqu'à la cinquième ligne de la page 117, a été biffé par Bakounine dans son manuscrit. On en retrouve la substance en plusieurs endroits de *L'Empire Knouto-germanique* : voir, entre autres, tome II, pages 332-339, 371-386, et tome III, pages 183-191. — J. G.

conseillers d'État, et gens de la cour de Napoléon III, d'abord pour les empêcher de faire de la réaction dans les campagnes de France, et ensuite pour leur faire dégorger tout ce qu'ils ont si honorablement gagné avec la permission de leur maître ? On les aurait tenus en prison jusqu'à la fin de la guerre, puis on leur aurait permis de partir, en laissant à chacun quelques mille livres de rente, afin qu'ils puissent nourrir leur vieillesse et leur honte. Cela aurait produit encore au moins un milliard positif et un milliard négatif, en tout deux milliards.

Tu vois, cher ami, je ne dis pas qu'il eût fallu guillotiner tous ces coquins. Ce serait retomber dans les errements du jacobinisme de 1793 et 1794, système suranné et impuissant, « *parole ridicule* et malsaine », comme l'a dit avec beaucoup de raison M. Gambetta dans sa fameuse lettre adressée au *Progrès* de Lyon [1]. Ce système a contre lui l'épreuve historique, car il a produit tout le contraire de ce qu'il voulait atteindre : la guillotine, cet instrument incisif de l'État, n'a point tué la réaction, elle l'a fait revivre. Et d'ailleurs, comme l'immense majorité de la bourgeoisie est réactionnaire, il aurait fallu, pour exterminer la réaction aujourd'hui, couper dix fois plus de têtes que Marat |25 ne l'avait osé rêver dans ses nuits les plus sombres. Verser le sang à froid, avec tout l'accompagnement obligé de l'hypocrisie juridique, est une chose odieuse et horrible. Lorsqu'on fait la révolution pour l'émancipation de l'humanité, il faut respecter la vie et la liberté des hommes ; mais je ne vois pas pourquoi on respecterait les bourses, lorsque ces bourses se sont remplies par le pillage, par le vol, par le crime, par tous les sales moyens du régime bonapartiste ? C'est beaucoup plus humain que de couper les têtes, et c'est en même temps mille fois plus utile. En coupant les têtes les plus criminelles, on les rend en quelque sorte intéressantes, et on produit une réaction en leur faveur. Mais en coupant les

1 Cette lettre, écrite en août 1870, avait été analysée par Bakounine dans une longue note du manuscrit des *Lettres à un Français*. Voir t. II, p. 236. — J. G.

bourses criminelles, on arrête la réaction dans sa source, on en détruit les moyens. Ce n'est plus de la politique idéaliste, comme celle du jacobinisme ; c'est une politique positive et réaliste s'il en fut, et c'est sans doute de cette politique que M. Gambetta a voulu parler lorsque, dans cette même lettre, il a recommandé le système de « *la démocratie rationnelle et positiviste* » [1].

Malheureusement, comme cela arrive d'ailleurs trop souvent aux hommes politiques, M. Gambetta a oublié de le pratiquer, dès qu'il est entré au pouvoir, et cela dans un moment de suprême danger pour la France, où l'application de ce système était devenue un devoir, puisque pour la sauver il fallait avant tout beaucoup d'argent, et que cet argent se trouvait dans les poches des pillards du 2 Décembre.

Avait-il quelque scrupule de reprendre à ces voleurs ce qu'ils avaient volé à la France ? ou bien voulait-il faire parade de générosité ? La générosité est sans doute une fort belle chose, lorsqu'on en fait pour son |26 propre compte et en sacrifiant sa propre personne ; mais nul n'a le droit d'en faire au détriment d'autrui, et encore moins au détriment du peuple qu'on a mission de sauver. M. Gambetta se serait-il laissé arrêter par les difficultés de l'exécution ? En effet, la plupart de ces messieurs et de ces dames ne tenaient probablement pas leur argent dans leurs poches ; ils l'avaient placé en plus grande partie chez des banquiers, soit étrangers, soit français, et alors comment le retirer de leurs mains ? Mais tout simplement en les retenant prisonniers aussi longtemps qu'ils se refuseraient à le rendre.

Mais comment évaluer ce qu'ils ont volé à la France ? La chose était bien aisée. Depuis Napoléon III et son épouse Eugénie jusqu'au dernier de leurs serviteurs, ils sont tous entrés gueux comme Job et criblés de dettes au pouvoir. Maintenant, en examinant leurs papiers, il n'était point difficile de

1 Voir t. II, p. 236. On entend bien que Bakounine raille. — J. G.

déterminer approximativement ce qu'ils possèdent. N'est-ce pas ainsi que la loi en agit avec tous les banqueroutiers ? Et alors on aurait pu déclarer à chacun : « Vous resterez en prison et au pain et à l'eau, tant que vous n'aurez pas déboursé telle somme ». Ce serait cruel, dira-t-on. Ah ! ils ont été bien autrement cruels envers les déportés de Décembre ; et d'ailleurs il n'aurait tenu qu'a eux-mêmes de se libérer au plus vite, avec quelque mille livres de rente qu'on leur laisserait comme moyen de traîner une existence non matériellement, mais moralement misérable.

Mais c'eût été un moyen révolutionnaire. Ah ! voilà toute la question. M. Gambetta et ses compagnons du gouvernement provisoire ont senti |$_{27}$ qu'en s'embarquant dans cette voie, ils entreraient en pleine révolution. Et aujourd'hui, comme hier, ils ne veulent pas de révolution.

Constatons encore une fois les résultats de cette générosité, selon moi, aussi intempestive que funeste, dont les membres du gouvernement provisoire ont usé vis-à-vis de ces pillards du 2 Décembre, qui sont en même temps les plus dangereux ennemis de la République française. Premier résultat : la perte de deux milliards, ou d'un milliard au moins, dans un moment où le salut de la France réclame beaucoup d'argent. Second résultat : ces mêmes milliards employés à la ruine de la France par une bande de malfaiteurs, dont les uns, inspirés par Napoléon III et Madame Eugénie, conspirent contre elle à l'étranger, et les autres, répandus dans les provinces, préparent la trahison dans l'intérieur même de la France. Pour augmenter sans doute le nombre de ces derniers, le gouvernement provisoire n'a-t-il point tout dernièrement ordonné la mise en liberté de tous les préfets, procureurs généraux, commissaires de police, sergents de ville, et autres employés ou mouchards de l'empire, et l'incarcération des républicains *trop ardents* à leur place ? Il veut étouffer la révolution à tout prix, alors même qu'il devient de plus en plus évident que la révolution peut seule

sauver la France.]

Cela démontre que les citoyens honorables qui composent le gouvernement provisoire n'ont rien compris ni à la situation actuelle de la France, ni à leur propre situation, et qu'ils continuent de les méconnaître encore. S'ils eussent compris l'une et l'autre, ils se seraient dit qu'ils ne forment un gouvernement incontestablement légitime que vis-à-vis de l'envahisseur étranger, mais que vis-à-vis de la France ils n'ont | [28] ni droit, ni puissance.

Ils n'ont pas de droit, parce que Paris n'avait lui-même ni ce droit, ni l'intention de le leur conférer. Je l'ai déjà dit, le peuple de Paris, cette partie du peuple au moins qui au 4 septembre a fait prévaloir sa volonté, en proclamant la République, ne les a point élus ; il les a acceptés et soufferts, dans un moment de suprême détresse, comme les moins faibles parmi les faibles, comme les moins menteurs, comme les moins malveillants et comme les moins incapables, parmi cette foule d'impuissants, de trompeurs, de malveillants, et de rhéteurs incapables qui composaient le Corps législatif. Enfin le peuple a accepté toute la gauche qui, à tort ou à raison, se disait irréconciliable, sans excepter M. Picard qui, tenté par les succès de M. Ollivier, s'était demandé un instant s'il ne valait pas mieux essayer une réconciliation avec l'empire ; sans excepter M. de Kératry, l'aide de camp du ridicule et infortuné empereur Maximilien du Mexique ; sans excepter même M. Jules Favre, l'avocat des jésuites, un des auteurs principaux des Journées néfastes de Juin, du massacre des travailleurs dans les rues de Paris et de la ruine de la République dans la dictature militaire, en 1848.

Le peuple de Paris a bonne mémoire, il n'avait oublié rien de tout cela, et il ne pouvait avoir ni confiance en ces hommes, ni sympathie envers eux. Parmi tous les membres du gouvernement provisoire actuel, il n'y en a qu'un seul qui

jouisse, ou, pour parler plus véridiquement encore, qui ait joui de sa réelle confiance et de sa réelle sympathie. C'est M. Rochefort. C'était depuis |39 les élections du dernier Corps législatif l'homme le plus populaire de Paris. Il l'avait mérité en ce sens, qu'il avait franchement accepté le mandat impératif, et qu'il s'était soumis solennellement et d'avance à toutes les décisions delà volonté du prolétariat qui l'avait envoyé au Corps législatif. Pour cette même raison, il était devenu la bête noire de la bourgeoisie de Paris. La sympathie qu'éprouvait pour lui le peuple grandit en proportion des intrigues et des persécutions du gouvernement, des députés inféodés de la droite et des magistrats de l'empereur contre lui.

Lorsque M. Ollivier, le républicain renégat, converti à l'impérialisme et devenu ministre, réclama au Corps législatif la permission de sévir contre M. Rochefort, après l'assassinat commis par Pierre Bonaparte, la droite impérialiste vota cette permission avec joie, et, à gauche, les irréconciliables eux-mêmes trouvèrent à peine quelques mots pour la défense d'un collègue dont la popularité toujours croissante leur déplaisait. Cette mauvaise volonté et cette antipathie des irréconciliables à l'égard de M. Rochefort apparurent encore davantage, lorsque, les six mois d'emprisonnement auxquels le député de Belleville avait été condamné étant expirés, M. Grandperret, le ci-devant président de cette Haute-Cour de justice qui avait scandaleusement disculpé l'assassin Pierre Bonaparte, se présentant au Corps législatif comme ministre de la justice et comme membre du cabinet Palikao, affirma le droit du gouvernement de retenir M. Rochefort en prison. Toute la gauche se tut ; le foudroyant orateur de la *démocratie rationnelle et positiviste*, le député de Marseille, M. Gambetta, se tut aussi. Il n'y eut que ce pauvre invalide de la démocratie républicaine de 1848, M. Crémieux, qui,en sa qualité de ci-devant ministre de la justice |30 dans le gouvernement provisoire de Février, ait cru de son devoir de dire quelques paroles très insignifiantes, très pâles, pour la défense du droit

incontestable du député des travailleurs de Belleville.

À la veille d'une crise redoutable, qui, en changeant les destinées de la France, allait faire tomber le pouvoir entre leurs mains, les irréconciliables, et M. Crémieux sans doute avec eux, se félicitaient au fond de leurs âmes de se voir débarrassés de M. Rochefort, qu'à tort ou à raison ils considéraient comme révolutionnaire, eux qui ne l'étaient point du tout, et qui, les uns en vertu de leurs antécédents, les autres par tempérament, haïssaient la révolution autant qu'ils la redoutaient, non pour la France, mais pour eux-mêmes.

Le peuple de Paris ne la redoutait pas du tout. Au contraire, il la voulait ; et c'est pour cela qu'il délivra M. Rochefort, et qu'il le plaça par sa volonté souveraine dans ce gouvernement qui, se rendant justice et comprenant alors sa position et sa mission mieux qu'il ne les comprend à présent, s'intitula lui-même non le gouvernement politique de la France, mais seulement le « gouvernement de la Défense nationale ».

De tous les membres de ce gouvernement, il n'y en eut donc qu'un seul qui pût être considéré comme l'élu direct et réel du peuple de Paris. Ce fut M. Rochefort. Tous les autres, à l'exception du général Trochu, qui fut chaleureusement acclamé non comme homme politique, mais comme le défenseur militaire de Paris, tombèrent dans ce gouvernement par un concours de circonstances, sans y avoir été mis par personne. Profitant du vide fait par la fuite des bonapartistes, ils s'y placèrent et se partagèrent les emplois. Le peuple les laissa faire, et voilà tout. Ce fut une usurpation, légitime s'ils sauvent | [31] la France, criminelle si, par leur incapacité et leurs défaillances toutes bourgeoises, ils la conduisent à sa ruine.

Ne parlons donc pas de droit. Le peuple de Paris n'avait ni la volonté ni le droit de leur conférer celui de gouverner, ou de paralyser, la France dans ce moment critique où toute l'énergie

populaire déchaînée peut seule la sauver. Dans toutes les révolutions passées, le peuple de Paris s'était arrogé ce droit, au moins d'une manière provisoire, et jamais sans avoir provoqué de violentes oppositions dans les provinces. Néanmoins les provinces avaient toujours fini par se soumettre, tant le prestige historique de Paris est puissant, et tant était devenue puissante l'habitude des provinces de marcher à la remorque de Paris. Rendez-vous habituel de toutes les intelligences, foyer de la pensée philosophique, politique et sociale, Paris illuminait, entraînait, dirigeait toute la France. On avait beau protester au nom de la liberté des provinces, Paris était le centre politique, tout-puissant et tout absorbant, du pays.

Aujourd'hui, Paris n'a plus ce caractère. Ce n'est plus la capitale politique, c'est une ville assiégée, un camp, c'est la dernière forteresse de la France. Paris, réduit à se défendre et absorbé par les soins d'une résistance héroïque, ne peut plus gouverner le pays, ni imposer un gouvernement quelconque à la France. Paris, la tête de cette immense et néfaste centralisation qui, se perfectionnant et se renforçant toujours, de Louis XI à Richelieu, de Richelieu à Louis XIV, de Louis XIV à la Convention nationale, et de la Convention jusqu'au premier et au second empire, avait fini par tuer le mouvement, la pensée et la vie dans les provinces, — |32 Paris, dans l'intérêt de la France et même dans l'intérêt de son propre salut, est aujourd'hui forcé d'abdiquer. Une ville dont les communications sont interrompues ne peut plus gouverner ni administrer la France. Une ville dont le propre salut dépend de l'action énergique et spontanée du pays, ne peut point sauver le pays. Ne pouvant le sauver, Paris a perdu le droit de lui commander. Paris, assiégé et menacé par les Prussiens, n'a plus que ce langage à tenir aux communes de la France :

« Je vous ai gouvernées et administrées pendant plus de deux siècles. Englobant dans une centralisation croissante, et détruisant une à une, par le mécanisme artificiel de l'État,

d'abord toutes les autonomies provinciales, et plus tard toutes les libertés communales, je vous ai réduites peu à peu à l'état d'automates sans âme, sans mouvement propre, et n'agissant plus que par ma pensée et par ma volonté. Ce système a été votre malheur et le mien. À trois reprises différentes, pendant les derniers quatre-vingts ans, il nous a fait perdre la liberté conquise par le peuple. Aujourd'hui il nous a conduits, vous et moi, au bord de l'abîme. Assiégé par les Prussiens, je suis perdu si vous ne volez à mon secours. Mais pour venir à mon secours, vous devez pouvoir bouger, penser, vouloir, agir, et vous ne pourrez pas le faire tant que vous resterez enchaînées et paralysées par le réseau bureaucratique et par l'autorité administrative et gouvernementale de l'État. Au nom de mon salut et du vôtre, au nom du |$_{33}$ salut de la France, renversez donc l'État. C'est une œuvre aussi nécessaire que facile. Elle est facile, parce que de fait l'État n'existe plus. Moi, sa tête, ayant été forcé d'abdiquer, c'est un corps décapité, mort, sans énergie, sans action, et de plus tout gangrené de bonapartisme. Nos armées permanentes, qui étaient les bras de l'État, sont détruites. L'État ne peut donc plus nous défendre, et ses fonctionnaires civils, préfets et municipalités, encouragés par l'égoïsme bourgeois, à mesure que les Prussiens s'avancent, leur livrent la France. Ne pouvant rien pour notre défense, l'État continue de nous paralyser de tout le poids de son corps inanimé et inerte, il continue de nous empoisonner par les émanations bureaucratiques, bonapartistes, jésuitiques, bourgeoises et réactionnaires de toute sorte que son cadavre exhale. Il nous asphyxie, nous étouffe, nous écrase. Renversez-le et détruisez-le donc tout à fait, reprenez toute votre liberté, afin de pouvoir penser, vouloir, agir, et sauver la France.

« Moi, Paris, je ne puis plus faire de mouvement politique. Il m'est impossible d'en faire en présence de l'ennemi qui m'assiège. Toute ma vie est dans les forts extérieurs. A l'intérieur je prépare les munitions et fourbis les armes, et je prépare les barricades et les engins de destruction pour

transformer au besoin chaque maison et chaque rue en forteresse. Mon devoir, c'est de faire sauter toutes les maisons, plutôt que d'en livrer une seule aux Prussiens. Pour moi, il ne peut plus exister qu'une seule politique, c'est de fusiller sur-le-champ tout homme : soldat, officier, général, membre du gouvernement provisoire ou simple citoyen, ouvrier ou bourgeois, qui parlerait de se rendre. Au nom du salut de la France, je dois m'abstenir de toute autre politique, et je suis forcé d'accepter les individus de toutes les classes et de tous les partis, du moment que leur résolution de disputer Paris aux Prussiens jusqu'au bout est sincère.

|34 « Mais vous, communes de la France encore non envahies par les Prussiens, vous vous trouvez dans une position tout à fait différente de la mienne. *Le salut de la France vous commande de faire de la politique*. Ne vous laissez pas tromper par les gens intéressés qui vous crient : « Au nom de la France, ne nous divisons pas, restons unis ! » L'union est une chose magnifique, lorsque, égale de tous les côtés, elle est réelle et sincère ; elle est funeste lorsqu'elle est illusoire, hypocrite, mensongère. Unissez-vous donc aux bonapartistes ou aux jésuites pour sauver la France ! Unissez-vous à ces riches bourgeois qui, pleins de tendresse pour leurs capitaux, ne songent maintenant qu'à les placer dans les banques étrangères ; qui envoient des munitions, des armes et des grains aux Prussiens ; et qui au fond de leurs cœurs appellent les Prussiens pour qu'ils les délivrent du patriotisme du peuple ! *Ne croyez aux bourgeois que lorsqu'ils auront non prêté, mais* **donné** *tout l'argent qui est nécessaire pour l'armement de la France*. Est-ce que les ouvriers *prêtent* leur vie? ils la *donnent* ! Ne croyez aux bourgeois que lorsque, cessant de vous endormir et de vous enchaîner de nouveau à l'aide d'une bureaucratie restaurée par ce néfaste gouvernement de la soi-disant Défense nationale, ils viendront au contraire faire appel au soulèvement populaire pour le salut de la France. Unissez-vous à ceux-ci, mais repoussez tous les autres.

« La politique que vous devez suivre enfin est toute simple. Détruisez tout ce qui entrave la liberté de vos mouvements et votre action ; écartez les institutions, les hommes et les choses qui pourraient vous enchaîner et vous paralyser. Sonnez le tocsin de détresse, car la France, votre mère, trahie par ses gouvernants, par ses généraux, par toutes ses autorités officielles, et |35 renversée sanglante sous le pied des Prussiens, est menacée d'esclavage ou de mort. Ses campagnes sont dévastées ; ses villes et ses villages saccagés et brûlés ; ses habitants massacrés ; leurs femmes et leurs filles violées ; leurs pauvres petits enfants fusillés. Civilisation, prospérité, État, institutions, droit public, droit humain, tout est brisé, tout est violé par nos envahisseurs féroces. Tous nos moyens réguliers de défense sont détruits en nos mains, il ne nous reste plus d'autre force que celle du désespoir, plus d'autre loi que celle du salut de la France. Au nom de la France trahie, insultée, massacrée, levez- vous sans en demander la permission à personne. On ne demande pas de permission lorsqu'il s'agit de sauver sa mère. Organisez-vous révolutionnairement, en dehors de toute tutelle et de toute direction officielle. Et d'ailleurs, qui pourrait vous diriger ? Il n'existe plus de gouvernement en France. Celui qui se donne le titre de gouvernement de la Défense nationale n'est qu'un fantôme ridicule, qui, sans effrayer et sans inquiéter les Prussiens, n'est bon qu'à paralyser les efforts du pays. Que toutes les communes non envahies encore par les hordes allemandes constituent leurs Comités du salut de la France, sur les ruines de ces municipalités entachées de trahison et de réaction bonapartiste ou bourgeoise, et qu'après avoir accompli cette révolution intérieure, elles se fédèrent entre elles et envoient leurs délégués dans un lieu quelconque pour former la *Convention du salut de la France*. Et que cette Convention élise en son sein le *Comité central du salut*. Ce sera le vrai, le seul gouvernement légitime de la France. Lui seul |36 sera réel et puissant, lui seul pourra la sauver. »

Voilà, je n'en doute pas, ce que dirait maintenant le peuple de Paris au peuple de toutes les communes de France, si le peuple de Paris pouvait parler à cette heure. Malheureusement sa parole est interceptée par les Prussiens, et sa pensée toujours juste et généreuse est faussée par les actes de ce gouvernement de la soi-disant Défense nationale qui, n'ayant d'autres droits que ceux que le peuple de Paris lui a laissé prendre dans un moment de surprise et de détresse, en use maintenant, sans doute par faiblesse, par vanité et par incapacité, non pour sauver, mais pour paralyser et pour perdre la France.

Je m'en vais prouver maintenant la justice de cette accusation sévère, mais parfaitement méritée, que moi, étranger, mais étranger qui, voyant dans le salut de la France le salut de la liberté du monde, suis venu partager les dangers et le sort de la France, j'ose, dans ce moment de danger suprême pour la France, porter contre lui.

J'ai dit et prouvé que le 4 septembre il s'était emparé d'un pouvoir dictatorial provisoire par usurpation. Mais j'ai ajouté que cette usurpation eût été légitime aux yeux de la France et du monde, s'il l'avait fait servir au salut de la France.

J'ai dit encore que son droit de représenter la France vis-a-vis de l'Europe et surtout vis-à-vis de l'envahisseur étranger était incontestable. Il avait été acclamé comme gouvernement de la Défense nationale par la France tout entière, sans qu'il se soit élevé une ombre de protestation d'aucune partie du pays. Son droit était donc éclatant comme le jour, et c'était un devoir pour lui de le maintenir inébranlable et haut contre l'arrogance victorieuse des Prussiens.

|37 Par contre, son droit de gouverner et d'administrer la France, d'administrer les provinces et les communes, était plus que contestable, il était nul. Il était doublement nul : d'abord

parce que Paris n'avait pas le droit de le lui conférer ; mais ensuite et surtout parce que, privé de tous les moyens qui lui eussent permis de s'en servir d'une manière efficace pour le salut de la France, en concentrant dans ses mains seulement l'apparence et non la réalité de tous les pouvoirs de l'État, il empêchait et paralysait par là même l'action et le mouvement spontanés du pays ; et cela dans des circonstances où cette action et ce mouvement sont seuls capables de sauver le pays.

Je m'explique. Pour exercer efficacement les pouvoirs de l'État, il faut avoir en ses mains une puissance non fictive, mais réelle ; il faut avoir à sa disposition tous les instruments de l'État. Quels sont ces instruments ? C'est d'abord une armée nombreuse, bien organisée, armée, disciplinée et nourrie, et surtout bien commandée. C'est ensuite un budget bien équilibré, bien administré, et bien riche, ou un crédit capable de suffire à toutes les dépenses extraordinaires rendues nécessaires par la situation particulière du pays. C'est enfin une administration honnête, dévouée, intelligente et active.

Voilà les trois instruments qui constituent la puissance réelle de l'État. Otez-lui l'un de ces trois instruments, et l'État n'est plus puissant. Que sera-ce lorsque tous les trois lui manquent à la fois ? L'État ne sera rien, il sera réduit à zéro. Il ne sera plus qu'un fantôme, un revenant capable de faire du mal en effrayant les imaginations et en pesant sur les volontés, mais incapable d'aucune entreprise sérieuse, ni d'aucune action salutaire pour le pays. Telle est précisément la situation actuelle de l'État en France.

|38 Faut-il prouver que la France n'a plus une seule armée organisée, régulière, à opposer aux Prussiens ? Je pense qu'on me fera grâce de cette démonstration. Tout le monde en France le sait, et les Prussiens n'en sont que trop bien avertis ; et c'est pour cela qu'ils agissent en France, qu'ils pillent, qu'ils massacrent, qu'ils violent, comme s'ils étaient les maîtres. S'il y

avait une armée française, on ne les aurait pas laissés prendre la ville d'Orléans [1] et couper les communications de Paris avec tout le midi de la France, sans coup férir.

Le gouvernement de la Défense nationale a-t-il à sa disposition des finances suffisantes et régulières ? A-t-il tout l'argent nécessaire pour l'entretien d'une immense bureaucratie, et surtout pour l'armement et pour la défense du pays ? Non, il ne l'a pas et il ne peut pas l'avoir.

Je sais bien qu'il se donne les airs d'en avoir beaucoup. Il croit ce mensonge utile pour sauver le crédit de l'État, et c'est pour cela, probablement, qu'il fait publier dans tous les journaux que le paiement des rentes et des pensions de l'État se fera régulièrement à Paris comme dans les chefs-lieux de département tel jour de chaque mois. Eh bien, je le défie de les payer longtemps, et je pense que le gouvernement de la Défense nationale a bien tort de faire des promesses qu'il ne pourra point tenir. Dans la situation terrible où se trouve la France, ce n'est point par des mensonges, ce n'est point par un système de fictions illusoires, c'est en dévoilant toute la vérité, quelque cruelle et amère qu'elle soit, qu'on pourra la sauver.

Si le gouvernement de la Défense nationale est assez riche pour payer les pensions, |39 — pensions qui, par parenthèse, ont été accordées, en très grande partie au moins, par la munificence de Sa Majesté l'empereur Napoléon III à ses plus fidèles serviteurs, c'est-à-dire aux plus viles créatures de la France, — pourquoi n'emploie-t-il pas une partie de cet argent à l'achat ou à la fabrication des armes et des munitions ? Pourquoi n'arme-t-il pas au plus vite le peuple de France ? Pourquoi ne distribue-t-il pas deux, trois millions de fusils, pour que ce peuple, livré aujourd'hui sans défense à l'atroce brutalité des soldats de l'Allemagne, puisse défendre sa vie, son bien, l'honneur de ses filles, et, par un soulèvement immense,

1 Orléans fut pris par les Allemands le 11 octobre. — J. G.

sauver la France ? S'il l'avait fait dès le premier jour de son installation au pouvoir, la ville d'Orléans ne serait pas tombée si facilement aux mains des Prussiens.

S'il a tant d'argent, pourquoi laisse-t-il inactifs et errants tous ces milliers de gardes mobiles, de francs-tireurs et de volontaires de toutes sortes qui restent désarmés dans tous les chefs-lieux de département ? Les armées françaises seraient-elles déjà si pleines qu'elles n'auraient plus besoin de soldats ? Ou bien les Prussiens auraient-ils cessé de dévaster la France ?

S'il a tant d'écus à sa disposition, pourquoi n'en prête-t-il pas quelques dizaines de millions à ces bons bourgeois de France si patriotiques et si généreux lorsqu'il s'agit de voter l'impôt du sang et d'envoyer sur les champs de bataille les enfants du peuple ; si parcimonieux, hélas ! lorsqu'il s'agit de contribuer par leurs propres écus à la délivrance de la France?

Non, le gouvernement de la Défense nationale |40 n'a pas l'argent nécessaire pour organiser la défense du pays. S'il l'avait eu, il n'aurait point laissé s'écouler plus d'un mois sans rien faire pour cette défense nationale qui est son titre unique et sa seule raison d'être. Il eût employé au besoin la moitié de la population de la France au confectionnement des munitions et des armes, et il eût envoyé l'autre moitié au-devant des Prussiens. Il ne l'a point fait, donc il n'a pas le sou.

Et d'où lui viendrait la richesse ? Napoléon III n'a-t-il pas épuisé tout le budget et tout le crédit de la France ? Les crédits extraordinaires votés par le Corps législatif à la veille et dans les premiers mois de la guerre ont été gaspillés, comme tant d'autres milliards qui ont passé entre les mains impures des serviteurs du plus impur des souverains. La guerre a mangé le reste. Lorsque le gouvernement de la Défense nationale est arrive au pouvoir, il a trouvé les coffres de l'État, aussi bien que les arsenaux, vides. Ajoutez-y l'ébranlement affreux éprouvé par

le crédit public et privé, par suite des désastres militaires de la France et de la chute de l'empire. Il aurait fallu des finances bien autrement organisées et administrées que celles de l'empire pour résister à de pareils coups. Qu'on se rappelle l'état des finances du pays au lendemain de la révolution de 1848, à la suite d'un régime qui, comparé au régime Bonaparte, pouvait être cité comme un modèle de modération, de régularité et d'honnêteté. Eh bien, on a trouvé la caisse vide, le crédit anéanti, et devant soi la banqueroute, pour échapper à laquelle on a eu recours à ce malheureux |41 expédient des centimes additionnels qui ont donné le branle à la réaction des campagnes. Aujourd'hui comme alors, le commerce s'est arrêté ; l'industrie a cessé de produire, le travail de nourrir, l'impôt direct d'être payé, tandis que les impôts indirects donnent à peine un quart de ce qu'ils produisaient avant la guerre ; d'autant plus qu'aujourd'hui la quatrième et la plus industrieuse partie de la France, occupée par les Prussiens, ne donne plus rien à l'État. Comme en 1848, le gouvernement se voit donc menacé par la banqueroute, et c'est probablement pour cette raison que, se mettant de nouveau en contradiction avec lui-même, il vient d'ordonner l'élection d'une Constituante pour le 16 octobre.

S'il espère que cette Constituante, qui ne représentera que les trois quarts, ou peut-être même seulement les deux tiers de la France, et qui sera nécessairement anti-patriotique et réactionnaire, créera les moyens financiers nécessaires au salut de la France, il se trompe beaucoup. Cette Constituante sera composée en majeure partie d'avocats et de propriétaires. Les campagnes y enverront beaucoup de bonapartistes. Un nombre suffisant d'orléanistes, peut-être avec M. le duc d'Aumale à leur tête, y seront envoyés par l'influence et l'argent de la haute bourgeoisie. Les boutiquiers s'y feront représenter par une masse de républicains équivoques ou fort pâles, et dont le patriotisme et l'énergie républicaine s'exhaleront en grandes phrases ; avec de belles paroles révolutionnaires ils feront de la

réaction, comme on en fait déjà aujourd'hui au chant de la Marseillaise. Les représentants sincères du vrai peuple, du peuple qui veut le salut et |42 la liberté de la France et l'émancipation du prolétariat à tout prix, y constitueront une minorité encore plus faible que dans la Constituante de 1848. La Constituante du 16 octobre 1870, pour peu qu'on la laisse faire, votera donc non le salut, mais la déchéance et l'asservissement de la France, et le gouvernement de la Défense nationale qui l'aura convoquée aura été la cause principale et directe de l'une et de l'autre.

Il me paraît suffisamment constaté et prouvé que la France n'a plus, à cette heure, ni armée ni finances. Voyons si elle a au moins conservé une administration régulière, dévouée et capable.

Poser cette question, n'est-ce point la résoudre dans un sens absolument négatif ? Le personnel de cette administration, celui de toutes les branches du service public, y compris l'administration proprement dite, l'organisation communale et provinciale, la justice à tous ses degrés, la police, les finances et l'armée, sans parler de cette organisation à demi-indépendante, l'Église, alliée intéressée et constante du despotisme de Napoléon III ; toute cette gent bureaucratique ou soi-disant élective, depuis le garde-champêtre et le curé de la plus pauvre commune jusqu'aux plus hauts fonctionnaires de l'Église et de l'État, n'ont-ils pas été liés, élus, avancés, protégés, inspirés, corrompus et disciplinés, pendant vingt années consécutives, au point de vue exclusif des intérêts de la dynastie Bonaparte ? Ne sont-ils pas inféodés au bonapartisme par tous leurs intérêts, leurs antécédents honteux, leurs malversations et leurs crimes ? Ne sont-ils pas devenus tellement solidaires entre eux par l'exercice collectif de toutes les choses dégoûtantes et horribles qui, pendant vingt mortelles années, ont ruiné, démoralisé, déshonoré la France et l'ont |43 conduite au bord de l'abîme, qu'il est aujourd'hui impossible à aucun d'eux de se séparer de

ses anciens compagnons de l'orgie impériale, sans courir des risques sérieux, je ne dirai pas dans sa réputation, elle n'est que trop bien faite, mais dans ses intérêts, dans sa liberté, dans sa vie ? Ces quelques centaines de mille gredins qui constituaient le personnel policier, militaire, judiciaire, électif, financier et civil de l'empire ne formaient-ils pas, ne forment-ils pas encore une bande immonde, une vaste conspiration du crime, pour la ruine de la France? Et on se servirait de cet instrument pour sauver la France !

Serait-il encore besoin de prouver la malhonnêteté et l'incapacité profonde de cette bande ? Armée, gardes mobiles, forteresses, vaisseaux, armes, munitions, habillement et approvisionnement de l'armée, tout cela n'existait que sur le papier. Elle en avait mis la réalité immense dans ses poches. Quant à son incapacité gouvernementale, administrative et bureaucratique, on peut en juger par celle des officiers de l'armée. L'empire avançait et protégeait non les plus intelligents, les plus instruits et les plus capables, mais les plus serviles, les plus lâches, les plus criminels, les plus fourbes. Il n'encourageait qu'un seul genre d'esprit, celui de la haute et de la basse coquinerie. Il y avait bien quelques grandes et très intelligentes canailles à la tête du gouvernement et de l'administration, des *hommes forts*, qu'on dirait échappés des romans de Balzac : les Morny, Saint-Arnaud, Fleury, Baroche, Maupas, Persigny, Pietri, Billault, Haussmann, Fould, Dupin, Walewski, Rouher ; plus tard le renégat de la démocratie, Ollivier ; et, dès le principe, le renégat de tous les drapeaux et de toutes les idées, Émile de Girardin ; et quelques autres encore que je puis avoir oubliés, des gens très habiles, très capables et qui constituaient en quelque sorte la Haute Pègre. Ces gens, s'ils eussent voulu s'occuper sérieusement et |$_{44}$ loyalement des affaires, de l'organisation et de la bonne administration de l'État, auraient pu lui rendre d'immenses services, qui en doute ? des services non sans doute au point de vue de la liberté, mais à celui de la grandeur et de la puissance réelle de

l'État, *qui sont toujours*, comme on doit s'en être à la fin convaincu, *en rapport inverse avec la liberté et la prospérité réelle du peuple*.

Ils auraient pu faire pour la France ce que Bismarck et Moltke ont fait pour la Prusse. Bismarck et Moltke sont incontestablement des grands hommes et de grands patriotes, *au point de vue de l'État*. Leurs noms, entourés d'une gloire méritée, appartiennent désormais à l'histoire. Mais en même temps et par cette même raison, leurs noms doivent être maudits par toute la démocratie sincèrement populaire et socialiste de l'Allemagne, car ils sont les vrais fondateurs du nouvel Empire germanique ; et les grands États ne se fondent que sur l'esclavage des peuples, non seulement étrangers, mais indigènes aussi et surtout ; puisqu'ils ne peuvent se maintenir et se fortifier que par le sacrifice constant et systématique de tout ce qui constitue le droit et le bien-être des masses populaires aux privilèges des classes politiques et aux besoins de l'État.

Si, après le coup d'État de Décembre, les coquins audacieux qui aidèrent Napoléon III à violer la République et à tuer définitivement cette liberté à laquelle, comme on sait, le républicanisme bourgeois, ayant à sa tête Messieurs Jules Favre et compagnie, avait porté les premiers coups mortels ; si ces hommes, après |45 avoir ensanglanté Paris et la France pour satisfaire leur cupidité et leur ambition, tout en satisfaisant la première, avaient largement compris la seconde, ayant à leur disposition les immenses ressources de la France, appuyés sur le dévouement de l'armée et sur la lâcheté de cette bourgeoisie que la crainte du spectre rouge avait jetée dans leurs bras, ils auraient pu constituer un empire excessivement puissant. Pas pour longtemps sans doute, car aucune force politique, si matériellement et mécaniquement puissante qu'elle soit, même l'empire d'Allemagne qu'on est en train de créer aujourd'hui sur les ruines de la France, ne saura se maintenir plus de cinquante

ans contre les tendances irrésistibles du siècle. Mais enfin ils auraient pu former quelque chose de très imposant, de très grand dans l'acception non moderne, mais antique, de ce mot, dans le sens de l'État.

Pour cela, il eût fallu beaucoup travailler, comme travaillent Bismarck et Moltke ; et il eût fallu être au moins relativement honnête, non vis-à-vis des individus et du peuple, mais vis-à-vis de l'État. Les comparses de Napoléon III n'ont pas même su ou voulu se donner ces deux vertus des hommes politiques : le travail et l'honnêteté dans le service de l'État. Ils s'étaient emparés du pouvoir, non pour travailler, mais pour jouir ; leur ambition elle-même n'était rien que vanité personnelle ; car aux satisfactions de la passion politique qui pousse les ambitieux à servir la grandeur de l'État, ils ont préféré les jouissances crapuleuses. Empereur, impératrice, prince impérial, cour impériale, maréchaux, généraux, évêques, grands corps de l'État, pendant les vingt ans de leur règne, n'ont pas fait autre chose que de se vautrer dans l'orgie. |$_{46}$ Ils ont mis l'État lui-même au pillage. Ils l'ont violé, démoralisé, désorganisé, et l'ont amené à ce degré d'impuissance qui en fait aujourd'hui le jouet de la Prusse.

Au-dessous de ces intelligences remarquables, mais avilies, profondément corrompues et corruptrices, il ne pouvait y avoir de place que pour l'incapacité la plus absolue unie à la plus grande bassesse. À moins qu'elle ne soit excessivement corrompue, l'intelligence est toujours accompagnée d'une certaine dose de fierté ; à défaut de justice et d'honneur, elle tient au moins à une certaine apparence de dignité, au point d'honneur. Mais il ne pouvait y avoir place pour tout cela dans l'administration de l'empire. On ne pouvait y parvenir qu'à force de complaisance servile envers les chefs, de brutalité envers le public, de malhonnêteté et de cynisme. Il fallait avoir brûlé ses vaisseaux, être affiché, perdu dans l'opinion publique, pour attirer l'attention et mériter la confiance du gouvernement

impérial.

Le gouvernement impérial, à son point de vue, avait raison. Il se rendait justice, et se disait fort bien, dans ses conciliabules secrets, qu'il n'était autre chose qu'une bande de voleurs et de brigands qui, une nuit de Décembre, s'était emparée de la France ; et, quelque médiocre idée qu'il eût du peuple français, il savait bien qu'un jour devait venir où ce peuple, honteux et fatigué de son joug, ferait un effort suprême pour s'en délivrer. Pour empêcher cette délivrance, qui nécessairement devait mettre fin aux orgies des brigands, ne fallait-il pas se précautionner contre le réveil du peuple français ? Et quel autre |$_{47}$ moyen, pour atteindre ce but, que de former à sa propre image une immense bureaucratie militaire, civile, judiciaire, législative, cléricale, policière et financière, qui, pénétrée des mêmes idées et des mêmes sentiments que les brigands fondateurs de l'empire, couvrirait la France tout entière d'un immense réseau de surveillance, de corruption, de délation et de compression ? Il ne s'agissait proprement pas du service de l'État, mais du service de la dynastie et de la bande inféodée à cette dynastie, dans l'État. Il fallait assurer à cette bande, que chaque année rendait plus nombreuse, le pillage réglé de l'État.

C'est ainsi que l'armée impériale n'avait point du tout la mission de maintenir la puissance de l'État contre les puissances étrangères, chose dont elle s'est tirée fort mal, comme on vient de le voir, aussitôt qu'elle a rencontré un adversaire sérieux, mais de maintenir contre le peuple de France désarmé la puissance de l'empereur. C'est ainsi que la justice impériale n'était instituée qu'en vue de la condamnation quand même de tous les adversaires de l'empire et de la disculpation de tous les criminels, du moment qu'ils faisaient partie de la bande de Napoléon III. Les finances n'avaient d'autre but que de verser les trésors de l'État dans les poches de la bande officielle. Le ministère de l'instruction publique et des

cultes avait pour charge principale d'abrutir et d'aplatir l'esprit français, et de maintenir une ignorance salutaire dans le peuple des campagnes et des villes. Enfin l'administration, la haute et basse police, devait surveiller, dénoncer, comprimer tous les ennemis de la bande dynastique, et faire elire les élus de cette bande par le suffrage universel.

Pour que chacune de ces branches de l'administration remplît efficacement son devoir, il fallait que son personnel fût composé d'hommes parfaitement dévoués à l'empire; mais comme l'empire, dès son premier |48 jour de naissance, était le crime, la négation brutale et cynique de tout ce qui est honorable et sacré aux yeux des hommes ; comme il était évident pour tout homme, non absolument dénué de cœur et d'esprit, que l'empire ne pouvait se maintenir que par l'anéantissement intellectuel et moral, politique et social de la France ; il était absolument impossible qu'un honnête homme eût pu se dévouer à l'empire, à moins que cet homme eût été bien bête, bête au point de ne pas avoir été en état de comprendre qu'en servant l'empire, il contribuait à tuer la France.

Il en résulte donc ceci, que l'empire n'a pu se servir que de deux sortes de dévouement : du dévouement des coquins, ou de celui des gens excessivement incapables.

Ne troublons pas le sommeil des ânes, et parlons des coquins. Tout coquin est un être sans foi ni loi ; mais alors, comment s'assurer de son dévouement ? Évidemment, il faut l'intéresser. Mais ce n'est pas assez. Par intérêt il se donnera à vous aujourd'hui ; demain, attiré par un intérêt nouveau, il vous trahira. Il faut donc lui rendre cette nouvelle trahison impossible, il faut le compromettre, et le rendre tellement solidaire de vos crimes, qu'il ne puisse jamais vous abandonner |49 sans un immense danger pour lui-même.

C'est ainsi qu'en agissent avec leurs nouveaux candidats toutes les hautes polices de l'Europe et les bandes de brigands du monde entier. Les unes comme les autres ne donnent leur confiance qu'à ceux qui se sont tellement compromis à leur service que leur retour dans la société des honnêtes gens est devenu à tout jamais impossible. C'est ainsi qu'en a agi, avec tous ses fonctionnaires quelque peu intelligents, le gouvernement de Napoléon, qui n'était autre chose en réalité qu'une haute police et une bande de brigands à la fois.

Aussi dois-je rendre cette justice à l'administration impériale, qu'autant elle se montra incapable au point de vue de l'organisation du service de l'État, service qui d'ailleurs ne fut jamais ni son objet, ni son but, autant elle fut idéale et parfaite au point de vue de l'organisation du dévouement à la dynastie et aux intérêts de cette bande d'exploiteurs ou de pillards de l'État, qui ont constitué, pendant ces derniers vingt ans, le monde officiel et officieux de la France.

Servir ces intérêts à tout prix, par tous les moyens et quand même, en leur sacrifiant tous les intérêts de la France; consolider |50 la puissance de ce monde impérial sur le déshonneur, sur la ruine, sur l'esclavage de la France, — telle a été la pensée, l'âme vivante de toute l'administration impériale ; elle a pénétré jusqu'aux os tous les fonctionnaires, militaires et civils, de l'empire, au point de devenir leur point d'honneur, leur conscience, leur passion.

Aussi qu'avons-nous vu et que voyons-nous encore à cette heure ? L'administration impériale, militaire et civile a trahi la France. Oui, c'est vrai. Mais a-t-elle jamais trahi l'empereur et sa dynastie ? Les généraux ont livré les armées et les forteresses de la France aux Prussiens. Les préfets et les maires de l'empire leur ont ouvert et continuent de leur ouvrir les portes de leurs villes. Ils nourrissent, ils fêtent l'ennemi, et livrent au gibet des Prussiens les malencontreux volontaires qui osent troubler la

joie de ces bons étrangers. De résistance nulle part, de la lâcheté partout. Tout cela constitue sans doute le crime de haute trahison envers la France. Mais pouvez-vous citer un seul exemple de la trahison d'un haut ou petit fonctionnaire envers l'empereur ? La vue de cette malheureuse France, livrée par la trahison de Napoléon III et se débattant désarmée sous le pied des Prussiens, a-t-elle seulement arraché un cri de remords et d'indignation à aucun des serviteurs de l'empereur ? En a-t-elle converti et tourné un seul contre lui ?

Qu'on relise tous les débats du Corps législatif |[51] et du Sénat depuis leur dernière convocation jusqu'à leur dispersion par le peuple : il y avait là réunie toute la fine fleur, la quintessence des bonapartistes officiels et officieux. Eh bien, à la nouvelle de tous ces désastres, même après l'affreuse trahison de Sedan, y eut-il une seule parole de réprobation contre l'empereur prononcée par l'un d'eux ? Au contraire, tout ce qu'ils dirent, tout ce qu'ils firent fut contre la France et pour lui. Voyez encore à présent, que font-ils ? Ils intriguent, ils conspirent pour le rétablissement de l'empire. Et depuis que l'empereur est devenu le prisonnier et le protégé des Prussiens, ils conspirent pour les Prussiens, et trouvent fort mauvais qu'on pense à leur résister.

Que font, au milieu des troupes parsemées sur beaucoup de points de la France, les généraux et les officiers qui continuent de les commander grâce à la criminelle faiblesse du gouvernement de la Défense nationale ? Sont-ils désolés des désastres qui ont détruit les armées françaises ? Sont-ils furieux contre la trahison de l'empereur et de ses généraux, secondent-ils de tous leurs efforts l'armement de la République ? Pas du tout, ils font tous les efforts possibles pour maintenir chez les soldats le culte de l'empire, la fidélité à l'empereur, et la haine de la République. Ils conservent comme des reliques les aigles impériales, et, s'il ne tenait qu'à eux, le peuple qui se soulève partout au nom du salut de la France n'aurait ni une pincée de

poudre, ni un seul fusil.

|52 Ce que je viens de dire là peut être chaque jour constaté dans toutes les villes de France où se trouvent des troupes régulières. Tous les journaux n'ont-ils point raconté que lors de la dernière grande revue des gardes nationales parisiennes et des gardes mobiles des provinces, faite par le général Trochu à Paris, beaucoup de bataillons de mobiles n'avaient pas répondu au cri de « Vive la République », parce que leurs officiers, nommés sous l'empire, le leur avaient expressément défendu ? Enfin ce qui vient de se passer à Lyon, la conduite, les manifestations et les actes ultra-réactionnaires du général Mazure et de ses officiers, leurs menaces contre le peuple qui réclamait des armes, leur hostilité contre la République et l'arrestation des soldats qui avaient osé exprimer leur sympathie pour elle, tout cela démontre, d'une manière éclatante, l'incompatibilité d'humeur absolue qui existe entre les institutions républicaines et les états-majors de l'armée impériale. Qu'il y ait des exceptions, c'est possible, c'est même très probable. Mais les exceptions ne prouvent rien ; elles ne font que confirmer la règle. Et la règle est celle-ci : Les officiers et surtout les officiers supérieurs de l'armée française, dévoués quand même à l'empereur, sont, comme Napoléon III lui-même, bien moins les ennemis des Prussiens que de la liberté du peuple.

Mais si tels sont les sentiments du corps des officiers de l'armée impériale, qui, vu leur métier spécial et leur mission particulière de défendre vis-à-vis de l'étranger l'honneur de la France, auraient dû être plus sensibles que tout le reste de l'officialité impériale à la flétrissure jetée |53 par Napoléon III sur la nation tout entière, — combien doivent être plus ignobles encore les sentiments de cette administration judiciaire, financière, policière et civile qui n'eut jamais rien de commun ni avec l'honneur ni avec le point d'honneur du pays et qui les a toujours sacrifiés à des intérêts plus réels !

Enfin il est incontestable, n'est-ce pas, que les désastres affreux qui ont mis cette noble France sous le pied des Prussiens sont une conséquence directe de la complète désorganisation des ressources et des forces matérielles et morales du pays, et que cette désorganisation n'a point été le produit instantané d'une cause extérieure quelconque, mais exclusivement celui de la pratique de cette administration qui, pendant les vingt années de son règne exclusif, n'a eu d'autre but que d'asseoir le pouvoir de Napoléon III sur la ruine de la nation, et qui, fidèle à cette mission, a créé en effet d'un même coup l'impuissance nationale et la puissance de la dynastie.

Il est incontestable que cette administration, organisée et composée telle qu'elle est, serait incapable, même dans les circonstances les plus favorables, en pleine paix et entourée de la plus complète sécurité, d'organiser en vue de la puissance réelle de l'État les forces vives et les ressources matérielles de la nation, n'étant capable seulement que de les démoraliser et de les détourner de ce but. Et que, par conséquent, ce serait une folie d'espérer que cette même administration, au milieu de la détresse où elle vient de plonger la France et sous l'invasion des Prussiens, trouvât en elle et l'habileté et l'activité et l'énergie nécessaires pour réorganiser en très peu de jours, pendant le court délai que laisse à la France l'activité |$_{54}$ à la fois méthodique et énergique des Prussiens, cette puissance nationale réduite à néant.

Il est incontestable enfin que vu l'esprit et les intérêts qui animent le personnel de cette administration, depuis le général commandant et le plus haut fonctionnaire jusqu'au dernier garde champêtre, elle n'a et ne peut avoir qu'un seul but : c'est le rétablissement du régime impérial, dût-elle y arriver par l'amoindrissement, la déchéance complète et l'asservissement de la France sous le joug des Prussiens.

De tout cela je conclus que non seulement il n'existe à cette heure dans la République française pas même l'ombre d'une administration régulière et capable ; mais encore qu'il existe à sa place l'ancienne administration de l'empire, qui n'est autre chose qu'une vaste conspiration bonapartiste contre la France.

Le premier devoir du gouvernement de la Défense nationale n'était-il pas de la briser ? Ou bien les grands patriotes qui composent ce gouvernement auraient-ils poussé la naïveté jusqu'à croire qu'il suffisait qu'ils fussent au pouvoir pour que tout fût changé ; pour que même les sentiments réactionnaires et les dispositions bonapartistes de la vieille administration impériale — sentiments et dispositions fondés évidemment non sur des convictions intellectuelles ou morales, mais sur des intérêts très réels, très palpables et sur la solidarité des crimes passés — se transformassent aussitôt en patriotisme ? S'ils ont pu espérer pareille chose, il faut avouer que l'incapacité et l'impotente fatuité de tous ces dignes représentants du républicanisme bourgeois dépassent toute imagination, toute limite permise même à des avocats.

Mais non, je ne ferai pas cet affront à leur intelligence. J'aime mieux croire qu'ils ont vu, qu'ils ont compris le danger ; mais que, manquant du courage nécessaire pour l'attaquer en face, ils ont follement espéré |55 pouvoir le tourner. Faute de réalité, ils se sont payés d'illusions, comme le font habituellement les gens faibles, dans les moments de danger et de crise.

Il faut dire aussi que ce devrait être une bien rude épreuve pour eux, républicains bourgeois, et qui, comme tels, ne conçoivent rien en dehors de l'État et ne voient de salut que dans l'exagération des ressources, de l'action et de l'omnipotence de l'État, de reconnaître qu'en ce moment, et en présence du plus horrible danger qui ait jamais menacé l'indépendance et l'existence même du pays, il ne reste en

France de l'État qu'une fiction et qu'une ombre. Il aurait fallu une intelligence bien autrement sérieuse et un tempérament bien autrement déterminé et révolutionnaire que les leurs, pour avoir le courage de s'avouer, au milieu de circonstances si terribles, que la France n'ayant plus d'armée, plus de budget, plus d'administration régulière, dévouée et capable, mais ayant au contraire, à la place de cette administration, une vaste conspiration officiellement organisée à combattre, — privée en un mot de tous les instruments qui constituent la réelle puissance de l'État, — elle ne pouvait plus être sauvée que par l'action immédiate du peuple, en dehors de toute direction officielle, — c'est-à-dire par la révolution.

Si les avocats et les savants doctrinaires qui composent le gouvernement de la Défense nationale avaient moins de vanité présomptueuse et plus de dévouement à la cause du peuple ; s'ils avaient un peu plus d'intelligence et de résolution révolutionnaire, s'ils ne détestaient la révolution encore plus qu'ils |56 ne détestent l'invasion des Prussiens, s'ils eussent eu le courage de la vérité et vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis du peuple, envisageant froidement la situation actuelle de la France, ils se seraient dit :

1° Que se servir pour le salut de la France de cette administration impériale qui l'a perdue et qui ne peut faire autre chose que conspirer contre elle, est chose impossible ;

2° Que changer tout le personnel de cette administration dans le délai de quelques jours, trouver plus de cent mille fonctionnaires nouveaux pour les mettre à la place des fonctionnaires de l'empire, serait une entreprise également impossible ;

3° Que le modifier seulement en partie, en remplaçant seulement les grands fonctionnaires : les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de

l'empire, par des républicains bourgeois plus ou moins capables et pâles, et en conservant dans les bureaux et dans tous les autres emplois les anciens fonctionnaires de l'empire, serait une tentative aussi ridicule qu'inutile. Car il est évident que les nouveaux ministres, préfets, sous-préfets, avocats, généraux, et procureurs de la république, — gens sans doute fort honnêtes, puisqu'ils sont les amis, les admirateurs, les cousins ou les clients de Messieurs les membres du gouvernement de la Défense nationale, mais gens de paroles, non d'action, comme le sont ordinairement les avocats, comme l'est évidemment M. Gambetta lui-même, et de plus parfaitement étrangers à la pratique de l'administration et à la routine de la bureaucratie, — deviendraient nécessairement les jouets de leurs bureaux et de leurs fonctionnaires subalternes, dont ils ne seraient que les chefs nominaux ; et que leurs bureaux, |$_{57}$ la masse de ces fonctionnaires subordonnés, dévoués par habitude, par intérêt, par nécessité et par la force d'une solidarité criminelle, à la politique de la bande impériale, profitant des fonctions qu'on leur aura laissées pour protéger sournoisement, en secret, mais toujours et partout, les partisans de cette politique, et pour en combattre les adversaires par tous les moyens, les forceraient eux, les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de la république, à servir contre leur propre vouloir la cause des Bonaparte contre la république ;

4° Que par conséquent, en vue du salut de la France et de la République, il n'y avait qu'une seule chose à faire ; c'était de briser toute l'administration impériale par la destitution en masse de tous les fonctionnaires militaires et civils de l'empire, depuis Palikao le premier ministre, jusqu'au dernier garde champêtre ; sans oublier les tribunaux, qui, depuis Haute-Cour et la Cour de cassation jusqu'au dernier juge de paix, sont, plus que toute autre branche du service de l'État, infectés de bonapartisme, et qui, pendant vingt ans de suite, n'ont pas fait de la justice, mais de l'iniquité ;

5° Que l'État ayant fait banqueroute et se trouvant dissous par le fait de la trahison impériale, qui en avait d'ailleurs depuis longtemps forcé et détruit les ressources et tous les ressorts ; étant définitivement liquidé par l'action révolutionnaire du peuple qui en avait été la conséquence immédiate et inévitable ; en un mot que la France officielle ayant cessé d'exister, il ne restait plus que la France du peuple ; plus d'autres forces et de moyens de défense que l'énergie révolutionnaire du peuple ; plus d'autres juges que la justice du peuple ; plus d'autres finances que les contributions volontaires ou forcées des classes riches ; et plus d'autre constitution, d'autre loi, d'autre code, |58 que celui du salut de la France.

Reconnaître tout cela est sans doute chose bien dure pour des avocats, eux qui ne vivent que de l'État, de la science juridique et des codes criminel et civil, comme les prêtres ne vivent que de l'Église, de la science théologique et des deux Testaments révélés, nouveau et ancien. Aussi, en temps de paix, je ne leur aurais jamais proposé des mesures aussi énergiques ; des mesures si contraires à toutes leurs habitudes d'existence, de sentiment, de pensée, et, notez bien ceci, aux conditions mêmes de leur fortune privée, à leurs intérêts personnels, aussi bien qu'aux intérêts communs de leur classe, que, pour les leur faire accepter en temps ordinaire, il aurait fallu commencer par les détruire eux-mêmes.

Mais c'est que nous ne vivons pas en temps ordinaire. Nous vivons au milieu de la plus terrible commotion politique et sociale qui ait jamais secoué le monde ; commotion salutaire et qui deviendra le commencement d'une vie nouvelle pour la France, pour le monde, si la France triomphe. Commotion fatale et mortelle, si la France succombe. Car elle aura pour conséquence inévitable l'asservissement de la France et de l'Europe tout entière, sous la brutalité militairement et bureaucratiquement organisée du despotisme prussien. Il y aura de l'esclavage et de la misère en Europe pour cinquante

ans au moins.

En ne considérant la guerre actuelle qu'au point de vue français, c'est pour la France évidemment |59 une question de vie et de mort. Et la mort est proche. L'invasion du despotisme prussien, armé d'une force immense, menace de tout engloutir, de tout briser, de tout asservir. Et pour sauver son existence et sa liberté, la France n'a plus ni armée, ni argent, ni État, il ne lui reste rien que le désespoir de son peuple. Depuis la conquête de la Gaule par César, et ensuite par les barbares de la Germanie, depuis sa conquête par les Anglais sous Charles VI, alors que Paris même était tombé au pouvoir de l'ennemi triomphant, jamais la France ne se trouva dans une position si désespérée, si terrible.

La France, cette grande nation, que le sentiment de sa grandeur historique réelle avait souvent poussée à de présomptueuses et criminelles folies, mais qui, malgré ces écarts passagers et ces abus malheureux d'une puissance infatuée d'elle-même, a été considérée néanmoins jusqu'ici parle monde, et avec pleine justice, comme le chef naturel et comme l'initiateur généreux de tous les progrès humains, et de toutes les conquêtes de la liberté ; cette France dont l'histoire depuis 1789 et 1793 n'a été rien qu'une protestation énergique et qu'une lutte incessante de la lumière contre les ténèbres, du droit humain contre les mensonges du droit divin et du droit juridique, de la République démocratique, sociale et universelle contre la coalition tyrannique des rois et des classes exploiteuses et privilégiées ; cette France à laquelle s'attachent encore aujourd'hui toutes les espérances des nations opprimées et des peuples esclaves, elle est en train de périr. Elle est menacée du sort de la Pologne. Sa puissance, qui jadis faisait pâlir tous les tyrans de l'Europe, elle est tombée si bas maintenant |60 que toutes ces monarchies, rassurées par sa chute, osent impunément l'insulter, lui exprimer leur pitié hypocrite et dédaigneuse, lui adresser leurs admonestations,

leurs conseils ; que tous les petits souverains plus ou moins microscopiques de l'Allemagne, vassaux du roi Guillaume, leur empereur futur, et qui tremblaient hier devant le seul nom de la France, osent aujourd'hui, entourés de leurs aides-de-camp, fouler, violer son territoire. Que dirai-je enfin ! même les bourgeois républicains de la Suisse, dont la lâche complaisance vis-à-vis de Napoléon III n'avait point de bornes, il y a quelques mois à peine, osent aujourd'hui rêver tout haut l'agrandissement et l'arrondissement de la République helvétique au détriment de cette France renversée sous le pied de l'autocrate prussien. Enfin le meilleur sort que, dans les circonstances présentes, on ose lui promettre, c'est celui de devenir une vice-royauté du futur empereur de l'Allemagne, comme l'Italie de Victor-Emmanuel n'a été rien qu'une vice-royauté de l'empereur des Français.

Je n'ai point l'honneur d'être Français, mais j'avoue que je suis profondément indigné contre toutes ces insultes et profondément désespéré du malheur de la France, de sa chute. Ce que je déplore, ce n'est pas la ruine de sa grandeur comme État. J'ai autant détesté celte grandeur que toutes les autres grandeurs politiques du monde ; parce que toutes ces grandeurs ont toujours et partout la même base : l'asservissement, l'exploitation politique et économique des masses populaires. J'ai été et je reste |61 l'ennemi irréconciliable de tous les États, et je saluerais avec bonheur la ruine de l'État politique de la France, pour peu qu'en sortît l'émancipation économique et sociale du peuple français et de tous les peuples du monde.

Ce que je déplore amèrement, c'est la chute de la nation française ; c'est la déchéance de cette sympathique et grande nature, de ce généreux caractère national, et de cette intelligence lumineuse de la France, qu'on dirait avoir été formés et développés par l'histoire pour qu'ils émancipent le monde. Ce que je déplore, c'est le silence qui sera imposé à cette grande voix de la France qui annonçait, à tous ceux qui

souffraient et qui étaient opprimés, la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice. Il me semble que quand ce grand soleil de la France s'éteindra, il y aura éclipse partout, et que toutes les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauront compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France. Enfin, je suis convaincu que l'asservissement de la France et le triomphe définitif de l'Allemagne, assujettie aux Prussiens, feront retomber toute l'Europe dans les ténèbres, dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés. J'en suis tellement convaincu, que je pense que c'est aujourd'hui un devoir sacré pour tout homme qui aime la liberté, et qui veut |62 le triomphe de l'humanité sur la brutalité, qui veut l'émancipation de son propre pays, de venir, quel que soit d'ailleurs son pays, qu'il soit Anglais, Espagnol, Italien, Polonais, Russe, même Allemand, prendre part à cette lutte démocratique du peuple français contre l'invasion du despotisme germanique. Si tels sont les sentiments d'un étranger, quels doivent être ceux qui animent les patriotes sincères de la France ! Ne devrait-on pas supposer que le danger de honte et de mort qui menace leur patrie a dû secouer tout leur être, agrandir leur nature, élargir leur esprit, abattre tous les étroits préjugés de profession, de position et de classe qui avaient obstrué leur pensée jusque-là, allumer enfin dans leurs cœurs ressuscités la puissance des résolutions suprêmes, les transformer en révolutionnaires, en un mot ?

N'avait-on pas le droit d'espérer qu'en présence d'une catastrophe déjà à moitié accomplie, même des avocats et des républicains modérés, c'est-à-dire réactionnaires et bourgeois, comme Messieurs Jules Favre et Gambetta, des métaphysiciens doctrinaires et pédants comme Messieurs Eugène Pelletan et Jules Simon, des invalides de la démocratie anti-socialiste comme M. Crémieux, des bavards spirituels comme M. Glais-Bizoin, et des orléanistes militaires comme le général Trochu, sentiraient renaître en eux cette grande fièvre révolutionnaire qui avait animé Danton et qui avait sauvé la France en 1792 ?

Le peuple de Paris, qui, au 4 septembre, avait souffert que ces hommes s'emparassent du pouvoir, l'avait sans doute espéré. Il n'avait pu se faire aucune illusion sur leur compte, |63 puisqu'il les avait vus tous à l'œuvre. Mais dans sa magnanime simplicité, il s'était figuré qu'au milieu d'une si affreuse situation, et assumant sur eux une responsabilité si terrible, ces hommes, qui avaient sans doute suffisamment manifesté l'impuissance de leurs caractères et l'étroitesse de leurs vues, comme députés au Corps législatif, seraient prêts maintenant à ne reculer devant aucun moyen nécessaire et à sacrifier tous leurs préjugés, aussi bien que tous les intérêts de leur classe, au salut de la France. Pouvait-il supposer qu'au lieu d'ordonner et d'exécuter immédiatement toutes les grandes mesures de salut, ils s'amuseraient à jouer, comme des enfants vaniteux, au républicanisme bourgeois ? Le peuple de Paris, sans se faire aucune illusion sur la nature des hommes qu'il avait laissé s'installer dans le gouvernement de la Défense nationale, crut avoir créé néanmoins un gouvernement révolutionnaire capable de sauver la France.

Le peuple de Paris s'est trompé. Il paraît que désormais aucun événement, si grand et si terrible qu'il soit, n'est capable d'agrandir la nature et d'élargir l'esprit d'un bourgeois. C'est une affaire de physiologie sociale, voilà tout. La bourgeoisie n'a plus d'âme, elle est morte, et il ne lui reste qu'à se laisser enterrer.

Si les membres du gouvernement de la Défense nationale, oubliant leur passé, leurs misérables prétentions personnelles, et tous les intérêts de leur propre parti, et ne songeant plus qu'au salut de la France, s'étaient mis dès l'abord à la hauteur de la mission qu'ils ont osé accepter, ils auraient compris que la situation et la force même des choses leur commandait d'opposer à l'invasion la **Révolution** : la seule arme qui restât à la France, mais une arme terrible, et qui, je n'en désespère pas

encore, se montrera à elle seule plus puissante que toutes les armées du roi Guillaume, et au besoin même que toutes les armées réunies de tous les despotes de l'Europe.

|64 La **Révolution** ! Ce mot et cette chose sont capables de ressusciter des morts et de centupler la force des vivants. La Révolution abattra d'un seul coup toutes les infernales intrigues des bonapartistes, des jésuites et des orléanistes ; elle écrasera la réaction bourgeoise, et soulèvera comme un seul homme le peuple entier, les ouvriers des villes aussi bien que les paysans des campagnes ; car il ne faut point s'imaginer que les paysans restent les partisans de la réaction, lorsqu'ils auront compris que la révolution sociale les délivre du poids écrasant et de toutes les exactions ruineuses de l'État, et qu'en même temps elle leur livre toutes les terres qui appartiennent aujourd'hui soit à l'Église, soit à l'État, soit à des propriétaires bourgeois qui les exploitent par le travail d'autrui et qui se dispensent de les cultiver par le travail de leurs propres bras. La Révolution soulèvera trois, quatre, cinq millions de travailleurs des campagnes et des villes, et, lorsqu'ils voudront s'armer et chercher l'argent nécessaire pour fabriquer, pour acheter des munitions et des armes, la Révolution leur dira où et comment il faut le chercher. Quelles sont les armées qui pourraient résister au choc d'un pareil soulèvement populaire ?

La **Révolution** ! Cette chose et ce mot |65 bouleverseront toute l'Europe, et, faisant de nouveau pâlir et trembler tous les rois et crouler tous les trônes, balayant tous les privilèges et toutes les exploitations qui pèsent aujourd'hui sur le travail, feront surgir des profondeurs populaires de tous les pays des millions de défenseurs, d'amis et de frères alliés de la France.

Voilà ce que le roi Guillaume et son roué ministre savent fort bien. Voilà ce qu'ils redoutent mille fois plus que tous ces armements sur le papier, ordonnés par un gouvernement illusoire, et qui, n'ayant aucun des moyens qui constituent la

puissance réelle des États, s'amuse à simuler le pouvoir et à faire de la politique et du despotisme d'État. Aussi, à la première nouvelle du mouvement révolutionnaire qui s'annonce dans le Midi de la France, tous ces hommes de proie qui sont accourus de l'Allemagne, attirés par l'amour du pillage et par la gloire d'une conquête qui leur avait paru d'abord si facile, ont tressailli. L'apparition du spectre rouge levant sa tête menaçante et brandissant sa torche incendiaire leur a fait peur. Ils ont reconnu l'ennemi contre lequel toute leur supériorité militaire sera impuissante, parce que lui seul aura la puissance de faire surgir du sol de la France des armées invincibles, et parce qu'en même temps qu'il les attaquera en face, il les accablera par derrière en soulevant contre eux les masses révolutionnaires de l'Allemagne. Bismarck et son roi savent mieux qu'on ne paraît le savoir en France, et, dans tous les cas, beaucoup mieux que ne le savent les avocats du gouvernement de la Défense nationale, que toute révolution nationale et surtout que la révolution de la France deviendra nécessairement et immédiatement une révolution internationale.

« Si on les laisse faire », s'écrie dans un |65 accès de comique désespoir ce petit grand-duc de Bade qui considère déjà l'Alsace comme sa proie, — « Si nous les laissons faire », écrit à toutes les cours de l'Europe le ministre du roi prussien, — « ce sera pis qu'en 1793 Cette révolution bouleversera toute l'Europe ! »

Oui, elle bouleversera toute l'Europe, et ce sera bien pis qu'en 1793. La révolution de 1793, malgré ses formes grandioses et ses exploits héroïques, n'a été après tout qu'une révolution bourgeoise. Elle n'avait émancipé et bouleversé la société qu'à la surface, laissant dans l'esclavage les masses populaires. La révolution de 1870, surgissant de la ruine de l'empire et de l'État politique de la France, remuera toute la société de l'Europe jusque dans ses entrailles. Ce ne sera pas seulement une révolution politique, ce sera la révolution sociale, la seule

qui puisse émanciper, la seule qui puisse aujourd'hui électriser, entraîner et soulever le prolétariat de tous les pays de l'Europe.

Voici vingt ans qu'un travail souterrain immense se fait dans le prolétariat ; que la propagande socialiste, dédaignant les châteaux des propriétaires et les maisons des bourgeois, mais visitant les ateliers et les chaumières, annonce à tous les souffrants, à tous les opprimés et à tous les exploités du travail l'évangile de la justice, de l'égalité, de la liberté universelle et de la résurrection des peuples. Produit de ce mouvement et de cette propagande, une puissante association s'est fondée, il y a six ans, l'*Association international e des travailleurs du monde entier*. Vieille à peine de six ans, elle constitue déjà une puissance organisée et qui embrasse à cette heure près de deux millions de travailleurs alliés dans l'Europe et dans l'Amérique du Nord. C'est la phalange sacrée de la révolution cosmopolite et sociale.

Pour elle, point de limites, point de barrières d'État et point d'étroit patriotisme bourgeois. Sa patrie, c'est le camp immense formé par les travailleurs, |$_{67}$ par les opprimés et les exploités de tous les pays. Son ennemi, le monde étranger qu'elle combat, c'est le camp des exploiteurs et des oppresseurs de toutes les nations. Entre ces deux camps également cosmopolites, il y a une haine irréconciliable, une lutte à la vie et à la mort. L'un s'appelle la révolution ; l'autre, la réaction.

En dehors de ces deux camps qui constituent à eux deux le monde réel et puissant de l'Europe, et dont l'un représente la puissance du passé, et l'autre la puissance de l'avenir, il n'y a plus que des fantômes, des êtres d'imagination et qui sont dénués de toute puissance et de toute réalité. C'est à cette catégorie qu'appartiennent tous les républicains exclusivement politiques, tous les radicaux ennemis du socialisme et tous les socialistes bourgeois. Victimes d'une contradiction intérieure invincible ; révolutionnaires dans leurs rêves et réactionnaires

par les conditions réelles de leur existence, et comme personnes et comme classe, conditions qui en font des partisans intéressés et quand même de la domination économique et politique des bourgeois, — toutes les fois qu'ils font des discours, ils parlent de la révolution, et toutes les fois qu'ils agissent, ils font de la réaction ; de sorte que, sans y penser et sans le vouloir, ils se rencontreront tous, tôt ou tard, sous les drapeaux de M. de Bismarck, comme, en 1848, poussés par les mêmes raisons et par cette même contradiction intérieure, ils se sont retrouvés, bien malgré eux sans doute, sous le drapeau du ci-devant sauveur de la France, Napoléon III.

Comme Napoléon III en 1848, Bismarck est aujourd'hui le représentant de la *morale officielle* et de l'*ordre public* en Europe. Il tient haut le drapeau de la réaction. La France aura-t-elle l'audace de soulever contre lui le drapeau de la révolution ?

Qu'elle l'ose, et Bismarck et son roi et tous ces principicules allemands, avec leur million de soldats, seront écrasés par la révolution universelle. Car les masses populaires — le prolétariat de tous les pays de l'Europe — n'attendent |68 que le signal du peuple de France. Mais si elle ne l'ose pas, ce sera elle, la France, qui tombera sous les coups du despotisme prussien. Et l'ordre public sera sauvé de nouveau en Europe, comme il le fut en 1848.

Telle est donc la vraie situation de la France, et tel est son unique moyen de salut : ou bien sa délivrance par la révolution universelle et sociale, toute autre révolution étant désormais impossible, et tout mouvement exclusivement politique devant nécessairement aboutir à la réaction, comme celui que le gouvernement italien vient de faire pour s'emparer de Rome, par exemple, et comme la soi-disant révolution politique de l'Espagne ; ou bien l'asservissement de la France sous le joug des Prussiens.

Si les membres du gouvernement de la Défense nationale avaient eu l'esprit assez sérieux pour concevoir cette situation, et le cœur assez désintéressé, assez haut, assez ferme pour accepter cet unique moyen de salut qui lui reste, ils auraient compris tout d'abord que leur droit et leur devoir vis-à-vis des puissances étrangères, et surtout vis-à-vis de l'insolent envahisseur de la France, étaient absolus. Ils auraient élevé bien haut ce drapeau de la France qu'ils ont osé prendre en leurs mains, et, s'inspirant de tout le mépris que doivent ressentir les représentants de la justice et du droit populaire pour les chefs et les instruments de la réaction, aux brutalités monarchiques du roi Guillaume et de son ministre ils auraient répondu, comme Danton en 1792, par les salutaires terreurs de la révolution.

|69 Mais en même temps qu'ils eussent maintenu avec cette fermeté leur droit indiscutable de représenter la France au dehors, et qu'ils eussent montré cette irréconciliable fierté aux Prussiens, aussi longtemps qu'un seul de leurs soldats souillerait le sol de la France, ils auraient eu la conscience de reconnaître vis-à-vis du peuple français qu'à côté de son droit leur droit était nul, et qu'ils n'avaient ni la mission, ni le pouvoir de gouverner le pays, ni aucun des moyens nécessaires pour organiser sa défense. Reconnaissant que tous les ressorts et tous les instruments de l'État étaient brisés, et qu'un gouvernement régulier du pays était devenu désormais impossible ; mais que la seule apparence d'un gouvernement, loin de remédier à ce mal, devait nécessairement l'empirer, puisque, sans rien produire de réel et de bon, il ne pourrait qu'entraver et paralyser le propre mouvement du pays, les membres du gouvernement de la Défense nationale avaient le devoir de prononcer ou plutôt de constater hautement la dissolution de l'État.

Ce n'eût pas même été un acte d'énergie révolutionnaire de leur part, mais tout simplement un acte de modestie, de justice, de vérité et de conscience. Au peuple ils devaient toute la vérité,

parce qu'ils devaient comprendre qu'en ce moment de crise suprême et de danger mortel pour la France, la vérité seule et toute la vérité est capable de la sauver, et qu'aucun mensonge ou demi-mensonge, aucun palliatif politique ou diplomatique ne pourra lui rendre la vie. Ils devaient donc hautement et bravement reconnaître devant le peuple de Paris, et devant tout le peuple de France, non que l'État devait être liquidé et dissous, mais qu'il était déjà réellement liquidé, qu'il avait cessé d'exister, et qu'il n'en |70 restait plus que des décombres et des épaves, qui, loin de servir à quelque chose, ne pouvaient qu'embarrasser le soulèvement populaire, ce dernier moyen de salut pour la France, et que par conséquent on devait disperser aussi promptement que possible.

En l'absence de tout moyen de gouvernement et de toutes les ressources ordinaires de l'État, ils auraient dû humblement reconnaître leur impuissance de gouverner et d'organiser la France, et l'impossibilité absolue dans laquelle ils se trouvaient — eussent-ils même été des hommes mille fois plus intelligents, plus résolus et plus forts qu'ils ne le sont en réalité — d'exercer un pouvoir dictatorial pour le salut de la France. Car que peuvent quelques hommes, si puissants qu'ils soient d'intelligence et de caractère, au milieu d'un État désorganisé et dissous, et lorsqu'ils se voient privés de tous les moyens qui peuvent donner à l'action dictatoriale une consistance réelle? Que pourraient faire un ou plusieurs généraux, même les meilleurs du monde, si on leur donnait à commander une armée, mais sans état-major d'officiers capables d'organiser cette armée et de lui transmettre leurs ordres ?

Telle a été précisément la situation des membres du gouvernement de la Défense nationale dès le premier jour de leur installation au pouvoir. J'ai parlé des meilleurs généraux, mais, si ces messieurs voulaient se rendre justice, ils commenceraient par avouer franchement qu'en présence de l'œuvre immense qu'ils ont osé si présomptueusement assumer

sur leurs épaules débiles, après avoir donné tant de preuves d'incapacité, d'aveuglement incroyable, d'irrésolution honteuse et de complète impuissance, on ne peut pas même les appeler |71 des généraux médiocres. Y a-t-il un seul homme capable de résolutions énergiques et d'action révolutionnaire parmi eux ? Pas un seul. Ce sont des écrivains et des métaphysiciens plus ou moins doctrinaires, des héros du parlementarisme, des discoureurs brillants, des avocats, voilà tout ; des républicains très bourgeois et très pâles, des enfants dégénérés, des bâtards de Danton ; mais je n'y vois pas un seul homme capable de vouloir et d'agir comme Danton.

Danton avait puisé toute sa force léonine dans le peuple. Eux, ils ont peur du peuple ; ils en ont tellement peur, que dans un moment où il ne reste, pour sauver la France, rien que la puissance du peuple, ils se sont ridiculement et criminellement efforcés d'éviter, d'étouffer tout mouvement populaire, et de faire la révolution, ou plutôt une évolution, devenue nécessaire par la chute de Napoléon III, en dehors de l'action immédiate du peuple, et contre le peuple. Sous le prétexte spécieux que la révolution produirait la division, mais que cette division pourrait servir les Prussiens, et que l'union seule pouvait sauver la France, — cette union avec les bonapartistes, n'est-ce pas ? qu'ils avaient prêchée sous le ministère Palikao, — ils ont escamoté la révolution au peuple. Lorsqu'ils ne devaient songer qu'au salut de la France, ces professeurs et ces avocats, représentants quand même des intérêts économiques et politiques de la bourgeoisie, n'ont pensé qu'à sauver à tout prix la domination bourgeoise. Se laissant entraîner |72 par leur tempérament et par leurs préjugés tout bourgeois, aussi bien que par leur vanité et leurs intérêts privés, dans cette voie fatale, ils sont nécessairement arrivés à ce résultat, qu'au lieu d'organiser une grande puissance révolutionnaire, fondée directement sur le peuple, ils ont livré le pays aux ambitions vaniteuses et cupides et à la direction inepte des bourgeois, et créé par là même partout l'anarchie, l'impuissance et la

défaillance.

Messieurs les membres du gouvernement de la Défense nationale sont sans nul doute des gens parfaitement honorables, et, en plus, des hommes de talent, brillants orateurs et qui doivent avoir acquis une certaine expérience des affaires publiques, non sans doute par l'exercice direct du gouvernement, qui s'était refusé jusqu'ici à tomber en leurs mains, mais par tant d'années qu'ils avaient employées à critiquer le gouvernement d'autrui. Quant à ceux d'entre eux qui ont eu l'occasion de partager avec d'autres la responsabilité gouvernementale, soit à titre de membres du gouvernement provisoire de 1848, comme |$_{73}$ M. Crémieux, soit à titre de simple ministre comme M. Jules Favre [1], je ne pense pas qu'ils trouvent tous les deux un avantage quelconque à s'en prévaloir, le premier n'ayant brillé que par son insignifiance complète et par ses hésitations et ses défaillances dans les grandes crises de 1848 ; l'autre, M. Jules Favre, s'étant distingué au contraire par un zèle franchement réactionnaire, comme un ennemi acharné du suffrage universel et de la république démocratique et sociale, que plus que tout autre il a contribué à tuer. Rien de plus naturel que de pareils exploits lui aient attiré dans le temps les éloges des orléanistes, voire même des partisans du prince président, Louis Bonaparte. Mais je ne pense pas qu'ils puissent lui constituer aujourd'hui un titre de gloire, ni inspirer beaucoup de confiance aux partisans sincères de la République.

Aucun des autres membres du gouvernement de la Défense nationale n'a jamais été au pouvoir, et, par conséquent, aucun n'a eu l'occasion de manifester au monde ni ses connaissances administratives ni sa puissance d'action ; excepté le général Trochu, qui, comme militaire d'un grade élevé, a dû nécessairement acquérir l'expérience du commandement. Mais

1 Jules Favre n'a pas été ministre en 1848 ; il a occupé simplement les fonctions de secrétaire général du ministère de l'intérieur, dont le portefeuille avait été confié à Ledru-Rollin. — J. G.

le commandement militaire et la direction politique sont deux fonctions tellement dissemblables, et même opposées, que l'habitude de l'un exclut presque toujours la capacité pour l'exercice de l'autre. Aussi, comme je l'ai déjà fait observer, le général Trochu a-t-il été acclamé par le peuple de Paris non comme un homme politique, mais comme l'organisateur et le chef militaire de la défense de Paris.

Personne en France n'a jamais considéré M. Jules Simon, ni M. Pelletan, ni M. Garnier-Pagès, ni M. Ferry, ni M. de Kératry, ni M. Picard, ni M. Glais-Bizoin, ni aucun de leurs compagnons, excepté le seul M. Gambetta, comme des hommes capables de diriger les affaires |$_{74}$ du pays, même en temps ordinaire. Encore moins pouvait-on les en croire capables dans la situation actuelle de la France, situation tellement désespérée que même la puissance de Danton n'y suffirait pas, et que seulement la puissance collective et révolutionnaire organisée du peuple peut y suffire. Tous ces honorables citoyens ont été considérés par le public comme la queue plus ou moins disciplinée ou récalcitrante du chef reconnu de l'opposition radicale et irréconciliable au Corps législatif, M. Léon Gambetta.

Vers la fin de l'Empire, M. Gambetta était devenu un objet d'admiration, d'espérances unanimes, et d'attente pour toute la bourgeoisie radicale, et comme l'astre levant de toutes les aspirations républicaines en France. Il s'était annoncé avec un certain fracas, et avait étonné le public par l'audace de son attaque éloquente, foudroyante et directe contre l'empire. Cette attaque fut incontestablement un acte de courage civil et un grand service rendu à la France, qui, sous l'influence funeste d'un trop long esclavage, avait perdu la fière habitude de dire tout haut ce qu'elle pense, ce qu'elle sent et ce qu'elle veut. M. Gambetta lui rendit cette parole, il brisa cette lâcheté qui déshonorait la France, et il porta par là même un rude coup à l'empire.

Mais il ne faut pas oublier que, presque en même temps, un autre citoyen, allumant sa lanterne, lui en a porté de plus rudes encore. J'ai nommé M. Rochefort. Le discours de M. Gambetta dans le procès des Treize [1] fut une protestation éloquente contre le viol de la République et contre l'infamie de la servitude imposée à la France parles brigands du 2 Décembre. M. Rochefort osa imprimer dans sa *Lanterne*, répandue aussitôt à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, tout ce que la France disait tout bas au sujet de l'infamie des personnes composant la famille, le gouvernement et l'administration |75 impériales. Aux accents de l'indignation, échappés à l'éloquence de M. Gambetta, il avait ajouté l'écrasante éloquence du mépris. Et si l'on voulait se poser cette question, lequel des deux a contribué davantage à tuer moralement l'empereur et l'empire, je pense qu'on serait forcé de reconnaître que ce fut M. Rochefort.

Ces deux hommes, qui sont aujourd'hui, l'un et l'autre, membres du gouvernement de la Défense nationale, — l'un étant plutôt l'expression des sympathies de la bourgeoisie radicale, l'autre l'élu du prolétariat, — quoique arrivés aujourd'hui, au moins pour l'heure présente, au même but, ont suivi pourtant, depuis leurs premières manifestations, des carrières tout à fait différentes.

M. Rochefort, dès son entrée au Corps législatif, était devenu l'objet et comme le bouc émissaire de toutes les haines bourgeoises, et celui de la défiance, pour ne pas dire d'une hostilité très prononcée, de la part même de tous ses collègues radicaux et irréconciliables, moins un seul, le digne patriarche des républicains socialistes de 1848, M. Raspail. M. Rochefort

1 Il s'agit du procès intenté aux organisateurs de la manifestation faite sur la tombe du représentant Baudin et aux journaux qui avaient pris l'initiative d'une souscription pour élever un monument à cette victime du coup d'État de décembre. La plaidoirie de Gambetta fut prononcée le 13 novembre 1868. — J. G.

avait parfaitement mérité cette réprobation unanime de la classe bourgeoise, non par sa *Lanterne*, que Messieurs les bourgeois de toutes les couleurs politiques avaient lue au contraire avec beaucoup de plaisir ; car le bourgeois, bien que devenu très servile par intérêt, est resté néanmoins, par tempérament et par mauvaise habitude, très frondeur. Il reconnaît la nécessité d'un pouvoir fort et capable de protéger ses privilèges économiques contre les révoltes de la vile multitude. Il s'incline devant la dictature militaire, reconnaissant, hélas ! qu'elle seule est assez puissante aujourd'hui pour le défendre. Mais en même temps il la déteste du fond de son cœur, parce qu'elle l'offusque dans son libéralisme, dans sa vanité, et parce qu'elle finit toujours par compromettre ses intérêts mêmes, au nom et pour la défense desquels elle existe ; toute dictature militaire devant nécessairement aboutir à la guerre.

|76 L'idéal des bourgeois reste invariablement toujours et partout le même : c'est le système représentatif libéral, constitué en monarchie parlementaire ou même en République fédérale, comme aux États-Unis et en Suisse : c'est, en nommant les choses par leur nom, la liberté politique, réelle pour les classes possédantes, fictive pour les masses populaires, et fondée sur l'asservissement économique de ces dernières. C'est un système excellent et tout au profit de la classe bourgeoise, comme on voit, mais qui ne peut se maintenir que dans les pays où la masse des travailleurs est assez sage et assez résignée, ou assez généreuse, pour se sentir fière de porter la liberté d'autrui sur ses épaules d'esclave.

Aussitôt que des aspirations et des idées contraires commencent à pénétrer dans les masses ; du moment que ces millions de travailleurs de l'industrie et de la terre, fatigués de leur rôle passif, et ne voulant plus servir de piédestal à la liberté, à la civilisation et à l'humanité des minorités privilégiées, commencent à réclamer tous les droits humains pour eux-

mêmes, et qu'ils se montrent disposés à les conquérir, au besoin, par la force, — tout ce système du libéralisme bourgeois croule comme un château de cartes. Son humanité se transforme en fureur ; nous l'avons vu en Juin 1848, et nous le pressentons partout aujourd'hui ; et son respect des droits du prochain, son culte de la liberté, font place à la répression féroce. Le libéralisme politique des bourgeois disparaît, et, ne trouvant en lui-même ni les moyens ni la force nécessaires pour réprimer les masses, s'immolant au profit de la conservation des intérêts économiques des bourgeois, il fait place à la dictature militaire.

|$_{77}$ Telle fut la cause du triomphe inouï et fatal de Louis Bonaparte en 1848. M. Thiers et M. Jules Favre doivent bien le savoir, puisqu'ils y ont contribué plus que personne. Tel est encore aujourd'hui le secret des triomphes non moins inouïs et fatals du roi de Prusse. M. de Bismarck le sait aussi bien que MM. Jules Favre et Thiers, et c'est pour cela même qu'il croit jouer à coup sûr. Il compte principalement sur la lâcheté intéressée et sur la trahison latente de la bourgeoisie française ; et il espère, non sans une grande apparence de raison, que même les membres du gouvernement de la Défense nationale sont trop bourgeois eux-mêmes et trop intéressés à la conservation des privilèges économiques de la classe possédante, pour opposer jamais à l'invasion la seule chose qui puisse l'arrêter, l'écraser, la Révolution sociale.

Rien de plus comique et de plus singulier que les arguments dont la presse radicale, les feuilles les plus républicaines de la bourgeoisie, se servent pour prêcher au peuple des travailleurs la patience, la résignation et la renonciation : « Voyez-vous, — disent ces républicains et ces patriotes enthousiastes, rédacteurs salariés de la presse bourgeoise, — nous connaissons fort bien les sentiments de cette classe respectable, dont nous sommes nous-mêmes les représentants si fidèles. Son républicanisme et son patriotisme,

si même républicanisme et patriotisme il y a, ne sont qu'à la surface. Ses préoccupations sérieuses, son intérêt suprême, restent invariablement les mêmes, constituent l'unique base de son patriotisme : c'est la conservation et l'accroissement de ses biens matériels ; c'est l'exploitation privilégiée du travail national et de toutes les transactions pécuniaires, du commerce et de l'industrie du |78 pays. Si vous la laissez en jouir tranquillement, elle sera votre amie, et elle sera patriote autant que vous pourrez le désirer, patriote au point de se priver de votre travail, et de vous envoyer mourir pour la patrie. Mais pour peu que vous l'inquiétiez dans la jouissance exclusive de la richesse nationale produite exclusivement, il est vrai, par le travail de vos mains, elle se tournera furieuse contre vous. Ce dont la bourgeoisie a besoin pour conduire à bonne fin ses petites affaires, c'est de la tranquillité publique, c'est de l'ordre public, conditions essentielles du crédit ; c'est d'un gouvernement raisonnable et fort, exercé exclusivement à son profit ; c'est enfin de la patience et de l'absolue soumission du prolétariat dont le travail l'enrichit. Accordez-lui tout cela, continuez patiemment de vous laisser tondre par elle. Au nom du patriotisme et au nom de la République, nous vous supplions de ne point murmurer et de ne point bouger ; de vous laisser mener, gouverner, diriger par Messieurs les bourgeois, nos patrons et les vôtres, dussiez-vous même voir qu'en vous envoyant tous à la mort ils se refusent eux-mêmes à sacrifier un sou ; dussiez-vous même comprendre que leur gouvernement et leur direction sont fatals au peuple. Car si vous bougez ou proférez seulement une menace, ils seront capables non seulement de renoncer à cette République qu'ils n'aiment plus, et qu'ils n'ont acceptée aujourd'hui que par nécessité, mais de livrer encore le pays aux Prussiens ! »

N'est-il pas en effet remarquable qu'au sein de cette presse républicaine bourgeoise, qui, au nom de la République et du patriotisme, demande aujourd'hui au peuple tous les sacrifices possibles et même impossibles, il ne se soit pas élevé une seule

voix pour exiger, au nom de cette même patrie et de cette même République, le moindre sacrifice des bourgeois? Pourquoi |79 aucun de ces républicains exaltés, qui remplissent de leur patriotisme ardent les colonnes de la presse radicale, n'a-t-il eu le courage ou l'idée de dire aux bourgeois : « Vous êtes des gueux et des traîtres ! La France se trouve en danger d'esclavage et de mort ; elle ne peut être sauvée que par un formidable soulèvement populaire. Mais un soulèvement désarmé serait impuissant ; il faut beaucoup d'armes et de munitions ; et pour en acheter et en fabriquer, aussi bien que pour organiser et pour faire marcher cette immense armée populaire, il faut beaucoup d'argent. Cet argent, vous le retenez dans vos poches. Au nom du patriotisme et de la République, au nom du salut de la France, nous vous sommons de lui faire voir le jour. »

Pourquoi ne lui disent-ils pas encore ceci :

« Cessez donc d'opprimer le peuple et d'exploiter iniquement son travail. Ne voyez-vous donc pas qu'en agissant ainsi vous vous êtes aliéné la foi et les sympathies populaires, et que vous vous êtes attiré la haine irréconciliable de ce peuple, votre allié si utile au siècle passé, et sans le concours présent duquel vous ne seriez jamais arrivés à la position que vous occupez maintenant ? M. Léon Gambetta, notre maître à tous, prétend que vous, les bourgeois, vous êtes les frères aînés du prolétariat, sans doute au point de vue de la civilisation, du sentiment moral et du développement supérieur des idées démocratiques et républicaines. Alors agissez comme doivent le faire des frères aînés, prêchez d'exemple ; sacrifiez-vous et sacrifiez au moins une partie de ces intérêts qui vous sont plus chers que la vie, ne fût-ce qu'une petite portion de vos intérêts matériels, pour mettre fin à cette haine malheureuse et fatale qui menace la liberté |80 et jusqu'à l'existence même de votre patrie. Rappelez-vous la terrible leçon de Juin 1848. La fureur que vous avez manifestée contre le prolétariat en Juin a tué la République, trois ans plus tard, en Décembre. En sévissant

contre le peuple, vous avez créé la dictature immonde de Napoléon III. »

Pourquoi la presse radicale ne recommande-t-elle pas aux bourgeois d'avoir confiance dans le peuple ? Pourquoi ne leur dit-elle pas que paralyser par tous les moyens l'élan populaire, le soulèvement en masse et l'armement du peuple, son organisation spontanée pour le salut de la France, comme ils le font partout aujourd'hui, c'est livrer la France aux Prussiens ? Pourquoi ne leur conseille-t-elle pas enfin d'abdiquer, étant prouvé que leur intelligence de la situation est nulle et que leur puissance d'action est débile ? Pourquoi ne les pousse-t-elle pas, au nom du salut de la France, à remettre au peuple, le seul vrai patriote qui reste aujourd'hui à la France, le soin de l'organisation et de la direction de la défense nationale ?

Ah ! c'est que les rédacteurs de toutes ces feuilles, républicaines en apparence, mais en réalité tout à fait bourgeoises, savent fort bien que les bourgeois ne sont pas d'humeur à se laisser dire de pareilles vérités. Ils connaissent si bien cette bourgeoisie dont ils défendent les intérêts et les soi-disant droits, qu'ils n'ont aucune espérance de la convaincre. Ils savent que chez les « frères cadets », dans le peuple, il y a assez de passion généreuse pour qu'en lui parlant de patrie et de République on puisse le pousser à l'oubli et au sacrifice de ses intérêts les plus chers. Mais que dans |81 les « frères aînés » de la civilisation moderne, dans ces bourgeois qui se sont emparés de tout, qui possèdent tout, et qui, profitant de tout, cherchent à exploiter maintenant jusqu'à la catastrophe qui frappe le pays, il ne reste plus d'autre passion que la passion du lucre ; et que, si on leur parlait de justice et de la nécessité de sacrifier une partie de leur fortune, acquise par les moyens que l'on sait, à la délivrance de cette patrie qui ne s'est montrée qu'une marâtre pour le pauvre cadet, pour le peuple, mais qui a toujours été pour eux une mère par trop généreuse, ces bons bourgeois se mettraient dans un tel état de colère que, pour ne plus entendre

répéter de pareilles choses, ils seraient capables de se livrer, avec leur patrie, aux Prussiens.

Telle est en effet, aujourd'hui, la vraie mesure du patriotisme et du républicanisme de ces frères aînés de la civilisation, les bourgeois. Il faut donc être vraiment doué ou d'une grande capacité d'illusion ou d'un grand esprit de mensonge, il faut être sophiste ou aveugle, pour chercher les fondements de la nouvelle République, ou, pour me servir des propres expressions de M. Gambetta, « *de la République à la fois rationnelle et positiviste* », dans la conscience et dans l'action gouvernementale de la bourgeoisie actuelle. M. Rochefort n'est point tombé dans cette faute, ou plutôt il a dédaigné de se servir d'un mensonge si grossier, et c'est précisément en ceci que consista, aux yeux de tous les démocrates sincères, son mérite. Mais ce fut aussi la cause principale |82 de l'animosité de tous les républicains bourgeois contre lui.

Dès le premier jour de sa rentrée à Paris, M. Rochefort s'était mis résolument au milieu du peuple, et il en épousa les intérêts, les aspirations et les droits avec une passion qui parut sincère à tout le monde. Était-il socialiste ? Je pense qu'il eût été fort embarrassé lui-même de répondre à cette question. On prétend même qu'il aurait avoué un jour qu'il n'entendait absolument rien au socialisme, mais qu'il se sentait toute la bonne volonté nécessaire pour l'étudier et pour devenir un excellent socialiste en peu de temps. Le fait est que dans le journal qu'il fonda, la *Marseillaise*, il n'a pas écrit un seul mot qui eût le moindre rapport avec les questions sociales ; mais il avait souffert que d'autres en parlassent, et, par le temps qu'il faisait, c'était déjà beaucoup.

Ce qui prouva plus que toute autre chose la sincérité de M. Rochefort, ce fut son acceptation franche et entière du mandat impératifs qui avait été si fortement combattu, il y a

quatre-vingts ans, par Mirabeau, le vrai fondateur de la puissance de la bourgeoisie, et qui détruit en effet dans sa racine mère la domination politique de cette classe. Car du moment que les délégués du suffrage universel peuvent être révoqués en tout temps par leurs électeurs, ils ne constituent plus une assemblée souveraine, mais une réunion de commis populaires. Ils deviennent en effet les serviteurs du peuple, et cessent de le gouverner comme s'ils en étaient les seigneurs.

En acceptant le mandat impératif, M. Rochefort avait donné une sorte de soufflet à tous les |83 soi-disant représentants de la démocratie au Corps législatif. Vis-à-vis de la démocratie, c'est-à-dire du gouvernement du pays par le peuple, lui seul avait conservé une position sincère et sérieuse ; il continuait d'en être le fidèle et le scrupuleux serviteur, au sein même du Corps législatif, comme il l'avait été au moment de son élection ; tandis que tous les autres n'avaient sollicité et obtenu la confiance du peuple souverain que pour se poser aussitôt, par le fait même de leur irresponsabilité et de leur irrévocabilité, comme ses maîtres.

Il ne pouvait donc y avoir rien de commun entre M. Rochefort et tous les autres républicains du Corps législatif. Excepté M. Raspail, qui ne l'abandonna jamais, tous le considérèrent et le traitèrent comme un ennemi, et nul ne fut aussi heureux que M. Gambetta, je pense, le jour où, abandonné lâchement par toute la gauche et livré aux vengeances de la justice impériale, il fut mis en prison. M. Rochefort, moins par son talent que par sa position franchement populaire, les éclipsait et les annihilait tous.

Depuis son incarcération jusqu'à sa délivrance par le peuple, on n'entendit naturellement plus parler de lui. Et depuis son installation au pouvoir par la volonté directe du peuple, il n'a dit ni fait rien qui puisse faire supposer qu'il ait trouvé en lui-même une pensée et une volonté. On dit qu'il s'occupe

maintenant, avec son ami M. Flourens, à construire des barricades d'un genre nouveau. C'est très méritoire de la part de M. Flourens, qui, n'ayant point d'autre mission à remplir, fait son devoir en se donnant tout entier à la défense de Paris. Mais c'est trop peu pour |84 un membre du gouvernement de la Défense nationale, élu directement par le peuple avec le mandat impératif de sauver le pays. Il faut donc en conclure que l'importance extraordinaire qui s'est attachée, pendant quelque temps, à la personne de M. Rochefort, a été plutôt le produit d'une série de circonstances exceptionnelles et d'une position toute particulière qui en était résultée, que celui de sa valeur personnelle. Et, à la fin, nous arrivons à cette conclusion, qu'excepté le général Trochu, dont la mission d'ailleurs se borne à la défense de Paris, il n'y a dans ce malheureux gouvernement de la Défense nationale pas un seul homme capable de gouverner la France aujourd'hui, à moins que ce ne soit M. Léon Gambetta.

M. Gambetta a suivi une ligne parfaitement opposée à celle de M. Rochefort. Autant ce dernier a voulu n'être rien que le fidèle représentant du peuple, autant M. Gambetta s'est étudié à ne représenter que la classe bourgeoise. Il est un homme trop bien élevé pour ne point détester du fond de son âme tout ce qui ressemble à un mouvement populaire. Sa nature délicate, élégante, se révolte au rude contact du peuple, au son de sa voix grossière. M. Gambetta tient à passer pour un homme de bonne société et un homme d'État avant tout ; et au point de vue de cette société, aussi bien qu'à celui de l'État, les *basses classes* qui composent la *vile multitude* sont faites pour obéir, pour se laisser gouverner, et non pour se mêler directement des affaires de l'État. Aussi, |85 malgré toute sa prudence et son tact généralement apprécié, il n'a su ni taire, ni masquer la répulsion profonde et le dédain qu'il éprouve en présence des *aspirations utopiques et des prétentions arrogantes de la populace moderne*. Je le répète, M. Gambetta est tout à fait l'antipode de M. Rochefort. Ils ont ceci de commun, que l'un et

l'autre ignorent également les besoins actuels du peuple ; avec cette différence énorme, que M. Rochefort s'est au moins efforcé de les comprendre, sans doute pour chercher les moyens de les satisfaire ; tandis que M. Gambetta, poussé autant par son tempérament à la fois artistique et bourgeois que par le principe qu'il a adopté comme base de sa politique, semble avoir le parti pris de les ignorer toujours.

Depuis que M. Gambetta s'est manifesté par son premier réquisitoire éloquent contre l'empire, j'ai étudié avec un soin scrupuleux, non ses actes, — cela m'eût été difficile, puisque voilà trente-cinq jours qu'il est le membre le plus important, et, comme tout le monde l'affirme, le plus actif du gouvernement de la Défense nationale [1], et il n'a pas encore accompli un seul acte sérieux jusqu'ici, — mais tous les discours qu'il a prononcés, soit à Marseille, soit à Paris, sans oublier la fameuse lettre qu'il a adressée au *Progrès* de Lyon, avec l'intention évidente de faire connaître au monde sa profession de foi politique.

Il faut lui rendre cette justice, que, dans toutes ces manifestations de sa pensée, il s'est exprimé avec une précision si claire et si nette, qu'il est impossible de se méprendre sur la ligne politique qu'il se propose de suivre. Se rendant peut-être justice, et comprenant qu'il ne peut y avoir rien de commun entre les sentiments qui l'animent et les passions qui vivent au sein des masses populaires, il dédaigne de convertir et de persuader le peuple. Toute sa propagande s'adresse exclusivement aux bourgeois. Jaloux de mériter la réputation |86 d'homme positif et sérieux, il ne fait point d'appel à leurs sentiments, ce serait par trop naïf de sa part ; non, il s'adresse exclusivement à leurs intérêts.

1 De cette phrase il résulterait que Bakounine aurait écrit la présente page le 9 octobre. Mais il a parlé, à la page 38 de son manuscrit, de la prise d'Orléans (voir p. 129), qui eut lieu le 11 octobre. Peut-être le bruit de la prise d'Orléans avait-il couru prématurément à Marseille, au moment où Bakounine écrivait sa page 28. — J. G.

M. Gambetta s'est donné pour mission spéciale de démontrer à la bourgeoisie, par des comparaisons historiques et des chiffres, que le régime républicain est seul capable d'assurer l'ordre, la sécurité, la stabilité. « S'il y a un argument — a-t-il dit dans son discours de Marseille — devant lequel se rendent les indifférents mêmes, c'est l'argument de leurs intérêts. Eh bien, les intérêts matériels, la prospérité matérielle, les bonnes affaires, elles ne se font que sous les gouvernements libres. »

C'est parfaitement juste ; seulement M. Gambetta, dans ce discours, aussi bien que dans tous les autres, oublie toujours de dire de quel genre de prospérité et d'intérêts matériels il veut parler. Si c'est de la prospérité et des intérêts exclusifs de la classe bourgeoise, il a mille fois raison. L'exemple de l'Angleterre et des États-Unis d'Amérique, qui sont les pays les plus libres du monde, prouve que rien ne contribue autant au développement de la civilisation et de la richesse bourgeoises que la liberté politique.

D'ailleurs, rien de plus naturel. Dans ces pays où la volonté d'un seul individu, président ou souverain, ne signifie rien du tout ; où toutes les lois, aussi bien que toutes les grandes mesures de gouvernement ou d'administration, ne sont jamais le produit que du vote parfaitement libre des représentants légitimes du pays ; où il n'y a monopole ni privilège pour personne, mais protection égale de la loi pour tous les citoyens qui possèdent soit une propriété, soit un capital quelconque, à l'exclusion seulement de ceux qui, ne possédant rien que leur capacité de travail et la force de leurs bras, sont *forcés de s'assujettir* **librement** au joug des capitalistes et des propriétaires qui, en exploitant l'une et l'autre, leur donnent généreusement la possibilité de ne point mourir de faim ; — dans ces pays où la concurrence absolument libre règle seule |87 toutes les transactions financières, commerciales et industrielles, la production des richesses doit s'accroître et

s'accroît en effet avec une rapidité étonnante.

Voilà donc un point où je me trouve parfaitement d'accord avec M. Gambetta. Mais il est un autre point non moins important et sur lequel l'éloquent avocat, soit par prudence, soit par ignorance, garde un silence absolu. C'est celui *de la juste réparti tion des richesses produites par le travail national*.

Dans ces mêmes pays tant admirés à cause de la liberté politique dont ils ont le bonheur de jouir, aussi bien que dans tous les autres pays de l'Europe où l'industrie moderne, fondée exclusivement sur la concurrence et sur la liberté absolue des transactions commerciales, a pris un large développement, tout en constatant l'accroissement rapide de la richesse nationale, la statistique moderne a constaté en même temps deux faits déplorables et qui se reproduisent toujours et partout avec une constance, que dis-je, avec une progression d'autant plus menaçante qu'ils ne sont pas les produits de circonstances extérieures, passagères et fortuites, mais des conséquences nécessaires et fatales de l'organisation économique de la société actuelle.

En premier lieu, on a constaté qu'à mesure que la richesse nationale s'accroît, loin de se répandre sur un plus grand nombre de personnes, elle tend au contraire à se concentrer entre les mains de quelques heureux, dont la richesse déjà excessive augmente chaque jour, mais dont le nombre diminue presque en même proportion. Ceci est un effet fatal de la concurrence. Les grands capitaux tuent les petits capitaux. Le grand commerce et la grande industrie étouffent le commerce et l'industrie des petites gens, et même ceux des bourgeois à moyenne fortune, et rejettent les uns comme les autres dans le prolétariat.

|88 En même temps on a constaté un autre fait encore plus désolant : c'est que l'accroissement progressif des richesses

nationales, loin d'améliorer la situation de la classe ouvrière, ne fait que l'empirer davantage, en la rendant de plus en plus dépendante et précaire.

Je sais bien que les économistes bourgeois prétendent tout à fait le contraire. D'après leurs théories, celles-là mêmes sans doute qui ont donné naissance aux illusions politiques de M. Gambetta, l'amélioration du sort du prolétariat doit découler directement de l'augmentation de la prospérité bourgeoise. Mais les faits sont des faits, et comme tels ils seront toujours beaucoup plus persuasifs et plus concluants que toutes les théories qui leur seront contraires. Les faits, avec une éloquence contre laquelle aucun sophisme de la doctrine économique ne saurait prévaloir, nous montrent la situation des classes ouvrières en Europe empirant en proportion même de l'accroissement de la richesse bourgeoise.

Considérez l'Angleterre, par exemple. Certes c'est le pays où l'industrie et le commerce ont fait, durant ces derniers cinquante ans, les plus immenses progrès, et où la richesse nationale s'est accrue dans la proportion la plus merveilleuse. Eh bien, la condition de la classe ouvrière s'est-elle améliorée ? Le bien-être des travailleurs est-il plus grand que dans les autres pays ? Point du tout. Au contraire, des enquêtes officielles ordonnées par le Parlement anglais, et exécutées par des commissaires avec la sévérité la plus consciencieuse, ont constaté qu'il y a, dans ce pays si riche, un beaucoup plus grand nombre qu'ailleurs de travailleurs capables et qui ne demandent pas |89 mieux que de gagner leur pain par le travail, et qui meurent littéralement de faim, faute de travail ; qu'à Londres seulement, il y a plus de cent mille êtres humains qui ne savent pas aujourd'hui de quoi et comment ils vont vivre demain ; que dans une foule d'industries, et dans les campagnes surtout, le travail est si exorbitant, et si mal rétribué en même temps, que la plus grande partie des travailleurs, mal nourris et dénués de tous les moyens de vivre humainement, s'épuisent en peu

d'années, meurent dans une proportion effrayante, ou deviennent, bien avant l'âge voulu, des invalides incapables de gagner leur vie par le travail ; qu'enfin, dans les industries les mieux rétribuées, les crises commerciales, devenant de plus en plus fréquentes, et se manifestant aujourd'hui non plus comme des catastrophes imprévues, causées par quelque événement extérieur, mais comme un mal chronique, inhérent au système économique qui règne dans la production actuelle, condamnent souvent des dizaines, que dis-je, des centaines de milliers de travailleurs à la plus terrible des morts, la mort par la faim. En France, en Belgique, en Allemagne, dans les États-Unis d'Amérique même, ce pays idéal et classique de la liberté politique, partout où il y a développement plus rapide de l'industrie et du commerce, les mêmes faits se reproduisent avec une persistance et une régularité désolantes. De sorte qu'il faut avoir toute la mauvaise foi des économistes de la bourgeoisie, ou bien l'ignorance ordinaire des avocats dans tout ce qui a rapport à l'économie sociale, |90 pour oser dire que la prospérité bourgeoise doit avoir pour conséquence nécessaire le bien-être du prolétariat.

Au contraire, tous les faits modernes prouvent que l'une exclut absolument l'autre, parce que toute cette grande prospérité de la classe bourgeoise n'est fondée que sur l'exploitation impitoyable, inique, de la misère du prolétariat. Il n'est point du tout difficile de le prouver. La concurrence force les capitalistes producteurs, ou plutôt les capitalistes exploiteurs du travail productif de la masse ouvrière, à vendre les produits de ce travail au plus bas prix possible. Ils se rattrapent, il est vrai, sur la quantité des produits, ce qui les force de produire toujours et beaucoup, alors même qu'ils ne sont plus certains de trouver un marché pour leur marchandise, ce qui amène nécessairement deux conséquences fatales : d'abord, ces crises commerciales, effets naturels de la surproduction et qui laissent sans travail et sans pain des dizaines de milliers de travailleurs ; et ensuite, l'écrasement

systématique et croissant de la petite industrie et du petit commerce par les grandes entreprises industrielles, commerciales et financières.

Pour vendre leur marchandise au plus bas prix possible, les capitalistes exploiteurs sont forcés de diminuer les frais de production. Le salaire que reçoivent les ouvriers constitue la partie la plus importante, en général, de ces frais ; de là cette tendance corr|obtinée|obstinée de tous les fabricants et patrons du monde à diminuer le taux des salaires, et malheureusement trop souvent l'ouvrier se voit forcé d'accepter cette diminution, sous peine de se voir condamner à la faim avec toute sa famille, alors même que son salaire primitif était à peine suffisant pour les habiller et nourrir.

|91 Dans l'organisation économique de la société actuelle, le travail humain est considéré comme une marchandise dont la valeur est subordonnée à la loi générale de l'offre et de la demande. Et, dans la plupart des cas, la population croissant toujours et avec elle la misère, l'offre de cette marchandise surpasse la demande. Pressés par la faim, les malheureux ouvriers sont forcés de se faire concurrence l'un à l'autre, diminuant quelquefois jusqu'aux limites de l'impossible le prix de leur travail épuisant, assommant.

Par moments il arrive qu'une industrie est prospère. Ses produits sont très demandés. Alors elle augmente sa production et réclame un plus grand nombre d'ouvriers, qu'elle attire par l'augmentation du salaire. C'est un moment de prospérité relative pour les pauvres ouvriers. Mais, hélas ! un moment bien court, car, la hausse du salaire attirant toujours de nouveaux ouvriers, arrive bien vite l'heure fatale où l'offre du travail en dépasse la demande, et alors, le taux du salaire commençant à baisser, il finit par retomber quelquefois même au-dessous de son niveau précédent.

C'est enfin une loi économique parfaitement démontrée et acceptée comme certaine par tous les économistes consciencieux, que *jamais le taux du salaire de l'ouvrier ne s'élève beaucoup au-dessus, ni ne s'abaisse beaucoup au-dessous de ce que l'ouvrier doit journellement dépenser pour ne point mourir de faim* ; car s'il s'élève au-dessus, l'affluence des travailleurs offrant leur travail le fait tomber bientôt ; et, par contre, lorsque le salaire est insuffisant pour permettre à l'ouvrier de se procurer tous les objets indispensables à l'existence d'un homme civilisé, les travailleurs se voient frappés de souffrances, d'inanition, de maladie et de mort, ce qui, en diminuant leur nombre, fait nécessairement hausser le taux du salaire.

|92 Telles sont les lois économiques qui déterminent la situation des travailleurs dans les pays les plus civilisés et les plus prospères de l'Europe et du monde. Il en résulte évidemment ceci, que les progrès de la civilisation bourgeoise et le développement progressif de l'industrie et du commerce n'impliquent nullement l'amélioration de la situation matérielle et morale des masses ouvrières ; mais qu'au contraire ils ouvrent entre le monde bourgeois et le monde ouvrier un abîme qui devient chaque jour plus profond et plus large, la prospérité croissante du premier étant fondée sur la misère proportionnellement croissante du dernier.

Il en résulte encore ceci que, dans les pays politiquement les plus démocratiques, les plus libres, tels que l'Angleterre, la Belgique, la Suisse et les États-Unis d'Amérique, la liberté et les droits politiques dont les ouvriers sont censés jouir ne sont rien qu'une fiction. Esclaves de leurs patrons au point de vue économique, ils sont, au point de vue politique, également des esclaves. Ils n'ont ni l'instruction, ni le loisir, ni l'indépendance nécessaires pour exercer librement, et avec pleine connaissance de cause, leurs droits de citoyens. Ils ont, dans les pays les plus démocratiques et qui sont gouvernés par les élus du suffrage

universel, un jour de règne ou plutôt un jour de saturnales : c'est celui des élections. Alors les bourgeois, leurs oppresseurs, leurs exploiteurs de chaque jour et leurs maîtres, viennent à eux chapeau bas, leur parlant d'égalité, de fraternité, et les appelant le |93 peuple souverain, dont ils ne sont, eux les bourgeois, rien que les serviteurs très humbles, les représentants de sa volonté. Ce jour passé, la fraternité et l'égalité s'en vont en fumée, les bourgeois redeviennent des bourgeois, et le prolétariat, le peuple souverain, reste esclave.

Telle est la pure vérité sur le système de la démocratie représentative tant vantée par les bourgeois radicaux, alors même qu'il est corrigé, complété, développé, avec une intention populaire, par le *referendum* ou par cette « législation directe du peuple » tant prônée par une école allemande, qui à tort s'appelle socialiste [1]. Depuis deux ans à peu près, le *referendum* a été introduit dans la constitution du canton de Zürich, et il a donné jusqu'ici des résultats complètement nuls. Le peuple y est appelé à voter par oui ou par non sur toutes les lois importantes

1 Au quatrième Congrès général de l'Internationale, à Bâle, tenu un an auparavant, quelques délégués de langue allemande avaient proposé la mise à l'ordre du jour du Congrès de la question de la *législation directe pur le peuple*. « Cette question avait été soulevée par Karl Bürkly et la Section de Zürich. Les Zuricois, qui viennent d'introduire (1868) le *referendum* dans leur constitution, se figurent volontiers avoir trouvé là un moyen capable de résoudre toutes les questions sociales, et il était naturel qu'ils voulussent faire part à l'Internationale de cette belle découverte. Aux Zuricois se joignaient certains démocrates bourgeois, comme M. Gœgg, qui veulent à tout prix endormir le prolétariat et le détourner de la révolution, et qui seraient fort heureux de lui offrir la *législation directe* en manière d'amusette ; puis le nouveau parti socialiste allemand, dirigé par M. Liebknecht, qui... veut préluder par l'agitation politique à la révolution sociale ; puis enfin un innocent maniaque, M. Rittinghausen, qui a fait de la *législation directe* sa foi et l'unique but de sa vie, qui déjà en 1849, avec Considérant, avait lutté en France pour cette idée avec plus de courage que de succès, et qui après vingt ans revient encore à la charge. » (Le *Progrès*, du Locle, du 18 septembre 1869.) Le Congrès de Bâle avait refusé d'inscrire la question à son ordre du jour. — J. G.

qui lui sont présentées par les corps représentatifs. On pourrait même lui accorder l'initiative des propositions sans que la liberté réelle y gagnât la moindre des choses [1], car tant que le peuple restera économiquement un esclave, manquant d'indépendance, d'instruction, de loisir, et même d'intérêt pour les questions qu'on propose à ses délibérations, il restera en politique un esclave, continuant de se conformer aux obsessions bourgeoises qui pèseront sur son vote.

Telle est la pure vérité sur ce suffrage universel dont M. Gambetta ne peut parler sans se laisser emporter par une exaltation tout à fait juvénile : « Le suffrage universel, — s'est-il écrié au milieu de son discours de Marseille, — c'est l'instrument de précision de la souveraineté du peuple, son mode d'action, son levier, son épée, son bouclier, car on ne saurait trop accumuler sur le suffrage universel les épithètes bienfaisantes, on ne saurait dire jusqu'à quel point ce suffrage, qui, dans un moment de défaillance, et de terreur peut-être, n'a fait qu'un service passager, mais qui porte dans ses flancs les destinées de la patrie [2] ; c'est par le suffrage que nous serons une démocratie plébéienne, complète, » — (c'est-à-dire bourgeoise, exploitrice du travail du prolétariat comme en Suisse et aux États-Unis d'Amérique), — |$_{94}$ « avec de larges rangs, qui ne s'arrêtera nulle part, » — (pardon, Monsieur, tant que la société sera économiquement organisée comme elle l'est aujourd'hui, votre démocratie, comme dans les deux pays que je viens de citer, s'arrêtera là où finissent les exploiteurs et où commencent les exploités du travail national), — « et non pas avec cette sorte de sophistication, de mystification qui consiste à dire, pendant tout le terme que durent les explications gouvernementales, que l'on peut bien s'assembler dans un salon, mais non dans une grange. Ce mot est un mot profond.

1 Le peuple suisse possède aujourd'hui, en matière fédérale, les deux droits, celui de *referendum* et celui d'initiative. — J. G.

2 Le manuscrit de Bakounine paraît avoir omis ici plusieurs mots de la citation de Gambette, car le sens de cette phrase reste inachevé. — J. G.

Ils veulent bien de la démocratie pour s'asseoir, mais non pour travailler ! De la démocratie pour l'exploiter, mais non pour lui obéir. Eh bien, les démocraties sont faites pour commander, parce qu'elles sont à la fois le nombre et le droit ! »

Voici enfin une bonne parole, Monsieur l'avocat ; mais, pour que cette parole soit sincère, il faut que votre démocratie soit une démocratie socialiste, et vous ne vous en souciez nullement, n'est-ce pas, Monsieur l'avocat ? Car si vous en vouliez, vous n'auriez pas promis aux bourgeois, au nom de votre gouvernement libre, la continuation de leurs « *bonnes affaires* », c'est-à-dire de la faculté d'empocher tout le produit du travail populaire, moins la minime partie qu'ils sont bien forcés d'abandonner à la subsistance misérable du peuple. Puisque vous ne voulez, vous, que la démocratie politique, la démocratie exclusivement bourgeoise, permettez-moi de vous dire que le mot du gouvernement de l'empire qui vous paraît si profond, est certainement beaucoup plus sincère que le vôtre. Car enfin qu'a-t-il dit, avec une franchise cynique ? « Nous voulons exploiter la démocratie au profit de la dynastie. » Tandis que vous, Messieurs, vous voulez exploiter la démocratie au profit de la bourgeoisie, au détriment du peuple, et vous voulez en même temps qu'on vous tienne pour des représentants sérieux des intérêts du peuple.

Vous êtes aujourd'hui, comme toujours, les avocats des intérêts exclusivement bourgeois, et, à ce point de vue, vous avez mille fois raison, Messieurs, de vous extasier devant le suffrage universel, qui, tant que la révolution sociale n'aura point établi les bases d'une égalité et d'une liberté réelles pour tous, sera certainement l'instrument le plus efficace de la démocratie bourgeoise, le meilleur moyen de tromper le peuple, de l'endormir et de le dominer tout en se donnant l'air de ne vouloir |95 qu'une seule chose : le servir ; le meilleur moyen pour assurer, au nom même de la liberté, cette *prospérité des bourgeois*, qui se fonde sur l'esclavage économique et social des

masses populaires.

Est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes.

Nous nions par conséquent que le suffrage universel soit même un instrument dont le peuple puisse se servir pour conquérir la justice ou l'égalité économique et sociale ; puisque, comme je viens de le démontrer, le suffrage universel exercé par le peuple, en dehors des conditions de cette égalité et de cette justice, au milieu de l'inégalité et de l'injustice qui règnent dans la société actuelle, au milieu de la dépendance et de l'ignorance populaires qui en sont les résultats naturels et fatals, produira nécessairement et toujours un vote contraire aux intérêts du peuple et favorable seulement aux intérêts et à la domination des bourgeois.

Partant de là, nous affirmons que les soi-disant |96 démocrates socialistes qui, dans les pays où le suffrage universel n'existe pas encore, s'efforcent de persuader le peuple qu'il doit le conquérir *avant tout*, ainsi que le font aujourd'hui les chefs du parti de la démocratie socialiste en Allemagne [1] en

1 Le suffrage universel existait depuis 1866 dans la Confédération du Nord, pour les élections au Parlement fédéral ; mais il ne fut établi dans toute l'Allemagne qu'après la création de l'Empire allemand, par la publication de la loi sur les élections au Reichstag (30 janvier 1871) ; et il n'existe que pour l'élection des membres de cette assemblée, et non pour la nomination des assemblées législatives des États particuliers,

lui disant que la liberté politique est la condition *préalable* de son émancipation économique, sont ou bien eux-mêmes les victimes d'une erreur funeste, ou bien des trompeurs du peuple. Ignorent-ils réellement, ou font-ils semblant d'ignorer, que cette liberté politique *préalable*, — c'est-à-dire existant nécessairement en dehors de l'égalité économique et sociale, puisqu'elle devra précéder cette dernière, — sera essentiellement une liberté bourgeoise, c'est-à-dire fondée sur l'esclavage économique du peuple, et par conséquent incapable de produire son contraire et de créer cette égalité économique et sociale qui implique la destruction de la liberté exclusive des bourgeois ?

Ces étranges démocrates socialistes sont-ils les victimes d'une erreur, ou des trompeurs ? Voilà une question très délicate, et que j'aime mieux ne point approfondir. Ce qui est certain pour moi, c'est qu'il n'y a point aujourd'hui de pires ennemis du |97 peuple que ceux qui cherchent à le détourner de la révolution sociale, la seule qui puisse lui donner et la liberté réelle, et la justice et le bien-être, pour l'entraîner de nouveau dans les expériences décevantes de ces réformes ou de ces révolutions exclusivement politiques, dont il a toujours été l'instrument, la victime et la dupe.

La révolution sociale n'exclut nullement la révolution politique. Au contraire, elle l'implique nécessairement, mais en lui imprimant un caractère tout nouveau, celui de l'émancipation réelle du peuple du joug de l'État. Puisque toutes les institutions et toutes les autorités politiques n'ont été créées, en définitive, qu'en vue de protéger et de garantir les privilèges économiques des classes possédantes et exploitantes contre les révoltes du prolétariat, il est clair que la révolution sociale devra détruire ces institutions et ces autorités, non *avant*, ni *après*, mais **en même temps** qu'elle portera sa main audacieuse sur les fondements économiques de la servitude du peuple. La

sauf quelques exceptions. — J. G.

révolution sociale et la révolution politique seront donc réellement inséparables, comme elles doivent l'être en effet, puisque la première sans la seconde serait une impossibilité, un non-sens ; et la seconde sans la première, une fourberie.

La révolution politique, contemporaine et réellement inséparable de la révolution sociale, dont elle sera pour ainsi dire l'expression ou la manifestation négative, ne sera plus une transformation, mais une liquidation grandiose de l'État, et l'abolition radicale de toutes ces institutions politiques et juridiques, qui ont pour objet l'asservissement du travail populaire à l'exploitation des classes privilégiées. En même temps qu'elle renversera la puissance économique des propriétaires, des capitalistes, des patrons, elle détruira la domination politique |98 de tous les soi-disant représentants couronnés ou non couronnés de l'État, depuis les empereurs et les rois jusqu'au dernier gendarme ou garde champêtre, de tous les grands et les petits corps de l'État, de toutes les classes et de tous les individus qui — au nom d'un pouvoir fondé, pour les uns sur le droit divin, et pour les autres sur l'élection populaire et sur le suffrage universel, aveuglément ou servilement pratiqué par les masses, méchamment exploité et détourné de son but par les exploiteurs de ces masses — se posent vis-à-vis d'elles en seigneurs et maîtres. La révolution sociale balaiera toutes ces institutions et tous ces représentants de l'éternelle tyrannie, ouverte ou masquée, non pour les remplacer par d'autres, mais pour détruire une fois pour toutes le principe même de la souveraineté, de la domination et de l'autorité ; et le suffrage universel, agissant au milieu de cette révolution, ayant pour point de départ l'égalité économique et sociale conquise par elle, n'aura point pour objet, comme beaucoup de soi-disant socialistes l'imaginent et l'espèrent, la création d'un nouvel État et d'un nouveau gouvernement politique, qui donneraient à cette « vile multitude » des maîtres nouveaux ; mais d'organiser largement, en procédant de bas en haut, par la voie d'une fédération libre, la liberté et le travail de tous, peuples,

provinces, communes, associations et individus, sur l'unique base de l'égalité et de la fraternité humaines.

Tel est le vrai programme du socialisme révolutionnaire. Ce programme n'est point le produit d'une imagination ou d'une pensée isolée. Il est posé fatalement par la logique des faits |99 modernes et par la force même des choses. Il ressort de la situation actuelle et des dispositions, des instincts et de toutes les aspirations des masses ouvrières. Elles ne veulent plus de gouvernement, elles n'ont plus de foi dans aucune direction politique. Elles s'y subordonnent encore tant bien que mal, par mauvaise habitude, et parce qu'elles n'ont pas encore acquis assez de confiance en elles-mêmes pour prendre leurs propres affaires en leurs mains.

Mais, tout en continuant d'obéir, elles détestent aujourd'hui tout pouvoir, sachant fort bien, et par expérience et d'instinct, que tout pouvoir, — quelle que soit la forme qu'il se donne, et alors même qu'il procéderait de cette cérémonie illusoirement populaire qu'on appelle le suffrage universel, — par la nature même de sa position dominante vis-à-vis des masses populaires, ne pourra avoir d'autre volonté, d'autre but que de les exploiter.

C'est pour cela qu'on entend souvent le peuple exprimer une profonde défiance par rapport aux défenseurs les plus zélés de ses droits. « Ils parlent ainsi — dit-il — parce qu'ils ne sont pas encore au pouvoir. Mais qu'ils y entrent, et ils parleront autrement. » Le peuple a raison, c'est l'histoire éternelle de tous les convoiteurs du pouvoir, et cette histoire se répète chaque jour, avec une monotonie singulière. N'avons-nous pas vu M. John Bright, le célèbre agitateur du peuple anglais, déclarer, dans une lettre adressée à un de ses électeurs, bientôt après son entrée dans le ministère Gladstone, « que ses électeurs ne devaient aucunement s'étonner de son changement d'opinion et de langage. Qu'autre chose était de penser, de sentir, de vouloir

et de parler comme membre de l'opposition, et autre chose de penser, de parler et d'agir comme ministre. » Le même aveu naïf vient d'être fait, il n'y a pas bien longtemps, par un démocrate socialiste très sincère, voire même |100 un membre de l'Association internationale des travailleurs, devenu, par la grâce de la République, préfet dans un des départements les plus importants et les plus républicains de la France. À un ancien camarade et ami, resté en dehors de toute officialité, et qui lui exprimait son étonnement de le voir si vite changer d'opinion, il a répondu : « Si tu étais à ma place, mon ami, tu ferais de même. Je n'ai point changé d'opinion, je veux toujours la même chose, mais, quand on est placé dans une position officielle, on est *bien forcé* d'agir autrement. »

M. John Bright et ce nouveau préfet de la République ont tous deux mille fois raison. La position de tout pouvoir politique est telle, qu'il ne peut faire autre chose que commander, limiter, amoindrir, et à la fin annuler la liberté populaire, sous peine de se suicider. Et c'est parce que nous reconnaissons cette profonde vérité, confirmée par la théorie aussi bien que prouvée par l'expérience de tous les temps et de tous les pays, que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne croyons pas qu'il suffise de mettre au pouvoir des hommes nouveaux, ces hommes fussent-ils les plus sincères démocrates, ou même des ouvriers. Nous demandons l'abolition même du pouvoir.

Il ne se passera pas beaucoup de temps, et le peuple la demandera plus énergiquement, et nécessairement avec plus de puissance, que nous. Maintenant il hésite encore. Il se défie profondément de tout ce qui représente le pouvoir, mais il est tellement habitué à se laisser commander, et si peu habitué à organiser lui-même ses propres affaires, que, le |101 considérant comme un mal inévitable, fatal, il continue de le suivre encore, tout en le maudissant du fond de son cœur.

Cette hostilité sourde et sournoise des masses contre le pouvoir se manifeste aujourd'hui par leur indifférence invincible pour toutes les formes du pouvoir. « Empire, royauté constitutionnelle, ou république, qu'est-ce que cela nous fait ? Pour nous, ce sera toujours la même chose : le même poids à porter, les mêmes impôts à payer », — c'est ainsi que raisonnent les paysans. Les ouvriers des villes ne raisonnent pas tout à fait de la même manière : ils ont salué avec bonheur l'avènement de la République ; ou plutôt, ce sont eux-mêmes qui l'ont proclamée, à Lyon, à Paris, à Marseille, et dans toutes les autres cités de France. Les ouvriers de Paris l'ont même proclamée malgré M. Gambetta et tous les autres républicains du Corps législatif. Ils la leur ont imposée.

Faut-il en conclure que les ouvriers de France ne soient rien que des républicains, et que pour eux la république soit le dernier mot de tout progrès politique et social ? Ce serait tomber dans une étrange erreur. Qui ne sait que ce sont les ouvriers de Belleville, les électeurs de M. Rochefort, qui ont principalement pris l'initiative de la proclamation de la République à Paris, et qui ne sait que les ouvriers de Belleville en particulier, et en général tous les ouvriers de Paris, sont profondément et passionnément socialistes ? Pour eux, la République commence là où elle a été violemment interrompue en Juin 1848. La République, pour eux, c'est la Révolution universelle, politique, sans doute, mais en même temps |102 aussi, et bien plus qu'une simple révolution politique, c'est la **Révolution économique et sociale**.

Oui, Monsieur Gambetta, sachez-le bien, ce n'est pas votre « *démocratie sage, rationnelle et positiviste* », laquelle, selon vous, « *peut tout concilier, tout harmoniser et tout féconder* », c'est la révolution économique et sociale qui vit dans les aspirations et dans les attentes du prolétariat de la France, aussi bien que du prolétariat de l'Europe et de tout le monde plus ou moins civilisé. Le peuple n'en comprend plus et ne peut plus en

vouloir d'autre, depuis que les journées de Juin lui ont démontré qu'entre le bien-être et la liberté populaires, d'un côté, et la prospérité et la liberté bourgeoises de l'autre, il y a inconciliabilité absolue, un abîme. Cet abîme s'est élargi, depuis, chaque jour davantage dans la conscience du prolétariat, et il est devenu si large et si profond aujourd'hui que toutes les fleurs de votre rhétorique ne parviendront pas à le masquer. Le peuple sait qu'avant qu'il n'y ait une bonne révolution économique et sociale, qu'avant qu'il ne se soit rendu propriétaire collectif du capital et de tous les instruments de travail, il n'y aura pour lui ni liberté, ni bien-être.

Considérez, je vous prie, les deux républiques de la Suisse et des États-Unis d'Amérique. Voilà deux démocraties selon votre cœur, n'est-ce pas ? Le peuple y possède déjà tous les biens que dans votre mansuétude vous voulez bien promettre au peuple français. Toutes les deux jouissent de la représentation démocratique la plus large, la plus pure. Direz-vous que le peuple y soit réellement souverain ? Oui, mais à une seule condition, c'est qu'il se laisse dominer, gouverner et exploiter par |103 les bourgeois. Allez à Bâle, à Zurich, à Genève, dans les montagnes du Jura. Qu'y trouverez-vous ? Les mêmes rapports de dépendance des travailleurs à l'égard de leurs maîtres, et la même oppression insolente de la part de ces *maîtres*. De la part des capitalistes, des fabricants, des patrons, des bourgeois, ce sont absolument les mêmes menaces et la même tendance à faire intervenir la police, qui naturellement est tout entière à leur dévotion, et même la force militaire, contre les ouvriers, dans les grèves, comme nous l'avons vu l'an passé à Lausanne.

Vous voyez bien que la liberté politique la plus large, quand elle n'est pas basée sur l'égalité économique, ne résout pas la question sociale. L'ouvrier, enchaîné par sa misère et par son ignorance *relative*, qui est la conséquence de cette misère, reste esclave de fait ; et malheureusement le fait est toujours

plus puissant que le droit. Demandez aux ouvriers de Bâle, par exemple, s'ils sont en effet des citoyens bien prospères et bien libres ? Demandez aux ouvriers de l'Amérique du Nord s'ils le sont ? Huit cent mille * ouvriers fédérés en une association puissante, et qui fait partie de la grande Association internationale des travailleurs depuis plus d'un an, vous diront que cette liberté et tous les droits politiques ne sont réels que pour les riches, mais que les travailleurs, vivant de leur salaire, sont aussi bien esclaves en Amérique qu'en Europe.

Vous voyez bien que l'abîme qui sépare les travailleurs de la bourgeoisie reste béant partout, et c'est en vain, je vous le répète encore, Monsieur Gambetta, que vous, l'avocat de la bourgeoisie, et tous vos amis démocrates et socialistes bourgeois, grands partisans de cette Ligue bourgeoise de la Paix et de la Liberté, dont l'impuissance et la fastidieuse rhétorique règnent aujourd'hui sans partage et dans le gouvernement de la Défense nationale, et dans tout ce monde officiel que vous venez de créer pour diriger les destinées de la France, et — vous dirai-je le mot ? — pour la perdre et pour la livrer, sans doute bien malgré vous, aux Prussiens ; c'est en vain que vous vous êtes efforcés tous de prêcher aux travailleurs et aux bourgeois une conciliation impossible. Les ouvriers et les bourgeois n'y croient pas et n'en veulent pas.

|104 Chacun de ces deux mondes opposés représente des intérêts réels et sérieux, trop sérieux pour se laisser entraîner, amuser ou endormir par des paroles. L'intérêt de la bourgeoisie, c'est celui de l'exploitation de plus en plus envahissante, de plus

* Ils étaient au nombre de huit cent mille l'an passé, et ils ont bien certainement dépassé le chiffre d'un million aujourd'hui. (*Note de Bakounine.*) — Lorsque au Congrès général de l'Internationale à Bâle, en 1869, le président, Jung, dans la séance du 10 septembre au matin, présenta le délégué américain Cameron, envoyé par la *National Labor Union* des États-Unis, il annonça que ce délégué « représentait huit cent mille frères d'au-delà l'Atlantique ». (Compte rendu du Congrès de Bâle, p. 81.) — J. G.

en plus dominante, du travail du prolétariat. Elle n'y renoncera jamais de bon gré, parce qu'y renoncer équivaut pour elle à détruire de ses propres mains les bases mêmes de sa fortune et de son existence. Et ne connaît-on pas assez la nature des bourgeois ? ils sacrifieront plutôt leur vie que leur bourse.

L'intérêt des ouvriers est également très sérieux. Il s'agit pour eux de leur émancipation réelle. Ils sont fatigués de travailler pour autrui et de rester misérables en présence et en raison même de toutes ces richesses immenses qu'ils créent, et ils savent qu'ils ne pourront s'émanciper et conquérir les conditions d'une existence humaine qu'en détruisant complètement la domination économique et cette exploitation du capital, qui forment l'unique source de la prospérité des bourgeois. Fatigués d'être enclume toujours, ils veulent détruire le marteau. Il faut être très roué ou bien naïf, vraiment, pour oser dire qu'entre deux intérêts si sérieux et si complètement opposés une conciliation quelconque est possible.

Entre ces deux intérêts inconciliables, quel rôle jouent les républicains bourgeois? Il n'y en a réellement que deux de possibles : ou bien celui de trompeurs du prolétariat, ou bien celui de gens naïfs à l'excès. Laissons de côté les trompeurs, et parlons des républicains de bonne foi. Je veux bien croire que M. Gambetta et la plupart de ses collègues du gouvernement de la Défense nationale sont de ce nombre. S'ils sont réellement de bonne foi, ils ne peuvent représenter aucuns intérêts ; car s'ils représentent ceux |105 de la bourgeoisie, ils seraient des trompeurs, des ennemis du peuple ; s'ils représentent au contraire les intérêts du prolétariat, ils seraient des révolutionnaires socialistes, et comme tels, nécessairement, des ennemis de la bourgeoisie. Ne représentant ni les uns ni les autres, ils ne représentent rien du tout, ou, si l'on veut, ils représentent une idée vague, incolore, comme le sont d'ailleurs toutes les inspirations actuelles de l'idéalisme bourgeois ; une idée qui, n'ayant aucune racine dans la vie, ne peut ni se

réaliser, ni exercer la moindre puissance. Cette idée, c'est la conciliation impossible d'intérêts qui sont inconciliables.

Telle est la base qu'ils veulent donner à leur république. Comme Don Quichotte pour sa Dulcinée, ils se sont épris, eux aussi, d'une passion toute platonique pour l'idéal républicain qui leur a été transmis par leurs pères, et qu'ils ont bien amoindri, hélas ! ces pâles héritiers de Danton, pour le mettre au niveau de leur intelligence et de leurs caractères, qui ne sont pas de force à porter la réalité puissante de 1793.

La république qu'ils prêchent, c'est la réalisation complète du règne bourgeois, moins l'héroïsme des siècles passés, et c'est pour cela sans doute que M. Gambetta la définit par ces mots : *Une démocratie rationnelle et positiviste*. Pour l'atteindre, dit-il, « *il faut deux choses : supprimer la peur des uns et calmer la défiance des autres ; amener la bourgeoisie à l'amour de la démocratie, et le peuple à la confiance dans ses frères aînés* » (les boutiquiers !). C'est-à-dire que, pour l'établissement de la république de MM. Gambetta et compagnie, il est nécessaire que deux intérêts qui s'excluent, deux mondes irréconciliables, se donnent un nouveau baiser Lamourette.

|106 À cette proposition chaleureuse de l'illustre et aujourd'hui tout-puissant avocat, les bourgeois, qui se sentent capables de tous les sacrifices, moins celui de leurs sous, ce qu'ils prouvent triomphalement aujourd'hui, puisqu'ils ne veulent pas en donner même pour le salut de la France, — les bourgeois répondent : « Nous ne demandons pas mieux que de nous rassurer et d'adorer votre démocratie, pourvu que vous nous garantissiez qu'elle ne touchera jamais à l'arche sainte de nos institutions économiques et juridiques, qui, vous devez bien le savoir, constituent la base même de notre existence, de notre prospérité et de notre pouvoir. Faites que les ouvriers, devenus des citoyens et nos frères, continuent de nous obéir ; qu'ils se laissent exploiter par nous, comme il convient à des frères

cadets, et nous serons, républicains de tout cœur et plus que vous-même. Sinon, non. Nous préférons Henry V, les Orléans, et même l'infâme Bonaparte, à votre république qui nous ramènerait le spectre rouge. »

Les ouvriers répondent, d'un autre côté : « Nous ne connaissons pas la haine, mais nous avons l'amour de la justice et de l'égalité. Notre défiance n'est que trop légitime. N'avons-nous pas été les victimes et les dupes éternelles de toutes les ambitions et de toutes les convoitises bourgeoises, qui, après avoir conquis le pouvoir par la puissance de nos bras, ne s'en sont servis que pour nous mieux exploiter. De cette exploitation, nous en avons assez. Nous ne voulons plus être ni victimes, ni dupes. Vous nous demandez de la confiance pour nos *frères aînés*. Fort bien, nous la leur donnerons, mais à deux conditions. D'abord, qu'ils cessent de se poser en aînés, et de nous traiter comme on traite les cadets. Sous le régime de |107 l'égalité, ces différences sont absurdes. Et ensuite, pour mériter cette confiance, qu'ils cessent de nous dominer et de nous opprimer par leurs capitaux et de nous dérober le produit de notre travail ; qu'ils mettent leur position économique et sociale au niveau de la nôtre, et qu'ils deviennent des travailleurs comme nous-mêmes. Alors nous les embrasserons comme des frères, et nous crierons avec eux : Vive la République démocratique et sociale ! Sinon, non. Nous ne voulons ni de l'infâme Bonaparte, ni de Henry V, ni des princes d'Orléans, ni d'aucun autre roi, mais nous ne voulons pas non plus de la république bourgeoise, et nous ne déposerons nos armes que lorsque nous aurons conquis pour tous l'égalité et la liberté. »

Entre ces deux négations, l'une aussi énergique que l'autre, que restait-il à faire à l'honorable député de Marseille ? Des phrases, rien que des phrases. L'infortuné ! Il a voulu asseoir sa nouvelle république sur un nouveau baiser Lamourette, plus impossible encore que le premier ! Il a cru qu'il parviendrait à combler par ses paroles éloquentes un abîme ! Il a espéré qu'il

lui suffirait de présenter aux deux parties, si profondément séparées par l'opposition absolue de leurs intérêts, son idéal politique, pris en dehors de la réalité vivante de nos jours, pour que, les uns oubliant leur richesse et leur insolence, les autres leur misère et leur esclavage, ils restent confondus dans une étreinte fraternelle, sous la baguette magique du jeune républicain, qui « *commanderait fraternellement* » aux uns et aux autres.

M. Gambetta est pourtant un homme d'esprit. Est-il possible qu'il ait poussé la naïveté |108 jusqu'à se laisser entraîner par une pareille illusion, par un rêve que de nos jours on pardonnerait à peine à un collégien ? Comment ne s'est-il pas dit, lui, l'homme sérieux et positif, que les plus belles et les plus grandes idées, que même les idées religieuses, celles qui par leur nature semblent le plus éloignées des préoccupations de ce monde, n'ont été puissantes, dans le passé, qu'autant qu'elles ont représenté de grands intérêts matériels ? Toute l'histoire le prouve, et la révolution de 1789 à 1794, cette révolution si grandiosement idéale, n'a-t-elle pas roulé tout entière sur deux intérêts très réels : le premier, celui de l'émancipation de l'industrie et du commerce bourgeois des entraves que leur opposait l'organisation du monde féodal ; et le second, celui de l'appropriation de la terre par les paysans de France ?

M. Gambetta s'imagine-t-il qu'il en sera autrement aujourd'hui ? Croit-il que sa république puisse s'établir et se maintenir, si elle ne représente aucun intérêt ? Je ne pense pas qu'il soit assez innocent pour l'espérer, ni même assez détaché des biens de ce monde pour le désirer. Mais alors quels sont les intérêts qu'il accepte comme base de sa république ? Il existe aujourd'hui, je le répète encore, deux catégories, deux mondes d'intérêts absolument opposés : les intérêts bourgeois, qui se fondent essentiellement sur la misère et sur l'esclavage du prolétariat ; et les intérêts du prolétariat, les intérêts matériels

de tout le monde, qui exigent, comme première condition, la ruine des intérêts exclusifs de la bourgeoisie, et même l'abolition de cette dernière comme classe économiquement séparée, l'égalisation de la situation économique de tout le monde.

Il est clair que la conciliation entre ces deux tendances diamétralement opposées est impossible. Il faut donc, sous peine de se condamner à un idéalisme éternellement impuissant, et aussi ridicule qu'impuissant, se décider à prendre l'un de ces deux partis : ou bien embrasser franchement les intérêts de la |109 bourgeoisie, et alors on devient nécessairement l'ennemi du peuple, ou bien se déclarer pour les intérêts du prolétariat, et devenir par là même un socialiste révolutionnaire. Quel est le parti auquel M. Gambetta a cru devoir se décider ? Ce n'est certainement pas le dernier. Donc c'est le premier. M. Gambetta et tous ses amis, républicains et démocrates comme lui, sont incontestablement les avocats de la bourgeoisie contre le peuple.

En prenant ce parti par tempérament et par goût aussi bien que par une nécessité inhérente à leurs positions personnelles, ont-ils au moins évité la chose que tous les hommes politiques ont si profondément en horreur, et qui, plus que toute autre chose, leur fait honte, l'impuissance ? Pas du tout. Ils se trouvent dans une situation excessivement singulière, et mélancolique aussi. Ils ne peuvent pas s'appuyer sur le peuple, puisqu'ils sont contraires à ses intérêts, et ils le sentent bien. Ils savent que si, profitant d'un concours de circonstances extraordinaires, ils parviennent même quelquefois à entraîner, en les trompant, les sympathies populaires, jamais ils ne pourront les fixer. On peut bien tromper et endormir le peuple, mais pas longtemps ; car le peuple est pressé par des besoins trop réels, trop puissants, pour pouvoir se nourrir longtemps d'illusions. Il finit toujours par se réveiller, et ses réveils sont terribles.

Donc ils doivent s'appuyer principalement, et je dirai exclusivement, sur la classe bourgeoise. Mais la bourgeoisie, elle aussi, n'en veut pas. Pourquoi s'appellent-ils des républicains ? Elle n'a pas foi dans leur république, et elle n'est point du tout disposée à sacrifier ses intérêts les plus chers, sa bourse, ses écus, à leur idéal politique. Ils ont beau lui promettre la tranquillité et l'ordre public, les « *bonnes affaires* » : elle n'en croit rien. Elle sait que leur action sur le peuple est nulle, elle sait qu'ils n'ont d'autre puissance que celle qu'elle voudra bien leur donner ; et elle pense, non sans raison, que Henry V, les Orléans, même l'infâme Bonaparte, même ces maudits Prussiens, les garantiront mieux que ces démocrates ne pourraient le faire contre les révoltes du prolétariat. D'où il résulte que la bourgeoisie n'est |110 nullement disposée à se laisser entraîner par eux dans de nouvelles expériences politiques, et qu'elle ne veut leur prêter ni sa puissance, ni son appui.

Mais alors sur quoi s'appuient-ils ? Sur rien. Ils sont pris entre deux mondes qui se disputent la puissance et la vie. L'un, représentant l'exploitation inique du travail populaire au profit, d'une minorité privilégiée, est puissant par sa richesse, par son instruction supérieure, aussi bien que par l'organisation formidable des États qui ne sont constitués que pour le protéger ; mais, vieux, décrépit, profondément corrompu, privé d'âme, il n'existe plus que par cette organisation mécanique de ses ressources matérielles, et par là même est condamné à périr. L'autre, représentant l'émancipation du travail du joug du capital bourgeois, et l'émancipation de l'homme du joug des États, est assez faible encore, il est vrai, au point de vue de son organisation, mais puissant par le nombre, plus puissant encore par la justice de sa cause ; véritable représentant de l'humanité, il aspire et parviendra à renverser l'autre, se sentant la mission d'établir sur ses ruines un ordre nouveau, sans autre principe que celui de la liberté la plus absolue, sans autre base que celle

de la plus complète égalité. Entre ces deux mondes réels et puissants, dont l'un se prépare, sans doute bien malgré lui, à mourir, dont l'autre s'apprête à tout conquérir, les républicains radicaux de l'école de M. Gambetta, idéalistes et doctrinaires impuissants, enfants abâtardis de la révolution bourgeoise du siècle passé, errent comme des fantômes dépaysés et inquiets, incapables de prendre une « *résolution virile* [*] », et d'embrasser franchement l'un ou l'autre parti, de sorte que la réalité et la vie leur échappent. Jetant au vent leurs paroles éloquentes, mais stériles, ils prêchent dans le désert.

Cependant, grâce à un concours de circonstances très malheureuses pour la France, mais fort heureuses |111 pour eux, ils sont parvenus aujourd'hui à s'emparer du pouvoir. Ils ne le retiendront pas longtemps sans doute ; assez longtemps, néanmoins, pour pouvoir faire beaucoup de mal à la France.

Une dictature de fantômes ! Dans ce moment terrible, où il faudrait le soulèvement, l'organisation et la concentration de toutes les réalités et de toutes les forces vives de la France pour la sauver, sont-ils au moins unis entre eux ? Point du tout. Ils s'efforcent bien de le paraître. Mais entre des orléanistes comme le général Trochu et M. de Kératry, un réactionnaire de Juin comme M. Jules Favre, un élu du peuple comme M. Rochefort, et un républicain « rationnel et positiviste » comme M. Gambetta, l'union est-elle possible ? Chacun marchant de concession en concession pour produire cette union, ils s'annulent mutuellement, voilà tout. Leur union, c'est zéro, et, grâce à ce zéro, la réaction bonapartiste, jésuitique, légitimiste et orléaniste relève la tête, et, s'emparant de nouveau du gouvernement de la France, elle ouvre la porte aux Prussiens.

(*) Expression favorite de M. Gambetta. (*Note de Bakounine.*)

Mais supposons une chose. Supposons que tous ces hommes, de tempéraments et de tendances si divers, soient réellement unis dans une seule pensée et dans une seule volonté, et que cette pensée et cette volonté aient l'énergie révolutionnaire de la pensée et de la volonté de Danton. Cette dictature révolutionnaire pourrait-elle sauver la France ?

A cette question, ainsi posée, je n'hésite pas à répondre que non. Et voici pourquoi.

Pour qu'une dictature, collective ou individuelle, si puissante de volonté qu'elle soit, dans un pays immense comme la France, et devant gouverner et diriger l'action de quarante millions d'habitants, pour que cette dictature puisse exercer son pouvoir, il lui faut tous les instruments et toutes les ressources matérielles qui |112 constituent la puissance des États, il lui faut un bras pour exécuter ses décrets. Mais les ressources organisées de la France sont annulées. Elle n'a ni matériel de guerre, ni budget ; et son bras, c'est-à-dire sa force armée et son organisation judiciaire et civile, toute son administration intérieure, sont tellement infectées de bonapartisme, qu'au lieu d'exécuter les décrets d'une dictature qui devrait être révolutionnaire et qui ne l'est pas, elles ne peuvent que continuer à servir Bonaparte, et paralyser les efforts désespérés de la France.

La dictature se donnera-t-elle un bras nouveau ? Je l'ai déjà dit : créer une administration nouvelle en peu de temps et dans la situation où se trouve le pays, est chose impossible. Il ne lui resterait donc qu'un seul moyen : ce serait d'envoyer dans les départements des commissaires extraordinaires, investis de pleins pouvoirs militaires et civils, c'est-à-dire de créer autant de dictateurs ou de proconsuls nouveaux qu'il reste de départements libres de l'occupation prussienne. Tel fut le grand

moyen de la Convention nationale. Oui, mais c'est que la Convention nationale était un corps animé d'un esprit réellement révolutionnaire, et qu'elle a trouvé sous sa main une foule d'agents révolutionnaires. Mais le gouvernement actuel, qui n'est pas révolutionnaire lui-même, où prendra-t-il ces agents ? Qu'on me permette de répéter ici ce que j'ai dit dans une autre brochure [*] :

« Pour obvier à ce mal (l'absence de toute organisation), le gouvernement de la Défense nationale enverra sans doute dans les départements des proconsuls, des commissaires extraordinaires. Ce sera le comble de la désorganisation.

« En effet, il ne suffit pas d'être muni de pouvoirs extraordinaires, pour prendre des mesures extraordinaires de salut public, pour avoir la puissance de créer des forces nouvelles, pour pouvoir provoquer dans une administration corrompue, et dans des populations |113 systématiquement déshabituées de toute initiative, un élan, une énergie, une activité salutaires. Pour cela, il faut avoir encore ce que la bourgeoisie de 1792 et 1793 avait à un si haut degré, et ce qui manque absolument à la bourgeoisie actuelle, même aux républicains, — il faut avoir l'intelligence, la volonté, l'audace révolutionnaires. Et comment imaginer que les commissaires du gouvernement de la Défense nationale, les subordonnés de Gambetta et compagnie, posséderont ces qualités, lorsque leurs supérieurs, les membres de ce gouvernement, les coryphées du parti républicain, ne les ont pas trouvées en eux-mêmes ?

« En dehors de ces qualités personnelles qui imprimèrent aux hommes de 1793 un caractère vraiment héroïque, l'envoi des commissaires extraordinaires a si bien réussi à la

(*) *Lettres à un Français sur la crise actuelle*. Septembre 1870. (*Note de Bakounine.*)— Voir tome II, p. 124. En transportant cette citation de la brochure dans ce manuscrit nouveau, Bakounine a fait quelques légers changements à son texte. — J. G.

Convention nationale parce qu'étant révolutionnaire, et s'appuyant elle-même à Paris sur les masses populaires, sur la *vile multitude*, elle avait ordonné à tous ses proconsuls de s'appuyer également, partout et toujours, sur cette même *canaille populaire*. Les commissaires envoyés par Ledru-Rollin en 1848, et ceux que pourra envoyer aujourd'hui Gambetta, ont fait et feront nécessairement un fiasco complet, par la raison inverse, et les seconds plus que les premiers, parce que cette raison inverse agira encore plus puissamment sur eux qu'elle ne l'a fait sur leurs devanciers de 1848. Cette raison, c'est que les uns ont été et que les autres seront, à un degré plus sensible encore, des bourgeois radicaux, délégués du radicalisme bourgeois et, comme tels, ennemis du socialisme et de la révolution franchement populaire.

« Cet antagonisme de la révolution bourgeoise et de la révolution populaire n'existait pas encore, en 1793, ni dans la conscience du peuple, ni même dans celle de la bourgeoisie. On n'avait pas encore démêlé de l'expérience historique cette vérité, que la liberté de toute classe privilégiée, et |114 par conséquent celle de la bourgeoisie aussi, était fondée essentiellement sur l'esclavage économique du prolétariat. Comme fait et comme conséquence réelle, cette vérité a toujours existé ; mais elle avait été tellement embrouillée avec d'autres faits et masquée par tant d'intérêts et de tendances historiques différentes, surtout religieuses et nationales, qu'elle ne s'était point encore dégagée dans sa grande simplicité actuelle, ni pour la bourgeoisie, commanditaire du travail, ni pour le prolétariat, salarié, c'est-à-dire exploité par elle. La bourgeoisie et le prolétariat étaient bien, même avant la révolution de 1789, des ennemis naturels, mais sans le savoir. Par suite de cette ignorance, ils attribuaient, l'une ses craintes, l'autre ses maux, à des raisons fictives, non à leur antagonisme réel, et, se croyant unis d'intérêts, ils marchèrent ensemble contre la monarchie, la noblesse et les prêtres.

« Voilà ce qui fit la grande force des bourgeois révolutionnaires de 1792 et 1793. Non seulement ils ne craignaient pas le déchaînement des passions populaires, mais ils le provoquèrent de toutes leurs forces, comme l'unique moyen de salut pour la patrie et pour eux-mêmes contre la réaction intérieure et extérieure. Lorsqu'un commissaire extraordinaire, délégué par la Convention, arrivait dans une province… »

(*Le manuscrit s'interrompt ici*.)

LE REVEIL DES PEUPLES

(*Fragment.*)

Les Allemands viennent de rendre un immense service au peuple français. Ils ont détruit son armée.

L'armée française ! cet instrument si terrible du despotisme impérial, cette unique raison d'être des Napoléons ! Tant qu'elle existait, hérissée de baïonnettes fratricides, il n'y avait point de salut pour le peuple français. Il pouvait y avoir en France des pronunciamientos comme en Espagne, des révolutions militaires, mais la liberté — jamais ! Paris, Lyon, et tant d'autres cités ouvrières de la France, le savent bien.

Aujourd'hui cette immense armée, avec son organisation formidable, n'existe plus. La France peut être libre. Elle le sera grâce à ses frères allemands.

Mais bienfait pour bienfait. C'est maintenant le tour du peuple français de rendre le même service au peuple allemand. Malheur aux Allemands si leurs armées retournaient triomphantes en Allemagne ! c'en serait fait de toutes leurs espérances d'avenir et de leur liberté, pour au moins cinquante ans. Qu'on s'imagine ces hordes d'esclaves, disciplinés et conduits par des barons poméraniens, et rendus...

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

LETTRE À ESQUIROS

AVANT-PROPOS

Alphonse Esquiros, l'auteur de l'*Histoire des Montagnards* (1844), — qui, élu député au Corps législatif, le 7 juin 1869, par la quatrième circonscription du département des Bouches-du-Rhône, siégea dans cette assemblée sur les bancs de l'extrême gauche, — avait été nommé, par le gouvernement de la Défense Nationale, administrateur supérieur des Bouches du-Rhône. C'était un honnête homme, un socialiste, qui avait accepté d'aller à Marseille avec l'espoir d'y faire du bien.

Les circonstances dans lesquelles Bakounine conçut la pensée de lui écrire ont été racontées dans une lettre que m'écrivit, en 1876, Charles Alerini [1], qui s'était trouvé à Marseille en octobre 1870 en même temps que le révolutionnaire russe, dont il était l'ami dévoué. J'en reproduis ici le passage essentiel :

« À la suite des malheureux événements de Lyon (septembre 1870), Michel Bakounine dut abandonner cette ville, et, pensant qu'il pouvait encore servir utilement la cause de la Révolution en prolongeant son séjour en France, il vint à Marseille, où il demeura durant quelque temps caché dans une modeste habitation du quartier du Pharo. Mais la classe ouvrière se trouvait alors complètement désorganisée dans la capitale du Midi, et l'agitation politique dominait en ce moment la question sociale... La présence de notre ami en face d'une semblable situation était donc peu nécessaire à Marseille, tandis que d'autre part elle pouvait avoir pour lui les plus fâcheuses conséquences.

« En effet, le célèbre républicain socialiste et athée Andrieux, chef alors du parquet de Lyon, qui s'acharnait à la

1 Sur Alerini et sur cette lettre, voir t. II, p. 273.

poursuite des vrais révolutionnaires avec la rage d'un traître démasqué, envoya de tous côtés l'ordre de le rechercher activement. À Marseille, cet ordre fut transmis à M. Guibert, ancien conseiller municipal de l'opposition républicaine de cette ville, qui s'empressa de lancer contre Bakounine un mandat d'amener, et chargea du soin de l'arrêter le citoyen Paul Gavard, commandant de la garde républicaine. Informés de ces dispositions, nous fûmes avec quelques amis trouver Gavard, — qui plus tard devait être aussi condamné, au nom du gouvernement républicain, à la déportation perpétuelle pour le soulèvement du 25 mars 1871 à Marseille, — et il nous donna sa parole d'honneur de ne rechercher notre ami que là où il serait sûr de ne pas le trouver, et de ne point le voir s'il venait à le rencontrer.

« Rassurés de ce côté, et décidés du reste à empêcher l'arrestation de Bakounine par la force si besoin était, nous fîmes une démarche auprès du citoyen Esquiros, administrateur supérieur des Bouches-du-Rhône, pour connaître ses dispositions par rapport à lui. Esquiros nous reçut bien, nous manifesta ses sympathies et son estime pour Bakounine, et nous déclara que, quoi qu'il lui eût été signalé comme agent prussien par le gouvernement de Tours, il n'ajoutait aucune foi à cette dénonciation.

« De mon côté, — ajouta-t-il, — il peut être parfaitement tranquille, il ne sera pas inquiété, et je ne me prêterai à aucune mesure commandée contre lui par le gouvernement. Cependant des agents spéciaux peuvent avoir été envoyés directement de Tours ou de Lyon pour l'arrêter, et, dans ce cas, il me sera impossible, s'ils agissent sans m'en faire part, de les en empêcher. »

« À Tours comme à Lyon, les républicains bourgeois, les Gambetta, les Challemel-Lacour, professaient une haine profonde contre les socialistes, et avaient un intérêt direct à

s'emparer de notre ami. Dans l'entourage de Gambetta se trouvait d'autre part le général polonais Mieroslawski, ennemi personnel de Bakounine, qui usait en attendant, contre lui, de l'arme peu noble de la calomnie. Le danger n'était donc pas absolument écarté, et nous pressâmes de nouveau Bakounine de chercher un asile plus sûr.

« Il se rendit à nos sollicitations, et décida de retourner en Suisse en passant par Gênes. »

L'intérêt principal de la lettre écrite — et non envoyée — à Esquiros par Bakounine, c'est le rapprochement qu'y fait celui-ci entre le programme du mouvement révolutionnaire du 28 septembre et la proposition faite par Esquiros au Corps législatif le 25 août 1870, d'inviter les municipalités à se constituer en centres d'action et de défense en dehors de toute tutelle administrative.

J. G.

LETTRE

À

ESQUIROS

ENVIRONS DE MARSEILLE
20 Octobre 1870

Inédit.

LETTRE À ESQUIROS

Ce 20 octobre 1870.
Environs de Marseille.

Citoyen et Monsieur,

J'ai eu l'honneur de vous adresser, par un de mes amis de Marseille, une brochure que j'ai publiée sous ce titre : *Lettres à un Français sur l a crise actuelle*.

Elle contient des lettres écrites au mois d'août, bien avant la capitulation de Sedan [1]. Mais l'éditeur, mon ami, qui les a singulièrement raccourcies, pour ne point dire châtrées [2], croyant sans doute que le moment n'était pas encore venu de dire toute la vérité, a trouvé bon aussi de les dater de septembre.

Ces lettres — adressées à un ami, au citoyen Gaspard Blanc de Lyon, un des jeunes gens les plus dévoués au salut de la France que j'aie rencontrés, et que M. Challemel-Lacour, commissaire extraordinaire, détient maintenant en prison sous

1 Ceci n'est pas tout à fait exact. La partie du manuscrit de Bakounine d'où a été extraite la brochure a été rédigée du 27 août au 2 ou 3 septembre. — J. G.

2 C'est cette phrase de Bakounine qui m'a surtout décidé à faire suivre, au tome II des *Œuvres*, la réimpression de la brochure *Lettres à un Français* de la publication intégrale du manuscrit de l'auteur. — J. G.

la prévention ridicule et odieuse d'être un agent des Prussiens — |₂ vous prouveront, j'espère, citoyen Esquiros, que moi aussi je ne suis ni l'ami, ni le partisan du roi de Prusse ni d'aucun despote du monde.

M. Challemel-Lacour et M. Andrieux, procureur de la République à Lyon, ont osé soulever contre moi cette calomnie infâme. Certes ce n'est pas moi qui me plaindrai jamais de la vivacité de la polémique entre des partis qui se combattent. Je n'en aurais d'ailleurs pas le droit ; car moi aussi, quand et autant que j'ai pu, je me suis montré impitoyable pour les intérêts, pour les hommes et pour l'organisation politique et sociale dont ces Messieurs apparaissent aujourd'hui comme les défenseurs naturels, au détriment du salut de la France, et qui dans leur ensemble constituent la néfaste toute-puissance actuelle de la bourgeoisie. J'ai attaqué durement et les principes et les soi-disant droits de mes adversaires en politique et en socialisme. Mais je n'ai jamais touché aux personnes, et j'ai eu toujours la calomnie en horreur.

|₃ C'est un moyen si commode, n'est-ce pas, que de jeter aujourd'hui cette épithète de Prussiens à tous les hommes qui ont le malheur de ne point partager un enthousiasme de commande pour ces soi-disant sauveurs de la France, dont l'inertie, l'incapacité et l'impuissance infatuée d'elle-même perdent la France.

Un autre que vous, citoyen Esquiros, aurait pu me demander : « Qu'est-ce que tout cela vous fait, à vous qui êtes étranger ? » Ah, monsieur, ai-je besoin de vous prouver, à vous, que la cause de la France est redevenue celle du monde ; que la défaite et la déchéance de la France seront la défaite et la déchéance de la liberté, de tout ce qui est humain dans le monde. Que le triomphe définitif de l'idée et de la puissance de la Prusse, militaires et bureaucratiques, nobiliaires et jésuitiquement protestantes, sera le plus immense malheur qui

puisse frapper toute l'Europe. Si la Prusse l'emporte, c'en sera fait de l'humanité européenne au moins pour cinquante ans ; pour nous autres vieux, il ne nous restera plus qu'à mourir. Hélas ! je devrai reconnaître que feu mon ami Alexandre Herzen |4 avait eu raison, après les néfastes journées de juin 1848, — journées pendant lesquelles la bourgeoisie de Paris et de France avait élevé le trône de Louis Bonaparte sur les ruines des espérances et de toutes les aspirations légitimes du prolétariat, — lorsqu'il proclamait que l'Europe occidentale désormais était morte, et que pour le renouvellement, pour la continuation de l'histoire, il ne restait plus que deux sources : l'Amérique, d'un côté, et, de l'autre, la barbarie orientale.

Avocat, non de votre monde bourgeois officiel, monde que je déteste et que je méprise du plein de mon coeur, mais de la révolution occidentale, j'avais toujours défendu cette révolution contre lui. Après en avoir été un des ardents adeptes, il n'y croyait plus du tout. Moi je continuai d'y croire, malgré la catastrophe, malgré le crime commis par la bourgeoisie en Juin. Il disait que l'Europe occidentale était désormais pourrie, qu'elle était devenue raisonneuse et lâche, sans foi, sans passion, sans énergie créatrice, comme autrefois le Bas-Empire. Je lui accordais |5 tout cela par rapport à votre civilisation bourgeoise, mais je lui objectais que dans l'Europe occidentale, au-dessous de la bourgeoisie, il y avait un monde barbare *sui generis* : le prolétariat des villes et les paysans, qui, n'ayant pas abusé ni même usé de la vie, n'ayant pas été dépravés ni sophistiqués par cette civilisation caduque, mais, au contraire, continuant d'être moralisés toujours par un travail qui, tout opprimé et tout esclave qu'il soit, n'en est pas moins une source vivante d'intelligence et de force, sont encore pleins d'avenir ; et que par conséquent il n'y avait pas besoin d'une invasion de la barbarie orientale pour renouveler l'Occident de l'Europe, l'Occident ayant dans ses régions souterraines une barbarie à lui qui le renouvellerait à son heure.

Herzen n'en croyait rien, et il a été tué par son scepticisme beaucoup plus que par sa maladie. Moi, au contraire, j'étais plein de foi ; j'ai été socialiste-révolutionnaire non seulement en théorie, mais en pratique ; c'est-à-dire que j'ai eu foi dans la réalisation de la théorie socialiste, et c'est à cause de cela même que je lui ai survécu. J'ai été et je suis socialiste, non seulement parce que le socialisme c'est la liberté *réelle*, c'est l'égalité *réelle* et c'est la fraternité *réelle*, et c'est la justice humaine et universelle, — mais encore par une considération de physiologie sociale.

Je suis socialiste, parce que je suis arrivé à cette conviction que toutes les classes qui ont constitué jusqu'ici, pour ainsi dire, les grands personnages agissants et vivants de la tragédie historique, sont mortes. La noblesse est morte ; la bourgeoisie est morte et pourrie. Elle ne le prouve que trop bien à cette heure. Que reste-t-il ? Les paysans et le prolétariat des villes. Seuls ils peuvent sauver l'Europe du militarisme et du bureaucratisme prussiens, ces deux alliés et cousins du knout de mon cher empereur de toutes les Russies.

Eh bien ! ce que je vois aujourd'hui en France me plonge dans un état proche du désespoir. Je commence à craindre avec Herzen que les paysans et le prolétariat, en France, en Europe, ne soient morts aussi. Et |6 alors ? alors la France est perdue, l'Europe est perdue.

Mais non ! Pendant ma courte présence à Lyon et dans les environs de Marseille, j'ai vu, j'ai senti que le peuple n'était point mort. Il a tous les grands instincts et toutes les puissantes énergies d'un grand peuple. Ce qui lui manque, c'est l'organisation et la juste direction ; non cette direction et cette organisation qui lui tombent d'en haut, de par l'autorité de l'État, et apostillées, soit par Sa Majesté impériale Napoléon III, soit par Sa Majesté républicaine le seigneur Gambetta ; mais cette organisation et cette direction qui se forment d'en bas et

qui sont l'expression même de la vie et de l'action populaires.

Il est évident, citoyen Esquiros, que pour vous adresser une lettre pareille, il faut que j'aie grande foi en vous. Et savez-vous pourquoi j'ai cette foi ? Je n'ai jamais eu l'honneur de vous rencontrer. Mais j'ai lu vos écrits et je connais votre vie. Je sais que vous n'avez jamais craint d'être un révolutionnaire conséquent, que vous ne vous êtes jamais démenti, et que jamais vous n'avez sacrifié la cause du peuple à des considérations de classe, de parti, ou à des vanités personnelles. Enfin, Monsieur, vous avez été le seul, dans ce malheureux Corps législatif, après les désastres qui ont détruit les armées françaises, et, permettez-moi de vous le dire, au milieu de la lâcheté et de la stupidité manifestées par tous vos collègues de la gauche, — les mêmes qui forment aujourd'hui le gouvernement de la Défense nationale, — le seul qui ayez proposé l'unique moyen qui restait pour sauver la France : à savoir celui de provoquer, par une proclamation faite au nom du Corps législatif, l'organisation spontanée de toutes les communes de France, *en dehors de toute tutelle administrative et gouvernementale de l'État* [1]. Vous vouliez proclamer, en un mot, la liquidation, |7 ou plutôt même la simple constatation de la ruine totale et de la non-existence de l'État. Vous auriez mis la France, par là même, en état de révolution.

J'ai toujours compris, et à cette heure il doit être devenu évident pour tout le monde, qu'en dehors de ce remède héroïque il ne peut y avoir de salut pour la France. Les avocats qui composent votre gouvernement actuel ont pensé autrement. Privés de tous les moyens qui constituent la puissance d'un

1 C'est dans la séance du 25 août 1870 qu'Esquiros avait proposé « que le Corps législatif invitât les municipalités à se constituer en centres d'action et de défense, *en dehors de toute tutelle administrative*, et à prendre, au nom de la France violée, toutes les mesures qu'elles croiront nécessaires ». Bakounine a mentionné cette proposition à la page 23 du manuscrit *Continuation*, III, d'où a été extraite la brochure *Lettres à un Français* : voir tome II, p. 199. — J. G.

État, ils ont voulu — les innocents ! — jouer au gouvernement de l'État. Par ce jeu, ils ont paralysé toute la France. Ils lui ont interdit le mouvement et l'action spontanée, sous ce prétexte ridicule, et, vu les circonstances présentes, criminel, que seuls les représentants de l'État doivent avoir le monopole de la pensée, du mouvement, de l'action. Obsédés par la crainte de voir l'État crouler et se fondre dans leurs mains, pour le conserver ils ont gardé toute l'ancienne administration bonapartiste, militaire, judiciaire, communale et civile ; et ils ont poussé leur sotte confiance en eux-mêmes, leur criminelle infatuation personnelle, à ce point d'avoir espéré que, du moment qu'ils étaient, eux, au pouvoir, les bonapartistes eux-mêmes, ces gens liés irrévocablement au passé par la solidarité du crime, se transformeraient en patriotes et en républicains. Pour pallier cette faute et pour en corriger les conséquences funestes, ils ont envoyé partout des commissaires extraordinaires, des préfets, sous-préfets, avocats généraux et procureurs de la République, pâles républicains, bâtards de Danton, comme eux ; et tous ces petits avocats, tous ces fats en gants jaunes du républicanisme bourgeois, qu'ont-ils fait? Ils ont fait la seule chose qu'ils pussent faire : ils se sont alliés partout à la réaction bourgeoise contre le peuple ; et en tuant le mouvement et l'action |8 spontanée du peuple, ils ont tué la France partout. Maintenant l'illusion n'est plus possible. Voici quarante-six jours que la République existe : qu'a-t-on fait pour sauver la France ? Rien — et le Prussien avance toujours.

Telle fut la pensée, citoyen, et tels furent les sentiments qui ont présidé à la formation du Comité du salut de la France à Lyon, qui dictèrent sa proclamation, qui poussèrent mes amis à faire cette tentative du 28 septembre, qui a échoué, je ne crains pas de le dire, pour le malheur de la France.

Plusieurs de mes amis, dans des lettres qu'ils ont adressées au Progrès de Lyon, ont eu la faiblesse de nier le but réel de

cette manifestation manquée [1]. Ils ont eu tort. Dans les temps comme celui au milieu duquel nous vivons, on doit avoir, plus qu'à toute autre époque, le courage de la vérité.

Le but était celui-ci ; Nous avions voulu renverser la municipalité de Lyon : municipalité évidemment réactionnaire, mais encore plus incapable et stupide que réactionnaire, et qui

1 De ces lettres, je n'en connais qu'une, celle écrite par Albert Richard le 1er octobre, de la retraite où il s'était mis à l'abri (elle a été reproduite par Oscar Testut dans *L'Internationale et le Jacobinisme au ban de l'Europe*, Paris, 1872, tome II, p. 277). Richard y dit : « Le but de la manifestation du 28 septembre n'était pas de faire appliquer le programme de l'affiche ; il était simplement de réclamer les mesures suivantes :

« 1° Destitution des autorités militaires ;

« 2° Élection des officiers par les soldats ;

« 3° Réquisitions selon les besoins de la situation ;

« 4° Mise en liberté des militaires emprisonnés pour causes politiques ou d'indiscipline ;

« 5° Occupation des forts par la garde nationale ;

« 6° Non-réduction du salaire accordé aux travailleurs des chantiers ;

« 7° Formation et réunion à Lyon d'une Convention populaire du salut de la France.

« Si les conseillers municipaux se déclaraient impuissants à faire exécuter ces mesures, les délégués de la manifestation devaient les inviter à donner leur démission.

« *Il n'y avait pas d'autre plan* : et la preuve, c'est que notre imposante manifestation a eu lieu sans armes. Si l'on a envahi l'hôtel de ville, si des gardes nationaux bourgeois ont été désarmés, si M. Hénon n'a pas été écouté, si M. Challemel-Lacour a été arrêté, c'est que l'absence des conseillers municipaux du lieu des séances et le manque de réponse ont impatienté le peuple ; tous lui accorderez bien que dans un pareil moment il a le droit de s'impatienter. »

Bakounine avait jugé et qualifié sévèrement, à l'instant même, la conduite de ceux des membres du Comité révolutionnaire qui voulaient capituler pour éviter une collision qu'ils redoutaient, et il leur avait dit, pendant qu'ils délibéraient encore à l'hôtel de ville, ce qu'il pensait d'eux. Seize mois plus tard, dans une lettre adressée à la *Tagwacht*, de Zürich, le 14 février 1872, il résuma son appréciation dans les termes suivants : « La couardise de l'attitude de Richard a été une des causes

paralysait et continue de paralyser toute organisation réelle de la défense nationale à Lyon ; renverser en même temps tous les pouvoirs officiels, détruire tous les restes de cette administration impériale qui continue de peser sur le peuple en tirant le chapeau à Leurs Majestés les rois d'Yvetot qui s'imaginent régner et faire quelque chose de bon à Tours ; et convoquer la Convention nationale du salut de la France. En un mot, nous voulions réaliser à Lyon ce que vous-même, citoyen Esquiros, vous avez essayé de faire par votre Ligue du Midi, Ligue qui eût certainement soulevé le Midi et organisé sa défense, si elle n'eût point été paralysée par ces rois d'Yvetot.

Ah, Monsieur, les avocats du gouvernement de la Défense nationale sont bien criminels ! Ils tuent la France. Et, si on les laisse faire, ils la livreront définitivement aux Prussiens !

|9 Il est temps que je finisse cette lettre déjà trop longue...

(*Le manuscrit s'interrompt ici*.)

principales de l'échec du mouvement lyonnais du 28 septembre. Je regarde comme un honneur pour moi d'avoir pris part à ce mouvement, avec le digne citoyens Palix, qui est mort l'hiver dernier à la suite des souffrances qu'il a eu à endurer ; avec le brave citoyen Charvet, qui a été, depuis, assassiné lâchement par un officier ; avec les citoyens Parraton et Schettel, qui languissent encore à cette heure dans les prisons de M. Thiers. Depuis lors j'ai regardé Richard comme un lâche et un traître. »

PRÉAMBULE

POUR LA SECONDE LIVRAISON

AVANT-PROPOS

C'est le 5 juin 1871 que Bakounine, de retour à Locarno depuis le 1er du mois, commença la rédaction de cet écrit. Il revenait du Jura bernois et neuchâtelois, rapportant la fin du manuscrit de *L'Empire knouto-germanique*, dont la deuxième livraison, croyait-il, devait paraître incessamment (« Le manuscrit de cette livraison ne tardera pas à t'arriver tout complet », m'écrivit-il le 10 juin). Il note le 5 juin dans son journal : « Préambule pour 2de livraison ». Il mentionne de nouveau le Préambule le 9 (« Écrit Préambule »), le 10, le 1 1, le 12 ; il s'interrompt le 13, puis recommence le 14 et continue jusqu'au 17 ; nouvelle interruption le 18 et le 19 ; le 20, il note : « Préambule, peu » ; même note le 21 ; le 22, il travaille au Préambule le matin et le soir ; le 23, enfin, on trouve pour la dernière fois dans le journal la mention : « Préambule ». L'écrit qui devait servir de préface à la deuxième livraison de *L'Empire knouto-germa nique* reste inachevé ; et le surlendemain, 25, Bakounine commence une autre introduction, qu'il intitule cette fois : « Avertissement ».

J'ai dit, dans la préface du présent volume, comment le manuscrit de ce Préambule, confié à Bernard Lazare, a été perdu. Une note de Bernard Lazare dans les *Entretiens politiques et littéraires* (1892) nous apprend que ce manuscrit se composait de 14 feuillets de papier bleuté, de 31 lignes à la page. Comme je l'ai déjà indiqué, c'est le texte imprimé par Bernard Lazare en 1892 que je reproduis ; mais je soupçonne qu'il contient quelques erreurs de lecture, surtout dans la seconde partie (à partir de la page 265).

J. G.

PRÉAMBULE

POUR

LA SECONDE LIVRAISON

DE

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

LOCARNO, du 5 au 23 Juin 1871

PRÉAMBULE
POUR LA SECONDE LIVRAISON

Cet ouvrage, comme tous les écrits, d'ailleurs peu nombreux, que j'ai publiés jusqu'ici, est né des événements. Il est la continuation naturelle de mes *Lettres à un Français* (septembre 1870), dans lesquelles j'ai eu le facile et triste honneur de prévoir et de prédire les horribles malheurs qui frappent aujourd'hui la France, et, avec elle, tout le monde civilisé ; malheurs contre lesquels il n'y avait et il ne reste encore maintenant qu'un seul remède : LA RÉVOLUTION SOCIALE.

Prouver cette vérité, désormais incontestable, par le développement historique de la société et par les faits mêmes qui se passent sous nos yeux en Europe, de manière à la faire accepter par tous les hommes de bonne foi, par tous les chercheurs sincères de la vérité, et ensuite exposer franchement, sans réticences, sans équivoques, les principes philosophiques aussi bien que les fins pratiques qui constituent pour ainsi dire l'âme agissante, la base et le but de ce que nous appelons la Révolution sociale, tel est l'objet du présent travail.

La tâche que je me suis imposée n'est pas facile, je le sais, et on pourrait m'accuser de présomption, si j'apportais dans ce travail la moindre prétention personnelle. Mais il n'en est rien, je puis en assurer le lecteur. Je ne suis ni un savant, ni un philosophe, ni même un écrivain de métier. J'ai écrit très peu dans ma vie et je ne l'ai jamais fait, pour ainsi dire, qu'à mon corps défendant, et seulement lorsqu'une conviction passionnée me forçait à vaincre ma répugnance instinctive contre toute exhibition de mon propre moi en public.

Qui suis-je donc, et qu'est-ce qui me pousse maintenant à publier ce travail ? Je suis un chercheur passionné de la *vérité* et un ennemi non moins acharné des fictions malfaisantes dont le *parti de l'ordre* , ce représentant officiel, privilégié et intéressé de toutes les turpitudes religieuses, métaphysiques, politiques, juridiques, économiques et sociales, présentes et passées, prétend se servir encore aujourd'hui pour abêtir et asservir le monde. Je suis un amant fanatique de la *liberté*, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes ; non de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée et réglementée par l'État, mensonge éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns fondé sur l'esclavage de tout le monde ; non de cette liberté individualiste, égoïste, mesquine et fictive, prônée par l'école de J.-J. Rousseau, ainsi que par toutes les autres écoles du libéralisme bourgeois, et qui considère le soi-disant droit de tout le monde, représenté par l'État, comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun ; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature ; de sorte qu'à proprement parler il n'y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; elles nous sont immanentes, inhérentes, constituent la base même de tout notre être, tant matériel qu'intellectuel et moral ; au lieu donc de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

J'entends cette liberté de chacun qui, loin de s'arrêter

comme devant une borne devant la liberté d'autrui, y trouve au contraire sa confirmation et son extension à l'infini ; la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous, la liberté par la solidarité, la liberté dans l'égalité ; la liberté triomphante de la force brutale et du principe d'autorité qui ne fut jamais que l'expression idéale de cette force ; la liberté qui, après avoir renversé toutes les idoles célestes et terrestres, fondera et organisera un monde nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les Églises et de tous les États.

Je suis un partisan convaincu de l'*égalité économique et sociale*, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'État,

C'est là le point qui divise principalement les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'État. Leur but est le même ; l'un et l'autre partis veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous, et sur l'appropriation collective des instruments de travail.

Seulement les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, à l'aide du radicalisme bourgeois, tandis

que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoques, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique mais sociale, et, par conséquent, anti-politique des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, y compris tous les hommes de bonne volonté des classes supérieures qui, rompant avec tout leur passé, voudraient franchement s'adjoindre à eux et accepter intégralement leur programme.

De là, deux méthodes différentes. Les communistes croient devoir organiser les forces ouvrières pour s'emparer de la puissance politique des États. Les socialistes révolutionnaires s'organisent en vue de la destruction, ou, si l'on veut un mot plus poli, en vue de la liquidation des États. Les communistes sont les partisans du principe et de la pratique de l'autorité, les socialistes révolutionnaires n'ont de confiance que dans la liberté. Les uns et les autres également partisans de la science qui doit tuer la superstition et remplacer la foi, les premiers voudraient l'imposer ; les autres s'efforceront de la propager, afin que les groupes humains, convaincus, s'organisent et se fédèrent spontanément, librement, de bas en haut, par leur mouvement propre et conformément à leurs réels intérêts, mais jamais d'après un plan tracé d'avance et imposé *aux masses ignorantes* par quelques intelligences supérieures.

Les socialistes révolutionnaires pensent qu'il y a beaucoup plus de raison pratique et d'esprit dans les aspirations instinctives et dans les besoins réels des masses populaires que dans l'intelligence profonde de tous ces docteurs et tuteurs de l'humanité qui, à tant de tentatives manquées pour la rendre heureuse, prétendent encore ajouter leurs efforts. Les socialistes révolutionnaires pensent, au contraire, que l'humanité s'est laissé assez longtemps, trop longtemps, gouverner, et que la source de ses malheurs ne réside pas dans telle ou telle forme de gouvernement, mais dans le principe et dans le fait même du

gouvernement quel qu'il soit.

C'est enfin la contradiction, devenue déjà historique, qui existe entre le communisme scientifiquement développé par l'école allemande et accepté en partie par les socialistes américains et anglais, d'un côté, et le proudhonisme largement développé et poussé jusqu'à ses dernières conséquences, de l'autre, accepté par le prolétariat des pays latins (*).

Le socialisme révolutionnaire vient de tenter une première manifestation éclatante et pratique dans la *Commune de Paris*.

Je suis un partisan de la Commune de Paris qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée, de l'État.

C'est un fait historique immense que cette négation de l'État se soit manifestée précisément en France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique, et que ce soit précisément Paris, la tête et le créateur historique de cette grande civilisation française, qui en ait pris l'initiative. Paris se découronnant et proclamant avec enthousiasme sa propre déchéance pour donner la liberté et la vie à la France, à l'Europe, au monde entier ; Paris affirmant de nouveau sa puissance historique d'initiative en montrant à tous les peuples esclaves (et quelles sont les masses populaires qui ne soient point esclaves ?) l'unique voie d'émancipation et de salut ; Paris portant un coup mortel aux traditions politiques du radicalisme bourgeois et donnant une base réelle au socialisme révolutionnaire ! Paris méritant à nouveau les malédictions de toute la gent réactionnaire de la France et de l'Europe ! Paris

(*) Il est également accepté et il le sera toujours davantage par l'instinct essentiellement anti-politique des peuples slaves. (*Note de Bakounine.*)

s'ensevelissant dans ses ruines pour donner un solennel démenti à la réaction triomphante ; sauvant par son désastre l'honneur et l'avenir de la France, et prouvant à l'humanité consolée que si la vie, l'intelligence, la puissance morale se sont retirées des classes supérieures, elles se sont conservées énergiques et pleines d'avenir dans le prolétariat ! Paris inaugurant l'ère nouvelle, celle de l'émancipation définitive et complète des masses populaires et de leur solidarité désormais toute réelle, à travers et malgré les frontières des États ; Paris tuant le patriotisme et fondant sur ses ruines la religion de l'humanité ; Paris se proclamant humanitaire et athée, et remplaçant les fictions divines par les grandes réalités de la vie sociale et la foi dans la science ; les mensonges et les iniquités de la morale religieuse, politique et juridique par les principes de la liberté, de la justice, de l'égalité et delà fraternité, ces fondements éternels de toute morale humaine ! Paris héroïque, rationnel et croyant, confirmant sa foi énergique dans les destinées de l'humanité par sa chute glorieuse, par sa mort, et la léguant beaucoup plus énergique et vivante aux générations à venir ! Paris noyé dans le sang de ses enfants les plus généreux, — c'est l'humanité crucifiée par la réaction internationale et coalisée de l'Europe, sous l'inspiration immédiate de toutes les églises chrétiennes et du grand prêtre de l'iniquité, le Pape ; mais la prochaine révolution internationale et solidaire des peuples sera la résurrection de Paris.

Tel est le vrai sens, et telles sont les conséquences bienfaisantes et immenses des deux mois d'existence et de la chute à jamais mémorable de la Commune de Paris.

La Commune de Paris a duré trop peu de temps, et elle a été trop empêchée dans son développement intérieur par la lutte mortelle qu'elle a dû soutenir contre la réaction de Versailles, pour qu'elle ait pu, je ne dis pas même appliquer, mais élaborer théoriquement son programme socialiste. D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, la majorité des membres

de la Commune n'étaient pas proprement socialistes, et, s'ils se sont montrés tels, c'est qu'ils ont été invinciblement entraînés par la force irrésistible des choses, par la nature de leur milieu, par les nécessités de leur position, et non par leur conviction intime. Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin, ne formaient dans la Commune qu'une très infime minorité ; ils n'étaient tout au plus que quatorze ou quinze membres. Le reste était composé de Jacobins. Mais entendons-nous, il y a Jacobins et Jacobins. Il y a les Jacobins avocats et doctrinaires, comme M. Gambetta, dont le républicanisme *positiviste* (*), présomptueux, despotique et formaliste, ayant répudié l'antique foi révolutionnaire et n'ayant conservé du jacobinisme que le culte de l'unité et de l'autorité, a livré la France populaire aux Prussiens, et plus tard à la réaction indigène ; et il y a les Jacobins franchement révolutionnaires, les héros, les derniers représentants sincères de la foi démocratique de 1793, capables de sacrifier et leur unité et leur autorité bien-aimées aux nécessités de la Révolution, plutôt que de ployer leur conscience devant l'insolence de la réaction. Ces Jacobins magnanimes, à la tête desquels se place naturellement Delescluze, une grande âme et un grand caractère, veulent le triomphe de la Révolution avant tout ; et comme il n'y a point de révolution sans masses populaires, et comme ces masses ont éminemment aujourd'hui l'instinct socialiste et ne peuvent plus faire d'autre révolution qu'une révolution économique et sociale, les Jacobins de bonne foi, se laissant entraîner toujours davantage par la logique du mouvement révolutionnaire, finiront par devenir des socialistes malgré eux.

Telle fut précisément la situation des Jacobins qui firent partie de la Commune de Paris. Delescluze et bien d'autres avec lui signèrent des programmes et des proclamations dont l'esprit général et les promesses étaient positivement socialistes. Mais comme, malgré toute leur bonne foi et toute leur bonne volonté, ils n'étaient que des socialistes bien plus extérieurement

(*) Voir sa lettre à Littré dans le *Progrès* de Lyon. (*Note de Bakounine.*)

entraînés qu'intérieurement convaincus, comme ils n'avaient pas eu le temps, ni même la capacité, de vaincre et de supprimer en eux-mêmes une masse de préjugés bourgeois qui étaient en contradiction avec leur socialisme récent, on comprend que, paralysés par cette lutte intérieure, ils ne purent jamais sortir des généralités, ni prendre une de ces mesures décisives qui eussent rompu à jamais leur solidarité et tous leurs rapports avec le monde bourgeois.

Ce fut un grand malheur pour la Commune et pour eux ; ils en furent paralysés et ils paralysèrent la Commune ; mais on ne peut pas le leur reprocher comme une faute. Les hommes ne se transforment pas d'un jour à l'autre, et ne changent ni de nature ni d'habitudes à volonté. Us ont prouvé leur sincérité en se faisant tuer pour la Commune. Qui osera leur en demander davantage ?

Ils sont d'autant plus excusables que le peuple de Paris lui-même, sous l'influence duquel ils ont pensé et agi, était socialiste beaucoup plus d'instinct que d'idée ou de conviction réfléchie. Toutes ses aspirations sont au plus haut degré et exclusivement socialistes ; mais ses idées ou plutôt ses représentations traditionnelles sont encore loin d'être arrivées à cette hauteur. Il y a encore beaucoup de préjugés jacobins, beaucoup d'imaginations dictatoriales et gouvernementales, dans le prolétariat des grandes villes de France et même dans celui de Paris. Le culte de l'autorité, produit fatal de l'éducation religieuse, cette source historique de tous les malheurs, de toutes les dépravations et de toutes les servitudes populaires, n'a pas été encore complètement déraciné de son sein. C'est tellement vrai que même les enfants les plus intelligents du peuple, les socialistes les plus convaincus, ne sont pas encore parvenus à s'en délivrer d'une manière complète. Fouillez dans leur conscience et vous y retrouverez le Jacobin, le gouvernementaliste, refoulé dans quelque coin bien obscur et devenu très modeste, il est vrai, mais non entièrement mort.

D'ailleurs, la situation du petit nombre des socialistes convaincus qui ont fait partie de la Commune était excessivement difficile. Ne se sentant pas suffisamment soutenus par la grande masse de la population parisienne, l'organisation de l'Association Internationale, très imparfaite elle-même d'ailleurs, n'embrassant à peine que quelques milliers d'individus, ils ont dû soutenir une lutte journalière contre la majorité jacobine. Et au milieu de quelles circonstances encore ! Il leur a fallu donner du travail et du pain à quelques centaines de milliers d'ouvriers, les organiser, les armer, et surveiller en même temps les menées réactionnaires dans une ville immense comme Paris, assiégée, menacée de la faim, et livrée à toutes les sales entreprises de la réaction qui avait pu s'établir et qui se maintenait à Versailles, *avec la permission et par la grâce des Prussiens*. Il leur a fallu opposer un gouvernement et une armée révolutionnaires au gouvernement et à l'armée de Versailles, c'est-à-dire que, pour combattre la réaction monarchique et cléricale, ils ont dû, oubliant et sacrifiant eux-mêmes les premières conditions du socialisme révolutionnaire, s'organiser en *réaction* jacobine.

N'est-il pas naturel qu'au milieu de circonstances pareilles, les Jacobins, qui étaient les plus forts puisqu'ils constituaient la majorité dans la Commune, et qui, en outre, possédaient à un degré infiniment supérieur l'instinct politique, la tradition et la pratique de l'organisation gouvernementale, aient eu d'immenses avantages sur les socialistes ? Ce dont il faut s'étonner, c'est qu'ils n'en aient pas profité beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait, qu'ils n'aient pas donné au soulèvement de Paris un caractère exclusivement jacobin, et qu'ils se soient laissé, au contraire, entraîner dans une révolution sociale.

Je sais que beaucoup de socialistes, très conséquents dans leur théorie, reprochent à nos amis de Paris de ne s'être pas montrés suffisamment socialistes dans leur pratique

révolutionnaire, tandis que tous les aboyeurs de la presse bourgeoise les accusent au contraire de n'avoir suivi que trop fidèlement le programme du socialisme. Laissons les ignobles dénonciateurs de cette presse, pour le moment, de côté ; je ferai observer aux théoriciens sévères de l'émancipation du prolétariat qu'ils sont injustes envers nos frères de Paris ; car, entre les théories les plus justes et leur mise en pratique, il y a une distance immense qu'on ne franchit pas en quelques jours. Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, par exemple, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine, sait combien, en lui et en ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réfléchies et profondes. C'étaient des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par aucun de ceux qui les ont approchés. Mais précisément parce qu'ils étaient des hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance en eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu ! Ils avaient d'ailleurs cette conviction que dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, dans ceci comme dans tout le reste, à la Révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action spontanée des masses devait être tout. Tout ce que les individus peuvent faire, c'est d'élaborer, d'éclaircir et de propager les idées correspondant à l'instinct populaire, et, de plus, c'est de contribuer par leurs efforts incessants à l'organisation révolutionnaire de la puissance naturelle des masses, mais rien au delà ; et tout le reste ne doit et ne peut se faire que par le peuple lui-même. Autrement on aboutirait à la dictature politique, c'est-à-dire à la reconstitution de l'État, des privilèges, des inégalités, de toutes les oppressions de l'État, et on arriverait, par une voie détournée mais logique, au rétablissement de l'esclavage politique, social, économique des masses populaires.

Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et en général comme tous les travailleurs nés et élevés dans le

peuple, partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par des individualités supérieures : et, comme ils étaient justes avant tout, ils tournaient aussi bien cette prévention, cette défiance contre eux-mêmes que contre toutes les autres personnes.

Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, selon moi tout à fait erronée, qu'une Révolution sociale peut être décrétée et organisée soit par une dictature, soit par une assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis les socialistes de Paris ont pensé qu'elle ne pouvait être faite et amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires.

Nos amis de Paris ont eu mille fois raison. Car, en effet, quelle est la tête si géniale qu'elle soit, ou, si l'on veut parler d'une dictature collective, fût-elle même formée par plusieurs centaines d'individus doués de facultés supérieures, quels sont les cerveaux assez puissants, assez vastes pour embrasser l'infinie multiplicité et diversité des intérêts réels, des aspirations, des volontés, des besoins dont la somme constitue la volonté collective d'un peuple, et pour inventer une organisation sociale capable de satisfaire tout le monde ? Cette organisation ne sera jamais qu'un lit de Procuste sur lequel la violence plus ou moins marquée de l'État forcera la malheureuse société à s'étendre. C'est ce qui est toujours arrivé jusqu'ici, et c'est précisément à ce système antique de l'organisation par la force que la Révolution sociale doit mettre un terme en rendant leur pleine liberté aux masses, aux groupes, aux communes, aux associations, aux individus mêmes, et en détruisant, une fois pour toutes, la cause historique de toutes les violences, la puissance et l'existence même de l'État, qui doit entraîner dans sa chute toutes les iniquités du droit juridique avec tous les mensonges des cultes

divers, ce droit et ces cultes n'ayant jamais été rien que la consécration obligée, tant idéale que réelle, de toutes les violences représentées, garanties et privilégiées par l'État.

Il est évident que la liberté ne sera rendue au monde humain, et que les intérêts réels de la société, de tous les groupes, de toutes les organisations locales ainsi que de tous les individus qui forment la société, ne pourront trouver de satisfaction réelle que quand il n'y aura plus d'États. Il est évident que tous les intérêts soi-disant généraux de la société que l'État est censé représenter, et qui en réalité ne sont autre chose que la négation générale et constante des intérêts positifs des régions, des communes, des associations et du plus grand nombre des individus assujettis à l'État, constituent une abstraction, une fiction, un mensonge, et que l'État est comme une vaste boucherie et comme un immense cimetière où, à l'ombre et sous le prétexte de cette abstraction, viennent généreusement, béatement se laisser immoler et ensevelir toutes les aspirations réelles, toutes les forces vives d'un pays ; et comme aucune abstraction n'existe jamais par elle-même ni pour elle-même, comme elle n'a ni jambes pour marcher, ni bras pour créer, ni estomac pour digérer cette masse de victimes qu'on lui donne à dévorer, il est clair qu'aussi bien que l'abstraction religieuse ou céleste, Dieu, représente en réalité les intérêts très positifs, très réels d'une caste privilégiée, le clergé, — son complément terrestre, l'abstraction politique, l'État, représente les intérêts non moins positifs et réels de la classe aujourd'hui principalement sinon exclusivement exploitante et qui d'ailleurs tend à englober toutes les autres, la bourgeoisie. Et comme le clergé s'est toujours divisé et aujourd'hui tend à se diviser encore plus en une minorité très puissante et très riche et une majorité très subordonnée et passablement misérable, de même la bourgeoisie et ses diverses organisations sociales et politiques dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la banque et dans le commerce, aussi bien que dans tous les fonctionnements administratifs, financiers, judiciaires,

universitaires, policiers et militaires de l'État, tend à se scinder chaque jour davantage en une oligarchie réellement dominante et une masse innombrable de créatures plus ou moins vaniteuses et plus ou moins déchues qui vivent dans une perpétuelle illusion, repoussées inévitablement et toujours davantage dans le prolétariat par une force irrésistible, celle du développement économique actuel, et réduites à servir d'instruments aveugles à cette oligarchie toute-puissante.

L'abolition de l'Église et de l'État doit être la condition première et indispensable de l'affranchissement réel de la société ; après quoi seulement elle peut et doit s'organiser d'une autre manière, mais non pas de haut en bas et d'après un plan idéal, rêvé par quelques sages ou savants, ou bien, à coups de décrets lancés par quelque force dictatoriale ou même par une assemblée nationale, élue par le suffrage universel. Un tel système, comme je l'ai déjà dit, mènerait inévitablement à la création d'un nouvel État, et conséquemment à la formation d'une aristocratie gouvernementale, c'est-à-dire d'une classe entière de gens n'ayant rien de commun avec la masse du peuple, et, certes, cette classe recommencerait à l'exploiter et à l'assujettir sous prétexte de bonheur commun ou pour sauver l'État.

La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs, dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations, et, finalement, dans une grande fédération internationale et universelle. C'est alors seulement que se réalisera le vrai et vivifiant ordre de la liberté et du bonheur général, cet ordre qui, loin de renier, affirme au contraire et met d'accord les intérêts des individus et de la société.

On dit que l'accord et la solidarité universelle des intérêts des individus et de la société ne pourra jamais se réaliser de fait,

parce que ces intérêts, étant contradictoires, ne sont pas à même de se contrebalancer d'eux-mêmes ou bien d'arriver à une entente quelconque. À une telle objection je répondrai que si, jusqu'à présent, les intérêts n'ont été jamais et nulle part en accord mutuel, cela fut à cause de l'État, qui a sacrifié les intérêts de la majorité au profit d'une minorité privilégiée. Voilà pourquoi cette fameuse incompatibilité et cette lutte des intérêts personnels avec ceux de la société n'est rien autre qu'une duperie et un mensonge politique, né du mensonge théologique, qui imagina la doctrine du premier péché pour déshonorer l'homme et détruire en lui la conscience de sa propre valeur. Cette même idée fausse de l'antagonisme des intérêts fut enfantée aussi par les rêves de la métaphysique, qui, comme on sait, est proche parente de la théologie. Méconnaissant la sociabilité de la nature humaine, la métaphysique regardait la société comme un agrégat mécanique et purement artificiel d'individus, associés tout à coup, au nom d'un traité quelconque formel ou secret, conclu librement ou bien sous l'influence d'une force supérieure. Avant de s'unir en société, ces individus, doués d'une sorte d'âme immortelle, jouissaient d'une entière liberté.

Mais si les métaphysiciens, surtout ceux croyant en l'immortalité de l'âme, affirment que les hommes sont, en dehors de la société, des êtres libres, nous arrivons inévitablement alors à cette conclusion, que les hommes ne peuvent s'unir en société qu'à condition de renier leur liberté, leur indépendance naturelle, et de sacrifier leurs intérêts, personnels d'abord, locaux ensuite. Un tel renoncement et un tel sacrifice de soi-même doit être, par cela même, d'autant plus impérieux que la société est plus nombreuse et son organisation plus complexe. Dans un tel cas, l'État est l'expression de tous les sacrifices individuels. Existant sous une telle forme abstraite, et en même temps violente, il continue, cela va sans dire, à gêner de plus en plus la liberté individuelle au nom de ce mensonge qu'on appelle « bonheur public », quoique évidemment il ne

représente exclusivement que l'intérêt de la classe dominante. L'État, de cette manière, nous apparaît comme une inévitable négation et une annihilation de toute liberté, de tout intérêt, individuel aussi bien que général.

On voit ici que dans les systèmes métaphysiques et théologiques tout se lie et s'explique par lui-même. Voilà pourquoi les défenseurs logiques de ces systèmes peuvent et doivent même, la conscience tranquille, continuer à exploiter les masses populaires au moyen de l'Église et de l'État. Bourrant leurs poches et assouvissant tous leurs sales désirs, ils peuvent en même temps se consoler à la pensée qu'ils peinent pour la gloire de Dieu, pour la victoire de la civilisation et pour la félicité éternelle du prolétariat.

Mais nous autres, ne croyant ni en Dieu, ni en l'immortalité de l'âme, ni en la propre liberté de la volonté, nous affirmons que la liberté doit être comprise, dans son acception la plus complète ci la plus large, comme but du progrès historique de l'humanité. Par un étrange, quoique logique contraste, nos adversaires, idéalistes de la idéologie et de la métaphysique, prennent le principe de la liberté comme fondement et base de leurs théories, pour conclure tout bonnement à l'indispensabilité de l'esclavage des hommes. Nous autres, matérialistes en théorie, nous tendons en pratique à créer et à rendre durable un idéalisme rationnel et noble. Nos ennemis, idéalistes divins et transcendantaux, tombent jusqu'au matérialisme pratique, sanguinaire et vil, au nom de la même logique, d'après laquelle chaque développement est la négation du principe fondamental. Nous sommes convaincus que toute la richesse du développement intellectuel, moral et matériel de l'homme, de même que son apparente indépendance, — que tout cela est le produit de la vie en société. En dehors de la société, l'homme ne serait non seulement pas libre, mais il ne serait même pas transformé en homme vrai, c'est-à-dire en être qui a conscience de lui-même, qui sent,

pense et parle. Le concours de l'intelligence et du travail collectif a seul pu forcer l'homme à sortir de l'état de sauvage et de brute qui constituait sa nature première ou bien son point initial de développement ultérieur. Nous sommes profondément convaincus de cette vérité que toute la vie des hommes — intérêts, tendances, besoins, illusions, sottises même, aussi bien que les violences, les injustices et toutes les actions qui ont l'apparence d'être volontaires — ne représente que la conséquence des forces fatales de la vie en société. Les gens ne peuvent admettre l'idée de l'indépendance mutuelle, sans renier la réciproque influence de la corrélation des manifestations de la nature extérieure.

Dans la nature elle-même, cette merveilleuse corrélation et filiation des phénomènes n'est pas atteinte, certainement, sans lutte. Tout au contraire, l'harmonie des forces de la nature n'apparaît que comme résultat véritable de cette lutte continuelle, qui est la condition même de la vie et du mouvement. Dans la nature et aussi dans la société, l'ordre sans lutte c'est la mort.

Si dans l'univers l'ordre est naturel et possible, c'est uniquement parce que cet univers n'est pas gouverné d'après quelque système imaginé d'avance et imposé par une volonté suprême. L'hypothèse théologique d'une législation divine conduit à une absurdité évidente et à la négation non seulement de tout ordre, mais de la nature elle-même. Les lois naturelles ne sont réelles qu'en ce qu'elles sont inhérentes à la nature, c'est-à-dire ne sont fixées par aucune autorité. Ces lois ne sont que de simples manifestations ou bien de continuelles modalités du développement des choses et des combinaisons de ces faits très variés, passagers, mais réels. L'ensemble constitue ce que nous appelons « nature ». L'intelligence humaine et la science observèrent ces faits, les contrôlèrent expérimentalement, puis les réunirent en un système et les appelèrent lois. Mais la nature elle-même ne connaît point de

lois. Elle agit inconsciemment, représentant par elle-même la variété infinie des phénomènes, apparaissant et se répétant d'une manière fatale. Voilà pourquoi, grâce à cette inévitabilité de l'action, l'ordre universel peut exister et existe de fait.

Un tel ordre apparaît aussi dans la société humaine, qui, en apparence, évolue d'une manière soi-disant anti-naturelle, mais en réalité se soumet à la marche naturelle et inévitable des choses. Seules, la supériorité de l'homme sur les autres animaux et la faculté de penser apportèrent dans son développement un élément particulier, tout à fait naturel, soit dit en passant, dans ce sens que, comme tout ce qui existe, l'homme représente le produit matériel de l'union et de l'action des forces. Cet élément particulier, c'est le raisonnement, ou bien cette faculté de généralisation et d'abstraction grâce à laquelle l'homme peut se projeter par la pensée, s'examinant et s'observant comme un objet extérieur et étranger. S'élevant idéiquement au-dessus de lui-même, ainsi qu'au-dessus du monde environnant, il arrive à la représentation de l'abstraction parfaite, au néant absolu. Cette limite dernière de la plus haute abstraction de la pensée, ce rien absolu, c'est Dieu.

Voilà le sens et le fondement historique de toute doctrine théologique. Ne comprenant pas la nature et les causes matérielles de leurs propres pensées, ne se rendant même pas compte des conditions ou lois naturelles qui leur sont spéciales, ils ne purent certainement pas soupçonner, ces premiers hommes en société, que leurs notions absolues n'étaient que le résultat de la faculté de concevoir les idées abstraites. Voilà pourquoi ils considérèrent ces idées, tirées de la nature, comme des objets réels devant lesquels la nature même cessait d'être quelque chose. Ils se prirent ensuite à adorer leurs fictions, leurs impossibles notions d'absolu, et à leur décerner tous les honneurs. Mais il fallait, d'une manière quelconque, figurer et rendre sensible l'idée abstraite de néant ou de Dieu. Dans ce but, ils enflèrent la conception de la divinité et la douèrent, par

surcroît, de toutes les qualités et forces, bonnes et mauvaises, qu'ils rencontraient seulement dans la nature et dans la société.

Telle fut l'origine et le développement historique de toutes les religions, en commençant par le fétichisme et en finissant par le christianisme.

Nous n'avons guère l'intention de nous lancer dans l'histoire des absurdités religieuses, théologiques et métaphysiques et encore moins de parler du déploiement successif de toutes les incarnations et visions divines, créées par des siècles de barbarie. Il est connu de tout le monde que la superstition donnait toujours naissance à d'affreux malheurs et forçait à répandre des ruisseaux de sang et de larmes. Nous dirons seulement que tous ces révoltants égarements de la pauvre humanité furent des faits historiques inévitables dans la croissance normale et l'évolution des organismes sociaux. De tels égarements engendrèrent dans la société cette idée fatale, dominant l'imagination des hommes, que l'univers était soi-disant gouverné par une force et par une volonté surnaturelles. Les siècles succédèrent aux siècles, et les sociétés s'habituèrent à tel point à cette idée, que finalement elles tuèrent en elles toute tendance vers un plus lointain progrès, et toute capacité à y parvenir.

L'ambition de quelques individus d'abord, de quelques classes sociales ensuite, érigèrent en principe vital l'esclavage et la conquête, et enracinèrent, plus que toute autre, celte terrible idée de la divinité. Dès lors, toute société fut impossible sans, comme base, ces deux institutions : l'Église et l'État. Ces deux fléaux sociaux sont défendus par tous les doctrinaires.

À peine ces institutions apparurent dans le monde que tout à coup deux castes s'organisèrent : celle des prêtres et celle des aristocrates, qui, sans perdre de temps, eurent le soin d'inculquer profondément au peuple asservi l'indispensabilité,

l'utilité et la sainteté de l'Église et de l'État.

Tout cela avait pour but de changer l'esclavage brutal en un esclavage légal, prévu, consacré par la volonté de l'Être suprême.

Mais les prêtres et les aristocrates croyaient-ils sincèrement à ces institutions, qu'ils soutenaient de toutes leurs forces, dans leur intérêt particulier ? N'étaient-ils que des menteurs et des dupeurs ?Non, je crois qu'ils étaient en même temps croyants et imposteurs.

Ils croyaient, eux aussi, parce qu'ils partageaient naturellement et inévitablement les égarements de la masse, et c'est seulement plus tard, à l'époque de la décadence du monde ancien, qu'ils devinrent sceptiques et trompeurs sans vergogne. Une autre raison permet de considérer les fondateurs d'États comme des gens sincères. L'homme croit toujours facilement à ce qu'il désire et à ce qui ne contredit pas ses intérêts. Qu'il soit intelligent et instruit, c'est même chose : par son amour-propre et par son désir de vivre avec ses prochains et de profiter de leur respect, il croira toujours à ce qui lui est agréable et utile. Je suis convaincu que, par exemple, Thiers et le gouvernement versaillais s'efforçaient à tout prix de se convaincre qu'en tuant à Paris quelques milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, ils sauvaient la France.

Mais si les prêtres, les augures, les aristocrates et les bourgeois, des vieux et nouveaux temps, purent croire sincèrement, ils restèrent quand même sycophantes [1]. On ne peut, en effet, admettre qu'ils aient cru à chacune des absurdités qui constituent la foi et la politique. Je ne parle même pas de l'époque où, selon le mot de Cicéron, « deux augures ne pouvaient se regarder sans rire ». Même au temps de

1 Bakounine prend ici le mot « sycophante » dans le sens de « fourbe ». — J. G.

l'ignorance et de la superstition générale, il est difficile de supposer que les inventeurs de miracles quotidiens aient été convaincus de la réalité de ces miracles. On peut dire la même chose de la politique, qu'on peut résumer dans la règle suivante : « Il faut subjuguer et spolier le peuple de telle façon qu'il ne se plaigne pas trop haut de son destin, qu'il n'oublie pas de se soumettre et n'ait pas le temps de penser à la résistance et à la révolte ».

Comment donc, après cela, s'imaginer que des gens qui ont changé la politique en un métier et connaissent son but, — c'est-à-dire l'injustice, la violence, le mensonge, la trahison, l'assassinat, en masse et isolé, — puissent croire sincèrement à l'art politique et à la sagesse de l'État générateur de la félicité sociale ? Ils ne peuvent pas être arrivés à ce degré de sottise, malgré toute leur cruauté. L'Église et l'État ont été de tous temps de grandes écoles de vices. L'histoire est là pour attester leurs crimes ; partout et toujours le prêtre et l'homme d'État ont été les ennemis et les bourreaux conscients, systématiques, implacables et sanguinaires des peuples.

Mais comment, tout de même, concilier deux choses en apparence si incompatibles : dupeurs et dupés, menteurs et croyants ? Logiquement, cela paraît difficile ; cependant, en fait, c'est-à-dire dans la vie pratique, ces qualités s'associent très souvent.

En énorme majorité, les gens vivent en contradiction avec eux-mêmes, et dans de continuels malentendus ; ils ne le remarquent généralement pas, jusqu'à ce que quelque événement extraordinaires les retire de leur somnolence habituelle et les force à jeter un coup d'œil sur eux et autour d'eux.

En politique comme en religion, les hommes ne sont que des machines entre les mains des exploiteurs. Mais voleurs et

volés, oppresseurs et opprimés, vivent les uns à côté des autres, gouvernés par une poignée d'individus, qu'il convient de considérer comme de vrais exploiteurs. Ce sont les mêmes gens, libres de tous préjugés, politiques et religieux, qui maltraitent et oppriment consciemment. Au dix-septième et au dix-huitième siècle, jusqu'à l'explosion de la grande Révolution, comme de nos jours, ils commandent en Europe et agissent presque à leur guise. Il faut croire que leur domination ne se prolongera pas longtemps.

Pendant que les principaux chefs trompent et perdent les peuples en toute conscience, leurs serviteurs, ou les créatures de l'Église et de l'État, s'appliquent avec zèle à soutenir la sainteté et l'intégrité de ces odieuses institutions. Si l'Église, d'après les dires des prêtres et de la plupart des hommes d'État, est nécessaire au salut de l'âme, l'État, à son tour, est aussi nécessaire pour la conservation de la paix, de l'ordre et de la justice ; et les doctrinaires de toutes les écoles de s'écrier : « Sans Église et sans Gouvernement, pas de civilisation ni de progrès ».

Nous n'avons pas à discuter le problème du salut éternel, parce que nous ne croyons pas à l'immortalité de l'âme. Nous sommes convaincus que la plus nuisible des choses, pour l'humanité, pour la vérité et le progrès, c'est l'Église. Et peut-il en être autrement ? N'est-ce pas à l'Église qu'incombe le soin de pervertir les jeunes générations, les femmes surtout ? N'est-ce pas elle qui par ses dogmes, ses mensonges, sa bêtise et son ignominie, tend à tuer le raisonnement logique et la science ? Est-ce qu'elle ne porte pas atteinte à la dignité de l'homme, en pervertissant en lui la notion des droits et de la justice ? Ne rend-elle pas cadavre ce qui est vivant, ne perd-elle pas la liberté, n'est-ce pas elle qui prêche l'esclavage éternel des masses au bénéfice des tyrans et des exploiteurs ? N'est-ce pas elle, cette implacable Église, qui tend à perpétuer le règne des ténèbres, de l'ignorance, de la misère et du crime ?

Si le progrès de notre siècle n'est pas un rêve mensonger, il doit en finir avec l'Église.

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici*.)

AVERTISSEMENT

POUR

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

AVANT-PROPOS

L'*Avertissement* qu'on va lire, destiné à *L'Empire knouto-germanique*, fut commencé le 25 juin 1871, deux jours après celui où Bakounine avait abandonné le *Préambule pour la deuxième livraison*. Le journal porte, à la date du 25, cette mention : « Recommence Avertissement » ; mention qui signifie que l'auteur renonce au Préambule, le laissant inachevé, et en recommence un autre, sous le titre d'Avertissement. Du 25 au 30 juin, chaque jour Bakounine travaille à son nouvel écrit matin et soir. Il s'interrompt le 1er et le 2 juillet ; il reprend le 3, puis s'arrête. Le 4, il commence un autre travail, la rédaction d'un mémoire intitulé : « Protestation de l'Alliance ». L'*Avertissement* reste inachevé.

La première phrase de L'*Avertissement* semble indiquer que, tandis que le *Préambule pour la deuxième livraison* était destiné à servir de préface à la deuxième livraison seule, — que Bakounine, un moment, avait cru pouvoir publier immédiatement après la première, — L'*Avertissement*, lui, dans la pensée de l'auteur, devait être placé en tête de l'ouvrage entier, si, comme Bakounine l'a peut-être espéré, on en donnait une édition complète en un volume, en réimprimant la première livraison.

J. G.

AVERTISSEMENT

POUR

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

LOCARNO, du 25 Juin au 3 Juillet 1871.

Inédit.

AVERTISSEMENT

Cet ouvrage, comme tous les écrits, d'ailleurs peu nombreux, que j'ai publiés jusqu'ici, est né des événements. C'est la continuation naturelle de mes *Lettres à un Français*, publiées en septembre 1870. Dans ces lettres j'avais eu le facile et triste honneur de prévoir et de prédire tous les horribles malheurs qui frappent aujourd'hui la France et avec elle tout le monde civilisé ; malheurs contre lesquels il n'y avait alors, comme encore aujourd'hui, qu'un seul remède : *la Révolution sociale*.

Dès le début de la guerre, et surtout après les deux premières victoires éclatantes remportées par les Allemands sur les armées de Napoléon III, en présence de la singulière panique qui s'était emparée de ces dernières, il était évident que la France devait être vaincue. Et pour quiconque avait une idée, d'un côté, de la désorganisation et de la démoralisation affreuse qui, sous le nom d'ordre public et de salut de la civilisation, avaient dominé dans ce malheureux pays pendant les vingt ans du régime impérial, et qui, de l'autre, savait tout ce qu'il y a de brutale convoitise et de vanité à la fois servile et féroce dans le patriotisme allemand ; d'instinct despotique et cruel, d'insolence implacable et de mépris humain dans les Bismarck, les Moltke, et dans tous les autres chefs couronnés et non couronnés de l'Allemagne, il devait être clair que la France comme État, comme domination politique et comme puissance de premier ordre, était |₂ perdue. Anéantie comme État, la France ne pouvait plus renaître à une puissance nouvelle, à une grandeur nouvelle, non plus politique cette fois, mais sociale, que par la Révolution, à moins qu'elle ne préférât traîner une existence misérable comme État de second ou même de

troisième ordre, avec la permission spéciale de M. de Bismarck et sous la protection peu gracieuse de ce grand Empire knouto-germanique qui vient de remplacer aujourd'hui l'Empire de Napoléon III.

Toute la question était donc là : La France, après avoir fait banqueroute comme État, et se trouvant, par là même, incapable d'opposer à l'invasion knouto-germanique une force politiquement et administrativement organisée, trouverait-elle en elle-même, comme société, comme nation, assez de génie et assez de puissance vitale pour chercher son salut dans la révolution ? Et comme, aujourd'hui, il n'est plus d'autre révolution possible que la Révolution sociale ; comme le soulèvement, unanimement et sincèrement populaire, dune nation contre une invasion étrangère détestée, signifie guerre sans merci, guerre au couteau et à la torche, ainsi que nous l'avons vu jadis en Espagne et plus tard en Russie, lorsque les Russes répondirent à l'invasion de Napoléon I^{er} par l'incendie de Moscou ; ainsi que nous venons de le voir enfin dans cette héroïque cité de Paris, dont le prolétariat magnanime, prenant au sérieux une magnifique expression qui n'avait été qu'une phrase dégoûtante et hypocrite dans la bouche de Messieurs Jules Favre et compagnie, a préféré *s'ensevelir sous les ruines*, plutôt que de se rendre aux odieux étrangers de Versailles unis aux Prussiens |$_3$ de Saint-Denis, — il s'agissait de savoir quelle partie de la société française trouverait en elle assez d'énergie, de grandeur intellectuelle et morale, d'abnégation, d'héroïsme et de *patriotisme* pour faire cette révolution et cette guerre, pour accomplir cet immense sacrifice au prix duquel seulement la France pouvait être sauvée ?

Pour quiconque connaissait un peu le moral et l'esprit actuel des classes possédantes, qui, par dérision sans doute, s'appellent les classes supérieures, cultivées ou lettrées, il devait être évident qu'il ne fallait rien attendre de ce côté pour le salut de la France ; rien que des phrases plus ou moins hypocrites et

qui sont toujours ridicules et odieuses, parce que, impuissantes quand elles promettent le bien, elles ne deviennent sérieuses que lorsqu'elles prédisent le mal ; rien qu'ineptie, trahison et lâcheté. Quant à moi, je ne pouvais conserver sur ce point aucun doute. Depuis plusieurs années, je m'étais livré avec une sorte de volupté amère et cruelle à l'étude spéciale de cette impuissance intellectuelle et morale étonnante de la bourgeoisie actuelle. Et quand je parle de la bourgeoisie, je comprends également sous cette dénomination toute la classe nobiliaire, qui, ayant perdu sur tout le continent de l'Europe, et en grande partie en Angleterre même, tous les traits distinctifs qui en avaient fait jadis une classe politiquement et socialement distincte, s'est complètement embourgeoisée aujourd'hui, sous la pression irrésistible du mouvement capitaliste actuel. Je comprends aussi sous ce mot la masse innombrable des grands et des petits fonctionnaires militaires, civils, judiciaires, religieux, scolaires et policiers de l'État, moins les simples soldats, qui, sans être eux-mêmes des bourgeois, sont pourtant |4 la providence visible, l'unique raison d'être [1] et comme les archanges forcés de la bourgeoisie et de l'État, les soutiens uniques et indispensables de ce que les bourgeois appellent leur civilisation aujourd'hui.

J'appelle donc *bourgeois* tout ce qui n'est point travailleur des fabriques, des ateliers ou de la terre ; et *peuple* toute la masse des ouvriers proprement dits, aussi bien que des paysans qui cultivent soit leur terre propre, soit la terre d'autrui, de leurs bras. Moi qui écris, je suis malheureusement un bourgeois. Pourtant, on pourrait considérer comme non-bourgeois et comme appartenant au prolétariat cette masse de travailleurs de la science et des arts qui parviennent à peine à gagner leur vie et qui s'écrasent mutuellement dans une concurrence effroyable ; leur existence est souvent plus précaire et plus misérable que celle des ouvriers proprement dits. De fait, ils ne

1 « Raison d'être » signifie ici : ce qui permet à une chose de continuer à exister. — J. G.

sont rien que des prolétaires ; pour le devenir complètement, il ne leur manque qu'une chose, c'est de le devenir de volonté, de sentiment et d'idée. Mais c'est là ce qui précisément les sépare du prolétariat. Ils sont en très grande partie des bourgeois par leurs préjugés, par leurs aspirations et leurs espérances toujours illusoires, et par leur vanité surtout. Il en est de même de cette masse encore plus nombreuse de petits industriels et de petits commerçants qui, ne voulant pas voir et se refusant à comprendre que le concours des forces économiques actuelles les pousse fatalement dans le prolétariat, s'imaginent follement qu'ils sont solidaires des |5 intérêts de la haute bourgeoisie.

Tout ce monde bourgeois, à cette heure, est intellectuellement impuissant et moralement pourri. Il a renié tous ses dieux, n'a plus foi en rien ni en lui-même, et ne vit plus que d'hypocrisie et de violence. De toutes les religions qu'il avait professées et dont il trouve bon de faire apparence encore aujourd'hui, il n'en a plus conservé qu'une sérieuse : celle de la propriété de la richesse acquise, toujours augmentée et conservée quand même, à quelque prix et par quelques moyens que ce soit. Avec une pareille disposition de cœur et d'esprit, il n'est qu'une seule forme politique possible : c'est la dictature militaire, indigène ou même étrangère, car il n'y a point de doute, et les faits qui se sont passés en France l'ont d'ailleurs démontré, que tout bourgeois bien pensant et bien né, sacrifiant la patrie sur l'autel de la propriété, préférera toujours le joug du despote étranger le plus insolent, le plus dur, au salut de son pays par la Révolution sociale.

J'ai eu le triste honneur de le prédire, il y a deux ans, dans une série d'articles publiés dans l'*Égalité* de Genève [1]. Le Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté, résidant dans cette ville, ayant publié un programme dans lequel il proposait à l'étude de ses rares fidèles cette question : Quel rôle la classe

1 Ce sont les articles intitules *les Endormeurs*, dans les n° 23 à 27 de l'*Égalité* (26 juin-24 juillet 1869). — J. G.

bourgeoise et surtout la bourgeoisie radicale est-elle appelée à jouer en présence de la question sociale qui aujourd'hui s'impose, d'une manière vraiment formidable, à tous les pays de l'Europe, — j'avais répondu que, selon moi, il ne lui restait |6 plus qu'une seule mission à remplir : « c'était de mourir avec grâce ». Oui, de s'immoler généreusement, comme s'était immolée la noblesse de France dans la nuit mémorable du 4 août, en 1789.

Mais cette noblesse, toute dégénérée et toute corrompue qu'elle fût par plusieurs siècles d'existence servile à la cour de ses rois, avait encore conservé jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, et à l'heure même où la Révolution bourgeoise lui portait un coup mortel, un reste d'idéalisme, de foi, d'enthousiasme. À défaut de son cœur, son imagination restait ouverte aux aspirations généreuses. N'avait-elle pas salué, protégé, répandu les idées humanitaires du siècle ? N'avait-elle pas envoyé ses plus nobles enfants en Amérique pour y soutenir les armes à la main la cause de la liberté contre le despotisme ? La nuit du 4 août fut en partie l'expression de cet esprit chevaleresque qui fit d'elle en quelque sorte l'instrument, d'ailleurs presque toujours inconscient, de sa propre destruction.

Il est vrai que les événements y furent aussi pour beaucoup. Si les paysans n'avaient point attaqué les châteaux, détruit les colombiers et brûlé les parchemins nobiliaires, ces chartes de la servitude rurale, il n'est point sûr du tout que les représentants de la noblesse dans l'Assemblée nationale se fussent si gracieusement exécutés. Il est également vrai que la noblesse émigrée, revenue en France avec les Bourbons en 1814, se montra animée de dispositions rien moins que généreuses et chevaleresques. Elle commença par |7 se faire payer un milliard d'indemnité, et elle manifesta, dans le partage de cette indemnité, un esprit de mensonge et de cupidité qui prouva qu'elle n'avait hérité d'aucune des qualités réelles ou supposées de ses pères, et n'avait plus que la convoitise rapace et la vanité

fanfaronne et sénile.

Vingt-cinq années d'émigration forcée avaient suffi pour embourgeoiser complètement la noblesse de France. La révolution de 1830 la transforma définitivement en une catégorie nouvelle de la classe bourgeoise, celle des propriétaires de la terre, la *bourgeoisie rural e*.

La bourgeoisie rurale, ci-devant noble, mêlée d'ailleurs à beaucoup de bourgeois et même de paysans pur sang et qui se disent nobles parce qu'ils ont acquis des propriétés plus ou moins respectables et qu'ils font cultiver par des bras salariés, cette bourgeoisie nobiliaire se distingue aujourd'hui de la bourgeoisie proprement dite ou de la bourgeoisie des villes par un plus grand degré de sottise, d'ignorance, et d'outrecuidance. La majeure partie de ses enfants est élevée par les prêtres, par les bons pères de Jésus. Elle est dure, égoïste, sans convictions, sans entraînement, sans honneur, sans idées, mais excessivement vaniteuse et présomptueuse ; avide de confort matériel et de jouissances grossières, capable de vendre, pour quelques milliers de francs, père, mère, frères, sœurs, enfants, mais la bouche toujours pleine de sentences morales puisées dans les enseignements du catéchisme chrétien ; allant fort régulièrement à la messe, quoique au fond de son cœur elle ne se soucie ni de Dieu, ni du diable, et n'ayant conservé des trois objets consacrés par le culte antique de ses pères : patrie, trône et autel, que les deux |8 derniers.

La noblesse de France n'est plus patriote, elle est ultramontaine d'abord, puis royaliste. Il lui faut tout d'abord le pape, ensuite un roi soumis à ce pape et régnant par sa grâce. À la réalisation de cet idéal elle est prête à sacrifier la France. Un juste instinct, cet instinct d'égoïsme qu'on retrouve dans les animaux les plus bêtes, l'avertit que la prolongation de son existence saugrenue n'est possible qu'à ce prix. C'est un revenant, un vampire, qui ne peut plus vivre qu'en buvant le

sang jeune du peuple, et qui, pour légitimer son crime, a besoin de la sanction également criminelle du représentant visible du fantôme divin sur la terre, du soi-disant vicaire d'un soi-disant Dieu, du pape.

La noblesse de France, d'ailleurs, n'a jamais été excessivement patriote. Pendant la longue période de la formation de l'État monarchique, jusqu'à Louis XIV, elle avait constamment conspiré, on le sait, contre l'unité nationale, représentée par les rois, avec le pape, avec l'Espagne, avec l'Allemagne, avec les Anglais. Les chefs des plus grandes maisons nobiliaires de France avaient tourné leurs armes contre la France et versé le sang de leurs concitoyens sous des bannières étrangères. Le patriotisme forcé de la noblesse française ne date que de la mort du cardinal Mazarin, et n'a eu qu'une courte durée de cent trente ans à peu près, jusqu'en 1792.

Louis XIV la rendit patriote en l'asservissant définitivement à l'État. Toujours ennemie et exploiteuse impitoyable du peuple, tant qu'elle avait conservé, vis-à-vis du despotisme des rois, son indépendance, sa |9 noble fierté, elle avait été également l'ennemie de la patrie comme État. Assujettie à l'État par la main si pesamment royale de Louis XIV, elle en devint la servante aussi obséquieuse et intéressée que zélée, sans cesser d'être l'ennemie naturelle et l'exploiteuse impitoyable du peuple. Elle l'opprima doublement, et comme propriétaire exclusive de la terre et comme fonctionnaire privilégiée de l'État. Il faut lire les Mémoires du duc de Saint-Simon et les lettres de M^me^ de Sévigné pour se faire une idée du degré d'abaissement auquel l'insolence et la fatuité despotique du plus arbitraire des souverains avaient réduit ces nobles seigneurs féodaux, jadis les égaux de leurs rois, et qui étaient devenus ses plats courtisans, ses laquais ; et, pour comprendre cette transformation en apparence si subite, mais en réalité longuement préparée par l'histoire, il faut se rappeler

que la perte de leur indépendance se trouva compensée largement par de grands avantages matériels. Au droit de tondre leurs serfs sans merci, ils ajoutèrent deux titres extrêmement lucratifs : celui de mendiants privilégiés de la cour et celui de voleurs consacrés de l'État, et du peuple aussi par la puissance de l'État. Tel fut le secret et le vrai fondement de leur patriotisme nouveau.

La Révolution les ayant privés tout d'un coup de ces précieux privilèges, les nobles de France cessèrent de comprendre le patriotisme français. En 1792, un corps armé, presque exclusivement formé de nobles émigrés de la France, envahit le territoire français sous la bannière allemande |10 du duc de Brunswick ; et depuis lors, forcés de battre honteusement en retraite devant le patriotisme démocratique des troupes républicaines, ils conspirèrent contre la France, comme dans les plus beaux jours de leur indépendance féodale, avec tout le monde et partout : avec le pape, dans toute l'Italie, en Espagne, en Angleterre avec Pitt, en Allemagne avec la Prusse et l'Autriche, en Suède même, et en Russie avec la vertueuse Catherine II, jusqu'à l'époque où les victoires foudroyantes du premier Napoléon, consul et empereur, eurent non anéanti, mais forcé à s'ensevelir dans le secret, dans l'intrigue, cette conspiration d'abord si bruyante de la noblesse de France contre la France.

Telle est donc la véritable nature de ce patriotisme dont elle fait un si grand étalage aujourd'hui. Réduit à ses éléments les plus simples, |11 c'est le désintéressement économique du bourgeois, mêlé à la fierté du courtisan et à l'humanité de la sacristie ; c'est la fidélité toujours prête à se vendre et à vendre la France, mais s'abritant toujours sous le drapeau national, pourvu que ce drapeau soit blanc et immaculé comme elle-même ; un torchon béni par l'Église, un talisman merveilleux et fécond en bienfaits pour les propriétaires de la France, — mais pour le peuple de France, pour la dignité intellectuelle et morale

de cette grande et misérable nation, un linceul.

Qui ne sait l'histoire de l'avilissement ou de l'embourgeoisement définitif de cette pauvre noblesse ! Revenue, avec les Bourbons ses maîtres, dans les fourgons des armées alliées contre la France, en 1814 et en 1815, elle avait essayé de restaurer son passé, non féodal, mais courtisan. Quinze ans de domination lui suffirent pour faire banqueroute. Fantôme elle-même, non comme propriétaire de la terre, mais comme aristocratie politique, elle entraîna dans sa chute un autre fantôme, son allié et son bénisseur éternel, l'Église. La bourgeoisie, forte de sa richesse et de son intelligence positive, voltairienne, expulsa l'une et l'autre du pouvoir politique et des villes, ensuite de quoi la noblesse aussi bien que l'Église se rabattirent toutes les deux sur les campagnes, et de là date surtout leur influence néfaste sur les paysans.

|12 Exclues de la vie politique par la révolution de Juillet, et par là même se voyant privées tout d'un coup de toute influence sociale dans les grands centres de la civilisation bourgeoise, se trouvant pour ainsi dire forcément exilées de Paris et des autres villes considérables de France, elles se réfugièrent et se fortifièrent dans la France rurale ; et plus alliées que jamais, unissant leurs efforts, l'une apportant le poids de ses richesses matérielles et son influence de grande propriétaire, l'autre son action systématiquement immorale et abêtissante sur la superstition religieuse des paysans et surtout sur celle de leurs femmes, elles parvinrent à les dominer.

La révolution de 1830 avait découronné, renversé politiquement, mais non dépossédé la noblesse de France, qui n'en était pas moins restée de fait la propriétaire par excellence de la terre. Seulement le caractère de cette propriété avait entièrement changé. Féodale, immobile et privilégiée au moyen âge, elle avait été transformée par la grande Révolution en propriété toute bourgeoise, c'est-à-dire assujettie à toutes les

conditions de la production capitaliste au moyen du travail salarié. Pendant la Restauration, la noblesse avait bien essayé de faire revivre, sinon la corvée et les autres servitudes rurales qui furent la base essentielle de la propriété féodale, au moins le principe de l'inaliénabilité de la terre en ses mains, en instituant des majorats [1], et par une législation spéciale qui, |13 en fin de compte, en gênant la vente des propriétés, n'aboutit qu'à un seul résultat : celui de rendre le crédit foncier à peu près impossible. Mais aujourd'hui, propriétaire ou non propriétaire, qui n'a point de crédit n'a point de capital, et qui n'a point de capital ne peut salarier le travail, ni se procurer les instruments perfectionnés, les machines, et par conséquent ne peut pas produire de richesses. Donc toute cette législation ridicule et qui, au premier abord, semblait devoir protéger la propriété, la stérilisait au contraire entre les mains des propriétaires et condamnait ces derniers à la pauvreté. Aussi la révolution de Juillet mit fin à toutes ces tentatives saugrenues de retour au moyen âge. La propriété terrienne se mobilisa, en se mariant avec le capital, et en se soumettant forcément à toutes les vicissitudes de la production capitaliste.

Aujourd'hui les grands propriétaires de la terre, comme les autres capitalistes, sont des fabricants, des spéculateurs, des marchands. Ils spéculent et jouent beaucoup à la Bourse, achètent et vendent des actions, prennent part à toute sorte d'entreprises industrielles réelles ou même fictives, et vendent toutes choses, leur conscience, leur religion et leur honnêteté avant tout.

Le sentiment social, jadis si exclusif, de la noblesse, se mobilise et s'embourgeoise en même temps que sa propriété. Jadis une mésalliance était considérée comme une honte,

1 Les majorats, supprimés lors de la Révolution par l'Assemblée constituante, furent rétablis, non par les Bourbons, mais par Napoléon en 1806. La Restauration les conserva. La monarchie de Juillet n'abolit pas les majorats existants, mais défendit d'en constituer de nouveaux. — J. G.

comme un crime. À partir du premier Empire, sous la Restauration même, et surtout sous le régime de Juillet, elle devint un lieu commun. La noblesse appauvrie par la Révolution et non suffisamment indemnisée par le milliard que lui |14 avait donné la Restauration, avait besoin de refaire sa fortune. Ses fils épousèrent des bourgeoises, et elle donna ses filles à des bourgeois. Elle souffrit même que ces derniers s'affublassent de titres nobiliaires auxquels ils n'avaient aucun droit. Elle s'en moqua, c'est vrai, mais elle ne s'y opposa pas. D'abord ces usurpations ridicules sauvaient en quelque sorte les apparences. N'était-il pas préférable de pouvoir appeler son gendre comte, marquis, vicomte ou baron, que de l'appeler tout court Monsieur Jourdain ? Ensuite il y avait une utilité sociale évidente dans ces mascarades bouffonnes. Noblesse oblige. Un bourgeois qui s'affuble d'un titre qui ne lui appartient pas doit garder le décorum, doit se donner au moins l'apparence d'un homme bien né et bien élevé ; il doit afficher des sentiments aristocratiques, mépriser la canaille, faire de la sentimentalité religieuse et aller régulièrement à la messe.

La vente des biens nationaux et plus tard les transactions foncières avaient fait tomber beaucoup de grandes propriétés entre les mains des bourgeois. Si tous ces bourgeois propriétaires eussent continué de faire bande à part, si, transportant leurs mœurs et leurs opinions voltairiennes et libérales dans les campagnes, ils y eussent continué leur lutte acharnée contre la noblesse et contre l'Église, c'en eût été fait de l'influence de celles-ci sur les paysans. Il fallait donc absolument se les assimiler, et, pour cela, il n'y avait pas de meilleur moyen que de les laisser s'anoblir et se travestir en descendants des Croisés. Ce |15 moyen était infaillible, parce qu'il était calculé principalement sur la vanité, passion qui, après la cupidité, occupe la place la plus considérable dans le cœur des bourgeois ; la cupidité représentant leur être réel, que la vanité cherche vainement à masquer sous de fausses apparences sociales. Comme le bourgeois gentilhomme de

Molière, tout bourgeois, capitaliste ou propriétaire, de France, est brûlé du désir de devenir un baron pour le moins, et de coucher, ne fût-ce qu'une fois en sa vie, avec quelque marquise.

Ce fut ainsi que, la vanité bourgeoise et la communauté des intérêts aidant, il se forma, sous le règne de Louis-Philippe, dans les campagnes, en province, une chose nouvelle, la *bourgeoisie rurale*, dans laquelle imperceptiblement se perdit tout à fait l'ancienne noblesse. L'esprit qui anima désormais cette classe fut un produit complexe de différents éléments. La bourgeoisie y apporta son positivisme cynique, la brutalité des chiffres, la dureté des intérêts matériels ; et la noblesse sa vanité courtisane, sa fausse chevalerie où l'honneur avait été depuis longtemps remplacé par le point d'honneur ; ses belles façons et ses grandes phrases qui masquent si agréablement la misère de son cœur et la nullité désolante de son esprit ; son ignorance honteuse, sa philosophie de sacristie, son culte du goupillon et son hypocrite sentimentalité religieuse. L'Église enfin, toujours pratique, toujours acharnée dans la poursuite de ses intérêts matériels et de son pouvoir temporel, sanctionna par sa bénédiction ce mariage monstrueux entre deux classes jadis ennemies, mais confondues désormais en une classe nouvelle pour le malheur de la France. Cette classe devint nécessairement le Don Quichotte de l'ultramontanisme. |16 Ce fut précisément son trait distinctif et qui la sépare encore aujourd'hui de la bourgeoisie des villes. Ce qui identifie ces deux classes, c'est l'exploitation brutale et impitoyable du travail populaire, l'impatience de s'enrichir par quelque moyen et à quelque prix que ce soit, et le désir de conserver en leurs mains le pouvoir de l'État, comme le moyen le plus sûr de garantir et d'élargir cette exploitation. Ce qui les unit enfin, c'est le but. Mais ce qui les sépare profondément, ce sont les moyens et les voies, c'est la méthode que chacune croit devoir employer pour arriver à ce but. La bourgeoisie rurale est ultramontaine, et la bourgeoisie des villes est gallicane ; ce qui veut dire que la première croit pouvoir arriver plus sûrement à son but par la

subordination de l'État à l'Église, tandis que la seconde y tend au contraire par la subordination de l'Église à l'État. Mais toutes les deux sont unanimes en ce point, qu'*une religion est absolument nécessaire pour le peuple*.

Autrefois, avant la grande Révolution, et même avant la révolution de Juillet, sous la Restauration, on pouvait dire que la noblesse était religieuse et que la bourgeoisie était irréligieuse. Mais aujourd'hui il n'en est plus du tout ainsi. La noblesse, ou plutôt la bourgeoisie rurale qui a remplacé définitivement la noblesse, n'a pas conservé l'ombre de cette antique ferveur, de cette simplicité et de cette profonde naïveté religieuse qui s'était maintenue en grande partie parmi les gentilshommes de campagne jusqu'aux premières années du siècle présent. Ce qui domine parmi les gentilshommes actuels, ce n'est plus le sentiment, c'est la sottise et la |$_{17}$ crasse ignorance ; ce n'est point le dévouement chevaleresque, héroïque, fanatique, c'est la phrase de tout cela, masquant d'hypocrites calculs. Au fond de tout cela, je le répète encore, il n'y a de réel qu'une ambition misérable, une vanité ridicule, une cupidité féroce, et un besoin insatiable de grossières jouissances matérielles, — c'est-à-dire tout le contraire du vrai sentiment religieux. Toutes ces tendances ignobles, qui caractérisent aujourd'hui la noblesse ou la bourgeoisie rurale de France, se sont groupées sous le drapeau de l'ultramontanisme.

Cette classe est ultramontaine, parce qu'elle est élevée en très grande partie par les Jésuites, et habituée dès l'enfance à l'alliance des prêtres, sans lesquels elle ne parviendrait jamais à dominer les campagnes ; jalouse d'ailleurs de la bourgeoisie des grandes villes qui l'écrase par son intelligence et par une civilisation beaucoup plus largement développée, elle considère l'Église comme le plus sûr garant de son pouvoir politique et de ses privilèges matériels, et lui sacrifie volontiers l'État, c'est-à-dire la patrie, qui garantit au contraire davantage les intérêts et le pouvoir exclusif de la bourgeoisie des grandes villes.

De son côté, cette dernière, fidèle en cela à ses antiques traditions, donne à l'État le pas sur l'Église. Elle n'est pas devenue religieuse, mais elle a cessé de faire montre de son athéisme, et même de son indifférence pour les mensonges si utiles de la religion. Depuis 1830, c'est-à-dire depuis qu'elle se fut définitivement emparée de tous les pouvoirs de l'État, elle avait commencé déjà à comprendre que les promesses célestes de la religion pouvaient seules empêcher le prolétariat, dont le travail l'enrichit, de tirer les conséquences terrestres de la formule révolutionnaire : *Liberté, Égalité* |18 *et Fraternité*, dont elle s'était servie pour renverser le pouvoir de sa sœur aînée, la noblesse. Le socialisme, non le socialisme théorique élaboré par des penseurs généreux sortis de son sein, mais le socialisme pratique des masses ouvrières, issu de l'instinct et des souffrances même de ces masses, et qui fit sa première manifestation éclatante et sanglante à Lyon en 1831, et plus largement encore à Paris en 1848, acheva d'ouvrir les yeux aux bourgeois. Et lorsque, dans ces dernières années, le prolétariat non de la France seulement, mais de l'Europe et de l'Amérique, organisé en une immense Association internationale, eut arboré audacieusement le drapeau de l'athéisme, c'est-à-dire de la révolte contre toute exploitation et contre toute autorité divines et humaines, alors les bourgeois comprirent qu'il n'y avait plus pour eux de salut que dans le maintien quand même de la religion. Esprits forts, libertins, voltairiens et athées, après un siècle de lutte héroïque contre les absurdités de la foi et contre la dépravation religieuse, ils commencent à dire maintenant, comme Henri IV, de bourgeoise mémoire, l'avait dit de Paris, que « la conservation de la poche bourgeoise vaut bien une messe ».

Et ils y vont, à la messe, y accompagnent de nouveau leurs |19 chastes épouses et leurs filles innocentes, anges confits dans l'amour divin et dans la morale de la sainte Église catholique, dont elles restent toujours les servantes dévouées, et qui les fait

bénir aujourd'hui les exécutions horribles, le massacre en masse de la canaille républicaine et socialiste de Paris, y compris les enfants et les femmes, par les sauveurs de Versailles, comme leurs aïeules, dirigées par cette même Église, avaient applaudi, il y a juste trois siècles, aux massacres non moins méritoires et non moins grandioses de la Saint-Barthélemy. À trois siècles de distance, n'est-ce pas d'ailleurs la même question, le même crime ? Les huguenots n'ont-ils pas été alors ce que les communards sont aujourd'hui : des révoltés criminels et impies contre le joug salutaire de Dieu et de tous ses dignes représentants sur la terre ? Alors ces représentants, ces sauveurs, s'appelaient : le pape, la Société de Jésus, le concile de Trente, Philippe II, le duc d'Albe, Charles IX, Catherine de Médicis, les Guises et tous les saints héros de la Ligue ; aujourd'hui ils s'appellent : le pape, la Société de Jésus, le concile du Vatican, le consistoire de Berlin, l'empereur Guillaume I^{er}, le prince de Bismarck ; et à côté de ces terribles figures, en guise de menu fretin, Messieurs Thiers, Jules Favre et Jules Simon, avec toute leur patriotique Assemblée nationale dont ils sont l'efflorescence et le sel ; l'honnête Trochu, l'austère Picard, Dufaure le Juste, l'héroïque Mac-Mahon, le chevaleresque Ducrot, Vinoy, l'ancien massacreur de Paris, et ce vieux général Changarnier qui ne peut se consoler de n'avoir jamais eu à massacrer que des Arabes, ce doux Galiffet, ce bon Napoléon III, le grand homme méconnu et déchu, la pieuse Eugénie avec son moutard impérial baptisé par le pape, Henry V le prédestiné, |$_{20}$ tous ces aimables princes d'Orléans, vieux et jeunes, qui meurent d'envie de se dévouer au salut de la France, et tant d'autres prétendants légitimes et illégitimes, oiseaux de proie, bêtes fauves plus ou moins affamées, qui se ruent sur elle à cette heure, impatients de la dévorer.

Oui, toute cette affreuse canaille, conduite par le double renégat de la philosophie et de la République, Jules Simon, doit aller à la messe, et les bourgeois voltairiens de France doivent l'y suivre. Poussés par une force désormais irrésistible,

renonçant à tout ce qui avait constitué jadis leur honneur, à la vérité, à la liberté, à la justice et à tout ce qui s'appelle conscience et humaine dignité ; reculant devant la logique de leur propre passé, n'osant plus ni affronter, ni même envisager l'avenir, et fatalement condamnés à ne plus chercher leur salut que dans la négation la plus éhontée de tout ce qu'ils avaient adoré et servi dans les jours de leur grandeur intellectuelle et morale, ils se laisseront entraîner jusqu'à baiser, pour ne point dire autre chose, la pantoufle du pape, ce chef spirituel, ce bénisseur et cet inspirateur consacré de toutes les absurdités, de toutes les iniquités, de toutes les férocités, de toutes les infamies et les turpitudes qui s'étalent aujourd'hui de nouveau triomphalement dans le monde.

Ils iront donc à la messe, mais ils iront à contrecœur ; ils auront honte d'eux-mêmes, et voilà ce qui constitue leur faiblesse relative vis-à-vis de la bourgeoisie rurale de France, et ce qui leur donnera, par rapport à celle-ci, une position désormais nécessairement inférieure, non seulement dans les choses de la religion, mais encore dans les affaires politiques. Il est vrai que le cynisme des bourgeois, stimulé par la lâcheté et par la cupidité, va très loin. Mais quelque cynique qu'on soit, on ne parvient |21 jamais à oublier complètement son passé. À défaut de la conscience du cœur, on conserve la conscience et la pudeur de l'intelligence. Tel bourgeois consentira bien à passer pour un coquin ; il s'en glorifiera même, car il est des milieux et des époques où la canaillerie audacieuse est un titre de gloire ; mais il se résignera difficilement à passer pour un nigaud. Il voudra donc s'expliquer, et, comme il n'y a point d'explication pour la sottise doublée de lâcheté, il s'embarrassera et s'entortillera dans des raisonnements inextricables. Il se sentira méprisé, il se méprisera lui-même, et ce n'est jamais avec un pareil sentiment qu'on devient fort. Son intelligence même et son instruction supérieure le condamneront à une faiblesse invincible, et, faible, il se laissera fatalement entraîner par ceux qui se sentiront et qui seront en effet les plus forts. Ah oui, ces

bons bourgeois de France devront brouter de l'herbe comme Nabuchodonosor !

Les plus forts, aujourd'hui, ce sont les nobles ducs, les marquis, les comtes, les barons, les riches propriétaires, en un mot toute la bourgeoisie de campagne ; ce sont aussi les francs coquins de la bande bonapartiste, les fashionables brigands : hommes d'État, prélats, généraux, colonels, officiers, administrateurs, sénateurs, députés, financiers, gros ou petits fonctionnaires et policiers formés par Napoléon III. Pourtant il est nécessaire d'établir une distinction entre ces deux catégories qui sont appelées à se donner la main aujourd'hui, comme elles se la sont déjà donnée d'ailleurs sous le second Empire.

La bande bonapartiste ne pèche ni par sottise ni par ignorance. En tant que représentée par ses chefs, |22 elle est même, au contraire, très intelligente, très savante. Elle n'ignore pas le bien et le mal, comme nos premiers parents avant d'avoir goûté le fruit de l'arbre de la science, ou comme le fait en partie de nos jours la classe bourgeoise rurale à laquelle une sainte et crasse ignorance et la profonde stupidité inhérente à l'isolement de la vie de campagne ont refait une sorte de virginité. Quand les bonapartistes font le mal, et ils ne peuvent faire que cela, ils le font sciemment et sans se faire la moindre illusion sur la nature, les mobiles et le but de leurs entreprises, ou plutôt, ils en sont arrivés à ce point du développement intellectuel et moral, où la différence du bien et du mal n'existe plus, et où toutes les notions sociales, les passions politiques, même les intérêts collectifs des classes, aussi bien que toutes les croyances religieuses et toutes les convictions philosophiques, perdant leur sens primitif, leur sincérité, leur sérieux, se transforment en autant d'excellents prétextes ou de masques, dont ils se servent pour cacher le jeu de leurs passions individuelles.

La bourgeoisie rurale, les gentilshommes campagnards

sont loin d'être arrivés à cette hauteur. Leur force relative par rapport à la bourgeoisie des villes n'est point du tout dans leur science, ni dans leur esprit ; elle réside précisément dans cette crasse ignorance et dans cette stupidité incroyable grâce auxquelles ils se trouvent à l'abri de toutes les tentations du démon moderne : le doute. |23 La noblesse campagnarde ne doute de rien, pas même du miracle de la Salette. Trop indifférente et trop paresseuse pour se fatiguer inutilement le cerveau, elle accepte sans la moindre critique, et sans hésitation aucune, les plus monstrueuses absurdités, du moment que l'Église trouve bon de les imposer à sa foi. Aucune sottise d'ailleurs, si monstrueuse qu'elle soit, ne saurait répugner à son esprit systématiquement abruti par une forte éducation religieuse. Éducation de l'esprit, non du cœur. Les bons pères de la Société de Jésus, qui en ont nécessairement la haute direction, trouvent beaucoup plus utile de fausser le développement des esprits et de paralyser leur élan naturel, que d'allumer des passions religieuses dans les cœurs de leurs élèves. On pourrait même dire qu'ils redoutent ces passions, qui leur ont joué souvent de fort mauvais tours, en entraînant leurs élèves en dehors des voies prescrites, et en les faisant tomber quelquefois, des excès de ce fanatisme mystique qu'on retrouve à l'origine de toutes les hérésies religieuses, dans les excès contraires d'un scepticisme furieux. C'est tout au plus s'ils cultivent, quand ils ne peuvent faire autrement, le mysticisme du cœur dans les femmes, dont les passions religieuses, le plus souvent inévitables, sont, il est vrai, quelque peu incommodes, quelquefois même assez dangereuses, mais en même temps si utiles, si précieuses |24 comme moyen d'action et comme instrument de puissance entre les mains du prêtre.

Les bons pères de Jésus ne s'occupent donc guère de l'éducation des cœurs masculins, et ne se soucient aucunement d'y allumer les saintes flammes de l'amour céleste. Ils les laissent se remplir de tous les intérêts, de toutes les vanités et de toutes les passions de ce monde. Ils ne leur défendent pas les

jouissances grossières, bien au contraire. Ils y laissent croître en paix la concupiscence, l'égoïsme, l'ambition, l'orgueil et la vanité nobiliaire, accompagnés presque toujours de la bassesse du courtisan, la cupidité, la cruauté et toutes les autres fleurs de l'humaine bestialité ; car ils en savent tirer avantage, aussi bien que du mysticisme des femmes. Leur but, ce n'est pas de rendre leurs élèves bons, honnêtes, sincères, humains, mais de les attacher par des liens indissolubles au service de l'Église, et de les transformer en instruments à la fois intéressés et aveugles de la sainte religion.

Ils ne détruisent pas la puissance de vouloir, comme on l'a prétendu. Des hommes privés de cette puissance ne sauraient leur être d'une grande utilité. Ils font mieux : tout en aidant le développement de cette force, ils l'asservissent et l'enchaînent, en rendant la pensée de leurs élèves à jamais incapable de la diriger. Le moyen qu'ils emploient pour cela est aussi infaillible que simple : par un enseignement savant, profondément combiné, nourri de détails écrasants, mais dénué de pensée, et surtout calculé de manière à tuer dans le cerveau |$_{25}$ des élèves toute impulsion rationnelle, toute capacité de saisir le réel, le vivant, tout sentiment du vrai, toute hardiesse, toute indépendance, toute franchise, ils encombrent leur esprit d'une science qui est fausse depuis le commencement jusqu'à la fin : fausse au point de vue de la logique, fausse surtout sous le rapport des faits, — mais qu'ils ont eu l'art de présenter avec le pédantesque étalage d'une érudition consciencieuse et profonde et d'un développement scrupuleusement rationnel ; et ils ont soin d'imprimer si profondément cette science falsifiée dans la mémoire, dans l'imagination, dans la routine intellectuelle de ces malheureux cerveaux dévoyés, qu'il faudrait à ceux-ci une puissance d'esprit vraiment extraordinaire pour pouvoir s'en délivrer plus tard. Ceux qui y parviennent, en effet, sont excessivement rares. La plupart des meilleurs élèves des Jésuites restent des sots savants toute leur vie, et l'immense majorité ne conserve que l'esprit nécessaire pour exécuter

fidèlement, aveuglément, les ordres de leurs directeurs spirituels.

Ce que les Jésuites s'empressent de tuer avant tout dans leurs élèves, c'est l'esprit critique ; mais par contre ils cultivent en eux avec soin la crédulité stupide et la soumission paresseuse et servile de l'esprit ; et pour les sauvegarder à jamais contre les tentations du démon, ils les arment d'un parti pris qui se transforme à la longue en une salutaire habitude de détourner sciemment, volontairement leur pensée de tout ce qui pourrait ébranler leur foi ; tout ce qui est contraire à la foi, si plausible et si naturel qu'il paraisse, ne pouvant être qu'une suggestion |26 de l'enfer. Je m'empresse d'ajouter que la plus grande partie de leurs élèves n'ont pas besoin d'employer ce moyen, étant beaucoup mieux garantis contre toutes les tentations du démon par l'indifférence et par la soumission paresseuse de leur esprit systématiquement énervé.

On conçoit que, grâce à cette éducation, les gentilshommes de campagne soient devenus des champions inébranlables de la sainte Église, les héros modernes de la foi ; cet héroïsme d ailleurs ne leur demandant le sacrifice d'aucune jouissance matérielle, ni d'aucun avantage social, puisque la sainte Église les leur garantit au contraire pleinement aujourd'hui ; mais seulement le sacrifice de leur honneur, de leur libre arbitre dans les affaires de la religion et de la politique, le sacrifice de leur libre pensée. Eh bien, franchement, ce sacrifice ne leur coûte rien. L'honneur ! il y a déjà bien longtemps que la noblesse française en a perdu la mémoire et le sens. Quant à ce qu'on appelle la libre pensée, cette noblesse a pour elle, depuis le commencement de ce siècle, une répugnance, une horreur qui ne le cèdent pas en intensité à celles des prêtres. Elle est si bien ferrée sur ce point, qu'on peut être certain qu'aucune idée nouvelle, aucune nouvelle découverte de la science, qui serait en contradiction avec les enseignements de l'Église, ne pourra franchir le mur d'airain ou plutôt ne pourra transpercer

l'épaisse couche de graisse que son éducation religieuse, sa paresse, son indifférence, sa sottise, son grossier égoïsme et sa crasse ignorance ont formée autour d'elle.

On comprend que cela lui donne un immense avantage sur la bourgeoisie des villes, qui, |27 — tout en reconnaissant aujourd'hui l'utilité, que dis-je, l'implacable nécessité de la plus brutale réaction religieuse, militaire et policière, cette réaction étant désormais l'arme unique qu'elle sache et qu'elle puisse opposer à la révolution sociale ; et bien que parfaitement décidée à s'y jeter à plein corps et à en accepter pour elle-même toutes les conséquences, même les plus déplaisantes et les plus humiliantes, — doit se sentir néanmoins considérablement embarrasseée et honteuse dans cette position nouvelle. Diable ! il n'est point facile de se défaire en un clin d'œil, et à volonté, de tous les souvenirs, de toutes les pensées qu'on a eues, de toutes les anciennes habitudes ! Avoir été pendant trois siècles, et, si l'on prend en considération la bourgeoisie italienne, pendant sept siècles au moins, la classe intelligente, productive, progressiste, humanitaire et libérale par excellence ; avoir créé toutes les merveilles de la civilisation moderne ; avoir escaladé le ciel et la terre, renversé les autels et les trônes, et fondé sur les ruines des uns, la science, et sur les ruines des autres, la liberté ; avoir rêvé, et réalisé en partie, la transformation du monde ; avoir concentré en ses mains tout : intelligence, savoir, richesse, pouvoir, — et se voir réduite à cette heure à ne plus trouver de refuge, de protection, de salut que dans la sacristie et dans la caserne ! Être forcée maintenant de s'agenouiller devant ces mêmes autels qu'elle avait renversés, de répéter humblement, hypocritement, les horribles et immorales stupidités du catéchisme chrétien, de recevoir la bénédiction et de baiser la main de ces prêtres, prophètes et exploiteurs du mensonge, |28 qu'elle avait si justement méprisés ; se sentir rassurée et consolée, lorsque les assassins de profession, les odieux mercenaires de la force brutale et inique, des généraux, des officiers, des soldats, veulent bien mettre dans ses mains

suppliantes et tremblantes leurs mains toutes dégouttantes du sang du prolétariat ! Être réduite à glorifier cette sacristie et cette caserne comme la plus haute expression de la civilisation moderne ! Tout cela est rigoureusement imposé aujourd'hui à la bourgeoisie des villes, mais ce n'est pas agréable du tout, et il ne faut pas s'étonner si elle se montre embarrassée et gauche au milieu de ses nouveaux amis, ses ci-devant ennemis.

Il ne faut pas s'étonner si malgré son intelligence supérieure, désorientée dans ce monde qui n'est et qui ne pourra jamais être le sien, elle se laisse dominer aujourd'hui par la brutalité du sabre et par la sottise imperturbable, complète, harmonieuse, invincible de la bourgeoisie rurale. Ces honnêtes campagnards, initiés dès l'enfance à tous les mystères du goupillon et de la sorcellerie rituelle de l'Église, sont dans la sacristie comme chez eux. Ils n'ont plus d'autre patrie, et c'est là qu'il faut chercher le secret de leur politique. Leur imbécillité, artificiellement cultivée par l'Église, et qui leur donne une si grande supériorité morale sur l'intelligence démoralisée et déchue de la bourgeoisie des villes, les rend naturellement incapables de diriger cette force qu'elle leur donne. Sous le rapport de l'intelligence, de l'organisation et de la direction politiques, la bourgeoisie des villes, malgré sa démoralisation complète, reste infiniment supérieure. Elle a la science, elle a la pratique des affaires, elle a l'habitude de l'administration et la routine du commandement. Seulement elle ne peut plus |29 profiter de tout cela, parce qu'elle a perdu toute foi en ses propres principes et en elle-même, parce qu'elle est devenue lâche, parce que de toutes ses anciennes passions politiques et sociales elle n'en a plus conserve qu'une seule, celle du lucre ; parce que, déchirée en elle-même par des contradictions insolubles, elle ne forme plus un corps organisé et compact, elle n'est proprement plus une classe, mais une immense quantité d'individus qui se détestent et qui se défient les uns des autres ; parce qu'enfin cette masse d'individus citadins et bourgeois, n'ayant désormais entre eux d'autre lien que la peur immense

que leur cause le socialisme, se voient forcés de chercher aujourd'hui leur salut dans un monde qui est l'antipode de leur monde, traditionnellement rationnel et libéral ; et que dans ce monde de la réaction soldatesque et cléricale, désorientés, dépaysés, méprisés et se méprisant eux-mêmes, ils se montrent nécessairement plus bêtes que les plus bêtes, plus ignorants que les plus ignorants, et mille fois plus lâches que les enfants de la caserne et de la sacristie.

Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie des villes a été forcée d'abdiquer. Sa domination est finie ; mais il ne s'ensuit pas que la domination de la bourgeoisie des campagnes ait commencé. Elle s'est montrée assez compacte, assez forte pour l'enlever aux bourgeois citadins, mais elle n'a ni l'intelligence, ni la science nécessaires pour la retenir en ses mains. Incapable de se diriger elle-même, comment dirigerait-elle le gouvernement d'un grand pays ? Elle n'est elle-même qu'un instrument passif et aveugle entre les |$_{30}$ mains du clergé. La conclusion est toute simple. Ce seront ses directeurs spirituels, les inspirateurs uniques de toutes ses pensées et de toutes ses actions, ce sera l'intrigue ultramontaine dont elle n'est elle-même que l'instrument aveugle, ce sera l'Église de Rome, en un mot, qui se chargera désormais du gouvernement de la France, et qui, formant une alliance défensive et offensive avec la raison du sabre et la moralité de la bourse, le tiendra en ses mains, jusqu'à l'heure plus ou moins rapprochée où la cause des peuples, celle de l'humanité, représentée par la Révolution sociale, triomphera.

Ce n'est pas du premier coup que la gentilhommerie campagnarde, autrement dite la bourgeoisie rurale, est arrivée à constituer la classe réellement dominante en France. Sa naissance, sous cette forme nouvelle, date du premier Empire. C'est alors que s'était opérée, sur une large échelle, par les mariages, la première fusion de l'ancienne noblesse soit avec les bourgeois acquéreurs de biens nationaux, soit avec les

bourgeois parvenus de l'armée. Ce mouvement fut sinon complètement arrêté, du moins considérablement ralenti pendant la Restauration, qui avait ranimé dans la noblesse de France sa morgue aristocratique, et dans la bourgeoisie sa haine contre la noblesse. Mais depuis 1830, la fusion s'opéra avec une incroyable |31 rapidité, et ce fut précisément sous le règne de Louis-Philippe que se forma aussi, sous les auspices du clergé, l'esprit de la classe nouvelle.

Il se forma à la sourdine, imperceptiblement, tout naturellement, et sans le moindre éclat. Le règne de Louis-Philippe, on le sait, fut marqué par la domination des grandes cités, et de Paris surtout. La bourgeoisie des villes triomphait, la noblesse de province et tous les propriétaires campagnards avec elle étaient annulés. Ils vécurent dans l'obscurité, personne ne s'inquiétait de ce qu'ils pensaient, de ce qu'ils faisaient, et c'est précisément au milieu de cette obscurité que se forma lentement la nouvelle puissance de la bourgeoisie rurale. Pendant les dix-huit ans que dura le régime de Juillet, la fusion complète des éléments constitutifs de cette classe, la vieille noblesse et la bourgeoisie propriétaire, fut achevée. Elle devait s'opérer, car malgré leurs anciennes jalousies, ces deux éléments, également offusqués et blessés par la domination méprisante de la bourgeoisie citadine, se sentirent attirés l'un vers l'autre. Les nobles avaient besoin de refaire leur fortune, et les bourgeois propriétaires se sentaient cruellement tourmentés par la passion des titres. Entre ces deux aspirations réciproques et également passionnées, il ne manquait qu'un intermédiaire. L'intermédiaire se trouva : ce fut le prêtre.

|32 La politique de la classe nouvelle issue de cette fusion ne pouvait plus être celle de la noblesse ancienne, ni même de la noblesse de la Restauration. Lentement préparée et toujours dirigée par les prêtres vers le même but, la domination de l'Église ultramontaine, ou, si l'on veut, internationale, établie sur les ruines de toutes les institutions nationales, cette

politique a eu différentes phases de développement.

D'abord, immédiatement après la chute de la branche aînée des Bourbons, alors que les passions qui avaient si longtemps séparé les deux classes ne s'étaient point encore apaisées, que leur fusion semblait impossible, et que le trône de Louis-Philippe, violemment attaqué et miné par les insurrections et les conspirations du parti républicain, semblait encore vaciller, laissant une espérance de retour au roi légitime, le protecteur naturel de la noblesse et du clergé, cette politique fut exclusivement nobiliaire. Les légitimistes constituèrent alors en province, et surtout dans le Midi et dans une grande partie de l'Ouest de la France, un parti militant et sérieux.

Mais déjà en 1837, alors que Louis-Philippe se sentit assez consolidé sur le trône pour pouvoir amnistier sans danger les ministres de Charles X, et surtout depuis l'avènement du ministère du 29 octobre (Guizot, Soult, Duchâtel) en 1840, ministère appuyé par une |$_{33}$ forte majorité de la Chambre et qui fut salué par tous les gouvernements de l'Europe comme un gage certain du retour de la France à la politique de la réaction, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, en même temps que de l'inféodation définitive du pays légal ou bourgeois à la dynastie d'Orléans, tout espoir de renversement sembla perdu. Les agitations politiques qui avaient tourmenté la première moitié de ce règne cessèrent tout d'un coup, et l'opinion publique, naguère si orageuse, était retombée dans un calme plat. On n'entendit plus parler que de chemins de fer, de compagnies transatlantiques, et d'autres affaires industrielles et commerciales. Les républicains continuèrent bien leurs conspirations, mais on eût dit qu'ils ne conspiraient plus que pour leur propre plaisir, tant leurs conspirations paraissaient innocentes. La police de M. Duchâtel, loin de les craindre, semblait les protéger, et au besoin même les provoquer. Quant à l'opposition parlementaire, représentée par des ambitieux inoffensifs comme MM. Thiers, Odilon Barrot, Dufaure, Passy,

et tant d'autres, elle avait pris un caractère d'insignifiance et de monotonie désespérantes, ne paraissant, et n'étant plus en effet, qu'une soupape de sûreté dans ce régime, dont elle était ainsi devenue le complément nécessaire. L'idéal de la bourgeoisie moderne était accompli ; la France était devenue raisonnable, bête et ennuyeuse à mourir.

Ce fut l'époque de la première apparition des livres et des idées de Proudhon, qui contenaient en germe — j'en demande bien pardon à M. Louis Blanc, son trop faible rival, ainsi quà |34 M. Marx, son antagoniste jaloux — toute la Révolution sociale, y compris surtout la Commune socialiste, destructive de l'État. Mais ils restèrent ignorés de la majorité des lecteurs ; les journaux radicaux de cette époque, le *National*, et même la *Réforme* qui se disait démocrate socialiste, mais qui l'était à la manière de M. Louis Blanc, se gardèrent bien d'en dire un mot soit de louange, soit même de blâme. Il y eut contre Proudhon, de la part des représentants officieux du républicanisme, comme une conspiration du silence.

Ce fut aussi l'époque des leçons éloquentes, mais stériles, de MM. Michelet et Quinet au Collège de France, dernière efflorescence d'un idéalisme sans doute plein d'aspirations généreuses, mais désormais condamné pour impuissance. Ils essayèrent un non-sens, prétendant établir la liberté, l'égalité et la fraternité des hommes sur les bases de la propriété, de l'État et du culte divin : Dieu, la propriété et l'État nous sont restés, mais en fait de liberté, d'égalité et de fraternité nous n'avons que celles que nous donnent aujourd'hui Berlin, Saint-Pétersbourg et Versailles.

D'ailleurs toutes ces théories n'occupèrent qu'une très infime minorité de la France. L'immense majorité des lecteurs ne s'en embarrassait guère, se contentant des interminables romans d'Eugène Sue et d'Alexandre Dumas qui remplissaient les feuilletons des grands journaux, le *Constitutionnel*, les

Débats et la *Presse*.

Ce fut l'époque surtout où fut inauguré, sur une échelle très large, le commerce des consciences. Louis-Philippe, Duchâtel et Guizot achetèrent et payèrent le libéralisme légal et conservateur de la France, comme plus tard le comte de Cavour |35 acheta et paya l'unité italienne. Ce que l'on appelait alors le *pays légal*, en France, offrait en effet une ressemblance remarquable avec ce qui en Italie, aujourd'hui, s'appelle la *Consorteria*. C'est un ramassis de gens privilégiés et très intéressés qui se sont vendus ou qui ne demandent pas mieux que de se vendre, et qui ont transformé leur Parlement national en une Bourse, où ils vendent journellement leur pays en gros et en détail. Le patriotisme se manifeste alors par des transactions commerciales, naturellement désastreuses pour le pays, mais très avantageuses pour les individus qui sont en état d'exercer ce commerce. Cela simplifie beaucoup la science politique, l'habileté gouvernementale se réduisant désormais à savoir choisir, parmi cette foule de consciences qui se présentent au marché, précisément celles dont l'acquisition est le plus profitable. On sait que Louis-Philippe usa largement de cet excellent moyen de gouvernement.

Aussi le *légitimisme*, d'abord si farouche et si fier, de la noblesse provinciale de France se fondit-il ostensiblement, pendant la seconde moitié de son règne, sous l'action délétère de ce moyen irrésistible. D'ailleurs la politique de ce roi parvenu, issu d'une révolution, s'était considérablement transformée et avait fini par prendre, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, un caractère franchement rétrograde, tout à fait consolant pour les défenseurs de l'autel et du trône ; car en même temps qu'il brisait son alliance libérale avec l'Angleterre, et s'efforçait de gagner le pardon, l'amnistie, les bonnes grâces des trois puissances despotiques du Nord, en leur prouvant qu'il était animé de sentiments et de tendances non moins despotiques que les leurs, |35 ce qu'il leur démontra en effet en

s'alliant avec elles dans l'affaire du Sonderbund [1], le gouvernement de Louis-Philippe fit des efforts inimaginables pour se réconcilier avec l'Église et avec la noblesse de France. En prenant le parti des Jésuites contre les radicaux de la Suisse, il avait fait un grand pas dans cette voie. L'Église lui sourit, et la noblesse de France, toujours obéissante à l'Église, et fatiguée d'ailleurs de se dévouer toujours sans profit et sans espérance de succès à son roi légitime, dont le rétablissement sur le trône de ses pères semblait désormais impossible, condescendit enfin à se laisser gagner par le roi parvenu. Au reste, sa transformation économique et sociale s'était faite avant même que ce marché politique n'eût été conclu. Par ses alliances matrimoniales, aussi bien que par toutes les conditions matérielles de son existence nouvelle, elle était déjà devenue, sans s'en douter elle-même, toute bourgeoise. Son orgueil de caste, sa loyauté chevaleresque et sa fidélité au malheur n'étaient plus que des phrases insipides, ridicules, dans lesquelles elle avait perdu elle-même toute confiance, et auxquelles elle ne pouvait pas raisonnablement sacrifier plus longtemps les intérêts sérieux de l'ambition et de la cupidité. De toutes ses attaches passées, elle n'en a donc conservé qu'une seule : celle qui, fondée sur son grossier égoïsme et sur son ignorance stupide, la lie indissolublement à l'Église et en fait l'esclave de Rome. C'est aussi l'unique point qui sépare sérieusement à cette heure la *bourgeoisie rurale* et la *bourgeoisie des villes*.

|37 Depuis 1848, la bourgeoisie rurale constitue proprement ce qu'on appelle aujourd'hui en France *le grand parti de l'ordre*. La bourgeoisie des villes ayant abdiqué par lâcheté, elle n'en est plus que l'appendice et comme l'alliée forcée, traînée à la remorque par ces braves gentilshommes

1 On appelle le *Sonderbund* la ligue séparatiste des sept cantons suisses qui soutenaient les Jésuites, et qui provoqua en 1847 une guerre civile dans laquelle les « sonderbundiens » eurent l'appui du ministère Guizot. — J. G.

campagnards, ces vrais chevaliers et sauveurs de l'ordre social en France, doublés de soldats de Bonaparte, et saintement inspirés et dirigés par les prêtres.

Le **parti de l'ordre !** Quel est l'honnête homme qui, après les trahisons, les tueries et les déportations en masse de Juin et de Décembre ; après l'ignoble abandon de cette malheureuse France aux Prussiens, par presque tous les propriétaires ruraux et citadins de la France ; après les derniers massacres surtout, horribles, atroces et uniques dans l'histoire, lâchement exécutés à Paris et à Versailles par une soldatesque effrénée, et froidement commandés, au nom de la France, par l'Assemblée nationale et par le gouvernement *républicain* de Versailles ; après tant de crimes entassés, pendant plus de vingt ans, par les représentants de la vertu et de la piété officielles, de la légalité, de la liberté sage, du désintéressement officiel, et du droit des plus forts, en France, aussi bien que dans tous les autres pays de l'Europe ; qui pourra prononcer ces mots : *Parti de l'ordre*, qui résument désormais toutes les turpitudes dont des hommes corrompus par le privilège et animés par d'ignobles passions |38 sont capables, sans éprouver un frémissement d'horreur, de colère, de dégoût.

L'ordre ainsi entendu, c'est la bestialité menaçante, au besoin hypocrite, mais toujours implacable, c'est le mensonge éhonté, c'est l'infâme trahison, c'est la lâcheté, c'est la cruauté, c'est le crime cyniquement triomphant ; c'est la vertu, la loyauté et l'intelligence de ces excellents gentilshommes de campagne donnant la main à l'humanité du sabre et au désintéressement patriotique de la Bourse, et s'alliant, sous les auspices de la sainte Église, à la sincérité politique et religieuse des hommes d'État et des prêtres pour la plus grande gloire de Dieu, pour la plus grande puissance de l'État, pour la plus grande prospérité matérielle et temporelle des classes privilégiées et pour le salut éternel des peuples ; c'est la négation la plus insolente de tout ce qui donne un sens intellectuel et moral à l'histoire ; c'est un

soufflet donné par un tas de brigands hypocrites et repus à l'humanité tout entière ; c'est la résurrection des grands monstres et des grands massacreurs du seizième et du dix-septième siècles; que dis-je ? c'est Torquemada, c'est Philippe II, c'est le duc d'Albe, c'est Ferdinand d'Autriche avec ses Wallenstein et ses Tilly ; c'est Marie Tudor, la reine sanguinaire, c'est Catherine de Médicis, l'infâme intrigante florentine, ce sont les Guises |$_{39}$ de France, les massacreurs de la Saint-Barthélemy, c'est Louis XIV, c'est la Maintenon, c'est Louvois le sinistre, que nous voyons surpassés par nos empereurs de Russie, d'Allemagne et de France, et par leurs Mouravief, leurs Haynau, leurs Radetzki, leurs Schwartzenberg, leurs Bismarck, leurs Moltke, par les Mac-Mahon, les Ducrot, les Galiffet, les Changarnier, les Bazaine, les Trochu, les Vinoy, par les Eugénie, les Palikao, les Picard, les Favre, le **Thiers** . L'ordre, personnifié à cette heure par cet abominable petit vieillard, l'intrigant de tous les régimes, l'ambitieux toujours impuissant pour le bien, mais, hélas ! trop puissant pour le mal, celui qui fut l'un des principaux créateurs du second Empire, comme on sait, et qui, se posant aujourd'hui comme le sauveur de la France, vient de dépasser en fureur homicide tous les massacreurs présents et passés de l'histoire, — l'ordre, c'est la férocité de l'armée française faisant oublier toutes les horreurs commises par les armées de Guillaume I^{er} sur le territoire de la France ; c'est la turpitude de l'Assemblée de Versailles faisant pardonner toutes les ignominies des Assemblées législatives de Napoléon III ; c'est le fantôme divin, l'antique vampire, le buveur du sang des peuples, le tourmenteur de l'humanité, et qu'aujourd'hui la science et le bon sens populaire ont réduit à l'état de banqueroutier céleste, qui tend encore une fois sa main malfaisante, mais fort heureusement devenue impuissante, pour couvrir de sa protection tous les bourreaux de la terre. L'ordre, c'est un cloaque où toutes les impuretés d'une civilisation que ses propres contradictions, ses propres iniquités, sa propre dissolution et putréfaction condamnent à mourir, viennent se confondre, dans une conspiration dernière

contre l'inévitable émancipation du monde humain.

Avons-nous raison de crier : À bas l'ordre ! à bas |40 cet ordre politique, autoritaire, stupide, hypocrite, brutal, despotique et divin ! Et vive la Révolution sociale qui doit nous en délivrer, pour fonder sur ses ruines l'ordre de l'humanité régénérée, rendue à elle-même et constituée librement ?

Il faudrait être un ennemi de l'humanité pour le nier. Malheureusement, ses ennemis sont nombreux, et à cette heure ce sont eux, encore une fois, qui triomphent. Mais tout vient à point à qui sait patienter, persévérer, travailler ardemment, et attendre. Nous aurons la revanche.

En attendant cette revanche, continuons nos études historiques sur le développement du parti de l'ordre en France.

Produit du suffrage universel, il se manifesta pour la première fois, dans son vrai caractère, en 1848, et notamment après les journées de Juin. On sait qu'au lendemain de la révolution de Février, il se passa en France un fait très singulier. Il n'y avait plus de partisans de la monarchie, tous étaient devenus des républicains dévoués et zélés. Les hommes les plus rétrogrades, les plus compromis et les plus tarés dans le service de la réaction monarchique, de la police et de la répression militaire, jurèrent que le fond de leur pensée avait toujours été républicain. Depuis M. Émile de Girardin jusqu'au maréchal Bugeaud, sans oublier le marquis de la Rochejaquelein, ce représentant si chevaleresque de la loyauté vendéenne, devenu plus tard sénateur de l'Empire, même jusqu'aux généraux aides de camp du roi si honteusement expulsé, tous offrirent leurs |41 services à la République. M. Émile de Girardin lui apporta généreusement « une idée par jour », et M. Thiers prononça le mot devenu si français : « La République est ce qui nous divise le moins » ; ce qui n'empêcha naturellement ni l'un ni l'autre, plus tard, d'unir leurs intrigues contre cette forme de

gouvernement et de conspirer pour la présidence de Louis Bonaparte. L'Église elle-même bénit la République ; que dis-je ? elle en célébra le triomphe comme sa propre victoire : « La doctrine chrétienne n'était-elle pas celle de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, et le Christ ne fut-il pas l'ami du peuple et le premier révolutionnaire du monde ! » Voilà ce qui fut proclamé, non pas par quelques philosophes hérétiques et audacieux de l'école de Lamennais et de Bûchez, mais dans toutes les églises, par les prêtres ; et les prêtres partout, portant le crucifix à l'encontre du drapeau rouge, symbole de l'émancipation populaire, bénirent les arbres de liberté. Les élèves de l'École polytechnique, les étudiants en sciences morales, en philosophie, en philologie, en histoire et en droit, y compris les auditeurs enthousiastes de MM. Michelet et Quinet, tous également abêtis par un idéalisme malsain, plein d'incongruités métaphysiques et d'équivoques pratiques, — nourriture intellectuelle d'ailleurs tout à fait convenable pour de jeunes bourgeois, la vérité pure, les déductions sévères de la science n'étant pas trop digestives pour cette classe, — en pleurèrent d'émotion et de joie. Seules, les vieilles douairières du faubourg Saint-Germain branlèrent leurs têtes, protestant contre cette réconciliation monstrueuse de la croix avec le drapeau de la Révolution. |42 Les Jésuites eurent beau leur expliquer que ce n'était rien qu'une feinte salutaire, elles n'y virent qu'un sacrilège. Elles eurent mille fois raison, et seules, dans le camp de la ci-devant réaction, elles restèrent honnêtes et imperturbablement bêtes.

C'est au milieu d'un enthousiasme universel pour la République que l'Assemblée constituante de 1848, issue du suffrage universel, fut nommée. Sur toute la surface de la France, aucun candidat ne se présenta à ses électeurs comme partisan de la monarchie ; tous s'offrirent et tous furent élus au nom de la République. Aussi la proclamation immédiate de la République par cette Assemblée fut-elle faite d'emblée. Comment la réaction monarchiste la plus acharnée, la plus

fanatique et la plus cruelle que la France ait vue put-elle en sortir bientôt après ?

Cette contradiction apparente s'explique facilement. Grâce au suffrage universel, qui donne, sous le rapport du nombre, un avantage si marqué aux campagnes sur les villes, la grande majorité de l'Assemblée constituante avait été prise dans cette bourgeoisie rurale dont nous venons d'étudier le caractère, les sentiments, l'esprit et les mœurs. On conçoit qu'elle n'était rien moins que libérale et qu'elle ne pouvait pas être républicaine. Pourquoi donc s'était-elle présentée comme telle à ses électeurs, et pourquoi commença-t-elle par proclamer la République ? Ceci s'explique encore par deux raisons : la première, c'est qu'elle avait été ahurie, aussi bien que le clergé de France, son directeur spirituel et temporel, par les événements de Paris. Aujourd'hui même, après la défaite de la Commune, Paris reste encore une grande puissance. En 1848, il |$_{43}$ l'était beaucoup plus. On peut dire que depuis Richelieu et depuis Louis XIV surtout, toute l'histoire de France s'était faite à Paris. Ce ne fut qu'en 1848 que commença la réaction active de la province contre Paris, car jusque-là Paris, soit dans le sens de la Révolution, soit dans celui de la réaction, décida toujours du sort de la France, aveuglément obéi par la province qui le jalousait, qui le détestait même autant qu'elle le redoutait, mais qui ne se sentait pas la force de lui résister. Paris ayant proclamé la République en 1848, la province, quoique monarchiste jusqu'aux os, n'osa pas se prononcer en faveur de la monarchie. Elle envoya donc à Paris, comme députés à l'Assemblée constituante, des gentilshommes campagnards qui avaient été nourris dans la haine de la République, comme elle-même, mais qui, également intimidés et déconcertés par le triomphe de la République à Paris, s'étaient présentés à leurs électeurs comme des partisans convaincus de cette forme de gouvernement.

La seconde raison fut l'impulsion unanime que lui avait

donnée le clergé, qui déjà alors, quoique bien moins qu'aujourd'hui, dominait la province. Quiconque a vécu dans ce temps se souvient de l'unanimité hypocrite de l'Église en faveur de la République. Cette unanimité s'explique par un mot d'ordre parti de Rome et aveuglément obéi par tous les prêtres de France, depuis les cardinaux et les évêques jusqu'aux plus humbles desservants des pauvres églises des campagnes.

|44 La Rome jésuitique et papale est une monstrueuse araignée qui est éternellement occupée à réparer les déchirures, faites par des événements qu'elle n'a jamais la faculté de prévoir, dans la trame qu'elle ourdit sans cesse, espérant qu'elle pourra s'en servir un jour pour étouffer complètement l'intelligence et la liberté du monde. Elle nourrit encore aujourd'hui cet espoir, parce qu'à côté d'une érudition profonde, d'un esprit raffiné et subtil comme le poison du serpent, d'une habileté et d'un machiavélisme formés par la pratique non interrompue de quatorze siècles au moins, elle est douée d'une naïveté incomparable, stupide, produit de son immense infatuation d'elle-même et de son ignorance grossière des idées, des sentiments, des intérêts de l'époque actuelle, et de la puissance intellectuelle et vitale qui, inhérente à l'humaine société, pousse fatalement celle-ci, malgré tous les obstacles, à renverser toutes les institutions anciennes, religieuses, politiques et juridiques, et à fonder sur toutes ces ruines un ordre social nouveau. Rome ne comprend et ne comprendra jamais rien à tout cela, parce qu'elle s'est tellement identifiée avec l'idéalisme chrétien, — dont, n'en déplaise aux protestants et aux métaphysiciens, n'en déplaise aussi au fondateur de la soi-disant nouvelle religion du progrès, le vénérable Mazzini, elle reste toujours la réalisation la plus logique et la plus complète, — que, condamnée à mourir avec lui, elle ne peut voir, ni même imaginer, rien au delà. Il lui paraît qu'au delà de ce monde qui est le sien, et qui constitue proprement tout son être, il ne peut y avoir que la mort. Comme ces vieillards du moyen âge qui, dit-on, s'efforçaient d'éterniser leur vie propre

en s'infusant le sang des jeunes gens qu'ils |45 tuaient. Rome n'est pas seulement le dupeur de tout le monde, elle est la dupe d'elle-même. Elle ne trompe pas seulement, elle se trompe. Voilà son incurable sottise. Elle consiste dans cette prétention d'éterniser son existence, et cela à une époque où tout le monde prévoit déjà sa fin prochaine, ses Syllabus et sa proclamation du dogme de l'infaillibilité papale étant une preuve évidente de démence et d'incompatibilité absolue avec les conditions les plus fondamentales de la société moderne ; c'est la démence du désespoir, ce sont les dernières convulsions du mourant qui se raidit contre la mort.

En 1848, Rome n'était pas encore arrivée à ce point. Les événements qui avaient précédé cette époque : la révolution bourgeoise de 1830 et la chute de l'ultramontanisme qui en avait été la conséquence naturelle, la défaite éclatante des Jésuites en Suisse, le dévergondage libéral de Pie IX et la haine manifestée par ce pape contre ces champions de l'Église durant toute la première année de son règne, enfin la révolution républicaine de Février elle-même, n'étaient point de nature à inspirer au gouvernement suprême de l'Église, dirigé exclusivement, comme on sait, depuis la fin du dix-huitième siècle, par la Société de Jésus, une confiance insensée en lui-même. Tous ces événements lui commandaient au contraire beaucoup de modération et beaucoup de prudence. Ce n'est qu'après les succès inespérés que l'Église obtint en France, sous le second Empire et grâce à la connivence intéressée de Napoléon III, qu'encouragée outre mesure par des victoires éphémères et faciles, elle a eu la sottise de manifester au monde ébahi ses prétentions monstrueuses, s'assassinant elle-même par une dernière débauche de vieillard, ce qui prouve que, chez elle, la folie qui lui fait croire en l'éternité de son existence est devenue plus forte que cette haute raison séculaire, et pratique, qui lui avait permis de la préserver jusqu'ici ; ce qui prouve aussi qu'elle est bien condamnée |47 à mourir bientôt.

En 1848, l'Église de Rome était encore très sage. Elle avait précisément cette sagesse égoïste des vieillards qui consiste à prolonger leur vie quand même, malgré tout, au détriment du monde qui les entoure, et en faisant même servir à ce but les événements, les circonstances et les choses qui lui paraissent le plus complètement opposés. De cette manière, loin de sacrifier l'intérêt positif du présent au fantôme de l'éternité, ils emploient toute l'énergie qui leur reste à s'assurer du lendemain, laissant au surlendemain le soin des jours à venir, et s'efforçant seulement à prolonger leur existence inutile et malfaisante aussi longtemps que possible. Au lieu d'effrayer le monde par la menace de leur éternité et par les manifestations de leur puissance apparente ou réelle, et pour désarmer la jeunesse ennuyée et paralysée par leur trop longue existence, ils font montre de leur faiblesse et semblent promettre chaque jour de mourir. C'est un moyen dont Napoléon III s'est servi, pendant plus de vingt ans, avec beaucoup de succès.

À la révolution démocratique et républicaine de 1848, la Rome jésuitique et papale prit bien garde de répondre par un Syllabus ou par la déclaration de l'infaillibilité de son chef. Elle fit beaucoup mieux, elle se proclama démocratique et républicaine, sinon pour l'Italie, au moins pour la France. Elle accepta pour le Christ crucifié, comme couronne, le bonnet rouge du Jacobin. Elle ne se souciait nullement de tomber avec cette monarchie qui, pendant des siècles, avait été pour elle plus qu'une alliée, une servante dévouée et fidèle : elle bénit la République, sachant d'ailleurs fort bien que ses bénédictions ne portaient plus bonheur à personne. Elle comprit, avec beaucoup de clairvoyance, que cette évolution non seulement était inévitable, mais qu'elle lui était encore salutaire dans ce sens, que la République, — après avoir balayé les institutions soi-disant libérales, équivoques, |47 du régime bourgeois, et renversé la domination des villes sur les campagnes, empêchée d'ailleurs elle-même de s'organiser et de s'asseoir solidement, par l'opposition de ces mêmes campagnes qui obéissaient à la

direction à peu près absolue du clergé, — devait infailliblement aboutir au seul régime qui puisse réellement convenir à l'Église, au régime du pur despotisme, soit sous la forme de la monarchie légitime, soit sous celle d'une franche dictature militaire. Les événements qui suivirent ont prouvé que les calculs de l'Église n'avaient été que trop justes.

La conduite des députés campagnards dans l'Assemblée constituante, ouverte le 4 mai 1848, malgré qu'ils y formassent une majorité incontestable, fut d'abord excessivement réservée et modeste. Paris leur imposait beaucoup, il les intimidait. Ces bons gentilshommes de province s'y trouvaient complètement dépaysés : ils se sentirent très ignorants et très bêtes en présence de tous ces brillants avocats, leurs collègues, qu'ils n'avaient connus jusqu'alors que de nom et qui les écrasaient maintenant de leur faconde superbe. D'ailleurs le peuple de Paris, ce prolétariat indomptable qui avait renversé tant de trônes, leur faisait horriblement peur. Plusieurs avaient fait leur testament avant de se lancer dans ce gouffre où ils ne virent d'abord autour d'eux que périls et embûches. N'étaient-ils point chaque jour exposés à quelque nouveau soulèvement de cette terrible population de Paris qui, |$_{48}$ dans ses débordements révolutionnaires, ne respecte rien, n'épargne rien et ne s'arrête devant rien ?

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici*)

LETTRE AU JOURNAL

LA LIBERTÉ,

DE BRUXELLES

AVANT-PROPOS

Lorsque le journal socialiste la *Liberté*, de Bruxelles, eut achevé la publication de son compte rendu du Congrès de la Haye (septembre 1872), Bakounine songea à protester, dans les colonnes de ce journal, contre le vote d'expulsion rendu à la suite de l'intrigue ourdie par Karl Marx [1]. Il se trouvait alors à Zürich, où il avait passé l'été de 1872, et où, après le Congrès de Saint-Imier (15 et 16 septembre), il était retourné le 18 septembre. Il commença le 1er octobre une lettre destinée à la *Liberté* ; son journal porte ce jour-là : « Écrit lettre à la *Liberté* ». Il continua le 3 et les jours suivants, jusqu'au 8, où il s'interrompit. Le 9 il commença ses préparatifs de départ pour retourner à Locarno, et le 11 il quitta Zurich. Arrivé à Locarno le 22 seulement, il renonça à achever sa lettre, qui ne fut jamais envoyée. Ce qui en a été rédigé forme un manuscrit de 31 pages, resté inédit jusqu'en 1894, qui porte la date du 5 octobre.

Comme il a été dit, dans la préface, le texte publié dans la *Société Nouvelle* de Bruxelles (juillet-août 1894) est incorrect. Malheureusement les seize premières pages du manuscrit original sont perdues ; seules les pages 17-31 existent encore. J'ai donc été obligé, pour les seize pages perdues, de reproduire le texte imprimé dans la *Société Nouvelle*, en en rectifiant de mon mieux les incorrections. Le contenu des pages 17-31 du manuscrit est reproduit d'après l'original.

J. G.

---

1 On trouve au tome III de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James Guillaume (chapitre Ier et Appendice), des détails nouveaux sur la façon dont Marx se procura le « document secret » au moyen duquel il fit croire à une majorité docile que Bakounine s'était rendu coupable d'escroquerie et de chantage à l'égard d'un éditeur de Saint-Pétersbourg. — J. G.

LETTRE AU JOURNAL *LA LIBERTÉ* DE BRUXELLES

ZÜRICH

Octobre 1872

LETTRE AU JOURNAL LA *LIBERTÉ*, DE BRUXELLES

Lettre au journal la LIBERTÉ, de Bruxelles.

À la Rédaction de la LIBERTÉ.

Ce 5 octobre 1872. Zürich.

Messieurs les Rédacteurs,

Après avoir publié la sentence d'excommunication que le Congrès marxien de la Haye vient de prononcer contre moi, vous trouverez juste, n'est-ce pas, de publier ma réponse. La voici.

Le triomphe de M. Marx et des siens a été complet. Certains d'une majorité qu'ils avaient longuement préparée et organisée avec beaucoup d'habileté et de soin, sinon avec beaucoup de respect pour ces principes de la **Morale** , de la **Vérité** et de la **Justice** qu'on retrouve si souvent dans leurs discours et si rarement dans leurs actes, les marxiens ont levé le masque, et, comme il convient à des hommes amoureux de pouvoir, toujours au nom de cette souveraineté du peuple qui, désormais, servira de marchepied à tous les prétendants au gouvernement des masses, ils ont audacieusement décrété l'esclavage du peuple de l'Internationale.

Si l'Internationale était moins vivace, si elle n'était fondée, comme ils se l'imaginent, que sur l'organisation de centres directeurs, et non sur la solidarité réelle des intérêts et des aspirations effectives du prolétariat de tous les pays du monde civilisé, sur la fédéralisation spontanée et libre des sections et des fédérations ouvrières, indépendamment de toute tutelle gouvernementale, les décrets de ce néfaste Congrès de la Haye, incarnation par trop complaisante et fidèle des théories et de la pratique marxiennes, eussent suffi pour la tuer. Ils eussent rendu à la fois ridicule et odieuse cette magnifique association, à la fondation de laquelle, j'aime à le constater, M. Marx avait pris une part aussi intelligente qu'énergique.

Un État, un gouvernement, une dictature universelle ! Le rêve des Grégoire VII, des Boniface VIII, des Charles-Quint et des Napoléon, se reproduisant sous des formes nouvelles, mais toujours avec les mêmes prétentions, dans le camp de la démocratie socialiste ! Peut-on s'imaginer quelque chose de plus burlesque, mais aussi de plus révoltant ?

Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, seront capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique, qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M. Marx a pu la concevoir ?

Les papes ont eu au moins pour excuse la vérité absolue qu'ils disaient tenir en leurs mains de par la grâce du Saint-Esprit et en laquelle ils étaient censés de croire, M. Marx n'a point cette excuse, et je ne lui ferai pas l'injure de penser qu'il s'imagine avoir scientifiquement inventé quelque chose qui approche de la vérité absolue. Mais du moment que l'absolu

n'existe pas, il ne peut y avoir pour l'Internationale de dogme infaillible, ni par conséquent de théorie politique ou économique officielle, et nos congrès ne doivent jamais prétendre au rôle de conciles œcuméniques proclamant des principes obligatoires pour tous les adhérents et croyants.

Il n'existe qu'une seule loi réellement obligatoire pour tous les membres, individus, sections et fédérations de l'Internationale, dont cette loi constitue la vraie, l'unique base. C'est, dans toute son extension, dans toutes ses conséquences et applications, LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES MÉTIERS ET DE TOUS LES PAYS DANS LEUR LUTTE ÉCONOMIQUE CONTRE LES EXPLOITEURS DU TRAVAIL. C'est dans l'organisation réelle de cette solidarité, par l'action spontanée des masses ouvrières et par la fédération absolument libre, et qui sera d'autant plus puissante qu'elle sera libre, des masses ouvrières de toutes les langues et de toutes les nations, et non dans leur unification par décrets et sous la baguette d'un gouvernement quelconque, que réside uniquement l'unité réelle et vivante de l'Internationale.

Que de cette organisation de plus en plus large de la solidarité militante du prolétariat contre l'exploitation bourgeoise doive sortir et surgisse en effet la lutte politique du prolétariat contre la bourgeoisie, qui peut en douter ? Les marxiens et nous, nous sommes unanimes sur ce point. Mais immédiatement se présente la question qui nous sépare si profondément des marxiens.

Nous pensons que la politique, nécessairement révolutionnaire, du prolétariat, doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des États. Nous ne comprenons pas qu'on puisse parler de la solidarité internationale lorsqu'on veut conserver les États, — à moins qu'on ne rêve l'État universel, c'est-à-dire l'esclavage universel, comme les grands empereurs et les papes, — l'État par sa nature même étant une rupture de

cette solidarité et par conséquent une cause permanente de guerre. Nous ne concevons pas non plus qu'on puisse parler de la liberté du prolétariat ou de la délivrance réelle des masses dans l'État et par l'État. État veut dire domination, et toute domination suppose l'assujettissement des masses et par conséquent leur exploitation au profit d'une minorité gouvernante quelconque.

Nous n'admettons pas, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires ; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que, lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction. Telle est notre croyance, ce n'est pas ici le moment de la développer.

Les marxiens professent des idées toutes contraires. Comme il convient à de bons Germains, ils sont les adorateurs du pouvoir de l'État, et nécessairement aussi les prophètes de la discipline politique et sociale, les champions de l'ordre établi de haut en bas, toujours au nom du suffrage universel et de la souveraineté des masses, auxquelles on réserve le bonheur et l'honneur d'obéir à des chefs, à des maîtres élus. Les marxiens n'admettent point d'autre émancipation que celle qu'ils attendent de leur État soi-disant populaire (*Volksstaat*). Ils sont si peu les ennemis du patriotisme que leur Internationale même porte trop souvent les couleurs du pangermanisme. Il existe entre la politique bismarckienne et la politique marxienne une différence sans doute très sensible, mais entre les marxiens et nous il y a un abîme. Eux, ils sont les gouvernementaux, nous les anarchistes quand même.

Telles sont les deux tendances politiques principales qui séparent aujourd'hui l'Internationale en deux camps. D'un côté

il n'y a à proprement parler que la seule Allemagne ; de l'autre, il y a, à des degrés différents, l'Italie, l'Espagne, le Jura suisse, une grande partie de la France, la Belgique, la Hollande, et dans un avenir très prochain les peuples slaves. Ces deux tendances se sont heurtées au Congrès de la Haye, et, grâce à la grande habileté de M. Marx, grâce à l'organisation tout à fait artificielle de son dernier Congrès, la tendance germanique a vaincu.

Est-ce à dire que la terrible question ait été résolue ? Elle n'a pas même été proprement discutée ; la majorité ayant voté comme un régiment bien dressé, elle a écrasé toute discussion sous son vote. La contradiction existe donc plus vive et plus menaçante que jamais, et M. Marx lui-même, malgré tous les enivrements du triomphe, ne s'imagine sans doute pas qu'il puisse en être quitte à si bon marché. Et si même il a pu concevoir un moment une si folle espérance, la protestation solidaire des délégués jurassiens, espagnols, belges et hollandais (sans parler de l'Italie qui n'a pas même daigné envoyer ses délégués à ce Congrès trop ostensiblement falsifié), cette protestation si modérée dans la forme, mais d'autant plus énergique et significative dans le fond, a dû vite le désabuser.

Cette protestation elle-même n'est évidemment qu'un très faible avant-coureur de l'opposition formidable qui va éclater dans tous les pays vraiment pénétrés du principe et de la passion de la révolution sociale [1]. Et tout cet orage aura été

1 Les résolutions votées à la Haye par une majorité factice furent désavouées par toutes les fédérations régionales qui composaient l'Internationale, savoir : 1° par la Fédération jurassienne, dans son Congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872) ; 2° par toutes les sections françaises qui purent, malgré la loi Dufaure, se réunir et délibérer, entre autres par un Congrès de vingt-trois délégués de sections françaises (octobre 1872) ; 3° par la Fédération italienne (lettre de sa Commission de correspondance, décembre 1872), qui dès le mois d'août 1872, dans son premier Congrès à Rimini, avait rompu avec le Conseil général ; 4° par la Fédération belge, dans son Congrès de Bruxelles (25-20 décembre 1872) ; 5° par la Fédération espagnole, dans

soulevé parla préoccupation si malheureuse des marxiens de faire de la question politique une base, un principe obligatoire de l'Internationale.

En effet, entre les deux tendances ci-dessus indiquées, aucune conciliation aujourd'hui n'est possible. Seule la pratique de la révolution sociale, de grandes expériences historiques nouvelles, la logique des événements pourront les ramener tôt ou tard à une solution commune ; et, fortement convaincus de la bonté de notre principe, nous espérons qu'alors les Allemands eux-mêmes — les travailleurs de l'Allemagne et non leurs chefs — finiront par se joindre à nous pour démolir ces prisons des peuples qu'on appelle les États et pour condamner la politique, qui n'est en effet rien que l'art de dominer et de tondre les masses.

Mais aujourd'hui que faire ? Aujourd'hui la solution et la conciliation sur le terrain politique étant impossibles, il faut se tolérer mutuellement et en laissant à chaque pays le droit incontestable de suivre les tendances politiques qui lui plairont davantage ou qui lui paraîtront le mieux adaptées à sa situation particulière. Rejetant par conséquent toutes les questions politiques du programme obligatoire de l'Internationale, il faut chercher l'unité de cette grande association uniquement sur le terrain de la solidarité économique. Cette solidarité nous unit, tandis que les questions politiques fatalement nous séparent.

Il est certain que ni les Italiens, ni les Espagnols, ni les

---

son Congrès de Cordoue (25-30 décembre 1872) ; 6° par la Fédération américaine (résolution du Conseil fédéral de Spring Street, New York, 19 janvier 1873) ; 7° par la Fédération anglaise, dans son Congrès de Londres (16 janvier 1873) ; 8° par la Fédération hollandaise (résultat du vote des sections communiqué par le Conseil fédéral hollandais le 14 février 1873). — Il n'y avait pas de sections de l'Internationale en Allemagne, la législation s'y opposant ; l'Internationale ne pouvait y compter que des adhérents individuels, directement affiliés auprès du Conseil général. — J. G.

Jurassiens, ni les Français, ni les Belges, ni les Hollandais, ni les peuples slaves, ces ennemis historiques du pangermanisme, ni même le prolétariat de l'Angleterre et de l'Amérique, ne se soumettront jamais aux tendances politiques qu'impose aujourd'hui au prolétariat de l'Allemagne l'ambition de ses chefs. Mais en supposant même que, par suite de cette désobéissance, le nouveau Conseil général [1] frappe d'interdiction tous ces pays et qu'un nouveau concile œcuménique des marxiens les excommunie et les déclare rejetés du sein de l'Internationale, la solidarité économique qui existe nécessairement, naturellement et de fait entre le prolétariat de tous ces pays et celui de l'Allemagne en sera-t-elle diminuée ? Que les ouvriers de l'Allemagne fassent une grève, qu'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs patrons, ou qu'ils se révoltent contre la tyrannie politique d'un gouvernement qui est le protecteur naturel des capitalistes et autres exploiteurs du travail populaire, le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxiens restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte ? Non, il leur donnera tout son pauvre argent et, qui plus est, il donnera tout son sang à ses frères de l'Allemagne, sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance.

Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale : elle est dans les aspirations communes et dans le mouvement spontané des masses populaires de tous les pays, et non dans un gouvernement quelconque, ni dans une théorie politique uniforme, imposée par un Congrès général à ces masses. C'est tellement évident, qu'il faut être bien aveuglé par la passion du pouvoir pour ne point le comprendre.

---

1 Le Conseil général de l'Internationale, qui de 1864 à 1872 avait eu Londres pour siège, fut placé, par une décision du Congrès de la Haye, à New-York, où Marx et Engels avaient compté trouver des instruments dociles de leurs volontés. — J. G.

Je conçois à la rigueur que les despotes couronnés ou non couronnés aient pu rêver le sceptre du monde ; mais que dire d'un ami du prolétariat, d'un révolutionnaire qui prétend vouloir sérieusement l'émancipation des masses et qui, en se posant en directeur et en arbitre suprême de tous les mouvements révolutionnaires qui peuvent éclater dans différents pays, ose rêver l'assujettissement du prolétariat de tous ces pays à une pensée unique, éclose dans son propre cerveau !

Je pense que M. Marx est un révolutionnaire très sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses ; et je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine, — que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements populaires ? Quel est l'homme, quel est le groupe d'individus, si grand que soit leur génie, qui oseraient se flatter de pouvoir seulement embrasser et comprendre l'infinie multitude d'intérêts, de tendances et d'actions si diverses dans chaque pays, dans chaque province, dans chaque localité, dans chaque métier, et dont l'ensemble immense, uni mais non uniformisé par une grande aspiration commune et par quelques principes fondamentaux qui sont passés désormais dans la conscience des masses, constituera la future révolution sociale ?

Et que penser d'un Congrès international qui, dans l'intérêt soi-disant de cette révolution, impose au prolétariat de tout le monde civilisé un gouvernement investi de pouvoirs dictatoriaux, avec le droit inquisitorial et pontifical de suspendre des fédérations régionales, d'interdire des nations entières au nom d'un principe soi-disant officiel et qui n'est

autre que la propre pensée de M. Marx, transformée par le vote d'une majorité factice en une vérité absolue ? Que penser d'un Congrès qui, pour rendre sans doute sa folie plus ostensible encore, relègue en Amérique ce gouvernement dictatorial, après l'avoir composé d'hommes probablement très honnêtes, mais obscurs, suffisamment ignorants et absolument inconnus à lui-même ? Nos ennemis les bourgeois auraient donc raison lorsqu'ils se moquent de nos congrès et lorsqu'ils prétendent que l'Association internationale des travailleurs ne combat les vieilles tyrannies que pour en établir une nouvelle, et que, pour remplacer dignement les absurdités existantes, elle veut en créer une autre !

Pour l'honneur et pour le salut même de l'Internationale, ne devons-nous pas, par conséquent, nous empresser de proclamer bien haut que ce malencontreux Congrès de la Haye, loin d'avoir été l'expression des aspirations de tout le prolétariat de l'Europe, n'a été en effet, malgré toutes les apparences de régularité dont on a voulu l'entourer, rien que le triste produit du mensonge, de l'intrigue et d'un abus révoltant de la confiance et de l'autorité qu'on avait malheureusement trop longtemps accordées au défunt Conseil général ? Ce fut en réalité, non un Congrès de l'Internationale, mais celui du Conseil général, dont les membres marxiens et blanquistes, formant à peu près le tiers du nombre total des délégués et traînant à leur suite, d'un côté, le bataillon bien discipliné des Allemands, et, de l'autre, quelques Français fourvoyés, étaient arrivés à la Haye non pour y discuter les conditions sérieuses de l'émancipation du prolétariat, mais pour établir leur domination dans l'Internationale.

M. Marx, plus habile et plus fin que ses alliés blanquistes, les a joués, comme auparavant M. de Bismarck avait joué les diplomates de l'empire et de la République française. Les blanquistes s'étaient évidemment rendus au Congrès de la Haye avec l'espoir, sans doute entretenu dans leur esprit par M. Marx

lui-même, de pouvoir s'assurer de la direction du mouvement socialiste en France au moyen du Conseil général, dont ils se promettaient bien de rester les membres très influents. M. Marx n'aime point à partager le pouvoir, mais il est plus que probable qu'il avait fait des promesses positives à ses collègues français, sans le concours desquels il n'aurait point eu la majorité au Congrès de la Haye. Mais après s'être servi d'eux, il les a poliment éconduits, et, conformément à un plan arrêté d'avance entre lui et ses véritables intimes, les Allemands de l'Amérique et de l'Allemagne, il a relégué le Conseil général à New-York, laissant ses amis d'hier, les blanquistes, dans la situation fort désagréable de conspirateurs victimes de leur propre conspiration. Deux échecs pareils, se suivant à si court intervalle, ne font pas beaucoup d'honneur à l'esprit français.

Mais on se demande : M. Marx ne se serait-il pas découronné lui-même en envoyant promener le gouvernement de l'Internationale à New-York ? Pas du tout. Nul ne lui fera l'injure de supposer qu'il ait pris ce gouvernement-là au sérieux ni qu'il ait voulu remettre entre des mains inexpérimentées et débiles les destinées de l'Internationale, dont il se considère lui-même en quelque sorte comme le père et un peu trop comme le maître. Son ambition peut le pousser à lui faire beaucoup de mal, il est vrai, mais il ne peut en vouloir la destruction ; et ne serait-ce pas une cause de destruction certaine que ces pouvoirs dictatoriaux accordés à des hommes incapables ? Comment résoudre cette difficulté ?

Elle se résout très simplement pour ceux qui savent ou devinent qu'à l'ombre du gouvernement officiel, apparent, de New-York, on vient d'établir le gouvernement anonyme des soi-disant agents absolument irresponsables, obscurs, mais d'autant plus puissants, de ce gouvernement, en Europe, ou, pour parler clairement, le pouvoir occulte et réel de M. Marx et des siens. Tout le secret de l'intrigue de la Haye est là. Il explique l'attitude à la fois triomphante et tranquille de

M. Marx, qui croit tenir désormais toute l'Internationale dans sa manche ; et, à moins que ce ne soit une très grande illusion de sa part, il a bien raison de se réjouir, car, en goûtant en secret les plaisirs divins du pouvoir, il pourra en rejeter tous les inconvénients et l'odieux sur ce malheureux Conseil général de New-York.

Pour se convaincre que telle est en réalité l'espérance, la pensée de M. Marx, on n'a qu'à lire avec un peu d'attention un des numéros de septembre du *Volksstaat*, l'organe principal du Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, et qui comme tel reçoit les inspirations directes de M. Marx. Dans un article semi-officiel, on raconte, avec une naïveté et une gaucherie tout allemandes, toutes les raisons qui ont poussé le dictateur de ce parti et ses amis les plus intimes à transporter le gouvernement de l'Internationale de Londres à New- York. Il y a eu principalement pour l'accomplissement de ce coup d'État deux motifs.

Le premier était l'impossibilité de s'entendre avec les blanquistes. Si M. Marx est pénétré de la tête aux pieds de l'instinct pangermanique qui a pris un si grand développement en Allemagne depuis les conquêtes de M. de Bismarck, les blanquistes sont avant tout des patriotes français. Ignorants et dédaigneux de l'Allemagne, comme il convient à de véritables Français, ils pouvaient bien en abandonner le gouvernement absolu à M. Marx, mais pour rien au monde ils ne lui auraient concédé celui de la France, qu'ils réservent naturellement pour eux-mêmes. Et c'est précisément cette dictature en France que M. Marx, en vrai Allemand qu'il est, convoite plus que toute autre chose, beaucoup plus même que la dictature en Allemagne.

Les Allemands auront beau remporter des succès matériels ou même politiques sur la France, moralement, socialement ils se sentiront toujours inférieurs. Ce sentiment invincible

d'infériorité est la source éternelle de toutes les jalousies, de toutes les animosités, mais aussi de toutes les convoitises brutales ou masquées qu'excite en eux ce seul nom de la France. Un Allemand ne se croit pas assez recommandé au monde tant que sa réputation, sa gloire, son nom n'ont pas été acceptés par la France. Être reconnu par l'opinion publique de cette nation et surtout par celle de Paris, telle a été de tout temps la pensée ardente et secrète de tous les Allemands illustres. Et gouverner la France, et par la France l'opinion du monde entier, quelle gloire et surtout quelle puissance !

M. Marx est un Allemand par trop intelligent, mais aussi par trop vaniteux et par trop ambitieux, pour ne l'avoir pas compris. Aussi n'y a-t-il point de coquetterie dont il n'ait usé pour se faire accepter par l'opinion révolutionnaire et socialiste de la France. Il paraît qu'il y a réussi en partie, puisque les blanquistes, poussés d'ailleurs par leur propre ambition qui leur faisait rechercher l'alliance de ce prétendant à la dictature dans l'Internationale, s'y sont laissé prendre d'abord ; grâce à sa protection toute-puissante, ils étaient devenus eux-mêmes des membres du Conseil général de Londres.

Dans le commencement cet accord a dû être parfait, car, autoritaires et amoureux du pouvoir les uns et les autres, ils étaient unis par leur haine commune contre nous autres, les adversaires irréconciliables de tout pouvoir et de tout gouvernement et, par conséquent, aussi de celui qu'ils se proposaient d'établir dans l'Internationale. Et tout de même leur alliance ne pouvait être de longue durée, car M. Marx ne voulant point partager son pouvoir, et eux ne pouvant lui concéder la dictature de la France, il était impossible qu'ils restassent longtemps amis. C'est ainsi qu'avant même le Congrès de la Haye, alors que toutes les apparences de l'amitié la plus tendre existaient encore entre eux, M. Marx et ses intimes avaient décidé l'expulsion des blanquistes du Conseil général. Le *Volksstaat* l'avoue rondement, et il ajoute que,

puisqu'il était impossible de les en éloigner tant que le Conseil général resterait à Londres, on avait décidé la translation de ce dernier en Amérique.

L'autre raison, également avouée par le *Volksstaat*, c'est l'insubordination désormais manifeste des ouvriers d'Angleterre. Voilà un aveu qui a dû être pénible à M. Marx, car c'est celui d'un très grand échec. En dehors de sa science économique, incontestablement très sérieuse, très profonde, et à côté de son talent également remarquable et incontestable d'intrigant politique, M. Marx, pour magnétiser et pour dominer ses compatriotes, a eu toujours deux cordes à son arc, l'une française, l'autre anglaise : la première consistant dans l'imitation assez malheureuse de l'esprit français, l'autre dans une affectation bien mieux réussie de la raison pratique des Anglais. M. Marx a passé plus de vingt ans à Londres au milieu des travailleurs anglais, et, comme il arrive presque toujours aux Allemands qui, honteux dans le secret de leur cœur de leur propre pays, adoptent et exagèrent d'une façon assez maladroite les coutumes et le langage du pays qu'ils habitent, M. Marx aime à se montrer souvent plus Anglais que les Anglais eux-mêmes. Je m'empresse d'ajouter qu'ayant appliqué pendant tant d'années sa remarquable intelligence à l'étude des faits économiques de l'Angleterre, il a acquis une connaissance très détaillée et très approfondie des rapports économiques du travail et du capital dans ce pays. Tous ses écrits en font foi, et, si l'on fait abstraction d'un certain jargon hegelien dont il n'a pas pu se défaire, on trouvera que, sous le prétexte spécieux que tous les autres pays, étant plus arriérés au point de vue de la grande production capitaliste, le sont nécessairement aussi à celui de la révolution sociale, M. Marx n'a en vue principalement que les faits anglais. On dirait un Anglais parlant exclusivement à des Anglais.

Cela ne constitue pas, sans doute, un très grand mérite au point de vue de l'internationalité, mais au moins pouvait-on en

conclure que M. Marx devait exercer une influence aussi légitime que salutaire sur les ouvriers d'Angleterre ; et, en effet, une intimité très sérieuse et une grande confiance mutuelle paraissent avoir existé pendant beaucoup d'années entre lui et bon nombre d'ouvriers anglais remarquablement actifs, ce qui faisait croire à tout le monde qu'il jouissait, en général, d'une autorité considérable en Angleterre, et cela ne pouvait manquer d'augmenter son prestige sur le continent. On attendait donc avec autant d'impatience que de confiance, dans toute l'Internationale, le moment où, grâce à sa propagande énergique et intelligente, le million de travailleurs qui forment aujourd'hui l'association formidable des *Trades Unions* passeraient avec armes et bagages dans notre camp.

Cette espérance est sur le point de se réaliser, au moins en partie. Déjà une Fédération anglaise, formellement adhérente à l'Internationale, vient de se former. Mais, chose étrange ! le premier acte de cette Fédération, ç'a de rompre ouvertement tout rapport de solidarité avec M. Marx ; et si l'on juge d'après ce qu'en trahit le *Volksstaat*, et surtout d'après les paroles amères, les injures que M. Marx, au Congrès de la Haye, a imprudemment lancées à la face des travailleurs anglais, on arrive à cette conclusion que le prolétariat de la Grande-Bretagne décidément se refuse de ployer son cou sous le joug du dictateur socialiste de l'Allemagne. Avoir courtisé un peuple pendant plus de vingt ans pour arriver à un pareil résultat ! Avoir chanté sur tous les tons les louanges des travailleurs anglais, les avoir recommandés comme des modèles à l'imitation du prolétariat de tous les autres pays, puis se voir forcé tout d'un coup de les maudire et de les déclarer vendus à toutes les réactions ! Quelle mésaventure et quelle chute, non pour les ouvriers anglais, mais pour M. Marx !

Une chute, d'ailleurs, parfaitement méritée. M. Marx avait trop longtemps mystifié les membres anglais du Conseil général. Profitant en partie de leur ignorance des affaires du

continent, et en partie aussi de leur indifférence si regrettable pour ces affaires, pendant beaucoup d'années il avait réussi à leur faire accepter tout ce qu'il avait voulu. Il paraît avoir existé entre M. Marx et ces membres anglais une sorte d'accord tacite, conformément auquel M. Marx ne devait pas s'ingérer dans les questions proprement anglaises, ou ne devait s'en mêler qu'autant que cela leur plairait ; par contre, ils lui abandonnaient toute la direction de l'Internationale sur le continent, qui les intéressait fort peu. Pour l'honneur de ces citoyens, il faut supposer qu'ils avaient eu la plus grande confiance dans la loyauté et dans la justice de M. Marx.

On sait aujourd'hui à quel point M. Marx avait abusé de cette confiance. On sait que toutes les affaires de l'Internationale, ou plutôt que toutes les intrigues qu'on avait fomentées et menées, dans notre grande association, au nom du Conseil général, ont été combinées et dirigées par un cercle intime de M. Marx, composé presque exclusivement d'Allemands, et qui remplissait en quelque sorte les fonctions d'un comité exécutif : ce comité savait tout, décidait tout, faisait tout. Les autres membres, formant la grande majorité du Conseil général, par contre, ignorèrent absolument tout. On poussa la complaisance envers eux [1] |17 jusqu'à leur épargner la peine de signer leurs noms sur les circulaires du Conseil général ; on les y mettait pour eux, de sorte que, jusqu'au dernier moment, ils n'eurent pas même la moindre idée de toutes les abominations dont on les a rendus responsables à leur insu.

On conçoit quel parti devaient tirer d'une situation aussi favorable des hommes comme M. Marx et ses amis, politiciens trop habiles pour s'arrêter devant aucuns scrupules. Il n'est pas besoin de dire, je pense, quel fut le but de la grande intrigue. C'était l'établissement de la dictature révolutionnaire de

1 Ici commence la partie conservée du manuscrit original (pages 17-31). — J. G.

M. Marx en Europe, au moyen de l'Internationale. Alberoni [1] nouveau, M. Marx s'est senti l'audace suffisante pour concevoir et pour réaliser une telle pensée. Quant aux moyens d'exécution, je dois observer qu'il en a parlé avec une légèreté et un dédain peu sincères dans son dernier discours d'Amsterdam. Il est vrai, comme il l'a dit, que pour soumettre le monde il n'a à sa disposition ni armées, ni finances, ni chassepots, ni canons Krupp. Mais, par contre, il a un remarquable génie d'intrigue et une résolution qui ne s'arrête devant aucune vilenie ; il a en outre à son service un nombreux corps d'agents, hiérarchiquement organisés et agissant en secret sous ses ordres directs ; une sorte de franc-maçonnerie socialiste et littéraire dans laquelle ses compatriotes les Juifs allemands et autres occupent une place considérable et déploient un zèle digne d'une meilleure cause. Il a eu enfin le grand nom de l'Internationale, qui exerce une puissance si magique sur le prolétariat de tous les pays, et dont, pendant trop longtemps, il lui a été permis de se servir pour réaliser ses projets ambitieux.

C'est depuis 1869, mais surtout depuis 1871, que M. Marx est entré en campagne. Jusqu'au Congrès de Baie (septembre 1869), il avait su masquer |18 ses projets. Mais les résolutions de ce Congrès ayant excité sa colère et ses craintes, il ordonna à tous ses féaux une attaque générale et furieuse contre ceux qu'il commença désormais à haïr comme des adversaires irréconciliables de son principe et de sa dictature. Le feu s'ouvrit successivement contre mes amis et moi, mais surtout contre moi, d'abord à Paris, ensuite à Leipzig et à New- York, enfin à Genève. Au lieu de boulets, les artilleurs marxiens nous jetèrent de la boue. Ce fut un déluge de calomnies stupides et immondes.

Déjà au printemps 1870 je savais, M. Outine (un petit Juif

1 Le cardinal Alberoni, ministre du roi d'Espagne Philippe V, avait formé de vastes projets, qui échouèrent, pour s'assurer la suprématie en Europe. — J. G.

russe qui par toutes sortes de vilenies s'efforce de se faire une position dans cette pauvre Internationale de Genève) l'ayant raconté à qui voulait l'entendre, que M. Marx lui avait ccrit une lettre confidentielle dans laquelle il lui recommandait de recueillir contre moi tous les faits, c'est-à-dire tous les contes, toutes les accusations, aussi odieuses que possible, avec des apparences de preuves, en ajoutant que si ces apparences étaient plausibles on s'en servirait contre moi au prochain Congrès, C'est dès lors qu'on commença à forger la fameuse calomnie, fondée sur mes rapports passés avec le malheureux Netchaïeff, rapports dont il m'est encore défendu de parler, et dont les marxiens de la commission d'enquête viennent de se servir pour dicter au Congrès marxien de la Haye l'arrêt, tout préparé d'avance, de mon expulsion.

Pour donner la mesure de la bonne foi des agents et des journaux marxiens, qu'il me soit permis de raconter une autre anecdote. Je suis tellement habitué à me savoir systématiquement et régulièrement diffamé dans presque chaque numéro du *Volksstaat*, qu'ordinairement je ne me donne pas même la peine de lire les sottises qu'il débite contre moi. Par exception, mes amis m'en ont montré une dont je crois utile de faire mention ici, d'autant plus qu'elle me paraît très propre à faire ressortir la loyauté et la véracité de M. Marx. Le respectable journal de Leipzig, organe officiel du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne, paraît s'être donné pour mission de prouver que je ne suis rien de moins qu'un agent soldé du gouvernement russe. Il a publié dans ce but les faits les plus inouïs, par exemple, comme quoi |19 mon défunt compatriote Alexandre Herzen, et moi, nous recevions tous les deux des subsides considérables d'un comité panslaviste établi à Moscou sous la direction immédiate du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et qu'après la mort de Herzen j'ai eu l'avantage de voir doubler ma pension. On conçoit que contre des faits aussi triomphants je n'aie eu rien à répondre.

Dans le numéro du du *Volksstaat* [1], on raconte l'anecdote suivante : En 1848, Bakounine se trouvant à Breslau, où les démocrates allemands avaient commis la sottise de l'accepter avec pleine confiance, ne s'apercevant pas qu'il faisait de la propagande panslaviste, un journal de Cologne, *die Neue Rheinische Zeitung*, rédigé par MM. Marx et Engels, publia une correspondance de Paris dans laquelle on écrivait que M^me^ George Sand s'était exprimée d'une manière fort inquiétante sur le compte de Bakounine, disant qu'il fallait y prendre garde, qu'on ne savait pas ce qu'il était ni ce qu'il voulait, qu'il était en un mot un personnage fort équivoque, etc., etc. Le *Volksstaat* ajoute que jamais Bakounine n'avait répondu à une accusation si directe, qu'au contraire il s'était éclipsé et notamment qu'il s'était réfugié en Russie après la publication de cette correspondance, et qu'il n'avait reparu qu'en 1849 en Allemagne pour prendre part, sans doute comme agent provocateur, au mouvement insurrectionnel de Dresde.

Maintenant voici les faits dans leur vérité. MM. Marx et Engels avaient réellement publié cette *correspondance de Paris* contre moi, ce qui prouve seulement que déjà alors ils étaient animés d'une amitié bien tendre pour moi et de ce même esprit de loyauté et de justice qui les distingue aujourd'hui. Je ne crois pas nécessaire de raconter ici les faits qui m'avaient attiré alors cette marque de bienveillance ; mais voici ce que je crois devoir ajouter, le *Volksstaat* ayant oublié ou négligé de le dire : En 1848, j'étais plus |20 jeune, plus impressionnable, et par conséquent beaucoup moins endurant et indifférent que je ne le suis aujourd'hui ; et, à peine eus-je lu cette correspondance parisienne du journal de MM. Marx et Engels, que je me hâtai d'écrire une lettre à M^me^ George Sand, qui était alors beaucoup plus révolutionnaire qu'elle ne paraît l'être maintenant, et pour laquelle j'avais professé une admiration très sincère et très vive. Cette lettre, dans laquelle je lui demandais l'explication des propos qu'on lui attribuait sur mon compte, lui fut remise par

1 Bakounine a laissé en blanc le chiffre du numéro, ainsi que la date.

mon ami Adolphe Reichel, aujourd'hui directeur de musique à Berne. M^me^ Sand me répondit par une lettre charmante, m'exprimant la plus loyale amitié. En même temps elle adressa à MM. Marx et Engels une lettre énergique leur demandant avec indignation compte de l'abus qu'ils avaient osé faire de son nom pour calomnier son ami Bakounine, pour lequel elle avait autant d'amitié que d'estime. De mon côté j'avais prié un ami, le Polonais Koscielski, qui pour ses propres affaires se rendait à Cologne, d'exiger en mon nom de MM. les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane* ou bien une rétractation publique, ou bien une satisfaction les armes à la main. Sous cette double pression, ces messieurs se montrèrent fort coulants, fort aimables. Ils publièrent la lettre que leur avait adressée M^me^ Sand, — une lettre fort désagréable pour leur amour-propre, — et ils y ajoutèrent quelques lignes dans lesquelles ils exprimaient leur regret qu'on eût inséré, *en leur absence*, dans leur journal, une correspondance insensée dirigée contre l'honneur de leur « ami Bakounine », pour lequel eux aussi avaient le cœur plein d'affection et d'estime. On conçoit qu'après une déclaration pareille, — que le *Volksstaat* peut retrouver dans un des numéros de juillet ou d'août de la *Nouvelle Galette Rhénane* de 1848 aussi bien |21 que dans le souvenir de MM. Marx et Engels, qui certes ne commettront pas la maladresse de la renier, — je n'aie plus eu besoin de réclamer d'eux aucune autre satisfaction [1]. Quant à ma prétendue disparition en Russie, ces messieurs savent mieux que personne que je n'ai quitté l'Allemagne qu'en 1850, alors qu'après un an de résidence forcée dans la forteresse de Königstein, on me transporta enchaîné à Prague, puis à Olmütz, d'où en 1851 j'ai été transporté, enchaîné toujours, à Saint-Pétersbourg.

J'éprouve un véritable dégoût en me voyant forcé de raconter toutes ces histoires. Je le fais aujourd'hui pour la première et pour la dernière fois, afin de montrer au public

1 Voir un récit de ces faits au tome II des *Œuvres*, dans la *Notice biographique*, pages XVIII-XIX. — J. G.

quelle sorte de gens je suis condamné à combattre. Leur acharnement contre moi, qui ne les ai jamais personnellement attaqués, qui n'ai même jamais parlé d'eux et qui me suis systématiquement abstenu même de répondre à leurs agressions immondes, cette persistance haineuse avec laquelle, depuis mon évasion de la Sibérie, en 1861, ils s'efforcent de me calomnier et de me diffamer dans toutes leurs correspondances intimes et dans tous leurs journaux, constituent à mes yeux un phénomène si étrange qu'aujourd'hui même je ne suis pas encore parvenu à le comprendre. Ce qu'ils font contre moi n'est pas seulement odieux, dégoûtant, c'est bête. Comment ces messieurs n'ont-ils pas compris qu'en m'attaquant avec cet acharnement incroyable, ils ont fait beaucoup plus pour ma gloire que je n'ai pu faire moi-même ; car tous les contes révoltants qu'ils répandent avec cette haine passionnée contre moi, dans toutes les parties du monde, tomberont naturellement sous le poids de leur propre absurdité, mais mon nom restera, et à ce nom, qu'ils auront si puissamment contribué à faire connaître au monde, demeurera rattachée la gloire réelle, légitime, d'avoir été l'adversaire impitoyable et irréconciliable, non de leurs personnes dont je m'occupe fort peu, mais de leurs théories autoritaires et de leur ridicule et odieuse prétention à la dictature du monde. Si j'étais donc un glorieux, loin de leur en vouloir pour toutes ces attaques, j'aurais dû leur en savoir un gré infini, car, en s'efforçant de me dénigrer, ils ont fait ce qu'il n'a jamais été dans mes intentions ni dans mes goûts de faire : ils m'ont posé.

En mars 1870, toujours au nom du Conseil général et avec la signature de tous ses membres, M. Marx a lancé contre moi une circulaire diffamatoire, rédigée en français et en allemand et adressée aux Fédérations régionales [1]. Je n'ai eu connaissance

1 Au sujet de la « Communication privée » (du 1er janvier 1870) du Conseil général de Londres, rédigée par Marx et de son complément la « Communication confidentielle » (du 28 mars 1870) envoyée par Marx en Allemagne, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James Guillaume, où ces deux documents sont reproduits in-extenso,

de cette circulaire qu'il y a six mois ou sept mois à peine, |22 à l'occasion du dernier procès de MM. Liebknecht et Bebel, dans lequel elle a figuré et a été publiquement lue comme pièce d'accusation contre eux [1]. Dans ce mémorandum dirigé, à ce qu'il paraît, exclusivement contre moi et dont j'ignore même encore aujourd'hui les détails, M. Marx recommande entre autres choses à ses intimes le *travail souterrain* dans l'Internationale [2] ; puis il se tourne contre moi et, parmi beaucoup d'autres aménités, il lance contre moi l'accusation d'avoir fondé dans l'Internationale, et avec le but évident de la détruire, une société secrète pernicieuse nommée l'Alliance. Mais ce qui m'a semblé le comble du ridicule, c'est que, pendant que je restais tout tranquillement à Locarno, très loin de toutes les sections de l'Internationale, M. Marx m'accusait de mener une terrible intrigue, — voyez comme on se trompe quelquefois en jugeant les hommes par soi-même, — une intrigue ayant pour but de transporter le Conseil général de Londres en Suisse, avec l'intention évidente d'y asseoir ma dictature. La circulaire finit par une démonstration très savante et tout à fait victorieuse de la nécessité qu'il y avait — et qui n'existe plus aujourd'hui, paraît-il — de maintenir le Conseil général à Londres, cette ville ayant paru, jusqu'au Congrès de la Haye, à M. Marx être le centre naturel, la vraie capitale du commerce mondial. Il semble qu'elle a cessé de l'être depuis que les ouvriers anglais se sont révoltés contre M. Marx, ou plutôt depuis qu'ils ont deviné ses aspirations à la dictature et qu'ils ont eu connaissance des moyens par trop habiles dont il a fait usage pour la conquérir.

---

tome I[er], pages 262-263 et 291-299.

1 Voir *L'Internationale*, tome II, p. 278. — J. G.

2 L'expression de « travail souterrain », employée dans la « Communication privée » du 1[er] janvier 1870, s'appliquait à l'intervention du Conseil général dans les affaires anglaises, et non, comme Bakounine le croyait, aux manœuvres occultes employées contre lui. Voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome I[er], p. 265, note 5. — J. G.

Mais c'est à partir de septembre 1871, époque de la fameuse Conférence de Londres, qu'a commencé la guerre décisive, ouverte, contre nous ; ouverte autant que, de la part d'hommes aussi gouvernementaux et prudents que M. Marx et ses adeptes, elle pouvait l'être.

La catastrophe de la France semble avoir réveillé dans le cœur de M. Marx de fortes espérances, en même temps que les triomphes de M. de Bismarck — que dans |$_{23}$ une lettre semi-officielle [1] que j'ai sous les yeux, M. Engels, l'*alter ego* et l'ami le plus intime de M. Marx, préconise comme un serviteur très utile de la révolution sociale — ont éveillé en lui une très grande jalousie. Comme Allemand il en a été naturellement fier, comme démocrate socialiste il s'en est consolé avec M. Engels par la pensée qu'à la fin des comptes ce triomphe de la monarchie prussienne devait tourner tôt ou tard à celui du grand État républicain et populaire dont il est le patron ; mais comme individu il a été cruellement mortifié de voir un autre que lui faire autant de bruit et monter si haut.

J'en appelle au souvenir de tous ceux qui ont eu l'occasion d'entendre et de voir les Allemands pendant les années 1870 et 1871. Pour peu qu'ils se soient donné un peu de peine à démêler le fond de leur pensée à travers les contradictions d'un langage équivoque, ils diront avec moi qu'à très peu d'exceptions près, non seulement chez les radicaux, mais dans l'immense majorité des démocrates socialistes eux-mêmes, à côte du chagrin très réel qu'ils éprouvaient en voyant une république succomber sous les coups d'un despote, il y a eu une satisfaction générale en présence de la France tombée si bas et de l'Allemagne montée si haut. Même chez ceux d'entre eux qui luttèrent le plus courageusement contre ce courant patriotique qui avait envahi toute l'Allemagne, même chez MM. Bebel et Liebknecht qui avaient payé et qui paient encore de leur liberté leurs

1 Adressée à Carlo Cafiero. Voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome II, pages 286 et 290. — J. G.

protestations énergiques contre la barbarie prussienne, au nom des droits de la France, on a pu remarquer les traces indubitables de ce triomphe national. Par exemple, je me souviens d'avoir lu dans un des numéros de septembre 1870 du *Volksstaat* la phrase suivante, dont, n'ayant pas le numéro sous mes yeux, je ne puis maintenant reproduire le texte précis, mais dont le sens m'avait trop vivement frappé pour que j'aie pu en oublier le sens et le ton général : « Maintenant — disait-on, — que, par suite de la défaite de la France, *l'initiative du* |24 *mouvement socialiste est passée de la France en Allemagne*, de grands devoirs nous incombent [1]. » Dans ces mots se retrouve toute la pensée, toute l'espérance, toute l'ambition des marxiens. Ils croient sérieusement que le triomphe militaire et politique obtenu dernièrement par les Allemands sur la France marque le commencement d'une grande époque dans l'histoire, à partir de laquelle l'Allemagne est appelée à jouer sous tous les rapports le premier rôle dans le monde, sans doute pour le salut du monde lui-même. La France et tous les peuples latins *ont été*, les Slaves *ne sont pas encore*, et d'ailleurs ils sont trop barbares pour devenir quelque chose par eux-mêmes, sans l'aide de l'Allemagne ; l'Allemagne seule, aujourd'hui, *est*. De tout cela il résulte chez les Allemands un triple sentiment. Vis-à-vis des peuples latins, « *jadis intelligents et puissants, mais aujourd'hui tombés en décadence* », ils ressentent une sorte de respect miséricordieux, mêlé d'indulgence ; ils sont polis, ou plutôt ils tâchent d'être polis avec eux, car la politesse n'est ni dans les habitudes ni dans la nature des Allemands. Vis-à-vis des Slaves ils affectent le mépris, mais dans ce mépris il y a

1 Le texte exact de cette phrase, empruntée à une lettre écrite par Marx à ses amis d'Allemagne, est : « Cette guerre a transféré le centre de gravité du mouvement ouvrier continental de France en Allemagne » (*Dieser Krieg hat den Schwerpunkt der kontinentalen Arbeiterbewzgung von Frankreich nach Deutschland verleg*t). La phrase fut publiée en septembre 1870 dans un manifeste du Comité central du Parti ouvrier de la démocratie sociale en Allemagne. Voir L'Internationale, Documents et Souvenirs, tome II, pages 88-89. — J. G.

beaucoup de crainte ; leur sentiment réel pour eux, c'est la haine, la haine que l'oppresseur éprouve pour celui qu'il opprime et dont il redoute les terribles révoltes. Vis-à-vis d'eux-mêmes, enfin, ils sont devenus excessivement présomptueux, ils sont infatués d'eux-mêmes, ce qui ne les rend pas du tout plus aimables, et s'imaginent être et pouvoir quelque chose sous le joug unitaire — et *révolutionnaire* (ajouterait sans doute M. Engels) — de leur empereur pangermanique.

Ce que M. de Bismarck a fait pour le monde politique et bourgeois, M. Marx prétend le faire aujourd'hui pour le monde socialiste, au sein du prolétariat de l'Europe : remplacer l'initiative française par l'initiative et la domination allemandes ; et comme, selon lui et ses disciples, il n'y a pas de pensée allemande plus avancée que la sienne, il a cru le moment venu de la faire triompher théoriquement et pratiquement dans l'Internationale. Tel a été l'objet unique de la Conférence qu'il avait réunie, |25 en septembre 1871, à Londres.

Cette pensée marxienne est explicitement développée dans le fameux Manifeste des communistes allemands rédigé et publié en 1848 par MM. Marx et Engels. C'est la théorie de l'émancipation du prolétariat et de l'organisation du travail par l'État. Il paraît qu'au Congrès de la Haye, M. Engels, effrayé de l'impression détestable qu'avait produite la lecture de quelques pages de ce Manifeste, s'est empressé de déclarer que c'était là un document vieilli, une théorie abandonnée par eux-mêmes. S'il a dit cela, il a manqué de sincérité ; car à la veille même de ce Congrès, les marxiens se sont efforcés de répandre ce document dans tous les pays. D'ailleurs, il se trouve littéralement reproduit, avec tous ses traits principaux, dans le programme du Parti démocratique socialiste des ouvriers allemands. Le point principal, qui se retrouve également dans le manifeste rédigé par M. Marx en 1864 au nom du Conseil général provisoire, et qui a été éliminé du programme de l'Internationale par le Congrès de Genève de 1866, c'est la

CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE.

On comprend que des hommes aussi indispensables que MM. Marx et Engels soient les partisans d'un programme qui, en consacrant et en préconisant le pouvoir politique, ouvre la porte à toutes les ambitions. Puisqu'il y aura un pouvoir politique, il y aura nécessairement des sujets, travestis républicainement en citoyens, il est vrai, mais qui n'en seront pas moins des sujets, et qui comme tels seront forcés d'obéir, parce que sans obéissance il n'y a point de pouvoir possible. On m'objectera qu'ils n'obéiront pas à des hommes, mais à des lois qu'ils auront faites eux-mêmes. À cela je répondrai que tout le monde sait comment, dans les pays les plus démocratiques, les plus libres, mais politiquement gouvernés, le peuple fait les lois, et ce que signifie son obéissance à ces lois. Quiconque n'a pas le parti pris de prendre des fictions pour des réalités devra bien reconnaître que, même dans ces pays, le peuple obéit non à des lois qu'il fait réellement lui-même, mais à des lois qu'on fait en son nom, et qu'obéir à ces lois n'a jamais d'autre sens pour lui que de se soumettre à l'arbitraire d'une minorité tutélaire et gouvernante quelconque, ou, ce qui veut dire la même chose, d'être librement esclave.

|26 Il est dans ce programme une autre expression qui nous est profondément antipathique, à nous anarchistes révolutionnaires qui voulons franchement la complète émancipation populaire : c'est le prolétariat, le monde des travailleurs présenté comme *classe*, non comme *masse*. Savez-vous ce que cela signifie ? Ni plus ni moins qu'une aristocratie nouvelle, celle des ouvriers des fabriques et des villes, à l'exclusion des millions qui constituent le prolétariat des campagnes et qui, dans les prévisions de Messieurs les démocrates socialistes de l'Allemagne, deviendront proprement les sujets dans leur grand État soi-disant populaire. *Classe, pouvoir, État* sont trois termes inséparables, dont chacun

suppose nécessairement les deux autres, et qui tous ensemble se résument définitivement par ces mots : *L'assujettissement politique et l'exploitation économique des masses*.

Les marxiens pensent qu'aussi bien que dans le siècle passé la classe bourgeoise avait détrôné la classe nobiliaire pour prendre sa place et pour l'absorber lentement dans son corps, en partageant avec elle la domination et l'exploitation des travailleurs tant des villes que des campagnes, le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire, sauf à ce dernier de se révolter et de démolir toutes les classes, toutes les dominations, tous les pouvoirs, et en un mot tous les États, plus tard.

Aussi ne repoussent-ils pas d'une manière absolue notre programme. Ils nous reprochent seulement de vouloir hâter, devancer la marche lente de l'histoire, et de méconnaître la loi positive des évolutions successives. Ayant eu le courage tout allemand de proclamer, dans leurs ouvrages consacrés à l'analyse philosophique du passé, que la défaite sanglante des paysans révoltés de l'Allemagne et le triomphe des États despotiques au seizième siècle avait constitué un grand progrès révolutionnaire, ils ont aujourd'hui celui de se contenter de l'établissement d'un nouveau despotisme au profit soi-disant des ouvriers des villes et au détriment des travailleurs des campagnes.

|27 C'est toujours le même tempérament allemand et la même logique qui les conduisent directement, fatalement, dans ce que nous appelons le *socialisme bourgeois*, et à la conclusion d'un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité *intelligente*, respectable, c'est-à-dire dûment *embourgeoisée*, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat non

seulement des campagnes, mais des villes.

Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des États existants, et celui de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Car même au point de vue du prolétariat des villes seulement, au profit exclusif duquel on veut s'emparer du pouvoir politique, n'est-il pas clair que la nature populaire de ce pouvoir ne sera jamais qu'une fiction ? Il sera évidemment impossible que quelques centaines ou même quelques dizaines de mille, que dis-je, quelques milliers d'hommes seulement, puissent effectivement exercer ce pouvoir. Ils devront nécessairement l'exercer par procuration, c'est-à-dire le confier à un groupe d'hommes élus par eux-mêmes pour les représenter et pour les gouverner, ce qui les fera retomber sans faute dans tous les mensonges et dans toutes les servitudes du régime représentatif ou bourgeois. Après un court moment de liberté ou d'orgie révolutionnaire, citoyens d'un État nouveau, ils se réveilleront esclaves, jouets et victimes de nouveaux ambitieux.

On peut concevoir comment et pourquoi des politiciens habiles s'attachent avec une grande passion à un programme qui ouvre à leur ambition un horizon si large ; mais que des ouvriers sérieux, qui portent dans leur cœur comme une flamme vivante le sentiment de solidarité avec leurs compagnons d'esclavage et de misère dans le monde entier, et qui veulent s'émanciper non au détriment de tous, mais par l'émancipation de tous, pour être libres eux-mêmes avec tous et non pour devenir des tyrans à leur tour ; que des travailleurs de bonne foi puissent s'éprendre d'un tel programme, voilà ce qu'il |28 est beaucoup plus difficile de comprendre.

Aussi ai-je la ferme confiance que sous peu d'années les ouvriers de l'Allemagne eux-mêmes, reconnaissant les conséquences fatales d'une théorie qui ne peut favoriser que l'ambition de leurs chefs bourgeois, ou bien de quelques rares

ouvriers qui cherchent à monter sur leurs épaules pour devenir des bourgeois dominateurs et exploiteurs à leur tour, la repousseront avec dédain et colère, et qu'ils embrasseront avec autant de passion que le font aujourd'hui les ouvriers des grands pays méridionaux, la France, l'Espagne, l'Italie, aussi bien que les ouvriers hollandais et belges, le vrai programme de l'émancipation ouvrière, celui de la destruction des États.

En attendant, nous reconnaissons parfaitement leur droit de marcher dans la voie qui leur paraît la meilleure, pourvu qu'ils nous laissent la même liberté. Nous reconnaissons même qu'il est fort possible que par toute leur histoire, leur nature particulière, l'état de leur civilisation et toute leur situation actuelle, ils soient forcés de marcher dans cette voie. Que les travailleurs allemands, américains et anglais s'efforcent donc de conquérir le pouvoir politique, puisque cela leur plaît. Mais qu'ils permettent aux travailleurs des autres pays de marcher avec la même énergie à la destruction de tous les pouvoirs politiques. La liberté pour tous et le respect mutuel de cette liberté, ai-je dit, telles sont les conditions essentielles de la solidarité internationale.

Mais M. Marx ne veut évidemment pas de cette solidarité, puisqu'il refuse de reconnaître cette liberté. Pour appuyer ce refus, il a une théorie toute spéciale, qui n'est, d'ailleurs, qu'une conséquence logique de tout son système. L'état politique de chaque pays, dit-il, est toujours le produit et l'expression fidèle de sa situation économique ; pour changer le premier, il faut seulement transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte |29 des autres éléments de l'histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit : « La misère produit l'esclavage politique, l'État » ; mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire : « L'esclavage politique, l'État, reproduit à son tour et maintient la misère, comme une

condition de son existence ; de sorte que, pour détruire la misère, il faut détruire l'État ». Et, chose étrange, lui qui interdit à ses adversaires de s'en prendre à l'esclavage politique, à l'État, comme à une cause *actuelle* [1] de la misère, il commande à ses amis et à ses disciples du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne de considérer la conquête du pouvoir et des libertés politiques comme la condition préalable, absolument nécessaire, de l'émancipation économique.

M. Marx méconnaît également tout à fait un élément fort important dans le développement historique de l'humanité : c'est le tempérament et le caractère particuliers de chaque race et de chaque peuple, tempérament et caractère qui sont naturellement eux-mêmes les produits d'une multitude de causes ethnographiques, climatologiques et économiques, aussi bien qu'historiques, mais qui, une fois donnés, exercent, même en dehors et indépendamment des conditions économiques de chaque pays, une influence considérable sur ses destinées, et même sur le développement de ses forces économiques. Parmi ces éléments et ces traits pour ainsi dire naturels, il en est un dont l'action est tout à fait décisive dans l'histoire particulière de chaque peuple : c'est l'intensité de l'instinct de révolte, et par là même de liberté, dont il est doué ou qu'il a conservé. Cet instinct est un fait tout à fait primordial, animal ; on le retrouve à différents degrés dans chaque être vivant, et l'énergie, la puissance vitale de chacun se mesure à son intensité. Dans l'homme, à côté des besoins économiques qui le poussent, il devient l'agent le plus puissant de toutes les émancipations humaines. Et comme c'est une affaire de tempérament, non de culture intellectuelle et morale, quoiqu'il sollicite ordinairement l'une et l'autre, il arrive quelquefois que des peuples civilisés ne le possèdent qu'à un faible degré, soit qu'il se soit épuisé dans

1 « Actuel » n'est pas pris dans le sens que lui donne la langue vulgaire, qui en fait le synonyme de « présent », mais dans le sens où il est employé en philosophie : une cause « actuelle » est une cause « agissante ». — J. G.

leurs développements antérieurs, soit que la nature même de leur civilisation les ait dépravés, soit enfin que, dès le début de leur histoire, ils en aient été moins doués que les autres.

Dans un écrit précédent [*], j'ai essayé de prouver |30 que la nation allemande se trouve précisément dans ce cas. Elle possède beaucoup d'autres qualités solides, qui en font une nation tout à fait respectable : elle est laborieuse, économe, raisonnable, studieuse, réfléchie, savante, grande raisonneuse et amoureuse de la discipline hiérarchique en même temps, et douée d'une force d'expansion considérable ; les Allemands, peu attachés à leur propre pays, vont chercher leurs moyens d'existence partout, et, comme je l'ai déjà fait observer, ils adoptent facilement, sinon toujours heureusement, les mœurs et coutumes des pays étrangers qu'ils habitent. Mais à côté de tant d'avantages incontestables, il leur en manque un, l'amour de la liberté, l'instinct de la révolte. Ils sont le peuple le plus résigné et le plus obéissant du monde. Avec cela ils ont un autre grand défaut, c'est l'esprit d'accaparement, d'absorption systématique et lente et de domination, ce qui fait d'eux, en ce moment surtout, la nation la plus dangereuse pour la liberté du monde.

Telle a été dans tout son passé, telle est encore aujourd'hui l'Allemagne nobiliaire et bourgeoise. Le prolétariat allemand, victime séculaire de l'une et de l'autre, peut-il être rendu solidaire de l'esprit de conquête qui se manifeste aujourd'hui dans les régions supérieures de cette nation ? De fait, sans doute non. Car un peuple conquérant est nécessairement un peuple esclave, et l'esclave, c'est toujours lui. La conquête est donc complètement opposée à son intérêt et à sa liberté. Mais il en est solidaire dans son imagination, et il en restera solidaire tant qu'il n'aura pas compris que cet État pangermanique,

(*) *L'Empire knouto-germanique*, dont je n'ai publié que la première livraison et dont je me propose bien de publier la suite bientôt. (*Note de Bakounine.*)

républicain et soi-disant populaire, qu'on lui promet dans un avenir plus ou moins prochain, ne serait autre chose, s'il pouvait se réaliser jamais, qu'une forme nouvelle d'un très dur esclavage pour lui-même.

Jusqu'à présent au moins, il ne semble pas l'avoir compris, et aucun de ses chefs, aucun de ses orateurs, ni aucun de ses publicistes ne s'est donné encore la peine de le lui expliquer. Tous s'efforcent de l'entraîner au contraire dans une voie où il ne pourra trouver que l'animadversion du monde et son propre asservissement ; et tant qu'obéissant à leur direction, il poursuivra cette affreuse illusion de l'État populaire, certes, il n'aura pas l'initiative de la révolution sociale. Cette révolution lui viendra d'autre part, |31 probablement du Midi, et alors, cédant à la contagion universelle, il déchaînera ses passions populaires et renversera d'un seul coup la domination de ses tyrans et de ses soi-disant émancipateurs.

Le raisonnement de M. Marx aboutit à des résultats absolument opposés. Ne prenant en considération que la seule question économique, il se dit que les pays les plus avancés et par conséquent les plus capables de faire une révolution sociale sont ceux dans lesquels la production capitaliste moderne a atteint le plus haut degré de son développement. Ce sont eux qui, à l'exclusion de tous les autres, sont les pays civilisés, les seuls appelés à initier et à diriger cette révolution. Cette révolution consistera dans l'expropriation soit successive, soit violente des propriétaires et des capitalistes actuels, et dans l'appropriation de toutes les terres et de tout le capital par l'État, qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré. L'État administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et commandant à des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés pour cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque

unique, commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national.

On conçoit qu'au premier abord, un plan d'organisation si simple, en apparence au moins, puisse séduire l'imagination d'ouvriers plus avides de justice et d'égalité que de liberté, et qui s'imaginent follement que l'une et l'autre peuvent exister sans liberté, comme si, pour conquérir et pour consolider la justice et l'égalité, l'on pouvait se reposer sur autrui et sur des gouvernants surtout, quelque élus et contrôlés qu'ils se disent par le peuple ! En réalité, ce serait pour le prolétariat un régime de casernes, où la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour ; pour les habiles et les savants un privilège de gouvernement ; et pour les Juifs, alléchés par l'immensité des spéculations internationales des banques nationales, un vaste champ de tripotage lucratif.

À l'intérieur ce sera l'esclavage, à l'extérieur la guerre sans trêve, à moins que tous les peuples des races « inférieures », latine et slave, l'une fatiguée de la civilisation bourgeoise, l'autre l'ignorant à peu près et la dédaignant par instinct, ne se résignent à subir le joug d'une nation essentiellement bourgeoise et d'un État d'autant plus despotique qu'il s'appellera l'État populaire.

La révolution sociale, telle que se la représentent la désirent et l'espèrent les travailleurs latins et slaves, est infiniment plus large que celle que leur promet le programme allemand ou marxien. Il ne s'agit |32 point pour eux de l'émancipation parcimonieusement mesurée, et réalisable à très longues échéances seulement, de la classe ouvrière, mais de l'émancipation complète et réelle de tout le prolétariat, non seulement de quelques pays, mais de toutes les nations, civilisées et non civilisées, la civilisation nouvelle, franchement populaire, devant débuter par cet acte d'émancipation

universelle. Et le premier mot de cette émancipation ne peut être que la liberté, non cette liberté politique, bourgeoise, tant préconisée et recommandée comme un objet de conquête préalable par M. Marx et ses adhérents, mais la *grande liberté humaine* qui, détruisant toutes les chaînes dogmatiques, métaphysiques, politiques et juridiques dont tout le monde se trouve aujourd'hui accablé, rendra à tout le monde, collectivités aussi bien qu'individus, la pleine autonomie de leurs mouvements et de leur développement, délivrés une fois pour toutes de tous les inspecteurs, directeurs et tuteurs.

Le second mot de cette émancipation, c'est la *solidarité* ; non la solidarité marxienne, organisée de haut en bas par un gouvernement quelconque et imposée soit par ruse, soit par force, aux masses populaires ; non cette solidarité de tous qui est la négation de la liberté de chacun, et qui par là même devient un mensonge, une fiction, ayant pour doublure réelle l'esclavage ; mais la solidarité qui est au contraire la confirmation et la réalisation de toute liberté, prenant sa source non dans une loi politique quelconque, mais dans la propre nature collective de l'homme, en vertu de laquelle aucun homme n'est libre si tous les hommes qui l'entourent et qui exercent la moindre influence soit directe, soit indirecte sur sa vie, ne le sont également. Cette vérité se trouve magnifiquement exprimée dans la Déclaration des Droits de l'homme rédigée par Robespierre, qui proclame que *l'esclavage du dernier des hommes est* |$_{33}$ *l'esclavage de tous* [1].

La solidarité que nous demandons, loin de devoir être le résultat d'une organisation artificielle ou autoritaire

1 « Il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre du corps social, lorsque le corps social est opprimé. » (Art. 28 du projet de Déclaration des droits de l'homme présenté par Robespierre aux Jacobins, le 21 avril 1793. Cet article fut inséré ensuite comme article 34 dans la Déclaration des droits de l'homme votée par la Conventionle 23 juin 1793 et placée en tête de la constitution républicaine.) — J. G.

quelconque, ne peut être que le produit spontané de la vie sociale, tant économique que morale ; le résultat de la libre fédération des intérêts, des aspirations et des tendances communes. Elle a pour bases essentielles l'*égalité*, le *travail collectif,* devenant obligatoire pour chacun non par la force des lois, mais par la force des choses, et la *propriété collective* ; pour lumière dirigeante l'*expérience*, c'est-à-dire la pratique de la vie collective, et la *science* ; et pour but final la *constitution de l'humanité*, par conséquent la ruine de tous les États.

Voilà l'idéal non divin, ni métaphysique, mais humain et *pratique* (*) qui correspond seul aux aspirations modernes des

(*) Pratique dans ce sens, que sa réalisation sera beaucoup moins difficile que celle de l'idée marxienne, qui, à côté de la pauvreté de son but, présente encore ce grave inconvénient d'être absolument impraticable. Ce ne sera pas la première fois que des hommes habiles, raisonnables, préconisateurs de choses *pratiques* et *possibles*, seront reconnus pour des utopistes, et que ceux qu'on appelle utopistes, aujourd'hui, seront reconnus pour des hommes pratiques le lendemain. L'absurdité |$_{34}$ du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur ; toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrogradement, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité. L'exemple de Mazzini qui, malgré sa rigidité républicaine, a passé toute sa vie en transactions avec la monarchie, et |$_{35}$ qui, avec tout son génie, a fini toujours par en être la dupe, cet exemple ne doit pas être perdu pour nous. Quant à moi, je n'hésite pas à dire que toutes les coquetteries marxiennes avec le radicalisme, soit réformiste, soit révolutionnaire, des bourgeois, ne peuvent avoir d'autres résultats que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat, et par conséquent une consolidation nouvelle de la puissance établie des bourgeois. (*Note de Bakounine.*)

peuples latins et slaves. Ils veulent toute la liberté, toute la solidarité, toute l'égalité, en un mot, ils ne veulent que l'humanité, et ils ne se contenteront pas, même à titre provisoire et transitoire, de moins que cela. Les marxiens taxeront leurs aspirations de folie ; il y a déjà longtemps qu'on l'a fait ; cela ne les a point détournés de leur but, et ils n'échangeront jamais la magnificence de ce but contre les pauvretés toutes bourgeoises du socialisme marxien.

L'insurrection communaliste de Paris a inauguré la révolution sociale. Ce qui constitue l'importance de cette révolution, ce n'est pas proprement les bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire, ce sont les idées qu'elle a remuées, la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et sur le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même |$_{34}$ la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays, mais surtout en Italie, où le réveil populaire date de cette insurrection, dont le trait principal est la révolte de la Commune et des associations ouvrières contre l'État. Par cette insurrection la France est remontée d'un seul coup à son rang, et la capitale de la révolution mondiale, Paris, a repris sa glorieuse initiative à la barbe et sous le canon des Allemands bismarckianisés.

L'effet en fut si formidable partout, que les marxiens eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante.

Aussi faut-il admirer le courage autant que l'habileté de

M. Marx qui, deux mois plus tard, eut l'audace de convoquer |35 une Conférence de l'Internationale à Londres pour lui présenter son pauvre programme. Cette audace s'explique d'ailleurs par deux faits. D'abord, le Paris populaire était décimé, et toute la France révolutionnaire, à très peu d'exceptions près, était momentanément réduite au silence. Et ensuite, la grande majorité des Français qui étaient venus la représenter à Londres étaient des blanquistes, et je crois avoir clairement exposé les causes qui poussèrent les blanquistes à rechercher l'alliance de M. Marx, lequel, loin de rencontrer des adversaires dans ces représentants autoritaires de la Commune de Paris à Londres, trouva en eux en ce moment un fort appui.

On sait du reste comment cette Conférence fut bâclée ; elle fut composée des intimes de M. Marx, triés par lui-même avec soin, plus de quelques dupes. La Conférence vota tout ce qu'il crut bon de lui proposer, et le programme marxien, transformé en vérité officielle, se trouva imposé comme principe obligatoire à toute l'Internationale.

Mais du moment qu'il y avait une vérité officielle dans l'Internationale, pour la maintenir il fallait un gouvernement. Ce fut la seconde proposition de M. Marx ; elle fut votée comme la première. Désormais l'Internationale se trouvait enchaînée à la pensée et à la volonté du dictateur allemand. On lui donna le droit de censure sur tous les journaux et sur toutes les sections de l'Internationale. On reconnut l'urgence d'une correspondance secrète entre le Conseil général et tous les conseils régionaux ; on lui accorda, en outre, le droit d'envoyer des agents secrets dans tous les pays, afin d'y intriguer en sa faveur et d'y porter la désorganisation pour le plus grand honneur de M. Marx ; on |36 l'investit en un mot d'un pouvoir secret complet.

Pour s'en assurer la tranquille jouissance, M. Marx crut devoir prendre encore une autre mesure. Il lui fallait à tout prix

perdre dans l'opinion publique les adversaires de sa dictature, et il m'a fait l'honneur de m'accorder la première place dans ce nombre. Par conséquent il prit l'héroïque résolution de me démolir. Pour cela il fit venir de Genève son petit comparse et compatriote, M. Outine, qui, sans avoir été investi d'aucune délégation officielle, ne semble être venu à Londres que pour débiter contre moi, en pleine Conférence, toutes sortes d'infamies et d'horreurs. J'ignore encore maintenant ce qu'il a dit, mais j'en juge par le fait suivant. Le citoyen Anselmo Lorenzo Asprillo [1], délégué de la Fédération espagnole, à son retour en Espagne, ayant été questionné par quelques-uns de mes amis, leur écrivit cette phrase :

« Si Outine a dit la vérité, Bakounine doit être un infâme ; s'il a menti, Outine est un infâme calomniateur. »

Et remarquez que tout cela s'est passé complètement à mon insu et que je n'ai eu connaissance de ce fait que par cette réponse de M. Lorenzo Asprillo, qui ne m'a été rapportée qu'au mois d'avril ou de mai [2].

Une circulaire du Conseil général, transformé de cette manière en gouvernement officiel, apprit enfin à l'Internationale stupéfiée le coup d'État qu'elle venait de subir.

Je pense que M. Marx, infatué de son triomphe par trop facile pour être solide et du pouvoir dictatorial dont on l'avait investi, avait poussé l'aveuglement jusqu'à ne point se douter du terrible orage que son coup d'État devait soulever dans les régions indépendantes de l'Internationale. L'honneur de la

1 Le militant socialiste espagnol Anselmo Lorenzo, à cette époque, ajoutait à son nom celui d'Asprillo. — J. G.

2 Ce qui concerne la délégation d'Anselmo Lorenzo à la Conférence de Londres, ce qu'il y vit et entendit, et les lettres qui furent ensuite échangées entre Bakounine et lui au printemps de 1872, est raconté en détail au tome II de l'ouvrage *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, pages 199-201 et 291-293. — J. G.

première révolte appartient à la Fédération du Jura.

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici*.)

FRAGMENT

FORMANT UNE SUITE DE

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

AVANT-PROPOS

Le manuscrit inédit que je publie sous ce titre a été écrit en novembre et décembre 1072, comme nous l'apprennent une phrase du feuillet 12 (« Deux mois se sont passés depuis le Congrès de la Haye ») et les notes suivantes du calendrier-journal de Bakounine, année 1872 :

« *Novembre* 4. — Écrit contre Marx ». — Puis, après une interruption de vingt jours : « 24. Soir écrit beaucoup et bien. — 26. Soir écrit article. — 27. Article. — 30. Soir beaucoup article. — *Décembre* 1er. Soir bien, article. — 4. Soir très bien article. — 5. Soir écrit article. — 6. Soir écrit article. — 7. Soir écrit article. — 10. Soir article. — 11. Soir article. »

Bakounine désigne cet écrit sous le nom d' «article » ; mais cela ne veut pas dire qu'il s'agît, à ses yeux, d'un simple article de journal. Déjà en 1871, lorsqu'il rédige la *Théologie politique de Mazzini*, il emploie ce même mot : il appelle son travail « second article contre Mazzini ». Il est certain qu'en écrivant, en douze soirées, les 75 feuillets qu'on va lire, Bakounine les envisageait comme une continuation de L'Empire knouto-germanique : il dit, en effet, au feuillet 58 (voir ci-après, p. 484] : « Dans la première livraison de cet écrit j'ai montré... », et il ajoute en note : « *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, par Michel Bakounine ; première livraison. Se vend chez James Guillaume, imprimeur, à Neuchâtel. »

Les deux premiers feuillets du manuscrit sont perdus.

J. G.

FRAGMENT

FORMANT UNE SUITE DE

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

LOCARNO

Novembre-Décembre 1872

Inédit.

FRAGMENT
FORMANT UNE SUITE DE
L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

(*Les feuillets 1 et 2 manquent*.)

. . . . . .

... [pour] |$_3$ une exploitation et nécessairement aussi pour une compression solidaires à travers toutes les frontières de tous les pays, et malgré toutes les différences politiques actuellement existantes entre beaucoup d'États.

L'exploitation bourgeoise étant solidaire, la lutte contre elle doit l'être aussi ; et l'organisation de cette solidarité militante entre les travailleurs du monde entier, tel est le but unique de l'Internationale. Ce but si simple et si bien exprimé par nos statuts généraux primitifs [1], les seuls légitimes et les seuls obligatoires pour tous les membres et sections et fédérations de l'Internationale, a réuni sous la bannière de cette Association, dans l'espace de huit ans à peine, bien plus d'un million d'adhérents, et en a fait une véritable puissance ; une puissance avec laquelle les plus puissants monarques de la terre se voient aujourd'hui forcés de compter.

Mais toute puissance allèche les ambitieux, et MM. Marx et compagnie, qui ne se sont jamais rendu compte, paraît-il, de

1 C'est-à-dire les statuts votés au premier Congrès général de l'Internationale, à Genève, en septembre 1866. — J. G.

la nature et des causes de cette puissance à la fois si jeune et si prodigieuse de l'Internationale, se sont imaginé qu'ils pourraient s'en faire un marchepied ou un instrument pour la réalisation de leurs prétentions politiques. M. Marx, qui a été l'un des initiateurs principaux de l'Internationale, — voilà un titre de gloire que personne ne lui contestera, — et qui, pendant huit ans de suite, a constitué presque à lui seul tout le Conseil général, aurait dû comprendre pourtant, mieux que personne, deux choses qui sautent aux yeux, et que l'aveuglement inhérent à l'ambition vaniteuse |4 a seul pu lui faire méconnaître :

1° Que l'Internationale n'a pu se développer et s'étendre d'une manière aussi merveilleuse que parce qu'elle a éliminé de son programme *officiel et obligatoire* toutes les questions politiques et philosophiques ; et 2° qu'elle n'a pu le faire que parce que, fondée principalement sur la liberté des sections et des fédérations, elle avait été privée de tous les *bienfaits* d'un gouvernement centralisateur, capable de diriger, c'est-à-dire d'empêcher et de paralyser, son développement ; le Conseil général n'ayant été, jusqu'en 1870, précisément dans la période du plus grand développement de l'Association, qu'une sorte de roi d'Yvetot, raisonnant toujours après coup, et se laissant, non par manque de prétentions ambitieuses, mais par impuissance et parce que personne ne l'eût écouté, traîner à la remorque du mouvement spontané des travailleurs de la Belgique, de la France, de la Suisse, de l'Espagne et de l'Italie.

Quant à la question politique, tout le monde sait que, si elle a été éliminée du programme de l'Internationale, ce n'est point par la faute de M. Marx. Comme on devait s'y attendre de la part de l'auteur du fameux programme des communistes allemands, publié en 1848 par lui et par son ami, son confident, son complice M. Engels, il n'a point manqué de placer cette question au premier rang dans la proclamation inaugurale publiée en 1864 par le Conseil général provisoire de Londres, proclamation dont M. Marx a été l'unique auteur. Dans cette

proclamation ou circulaire adressée aux travailleurs de tous les pays [1], le chef des communistes autoritaires de l'Allemagne ne s'est point fait faute de déclarer que *la conquête du pouvoir politique* était le premier devoir des travailleurs ; il y a même fait percer son oreille pangermaniste, en ajoutant qu'actuellement |5 le but politique principal de l'Association internationale des travailleurs devait être de combattre l'Empire de toutes les Russies, but sans doute très légitime et très noble, — auquel comme ami du peuple russe je souscris de tout mon cœur, persuadé que je suis que ce peuple ne cessera d'être un misérable esclave tant que cet Empire existera, — mais qui d'abord ne saurait devenir, sans en dénaturer complètement le caractère et l'objet, celui de l'Association internationale des travailleurs ; et qui, en second lieu, pour être posé d'une manière vraiment juste, sérieuse et mile pour la cause des travailleurs, devrait être déterminé d'une autre manière. Si M. Marx avait déclaré la guerre à tous les États, ou au moins aux États monarchiques, despotiques, militaires comme la Prusse, comme l'Autriche, comme la France impériale ou même républicaine actuelle, et s'il avait dit qu'il fallait mettre au premier rang parmi eux l'État modèle, l'Empire de toutes les Russies, on n'aurait pas pu l'accuser de pangermanisme au moins. Mais en faisant abstraction du despotisme allemand, un despotisme très insolent, très brutal, très glouton, et excessivement menaçant pour la liberté des peuples voisins, comme tout le monde peut le voir aujourd'hui, et en s'efforçant de tourner l'indignation des travailleurs de tous les pays contre le despotisme russe, à l'exclusion de tous les autres, prétendant même qu'il était la seule cause de celui qui n'a jamais cessé de régner en Allemagne, depuis qu'il y a une Allemagne ; en rejetant enfin toutes les hontes et tous les crimes politiques de ce pays de la science et de l'obéissance proverbiales sur les

1 C'est l'*Address of the International Workingmen's Association*, qui fut traduite en français et publiée en 1865 par Charles Longuet dans la *Rive gauche* (à Bruxelles) sous le titre de Manifeste de l'Association internationale des travailleurs. — J. G.

inspirations de la diplomatie russe, M. Marx s'est manifesté d'abord comme un très mauvais et fort peu véridique historien, et ensuite non comme un révolutionnaire socialiste international, mais comme un ardent patriote de la grande patrie bismarckienne.

|6 On sait que le premier Congrès de l'Internationale, tenu à Genève en 1866, a fait justice de toutes ces velléités politiques et patriotiques de celui qui se pose aujourd'hui en dictateur de notre grande association. Il n'en est rien resté dans le programme ni dans les statuts votés par ce Congrès et qui constituent désormais la base de l'Internationale. Donnez-vous la peine de relire les magnifiques considérants [1] qui se trouvent à la tête de nos statuts généraux, vous n'y trouverez que ces mots où il soit fait mention de la question politique ;

« Considérant :

« Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

« Que l'asservissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : *politique*, morale et matérielle ;

« Que, pour cette raison, *l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique* [2] », etc.

---

1 Rédigés par Marx lui-même, et adoptés sans changements par le Congrès de Genève. Bakounine a pensé qu'il était de bonne guerre d'opposer aux « velléités politiques et patriotiques » de Marx le texte même des considérants sortis de sa plume. — J. G.

2 Ce texte des considérants est celui qui, après avoir été publié en français à Paris en janvier 1865, fut adopté définitivement par le Congrès de Genève en septembre 1866, concurremment avec le texte

Voilà la phrase décisive de tout le programme de l'Internationale, Elle a *coupé le câble*, pour me servir de l'expression mémorable de Sieyès, elle a brisé les liens qui tenaient enchaîné le prolétariat à la politique bourgeoise. En reconnaissant la vérité qu'elle exprime et en s'en pénétrant chaque jour davantage, le prolétariat a résolument tourné le dos à la bourgeoisie, et chaque pas qu'il |7 fera en avant élargira davantage l'abîme qui les sépare désormais.

L'Alliance, section de l'Internationale à Genève, avait traduit et commenté ce paragraphe des considérants en ces termes :

« L'Alliance repousse *toute action politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe des travailleurs contre le capital* » ; en conséquence de quoi, elle se posait pour but l'abolition de l'État, de tous les États, et l'organisation de « l'association universelle de toutes les associations locales par la liberté ».

Par contre, le Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, fondé dans la même année (1869), sous les auspices de M. Marx, par MM. Liebknecht et Bebel, annonçait dans son programme que *la conquête du pouvoir politique était la condition préalable de l'émancipation économique du prolétariat* , et que par conséquent l'objet immédiat de ce parti devait être l'organisation d'une large agitation légale pour la conquête du suffrage universel et de tous les autres droits politiques ; son but final, c'est l'établissement du grand État pangermanique et soi-disant populaire.

---

anglais et le texte allemand. Mais on sait que le texte anglais ou *original* (rédigé par Marx) contenait trois mots de plus qui furent omis dans la version française : il ajoutait à la fin du troisième considérant les mots *as a means*, « comme un moyen », mots qui furent le motif de tant de querelles par la suite. — J. G.

Entre ces deux tendances, on le voit, il existe la même différence, le même abîme, qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie. Faut-il s'étonner après cela qu'elles se soient rencontrées dans l'Internationale comme des adversaires irréconciliables, et qu'elles continuent de s'y combattre, sous toutes les formes et dans toutes les occasions possibles, encore aujourd'hui ? L'Alliance, prenant le programme de l'Internationale au sérieux, avait repoussé avec dédain toute transaction avec la politique bourgeoise, si radicale qu'elle se dise et si socialiste qu'elle se grime, recommandant au prolétariat comme la seule voie d'une émancipation réelle, comme la seule politique pour lui vraiment salutaire, la politique exclusivement négative de la démolition des institutions politiques, |8 du pouvoir politique, du gouvernement en général, de l'État, et, comme conséquence nécessaire, l'organisation internationale des forces éparses du prolétariat en une puissance révolutionnaire dirigée contre toutes les puissances constituées de la bourgeoisie.

Les démocrates socialistes de l'Allemagne recommandent tout au contraire, aux travailleurs qui ont le malheur de les écouter, d'adopter, comme but immédiat de leur association, l'agitation légale pour la conquête préalable des droits politiques ; ils subordonnent, par là même, le mouvement pour l'émancipation économique au mouvement d'abord exclusivement politique, et, par ce renversement évident de tout le programme de l'Internationale, ils ont comblé d'un seul coup l'abîme qu'elle avait ouvert entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ont fait mieux que cela, ils ont attaché le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie. Car il est évident que tout ce mouvement politique prôné par les socialistes de l'Allemagne, puisqu'il doit précéder la révolution économique, ne pourra être dirigé que par des bourgeois, ou, ce qui sera pis encore, *par des ouvriers transformés par leur ambition, par leur vanité en bourgeois* ; et se passant, en réalité, et comme tous ses prédécesseurs, au-dessus de la tête du prolétariat, ce

mouvement ne pourra manquer de condamner de nouveau ce dernier à n'être qu'un instrument aveugle et infailliblement sacrifié dans la lutte des différents partis bourgeois entre eux pour la conquête du pouvoir politique, c'est-à-dire de la puissance et du droit de dominer sur les masses et de les exploiter. À quiconque pourrait en douter, nous n'aurions qu'à montrer |9 ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, où les organes de la démocratie socialiste chantent des hymnes d'allégresse en voyant un Congrès de professeurs d'économie politique bourgeoise recommander le prolétariat de l'Allemagne à la haute et paternelle protection des États [1], et dans les parties de la Suisse où prévaut le programme marxien, à Genève, à Zürich et à Bâle, où l'Internationale est descendue au point de n'être plus qu'une sorte de boîte électorale au profit des bourgeois radicaux. Ces faits incontestables me semblent plus éloquents que toutes les paroles.

Ils sont réels, et ils sont logiques dans ce sens qu'ils sont un effet naturel du triomphe de la propagande marxienne. Et c'est pour cela que nous combattons les théories marxiennes à outrance, convaincus que si elles pouvaient triompher dans toute l'Internationale, elles n'auraient point manqué d'en tuer au moins l'esprit partout, comme elles l'ont fait déjà en très grande partie dans les pays que je viens de citer.

Nous avons sans doute déploré beaucoup et nous continuons de déplorer profondément aujourd'hui l'immense perturbation et démoralisation que ces idées pangermaniques ont jetées dans le développement si beau, si merveilleusement et si naturellement triomphant de l'Internationale. Mais aucun

1 Bakounine a placé ici, dans son manuscrit, un appel de note, et a oublié ensuite de rédiger la note. Le Congrès « de professeurs d'économie politique bourgeoise » dont il parle est un Congrès tenu en 1872 à Eisenach par un groupe de ces économistes légèrement teintés de socialisme qu'on appelle en Allemagne « socialistes de la chaire », *Katheder-Sozialisten*. Il s'agit, bien entendu, de la « chaire » du professeur et non de celle du prêtre. — J. G.

de nous n'a jamais songé d'interdire à M. Marx ni à ses trop fanatiques disciples de les propager au sein de notre grande Association. Nous aurions cru manquer à son principe fondamental, qui est celui de *la liberté la plus absolue de la propagande tant politique que philosophique*.

L'Internationale n'admet pas de *censure*, ni de *vérité officielle* au nom de laquelle on pourrait exercer cette |10 censure ; elle ne les admet pas, parce que jamais jusqu'ici elle ne s'était posée ni en Église, ni en État, et c'est précisément parce qu'elle ne l'a pas fait que par la rapidité incroyable de son extension et de son développement elle a pu étonner le monde.

Voilà ce que le Congrès de Genève, mieux inspiré que M. Marx, avait compris. En éliminant de son programme tous les principes politiques et philosophiques, non comme objets de discussion et d'étude, mais en tant que *principes obligatoires*, il a fondé la puissance de notre Association. Il est vrai que dans le second Congrès de l'Internationale, tenu en 1867 à Lausanne, des amis malencontreux [1], non des adversaires, ne se rendant pas encore bien compte de la véritable nature de la puissance de cette Association, avaient essayé de remettre sur le tapis la question politique. Mais fort heureusement ils n'aboutirent qu'à cette déclaration platonique, que *la question politique était inséparable de la question économique*, — une déclaration que chacun de nous peut souscrire [2], puisqu'il est évident que la

1 C'étaient Charles Perron, Jules Monchal, et autres délégués de Genève. En demandant au Congrès de se prononcer sur la question des libertés politiques, ils avaient voulu, simplement, s'assurer que certains délégués parisiens n'étaient pas, comme l'avaient prétendu les blanquistes, des agents du bonapartisme.— J. G.

2 Bakounine oublie que la déclaration contenait deux alinéas ; le premier se bornait en effet à dire que « l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique » ; mais le second ajoutait que « l'établissement des libertés politiques est une mesure première d'une absolue nécessité ». La déclaration fut votée à l'unanimité ; mais parmi les délégués qui la votèrent, un bon nombre

politique, c'est-à-dire l'institution et les rapports mutuels des États, n'a d'autre objet que d'assurer aux classes gouvernantes l'exploitation légale du prolétariat, d'où il résulte que du moment que le prolétariat veut s'émanciper, il est forcé de prendre en considération la politique, pour la combattre et pour la renverser. Ce n'est pas ainsi que l'entendent nos adversaires ; ce qu'ils ont voulu et ce qu'ils veulent, c'est la politique *positive*, la politique de l'État. Mais n'ayant pas trouvé le terrain favorable à Lausanne, ils s'y étaient sagement abstenus [1].

|11 La même sagesse les avait inspirés un an plus tard au Congrès de Bruxelles. D'ailleurs la Belgique, communaliste, anti-autoritaire et anti-centraliste par toute son histoire, ne leur offrait aucune chance de succès, et, encore une fois, ils se sont sagement abstenus.

Trois ans de défaite ! C'en était trop pour l'ambition impatiente de M. Marx. Aussi commanda-t-il à son armée une attaque directe, qui fut en effet exécutée au Congrès de Bâle (1869). Les chances lui semblaient favorables. Le Parti de la démocratie-socialiste avait eu le temps de s'organiser en Allemagne sous la direction de MM. Liebknecht et Bebel ; il avait étendu ses ramifications dans la Suisse allemande, à Zürich, à Bâle, et même jusque dans la Section allemande de Genève. C'était pour la première fois que des délégués de l'Allemagne se présentaient en très grand nombre dans un Congrès de l'Internationale [2]. Le plan de bataille, approuvé par

— et j'étais de ceux-là — n'avaient encore que des idées très confuses sur le programme de l'Internationale et sur les rapports de la politique avec l'émancipation du prolétariat. — J. G.

1 Bakounine veut dire qu'ils s'étaient abstenus de présenter un programme de politique positive, proposant au prolétariat la « conquête du pouvoir politique ». — J. G.

2 Il y en avait eu trois au Congrès de Genève (1866), six au Congrès de Lausanne (1867), quatre au Congrès de Bruxelles (1868) ; il y en eut onze au Congrès de Bâle, en y comprenant deux délégués autrichiens. — J. G.

M. Marx, le général en chef de l'armée, avait été combiné entre M. Liebknecht, chef du corps allemand, et MM. Bürkly et Greulich, commandants du corps suisse ; MM. Amand Gœgg [(*)], J.-Philippe Becker et Rittinghausen, — l'inventeur de la votation directe des lois et des constitutions par le peuple, le plébiscitaire tudesque, — se rangèrent de leur côté comme des auxiliaires volontaires. De plus ils eurent de leur côté quelques Allemands du Conseil général, inféodés à la politique de M. Marx, et quelques Anglais du même Conseil, ignorant complètement la question, mais qui votèrent avec les marxiens par suite d'une mauvaise habitude dont ils paraissent s'être complètement défaits aujourd'hui [1].

Ainsi organisés, les marxiens livrèrent la grande bataille et la perdirent. La question de la législation directe par le peuple, posée par M. Bürkly, défendue avec beaucoup de chaleur et beaucoup d'insolence contre nous par M. Liebknecht, avec beaucoup de réticences diplomatiques par M. Philippe Becker, qui n'aime jamais à se prononcer clairement avant qu'il ne sache de quel côté sera la victoire, et avec une emphase héroïque par M. Amand Gœgg, fut enterrée et éliminée de fait du programme du Congrès. Ce fut une défaite mémorable pour M. Marx, une défaite qu'il ne nous pardonna jamais.

|12 Sa colère fut très grande, et on en connaît toutes les conséquences aujourd'hui. Ce fut depuis septembre 1869 que le Conseil général, — ou plutôt M. Marx, dont le *Quos ego* apaisait ou soulevait les flots dans ce pauvre Conseil, — sortant de sa torpeur obligée et si salutaire pour l'Internationale, entreprit une politique militante. On sait comment elle se manifesta

(*) La Ligue bourgeoise de la paix et de la liberté, représentée par ce champion brillant de la démocratie bourgeoise, et le communisme autoritaire de M. Marx s'étaient donné la main et s'étaient fraternellement embrassés sur le terrain politique, comme il fallait du reste s'y attendre. (*Note de Bakounine.*)

1 Les délégués de la Fédération anglaise venaient de voter au Congrès de la Haye contre la majorité marxiste. — J. G.

d'abord. Ce fut un torrent d'injures ignobles et de calomnies odieuses déversées contre tous ceux qui avaient osé le combattre, et colportées parles journaux en Allemagne, et dans les autres pays par des lettres intimes, par des circulaires confidentielles, et par toutes sortes d'agents gagnés d'une manière ou d'une autre à la cause de M. Marx. Vint ensuite la Conférence de Londres (septembre 1871), qui, préparée de longue main par M. Marx, vota tout ce qu'il voulut : et la question politique, la conquête du pouvoir par le prolétariat comme partie intégrante du programme obligatoire de l'Internationale, et la dictature du Conseil général, c'est-à-dire celle de M. Marx en personne, et par conséquent la transformation de l'Internationale en un immense et monstrueux État, dont il devint le chef.

La légitimité de cette Conférence ayant été contestée, M. Marx, prestidigitateur politique très habile, et qui était sans doute jaloux de prouver au monde qu'a défaut de chassepots et de canons, on pouvait gouverner les masses par le mensonge, par la calomnie, par l'intrigue, organisa *son* Congrès de la Haye. À peine deux mois se sont passés depuis ce Congrès [1], et dans toute l'Europe, — moins l'Allemagne dont les ouvriers sont systématiquement aveuglés par leurs chefs, et par leurs journaux, dont les rédacteurs sont intéressés au mensonge, — dans toutes les Fédérations libres, belge, hollandaise, anglaise, américaine, française, espagnole, italienne, sans oublier notre excellente Fédération du Jura, il n'y a qu'un cri d'indignation et de mépris contre cette cynique comédie qu'on a osé affubler du nom d'un Congrès de l'Internationale. Grâce à une majorité factice, composée presque exclusivement de membres du Conseil général, d'Allemands disciplinés à la prussienne, et de blanquistes français ridiculement joués |13 par M. Marx, tout y a été travesti, falsifié, brutalisé et violé : justice, bon sens, honnêteté. On y a immolé sans vergogne, sans pitié,

1 Ceci était écrit le 4 novembre 1872, comme il a été dit dans l'Avant-propos. — J. G.

l'honneur de l'Internationale, on a mis en jeu son existence même, afin de mieux asseoir la puissance dictatoriale de M. Marx. Ce n'était pas seulement un crime, c'était une démence. Et M. Marx, qui se considère lui-même comme le père de l'Internationale et qui a été incontestablement l'un de ses principaux fondateurs, a laissé faire tout cela [1] ! Voilà où conduisent la vanité personnelle, l'adoration de soi-même, et surtout l'ambition politique. Par tous ces faits et ces actes déplorables dont il a été la grande source et l'unique auteur, M. Marx a au moins rendu un grand service à l'Internationale, en lui démontrant d'une manière toute dramatique, toute vivante, que si quelque chose peut la tuer, c'est l'introduction de la politique dans son programme.

L'Association internationale des travailleurs, ai-je dit, n'a pu prendre une extension immense que parce qu'elle a éliminé de son programme obligatoire toutes les questions politiques et philosophiques. La chose est tellement claire qu'on est étonné vraiment de devoir encore la prouver.

Je ne crois pas avoir besoin de démontrer que pour que l'Internationale soit et reste une puissance, elle doit être capable d'entraîner dans son sein et d'embrasser et d'organiser l'immense majorité du prolétariat de tous les pays de l'Europe et de l'Amérique. Mais quel est le programme politique ou philosophique qui pourrait se flatter de réunir sous sa bannière des millions ? Seul un programme excessivement général, c'est-à-dire indéterminé et vague, peut le faire, car toute détermination en théorie correspond fatalement à une exclusion, aune élimination en pratique.

---

1 Il ne l'a pas laissé faire, il l'a bel et bien fait lui-même. — J. G.

Il ne peut plus y avoir, par exemple, de philosophie sérieuse aujourd'hui qui ne prenne pour point de départ, non positif mais *négatif* (historiquement devenu nécessaire, comme négation des absurdités théologiques et métaphysiques), l'*athéisme*. Mais croit-on que |14 si l'on avait inscrit ce simple mot, « l'athéisme », sur la bannière de l'Internationale, cette association aurait pu réunir dans son sein seulement quelques centaines de milliers d'adhérents ? Tout le monde sait que non, non parce que le peuple est réellement religieux, mais parce qu'il croit l'être ; et il croira l'être tant qu'une révolution sociale ne lui aura pas ouvert les moyens de réaliser toutes ses aspirations ici-bas. Il est certain que si l'Internationale avait mis l'athéisme, comme un principe obligatoire, dans son programme, elle aurait exclus de son sein la fleur du prolétariat, — et par ce mot je n'entends pas, comme le font les marxiens, la couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d'ouvriers quasi-bourgeois dont ils veulent précisément se servir pour constituer leur *quatrième classe gouvernementale*, et qui est vraiment capable d'en former une, si l'on n'y met ordre dans l'intérêt de la grande masse du prolétariat, parce que, avec son bien-être relatif et quasi-bourgeois, elle ne s'est par malheur que trop profondément pénétrée de tous les préjugés politiques et sociaux et des étroites aspirations et prétentions des bourgeois. On peut dire que cette couche est la moins socialiste, la plus individualiste dans tout le prolétariat.

Par *fleur du prolétariat*, j'entends surtout cette grande masse, ces millions de non-civilisés, de deshérités, de misérables et d'analphabètes que M. Engels et M. Marx prétendent soumettre au régime paternel d'un *gouvernement très fort* (*), sans doute pour leur propre salut, comme tous les

(*) Ce sont les propres termes dont M. Engels s'est servi dans une lettre fort instructive qu'il a adressée à notre ami Cafiero. (*Note de Bakounine.*) — Sur la correspondance d'Engels avec Cafiero en 1871 et au printemps de 1872, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James GUILLAUME, t. II, p. 280. — J. G.

gouvernements n'ont été établis, on le sait, que dans le propre intérêt des masses. Par fleur du prolétariat, j'entends précisément cette chair à gouvernement éternelle, cette *grande canaille populaire* (*), qui, étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise, porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts, dans ses aspirations, dans toutes les nécessités et les misères de sa position collective, tous les germes du socialisme de l'avenir, et qui seule est assez puissante aujourd'hui pour inaugurer et pour faire triompher la Révolution sociale.

Eh bien, dans presque tous les pays, cette canaille, en tant que masse, refuserait d'adhérer à l'Internationale si l'on avait inscrit sur son |15 drapeau, comme parole officielle, ce mot *athéisme*. Et ce serait un trop grand dommage, car, si elle tournait le dos à l'Internationale, c'en serait fait de toute la puissance de notre grande Association.

Il en est absolument de même de tous les principes politiques. D'abord, il n'en est plus un seul, — et MM. Marx et Engels auront beau se démener, ils ne changeront pas ce fait devenu aujourd'hui patent dans tous les pays, — il n'existe plus aucun principe politique, dis-je, qui soit capable de remuer les masses. Ils échoueront, après une expérience de quelques années, même en Allemagne. Ce que les masses veulent partout, c'est leur émancipation économique immédiate, car c'est là qu'est réellement pour elles toute la question de liberté, d'humanité, de vie ou de mort. S'il est encore un idéal que les masses aujourd'hui sont capables d'adorer avec passion, c'est celui de l'*égalité économique*. Et les masses ont mille fois raison, car tant que l'égalité économique n'aura point remplacé le régime actuel, tout le reste, tout ce qui constitue la valeur et la dignité de l'existence humaine, liberté, science, amour, action

(*) MM. Marx et Engels la désignent ordinairement par ce mot à la fois méprisant et pittoresque, *Lumpen-Proletariat*, le « prolétariat déguenillé », les *gueux*. (*Note de Bakounine.*)

intelligente et solidarité fraternelle, restera pour elles à l'état d'horrible mensonge.

La passion instinctive des masses pour l'égalité économique est si grande que, si elles pouvaient espérer la recevoir des mains du despotisme, elles se seraient indubitablement et sans beaucoup de réflexion, comme elles l'ont fait souvent, livrées au despotisme. Heureusement, l'expérience historique a servi de quelque chose même aux masses. Aujourd'hui elles commencent partout à comprendre qu'aucun despotisme n'a et ne peut avoir ni la volonté ni le pouvoir de la leur donner. Le programme de l'Internationale est très heureusement explicite sous ce- rapport : *L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*.

N'est-il pas étonnant que M. Marx ait cru pouvoir enter sur cette déclaration pourtant si précise, si claire, et qu'il a probablement rédigée lui-même, son *socialisme scientifique*, c'est-à-dire l'organisation et le gouvernement de la société nouvelle par les socialistes savants, — le pire de tous les gouvernements despotiques !

|16 Grâce à cette chère grande canaille populaire qui s'opposera d'elle-même, poussée par un instinct aussi invincible que juste, atomes les velléités gouvernementales de la petite minorité ouvrière déjà disciplinée et classée comme il faut pour devenir le suppôt d'un despotisme nouveau, le *socialisme savant* de M. Marx restera toujours à l'état de rêve marxien. Cette nouvelle expérience, plus triste peut-être que toutes les expériences passées, sera épargnée à la société, parce que le prolétariat en général et dans tous les pays est animé aujourd'hui d'une défiance profonde contre ce qui est politique et contre tous les politiciens du monde, quelle que soit leur couleur, tous l'ayant également trompé, opprimé, exploité, les républicains les plus rouges aussi bien que les monarchistes les

plus absolus.

Avec des dispositions pareilles réellement existantes dans les masses, comment espérer qu'on pourra les attirer par un programme politique quelconque ? Et supposons, comme cela est en effet le cas aujourd'hui, quelles se laissent entraîner dans l'Internationale par un autre appât, comment espérer que le prolétariat de tous les pays, se trouvant dans des conditions si différentes de tempérament, de culture, et de développement économique, pourra s'atteler au joug d'un programme politique uniforme ? On ne pourrait l'imaginer, semble-t-il, sans démence. Eh bien, M. Marx ne s'est pas amusé seulement à se l'imaginer, il a voulu l'exécuter. Déchirant d'un coup de main despotique le pacte de l'Internationale, il a voulu, il prétend encore aujourd'hui imposer un programme politique uniforme, *son propre programme*, à toutes les Fédérations de l'Internationale, c'est-à-dire au prolétariat de tous les pays !

Il en est résulté un très grand déchirement dans l'Internationale. Il n'y a pas à se faire illusion, la grande unité de l'Internationale a été mise en question, et cela, je le répète, uniquement par le fait du parti marxien, qui, au moyen du Congrès de la Haye, a essayé d'imposer la pensée, la volonté, la politique de son chef à toute l'Internationale. Il est évident que si les résolutions du Congrès de la Haye devaient être considérées comme le dernier mot, ou même seulement comme un mot sérieux, non falsifié, de l'Internationale, notre grande et belle Association n'aurait plus qu'une seule chose à faire, c'est de se dissoudre. Car il faut être vraiment insensé pour s'imaginer que les travailleurs de l'Angleterre, de la Hollande, de la Belgique, de la France, du Jura, de l'Italie, de l'Espagne, de l'Amérique, sans parler des travailleurs slaves, voudront se soumettre à la discipline marxienne.

|17 Et pourtant, si l'on croit, avec les politiciens de l'Internationale de toute sorte, avec les jacobins

révolutionnaires, les blanquistes, les démocrates républicains, sans oublier les démocrates socialistes ou marxiens, que la question politique doit faire partie intégrante du programme de l'Internationale, il faudra avouer que M. Marx a raison. L'Internationale ne pouvant constituer une puissance qu'étant une, il faudra absolument que son programme politique soit un, le même pour tous, car autrement il y aurait autant d'Internationales qu'il y aura de programmes différents. Mais comme il est évidemment impossible que tous les travailleurs de tant de pays différents s'unissent librement et spontanément sous un même programme politique, l'Internationale étant aujourd'hui l'instrument nécessaire pour l'émancipation du prolétariat, et cette Internationale ne pouvant garder son unité qu'à la condition de ne reconnaître qu'un seul programme politique, il faudra le leur imposer. Pour ne pas avoir l'air de le leur imposer despotiquement, par un décret du Conseil général ou marxien, il faudra bâcler un Congrès marxien, qui, en démontrant d'une manière toute nouvelle combien il y a de vérité dans le système représentatif et dans le suffrage universel, au nom de la volonté libre de tous, décrétera l'esclavage de tous. Voilà ce qu'a fait en réalité le Congrès de la Haye.

Ce fut pour l'Internationale la bataille et la reddition de Sedan, l'invasion triomphante du pangermanisme non bismarckien, mais marxien, imposant le programme politique des communistes autoritaires ou démocrates socialistes de l'Allemagne et la dictature de leur chef au prolétariat de tous les autres pays de l'Amérique et de l'Europe. Pour mieux cacher son jeu et pour dorer un peu la pilule, ce mémorable Congrès a renvoyé en Amérique un simulacre de Conseil général, choisi et trié par M. Marx lui-même, et qui, obéissant toujours à sa direction occulte, assumera toutes les apparences, les ennuis et les responsabilités du pouvoir, en en laissant à M. Marx, protégé par son ombre, l'exercice réel.

|18 Eh bien, je déclare que quelque dégoûtant que puisse paraître ce jeu à des âmes délicates et timorées, il était absolument nécessaire du moment qu'on avait admis que la question politique devait être déterminée dans le programme de l'Internationale. Puisque l'unité de l'action politique est reconnue nécessaire, ne pouvant espérer de la voir sortir librement de l'entente spontanée des fédérations et sections des différents pays, il a fallu la leur imposer. De cette seule manière on a pu créer cette unité politique tant désirée et prônée, mais en même temps on a créé l'esclavage.

Je résume la question : en introduisant la question politique dans le programme obligatoire de l'Internationale, on a placé notre Association dans un terrible dilemme, dont voici les deux termes :

Ou l'unité avec l'esclavage,

Ou la liberté avec la di vision et la dissoluti on.

Comment en sortir ? Tout simplement en retournant à nos statuts généraux primitifs, qui font abstraction de la question proprement politique, laissant son développement à la liberté des fédérations et des sections. Mais alors chaque fédération, chaque section suivra la direction politique qu'elle voudra ? — Sans doute. — Mais alors l'Internationale se transformera en une tour de Babel ? — Au contraire, c'est alors seulement qu'elle constituera son unité réelle, économique d'abord, et ensuite nécessairement politique ; c'est alors qu'elle créera, non sans doute d'un seul coup, la grande politique de l'Internationale, émanée non d'une tête isolée, ambitieuse, très savante et néanmoins incapable d'embrasser les mille besoins du prolétariat, si pleine de cervelle qu'elle soit [1], mais de l'action

1 Allusion à un mot prononce par Sorge, délégué d'Amérique, au Congres de la Haye; il avait dit : « Les partisans de l'autonomie disent que notre Association n'a pas besoin de tête ; nous pensons au contraire qu'il lui

absolument libre, spontanée et simultanée des travailleurs de tous les pays.

La base de cette grande unité, qu'on chercherait vainement dans les idées philosophiques et politiques du jour, se trouve toute donnée par la solidarité des souffrances, des intérêts, des besoins et des aspirations réelles du prolétariat du monde entier. Cette solidarité n'est point à créer, elle existe dans le fait ; elle constitue la vie propre, l'expérience quotidienne du monde ouvrier, et tout ce qui reste à faire |19 c'est de la lui faire connaître et de l'aider à l'organiser consciemment. C'est *la solidarité des revendicati ons économiques*. L'avoir compris, tel est, selon moi, l'unique, mais en même temps le très grand mérite des premiers fondateurs de notre Association, parmi lesquels, j'aime à le rappeler toujours, M. Marx a joué un rôle si utilement prépondérant, sauf les quelques velléités toutes politiciennes et allemandes que le Congrès de Genève a éliminées sagement du programme quil avait présenté [1].

J'ai toujours évité d'appeler M. Marx et ses nombreux collaborateurs les « fondateurs » de l'Internationale ; non qu'inspiré par un sentiment mesquin quelconque, je veuille

---

en faut une, avec beaucoup de cervelle dedans ». — J. G.

1 Bakounine était inexactement renseigné. Le Congrès de Genève n'a rien eu à « éliminer » d'un « programme présenté par Marx ». Le Congrès a adopté, sans y rien changer, le texte des considérants des statuts provisoires, où sont exposés dans leurs traits généraux les principes sur la base desquels l'Internationale s'est constituée. Quant au manifeste (*Address*) de 1864, où Marx avait formulé cette idée que « la conquête du pouvoir politique était le premier devoir du prolétariat », il n'a jamais, jusqu'en 1872, été soumis à l'approbation d'aucun Congrès de l'Internationale, et il est demeuré l'expression des opinions personnelles de son rédacteur et de ses co-signataires. — J. G.

diminuer leur mérite, auquel au contraire je me plais beaucoup à rendre justice, mais parce que réellement je suis convaincu que l'Internationale n'a point été leur œuvre, mais bien celle du prolétariat lui-même. Ils en furent en quelque sorte les accoucheurs, non les auteurs. Le grand auteur, inconscient comme le sont ordinairement les auteurs de très grandes choses, fut le prolétariat, représenté par quelques centaines d'ouvriers anonymes, français, anglais, belges, suisses et allemands. Ce fut leur vif et profond instinct de travailleurs éprouvés par l'oppression et par les souffrances inhérentes à leur position qui leur a fait trouver le vrai principe et le vrai but de l'Internationale : la solidarité des besoins comme base déjà existante, et *l'organisation internationale de la lutte économique du travail contre le capital* comme le véritable objet de cette Association. En lui donnant exclusivement cette base et ce but, ils établirent d'un seul coup toute la puissance de l'Internationale.

Ils en ouvrirent les portes largement à tous les millions d'opprimés et d'exploités de la société actuelle, abstraction faite de leurs croyances, de leur degré de culture, et de leur nationalité. Car pour concevoir le désir et pour avoir le droit d'entrer dans l'Internationale, conformément à ses statuts primitifs, il n'a fallu et il ne faut encore aujourd'hui que les conditions suivantes :

1° Être un travailleur sérieux, c'est-à-dire éprouver réellement les souffrances auxquelles le prolétariat se trouve assujetti de nos jours, ou au moins, si l'on est né dans une classe privilégiée quelconque, vouloir franchement, sans réticences et sans arrière-pensées ambitieuses, la pleine émancipation du monde ouvrier ;

2° Comprendre que cette émancipation ne peut être un fait individuel, ni local, ni le fait |20 exceptionnel d'un métier quelconque ; mais qu'elle ne peut se réaliser qu'à la condition

d'embrasser dans une action solidaire les travailleurs de tous les métiers industriels, commerciaux et agricoles, le prolétariat de toutes les communes, de toutes les provinces, de tous les pays, de tous les continents, et de former par conséquent une puissante et réelle organisation de la solidarité internationale de tous les travailleurs exploités du monde entier contre l'exploitation systématique et légale de tous les capitalistes et de tous les propriétaires du monde ;

3° Comprendre que les classes possédantes, exploitantes et gouvernantes, ne feront jamais volontairement, par générosité ou par justice, aucune concession, si urgente qu'elle paraisse et si faible qu'elle soit, au prolétariat ; parce que c'est contre nature, et précisément contre leur nature spéciale, de telle sorte qu'il n'y a jamais eu d'exemple dans l'histoire qu'une classe dominante ait fait de tels sacrifices de son plein gré ; aucuns privilégiés n'ayant jamais consenti à en faire même de très petits que lorsque, débordés et menacés dans leur existence même par la puissance montante du prolétariat, ils se sont vus forcés d'en faire de bien plus importants. Que par conséquent le prolétariat ne doit rien attendre ni de l'intelligence, ni de l'équité des bourgeois, et encore moins de leur politique, fût-ce même celle des radicaux bourgeois ou des bourgeois soi-disant socialistes, ni enfin même des représentants bourgeois de la science, et que *l'émancipation des travailleurs ne peut être exclusivement que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, comme il est dit à la tête de nos considérants. Ce qui veut dire que les travailleurs ne pourront réaliser cette émancipation et conquérir leurs droits humains que de haute lutte, *par la guerre organisée des travailleurs du monde entier contre les capitalistes et les propriétaires exploiteurs du monde entier* ;

4° Comprendre que pour mieux vaincre dans cette guerre internationale, les travailleurs de tous les pays doivent organiser internationalement leur puissance solidaire, et que c'est là le vrai, l'unique but de l'Association |21 internationale

des travailleurs ;

5° Comprendre que puisque cette organisation n'a d'autre objet que l'émancipation des travailleurs *par eux-mêmes*, elle ne peut être constituée que directement et immédiatement par eux-mêmes, par leur propre action spontanée, c'est-à-dire de bas en haut par la voie franchement populaire de la fédération libre, en dehors de toutes les combinaisons politiques des États, et non de haut en bas, à la manière de tous les gouvernements plus ou moins centralisateurs, aristocratiques et bourgeois ;

6° Comprendre que, puisque le prolétaire, le travailleur manuel, l'homme de peine, est le représentant historique du dernier esclavage sur la terre, son émancipation est l'émancipation de tout le monde, son triomphe est le triomphe final de l'humanité ; et que par conséquent l'organisation de la puissance du prolétariat de tous les pays par l'Internationale et la guerre qu'elle soulève contre toutes les classes exploitantes et dominantes ne peuvent avoir pour but la constitution d'un nouveau privilège, d'un nouveau monopole, d'une classe ou d'une domination nouvelles, d'un nouvel État, mais l'établissement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de tous les êtres humains, sur les ruines de tous les privilèges, de toutes les classes, de toutes les exploitations, de toutes les dominations, en un mot de tous les États ;

7° On doit comprendre enfin que, puisque le but unique de l'Internationale est la conquête de tous les droits humains pour les travailleurs, au moyen de l'organisation de leur solidarité militante à travers les différences de tous les métiers et les frontières politiques et nationales de tous les pays, *la loi suprême et pour ainsi dire unique* que chacun s'impose en entrant dans cette salutaire et formidable Association, c'est de se soumettre et de soumettre désormais tous ses actes, volontairement, passionnément, en pleine connaissance de cause et dans son intérêt propre aussi bien que dans celui de ses

frères de tous les pays, à toutes les conditions, con- séquences et exigences de cette solidarité.

|22 Voilà les vrais principes de l'Internationale. Ils sont si larges, si humains, et en même temps si simples, qu'il faut être un bourgeois bien intéressé à la conservation du monopole, ou bien abruti par les préjugés bourgeois, pour ne point les comprendre et pour ne point en reconnaître la parfaite justesse. Pour les falsifier, il a fallu être un démocrate socialiste de l'école de M. Marx. Mais il n'est point de vrai, de sérieux prolétaire, si peu cultivé ou si abasourdi qu'il soit par cette masse de préjugés tant religieux que politiques qu'on fait systématiquement pleuvoir sur sa pauvre tête, dès sa plus tendre enfance, auquel avec un peu de patience et de bonne volonté on ne puisse faire comprendre tout cela dans une conversation de quelques heures. Car déjà il porte tout cela dans son instinct et dans toutes ses aspirations développées chaque jour davantage par ses expériences, par ses douleurs quotidiennes. En lui expliquant ces principes, et en en déduisant toutes les applications pratiques, on ne fera que donner une forme, un nom à ce qu'il sent. Voilà ce qui attirera invinciblement la masse du prolétariat dans l'Internationale, si l'Internationale, tout en se développant et en s'organisant toujours davantage, reste fidèle à la simplicité primitive de son programme et de son institution.

On ne peut commettre de plus grande faute que de demander soit à une chose, soit à une institution, soit à un homme plus qu'ils ne peuvent donner. En exigeant d'eux davantage, on les démoralise, on les empêche, on les fausse, on les tue. L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé, et elle organisera chaque jour d'une

manière plus formidable encore, le prolétariat pour la lutte économique. Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique ?

M. Marx, pour l'avoir espéré, a manqué d'assassiner l'Internationale par sa criminelle tentative de la Haye. C'est l'histoire de la poule aux œufs d'or. À l'appel pour la lutte économique, des masses de travailleurs de différents pays sont accourus pour se ranger sous le drapeau de l'Internationale, et M. Marx s'était imaginé que les masses y resteraient, que dis-je ? |23 qu'elles accourraient en quantités plus formidables encore, lorsque, Moïse nouveau, il aurait inscrit les sentences de son décalogue politique sur notre drapeau, dans le programme officiel et obligatoire de l'Internationale.

Voilà où a été son erreur. Les masses, sans différence de degré de culture, de croyances religieuses, de pays et de langues, avaient compris le langage de l'Internationale, lorsqu'elle leur avait parlé de leur misère, de leur souffrance et de leur esclavage sous le joug du capital et de la propriété exploiteuse ; elles l'ont compris lorsqu'elle leur a démontré la nécessité d'unir leurs efforts dans une grande lutte solidaire et commune. Mais voici qu'on vient leur parler d'un programme politique très savant, très autoritaire surtout, et qui, au nom de leur propre salut, vient leur imposer, dans cette Internationale même qui devait organiser leur émancipation par leurs propres efforts, un gouvernement dictatorial, provisoire sans doute, mais, en attendant, tout à fait arbitraire, et dirigé par une tête extraordinairement remplie de cervelle.

À quel degré de démence ne fallait-il pas avoir été poussé soit par l'ambition, soit par la vanité, soit par toutes les deux à la fois, pour avoir pu concevoir l'espérance qu'on pourrait retenir les masses ouvrières des différents pays de l'Europe et de l'Amérique sous le drapeau de l'Internationale à ces conditions-là !

Mais, dira quelqu'un, le succès le plus triomphant n'a-t-il pas donné raison à M. Marx, et le Congrès de la Haye n'a-t-il pas voté tout ce qu'il lui avait demandé ?

Personne mieux que M. Marx ne sait combien peu les résolutions votées par ce malheureux Congrès de la Haye expriment la pensée et les aspirations réelles des Fédérations de tous les pays. La composition et la falsification de ce Congrès lui ont coûté trop de peine pour qu'il puisse se faire la moindre illusion sur sa véritable signification et sa réelle valeur. Et, d'ailleurs, s'il avait même pu se faire cette illusion un instant, ce qui se passe aujourd'hui est bien fait pour la dissiper tout à fait. Excepté le Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, les Fédérations de tous les pays, les Américains, les Anglais, les Hollandais, les Belges, les Français, les Suisses du Jura, les Espagnols et les Italiens protestent contre toutes les résolutions de ce Congrès néfaste et honteux, |24 ou plutôt contre cette ignoble intrigue.

Mais laissons de côté la question morale, et ne considérons que la partie principielle de la question. Un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer. Tel est en effet le programme de M. Marx. C'est un échafaudage complet d'institutions économiques et politiques fortement centralisées et très autoritaires, sanctionnées sans doute, comme toutes les institutions despotiques dans la société moderne, par le suffrage universel, mais soumises néanmoins à un gouvernement *très fort*, pour me servir des propres expressions de M. Engels, l'*alter ego* de M. Marx, le confident du législateur.

Mais pourquoi est-ce précisément ce programme qu'on prétend introduire *officiellement*, obligatoirement, dans les

statuts de l'Internationale ? Pourquoi pas celui des blanquistes ? Pourquoi pas le nôtre ? Serait-ce parce que M. Marx l'aurait inventé ? Ce n'est pas une raison. Ou bien parce que les ouvriers de l'Allemagne paraissent l'accepter ? Mais le programme anarchique est accepté, à très peu d'exceptions près, par toutes les Fédérations latines ; les Slaves n'en accepteront jamais d'autre. Pourquoi donc le programme autoritaire des Allemands devrait-il dominer dans l'Internationale, que la liberté seule a créée et qui ne pourra jamais prospérer que dans la liberté et par la liberté ? Serait-ce parce que les armées allemandes ont manqué de conquérir la France ? Mais encore ce ne serait pas une raison ; ou plutôt c'en serait une au contraire pour se défier beaucoup d'un programme qui nous vient aujourd'hui de l'Allemagne.

Les Allemands ont une manière d'apprécier les hommes, les faits et les choses tout à fait singulière ! Je trouve, par exemple, dans le n° 81 (du 9 octobre 1872) du *Volksstaat*, l'organe officiel et principal du Parti des ouvriers démocrates socialistes de l'Allemagne, un organe qui se publie à Leipzig non sous la rédaction, mais sous l'inspiration immédiate et directe de M. Marx lui-même, l'entrefilet suivant :

« **Une nouvelle. L'interdicti on de l'Internationale en France est supprimée !** — Est-ce possible ! — Vous ne le croyez pas ? Et pourtant cela est ainsi. L'Internationale, qui |25 avait été expulsée par la porte des associations (*die durch das Vereinsthor hinausgehetzt war*), est de nouveau rentrée triomphante dans la capitale de la France par la boutique d'un libraire. **Le « Capital » de Karl Marx traduit en français** est mis en vente chez Lachâtre à Paris. Nous avons en ce moment même devant nous la première série magnifiquement éditée de cet ouvrage avec le portrait et l'autographe de l'auteur... »

N'est-ce pas ébouriffant ? N'est-ce pas tout à fait

caractéristique de l'esprit de l'Allemagne ? Je vous demande si, dans aucun autre pays, on oserait imprimer une chose pareille dans un journal qui se dit démocratique, socialiste, organe de l'Internationale, et qui prétend représenter, qui représente, hélas ! en effet une très nombreuse organisation d'ouvriers. Comment ! l'apparition du livre, du portrait et de l'autographe de M. Karl Marx, dans une librairie de Paris, équivaut à la rentrée triomphante de l'Internationale en France ! C'est bouffon, c'est ignoble, et c'est la plus grossière injure qu'on ait jamais jetée à la face de l'Internationale ! Donc, un seul homme, lequel que ce soit, M. Karl Marx ou un autre, pèse autant que l'Internationale ! Pour oser dire de pareilles choses aux ouvriers de l'Allemagne, qui font de ce journal leur lecture quotidienne, ne faut-il pas les mépriser beaucoup et les croire assouplis à toutes les disciplines et à toutes les humiliations ?

L'idolâtrie des personnes et le culte de l'autorité sont entrés bien profondément dans les mœurs des Allemands ; mais je ne me serais jamais imaginé qu'ils les eussent dépravés à ce point qu'un journal populaire, lu au moins par une ou deux dizaines de milliers d'ouvriers, osai impunément imprimer de pareilles choses. Le *Volksstaat* l'a fait sans doute très naïvement, et personne en Allemagne ne s'en est trouvé offusqué.

Et c'est le programme politique applaudi par une démocratie socialiste pareille que le Congrès de la Haye a prétendu imposer aux Fédérations libres de tous les pays !

Il est évident qu'à moins de vouloir tyranniser les Fédérations de beaucoup de pays, en leur imposant soit par la violence, soit par l'intrigue, soit par toutes les deux à la fois, le programme politique d'un seul pays ; ou bien, ce qui est beaucoup plus probable, à moins de dissoudre l'Internationale, en la divisant en plusieurs parties, dont chacune suivrait son propre programme politique, — pour sauver son intégrité et

pour assurer sa prospérité, il |26 n'est qu'un seul moyen : *c'est de maintenir l'élimination primitive de la question politique du programme officiel et obligatoire de l'Association international e des travailleurs, organisée non pour la lutte politique, mais uniquement pour la lutte économique, et se refusant absolument par là même à servir d'instrument politique entre les mains de qui que ce soit*. C'est au point que toutes les fois qu'on voudra l'employer comme une puissance politique positive dans la lutte positivement politique des différents partis de l'État, elle se démoralisera immédiatement, s'amoindrira, se rétrécira et se dissoudra d'une manière visible, et finira par fondre tout à fait entre les mains de celui qui follement s'imaginera tenir cette puissance.

Mais alors il serait donc interdit de s'occuper de questions politiques et philosophiques dans l'Internationale ? Faisant abstraction de tout le développement qui se fait dans le monde de la pensée, aussi bien que des événements qui accompagnent ou qui suivent la lutte politique, tant extérieure qu'intérieure, des États, l'Internationale ne s'occuperait plus que de la question économique ? Elle ferait de la statistique comparée, étudierait les lois de la production et de la distribution des richesses, s'occuperait exclusivement du règlement des salaires, formerait des caisses de résistance, organiserait des grèves locales, nationales et internationales, constituerait localement, nationalement et internationalement les corps de métier, et formerait des sociétés coopératives de crédit mutuel, de consommation et de production, dans les moments et dans les localités où de pareilles créations seraient possibles ?

Une telle abstraction, hâtons-nous de le dire, est absolument impossible. Cette préoccupation exclusive des

intérêts seulement économiques, ce serait pour le prolétariat la mort. Sans doute que la défense et l'organisation de ces intérêts — question de vie ou de mort pour lui — doivent constituer la base de toute son action actuelle. Mais il lui est impossible de s'arrêter là sans renoncer à l'humanité, et sans se priver même de la force intellectuelle et morale nécessaire à la conquête |27 de ses droits économiques. Sans doute que dans l'état misérable auquel il se voit réduit maintenant, la première question qui se présente à lui, c'est celle de son pain quotidien, du pain de la famille ; mais, plus que toutes les classes privilégiées aujourd'hui, il est un être humain dans toute la plénitude de ce mot, et comme tel il a soif de dignité, de justice, d'égalité, de liberté, d'humanité et de science, et il entend bien conquérir tout cela en même temps que la pleine jouissance du produit intégral de son propre travail. Donc, si les questions politiques et philosophiques n'avaient même point été posées dans l'Internationale, c'est le prolétariat qui infailliblement les poserait.

Mais alors comment résoudre cette apparente contradiction : d'un côté, les questions philosophiques et politiques doivent être exclues du programme de l'Internationale, et de l'autre elles doivent y être nécessairement discutées ?

Ce problème se résout de lui-même par la liberté. Aucune théorie philosophique ou politique ne doit entrer, comme fondement essentiel, officiel, et comme condition obligatoire, dans le programme de l'Internationale, parce que, comme nous venons de le voir, toute théorie imposée deviendrait, pour toutes les Fédérations dont l'Association se compose aujourd'hui, soit une cause d'esclavage, soit la cause d'une division et d'une dissolution non moins désastreuse. Mais il ne suit pas de là que toutes les questions politiques et philosophiques ne puissent et ne doivent être librement discutées dans l'Internationale. Au contraire, c'est l'existence

d'une théorie officielle qui tuerait, en la rendant absolument inutile, la discussion vivante, c'est-à-dire le développement de la pensée propre dans le monde ouvrier. Du moment qu'il y aurait une *vérité officielle*, scientifiquement découverte par le travail isolé de cette grande tête exceptionnellement — et pourquoi pas *providentiellement* aussi ? — garnie de cervelle, une vérité annoncée et imposée à tout le monde du haut du Sinaï marxien, à quoi bon discuter ? Il ne resterait plus qu'à apprendre par cœur tous les articles du nouveau Décalogue.

Au contraire, si personne n'a et ne peut avoir la prétention de donner la vérité, on la cherche. |28 Qui la cherche ? Tout le monde, et surtout le prolétariat qui en a soif et besoin plus que tous les autres.

Beaucoup ne voudront pas croire à cette recherche spontanée de la vérité politique et philosophique par le prolétariat lui-même. Je m'en vais maintenant essayer de montrer comment cette recherche s'effectue au sein même de l'Internationale.

Les travailleurs, ai-je dit, n'entrent dans l'Internationale et ne s'y organisent d'abord que dans un but éminemment pratique, celui de la revendication solidaire de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie de tous les pays. Remarquez que par ce seul fait, — inconscient, si vous voulez, d'abord, — le prolétariat se place déjà, sous un double aspect, dans une situation très décisivement, mais aussi très négativement, politique. Il détruit, d'un côté, les frontières politiques et toute la politique internationale des États, en tant que fondée sur les sympathies, sur la coopération volontaire et sur le fanatisme patriotique des

masses asservies ; et, de l'autre, il creuse l'abîme entre la bourgeoisie et le prolétariat, et place ce dernier en dehors de l'action et du jeu politiques de tous les partis de l'État ; mais, en le mettant en dehors de toute politique bourgeoise, il le tourne nécessairement contre elle.

Donc voilà une position politique toute déterminée, dans laquelle le prolétariat se trouve placé, inconsciemment d'abord comme je viens de le dire, par le seul fait de son adhésion à l'Internationale. Il est vrai que c'est une position politique absolument *négative*, et la grande faute, pour ne point dire la trahison et le crime des démocrates socialistes qui entraînent le prolétariat de l'Allemagne dans les voies du programme marxien, c'est d'avoir voulu transformer cette attitude négative en une coopération positive à la politique des bourgeois.

L'Internationale, en mettant ainsi le prolétariat en dehors de la politique des États et du monde bourgeois, |29 constitue un monde nouveau, le monde du prolétariat solidaire de tous les pays. Ce monde est celui de l'avenir; c'est d'un côté l'héritier légitime, mais en même temps le démolisseur et l'enterreur de toutes les civilisations historiques, privilégiées, et comme telles complètement épuisées et condamnées à mourir ; par conséquent le créateur obligé d'une civilisation nouvelle, fondée sur la ruine de toutes les autorités divines et humaines, de tous les esclavages et de toutes les inégalités. Telle est la mission, et par conséquent tel est le vrai programme de l'Internationale, non officiel, — tous les dieux des paradis païens et chrétiens nous en gardent ! — mais implicite, inhérent à son organisation même.

Son programme officiel, je le répéterai mille fois, est tout simple et en apparence très modeste : c'est *l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital*. De cette base d'abord exclusivement matérielle doit surgir tout le monde social, intellectuel et moral

nouveau. Pour qu'il en soit réellement ainsi, il faut que toutes les pensées, toutes les tendances philosophiques et politiques de l'Internationale, naissant au sein même du prolétariat, aient pour point de départ principal, sinon exclusif, cette revendication économique qui constitue l'essence même et le but manifeste de l'Internationale. Est-ce possible ?

Oui, et cela est en effet. Quiconque a suivi les développements de l'Internationale pendant quelques années a pu s'apercevoir comment cela s'y effectue lentement, sans que cela paraisse du tout, tantôt simultanément, tantôt successivement, et toujours par trois voies différentes, mais indissolublement unies : d'abord par l'organisation et la fédération des *caisses de résistance* et la solidarité internationale des *grèves* ; en second lieu, par l'organisation et par la fédération internationale des *corps de métier* ; et enfin par *le développement spontané et direct des idées philosophiques et sociologiques dans l'Internationale*, accompagnement inévitable et conséquence pour ainsi dire forcée de ces deux premiers mouvements.

Considérons maintenant ces trois voies dans leur action spéciale, différente, mais, comme je viens de le dire, inséparable, et commençons par l'organisation des caisses de résistance et des grèves.

Les caisses de résistance ont pour objet unique de former le fonds nécessaire pour rendre possibles l'organisation et l'entretien si coûteux des grèves. Et la |30 grève, c'est le commencement de la guerre sociale du prolétariat contre la bourgeoisie, encore dans les limites de la légalité. Les grèves sont une voie précieuse sous ce double rapport, que, d'abord, elles électrisent les masses, retrempent leur énergie morale, et réveillent en leur sein le sentiment de l'antagonisme profond qui existe entre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie, en leur montrant toujours davantage l'abîme qui les sépare désormais

irrévocablement de cette classe ; et qu'ensuite, elles contribuent immensément à provoquer et à constituer entre les travailleurs de tous les métiers, de toutes les localités, et de tous les pays, la conscience et le fait même de la solidarité : double action, l'une négative et l'autre positive, qui tend à constituer directement le nouveau monde du prolétariat, en l'opposant d'une manière quasi-absolue au monde bourgeois [1].

C'est une chose digne de remarque que le radicalisme aussi bien que le socialisme bourgeois se sont toujours déclarés les antagonistes acharnés du système des grèves et ont fait et font encore presque partout aujourd'hui des efforts inimaginables pour en détourner le prolétariat. Mazzini n'a jamais voulu entendre parler des grèves ; et si ses disciples, d'ailleurs passablement démoralisés, désorientés et désorganisés depuis sa mort [2], prennent aujourd'hui, bien timidement d'ailleurs, leur défense, c'est parce que la propagande de la Révolution sociale a tellement envahi les masses italiennes, et que les revendications sociales se sont manifestées avec une telle puissance dans les différentes grèves qui ont éclaté dernièrement sur beaucoup de points de l'Italie à la fois, qu'ils ont senti que s'ils s'opposaient plus longtemps à ce mouvement irrésistible et formidable, ils se trouveraient bientôt tout seuls.

Mazzini, avec tous les radicaux et les socialistes bourgeois de l'Europe, avait eu bien raison de condamner les grèves, — h son point de vue, cela s'entend. Que voulait-il ? que veulent encore les mazziniens, qui poussent l'esprit de conciliation

---

1 Ici va se produire la digression signalée dans la préface. Bakounine rencontre sous sa plume le nom de Mazzini ; il compare alors entre elles les doctrines de Mazzini et de Marx, puis, s'abandonnant à sa verve vagabonde, il dit toute sorte de choses intéressantes sur les Trades Unions, le fatalisme historique, le partage de la Pologne, le développement de l'idée de l'unité allemande, etc. ; et le manuscrit s'interrompt avant que l'auteur soit revenu au sujet qu'il s'était promis de traiter. — J. G.

2 Mazzini est mort le 10 mars 1872. — J. G.

aujourd'hui jusqu'à s'unir même avec ceux qu'on appelle les |31 radicaux du Parlement italien ? L'établissement d'un grand État unitaire, démocratique et républicain. Pour établir cet État, il faut renverser d'abord celui qui existe, et pour cela le bras puissant du peuple est indispensable. Une fois que le peuple aura rendu ce grand service aux politiciens de l'école mazzinienne, on le renverra naturellement dans ses ateliers ou dans ses campagnes, pour qu'il y reprenne son travail si utile, sous l'égide non plus paternelle, mais fraternelle, quoique non moins autoritaire, du nouveau gouvernement républicain.

Maintenant il faut au contraire l'appeler sur la place publique. Comment le soulever ?

Faire appel à ses instincts socialistes ? C'est impossible. Ce serait le moyen le plus sûr pour ameuter contre soi et contre la république qu'on rêve toute la classe des capitalistes et des propriétaires, et c'est précisément avec eux qu'on veut vivre et qu'on veut constituer le nouveau gouvernement. On ne constitue pas un gouvernement régulier avec des masses barbares, ignorantes, anarchiques, surtout quand ces masses ont été soulevées au nom de leurs revendications économiques par la passion de la justice, de l'égalité, et de leur réelle liberté qui est incompatible avec quelque gouvernement que ce soit. Donc, il faut éviter la question sociale, et s'efforcer de réveiller chez les travailleurs les passions politiques et patriotiques, grâce auxquelles leur cœur pourra battre à l'unisson avec le cœur des bourgeois, et leur bras sera disposé à rendre aux politiciens radicaux de cette classe le service précieux qu'ils demandent, celui de renverser le gouvernement de la monarchie.

Mais nous avons vu que les grèves ont pour premier effet de détruire cette harmonie touchante et si profitable à la bourgeoisie, en rappelant au prolétariat qu'il existe entre elle et lui un abîme, et en réveillant en son sein des passions

socialistes qui sont absolument incompatibles avec les passions politiques et patriotiques. Donc, Mazzini a eu mille fois raison : il faut condamner les grèves.

Il s'est montré en ceci mille |$_{32}$ fois plus logique que les marxiens, chefs actuels du Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, qui eux aussi posent comme but immédiat et premier de l'agitation légale de leur parti la conquête du pouvoir politique, et qui, par conséquent, comme Mazzini, veulent se servir de la puissance musculaire du peuple allemand pour conquérir ce pouvoir, si ardemment convoité, pour l'offrir sans doute à leur chef suprême, le dictateur de l'Internationale, M. Marx.

Il y a aujourd'hui entre le programme politique des marxiens et celui des mazziniens plus de points de ressemblance qu'on ne l'imagine peut-être, et je ne serais nullement étonné si M. Marx, décidément repoussé par tous les révolutionnaires socialistes sérieux et sincères de l'Italie, finissait par conclure une alliance offensive et défensive avec les disciples de son antagoniste irréconciliable, Mazzini. Mazzini, malgré tout son idéalisme, aussi profond que sincère et qui lui faisait mépriser les biens matériels pour lui-même, et faisant sans doute une concession nécessaire à la brutalité inhérente aux masses, leur avait fait à peu près toutes les promesses économiques et sociales que leur fait aujourd'hui M. Marx. Il est allé même jusqu'à leur parler de l'égalité économique et du droit de chaque travailleur au produit intégral de son travail. Mais ce seul mot ne contient-il pas en effet toute la Révolution sociale ?

Mazzini, pour les raisons que je viens d'exposer, ne voulait point, il est vrai, de l'antagonisme des classes contre les classes. Mais M. Marx le veut-il bien sincèrement, cet antagonisme, qui rend absolument impossible toute participation des masses à l'action politique de l'État ? Car cette action, en dehors de la bourgeoisie, n'est point praticable ; elle n'est possible que

lorsqu'elle se développe de concert avec une partie quelconque de cette classe et se laisse diriger par des bourgeois. M. Marx ne peut ignorer tout cela ; et d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui à Genève, à Zürich, à Bâle, et dans toute l'Allemagne, devrait bien lui ouvrir les |33 yeux, s'il les avait fermés sur ce point, ce que je ne crois franchement pas. Il m'est impossible de le croire après avoir lu le discours qu'il a prononcé dernièrement à Amsterdam, et dans lequel il a dit que dans certains pays, peut-être en Hollande même, la question sociale pouvait être résolue paisiblement, légalement, sans lutte, à l'amiable, ce qui ne peut signifier autre chose que ceci : elle peut se résoudre par une série de transactions successives, pacifiques, volontaires et sages, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mazzini n'a jamais dit autre chose.

Enfin Mazzini et Marx s'accordent encore sur ce point capital, que les grandes réformes sociales qui doivent émanciper le prolétariat ne peuvent être réalisées que par un grand État démocratique, républicain, très puissant et fortement centralisé, et que pour le propre salut du peuple, pour pouvoir lui donner l'instruction et le bien-être, il faut lui imposer, au moyen de son propre suffrage, un gouvernement très fort.

Entre Mazzini et Marx, il existe toutefois une énorme différence, et elle est toute à l'honneur de Mazzini. Mazzini était un croyant profond, sincère, passionné. Il adorait son Dieu, auquel il rapportait tout ce qu'il sentait, tout ce qu'il pensait, tout ce qu'il faisait. Par rapport à sa propre personne, il était l'homme le plus simple, le plus modeste, le plus détaché de lui-même. Son cœur débordait d'amour pour l'humanité et de bienveillance pour tous. Mais il devenait impitoyable, furieux, lorsqu'on touchait à son Dieu.

M. Marx ne croit pas en Dieu, mais il croit beaucoup en lui-même, et rapporte tout à lui-même. Il a le cœur plein non d'amour, mais de fiel, et très peu de bienveillance naturelle pour

les hommes, ce qui ne l'empêche pas toutefois de devenir tout aussi furieux et infiniment plus méchant que Mazzini, lorsqu'on ose mettre seulement en question l'omniscience de la Divinité qu'il adore, c'est-à-dire de M. Marx lui-même. Mazzini voulait imposer à l'humanité le joug de Dieu, M. Marx |34 prétend lui imposer le sien. Je ne veux ni de l'un ni de l'autre, mais, si j'étais forcé de choisir, je préférerais encore le Dieu mazzinien.

J'ai cru devoir donner celte explication, pour que les disciples et amis de Mazzini ne puissent m'accuser d'injurier la mémoire de leur maître en le comparant à M. Marx. Je reviens à mon sujet.

Je dis donc que, pour toutes les raisons que je viens d'exposer, je ne m'étonnerai nullement si nous entendons parler bientôt d'une réconciliation, d'une entente, d'une alliance entre l'agitation mazzinienne et l'intrigue marxienne en Italie. Si elle ne se réalise pas, ce sera la faute des mazziniens, non celle de M. Marx. Je prétends que pour peu que le parti marxien, celui de la démocratie soi-disant socialiste, continue de marcher dans la voie des revendications politiques, il se verra forcé de condamner tôt ou tard celle de la revendication économique, la voie des grèves, tellement ces deux voies sont en réalité incompatibles.

Nous avons eu un exemple frappant de cette incompatibilité en 1870, à Genève, où, une grande grève des ouvriers en bâtiment ayant éclaté avant la guerre, les internationaux-citoyens de la « fabrique » [1], après avoir soutenu

1 On appelle à Genève « ouvriers de la fabrique » ceux qui sont occupés à la fabrication de l'horlogerie, de la bijouterie et des pièces à musique ; non pas qu'ils travaillent dans une fabrique, mais parce que, dans le langage genevois, l'ensemble de l'industrie horlogère (qui est l'industrie « nationale »), patrons et ouvriers, s'appelle en un seul mot la « fabrique ». Ces ouvriers sont presque tous citoyens genevois ; leurs salaires sont plus élevés que ceux des ouvriers du bâtiment ; ils ont plus d'instruction que ceux-ci ; ils exercent des droits politiques, — tandis

et même encouragé cette grève pendant quelque temps par ostentation, la firent cesser tout d'un coup et presque par force, au détriment de ces malheureux ouvriers, aussitôt que les chefs du parti radical bourgeois de Genève leur en eurent intimé l'ordre [1]. Nous avons également vu, il y a six ou huit mois, également à Genève, un avocat appartenant au parti radical et à l'Internationale en même temps, M. Amberny, — celui que M. Marx lui-même, dans une lettre qu'il lui a adressée, a gracieusement remercié d'avoir servi l'Internationale de Genève, — nous l'avons vu garantir publiquement, devant ses concitoyens bourgeois, au nom de l'Internationale, qu'il n'y aurait point de grève pendant cette année [2].

On m'objectera que dans le pays où l'organisation des grèves est arrivée à un degré de puissance inconnu en d'autres pays, savoir en Angleterre, les ouvriers sont loin de rester indifférents aux agitations politiques, s'y intéressent au contraire beaucoup, et on me montrera la Ligue pour la conquête du suffrage universel, fondée il y a six ans à peine et

---

que les ouvriers du bâtiment sont en majorité des étrangers, — et ils sont en conséquence traités avec beaucoup de ménagements par les chefs de parti bourgeois. En 1869, lors du séjour de Bakounine à Genève, les ouvriers de la « fabrique » étaient en général *marxistes*, tandis que les ouvriers du bâtiment étaient *bakounistes*. — J. G.

1 Sur cette grève du bâtiment à Genève, en 1870, et sur la manière dont les meneurs des ouvriers genevois, alliés aux radicaux, la tirent cesser par « patriotisme » (décision de la commission de direction de la grève, 18 juillet 1870), Voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. II, pages 41-42, 50-51, 54-55, 66. — J. G.

2 Sur l'intervention de l'avocat Amberny dans les affaires de l'Internationale à Genève, et l'attitude du Comité cantonal qui empêcha une grève des ouvriers du bâtiment pour ne pas nuire à la candidature de cet avocat, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. II, p . 263-265. — J. G.

qui, composée en majeure partie de travailleurs manuels, forme déjà le noyau d'une force politique franchement populaire et tellement respectable |35 que les ministres de Sa Majesté la reine eux-mêmes se voient déjà obligés de compter et de parlementer avec elle.

Cela constitue un fait exceptionnel, mais patent, un fait dont il m'est impossible de nier l'importance, tout contraire qu'il soit à mes idées générales. Il est bien d'autres faits encore qui se produisent dans ce même pays et d'une manière si sérieuse qu'on est bien forcé de les accepter ou de les prendre au moins en considération très sérieuse, quoique, en apparence d'ailleurs beaucoup plus qu'en réalité, ils se trouvent en opposition complète avec le développement logique des idées. Telle est par exemple la tendance manifeste du prolétariat anglais à l'établissement d'un État communiste, banquier unique, et unique propriétaire de la terre qu'il administrera en souverain au nom du peuple entier, et qu'il fera cultiver, comme nous l'a expliqué au Congrès de Bâle un délégué anglais [1], membre du ci-devant Conseil général de Londres, par les ouvriers agricoles, sous la direction immédiate de ses ingénieurs.

Tâchons de nous expliquer cette contradiction apparente d'un peuple si jaloux de ses droits et qui attend son émancipation de la puissance de l'État. Il n'existe que deux grands pays dans le monde où le peuple jouisse réellement de la liberté et de la puissance politiques. Ce sont l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique. La liberté y est plus qu'un droit politique. C'est la nature sociale de tout le monde, tellement générale que les étrangers eux-mêmes les plus déshérités, les plus misérables, y jouissent de cette liberté aussi pleinement que les citoyens les plus riches et les plus influents. Ils en jouissent sans en être aucunement redevables aux

1 C'est B. Lucraft, chaisier, délégué de l'Association des chaisiers de Londres. — J. G.

gouvernements de ces pays, et sans que ces gouvernements aient la moindre possibilité de restreindre leurs droits, qui, sous le rapport de la liberté, sont égaux aux droits de tout le monde. Nous savons ce qu'il en a coûté, après l'attentat d'Orsini, à Lord Palmerston, l'un des ministres les plus populaires qu'il y ait eu jamais en Angleterre, pour avoir tenté de soumettre la liberté des étrangers à l'arbitraire ministériel. L'indignation unanime du peuple anglais le renversa d'un seul coup.

Le fait que je viens de rappeler prouve aussi que cette liberté du peuple anglais constitue une véritable puissance, ce que l'on appelle la puissance de l'opinion, non pas seulement de l'opinion |36 des classes politiques ou privilégiées, mais *la véritable puissance de l'opinion populaire*, puissance qui existe comme un fait social et qui agit comme une force toujours latente et toujours prête à se réveiller et à se faire sentir, en dehors et au-dessus de toutes les formes politiques et des droits explicitement exprimés et consacrés par la constitution anglaise. Non seulement aujourd'hui que les droits électoraux sont considérablement élargis, mais alors même qu'ils étaient exclusivement concentrés entre les mains d'une minorité hautement privilégiée, les agitations des masses, les meetings populaires immenses que les Anglais savent si bien organiser, pesaient d'un poids très considérable sur la direction politique et sur les résolutions du Parlement anglais.

On a voulu faire honneur de ce fait à la perspicacité prudente et à la haute sagesse politique de l'aristocratie et de la riche bourgeoisie. Je ne prétends pas leur contester cette sagesse, mais je pense qu'il faut chercher la principale raison de ce fait dans le tempérament historique et dans les habitudes sociales du peuple anglais, qui, depuis bien longtemps, s'est accoutumé à faire respecter sa liberté et à exercer cette pression politique de son opinion et de ses aspirations sur les actes des représentants légaux de son pays. En un mot, le peuple anglais n'a pas besoin de conquérir ni sa liberté, ni sa puissance

politique, il les possède déjà dans le fait, dans ses mœurs. Ce qui lui manque encore et ce qu'il ne manquera pas de conquérir bientôt, c'est la conformité complète de ses institutions et de ses lois avec le fait depuis longtemps accompli. Ce que je dis du peuple anglais se rapporte naturellement encore plus au peuple des États-Unis d'Amérique, où la liberté et où l'action politique directement exercée par les masses ont atteint le plus haut degré de développement connu jusqu'ici dans l'histoire.

On peut dire qu'il n'existe pas aujourd'hui dans le monde d'autres peuples vraiment politiques que ces deux peuples. Pour eux, la politique est un fait, une réalité bien connue et depuis longtemps exercée ; pour tous les autres, sans en excepter même le peuple de France, c'est un idéal ; pour les Allemands, c'est une doctrine. Le peuple français a eu bien aussi ses moments politiques, mais ils ne furent que des moments, et pour cette raison même ils constituèrent autant de révolutions qui durèrent rarement des mois, et le plus souvent quelques jours seulement. |$_{37}$ Ces jours furent des jours de liberté et de fête, pendant lesquels les masses, enivrées de leur victoire, croyaient avoir conquis le droit de respirer à pleine poitrine ; après quoi, de leur propre consentement, et en s'aidant de leur propre suffrage, on les remettait de nouveau sous ces machines pneumatiques qu'on appelle les gouvernements, monarchiques ou républicains ; le nom n'y faisait rien, car nul n'ignore que les uns comme les autres, en France, comme dans tous les autres pays du continent de l'Europe, n'ont jamais signifié autre chose que la pleine compression de la liberté populaire sous le joug d'une bureaucratie à la fois religieuse, policière, fiscale, militaire et civile.

Si l'on considère ces énormes différences de tempérament, de développement historique, de mœurs et d'habitudes sociales, on arrive à cette conclusion que seuls le peuple américain et le peuple anglais ont la conscience politique, et que tous les peuples du continent de l'Europe ne l'ont absolument pas.

Maintenant surgit une question : Peut-on espérer de pouvoir donner par la propagande cette conscience à un peuple qui ne la trouve ni dans son tempérament, ni dans ses habitudes, ni dans sa propre histoire ? ce qui équivaut à demander : Peut-on faire d'un Allemand, d'un Français, un Américain ou un Anglais ? Il y aurait peut-être une autre question à poser : Est-il même désirable de voir s'éveiller la conscience politique chez les nations qui en ont été privées jusqu'à cette heure, et cela précisément à une époque comme la nôtre, dans laquelle, chez les peuples mêmes qui la possèdent, cette conscience, arrivée à son point culminant, et après avoir produit tous ses fruits, tend évidemment à se transformer en conscience anti-politique, c'est-à-dire socialiste révolutionnaire ?

Mais considérons d'abord la première question. Une fois celle-là résolue, la seconde se résoudra d'elle-même. Peut-on se flatter de pouvoir donner, au moyen de la propagande îa plus habilement organisée et la plus énergiquement exercée, aux masses populaires d'une nation des tendances, des aspirations, des passions, des pensées qui ne soient pas le produit de leur propre histoire et que, par conséquent, elles ne portent point naturellement, instinctivement dans leur sein ? Il me semble qu'à une question ainsi posée, tout homme consciencieux, raisonnable, et qui a la moindre idée de la manière dont la conscience populaire se développe, ne peut donner qu'une réponse négative. Et en effet, aucune propagande n'a jamais donné à un peuple le fond de ses aspirations |$_{38}$ et de ses idées, ce fond ayant toujours été le produit du développement spontané études conditions réelles de sa vie. Que peut donc faire la propagande ? En apportant une expression générale plus juste, une forme heureuse et nouvelle aux instincts propres du prolétariat, elle peut quelquefois en faciliter et en précipiter

le développement, surtout au point de vue de leur transformation en conscience et en volonté réfléchie des masses elles-mêmes. Elle peut leur donner la conscience de ce qu'elles ont, de ce qu'elles sentent, de ce qu'elles veulent déjà instinctivement, mais jamais elle ne pourra leur donner ce qu'elles n'ont pas, ni éveiller en leur sein des passions qui de par leur propre histoire leur sont étrangères.

Maintenant, pour décider cette question, si au moyen de la propagande on peut donner la conscience politique à un peuple qui ne l'a jamais eue jusque-là, examinons ce qui constitue réellement *dans les masses populaires* cette conscience. Je dis expressément *dans les masses populaires*, car nous savons fort bien que dans les classes plus ou moins privilégiées, cette conscience n'est pas autre chose que celle du droit conquis, assuré et réglé d'exploiter le travail des masses et de les gouverner en vue de cette exploitation. Mais dans les masses, qui ont été éternellement asservies, gouvernées, exploitées, qu'est-ce qui peut constituer la conscience politique ? Ce ne peut être assurément qu'une seule chose, la sainte révolte, cette mère de toute liberté, la tradition de la révolte, l'art coutumier d'organiser et de faire triompher la révolte, ces conditions historiques essentielles de toute pratique réelle de la liberté.

Nous voyons donc que ces deux mots, *conscience politique*, dès leur origine même, et à travers tout le développement de l'histoire, ont deux sens absolument différents, opposés, selon les deux points de vue également opposés auxquels on se plaît de les envisager. Du point de vue des classes privilégiées, ils signifient conquête, asservissement, et *organisation telle quelle de l'État* en vue de l'exploitation des masses asservies et conquises. Du point de vue des masses, au contraire, ils signifient *révolte contre l'État*, et, dans leur dernière conséquence, destruction de l'État. Deux |39 choses, comme on voit, tellement différentes qu'elles sont diamétralement opposées.

Maintenant on peut affirmer avec une certitude absolue qu'il n'y a jamais eu de peuple sur la terre, quelque abâtardi ou quelque maltraité qu'il ait été par la nature, qui n'ait ressenti, au moins à l'origine de son asservissement, quelque velléité de révolte. La révolte, c'est un instinct de la vie ; le ver même se révolte contre le pied qui l'écrase, et l'on peut dire en général que l'énergie vitale et la dignité comparative de tout animal se mesure à l'intensité de l'instinct de révolte qu'il porte en lui. Dans le monde des brutes, comme dans le monde humain, il n'est point de faculté ou d'habitude plus dégradante, plus stupide et plus lâche que celle d'obéir et de se résigner. Eh bien, je prétends qu'il n'y a jamais eu de peuple si dégradé, sur la terre, qui ne se soit point révolté, au moins dans les commencements de son histoire, contre le joug de ses conquérants, de ses asservisseurs, de ses exploiteurs, contre le joug de l'État.

Mais il faut reconnaître qu'après les luttes sanglantes du moyen âge, le joug de l'État a prévalu contre toutes les révoltes populaires, et qu'à l'exception de la Hollande et de la Suisse, il s'est assis triomphant dans tous les pays du continent de l'Europe. Il y a créé une civilisation nouvelle : celle de l'asservissement forcé des masses, et de la servitude intéressée et par conséquent plus ou moins volontaire des classes privilégiées. Ce que l'on a appelé révolution jusqu'ici, — même y compris la grande Révolution française, malgré la magnificence des programmes au nom desquels elle s'était accomplie, — n'a rien été en effet que la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'État, la lutte pour la domination et pour l'exploitation des masses.

Mais les masses ? Hélas ! il faut le reconnaître, elles se sont laissé profondément démoraliser, énerver, pour ne point dire châtrer, par l'action délétère de la civilisation de l'État. Écrasées, avilies, elles ont contracté l'habitude fatale d'une

obéissance et d'une résignation moutonnières, et se sont en conséquence transformées en immenses troupeaux artificiellement divisés et parqués, pour la plus grande commodité de leurs exploiteurs de toute sorte.

Je sais fort bien que les sociologistes de l'école de M. Marx, tels que M. Engels vivant, tels que feu |40 Lassalle, par exemple, m'objecteront que l'État ne fut point la cause de cette misère, de cette dégradation et de cette servitude des masses ; que la situation misérable des masses, aussi bien que la puissance despotique de l'État, furent au contraire, l'une et l'autre, les effets d'une cause plus générale, les produits d'une phase inévitable dans le développement économique de la société, d'une phase qui, au point de vue de l'histoire, constitue un véritable progrès, un pas immense vers ce qu'ils appellent, eux, la révolution sociale. C'est au point que Lassalle n'a pas hésité à proclamer bien haut que la défaite de la révolte formidable des paysans de l'Allemagne au seizième siècle, — défaite déplorable, s'il en fut, et de laquelle date l'esclavage séculaire des Allemands, — et le triomphe de l'État despotique et centralisé qui en fut la conséquence nécessaire, constituèrent un véritable triomphe pour cette révolution ; parce que les paysans, disent les marxiens, sont les représentants naturels de la réaction, tandis que l'État militaire et bureaucratique moderne — produit et accompagnement obligé de la révolution sociale qui, à partir de la seconde moitié du seizième siècle, a commencé la transformation lente, mais toujours progressive, de l'ancienne économie féodale et terrienne en production des richesses, ou, ce qui veut dire la même chose, en exploitation du du travail populaire, par le capital — fut une condition essentielle de cette révolution.

On conçoit que, poussé par cette même logique, M. Engels, dans une lettre adressée dans le courant de cette année à l'un de nos amis [1], ait pu dire, sans la moindre ironie, et au contraire très sérieusement, que M. de Bismarck aussi bien que le roi Victor-Emmanuel ont rendu d'immenses services à la révolution, l'un et l'autre ayant créé la grande centralisation politique de leurs pays respectifs. Je recommande beaucoup l'étude et le développement de cette pensée toute marxienne aux Français alliés ou partisans de M. Marx dans l'Internationale.

Matérialistes et déterministes, comme M. Marx lui-même, nous aussi nous reconnaissons l'enchaînement fatal des faits économiques et politiques dans l'histoire. Nous reconnaissons bien la nécessité, le caractère inévitable de tous les événements qui se passent, mais nous ne nous inclinons pas indifféremment devant eux, et surtout nous nous gardons bien de les louer et de les admirer lorsque, par leur nature, ils se montrent en opposition flagrante avec le but suprême |41 de l'histoire, avec l'idéal foncièrement humain qu'on retrouve, sous des formes plus, ou moins manifestes, dans les instincts, dans les aspirations populaires et sous les symboles religieux de toutes les époques, parce qu'il est inhérent à la race humaine, la plus sociable de toutes les races animales sur la terre. Ce but, cet idéal, aujourd'hui mieux conçus que jamais, peuvent se résumer en ces mots : C'est *le triomphe de l'humanité, c'est la conquête et l'accomplissement de la pleine liberté et du plein développement matériel, intellectuel et moral de chacun, par l'organisation absolument spontanée et libre de la solidarité économique et sociale aussi complète que possible entre tous les êtres humains vivant sur la terre* .

Tout ce qui dans l'histoire se montre conforme à ce but, du point de vue humain, — et nous ne pouvons pas en avoir d'autre, — est bon ; tout ce qui lui est contraire est mauvais.

1 Carlo Cafiero (voir la première note de la p. 414). — J. G.

Nous savons d'ailleurs fort bien que ce que nous appelons bon et ce que nous appelons mauvais sont toujours l'un et l'autre des résultats naturels de causes naturelles, et que par conséquent l'un est aussi inévitable que l'autre. Mais comme, dans ce qu'on appelle proprement la nature, nous reconnaissons beaucoup de nécessités que nous sommes très peu disposés à bénir, par exemple la nécessité de mourir enragé lorsqu'on a été mordu par un chien enragé, de même, dans cette continuation immédiate de la vie naturelle qu'on appelle l'histoire, nous rencontrons beaucoup de nécessités que nous trouvons beaucoup plus dignes de malédiction que de bénédiction, et que nous croyons devoir stigmatiser avec toute l'énergie dont nous sommes capables, dans l'intérêt de notre moralité tant individuelle que sociale, malgré que nous reconnaissions que, du moment qu'ils se sont accomplis, les faits historiques même les plus détestables portent ce caractère d'inévitabilité que nous retrouvons aussi bien dans tous les phénomènes de la nature que dans ceux de l'histoire.

|42 Pour rendre ma pensée plus claire, je veux l'illustrer par quelques exemples. Lorsque j'étudie les conditions politiques et sociales respectives dans lesquelles les Romains et les Grecs se sont rencontrés au déclin de l'âge antique, j'arrive à cette conclusion que la conquête et la destruction de la liberté comparativement si hautement humaine de la Grèce par la barbarie militaire et civique des Romains a été un fait logique, naturel, absolument inévitable. Mais cela ne m'empêche pas du tout de prendre rétrospectivement et très résolument le parti de la Grèce contre Rome dans cette lutte, et je trouve que l'humanité n'a absolument rien gagné au triomphe des Romains.

De même, je considère comme un fait parfaitement naturel, logique, et par conséquent inévitable, que les chrétiens, qui étaient par la grâce de Dieu des crétins, aient anéanti avec la sainte fureur que l'on sait toutes les bibliothèques des païens, tous les trésors de l'art, de la philosophie et de la science antiques. Mais il m'est décidément impossible de saisir les avantages qui en sont résultés pour notre développement politique et social. Je suis même très disposé à penser qu'en dehors de cette progression fatale des laits économiques dans laquelle, si l'on en croit M. Marx, il faut chercher, à l'exclusion de toutes les autres considérations, la cause unique de tous les faits intellectuels et moraux qui se produisent dans l'histoire, — je suis, dis-je, fortement disposé à penser que cet acte de sainte barbarie, ou plutôt cette longue série d'actes barbares et de crimes que les premiers chrétiens, divinement inspirés, commirent contre l'esprit humain, fut une des causes principales de l'avilissement intellectuel et moral, et par conséquent aussi de l'asservissement politique et social, qui remplissent cette longue suite de siècles néfastes qu'on appelle le moyen âge. Soyez-en bien certains, si les premiers chrétiens n'avaient point détruit les bibliothèques, les musées et les temples de l'antiquité, nous ne serions pas condamnés aujourd'hui à combattre ce tas d'absurdités horribles, honteuses, qui obstruent encore les cerveaux au point de nous faire douter quelquefois de la possibilité d'un avenir plus humain [1].

---

1 Il est intéressant de rapprocher, de ces lignes de Bakounine, un passage de l'illustre chimiste Lavoisier, passage inédit que j'ai découvert et publié en 1894 dans l'Introduction du tome II des *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention* :

« L'éducation publique telle qu'elle existe dans presque toute l'Europe a été instituée dans la vue, non de former des citoyens, mais de faire des prêtres, des moines et des théologiens... L'éducation publique n'ayant pour objet que de former des prêtres, longtemps on n'a fait étudier dans les collèges que ceux qu'on destinait aux diverses fonctions du sacerdoce ; et comme l'état ecclésiastique était la route qui conduisait aux honneurs et à la fortune, les nations catholiques ont dû

|43 En suivant toujours le même ordre de protestation contre des faits qui se sont accomplis dans l'histoire, et dont par conséquent moi aussi je reconnais le caractère inévitable, je m'arrête devant la splendeur des républiques italiennes et devant le réveil magnifique du génie humain à l'époque de la Renaissance. Puis je vois s'approcher les deux génies du mal, aussi anciens que l'histoire, les deux boas constrictors qui ont dévoré jusqu'ici tout ce que l'histoire a produit d'humain et de beau. Ils s'appellent l'Église et l'État, la *Papauté* et l'*Empire*. Rivaux éternels et alliés inséparables, je les vois se réconcilier, s'embrasser, et dévorer et étouffer et écraser ensemble la malheureuse et trop belle Italie, la condamner à trois siècles de mort. Eh bien, je trouve encore tout cela fort naturel, logique, inévitable, mais néanmoins abominable, et je maudis à la fois et le Pape et l'Empereur.

Passons à la France. Après une lutte qui a duré un siècle, le catholicisme, soutenu par l'État, y a finalement triomphé du protestantisme. Eh bien, ne se trouve-t-il pas encore aujourd'hui en France des politiciens ou des historiens de l'école fataliste et qui, se disant révolutionnaires [1], considèrent cette victoire du catholicisme — victoire sanglante et inhumaine

---

naturellement se diviser en deux classes : les ecclésiastiques, chez lesquels l'instruction s'est concentrée, et les non lettrés, qui formaient presque tout le reste de la nation. C'est ainsi que, d'abord par un effet du hasard, et depuis par une marche très habilement combinée, tout ce qui pouvait tendre à détruire les erreurs et les préjugés s'est trouvé réuni dans les mains de ceux qui avaient intérêt de les propager. *Cette époque, composée de seize siècles presque entièrement perdus pour la raison et pour la philosophie, pendant lesquels les progrès de l'esprit humain ont été entièrement suspendus, pendant lesquels il a souvent eu une marche rétrograde* , sera à jamais remarquable dans l'histoire de l'humanité, *et l'on doit juger combien seront grands aux yeux de la postérité ceux qui ont renversé ces monuments antiques d'ignorance et de barbarie* . » — J. G.

1 Bakounine fait allusion aux républicains catholiques de l'école de Buchez. — J. G.

s'il en fut — comme un véritable triomphe pour la Révolution ? Le catholicisme, prétendent-ils, était alors l'État, la démocratie, tandis que le protestantisme représentait la révolte de l'aristocratie contre l'État et par conséquent contre la démocratie. C'est avec de pareils sophismes, tout à fait identiques d'ailleurs aux sophismes marxiens, qui, eux aussi, considèrent les triomphes de l'État comme ceux de la démocratie sociale, — c'est avec ces absurdités aussi dégoûtantes que révoltantes qu'on pervertit l'esprit et le sens moral des masses, en les habituant à considérer leurs exploiteurs sanguinaires, leurs ennemis séculaires, leurs tyrans, les maîtres et les serviteurs de l'État, comme des organes, des représentants, des héros, des serviteurs dévoués de leur émancipation. Combien M. Veuillot n'est-il pas plus franc, plus logique et plus vrai, en constatant la profonde similitude qui existe entre la Saint-Barthélémy, par exemple, et le massacre des communards |44 par ces excellents catholiques de Versailles, dirigés par la Catherine de Médicis de nos jours, M. Thiers ? Il a mille fois raison de dire que le protestantisme alors, non comme théologie calviniste, mais comme protestation énergique et armée, représentait la révolte, la liberté, l'humanité, la destruction de l'État ; tandis que le catholicisme c'était l'ordre public, l'autorité, la loi divine, le salut de l'État par l'Église et de l'Église par l'État, la condamnation de l'humaine société à un asservissement sans limite et sans fin.

Tout en reconnaissant l'inévitabilité du fait accompli, je n'hésite pas à dire que le triomphe du catholicisme en France au seizième et au dix-septième siècles fut un grand malheur pour l'humanité tout entière, et que la Saint-Barthélemy, aussi bien que la révocation de l'édit de Nantes, furent des faits aussi désastreux pour la France elle-même que l'a été dernièrement la défaite et le massacre du peuple de Paris. Il m'est arrivé d'entendre des Français très intelligents et très estimables expliquer cette défaite du protestantisme en France par la nature essentiellement révolutionnaire du peuple français. « Le

protestantisme, disaient-ils, n'a été qu'une demi-révolution ; il nous fallait la révolution tout entière, c'est pour cela que la nation française n'a pas voulu, n'a pas pu s'arrêter à la Réformation. Elle a préféré rester catholique jusqu'au moment où elle pourrait proclamer l'athéisme ; et c'est à cause de cela qu'elle a supporté avec une résignation si parfaite, si chrétienne, et les horreurs de la Saint-Barthélemy et la tyrannie non moins abominable des exécuteurs de la révocation de l'édit de Nantes. »

Ces patriotes estimables semblent ne point vouloir considérer une chose. C'est qu'un peuple qui, sous quelque prétexte que ce soit, souffre la tyrannie, perd nécessairement à la longue l'habitude salutaire de se révolter et jusqu'à l'instinct même de la révolte. Il perd le sentiment de la liberté, et la volonté, l'habitude d'être libre, et, une fois qu'un peuple a perdu tout cela, il devient nécessairement, non-seulement |$_{45}$ par ses conditions extérieures, mais intérieurement, dans l'essence même de son être, un peuple esclave. C'est parce que le protestantisme a été défait en France que le peuple français a perdu ou plutôt n'a point acquis les mœurs de la liberté ; c'est parce que cette tradition et ces mœurs lui manquent qu'il n'a point aujourd'hui ce que nous appelons la conscience politique, et c'est parce qu'il est privé de cette conscience que toutes les révolutions qu'il a faites jusqu'ici n'ont pas même pu lui donner ou lui assurer la liberté politique. À l'exception de ses grands jours révolutionnaires, qui sont ses jours de fête, le peuple français reste aujourd'hui comme hier un peuple esclave.

Passant à un autre ordre de faits, j'arrive au partage de la Pologne. Ici je suis très heureux de pouvoir au moins une fois me rencontrer avec M. Marx, car lui aussi, comme moi, comme tout le monde, appelle ce partage un *grand crime*. Seulement, je voudrais savoir comment lui, étant donné son point de vue fataliste et optimiste à la fois, a pu se permettre, a pu motiver une pareille condamnation d'un grand fait historique accompli.

Proudhon, qu'il aime [1] tant, a été plus logique, plus conséquent que lui. Voulant à toute force absoudre l'histoire, il a écrit une brochure malheureuse [2], dans laquelle, après avoir démontré avec beaucoup de raison que la Pologne nobiliaire devait périr, parce qu'elle portait les germes de la dissolution en son sein, il a essayé de lui opposer l'Empire des tsars comme le représentant de la démocratie socialiste triomphante. C'était plus qu'une faute, je n'hésite pas à le dire malgré le tendre respect que j'ai pour la mémoire de Proudhon, ce fut un crime : le crime d'un sophiste qui, entraîné par les besoins de la polémique, n'a pas craint d'insulter une nation martyre, au moment même où révoltée pour la centième fois contre ses affreux tyrans russes et allemands, pour la centième fois elle gisait abattue sous leurs coups [(*)].

---

1 Il est inutile de faire rem arquer l'ironie de ce verbe. J. G.

2 Il s'agit probablement de la brochure *Si les traités de 1815 ont cessé d'exister* (1864), où Proudhon s'est prononcé contre le rétablissement de la Pologne comme État indépendant. — J. G.

(*) Le crime de Proudhon ne fut pas d'avoir victorieusement démontré deux vérités : la première, c'est que l'ancienne république et l'ancienne liberté polonaises étaient des institutions nobiliaires fondées sur l'asservissement et sur l'exploitation de toute la population rurale ; et la seconde, que l'insurrection de 1863, inspirée, de même que toutes les insurrections précédentes, par la pensée patriotique et ardente, exclusivement politique, mais aucunement socialiste, de rétablir le grand État polonais dans ses anciennes limites, devait être fatalement une entreprise avortée. C'était cruel peut-être de dire ces vérités à une nation malheureuse, au moment même où elle succombait sous le fer de ses assassins. Mais enfin c'étaient des vérités, et comme telles elles pouvaient, elles devaient être dites. Le crime de Proudhon a consisté |46 en ceci : Par opposition aux patriotes polonais, il s'est efforcé de représenter les troupes, les fonctionnaires, les sbires du tsar comme des émancipateurs socialistes des paysans de la Pologne, opprimés par leurs seigneurs insurgés. Proudhon, comme la plupart de ses compatriotes, ignorait aussi profondément la Pologne que la Russie ; mais, à défaut de savoir, son instinct de révolutionnaire aurait dû le prémunir contre une monstruosité qui lui a valu les remerciements chaleureux de nos patriotes panslavistes de Moscou, et cela au moment même où leurs camarades, leurs amis, les Milioutine, Tcherkasky et

Mais par quel hasard M. Marx s'est-il laissé entraîner une fois à faire de l'humanité |46 au détriment de la conséquence de ses propres idées ? L'explication de ce hasard n'est point difficile à donner.

M. Marx n'est pas seulement un socialiste savant, il est encore un politicien très habile et un ardent patriote. Comme M. de Bismarck, quoique par des voies quelque peu différentes, et comme beaucoup d'autres de ses compatriotes, socialistes ou non socialistes, il veut l'établissement d'un grand État germanique pour la gloire du peuple allemand et pour le bonheur, pour la civilisation, volontaire ou forcée, du monde. La réalisation de ce but a rencontré trois obstacles : 1° la rivalité fatale des deux plus grands États germaniques, la Prusse et l'Autriche ; 2° la puissance jalouse de la France ; et 3° la puissance menaçante de l'Empire de toutes les Russies, qui se pose en protecteur des peuples slaves contre la civilisation allemande.

Les deux premiers obstacles ont été en partie écartés par la politique aussi habile que puissante de M. de Bismarck, L'Autriche, qui a eu ce grand tort aux yeux des patriotes clairvoyants de l'Allemagne de n'avoir point su germaniser complètement les peuples slaves soumis à son joug, et d'avoir

---

beaucoup d'autres procédaient à la confiscation des biens des Polonais insurgés, non pour les donner aux paysans, mais pour les partager entre les fonctionnaires et les généraux russes, qui ont tout fait dès lors, comme on devait s'y attendre, pour faire détester encore davantage le régime impérial en Pologne. L'Empire russe émancipant qui que ce soit, voilà une absurdité révoltante, qui ce fait certainement pas honneur au jugement ni à l'instinct révolutionnaire de Proudhon. (*Note de Bakounine.*)

permis, dès le second quart de ce siècle, à la pensée, à la langue, à la passion, à la revendication slaves |47 de se réveiller dans son sein, l'Autriche a définitivement succombé sous les coups des armées victorieuses de la Prusse. Elle ne s'en relèvera jamais, tout le monde le sent, tout le monde le voit. C'est en vain qu'elle cherche en elle-même de nouveaux équilibres, essayant de s'appuyer, tour à tour, tantôt sur les Magyars, tantôt sur les Slaves, tantôt et de nouveau sur ses chers Allemands, qui, la sentant périr, commencent à lui tourner le dos pour adorer l'astre brillant qui se lève à Berlin. L'Autriche non seulement a cessé d'être un empêchement pour la Prusse, ou, ce qui veut dire la même chose maintenant, pour l'Allemagne ; son existence séparée est devenue momentanément un besoin ; car on ne se sent pas encore assez préparé ni assez fort à Berlin pour hériter d'elle, pour prendre en pleine possession tout ce qu'elle possède. Si elle allait succomber maintenant, il faudrait en abandonner une bonne part à l'Empire de Russie, et cela ne ferait pas du tout le compte de M. Marx, ni même celui de M. de Bismarck.

Contrairement à M. Marx, M. de Bismarck se garde bien d'insulter et de provoquer le tsar. Pendant quelque temps encore, il aura grand besoin de lui, et par conséquent, loin de l'insulter, il le flatte et se dit son ami. Mais en politique l'amitié ne signifie rien, et M. de Bismarck sait aussi bien que M. Marx lui-même que l'heure de la grande lutte entre le pangermanisme, représenté par la Prusse ou par toute l'Allemagne prussifiée, et le panslavisme personnifié dans le tsar, ne peut manquer de sonner. Mais avant qu'elle ne sonne, il faut en finir d'abord avec la France.

La France a été bien vaincue, cruellement blessée, mais elle n'est point encore abattue. Elle n'est point ruinée, et elle se trouve à peine affaiblie. Quoiqu'on dise, — toujours en considérant toutes ces questions au point de vue des États, |48 non à celui de la Révolution sociale qui aura pour première

conséquence de balayer toutes les vieilles questions, pour faire place à des questions nouvelles et tout à fait différentes, — donc quoi qu'on dise, la France n'a pas oublié l'injure sanglante qu'elle a reçue de l'Allemagne. Elle prendra fatalement sa revanche, soit en prenant l'initiative d'une terrible révolution sociale qui fera crouler à la fois les deux États de France et d'Allemagne, et dont la direction ne sera probablement confiée aux mains d'aucun dictateur, soit par une lutte à mort d'État à État, par un duel entre la République et l'Empire.

M. de Bismarck le sait fort bien, et c'est pourquoi il a encore besoin de l'alliance du tsar et pourquoi il dirige ses armements encore aujourd'hui presque exclusivement contre la France. Mais, comme je l'ai dit, dans sa pensée, aussi bien que dans celle de M. Marx, la lutte avec la Russie, la guerre à mort entre l'empereur d'Allemagne et le tsar, qu'elle éclate un peu plus tard ou un peu plus tôt, est une chose dont l'inévitabilité est comprise et l'accomplissement résolu. Seulement M. de Bismarck veut en finir d'abord complètement avec la France, parce que, encore plus excellent politique que M. Marx lui-même, il se dit que si toute l'Allemagne concentrée dans sa main devait lutter contre la Russie et la France en même temps, elle pourrait bien succomber. Il craint qu'on ne le comprenne trop tôt dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, et que, l'ayant compris, le tsar ne se tourne contre lui lorsqu'il attaquera la France. Donc, plus sage sous ce rapport que M. Marx, il se garde bien d'indisposer le tsar contre lui, et il se donne toutes les peines imaginables pour désarmer ses jalousies et ses craintes. Il tâche de gagner sa confiance et de s'assurer de sa connivence en lui laissant espérer, comme une récompense de sa neutralité et naturellement encore plus de sa coopération active si possible, une grande extension de territoire au détriment soit de la Turquie, soit de l'Autriche.

Il est évident que M. de Bismarck donnera à la Russie aussi peu qu'il pourra, le moins possible. Il se gardera bien

d'augmenter |49 d'une manière trop réelle la puissance d'un empire contre lequel il se prépare à entrer en lice plus tard. Il sera bien forcé pourtant de le laisser faire quelques acquisitions sérieuses, mais comme l'Allemagne en fera indubitablement, en même temps, de plus sérieuses encore, et comme, selon toutes les probabilités, le gouvernement et l'administration germaniques, incomparablement plus capables et mieux dirigés que le gouvernement et l'administration russes, sauront tirer de leurs conquêtes plus d'avantages que les Russes, M. de Bismarck se dit qu'à la fin des comptes, et toute proportion gardée, la puissance de l'Allemagne comparée à celle de la Russie deviendra encore plus grande, et que, la Russie restant alors le seul ennemi, il sera beaucoup plus facile à l'Allemagne de le vaincre et de l'écraser.

Il faut être aveugle pour ne point voir que telle est, telle doit être la politique de M. de Bismarck tant vis-à-vis de la France que vis-à-vis de la Russie. Une fois les rapports actuels de ces trois grands États, la France, l'Allemagne et la Russie, donnés, elle s'en suit avec la conséquence rigoureuse d'une déduction mathématique.

La politique de M. Bismarck est celle du présent ; la politique de M. Marx, qui se considère à tout le moins comme son successeur et son continuateur, est celle de l'avenir [1]. Et quand je dis que M. Marx se considère comme le continuateur

1 C'est ici que Bakounine devrait nous donner l'explication promise du motif qui a porté Marx à condamner le partage de la Pologne, tandis que Bismarck l'approuve et veut maintenir la nation polonaise dans la servitude. Mais il a oublié sa promesse. Toutefois, il n'est pas difficile de suppléera cette omission et de deviner la pensée de l'écrivain. Marx, voyant dans l'Empire russe l'ennemi futur de sa grande République allemande, est amené — ainsi doit raisonner Bakounine — à souhaiter la restauration d'un État de Pologne indépendant, qui servirait de tampon entre la Russie et l'Allemagne, et qui aurait la mission naturelle de garantir à la République germanique la sécurité de sa frontière de l'Est. — J. G.

de M. de Bismarck, je suis loin de calomnier M. Marx. S'il ne se considérait pas comme tel, il n'aurait pas permis au confident de toutes ses pensées, M. Engels, d'écrire que M. de Bismarck sert la cause de la Révolution sociale. Il la sert maintenant à sa manière, M. Marx la servira plus tard d'une autre manière. Voilà dans quel sens il sera, plus tard, le continuateur, comme aujourd'hui il est l'admirateur, de la politique de M. de Bismarck.

Maintenant, examinons le caractère particulier de la politique de M. Marx. Et d'abord, constatons les points essentiels sur lesquels elle se sépare de la politique bismarckienne. Le point principal, et on pourrait dire unique, est celui-ci : M. Marx est démocrate, socialiste autoritaire, et républicain ; M. de Bismarck est un *Junker* poméranien, aristocrate et monarchiste quand même. La différence |$_{50}$ est donc très grande, très sérieuse, et des deux côtés elle est également sincère. Sous ce rapport, il n'y a point d'entente ni de réconciliation possible entre M. de Bismarck et M. Marx. En dehors même de tant de gages irrécusables que M. Marx, pendant toute sa vie, a donnés à la cause de la démocratie socialiste, sa position même et son ambition donnent à cet égard une garantie certaine. Dans une monarchie, si libérale qu'elle fût, ou même une République conservatrice à la façon de M. Thiers, il ne peut y avoir aucune place, aucun rôle pour M. Marx, à plus forte raison dans l'Empire prusso-germanique fondé par M. de Bismarck, avec un empereur croquemitaine, caporal et dévot pour chef, et avec tous les barons et tous les bureaucrates de l'Allemagne pour gardiens. Avant d'arriver au pouvoir, M. Marx devra balayer tout cela. Donc, il est forcément révolutionnaire.

Voilà ce qui sépare M. Marx de M. de Bismarck : c'est la forme et les conditions du gouvernement. L'un est aristocrate et monarchiste quand même ; l'autre est quand même démocrate, républicain, et, par-dessus le marché, démocrate socialiste et

républicain socialiste.

Voyons maintenant ce qui les unit. *C'est le culte quand même de l'État*. Je n'ai pas besoin de le prouver pour M. de Bismarck, ses preuves sont faites. Il est, de la tête aux pieds, un homme d'État, et rien qu'un homme d'État. Mais je ne crois pas avoir besoin non plus de trop grands efforts pour prouver qu'il en est de même de M. Marx. Il aime à tel point le gouvernement, qu'il a voulu en instituer un même dans l'Association internationale des travailleurs ; et il adore tellement le pouvoir qu'il a voulu, qu'il prétend encore aujourd'hui nous imposer sa dictature. Il me semble que cela est suffisant pour caractériser ses dispositions personnelles. Mais son programme socialiste et politique en est la très fidèle expression. Le but suprême de tous ses efforts, comme nous l'annoncent les statuts fondamentaux de son parti, en Allemagne, c'est l'établissement du grand *État populaire (Volksstaat)*.

Mais qui dit État, dit nécessairement un État particulier, limité, comprenant sans doute, |51 s'il est très grand, beaucoup de populations et de pays différents, mais en excluant encore davantage. Car à moins de rêver l'État universel, comme l'avaient fait Napoléon et Charles-Quint, ou comme la papauté avait rêvé l'Église universelle, M. Marx, malgré toute l'ambition internationale qui le dévore aujourd'hui, devra bien, quand l'heure de la réalisation de ses rêves aura sonné pour lui, — si elle sonne jamais, — se contenter de gouverner un seul État et non plusieurs États à la fois. Par conséquent, qui dit État dit *un* État, et qui dit *un* État affirme par là l'existence de *plusieurs* États, et qui dit *plusieurs* États dit immédiatement concurrence, jalousie, guerre sans trêve et sans fin. La plus simple logique aussi bien que toute l'histoire en font foi.

Il est dans la nature de l'État de rompre la solidarité humaine et de nier en quelque sorte l'humanité. L'État ne peut

se conserver comme tel dans son intégrité et dans toute sa force que s'il se pose comme le but suprême, absolu, au moins pour ses propres citoyens, ou, pour parler plus franchement, pour ses propres sujets, ne pouvant pas s'imposer comme tel aux sujets des autres États. De là résulte inévitablement une rupture avec la morale humaine en tant qu'universelle, avec la raison universelle, par la naissance de la morale de l'État et d'une raison d'État. Le principe de la morale politique ou d'État est très simple. L'État étant le but suprême, tout ce qui est favorable au développement de sa puissance est bon ; tout ce qui lui est contraire, fût-ce la chose la plus humaine du monde, est mauvais. Cette morale s'appelle le *patriotisme*. L'Internationale, comme nous l'avons vu, est la négation du patriotisme, et par conséquent la négation de l'État. Si donc M. Marx et ses amis du Parti de la démocratie socialiste allemande pouvaient réussir à introduire le principe de l'État dans notre programme, ils tueraient l'Internationale.

L'État, pour sa conservation, doit être nécessairement puissant au dehors ; mais s'il l'est au dehors, il le sera infailliblement au dedans. Tout État, devant se laisser inspirer et diriger par une morale particulière, conforme aux conditions particulières de son existence, par une morale qui est une restriction, et par conséquent la négation, de la morale humaine et universelle, devra veiller à ce que tous ses sujets, dans leurs pensées et surtout dans leurs actes, ne s'inspirent aussi que des |52 principes de cette morale patriotique ou particulière, et qu'ils restent sourds aux enseignements de la morale purement ou universellement humaine. De là résulte la nécessité d'une censure de l'État ; une liberté trop grande de la pensée et des opinions étant, comme le pense M. Marx, avec beaucoup de raison d'ailleurs, à son point de vue éminemment politique, incompatible avec cette unanimité d'adhésion réclamée par la sûreté de l'État. Que telle soit, en réalité, la pensée de M. Marx, cela nous est suffisamment prouvé par les tentatives qu'il a faites pour introduire, sous des prétextes plausibles, en la

couvrant d'un masque, la censure dans l'Internationale.

Mais quelle que soit la vigilance de cette censure, alors même que l'État prendrait exclusivement entre ses mains toute l'éducation et toute l'instruction populaires, comme l'a voulu Mazzini, et comme le veut aujourd'hui M. Marx, l'État ne pourra jamais être sûr que des pensées prohibées et dangereuses ne se glissent pas, en contrebande, dans la conscience des populations qu'il gouverne. Le fruit défendu a tant d'attrait pour les hommes, et le diable de la révolte, cet ennemi éternel de l'État, se réveille si facilement dans leurs cœurs lorsqu'ils ne sont pas suffisamment abrutis, que ni cette éducation, ni cette instruction, ni même cette censure, ne garantissent suffisamment la tranquillité de l'État. Il lui faut encore une police, des agents dévoués qui surveillent et dirigent, secrètement et sans que cela paraisse, le courant de l'opinion et des passions populaires. Nous avons vu que M. Marx lui-même est tellement convaincu de cette nécessité, qu'il a cru devoir remplir de ses agents secrets toutes les régions de l'Internationale, et surtout l'Italie, la France et l'Espagne.

|53 Enfin, quelque parfaite que soit, au point de vue de la conservation de l'État, l'organisation de l'éducation et de l'instruction populaires, de la censure et de la police, l'État ne peut être sûr de son existence tant qu'il n'a point, pour le défendre contre les *ennemis de l'intérieur*, contre le mécontentement des populations, une force armée. L'État, c'est le gouvernement de haut en bas d'une immense quantité d'hommes très divers au point de vue du degré de leur culture, de la nature des pays ou des localités qu'ils habitent, de leur position, de leurs occupations, de leurs intérêts et de leurs aspirations, par une minorité quelconque ; cette minorité, fût-elle mille fois élue par le suffrage universel et contrôlée dans ses actes par des institutions populaires, à moins qu'elle ne soit douée de l'omniscience, de l'omniprésence et de la toute-puissance que les théologiens attribuent à leur Dieu, il est

impossible qu'elle puisse connaître, prévoir les besoins, ni satisfaire, avec une égale justice, aux intérêts les plus légitimes, les plus pressants de tout le monde. Il y aura toujours des mécontents, parce qu'il y aura toujours des sacrifiés.

D'ailleurs l'État, comme l'Église, par sa nature même, est un grand sacrificateur d'hommes vivants. C'est un être arbitraire, au sein duquel tous les intérêts positifs, vivants, tant individuels que locaux, des populations viennent se rencontrer, se heurter, s'entre-détruire, s'absorber dans cette abstraction qu'on appelle l'intérêt commun, le *bien public*, le *salut public*, et où toutes les volontés réelles s'annulent dans cette autre abstraction qui porte le nom de *volonté du peuple*. Il résulte de là que cette soi-disant volonté du peuple n'est jamais autre chose que le sacrifice et la négation de toutes les volontés réelles des populations ; aussi bien que ce soi-disant bien public n'est rien que le sacrifice de leurs intérêts. Mais pour que cette abstraction omnivore puisse s'imposer à des millions d'hommes, il faut qu'elle soit représentée et soutenue par un être réel, par une force vivante quelconques. Eh bien, cet être, cette force ont toujours existé. Dans l'Église, ils s'appellent le clergé, et dans l'État la classe dominante ou gouvernante.

Dans l'État populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais au point de vue économique. Au moins on le promet, quoique je doute fort que, |54 de la manière dont on s'y prend et dans la voie qu'on veut suivre, on puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classe privilégiée, mais un gouvernement, et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la *juste* répartition des richesses, la culture de la terre,

l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production parle seul banquier, l'État. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'*intelligence scientifique*, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante. Et alors gare à la masse des ignorants !

Un tel régime ne manquera pas de soulever de très sérieux mécontentements dans cette masse, et, pour la contenir, le gouvernement illuminateur et émancipateur de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse. Car le gouvernement doit être fort, dit M. Engels, pour maintenir dans l'ordre ces millions d'analphabètes dont le soulèvement brutal pourrait tout détruire et tout renverser, même un gouvernement dirigé par des têtes débordantes de cervelle.

Vous voyez bien qu'à travers toutes les phrases et toutes les promesses démocratiques et socialistes du programme de M. Marx, on retrouve dans son État tout ce qui constitue la propre nature despotique et brutale de tous les États, quelle que soit la forme de leur gouvernement, et qu'à la fin des comptes l'État populaire, tant recommandé par M. Marx, et l'État aristocratico-monarchique, maintenu avec autant d'habileté que de puissance par M. de Bismarck, s'identifient complètement par la nature de leur but tant intérieur qu'extérieur. À l'extérieur, c'est le même déploiement de la force militaire, c'est-à-dire |$_{55}$ la conquête ; et à l'intérieur c'est le même emploi de cette force armée, dernier argument de tous les pouvoirs politiques menacés, contre les masses qui, fatiguées de croire, d'espérer, de se résigner et d'obéir toujours, se révoltent.

Laissons maintenant les considérations générales sur l'État, et entrons plus avant dans la politique réelle, nationale de M. Marx. Comme M. Bismarck, il est un patriote allemand. Il veut la grandeur et la puissance de l'Allemagne comme État. Personne ne pourra d'ailleurs lui faire un crime d'aimer son pays et son peuple ; et puisqu'il est si profondément convaincu que l'État est la condition *sine qua non* de la prospérité de l'un et de l'émancipation de l'autre, on trouvera naturel qu'il désire que l'Allemagne s'organise en État et nécessairement en État très grand et très fort, puisque les États faibles et petits courent toujours le risque de se voir engloutir. Par conséquent M. Marx, comme patriote perspicace et ardent, doit vouloir la puissance et la grandeur de l'Allemagne comme État.

Mais, d'un autre côté, M. Marx est un socialiste célèbre, et de plus l'un des initiateurs principaux de l'Internationale. Il ne se contente pas de travailler pour la seule émancipation du prolétariat de l'Allemagne ; il tient à honneur et il considère comme son devoir de travailler en même temps pour l'émancipation du prolétariat de tous les autres pays ; ce qui fait qu'il se trouve en pleine contradiction avec lui-même. Comme patriote allemand, il veut la grandeur et la puissance, c'est-à-dire la domination, de l'Allemagne ; mais comme socialiste de l'Internationale, il doit vouloir l'émancipation de tous les peuples du monde. Comment résoudre cette contradiction ?

Il n'est qu'un seul moyen, c'est de proclamer, après s'en être persuadé soi-même, cela s'entend, que la grandeur et la puissance de l'Allemagne comme État est la condition suprême de l'émancipation de tout le monde, que le triomphe national et politique de l'Allemagne, c'est le triomphe de l'humanité, et que tout ce qui est contraire à l'avènement de cette nouvelle grande puissance omnivore est ennemi de l'humanité. Une fois cette conviction [56]| établie, il n'est pas seulement permis, mais il est commandé par la plus sainte des causes de faire servir l'Internationale, y compris toutes les Fédérations des autres

pays, comme un moyen très puissant, très commode, très populaire surtout, à l'édification du grand État pangermanique. Et c'est là précisément ce que M. Marx avait tenté de faire, tant par les délibérations de la Conférence qu'il avait réunie en septembre 1871 à Londres, que par les résolutions votées par ses amis allemands et français au Congrès de la Haye. S'il n'a pas mieux réussi, ce n'est assurément pas faute de très grands efforts ni de beaucoup d'habileté de sa part, mais probablement parce que l'idée fondamentale qui l'inspire est fausse et que la réalisation en est impossible.

Cette identification de la cause de l'humanité avec celle de la grande patrie germanique n'est point une idée absolument nouvelle. Elle a été explicitement exprimée pour la première fois, si je ne me trompe, par le grand philosophe et patriote allemand Fichte, dans une série de lectures qu'il a faites à Berlin après la bataille d'Iéna, pour ainsi dire sous la baïonnette des soldats français qui tenaient garnison dans la capitale de la Prusse, et qui, enivrés de toutes leurs victoires et ignorants comme il convient à de braves généraux, officiers et soldats de la France, se souciaient peu de ce que pouvait dire un professeur allemand (*).

Fichte avait été chassé peu de temps auparavant de l'université d'Iéna, sous le gouvernement très éclairé du duc de Saxe-Weimar, l'ami de Gœthe, à cause de sa profession de foi révolutionnaire et athée. Eh bien, ce fut à cet homme que Stein et Hardenberg, les deux ministres nouveaux du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, dans un moment où la Prusse, conquise complètement et ne respirant plus que par la grâce de

(*) Ces lectures ont été publiées sous ce titre : « Discours à la nation allemande », *Reden an die deutsche Nation*. (*Note de Bakounine*.)

son vainqueur, s'était vue plongée dans une détresse infiniment plus accablante que celle où s'est trouvée la France en 1870 et 1871, — ce fut à cet homme que le gouvernement de la Prusse, bien plus heureusement inspiré que ne l'a été celui de M. Thiers, eut recours pour remonter, pour refaire l'énergie morale de la jeunesse prussienne et allemande.

57| Chose surprenante et digne de rester dans la mémoire des nations ! La véritable grandeur de la Prusse, sa puissance nouvelle datent de la catastrophe d'Iéna. Il est vrai que bien des causes antérieures, tant prussiennes qu'allemandes, l'avaient préparée. Parmi les causes exclusivement prussiennes, il faut mettre en première ligne la politique persévérante et tortueuse de cette maison de Brandebourg qui, pendant trois siècles de suite, de père en fils, a toujours poursuivi un seul but : celui de la création d'une grande puissance allemande, fondée en partie sur la destruction et en partie sur l'asservissement des populations slaves qui étaient les habitants primitifs de tout le royaume de Prusse actuel, et dont une partie encore ont conservé leurs traits, leurs mœurs et jusqu'à leur langue slaves, malgré tous les efforts qu'on a faits pour les germaniser. D'abord vassaux de la couronne de Pologne, les ducs de Prusse [1] finirent par déposséder leur ancien suzerain. D'abord ils se rendirent indépendants de lui, puis ils commencèrent à détacher une à une ses provinces, enfin ils se proclamèrent rois, et, par la main de leur puissant successeur Frédéric le Grand, de concert avec la Russie et l'Autriche, ils donnèrent enfin le coup de grâce à cette malheureuse Pologne, jadis leur souveraine.

1 On sait qu'Albert de Brandebourg, grand-maître de l'Ordre Teutonique, se transforma en 1525 en duc de Prusse : son duché, pour lequel il se reconnut vassal du roi de Pologne, était constitué par les terres de l'Ordre, qu'Albert avait sécularisé. Le duché de Prusse passa en 1618 dans la maison des électeurs de Brandebourg. Le traité de Wehlau (1657) dégagea la Prusse des liens de la suzeraineté polonaise. L'électeur de Brandebourg Frédéric III prit le titre de roi de Prusse en 1701. — J. G.

À moins de faire preuve d'une profonde ignorance, personne ne pourra contester que toute la puissance politique de la Prusse a été fondée exclusivement au détriment et sur la ruine complète de la Pologne. Cette puissance date réellement du partage de ce royaume-république, et de la conquête de la Silésie, province jadis tout à fait et aujourd'hui encore en très grande partie polonaise. Il est bon de se rappeler cette origine, qui pèse et qui pèsera toujours comme une fatalité sur la puissance prussienne, et sur la puissance allemande aussi, en tant que la puissance allemande sera prussienne.

Mais cette puissance nouvelle, créée définitivement par Frédéric II, n'était encore pour ainsi dire qu'une puissance tout extérieure, tout artificielle, mécanique, ou seulement politique. L'âme, la sanction nationale lui manquait. En majeure partie slave [58] dans les campagnes, elle n'était allemande que dans les villes, dans la classe bourgeoise, dans la noblesse, dans sa bureaucratie, dans ses professeurs, et dans son clergé protestant, enfin à la cour, jusqu'au moment où Frédéric II eut transformé cette dernière en une espèce de cour française, singeant à la manière des Allemands, c'est-à-dire avec une grâce un peu lourde, l'esprit, les modes et les manières élégantes des Français.

Pour se faire une idée juste de ce qu'était la nationalité allemande, représentée par les classes que je viens d'énumérer, non seulement en Prusse, mais dans toute l'Allemagne, on ne saurait mieux faire que de lire l'*Histoire du dix-huitième siècle* écrite par le grand historien allemand Schlosser. On ne peut s'imaginer rien de plus abject, de plus stupide, de plus vil. C'étaient la pauvreté, la sécheresse, la lourdeur pédantesque d'un esprit privé de mouvement et de vie, unies à une lâcheté de cœur sans limites.

Chose étrange et également digne de ne pas être oubliée par les peuples ! Le protestantisme, qui, s'il n'avait point créé,

avait au moins stimulé et accompagné le mouvement émancipateur des peuples dans tous les autres pays, en Suisse, en Angleterre, en Hollande, en Suède, et plus tard en Amérique, en France même tant qu'il n'y fut point vaincu, dans la seule Allemagne avait produit un effet tout contraire. Il y devint la religion du despotisme. Ne faut-il pas en conclure que les Allemands sont un peuple vraiment prédestiné à la création d'un très puissant et très grand État, puisque l'obéissance et la résignation, ces premières vertus d'un sujet et ces conditions suprêmes de l'État, se trouvent si profondément enracinées dans leurs cœurs ; au point que la Réformation, une révolution religieuse qui avait secoué la torpeur de tant d'autres nations et qui avait réveillé en leur sein le principe de toute liberté, la révolte, n'avait produit d'autre effet en Allemagne que de renforcer le sentiment et la pratique de la discipline ?

Dans la première livraison de cet écrit (*), j'ai montré comment la nation allemande, absorbée pieusement dans ses rêves, [59]| avait passé son adolescence et sa jeunesse, toute la longue période du moyen âge, dans le plus complet et le plus tranquille esclavage. J'ai constaté ensuite comment, vers la fin du quinzième siècle, elle avait fait mine de se réveiller. Au commencement du seizième siècle, elle eut en effet quelques années d'élan magnifique : Luther, Ulrich von Hutten, Franz von Sickingen, Thomas Münzer, et bien d'autres encore, semblèrent vouloir l'entraîner dans une voie inconnue et riche de pensée, de passion et d'action, dans la voie de la liberté. Électrisés par leurs prédications ardentes, frémissant d'espérance et de foi, des masses de paysans, brisant leurs chaînes antiques, se levèrent au cri de *Guerre aux châteaux et paix aux chaumières* ! Ils saccagèrent et détruisirent les châteaux, et pendirent ou massacrèrent les seigneurs et les prêtres.

(*) *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, par Michel Bakounine; 1re livraison. Se vend chez James Guillaume, imprimeur, à Neuchâtel. (*Note de Bakounine.*)

« C'était la réaction », dit Lassalle et répètent avec lui tous les marxiens. C'était la réaction, disent-ils, parce que la révolution, qui n'est telle que lorsqu'elle est bien civilisée, bien scientifique, c'est-à-dire bien bourgeoise, ne peut pas sortir de la barbarie des campagnes. Le paysan ne peut faire que de la réaction, d'où il résulte que le premier devoir de la révolution, c'est d'empêcher, de réprimer à toute force, quelque mouvement de paysans que ce soit. Dociles à ce précepte, les bourgeois radicaux de l'Allemagne l'ont en effet réprimé en 1830, aussi bien qu'en 1848, et c'est à cause de cela sans doute qu'ils jouissent aujourd'hui d'une si grande liberté. En 1525, le triomphe de cette étrange « révolution », tout allemande, sur cette « réaction » paysanne, fut complet. Les paysans, abandonnés et trahis par les bourgeois des villes, furent défaits par les nobles et massacrés et torturés par dizaines de milliers, après quoi toute l'Allemagne rentra dans le calme. Elle y resta plongée pendant plus de trois siècles, comme l'Italie, avec cette différence que l'Italie avait été étouffée par l'alliance de l'empereur et du pape, tandis que l'Allemagne avait succombé volontairement sous le poids de sa propre « révolution ».

|60 Ce fut précisément alors que commença à se développer dans toute son étrange splendeur en Allemagne la puissance croissante et *soi-disant progressiste et révolutionnaire* de l'État militaire, bureaucratique et tranquillement despotique. Les princes souverains remplacèrent le pape et se déclarèrent les chefs de leurs Églises nationales, à la grande satisfaction d'un clergé dont le servilisme abject dépassa tout ce qu'on avait vu de pareil même en Allemagne jusque-là. Ils devinrent en quelque sorte les Dieux de leurs États, des Dieux très grossiers, ignorants comme il convient à des princes, stupidement infatués de leur volonté souveraine et excessivement dépravés ; au-dessous d'eux une noblesse platement courtisane, ployée à tous les services, chercheuse de fortune, de grâces et de maîtres, et ne demandant pas mieux que de vendre ses femmes et ses

filles au premier petit sultan venu. Les paysans, écrasés, décimés et abrutis triplement et par la défaite, et par la misère, et par les enseignements de leurs pasteurs protestants, prédicateurs de l'esclavage chrétien, ne bougèrent plus, sinon pour apporter, courbés et tremblants, les fruits de leur travail au château. La bourgeoisie et les corps de métier reprirent paisiblement leurs occupations et leurs habitudes laborieuses quotidiennes, ne gardant pour toute distraction et pour consolation que la lecture de la Bible, et payant tous les impôts qu'on voulut sans résistance, sans protestation, sans murmure.

L'Allemagne était ainsi définitivement devenue et resta pendant trois siècles mortels le paradis des despotes, la terre de la tranquillité, de la soumission, de la résignation, et de la médiocrité la plus désolante, oui, désolante sous tous les rapports, car même le mouvement économique, celui de l'industrie et du commerce, s'était considérablement ralenti en comparaison de l'énergie et de l'activité qu'il avait déployées depuis la naissance de la Ligue hanséatique, entre le treizième et le quinzième siècles. Après la Réforme, ce mouvement pour ainsi dire se glaça, en sorte que l'Allemagne resta bien loin non seulement en arrière de pays protestants tels que l'Angleterre et la Hollande, mais même en arrière de la France catholique. On peut même dire que ce n'est qu'à partir du premier quart de notre siècle qu'elle a commencé à participer au grand mouvement de l'industrie et du commerce mondial.

Aujourd'hui même, elle n'y tient évidemment que le quatrième ou même le cinquième rang, après l'Angleterre, la France, les États-Unis, et la très petite mais très industrieuse Belgique, et, sous le rapport du commerce maritime au moins, même derrière la Hollande [1].

Donc, pendant trois siècles, même sous le rapport

1 Il est inutile de rappeler que, depuis le moment où Bakounine écrivait, les choses ont bien changé. — J. G.

économique, |61 elle resta à peu près stationnaire, aussi pauvre d'esprit que de richesses matérielles. Il en était résulté une sorte de vertu relative ou plutôt négative, connue sous le nom proverbial d'*honnêteté allemande* ; on l'avait attribuée à tort à je ne sais quelle force morale, inhérente, croyait-on, au caractère de la nation, tandis que cette vertu n'était rien que le produit naturel de cette double pauvreté de la bourse et de l'esprit. Et pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir avec quelle rapidité cette honnêteté allemande tant vantée s'évapore aujourd'hui sous le souffle dépravateur et puissant de la grande spéculation banquière, des grandes transactions commerciales et de la grande industrie.

Cette honnêteté n'était donc pas une force morale, mais le produit de la médiocrité tant matérielle qu'intellectuelle. C'était l'habitude des pauvres de vivre de peu et de ne connaître que très peu de besoins, de traîner toute leur existence en dehors des grandes passions, des grandes jouissances et des grandes tentations tant de la pensée que de la vie. Se contenter de peu, voilà en quoi consista toute cette vertu, — une vertu négative s'il en fut, — et ne chercher des compensations et des consolations que dans la contemplation religieuse et dans la lecture de la Bible, qui enivrait à très bon marché ces bons bourgeois protestants, par la communion du Saint-Esprit ou la communication directe avec Dieu par le Christ. On conçoit qu'un tel régime ait dû former des sujets très appropriés aux besoins du despotisme.

Tel fut donc, dans cet étrange pays, l'effet de la double révolution qui marqua la transition du moyen âge à l'âge moderne ; de la révolution qui, sur les ruines de la propriété féodale, devait fonder la puissance nouvelle du capital ; de la révolution religieuse qui avait réveillé la vie politique dans tous les autres pays. En Allemagne, cet effet peut être résumé en ces mots : Appauvrissement et engourdissement matériel, prostration intellectuelle et morale.

Quelques écrivains allemands, Schiller entre autres, ont cherché à s'expliquer ce fait si douloureux pour leur patriotisme, en l'attribuant exclusivement aux désastres immenses causés en Allemagne par la guerre de Trente ans, dont elle fut en même temps le théâtre et la victime. Mais les autres pays furent-ils réellement épargnés ? La Hollande ne fut-elle pas autant ravagée par Philippe II, l'Angleterre par les Stuarts, et la France par la Ligue catholique et par la monarchie absolue depuis le commencement des guerres de religion jusqu'à la proclamation de l'édit de Nantes ? Eh bien, tout cela n'a pas empêché la Hollande de fonder sa liberté |62 et sa prospérité matérielle ; l'Angleterre d'avoir ses Shakespeare, ses Milton, de renverser le despotisme des Stuarts, et de mater ensuite le despotisme allemand apporté par la maison de Hanovre. En France même, malgré le triomphe du catholicisme, malgré l'anéantissement et le bannissement définitif des populations protestantes, les plus industrieuses et les plus riches du pays, enfin malgré l'établissement d'une monarchie orientalement absolue, avec tout l'étalage insolent de son Roi-Soleil qui résume en sa personne tout l'État, — en France, depuis Rabelais, Montaigne et Descartes jusqu'à Voltaire et Diderot, à travers la grande littérature du dix-septième et du dix-huitième siècles, vous trouvez un courant non interrompu et toujours grossissant de libre-pensée, qui inspire de nobles esprits, fonde à Paris des salons littéraires et philosophiques, des Académies de sciences et de lettres, crée une opinion publique opposée autant au catholicisme, au dogme chrétien, au Maître céleste, qu'au despotisme royal, et qui, d'abord se développant en cachette, se répandant peu à peu, par mille filières souterraines et invisibles, dans toutes les classes de la société, finit par embrasser la nation tout entière, proclame la Révolution et traîne à la guillotine le maître terrestre.

Mais en Allemagne rien, rien du tout. Depuis la mort de Luther jusqu'à l'apparition des premiers écrits de Lessing, c'est-

à-dire pendant deux siècles de suite, interruption complète de pensée, de tout mouvement intellectuel et de toute vie morale ; à moins que, par pitié pour tant de misère, on ne veuille considérer comme des signes de développement intellectuel et moral les vagissements maladifs et sentimentaux du piétisme [1], ou bien les extravagances théosophiques d'un Jacob Bœhme [2]. La langue allemande elle-même, dont s'était si magnifiquement servi Luther, était retombée en désuétude : c'était la langue de la Bible, des cantiques et des traités religieux ; la science dédaignait de s'en servir, et il n'y avait proprement pas de littérature. Leibnitz, l'un des plus remarquables esprits du dix-septième siècle, écrivit presque toujours en français ou en latin. Dans les universités, les sciences ne s'enseignaient qu'en latin.

Et quelles sciences ! Quels étranges professeurs ! La théologie orthodoxe luthérienne y dominait tout. Après elle venait le droit, l'une et l'autre prêchant le pouvoir absolu du souverain et le devoir non moins absolu de l'obéissance passive des sujets. C'était le culte théorique de l'État, base et condition préalable du culte pratique qui avait fait de l'Allemagne ce qu'elle était : la patrie des despotes et celle des esclaves volontaires, des laquais. Les professeurs, pédants, ridicules, absurdes, lâches et ignobles comme des laquais, à genoux devant toutes les autorités, vendus d'avance et voués corps et âme au service de tous les pouvoirs, qu'ils adulaient en vers latins et en prose, et en même temps arrogants, jaloux, tracassiers, s'injuriant, se calomniant, se dénonçant mutuellement, et poussant cette guerre incivile de pédants, comme dans la comédie de Molière, jusqu'à se prendre aux cheveux quelquefois, — tels furent les nobles instructeurs et éducateurs de la jeunesse allemande pendant ces deux siècles.

À côté des deux sciences principales, la théologie et le droit, il yen avait une troisième, qui enseignait en quelque sorte

1 Spener, le fondateur du piétisme, est mort en 1705. — J. G.
2 Jacob Bœhme est mort en 1624. — J. G.

la théorie de leur application à la vie pratique : c'était la science politique, la science de l'État, ou proprement la science du service de l'État. Elle embrassait l'administration, les finances et la diplomatie, et devait, aussi bien que les deux autres, mais d'une manière encore plus spéciale, former les bureaucrates, les fidèles serviteurs de l'État. Car il faut observer qu'à cette époque, en Allemagne, les mots « patrie », « nation », étaient complètement ignorés. Il n'y avait que l'État, ou plutôt une infinité d'États, grands, moyens, petits et très petits. Il n'y en avait proprement qu'un seul véritablement grand, c'était l'Autriche, qui se trouvait à la tête de toute l'Allemagne comme | 64 chef de l'Empire, mais qui n'avait ni la puissance, ni même la volonté de mettre un frein à l'arbitraire despotique des souverains moyens et petits dans leurs États respectifs. Pour le sujet, et à plus forte raison pour le fonctionnaire, l'Allemagne n'existait pas : il ne connaissait que l'État grand, moyen ou petit qu'il servait et qui se résumait pour lui dans la personne du prince.

Toute la science du bureaucrate consistait en ceci : Maintenir l'ordre public et l'obéissance des sujets, et leur soutirer autant d'argent que possible pour le trésor du souverain, sans les ruiner complètement et sans les pousser par le désespoir à la révolte ; danger qui d'ailleurs n'était pas excessivement grand, l'Allemagne étant, alors au moins sinon aujourd'hui, le pays classique de la soumission, de la patience et de la résignation aussi bien que de l'honnêteté.

On peut s'imaginer quel dut être l'esprit de cette honnête bureaucratie allemande, qui, ne reconnaissant, après Dieu, d'autre objet de culte que cette terrible abstraction de l'État personnifiée dans le prince, lui immolait consciencieusement, impitoyablement tout. Brutus nouveau, en bonnet de coton et sa pipe pendante à la bouche, chaque fonctionnaire allemand était capable de sacrifier ses propres enfants à ce qu'il appelait, lui, la raison, la justice, le droit suprême de l'État.

A côté de ces honnêtes « philistins » de la bureaucratie, il y avait les roués, les coquins patentés et titrés de la diplomatie. La bureaucratie [1], on peut le dire, est née et s'est développée principalement en Allemagne, y est devenue à la fois une science, un art et un culte. Mais c'est l'Italie qui réclame l'honneur fort équivoque d'avoir donné naissance à la diplomatie. Partagée en une foule de petites républiques, au moyen âge, toutes indépendantes et rivales les unes des autres ; menacée par les invasions périodiques des Allemands, des Français, des Espagnols, et par la trahison permanente des papes, c'est l'Italie |65 qui a crée, développé et cultivé dans son sein cet art infernal de la diplomatie, si bien décrit par Machiavel, et qui, après avoir formé et illustré les grands coquins historiques que furent les Médicis et les Borgia, a fini par démoraliser et par désorganiser si complètement cette noble nation qu'elle devint à la longue incapable de résister à la double tyrannie des empereurs et des papes.

Les mêmes raisons qui l'avaient fait naître en Italie devaient la faire prospérer en Allemagne, où chaque petite cour formait un foyer permanent de cabales ou d'intrigues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. À l'intérieur, c'était la grande affaire de la faveur du prince, qu'une foule de nobles valets se disputaient avec un acharnement féroce, déployant dans cette lutte toute la canaillerie dont la bassesse, la perfidie, l'avidité et la vanité des courtisans et des courtisanes sont capables. Plus une cour était petite, et plus cette cabale incessante, qui en constituait en quelque sorte l'atmosphère, se manifestait cynique, ridicule, atroce, dégoûtante. Marier le prince, lui donner une maîtresse, la remplacer par une autre, chasser un favori pour en élever un nouveau, voilà les grandes affaires qui

1 Par « bureaucratie », Bakounine entend, cette tois, non pas comme tout à l'heure la classe des bureaucrates, mais, conformément à l'étymologie, la domination des bureaucrates, le gouvernement d'un pays par la classe bureaucratique. — J. G.

absorbaient l'intelligence de la jeunesse nobiliaire de l'Allemagne. Cette cabale intérieure servait en quelque sorte d'école où se formaient les hommes d'État, les diplomates. Une fois formés, ils se lançaient sur le théâtre public de la diplomatie extérieure, qui devint en quelque sorte la science ou plutôt l'art privilégié de la gent nobiliaire en Allemagne, aussi bien que dans tous les autres pays.

On sait ce que c'est que la diplomatie : c'est l'art et la science de la coquinerie légitimée par le service de l'État. On a dit avec beaucoup de raison que si, dans quelque intérêt que ce fût, un individu voulait se permettre la dixième partie des actes que les diplomates les plus renommés de l'Europe accomplissent sous nos yeux, on le traduirait en justice et on le condamnerait au bagne, à moins qu'il ne fût assez riche et puissant pour éviter l'un et l'autre. Machiavel, le fondateur de la science politique, en tant que science |66 historique et positive, l'a fort bien démontré : l'État, tout État, monarchique ou républicain, c'est la même chose, — l'État n'existant que par la violence et n'étant rien lui-même qu'une violence systématique ou continue, franche ou masquée, mais toujours imposée aux masses par une minorité dominante ou gouvernement quelconque, — l'État ne peut se maintenir que par une violation également continue et systématique du droit humain, de la morale humaine ; ce qui revient à dire qu'il ne peut exister que par le crime. Mais une fois que l'État, son intégrité, sa grandeur, sa puissance, et par conséquent aussi son extension si possible, sont posés comme le but suprême auquel tout homme né dans son sein, tout sujet, doit sacrifier tout le reste, il est évident que tous les crimes qu'on commet dans l'intérêt de l'État deviennent autant de vertus. Aussi les hommes d'État, les diplomates qui s'en rendent coupables, loin de s'en cacher, s'en font gloire. Combien de crimes flagrants, par exemple, M. de Bismarck ne vient-il pas de commettre directement contre la France et indirectement contre l'Allemagne ! Eh bien, tout le monde le fête aujourd'hui comme le plus grand homme d'État de

l'Europe. Et M. Thiers, pourquoi non seulement les monarchistes et les conservateurs de l'Europe et de la France, mais les républicains eux-mêmes, l'extrême gauche, même l'*homme de l'avenir*, Gambetta, pourquoi le proclament-ils tous l'homme indispensable et le sauveur de la France ? Parce que, pour le salut de l'État, il a fait assassiner quarante mille défenseurs de la Commune de Paris, cette négation désormais historique de l'État, et qu'il continue d'en fusiller encore quelques-uns, comme des victimes réclamées par cette grande idole de l'État.

On voit que sous toutes les formes de gouvernement, dans les monarchies aussi bien que dans les républiques, du moment que le salut de l'État le réclame, tous les hommes d'État sentent, pensent et font la même chose. Sur ce terrain, tous ils se donnent la main. Mouravief et Haynau, Bismarck et Thiers, Gambetta, et jusqu'à M. Marx lui-même, si jamais M. Marx |67 est appelé à gouverner un État.

Cependant il se fait de nos jours un véritable progrès. Je ne sais plus qui a dit que l'hypocrisie était un hommage que le vice rendait à la vertu [1] : la diplomatie moderne tend à justifier ce proverbe. En lisant les proclamations que les hommes d'État actuels ne manquent pas de lancer lorsqu'ils entreprennent quelque chose de bien sinistre, on dirait qu'ils n'ont qu'un seul but, le bien de cette pauvre humanité. Mais, à l'époque dont je parle, ce mot était à peu près inconnu, aussi bien en Allemagne que partout. Dieu était alors le grand paravent, — le Dieu des batailles et des rois, ou, comme l'a dit plus tard le grand Frédéric, le Dieu des travailleurs. D'ailleurs à cette époque on n'avait pas même besoin de prétexte. La coquinerie des courtisans et des diplomates s'étalait dans tout son cynisme, d'autant plus honorée et fêtée qu'elle était habile et heureuse. On méprisait tant le public bourgeois et la canaille populaire qu'on ne prenait pas même la peine de les tromper. Les

1 C'est La Rochefoucauld, l'auteur des *Maximes*. — J. G.

diplomates français, qui donnaient le ton à ceux de tous les autres pays, étaient des roués raffinés. On peut s'imaginer ce que devaient être les diplomates de l'Allemagne, égalant et souvent surpassant leurs modèles français en toutes choses, moins l'esprit.

À côté de la bureaucratie et de la diplomatie, il y eut encore un art qui prospéra beaucoup en Allemagne. C'est l'art militaire. C'est en Allemagne que naquit la manie, la passion de jouer au soldat. La vraie patrie de cette noble passion, c'est la Prusse. On sait que chez le père du grand Frédéric, elle était devenue une véritable folie ; il ne rêvait qu'uniformes ; avare, il dépensait beaucoup d'argent pour acheter de beaux soldats, et, quand il ne pouvait pas les acheter, il les volait et les enrégimentait par violence. Les princes de l'Allemagne qui voulaient lui faire leur cour lui livraient leurs plus beaux sujets. Il ne faut pas s'en étonner, puisque à la veille même de la Révolution française, alors que toute l'Europe, déjà inondée de la lumière de la libre pensée, frémissait dans l'attente des grands événements qui devaient la bouleverser tout entière, alors que des despotes eux-mêmes, tels que Catherine II, Frédéric II, Joseph II, et bien d'autres encore, |68 entraînés par le vertige d'un libéralisme universel, croyaient devoir flatter cet esprit nouveau qui avait envahi tout le monde, deux souverains allemands, le duc de Brunswick et le comte de Hanau, vendaient tranquillement une vingtaine de milliers de soldats allemands au roi d'Angleterre, sans même se donner la peine de conclure avec lui un traité d'alliance effective contre l'Amérique insurgée, contre laquelle ces soldats furent employés, mais en se faisant payer simplement avec de l'argent comptant. Ce fut une vente d'hommes, de soldats et de sujets allemands dans toutes les règles. Ce fait caractérise à lui seul le pouvoir des princes allemands, la patience angélique de leurs sujets, et, en particulier, l'esprit du militaire allemand à cette époque.

C'était l'idéal du soldat-machine, de l'homme abruti par la

discipline militaire à ce point qu'il tue et qu'il se fait tuer, à raison de quelques sous par jour, sans savoir même qui il tue et pourquoi il le tue. Quant aux officiers allemands, nobles la plupart du temps, c'étaient de vrais chevaliers d'aventure, louant leurs services au souverain qui donnait davantage, allemand ou même étranger, et portant dans tous les pays qu'ils honoraient de leur service lucratif la même fidélité de chien vis-à-vis de leurs chefs et de leurs princes d'occasion, la même dureté pour le soldat, et le même mépris pour le bourgeois et le peuple.

Qu'on réunisse, qu'on combine tous les éléments sociaux que je viens d'examiner un à un, et on aura une idée parfaitement juste de l'Allemagne telle qu'elle était sortie de la Réformation et de la guerre de Trente ans, jusqu'à la seconde moitié du dix-huitième siècle. Et maintenant, la main sur la conscience, qu'on dise si je n'ai pas eu mille fois raison de prétendre, contrairement à M. Marx, que ce n'est pas du tout la Russie, que c'est l'Allemagne qui, du seizième siècle jusqu'à nos jours, a été la source et l'école permanente du despotisme d'État en Europe. De ce qui, dans les autres pays d'Europe, n'a été qu'un fait, l'Allemagne a fait un système, une doctrine, une religion, un culte : le culte de l'État, la religion du pouvoir absolu du souverain et de l'obéissance illimitée de sujet, la prosternation, l'annihilation |69 de tout subalterne vis-à-vis de son chef, le respect du rang comme en Chine, la noblesse du sabre, la toute-puissance mécanique d'une bureaucratie hiérarchiquement pétrifiée, le règne absolu de la paperasse juridique et officielle sur la vie, enfin l'absorption complète de la société dans l'État ; au-dessus de tout cela, le bon plaisir d'un prince quasi-Dieu et nécessairement demi-fou, avec la dépravation cynique d'une noblesse à la fois stupide, arrogante et servile, prête à commettre tous les crimes pour lui plaire ; et au-dessous, la bourgeoisie et le peuple donnant au monde entier l'exemple d'une patience, d'une résignation et d'une subordination sans limites.

M. Marx pense-t-il qu'un peuple, quelque doué qu'il soit, puisse rester impunément dans une situation pareille pendant une longue période historique, sans que l'esclavage pénètre jusque dans les dernières ramifications de ses veines, devienne son habitude, sa seconde nature ? Et si ce peuple, comme on peut le dire avec pleine justice du peuple allemand, même avant cette période de servitude écrasante, n'a jamais connu ni même désiré la liberté ; si, au milieu du mouvement progressif des peuples voisins, il est resté un peuple stagnant, contemplatif, méditatif, — travaillant beaucoup il est vrai, et c'est là son honneur, mais ne se révoltant jamais, excepté un très court moment dans sa vie, au début de la Réformation, — qu'a-t-il dû devenir pendant ces siècles d'immobilité et d'absence de pensée absolues ? Un excellent instrument pour toutes les entreprises du despotisme, tant au dedans qu'en dehors ; une base très solide pour la propagande, le rayonnement et les envahissements du despotisme dans le monde entier.

Si l'Allemagne n'a plus été conquérante à partir de la Réformation et jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, si elle a laissé ce rôle à la France de Richelieu et de Louis XIV, ce ne fut point faute de disposition, mais uniquement faute de puissance. La Réformation avait porté un coup mortel à l'Empire germanique, l'avait dissous de fait, sinon encore en droit. L'Allemagne était infiniment divisée. L'Allemagne catholique, coupée d'ailleurs en deux parties inégales par la jalousie séculaire de l'Autriche et de la Bavière, était tenue en échec par une foule de petits princes |70 protestants toujours prêts à se coaliser, et au besoin même à s'appuyer sur la France catholique contre elle. Cela réduisait naturellement toute l'Allemagne à une complète impuissance.

Étrange situation que celle d'un peuple très nombreux, très robuste, conquérant et envahisseur autant par tradition que par goût, — les Slaves en savent quelque chose, et les Italiens aussi,

— disposé de plus à devenir un excellent instrument de conquête par son esclavage même, par cette discipline intérieure, volontaire, et par cette passion d'obéissance, qui en faisaient un peuple modèle, — et qui, malgré tous ces grands avantages, s'est vu réduit à jouer pendant tant de siècles de suite le rôle d'un peuple victime, opprimé et décimé plus ou moins par tous les États voisins, voire même par la petite Suède ; d'un peuple qui ne demandait pas mieux que d'envahir et à droite et à gauche et partout, et qui, au lieu de cela, a été condamné à se trouver toujours envahi ; car enfin la plus grande partie des guerres qui ensanglantèrent l'Europe depuis la Réformation jusqu'à nos jours eurent pour théâtre l'Allemagne, ce qui naturellement, déjà au seul point de vue de la tranquillité et des intérêts matériels, a dû déplaire beaucoup aux Allemands, en même temps que cela devait froisser beaucoup leur vanité nationale.

Il en est résulté, très lentement et très imperceptiblement d'abord, il est vrai, un sentiment naturel et nécessaire de réaction contre la cause de toute cette honte et de tous ces malheurs, contre la division de l'Allemagne en une multitude d'États, — non contre l'État en général. Ce n'était pas la réaction d'un peuple aimant et voulant la liberté contre le despotisme intérieur de l'État qui l'empêchait d'en jouir ; c'était celle d'un peuple qui, se sentant le goût et la puissance naturelle de la conquête, aspirait à une forme politique capable de satisfaire ce désir instinctif et de mettre en action cette puissance. Pour cela, il n'y avait qu'une seule forme, c'était celle du grand État unitaire, embrassant patriotiquement toute l'Allemagne, et même plus que cela, tous les pays que les Allemands ont pris l'habitude à la fois historique et scientifique de considérer comme des parties intégrantes de la grande patrie allemande. C'est encore aujourd'hui le rêve de tous les pangermanistes.

Mais pour la réalisation de ce rêve, il fallait un organe, et cet organe ne pouvait être |71 autre qu'un État allemand déjà

assez puissant par lui-même, et qui devait le devenir davantage par l'accroissement de moyens qu'il recevrait plus tard de l'Allemagne tout entière. Il est clair que puisque l'unité, de plus en plus désirée dès la seconde moitié du dix-huitième siècle par les esprits les plus patriotiques de l'Allemagne, avait, conformément à tout le caractère national, pour dernier but la puissance, il est clair, dis-je, que cette unification et centralisation nationale de l'Allemagne ne pouvait être réalisée que par l'État, et non par un mouvement spontané des populations allemandes elles-mêmes, un pareil mouvement pouvant bien produire la prospérité matérielle et la liberté, mais non la puissance politique d'une nation, à moins que le mouvement populaire, inspiré plutôt par cette passion de la grandeur politique que par l'amour de la liberté, ne tende et n'aboutisse de lui-même à la création du grand État, ainsi que le désirent aujourd'hui les démocrates socialistes de l'Allemagne, qui s'efforcent évidemment de l'entraîner dans cette voie.

Mais il était absolument impossible que les populations allemandes marchassent dans cette voie spontanément. Car, pour fonder le grand État unitaire, elles devaient abattre d'abord cette multitude de petits États, de petits princes entre lesquels l'Allemagne se trouvait divisée, et c'était une entreprise, une action dont les peuples allemands étaient et se montrent encore, jusqu'à cette heure au moins, absolument incapables. Pour les abattre de leur mouvement propre, ils n'ont encore aujourd'hui qu'un unique moyen, c'est la *révolte*, et nous avons vu que la révolte a été toujours étrangère, pour ne point dire profondément antipathique, à cette excellente nature allemande, toute pétrie de respect, de soumission et de résignation, pleine d'une vénération aussi instinctive que réfléchie pour toutes les autorités, et d'une piété sans bornes pour ses princes.

Cette vertu politique est tellement enracinée dans le cœur de l'immense majorité des Allemands, que le grand patriote

Ludwig Bœrne, il y a à peine quarante ans, écrivait ces terribles paroles : « Les autres peuples peuvent être *esclaves* ; |$_{72}$ on pourra les mettre à la chaîne et les maîtriser par la violence ; mais les Allemands sont des *laquais*, on n'a pas même besoin de les enchaîner, on peut les laisser courir dans la maison sans danger. (*Andere Völker mögen SKLAVEN sein, man mag sie an die Kette legen, mit Gewalt darnieder halten, aber die Deutschen sind BEDIENTEN, man braucht sie nicht an die Kette zu legen, vian kann sie frei im Hause herumlaufen lassen*.) »

M. le D^{r} Johann Jacoby, également un des plus grands et des plus dignes patriotes de l'Allemagne, et qui est encore aujourd'hui l'un des chefs les plus reconnus et les plus vénérés du Parti de la démocratie socialiste, auquel il vient de donner dernièrement sa pleine adhésion, a répété plusieurs fois la même chose, quoique en des termes beaucoup plus parlementaires et polis.

Voici, par exemple, les paroles qu'il a prononcées devant les électeurs à Berlin, le 5 juin 1848, alors que le mouvement révolutionnaire dont la France, comme toujours, avait pris l'initiative, avait pénétré même en Allemagne, et que le langage y était en général encore très hardi :

« Partout en Allemagne — avec la seule exception de Bade — la révolution s'est *librement* arrêtée devant les trônes chancelants ; preuve que le peuple allemand, tout en voulant poser une limite au pouvoir souverain de ses princes, n'est nullement disposé à l'abolir [(*)] ».

(*) *« Überall in Deutschland — mit alleiniger Ausnahme Bazens — hat die Révolution aus freien Stücken vor den wankenden Thronen HALT gemacht ; ein Zeugniss, dass das deutsche Volk der Gewaltmacht seiner Fürsten Mass und Schranken zu setzen, sie aber keineswegs abzuschaffen geneigt ist. » (Gesammelte Schriften und Reden von D^{r} Johann JACOBY, 2 ter Theil, S. 23 ; Hamburg, Verlag von Otto Meissner, 1872.)* — (*Note de Bakounine.*)

Et dix ans plus tard, riche de nouvelles et de bien cruelles expériences, et plus convaincu que jamais, voici celles qu'il a prononcées dans une assemblée d'électeurs en novembre 1858, à Konigsberg :

« **Respect au roi !** Si jamais une époque, l'année 1848 nous a appris jusqu'à quelles profondeurs l'élément monarchique a poussé des racines dans le cœur du peuple. En rendant |73 à la royauté cet hommage qui lui est dû, nous ne trahissons pas le principe de l'égalité des droits, nous donnons seulement satisfaction à une exigence parfaitement juste, fondée autant sur le besoin de notre peuple que sur le développement de notre patrie (*) ».

Les premières paroles que je viens de citer furent prononcées par l'illustre chef du parti démocratique de l'Allemagne au milieu de la révolution, alors que tous les trônes réellement chancelaient et qu'il n'eût fallu qu'une simple manifestation de volonté de la part du peuple allemand pour les faire tomber. Le Dr Jacoby, républicain d'esprit et de cœur, mais en même temps observateur consciencieux, témoin actif de tout ce qui se passait autour de lui, a constaté, non sans douleur sans doute, que le peuple allemand, redevenu absolument maître de ses destinées pendant ces quelques mois d'ébullition nationale, n'a point voulu être libre, a voulu au contraire rester le sujet de ses princes, non parce qu'ils étaient de bons princes, — tout le monde sait combien ils ont été et sont restés ridicules et horribles, — mais parce qu'il avait l'habitude profondément

(*) « **Ehrerbietung dem Konige !** *Wenn irgend eine Zeit, so hat aas Jahr 1848 gelehrt, wie tief das monarcaise ie Element in dem Herzen des Volkes Wurzel geschlazen. Wir werden nicht untren dem Princip der Gleschberechttigung, wir genügen nur einer duschaus gerechten, in dem Bezürgnisse unseres Volkes wie der Entwickelung des |73 Vaterlandes begründeten Forderung, wenn wur dem Königthum die thm gebuhrense Ehrfurcht zollen.* » (IBID, S. 106) — (*Note de Bakounine*).

nationale de leur joug. Si le Dr Jacoby ajoute que le peuple allemand voulait en même temps poser des conditions et des bornes à leur pouvoir absolu, il ne faut pas trop prendre ces paroles au sérieux. Dans un autre discours prononcé beaucoup plus tard (le 30 janvier 1868, devant une assemblée d'électeurs à Berlin), il dit lui-même : « *Nous parlons de mouvements populaires, du réveil de la conscience politique dans le peuple, des manifestations, résolutions et réclamations populaires ; mais nous devons pourtant nous avouer à nous-mêmes que ce n'est qu'une bien minime fraction du peuple* (sans doute la bourgeoisie radicale, qui proprement reste on dehors du peuple) *qui prend part à nos luttes pour la liberté* (*). »

Dans son second discours, prononcé à Königsberg en 1858, c'est-à-dire dix ans après la révolution de 1840, — après dix ans de la réaction la plus terrible qui ait jamais sévi en Allemagne, et qui eût été capable de fatiguer la patience et la foi de tout autre peuple, — le vénérable patriote constate plus explicitement que jamais la profondeur des racines que le sentiment monarchique, c'est-à-dire celui de l'esclavage volontaire, a poussées dans la conscience, dans la nature du peuple allemand. Il l'appelle un *besoin* de ce peuple, et il avoue que c'est une nécessité du *développement* de la patrie allemande.

|74 En un mot, avec toutes sortes de réticences et de ménagements commandés sans doute aussi bien par les circonstances que par les habitudes d'un tempérament plus calme et d'un esprit plus contemplatif et moins irascible, le Dr Johann Jacoby a complètement confirmé la terrible sentence prononcée contre le peuple allemand par son grand compatriote et prédécesseur le Dr Ludwig Bœrne. Ce peuple n'a jamais beaucoup aimé la liberté, et, à moins d'événements extraordinaires et probablement extérieurs, tels qu'une révolution sociale éclatant en France ou dans quelque autre

(*) IBID, S. 326. — (*Note de Bakounine.*)

pays du midi de l'Europe, ou bien même en Angleterre, non seulement il sera incapable de renverser lui-même ses tyrans, mais il ne désirera pas même leur chute. Les raisons qui l'empêcheront seront toujours le culte de l'autorité, la piété pour le prince, la foi dans l'État et le respect invétéré pour tous les fonctionnaires et représentants de l'État ; enfin cette bosse de la discipline volontaire et de l'obéissance réfléchie, développée en lui par toute son histoire, et, comme nous venons de le voir, surtout par les trois derniers siècles, le protestantisme ayant consacré par sa bénédiction, en Allemagne, mais seulement en Allemagne, toutes ces dispositions nationales qui font du peuple allemand le peuple le plus librement asservi et le plus menaçant aujourd'hui pour la liberté du monde.

Une fois tous ces éléments donnés, on comprend que l'unité de l'Allemagne, si nécessaire à la réalisation de sa puissance politique, ne pouvait être le résultat d'un mouvement libéral spontané de la nation elle-même, mais celui de la conquête seulement ; sans doute pas de la conquête étrangère, mais de l'absorption violente de tous les petits États de l'Allemagne dans un État comparativement plus puissant, et sinon également ni tout à fait, au moins en grande partie germanique. Ce n'est pas ici le lieu de démontrer pourquoi ni l'Autriche, ni la Bavière, épuisées et paralysées d'ailleurs par leurs luttes précédentes aussi bien que par leurs jalousies mutuelles, et frappées de mort par le principe de l'ultramontanisme catholique auquel, pour leur propre malheur, elles étaient restées trop fidèles, n'étaient désormais capables de rendre ce grand service à l'Allemagne, service qui réclame l'action d'un État tout |$_{75}$ nouveau, aucunement ou très peu compromis par l'histoire. Cet État nouveau, tout le monde le sait, fut la Prusse.

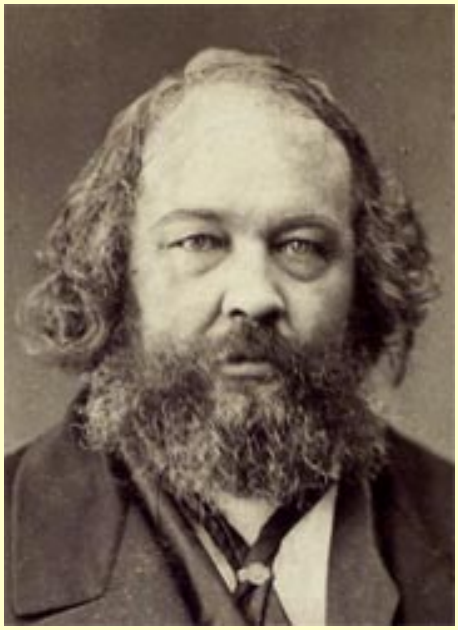
L'histoire de l'État brandebourgo-prussien, jusqu'en 1807, ne fut rien celle de ses princes, d'abord margraves, électeurs de Brandebourg et vassaux de la Pologne pour la Prusse, devenus

en 1701 rois de Prusse, et bientôt après les protecteurs et, comme tels, les co-partageurs de la Pologne, les initiateurs incontestables de ce partage que maudissent aujourd'hui avec plus d'énergie que de sincérité les démocrates socialistes de l'Allemagne. Jusqu'à la grande catastrophe d'Iéna, il n'y eut proprement pas de nation prussienne. C'était une agglomération de populations hétérogènes, en partie slaves, et notamment polonaises, en partie allemandes, et qui n'étaient reliées entre elles, comme par exemple celles du Brandebourg avec celles de la Prusse, que par la personne du souverain.

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici*.)

MICHEL BAKOUNINE



ŒUVRES

Tome V

Avec une préface, des avant-propos et des notes,
par James Guillaume.

1911

LES ÉDITIONS INVISIBLES

P.-V. Stock (Bibliothèque sociologique, N° 43)
Paris
1911

LES ÉDITIONS INVISIBLES, le al., azaroak 22, 2010 (Basque)

TABLE DES MATIÈRES

Préface
Errata

Articles écrits pour le journal l'Égalité
Avant-propos
Articles écrits pour le journal l'Égalité

Aux citoyens rédacteurs du Réveil
Avant-propos
Lettre adressée aux citoyens rédacteurs du Réveil, à Paris, octobre 1869 (inédit)

Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier
Avant-propos
Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier, mai 1871 (inédit en partie)

PRÉFACE

Le présent volume contient :

1° La réimpression des articles de Bakounine dans l'*Égalité* de Genève, en 1868 et 1869. Ces articles, « si pleins d'idées, d'une verve si entraînante, d'une crânerie si endiablée », n'ont rien perdu ni de leur attrait, ni de leur valeur théorique ; les questions qui y sont traitées sont plus que jamais à l'ordre du jour, et les sarcasmes qui jadis ont mortellement atteint le socialiste bourgeois Coullery, les démocrates de la Ligue de la Paix, les politiciens ouvriers ou les ouvriers embourgeoisés, tombent à pic aujourd'hui sur de nouvelles catégories de sophistes, d'endormeurs, de rhéteur ou d'arrivistes.

Quelques-uns de ces articles, *Les Endormeurs*, *La Montagne*, *Politique de l'Internationale*, ont été reproduits en 1872 dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne* ; ils furent réimprimés ensuite à diverses reprises et traduits en plusieurs langues ; mais les autres n'avaient jamais été réimprimés ;

2° Une lettre adressée au journal le *Réveil* de Paris, en octobre 1869, en réponse à une attaque calomnieuse du démocrate socialiste allemand Moritz (Moses) Hess, que le journal de Delescluze avait eu le tort d'accueillir au lendemain du Congrès de l'Internationale à Bâle. Cette lettre ayant pris des dimensions trop considérables, Bakounine résolut d'en faire le premier chapitre d'un écrit qu'il voulait intituler : *Profession de foi d'un démocrate socialiste russe, précédée d'une étude sur les Juifs allemands*. Mais il ne donna pas suite à son projet, et nous publions ici pour la première fois ce manuscrit, resté inachevé.

Cet écrit polémique contient beaucoup de détails intéressants sur les calomnies dont la haine infatigable de Marx et de ses amis poursuivit Bakounine à partir de 1848 ; on y trouve en particulier le récit d'un incident qui fit quelque bruit en 1869 : l'accusation inepte et odieuse ramassée par W. Liebknecht dans les colonnes d'un journal bourgeois et répétée par lui, le verdict du jury d'honneur déclarant à l'unanimité que Liebknecht avait agi avec une légèreté coupable, et la généreuse attitude de Bakounine envers un adversaire forcé de reconnaître publiquement qu'il s'était trompé ;

3° Trois conférences faites en mai 1871, au Val de Saint-Imier, au moment où la lutte héroïque de la Commune de Paris contre les forces coalisées de toutes les réactions enflammait d'espérance le prolétariat socialiste. La *Société Nouvelle* de Bruxelles avait publié en 1895 ces conférences d'après une copie incomplète et fautive ; il était nécessaire d'en donner une édition complète et correcte.

J. G.

Le tome VI contiendra deux manuscrits inédits, de l'été de 1871, relatifs aux conflits intérieurs dans l'Internationale à la veille de la Conférence de Londres ; et la réimpression des écrits polémiques contre Mazzini (seconde moitié de 1871), où Bakounine prit contre le vieux patriote italien la défense de la Commune et de l'Internationale.

Dans le tome VII, nous publierons des lettres inédites, adressées en 1871 et 1872 par Bakounine à divers jeunes révolutionnaires italiens et espagnols, que sa propagande et celle de ses amis avait amenés à l'Internationale, et un long et intéressant écrit inédit, de février-mars 1872, qui était destiné à la Fédération jurassienne.

Nota. — Dans ce volume, comme dans les précédents, les chiffres *inférieurs* placés, dans le texte, à côté d'une barre verticale, indiquent les feuillets (ou les pages) du manuscrit de Bakounine.

ERRATA
POUR LE PRÉSENT VOLUME

Nous engageons le lecteur à corriger sur son exemplaire les fautes indiquées ci-après, avant de commencer la lecture du volume.

Page 8, premier mot de la 4e ligne d'en bas. — *Au lieu de* : est, *lire* : soit.

Page 9, ligne 12. — *À la fin de l'alinéa, ajouter* : Toutefois, ce dernier article est plus vraisemblablement de Perron : car, outre qu'il n'a pas l'allure des écrits de Bakounine, celui-ci ne le mentionne pas dans l'énumération de ses articles qu'on trouve aux pages 281-282 du présent volume.

Page 19, ligne 24. — *Au lieu de* : en un sentiment, *lire* : ou un sentiment.

Page 37, ligne 5 de la note. — *Au lieu de* : 1867, *lire* : 1868.

Page 51, ligne 19. — Après : problème social, *ajouter* : sentir.

Page 84, ligne 6. — *Au lieu de* : société, *lire* : sainte.

Page 104, ligne 19. — *Au lieu de* : adhèrent, *lire* : adhéreront.

Page 116, avant-dernière ligne de la note. — *Avant* : qui ont paru, *intercaler* : articles.

Page 148, 3e ligne d'en bas. — *Au lieu du point d'interrogation, mettre une virgule suivie d'un tiret*.

Page 153, ligne 12. — *Au lieu de* : 14 août, *lire* : 7 août.

Page 176, ligne 18. — *Au lieu de* : le juste exposé, *lire* : la juste expression.

Page 233, dernière ligne de la note. — *Au lieu de* : p. 144, *lire* : p. 244.

Page 327, ligne 5. — *Au lieu de* : et volonté, *lire* : et de volonté.

Articles pour le journal L'*Égalité*

AVANT-PROPOS

Il y eut dès 1865 des sections de l'Internationale dans la Suisse romande, à la Chaux-de-Fonds, à Genève, à Lausanne. Le médecin Pierre Coullery, à la Chaux-de-Fonds, fonda le journal hebdomadaire la *Voix de l'Avenir*, dont le premier numéro parut le 31 décembre 1865. Jean-Philippe Becker, à Genève, fit paraître en janvier 1866 le journal mensuel *der Verbote*. Pendant la première moitié de 1866, le nombre des sections romandes s'accrut : il y en eut douze de représentées au premier Congrès général de l'Internationale, tenu à Genève en septembre. L'année suivante, au Congrès général de Lausanne (septembre 1867), les délégués des sections de la Suisse romande se réunirent en une conférence particulière ; il y fut décidé : 1° Que la *Voix de l'Avenir*, mise à la disposition des sections romandes par son propriétaire, le Dr Coullery, serait désormais l'organe officiel de ces sections, et que Coullery continuerait à en être le rédacteur en chef ; 2° Que le comité central des sections de Genève recevait, jusqu'au Congrès général suivant, le mandat de servir de centre de correspondance entre les sections de la Suisse romande.

L'année 1868 fut une année critique pour l'Internationale en Suisse. Au printemps (mars) eut lieu à Genève la première grande grève du bâtiment, qui eut un énorme retentissement. Ensuite, les élections législatives dans le canton de Neuchâtel, et l'alliance contractée à cette occasion par Coullery avec le parti conservateur, amenèrent une rupture entre les partisans de Coullery et les socialistes sincères. Cette rupture s'accentua lorsque, après le Congrès général de Bruxelles (septembre 1868), Coullery publia dans la *Voix de l'Avenir* des articles attaquant la majorité collectiviste du Congrès. Au même moment, la Ligue de la paix et de la liberté tenait à Berne son second Congrès ; la minorité révolutionnaire de cette Ligue se

sépara de la majorité pour se constituer en une Alliance de la démocratie socialiste, qui déclara adhérer à l'Internationale, et la fondation d'une section de cette Alliance à Genève, en octobre, donna dans cette ville une impulsion énergique au développement du parti socialiste révolutionnaire. Un conflit aigu avait éclaté entre Coullery et le comité central de Genève ; ce comité convoqua une conférence de délégués, afin de discuter la proposition d'unir les sections de la Suisse romande par un lien plus étroit en les groupant en une fédération, et d'examiner s'il n'y avait pas lieu de créer un nouveau journal qui remplacerait la *Voix de l'Avenir*. Cette conférence, réunie à Neuchâtel le 25 octobre 1868, chargea les sections de Genève de nommer dans leur sein deux commissions, l'une pour préparer la création d'un nouveau journal, l'autre pour élaborer un projet de statuts d'une fédération des sections suisses de langue française, qui prendrait le nom de *Fédération romande* ; il fut décidé en même temps que ces deux commissions présenteraient leur rapport à un Congrès de délégués qui se réunirait à Genève le 3 janvier 1869. Les sections de Genève nommèrent aussitôt les deux commissions, qui se mirent à l'œuvre immédiatement.

La commission des statuts discuta et adopta un projet dont Bakounine [1] était l'auteur. Ce projet fut imprimé et distribué en décembre.

La commission du journal, présidée par Charles Perron, ouvrier peintre sur émail, décida à l'unanimité de proposer au Congrès d'appeler le nouveau journal l'*Égalité*. Elle publia un programme, et écrivit à un certain nombre de socialistes pour demander leur collaboration. À la date du 19 décembre 1868, elle fit paraître un numéro spécimen contenant son rapport, un projet de règlement élaboré par elle, et les réponses reçues des futurs collaborateurs du journal : c'étaient, pour la Suisse, Michel Bakounine, James Guillaume, Jules Gay ; pour la France, Benoît Malon, Eugène Varlin, Élisée Reclus ; pour

1 Bakounine était devenu membre de la section centrale de Genève en juillet 1868.

l'Angleterre, Hermann Jung, J. Georges Eccarius ; pour l'Allemagne, Jean-Philippe Becker ; pour l'Italie, Carlo Gambuzzi, Alberto Tucci ; pour la Belgique, César De Paepe. Karl Marx avait été sollicité de collaborer : il avait répondu à la commission « qu'à son grand regret l'état de sa santé et ses trop nombreuses occupations ne lui permettaient pas de promettre sa collaboration ».

Trente sections se firent représenter au Congrès de Genève des 3 et 4 janvier 1869 : vingt-trois étaient des sections genevoises, quatre des sections vaudoises, trois seulement des sections jurassiennes. Le Congrès créa la Fédération romande, en discuta et en adopta les statuts, et en nomma le comité fédéral, composé de sept membres, qui, pour la première année, furent pris dans les sections de Genève. En ce qui concerne le journal hebdomadaire qui devait servir d'organe à la Fédération, en remplacement de la *Voix de l'Avenir* qui disparaissait, le Congrès adopta le titre d'*Égalité*. Le projet de règlement proposé par la commission attribuait à une assemblée générale des abonnés, qui devait se réunir chaque année dans la première quinzaine de juillet, et dans laquelle les absents seraient admis à voter par correspondance, la nomination du conseil de rédaction, composé de neuf membres. Cette disposition fut reconnue peu pratique, et il fut décidé à l'unanimité que, pour simplifier les choses, le Conseil de rédaction serait nommé par le Congrès. Les neuf membres de ce conseil — qui, pour la première année, devaient être domiciliés à Genève — furent nommés séance tenante ; les élus furent : Henri Perret, Pierre Wæhry, Charles Perron, Michel Bakounine, Crosset, Mermilliod, F. Paillard, Dupleix, Guilmeaux. Dupleix, ayant annoncé qu'il ne pouvait accepter sa nomination, fut remplacé le lendemain par J-Ph. Becker.

Le règlement du journal, adopté par le Congrès, disait que le Conseil de rédaction se réunirait obligatoirement le mercredi de chaque semaine, et qu'il admettrait ou refuserait les articles : toutefois il ne pourrait refuser l'insertion des articles ou écrits quelconques qu'une section ou un comité de section aurait

décidé de faire paraître dans le journal.

L'article 24 disait : « Le Conseil de rédaction désigne un des membres de l'Association pour classer les articles du journal, et pour faire le nécessaire à l'imprimerie. Une indemnité peut être allouée au membre de l'Association chargé de ce soin. » Aucun de ceux qui acceptèrent ce mandat, pendant toute l'année 1869, ne toucha un sou d'indemnité.

Ce fut Charles Perron qui le premier fut chargé de la confection du journal. Il s'occupa de l'*Égalité* avec le plus grand dévouement pendant les six premiers mois de 1869 ; mais à la fin de juin, sa santé s'étant trouvée altérée à la suite de l'excès de travail qu'il s'était imposé, il dut prendre du repos. Le numéro du 3 juillet publia l'avis suivant :

« Les membres du Conseil de rédaction de l'*Égalité* sont invités à se rencontrer sans faute, au cercle, mercredi prochain 7 juillet, à 8 heures et demie précises, pour pourvoir aux fonctions que M. Ch. Perron remplit dans la rédaction et qu'une absence de deux mois le force d'abandonner provisoirement.

« *Le président* : Ch. Perron. »

Bakounine, qui dans le numéro précédent avait commencé sa série d'articles *les Endormeurs*, consentit à remplacer Perron pendant les deux mois que devait durer l'absence de celui-ci ; et il s'acquitta consciencieusement de sa tâche : il n'avait, jusqu'à ce moment, écrit pour l'*Égalité* que de façon très intermittente ; à partir de la fin de juin jusqu'au Congrès de Bâle (septembre), il remplit presque à lui seul les colonnes du journal.

Dans la période qui va de décembre 1868 à juin 1869, on trouve dans *l'Égalité* — après la lettre d'adhésion parue dans le numéro spécimen — les articles suivants écrits par Bakounine : des observations sur le journal la *Fraternité* de M. La Rigaudière (février 1869), suivies d'une lettre et d'une note d'Élisée Reclus ; une intervention (27 mars) dans la polémique suscitée par la collaboration, brusquement interrompue, de

Mme André Léo ; des réflexions (3 avril) sur deux grèves à Genève ; une étude (17 avril) sur la situation révolutionnaire de la Russie ; des réflexions (22 mai) sur les progrès du mouvement ouvrier dans tous les pays ; d'autres réflexions (19 juin) sur le mouvement socialiste en Autriche. Pendant les mois de juillet et août, Bakounine écrit les quatre suites d'articles : *les Endormeurs* (contre la Ligue de la paix) ; *la Montagne* et *le Jugement de M. Coullery* ; *l'Instruction intégrale* ; et *Politique de l'Internationale*. Ces quatre suites d'articles forment deux séries parallèles. La première série comprend, en juillet, la polémique contre Coullery et son nouveau journal la *Montagne*, et, en août, les articles *Politique de l'Internationale*. La seconde série comprend *les Endormeurs* (juin-juillet) et leur continuation *l'Instruction intégrale* (juillet-août). Bien que les articles *les Endormeurs* commencent dès le 26 juin, pour se prolonger jusqu'au 24 juillet, tandis que le premier article contre la *Montagne* est seulement du 10 juillet et que le dernier (*le Jugement de M. Coullery*) est du 31 juillet, il convient de placer la polémique contre Coullery avant celle contre la Ligue de la paix et de la liberté, parce que le meeting du Crêt-du-Locle, où Coullery et son journal la *Montagne* furent condamnés, est du 30 mai, et que l'*Égalité* publia les résolutions de ce meeting dès le 5 juin ; tandis que la circulaire du Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté qui fut l'occasion des articles que Bakounine intitula *les Endormeurs* est d'une date postérieure. Les articles *l'Instruction intégrale* (continuation de *les Endormeurs*) vont du 31 juillet au 21 août ; les articles *Politique de l'Internationale* (continuation de la polémique contre Coullery), du 7 août au 28 août. À ces quatre suites d'articles, il faut ajouter le *Rapport sur la question de l'héritage* (28 août) et un article sur la *Coopération* (4 septembre).

Perron, une fois revenu du village de Soudine (Haute-Savoie), où son médecin l'avait envoyé, reprit ses fonctions, avec la collaboration de Paul Robin, qui, expulsé de Belgique, était arrivé à Genève en août. Bakounine quitta Genève le 30

octobre pour aller résider dans le Tessin.

Quelques mutations avaient eu lieu, au cours de l'année 1869, dans la composition du Conseil de rédaction. En mars, Crosset ayant donné sa démission, il fallut le remplacer ; et, le règlement ne prévoyant rien sur le mode de remplacement d'un membre de la rédaction, le Comité fédéral nomma lui-même un successeur à Crosset, en la personne de Jules Monchal. Mais Monchal sortit du Conseil de rédaction au bout de peu de temps, et Henri Perret et Mermilliod se retirèrent aussi ; ils furent remplacés successivement, de la même façon, par Dutoit, Lindegger et Pinier. Lorsque Bakounine donna à son tour sa démission en septembre, ce fut Robin qui prit sa place.

À la suite d'incidents que je n'ai pas à raconter ici [2], sept membres du Conseil de rédaction, sur neuf : Perron, Robin, Guilmeaux, Dutoit, Lindegger, Becker et Pinier, donnèrent brusquement leur démission le 3 janvier 1870. Ce déplorable coup de tête livra le journal aux mains de la coterie anti-socialiste qui commençait à établir sa domination dans l'Internationale genevoise, et les colonnes de cette *Égalité* où avaient écrit Varlin, Eccarius, De Paepe, Bakounine, furent désormais occupées par la prose dégoûtante de M. Nicolas Outine.

J. G.

2 On en trouvera le récit détaillé au tome Ier de *L'Internationale, Documents et Souvenirs.*

ARTICLES ÉCRITS POUR LE JOURNAL L'*ÉGALITÉ*

I

Lettre à la Commission du journal l'ÉGALITÉ à Genève.

(Numéro spécimen de l'*Égalité*, 19 décembre 1868.)

Mon cher..... [3],

Vous me demandez si je veux participer à la rédaction du journal qui, sous le titre de l'*Égalité*, va devenir l'organe définitif des sections romandes de l'Association internationale des travailleurs de la Suisse. Vous ne devez pas en douter, cher ami. Je considère cette Association comme la plus grande et la plus salutaire institution de notre siècle, appelée à constituer bientôt la plus grande puissance de l'Europe et à régénérer l'ordre social, en substituant à l'antique injustice le règne d'une liberté qui, n'excluant personne de ses droits, deviendra réelle et bienfaisante pour tout le monde, parce qu'elle sera fondée sur l'égalité et sur la solidarité réelles de tous : dans le travail et dans la répartition des fruits du travail ; dans l'éducation, dans l'instruction, dans tout ce qui s'appelle le développement corporel, intellectuel et moral, individuel, politique et social de l'homme, aussi bien que dans toutes ces nobles et humaines jouissances de la vie qui n'ont été réservées jusqu'ici qu'aux classes privilégiées.

3 Cette lettre est adressée à Charles Perron, président de la Commission.

Cette vaste association de tous les travailleurs de l'Europe et de l'Amérique n'existe que depuis quatre ans, et déjà elle porte en son sein tous les éléments de cette justice et de cette paix universelles que les Congrès bourgeois se sont mis à chercher depuis quelque temps, mais qu'ils ne parviendront jamais à trouver, et cela par une très simple raison. La bourgeoisie est un corps que l'histoire a usé, a flétri, et, comme beaucoup de vieillards qui, à force d'impuissance, tombent dans l'utopie, elle rêve aujourd'hui l'union de choses incompatibles, et veut le but sans vouloir les moyens. Ainsi les bourgeois ne demandent pas mieux que d'adorer platoniquement la justice, à condition toutefois qu'on leur garantisse la jouissance ultérieure des avantages héréditaires de l'iniquité historique. Ils ont soif de la paix, mais ils veulent en même temps la conservation des États politiques actuels, parce que ces États les protègent contre les réclamations mille fois légitimes des masses populaires. Trente siècles d'histoire n'ont pas suffi pour leur démontrer que l'État politique, c'est la guerre permanente au dehors, et l' oppression et l'exploitation permanentes au dedans.

Mais laissons ces pauvres vieillards à leurs rêves impuissants et à leurs ridicules utopies. Aux bourgeois appartient *aujourd'hui* ; aux travailleurs *demain*. Parlons de la grande préparation de demain.

Pour que l'heure de la délivrance définitive du travail sonne, que faut-il ? Deux choses, deux conditions inséparables. La première, c'est la *solidarité réelle et pratique* des travailleurs de tous les pays. À cette puissance formidable, quelle force au monde pourra résister ? Il faut donc la réaliser. Il faut que tous les travailleurs opprimés et exploités dans le monde, en se donnant la main à travers les frontières des États politiques et en détruisant par là même ces frontières, s'unissent pour l'œuvre commune dans une seule pensée de justice et par la solidarité des intérêts : *Tous pour chacun et chacun pour tous*. Il faut que le monde se partage une dernière fois en deux camps, en deux partis différents : d'un côté, le travail à des

conditions égales pour tous, la liberté de chacun par l'égalité de tous, la justice, l'humanité triomphante, — la Révolution ; de l'autre, le privilège, le monopole, la domination, l'oppression et l'éternelle exploitation. Mais du moment que tous les travailleurs de l'Europe et de l'Amérique seront unis, la lutte même deviendra inutile : le parti ennemi disparaîtra de lui-même.

L'autre condition, inséparable de la première, c'est la *science* ; non la science bourgeoise, falsifiée, métaphysique, juridique, politico-économique, pédantesque et doctrinaire, qu'on enseigne dans les universités ; mais la vraie science humaine, fondée sur la connaissance positive des faits naturels, historiques et sociaux, et n'acceptant d'autre inspiration que la raison, le bon sens. Savoir, c'est pouvoir. Il faut donc aux travailleurs la *solidarité* et la *science*.

Développer ces deux conditions essentielles de leur triomphe, n'est-ce pas là, cher ami, l'objet principal de l'organe que les sections romandes de la Suisse vont fonder ? Participer à cette œuvre est le devoir de chacun, et je serai fier et heureux de pouvoir y contribuer par mes faibles efforts.

Il est une question surtout qu'il me paraîtrait important de traiter aujourd'hui. Vous savez que ces pauvres bourgeois, pressés par la force inéluctable des choses et faisant de nécessité vertu, se font aujourd'hui socialistes ; c'est-à-dire qu'ils veulent falsifier le socialisme, comme ils ont falsifié tant d'autres excellentes choses à leur profit. Longtemps ils ont combattu jusqu'à ce mot « socialisme », et j'en sais quelque chose, moi qui, au sein du Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté, ai passé un hiver, que dis-je, une année tout entière, à leur expliquer la signification de ce mot. Maintenant ils disent le comprendre. J'attribue ce miracle non à ma pauvre éloquence, mais à l'éloquence des faits qui ont parlé plus haut que moi. La grève de Genève, celle de Charleroi, en Belgique, le fiasco essuyé par les démocrates bourgeois d'Allemagne dans la grande assemblée populaire de Vienne, les Congrès de

Hambourg [4] et de Nuremberg [5], et surtout celui de Bruxelles, ont forcé leur intelligence doctrinaire et rebelle. Sourds et aveugles par intérêt, par position et par habitude, ils commencent aujourd'hui à entendre, à voir. Ils ont enfin compris que l'avènement du socialisme est désormais un fait inévitable ; que c'est le Fatum du siècle dans lequel nous vivons. Et voilà pourquoi ils sont devenus socialistes.

Mais comment le sont-ils devenus ? — Ils ont inventé un socialisme à eux, très ingénieux, ma foi, et qui a pour but de conserver à la classe bourgeoise tous les avantages de l'organisation sociale actuelle, et aux travailleurs — la misère. Ce ne serait pas même la peine d'en parler, si ces nouveaux socialistes bourgeois, profitant de l'avantage que leur donnent leur position sociale et leurs moyens pécuniaires, naturellement plus puissants que les nôtres, aussi bien que l'organisation de leur Ligue et la protection des pouvoirs officiels dans beaucoup de pays, ne s'étaient pas mis en campagne pour tromper la conscience des sociétés ouvrières, en Allemagne surtout. — Nous devons les combattre, et, si la rédaction du Journal veut bien le permettre, je consacrerai plusieurs articles à exposer la différence énorme qui existe entre le socialisme sérieux des travailleurs et le socialisme pour rire des bourgeois.

Michel Bakounine.

---

4 Le Congrès de l'Association lassallienne (*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*), les 22-26 août 1868.

5 Le cinquième Congrès du *Verband deutscher Arbeiter-vereine*, dont le Comité central avait pour président Auguste Bebel, les 5 et 7 septembre 1868. À la suite de ce Congrès se constitua un parti ouvrier socialiste distinct de celui qu'avait fondé Lassalle, et qui adopta pour organe le journal de Liebknecht, le *Demokratisches Wochenblatt*.

II
Le journal la FRATERNITÉ [6].

(*Égalité* du 20 février 1869.)

Encore un nouvel organe du socialisme bourgeois ! Ces messieurs ne veulent pas se résigner à mourir tranquillement, sans protestation, sans éclat, comme il convient à des gens qui n'ont plus rien à dire ni rien à faire dans ce monde. Non : après s'être vertueusement résignés à ne vouloir, à ne faire, à n'être rien pendant toute leur vie, ils voudraient, au moment de mourir, devenir quelque chose ; il leur faut du bruit autour de leur lit de douleur, et, moribonds respectables, ils tiennent au moins à nous laisser leur testament. Mais qu'en ferons-nous, de ce testament ? Qui se chargera de l'exécuter ? À coup sûr ce ne seront pas les travailleurs, ces successeurs légitimes du monde bourgeois qui s'en va.

M. E. La Rigaudière, fondateur de ce nouveau journal, qui, sous le nom de la *Fraternité*, organe international de la démocratie, va paraître hebdomadairement à Mannheim, grand-duché de Bade, a bien voulu nous adresser une lettre par laquelle il nous exprime l'espoir que nous saluerons *avec sympathie l'apparition d'un journal destiné à servir la cause démocratique et à travailler énergiquement au maintien de la paix et à la revendication de la liberté*.

Ennemis de toute discussion inutile, et n'aimant pas à dire des choses désagréables, nous aurions mieux aimé ne pas répondre du tout ; mais la politesse nous commandant une réponse, nous voulons la faire avec la franchise et la fermeté qui doivent caractériser désormais tous les rapports des ouvriers avec les bourgeois. La voici :

Nous avons parcouru avec une scrupuleuse attention le numéro spécimen du nouveau journal qu'on a eu l'obligeance de nous envoyer, et nous n'y avons trouvé rien, mais

6 La *Fraternité* était un journal que venait de fonder à Mannheim un publiciste français appelé M. E. La Rigaudière.

absolument rien, qui puisse nous intéresser, nous toucher. Pas un mot de vivant, aucune idée, rien qui révèle l'entente du présent en un sentiment juste des événements qui approchent ; des désirs aussi pieux que stériles, des aspirations vertueusement défaillantes ; pas de chair, pas de sang, nulle ombre de réalité. On dirait un journal fondé dans un monde meilleur par des fantômes.

Nous avons été autant étonnés qu'affligés de trouver sur la liste des collaborateurs de cette nouvelle feuille de la bourgeoisie socialiste, parmi beaucoup de noms qui sont comme les coopérateurs obligés de ces sortes d'entreprises littéraires, des noms estimés et aimés, tels que celui de M. Élie Reclus, que nous avions considéré jusqu'ici comme un franc socialiste populaire, aussi bien que ceux de MM. Bebel et Liebknecht, représentants intelligents et zélés de la cause des travailleurs dans le Nord de l'Allemagne, mais qui rendraient le plus mauvais service à cette cause s'ils tentaient de la rattacher à l'entreprise frauduleuse ou stérilement vertueuse du socialisme bourgeois.

D'ailleurs, il est évident que ce journal ne sera rien qu'une pâle copie des *États-Unis d'Europe* [7]. C'est absolument le même esprit, le même but.

Maintenant, quels sont cet esprit et ce but ? Ils veulent le triomphe de la paix par la liberté, c'est fort bien ; mais cette liberté, par quel moyen se proposent-ils de la conquérir ?

Quelles sont leurs armes pour combattre ce monstre couronné que, dans leur jargon nouveau, ils appellent le césarisme ? Là est toute la question. Césarisme, militarisme et servilisme bureaucratique sont assurément des choses détestables, mais ont-ils une force vivante à leur opposer ? Quelle est la nature de cette force ? Sera-ce celle de leurs arguments, ou celle de leur bourse, ou celle de leurs bras ?

Leurs bras ? C'est presque ridicule d'en parler. Entre la force imposante et si bien organisée des armées permanentes

7 Le journal *Les États-Unis d'Europe* était l'organe officiel de la Ligue de la paix et de la liberté.

qui défendent le passé, et la force bien plus formidable encore des travailleurs qui s'organisent partout en Europe pour faire triompher l'avenir, la force musculaire de cette petite phalange de bourgeois socialistes est égale à zéro. Leur bourse ? On peut en mesurer la puissance par la misère chronique de leurs ligues et de leurs journaux. La bourgeoisie riche, les heureux spéculateurs de la Bourse, de l'industrie, du commerce, de la Banque, qui ont à leur disposition les millions, peuvent bien se permettre, par mauvaise habitude, quelquefois des boutades contre des gouvernements et un ordre de choses qui font si bien leurs affaires ; mais qu'il arrive un moment de crise, et nous les verrons tous, soyons-en bien sûrs, du côté de la réaction contre la Révolution, comme aujourd'hui en Espagne. La moyenne bourgeoisie les suivra, et la pauvre bourse de cette petite phalange de bourgeois socialistes ne se remplira pas. Reste donc la seule force de leurs arguments. Mais qui se laissera toucher par l'éloquence de ces arguments ?

Si messieurs les bourgeois socialistes se flattent d'arriver à convaincre les puissants et les riches, ils sont encore plus fous que nous ne l'avions pensé ; si au contraire ils espèrent exercer une influence sur les peuples, ils sont également les victimes d'une singulière illusion. Les masses populaires, représentées aujourd'hui dans la plus grande partie de l'Europe par les travailleurs des fabriques et des villes, comme elles l'avaient été jusqu'en 1793 par la classe bourgeoise, aspirent unanimement et partout à une chose que le socialisme bourgeois ne pourra ni ne voudra jamais leur donner. Elles veulent l'égalité.

Non l'égalité trompeuse, l'égalité seulement juridique, politique et civile qu'on s'amuse à leur offrir : elles veulent l'égalité économique et sociale avant tout, l'égalité réelle et complète ; l'égalité de l'enfance dans les moyens d'entretien, d'instruction et d'éducation ; l'égalité dans le travail, dans la répartition des produits du travail collectif, ainsi que dans toutes les autres conditions de la vie.

Fatigué d'être exploité et gouverné par autrui, le peuple ne veut plus de classe exploitante et tutélaire, quel que soit le nom

qu'elle se donne. Il veut, messieurs les socialistes bourgeois, et dans son intérêt propre, et dans celui de votre moralisation et de votre dignité à vous, il veut que vous viviez et que vous travailliez désormais aux mêmes conditions que lui-même. Parlez-lui de cette égalité, et il vous croira, il vous écoutera, il vous suivra. Aidez-le à la conquérir, et il vous donnera en retour la liberté, la justice et la paix. Sinon, non, et votre *Fraternité* ne sera rien à ses yeux qu'une fraude nouvelle.

(*Égalité* du 27 février 1869.)

En annonçant, dans notre dernier numéro, l'apparition d'un nouvel organe de la démocratie bourgeoise, la *Fraternité*, nous avions témoigné notre regret de voir figurer parmi les noms des collaborateurs de ce journal celui d'un homme que nous savons appartenir à notre cause, M. Élie Reclus.

Si nous avons pu croire que M. Élie Reclus avait promis d'entrer dans la rédaction de la *Fraternité*, c'est qu'il ne nous était pas venu à la pensée que l'on eût pu, sans son consentement, mettre le nom de notre ami sur la liste des collaborateurs de ce journal.

Aussi est-ce avec une vive satisfaction que nous avons reçu la lettre suivante :

Paris, 21 février.

J'ouvre l'*Égalité* et je trouve un article relatif au journal de La Rigaudière. Le nom de mon frère, ou tout aussi bien le mien, — Reclus, — se trouve, en effet, dans le prospectus de ce journal ; mais celui qui l'a employé n'y avait aucun droit. M. La Rigaudière m'avait écrit pour me demander ma collaboration : je l'ai refusée. Il m'a sommé alors d'envoyer sa lettre à mon frère, ce que je fis ; mais mon frère Élie refusa également d'entrer dans la rédaction de ce journal. Je vous prie, mon cher

ami, de démentir, dans le prochain numéro de l'*Égalité*, l'assertion mensongère ou tout au moins erronée du prospectus de M. La Rigaudière.

À vous de cœur.

ÉLISÉE RECLUS.

(*Égalité* du 20 mars 1869.)

On nous prie de publier la note suivante. Nous le faisons sans difficulté, puisqu'elle ne modifie en aucune façon le jugement que nous avons porté sur le journal de M. La Rigaudière :

« Après avoir reçu communication d'une lettre de M. La Rigaudière me demandant la rétractation d'une note envoyée au journal l'*Égalité* du 27 février 1869, je consens volontiers à exposer ma conduite aux trois personnes désignées par M. La Rigaudière, et dont l'esprit d'équité m'inspire une parfaite confiance.

« Dans la circonstance présente, les papiers qui accompagnent la lettre de M. La Rigaudière ne me permettent point d'hésiter.

« Je crois toujours que M. La Rigaudière n'aurait pas dû, sur une lettre qui me semble évasive et dilatoire, publier le nom d'un collaborateur qui ignore le vrai titre du journal et jusqu'à la langue dans laquelle il est écrit. Toutefois, je reconnais que l'expression dont je me suis servi dans ma lettre à l'*Égalité* a certainement dépassé la limite. Je retire donc le mot : « assertion mensongère ». Cette parole était inconsidérée ; je dois à mes amis, je me dois à moi-même de la reprendre.

« Paris, le 10 mars 1869.

« ÉLISÉE RECLUS. »

III
Madame André Léo et l'ÉGALITÉ.

(*Égalité* du 27 février 1869.)

Faits divers. — Nous enregistrons une nouvelle qui fera, nous n'en pouvons douter, le plus grand plaisir à nos lecteurs. Un des premiers écrivains socialistes de France, Mme **André Léo**, a bien voulu nous donner l'assurance qu'elle consentait à prendre place parmi les collaborateurs de l'*Égalité* [8].

(*Égalité* du 13 mars 1869.)

Nous publions la lettre suivante, adressée à l'un des membres de notre Association :

Paris, 2 mars 1869.

En entrant dans la rédaction du journal l'*Égalité*, pour lequel je vous remercie d'avoir désiré mon concours, j'éprouve le besoin de faire une courte profession de foi, nette et sincère. En voici la raison : je suis d'accord avec vous sur le but ; nous différerons quelquefois sur les moyens.

Je sens toutes les tristesses et toutes les colères que doit exciter le spectacle d'un monde où la misère des travailleurs est la condition nécessaire de l'abondance des oisifs. Un tel système, inique, meurtrier, dépravant pour tous, doit être

8 Cette note est de Charles Perron.

changé. S'il peut être expliqué au point de vue historique, il ne peut être justifié du jour où la conscience humaine a admis les principes supérieurs qui le condamnent. Non, il n'y a point de lois qui puissent prévaloir contre la Justice. Un ordre prétendu, qui admet la souffrance comme condition de ce qu'on appelle la paix, n'est que le désordre, et il n'y a point de science économique, si profonde qu'elle se dise être, que ne réduise à néant la protestation du plus humble des travailleurs, réclamant avec le sentiment de son droit le bien-être, l'instruction et le loisir nécessaires à toute créature morale et intelligente.

La justice, en un mot, n'a qu'une base, une définition : l'égalité.

Mais nous ne pouvons arriver à ce qui doit être qu'en comptant avec ce qui est, je veux dire avec les conditions naturelles, et même actuelles, de la pensée et de l'action dans l'être humain. Avant d'agir, il faut connaître le terrain sur lequel on doit marcher ; la volonté est un grand levier, mais tout levier doit porter sur quelque chose.

D'un autre côté, qui revendique au nom de la justice doit l'observer. Les soutiens du droit, cause sacrée, doivent-ils imiter les actes de ceux qui, n'ayant en vue que des intérêts, y marchent par tous les moyens ?

Si la colère est facile à ceux qui souffrent, si leur impatience est légitime, ceux qui acceptent la noble tâche de répandre l'idée, de communiquer à d'autres leurs pensées, ont besoin de juger les choses d'un point de vue général, avec une réflexion impartiale et une connaissance aussi approfondie que possible de l'état des esprits et des possibilités d'action.

On arrive alors à constater que, même parmi les privilégiés du système, l'ignorance — l'ignorance véritable, celle du vrai — n'est pas moindre généralement que parmi ceux qui ne savent ni lire ni écrire. En mettant hors de cause la classe des exploiteurs de profession, l'inconscience est générale. Elle existe dans les foules de toutes les classes, de même que dans toutes les classes les intelligences d'élite aspirent au bien,

reconnaissent l'égalité, et cherchent les moyens de l'établir.

Il s'agit à mes yeux, vous le voyez, de s'entendre bien plus que de se haïr, de s'éclairer bien plus que de se vaincre.

Sans doute, il y a des cercles vicieux qu'il faut rompre, parce qu'ils empêchent tout progrès ; mais en même temps, si légitime que soit le sentiment de la révolte, il doit compter avec cette loi plus inexorable qu'on ne pense : c'est qu'il faut avant tout se faire comprendre, que n'être pas compris c'est, au point de vue moral, ne pas être ; que rien ne vit en ce monde que par concours et consentement, l'organisme social comme l'individuel.

C'est pourquoi rien ne me semble plus funeste aux intérêts de la démocratie que cet esprit d'attaque et de dénigrement qui la fait se combattre elle-même et qui sert si bien ses ennemis. La démocratie, — une minorité, — en face du pouvoir armé, en face d'une foule ignorante, que son inertie morale et intellectuelle donne presque tout entière à l'ordre établi, semble prendre à tâche de se diviser à l'infini, de se réduire aux fractions les plus minimes, par l'intolérance de ses opinions.

Chacun de ses groupes, serré autour de sa conception particulière, jette aux groupes voisins des regards de défi, des paroles d'insulte, et les traite en ennemis. — Qu'ont fait ces criminels ? — Ils ne pensent pas tout à fait comme nous.

Est-ce une raison de soupçonner leur bonne foi et de les traiter avec mépris ?

Nous rêvons l'union de tous les hommes dans une organisation sociale où s'identifieront la science et la justice, mais qui ne saurait non plus se passer d'être libre et fraternelle. Nous flétrissons les moyens odieux du despotisme, qui règne par la violence et la terreur ; nous raillons, d'une indignation encore frémissante, le joug insolent de ces clergés qui prétendaient régler l'essor de la pensée et gouverner la conscience. En répudiant ces vieux et sanglants dogmatismes, devons-nous garder leur esprit ? Devons-nous parler le langage de ces despotes, si pleins de foi en eux-mêmes qu'ils se

croyaient réellement supérieurs au reste de la terre, et considéraient comme une offense la moindre objection, comme un crime la moindre résistance ? Allons-nous aussi excommunier ?

Nous croyons à l'égalité ? Soyons conformes à notre foi en respectant la dignité d'autrui comme la nôtre et en n'élevant point, sans preuve, de soupçons contre la loyauté de ceux qui diffèrent de nous.

Quand on comprend l'injustice de tout dogme imposé, l'insuffisance de tout système non modifiable, le progrès incessant de la pensée, il faut admettre que tel ou tel puisse honnêtement, et avec de bonnes raisons, avoir un point de vue qui n'est pas le nôtre.

Car tous les yeux ne voient pas de même manière. Nous-mêmes, nous avons changé. Nous pouvons nous modifier encore et nous devons même l'espérer, — à moins d'être absolument sûrs que nous possédons la science complète et la perfection absolue. Auquel cas même, l'indulgence nous serait encore commandée, et plus que jamais, une telle supériorité n'étant pas donnée à tout le monde.

Ce sont des attardés, je vous l'accorde ; eh bien ? Mais ils sont en route ; mais ils suivent le chemin que vous avez déjà parcouru. S'ils se traînent, s'ils se reposent, s'ils sont infirmes, les bourrer, est-ce le moyen de les faire marcher plus vite ? Laissons à nos bons gendarmes ces procédés.

Qu'on manque de tolérance pour les gens qui vous pillent, vous calomnient, vous emprisonnent, vous mitraillent, à la bonne heure. Ces gens-là sont bien nos ennemis, et le cas de légitime défense nous oblige à les combattre avec les armes qu'ils emploient eux-mêmes. Mais ceux qui adoptent le même but que nous, qui cherchent comme nous la justice dans l'égalité des conditions sociales pour tout être humain, ceux même qui, n'adoptant pas nettement ce but, y tendent en définitive, en s'efforçant d'élargir la vie commune, ceux-là, les combattre et les écarter parce que leurs moyens diffèrent des nôtres, c'est frapper sur nous-mêmes, combattre notre propre

armée, jouer le jeu de nos ennemis.

Il est des esprits sincères, dévoués, qui, tout en déplorant ardemment des maux qu'ils cherchent d'ailleurs à soulager par tous les moyens possibles, n'en estiment pas moins que les changements brusques, immédiats, ne sont pas plus dans l'humanité que dans la nature. Sans doute, l'homme *peut* quand il *veut*. Mais il ne veut qu'en raison de ce qu'il est, de sa situation, de ses lumières. Un jugement aveuglé par l'éducation, par les préjugés, n'admet que des modifications nécessaires. Ils sont rares, ceux qui peuvent être subitement éclairés par le choc d'idées contraires.

S'il était facile de transformer les esprits, les transformations sociales aussi seraient faciles, immédiates. Il suffirait de montrer l'intérêt commun, qui est le fond de toute amélioration vraie. Il n'en est pas ainsi. Constater cette vérité, est-ce donc s'en réjouir ? En face des désordres d'une maladie, le médecin est-il coupable d'en prévoir les phases et d'assigner à un terme lointain la guérison ?

Avec moins de passion, on reconnaîtrait qu'au point de vue du progrès social, si les pionniers aventureux sont utiles à l'avenir, les combattants de l'arrière-garde sont les plus utiles dans le présent. Ce sont eux qui rallient et attirent les masses, parce qu'ils s'en font mieux comprendre. — Les progrès qu'ils obtiennent sont faux, insuffisants ? — Non, car ils en provoquent d'autres. — Lenteur fâcheuse ! — Oui, mais que voulez-vous ? l'homme est ainsi fait qu'il doit, pour arriver en un lieu, parcourir successivement tous les points de la distance. Et sa volonté, de même, est ainsi faite que, si vous l' entraînez de vive force où il ne veut point aller, il luttera, vous échappera et s'enfuira plus loin qu'il n'était auparavant. Est-ce un mal ? Non, puisque c'est par là qu'il rejette le despotisme dès qu'il ne le consent plus. *Lui en imposer un qu'il ne consent pas est impossible*. Heureusement ! sans cela, il ne serait pas né pour la liberté.

Ces manières de voir ne me paraissent pas celles de la plupart de vos collaborateurs. À mon avis, il importe peu,

puisque notre but est le même. Je crois plutôt qu'une discussion de ce genre peut être utile, et qu'il est bon que tous ne parlent pas de même. Seulement, après l'annonce que vous avez bien voulu faire (en termes trop flatteurs) de ma collaboration, j'ai dû signaler ces différences et m'expliquer, une fois pour toutes, avant d'entrer dans le droit commun de l'anonyme, — que sans cela j'eusse accepté tout d'abord.

Agréez, etc.

ANDRÉ LÉO.

Nous avons inséré cette lettre d'autant plus volontiers qu'elle résume éloquemment les raisons qui militent en faveur d'un rapprochement des différents partis démocratiques. Nous en prendrons occasion pour nous expliquer une fois pour toutes sur ce sujet.

Nous comprenons le sentiment élevé qui a dicté la lettre qu'on vient de lire, mais nous ne saurions nous laisser entraîner par ces élans de cœur ; nous savons trop qu'ils ont toujours réussi à perdre la cause du peuple, et nous ne pouvons ni ne devons oublier quelles tristes conséquences l'esprit de conciliation a eues pour la classe ouvrière, pour cette classe qui, ayant toujours souffert, s'est toujours révoltée, et a toujours été trompée par trop de confiance, par trop de bonté, pour cette classe qui a si généreusement versé son sang pour le plus grand profit de ceux à qui elle avait fait des concessions, pour la bourgeoisie, qui maintenant l'opprime et l'affame.

Ces leçons ont profité, les ouvriers ne se laisseront plus entraîner par leur cœur, ils ne concéderont plus rien.

Toute concession aurait pour effet de reculer l'émancipation complète du travail et ne pourrait produire qu'un affranchissement partiel du prolétariat, c'est-à-dire la création d'une nouvelle classe qui, à son tour, deviendrait oppressive.

Cette perspective, examinée par le Congrès de Lausanne [9]

9 Une des questions formant l'ordre du jour du deuxième Congrès général de l'Internationale, tenu à Lausanne du 2 au 8 septembre 1867,

a été repoussée : *Tous ensemble ou personne*, tel a été l'esprit du Congrès sur cette question. Or, cet affranchissement général n'est possible qu'avec des moyens radicaux qui excluent toute possibilité de compromis ou de concession ; le Congrès de Bruxelles l'a compris, et c'est pour cela qu'il a invité la Ligue de la paix et de la liberté à se dissoudre, manifestant ainsi la volonté des travailleurs de rompre avec la démocratie bourgeoise, et déclarant en quelque sorte que l'Association internationale des travailleurs ne veut plus reconnaître d'autre politique que celle qui aurait pour but immédiat et direct l'affranchissement radical du dernier des misérables [10].

---

disait : « Les efforts tentés aujourd'hui par les associations pour l'émancipation du *quatrième état* (classe ouvrière) ne peuvent-ils pas avoir pour résultat la création d'un *cinquième état* dont la situation serait beaucoup plus misérable encore ? » Le Congrès répondit affirmativement à cette question, et déclara que « pour obvier à ce danger il était nécessaire que le prolétariat se convainquît bien de cette idée : que la transformation sociale ne pourra s'opérer d'une manière radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société et conformes à la réciprocité et à la justice ».

10 Au troisième Congrès général de l'Internationale à Bruxelles (septembre 1868), Perron avait été un des trois délégués qui avaient voté *contre* l'invitation adressée à la Ligue de la paix d'avoir à se dissoudre (les deux autres étaient De Paepe et Catalan). Bakounine avait écrit à Gustave Vogt, président de la Ligue (dont à ce moment il était encore membre), à propos de cette décision du Congrès de l'Internationale : « La décision prise ou plutôt qu'on a fait prendre au Congrès de Bruxelles par rapport à nous est une impertinence... [Mais] quelque désagréable et mesquine que se soit montrée la Ligue des ouvriers par rapport à nous, nous ne pouvons ni ne devons tout de même méconnaître l'immense et utile portée du Congrès de Bruxelles. C'est un grand, le plus grand événement de nos jours ; et, si nous sommes nous-mêmes de sincères démocrates, nous devons non seulement désirer que la Ligue internationale des ouvriers finisse par embrasser toutes les associations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique, mais nous devons y coopérer de tous nos efforts, parce qu'elle seule constitue aujourd'hui la vraie puissance révolutionnaire qui doit changer la face du monde. » — Maintenant, comme on le voit, Perron et Bakounine donnaient pleinement raison à la décision du Congrès de Bruxelles : l'attitude de la majorité, au Congrès de la Ligue à

Nous y reviendrons dans notre prochain numéro [11].

(*Égalité* du 27 mars 1869.)

Nous avons reçu deux lettres, l'une de Mme André Léo, l'autre signée collectivement par quatre personnes : MM. Élie Reclus, Louis Kneip, A. Davaud, et Albert, cordonnier [12]. Ces deux lettres sont inspirées du même esprit de conciliation vis-à-vis de cette bonne classe bourgeoise qui nous mange si tranquillement tous les jours, comme si c'était la chose la plus naturelle et la plus légitime du monde, et de protestation contre les tendances de notre journal, parce qu'ayant arboré le drapeau de la franche politique du prolétariat, il ne veut consentir à aucune transaction. C'est vrai, nous avons les transactions en horreur. L'expérience historique nous démontre que dans toutes les luttes politiques et sociales elles n'ont jamais servi que les classes possédantes et puissantes, au détriment des travailleurs.

Le défaut d'espace ne nous permet pas d'insérer ces deux lettres. En présence de la coalition des patrons qui menace de nous affamer [13], nous avons autre chose à dire et à faire qu'à

Berne, avait clairement démontré que la démocratie bourgeoise ne voulait pas sincèrement l'émancipation des travailleurs.

11 Cette réponse à la lettre de Mme André Léo a été certainement rédigée de concert avec Bakounine, dont elle exprime très nettement les idées. l'*Égalité* annonçait qu'elle reviendrait sur la question dans son prochain numéro : mais ce fut seulement quinze jours plus tard qu'elle le fit, cette fois par la plume de Bakounine, pour répondre à une nouvelle lettre de Mme André Léo et à une lettre de quatre amis de cette citoyenne, lettres qui ne furent pas insérées.

12 « Albert, cordonnier », est l'ex-officier russe Vladimir Ozerof, qui habitait alors Paris et gagnait sa vie à faire des souliers.

13 Il y avait à ce moment à Genève deux grèves qui absorbaient toute l'attention, la grève des ouvriers du bâtiment et celle des typographes.

polémiser contre le socialisme bourgeois [14].

Faits divers. — Nous avons le regret d'annoncer que Mme André Léo ne continuera pas de collaborer à la rédaction de l'*Égalité* [15]. (*Égalité* du 10 avril 1869.)

---

14 Cette note est de Bakounine : on peut l'affirmer avec autant de certitude que si elle était signée, à certaines tournures de phrase qui décèlent l'homme à coup sûr.

15 Mme André Léo avait encore, à ce moment, des illusions sur certains démocrates bourgeois qui se disaient socialistes. Ce qu'elle vit pendant et après la Commune l'en guérit définitivement ; et en 1871, réfugiée en Suisse, elle entra dans l'Internationale, dont elle défendit courageusement les principes fédéralistes dans la Révolution sociale de Genève.

La lettre suivante, que Mme André Léo écrivait à une amie, le 3 mai 1873, au sujet de M. Edmond de Pressensé et de Mme E. de Pressensé, montrera, par un exemple typique, comment prirent fin les relations de l'auteur d'*Un mariage scandaleux* avec ces « attardés », ces « combattants d'arrière-garde » en qui elle avait vu, jusqu'à la Commune, les ouvriers « les plus utiles » de la cause de la justice sociale, et pour l'amour desquels elle s'était brouillée en 1869 avec l'*Égalité* :

« J'ai beaucoup aimé Mme de Pressensé. Après avoir fait, dans le journal de son mari, quelques articles sur mes livres, dont j'avais remercié par écrit, elle est venue me trouver un jour, après la publication d'*Aline-Ali* (1868). Je n'ai pas de parti pris, je l'ai reçue avec sympathie comme elle venait à moi, parce que sa nature est sincère et sympathique. À cette époque et avant, je recevais de grandes avances de l'orléanisme et du protestantisme, assez étroitement unis à Paris. Mme de Pressensé, une fois accueillie par moi, m'a recherchée avec une sorte de passion. Je la voyais, elle si occupée, plusieurs fois par semaine ; elle m'amenait ses enfants, son mari. Elle m'écrivait encore fréquemment. Il est difficile de ne pas se laisser prendre le cœur à tant d'affection. Je n'y vais pas si vite, moi ; mais une fois que j'y suis, j'y reste. Le christianisme se taisait ; le socialisme le remplaçait entre nous, au moins dans son aspiration générale, où nous nous entendions fort bien. Elle voulut connaître mon ami le socialiste, l'ouvrier [Malon] ; l'entrevue fut pieuse, enthousiaste. C'était en 1868 ou 1869.

Cette ferveur dura jusqu'à la République. Alors les événements nous prirent chacune de notre côté... Sous la Commune, je la vis à peine. Malon leur donna des sauf-conduits pour aller en province et en revenir, tout ce qu'ils voulurent, ce qui n'a pas empêché ce triste bonhomme de Pressensé d'oser dire à l'Assemblée qu'il avait couru *risque de la liberté et de la vie* à rester parmi les barbares de la Commune. Il fut parfaitement lâche et cruel pendant les massacres ; elle, bonne, dévouée, comme toujours ; mais non plus la même pourtant, je le sentais bien et l'avais senti depuis longtemps. Elle a fait, malgré son mari, un acte de dévouement pour nous en portant en Suisse une lettre destinée à nous procurer des passeports. Elle ne m'a point abandonnée dans le péril. Mais j'ai senti, ou cru sentir, que le besoin d'amitié n'était plus le même, et quand, moi étant à Genève, elle y a passé pour retourner en France, rapidement sans doute, mais enfin sans me voir, j'ai cessé de lui écrire, la voyant trop tiraillée entre son milieu et moi. Je ne cessais pas de l'aimer pour cela. Elle n'a pas réclamé ; le silence s'est fait entre nous jusqu'au moment où j'ai appris qu'elle avait ajouté foi sur mon compte aux ignobles calomnies du *Figaro* qui m'attribuait, vous le savez, d'avoir conseillé les *fusillades*, sous la Commune. Je n'ai pu croire qu'*elle* eût pu se tromper à ce point sur moi. J'ai prié Isaure Périer [Mme Aristide Rey] d'aller lui rapporter ce bruit et de lui demander de ma part une explication. Elle a avoué avoir cru la chose, et qui, de la part de tous ceux qui me connaissent et m'ont entendue seulement un peu, est une stupidité avant d'être toute autre chose. De ce moment, je ne puis plus la considérer comme amie, et j'en ai la plaie au cœur, car ce n'est pas avec l'imagination que j'aime, quant à moi, et l'amitié ne m'est pas une poésie de circonstance. Il y a dans ce protestantisme une sensiblerie poseuse qui gâte les meilleurs. Elle est des meilleures certainement, mais il y a plus de chaleur dans la tête que de constance dans le cœur, je le crois du moins. »

IV

La double grève de Genève [16]

(*Égalité* du 3 avril 1869.)

Les bourgeois nous provoquent. Ils s'efforcent de nous pousser à bout par tous les moyens, pensant, non sans beaucoup de raison, qu'il serait très bon pour leurs intérêts de

16 Au milieu de mars avait éclaté à Genève une grève des tailleurs de pierres et maçons, venant de ce que certains patrons refusaient d'observer, pour la journée dite d'été (à partir du 1er mars), les conditions du tarif consenti par eux à la suite de la grève de 1867 ; tous les ouvriers du bâtiment avaient pris fait et cause pour les grévistes. Le 20 mars, les typographes de Genève s'étaient mis en grève à leur tour, à cause du refus lait par les patrons d'accepter un nouveau tarif qui augmentait de 50 centimes le salaire de la journée de travail. La bourgeoisie genevoise prit dans cette circonstance une attitude nettement provocatrice. La « jeunesse dorée » s'arma, rechercha des collisions avec les ouvriers, et fit arrêter des grévistes ; une grande assemblée bourgeoise (31 mars) adressa un appel au gouvernement, en l'invitant à faire respecter la « liberté du travail », et en dénonçant l'internationale, qui « ruine le canton de Genève par des décrets envoyés de Londres et de Paris ». Bakounine, jugeant qu'une bataille dans la rue, désirée par la bourgeoisie, aurait des conséquences funestes pour l'organisation ouvrière, écrivit, en collaboration avec Perron, l'article qu'on va lire. Quelques jours plus tard, dans une lettre, il me parlait de cet article en ces termes : « Je joue ici le rôle de réactionnaire. Les typographes, qui ont fort mal combiné et conduit leurs affaires, se voyant dans une impasse, auraient voulu entraîner l'Internationale à des manifestations dans la rue qui, si elles n'aboutissaient pas à la menace d'abord, et plus tard à la violence, ne produiraient rien, et, si elles avaient une issue dramatique, finiraient par une défaite de l'Internationale. As-tu lu dans l'avant-dernier numéro notre article *Les deux grèves* ? Qu'en dis-tu ? » (Lettre du 13 avril 1869.) Au moment où Bakounine m'écrivait ces lignes, la grève du bâtiment s'était déjà terminée (10 avril) par la capitulation des patrons, mais la grève des typographes continuait, sans aucune perspective de réussite.

nous forcer à leur livrer bataille aujourd'hui.

Ils nous calomnient et nous insultent dans leurs journaux ; ils dénaturent, travestissent et inventent des faits, comptant sur les sympathies de leur public, qui leur pardonnera tout, pourvu que les bourgeois, les patrons soient blanchis et les travail- leurs noircis. Assuré de cette impunité et de cette sympathie, le *Journal de Genève* surtout, le dévot menteur, se surpasse en mensonges.

Ils ne se contentent pas de nous provoquer et de nous insulter par leurs écrits ; impatients de nous faire perdre patience, ils ont recours à des voies de fait. Leurs tristes enfants, cette jeunesse dorée dont l'oisiveté corrompue et honteuse déserte le travail et les travailleurs ; ces académiciens [17], savants en théologie et ignorants de la science, ces libéraux de la riche bourgeoisie, descendent dans la rue, comme l'an passé, et se réunissent en foule dans les cafés, armés de revolvers mal dissimulés dans leurs poches. On dirait qu'ils redoutent une attaque de la part des ouvriers et qu'ils se croient forcés de la repousser.

Y croient-ils sérieusement ? Non, pas du tout, mais ils se donnent l'air d'y croire, pour avoir le prétexte de s'armer et un motif plausible pour attaquer. Oui, pour nous attaquer, car mardi dernier 30 mars, ils ont osé porter la main sur quelques-uns de nos compagnons, qui à toutes leurs insultes avaient répondu par des vérités assez désagréables, sans doute, pour des oreilles aussi délicates que les leurs, mais qui ne les avaient pas même touchés du doigt. *Ils se sont permis de les arrêter* et de les maltraiter pendant quelques heures, jusqu'à ce qu'une commission envoyée par l'Association internationale à l'hôtel de ville soit allée les réclamer [18].

---

17 Bakounine appelle ainsi les étudiants, parce que la réunion des facultés d'enseignement supérieur, à Genève, qui porte aujourd'hui le nom d'université, portait alors celui d'*académie.*

18 Cette phrase est rédigée de telle façon qu'il semble que les grévistes mis en prison auraient été arrêtés par les membres mêmes de la « jeunesse dorée » ; en réalité, l'arrestation avait été opérée par la police, mais sur la désignation des jeunes gens à revolvers. À la seconde page de ce

Que méditent les bourgeois ? Veulent-ils vraiment nous forcer de descendre aussi dans la rue les armes à la main ? Oui, ils le veulent. Et pourquoi le veulent-ils ? La raison est toute simple : ils veulent tuer l'Internationale.

Il suffit de lire les journaux bourgeois, c'est-à-dire presque tous les journaux de tous les pays, pour se persuader que s'il y a aujourd'hui une chose qui, plus que toute autre, soit un objet de

---

même numéro, l'*Égalité* raconte en ces termes cet épisode de la grève :

« Que la bourgeoisie désire une collision pour appeler les baïonnettes fédérales, cela se conçoit, et c'est ce que prouvent les provocations de la *jeunesse dorée* qui se promène avec des revolvers dans ses poches et qui dirige les agents de la force publique... Mardi dernier, lorsque les ouvriers embauchés par les patrons [ouvriers arrivés le lundi à Genève, ignorant qu'une grève était déclarée dans leur corps de métier] sortirent des chantiers à la fin de la journée, ils trouvèrent dans la rue d'autres ouvriers qui les attendaient pour leur exposer la situation et les engager à ne pas nuire à la cause commune en travaillant pour les trois chantiers en grève. Ce qu'ils ont bien vite compris, car aucun d'eux n'est retourné au travail accepté par eux, nous dirent-ils, dans l'ignorance de ce qui se passait.

« Mais la bourgeoisie, cherchant querelle, vint s'interposer entre les ouvriers *au nom de la liberté*, interdisant aux uns de parler aux autres. Voyant les ouvriers sortant des chantiers écouter ceux qui étaient venus pour leur parler, et décidés à amener une collision, ces bourgeois en vinrent à bousculer les groupes ouvriers et même à les frapper. Cela produisit un certain mouvement, une certaine confusion, qui servit de prétexte à la police pour intervenir et pour empoigner — les agresseurs, dites-vous ; non, des ouvriers inoffensifs désignés par les agresseurs !

« Le calme inébranlable des travailleurs que, quoi qu'on fasse, on ne parviendra pas à faire sortir sitôt de la légalité, n'a pas permis à l'événement de prendre une tournure plus grave.

« Les ouvriers arrêtés ont été conduits au poste de police de l'hôtel de ville, lequel était entouré de toute la gendarmerie.

« Elle avait été rappelée la veille et le jour même de tous les postes du canton, et on l'avait armée — ce qui ne se voit pour ainsi dire jamais — du fusil et de la baïonnette, et vraisemblablement on lui avait délivré des cartouches. On mit donc nos amis en prison ; les agents les menacèrent et leur firent éprouver de mauvais traitements, après quoi ils eurent à subir un interrogatoire.

« Quelques heures après, ils furent relâchés sous caution et rendus à

crainte et d'horreur pour la bourgeoisie en Europe, c'est l'Association internationale des travailleurs. Et comme il faut être juste, avant tout, juste même envers ses adversaires les plus acharnés, nous devons reconnaître que la bourgeoisie a mille fois raison d'abhorrer et de redouter cette formidable Association.

Toute la prospérité bourgeoise, on le sait, en tant que prospérité exclusive d'une classe exclusive, est fondée sur la misère et sur le travail forcé du peuple, forcé non par la loi, mais par la faim. Cet esclavage du travail s'appelle, il est vrai, dans les journaux libéraux tels que le *Journal de Genève*, la liberté du travail. Mais cette étrange liberté est comparable à celle d'un homme désarmé et tout nu, qu'on livrerait à la merci d'un autre qui serait armé de pied en cap. C'est la liberté de se faire écraser, assommer. — Telle est la liberté bourgeoise. On comprend que les bourgeois la chérissent et que les travailleurs n'y tiennent pas du tout ; car cette liberté est pour les bourgeois la richesse, et pour les travailleurs la misère.

Les travailleurs sont las d'être esclaves. Pas moins que les bourgeois, plus que les bourgeois, ils aiment la liberté, parce qu'ils savent fort bien, par une douloureuse expérience, que sans liberté il ne peut y avoir pour l'homme ni dignité, ni prospérité. Mais ils ne comprennent pas la liberté autrement que dans l'égalité ; parce que la liberté dans l'inégalité, c'est le privilège, c'est-à-dire la jouissance de quelques-uns fondée sur la souffrance de tous. Ils veulent l'égalité politique et économique à la fois, parce que l'égalité politique sans l'égalité économique est une fiction, une tromperie, un mensonge, et ils ne veulent plus de mensonges. Les travailleurs tendent donc nécessairement à une transformation radicale de la société qui doit avoir pour résultat l'abolition des classes au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue politique, et à une organisation dans laquelle tous les hommes naîtront, se développeront, s'instruiront, travailleront et jouiront des biens

---

une députation de l'Internationale envoyée pour réclamer les prisonniers. »

de la vie dans des conditions égales pour tous. Tel est le vœu de la justice, tel est aussi le but final de l'Association internationale des travailleurs.

Mais comment arriver, de l'abîme d'ignorance, de misère et d'esclavage dans lequel les prolétaires des campagnes et des villes sont plongés, à ce paradis, à cette réalisation de la justice et de l'humanité sur la terre ? — Pour cela, les travailleurs n'ont qu'un moyen : l'association. Par l'association ils s'instruisent, ils s'éclairent mutuellement, et mettent fin, par leurs propres efforts, à cette fatale ignorance qui est une des causes principales de leur esclavage. Par l'association, ils apprennent à s'aider, à se connaître, à s'appuyer l'un sur l'autre, et ils finiront par créer une puissance plus formidable que celle de tous les capitaux bourgeois et de tous les pouvoirs politiques réunis.

L'*association* est donc devenue le mot d'ordre des travailleurs de toutes les industries et de tous les pays, dans ces derniers vingt ans surtout, et toute l'Europe s'est trouvée hérissée, comme par enchantement, d'une foule de sociétés ouvrières de toute sorte. C'est incontestablement le fait le plus important et en même temps le plus consolant de notre époque, — le signe infaillible de l'émancipation prochaine et complète du travail et des travailleurs en Europe.

Mais l'expérience de ces mêmes vingt années a prouvé que les associations isolées étaient à peu près aussi impuissantes que les travailleurs isolés, et que même la fédération de toutes les associations ouvrières d'un seul pays ne suffirait pas pour créer une puissance capable de lutter contre la coalition internationale de tous les capitaux exploiteurs du travail en Europe ; la science économique a démontré, d'un autre côté, que la question de l'émancipation du travail n'est point une question nationale ; qu'aucun pays, si riche, si puissant et si vaste fût-il, ne peut, sans se ruiner et sans condamner tous ses habitants à la misère, entreprendre aucune transformation radicale des rapports du capital et du travail, si cette transformation ne se fait également, et en même temps, au moins dans une grande partie des pays les plus industrieux de

l'Europe, et que par conséquent la question de la délivrance des travailleurs du joug du capital et de ses représentants, les bourgeois, est une question éminemment internationale. D'où il résulte que la solution n'est possible que sur le terrain de l'internationalité.

Des ouvriers intelligents, allemands, anglais, belges, français et suisses, fondateurs de notre belle institution, l'ont compris. Ils ont compris aussi que, pour réaliser cette magnifique œuvre de l'émancipation internationale du travail, les travailleurs de l'Europe, exploités par les bourgeois et écrasés par les États, ne devaient compter que sur eux-mêmes. C'est ainsi que fut créée la grande Association internationale des travailleurs.

Oui, grande et formidable vraiment ! Elle compte à peine quatre ans et demi d'existence, et déjà elle embrasse plusieurs centaines de milliers d'adhérents disséminés et étroitement alliés, dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique. Une pensée et une entreprise qui produisent en si peu de temps de tels fruits ne peuvent être qu'une pensée salutaire, une entreprise légitime.

Est-ce une pensée secrète, une conspiration ? Pas le moins du monde. Si l'Internationale conspire, elle le fait au grand jour et le dit à qui veut l'entendre [19]. Et que dit-elle, que demande-t-elle ? La justice, rien que la plus stricte justice et le droit de l'humanité, et l'obligation du travail pour tout le

19 Un an plus tard, les membres des sections de l'Internationale de Paris faisaient une déclaration analogue. Au moment où, quelques jours avant le plébiscite, Émile Ollivier ordonna l'arrestation, sous l'inculpation de complot et de société secrète, de « tous les individus qui dirigeaient l'Internationale », le Conseil fédéral parisien de l'Internationale publia (2 mai 1870) une protestation où il disait : « Il est faux que l'Internationale soit pour quelque chose dans le nouveau complot, qui n'a sans doute pas plus de réalité que les inventions précédentes du même genre... L'Association internationale des travailleurs, conspiration permanente de tous les opprimés et de tous les exploités, existera malgré d'impuissantes persécutions contre les prétendus chefs, tant que n'auront pas disparu tous les exploiteurs, capitalistes, prêtres et aventuriers politiques. »

monde. Si à la société bourgeoise actuelle cette pensée paraît subversive et honteuse, tant pis pour cette société.

Est-ce une entreprise révolutionnaire ? Oui et non. Elle est révolutionnaire en ce sens qu'elle tend à remplacer une société fondée sur l'iniquité, sur l'exploitation de l'immense majorité des hommes par une minorité oppressive, sur le privilège, sur l'oisiveté, et sur une autorité protectrice de toutes ces jolies choses, par une société fondée sur une justice égale pour tous et sur la liberté de tout le monde. Elle veut, en un mot, une organisation économique, politique et sociale dans laquelle tout être humain, sans préjudice pour ses particularités naturelles et individuelles, trouve une égale possibilité de se développer, de s'instruire, de penser, de travailler, d'agir et de jouir de la vie comme un homme. Oui, elle veut cela ; et, encore une fois, si ce qu'elle veut est incompatible avec l'organisation actuelle de la société, tant pis pour cette société.

L'Association internationale est-elle révolutionnaire dans le sens des barricades et d'un renversement violent de l'ordre politique actuellement existant en Europe ? Non : elle s'occupe fort peu de cette politique, et même elle ne s'en occupe pas du tout. Aussi les révolutionnaires bourgeois lui en veulent-ils beaucoup pour l'indifférence qu'elle témoigne envers leurs aspirations et tous leurs projets. Si l'Internationale n'avait pas compris depuis longtemps que toute politique bourgeoise, quelque rouge et révolutionnaire qu'elle paraisse, tend non à l'émancipation des travailleurs, mais à la consolidation de leur esclavage, le jeu pitoyable que jouent en ce moment les républicains et même les socialistes bourgeois en Espagne suffirait pour lui ouvrir les yeux.

L'Association internationale des travailleurs, faisant donc complètement abstraction de toutes les intrigues politiques du jour, ne connaît à cette heure qu'une seule politique, celle de sa propagande, de son extension et de son organisation. Le jour où la grande majorité des travailleurs de l'Amérique et de l'Europe sera entrée et se sera bien organisée dans son sein, il n'y aura plus besoin de révolution : sans violence, la justice se fera. Et

s'il y a alors des têtes cassées, c'est que les bourgeois l'auront bien voulu.

Encore quelques années de développement pacifique, et l'Association internationale deviendra une puissance contre laquelle il sera ridicule de vouloir lutter. Voilà ce que les bourgeois ne comprennent que trop bien, et voilà pourquoi ils nous provoquent aujourd'hui à la lutte. Aujourd'hui, ils espèrent encore pouvoir nous écraser, mais ils savent que demain ce sera trop tard. Ils veulent donc nous forcer à leur livrer bataille aujourd'hui.

Tomberons-nous dans ce piège grossier, ouvriers ? Non. Nous ferions trop de plaisir aux bourgeois, et nous ruinerions notre cause pour longtemps. Nous avons pour nous la justice, le droit, mais notre force n'est pas encore suffisante pour lutter. Comprimons donc notre indignation dans nos cœurs, restons fermes, inébranlables, mais calmes, quelles que soient les provocations des blancs-becs impertinents de la bourgeoisie. Souffrons encore, ne sommes-nous pas habitués à souffrir ? Souffrons, mais n'oublions rien.

Et, en attendant, continuons, redoublons, étendons toujours davantage le travail de notre propagande. Il faut que les travailleurs de tous les pays, les paysans des campagnes aussi bien que les ouvriers des fabriques et des villes, sachent ce que veut l'Association internationale, et comprennent qu'en dehors de son triomphe il n'y a pour eux aucun autre moyen d'émancipation sérieux ; que l'Association internationale est la patrie de tous les travailleurs opprimés, le seul refuge contre l'exploitation des bourgeois, la seule puissance capable de renverser le pouvoir insolent des bourgeois.

Organisons-nous, élargissons notre Association, mais en même temps n'oublions pas de la consolider, afin que notre solidarité, qui est toute notre puissance, devienne de jour en jour plus réelle. Devenons de plus en plus solidaires dans l'étude, dans le travail, dans l'action publique, dans la vie. Associons-nous dans des entreprises communes pour nous rendre l'existence un peu plus supportable et moins difficile ;

formons partout et autant qu'il nous sera possible ces sociétés de consommations, de crédit mutuel et de production, qui, tout incapables qu'elles sont de nous émanciper d'une manière suffisante et sérieuse dans les conditions économiques actuelles, habituent les ouvriers à la pratique des affaires et préparent des germes précieux pour l'organisation de l'avenir.

Cet avenir est proche. Que l'unité d'esclavage et de misère qui embrasse aujourd'hui les travailleurs du monde entier se transforme pour nous tous en unité de pensée et de volonté, de but et d'action, — et l'heure de la délivrance et de la justice pour tous, l'heure de la revendication et de la pleine satisfaction sonnera.

Organisation et grève générale [20].

(*Égalité* du 3 avril 1869.)

Ouvriers, conservez le plus grand calme. Si vos souffrances sont grandes, soyez héroïques et sachez les supporter encore ; lisez avec attention ce que le journal l'*Internationale* dit aux ouvriers du bassin de Charleroi [21], tout

20 Dans le numéro de l'*Égalité* qui contient l'article *La double grève de Genève* se trouvent encore deux courts articles qui complètent celui-là : l'un parle de l'*organisation ouvrière*, l'autre de la *grève générale*. Quoiqu'ils semblent avoir été écrits par Perron plutôt que par Bakounine, nous les reproduisons ici, parce que les pensées qu'ils expriment appartiennent bien à l'ordre des idées dont se composait la propagande faite par Bakounine dans l'Internationale.

21 Il s'agit d'un article publié dans l'*Internationale*, de Bruxelles, du 27 mars, et que l'*Égalité* a reproduit dans ce même numéro. En voici les principaux passages :

« C'est aujourd'hui, 26 mars, l'anniversaire des *massacres* de la fosse de l'Épine...

« Cet anniversaire est à la fois pour nous un deuil et un triomphe...

« Jamais l'inutilité de la répression n'a été mieux démontrée. Avant la

cela est bon à apprendre pour nous.

Écoutez, enfin, le sage conseil que nos frères belges nous donnent :

« Que nos frères de Suisse patientent encore quelque temps ! Comme nous, ils sont obligés d'attendre que le signal de la débâcle sociale arrive d'un grand pays, que ce soit l'Angleterre, la France ou l'Allemagne. En attendant,

---

sanglante tragédie de l'Épine, jamais la question sociale n'avait été posée dans le bassin de Charleroi. Depuis, l'Association internationale des travailleurs y compte quarante-deux sections renfermant des milliers d'adhérents...

« Aujourd'hui les ouvriers ont en main le levier qui doit renverser leurs oppresseurs : l'association ; forts de leur nombre, confiants dans leur droit, ils dédaignent les violences inutiles et se garderont bien de courir au-devant d'un nouveau massacre, dont se réjouiraient leurs oppresseurs. Ils ont appris à patienter, et ils s'organisent pour préparer l'avènement de la justice.

« Prenez patience, ouvriers, prenez patience. Si vous le voulez, un jour viendra où les esclaves d'aujourd'hui seront les maîtres ; mais pour cela il faut que vous sachiez contenir votre colère légitime jusqu'à ce que tous les travailleurs se soient entendus pour travailler en commun à leur délivrance.

« Quand vous vous tiendrez par la main, que pourront faire les quelques milliers d'individus qui se sont créé une belle existence au prix des larmes et du sang du peuple ?

« Ne vous laissez pas décourager par ceux qui vous disent qu'un tel jour ne viendra jamais : il viendra, si vous le voulez ; il viendra, et l'on s'étonnera alors qu'on ait jamais pu en douter.

« Il viendra, le jour de la justice, et à sa venue tous le salueront et diront : Comment avons-nous pu demeurer si longtemps dans la nuit ?

« Déjà paraît l'aurore ; déjà ses premiers rayons commencent à percer les ténèbres : courage, amis, le grand jour est proche. »

Mais de nouveaux massacres allaient avoir lieu en Belgique, quelques jours après. Les 9, 10 et 11 avril, ce fut le massacre de Seraing (établissements Cockerill) ; la semaine suivante, le massacre du Borinage, à Frameries. Eugène Hins, que le Conseil général belge avait envoyé à Seraing d'abord, puis dans le Borinage, « pour tâcher de calmer l'effervescence des ouvriers et leur faire comprendre l'inutilité de l'émeute » (Correspondance de De Paepe dans l'*Égalité*), fut arrêté ; des perquisitions furent pratiquées chez les membres du Conseil

continuons à grouper en faisceaux toutes les forces du prolétariat, aidons-nous le mieux possible dans les maux que l'état actuel nous fait subir, et surtout étudions la solution des grands problèmes économiques qui se poseront devant nous au lendemain de la victoire, cherchons comment nous pourrons le mieux procéder à la liquidation de l'ancienne société et à la constitution de la nouvelle. »

Patientez, patientez, « il viendra, le jour de la justice » ; en attendant, serrez vos rangs et fortifiez votre organisation.

Les nouvelles concernant le mouvement ouvrier européen peuvent se résumer en un mot : grèves. En Belgique, grève des typographes dans plusieurs villes, grève des fileurs à Gand, grève des tapissiers à Bruges ; en Angleterre, grève imminente dans les districts manufacturiers ; en Prusse, grève des mineurs de zinc ; à Paris, grève des plâtriers-peintres ; en Suisse, grèves à Bâle et à Genève.

À mesure que nous avançons, les grèves se multiplient. Qu'est-ce à dire ? Que la lutte contre le travail et le capital s'accentue de plus en plus, que l'anarchie économique devient chaque jour plus profonde, et que nous marchons à grands pas vers le terme fatal qui est au bout de cette anarchie : la Révolution sociale. Certes, l'émancipation du prolétariat pourrait s'effectuer sans secousses, si la bourgeoisie voulait faire sa nuit du 4 août, renoncer à ses privilèges, aux droits d'aubaine du capital sur le travail ; mais l'égoïsme et l'aveuglement bourgeois sont tellement invétérés, qu'il faut être optimiste quand même pour espérer voir la solution du problème social d'une commune entente entre les privilégiés et les déshérités ; c'est donc bien plutôt des excès même de l'anarchie actuelle que sortira le nouvel ordre social.

---

général belge. Pour les incidents qui suivirent (en particulier la mort et les funérailles de Jeanne Brismée, 17-19 mai), voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome Ier, pages 149-158-161.

Lorsque les grèves s'étendent, se communiquent de proche en proche, c'est qu'elles sont bien près de devenir une grève générale ; et une grève générale, avec les idées d'affranchissement qui règnent aujourd'hui dans le prolétariat, ne peut aboutir qu'à un grand cataclysme qui ferait faire peau neuve à la société. Nous n'en sommes pas encore là, sans doute, mais tout nous y conduit. Seulement, il faut que le peuple soit prêt, qu'il ne se laisse plus escamoter par les parleurs et les rêveurs, comme en 48, et pour cela il faut qu'il soit organisé fortement et sérieusement.

Mais les grèves ne se suivent-elles pas si rapidement, qu'il est à craindre que le cataclysme n'arrive avant l'organisation suffisante du prolétariat ? Nous ne le croyons pas, car d'abord les grèves indiquent déjà une certaine force collective, une certaine entente chez les ouvriers ; ensuite, chaque grève devient le point de départ de nouveaux groupements. Les nécessités de la lutte poussent les travailleurs à se soutenir d'un pays à l'autre et d'une profession à l'autre ; donc, plus la lutte devient active, plus cette fédération des prolétaires doit s'étendre et se renforcer. Et alors des économistes à la vue étroite viennent accuser cette fédération des travailleurs, représentée par l'Association internationale, de pousser à la grève et de créer l'anarchie ! C'est tout simplement prendre l'effet pour la cause : ce n'est pas l'Internationale qui crée la guerre entre l'exploiteur et l'exploité, mais ce sont les nécessités de la guerre qui ont créé l'Internationale [22].

---

22 L'assemblée bourgeoise du 31 mars provoqua une contre-manifestation de la part de la classe ouvrière. Une assemblée de protestation fut convoquée pour le vendredi 2 avril, au Stand de la Coulouvrenière, assemblée composée exclusivement d'ouvriers de nationalité suisse, afin que les adversaires ne pussent pas continuer à prétendre que c'était l'élément étranger qui fomentait les grèves et qui dominait le mouvement ouvrier à Genève. Plus de cinq mille ouvriers suisses répondirent à l'appel ; ils votèrent à l'unanimité une adresse protestant énergiquement contre les assertions contenues dans l'adresse bourgeoise du 31 mars ; elle disait : « Nous repoussons avec indignation la calomnie qui présente les grèves actuelles comme ayant

été décrétées à l'instigation de l'étranger, dans le but de compromettre notre indépendance nationale ; nous déclarons en outre, nous membres des diverses sociétés ouvrières adhérentes à l'Association internationale des travailleurs, que nous n'avons jamais reçu, ni directement, ni indirectement, d'ordres de l'étranger ; que, si le canton de Genève voit son industrie péricliter, ce n'est pas par le fait de décrets imaginaires venant de Londres ou de Paris, et qu'enfin ce n'est pas nous qui songeons à supprimer le travail, ni même à l'entraver » ; en outre l'adresse revendiquait « la liberté de s'entendre avec des camarades pour les engager à ne pas travailler dans des ateliers ou chantiers déclarés en grève », et terminait en disant : « Nous concentrerons tous nos efforts et toute notre énergie pour apporter de profonds changements dans les rapports entre le capital et le travail ». Cette imposante manifestation ouvrière causa une profonde impression sur les esprits ; les délégués de l'Association des patrons du bâtiment signèrent le 10 avril une convention faisant droit aux réclamations des ouvriers et accordant en outre une augmentation de salaire. Quant à la grève des typographes, elle se prolongea jusqu'en juin ; mais comme un tiers des ouvriers typographes s'étaient refusés à cesser le travail, les patrons gardèrent l'avantage, et les grévistes rentrèrent, vaincus, dans les ateliers, à l'exception de quelques-uns qui, avec l'appui de l'Internationale, fondèrent une imprimerie coopérative.

V
En Russie [23].

(*Égalité* du 17 avril 1869.)

Ce qui se passe actuellement en Russie est digne de l'attention de tous les démocrates socialistes de l'Europe.

Il faut avouer qu'on a eu jusqu'ici des idées parfaitement erronées sur le caractère et sur les tendances, aussi bien que sur la situation économique, des peuples qui habitent ces vastes contrées. Ainsi, n'était-ce pas, n'est-ce pas encore une opinion assez générale en Europe que le tsar actuel 1, bienfaiteur et libérateur de ces peuples, était l'objet de toutes les adorations populaires ? qu'il a réellement émancipé les paysans russes et établi sur des bases solides le bien-être de ces communautés rurales qui constituent toute la force et toute la richesse de l'Empire de toutes les Russies ? N'a-t-on pas cru et dit que, puissant de tout le bonheur qu'il a créé et de toute la reconnaissance qu'il a méritée, il n'avait qu'un signe à faire pour lancer ces millions de barbares fanatiques contre l'Europe.

On l'a dit et on l'a répété sur mille tons différents : les uns

23 Le jeune révolutionnaire Netchaïef, venant de Russie, était arrivé en Belgique en mars 1869 ; avant la fin de mars il était à Genève, où il se mit immédiatement en rapports avec Bakounine. Celui-ci m'écrivit (lettre du 13 avril) : « À cette heure, je suis excessivement préoccupé de ce qui se passe en Russie. Notre jeunesse, la plus révolutionnaire peut-être, tant en théorie qu'en pratique, qui existe au monde, s'agite au point que le gouvernement a été forcé de fermer les universités, académies, et plusieurs écoles, à Saint-Pétersbourg, à Moscou et à Kazan. J'ai maintenant ici un spécimen de ces jeunes fanatiques qui ne doutent de rien et qui ne craignent rien, et qui ont posé pour principe qu'il en doit périr sous la main du gouvernement beaucoup, beaucoup, mais qu'on ne se reposera pas un instant jusqu'à ce que le peuple se soit soulevé. Ils sont admirables, ces jeunes fanatiques, — des croyants sans Dieu et des héros sans phrases ! Papa Meuron aurait plaisir à voir celui qui loge chez moi, et toi aussi. »

sans se douter, les autres sachant fort bien, qu'ils rendaient par là même un immense service à la puissance tant détestée des tsars, puissance fondée beaucoup plus sur l'imagination, sur cette terreur panique qu'elle répand si habilement autour d'elle, et sur le parti que ses diplomates savent en tirer, que sur des faits réels.

Ainsi n'avait-on pas cru, en 1861, sur la foi des dépêches du prince Gortchakof et de la presse russe et non russe stipendiée par le gouvernement de Saint-Pétersbourg, que tout le peuple russe, de toutes les classes : noblesse, prêtres, marchands, jeunesse des universités, et les paysans surtout, étaient unanimes pour écraser, pour anéantir la Pologne ; que le gouvernement, qui aurait peut-être voulu agir avec plus de modération, s'était vu forcé de devenir le bourreau de cette nation malheureuse, et qu'il l'avait noyée dans son sang rien que pour obéir à cette volonté unanime et à cette immense passion populaire ?

À très peu d'exceptions près, tout le monde l'avait cru en Europe, et cette croyance générale avait beaucoup contribué, sinon à comprimer l'indignation du public européen, du moins à en paralyser les effets. La lâcheté et les divisions de la diplomatie européenne aidant, on s'est arrêté devant cette soi-disant manifestation imposante de tout un peuple puissant. On n'a pas osé l'affronter ni le provoquer à la lutte, et on a laissé tranquillement s'accomplir, sans autre résistance que des protestations ridicules, un nouveau grand crime en Pologne.

Puis sont venus les sophistes russes et non russes, les uns stipendiés, les autres bêtement aveuglés, — Proudhon, le grand Proudhon, s'était mis malheureusement dans leurs rangs ; — ils sont venus nous expliquer comme quoi les révolutionnaires polonais étaient des catholiques et des aristocrates, des représentants d'un monde condamné à périr ; tandis que le gouvernement russe, avec tous ses bourreaux, représentait, lui, contre eux, la cause de la démocratie, la cause des paysans opprimés et du nouveau principe de la justice économique.

Voilà les mensonges qu'on a osé débiter et qui ont trouvé

créance en Europe, et tout cela a contribué à augmenter considérablement le prestige et la puissance d'imagination — une puissance qu'il ne faut jamais mépriser — de l'Empire de toutes les Russies en Europe.

Il faut que le public européen soit bien ignorant de tout ce qui existe et de tout ce qui se passe dans cet immense pays, pour avoir pu ajouter foi à toutes ces inventions, répandues soit directement, soit indirectement par la diplomatie russe. Et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que cette partie de la presse de tous les pays qui émane de l'émigration polonaise ou qui se trouve sous son influence a prêté la main à la diplomatie moscovite, en identifiant partout et toujours le peuple russe avec le gouvernement de Saint-Pétersbourg, La haine si légitime des Polonais contre leurs oppresseurs les aveuglerait-elle au point qu'ils ne comprennent pas que par ce moyen ils servent précisément ce qu'ils détestent ? Ou bien seraient-ils réellement des conservateurs de l'ordre économique actuel, à ce point qu'ils préfèrent même le régime féroce des tsars à une révolution sociale des paysans russes ?

Quoi qu'il en soit, il est temps d'en finir avec cette honteuse et dangereuse ignorance. Représentants de la cause de l'émancipation internationale du travail et des travailleurs de tous les pays, nous ne pouvons ni ne devons avoir de préférences nationales. Les travailleurs opprimés de tous les pays sont nos frères, et, indifférents pour les intérêts, pour les ambitions et pour les vanités de la patrie politique, nous ne reconnaissons d'autres ennemis que les exploiteurs du travail populaire.

Représentants de la grande lutte internationale du travail contre l'exploitation nobiliaire ou bourgeoise, il nous importe beaucoup de savoir si les soixante-dix millions qui sont aujourd'hui confinés et asservis dans cet Empire de toutes les Russies, notre voisin si proche [24], si les cent millions de Slaves

24 Dans cet article, écrit au nom de la rédaction de l'*Égalité*, Bakounine devait parler et parle de la Russie comme si l'écrivain eût été non un Russe, mais un Occidental.

qui habitent l'Europe seront, au grand jour de la lutte, pour nous ou contre nous.

Les ignorer, ne point chercher à connaître leur nature, leurs mœurs, leur situation et leurs tendances actuelles serait de notre part plus qu'une faute, ce serait une criminelle folie.

Grâce à plusieurs amis qui connaissent bien ces pays, nous pouvons en faire l'étude, si importante sous tous les rapports, et nous la ferons dans une série d'articles [25].

Le fait le plus patent et qui remplit aujourd'hui les colonnes de tous les journaux officiels ou officieux de Saint-Pétersbourg et de Moscou, c'est la fermeture inopinée des universités, académies et autres écoles de l'État, et l'arrestation d'une masse de jeunes étudiants à Pétersbourg, à Moscou, à Kazan et dans d'autres provinces russes. Puis des ordres de la police, qui prescrit à tous les aubergistes et maîtres d'hôtel de ne point donner à dîner à plus de deux étudiants à la fois, et aux propriétaires de maison de ne point souffrir qu'un étudiant vienne passer la nuit chez un autre, ni que même pendant le jour il y ait chez lui rassemblement de plus de deux étudiants. Les prisons, les postes de police, les cachots de la chancellerie secrète et les forteresses sont pleins de jeunes gens qu'on saisit dans les deux capitales ou qu'on amène du fond de la Russie.

Que se passe-t-il donc ? Tout n'est-il donc pas tranquille et satisfait en Russie ? Et que veulent-ils, ces jeunes gens ? Demandent-ils une constitution comme en Belgique ou en Italie, ou comme celle que va se donner cette bienheureuse Espagne, par exemple ? Non, pas du tout. Avez- vous lu le programme de la démocratie sociale russe, qui, traduit en langue française, a produit tant de scandale parmi ces bons bourgeois socialistes du Congrès de Berne [26] ? Eh bien, c'est leur programme, c'est ce qu'ils veulent. Ils ne veulent ni plus ni moins que la dissolution de ce monstrueux Empire de toutes les

25 Cette série d'articles n'a pas été écrite.

26 Ce programme, écrit par Bakounine, avait paru dans le premier numéro (1er septembre 1868) du journal russe *Narodnoé Diélo*, fondé par Bakounine et Joukovsky, mais qui passa, dès le second numéro, sous la direction d'Outine.

Russies, qui a étouffé de son poids, pendant des siècles, la vie populaire, mais qui, à ce qu'il paraît, n'est point parvenu à la tuer. Ils veulent une révolution sociale, telle que l'imagination de l'Occident, modérée par la civilisation, ose à peine se la représenter.

Et ces fous sont-ils en petit nombre ? Non, ils sont une légion, ils forment une phalange de plusieurs dizaines de milliers : jeunes gens déclassés, peu de nobles, beaucoup de fils de petits employés et de fils de prêtres, et des jeunes gens sortis du peuple tant des campagnes que des villes. Mais sont-ils isolés du peuple ? Pas du tout ; au contraire, ce mouvement de la jeunesse éclairée et qui, sortant des bas-fonds les plus reculés de la société russe, cherche la lumière avec une énergie et une passion qu'on ne connaît plus chez nous, ce mouvement qui grossit et s'étend, malgré toutes les terribles mesures de répression qui sont familières au gouvernement de ce pays, tend à se confondre chaque jour davantage avec le mouvement d'un peuple réduit au désespoir et à la plus inimaginable misère par la fameuse émancipation et par les autres réformes du tsar libérateur.

Encore un peu de temps, deux ans, un an, quelques mois peut-être, et ces deux mouvements n'en feront qu'un, et alors — alors on verra une révolution qui dépassera, sans doute, tout ce qu'on a connu en fait de révolutions jusqu'ici.

VI
Le mouvement international des travailleurs.

(*Égalité* du 22 mai 1869.)

S’il est un fait qui frappe aujourd’hui l’esprit des conservateurs les plus récalcitrants, c’est le mouvement toujours plus général et toujours plus imposant des masses ouvrières, non seulement en Europe, mais en Amérique aussi. Que les hommes d’État et les politiciens aristocrates ou

bourgeois de tous les pays s'en inquiètent, nous en avons la preuve dans tous les discours qu'ils prononcent ; ils ne laissent plus échapper aucune occasion d'exprimer leurs sympathies si profondes et surtout si sincères pour cette masse si nombreuse et si *intéressante* des travailleurs, qui, après avoir servi pendant tous les siècles de piédestal passif et muet à toutes les ambitions et à toutes les politiques du monde, s'est enfin fatiguée de jouer un rôle aussi peu lucratif que peu digne, et annonce aujourd'hui son ferme vouloir de ne plus vivre et de ne plus travailler que pour elle-même.

Il faut en effet être doué d'une grande dose de stupidité, il faut être aveugle et sourd pour ne point reconnaître l'importance de ce mouvement. Et quiconque a conservé en lui-même une étincelle de vie et de sens doit reconnaître avec nous qu'il n'est qu'un seul mouvement aujourd'hui qui ne soit pas une agitation ridicule et stérile, et qui porte tout un avenir dans ses flancs, c'est le mouvement international des travailleurs.

En dehors de ce mouvement, que reste-t-il ? D'abord, tout en haut, une chose fort respectable sans doute, mais tout à fait improductive et par dessus le marché fort ruineuse : la brutalité organisée des États. Ensuite, sous la protection de cette brutalité, la grande exploitation financière, commerciale et industrielle, la grande spoliation internationale ; quelques milliers d'hommes internationalement solidaires entre eux et dominant par la puissance de leurs capitaux le monde entier.

Au-dessous d'eux, la moyenne et la petite bourgeoisie, classe jadis intelligente et aisée, mais aujourd'hui étouffée, anéantie et rejetée dans le prolétariat par les envahissements progressifs de la féodalité financière. Elle est maintenant d'autant plus misérable qu'elle unit toutes les vanités d'un monde privilégié avec toutes les misères réelles du monde exploité. C'est une classe condamnée par sa propre histoire et physiologiquement épuisée. Jadis elle marchait en avant, là était toute sa puissance ; aujourd'hui elle recule, elle a peur, elle se condamne elle-même au néant. Si elle avait gardé un peu de

cette vitalité énergique, un peu de ce feu sacré qui lui a fait conquérir un monde dans le passé, elle aurait trouvé en elle-même le courage de s'avouer qu'elle est aujourd'hui dans une situation impossible, et qu'à moins d'un effort héroïque de sa part elle est perdue de toutes les manières, déshonorée, ruinée et menacée de périr dans le choc. Deux seules puissances sont actuellement existantes et se préparent toutes les deux à une rencontre fatale : la puissance du passé, représentée par les États, et la puissance de l'avenir représentée par le prolétariat.

Quel est l'effort qui pourrait la sauver, non comme classe séparée sans doute, mais comme agrégation d'individus ? La réponse est toute simple : *poussée par la force des choses dans le prolétariat, la moyenne et surtout la petite bourgeoisie devraient y entrer librement, de plein gré*.

Nous reviendrons bientôt sur cette question. En attendant, nous terminons cet article par les réflexions suivantes que nous empruntons à notre confrère de Vienne, organe de la démocratie sociale, la *Volksstimme* :

« L'égoïsme le plus aveugle peut seul méconnaître qu'il n'y a plus que le triomphe et la réalisation du principe socialiste qui puissent mettre fin à la pourriture effrayante qui a envahi toutes les couches de la société, et fonder à la place de l'anarchie actuelle un ordre social conforme à la justice et au bien-être général. Vraiment, il n'est pas besoin de dissertations scientifiques pour prouver la nécessité de profondes réformes sociales. Aujourd'hui le socialisme s'empare fatalement de tous les esprits. L'avenir est à lui. Le doute n'est plus permis sur ce point, car toujours plus menaçantes et plus hautes montent les vagues du mouvement ouvrier dans tous les pays. La force principale des masses ouvrières se concentre surtout dans les capitales et dans les autres grandes villes de l'Europe ; partout nos bataillons organisés poussent en avant. Déjà, en Espagne, le drapeau rouge a reçu le baptême du sang.

« Les agitations électorales en France [27], et surtout les

27 Les élections pour le Corps législatif, en France, eurent lieu les 23 et 24 mai : dans plusieurs circonscriptions, les candidats dits

crimes récents de la classe privilégiée en Belgique, prouvent que partout on est décidé à opposer aux réclamations légitimes des travailleurs les arguments de la force brutale et l'éloquence des baïonnettes. À Vienne aussi une certaine feuille a poussé ce cri sinistre : « Il est temps d'en finir ! » On nous a menacés, et pourtant, sans nous laisser aucunement intimider par ces menaces, nous ne craignons pas de dire que si nous éprouvons un désir ardent, c'est celui de voir toutes ces réformes sociales, devenues aujourd'hui absolument nécessaires, se réaliser d'une manière pacifique, par l'entente fraternelle de tout le monde.

« *Pour nous*, le drapeau rouge est le symbole de l'amour humain universel. Que nos ennemis songent donc à ne pas le transformer *contre eux-mêmes* en drapeau de la terreur. »

VII
L'agitation du Parti de la démocratie socialiste en Autriche.

(*Égalité* du 19 juin 1869.)

Le mouvement des travailleurs en Autriche prend des proportions remarquables. Le lecteur peut en juger par les faits que nous avons déjà cités en partie et que nous continuerons à citer à mesure qu'ils se produiront. Nous avons publié dans nos précédents numéros un compte-rendu assez détaillé de l'assemblée populaire qui a eu lieu à Vienne le 4 mai [28] et qui,

« irréconciliables » furent élus.

28 Cette assemblée avait été convoquée pour s'occuper de deux questions, le *droit de coalition* et la *question des nationalités*. Sur le premier point, après avoir entendu des orateurs qui réclamèrent le droit de coalition dans toute son étendue, c'est-à-dire le droit de coalition *internationale*, et qui dépeignirent de façon saisissante l'exploitation effrénée dont les ouvriers de l'Autriche étaient victimes, l'assemblée adopta une résolution invitant le Reichsrath à voter sans retard le droit de coalition. Quant à la question des nationalités, Oberwinder présenta

n'ayant pu être tenue qu'à huis-clos, n'en avait pas moins réuni plus de six mille adhérents. Aujourd'hui, la *Voix du Peuple* (*Volksstimme*), organe nouvellement fondé de ce parti et que nous recommandons chaudement à tous les francs socialistes-démocrates de l'Europe, nous apporte la nouvelle d'une autre assemblée populaire tenue à Vienne, cette fois en plein air, et qui a réuni plus de vingt mille ouvriers.

---

une résolution disant : « Considérant que la lutte des nationalités en Autriche entrave le développement du Parti de la démocratie socialiste, l'assemblée déclare qu'il est du devoir des travailleurs de tourner le dos aux agitations des partis soi-disant nationaux ; qu'il est de leur devoir de secouer partout le joug des classes privilégiées, et de concentrer tous leurs efforts sur la conquête de leurs droits, de la liberté et de l'égalité, sous le double rapport politique et économique ». Fischer parla en ces termes : « Ouvriers de tous les pays, nous devons nous réunir sous le même drapeau. Mais aussi longtemps que les uns crieront : Je suis un Allemand ! les autres : Je suis un Tchèque, un Italien, un Hongrois ! nos oppresseurs continueront à nous exploiter, et nous serons de misérables esclaves. Le fabricant paie-t-il davantage à un Allemand, à un Hongrois, à un Italien, à un Tchèque ? Toutes les nationalités ne sont-elles pas égales devant l'insuffisance des salaires ? » Un orateur bourgeois, le Dr Hœslinger, prit la défense du privilège, des nationalités, et exhorta les ouvriers à ne pas se constituer en parti séparatiste et exclusif, et à se joindre au parti de la démocratie bourgeoise. Neumayer répondit : « Ce n'est pas à nous qu'on pourra reprocher d'être exclusifs et étroits : notre programme ne réunit-il pas sous le même drapeau les ouvriers du monde entier ? Quant aux démocrates bourgeois, voici ce que nous leur avons déjà dit et ce que nous leur répétons aujourd'hui : Si vous voulez venir à nous, vous êtes les bienvenus ; mais commencez d'abord par accepter nos principes, tous nos principes, et n'espérez pas que nous puissions y renoncer ou que nous consentions jamais à voiler notre drapeau pour être accueillis par vous. Je finis en vous répétant cette parole de Lassalle : Malheur à la démocratie socialiste si elle fait jamais des concessions de principes. » Most insista sur l'internationalité du mouvement ouvrier : « Le mouvement des ouvriers, dit-il, se manifeste-t-il seulement en Autriche, et n'est-il pas le même partout en Europe ? Les travailleurs de tous les pays ne sont-ils pas poussés aujourd'hui, par les mêmes raisons que nous, à se révolter contre le joug de leurs exploiteurs. Nous avons tous le même intérêt, le même but, nous ne pouvons avoir qu'une

Mais le mouvement des travailleurs ne s'arrête pas à Vienne. Malgré tous les obstacles que lui oppose le gouvernement libéral de M. de Beust, appuyé sur les différentes nuances du parti de la bourgeoisie, et malgré toutes les séductions du parti clérical et féodal qui s'efforce en vain de le détourner de son but, le mouvement se propage avec une célérité prodigieuse dans presque toutes les provinces de l'Autriche, unissant, au nom du même programme et sous le même drapeau socialiste, les ouvriers de toutes ces différentes nations dont l'union politique forcée avait constitué jusqu'ici le monstrueux Empire des Habsbourg, boulevard de l'antique Sainte-Alliance catholique et réactionnaire en Europe.

Cet empire vermoulu succombe aujourd'hui sous le poids de ses mensonges et de ses crimes séculaires. Napoléon et Bismarck lui ont donné le coup de grâce. Il ne s'en relèvera pas, malgré tous les réconfortants que le libéralisme, voire même le démocratisme bourgeois, s'efforcent de lui administrer aujourd'hui. La bourgeoisie est elle-même trop malade pour guérir un malade à ce point incurable ; les morts ne ressuscitent pas des morts, et les vivants ont bien autre chose à faire que de s'occuper du raccommodage de ce moribond, qui ne laissera d'autre souvenir dans l'histoire que celui de ses hypocrisies infâmes et de ses impitoyables et sanglantes violences.

La bourgeoisie, qui ne pense plus qu'à se sauver elle-même, se cramponne aujourd'hui à l'Empire d'Autriche, comme elle se cramponne d'un autre côté à l'unité de l'Allemagne représentée par M. de Bismarck ou aux institutions impériales de Napoléon III, comme elle se cramponne à un trône sans monarque en Espagne, et, en général, à tous les États politiques actuellement existants, parce qu'elle sait que tous ses privilèges politiques et sociaux et son existence même, en tant

patrie. Les gouvernements et les privilégiés de tous les pays excitent les peuples les uns contre les autres pour les asservir les uns par les autres. Toute notre force est dans notre union ; quiconque vient donc nous diviser par des questions nationales doit être considéré par nous comme un ennemi. » La résolution présentée par Oberwinder fut votée à l'unanimité.

que classe économiquement séparée de la masse de ces ouvriers qui ne travaillent aujourd'hui que pour elle, seront brisés et anéantis par le même orage populaire qui emportera tous ces États.

La disparition prochaine de cet empire de la carte politique de l'Europe y laissera pourtant un vide immense et que, dans l'intérêt même de la civilisation, il sera urgent de combler. Cette urgence devient d'autant plus évidente aujourd'hui qu'encouragées par la stérilité des efforts de la bourgeoisie libérale et démocratique en Autriche, efforts qui au lieu d'empêcher semblent précipiter la catastrophe de cet empire, toutes les sombres puissances de la réaction, représentées au dehors par l'Empire panslaviste de Saint-Pétersbourg et par l'Empire pangermanique de Berlin, et à l'intérieur par le clergé ultramontain et par la vieille oligarchie autrichienne, se préparent visiblement à en recueillir l'héritage. Diplomatie russe et diplomatie de Bismarck, princes et comtes de l'empire, anciens bureaucrates, vieux militaires et évêques, tous intriguent à l'unisson aujourd'hui en Autriche, et semblent s'être donné la main pour y fomenter, par tous les moyens, les passions les plus fanatiques, aussi bien religieuses que nationales. C'est par le soulèvement de ces passions stupides et aveugles qu'ils espèrent achever le moribond.

À cette coalition réactionnaire, le libéralisme bourgeois s'efforce d'opposer la barrière non moins réactionnaire, au point de vue de la démocratie socialiste, mais surtout trop insuffisante et trop faible, de la centralisation artificielle de l'État. Épouvantés par l'imminence d'une catastrophe qui menace d'engloutir toutes les positions privilégiées et toutes les fortunes, les bourgeois du Reichsrath ont fait un effort surhumain pour masquer un déficit énorme, et ils ont donné de plus à l'empereur une armée de 800.000 hommes. C'est là le suprême effort de l'empire. Une fois ces derniers moyens épuisés, il ne lui restera plus rien pour vivre. Mais l'histoire nous apprend qu'une fois arrivé à ce point aucun État ne saurait vivre longtemps.

L'Empire autrichien est donc condamné à mourir. Qui va recueillir son héritage ? Sera-ce la réaction du dehors alliée à la réaction du dedans ? Ce serait un bien grand malheur. Mais ce malheur n'arrivera pas. L'héritier qui attend un légitime héritage et qui seul est assez puissant pour le recueillir, ce n'est ni la Russie impériale, ni la Prusse royale, ce ne sont pas non plus les oligarques et les ultramontains de l'Autriche, c'est le *Parti de la démocratie socialiste*, parti qui, bien que né en Autriche, n'est pas seulement autrichien, car il représente la cause des travailleurs du monde entier.

C'est en Autriche surtout qu'on sent, qu'on voit et qu'on touche pour ainsi dire du doigt cette vérité incontestable, que la puissance de la vie s'est retirée aujourd'hui de la classe bourgeoise, comme jadis elle s'était retirée de la classe nobiliaire, que la bourgeoisie est un corps intellectuellement et physiologiquement mort ou prêt à mourir, et que tout l'avenir, j'allais dire le présent, appartient aux seuls ouvriers. Tandis que les bourgeois libéraux et démocrates s'épuisent en efforts impuissants pour constituer quelque chose qui ressemble à un parti, celui de la démocratie socialiste, composé principalement sinon uniquement d'ouvriers, s'étendant sur toutes les provinces de l'Autriche, et réunissant dans son sein, par l'effet d'une attraction naturelle, les hommes des nationalités les plus différentes, compte déjà bien au delà de cent mille adhérents. Et il ne s'est formé que depuis un an à peine. N'est-ce pas un résultat immense ?

C'est que, parmi les ouvriers de l'Europe, il n'en est point de mieux placés, peut-être, pour inaugurer largement la politique sociale de l'avenir, que les ouvriers autrichiens. Les ouvriers des autres pays doivent encore lutter plus ou moins contre les étreintes malsaines, contre les préjugés étouffants du sentiment national ou du patriotisme. Le patriotisme autrichien est un non-sens, qui n'a été inventé que pour servir de masque à la bureaucratie et à l'armée impériales. Ce n'est point un sentiment naturel, national, c'est une vertu officielle qui ne vaut que ce que valent toutes les vertus officielles.

Si le travailleur autrichien voulait être patriote dans le sens très restreint d'une des nombreuses nationalités qui composent l'Empire d'Autriche, il devrait renoncer à l'union avec les travailleurs de toutes les autres nations du même empire ; c'est-à-dire qu'il, devrait renoncer au puissant, à l'unique instrument à l'aide duquel il peut conquérir son existence humaine, son bien-être, sa liberté, et le but suprême des ouvriers de tous les pays, aujourd'hui, l'égalité. Il ne peut donc devenir une puissance réelle qu'en foulant aux pieds le principe de la nationalité.

C'est une nécessité si bien comprise par les ouvriers de l'Autriche, que le premier acte du Parti de la démocratie socialiste fut d'éliminer de son programme la question nationale. C'est en vain que les chefs des partis nationaux slaves, d'un côté, inspirés par la politique féodale et cléricale, et, de l'autre, les politiciens allemands, — bourgeois libéraux, démocrates, et socialistes bourgeois, — se sont efforcés d'attirer dans leurs camps opposés les ouvriers de Vienne. Sourds à toutes ces voix de sirènes, et s'inspirant du principe qui les avait réunis, ces braves travailleurs déclarèrent, par un manifeste mémorable, qu'ils ne voulaient appartenir ni à la Confédération du Nord de l'Allemagne, présidée par M. de Bismarck, ni à la combinaison politique des socialistes bourgeois de Vienne, de Munich et de Stuttgart, et qu'ils ne reconnaissaient d'autre patrie que le camp international des travailleurs de tous les pays luttant contre le capital bourgeois ; que pour eux il n'y a ni Allemands, ni Slaves, ni Magyars, ni Italiens, ni Français, ni Anglais, mais des hommes seulement, — leurs amis, s'ils sont des travailleurs, leurs ennemis s'ils sont des bourgeois exploiteurs et dominateurs.

On ne pouvait poser plus nettement le programme du prolétariat de tous les pays.

Que s'ensuit-il ? Que les ouvriers autrichiens, par tous les efforts qu'ils font pour s'émanciper eux-mêmes, servent, non une cause nationale, mais la cause universelle des travailleurs du monde entier. Ne sont-ils pas, sous ce rapport, bien au-

dessus des populations ouvrières de tous les autres pays, sans en excepter même les ouvriers de la France, qui, à côté de leurs héroïques vertus, ont le grand tort de ne pouvoir jamais oublier qu'ils ont l'honneur d'être Français et que Paris est la capitale de la France, que dis-je, du monde ?

Les ouvriers viennois ne tiennent pas à Vienne plus qu'à une autre ville. Ils ne se croient pas le centre du monde. Comme ils n'ont aucune tradition héroïque et révolutionnaire dans leur passé, ils ne peuvent heureusement tirer vanité de rien : mais ils sont libres aussi de toutes ces réminiscences de 89 et de 93, fardeau magnifique mais pesant et qui paralyse trop souvent la puissance créatrice du socialisme français ; car il faut bien l'avouer, le classicisme révolutionnaire pèse encore aujourd'hui sur l'imagination politique et sociale des Français, comme le classicisme de Corneille et de Racine a pesé longtemps sur leur poésie.

Les ouvriers autrichiens n'ont aucune de ces gloires, mais aussi aucun de ces fardeaux à porter : ils entrent dans la lutte tout vierges, tout nouveaux, nullement épuisés et par conséquent pleins de vie, en politique comme en socialisme ; ils devront tout créer ; un grand avenir les attend, et il est fort probable qu'ils seront appelés à jeter les premiers fondements de l'État international de l'avenir, — de cette *République économique et universelle*, dont M. Thiers lui-même, cette dernière illustration bourgeoise, ce vieillard septuagénaire et sceptique qui a combattu le socialisme pendant toute sa vie, mais qu'une longue et triste expérience a fini par rendre prophète, vient d'annoncer l'avènement infaillible à ses électeurs bourgeois ahuris.

Les ouvriers de Vienne, qui suivent en général les errements de Lassalle et qui s'instruisent en lisant ses écrits, parlent bien dans leur programme d'un État populaire autrichien. Mais d'abord il faut bien faire la part de leur position politique actuelle : ils sont encore des *sujets* autrichiens, et, comme tels, soumis à des lois restrictives très sévères et à l'arbitraire d'une police formée sous l'ancien

despotisme et pas assez réformée par le libéralisme nouveau. D'ailleurs, *les libéraux, que dis-je, les démocrates et les bourgeois socialistes de Vienne n'ont-ils pas dénoncé, il y a un an à peu près, dans leurs journaux et leurs discours, le franc socialisme des travailleurs de Vienne à cette même police ?* Les ouvriers de l'Autriche doivent donc être prudents, étant de tous côtés entourés de dénonciateurs, d'ennemis, et nous savons de source certaine que, s'ils n'en avaient été formellement empêchés par les lois autrichiennes, ils se seraient depuis longtemps constitués en sections de notre grande Association internationale.

Et malgré tout cela, malgré toutes ces lois restrictives et sous la pression même d'une telle police, faut-il le dire, ils déploient plus d'audace révolutionnaire, une initiative bien plus large et des sympathies internationales bien autrement généreuses, que nous autres internationaux qui jouissons dans la Suisse de toutes les libertés de la république bourgeoise. Pour le prouver, nous n'avons qu'à citer le texte de ce télégramme que la dernière assemblée populaire qui s'est tenue à Vienne le 30 mai, au nombre de vingt mille ouvriers, a envoyé, à la suite des dernières élections, aux ouvriers de Paris et de Lyon :

« Salut et félicitations aux ouvriers de Paris et de Lyon. Nous avons reçu avec bonheur la nouvelle de votre victoire, qui est aussi la nôtre. Vive le peuple français, vive l'avant-garde du prolétariat ! »

Mais supposons même que les ouvriers, en Autriche, s'inspirent trop aveuglément des écrits de Lassalle, qui, au milieu de tant de magnifiques choses qu'il a énoncées, a eu le tort, selon nous, de parler un peu trop de l'État, en oubliant que, l'État politique universel s'étant historiquement démontré impossible, tout État politique doit être nécessairement un État restreint, national ou territorial, et que son existence est par conséquent incompatible avec la solution de la question économique, qui est essentiellement une question internationale ou universelle ; supposons que les ouvriers autrichiens croient sérieusement à la possibilité d'une

transformation de l'Empire d'Autriche actuel en un État démocratique et sincèrement populaire, — à quoi pourront aboutir leurs efforts s'ils triomphent ? Seulement à la destruction de cet empire, à la liquidation de tout État politique dans les pays qu'il embrasse.

Que veulent-ils ? Ce que veulent tous les ouvriers qui pensent et qui osent aujourd'hui : L'abolition non seulement politique mais économique des classes ; l'égalisation économique et sociale des individus dans l'éducation, dans le travail et dans la jouissance des produits du travail, afin que pour tous les individus humains sur la terre, sans différence de nations et de sexe, il n'y ait plus qu'un seul mode d'existence, et que cette nouvelle existence se manifeste par la plus grande liberté de chacun, fondée sur la plus étroite solidarité de tous. Eh bien, nous les défions de réaliser ce but dans un État politique quelconque !

Qui dit État politique, cet État soit-il une monarchie absolue, une monarchie constitutionnelle, ou même une république, dit domination et exploitation. C'est la domination soit d'une dynastie, soit d'une nation, soit d'une classe sur toutes les autres, c'est-à-dire c'est la négation même du socialisme.

Que veut le socialisme ? La constitution d'une société humaine équitable, délivrée de toute tutelle, de toute autorité et domination politique aussi bien que de toute exploitation économique, et fondée uniquement sur le travail collectif, garanti à son tour par la propriété collective.

Pour atteindre ce but, que faut-il faire ? Abolir les États, qui n'ont d'autre mission à remplir que de protéger la propriété individuelle, c'est-à-dire l'exploitation du travail collectif des masses populaires par une minorité privilégiée quelconque, et qui, par là même, paralysent et rendent impossible le développement de la *République économique universelle*.

Une fois les États politiques abolis, et par conséquent l'antique système de l'organisation de la société de haut en bas, par la voie de l'autorité, rendu à jamais impossible, par quelle

voie la nouvelle société pourra-t-elle se réorganiser ? Par la libre fédération des associations locales — non plus politiques, comme elles le sont à présent, mais économiquement productives comme elles le deviendront nécessairement aussitôt qu'elles seront délivrées de toute tutelle politique — en une grande association internationale.

Eh bien, les travailleurs autrichiens se trouvent aujourd'hui dans une telle position qu'à moins de renoncer à tout espoir d'amélioration de leur sort, ils doivent fatalement marcher dans cette voie. Pour unir, en effet, les travailleurs de toutes les nations de l'Empire d'Autriche sous le même drapeau, ne doivent-ils point reconnaître à toutes ces nations les mêmes droits ? Ils doivent donc mettre fin à toute domination en Autriche. Ils doivent détruire l'empire.

Mais une fois cet empire détruit, l'association des travailleurs autrichiens, qui embrasse déjà tant de nationalités différentes, formera d'elle-même le commencement d'une vaste organisation internationale, et rien n'empêchera que les associations ouvrières de tous les autres pays de l'Europe, une fois émancipées, venant se joindre à elle, ne forment avec elle l'association universelle.

Telles sont les raisons qui nous font saluer avec une joie profonde ce magnifique mouvement du Parti démocrate socialiste en Autriche.

VIII
La « Montagne » et M. Coullery.

(*Égalité* du 5 juin 1869.)

[Le Dr Coullery avait été un des premiers propagandistes de l'Internationale en Suisse. Il avait fondé en 1865 la section de la Chaux-de-Fonds, et publié pendant trois ans (1866-1868) un journal qu'il intitula la *Voix de l'avenir*. Mais il voulut se faire de l'Internationale un marchepied pour arriver à une situation politique, et à cette fin il fit

alliance, au printemps de 1868, avec le parti conservateur protestant. Appuyé par ce parti, il fonda un petit journal quotidien, la *Montagne*, qualifié par lui d'«organe de la démocratie sociale ». Mécontent de voir l'Internationale prendre un caractère révolutionnaire, il attaqua dans la *Montagne* les résolutions votées par le Congrès de Bruxelles au sujet de la propriété collective, et combattit la propagande faite par l'*Égalité* de Genève et le *Progrès* du Locle, en opposant au principe de la propriété collective celui de la coopération, représentée par lui comme le seul moyen d'améliorer le sort des travailleurs. Mais en même temps Coullery restait membre de l'Internationale, et continuait à grouper autour de lui un certain nombre d'ouvriers. Il devint nécessaire d'en finir avec une équivoque dont il profitait, et d'infliger à son journal la *Montagne* un désaveu public. En conséquence, les trois sections du Locle, de la Chaux-de-Fonds et du district de Courtelary (Val de Saint-Imier) résolurent de convoquer une assemblée dans laquelle seraient votées des résolutions condamnant l'attitude de Coullery. La date de l'assemblée fut fixée au dimanche 30 mai 1869, et l'on choisit comme lieu de réunion une auberge qui se trouve sur le Crêt-du- Locle, entre le Locle et la Chaux-de-Fonds. J'écrivis à Bakounme pour l'inviter à venir de Genève assister à cette réunion ; il me répondit par le billet suivant :

Ce 22 mai 1869

Cher ami, je ne demande pas mieux que de venir et je viendrai assurément, si tu veux et peux m'aider à emprunter une trentaine de francs pour le terme d'un mois, faute de quoi, malgré toute ma bonne volonté, il me sera impossible de venir prendre part au combat si intéressant que la Révolution et la Réaction masquée en coopération vont se livrer entre la Chaux-de-Fonds et le Locle... Je t'embrasse. Réponds-moi.

Ton dévoué, M. B.

L'argent ayant été envoyé, et la venue de Bakounine se trouvant ainsi assurée, le *Progrès* du 29 mai annonça la réunion en ces termes :

Meeting

Des Sections internationales de la Chaux-de-Fonds, du Locle et du Val de Saint-Imier,

Dimanche 30 mai, à deux heures après midi, à l'hôtel de la Croix-Fédérale, sur le Crêt-du-Locle.

Ordre du jour : *Quels sont les moyens de réaliser le but de l'Internationale ?*

Nous recommandons à nos amis cette importante réunion.

L'assemblée du 30 mai fut nombreuse. Y prirent la parole James Guillaume, Bakounine, Fritz Heng, Adhémar Schwitzguébel, Fritz Robert. Le meeting vota à l'unanimité — moins trois voix — des résolutions répudiant la *Montagne* et affirmant les principes révolutionnaires.

Coullery n'avait pas osé paraître au meeting ; mais le lendemain il déclara à son entourage que s'il eût été présent, il aurait aisément réfuté les arguments de ses adversaires. Les collectivistes de la Chaux-de-Fonds lui offrirent alors de lui en fournir immédiatement l'occasion, et ils convoquèrent une réunion pour le soir même, priant Bakounine de s'y trouver pour soutenir contre Coullery les principes révolutionnaires dans une discussion publique. La réunion eut lieu ; Bakounine s'y rendit, et y prit la parole : mais Coullery avait cru prudent de rester chez lui ; cette reculade après sa bravade du matin fut considérée comme l'aveu de sa défaite.

L'*Égalité* publia les résolutions du meeting du Crêt-du-Locle dans son numéro du 5 juin ; et un mois après, comme la Montagne s'était livrée contre les socialistes révolutionnaires et leurs « aberrations » à de nouvelles attaques, elle exécuta ce journal et son rédacteur Coullery en une série de quatre articles (voir p. 80).]

Résolutions du Meeting du Crêt-du-Locle.

1. Le meeting, tout en reconnaissant que la coopération est la forme sociale de l'avenir, déclare que, dans les conditions économiques actuelles, elle est impuissante à émanciper le prolétariat et à résoudre la question sociale.

2. Le meeting demande au Conseil général de Londres de mettre à l'ordre du jour du Congrès de Bâle la question d'une organisation plus efficace et plus réelle de l'Internationale, afin que le prolétariat puisse opposer à la coalition de la bourgeoisie et des États une puissance capable d'en triompher.

3. Le meeting approuve la manière dont l'*Égalité* et le

Progrès défendent les principes socialistes, et répudie complètement la ligne de conduite adoptée par la *Montagne*.

Il déclare en outre que l'Internationale doit s'abstenir totalement de participer à la politique bourgeoise.

4. Le meeting demande que la propriété collective, ainsi que l'abolition du droit d'héritage, soient discutés dans le journal l'*Égalité*.

La Montagne [29]

I

(*Égalité* du 10 juillet 1869).

La *Montagne* est un journal paraissant à la Chaux-de-Fonds sous la direction de M. Jeanrenaud [30], connu de tous les ouvriers ayant travaillé dans cette localité, pour sa dévotion remarquable et pour sa propagande infatigable des idées religieuses de la secte des mômiers à laquelle il appartient.

Tous nos lecteurs connaissent le mouvement qui s'est accompli dans le canton de Neuchâtel ; chacun sait que les conservateurs de ce canton ont fait une alliance avec des socialistes qui n'en sont pas, et ont constitué un parti politique assez semblable à celui qui a fleuri à Genève il y a quelques années.

La *Montagne* est l'organe de ce parti, avec lequel le mouvement ouvrier n'a rien de commun, et, cependant, elle ose s'intituler *organe de la démocratie sociale*.

Dans le meeting tenu au Crêt-du-Locle le 30 mai, cet organe a été unanimement désavoué avec beau- coup de raison,

29 Ce premier article est peut-être encore de Perron, avec des retouches de Bakounine.

30 Louis Jeanrenaud était un ex-ouvrier graveur, un peu poète, devenu journaliste, à qui Coullery avait confié la rédaction de la *Montagne*.

car en fait de questions sociales il s'occupe de misérables questions de politique locale et de propagande mômière ; il professe un socialisme que tous les réactionnaires signeraient des deux mains, répand les fausses nouvelles et les calomnies inventées par le *Journal de Genève* sur nos grèves et sur le mouvement ouvrier en général, en un mot trompe la classe ouvrière de la Chaux-de-Fonds qu'il cherche à désaffectionner de l'Association internationale, dont il condamne et calomnie les résolutions et les principes.

Aussi ce journal vient-il de recevoir un satisfecit de son maladroit ami le *Journal de Genève* (numéro du 2 juillet), lequel dessille ainsi les yeux des ouvriers sachant ce que son approbation signifie.

Nous regrettons sincèrement que des hommes ayant fait tant de sacrifices pour la cause du peuple, que des hommes dont nous nous plaisons à reconnaître la noblesse de cœur, se soient laissé tromper et persistent à garder, par amour-propre, une situation fausse qui les sépare complètement de leurs anciens amis. Mais, si pénible que soit cette séparation, nous ne saurions faillir à notre devoir de signaler aux ouvriers de l'Europe entière leur désertion de la grande cause des travailleurs et leur intimité malheureuse avec la réaction bourgeoise.

Ouvriers de la Chaux-de-Fonds, prenez garde à vous, la *Montagne* est un organe de la réaction bourgeoise, et son titre d'organe de la démocratie sociale n'est qu'un masque pour vous tromper.

II

(*Égalité* du 17 juillet 1869.)

À la *Montagne*, journal de la Chaux-de-Fonds, fondé et rédigé par M. le docteur Coullery, et qui se donne pour un organe de la démocratie sociale (pas *socialiste*, remarquez bien

la différence !), appartient l'incontestable honneur d'avoir inventé un socialisme nouveau. Jusqu'à présent nous avons eu différentes sortes de socialismes hybrides : le socialisme doctrinaire, ou d'école, préparant des lits de Procruste pour l'humanité à venir ; le socialisme autoritaire, faisant de l'État une sorte de bon Dieu sur terre, le régulateur et le dispensateur de la vie et de la liberté humaines ; le socialisme endormeur des bourgeois [31], s'efforçant de prouver aux travailleurs, si durement exploités par le capital bourgeois, qu'ils ont tout à attendre de la mansuétude de leurs patrons ; nous avons enfin le socialisme des radicaux, qui voudraient se faire des *passions subversives* des masses ouvrières une pincette pour attirer à eux le pouvoir. À Monsieur Coullery appartient l'honneur insigne d'avoir ajouté au *socialisme bourgeois*, dont il a été toujours le plus fervent apôtre, une nouvelle invention de son cerveau : LE SOCIALISME JÉSUITIQUE OU MÔMIER.

Pour le prouver, nous nous en référons à son propre discours prononcé récemment (le 5 juillet) dans la Section internationale des travailleurs de la Chaux-de-Fonds, et reproduit par lui-même dans le numéro 18 (2e année) de la *Montagne*.

Mais pour expliquer ce discours il nous faut remonter à quelques faits antérieurs, notamment à l'accusation qui a été portée, non contre la personne de M. Coullery, mais contre ses tendances évidemment réactionnaires et bourgeoises, au meeting du Crêt-du-Locle, le 30 mai 1869, et à la condamnation qui a été prononcée, à l'unanimité moins trois voix, contre elles par une assemblée qui avait réuni en son sein plus de cent cinquante délégués des Sections des Montagnes, parmi lesquels une centaine à peu près de délégués de la Chaux-de-Fonds ; nous devons enfin dire les faits sur lesquels était basée cette accusation aussi bien que cette condamnation.

Quiconque a suivi le développement des idées socialistes dans l'Internationale de la Suisse romande sait fort bien que dès

31 Le premier article de la série *les Endormeurs* avait paru dans l'*Égalité* du 26 juin (voir plus loin).

le principe toute la propagande de M. Goullery a été frappée au coin du socialisme bourgeois le plus pur. Comme rédacteur de la *Voix de l'Avenir*, il s'est fait toujours le champion des principes sur lesquels est fondée principalement la toute-puissance du monde bourgeois et d'où découle nécessairement, comme une conséquence naturelle, l'esclavage du prolétariat ; le principe de la propriété individuelle, le droit d'héritage, la concurrence sans frein dans l'industrie et dans le commerce, et avant tout, et au-dessus de tout : la *liberté* !

Élève, admirateur et adorateur de Bastiat, qu'il considère, lui, comme le plus grand révolutionnaire, et qui, au point de vue du socialisme, est le plus grand réactionnaire qui ait existé au monde, M. Coullery professe un culte fanatique pour cette société, pour cette divine liberté. C'est une belle passion que nous ne demanderions pas mieux que de partager avec lui, et pour laquelle nous le louerions beaucoup, si nous ne savions pas que *cette liberté*, dont il s'est fait exclusivement le chevalier, n'est en réalité rien que le privilège de quelques-uns et l'esclavage du grand nombre. C'est la liberté du *Journal de Genève*, c'est la liberté préconisée par tous les bourgeois, lorsqu'ils font surveiller le travail de leurs ouvriers par les gendarmes.

Ah ! nous aussi, nous la voulons, la liberté ! Mais nous la voulons tout entière, non seulement religieuse, ou civile, ou politique, ou économique, mais humaine, — large comme le monde. Nous la voulons délivrée de toutes les chaînes dont l'écrasent les institutions religieuses, politiques, juridiques et économiques actuelles. Nous voulons la pleine liberté de chacun se manifestant par le développement intégral de toutes ses facultés naturelles, et fondée sur la solidarité et sur l'égalité de tout le monde ! Malheureusement pour M. Coullery, cette liberté sera la mort de la sienne, aussi sûr que l'émancipation des travailleurs sera la mort pour tous les privilèges économiques et politiques des bourgeois.

On se demande souvent : Ces prêcheurs si ardents et, en apparence, si sincères de la liberté bourgeoise, sont-ils des

trompeurs ou des dupes ? Mentent-ils aux ouvriers par défaut de cœur, ou par défaut d'esprit ?

Voyons, Monsieur Coullery, dites-nous, la main sur le cœur, où prenez-vous le courage de venir parler de liberté à l'ouvrier esclave du capital, et de lui prêcher en même temps le respect des principes sur lesquels est fondée l'organisation économique et politique de la société, c'est-à-dire son esclavage ? Est-il vraiment possible que, vous-même, vous ne soyez pas encore arrivé à comprendre qu'où bien la liberté doit renverser ces principes, ou qu'au contraire ces principes annuleront toujours la liberté ?

Quels que soient les principes qui ont inspiré M. Coullery, il est certain que presque tous ses articles, dans la *Voix de l'Avenir*, ont été dictés par ce socialisme hypocrite des bourgeois, si fraternel dans ses formes, si désespérant et si dur dans le fond. Aussi les réclamations des différentes sections de l'Internationale de la Suisse romande contre les tendances de ce journal n'avaient-elles point tardé à se produire et à se reproduire à plusieurs reprises ; seulement on le souffrait faute de mieux et tant qu'il était encore possible de le souffrir. Ce fut au mois d'octobre, en 1868, après le Congrès de Bruxelles, que la crise éclata.

Cette année est mémorable dans l'histoire du socialisme militant et pratique des travailleurs. Il s'y passa trois faits d'une excessive importance. D'abord, ce fut l'Association internationale des travailleurs qui, ayant fini par comprendre que, tant que la bourgeoisie aurait une existence à part, fondée sur la propriété individuelle et héréditaire des capitaux et de la terre, une réconciliation sérieuse et sincère entre elle et les millions de travailleurs qu'elle exploite était impossible, a refusé l'alliance que lui proposaient les bourgeois. Réunie en Congrès, à Bruxelles, l'Association internationale des travailleurs a déclaré que la Ligue toute bourgeoise de la paix et de la liberté, au point de vue du franc socialisme, ou à celui de l'émancipation intégrale des travailleurs, n'avait aucune raison d'être.

Deux semaines plus tard, la Ligue de la paix et de la liberté, réunie en Congrès à Berne, donnant raison à la perspicacité du Congrès de Bruxelles, rejeta de son programme à une immense majorité le principe de l'égalité économique et sociale, et s'affirma définitivement par là même comme une ligue bourgeoise et par conséquent hostile au programme des travailleurs.

La rupture a donc été constatée et déclarée franchement des deux côtés presque en même temps. L'impossibilité d'une conciliation quelconque était devenue manifeste pour tout le monde, et, à moins d'avoir la conscience assez large pour affirmer à la fois deux principes qui s'entredétruisent, chacun s'est vu forcé d'embrasser l'un des deux partis, à l'exclusion de l'autre.

À ces deux faits, il s'en est ajouté un troisième, d'une nature bien plus importante encore et surtout plus positive que les deux premiers ; ce fut l'adoption du grand principe de la *propriété collective* par le Congrès des travailleurs réunis à Bruxelles, et le maintien tout à fait naturel et logique de la *propriété individuelle et héréditaire* par le Congrès bourgeois de Berne.

Propriété collective et *propriété individuelle* ! voilà donc les deux grands drapeaux sous lesquels vont se livrer désormais les grandes batailles de l'avenir.

Cette franche manière de poser les questions n'a pas plu à M. Coullery. Désolé de ne plus pouvoir rester l'ami des uns et des autres, et se laissant enfin aller librement à ses instincts bourgeois, il se tourna avec fureur contre le Congrès de Bruxelles et contre les dissidents du Congrès de Berne. Par contre, il se montra plein d'enthousiasme pour le socialisme de MM. Gœgg et Chaudey [32].

C'en fut trop pour l'Association internationale des travailleurs de la Suisse romande. M. Coullery se vit obligé d'abandonner la *Voix de l'Avenir*, qui cessa d'ailleurs de paraître. Sur les ruines de ce journal fut fondée plus tard

32 Deux des principaux membres de la Ligue de la paix et la liberté.

l'*Égalité*.

III

(*Égalité* du 24 juillet 1869.)

Quoi qu'en disent nos adversaires, nous avons le plus grand respect, non pour toutes les opinions, mais pour le droit de chacun de professer les siennes ; et plus un homme y met d'honnêteté et de franchise, plus il nous paraît estimable.

M. Coullery, après avoir été un fougueux radical, s'est séparé du radicalisme. C'était son droit. Ce pauvre radicalisme, après avoir rendu au monde des services incontestables, se voit abandonné aujourd'hui de tous les hommes vivants. M. Coullery, vivant, sinon par la pensée, au moins par l'imagination, l'a quitté comme les autres ; le tout est donc de savoir quel chemin il a pris, après en être sorti. Il avait à choisir entre deux voies.

D'un côté, c'était la grande voie de l'avenir : celle de la grande **Liberté**, universelle et unique, de l'émancipation complète du prolétariat par l'égalisation économique et sociale de tous les hommes sur la terre. C'était le monde nouveau, un océan sans limites. C'était la Révolution sociale.

De l'autre, c'étaient les sentiers romantiques et pittoresques d'un passé à la fois mystique et brutal. C'étaient l'Église, la monarchie et l'aristocratie bénies et consacrées par l'Église, les privilèges bourgeois, la séparation des masses ouvrières en corps de métiers, — beaucoup de petites libertés bien restreintes, absence de la **Liberté**. Le règne de la violence, une réalité bien cynique, mais enveloppée dans un nuage de mysticisme divin qui dérobait en partie ses monstruosités quotidiennes et lui prêtait une fausse apparence de grandeur. C'était enfin le monde de la brutalité triomphante, mais égayé et cherchant à se consoler par les contes bleus de la religion et par d'autres fictions parlant d'amour. C'est encore aujourd'hui

la patrie idéale de toutes les âmes romanesques et sentimentales, de tous les esprits faussés et corrompus par le spiritualisme.

Peut-on en vouloir à M. Coullery de ce qu'il n'a point préféré la première voie à la seconde ? Nous ne le pensons pas ; ce serait injuste, car à la fin des comptes chacun se laisse déterminer par sa propre nature. En prenant parti pour la réaction contre la révolution, M. Coullery n'a fait qu'obéir à la sienne.

Nos reproches ne s'adressent donc pas à la résolution que M. Coullery, dans son for intérieur, a cru devoir prendre en sortant du parti radical, — ceci ne nous regarde pas, — mais à la position tout à fait équivoque dans laquelle il s'est placé depuis, vis-à-vis du parti de la démocratie socialiste, vis-à-vis de l'Association internationale des travailleurs. Ce que nous lui reprochons, c'est un grand défaut de sincérité et de vérité. Comme la plupart des hommes religieux, il croit sans doute que, pour le propre bien des hommes, il peut être souvent utile de les tromper, et qu'on ne doit la vérité pure, la vérité tout entière, qu'à Dieu seul. Cela peut être encore une conviction légitime, en tant qu'individuelle ; elle est depuis longtemps professée et mise en pratique par les jésuites aussi bien que par les mômiers, et nous ne l'aurions pas attaquée dans la personne de M. Coullery, si M. Coullery ne voulait s'en faire une arme pour pervertir l'Internationale.

Ce que nous combattons dans M. Coullery, c'est cette prétention énorme d'être l'ami et le coopérateur le plus intime d'un parti franchement réactionnaire, et de vouloir passer en même temps pour un franc socialiste, pour un partisan dévoué de l'émancipation des masses ouvrières. Il voudrait nous persuader que, depuis qu'il s'est rallié à la politique des aristocrates et des mômiers, il est devenu plus digne de notre sympathie, de notre confiance, et qu'il s'est rapproché davantage de l'esprit même de l'Internationale.

Nous ne nous arrêterons pas à discuter cette question, si c'est dans l'esprit ou dans le cœur de M. Coullery que cette

étrange aberration a pu prendre naissance ; mais il nous paraît absolument nécessaire de la combattre, parce que, si elle parvenait à se faire accepter par un nombre quelconque d'ouvriers, elle ne manquerait pas de pervertir leur esprit aussi bien que leur cœur, et de les conduire directement à l'esclavage.

M. Coullery a eu sans doute mille raisons excellentes pour se séparer du radicalisme. Peut-être le parti radical a-t-il eu le tort de ne point faire dans son sein une place assez large à ce personnage si profondément préoccupé de lui-même.

La nature de M. Coullery est une nature éminemment fantaisiste et sentimentale ; il lui faut de la chaleur, vraie ou fausse, beaucoup de mouvement dramatique et surtout beaucoup d'exhibition personnelle ; il identifie naïvement sa chère personne avec les principes, il aime qu'on s'occupe de lui, au point que, quand le monde l'oublie ou l'ignore, M. Coullery s'imagine volontiers qu'on oublie les principes. Faut-il s'étonner qu'avec de telles dispositions il se soit senti à l'étroit dans le monde si prosaïque du radicalisme bourgeois, et qu'il se soit laissé convertir par la mômerie religieuse et politique ? Chacun ne cherche-t-il pas naturellement, et n'a-t-il pas le droit d'adopter, la sphère qui lui convient davantage ?

M. Coullery n'a eu qu'un seul tort, un tort qu'en définitive nous voulons plutôt attribuer à son esprit qu'à son cœur. Ne s'est-il pas imaginé qu'en reculant dans le camp de la réaction, il a fait un progrès ! Son défaut de jugement ne lui a sans doute pas permis de comprendre que si les socialistes combattent le radicalisme bourgeois, ce n'est certainement pas au point de vue du passé, mais bien à celui de l'avenir, et que, s'il fallait choisir entre le présent et le passé, aucun homme de cœur et de sens ne devrait hésiter : car enfin le radicalisme présent, avec toutes ses imperfections et contradictions, vaut toujours mille fois davantage que ce passé infâme que la Révolution a brisé et que des esprits équivoques, vaniteux et confus, voudraient faire revivre.

Si le socialisme proteste contre le radicalisme, ce n'est point du tout pour reculer, mais bien pour avancer. Ce qu'il lui

reproche, ce n'est pas d'être ce qu'il est, mais au contraire de ne point l'être assez, de s'être arrêté à mi-chemin et de s'être mis par là même en contradiction avec le principe révolutionnaire, qui est le sien aussi bien que le nôtre. Le radicalisme révolutionnaire a proclamé les droits de l'homme, par exemple : ce sera son honneur éternel ; mais il se déshonore aujourd'hui en repoussant la grande révolution économique sans laquelle tous les droits ne seront qu'une vaine parole, une tromperie. Le socialisme révolutionnaire, cet enfant légitime du radicalisme, méprise les hésitations de son père, l'accuse d'inconséquence et de lâcheté, il passe outre ; mais en même temps il reconnaît volontiers la solidarité révolutionnaire qui existe entre le radicalisme et lui, et jamais M. le docteur Coullery ne parviendra à nous entraîner dans le camp de la réaction aristocratique et mômière.

M. Coullery désirerait bien pouvoir nier son alliance avec le parti des anciens royalistes, qui aujourd'hui s'intitulent les *démocrates* dans le canton de Neuchâtel. Mais cela lui est impossible. Les réactionnaires, vieux roués politiques, sont naturellement plus habiles et plus pratiques que lui, et il suffit de leur avoir donné le bout du doigt pour qu'ils s'emparent de toute votre personne. Ils connaissent l'art d'entortiller et d'absorber les individualités les plus récalcitrantes dans leurs filets. M. Coullery, dans sa fatuité naïve, s'imagine peut-être qu'il va les tromper, et ils l'ont trompé déjà ; il prétend les conduire, il les suit. Il leur sert aujourd'hui d'instrument contre l'Association internationale des travailleurs, dont il essaie d'ouvrir les portes à leur propagande corruptrice.

Voici ce qu'il écrit dans son Journal la *Montagne*, du 3 juillet [33], pour les recommander aux ouvriers de

33 Remarquez que les rédacteurs principaux de ce journal sont, avec M. le Dr Coullery : M. Louis Jeanrenaud (un môtnier, qui, différent en cela de beaucoup d'autres, ne s'est jamais caché de l'être, et que tout le monde connaît, à la Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel et au Locle comme l'un des membres les plus zélés et les plus fanatiques de cette secte anti-rationnelle, anti-libérale, anti-socialiste et anti-humanitaire), M. Edouard Perrochet et M. Henri Dupasquier, représentants tous les

l'Internationale :

« Le parti conservateur ou libéral ne partage-t-il pas sur bien des points notre opinion ? Son journal, ses orateurs, ses écrivains, ne demandent-ils pas avec nous la séparation de l'Église et de l'État ? N'ont-ils pas, au Grand-Conseil, appuyé avec M. Coullery la suppression des privilèges [34], ainsi que l'idée de la séparation ? N'ont-ils pas défendu chaudement la représentation juste, honnête, équitable, proportionnelle ? Un de ses membres les plus influents [35] ne s'occupe-t-il pas avec ardeur des problèmes sociaux, de la coopération ? »

Et puis il ajoute :

« Que nous fait le passé de ceux qui partagent nos idées ? » (M. Coullery aurait dû dire : de ceux dont nous partageons aujourd'hui les idées.) « Nous ne leur demandons pas : Qu'avez-vous été ? » (Mais ils n'ont pas changé, ils font ce qu'ils ont toujours fait et restent sur leur vieille place. C'est M. Coullery qui est allé à eux) — « mais bien : Qu'êtes-vous, que voulez-vous, marchez-vous avec nous ? » (Si M. Coullery avait voulu être franc, il aurait dit : Voulez-vous souffrir que nous

---

deux de l'ancien parti royaliste. On conçoit que, dans un tel entourage, M. Coullery, avec tout son amour de la liberté, n'est pas libre. Car ces derniers, qui savent fort bien ce qu'ils veulent, n'auraient pas accepté M. Coullery, s'il ne leur avait pas donné des gages de sa fidélité, et s'ils n'espéraient pas pouvoir se servir de lui pour atteindre leur but. Force est donc à M. Coullery de conformer ses actes à leur volonté et de n'écrire dans le journal que ce qu'ils veulent bien lui permettre. Ils en recueillent l'utilité, lui la gloire. (*Note de Bakounine.*)

34 Il s'agit, non pas, comme on pourrait le croire, de ces privilèges qui constituent l'aristocratie et la bourgeoisie à l'état de classe privilégiée au détriment du prolétariat, mais d'un simple détail de la législation neuchâteloise sur les faillites. Coullery avait écrit à ce sujet (*Voix de l'Avenir* du 26 mai 1867) : « Nous demandons la destruction de tout privilège. Nous désirons que, dans une faillite, il n'y ait aucun créancier privilégié, excepté le créancier hypothécaire, parce que ce genre de créance est un contrat stipulé entre deux parties. »

35 M. Henri Dupasquier, un des rédacteurs de la *Montagne*, le même dont le discours réactionnaire avait soulevé l'indignation unanime au Congrès de la paix, en 1867, à Genève. (*Note de Bakounine.*)

marchions avec vous ?)

Voilà les compliments et les certificats de socialisme que M. Coullery s'est mis dans l'obligation cruelle d'adresser à de vieux aristocrates de la république de Neuchâtel, à ceux-là mêmes qui ont combattu cette république au profit du roi de Prusse. Voilà les nouveaux alliés qu'il s'efforce d'introduire, d'abord par contrebande, dans l'Association internationale, afin que plus tard ils puissent sans doute s'imposer à elle par violence. N'est-ce pas la manière des jésuites ou des mômiers ?

Dans la *Montagne* du 13 juillet nous lisons :

« À propos de quoi l'*Égalité* prend-elle à partie le rédacteur de la *Montagne*, M. Louis Jeanrenaud ? Et dans quel but lui fait-elle un crime de ses convictions religieuses ? Est-ce que par hasard, pour être membre de l'Internationale, il faut maintenant avoir un brevet de rationalisme ou d'athéisme ? *Nous avions cru jusqu'à présent que les opinions politiques et religieuses étaient indépendantes de la qualité de membre de l'Internationale ; et quant à nous, c'est sur ce terrain que nous nous plaçons*. »

Cette fois l'aveu est complet. Poussé par son éloquence, ou par la nécessité peut-être de donner des gages à ses chers alliés et collaborateurs de la réaction neuchâteloise, M. Coullery nous avoue : premièrement que, selon lui, le réactionnaire le plus fanatique, pourvu qu'il s'occupe d'une manière ou d'une autre de la question sociale, fût-ce même à la façon de M. Henri Dupasquier et de M. le docteur Coullery, c'est-à-dire à un point de vue tout à fait rétrograde, a droit d'entrée dans l'Internationale ; et, en second lieu, il nous démasque son arrière-pensée et son intention désormais évidente d'ouvrir à deux battants les portes de l'Internationale aux aristocrates, aux jésuites, aux mômiers, sans aucun doute dans l'espoir qu'ils y planteront tôt ou tard le drapeau de la réaction.

La *Montagne* n'ose pas se dire encore un organe de l'Association internationale. Mais elle ambitionne évidemment

ce titre, et le dernier discours prononcé par M. Coullery, à la séance du 5 juillet de la section de la Chaux-de-Fonds [36], prouve son intention formelle de rendre cette section solidaire de sa politique réactionnaire. Qu'est-ce qu'on en doit conclure ? C'est que M. Coullery ne s'est tant préoccupé de l'Association internationale des travailleurs et qu'il ne s'est donné tant de peine à former de nouvelles sections dans les Montagnes que pour en faire à la fois un piédestal pour sa propre personne et un instrument pour la réaction.

M. Coullery se trompe. L'Internationale est plus forte que lui et tous ses amis aristocrates et mômiers pris ensemble. Leurs intrigues pourront bien en troubler une très petite partie, à la surface, un instant, — mais il n'en paraîtra plus rien le lendemain.

36 Voir p. 82. (de l'édition de 1911)

IV
Le jugement de M. Coullery [37].

(*Égalité* du 31 juillet 1869.)

L'Association internationale des travailleurs a une loi fondamentale à laquelle chaque section et chaque membre doivent se soumettre, sous peine d'exclusion. Cette loi est exposée dans les statuts généraux, proposés en 1866 par le Conseil général de l'Association au Congrès de Genève, discutés et unanimement acclamés par ce Congrès, enfin définitivement sanctionnés par l'acceptation unanime des sections de tous les pays. C'est donc la loi fondamentale de notre grande Association.

Les considérants qui se trouvent à la tête des statuts généraux définissent clairement le principe et le but de l'Association internationale. Ils établissent avant tout :

37 Ce titre est une allusion à une manœuvre de Coullery. Après avoir soigneusement évité de se présenter au meeting du Crêt-du-Locle le 30 mai, et de se rencontrer avec Bakounine le lendemain, Coullery, au bout d'un mois, imagina de demander à être mis en jugement devant la section de la Chaux-de-Fonds : il adressa, dans la *Montagne*, à « ses accusateurs » — qu'il ne désignait pas nominativement — l'invitation d'avoir à se rendre, le lundi 5 juillet, à une séance de cette section, pour qu'elle prononçât entre eux et lui. Naturellement, les fidèles de Coullery assistèrent seuls à la séance, où ils firent une ovation à leur chef. Dans son numéro du 10 juillet, le *Progrès* du Locle mentionna en ces termes cette mise en scène, qui ne donna le change à personne :

« Nous n'avons pas à nous occuper du ménage intérieur de la section internationale de la Chaux-de-Fonds : aussi n'entretiendrons-nous pas les lecteurs du *Progrès* du petit mélodrame que M. Coullery a jugé à propos d'y jouer l'autre jour. Cette demande de jugement, cette sommation de comparaître adressée par la voie de la *Montagne* à trois accusateurs dont nous ignorons les noms, cette apothéose décernée lundi soir (5 juillet) au héros de la farce, tout cela est du plus profond ridicule. »

Dans ses articles de l'*Égalité* des 17 et 24 juillet, Bakounine, comme on l'a vu, a parlé du discours prononcé le 5 juillet à la Chaux-de-Fonds par Coullery.

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que les efforts des travailleurs doivent tendre à constituer pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs, — c'est-à-dire l'égalité politique, économique et sociale ;

Que l'assujettissement des travailleurs au capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, mais INTERNATIONAL.

En conséquence de ces principes, l'Association internationale des travailleurs admet dans son sein toutes les Sociétés ouvrières, aussi bien que tous les individus isolés, quelle que soit leur provenance et *sans distinction de couleur, de croyance et de nationalité*, avec la clause spéciale pourtant qu'ils adhèrent franchement, complètement et sans arrière-pensée aucune à ces principes, et qu'ils s'engagent à les observer.

Voyons donc quels sont les devoirs que chaque société ouvrière et chaque individu s'imposent, conséquemment avec ces principes, lorsqu'ils entrent dans l'Association internationale.

Le premier devoir, celui que nous trouvons placé en tête des considérants, c'est de tendre par tous les efforts au triomphe de l'ÉGALITÉ ; non de l'égalité politique seulement, ce qui serait du radicalisme pur, mais de l'égalité à la fois politique, *économique* et sociale, par l'abolition de tous les privilèges possibles, économiques aussi bien que politiques, afin que pour tous les hommes sur la terre, sans distinction de couleur, de nationalité et de sexe, il n'y ait désormais qu'une seule manière sociale de vivre : *les mêmes devoirs, les mêmes droits*.

C'est le programme complet du socialisme

révolutionnaire, dont l'*égalité* est la première condition, le premier mot, et qui n'admet la liberté qu'après l'égalité, dans l'égalité et par elle, parce que toute liberté en dehors de l'égalité constitue un privilège, c'est-à-dire la domination d'un petit nombre et l'esclavage de l'immense majorité des hommes.

Pour mieux établir le caractère révolutionnairement socialiste du programme de l'Internationale, les considérants font suivre cette première déclaration d'une seconde, non moins importante : que *l'assujettissement du travail au capital est la source de toute servitude*, politique, morale et matérielle, et que pour cette raison l'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE DU TRAVAILLEUR est le grand but auquel doit être *subordonné* tout mouvement politique.

C'est le renversement de toute la politique des bourgeois, c'est le point où la démocratie socialiste se sépare absolument et définitivement de la démocratie exclusivement politique des bourgeois, — des radicaux aussi bien que de M. Coullery, et même de M. Coullery encore plus que des radicaux.

Du moment que l'Association internationale a reconnu que le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique, c'est l'émancipation économique des travailleurs, elle repousse toute politique qui ne tend pas directement à ce but, par conséquent toute politique bourgeoise, monarchique, libérale, ou même démocratique radicale ; parce que toute politique bourgeoise, on le sait, n'a et ne peut avoir d'autre but que la consolidation et l'extension de la puissance bourgeoise, et que cette puissance est exclusivement fondée sur la dépendance du travailleur et sur l'exploitation de son travail. Pour qu'il ne reste aucune incertitude sur ce point, les considérants ajoutent que *l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle* : ce qui veut dire que pour atteindre le grand but de l'Internationale, l'émancipation économique du travail, il faut briser la tyrannie du capital, briser toute la puissance, toute l'existence des bourgeois.

Comment faire pour briser la tyrannie du capital ? Faut-il

détruire le capital ? Mais ce serait détruire toutes les richesses accumulées sur la terre, toutes les matières premières, tous les instruments de travail, tous les moyens de travail. Ce serait condamner l'humanité tout entière, qui est infiniment trop nombreuse aujourd'hui pour subsister des simples dons de la nature, comme les peuples sauvages, et qui ne peut par conséquent exister désormais qu'à l'aide de ce capital, ce serait la condamner à la plus terrible mort, à la mort par la faim. Donc, on ne peut pas, on ne doit pas détruire le capital, il faut le conserver. Mais si on le conserve, et s'il continue de rester en dehors et au-dessus du travail, il n'y a pas de force humaine qui puisse l'empêcher d'opprimer et d'asservir le travail.

Le capital existant en dehors et au-dessus du travail, — c'est la bourgeoisie, c'est la constitution de sa puissance économique, politique et sociale. Le travail restant en dehors et au-dessous du capital, — c'est le prolétariat.

Tant qu'ils resteront en dehors l'un de l'autre, peut-on les réconcilier ? Peut-on inventer une constitution politique qui empêche le capital d'opprimer et d'exploiter le travail ? — C'est impossible. Toutes les transactions qu'on ferait n'aboutiraient qu'à une exploitation nouvelle du travail par le capital, et tourneraient nécessairement toutes au détriment des travailleurs et au profit des bourgeois : car les institutions politiques n'exercent une puissance que tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec la force économique des choses ; d'où il résulte que tant que le capital restera entre les mains des bourgeois, rien ne pourra empêcher ces derniers d'exploiter et d'asservir le prolétariat.

Le capital ne pouvant pas être détruit, et ne devant pas demeurer concentré entre les mains d'une classe séparée, exploitante, il ne reste qu'une seule solution : c'est l'*union intime et complète du capital et du travail* ; les bourgeois doivent être forcés à devenir des travailleurs, et les travailleurs doivent conquérir la propriété non individuelle, mais *collective*, du capital : car s'ils allaient partager entre eux le capital existant, ils le diminueraient d'abord, diminueraient à un

immense degré sa puissance productive, et, le droit de l'héritage aidant, ils reconstitueraient une bourgeoisie nouvelle, une nouvelle exploitation par le capital.

Voilà les conséquences évidentes des principes contenus dans les statuts généraux. Ces conséquences ont d'ailleurs été parfaitement établies par le Congrès de Bruxelles, qui a proclamé la *propriété collective du sol* et le *crédit gratuit*, c'est-à-dire la propriété collective du capital, comme des conditions absolument nécessaires de l'émancipation du travail et des travailleurs.

Ce sont même précisément ces deux résolutions du Congrès de Bruxelles qui ont révolté tous les instincts bourgeois de M. Coullery, et qui lui ont fait comprendre qu'il ne pouvait y avoir rien de commun entre lui et l'Association internationale des travailleurs.

Le but posé par cette Association est immense : c'est l'*égalité*. Le moyen proposé par elle, comme le seul effectif et réel, n'est pas moins formidable : c'est *le renversement de la puissance des bourgeois, la destruction de leur existence comme classe séparée*. On conçoit que voulant et devant tendre par ce *moyen* à ce *but*, l'Association internationale des travailleurs se soit mise en guerre ouverte contre la bourgeoisie. Aucune conciliation entre cette dernière et le prolétariat n'est plus possible, le prolétariat ne voulant que l'égalité, la bourgeoisie n' existant que par l'inégalité. Pour la bourgeoisie, comme classe séparée, l'égalité, c'est la mort ; pour le prolétariat, la moindre inégalité, c'est l'esclavage. Le prolétariat est fatigué d'être esclave, et la bourgeoisie naturellement ne veut point mourir. Donc c'est une guerre irréconciliable, et il faut être un fou ou un traître, vraiment, pour recommander et prêcher aux classes ouvrières la conciliation. Que M. Coullery se le tienne pour dit.

L'Association internationale, en entreprenant cette guerre formidable contre la bourgeoisie, ne s'est point fait illusion sur les immenses difficultés qui l'attendent. Elle n'ignore pas les forces de son adversaire, ni les efforts gigantesques qu'il lui

faudra faire pour en triompher. Elle sait que toutes les armes défensives et offensives : le capital, le crédit, toutes les puissances organisées, militaire, bureaucratique et diplomatique, de ces immenses centralisations oppressives qui s'appellent les États, tous les empoisonnements religieux et toutes les applications de la science, que tout cela est du côté de nos ennemis, et que nous n'avons à opposer à tout cela que la justice, l'instinct désormais réveillé des masses populaires, et le nombre immense du prolétariat. Eh bien, elle n'a point désespéré, elle ne désespère pas du triomphe.

Elle a compris que, la corruption et la dissolution politique et morale du camp ennemi aidant, on pourrait, en unissant et en organisant d'une manière bien réelle et solide ces millions de prolétaires qui sont fatigués de souffrir et qui se montrent impatients d'émancipation aujourd'hui dans toute l'Europe, créer une puissance formidable, capable de lutter et de triompher de la coalition de toutes les classes privilégiées et de tous les États. Elle a compris en même temps que, pour que cette organisation soit efficace et réelle, elle doit, rejetant toute transaction et toute équivoque, rester conforme et fidèle à son principe avant tout ; et nous trouvons, dans les considérants des statuts généraux, cette déclaration, que *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, ce qui, joint aux déclarations qui suivent, signifie que l'Association internationale des travailleurs rejette absolument de son sein tous ceux qui voudraient y poursuivre un autre but que celui de l'émancipation intégrale et définitive des travailleurs, — c'est-à-dire l'égalité ; et que, si elle reçoit par exception des bourgeois, ce n'est qu'à condition qu'ils adhèrent en toute sincérité, de plein cœur, au programme des travailleurs, et que, renonçant à toute politique soit personnelle, soit locale, ils ne poursuivront désormais que l'unique et grande politique de l'Internationale, n'ayant absolument d'autre but que cette émancipation du travail dans le monde.

Pour rendre cette intention plus évidente encore, les considérants ajoutent cette autre déclaration, que

l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'il est éminemment *international* ; d'où il résulte que toute la politique de l'Association ne peut être qu'une *politique internationale*, excluant absolument toutes les vanités patriotiques et toujours intéressées des bourgeois, toute politique exclusivement nationale. La patrie de l'ouvrier, membre de l'Internationale, c'est désormais la grande fédération des travailleurs du monde entier, en lutte contre le capital bourgeois. Pour le travailleur, il ne peut y avoir désormais d'autres compatriotes et frères que les travailleurs, quel que soit leur pays ; d'autres étrangers que les bourgeois, à moins que ces bourgeois, rompant toute solidarité avec le monde bourgeois, ne veuillent embrasser franchement la cause du travail contre le capital.

Tel est le programme de l'Association internationale des travailleurs. L'*égalité* est son but : *l'organisation des forces ouvrières*, l'unification du prolétariat dans le monde entier, à travers les frontières des États, et sur les ruines de toutes les étroitesses patriotiques ou nationales, voilà son arme, sa grande, son unique politique, à l'exclusion de toutes les autres. Quiconque adopte ce programme peut se dire à bon droit un digne membre de l'Association internationale des travailleurs.

Dans un prochain numéro, nous montrerons comment M. le docteur Coullery, par ses actes aussi bien que par tous ses écrits et discours, s'est mis en contradiction flagrante avec tous les principes fondamentaux de ce programme [38].

38 La réfutation du *coullerysme* que Bakounine annonçait ainsi, c'est la remarquable suite d'articles intitulée *Politique de l'Internationale*, qui commença en effet à paraître dans le numéro suivant de l'*Égalité*. Nous donnons ces articles plus loin (p. 169), devant d'abord placer ici un autre groupe d'articles, chronologiquement parallèle à la polémique contre Coullery, *les Endormeurs*, qui ont paru dans les cinq numéros du 26 juin au 24 juillet.

IX
Les Endormeurs.

I

(*Égalité* du 26 juin 1869.)

L'Association internationale des bourgeois démocrates, qui s'appelle la « Ligue internationale de la paix et de la liberté », vient de lancer son nouveau programme, ou plutôt elle vient de pousser un cri de détresse, un appel fort touchant à tous les démocrates bourgeois de l'Europe, qu'elle supplie de ne point la laisser périr faute de moyens. Il lui manque plusieurs milliers de francs pour continuer son journal, pour l'achèvement du bulletin de son dernier Congrès et pour rendre possible la réunion d'un Congrès nouveau, ensuite de quoi le Comité central, réduit à la dernière extrémité, a résolu d'ouvrir une souscription, et il invite tous les sympathiseurs et croyants de cette ligue bourgeoise de vouloir bien prouver leur sympathie et leur foi, en lui envoyant, à n'importe quel titre, le plus d'argent possible.

En lisant cette circulaire nouvelle du Comité central de la Ligue, on croit entendre des moribonds qui s'efforcent de réveiller des morts. Pas une pensée vivante, rien que la répétition de phrases rebattues et l'expression impuissante de vœux aussi vertueux que stériles, et que l'histoire a depuis longtemps condamnés, à cause même de leur désolante impuissance.

Et pourtant, il faut rendre cette justice à la Ligue de la paix et de la liberté qu'elle réunit dans son sein les bourgeois les plus avancés, les plus intelligents, les mieux pensants et les plus généreusement disposés de l'Europe ; bien entendu à l'exception d'un petit groupe d'hommes qui, quoique nés et élevés dans la classe bourgeoise, du moment qu'ils ont compris

que la vie s'était retirée de cette classe respectable, qu'elle n'avait plus aucune raison d'être et qu'elle ne pouvait continuer d'exister qu'au détriment de la justice et de l'humanité, ont brisé toute relation avec elle et, lui tournant le dos, se sont mis résolument au service de la grande cause de l'émancipation des travailleurs exploités et dominés aujourd'hui par cette même bourgeoisie.

Comment se fait-il donc que cette Ligue, qui compte tant d'individus intelligents, savants et sincèrement libéraux dans son sein, manifeste aujourd'hui une si grande pauvreté de pensée et une incapacité si évidente de vouloir, d'agir et de vivre ?

Cette incapacité et cette pauvreté ne tiennent pas aux individus, mais à la classe tout entière à laquelle ces individus ont le malheur d'appartenir.

Cette classe, la bourgeoisie, comme corps politique et social, après avoir rendu des services éminents à la civilisation du monde moderne, est aujourd'hui historiquement condamnée à mourir. C'est le seul service qu'elle puisse rendre encore à l'humanité qu'elle a servie si longtemps par sa vie. Eh bien, elle ne veut pas mourir. Voilà l'unique cause de sa bêtise actuelle et de cette honteuse impuissance qui caractérise aujourd'hui chacune de ses entreprises politiques, nationales aussi bien qu'internationales.

La Ligue toute bourgeoise de la paix et de la liberté veut l'impossible : elle veut que la bourgeoisie continue d'exister et qu'en même temps elle continue à servir le progrès. Après de longues hésitations, après avoir nié au sein de son comité, vers la fin de l'année 1867, à Berne, l'existence même de la question sociale ; après avoir repoussé dans son dernier Congrès, par le vote d'une immense majorité, l'égalité économique et sociale, elle est enfin arrivée à comprendre qu'il est devenu absolument impossible de faire désormais un pas en avant dans l'histoire sans résoudre la question sociale et sans faire triompher le principe de l'égalité. La circulaire invite tous ses membres à coopérer activement à « tout ce qui peut hâter l'avènement du

règne de la justice et de l'égalité ». Mais en même temps, elle pose cette question : « Quel rôle doit prendre la bourgeoisie dans la question sociale ? »

Nous lui avons déjà répondu. Si réellement elle désire rendre un dernier service à l'humanité ; si son amour pour la liberté vraie, c'est-à-dire universelle et complète et égale pour tous, est sincère ; si elle veut, en un mot, cesser d'être la réaction, il ne lui reste plus qu'un seul rôle à remplir : c'est celui de mourir avec grâce et le plus tôt possible.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de la mort des individus qui la composent, mais de sa mort comme corps politique et social, économiquement séparé de la classe ouvrière.

Quelle est aujourd'hui la sincère expression, le sens unique, l'unique but de la question sociale ? C'est, comme le reconnaît enfin le Comité central lui-même, le triomphe et la réalisation de l'égalité. Mais n'est-il pas évident, alors, que la bourgeoisie doit périr, puisque son existence comme corps économique séparé de la masse des travailleurs implique et produit nécessairement l'inégalité ?

On aura beau recourir à tous les artifices de langage, embrouiller les idées et les mots, et sophistiquer la science sociale au profit de l'exploitation bourgeoise, tous les esprits judicieux et qui n'ont point d'intérêt à se tromper comprennent aujourd'hui que tant qu'il y aura, pour un certain nombre d'hommes économiquement privilégiés, une manière et des moyens particuliers de vivre, qui ne sont pas ceux de la classe ouvrière ; tant qu'un nombre plus ou moins considérable d'individus hériteront, en des proportions diverses, des capitaux ou des terres, qui ne sont pas des produits de leur travail, tandis que l'immense majorité des travailleurs n'héritera de rien du tout ; tant que l'intérêt du capital et la rente de la terre permettront plus ou moins à ces privilégiés de vivre sans travailler ; et en supposant même, ce qui, dans un pareil rapport de fortune, n'est pas admissible, — en supposant que dans la société tous travaillent, soit par obligation, soit par goût, mais

qu'une classe de la société, grâce à sa position économiquement et par là même socialement et politiquement privilégiée, puisse se livrer exclusivement aux travaux de l'esprit, tandis que l'immense majorité des hommes ne pourra se nourrir que du travail de ses bras ; en un mot, tant que tous les individus naissant à la vie ne trouveront pas dans la société les mêmes moyens d'entretien, d'éducation, d'instruction, de travail et de jouissance, — l'égalité politique, économique et sociale sera impossible.

C'est au nom de l'égalité que la bourgeoisie a jadis renversé, massacré la noblesse. C'est au nom de l'égalité que nous demandons aujourd'hui soit la mort violente, soit le suicide volontaire de la bourgeoisie, avec cette différence que, moins sanguinaires que ne l'ont été les bourgeois, nous voulons massacrer, non les hommes, mais les positions et les choses. Si les bourgeois se résignent et laissent faire, on ne touchera pas à un seul de leurs cheveux. Mais tant pis pour eux si, oubliant la prudence et sacrifiant leurs intérêts individuels aux intérêts collectifs de leur classe condamnée à mourir, ils se mettent en travers de la justice à la fois historique et populaire, pour sauver une position qui bientôt ne sera plus tenable.

II

(*Égalité* du 3 juillet 1869.)

Une chose qui devrait faire réfléchir les partisans de la Ligue de la paix et de la liberté, c'est la situation financière misérable dans laquelle cette Ligue, après deux années à peu près d'existence, se trouve aujourd'hui. Que les bourgeois démocrates les plus radicaux de l'Europe se soient réunis sans avoir pu ni créer une organisation effective, ni engendrer une seule pensée féconde et nouvelle, c'est un fait sans doute très affligeant pour la bourgeoisie actuelle, mais qui ne nous étonnera plus, parce que nous nous sommes rendu compte de la cause principale de cette stérilité et de cette impuissance. Mais

comment se fait-il que cette Ligue toute bourgeoise et qui, comme telle, est évidemment composée de membres incomparablement plus riches et plus libres dans leurs mouvements et leurs actes que les membres de l'Association internationale des travailleurs, comment se fait-il qu'aujourd'hui elle périsse faute de moyens matériels, tandis que les ouvriers de l'Internationale, misérables opprimés par une foule de lois restrictives et odieuses, privés d'instruction, de loisir, et accablés sous le poids d'un travail assommant, ont su créer en peu de temps une organisation internationale formidable et une foule de journaux qui expriment leurs besoins, leurs vœux, leur pensée ?

À côté de la banqueroute intellectuelle et morale dûment constatée, d'où vient encore cette banqueroute financière de la Ligue de la paix et de la liberté ?

Comment ! tous ou presque tous les radicaux de la Suisse, unis à la Volkspartei de l'Allemagne, aux démocrates garibaldiens d'Italie et à la démocratie radicale de la France, sans oublier l'Espagne et la Suède, représentées, l'une par Emilio Castelar lui-même, et l'autre par cet excellent colonel qui a désarmé les esprits et conquis tous les coeurs au dernier Congrès de Berne ; comment ! des hommes pratiques, de grands faiseurs politiques comme M. Haussmann et comme tous les rédacteurs de la *Zukunft*, des esprits comme MM. Lemonnier, Gustave Vogt et Barni, des athlètes comme MM. Armand Gœgg et Chaudey, auraient mis la main à la création de la Ligue de la paix et de la liberté, bénie de loin par Garibaldi, par Quinet et par Jacoby de Kœnigsberg, et, après avoir traîné pendant deux ans une existence misérable, cette Ligue doit mourir, aujourd'hui, faute de quelques milliers de francs ! Comment ! même l'embrassement symbolique et pathétique de MM. Armand Gœgg et Chaudey, qui, représentants, l'un de la grande patrie germanique, l'autre de la grande nation, en plein Congrès, se sont jetés dans les bras l'un de l'autre, en criant devant toute l'assistance ahurie : *Pax ! Pax ! Pax !* jusqu'à faire pleurer d'enthousiasme et d'attendrissement

le petit Théodore Beck, de Berne ; comment ! tout cela n'a pas pu attendrir, amollir les cœurs secs des bourgeois de l'Europe, et leur faire délier les cordons de leurs bourses — tout cela n'a pas produit un sou !

La bourgeoisie aurait-elle déjà fait banqueroute ? Pas encore. Ou bien aurait-elle perdu le goût de la liberté et de la paix ? Pas du tout. La liberté, elle continue de l'aimer toujours, bien entendu à la condition que cette liberté n'existe que pour elle seule, c'est-à-dire à la condition qu'elle conserve toujours la liberté d'exploiter l'esclavage de fait des masses populaires, qui n'ayant, dans les constitutions actuelles, de la liberté que le droit, non les moyens, restent forcément asservies au joug des bourgeois. Quant à la paix, jamais la bourgeoisie n'en a ressenti autant le besoin qu'aujourd'hui. La paix armée qui écrase le monde européen à cette heure l'inquiète, la paralyse et la ruine.

Comment se fait-il donc que la bourgeoisie, qui n'a pas encore fait banqueroute, d'un côté, et qui, de l'autre, continue à aimer la liberté et la paix, ne veuille pas sacrifier un sou à l'entretien de la Ligue de la paix et de la liberté ?

C'est qu'elle n'a pas foi dans cette Ligue. Et pourquoi n'y a-t-elle pas foi ? C'est parce qu'elle n'a plus aucune foi en elle-même. Croire, c'est vouloir avec passion, et elle a irrévocablement perdu la puissance de vouloir. En effet, que pourrait-elle encore vouloir raisonnablement aujourd'hui, comme classe séparée ? N'a-t-elle pas tout : richesse, science et domination exclusive ? Elle n'aime pas trop la dictature militaire, qui la protège un peu brutalement, il est vrai ; mais elle en comprend bien la nécessité et elle s'y résigne par sagesse, sachant fort bien qu'au moment même où cette dictature sera brisée, elle perdra tout et cessera d'exister. Et vous lui demandez, citoyens de la Ligue, qu'elle vous donne son argent et qu'elle vienne se joindre à vous pour détruire cette dictature salutaire ? Pas si bête ! Douée d'un esprit plus pratique que le vôtre, elle comprend ses intérêts mieux que vous.

Vous vous efforcez de la convaincre en lui montrant l'abîme vers lequel elle se laisse fatalement entraîner en suivant

cette voie de conservation égoïste et brutale. Et croyez-vous qu'elle ne le voie pas, cet abîme ? Elle sent aussi bien que vous l'approche de la catastrophe qui doit l'engloutir. Mais elle fait un calcul, que voici : « Si nous maintenons ce qui est, nous pouvons espérer de traîner notre existence actuelle encore des années, de mourir avant l'avènement de la catastrophe peut-être, — et après nous le déluge ! Tandis que si nous nous laissons entraîner dans la voie du radicalisme et renversons les pouvoirs actuellement établis, nous périrons demain. Mieux vaut donc conserver ce qui est. »

Les conservateurs bourgeois comprennent mieux la situation actuelle que les bourgeois radicaux. Ne se faisant aucune illusion, ils comprennent qu'entre le système bourgeois qui s'en va et le socialisme qui doit prendre sa place, il n'y a point de transaction possible. Voilà pourquoi tous les esprits réellement pratiques et toutes les bourses bien remplies de la bourgeoisie se tournent du côté de la réaction, laissant à la Ligue de la paix et de la liberté les cerveaux moins puissants et les bourses vides, ensuite de quoi cette Ligue vertueuse, mais infortunée, fait aujourd'hui une double banqueroute.

Si quelque chose peut prouver la mort intellectuelle, morale et politique du radicalisme bourgeois, c'est son impuissance actuelle de créer la moindre des choses, impuissance déjà si bien constatée en France, en Allemagne, en Italie, et qui se manifeste avec plus d'éclat que jamais aujourd'hui en Espagne, Voyons, il y a neuf mois à peu près, la révolution avait éclaté et triomphé en Espagne. La bourgeoisie avait sinon la puissance, au moins tous les moyens pour se donner la puissance. Qu'a-t-elle fait ? La royauté et la régence de Serrano.

III

(*Égalité* du 10 juillet 1869.)

Quelque profonds que soient notre mépris pour la

bourgeoisie moderne, l'antipathie et la défiance qu'elle nous inspire, il est toutefois deux catégories, dans cette classe, dont nous ne désespérons pas de voir tout au moins une partie se laisser convertir tôt ou tard par la propagande socialiste, et qui, poussées, l'une, par la force même des choses et par les nécessités de sa position actuelle, l'autre par un tempérament généreux, devront prendre part sans nul doute avec nous à la destruction des iniquités présentes et à l'édification du monde nouveau.

Nous voulons parler de la toute petite bourgeoisie et de la jeunesse des écoles et des universités. Dans un autre article nous traiterons particulièrement la question de la petite bourgeoisie [39]. Disons aujourd'hui quelques mots de la jeunesse bourgeoise.

Les enfants des bourgeois héritent, il est vrai, le plus souvent des habitudes exclusives, des préjugés étroits et des instincts égoïstes de leurs pères. Mais tant qu'ils restent jeunes, il ne faut point désespérer d'eux. Il est dans la jeunesse une énergie, une largeur d'aspirations généreuses et un instinct naturel de justice, capables de contrebalancer bien des influences pernicieuses. Corrompus par l'exemple et par les préceptes de leurs pères, les jeunes gens de la bourgeoisie ne le sont pas encore par la pratique réelle de la vie ; leurs propres actes n'ont pas encore creusé un abîme entre la justice et eux-mêmes, et, quant aux mauvaises traditions de leurs pères, ils en sont sauvegardés quelque peu par cet esprit de contradiction et de protestation naturelles dont les jeunes générations sont toujours animées vis-à-vis des générations qui les ont précédées. La jeunesse est irrespectueuse, elle méprise instinctivement la tradition et le principe de l'autorité. Là est sa force et son salut.

Vient ensuite l'influence salutaire de l'enseignement, de la

39 Bakounine n'a pas écrit un article spécial sur la petite bourgeoisie ; mais dans le premier article sur *l'Instruction intégrale* (p. 134) il a montré comment la petite et la moyenne bourgeoisies sont destinées à se perdre un jour dans le prolétariat.

science. Oui, salutaire en effet, mais à condition toutefois que l'enseignement ne soit point faussé et que la science ne soit point falsifiée par un doctrinarisme pervers au profit du mensonge officiel et de l'iniquité.

Malheureusement, aujourd'hui l'enseignement et la science, dans l'immense majorité des écoles et des universités de l'Europe, se trouvent précisément dans cet état de falsification systématique et préméditée. On pourrait croire que ces écoles ont été établies exprès pour l'empoisonnement intellectuel et moral de la jeunesse bourgeoise. Ce sont autant de boutiques de privilégiés, où le mensonge se vend en détail et en gros.

Sans parler de la théologie, qui est la science du mensonge divin, ni de la jurisprudence, qui est celle du mensonge humain ; sans parler aussi de la métaphysique ou de la philosophie idéale, qui est la science de tous les demi-mensonges, toutes les autres sciences : histoire, philosophie, politique, science économique, sont essentiellement falsifiées, parce que, privées de leur base réelle, la science de la nature, elles se fondent toutes également sur la théologie, sur la métaphysique et sur la jurisprudence.

On peut dire sans exagération que tout jeune homme qui sort de l'université, imbu de ces sciences ou plutôt de ces mensonges et de ces demi-mensonges systématisés qui s'arrogent le nom de science, à moins que des circonstances extraordinaires ne viennent le sauver, est perdu. Les professeurs, ces prêtres modernes de la fourberie politique et sociale patentée, lui ont inoculé un poison tellement corrosif, qu'il faut vraiment des miracles pour le guérir. Il sort de l'université un doctrinaire achevé, plein de respect pour lui-même et de mépris pour la canaille populaire, qu'il ne demande pas mieux que d'opprimer, et d'exploiter surtout, au nom de sa supériorité intellectuelle et morale. Alors, plus il est jeune, et plus il est malfaisant et odieux.

Il en est autrement de la faculté des sciences exactes et naturelles. Voilà les vraies sciences ! Étrangères à la théologie et

à la métaphysique, elles sont hostiles à toutes les fictions et se fondent exclusivement sur la connaissance exacte et sur l'analyse consciencieuse des faits, et sur le raisonnement pur, c'est-à-dire sur le bon sens de chacun, élargi par l'expérience bien combinée de tout le monde. Autant les sciences idéales sont autoritaires et aristocratiques, autant les sciences naturelles sont démocratiques et largement libérales. Aussi, que voyons-nous ? tandis que les jeunes gens qui étudient les sciences idéales se jettent avec passion, presque tous, dans le parti du doctrinarisme exploiteur et réactionnaire, les jeunes gens qui étudient les sciences naturelles embrassent avec une égale passion le parti de la révolution. Beaucoup d'entre eux sont de francs socialistes révolutionnaires comme nous-mêmes. Voilà les jeunes gens sur lesquels nous comptons.

Les manifestations du dernier Congrès de Liège [40] nous font espérer que bientôt nous verrons toute cette partie intelligente et généreuse de la jeunesse des universités former au sein même de l'Association internationale des travailleurs des sections nouvelles. Leur concours sera précieux, à condition seulement qu'ils comprennent que la mission de la science, aujourd'hui, n'est plus de dominer, mais de servir le travail, et qu'ils auront bien plus de choses à apprendre chez les travailleurs qu'à leur en enseigner. S'ils forment, eux, une partie de la jeunesse bourgeoise, les travailleurs sont la jeunesse actuelle de l'humanité : ils en portent tout l'avenir en eux-mêmes. Dans les événements qui se préparent, les travailleurs seront donc les aînés, les étudiants de bonne volonté les cadets.

Mais revenons à cette pauvre Ligue de la paix et de la liberté. Comment se fait-il que dans ses Congrès la jeunesse bourgeoise ne brille que par son absence ? Ah ! c'est parce que, pour les uns, pour les doctrinaires, elle est déjà trop avancée, et que pour la minorité socialiste elle l'est trop peu. Puis vient la grande masse des étudiants, le ventre, des jeunes gens noyés dans la nullité et indifférents pour tout ce qui n'est pas

40 Le célèbre Congrès des étudiants, à Liège, avait eu lieu en octobre 1865.

l'amusement trivial d'aujourd'hui ou l'emploi lucratif de demain. Ceux-là ignorent jusqu'à l'existence même de la Ligue de la paix et de la liberté.

Lorsque Lincoln fut élu président des États-Unis, le feu colonel Douglas, qui était alors l'un des principaux chefs du parti vaincu, s'était écrié : « Notre parti est perdu, la jeunesse n'est plus avec nous ! » Eh bien, cette pauvre Ligue n'a jamais eu de jeunesse, elle est née vieille, et elle mourra sans avoir vécu.

Ce sera également le sort de tout le parti de la bourgeoisie radicale en Europe. Son existence n'a jamais été qu'un beau rêve. Il a rêvé pendant la Restauration et la monarchie de Juillet. En 1848, s'étant montré incapable de constituer quelque chose de réel, il a fait une chute déplorable, et le sentiment de son incapacité et de son impuissance l'a poussé jusque dans la réaction. Après 1848, il a eu le malheur de se survivre. Il rêve encore ! Mais ce n'est plus un rêve d'avenir, c'est le rêve rétrospectif d'un vieillard qui n'a jamais réellement vécu ; et, tandis qu'il s'obstine à rêver lourdement, il sent autour de lui le monde nouveau qui s'agite, la puissance de l'avenir qui naît. C'est la puissance et le monde des travailleurs.

Le bruit qu'ils font l'a enfin réveillé à moitié. Après les avoir longtemps méconnus, reniés, il est enfin arrivé à reconnaître la force réelle qui est en eux ; il les voit pleins de cette vie qui lui a toujours manqué, et, voulant se sauver en s'identifiant avec eux, il tâche de se transformer aujourd'hui. Il ne s'appelle plus la démocratie radicale, mais le *socialisme bourgeois*.

Sous cette nouvelle dénomination, il n'existe que depuis un an. Nous dirons dans un prochain article ce qu'il a fait pendant cette année.

IV

(*Égalité* du 17 juillet 1869.)

Nos lecteurs pourraient se demander pourquoi nous nous occupons de la Ligue de la paix et de la liberté, puisque nous la considérons comme une moribonde dont les jours sont comptés ; pourquoi nous ne la laissons pas mourir tout doucement, comme il convient à une personne qui n'a plus rien à faire dans ce monde. Ah ! nous ne demanderions pas mieux que de la laisser finir ses jours tranquillement, sans parler du tout d'elle, si elle ne nous menaçait pas de nous faire cadeau, avant de mourir, d'un héritier fort déplaisant et qui s'appelle le *socialisme bourgeois* !

Mais, si déplaisant qu'il soit, nous ne nous occuperions pas même de cet enfant illégitime de la bourgeoisie, s'il se donnait seulement pour mission de convertir les bourgeois au socialisme, et, sans avoir la moindre confiance dans le succès de ses efforts, nous pourrions même en admirer l'intention généreuse, s'il ne poursuivait en même temps un but diamétralement opposé et qui nous paraît excessivement immoral : celui de faire pénétrer dans les classes ouvrières les théories bourgeoises.

Le socialisme bourgeois, comme une sorte d'être hybride, s'est placé entre deux mondes désormais irréconciliables : le monde bourgeois et le monde ouvrier ; et son action équivoque et délétère accélère, il est vrai, d'un côté, la mort de la bourgeoisie, mais en même temps, de l'autre, elle corrompt à sa naissance le prolétariat. Elle le corrompt doublement : d'abord en diminuant et en dénaturant son principe, son programme ; ensuite, en lui faisant concevoir des espérances impossibles, accompagnées d'une foi ridicule dans la prochaine conversion des bourgeois, et en s'efforçant de l'attirer par là même, pour l'y faire jouer le rôle d'instrument, dans la politique bourgeoise.

Quant au principe qu'il professe, le socialisme bourgeois se trouve dans une position aussi embarrassante que ridicule :

trop large ou trop dépravé pour s'en tenir à un seul principe bien déterminé, il prétend en épouser deux à la fois, deux principes dont l'un exclut absolument l'autre, et il a la prétention singulière de les réconcilier. Par exemple, il veut conserver aux bourgeois la propriété individuelle du capital et de la terre, et il annonce en même temps la résolution généreuse d'assurer le bien-être du travailleur. Il lui promet même davantage : la jouissance intégrale des fruits de son travail, ce qui ne sera réalisable pourtant que lorsque le capital ne prendra plus d'intérêt et que la propriété de la terre ne produira plus de rente, puisque l'intérêt et la rente ne se prélèvent que sur les fruits du travail.

De même, il veut conserver aux bourgeois leur liberté actuelle, qui n'est autre chose que la faculté d'exploiter, grâce à la puissance que leur donnent le capital et la propriété, le travail des ouvriers, et il promet en même temps à ces derniers la plus complète égalité économique et sociale : l'égalité des exploités avec leurs exploiteurs !

Il maintient le droit d'héritage, c'est-à-dire la faculté pour les enfants des riches de naître dans la richesse, et pour les enfants des pauvres de naître dans la misère ; et il promet à tous les enfants l'égalité de l'éducation et de l'instruction que réclame la justice.

Il maintient, en faveur des bourgeois, l'inégalité des conditions, conséquence naturelle du droit d'héritage ; et il promet aux prolétaires que, dans son système, tous travailleront également, sans autre différence que celle qui sera déterminée par les capacités et penchants naturels de chacun ; ce qui ne serait guère possible qu'à deux conditions, toutes les deux également absurdes : ou bien que l'État, dont les socialistes bourgeois détestent aussi bien que nous-mêmes la puissance, force les enfants des riches à travailler de la même manière que les enfants des pauvres, ce qui nous mènerait directement au communisme despotique de l'État ; ou que tous les enfants des riches, poussés par un miracle d'abnégation et par une détermination généreuse, se mettent à travailler librement, sans

y être forcés par la nécessité, autant et de la même manière que tous ceux qui y seront forcés par leur misère, par la faim. Et encore, même dans cette supposition, en nous fondant sur cette loi psychologique et sociologique naturelle qui fait que deux actes issus de causes différentes ne peuvent jamais être égaux, nous pouvons prédire avec certitude que le travailleur forcé serait nécessairement l'inférieur, le dépendant et l'esclave du travailleur par la grâce de sa volonté.

Le socialiste bourgeois se reconnaît toujours à un signe : il est un *individualiste enragé*, et il éprouve une fureur concentrée toutes les fois qu'il entend parler de propriété collective. Ennemi de celle-ci, il l'est naturellement aussi du travail collectif, et, ne pouvant l'éliminer tout à fait du programme socialiste, il prétend, au nom de cette liberté qu'il comprend si mal, faire une place très large au travail individuel.

Mais qu'est-ce que le travail individuel ? Dans tous les travaux auxquels participent immédiatement la force ou l'habileté corporelle de l'homme, c'est-à-dire dans tout ce qu'on appelle la production matérielle, — c'est l'impuissance ; le travail isolé d'un seul homme, quelque fort et habile qu'il soit, n'étant jamais de force à lutter contre le travail collectif de beaucoup d'hommes associés et bien organisés. Ce que dans l'industrie on appelle actuellement travail individuel n'est pas autre chose que l'exploitation du travail collectif des ouvriers par des individus, détenteurs privilégiés soit du capital, soit de la science. Mais du moment que cette exploitation cessera, — et les bourgeois socialistes assurent au moins qu'ils en veulent la fin, aussi bien que nous, — il ne pourra plus y avoir dans l'industrie d'autre travail que le travail collectif, ni par conséquent aussi d'autre propriété que la propriété collective.

Le travail individuel ne restera donc plus possible que dans la production intellectuelle, dans les travaux de l'esprit. Et encore ! L'esprit du plus grand génie de la terre n'est-il point toujours rien d'autre que le produit du travail collectif, intellectuel aussi bien qu'industriel, de toutes les générations passées et présentes ? Pour s'en convaincre, qu'on s'imagine ce

même génie, transporté dès sa plus tendre enfance dans une île déserte ; en supposant qu'il n'y périsse pas de faim, que deviendra-t-il ? Une bête, une brute qui ne saura pas même prononcer une parole, et qui par conséquent n'aura jamais pensé ; transportez-le dans cette île à l'âge de dix ans, que sera-t-il quelques années plus tard ? Encore une brute, qui aura perdu l'habitude de la parole et qui n'aura conservé de son humanité passée qu'un vague instinct. Transportez-l'y enfin à l'âge de vingt ans, de trente ans, — à dix, quinze, vingt années de distance, il deviendra stupide. Peut-être inventera-t-il quelque religion nouvelle !

Qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve que l'homme le mieux doué par la nature n'en reçoit que des facultés, mais que ces facultés restent mortes, si elles ne sont pas fertilisées par l'action bienfaisante et puissante de la collectivité. Nous dirons davantage : Plus l'homme est avantagé par la nature, et plus il prend à la collectivité ; d'où il résulte que plus il doit lui rendre, en toute justice.

Toutefois, nous reconnaissons volontiers que bien qu'une grande partie des travaux intellectuels puisse se faire mieux et plus vite collectivement qu'individuellement, il en est d'autres qui exigent le travail isolé. Mais que prétend-on en conclure ? Que les travaux isolés du génie ou du talent, étant plus rares, plus précieux et plus utiles que ceux des travailleurs ordinaires, doivent être mieux rétribués que ces derniers ? Et sur quelle base, je vous prie ? Ces travaux sont-ils plus pénibles que les travaux manuels ? au contraire, ces derniers sont sans comparaison plus pénibles. Le travail intellectuel est un travail attrayant, qui porte sa récompense en lui-même, et qui n'a pas besoin d'autre rétribution. Il en trouve une autre encore dans l'estime et dans la reconnaissance des contemporains, dans la lumière qu'il leur donne et dans le bien qu'il leur fait. Vous qui cultivez si puissamment l'idéal, messieurs les socialistes bourgeois, ne trouvez-vous pas que cette récompense en vaut bien une autre, ou bien lui préféreriez-vous une rémunération plus solide en argent bien sonnant ?

Et d'ailleurs, vous seriez bien embarrassés s'il vous fallait établir le taux des produits intellectuels du génie. Ce sont, comme Proudhon l'a fort bien observé, des valeurs incommensurables : elles ne coûtent rien, ou bien elles coûtent des millions. Mais ne comprenez-vous pas qu'avec ce système il vous faudra vous empresser d'abolir au plus tôt le droit d'héritage ? car, sans cela, on verrait les enfants des hommes de génie ou de grand talent hériter de fortunes plus ou moins considérables ; ajoutez que ces enfants — soit par l'effet d'une loi naturelle encore inconnue, soit par l'effet de la position privilégiée que leur ont faite les travaux de leurs pères — sont ordinairement des esprits fort ordinaires, et souvent même des hommes très bêtes. Que deviendrait alors cette justice distributive dont vous aimez tant à parler, et au nom de laquelle vous nous combattez ? Comment se réaliserait cette égalité que vous nous promettez ?

Il nous paraît résulter évidemment de tout cela que les travaux isolés de l'intelligence individuelle, tous les travaux de l'esprit, en tant qu'invention, non en tant qu'application, doivent être des travaux gratuits. — Mais, alors, de quoi vivront les hommes de talent, les hommes de génie ? — Eh, mon Dieu ! ils vivront de leur travail manuel et collectif comme les autres.

— Comment ! vous voulez astreindre les grandes intelligences à un travail manuel, à l'égal des intelligences les plus inférieures ? — Oui, nous le voulons, et pour deux raisons. La première, c'est que nous sommes convaincus que les grandes intelligences, loin d'y perdre quelque chose, y gagneront au contraire beaucoup en santé de corps et en vigueur d'esprit, et surtout en esprit de solidarité et de justice. La seconde, c'est que c'est le seul moyen de relever et d'humaniser le travail manuel, et d'établir par là même une égalité réelle parmi les hommes.

V

(*Égalité* du 24 juillet 1869.)

Nous allons considérer maintenant les grands moyens recommandés par le socialisme bourgeois pour l'émancipation de la classe ouvrière, et il nous sera facile de prouver que chacun de ces moyens, sous une apparence fort respectable, cache une impossibilité, une hypocrisie, un mensonge. Ils sont au nombre de trois : 1° L'instruction populaire, 2° la coopération, et 3° la révolution politique [41].

Nous allons examiner aujourd'hui ce qu'ils entendent par l'instruction populaire.

Nous nous empressons de déclarer d'abord qu'il est un point où nous sommes parfaitement d'accord avec eux : l'instruction est nécessaire au peuple. Ceux qui veulent éterniser l'esclavage des masses populaires peuvent seuls le nier ou seulement en douter aujourd'hui. Nous sommes tellement convaincus que l'instruction est la mesure du degré de liberté, de prospérité et d'humanité qu'une classe aussi bien qu'un individu peuvent atteindre, que nous demandons pour le prolétariat non seulement *de* l'instruction, mais *toute* l'instruction, l'instruction intégrale et complète, afin qu'il ne puisse plus exister au-dessus de lui, pour le protéger et pour le diriger, c'est-à-dire pour l'exploiter, aucune classe supérieure par la science, aucune aristocratie d'intelligence.

Selon nous, de toutes les aristocraties qui ont opprimé chacune à son tour et quelquefois toutes ensemble la société humaine, cette soi-disant aristocratie de l'intelligence est la plus odieuse, la plus méprisante, la plus impertinente et la plus oppressive. L'aristocrate nobiliaire vous dit : « Vous êtes un fort galant homme, mais vous n'êtes pas né noble ! » C'est une injure qu'on peut encore supporter. L'aristocrate du capital

41 La coopération fera le sujet d'un article spécial (p. 210) ; quant à la révolution purement politique, voir les articles *Politique de l'Internationale* .

vous reconnaît toutes sortes de mérites, « mais, ajoute-t-il, vous n'avez pas le sou ! » C'est également supportable, car ce n'est au fond rien que la constatation d'un fait, constatation qui, dans la plupart des cas, tourne même, comme dans le premier, à l'avantage de celui auquel ce reproche s'adresse. Mais l'aristocrate d'intelligence nous dit : « Vous ne savez rien, vous ne comprenez rien, vous êtes un âne, et moi, homme intelligent, je dois vous bâter et vous conduire ». Voilà qui est intolérable.

L'aristocratie de l'intelligence, cet enfant chéri du doctrinarisme moderne, ce dernier refuge de l'esprit de domination qui depuis le commencement de l'histoire a affligé le monde et qui a constitué et sanctionné tous les États, ce culte prétentieux et ridicule de l'intelligence patentée, n'a pu prendre naissance qu'au sein de la bourgeoisie. L'aristocratie nobiliaire n'a pas eu besoin de la science pour prouver son droit. Elle avait appuyé sa puissance sur deux arguments irrésistibles, lui donnant pour base la violence, la force de son bras, et pour sanction la grâce de Dieu. Elle violait et l'Église bénissait, — telle était la nature de son droit. Cette union intime de la brutalité triomphante avec la sanction divine lui donnait un grand prestige, et produisait en elle une sorte de vertu chevaleresque qui conquérait tous les cœurs.

La bourgeoisie, dénuée de toutes ces vertus et de toutes ces grâces, n'a pour fonder son droit qu'un seul argument : la puissance très réelle, mais très prosaïque de l'argent. C'est la négation cynique de toutes les vertus : si tu as de l'argent, quelque canaille ou quelque stupide que tu sois, tu possèdes tous les droits ; si tu n'as pas le sou, quels que soient tes mérites personnels, tu ne vaux rien. Voilà dans sa rude franchise le principe fondamental de la bourgeoisie. On conçoit qu'un tel argument, si puissant qu'il soit, ne pouvait suffire à l'établissement et surtout à la consolidation de la puissance bourgeoise. La société humaine est ainsi faite que les plus mauvaises choses ne peuvent s'y établir qu'à l'aide d'une apparence respectable. De là est né le proverbe qui dit que l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu. Les

brutalités les plus puissantes ont besoin d'une sanction.

Nous avons vu que la noblesse avait mis toutes les siennes sous la protection de la grâce divine. La bourgeoisie ne pouvait recourir à cette protection. D'abord parce que le bon Dieu et sa représentante l'Église s'étaient trop compromis en protégeant exclusivement, pendant des siècles, la monarchie et l'aristocratie nobiliaire, — cette ennemie mortelle de la bourgeoisie ; et ensuite parce que la bourgeoisie, quoi qu'elle dise et quoi qu'elle fasse, dans le fond de son cœur est athée. Elle parle du bon Dieu pour le peuple, mais elle n'en a pas besoin pour elle-même, et ce n'est jamais dans les temples dédiés au Seigneur, c'est dans ceux qui sont dédiés à Mammon, c'est à la Bourse, dans les comptoirs de commerce et de banque et dans les grands établissements industriels, qu'elle fait ses affaires. Il lui fallait donc chercher une sanction en dehors de l'Église et de Dieu. Elle l'a trouvée dans l'intelligence patentée.

Elle sait fort bien que la base principale, et on pourrait dire unique, de sa puissance politique actuelle, c'est sa richesse ; mais, ne voulant ni ne pouvant l'avouer, elle cherche à expliquer cette puissance par la supériorité de son intelligence, non naturelle mais scientifique ; pour gouverner les hommes, prétend-elle, il faut savoir beaucoup, et il n'y a qu'elle qui sache aujourd'hui. Il est de fait que dans tous les États de l'Europe, la bourgeoisie, — y compris la noblesse, qui n'existe plus aujourd'hui que de nom, — la classe exploitante et dominante, seule reçoit une instruction plus ou moins sérieuse. En outre, il se dégage de son sein une sorte de classe à part, et naturellement moins nombreuse, d'hommes qui se dédient exclusivement à l'étude des plus grands problèmes de la philosophie, de la science sociale et de la politique, et qui constituent à proprement parler l'aristocratie nouvelle, celle de l'intelligence patentée et privilégiée. C'est la quintessence et l'expression scientifique de l'esprit et des intérêts bourgeois.

Les universités modernes de l'Europe, formant une sorte de république scientifique, rendent actuellement à la classe bourgeoise les mêmes services que l'Église catholique avait

rendus jadis à l'aristocratie nobiliaire ; et, de même que le catholicisme avait sanctionné en son temps toutes les violences de la noblesse contre le peuple, de même l'université, cette Église de la science bourgeoise, explique et légitime aujourd'hui l'exploitation de ce même peuple par le capital bourgeois. Faut-il s'étonner après cela que, dans la grande lutte du socialisme contre l'économie politique bourgeoise, la science patentée moderne ait pris et continue de prendre si résolument le parti des bourgeois ?

Ne nous en prenons pas aux effets, attaquons toujours les causes : la science des écoles étant un produit de l'esprit bourgeois, les hommes qui représentent cette science étant nés et ayant été élevés et instruits dans le milieu bourgeois et sous l'influence de son esprit et de ses intérêts exclusifs, l'une aussi bien que les autres sont naturellement opposés à l'émancipation intégrale et réelle du prolétariat, et toutes leurs théories économiques, philosophiques, politiques et sociales ont été successivement élaborées dans ce sens, n'ont au fond d'autre fin que de démontrer l'incapacité définitive des masses ouvrières, et par conséquent aussi la mission de la bourgeoisie — qui est instruite parce qu'elle est riche, et qui peut toujours s'enrichir davantage parce qu'elle possède l'instruction — de les gouverner jusqu'à la fin des siècles.

Pour rompre ce cercle fatal, que devons-nous conseiller au monde ouvrier ? C'est naturellement de s'instruire, de s'emparer de cette arme si puissante de la science, sans laquelle il pourrait bien faire des révolutions, mais ne serait jamais en état d'établir, sur les ruines des privilèges bourgeois, cette égalité, cette justice et cette liberté qui constituent le fond même de toutes ses aspirations politiques et sociales. Voilà le point sur lequel nous sommes d'accord avec les socialistes bourgeois.

Mais en voici deux autres très importants et sur lesquels nous différons absolument d'eux :

1° Les socialistes bourgeois ne demandent pour les ouvriers qu'un peu plus d'instruction qu'ils n'en reçoivent

aujourd'hui, et ils ne gardent les privilèges de l'instruction supérieure que pour un groupe fort restreint d'hommes heureux, disons simplement : d'hommes sortis de la classe propriétaire, de la bourgeoisie, ou bien d'hommes qui par un hasard heureux ont été adoptés et reçus dans le sein de cette classe. Les socialistes bourgeois prétendent qu'il est inutile que tous reçoivent le même degré d'instruction, parce que, si tous voulaient s'adonner à la science, il ne resterait plus personne pour le travail manuel, sans lequel la science même ne saurait exister ;

2° Ils affirment d'un autre côté que pour émanciper les masses ouvrières il faut commencer, d'abord, par leur donner l'instruction, et qu'avant qu'elles ne soient devenues plus instruites elles ne doivent pas songer à un changement radical dans leur position économique et sociale.

Nous reviendrons sur ces deux points dans notre prochain numéro [42].

X
L'instruction intégrale.

I

(*Égalité* du 31 juillet 1869.)

La première question que nous avons à considérer aujourd'hui est celle-ci : l'émancipation des masses ouvrières pourra-t-elle être complète, tant que l'instruction que ces masses recevront sera inférieure à celle qui sera donnée aux bourgeois, ou tant qu'il y aura en général une classe quelconque, nombreuse ou non, qui, par sa naissance, sera

42 Voir les articles qui suivent, intitulés *l'Instruction intégrale.*

appelée aux privilèges d'une éducation supérieure et d'une instruction plus complète ? Poser cette question, n'est-ce pas la résoudre ? N'est-il pas évident qu'entre deux hommes, doués d'une intelligence naturelle à peu près égale, celui qui saura davantage, dont l'esprit se sera plus élargi par la science, et qui, ayant mieux compris l'enchaînement des faits naturels et sociaux, ou ce qu'on appelle les lois de la nature et de la société, saisira plus facilement et plus largement le caractère du milieu dans lequel il se trouve, — que celui-ci, disons-nous, s'y sentira plus libre, qu'il sera aussi pratiquement plus habile et plus puissant que l'autre ? Celui qui sait davantage dominera naturellement celui qui saura moins ; et n'existât-il d'abord entre deux classes que cette seule différence d'instruction et d'éducation, cette différence produirait en peu de temps toutes les autres, le monde humain se retrouverait à son point actuel, c'est-à-dire qu'il serait divisé de nouveau en une masse d'esclaves et un petit nombre de dominateurs, les premiers travaillant comme aujourd'hui pour les derniers.

On comprend maintenant pourquoi les socialistes bourgeois ne demandent que *de* l'instruction pour le peuple, un peu plus qu'il n'en a maintenant, tandis que nous, démocrates socialistes, nous demandons pour lui *l'instruction intégrale, toute l'instruction*, aussi complète que la comporte la puissance intellectuelle du siècle, afin qu'au-dessus des masses ouvrières il ne puisse se trouver désormais aucune classe qui puisse en savoir davantage, et qui, précisément parce qu'elle saura davantage, puisse les dominer et les exploiter. Les socialistes bourgeois veulent le maintien des classes, chacune devant représenter, selon eux, une différente fonction sociale, l'une, par exemple, la science et l'autre le travail manuel ; et nous, nous voulons au contraire l'abolition définitive et complète des classes, l'unification de la société, et l'égalisation économique et sociale de tous les individus humains sur la terre. Ils voudraient, tout en les conservant, amoindrir, adoucir et enjoliver l'inégalité et l'injustice, ces bases historiques de la société actuelle, et nous, nous voulons les détruire. D'où il

résulte clairement qu'aucune entente, ni conciliation, ni même coalition, entre les socialistes bourgeois et nous n'est possible.

Mais, dira-t-on, — et c'est l'argument qu'on nous oppose le plus souvent et que messieurs les doctrinaires de toutes les couleurs considèrent comme un argument irrésistible, — mais il est impossible que l'humanité tout entière s'adonne à la science : elle mourrait de faim. Il faut donc que, pendant que les uns étudient, les autres travaillent, afin de produire les objets nécessaires à la vie, pour eux-mêmes d'abord, et ensuite aussi pour les hommes qui se sont voués exclusivement aux travaux de l'intelligence ; car ces hommes-là ne travaillent pas seulement pour eux-mêmes : leurs découvertes scientifiques, outre qu'elles élargissent l'esprit humain, n'améliorent-elles pas la condition de tous les êtres humains sans aucune exception, en s'appliquant à l'industrie et à l'agriculture et, en général, à la vie politique et sociale ? Leurs créations artistiques n'ennoblissent-elles pas la vie de tout le monde ?

Mais non, pas du tout. Et le plus grand reproche que nous ayons à adresser à la science et aux arts, c'est précisément de ne répandre leurs bienfaits et de n'exercer leur influence que sur une portion très minime de la société, à l'exclusion, et par conséquent aussi au détriment, de l'immense majorité. On peut dire aujourd'hui des progrès de la science et des arts ce qu'on a dit déjà avec tant de raison du développement prodigieux de l'industrie, du commerce, du crédit, de la richesse sociale en un mot, dans les pays les plus civilisés du monde moderne. Cette richesse est tout exclusive, et tend chaque jour à le devenir davantage, en se concentrant entre un nombre de mains toujours plus petit, et en rejetant les couches inférieures de la classe moyenne, la petite bourgeoisie, dans le prolétariat, de sorte que le développement de cette richesse est en raison directe de la misère croissante des masses ouvrières. D'où il résulte que l'abîme qui sépare la minorité heureuse et privilégiée des millions de travailleurs qui la font vivre du travail de leurs bras, s'ouvre toujours davantage, et que plus les heureux, les exploiteurs du travail populaire, sont heureux, plus

les travailleurs deviennent malheureux. Qu'on mette seulement en regard de l'opulence fabuleuse du monde aristocratique, financier, commercial et industriel de l'Angleterre, la situation misérable des ouvriers de ce même pays ; qu'on relise la lettre si naïve et si déchirante écrite tout dernièrement par un intelligent et honnête orfèvre de Londres, Walter Dugan, qui vient de s'empoisonner *volontairement* avec sa femme et ses six enfants, seulement pour échapper aux humiliations de la misère et aux tortures de la faim [43], et on sera bien forcé d'avouer que cette civilisation tant vantée n'est, au point de vue matériel, rien qu'oppression et ruine pour le peuple.

Il en est de même des progrès modernes de la science et des arts. Ces progrès sont immenses ! Oui, c'est vrai. Mais plus ils sont immenses, et plus ils deviennent une cause d'esclavage intellectuel, et par conséquent aussi matériel, une cause de misère et d'infériorité pour le peuple ; car ils élargissent toujours davantage l'abîme qui sépare déjà l'intelligence populaire de celle des classes privilégiées. La première, au point de vue de la capacité naturelle, est aujourd'hui évidemment moins blasée, moins usée, moins sophistiquée et moins corrompue par la nécessité de défendre des intérêts injustes, et par conséquent elle est naturellement plus puissante que l'intelligence bourgeoise ; mais, par contre, cette dernière a pour elle toutes les armes de la science, et ces armes sont formidables. Il arrive très souvent qu'un ouvrier fort intelligent est forcé de se taire devant un sot savant qui le bat, non par l'esprit, qu'il n'a pas, mais par l'instruction, dont l'ouvrier est privé, et qu'il a pu recevoir, lui, parce que, pendant que sa sottise se développait scientifiquement dans les écoles, le travail de l'ouvrier l'habillait, le logeait, le nourrissait et lui fournissait toutes les choses, maîtres et livres, nécessaires à son instruction.

Le degré de science réparti à chacun n'est point égal même dans la classe bourgeoise, nous le savons fort bien. Là aussi il y a une échelle déterminée non par la capacité des

43 Cette lettre avait été reproduite dans le numéro précédent de l'*Égalité*.

individus, mais par le plus ou moins de richesse de la couche sociale dans laquelle ils ont pris naissance : par exemple, l'instruction que reçoivent les enfants de la très petite bourgeoisie, très peu supérieure à celle que les ouvriers parviennent à se donner à eux-mêmes, est presque nulle en comparaison de celle que la société donne largement à la haute et moyenne bourgeoisie. Aussi que voyons-nous ? La petite bourgeoisie, qui n'est actuellement rattachée à la classe moyenne que par une vanité ridicule d'un côté, et, de l'autre, par la dépendance où elle est des gros capitalistes, se trouve pour la plupart du temps dans une situation plus misérable et bien plus humiliante encore que le prolétariat. Aussi, quand nous parlons de classes privilégiées, n'entendons-nous jamais cette pauvre petite bourgeoisie, qui, si elle avait un peu plus d'esprit et de cœur, ne tarderait pas à venir se joindre à nous pour combattre la grande et moyenne bourgeoisie qui ne l'écrase pas moins aujourd'hui qu'elle écrase le prolétariat. Et si le développement économique de la société allait continuer dans cette direction encore une dizaine d'années, ce qui nous paraît d'ailleurs impossible, nous verrions encore la plus grande partie de la bourgeoisie moyenne tomber dans la situation actuelle de la petite bourgeoisie d'abord, pour aller se perdre un peu plus tard dans le prolétariat, toujours par suite de cette concentration fatale de la propriété en un nombre de mains de plus en plus restreint, ce qui aurait pour résultat infaillible de partager le monde social définitivement en une petite minorité excessivement opulente, savante, dominante, et une immense majorité de prolétaires misérables, ignorants et esclaves.

Il est un fait qui doit frapper tous les esprits consciencieux, tous ceux qui ont à cœur la dignité humaine, la justice, c'est-à-dire la liberté de chacun dans l'égalité et par l'égalité de tous. C'est que toutes les inventions de l'intelligence, toutes les grandes applications de la science à l'industrie, au commerce et généralement à la vie sociale, n'ont profité jusqu'à présent qu'aux classes privilégiées, aussi bien qu'à la puissance des États, ces protecteurs éternels de toutes les iniquités

politiques et sociales, jamais aux masses populaires. Nous n'avons qu'à nommer les machines, pour que chaque ouvrier et chaque partisan sincère de l'émancipation du travail nous donne raison. Par quelle force les classes privilégiées se maintiennent-elles encore aujourd'hui, avec tout leur bonheur insolent et toutes leurs jouissances iniques, contre l'indignation si légitime des masses populaires ? Est-ce par une force qui leur serait inhérente à elles-mêmes ? Non, c'est uniquement par la force de l'État, dans lequel d'ailleurs leurs enfants remplissent aujourd'hui, comme ils l'ont fait toujours, toutes les fonctions dominantes, et même toutes les fonctions moyennes et inférieures, moins celles des travailleurs et des soldats. Et qu'est-ce qui constitue aujourd'hui principalement la puissance des États ? C'est la science.

Oui, c'est la science. Science de gouvernement, d'administration, et science financière ; science de tondre les troupeaux populaires sans trop les faire crier, et, quand ils commencent à crier, science de leur imposer le silence, la patience et l'obéissance par une force scientifiquement organisée ; science de tromper et de diviser les masses populaires, de les maintenir toujours dans une ignorance salutaire, afin qu'elles ne puissent jamais, en s'entr'aidant et en réunissant leurs efforts, créer une puissance capable de renverser les États ; science militaire avant tout, avec toutes ses armes perfectionnées, et ces formidables instruments de destruction qui « font merveille » [44] ; science du génie enfin, qui a créé les bateaux à vapeur, les chemins de fer et les télégraphes ; les chemins de fer qui, utilisés par la stratégie militaire, décuplent la puissance défensive et offensive des États ; et les télégraphes, qui, en transformant chaque gouvernement en un Briarée à cent, à mille bras, lui donnant la possibilité d'être présent, d'agir et de saisir partout, créent les centralisations politiques les plus formidables qui aient jamais

44 Allusion au mot du général de Failly au lendemain de Mentana (3 novembre 1867) : « Les chassepots ont fait merveille », — mot qui était encore dans toutes les mémoires.

existé au monde.

Qui peut donc nier que tous les progrès de la science, sans aucune exception, n'aient tourné jusqu'ici qu'à l'augmentation de la richesse des classes privilégiées et de la puissance des États, au détriment du bien-être et de la liberté des masses populaires, du prolétariat ? Mais, objectera-t-on, est-ce que les masses populaires n'en profitent pas aussi ? Ne sont-elles pas beaucoup plus civilisées dans notre société qu'elles ne l'étaient dans les siècles passés ?

À ceci nous répondrons par une observation de Lassalle, le célèbre socialiste allemand. Pour juger des progrès des masses ouvrières, au point de vue de leur émancipation politique et sociale, il ne faut point comparer leur état intellectuel dans le siècle présent avec leur état intellectuel dans les siècles passés. Il faut considérer si, à partir d'une époque donnée, la différence qui existait alors entre elles et les classes privilégiées ayant été constatée, elles ont progressé dans la même mesure que ces dernières. Car s'il y a eu égalité dans ces deux progrès respectifs, la distance intellectuelle qui les sépare aujourd'hui du monde privilégié sera la même ; si le prolétariat progresse davantage et plus vite que les privilégiés, cette distance sera devenue nécessairement plus petite ; mais si au contraire le progrès de l'ouvrier est plus lent et par conséquent moindre que celui de l'homme des classes dominantes, dans le même espace de temps, cette distance se sera agrandie : l'abîme qui les séparait sera devenu plus large, l'homme privilégié est devenu plus puissant, l'ouvrier est devenu plus dépendant, plus esclave qu'à l'époque qui a été prise pour point de départ. Si nous quittons tous les deux, à la même heure, deux points différents, vous ayant cent pas d'avance sur moi, et que vous fassiez soixante pas, moi seulement trente par minute, au bout d'une heure la distance qui nous séparera ne sera plus de cent, mais de dix-neuf cents pas.

Cet exemple donne une idée tout à fait juste des progrès respectifs delà bourgeoisie et du prolétariat. Jusqu'ici les bourgeois ont marché plus vite dans la voie de la civilisation

que les prolétaires, non que leur intelligence ait été naturellement plus puissante que celle de ces derniers, — aujourd'hui à bon droit on pourrait dire tout le contraire, — mais parce que l'organisation économique et politique de la société a été telle, jusqu'ici, que les bourgeois seuls ont pu s'instruire, que la science n'a existé que pour eux, et que le prolétariat s'est trouvé condamné à une ignorance forcée, de sorte que s'il avance quand même, — et ses progrès sont indubitables, — ce n'est pas grâce à la société, mais bien malgré elle.

Nous nous résumons. Dans l'organisation actuelle de la société, les progrès de la science ont été la cause de l'ignorance *relative* du prolétariat, aussi bien que les progrès de l'industrie et du commerce ont été la cause de sa misère *relative*. Progrès intellectuels et progrès matériels ont donc également contribué à augmenter son esclavage. Qu'en résulte-t-il ? C'est que nous devons rejeter et combattre cette science bourgeoise, de même que nous devons rejeter et combattre la richesse bourgeoise. Les combattre et les rejeter dans ce sens, que, détruisant l'ordre social qui en fait le patrimoine d'une ou de plusieurs classes, nous devons les revendiquer comme le bien commun de tout le monde.

II

(*Égalité* du 14 août 1869.)

Nous avons démontré que tant qu'il y aura deux ou plusieurs degrés d'instruction pour les différentes couches de la société, il y aura nécessairement des classes, c'est-à-dire des privilèges économiques et politiques pour un petit nombre d'heureux, et l'esclavage et la misère pour le grand nombre.

Membres de l'Association internationale des travailleurs, nous voulons l'égalité, et, parce que nous la voulons, nous devons vouloir aussi l'instruction intégrale, égale pour tout le monde.

Mais si tout le monde est instruit, qui voudra travailler ? demande-t-on. Notre réponse est simple : *Tout le monde doit travailler, et tout le monde doit être instruit*. À ceci, on répond fort souvent que ce mélange de travail industriel avec le travail intellectuel ne pourra avoir lieu qu'au détriment de l'un et de l'autre : les travailleurs manuels feront de mauvais savants, et les savants ne seront jamais que de bien tristes ouvriers. Oui, dans la société actuelle, où le travail manuel et le travail de l'intelligence sont également faussés par l'isolement tout artificiel auquel on les a condamnés tous les deux. Mais nous sommes convaincus que dans l'homme vivant et complet, chacune de ces deux activités, musculaire et nerveuse, doit être également développée, et que, loin de se nuire mutuellement, chacune doit appuyer, élargir et renforcer l'autre : la science du savant deviendra plus féconde, plus utile et plus large quand le savant n'ignorera plus le travail manuel, et le travail de l'ouvrier instruit sera plus intelligent et par conséquent plus productif que celui de l'ouvrier ignorant.

D'où il suit que, dans l'intérêt même du travail aussi bien que dans celui de la science, il faut qu'il n'y ait plus ni ouvriers, ni savants, mais seulement des hommes.

Il en résultera ceci, que les hommes qui, par leur intelligence supérieure, sont aujourd'hui entraînés dans le monde exclusif de la science et qui, une fois établis dans ce monde, cédant à la nécessité d'une position toute bourgeoise, font tourner toutes leurs inventions à l'utilité exclusive de la classe privilégiée dont ils font eux-mêmes partie, — que ces hommes, une fois qu'ils deviendront réellement solidaires de tout le monde, solidaires, non en imagination ni en paroles seulement, mais dans le fait, par le travail, feront tourner tout aussi nécessairement les découvertes et les applications de la science à l'utilité de tout le monde, et avant tout à l'allégement et à l'ennoblissement du travail, cette base, la seule légitime et la seule réelle, de l'humaine société.

Il est possible et même très probable qu'à l'époque de transition plus ou moins longue qui succédera naturellement à

la grande crise sociale, les sciences les plus élevées tomberont considérablement au-dessous de leur niveau actuel ; comme il est indubitable aussi que le luxe et tout ce qui constitue les raffinements de la vie devra disparaître de la société pour longtemps, et ne pourra reparaître, non plus comme jouissance exclusive, mais comme un ennoblissement de la vie de tout le monde, que lorsque la société aura conquis le nécessaire pour tout le monde. Mais cette éclipse temporaire de la science supérieure sera-t-elle un si grand malheur ? Ce que la science perdra en élévation sublime, ne le gagnera-t-elle pas en élargissant sa base ? Sans doute, il y aura moins de savants illustres, mais en même temps il y aura moins d'ignorants. Il n'y aura plus ces quelques hommes qui touchent les cieux, mais, par contre, des millions d'hommes qui, aujourd'hui, eussent été avilis, écrasés, marcheront humainement sur la terre ; point de demi-dieux, point d'esclaves. Les demi-dieux et les esclaves s'humaniseront à la fois, les uns en descendant un peu, les autres en montant beaucoup. Il n'y aura donc plus de place ni pour la divinisation, ni pour le mépris. Tous se donneront la main, et, une fois réunis, tous marcheront avec un entrain nouveau à de nouvelles conquêtes, aussi bien dans la science que dans la vie.

Loin donc de redouter cette éclipse, d'ailleurs tout à fait momentanée, de la science, nous l'appelons au contraire de tous nos vœux, puisqu'elle aura pour effet d'humaniser les savants et les travailleurs manuels à la fois, de réconcilier la science et la vie. Et nous sommes convaincus qu'une fois cette base nouvelle conquise, les progrès de l'humanité, tant dans la science que dans la vie, dépasseront bien vite tout ce que nous avons vu et tout ce que nous pouvons imaginer aujourd'hui.

Mais ici se présente une autre question : *Tous les individus sont-ils également capables de s'élever au même degré d'instruction ?* Imaginons une société organisée selon le mode le plus égalitaire et dans laquelle tous les enfants auront dès leur naissance le même point de départ, tant sous le rapport économique et social que sous le rapport politique, c'est-à dire

absolument le même entretien, la même éducation, la même instruction ; n'y aura-t-il pas, parmi ces milliers de petits individus, des différences infinies d'énergie, de tendances naturelles, d'aptitudes ?

Voilà le grand argument de nos adversaires, bourgeois purs et socialistes bourgeois. Ils le croient irrésistible. Tâchons donc de leur prouver le contraire. D'abord, de quel droit se fondent-ils sur le principe des capacités individuelles ? Y a-t-il place pour le développement de ces capacités dans la société telle qu'elle est ? Peut-il y avoir une place pour leur développement dans une société qui continuera d'avoir pour base économique le droit d'héritage ? Évidemment non, car, du moment qu'il y aura héritage, la carrière des enfants ne sera jamais le résultat de leurs capacités et de leur énergie individuelle : elle sera avant tout celui de l'état de fortune, de la richesse ou de la misère de leurs familles. Les héritiers riches, mais sots, recevront une instruction supérieure ; les enfants les plus intelligents du prolétariat continueront à recevoir en héritage l'ignorance, tout à fait comme cela se pratique maintenant. N'est-ce donc pas une hypocrisie que de parler non seulement dans la présente société, mais même en vue d'une société réformée, qui continuerait toutefois d'avoir pour bases la propriété individuelle et le droit d'héritage ? n'est-ce pas une infâme tromperie que d'y parler de droits individuels fondés sur des capacités individuelles ?

On parle tant de liberté individuelle aujourd'hui, et pourtant ce qui domine ce n'est pas du tout l'individu humain, l'individu pris en général, c'est l'individu privilégié par sa position sociale, c'est donc la position, c'est la classe. Qu'un individu intelligent de la bourgeoisie ose seulement s'élever contre les privilèges économiques de cette classe respectable, et l'on verra combien ces bons bourgeois, qui n'ont à la bouche à cette heure que la liberté individuelle, respecteront la sienne ! Que nous parle-t-on de capacités individuelles ! Ne voyons-nous pas chaque jour les plus grandes capacités ouvrières et bourgeoises forcées de céder le pas et même de courber le front

devant la stupidité des héritiers du veau d'or ? La liberté individuelle, non privilégiée mais humaine, les capacités réelles des individus ne pourront recevoir leur plein développement qu'en pleine égalité. Quand il y aura *l'égalité du point de départ* pour tous les hommes sur la terre, alors seulement — en sauvegardant toutefois les droits supérieurs de la solidarité, qui est et restera toujours le plus grand producteur de toutes les choses sociales : intelligence humaine et biens matériels — alors on pourra dire, avec bien plus de raison qu'aujourd'hui, que tout individu est le fils de ses œuvres. D'où nous concluons que, pour que les capacités individuelles prospèrent et ne soient plus empêchées de porter tous leurs fruits, il faut avant tout que tous les privilèges individuels, tant économiques que politiques, aient disparu, c'est-à-dire que toutes les classes soient abolies. Il faut la disparition de la propriété individuelle et du droit d'héritage, il faut le triomphe économique, politique et social de l'égalité.

Mais une fois l'égalité triomphante et bien établie, n'y aura-t-il plus aucune différence entre les capacités et les degrés d'énergie des différents individus ? Il y en aura, pas autant qu'il en existe aujourd'hui peut-être, mais il y en aura toujours sans doute. C'est une vérité passée en proverbe, et qui, probablement, ne cessera jamais d'être une vérité, qu'il n'y a point sur le même arbre deux feuilles qui soient identiques. À plus forte raison sera-ce toujours vrai par rapport aux hommes, les hommes étant des êtres beaucoup plus complexes que les feuilles. Mais cette diversité, loin d'être un mal, est au contraire, comme l'a tort bien observé le philosophe allemand Feuerbach, une richesse de l'humanité. Grâce à elle, l'humanité est un tout collectif dans lequel chacun complète tous et a besoin de tous ; de sorte que cette diversité infinie des individus humains est la cause même, la base principale de leur solidarité, un argument tout-puissant en faveur de l'égalité.

Au fond, même dans la société actuelle, si l'on excepte deux catégories d'hommes, les hommes de génie et les idiots, et si l'on fait abstraction des différences créées artificiellement par

l'influence de mille causes sociales, telles qu'éducation, instruction, position économique et politique, qui diffèrent non seulement dans chaque couche de la société, mais presque dans chaque famille, on reconnaîtra qu'au point de vue des capacités intellectuelles et de l'énergie morale, l'immense majorité des hommes se ressemblent beaucoup ou qu'au moins ils se valent, la faiblesse de chacun sous un rapport étant presque toujours compensée par une force équivalente sous un autre rapport, de sorte qu'il devient impossible de dire qu'un homme pris dans cette masse soit beaucoup au-dessus ou au-dessous de l'autre. L'immense majorité des hommes ne sont pas identiques, mais équivalents et par conséquent égaux. Il ne reste donc, pour l'argumentation de nos adversaires, que les hommes de génie et les idiots.

L'idiotisme est, on le sait, une maladie physiologique et sociale. Il doit donc être traité non dans les écoles, mais dans les hôpitaux, et l'on a droit d'espérer que l'introduction d'une hygiène sociale plus rationnelle, et surtout plus soucieuse de la santé physique et morale des individus, que celle d'aujourd'hui, et l'organisation égalitaire de la nouvelle société, finiront par faire complètement disparaître de la surface de la terre cette maladie si humiliante pour l'espèce humaine. Quant aux hommes de génie, il faut d'abord observer qu'heureusement, ou malheureusement, comme on voudra, ils n'ont jamais apparu dans l'histoire que comme de très rares exceptions à toutes les règles connues, et on n'organise pas les exceptions. Espérons toutefois que la société à venir trouvera dans l'organisation réellement pratique et populaire de sa force collective le moyen de rendre ces grands génies moins nécessaires, moins écrasants et plus réellement bienfaisants pour tout le monde. Car il ne faut jamais oublier le mot profond de Voltaire : « Il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que les plus grands génies, c'est tout le monde ». Il ne s'agit donc plus que d'organiser ce *tout le monde* par la plus grande liberté fondée sur la plus complète égalité, économique, politique et sociale, pour qu'il n'ait plus rien à craindre des velléités dictatoriales et de l'ambition

despotique des hommes de génie.

Quant à produire des hommes de génie par l'éducation, il ne faut pas y penser. D'ailleurs, de tous les hommes de génie connus, aucun ou presque aucun ne s'est manifesté comme tel dans son enfance, ni dans son adolescence, ni même dans sa première jeunesse. Il ne se sont montrés tels que dans la maturité de leur âge, et plusieurs n'ont été reconnus qu'après leur mort, tandis que beaucoup de grands hommes manqués, qui avaient été proclamés pendant leur jeunesse pour des hommes supérieurs, ont fini leur carrière dans la plus complète nullité. Ce n'est donc jamais dans l'enfance, ni même dans l'adolescence, qu'on peut déterminer les supériorités et les infériorités relatives des hommes, ni le degré de leurs capacités, ni leurs penchants naturels. Toutes ces choses ne se manifestent et ne se déterminent que par le développement des individus, et, comme il y a des natures précoces et d'autres fort lentes, quoique nullement inférieures, et souvent même supérieures, aucun maître d'école ne pourra jamais préciser d'avance la carrière et le genre d'occupations que les enfants choisiront lorsqu'ils seront arrivés à l'âge de la liberté.

D'où il résulte que la société, sans aucune considération pour la différence réelle ou fictive des penchants et des capacités, et n'ayant aucun moyen pour déterminer, ni aucun droit de fixer, la carrière future des enfants, doit à tous, sans exception, *une éducation et une instruction absolument égale*.

III

(*Égalité* du 14 août 1869.)

L'instruction à tous les degrés doit être égale pour tous, par conséquent elle doit être intégrale, c'est-à-dire qu'elle doit préparer chaque enfant des deux sexes aussi bien à la vie de la pensée qu'à celle du travail, afin que tous puissent également devenir des hommes complets.

La philosophie positive [45], ayant détrôné dans les esprits les fables religieuses et les rêveries de la métaphysique, nous permet d'entrevoir ce que doit être, dans l'avenir, l'instruction scientifique. Elle aura la connaissance de la nature pour base et la sociologie pour couronnement. L'idéal, cessant d'être le dominateur et le violateur de la vie, comme il l'est toujours dans tous les systèmes métaphysiques et religieux, ne sera désormais rien que la dernière et la plus belle expression du monde réel. Cessant d'être un rêve, il deviendra lui-même une réalité.

Aucun esprit, quelque puissant qu'il soit, n'étant capable d'embrasser dans leur spécialité toutes les sciences, et, d'un autre côté, une connaissance générale de toutes les sciences étant absolument nécessaire pour le développement complet de l'esprit, l'enseignement se divisera naturellement en deux parties : la partie générale, qui donnera les éléments principaux de toutes les sciences sans aucune exception, aussi bien que la connaissance, non superficielle, mais bien réelle, de leur ensemble ; et la partie spéciale, nécessairement divisée en plusieurs groupes ou facultés, dont chacune embrassera dans toute leur spécialité un certain nombre de sciences qui, par leur nature même, sont particulièrement appelées à se compléter.

La première partie, la partie générale, sera obligatoire pour tous les enfants ; elle constituera, si nous pouvons nous exprimer ainsi, l'éducation humaine de leur esprit, remplaçant complètement la métaphysique et la théologie, et plaçant en même temps les enfants à un point de vue assez élevé pour que, une fois parvenus à l'âge de l'adolescence, ils puissent choisir avec pleine connaissance de cause la faculté spéciale qui conviendra le mieux à leurs dispositions individuelles, à leurs goûts.

Il arrivera sans doute qu'en choisissant leur spécialité

45 Par cette expression de « philosophie positive », Bakounine n'entend nullement le *positivisme* ou *comtisme*, dont il a si bien montré les défauts dans son *Appendice (Considérations philosophiques sur le fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme*, imprimé au tome III des *Œuvres*. Il veut parler de la philosophie scientifique en général, qui s'appuie sur l'observation et l'expérience.

scientifique, les adolescents, influencés par quelque cause secondaire, soit extérieure, soit même intérieure, se tromperont quelquefois, et qu'ils pourront opter d'abord pour une faculté et pour une carrière qui ne seront pas précisément celles qui conviendraient le mieux à leurs aptitudes. Mais comme nous sommes, nous, les partisans non hypocrites mais sincères de la *liberté individuelle* ; comme, au nom de cette liberté, nous détestons de toute notre cœur le principe de l'autorité ainsi que toutes les manifestations possibles de ce principe divin, anti-humain ; comme nous détestons et condamnons, de toute la profondeur de notre amour pour la liberté, l'autorité paternelle aussi bien que celle du maître d'école ; comme nous les trouvons également démoralisantes et funestes, et que l'expérience de chaque jour nous prouve que le père de famille et le maître d'école, malgré leur sagesse obligée et proverbiale, et à cause même de cette sagesse, se trompent sur les capacités de leurs enfants, encore plus facilement que les enfants eux-mêmes, et que d'après cette loi tout humaine, loi incontestable, fatale, que tout homme qui domine ne manque jamais d'abuser, les maîtres d'école et les pères de famille, en déterminant arbitrairement l'avenir des enfants, interrogent beaucoup plus leurs propres goûts que les tendances naturelles des enfants ; comme, enfin, les fautes commises par le despotisme sont toujours plus funestes et moins réparables que celles qui sont commises par la liberté, nous maintenons, pleine et entière, contre tous les tuteurs officiels, officieux, paternels et pédants du monde, la liberté des enfants de choisir et de déterminer leur propre carrière.

S'ils se trompent, l'erreur même qu'ils auront commise leur servira d'enseignement efficace pour l'avenir, et l'instruction générale qu'ils auront reçue servant de lumière, ils pourront facilement revenir dans la voie qui leur est indiquée par leur propre nature.

Les enfants, comme les hommes mûrs, ne deviennent sages que par les expériences qu'ils font eux-mêmes, jamais par celles d'autrui.

Dans l'instruction intégrale, à côté de l'enseignement *scientifique* ou *théorique*, il doit y avoir nécessairement l'enseignement *industriel* ou *pratique*. C'est ainsi seulement que se formera l'homme complet : le travailleur qui comprend et qui sait.

L'enseignement industriel, parallèlement avec l'enseignement scientifique, se partagera comme lui en deux parties : l'enseignement général, celui qui doit donner aux enfants l'idée générale et la première connaissance pratique de toutes les industries, sans en excepter aucune, aussi bien que l'idée de leur ensemble, qui constitue la civilisation en tant que matérielle, la totalité du travail humain ; et la partie spéciale, divisée en groupes d'industries plus spécialement liées entre elles.

L'enseignement général doit préparer les adolescents à choisir librement le groupe spécial d'industries, et parmi ces dernières, l'industrie toute particulière, pour lesquels ils se sentiront le plus de goût. Une fois entrés dans cette seconde phase de l'enseignement industriel, ils feront sous la direction de leurs professeurs les premiers apprentissages du travail sérieux.

À côté de l'enseignement scientifique et industriel, il y aura nécessairement aussi l'enseignement pratique, ou plutôt une série successive d'expériences de la morale, non divine, mais humaine. La morale divine est fondée sur deux principes immoraux : le respect de l'autorité et le mépris de l'humanité. La morale humaine ne se fonde, au contraire, que sur le mépris de l'autorité et sur le respect de la liberté et de l'humanité. La morale divine considère le travail comme une dégradation et comme un châtiment ; la morale humaine voit en lui la condition suprême du bonheur humain et de l'humaine dignité. La morale divine, par une conséquence nécessaire, aboutit à une politique qui ne reconnaît de droits qu'à ceux qui, par leur position économiquement privilégiée, peuvent vivre sans travailler. La morale humaine n'en accorde qu'à ceux qui vivent en travaillant ; elle reconnaît que par le travail seul l'homme

devient homme.

L'éducation des enfants, prenant pour point de départ l'autorité, doit successivement aboutir à la plus entière liberté. Nous entendons par liberté, au point de vue positif, le plein développement de toutes les facultés qui se trouvent en l'homme, et, au point de vue négatif, l'entière indépendance de la volonté de chacun vis-à-vis de celle d'autrui.

L'homme n'est point et ne sera jamais libre vis-à-vis des lois naturelles, vis-à-vis des lois sociales ; les lois, qu'on divise ainsi en deux catégories pour la plus grande commodité de la science, n'appartiennent en réalité qu'aune seule et même catégorie, car elles sont toutes également des lois naturelles, des lois fatales et qui constituent la base et la condition même de toute existence, de sorte qu'aucun être vivant ne saurait se révolter contre elles sans se suicider.

Mais il faut bien distinguer ces lois naturelles des lois autoritaires, arbitraires, politiques, religieuses, criminelles et civiles, que les classes privilégiées ont établies au cours de l'histoire, toujours dans l'intérêt de l'exploitation du travail des masses ouvrières, à seule fin de museler la liberté de ces masses, lois qui, sous le prétexte d'une moralité fictive, ont toujours été la source de la plus profonde immoralité. Ainsi, obéissance involontaire et fatale à toutes les lois qui, indépendantes de toute volonté humaine, sont la vie même de la nature et de la société ; mais indépendance aussi absolue que possible de chacun vis-à-vis de toutes les prétentions de commandement, vis-à-vis de toutes les volontés humaines, tant collectives qu'individuelles, qui voudraient imposer non leur influence naturelle, mais leur loi, leur despotisme.

Quant à l'influence naturelle que les hommes exercent les uns sur les autres, c'est encore une de ces conditions de la vie sociale contre lesquelles la révolte serait aussi inutile qu'impossible. Cette influence est la base même, matérielle, intellectuelle et morale, de l'humaine solidarité. L'individu humain, produit de la solidarité, c'est-à-dire de la société, tout en restant soumis à ses lois naturelles, peut bien, sous

l'influence de sentiments venus du dehors, et notamment d'une société étrangère, réagir contre elle jusqu'à un certain degré, mais il ne saurait en sortir sans se placer aussitôt dans un autre milieu solidaire et sans y subir aussitôt de nouvelles influences. Car, pour l'homme, la vie en dehors de toute société et de toutes les influences humaines, l'isolement absolu, c'est la mort intellectuelle, morale et matérielle aussi. La solidarité est non le produit, mais la mère de l'individualité, et la personnalité humaine ne peut naître et se développer que dans l'humaine société.

La somme des influences sociales dominantes, exprimée par la conscience solidaire ou générale d'un groupe humain plus ou moins étendu, s'appelle l'*opinion publique*. Et qui ne sait l'action toute-puissante exercée par l'opinion publique sur tous les individus ? L'action des lois restrictives les plus draconiennes est nulle en comparaison avec elle. C'est donc elle qui est par excellence l'éducatrice des hommes ; d'où il résulte que, pour moraliser les individus, il faut moraliser avant tout la société elle-même, il faut humaniser son opinion ou sa conscience publique.

IV

(*Égalité* du 21 août 1869).

Pour moraliser les hommes, avons-nous dit, il faut moraliser le milieu social.

Le socialisme, fondé sur la science positive, repousse absolument la doctrine du *libre arbitre* ; il reconnaît que tout ce qu'on appelle vices et vertus des hommes est absolument le produit de l'action combinée de la nature et de la société. La nature, en tant qu'action ethnographique, physiologique et pathologique, crée les facultés et dispositions qu'on appelle naturelles, et l'organisation sociale les développe, ou en arrête, ou en fausse le développement. Tous les individus, sans aucune exception, sont à tous les moments de leur vie ce que la nature et la société les a faits.

Ce n'est que grâce à cette *fatalité* naturelle et sociale que

la science statistique est possible. Cette science ne se contente pas de constater et d'énumérer les faits sociaux ; elle en cherche l'enchaînement et la corrélation avec l'organisation de la société. La statistique criminelle, par exemple, constate que dans un même pays, dans une même ville, pendant une période de dix, de vingt, de trente ans, et quelquefois davantage, si aucune crise politique et sociale n'est venue changer les dispositions de la société, le même crime ou le même délit se reproduit chaque année, à peu de chose près, dans la même proportion ; et ce qui est encore plus remarquable, c'est que le mode de leur perpétration se reproduit presque le même nombre de fois dans une année que dans l'autre : par exemple, le nombre des empoisonnements, des homicides par le fer ou par les armes à feu, aussi bien que le nombre des suicides par tel ou tel autre moyen, sont presque toujours les mêmes. Ce qui a fait dire au célèbre statisticien belge Quetelet ces paroles mémorables : « La société prépare les crimes et les individus ne font que les exécuter ».

Ce retour périodique des mêmes faits sociaux n'aurait pu avoir lieu, si les dispositions intellectuelles et morales des hommes, aussi bien que les actes de leur volonté, avaient pour source le libre arbitre. Ou bien ce mot de libre arbitre n'a pas de sens, ou bien il signifie que l'individu humain se détermine spontanément, par lui-même, en dehors de toute influence extérieure, soit naturelle, soit sociale. Mais s'il en était ainsi, tous les hommes ne procédant que d'eux-mêmes, il y aurait dans le monde la plus grande anarchie ; toute solidarité entre eux deviendrait impossible, et tous ces millions de volontés absolument indépendantes les unes des autres, et se heurtant les unes contre les autres, tendraient nécessairement à s'entredétruire et finiraient même par le faire, s'il n'y avait au-dessus d'elles la despotique volonté de la divine Providence, qui « les mène pendant qu'elles s'agitent », et qui, les anéantissant toutes à la fois, impose à cette humaine confusion l'ordre divin.

Aussi voyons-nous tous les adhérents du principe du libre arbitre poussés fatalement par la logique à reconnaître

l'existence et l'action d'une divine Providence. C'est la base de toutes les doctrines théologiques et métaphysiques, un système magnifique qui a longtemps réjoui la conscience humaine, et qui, au point de vue de la réflexion abstraite ou de l'imagination religieuse et poétique, vu de loin, semble en effet plein d'harmonie et de grandeur. Il est malheureux seulement que la réalité historique qui a correspondu à ce système ait toujours été affreuse, et que le système lui-même ne puisse supporter la critique scientifique.

En effet, nous savons que tant que le droit divin a régné sur la terre, l'immense majorité des hommes a été brutalement et impitoyablement exploitée, tourmentée, opprimée, décimée ; nous savons qu'encore aujourd'hui c'est toujours au nom de la divinité théologique ou métaphysique qu'on s'efforce de retenir les masses populaires dans l'esclavage ; et il n'en peut être autrement, car, du moment qu'il est une divine volonté qui gouverne le monde, qui gouverne la nature et la société, la liberté humaine est absolument annulée. La volonté de l'homme est nécessairement impuissante en présence de la volonté divine. Qu'en résulte-t-il ? C'est qu'en voulant défendre la liberté métaphysique abstraite ou fictive de l'homme, le libre arbitre, on est forcé de nier sa liberté réelle. En présence de la toute-puissance et de l'omniprésence divines, l'homme est esclave. La liberté de l'homme en général étant détruite par la providence divine, il ne reste plus que le privilège, c'est-à-dire les droits spéciaux accordés par la grâce divine à tel individu, à telle hiérarchie [46], à telle dynastie, à telle classe.

De même, la Providence divine rend toute science impossible, ce qui veut dire qu'elle est tout simplement la négation de la raison humaine, ou bien que, pour la reconnaître, il faut renoncer à son propre bon sens. Du moment que le monde est gouverné par la volonté divine, il ne faut plus y chercher l'enchaînement naturel des faits, mais une série de manifestations de cette volonté suprême, dont, comme dit la

46 Bakounine paraît prendre ici le mot *hiérarchie* dans son acception étymologique, « gouvernement sacerdotal ».

Sainte Ecriture, les décrets sont et doivent rester toujours impénétrables pour la raison humaine, sous peine de perdre leur caractère divin. La divine Providence n'est pas seulement la négation de toute logique humaine, mais encore de la logique en général, car toute logique implique une nécessité naturelle, et cette nécessité serait contraire à la liberté divine ; c'est, au point de vue humain, le triomphe du non-sens. Ceux qui veulent croire doivent donc renoncer aussi bien à la liberté qu'à la science ; et, en se laissant exploiter, bâtonner par les privilégiés du bon Dieu, répéter avec Tertullien : *Je crois parce que c'est absurde*, en y ajoutant cet autre mot, aussi logique que le premier : *Et je veux l'iniquité*.

Quant à nous, qui renonçons volontairement aux félicités d'un autre monde, et qui revendiquons le triomphe complet de l'humanité sur cette terre, nous avouons humblement que nous ne comprenons rien à la logique divine, et que nous nous contenterons de la logique humaine fondée sur l'expérience et sur la connaissance de l'enchaînement des faits, tant naturels que sociaux.

Cette expérience accumulée, coordonnée et réfléchie, que nous appelons la science, nous démontre que le libre arbitre est une fiction impossible, contraire à la nature même des choses ; que ce qu'on appelle volonté n'est rien que le produit de l'exercice d'une faculté nerveuse, comme notre force physique n'est rien aussi que le produit de l'exercice de nos muscles, et que par conséquent l'une et l'autre sont également des produits de la vie naturelle et sociale, c'est-à-dire des conditions physiques et sociales au milieu desquelles chaque individu est né, et dans lesquelles il continue de se développer ; et nous répétons que tout homme, à chaque moment de sa vie, est le produit de l'action combinée de la nature et de la société, d'où résulte clairement la vérité de ce que nous avons énoncé dans notre précédent article : que pour moraliser les hommes, il faut moraliser le milieu social.

Pour le moraliser, il n'est qu'un seul moyen : c'est d'y faire

triompher la justice, c'est-à-dire la plus complète liberté [47] de chacun, dans la plus parfaite égalité de tous. L'inégalité des conditions et des droits, et l'absence de liberté pour chacun, qui en est le résultat nécessaire, voilà la grande iniquité collective, qui donne naissance à toutes les iniquités individuelles. Supprimez-la, et toutes les autres disparaîtront.

Nous craignons bien, vu le peu d'empressement que les hommes du privilège montrent à se laisser moraliser, ou, ce qui veut dire la même chose, à se laisser égaliser, que le triomphe de la justice ne puisse s'effectuer que par la révolution sociale. Nous n'avons pas à en parler aujourd'hui, nous nous bornerons cette fois à proclamer cette vérité, d'ailleurs si évidente, que tant que le milieu social ne se moralisera pas, la moralité des individus sera impossible.

Pour que les hommes soient moraux, c'est-à-dire des hommes complets dans le plein sens de ce mot, il faut trois choses : une naissance hygiénique, une instruction rationnelle et intégrale, accompagnée d'une éducation fondée sur le respect du travail, de la raison, de l'égalité et de la liberté, et un milieu social où chaque individu humain, jouissant de sa pleine liberté, serait réellement, de droit et de fait, l'égal de tous les autres.

Ce milieu existe-t-il ? Non. Donc, il faut le fonder. Si dans le milieu qui existe on parvenait même à fonder des écoles qui donneraient à leurs élèves l'instruction et l'éducation aussi parfaites que nous pourrons les imaginer, parviendraient-elles à créer des hommes justes, libres, moraux ? Non, car en sortant de l'école ils se trouveraient au milieu d'une société qui est dirigée par des principes tout contraires, et, comme la société est toujours plus forte que les individus, elle ne tarderait pas aies dominer, c'est-à-dire à les démoraliser. Ce qui est plus, c'est

47 Nous avons déjà dit que nous entendons par liberté, d'un côté, le développement aussi complet que possible de toutes les facultés naturelles de chaque individu, et de l'autre son indépendance, non vis-à-vis des lois naturelles et sociales, mais vis-à-vis de toutes les lois imposées par d'autres volontés humaines, soit collectives, soit isolées. (*Note de Bakounine.*)

que la fondation même de telles écoles est impossible dans le milieu social actuel. Car la vie sociale embrasse tout, elle envahit les écoles aussi bien que la vie des familles et de tous les individus qui en font partie.

Les instituteurs, les professeurs, les parents sont tous membres de cette société, tous plus ou moins abêtis ou démoralisés par elle. Comment donneraient-ils aux élèves ce qui leur manque à eux-mêmes ? On ne prêche bien la morale que par l'exemple, et, la morale socialiste étant toute contraire à la morale actuelle, les maîtres, nécessairement dominés plus ou moins par cette dernière, feraient devant leurs élèves tout le contraire de ce qu'ils leur prêcheraient. Donc, l'éducation socialiste est impossible dans les écoles ainsi que dans les familles actuelles.

Mais l'instruction intégrale y est également impossible : les bourgeois n'entendent nullement que leurs enfants deviennent des travailleurs, et les travailleurs sont privés de tous les moyens de donner à leurs enfants l'instruction scientifique.

J'aime beaucoup ces bons socialistes bourgeois qui nous crient toujours : « Instruisons d'abord le peuple, et puis émancipons-le ». Nous disons, au contraire : Qu'il s'émancipe d'abord, et il s'instruira de lui-même. Qui instruira le peuple ? est-ce vous ? Mais vous ne l'instruisez pas, vous l'empoisonnez en cherchant à lui inculquer tous les préjugés religieux, historiques, politiques, juridiques et économiques, qui garantissent votre existence contre lui, qui, en même temps, tuent son intelligence, énervent son indignation légitime et sa volonté : Vous le laissez assommer par son travail quotidien et par sa misère, et vous lui dites ; « Instruisez-vous ! » Nous aimerions bien vous voir tous, avec vos enfants, vous instruire, après treize, quatorze, seize heures de travail abrutissant, avec la misère et l'incertitude du lendemain pour toute récompense.

Non, messieurs, malgré tout notre respect pour la grande question de l'instruction intégrale, nous déclarons que ce n'est point là aujourd'hui la plus grande question pour le peuple. La

première question, c'est celle de son émancipation économique, qui engendre nécessairement aussitôt et en même temps son émancipation politique, et bientôt après son émancipation intellectuelle et morale.

En conséquence, nous adoptons pleinement la résolution votée par le Congrès de Bruxelles (1867) :

« Reconnaissant qu'il est pour le moment *impossible d'organiser un enseignement rationnel*, le Congrès invite les différentes sections à établir des cours publics suivant un programme d'enseignement scientifique, professionnel et productif, c'est-à-dire enseignement intégral, pour remédier autant que possible à l'insuffisance de l'instruction que les ouvriers reçoivent actuellement. *Il est bien entendu que la réduction des heures de travail est considérée comme une condition préalable indispensable*. »

Oui, sans doute, les ouvriers feront tout leur possible pour se donner toute l'instruction qu'ils pourront, dans les conditions matérielles dans lesquelles ils se trouvent présentement. Mais, sans se laisser détourner par les voix de sirènes des bourgeois et des socialistes bourgeois, ils concentreront avant tout leurs efforts sur cette grande question de leur émancipation économique, qui doit être la mère de toutes leurs autres émancipations.

XI
Politique de l'internationale

I

(*Égalité* du 7 août 1869.)

« Nous avons cru jusqu'à présent, dit la *Montagne*, que les opinions politiques et religieuses étaient indépendantes de la qualité de membre de l'Internationale ; et, quant à nous, c'est

sur ce terrain que nous nous plaçons [48]. »

On pourrait croire, au premier abord, que M. Coullery a raison. Car, en effet, l'Internationale, en acceptant dans son sein un nouveau membre, ne lui demande pas s'il est religieux ou athée, s'il appartient à tel parti politique ou s'il n'appartient à aucun. Elle lui demande simplement :

Es-tu ouvrier, ou, si tu ne l'es pas, éprouves-tu le besoin et te sens-tu la force d'embrasser franchement, complètement, la cause des ouvriers, de t'identifier avec elle à l'exclusion de toutes les autres causes qui pourraient lui être contraires ?

Sais-tu que les ouvriers, qui produisent toutes les richesses du monde, qui sont les créateurs de la civilisation, et qui ont conquis pour les bourgeois toutes les libertés, sont aujourd'hui condamnés a la misère, à l'ignorance et à l'esclavage ? As-tu compris que la cause principale de tous les maux qu'endure l'ouvrier, c'est la misère, et que cette misère, qui est le lot de tous les travailleurs dans le monde, est une conséquence nécessaire de l'organisation économique actuelle de la société, et notamment de l'asservissement du travail, c'est-à-dire du prolétariat, sous le joug du capital, c'est-à-dire de la bourgeoisie ?

As-tu compris qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie il existe un antagonisme qui est irréconciliable, parce qu'il est une conséquence nécessaire de leurs positions respectives ? Que la prospérité de la classe bourgeoise est incompatible avec le bien-être et la liberté des travailleurs, parce que cette prospérité excessive n'est et ne peut être fondée que sur l'exploitation et sur l'asservissement de leur travail, et que, pour la même raison, la prospérité et la dignité humaine des masses ouvrières exigent absolument l'abolition de la bourgeoisie comme classe séparée ? Que par conséquent la guerre entre le prolétariat et la

48 Comme on le voit par ce début, les articles *Politique de l'Internationale* sont la continuation de la série *La Montagne et M. Coullery*.

bourgeoisie est fatale et ne peut finir que par la destruction de cette dernière ?

As-tu compris qu'aucun ouvrier, quelque intelligent et quelque énergique qu'il soit, n'est capable de lutter seul contre la puissance si bien organisée des bourgeois, puissance représentée et soutenue principalement par l'organisation de l'État, de tous les États ? Que pour te donner de la force tu dois t'associer non avec des bourgeois, — ce qui serait de ta part une sottise ou un crime, parce que tous les bourgeois, en tant que bourgeois, sont nos ennemis irréconciliables, — ni avec des ouvriers infidèles, et qui seraient assez lâches pour aller mendier les sourires et la bienveillance des bourgeois, mais avec des ouvriers honnêtes, énergiques, et qui veulent franchement ce que tu veux ?

As-tu compris qu'en présence de la coalition formidable de toutes les classes privilégiées, de tous les propriétaires capitalistes et de tous les États dans le monde, une association ouvrière isolée, locale ou nationale, appartînt-elle même à l'un des plus grands pays de l'Europe, ne pourra jamais triompher, et que, pour tenir tête à cette coalition et pour obtenir ce triomphe, il ne faut rien de moins que l'union de toutes les associations ouvrières locales et nationales en une association universelle, il faut la grande *Association Internationale des Travailleurs de tous les pays* ?

Si tu sais, si tu as bien compris et si tu veux réellement tout cela, viens à nous, quelles que soient d'ailleurs tes croyances politiques et religieuses. Mais pour que nous puissions t'accepter, tu dois nous promettre :

1° De subordonner désormais tes intérêts personnels, ceux même de ta famille, aussi bien que tes convictions et manifestations politiques et religieuses, à l'intérêt suprême de notre association : la lutte du travail contre le capital, des travailleurs contre la bourgeoisie sur le terrain économique ;

2° De ne jamais transiger avec les bourgeois dans un intérêt personnel ;

3° De ne jamais chercher à t'élever individuellement,

seulement pour ta propre personne, au-dessus de la masse ouvrière, ce qui ferait de toi-même immédiatement un bourgeois, un ennemi et un exploiteur du prolétariat ; car toute la différence entre le bourgeois et le travailleur est celle-ci, que le premier cherche son bien toujours en dehors de la collectivité, et que le second ne le cherche et ne prétend le conquérir que solidairement avec tous ceux qui travaillent et qui sont exploités par le capital bourgeois ;

4° De rester toujours fidèle à la solidarité ouvrière, car la moindre trahison de cette solidarité est considérée par l'Internationale comme le crime le plus grand et comme la plus grande infamie qu'un ouvrier puisse commettre.

En un mot, tu dois accepter franchement, pleinement, nos statuts généraux, et tu prendras l'engagement solennel d'y conformer désormais tes actes et ta vie.

Nous pensons que les fondateurs de l'Association Internationale ont agi avec une très grande sagesse en éliminant d'abord du programme de cette association toutes les questions politiques et religieuses. Sans doute, ils n'ont point manqué eux-mêmes ni d'opinions politiques, ni d'opinions anti-religieuses bien marquées ; mais ils se sont abstenus de les émettre dans ce programme, parce que leur but principal c'était d'unir avant tout les masses ouvrières du monde civilisé dans une action commune. Ils ont dû nécessairement chercher une base commune, une série de simples principes sur lesquels tous les ouvriers, quelles que soient d'ailleurs leurs aberrations politiques et religieuses, pour peu qu'ils soient des ouvriers séreux, c'est-à-dire des hommes durement exploités et souffrants, sont et doivent être d'accord.

S'ils avaient arboré le drapeau d'un système politique ou anti-religieux, loin d'unir les ouvriers de l'Europe, ils les auraient encore plus divisés ; parce que, l'ignorance des ouvriers aidant, la propagande intéressée et au plus haut degré corruptive des prêtres, des gouvernements et de tous les partis politiques bourgeois, sans en excepter les plus rouges, a répandu une foule d'idées fausses dans les masses ouvrières, et

que ces masses aveuglées se passionnent malheureusement encore trop souvent pour des mensonges qui n'ont d'autre but que de leur faire servir, volontairement et stupidement, au détriment de leurs intérêts propres, ceux des classes privilégiées.

D'ailleurs, il existe encore une trop grande différence entre les degrés de développement industriel, politique, intellectuel et moral des masses ouvrières dans les différents pays, pour qu'il soit possible de les unir aujourd'hui par un seul et même programme politique et anti-religieux. Poser un tel programme comme celui de l'Internationale, en faire une condition absolue d'entrée dans cette association, ce serait vouloir organiser une secte, non une association universelle ; ce serait tuer l'Internationale.

Il y a eu encore une autre raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins et *seulement en apparence* toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y a pas eu encore de politique du peuple, — et nous entendons par ce mot le bas peuple, la *canaille ouvrière* qui nourrit le monde de son travail ; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes se sont servies de la puissance musculaire du peuple pour se détrôner mutuellement, et pour se mettre à la place l'une de l'autre. Le peuple à son tour n'a jamais pris parti pour les unes contre les autres que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques, dont aucune n'a pu se faire sans lui, apporterait quelque soulagement à sa misère et à son esclavage séculaires. Il s'est toujours trompé. Même la grande Révolution française l'a trompé. Elle a tué l'aristocratie nobiliaire et a mis à sa place la bourgeoisie. Le peuple ne s'appelle plus ni esclave ni serf, il est proclamé né libre en droit, mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes.

Et ils resteront toujours les mêmes tant que les masses populaires continueront de servir d'instrument à la politique bourgeoise, que cette politique s'appelle conservatrice, libérale,

progressiste, radicale, et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde. Car toute politique bourgeoise, quels que soient son nom et sa couleur, ne peut avoir au fond qu'un seul but : *le maintien de la domination bourgeoise, et la domination bourgeoise, c'est l'esclavage du prolétariat*.

Qu'a dû donc faire l'Internationale ? Elle a dû d'abord détacher les masses ouvrières de toute politique bourgeoise, elle a dû éliminer de son programme tous les programmes politiques bourgeois. Mais, à l'époque de sa fondation, il n'y avait pas dans le monde d'autre politique que celle de l'Église, ou de la monarchie, ou de l'aristocratie, ou de la bourgeoisie ; la dernière, surtout celle de la bourgeoisie radicale, était sans contredit plus libérale et plus humaine que les autres : mais toutes, également fondées sur l'exploitation des masses ouvrières, n'avaient en réalité d'autre but que de se disputer le monopole de cette exploitation. L'Internationale a donc dû commencer par déblayer le terrain, et, comme toute politique, au point de vue de l'émancipation du travail, se trouvait alors entachée d'éléments réactionnaires, elle a du d'abord rejeter de son sein tous les systèmes politiques connus, afin de pouvoir fonder, sur ces ruines du monde bourgeois, la vraie politique des travailleurs, la politique de l'Association Internationale.

II

(*Égalité* du 14 août 1869.)

Les fondateurs de l'Association internationale des travailleurs ont agi avec d'autant plus de sagesse en évitant de poser des principes politiques et philosophiques comme base de cette association, et en ne lui donnant d'abord pour unique fondement que la lutte exclusivement économique du travail contre le capital, qu'ils avaient la certitude que, du moment qu'un ouvrier met le pied sur ce terrain, du moment que,

prenant confiance aussi bien dans son droit que dans sa force numérique, il s'engage avec ses compagnons de travail dans une lutte solidaire contre l'exploitation bourgeoise, il sera nécessairement amené, par la force même des choses, et par le développement de cette lutte, à reconnaître bientôt tous les principes politiques, socialistes et philosophiques de l'Internationale, principes qui ne sont rien, en effet, que, le juste exposé de son point de départ, de son but.

Nous avons exposé ces principes dans nos derniers numéros [49]. Au point de vue politique et social, ils ont pour conséquence nécessaire l'abolition des classes, par conséquent celle de la bourgeoisie, qui est la classe dominante aujourd'hui ; l'abolition de tous les États territoriaux, celle de toutes les patries politiques, et, sur leur ruine, l'établissement de la grande fédération internationale de tous les groupes productifs, nationaux et locaux. Au point de vue philosophique, comme ils ne tendent à rien de moins qu'à la réalisation de l'idéal humain, du bonheur humain, de l'égalité, de la justice et de la liberté sur la terre, que par là même ils tendent à rendre tout à fait inutiles tous les compléments célestes et toutes les espérances d'un monde meilleur, ils auront pour conséquence également nécessaire l'abolition des cultes et de tous les systèmes religieux.

Annoncez tout d'abord ces deux buts à des ouvriers ignorants, écrasés par le travail de chaque jour, et démoralisés, empoisonnés pour ainsi dire sciemment par les doctrines perverses que les gouvernements, de concert avec toutes les castes privilégiées, prêtres, noblesse, bourgeoisie, leur distribuent à pleines mains, et vous les effrayerez ; ils vous repousseront peut-être, sans se douter que toutes ces idées ne sont rien que l'expression la plus fidèle de leurs propres intérêts, que ces buts portent en eux la réalisation de leurs vœux les plus chers ; et qu'au contraire les préjugés religieux et politiques au nom desquels ils les repousseront peut-être sont la cause directe de la prolongation de leur esclavage et de leur

49 Ceux du 31 juillet (article *Le Jugement de M. Coullery*) et du 7 août.

misère.

Il faut bien distinguer entre les préjugés des masses populaires et ceux de la classe privilégiée. Les préjugés des masses, comme nous venons de le dire, ne sont fondés que sur leur ignorance et sont tout contraires à leurs intérêts, tandis que ceux de la bourgeoisie sont précisément fondés sur les intérêts de cette classe, et ne se maintiennent, contre l'action dissolvante de la science bourgeoise elle-même, que grâce à l'égoïsme collectif des bourgeois. Le peuple veut, mais il ne sait pas ; la bourgeoisie sait, mais elle ne veut pas. Lequel des deux est l'incurable ? La bourgeoisie, sans aucun doute.

Règle générale : on ne peut convertir que ceux qui sentent le besoin de l'être, que ceux qui portent déjà dans leurs instincts ou dans les misères de leur position soit extérieure, soit intérieure, tout ce que vous voulez leur donner ; jamais vous ne convertirez ceux qui n'éprouvent le besoin d'aucun changement, ni même ceux qui, tout en désirant sortir d'une position dont ils sont mécontents, sont poussés, par la nature de leurs habitudes morales, intellectuelles et sociales, à chercher une position meilleure dans un monde qui n'est pas celui de vos idées.

Convertissez, je vous prie, au socialisme un noble qui convoite la richesse, un bourgeois qui voudrait se faire noble, ou même un ouvrier qui ne tendrait de toutes les forces de son âme qu'à devenir un bourgeois ! Convertissez encore un aristocrate réel ou imaginaire de l'intelligence, un demi-savant, un quart, un dixième, une centième partie de savant, gens pleins d'ostentation scientifique, et souvent parce qu'ils ont eu seulement la chance d'avoir compris tant bien que mal quelques livres, sont pleins de mépris arrogant pour les masses illettrées, et s'imaginent qu'ils sont appelés à former entre eux une nouvelle caste dominante, c'est-à-dire exploitante.

Aucun raisonnement ni aucune propagande ne seront jamais en état de convertir ces malheureux. Pour les convaincre, il n'est qu'un seul moyen : c'est le fait ; c'est la destruction de la possibilité même des situations privilégiées, de toute

domination et de toute exploitation ; c'est la révolution sociale, qui, en balayant tout ce qui constitue l'inégalité dans le monde, les moralisera en les forçant de chercher leur bonheur dans l'égalité et dans la solidarité.

Il en est autrement des ouvriers sérieux. Nous entendons par ouvriers sérieux tous ceux qui sont réellement écrasés par le poids du travail ; tous ceux dont la position est si précaire et si misérable qu'aucun, à moins de circonstances tout à fait extraordinaires, ne puisse avoir seulement la pensée de conquérir *pour lui-même*, et seulement pour lui-même, dans les conditions économiques d'aujourd'hui et dans le milieu social actuels, une position meilleure ; de devenir, par exemple, à son tour, un patron ou un conseiller d'État. Nous rangeons naturellement aussi dans cette catégorie les rares et généreux ouvriers qui, tout en ayant la possibilité de monter individuellement au-dessus de la classe ouvrière, n'en veulent pas profiter, aimant mieux souffrir encore quelque temps de l'exploitation des bourgeoise, solidairement avec leurs camarades de misère, que de devenir des exploiteurs à leur tour. Ceux-là ont pas besoin d'être convertis ; ils sont des socialistes purs.

Nous parlons de la grande masse ouvrière qui, éreintée par son travail quotidien, est ignorante et misérable. Celle-là, quels que soient les préjugés politiques et religieux qu'on ait tâché et même réussi en partie de faire prévaloir dans sa conscience, *est socialiste sans le savoir* ; elle est, au fond de son instinct, et par la force même de sa position, plus sérieusement, plus réellement socialiste, que ne le sont tous les socialistes scientifiques et bourgeois pris ensemble. Elle l'est par toutes les conditions de son existence matérielle, par tous les besoins de son être, tandis que ces derniers ne le sont que par les besoins de leur pensée ; et, dans la vie réelle, les besoins de l'être exercent toujours une puissance bien plus forte que ceux de la pensée, la pensée étant ici, comme partout et toujours, l'expression de l'être, le reflet de ses développements successifs, mais jamais son principe.

Ce qui manque aux ouvriers, ce n'est pas la réalité, la nécessité réelle des aspirations socialistes, c'est seulement la pensée socialiste. Ce que chaque ouvrier réclame dans le fond de son cœur : une existence pleinement humaine en tant que bien-être matériel et développement intellectuel, fondée sur la justice, c'est-à-dire sur l'égalité et sur la liberté de chacun et de tous dans le travail, — ne peut évidemment pas se réaliser dans le monde politique et social actuel, qui est fondé sur l'injustice et sur l'exploitation cynique du travail des masses ouvrières. Donc, tout ouvrier sérieux est nécessairement un révolutionnaire socialiste, puisque son émancipation ne peut s'effectuer que par le renversement de tout ce qui existe maintenant. Ou bien cette organisation de l'injustice, avec tout appareil de lois iniques et d'institutions privilégiées, doit périr, ou bien les masses ouvrières resteront condamnées à un esclavage éternel.

Voici la pensée socialiste dont les germes se retrouveront dans l'instinct de chaque travailleur sérieux. Le but est donc de lui donner la pleine conscience de ce qu'il veut, de faire naître en lui une pensée qui corresponde à son instinct, car, du moment que la pensée des masses ouvrières se sera élevée à la hauteur de leur instinct, leur volonté sera déterminée, et leur puissance deviendra irrésistible.

Qu'est-ce qui empêche encore le développement plus rapide de cette pensée salutaire au sein des masses ouvrières ? Leur ignorance, et en grande partie les préjugés politiques et religieux par lesquels les classes intéressées s'efforcent encore aujourd'hui d'obscurcir leur conscience et leur intelligence naturelle. Comment dissiper cette ignorance, comment détruire ces préjugés malfaisants ? — Par l'instruction et par la propagande ?

Ce sont sans doute de grands et beaux moyens. Mais dans l'état actuel des masses ouvrières ils sont insuffisants. L'ouvrier isolé est trop écrasé par son travail, et par ses soucis quotidiens, pour avoir beaucoup de temps à donner à son instruction. Et d'ailleurs, qui fera cette propagande ? Seront-ce les quelques

socialistes sincères, issus de la bourgeoisie, qui sont pleins de généreuse volonté, sans doute, mais qui sont trop peu nombreux, d'abord, pour donner à leur propagande toute la largeur nécessaire, et qui, d'un autre côté, appartenant par leur position à un monde différent, n'ont pas sur le monde ouvrier toute la prise qu'il faudrait, et qui excitent en lui des défiances plus ou moins légitimes ?

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », dit le préambule de nos statuts généraux. Et il a mille fois raison de le dire. C'est la base principale de notre grande Association. Mais le monde ouvrier est généralement ignorant, la théorie lui manque encore tout à fait. Donc il ne lui reste qu'une seule voie, c'est celle *de son émancipation par la pratique*. Quelle peut et doit être cette pratique ?

Il n'en est qu'une seule. C'est celle de la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons. C'est *l'organisation et la fédération des caisses de résistance*.

III

(*Égalité* du 21 août 1869.)

Si l'Internationale se montre d'abord indulgente pour les idées conservatrices et réactionnaires, soit en politique, soit en religion, que des ouvriers peuvent avoir en entrant dans son sein, ce n'est pas du tout par indifférence pour ces idées. On ne peut la taxer d'indifférence, puisqu'elle les déteste et les repousse de toutes les forces de son être, toute idée réactionnaire étant le renversement du principe même de l'Internationale, comme nous l'avons déjà démontré dans nos précédents articles.

Cette indulgence, nous le répétons encore, lui est inspirée par une haute sagesse. Sachant parfaitement que tout ouvrier sérieux est un socialiste par toutes les nécessités inhérentes à sa

position misérable, et que des idées réactionnaires, s'il en a, ne peuvent être que l'effet de son ignorance, elle compte sur l'expérience collective qu'il ne peut manquer d'acquérir au sein de l'Internationale, et surtout sur le développement de la lutte collective des travailleurs contre les patrons, pour l'en délivrer.

Et, en effet, du moment qu'un ouvrier, prenant foi dans la possibilité d'une prochaine transformation radicale de la situation économique, associé à ses camarades, commence à lutter sérieusement pour la diminution de ses heures de travail et l'augmentation de son salaire, du moment qu'il commence à s'intéresser vivement à cette lutte toute matérielle, on peut être certain qu'il abandonnera bientôt toutes ses préoccupations célestes, et que, s'habituant à compter toujours davantage sur la force collective des travailleurs, il renoncera volontairement au secours du ciel. Le socialisme prend dans son esprit la place de la religion.

Il en sera de même de sa politique réactionnaire. Elle perdra son soutien principal à mesure que la conscience de l'ouvrier se verra délivrée de l'oppression religieuse. D'un autre côté, la lutte économique, en se développant et en s'étendant toujours davantage, lui fera connaître de plus en plus, d'une manière pratique et par une expérience collective, qui est nécessairement toujours plus instructive et plus large que chaque expérience isolée, ses ennemis véritables, qui sont les classes privilégiées, à savoir le clergé, la bourgeoisie, la noblesse, et l'État ; ce dernier n'étant là que pour sauvegarder tous les privilèges de ces classes, et prenant nécessairement toujours leur parti contre le prolétariat.

L'ouvrier, ainsi engagé dans la lutte, finira forcément par comprendre l'antagonisme irréconciliable qui existe entre ces suppôts de la réaction et ses intérêts humains les plus chers, et, arrivé à ce point, il ne manquera pas de se reconnaître et de se poser carrément comme un socialiste révolutionnaire.

Il n'en est pas ainsi des bourgeois. Tous leurs intérêts sont contraires à la transformation économique de la société ; et si leurs idées y sont contraires aussi, si ces idées sont

réactionnaires, ou, comme on les nomme poliment aujourd'hui, modérées ; si leur intelligence et leur cœur repoussent ce grand acte de justice et d'émancipation que nous appelons la révolution sociale ; s'ils ont horreur de l'égalité sociale réelle, c'est-à-dire de l'égalité politique, sociale et économique à la fois ; si, dans le fond de leur âme, ils veulent garder pour eux-mêmes, pour leur classe ou pour leurs enfants, un seul privilège, ne fût-ce que celui de l'intelligence, comme le font aujourd'hui beaucoup de socialistes bourgeois ; s'ils ne détestent, non-seulement de toute la logique de leur esprit, mais encore de toute la puissance de leur passion, l'ordre de choses actuel, — alors on peut être certain qu'ils resteront des réactionnaires, des ennemis de la cause ouvrière toute leur vie. Il faut les tenir loin de l'Internationale.

Il faut les en tenir bien loin, car ils ne pourraient y entrer que pour la démoraliser et pour la détourner de sa voie. Il est d'ailleurs un signe infaillible auquel les ouvriers peuvent reconnaître si un bourgeois qui demande à être reçu dans leurs rangs vient à eux franchement, sans l'ombre d'hypocrisie et sans la moindre arrière-pensée. Ce signe, ce sont les rapports qu'il a conservés vis-à-vis du monde bourgeois.

L'antagonisme qui existe entre le monde ouvrier et le monde bourgeois prend un caractère de plus en plus prononcé. Tout homme qui pense sérieusement et dont les sentiments et l'imagination ne sont point altérés par l'influence souvent inconsciente de sophismes intéressés, doit comprendre aujourd'hui qu'aucune réconciliation entre eux n'est possible. Les travailleurs veulent l'égalité, et les bourgeois veulent le maintien de l'inégalité. Évidemment l'une détruit l'autre. Aussi la grande majorité des bourgeois capitalistes et propriétaires, ceux qui ont le courage de s'avouer franchement ce qu'ils veulent, ont-ils également celui de manifester avec la même franchise l'horreur que leur inspire le mouvement actuel de la classe ouvrière. Ceux-ci sont des ennemis aussi résolus que sincères, nous les connaissons, et c'est bien.

Mais il est une autre catégorie de bourgeois qui n'ont ni la

même franchise, ni le même courage. Ennemis de la liquidation sociale, que nous appelons, nous, de toute la puissance de nos âmes comme un grand acte de justice, comme le point de départ nécessaire et la base indispensable d'une organisation égalitaire et rationnelle de la société, ils veulent, comme tous les autres bourgeois, conserver l'inégalité économique, cette source éternelle de toutes les autres inégalités ; et en même temps ils prétendent vouloir comme nous l'émancipation intégrale du travailleur et du travail. Ils maintiennent contre nous, avec une passion digne des bourgeois les plus réactionnaires, la cause même de l'esclavage du prolétariat, la séparation du travail et de la propriété immobilière ou capitaliste, représentés aujourd'hui par deux classes différentes ; et ils se posent néanmoins comme les apôtres de la délivrance de la classe ouvrière du joug de la propriété et du capital !

Se trompent-ils ou trompent-ils ? Quelques-uns se trompent de bonne foi, beaucoup trompent ; le plus grand nombre se trompe et trompe à la fois. Ils appartiennent tous à cette catégorie de bourgeois radicaux et de socialistes bourgeois qui ont fondé la Ligue de la paix et de la liberté.

Cette Ligue est-elle socialiste ? Au commencement et pendant la première année de son existence, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, elle a repoussé le socialisme avec horreur.

L'an passé, à son Congrès de Berne, elle a repoussé triomphalement le principe de l'égalité économique. Aujourd'hui, se sentant mourir et désirant vivre encore un peu, et comprenant enfin qu'aucune existence politique n'est désormais possible sans la question sociale, elle se dit socialiste ; elle est devenue socialiste bourgeoise : ce qui veut dire qu'elle veut résoudre toutes les questions sociales sur la base de l'*inégalité économique*. Elle veut, elle doit conserver l'intérêt du capital et la rente de la terre, et elle prétend émanciper les travailleurs avec cela ! Elle s'efforce de donner un corps au non-sens.

Pourquoi le fait-elle ? Qu'est-ce qui lui a fait entreprendre

une œuvre aussi incongrue que stérile ? Il n'est pas difficile de le comprendre.

Une grande partie de la bourgeoisie est fatiguée du règne du *césarisme* et du *militarisme* qu'elle-même a fondé en 1848, par crainte du prolétariat. Rappelez-vous seulement les journées de Juin, avant-coureurs des journées de Décembre ; rappelez-vous cette Assemblée nationale qui, après les journées de Juin, maudissait et insultait, à l'unanimité moins une voix, l'illustre et on peut bien dire l'héroïque socialiste Proudhon [50], qui seul avait eu le courage de jeter le défi du socialisme à ce troupeau enragé de bourgeois conservateurs, libéraux et radicaux. Et il ne faut pas oublier que parmi ces insulteurs de Proudhon il y a une quantité de citoyens encore vivants, et aujourd'hui plus militants que jamais, et qui, auréolés par les persécutions de Décembre, sont devenus depuis les martyrs de la liberté.

Donc il n'y a point de doute que la bourgeoisie tout entière, y compris la bourgeoisie radicale, n'ait été proprement la créatrice du despotisme césarien et militaire dont elle déplore aujourd'hui les effets. Après s'en être servie contre le prolétariat, elle voudrait s'en délivrer à cette heure. Rien de plus naturel : ce régime l'humilie et la ruine. Mais comment s'en délivrer ? Jadis elle était courageuse et puissante, elle avait la puissance des conquêtes. Aujourd'hui elle est lâche et débile, elle est affligée de l'impuissance des vieillards. Elle ne reconnaît que trop bien sa faiblesse, elle sent qu'à elle seule elle ne peut rien. Il lui faut donc un aide. Cet aide ne peut être que le prolétariat : donc il faut gagner le prolétariat.

Mais comment le gagner ? Par des promesses de liberté et d'égalité politique ? Ce sont des mots qui ne touchent plus les travailleurs. Ils ont appris à leurs dépens, ils ont compris par une dure expérience, que ces mots ne signifient pour eux rien que le maintien de leur esclavage économique, souvent même

50 Séance du 31 juillet 1848. — Le *Progrès* du Locle avait publié, dans son numéro du 17 avril 1869, des extraits du compte-rendu sténographique de cette séance de l'Assemblée constituante de 1848.

plus dur qu'auparavant. Si donc vous voulez toucher le cœur de ces misérables millions d'esclaves du travail, parlez-leur de leur émancipation économique. Il n'est plus d'ouvrier qui ne sache, maintenant, que c'est là pour lui l'unique base sérieuse et réelle de toutes les autres émancipations. Donc il faut leur parler de réformes économiques de la société.

« Eh bien, se sont dit les ligueurs de la Paix et de la liberté, parlons-en, disons-nous socialistes aussi. Promettons-leur des réformes économiques et sociales, à condition toutefois qu'ils veillent bien respecter les bases de la civilisation et de l'omnipotence bourgeoise : la propriété individuelle et héréditaire, l'intérêt du capital et la rente de la terre. Persuadons-les qu'à ces conditions seules, qui d'ailleurs nous assurent la domination et aux travailleurs l'esclavage, le travailleur peut être émancipé.

Persuadons-les encore que, pour réaliser toutes ces réformes sociales, il faut faire d'abord une bonne révolution politique, exclusivement politique, aussi rouge qu'il leur plaira au point de vue politique, avec un grand abattis de têtes si cela devient nécessaire, mais avec le plus grand respect pour la sainte propriété ; une révolution toute jacobine, en un mot, qui nous rendra les maîtres de la situation ; et une fois maîtres, nous donnerons aux ouvriers ce que nous pourrons et ce que nous voudrons. »

C'est ici un signe infaillible auquel les ouvriers peuvent reconnaître un faux socialiste, un socialiste bourgeois : si, en leur parlant de révolution, ou, si l'on veut, de transformation sociale, il leur dit que la transformation politique *doit précéder* la transformation économique ; s'il nie qu'elles doivent se faire toutes les deux à la fois, ou même que la révolution politique ne doit être rien que la mise en action immédiate et directe de la liquidation sociale pleine et entière, — qu'ils lui tournent le dos, car ou bien il n'est rien qu'un sot, ou bien un exploiteur hypocrite.

IV

(*Égalité* du 28 août 1869.)

L'Association internationale des travailleurs, pour rester fidèle à son principe et pour ne pas dévier de la seule voie qui puisse la conduire à bon port, doit se prémunir surtout contre les influences de deux sortes de socialistes bourgeois : les partisans de la *politique bourgeoise*, y compris *même les révolutionnaires bourgeois*, et ceux de la *coopération bourgeoise*, ou soi-disant *hommes pratiques*.

Considérons d'abord les premiers.

L'émancipation économique, avons-nous dit dans le précédent numéro, est la base de toutes les autres émancipations. Nous avons résumé par ces mots toute la politique de l'Internationale.

Nous lisons en effet dans les considérants de nos statuts généraux la déclaration suivante :

« *Que l'assujettissement du travail au capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle*, et que, pour cette raison, l'émancipation des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique. »

Il est bien entendu que tout mouvement politique qui n'a point pour objet *immédiat et direct* l'émancipation économique, *définitive et complète*, des travailleurs, et qui n'a pas inscrit sur son drapeau, d'une manière bien déterminée et bien claire, le principe de *l'égalité économique*, ce qui veut dire *la restitution intégrale du capital au travail*, ou bien *la liquidation sociale*, - que tout mouvement politique pareil est bourgeois, et, comme tel, doit être exclu de l'Internationale.

Doit par conséquent être exclue sans pitié la politique des bourgeois démocrates ou socialistes bourgeois, qui, en déclarant que « la liberté politique est la condition *préalable* de l'émancipation économique », ne peuvent entendre par ces mots autre chose que ceci : « Les réformes ou la révolution

politiques, doivent *précéder* les réformes ou la révolution économiques ; les ouvriers doivent par conséquent s'allier aux bourgeois plus ou moins radicaux pour faire d'abord avec eux les premières, sauf à faire ensuite contre eux les dernières. »

Nous protestons hautement contre cette funeste théorie, qui ne pourrait aboutir, pour les travailleurs, qu'à les faire servir encore une fois d'instrument contre eux-mêmes, et à les livrer de nouveau à l'exploitation des bourgeois.

Conquérir la liberté politique *d'abord*, ne peut signifier autre chose que la conquérir *d'abord toute seule*, en laissant, au moins pendant quelques jours, les rapports économiques et sociaux dans l'état où ils sont, c'est-à-dire les propriétaires et les capitalistes avec leur insolente richesse, et les travailleurs avec leur misère.

Mais cette liberté une fois conquise, — dit-on, — elle servira aux travailleurs d'instrument pour conquérir plus tard *l'égalité* ou la *justice économique*.

La liberté, en effet, est un instrument magnifique et puissant. Le tout est de savoir si les travailleurs pourront réellement s'en servir, si elle sera réellement en leur possession, ou si, comme cela a toujours été jusqu'ici, leur *liberté politique* ne sera qu'une apparence trompeuse, une fiction ?

Un ouvrier, dans sa situation économique présente, auquel on viendrait parler de liberté politique, ne pourrait-il pas répondre par le refrain d'une chanson bien connue :

> Ne parlez pas de liberté
> La pauvreté, c'est l'esclavage ! [51]

Et, en effet, il faut être amoureux d'illusions pour s'imaginer qu'un ouvrier, dans les conditions économiques et sociales dans lesquelles il se trouve présentement, puisse profiter pleinement, faire un usage sérieux et réel, de sa liberté politique. Il lui manque pour cela deux petites choses : le loisir et les moyens matériels.

---

51 Refrain d'une chanson de Pierre Lachambeaudie.

D'ailleurs, ne l'avons-nous pas vu en France, le lendemain de la révolution de 1848, la révolution la plus radicale qu'on puisse désirer au point de vue politique ?

Les ouvriers français n'étaient certes ni indifférents, ni inintelligents, et, malgré le suffrage universel le plus large, ils ont dû laisser faire les bourgeois. Pourquoi ? parce qu'ils ont manqué des moyens matériels qui sont nécessaires pour que la liberté politique devienne une réalité, parce qu'ils sont restés les esclaves d'un travail forcé par la faim, tandis que les bourgeois radicaux, libéraux et même conservateurs, les uns républicains de la veille, les autres convertis du lendemain, allaient et venaient, s'agitaient, parlaient et conspiraient librement, les uns grâce à leurs rentes ou à leur position bourgeoise lucrative, les autres grâce au budget de l'État qu'on avait naturellement conservé et qu'on avait même rendu plus fort que jamais.

On sait ce qui en est résulté : d'abord les journées de Juin ; plus tard, comme conséquence nécessaire, les journées de Décembre.

Mais, dira-t-on, les travailleurs, devenus plus sages par l'expérience même qu'ils ont faite, n'enverront plus des bourgeois dans les assemblées constituantes ou législatives, ils enverront de simples ouvriers. Tout pauvres qu'ils sont, ils pourront bien donner l'entretien nécessaire à leurs députés. Savez-vous ce qui en résultera ? C'est que les ouvriers députés, transportés dans des conditions d'existence bourgeoise et dans une atmosphère d'idées politiques toutes bourgeoises, cessant d'être des travailleurs de fait pour devenir des hommes d'État, deviendront des bourgeois, et peut-être même plus bourgeois que les bourgeois eux-mêmes. Car les hommes ne font pas les positions, ce sont les positions, au contraire, qui font les hommes. Et nous savons par expérience que les *ouvriers bourgeois* ne sont souvent ni moins égoïstes que les bourgeois exploiteurs, ni moins funestes à l'Internationale que les bourgeois socialistes, ni moins vaniteux et ridicules que les bourgeois anoblis.

Quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, tant que le travailleur

restera plongé dans son état actuel, il n'y aura point pour lui de liberté possible, et ceux qui le convient à conquérir les libertés politiques, sans toucher d'abord aux brûlantes questions du socialisme, sans prononcer ce mot qui fait pâlir les bourgeois : la *liquidation sociale*, lui disent simplement : « Conquiers d'abord cette liberté pour nous, afin que plus tard nous puissions nous en servir contre toi ».

Mais ils sont bien intentionnés et sincères, ces bourgeois, dira-t-on. — Il n'y a pas de bonnes intentions et de sincérité qui tiennent contre les influences de la position, et, puisque nous avons dit que les ouvriers mêmes qui se mettraient dans cette position deviendraient forcément des bourgeois, à plus forte raison les bourgeois qui resteront dans cette position resteront-ils des bourgeois.

Si un bourgeois, inspiré par une grande passion de justice, d'égalité et d'humanité, veut sérieusement travailler à l'émancipation du prolétariat, qu'il commence d'abord par rompre tous les liens politiques et sociaux, tous les liens politiques et sociaux, de vanité et de cœur avec la bourgeoisie. Qu'il comprenne d'abord qu'aucune réconciliation n'est possible entre le prolétariat et cette classe, qui, ne vivant que de l'exploitation d'autrui, est l'ennemie naturelle des prolétaires.

Après avoir tourné définitivement le dos au monde bourgeois, qu'il vienne alors se ranger sous le drapeau des travailleurs, sur lequel sont inscrits ces mots : « Justice, Égalité et Liberté pour tous. Abolition des classes par l'égalisation économique de tous. Liquidation sociale. » Il sera le bienvenu.

À l'égard des socialistes bourgeois et des bourgeois [52] ouvriers qui viendront nous parler de conciliation entre la politique bourgeoise et le socialisme des travailleurs, nous n'avons qu'un conseil à donner à ces derniers : il faut leur tourner le dos.

Puisque les socialistes bourgeois s'efforcent d'organiser

52 Ce que Bakounine appelle les « bourgeois ouvriers », ce sont les « ouvriers embourgeoisés » de Genève, comme il y en avait un certain nombre dans les sections de la « fabrique ».

aujourd'hui, *avec l'appât du socialisme*, une formidable agitation ouvrière, afin de conquérir la liberté politique, une liberté qui, comme nous venons de le voir, ne profiterait qu'à la bourgeoisie ; puisque les masses ouvrières, arrivées à l'intelligence de leur position, éclairées et dirigées par le principe de l'Internationale, s'organisent en effet et commencent à former une véritable puissance, non nationale, mais internationale ; non pour faire les affaires des bourgeois, mais leurs propres affaires ; et puisque, même pour réaliser cet idéal des bourgeois d'une complète liberté politique avec des institutions républicaines, il faut une révolution, et qu'aucune révolution ne peut triompher que par la seule puissance du peuple, il faut que cette puissance, cessant de tirer les marrons du feu pour messieurs les bourgeois, ne serve désormais qu'à faire triompher la cause du peuple, la cause de tous ceux qui travaillent contre tous ceux qui exploitent le travail.

L'Association internationale des travailleurs, fidèle à son principe, ne donnera jamais la main à une agitation politique qui n'aurait pas pour but immédiat et direct *la complète émancipation économique du travailleur*, c'est-à-dire l'abolition de la bourgeoisie comme classe économiquement séparée de la masse de la population, ni à aucune révolution qui dès le premier jour, dès la première heure, n'inscrira pas sur son drapeau *la liquidation sociale*.

Mais les révolutions ne s'improvisent pas. Elles ne se font pas arbitrairement ni par les individus, ni même par les plus puissantes associations. Indépendamment de toute volonté et de toute conspiration, elles sont toujours amenées par la force des choses. On peut les prévoir, en pressentir l'approche quelquefois, jamais en accélérer l'explosion.

Convaincus de cette vérité, nous nous faisons cette question : Quelle est la politique que l'Internationale doit suivre pendant cette période plus ou moins longue qui nous sépare de cette terrible révolution sociale que tout le monde pressent aujourd'hui ?

Faisant abstraction, comme le lui commandent ses

statuts, de toute politique nationale et locale, elle donnera à l'agitation ouvrière dans tous les pays un caractère *essentiellement économique*, en posant comme but : la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires ; comme moyens : *l'association des masses ouvrières* et la formation des *caisses de résistance*.

Elle fera la propagande de ses principes, car ces principes, étant l'expression la plus pure des intérêts collectifs des travailleurs du monde entier, sont l'âme et constituent toute la force vitale de l'Association. Elle fera cette propagande largement, sans égard pour les susceptibilités bourgeoises, afin que chaque travailleur, sortant de la torpeur intellectuelle et morale dans laquelle on s'efforce de le retenir, comprenne la situation, sache bien ce qu'il doit vouloir faire et à quelles conditions il peut conquérir ses droits d'homme.

Elle en fera une propagande d'autant plus énergique et sincère que, dans l'Internationale même, nous rencontrons souvent des influences qui, affectant de mépriser ces principes, voudraient les faire passer pour une théorie inutile et s'efforcent de ramener les travailleurs au catéchisme politique, économique et religieux des bourgeois.

Elle s'étendra enfin et s'organisera fortement à travers les frontières de tous les pays, afin que, quand la révolution, amenée par la force des choses, aura éclaté, il se trouve une force réelle, sachant ce qu'elle doit faire, et par là même capable de s'en emparer de la révolution et de lui donner une direction vraiment salutaire pour le peuple ; une organisation internationale sérieuse des associations ouvrières de tous les pays, capable de remplacer ce monde politique des États et de la bourgeoisie qui s'en va.

Nous terminons cet exposé fidèle de la politique de l'Internationale en reproduisant le dernier paragraphe des considérants de nos statuts généraux :

« Le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne

point retomber dans les vieilles erreurs. »

XII
Rapport de la commission sur la question de l'héritage, adopté par l'assemblé générale des sections de Genève [53].

(*Égalité* du 28 août 1869.)

Cette question qui, va être discuté au Congrès de Bâle, se divise en deux parties, la première comprenant le *principe*, la seconde l'*application pratique du principe*.

La question du principe elle-même doit être envisagée à deux points de vue : à celui de l'*utilité* et à celui de la *justice*.

Au point de vue de l'émancipation du travail, est-il utile, est-il nécessaire que le droit d'héritage soit aboli ?

Poser cette question, c'est selon nous, la résoudre. L'émancipation du travail peut-elle signifier autre chose que sa délivrancedu joug de la propriété et du capital ? Mais comment empêcher l'un et l'autre de dominer et d'exploiter le travail, tant que, séparés du travail, ils se trouveront monopolisés entre les mains d'une classe qui, par le fait de leur jouissance exclusive, dispensée de la nécessité de travailler pour vivre, continuera d'exister et d'écraser le travail, en prélevant sur lui la rente de la terre et l'intérêt du capital, et qui, forte de cette position, s'empare encore, comme elle le fait partout aujourd'hui, de tous les bénéfices des entreprises industrielles et commerciales, ne laissant aux travailleurs, écrasés par la concurrence qu'ils sont forcés de se faire entre eux, que ce qui est strictement nécessaire

53 L'assemblée générale dans laquelle fut adopté ce rapport, rédigé par Bakounine, eut lieu probablement le samedi 21 août 1869. Le rapport fut présenté au Congrès de Bâle au nom des sections de Genève.

pour les préserver de la faim.

Aucune loi politique et juridique, quelque sévère qu'elle soit, ne pourra empêcher cette domination et cette exploitation, aucune loi ne saurait prévaloir contre la force des choses, aucune ne saurait empêcher qu'une position donnée ne produise tous ses résultats naturels : d'où il résulte clairement que tant que la propriété et le capital resteront d'un côté et le travail de l'autre, les uns constituant la classe bourgeoise, et l'autre le prolétariat, l'ouvrier sera l'esclave, et le bourgeois le maître.

Mais qu'est-ce qui sépare la propriété et le capital du travail ? Qu'est-ce qui constitue économiquement et politiquement la différence des classes ? Qu'est-ce qui détruit l'égalité et perpétue l'inégalité, le privilège du petit nombre et l'esclavage du grand nombre ? C'est le *droit d'héritage*.

Faut-il montrer comment le *droit d'héritage* engendre tous les privilèges économiques, politiques et sociaux ? Il est évident que la différence des classes ne se maintient que par lui ! Par le droit d'héritage, les différences naturelles aussi bien que les différences passagères de fortune ou de bonheur qui peuvent exister entre les individus et qui devraient disparaître à mesure que les individus disparaissent eux-mêmes, s'éternisent, se pétrifient pour ainsi dire, et, devenant des différences traditionnelles, créent les privilèges de naissance, fondent les classes, et deviennent une source permanente de l'exploitation des millions de travailleurs par des milliers d'hommes *heureusement nés*.

Tant que le droit d'héritage fonctionnera, il ne pourra y avoir d'égalité économique, sociale et politique dans le monde ; et tant que l'inégalité existera, il y aura oppression et exploitation.

Donc, en principe, au point de vue de l'émancipation intégrale du travail et des travailleurs, nous devons vouloir l'*abolition du droit d'héritage*.

Il est entendu que nous ne prétendons pas abolir l'hérédité physiologique ou la transmission naturelle des

facultés corporelles et intellectuelles, ou, pour nous exprimer avec plus d'exactitude, des facultés musculaires et nerveuses des parents à leurs enfants. Souvent cette transmission est un fait malheureux, parce qu'elle fait passer les maladies physiques et morales des générations passées aux générations présentes ; mais les effets funestes de cette transmission ne peuvent être combattus que par les applications de la science à l'hygiène sociale, tant individuelle que collective, et par une organisation rationnelle et égalitaire de la société.

Ce que nous voulons et devons abolir, c'est le droit d'héritage fondé par la jurisprudence et constituant la base même de la *famille juridique* et de l'*État*.

Il est également entendu que nous n'entendons pas abolir l'*héritage sentimental*. Nous entendons sous cette dénomination l'héritage qui fait passer entre les mains des enfants ou des amis des objets de mince valeur qui ont appartenu à leurs amis ou à leurs parents décédés, dont à force de leur avoir servi longtemps ils ont conservé pour ainsi dire l'empreinte personnelle. L'héritage sérieux, c'est celui qui assure aux héritiers, soit complètement, soit même seulement en partie, la possibilité de vivre sans travailler, en prélevant sur le travail collectif soit la rente de la terre, soit l'intérêt du capital. Nous entendons que le capital, aussi bien que la terre, en un mot tous les instruments et toutes les matières premières du travail, cessant d'être transmissibles par le droit d'héritage, deviennent à tout jamais la propriété collective de toutes les associations productives.

L'égalité et par conséquent aussi l'émancipation du travail et des travailleurs ne sont qu'à ce prix.

Il est peu d'ouvriers qui ne comprennent pas que dans l'avenir l'abolition du droit d'héritage soit la condition suprême de l'égalité. Mais il y en a qui craignent que si on allait l'abolir présentement, avant qu'une nouvelle organisation sociale n'ait assuré le sort de tous les enfants, quelles que soient les conditions dans lesquelles ils sont nés, leurs enfants, après la mort de leurs parents, ne se trouvent dans la détresse.

« Comment ! disent-ils, j'ai amassé à la sueur de mon front, en me condamnant aux plus cruelles privations, deux cents, trois cents ou quatre cents francs, et mes enfants en seront privés ! » — Oui, ils en seront privés, mais en revanche ils recevront de la société, sans aucun préjudice aux droits naturels de la mère et du père, un entretien, une éducation et une instruction que vous ne seriez pas capable de leur assurer avec trente ou quarante mille francs. Car il est évident qu'aussitôt que le droit d'héritage sera aboli, la société devra prendre à sa charge tous les frais du développement physique, moral et intellectuel de tous les enfants des deux sexes qui naîtront en son sein. Elle en deviendra ainsi la tutrice suprême.

Nous nous arrêtons à ce point, parce qu'il rentre dans la question de l'instruction intégrale, sur laquelle une autre commission doit vous faire son rapport.

Mais il est un autre point que nous devons élucider.

Plusieurs prétendent qu'en abolissant le droit d'héritage, on détruira le plus grand stimulant qui pousse les hommes au travail. Ceux qui pensent ainsi continuent de considérer le travail comme un mal nécessaire, ou, pour parler théologiquement, comme l'effet de la malédiction que Jéhovah, dans son courroux, a lancée contre la malheureuse espèce humaine, et dans laquelle, par un caprice singulier, il a compris sa création tout entière.

Sans entrer dans cette grave discussion théologique, prenant pour base la simple étude de la nature humaine, nous répondrons à ces détracteurs du travail que ce dernier, loin d'être un mal ou une dure nécessité, est, pour tout homme qui est en possession de ses facultés, un besoin. Pour s'en assurer, chacun peut faire une expérience sur lui- même : qu'il se condamne seulement pour quelques jours à une inaction absolue, ou bien à un travail stérile, improductif, stupide, et il verra si à la fin il ne se sentira pas le plus malheureux et le plus avili des hommes. L'homme, par sa nature même, est forcé de travailler, comme il est forcé de manger, de boire, de penser, de parler.

Si le travail est aujourd'hui maudit, c'est parce qu'il est excessif, abrutissant, et forcé, c'est parce qu'il tue le loisir et prive les hommes de la possibilité de jouir humainement de la vie ; c'est parce que chacun, ou presque chacun, est forcé d'appliquer sa force productive au genre de travail qui convient le moins à ses dispositions naturelles. C'est enfin parce que, dans cette société fondée sur la théologie et sur la jurisprudence, la possibilité de vivre sans travailler est considérée comme un honneur et un privilège, et la nécessité de travailler pour vivre comme un signe de dégradation, comme une punition et une honte.

Le jour où le travail musculaire et nerveux, manuel et intellectuel à la fois, sera considéré comme le plus grand honneur des hommes, comme le signe de leur virilité et de leur humanité, la société sera sauvée ; mais ce jour n'arrivera pas tant que durera le règne de l'inégalité, tant que le droit d'héritage ne sera pas aboli.

Cette abolition sera-t-elle *juste* ?

Mais si elle est dans l'intérêt de tout le monde, dans l'intérêt de l'humanité, comment pourrait-elle être injuste ?

Il faut bien distinguer entre la justice historique, politique, juridique, et la justice rationnelle ou simplement humaine. La première a gouverné le monde jusqu'à cette heure, et elle en a fait un réceptacle d'oppressions sanglantes et d'iniquités. La seconde doit nous émanciper.

Examinons donc le droit d'héritage au point de vue de la justice humaine.

Un homme, nous dit-on, a gagné par son travail quelques dizaines, quelques centaines de mille francs, un million, et il n'aurait pas le droit de les laisser en héritage à ses enfants ! Mais ce serait une atteinte au droit naturel, une inique spoliation !

D'abord il a été prouvé mille fois qu'un travailleur isolé ne peut produire beaucoup au delà de ce qu'il consomme. Nous défions un ouvrier sérieux, c'est-à-dire un ouvrier ne jouissant d'aucun privilège, de gagner des dizaines, des centaines de mille

francs, des millions ! Cela lui serait tout bonnement impossible. Donc s'il y a dans la société actuelle des individus qui gagnent de si grandes sommes, ce n'est point par leur travail, c'est grâce à leur privilège, c'est grâce à une injustice juridiquement légalisée, qu'ils les gagnent ; et comme tout ce qu'on ne prend pas sur son propre travail est nécessairement pris sur le travail d'autrui, nous avons le droit de dire que tous ces gains sont des vols commis par des individus privilégiés sur le travail collectif, avec la sanction et sous la protection de l'État.

Passons outre.

Le voleur protégé par la loi meurt. Il laisse par testament ou sans testament ses terres ou ses capitaux à ses enfants ou à ses parents. C'est, dit-on, une conséquence nécessaire de sa liberté et de son droit individuels ; sa volonté doit être respectée.

Mais un homme mort est bien mort ; en dehors de l'existence toute morale et toute sentimentale que lui font les pieux souvenirs de ses enfants, parents et amis, s'il les a mérités, ou la reconnaissance publique, s'il a rendu quelque réel service au public, il n'existe plus du tout ; il ne peut donc avoir ni liberté, ni droit, ni volonté personnelle. Les fantômes ne doivent pas gouverner et opprimer le monde, qui n'appartient qu'aux vivants.

Pour qu'il continue de vouloir et d'agir après sa mort, il faut donc une fiction juridique ou un mensonge politique, et, comme il est désormais incapable d'agir par lui-même, il faut qu'une puissance quelconque, l'État, se charge d'agir en son nom et pour lui, il faut que l'État exécute les volontés d'un homme qui, n'étant plus, ne peut avoir de volonté.

Et qu'est-ce que la puissance de l'État, si ce n'est la puissance de tout le monde organisée au détriment de tout le monde, et en faveur des classes privilégiées ? C'est avant tout la production et la force collective des travailleurs. Il faut donc que les classes ouvrières garantissent aux classes privilégiées la transmission des héritages, qui est la source principale de leur misère et de leur esclavage ? Il faut qu'elles forgent de leurs

propres mains les fers qui les enchaînent ?

Nous concluons. Il suffit que le prolétariat déclare qu'il ne veut plus soutenir l'État qui sanctionne son esclavage, pour que le droit d'héritage, qui est exclusivement politique et juridique et par conséquent contraire au droit humain, tombe de lui-même. Il suffit d'abolir le droit d'héritage pour abolir la famille juridique et l'État.

Tous les progrès sociaux ont d'ailleurs procédé par des abolitions successives du droit d'héritage.

On a aboli d'abord le droit d'héritage divin, les privilèges ou les châtiments traditionnels qui furent longtemps considérés comme la conséquence soit de la bénédiction, soit de la malédiction divine.

On a aboli ensuite le droit d'héritage politique, ce qui a eu pour conséquence la reconnaissance de la souveraineté du peuple et de l'égalité des citoyens devant la loi.

Aujourd'hui nous devons abolir l'héritage économique, pour émanciper le travailleur, l'homme, et pour établir le règne de la justice sur les ruines de toutes les iniquités politiques et théologiques du présent et du passé.

La dernière question qui nous reste à résoudre, c'est celle des mesures pratiques à prendre pour abolir le droit d'héritage.

L'abolition du droit d'héritage peut se faire par deux voies : ou bien par celle des *réformes successives*, ou bien par la *révolution sociale*.

Elle pourra se faire par la voie des *réformes* dans les pays heureux, fort rares, pour ne pas dire inconnus, où la classe des propriétaires et des capitalistes, les bourgeois, s'inspirant d'un esprit et d'une sagesse qui leur manquent aujourd'hui, et comprenant enfin l'imminence de la révolution sociale, voudront entrer, d'une manière sérieuse, en composition avec le monde des travailleurs. Dans ce cas, mais seulement dans ce cas, la voie des réformes pacifiques sera possible ; par une série de modifications successives, sagement combinées et arrêtées à l'amiable entre les travailleurs et les bourgeois, on pourra abolir

complètement en vingt ou trente ans le droit d'héritage, et remplacer le mode actuel de propriété, de travail et d'instruction par le travail et la propriété collectifs, et par l'éducation intégrale ou instruction intégrale.

Il nous est impossible de déterminer davantage le caractère de ces réformes, parce qu'il devra nécessairement s'adapter à la situation particulière de chaque pays. Mais dans tous les pays, le but reste le même : l'établissement du travail et de la propriété collectifs, et la liberté de chacun dans l'égalité de tout le monde.

La méthode de la révolution sera naturellement plus courte et plus simple. Les révolutions ne se font jamais ni par des individus, ni par des associations. Elles sont amenées par la force des choses. L'Association internationale n'a point pour but de faire la révolution, mais elle doit en profiter et l'organiser dans son sens, aussitôt qu'elle sera faite par l'iniquité et par l'ineptie de plus en plus évidente des classes privilégiées.

Il doit être entendu entre nous qu'au premier jour de la révolution le droit d'héritage sera simplement aboli, et avec lui l'État et le droit juridique, afin que sur les ruines de toutes ces iniquités s'élève, à travers toutes les frontières politiques et nationales, le monde international nouveau, le monde du travail, de la science, de la liberté et de l'égalité, s'organisant de bas en haut, par l'association libre de toutes les associations productives.

La Commission vous propose les résolutions suivantes :

« Considérant que le droit d'héritage est une des causes principales de l'inégalité économique, sociale et politique qui règne dans le monde,

« Qu'en dehors de l'égalité il ne peut y avoir ni liberté, ni justice, et qu'il y aura toujours oppression et exploitation : esclavage et misère pour le prolétariat, richesse et domination pour les exploiteurs du travail populaire,

« Le Congrès reconnaît la nécessité de l'abolition pleine et entière du droit d'héritage.

« Cette abolition se fera, selon les événements, soit par la

voie des réformes, soit par la révolution. »

XIII
De la coopération [54].

(*Égalité* du 4 septembre 1869.)

Quel doit être le caractère et quels seront les moyens de l'agitation et du développement économiques des travailleurs de l'Internationale, avant cette révolution sociale qui seule pourra les émanciper d'une manière complète et définitive ? L'expérience des dernières années nous indique deux voies, l'une négative, l'autre positive : les *caisses de résistance* et la *coopération*.

Sous ce mot général de *coopération*, nous entendons tous les systèmes connus, de *consommation*, de *crédit mutuel* ou de *crédit au travail*, et de *production*.

Dans l'application de tous ces systèmes, et même dans la théorie qu'ils prennent pour base, il y a deux courants contraires qu'il faut bien distinguer : le courant bourgeois et le courant purement socialiste.

Ainsi, dans les sociétés de consommation, de crédit et de production fondées ou recommandées par des socialistes bourgeois, on trouve tous les éléments de l'économie politique bourgeoise : l'intérêt du capital, les dividendes et les primes.

Lequel de ces deux système est le vrai, est le bon ?

Le premier, celui des socialistes bourgeois, est accepté le plus ordinairement de ceux qui, dans les sections de l'Internationale, aiment à s'appeler eux-mêmes des *hommes pratiques*. En effet ils sont en apparence — mais en apparence seulement — très pratiques, puisque toute leur pensée se réduit à continuer au sein du monde ouvrier la vieille pratique des bourgeois : l'exploitation du travail par le capital.

Lorsqu'une association, fondée sur des bases bourgeoises,

54 Cet article est peut-être de Perron.

est entreprise par quelques dizaines ou par quelques centaines d'ouvriers, quel peut en être le résultat ? Ou bien elle ne réussit pas, elle fait faillite, et alors elle plonge ces ouvriers dans une misère plus grande encore que celle dont ils avaient essayé de sortir en la fondant ; ou bien elle réussit, et alors, sans améliorer le sort général de la classe ouvrière, elle ne peut aboutir qu'à créer quelques dizaines ou quelques centaines de bourgeois : c'est ce que le Congrès de Lausanne (1867) avait fort bien exprimé par la résolution suivante :

Le Congrès pense que les efforts tentés aujourd'hui par les associations [coopératives] *ouvrières, si celles-ci se généralisent en conservant leur forme actuelle, tendent à constituer un* QUATRIÈME ÉTAT, *ayant au-dessous de lui un* CINQUIÈME ÉTAT *plus misérable encore*.

Ce *quatrième état* serait formé par un nombre restreint d'ouvriers constituant entre eux une sorte de société en commandite bourgeoise, qui exclurait nécessairement de son sein le *cinquième état*, c'est-à-dire la grande masse des ouvriers, non associés dans cette coopération, mais au contraire exploités par elle.

Tel est le système coopératif que les socialistes bourgeois ne prêchent pas seulement, mais qu'ils s'efforcent de réaliser, au sein de l'Internationale, les uns sachant fort bien, les autres ignorant, que ce système est la négation du principe et du but de cette Association.

Quel est le but de l'Internationale ? C'est d'émanciper, n'est-ce pas ? la classe ouvrière par l'action solidaire des ouvriers de tous les pays. Et quel est le but de la coopération bourgeoise ? C'est d'arracher un nombre restreint d'ouvriers à la misère commune, pour en faire des bourgeois au détriment du plus grand nombre. N' avons-nous pas raison de dire que cette pratique, qui est tant recommandée par les *hommes pratiques* de l'Internationale, est une pratique toute bourgeoise, et que, comme telle, elle doit être exclue de l'Internationale [55] ?

55 Pour prouver que tels sont réellement les principes de l'Internationale, nous citerons les résolutions du Congrès de Bruxelles (1868).

Supposons que mille hommes soient exploités et opprimés par dix.

Que penserait-on si, parmi ces mille hommes, il s'en trouvait vingt, trente, ou davantage, qui se diraient : « Nous sommes fatigués d'être victimes ; mais comme, d'un autre côté, il est ridicule d'espérer le salut de tout le monde, comme la prospérité du petit nombre exige absolument le sacrifice du grand nombre, abandonnons nos camarades à leur sort, et, ne songeant qu'à nous seuls, pour être heureux devenons à notre

---

Celle qui concerne les sociétés de consommation et de production est formulée ainsi :

« Toute société basée sur les principes démocratiques repousse tout prélèvement au nom du capital, sous quelque forme qu'il se présente : rente, intérêt, bénéfice, et laisse ainsi au travail tout son droit, toute sa juste rémunération. Le Congrès engage tous les membres de l'Association internationale des travailleurs à entrer dans les diverses sociétés coopératives, afin de tenter par tous les moyens possibles de leur faire adopter les principes reconnus par le Congrès. »

Et, par rapport aux sociétés de crédit, le Congrès de Bruxelles a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

« Considérant : 1∞ Que l'intérêt et les profits de toute sorte acquis par le capital, sous quelque forme qu'ils se présentent, sont une valeur prélevée sur le travail d'aujourd'hui au bénéfice de celui que le travail d'hier a déjà enrichi, et que ce dernier, s'il a le droit d'accumuler, n'a pas le droit de le faire aux dépens des autres ;

« 2∞ Que par conséquent l'intérêt est une source permanente d'injustices et d'inégalités, et que les associations coopératives qui le conservent font tout simplement passer de l'individualité dans la collectivité le principe d'égoïsme, qui est le ver rongeur de la société actuelle ;

« 3∞ Que l'application sur une vaste échelle du principe de la solidarité par les travailleurs est le seul moyen pratique dont ils puissent disposer actuellement pour lutter contre la féodalité financière ;

« Le Congrès conclut à la fondation de banques d'échange basées sur le prix de revient, ayant pour but de rendre le crédit démocratique et égalitaire, et de simplifier les rapports entre le producteur et le consommateur, c'est-à-dire de soustraire le travail à la domination du capital. »

(Note de l'*Égalité*.)

tour des bourgeois, des exploiteurs ».

Ce serait une trahison, n'est-ce pas ?

Et pourtant voilà précisément ce que nous conseillent nos *hommes pratiques* ! En théorie aussi bien qu'en pratique, en coopération aussi bien qu'en administration, ils sont par conséquent les exploiteurs et les ennemis de la classe ouvrière. Ils veulent faire leurs affaires, non celles de l'Internationale ; mais, pour mieux faire leurs propres affaires, ils veulent se servir de l'Internationale.

Ce qu'il faut d'ailleurs remarquer, c'est qu'ils méritent cette dénomination d'*hommes pratiques*, qu'ils se donnent, bien plus par leurs intentions personnelles et bourgeoises que par leur réussite.

Il y en a beaucoup parmi eux qui sont de très bonne foi, qui ne trompent pas, mais se trompent. Ne connaissant pas, n'ayant jamais vu ni imaginé d'autre pratique que la pratique bourgeoise, beaucoup d'entre eux pensent qu'il serait de bonne guerre de recourir à cette même pratique pour combattre la bourgeoisie. Ils ont la simplicité de croire que ce qui tue le travail peut l'émanciper, et qu'ils sauront se servir aussi bien que la bourgeoisie elle-même, contre elle, de l'arme au moyen de laquelle la bourgeoisie les écrase.

C'est une grande erreur. Ces hommes naïfs ne se rendent pas compte de la supériorité immense que le monopole de la richesse, de la science et d'une pratique séculaire, aussi bien que l'appui ouvert ou masqué, mais toujours actif, des États, et toute l'organisation de la société actuelle, donnent à la bourgeoisie sur le prolétariat. Ce serait donc une lutte trop inégale pour qu'on pût raisonnablement espérer le succès dans ces conditions-là. Les armes bourgeoises, d'ailleurs, n'étant autres que la concurrence effrénée, la guerre de chacun contre tous, la prospérité conquise sur la ruine des autres, ces armes, ces moyens ne peuvent servir que la bourgeoisie, et nécessairement détruiraient la solidarité, cette seule puissance du prolétariat.

La bourgeoisie le sait bien. Aussi, que voyons-nous ?

Tandis qu'elle continue de combattre avec acharnement les caisses de résistance, les Trades Unions, qui sont le seul moyen de guerre vraiment efficace que les ouvriers puissent aujourd'hui employer contre elle, elle s'est réconciliée tout à fait, après une certaine hésitation, il est vrai, mais qui n'a pas été de longue durée, avec le système de la coopération bourgeoise.

Tous les économistes et publicistes bourgeois, même les plus conservateurs, chantent la beauté de ce système sur tous les tons, et les partisans, hélas ! encore assez nombreux de la bourgeoisie dans l'Internationale s'efforcent d'entraîner dans ce sens toute l'association ouvrière. Sous ce rapport, M. Coullery et le *Journal de Genève*, M. Henri Dupasquier, le conservateur mômier de Neuchâtel, et M. le professeur Dameth, cet apostat du socialisme converti par les mômiers de Genève, sont d'accord. Tous s'égosillent à nous crier : « Ouvriers, faites de la coopération ! »

Oui, faites de la bonne coopération bourgeoise, pour qu'elle vous démoralise et vous ruine au profit de quelques heureux entrepreneurs, auxquels vous servirez de marchepieds pour qu'à leur tour ils puissent devenir des bourgeois. Faites de la coopération bourgeoise, elle vous endormira, et, après avoir épuisé tous vos moyens, elle vous rendra incapables d'organiser votre puissance internationale, cette puissance sans laquelle vous ne pourrez jamais faire valoir et faire triompher, contre la bourgeoisie, votre droit.

Nous aussi nous voulons la coopération ; nous sommes même convaincus que la coopération dans toutes les branches du travail et de la science sera la forme prépondérante de l'organisation sociale dans l'avenir. Mais, en même temps, nous savons qu'elle ne pourra prospérer, se développer pleinement, librement, et embrasser toute l'industrie humaine, que lorsqu'elle sera fondée sur l'égalité, lorsque tous les capitaux, tous les instruments de travail, le sol compris, seront rendus, à titre de propriété collective, au travail.

Nous considérons donc cette revendication avant tout, et

l'organisation de la puissance internationale des travailleurs de tous les pays, comme le but principal de notre grande association.

Ceci une fois admis, loin d'être les adversaires des entreprises coopératives dans le présent, nous les trouvons nécessaires sous beaucoup de rapports. D'abord, et c'est là même à nos yeux pour le moment leur avantage principal, elles habituent les ouvriers à organiser, à faire, à diriger leurs affaires par eux-mêmes, sans aucune intervention soit du capital bourgeois, soit d'une direction bourgeoise.

Il est désirable que quand l'heure de la liquidation sociale sonnera, elle trouve dans tous les pays, dans toutes les localités, beaucoup d'associations coopératives, qui, si elles sont bien organisées, et surtout fondées sur les principes de la solidarité et de la collectivité, non sur l'exclusivisme bourgeois, feront passer la société de son état présent à celui de l'égalité et de la justice sans trop grandes secousses.

Mais pour qu'elles puissent remplir cette mission, il faut que l'Association internationale ne protège que des associations coopératives qui auront pour base ses principes.

Dans de prochains articles, nous parlerons de la coopération selon les principes de l'Internationale, et nous publions déjà aujourd'hui un avant-projet qui nous paraît faire un pas assez important dans la réalisation de ces principes [56].

---

56 Le projet en question, signé *Un groupe d'internationaux*, proposait la création à Genève d'une société coopérative de consommation appartenant à l'Internationale, et qui eût été rattachée à la caisse centrale de résistance que les sections de Genève se proposaient à ce moment de fonder. La caisse de résistance eût été alimentée par les cotisations de tous les membres des sections de Genève, à raison de 30 centimes par membre et par mois. Un tiers seulement du produit de ces cotisations eût été versé à la caisse de résistance ; les deux autres tiers eussent été mis à la disposition de la société de consommation. Cette société, sur un chiffre annuel d'affaires évalué, pour le début, à 650.000 francs environ, aurait fait un bénéfice net de 4 pour 100, soit 26.000 francs, dont la moitié eût appartenu à la caisse de résistance. L'avoir de la caisse de résistance serait composé : 1° du tiers des cotisations, existant en numéraire dans son coffre-fort ; 2° des deux

autres tiers, inscrits à son crédit sur les livres de la société de consommation ; 3° de la moitié du bénéfice net annuel de la société de consommation, moitié dont elle serait également créditée. « En cas de grève, les secours seraient distribués partie en argent et partie en nature : en argent, au moyen des fonds que posséderait la caisse de résistance, puisqu'elle conserverait en caisse une partie des cotisations ; en nature, au moyen du compte que la caisse de résistance aurait à la société de consommation. On remarquera, en faveur de cette combinaison, combien les secours de grève partie en argent, partie en nature, sont préférables à des secours tout en argent : n'est-il pas juste de reconnaître, sans vouloir aucunement accuser personne, que bien souvent des secours de grève ont été dépensés autrement qu'à l'alimentation des ménages, et cela au grand déplaisir des ménagères ? et puis, par cette combinaison, l'union est indissolublement fondée entre la résistance et la consommation, et cela à l'immense avantage de l'une et de l'autre institution. »

Lettre aux citoyens rédacteurs du *Réveil*

AVANT-PROPOS

Bakounine prit part au Congrès général de l'Internationale à Bâle (5-12 septembre 1869) comme délégué des ouvrières ovalistes de Lyon et de la section des mécaniciens de Naples. Il profita de la présence de W. Liebknecht à ce congrès pour faire juger par un jury d'honneur une imputation diffamatoire et calomnieuse dont Liebknecht. s'était fait l'écho : le jury rendit un verdict donnant pleine satisfaction à Bakounine, et Liebknecht tendit la main à celui-ci, en reconnaissant qu'il s'était trompé (voir plus loin, pages 270-276). Mais trois semaines après le congrès, le *Réveil*, de Paris, « journal de la démocratie des deux mondes », dont Delescluze était le directeur, publia (numéro du 2 octobre 1869) un article fort extraordinaire, dû à la plume d'un publiciste allemand établi à Paris, qui avait assisté au Congrès de Bâle comme délégué des socialistes de Berlin. Ce publiciste, Moses Hess (qui, dans la presse, signait Moritz Hess en allemand et Maurice Hess en français), était un ami de Karl Marx, dont il partageait les antipathies contre les révolutionnaires russes et spécialement contre Bakounine. Marx avait été extrêmement mécontent qu'au Congrès de Bâle la proposition de Bakounine et de ses amis, relative à l'abolition de l'héritage, eût recueilli 32 voix, tandis que la sienne (c'est-à-dire celle du Conseil général) sur la même question n'en avait obtenu que 19 (avec 37 voix contre). C'est Marx qui fut, sans aucun doute, l'inspirateur de l'article de Hess ; celui-ci montrait Bakounine sous un jour louche, en insinuant, par un rapprochement perfide de son nom et de celui de M. de Schweitzer, que Bakounine pourrait bien être un agent du gouvernement russe, comme le successeur de Lassalle était, au dire des Sozial-Demokraten de la fraction d'Eisenach, un agent du gouvernement prussien.

Dans cet article, Maurice Hess prétendait faire connaître

au public « l'histoire secrète du Congrès de Bâle », Il y avait à Bâle, disait-il, « un *parti russe*, dirigé par Bakounine, et proche parent du parti prussien dirigé par M. de Schweitzer ». Ce parti russe travaillait *dans un intérêt panslaviste*. « Bakounine s'était flatté de pouvoir entraîner le Congrès de Bâle à modifier les principes et la direction de l'Internationale ; mais ces intrigues furent déjouées dans l'assemblée annuelle des délégués. Un parti russe n'existait pas encore aux précédents Congrès de l'Internationale. Ce n'est que dans le courant de l'année dernière qu'un essai tendant à changer l'organisation et les principes de l'Internationale, de même qu'à transférer le siège du Conseil général de Londres à Genève, a été fait par Bakounine, patriote russe dont nous ne soupçonnons pas la bonne foi révolutionnaire, mais qui caresse des projets fantaisistes non moins à réprouver que les moyens d'action qu'il emploie pour les réaliser... On conçoit qu'un patriote russe, quand même il n'aurait aucune arrière-pensée inavouable, telle qu'on la suppose chez le chef des communistes prussiens [M. de Schweitzer], ait des préférences pour des procédés sommaires, aboutissant fatalement à une guerre sociale qui permettrait aux barbares du Nord de rajeunir la civilisation moderne [57]. »

Maurice Hess divisait les délégués de Bâle en deux camps : les « communistes russes » et les « collectivistes de l'Internationale ». Entre les « collectivistes de l'Internationale » (au nombre desquels il se rangeait) et les « communistes

57 C'est tout à fait l'imputation faite à Herzen par Marx, dans la dernière phrase du tome Ier du *Kapital*, édition de 1867 : « Si en Europe l'influence de la production capitaliste... continue à se développer parallèlement à l'accroissement du militarisme, des dettes d'État, des impôts, etc., la réalisation de la prophétie faite sérieusement par le demi-Russe mais complet Moscovite Herzen, d'un rajeunissement de l'Europe par le knout et une infusion obligatoire de sang kalmouk, pourrait finir par devenir inévitable (*möchte die vom Halbrussen und gangen Moskowiter Herzen so enrst prophezeite Verjüngung Europa's durch die Knute und obligate Infusion von Kalmücken Blut schliesslich doch unvermeidlich werden*). » — Cette phrase, qui a été supprimée dans la traduction russe et la traduction française, a disparu des éditions allemandes postérieures.

russes », il y avait, écrivait-il, « toute la différence qui existe entre la civilisation et la barbarie, entre la liberté et le despotisme, entre des citoyens condamnant toute sorte de violence et des esclaves habitués aux agissements de la force brutale ». Et il ajoutait : « Les collectivistes de l'Internationale pensent que la révolution politique et la démocratie radicale doivent précéder la révolution et la démocratie sociale ».

Lorsque Bakounine eut lu l'extraordinaire élucubration que le *Réveil* avait accueillie avec une bien surprenante légèreté, il se fâcha — il y avait de quoi — et prit sa bonne plume pour écrire, de sa meilleure encre, une réponse adressée « Aux citoyens rédacteurs du *Réveil* ». Mais cette réponse — dans laquelle, après quelques considérations sur le peuple russe, il énumérait les attaques calomnieuses dont il avait été l'objet de la part de divers journalistes allemands, tous Juifs, nommément Hess et Borkheim, et racontait l'incident Liebknecht — eut bien vite atteint de telles proportions, qu'il ne pouvait plus songer à la publier dans un journal. Renonçant alors à faire de son manuscrit, qui avait déjà 37 grandes pages, une lettre au *Réveil*, il résolut de le transformer en une brochure, où il exposerait en quatre chapitres ses idées socialistes. La brochure devait s'appeler *Profession de foi d'un démocrate socialiste russe* ; et les 37 pages qu'il avait d'abord destinées au *Réveil*, transformées en préambule ou en premier chapitre de cette *Profession de foi*, reçurent le titre assez singulier d'*Étude sur les Juifs allemands*. Il se hâta de copier au net ces 37 pages [58], et envoya sa copie à Paris, à son jeune ami Aristide Rey. En même temps, il écrivait à Herzen une lettre par laquelle il lui présentait Rey (que Herzen ne connaissait pas encore), en le priant de s'occuper, avec celui-ci, de la publication de sa brochure. Voici la traduction de cette lettre (*Correspondance de Bakounine*, publiée par Dragomanof,

58 À la ligne 10 de la page 37 de la minute originale, après les mots « ce n'est pas enfin cette masse formidable », Bakounine a tiré une double barre verticale, et il a écrit en marge : *Envoyé jusque-là.* (Voir plus loin, p. 293).

n° LI) :

« 18 octobre 1869. Genève.

« Cher Herzen, j'envoie à mon excellent ami Aristide Rey le commencement du manuscrit d'un petit livre, avec divers appendices, portant ce titre retentissant : *Profession de foi d'un démocrate socialiste russe, précédée d'une étude sur les Juifs allemands*.

« Le premier chapitre est achevé, j'écris le second, le troisième et le quatrième, et cela ira comme sur des roulettes.

« Le premier chapitre, qui est une polémique contre des Juifs allemands, te paraîtra peut-être trop cru, trop grossier. Je te donne plein droit, non de changer, bien entendu, le contenu et le sens, mais de modifier la forme, ici pour adoucir, là pour saler, — de ce sel attique et malin, dont tu as beaucoup plus que moi, — et il est certain que les Juifs ne s'en trouveront pas mieux, au contraire. Ensuite les autres chapitres seront beaucoup plus sérieux. Ce sera une sorte de mémoire ou de court rapport sur ces six dernières années. Mais quant au caractère intransigeant, il doit subsister intégralement, non seulement pour le contenu, mais aussi pour la forme. Car tu sais depuis longtemps que c'est mon naturel, et le naturel ne change pas.

« Maintenant, voici la suite de cette affaire. Ta connaissance Robin [59] me fait espérer que l'éditeur Dentu se chargerait volontiers d'éditer ce petit livre, et peut-être même me paierait quelque droit d'auteur.

« J'ai écrit tout cela en détail à Rey et l'ai prié d'aller chez toi de ma part, pour s'entretenir avec toi de cette question. Aide-moi, Herzen, de conseil et d'action. Rey te plaira, c'est un garçon intelligent et loyal. Dirige-le et explique-lui la meilleure façon de mener à bien cette affaire. »

59 Lorsque Paul Robin était arrivé à Genève à la fin de juillet 1869, il était porteur d'une lettre de recommandation de Herzen pour Bakounine.

Mais il fallait, en outre, qu'une réponse provisoire parût dans les colonnes du *Réveil*, en attendant la publication de la brochure. En conséquence, Bakounine avait envoyé à Rey, le même jour, la courte lettre ci-dessous, en français, destinée à ce journal :

« 18 octobre 1869. Genève.

« Messieurs,

« Dans le numéro du 2 octobre de votre journal, vous avez publié contre moi un article, signé Maurice Hess, et qui est plein de calomnies et de mensonges.

« Si la dixième partie de ce qu'il avance était vraie, je ne serais rien de moins qu'un très dangereux panslaviste, un agent du gouvernement russe, un espion.

« Vous sentez bien, messieurs, qu'aucun homme, quelque droit à l'estime publique qu'il se sente, ne peut passer sous silence de telles accusations. Aussi me suis-je mis à écrire une brochure, un petit livre, qui contient l'exposé du développement de mes idées socialistes pendant les dernières six années, sous le titre de *Profession de foi d'un démocrate socialiste russe, précédée d'une étude sur les Juifs allemands*, — ces derniers, M. Maurice Hess non seulement, s'étant fait, depuis plus de dix ans, de la calomnie contre mon ami et compatriote Alexandre Herzen et moi une occupation quasi quotidienne, une sorte de métier.

« Nous avons méprisé leurs calomnies tant qu'elles, n'étaient pas sorties des limites du journalisme allemand, où les attaques personnelles les plus injustes et les plus odieuses sont chose habituelle. Mais voici qu'on tente de transporter ces mêmes calomnies sur le terrain plus sérieux du journalisme français. Nous ne devons, nous ne pouvons plus nous taire.

« Messieurs, j'en appelle à votre honneur et à votre justice. Attaqué d'une manière indigne dans votre journal, je dois avoir le droit d'y publier ma réponse, et j'ai la confiance que, quelle que soit la différence de vos principes et des miens,

vous ne me refuserez pas ce droit.

« Mon petit livre ne pourra point paraître avant quelques semaines, et je ne puis retarder aussi longtemps ma réponse. Par conséquent, j'ai prié M. Aristide Rey, mon ami et mon allié au Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté qui s'est tenu l'an passé à Berne, et mon témoin au Congrès des travailleurs qui s'est tenu dernièrement à Bâle, de vous porter, avec cette lettre, le discours que j'ai prononcé, dans le premier de ces Congrès, sur la question russe, et mon appel plus récent *À mes jeunes frères russes* [60].

« Mon discours est trop long pour pouvoir trouver place dans votre journal. Mais cet appel ne l'est pas, et comme il suffira, je l'espère au moins, pour convaincre votre public que je ne puis être ni un partisan du panslavisme, ni un ami du gouvernement russe, ni d'aucun des gouvernements actuellement existants, je vous prie, messieurs, de vouloir bien le publier, et je crois avoir le droit d'espérer que vous ne me refuserez pas cette satisfaction légitime.

« Recevez, messieurs, l'expression de ma haute considération.

« Michel BAKOUNINE [61]. »

Lorsque Herzen eut reçu, le 19 octobre, la visite de Rey et eut pris connaissance de la lettre que celui-ci était chargé de porter au Réveil, il décida d'intervenir personnellement auprès de Delescluze pour terminer l'affaire par une négociation directe. Jugeant que la lettre écrite par Bakounine était rédigée en des termes qui empêcheraient probablement le *Réveil* de la publier, il écrivit sur-le-champ lui-même une autre lettre, « froide et réservée », en son propre nom, et, le lendemain 20, il

60 Cet appel avait été publié en russe et en français à Genève, au printemps de 1869, sous ce titre : *Quelques paroles à mes jeunes frères en Russie* ; et la *Liberté* de Bruxelles venait de le réimprimer dans son numéro du 5 septembre.

61 Cette lettre, remise par Rey à Herzen, s'est retrouvée dans les papiers de celui-ci, et a été publiée par Dragomanof dans la *Correspondance de Bakounine* (n° LII).

alla la porter aux bureaux du journal. Il y vit Delescluze, qui lui promit d'insérer sa lettre. Elle parut en effet dans le *Réveil* du 22 octobre, suivie d'une déclaration signée par un des rédacteurs. Voici la lettre de Herzen :

« *À Monsieur le rédacteur en chef du journal le* RÉVEIL.

« Monsieur le rédacteur,

« Vous avez inséré dans un des numéros de votre estimable feuille un article de M. Hess qui fait supposer une étrange connivence entre les doctrines de Bakounine et les vues du gouvernement de Pétersbourg. Ce n'est pas pour la première fois que les Allemands attaquent par cette arme notre ami et nous tous.

« Je ne perdrai pas un mot pour défendre notre ami contre ces insinuations clair-obscur. Mais je vous offre l'occasion de faire mieux connaître Bakounine à vos lecteurs. Je vous envoie une épître qu'il a adressée, il y a quelques mois, à la jeunesse russe. Je suis sur que les convictions énergiques de Bakounine ne seront pas partagées par tout le monde, mais beaucoup plus sûr que ces convictions ne sont pas celles du gouvernement de Pétersbourg.

« Recevez, Monsieur le rédacteur, mes salutations empressées.

« Alex. Herzen,

« Rédacteur du *Kolokol*.

« Paris, 19 octobre 1869 (Hôtel du Louvre). »

La déclaration de la rédaction placée à la suite de la lettre de Herzen était ainsi conçue :

« Nous n'avons pas besoin de nous reporter à l'article qui a éveillé les susceptibilités de notre correspondant pour déclarer que jamais il n'est venu à la pensée de son auteur d'attaquer la probité politique de M. Bakounine.

« Le *Réveil* a combattu les théories de M. Bakounine, il les

combattra encore à l'occasion, tout en aimant à reconnaître les convictions énergiques de l'ardent adversaire du despotisme impérial russe.

« Nous assurons aussi notre honorable correspondant qu'une attaque de la nature de celle qui fait l'objet de sa réclamation n'aurait pas trouvé place dans les colonnes du *Réveil*.

« Fr. Cournet. »

Bakounine se déclara satisfait de cette « déclaration loyale », comme il l'appelle dans un manuscrit inédit cité par Nettlau (*Biographie*, p. 367), et l'incident fut clos en ce qui concernait le *Réveil*.

Voici comment Herzen raconte la démarche faite par lui auprès de la rédaction du *Réveil*, dans une lettre écrite à Ogaref (qui habitait Genève), le 21 octobre, pour être communiquée à Bakounine [62] :

« Paris, 21 octobre 1869.

« J'ai reçu en même temps ta lettre et celle de Bakounine. Il est en retard avec sa lettre au *Réveil* ; du reste, elle ne me plaît pas beaucoup. Pourquoi parler de races, de Juifs ? Cependant, que sa volonté soit faite ; que Rey porte cette lettre au *Réveil*, et qu'on l'imprime si le journal y consent [63].

« Mais voici ce que j'ai fait, moi, et ce que j'ai à vous faire savoir. Après avoir rédigé moi-même une lettre *froide et réservée*, je suis allé hier au *Réveil* la porter, ainsi que l'appel de Bakounine « Aux jeunes frères ». Il me fut déclaré que Delescluze était « absent » : c'est la consigne que donnent tous les directeurs de journaux. Je m'étais résigné à expliquer mon affaire au quidam qui se trouvait là, quand tout à coup une

62 Cette lettre (écrite en russe) a été publiée par Mme Tatiana Passek au tome III de son ouvrage *Iz dalnykh lièt*.

63 Comme on l'a vu, la lettre de Bakounine ne fut pas portée au *Réveil*, Herzen ayant remis lui-même à ce journal, le 20 octobre, sa propre lettre de protestation.

porte s'ouvrit, et du sanctuaire je vis sortir Delescluze en personne, tel un sénateur P. J. Ozerof [64], bilieux, hautain. Sans autre préambule, il se mit à déblatérer contre Bakounine. Je lui répondis, en coupant court, qu'il ne s'agissait pas du tout de son opinion, mais de l'insinuation contenue dans l'article de Hess (bien que, à mon avis, l'article ne vaille vraiment pas la peine qu'on s'en tracasse).

« — Pour moi, dit alors le « sénateur P. J. Ozerof », je n'ai pas l'intention de publier les élucubrations de Bakounine. Il fait un mal énorme, et nous allons lutter de toutes nos forces contre ses théories. Il se peut qu'elles soient bonnes chez vous, mais elles ne conviennent pas à l'Europe. Vous autres Russes, vous savez, je ne sais comment, concilier le communisme avec l'absolutisme.

« — Mais où donc avez-vous vu cela ? demandai-je.

« Naturellement, il n'a jamais rien vu, excepté Ledru-Rollin.

« À ce moment arrivèrent divers *autres espoirs de la France*, puis un personnage à figure rasée et hâve qui se précipita vers moi, Camille Bonnet. *Dio Santo !* encore les mêmes phrases, encore les mêmes manières... À la fin des fins, Delescluze me dit qu'il n'avait jamais voulu insulter Bakounine *personnellement*, et que si Bakounine l'a cru, il insérera ma lettre. Je tire alors de ma poche la *Liberté* pour la lui remettre, et tout à coup je m'aperçois que ce n'est pas le numéro qu'il fallait ; j'en avais pris un autre par étourderie. Je ne dis rien, je remis le journal dans ma poche, et je m'en retournai à la maison... Je suis très reconnaissant à Bakounine de m'avoir donné l'occasion de voir l'antre du lion. Si un jour la gauche devait être victorieuse, je quitterais Paris le lendemain, — mais pour huit jours seulement, car au bout de huit jours ces messieurs se seraient entre-dévorés, et il ne resterait d'eux que les os... et peut-être Bonnet.

« Voilà une longue lettre. Lis-la à Bakounine. »

64 Nous ne savons pas quel est ce personnage auquel Herzen compare Delescluze.

L'appel *À mes jeunes frères en Russie* ne parut pas dans le journal de Delescluze. Rey en demanda la publication au journal de Vermorel, la *Réforme*, qui consentit à l'insérer.

Herzen, cependant, avait pris connaissance de l'*Étude sur les Juifs allemands*, qui devait former le premier chapitre de la brochure projetée, et ce chapitre ne lui plut pas. Il manifesta son étonnement de voir Bakounine prendre à partie des hommes aussi peu notoires que Hess et Borkheim, au lieu de s'attaquer directement à Marx, leur chef de file. Bakounine lui répondit, le 28 octobre, par une longue lettre, très remarquable (*Correspondance de Bakounine*, n° LIII), où il expliquait, avec cette générosité et cette droiture dont il ne s'est jamais départi, les raisons qu'il avait de ménager Marx. Voici la traduction des principaux passages de cette lettre :

« Je n'ignore pas que Marx a été l'instigateur et le meneur de toute cette calomnieuse et infâme polémique qui a été déchaînée contre nous. Pourquoi l'ai-je donc ménagé, l'ai-je même loué, en l'appelant *géant* [65] ? Pour deux raisons, Herzen. La première, c'est la *justice*. Laissant de côté toutes les vilenies qu'il a vomies contre nous, nous ne saurions méconnaître, moi du moins, les immenses services rendus par lui à la cause du socialisme, qu'il sert avec intelligence, énergie et sincérité depuis près de vingt-cinq ans, en quoi il nous a indubitablement tous surpassés. Il a été l'un des premiers fondateurs, et assurément le principal, de l'Internationale, et c'est là, à mes yeux, un mérite énorme, que je reconnaîtrai toujours, quoi qu'il ait fait contre nous.

« La deuxième raison , c'est une *politique* et une *tactique* que je crois très juste. Je sais qu'à tes yeux je ne suis qu'un politique médiocre. Ne va pas croire que mes paroles soient dictées par l'amour-propre, si je te dis que tu te trompes de beaucoup. Car tu me juges d'après mes actes dans la société

65 Parlant de Marx et de Lassalle, Bakounine a écrit : « Mais à côté de ces deux Juifs géants, il y avait et il y a une foule de Juifs pygmées ». Voir plus loin.

civilisée, dans le monde bourgeois, où, en effet, j'agis sans me préoccuper de la tactique et sans la moindre réserve, sans façon, avec une franchise injurieuse et brutale. Et sais-tu pourquoi j'agis ainsi dans cette société ? C'est parce que je n'en fais aucun cas, parce que je ne reconnais pas en elle une force productive et progressive... Mais tu te méprendrais fort si, de ce fait, tu allais conclure que je manque de calcul dans ma conduite en face du monde ouvrier, l'unique monde dans lequel j'aie foi en Occident... Mon attitude envers Marx, qui ne peut pas me souffrir et n'aime personne que lui-même et peut-être ses proches, ma politique et ma tactique à son égard, t'en seront une preuve.

« Marx est indéniablement un homme très utile dans l'Association internationale. Jusqu'à ce jour encore, il exerce sur son parti une influence sage, et présente le plus ferme appui du socialisme, la plus forte entrave contre l'envahissement des idées et des tendances bourgeoises. Et je ne me pardonnerais jamais, si j'avais seulement tenté d'effacer ou même d'affaiblir sa bienfaisante influence dans le simple but de me venger de lui. Cependant il pourrait arriver, et même dans un bref délai, que j'engageasse une lutte avec lui, non pas pour l'offense personnelle, bien entendu, mais pour une question de principe, à propos du communisme d'État, dont lui-même et les partis anglais et allemand qu'il dirige sont les plus chaleureux partisans. Alors ce sera une lutte à mort. Mais il y a un temps pour tout, et l'heure de cette lutte n'a pas encore sonné.

« J'ai aussi épargné mes adversaires par un calcul de tactique. Ne vois-tu pas que tous ces messieurs qui sont nos ennemis forment une phalange qu'il est indispensable de désunir et de fractionner afin de pouvoir la mettre plus facilement en déroute ? Tu es plus docte que moi, tu sais donc mieux qui, le premier, avait pris pour principe : *Divide et impera*. Si à l'heure qu'il est j'avais entrepris une guerre ouverte contre Marx lui-même, les trois quarts des membres de l'Internationale se seraient tournés contre moi et je serais en désavantage, j'aurais perdu le terrain sur lequel je dois me tenir.

Mais en m'engageant dans cette guerre par une attaque contre la gueusaille dont il est entouré, j'aurai pour moi la majorité. De plus, Marx lui-même, qui est plein de cette *Schadenfreude* [66] que tu lui connais bien, sera très content de voir ses amis mal en point. Mais si je me trompe dans mes prévisions, s'il veut se constituer défenseur de leur cause, c'est lui, alors, qui déclarerait ouvertement la guerre : dans ce cas je me mettrai aussi en campagne, *et j'aurai le beau rôle* [67]. »

À cette lettre, Herzen répondit en ces termes [68] :

« J'ai reçu ta lettre et je te réponds tout de suite. Ta politique ne me plaît pas. Il ne te sied pas de jouer au Machiavel avec ton *Divide*. Je ne puis aucunement admettre qu'à l'exemple de la censure russe d'autrefois, on permette de dire du mal des subalternes à condition de ménager les supérieurs. Tu ne veux pas attaquer Marx simplement pour ne pas te mettre en posture désavantageuse ? Eh bien, alors, laisse Hess et compagnie tranquilles. C'est mon conseil et mon opinion.

« Ensuite, pourquoi t'agites-tu ainsi ? L'article de Hess n'a été remarqué par personne et s'est évanoui sans laisser de traces. Ma lettre à Delescluze (j'espère que tu l'as vue) a terminé la question. Rey (qui me plaît beaucoup) a porté ton *Appel à la jeunesse russe* à la *Réforme*, — non que ce journal soit intelligent, mais il est noble et courageux ; la rédaction a promis de le publier demain ou après-demain. Quant à aller chez Dentu, c'est une démarche inutile, qu'on ferait seulement par acquit de conscience. Voici mon conseil : Je te renverrai le manuscrit avec tous les appendices ; il est maintenant chez Rey. Corrige à tête reposée le premier chapitre. Invente pour le tout un titre bref, sans t'occuper ni de Machiavel ni de Rothschild, et remets ensuite le manuscrit à l'imprimeur

66 *Schadenfreude* signifie le plaisir que procure à quelqu'un le dommage d'autrui.

67 Les cinq mots en italique sont en français dans l'original.

68 Lettre (écrite en russe) publiée par Mme Tatiana Passek.

Czerniecki [69]. N'imprime pas le tout à la fois, mais publie par livraisons, c'est plus facile pour la dépense et le paiement. Quand tout sera en train, je mettrai des annonces dans dix journaux. Es-tu content ?

« Si tu y tiens absolument, laisse tes Juifs tels qu'ils sont ; mais mon conseil est cependant de bien réfléchir. »

Le 16 novembre, Bakounine, déjà émigré de Genève à Locarno, et écrivant à Ogaref, le charge de prier Herzen de lui renvoyer son manuscrit, et surtout les documents imprimés qui y sont joints. Le 16 décembre, il accuse réception du manuscrit. Il n'avait pas abandonné le projet de rédiger et de publier un « exposé du développement de ses idées socialistes » ; le 4 janvier 1870, il écrit à Herzen qu'il lit Comte et Proudhon, et que « dans ses rares minutes libres, il écrit le livre-brochure sur la destruction de l'État [70] » ; le 7 janvier, il écrit encore à Ogaref : « Je traduis maintenant beaucoup et vite [71] ; j'entretiens une correspondance colossale ; je lis tantôt Proudhon, tantôt Comte, je médite, et j'aborde le livre sur la destruction de l'État et de toutes les institutions gouvernementales ».

Mais il s'interrompit quelques jours après. L'arrivée de Netchaïef arrêta tout. Puis vinrent la guerre, la Commune, la Conférence de Londres et la grande lutte au sein de l'Internationale. Ce fut seulement en 1873 qu'il trouva l'occasion de réaliser, sous une forme un peu différente, le plan conçu en 1869 : il écrivit alors un livre russe, *Gosoudarstvennost i Anarkhia* (*Étatisme et Anarchie*).

Le manuscrit envoyé à Paris le 18 octobre 1869, et rentré en la possession de l'auteur au mois de décembre suivant, ne s'est pas retrouvé dans les papiers de Bakounine. Mais la

69 Imprimeur polonais établi à Genève.

70 On doit, croyons-nous, identifier ce « livre-brochure sur la destruction de l'État » avec l'écrit projeté en octobre, qui devait s'appeler « Profession de foi d'un démocrate socialiste russe ».

71 Il s'agit de la traduction russe du *Kapital* de Marx.

minute de la grande lettre écrite dans la première quinzaine d'octobre, et destinée *Aux citoyens rédacteurs du* RÉVEIL, a été conservée : c'est cette minute que nous publions ci-après. Elle nous donne la première version de ce qui s'appela, quelques jours plus tard, l'*Étude sur les Juifs allemands* ; et il est probable que cette première version ne diffère que fort peu — peut-être pas du tout — de la mise au net envoyée à Paris. De cette lettre, devenue le premier chapitre du livre qu'il annonçait à Herzen le 18 octobre 1869, Bakounine a dit lui-même : « Ce chapitre pourra paraître trop cru, trop grossier » ; mais il a manifesté en même temps la volonté formelle que « le caractère intransigeant (*bezpardonnoé*) en subsistât intégralement (*vcéisélo*) ». Telle qu'elle est, cette lettre contient beaucoup de renseignements intéressants, et, comme écrit polémique, elle ne nous paraît point passer les bornes d'une légitime défense.

J. G.

LETTRE
AU JOURNAL *LE RÉVEIL*
À PARIS

|1 Aux citoyens rédacteurs du RÉVEIL

Messieurs,

Un Juif allemand que j'ai à peine entrevu deux fois dans ma vie vient de publier contre moi, dans le numéro du 2 octobre de votre journal, un article signé Maurice Hess, et dont chaque parole est un mensonge effronté ou une odieuse calomnie.

Qu'un Maurice Hess calomnie, cela ne m'étonne pas du tout. Mais ce qui a le droit de me surprendre, c'est qu'un journal comme le vôtre, Messieurs, se fasse l'organe de cette calomnie. Je conçois que vous réprouviez, de votre point de vue, mes idées. Vous êtes des révolutionnaires politiques avant tout. Je suis avant tout socialiste ; et, convaincu que la demi-vérité est aussi illogique en théorie que funeste en pratique, convaincu surtout qu'aujourd'hui, en vue des événements qui se préparent, chacun a le devoir de dire franchement ce qu'il pense, ce qu'il veut, ce qu'il est, je pousse les principes du socialisme révolutionnaire jusqu'à leurs dernières conséquences.

Vous avez le droit d'attaquer énergiquement mes principes, mais non celui de calomnier ma personne, et je ne pense pas que vous en ayez eu l'intention. Vous laisserez cette triste besogne à ces journaux allemands qui, rédigés pour la plupart par des Juifs allemands, se sont fait des attaques personnelles les plus odieuses, les plus stupides, les plus sales, leur gagne-pain et une occupation quotidienne.

Messieurs les rédacteurs, vous êtes des hommes politiques trop honnêtes, trop sérieux, pour ne pas avoir compris dès l'abord le vrai sens et toute la portée de l'article que vous avez cru devoir insérer dans votre |2 journal. Hommes d'honneur, vous vous êtes érigés en tribunal d'honneur, et vous avez sans doute compris qu'en publiant cet article, vous avez assumé, vis-à-vis du public et de moi, un double devoir : celui de publier ma réponse, et d'exiger surtout de mon misérable calomniateur qu'il appuie par des preuves, par des faits, ses vilaines accusations contre moi.

Je vais répondre. Mais d'abord, permettez-moi, Messieurs, de vous expliquer la position toute particulière dans laquelle je me trouve vis-à-vis des Juifs du journalisme allemand en général et de M. Maurice Hess en particulier. Cette explication me paraît absolument nécessaire.

Je commence par vous prier de croire que je ne suis aucunement l'ennemi ni le détracteur des Juifs. Tout cannibale qu'on veut bien me supposer, je ne pousse pas la barbarie à ce point, et je vous assure qu'à mes yeux toutes les nations se valent. Chacune d'ailleurs est un produit ethnographiquement historique, et n'est par conséquent pas responsable ni de ses défauts, ni de ses mérites.

C'est ainsi qu'on pourrait observer, par rapport aux Juifs modernes, que leur nature se prête peu au franc socialisme. Leur histoire, bien avant l'ère chrétienne, leur a imprimé une tendance essentiellement mercantile et bourgeoise, ce qui fait que, considérés comme nation, ils sont par excellence les exploiteurs du travail d'autrui, et ils ont une horreur et une crainte naturelles des masses populaires, qu'ils méprisent d'ailleurs, soit ostensiblement, soit en secret. L'habitude de l'exploitation, tout en développant l'intelligence des exploiteurs, lui donne une direction exclusive, funeste, et toute contraire aux intérêts aussi bien qu'aux instincts du prolétariat.

Je sais bien qu'en disant avec cette franchise ma pensée intime sur les Juifs, je m'expose à d'énormes dangers. Bien des personnes la partagent, mais très peu osent publiquement

l'exprimer, car la secte juive, |3 bien plus formidable que celle des Jésuites catholiques et protestants, constitue aujourd'hui en Europe une véritable puissance. Elle règne despotiquement dans le commerce, dans la banque, et elle a envahi les trois quarts du journalisme allemand et une partie très considérable du journalisme des autres pays. Malheur donc à celui qui aura la maladresse de lui déplaire !

J'aurais bien voulu éviter ce malheur ; mais, puisque la chose est faite, profitant des avantages de cette position désagréable, j'oserai dire toute la vérité.

Ne pensez pas, Messieurs, que j'enveloppe tous les Juifs dans une même condamnation. Ce serait une injustice et une folie. L'histoire nous prouve que souvent un milieu politique et social produit tout le contraire de sa propre nature, et comme une protestation énergique contre lui-même. C'est ainsi que nous voyons se manifester aujourd'hui au sein de la démocratie américaine des tendances singulièrement passionnées vers l'impérialisme. C'est ainsi que le judaïsme avait produit dans son temps les Jésus-Christ, les saint Paul, les Spinoza, et qu'aujourd'hui même il a donné naissance aux deux socialistes les plus éminents de nos jours : Marx et Lassalle.

Je n'ai pas besoin de vous apprendre, Messieurs, ce que ces deux hommes ont fait et ce que l'un d'eux continue de faire pour le développement et pour la propagande de l'idée sociale, Marx est considéré avec raison comme l'un des principaux fondateurs de l'Association internationale des travailleurs.

Mais à côté de ces deux Juifs géants, il y avait et il y a une foule de Juifs pygmées ; M. Maurice Hess est du nombre. Ceux-là ne s'illuminent que de la lumière qu'ils empruntent à leurs maîtres, ne vivent que des bribes de leur pensée qu'ils revendent en détail. Perdus derrière les coulisses du journalisme allemand, ils le dirigent collectivement, et l'ont transformé en une arène où les misérables combats des |4 vanités littéraires se mêlent à l'injure et aux personnalités les plus dégoûtantes. Privés de tout sens moral et de toute dignité personnelle, ils cherchent leur esprit dans la boue, et se sont fait

de la calomnie un amusement quotidien, un passe-temps.

Tel est le guêpier, Messieurs, dont j'ai eu l'infortune d'attirer sur moi les fureurs. Comment l'ai-je fait ? Par quel acte malencontreux ai-je mérité cette disgrâce ? Je l'ignore. Tout ce que je puis vous dire, c'est que je ne suis pas le seul, c'est toute l'émigration russe, c'est, après moi, mon ami Alexandre Herzen surtout qui est l'objet de leurs attaques furibondes : j'en conclus que ces attaques ne s'adressent pas tant aux personnes qu'à la nationalité, et qu'il suffit d'être Russe pour mériter leurs insultes.

Que leur ont fait les Russes ? Je conçois qu'on déteste le gouvernement russe, l'Empire de toutes les Russies, car en effet il n'y a jamais eu au monde ni de gouvernement ni d'empire plus détestables. Je l'ai d'ailleurs plusieurs fois répété : l'Empire russe ne paraît si infâme et n'est en réalité si brutal que parce qu'il fait avec une cynique franchise ce que tous les autres États font hypocritement. « En Europe, — ai-je ajouté dans mon discours au Congrès de Berne (septembre 1868), il n'y a d'États vertueux que les États impuissants ; et encore sont-ils bien criminels dans leurs rêves ! » Tous les États actuellement existants, fondés exclusivement sur l'exploitation systématique et réglée du travail populaire par les classes économiquement et politiquement privilégiées, ont pour base la violence et pour but unique l'agrandissement de leur puissance au détriment des peuples voisins et par tous les moyens possibles. C'est pourquoi je conclus à la nécessité de l'abolition de tous les États, comme condition absolue de l'établissement de la justice et de la paix dans le monde.

Mais tout en reconnaissant que tous les États se valent au fond, parce que tous ne respirent qu'injustice, rapine et violence, je ne fais aucune difficulté d'admettre que de tous les États existants, l'Empire russe est le plus détestable, et qu'on ne saurait rendre de plus grand service à l'humanité tout |5 entière qu'en le détruisant au plus vite. Ceci accordé, peut-on rendre les populations russes solidaires de la politique de cet Empire, dont elles sont, les premières, les victimes ?

N'est-ce pas une criante injustice, un non-sens ? À ce compte, il faudrait rendre responsable le peuple français de tous les crimes commis par ses gouvernements ; et, les États germaniques ayant été de tout temps les soutiens les plus zélés, les plus fermes, de tous les despotismes et de toutes les iniquités politiques en Europe, il faudrait déclarer que l'existence même du peuple allemand est incompatible avec celle de la justice et de la liberté dans le monde ! — Mais, dira-t-on, le peuple français et le peuple allemand sont des peuples civilisés, tandis que les Russes ne sont qu'un peuple barbare. — Soit ; mais l'esclave civilisé qui devient un instrument entre les mains des despotes n'est-il pas mille fois pire que l'esclave barbare ? Ce dernier laisse encore espérer qu'en se civilisant il pourra conquérir la liberté. Mais que peut-on espérer du premier ?

Le peuple russe, dit-on, est un danger permanent pour la civilisation et pour l'indépendance de l'Europe. Impatient et sauvage, il n'attend que l'heure propice où il pourra fondre sur elle pour la dévaster et pour la conquérir. C'est encore un mensonge, qui dénote, sinon beaucoup de mauvaise foi, du moins une grande ignorance, et probablement l'une et l'autre en même temps. J'ai prouvé, l'histoire et la statistique à la main, que jamais les peuples russes ne se sont portés de leur mouvement propre vers l'Occident, — chose, par exemple, que les peuples allemands ne pourraient pas dire d'eux-mêmes par rapport à l'Orient, car toute la Prusse, une partie du royaume de Saxe, et la plus grande partie de l'Empire d'Autriche, ne se sont formées, comme on sait, que par l'envahissement des races slave et italienne par la race allemande.

Mais les Russes ont conquis et asservi la Pologne ? — Et qui les y a appelés ? N'étaient-ce pas les Prussiens et les Autrichiens ? Le roi philosophe Frédéric II de Prusse et la pieuse Marie-Thérèse d'Autriche n'ont-ils pas partagé le gâteau avec notre grande dévergondée Catherine II, qui par sa naissance aussi bien que par toutes ses traditions politiques était une Allemande aussi ?

|6 Mais les Russes continuent d'ensanglanter et torturer la Pologne ? — Ah ! sans doute, d'horribles crimes s'y commettent par des mains russes, et allemandes aussi, servant les unes comme les autres le gouvernement des tsars. Et nul plus que nous ne maudit ces criminels et ces crimes ! Mais croyez-vous, Messieurs, que le gouvernement autrichien et ses agents militaires et civils n'auraient pas fait, dans les mêmes circonstances, absolument la même chose ? Rappelez-vous donc ce qu'ils ont fait en 1849 en Italie, en Hongrie.

Mais aujourd'hui, répond-on, ce gouvernement s'est transformé, réformé, humanisé, il est devenu libéral. C'est-à-dire qu'il est devenu relativement impuissant, et il faudrait être bien naïf vraiment pour s'imaginer que si des circonstances nouvelles lui rendaient son ancienne puissance, il ne reviendrait pas immédiatement à toutes ses habitudes traditionnelles. Et que pensez-vous du grand ministre prussien le comte de Bismarck, et de cette armée et de cette administration prussiennes, qui, après avoir inspiré la nouvelle politique du cabinet de Saint-Pétersbourg en Pologne, se sont faits gratuitement les pourvoyeurs de ses bourreaux, les Mouravief et autres, auxquels ils ont livré tant de victimes polonaises ? — Pour constater enfin le degré de la civilisation politique et du respect de l'humanité dans les pays les plus civilisés en Europe, rappelons-nous les crimes commis, à Paris, par la bourgeoisie d'abord et par la soldatesque plus tard, en Juin et en Décembre [72].

Mais, répétera-t-on encore une fois, les autres peuples se sont assis, ils ont trouvé leurs limites naturelles, tandis que le peuple russe, se trouvant encore à l'état de barbarie, menace d'envahir l'Europe. — Et encore une fois je répète : C'est un mensonge qui dénote ignorance et mauvaise foi. Le mouvement naturel des peuples russes les a toujours poussés vers l'Orient, jamais vers l'Occident, et ce n'est que l'organisation despotique et tout artificielle d'un État qui, par son esprit, est tartare et

72 Bakounine écrivait ceci dix-neuf mois seulement avant le massacre de mai 1871.

allemand, mais nullement russe, et qui s'est fait un marchepied de ces peuples, c'est elle qui pousse non les masses populaires, — elle en serait incapable, — mais les armées, organisées et disciplinées selon la méthode allemande, à la |7 conquête de l'Europe, Donc il faut détruire l'Empire de Russie ? Sans doute, il faut le détruire. Nous ne voulons et nous ne demandons que cela.

Mais voilà que les journaux allemands se prennent tout à coup d'une grande tendresse pour ce gouvernement, pour cet empire qu'ils maudissaient tout à l'heure. « Ce gouvernement, disent-ils, c'est encore ce qu'il y a de plus civilisé en Russie, Une fois lui détruit, qu'y restera-t-il ? La barbarie des peuples sauvages. »

Ou je ne m'y connais plus du tout, ou c'est bien là le cri désespéré de la bourgeoisie en détresse.

« La révolution russe, ajoutent-ils, et les projets révolutionnaires des communistes russes, sont encore plus dangereux que les projets de conquête du gouvernement russe. Ce sera la fin de toute civilisation et de tout ordre public, — la fin du monde. »

Mais qu'est-ce que cela vous fait, bonnes gens, puisqu'il est bien entendu que les peuples russes, une fois délivrés du joug de l'Empire, resteront chez eux et n'auront nulle envie d'aller chez vous ? Et savez- vous pourquoi ils n'auront pas cette envie ? Parce que vos pays sont peuplés et que les nôtres sont relativement déserts. Le peuple russe n'a jamais cherché qu'une chose : la terre, beaucoup de terre ; eh bien, dans le midi et l'est de l'empire, dans la Nouvelle-Russie et au-delà du Volga jusqu'à l'embouchure de l'Amour, il y a des terres immenses, d'une fertilité inouïe, et qui n'ont jamais été défrichées. Ce n'est pas nous qui irons jamais chez vous, mais au contraire c'est bien vous qui ressentirez le besoin de venir chez nous.

Aussi vous promettez-vous bien de nous faire cette visite. N'est-ce pas une de vos habitudes historiques que de visiter ou plutôt d'envahir lentement le monde slave ? Mais vous aimez à faire ces voyages en emportant avec vous votre civilisation et

vos mœurs bourgeoises, votre droit romain et votre cher gouvernement allemand régulier, politiquement très despote, il est vrai, mais en même temps économiquement si propice aux développements de la bourgeoisie. Voilà pourquoi, tout en maugréant contre le gouvernement encore plus allemand que tartare de Saint-Pétersbourg, vous |8 craignez tant que nous le détruisions.

Eh bien, Messieurs les bourgeois juifs et allemands, venez en Russie, vous serez les bienvenus. Dans cet immense pays, il y aura de la place pour tout le monde. Mais en venant chez nous, renoncez à l'espoir de nous imposer vos gouvernements réguliers et votre civilisation bourgeoise. Nous n'en voulons pas, et le peu qu'on nous en a importé de chez vous, nous allons le détruire.

Cette *haute culture* dont les Allemands se prévalent, et que le journalisme allemand nous reproche de ne point respecter, nous la méprisons en effet ; car nous la jugeons par ses œuvres, et elle n'a produit qu'un peuple esclave et une foule de littérateurs et de politiciens pareils à M. Maurice Hess. Nous n'avons plus de respect pour votre civilisation bourgeoise, que nous avions jadis la stupidité d'admirer et qui s'étale aujourd'hui devant nous dans toute sa honteuse impuissance. Oui, s'il n'y avait en Europe, au-dessous de ce monde bourgeois qui pourrit, un prolétariat immense capable de rajeunir et de raviver le monde européen, — un prolétariat qui est presque aussi étranger à votre politique d'État, à votre morale métaphysique et à votre jurisprudence romaine que l'est le peuple russe lui-même, — nous croirions vraiment que la fin de l'Europe a sonné. Mais nous ne le croyons pas, et nous attendons que le soulèvement du prolétariat en Europe donne le signal à l'insurrection populaire en Russie,

Pourtant, si les ouvriers de l'Occident tardent trop longtemps, ce seront les paysans russes qui leur donneront l'exemple. En Russie, la révolution populaire devient de plus en plus imminente, et l'une de ses premières conséquences sera la destruction de l'Empire de toutes les Russies.

Je comprends parfaitement. Messieurs, que toutes ces idées doivent être excessivement désagréables au journalisme allemand. Je lui reconnais le droit de les attaquer avec toute l'énergie possible, mais je ne lui recon |9 nais pas celui de calomnier les personnes.

Voilà déjà bien plus de dix ans que Herzen et moi nous sommes en butte aux plus infâmes calomnies de leur part. Herzen, qui s'est tu jusqu'ici, répondant à ces attaques parle plus profond dédain, finira bien aussi par parler, et il racontera mieux que je ne saurais le faire tous les mensonges dont il a été non la victime, mais l'objet. Je ne répondrai donc que pour moi-même.

C'était en 1851, 1852 ou 1853, — je ne puis bien préciser la date, — j'étais enfermé dans la forteresse de Petropavlovsk à Saint-Pétersbourg, lorsqu'il y eut un meeting à Londres dans lequel des Juifs allemands émigrés prétendirent que je n'étais pas du tout incarcéré, ni privé aucunement de ma liberté ; que je jouissais au contraire, sous la protection du gouvernement russe, dont j'étais le favori bien-aimé, de tous les plaisirs possibles.

En 1861, lorsque, après huit ans de forteresse et quatre ans de Sibérie, je parvins à m'échapper de cette dernière, par l'Amour, — le fleuve, non le dieu, — le Japon, l'Océan Pacifique, la Californie, l'isthme de Panama, New-York, et que je vins en décembre à Londres, je fus salué par une série d'articles dans un petit journal anglais, écrits ou inspirés, comme je l'ai su plus tard de source certaine, par ces mêmes Juifs allemands. Dans ces articles, on osa dire que je n'avais pu m'enfuir qu'avec l'aide du gouvernement russe ; et qu'en me créant la position d'émigré russe et de martyr de la liberté, ce gouvernement m'avait rendu plus capable encore de lui rendre des services, c'est-à-dire de faire le métier d'espion pour son compte.

Lorsque j'eus répondu, dans un autre journal anglais, à l'auteur anonyme de ces articles, que je riposterais à ces infamies non la plume à la main, mais |10 avec ma main sans plume, ce monsieur inconnu, en s'excusant, prétendit qu'il

n'avait pas voulu dire du tout que je fusse un espion payé ; mais que j'étais un patriote de l'Empire tellement dévoué que j'avais volontairement encouru les tortures de la prison et de la Sibérie, pour pouvoir mieux servir ensuite la politique de cet Empire.

À de pareilles inepties il n'y avait plus rien à répondre. Ce fut aussi l'avis de l'illustre proscrit italien Mazzini, et celui de mes compatriotes Ogareff et Herzen. Pour me consoler, Mazzini et Herzen me dirent, en même temps, qu'ils avaient été attaqués à peu près de la même manière et fort probablement par les mêmes gens, auxquels ils n'avaient répondu que par un silence méprisant.

En décembre 1863, lorsque je traversai la France et la Suisse pour me rendre en Italie, un petit journal de Bâle, je ne sais plus lequel, publia un article dans lequel il prémunissait contre moi tous les émigrés polonais, prétendant *que j'avais entraîné dans l'abîme beaucoup de Polonais*, — il n'en nommait aucun, — *tout en me sauvant toujours moi-même*.

Depuis 1863 jusqu'en 1867, pendant tout mon séjour en Italie, je fus un objet permanent d'attaques toujours calomnieuses de la part de beaucoup de journaux allemands. Très peu de ces articles parvinrent à ma connaissance, — en Italie on lit peu les journaux allemands. J'apprenais seulement qu'on m'avait injurié et calomnié, et, suivant l'exemple de Mazzini et de Herzen, je m'en souciais aussi peu que je me soucie — soit dit par parenthèse — des invectives de la presse russe contre moi.

Plusieurs de mes amis prétendirent et prétendent que mes calomniateurs étaient soudoyés par la diplomatie russe. Ce n'est pas impossible. Je devrais être d'autant plus porté à le croire que je sais pertinemment |11 qu'en 1847, après un discours que j'avais prononcé à Paris contre l'empereur Nicolas dans une assemblée polonaise, et pour lequel M. Guizot m'avait expulsé de France, à la demande du ministre représentant de la Russie, M. Kisseleff, ce dernier avait tâché de répandre dans l'émigration polonaise l'opinion que je n'étais rien qu'un agent

du gouvernement russe. Ce gouvernement ne recule naturellement devant aucun moyen. Mais je ne pense pas, pourtant, que ni M. Borkheim, un Juif allemand ami de M. Maurice Hess et qui encore plus que lui s'est fait de la calomnie contre moi un métier, ni M. Maurice Hess, aient jamais eu à démêler quoi que ce soit avec la diplomatie russe. Ils s'inspirent de leur malignité et de leur sottise, voilà tout.

Ce M. Borkheim est un homme singulier, une sorte de maniaque qui déteste tant la Russie et les Russes qu'il a appris le russe. Il l'a appris tant bien que mal, mais assez pour passer pour un savant philologue russe aux yeux de ses compatriotes. Je le connais encore moins que je ne connais M. Maurice Hess, l'ayant rencontré une seule fois, en 1867, au Congrès de la paix à Genève, où on l'a malheureusement empêché de prononcer un discours virulent contre la Russie. Il a imprimé d'ailleurs ce discours sous le titre singulier de *Ma Perle devant le Congrès de Genève* [73] ; il n'y propose rien de moins que la réconciliation et la coalition de tous les États de l'Europe — sans considération aucune pour la forme de leurs gouvernements et pour leur organisation intérieure — en vue d'une croisade d'extermination contre le peuple russe, un peuple de soixante millions à peu près, qu'il conseille de détruire en grande partie, sauf à refouler le reste derrière l'Oural.

Ce fut bien plus tard que j'appris que ce M. Borkheim, depuis bien des années, s'était fait notre calomniateur principal. Non qu'il fût |12 le seul, — je ne veux pas faire cette injure aux rédacteurs du journalisme allemand, — mais il les a dépassés tant par la sottise que par la vilenie de ses invectives contre nous ; de sorte que M. Maurice Hess — qui en politique comme en socialisme se montre aujourd'hui le disciple ardent et fidèle de l'illustre publiciste allemand M. Armand Gœgg [74], l'Atlas

73 Sur ce discours, dont Karl Marx avait été l'inspirateur, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James GUILLAUME, tome Ier, p. 51.

74 Ceci est une plaisanterie que Bakounine pensait devoir être particulièrement désagréable à Moritz Hess, Gœgg étant un personnage ridicule.

moderne qui porte sur ses épaules le monde bourgeois et le monde ouvrier, et sans nul doute aussi le pilier principal de la non moins célèbre Ligue de la paix et de la liberté, dernièrement illustrée, mais non relevée, par votre grand poète [75] — n'est rien, sous le rapport de la calomnie, qu'un imitateur de son double compatriote M. Borkheim.

En 1868, M. Borkheim nous a attaqués, Herzen et moi, de nouveau dans un journal semi-politique et semi-socialiste, semi-bourgeois et semi-ouvrier, qui se publiait à Leipzig sous le titre de *Demokratisches Wochenblatt*, et qui, ayant pris récemment celui de *Volksstaat*, est aujourd'hui l'organe du Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne qui vient de se constituer au Congrès d'Eisenach. Il nous a posé une série de questions, auxquelles j'ai répondu pour mon compte dans mon discours de Berne (septembre 1868), discours dont j'ai l'honneur de vous envoyer un exemplaire.

Du moment que vous vous êtes érigés en tribunal, messieurs, j'ai le droit d'espérer que vous aurez la patience de le lire, et vous jugerez vous-mêmes si un Russe qui parle ainsi peut être soupçonné de servir soit publiquement, soit secrètement les intérêts du gouvernement russe et d'être un partisan du panslavisme.

|13 Mais mes calomniateurs ne se donnent évidemment pas la peine de lire les réponses qu'on leur fait ; et c'est naturel, puisqu'ils ont besoin, non de la vérité, mais de la calomnie.. Il n'est donc pas étonnant que M. Borkheim, avec le front d'airain qui constitue son talent et sa force, ait répété les mêmes attaques contre moi dans une série d'articles qu'il a publiés il y a deux mois à peu près dans la *Zukunft*, organe de la démocratie allemande, rédigé à Berlin exclusivement par des Juifs.

J'aurais voulu, Messieurs, que l'un de vous eût la patience de lire ces trois ou quatre articles, qui ont été publiés dans ce journal sous le titre de *Michael Bakunin*. Quant à moi, j'avoue que je n'ai jamais lu rien d'aussi confus, d'aussi odieusement

75 Victor Hugo avait assisté au troisième Congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, à Lausanne, en septembre 1869.

ridicule et stupide, que cette dernière élucubration de M. Borkheim, à côté de laquelle l'article de M. Maurice Hess contre moi pourrait passer pour un modèle de clarté et d'honnêteté. Ce qui m'a fort amusé surtout, c'est que, pour prouver que je suis un panslaviste et un serviteur dévoué de la politique de l'Empire de Russie, M. Borkheim cite une brochure que j'avais publiée à Leipzig vers la fin de 1848, à la veille des derniers tressaillements d'une révolution écrasée en Juin, et déjà aux trois quarts vaincue par le despotisme [76].

S'il pouvait y avoir quelque chose de bien nettement anti-panslaviste et d'anti-russe, dans le sens officiel de ce mot, c'était cette brochure. J'y ai prêché quoi ? La destruction |14 de l'Empire de toutes les Russies, comme la condition essentielle, absolument nécessaire, de l'émancipation de la race slave. J'ai dit aux Slaves : « Malheur à vous si vous comptez sur cette Russie impériale, sur cet Empire, tartare et allemand, mais qui n'a jamais eu rien de slave. Cet Empire vous engloutira, et vous torturera comme il le fait avec la Pologne. » Il est vrai que j'y ai prêché également la destruction de l'Empire d'Autriche et de la monarchie prussienne, et cela peut être un crime impardonnable aux yeux de MM. Borkheim et Hess. Mais que voulez-vous, Messieurs ? je n'éprouve ni sympathie, ni admiration, ni respect pour ces deux grandes puissances, toutes germaniques qu'elles soient d'origine, de tendances et d'esprit. Sous ce rapport comme sous celui de l'adoration qu'on exige de moi pour la civilisation bourgeoise, ma barbarie est incorrigible.

J'ai dit encore aux Slaves : « Méfiez-vous des passions nationales qu'on cherche à ranimer dans vos cœurs. La monarchie autrichienne qui, pendant sa longue carrière, n'a jamais fait autre chose qu'opprimer les nations, vous parle aujourd'hui de vos droits nationaux. Est-ce qu'elle aurait fini par reconnaître ces droits ? Non, elle veut écraser la liberté par la guerre civile des nationalités, elle veut rompre la solidarité

76 Sur cette brochure, *Aufruf an die Slaven*, voir la Notice biographique en tête du tome II des *Œuvres*, p. xx.

révolutionnaire des peuples en les soulevant les uns contre les autres. Donnez donc la main aux démocrates révolutionnaires allemands, hongrois, italiens ; ne haïssez que vos oppresseurs, les classes privilégiées de toutes les nations, mais unissez-vous de cœur et d'action à leurs |15 victimes éternelles, les peuples. »

Telle est la brochure dans laquelle M. Borkheim va chercher des preuves de mon *panslavisme*. Ce n'est pas ignoble seulement, c'est bête. Mais ce qui est plus ignoble que bête, c'est que, l'ayant sous les yeux, il en a cité des passages naturellement travestis ou tronqués, mais pas un de ces mots par lesquels je stigmatisais et maudissais l'Empire de Russie, en adjurant les Slaves de s'en méfier, — et la brochure en était pleine. Cela vous donne la mesure de l'honnêteté de ces Messieurs.

Ce qu'il y a de remarquable, d'ailleurs, c'est que depuis qu'ils ont commencé cette œuvre de calomnie, il ne leur est jamais arrivé, je ne dis pas de prouver, mais seulement d'énoncer le moindre fait à l'appui de leurs accusations contre moi. Et vous pouvez bien penser que s'ils avaient seulement eu l'ombre d'un fait quelconque, ils n'auraient pas manqué de l'exploiter largement. En l'absence de toute preuve, force leur a donc été d'appuyer tout leur raisonnement sur un argument unique, mais qui leur paraît irrésistible. Cet argument, le voici : « Il est Russe, donc il doit être un agent du gouvernement russe ».

Voilà les gens contre lesquels je dois me défendre, et cela, j'ai bien le droit de le dire, après avoir voué toute ma vie au service de l'émancipation des masses populaires ! Vous comprendrez, Messieurs, que je ne puis avoir d'autre réponse pour eux que le mépris, et au besoin, lorsqu'ils m'ennuieront trop et auront le malheur de se présenter à mes yeux, des soufflets.

Un dernier mot sur M. Maurice Hess. Je connais fort peu ce monsieur, ne l'ayant à peine entrevu que deux fois dans ma vie. La première fois, il y a vingt-cinq ans à peu près [77], à Paris,

77 Donc vers 1844.

et je n'avais conservé de lui, jusqu'au dernier Congrès des travailleurs qui m'a donné l'occasion de l'examiner de plus près, qu'une impression très insignifiante et très pâle. Je me souviens de l'avoir rencontré quelquefois dans la société de Karl Marx, dont il m'avait semblé supporter avec peine l'incontestable supériorité.

|16 Je l'avais totalement oublié, et je ne m'en suis ressouvenu qu'à l'occasion de sa dernière brochure [78], que mon ami Jean-Philippe Becker m'avait apportée en me demandant si je ne voulais pas faire à son sujet un article pour l'*Égalité*, organe de l'Association internationale des travailleurs à Genève.

Après l'avoir parcourue, j'ai cru devoir refuser, n'ayant trouvé dans cet écrit prétentieux et confus qu'un désir évident : celui de concilier la chèvre bourgeoise avec le chou du prolétariat.

L'*Égalité* ne pouvait y souscrire sans trahir son programme et son nom.

Je rencontrai une seconde fois M. Hess au dernier Congrès de Bâle. Je ne l'aurais point reconnu, tant nous avions vieilli l'un et l'autre, si J.-Ph. Becker ne me l'avait présenté en me le désignant comme l'un des pères de l'Église communiste en Allemagne. Il ne me fut pourtant pas difficile de reconnaître bientôt, averti comme je l'étais d'ailleurs par la lecture de la dernière œuvre sortie de sa plume, que Becker se trompait étrangement sur son compte. Je trouvai dans l'ancien disciple de Marx un adhérent converti et fanatiquement dévoué des idées politiques et sociales ; ;de M. Armand Gœgg [79].

M. Maurice Hess parle beaucoup de mon activité au Congrès de Bâle. Malheureusement je n'ai rien à raconter de la sienne, sinon qu'il a fidèlement applaudi les discours de M. Gœgg et qu'il a toujours voté avec lui.

Mais pourquoi m'en veut-il ? Ah ! c'est que j'ai eu le malheur de le blesser deux fois dans son amour-propre : en lui disant d'abord franchement ce que je pensais de sa fameuse

78 *La Haute Finance et l'Empire*, Paris, mai 1869.

79 Bakounine continue le persiflage.

brochure, et en qualifiant une autre fois, comme elle l'avait mérité, sa conduite malhonnête dans un incident qui s'était élevé entre quelques délégués parisiens et moi [80]. *Indè Iræ*. Il a juré de se venger, et il se venge à sa façon : par la calomnie et le mensonge.

|17 Dans un langage ambigu et plein de réticences perfides, dont les gens de cette sorte ont seuls le secret, il commence par déclarer *qu'il ne soupçonne pas ma bonne foi révolutionnaire*, et qu'il ne m'attribue *aucune arrière-pensée inavouable, telle qu'on la suppose chez M. de Schweitzer, le chef des communistes prussiens*.

Mais, après cette précaution oratoire, qui lui a paru sans doute suffisante pour abriter sa personne, ne s'inspirant plus que de sa malveillance naturelle et de son désir de vengeance contre moi, M. Maurice Hess ose élever contre moi les accusations suivantes :

1° Que j'aurais introduit au Congrès de Bâle *un parti russe proche parent du parti prussien*. « Les partisans de Bakounine, dit-il, chef du communisme russe, ne se doutaient pas plus *du service qu'ils étaient appelés à rendre dans un intérêt panslaviste, que les dupes de M. de Schweitzer ne se doutaient de faire les affaires du pangermanisme prussien* », le but final de ce double travail n'étant autre, selon M. Maurice Hess, que de préparer et d'attirer sur l'Europe l'*invasion moscovite et prussienne*.

Puis, continuant de mentir sans vergogne comme un homme qui en a pris son parti ou qui en a depuis longtemps l'habitude, il ajoute :

2° « Que déjà dans le courant de l'année dernière j'aurais fait un essai tendant *à changer l'organisation et les principes de l'Internationale, de même qu'à transférer le siège du Conseil général de Londres à Genève* » ;

3° « Que le Conseil général, chargé de maintenir l'organisation et les tendances émancipatrices de l'Association

80 Nous ne savons pas ce que c'était que cet incident, dont les journaux n'ont pas parlé.

internationale, aurait eu, déjà avant le Congrès, des démêlés avec moi, et qu'il n'aurait pas admis des statuts que je lui aurais soumis, pour |18 fonder des sections de l'Internationale sur une nouvelle base » ;

4° « Qu'au lieu de rompre en visière avec le Conseil général, j'aurais préféré accepter *les conditions qui m'ont été imposées et miner sourdement une organisation que je n'ai pas su ou que je n'ai pas osé combattre ouvertement* [81] » ;

5° « Qu'en plaidant des causes d'apparence plus révolutionnaire que celles proposées par le Conseil général, *en proclamant l'abolition du droit d'héritage, en prêchant la liquidation sociale la plus violente et la plus anarchique, et en me créant par ces procédés démagogiques plutôt que démocratiques un parti populaire* dans quelques sections françaises et allemandes, *peu rompues aux finesses russes*, » je me serais flatté de pouvoir entraîner le Congrès de Bâle à modifier les principes et la direction de l'Internationale ; mais que « *ces intrigues* auraient été déjouées par le Congrès, Bakounine n'étant pas de force à lutter contre les principes qui ont prévalu jusqu'à présent au sein de l'Association internationale ; et, voyant sa défaite dans la question de principe, il n'aurait pas osé aborder la question de personne ».

Telles sont, Messieurs, les calomnies qu'un homme malhonnête et méchant a osé proférer contre moi dans votre journal.

Si toutes ces choses infâmes avaient été mises sur le compte d'un diplomate avoué du gouvernement de Saint-Pétersbourg, on aurait pu les considérer comme des louanges. La diplomatie de tous les pays, sans aucune exception, et la

81 Les allégations énoncées sous les chiffres 2∞, 3∞ et 4∞ font allusion à la fondation de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste en septembre 1868 ; au refus du Conseil général d'admettre cette Alliance internationale dans l'Association internationale des travailleurs ; et à l'attitude conciliante prise par Bakounine et ses amis, qui prononcèrent la dissolution de l'organisation internationale de l'Alliance, et se contentèrent de l'admission de ses groupes à titre de sections de l'Internationale.

diplomatie russe surtout, n'a-t-elle pas eu de tout temps le privilège de la canaillerie et de la trahison ? Et ce qui dans la vie privée s'appelle crime, infamie, ne devient-il pas dans les hautes régions de l'action diplomatique une preuve de supériorité, l'accomplissement d'un devoir, |19 une vertu ? Mais dirigées contre un Russe émigré et qui se dit hautement l'ennemi du gouvernement et de tout le système politique de son pays ; jetées à la face d'un homme dont « on ne veut pas soupçonner la bonne foi révolutionnaire », ces accusations ne peuvent signifier qu'une chose, et cette signification la voici :

Bakounine est un agent provocateur du gouvernement russe, un espion.

Tel est donc, messieurs, l'unique sens de l'article que vous avez publié contre moi dans le numéro du 2 octobre de votre journal ; et comme je n'ai aucun droit de douter, ni de votre honnêteté, ni de votre justice, je dois être certain que vous ne ferez aucune difficulté de publier ma réponse, quelque longue qu'elle puisse vous paraître et quelque contraire qu'elle soit à vos propres principes.

Il est bien entendu que cette réponse ne s'adresse pas à M. Maurice Hess, avec lequel je pense avoir réglé tous mes comptes, — au moins en ce qui concerne leur partie littéraire, — mais au public devant lequel il a voulu me calomnier.

* * *

La plus grave accusation portée contre moi, c'est que *je serais un agent secret du gouvernement de Saint-Petersbourg*, et que *je servirais le panslavisme russe*, comme M. de Schweitzer — prétend M. Hess, pas moi — sert la politique de M. de Bismarck [82].

82 Pendant des années, ce fut un des articles de foi du credo des socialistes marxistes d'Allemagne, qu'on appelait la « fraction d'Eisenach », que M. de Schweitzer était un agent de Bismarck. Aujourd'hui la démonstration est faite : il est hors de doute que Schweitzer n'a jamais été un agent du gouvernement prussien, et Franz Mehring, l'historien du socialisme allemand, déclare qu'il était aussi

Mais, pour avoir le droit de porter publiquement contre un homme une si horrible accusation, ne faut-il pas au moins apporter quelques preuves ; et n'ai-je pas celui de m'étonner, Messieurs, que vous, hommes honnêtes et sérieux, vous n'ayez pas songé à demander ces preuves à M. Maurice Hess, avant de publier son article ?

Je le répète encore, depuis que MM. les |20 Juifs allemands s'exercent dans l'art de la calomnie, jamais ils ne sont parvenus à découvrir l'ombre d'un fait pour appuyer leurs vilaines accusations contre nous, — et certes, ce n'est pas la bonne volonté qui leur a manqué, ce sont les faits.

Je me trompe, ils en ont trouvé un contre moi. Savez-vous lequel ? Je suis l'ami d'Alexandre Herzen, le panslaviste et le défenseur reconnu de la politique du gouvernement russe. Donc je suis nécessairement un espion russe. Vous le voyez bien, ces Messieurs ne doutent de rien, et ils ne désespèrent pas même de convaincre le public européen que Herzen est un panslaviste et un ami de l'empereur de Russie.

Je vous ai dit, Messieurs, que j'avais dédaigné jusque dans ces derniers temps toutes ces calomnies misérables. Je les avais méprisées, jusqu'au moment où je me suis aperçu qu'on tâchait de les faire pénétrer et de les répandre dans l'Association internationale des travailleurs. Je compris alors qu'il fallait y mettre un terme, une fois pour toutes.

J'avais bien pu rester calme et même en quelque sorte indifférent devant les calomnies qu'on répandait contre moi dans le monde bourgeois. Que voulez-vous, Messieurs ! à tort ou à raison, je considère ce monde comme un moribond auquel, comme j'ai eu l'occasion de le dire une fois, il ne reste plus qu'un seul rôle à remplir : « celui de mourir avec grâce [83] ». Qu'un monde qui se sent mourir radote, qu'il se venge de son impuissance par de méchantes calomnies, quel mal y a-t-il ?

absurde, dans le camp marxiste, d'accuser Schweitzer d'être à la solde de Bismarck, que de prétendre, dans le camp lassallien, que Liebknecht était un allié secret de la bourgeoisie et Bebel un stipendié de l'ex-roi de Hanovre.

83 Voir p. 109 (du fac-similé de 1911)

Tout cela est fort naturel, et on peut bien lui laisser cette pauvre consolation.

D'ailleurs le monde bourgeois a bien le droit de me dénigrer. Dans la sphère modeste où je me trouve placé et aussi loin que ma faible parole pouvait retentir, je lui ai dit de dures vérités. J'ai constaté les signes visibles de sa croissante décadence, et je crois avoir démontré qu'engourdie et démoralisée par la jouissance des biens acquis, séparée par un abîme |21 désormais infranchissable du prolétariat qu'elle exploite, ayant perdu cette audace de la pensée et de l'action qui lui avait fait conquérir la puissance politique dont elle abuse maintenant, ne comprenant plus rien au présent, osant encore moins envisager l'avenir, et n'ayant plus de regards que pour un passé qu'aucune force au monde ne saurait lui rendre, la bourgeoisie a perdu toute capacité de créer, soit dans la politique, soit dans le socialisme ; et que, par conséquent, elle doit se résigner à transmettre l'initiative de la vie politique et sociale au monde des travailleurs, qui, pour le bien de tous, doit l'absorber dans son sein.

Toutes ces choses, je l'avoue, sont infiniment désagréables, d'autant plus qu'elles sont d'une vérité incontestable. J'aurais eu donc mauvaise grâce vraiment de me fâcher contre Messieurs les bourgeois lorsqu'ils s'en sont vengés, même par des calomnies. Et ils ne me les ont pas épargnées, je vous assure, surtout depuis ma sortie de la Ligue de la paix et de la liberté, qui s'est effectuée, bien malgré moi, avec un certain éclat. Depuis ce moment, tous les journaux suisses, conservateurs comme démocrates, se sont acharnés contre moi. Il n'y a pas d'invective ridicule qu'ils ne m'aient lancée, en proclamant par contre MM. Armand Gœgg et Chaudey comme les sauveurs de la société. Parmi les plus acharnés, il y avait surtout un avocat de Berne, le petit Beck, ci-devant mon ami et maintenant mon antagoniste furibond, qui, dans son petit journal dont je ne sais plus le nom, ne s'est pas contenté de me représenter comme un panslaviste dangereux, mais encore comme un agent payé de votre empereur.

Je haussai les épaules, et, pour me venger un peu, je me permis, dans l'*Égalité* dont j'étais alors l'un des rédacteurs, quelques plaisanteries fort innocentes, je vous assure, et qui ne portaient pas la moindre atteinte à l'honorabilité des personnes, sur le compte de MM. Beck, Armand Gœgg et Chaudey, les colonnes de la Ligue et les sauveurs de la société bourgeoise [84].

Mais il m'a été impossible de garder la même attitude vis-à-vis des calomnies que des gens équivoques, non au point de vue de la politique et de ce qu'on appelle vulgairement l'honnêteté personnelle, |22 mais à celui du socialisme et de leur sincérité vis-à-vis du monde ouvrier, que des bourgeois qui se disent socialistes, ont tâché de répandre dans l'Association internationale contre moi. Cette grande Association constitue, selon ma conviction profonde, le monde de l'avenir, et autant je suis indifférent à l'opinion bourgeoise, autant j'attache de prix à la sienne.

Il me suffit donc d'apprendre que de pareilles gens me calomniaient lâchement, sournoisement, dans la société ouvrière, pour que je cherchasse l'occasion de les démasquer. L'occasion ne tarda pas à se présenter.

J'avais appris, un mois à peu près avant le Congrès de Bâle et à la veille de celui d'Eisenach, qu'un des chefs du nouveau Parti de la démocratie socialiste dans le Nord de l'Allemagne — je m'abstiens de le nommer [85] — avait osé dire, dans une réunion demi-publique d'amis : « que j'étais évidemment *un agent excessivement dangereux du gouvernement russe, que je ne m'étais enfui de Sibérie qu'avec l'aide de ce gouvernement, et qu'il en avait toutes les preuves dans la main ; que par la fondation de l'Alliance de la démocratie socialiste j'avais voulu détruire l'Association internationale des travailleurs, et que, rusé et diplomate comme le sont tous les Russes, j'avais même réussi à tromper et à entraîner le vieux socialiste allemand J.-Phil. Becker* ».

Ce dernier partant précisément pour le Congrès

84 Voir le présent volume, pages 112-113. (du fac-similé)

85 C'est W. Liebknecht.

d'Eisenach, je le chargeai d'une lettre ouverte pour mon calomniateur, en le priant de la lui lire en présence de plusieurs amis, et au besoin en présence de tout le Congrès. Dans cette lettre, je donnais à mon accusateur nouveau un mois de temps pour réunir contre moi toutes les preuves possibles, en l'avertissant que s'il ne prouvait ses odieuses accusations contre moi au Congrès de Bâle, où nous devions nous rencontrer tous les deux, je le traiterais comme un calomniateur infâme [86].

86 Voici la traduction de la lettre (écrite en allemand), adressée par Bakounine à J.-Ph. Becker pour être lue par celui-ci, devant témoins, à Liebknecht :

« Le 4 août 1869. Genève.

« Mon cher Becker, Notre ami Wertheim m'a dit, et m'a répété hier soir en ta présence, qu'il a plu à M. *Liebknecht*, socialiste allemand et homme honorable, de me calomnier de la façon la plus ignoble, il a affirmé publiquement, en présence de Wertheim :

« 1° Que je suis un agent russe, ce dont il a des preuves irréfutables ;

« 2° Que mon évasion de la Sibérie a été favorisée par le gouvernement russe ;

« 3° Que par la fondation de l'Alliance j'ai cherché à nuire à l'Association internationale des travailleurs ;

« 4° Que le vieux Becker s'est laissé duper par l'astucieux Russe.

« Je laisse de côté d'autres détails, dont chacun à vrai dire aurait mérité une gifle.

« D'autre part, le même ami Wertheim m'a montré une lettre adressée à toi par M. *Bebel*, dans laquelle M. *Bebel* exprime en termes clairs cette opinion, que je suis *probablement* un agent du gouvernement russe, et que *probablement* je m'entends avec M. de Schweitzer comme agent de Bismarck.

« J'aurais bien le droit de demander également raison à M. Bebel, car nul honnête homme ne doit se permettre de colporter par le monde à la légère, sur un simple ouï-dire, des calomnies contre un autre homme qui lui est totalement inconnu ; mais comme j'ai des raisons de croire que l'inspirateur (*der geistige Urheber*) de ces calomnies est M. Liebknecht, qui m'est également tout à fait inconnu, je veux pour aujourd'hui m'en tenir à celui-ci. « Comme ami et coreligionnaire (*Parteigenosse*), je te prie, cher Becker, et comme frère de notre Alliance, à la fondation de laquelle tu as pris une part si active, je te requiers, de déclarer à M. Liebknecht, en mon nom, que je dois le supposer assez sérieux pour savoir que, quand on prend plaisir à

Arrivé à Bâle pour le Congrès, je l'y rencontrai en effet. Ce que je devais faire m'était indiqué par le but même que je voulais atteindre : celui d'une explication décisive et complète en plein public. Je devais donc m'abstenir, au |23 moins dans le commencement, de toute provocation personnelle. Il me répugnait d'ailleurs d'introduire dans le monde de la démocratie ouvrière des habitudes bourgeoises. Dans l'Internationale, il n'y a qu'un moyen de justice et de réparation pour l'honneur offensé : c'est le jugement populaire.

Il me répugnait également d'occuper tout le Congrès de

---

calomnier quelqu'un, on doit avoir le courage de répondre de ce qu'on a dit, et qu'avant tout on a l'obligation de fournir à l'appui de ses paroles des preuves péremptoires. « Je lui donne un mois pour réunir contre moi toutes les preuves possibles. Au Congrès de Bâle il faudra, ou bien qu'il prouve publiquement mon ignominie, ou bien qu'il soit déclaré par moi, en présence de tous, une infâme canaille (*eine infâme Canaille*), en bon allemand un vil coquin (*auf deutsch einen niedertröchtigen Schurken*).

« Ton ami,

« M. BAKOUNIN.

« J'insiste, cher ami, pour que cette lettre soit communiquée non seulement à MM. Liebknecht et Bebel, mais aussi à tous les membres du Congrès, et, si possible, qu'elle soit lue dans une séance du Congrès à Eisenach. »

Sur la même feuille, à la suite, le socialiste allemand Wertheim a écrit aussi une lettre à Becker, dont voici la traduction :

« Cher Becker,

« J'ai déclaré à M. Liebknecht, après avoir entendu ses accusations contre Bakounine, dont le sens est exactement reproduit dans ce qui précède, que je m'efforcerais d'obtenir que Bakounine fût envoyé d'ici comme délégué à Eisenach, pour que les points en question pussent faire l'objet d'une explication entre eux deux.

« Comme Bakounine n'ira pas à Eisenach, j'ai regardé comme mon devoir de le mettre au courant de la situation, en lui laissant à lui-même le soin de réduire à néant, de la façon qu'il lui conviendra, les sottes calomnies, indignes d'un chef du mouvement ouvrier, émises par M. Liebknecht.

« Salut amical.

G. WERTHEIM.

« Genève, 4/VIII, 69. »

ma question personnelle. D'ailleurs l'Internationale, toute jeune qu'elle est, a déjà, pour de pareils cas, une pratique établie, celle des jurys d'honneur.

De mon côté, je choisis au sein du Congrès cinq jurés : *Fritz Robert*, délégué de la Suisse romande ; *Gaspard Sentiñon*, Espagnol, délégué de l'Alliance de la démocratie socialiste et des sections ouvrières de Barcelone ; *Palix*, délégué de Lyon ; *César De Paepe*, délégué de Bruxelles ; et *Neumayer*, Autrichien, délégué de Vienne. De tous ces délégués, je n'en avais connu auparavant qu'un seul, Fritz Robert, pour l'avoir rencontré quelquefois dans les montagnes du Jura, et je n'avais fait la connaissance des autres qu'à la veille du Congrès, à Genève ou à Bâle.

De son côté, mon adversaire avait choisi cinq délégués allemands, parmi lesquels le citoyen *Eccarius*, secrétaire du Conseil général de Londres, les citoyens *Rittinghausen* et *Spier*. Je ne me rappelle pas avec certitude que M. Maurice Hess ait été de ce nombre, mais il me paraît que oui. Quant au nom du cinquième, je l'ai totalement oublié. De plus, le vieux J.-Phil. Becker, le socialiste unanimement respecté de tout le monde, assistait au jury comme témoin.

Je vous ferai grâce, Messieurs, des détails, et me contenterai de vous donner un court résumé de ce qui s'est passé au sein de ce tribunal populaire.

J'accusai mon adversaire de m'avoir calomnié, et je le sommai de produire les preuves de son accusation contre moi. Il me répondit qu'on m'avait faussement interprété ses paroles ; qu'il ne m'avait jamais proprement accusé et n'avait jamais dit qu'il eût |24 quelque preuve contre moi ; qu'il n'en avait aucune, excepté une seule peut-être : c'était mon silence après les articles diffamatoires que Borkheim avait publiés contre moi dans l'organe principal de la démocratie prussienne, la *Zukunft*, et qu'en parlant de moi devant ses amis, il n'avait fait qu'exprimer la surprise que lui avait causée ce silence ; que, du reste, il m'avait réellement accusé d'avoir porté un dommage à l'établissement de l'Internationale par la fondation de l'Alliance

de la démocratie socialiste.

Cette question de l'Alliance fut mise de côté, à la demande d'Eccarius, membre du Conseil général, qui fit observer que l'Alliance ayant été reconnue comme une branche de l'Internationale [87], que son programme, aussi bien que son règlement, ayant reçu la sanction unanime du Conseil général de Londres, et que son délégué ayant été reçu au Congrès [88], il n'y avait plus lieu d'en discuter la légitimité.

Quant à la question principale, le jury déclara à l'unanimité que mon adversaire avait agi avec une légèreté coupable, en accusant un membre de l'Internationale sur la foi de quelques articles diffamatoires publiés par un journal bourgeois.

Cette déclaration me fut donnée par écrit. Je dois dire, d'ailleurs, que mon adversaire reconnut noblement devant tous qu'il avait été induit en erreur sur mon compte, — c'était notre première rencontre. Il me tendit la main, et je brûlai devant tous la déclaration écrite et signée du jury [89].

Sur la demande de mon ci-devant adversaire, je lui donnai mon discours de Berne, aussi bien qu'une série d'articles que j'avais publiés en 1867 dans un journal italien, *Libertà e Giustizia*, |25 contre le panslavisme. Deux jours plus tard, dans la salle du Congrès, il s'approcha de moi et me dit : « Je vois que je m'étais fait une idée absolument fausse sur votre compte. Vous êtes un proudhonien, car vous voulez l'abolition de l'État. Je vous combattrai dans mon journal, car mon opinion est toute contraire à la vôtre. Mais je vous prie de me laisser vos écrits : je les publierai, je vous dois cette satisfaction. »

Confiant dans cette promesse, j'attends encore [90].

---

87 Il s'agit du groupe de Genève, admis dans l'Internationale sous le nom de Section de l'Alliance de la démocratie socialiste.

88 Sentiñon, de Barcelone, élu délégué de la Section de l'Alliance de Genève, dont il avait été reçu membre à son passage à Genève, le 29 août 1869.

89 Bakounine en alluma sa cigarette.

90 Bakounine attendit en vain. Liebknecht ne fit pas connaître dans son journal la déclaration du jury d'honneur, et ne publia pas une ligne du

Je suis vraiment fâché, Messieurs, de vous entretenir de tous ces détails. Ce ne sera pas amusant pour votre public, mais c'est indispensable à mon honneur.

Un mot encore à ce sujet. Je ne puis dire avec une absolue certitude que M. Maurice Hess ait été membre de ce jury d'honneur, mais j'en suis presque sûr ; dans tous les cas, ce dont je suis sûr tout à fait, c'est qu'aucun des faits que je viens de vous raconter ne lui est resté inconnu. Jugez après cela vous-mêmes de sa moralité.

Lisez enfin mon discours sur la Russie, et le *Programme de la démocratie socialiste russe* que j'ai publié il y a un an, aussi bien que mon appel récent *À mes jeunes frères russes*, — et dites s'il est possible qu'un homme d'honneur et de bon sens puisse m'accuser d'être un panslaviste et, je ne dirai pas un agent, mais seulement un ami du gouvernement de Saint-Pétersbourg et de l'Empire de toutes les Russies.

Depuis que j'ai commencé à m'occuper de politique, je n'ai, par rapport à la Russie, qu'une pensée principale, qu'un but : *La destruction de cet Empire par une révolution populaire*, comme une condition absolument indispensable de l'émancipation populaire ; et je défie tous mes adversaires et calomniateurs, pris ensemble, de citer dans ma vie un seul fait, une seule parole, un seul acte par lequel je me sois mis en contradiction avec ce but suprême de ma vie.

Je passe aux autres accusations.

|26 J'en rencontre d'abord une excessivement ridicule : celle de mon alliance présumée avec M. de Schweitzer, chef d'une branche considérable des associations lassalliennes en Allemagne. Je n'ai jamais eu l'honneur de me rencontrer avec M. de Schweitzer, je n'ai jamais eu avec lui aucun rapport, ni direct, ni indirect. Lui étant complètement étranger, je ne me

---

discours ni des articles que Bakounine lui avait remis. Par contre, le *Volksstaat* inséra des correspondances envoyées de Paris par Moritz Hess, correspondances où étaient rééditées les mêmes accusations que le jury d'honneur de Bâle avait déclarées infâmes et mensongères ; et au printemps de 1870 il publia d'ignobles articles de Borkheim, calomniant de nouveau Herzen et Bakounine.

permets aucun jugement sur son compte ; mais ce dont je puis être certain, c'est qu'il a dû être au moins aussi étonné que moi-même de voir nos deux noms accouplés dans une même accusation.

Cette alliance présumée entre « le communisme russe, ayant pour chef Bakounine », et « le communisme prussien, *proche parent du premier* et dirigé par M. de Schweitzer », n'est donc rien qu'une de ces sottises malveillantes qui paraissent éclore tout naturellement dans le cerveau peu spirituel mais malin [91] de M. Maurice Hess.

* * *

J'arrive à la seconde accusation.

Dans le courant de l'année passée, dit M. Maurice Hess, j'aurais « fait un essai tendant à changer l'organisation et les principes de l'Internationale, de même qu'à transférer le siège du Conseil général de Londres à Genève ».

Examinons d'abord mes criminelles tentatives contre *l'organisation de l'Internationale*.

Je suis l'auteur des *Statuts de l'organisation fédérale des sections ouvrières de la Suisse romande*, statuts qui ont été quelque peu modifiés, il est vrai, mais non corrigés, par le Congrès romand, et qui, au Congrès de Baie, ont été proclamés par le président de ce Congrès, le citoyen Jung, secrétaire du Conseil général pour la Suisse, comme l'un des meilleurs règlements qui existent au sein de l'Internationale.

|27 Dans le *Règlement de la Section de l'Alliance de la démocratie socialiste à Genève*, règlement dont également j'ai été l'unique auteur, vous trouverez l'article suivant :

ART. 7. — La forte organisation de l'Association internationale des travailleurs, une et indivisible à travers toutes les frontières des États et sans différence aucune des nationalités, comme sans considération pour aucun

91 *Malin* est pris dans son sens ancien, qu'il a conservé au féminin *maligne* : enclin au mal, doué de malignité.

patriotisme, pour les intérêts et pour la politique des États, est le gage le plus certain et l'unique moyen pour faire triompher solidairement dans tous les pays la cause du travail et des travailleurs.

Convaincus de cette vérité, tous les membres de la Section de l'Alliance s'engagent solennellement à contribuer de tous leurs efforts à l'accroissement de la puissance et de la solidité de cette organisation. En conséquence de quoi, ils s'engagent à soutenir, dans tous les corps de métier dont ils font partie ou dans lesquels ils exercent une influence quelconque, les résolutions des Congrès, et le pouvoir du Conseil général d'abord, aussi bien que celui du Conseil fédéral de la Suisse romande et du Comité central de Genève, en tant que ce pouvoir est établi, déterminé et légitimé par les statuts.

Sont-ce là des tentatives contre l'organisation de l'Internationale ? En m'accusant de ces tentatives, M. Maurice Hess, comme toujours, a menti, et, qui plus est, il a menti sciemment, car il ne peut ignorer, lui qui se vante d'avoir été l'un des membres du bureau du Congrès de Bâle, que la proposition unanimement adoptée et qui a eu pour but de renforcer l'organisation internationale de l'Association des travailleurs, au détriment de toutes les étroitesses, prétentions et vanités patriotiques ou nationales, a été faite par moi. Il m'a entendu défendre cette thèse, que l'Association internationale | 28 étant aujourd'hui, pour les travailleurs de tous les pays, l'unique moyen d'émancipation et de salut, leur véritable patrie, devait survivre à tous les États politiques actuellement existants et fonder sur leurs ruines le monde du travail et de l'humanité.

M. Maurice Hess a entendu tout cela, donc il ment sciemment, méchamment, en m'accusant du contraire ; et il y ajoute un autre mensonge ridicule au sujet des tentatives que, selon lui, j'aurais faites pour transférer le Conseil général de Londres à Genève. Personne ne le lui a dit, personne n'a pu le lui dire [92], parce que j'aurais été le premier à combattre avec

92 Quelqu'un avait pu dire cette absurdité à Moritz Hess : c'est Karl Marx.

toute l'énergie possible une telle mesure, si on l'avait proposée, tant elle me paraîtrait fatale pour l'avenir de l'Internationale.

Les sections genevoises ont fait, il est vrai, en très peu de temps d'immenses progrès. Mais il règne encore à Genève un esprit trop étroit, trop spécialement genevois, pour que le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs puisse y être placé. D'ailleurs, il est évident que tant que durera l'organisation politique actuelle de l'Europe, Londres restera la seule résidence convenable pour lui, et il faudrait être fou ou vraiment ennemi de l'Internationale pour tenter de le transférer autre part.

Passons maintenant à la question des principes.

M. Maurice Hess m'accuse d'avoir voulu changer les principes de l'Internationale. Mais comment et en quoi ? Il se garde bien de le dire, parce qu'il serait fort embarrassé de le faire.

Pendant deux mois de suite, juillet et août derniers, j'ai été l'unique rédacteur de l'*Égalité* de Genève. J'en ai naturellement profité pour développer ma pensée, et je tâchai d'exposer les prin |29 cipes de l'Internationale, tels que je les

---

Dans sa *Confidentielle Mittheilung* (Communication confidentielle) du 28 mars 1870, Marx a écrit : « Bakounine chercha à atteindre son but, transformer l'Internationale en son instrument personnel, d'une autre façon. Il fit proposer au Conseil général, par le Comité romand de Genève, de placer la *question de l'héritage* dans le programme du Congrès de Bâle. Le Conseil général y consentit, afin de pouvoir assommer Bakounine d'un coup décisif. Le plan de Bakounine était celui-ci : Le Congrès de Bâle ayant adopté les principes proclamés par Bakounine, le Conseil général de Londres (dont l'opposition à cette exhumation de la *vieillerie saint-simoniste* était connue de Bakounine) doit céder la place, et le Congrès de Bâle transférera le Conseil général à Genève, c'est-à-dire que l'Internationale tombera sous la dictature de Bakounine... Le résultat du Congrès de Bâle est connu : les propositions de Bakounine ne furent pas adoptées, et le Conseil général resta à Londres. »

Dès le commencement d'août 1869, pour des raisons d'un ordre absolument privé (une grossesse de sa femme qu'il venait d'apprendre), Bakounine avait pris la décision de quitter Genève après le Congrès de Bâle, pour se retirer dans le Tessin : il était donc bien éloigné de penser à faire transférer le Conseil général à Genève et à établir par ce moyen sa dictature dans l'internationale. Et à quoi devait-il s'occuper dans sa retraite ? à traduire en russe le *Kapital* de Marx.

concevais, dans une série d'articles qui parurent dans ce journal sous les titres suivants ;

Les Endormeurs, cinq articles, numéros 23-27 ;

L'Instruction intégrale, quatre articles, numéros 28-31 ;

Le Jugement de M. Coullery, un article, numéro 28 [93] ;

Politique de l'Internationale, quatre articles, numéros 29-32 ;

Enfin *Rapport de la Commission sur la question d'héritage*, numéro 32 [94].

La plus grande partie de ces articles ont été unanimement reconnus, sauf quelques dissidences partielles sur des points tout à fait secondaires, comme l'exposé fidèle des vrais principes de l'Internationale. Les articles intitulés *Politique de l'Internationale* furent même réimprimés par l'organe officiel de la Fédération des sections belges, l'*Internationale* de Bruxelles. N'est-ce pas une preuve que je n'ai pas cherché à changer les principes de l'Internationale, mais que j'ai tâché au contraire de les faire triompher ? Et pour que vous puissiez en juger vous-mêmes, Messieurs, j'ai l'honneur de vous les envoyer. Vous verrez que M. Maurice Hess ment ou radote sur ce point, comme il radote et ment sur tous les autres.

Il y a pourtant quelque chose à dire pour la défense de M. Maurice Hess. Du moment qu'il se considère naïvement lui-même, avec les principes du pur socialisme bourgeois qu'il défend, comme l'expression la plus parfaite de l'Internationale, il doit nécessairement voir dans chacun de ces articles une dangereuse hérésie, parce qu'ils expriment tout le contraire de ses principes — s'il en a — et de son être — dont il m'est impossible de nier l'existence, quelque ennuyante et superflue qu'elle puisse me paraître.

Son être s'étale complètement dans les mensonges et les calomnies dont son article est plein. Quant à ses principes, il

---

93 Bakounine oublie les trois articles intitulés *la Montagne*, numéros 25, 26 et 27.

94 Bakounine ne mentionne pas l'article *la Coopération* (numéro 33), qui est peut-être de Perron.

faut leur rendre cette justice, ils se dénoncent assez franchement à la fin même de cet article : c'est le programme de tous les bourgeois plus ou moins démocrates qui voudraient encore une fois se servir des forces populaires, mais en faisant aussi peu de concessions que possible aux intérêts populaires ; c'est le programme de la Ligue bourgeoise de la paix et de la liberté, celui du bouillant Armand Gœgg, l'inventeur |30 et le propagateur peu modeste de ses propres triomphes et de ce qu'il appelle très sérieusement ses idées socialistes depuis trente ans, sans que personne s'en soit jamais aperçu ; collectiviste à Bâle, sauveur de la société bourgeoise à Lausanne [95], et toujours plein d'assurance imperturbable et d'admiration naïve et bruyante pour lui-même ; c'est le programme de l'autre héros de la Ligue, M. Gustave Chaudey, l'ensevelisseur éloquent des idées de Proudhon et le tombeau de son socialisme ; c'est enfin celui de tous ceux qui, incapables, ou paresseux, ou empêchés par leurs intérêts de penser, empêchés de vouloir surtout la franche émancipation populaire, voudraient se faire passer pour les amis du peuple, tout en continuant de servir avec plus ou moins de bonheur la cause en apparence encore si puissante, quoique au fond déjà condamnée et perdue, de la caste bourgeoise.

M. Maurice Hess appartient évidemment à cette catégorie-là. Mais avant d'examiner les principes qu'il attribue faussement à la majorité du Congrès de Bâle et qui n'y ont été défendus que par une très infime minorité, — dont il a naturellement fait partie, et qui a eu pour interprète principal et pour chef l'héroïque représentant de la bourgeoisie à ce Congrès d'ouvriers, M. Armand Gœgg, — avant de faire bonne justice de ces « principes » qu'on a été à bon droit étonné de retrouver dans une Assemblée internationale de travailleurs, je dois d'abord rectifier quelques faits sciemment dénaturés par M. Maurice Hess.

Il parle de certains « démêlés » que j'aurais eus avec le

95 Au troisième Congrès de la Ligue de la paix et de la liberté (celui auquel assista Victor Hugo), qui suivit immédiatement le Congrès de l'Internationale à Bâle.

Conseil général de Londres, « qui n'aurait pas admis des statuts que je lui aurais soumis, pour fonder les sections de l'Internationale sur une nouvelle base ». Il est évident qu'il veut parler de l'*Alliance de la démocratie socialiste*, dont je suis loin d'avoir été l'unique fondateur, mais à la fondation de laquelle je me fais honneur d'avoir participé. Cette *Alliance* existe, plus prospère que jamais, comme branche reconnue de l'Association |31 internationale des travailleurs.

Pour mieux élucider l'histoire de sa fondation, je dois dire encore quelques mots de la Ligue de la paix et de la liberté, dont pendant une année entière j'ai fait partie.

Oui, je l'avoue à ma confusion, j'ai fait partie de cette Ligue bourgeoise, et pendant tout un an j'ai eu la sottise de ne point désespérer de sa conversion aux principes du socialisme.

* * *

J'étais à Naples, lorsqu'arriva jusqu'à moi le premier bruit d'un Congrès démocratique et international de la paix, qui devait se réunir en septembre 1867 à Genève.

J'avais passé quatre ans à peu près en Italie, où je fus le témoin du premier développement, très lent et d'abord confus, il est vrai, mais néanmoins très décidément progressif, des aspirations, des instincts et des idées socialistes.

Nulle part on ne peut aussi bien étudier qu'en Italie le néant du vieux principe de la révolution exclusivement politique, et la décadence de la bourgeoisie, cette représentante exclusive des idées de 89 et de 93 et de ce qu'on appelle encore aujourd'hui le patriotisme révolutionnaire.

Sortie d'une révolution nationale victorieuse, rajeunie, triomphante, ayant d'ailleurs la fortune si rare de posséder un héros et un grand homme, Garibaldi et Mazzini, l'Italie, cette patrie de l'intelligence et de la beauté, devait, paraissait-il, surpasser en peu d'années toutes les autres nations en prospérité et en grandeur. Elle les a surpassées toutes en misère.

Moins de cinq années d'indépendance avaient suffi pour ruiner ses finances, pour plonger tout le pays dans une situation économique sans |32 issue, pour tuer son industrie, son commerce, et, qui plus est, pour détruire dans la jeunesse bourgeoise cet esprit d'héroïque dévouement qui pendant plus de trente ans avait servi de levier puissant à Mazzini.

Le triomphe de la cause nationale, au lieu de tout raviver, avait écrasé tout. Ce n'était pas seulement la prospérité matérielle, l'esprit même était mort ; et l'on était bien surpris en voyant cette jeunesse d'un pays politiquement renaissant, vieille de je ne sais combien de siècles, et qui, n'ayant rien oublié, n'avait aucun souci d'apprendre quelque chose.

En effet, je ne connais guère d'autre pays où la jeunesse bourgeoise soit aussi ignorante des questions actuelles, aussi indifférente pour le mouvement de l'esprit moderne. Je parie qu'à l'heure qu'il est, dans la majorité des universités italiennes, on explique encore Dante et les mystères de la jurisprudence romaine, en y ajoutant, comme complément nécessaire, des commentaires sur le système politique de Macchiavelli et des leçons d'économie politique selon Jean-Baptiste Say ou Bastiat.

On y trouve encore, par ci par là, sous le nom de philosophie, quelques traces de l'ancienne école hégélienne. Quant à la science nouvelle, la science positive, fondée sur l'analyse expérimentale et sur la coordination rationnelle des faits, et qui, donnant la main au socialisme, et se proclamant avec lui matérialiste et athée, doit révolutionner le monde, cette science, représentée seulement par deux ou trois vaillants professeurs étrangers, n'a osé arborer ouvertement son drapeau qu'à Florence.

L'immense majorité de la jeunesse italienne reste entièrement dominée par les anciennes traditions de la métaphysique, de la jurisprudence et de la politique, c'est-à-dire par la théorie du monde bourgeois qui est |33 condamné à mourir et dont les socialistes du monde entier ne désespèrent pas de voir la fin prochaine.

Pourtant il faut rendre cette justice à la jeunesse italienne,

qu'en général elle s'occupe fort peu de théorie et qu'elle lui préfère de beaucoup la pratique. Malheureusement cette pratique est tout individuelle, ne tendant pour la plupart du temps qu'à préparer la carrière et à fonder la fortune des jeunes fils des familles bourgeoises [96].

On ne peut guère s'imaginer quelle immense convoitise de positions sociales et de places a été réveillée au sein de la bourgeoisie italienne par le triomphe de la révolution nationale. C'est ainsi qu'est née la fameuse *Consorteria*, cette ligue bourgeoise qui, s'étant emparée de tous les emplois lucratifs, malmène, déshonore, pille aujourd'hui l'Italie, et qui, après avoir traîné cette patrie italienne par toutes les boues possibles, l'a fait aboutir aux désastres de Custozza, de Lissa et de Mentana.

Les mazziniens et les garibaldiens se trompent en n'attribuant toutes ces misères et ces hontes qu'à l'action incontestablement pernicieuse de la monarchie. La monarchie, en Italie comme partout, fait le mal, c'est son métier. Mais pourquoi reste-t-elle debout ? Est-ce le peuple qui l'a fondée, acclamée, et qui la soutient encore aujourd'hui ? Non, c'est la bourgeoisie. Et ce n'est pas un prolétaire des campagnes ou des villes, c'est un avocat, un bourgeois, un ci-devant mazzinien et garibaldien, c'est le chef du parti parlementaire radical, Crispi, qui a dit ce mot devenu si célèbre : « La république nous divise, mais la monarchie nous unit ». C'est le parti de Crispi, c'est la fine fleur du radicalisme bourgeois qui, encore aujourd'hui, s'efforce vainement de sauver cette pauvre monarchie qui s'affaisse sous le poids de ses innombrables péchés.

Et pourquoi s'efforce-t-il de la sauver ? Parce qu'il a l'intelligence et l'instinct des vrais intérêts de la bourgeoisie ; parce qu'il a compris qu'aujourd'hui, au moins en Europe, les grandes républiques exclusivement politiques ou bourgeoises

96 Ce ne fut qu'à partir de 1871 et 1872 que Bakounine apprit à connaître des jeunes Italiens d'origine ou d'éducation bourgeoise qui étaient animés d'un autre esprit et qui se donnèrent tout entiers à la révolution sociale : Vincenzo Pezza, les frères Celso et Arturo Cerretti, Carmelo Palladino, Carlo Cafiero, Emilio Covelli, Errico Malatesta, etc.

étaient devenues impossibles, que le triomphe de la république entraînera nécessairement, immédiatement, celui du socialisme [97], et parce qu'il sait que le socialisme, c'est la fin de la bourgeoisie.

|34 Moins perspicaces mais plus généreux que le parti qui s'appelle la gauche parlementaire, les partisans de Garibaldi et de Mazzini, d'ailleurs prodigieusement décimés par cette contagion de l'utilitarisme personnel qui désole la jeunesse italienne, rêvent encore la révolution. Il est nécessaire toutefois de reconnaître la différence de plus en plus profonde qui sépare les garibaldiens des mazziniens.

Le parti du général Garibaldi est un parti passablement élastique. Il manque de caractère, parce qu'il manque de principes ; ce qui lui sert de lien, c'est une sorte de culte personnel et de foi plus ou moins aveugle dans l'étoile d'un héros ; de sorte que si Garibaldi venait à disparaître, son parti disparaîtrait avec lui. Les idées politiques et sociales de ce parti sont si peu déterminées, si confuses, que dans certains moments on avait pu penser que le roi Victor-Emmanuel lui-même et le fatal Rattazzi y adhéraient de plein cœur. S'étendant encore aujourd'hui jusque dans les régions officielles, dans le Parlement aussi bien que dans l'administration italienne, ce parti contient une foule d'hommes qui, par toutes leurs idées, leurs sentiments politiques et les intérêts de leur position, ne sont rien moins que révolutionnaires. Puis vient une foule, d'ailleurs excessivement diminuée, et décroissant chaque jour, de jeunes gens ardents, remuants, plus ou moins belliqueux, déplacés [98], désœuvrés, cherchant à se faire une carrière ou avides d'aventures, mais qui n'ont pas la moindre idée dans la tête. Telle a été presque toujours, telle est plus que jamais aujourd'hui la composition du parti garibaldien.

Depuis que le général Garibaldi, entraîné par les conseils

97 Voilà les illusions qu'on se faisait en 1869 et qui, dès l'année suivante, devaient être si cruellement dissipées.

98 Ce mot est-il un lapsus pour « déclassés », ou signifie-t-il « sans place » ? Nous n'osons pas trancher la question.

de l'illustre Manin [99] et du marquis Pallavicini-Trivulzio, s'est séparé de Mazzini pour |35 vouer son épée au service de la monarchie italienne, représentée par Victor-Emmanuel, il n'y a eu dans son parti que deux seules idées, deux passions. La première, c'est l'achèvement de l'unité italienne par la conquête de Venise et de Rome ; la seconde, c'est la haine de la papauté.

Dans la première, il s'est souvent rencontré en même temps avec le gouvernement italien et Mazzini ; et il n'y a point de doute que la coopération sournoise et secrète, en partie même perfide, mais néanmoins très réelle, du comte Cavour, et l'action sincèrement énergique et ouverte du parti mazzinien, n'aient beaucoup contribué au succès de son admirable campagne de Sicile et de Naples.

Le roi Victor-Emmanuel en a seul profité. Pardon, la haute et une partie de la moyenne bourgeoisie, la *Consorteria* de l'Italie méridionale, en a également tiré un incontestable profit. Mais la partie la plus considérable de la moyenne bourgeoise, toute la petite bourgeoisie, les petits propriétaires des campagnes, et le prolétariat des campagnes et des villes, — c'est-à-dire la grande masse de la population, — datent, les uns, le commencement, et les autres l'augmentation de leur misère de cette époque mémorable.

Amoureux de la grande unité italienne, de la puissance et de la gloire de l'État italien, et serviteur fidèle de la monarchie, Garibaldi n'est donc proprement pas un révolutionnaire. Il ne l'est devenu quelquefois que par indignation et par impatience. Il est trop jaloux de l'honneur de son pays pour ne pas avoir ressenti des mouvements de colère et d'indignation en présence des complaisances honteuses du gouvernement italien et de sa fatale soumission aux conseils, pour ne point dire aux ordres, de son dangereux bienfaiteur, l'empereur Napoléon III. Et lorsque cette complaisance et |36 cette soumission sont allées — comme elles ne pouvaient manquer de le faire — jusqu'à l'ajournement indéfini des *grandes destinées italiennes*, jusqu'à la renonciation à la conquête de Rome, la Ville éternelle,

99 Manin est mort en 1857.

Garibaldi s'est révolté.

Il a essuyé, il a fait essuyer à tout son parti deux horribles défaites. Mais il est tellement enchaîné par son passé de dix ans, il est si fort engoué de ses propres idées, qu'Aspromonte [1861] et Mentana [1867] n'ont pas suffi, semble-t-il, pour lui démontrer le danger des alliances royales. Il ne veut pas comprendre qu'aucune royauté ne s'armera jamais contre la papauté, et qu'aucun roi italien ne sera jamais assez fou pour allez chercher à Rome la ruine de la monarchie [100].

Aussi bien que Garibaldi et bien avant lui, Mazzini a voulu l'accomplissement de la *grande idée* : l'unification de toute l'Italie et la destruction de la papauté. Mais il a voulu et il veut encore autre chose : la République italienne ; et il a consacré toute sa grande intelligence, sa volonté de fer, toute sa vie, à la réalisation de ce but. Dans notre siècle, il n'est pas de plus noble, de plus grande existence que la sienne, et si l'Italie, en dépit du mot bien connu du vieux Metternich qui ne voulait voir en elle qu'une « expression géographique », existe politiquement aujourd'hui, certes personne n'y a contribué autant que Mazzini.

Malheureusement, cette Italie qu'il a tant contribué à créer est toute différente de celle qu'il avait rêvée. Quelle est la cause de ce fait aussi incontestable que triste ? C'est que les idées aussi bien que la classe sur lesquelles il avait fondé tout son plan de *Renaissance italienne* sont également mortes ou prêtes à mourir.

Les idées de Mazzini sont bien connues : c'est *Dio* |37 *e popolo*, « Dieu et le peuple ». *Dieu*, c'est la grande abstraction, la grande protestation de l'être humain contre toutes les misères de la vie réelle, c'est le grand vide peuplé et enrichi de toutes les espérances humaines. Le *peuple*, tel que l'entend Mazzini, ce n'est pas le peuple réel, avec ses besoins, ses intérêts, ses souffrances et ses aspirations réelles ; ce n'est pas ces innombrables millions d'êtres humains éternellement maltraités, opprimés, exploités, décimés, pour la plus grande

100 Encore une prédiction que l'événement allait démentir.

gloire des États et au profit des castes privilégiées ; ce n'est pas enfin cette masse formidable [101] qui, fatiguée de son esclavage et arrivée enfin à la conscience de ses droits humains et de sa toute-puissance collective, se prépare aujourd'hui à renverser tout ce qui l'opprime, et à fonder sur les ruines du passé son monde à elle, le monde de l'avenir.

Le peuple de Mazzini est une abstraction comme son Dieu, une sorte de marchepied volontaire de la puissance, de la grandeur et de la gloire de son État. C'est un peuple de moines, de fanatiques religieux qui, renonçant à toutes les jouissances matérielles et trouvant leur suprême bonheur dans le sacrifice, se dévouent éternellement à la mort pour faire vivre la grande République italienne, et pour nourrir de leur chair cette fiction de la liberté politique collective que je ne puis me représenter autrement que comme un immense cimetière où viennent s'enterrer bon gré mal gré toutes les libertés individuelles.

(*Le manuscrit s'interrompt ici*.)

---

101 C'est ici que, comme il a été dit dans l'Avant-propos, Bakounine a tiré une double barre verticale, en écrivant en marge : *Envoyé jusque-là*.

Trois Conférences aux ouvriers du Val de Saint-Imier

AVANT-PROPOS

Le 28 avril 1871, Bakounine, venant de Locarno, arrivait au village de Sonvillier (Val de Saint-Imier, Jura Bernois). Il avait fait, du 19 mars au 3 avril, un voyage à Florence pour affaires privées (voir tome II, pages 277-278), au moment même où, à la suite de la révolution du 18 mars, la Commune s'installait à Paris. Aussitôt rentré à Locarno, il décida de se rendre dans la Suisse française, pour être plus à portée de suivre les événements de Paris (lettre à Ozerof du 5 avril 1871). Le manque d'argent l'empêcha de se mettre en route tout de suite ; mais dès qu'il eut réussi à contracter un emprunt de mille francs, il accourut auprès de ses amis. Il venait se concerter avec eux, sans idées arrêtées sur ce qu'il pouvait y avoir à faire ; et c'était dans les Montagnes jurassiennes qu'il établissait son quartier général, parce qu'il comptait y trouver des hommes d'action, et non à Genève, où, en dehors d'une poignée d'amis, il n'aurait rencontré qu'hostilité et bavardage.

Il resta à Sonvillier jusque vers le 15 mai ; ensuite il se rendit au Locle, pour se rapprocher de la frontière française. Un projet avait été formé. « Il existait, dans une ville française de l'Est, une section de l'Internationale avec laquelle nous étions en relations. Des internationaux de nos diverses sections, armés, auraient passé la frontière en trois ou quatre groupes, se dirigeant sur cette ville où leur arrivée aurait coïncidé avec un soulèvement de la population ouvrière. » (*L'Internationale*, t. II, p. 152.) L'entrée des Versaillais à Paris, le 21 mai, fit renoncera l'exécution de ce plan. Bakounine quitta le Locle le

29 mai pour retourner à Locarno, où il arriva le 1er juin.

Pendant son séjour au Val de Saint-Imier, il avait fait, devant un auditoire d'ouvriers, trois conférences, ou plutôt trois lectures, dans lesquelles, après avoir retracé l'histoire de la bourgeoisie française et de son rôle révolutionnaire au dix-huitième siècle, il exposa la mission historique du prolétariat au dix-neuvième. Ce sont ces trois conférences qu'on va lire.

Une première publication en avait été faite par Max Nettlau dans la revue la *Société Nouvelle*, à Bruxelles (mars et avril 1805), mais d'après une copie très fautive et incomplète. Il manquait, dans cette copie, quatre feuillets delà troisième conférence ; en outre, le texte était dénaturé par une quantité de fautes grossières, mots estropiés, membres de phrase omis, etc. Je publie ici un texte complet et correct, d'après le manuscrit original, qui est en ma possession ; ce manuscrit m'a été remis, à l'époque, par Adhémar Schwitzguébel.

J. G.

TROIS CONFÉRENCES
FAITES
AUX OUVRIERS DU VAL DE SAINT-IMIER

Première conférence [102]

|1 Compagnons, [103]

Depuis la grande Révolution de 1789-1793, aucun des événements qui lui ont succédé, en Europe, n'a eu l'importance et la grandeur de ceux qui se déroulent à nos yeux, et dont Paris est aujourd'hui le théâtre.

Deux faits historiques, deux révolutions mémorables avaient constitué ce que nous appelons le monde moderne, le monde de la civilisation bourgeoise. L'une, connue sous le nom de Réformation, au commencement du seizième siècle, avait brisé la clef de voûte de l'édifice féodal, la toute-puissance de l'Église ; en détruisant cette puissance, elle prépara la ruine du pouvoir indépendant et quasi-absolu des seigneurs féodaux, qui, bénis et protégés par l'Église, comme les rois et souvent même contre les rois, faisaient procéder leurs droits directement de la grâce divine ; et par là même elle donna un essor nouveau à l'émancipation de la classe bourgeoise, lentement préparée, à son tour, pendant les deux siècles qui avaient précédé cette révolution religieuse, par le développement successif des libertés communales, et par celui du commerce et de l'industrie qui en avait été en même temps la condition et la conséquence nécessaire.

---

102 L'original ne porte aucun titre.

103 Bakounine avait d'abord écrit « Citoyens », puis il a biffé ce mot et l'a remplacé par celui de « Compagnons ».

De cette révolution sortit une nouvelle |2 puissance, non encore celle de la bourgeoisie, mais celle de l'État, monarchique, constitutionnel et aristocratique en Angleterre, monarchique, absolu, nobiliaire, militaire et bureaucratique sur tout le continent de l'Europe, moins deux petites républiques, la Suisse et les Pays-Bas.

Laissons, par politesse, ces deux républiques de côté, et occupons-nous des monarchies. Examinons les rapports des classes, leur situation politique et sociale après la Réformation.

À tout seigneur tout honneur, commençons donc par celle des prêtres ; et sous ce nom de prêtres je n'entends pas seulement ceux de l'Église catholique, mais aussi les ministres protestants, en un mot tous les individus qui vivent du culte divin et qui nous vendent le Bon Dieu tant en gros qu'en détail. Quant aux différences théologiques qui les séparent, elles sont si subtiles et en même temps si absurdes, que ce serait une vaine perte de temps que de s'en occuper.

Avant la Réformation, l'Église et les prêtres, le pape en tête, étaient les vrais seigneurs de la terre. D'après la doctrine de l'Église, les autorités temporelles de tous les pays, les monarques les plus puissants, les empereurs et les rois n'avaient de droits qu'autant que ces droits avaient été reconnus et consacrés par l'Église. On sait que les deux derniers siècles du moyen âge furent occupés par la lutte de plus en plus passionnée et triomphante des souverains couronnés contre le pape, des États contre l'Église. La Réformation mit un terme à cette lutte, en |3 proclamant l'indépendance des États. Le droit du souverain fut reconnu comme procédant immédiatement de Dieu, sans l'intervention du pape, et naturellement, grâce à cette provenance toute céleste, il fut déclaré absolu. C'est ainsi que sur les ruines du despotisme de l'Église fut élevé l'édifice du despotisme monarchique. L'Église, après avoir été le maître, devint la servante de l'État, un instrument du gouvernement entre les mains du monarque.

Elle prit cette attitude non seulement dans les pays protestants où, sans en excepter l'Angleterre et notamment par

l'Église anglicane, le monarque fut déclaré le chef de l'Église, mais encore dans tous les pays catholiques, sans en excepter même l'Espagne. La puissance de l'Église romaine, brisée par les coups terribles que lui avait portés la Réforme, ne put se soutenir désormais par elle-même. Pour maintenir son existence, elle eut besoin de l'assistance des souverains temporels des États. Mais les souverains, on le sait, ne donnent jamais leur assistance pour rien. Ils n'ont jamais eu d'autre religion sincère, d'autre culte que ceux de leur puissance et de leurs finances, ces dernières étant en même temps le moyen et le but de la première. Donc, pour acheter le soutien des gouvernements monarchiques, l'Église devait leur prouver qu'elle était capable et désireuse de les servir. Avant la Réformation, elle avait maintes fois soulevé les peuples contre | 4 les rois. Après la Réformation, elle devint dans tous les pays, sans excepter même la Suisse, l'alliée des gouvernements contre les peuples, une sorte de police noire, entre les mains des hommes d'État et des classes gouvernantes, se donnant pour mission de prêcher aux masses populaires la résignation, la patience, l'obéissance quand même, et le renoncement aux biens et aux jouissances de cette terre, que le peuple, disait-on, doit abandonner aux heureux et aux puissants de la terre, afin de s'assurer pour lui-même les trésors célestes. Vous savez qu'encore aujourd'hui toutes les Églises chrétiennes, catholique et protestante, continuent de prêcher dans ce sens. Heureusement, elles sont de moins en moins écoutées, et nous pouvons prévoir le moment où elles seront forcées de fermer leurs établissements faute de croyants, ou, ce qui veut dire la même chose, faute de dupes.

Voyons maintenant les transformations qui se sont effectuées dans la classe féodale, dans la noblesse, après la Réforme. Elle était demeurée la propriétaire privilégiée et à peu près exclusive de la terre, mais elle avait perdu toute son indépendance politique. Avant la Réforme elle avait été, comme l'Église, la rivale et l'ennemie de l'État. Après cette révolution elle en devint la servante, comme l'Église, et, comme elle, une

servante privilégiée. Toutes les fonctions militaires et civiles de l'État, à l'exception des moins importantes, furent occupées par des nobles. Les cours des grands et même des plus petits |5 monarque de l'Europe en furent remplies. Les plus grands seigneurs féodaux, jadis si indépendants et si fiers, devinrent les valets titrés des souverains. Ils perdirent bien leur fierté et leur indépendance, mais ils conservèrent toute leur arrogance. On peut même dire qu'elle s'accrut, l'arrogance étant le vice privilégié des laquais. Bas, rampants, serviles en présence du souverain, ils n'en devinrent que plus insolents vis-à-vis des bourgeois et du peuple, qu'ils continuèrent de piller non plus en leur propre nom et de par le droit divin, mais avec la permission et au service de leurs maîtres, et sous le prétexte du plus grand bien de l'État.

Ce caractère et cette situation particulière de la noblesse se sont presque intégralement conservés, même de nos jours, en Allemagne, pays étrange et qui semble avoir le privilège de rêver les choses les plus belles, les plus nobles, pour ne réaliser que les plus honteuses et les plus infâmes. À preuve les barbaries ignobles, atroces, de la dernière guerre, la formation toute récente de cet affreux Empire knouto-germanique, qui est incontestablement une menace contre la liberté de tous les pays de l'Europe, un défi jeté à l'humanité tout entière par le despotisme brutal d'un empereur-sergent de ville et de guerre à la fois, et par la stupide insolence de sa canaille nobiliaire.

|6 Par la Réformation, la bourgeoisie s'était vue complètement délivrée de la tyrannie et du pillage des seigneurs féodaux, en tant que bandits ou pillards indépendants et privés ; mais elle se vit livrée à une nouvelle tyrannie et à un pillage nouveau, et désormais régularisés, sous le nom d'impôts ordinaires et extraordinaires de l'État, par ces mêmes seigneurs devenus des serviteurs, c'est-à-dire des brigands et des pillards légitimes, de l'État. Cette transition du pillage féodal au pillage beaucoup plus régulier et plus systématique de l'État parut d'abord satisfaire la classe moyenne. Il faut en conclure que ce fut pour elle un vrai allégement de sa situation économique et

sociale. Mais l'appétit vient en mangeant, dit le proverbe. Les impôts des États, d'abord assez modestes, augmentèrent chaque année dans une proportion inquiétante, pas aussi formidable pourtant que dans les États monarchiques de nos jours. Les guerres, on peut dire incessantes, que ces États, devenus absolus, se firent sous le prétexte d'équilibre international, depuis la Réforme jusqu'à la Révolution de 1789 ; la nécessité d'entretenir de grandes armées permanentes, qui désormais étaient devenues la base principale de la conservation des États ; le luxe croissant des cours des souverains, qui s'étaient transformées en des orgies permanentes, et où la canaille nobiliaire, toute la valetaille titrée, chamarrée, venait mendier des pensions de ses maîtres ; la nécessité de nourrir toute cette foule privilégiée qui remplissait les plus hautes fonctions dans l'armée, dans la bureaucratie et dans la police, tout cela exigea d'énormes dépenses. Ces dépenses furent payées, naturellement, avant tout et d'abord |7 par le peuple, mais aussi par la classe bourgeoise, qui, jusqu'à la Révolution, fut aussi bien, sinon dans le même degré que le peuple, considérée comme une vache à lait, n'ayant d'autre destination que d'entretenir le souverain et de nourrir cette foule innombrable de fonctionnaires privilégiés. La Réformation, d'ailleurs, avait fait perdre à la classe moyenne en liberté peut-être le double de ce qu'elle lui avait donné en sécurité. avant la Réformation, elle avait été généralement l'alliée et le soutien indispensable des rois dans leur lutte contre l'Église et contre les seigneurs féodaux, et elle en avait habilement profité pour conquérir un certain degré d'indépendance et de liberté. Mais depuis que l'Église, et les seigneurs féodaux s'étaient soumis à l'État, les rois, n'ayant plus besoin des services de la classe moyenne, la privèrent peu à peu de toutes les libertés qu'ils lui avaient anciennement octroyées.

Si telle fut la situation de la classe bourgeoise après la Réformation, on peut imaginer quelle dut être celle des masses populaires, des paysans et des ouvriers des villes. Les paysans du centre de l'Europe, en Allemagne, en Hollande, en partie

même en Suisse, on le sait, firent, au début du seizième siècle et de la Réformation, un mouvement grandiose pour s'émanciper, au cri de « Guerre aux châteaux et paix aux chaumières ». Ce mouvement, trahi par la classe bourgeoise, et maudit par les chefs du protestantisme bourgeois, Luther et Mélanchthon, fut étouffé dans le sang de plusieurs dizaines de milliers de paysans insurgés. Dès lors les paysans se virent, plus que jamais, rattachés à la glèbe, serfs de droit, esclaves de fait, et ils restèrent dans cet état jusqu'à la révolution de 1789-1793 en France, |8 jusqu'en 1807 en Prusse, et jusqu'en 1848 dans presque tout le reste de l'Allemagne. Dans plusieurs parties du nord de l'Allemagne, et notamment dans le Mecklenburg, le servage existe encore aujourd'hui, alors qu'il a cessé d'exister même en Russie.

Le prolétariat des villes ne fut pas beaucoup plus libre que les paysans. Il se divisait en deux catégories, celle des ouvriers qui faisaient partie des corporation, et celle du prolétariat aucunement organisé. Le première était liée, garrottée dans ses mouvements et dans sa production, par une foule de règlements qui l'asservissaient aux chefs des maîtrises, aux patrons. La seconde, privée de tout droit, était opprimée et exploitée par tout le monde. La plus grande masse des impôts, comme toujours, retombait nécessairement sur le peuple.

Cette ruine et cette oppression générale des masses ouvrières, et de la classe bourgeoise en partie, avaient pour prétexte et pour but avoué la grandeur, la magnificence de l'État monarchique, nobiliaire, bureaucratique et militaire, État qui dans l'adoration officielle avait pris la place de l'Église, et (était) proclamé comme une institution divine. Il y eut donc une morale de l'État, toute différente, ou plutôt même tout opposée à la morale privée des hommes. Dans la morale privée, en tant qu'elle n'est point viciée par les dogmes religieux, il y a un fondement éternel, plus ou moins reconnu, compris, accepté et réalisé dans chaque société humaine. Ce fondement n'est autre que le respect humain, le respect de la dignité humaine, du droit et de la liberté de tous les individus humains. Les

respecter, voilà le devoir de chacun ; les aimer et les provoquer, voilà |9 la vertu ; les violer, au contraire, c'est le crime. La morale de l'État est tout opposée à cette morale humaine. L'État se pose lui-même à tous ses sujets comme le but suprême. Servir sa puissance, sa grandeur, par tous les moyens possibles et impossibles, et contrairement même à toutes les lois humaines et au bien de l'humanité, voilà la vertu. Car tout ce qui contribue à la puissance et à l'agrandissement de l'État, c'est le bien ; tout ce qui leur est contraire, fût-ce même l'action la plus vertueuse, la plus noble au point de vue humain, c'est le mal. C'est pourquoi les hommes d'État, les diplomates, les ministres, tous les fonctionnaires de l'État, ont toujours usé de crimes et de mensonges et d'infâmes trahisons pour servir l'État. Du moment qu'une vilenie est commise au service de l'État, elle devient une action méritoire. Telle est la morale de l'État. C'est la négation même de la morale humaine et de l'humanité.

La contradiction réside dans l'idée même de l'État. L'État universel n'ayant jamais pu se réaliser, chaque État est un être restreint comprenant un territoire limité et un nombre plus ou moins restreint de sujets. L'immense majorité de l'espèce humaine reste donc en dehors de chaque État, et l'humanité tout entière est partagée entre une foule d'États grands, moyens ou petits, dont chacun, malgré qu'il n'embrasse qu'une partie très restreinte de l'espèce humaine se proclame et se pose comme le représentant de l'humanité tout entière et comme quelque chose d'absolu. Par là même, tout ce qui reste en dehors |10 de lui, tous les autres États, avec leurs sujets et la propriété de leurs sujets, sont considérés par chaque État comme des être privés de toute sanction, de tout droit, et qu'il a par conséquent celui d'attaquer, de conquérir, de massacrer, de piller, autant que ses moyens et ses forces le lui permettent. Vous savez, chers compagnons, qu'on n'est jamais parvenu à établir un droit international, et qu'on n'a jamais pu le faire précisément parce que, au point de vue de l'État, tout ce qui est dehors de l'État est privé de droit. aussi suffit-il qu'un État

déclare la guerre à un autre pour qu'il permette, que dis-je ? pour qu'il commande à ses propres sujets de commettre contre les sujets de l'État ennemi tous les crimes possibles : le meurtre, le viol, le vol, la destruction, l'incendie, le pillage. Et tous ces crimes sont censés être bénis par le Dieu des chrétiens, que chacun des États belligérants considère et proclame (comme) son partisan à l'exclusion de l'autre, — ce qui naturellement doit mettre dans un fameux embarras ce pauvre Bon Dieu, au nom duquel les crimes les plus horribles ont été et continuent d'être commis sur la terre. C'est pourquoi nous sommes les ennemis du Bon Dieu, et nous considérons cette fiction, ce fantôme divin, comme l'une des sources principales des maux qui tourmentent les hommes.

C'est pourquoi nous sommes également les adversaires passionnés de l'État et de tous les États. Parce que tant qu'il y aura des États, il n'y aura point d'humanité, et tant qu'il y aura des États, la guerre |11 et les horribles crimes de la guerre, et la ruine, la misère des peuples, qui en sont les conséquences inévitables, seront permanents.

Tant qu'il aura des États, les masses populaires, même dans les républiques les plus démocratiques, seront esclaves de fait, car elles ne travailleront pas en vue de leur propre bonheur et de leur propre richesse, mais pour la puissance et la richesse de l'État. Et qu'est-ce que l'État ? On prétend que c'est l'expression et la réalisation de l'utilité, du bien, du droit et de la liberté de tout le monde. Eh bien, ceux qui le prétendent mentent aussi bien que ceux qui prétendent que le Bon Dieu est le protecteur de tout le monde. Depuis que la fantaisie d'un Être divin s'est formée dans l'imagination des hommes, Dieu, tous les dieux, et parmi eux surtout le Dieu des chrétiens, a toujours pris le parti des forts et des riches contre les masses ignorantes et misérables. Il a béni, par ses prêtres, les privilèges les plus révoltants, les oppressions et les exploitations les plus infâmes.

De même l'État n'est autre chose que la garantie de toutes les exploitations au profit d'un petit nombre d'heureux privilégiés et au détriment des masses populaires. Il se sert de la

force collective et du travail de tout le monde pour assurer le bonheur, la prospérité et les privilèges de quelques uns, au détriment du droit humain de tout le monde. C'est un établissement où la minorité |12 joue le rôle de marteau et la majorité forme l'enclume.

Jusqu'à la grande Révolution, la classe bourgeoise, quoique à un moindre degré que les masses populaires, avait fait partie de l'enclume. Et c'est à cause de cela qu'elle fut révolutionnaire.

Oui, elle fut bien révolutionnaire. Elle osa se révolter contre toutes les autorités divines et humaines, et mit en question dieu, les rois, le pape. Elle en voulut surtout à la noblesse, qui occupait dans l'État une place qu'elle brûlait d'impatience d'occuper à son tour. Mais non, je ne veux pas être injuste, et je ne prétends aucunement que, dans ses magnifiques protestations contre la tyrannie divine et humaine, elle n'ait été conduite et poussée que par une pensée égoïste. La force des choses, la nature même de son organisation particulière, l'avaient poussée instinctivement à s'emparer du pouvoir. Mais comme elle n'avait point encore la conscience de l'abîme qui la sépare réellement des masses ouvrières qu'elle exploite, comme cette conscience se s'était aucunement réveillée encore au sein du prolétariat lui-même, la bourgeoisie, représentée, dans cette lutte contre l'Église et l'État, par ses plus nobles esprits et par ses plus grands caractères, crut de bonne foi qu'elle travaillait également pour l'émancipation de tout le monde.

Les deux siècles qui séparent les luttes de la Réformation religieuse de celles de la grande Révolution furent l'âge héroïque de la classe bourgeoise. Devenue puissante par la richesse et par l'intelligence, elle attaqua audacieusement toutes les institutions respectées de l'Église et de |13 l'État. Elle sapa tout, d'abord, par la littérature et par la critique philosophique ; plus tard, elle renversa tout par la révolte ouverte. C'est elle qui fit la révolution de 1789 et de 1793. Sans doute elle ne put la faire qu'en se servant de la force populaire ; mais ce fut elle qui

organisa cette force et qui la dirigea contre l'Église, contre la royauté et contre la noblesse. Ce fut elle qui pensa, et qui prit l'initiative de tous les mouvements que le peuple exécuta. La bourgeoisie avait foi en elle-même, elle se sentait puissante parce qu'elle savait que derrière elle, avec elle, il y avait le peuple.

Si l'on compare les géants de la pensée et de l'action qui étaient sortis de la classe bourgeoise au dix-huitième siècle, avec les plus grandes célébrités, avec les nains vaniteux célèbres qui la représentent de nos jours, on pourra se convaincre de la décadence, de la chute effroyable qui s'est produite dans cette classe. Au dix-huitième siècle elle était intelligente, audacieuse, héroïque. Aujourd'hui elle se montre lâche et stupide. Alors, pleine de foi, elle osait tout, et elle pouvait tout. Aujourd'hui, rongée par le doute, et démoralisée par sa propre iniquité, qui est encore plus dans sa situation que dans sa volonté, elle nous offre le tableau de la plus honteuse impuissance.

Les événements récents en France ne le prouvent que trop bien. La bourgeoisie se montre tout à fait incapable de sauver la France. Elle a préféré l'invasion des Prussiens à la révolution populaire qui seule pouvait opérer ce salut. Elle a laissé tomber de ses mains débiles le drapeau des progrès humains, celui de l'émancipation universelle. Et le prolétariat de Paris nous prouve aujourd'hui que les travailleurs sont désormais seuls capables de le porter.

Dans une prochaine séance, je tâcherai de le démontrer.

|1 Deuxième conférence

Chers compagnons,

Je vous ai dit l'autre fois que deux grands événements historiques avaient fondé la puissance de la bourgeoisie : la révolution religieuse du seizième siècle, connue sous le nom de Réforme, et la grande Révolution politique du siècle passé. J'ai

ajouté que cette dernière, accomplie certainement par la puissance du bras populaire, avait été initiée et dirigée exclusivement par la classe moyenne. Je dois aussi vous prouver, maintenant, que c'est aussi la classe moyenne qui en a profité exclusivement.

Et pourtant le programme de cette Révolution, au premier abord, paraît immense. Ne s'est-elle point accomplie au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité du genre humain, trois mots qui semblent embrasser tout ce que dans le présent et l'avenir l'humanité peut seulement vouloir et réaliser ? Comment se fait-il donc qu'une Révolution qui s'était annoncée d'une manière si large ait abouti misérablement à l'émancipation exclusive, restreinte et privilégiée d'une seule classe au détriment de ces millions de travailleurs qui se voient aujourd'hui écrasés par la prospérité insolente et inique de cette classe ?

Ah ! c'est que cette Révolution n'a été qu'une révolution politique. Elle avait audacieusement renversé toutes les barrières, toutes les tyrannies politiques mais elle avait laissé intactes — elle avait même proclamé sacrées et inviolables — les bases économiques de la société, qui ont été la source éternelle, le fondement principal |2 de toutes les iniquités politiques et sociales, de toutes les absurdités religieuses passées et présentes. Elle avait proclamé la liberté de chacun et de tous, ou plutôt elle avait proclamé le droit d'être libre pour chacun et pour tous.

Mais elle n'avait donné réellement les moyens de réaliser cette liberté et d'en jouir qu'aux propriétaires, aux capitalistes, aux riches.

La pauvreté, c'est l'esclavage!

Voilà les terribles paroles que de sa voix sympathique, partant de l'expérience et du cœur, notre ami Clément [104], nous a répétées plusieurs fois depuis les quelques jours que j'ai le

104 Sylvain Clément, photographe à Saint-Imier, est l'auteur d'une photographie de Bakounine faite en mai 1871, et qui est devenue populaire dans les Montagnes jurassiennes.

bonheur de passer au milieu de vous, chers compagnons et amis.

Oui, la pauvreté c'est l'esclavage, c'est la nécessité de vendre son travail, et avec son travail sa personne, au capitaliste qui vous donne le moyen de ne point mourir de faim. Il faut avoir vraiment l'esprit intéressé au mensonge de Messieurs les bourgeois pour oser parler de liberté politique des masses ouvrières ! Belle liberté que celle qui les assujettit aux caprices du capital et les enchaîne à la volonté du capitaliste par la faim ! Chers amis, je n'ai assurément pas besoin de vous prouver, à vous qui avez appris à connaître par une longue et dure expérience les misères du travail, que tant que le capital restera d'un côté et le travail de l'autre, le travail sera l'esclave du capital et les travailleurs les sujets de Messieurs les bourgeois, qui vous donnent par dérision tous les droits politiques, toutes les apparences de la liberté, pour en conserver la réalité exclusivement pour |2 eux-mêmes.

Le droit à la liberté, sans les moyens de la réaliser, n'est qu'un fantôme. Et nous aimons trop la liberté n'est-ce pas ? pour nous contenter de son fantôme. Nous en voulons la réalité. Mais (qu'est-ce) qui constitue le fond réel et la condition positive de la liberté ? C'est le développement intégral et la pleine jouissance de toutes les facultés corporelles, intellectuelles et morales pour chacun. C'est par conséquent tous les moyens matériels nécessaires à l'existence humaine de chacun ; c'est ensuite l'éducation et l'instruction. Un homme qui meurt d'inanition, qui se trouve écrasé par la misère, qui se meurt chaque jour de froid et de faim, et qui, voyant souffrir tous ceux qu'il aime, ne peut venir à leur aide, n'est pas un homme libre, c'est un esclave. Un homme condamné à rester toute la vie un être brutal, faute d'éducation humaine, un homme privé d'instruction, un ignorant, est nécessairement un esclave ; et s'il exerce des droits politiques, vous pouvez être sûrs que, d'une manière ou d'une autre, il les exercera toujours contre lui-même, au profit de ses exploiteurs, de ses maîtres.

La condition négative de la liberté est celle-ci : aucun

homme ne doit obéissance à un autre ; il n'est libre qu'à la condition que tous ses actes soient déterminés, non par la volonté d'autres hommes, mais par sa volonté et par ses convictions propres. |4 Mais un homme que la faim oblige à vendre son travail, et avec son travail, sa personne, au plus bas prix possible au capitaliste qui daigne l'exploiter ; un homme que sa propre brutalité et son ignorance livrent à la merci de ses savants exploiteurs, sera nécessairement et toujours esclave.

Ce n'est pas tout. La liberté des individus n'est point un fait individuel, c'est un fait, un produit collectif. aucun homme ne saurait être libre en dehors et sans le concours de toute l'humaine société. Les individualistes, ou les faux-frères socialistes que nous avons combattus dans tous les congrès de travailleurs, ont prétendu, avec les moralistes et les économistes bourgeois, que l'homme pouvait être libre, qu'il pouvait être homme, en dehors de la société, disant que la société avait été fondée par un contrat libre d'hommes antérieurement libres.

Cette théorie, proclamée par J.-J. Rousseau, l'écrivain le plus malfaisant du siècle passé, le sophiste qui a inspiré tous les révolutionnaires bourgeois, cette théorie dénote une ignorance complète tant de la nature que de l'histoire. Ce n'est pas dans le passé, ni même dans le présent, que nous devons chercher la liberté des masses, c'est dans l'avenir, — dans un prochain avenir : c'est dans cette journée de demain que nous devons créer nous-mêmes, par la puissance de notre pensée, de notre volonté, mais aussi par celle de nos bras. Derrière nous, il n'y a jamais eu de libre contrat, il n'y a eu que brutalité, stupidité, iniquité et violence, — et aujourd'hui encore, |5 vous ne le savez que trop bien, ce soi-disant libre contrat s'appelle le pacte de la faim, l'esclavage de la faim pour les masses et l'exploitation de la faim pour les minorités qui nous dévorent et nous oppriment.

La théorie du libre contrat est également fausse au point de vue de la nature. L'homme ne crée pas volontairement la société : il y naît involontairement. Il est par excellence un animal social. Il ne peut devenir un homme, c'est-à-dire un animal pensant, parlant, aimant et voulant, qu'en société.

Imaginez-vous l'homme doué par la nature des facultés les plus géniales, jeté dès son bas âge en dehors de toute société humaine, dans un désert. S'il ne périt pas misérablement, ce qui le plus probable, il ne sera rien qu'une brute, un singe, privé de parole et de pensée, — car la pensée est inséparable de la parole ; aucun ne peut penser sans le langage. Alors même que, parfaitement isolé, vous vous trouvez seul avec vous-même, pour penser vous devez faire usage de mots ; vous pouvez bien avoir des imaginations représentatives des choses, mais aussitôt que vous voulez *penser*, vous devez sous servir de mots, car les mots seuls déterminent la pensée, et donnent aux représentations fugitives, aux instincts, le caractère de la pensée. La pensée n'est point avant la parole, ni la parole avant la pensée ; ces deux formes d'un même acte du cerveau humain naissent ensemble. Donc, point de pensée sans parole. Mais qu'est-ce que |6 la parole ? C'est la communication, c'est la conversation d'un individu humain avec beaucoup d'autres individus. L'homme animal ne se transforme en être humain, c'est-à-dire pensant, que par cette conversation, que dans cette conversation. Son individualité, en tant qu'humaine, sa liberté, est donc le produit de la collectivité.

L'homme ne s'émancipe de la pression tyrannique qu'exerce sur chacun la nature extérieure que par le travail collectif ; car le travail individuel, impuissant et stérile, ne saurait jamais vaincre la nature. Le travail productif, celui qui a créé toutes les richesses et toute notre civilisation, a été toujours un travail social, collectif ; seulement jusqu'à présent il a été iniquement exploité par des individus au détriment des masses ouvrières. De même l'éducation et l'instruction qui développent l'homme, cette éducation et cette instruction dont Messieurs les bourgeois sont si fiers, et qu'ils versent avec tant de parcimonie sur les masses populaires, sont également les produits de la société tout entière. Le travail et, je dirai même plus, la pensée instinctive du peuple les créent, mais ils ne les ont créés jusqu'ici qu'au profit des individus bourgeois. C'est donc encore ne exploitation d'un travail collectif par des

individus qui n'ont aucun droit à en monopoliser le produit.

Tout ce qui est humain dans l'homme, et plus que toute autre chose la liberté, est le produit d'un travail social, collectif. Être libre dans l'isolement absolu est une absurdité inventée par les théologiens et les métaphysiciens, qui ont remplacé la société des hommes par celle de leur fantôme, de Dieu. Chacun, disent-ils, se sent libre en présence de Dieu, c'est-à-dire du vide absolu, du néant ; c'est donc la liberté du néant, ou bien le néant de la liberté, l'esclavage. Dieu, la fiction de Dieu, a été historiquement la source morale, ou plutôt immorale, de tous les asservissements.

Quant à nous, qui ne voulons ni fantômes, ni néant, mais la réalité humaine vivante, nous reconnaissons que l'homme ne peut se sentir et se savoir libre — et par conséquent, ne peut réaliser sa liberté — qu'au milieu des hommes. Pour être libre, j'ai besoin de me voir entouré, et reconnu comme tel, par des hommes libres. Je ne suis libre que lorsque ma personnalité, se réfléchissant, comme dans autant de miroirs, dans la conscience également libre de tous les hommes qui m'entourent, me revient renforcée par la reconnaissance de tout le monde. La liberté de tous, loin d'être une limite de la mienne, comme le prétendent les individualistes, en est au contraire la confirmation, la réalisation, et l'extension infinie. Vouloir la liberté et la dignité humaine de tous les hommes, voir et sentir ma liberté confirmée, sanctionnée, infiniment étendue par l'assentiment de tout le |7 monde, voilà le bonheur, le paradis humain sur la terre.

Mais cette liberté n'est possible que dans l'égalité. S'il y a un être humain plus libre que moi, je deviens forcément son esclave ; si je le suis plus que lui, il sera le mien. Donc, l'égalité est une condition absolument nécessaire de la liberté.

Les bourgeois révolutionnaires de 1793 ont très bien compris cette nécessité logique. Aussi le mot *Égalité* figure-t-il comme le second terme dans leur formule révolutionnaire : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Mais quelle égalité ? L'égalité devant la loi, l'égalité des droits politiques, l'égalité des

citoyens, non celle des hommes ; parce que l'État ne reconnaît point les hommes, il ne connaît que les citoyens. Pour lui, l'homme n'existe qu'en tant qu'il exerce — ou que, par une pure fiction, il est censé exercer — les droits politiques. L'homme qui est écrasé par le travail forcé, par la misère, par la faim, l'homme qui est socialement opprimé, économiquement exploité, écrasé, et qui souffre, n'existe point pour l'État, qui ignore ses souffrances et son esclavage économique et social, sa servitude réelle qui se cache sous les apparences d'une liberté politique mensongère. C'est donc l'égalité politique, non l'égalité sociale.

Mes chers amis, vous savez tous par expérience combien cette prétendue égalité politique non fondée sur l'égalité économique et sociale est trompeuse. Dans un État largement démocratique, par exemple, tous les hommes arrivés à l'âge de majorité, et qui ne se trouvent |9 pas sous le coup d'une condamnation criminelle, ont le droit, et même, ajoute-t-on, le devoir, d'exercer tous les droits politiques et de remplir toutes les fonctions auxquelles les peut appeler la confiance de leurs concitoyens. Le dernier homme du peuple, le plus pauvre, le plus ignorant, peut et doit exercer tous ces droits et remplir toutes ces fonctions : peut-on s'imaginer une égalité plus large que celle-là ? Oui, il le doit, il le peut légalement ; mais en réalité, cela lui est impossible. Ce pouvoir n'est que facultatif pour les hommes qui font partie des masses populaires, mais il ne pourra jamais devenir réel pour eux à moins d'une transformation radicale des bases économiques de la société, — disons le mot, à moins d'une révolution sociale. Ces prétendus droits politiques exercés par le peuple ne sont donc qu'une vaine fiction.

Nous sommes là de toutes les fictions, tant religieuses que politiques. Le peuple est las de se nourrir de fantômes et de fables. Cette nourriture n'engraisse pas. Aujourd'hui il demande la réalité. Voyons donc ce qu'il y a de réel pour lui dans l'exercice des droits politiques.

Pour remplir convenablement les fonctions, et surtout les

plus hautes fonctions, de l'État, il faut posséder déjà un haut degré d'instruction. Le peuple manque absolument de cette instruction. Est-ce sa faute ? Non, c'est la faute des institutions. Le grand devoir de tous les États vraiment démocratiques, c'est de répandre à pleines mains l'instruction dans le peuple. Y a-t-il un seul État qui l'ait fait ? Ne parlons pas des États monarchiques, qui ont un intérêt évident à répandre non l'instruction, |10 mais le poison du catéchisme chrétien dans les masses. Parlons des États républicains et démocratiques comme les États-Unis de l'Amérique et la Suisse. Certainement, il faut reconnaître que ces deux États ont fait plus que tous les autres pour l'instruction populaire. Mais sont-ils parvenus au but, malgré toute leur bonne volonté ? a-t-il été possible pour eux de donner indistinctement à tous les enfants qui naissent dans leur sein une instruction égale ? Non, c'est impossible. Pour les enfants des bourgeois, l'instruction supérieure, pour ceux du peuple seulement l'instruction primaire, et, dans de rares occasions, quelque peu d'instruction secondaire. Pourquoi cette différence ? Par cette simple raison que les hommes du peuple, les travailleurs des campagnes et des villes, n'ont pas le moyen d'entretenir, c'est-à-dire de nourrir, de vêtir, de loger leurs enfants, pendant toute la durée de leurs études. Pour se donner une instruction scientifique, il faut étudier jusqu'à l'âge de vingt et un ans, et quelquefois jusqu'à vingt-cinq ans. Je vous demande quels sont les ouvriers qui sont en état d'entretenir si longtemps leurs enfants ? Ce sacrifice est au-dessus de leurs forces, parce qu'ils n'ont ni capitaux, ni propriété, et parce qu'ils vivent au jour le jour de leur salaire qui suffit à peine à l'entretien d'une nombreuse famille.

Et encore faut-il dire, chers compagnons, que vous, travailleurs des Montagnes, ouvriers dans un métier que la production capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation des gros capitaux, n'est point encore parvenue à absorber, vous êtes comparativement |11 fort heureux [105]. Travaillant par petits

105 Les choses ont bien changé au Val de Saint-Imier depuis 1871. L'industrie de l'horlogerie est entrée dans la phase de la grande

groupes dans vos ateliers, et souvent même travaillant chez vous à la maison, vous gagnez beaucoup plus qu'on ne gagne dans les grands établissements industriels qui emploient des centaines d'ouvriers ; votre travail est intelligent, artistique, il n'abrutit pas comme celui qui se fait par les machines. Votre habileté, votre intelligence comptent pour quelque chose. Et de plus vous avez beaucoup de loisir et de liberté relative ; c'est pourquoi vous êtes plus instruits, plus libres et plus heureux que les autres.

Dans les immenses fabriques établies, dirigées et exploitées par les grands capitaux, et dans lesquelles ce sont les machines, non les hommes, qui jouent le rôle principal, les ouvriers deviennent nécessairement de misérables esclaves, — tellement misérables que, le plus souvent, ils sont forcés de condamner leurs pauvres petits enfants, à peine âgés de huit ans, à travailler douze, quatorze, seize heures par jour pour quelques misérables petits sous. Et ils le font non par cupidité, mais par nécessité. Sans cela ils ne seraient point capables d'entretenir leurs familles.

Voilà l'instruction qu'ils peuvent leur donner. Je ne crois pas devoir perdre plus de paroles pour vous prouver, chers compagnons, à vous qui le savez si bien par expérience, *que tant que le peuple travaillera non pour lui-même, mais pour enrichir les détenteurs de la propriété et du capital*, l'instruction qu'il pourra donner à ses enfants sera toujours infiniment inférieure |12 à celle des enfants de la classe bourgeoise.

Et voilà donc une grosse et funeste inégalité sociale que vous trouverez nécessairement à la base même de l'organisation des États : une masse forcément ignorante, et une minorité privilégiée qui, si elle n'est point toujours très intelligente, est au moins comparativement fort instruite. La conclusion est facile à tirer. La minorité instruite gouvernera éternellement les

---

production ; la plupart des ouvriers et ouvrières occupés à la fabrication des montres travaillent aujourd'hui dans des usines ou des manufactures, et leurs salaires ont beaucoup diminué.

masses ignorantes.

Il ne s'agit pas seulement de l'inégalité naturelle des individus ; c'est une inégalité à laquelle nous sommes forcés de nous résigner. L'un a une organisation plus heureuse que l'autre, l'un naît avec une faculté naturelle d'intelligence et de volonté plus grande que l'autre. Mais je m'empresse d'ajouter : ces différences ne sont pas du tout aussi grandes qu'on veut bien le dire. Même au point de vue naturel, les hommes sont à peu près égaux, les qualités et les défauts se compensent à peu près dans chacun. Il n'y a que deux exceptions à cette loi d'égalité naturelle : ce sont les hommes de génie et les idiots. Mais les exceptions ne sont pas la règle, et, en général, on peut dire que tous les individus humains se valent, et que, s'il existe des différences énormes entre les individus dans la société actuelle, elles prennent leur source dans l'inégalité monstrueuse de l'éducation et de l'instruction, et non dans la nature.

L'enfant doué des plus grandes facultés, mais né dans une |13 famille pauvre, dans une famille de travailleurs vivant au jour le jour de leur rude travail quotidien, se voit condamné à l'ignorance, qui, au lieu de les développer, tue toutes ses facultés naturelles : il sera le travailleur, le manœuvre, l'entreteneur et le nourrisseur forcé de bourgeois qui, naturellement, sont beaucoup plus bêtes que lui. L'enfant du bourgeois, au contraire, l'enfant du riche, quelque bête qu'il soit naturellement, recevra l'éducation et l'instruction nécessaires pour développer au possible ses pauvres facultés : il sera un exploiteur du travail, le maître, le patron, le législateur, le gouverneur, — un Monsieur. Tout bête qu'il soit, il fera des lois pour le peuple, contre le peuple, et il gouvernera les masses populaires.

Dans un État démocratique, dira-t-on, le peuple ne choisira que les bons. — Mais comment reconnaîtra-t-il les bons ? il n'a ni l'instruction nécessaire pour juger le bon et le mauvais, ni le loisir nécessaire pour apprendre à connaître les hommes qui se proposent à son élection. Ces hommes vivent d'ailleurs dans une société différente de la sienne : ils ne

viennent tirer leur chapeau devant Sa Majesté le peuple souverain qu'au moment des élections, et, une fois élus, ils lui tournent le dos. D'ailleurs, appartenant à la classe privilégiée, à la classe exploitante, quelque excellents qu'ils soient comme membres de leurs familles et de leur société, ils seront toujours mauvais pour le peuple, parce que tout naturellement ils voudront toujours conserver ces privilèges qui constituent la base même de leur existence |14 sociale, et qui condamnent le peuple à un esclavage éternel.

Mais pourquoi le peuple n'enverrait-il pas dans les assemblées législatives et dans le gouvernement des hommes à lui, des hommes du peuple ? — D'abord, parce que les hommes du peuple, devant vivre du travail de leurs bras, n'ont pas le temps de se vouer exclusivement à la politique ; et, ne pouvant pas le faire, étant pour la plupart du temps ignorants des questions politiques et économiques qui se traitent dans ces hautes régions, ils seront presque toujours les dupes des avocats et des politiciens bourgeois. Et, ensuite, parce qu'il suffira la plupart du temps à ces hommes du peuple d'entrer dans le gouvernement pour devenir des bourgeois à leur tour, quelquefois même plus détestables et plus dédaigneux du peuple dont ils sont sortis que les bourgeois de naissance eux-mêmes.

Vous voyez bien que l'égalité politique, même dans les États les plus démocratiques, est un mensonge. Il en est de même de l'égalité juridique, de l'égalité devant la loi. La loi est faite par les bourgeois, pour les bourgeois, et elle est exercée par les bourgeois contre le peuple. L'État et la loi qui l'exprime n'existent que pour éterniser l'esclavage du peuple au profit des bourgeois.

D'ailleurs, vous le savez, quand vous vous trouvez lésés dans vos intérêts, dans votre honneur, dans vos droits, et |15 que vous voulez faire un procès, pour le faire vous devez d'abord prouver que vous êtes en état d'en payer les frais, c'est-à-dire que vous devez déposer une certaine somme. Et si vous n'êtes pas en état de la déposer, vous ne pouvez pas faire de procès.

Mais le peuple, la majorité des travailleurs ont-ils des sommes à déposer au tribunal ? La plupart du temps, non. Donc le riche pourra vous attaquer, vous insulter impunément, — car il n'y a point de justice pour le peuple.

Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, tant qu'une minorité quelconque pourra devenir riche, propriétaire, capitaliste, non par le propre travail de chacun, mais par l'héritage, l'égalité politique sera un mensonge. Savez-vous quelle est la vraie définition de la propriété héréditaire ? C'est la faculté héréditaire d'exploiter le travail collectif du peuple et d'asservir les masses.

Voilà ce que les plus grands héros de la Révolution de 1793, ni Danton, ni Robespierre, ni Saint-Just, n'avaient point compris. ils voulaient que la liberté et l'égalité politiques, non économiques et sociales. Et c'est pourquoi la liberté et l'égalité fondées par eux ont constitué et assis sur des bases nouvelles la domination des bourgeois sur le peuple.

Ils ont cru masquer cette contradiction en mettant comme troisième terme à leur formule révolutionnaire la *Fraternité*. Ce fut encore un mensonge ! Je vous demande |16 si la fraternité est possible entre les exploiteurs et les exploités, entre les oppresseurs et les opprimés ? Comment ! je vous ferai suer et souffrir pendant tout un jour, et le soir, quand j'aurais recueilli le fruit de vos souffrances et de votre sueur, en ne vous en laissant qu'une toute petite partie afin que vous puissiez vivre, c'est-à-dire de nouveau suer et souffrir à mon profit encore demain, — le soir, je vous dirai : Embrassons-nous, nous sommes des frères !

Telle est la fraternité de la Révolution bourgeoise.

Mes chers amis, nous voulons aussi, nous la noble Liberté, la salutaire Égalité et la sainte Fraternité. Mais nous voulons que ces belles, ces grandes choses, cessent d'être des fictions, des mensonges, deviennent une vérité et constituent la réalité !

Tel est le sens et le but de ce que nous appelons la Révolution sociale.

Elle peut se résumer en peu de mots : Elle veut et nous voulons que tout homme qui naît sur cette terre puisse devenir un homme dans le sens le plus complet de ce mot ; qu'il n'ait pas seulement le droit, mais tous les moyens nécessaires pour développer toutes ses facultés, et être libre, heureux, dans l'égalité et par la fraternité ! Voilà ce que nous voulons tous, et tous nous sommes prêts à mourir pour atteindre ce but.

Je vous demande, amis, une troisième et dernière séance pour vous exposer complètement ma pensée.

|1 Troisième et dernière conférence

Chers compagnons,

Je vous ai dit la dernière fois comment la bourgeoisie, sans en avoir complètement conscience elle-même, mais en partie aussi, et au moins pour le quart, sciemment, s'est servie du bras puissant du peuple, pendant la grande Révolution de 1789-1793, pour asseoir, sur les ruines du monde féodal, sa propre puissance. Désormais elle est devenue la classe dominante. C'est bien à tort qu'on s'imagine que ce furent la noblesse émigrée et les prêtres qui firent le coup d'État réactionnaire de thermidor, qui renversa et tua Robespierre et Saint-Just, et qui guillotina ou déporta une foule de leurs partisans. Sans doute beaucoup de membres de ces deux corps déchus prirent une part active à l'intrigue, heureux de voir tomber ceux qui les avaient fait trembler et qui leur avaient coupé la tête sans pitié. Mais à eux seuls ils n'eussent pu rien faire. Dépossédés de leurs biens, ils avaient été réduits à l'impuissance. Ce fut cette partie de la classe bourgeoise qui s'était enrichie par l'achat des biens nationaux, par les fournitures de la guerre et par le maniement des fonds publics, profitant de la misère publique et de la banqueroute elle-même pour grossir leur poche, ce furent eux, ces vertueux représentants de la moralité et de l'ordre public, qui furent les

principaux instigateurs de cette réaction. Ils furent chaudement et puissamment soutenus par la masse des boutiquiers, race éternellement malfaisante et lâche, qui trompe et empoisonne le peuple en détail, en lui vendant ses marchandises falsifiées, et qui |2 a toute l'ignorance du peuple sans en avoir le grand cœur, toute la vanité de l'aristocratie bourgeoise sans en avoir les poches pleines ; lâche pendant les révolutions, elle devient féroce dans la réaction. Pour elle toutes ces idées qui font palpiter le cœur des masses, les grands principes, les grands intérêts de l'humanité, n'existent pas. Elle ignore même le patriotisme, ou n'en connaît que la vanité ou les fanfaronnades. Aucun sentiment qui puisse l'arracher aux préoccupations mercantiles, aux misérables soucis du jour au jour. Tout le monde a su, et les hommes de tous les partis nous ont confirmé, que pendant ce terrible siège de Paris, — tandis que le peuple se battait, et que la classe des riches intriguait et préparait la trahison qui livra Paris aux Prussiens, pendant que le prolétariat généreux, les femmes et les enfants du peuple étaient à demi-affamés, — les boutiquiers n'ont eu qu'un seul souci, celui de vendre leurs marchandises, leurs denrées, les objets les plus nécessaires à la subsistance du peuple, au plus haut prix possible.

Les boutiquiers de toutes les villes de France ont fait la même chose. Dans les villes envahies par les Prussiens, ils ont ouvert les portes aux Prussiens. Dans les villes non envahies, ils se préparaient à les ouvrir ; ils paralysèrent la défense nationale, et, partout où ils purent, ils s'opposèrent au soulèvement et à l'armement populaires qui seuls pouvaient sauver la France. Les boutiquiers dans les villes, aussi bien que les paysans dans les campagnes, constituent aujourd'hui l'armée de la réaction. Les paysans pourront et devront |3 être convertis à la révolution, mais les boutiquiers jamais.

Pendant la grande Révolution, la bourgeoisie s'était divisée en deux catégories, dont l'une, constituant l'infime minorité, était la bourgeoisie révolutionnaire, connue sous le nom générique de Jacobins. Il ne faut pas confondre les

Jacobins d'aujourd'hui avec ceux de 1793. Ceux d'aujourd'hui ne sont que de pâles fantômes et de ridicules avortons, des caricatures des héros du siècle passé. Les Jacobins de 1793 étaient des grands hommes, ils avaient le feu sacré, le culte de la justice, de la liberté et de l'égalité. Ce ne fut pas leur faute s'ils ne comprirent pas mieux certains mots qui résument encore aujourd'hui toutes nos aspirations. Il n'en considérèrent que la face politique, non le sens économique et social. Mais, je le répète, ce ne fut pas leur faute, comme ce n'est pas notre mérite à nous de les comprendre aujourd'hui. C'est la faute et c'est le mérite du temps. L'humanité se développe lentement, trop lentement, hélas ! et ce n'est que par une succession d'erreurs et de fautes, et de cruelles expériences surtout, qui en sont toujours la conséquence nécessaire, que les hommes conquièrent la vérité. Les Jacobins de 1793 furent des hommes de bonne foi, des hommes inspirés par l'idée, dévoués à l'idée. Ils furent des héros ! S'il ne l'avaient pas été, ils n'eussent point accompli les grands actes de la Révolution. Nous pouvons et nous devons combattre les erreurs théoriques des Danton, des Robespierre, des Saint-Just, mais, tout en combattant |4 leurs idées fausses, étroites, exclusivement bourgeoises en économie sociale, nous devons nous incliner devant leur puissance révolutionnaire. Ce furent les derniers héros de la classe bourgeoise, autrefois si féconde en héros.

En dehors de cette minorité héroïque, il y avait la grande masse de la bourgeoisie matériellement exploitante, et pour laquelle les idées, les grands principes de la Révolution n'étaient que des mots qui n'avaient de valeur et de sens qu'autant que les bourgeois pouvaient s'en servir pour remplir leurs poches si larges et si respectables. Une fois que les plus riches et par conséquent aussi les plus influents parmi eux eurent suffisamment rempli les leurs au bruit et au moyen de la Révolution, ils trouvèrent que la Révolution avait duré trop longtemps, qu'il était temps d'en finir et de rétablir le règne de la loi et de l'ordre public.

Ils renversèrent le Comité de salut public, tuèrent

Robespierre, Saint-just et leurs amis, et établirent le Directoire, qui fut une vraie incarnation de la dépravation bourgeoise à la fin du dix-huitième siècle, le triomphe et le règne de l'or acquis et aggloméré dans les poches de quelques milliers d'individus par le vol.

Mais la France, qui n'avait pas encore eu le temps de se corrompre, et qui était encore toute palpitante des grands faits de la Révolution, ne put supporter longtemps ce régime. Il y eut deux protestations, l'une manquée, l'autre triomphante. |5 La première, si elle avait réussi, si elle avait pu réussir, aurait sauvé la France et le monde ; le triomphe de la seconde inaugura le despotisme des rois et l'esclavage des peuples. Je veux parler de l'insurrection de Babeuf et de l'usurpation du premier Bonaparte.

L'insurrection de Babeuf fut la dernière tentative révolutionnaire du dix-huitième siècle. Babeuf et ses amis avaient été plus ou moins des amis de Robespierre et de Saint-Just. Ce furent des Jacobins socialistes. Ils avaient le culte de l'égalité, même au détriment de la liberté. Leur plan fut très simple : ce fut d'exproprier tous les propriétaires et tous les détenteurs d'instruments de travail et d'autres capitaux au profit de l'État républicain, démocratique et social, de sorte que l'État, devenant le seul propriétaire de toutes les richesses tant mobilières qu'immobilières, devenait de la sorte l'unique employeur, l'unique patron de la société ; muni en même temps de la toute-puissance politique, il s'emparait exclusivement de l'éducation et de l'instruction égales pour tous les enfants, et forçait tous les individus majeurs de travailler et de vivre selon l'égalité et la justice. Toute autonomie communale, toute initiative individuelle, toute liberté, en un mot, disparaissait, écrasée par ce pouvoir formidable. La société tout entière ne devait plus présenter que le tableau d'une uniformité monotone et forcée. Le gouvernement était élu par le suffrage universel, mais une fois |6 élu, et tant qu'il restait en fonctions, il exerçait sur tous les membres de la société un pouvoir absolu.

La théorie de l'égalité établie de force par la puissance de

l'État n'a pas été inventée par Babeuf. Les premiers fondements de cette théorie avaient été jetés par Platon, plusieurs siècles avant Jésus-Christ, dans sa *République*, ouvrage dans lequel ce grand penseur de l'antiquité essaya d'esquisser le tableau d'une société égalitaire. Les premiers chrétiens exercèrent incontestablement un communisme pratique dans leurs associations persécutées par toute la société officielle. Enfin, au début même de la Révolution religieuse, dans le premier quart du seizième siècle, en Allemagne, Thomas Münzer et ses disciples firent une première tentative d'établir l'égalité sociale sur un pied très large. La conspiration de Babeuf fut la seconde manifestation pratique de l'idée égalitaire dans les masses. Toutes ces tentatives, sans en excepter cette dernière, durent échouer pour deux raisons : d'abord, parce que les masses ne s'étaient point suffisamment développées pour en rendre la réalisation possible ; et ensuite et surtout parce que, dans tous ces systèmes, l'égalité s'alliait à la puissance, à l'autorité de l'État, et que par conséquent elle excluait la liberté. |7 Et nous le savons, chers amis, l'égalité n'est possible qu'avec et par la liberté : non par cette liberté exclusive des bourgeois qui est fondée sur l'esclavage des masses et qui n'est pas la liberté, mais le privilège ; mais par cette liberté universelle des êtres humains, qui élève chacun à la dignité de l'homme. Mais nous savons aussi que cette liberté n'est possible que dans l'égalité. Révolte non seulement théorique, mais pratique, contre toutes les institutions et contre tous les rapports sociaux créés par l'inégalité, puis établissement de l'égalité économique et sociale par la liberté de tout le monde : voilà notre programme actuel, celui qui doit triompher malgré les Bismarck, les Napoléon, les Thiers, et malgré tous les cosaques de mon auguste empereur, le tsar de toutes les Russies.

La conspiration de Babeuf avait réuni dans son sein tout ce que, après les exécutions et les déportations du coup d'État réactionnaire de thermidor, il était resté ce citoyens dévoués à la Révolution à Paris, et nécessairement beaucoup d'ouvriers. Elle échoua ; quelques-uns furent guillotinés, mais plusieurs

survécurent, entre autres le citoyen Philippe Buonarroti, un homme de fer, un caractère antique, tellement respectable qu'il sut se faire respecter par les hommes des partis les plus opposés. Il vécut longtemps en Belgique, où il devint le principal fondateur de la société secrète des carbonari-communistes ; et, dans un livre devenu très rare aujourd'hui, mais que je tâcherai d'envoyer à notre ami Adhémar [106], il a raconté cette lugubre histoire, cette dernière protestation héroïque de la Révolution contre la réaction, connue sous le nom de conspiration de Babeuf.

L'autre protestation de la société contre la corruption bourgeoise qui s'était emparée du pouvoir sous le nom de Directoire, fut, comme je l'ai déjà dit, l'usurpation du premier Bonaparte.

Cette histoire, mille fois plus lugubre encore, est connue de vous tous. Ce fut la première inauguration du régime infâme et brutal du sabre, le premier soufflet imprimé au début de ce siècle par un parvenu insolent sur la joue de l'humanité. Napoléon Ier devint le héros de tous les despotes, en même temps que militairement il en fut la terreur. Lui vaincu, il laissa son funeste héritage, son infâme principe : le mépris de l'humanité, et son oppression par le sabre.

Je ne vous parlerai pas de la Restauration. Ce fut une tentative ridicule de rendre la vie et le pouvoir politique à deux corps tarés et déchus : à la noblesse et aux prêtres. Il n'y eut sous la Restauration que ceci de remarquable, qu'attaquée, menacée dans ce pouvoir qu'elle avait cru avoir conquis pour toujours, la bourgeoisie était redevenue quasi révolutionnaire. Ennemie de l'ordre public aussitôt que cet ordre public n'est pas le sien, c'est-à-dire aussitôt qu'il établit et garantit d'autres intérêts que les siens, elle conspira de nouveau. MM. Guizot, Périer, Thiers et tant d'autres, qui sous Louis-Philippe se distinguèrent comme les plus fanatiques partisans |9 et défenseurs d'un gouvernement oppressif, corrupteur, mais bourgeois et par conséquent parfait à leurs yeux, toutes ces

106 Adhémar Schwitzguébel, de Sonvillier, ouvrier graveur.

âmes damnées de la réaction bourgeoise, conspirèrent sous la Restauration. Ils triomphèrent en juillet 1830, et le règne du *libéralisme bourgeois* fut inauguré.

C'est depuis 1830 que date vraiment la domination exclusive des intérêts et de la politique bourgeoise en Europe ; surtout en France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande et en Suisse. Dans les autres pays tels que l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, les intérêts bourgeois l'avaient bien emporté sur tous les autres, mais non le gouvernement politique des bourgeois. Je ne vous parle pas de ce grand et misérable Empire de toutes les Russies, qui reste encore soumis au despotisme absolu des tsars, et qui n'a proprement pas de classe politique intermédiaire, point de corps politique bourgeois, et où il n'y a en effet, d'un côté, que le monde officiel, une organisation militaire, policière et bureaucratique, pour remplir les caprices du tsar, de l'autre côté le peuple, des dizaines de millions d'être humains dévorés par le tsar et ses fonctionnaires. En Russie la révolution viendra directement du peuple, comme je l'ai amplement développé dans un assez long discours, que j'ai prononcé il y a quelques années à Berne et que je m'empresserai de vous envoyer [107]. Je ne vous parle pas non plus de cette malheureuse et héroïque Pologne, qui se débat, toujours étouffée de nouveau, mais jamais morte, sous la serre de trois aigles infâmes : celui de l'Empire |10 de Russie, (celui) de l'Empire d'Autriche, et celui du nouvel Empire d'Allemagne, représenté par la Prusse. En Pologne comme en Russie, il n'y a proprement pas de classe moyenne ; il y a d'un côté la noblesse, bureaucratie héréditaire esclave du tsar en Russie, et ci-devant dominante et aujourd'hui désorganisée et déchue en Pologne ; et, de l'autre côté, il y a le paysan asservi, dévoré, écrasé maintenant, non plus par la noblesse, qui en a perdu le pouvoir, mais par l'État, par ses

107 Voir les *Annales du Congrès de Berne* de la Ligue de la paix et de la liberté (septembre 1868), et la brochure : *Discours prononcés au Congrès de la paix et de la liberté*, à Berne, 1868, par MM. MROCZKOWSKI et BAKOUNINE, Genève, 1869, in-8°, impr. Czerniecki, pages 5-23.

fonctionnaires innombrables, par le tsar. Je ne vous parlerai pas non plus des petits pays de la Suède et du Danemark, qui ne sont devenus réellement constitutionnels que depuis 1848, et qui sont restés plus ou moins en arrière du développement général de l'Europe ; ni de l'Espagne et du Portugal, où le mouvement industriel et la politique bourgeoise ont été paralysés si longtemps par la double puissance du clergé et de l'armée. Cependant je dois observer que l'Espagne, qui nous paraissait si arriérée, nous présente aujourd'hui l'une des plus magnifiques organisations de l'Association internationale des travailleurs qui existe dans le monde.

Je m'arrêterai un instant sur l'Allemagne. L'Allemagne depuis 1830 nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la monarchie absolue sous un masque de constitutionnalisme, militairement et bureau- |11 cratiquement organisée et servie exclusivement par des nobles.

C'est en France, en Angleterre, en Belgique surtout, qu'il faut étudier le règne de la bourgeoisie. Depuis l'unification de l'Italie sous le sceptre de Victor-Emmanuel, on peut l'étudier aussi en Italie. Mais nulle part il ne s'est aussi pleinement caractérisé qu'en France ; aussi est-ce dans ce pays que nous le considérerons principalement.

Depuis 1830, le principe bourgeois a eu pleine liberté de s'y manifester dans la littérature, dans la politique, et dans l'économie sociale. On peut le résumer par un seul mot, l'*individualisme*.

J'entends par individualisme cette tendance qui — considérant toute la société, la masse des individus, comme des indifférents, des rivaux, des concurrents, comme des ennemis naturels, en un mot, avec lesquels chacun est bien forcé de vivre, mais qui obstruent la voie à chacun — pousse l'individu à conquérir et à établir son propre bien-être, sa prospérité, son bonheur malgré tout le monde, au détriment et sur le dos de tous les autres. C'est une course au clocher, un sauve-qui-peut

général où chacun cherche à parvenir le premier. Malheur à ceux qui s'arrêtent, ils sont devancés. Malheur à ceux qui, lassés de fatigue, tombent en chemin, ils sont de suite écrasés. La concurrence n'a point de cœur, |12 n'a point de pitié. Malheur aux vaincus ! Dans cette lutte, nécessairement, beaucoup de crimes doivent se commettre ; toute cette lutte fratricide d'ailleurs n'est qu'un crime continu contre la solidarité humaine, qui est la base unique de toute morale. L'État, qui, dit-on, est le représentant et le vindicateur de la justice, n'empêche pas la perpétration de ces crimes, il les perpétue et les légalise au contraire. Ce qu'il représente, ce qu'il défend, ce n'est pas la justice humaine, c'est la justice juridique, qui n'est rien autre chose que la consécration du triomphe des forts sur les faibles, des riches sur les pauvres. L'État n'exige qu'une chose : c'est que tous ces crimes soient accomplis légalement. Je puis vous ruiner, vous écraser, vous tuer, mais je dois le faire en observant les lois. Autrement je suis déclaré criminel et traité comme tel. Tel est le sens de ce principe, de ce mot : individualisme.

Maintenant, voyons comment ce principe s'est manifesté dans la littérature, dans cette littérature créée par les Victor Hugo, les Dumas, les Balzac, les Jules Janin et tant d'autres auteurs de livres et d'articles de journaux bourgeois, qui depuis 1830 ont inondé l'Europe, portant la dépravation et réveillant l'égoïsme dans les cœurs des jeunes gens des deux sexes, et malheureusement même du peuple. Prenez tel roman que vous voulez : à côté des grands et faux sentiments, des belles phrases, qu'y trouvez-vous ? Toujours la même chose. Un jeune homme est pauvre, |12 *bis* obscur, méconnu ; il est dévoré de toutes sortes d'ambitions et d'appétits. Il voudrait habiter un palais, manger des truffes, boire du champagne, rouler carrosse, et coucher avec quelque belle marquise. Il y parvient à force d'efforts héroïques et d'aventures extraordinaires, tandis que tous les autres succombent. Voilà le héros : c'est l'individualiste pur.

Voyons la politique. Comment s'y exprime le principe ?

Les masses, dit-on, ont besoin d'être menées, gouvernées ; elles sont incapables de se passer de gouvernement, comme aussi elles sont incapables de se gouverner par elles-mêmes. Qui les gouvernera ? Il n'y a plus de privilège de classe. Tout le monde a le droit de monter aux plus hautes positions et fonctions sociales. Mais pour y parvenir il faut être intelligent, habile ; il faut être fort et heureux ; il faut savoir et pouvoir l'emporter sur tous les rivaux. Voilà encore une course au clocher : ce seront les individus habiles et forts qui gouverneront, qui tondront les masses.

Considérons maintenant ce même principe dans la question économique, qui au fond est la principale, on pourrait dire l'unique question. Les économistes bourgeois nous disent qu'ils sont les partisans d'une liberté illimitée des individus et que la concurrence est la condition de cette liberté. Mais voyons quelle est cette liberté ? Et d'abord une première question : |13 Est-ce le travail séparé, isolé, qui a produit et qui continue de produire toutes ces richesses merveilleuses dont se glorifie notre siècle ? Nous savons bien que non. Le travail isolé des individus serait à peine capable de nourrir et de vêtir un petit peuple de sauvages ; une grande nation ne devient riche et ne peut subsister que par le travail collectif, solidairement organisé. Le travail pour la production des richesses étant collectif, il semblerait logiquement, n'est-ce pas ? que la jouissance de ces richesses devrait l'être aussi. Eh bien, voilà ce que ne veut pas, ce que repousse avec haine l'économie bourgeoise. Elle veut la jouissance isolée des individus. Mais de quels individus ? Serait-ce de tous ? Oh, non ! Elle veut la jouissance des forts, des intelligents, des habiles, des heureux. Ah! oui, des heureux surtout. Car dans son organisation sociale, et conformément à cette loi d'héritage qui en est le fondement principal, il naît une minorité d'individus plus ou moins riches, heureux, et des millions d'être humains déshérités, malheureux. Puis la société bourgeoise dit à tous ces individus : Luttez, disputez-vous le prix, le bien-être, la richesse, la puissance publique. Les vainqueurs seront heureux. Y a-t-il au moins

égalité dans cette lutte fratricide ? Non, pas du tout. Les uns, le petit nombre, sont armés de pied en cap, forts de leur instruction et de |14 leur richesse héritées, et les millions d'hommes du peuple se présentent dans l'arène presque nus, avec leur ignorance et leur misère également héritées. Quel est le résultat nécessaire de cette concurrence soi-disant libre ? Le peuple succombe, la bourgeoisie triomphe, et le prolétariat enchaîné est forcé de travailler comme un forçat pour son éternel vainqueur le bourgeois.

Le bourgeois est muni principalement d'une arme contre laquelle le prolétariat restera toujours sans possibilité de défense, tant que cette arme, le capital, — qui est devenu désormais, dans tous les pays civilisés, l'agent principal de la production industrielle, — tant que ce nourrisseur du travail sera tourné contre lui.

Le capital, tel qu'il est constitué et approprié aujourd'hui, n'écrase pas seulement le prolétariat, il assomme, exproprie et réduit à la misère une immense quantité de bourgeois. La cause de ce phénomène, que la moyenne et la petite bourgeoisie ne comprend pas assez, qu'elle ignore, est pourtant toute simple. Par suite de la concurrence, de cette lutte à mort qui, grâce à la liberté conquise par le peuple au profit des bourgeois, règne aujourd'hui dans le commerce et dans l'industrie, tous les fabricants sont forcés de vendre leurs produits, ou plutôt les produits des travailleurs qu'ils emploient, qu'ils exploitent, au plus bas prix possible. Vous le savez par expérience, les produits chers se voient de plus en plus exclus du marché aujourd'hui par les produits bon marché, alors même que ces derniers sont beaucoup moins parfaits que les premiers. Voilà |15 donc une première conséquence funeste de cette concurrence, de cette lutte intestine dans la production bourgeoise. Elle tend nécessairement à remplacer les bons produits par des produits médiocres, les travailleurs habiles par des travailleurs médiocres. Elle diminue en même temps la qualité des produits et celle des producteurs.

Dans cette concurrence, dans cette lutte au plus bas prix,

les gros capitaux doivent nécessairement écraser les petits capitaux, les gros bourgeois doivent ruiner les petits bourgeois. Car une immense fabrique peut naturellement confectionner ses produits et les donner à meilleur marché qu'une fabrique petite ou moyenne. L'institution d'une grande fabrique exige naturellement un grand capital, mais, proportionnellement à ce qu'elle peut produire, elle coûte moins cher qu'une fabrique petite ou moyenne : 100.000 francs sont plus que 10.000 francs, mais 100.000 francs employés en fabrique donneront 50%, 60% ; tandis que 10.000 francs employés de la même manière ne donneront que 20%. Le grand fabricant économise sur le bâtiment, sur les matières premières, sur les machines ; employant beaucoup plus de travailleurs que le petit ou le moyen fabricant, il économise aussi, ou il gagne, par une meilleure organisation et par une plus grande division du travail. En un mot, avec 100.000 francs concentrés entre ses mains et employés à l'établissement et à l'organisation d'une fabrication unique, il produit beaucoup plus que dix fabricants employant chacun 10.000 francs ; de manière que si chacun de ces derniers réalise, sur les 10.000 francs qu'il emploie, un bénéfice net de 2.000 francs par exemple, le fabricant qui établit et organise une grande fabrique qui |16 lui coûte 100.000 francs, gagne sur chaque 10.000 francs 5.000 ou 6.000 francs, c'est-à-dire qu'il produit proportionnellement beaucoup plus de marchandises. Produisant beaucoup plus, il peut naturellement vendre ses produits à beaucoup meilleur marché que les petits ou moyens fabricants ; mais, en les vendant à meilleur marché, il force également les petits ou moyens fabricants à baisser leur prix, sans quoi leurs produits ne seraient point achetés. Mais comme la production de ces produits leur revient beaucoup plus cher qu'au grand fabricant, en les vendant au prix du grand fabricant ils se ruinent. C'est ainsi que les grands capitaux tuent les petits capitaux, et, si les grands capitaux en rencontrent de plus grands qu'eux-mêmes, ils sont écrasés à leur tour.

C'est si vrai, qu'il y a aujourd'hui dans les grands capitaux

une tendance à s'associer pour constituer des capitaux monstrueusement formidables. L'exploitation du commerce et de l'industrie par des sociétés anonymes commencent à remplacer, dans les pays les plus industrieux, en Angleterre, en Belgique et en France, l'exploitation des grands capitalistes isolés. Et à mesure que la civilisation, que la richesse nationale des pays les plus avancés s'accroissent, la richesse des grands capitalistes s'accroît, mais le nombre des capitalistes diminue. Une masse de moyens bourgeois se voit refoulée dans la |17 petite bourgeoisie, et une plus grande foule encore de petits bourgeois se voient inexorablement poussés dans le prolétariat, dans la misère.

C'est un fait incontestable, aussi bien constaté par la statistique de tous les pays que par la démonstration la plus exactement mathématique. Dans l'organisation économique de la société actuelle, cet appauvrissement graduel de la grande masse de la bourgeoisie au profit d'un nombre restreint de monstrueux capitalistes est une loi inexorable, contre laquelle il n'y a pas d'autre remède que la révolution sociale. Si la petite bourgeoisie avait assez d'intelligence et de bon sens pour le comprendre, depuis longtemps elle se serait alliée au prolétariat pour accomplir cette révolution. Mais la petite bourgeoisie est généralement très bête ; sa sotte vanité et son égoïsme lui ferment l'esprit. Elle ne voit rien, ne comprend rien, et, écrasée d'un côté par la grande bourgeoisie, menacée de l'autre par ce prolétariat qu'elle méprise autant qu'elle le déteste et le craint, elle se laisse sottement entraîner dans l'abîme.

Les conséquences de cette concurrence bourgeoise sont désastreuses pour le prolétariat. Forcés de vendre leurs produits — ou bien les produits des ouvriers qu'ils exploitent — au plus bas prix possible, les fabricants doivent nécessairement payer leurs ouvriers le plus bas prix possible. Par conséquent, ils ne peuvent plus payer le talent, le génie de leurs ouvriers. Ils doivent rechercher le travail qui se vend, qui est forcé de se vendre, au tarif le plus bas. Les femmes |18 et les enfants se contentant d'un moindre salaire, ils emploient les enfants et les

femmes de préférence aux hommes, et les travailleurs médiocres de préférence aux travailleurs habiles, à moins que ces derniers ne se contentent du salaire des travailleurs malhabiles, des enfants et des femmes. Il a été prouvé et reconnu par tous les économistes bourgeois que la mesure du salaire de l'ouvrier est toujours déterminée par le prix de son entretien journalier : ainsi, si un ouvrier pouvait se loger, se vêtir, se nourrir pour un franc par jour, son salaire tomberait bien vite à un franc. Et cela par la raison toute simple : c'est que les ouvriers, pressés par la faim, sont forcés de se faire concurrence entre eux, et le fabricant, impatient de s'enrichir au plus vite par l'exploitation de leur travail, et forcé d'un autre côté, par la concurrence bourgeoise, de vendre ses produits au plus bas prix possible, prendra naturellement les ouvriers qui, pour le moindre salaire, lui offriront le plus d'heures de travail.

Ce n'est point seulement une déduction logique, c'est un fait qui se passe journellement en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, et dans les parties de la Suisse où s'est établie la grande industrie, l'industrie exploitée dans de grandes fabriques par les grands capitaux. Dans ma dernière conférence, je vous ai dit que vous êtiez des ouvriers privilégiés. |19 Quoique vous soyez bien loin encore de recevoir intégralement en salaire toute la valeur de votre production journalière, quoique vous soyez incontestablement exploités par vos patrons, cependant, comparativement aux ouvriers des grands établissements, vous êtes assez bien payés, vous avez du loisir, vous êtes libres, vous êtes heureux. Et je m'empresse de reconnaître qu'il y a d'autant plus de mérite à vous d'être entrés dans l'Internationale et d'être devenus des membres dévoués et zélés de cette immense association du travail qui doit émanciper les travailleurs du monde entier. C'est noble, c'est généreux de votre part. Vous prouvez par là même que vous ne pensez pas seulement à vous-mêmes, mais à ces millions de frères qui sont beaucoup plus opprimés et beaucoup plus malheureux que vous. C'est avec bonheur que je vous donne ce témoignage.

Mais en même temps que vous faites acte de généreuse et fraternelle solidarité, laissez-moi vous dire que vous faites aussi acte de prévoyance et de prudence ; vous agissez, non pas seulement pour vos frères malheureux des autres industries et des autres pays, mais aussi, sinon tout à fait pour vous-mêmes, au moins pour vos propres enfants. Vous êtes, non absolument, mais relativement bien rétribués, libres, heureux. Pourquoi l'êtes-vous ? Par cette simple raison que le grand capital n'a pas encore envahi votre industrie. Mais vous ne croyez pas sans doute qu'il en sera toujours ainsi. Le grand |20 capital, par une loi qui lui est inhérente, est fatalement poussé à envahir tout. Il a commencé naturellement par exploiter les branches du commerce et de l'industrie qui lui ont promis de plus grands avantages, celles dont l'exploitation était le plus facile, et il finira nécessairement, après les avoir suffisamment exploités, et à cause de la concurrence qu'il se fait à lui-même dans cette exploitation, par se rabattre sur les branches qu'il n'avait pas touchées jusque-là. Ne fait-on pas déjà des habits, des bottes, des dentelles à la machine ? Croyez-le bien, tôt ou tard, et sans doute avant peu, on fera aussi des montres à la machine. Les ressorts, les échappements, les boîtes, la cuvette, le polissage, le guillochage, la gravure, se feront à la machine. Les produits ne seront pas aussi soignés que ceux qui sortent de vos mains habiles, mais ils coûteront beaucoup moins, et ils se vendront beaucoup plus d'acheteurs que vos produits plus parfaits, qu'ils finiront par exclure du marché. Et alors, sinon vous, du moins vos enfants se trouveront aussi esclaves, aussi misérables que les ouvriers des grands établissements industriels le sont aujourd'hui. Vous voyez donc bien qu'en travaillant pour vos frères, les malheureux ouvriers des autres industries et des autres pays, vous travaillez aussi pour vous-mêmes, ou au moins pour vos propres enfants.

Vous travaillez pour l'humanité. La classe ouvrière est devenue aujourd'hui l'unique représentant de la grande, de la sainte cause de l'humanité. L'avenir appartient aujourd'hui aux travailleurs : aux travailleurs des champs, aux travailleurs des

fabriques et des |21 villes. Toutes les classes qui sont au-dessus, les éternels exploiteurs du travail des masses populaires : la noblesse, le clergé, la bourgeoisie, et toute cette myriade de fonctionnaires militaires et civils qui représentent l'iniquité et la puissance malfaisante de l'État, sont des classes corrompues, frappées d'impuissance, incapables désormais de comprendre et de vouloir le bien, et puissantes seulement pour le mal.

Le clergé et la noblesse ont été démasquées et battues en 1793. La révolution de 1848 a démasqué la bourgeoisie en a montré l'impuissance et la malfaisance. Pendant les journées de Juin, en 1848, la classe bourgeoise a hautement renoncé à la religion de ses pères : à cette religion révolutionnaire qui avait eu la liberté, l'égalité et la fraternité pour principes et pour bases. Aussitôt que le peuple eut pris l'égalité et la liberté au sérieux, la bourgeoisie, qui n'existe que par l'exploitation, c'est-à-dire par l'inégalité économique et par l'esclavage social du peuple, s'est rejetée dans la réaction.

Ces mêmes traîtres qui veulent perdre encore une fois la France aujourd'hui, ces Thiers, ces Jules Favre, et l'immense majorité de l'Assemblée nationale en 1848, ont travaillé pour le triomphe de la plus immonde réaction, comme ils y travaillent encore aujourd'hui. Ils avaient commencé par |22 élever à la présidence Louis Bonaparte, et plus tard ils ont détruit le suffrage universel. La crainte de la révolution sociale, l'horreur de l'égalité, le sentiment de ses crimes et la crainte de la justice populaire, avaient jeté toute une classe déchue, jadis si intelligente et si héroïque, aujourd'hui si stupide et si lâche, dans les bras de la dictature de Napoléon III. Et ils en ont eu, de la dictature militaire, pendant dix-huit ans de suite. Il ne faut pas croire que messieurs les bourgeois s'en soient trop mal trouvés. Ceux d'entre eux qui voulurent faire les mutins et jouer au libéralisme d'une manière trop bruyante et par trop incommode pour le régime impérial, furent naturellement écartés, comprimés. Mais tous les autres, ceux qui, laissant les balivernes politiques au peuple, s'appliquèrent exclusivement, sérieusement, à la grande affaire de la bourgeoisie, à

l'exploitation du peuple, furent puissamment protégés et encouragés. On leur donna même, pour sauver leur honneur, toutes les apparences de la liberté. N'existait-il pas sous l'Empire une assemblée législative élue régulièrement par le suffrage universel ? Tout alla donc bien selon les vœux de la bourgeoisie. Il n'y eut qu'un point noir. C'était l'ambition conquérante du souverain, qui entraînait la France forcément dans des dépenses ruineuses et finit par anéantir son |23 antique puissance. Mais ce point noir n'était pas un accident, c'était une nécessité du système. Un régime despotique, absolu, alors même qu'il a les apparences de la liberté, doit nécessairement s'appuyer sur une puissante armée, et toute grande armée permanente rend tôt ou tard la guerre extérieure nécessaire, parce que la hiérarchie militaire a pour inspiration principale l'ambition : tout lieutenant veut être colonel, et tout colonel veut être général ; quant aux soldats, systématiquement démoralisés dans les casernes, ils rêvent des nobles plaisirs de la guerre : le massacre, le pillage, le vol, le viol, — preuve : les exploits de l'armée prussienne en France. Eh bien, si toutes ces nobles passions, savamment, systématiquement nourries dans le cœur des officiers et des soldats, restent longtemps sans satisfaction aucune, elles aigrissent l'armée et la poussent au mécontentement, et du mécontentement à la révolte. Donc il devient nécessaire de faire la guerre. Toutes les expéditions et les guerres entreprises par Napoléon III n'ont donc point été des caprices personnels, comme le prétendent aujourd'hui messieurs les bourgeois : ce fut une nécessité du système impérial despotique qu'ils avaient fondé eux-mêmes par crainte de la révolution sociale. Ce sont les classes privilégiées, c'est le haut et bas clergé, c'est la noblesse déchue, |24 c'est enfin et surtout cette respectable, honnête et vertueuse bourgeoisie qui, aussi bien que toutes les autres classes et plus que Napoléon III lui-même, est la cause de tous les horribles malheurs qui viennent de frapper la France.

Et vous l'avez tous vu, compagnons, pour défendre cette malheureuse France, il ne s'est trouvé dans tout le pays qu'une

seule masse, la masse des ouvriers des villes, celle précisément qui avait été trahie et livrée par la bourgeoisie à l'Empire et sacrifiée par l'Empire à l'exploitation bourgeoise. Dans tout le pays, il n'y eut que les généreux travailleurs des fabriques et des villes qui voulurent le soulèvement populaire pour le salut de la France. Les travailleurs des campagnes, les paysans, démoralisés, abêtis par l'éducation religieuse qu'on leur avait donnée à partir du premier Napoléon jusqu'à ce jour, ont pris le parti des Prussiens et de la réaction contre la France. On aurait pu les révolutionner. Dans une brochure que beaucoup d'entre vous ont lue, intitulée *Lettres à un Français*, j'ai exposé les moyens dont il fallait faire usage pour les entraîner dans la Révolution. Mais pour le faire, il fallait d'abord que les villes se soulèvent et s'organisent révolutionnairement. Les ouvriers l'ont voulu : ils le tentèrent même dans beaucoup de villes du midi de la France, à Lyon, à Marseille, à Montpellier, à Saint-Étienne, à Toulouse. Mais partout ils furent |25 comprimés et paralysés par les bourgeois radicaux au nom de la République. Oui, c'est au nom même de la République que les bourgeois, devenus républicains par crainte du peuple, c'est au nom de la République, que les Gambetta, ce vieux pécheur Jules Favre, Thiers, cet infâme renard, et tous ces Picard, Ferry, Jules Simon, Pelletan et tant d'autres, c'est au nom de la République qu'ils ont assassiné la République et la France.

La bourgeoisie est jugée. Elle qui est la classe la plus riche et la plus nombreuse de la France, — en exceptant la masse populaire, sans doute, — si elle avait voulu, elle aurait pu sauver la France. Mais pour cela elle eût dû sacrifier son argent, sa vie, et s'appuyer franchement sur le prolétariat, comme le firent ses ancêtres les bourgeois de 1793. Eh bien, elle voulut sacrifier son argent encore moins que sa vie, et elle préféra la conquête de la France par les Prussiens à son salut par la révolution populaire.

La question entre les ouvriers des villes et les bourgeois fut assez nettement posée. Les ouvriers ont dit : Nous ferons plutôt sauter les maisons que de livrer nos villes aux Prussiens.

Les bourgeois répondirent : Nous ouvrirons plutôt les portes de nos villes aux Prussiens que de vous permettre de faire du désordre public, et nous voulons conserver nos chères maisons à tout prix, dussions-nous même |26 baiser le cul de Messieurs les Prussiens.

Et remarquez que ce sont aujourd'hui ces mêmes bourgeois qui osent insulter la Commune de Paris, cette noble Commune qui sauve l'honneur de la France et, espérons-le, la liberté du monde en même temps ; ce sont ces mêmes bourgeois qui l'insultent aujourd'hui au nom de quoi ? — *au nom du patriotisme !*

Vraiment, ces bourgeois ont un front d'airain ! Il sont arrivés à un degré d'infamie qui leur a fait perdre jusqu'au dernier sentiment de pudeur. Ils ignorent la honte. Avant d'être morts, ils sont déjà complètement pourris.

Et ce n'est pas seulement en France, compagnons, que la bourgeoisie est pourrie, moralement et intellectuellement anéantie ; elle l'est de même partout en Europe, et dans tous les pays de l'Europe seul le prolétariat a conservé le feu sacré. Lui seul porte aujourd'hui le drapeau de l'humanité.

Quelle est sa devise, son principe ? La *solidarité*. Tous pour chacun, et chacun par tous et pour tous. C'est la devise et le principe fondamental de notre grande Association internationale, qui, franchissant les frontières des États et par là détruisant les États, tend à unir les travailleurs du monde entier en une seule famille humaine, sur la base du travail également obligatoire pour tous et au nom de la liberté de chacun et de tous. Cette solidarité, dans l'économie sociale, s'appelle |27 travail et propriété collectifs ; en politique, elle s'appelle destruction des États et la liberté de chacun par la liberté de tous.

Oui, chers compagnons, vous les ouvriers, solidairement avec vos frères les travailleurs du monde entier, vous héritez seuls aujourd'hui de la grande mission de l'émancipation de l'humanité. Vous avez un cohéritier, travailleur comme vous, quoique à d'autres conditions que vous. C'est le paysan. Mais le

paysan n'a pas encore la conscience de la grande mission populaire. Il a été empoisonné, il est encore empoisonné par les prêtres, et sert contre lui-même d'instrument à la réaction. Vous devez l'instruire, vous devez le sauver malgré lui en l'entraînant, en lui expliquant ce que c'est que la Révolution sociale.

Dans ce moment, et surtout au commencement, les ouvriers de l'industrie ne doivent, ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Mais ils seront tout-puissants s'il le veulent. Seulement ils doivent le vouloir sérieusement. Et pour réaliser ce vouloir, ils n'ont que deux moyens. C'est d'établir d'abord dans leurs groupes, et ensuite entre tous les groupes, une vraie solidarité fraternelle, non seulement en paroles, mais en action, pas seulement pour les jours de fête, de discours |28 et de boisson, mais dans leur vie quotidienne. Chaque membre de l'Internationale doit pouvoir sentir, doit être pratiquement convaincu, que tous les autres membres sont ses frères.

L'autre moyen, c'est l'organisation révolutionnaire, l'organisation pour l'action. Si les soulèvements populaires de Lyon, de Marseille et dans les autres villes de France ont échoué, c'est parce qu'il n'y a aucune organisation. Je puis en parler avec pleine connaissance de cause, puisque j'y ai été et que j'en ai souffert. Et si la Commune de Paris se tient si vaillamment aujourd'hui, c'est que pendant tout le siège les ouvriers se sont sérieusement organisés. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois accusent l'Internationale d'avoir produit ce soulèvement magnifique de Paris. Oui, disons-le avec fierté, ce sont nos frères les internationaux qui, par leur travail persévérant, ont organisé le peuple de Paris et ont rendu possible la Commune de Paris.

Soyons donc bons frères, compagnons, et organisons-nous. Ne croyez pas que nous soyons à la fin de la Révolution, nous sommes à son commencement. La Révolution est désormais à l'ordre du jour, pour beaucoup de dizaines d'années. Elle viendra nous trouver, tôt ou tard ; préparons-nous donc, purifions-nous, devenons plus réels, moins

discoureurs, |29 moins crieurs, moins phraseurs, moins buveurs, moins noceurs. Ceignons nos reins et préparons-nous dignement à cette lutte qui doit sauver tous les peuples et émanciper finalement l'humanité.

Vive la Révolution sociale ! Vive la Commune de Paris !

MICHEL BAKOUNINE



ŒUVRES

Tome VI

Avec une préface, des avant-propos et des notes,
par James Guillaume.

1912

LES ÉDITIONS INVISIBLES

On trouvera le fac-similé du tome VI (pour les renvois de pages) sur Wkisource.

TABLE DES MATIÈRES

Préface
Errata et Addenda

Protestation de l'Alliance
Avant-propos
Protestation de l'Alliance, 4-24 juillet 1871 (inédit en grande partie)

Réponse d'un International à Mazzini
Avant-propos
Réponse d'un international à Mazzini, 25-28 juillet 1871 (publié le 14 août en traduction italienne, les 18 et 19 août en français)
Appendice : L'Internationale et Mazzini, par Saverio Friscia.

Rapport sur l'Alliance
Avant-propos
Lettre de Bakounine à la section de l'Alliance de Genève, 6 août 1871
Rapport sur l'Alliance, 28 juillet-27 août 1871 (inédit en grande partie)

Réponse à l'Unità Italiana
Avant-propos
Réponse à l'Unità Italiana, septembre-octobre 1871 (publié les 10, 11 et 12 octobre en traduction italienne ; traduction française inédite, faite sur la version italienne)

Circulaire. À mes amis d'Italie
Avant-propos
Circulaire. À mes amis d'Italie, à l'occasion du Congrès ouvrier convoqué à Rome pour le 1er novembre 1871 par le parti mazzinien, 19-28 octobre 1871 (publié en traduction italienne à plusieurs reprises à partir de 1885 ; traduction française inédite, faite sur la version italienne)

Appendice. Un feuillet retrouvé
Avant-propos
Un feuillet retrouvé de la mise au net de l'Étude sur les Juifs allemands envoyée à Paris le 18 octobre 1896.

PRÉFACE

Ce tome VI n'a pas besoin d'une introduction explicative. Un coup d'œil jeté sur la table des matières suffit au lecteur pour s'orienter.

Les écrits que comprend le volume — tous rédigés dans l'été ou l'automne de 1871 — sont de deux catégories bien distinctes.

Deux d'entre eux, publiés pour la première fois dans leur intégralité, la *Protestation de l'Alliance* et le *Rapport sur l'Alliance* (avec la lettre qui y est jointe), appartiennent à la polémique contre Marx : ils ont été rédigés au moment où se préparait la Conférence de Londres, destinée à consolider la dictature personnelle que l'illustre communiste allemand prétendait exercer dans l'Internationale.

Les autres sont dirigés contre Mazzini, qui avait attaqué la Commune de Paris et l'Internationale. Ils constituent les premiers faits d'armes de cette campagne célèbre de Bakounine dont le résultat fut de soustraire la jeunesse révolutionnaire italienne, et plus tard, avec elle, la majeure partie du prolétariat d'Italie, à la domination morale exercée jusqu'alors par Mazzini sur un si grand nombre de ses compatriotes. Le premier en date parut, en traduction italienne, dans le *Gazzettino Rosa*, de Milan, et en français dans la *Liberté*, de Bruxelles. Le second parut en traduction italienne, dans le *Gazzettino Rosa* ; le troisième, après avoir circulé manuscrit dans les rangs des militants italiens, ne vit le jour, également en traduction italienne, qu'en 1886 ; l'un et l'autre sont publiés en français pour la première fois.

J. G.

Nota. — Dans ce volume, comme dans les précédents, les chiffres *inférieurs* placés, dans le texte, à côté d'une barre verticale, indiquent les feuillets du manuscrit de Bakounine.

ERRATA ET ADDENDA

Pour le tome II.

Page XX, ligne 3. — *Au lieu de* : Ce fut là qu'il publia en allemand sa brochure, *lire* : Ce fut là qu'il écrivit sa brochure, publiée à Leipzig...

Page XL, note. — *À la première ligne, au lieu de* : neuf cents, *lire* : douze cents. — *Ligne 6, au lieu de* : Netchaïef écrivit à l'éditeur, *lire* :Netchaïaf écrivit à Lioubavine, représentant de l'éditeur. — Ligne 10, *après le mot* : réclamerait, *suivi d'un point, intercaler cette phrase* : Cette lettre fut reçue par Lioubavine le 3 mars 1870, et envoyée par Lioubavine à Marx (à la demande de celui-ci) le 8/20 août 1872. *À la suite de cette phrase, au lieu de* : Quand Bakounine apprit, *lire* : Quand Bakounine eut appris. — Ligne 11, *après le mot* : Netchaïef, *intercaler ces mots, entre parenthèses* : (par une lettre insultante que lui écrivit aussitôt Lioubavine)...

Page XXV, ligne 1. — *Après* : Netchaïef, *supprimer le mot* : à, *et le remplacer par ceux-ci* : au représentant de.

Même page, ligne 3 — *À la fin de la ligne, placer un appel de note* : (1), et au bas de la page ajouter une note ainsi conçue :

(1) À la Haye, Marx *savait pertinemment*, par une lettre que lui avait écrite Lioubavine lui-même le 8/20 août 1872 (lettre qu'Edouard Bernstein a publiée en 1908 dans la revue russe *Minouvchié Gody*), en lui envoyant la lettre de Netchaïef arrivée le 3 mars 1870, que Bakounine était complètement étranger à l'affaire au moyen de laquelle lui, Marx, voulait tenter de le déshonorer. Lioubavine le prévenait que la lettre de

Netchaïef *ne constituait pas une preuve contre Bakounine* ; il l'éclairait, par des explications détaillées, sur la véritable signification de ce document, et le mettait en garde contre la fausse interprétation que lui, Marx, paraissait disposé à en donner. Et néanmoins Marx, quoique dûment averti par son correspondant, présenta à la commission d'enquête de la Haye la lettre de Netchaïef *comme une preuve que Bakounine avait commis un acte d'escroquerie et de chantage !* Il a donc sciemment trompé cette Commission.

Même page, ligne 6 d'en bas. — *Changer l'appel de note* : (1) *en* (2). *Faire le même changement en tête de la note placée au bas de la page*.

Page LV, ligne 6. — *Au lieu de* : Zayzef, *lire* : Zaytsef.

Page 106, note. — À la première ligne, au lieu de : Continuation, II, lire : Continuation, III.

Page 277, dernière ligne du texte. — *Au lieu de* : Le 18 mars, *lire* : Le 19 mars.

Page 282, ligne 24 — *Au lieu de* : du 23 avril, *lire* : du 28 avril.

Pour le tome V.

Page VIII (Errata). — Supprimer les deux lignes relatives à la page 8 ; elles sont le résultat d'un quiproquo.

Même page, ligne 18. — *Au lieu de* : ligne 19, *lire* : ligne 9.

Même page, ligne 19. — *Au lieu de* : sentir, *lire* : sortir.

Même page, ligne 23. — *Au lieu de* : Page 116, *lire* : Page 106.

Page 19, ligne 24. — *Au lieu de* : en un sentiment, *lire* : ou un sentiment.

Page 37, note, ligne 3. — *Au lieu de* : 1867, *lire* : 1868.

Page 51, ligne 6. — *Après* : problème social, *intercaler* : sortir.

Page 84. ligne 6. — *Au lieu de* : société, *lire* : sainte.

Page 104, ligne 10. — *Au lieu de* : adhèrent, *lire* :

adhéreront.

Page 143, ligne 3 d'en bas. — *Après* : d'héritage, *supprimer le point d'interrogation, et mettre à la place une virgule et un tiret* (, —).

Page 153, ligne 12 — *Au lieu de* : 14 août, *lire* : 7 août.

Page 176, ligne 18. — *Au lieu de* : le juste exposé, *lire* : la juste expression.

Page 224, ligne 23. — *Cette ligne doit se lire ainsi* : faire copier ces 37 pages (1), et envoya cette copie, revue et corrigée de sa main, à Paris...

Page 233, note, dernière ligne. — *Au lieu de* : p. 144, *lire* : p. 244.

Page 327, ligne 5. — *Au lieu de* : et volonté, *lire* : et de volonté

Pour le tome VI.

Page 22. dernière ligne de la note 2. — *Au lieu de* ; page 2215, note, *lire* : page 215, note 2.

Page 93, lignes 8-9. — *Au lieu de* : fréquentant, *lire* : fréquentent.

Page 148, ligne 21. — *Après* : cette lettre, *intercaler* : datée du 6 août...

Page 189, ligne 21. — *À la fin de cette ligne ajouter l'appel de note* : (2).

Page 219, ligne 13. — *Supprimer la virgule après* : d'instinct *et placer une virgule après* : révolutionnaires.

Page 234, ligne 22. — *Supprimer la virgule après* : tailleurs.

Page 262, notes ligne 7 d'en bas. — *Après* : 1879, *au lieu d'une parenthèse, mettre une virgule.*

Page 306, ligne 3. — *Supprimer les mots* : contre Mazzini.

Page 322, ligne 22. — *Au lieu de* : fonction, *lire* : fiction.

Page 344, ligne 19. — *Au lieu de* : politique, *lire* :

politicien.

Page 410 note 1, ligne 14. — *Au lieu de* : une, *lire* : una.

Page415, ligne 14.— *Au lieu de* : en vous-mêmes, *lire* : de vous-mêmes.

Page 427, ligne 21. — Au lieu de : Gosoudarsvennost, lire : Gosoudarstvennost.

Protestation de l'Alliance

AVANT-PROPOS

Les pages qui vont suivre furent écrites à Locarno, en juillet 1871, à l'occasion de la campagne déloyale menée à Genève contre Bakounine et ses amis par des intrigants qui avaient réussi, alors, à s'emparer de la direction des sections de l'Internationale de cette ville. Dans la *Notice biographique* placée en tête du tome II des *Œuvres*, on trouve (pages XXXI-XLI et VLVIII) des détails sur la scission dans la Fédération romande, dont le prétexte fut, de la part des intrigants genevois, l'admission dans cette Fédération de la section dite l'Alliance, fondée par Bakounine. On aurait pu penser que les tragiques événements de 1870-1871, la guerre, le siège de Paris, la Commune, feraient oublier ces discordes et rétabliraient la paix au sein de la classe ouvrière de Genève. Il n'en fut rien. Marx et Engels, qui, de Londres, dirigeaient la campagne menée à Genève contre Bakounine par leur agent russe Outine, voulaient absolument se débarrasser de la Section de l'Alliance. Dès l'été de 1870 (13 août), ils avaient réussi, par de louches manœuvres, à faire prononcer l'expulsion de Bakounine, Perron, Joukovsky et Henry Sutherland de la Section centrale de Genève : ils furent expulsés sur la proposition d'Outine, sans avoir été entendus, comme coupables du crime irrémissible d'être, en même temps que membres de la Section centrale, membres aussi de la Section de l'Alliance, admise dans la Fédération romande au Congrès de la Chaux-de-Fonds (avril 1870) contre la volonté des délégués de Genève. Au printemps de 1871 ils recommencèrent leurs manoeuvres : une émissaire stylée par eux, Mme Élise Dmitriefff, s'étant rendue à Genève en mars 1871, y annonça, en leur nom, *qu'il n'était pas vrai que la Section de l'Alliance eût été admise dans l'Internationale par le Conseil général en 1869*. Or, deux lettres officielles attestaient cette admission : une lettre du 28 juillet 1869, du

secrétaire général du Conseil général, Eccarius, annonçant à la Section de l'Alliance, à Genève, que « le Conseil général avait accepté son adhésion comme section à l'unanimité » ; et une lettre du 25 août 1869, du secrétaire correspondant pour la Suisse, Hermann Jung, accusant réception des cotisations envoyées à Londres par la Section de l'Alliance. Ces lettres furent produites publiquement par le secrétaire de la Section de l'Alliance, Joukovsky. La réplique semblait écrasante : mais Outine et ses acolytes payèrent d'audace, et affirmèrent que ces lettres devaient être des *faux*. Devant un pareil aplomb dans le mensonge, il fallut sommer le Conseil général de s'expliquer. Un socialiste français, Paul Robin, qui, réfugié à Londres à la suite d'un mouvement insurrectionnel tenté à Brest en octobre 1870, faisait partie du Conseil général (sur la présentation de Marx lui-même), et qui, en 1869, avait été membre de la Section de l'Alliance à Genève, fut prié par moi d'intervenir. Robin réclama une copie des deux lettres incriminées de faux ; cette copie lui fut envoyée de Genève dans les derniers jours de juin, et il se chargea d'obtenir du Conseil général une déclaration attestant l'authenticité des lettres. Cette manière de mettre directement les menteurs au pied du mur ennuya beaucoup Marx et Engels ; ils tergiversèrent tant qu'ils purent, mais Robin tint bon, et, dans la séance du Conseil général du 25 juillet 1871, il obtint l'attestation réclamée : les copies furent contresignées par le secrétaire et revêtues du sceau du Conseil.

J'avais mis, à la fin de juin, Bakounine au courant de ce qui se passait. Cette nouvelle l'émut. Il était occupé à la rédaction de l'écrit que nous avons imprimé au tome IV des *Œuvres* sous le titre d'*Avertissement pour* L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ; il abandonna immédiatement ce travail, qui est resté inachevé, et commença, le 4 juillet, un manuscrit où il se proposait de faire l'histoire du conflit genevois. Il était à supposer que le Congrès général de l'Internationale, qui n'avait pu avoir lieu en 1870 à cause de la guerre, se réunirait, conformément aux statuts, en septembre 1871 ; et Bakounine, pensant que la question de la scission de la

Fédération romande, et celle de la Section de l'Alliance qui avait été le prétexte de cette scission, seraient portées devant ce Congrès, voulait préparer ainsi des matériaux aux délégués des sections jurassiennes, qui auraient à s'y faire les défenseurs de l'Alliance, les défenseurs du collectivisme révolutionnaire, à l'encontre des politiciens de la coterie genevoise.

Le journal de Bakounine porte ce qui suit au sujet de ce manuscrit, qu'il intitule, le 4 juillet, *Protestation*, et, le 25 juillet, *Appel* :

« Juillet, 4. Commencé Protestation de l'Alliance. — 5. Pour l'Alliance. — [Même indication les 6, 7 et 8.] — 9. Pour l'Alliance. Paquet (Pour l'Alliance, pages 41 incl.) avec lettre à James envoyés. — 10. Pour l'Alliance. — [Même indication du 11 au 15.] — 16. Pour l'Alliance. Envoyé à James, avec lettre. Protestation [1] (pp. 42-91). — 17. Pour l'Alliance. — [Même indication du 18 au 24.] — 25. Grand paquet de l'Appel (pp. 92-141) avec lettre à Guillaume, envoyés. Commencé la Réponse à Mazzini. »

Je devais, après avoir lu le manuscrit de Bakounine, destiné aux internationaux des sections du Jura, en envoyer à Genève, au fur et à mesure, les parties successives, afin qu'elles fussent revisées et au besoin complétées par ceux des membres de la Section de l'Alliance, tels que Joukovsky et Perron, qui étaient en état de le faire. En conséquence, j'expédiai à Genève, quelques jours après l'arrivée du deuxième envoi de Locarno, la portion du manuscrit déjà lue par moi, c'est-à-dire les 62 premiers feuillets.

Le 25 juillet, comme on vient de le voir, Bakounine

1 Dans son journal, Bakounine a écrit ici, par un lapsus évident, *Préambule* au lieu de « Protestation ». Ce lapsus s'explique par le tait que, dans le courant de juin, il avait travaillé à un manuscrit dont le titre commençait par ce mot, le *Préambule pour la seconde livraison de* L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE : voir t. IV, p. 242. Les feuillets 42-91, qui me furent expédiés le 16 juillet, font suite aux 41 feuillets expédiés le 9.

s'interrompit pour écrire une *Réponse à Mazzini* : celui-ci avait attaqué l'Internationale et la Commune de Paris dans sa revue hebdomadaire, *La Roma del Popolo*. La rédaction de cette *Réponse* prit à Bakounine quatre jours, du 25 au 28 juillet ; aussitôt ce travail terminé, il revint à l'Alliance. Mais ce ne fut pas pour continuer la rédaction de la *Protestation* (ou *Appel*), dont 141 pages étaient déjà rédigées ; il entreprit, sur le même sujet, un nouveau travail, qui devait être un *Mémoire justificatif*, adressé au Comité fédéral de Saint-Imier : les premiers feuillets de ce nouveau manuscrit me furent expédiés le 5 août. (On trouvera également ce Mémoire justificatif, ou *Rapport sur l'Alliance*, dans le présent volume, p. 143.)

La rédaction du manuscrit *Protestation de l'Alliance* n'ayant pas été continuée, je conservai entre mes mains les feuillets 63-141, et ce fut fort heureux, car ces feuillets ont été ainsi préservés de la destruction, sauf le feuillet 123 (voir plus loin, p. 78) ; tandis que les 62 feuillets dont je m'étais dessaisi ne m'ont jamais été rendus, et doivent être considérés comme perdus, à moins qu'un hasard heureux, mais improbable, ne les fasse retrouver un jour chez quelque habitant de Genève.

Ce travail de Bakounine n'a pas été utilisé, à l'exception d'un fragment comprenant les feuillets 123-139, qui fut imprimé à la fin de 1871, avec le consentement de l'auteur, dans notre *Almanach du Peuple pour 1872*, sous ce titre : *Organisation de l'Internationale*. En outre, quelques passages ont été soit utilisés dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne* (1872- 1873), soit cités au tome Ier de *L'Internationale, Documents et Souvenirs* (1905).

Que contenaient les 62 feuillets perdus ? Ma mémoire ne me fournit rien de bien précis à cet égard : mais l'examen de la suite du manuscrit fait voir que le commencement devait parler au lecteur de l'organisation des sections de l'Internationale à Genève, expliquer ce que c'était que les sections de la *Fabrique* (horlogerie et bijouterie) et les sections du *Bâtiment*, et montrer comment les comités des sections avaient fini par imposer leur autorité aux groupements corporatifs, qui prirent l'habitude de

se laisser diriger par eux.

Pour suppléer en quelque mesure à ces pages de début qui sont perdues, et faciliter l'intelligence du reste, je crois utile de reproduire deux passages du *Mémoire de la Fédération jurassienne* relatifs à l'organisation de l'Internationale à Genève ; le contenu de ces passages est identique pour le fond, je puis l'affirmer, aux indications et aux considérations que Bakounine avait développées avec plus d'ampleur dans les feuillets qui nous manquent. Voici cet extrait :

« Les ouvriers genevois se divisent en deux grandes branches : ceux qui sont occupés à la fabrication de l'horlogerie, de la bijouterie et des pièces à musique (monteurs de boîtes, graveurs et guillocheurs, faiseurs de secrets, faiseurs de ressorts, repasseurs et remonteurs, faiseurs d'échappements, bijoutiers, etc.), et qu'on désignait sous le nom général d'*ouvriers de la Fabrique*, non point qu'ils travaillent dans une fabrique comme les ouvriers des filatures anglaises, par exemple, mais parce que, dans le langage genevois, l'ensemble de l'industrie horlogère, patrons et ouvriers, s'appelle en un seul mot la *Fabrique* ; et en second lieu les ouvriers qui n'appartiennent pas à la *Fabrique* et qui sont occupés à ce qu'on appelle les gros métiers (menuisiers, charpentiers, serruriers, ferblantiers, tailleurs de pierres, maçons, plâtriers-peintres, couvreurs, etc.,) : ceux-là sont désignés par le terme générique d'*ouvriers du bâtiment*.

« Les ouvriers de la *Fabrique* sont presque tous citoyens genevois et domiciliés à Genève d'une façon stable ; leur salaire est à peu près double de celui des ouvriers du bâtiment ; ils ont plus d'instruction que ces derniers ; ils exercent des droits politiques, et sont en conséquence traités avec beaucoup de ménagements par les chefs de parti bourgeois ; en un mot, ils forment une sorte d'aristocratie ouvrière. Les ouvriers du *Bâtiment*, par contre, sont généralement des étrangers, Français, Savoisiens, Italiens, Allemands, et forment une population flottante qui change continuellement ; leur salaire

est minime et leur travail beaucoup plus fatigant que celui des horlogers ; ils n'ont guère de loisirs à donner à leur instruction ; et, en leur qualité d'étrangers, ils n'exercent aucun droit politique, en sorte qu'ils sont exempts du patriotisme étroit et vaniteux qui caractérise trop souvent l'ouvrier genevois proprement dit ; en un mot, les ouvriers du bâtiment forment le véritable prolétariat de Genève.

« Les ouvriers des corps de métiers du bâtiment avaient été les premiers à adhérer à l'Internationale (en 1866 et 1867), tandis que ceux de la Fabrique, bien que déjà groupés dans des sociétés professionnelles, se tenaient pour la plupart encore dans une prudente expectative ou dans une dédaigneuse indifférence ; quelques-uns même se montrèrent absolument hostiles. » (*Mémoire*, pages 22-23.)

« Nous avons indiqué les tendances radicalement opposées des deux grands groupes ouvriers genevois : la *Fabrique*, formée entièrement de patriotes genevois aux tendances bourgeoises et étroites ; et le *Bâtiment*, composé surtout de prolétaires étrangers, ne recevant qu'un salaire minime, indifférents aux petites préoccupations de politique locale, et acceptant d'instinct le socialisme révolutionnaire.

« Une habitude fâcheuse des ouvriers de Genève, et qui ouvrait trop la porte à l'esprit d'intrigue et à l'esprit de domination, était celle de concentrer presque entièrement l'activité des divers corps de métier dans les séances de leurs comités. Les assemblées de sections étaient rares, et les comités formaient autant de gouvernements au petit pied, qui agissaient et parlaient au nom de leurs sections sans les consulter. L'habitude de l'autorité produisant toujours une influence corruptrice sur ceux qui l'exercent, les comités des ouvriers en bâtiment avaient des tendances presque aussi réactionnaires que ceux de la Fabrique, et faisaient généralement cause commune avec eux.

« L'influence des comités était contrebalancée par l'assemblée générale de toutes les sections de Genève, qui se convoquait dans les circonstances graves. Là, les petites

manœuvres des meneurs étaient noyées dans le flot populaire, et toujours les assemblées générales se prononcèrent dans le sens révolutionnaire, et résistèrent à la pression que les intrigants des comités cherchaient à exercer dans le sens de la réaction.

« Telle était donc la situation qui se présentait à Genève aux propagateurs des principes collectivistes. D'une part les comités, — comités de section, et Comité cantonal ou central (on appelait ainsi le Conseil de la fédération locale genevoise) composé de deux délégués de chaque section, — aux tendances bourgeoises et réactionnaires, aimant les manœuvres occultes, et délibérant dans le mystère comme de véritables gouvernements : de ce côté les collectivistes ne pouvaient rencontrer que de l'hostilité. D'autre part le peuple des sections : ce peuple était réactionnaire, ou indifférent, indécis, dans les sections de la Fabrique ; il était révolutionnaire dans les sections du bâtiment ; et comme ces dernières formaient la majorité dans les assemblées générales, c'était là seulement que le principe collectiviste pouvait triompher.

« Il y avait quelques corps de métier intermédiaires entre la Fabrique et le bâtiment : typographes, tailleurs, cordonniers, etc. ; là aussi, les comités étaient réactionnaires, et le peuple subissait trop souvent leur influence. » (*Mémoire*, pages 65-66.)

Ces quelques passages me paraissent former une introduction qui se relie assez bien à ce qu'on trouvera au début de la partie conservée du manuscrit.

J. G.

PROTESTATION DE L'ALLIANCE

. . . . . .
. . . . . [ce qu'ils [2] |63 pensent et ce qu'ils veulent est pensé et voulu par leurs sections, en sorte qu'ils n'ont pas même besoin de les consulter pour savoir ce qu'ils doivent décider et faire en leur nom.

Cette illusion, cette fiction est fâcheuse sous tous les rapports. Elle est très fâcheuse d'abord sous le rapport de la moralité sociale des chefs eux-mêmes, en ce qu'elle les habitue à se considérer comme des maîtres absolus d'une certaine masse d'hommes, comme des chefs permanents dont le pouvoir est légitimé tant par les services qu'ils ont rendus que par le temps même que ce pouvoir a duré. Les meilleurs hommes sont facilement corruptibles, surtout quand le milieu lui-même provoque la corruption des individus par l'absence de contrôle sérieux et d'opposition permanente. Dans l'Internationale il ne peut être question de la corruption vénale, parce que l'association est encore trop pauvre pour donner des revenus ou même de justes rétributions à aucun de ses chefs. Contrairement à ce qui se passe dans le monde bourgeois, les calculs intéressés et les malversations y sont donc fort rares et n'y apparaissent qu'à titre d'exception. Mais il existe un autre genre de corruption auquel malheureusement l'Association internationale n'est point étrangère : c'est celle de la vanité et de

2 Les deux mots entre crochets sont ajoutés pour compléter le sens de la phrase. A cet endroit, Bakounine parlait évidemment des comités et de leurs habitudes gouvernementales ; il expliquait comment, tout naturellement, les comités en étaient venus à substituer leur volonté et leurs pensées à celles de leurs administrés.

l'ambition.

Il est dans tous les hommes un instinct naturel du commandement qui prend sa source première dans cette loi fondamentale de la vie, qu'aucun individu ne peut assurer son existence ni faire valoir ses droits qu'au moyen de la lutte. Cette lutte entre les |64 hommes a commencé par l'anthropophagie ; puis, continuant à travers les siècles sous différentes bannières religieuses, elle a passé successivement — s'humanisant très lentement, peu à peu, et semblant même retomber quelquefois dans sa barbarie primitive — par toutes les formes de l'esclavage et du servage. Aujourd'hui elle se produit sous le double aspect de l'exploitation du travail salarié par le capital, et de l'oppression politique, juridique, civile, militaire, policière de l'État et des Églises officielles des États, continuant de susciter toujours dans tous les individus qui naissent dans la société le désir, le besoin, parfois la nécessité de commander aux autres et de les exploiter.

On voit que l'instinct du commandement, dans son essence primitive, est un instinct carnivore tout bestial, tout sauvage. Sous l'influence du développement intellectuel des hommes, il s'idéalise en quelque sorte, et ennoblit ses formes, se présentant comme l'organe de l'intelligence et comme le serviteur dévoué de cette abstraction ou de cette fiction politique qu'on appelle le bien public ; mais au fond il reste tout aussi malfaisant, il le devient même davantage, à mesure qu'à l'aide des applications de la science il étend davantage et rend plus puissante son action. S'il est un diable dans toute l'histoire humaine, c'est ce principe du commandement. Lui seul, avec la stupidité et l'ignorance des masses, sur lesquelles d'ailleurs il se fonde toujours et sans lesquelles il ne saurait exister, lui seul a produit tous les malheurs, tous les crimes et toutes les hontes de l'histoire.

Et fatalement ce principe maudit se retrouve comme

instinct naturel en tout homme, sans en excepter les meilleurs. Chacun en porte le germe en soi, et tout germe, on le sait, par une loi fondamentale de la vie, doit nécessairement |65 se développer et grandir, pour peu qu'il trouve dans son milieu des conditions favorables à son développement. Ces conditions, dans la société humaine, sont la stupidité, l'ignorance, l'indifférence apathique et les habitudes serviles dans les masses ; de sorte qu'on peut dire à bon droit que ce sont les masses elles-mêmes qui produisent ces exploiteurs, ces oppresseurs, ces despotes, ces bourreaux de l'humanité dont elles sont les victimes. Lorsqu'elles sont endormies et lorsqu'elles supportent patiemment leur abjection et leur esclavage, les meilleurs hommes qui naissent dans leur sein, les plus intelligents, les plus énergiques, ceux mêmes qui dans un milieu différent pourraient rendre d'immenses services à l'humanité, deviennent forcément des despotes. Ils le deviennent souvent en se faisant illusion sur eux-mêmes et en croyant travailler pour le bien de ceux qu'ils oppriment. Par contre, dans une société intelligente, éveillée, jalouse de sa liberté et disposée à défendre ses droits, les individus les plus égoïstes, les plus malveillants, deviennent nécessairement bons. Telle est la puissance de la société, mille fois plus grande que celle des individus les plus forts.

Ainsi donc il est clair que l'absence d'opposition et de contrôle continus devient inévitablement une source de dépravation pour tous les individus qui se trouvent investis d'un pouvoir social quelconque ; et que ceux d'entre eux qui ont à cœur de sauver leur moralité personnelle devraient avoir soin de ne point garder trop longtemps ce pouvoir, d'abord, et ensuite, aussi longtemps qu'ils le gardent, de provoquer, |66 contre eux-mêmes, cette opposition et ce contrôle salutaire.

C'est ce que les membres des comités de Genève, sans doute par ignorance des dangers qu'ils couraient au point de

vue de leur moralité sociale, ont généralement négligé de faire. À force de se sacrifier et de se dévouer, ils se sont fait du commandement une douce habitude, et, par une sorte d'hallucination naturelle et presque inévitable chez tous les gens qui gardent trop longtemps en leurs mains le pouvoir, ils ont fini par s'imaginer qu'ils étaient des hommes indispensables. C'est ainsi qu'imperceptiblement s'est formée, au sein même des sections si franchement populaires des ouvriers en bâtiment, une sorte d'aristocratie gouvernementale. Nous allons montrer tout à l'heure quelles en furent les conséquences désastreuses pour l'organisation de l'Association Internationale à Genève.

Est-il besoin de dire combien cet état de choses est fâcheux pour les sections elles-mêmes ? Il les réduit de plus en plus au néant ou à l'état d'êtres purement fictifs et qui n'ont plus d'existence que sur le papier. Avec l'autorité croissante des comités se sont naturellement développées l'indifférence et l'ignorance des sections dans toutes les questions autres que celles des grèves et du paiement des cotisations, paiement qui d'ailleurs s'effectue avec des difficultés toujours plus grandes et d'une manière très peu régulière. C'est une conséquence naturelle de l'apathie intellectuelle et morale des sections, et cette apathie à son tour est le résultat tout aussi nécessaire de la subordination automatique à laquelle l'autoritarisme des comités |67 a réduit les sections.

Les questions de grèves et de cotisations exceptées, sur tous les autres points les sections des ouvriers en bâtiment ont renoncé proprement à tout jugement, à toute délibération, à toute intervention ; elles s'en rapportent simplement aux décisions de leurs comités. « Nous avons élu notre comité, c'est à lui à décider. » Voilà ce que les ouvriers en bâtiment répondent souvent à ceux qui s'efforcent de connaître leur opinion sur une question quelconque. Ils en sont arrivés à n'en avoir plus aucune, semblables à des feuilles blanches sur lesquelles leurs comités peuvent écrire tout ce qu'ils veulent. Pourvu que leurs comités ne leur demandent pas trop d'argent

et ne les pressent pas trop de payer ce qu'ils doivent, ceux-ci peuvent, sans les consulter, décider et faire impunément en leur nom tout ce qui leur paraît bon.

C'est très commode pour les comités, mais ce n'est nullement favorable pour le développement social, intellectuel et moral des sections, ni pour le développement réel de la puissance collective de l'Association Internationale. Car de cette manière il n'y reste plus à la fin de réel que les comités, qui, par une sorte de fiction propre à tous les gouvernements, donnent leur propre volonté et leur propre pensée |68 pour celles de leurs sections respectives, tandis qu'en réalité ces dernières n'ont plus, dans la plupart des questions débattues, ni volonté ni pensée. Mais les comités, ne représentant plus qu'eux-mêmes, et n'ayant derrière eux que des masses ignorantes et indifférentes, ne sont plus capables de former qu'une puissance fictive, non une puissance véritable. Cette puissance fictive, conséquence détestable et inévitable de l'autoritarisme une fois introduit dans l'organisation des sections de l'Internationale, est excessivement favorable au développement de toute sorte d'intrigues, de vanités, d'ambitions et d'intérêts personnels ; elle est même excellente pour inspirer un contentement puéril de soi-même et une sécurité aussi ridicule que fatale au prolétariat ; excellente aussi pour effrayer l'imagination des bourgeois. Mais elle ne servira de rien dans la lutte à mort que le prolétariat de tous les pays de l'Europe doit soutenir maintenant contre la puissance encore trop réelle du monde bourgeois.

Cette indifférence pour les questions générales qui se manifeste de plus en plus chez les ouvriers en bâtiment ; cette paresse d'esprit qui les porte à s'en reposer pour toutes les questions sur les décisions de leurs comités, et l'habitude de subordination automatique et aveugle qui en est la conséquence naturelle, font qu'au sein |69 même des comités la majorité des membres qui en font partie finissent par devenir les instruments irréfléchis de la pensée et de la volonté de trois ou de deux, quelquefois même d'un seul de leurs camarades, plus

intelligent, plus énergique, plus persévérant et plus actif que les autres. De sorte que la plupart des sections ne présentent plus que des masses gouvernées à bien plaire soit par des oligarchies, soit même par des dictatures tout individuelles et qui masquent leur pouvoir absolu sous les formes les plus démocratiques du monde.

Dans cet état de choses, pour s'emparer de la direction de toute l'Association Internationale de Genève, et notamment du groupe des ouvriers en bâtiment, il n'y avait qu'une chose à faire : c'était de gagner par tous les moyens possibles les quelques chefs les plus influents des sections, une vingtaine ou une trentaine d'individus tout au plus. Une fois ceux-là gagnés et dûment inféodés, on avait toutes les sections du bâtiment en ses mains. Tel est précisément le moyen dont se sont servis avec beaucoup de succès les habiles meneurs de la Fabrique de Genève.

Le point culminant de l'organisation proprement genevoise, c'est le Comité central de Genève [3]. Chaque section y envoie deux délégués, de sorte qu'il devrait |70 réunir dans ses séances, maintenant que le chiffre des sections de l'Internationale à Genève est monté à..... [4], en comptant deux délégués pour chacune, ... membres. Il est très rare que le nombre des délégués effectivement réunis dans les séances régulières du Comité central atteigne le tiers.

Le Comité central est l'autorité incontestablement supérieure dans l'Internationale de Genève. Grâce aux pouvoirs dont il est investi, et grâce à ses rapports directs avec toutes les sections, dont il est censé être d'ailleurs l'expression immédiate, la représentation constitutionnelle et en quelque sorte le Parlement permanent, le Comité central est certainement plus

3 Aussi appelé *Comité cantonal.*

4 Bakounine, ici et à la ligne suivante, a laissé le nombre en blanc ; et il a écrit en marge la remarque ci-après, destinée aux amis de Genève qui devaient lire son manuscrit : « Les amis genevois doivent mettre les chiffres actuels, que j'ignore. Dans tous les cas il y a plus le trente sections, et par conséquent plus de soixante délégués au Comité central. » — Voir page 2210, note (du fac-similé sur Wikisource)

puissant à Genève que le Comité fédéral [5] lui-même. Ce dernier est le représentant exclusif et suprême des intérêts, des aspirations, des pensées et des volontés collectives de toutes les sections de la Suisse romande, tant vis-à-vis du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs que des organisations nationales de cette Association dans tous les autres pays. Sous ce rapport, il n'est subordonné, d'abord, qu'au Conseil général, — contre les décisions duquel, d'ailleurs, il peut faire toujours appel aux Congrès généraux, — et ensuite et plus immédiatement encore aux Congrès fédéraux des sections de la Suisse romande, qui n'ont pas seulement le droit de le contrôler et de lui imposer leurs résolutions définitives, mais encore de le casser et de le remplacer par un autre Comité fédéral.

Le Comité fédéral a en outre la direction |71 suprême du journal. La rédaction en est, il est vrai, nommée par le Congrès romand ; mais le Comité fédéral en a la haute surveillance, et possède le droit incontestable de lui imposer son esprit. Pour peu qu'il sache user de cet instrument, celui-ci lui assure une grande puissance, car le journal, s'adressant directement à tous les membres de l'Internationale, peut contribuer fortement à leur imprimer la même direction collective.

Telles sont les prérogatives principales du Comité fédéral. Il faut y ajouter le droit et le devoir très sérieux de prendre en main la direction des grèves, du moment que ces dernières, dépassant les limites d'une localité, font appel à la coopération active ou même à l'assistance matérielle et morale de toutes les sections de la Fédération romande, aussi bien que des sections des autres pays.

En dehors de ces droits, d'ailleurs si considérables, il ne lui en reste pas d'autres que ceux de surveillance, d'arbitrage, de contrôle, et au besoin de rappel aux principes fondamentaux et constitutifs de l'Association Internationale, tels qu'ils ont été

5 Le Comité fédéral romand était le représentant de la Fédération romande, dont l'organisation genevoise ne formait qu'une partie. Ce Comité fédéral romand, élu pour un an par le Congrès de la Fédération romande, avait aussi son siège à Genève pour l'année 1869.

formulés par les Congrès généraux, ni d'autre devoir que celui d'intermédiaire régulier entre le Conseil général et les organisations locales. Dans les lieux où il existe un Comité central [6], c'est-à-dire un parlement local des sections, le Comité fédéral n'a pas le droit de s'adresser directement à ces dernières ; il ne peut le faire que par l'intermédiaire du Comité central, qui est le gardien naturel |72 de la liberté et de l'autonomie locale contre les empiétements du pouvoir. Le Comité fédéral ne peut par conséquent exercer d'influence directe et d'action immédiate sur les sections : ce pouvoir est exclusivement réservé au Comité central, auquel il assure une puissance locale bien supérieure à celle du Comité fédéral.

Le pouvoir du Comité central, subordonné sans doute à la surveillance plutôt formelle que réelle du Comité fédéral, et plus sérieusement encore à la critique du journal, — si seulement le Comité fédéral veut avoir le courage de s'en servir au besoin contre lui, — n'a d'autres limites véritables, dans l'administration des affaires intérieures de la localité, que celles qu'il peut rencontrer dans l'autonomie des sections et dans les assemblées générales, sortes de Congrès locaux, non représentatifs mais vraiment populaires, en ce sens que tous les membres présents de l'Internationale en font partie, et qui, conformément aux statuts arrêtés par le premier Congrès romand tenu en janvier 1869 à Genève, ont le droit de casser toutes les résolutions du Comité central et même de lui imposer ses volontés, sauf appel du Comité central au Comité fédéral et au Congrès romand, appel qui ne peut être fait d'ailleurs que dans les cas où les résolutions prises par une assemblée générale seraient contraires aux principes fondamentaux de l'Association Internationale.

Les limites posées par l'autonomie des sections à l'arbitraire du Comité central sont très sérieuses là |73 où l'autonomie des sections existe réellement. Aussi le Comité central de Genève s'est-il toujours respectueusement incliné

6 Ce « Comité central » eût été plus correctement appelé « Comité local ».

devant le droit des sections de la Fabrique, dont la solide organisation, comme nous l'avons déjà observé [7], n'est pas seulement antérieure à l'existence de l'Association Internationale, mais même, sous beaucoup de rapports, étrangère, pour ne point dire toute contraire, à l'esprit et aux principes les plus positifs de cette Association.

Il n'en est point ainsi pour les sections des ouvriers en bâtiment, dont l'organisation, très imparfaite et souvent même, comme nous l'avons déjà vu, concentrée exclusivement dans leurs comités, n'impose pas le même respect au Comité central. Il suffisait à ce dernier de faire partager son avis au comité de la section résistante pour rompre cette résistance, dont d'ailleurs il n'y a presque jamais eu d'exemple.

Donc il ne restait, pour la défense de l'indépendance et des droits des ouvriers en bâtiment, qu'un seul moyen : c'étaient les *assemblées générales*. Aussi, faut-il le dire, rien ne fut plus antipathique au Comité central que ces assemblées vraiment populaires, auxquelles il a toujours tâché de substituer les *assemblées des comités de toutes les sections*, c'est-à-dire celles de l'aristocratie gouvernementale.

Nous reviendrons sur ce point important. Maintenant, nous devons expliquer |74 l'intérêt que le Comité central — qui, en apparence, est le représentant non d'une coterie, mais de toutes les sections — pouvait avoir à remplacer les assemblées populaires par ces assemblées gouvernementales. Le Comité central n'est-il pas lui-même une sorte de Parlement populaire issu du suffrage universel de toutes les sections ? Oui, en droit, non dans le fait. Fictivement, il représente tout le monde, mais en réalité, après une lutte de quelques mois, il a fini par ne représenter plus que la domination genevoise.

Nous allons donc indiquer maintenant, aussi brièvement qu'il nous sera possible, les phases principales de cette lutte, qui nous feront voir comment le Comité central, après avoir été une

7 Dans la partie du manuscrit qui a été perdue.

institution purement populaire et démocratique, est devenu peu à peu une institution gouvernementale, genevoise, et aristocratique.

Dans l'Association Internationale de Genève, le nombre des sections des ouvriers en bâtiment, joint à celui des sections intermédiaires (typographes, tailleurs, cordonniers, etc.), étant supérieur au nombre des sections de la Fabrique, et chaque section, quel que fût le chiffre de ses adhérents, n'étant représentée au Comité central que par deux délégués, il eût dû en résulter que dans ce Comité les membres non-genevois auraient été en majorité et les Genevois en minorité. Il n'en a pourtant pas été toujours ainsi, par cette simple raison que plusieurs sections intermédiaires, et même des sections d'ouvriers en bâtiment, quoique en majeure partie composées d'étrangers, |75 avaient pris dès l'abord l'habitude d'envoyer comme délégués au Comité central des camarades genevois, lesquels, obéissant à leurs inspirations patriotiques, votent presque toujours avec la Fabrique.

Mais, alors même qu'ils constituaient au sein du Comité central une minorité numérique, les délégués proprement genevois y eurent dès l'abord une voix prédominante, et cela pour beaucoup de raisons. La première, c'est que les ouvriers genevois, pris en masse, sont beaucoup plus instruits, ont beaucoup plus d'expérience politique, et manient infiniment mieux la parole que les ouvriers en bâtiment. La seconde, c'est que les sections de la Fabrique ont toujours délégué au Comité central leurs membres les plus intelligents et les plus distingués, souvent même leurs chefs principaux, en qui elles avaient pleine confiance, et qui, conformément au devoir imposé par les statuts à tous les délégués vis-à-vis de leurs sections respectives, venaient rendre régulièrement compte à leurs commettants de tout ce qu'ils avaient proposé et voté dans le Comité central et leur demander des instructions pour leur conduite ultérieure, de sorte que les sections de la Fabrique pouvaient et peuvent se dire réellement représentées dans le Comité central ; tandis que, la plupart du temps, la

représentation des sections des ouvriers en bâtiment dans le Comité central n'est qu'une pure |76 fiction.

La force des ouvriers en bâtiment, avons-nous dit déjà, n'est point dans le développement scientifique ni politique de leur intelligence, mais dans la justesse et dans la profondeur de leur instinct, aussi bien que dans leur bon sens naturel qui leur fait presque toujours deviner le droit chemin, lorsqu'ils ne se laissent pas entraîner par les sophismes de quelque rhéteur et par les mensonges de quelques méchants intrigants, ce qui malheureusement leur arrive trop souvent. Ils comptent dans leur sein peu d'hommes instruits, habitués à discuter en public et qui aient l'expérience de l'organisation et de l'administration. Ils réservent les plus habiles camarades pour leurs comités de sections, et ils envoient souvent les moins habiles et les moins zélés comme délégués au Comité central. Ces délégués, comprenant peu ou point l'importance de leur mission, manquent souvent les séances de ce comité, et n'ont presque pas l'habitude de venir au sein de leurs sections rendre compte des résolutions et des votes, auxquels, lors même qu'ils sont présents, ils ne prennent le plus souvent qu'une part automatique et passive.

On conçoit que vis-à-vis d'une telle majorité, lors même qu'il y a majorité, la minorité proprement genevoise doive exercer une grande prépondérance. Eh bien, cette prépondérance, d'ailleurs toujours croissante, a été contenue pendant quelque temps par un seul homme, par le compagnon *Brosset*, serrurier.

|77 Nous n'avons pas besoin de dire quel homme est Brosset [8]. Alliant une réelle bienveillance et une grande simplicité de manières à un caractère énergique, ardent et fier ; intelligent, plein de talent et d'esprit, et devinant par l'esprit les

8 Bakounine parle ainsi parce qu'en 1871 chacun connaissait, dans les sections de l'Internationale de la Suisse romande, cet ouvrier serrurier, de nationalité savoyarde, qui, pendant un temps, sembla incarnera Genève les aspirations et le tempérament révolutionnaire des ouvriers du bâtiment. Lors de la grande grève d'avril 1868, François Brosset fut le principal « meneur ». En janvier 1869, à la fondation de la Fédération romande, il fut élu président du Comité fédéral romand, et garda ses fonctions pendant sept mois. Plus tard, dégoûté par les attaques dont il était l'objet de la part des chefs de la Fabrique, et frappé au cœur par la mort de sa vaillante femme, il se retira de la lutte. — On trouvera, p. 250, un autre portrait de Brosset

choses qu'il n'a pas eu le loisir ni les moyens de reconnaître et de s'approprier par la voie delà science ; passionnément dévoué à la cause du prolétariat, et jaloux à l'excès des droits populaires ; comme tel, ennemi acharné de toutes les prétentions et tendances autoritaires, c'est un vrai tribun du peuple. Excessivement estimé et aimé par tous les ouvriers en bâtiment, il en devint en quelque sorte le chef naturel, et, à ce titre, lui seul ou presque seul, tant dans le Comité central et dans les assemblées gouvernementales des comités, que dans les assemblées populaires, il tint tête à la Fabrique.

Pendant plusieurs mois, et notamment depuis l'expiration de la grande grève d'avril 1868 jusqu'à son élection comme président du Comité fédéral de la Suisse romande par le premier Congrès romand en janvier 1869 [9], il resta sur la brèche. Ce fut là la période héroïque de son activité dans l'Internationale. Dans le Comité central aussi bien que dans les assemblées des comités, il fut réellement seul à combattre, et, fort souvent, malgré la puissante coalition genevoise, soutenue par tous les éléments réactionnaires de ces comités, il remporta la victoire. On peut s'imaginer s'il fut détesté |78 par les meneurs de la Fabrique [10].

L'objet principal de la discussion était celui-ci : L'Association Internationale à Genève s'organisera-t-elle selon les principes vrais et largement internationaux de cette institution, ou bien, tout en gardant son grand nom d'Internationale, deviendra-t-elle une institution exclusivement, étroitement genevoise ? — but vers lequel tendent naturellement de tous leurs efforts les ouvriers proprement genevois, la masse sans doute sans s'en rendre

9 Ce ne fut pas le Congrès qui désigna Brosset pour les fonctions de président : c'est le Comité fédéral qui choisit lui-même, pour exercer la présidence, un de ses membres.

10 Cet alinéa a été cité, un peu resserré, au tome Ier de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, p. 63.

compte à elle-même, mais les chefs avec pleine connaissance de cause, sachant fort bien que, dans ce dernier cas, l'Internationale ne manquerait pas de devenir bientôt, en leurs mains, un moyen très puissant d'intervention triomphante dans la politique locale du canton de Genève, au profit non du socialisme, mais du parti radical.

Ce fut là le commencement, dans l'Internationale de Genève, du débat éternel entre le radicalisme bourgeois et le socialisme révolutionnaire du prolétariat ; débat qui, n'étant alors qu'à sa naissance, était naturellement encore enveloppé d'incertitude, conduit par les deux parties opposées sous l'influence plutôt d'aspirations instinctives qu'avec une connaissance raisonnée de leurs buts, et qui ne fut mis en pleine clarté que plus tard, en 1869, sous l'influence réunie du journal l'*Égalité* et de la propagande de la Section de l'Alliance.

Ce n'est pas à vous, compagnons [11], que nous aurons besoin d'expliquer combien |79 ceux qui défendaient le parti du socialisme révolutionnaire étaient dans le vrai, et combien ceux qui voulaient faire de l'Internationale un instrument du radicalisme bourgeois étaient dans le faux, combien par là même ces derniers travaillaient, sans le savoir et sans le vouloir sans doute, à la ruine totale de l'esprit, de la consistance et de l'avenir même de l'Association Internationale.

Vous savez bien que ce même débat s'est reproduit au dernier Congrès général de l'Association, tenu à Bâle en septembre 1869, et que, quoiqu'en disent nos politiques adversaires, le parti du radicalisme bourgeois, ou plutôt celui de la conciliation équivoque du socialisme ouvrier avec la politique des bourgeois radicaux, fut tacitement réprouvé par la majorité de ce Congrès. Ce fut en vain que la majorité des délégués de la Suisse allemande, joints aux deux délégués de la Fabrique de Genève [12] et unis à la presque totalité des délégués allemands,

11 Comme on le verra plus loin (p. 45), c'est aux ouvriers des Montagnes jurassiennes que Bakounine ici s'adresse.

12 C'est Henri Perret et Grosselin que Bakounine désigne ainsi. En réalité, Henri Perret seul était délégué par les sections de la Fabrique ; Grosselin avait été élu délégué, ainsi que Brosset et Heng, par le vote de

voulut que ce Congrès mît en discussion la fameuse question du *referendum* ou de la législation directe par le peuple. Reléguée comme dernière question, elle fut éliminée faute de temps, et parce qu'il était évident que la majorité du Congrès était contre.

Pour vous comme pour nous, il est clair que la portion révolutionnaire socialiste du prolétariat ne saurait s'allier à aucune fraction, même la plus avancée, de la politique bourgeoise sans devenir aussitôt, contre soi-même, l'instrument de cette |80 politique ; et que le programme du *Parti de la démocratie socialiste* en Allemagne, voté par le Congrès de ce parti au mois d'août 1869, — programme que, fort heureusement, la force même des choses lui impose la nécessité de modifier radicalement aujourd'hui, et qui, ayant déclaré que *la conquête des droits politiques était la* **condition préalable** *de l'émancipation du prolétariat*, se mettait par là même en contradiction flagrante avec le principe fondamental de l'Association Internationale, en faisant de la politique bourgeoise la base du socialisme (car toute politique *préalable*, c'est-à-dire qui devance le socialisme et qui se fait par conséquent en dehors de lui, ce qui veut dire contre lui, ne peut être qu'exclusivement bourgeoise), — que ce programme, disons-nous, ne pouvait aboutir qu'à mettre le mouvement socialiste du prolétariat à la remorque du radicalisme bourgeois.

Pour vous comme pour nous il est évident que le radicalisme politique ou bourgeois, quelque rouge et quelque révolutionnaire qu'il se dise ou qu'il soit en effet, ne peut et ne pourra jamais vouloir la pleine émancipation économique du prolétariat, car il est contre la nature des choses qu'un être réel quelconque, individu ou corps collectif, puisse vouloir la destruction des bases mêmes de son existence ; que, par conséquent, le radicalisme bourgeois, *nolens volens* [13], sciemment ou inconsciemment, trompera toujours les ouvriers qui auront la sottise de se fier en la sincérité de ses aspirations

l'ensemble des sections de Genève. (Voir p. 234.) (du fac-similé)

13 C'est-à-dire « qu'il le veuille ou non ».

ou intentions socialistes. |81 Les radicaux ne demanderont pas mieux que de se servir encore une fois du bras ou du vote puissant du prolétariat pour atteindre leurs buts exclusivement politiques, mais jamais ils ne voudront ni ne pourront servir à ce dernier d'instruments pour la conquête de ses droits économiques et sociaux.

Nous sommes également convaincus, n'est-ce pas ? qu'il y aurait une double duperie de la part du prolétariat à s'allier au radicalisme bourgeois. D'abord parce que ce dernier tend à des buts qui n'ont rien de commun avec le but du prolétariat et qui lui sont même diamétralement opposés. Et ensuite parce que le radicalisme bourgeois ne constitue plus même une puissance. Il est évidemment épuisé, et son épuisement total se manifeste d'une manière par trop flagrante dans tous les pays de l'Europe aujourd'hui pour qu'il soit possible de s'y tromper. Il n'a plus de foi dans ses propres principes, il doute même de sa propre existence, et il a mille fois raison d'en douter, parce que réellement il n'a plus aucune raison d'être. Il ne reste plus aujourd'hui que deux êtres réels : le parti du passé et de la réaction, comprenant toutes les classes possédantes et privilégiées, et s'abritant aujourd'hui avec plus ou moins de franchise sous le drapeau de la dictature militaire ou de l'autorité de l'État ; et le parti de l'avenir et de la complète émancipation |82 humaine, celui du socialisme révolutionnaire, le parti du prolétariat.

Au milieu, il y a les platoniques, les pâles fantômes du républicanisme libéral et radical. Ce sont des ombres lamentables, errantes, qui voudraient s'accrocher à quelque chose de réel, de vivant, pour se donner une raison d'être quelconque. Rejetés par la réaction dans le parti du peuple, ils voudraient s'emparer de sa direction, et ils le paralysent, faussent et empêchent son développement, sans lui apporter en retour l'ombre d'une puissance matérielle ni même d'une idée féconde.

Les démocrates socialistes de l'Allemagne en ont bien fait l'expérience. Que n'ont-ils pas fait depuis 1867 pour contracter

une alliance patriotique, pangermanique, offensive et défensive, avec le fameux parti démocratique, républicain, radical et foncièrement bourgeois qui s'appelait le Parti du peuple (*Volkspartei*), l'un des créateurs et des soutiens principaux de la non moins fameuse Ligue de la Paix et de la Liberté, — parti qui, s'étant formé dans le midi de l'Allemagne, en opposition à la politique prusso-germanique de Bismarck, avait son centre principal dans la capitale de ces bons Souabes, à Stuttgart. Ne comprenant pas que ce parti n'était rien qu'un fantôme impuissant, les démocrates socialistes de l'Allemagne lui ont fait toutes les concessions possibles et même impossibles, ils s'étaient réellement châtrés pour se mettre |83 à son niveau et pour se rendre capables de rester alliés avec lui. Nous voyons maintenant combien toutes ces concessions étaient inutile et nuisibles : le Parti du peuple, dissipé comme une vaine fumée par les triomphes et la brutalité prusso-germanique de l'empereur Guillaume, n'existe plus, et le Parti de la démocratie socialiste, qui ne peut être dissipé ni détruit, parce qu'il est le parti non de la bourgeoisie, mais du prolétariat allemand, doit aujourd'hui refaire et élargir son programme, pour se donner une idée, une âme ou un but équivalents à la puissance de son corps.

Parce que nous avons repoussé avec énergie toute connivence et alliance avec la politique bourgeoise même la plus radicale, on a prétendu sottement ou calomnieusement que, ne considérant seulement que le côté économique ou matériel de la question sociale, nous étions indifférents pour la grande question de la liberté, et que par là même nous nous mettions dans les rangs de la réaction. Un délégué allemand avait même osé déclarer, au Congrès de Bâle, que quiconque ne reconnaissait point, avec le programme de la démocratie socialiste germanique, « que la conquête des droits politiques était la condition préalable de l'émancipation sociale », — ou, autrement exprimé : que pour délivrer le prolétariat de la tyrannie capitaliste ou bourgeoise, il fallait d'abord s'allier à cette tyrannie pour faire soit une réforme soit une révolution

politique, — était sciemment ou inconsciemment un allié des Césars.

Ces messieurs se trompent beaucoup — et, |84 « sciemment ou inconsciemment », ils s'efforcent de tromper le public — sur notre compte. Nous aimons la liberté beaucoup plus qu'ils ne l'aiment ; nous l'aimons au point de la vouloir complète et entière ; nous en voulons la réalité et non la fiction ; et c'est à cause de cela même que nous repoussons absolument toute alliance bourgeoise, étant convaincus que toute liberté conquise à l'aide de la politique bourgeoise, par les moyens et les armes de la bourgeoisie, ou par une alliance de dupes avec elle, pourra être très réelle et très profitable pour Messieurs les bourgeois, mais pour le peuple ne sera jamais rien qu'une fiction.

Messieurs les bourgeois, de tous les partis et même des partis les plus avancés, tout cosmopolites qu'ils sont, lorsqu'il s'agit de gagner de l'argent par l'exploitation de plus en plus large du travail populaire, en politique sont également tous de fervents et fanatiques patriotes de l'État, le patriotisme n'étant en réalité, comme vient de le dire fort bien l'illustre assassin du prolétariat de Paris et le sauveur actuel de la France, M. Thiers, rien que la passion et le culte de l'État national. Mais qui dit État dit domination, et qui dit domination dit exploitation, ce qui prouve que ce mot d'*État populaire* (*Volksstaat*), devenu et restant malheureusement encore aujourd'hui le mot d'ordre du Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, est une contradiction ridicule, une fiction, un mensonge, sans doute inconscient de la part de ceux qui le |85 préconisent, et pour le prolétariat un piège très dangereux. L'État, quelque populaire qu'on le fasse dans ses formes, sera toujours une institution de domination et d'exploitation, et par conséquent pour les masses populaires une source permanente d'esclavage et de misère. Donc il n'y a pas d'autre moyen d'émanciper les peuples économiquement et politiquement, de leur donner à la fois le bien-être et la liberté, que d'abolir l'État, tous les États, et de tuer par là même, une fois pour toutes, ce qu'on a appelé

jusqu'ici la *politique* ; la politique n'étant précisément autre chose que le fonctionnement, la manifestation tant intérieure qu'extérieure de l'action de l'État, c'est-à-dire la pratique, l'art et la science de dominer et d'exploiter les masses en faveur des classes privilégiées.

Il n'est donc pas vrai de dire que nous fassions abstraction de la politique. Nous n'en faisons pas abstraction, puisque nous voulons positivement la tuer. Et voilà le point essentiel sur lequel nous nous séparons d'une manière absolue des politiques et des socialistes bourgeois radicaux. Leur politique consiste dans l'utilisation, la réforme et la transformation de la politique et de l'État ; tandis que notre politique à nous, la seule que nous admettions, c'est l'*abolition* totale de l'État, et de la politique qui en est la manifestation nécessaire.

|86 Et c'est seulement parce que nous voulons franchement cette abolition, que nous croyons avoir le droit de nous dire des internationaux et des socialistes révolutionnaires ; car qui veut faire de la politique autrement que nous, qui ne veut pas avec nous l'abolition de la politique, devra faire nécessairement de la politique de l'État, patriotique et bourgeoise, c'est-à-dire renier dans le fait, au nom de son grand ou petit État national, la solidarité humaine des peuples à l'extérieur, aussi bien que l'émancipation économique et sociale des masses à l'intérieur.

Quant à la négation de la solidarité humaine au nom de l'égoïsme et de la vanité patriotiques, ou, pour parler plus poliment, au nom de la grandeur et de la gloire nationale, nous en avons vu un triste exemple précisément dans le Parti — ou plutôt dans le programme et dans la politique des chefs du Parti — de la démocratie socialiste en Allemagne. Avant la dernière guerre, ce Parti semblait avoir complètement adopté le programme pangermanique du parti bourgeois radical et soi-disant populaire, ou de la *Volkspartei*. Comme les meneurs de ce parti d'ombres non chinoises, mais allemandes, les chefs du Parti de la démocratie socialiste s'en étaient allés, eux aussi, à

Vienne pour nationaliser et pangermaniser davantage le prolétariat |87 selon eux par trop cosmopolite de l'Autriche, par trop humainement large dans ses aspirations socialistes, et pour lui inspirer des idées et des tendances plus étroitement politiques et patriotiques, enfin pour le discipliner et pour le transformer en un grand parti national, exclusivement germanique. La logique de cette fausse position et de cette trahison évidente, politique et patriotique, envers le principe du socialisme international, les avait même poussés à tenter un rapprochement avec ce qu'on appelle en Autriche le parti allemand, parti semi-libéral et semi-radical, mais éminemment officiel et bourgeois ; parti qui veut précisément l'asservissement de tous les peuples non allemands de l'Autriche, et des Slaves surtout, sous la domination exclusive de la minorité germanique, au moyen de l'État. Et tandis qu'ils reprochaient, avec beaucoup de raison, paraît-il, à M. de Schweitzer de faire une cour illicite au pangermanisme knouto-prussien de M. de Bismarck, eux-mêmes faisaient une cour indirecte au pangermanisme des ministres quasi-libéraux de l'Autriche. Aussi, grand fut leur étonnement et très comique leur colère, lorsqu'ils virent ces libéraux, ces radicaux et ces patriotes officiels de l'Autriche sévir contre les associations ouvrières. Et pourtant la logique était du côté des ministres, non du leur. Les ministres, en tant que serviteurs intelligents et fidèles |88 de l'État, avaient mille fois raison de sévir contre les ouvriers socialistes, et s'il y a eu quelque chose d'extraordinaire dans tout cela, c'était la naïveté des chefs du Parti de la démocratie socialiste, qui ignoraient les conditions d'existence d'un État, de tout État, au point de pouvoir s'indigner contre ces persécutions nécessaires et de s'en étonner.

Ce que nous racontons là est d'ailleurs de l'histoire passée, bien passée. Les événements immenses et terribles qui se sont déroulés depuis, tant en Allemagne qu'au dehors, et qui ont changé la face de l'Europe, ont guéri, il faut l'espérer, à tout jamais les démocrates socialistes de l'Allemagne et de leur naïveté traditionnelle et de leurs velléités nationales, politiques

et patriotiques. Leur conduite vraiment admirable pendant et après la guerre, leur protestation énergique contre les crimes de l'Allemagne officielle et contre les lâchetés de l'Allemagne bourgeoise, les radicaux de la *Volkspartei* y compris, l'hommage qu'ils ont eu le courage vraiment héroïque de rendre à la révolution et à la mort sublime de la Commune de Paris, tout cela prouve que le Parti de la démocratie socialiste, comprenant aujourd'hui l'immense majorité du prolétariat de l'Allemagne, vient enfin de briser toutes les antiques attaches qui l'avaient enchaîné jusque-là à la politique bourgeoisement patriotique |89 de l'État, pour ne suivre exclusivement désormais que la grande voie de l'émancipation internationale, la seule qui puisse conduire le prolétariat à la liberté et au bien-être.

Voilà ce que les soi-disant socialistes de la Fabrique à Genève ne sont pas encore parvenus à comprendre. Dès l'abord ils ont voulu faire de la politique genevoise dans l'Internationale, et transformer celle-ci en un instrument de cette politique. Cela avait dans l'Internationale de Genève encore moins de sens que dans le Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, puisqu'en Allemagne au moins — nous ne parlons pas de l'Autriche — tous les ouvriers sont allemands, tandis que dans l'Internationale genevoise la majorité des membres, à cette époque, était étrangère, ce qui donnait à l'organisation un caractère doublement international, puisqu'elle était non seulement internationale d'intention et par son programme, mais internationale encore de position et de fait, la plus grande partie de ses membres étant condamnés, par leurs nationalités différentes, à rester complètement en dehors de la politique et de tous les intérêts locaux de Genève. Faire servir cette Internationale d'instrument à la politique genevoise, n'était-ce pas forcer une masse d'ouvriers français, italiens, savoyards, ou même suisses des autres cantons [14], à jouer le rôle

14 Les internationaux allemands et suisses-allemands à Genève s'étaient donné dès l'abord une organisation et une administration complètement séparée, indépendante même du Comité central

ridicule de soldats, de manœuvres |90 dans une cause qui leur était parfaitement étrangère, au profit exclusif et sous le commandement immédiat des meneurs plus ou moins ambitieux des sections des ouvriers-citoyens de Genève ?

Ce fut précisément l'argument décisif qu'on leur opposa. On leur dit : « Puisque vous êtes des citoyens genevois, faites autant qu'il vous plaira de la politique genevoise en dehors de l'Internationale : c'est votre droit, c'est peut-être même votre devoir ; dans tous les cas cela ne nous regarde pas. Mais nous ne vous reconnaissons pas le droit de transporter vos préoccupations, vos luttes et vos intrigues locales au sein de notre Association Internationale, qui, comme son nom seul l'indique, doit poursuivre un but bien autrement intéressant et grandiose que toutes ces patriotiques exhibitions des ambitions personnelles du radicalisme bourgeois. »

D'ailleurs, il faut le dire, à cette époque, c'est-à-dire dans la seconde moitié de l'année 1868, après que la grande grève des ouvriers en bâtiment eut montré aux bourgeois politiciens de Genève que l'Internationale pouvait et devait devenir une grande puissance, le parti radical n'était pas encore parvenu à jeter le grappin sur elle. Au contraire, les ouvriers-citoyens de Genève, devenus membres de l'Internationale, s'étaient laissé entraîner par les compagnons Ph. Becker, Serno-Soloviévitch, Charles Perron, à former un nouveau parti démocrate socialiste, sous |91 la présidence de M. Adolphe Catalan, jeune homme assez ambitieux pour changer facilement de programme selon les besoins du moment, et qui, répudié par le parti radical, avait espéré un instant que la puissance naissante de l'Internationale, dont il n'était pas même membre et qu'il avait à peine cessé de combattre, pourrait lui servir de marchepied. Il manifesta à cette occasion autant de largeur et de flexibilité de conscience que de légèreté dans ses calculs, qui furent naturellement déjoués par les faits. Le jeune parti de la démocratie socialiste de Genève, dont le programme contenait d'ailleurs des choses

genevois et du Comité fédéral de la Suisse romande. (*Note de Bakounine.*)

excellentes, mais d'une réalisation impossible tant que la domination bourgeoise continuera d'exister, c'est-à-dire tant qu'il y aura des États, ne se montra pas viable ; enfant âgé à peine de deux ou trois mois, il mourut, étouffé et enterré par l'opposition ou plutôt par l'indifférence à peu près unanime des électeurs du canton de Genève [15]. Il rendit pourtant un grand service au parti conservateur modéré, autrement dit « indépendant », en prolongeant son règne de deux ans. Depuis lors les ouvriers-citoyens de l'Internationale genevoise, après une hésitation de quelques mois, commencèrent à s'enrégimenter sous le drapeau du parti radical ; quant à M. Catalan, il chercha pour sa jeune ambition une voie nouvelle, en tâchant de créer un parti conservateur-socialiste du genre de celui dans lequel s'est noyé chez vous [16] le trop fameux citoyen Coullery.

|92 Un autre point qui divisa les deux partis dans l'Internationale de Genève fut la question du *travail coopératif*. Vous savez qu'il y a deux genres de coopération : la coopération bourgeoise, qui tend à créer une classe privilégiée, une sorte de bourgeoisie collective nouvelle, organisée en société en commandite ; et la coopération réellement socialiste, celle de l'avenir et qui, par cette raison même, est à peu près irréalisable dans le présent. Vous devinez que les principaux orateurs des sections proprement genevoises dépendirent avec passion la première.

Enfin il y eut une troisième question, très importante au point de vue de l'organisation pratique de l'Internationale et de la lutte du prolétariat contre l'arbitraire des patrons et des capitalistes : ce sont les *caisses de résistance*. Comment

15 L'histoire de la campagne électorale faite dans l'automne de 1868, à Genève, par le parti de la démocratie socialiste auquel le journal de Catalan, la *Liberté*, servait d'organe, est racontée au tome Ier de *L'Internationale, Documents et Souvenirs.*

16 Dans le Jura neuchâtelois.

devaient-elles être organisées ? Chaque section devait-elle garder sa caisse séparée, sauf à fédérer entre elles toutes les caisses ? Ou bien ne devait-il exister, pour toutes les sections de la Suisse romande, « qu'une seule caisse de résistance commune, une et indissoluble » au point « qu'aucun membre ni aucune section qui voudraient se détacher plus tard de l'Association Internationale ne pourraient jamais réclamer le remboursement de leurs cotisations » ?

Nous venons de citer les propres termes du « Projet de statuts de la Caisse de la Résistance, élaboré par la commission nommée par la Section centrale », projet préparé principalement, on peut même dire exclusivement, par les compagnons Serno-Soloviévitch, |93 Brosset et Perron [17], tous les trois ayant été à cette époque les trois principaux combattants, les trois principaux défenseurs des vrais principes et des vrais intérêts de l' Association Internationale contre le particularisme et l'exclusivisme par trop patriotiques des citoyens genevois.

Ce projet était très simple et en même temps très pratique, très sérieux. Si on avait voulu l'accepter dans le temps où il fut proposé, on aurait créé en peu de mois une « Caisse de la Résistance » très respectable et très solide. Chaque membre de l'Association Internationale, à Genève, devait verser à cette caisse commune, *une et indissoluble*, par l'intermédiaire du comité de sa section, une cotisation mensuelle de vingt-cinq centimes, c'est-à-dire une somme de trois francs chaque année, ce qui, en évaluant seulement à quatre mille le nombre des internationaux dans le canton de Genève, aurait produit dans le cours d'une seule année la somme considérable de douze mille francs. Cette caisse eût été administrée par un comité dans lequel chaque section se serait fait représenter par un délégué, et par un bureau que ce comité aurait élu lui-même dans son sein, comité et bureau toujours révocables et soumis au

17 Il me semble. (*Note marginale de Bakounine.*) — Charles Perron étant mort en 1909, je n'ai pu vérifier s'il a été effectivement membre de cette commission. — J. G.

contrôle incessant d'un conseil de surveillance, et surtout à celui des assemblées générales ; le projet appuyait principalement sur les droits souverains de ces dernières.

En l'étudiant de plus près, on y découvre deux intentions principales, d'ailleurs inséparables l'une de l'autre. La première, c'était de soustraire l'Association Internationale de Genève aux deux |94 dangers dont elle était le plus menacée : *primò*, au poison dissolvant et violent de la politique genevoise, et, *secundò*, au poison soporifique de la coopération bourgeoise, en replaçant l'Internationale sur sa base véritable : l'organisation de la lutte économique contre l'exploitation des patrons et des capitalistes, genevois ou non-genevois. La seconde, qui devenait une conséquence nécessaire de la première, c'était de remplacer le Comité central, qui avait déjà pris tout le caractère autoritaire et occulte d'un gouvernement oligarchique, par le comité de la Caisse de la Résistance, forcé par sa constitution à une transparence parfaite et soumis complètement à la volonté du peuple souverain, réuni en assemblée générale. C'était une attaque directe contre l'oligarchie genevoise, qui, s'emparant un à un de tous les comités des sections, était en train de fonder sa domination dans l'Association Internationale de Genève. On comprend pourquoi ce projet, après avoir été imprimé, n'eut pas même l'honneur d'une discussion sérieuse.

Ce qui est remarquable dans les débats auxquels donna lieu cette question des caisses de résistance, c'est que d'abord les sections de la Fabrique furent pour le système des caisses séparées, tandis que les représentants de l'idée et de la pratique de l'Internationale prises au sérieux défendirent contre ces sections celui de la caisse unique. Mais plus tard, et notamment aux mois de juillet et d'août 1869, lorsque cette question, conformément au programme proposé par le Conseil |95 général de Londres pour le Congrès de Bâle, fut de nouveau remise à l'étude, il se trouva qu'au contraire c'étaient les représentants sérieux de la cause internationale qui étaient devenus les partisans d'une fédération libre des caisses séparées de toutes les sections, tandis que les principaux meneurs des

ouvriers de la Fabrique soutenaient contre eux l'organisation d'une caisse unique. Que s'était-il donc passé pour amener un si complet changement d'opinion dans chacun des deux partis ? Il s'était passé ceci, que les partisans de l'autonomie et de l'égalité réelle de toutes les sections de l'Internationale, voyant que la coterie genevoise, malgré leurs efforts, était parvenue à s'emparer de tout le gouvernement de l'Association, avaient fini par comprendre que si on allait créer une caisse centralisée et unique, la direction suprême de cette caisse, le maniement exclusif de cet unique instrument de guerre dont les ouvriers associés peuvent se servir pour combattre leurs patrons, et par conséquent toute la puissance de l'Internationale, tomberait nécessairement entre les mains de cette coterie, de cette oligarchie gouvernementale déjà par trop triomphante. Cette même raison faisait naturellement désirer aux chefs des sections proprement genevoises la création d'une caisse unique.

Nous nous empressons d'ajouter qu'il n'entrait dans ce désir aucune arrière-pensée cupide. Au contraire, nous constatons avec |96 bonheur que les ouvriers de la Fabrique ne se sont jamais montrés avares, et qu'ils ont toujours soutenu de grand cœur, largement, de leur bourse toutes les associations ouvrières, tant genevoises et suisses qu'étrangères, qui, forcées de faire grève, ont fait appel à leurs concours matériel et moral. Ce que nous leur reprochons, ce n'est donc pas l'avarice, c'est l'étroitesse et souvent même la brutalité de leur vanité genevoise, c'est leur tendance à une domination exclusive ; nous leur reprochons d'être entrés dans l'Internationale non pour y noyer leur particularisme patriotique dans une large solidarité humaine, mais pour lui imprimer au contraire un caractère exclusivement genevois ; pour subordonner cette grande masse d'ouvriers étrangers qui en font partie, et qui en furent même les premiers fondateurs à Genève, à la direction absolue de leurs chefs et, par l'intermédiaire de ceux-ci, à celle de leur bourgeoisie radicale, dont ils ne sont eux-mêmes, plus ou moins, que les instruments aveugles, les dupes.

Toutes ces questions furent discutées, avec le secret qui convient aux délibérations gouvernementales, au sein du Comité central de Genève, et le menu peuple, la masse de l'Association Internationale, ne fut jamais que très imparfaitement informé des luttes qui se produisirent dans cette Haute Chambre des sénateurs. Pourtant elles se reproduisirent, non sans doute |97 dans leur franche plénitude, mais incidemment et plus ou moins masquées, tant dans les *assemblées générales* que dans les séances mensuelles de la *Section centrale* [18]. Dans les unes comme dans l'autre, le défenseur ardent des vrais principes de l'Internationale, de l'indépendance et de la dignité des ouvriers en bâtiment et des droits souverains de la « canaille populaire »évidemment menacés par l'ambition croissante et par les empiétements de pouvoir de messieurs les sénateurs des comités, le compagnon Brosset, fut puissamment soutenu par les compagnons Serno-Soloviévitch, Perron, Ph. Becker, Guétat, Monchal, Lindegger, et quelques autres encore, parmi lesquels il ne faut pas oublier M. Henri Perret, le perpétuel secrétaire général de l'Internationale de Genève, qui, avec le tact propre aux hommes d'État, dans toutes les discussions publiques, quelles que soient d'ailleurs ses opinions privées, s'arrange toujours de manière à sembler partager l'avis de la majorité [19].

18 « Outre les sections de métier, il existait à Genève une section dite *Section centrale*, qui avait été la section mère de l'Internationale, et dans laquelle les ouvriers du bâtiment avaient été d'abord en grande majorité. Plus tard, quand se formèrent de nouvelles sections de métier, les ouvriers du bâtiment se retirèrent de la Section centrale, qui devint alors un petit cénacle dans lequel régnaient en maîtresses la réaction et l'intrigue de la Fabrique. » (*Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 67.)

19 « L'attitude équivoque et indécise des ouvriers de la Fabrique, demi-bourgeois électrisés un moment par la lutte (la grande grève d'avril 1868), mais qui tendaient à se rapprocher de la bourgeoisie, était représentée à merveille par le secrétaire du Comité central genevois (devenu en 1869 secrétaire du Comité fédéral romand), Henri Perret,

Dans les grandes *assemblées publiques*, ce furent naturellement les idées les plus larges, les opinions généreuses qui l'emportèrent toujours. La plupart du temps, lorsque l'esprit des masses n'a pas été depuis longtemps faussé par une propagation intéressée et habile de calomnies et de mensonges, il s'établit dans les réunions populaires une sorte d'instinct collectif qui les pousse irrésistiblement vers le juste, vers le vrai, et qui est si puissant que même les individus les plus récalcitrants se laissent entraîner par lui. Les intrigants, les habiles, tout-puissants dans les conciliabules plus ou moins occultes des |98 comités, perdent ordinairement une grande partie de leur assurance devant ces grandes assemblées où le bon sens populaire, appuyé par cet instinct, fait justice de leurs sophismes. Il s'y manifeste généralement une telle contagion de justice et de vérité, qu'il est arrivé fort souvent que dans les assemblées générales de toutes les sections, même une grande quantité d'ouvriers de la Fabrique, — le menu peuple des sections proprement genevoises, — entraînés par l'enthousiasme commun, votèrent des résolutions contraires aux idées et aux mesures proposées par leurs chefs.

Aussi, comme nous l'avons d'ailleurs déjà fait observer, ces assemblées générales ne furent jamais favorisées par ces derniers, qui leur préférèrent toujours les *assemblées des comités de toutes les sections*. Assemblées gouvernementales et occultes s'il en fut, presque toujours tenues à huis-clos, celles-là sont inaccessibles au peuple de l'Internationale. Seuls les

---

ouvrier graveur, qui subit d'abord l'influence de Brosset, de Perron, de Bakounine, et se montra un révolutionnaire à tous crins aussi longtemps que le courant populaire lui sembla aller de ce côté ; et qui plus tard, lorsque décidément les meneurs de la Fabrique eurent pris le dessus et donnèrent le ton à Genève, changea subitement de langage, renia ses anciens amis et les principes qu'il avait affichés si haut, et se fit l'instrument complaisant de la réaction et de l'intrigue marxiste. » (*Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 47.) Henri Perret devint plus tard secrétaire de l'Association politique ouvrière genevoise, et enfin, en 1877, en récompense des services rendus, il fut nommé secrétaire de commissaire de police avec 2,400 francs de traitement.

membres, plus ou moins permanents et invariables, des comités des sections ont droit d'y prendre part. Réunis en assemblée privée et fermée, ils constituent ensemble la véritable aristocratie gouvernementale de l'Association. C'est une vérité nombre de fois constatée, qu'il suffit à un homme, même le plus libéral et le plus largement populaire, de faire partie d'un gouvernement quelconque, pour qu'il change de nature ; à moins qu'il ne se retrempe très souvent dans l'élément populaire, à moins qu'il ne soit astreint à une transparence et à une |99 publicité permanentes, à moins qu'il ne soit soumis au régime salutaire, continu, du contrôle et de la critique populaire qui doit lui rappeler toujours qu'il n'est point le maître, ni même le tuteur des masses, mais seulement leur mandataire ou leur fonctionnaire élu et à tout instant révocable, il court inévitablement le risque de se gâter dans le commerce exclusif d'aristocrates comme lui, et de devenir un sot prétentieux et vaniteux, tout bouffi du sentiment de sa ridicule importance.

Voilà le sort auquel s'étaient condamnés les membres des comités de l'Internationale de Genève, en refusant au peuple l'accès de leurs réunions. L'esprit qui présidait à ces réunions devait être nécessairement opposé à celui qui régnait dans les assemblées populaires : autant ce dernier était généreux et large, autant le premier devait être étroit. Ce ne pouvait plus être l'instinct des grandes idées et des grandes choses, c'était nécessairement celui d'une fausse sagesse, de misérables calculs et de mesquines habiletés. C'était en un mot un esprit autoritaire et gouvernemental : non celui des prinpaux représentants de la grande masse de l'Internationale, mais celui des meneurs de la Fabrique genevoise.

On comprend que ces Messieurs aiment beaucoup ces assemblées des comités. C'est un terrain tout favorable pour le plein déploiement de leurs habiletés genevoises ; ils y règnent en maîtres, et ils en ont |100 largement fait usage pour endoctriner, pour discipliner dans leur sens et, s'il nous était permis de nous exprimer ainsi, pour « engenevoiser » tous les membres principaux des comités des sections étrangères, pour

faire passer peu à peu dans leur esprit et dans leurs cœurs les instincts gouvernementaux et bourgeois dont eux-mêmes ils sont toujours animés. En effet, ces assemblées des comités des sections leur offraient l'avantage de pouvoir connaître personnellement les membres les plus marquants et les plus influents de ces sections, et il leur suffisait de convertir ces membres à leur politique pour devenir les maîtres absolus de toutes les sections.

Aussi avons-nous vu qu'avant janvier 1869, époque à laquelle les nouveaux statuts votés par le premier Congrès romand entrèrent en vigueur, ce furent non les assemblées générales, mais les assemblées des comités qui furent considérées, par le parti de la réaction genevoise, comme la suprême instance légale de l'Internationale de Genève. Les assemblées générales, d'ailleurs, n'étaient ni régulières ni fréquentes. On ne les convoquait que pour des cas extraordinaires, et alors leur ordre du jour, déterminé d'avance, était toujours si bien rempli qu'il n'y restait que bien peu de temps pour la discussion des questions de principes.

Mais il y avait un autre terrain sur lequel ces questions pouvaient être débattues avec beaucoup plus de liberté : c'étaient les assemblées mensuelles et quelquefois même extraordinaires de la *Section centrale*.

La Section centrale, avons-nous dit, avait été le germe, le premier corps constitué de l'Association Internationale à Genève ; elle en aurait dû rester l'âme, l'inspiratrice et la propagandiste permanente. C'est dans ce sens, sans doute, qu'on l'a appelée souvent la « Section de l'initiative ». Elle avait créé l'Internationale à Genève, elle devait en conserver et en développer l'esprit. Toutes les autres sections étant des sections corporatives, les ouvriers s'y trouvent réunis et organisés non par l'idée, mais par le fait et par les nécessités mêmes de leur travail identique. Ce fait économique, celui d'une industrie spéciale et des conditions particulières de l'exploitation de cette industrie par le capital, la solidarité intime et toute particulière d'intérêts, de besoins, de souffrances, de situation et

d'aspirations qui existe entre tous les ouvriers qui font partie de la même section corporative, tout cela forme la base réelle de leur association. L'idée vient après, comme l'explication ou comme l'expression équivalente du développement et de la conscience collective et réfléchie de ce fait.

Un ouvrier n'a besoin d'aucune grande préparation intellectuelle pour devenir membre de la section corporative qui représente son métier. Il en est déjà membre |102 avant même qu'il ne le sache, tout naturellement. Ce qu'il lui faut savoir, c'est d'abord qu'il s'échine et s'épuise en travaillant, et que ce travail qui le tue, suffisant à peine pour nourrir sa famille et pour renouveler pauvrement ses forces déperdues, enrichit son patron, et que par conséquent ce dernier est son exploiteur impitoyable, son oppresseur infatigable, son ennemi, son maître, auquel il ne doit autre chose que la haine et la révolte de l'esclave, sauf à lui accorder plus tard, une fois qu'il l'aura vaincu, la justice et la fraternité de l'homme libre.

Il doit savoir aussi, chose qui n'est pas difficile à comprendre, que seul il est impuissant contre son maître, et que, pour ne point se laisser écraser par lui, il doit s'associer tout d'abord avec ses camarades d'atelier, leur être fidèle quand même dans toutes les luttes qui s'élèvent dans l'atelier contre ce maître.

Il doit encore savoir que l'union des ouvriers d'un même atelier ne suffit pas, qu'il faut que tous les ouvriers du même métier, travaillant dans la même localité, soient unis. Une fois qu'il sait cela, — et, à moins qu'il ne soit excessivement bête, l'expérience journalière doit le lui apprendre bientôt, — il devient consciemment un membre dévoué de sa section corporative. Cette dernière est déjà constituée comme fait, mais elle n'a pas encore la conscience internationale, elle n'est encore qu'un fait |103 tout local. La même expérience, cette fois collective, ne tarde pas à briser dans l'esprit de l'ouvrier le moins intelligent les étroitesses de cette solidarité exclusivement locale. Survient une crise, une grève. Les ouvriers du même métier, dans un endroit quelconque, font cause

commune, exigent de leurs patrons soit une augmentation de salaire, soit une diminution d'heures de travail. Les patrons ne veulent pas les accorder ; et comme ils ne peuvent se passer d'ouvriers, ils en font venir soit des autres localités ou provinces du même pays, soit même des pays étrangers. Mais dans ces pays, les ouvriers travaillent davantage pour un moindre salaire ; les patrons peuvent donc vendre leurs produits à meilleur marché, et par là même, faisant concurrence aux produits du pays où les ouvriers gagnent davantage avec moins de peine, ils forcent les patrons de ce pays à réduire le salaire et à augmenter le travail de leurs ouvriers ; d'où il résulte qu'à la longue la situation relativement supportable des ouvriers dans un pays ne peut se maintenir qu'à la condition qu'elle soit également supportable dans tous les autres pays. Tous ces phénomènes se répètent trop souvent pour qu'ils puissent échapper à l'observation des ouvriers les plus simples. Alors ils finissent par comprendre que pour se garantir contre l'oppression exploiteuse et toujours croissante des patrons, il ne leur suffit pas d'organiser une solidarité locale, qu'il faut faire entrer dans cette solidarité tous les ouvriers du même métier, travaillant non seulement dans la même province ou dans le même pays, mais dans tous les pays, et surtout dans ceux qui sont plus particulièrement liés par des rapports de commerce et d'industrie entre eux. Alors se constitue l'organisation non locale, ni même seulement nationale, mais réellement *internationale*, du même corps de métier.

Mais ce n'est pas encore l'organisation des travailleurs en général, ce n'est encore que l'organisation internationale d'un seul |104 corps de métier. Pour que l'ouvrier non instruit reconnaisse la solidarité réelle qui existe nécessairement entre tous ces corps de métier, dans tous les pays du monde, il faut que d'autres ouvriers, dont l'intelligence est plus développée et qui possèdent quelques notions de la science économique, viennent à son aide. Non que l'expérience journalière lui manque sur ce point, mais parce que les phénomènes économiques par lesquels se manifeste cette indubitable

solidarité sont infiniment plus compliqués, de sorte que leur sens véritable peut échapper et échappe en effet fort souvent aux ouvriers moins instruits.

En supposant que la solidarité internationale soit parfaitement établie dans un seul corps de métier, et qu'elle ne le soit pas dans les autres, il en résultera nécessairement ceci, que dans cette industrie le salaire des ouvriers sera plus élevé et les heures de travail seront moindres que dans toutes les autres industries. Et comme il a été prouvé que, en conséquence de la concurrence que les capitalistes et les patrons se font entre eux, le véritable profit des uns comme des autres n'a d'autre source que la modicité relative des salaires et le nombre aussi grand que possible des heures de travail, il est clair que, dans l'industrie dont les ouvriers seront internationalement solidaires, les capitalistes et les patrons gagneront moins que dans toutes les autres ; par suite de quoi, peu à peu, les capitalistes transporteront leurs capitaux et les patrons leurs crédits et leur activité exploitante |105 dans les industries moins ou pas du tout organisées. Mais cela aura pour conséquence nécessaire de diminuer dans l'industrie internationalement organisée la demande des travailleurs, et cela empirera naturellement la situation de ces travailleurs, qui seront forcés, pour ne point mourir de faim, de travailler davantage et de se contenter d'un moindre salaire. D'où il résulte que les conditions du travail ne peuvent ni empirer ni s'améliorer dans aucune industrie sans que les travailleurs de toutes les autres industries ne s'en ressentent bientôt [20], et que tous les corps de métier dans tous les pays du monde sont réellement et indissolublement solidaires.

Cette solidarité se démontre par la science autant que par l'expérience, la science n'étant d'ailleurs rien que l'expérience universelle mise en relief, comparée, systématisée et duement expliquée. Mais elle se manifeste encore au monde ouvrier par la sympathie mutuelle, profonde et passionnée, qui, à mesure

20 Le passage qui suit, à partir d'ici jusqu'à la ligne 15 de la p. 63, a été cité au tome II de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, p. 164.

que les faits économiques se développent et que leurs conséquences politiques et sociales, toujours de plus en plus amères pour les travailleurs de tous les métiers, se font sentir davantage, croît et devient plus intense dans le cœur du prolétariat tout entier. Les ouvriers de chaque métier et de chaque pays, avertis, d'un côté, par le concours matériel et moral que, dans les époques de luttes, ils trouvent dans les ouvriers de tous les autres métiers et de tous les autres pays, et, de |106 l'autre, par la réprobation et par l'opposition systématique et haineuse qu'ils rencontrent, non seulement de la part de leurs propres patrons, mais aussi des patrons des industries les plus éloignées de la leur, de la part de la bourgeoisie tout entière, arrivent à la connaissance parfaite de leur situation et des conditions premières de leur délivrance. Ils voient que le monde social est réellement partagé en trois catégories principales : 1° les innombrables millions de prolétaires exploités ; 2° quelques centaines de milliers d'exploiteurs du second et même du troisième ordre ; et 3° quelques milliers, ou tout au plus quelques dizaines de milliers, de gros hommes de proie ou capitalistes bien engraissés qui, en exploitant directement la seconde catégorie et indirectement, au moyen de celle-ci, la première, font entrer dans leurs poches immenses au moins la moitié des bénéfices du travail collectif de l'humanité tout entière.

Du moment qu'un ouvrier est parvenu à s'apercevoir de ce fait spécial et constant, quelque peu développée que soit son intelligence, il ne peut manquer de comprendre bientôt que, s'il existe pour lui un moyen de salut, ce moyen ne peut être que l'établissement et l'organisation de la plus étroite solidarité pratique entre les prolétaires du monde entier, sans différence d'industries et de pays, dans la lutte contre la bourgeoisie exploitante.

|107 Voilà donc la base de la grande *Association Internationale des Travailleurs* toute trouvée. Elle nous a été donnée non par une théorie issue de la tête d'un ou de quelques penseurs profonds, mais bien par le développement réel des

faits économiques, par les épreuves si dures que ces faits font subir aux masses ouvrières, et par les réflexions, les pensées qu'ils font tout naturellement surgir dans leur sein. Pour que l'Association ait pu être fondée, il avait fallu que tous ces éléments nécessaires qui la constituent : faits économiques, expériences, aspirations et pensées du prolétariat, se fussent déjà développés à un degré assez intense pour lui former une base solide. Il avait fallu qu'au sein même du prolétariat il se trouvât déjà, parsemés dans tous les pays, des groupes ou associations d'ouvriers assez avancés pour pouvoir prendre l'initiative de ce grand mouvement de la délivrance du prolétariat. Après quoi vient sans doute l'initiative personnelle de quelques individus intelligents et dévoués à la cause populaire.

Nous saisissons cette occasion pour rendre hommage aux illustres chefs du parti des communistes allemands, aux citoyens Marx et Engels surtout, aussi bien qu'au citoyen Ph. Becker, notre ci-devant ami, maintenant notre adversaire implacable [21], qui furent, *autant qu'il est donné à des individus de créer quelque chose*, les véritables créateurs de l'Association Internationale. Nous le faisons avec d'autant plus de plaisir, que |108 nous nous verrons forcés de les combattre bientôt. Notre estime pour eux est sincère et profonde, mais elle ne va pas jusqu'à l'idolâtrie et ne nous entraînera jamais à prendre vis-à-vis d'eux le rôle d'esclaves. Et, tout en continuant à rendre pleine justice aux immenses services qu'ils ont rendus et qu'ils rendent même encore aujourd'hui à l'Association Internationale, nous combattrons à outrance leurs fausses théories autoritaires, leurs velléités dictatoriales, et cette manie d'intrigues souterraines, de rancunes vaniteuses, de misérables animosités personnelles, de sales injures et d'infâmes calomnies, qui caractérise d'ailleurs les luttes politiques de presque tous les Allemands, et qu'ils ont malheureusement apportées avec eux dans l'Association Internationale [22].

21 Voir plus loin, pages 182, 203 (note), 278, 280. (du fac-similé)

22 Ici finit le passage cité dans *L'Internationale, Documents et Souvenirs.*

Il ne suffit pas que la masse des ouvriers soit arrivée à comprendre que, s'il existe un moyen de délivrance pour elle, ce moyen ne peut être que la solidarité internationale du prolétariat ; il faut encore qu'elle ait foi dans l'efficacité réelle, immanquable de ce moyen de salut, qu'elle ait foi dans la possibilité de sa prochaine délivrance. Cette foi est une affaire de tempérament, et de disposition de cœur et d'esprit collective. Le tempérament est donné aux différents peuples par la nature, mais il se développe par leur histoire. La disposition collective du prolétariat est toujours le double produit de tous les événements antérieurs, d'abord, |109 et ensuite et surtout de sa situation économique et sociale présente.

Dans les années 1863 et 1864, époque de la fondation de l'Internationale, il s'est produit dans presque tous les pays de l'Europe, et surtout dans ceux où l'industrie moderne se trouve le plus développée, en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne et en Suisse, deux faits qui en ont facilité et presque rendu nécessaire la création. Le premier, ce fut le réveil simultané de l'esprit, du courage, du tempérament ouvriers dans tous ces pays, après douze ou même quinze ans d'un affaissement qui avait été le résultat de la terrible débâcle de 1851 et de 1848. Le second fait fut celui du développement merveilleux de la richesse bourgeoise et, comme son accompagnement obligé, de la misère ouvrière dans tous ces pays. Ce fut l'aiguillon, et le tempérament, l'esprit renaissant donna la foi.

Mais, comme il arrive souvent, cette confiance renaissante ne se manifesta pas d'un seul coup dans la masse tout entière du prolétariat. Parmi tous les pays de l'Europe, il n'y en eut d'abord que deux, puis trois et quatre, puis cinq, où elle se fit jour ; dans ces pays privilégiés même, ce ne fut pas sans doute toute la masse, mais un petit nombre seulement de petites associations ouvrières excessivement clairsemées qui sentirent renaître en elles une confiance suffisante pour

— La correspondance de Marx, d'Engels et de Becker avec Sorge, publiée en 1906, justifie pleinement cette appréciation de Bakounine.

recommencer la lutte ; et dans ces associations mêmes ce furent d'abord quelques rares individus, les plus intelligents, | 110 les plus énergiques, les plus dévoués, et, en grande partie, déjà éprouvés et développés par les luttes précédentes, qui, pleins d'espérance et de foi, et se dévouant de nouveau, eurent le courage de prendre l'initiative du nouveau mouvement.

Ces individus, incidemment réunis à Londres en 1864, pour une question politique du plus haut intérêt, la question polonaise, mais absolument étrangère à celle de la solidarité internationale du travail et des travailleurs, formèrent, sous l'influence immédiate des premiers fondateurs de l'Internationale, le premier noyau de cette grande association. Puis, retournés chez eux, en France, en Belgique, en Allemagne et en Suisse, ils constituèrent, chacun dans leurs pays respectifs, des noyaux correspondants [23]. Ce fut ainsi que furent créées dans tous ces pays les premières *Sections centrales*.

Les Sections centrales ne représentent spécialement aucune industrie, puisque les ouvriers les plus avancés de toutes les industries possibles s'y trouvent réunis. Que représentent-elles donc ? L'idée même de l'Internationale. Quelle est leur mission ? Le développement et la propagande de cette idée. Et cette idée, quelle est-elle ? C'est l'émancipation non seulement des travailleurs de telle industrie ou de tel pays, mais de toutes les industries possibles et de tous les pays du monde, c'est l'émancipation générale de tous ceux, dans le monde, qui, gagnant péniblement leur misérable existence quotidienne par un travail productif quelconque, sont économiquement |111 exploités et politiquement opprimés par le capital ou plutôt par les propriétaires et par les

23 Bakounine fait ici une erreur. Au meeting de Saint Martin's Hall, le 28 septembre 1864, il n'y avait pas eu de représentants de la Belgique, de l'Allemagne et de la Suisse qui fussent ensuite « retournés chez eux » pour y fonder des sections. Les Allemands et les Suisses présents, comme Eccarius, Lessner, Jung (il n'y avait pas de Belges, croyons-nous), étaient domiciliés à Londres. Seuls, les ouvriers parisiens avaient envoyé à ce meeting des délégués, qui furent le ciseleur Tolain, le monteur en bronze Perrachon, le passementier A. Limousin.

intermédiaires privilégiés du capital. Telle est la force négative, belliqueuse ou révolutionnaire de l'idée. Et la force positive ? C'est la fondation d'un monde social nouveau, assis uniquement sur le travail émancipé, et se créant de lui-même, sur les ruines du monde ancien, par l'organisation et par par la fédération libre des associations ouvrières, délivrées du joug, tant économique que politique, des classes privilégiées.

Ces deux côtés de la même question, l'un négatif et l'autre positif, sont inséparables. Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre de choses qui devrait selon lui succéder à celui qui existe présentement ; et plus cette imagination est vivante en lui, plus sa force destructive devient puissante ; et plus elle s'approche de la vérité, c'est-à-dire plus elle est conforme au développement nécessaire du monde social actuel, plus les effets de son action destructive deviennent salutaires et utiles. Car l'action destructive est toujours déterminée, non seulement dans son essence et dans le degré de son intensité, mais encore dans ses modes, dans ses voies et dans les moyens qu'elle emploie, par l'idéal positif qui constitue son inspiration première, son âme.

Ce qui est excessivement remarquable, et ce qui d'ailleurs a été beaucoup de fois observé et constaté par un grand nombre d'écrivains de tendances très diverses, c'est |112 qu'aujourd'hui, seul le prolétariat possède un idéal positif vers lequel il tend avec toute la passion, à peu près vierge encore, de son être ; il voit devant lui une étoile, un soleil qui l'éclaire, qui le réchauffe déjà, au moins dans son imagination, dans sa foi, et qui lui montre avec une clarté certaine la voie qu'il doit suivre, tandis que toutes les classes privilégiées et soi-disant éclairées se trouvent plongées en même temps dans une obscurité désolante, effrayante. Elles ne voient plus rien devant elles, ne croient et n'aspirent plus à rien, et ne veulent rien que la conservation éternelle du *statu quo*, tout en reconnaissant que le *statu quo* ne vaut rien. Rien ne prouve mieux que ces classes sont condamnées à mourir et que l'avenir appartient au prolétariat. Ce sont les « barbares » (les prolétaires) qui

représentent aujourd'hui la foi dans les destinées humaines et l'avenir de la civilisation, tandis que les « civilisés » ne trouvent plus leur salut que dans la barbarie : massacre des communards et retour au pape. Tels sont les deux derniers mots de la civilisation privilégiée.

Les sections centrales sont les centres actifs et vivants où se conserve, se développe et s'explique la foi nouvelle. Aucun n'y entre comme ouvrier spécial de tel ou tel métier, en vue de l'organisation particulière de ce métier ; tous n'y entrent que comme des travailleurs en général, en vue de l'émancipation et de l'organisation générale du travail et du monde social nouveau fondé sur le travail, dans tous les pays. Les ouvriers qui en |113 font partie, déposant sur le seuil leur caractère d'ouvriers spéciaux ou « réels », dans le sens de la spécialité, s'y présentent comme des travailleurs « en général ». Travailleurs de quoi ? Travailleurs de l'idée, de la propagande et de l'organisation de la puissance tant économique que militante de l'Internationale : travailleurs de la Révolution sociale.

On voit que les sections centrales présentent un caractère tout à fait différent de celui des sections de métier, et même diamétralement opposé. Tandis que ces dernières, suivant la voie du développement naturel, commencent par le fait pour arriver à l'idée, les sections centrales, suivant au contraire celle du développement idéal ou abstrait, commencent par l'idée pour arriver au fait. Il est évident qu'en opposition à la méthode si complètement réaliste ou positive des sections de métier, la méthode des sections centrales se présente comme artificielle et abstraite. Cette manière de procéder de l'idée au fait est précisément celle dont se sont éternellement servis les idéalistes de toutes les écoles, théologiens et métaphysiciens, et dont l'impuissance finale a été constatée par l'histoire. Le secret de cette impuissance réside dans l'impossibilité absolue qu'il y a, en partant de l'idée abstraite, d'arriver au fait réel et concret.

S'il n'y avait eu dans l'Association Internationale des Travailleurs que des sections centrales, il n'y a pas de doute qu'elle n'aurait |114 pas atteint même la centième partie de la

puissance si sérieuse dont elle se glorifie maintenant. Les sections centrales auraient été autant d'académies ouvrières où se seraient éternellement débattues toutes les questions sociales, y compris naturellement celle de l'organisation du travail, mais sans la moindre tentative sérieuse ni même sans aucune possibilité de réalisation ; et cela par cette raison très simple que le travail « en général » n'est qu'une idée abstraite qui ne trouve sa « réalité » que dans une diversité immense d'industries spéciales, dont chacune a sa nature propre, ses conditions propres, qui ne peuvent être devinées et encore moins déterminées par la pensée abstraite, mais qui, ne se manifestant que par le fait de leur développement réel, peuvent seules déterminer leur équilibre particulier, leurs rapports et leur place dans l'organisation générale du travail, — organisation qui, comme toutes les choses générales, doit être la résultante toujours reproduite de nouveau par la combinaison vivante et réelle de toutes les industries particulières, et non leur principe abstrait, violemment et doctrinairement imposé, comme le voudraient les communistes allemands, partisans de l'*État populaire*.

S'il n'y avait eu dans l'Internationale que des sections centrales, elles auraient probablement réussi encore à former des conspirations populaires pour le renversement de l'ordre de choses actuel, des conspirations |115 d'intention, mais trop impuissantes pour atteindre leur but, parce qu'elles n'auraient jamais pu entraîner et recevoir dans leur sein qu'un très petit nombre d'ouvriers, les plus intelligents, les plus énergiques, les plus convaincus et les plus dévoués. L'immense majorité, les millions de prolétaires, serait restée en dehors, et, pour renverser et détruire l'ordre politique et social qui nous écrase aujourd'hui, il faut le concours de ces millions.

Seuls les individus, et seulement un très petit nombre d'individus, se laissent déterminer par l'« idée » abstraite et pure. Les millions, les masses, non pas seulement dans le prolétariat, mais aussi dans les classes éclairées et privilégiées, ne se laissent jamais entraîner que par la puissance et par la

logique des « faits », ne comprenant et n'envisageant la plupart du temps que leurs intérêts immédiats ou leurs passions du moment, toujours plus ou moins aveugles. Donc, pour intéresser et pour entraîner tout le prolétariat dans l'œuvre de l'Internationale, il fallait et il faut s'approcher de lui non avec des idées générales et abstraites, mais avec la compréhension réelle et vivante de ses maux réels ; et ses maux de chaque jour, bien que présentant pour le penseur un caractère général, et bien qu'étant en réalité des effets particuliers de causes générales et permanentes, sont infiniment divers, prennent une multitude d'aspects différents, produits par une multitude de causes passagères et partielles. Telle est la réalité quotidienne de ces maux. Mais la masse du prolétariat, |116 qui est forcée de vivre au jour le jour, et qui trouve à peine un moment de loisir pour penser au lendemain, saisit les maux dont elle souffre, et dont elle est éternellement la victime, précisément et exclusivement dans cette réalité, et jamais ou presque jamais dans leur généralité.

Donc, pour toucher le cœur et pour conquérir la confiance, l'assentiment, l'adhésion, le concours du prolétaire non instruit, — et l'immense majorité du prolétariat est malheureusement encore de ce nombre, — il faut commencer par lui parler, non des maux généraux du prolétariat international tout entier, ni des causes générales qui leur donnent naissance, mais de ses maux particuliers, quotidiens, tout privés. Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité qu'il habite ; de la dureté et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité qu'il y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille.

Et en lui proposant des moyens pour combattre ses maux et pour améliorer sa position, il ne faut point lui parler d'abord de ces moyens généraux et révolutionnaires qui constituent maintenant le programme d'action de l'Association Internationale des Travailleurs, tels que l'abolition de la

propriété individuelle héréditaire et l'institution de la propriété collective ; l'abolition du droit juridique et de l'État, et leur remplacement par l'organisation et par la fédération libre des associations productives ; |117 il ne comprendrait probablement rien à tous ces moyens, et même il se pourrait que, se trouvant sous l'influence d'idées religieuses, politiques et sociales que les gouvernements et les prêtres ont tâché de lui inculquer, il repoussât avec défiance et colère le propagandiste imprudent qui voudrait le convertir avec de tels arguments. Non, il ne faut lui proposer d'abord que des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser. Ces premiers moyens sont, nous l'avons déjà dit, l'établissement d'une solidarité complète de défense et de résistance, avec tous ses camarades d'atelier, contre leur patron ou leur maître commun ; et, ensuite, l'extension de cette solidarité à tous les ouvriers contre tous les patrons du même métier, dans la même localité, c'est-à-dire son entrée formelle comme membre solidaire et actif dans la section de son corps de métier, section affiliée à l'Association Internationale des Travailleurs.

Une fois entré dans la section, l'ouvrier néophyte y apprend beaucoup de choses. On lui explique que la même solidarité qui existe entre tous les membres de la même section est également établie entre toutes les différentes sections ou entre tous les corps de métier de la même localité ; que l'organisation de cette solidarité plus large, et embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que |118 les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux pour réduire à des conditions de plus en plus misérables tous les hommes forcés de gagner leur vie par leur travail. On lui explique ensuite que cette double solidarité des ouvriers du même métier d'abord, puis des ouvriers de tous les métiers ou bien de tous les corps de métier organisés en sections différentes, ne se limite pas seulement à la localité, mais, s'étendant bien loin, au delà de toutes les frontières, englobe tout le monde des travailleurs, le prolétariat de tous les

pays, puissamment organisé pour la défense, pour la guerre contre l'exploitation des bourgeois.

Du moment qu'il est devenu membre d'une section de l'Internationale, mieux que par les explications verbales qu'il y reçoit de ses camarades, il reconnaît bientôt toutes ces choses par sa propre expérience personnelle désormais inséparable et solidaire de celle de tous les autres membres de la section. Son corps de métier, poussé à bout par la cupidité et par la dureté des patrons, fait une grève. Mais chaque grève, pour des ouvriers qui ne vivent que de leurs salaires, est une épreuve excessivement douloureuse. Ils ne gagnent rien, mais leur famille, leurs enfants et leurs propres estomacs continuent de réclamer leur pain quotidien, et ils n'ont rien en réserve. La caisse de résistance qu'ils ont à grand peine réussi à former ne suffit pas à l'entretien de tout le monde, pendant une suite de jours et quelquefois même de semaines. Ils mourraient de faim ou bien ils seraient forcés de se soumettre aux plus dures conditions que voudraient leur imposer |119 l'avidité et l'insolence de leurs patrons, s'il ne leur venait un secours du dehors. Mais ce secours, qui le leur offrira ? Ce ne sont pas sans doute les bourgeois, qui sont tous ligués contre les ouvriers ; ce ne peuvent être que les ouvriers des autres métiers et des autres pays. Et en effet, voilà que ces secours arrivent, apportés ou envoyés par les autres sections de l'Internationale, tant de la localité que des pays étrangers. Une telle expérience, se renouvelant beaucoup de fois, démontre, mieux que toutes les paroles, la puissance bienfaisante de la solidarité internationale du monde ouvrier.

À l'ouvrier qui, pour avoir part aux avantages de cette solidarité, entre dans une section, on ne demande pas quels sont ses principes politiques ou religieux. On ne lui demande qu'une chose : Veut-il, avec les bienfaits de l'association, en accepter pour sa part toutes les conséquences, pénibles parfois, et tous les devoirs ? Veut-il rester quand même fidèle à la section dans toutes les péripéties de cette lutte d'abord exclusivement économique, et conformer désormais tous ses

actes aux résolutions de la majorité, en tant que ces résolutions auront un rapport soit direct, soit indirect à cette même lutte contre les patrons ? En un mot, la seule solidarité qu'on lui offre comme un bénéfice et qu'on lui impose en même temps comme un devoir, c'est, dans la plus large extension |120 de ce mot, la *solidarité économique*. Mais une fois cette solidarité sérieusement acceptée et bien établie, elle produit tout le reste, — tous les principes les plus sublimes et les plus subversifs de l'Internationale, les plus destructifs de la religion, du droit juridique et de l'État, de l'autorité tant divine qu'humaine, les plus révolutionnaires en un mot, au point de vue socialiste, n'étant rien que les développements naturels, nécessaires, de cette solidarité économique. Et l'immense avantage pratique des sections de métier sur les sections centrales consiste précisément en ceci, que ces développements, ces principes se démontrent aux ouvriers non par des raisonnements théoriques, mais par l'expérience vivante et tragique d'une lutte qui devient chaque jour plus large, plus profonde, plus terrible : de sorte que l'ouvrier le moins instruit, le moins préparé, le plus doux, entraîné toujours plus avant par les conséquences mêmes de cette lutte, finit par se reconnaître révolutionnaire, anarchiste et athée, sans savoir souvent lui-même comment il l'est devenu.

Il est clair que les sections de métier seules peuvent donner cette éducation pratique à leurs membres, et que seules par conséquent elles peuvent entraîner dans l'organisation de l'Internationale la masse du prolétariat, cette masse, avons-nous dit, sans le concours puissant de laquelle le triomphe de la révolution sociale ne sera jamais possible.

S'il n'y avait eu dans l'Internationale que des sections centrales, ce ne seraient |121 donc que des âmes sans corps, des rêves magnifiques mais sans réalisation possible.

Heureusement, les sections centrales, émanations du foyer principal qui s'était formé à Londres, avaient été fondées non par des bourgeois, non par des savants de profession, ni par des hommes politiques, mais par des ouvriers socialistes.

Les ouvriers, et c'est là leur immense avantage sur les bourgeois, grâce à leur situation économique, grâce aussi à ce que l'éducation doctrinaire, classique, idéaliste et métaphysique, qui empoisonne la jeunesse bourgeoise, les a épargnés jusqu'ici, ont l'esprit éminemment pratique et positif. Ils ne se contentent pas des idées, il leur faut des faits, et ils ne croient aux idées qu'en tant qu'elles s'appuient sur des faits. Cette heureuse disposition leur a permis d'éviter les deux écueils contre lesquels échouent toutes les tentatives révolutionnaires des bourgeois : l'académie, et la conspiration platonique. D'ailleurs le programme de l'Association Internationale des Travailleurs, rédigé à Londres et définitivement accepté par le Congrès de Genève (1866), en proclamant que l'*émancipation économique des classes ouvrières est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme un simple moyen* [24], et que *tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées*, leur indiquait clairement la seule voie qu'ils pouvaient, qu'ils devaient suivre.

Avant tout, ils devaient s'adresser aux masses |122 au nom de leur émancipation économique, non de la révolution politique ; au nom de leurs intérêts matériels d'abord, pour

24 Bakounine cite ce considérant des statuts généraux, non d'après le texte de la version française tel qu'il fut publié dès 1865 et adopté ensuite au Congrès de Genève en 1866, mais d'après un texte rectifié imprimé à Paris en mars 1870 par les soins de Paul Robin et de Paul Lafargue. Au moment où Robin revoyait les épreuves de cette nouvelle édition française, Lafargue lui signala des différences entre le texte français de 1865-1866 et le texte anglais, et ce fut sur l'observation de Lafargue que furent intercalés dans ce considérant les quatre mots *comme un simple moyen*, traduction des mots anglais *as a means*. Dans le texte français de 1865-1866, ce considérant est ainsi libellé : « L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ». Comme on le voit, Bakounine n'attachait alors aucune importance à la différence entre les deux textes, et probablement il ne l'avait même pas remarquée.

arriver plus tard à leurs intérêts moraux, les seconds, en tant qu'intérêts collectifs, n'étant toujours que l'expression et la conséquence logique des premiers. Ils ne pouvaient pas attendre que les masses vinssent les trouver, ils devaient donc aller les chercher là où elles se trouvent, dans leur réalité quotidienne, et cette réalité c'est le travail quotidien, spécialisé et divisé en corps de métiers. Ils devaient donc s'adresser aux différents corps de métier, déjà organisés plus ou moins par les nécessités du travail collectif dans chaque industrie particulière, pour les faire adhérer au but économique, à l'action commune de la grande Association des travailleurs de tous les pays, pour les affilier, en un mot, à [l'organisation générale de [25]] l'Internationale, tout en leur laissant leur autonomie et leur organisation particulières. Ce qui revient à dire que la première chose qu'ils devaient faire et qu'ils firent en effet, ce fut d'organiser, autour de chaque section centrale, autant de sections de métier qu'il y avait d'industries différentes.

Ce fut ainsi que les sections centrales, qui, dans chaque pays, représentent l'âme ou l'esprit de l'Internationale, se donnèrent un corps, devinrent des organisations réelles et puissantes. Beaucoup sont d'avis qu'une fois cette mission remplie, les sections centrales devaient se dissoudre, ne laissant plus exister que les sections de métiers. Selon nous, c'est une grande erreur. Car si les sections centrales seules, non entourées de |123... [26].

25 Les quatre mots « l'organisation générale de » ont été ajoutés par Bakounine après coup, en surcharge : il résulte de cette addition que l'expression *en un mot*, exacte quand la phrase se lisait : « pour les affilier, en un mot, à l'Internationale », a perdu son exactitude.

26 Le feuillet 123 du manuscrit n'existe plus. Il a été perdu à l'imprimerie vers la fin de 1871, après que le contenu des feuillets 123-139 eut été composé pour être inséré dans l'*Almanach du Peuple pour 1872* sous le titre de : *Organisation de l'Internationale.* Mais la presque totalité du texte de ce feuillet nous a été néanmoins conservée : en effet, les vingt-cinq premières lignes de l'article *Organisation de l'Internationale*, lignes commençant par ces mots : « La tâche immense que s'est imposée l'Association Internationale des Travailleurs... », se trouvaient sur le feuillet en question ; nous les reproduisons d'après l'*Almanach.* Il

. . . . . .
. . . . . .

La tâche immense que s'est imposée l'Association Internationale des Travailleurs, celle de l'émancipation définitive et complète des travailleurs et du travail populaire du joug de tous les exploiteurs de ce travail, des patrons, des détenteurs des matières premières et des instruments de production, en un mot de tous les représentants du capital, n'est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre sociale, philosophique et morale ; c'est aussi, si l'on veut, une œuvre éminemment politique, mais seulement dans le sens de la destruction de toute politique, par l'abolition des États.

Nous ne croyons pas avoir besoin de démontrer que dans l'organisation actuelle, politique, juridique, religieuse et sociale des pays les plus civilisés, l'émancipation économique des travailleurs est impossible, et que, par conséquent, pour l'atteindre et pour la réaliser pleinement, il faudra détruire toutes les institutions actuelles : État, Église, Forum juridique, Banque, Université, Administration, Armée et Police, qui ne sont en effet autre chose qu'autant de forteresses élevées par le privilège contre le prolétariat ; et il ne suffît pas de les renverser dans un seul pays, il faut les renverser |124 dans tous les pays, parce que, depuis la formation des États modernes au dix-septième et au dix-huitième siècle, il existe entre toutes ces institutions, à travers les frontières de tous les pays, une solidarité croissante et une très forte alliance internationale.

La tâche que l'Association Internationale des Travailleurs s'est imposée n'est donc pas moindre que celle de la liquidation complète du monde politique, religieux, juridique et social actuellement existant, et son remplacement par un monde économique, philosophique et social nouveau. Mais une

---

ne manque donc que trois ou quatre lignes, celles qui formaient la fin de la phrase dont le commencement se trouve au bas du feuillet 122.

entreprise aussi gigantesque ne pourrait jamais se réaliser, si elle n'avait à son service deux leviers également puissants, également gigantesques, et dont l'un complète l'autre : le premier, c'est l'intensité toujours croissante des besoins, des souffrances et des revendications économiques des masses ; le second, c'est la philosophie sociale nouvelle, philosophie éminemment réaliste et populaire, ne s'inspirant théoriquement que de la science réelle, c'est-à-dire expérimentale et rationnelle à la fois, et n'admettant d'autres bases que les principes humains, expression des instincts éternels des masses, ceux de l'égalité, de la liberté et de l'universelle solidarité.

Poussé par ses besoins, c'est au nom de ces principes que le peuple doit vaincre. Ces principes ne lui sont pas étrangers ni même nouveaux, dans ce sens que, comme nous venons de le dire, il les a de tout temps portés *instinctivement* en son sein. Il a toujours aspiré à son émancipation de tous les jougs qui l'ont | 125 asservi, et comme il est — lui, le travailleur, le nourricier de la société, le créateur de la civilisation et de toutes les richesses — le dernier esclave, le plus esclave de tous les esclaves ; et comme il ne peut s'émanciper sans émanciper tout le monde avec lui, il a toujours aspiré à l'émancipation de tout le monde, c'est-à-dire à l'universelle liberté. Il a toujours passionnément aimé l'égalité, qui est la condition suprême de sa liberté ; et malheureux, éternellement écrasé dans l'existence individuelle de chacun de ses enfants, il a toujours cherché son salut dans la solidarité. Jusqu'à présent, le bonheur solidaire ayant été inconnu ou au moins peu connu, et vivre heureux ayant signifié vivre égoïstement aux dépens d'autrui, par l'exploitation et par l'asservissement des autres, seuls les malheureux, et par conséquent plus qu'aucuns les masses populaires, ont senti et réalisé la fraternité.

Donc la science sociale, en tant que doctrine morale, ne fait autre chose que développer et formuler les instincts populaires. Mais entre ces instincts et cette science, il y a cependant un abîme qu'il s'agit de combler. Car si les instincts

justes avaient suffi à la délivrance des peuples, il y a longtemps qu'ils eussent été délivrés. Ces instincts n'ont pas empêché les masses d'accepter, dans le cours si mélancolique, si tragique de leur histoire, toutes les absurdités religieuses, politiques, |126 économiques, sociales dont elles ont été éternellement les victimes.

Il est vrai que les expériences cruelles par lesquelles elles ont été condamnées à passer n'ont pas été toutes perdues pour les masses. Ces expériences ont créé dans leur sein une sorte de conscience historique et de science traditionnelle et pratique, qui leur tient lieu très souvent de science théorique. Par exemple, on peut être certain aujourd'hui qu'aucun peuple de l'Occident de l'Europe ne se laissera plus entraîner ni par un charlatan religieux ou messianique nouveau ni par aucun fourbe politique. On peut dire aussi que le besoin d'une révolution économique et sociale se fait vivement sentir aujourd'hui dans les masses populaires de l'Europe, même les moins civilisées, et c'est là précisément ce qui nous donne foi dans le triomphe prochain de la Révolution sociale ; car si l'instinct collectif des masses ne s'était pas si clairement, si profondément, si résolument prononcé dans ce sens, il n'est pas de socialistes au monde, fussent-ils même des hommes du plus grand génie, qui eussent été capables de les soulever.

Les peuples sont prêts, ils souffrent beaucoup, et, qui plus est, ils commencent à comprendre qu'ils ne sont pas du tout obligés de souffrir, et, fatigués de tourner sottement leurs aspirations vers le ciel, ils ne sont plus disposés à montrer beaucoup |127 de patience sur la terre. Les masses, en un mot, indépendamment même de toute propagande, sont devenues consciemment socialistes. La sympathie universelle et profonde que la Commune de Paris a rencontrée dans le prolétariat de tous les pays en est une preuve.

Mais les masses, c'est la force, c'est au moins l'élément essentiel de toute force ; que leur manque-t-il donc pour renverser un ordre de choses qu'elles détestent ? Il leur manque deux choses : l'organisation et la science, les deux choses

précisément qui constituent aujourd'hui et qui ont toujours constitué la puissance de tous les gouvernements.

Donc, l'organisation, d'abord, qui d'ailleurs ne peut jamais s'établir sans le concours de la science. Grâce à l'organisation militaire, un bataillon, mille hommes armés peuvent tenir et tiennent effectivement en respect un million de peuple armé aussi, mais désorganisé. Grâce à l'organisation bureaucratique, l'État, avec quelques centaines de mille employés, enchaîne des pays immenses. Donc, pour créer une force populaire capable d'écraser la force militaire et civile de l'État, il faut organiser le prolétariat.

C'est ce que fait précisément l'Association Internationale des Travailleurs, et, le jour |128 où elle aura reçu et organisé dans son sein la moitié, le tiers, le quart, ou seulement la dixième partie du prolétariat de l'Europe, l'État, les États auront cessé d'exister. L'organisation de l'Internationale, ayant pour but non la création d'États ou de despotismes nouveaux, mais la destruction radicale de toutes les dominations particulières, doit avoir un caractère essentiellement différent de l'organisation des États. Autant cette dernière est autoritaire, artificielle et violente, étrangère et hostile aux développements naturels des intérêts et des instincts populaires, autant l'organisation de l'Internationale doit être libre, naturelle et conforme en tous points à ces intérêts et à ces instincts. Mais quelle est l'organisation naturelle des masses ? C'est celle qui est fondée sur les déterminations différentes de leur vie réelle, quotidienne, par les différentes espèces de travail, c'est l'organisation par corps de métiers, ou par sections de métier. Du moment que toutes les industries seront représentées dans l'Internationale, y compris les différentes exploitations de la terre, son organisation, l'organisation des masses populaires, sera achevée.

Car il suffit en effet qu'un ouvrier sur dix fasse *sérieusement* et *avec pleine connaissance de cause* partie de l'Association, pour que les neuf dixièmes restant en dehors de son organisation subissent néanmoins son influence invisible,

et dans les moments critiques, sans s'en douter eux-mêmes, obéissent |129 à sa direction, autant que cela est nécessaire pour le salut du prolétariat [27].

On pourrait nous objecter que cette manière d'organiser l'influence de l'Internationale sur les masses populaires semble vouloir établir, sur les ruines des anciennes autorités et des gouvernements existants, un système d'autorité et un gouvernement nouveaux. Mais ce serait là une profonde erreur. Le gouvernement de l'Internationale, si gouvernement il y a, ou plutôt son action organisée sur les masses, se distinguera toujours de tous les gouvernements et de l'action de tous les États par cette propriété essentielle, de n'être jamais que l'organisation de l'action — non officielle et non revêtue d'une autorité ou d'une force politique quelconque, mais tout à fait naturelle — d'un groupe plus ou moins nombreux d'individus inspirés par la même pensée et tendant vers le même but, d'abord sur l'opinion des masses, et seulement ensuite, par l'intermédiaire de cette opinion plus ou moins modifiée par la propagande de l'Internationale, sur leur volonté, sur leurs actes. Tandis que les gouvernements, armés d'une autorité, d'un pouvoir et d'une force matérielle, que les uns disent tenir de Dieu, les autres de leur intelligence supérieure, d'autres enfin de la volonté populaire elle-même, exprimée et constatée au moyen de ce tour de passe-passe qu'on appelle le suffrage universel, s'imposent violemment aux masses, les forcent à leur obéir, à exécuter leurs décrets, sans se donner même la plupart du temps |130 l'apparence de consulter leurs sentiments, leurs besoins et leur volonté [28]. Il y a entre la puissance de l'État et

27 Cet alinéa a été laissé de côté dans l'*Almanach du Peuple*.

28 Le passage qui finit ici, et qui commence vingt-cinq lignes plus haut, après les mots « une profonde erreur », a été omis dans l'*Almanach du Peuple*. Il y a été remplacé par celui-ci, qui en est un résumé : « Mais ce serait là une profonde erreur. L'action organisée de l'Internationale sur les masses se distinguera toujours de tous les gouvernements et de l'action de tous les États, par cette propriété essentielle de n'être que l'action naturelle, non officielle, d'une simple opinion, en dehors de toute autorité. »

celle de l'Internationale la même différence qui existe entre l'action officielle de l'État et l'action naturelle d'un club. L'Internationale n'a et n'aura jamais qu'une grande puissance d'opinion, et ne sera jamais que l'organisation de l'action naturelle des individus sur les masses, tandis que l'État et toutes les institutions de l'État : l'Église, l'université, le forum juridique, la bureaucratie, les finances, la police et l'armée, sans négliger sans doute de corrompre autant qu'elles le peuvent l'opinion et la volonté des sujets de l'État, en dehors même de cette opinion et de cette volonté, et le plus souvent contre elles, réclament leur obéissance passive, sans doute dans la mesure, toujours très élastique, reconnue et déterminée par les lois.

L'État, c'est l'autorité, la domination et la puissance organisées des classes possédantes et soi-disant éclairées sur les masses ; l'Internationale, c'est la délivrance des masses. L'État, ne voulant jamais et ne pouvant jamais vouloir rien que l'asservissement des masses, fait appel à leur soumission. L'Internationale, ne voulant autre chose que leur complète liberté, fait appel à leur révolte. Mais afin de rendre cette révolte puissante à son tour et capable de renverser la domination de l'État et des classes privilégiées, uniquement représentées par l'État, l'Internationale dut s'organiser. Pour atteindre ce but, elle emploie seulement deux moyens, qui, alors même qu'ils ne seraient |131 point toujours légaux, — la légalité n'étant la plupart du temps, dans tous les pays, autre chose que la consécration juridique du privilège, c'est-à-dire de l'injustice, — sont, au point de vue du droit humain, aussi légitimes l'un que l'autre. Ces deux moyens, nous l'avons dit, c'est d'abord la propagande de ses idées ; c'est ensuite l'organisation de l'action naturelle de ses membres sur les masses.

À quiconque prétendrait qu'une action ainsi organisée est encore un attentat à la liberté des masses, une tentative de créer une nouvelle puissance autoritaire, nous répondons qu'il n'est ou bien qu'un sophiste ou bien qu'un sot. Tant pis pour ceux qui ignorent la loi naturelle et sociale de la solidarité humaine, au point de s'imaginer que l'indépendance mutuelle absolue des

individus et des masses soit une chose possible, ou même désirable. La désirer, c'est vouloir l'anéantissement même de la société, car toute la vie sociale n'est autre chose que cette dépendance mutuelle incessante des individus et des masses. Tous les individus, même les plus intelligents, les plus forts, et surtout les intelligents et les forts, sont, à chaque instant de leur vie, à la fois les producteurs et les produits des volontés et de l'action des masses. La liberté même de chaque individu est la résultante, toujours de nouveau reproduite, de cette quantité d'influences matérielles, intellectuelles et morales que tous les individus qui l'entourent, que la société au milieu de laquelle il naît, se développe, et meurt, exercent sur lui. Vouloir échapper à cette influence, |132 au nom d'une liberté transcendante, divine, absolument égoïste et se suffisant à elle-même, c'est se condamner au non-être ; vouloir renoncer à l'exercer sur autrui, c'est renoncer à toute action sociale, à l'expression même de sa pensée et de ses sentiments, c'est encore aboutir au non-être ; cette indépendance tant prônée par les idéalistes et les métaphysiciens, et la liberté individuelle conçue dans ce sens, c'est donc le néant.

Dans la nature comme dans la société humaine, qui n'est encore autre chose que cette même nature, tout ce qui vit ne vit qu'à cette condition suprême d'intervenir de la manière la plus positive, et aussi puissamment que le comporte sa nature, dans la vie d'autrui. L'abolition de cette influence mutuelle serait donc la mort. Et quand nous revendiquons la liberté des masses, nous ne prétendons nullement abolir aucune des influences naturelles d'aucun individu ni d'aucun groupe d'individus qui exercent leur action sur elles. Ce que nous voulons, c'est l'abolition des influences artificielles, privilégiées, légales, officielles. Si l'Église et l'État pouvaient être des institutions privées, nous en serions les adversaires sans doute, mais nous ne protesterions pas contre leur droit d'exister. Mais nous protestons contre eux parce que, tout en étant sans doute des institutions privées dans ce sens qu'elles n'existent en effet que pour l'intérêt particulier des classes privilégiées, elles ne se

servent pas moins de la force collective des masses organisées dans ce but, pour s'imposer |133 autoritairement, officiellement, violemment aux masses. Si l'Internationale pouvait s'organiser en État, nous en deviendrions, nous ses partisans convaincus et passionnés, les ennemis les plus acharnés.

Mais c'est que précisément elle ne peut pas s'organiser en État ; elle ne le peut pas, d'abord, parce que, comme son nom l'indique assez, elle abolit toutes les frontières ; et il n'est point d'État sans frontières, la réalisation de l'État universel, rêvé par les peuples conquérants et par les plus grands despotes du monde, s'étant historiquement démontrée impossible. Qui dit État, dit donc nécessairement plusieurs États, — oppresseurs et exploiteurs au dedans, conquérants ou du moins réciproquement hostiles au dehors, — dit négation de l'humanité. L'État universel, ou bien l'État populaire dont parlent les communistes allemands, ne peut donc signifier qu'une chose : l'*abolition de l'État*.

L'Association Internationale des Travailleurs n'aurait point de sens si elle ne tendait pas invinciblement à l'abolition de l'État. Elle n'organise les masses populaires qu'en vue de cette destruction. Et comment les organise-t-elle ? Non de haut en bas, en imposant à la diversité sociale produite par la diversité du travail dans les masses, ou en imposant à la vie naturelle des masses, une unité ou un ordre factices, comme le font les États ; mais de bas en haut, au contraire, en prenant pour |134 point de départ l'existence sociale des masses, leurs aspirations réelles, et en les provoquant à se grouper, à s'harmoniser et à s'équilibrer conformément à cette diversité naturelle d'occupations et de situations, et en les y aidant. Tel est le but propre de l'organisation des sections de métier.

Nous avons dit que pour organiser les masses, pour établir d'une manière solide l'action bienfaisance de l'Association Internationale des Travailleurs sur elles, il suffirait à la rigueur qu'un seul ouvrier sur dix du même métier fît partie de la Section respective. Cela se conçoit aisément. Dans les

moments de grandes crises politiques ou économiques, où l'instinct des masses, chauffé jusqu'au rouge, s'ouvre à toutes les inspirations heureuses, où ces troupeaux d'hommes esclaves, ployés, écrasés, mais jamais résignés, se révoltent enfin contre leur joug, mais se sentent désorientés et impuissants parce qu'ils sont complètement désorganisés, dix, vingt ou trente hommes bien entendus et bien organisés entre eux, et qui savent où ils vont et ce qu'ils veulent, en entraîneront facilement cent, deux cents, trois cents ou même davantage. Nous l'avons vu récemment dans la Commune de Paris. L'organisation sérieuse, à peine commencée pendant le siège, n'y a pas été bien parfaite ni bien forte ; et pourtant elle a suffi pour créer une puissance de résistance formidable [29].

Que sera-ce donc quand l'Association Internationale sera mieux organisée ; quand elle comptera dans son sein un nombre beaucoup plus grand de sections, surtout beaucoup de sections |135 agricoles, et, dans chaque section, le double et le triple du nombre des membres qu'elles renferment présentement ? Que sera-ce surtout quand chacun de ses membres saura, mieux qu'il ne le sait à présent, le but final et les vrais principes de l'Internationale, aussi bien que les moyens de réaliser son triomphe ? L'Internationale deviendra une puissance irrésistible.

Mais pour que l'Internationale puisse acquérir réellement cette puissance, pour que la dixième partie du prolétariat, organisée par cette Association, puisse entraîner les neuf autres dixièmes, il faut que chaque membre [30], dans chaque section, soit beaucoup mieux pénétré des principes de l'Internationale qu'il ne l'est aujourd'hui. Ce n'est qu'à cette condition que dans les temps de paix et de calme il pourra remplir efficacement la mission de propagandiste et d'apôtre, et dans les temps de lutte

29 Cet alinéa et le suivant ont été laissés de côté dans l'*Almanach du Peuple*.

30 Le commencement de cet alinéa a pris, dans l'*Almanach du Peuple*, la forme suivante : « Mais pour que l'Internationale, ainsi organisée de bas en haut, devienne une force réelle, une puissance sérieuse, il faut que chaque membre… »

celle d'un chef révolutionnaire [31].

En parlant des principes de l'Internationale, nous n'en entendons pas d'autres que ceux qui sont contenus dans les considérants de nos statuts généraux votés par le Congrès de Genève (1866). Ils sont si peu nombreux, que nous demandons la permission de les récapituler ici :

1° *L'émancipation du travail doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ;

2° *Les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous* [les hommes vivant sur la terre] *des droits et des devoirs égaux et à anéantir toute domination de classe* ;

3° *L'assujettissement économique du travailleur à l'accapareur des matières premières et des instruments de travail est la source de la servitude dans toutes ses formes : misère sociale, dégradation mentale, soumission politique* ;

4° *Pour cette raison, l'émancipation économique des classes ouvrières est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme un simple moyen* ;

5° *L'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national ; au contraire, ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique* ;

6° *L'Association aussi bien que tous ses membres reconnaissent que la Vérité, la Justice, la Morale doivent être la base de leur conduite envers tous les hommes, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité* ;

7° *Enfin elle considère comme un devoir de réclamer les droits de l'homme et du citoyen non seulement pour les membres de l'Association, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs : « Pas de devoirs sans droits, pas de*

31 Aux mots : « celle d'un chef révolutionnaire », j'avais substitué, dans l'*Almanach*, ceux-ci : « celle d'un *vrai* révolutionnaire ».

droits sans devoirs [32]».

Nous savons maintenant tous que ce programme si simple, si juste, et qui exprime d'une manière si peu prétentieuse et si peu offensive les réclamations les plus légitimes |137 et les plus humaines du prolétariat, précisément parce qu'il est un programme exclusivement humain, contient en lui tous les germes d'une immense révolution sociale : le renversement de tout ce qui est et la création d'un monde nouveau.

Voilà ce qui doit être maintenant expliqué et rendu tout à fait sensible et clair à tous les membres de l'Internationale. Ce programme apporte avec lui une science nouvelle, une nouvelle philosophie sociale, qui doit remplacer toutes les anciennes religions, et une politique toute nouvelle, la politique internationale, et qui comme telle, nous nous empressons de le dire, ne peut avoir d'autre but que la destruction de tous les États. Pour que tous les membres de l'Internationale puissent remplir de façon consciente leur double devoir de propagandistes et de chefs naturels des masses dans la Révolution [33], il faut que chacun d'eux soit pénétré lui-même, autant que possible, de cette science, de cette philosophie et de cette politique. Il ne leur suffit pas de savoir et de dire qu'ils veulent l'émancipation économique des travailleurs, la jouissance intégrale de son produit pour chacun, l'abolition des classes et de l'assujettissement politique, la réalisation de la plénitude des droits humains, et l'équivalence parfaite des devoirs et des droits pour chacun, — l'accomplissement de l'humaine fraternité, en un mot. Tout cela est sans doute fort beau et fort juste, mais, si les ouvriers de l'Internationale s'arrêtent à ces grandes vérités, sans en approfondir les conditions, les conséquences et l'esprit, et s'ils se contentent de

32 Ce texte n'est pas la reproduction littérale des considérants des statuts : c'est un résumé, fait d'après la version française imprimée à Paris en 1870.

33 Cette phrase a été modifiée dans l'*Almanach* de la manière suivante : « Leur double devoir de propagandistes et de révolutionnaires ».

les répéter toujours et toujours dans cette forme générale, ils courent |138 bien le risque d'en faire bientôt des paroles creuses et stériles, des lieux communs incompris.

Mais, dira-t-on, tous les ouvriers, alors même qu'il sont des membres de l'Internationale, ne peuvent pas devenir des savants ; et ne suffit-il pas qu'au sein de Cette association il se trouve un groupe d'hommes qui possèdent, aussi complètement que cela se peut de nos jours, la science, la philosophie et la politique du socialisme, pour que la majorité, pour que le peuple de l'Internationale, en obéissant avec foi à leur direction et à leur *commandement fraternel* (style de M. Gambetta, le jacobin dictateur par excellence), puisse être certain de ne pas dévier de la voie qui doit le conduire à l'émancipation définitive du prolétariat ?

Voilà un raisonnement que nous avons assez souvent entendu, non ouvertement émettre, — on n'est ni assez sincère ni assez courageux pour cela, — mais développer sous main, avec toute sorte de réticences plus ou moins habiles et de compliments démagogiques adressés à la suprême sagesse et à l'omnipotence du peuple souverain, par le parti autoritaire, aujourd'hui triomphant, dans l'Internationale de Genève [34]. Nous l'avons toujours passionnément combattu, parce que nous sommes convaincus — et vous l'êtes sans doute avec nous, compagnons [35] — que, du moment que l'Association Internationale se partagerait en deux groupes : l'un comprenant l'immense majorité et composé de membres qui n'auraient pour toute science qu'une foi aveugle dans la sagesse théorique et pratique de leurs chefs, et l'autre composé seulement de quelques dizaines d'individus directeurs, cette institution qui doit émanciper l'humanité se transformerait | 139 elle-même en une sorte d'*État oligarchique*, le pire de tous les États ; et qui plus est, que cette minorité clairvoyante, savante, et habile, qui assumerait, avec toutes les

34 L'Almanach a modifié ainsi cette fin de phrase *: « Par le parti autoritaire dans l'Internationale ».*

35 L'Almanach *a supprimé les mots placés ici entre deux tirets.*

responsabilités, tous les droits d'un gouvernement d'autant plus absolu que son despotisme se cache soigneusement sous les apparences d'un respect obséquieux pour la volonté et pour les résolutions du peuple souverain, résolutions toujours inspirées par ce gouvernement lui-même à cette soi-disant volonté populaire ; que cette minorité, disons-nous, obéissant aux nécessités et aux conditions de sa position privilégiée et subissant le sort de tous les gouvernements, deviendrait bientôt et de plus en plus despotique, malfaisante et réactionnaire. C'est ce qui est précisément arrivé aujourd'hui dans l'Internationale de Genève [36].

L'Association Internationale ne pourra devenir un instrument d'émancipation pour l'humanité que lorsqu'elle sera d'abord émancipée elle-même, et elle ne ne le sera que lorsque, cessant d'être divisée en deux groupes, la majorité des instruments aveugles et la minorité des machinistes savants, elle aura fait pénétrer dans la conscience réfléchie de chacun de ses membres la science, la philosophie et la politique du socialisme [37].

La science sociale n'est qu'une tranche de la science unique, de la science totale, comme la société humaine elle-même n'est que le dernier développement connu de cet ensemble indéfini de choses réelles que nous appelons la nature. La science sociale, qui a pour objet |140 les lois générales du développement historique des sociétés humaines, — développement aussi fatal que celui de toutes les autres choses dans la nature, — est donc le vrai couronnement de la science naturelle. Par conséquent, elle suppose la connaissance préalable de toutes les autres sciences positives, ce qui paraît d'abord devoir la rendre absolument inaccessible à l'intelligence non cultivée du prolétariat.

Ou bien faudra-t-il attendre le jour où les gouvernements, se prenant tout d'un coup de passion pour les masses

36 Cette dernière phrase a été supprimée dans l'*Almanach.*

37 Là se termine la partie du manuscrit qui a été insérée dans l'*Almanach du Peuple pour 1872*.

exploitées, établiront des écoles scientifiques sérieuses pour les enfants du peuple, des écoles dans lesquelles, au lieu de la superstition si favorable aux intérêts des classes privilégiées et à la domination de l'État, régnera la raison, émancipatrice des peuples, et dans lesquelles le catéchisme quotidien sera remplacé parles sciences naturelles ? Ce serait se condamner à une attente trop longue. Et alors même que des écoles vraiment dignes de ce nom s'ouvriraient pour le peuple, il ne pourrait pas y faire étudier ses enfants pendant tout le temps qui est réclamé pour un enseignement scientifique sérieux. Où prendrait-il assez de moyens pour les y entretenir pendant dix, huit, ou seulement six ans ? Dans les pays les plus démocratiques, c'est à peine si la grande majorité des enfants du peuple fréquentant l'école pendant deux ans ou tout au plus pendant trois ans ; après quoi, ils doivent gagner leur vie, et l'on sait ce que signifient ces paroles : gagner leur |141 vie, pour les enfants du peuple ! Une fois entré dans les conditions du travail salarié, le prolétaire doit forcément renoncer à la science. Et pourtant dans les grands centres de population, en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, des amis éclairés et sincères de la classe ouvrière ont ouvert des écoles du soir pour le peuple, où une foule de travailleurs, oubliant leur fatigue du jour, accourent avec empressement pour recevoir les premières notions des sciences positives. Cet enseignement est précieux, non par la quantité de connaissances qu'il peut leur donner, mais par la vraie méthode scientifique à laquelle il initie peu à peu ces esprits vierges, honteux de leur ignorance et avides de savoir. La méthode scientifique ou positive, qui n'admet jamais aucune synthèse qui ne soit préalablement constatée par l'expérience et par l'analyse scrupuleuse des faits, une fois que l'ouvrier intelligent se l'est appropriée, devient entre ses mains un instrument d'investigation terrible qui fait bien vite justice de tous les sophismes religieux, métaphysiques, juridiques et politiques dont on a eu bien soin d'empoisonner son esprit, son imagination et son cœur dès sa plus tendre enfance.

Mais cet enseignement est à peine suffisant pour lui

donner une connaissance approximative de quelques faits principaux d'un très petit nombre de sciences. Une connaissance si imparfaite des sciences naturelles ne peut servir de base à la science sociale, qu'il reste par conséquent toujours forcé d'ignorer.....

. . . . . .
. . . . . .

(*Le manuscrit est resté inachevé*.)

Réponse d'un International à Mazzini

AVANT-PROPOS

En février 1871, Mazzini avait fondé une revue hebdomaire, paraissant à Lugano, *La Roma del Popolo*, dans laquelle il exposait ses idées politiques et religieuses. De mars à juin, il y combattit à plusieurs reprises la Commune de Paris, le fédéralisme et le socialisme. Dans le numéro du 13 juillet, il attaqua formellement l'Internationale, qu'il dénonça aux ouvriers italiens comme une institution dangereuse. Cet article [38] tomba le 24 juillet sous les yeux de Bakounine. Celui-ci rédigeait à ce moment la *Protestation de l'Alliance* (voir ci-dessus p. 6) : il s'interrompit aussitôt, — ce qui fit que le manuscrit de la *Protestation* resta inachevé, — et commença dès le 25 une réponse à l'attaque dirigée par le vieux révolutionnaire italien contre la grande Association des travailleurs. La réponse fut écrite en quatre jours (25-28 juillet). Emilio Bellerio, le jeune ami de Bakounine, la traduisit en italien, et la porta, le 4 août, à la rédaction du *Gazzettino Rosa*, de Milan, qui la publia en une brochure formant supplément à son numéro du 14 août, sous ce titre : *Risposta d'un Internazionale a Giuseppe Mazzini, per M. Bakounine, membro de l'Associazione Internazionale dei Lavoratori.* (Supplemento al N. 227 del giornale *il Gazzettino Rosa*. Milano, presso l'amministrazione del *Gazzetino Rosa*, Via S. Pietro all'Orto, 23 ; 1871 ; 32 pages petit in-16.) Les huit dernières pages de cette brochure sont occupées par un autre écrit intitulé *L'Internazionale e Mazzini* : c'est un article extrait du journal

38 L'article de Mazzini fut aussi tiré à part, en feuille volante (2 pages in-folio à trois colonnes), sous ce titre : *La Roma del Popolo agli operai* (signé G. Mazzini). *Supplemento al N. 20 ; 16 Luglio 1871.*

l'*Eguaglianza* de Girgenti, que dirigeait Saverio Friscia.

Le texte français de la *Réponse d'un international à Mazzini* fut envoyé par Bakounine, le 6 août, au journal socialiste la *Liberté*, de Bruxelles, qui le publia dans ses numéros des 18 et 19 août.

L'impression produite en Italie fut considérable. Mazzini n'essaya pas de répliquer ; mais Aurelio Saffi répondit en septembre dans *La Roma del Popolo*, et le journal mazzinien l'*Unità italiana*, de Milan, publia quelques articles contre Bakounine en août et septembre.

Voici les notes qu'on trouve dans le carnet de Bakounine relativement à sa première réponse (l'auteur en annonçait d'autres, qui suivraient la première) aux attaques de Mazzini contre le socialisme, la Commune et l'Internationale :

« *Juillet* 24. Article de Mazzini contre l'Internationale [39]. — 25. Grand paquet de l'Appel (pp. 92-141) avec lettre à Guillaume envoyés. Commencé la Réponse à Mazzini. — 26. Réponse à Mazzini. — 27. Réponse à Mazzini. Emilio prend pour traduire. — 28. Fini premier article contre Mazzini. Mémoire sur l'Alliance. — 31. Emilio vient me lire le commencement de la traduction de ma réponse à Mazzini.

« *Août* 4. Copie de la Réponse à Mazzini [40]. Emile parti pour la rédaction [du *Gazzettino Rosa*]. — 5. Terminé copie de Réponse à Mazzini. Lettre à Emilio et Stampa. — 6. Lettre aux rédacteurs de la *Liberté* avec article sur Mazzini. — 11. Arrivés Emilio, Fanelli. — 20. Lettre de Stampa et 25 exemplaires Opuscule [*Risposta d'un Internazionale*]. Opuscule à Zamperini, Ogaref et [Adolphe] Vogt. — 23. Réponse à Mazzini, à Barcelone, à Zaytsef, à Ross. — 29. Envoyé article contre Mazzini [41] à Ozerof, Saigne, Lindegger, — à Ross, — à Adhémar, Guillaume, Camet, Spichiger. »

---

39 Cette note nous apprend à quelle date exacte Bakounine lut l'article de Mazzini du 13 juillet.

40 Il s'agit de la copie du texte français, destinée à la *Liberté* de Bruxelles.

41 Il s'agit cette fois de l'article paru dans la *Liberté* les 18 et 19 août.

Le 28 juillet, aussitôt après avoir fini sa Réponse à Mazzini, Bakounine avait commencé la rédaction d'un nouvel écrit apologétique sur les querelles dans l'Internationale de Genève, qu'il intitula *Mémoire pour l'Alliance*. Il y travailla jusque vers la fin d'août. Mais, tout en rédigeant ce *Mémoire*, il songeait à continuer sa polémique italienne.

Le 21 août, le carnet note : « Article contre Mazzini » ; le 25 : « 2e article contre Mazzini, avec article sur l'Alliance et lettre à Guillaume » ; le 28 et le 29 : « 2e article Mazzini » ; et en septembre, cette mention revient presque chaque jour. Cette nouvelle réponse allait prendre des proportions plus considérables que la première, et devenir un livre, ou plutôt le commencement d'un livre qui, de même que *L'Empire knouto-germanique*, ne fut jamais achevé. La première partie de ce livre parut en décembre 1871 sous ce titre : *La Théologie Politique de Mazzini et l'Internationale* ; on la trouvera au tome VII.

Nous reproduisons la *Réponse d'un international à Mazzini* telle qu'elle parut dans la *Liberté* (cette *Réponse* fut plus tard placée par Bakounine en tête de sa *Théologie Politique de Mazzini*, en guise d'*Introduction*).

Nous la faisons suivre de la traduction de l'article *L'Internazionale e Mazzini*, de Saverio Friscia, publié dans l'*Eguaglianza* et reproduit à la suite de la *Risposta* dans le supplément du *Gazzettino Rosa* du 14 août 1871. Il est intéressant de faire entendre le langage du vieux et loyal conspirateur sicilien [42] à côté de celui de son ami le grand

42 Né à Sciacca (Sicile) en 1813, Saverio Friscia étudia la médecine à l'université de Palerme. Il conspira contre les Bourbons, fut élu représentant du peuple en 1848, et emprisonné en 1849 ; puis, banni, il se retira à Paris. Gravement malade au moment de l'expédition des Mille (mai 1860), il courut, à peine convalescent, rejoindre Garibaldi en Sicile. Élu député de Sciacca en 1861, et resté membre du Parlement italien jusqu'à sa mort, il fut — comme son ami Giuseppe Fanelli — un singulier parlementaire, qui ne prit jamais la Chambre au sérieux, et vota constamment contre tous les ministères. En 1864, il entra dans la

révolutionnaire russe.

J. G.

Fraternité internationale fondée par Bakounine, et fit infatigablement, par la presse et la parole, la propagande du socialisme révolutionnaire. Il est mort en 1886, dix ans après Bakounine, neuf ans après Fanelli ; il était l'aîné de l'un et de l'autre. Giovanni Domanico, dans le premier volume de son ouvrage *L'Internationale* (Florence, 1911), a publié un beau portrait de Friscia.

RÉPONSE
D'UN INTERNATIONAL À MAZZINI

S'il est un homme universellement respecté en Europe et qui, par quarante ans d'activité, uniquement voués au service d'une grande cause, a réellement mérité ce respect, c'est Mazzini. Il est incontestablement l'une des plus nobles et des plus pures individualités de notre siècle, je dirais même la plus grande, si la grandeur était compatible avec le culte obstiné de l'erreur.

Malheureusement, au fond même du programme révolutionnaire du patriote italien il y a eu, dès l'abord, un principe essentiellement faux et qui, après avoir paralysé et frappé de stérilité ses efforts les plus héroïques et ses combinaisons les plus ingénieuses, devait l'entraîner tôt ou tard dans les rangs de la réaction. C'est le principe d'un idéalisme à la fois métaphysique et mystique, enté sur l'ambition patriotique de l'homme d'État. C'est le culte de Dieu, le culte de l'autorité divine et humaine, c'est la foi dans la prédestination messianique de l'Italie, reine des nations, avec Rome, capitale du monde ; c'est la passion politique de la grandeur et de la gloire de l'État, fondées nécessairement sur la misère des peuples. C'est enfin cette religion de tous les esprits dogmatiques et absolus, la passion de l'uniformité qu'ils appellent l'unité et qui est le tombeau de la liberté.

Mazzini est le dernier grand-prêtre de l'idéalisme religieux, métaphysique et politique, qui s'en va.

Mazzini nous reproche de ne pas croire en Dieu. Nous lui reprochons par contre d'y croire, ou plutôt, nous ne le lui reprochons même pas, nous déplorons seulement qu'il y croie. Nous regrettons infiniment que par cette intrusion des sentiments et des idées mystiques dans sa conscience, dans son activité, dans sa vie, il ait été forcé de se ranger contre nous avec

tous les ennemis de l'émancipation des masses populaires.

Car enfin, on ne peut plus s'y tromper. Sous la bannière de Dieu qui se trouve maintenant ? Depuis Napoléon III jusqu'à Bismarck ; depuis l'impératrice Eugénie jusqu'à la reine Isabelle, et entre elles le pape avec sa rose mystique que galamment il présente, tour à tour, à l'une et à l'autre. Ce sont tous les empereurs, tous les rois, tout le monde officiel, officieux, nobiliaire et autrement privilégié de l'Europe, soigneusement nomenclature dans l'almanach de Gotha ; ce sont toutes les grosses sangsues de l'industrie, du commerce, de la banque ; les professeurs patentés et tous les fonctionnaires des États : la haute et la basse police, les gendarmes, les geôliers, les bourreaux, sans oublier les prêtres constituant aujourd'hui la police noire des âmes au profit des États ; ce sont les généraux, ces humains défenseurs de l'ordre public, et les rédacteurs de la presse vendue, représentants si purs de toutes les vertus officielles. Voilà l'armée de Dieu.

Voilà la bannière sous laquelle se range aujourd'hui Mazzini, bien malgré lui sans doute, entraîné par la logique de ses convictions idéales qui le forcent, sinon à bénir tout ce qu'ils bénissent, au moins à maudire ce qu'ils maudissent.

Et dans le camp opposé, qu'y a-t-il ? C'est la révolution, ce sont les négateurs audacieux de Dieu, de l'ordre divin et du principe d'autorité, mais par contre et pour cela même les croyants en l'humanité, les affirmateurs d'un ordre humain et de l'humaine liberté.

Mazzini, dans sa jeunesse, partagé entre deux courants opposés, était à la fois prêtre et révolutionnaire. Mais, à la longue, les inspirations du prêtre, comme on devait s'y attendre, finirent par étouffer en lui les instincts du révolutionnaire ; et aujourd'hui tout ce qu'il pense, tout ce qu'il dit, tout ce qu'il fait, respire la réaction la plus pure. À la suite de quoi, grande joie dans le camp de nos ennemis et deuil dans le nôtre.

Mais nous avons autre chose à faire qu'à nous lamenter ; tout notre temps appartient au combat. Mazzini vient de nous jeter son gant, il est de notre devoir de le relever, pour qu'il ne

soit pas dit que par vénération pour les grands services passés d'un homme, nous avons incliné notre tête devant le mensonge.

Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'on peut se décider à attaquer un homme comme Mazzini, un homme qu'on est forcé de révérer et d'aimer même en le combattant, car s'il est une chose que personne n'oserait mettre en doute, c'est le haut désintéressement, l'immense sincérité et la non moins immense passion pour le bien de cet homme, dont la pureté incomparable brille de tout son éclat au milieu de la corruption du siècle. Mais la piété, si légitime qu'elle soit, ne doit jamais tourner en idolâtrie ; et il est une chose plus sacrée que le plus grand homme du monde, c'est la vérité, c'est la justice, c'est le devoir de défendre la sainte cause de l'humanité.

Ce n'est pas la première fois que Mazzini lance ses accusations et ses condamnations, pour ne point dire ses injures et ses calomnies, contre nous. L'an passé, dans une lettre adressée à son ami, idéaliste et prêtre [43] comme lui, l'illustre Quinet, il avait amèrement censuré les tendances matérialistes et athées de la jeunesse moderne. C'était son droit, conséquence logique du malheur qu'il a eu d'avoir rattaché toujours ses aspirations les plus nobles à l' existence fictive d'un Être absolu impossible, fantôme malfaisant et absurde, créé par l'imagination enfantine des peuples sortant de l'animalité, et qui, après avoir été successivement revu, corrigé et enrichi par la fantaisie créatrice des poètes et plus tard gravement défini et systématisé par les spéculations abstraites des théologiens et des métaphysiciens, se dissipe aujourd'hui, comme un vrai fantôme qu'il est, sous le souffle puissant de la conscience populaire, mûrie par l'expérience historique, et sous l'analyse plus impitoyable encore de la science réelle. Et puisque l'illustre patriote italien, dès le commencement de sa longue carrière, a eu le malheur de mettre toutes ses pensées et ses actes les plus révolutionnaires sous la protection de cet Être fictif et d'y

43 « Prêtre » est, dans toute cette Réponse, une simple figure de rhétorique ; il n'est peut-être pas inutile de le dire, pour les lecteurs qui ne connaîtraient ni Mazzini ni Edgar Quinet.

enchaîner toute sa vie, au point de lui sacrifier même l'émancipation réelle de sa chère Italie, peut-on s'étonner qu'il s'indigne maintenant contre la génération nouvelle qui, s'inspirant d'un autre esprit, d'une autre morale et d'un autre amour que le sien, tourne le dos à son Dieu ?

L'amertume et la colère de Mazzini sont naturelles. Avoir été pendant plus de trente ans à la tête du mouvement révolutionnaire de l'Europe et sentir maintenant que cette direction lui échappe ; voir ce mouvement prendre une voie où ses convictions pétrifiées ne lui permettent pas non seulement de le diriger, mais de le suivre ; rester seul, abandonné, incompris et désormais incapable de comprendre lui-même rien de ce qui se passe sous ses yeux ! Pour une grande âme, pour une fière intelligence, pour une ambition grandiose, comme celle de Mazzini, au bout d'une carrière vouée tout entière au service de l'humanité, c'est une position tragique et cruelle.

Aussi, lorsque le saint vieillard, du haut de son isolement idéal, nous a lancé ses premières foudres, nous n'avons rien ou presque rien répondu. Nous avons respecté cette impuissante, mais douloureuse colère. Et pourtant ce ne sont pas les arguments qui nous auraient manqué, non seulement pour repousser ses reproches, mais encore pour les retourner contre lui.

Il dit que nous sommes des matérialistes, des athées. À cela nous n'avons rien à répondre, car nous le sommes en effet, et, autant qu'un sentiment de fierté est permis à de pauvres individus qui, pareils à des vagues, s'élèvent pour disparaître bientôt dans l'immense océan de la vie collective de l'humaine société, nous nous glorifions de l'être, parce que l'athéisme et le matérialisme, c'est la vérité ou plutôt, c'est la base réelle de toute vérité, et parce que, sans nous soucier des conséquences pratiques, nous voulons la vérité avant tout et rien que la vérité. De plus, nous avons cette foi, que, malgré toutes les apparences du contraire, malgré toutes les craintives suggestions d'une prudence politique et sceptique, la vérité seule peut créer le bien pratique des hommes.

Tel est donc le premier article de notre foi ; et nous vous forcerons bien d'avouer que nous en avons une aussi, illustre maître. Seulement, elle ne regarde jamais en arrière, mais toujours en avant.

Vous ne vous contentez pas toutefois de constater notre athéisme et notre matérialisme, vous concluez que nous ne pouvons avoir ni amour pour les hommes, ni respect pour leur dignité ; que toutes les grandes choses qui de tout temps ont fait battre les cœurs les plus nobles : liberté, justice, humanité, beauté, vérité, doivent nous être complètement étrangères, et que, traînant au hasard notre existence misérable, rampant plutôt que marchant sur la terre, nous ne pouvons connaître d'autres soucis que de satisfaire nos appétits sensuels et grossiers.

Si un autre que vous le disait, nous l'appellerions un calomniateur éhonté. À vous, maître respecté et injuste, nous dirons que c'est là de votre part une erreur déplorable. Voulez-vous savoir à quel point nous aimons tous ces grandes et belles choses dont vous nous refusez la connaissance et l'amour ? Sachez donc que nous les aimons à ce point que nous sommes fatigués et dégoûtés de les voir éternellement suspendues à votre ciel, qui les a dérobées à la terre, comme autant de symboles et de promesses à jamais irréalisables ! Nous ne nous contentons plus de la fiction de ces choses, nous en voulons la réalité.

Et voilà le second article de notre foi, illustre maître. Nous croyons en la possibilité, en la nécessité de cette réalisation sur la terre ; en même temps, nous sommes convaincus que toutes ces choses que vous adorez comme des espérances célestes, en devenant des réalités humaines et terrestres perdront nécessairement leur caractère mystique et divin.

En nous appelant des matérialistes, vous croyez avoir tout dit. Il vous semble que vous nous ayez définitivement condamnés, écrasés. Et savez-vous d'où vous vient cette erreur ? C'est que ce que nous appelons matière, vous et nous, sont deux choses, deux conceptions absolument différentes. Votre matière

à vous est un Être fictif, comme votre Dieu, comme votre Satan, comme votre âme immortelle. Votre matière, c'est l'infime grossièreté, l'inerte brutalité, un être impossible, comme est impossible l'esprit pur, immatériel, absolu, et qui, comme lui, n'a jamais existé que dans la fantaisie spéculative des théologiens et des métaphysiciens, ces uniques créateurs de l'une et de l'autre. L'histoire de la philosophie nous a dévoilé maintenant le procédé, d'ailleurs très simple, de cette création inconsciente, la genèse de cette fatale illusion historique, qui, pendant une longue série de siècles, a pesé comme un cauchemar horrible sur l'esprit écrasé des générations humaines.

Les premiers penseurs, qui furent nécessairement des théologiens et des métaphysiciens, parce que l'esprit humain est ainsi fait qu'il commence toujours par beaucoup de sottises, par le mensonge, par l'erreur, pour arriver à une parcelle de vérité, ce qui ne recommande pas beaucoup *les saintes traditions du passé* ; les premiers penseurs, dis-je, ont pris à l'ensemble des êtres réels dont ils eurent connaissance, y compris sans doute eux-mêmes, tout ce qui leur parut en constituer la force, le mouvement, la vie, l'intelligence, et ils appelèrent cela du nom générique d'*esprit* ; puis ils donnèrent au reste, au résidu informe et inerte qu'ils supposèrent devoir rester après cette opération abstractive, exécutée inconsciemment sur le monde réel par leur propre esprit, le nom de *matière*. Après quoi ils s'étonnèrent que cette *matière* qui, de même que cet esprit, n'exista jamais que dans leur imagination, leur apparût si inerte, si stupide, en présence de leur Dieu esprit pur.

Quant à nous, nous l'avouons franchement, nous ne connaissons pas votre Dieu, mais nous ne connaissons pas non plus votre matière ; ou plutôt nous savons que l'un et l'autre sont également des Non-Êtres créés à priori par la fantaisie spéculative des naïfs penseurs des siècles passés. Par ces mots *matériel* et *matière*, nous entendons, nous, la totalité, toute l'échelle des êtres réels, connus et inconnus, depuis les corps organiques les plus simples jusqu'à la constitution et au

fonctionnement du cerveau du plus grand génie : les plus beaux sentiments, les plus grandes pensées, les faits héroïques, les actes de dévouement, les devoirs comme les droits, le sacrifice comme l'égoïsme, tout, jusqu'aux aberrations transcendantes et mystiques de Mazzini, de même que les manifestations de la vie organique, les propriétés et actions chimiques, l'électricité, la lumière, la chaleur, l'attraction naturelle des corps, constituent à nos yeux autant d'évolutions sans doute différentes, mais non moins étroitement solidaires, de cette totalité d'êtres réels que nous appelons la *matière*.

Et remarquez bien que nous ne considérons pas cette totalité comme une sorte de substance absolue et éternellement créatrice, ainsi que le font les panthéistes, mais comme une *résultante* éternelle, produite et reproduite toujours de nouveau par le concours d'une infinité d'actions et de réactions de toutes sortes ou par l'incessante transformation des êtres réels qui naissent et meurent en son sein.

Pour ne point prolonger cette dissertation métaphysique, je dirai, en me résumant, que nous appelons *matériel* tout ce qui est, tout ce qui se produit dans le monde réel, dans l'homme aussi bien qu'en dehors de l'homme, et que nous appliquons le nom d'*idéal* exclusivement aux produits de l'action cérébrale de l'homme ; mais comme notre cerveau est une organisation tout à fait matérielle et que par conséquent tous les fonctionnements en sont aussi matériels que peut l'être l'action de toutes les autres choses réunies, il en résulte que ce que nous appelons la matière ou le monde matériel n'exclut aucunement, mais, au contraire, embrasse infailliblement l'idéal.

Il est un fait qui serait digne d'être bien médité par nos platoniques adversaires : Comment se fait-il que généralement les théoriciens matérialistes se montrent bien plus largement idéalistes en pratique qu'eux-mêmes ? Au fond, rien de plus logique ni de plus naturel que ce fait. Tout développement, n'est-ce pas, implique en quelque sorte la négation du point de départ ; eh bien, les théoriciens matérialistes partent de la conception de la matière pour arriver à quoi ? à l'idée ; tandis

que les idéalistes, partant de l'idée pure, absolue, et répétant toujours de nouveau l'antique mythe du péché originel, qui n'est que l'expression symbolique de leur mélancolique destinée, retombent éternellement, tant en théorie qu'en pratique, dans la matière dont ils ne parviennent jamais à se dépêtrer, et dans quelle matière ! brutale, ignoble, stupide, créée par leur propre imagination, comme l'*alter Ego* ou comme le reflet de leur *Moi idéal*.

De même, les matérialistes, conformant toujours leurs théories sociales aux réels développements de l'histoire, considèrent la bestialité, l'anthropophagie, l'esclavage, comme les premiers points de départ du mouvement progressif de la société ; mais que cherchent-ils, que veulent-ils ? L'émancipation et l'humanisation complète de la société ; tandis que les idéalistes, qui prennent pour bases de leurs spéculations l'âme immortelle et le libre arbitre, aboutissent fatalement au culte de l'ordre public comme Thiers et à celui de l'autorité comme Mazzini, c'est-à-dire à la consécration et à l'organisation d'un éternel esclavage. D'où il résulte, d'une manière évidente, que le matérialisme théorique a pour conséquence nécessaire l'idéalisme pratique, et qu'au contraire les théories idéales ne trouvent leur réalisation possible que dans le plus crasse matérialisme pratique.

Hier, sous nos yeux, où se sont trouvés les matérialistes, les athées ? Dans la Commune de Paris. Et les idéalistes, les croyeurs en Dieu ? Dans l'Assemblée nationale de Versailles. Qu'ont voulu les hommes de Paris ? Par l'émancipation du travail, l'émancipation définitive de l'humanité. Et que veut maintenant l'Assemblée triomphante de Versailles ? Sa dégradation finale sous le double joug du pouvoir spirituel et temporel. Les matérialistes, pleins de foi et méprisant les souffrances, les dangers et la mort, veulent marcher en avant, parce qu'ils voient briller devant eux le triomphe de l'humanité ; et les idéalistes, hors d'haleine, ne voyant plus rien que des spectres rouges, veulent à toute force la repousser dans la fange d'où elle a tant de peine à sortir. Qu'on compare et qu'on juge !

Mazzini prétend et assure, avec ce ton doctrinaire et impératif qui est propre à tous les fondateurs de religions nouvelles, que les matérialistes sont incapables d'aimer et de vouer leur existence au service des grandes choses. En disant cela, il prouve seulement que, idéaliste conséquent et contempteur de l'humanité, au nom de son Dieu, dont il se croit très sérieusement le prophète, il n'a jamais rien compris à la nature humaine, ni aux développements historiques de la société, et que, s'il n'ignore point l'histoire, il la mésentend d'une manière singulière.

Son raisonnement est celui de tous les théologiens. S'il n'y avait point de Dieu créateur, dit-il, le monde avec ses lois admirables n'aurait pu exister, ou bien ne présenterait rien qu'un horrible chaos, où toutes choses seraient réglées, non par une pensée providentielle et divine, mais par l'affreux hasard et la concurrence anarchique des forces aveugles. Il n'y aurait aucun but dans la vie ; tout n'y serait que matériel, brutal et fortuit. Car sans Dieu point de coordination dans le monde physique, et point de *loi morale* dans l'humaine société ; et sans loi morale, point de devoir, point de droit, point de sacrifice, point d'amour, point d'humanité, point de patrie, point de Rome et point d'Italie ; car si l'Italie existe comme nation, ce n'est que parce qu'elle a une mission providentielle et mondiale à remplir, et elle n'a pu être chargée de cette mission que par Dieu, dont la sollicitude paternelle pour cette reine des nations est allée jusqu'à tracer, de son propre doigt divin, ses frontières, devinées et décrites par le génie prophétique de Dante.

Dans des articles qui suivront celui-ci [44], je tâcherai de prouver contre Mazzini :

1° Que s'il y avait un Dieu créateur, le monde n'aurait jamais pu exister ;

2° Que si Dieu avait été le législateur du monde naturel, — qui dans notre idée comprend tout le monde proprement dit,

44 Dans l'*Introduction* de *La Théologie Politique de Mazzini et l'Internationale*, cette phrase a été remplacée par celle-ci : « Dans la suite de ce travail,... »

tant le monde physique que le monde humain ou social, — ce que nous appelons les lois naturelles, tant physiques que sociales, n'aurait également jamais pu exister. Comme tous les États politiques subordonnés et dominés de haut en bas par des législateurs arbitraires, le monde présenterait alors le spectacle de la plus révoltante anarchie. Il ne pourrait exister ;

3° Que la *loi morale* dont nous autres, matérialistes et athées, reconnaissons l'existence plus réellement que ne peuvent le faire les idéalistes de quelque école que ce soit, mazziniens et non-mazziniens, n'est une loi vraiment morale, une loi qui doit triompher des conspirations de tous les idéalistes du monde, que parce qu'elle émane de la nature même de l'humaine société, nature dont il faut chercher les bases réelles non dans Dieu, mais dans l'animalité ;

4° Que l'idée d'un Dieu, loin d'être nécessaire à l'établissement de cette loi, n'en a jamais été que la perturbation et la dépravation ;

5° Que tous les Dieux passés et présents ont dû leur première existence à la fantaisie humaine, à peine dégagée des langes de sa bestialité primitive ; que la foi dans un monde surnaturel ou divin constitue une aberration historiquement inévitable dans les développements passés de notre esprit ; et que, pour me servir d'une expression de Proudhon, les hommes, trompés par une sorte d'illusion d' optique, n'ont jamais adoré dans leurs Dieux que leur propre image renversée et monstrueusement exagérée ;

6° Que la divinité, une fois établie sur son trône céleste, est devenue le fléau de l'humanité, l'alliée de tous les tyrans, de tous les charlatans, de tous les tourmenteurs et exploiteurs des masses populaires ;

7° Qu'enfin la disparition [45] des fantômes divins, condition nécessaire du triomphe de l'humanité, sera l'une des conséquences inévitables de l'émancipation du prolétariat.

Tant que Mazzini s'est contenté d'outrager la jeunesse des

45 La *Liberté* avait imprimé « dispersion ».

écoles, la seule qui, dans le milieu si profondément corrompu et déchu de la bourgeoisie actuelle, montre encore un peu d'enthousiasme pour les grandes choses, pour la vérité, pour la justice ; tant qu'il a limité ses attaques aux professeurs allemands, aux Moleschott, aux Schiff et autres qui commettent le délit horrible d'enseigner la vraie science dans les universités italiennes, et tant qu'il s'est amusé à les dénoncer au gouvernement italien comme des propagateurs d'idées subversives dans la patrie de Galilée et de Giordano Bruno, le silence, commandé par la piété et par la pitié, nous était possible. La jeunesse est assez énergique et les professeurs sont assez savants pour se défendre eux-mêmes.

Mais aujourd'hui Mazzini vient d'outrepasser la mesure. Toujours de bonne foi et toujours inspiré par un idéalisme aussi fanatique que sincère, il a commis deux crimes qui, à nos yeux, aux yeux de toute la démocratie socialiste de l'Europe, sont impardonnables.

Au moment même où la population héroïque de Paris, plus sublime que jamais, se faisait massacrer par dizaines de milliers, avec femmes et enfants, en défendant la cause la plus humaine, la plus juste, la plus grandiose qui se soit jamais produite dans l'histoire, *la cause de l'émancipation des travailleurs du monde entier* ; au moment où l'affreuse coalition de toutes les réactions immondes qui célèbrent aujourd'hui leur orgie triomphante à Versailles, non contente de massacrer et d'emprisonner en masse nos frères et nos sœurs de la Commune de Paris, déverse sur eux toutes les calomnies qu'une turpitude sans bornes peut seule imaginer, Mazzini, le grand, le pur démocrate Mazzini, tournant le dos à la cause du prolétariat et ne se rappelant que sa mission de prophète et de prêtre, lance également contre eux ses injures ! Il ose renier non-seulement la justice de leur cause, mais encore leur dévouement héroïque et sublime, les représentant, eux qui se sont sacrifiés pour la délivrance de tout le monde, comme un tas d'êtres grossiers, ignorants de toute loi morale et n'obéissant qu'à des impulsions égoïstes et sauvages.

Ce n'est pas la première fois que Mazzini injurie et calomnie le peuple de Paris. En 1848, après les mémorables Journées de Juin qui avaient inauguré l'ère des revendications du prolétariat et du mouvement proprement socialiste en Europe, Mazzini avait lancé un manifeste plein de colère, maudissant les ouvriers de Paris et le socialisme à la fois. Contre les ouvriers de 1848, dévoués, héroïques, sublimes comme leurs enfants de 1871, et, comme eux, massacrés, emprisonnés et transportés en masse par la République bourgeoise, Mazzini avait répété toutes les calomnies dont Ledru-Rollin et ses autres amis, républicains soi-disant rouges de France, se servaient pour pallier aux yeux du monde et à leurs propres yeux, peut-être, leur ridicule et honteuse impuissance.

Mazzini maudit le socialisme : comme prêtre ou comme délégué messianique du maître d'en haut, il doit le maudire, puisque le socialisme, considéré au point de vue moral, c'est l'avènement du *respect humain* remplaçant les dégradations volontaires du *culte divin* ; et considéré au point de vue scientifique pratique, c'est la proclamation de ce grand principe qui, entré désormais dans la conscience des peuples, est devenu l'unique point de départ, tant des recherches et des développements de la science positive, que des mouvements révolutionnaires du prolétariat.

Ce principe, résumé dans toute sa simplicité, le voici :

« De même que dans le monde proprement appelé matériel, la matière inorganique (mécanique, physique, chimique) est la base déterminante de la matière organique (végétale, animale, intelligente ou cérébrale), — de même dans le monde social, qui ne peut être considéré d'ailleurs que comme le dernier degré connu du monde matériel, le développement des questions économiques a toujours été et continue d'être encore la base déterminante de tous les développements religieux, philosophiques, politiques et sociaux. »

On voit que ce principe n'apporte rien de moins avec lui

que le renversement le plus audacieux de toutes les théories, tant scientifiques que morales, de toutes les idées religieuses, métaphysiques, politiques et juridiques, dont l'ensemble constitue la croyance de tous les idéalistes passés et présents. C'est une révolution mille fois plus formidable que celle qui, à partir de la Renaissance et du dix-septième siècle surtout, avait renversé les doctrines scolastiques, ces remparts de l'Église, de la monarchie absolue et de la noblesse féodale, pour les remplacer par le dogmatisme métaphysique de la raison soi-disant pure, si favorable à la domination de la dernière classe privilégiée, c'est-à-dire de la bourgeoisie.

Si le renversement de la barbarie scolastique avait causé un bien terrible émoi dans son temps, on doit comprendre quels bouleversements doit causer, de nos jours, le renversement de l'idéalisme doctrinaire, de ce dernier refuge de tous les oppresseurs et exploiteurs privilégiés de l'humanité.

Les exploiteurs des croyances idéales se sentent menacés dans leurs intérêts les plus chers, et les partisans désintéressés, fanatiques et sincères de l'idéalisme mourant, comme Mazzini, voient détruire d'un seul coup toute la religion, toute l'illusion de leur vie.

Depuis qu'il a commencé à agir, Mazzini n'a cessé de répéter au prolétariat de l'Italie et de l'Europe ces paroles qui résument son catéchisme religieux et politique : « Moralisez-vous, adorez Dieu, acceptez la loi morale que je vous apporte en son nom, aidez-moi à établir une république fondée sur le mariage (impossible) de la raison et de la foi, de l'autorité divine et de la liberté humaine, et vous aurez la gloire, la puissance, et, de plus, vous aurez la prospérité, la liberté et l'égalité ».

Le socialisme leur dit, au contraire, par la bouche de l'Internationale :

« Que l'assujettissement économique du travailleur à l'accapareur des matières premières et des instruments de travail est la source de la servitude dans toutes ses formes : misère sociale, dégradation mentale, soumission politique ; —

et

« Que, pour cette raison, l'émancipation économique des classes ouvrières est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme un simple moyen. »

Telle est dans sa simplicité la pensée fondamentale de l'*Association Internationale des Travailleurs*.

On comprend que Mazzini ait dû la maudire ; et c'est le second crime que nous lui reprochons, tout en reconnaissant, d'ailleurs, qu'en la maudissant il a obéi à sa conscience de prophète et de prêtre.

Mais tout en rendant justice à sa sincérité incontestable, nous devons constater qu'en joignant ses invectives à celles de tous les réactionnaires de l'Europe contre nos malheureux frères, les héroïques défenseurs et martyrs de la Commune de Paris, et ses excommunications à celles de l'Assemblée nationale et du pape contre les revendications légitimes et contre l'organisation internationale des travailleurs du monde entier, Mazzini a définitivement rompu avec la révolution, et a pris place dans l'internationale réaction.

Dans les articles suivants [46], en examinant un à un ses griefs contre notre admirable Association, je m'efforcerai de mettre à nu toute l'inanité des doctrines religieuses et politiques du prophète.

46 Dans l'*Introduction* de *La Théologie Politique de Mazzini et l'Internationale*, cette phrase a été remplacée par celle-ci : « Dans la suite de ce travail,... »

APPENDICE

L'INTERNATIONALE ET MAZZINI

par SAVERIO FRISCIA [47]

*Aux éloquentes paroles de Bakounine, nous joignons de grand cœur le superbe article suivant qu'il nous a été donné de lire dans le journal l'*Eguaglianza *de Girgenti, intitulé* [48] :

L'Internationale et Mazzini.

Mazzini ! Me lèverai-je pour combattre l'homme au front duquel resplendit la divine étincelle du génie ; qui, en quarante années de douleurs inexprimables, de constance indomptée, d'actions magnanimes, avec la fascination incomparable de sa parole, avec la merveilleuse puissance de son esprit, a entraîné, a conquis tous ceux qui, dans le monde, palpitent pour la liberté et la Justice ? Affronterai-je celui dont le nom a été, en notre siècle, une espérance de résurrection pour les peuples, une menace de ruine suprême pour les rois, et qui, en rappelant

47 Comme il a été dit dans l'Avant-propos, le *Gazzettino Rosa*, pour achever de remplir les trente-deux pages du supplément dans lequel il fit paraître la *Risposta* de Bakounine, joignit à cette réponse l'article suivant, emprunté à l'*Eguaglianza* de Girgenti. Nous avons traduit cet article pour le reproduire ici en appendice à l'écrit de Bakounine ; il nous a paru que puisqu'ils avaient été joints l'un à l'autre en 1871, il convenait de les réunir aussi dans la présente édition.

C'est à l'obligeance de notre ami Luigi Molinari, de Milan, que nous devons la communication du texte italien de cet article, qu'il a bien voulu copier pour nous sur l'exemplaire conservé à la Bibliothèque nationale de Florence.

48 Ces quatre lignes émanent de la rédaction du *Gazzettino Rosa*.

l'Italie à la vie, a resserré entre les nations cette inébranlable communion de sentiments qui assure le triomphe définitif de la plus grande des révolutions ? Citoyen, oserai-je me dresser contre l'homme qui le premier m'a appris à prononcer avec émotion le saint nom de l'Italie ; révolutionnaire, me prononcerai-je pour des idées qui ne sont pas celles du vénérable concitoyen de Balilla [49], sous la bannière duquel, avec l'enthousiasme du premier âge, j'ai conspiré et combattu toutes les formes du despotisme ; homme, oserai-je discuter le Titan dont les bras puissants ont cherché à enserrer l'humanité pour en faire une seule famille ?

C'est la première fois qu'en moi le cœur comprime les idées, que la main n'obéit qu'à regret aux inspirations de la pensée. À ceux qui traitent les socialistes d'impies, de spoliateurs, d'incendiaires, d'ennemis de la propriété et de la famille, un homme de cœur pourrait répondre par le mépris ; à Mazzini qui, dans un sentiment sincère et profond, déplore un mal qui n'est pas, signale un péril qui n'existe pas, profère un anathème quand de ses lèvres devraient sortir les bénédictions, je dois répondre que nos ennemis sourient en voyant nos divisions, que la cause des vaincus ne pouvait pas s'attendre à se voir, pour la première fois, abandonnée de celui qui n'a jamais été du côté des vainqueurs.

Je ne suivrai pas Mazzini lorsqu'il affirme que « le Conseil général de l'Internationale, composé d'hommes appartenant à des pays différents et dans lesquels il y a diverses manières de voir sur les maux existants et sur les remèdes possibles, doit inévitablement aboutir à de simples négations » ; que « un groupe d'individus qui assume le rôle de gouverner directement une vaste multitude d'hommes différents par la nationalité, les tendances, les conditions politiques, les intérêts économiques, et les moyens d'action, finira toujours par ne pas agir ou devra agir tyranniquement » ; que « l'Internationale est condamnée à

49 Balilla était un gamin qui, ayant lancé une pierre aux Autrichiens, maîtres de Gènes, fut l'occasion d'une insurrection à la suite de laquelle les Autrichiens furent chassés de cette ville, en 1746.

mourir ». Je ne le suivrai pas, parce que, si ce qu'il affirme était seulement possible, je ne comprendrais pas l'organisation secrète de l'*Alleanza repubblicana universale*, ni les manifestes révolutionnaires signés de Pierre Leroux, Louis Blanc, Kossuth, Klapka, Ledru-Rollin, Karl Blind, et Giuseppe Mazzini. Je ne le suivrai pas, parce qu'il n'est personne au monde qui ne sache désormais que, pour les théories de l'Internationale, le tsarisme russe et la démocratie américaine se valent ; que la Pologne morcelée est l'égale de la France constituée en un bloc unitaire, que le catholique de Rome est l'égal du musulman de Constantinople, le blond fils d'Arminius l'égal de l'Arabe du désert. Qu'importent les différences de climats, de constitutions politiques, de tendances, quand la lutte n'est pas engagée contre les degrés de latitude, mais contre la misère ; quand la lutte n'est pas engagée contre la couleur de la peau et la plus ou moins grande excitabilité des nerfs, mais contre l'ignorance ; quand la lutte n'est pas engagée contre les rois, mais contre le privilège ! Pourquoi les hommes du Conseil général resteraient-ils inertes ou seraient-ils des tyrans, si toutes les sections de l'Association, autonomes dans leurs pays, se réunissent seulement sur le terrain international, entraînées par l'admirable identité des aspirations et des intérêts ? — L'Internationale est condamnée à mourir ? Et c'est là la destinée qu'on entrevoit pour elle, tandis qu'un effort sans précédent met dans ses bras puissants tous les ouvriers du monde ? L'idée qui a eu des martyrs comme Babeuf, des philosophes comme Proudhon, des apôtres comme Marx et Lassalle, maintenant qu'elle a soufflé une âme dans les masses immenses des déshérités et qu'elle s'est annoncée au monde avec l'immense audace de la révolution de Paris, est-il possible qu'elle soit proche des râles de l' agonie ? Les ruraux de Versailles peuvent détruire la plus grande des cités, ils peuvent assassiner les prisonniers, les blessés, les femmes, mais non les principes ; et l'Internationale est un principe qui organise ses phalanges pour combattre les batailles suprêmes du droit.

Quelles sont les causes de dissolution entrevues dans

l'Internationale par l'illustre apôtre de la liberté ? — « La négation de Dieu, — dit-il aux ouvriers italiens, — c'est-à-dire de l'unique base solide, éternelle, inébranlable de vos devoirs et de vos droits, des devoirs d'autrui envers votre classe, de la certitude que vous êtes appelés à vaincre et que vous vaincrez. »

Dieu, base unique, solide, inébranlable, éternelle, de la loi morale ! Et qui en est l'interprète ? Mazzini dit ailleurs : *Dieu est Dieu et l'humanité est son prophète*. Mais qui réussira jamais à comprendre cette formule de musulman ? Il croit donc que les lois universelles et immuables qui dirigent avec une précision mathématique le monde physique, n'existent pas par elles-mêmes, indépendantes de toute volonté, dans l'organisme parfait du monde moral ? Comment Mazzini pourrait-il concilier l'idée de loi avec l'idée de Dieu ? Qu'il laisse à Dieu la prédestination et la grâce, et dans l'ordre social nous aurons le privilège ; qu'il lui laisse l'omnipotence, et nous aurons le despotisme. Le supranaturalisme ne peut donner des lois à la vie sociale, qui est la liberté. L'Internationale nie ce qui n'est pas affirmé par les sciences positives ; mais de là à répudier ce qu'il y a de beau, ce qu'il y a de bon, ce qu'il y a de juste dans le monde ; de là à répudier toute base de nos droits et de nos devoirs, il y a un abîme que le génie puissant de Mazzini ne comblera jamais. Il regarde son Dieu, — nous regardons l'Humanité.

L'Internationale — continue Mazzini écrivant aux ouvriers italiens — est « la négation de la patrie, de la nation, c'est-à-dire du point d'appui pour le levier au moyen duquel vous pouvez travailler en faveur de vous-mêmes et de l'humanité ; et c'est comme si on vous demandait de travailler en vous refusant toute division du travail, ou en fermant devant vous les portes de l'atelier. La patrie vous a été donnée par Dieu pour que, dans un groupe de vingt-cinq millions de frères liés plus étroitement à vous par le nom, la langue, la foi, les aspirations communes et un long et glorieux développement de traditions, de culte, de sépultures de chers disparus, de souvenirs solennels de martyrs tombés pour affirmer la nation,

vous trouvassiez un appui robuste pour le plus facile accomplissement d'une mission, pour la part de travail que vous assignent votre position géographique et vos aptitudes spéciales. Qui la supprimerait, supprimerait toute l'immense quantité de forces créées par la communauté des moyens et par l'activité de ces millions, et vous fermerait toute voie pour la croissance et le progrès. À la nation l'Internationale substitue la commune, la commune indépendante appelée à se gouverner elle-même. « Vous sortez de la commune », dit-elle ; « c'est dans son sein que s'est faite l'éducation de votre vie » ; et cela est vrai : mais rétrograderiez-vous vers la vie de l'enfance, lui donneriez-vous la prépondérance sur la vie de l'âge viril, sous le prétexte qu'avant d'être hommes vous avez été enfants ? »

En transcrivant ces lignes de l'illustre proscrit, ma pensée se reporte à ces doux souvenirs du premier âge, qui rendent sainte aux âmes sensibles la terre où s'est passée notre enfance : les tendres caresses maternelles, le sourire de l'amour, les douces études ; puis les premières aspirations de liberté, les entretiens à voix basse, les ententes secrètes, les missives mystérieuses de Mazzini qui, avec le magique nom de Patrie, nous mettaient la fièvre dans le sang ; les persécutions, les prisons, les batailles ! — Est-il possible que l'Internationale demande à l'Italien, pour être citoyen du monde, d'oublier l'azur de son ciel, la verdure de ses campagnes, la magnificence de ses cités, les œuvres admirables de ses ancêtres ? alors, elle devrait donc demander à l'homme qu'avant de s'appeler humanitaire, il redescendît au niveau de la brute ? — Non, non, Maître ! l'Internationale ne demande pas à ses adhérents de ne pas voir ce qu'ils ont tous les jours sous les yeux, d'oublier ce qui est constamment dans leur pensée, de ne pas sentir ce qui est gravé dans leur cœur. Votre patrie est esclave ? que ses fils s'insurgent, et l'Internationale prêchera une croisade par-dessus les Alpes pour les aider. L'Internationale croit à la liberté, et combat l'autorité de quelque nom qu'elle s'appelle, sous quelque forme qu'elle s'enveloppe ; elle croit à la fraternité, et elle inculque à ses prosélytes la destruction des frontières.

Qu'est-ce donc que la nation, sinon le despotisme et la guerre ? Pourquoi aurions-nous le percepteur et le gendarme, si nous n'avions pas à Rome un gouvernement, qui, républicain ou monarchique, concentre dans ses mains la puissance et la volonté des multitudes ; pourquoi aurions-nous une armée de douaniers et de soldats, si les Alpes ne mettaient pas une barrière entre des hommes destinés à s'aider réciproquement et à s'aimer ? Peut-on s'imaginer une nation sans une capitale qui s'impose aux villes et aux communes, sans un gouvernement autoritaire qui s'impose aux individus et aux groupes, sans une frontière qui enlève au travail des millions de bras pour en faire un obstacle aux échanges et d'épouvantables instruments de ruine et de carnage ? Est-il possible de concilier l'idée de nation avec celle de fraternité et de liberté ?

L'Internationale, dit Mazzini, substitue à la nation la commune, la commune indépendante appelée à se gouverner elle-même. Non, non ; l'Internationale substitue à la nation quelque chose de plus rationnel, quelque chose de plus important que la commune : l'individu, qui s'unissant librement à d'autres individus, constitue la commune, pour continuer par la fédération des communes situées dans une même région, et arriver à la fédération de l'humanité. Est-ce là rétrograder ? Est-ce faire prévaloir l'enfance sur l'âge viril, seulement parce qu'avant d'être homme on a été enfant, — ou ne faut-il pas considérer un semblable programme comme l'expression du but final des plus saintes aspirations de l'homme ? La solidarité de la famille humaine serait-elle, au dix-neuvième siècle, un rêve de malade ?

L'Internationale — continue encore Mazzini — est « la négation de toute propriété individuelle, c'est-à-dire de tout stimulant à la production, en dehors de celui de la nécessité de vivre. La propriété, *quand elle est la conséquence du travail*, représente l'activité du corps, de l'organisme, comme la pensée représente celle de l'âme : c'est le signe visible de notre participation dans la transformation du monde matériel, comme nos idées, nos droits de liberté et d'inviolabilité de la

conscience sont le signe de la part que nous prenons à la transformation du monde moral. Qui travaille et produit *a droit aux fruits de son travail : c'est en cela que réside le droit de propriété !*

« Et si la plus ou moins grande activité dans le travail — c'est toujours Mazzini qui parle — est une source d'inégalité, cette inégalité matérielle est un gage d'égalité morale, conséquence du principe *que tout homme doit être rétribué à proportion de son œuvre* : recevoir autant qu'il l'a mérité. Il faut tendre à la création d'un ordre de choses dans lequel *la propriété ne puisse pas devenir un monopole et ne provienne à l'avenir que du travail*, d'un ordre dans lequel, quant à présent, les lois tendront à diminuer graduellement sa concentration permanente en un petit nombre de mains et se serviront de tous les moyens équitables pour en faciliter la transmission et la répartition. »

Depuis que l'homme cherche les éléments de la justice dans les institutions sociales, la question du tien et du mien a été une de celles qui ont le plus ardemment passionné l'esprit humain. De Moïse à Napoléon, de Philippe de Macédoine à Thiers, de Platon à Troplong, une armée innombrable d'intelligences a livré la plus obstinée des batailles sur le terrain ensanglanté de la propriété. D'une part le droit et la morale, de l'autre l'opportunité et la force ; d'une part la rapine, de l'autre le sophisme. Pour qui sera la victoire ?

Le socialisme n'a pas dit encore son dernier mot, mais ni le socialisme ni l'Internationale ne nient, comme le prétend Mazzini, toute propriété individuelle. Et comment pourraient-ils le faire, puisque ceux qui combattent le plus vivement la propriété individuelle du sol trouvent l'argument le plus fort à l'appui de leurs théories dans la nécessité indiscutable que tout individu ait un droit absolu de propriété sur les choses qu'il a produites ? Comment le pourraient-ils, si ce qui est un des axiomes de Mazzini, à savoir que « qui travaille et produit a droit aux fruits de son travail », constitue un des pivots fondamentaux de leurs théories sociales ?

L'accusation lancée contre les socialistes, d'être les ennemis de la propriété, n'est pas nouvelle ; mais il serait temps, enfin, qu'avant de la faire siffler à nos oreilles comme une malédiction et une menace, on nous dît une bonne fois si, à notre époque, la justice est la base et l'esprit des rapports sociaux ; qu'on nous dît si, pour nous combattre et pour éveiller contre nous les ressentiments d'un préjugé imbécile, il faut que nos ennemis aient toujours recours aux arguments de la déloyauté et du mensonge.

Par ces paroles, je ne fais pas allusion à Mazzini. L'affection et le respect que nul plus que moi n'a ressentis pour cet homme extraordinaire ne me permettraient certainement pas un autre langage que celui du respect et de l'affection. Et puis comment pourrais-je le combattre, comment pourrais-je faire sortir de mes lèvres d'autres paroles que des paroles amicales, puisque, sur la question de la propriété, au lieu de combattre, en effet, le socialisme et l'Internationale, il les a devancés ?

« Qui travaille et produit — écrit Mazzini aux ouvriers italiens — a droit aux fruits de son travail ; c'est en cela que réside le droit de propriété. » — « Tout homme doit être rétribué à proportion de son œuvre. » — « Il faut tendre à la création d'un ordre de choses dans lequel la propriété ne puisse pas devenir un monopole et ne provienne à l'avenir que du travail, d'un ordre dans lequel, quant à présent, les lois tendront à diminuer graduellement sa concentration permanente en un petit nombre de mains et se serviront de tous les moyens équitables pour en faciliter la transmission et la répartition. » — « Suppression de tout impôt direct ou indirect sur les choses nécessaires à la vie ; liberté du travail, et secours, si le travail fait défaut, ou si l'âge et les maladies empêchent de s'y livrer ; puis faveur et appui accordés, par le crédit, à vos tentatives pour substituer peu à peu au système actuel du salaire le système de l'association volontaire fondée sur la réunion du travail et du capital dans les mêmes mains. » — Mais n'est-ce pas là du pur socialisme ? Que voulaient Pierre Leroux et Proudhon, que

veulent Marx et Bakounine, sinon que la propriété soit le fruit du travail ? Et le principe que tout homme doit être rétribué à proportion de ses œuvres ne répond-il pas à cette inégalité d'aptitudes et de forces où le socialisme voit la base de l'égalité et de la solidarité humaines ? Et vouloir, comme Mazzini le veut, proclamer, comme il le proclame, que la propriété ne doit pas être un monopole, qu'aucun impôt ne doit frapper les choses nécessaires à la vie, qu'au système du salariat doit être substitué celui de l'association volontaire fondée sur la réunion du travail et du capital dans les mêmes mains, — n'est-ce pas affirmer toutes les théories du socialisme ; n'est-ce pas défendre énergiquement, avec cette puissance d'intelligence qui distingue Mazzini, les principes professés par l'Internationale ? Dirai-je à l'homme que le monde aime et honore à à bon droit : Comment le monopole pourrait-il être ôté de la propriété, puisque le monopole est le corrélatif nécessaire de la concurrence ? ou me mettrai-je à lui démontrer que tant que dureront les institutions qui régissent actuellement la société, les impôts pèseront toujours sur ce qui est nécessaire à la vie ? que tant que les théories de l'Internationale ne seront pas la base fondamentale de toute l'existence civile, la substitution du système de l'association volontaire au système du salariat sera toujours une impossibilité absolue ?

Maître ! pourquoi, après quarante années de douleurs indicibles, d'actions magnanimes, de constance indomptée, vous enrôlez-vous parmi les ennemis de ceux qui ont appris de vous à aimer la patrie et l'humanité ; parmi les ennemis de ceux qui ont bravé intrépidement, à votre appel, le canon et la potence ? Pourquoi, après quarante années d'un apostolat sans exemple, entre la vie et la perspective d'une gloire qui durera tant que l'homme sentira battre son cœur pour les entreprises magnanimes, cherchez-vous à vous démentir vous-même [50], et

50 Voici comment G. Mazzini enseignait en 1852 les théories du socialisme :

« La grande pensée sociale qui bouillonne aujourd'hui en Europe peut se définir ainsi : abolition du prolétariat ; émancipation des travailleurs de la tyrannie du capital concentré entre les mains d'un petit nombre

faites-vous que votre bannière tombe, sans combattre, entre les mains de vos ennemis ? — La jeunesse italienne est avec vous, les ouvriers du monde entier vous aiment et vous admirent, mais ne leur donnez pas l'indicible douleur de devoir combattre les dernières batailles pour la rédemption de la plèbe sans la direction et sans l'appui du vieux porte-étendard de la liberté.

---

d'individus ; répartition des produits, ou de la valeur qu'ils représentent, à proportion du travail accompli ; éducation morale et intellectuelle des ouvriers, association volontaire entre les ouvriers substituée pacifiquement, progressivement, autant qu'il est possible, au travail individuel salarié selon la volonté arbitraire du capitaliste. Voilà le résumé de toutes les aspirations raisonnables actuelles. Il ne s'agit pas de détruire, d'abolir, de transférer violemment la richesse d'une classe à une autre ; il s'agit d'élargir le cercle de la consommation, d'augmenter par conséquent les produits, de faire la part plus large, dans la répartition, à ceux qui produisent ; d'ouvrir une large voie au travailleur ; pour qu'il puisse acquérir richesse et propriété, de faire que tout homme qui donnera des garanties de volonté, de capacité, de moralité, trouve des capitaux et le moyen de travailler librement. Ces idées-là sont justes, et peu à peu elles triompheront. Historiquement, les temps sont mûrs pour leur triomphe. À l'émancipation de l'esclave succéda celle du serf, et celle du prolétariat doit venir ensuite. Le progrès de l'esprit humain a renversé, au moyen du patriciat, le despotisme de la monarchie ; au moyen de la bourgeoisie, de l'aristocratie financière, il a renversé le privilège de la noblesse du sang ; et il renversera, au moyen du peuple, de la masse qui travaille, le privilège de la bourgeoisie propriétaire et capitaliste, jusqu'au jour où la science, fondée sur le travail, ne reconnaîtra plus d'autre privilège que celui de l'intelligence vertueuse, appelée à diriger, par le choix du peuple que l'éducation aura éclairé, le développement des facultés et des forces sociales. » (*Note de l'original*.)

Lettre de Bakounine à la section de l'Alliance de Genève

AVANT-PROPOS

Bakounine, on l'a vu, après m'avoir expédié, le 25 juillet 1871, les feuillets 92-141 du manuscrit *Protestation de l'Alliance* ou *Appel de l'Alliance*, commença le jour même la rédaction d'une *Réponse à Mazzini*. Cette *Réponse* fut achevée le 28 ; et aussitôt, sans perdre un jour, il revint à l'Alliance. Il venait de recevoir une lettre de moi, lui communiquant des nouvelles de Londres : je lui apprenais qu'au lieu d'un Congrès général de l'Internationale, sur la convocation duquel nous avions compté, le Conseil général avait décidé la réunion à Londres d'une Conférence privée, à l'ordre du jour de laquelle figurerait, entre autres questions, celle de la scission de la Fédération romande et de la situation de la Section de l'Alliance de Genève par rapport à cette Fédération et à l'Internationale tout entière.

Bien que le manuscrit dont la rédaction avait été commencée le 4 juillet et suspendue le 25 soit désigné, dans le journal de Bakounine, sous le nom de *Protestation de l'Alliance* et d'*Appel de l'Alliance*, l'auteur n'y avait parlé que de l'organisation de l'Internationale en général et de celle des Sections genevoises en particulier : il n'y avait pas encore abordé la question de l'Alliance, Or, c'était là le point essentiel sur lequel porterait certainement le débat à la Conférence de Londres ; c'est pourquoi, renonçant à poursuivre l'exécution du plan beaucoup trop vaste d'après lequel il avait travaillé du 4 au 25, Bakounine se mit aussitôt à écrire un *Mémoire* limité strictement à ce qui concernait l'histoire de la Section de

l'Alliance de Genève. Son journal du 28 juillet porte : « Mémoire sur l'Alliance » ; le 5 août, il y écrit : « Lettre à Guillaume avec paquet première moitié Mémoire sur l'Alliance ». Cette « première moitié » se composait de 28 feuillets ; mais ce n'était pas la « moitié », c'était le quart seulement de ce que Bakounine écrivit réellement.

Le lendemain du jour où il m'avait expédié ce paquet de manuscrit, il recevait une autre lettre de moi, lui communiquant des nouvelles du Conseil général venues par l'intermédiaire de Robin. Celui-ci me racontait comment il était parvenu à faire reconnaître au Conseil l'authenticité des lettres d'Eccarius et de Jung (voir ci-dessus p. 5) ; il avait en conséquence reçu, en double exemplaire, une déclaration signée du secrétaire du Conseil, attestant que les lettres étaient authentiques, et qu'il n'existait aucune décision du Conseil qui, depuis, eût suspendu la Section de l'Alliance ; et il m'envoyait, pour Genève, un de ces exemplaires. J'avais fait aussitôt parvenir à la Section de l'Alliance de Genève le document qui lui était destiné ; et en transmettant à Joukovsky, avec ce document, la lettre de Robin, je l'avais engagé à examiner si, maintenant qu'elle avait obtenu du Conseil général la reconnaissance de la régularité de sa situation, la Section de l'Alliance, prenant en considération l'intérêt supérieur de l'Internationale, n'agirait pas plus sagement en renonçant d'elle-même à prolonger davantage une existence qui, depuis longtemps, n'avait plus aucune utilité. J'avais pu constater que les réfugiés de la Commune avaient beaucoup de peine à se rendre compte de la véritable situation. Nos adversaires cherchaient à leur persuader que la scission n'avait nullement été le résultat d'une divergence sérieuse de principes, qu'elle était due simplement à des querelles de personnes, et en particulier à l'obstination ridicule d'une poignée d'hommes qui prétendaient absolument imposer à la Fédération genevoise l'obligation de recevoir dans son sein une section dont elle ne voulait pas. Il était chimérique d'espérer que ceux de ces réfugiés qui habitaient Genève se décideraient à devenir

membres de l'Alliance : celle-ci allait donc voir son isolement devenir plus grand encore ; tandis qu'une fois sa dissolution prononcée par elle-même, les membres qui avaient fait partie de la section n'auraient plus rien qui les empêchât d'établir entre eux et les proscrits français des liens sérieux de solidarité en vue d'une action commune. Par la dissolution de la Section de l'Alliance, ajoutais-je, on enlèverait du même coup à la coterie marxiste le prétexte qu'elle croyait déjà tenir pour prendre contre nous et faire approuver par la future Conférence des mesures funestes, qui pourraient entraver la libre organisation de nos sections. En terminant, je priais Joukovsky de communiquer immédiatement à Bakounine la lettre de Robin.

Dans ma lettre à Bakounine, j'exposai les mêmes considérations, en faisant valoir l'avantage que nous donnerait, devant la Conférence de Londres, le terrain nouveau sur lequel nous nous serions placés, terrain qui se trouverait déblayé et aplani par la dissolution volontaire de la Section de l'Alliance. Mais Bakounine ne goûta pas mes raisons. Il fallait, pensait-il, accepter la lutte sur le terrain où nous étions ; et si la Section de l'Alliance devait se dissoudre un jour, ce ne pourrait être qu'après avoir triomphé de ses ennemis. Il m'écrivit le jour même, 6 août, pour m'exposer son point de vue, une longue lettre, que je ne possède plus (toute ma correspondance avec Bakounine, excepté celle de 1869 et deux lettres de 1871, a été détruite). Il écrivit également une lettre aux membres de la Section de l'Alliance, à Genève, pour leur dire son avis sur le conseil que je leur avais donné, et pour leur proposer un plan de campagne tout différent du mien. Cette lettre, qu'il m'envoya et que je transmis de sa part à la Section de l'Alliance, a été retrouvée dans les papiers de Joukovsky par Max Nettlau, qui l'a publiée dans sa Biographie de Bakounine. J'en ai reproduit le texte, d'après lui, au tome II de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, p. 178 ; et je donne également ce texte ici (p. 161), en manière d'introduction au *Rapport sur l'Alliance*.

Les 28 premiers feuillets du *Mémoire* de Bakounine m'étaient parvenus le 8 août : je les envoyai à Genève le lendemain, pour que, selon l'intention de l'auteur, Perron les revît, les complétât ou les abrégeât.

La lettre du 6 août, à la Section de l'Alliance, me parvint le 9, et, après l'avoir lue, je la transmis à Perron le même jour. Dans cette lettre, Bakounine, après avoir cherché à démontrer que la dissolution de la Section de l'Alliance *avant* la Conférence serait une maladresse, un sacrifice inutile, « une lâcheté gratuite mais nullement obligatoire », proposait qu'un Mémoire justificatif fût adressé par la Section de l'Alliance au Comité fédéral de Saint-Imier, et, à cette occasion, il parlait en ces termes du manuscrit dont il m'avait envoyé le commencement :

« J'ai déjà envoyé la première partie d'un projet de mémoire à James, je lui en enverrai dans ces jours la fin. Il est trop long, mais il contient tous les éléments de notre défense, et il sera très facile soit à Jouk, soit à Perron, soit à James, d'en faire un mémoire très court...

« Je propose donc que le Comité fédéral de Saint-Imier, après avoir reçu votre mémoire, rédige un mémoire pour son compte, où, en racontant tous les faits qui se sont passés au Congrès de la Chaux-de-Fonds et depuis, il démontrera victorieusement le droit de la Fédération des Montagnes. »

Il ajoutait qu'à son avis les Sections des Montagnes devaient absolument envoyer un délégué à la Conférence de Londres ; et ce délégué, disait-il, « ne doit être autre que James Guillaume. Je suis convaincu qu'il remportera et fera remporter à notre organisation des Montagnes, aussi bien qu'à l'Alliance, une victoire éclatante [51]. »

Mais le jour même où Bakounine écrivait cette lettre, la

51 Après mûr examen, les Sections des Montagnes décidèrent qu'elles n'avaient pas à envoyer de délégué à une Conférence à laquelle elles n'avaient pas été convoquées.

Section de l'Alliance de Genève, sans l'avoir prévenu de rien, avait tenu à la précipitée une réunion dans laquelle, se conformant à mon avis, ainsi qu'aux conseils de quelques réfugiés de la Commune, elle prononçait sa dissolution. Joukovsky m'annonça cet acte par un billet que je reçus le 10 août. Je lui répondis sur-le-champ :

« ... Il me semble que vous êtes allés un peu vite. J'avais insisté pour que Michel fût consulté et pour qu'on lui envoyât la lettre de Robin. Or, d'après une lettre de Michel que j'ai reçue hier [52], et que j'ai envoyée immédiatement à Perron pour qu'il la communique aux amis, il semble que Michel n'a rien reçu de vous, et qu'il n'a été instruit du projet de dissoudre l'Alliance [53] que par moi. Tu verras, d'après sa lettre, qu'il différait d'opinion avec nous, et qu'il eût voulu conserver le *statu quo* jusqu'au Congrès ; j'aurais aimé que vous attendiez sa lettre avant de prendre une décision, afin que son opinion pût être comptée et discutée.

« Et maintenant que faites-vous ? J'espère qu'au moins pour cette affaire si grave, vous allez agir régulièrement. Il y a deux choses à faire tout d'abord :

« 1° Écrire au Comité fédéral romand à Saint-Imier que [la Section de] l'Alliance est dissoute, et lui en exposer les motifs ;

« 2° Écrire au Conseil général à Londres, d'abord pour lui accuser réception de sa lettre [54], — Robin l'exige absolument, — puis en même temps pour lui annoncer votre dissolution.

« Je crois que le mémoire préparé par Michel, dont je vous ai envoyé hier la première partie, a toujours sa raison d'être. Tout en cessant d'exister, l'Alliance peut et doit réfuter les calomnies sans nombre dont elle a été l'objet. Il faudrait donc vous réunir encore pour examiner ce mémoire, y faire les changements que vous trouverez convenables, et ensuite le faire publier de manière qu'il puisse être mis entre les mains de

52 Celle du 6 août.
53 C'est-à-dire la Section de l'Alliance de Genève.
54 C'est-à-dire de la déclaration du 25 juillet 1871, transmise par Robin.

chacun des délégués de la Conférence de Londres, qui aura lieu — je le sais maintenant — le troisième dimanche de septembre. »

Le lendemain 11, je recevais de Joukovsky : 1° la copie d'une lettre à Hermann Jung, par laquelle il lui accusait réception de la déclaration du 25 juillet 1871 transmise par l'intermédiaire de Robin, et le chargeait de faire part au Conseil général de la dissolution de la Section de l'Alliance ; 2° un projet de lettre (trois feuillets) à la Conférence de Londres. Je m'empressai de lui adresser la réponse suivante :

« Je reçois à l'instant le projet de lettre à la Conférence de Londres. D'autre part, Charles [55] a dû te communiquer le mémoire de Michel que je lui ai envoyé avant-hier. Lequel choisir ? L'affaire est de savoir s'il faut un mémoire étendu, complet, avec preuves à l'appui, ou bien une déclaration courte et catégorique sans autres développements. Si on s'arrête à cette dernière idée, il me paraît que ton projet est excellent. Mais un mémoire plus étendu me semble pourtant nécessaire. En effet, les simples affirmations ne prouvent rien : elles laissent la porte ouverte aux démentis, — et tu sais avec quelle impudence nos ennemis savent mentir. Il faut arriver devant la Conférence les mains pleines de preuves ; il faut déchirer tous les voiles. Eh bien, le mémoire de Michel me paraît excellent pour arriver à ce but : il est écrit avec modération, et avec une sobriété de langage qui n'est pas toujours son propre.

« Je vote donc, pour ma part : 1° Pour l'envoi au Conseil général de la déclaration de la dissolution de l'Alliance, telle qu'elle est contenue dans ta lettre ; 2° Pour l'envoi à la Conférence du mémoire de Michel, préférablement à cette déclaration en trois feuillets que tu m'as envoyée.

« Nous avons le temps d'attendre que Michel ait fini son travail, puisque la Conférence a lieu le troisième dimanche de septembre. Cependant, il faut qu'il se dépêche. Écris-lui dans ce sens ; je lui ai déjà écrit hier.

55 Perron.

« ... Ainsi, mon cher, je te prie de répondre à cette lettre et à celle d'hier, courrier par courrier, afin que je sache si le mémoire de Michel est goûté à Genève, et si vous voulez l'accepter. »

Par la regrettable négligence de nos amis de Genève, les 28 feuillets envoyés à Perron furent perdus, comme le furent les 62 premiers feuillets de la *Protestation de l'Alliance*. Si le reste du manuscrit (feuillets 29-111) existe encore, c'est qu'il n'est heureusement pas sorti de mes mains.

Ces 28 premiers feuillets racontaient la fondation, au second Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, à Berne, de l'*Alliance Internationale de la Démocratie socialiste* (25 octobre 1868) ; son adhésion à l'Association Internationale des Travailleurs ; la formation à Genève d'une Section de cette Alliance (28 octobre), Section qui compta dès le premier jour près d'une centaine de membres ; et l'accueil qui fut fait à ce nouveau groupement par les ouvriers des sections du bâtiment et par ceux des sections de la Fabrique.

Le 13 août (d'après le calendrier-journal), Bakounine — informé de la dissolution de la Section de l'Alliance le 12 seulement, non point par une communication du secrétaire de la Section, mais par une lettre privée d'Ozerof — m'écrivit une longue lettre, achevée seulement le 16, dans laquelle il se plaignait vivement que la Section de l'Alliance eût prononcé sa dissolution sans qu'il eût été informé, en temps utile, de la mise à l'ordre du jour de cette question ; il m'annonçait qu'il envoyait à l'adresse d'un ami de Genève une protestation contre ce procédé et contre la décision prise.

Le 14, Joukovsky m'apprenait que les anciens membres de la Section de l'Alliance, unis à un certain nombre de proscrits français, voulaient constituer à Genève une nouvelle section de l'Internationale sous le nom de *Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste*. Je répondis par la lettre suivante :

« Merci de ta lettre. Deux mots d'observation.

« Tu ne me dis rien quant à Michel : l'a-t-on consulté, oui ou non, sur la dissolution de l'Alliance ?

« Maintenant, pourquoi diable former cette *Section de propagande* ? Voilà que vous gâtez par là tout le bon effet de la dissolution de l'Alliance. L'essentiel est qu'il soit bien constaté que vous êtes dissous, désorganisés, renonçant à toute idée de groupement spécial, et demandant seulement à vous joindre à la Section centrale. La Section centrale vous refusera, c'est à prévoir : alors vous aurez le droit de créer une nouvelle Section, — ou plutôt, non, même alors je voudrais vous voir rester à l'état d'individualités sans section, et réclamant auprès du Conseil général contre l'exclusivisme de la coterie genevoise qui vous ferme ses portes.

« Ne vois-tu pas que de cette façon nous les battrons, nous les mettrons au pied du mur, — au lieu qu'en recréant une section, vous donnerez lieu à la remarque parfaitement juste que c'est l'Alliance sous un autre nom ? »

Après avoir reçu la nouvelle lettre de Bakounine des 13-16 août, j'écrivis à Joukovsky ce qui suit, le 20 août :

« Mon cher Jouk, quelques questions auxquelles tu voudras bien répondre *à lettre vue* :

« 1° As-tu vu *la protestation de Michel contre la dissolution de l'Alliance* ? Si non, demande-la à Pinier, je crois que c'est à lui qu'il l'a adressée. Je trouve que Michel a parfaitement raison de se plaindre de vos procédés à son égard : on ne l'a pas averti ni consulté, on ne lui a pas envoyé la lettre de Robin que je t'avais expressément prié de lui communiquer.

« Ah ! mon cher, vous faites les choses en artistes : vous n'êtes pas assez bourgeois, assez positifs, assez hommes d'affaires, vous n'avez pas assez de régularité, de ponctualité, enfin toutes ces qualités fort ridicules, si tu veux, mais essentielles dans toute organisation ; vous êtes paresseux,

volages, étourdis, capricieux comme des artistes. Et je vois, hélas ! qu'il n'y a rien à faire pour vous convertir à des idées moins fantaisistes : un Maure changerait-il sa peau et un léopard ses taches ?

« 2° Persistez-vous à créer une nouvelle section ? Je te répète qu'à mes yeux c'est une très grande faute, que cela détruit tout le bien qu'aurait fait la dissolution de l'Alliance…

« J'ai modifié mes idées à l'égard de la suppression du Conseil général. Il me semble que si nous pouvions faire la paix avec lui, cela vaudrait encore mieux, pour le moment, que d'amener une guerre générale…

« Et, à propos de Michel, as-tu vu dans la *Liberté* d'hier sa réponse à Mazzini ? Je suis enchanté que la *Liberté* l'ait insérée. Il y aura encore, je l'espère, moyen de s'entendre avec les Belges… »

Joukovsky répondit sur un ton piqué à la semonce relative à sa négligence. Mais sa réponse, écrite le lundi 21, mit une semaine à me parvenir, parce qu'il avait oublié de la jeter à la poste. Je la reçus le samedi 26 au soir, et le lendemain je lui écrivais (27 août) :

« Mon cher Jouk, vraiment tu me fais rire. Tu te fâches parce que je t'appelle artiste, que je me plains de ton manque de régularité dans la correspondance, que je constate que tu n'as pas les qualités d'un bourgeois ponctuel et méticuleux, tandis que tu as celles — fort appréciées par moi d'ailleurs — d'une imagination riche et féconde, mais capricieuse ; tu te fâches, dis-je, et voilà que tu as soin, en même temps, de justifier de point en point mon jugement.

« En effet, tu prétends me répondre *à lettre vue* : aussi m'écris-tu lundi soir, à minuit ! heure un peu indue. Seulement tu oublies la lettre dans ta poche, et tu ne la mets à la poste que le samedi matin, comme le constate le timbre de Genève, — en sorte qu'elle m'arrive le samedi soir.

« Puis, dans cette réponse *à lettre vue* qui a mis une

semaine à me parvenir, tu ne me parles que d'une seule chose, et tu persistes à garder un silence incompréhensible sur les points les plus essentiels.

« Ainsi, je n'ai jamais pu obtenir de toi une réponse à l'égard des comptes de la *Solidarité*...

« Je persiste à croire que vous aviez le temps de prévenir Michel de ma proposition concernant l'Alliance. Il ne s'agit pas ici de l'autorité d'un homme, de dictature, etc. ; il s'agit d'égards dus à un ami. Vous pouviez très bien fixer à huit jours la séance dans laquelle on discuterait la question, et dans l'intervalle écrire à Michel. Enfin, c'est fait, n'en parlons plus... »

À partir de ce moment, je m'abstins de toute récrimination au sujet du fait accompli. Mais Bakounine, lui, avait été blessé de l'inconvenance du procédé de Joukovsky et de Perron ; et le froissement qu'il en avait ressenti explique le ton sur lequel il parle de ces anciens amis dans les derniers feuillets de son Mémoire, écrits postérieurement à la dissolution de la Section de l'Alliance.

Un nouvel envoi de manuscrit (feuillets 29-68) me fut fait le 21 août. Au bas du feuillet 68 Bakounine avait écrit cette annotation : « Je ne sais pas l'usage que vous trouverez bon de faire de ce manuscrit. Ce qui est certain, c'est que je ne ferai pas d'autre rapport que celui-ci, *qui ne peut pas être imprimé dans sa forme présente*, mais qui contient des détails suffisants pour éclaircir tous les points et pour vous fournir tous les matériaux nécessaires pour un mémoire plus serré et plus court. »

Le 23, Bakounine m'envoya les feuillets 69-77, et le 24 les feuillets 78-98. Le 25, le calendrier-journal nous le montre commençant un second article contre Mazzini, qu'il interrompt le soir pour reprendre le manuscrit de ce qu'il appelle maintenant son « Rapport » ; il en continue la rédaction le 26, et le lendemain m'envoie les feuillets 99-111 ; au verso du feuillet 111 il écrivait ; « Presque fin de mon Rapport sur l'Alliance. J'ai vraiment très peu de choses à y ajouter. » Il avait

conservé par devers lui le feuillet 112, sur lequel il avait tracé seulement quelques lignes ; mais il n'acheva pas de le remplir (ce feuillet s'est retrouvé dans ses papiers) : c'est qu'il se consacrait maintenant tout entier à sa seconde Réponse à Mazzini, qui allait devenir un livre.

Aucun usage ne fut fait à ce moment-là du « Rapport » de Bakounine, parce que sa proposition, présentée aux membres de la Section de l'Alliance par la lettre du 6 août, « d'adresser un mémoire justificatif au Comité fédéral de Saint-Imier », n'avait pas été adoptée, non plus que celle d'envoyer au Conseil général de Londres et aux principales Fédérations de l'Internationale un mémoire dans lequel ce Comité fédéral raconterait les faits qui s'étaient passés au Congrès de la Chaux-de-Fonds et depuis. D'ailleurs il eût été difficile d'utiliser ce manuscrit sans en retrancher précisément les parties les plus intéressantes — disons le mot, les plus amusantes : Bakounine s'y était abandonné à sa verve, il y avait tracé des portraits, magistralement crayonnés, d'Outine et de Henri Perret ; il y faisait même rire aux dépens de Charles Perron et de Paul Robin, en racontant leurs maladresses. Lorsque j'eus à rédiger, en 1872, le *Mémoire de la Fédération jurassienne*, j'y insérai deux passages du manuscrit de Bakounine : le premier (feuillets 38-56) dans les Pièces justificatives, pages 45-58 ; le second, feuillets 58-78 (avec beaucoup de suppressions et d'atténuations), aux pages 68 (ligne 3)- 77 (ligne 11) du texte.

Quelques passages des chapitres « Campagne désastreuse de Perron et de Robin » et « Outine, le Macchabée et le Rothschild de l'Internationale de Genève » ont été publiés dans *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome Ier, pages 226-229.

Ce n'est qu'aujourd'hui que la publication intégrale du manuscrit est devenue possible.

J. G.

LETTRE DE BAKOUNINE À LA SECTION DE L'ALLIANCE DE GENÈVE

Le 6 août 1871. Locarno.

Aux amis de la Section de l'Alliance de Genève.

Amis et Frères,

Notre ami James vient de m'écrire qu'il vous a envoyé une lettre de Robin (lettre que je vous prie de m'envoyer au plus vite, comme il vous l'a recommandé, je pense) qui lui annonce qu'un orage formidable, longuement préparé par nos sales ennemis de Genève, de concert avec les autoritaires communistes de l'Allemagne, menace de fondre non seulement sur l'Alliance, mais sur toute la Fédération des Montagnes, et qu'il ne s'agit de rien de moins que d'exclure cette Fédération, la seule qui représente le vrai esprit de l'Internationale en Suisse, de la communion internationale des travailleurs.

Justement inquiété par cette nouvelle, l'ami James, qui vous a envoyé en même temps l'acte du Conseil général qui reconnaît la légitimité de notre Section, vous a donné le conseil de profiter de cette nouvelle déclaration du Conseil général pour faire ce qu'il appelle un coup de maître, et qui ne serait à mes yeux qu'un acte de défaillance malhabile. Il vous conseille de déclarer volontairement votre dissolution, et de demander comme conséquence de ce suicide généreux votre rentrée dans la Section centrale.

Il s'imagine sans doute que ce qui vous sépare de vos ennemis de Genève n'est qu'une question d'organisation, tandis que tous les principes et toutes les organisations ne sont pour eux rien que des prétextes qui leur servent à masquer leurs

haines féroces, leurs ambitions, leurs intérêts et leurs vanités personnelles. Votre acte de dissolution notifié par vous au Comité fédéral de Genève serait accepté par eux sans doute avec joie comme un aveu public de votre faute supposée et comme un désaveu de notre principe [56], et votre demande de rentrée aurait pour conséquence infaillible, je vous le jure sur ma tête, la réponse suivante : « Nous consentons généreusement à recevoir dans le bercail tous nos frères égarés et repentants de l'Alliance, moins Perron, Jouk, Bakounine et Sutherland, qui ont été expulsés de la Section centrale pour différents délits, par un jugement en règle [57]. » Au besoin, ce que je ne pense pas, ils pourraient consentir à nous accorder une amnistie, — ils ne nous l'accorderont pas, j'en suis sûr, leurs haines sont trop vivaces et ils nous craignent trop pour cela, — mais en supposant même qu'ils nous l'accordent, je vous déclare, pour mon compte, que moi au moins je ne l'accepterai pas. Leurs intrigues et leurs calomnies contre nous, ce jugement odieux, ridicule, et l'expulsion prononcée contre nous, ont été autant

56 Ma thèse était, au contraire, que la dissolution volontaire de la Section de l'Alliance, bien loin de constituer un « aveu » ou un « désaveu », pouvait être prononcée sans que personne y vît une défaite ou une reculade, puisque le Conseil général avait été contraint de reconnaître publiquement la régularité de la situation de cette Section. Le désaveu était pour Marx, Engels et leurs agents, qui avaient osé prétendre, en mars 1871, que jamais la Section de l'Alliance n'avait été admise par le Conseil général ; et une fois ce désaveu-là bien acquis et dûment enregistré, la Section de l'Alliance n'avait plus rien à faire qu'à disparaître, son rôle à Genève étant fini depuis longtemps. Mon opinion sur l'inutilité de cette Section de l'Alliance était bien connue de Bakounine, de Perron et de Joukovsky. Dans une lettre à ce dernier, du 4 juin 1870, j'avais écrit : « Que font donc Joukovsky, Perron, Brosset ? nous demande-t-on de toutes parts. Pas un signe de vie ; plus un mot de l'Alliance (Tant mieux !). » Ce *Tant mieux* — cri du cœur qui m'était échappé — fut certainement répété par la plupart des Jurassiens, lorsqu'ils apprirent, en août 1871, que la Section de l'Alliance, satisfaite d'avoir vu Marx « pris en flagrant délit de mensonge, et son acte authentiquement constaté » (Robin), se retirait du champ de bataille, et que désor- mais on n'entendrait plus parler d'elle.

57 Voir ci-dessus, p. 4.

d'infamies, et je ne consentirai jamais à me mettre dans la position de recevoir un pardon lorsque c'est moi qui dois pardonner.

Qu'on ne dise pas que je dois faire un sacrifice pour la paix, pour le bien de l'Internationale. Jamais aucun bien ne pourra être obtenu par une lâcheté [58]. Nous n'avons pas le droit de nous abaisser devant eux, parce qu'en nous abaissant nous abaisserions notre cause et notre principe, et pour sauver l'apparence, le mensonge de l'Internationale, nous en sacrifierions la vérité et la réalité.

Je pense en général que ce n'est pas par une politique de lâches concessions et de chrétienne humilité, mais seulement par le ferme et franc maintien de notre droit, que nous pourrons triompher de nos ennemis, pour le bien même de l'Internationale. Notre droit n'est-il pas assez clair ? N'avons-nous pas souffert depuis plus d'un an toutes les attaques, toutes les calomnies, toutes les intrigues, sans nous défendre et sans même répondre ? Notre silence a été une grande faute [59], notre dissolution serait un suicide honteux.

Voici le plan que je vous propose en opposition à celui de Guillaume :

1° Adressons un *Mémoire justificatif* au Comité fédéral de Saint-Imier, le seul que nous puissions reconnaître [60] ; — j'ai déjà envoyé la première partie d'un projet de mémoire à James, je lui en enverrai dans ces jours la fin ; il est trop long, mais il

---

58 Il ne s'agissait aucunement de *sacrifice*, et encore moins de *lâcheté*. La déclaration du Conseil général du 25 juillet 1871 avait donné entière satisfaction à Bakounine et à ses amis en ce qui concernait la situation de la Section de l'Alliance dans l'Internationale ; et on pouvait penser que la Section centrale de Genève, dont l'esprit, croyais-je, était en train de se modifier par suite de l'arrivée des réfugiés de la Commune, révoquerait spontanément son vote inique du 13 août 1870.

59 Notre silence avait été la conséquence forcée de la guerre et de la Commune, non le résultat de notre volonté.

60 Le Comité fédéral des sections des Montagnes, qui s'était trouvé placé à la Chaux-de-Fonds pendant la première année, avait été transféré à Saint-Imier en mai 1871.

contient tous les éléments de notre défense, et il sera facile soit à Jouk, soit à Perron, soit à James, d'en faire un mémoire très court ; — et, après y avoir établi par des faits la justice de notre cause, notre droit, déclarez, si vous le trouvez bon et le décidez à l'unanimité (quoique vraiment je n'en voie aucune nécessité), déclarez que pour le bien de l'Internationale (ce qui serait toujours un aveu implicite que vous avez été le mal) vous voulez bien vous dissoudre, mais pas avant qu'on ait publiquement reconnu, soit dans un Congrès, soit dans cette Conférence de Londres, votre droit, l'injustice des attaques qu'on a soulevées contre vous, et la généreuse grandeur de votre dissolution volontaire.

2° La Fédération des Montagnes peut-elle, doit-elle faire le même sacrifice ? doit-elle aussi se dissoudre pour se soumettre à la despotique direction du Comité fédéral de Genève, baisser pavillon devant Outine, Perret, Becker et compagnie [61] ? Il me paraît que poser cette question, c'est la résoudre. C'est comme si l'on demandait : Faut-il, sous le prétexte de faire une unité apparente dans l'Internationale de la Suisse romande, sacrifier son esprit, et tuer le seul corps qui soit constitué selon son esprit ?

Je vous répète ce que j'ai écrit à Guillaume. Un tel sacrifice serait une lâcheté gratuite, mais nullement obligatoire.

Enfin, mes chers amis, croyez-vous vraiment que l'Internationale soit arrivée à ce point en Europe qu'on ne puisse plus vivre, respirer, agir dans son sein que par une série d'actes humiliants mais diplomatiques, que par la lâcheté, que par l'intrigue ? S'il en était ainsi, l'Internationale ne vaudrait plus un sou, il faudrait vite la dissoudre comme une institution bourgeoise ou dépravée par l'esprit bourgeois. Mais ne lui faisons pas cette injure. Ce n'est pas elle qui est devenue

61 Il n'a jamais été question de semblable chose ; Bakounine formule ici une hypothèse absurde, pour se donner l'avantage d'une réfutation facile, réfutation au moyen de laquelle il sera censé avoir démontré que la Section de l'Alliance ne doit pas être dissoute. C'est un artifice de rhétorique, qui lui permettra d'ailleurs de dire des choses fort éloquentes.

mauvaise, c'est nous qui sommes devenus lâches et faibles. Nous renfermant dans le sentiment de notre droit, nous nous sommes tus comme de prudents martyrs, tandis que nous devions traîner nos calomniateurs au grand jour et leur rendre coup pour coup [62]. Nous ne l'avons pas fait parce qu'intérieurement nous étions divisés, et que dans le moment critique chacun sembla vouloir tirer son épingle du jeu, boudant sous sa tente comme Achille. Je ne fais pas de personnalités, je fais de l'histoire. Et les ennemis n'ont que trop bien profité de nos divisions et de notre silence. Il en a été de même de la Fédération des Montagnes, non qu'elle ait été divisée, — par bonheur elle fut et reste unie comme une famille de frères, — mais parce qu'elle a eu le malheur d'adopter la politique de Notre Seigneur Jésus-Christ, politique de patience, d'humilité volontaire et de pardon des injures [63]. Est-ce que cela a touché nos ennemis ? Point du tout, ils n'en ont profité que pour la mieux calomnier et salir. N'est-ce pas une preuve qu'il faut mettre fin à cette politique de chrétiens, de crétins ! Que faut-il donc faire ? Une seule chose, renouveler notre combat au grand jour. Ne craignez pas de tuer par là l'Internationale. Si quelque chose peut la tuer, c'est précisément la diplomatie et l'intrigue, c'est la pratique souterraine, celle qui constitue maintenant tout le jeu de nos ennemis non seulement de Genève, mais de Londres aussi. La lutte au grand jour rendra à l'Internationale la vie et la force, d'autant plus qu'au grand jour ce ne pourra être une lutte de personnes, cela deviendra nécessairement une grande lutte de deux principes ; celui du communisme autoritaire et celui du socialisme révolutionnaire.

62 Bakounine, ici, ne parle que de ce qui s'est passé à Genève, et de l'attitude, en effet très singulière, des membres de l'Alliance comme Brosset, Perron, Joukovsky, qui se tinrent cois au lendemain de la scission de 1870, sans que rien pût les tirer de leur apathie.

63 Il existe une lettre de Bakounine à Joukovsky, du 28 juillet 1870, où il loue la réponse faite par la *Solidarité* du 23 juillet à la résolution du Conseil général condamnant la Fédération des Montagnes (Nettlau, *Biographie*, II, 403). À ce moment, il ne voyait pas en nous des chrétiens humbles et patients.

Je propose donc que le Comité fédéral de Saint-Imier, après avoir reçu votre mémoire, rédige un mémoire pour son compte, où, en racontant tous les faits qui se sont passés au Congrès de la Chaux-de-Fonds et depuis, il démontrera victorieusement le droit de la Fédération des Montagnes.

a) Le mémoire doit être adressé à Londres, et une copie doit en être envoyée en Belgique, en Italie, en Espagne, en France, — ou plutôt à l'émigration française, — et en Allemagne aussi ;

b) Le Comité fédéral de Saint-Imier doit s'adresser à l'Internationale belge et la prier de prendre sur elle le rôle d'arbitre dans ce débat ;

c) Enfin, puisqu'une Conférence sournoise, une sorte de Congrès anonyme et au petit pied, doit se réunir à Londres, il faut que les Montagnes y envoient absolument un délégué, et ce délégué, selon moi, ne doit être autre que James Guillaume [64] Combien cela peut-il coûter ? Quatre cents francs ? Eh bien, je tâcherai d'en trouver au moins deux cents. J'en ai déjà écrit à nos amis italiens et russes. Vous trouverez bien le moyen de réunir aussi quelque chose. Mais il me paraît absolument nécessaire que Guillaume parte. Il passerait par Bruxelles où il s'entretiendrait préalablement avec les Belges. Eh bien, chers amis, je suis convaincu, moi, que si Guillaume se présente à Londres, il remportera et fera remporter à notre organisation des Montagnes, aussi bien qu'à l'Alliance, une victoire éclatante. Nos ennemis seront littéralement écrasés, car la justice est de

64 « Je refusai catégoriquement d'accepter une semblable mission. Je pressentais qu'a Londres je me serais trouvé en présence d'une majorité prévenue, parfaitement résolue à fermer l'oreille à tout plaidoyer ; ma situation, comme représentant des Sections des Montagnes, aurait été celle d'un accusé comparaissant devant des juges dont il reconnaît la compétence et dont il accepte la sentence ; ne valait-il pas mieux, puisque nous étions condamnés d'avance, qu'on ne pût pas se prévaloir de ce qu'un avocat de notre cause aurait esquissé le simulacre d'une vaine défense, et qu'il fût, au contraire, bien constaté qu'on nous condamnait sans nous avoir entendus ? » *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. II, p. 188.)

notre côté et leurs intrigues ne sont malfaisantes que dans la nuit, non au grand jour.

Enfin, mon dernier mot : cessons d'avoir honte de nous-mêmes, de notre droit, de notre principe ; n'ayons pas l'air de demander pardon d'exister ; ne faisons plus de lâcheté sous le prétexte de sauver l'union dans l'Internationale ; ne tuons pas l'âme de cette dernière sous le prétexte de faire vivre son corps. Ne cherchons pas notre force dans l'habileté et dans la diplomatie, où nous serons toujours les plus faibles parce que nous ne sommes pas des coquins. Luttons et triomphons au nom de notre principe.

Votre ami et frère,

M. BAKOUNINE.

RAPPORT SUR L'ALLIANCE

. . . . . .

. . . . . .

|29 La première cause fut celle-ci [65] : les membres les plus influents, les meneurs ou les chefs des Sections de la Fabrique considérèrent notre propagande et notre organisation nouvelle, les uns avec indifférence, les autres même avec un certain degré de bienveillance, tant qu'ils crurent que l'Alliance ne devait être qu'une sorte d'académie où devaient se débattre théoriquement de pures questions théoriques. Mais lorsqu'ils s'aperçurent que le groupe de l'Alliance, peu soucieux de faire de la théorie en pure perte, s'était donné pour but principal l'étude des principes et de l'organisation de l'Internationale, dans laquelle se résumait pour elle toute la pratique du socialisme ; et surtout lorsqu'ils virent que l'Alliance, exerçant une attraction toute particulière sur les ouvriers en bâtiment, tendait à leur donner l'idée d'une organisation collective, qu'ils n'avaient point eue jusque-là, une organisation toute fondée sur les principes de l'Internationale, inspirée uniquement de son esprit, et qui aurait eu pour conséquence nécessaire de les rendre plus clairvoyants et plus indépendants, d'abord vis-à-vis de leurs comités qui se fourvoyaient de plus en plus dans une voie excessivement autoritaire, et en dernier lieu vis-à-vis des meneurs de la Fabrique, qui, non contents d'avoir formé au sein de cette dernière une sorte de coterie gouvernementale, s'efforçaient ostensiblement d'étendre leur domination sur les

65 Il s'agit, comme la suite le fera voir, des causes qui provoquèrent l'hostilité de la Fabrique et des meneurs des comités à l'égard de la Section de l'Alliance. Le contenu des feuillets 29-36 a été publié, par extraits et sous une forme un peu condensée, au tome Ier de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, pages 183-186. Il y a donc quelques légères différences entre le texte donné ici, qui est de Bakounine sans retouches, et celui qui a été imprimé dans *L'Internationale*.

sections des ouvriers en bâtiment, au moyen des comités de celles-ci, |30 alors ils commencèrent à suspecter l'action si légitime et d'ailleurs complètement ouverte et publique du groupe de l'Alliance.

Toute cette action de l'Alliance se réduisait à ceci : elle donnait à la grande masse des ouvriers en bâtiment le moyen de définir leurs instincts, de les traduire en pensée et d'exprimer cette pensée. Au sein du Cercle [66] et dans les assemblées générales de l'Internationale, cela était devenu impossible, grâce à la prédominance organisée des ouvriers de la Fabrique. Le Cercle était devenu peu à peu une institution exclusivement genevoise, gouvernée et administrée par les Genevois seulement, et où les ouvriers en bâtiment, pour la plupart étrangers, étaient considérés et finirent par se considérer eux-mêmes comme tels. Souvent, trop souvent, les citoyens genevois de la Fabrique leur firent entendre ces mots : « Ici, nous sommes chez nous, vous n'êtes que nos hôtes ». L'esprit genevois, esprit bourgeois radical, excessivement étroit comme on sait, finit par y dominer tout à fait ; il n'y avait plus de place ni pour la pensée de l'Internationale, ni pour la fraternité internationale. Il en résulta ceci, que peu à peu les ouvriers en bâtiment, fatigués de cette position subordonnée, finirent par ne plus aller au Cercle, qui aujourd'hui est devenu en effet une institution exclusivement genevoise.

Dans les assemblées générales, une discussion approfondie et sérieuse des questions de l'Internationale était | 31 impossible. D'abord, à cette époque, elles étaient assez rares, et ne se réunissaient que pour discuter des questions spéciales, principalement celle des grèves. Les deux tendances opposées qui se partageaient alors l'Internationale de Genève, celle du socialisme bourgeois et du radicalisme, représentée par la Fabrique, et celle du socialisme révolutionnaire, soutenue par le

66 Le Cercle international, siège commun des Sections de l'Internationale à Genève. Son local se trouvait, en 1868, à la brasserie des Quatre-Saisons, aux Grottes (rive droite) ; il fut transféré en mars 1869 au Temple-Unique, l'ancien Temple maçonnique (rive gauche).

juste instinct des ouvriers en bâtiment, se représentèrent et se combattirent sans doute dans chaque assemblée générale, et le plus souvent, il faut bien le constater, ce fut cette dernière tendance qui l'emporta grâce à la majorité des ouvriers en bâtiment, soutenue par une petite minorité de la Fabrique. Aussi les meneurs de la Fabrique eurent-ils toujours fort peu de goût pour les assemblées générales, qui déjouèrent quelquefois en une ou deux heures les intrigues qu'ils avaient ourdies pendant des semaines. Ils tendirent donc toujours à remplacer les assemblées générales, populaires, publiques, par les assemblées secrètes des comités, sur lesquels ils étaient parvenus à établir leur domination complète.

Dans les assemblées générales, la masse des ouvriers se taisait. C'étaient toujours les mêmes orateurs des deux partis opposés qui montaient à la tribune et qui répétaient leurs discours plus ou moins stéréotypés. On effleurait toutes les questions, on en relevait avec plus ou moins de bonheur le côté sentimental, dramatique, laissant toujours intact leur sens profond et réel. C'étaient des feux d'artifice qui illuminaient quelquefois, mais |32 qui ne réchauffaient ni n'éclairaient personne, toujours replongeant au contraire le public dans une nuit plus profonde.

Restaient les séances de la Section centrale, section immense d'abord, dans laquelle les ouvriers en bâtiment, qui furent les premiers fondateurs de cette section, se trouvaient en égalité, sinon en majorité, et qui était une sorte d'assemblée populaire organisée en Section de propagande. Cette section aurait dû devenir en effet ce que la Section de l'Alliance se proposa d'être, et, si elle avait réellement rempli sa mission, la Section de l'Alliance n'aurait eu sans doute aucune raison d'être.

Vous savez que la Section centrale fut la première et d'abord l'unique section, la section fondatrice de l'Internationale à Genève. Elle fut constituée en majeure partie par les ouvriers en bâtiment, sans différence de métiers ; un très petit nombre d'ouvriers de la Fabrique y avaient adhéré,

individuellement ; de sorte que pendant bien longtemps ce fut le franc socialisme instinctif des ouvriers en bâtiment qui y domina. C'était une section bien unie ; la fraternité n'y était pas encore devenue un vain mot, c'était une réalité. La Section, étrangère aux préoccupations et aux luttes politiques des citoyens radicaux et conservateurs de Genève, était animée d'un esprit réellement international.

Après la grande grève des ouvriers en bâtiment, au printemps de 1868, grève qui se termina par un succès éclatant *grâce au généreux et énergique concours* |33 *des ouvriers de la Fabrique*, citoyens de Genève, ces derniers entrèrent en masse dans la Section centrale et y apportèrent naturellement leur esprit bourgeois radical, politique, genevois. Dès lors la Section centrale se partagea en deux camps, en deux partis, les mêmes qui se trouvaient en présence dans les assemblées générales.

Les Genevois se trouvèrent d'abord en minorité dans la Section centrale ; mais ils étaient organisés, tandis que les ouvriers en bâtiment étaient complètement inorganisés. En outre, les ouvriers genevois avaient pour eux l'habitude de la parole en public et l'expérience des luttes politiques, habitude et expérience auxquelles les ouvriers en bâtiment ne purent opposer que la profonde vérité de leurs instincts socialistes et révolutionnaires. Ces derniers étaient, de plus, paralysés dans la lutte par la *reconnaissance* qu'ils devaient aux ouvriers citoyens de la Fabrique de Genève pour le concours décisif que ces derniers leur avaient apporté dans leur grève.

Somme toute, dans les séances de la Section centrale, qui n'avaient lieu d'ailleurs qu'une fois par mois, les deux partis, comme dans les assemblées générales, se contrebalancèrent pendant quelque temps. Puis, à mesure que se formèrent les sections de métier, les ouvriers en bâtiment, trop pauvres pour payer une double cotisation, celle de leur section de métier et celle de la Section centrale, se retirèrent peu à peu, et la Section centrale tendit visiblement à devenir ce qu'elle est devenue complètement |34 aujourd'hui : la Section des métiers réunis de

la Fabrique, une section exclusivement composée de citoyens genevois. On ne le voit que trop bien à l'esprit qui l'anime à cette heure.

Il ne restait donc pour la propagande sérieuse des principes de l'Internationale et pour la connaissance mutuelle et le groupement si nécessaire des caractères et des sérieuses et honnêtes volontés, pour les ouvriers en bâtiment, que leurs sections de métier. Mais celles-ci ne se réunissaient également qu'une fois par mois, et elles ne se réunissaient jamais que pour liquider leurs comptes mensuels ou pour l'élection de leurs comités. Dans ces réunions il ne peut y avoir de place pour la discussion des principes ; et ce qui est pis, peu à peu les sections de métier s'habituèrent à borner leur rôle, leur action, au simple contrôle des dépenses, laissant tout le reste aux soins de leurs comités, qui devinrent en quelque sorte permanents et omnipotents ; ce qui eut pour résultat naturel d'annuler les sections au profit de ces comités.

Les comités, presque toujours composés des mêmes personnes, finirent par se considérer comme autant de dictatures collectives de l'Internationale, décidant sur toutes les questions, moins celles d'argent, sans se donner même la peine d'interroger leurs sections ; et comme ils tenaient toutes leurs séances à huis-clos, ils finirent, en se coalisant entre eux sous l'influence dominante des comités de la Fabrique, par former le gouvernement invisible, occulte, et à peu près irresponsable, de toute l'Internationale de Genève.

|35 Ce gouvernement, dirigé par la pensée genevoise, ne pouvait qu'être contraire au but même et à tous les principes de l'Internationale.

Le groupe de l'Alliance s'était proposé de combattre cet état de choses, qui devait aboutir, nous ne le voyons que trop maintenant, à faire de l'Internationale un instrument politique du radicalisme bourgeois à Genève. Pour arriver à ce but, le groupe de l'Alliance n'eut jamais recours à l'intrigue, comme les intrigants genevois ont osé l'en accuser depuis. Toute son intrigue a consisté dans la plus grande publicité et dans la

discussion publique des principes de l'Internationale. Se réunissant une fois par semaine, le groupe appelait tout le monde à ces discussions, s'efforçant de faire parler précisément ceux qui dans les assemblées générales et dans les séances de la Section centrale se taisaient toujours. Il fut posé comme loi qu'on ne prononcerait pas de discours à ces séances, mais qu'on y causerait. Tous, membres ou non du groupe, pouvaient y prendre la parole. Ces habitudes égalitaires déplurent à la majorité des ouvriers de la Fabrique, de sorte qu'après y être accourus en grand nombre d'abord, ils s'en éloignèrent peu à peu ; si bien que, de fait, la Section de l'Alliance devint celle des ouvriers en bâtiment de tous les métiers. Elle leur donna le moyen, au grand déplaisir de la Fabrique sans doute, de formuler leur pensée et de dire leur mot. Elle fît plus, elle leur donna le moyen de se connaître, de sorte qu'en peu de temps la Section de l'Alliance présenta |36 un petit groupe d'ouvriers convaincus et réellement unis entre eux.

La seconde raison de la rancune d'abord, et plus tard de l'antipathie prononcée, des meneurs de la Fabrique contre la Section de l'Alliance fut celle-ci. L'Alliance, par son programme aussi bien que par tous les développements donnés plus tard à ce programme, s'était résolument prononcée contre tout mariage adultère du socialisme révolutionnaire du prolétariat avec le radicalisme bourgeois. Elle avait pris pour principe fondamental l'abolition de l'État avec toutes ses conséquences politiques et juridiques. Cela ne faisait pas du tout le compte de Messieurs les bourgeois radicaux de Genève, qui, aussitôt après le fiasco qu'ils avaient essuyé aux élections de novembre 1868, avaient commencé à songer à se faire de l'Internationale un instrument de lutte et de triomphe ; ni celui non plus de certains meneurs de la Fabrique de Genève, qui n'aspiraient à rien de moins qu'à monter au pouvoir à l'aide de l'Internationale.

Telles ont été les deux raisons principales de la haine vouée par les chefs de la Fabrique genevoise à la Section de

l'Alliance [67]. Mais ces deux raisons, aussi bien que la haine qui en fut le produit, ne se manifestèrent dans toute leur intensité que plus tard, à partir du mois de juin 1869.

Pour reprendre mon récit de plus haut, je veux récapituler les services que le groupe de l'Alliance a rendus à la cause du socialisme |37 pendant l'hiver de 1868-1869, tant à Genève que dans les autres pays.

Commençons par les autres pays. Ce furent des membres de l'Alliance qui fondèrent les premières sections de l'Internationale dans deux grands pays où cette Association avait été complètement inconnue jusque-là : Gambuzzi à Naples et tout autour de Naples, Friscia en Sicile, — Fanelli à Madrid et à Barcelone. Le programme de l'Alliance a été accepté à Lyon, à Marseille, à Paris. Et remarquez-le bien, tous ces compagnons, loin de vouloir organiser des sections à part, hostiles ou seulement étrangères à l'Internationale, ont strictement obéi aux statuts de l'Internationale, et, dans l'intérêt de l'organisation des forces ouvrières, ils ont recommandé partout, plus même que ne l'exigeaient ces statuts, la plus sévère subordination des sections nouvelles à la direction centrale du Conseil général siégeant à Londres.

C'est sous l'influence directe des principes de l'Alliance qu'a été formulée la première parole franchement socialiste révolutionnaire qui se soit élevée du sein de Genève. Je veux parler de l'Adresse du Comité central de Genève aux travailleurs de l'Espagne, Adresse rédigée par Perron et signée par Brosset, président, et H. Perret, secrétaire du Comité central [68].

C'est sous l'influence des mêmes principes et des mêmes tendances que, malgré l'intrigue ostensiblement organisée par les meneurs de la Fabrique genevoise, Brosset, le tribun des ouvriers en bâtiment et la bête noire de la Fabrique, fut élu président du Comité fédéral institué par le Congrès romand

67 Ici s'arrête le passage dont le contenu a été publié par extraits au tome Ier de *L'Internationale*.

68 Cet alinéa a été cité au tome Ier de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, p. 92. L'Adresse en question, datée du 21 octobre 1868, rédigée par Perron, avait été retouchée par Bakounine.

tenu à Genève en janvier 1869, et que la majorité de ce Comité fut composée d'ouvriers non genevois.

Ce fut également sous la même influence que furent consacrés et institués le nom, le programme et la rédaction du journal l'*Égalité*, le premier organe du franc socialisme révolutionnaire dans la Suisse romande, et que plus tard se modifia aussi le programme du journal le *Progrès*, du Locle.

En un mot, on peut dire, sans exagération aucune, que ce fut l'action immédiate de l'Alliance qui posa pour la première fois le programme franchement socialiste révolutionnaire, et qui creusa un abîme entre le prolétariat et la bourgeoisie à Genève, abîme que tous les intrigants de l'Internationale ne parviendront plus jamais à combler.

Il faut que je dise maintenant quelques mots sur l'existence officielle du groupe de l'Alliance [69].

[70] Ce groupe, qui déjà, au mois de novembre 1868, comptait dans son sein bien plus de cent membres, ne pouvait se constituer définitivement avant d'avoir été accepté comme branche ou comme section de l'Internationale par le Conseil général |39 de cette association. Il appartenait naturellement au Bureau central de l'Alliance [71] de demander cette admission. Le citoyen J.-Philippe Becker, membre de ce Bureau, et ami personnel et plus ou moins influent des membres du Conseil

69 C'est-à-dire sur la reconnaissance officielle de ce groupe, comme section de l'Internationale, par le Conseil général de Londres.

70 Le passage qui commence ici (cinq dernières lignes du feuillet 38) et qui va jusqu'au bas du feuillet 56, a été imprimé dans les Pièces justificatives (n∞ VIII, pages 45-58) du *Mémoire de la Fédération jurassienne*.

71 Le « Bureau central » provisoire de l'Alliance de la Démocratie socialiste devait servir de lien entre les groupes de cette organisation internationale, et correspondre avec les Bureaux nationaux à constituer dans les divers pays. Les membres fondateurs de l'Alliance avaient décidé que ce Bureau central serait placé à Genève et composé de sept membres, qui furent désignés par eux et dont on va trouver les noms dans le texte. Ces sept membres étaient tous, en même temps, membres de l'Internationale, et se répartissaient ainsi quant à la nationalité : trois Français, un Genevois, un Allemand, un Polonais, et un Russe.

général, fut chargé unanimement par les autres membres du Bureau (Brosset, Bakounine, Perron, Guétat, Duval, et le secrétaire Zagorski) d'écrire à Londres. Il accepta cette mission, certain, disait-il, du succès de sa démarche, et ajoutant que le Conseil général, *qui n'avait pas le droit de nous refuser*, comprendrait nécessairement, après les explications qu'il allait lui donner, l'immense utilité de l'Alliance.

Nous nous reposâmes donc tous complètement sur la promesse et sur l'assurance de Ph. Becker, confiants dans la parole d'un homme que nous considérions tous comme l'un des vétérans du socialisme. Nous ne le connaissions alors que fort peu, moi pas du tout. L'expérience ne nous avait pas encore appris que cet homme, diplomate avant tout, unissait à une grande énergie de parole une non moins grande versatilité de caractère ; qu'il est toujours très content quand ses amis se compromettent, mais qu'il prend bien garde de se compromettre jamais, et qu'en poussant les autres en avant il se réserve toujours une retraite. Le fait est que, contrairement à toutes ses promesses, il n'avait rien écrit à Londres, ou qu'il avait écrit tout autre chose que ce qu'il nous disait à nous [72].

En même temps que ces pourparlers avaient lieu ou étaient censés avoir lieu avec Londres, — car aucun de nous n'eut jamais connaissance de la correspondance de Becker [73], —

---

72 Bakounine se trompe probablement dans sa supposition que Becker n'avait rien écrit à Londres, ou avait écrit tout autre chose que ce qu'il disait au Bureau central de l'Alliance. Il semble que Becker, pendant un moment, se soit véritablement « emballé » pour l'Alliance ; Marx, dans la *Confidentielle Mittheilung* qu'il adressa en mars 1870 à ses amis d'Allemagne (et que Bakounine n'a jamais connue), lui en fait un reproche, et le montre comme ayant été, au début, la dupe de Bakounine ; il dit, en parlant des premiers pas de l'Alliance à Genève : « J.-Ph. Becker, *à qui le zèle propagandiste fait quelquefois perdre la tête*, fut mis en avant ». D'ailleurs, si Becker n'eût pas été de bonne foi à ce moment, on ne comprendrait pas que le refus du Conseil général d'accueillir l'Alliance l'ait fait entrer dans une si violente colère, ainsi qu'il sera raconté plus loin.

73 Bakounine lui-même était intervenu aussi dans les pourparlers avec Londres. Marx, après avoir pris connaissance du programme de

d'autres membres de ce groupe, et notamment Ch. Perron et notre grand ennemi actuel Henri Perret, s'étaient chargés de demander au Comité central de Genève notre entrée comme section dans la fédération |40 genevoise. N'ayant pas sous la main tous mes papiers, je ne puis dire au juste dans quel mois cette première demande fut présentée au Comité central, si ce fut en novembre ou en décembre. Le jour où elle fut présentée,

---

l'Alliance, avait écrit à ce sujet, dans la seconde moitié de décembre, au jeune socialiste russe Alexandre Serno-Soloviévitch, à Genève, en relevant l'expression incorrecte d'*égalisation des classes*, qui figurait dans ce programme. Serno communiqua la lettre de Marx à Bakounine, et celui-ci, aussitôt, adressa à Marx la lettre suivante (en français), qui a été publiée par la *Neue Zeit* du 6 octobre 1900 :

«Genève, 22 décembre 1868.

« Mon vieil ami, Serno m'a fait part de cette partie de ta lettre qui me regardait. Tu lui demandes si je continue à être ton ami. Oui, plus que jamais, cher Marx, parce que mieux que jamais je suis arrivé à comprendre combien tu avais raison en suivant et en nous invitant tous à marcher sur la grande route de la révolution économique, et en dénigrant ceux d'entre nous qui allaient se perdre dans les sentiers des entreprises soit nationales, soit exclusivement politiques. Je fais maintenant ce que tu as commencé à faire, toi, il y a plus de vingt ans. Depuis les adieux solennels et publics que j'ai adressés aux bourgeois du Congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs. Ma patrie, maintenant, c'est l'Internationale, dont tu es l'un des principaux fondateurs. Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple, et je suis fier de l'être. Voilà tout ce qui était nécessaire pour l'expliquer mes rapports et mes sentiments personnels. »

[Bakounine s'explique ensuite au sujet de l'expression *égalisation des classes et des individus* ; il annonce l'envoi des discours qu'il a prononcés à Berne, et parle de sa séparation d'avec Herzen, qui date de 1863. Puis il continue ainsi :]

« Je t'envoie aussi le programme de l'Alliance que nous avons fondée avec Becker et beaucoup d'amis italiens, polonais et français. Sur ce sujet nous aurons beaucoup à nous dire. Je t'enverrai bientôt la copie d'une grande lettre que j'écris là-dessus à l'ami César De Paepe...

« Salue de ma part Engels, s'il n'est pas mort une seconde fois — tu sais qu'on l'avait une fois enterré. Je te prie de lui donner un exemplaire de mes discours, aussi bien qu'à MM. Eccarius et Jung.

le Comité central n'était pas en nombre, au moins les deux tiers de ses membres étaient absents. On ne décida rien, ou plutôt on décida qu'il fallait remettre cette décision jusqu'après le Congrès des Sections romandes qui devait se réunir à Genève aux premiers jours de janvier pour constituer définitivement la Fédération des Sections romandes.

Et en effet, le groupe genevois de l'Alliance avait renouvelé en janvier sa demande, et il attendait la décision du Comité central, lorsque le Bureau central de l'Alliance reçut, d'abord de ses amis d'Italie, et ensuite directement, l'acte suivant [74] contenant les résolutions du Conseil général de Londres par rapport à l'Alliance (Pièce justificative n° 5) :

« Ton dévoué,
M. Bakounine.

«Rappelle-moi, je te prie, au souvenir de Mme Marx. »

74 La pièce dont il s'agit n'est pas intercalée dans le manuscrit de Bakounine : le renvoi entre parenthèses, *Pièce justificative n° 5*, en tient la place. (Les mots « n° 5 » nous indiquent que dans les premiers feuillets du manuscrit, perdus, il y avait déjà des renvois à quatre autres pièces justificatives.) Le document a été imprimé dans le *Mémoire*, et il a été aussi inséré par Marx dans la brochure *Les prétendues scissions dans l'Internationale*, circulaire privée du Conseil général (3 mars 1872). Nous le reproduisons dans le texte. — Ces résolutions furent « communiquées confidentiellement aux Conseils centraux [de l'Internationale] des différents pays » (lettre de Marx à Hermann Jung, du 28 décembre 1868). C'est ainsi qu'il arriva qu'une copie des résolutions fut envoyée à Naples, à Carlo Gambuzzi, à la date du 20 janvier 1869, par Eugène Dupont, membre du Conseil général de Londres, qui avait représenté au Congrès de Bruxelles de 1868 les Associations ouvrières de Naples. C'est cette copie qui fut communiquée de Naples à Bakounine, et qui lui parvint avant que la décision du Conseil général eût été officiellement notifiée au Bureau central de l'Alliance ; elle a été retrouvée par Max Nettlau, qui l'a insérée dans sa Biographie de Bakounine.

« *Le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs à l'Alliance Internationale de la Démocratie socialiste*.

« Il y a un mois environ qu'un certain nombre de citoyens s'est constitué à Genève comme Comité central initiateur d'une nouvelle Société internationale dite l'*Alliance Internationale de la Démocratie socialiste* « se donnant pour *mission spéciale* d'étudier les questions politiques et philosophiques sur la base même de ce grand principe de l'égalité », etc.

« Le programme et le règlement imprimés de ce Comité initiateur n'ont été communiqués au Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs que le 15 décembre 1868. D'après ces documents, ladite Alliance est « fondue entièrement dans l'Internationale » en même temps qu'elle est fondée entièrement en dehors de cette association. À côté du Conseil général de l'Internationale élu par les Congrès successifs de Genève, Lausanne et Bruxelles, il y aura, d'après le règlement initiateur, un autre Conseil général à Genève qui s'est nommé lui-même. À côté des groupes locaux de l'Internationale, il y aura les groupes locaux de l'Alliance qui, par l'intermédiaire de leurs bureaux nationaux, fonctionnant en dehors des bureaux nationaux de l'Internationale, « demanderont au Bureau central de l'Alliance leur admission dans l'Internationale », le Comité central de l'Alliance s'arrogeant ainsi le droit d'admission dans l'Internationale. En dernier lieu, le Congrès général de l'Association Internationale des Travailleurs trouvera encore sa doublure dans le Congrès général de l'Alliance, car, dit le règlement initiateur, au Congrès annuel des travailleurs la délégation de l'Alliance internationale de la Démocratie socialiste, comme branche de l'Association internationale des travailleurs, « tiendra ses séances publiques dans un local séparé ».

« Considérant :

« Que la présence d'un deuxième corps international fonctionnant en dedans et en dehors de l'Association

Internationale des Travailleurs serait le moyen le plus infaillible de la désorganiser ;

« Que tout autre groupe d'individus résidant dans une localité quelconque aurait le droit d'imiter le groupe initiateur de Genève et, sous des prétextes plus ou moins ostensibles [75], d'enter sur l'Association Internationale des Travailleurs d'autres Associations internationales avec d'autres missions spéciales ;

« Que, de cette manière, l'Association Internationale des Travailleurs deviendrait bientôt le jouet des intrigants de toute nationalité et de tout parti ;

« Que d'ailleurs les statuts de l'Association Internationale des Travailleurs n'admettent dans son cadre que des branches locales et des branches nationales (voir l'article Ier et l'article VI des statuts) ;

« Que défense est faite aux sections de l'Association Internationale des Travailleurs de se donner des statuts et des règlements administratifs contraires aux statuts généraux et aux règlements administratifs de l'Association Internationale des Travailleurs (voir l'article 12 des règlements administratifs) ;

« Que les statuts et les règlements administratifs de l'Association Internationale des Travailleurs ne peuvent être revisés que par un Congrès général où deux tiers des délégués présents voteraient en faveur d'une telle revision (voir l'article 13 des règlements administratifs) ;

« Que la question a été préjugée par les résolutions contre la Ligue de la Paix, adoptées unanimement au Congrès général de Bruxelles [76] ;

---

75 « Ostensibles » signifie sans doute ici « spécieux ».

76 Ces résolutions — d'ailleurs parfaitement logiques — n'avaient pas été adoptées *unanimement* : trois délégués, César De Paepe, Charles Perron et Adolphe Catalan, avaient voté contre ; et d'autres délégués, absents au moment du vote, étaient loin de penser, à ce moment, que l'existence de la Ligue de la Paix fût inutile, entre autres Charles Longuet qui, l'année suivante, en 1869, continuait à faire partie de la Ligue et se rendit au Congrès tenu par elle à Lausanne cette année-là. En outre, les membres de la seconde Commission parisienne de

« Que dans ces résolutions le Congrès déclare que la Ligue de la Paix n'avait aucune raison d'être, puisque, d'après ses récentes déclarations, son but et ses principes étaient identiques à ceux de l'Association Internationale des Travailleurs ;

« Que plusieurs membres du groupe initiateur de l'Alliance, en leur qualité de délégués au Congrès de Bruxelles, ont voté ces résolutions [77] ;

« Le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs, dans sa séance du 22 décembre 1868, a unanimement résolu :

« 1. Tous les articles du règlement de l'Alliance Internationale de la Démocratie socialiste statuant sur ses relations avec l'Association Internationale des Travailleurs sont déclarés nuls et de nul effet ;

« 2. L'Alliance Internationale de la Démocratie socialiste n'est pas admise comme branche de l'Association Internationale des Travailleurs.

« V. SHAW, *secrétaire général*.

« G. ODGER, *président de la séance*.

« Londres, 22 décembre 1868. [78] »

---

l'Internationale, détenus à Sainte-Pélagie à la suite de leur condamnation à trois mois de prison, avaient cru devoir protester contre « l'invitation de se dissoudre adressée à la Ligue de la Paix par les membres du Congrès de Bruxelles », et avaient envoyé aux membres du Congrès de Berne une adresse contenant leur protestation ; cette adresse porte les signatures de Combault, Mollin, Granjon, Malon, Varlin, Humbert et Landrin.

77 À ma connaissance, un seul de ceux qui figurèrent ensuite parmi les membres de ce « groupe initiateur » avait voté les résolutions de Bruxelles : c'était J.-Ph. Becker. Mais après que la minorité des délégués du Congrès de Berne fut sortie de la Ligue pour fonder l'Alliance, Becker avait trouvé que cette nouvelle organisation, adhérente à l'Internationale, avait sa raison d'être.

78 D'après une indication contenue dans la lettre de Perron qu'on trouvera plus loin, la lettre d'envoi par laquelle ces résolutions furent transmises de Londres au Bureau central de l'Alliance aurait porté la date du 28 décembre ; mais pour une raison que nous ignorons, cette

Après avoir pris connaissance de cet acte, nous fûmes naturellement obligés de retirer notre demande au Comité central de Genève. Frappés d'excommunication par le Conseil général, nous devions d'abord tâcher de nous faire accepter par lui.

Lorsque lecture fut faite de cet acte au sein du Bureau de l'Alliance, personne ne s'éleva avec tant de véhémence contre lui que le fougueux vieillard J.-Philippe Becker. Il |41 nous déclara tout d'abord que ces résolutions étaient parfaitement illégales, contraires à l'esprit et à la lettre des statuts de l'Internationale, ajoutant que nous avions le droit et le devoir de passer outre, et traitant le Conseil général de tas d'imbéciles qui, ne sachant rien faire eux-mêmes, voulaient seulement empêcher les autres de faire quelque chose.

Les deux membres qui maintinrent le plus opiniâtrement contre lui la nécessité de s'entendre avec le Conseil général furent Perron et Bakounine. Ils reconnurent tous les deux que les protestations du Conseil général contre le règlement de l'Alliance étaient parfaitement justes, puisque, d'après ce règlement, l'Alliance devait former au sein de l'Association Internationale des Travailleurs une association internationale nouvelle, indépendante de la première [79]. Remarquez que, dans

---

lettre ne fut expédiée à Genève qu'au moins un mois plus tard. — Dans sa célèbre *Confidentielle Mittheilung* (Communication confidentielle), du 28 mars 1870, adressée à ses amis d'Allemagne par l'intermédiaire de son affilié le Dr Kugelmann, Marx s'exprime ainsi au sujet des résolutions du 22 décembre 1868 : « Il s'en suivit [de l'envoi au Conseil général des statuts et du programme de l'Alliance] une décision motivée et développée, — tout à fait *judiciaire* et *objective* dans sa teneur, mais dont les considérants étaient pleins d'ironie, — qui concluait ainsi : 1° Le Conseil général n'admet pas l'Alliance comme branche de l'Internationale ; 2° tous les articles du règlement de l'Alliance statuant sur ses relations avec l'Internationale sont déclarés nuls et de nul effet. Les considérants démontraient de manière claire et frappante que l'Alliance n'était rien qu'une machine destinée à désorganiser l'Internationale. »

79 Déjà, lorsque les membres de la minorité du Congrès de Berne se

ces résolutions, les seules que le Conseil général jusqu'ici ait prises et publiées contre l'Alliance, ce qui est attaqué c'est le seul règlement. Il n'y est nullement question du programme, qui du reste a été pleinement reproduit plus tard par les statuts de la Section de l'Alliance, approuvés à l'unanimité par le Conseil général.

Après un long débat, il fut unanimement décidé que Perron, au |42 nom de tous, se mettrait en correspondance avec le Conseil général de Londres.

À la suite de cette décision, le compagnon Ch. Perron écrivit soit au citoyen Eccarius, soit au citoyen Jung, une lettre dans laquelle, après lui avoir franchement exposé la situation et le véritable but de l'Alliance et après avoir raconté ce que des membres de l'Alliance avaient déjà fait pour la cause ouvrière en Italie, en France, en Espagne, aussi bien qu'à Genève, il le priait de faire, au nom du Bureau central de l'Alliance, au Conseil général de Londres la proposition suivante : L'Alliance

---

séparèrent de la Ligue de la Paix, Bakounine avait émis cette même opinion : « Les Français et les Italiens... voulaient que l'Alliance s'organisât tout à fait indépendamment de l'Association Internationale des Travailleurs, se contentant que ses membres fussent individuellement membres de cette Association. Bakounine s'y opposa, pour cette raison que cette nouvelle organisation internationale se trouverait en quelque sorte en une rivalité nullement désirable vis-à-vis de l'organisation des travailleurs. Ces discussions eurent pour résultat qu'il fut décidé de fonder une association publique sous le nom d'*Alliance Internationale de la Démocratie socialiste* et de la déclarer partie intégrante de l'Internationale, dont le programme fut reconnu obligatoire pour tout membre de l'Alliance. » (*Istoritcheskoé razvitié Internatsionala*, chapitre « L'Alliance internationale des révolutionnaires socialistes ».) Le Conseil général de l'Internationale ayant trouvé, néanmoins, que, telle qu'elle s'était constituée, avec un bureau central spécial et une organisation internationale particulière, l'Alliance ne pourrait pas faire partie de l'Association Internationale des Travailleurs, il n'y a rien d'étonnant à voir Bakounine, conformément à son désir d'éviter tout ce qui pourrait donner à l'Alliance l'apparence « d'une rivalité nullement désirable vis-à-vis de l'organisation des travailleurs », déclarer qu'il fallait modifier le règlement de l'Alliance conformément aux observations du Conseil général.

se dissoudra comme organisation internationale, son Bureau central, représentant de cette internationalité, cessera d'exister : le Conseil général voudra-t-il reconnaître alors les sections fondées par les membres de l'Alliance en Suisse, en Espagne, en Italie et en France, *avec le programme de l'Alliance*, comme des sections régulières de l'Internationale, ne conservant désormais d'autre lien commun que le programme, mais renonçant à toute autre solidarité et organisation internationale que celles qu'elles trouveront dans la grande Association des travailleurs ? À ces conditions-là, le Bureau promettait de n'épargner aucun effort pour persuader les sections de l'Alliance déjà établies dans différents pays à renoncer à tout ce qui, dans leur constitution, était contraire aux statuts de l'Internationale [80].

---

80 Le brouillon de la lettre de Perron a été retrouvé à Genève par Max Nettlau, qui l'a inséré dans sa Biographie de Bakounine. Le voici :

« Genève, le 26 février 1869.

« Le Bureau central de l'Alliance Internationale de la Démocratie socialiste au Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs,

« Citoyens,

« Nous avons reçu en son temps la lettre que vous nous avez adressée le 28 décembre 1868.

« Nous n'examinerons pas l'interprétation que vous avez cru devoir donner à notre règlement, interprétation qui — involontairement, nous aimons à le croire — est erronée sur bien des points. Nous irons droit au fait.

« Si nous n'avons pas répondu plus tôt, c'est que nous avons dû consulter nos comités nationaux. Voici maintenant notre réponse :

« Nous ne proposerons à toutes nos sections la dissolution de notre organisation que lorsque vous nous aurez fait connaître :

« 1∞ Si les principes énoncés dans le programme ci-joint sont, *oui* ou *non*, contraires aux principes que peut admettre l'Association Internationale des Travailleurs ?

« 2° Si les différents groupes qui propagent ces principes peuvent, *oui* ou *non*, être affiliés à l'Association Internationale des Travailleurs, étant entendu que ces groupes déclarent séparément accepter les règlements et statuts de ladite Association ?

« 3° Si, en conséquence, les groupes formés parles soins de l'Alliance

|43 Et en effet, sans perdre de temps, le Bureau central écrivit dans ce sens à toutes les sections de l'Alliance en leur conseillant de reconnaître la justesse des résolutions du Conseil général.

Je remarquerai en passant que cette proposition du Bureau central rencontra la plus forte opposition dans le groupe genevois et principalement parmi les membres qui nous

---

seraient, *oui* ou *non*, reconnus comme sections de l'Association Internationale des Travailleurs dans le cas où, après avoir pris l'avis de nos comités nationaux et de toutes les sections de notre Alliance Internationale de la Démocratie socialiste, nous prononcerions sa dissolution ?

« Sur la première question, si votre réponse est NON,

« Sur la deuxième et la troisième, si votre réponse est OUI,

« Nous vous déclarons :

« Que, pour éviter une division des forces ouvrières, nous ferons tous nos efforts pour obtenir des intéressés qu'ils consentent à la dissolution de notre Alliance, qui, cependant, a déjà porté d'excellents fruits en Suisse et particulièrement en France, en Espagne et en Italie, où l'Association Internationale des Travailleurs n'a pas encore pu prendre pied d'une manière sérieuse, et où un programme radical comme le nôtre nous paraît de nature à rallier la grande masse des travailleurs. Et nous ajoutons que nous avons l'espoir de voir les démarches que nous ferions dans ce sens aboutir au résultat désiré.

« Mais nous devons vous déclarer également que si, contre notre attente, vous deviez répondre affirmativement à notre première question et négativement aux deux autres, nous déclinons la responsabilité de la division que votre résolution du 22 décembre dernier tend infailliblement à produire et nous maintiendrons notre Alliance Internationale de la Démocratie socialiste. Ne pouvant faire le sacrifice de notre programme, c'est-à-dire de nos convictions, nous aurons la satisfaction d'avoir rempli notre devoir en proposant le sacrifice de notre organisation pour sceller de nouveau l'union des travailleurs, à quelque opinion qu'ils puissent appartenir.

« C'est donc à vous, citoyens, que nous laisserons *le soin de décider de notre existence*, en déclarant si à votre avis l'Association Internationale des Travailleurs peut admettre dans son sein des groupes qui professent et propagent les idées contenues dans notre programme. Vu la gravité de cette affaire, nous espérons, citoyens, que vous ne tarderez pas à nous répondre, et que cette réponse sera

combattent et nous calomnient avec tant d'acharnement aujourd'hui : Becker, Guétat, Duval, H. Perret et bien d'autres encore, dont je me rappelle bien les figures, pas les noms, Becker fat le plus grand récalcitrant. Il déclara à maintes reprises différentes que seul le groupe de l'Alliance représentait la véritable Internationale à Genève, et que le Conseil général, en nous refusant, manquait à tous ses devoirs, transgressait ses droits et ne prouvait qu'une chose, son incurable stupidité. Après Becker, Guétat et Duval, qui ont toujours leur petit discours stéréotypé sur la révolution dans leur poche, furent les plus violents. M. H. Perret se montra plus prudent, — mais il partagea leur avis. Enfin, il fut décidé aussi par le groupe de Genève qu'on attendrait la réponse définitive du Conseil général.

Je ne puis pas dire au juste combien de temps se passa entre la lettre de Perron et la réponse de Londres. Un mois à peu près. Pendant ce temps, le Bureau central, continuant provisoirement son rôle de représentant de l'internationalité de l'Alliance, se réunit |44 régulièrement, une fois par semaine, chez Bakounine. Comme il avait été élu provisoirement, pour un an, par les membres fondateurs de l'Alliance internationale, non par le groupe genevois, il n'avait aucun compte à rendre à ce dernier, et il ne lui communiquait, de sa correspondance avec les groupes de l'Alliance des autres pays, que ce qui pouvait être livré au public sans compromettre personne. Cette prudence était nécessaire surtout par rapport à l'Italie et à la France, où l'on était loin de jouir de la liberté et de la sécurité personnelle auxquelles on était habitué à Genève.

C'est probablement ce demi-secret qui fit accroire à MM. Duval et Guétat qu'ils avaient été membres d'une société secrète [81]. Ils se trompèrent. C'étaient des réunions discrètes,

---

conforme à l'esprit de raison qui a dicté cette lettre.

« Recevez, citoyens, notre salut fraternel.

« Au nom du Bureau central de l'Alliance de la Démocratie socialiste,

« *Le secrétaire général* :

« Ch. Perron. »

81 Au Congrès romand de la Chaux-de-Fonds, le 4 avril 1870, Guétat

mais non secrètes. La discrétion nous était commandée par égard pour des hommes qui, en faisant une propagande subversive, couraient le risque d'être emprisonnés tant en Italie qu'en France ; mais il n'y avait nulle autre organisation que celle qui avait été établie par le règlement de l'Alliance, règlement si peu secret que nous l'avions publié nous-mêmes.

Qu'il me soit permis déposer ici un dilemme. Ou bien MM. Guétat et Duval, qui nous ont calomniés si fort au Congrès de la Chaux-de-Fonds, avaient eu réellement la sottise de croire qu'ils avaient fait partie d'une société secrète, ou bien ils ne l'ont affirmé en |45 plein Congrès que pour nous nuire, sans y croire. Dans ce dernier cas, ils ont été des calomniateurs ; mais dans le premier, quoi ? des traîtres. On n'entre dans aucune société secrète sans promettre solennellement le secret. Et celui qui trahit un secret juré ou promis sur l'honneur ne s'appelle-t-il pas un traître ?

Nous étions si peu une société secrète qu'on n'a demandé à personne ni serment religieux, ni serment d'honneur. Mais il était entendu entre nous tous qu'on n'irait pas divulguer des correspondances étrangères qui pourraient compromettre des amis faisant de la propagande dans les pays étrangers [82].

C'est dans une de ces réunions du Bureau central chez

---

s'exprima ainsi : « Guétat déclare qu'il s'est retiré de l'Alliance, parce qu'il existait dans son sein des comités occultes dont les membres ne tendent à rien de moins qu'à la dictature. Il a fait partie lui-même de ces comités occultes, ainsi que Henri Perret, Duval et d'autres membres du Comité fédéral : mais ensuite il en est sorti, et ses collègues avec lui... Il dit que les dames admises dans l'Alliance n'ont jamais fait partie des comités occultes, parce que le comité supérieur ne l'a pas voulu, et que lorsque cette question a été traitée, Bakounine et consorts se sont servis d'épithètes grossières qu'il ne veut pas reproduire. Il prend Duval à témoin de ses paroles. » Henri Perret et Duval parlèrent aussi de comité occulte : « Henri Perret raconte divers détails sur l'ancien comité occulte de l'Alliance... Duval dit qu'il fait toujours partie de l'Alliance ; il reconnaît que les femmes n'ont pas été admises à faire partie des comités ; mais il contredit les autres affirmations de Guétat, de Perret, etc. » (*Solidarité*, n° 1, 11 avril 1870.)

82 Cet alinéa a été omis dans le *Mémoire*.

Bakounine qu'on traita une fois la question de l'admission des femmes dans le Bureau. Cette proposition avait été faite par quelques amis, membres fondateurs et très dévoués de l'Alliance, mais qui, sans s'en douter, en faisant cette proposition, agissaient comme des instruments inconscients de l'intrigue outinienne [83]. Quiconque connaît la manière d'agir de ce petit Juif sait qu'un de ses moyens d'action principaux sont les femmes. Par les femmes il se faufile partout, même aujourd'hui dans le Conseil général de Londres, dit-on. Par l'intermédiaire des femmes il avait espéré pouvoir planter son petit drapeau sans programme, son petit moi intrigant, au sein de l'Alliance.

|46 Ce fut une des raisons pour lesquelles je m'étais absolument opposé à l'admission des femmes dans notre Bureau. Mais je m'y opposai aussi par principe. Je suis autant que tout autre le partisan de l'émancipation complète des femmes et de leur égalisation sociale avec les hommes ; mais il ne s'en suit pas qu'il faille fourrer cette question des femmes partout, là même où il n'en est pas question. Ce qu'il y a de plus drôle, c'est que, lorsque je fis part de cette proposition à Guétat, il se récria, tout étonné et tout révolté, disant qu'il sortirait aussitôt d'un Bureau où il y aurait des femmes ; et après cela il alla raconter au Congrès de la Chaux-de-Fonds, devant Duval qui avait été présent à cette conversation, que Becker et moi nous avions tenu au sujet de l'admission des femmes dans le Bureau des propos tellement indécents que sa pudeur en avait été offensée [84].

Mais laissons toutes ces misères et revenons à notre histoire [85].

---

83 Sur Outine, voir pages 265 et suivantes. (du fac-similé)

84 Voir la note de la p. 196. (du fac-similé)

85 Dans le *Mémoire de la fédération jurassienne*, les deux alinéas du manuscrit de Bakounine qui suivent immédiatement celui-ci ont été supprimés, et remplacés par ces lignes :

« Je n'ai pu retrouver dans mes papiers la copie de la réponse faite par Londres à la demande de Genève. Heureusement que cette réponse, datée du 20 mars 1869, se trouve imprimée tout au long dans

Je suis vraiment fâché de n'avoir pas encore pu retrouver dans mes papiers la réponse de Londres à Perron ; de sorte que je ne puis en préciser la date, ni dire avec certitude si cette lettre a été écrite par le citoyen Eccarius ou par le citoyen Jung. Probablement par le premier : autant que je puis me le rappeler, c'était au citoyen Eccarius que Perron s'était adressé. Voici en termes généraux le sens de cette réponse :

« Le Conseil général, ayant pris |47 connaissance de la lettre de Perron, adressée à l'un de ses membres, au nom du Bureau central de l'Alliance, déclare qu'il ne s'était prononcé contre l'Alliance qu'à cause de son règlement qui en prétendait faire, au sein de l'Internationale, une organisation indépendante de l'Internationale, mais non à cause de son programme, sur lequel il était parfaitement d'accord, sauf un seul point, l'*égalisation des classes*, tandis que l'Internationale veut l'abolition des classes ; en ajoutant d'ailleurs que ce point même, à en juger d'après l'esprit de tout le programme, ne pouvait être qu'une faute d'expression, non une faute de principes ; et qu'enfin, aussitôt que l'Alliance en tant qu'organisation internationale et le Bureau international central avec elle se seront dissous, le Conseil général reconnaîtra toutes les sections de l'Alliance, avec le programme de l'Alliance, comme des sections régulières de l'Internationale [86]. »

---

la *Circulaire privée* [du 5 mars 1872] de Messieurs les marxistes ; c'est là que j'en prends le texte, dont l'authenticité, de cette façon, ne pourra pas être contestée. » [Suit le texte de la décision du Conseil général du 9 mars 1869, texte qui fut transmis à Genève par une lettre d'envoi datée du 20 mars.]

Après les lignes reproduites ci-dessus, le texte imprimé dans le Mémoire continue par l'alinéa : « Aussitôt que le Bureau central de l'Alliance... »

86 Le texte de la décision prise par le Conseil général, dans sa séance du 9 mars 1869, en réponse à la lettre de Perron, a été inséré dans la brochure (œuvre de Marx) *Les prétendues scissions dans l'Internationale, circulaire privée du Conseil général* (du 5 mars 1872). Voici ce texte :

« *Le Conseil général au Comité central de l'Alliance Internationale de la Démocratie socialiste.*

Aussitôt que le Bureau central de l'Alliance eut reçu cette réponse, ayant reçu d'ailleurs pour cet objet des pleins-pouvoirs confirmatifs des sections des autres pays, ainsi que du groupe de Genève, ce Bureau prononça sa propre dissolution, et en fit aussitôt part à toutes les sections de l'Alliance, en les invitant à se constituer en sections régulières de l'Internationale, tout en gardant leur programme, et à se faire reconnaître comme telles

---

« D'après l'article premier de nos statuts, l'Association admet toutes les sociétés ouvrières aspirant au même but, savoir : *le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière*.

« Les sections de la classe ouvrière dans les divers pays se trouvant placées dans des conditions diverses de développement, il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, sont aussi divergentes.

« Cependant, la communauté d'action établie par l'Association Internationale des Travailleurs, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux Congrès généraux, ne manqueront pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun.

« Ainsi, il est en dehors des fonctions du Conseil général de faire l'*examen critique du programme de l'Alliance*. Nous n'avons pas à rechercher, si, oui ou non, c'est une expression adéquate du mouvement prolétaire. Pour nous, il s'agit seulement de savoir s'il ne contient rien de contraire à la *tendance générale* de notre Association, c'est-à-dire *l'émancipation complète de la classe ouvrière*. Il y a une phrase dans votre programme qui de ce point de vue fait défaut. Dans l'article 2 on lit :

« Elle (l'Alliance) veut avant tout l'*égalisation politique, économique et sociale des classes*. »

L'*égalisation des classes*, interprétée littéralement, aboutit à l'*harmonie du capital et du travail*, si importunément prêchée par les socialistes bourgeois. Ce n'est pas l'*égalisation des classes*, — contre-sens logique, impossible à réaliser, — mais au contraire l'*abolition des classes*, ce véritable secret du mouvement prolétaire, qui forme le grand but de l'Association Internationale des Travailleurs. Cependant, considérant le contexte dans lequel cette phrase *égalisation des classes* se trouve, elle semble s'y être glissée comme une simple erreur de plume. Le Conseil général ne doute pas que vous voudrez bien éliminer de votre programme une phrase prêtant à des malentendus si dangereux. À la réserve des cas où la tendance générale de notre

par le Conseil général de Londres.
|48 Et ce fut ainsi que MM. Guétat et Duval cessèrent de faire partie de cette terrible société secrète qui avait agi d'une manière si funeste sur leur pauvre imagination. La société secrète n'avait existé que dans leur cerveau, mais le Bureau central discret avait réellement existé jusque-là, et il cessa d'exister à partir de ce jour [87].

Le Bureau central de l'Alliance ayant cessé d'exister, nos rapports officiels, réguliers, avec les sections établies par l'Alliance dans différents pays furent interrompus, de sorte que je ne puis vous dire que d'une manière très générale ce qui advint de ces sections après cet acte de dissolution. La Section de l'Alliance de Naples, après une existence de quelques mois, fut dissoute, et la plupart de ses membres entrèrent individuellement dans l'Internationale. La Section de Madrid se transforma en section de l'Internationale, tout en conservant le programme de l'Alliance. Il en fut de même des sections de l'Alliance à Paris et à Lyon.
C'est ainsi que mourut d'une mort volontaire l'Alliance

Association serait contredite, il correspond à ses principes de laisser chaque section formuler librement son programme théorique.

« Il n'existe donc pas d'obstacle pour la conversion des sections de l'Alliance en sections de l'Association Internationale des Travailleurs.

« Si la *dissolution de l'Alliance* et l'*entrée des sections dans l'Internationale* étaient définitivement décidées, il deviendrait nécessaire, d'après nos règlements, *d'informer le Conseil du lieu et de la force numérique de chaque nouvelle section*. » Séance du Conseil général du 9 mars 1869.) »

Le fac-similé du brouillon de cette décision du Conseil général, rédigé en français, de la main de Marx, a été publié dans l'ouvrage de Gustav Jaeckh, *Die Internationale*, en appendice (Leipzig, 1904). Il y a quelques légères différences entre le le texte du brouillon et le texte définitif : c'est sans doute parce que Jung, le secrétaire pour la Suisse, aura cherché à franciser — sans y réussir d'ailleurs — le style du Maître. Ainsi, le texte revu par Jung contient encore cette tournure ultra-germanique : « Il y a une phrase dans votre programme *qui de ce point de vue fait défaut* », qu'il faut traduire probablement par les mots : *qui, à ce point de vue, est fautive*.

87 Cette dernière phrase, depuis les mots « La société secrète n'avait existé… », a été omise dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne*.

Internationale de la Démocratie socialiste. Voulant avant tout le triomphe de la grande cause du prolétariat, et considérant l'Association Internationale des Travailleurs comme l'unique moyen pour atteindre son but, elle s'immola, non par esprit de concession, mais par esprit de fraternité, et |49 parce qu'elle s'était convaincue de la parfaite justice des résolutions que le Conseil général de Londres, en décembre 1868, avait publiées [88] contre elle [89].

L'Alliance dont je parlerai désormais est une tout autre Alliance : ce n'est plus une organisation *internationale*, c'est la *Section isolée, toute locale, de l'Alliance de la Démocratie socialiste de Genève*, reconnue, au mois de juillet 1869, comme section régulière de l'Internationale par le Conseil général.

Sur la proposition collective de Perron, de Bakounine, de Becker, soutenus par quelques autres membres du groupe genevois de l'Alliance, ce dernier finit par se soumettre aussi à la décision du Conseil général de Londres. Il décida à l'unanimité sa transformation en section régulière de

88 Le mot *publiées* est inexact, car il ne fut pas donné de publicité aux résolutions du 22 décembre 1868.

89 Cet alinéa et le précédent, séparés, dans le manuscrit, par des filets de ce qui précède et de ce qui suit, ont été omis dans le *Mémoire*. Mais le contenu du premier de ces deux alinéas a été placé dans le texte même du *Mémoire*, p. 55 ; et la phrase : « La Section de Madrid se transforma en section de l'Internationale, tout en conservant le programme de l'Alliance », a donné lieu, à la p. 244, à une rectification ainsi conçue : « Lorsque nous écrivions ces mots, nous ne savions pas exactement de quelle manière certains internationaux espagnols avaient appartenu à l'Alliance, si c'était à titre de membres de sections existant en Espagne ou de membres de la section de Genève. Nous sommes aujourd'hui fixés sur ce point : tous les internationaux espagnols qui appartinrent à l'Alliance de la Démocratie socialiste, société publique affiliée à l'Internationale, furent simples membres de la section de Genève. Il n'y a jamais eu, à Madrid, une section de l'Alliance ; la section de l'Internationale y fut créée directement, lors du voyage de Fanelli. »

l'Internationale. La première chose qu'il devait faire pour cela, ce fut de se donner des statuts conformes en tous points aux statuts de l'Association Internationale des Travailleurs. Le citoyen Bakounine fut chargé de les rédiger. Il fut entendu que le programme serait maintenu dans son intégrité, sauf à remplacer, dans l'article second, cette phrase maladroite : « Elle (l'Alliance) veut avant tout l'*égalisation* politique, économique et sociale des classes et des individus », par cette autre plus claire : « Elle veut avant tout l'abolition définitive des classes et l'égalisation politique, économique et sociale des individus ». Mais le règlement devait être complètement refondu, fait à neuf.

La Section de l'Alliance, se réunissant une fois par semaine et toujours en très grand nombre, débattit consciencieusement, longuement, pendant |50 deux mois à peu près, chaque point du nouveau règlement proposé par Bakounine [90]. Ce ne fut pas seulement une discussion entre quelques individus habitués à parler, tous y prirent part ; et ceux qui se taisaient d'abord furent invités par les autres à dire leur opinion. Cette longue et consciencieuse discussion contribua beaucoup à éclaircir les idées et à déterminer les instincts de tous les membres de la section. Enfin, après ce débat prolongé, les nouveaux statuts furent adoptés à l'unanimité dans la seconde moitié de juin 1869 [91].

90 Les extraits des procès-verbaux de la Section de l'Alliance de Genève donnés par Max Nettlau dans la Biographie de Bakounine montrent qu'il ne faut pas prendre à la lettre les expressions employées ici par Bakounine. En effet, la discussion sur le nouveau règlement de la Section de l'Alliance commença le 17 avril et fut terminée le 24 avril. Toutefois, en mai et juin, il y eut encore à diverses reprises des débats sur tel ou tel point particulier du programme ; et ce fut seulement le 26 juin que la Section se constitua définitivement.

91 Le contenu de la suite du feuillet 50, du feuillet 51 et des 23 premières lignes du feuillet 52 a été remplacé, dans le *Mémoire*, par ces simples mots : « Je n'insisterai pas sur les détails de ce règlement ; je veux seulement citer le texte de l'article 7 » [suit la reproduction de l'article 7]. Après quoi le Mémoire reprend à l'alinéa qui commence par les mots « Qu'on juge… » (ci-après p. 208).

Qu'il me soit permis de citer ici les premiers articles du nouveau règlement. Ce sera la meilleure réponse à nos calomniateurs, qui ont osé dire que nous voulions la dissolution de l'Association Internationale des Travailleurs :

« RÈGLEMENT
de la Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste à Genève.

« Article premier. — Le groupe genevois de l'Alliance de la Démocratie socialiste, voulant appartenir exclusivement à la grande Association Internationale des Travailleurs, constitue une section de l'Internationale sous le nom de l'*Alliance de la Démocratie socialiste*, mais sans autre organisation, bureau, comités et congrès que ceux de l'Association Internationale des Travailleurs.

« Art. 2. — Cette section se donne pour mission spéciale le développement des principes contenus dans son programme, l'étude des moyens propres à accélérer l'émancipation définitive du travail et des travailleurs, et la propagande.

|51 « Art. 3. — On ne peut en devenir membre sans en avoir sincèrement et complètement accepté tous les principes. Les membres anciens sont tenus, et les membres entrants doivent promettre, d'en faire autour d'eux, dans la mesure de leurs forces, la propagande la plus active, tant par leur exemple que par leur parole.

« Art. 4. — Chaque membre est tenu de connaître les statuts généraux de l'Association Internationale des Travailleurs et les résolutions des Congrès, qui doivent être considérés comme obligatoires pour tous.

« Art. 5. — *L'exercice persévérant et réel de la solidarité pratique entre les ouvriers de tous les métiers, y compris naturellement les cultivateurs de la terre*, **est le gage principal de leur prochaine délivrance**. *L'observation de cette solidarité dans les faits privés et publics de la vie ouvrière et de la lutte des travailleurs contre le capital*

bourgeois doit être considérée comme le devoir suprême de chaque membre de la Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste. Tout membre qui aura manqué à ce devoir en sera immédiatement exclu [92].

« Art. 6. — En dehors des grandes questions de l'émancipation définitive et complète des travailleurs par l'*abolition du droit d'héritage, des États politiques*, et par l'organisation de la production et de la propriété collectives, aussi bien que par les autres voies qui seront ultérieurement indiquées par les Congrès, la Section de l'Alliance mettra aussi à l'étude et tâchera d'appliquer tous les moyens provisoires ou palliatifs qui pourront alléger, ne fût-ce que partiellement, la situation actuelle |52 des travailleurs.

« Art. 7. — *La forte organisation de l'Association Internationale des Travailleurs, une et indivisible à travers toutes les frontières des États et sans différence aucune de nationalités, comme sans considération pour le patriotisme, pour les intérêts et pour la politique des États, est le gage le plus certain et l'unique moyen pour faire triompher solidairement dans tous les pays la cause du travail et des travailleurs. Convaincus de cette vérité, tous les membres de l'Alliance s'engagent solennellement à contribuer de tous leurs efforts à l'accroissement de la puissance et de la solidarité de cette organisation. En conséquence de quoi, ils s'engagent à soutenir, dans tous les corps de métier dont ils font partie ou dans lesquels ils exercent une influence quelconque,* **les résolutions des Congrès** et **le pouvoir du Conseil général** *d'abord, aussi bien que celui du Conseil fédéral* [de la Suisse romande] *et du Comité central de Genève*, **en tant que ce pouvoir est établi, déterminé et légitimé par les statuts** [93]. »

---

92 L'article 24 n'admet que trois motifs d'exclusion : 1∞ Pour un acte lâche ou indigne ; 2∞ Pour violation flagrante du programme et des articles fondamentaux du règlement ; 3∞ Pour trahison de la solidarité ouvrière. (*Note de Bakounine.*)

93 On voit se manifester dans ces mots l'esprit qui allait engager Bakounine et une partie des délégués « collectivistes » au Congrès de

---

Qu'on juge maintenant combien les accusations de nos ennemis étaient ridicules et odieuses [94] !

Le lendemain même de l'acceptation unanime des nouveaux statuts par la Section de l'Alliance de Genève, Perron, secrétaire de cette section, s'empressa d'envoyer ces nouveaux statuts au Conseil général de Londres [95], en lui annonçant en même temps la dissolution définitive |53-56 [96] de l'ancienne organisation internationale et du Bureau central de l'Alliance, et en le priant de bien vouloir reconnaître la nouvelle section de Genève comme section régulière de l'Internationale. Voici sa lettre :

Genève, le 22 juin 1869.

Bâle, à réclamer l'accroissement des pouvoirs du Conseil général.

94 Cet alinéa, dans le Mémoire, a reçu cette forme : « Qu'on juge d'après cela combien les accusations de nos ennemis, qui prétendaient que l'Alliance cherchait à entraver et à détruire l'action du Conseil général, étaient odieuses et injustes ! »

95 Il ne faut pas chercher dans les indications de Bakounine une chronologie rigoureusement exacte. Il écrivait deux ans après les événements, n'ayant pas à sa disposition les procès-verbaux de la Section de l'Alliance. La lettre de Perron est du 22 juin ; l'assemblée dans laquelle la Section de l'Alliance de Genève se constitua définitivement est du 26 juin ; et déjà, dans une séance de la section du 12 juin, Bakounine avait annoncé que le règlement serait envoyé à Londres pour le 19 juin, afin de demander l'admission de la Section dans l'Internationale (extraits de procès-verbaux publiés par Max Nettlau).

96 Les feuillets 53, 54, 55 et 56 du manuscrit ont disparu, probablement pour avoir été confiés en original aux compositeurs de l'imprimerie du *Mémoire de la Fédération jurassienne*. Mais le contenu de ces quatre feuillets existe — peut-être un peu resserré dans la forme, avec celui des trois documents qui y étaient soit intercalés, soit annexés — imprimé aux pages 55-58 des Pièces justificatives (n° VIII) du *Mémoire*. C'est là que nous le prenons pour le reproduire ici.

La Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste de Genève au Conseil général de Londres.

Citoyens,

Conformément à ce qui a été convenu entre votre Conseil et le Comité central de l'Alliance de la Démocratie socialiste, nous avons soumis aux diflérents groupes de l'Alliance la question de sa disso- lution comme organisation distincte de celle de l'Association Internationale des Travailleurs, en leur communiquant la correspondance échangée entre le Conseil général de l'Internationale et le Comité central de l'Alliance.

Nous avons le plaisir de vous annoncer que la grande majorité des groupes a partagé l'avis du Comité central tendant à prononcer la dissolution de l'Alliance Internationale de la Démocratie socialiste.

Aujourd'hui cette dissolution est prononcée.

En notifiant cette décision aux différents groupes de l'Alliance, nous les avons invités à se constituer, à notre exemple, en sections de l'Association Internationale et à se faire reconnaître comme telles par vous ou par le Conseil fédéral de cette Association dans leurs pays respectifs.

Comme confirmation de la lettre que vous avez adressée à l'ex-Comité central de l'Alliance, nous venons aujourd'hui, en vous soumettant les statuts de notre section, vous prier de la reconnaître officiellement comme branche de l'Association Internationale des Travailleurs.

Comptant que vous voudrez bien nous faire une prompte réponse, nous vous adressons nos salutations toutes fraternelles.

Au nom de la Section de l'Alliance,
Le secrétaire provisoire,
Ch. Perron [97].

97 Pourquoi cette lettre fut-elle écrite par Perron ? Évidemment parce que celui-ci avait fonctionné précédemment comme secrétaire du Bureau central de l'Alliance. Il n'était pas secrétaire de la Section de l'Alliance de Genève, car il avait refusé de se laisser élire membre du Comité de cette Section, et c'était Fritz Heng qui, le 1er mai, avait été nommé

À la fin de juillet, Perron reçut de Londres la réponse suivante :

*Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs.*256, High Holborn, Londres W. C, le 28 juillet 1869.*À la Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste, à Genève.*

Citoyens,

J'ai l'honneur de vous annoncer que vos lettres ou déclarations aussi bien que le Programme [98] et Règlement ont été reçus, et que le Conseil général a accepté votre adhésion comme section à l'*unanimité*.

Au nom du Conseil général.
Le secrétaire général,
J.-G. ECCARIUS.

Aussitôt après la réception de cette lettre, la Section de l'Alliance se constitua définitivement. Elle nomma son comité, qui envoya immédiatement la cotisation annuelle de la section à Londres [99].

---

secrétaire. Mais, comme tout était encore « provisoire », sans doute les membres de l'Alliance trouvèrent-ils qu'il valait mieux que ce fût Perron qui continuât, à titre provisoire, à correspondre avec le Conseil général. Dans cette lettre, d'ailleurs, il y a des phrases où Perron parle en qualité d'ancien secrétaire du Bureau central,— celles où il dit : « Nous avons soumis aux différents groupes de l'Alliance la question de sa dissolution... » — « en notifiant cette décision aux différents groupes de l'Alliance, nous les avons invités... », etc.

98 Remarquez qu'au seul changement près indiqué plus haut (concernant les mots *égalisation des classes*), c'est le Programme entier de l'ancienne Alliance, et que l'article 1er de ce Programme commence par ces mots : *L'Alliance se déclare athée.* (*Note de Bakounine.*)

99 Il y a là, de nouveau, plusieurs erreurs de chronologie. La Section de l'Alliance était définitivement constituée depuis le 26 juin. Elle avait nommé son comité dès le 1er mai. Ce fut dans la séance du comité du 17 juillet que le comité décida d'envoyer la cotisation à Londres (10 fr. 40

Voici une autre lettre de Londres qui en accuse réception :

Au citoyen Heng, secrétaire de la Sectionde l'Alliance de la Démocratie socialiste, à Genève.

Citoyen,

J'ai bien reçu votre lettre [100] avec la somme de 10 fr. 40 c, représentant la cotisation de 104 membres pour l'année 68-69. Pour éviter à l'avenir les longs retards qu'a subis cette lettre, vous ferez mieux d'adresser vos correspondances à mon adresse... Dans l'espoir que vous pratiquerez activement les principes de notre Association, recevez, cher citoyen Heng, de même que tous les amis, mes salutations fraternelles.

H. Jung,
secrétaire pour la Suisse auprès du Conseil général.
25 août 1869.

Voilà des preuves suffisantes, j'espère, pour démontrer à nos adversaires les plus obstinés, pourvu qu'ils soient consciencieux, que la Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste de Genève, avec son programme anti-politique, anti-juridique et athée, a été une section tout à fait régulière de l'Association Internationale des Travailleurs, et reconnue comme telle non seulement par le Conseil général, mais encore par le Congrès de Bâle, auquel, conformément à son droit, elle avait envoyé comme délégué le citoyen Gaspar Sentiñon, médecin, délégué de la Section de l'Alliance de Genève et du Centre fédéral des sociétés ouvrières de Barcelone [101].

---

pour 104 membres). Et c'est seulement dans la séance de la section du 31 juillet que fut lue la lettre d'Eccarius.

100 Cette fois, comme on le voit, ce n'est plus Perron, l'organisation internationale de l'Alliance ayant été définitivement dissoute, mais bien le secrétaire de la Section de l'Alliance de Genève, Fritz Heng, qui a correspondu avec le Conseil général.

101 En passant par Genève pour se rendre à Bâle, Sentiñon se fit admettre comme membre de la Section de l'Alliance de Genève. Le procès-verbal

Il fallait donc toute la cynique mauvaise foi de MM. Outine, Perret, Becker, Duval, Guétat et Cie pour contester à notre section le titre et les droits d'une section régulière de l'Internationale. En laissant de côté le petit Juif, menteur et intrigant par nature, j'ajouterai qu'aucun de ces messieurs ne peut avoir la possibilité même de simuler l'ignorance sur ce point, puisqu'il peut être constaté, par les procès-verbaux de l'Alliance et par je ne sais combien de dizaine de témoins, que Becker et Duval ont pris connaissance des lettres d'Eccarius et de Jung ; que ces lettres ont été produites, au mois d'août 1869, au Comité cantonal de Genève, et en septembre, après le Congrès de Bâle, au Comité fédéral de la Suisse romande, dont Perret et Guétat étaient membres ; que ces deux honorables citoyens étaient présents lorsque Duval et Fritz Heng, deux autres membres de ce Conseil, et en même temps membres de la Section de l'Alliance, présentèrent ces lettres au Comité fédéral.

Que dire après cela de l'honnêteté de ces gens, qui ont osé dire, dans leur avant-dernier Congrès fédéral à Genève, et reproduire dans leur *Égalité* cette assertion formidable : « Qu'ils n'ont jamais entendu dire que la Section de l'Alliance ait été reconnue par le Conseil général, qu'ils l'ignoraient encore jusqu'à présent, et qu'ils viennent d'écrire au Conseil général pour s'en assurer » !

Une fois qu'elle se vit acceptée et régulièrement reconnue

---

de la séance du Comité du 28 août 1869 dit : « Le citoyen Sentiñon est présenté par Bakounine et Robin. Ce citoyen est accepté à l'unanimité des membres présents. On décide ensuite de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour le dimanche 29 août, à dix heures du matin, pour l'élection d'un délégué au Congrès de Bâle. » Le lendemain, l'assemblée générale extraordinaire confirme l'admission de Sentiñon comme membre de la Section ; elle rédige un mandat pour le délégué au Congrès de Bâle, lui prescrivant de voter pour « la collectivité, l'abolition du droit d'héritage, les caisses de résistance par corps de métiers et fédéralisées » ; ensuite elle nomme à l'unanimité Sentiñon délégué au Congrès.

comme section régulière de l'Internationale par le Conseil général de Londres, la Section de l'Alliance chargea son comité de demander au Comité central (cantonal) de Genève son admission dans la fédération genevoise [102], se réservant de demander, aussitôt après, son admission dans la Fédération romande au Comité fédéral.

Cette fois le Comité cantonal, déjà complètement subjugué et dominé par les meneurs de la Fabrique, répondit par un refus net, dans une séance [103] à laquelle, comme de coutume, n'avaient assisté à peine qu'une douzaine de membres, tandis que ce comité était composé, déjà alors, de plus de soixante membres [104].

Nous nous étions attendus à ce refus, et nous n'avions fait cette demande que pour la forme, afin qu'il ne fût point dit que nous nous refusions à la solidarité des sections genevoises ; nous nous y étions attendus, parce que nous n'ignorions pas les intrigues et les calomnies misérables que soulevèrent déjà alors contre nous certaines gens qui depuis jetèrent complètement le masque [105].

---

102 Cette décision est antérieure à l'arrivée de la lettre d'Eccarius. Dès le 17 juillet il est question, dans le procès-verbal du comité de la Section de l'Alliance, de faire une demande au Comité cantonal des sections genevoises pour l'entrée de la Section de l'Alliance dans la fédération cantonale ; et, le 30 juillet, Bakounine lit au comité de la Section de l'Alliance un projet de lettre au Comité cantonal, qui est adopté.

103 Le 16 août 1869.

104 Ce chiffre de soixante membres, qui correspondrait à l'existence de trente sections, est exagéré. Au moment du Congrès général de Bruxelles, en septembre 1868, il y avait dans le canton de Genève vingt-quatre sections (rapport du délégué Graglia) ; au moment de la fondation de la Fédération romande, en janvier 1869, le nombre des sections genevoises était de vingt-trois (rapport du Comité fédéral romand au Congrès de la Chaux-de-Fonds, avril 1870, dans l'*Égalité* du 30 avril 1870); il était de vingt-six en octobre 1869 (*L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. Ier, p. 230). Enfin, d'après un passage de l'*Égalité* du 28 avril 1870, les sections de Genève, à l'époque du Congrès de la Chaux-de-Fonds, auraient été au nombre de vingt-huit.

105 Ici s'arrêtent les extraits, formant le n∞ VIII des *Pièces justificatives* du *Mémoire de la Fédération jurassienne*, empruntés aux feuillets 53-

. . . . . .

. . . . . |57 [106] en bâtiment, ce qui lui attira nécessairement les jalousies et les haines des chefs de la Fabrique genevoise, qui, après l'avoir expulsé du Cercle, tendaient tous leurs efforts à l'expulser de l'Internationale. Serno-Soloviévitch, dont ces messieurs parlent aujourd'hui les larmes de crocodile aux yeux, et qui fut certainement l'un des membres les plus dévoués de l'Internationale de Genève, avait été publiquement traité par eux d'espion russe. Enfin Perron, par l'exaltation désintéressée de ses principes, d'ailleurs encore assez peu déterminés à cette époque, et surtout par sa profonde amitié pour Serno-Soloviévitch, dont il prit toujours noblement la défense, s'attira également les haines de ses co-citoyens genevois.

Mais c'est surtout à la fin de 1868, après le Congrès de Bruxelles, alors qu'il devint le fondateur et le principal rédacteur du journal l'*Égalité*, qu'il devint le bouc émissaire de la bonne société genevoise. Il eut le malheur, sans le vouloir sans doute, de léser les intérêts et de blesser la vanité d'un typographe féroce, M. Crosset, et d'attirer sur lui sa haine formidable. M. Crosset devint le centre d'un groupe en partie avoué, mais en plus grande partie anonyme (M. Henri Perret et beaucoup d'autres chefs de la Fabrique en étaient), qui déversa ses calomnies contre Perron. Je gagnai mes premiers ennemis dans l'Internationale en |58 prenant hautement la défense de Perron, avec lequel j'étais alors lié d'amitié.

---

56 du manuscrit de Bakounine.

106 Il y a une lacune entre la fin du n∞ VIII des *Pièces justificatives* du *Mémoire* et la première ligne du feuillet 57 du manuscrit. Bakounine, ayant achevé ce qu'il avait à dire sur l'admission de la Section de l'Alliance par le Conseil général, a fait un retour en arrière, et il revient maintenant au conflit de tendances et de principes qui s'était produit, dès 1868, entre les ouvriers du bâtiment et les meneurs des sections de la Fabrique. C'est de ce conflit qu'il est question dans le présent alinéa, dont le commencement se trouvait sur le feuillet 56. Le personnage dont parle la phrase tronquée qui s'achève aux quatre premières lignes du feuillet 57 est Brosset.

En dehors de toutes ces questions personnelles, le nom seul du journal l'*Égalité* nous valut de grandes batailles. [107] Qu'on se rappelle que ce fut au lendemain du Congrès de Bruxelles, qui pour la première fois avait posé carrément la question socialiste et révolutionnaire. La proclamation de la propriété collective, la condamnation du socialisme bourgeois, et la rupture évidente avec le radicalisme bourgeois, manifestée par le refus des avances faites par la Ligue de la Paix et de la Liberté, tout cela avait fortement indisposé, inquiété les meneurs de la Fabrique genevoise. Ils craignirent de voir l'Internationale de Genève prendre une direction par trop socialiste, par trop révolutionnaire, de la voir s'embarquer sur le grand océan où ils se sentaient incapables de la suivre. Attachés bourgeoisement, patriotiquement, aux bords fleuris du Léman, ils voulaient une Internationale non mondiale, mais agréablement genevoise, un socialisme anodin et philanthropique, menant droit à une conciliation de dupes avec le radicalisme bourgeois de leur cité. Tous ces rêves patriotiques, toutes ces ambitieuses espérances qui étaient d'autant plus vivaces qu'elles n'osaient s'avouer, se sentirent renversés, effarouchés par ce terrible mot d'*Égalité*.

Alors il y eut des explications charmantes : tous ces grands citoyens de Genève comprenaient, adoraient l'égalité, et, s'il n'eût |59 tenu qu'à eux seuls, ils auraient voté des deux mains pour un titre comme celui-là. Mais ce mot ne serait pas compris par la foule, par la canaille de l'Internationale ; il pourrait blesser les susceptibilités aristocratiques des ouvriers en bâtiment ! C'est ce que disait au moins le porte-voix de la coterie, le pauvre tailleur Wæhry, Parisien, ci-devant communiste icarien, un homme plein de dévouement, mais aussi plein de fiel et de vanité rentrée, et qui eut toujours le malheur, tout en professant théoriquement les principes les plus avancés, de voter en pratique pour les résolutions les plus

107 À partir d'ici, le contenu des feuillets 58-78 du manuscrit a été utilisé dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne*, pages 68-77, mais avec beaucoup de suppressions et d'atténuations.

réactionnaires. Aussi fut-il, tant qu'il vécut, le Benjamin et le prophète de la Fabrique genevoise.

Nous emportâmes toutefois de haute lutte le nom d'*Égalité*, et nous parvînmes plus tard à créer un Comité de rédaction dont la grande majorité du moins se montra franchement dévouée aux principes contenus dans ce seul nom. Ces luttes, et plus encore l'apparition successive des numéros de l'*Égalité*, qui devenait de semaine en semaine plus socialiste et plus révolutionnaire, contribuèrent immensément à déterminer les rapports peu amicaux des deux partis qui se partagèrent désormais l'Internationale de Genève.

D'un côté, la phalange serrée et parfaitement organisée de la Fabrique, avec son radicalisme bourgeois, avec ses rêves platoniques d'une coopération étroite et privilégiée, avec ses chefs aspirant au Conseil d'État dans le secret de leur cœur [108], avec leur patriotisme genevois mesquin, |60 vaniteux et bruyant, tendant ostensiblement à transformer l'Internationale en une association genevoise, en un piédestal pour des ambitions genevoises. De l'autre, la masse passablement désorganisée des ouvriers en bâtiment, riches d'instincts, révolutionnaires et socialistes autant par position que par tendance naturelle, et soutenant de leurs votes toujours ou presque toujours les vrais principes du socialisme révolutionnaire.

À cette époque, les citoyens Becker, Guétat, Duval votaient encore avec nous ; ils n'avaient pas encore goûté du fruit savoureux de l'intrigue réactionnaire. Mais nous avions contre nous les citoyens Grosselin, Weyermann, Waehry, Crosset, et bien d'autres représentants de la Fabrique, ou d'ouvriers des autres métiers gagnés par la Fabrique. M. Henri Perret tâchait de se maintenir toujours au milieu, votant toujours avec la majorité, — comme le bon Dieu du grand Frédéric, il est toujours du côté des gros bataillons. En général, il faut observer que la majorité des membres tant des comités

108 À Genève, les membres du Conseil d'État, c'est-à-dire du gouvernement cantonal, sont élus directement par le peuple.

des sections de métiers, même des bâtiments, que du Comité central ou cantonal, votaient avec la réaction, ce qui était naturel, puisqu'ils faisaient partie de cette oligarchie dominante et de ce gouvernement occulte qui tendait évidemment à museler le peuple de l'Internationale.

Notre tendance à nous c'était, d'ailleurs en pleine conformité avec les statuts de la Fédération romande, de briser cette autorité, ce despotisme naissant des comités, en les soumettant autant que possible à l'expression de la volonté populaire dans les assemblées générales. On conçoit que les membres les plus ambitieux de ces comités ne nous en surent aucun gré. Plusieurs fois ils osèrent |61 même soutenir que l'assemblée des comités devait primer l'assemblée populaire. Il ne nous fut pas difficile, les statuts de la Fédération romande à la main, de leur prouver leur erreur, et le peuple de l'Internationale nous donna raison contre eux.

Pendant ce temps la Section de l'Alliance, fidèle à sa mission, poursuivait ardemment l'œuvre de la propagande. Elle tenait régulièrement ses séances chaque samedi. Tous les cent quatre membres qu'elle comptait dans son sein lors de sa constitution définitive n'assistèrent sans doute pas régulièrement à chaque séance, mais il y avait toujours une vingtaine, une trentaine de membres qui s'y rendaient régulièrement, et qui formèrent le véritable noyau de l'Alliance. À mon regret, je dois dire que Perron n'en était pas. Fantasque, inégal, capricieux, il avait pris je ne sais pourquoi l'Alliance en grippe, et n'y faisait que de très courtes apparitions. Ses instincts plus ou moins genevois l'entraînaient toujours dans la Section centrale, qui, de section largement internationale qu'elle avait été d'abord, était devenue une section presque exclusivement genevoise. Brosset nous négligeait aussi. Président du Comité fédéral, il ne crut pas sans doute politique de se montrer ouvertement le partisan d'une section qui était devenue la bête noire d'une fraction puissante de l'Internationale, avec laquelle, comme un homme politique qu'il était, il se trouvait alors dans des rapports de coquetterie

mutuelle. Guétat enfin, le recommandé, la faute de Perron, |62 nous avait également abandonnés. Depuis qu'il était devenu membre et vice-président du Comité fédéral, les fumées des honneurs avaient tourné sa pauvre tête. Plein de sotte importance, il était devenu d'un ridicule achevé. Il avait fini par faire rentrer en lui-même son discours stéréotypé habituel sur la révolution, et dans les assemblées générales, aussi bien qu'au sein du Comité fédéral, il ne votait plus qu'avec la réaction.

Par contre, ma faute à moi, le blagueur Duval, et notre faute commune à Perron et à moi, le versatile patriarche Becker, étaient des membres assidus de l'Alliance. Duval, qui était également membre du Comité fédéral, venait nous répéter tous les propos des frères Perret, qu'il faisait mine de détester, et de Guétat, qu'il se donnait les airs de mépriser. C'est par lui, et aussi par un autre membre de l'Alliance, Fritz Heng, que nous sûmes tout ce qui fut dit à propos de notre section dans le Comité fédéral. Becker ne jurait plus que par l'Alliance ; il répéta maintes fois, presque à chacune de nos séances, que l'Internationale véritable n'était plus au Temple-Unique, mais dans la petite Section de l'Alliance. M. Henri Perret ne se montrait plus parmi nous ; et comme il n'avait pas été présent le jour de la constitution définitive de la section [109], et comme il n'avait pas répondu à deux ou trois appels qu'on lui fit, il fut effacé de la liste.

L'Alliance était devenue une véritable section d'amis, et, ce qui n'existait pas au Temple-Unique, on |63 s'y parlait en toute franchise, avec une pleine confiance mutuelle. On y parla souvent, au grand scandale de Brosset, de la situation réelle de l'Internationale de Genève, de l'esprit réactionnaire et de l'excellente organisation de la Fabrique, de l'excellent esprit et de la détestable organisation des ouvriers en bâtiment. Brosset, comme président du Comité fédéral et comme diplomate, ne voulait pas qu'on touchât à ces questions brûlantes, à ces choses officielles et sacrées. Tout au plus, selon lui, était-il permis d'en parler entre quatre-z-yeux, et à voix basse, car il ne fallait pas

109 Le 26 juin 1869.

manquer au décorum, à la fiction majestueuse de l'Internationale.

C'est ainsi que raisonnent, et pour cause, tous les gouvernements et tous les hommes de gouvernement. C'est ainsi que raisonnent aussi tous les partisans des institutions caduques qu'ils proclament sacrées, qu'ils adorent en fiction, sans permettre jamais qu'on les approche et qu'on les considère de trop près, parce qu'ils craignent avec beaucoup de raison qu'un regard indiscret ou qu'une parole téméraire ne découvrent et ne manifestent leur inanité.

C'est l'esprit général qui règne dans l'Internationale de Genève. Lorsqu'on en parle, on ment. Tout le monde ou presque tout le monde dit des choses qu'il sait ne pas être vraies. Il règne une sorte de cérémonie chinoise qui y domine tous les rapports tant collectifs qu'individuels. On est censé être, on n'est |64 pas ; on est censé croire, on ne croit pas ; on est censé vouloir, on ne veut pas. La fiction, l'officialité, le mensonge ont tué l'esprit de l'Internationale à Genève. Toute cette institution est devenue à la fin un mensonge. C'est pour cela que les Perret, les Dupleix, les Guétat, les Duval et les Outine ont pu s'en emparer avec tant de facilité.

L'Internationale n'est point une institution bourgeoise et caduque ne se soutenant plus que par des moyens artificiels. Elle est toute jeune et pleine d'avenir, elle doit donc pouvoir supporter la critique. Seules la vérité, la franchise, la hardiesse des paroles et des actes, et un contrôle permanent exercé par elle-même sur elle-même, peuvent la faire prospérer. Comme ce n'est pas une association qui doive être organisée de haut en bas par voie autoritaire et par le despotisme de ses comités, comme elle ne peut s'organiser que de bas en haut par la voie populaire, par le mouvement spontané et libre des masses, il faut que les masses sachent tout, qu'il n'y ait point pour elles de secret gouvernemental, qu'elles ne prennent jamais des fictions ou des apparences pour des réalités, qu'elles aient la conscience de la méthode et du but de leur marche, et qu'avant tout elles aient toujours le sentiment de leur situation réelle. Pour cela, toutes

les questions de l'Internationale doivent être traitées hardiment au grand jour, et ses institutions, l'état réel de ses organisations ne doivent pas être des secrets de gouvernement, mais des objets constants d'une franche et publique discussion.

N'est-il pas vraiment singulier que nos |65 adversaires, qui ont réellement établi dans l'Internationale de Genève une sorte d'oligarchie dominante et secrète, un gouvernement occulte, si favorable à toutes les ambitions et à toutes les intrigues personnelles, aient osé nous accuser de. menées secrètes, nous dont toute la politique a toujours consisté à les forcer de venir poser toutes les questions dans les assemblées générales, dont les résolutions, selon nous et conformément aux statuts de la Fédération romande, devaient être obligatoires pour tous les comités de l'Internationale de Genève ?

Notre grand moyen contre eux a été toujours de les appeler dans cette lutte publique, dans laquelle, en dédaignant les personnalités et toutes les intrigues personnelles, nous les combattions et nous les terrassions presque toujours, par l'unique puissance des principes. Par contre, comme il convient à une coterie gouvernementale, ils nous faisaient une guerre souterraine toute remplie d'intrigues et de calomnies personnelles.

Ces discussions de la Section de l'Alliance, auxquelles venaient assister et prendre part presque toujours beaucoup d'ouvriers en bâtiment, non membres eux-mêmes, mais amenés par des amis membres de la section, exercèrent une grande influence sur l'esprit des ouvriers en bâtiment, au grand dépit des chefs de la coterie réactionnaire de l'Internationale de Genève.

L'abîme qui s'ouvrait de jour en jour plus large entre le parti de la Révolution et celui |66 de la Réaction, devint plus sensible encore à partir du milieu du mois de juin 1869, lorsque Perron, obligé pour quelque temps par ses affaires d'abandonner la direction du journal l'*Égalité*, la remit aux mains de Bakounine. Ce dernier en profita pour développer largement, franchement, dans toute leur vérité et avec toutes

leurs conséquences logiques et leurs applications pratiques, les principes de l'Internationale. Il commença sa rédaction par une attaque ouverte contre le jésuitisme du Jésus-Christ de la Chaux-de-Fonds, Coullery, qui, différent en cela des réactionnaires internationaux de Genève, voulait convertir l'Internationale en un piédestal pour la réaction aristocratique et mômière, tandis que ses alliés, défenseurs et amis, à Genève, les Perret, les Grosselin et compagnie, se contentaient d'en faire seulement un instrument à l'usage du radicalisme bourgeois. Bakounine combattit et démasqua les uns et les autres, et il s'efforça de découvrir aux yeux du prolétariat l'abîme infranchissable qui sépare désormais sa cause de celle de la bourgeoisie de toutes les couleurs.

La question ainsi posée ne faisait pas du tout le compte des chefs ambitieux de la Fabrique de Genève. C'était précisément l'époque où le parti radical genevois fit d'incroyables efforts pour se rapprocher de l'Internationale et pour s'en emparer. Beaucoup d'anciens membres, agents reconnus du parti radical, et qui, comme tels, s'étaient séparés de l'Internationale, y rentrèrent alors. Cette intrigue se faisait pour ainsi dire au grand jour, tellement les citoyens radicaux de l'Internationale étaient sûrs du succès. |67 Nous les combattions ouvertement, tant dans le journal que dans les séances de l'Alliance, ainsi que dans les assemblées générales.

Tout cela a dû nécessairement accroître la haine des meneurs de la Fabrique contre nous. D'un autre côté, les principes franchement socialistes et révolutionnaires que l'*Égalité* exposait sans aucune cérémonie ne pouvaient point les servir, étaient diamétralement opposés à leur but ; l'abolition des États, des frontières patriotiques et politiques, l'abolition du droit d'héritage, l'organisation de la propriété et du travail collectifs de bas en haut, par la liberté, — tout cela ne pouvait servir de pont pour unir en un seul parti les bourgeois radicaux avec les internationaux bourgeois de Genève. Tout le parti radical de cette ville, les Fazy, les Vautier, les Garleret, les Cambessédès étaient donc acharnés contre nous, et, comme ils

exerçaient dès lors une influence directe sur les meneurs de la Fabrique dans l'Internationale, sur les Grosselin, les Weyermann, les Perret, et tant d'autres, ils contribuèrent beaucoup à fomenter, à grossir et à organiser leur haine et leurs persécutions contre nous.

Les comités des sections de la Fabrique vinrent protester, au nom de leurs sections, devant le Comité fédéral, contre la rédaction de l'*Égalité*, le plus souvent sans que leurs sections en sussent rien. Tant que Brosset resta président du Comité fédéral, ces intrigues n'aboutirent pas. Mais, par un système de taquineries combinées, auxquelles, toujours |68 par trop susceptible, il eut le tort de ne point répondre par le mépris, on le força à abandonner la place [110]. Guétat devint président à sa place, et alors le Comité fédéral se rangea définitivement du côté de la réaction. Heureusement, le Comité de rédaction était sauvegardé par un article des statuts de la Fédération romande, qui le rendait en quelque sorte indépendant de l'arbitraire du Comité fédéral [111].

L'Internationale de Genève était donc en pleine guerre : d'un côté, il y avait la Fabrique, savamment disciplinée, aveuglée et menée par ses chefs ; de l'autre, la masse des ouvriers en bâtiment éclairés par le journal l'*Égalité*, et s'organisant peu à peu sous l'influence de l'Alliance. Au milieu, il y avait les sections des métiers intermédiaires : les cordonniers, les tailleurs, les typographes, etc., dont les comités appartenaient, il est vrai, en très grande partie à la réaction, mais dont le peuple avait plus de sympathie pour la Révolution.

Une bataille décisive était devenue inévitable. Elle se livra dans la seconde moitié du mois d'août, à l'occasion de l'élection des délégués pour le Congrès de Bâle [112].

---

110 Ce fut en août 1869 que Brosset, écœuré, donna sa démission de président du Comité fédéral romand.

111 Cet article (art. 52) disait : « Le Congrès [romand] arrêtera chaque année le programme et le prix du journal ». Mais un autre article (art. 42), relatif aux attributions du Comité fédéral, portait : « Il aura la surveillance morale du journal de l'Association ».

112 Au bas du feuillet 68, Bakounine a écrit ces lignes, adressées à ceux qui

---

|69 LUTTE ÉLECTORALE

Ce fut une bataille mémorable et qui devrait être décrite par un historien plus éloquent que moi. Je me contenterai d'en raconter les phases principales.

Parmi les cinq questions que le Conseil général avait mises dans le programme du Congrès qui devait se réunir en septembre 1869 à Bâle, il yen avait deux surtout qui entraient dans le fond même de la question sociale : celle de l'*abolition de l'héritage* et celle de l'*organisation de la propriété collective*, deux questions qui de tout temps eurent le don de mettre en fort mauvaise humeur les coryphées, les meneurs de la Fabrique de Genève. Ils s'étaient déjà montrés excessivement mécontents qu'on eût discuté la dernière de ces deux questions au Congrès de Bruxelles : « Ce sont des utopies, disaient-ils ; nous devons nous occuper de questions pratiques ».

Ils s'étaient donc bien promis, cette fois, d'éliminer ces deux questions du programme du Congrès de Bâle. C'était pour eux non seulement une nécessité de cœur et d'esprit, mais une nécessité de position politique. Ils s'étaient définitivement entendus et alliés avec la bourgeoisie radicale de Genève. On travaillait activement toutes les sections proprement genevoises, c'est-à-dire les ouvriers-citoyens de la fabrique, pour les grouper autour du drapeau radical dans les prochaines

---

devaient lire son manuscrit : « *Fin immédiatement*. — Je ne sais pas l'usage que vous trouverez bon de faire de ce manuscrit. Ce qui est certain, c'est que je ne ferai pas d'autre rapport que celui-ci, *qui ne peut pas être imprimé dans sa forme présente*, mais qui contient des détails suffisants pour éclaircir tous les points et pour vous fournir tous les matériaux nécessaires pour un mémoire plus serré et plus court. — Je vous prie instamment, chers amis, de ne point égarer ce manuscrit, et de me le renvoyer tout entier, après en avoir tiré le parti que vous voudrez. »

élections, qui devaient avoir lieu en novembre. |70 et 71 [113] Mais pour que l'alliance entre la bourgeoisie et les ouvriers-citoyens fût possible, il fallait que ces derniers éliminassent de leur programme tout ce qui pouvait contredire les principes fondamentaux et choquer la délicatesse de leurs nouveaux alliés les bourgeois radicaux de Genève. Parmi ces choses réprouvées, détestées, brillaient naturellement plus que toutes les autres ces deux propositions subversives de tout ordre social : l'abolition du droit d'héritage et l'organisation de la propriété collective.

La tactique de la coterie genevoise qui inspirait et dirigeait à volonté tous les actes du Comité central (cantonal), et qui, par son intermédiaire, déterminait les programmes de chaque assemblée générale, — cette tactique fut très simple. Ils firent nommer par les assemblées générales des commissions pour préparer et proposer des rapports sur toutes les autres questions, et ils oublièrent, négligèrent d'en faire nommer pour les deux questions brûlantes. Si on les avait laissés faire, voici ce qui se serait passé : on serait arrivé à la veille du Congrès sans avoir nommé de commissions pour elles, il n'y aurait pas eu de rapports, et par conséquent ces deux questions auraient été éliminées de fait.

Nous déjouâmes ce calcul, en rappelant, dans l'une de ces assemblées populaires, qu'il y avait encore deux questions que le Comité central paraissait avoir oubliées, et qu'il était urgent de nommer immédiatement deux commissions pour les étudier et pour présenter leurs rapports à temps. Alors l'orage |72 éclata ; tous les grands orateurs de la Fabrique et leurs alliés réactionnaires : Grosselin en tête ; Weyermann ; Crosset ; Wæhry ; Patru ; des typographes du parti de Crosset ; Dupleix ; le père Reymond (l'aveugle, le saint-simonien, le Jésus-Christ de l'Internationale de Genève) ; un maçon genevois, esprit fort et grand ergoteur, Paillard, l'ennemi intime de Robin ; Guétat, et bien d'autres encore vinrent tour à tour à la tribune dire que c'était un scandale, une inutile perte de temps, une action

113 Bakounine a donné à ce feuillet ce double numéro « 70 et 71 » : il n'y a pas de lacune dans le manuscrit.

subversive, que de venir proposer de pareilles questions à des ouvriers ; qu'il fallait s'occuper de questions pratiques et réalisables, par exemple de la coopération bourgeoise, etc., etc. Nous leur répondîmes. Ils furent battus. L'assemblée générale (le Temple-Unique était plein, et les ouvriers en bâtiment, convoqués avec soin dès la veille par nos « alliés », s'y trouvaient en masse) décida à une immense majorité qu'on nommerait sur-le-champ des commissions pour les deux questions déplaisantes : Bakounine fut élu pour la commission sur la question d'héritage, Robin pour celle de la propriété collective.

Dans l'assemblée générale qui suivit celle-ci on devait décider une autre question. D'après les statuts généraux, chaque section avait le droit d'envoyer un délégué au Congrès. Mais l'Internationale de Genève aurait pu en envoyer plus de trente [114]. Cela aurait été par trop dispendieux ; pour cette raison, déjà l'année précédente toutes les sections de l'Internationale de Genève s'étaient réunies pour envoyer collectivement et à frais communs à Bruxelles quatre délégués. | 73 Cette fois, comme le nombre des sections s'était considérablement accru, on voulait en envoyer cinq. Les envoyer collectivement était évidemment dans les intérêts des sections des bâtiments, ces sections étant beaucoup moins riches que les sections de la Fabrique. Les ouvriers de la Fabrique, naturellement inspirés et dirigés par leurs chefs, profitèrent de cette circonstance pour faire un coup. Leurs orateurs vinrent déclarer à la tribune, au nom de tous leurs camarades, que les sections de la Fabrique ne consentiraient à l'envoi collectif des délégués que si on leur accordait l'élimination des deux questions de l'héritage et de la propriété. Ce fut le signal d'un second orage.

Nous montâmes à la tribune pour expliquer aux ouvriers en bâtiment qu'en leur faisant une telle proposition on les

114 Comme il a été dit plus haut, Bakounine exagère le nombre des sections qui existaient alors à Genève : voir la note 2 de la page 215. Voir aussi, plus haut, la note 2 de la page 22. (du fac-similé)

insultait, on attentait à la liberté de leur conscience, à leur droit ; que mieux valait pour eux n'envoyer qu'un seul délégué, ou même ne pas en envoyer du tout, que d'en envoyer cinq ou davantage à des conditions qui leur seraient imposées au nom des sections de la Fabrique et qu'ils ne sauraient accepter. Alors les orateurs de la réaction revinrent à la tribune pour chanter l'éternel refrain de l'union, si nécessaire pour constituer la force de la classe ouvrière ; ils rappelèrent aux ouvriers en bâtiment la reconnaissance éternelle qu'ils devaient aux citoyens genevois de la Fabrique pour le concours qu'ils leur avaient prêté dans la grande grève du printemps. Ils les prémunirent surtout contre certains « étrangers » qui venaient semer la division dans l'Internationale genevoise. A cela les « étrangers » — Brosset, Robin, Bakounine et d'autres — |74 répondirent qu'il ne pouvait y avoir d'étrangers dans l'Internationale ; que la reconnaissance et l'union étaient sans doute de fort belles choses, mais qu'elles ne devaient pas aboutir à l'asservissement, et que mieux valait se séparer que de devenir esclaves. Cette fois la victoire fut encore à nous. Les questions et leurs commissions furent maintenues à une immense majorité.

Deux ou trois jours plus tard, il y eut assemblée particulière de toutes les sections de la Fabrique au Temple-Unique. M. Grosselin, n'y trouvant pas d'opposants, s'y surpassa en éloquence. Il prononça un discours fulminant contre Brosset, contre Robin, contre Bakounine, désignés de façon transparente, les stigmatisant comme les perturbateurs de la paix, de l'union, de l'ordre public dans l'Internationale de Genève. « Qu'ont-ils à faire parmi nous, ces étrangers ! » disait-il, s'exaltant au point d'oublier qu'il parlait non dans une réunion de citoyens genevois, mais au milieu d'ouvriers genevois membres de l'Internationale, et que l'Internationale ne connaît point les étroitesses civiques de la patrie. Crosset et Wæhry vinrent ajouter, l'un, ses gros mots, l'autre son fiel à l'éloquence du puissant Grosselin, le futur homme d'État de Genève.

Enfin les sections de la Fabrique réunies décidèrent la

séparation et nommèrent un seul délégué, M. Henri Perret, secrétaire du Comité fédéral, avec le mandat impératif de s'abstenir de voter sur les deux questions répudiées par la Fabrique [115]. Elles n'avaient point nommé comme second délégué Grosselin, d'abord par économie, et, en second lieu, |75 dans l'espoir que les ouvriers du bâtiment le nommeraient. Les alliés, les amis de la Fabrique, les Crosset, les Wæhry, les deux frères Paillard, Guétat, Rossetti, Patru, avaient travaillé de longue main les ouvriers en bâtiment dans ce but.

La séparation était donc devenue un fait accompli, La Fabrique n'envoyait qu'un seul délégué. Les ouvriers en bâtiment, réunis aux tailleurs, et aux cordonniers, décidèrent d'en envoyer trois : furent nommés Heng, Brosset, et Grosselin [116].

---

115 Les sections de la Fabrique, qui choisirent Henri Perret pour leur délégué, étaient au nombre de sept : monteurs de boîtes, bijoutiers, gaîniers, guillocheurs, graveurs, faiseurs de ressorts, faiseurs de pièces à musique (Rapport de Henri Perret, dans le *Compte-rendu du 4e Congrès international, tenu à Bâle*, p. 49).

116 Bakounine se trompe en disant que ces trois élus étaient les délégués des ouvriers du bâtiment réunis aux tailleurs et aux cordonniers : ils furent les délégués de toute la fédération genevoise. Après que les sections de la Fabrique eurent décidé de se faire représenter par un délégué spécial, qui fut Henri Perret, l'assemblée générale, réunie le 17 août, décida qu'il y aurait une délégation collective composée de trois membres élus par toutes les sections. L'*Égalité* du 21 août contient à ce sujet l'article suivant :

« Il y a eu mardi 17 août une assemblée générale de toutes les sections de Genève. Il y a été décidé que trois délégués seraient envoyés à Bâle au nom de toutes les sections genevoises de langue française. Tout membre ou tout groupe peut proposer des candidats qui seront immédiatement inscrits sur un tableau. Le vote aura lieu au scrutin secret, chaque membre mettant sur sa liste trois noms. Pour être admis au vote, il faut prouver par la présentation de son livret que l'on est en règle avec sa section. Le scrutin sera ouvert :

« Samedi 21 août, de 8 heures du soir à 10 heures du soir ;

« Dimanche 22 août, de 8 heures du matin à 4 heures du soir ;

« Lundi 23 août, de 8 heures du soir à 10 heures du soir. »

Au Congrès de Bâle, Heng, Brosset et Grosselin furent admis comme « délégués des Sections internationales de Genève », Henri Perret comme « délégué des sections de la Fabrique

Sur ces entrefaites, Robin et Bakounine avaient fait leurs rapports, l'un sur l'organisation de la propriété collective, l'autre sur l'abolition du droit d'héritage, naturellement dans le sens le plus affirmatif pour l'une et pour l'autre. Leurs conclusions furent acclamées et votées à la presque unanimité.

La commission chargée de faire un rapport sur la question de l'instruction intégrale avait également fait son rapport. Ici se passa une chose fort étrange. Ce n'était pas la commission qui avait fait ce rapport, c'était M. Cambessédès, l'un des coryphées du parti radical bourgeois, un homme d'État, non membre de l'Internationale, et qui remplissait à cette époque les fonctions d'inspecteur supérieur de toutes les écoles de Genève (si je ne me trompe pas). Naturellement son rapport fut fait dans un esprit éminemment bourgeois. Il maintenait la séparation des écoles pour les deux classes, sous ce prétexte touchant et charmant que les bourgeois ne consentiraient jamais |76 à envoyer leurs enfants dans des écoles fréquentées par les enfants du peuple. Tout le reste était à l'avenant, de sorte que notre ami Fritz Heng, membre de cette commission, et qui s'était chargé de donner lecture de ce rapport, dont il n'avait pas pris connaissance auparavant, s'arrêta au milieu de sa lecture et déclara naïvement que le rapport ne valait rien et ne pouvait convenir à l'Internationale.

Comment se fit-il qu'un bourgeois radical de Genève eût fait accepter son travail par une commission de l'Internationale ? C'est un secret que la Fabrique et M. Crosset, l'allié des meneurs de la Fabrique et membre de cette commission, auraient pu seuls expliquer.

Lorsque la nomination de Grosselin comme troisième délégué nommé par les ouvriers en bâtiment [117] fut proclamée,

d'horlogerie, bijouterie et pièces à musique de Genève ».

117 La contradiction qui existe entre l'assertion de Bakounine, que Grosselin et ses deux collègues étaient des délégués des ouvriers du bâtiment, et le fait attesté par l'*Égalité*, que les trois délégués furent élus pour représenter « toutes les sections de Genève de langue française » (car il y avait aussi à Genève des sections allemandes, qui furent représentées au Congrès de Bâle par Becker), peut être résolue

ces derniers déclarèrent et votèrent à l'unanimité qu'il ne pourrait être chargé de la mission de les représenter au Congrès de Bâle que s'il promettait d'y voter pour l'organisation de la propriété collective et pour l'abolition du droit d'héritage.

Cela le mit dans une singulière position. Il avait été le principal promoteur de la proposition d'éliminer ces deux questions comme utopiques, intempestives et funestes, et de la séparation qui en était résultée ; et maintenant il devait s'engager à voter affirmativement sur l'une et sur l'autre au Congrès de Bâle !

Dans la dernière assemblée générale |77 qui eut lieu avant le Congrès, il essaya de sortir de cette situation ridicule par un moyen singulier : il posa une question personnelle, en faisant appel aux sentiments personnels : « Je vous aime et vous m'aimez, vous savez que j'ai été toujours votre ami ; pourquoi donc vous méfiez-vous de moi, et m'imposez-vous maintenant des conditions que ma dignité et ma conscience ne me permettent pas d'accepter ? » Il ne nous fut pas difficile de lui répondre qu'il ne s'agissait pas ici du tout de questions personnelles, ni de sympathie ni de défiance personnelles ; qu'on l' aimait et qu'on l'estimait beaucoup, mais qu'on ne pouvait lui sacrifier le droit collectif et les principes. L'assemblée générale s'étant prononcée presque à l'unanimité pour la propriété collective et pour l'abolition du droit d'héritage, il devait répondre catégoriquement à cette question : Voulait-il et pouvait-il parler et voter en conscience pour l'une et pour l'autre ?

Sur notre proposition, l'assemblée décida de nouveau que

---

ainsi : l'assemblée générale avait bien décidé que *toutes les sections* de langue française seraient invitées à participer à l'élection des trois délégués collectifs ; mais les sept sections de la Fabrique, ayant déjà nommé un délégué particulier, s'abstinrent ; seules participèrent au vote des 21, 22 et 23 août les sections du bâtiment et quelques sections intermédiaires (tailleurs, cordonniers, typographes), en sorte que, de fait, — si cette explication est exacte, comme je le crois, — Grosselin se trouva, lui monteur de boîtes, avoir été élu par les ouvriers du bâtiment.

ce vote était absolument obligatoire pour ses délégués et leur était imposé par un mandat impératif.

Alors Grosselin fut forcé de donner sa démission en pleine assemblée. Mais voici ce qui arriva. La veille ou le jour même du départ des délégués pour Bâle, le Comité central (cantonal) se réunit, et, s'arrogeant un droit qu'il n'avait pas, puisque les statuts de la Fédération romande subordonnaient formellement toutes ses décisions à celles de l'assemblée générale, le Comité, |78 — qui dans cette occasion avait d'autant moins de droit qu'il s'agissait d'un délégué non de toutes les sections de l'Internationale, mais seulement des sections du bâtiment, qui le payaient de leur poche , — le Comité central (cantonal), dis-je, cette fois presque exclusivement composé de membres de la Fabrique qui s'étaient rendus tous à cette séance, tandis que la majorité des représentants des autres sections en étaient absents, décida que Grosselin devait passer outre et qu'il devait se rendre à Bâle comme délégué des sections du bâtiment, libéré du mandat impératif que lui avaient imposé les sections réunies des bâtiments.

Et il s'y rendit en effet, et, compagnon inséparable de M. Perret, le délégué de la Fabrique, il vota dans toutes les questions comme lui [118].

---

118 Au Congrès de Bâle, ce fut Grosselin qui présenta le rapport administratif des sections de Genève. Après en avoir achevé la lecture, il ajouta une observation personnelle relative à son mandat : « Il termine — dit le *Compte-rendu* du Congrès — en disant que le Comité central lui a donné toute latitude pour traiter les questions de propriété et d'héritage, contrairement à ce qui a été fait pour ses collègues ». Mais Brosset protesta aussitôt : il dit que Grosselin avait reçu, tout comme Heng et comme lui-même, mandat impératif de voter en faveur de la propriété collective et de l'abolition de l'héritage, et que *dix-sept sections* les avaient investis de ce mandat (*Compte-rendu*, p. 60). Évidemment, les dix-sept sections sont celles qui avaient participé au scrutin des 21, 22, et 23 août. Si à ces dix-sept sections on ajoute les sept sections de la Fabrique, qui avaient délégué Henri Perret, on obtient un total de vingt-quatre : il faut observer, toutefois, que la société des faiseurs de pièces à musique ne faisait pas partie « du groupe des sections de Genève et de la Fédération romande » (Rapport

---

Ici s'arrête proprement mon récit historique. On comprend maintenant la haine terrible qu'ont dû nous vouer, à Perron [119], Brosset, Robin et moi, tous les meneurs principaux de la Fabrique, et une grande partie de leur peuple que, par toute sorte de vilaines calomnies, ils étaient parvenus à passionner contre nous. Pendant que nous étions au Congrès de Bâle, ils avaient même monté un coup contre nous à Genève. Ils avaient convoqué une assemblée extraordinaire des comités, et là on nous |79 mit tous les trois en état d'accusation, Perron, Brosset et Bakounine, n'exigeant rien de moins, d'abord, que notre expulsion immédiate, puis, s'adoucissant un peu, un vote de blâme formellement prononcé contre nous, et déclarant que si on ne leur accordait pas cette satisfaction, toutes les sections de la Fabrique sortiraient de l'Internationale. La proposition fut rejetée, — et les sections de la Fabrique ne sortirent pas de l'Internationale.

Depuis cette époque, je ne me suis plus mêlé en aucune manière des affaires de l'Internationale. Mes affaires m'appelant à Locarno, je m'étais même démis de mes fonctions de rédacteur du journal l'*Égalité*. Après mon retour de Bâle, je restai bien encore trois ou quatre semaines à Genève [120], mais je n'allai presque plus, ou fort rarement, aux séances de l'Internationale, et Je n'y parlai qu'une seule fois, la veille de mon départ [121].

---

de Henri Perret, *Compte-rendu*, p. 50).

119 J'ai oublié de dire que Perron, cette fois, ne fit pas acte d'absence, qu'il nous soutint énergiquement dans les assemblées générales ; qu'il fut éloquent, logique, entraînant, et qu'il contribua beaucoup à nous faire triompher. (*Note de Bakounine.*)

120 Bakounine y resta du 13 ou 14 septembre au 30 octobre.

121 Dans l'assemblée générale du 27 octobre.

Quant à la Section de l'Alliance, je n'y pris part, après mon retour de Bâle à Genève, qu'à une seule délibération : celle qui avait pour objet de demander au Comité fédéral l'entrée dans la Fédération romande [122].

Cette demande fut présentée le 22 septembre 1869 par Fritz Heng, qui était en même temps secrétaire de la Section de l'Alliance et membre du Comité fédéral, aussi bien que Duval,

---

122 Dès le 6 août (procès-verbal du comité de la Section de l'Alliance), il avait été décidé, « après une longue discussion sur notre entrée dans la fédération cantonale, que, si nous ne sommes pas acceptés, nous ferons notre demande au Comité fédéral [romand] ». Le Comité central (ou cantonal) ayant repoussé, le 16 août, la demande d'admission dans la fédération cantonale, il ne restait qu'à mettre à exécution la décision du 6 août, ce qui fut fait dans la séance du comité de l'Alliance du 28 août : « On discute, dit le procès-verbal, la question de notre acceptation dans la Fédération romande ; tous les membres présents sont d'accord que le Comité fédéral n'a pas le droit de nous refuser, attendu que notre programme et règlement est parfaitement conforme aux statuts généraux ». Une lettre, rédigée par Bakounine dans les derniers jours d'août, fut envoyée au Comité fédéral, mais seulement après le Congrès de Bâle ; le Comité fédéral devait se prononcer sur cette lettre dans sa séance du mercredi 22 septembre. Dans la séance du comité de l'Alliance du vendredi 17 septembre, on se demande ce qui va se passer. L'attitude de Guétat étant devenue nettement hostile, Bakounine dit qu'il faudrait le rayer de la liste des membres de l'Alliance ; mais Duval propose qu'on attende la séance du Comité fédéral du mercredi 22 pour voir quelle sera sa conduite. Duval demande en outre « ce que nous devrons faire si le Comité fédéral nous refuse ; après une discussion sur ce sujet, on décide que dans ce cas nous ferons appel à toutes les Sections romandes par une circulaire ».

Max Nettlau a retrouvé, et publié dans la Biographie de Bakounine (p. 378), un projet de lettre du comité de la Section de l'Alliance au Comité fédéral romand, rédigé par Bakounine. Ce projet-là est-il identique à la lettre qui fut réellement envoyée ? on ne peut l'affirmer avec certitude, mais cela me paraît probable. Le voici ;

« *Association internationale.*« *Au Comité fédéral de la Suisse romande,*« *Le Comité de la Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste.*

« Citoyens,

« Vous n'ignorez pas tous les malentendus auxquels a donné lieu la

qui alors, encore fidèle à l'Alliance, appuya la proposition. Le Comité fédéral ne nous refusa pas positivement, |80 mais il suspendit sa décision jusqu'à des jours plus favorables , c'est-à-dire il la renvoya aux calendes grecques.

Cette décision fut immédiatement rapportée en pleine assemblée de la Section de l'Alliance [123], par Duval et par Heng, qui nous donnèrent des détails assez intéressants sur la

---

création de la Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste.

« Nous sommes entrés à ce sujet en correspondance avec le Conseil général de Londres, qui, après avoir examiné notre programme et notre règlement particuliers, lésa déclarés conformes aux statuts généraux, en conséquence de quoi il nous a reconnus, à l'unanimité de ses voix, pour une section régulière de l'Association Internationale des Travailleurs.

« À ce titre, nous avons demandé au Comité cantonal notre acceptation dans la fédération des sections de Genève. Par une décision prise le 16 de ce mois, se fondant sur des prétextes spécieux et qui sont tous contraires aux principes si libéraux et si larges de l'Association Internationale, le Comité cantonal nous a refusés.

« Nous protestons devant vous contre cette décision, et nous sommes convaincus, citoyens, que plus pénétrés que ne le paraît être le Comité cantonal de ces grands principes qui doivent émanciper le monde, vous voudrez bien reconnaître notre droit incontestable de faire partie de la Fédération des sections de la Suisse romande.

« Nous avons l'honneur de vous présenter nos statuts, et nous avons cette conviction qu'après les avoir examinés, vous reconnaîtrez que, tout à fait conformes aussi bien aux statuts généraux qu'à ceux de la Suisse romande, ils prouvent la volonté sérieuse de notre section de coopérer de tous ses efforts au grand but de l'internationale, à l'émancipation définitive et complète de la classe ouvrière.

« Au nom de la Section de l'Alliance de la Démocratie socialiste. « *Le président*, Bakounine.

« *Le secrétaire*, Heng. »

123 Le mot « immédiatement » est de trop. La première assemblée de la Section de l'Alliance qui suivit la réunion du Comité fédéral eut lieu le lundi 27 septembre ; Bakounine présidait ; il fut rendu compte de l'ajournement prononcé par le Comité fédéral ; la Section de l'Alliance, dont le Comité avait, le 17 septembre, décidé qu'en cas de refus du Comité fédéral on en appellerait à toutes les Sections romandes par une circulaire, prit la résolution de ne rien faire pour le moment, et

manière dont elle fut prise. Le Comité fédéral était composé de sept membres, qui étaient alors : Guétat, président ; Henri Perret, secrétaire correspondant ; son frère Napoléon Perret, secrétaire pour l'intérieur ; Martin, Chénaz, Duval et Heng. Lorsque la demande fut présentée par ce dernier, il y eut sur tous les visages l'expression d'une grande incertitude, pour ne point dire confusion. Tous commencèrent par dire qu'ils étaient eux-mêmes des membres de l'Alliance, excepté Martin. Personne ne mit en doute la régularité de l'Alliance comme section de l'Internationale, ce qui d'ailleurs eût été impossible en présence des deux lettres originales d'Eccarius et de Jung, écrites au nom du Conseil général, et que Fritz Heng leur avait présentées, et après ce fait également décisif et connu d'eux tous, que la Section de l'Alliance avait envoyé son délégué à Bâle, qui avait été admis comme tel par le Congrès. Le devoir du Comité fédéral de recevoir la Section de l'Alliance dans la Fédération romande était donc évident, crevait les yeux, comme disait alors notre ci-devant ami Philippe Becker, Mais, d'un autre côté, le Comité fédéral ne pouvait accomplir cet acte de justice sans provoquer un grand |81 déplaisir chez tous les chefs de la coterie réactionnaire ou genevoise, qui avait fini par comprendre que cette petite section avait pourtant contribué au fiasco mémorable qu'elle avait éprouvé dans la question du programme et des délégués au Congrès, Comment sortir de ce dilemme ?

Ce fut M. Henri Perret, le grand diplomate de l'Internationale de Genève, qui prit le premier la parole. Il commença par reconnaître que l'Alliance était une section régulière, et reconnue comme telle tant par le Conseil général que par le Congrès de Bâle ; qu'elle était en plus une section très bien inspirée, très utile, puisqu'il en faisait lui-même partie (il le croyait, mais il n'en faisait plus partie en réalité [124]) ; que sa demande enfin était parfaitement légitime, mais que le Comité

d'attendre jusqu'à la réunion du Congrès romand, qui devait avoir lieu en avril 1870.

124 Il avait été rayé de la liste des membres : voir plus haut p. 222. (du f-s)

fédéral, selon lui, devait remettre sa réception à une époque plus éloignée, alors que les passions soulevées par les luttes qui venaient d'avoir lieu se seraient calmées, etc., etc. Quant à M. Guétat, il déclara rondement qu'il aurait accepté l'Alliance pour son compte, s'il n'y avait pas eu dans cette section des personnes qui lui déplaisaient. Martin se prononça ouvertement contre. Chénaz dormait. On décida de remettre l'acceptation à un jour indéterminé.

La Section de l'Alliance, après avoir entendu ce rapport fait par Heng et accompagné des commentaires de Duval, décida qu'elle ferait appel de cette décision — ou plutôt de cette indécision — du Comité fédéral au prochain Congrès des sections de la Suisse romande.

À la fin d'octobre je quittai Genève, où je ne revins qu'à la fin de mars 1870, et je priai, en partant, mes amis Perron et Robin de s'occuper un peu de l'Alliance. Ils me le promirent.

Ils ne tinrent pas leur promesse ; ils ne pouvaient pas la tenir et j'avais eu tort de la leur demander, sachant que l'un et l'autre étaient par système opposés à l'existence de cette section. Aussi contribuèrent-ils tous les deux beaucoup à la démoraliser, à la discréditer parmi les amis des Montagnes, et à préparer sa ruine, leurs natures et leurs convictions prenant naturellement le dessus sur la promesse formelle qu'ils m'avaient faite.

Leur système (*ceci ne soit dit que pour les amis intimes*) était diamétralement opposé à celui de l'Alliance. L'Alliance avait toujours préféré aux assemblées générales nombreuses les petites réunions de vingt à trente, tout au plus de quarante personnes, prenant ses membres dans toutes les sections et choisissant autant que possible les membres les plus sincèrement dévoués à la cause et aux principes de l'Internationale. Elle ne se contentait pas seulement de développer les principes, elle cherchait à provoquer le développement des caractères, l'entente, l'action solidaire et la confiance mutuelle des volontés sérieuses ; elle voulait en un mot former des propagandistes, des apôtres, et en dernier lieu des organisateurs. Aux intrigues de la coterie réactionnaire de

Genève, elle voulait opposer une solidarité révolutionnaire. Elle ne faisait aucunement fi des assemblées générales ; |83 elle les considérait au contraire comme fort utiles, nécessaires dans les grandes occasions, lorsqu'il fallait frapper un grand coup, emporter une position d'emblée ; mais même pour atteindre ce but, pour s'assurer ce triomphe, elle pensait qu'une préparation individuelle antérieure dans les petites réunions était absolument nécessaire, afin de faire bien pénétrer dans l'esprit de la majorité, par l'intermédiaire des individus ainsi prévenus, le vrai sens, la portée et le but qui se cachaient sous les questions proposées aux décisions des assemblées générales. L'Alliance pensait, avec beaucoup de raison, que cette préparation individuelle si urgente, que cette consolidation des pensées et des convictions dans les individus, ne pouvaient être faites dans les grandes assemblées populaires, dans lesquelles beaucoup de choses très importantes, très décisives, ne pouvaient point être dites, et qui laissent aux orateurs à peine le temps nécessaire pour effleurer les questions principales. Enfin, dans les assemblées générales, il est impossible de reconnaître les meilleurs individus, les caractères, les volontés sérieuses, ceux qui dans les ateliers exercent une influence légitime sur leurs camarades. Ce ne sont pas ordinairement ceux-là qui parlent ; retenus par une mauvaise honte et par un culte superstitieux pour l'art oratoire, ils se taisent modestement et laissent parler les autres ; de sorte qu'ordinairement, des deux côtés, ce sont les mêmes orateurs qui viennent répéter plus ou moins les mêmes discours stéréotypés. Tout cela est excellent pour un feu |84 d'artifice de paroles, mais ne vaut rien, au moins n'est pas suffisant, pour le triomphe des principes révolutionnaires et pour l'organisation sérieuse de l'Internationale.

Perron et Robin, amants du parlementarisme quand même, amants platoniques de la publicité, s'imaginaient au contraire qu'il fallait tout faire au grand jour et devant un immense public : par le journal, dans les assemblées et par les assemblées générales. Tout ce qui pouvait se faire en dehors de

ce système de transparence générale et absolue leur paraissait de l'intrigue ; et ils n'étaient pas fort éloignés d'accuser la Section de l'Alliance sinon d'intrigues, comme le faisait cette chère Fabrique, au moins de mesquin esprit de coterie et d'exclusivisme étroit. Je ne sais pas même s'ils ne l'ont pas plus ou moins accusée d'intrigue, ce qui était injuste et faux au dernier point.

Ce furent les meneurs de la coterie genevoise qui, surtout après leur défaite éclatante de la fin du mois d'août, intriguèrent d'une manière dégoûtante. Ils propagèrent systématiquement, au moyen de leurs agents qu'ils envoyèrent dans les ateliers et chantiers des ouvriers en bâtiment, et au moyen des comités de section, dont l'immense majorité leur était dévouée, les calomnies les plus infâmes contre Brosset, Bakounine, Perron, Robin. Toute l'intrigue de l'Alliance, au contraire, consista dans le développement de plus en plus énergique des principes et du but révolutionnaire de l'Internationale, et dans la dénonciation des théories et des buts réactionnaires aussi bien que des sales [... [125]] |85 de la coterie genevoise.

Tant que ce travail s'était fait avec persistance, l'Alliance, malgré son petit nombre, était une puissance ; elle était puissante surtout par l'intimité réelle, par la confiance mutuelle qui régnait en son sein. On s'y sentait en famille. Perron et Robin y apportèrent un tout autre esprit. Robin a dans toute son apparence quelque chose de nerveux, de taquin, qui, contrairement à ses meilleures intentions, agit comme un dissolvant dans les associations ouvrières. Perron, avec son air froid, une certaine apparence de sécheresse genevoise, à la fois dédaigneuse et timide, et qui exprime si mal la sensibilité et la chaleur cachées de son cœur, repousse plutôt qu'il n'attire, — il repousse surtout les ouvriers en bâtiment, dont il semble, au moins, dédaigner l'ignorance et la grossièreté [126]. La première

125 Ici un mot a été omis par Bakounine au bas du feuillet : probablement « manœuvres » ou « calomnies ».

126 C'est en grande partie leur faute si Duval nous a lâchés ; |86 ils avaient

chose qu'ils apportèrent tous les deux dans l'Alliance, ce fut donc beaucoup d'incertitude et de froid. Ils y apportèrent en outre la condamnation que dans le fond de leurs cœurs et de leur pensée ils avaient déjà portée contre l'Alliance ; de sorte que sous leur souffle sceptique et glacial toute la flamme vive, toute la confiance mutuelle et la foi de l'Alliance en elle-même diminuèrent à vue d'œil et finirent par s'évanouir tout à fait. Enfin ils finirent par assommer la section en lui proposant pour secrétaire un gamin qui sait à peine penser et écrire, le petit Sutherland, après quoi ils cessèrent tous les deux d'assister à ses séances.

|86 Ils eurent grand tort, car l'Alliance était le seul point où ils eussent pu donner rendez-vous et rencontrer les ouvriers en bâtiment les plus influents et les plus dévoués, converser avec eux librement, leur expliquer à fond le sens et le but des questions qui se débattaient dans l'Internationale et s'assurer par ce moyen du concours de la masse des ouvriers en bâtiment. Dans le Cercle, cette franche explication était impossible, car la Fabrique y avait introduit un système d'espionnage qui paralysait toutes les conversations libres. Il ne restait donc, en dehors de l'Alliance, qu'un seul moyen de rencontrer les ouvriers en bâtiment : c'était d'aller les chercher dans leurs ateliers ; mais, outre que ce moyen était trop difficile et eût nécessité une immense perte de temps, il était encore dangereux à ce point de vue, qu'ils auraient pu rencontrer dans

trouvé tous les deux que Duval était un sot, un blagueur, et ils le traitèrent comme tel. Ils eurent tort. Je connaissais, moi aussi, toutes les faiblesses de Duval, mais tant que je restai là il nous fut complètement dévoué, et souvent fort utile. Si j'étais resté à Genève, il ne nous eût jamais abandonnés, car j'avais pour habitude de ne dédaigner et de ne jamais délaisser aucun de nos alliés. Je ne me contentais pas de nos jours de séance ; je tâchais de les rencontrer chaque soir au Cercle, tâchant d'entretenir en eux toujours les bonnes dispositions. C'est un travail quelquefois assez ennuyeux, mais nécessaire ; faute de ce travail, Robin et Perron se sont trouvés au jour de la crise sans appui, sans amis ; et la désertion de Duval, très influent dans la section des menuisiers, nous a causé un grand mal. — (*Note de Bakounine.*)

les ateliers des agents gagnés par la Fabrique et eussent été |87 accusés plus que jamais d'intrigues. Robin et Perron avaient donc préféré de s'en reposer, pour tout ce qui avait rapport à la propagande individuelle parmi les ouvriers en bâtiment, sur Brosset. Mais Perron, au moins, aurait dû connaître Brosset. C'est un homme qui, malgré ses instincts et son apparence et son éloquence de tribun populaire, est l'homme le plus vaniteusement personnel, le plus changeant et le plus défiant qu'il y ait au monde. Il peut devenir un instrument magnifique pour un moment et dans des circonstances données, mais il est impossible de se reposer sur lui pour une action continue. Encore tant que sa femme vivait, cela allait. C'était un cœur fort, une amie constante ; elle était son bon génie inspirateur. Mais après la mort de sa femme, Brosset a perdu la moitié de sa valeur sociale. (Tout cela est pour les amis intimes, et j'espère que ceux qui liront ces lignes — même M. Perron que je n'ai plus l'honneur de compter parmi mes amis, s'il les lit — n'iront pas le raconter à Brosset.)

Enfin l'action et la propagande individuelle de Robin et de Perron, infatués exclusivement de leur chère publicité et de leur propagande à grands coups de tambours et à petites médailles [127], étaient nulles, et à cause de cela même leur propagande publique, tant par le journal que dans les assemblées populaires, était condamnée d'avance à un fiasco complet [128].

|88 CAMPAGNE DÉSASTREUSE DE PERRON ET DE ROBIN

Automne et hiver 1869-1870.
(*Pour les très intimes amis.*)

Chaque maître d'armes un peu célèbre possède le secret de quelque botte mortelle, qu'il a bien garde de révéler à personne et à l'aide de laquelle il est à peu près sûr de coucher son adversaire.

127 Voir la note 1 de la page 256. (du f-s)
128 Au bas de ce feuillet, Bakounine a écrit : « Fin demain ».

Depuis longtemps j'avais acquis la certitude que Perron croyait être en possession d'une botte pareille, capable de coucher bas l'intrigue réactionnaire et de le rendre maître du terrain politique dans l'Internationale de Genève. Déjà à la fin du printemps de 1869, il m'avait dit : « Veux-tu me laisser la direction exclusive, absolue, de notre propagande et de notre action dans l'Internationale de Genève ? et je te réponds que d'ici à peu de temps nous aurons triomphé de tous nos adversaires, nous serons les maîtres ». À cela je lui avais répondu que je ne demandais pas mieux que de me rendre à ses conseils, de suivre même sa direction aussitôt que je serais convaincu qu'elle était la bonne ; mais que, pour cela, il était nécessaire qu'il m'exposât d'abord son plan d'action, de défense et d'attaque, et qu'il me persuadât de la bonté de ce plan. « Non, me me répondit-il, laisse-moi faire, ne te mêle de rien ; à cette seule condition je prends la responsabilité du succès. » C'est-à-dire qu'il ne |89 demandait rien de moins qu'une dictature absolue pour lui-même, et de ma part une soumission aveugle, plus que cela, une annihilation complète. C'était trop demander, n'est-ce pas ? Trop de la part de Perron surtout, qui, bien que doué de qualités estimables, n'avait encore prouvé par aucun acte qu'il eût la capacité et la volonté, la puissance et la clarté d'esprit nécessaires pour mener dictatorialement quelque affaire sérieuse que ce fût ; trop vis-à-vis de moi, qu'il n'avait point le droit de considérer comme un premier venu pourtant.

J'avais alors beaucoup, beaucoup d'amitié pour Perron et beaucoup de confiance, confiance qui à cette époque commençait déjà à s'ébranler toutefois, tant ses incertitudes, ses caprices, ses changements d'un jour à l'autre, ses négligences, ses oublis, ses élans d'exaltation passionnée suivis presque toujours d'incroyables abattements de cœur et d'esprit et d'une indifférence évidente, me paraissaient singuliers. Ce n'était évidemment pas la nature d'un homme de pensée fixe et d'action persévérante, c'était plutôt celle d'un homme sentimental, d'un poète. Il n'avait pas la trempe d'un dictateur, et s'il se croyait, à ce moment, capable de remplir ce rôle, il était

évident qu'il se faisait illusion sur lui-même.

Sans me fâcher, je lui rappelai tout doucement qu'il ne pouvait être question de dictature entre nous, que notre loi c'était l'action collective. (Et maintenant que les amis des Montagnes me connaissent un peu, je fais appel à leur jugement. |90 Ont-ils trouvé en moi l'ombre de tendances dictatoriales ? Vivement et profondément convaincu, quand je suis parmi les amis je leur expose et au besoin je défends vivement mes convictions. Mais est-ce que j'ai jamais voulu les imposer, et, lorsque la majorité avait décidé autrement, ne me suis-je pas toujours soumis à son vote ? Mes amis des Montagnes se sont convaincus, j'espère, que chez moi la foi, je dirai presque exclusive, fanatique, dans la pensée, dans la volonté et dans l'action collectives est très sérieuse.) À toutes mes remontrances Perron répondit : « Ou bien, tu me laisseras faire tout seul, ou bien je ne ferai rien du tout ». Je ne pus naturellement consentir à un tel pacte ; et réellement depuis, à l'exception de quelques très rares moments, où il vint nous donner un très utile coup d'épaule, il ne fit presque rien.

À la veille de mon départ pour Locarno, il était rayonnant ; il était visiblement satisfait. Il allait pouvoir enfin essayer, sans aucun empêchement de ma part, sa botte savante et mortelle. Il avait adopté comme compagnon, comme conseiller et comme aide, comme *alter ego*, Robin, avec lequel il paraissait s'entendre tout à fait.

J'avais abandonné la rédaction du journal l'*Égalité* l'avant-veille de mon départ pour le Congrès de Bâle. J'avais formellement déposé ma démission dans le comité de rédaction, me proposant de partir pour le Tessin immédiatement après le Congrès, sauf à rester seulement |91 quelques jours à Genève. Je restai beaucoup plus longtemps que je ne me l'étais proposé ; mais, occupé de tout autres affaires, je ne me mêlai plus du tout ni du journal, ni des séances de l'Internationale de Genève.

À mon retour de Bâle, Perron m'avait demandé : « As-tu encore quelque chose à dire dans le journal ? Si tu le veux, fais-

le pour achever ton œuvre. » Je lui répondis que, pour mon compte, à présent, je n'avais rien à ajouter aux idées que j'avais développées dans le journal, et que je n'écrirais rien. « C'est bien, me répondit-il ; tu as rempli ta mission, maintenant la nôtre commence. Tu as développé les principales idées, maintenant il s'agit de les faire entrer dans la conviction de tout le monde, de les faire aimer, les faire accepter par tout le monde. Pour arriver à ce but, Robin et moi, nous avons décidé de changer de système. Il faut maintenant apaiser, calmer les passions. Pour cela il faut baisser de ton, prendre un langage plus conciliateur, et dans le journal, aussi bien que dans les assemblées de l'Internationale, faire la paix avec tout le monde. »

Je lui répondis que je ne croyais pas beaucoup à cette paix, mais que peut-être ils avaient raison, et que, dans tous les cas, sans beaucoup espérer, je leur désirais sincèrement à tous les deux le plus grand succès.

|92 Puisqu'ils voulaient faire la paix, et qu'il n'y avait eu de guerre qu'avec la Fabrique, il était évident que Perron et Robin espéraient pouvoir se réconcilier avec la Fabrique, sans pourtant lui faire aucune concession de principe, chose dont ni Perron ni Robin n'eussent été capables. La fameuse botte de Perron consistait donc en ceci : Rendre la propriété collective, l'abolition de l'État et du droit juridique, choses si amères pour la conscience des bourgeois, — les rendre si douces, si sucrées, si agréables au goût, que la Fabrique, malgré qu'elle soit bourgeoise de la tête aux pieds, pût les avaler et s'y convertir sans s'en douter.

Perron et Robin s'étaient donc imaginé que ce qui nous séparait de la Fabrique n'était qu'une différence de théories, et ils ne s'apercevaient pas de l'abîme qui nous séparait en pratique. Ils ne tenaient aucun compte de l'ambition ni des intérêts des meneurs de la coterie genevoise, ni de l'alliance étroite qui s'était déjà établie entre les bourgeois radicaux et les ouvriers-bourgeois de Genève, ni enfin de l'antique et puissante organisation des sections de la Fabrique fondues complètement

dans le moule étroit du patriotisme et de la vanité genevoise.

Infatués de publicité, comme je l'ai déjà dit plus haut, dédaignant la propagande individuelle qui répugnait peut-être à leur intelligence doctrinaire et légèrement dédaigneuse, comme uniques instruments d'action ils employèrent le journal et les assemblées générales qui devaient se réunir une fois par semaine au Temple-Unique. J'allais oublier les médailles et les feuilles volantes [129].

|93 Ces armes en mains, ils ouvrirent leur nouvelle campagne, qui s'annonça d'abord sous des auspices extrêmement favorables. La Fabrique, heureuse de s'être défaite de moi, leur sourit. À un « change banal » [130], festin de réconciliation fraternelle, les deux partis opposés s'étaient rencontrés. Brosset, Robin, Perron y furent invités et fêtés. Outine, encore innocent et aimable, indécis sur le parti qu'il devait embrasser, pour s'en faire un petit piédestal, commençait à percer. Grosselin but à la santé du comité de rédaction de l'*Égalité* déclarant que ce journal était devenu maintenant le digne organe de l'Internationale. Le baiser Lamourette était donné. Outine attendri prononça je ne sais quel discours. Perron et Robin l'avaient accepté entiers, comme une sorte d'aide précieux, tant dans le journal que dans les assemblées générales. Nouveau Messie monté sur leurs épaules, il faisait son entrée triomphante dans la nouvelle Jérusalem de Genève.

Et pourtant, à la veille et le jour même de mon départ, j'avais supplié Perron et Robin de se bien garder de ce petit Juif intrigant. Moi qui le connaissais, je savais ce qu'il voulait. Perron me répondit que « j'étais toujours comme cela, m'occupant toujours des personnes au lieu des principes ». Je

129 Robin avait imaginé de faire fabriquer des médailles de propagande dites « de l'Internationale », qui, frappées en aluminium, pourraient être vendues à un prix infime ; il avait fait aussi imprimer des petites proclamations, gommées au verso, « papillons » de propagande destinés à être collés partout.

130 On appelait « change banal », à Genève, une agape dans laquelle on buvait et mangeait en commun. Le change banal dont parle Bakounine eut lieu au Temple-Unique le 27 novembre 1869.

haussai les épaules et me tus. Je ne fus pas le seul à les prévenir contre Outine. Jouk m'a dit que lui aussi il avait, à beaucoup de reprises différentes, conseillé |94 à Perron de ne point se fier à ce monsieur, mais que Perron l'avait rebuté comme il m'avait rebuté. Je voudrais savoir ce que Perron en pense maintenant : qui de nous avait raison, lui ou nous ?

Les assemblées générales, sur lesquelles Perron et Robin avaient compté surtout, trompèrent leur attente. Elles réunissaient rarement plus de cinquante personnes, dont la moitié au moins ne venait que par hasard, non pour l'assemblée, mais par habitude, pour la chopine, pour le Cercle. Quant à la trentaine d'auditeurs attentifs, c'étaient toujours les mêmes. On débattait toute sorte de questions plus ou moins historiques ou lointaines, excepté celles qui touchaient réellement à la situation et à l'organisation de l'Internationale de Genève : celles-là étaient des questions brûlantes, délicates, réservées au huis-clos gouvernemental des comités et de l'oligarchie genevoise. Le reste intéressait fort peu l'auditoire, de sorte que le nombre des auditeurs diminuait d'une manière sensible. Du reste, ces assemblées avaient leur utilité : Outine, protégé par Perron et Robin, s'y formait à l'art oratoire, et préparait sa petite place dans l'Internationale.

Les médailles et les feuilles volantes eussent été un moyen très utile à côté d'autres moyens plus efficaces, plus sérieux. Mais seules, elles restèrent ce qu'elles étaient, une occupation innocente.

Restait le journal. Les premiers numéros furent |95 assez innocents. C'était commandé par la prudence. Il fallait changer de front sans que cela parût. Mais à moins de s'anéantir et de trahir sa mission, le journal ne pouvait persister longtemps dans cet état d'innocence. Et voilà que ces choses terribles : la propriété collective, l'abolition de l'État et du droit juridique, l'irréligion, l'athéisme, l'abîme social séparant la bourgeoisie du prolétariat, la guerre déclarée à toute politique bourgeoise, recommencèrent à y montrer leurs oreilles ; et à mesure qu'elles reparaissaient, se souleva aussi l'orage que ces questions

doivent produire infailliblement et toujours dans les consciences bourgeoises. Wæhry et Paillard, les deux représentants de la réaction dans la rédaction du journal, soutenus par la Fabrique, recommencèrent toujours plus haut leurs protestations éloquentes ; et comme Robin est excessivement nerveux et peu endurant, la guerre recommença de plus belle, — et la fameuse botte se montra impuissante à terrasser l'ennemi.

Perron, dans toute cette campagne, se montra un fort mauvais calculateur. Il avait dédaigné la propagande et l'organisation des ouvriers en bâtiment, et il s'était proposé comme but principal de convertir la Fabrique, comme si la Fabrique de Genève était si facile à convertir. Je ne dis pas qu'elle soit absolument inconvertissable. Les ouvriers des Montagnes sont également des ouvriers horlogers. Ils gagnent autant que les ouvriers de Genève, ce qui ne les a pourtant pas empêchés d'adopter nos principes, tous nos principes, d'esprit et de cœur, avec beaucoup de passion. Il est vrai que les ouvriers des Montagnes n'ont pas été organisés de longue main dans un |96 esprit de patriotisme étroit et de civisme vaniteux comme le sont les ouvriers de Genève. Tout de même j'admets qu'à force de propagande individuelle persévérante on pouvait et on peut, assez lentement il est vrai modifier l'esprit et les sentiments de la Fabrique. Pour cela il aurait fallu commencer par chercher dans toutes les sections de la Fabrique les esprits et les cœurs les plus avancés, et, après les avoir trouvés, il aurait fallu les cultiver spécialement, se lier avec eux, les rencontrer souvent et ne point les abandonner jusqu'à ce qu'on les eût réellement amenés à partager aussi ces principes. Mais c'est un travail lent, difficile, exigeant beaucoup de persévérance et de patience, — qualités qui font malheureusement défaut à Perron aussi bien qu'à Robin ; de sorte qu'on peut dire qu'ils n'ont fait avancer d'aucun pas les convictions socialistes et révolutionnaires de la Fabrique.

Ils avaient dédaigné et délaissé les ouvriers en bâtiment, et ils n'avaient point gagné ceux de la Fabrique, de sorte

qu'alors qu'ils s'imaginaient avoir pour eux presque toute l'Internationale de Genève, bâtiments et Fabrique, ils n'avaient en réalité personne, pas même Outine, leur protégé et en quelque sorte leur fils adoptif. Ils s'imaginaient avoir un terrain si solide sous leurs pieds qu'ils se crurent assez forts tous les deux pour commencer une guerre contre Londres. Vous rappelez-vous cette fameuse protestation contre la ligne de conduite et contre les préoccupations exclusivement anglaises du Conseil général, qui avait été rédigée par Robin et |97 par Perron et qu'ils avaient envoyée à l'acceptation des Montagnes, de l'Italie, de l'Espagne ? Elle me fut également envoyée. Y trouvant leur nom et le nom de Guillaume, je la signai pour ne point me séparer de mes amis, et pour ne point décliner la solidarité qui me liait à eux ; mais, tout en la signant, j'écrivis à Guillaume tout ce que j'en pensais. C'était, selon moi, une protestation injuste d'un côté, et de l'autre impolitique et absurde. Ce fut bien heureux pour nous que cette protestation, déjà signée par les Espagnols et les Italiens, ait été enterrée. Car si elle avait vu le jour, ce serait alors qu'on aurait crié contre nous et qu'on nous aurait accusés d'intrigues [131].

---

131 On me permettra, pour faciliter l'intelligence de cet alinéa, de reproduire un passage de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, (tome 1er, p. 269), où j'ai parlé de l'incident que rappelle ici Bakounine :

« Au moment où le Conseil général adressait aux divers comités, le 16 janvier 1870, sa *Communication privée* du 1er janvier, Robin et Perron, de leur côté, dans leur zèle intempestif, prenaient l'initiative d'une démarche encore plus maladroite que ne l'avaient été les articles de l'*Égalité* [articles où Robin avait taquiné le Conseil général]. Ils rédigèrent — ou plutôt Robin rédigea, car je crois qu'il fut seul à tenir la plume — une sorte de pétition au Conseil général, qu'ils eurent l'idée de faire signer à un certain nombre de membres de l'Internationale, délégués au Congrès de Bâle, pour l'envoyer ensuite à Londres. Je ne me rappelle pas dans quels termes cette pièce était conçue. Tout ce que je puis dire, c'est qu'ils me la communiquèrent en me demandant ma signature, que j'eus la faiblesse de leur donner. Ils la communiquèrent également, entre autres, à Sentiñon à Barcelone et à Bakounine à Locarno. Bakounine et Sentiñon signèrent, et ce dernier envoya ensuite

Une autre preuve de l'aveuglement dans lequel Perron et Robin se trouvaient par rapport à leur propre situation, à leur force réelle, ce fut la manière dont ils déclarèrent la guerre à Wæhry. Chose encore inusitée dans l'Internationale, ils posèrent une question personnelle : « Ou lui ou nous ; ou bien il sortira de la rédaction, ou nous n'y resterons plus » [132]. Ils s'étaient trompés sur deux points. D'abord ils avaient pensé qu'eux sortant de la rédaction, il ne se trouverait personne pour

---

le document à Varlin, à Paris. On lit à ce sujet ce qui suit, dans l'acte d'accusation contre les trente-huit membres de l'Internationale parisienne inculpés d'avoir fait partie d'une société secrète (audience du 22 juin 1870 de la 6e Chambre du tribunal correctionnel de Paris) : « Sentiñon, de Barcelone (Espagne), l'un des délégués au Congrès de Bâle, transmet à Varlin, le 1er février, une pièce qu'il a reçue de Genève, et qu'il prie ce dernier de renvoyer, après qu'elle aura été signée par les membres de l'Internationale à Paris, à Richard, qui la fera lui-même parvenir à Genève. C'est une pétition au Conseil général pour obtenir qu'il reste serre ses liens avec l'Association par des communications fréquentes et régulières. » (*Troisième procès de l'Internationale à Paris*, p. 42). Dans la lettre qu'il écrivait à Varlin, en lui envoyant ce document, Sentiñon disait : « À vous, qui suivez sans nul doute le mouvement actuel de la France, ferons-nous encore remarquer que les événements les plus graves peuvent surgir d'un jour à l'autre, et qu'il est extrêmement funeste que le Conseil général ne soit pas depuis longtemps en correspondance active avec ceux qui se trouveront à la tête du mouvement révolutionnaire ? » (*Ibid.*, p. 43). Je crois me souvenir que Varlin adressa — comme Bakounine m'en avait adressé à moi-même — des observations à Robin sur l'inopportunité de la démarche proposée, observations à la suite desquelles les auteurs de la pétition renoncèrent à la faire parvenir à Londres. »

On voit, par la façon dont Bakounine s'exprime (« Ce fut bien heureux pour nous que cette protestation ait été enterrée, car, si elle avait vu le jour, c'est alors qu'on aurait crié contre nous »), qu'il ignorait, à ce moment, que la « pétition » avait été envoyée à Paris par Sentiñon, que la lettre de Sentiñon à Varlin avait été lue au procès de juin 1870) puis publiée dans le volume édité par Le Chevalier, et que par conséquent Marx avait pu avoir connaissance de la démarche tentée par Robin et Perron.

132 Voici comment Robin a raconté lui-même (dans un Mémoire justificatif rédigé en 1872) cet incident Waehry, qui eut pour résultat de faire tomber l'*Égalité* entre les mains d'Outine : « La guerre éclata à propos d'une note sur la bibliothèque tenue fermée depuis trois mois et demi sous prétexte de réparations qu'on n'y faisait pas. Un pauvre homme (Wæhry), aigri par une maladie cruelle, qui faisait à la fois

faire le journal ; ils avaient compté sans la vanité de Wæhry et sans l'intrigue d'Outine. Wæhry, soutenu par la sottise de la Fabrique, fut heureux d'imprimer toutes ses tartines, ordinairement repoussées par les deux premières rédactions. Et Outine, le petit serpent réchauffé dans leur sein, n'aspirait qu'au moment où, armé de sa blague formidable, de son front d'airain, et de ses quinze mille francs de rente, il pourrait recueillir leur |98 héritage. Ils s'étaient imaginé, d'un autre côté, que l'immense majorité de l'Internationale de Genève était pour eux, — et il ne se trouva personne pour les appuyer. De sorte que lorsque, réalisant leurs menaces, ils partirent, personne ne les retint et personne ne pleura.

Enfin, leur dernier fiasco fut celui de leur plan combiné avec l'ami James pour le transfert du Comité fédéral, et de la rédaction du journal surtout, dans les Montagnes. Ce projet fut si bien tenu secret, que le lendemain même il fut ébruité à Genève [133] ; et ce fut là la première et la principale cause de

---

partie de la commission de la bibliothèque et du Conseil de rédaction, vint à ce dernier nous insulter de façon que nous dûmes le mettre en demeure de donner sa démission sous menace de donner la nôtre en masse. Il refusa, nous nous retirâmes. » Sept membres du Comité de rédaction de l'*Égalité*, sur neuf, donnèrent leur démission par une lettre du 3 janvier 1870. Le Comité fédéral romand, enchanté, accepta la démission et annonça aux Sections romandes (circulaire du 5 janvier 1870) qu'il avait « pris les mesures nécessaires pour aider dans leur tâche les membres restants de la rédaction, afin que notre journal ne subisse aucune interruption jusqu'au Congrès romand du mois d'avril ». Les membres restants étaient Wæhry et F. Paillard ; le Comité fédéral leur adjoignit Outine et J.-Ph. Becker ; ce dernier, la veille encore chaud ami de Robin et de Perron, se transforma du jour au lendemain en leur adversaire acharné : il avait reçu des instructions de Londres. On trouve tous les détails de cette histoire à la fois lamentable et risible dans *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. 1er, pages 248-252, 269-271.

133 Il semblerait, à lire ce passage de Bakounine, qu'entre Robin, Perron et moi, et d'autres amis encore, un plan eût été formé, qui eût dû rester un secret, mais qui aurait été maladroitement ébruité par une indiscrétion. En réalité, il n'y eut absolument aucun mystère dans notre projet de soustraire l'*Égalité* aux mains d'Outine, qui s'était emparé de la

l'immense orage qui devait éclater plus tard à la Chaux-de-Fonds. Après quoi Robin partit pour Paris [134], et Perron, le fameux tacticien, avec sa botte secrète et son dictatoriat avorté, se retira boudeur sous sa tente.

Outine remplit tout seul le grand vide que leur retraite simultanée avait produit dans l'Internationale de Genève.

Il est maintenant nécessaire que je dise quelques mots sur M. Outine. C'est un trop grand personnage pour que je puisse le passer sous silence.

---

rédaction par un escamotage ; nous annonçâmes publiquement que nous demanderions au Congrès des Sections romandes de décider que le journal ne resterait pas à Genève. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 98 : « Dès ce moment [janvier 1870], l'idée tut mise en discussion, dans les sections des Montagnes, de proposer au Congrès romand, qui devait avoir lieu en avril, de transférer le journal dans une autre ville que Genève, afin de le soustraire à la pernicieuse influence d'un milieu réactionnaire. Le Congrès devait aussi élire le nouveau Comité fédéral romand ; nul parmi nous, dès avant ces événements, n'avait songé à le laisser deux ans de suite à Genève, étant décidés par principe à le transporter chaque année dans une localité différente : toute la question était de savoir quelle ville, après Genève, se trouverait la mieux placée pour devenir, pendant l'année 1870-1871, le siège du Comité fédéral ; et l'on hésitait entre le Locle et la Chaux-de-Fonds. Ces pourparlers au sujet de propositions à faire au Congrès romand, parfaitement légitimes et dont personne n'avait songea faire un mystère, furent représentés plus tard parles dissidents genevois comme une conspiration ; ils nous reprochèrent comme un crime d'avoir osé nourrir la pensée de transférer, ainsi que le voulait l'esprit des statuts, le journal et le Comité fédéral dans une autre ville. » — Bakounine, qui se trouvait à Locarno depuis novembre 1869, ne fut que très imparfaitement renseigné sur ce qui se passa à Genève et aux Montagnes après son départ ; et, sans s'en douter, il se fait ici l'écho du langage tenu par nos adversaires, la coterie du Temple-Unique.

134 Au commencement de février 1870.

|99 OUTINE, LE MACCHABÉE ET LE ROTHSCHILD DE L'INTERNATIONALE DE GENÈVE

Ce soir, je veux m'amuser. Je remets donc à demain la continuation de mon second article contre Mazzini [135], et je m'en vais tâcher de peindre le portrait de M. Nicolas Outine.

Fils d'un très riche monopoleur du commerce d'eau-de-vie, — le commerce le plus sale et le plus lucratif en Russie, — Outine, est-il besoin de le dire, est Juif de naissance, et, qui pis est, Juif russe. Il en a la figure, le tempérament, le caractère, les manières, toute la nature nerveuse à la fois insolente et lâche, vaniteuse et mercantile. Outre les douze mille francs par an [136] que lui donne aujourd'hui son père, il a encore hérité de lui et de son vilain commerce — auquel dans son enfance, jusqu'à l'âge de l'adolescence, il avait pris une part active — le génie et la tradition des sales tripotages, de l'astuce, de l'intrigue. Il a un front d'airain ; pour lui, mentir ne coûte rien. Il est foncièrement faux, et, quand il croit avoir besoin de quelqu'un soit pour sa vanité, soit pour sa cupidité, il se fait aimable, cajoleur, flatteur ; les gens qui ne s'y connaissent pas diraient le meilleur enfant du monde. On ne peut pas dire qu'il soit bête ; il a, au contraire, avec la passion du mensonge, l'esprit de la ruse, toute la fourberie des exploiteurs des faiblesses et de la sottise du monde. Mais lui aussi est un sot infatué de lui-même. Voilà sa faiblesse principale, son talon d'Achille, l'écueil contre lequel il se brisera toujours. Il crève d'une vanité qui déborde |100 et qui finit toujours par trahir sa véritable nature à tout le monde. Sa capacité intellectuelle est fort petite. J'ai rencontré peu

135 Le 24 août, Bakounine m'avait expédié les feuillets 79-98 du *Rapport sur l'Alliance*. Le lendemain 25, son calendrier-journal nous le montre commençant à écrire un « second article contre Mazzini », puis interrompant le soir ce nouveau travail pour se remettre à la rédaction du *Rapport*. L'idée d'avoir à tracer le portrait d'Outine le mettait en verve ; c'est pourquoi il débute par cette phrase : « Ce soir, je veux m'amuser ».

136 Bakounine a dit plus haut « quinze mille » ; plus loin il dira « douze à quinze mille ».

d'hommes dont l'esprit soit frappé de stérilité, d'impuissance, comme le sien. Travailleur très assidu, il lit tous les livres possibles, mais il n'en a compris réellement aucun. Il est réellement incapable de concevoir une idée. Sa mémoire, à force de travail opiniâtre, a retenu une masse de faits ; mais ces faits ne lui disent absolument rien, ils l'écrasent, et ne font que manifester davantage sa sottise : car il les cite à tort et à travers, et en tire pour la plupart du temps des conséquences saugrenues. Mais s'il n'a point la réelle conception des idées, il en a toute la phrase. Il vit, il respire, il se noie dans la phrase. Et le dernier but, le dernier mot de cette phrase, c'est lui. Il est en éternelle adoration devant lui-même. Toutes ses idées et toutes ses convictions, qu'il change à volonté selon les besoins du moment, ne sont qu'un piédestal pour rehausser sa petite personne.

On se demande comment un si insignifiant personnage a pu s'élever au rôle de dictateur qu'il joue maintenant dans l'Internationale de Genève ? Cette question se résout simplement. D'abord et avant tout, au milieu de la misère générale, il est le possesseur heureux de douze à quinze mille livres de rente ; ajoutez à cela une ambition aussi vaniteuse que passionnée ; un front d'airain, une conscience sans scrupule, l'indifférence la plus absolue pour tous les principes, et un esprit d'intrigue des plus |101 remarquables. C'est une vraie nature de démagogue, moins le courage et l'esprit.

Grâce à la puissance de son père, il a pu sauter par-dessus les examens du gymnase, et s'est trouvé dans les années 1860-1863 étudiant de l'université de Saint-Pétersbourg. C'était l'époque des grandes agitations politiques et socialistes en Russie. Les étudiants des universités de Saint-Pétersbourg, de Moscou, de Kazan s'agitaient beaucoup. Il y avait dans ces agitations juvéniles un fond sérieux, mais aussi beaucoup de vanité bruyante. C'était sérieux en tant que cela donnait la main au mouvement populaire, à celui des paysans surtout, qui se trouvaient dans une telle effervescence sur toute l'étendue de l'empire que tout le monde, en Russie, même le monde officiel,

croyait à une révolution prochaine.

Le mouvement de la jeunesse de l'université de Kazan se trouvait en rapport positif avec le mouvement des paysans. Quant aux étudiants de l'université de Moscou, et de celle de Saint-Pétersbourg surtout, ils firent de l'agitation et du bruit en artistes, pour s'amuser et pour satisfaire leur vanité à bon marché. C'était la mode des conspirations, et on conspirait alors sans danger. Le gouvernement, frappé de stupeur, laissait faire ; et les jeunes gens conspiraient en pleine rue, criant tout haut leurs plans révolutionnaires.

On peut s'imaginer si M. Outine a dû s'en donner. C'était son règne, le règne de la phrase et de l'héroïsme à bon marché. Il se dit le disciple, l'ami de Tchernychevsky. |102 Sous ce rapport je ne puis rien dire de positif, car, excepté Outine lui-même, personne ne m'a jamais rien pu dire sur la nature des rapports qui avaient pu exister entre Tchernychevsky et lui. Mais je suis sûr qu'il ment. Tchernychevsky était un homme trop intelligent, trop sérieux, trop sincère, pour avoir pu supporter un gamin faussement exalté, phraseur sans vergogne, et infatué de lui-même, comme Outine. Il en sera, sans doute, de ses rapports avec Tchernychevsky comme de ses prétendus rapports amicaux avec Serno-Soloviévitch. Vous avez lu ou vous avez entendu parler du discours qu'il a prononcé à l'inauguration du monument élevé sur la tombe de Serno [137] : dans ce discours, Outine parla de leur amitié, de leur sympathie mutuelle, disant que Serno avait encouragé sa propagande russe. Le fait est que Serno avait un dégoût profond pour Outine ; il ne parlait jamais de lui qu'avec mépris. « Si quelqu'un m'a fait prendre le mot de révolution en horreur, me disait-il une fois, c'est Outine. » Il est fort probable qu'il en fut de même avec Tchernychevsky.

Outine émigra en 1863, en été. Les persécutions avaient commencé, et ce n'était pas un homme à affronter les dangers.

137 L'inauguration de ce monument, au cimetière de Plain palais (Genève), eut lieu le 26 décembre 1869. L'*Égalité* en a rendu compte dans son numéro du 1er janvier 1870.

Il ne les aime qu'en idée et de loin. Je le rencontrai à Londres, dans la société d'Ogaref, à mon retour de Stockholm. Il ne me plut pas du tout. Il me parut très vaniteux, très phraseur, voilà tout.

Depuis je ne le vis plus pendant quatre |103 ans que je passai en Italie. Je le rencontrai de nouveau en 1867, à Genève, où je m'étais rendu pour prendre part au Congrès de la Paix. Je l'avais si peu remarqué à Londres que, lorsqu'il se présenta à moi, je ne le reconnus pas. Mais depuis lors il s'attacha aux pans de mon habit. Dans ce Congrès j'avais acquis une certaine popularité : cela suffit à Outine pour qu'il voulût à toute force devenir mon ami. Il me déplut alors encore plus qu'à Londres. Il détestait Herzen, qui, malgré ce qu'en pense Marx, n'a jamais été mon ami [138], et Outine me répéta à plusieurs reprises : « Je dis à tous ceux qui me demandent mon opinion : Je suis le partisan de Bakounine, non de Herzen ». Et, en effet, beaucoup de mes amis français, Rey, Élie Reclus, Naquet et d'autres me demandèrent : « Qu'est-ce que c'est donc que ce petit monsieur qui nous répète toujours qu'il est votre partisan et non celui de Herzen ? »

Après cela je le perdis de vue de nouveau. Mais depuis janvier jusqu'en octobre 1868 j'eus l'avantage de le voir chaque jour, et j'ai pu l'étudier. Nous formions ensemble, près de Vevey, une sorte de petite commune russe : il y avait Joukovsky et sa femme ; Mme Levachof, sœur de Mme Joukovsky ; la princesse Obolensky, Mrouk [139], Zagòrski. Outine et sa femme vinrent compléter la société.

Huit à neuf mois passés ensemble, il n'en fallait pas tant pour connaître à fond ce monsieur. Le résultat de cette mutuelle connaissance fut de ma part un dégoût profond, et de la sienne une haine inextinguible.

|104 Jouk m'avait alors proposé de fonder un journal

138 Bakounine veut dire que Herzen n'a jamais été son ami « politique », conspirant avec lui.

139 Le major polonais Valérien Mroczkowski, connu plus tard sous le nom d'Ostroga.

russe. Le mari de Mme Levachof avait donné pour cet objet mille roubles à Jouk. Mais Mme Levachof, qui s'était prise d'une passion furieuse pour Outine, voulut absolument que celui-ci prît part à cette rédaction. Il y avait incompatibilité absolue, non d'idées, car à proprement parler Outine n'en avait aucune, et il disait que nous devions accepter les principes que la jeunesse russe trouverait bon de nous infuser, — il y avait incompatibilité absolue d'humeur, de tempérament, de but. Nous voulions la chose, Outine ne cherchait que lui-même. Je m'opposai donc longtemps à toute alliance avec Outine. De guerre lasse, je cédai ; et, après une courte épreuve, comme l'argent était proprement à Mme Levachof, j'abandonnai à Outine le journal avec son titre [140]. — Je ne finirais jamais si je devais raconter toutes les misérables et sales intrigues d'Outine.

Avant d'être entré dans l'Association Internationale, j'étais international. Outine, au contraire, se posait comme un patriote exclusivement national, disant que l'internationalité était une trahison envers la patrie. Par cette raison il ne voulait pas aller au Congrès de Berne. Il y alla pourtant, et il y joua le rôle le plus ridicule.

Lorsque mes amis et moi, décidés à sortir de la Ligue de la Paix et de la Liberté, nous nous réunîmes pour tenir conseil sur la ligne que nous devions suivre, Outine, sans être invité, se présenta parmi nous. Je le priai de se retirer en lui disant que nous voulions |105 rester seuls. Vous pouvez vous imaginer sa fureur. Ce soir même nous fondâmes l'Alliance, et vous concevez qu'il devait devenir l'ennemi acharné de l'Alliance.

Après le Congrès de Berne, je me transportai à Genève, et depuis octobre 1868 jusqu'en septembre 1869 je ne le rencontrai fortuitement que trois ou quatre fois. En été 1869, dans deux proclamations russes, l'une signée de mon nom, traduite et publiée dans la *Liberté* [141], l'autre anonyme,

140 Ce journal s'appelait *Narodnoé Diélo* (La Cause du Peuple). Bakounine n'a collaboré qu'au premier numéro, paru le 1er septembre 1868.

141 Il s'agit de l'écrit *Quelques paroles à mes jeunes frères en Russie*, publié en traduction française à Genève (en une brochure, mai 1869), et ensuite dans la *Liberté*, de Bruxelles, du 5 septembre 1869.

j'attaquai les idées ou plutôt les phrases ridicules de son journal russe, ce qui naturellement n'augmenta pas son amitié pour moi. Je suis certain qu'il n'a jamais détesté un homme plus qu'il ne m'a détesté.

Cela ne l'empêcha pas, pourtant, lorsque nous nous rencontrâmes au Congrès de Bâle, où, entouré de ses femmes, il était venu jouer le rôle de public, de se dire publiquement encore une fois mon ami. Il me voyait assez influent, et cela lui imposait sans doute. Il prit part au banquet qui eut lieu après le Congrès, et là il prononça son discours habituel sur les femmes en général et sur les femmes russes en particulier. Et il faut le dire, il doit un fameux cierge aux dames russes. Ce petit Juif semble avoir un attrait particulier pour ces dames, elles se collent à lui comme des mouches à un morceau de sucre, et il se démène et s'égosille glorieusement au milieu d'elles comme un coq dans son poulailler. Elles sont à genoux devant lui, admirent son dévouement passionné, son héroïsme juif et ses phrases. Et il faut lui rendre cette justice, il sait tirer parti de ces dames. |106 Il les a transformées en autant de propagandistes et d'intrigantes pour son compte. Elles chantent partout ses vertus, et, sans vergogne comme lui, elles calomnient tous ceux qui osent lui déplaire. Je suis devenu naturellement leur bête noire. Au Congrès de Bâle, ces dames, dirigées par le grand tacticien, s'étaient partagé les rôles. Les délégués anglais surtout, qui leur parurent probablement les plus sots, et qui avaient aux yeux d'Outine le mérite d'être plus ou moins les amis de Marx, et en même temps des membres du Conseil général, devinrent spécialement les objets des prévenances et des coquetteries de ces dames.

Donc, dans ce discours prononcé en faveur de « nos sœurs », Outine, en parlant de moi, se servit de cette expression : « M. Bakounine, mon compapatriote et ami » ; après quoi il accourut vers moi et me dit : « Vous ne m'en voulez pas, n'est-ce pas, de ce que je vous ai nommé mon ami ? » — « Pas le moins du monde », lui répondis-je. Après quoi nous nous séparâmes, et nous ne nous vîmes plus qu'à

Genève, deux ou trois fois. À la veille de mon départ, étant venu prendre congé de l'Internationale, j'eus l'occasion de relever seulement quelques sottises qu'il avait dites du haut de la tribune [142]. Nous ne nous sommes plus jamais rencontrés depuis.

|107 Outine était arrivé à Genève avec deux pensées fixes, l'une inspirée par la haine féroce qu'il m'avait vouée, l'autre par son ambition vaniteuse : c'était de me détruire, et de devenir le grand homme de l'Internationale de Genève. Grâce à l'habileté, à la tactique savante et à l'activité énergique de nos amis, il a pu réaliser l'une et l'autre.

Tandis que nos deux amis Perron et Robin, infatués de l'efficacité infaillible de leurs plans stratégiques, spirituellement certains de leur triomphe qui leur paraissait inévitable, suivaient, en vrais théoriciens abstraits qu'ils étaient tous les deux, la voie qu'ils s'étaient tracée, ne voyant rien et ne se donnant pas même la peine d'observer ce qui se faisait autour d'eux, Outine, en homme pratique, commença sa double intrigue.

La première chose qu'il fit, naturellement, fut de répandre contre moi dans l'Internationale de Genève les calomnies les plus infâmes. À mon retour à Genève, vingt personnes au moins, parmi lesquelles je citerai Brosset, Lindegger, Dégrange, Deshusses, Pinier, Sutherland, Jouk, Perron lui-même, un cordonnier et bien d'autres encore dont j'ai oublié le nom, vinrent me répéter les choses horribles qu'il avait débitées contre moi : j'étais un voleur, un intrigant, un homme sale et malhonnête dans mes rapports individuels, etc., etc. Cette haine

142 Dans l'assemblée générale du 27 octobre 1869, dont le compte-rendu se trouve dans l'*Égalité* du 30 octobre, Outine avait fait un long éloge des Trade Unions, qu'il avait proposées comme « des modèles de solidarité et de bonne organisation de la résistance ». Bakounine fit observer que « les Trade Unions avaient un but beaucoup moins radical que l'Internationale, les premières ne cherchant qu'à améliorer la situation de l'ouvrier dans le milieu existant, la seconde poursuivant la transformation sociale complète, la suppression du patronat et du salariat ».

et cette persistance furieuse de calomnie contre moi avait été le premier point de réunion entre lui et les meneurs |108 de la Fabrique. Leurs efforts unis furent couronnés d'un plein succès. Lorsque j'avais quitté Genève en octobre 1869, tous les ouvriers du bâtiment, à très peu d'exceptions près, — à l'exception de quelques individus des comités, surtout, gagnés par la coterie genevoise, et votant avec elle, — étaient mes amis, à un tel point qu'ils vinrent me dire, en me disant adieu : « Ces messieurs de la Fabrique croient nous insulter en nous appelant des *bakouninistes* ; mais nous leur avons répondu que nous aimons mieux être appelés des bakouninistes que des réactionnaires ». Mais lorsque je revins à Genève à la fin de mars 1870, je les retrouvai sinon tous hostiles, du moins tous prévenus et défiants, sans que j'aie pu en aucune manière avoir contribué à ce changement, puisque pendant ces cinq mois d'absence je n'exerçai pas la moindre action, et n'eus même aucuns rapports ni directs, ni même indirects, avec l'Internationale de Genève. Ce changement fut donc évidemment l'œuvre de mes ennemis.

Et que firent mes *amis* pour me défendre ? Rien. Ignoraient-ils les infâmes calomnies qu'on répandait contre moi ? Ils ne pouvaient pas les ignorer, puisqu'elles furent répétées devant eux. Mais ils craignirent de se compromettre, sans doute, et de compromettre leur fameux plan stratégique en prenant ma défense contre des attaques injustes, ridicules, et infâmes. Je ne réponds même pas que Perron n'ait ressenti un certain plaisir en me voyant dénigré. Je lui donnais sur les nerfs, et, sans vouloir se l'avouer |109 à lui-même, il me détestait déjà, comme un reproche pour la plupart du temps muet, mais néanmoins sensible pour lui, de ses imaginations et de ses faiblesses. Sans doute il n'en avait pas trop conscience lui-même, — on n'aime pas à s'avouer de pareils sentiments, — mais il excusait sa non-intervention et sa neutralité dans ce cas par un principe que je lui ai entendu énoncer fort souvent, et que j'ai toujours considéré comme foncièrement faux : « Qu'il ne faut pas s'occuper des personnes, mais seulement des principes ». Quant à moi, qui n'ai jamais pu concevoir que les

principes puissent marcher sans l'intervention de personnes qui leur sont dévouées et qui sont solidairement unies en leur nom, j'ai toujours attaché un grand prix aux personnes tant qu'elles restaient fidèles aux principes, et, par instinct aussi bien que par conviction réfléchie, j'ai toujours pratiqué ce précepte si naturel et si simple, *d'être l'ami des amis et l'ennemi des ennemis de mes alliés et amis*, auxquels je reste fidèle jusqu'à la mort, ou jusqu'à ce qu'ils aient trahi eux-mêmes le pacte de solidarité. Il est vrai que Perron fait une exception à sa règle d'indifférence absolue pour les questions de personnes. Il reste calme quand on attaque ses amis, mais il devient furieux lorsqu'on l'attaque lui-même. Par exemple, Jouk c'est autre chose : il pardonne les injures même personnelles. Ne l'ai-je pas vu rester l'admirateur passionné de Mme Levachof, la nymphe Égérie de Numa-Outine ? — pourtant |110 elle ne lui a épargné ni les injures, ni les mépris.

En un mot, ni Robin ni Perron ne firent rien pour me défendre contre les calomnies d'Outine. Mieux que cela : sachant qu'il me calomniait, moi qui étais encore censé être leur allié, leur ami, ils le prirent en tiers dans leur journal et dans leur pro- pagande ; Robin, en quittant Genève, lui avait remis tous les papiers concernant cette dernière.

Outine leur resta fidèle pendant quelque temps. Ils représentaient tous les deux la révolution contre la réaction, et lui, qui s'était toujours donné, crié, comme un révolutionnaire à outrance, ne pouvait décemment embrasser d'un seul coup le parti de la réaction. Au commencement de la lutte de Perron et Robin contre Wæhry, il s'enthousiasma même au point d'appeler espion ce pauvre Wæhry, en pleine assemblée de la Section centrale. Mais lorsque nos deux amis firent ce fameux coup qui, selon leurs calculs, devait être mortel pour leurs adversaires ; lorsque le journal, abandonné par eux, resta sans rédaction ; lorsque, à la suite d'une intrigue préparée de longue main par Becker et Outine, la Fabrique vint proposer elle-même à ce dernier la rédaction du journal, alors Outine crut le moment favorable pour se déclarer ouvertement l'allié de la

Fabrique. Et le pauvre Perron, avec toute sa stratégie si habile et sa fameuse botte secrète, resta capot.

C'est ainsi que fut inauguré le règne d'Outine.

LE TRIUMVIRAT D'OUTINE, DE BECKER ET DE HENRI PERRET

Nous connaissons maintenant Outine. Il faut à présent se rendre compte du caractère des deux autres membres de ce triumvirat.

Henri Perret.

Ce portrait n'est pas difficile à faire. C'est le Talleyrand en miniature de la coterie réactionnaire dans l'Internationale de Genève. Très sale dans sa vie privée, méprisable et méprisé par ses concitoyens mêmes, il se maintient dans leur milieu par une élasticité remarquable et par des complaisances sans bornes. Comme Outine, il n'a aucune idée, aucune conviction qui lui soient sacrées et propres ; il les conforme toujours à l'esprit des gens au milieu desquels il se trouve, vote toujours avec la majorité, et ne poursuit qu'un but, celui de maintenir sa petite barque sur les flots. Avec nous il était collectiviste, anarchiste et athée. Lorsque la Fabrique se fut soulevée contre nous, voyant qu'il n'y avait plus moyen de se partager, il se tourna contre nous. Son ambition éternelle, c'est de rester toujours secrétaire général avec dix-huit cents francs ou au moins douze cents francs, et de se trouver à la tête de la direction et de l'administration financière du journal. Malheureusement pour lui, il a su gagner et conserver les titres, mais non l'argent. Au moins jusqu'à présent [143].

143 Les feuillets 99-101 me furent envoyés le 27 août ; au verso du feuillet 111, Bakounine a écrit : « *Presque fin de mon rapport sur l'Alliance*, pages 99-111. — J'ai vraiment très peu de choses à y ajouter : Portrait de Philippe Becker ; leurs exploits triumviriques pendant l'hiver 1869-1870, jusqu'au congrès de la Chaux-de-Fonds. Tout le reste vous est aussi bien connu qu'à moi-même. »

|112 [144] D'ailleurs vaniteux, vantard et bavard comme une pie, et faux comme un jeton ; souriant à tout le monde et trahissant tout le monde. C'était un allié naturel d'Outine, dont la faconde, l'esprit d'intrigue, le front d'airain, le mensonge sans vergogne, et surtout les quinze mille livres de rente, doivent beaucoup le toucher.

Philippe Becker.

Ce portrait est beaucoup plus difficile à dessiner ; car, à côté de traits vilains, mesquins, misérables, il présente des traits incontestablement respectables. Commençons par ces derniers.

. . . . . .

(Le reste du feuillet est blanc.)

---

144 Bakounine avait gardé entre ses mains le feuillet 112, sur lequel il avait achevé le portrait de Henri Perret et écrit les trois premières lignes de celui de Becker. Mais il ne poussa pas plus loin sa rédaction. — Max Nettlau, ayant retrouvé ce feuillet dans les manuscrits de Bakounine, en a publié le contenu dans la note 1758 de la Biographie.

Réponse à l'*Unità Italiana*

AVANT-PROPOS

Aussitôt après l'apparition de la *Risposta d'un Internazionale a Mazzini* dans le *Gazzettino Rosa* du 14 août 1871, un mazzinien, probablement Brusco Onnis, se chargea de répondre à l'audacieux étranger qui venait de dire son fait avec tant de franchise à l'insulteur de la Commune et de l'Internationale, et qui osait annoncer qu'il se proposait de prouver, contre lui, la non-existence de Dieu. La première partie de cette réplique, intitulée *Un maestro della Rossia*, parut dans le n° 219 (26 août) de l'*Unità Italiana*, journal mazzinien hebdomadaire publié à Milan. Il ne m'a pas été possible de me procurer ce journal ; mais un passage de la *Réponse à l'Unità italiana* (voir plus loin pages 301-302), de même que le passage suivant d'une lettre écrite par Bakounine, le 29 août, aux rédacteurs de la *Liberté* de Bruxelles, nous font connaître un des points de l'article du journaliste milanais :

... Et maintenant une grande prière, chers compagnons... L'*Unità Italiana*, dans son n° 219 du 26 août (que je vous envoie également), a ouvert contre moi, comme je devais m'y attendre, son feu. Elle nie que Mazzini ait jamais maudit et calomnié les ouvriers insurgés de Juin, et me défie de prouver qu'il l'ait fait. Maintenant moi je suis sur de mon fait, mais comme je n'ai pas les œuvres ni toutes les proclamations de Mazzini sous la main, je me trouve dans l'impossibilité de répondre, et comme je me trouve ici dans un désert, je ne puis consulter personne. Vous ne vivez pas dans un désert, vous avez de grandes bibliothèques à votre disposition. D'ailleurs notre ami Robin m'a dit qu'il y avait parmi vous des hommes qui

savent tout et qui se rappellent tout. Rendez-moi donc un grand service. Dans un des prochains numéros de votre journal, répondez à ce défi que m'ont jeté les rédacteurs de l'*Unità Italiana* ; répondez les faits à la main et en citant les propres paroles de Mazzini. Si enfin vous ne pouviez les retrouver autour de vous, demandez-les à Marx, pas en mon nom, mais au vôtre ; la haine de Marx a toujours bonne mémoire et certainement il se rappelle tout ce qui peut desservir Mazzini... Toute cette affaire est beaucoup plus importante que vous ne pourriez le penser peut-être ; car bien que Mazzini ait cessé d'être une puissance politique, il jouit encore dans l'opinion, dans les habitudes d'esprit de la jeunesse italienne, d'un prestige immense, et, pour le combattre avec succès, il faut avoir toujours les faits à la main [145].

La suite et la fin de la réplique du journaliste mazzinien parurent dans deux autres numéros de l'*Unità Italiana*, le n° 222 (16 septembre) et le n° 225 (6 octobre). Dès que Bakounine eut reçu le dernier de ces trois articles, il envoya au *Gazzettino Rosa* une *Risposta all' Unità Italiana*, sans doute commencée déjà le mois précédent. Son calendrier-journal porte, à la date du 6 octobre : « Envoyé à *Sirico* [146] lettre et *Risposta all' Unità Italiana* ». La traduction de la *Réponse* de Bakounine avait été faite probablement par Emilio Bellerio, comme l'avait été celle de la *Réponse d'un International*.

Cette nouvelle *Risposta* parut comme supplément aux numéros du *Gazzettino Rosa* des 10, 1 1 et 12 octobre 1871 . J'ai obtenu de l'obligeance du citoyen Luigi Molinari qu'il voulût bien en faire faire une copie à la bibliothèque de Brera, à Milan ; et c'est sur cette copie que j'ai retraduit de l'italien en français le texte de Bakounine, dont l'original français n'existe plus [147].

145 Cité par Max Nettlau dans sa Biographie de Bakounine, note 2844. J'ignore si la *Liberté* publia quelque chose à ce sujet.

146 Je ne sais pas quel est l'ami italien désigné par ce pseudonyme.

147 Max Nettlau a retrouvé quelques feuillets d'un brouillon de la *Réponse à l'Unità Italiana* ; il diffère assez sensiblement, en plusieurs parties,

On verra que la réponse de Bakounine renseigne le lecteur d'une façon suffisante sur le contenu des articles de l'*Unità Italiana*.

J. G.

---

du texte définitivement adopté par l'auteur, tandis qu'en d'autres parties la rédaction en est identique à celle qui a été imprimée par le *Gazzettino Rosa*. Ce premier jet, que j'ai eu sous les yeux en traduisant en français la version italienne, m"a permis de retrouver en plus d'un endroit les expressions originales de Bakounine, et de donner ainsi à ma traduction plus de fidélité. Mais il ne m'a pas paru qu'il valût la peine d'imprimer ici ce brouillon, qui ferait double emploi avec le texte définitif.

RÉPONSE
À
L'*UNITÀ ITALIANA* [148]

I

L'*Unità Italiana* (nos 219, 222, 225), qui, ainsi que je devais m'y attendre, s'est dressée furieuse pour la défense des doctrines de son maître, vient de faire une grande découverte.

Elle prétend que la doctrine matérialiste et athée, dont j'ai le grand tort de me déclarer partisan, exclut l'utilité, la possibilité, et enfin l'idée même de l'éducation. Pour être conséquente avec elle-même, l'*Unità Italiana* aurait dû ajouter que cette doctrine profane exclut également l'idée et la possibilité de la croissance et du développement des choses naturelles, et que, sans l'intervention perpétuelle de Dieu, les animaux, par exemple, ne pourraient pas croître, se multiplier, développer les facultés spéciales à leur organisme ; que les semences végétales ne pourraient jamais se transformer en une plante, ni la plante porter des feuilles, des fleurs et des fruits, et que le monde en général, privé d'organisation, d'ordre, de lois, ne pourrait exister. Et pourtant la science positive enseigne que le développement naturel du monde organique, végétal et animal, constitue l'éducation naturelle de ce monde, comme l'histoire, c'est-à-dire le développement naturel et fatal delà société humaine, constitue l'éducation des hommes tant collectivement qu'individuellement ; et que tous les systèmes d'éducation individuelle, connus et non connus, ne sont et ne peuvent être que des reflets, des conséquences et des applications diverses de cette ample éducation collective qui

148 Retraduit sur la version italienne.

s'appelle l'histoire.

Ce que nous nions, ce n'est donc pas l'éducation du genre humain ; car au contraire c'est sur elle que nous fondons toutes nos espérances.

Elle nous donne la certitude du triomphe, précisément parce qu'elle ne consiste pas dans l'œuvre de quelques individus plus ou moins inspirés, *hommes de génie, couronnés de vertu, et qui croient avoir reçu leur mission d'en haut*, mais qu'elle s'accomplit par la logique fatale des faits, par le développement naturel et nécessaire de la société, développement dont les individus qui sont inspirés, non de haut en bas, mais de bas en haut, ne sont rien que les instruments plus ou moins conscients, plus ou moins pensants.

Ce que nous nions, c'est l'intervention de Dieu dans cette éducation, tout comme nous nions cette intervention dans les mouvements et dans le développement naturel des mondes. Toute la question se réduit toujours à cela. Nos adversaires prétendent que sans un Dieu, il ne pourrait y avoir ni éducation, ni développement, ni monde, tandis que nous affirmons, au contraire, que tout cela ne pourrait exister avec Dieu. Voilà ce que je me suis engagé [149] à démontrer.

L'*Unità Italiana* et beaucoup de personnes, à ce qu'on m'écrit d'Italie, ont été surprises de la témérité avec laquelle j'ai énoncé publiquement de tels principes. Il me sera permis d'exprimer à mon tour la surprise que j'éprouve à voir que la franche exposition de principes si vrais, si simples, si salutaires, ait pu produire un tel effet. Croit-on vraiment qu'il soit si difficile de les prouver ? S'il y a une difficulté, elle ne peut être que la suivante :

On éprouve évidemment un certain embarras à démontrer aux hommes que 2 et 2 font quatre, et à leur faire entendre que dans la plupart de leurs raisonnements 2 et 2 font cinq. Je doute presque que l'*Unità Italiana* le comprenne jamais. L'habitude est un terrible despote, et l'*Unità Italiana*

149 Dans la *Risposta d'un Internazionale* : voir ci-dessus, pages 121-123. (du fac-similé)

s'est tellement absorbée dans l'arithmétique et dans la logique de la théologie, que l'absurde lui paraît naturel, et le naturel absurde. Son mal est presque incurable.

Si donc je tiens ma parole, en démontrant du mieux que je pourrai que l'existence d'un Dieu est incompatible avec l'existence de la vraie morale et de la liberté (ce que j'essaierai de faire dans la suite de ces articles), ce ne sera pas dans l'espoir de guérir l'*Unità Italiana*. Mes articles ne seront de quelque utilité qu'à ceux dont l'épiderme seul est attaqué de cette horrible maladie théologique, malédiction traditionnelle historique des hommes, et qui sont beaucoup moins religieux qu'ils ne le pensent eux-mêmes. Ceux-là, *loin d'aimer les hommes pour l'amour de Dieu*, ne s'accrochent à l'auteur divin que pour cette seule raison, qu'ils regardent son existence comme nécessaire au salut des hommes. En résumé, mes articles ne seront utiles qu'à ceux pour qui la religion n'est pas une doctrine dominante, une dépravation systématique de l'esprit, mais seulement l'aberration d'un cœur aimant, qui cherche et veut le triomphe de la justice, de la liberté et de l'humanité.

II

Beaucoup de mes amis m'ont conseillé de laisser de côté toutes les autres questions et de consacrer ce second article exclusivement aux démonstrations anti-divines, afin, disent-ils, de prouver au public que j'ai pris ma tâche au sérieux et que je suis réellement disposé à tenir ma promesse. L'*Unità Italiana* elle-même, après avoir cité, avec une horreur bien sincère, la thèse anti-théologique que j'ai osé affirmer, s'est écriée avec indignation : « Mais où sont ses preuves ? Qu'il nous montre donc le critère de ses déductions ! » Eh, Messieurs, un peu de patience. Il est impossible d'énoncer une thèse et de la démontrer tout ensemble. Je ne manquerai pas, soyez-en bien persuadés, de vous communiquer bientôt mon critère et mes

preuves. Mais, de grâce, laissez-moi la liberté de développer mes idées de la manière qui me semblera la plus conforme au but.

Contrairement à l'opinion de mes amis, je considère comme beaucoup plus urgent de répondre avant tout aux attaques de Mazzini contre l'Internationale. Cette association, étant un être réel et vivant, doit avoir la priorité, tandis que le Bon Dieu, n'étant qu'une chose imaginaire, un être fictif, peut attendre. D'autre part, comme l'Internationale exclut par sa nature l'idéalisme, tant métaphysique et religieux que politique, en même temps qu'elle affirme la science positive, la philosophie de l'humanité et la révolution populaire et sociale, en parlant d'elle j'arriverai naturellement à démontrer mes principes matérialistes et athées, qui ont si fort offensé l'*Unità Italiana*.

Mais qu'elle se rassure. Je n'ai jamais eu la ridicule prétention d'avoir inventé ces principes. Ils ont été élaborés par les siècles, et recueillis de nos jours par une main puissante. Ils ont pénétré dans les masses, dont ils formulent fidèlement les instincts, en sorte qu'on peut bien dire qu'aujourd'hui ils constituent le patrimoine universel. Tout mon mérite, si mérite il y a, est d'avoir osé exprimer à haute voix, en appelant les choses par leur nom, des sentiments et des pensées que tous se disent à l'oreille. Dans le camp de la démocratie, nous ne connaissons ni révélateurs, ni initiateurs, ni dictateurs, ni tuteurs, ni maîtres. Nous croyons sincèrement à l'instinct moral de chacun, nous cherchons à le deviner, à y puiser nos inspirations et à les formuler.

Je ne revendique pour moi qu'un seul mérite, celui d'être profondément convaincu de la justesse des principes que j'ai eu l'audace d'opposer aux croyances religieuses de Mazzini.

Je le répète encore, ce n'est pas de gaîté de cœur que je me suis engagé dans cette polémique avec le grand agitateur italien.

J'ai obéi, en m'y décidant, à un sentiment de devoir ; mais, du moment que je m'y suis décidé, je ne reculerai pas d'un pas, et je ne m'arrêterai pas avant d'avoir fait tout mon possible

pour démolir jusqu'au bout ces théories qui, selon ma conviction intime, sont aussi fausses au point de vue de la logique et de la science positive, que funestes dans leur application pratique.

Il n'est pas probable que je trouve nécessaire ou utile de m'entretenir une seconde fois avec l'*Unità Italiana*. Je préfère m'adresser directement au Maître. Non pas que je n'estime beaucoup ce respectable journal. J'en reconnais le caractère dévoué, honnête, constant et fidèle jusqu'à l'absurde. Mais que répondre à sa rédaction, si au lieu de produire des raisons, elle agite les bras, roule les yeux, les lève au ciel, pousse des cris de surprise, de douleur, de colère, d'indignation ? Un tel système peut être très dramatique, mais il n'est certainement pas raisonnable. Son premier argument contre moi, c'est que je suis Russe ! — C'est un fait que je peux déplorer beaucoup, mais qu'y faire ? Impossible de changer ma nationalité.

Dans cette disgrâce involontaire et irréparable, une réflexion me console.

Supposons que je fusse un Italien de la religion de Mazzini et, en cette qualité, un rédacteur attitré de l'*Unità Italiana* : serais-je pour cela plus vrai, plus raisonnable, plus juste, plus sympathique à la jeunesse italienne, et plus profondément dévoué à la sainte cause de l'émancipation *réelle* du peuple ? Il me semble que non ; mais alors je préfère rester ce que je suis, et ne pas risquer un changement qui pourrait me faire du tort.

J'espère que la jeunesse italienne, moins humanitaire peut-être, mais certainement plus humaine que l'école mazzinienne, laquelle semble avoir inventé le *dogme de l'humanité* (*verbe de Dieu*, comme on sait) seulement pour en faire un piédestal non pour la nation vivante, mais pour un *État-Église italien*, c'est-à-dire mazzinien, — j'espère que cette jeunesse, en lisant mes écrits, ne demandera pas si mes pensées sont allemandes, françaises, turques, russes, chinoises, japonaises ou italiennes, mais si elles sont justes, oui ou non. C'est là tout ce qu'il lui importe de savoir. Autrement elle ne

serait plus la jeunesse, mais la vieillesse, non l'intelligence qui conquiert l'avenir, mais la réflexion routinière qui s'ensevelit dans le passé. Incapable de comprendre et de dire des paroles vivantes, elle radoterait alors comme l'*Unità Italiana*.

Pauvre *Unità* ! Elle a été tellement épouvantée par ce simple exposé de principes qui aujourd'hui courent le monde, que, croyant sans doute voir apparaître le Diable, elle s'est mise à réciter, en guise d'exorcisme, le symbole non du Concile de Nicée, mais de la nouvelle Église mazzinienne :

« Nous croyons en Dieu Père, Intelligence et Amour, Créateur et Éducateur de l'Humanité ;

« En une loi providentielle donnée par Lui à la vie, loi de progrès indéfini, fondé et mesuré sur nos œuvres ;

« En l'Humanité, seule interprète de la loi de Dieu sur la terre ;

« En l'unité de la vie, entrevue selon nous par la philosophie [150] des deux derniers siècles ;

« En l'unité de la loi pour les manifestations tant collectives qu'individuelles de la vie ;

« En l'immortalité du *Moi*, qui n'est rien autre que l'application de la loi du progrès, révélée incontestablement désormais par la tradition historique, par la science et par les aspirations de l'âme à la vie manifestée dans l'individu ;

« En la liberté, sans laquelle ne peuvent exister ni responsabilité, ni conscience, ni mérite de progrès ;

« En l'unité du genre humain et en légalité morale de tous les fils de Dieu, sans distinction de sexe, de couleur, de condition, et qui ne peut être interrompue que par la faute ;

« *Et en conséquence* :

« En l'idée sainte et dominatrice du Devoir, unique règle de la vie : Devoir qui embrasse pour chacun, selon la sphère dans laquelle il se trouve et les moyens qu'il possède, la Famille, la Patrie, l'Humanité : la Famille, autel de la Patrie ; la Patrie, sanctuaire de l'Humanité ; l'Humanité, portion de l'Univers et temple érigé à Dieu qui le crée pour qu'il gravite vers Lui ;

150 Trop rationnelle pour être croyante. (*Note de Bakounine.*)

Devoir qui commande de favoriser le progrès d'autrui, pour pouvoir opérer son propre progrès, et son propre progrès pour aider celui d'autrui ; Devoir sans lequel il n'existe pas de Droit et qui crée la vertu du sacrifice, seule preuve réellement efficace et sacrée, la plus splendide qui couronne, en la sanctifiant, l'âme humaine.

« Et finalement nous croyons non au dogme actuel, mais à une manifestation religieuse fondée sur les principes ci-dessus indiqués, qui sortira, à son heure, de l'initiative d'un peuple vraiment libre et croyant, peut-être de Rome, si Rome comprend sa propre mission, et qui, recueillant la portion de vérité déjà conquise par les religions antérieures, en révélera une autre portion, et, étouffant dans leur germe tout privilège, toute intolérance de caste, ouvrira la voie au Progrès futur. »

Ouf ! Quel coup de massue ! Contre un semblable exorcisme il n'est diable qui résiste, et je confesse que les cheveux me dressent sur la tête chaque fois que j'entends réciter cette si logique enfilade d'absurdités colossales. Et dire qu'en plein dix-neuvième siècle une grande intelligence comme celle de Mazzini a pu inventer ça et se contenter de ça ! c'est à désespérer de l'humanité, n'est-il pas vrai ?

III

Contre la monomanie religieuse il n'y a que deux remèdes efficaces, l'un théorique, l'autre pratique : le premier est la science positive, avec sa méthode sévère et qui n'admet pas d' autres synthèses que celles qui sont fondées sur l'analyse, l'observation et l'expérience ; le second, tout à tait pratique, est d'exercer le plus souvent possible l'esprit et le cœur à se modeler sur l'esprit et sur l'intérêt réel des masses. Il y a encore un troisième remède encore plus efficace que le premier : c'est la *révolution*.

Il paraît bien que l'*Unità Italiana* n'a jamais dû faire usage d'aucun de ces trois moyens. Aussi peut-elle répéter avec

fierté ces paroles de Tertullien : *Credo quia absurdum*, « Je le crois parce que c'est absurde » ; et elle pourrait encore ajouter : « Plus une chose est absurde et plus j'y crois ! » C'est là en effet la base principale, la condition pratique, nécessaire, de toute théologie sincère et ardente. La passion théologique, c'est le culte, l'adoration, la frénésie de l'absurde. Faut-il s'étonner, après cela, qu'il suffise d'un seul rayon de vérité pure, de la simple répétition de cet axiome arithmétique que 2 et 2 font quatre, pour mettre en fureur tous les théologiens sincères ?

Je ne doute pas de la sincérité de l'*Unità Italiana*, et je lui pardonne de bon cœur ses injures et sa colère ; ses transports contre ce qu'elle appelle mon « tsarisme philosophique », en le comparant aux hésitations modestes et aux réticences plus prudentes que sincères de l'illustre Littré, représentant actuel de la philosophie positive d'Auguste Comte.

Je ne ferai pas à l'*Unità Italiana* l'injure de supposer qu'elle prend au sérieux ces réticences du savant disciple de Comte. Pour peu que les rédacteurs de ce journal honnête, mais atteint de cécité, aient lu avec quelque attention les écrits de Littré, ils ont dû se convaincre que l'illustre académicien est un matérialiste, un athée profondément et scientifiquement convaincu. Pourquoi donc ces déclarations à double sens et ces échappatoires selon moi indignes d'une intelligence consacrée au culte de la vérité, et qui évidemment n'ont d'autre but que de laisser dans l'incertitude les personnes de peu de pénétration qui les lisent ? C'est que M. Littré peut être considéré comme le chef d'une école éminemment aristocratique. Les positivistes français, fidèles en cela aux préceptes d'Auguste Comte, leur maître, tendent évidemment à former une autre aristocratie, qui, selon moi, serait la plus détestable, la plus insolente, la plus nuisible de toutes : l'aristocratie de l'intelligence et de la science, la caste scientifique, qui, s'organisant en un pouvoir spirituel, prétendrait gouverner, de concert avec les banquiers, représentants et directeurs du pouvoir temporel, les masses théologisées. On conçoit qu'avec dépareilles prétentions, les positivistes doivent nécessairement penser que *toutes les*

vérités ne sont pas bonnes à dire au peuple.

Pour moi, socialiste révolutionnaire, ennemi juré de toutes les aristocraties, de toutes les tutelles, de tous les tuteurs, je pense au contraire qu'il faut tout dire au peuple, parce que c'est le seul moyen de provoquer son émancipation prompte et complète.

Encore un mot pour terminer cette conversation, probablement la dernière, avec l'*Unità Italiana*. Qu'elle se fâche contre mon *tsarisme philosophique* et contre ma nationalité tartare et cosaque, je trouve cela, de son point de vue théologiquement humanitaire, parfaitement naturel et licite. Mais pourquoi m'attribuer des paroles qui jamais ne sont sorties ni de ma bouche, ni de ma plume ? Où a-t-elle vu que j'aie accusé Mazzini d'avoir calomnié et maudit le peuple français ?

J'aurais bien pu constater dans tous les écrits de Mazzini une répugnance très marquée contre la nation française en général, à laquelle il semble ne pas pouvoir pardonner d'avoir usurpé pour quelque temps une initiative qui, selon sa profonde conviction, appuyée sur une prophétie de Dante, doit appartenir exclusivement à l'Italie, non populaire, mais mazzinienne, c'est-à-dire à l'État-Église de Mazzini. Il est très probable que je reviendrai encore une fois sur ce point, mais dans mon premier article [du 14 août] je n'en ai pas dit un seul mot. J'ai parlé de la colère de Mazzini non contre le peuple français en général, mais contre les ouvriers de Paris qui se sont insurgés en juin 1848 et qui, par cette insurrection mémorable et féconde, bien que vaincue, ont inauguré l'ère des révolutions sociales ; et j'ai dit que Mazzini avait maudit ce mouvement et avait calomnié les ouvriers qui en furent tout à la fois les héros et les martyrs, tout comme aujourd'hui il a calomnié et maudit le mouvement, les héros et les nobles martyrs de la Commune de Paris.

L'*Unità Italiana* m'a défié de lui citer une seule preuve. Eh bien, j'accepte le défi ! Je citerai non pas un seul document, mais plusieurs, à l'appui de cette affirmation positive. Seulement, comme je n'ai actuellement sous la main qu'une très

petite partie des écrits de Mazzini, je prie l'*Unità italiana* de m'accorder un peu de temps, et je puis l'assurer qu'elle ne perdra rien pour avoir attendu.

Après cette réponse que j'ai cru devoir faire à l'austère et pieux journal mazzinien, je prends respectueusement congé. Je continuerai à le lire, mais je ne lui répliquerai que lorsqu'il aura remplacé ses sarcasmes plus colériques que méchants et ses exclamations dramatiques par une argumentation sérieuse et appuyée sur des faits.

Circulaire. À mes amis d'Italie

AVANT-PROPOS

Dans le même numéro de *La Roma del Popolo* où il avait attaqué l'Internationale et la Commune de Paris (13 juillet 1871), Mazzini avait lancé l'idée de la réunion à Rome d'un Congrès ouvrier italien. Ce Congrès fut effectivement convoqué pour le 1er novembre suivant, par une Commission siégeant à Gênes (circulaire de convocation datée du 14 août).

Dans *La Roma del Popolo* du 12 octobre, Mazzini publia une lettre ouverte adressée « aux représentants des artisans dans le Congrès de Rome », *Ai rappresentanti gli artigiani nel Congresso di Roma*.

À ce moment, Bakounine travaillait à la rédaction du livre qui devait faire suite à sa *Risposta d'un Internazionale a Mazzini*, et qui porta ce titre : *La Théologie Politique de Mazzini et l'Internationale* ; il m'avait déjà envoyé, pour les imprimer, les premiers feuillets de ce nouveau manuscrit jusqu'au feuillet 49 inclusivement (17 octobre). Mais dès qu'il eut lu, dans *La Roma del Popolo*, la lettre de Mazzini aux représentants des ouvriers italiens, il interrompit sa besogne pour commencer, le 19 octobre au soir, une « circulaire en réponse à la circulaire de Mazzini ». Son calendrier-journal nous le montre occupé à la rédaction de cette circulaire jusqu'au 28 octobre ; voici le texte des notes qui y sont relatives, et qui nous font voir le brusque abandon du livre doctrinal en préparation contre Mazzini (qu'il appelle « 2e brochure mazzinienne » ou « brochure 2 Mazzini ») pour l'improvisation hâtive de cet appel à ses jeunes amis italiens [151], destiné à les

151 Il avait reçu, le 16 septembre, une lettre, la première, de Carmelo Palladino, de Naples, ami de Cafiero et de Malatesta ; le 15 octobre, Vincenzo Pezza, de Milan, était venu le voir à Locarno, et une « entente

mettre en garde contre la manœuvre de Mazzini et à les pousser à une action immédiate :

« Octobre 18. Brochure Mazzini 2. — 19. Brochure 2 Mazzini. (Soir) Circulaire en réponse à la circulaire de Mazzini. — 20. Circulaire contre Mazzini fini, demain considérants, — 21. Circulaire dicté à Emile [Bellerio]. — 22. Circulaire dicté à Emile ; envoyé première moitié circulaire à Paolo [un ami à Milan]. — 23. Écrit matin et soir, continuation de la circulaire. — 24. Envoyé à Milan encore quatre feuilles [152] de la circulaire ; écrit matin et soir. — 25. Envoyé à Milan quatre feuilles, jusqu'à la treizième inclusivement. — 26. Presque fin de la circulaire, matin et soir. — 27. Toujours épître aux amis contre Mazzini. — 28. Lettre de Burbero [Vincenzo Pezza, à Milan] ; fin de l'épître, en tout vingt-cinq feuilles, près de cent pages, envoyées à Burbero. »

Le Congrès « ouvrier » convoqué par la Commission de Gênes s'ouvrit à Rome le 1er novembre. Tous les délégués acceptèrent le programme mazzinien, à l'exception de trois opposants : Carlo Cafiero, qui représentait la Section de l'Internationale de Girgenti (Sicile), Alberto Tucci, qui représentait la section de l'Internationale de Naples, nouvellement reconstituée, et un délégué de Livourne, De Montel. Après avoir signé, le 3 novembre, une déclaration disant qu'ils regardaient les principes acceptés par le Congrès « comme contraires aux vrais intérêts de la classe ouvrière et au progrès de l'humanité », les trois opposants se retirèrent. Les délégués votèrent un *Patto di Fratellanza*, comme base d'une organisation à laquelle adhérèrent 135 sociétés ouvrières, et qui eut pour journal l'*Emancipazione*, rédigée à Rome par Maurizio Quadrio,

Le Congrès de Rome fit grand bruit en Italie ; il souleva les protestations des ouvriers socialistes et de la jeunesse révolutionnaire ; Garibaldi, pressé de s'expliquer au sujet des attaques dirigées par les mazziniens contre l'Internationale,

complète » s'était établie entre eux.

152 Ce sont, comme on le verra, des feuilles contenant quatre pages.

répondit par sa fameuse lettre à Giorgio Pallavicini-Trivulzio, où il disait : « L'Internationale est le soleil de l'avenir » (*L'Internazionale è il sole dell'avvenire*).

Au moment même du Congrès avait paru une brochure de 15 pages, intitulée *Agli Opérai delegati al Congresso di Roma*, et signée *Un gruppo d'Internazionali* : elle avait été imprimée à Naples, et fut distribuée aux délégués. Dans *La Roma del Popolo* du 16 novembre, Mazzini, sans nommer Bakounine, le désigna comme l'auteur de cette brochure ; et, en effet, le contenu en avait été tiré du manuscrit expédié par Bakounine à Milan du 22 au 28 octobre. N'ayant pu me procurer ce document, qui est fort rare, je ne puis indiquer d'une façon précise quel en était le contenu ; mais, puisqu'il fut distribué entre le 1er et le 3 novembre, il est certain que seuls les premiers feuillets du manuscrit de Bakounine, ceux qui furent envoyés le 22 octobre, et peut-être aussi, en partie, ceux qui furent expédiés le 24 et le 25, purent être utilisés par le traducteur. D'après un renseignement recueilli par Max Nettlau, ce serait Palladino qui aurait traduit, et probablement adapté et abrégé, les parties du manuscrit publiées dans ces 15 pages d'impression.

Quatorze ans plus tard, en 1885, il a paru une traduction italienne complète du manuscrit d'octobre 1871, dans le *Piccone*, bulletin communiste anarchiste, à Naples, et, presque simultanément, dans le *Paria*, à Ancône, sous ce titre : *Circolare. Ai miei amici d'Italia in occasione del Congresso operaio convocato a Roma pel I. Novembre 1871 dal Partito Mazziniano* ; en 1886, cette traduction a été réimprimée en une brochure de 103 pages petit in-16, à Ancône, intitulée : *Il Socialismo e Mazzini, Lettera agli amici d'Italia* [153]. Une autre édition fut faite à Imola en 1901. En 1905, Fortunato Serantoni fit paraître à Florence une autre édition de la même traduction, précédée de la note suivante :

« Cet opuscule fut publié pour la première fois [en

153 Nettlau, Biographie, p. 627.

brochure] en 1887 *(sic)* à Milan [154]. Il a été réimprimé ensuite en éditions successives à Ancône en 1886 et à Imola en 1901, sans avoir jamais été poursuivi. C'est donc à titre de document historique… que nous présentons au public cette nouvelle édition. »

Une édition plus récente (qui s'intitule elle-même *Cinquième édition*) a été publiée à Rome en 1910, à la *Libreria Editrice Sociologica* (précédemment *Casa Editrice Libraria « Il Pensiero »*). C'est sur cette édition de 1910 que nous avons fait notre traduction.

J. G.

154 Il est possible qu'il y ait eu en effet une première édition publiée à Milan : mais la date de « 1887 » ne peut pas être exacte, puisque l'édition de Milan, si elle a existé, doit avoir été antérieure à l'édition d'Ancône de 1886.

CIRCULAIRE

À MES AMIS D'ITALIE

À L'OCCASION DU CONGRÈS OUVRIER CONVOQUÉ À ROME POUR LE I^er^ NOVEMBRE 1871 PAR LE PARTI MAZZINIEN [155]

Mes chers amis,

Quiconque a lu la lettre véritablement perfide que Mazzini vient d'adresser aux représentants des ouvriers au Congrès de Rome [156] doit avoir compris désormais, s'il avait pu en douter jusqu'ici, que ce Congrès a été convoqué à Rome, à l'instigation de Mazzini, pour accomplir une surprise, un coup d'État, non révolutionnaire contre le système qui gouverne aujourd'hui l'Italie, mais réactionnaire contre les nouvelles idées et les nouvelles aspirations qui, depuis la glorieuse et féconde insurrection de la Commune de Paris, ont commencé à agiter d'une manière visible le prolétariat et la jeunesse de l'Italie.

Ai-je besoin de vous expliquer comment et pourquoi ces idées sont détestées de Mazzini ? Il l'a dit suffisamment lui-même dans tous les articles qu'il a publiés dans la *Roma del Popolo*, où il a calomnié sciemment la Commune de Paris, et notre belle et grande Association Internationale des Travailleurs, dont les principes et les actes, expression

155 Retraduit sur la version italienne.

156 Lettre publiée par *La Roma del Popolo* du 12 octobre 1871 et le *Dovere* du 15 octobre 1871.

spontanée des aspirations populaires des multitudes d'Europe et d'Amérique, sont naturellement contraires à l'établissement en Italie de sa République théocratique, autoritaire et centralisée.

Mazzini s'est évidemment effrayé du nouveau mouvement qui se produit aujourd'hui en Italie. C'est en vain qu'il l'a combattu dans ses articles avec cette passion injuste et furieuse que vous savez, et qui a surpris et affligé jusqu'à ses partisans et à ses amis les plus intimes, dépassant dans ses injures et ses calomnies les journaux officiels de Versailles eux-mêmes.

Il avait espéré un moment que la grande autorité de son nom suffirait pour arrêter ce mouvement salutaire et fatal qui entraîne aujourd'hui tout ce qu'il y a de vivant en Italie, c'est-à-dire le prolétariat et la partie la plus intelligente et la plus généreuse de la jeunesse, à unir ses efforts à ceux de l'unique organisation qui, ne se proposant pas d'autre but que l'émancipation réelle et complète des masses, représente seule le mouvement révolutionnaire de l'Europe et de l'Amérique, — je veux dire de l'Association Internationale des Travailleurs, dans laquelle se confondent fraternellement les socialistes révolutionnaires de tous les pays, et dont les membres se comptent aujourd'hui par millions.

Elle est aujourd'hui combattue par tous les gouvernements, par tous les représentants religieux et profanes des intérêts réactionnaires politiques et économiques en Europe. Et elle est combattue avec non moins d'acharnement par Mazzini, parce que l'existence et la croissance formidable de l'Internationale détruisent et dissipent tous ses rêves ; parce qu'il voit l'Italie messianique et classique envahie par la barbarie étrangère ; parce qu'il veut élever autour d'elle une muraille, non de Chine, mais théologique, pour l'isoler du monde afin de pouvoir lui donner une « éducation nationale », fondée exclusivement sur les principes de sa nouvelle religion, et qui seule pourra la rendre capable d'accomplir, pour la troisième fois dans son histoire, la mission religieuse et mondiale qu'il a plu au Bon Dieu de lui infliger.

Mais laissons la plaisanterie, car la chose est très sérieuse.

Voyant que ses articles ne suffisaient pas pour arrêter le formidable courant, Mazzini s'est avisé d'un autre moyen ; et sur un mot d'ordre parti de Rome, plusieurs régions de l'Italie ont envoyé au Prophète et au Maître des adresses d'adhésion, condamnant Paris et la Commune comme l'avait fait Mazzini.

Ce fut là un fait grave et un scandale affligeant : des ouvriers italiens qui reniaient la fraternité internationale de leurs compagnons de misère, d'esclavage et de souffrance dans le monde entier, et qui calomniaient les nobles lutteurs, les martyrs de la Commune de Paris qui avaient fait leur révolution pour l'émancipation de tous ; et cela au moment même où les bourreaux de Versailles les mitraillaient et les fusillaient par centaines, les emprisonnaient, les insultaient et les torturaient par milliers, sans épargner les femmes et les enfants. Si ces adresses avaient été la fidèle expression des sentiments du prolétariat italien, c'eût été une infamie dont le prolétariat italien n'aurait jamais pu se laver, et qui aurait fait désespérer de l'avenir de ce pays. Heureusement il n'en était rien, car tout le monde sait de quelle façon ces adresses furent fabriquées.

Ce ne fut que la répétition d'un fait arrivé en Russie en 1863 au temps de la dernière insurrection polonaise. Les journaux dits patriotes de Saint-Pétersbourg et de Moscou maudissaient le soulèvement polonais, comme les journaux mazziniens ont maudit le soulèvement de la Commune de Paris. Ils dénonçaient l'alliance de tous les révolutionnaires d'Europe qui soutenaient la Pologne, comme les journaux mazziniens dénoncent aujourd'hui l'Internationale qui a soutenu la Commune de Paris, et qui, même lorsque celle-ci fut assassinée par les théologiens de Versailles, a eu le courage sublime de proclamer dans les pays les moins libres, comme en Allemagne sous le gouvernement militaire et triomphant de Bismarck, ses ardentes sympathies pour les principes et pour les héros de la Commune.

Seul le prolétariat italien se tut ; ou s'il a parlé, ce fut contre la Commune et contre l'Internationale. Mais ce n'est pas

lui qui a parlé : c'est le monde officiel mazzinien qui a osé injurier et calomnier en son nom.

Comme en Russie, en 1863, des adresses rédigées en haut lieu et remplies d'invectives contre les malheureux mais toujours héroïques Polonais, et de bénédictions pour le tsar, partirent de Saint-Pétersbourg pour toutes les communes, villes et villages, avec recommandation aux autorités et aux prêtres de les faire, tant bien que mal, signer par le peuple ; de même en 1871, Rome, devenue le centre d'un double jésuitisme, — celui du pape et celui de Mazzini, — a recommandé à tout le personnel officiel mazzinien épars dans toutes les villes d'Italie, de suggérer et de dicter à toutes les associations ouvrières des adresses pleines d'invectives contre la Commune et contre l'Internationale, et de bénédictions pour Mazzini. Quelques associations ont signé ces adresses sans savoir ce qu'elles faisaient.

Mais ces adresses, isolées et en très petit nombre, ne produisirent aucun effet. Elles restèrent sans écho, enterrées dans les journaux mazziniens, que les partisans mêmes de Mazzini lisent plutôt par devoir que par plaisir. Alors Mazzini médita un grand coup, qui, s'il réussit, assurera sans doute, pour quelque temps au moins, à lui et à ses idées rétrogrades et liberticides, une espèce de pouvoir dictatorial en Italie.

Son plan est le suivant :

Il s'agit de réunir à Rome, — future capitale du monde, — le 1er novembre, un Congrès de représentants des ouvriers de toute l'Italie. Grâce aux intrigues des mazziniens, — intrigues qui sont impuissantes désormais à soulever l'Italie, mais qui sont très capables encore de favoriser partout la réaction, — répandus, et plus ou moins influents, dans toutes les villes d'Italie, on fera, on fait déjà, des efforts inouïs afin que les délégués envoyés à Rome par les associations ouvrières soient disposés à accepter la dictature de Mazzini. De cette façon on espère constituer un Congrès mazzinien, qui, au nom de douze millions de travailleurs italiens, devra prononcer l'anathème contre la Commune de Paris et contre l'Internationale,

proclamer « Pensée nationale » le programme de Mazzini, et nommer une « Commission directrice », une espèce de gouvernement du prolétariat italien composé des mazziniens les plus aveuglément dévoués et soumis à la dictature absolue de Mazzini. Alors le prophète et son parti, forts de cette solennelle confirmation populaire, intimeront, non au gouvernement italien en présence duquel ils seront plus désarmés et impuissants que jamais, mais à la jeunesse italienne, aux rebelles de la libre-pensée, aux vrais révolutionnaires, aux athées, aux socialistes italiens, de courber la tête devant cette « Pensée nationale », sous peine d'être déclarés rebelles à la volonté du peuple, et traîtres à la patrie. Voilà le péril dont vous êtes menacés. Je sais bien qu'il n'est pas aussi grand pour vous que Mazzini se l'imagine. Je sais qu'il s'illusionne trop, comme toujours, sur les conséquences de ce Congrès, même à supposer que le résultat lui soit complètement favorable.

C'est qu'en vérité, en admettant que tout se passe comme il le désire, tout ce qui sera fait à Rome ne sera que fiction, et la réalité italienne, demeurant ce qu'elle est, continuera à être tout opposée aux rêves mazziniens.

Il est probable, au contraire, qu'après ce Congrès, par une sorte de réaction naturelle, le mouvement socialiste révolutionnaire devienne encore plus puissant en Italie.

Mais ce n'est pas là une bonne raison pour nous faire nous résigner philosophiquement au triomphe, même momentané, de Mazzini. D'abord, ce triomphe pourrait durer trop longtemps ; et puis, en règle générale, « il ne faut jamais permettre à ses ennemis de triompher, quand on a le pouvoir de les en empêcher ou au moins de diminuer leur triomphe ». Combattre son adversaire à outrance, et sans lui laisser jamais ni paix ni trêve, est une preuve d'énergie, de vitalité et de moralité, que tout parti vivant se doit à lui-même non moins qu'à tous ses amis. Un parti n'est digne de vivre, n'est capable de vaincre qu'à cette condition. Enfin, il y a une autre considération bien plus importante, et qui doit engager tous nos

amis les plus ardents et les plus sincères à aller à Rome pour combattre Mazzini, ses calomnies et ses pernicieuses doctrines : c'est l'effet déplorable, funeste, que l'attitude de ce Congrès du prolétariat italien, si elle devait être conforme aux désirs de Mazzini, ne manquerait pas de produire en dehors de l'Italie, sur le prolétariat révolutionnaire du monde entier.

L'Italie, représentée cette fois non par son gouvernement ni par ses classes officielles et privilégiées, mais par des ouvriers délégués du peuple, se déshonorerait en prenant publiquement parti pour la réaction contre la révolution.

Imaginez quelles impressions devront éprouver les révolutionnaires socialistes de tous les pays, quand ils apprendront que ce Congrès populaire a injurié et maudit la Commune et l'Internationale, et que, en condamnant l'Italie à réaliser les idées de Mazzini, il a décidé de faire d'elle une nouvelle Chine théologique en Europe !

Voilà ce qu'il faut empêcher, ce que vous devez empêcher. Je vous dirai plus tard comment vous pourrez et devrez le faire ; pour le moment j'analyserai la circulaire de Mazzini.

Je n'ai jamais lu un écrit plus insinuant et plus perfidement jésuitique que celui-là. Il commence par faire des protestations de respect envers la volonté et la pensée spontanée du peuple :

Je ne m'arroge pas — dit Mazzini — *le droit de vous diriger et de me constituer votre interprète* (mensonge ! tout cet écrit tend vers ce seul but) ; *trop d'hommes parlent aujourd'hui en votre nom et répètent la phrase impérieuse russe : « Il faut enseigner à l'ouvrier ce qu'il doit vouloir. »* (Calomnie ! aucun socialiste russe n'a jamais dit cela, aucun socialiste révolutionnaire n'a pu le dire. C'est Mazzini, et non pas nous, qui enseigne les « devoirs », c'est-à-dire ce qu'on doit vouloir.) *Mais il me semble* — continue-t-il (écoutez ceci !) — *que je puis vous dire ce que la partie bonne et sincèrement italienne de la nation attend de vous* [157].

---

157 « Non mi arrogo dirigervi e costituirmi interprete vostro ; troppi uomini parlano oggi in vostro nome e ripetono la frase imperiosa

Que vous en semble ? Peut-on être plus jésuite, plus fourbe ? Mazzini ne veut pas diriger les ouvriers ; mais en même temps il leur déclare ce que les Italiens bons et sincères attendent d'eux.

N'est-ce pas là déclarer d'avance que, si les résolutions du Congrès sont contraires à ce que s'en promettent ces « bons », ou en sont seulement différentes, elles seront mauvaises et anti-italiennes ? Mais qu'entend-il donc par « diriger » ?

Et quelle est donc cette partie « bonne et sincèrement italienne » au nom de laquelle il se sent en droit de parler ?

Ce ne peut être certainement le prolétariat italien, attendu que les ouvriers délégués au Congrès doivent en connaître les aspirations et les désirs beaucoup mieux que Mazzini. Donc ce doit être la bourgeoisie italienne, à moins que ce ne soit le parti exclusivement mazzinien, c'est-à-dire Mazzini lui-même. Écoutons donc les conseils de Mazzini :

Il s'agit pour vous — dit-il — *de ratifier de nouveau votre pacte, et de constituer, pour le représenter, une autorité qui ait la condition d'une vie vraie, forte et durable. Et c'est la chose la plus importante que vous puissiez faire*. (Je le crois bien. Une autorité destructrice de toute liberté ! voilà au moins du mazzinianisme pur !) *Du jour où vous l'aurez fait, commencera la vie collective des ouvriers italiens* [158].

Donc la vie collective n'est pas dans la multitude populaire ; cette multitude, selon Mazzini, n'étant qu'un agrégat tout à fait mécanique d'individus, la collectivité n'existe que dans l'autorité, et ne peut être représentée que par elle. Nous en sommes toujours à cette maudite fonction de l'État, qui absorbe et concentre, en la détruisant, la collectivité naturelle du peuple,

---

russa : *bisogna insegnare all' operaio ciò che DEVE volere*. Ma mi pare di potervi dire ciò che la parte buona e sinceramente italiana aspetta da voi. »

158 « Si tratta per voi di ratificare nuovamente il vostro patto, e di costituire a rappresentarlo un' Autorità, che abbia condizione di vera, forte e perenne vita. Ed è la cosa più importante che possiate fare. Dal giorno in cui l'avrete fatto comincierà la vita collettiva degli opérai italiani. »

et qui probablement à cause de cela même est réputé la représenter, comme Saturne représentait ses fils à mesure qu'il les dévorait.

Vous aurez ainsi — continue Mazzini — *constitué l'instrument pour marcher d'accord*. (C'est-à-dire que vous vous serez donné un maître auquel appartiendra exclusivement toute initiative, et sans la permission duquel vous ne vous permettrez désormais aucun mouvement. Vous aurez transformé la totalité des ouvriers italiens en un instrument passif et aveugle aux mains du Prophète.) *Et finalement vous pourrez alors* (mais seulement alors, et pour cause) *former avec vos frères des autres nations des liens d'alliance, que tous nous désirons et voulons* (qui tous ? les mazziniens, selon le système ridicule, parce qu'impuissant, établi par l'*Alleanza Repubblicana* de Mazzini), *mais du haut du concept national reconnu* (c'est-à-dire conclu et accepté exclusivement par l'autorité centrale contre toute la masse ouvrière), *et non en vous submergeant, individus, ou petits noyaux, dans de vastes sociétés étrangères mal organisées* (c'est l'Internationale qui est visée), *qui commencent à vous parler de liberté pour conclure inévitablement à l'anarchie et au despotisme d'un centre et de la ville dans laquelle ce centre est placé* [159]. (L'*anarchie*, c'est nous, les partisans de l'abolition de l'État dans l'Internationale ; le despotisme, ce sont les internationaux allemands et le Conseil général de Londres, partisans de la centralisation, de l'État populaire.)

Mazzini aime le despotisme, il est trop prophète, trop prêtre, pour ne pas l'adorer ; seulement, par une concession à l'esprit moderne, il l'appelle « liberté ». Mazzini veut le despotisme de Rome, mais non celui de Londres ; mais nous,

159 « Avrete cosi costituito lo strumento per progredire concordi. E finalmente potrete allora stringere coi vostri fratelli delle altre nazioni vincoli d'alleanza, che tutti intendiamo e vogliamo, ma dall'alto del concetto Nazionale riconosciuto, non sommergendovi, individui, o piccoli nuclei, in vaste male ordinale società straniere, che cominciano a parlarvi di libertà per conchiudere inevitabilmente nell'anarchia e nel dispotismo d'un centro e della città, nella quale quel centro è posto. »

qui ne sommes ni prêtres, ni prophètes, nous repoussons également celui de Londres et celui de Rome.

Tout ce paragraphe vise évidemment à rendre impossible l'établissement de l'Internationale en Italie. Il interdit positivement, tant aux individus qu'aux associations ouvrières locales, de s'affilier à l'Internationale et de fraterniser directement avec elle : il n'accorde ce droit qu'à l'autorité directrice et centrale — que le bon Dieu la bénisse et que le diable l'emporte ! — qui sera instituée à Rome ; ce qui réduit nécessairement à rien l'autonomie, l'initiative, la vie spontanée, la pensée et l'action, en un mot la liberté, de toutes les associations locales et de tous les ouvriers italiens pris individuellement.

Quant à l'alliance avec l'Internationale, il n'y a pas de danger qu'une « Commission Centrale », inspirée et dirigée par Mazzini, fraternise avec cette association étrangère, qui professe des principes diamétralement opposés à ceux du Prophète italien. Il en résultera nécessairement l'isolement absolu du prolétariat italien, tenu en dehors de l'immense mouvement solidaire du prolétariat de l'Europe et de l'Amérique.

Et c'est précisément là ce que veut Mazzini. Ce sera la mort de l'Italie, mais en même temps ce sera le triomphe du Dieu mazzinien.

Craignant évidemment que quelque élément anti-mazzinien, que quelque pensée socialiste ou athée, ne pénètre dans le Congrès, Mazzini prend ses précautions. Il conseille de rédiger un ordre du jour progressiste, — ce mot « progressiste », à cette place, est véritablement ridicule, et il n'est évidemment employé que pour jeter de la poudre aux yeux des ouvriers, et pour répéter une fois de plus une des expressions favorites de la sacro-sainte théologie mazzinienne, — donc, un ordre du jour progressiste, qui aura pour objet d'exclure des discussions du Congrès toutes les questions religieuses, politiques et sociales : attendu que Mazzini croit n'avoir pas encore magnétisé suffisamment les ouvriers italiens et, par conséquent, craint de

les voir n'obéir qu'à leurs instincts naturels et prendre parti pour la liberté contre le mensonge de la théologie mazzinienne.

Que quelques-uns d'entre vous — dit-il — *formulent un ordre du jour progressiste, qui exclura, jusqu'à ce que le but* (c'est-à-dire l'institution de la dictature mazzinienne) *ait été atteint, toute discussion relative à des doctrines religieuses, politiques et sociales, sur lesquelles un Congrès, aujourd'hui, ne peut décider que par des déclarations inconsidérées et ridicules par leur impuissance. Une fois le but atteint, une fois achevée l'organisation interne de votre classe* (la subordination absolue des ouvriers italiens à la dictature de Mazzini), *vous discuterez, si vous en avez le temps, ce que vous voudrez*.

Ce « si vous en avez le temps » est délicieux. Encore un tour de passe-passe vraiment stupéfiant ! Et toute la tactique de Mazzini n'est pas autre chose, comme je le démontrerai dans la série d'écrits que j'ai entreprise contre lui, qu'un jeu continuel d'escamotage, tendant à faire triompher, grâce au suffrage universel et à la puissance du bras populaire, un système théocratique autoritaire, absolument opposé aux instincts, aux besoins, à toutes les aspirations du peuple, et à créer, au nom du peuple et à ses dépens, un instrument d'oppression contre lui-même.

Si vous n'en avez pas le temps, vous laisserez à l'Autorité centrale le soin d'étudier les questions qui vous paraîtront importantes [160].

Est-ce assez clair ? Toutes les questions de principe seront résolues par la Commission Centrale, premier essai de l'État-Église mazzinien. La masse populaire, c'est-à-dire les

160 « Alcuni fra voi formolino un ordine del giorno progressivo, che escluda, finchè il fine non sia raggiunto, ogni discussione intorno a dottrine religiose, politiche e sociali, che un Congresso oggi non può decidere se non con dichiarazioni avventate e ridicole per impotenza. Raggiunto il fine, compito l'ordinamento interno della vostra classe, discuterete, se avrete tempo, ciò che vorrete. Dove no, commetterete allo studio dell'Autorità centrale le questioni che vi parranno importanti. »

associations locales, ne doit ni raisonner ni discuter : elle doit obéir et croire. C'est la vie de tous absorbée et faussée au centre, paralysée et morte sur toute la périphérie ; ainsi le veut le Dieu de Mazzini, qui éteint et dévore l'Italie.

Le pays (lisez : la bourgeoisie) *vous regarde*, — continue Mazzini, — *inquiet, attentif, sévère* (je le crois bien, que cette bourgeoisie a l'air sévère, puisqu'elle a pour représentants et anges gardiens les gendarmes) ; *s'il trouve dans votre Congrès, comme dans les autres Congrès tenus hors de l'Italie, une tempête d'opinions divergentes* (c'est-à-dire la vie, l'énergie, la passion de la pensée et de la volonté vivantes, ce que l'Italie avait à un si haut degré à l'époque de sa plus grande prospérité, au moyen âge, quand elle était vivante), *la témérité effrénée des longs discours* (mensonge ! dans les Congrès de l'Internationale, personne n'a le droit de parler plus d'un quart d'heure et plus de deux fois sur le même sujet) *inutiles et sur des questions superficiellement traitées* (autre mensonge ! Toutes les questions qui se traitent dans nos Congrès sont annoncées toujours trois mois avant le Congrès par le Conseil général, après que celui-ci a pris l'avis de toutes les nations ; puis les associations locales de tous les pays étudient et discutent ces questions pendant trois mois de suite, de façon que leurs délégués viennent presque toujours au Congrès avec des mandats impératifs. Défendre aux associations locales et aux Congrès populaires de discuter les questions les plus importantes et les plus vitales, c'est déclarer — chose d'ailleurs conforme au programme de Mazzini — que le peuple est incapable de les comprendre, et qu'il doit s'en remettre avec une foi aveugle aux décisions de la sacro-sainte autorité), *le pays* (c'est-à-dire la bourgeoisie, la tourbe des lâches privilégiés qui dépouillent et oppriment le peuple), *vous tenant pour tout à fait inexpérimentés et malavisés, jugera prématurée* (c'est-à-dire très dangereuse pour ses privilèges) *l'entrée en ligne de votre élément* [161].

161 « Il paese guarda a voi trepido, attento, severo ; se troverà nel vostro, come in altri congressi tenuti fuori d'italia, tempesta di pareri diversi,

Mais ce qui suit est vraiment magnifique et nous donne la mesure du jésuitisme de Mazzini. Après avoir interdit au Congrès de discuter les questions religieuses, politiques et sociales, et tout cela dans le dessein évident d'empêcher les anti-mazziniens d'exposer leurs idées, voilà qu'il recommande aux délégués du Congrès de faire deux « petites déclarations », qui doivent d'un seul coup résoudre ces questions dans un sens exclusivement mazzinien. C'est là un vrai tour de force d'habileté politique et théologique ! Écoutez :

Deux seules déclarations me semblent, comme préambule d'ordre et instruction générale donnée à l'autorité que vous devez élire (et qui est choisie depuis beau temps déjà dans la pensée du Comité secret mazzinien. Quel jésuitisme ! Une instruction générale que l'autorité mazzinienne a faite elle-même par le moyen d'un Congrès mazzinien ! Peut-on se moquer avec plus de fourberie et d'impudence de la bonne foi populaire ? Despotisme politique doublé d'hypocrisie religieuse — une vraie tactique de Tartufe !), *exigées par les circonstances insolites dans lesquelles se trouve une grande partie de l'Europe*. (Il s'agit donc d'opposer l'Italie comme digue réactionnaire au mouvement révolutionnaire de l'Europe. Mais alors tous les souverains d'Europe s'empresseront de commander le portrait de Mazzini, et après sa mort la sainte Église catholique l'adorera comme un saint.)

Il ne faut pas se faire d'illusions : le pays (la bourgeoisie, la Consorteria), *qui commençait à regarder avec faveur vos progrès* (où et quand la bourgeoisie a-t-elle jamais montré cette faveur ? Peut-être quand la Consorteria et le gouvernement ont introduit leurs affidés, ou leurs créatures, — préfets, policiers, canaille titrée officielle ou officieuse, — comme membres honoraires, dans toutes les associations ouvrières d'Italie ? En dehors de cette corruption systématique des associations ouvrières, quelle autre faveur leur a-t-on jamais témoignée ?

---

avventatezza sfrenata di lunghe parole inutili e su questioni superficialmente trattate, giudicherà il paese, per voi tutti inesperti e malavveduti, è prematuro il sorgere del vostro elemento. »

Aucune, et Mazzini ne le sait que trop. Pourquoi donc ment-il ?), *et à soumettre à un examen attentif ce qui s'écrivait, par nous et par d'autres, en faveur de votre juste et inévitable élévation* (voilà encore un mensonge impudent, une odieuse effronterie. Tout le monde en Italie ne sait-il pas que les personnages officiels, et la bourgeoisie italienne, et Mazzini lui-même avec eux, n'ont commencé à se préoccuper de la question sociale que depuis l'insurrection de la Commune de Paris, et seulement grâce à la terreur salutaire que l'expansion toujours croissante de l'Internationale inspire à tous les privilégiés ? S'il n'y avait pas eu d'autres manifestations socialistes que les pauvres écrits de Mazzini, anti-socialistes au suprême degré, remplis d'illusoires promesses et de tromperies pour le peuple et de réelles consolations pour les riches bourgeois, personne ne se soucierait du mouvement du prolétariat, comme personne ne s'en était soucié auparavant. Et Mazzini ose réclamer pour lui et pour les siens l'honneur d'un fait qui est dû uniquement à l'action de cette Commune et de cette Internationale qu'il combat ! Quelle nature de théologien !), *depuis les derniers événements de France* (les seuls qui aient éveillé non l'intérêt moral, mais l'attention terrifiée du « pays » sur la question prolétaire), *est en voie de reculer effrayé et disposé à appuyer la sotte et immorale théorie de la résistance, plus ou moins adoptée, à votre dommage, par tous les gouvernements* [162].

On voit maintenant clairement que c'est la classe privilégiée que Mazzini appelle le « pays », puisqu'il confesse que ce « pays » commence lâchement à se mettre du côté de la réaction gouvernementale. Et c'est donc de ce « pays » officiel

---

162 « Due sole dichiarazioni mi sembrano, quasi preambolo d'ordinamento e istruzione générale data all' autorità che dovete eleggere, volute dalle insolite circostanze nelle quali versa gran parte di Europa. Non giova illudersi, il Paese, che cominciava a guardare con favore ai vostri progressi e sottoporre ad attente esame ciò che da noi e da altri si scrive per voi a pro del vostro giusto ed inevitabile sorgere, è dagli ultimi eventi di Francia in poi, sulla via di retrocedere impaurito e tendente ad appoggiare la stolta immorale teoria di resistenza, più o meno adottata a danno vostro da tutti i governi. »

que Mazzini ose dire : « Le pays vous regarde inquiet, attentif » ? et c'est pour conjurer la terrible sévérité gendarmesque de cette vile canaille qui pour Mazzini constitue le « pays », et de laquelle il se constitue aujourd'hui lui-même le représentant, que le prolétariat d'Italie devra renier ses frères de la Commune de Paris et de l'Internationale, dont l'héroïsme et la puissance ont enfin réussi à secouer l'indifférence méprisante des bourgeois ? Et pour faire quoi ? Pour rendre aux bourgeois, par l'adoption du socialisme mazzinien, toute la sécurité qu'ils ont perdue, et qui leur est nécessaire pour jouir en paix de leurs privilèges. Mais véritablement l'odieux le dispute au ridicule dans ces paroles de Mazzini !

Une sauvage irruption je ne dirai pas de doctrines, mais d'arbitraires et irrationnelles négations de démagogues russes, allemands, français, est venue annoncer que pour être heureuse l'Humanité doit vivre sans Dieu, sans Patrie, sans propriété individuelle, et, pour les plus logiques et les plus hardis, sans la sainteté collective de la famille à l'ombre de la maison municipale de chaque commune ; et ces négations ont trouvé, soit par un désir insensé de nouveauté, soit par la fascination qu'a exercée la force déployée par les sectaires de Paris, un écho dans une minorité de notre jeunesse [163].

Voilà une dénonciation formelle, devant le prolétariat, contre l'élite de la jeunesse italienne. L'intention en est évidente. Du moment que cette jeunesse ne veut plus servir d'organe à la propagande des idées mazziniennes, Mazzini s'ingénie à la discréditer en la dépeignant comme athée, anti-patriote, ennemie de la propriété individuelle, de la famille, etc., sans s'apercevoir, sans même soupçonner, que ces idées

163 « Una selvaggia irruzione non dirô di dottrine, ma d'arbitrarie irrazionali negazioni di demagoghi russi, tedeschi, francesi, è venuta per annunziare che per essere felice l'Umanità deve vivere senza Dio, senza Patria, senza proprietà individuale, e pei piu logici e arditi senza santità collettiva di famiglia all' ombra della Casa Municipale di ogni Comune ; e quelle negazioni hanno trovato, tra per insana vaghezza di novità, tra pel fascino esercitato dalla forza spiegata da quei settari di Parigi, un eco in una minoranza dei nostri giovani. »

couvent déjà depuis un certain temps dans les masses prolétaires, et qu'elles ne manqueront pas de s'y développer toujours plus. Et tout cela pour empêcher l'unique chose qui pourra sauver l'Italie, l'union de cette jeunesse avec le peuple.

L'Humanité regarde et passe (quelle belle phrase ! Qui est donc cette Humanité, s'il vous plaît ? Mazzini, Petroni, Saffi, Brusco, etc. ; seulement ils ne « passent » pas, mais s'arrêtent pour nous injurier et nous calomnier), *mais la tiède, hésitante, tremblante, crédule génération bourgeoise de nos jours* (le « Pays » !) *s'effraie du moindre fantôme. La portion possédante* (ah ! ah !) *du Pays, depuis le grand propriétaire jusqu'au propriétaire d'une boutique, commence à suspecter dans tout mouvement ouvrier une menace aux capitaux* (et elle a raison de le suspecter, parce qu'il n'y a pas d'émancipation possible du prolétariat sans un changement radical dans les rapports du capital et du travail), *provenant parfois de l'héritage, plus souvent du travail* (mensonge ! à moins que ce travail n'ait consisté à exploiter le travail du prolétariat ; mais dans ce cas les banquiers, les voleurs et les brigands travaillent eux aussi, et travaillent assidûment, et les députés au parlement sont aussi de zélés travailleurs), *et elle a droit à être rassurée* [164].

Mazzini s'est évidemment chargé de cette tâche, et il l'accomplit très bien ; si bien que, tant que les masses se laisseront diriger par lui, la bourgeoisie pourra dormir tranquillement sur les deux oreilles. Mais par contre, et en raison de cela même, le prolétaire restera un misérable esclave, sans autre soulagement que les lettres de change sur le ciel que lui donnera Mazzini.

Mais je sais — continue-t-il — *que ces théories insensées ne sont pas les vôtres* (il sait tout, ce bon saint !), *et c'est*

164 « L'Umanità guarda e passa ; ma la tiepida, tentennante, tremante, credula generazione borghese dei nostri giorni impaurisce d'ogni fantasma. La parte abbiente del Paese, dal gran proprietario al proprietario d'una bottega, comincia a sospettare che in ogni moto operaio havvi una minaccia ai capitali raccolti talora per crédita, più s'esso dal lavoro, e ha diritto di essere rassicurata. »

pourquoi je vous dis : Il importe au progrès de votre mouvement ascendant (vers l'absurdité mazzinienne) *et au Pays* (la tiède, hésitante et tremblante bourgeoisie !) *que vous le déclariez, il importe que tous sachent que vous vous séparez des hommes qui les prêchent* (c'est-à-dire de la Commune de Paris, de l'Internationale, et de cette partie intelligente et généreuse de la jeunesse italienne qui seule, sans arrière-pensée, s'est vouée à la cause du peuple ; et que le peuple se jette aveuglément, stupidement, réactionnairement, par un espèce de suicide monstrueux, en se condamnant lui-même, et ses fils avec lui, à une misère et à un esclavage perpétuels, dans les bras saintement réactionnaires de Mazzini), *qu'au sommet de votre foi se lit le mot sacré de « Devoir »* (c'est-à-dire toute la théologie mazzinienne avec son socialisme mensonger), *que vous visez à préparer l'avenir, et non à bouleverser le présent par la violence* (la violence n'est permise que pour renverser le gouvernement actuel afin de le remplacer par un gouvernement mazzinien).

Et une seconde déclaration, impliquée déjà dans votre pacte de fraternité, devrait, me semble-t-il, réaffirmer que vous ne séparez pas le problème économique du problème moral (l'Internationale sépare si peu ces deux problèmes, qu'elle proclame le second une conséquence inséparable et immédiate du premier), *que vous vous sentez avant tout des hommes italiens* (il aurait fallu dire qu'étant des Italiens, ce que personne ne pourrait nier, vous vous sentez et vous voulez être avant tout des hommes) ; *que, bien qu'appelés par vos circonstances à vous occuper plus spécialement d'une amélioration de conditions pour votre classe* (voilà tout le socialisme de Mazzini !), *vous ne pouvez ni ne voulez rester étrangers et indifférents à toutes les grandes questions qui embrassent l'universalité de vos frères (bourgeois) et le progrès collectif de l'Italie* [165].

165 « Ma so che quelle insensate teorie non sono vostre, e però vi dico : Importa al progresse del vostro moto ascendente ed al Paese che lo dichiarate, importa che sappiano tutti che voi vi separate dagli uomini

C'est pour cela, probablement, que Mazzini interdit au Congrès ouvrier de discuter les grandes questions religieuses et politiques. Au premier aspect, cette seconde déclaration proposée par Mazzini ne semble rien présenter de déraisonnable ; mais en y regardant de plus près, on y découvre un nouveau piège. Quelles sont les grandes questions qu'il place en dehors de la question économique, comme si elles lui étaient parfaitement étrangères, et comme si elles devaient intéresser les autres classes plus que les masses ouvrières ?

Ce sont la question religieuse et la question politique ; mais, résolues en dehors de la question économique, ces deux questions ne peuvent être résolues que contre le prolétariat, comme cela est toujours arrivé en réalité jusqu'à présent.

L'Internationale, elle, traite ces questions, et Mazzini ne peut lui pardonner tant d'audace ; mais elle les traite comme des questions inséparables de la question économique, et il en résulte qu'elle les résout en faveur du prolétariat.

L'Internationale ne repousse pas la politique d'une façon générale ; elle sera bien forcée de s'en mêler tant qu'elle sera contrainte de lutter contre la classe bourgeoise. Elle repousse seulement la politique bourgeoise et la religion bourgeoise, parce que l'une établit la domination spoliatrice de la bourgeoisie et que l'autre la sanctifie et la consacre. La bourgeoisie est sacrée. Ce que veut Mazzini, c'est atteler le prolétariat au char de la politique bourgeoise, et c'est ce que nous ne voulons pas du tout.

Mais, — continue Mazzini, — *une fois confirmé de nouveau le pacte de fraternité, et faites ces deux déclarations, dont l'une vous sépare du mal* (de la Commune, de

---

che le predicono, che in cima alla vostra fede sta la sacrosanta parola « Dovere », che voi mirate a iniziare l'avvenire, non a sconvolgere con violenza il présente.

« E una seconda dichiarazione, implicita gia nel vostro patto di fratellanza, dovrebbe, parmi, riaffermare che voi non separate il problema economico dal problema morale ; che vi sentite anzitutto uomini italiani ;comunque chiamali dalle vostre circostanze a occuparvi più specialmente di un miglioramento di condizione per la classe vostra, non potete nè volete rimarre estranei e indifferenti a tutte le grandi questioni che abbracciano l'universalità dei vostri fratelli e il progresse collettivo di Italia. »

l'Internationale, de la révolution mondiale), *et l'autre rattache vos destinées à celles de l'Italie* (à la politique autoritaire, théologique et bourgeoise), *l'organisation intérieure, je l'espère, aura toute votre sollicitude*.

Constituez à Rome une Commission Directrice Centrale (le gouvernement, l'État-Église du prolétariat) *de cinq ouvriers pris parmi les meilleurs d'entre vous*.

Élisez un Conseil composé de trente membres ou plus, choisis parmi les délégués des diverses localités représentées au Congrès et adhérentes au pacte, et auxquels sera confié le soin de veiller, chacun de la ville où il habite, sur les actes de la Commission Directrice [166].

Voilà une très sérieuse vigilance, ne trouvez-vous pas ? Une Commission Centrale munie de pleins pouvoirs pour résoudre toutes les questions, même celles de principe, une quasi-dictature, résidant à Rome ; et pour la surveiller, un Conseil composé de quelques dizaines d'ouvriers dispersés dans toutes les villes d'Italie, et privés par conséquent de tout moyen de s'entendre. Il est vrai que pour les questions les plus importantes la Commission Centrale a le devoir de les convoquer ; mais comme les convocations coûteront cher, et que les ouvriers en général et les ouvriers italiens en particulier ne sont point riches, il est certain que le Conseil ne sera jamais convoqué. Mazzini abandonne, pour les affaires courantes, au Conseil le droit de faire des propositions, pourvu toutefois que l'initiative en soit prise par un nombre déterminé de conseillers : ce qui suppose entre eux une correspondance continuelle et impossible pour des ouvriers. Évidemment tout ce que Mazzini propose pour limiter et surveiller le pouvoir

166 « Ma riconfermato il patto di fratellanza, compite queste due dichiarazioni, l'una delle quali vi separa dal male, l'altra inanella i vostri ai fati d'Italia, l'ordinamento interne, spero, avrà tutte le vostre cure.

« Costituite a Roma una Commissione Direttiva Centrale di cinque opérai fra i migliori di voi.

« Eleggete un Consiglio composto di trenta o più individui scelti fra i delegati delle diverse località rappresentate nel Congresso e aderenti al patto, ai quali sia commesso l'ufficio d'invigilare, ciascuno dalla città in cui vive, sugli atti della Commissione Direttiva. »

dictatorial de la Commission Centrale est dérisoire, et la dictature subsiste dans son intégrité.

Mazzini propose, en outre, *la création d'une publication hebdomadaire dirigée par la Commission, et organe officiel des travaux et des vœux de la classe ouvrière* (c'est-à-dire la fondation d'un journal au moyen duquel, au nom des ouvriers d'Italie, Mazzini imposera dorénavant à toute la démocratie italienne sa politique théologique comme la pensée nationale).

Telle me paraît, pour aujourd'hui, — conclut Mazzini, — *devoir être votre tâche. La mienne, si vous élisez la Commission, sera de déposer entre ses mains* (et pourquoi pas entre celles du Congrès ?) *le compte-rendu de la souscription ouverte par moi pour vous, et de lui présenter les suggestions que le cœur et l'esprit m'inspireront* [167].

Voilà le dernier mot : Mazzini dictateur, et dans ses mains toute la classe ouvrière de l'Italie duement emmaillottée, paralysée, annihilée au profit de la Commission Directrice, dirigée elle-même par Mazzini et devenue un instrument de réaction théocratique républicaine.

Viennent enfin les phrases consacrées sur le substantif *Amour* et le verbe *Aimer*, déclinés et conjugués de toutes les manières, et le tour de passe-passe est accompli.

Mais entendons-nous bien, chers amis. J'ai accusé et j'accuse encore Mazzini de fourberie ; mais ce n'est pas en tant qu'individu, c'est en tant que politique et théologien. Comme individu, Mazzini reste toujours l'homme le plus pur, l'homme sans tache, incapable de faire la plus petite chose, non seulement injuste et vile, mais même généralement permise pour la satisfaction soit de ses intérêts propres, soit de sa vanité, soit de son ambition personnelle. Mais comme homme politique et comme théologien, c'est un fourbe au degré superlatif, peut-être parce que la politique et la théologie ne

167 « Questo parmi in oggi il còmpito vostro. Il mio, se eleggete la Commissione, sarà quello di deporre nelle sue mani il rendiconto délia sottoscrizione da me iniziata per voi, e di porgere ad essa via via i suggerimenti che il cuore e l'intelletto m'ispireranno ».

peuvent pas exister sans fourberie. Il croit donc devoir faire ce sacrifice pour le triomphe de son Dieu.

Résumons en quelques mots les propositions qu'il fait aux ouvriers de l'Italie :

1° Il leur propose de se déshonorer et de s'isoler du monde entier, de se séparer de la révolution, en prononçant solennellement l'anathème contre la Commune de Paris et contre l'Internationale. En compensation, remarquez-le, il ne leur permet même pas de se prononcer pour la République, et leur impose cette phrase ambiguë : « qu'ils ne prennent pas parti dans toutes les grandes questions politiques et morales qui agitent le pays » ;

2° Il propose aux ouvriers de l'Italie de s'anéantir eux-mêmes en renonçant à leurs pensées, à leur vie, au profit d'une Commission Centrale qui sera dirigée exclusivement par Mazzini.

Conséquences :

a) Le Congrès de Rome déshonorera l'Italie et la jettera dans le parti de la réaction contre la révolution ;

b) Il creusera un abîme entre la jeunesse avancée et révolutionnaire et le prolétariat de l'Italie, au grand détriment de l'un et de l'autre ;

c) Il paralysera tout mouvement de pensée et d'action, toute manifestation de vie spontanée au sein des masses ouvrières, attendu que le mouvement et la vie ne sont possibles que là où existe la pleine autonomie des associations locales ; et l'organisation intérieure proposée par Mazzini n'a évidemment pas d'autre but que de détruire cette autonomie, et de créer un monstrueux pouvoir dictatorial concentré à Rome entre ses mains. Une association locale ne pourra donc, dorénavant, ni entreprendre, ni discuter, ni vouloir, ni penser, sans la permission de cette néfaste autorité centrale. Elle n'aura pas même le droit de faire une proposition au centre, puisque ce droit appartient exclusivement aux trente membres du Conseil de vigilance. Elle aura encore bien moins le droit, je ne dis pas de se mettre en relation immédiate et directe avec des

associations ouvrières d'autres pays, mais même de leur exprimer sa sympathie, attendu que ce droit n'appartient qu'à la Commission exécutive, et que l'Internationale aura été frappée d'anathème par le Congrès de Rome. Que restera-t-il donc aux associations locales ? L'insignifiance, la nullité, la corruption, la mort. Elles pourront bien, comme par le passé, se divertir par la pratique d'un peu de secours mutuels, et de tentatives de coopération de production et de consommation qui finiront par les dégoûter de toute association ;

d) Mais en compensation il donnera une grande puissance, au moins momentanée, à Mazzini, puisque le Congrès a pour but principal de transformer toute la masse ouvrière de l'Italie en un instrument passif et aveugle entre les mains du parti mazzinien pour chasser de la jeunesse italienne la libre-pensée et l'action révolutionnaire. C'est le dernier mot de ce Congrès.

Et maintenant je me demande : La jeunesse italienne laissera-t-elle faire ?

Non ; elle ne pourrait pas laisser faire sans être traîtresse, stupide, lâche ; sans se condamner elle-même à la plus honteuse et ridicule impuissance, sans se rendre complice, à tout le moins, d'un délit de lèse-patrie et de lèse-humanité.

Jusqu'à présent la jeunesse italienne s'est laissé paralyser par le respect, certainement légitime, que lui inspire la grande personnalité de Mazzini. Depuis longtemps déjà elle a repoussé les théories religieuses du Prophète ; mais elle a cru pouvoir séparer la religion de Mazzini de sa politique. Elle s'était dit : « Je repousserai ses fantasmagories mystiques ; mais je n'en obéirai pas moins à sa direction politique », sans comprendre que toute la politique du Patriote n'a jamais été et ne sera jamais autre chose que la traduction de la pensée religieuse du Prophète sur le terrain des faits.

Dans le fond, il n'y a rien de commun entre le programme de la jeunesse et du prolétariat, et le programme mazzinien. Le premier cherche naturellement la liberté et le développement de la prospérité dans la fédération ; le second cherche la grandeur

et la puissance de l'État dans la centralisation ; le premier est socialiste, le second est théologien et bourgeois. Les buts étant si différents, comment les méthodes et les moyens d'action pourraient-ils jamais être identiques ?

Mazzini est avant tout l'homme de l'autorité.

Il veut, sans doute, que « les multitudes soient heureuses », et il exige de l'autorité qu'elle s'occupe sérieusement non seulement de leur éducation au point de vue de l'idéal éternel, mais encore, autant que possible, de leur prospérité matérielle ; mais il veut aussi que cette prospérité matérielle descende du haut en bas, de l'initiative de l'autorité sur les masses. Il n'accorde pas à celles-ci d'autre capacité, d'autre droit, que de choisir soit directement, soit indirectement, l'autorité qui doit les gouverner, le droit de se donner un maître, parce qu'il ne comprend pas et ne comprendra jamais que les masses puissent vivre sans maître.

Cela répugne à tous ses instincts religieux et politiques, qui sont bourgeois. Dans son système, je le sais bien, le maître ne sera pas individuel, mais collectif ; et les membres de cette collectivité gouvernante pourront être changés et remplacés par des membres nouveaux. Tout cela peut avoir un très grand intérêt pour les personnes et pour les classes qui pourront raisonnablement aspirer à être tôt ou tard appelées à faire partie du gouvernement ; mais pour le peuple, pour les masses populaires, ces changements n'auront jamais une importance réelle. On pourra bien changer les personnes qui constitueront ou représenteront l'autorité collective de la république ; mais l'autorité, le maître, resteront toujours. C'est lui, le maître, que le peuple déteste instinctivement, et qu'il a raison de détester : parce que qui dit « Maître » dit domination, et qui dit domination dit exploitation. La nature de l'homme est ainsi faite que si on lui donne la possibilité de faire le mal, c'est-à-dire d'alimenter sa vanité, son ambition, sa cupidité aux dépens d'autrui, il le fera. Nous sommes certainement des socialistes et des révolutionnaires sincères : eh bien, si on nous donnait le pouvoir et que nous le conservassions quelques mois

seulement, nous ne serions plus ce que nous sommes maintenant. Comme socialistes, nous sommes convaincus, vous et moi, que le milieu social, la position, les conditions d'existence sont plus puissants que l'intelligence et la volonté de l'individu le plus fort et le plus énergique, et c'est pour cette raison, précisément, que nous demandons l'égalité non naturelle, mais sociale, des individus, comme condition de la justice et comme base de la moralité ; et c'est pour cela encore que nous détestons le pouvoir, tout pouvoir, comme le peuple le déteste.

Mazzini adore le pouvoir, l'idée du pouvoir, parce qu'il est bourgeois et théologien. Comme théologien, il ne comprend pas d'ordre qui ne soit ordonné et établi d'en haut ; comme politique ou bourgeois, il n'admet pas que l'ordre puisse être maintenu dans la société sans l'intervention active, sans le gouvernement, d'une classe dominante, de la bourgeoisie. Il veut l'État ; donc il veut la bourgeoisie. Il doit la vouloir, et, si la bourgeoisie actuelle cessait d'exister, il devrait en créer une nouvelle. Son inconséquence consiste à vouloir maintenir la bourgeoisie, et à vouloir en même temps que cette bourgeoisie n'opprime et n'exploite pas le peuple ; et il s'obstine à ne pas comprendre que la bourgeoisie n'est la classe dominante et exclusivement intelligente que parce qu'elle exploite et affame le peuple ; et que du moment où le peuple serait riche et instruit comme elle, elle ne pourrait plus dominer, et il n'y aurait plus de possibilité de gouvernement politique, parce que ce gouvernement se transformerait alors en une simple administration des affaires communes.

Mazzini ne comprend rien de tout cela, parce qu'il est idéaliste, et l'idéalisme consiste justement à ne jamais comprendre la nature et les conditions réelles des classes, mais à les fausser toujours en y introduisant une idée favorite quelconque. L'idéalisme est le despote de la pensée, comme la politique est le despote de la volonté. Seuls le socialisme et la science positive savent respecter la nature et la liberté des hommes et des choses.

Mazzini est donc anti-révolutionnaire par toute sa nature et par toute la tendance de ses sentiments et de ses idées ; et il a bien raison de reprocher à la jeunesse de l'accuser injustement en prétendant qu'il a changé, qu'il se met aujourd'hui en contradiction avec ses doctrines révolutionnaires. Non, il n'a pas changé, car il n'a jamais été révolutionnaire. Tant pis pour la jeunesse, si, — perdue dans les minuties de la conspiration mazzinienne éternellement avortée, et se payant du mot « République », qui peut signifier aussi bien esclavage que liberté du peuple, et qui dans le système mazzinien est tout à fait le contraire de la liberté, — elle ne s'est jamais donné la peine jusqu'à présent d'étudier plus sérieusement les écrits de Mazzini. Si elle l'eût fait, elle se serait convaincue que dès le début de sa propagande, Mazzini a été un ardent théologien, c'est-à-dire un adversaire absolu de l'émancipation réelle des masses populaires, un anti-révolutionnaire absolu.

Pour cette raison, dans tous les mouvements qu'il a je ne dirai pas accomplis, — parce qu'il n'en a véritablement accompli aucun, et pour cause, — mais seulement entrepris, Mazzini a toujours soigneusement évité de faire directement appel aux masses populaires. Il aurait consenti à subir le joug des Autrichiens et des Bourbons, et même du pape, plutôt que de faire appel contre eux aux passions du prolétariat. Et c'est là, selon ma ferme conviction, la cause principale de toutes ses douloureuses défaites. Il est grandement temps de le constater : à l'exception du magnifique soulèvement de l'Italie en 1848, dont le commencement si glorieux et la fin si déplorable furent dus bien plus au sentiment national, d'abord, et ensuite à la défaite de la révolution en France, qu'à la conspiration mazzinienne, et à l'exception encore de la guerre victorieuse de Garibaldi en Sicile et à Naples en 1860, guerre au succès de laquelle Cavour, comme vous le savez, ne fut pas étranger, aucun des soulèvements, aucune des expéditions et des prises d'armes dont l'initiative ait appartenu en propre à Mazzini n'a jamais réussi.

Son immense mérite est d'avoir maintenu vivant dans la

jeunesse italienne le feu sacré pendant quarante ans ; de l'avoir formée, non pour la révolution, mais pour la lutte héroïque, et toujours inégale, contre les oppresseurs politiques de l'Italie, indigènes et étrangers, — contre les ennemis de son unité encore plus que de sa liberté. Sous ce rapport, mes chers amis, vous êtes tous ses fils, ou plutôt ses petits-fils, puisque la génération de ses fils est presque disparue, — les uns étant morts, les autres vivants mais corrompus, et très peu étant restés intacts, — et personne mieux que moi ne comprend le sentiment profond de reconnaissance et de piété que vous éprouvez tous pour Mazzini.

Seulement je vous prie de remarquer qu'il vous a élevés et formés à sa propre image : c'est déjà beaucoup, en effet, que vous commenciez aujourd'hui, non sans peine, à devenir révolutionnaires contre lui, et la majeure partie d'entre vous hésite encore. Il vous a élevés à combattre pour l'Italie, et à mépriser le peuple d'Italie ; non pas le peuple théologique et fictif, dont il parle toujours, mais les multitudes vivantes et réelles, si misérables et si ignorantes, et « pourtant si intelligentes dans leur misère et leur ignorance ».

Vous avez beau être jeunes et ardents, le système politique et soi-disant révolutionnaire qu'il vous a inoculé demeure encore comme un mal héréditaire dans la moelle de vos os, et pour l'en expulser il vous faudra beaucoup de bains dans la vie populaire. Ce système se résume en deux mots : « Tout pour le peuple ; rien par le peuple ». Dans ce système, la révolte contre l'ordre de choses établi, et la conspiration pour organiser cette révolte, doivent être faites — et le sont réellement— par la jeunesse bourgeoise, avec la participation très faible de quelques centaines d'ouvriers des villes. La masse du prolétariat, et spécialement le peuple des campagnes, doit en être exclue, parce qu'elle apporterait dans ce système idéal la barbarie de ces passions rudes et réelles qui pourraient déconcerter les petites idées d'une jeunesse généreuse, mais bourgeoise de la tête aux pieds. Du moment qu'on projette une révolution anodine, ayant pour but bien déterminé de

substituer à l'autorité existante une nouvelle autorité, il est nécessaire de conserver à tout prix la passivité des masses, qui ne doivent pas perdre la précieuse habitude d'obéir, et la bonne humeur et la sécurité des bourgeois, qui ne doivent pas cesser de commander et de dominer. Par conséquent il faut éviter à tout prix la question économique et sociale.

Et en effet qu'avons-nous vu ? Les mouvements spontanés des multitudes populaires — et des mouvements très sérieux, comme ceux de Palerme en 1866, et celui encore plus formidable des paysans de beaucoup de provinces contre la loi inique du *macinato* [168] — n'ont trouvé aucune sympathie, ou bien peu, dans cette jeunesse révolutionnaire d'Italie. Si ce dernier mouvement eût été bien organisé et dirigé par des hommes intelligents, il aurait pu produire une formidable révolution. Faute d'organisation et de chefs, il n'a abouti à rien.

Mais un an plus tard, la jeunesse italienne, inspirée et dirigée par Mazzini, a pris sa revanche. Par le nombre des hommes engagés et par les sommes dépensées, ce fut peut-être une des plus formidables conspirations que Mazzini ait préparées. Eh bien, elle a misérablement échoué. Sur divers points du pays se sont levées des bandes de centaines de jeunes audacieux, et ces bandes se sont dissoutes non devant les troupes royales, mais devant l'indifférence profonde du peuple des campagnes et des villes. Cette issue fatale, mais naturelle, aurait dû ouvrir les yeux, non de Mazzini, qui ne les ouvrira jamais, mais de la jeunesse italienne qui, étant jeune, peut les ouvrir encore.

Ce n'est pas toutefois sur ce terrain de la pratique qu'elle a commencé à se séparer de Mazzini, mais sur celui de la théorie, grâce au développement de la libre-pensée. Je ne vous dirai pas ce que vous savez bien, à savoir comment sur tous les points de l'Italie se sont formés spontanément des groupes de libre-penseurs bourgeois. Mais, chose étrange en vérité, bien qu'ils se fussent émancipés intellectuellement du joug du Maître et du Prophète, la majeure partie d'entre eux continua et continue

168 L'impôt sur la mouture.

encore à subir le joug politique de Mazzini.

« Qu'il nous laisse notre libre-pensée, disent-ils encore aujourd'hui, et nous ne demandons pas mieux que de nous laisser diriger par son génie patriotique et révolutionnaire, par son expérience, dans la conspiration et dans les luttes pour la république. »

Et ils ne comprennent pas qu'il est impossible d'être réellement « libre-penseur » sans être en même temps largement socialiste ; qu'il est ridicule de parler de « libre-pensée » et de vouloir en même temps la république unitaire, autoritaire et bourgeoise de Mazzini.

Dans cette occasion aussi, Mazzini se montre logique, et beaucoup plus logique que la jeunesse qui s'appelle matérialiste et athée. Il a compris d'emblée que cette jeunesse-là ne pouvait pas et ne devait pas vouloir sa république à lui. Dans l'article « Tolérance et Indifférence », qu'il vient de publier dans le numéro 34 de *La Roma del Popolo*, il nous a dit clairement qu'il consentirait à passer la question sociale sous silence. Cela prouve qu'il a assez de perspicacité pour comprendre qu'on ne peut être matérialiste et athée sans être en même temps largement socialiste.

Ce n'est pas la logique de son propre développement qui a commencé à faire ouvrir les yeux à la jeunesse italienne : c'est l'insurrection et la révolution de la Commune de Paris d'abord, et ensuite la malédiction et la persécution unanime et furieuse de tous les gouvernements et de toutes les réactions de l'Europe, sans excepter Mazzini et le parti mazzinien, contre l'Internationale.

Sous ce rapport Mazzini nous a rendu un service immense. Il a démontré que du moment qu'elle s'était séparée de lui par la pensée, la jeunesse devait s'en séparer également dans l'action ; il l'a excommuniée, et il a eu mille fois raison. Il a été, cette fois, beaucoup plus franc et plus loyal envers elle qu'elle n'a osé, qu'elle n'ose encore l'être envers elle-même ; et il la provoque à se montrer sérieuse et virile.

Oui, cette jeunesse doit avoir aujourd'hui le courage de

reconnaître et de proclamer sa pleine et définitive séparation de la politique, de la conspiration et des entreprises républicaines de Mazzini, sous peine de se voir annihilée et de se condamner à l'inertie et aune honteuse impuissance. Elle doit inaugurer sa politique à elle !

Quelle peut être cette politique ? En dehors du système mazzinien, qui est celui de la République-État, il n'y en a qu'une seule, celle de la République-Commune, de la République-Fédération, de la République socialiste et franchement populaire, celle de l'ANARCHIE. C'est là la politique de la révolution sociale, qui veut l'abolition de I'État, et l'organisation économique et pleinement libre du peuple, organisation de bas en haut par la voie de la fédération.

Voilà son but, le seul possible pour elle, si elle en a, si elle veut en avoir un. Si elle n'en a pas, ni ne veut en avoir aucun, tant pis pour elle, parce qu'alors elle serait mille fois plus inconséquente que le parti mazzinien : alors elle ne serait qu'une espèce de protestation impuissante contre la déraison, sur le terrain même de la déraison et de l'impuissance. La déraison mazzinienne a au moins pour elle l'énergie de la fièvre et de la folie ; elle bat la campagne et profère ses absurdités avec cette puissance de conviction qui finit toujours par entraîner les faibles ; tandis que la protestation rationnelle de la jeunesse athée, trop intelligente pour croire aux absurdités, mais trop peu énergique, trop peu convaincue et passionnée pour avoir le courage de savoir s'en détacher, serait quelque chose d'absolument négatif, c'est-à-dire l'impuissance absolue. Mais y a-t-il quelque chose au monde de plus vil, de plus dégoûtant et de plus honteux qu'une jeunesse impuissante, une jeunesse qui n'ose pas oser, qui ne sait plus se rebiffer ?

Donc, pour son honneur, pour son propre salut et pour le salut du peuple italien qui a besoin de ses services, la jeunesse matérialiste et athée, mettant sa volonté et ses actes d'accord avec sa libre-pensée, « doit vouloir » et inaugurer aujourd'hui la politique de la Révolution sociale.

J'ai déjà dit ce que c'est que cette politique, considérée au

point de vue de la nouvelle organisation de la société après la victoire. Mais avant de créer, ou, pour mieux dire, avant d'aider le peuple à créer cette nouvelle organisation, il faut obtenir la victoire. Il faut renverser ce qui est, pour pouvoir établir ce qui doit être. Quoi qu'on en dise, le système actuellement dominant est fort, non par son idée et sa force morale intrinsèque, qui sont nulles, mais par toute l'organisation mécanique, bureaucratique, militaire et policière de l'État, par la science et la richesse des classes qui ont intérêt à le soutenir. Et l'une des perpétuelles illusions de Mazzini, et des plus ridicules, c'était justement celle d'imaginer qu'on pouvait abattre cette puissance avec quelques poignées de jeunes gens mal armés. Il conserve toutefois cette illusion, et doit la conserver, parce que, son système lui interdisant d'avoir recours à la révolution des masses, il ne lui reste comme moyen d'action que ces poignées de jeunes gens.

Maintenant, s'étant certainement aperçu que cette force est par trop insuffisante, il cherche à s'en créer une nouvelle dans les multitudes ouvrières. Il ose à la fin affronter la question sociale, et il espère pouvoir s'en servir, à son tour, comme moyen d'action. D'ailleurs il s'est décidé à faire ce pas, si périlleux pour lui, non de propos délibéré, mais parce qu'il y a été poussé par les événements. La révolution de la Commune de Paris n'a pas réveillé seulement la jeunesse, elle a réveillé aussi le prolétariat d'Italie. Ensuite est venue la propagande de l'Internationale : Mazzini s'est senti déconcerté, il a été affligé, et il a commencé alors ses attaques furieuses contre la Commune et contre l'Internationale.

C'est alors qu'il a conçu l'idée du Congrès de Rome, — dans lequel on doit prochainement traiter, ou plutôt « maltraiter » la question sociale, — et qu'il a adressé aux ouvriers italiens les paroles qui suivent [169] :

Vous, parce que vous l'avez mérité par le sacrifice (!), *parce que vous n'avez pas cherché à substituer votre classe aux autres, mais à vous élever avec tous* (c'est-à-dire d'arriver

169 G. Mazzini, *Agli opérai italiani* (*Unità Italiana* du 23 juillet 1871).

à la bourgeoisie), *parce que vous invoquez une condition économique différente, non par l'égoïsme des jouissances matérielles* (phrase répugnante et horriblement calomniatrice lancée contre nos pauvres martyrs de la Commune et de l'Internationale), *mais pour pouvoir vous améliorer moralement et intellectuellement* (la première chose que réclame l'Internationale est l'instruction intégrale égale pour tous ; la première chose à laquelle ait pensé la Commune de Paris, au milieu de la lutte terrible que vous savez, a été l'institution d'excellentes écoles primaires pour les garçons et les filles, mais rationnelles, dirigées humainement, et sans prêtres), *vous avez droit aujourd'hui à une Patrie de citoyens libres et égaux* (Mazzini parle ici comme on parle aux enfants : « Mes chers petits, puisque vous avez été bien sages, nous vos papas, nous les bourgeois, nous vous donnerons un bonbon » ; et il oublie de dire aux ouvriers italiens qu'en fait de bonbons, de confitures et de pralines, la bourgeoisie n'a jamais donné au peuple que du plomb et de la mitraille — et qu'ils n'auront jamais rien que ce qu'ils auront revendiqué comme un droit, et non reçu comme un cadeau), *dans laquelle vous aurez en commun avec tous vos frères* (les bourgeois) *l'Éducation*. (Mazzini ne dit pas l'*Instruction*, qu'il distingue bien de l'Éducation, — voir son livre *Doveri dell' Uomo*, — et dont il n'entend pas le moins du monde accorder au peuple la jouissance égale. Quant à cette éducation commune dont il parle tant, c'est là encore un mensonge. S'il entend par là l'enseignement officiel d'une morale commune, la chose se faisait depuis longtemps déjà dans l'Église catholique. Une éducation commune, non fictive, mais réelle, ne pourra exister que dans une société vraiment égalitaire. Mazzini ne pense certainement pas à détruire l'éducation dans la famille ; et, puisque l'éducation est donnée bien plus par la vie et par l'influence du milieu social, que par l'enseignement de tous les professeurs patentés du « devoir », du sacrifice, et de toutes les vertus, comment l'éducation pourra-t-elle jamais être commune dans une société où la situation sociale tant des individus que

des familles est si diverse et si inégale ?), *en commun le suffrage pour contribuer à l'avancement progressif du pays* (pour vous donner un maître), *en commun les armes pour en défendre la grandeur et l'honneur* (qui vous écrasent sous leur poids, et dont vous serez éternellement le piédestal muet ou passif, et qui, ajouterons-nous, fournissent un prétexte pour porter la guerre, l'extermination, la misère chez des peuples frères, et pour affermir le joug et la domination bourgeoise sur les multitudes), *exemptes de tout impôt direct ou indirect les choses nécessaires à la vie* (Mazzini, par cette promesse, — toujours répétée, et jamais tenue, par tous les compétiteurs qui se disputent le pouvoir, — veut s'assurer l'adhésion des ouvriers. Mais il promet plus qu'il ne pourrait donner s'il arrivait au pouvoir, car la grandeur et la puissance de l'État coûtent cher), *liberté du travail* (elle existe déjà, et tout le système bourgeois est fondé sur cette liberté), *et secours, si le travail fait défaut, ou si l'âge et les maladies empêchent de s'y livrer* (promesse également inexécutable dans le système économique actuel), *puis faveur* (ah ! nous y voilà : faveurs ! grâces ! — pitié ! miséricorde ! — accordées par la bourgeoisie, qui ne les accordera jamais parce qu'elle les accorderait contre elle-même) *et appui accordés, par le crédit, à vos tentatives pour substituer peu à peu* (avec le système mazzinien, comme je le prouverai dans mes écrits, dans mille ans pour le moins) *au système actuel du salariat le système de l'association volontaire fondée sur la réunion du travail et du capital dans les mêmes mains* [170].

170 « Voi, perché mertaste col sacrificio, perchè non cercaste di sostituire alle altre la vostra classe, ma d'innalzarsi con tutti ; perché invocate una diversa condizione economica, non per egoismo di godimenti materiali, ma per poter migliorarvi moralmente e intellettualmente, avete oggi il diritto ad una Patria di liberi e d'eguali, nella quale abbiate comune con tutti i vostri fratelli l'Educazione, comune il voto per contribuire all' avviamento progressivo del Paese, comuni l'armi per difenderne la grandezza e l'onore, esente da ogni tributo diretto o indiretto il necessario alla vita, libertà di lavoro, e aiuti, ove manchi, o dove lo vietino gli anni e le malattie, poi favore e agevolezza di credito nei

Il est clair que ce ne seront certainement pas les bourgeois qui accorderont aux ouvriers une semblable faveur, qui, si elle était concédée réellement, aboutirait à la ruine complète, à l'abolition de la classe bourgeoise, dont l'existence est fondée tout entière et exclusivement sur l'exploitation du travail du prolétariat au profit du capital concentré dans ses mains. Du moment où le crédit placerait largement le capital à la disposition de toutes les associations de production qui le demanderaient, les ouvriers n'auraient plus besoin d'aller féconder, en salariés exploités, le capital bourgeois ! Ce capital alors ne rapporterait plus ni bénéfices, ni intérêts. Les bourgeois les plus riches auraient bientôt fait de manger leurs fortunes, et ils descendraient très rapidement, et en moins de temps qu'on ne pense, au niveau du prolétariat.

N'est-il pas évident que la « classe possédante », la bourgeoisie, doit s'opposer de toutes ses forces à toute concession sérieuse de crédit aux associations de production formées par le prolétariat ? Qui donc leur accordera ce crédit ? L'État républicain de Mazzini ? Alors, de deux choses l'une : ou le crédit sera tellement dérisoire et mesquin, que, laissant subsister les choses comme elles sont, il ne servira qu'à tromper l'impatience des ouvriers, à les repaître d'illusions, jusqu'au moment où, las d'être trompés, ils se révolteront et, ou bien renverseront cet État, ou bien seront mis à la raison par la « mitraille patriotique » de la bourgeoisie mazzinienne ; ou, au contraire, ce crédit sera sérieux, capable réellement d'émanciper toute la masse ouvrière, et alors, menacée d'une ruine imminente, la bourgeoisie s'insurgera et renversera cet État sincèrement populaire de Mazzini, à moins qu'elle ne soit elle-même écrasée et détruite par lui.

Mais dans ce cas que resterait-il ? Il resterait l'État capitaliste et commanditaire de tout le travail national, c'est-à-dire précisément l'État communiste, centralisé, omnipotent,

---

vostri tentativi per sostituire a poco a poco al sistema attuale del salariato il sistema dell' associazione voluntaria fundata nell' unione del lavoro e del capitale nelle stesse mani. »

destructeur de toute liberté et de toute autonomie tant des individus que des communes, tel que le rêvent aujourd'hui les socialistes allemands de l'école de Marx, et que nous anarchistes combattons plus que ne le combat Mazzini, bien qu'à un tout autre point de vue.

Ne vous écartez pas de ce programme, — continue Mazzini, — *ne vous éloignez pas de ceux, parmi vos frères, qui vous reconnaîtront ces droits* (seulement ces droits-là ? c'est bien peu de chose, et tout se réduit à autant de mensonges. Mais qui sont donc ces « frères » si généreux ? En connaissez-vous beaucoup dans la classe bourgeoise ? Non. Il y a quelques dizaines de philanthropes inconséquents, ridicules et impuissants, rhéteurs sentimentaux des congrès bourgeois. Il y a la petite Église mazzinienne, qui, impuissante par elle-même, n'aura d'autre force que celle que consentira à lui donner l'aveuglement du prolétariat, ce qui veut dire que Mazzini supplie le prolétariat de s'anéantir, afin qu'il puisse, lui, au nom du prolétariat, consoler et rassurer les bourgeois), *et qui s'emploieront à aplanir* (avec la force de nous tous, dont ils se proposent de paralyser, de faire dévier et d'absorber la puissance) *les voies à des institutions qui puissent les reconnaître ou les protéger. Quiconque vous a appelés à autre chose ne veut pas votre bien... Et prenez-y garde, la question réduite aux termes de la force pure reste douteuse* [171]. »

Mais si la force ne fait pas obtenir justice au prolétariat, qui la lui fera obtenir ? Un miracle ? Nous ne croyons pas aux miracles, et celui qui en parle au prolétariat est un menteur, un empoisonneur. La propagande morale ? La conversion morale de la bourgeoisie sous l'influence de la parole de Mazzini ? Mais le seul fait d'en parler, de bercer le prolétariat d'une illusion ridicule, est de la part de Mazzini, qui doit bien connaître l'histoire, une mauvaise action. Y a-t-il jamais eu, à n'importe

171 « Non vi sviate da quel programma, non vi allontanate da quei tra i vostri fratelli che riconosceranno questi vostri diritti e si adopreranno a spianare le vie a istituzioni che possano riconoscerli o tutelarli. Chi vi chiamô ad altro non può giovarvi... E badate, la questione ridotta nei termini della pura forza pende dubbiosa. »

quelle époque, dans n'importe quel pays, un seul exemple d'une classe privilégiée et dominante qui ait fait des concessions librement, spontanément, et sans y être contrainte par la force ou par la peur ? La conscience de la justice de sa propre cause est sans doute nécessaire au prolétariat pour s'organiser en puissance capable de vaincre. Eh bien, cette conscience aujourd'hui ne lui manque pas ; et là où elle lui fait encore défaut, notre devoir est de la susciter dans son sein : cette justice est devenue incontestable aux yeux mêmes de nos adversaires. Mais la seule conscience de la justice ne suffit pas : il est nécessaire que le prolétariat y joigne l'organisation de sa force, puisque — n'en déplaise à Mazzini — le temps est passé où les murailles de Jéricho s'écroulaient au seul son de la trompette ; aujourd'hui, pour vaincre et repousser la force, il n'y a que la force. Mazzini d'ailleurs le sait très bien, puisque, quand il s'agit de substituer son État à l'État monarchique, lui-même fait appel à la force.

Voici ses propres paroles dans *Doveri dell' Uomo* : « Il s'agit de renverser, par la force, la force brutale (c'est-à-dire l'État monarchique) qui s'oppose aujourd'hui à toute tentative d'amélioration ».

Donc lui aussi invoque la force contre ce qu'il veut sérieusement abattre. Mais comme il n'a pas le moins du monde l'intention d'abattre la domination de la bourgeoisie, ni d'abolir ses privilèges économiques, privilèges qui sont l'unique base de l'existence de cette classe, il cherche à persuader aux ouvriers qu'il n'est pas nécessaire et qu'il n'est pas permis d'employer contre elle d'autres armes que la trompette de Jéricho, c'est-à-dire les moyens moraux, anodins, innocents de la propagande mazzinienne. Peut-on supposer qu'il s'illusionne lui-même à un tel point ? Il y a déjà quarante ans qu'il prêche sa « loi de la vie », la nouvelle révélation. A-t-il persuadé et moralisé la bourgeoisie italienne ? Tout au contraire, nous avons vu et nous voyons une foule de ses disciples et de ses apôtres d'autrefois, qui se sont laissé convertir et gagner aux croyances bourgeoises. La portion officielle et officieuse de

l'Italie en est pleine. Qui, parmi la canaille gouvernementale et *consortesca* qui malmène aujourd'hui la malheureuse Italie, n'a pas été dans sa jeunesse plus ou moins mazzinien ? Combien reste-t-il aujourd'hui de mazziniens purs, comme Saffi, Petroni, Brusco, qui suivent et croient comprendre les dogmes de la théologie mazzinienne ? Deux, trois, au maximum cinq douzaines. Et n'est-ce pas là une preuve de stérilité et d'impuissance lamentables contre la doctrine et la propagande de Mazzini ? Et après avoir eu — et l'avoir déploré certainement avec amertume — cette preuve de l'inconsistance de ses doctrines, Mazzini ose venir dire aux ouvriers, à des millions d'esclaves opprimés : « Ne comptez pas sur votre droit humain, ni sur votre force, qui est grande assurément, mais qui me déplaît beaucoup parce qu'elle implique la négation de mon Dieu et qu'elle épouvante trop mes bons bourgeois, vos frères aînés, comme dit Gambetta. Confiez-vous uniquement dans les effets miraculeux de ma propagande. » Voilà l'élixir de vie, remède assuré pour tous les maux, en fioles à double entente !

Nous, au contraire, nous disons aux ouvriers : La justice de votre cause est certaine ; seule la canaille peut la nier ; ce qui vous manque, c'est l'organisation de votre force : organisez-la, et ensuite renversez tout ce qui s'oppose à la réalisation de votre justice. Commencez par abattre et jeter par terre tous ceux qui vous oppriment. Puis, après vous être bien assurés de la victoire, et avoir détruit ce qui faisait la force de vos ennemis, cédez à un mouvement d'humanité et relevez ces pauvres diables abattus et désormais inoffensifs et désarmés, reconnaissez-les pour vos frères et invitez-les à vivre et à travailler avec vous et comme vous, sur le terrain inébranlable de l'égalité.

Les soutiens de l'ordre actuel — dit plus loin Mazzini — *ont une organisation consacrée par les siècles, puissante par une discipline et des ressources dont nulle Association Internationale, combattue sans relâche et forcée d'agir en secret, ne pourra jamais disposer* [172].

172 « I sostenitori dell' ordine attuàle hanno ordinamentovecchio di secoli,

Pauvre Internationale ! il n'y a pas d'artifice de langage ni d'argument auquel Mazzini n'ait eu recours pour la perdre dans l'opinion des ouvriers italiens.

Le croirait-on ? Lui, le vieux conspirateur, qui pendant quarante ans n'a jamais fait autre chose que de fonder en Italie société secrète sur société secrète, accuse maintenant l'Internationale, précisément, d'être une société secrète ! Il la dénonce comme telle au gouvernement italien, et, se frottant les mains comme un homme qui a la conscience d'avoir fait une bonne action et qui est content de lui, il dit ensuite à lui-même et aux ouvriers italiens qui l'écoutent : « Ne parlons plus de l'Internationale : persécutée par tous les gouvernements et par moi, elle est réduite à se cacher ; elle n'est plus qu'une société secrète, donc elle ne peut plus rien, elle est perdue. »

Monsieur Mazzini, dites-vous la même chose à vos conspirateurs ? Et à le supposer même, serait-ce la vérité ? Mais vous ne pouvez ignorer que ce que vous dites est un mensonge, ou mieux, l'expression d'une espérance, d'un désir et non d'une réalité. Il y eut un moment où les gouvernements crurent, comme vous, que l'Internationale pouvait être supprimée ; mais aujourd'hui ils ne le croient plus ; et si vous êtes resté seul à le croire, parmi vos nouveaux amis de la réaction, tant pis pour votre perspicacité.

Non seulement l'Internationale n'a pas été supprimée, mais, depuis la défaite de la Commune, elle s'est développée en Europe et en Amérique, plus solide, plus vaste, plus puissante que jamais. Elle existe, elle s'agite et se propage publiquement en Amérique, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Danemark et dans les Pays-Bas. C'est en France seulement qu'elle est aujourd'hui forcée d'agir en secret, grâce aux républicains vos amis, et ennemis de la Commune. Mais ne vous imaginez pas que pour cela elle soit devenue moins puissante. Rappelez-vous

---

potente di disciplina e di mezzi che nessuna Società Internazionale, combattuta d'ora in ora e costretta d'operare nel segreto, potrà raggiungere mai. »

que vous-même, quand vous étiez persécuté et que vous n'étiez pas encore devenu un persécuteur, vous avez répété mille fois à vos amis et disciples : « La persécution centuple la passion et par conséquent la puissance des persécutés ». Soyez-en certain, la même chose arrivera en Italie quand le gouvernement, cédant à sa frayeur et à vos suggestions, se mettra, comme il le fait déjà, à suivre l'exemple du gouvernement français.

Maintenant voulez-vous savoir quelle est la cause principale de la puissance sans cesse croissante de l'Internationale ? Je vous expliquerai ce secret ; car votre intelligence, magnifique sans doute, mais aveuglée par un système d'absurdités que vous appelez « votre foi », est devenue incapable de le deviner.

L'Internationale est puissante parce qu'elle n'impose au peuple aucun dogme absolu, aucune doctrine infaillible ; parce que son programme ne formule pas autre chose que les instincts propres, les aspirations réelles du peuple. Elle est puissante parce qu'elle ne cherche pas du tout, comme vous avez toujours fait, à former une puissance infaillible en dehors du peuple ; et qu'elle ne fait autre chose que d'organiser la puissance du peuple. Et elle peut le faire ; parce que, comme elle n'a pas la prétention d'imposer au peuple un programme reçu d'en haut, et par là même étranger et contraire aux instincts populaires, elle ne peut rien craindre de l'organisation de cette puissance spontanée de la force numérique des masses. Vous, par la raison contraire, vous ne pouvez et ne devez pas le faire, sachant bien que la première manifestation de cette force sera la destruction de tout votre système.

Aujourd'hui — poursuit Mazzini — *votre mouvement est saint parce qu'il s'appuie précisément sur la loi morale qui est niée, sur le progrès historique révélé par la tradition de l'humanité, sur un concept d'éducation, d'association, d'unité de la famille humaine préfixé par Dieu à la vie* [173].

---

173 « Oggi il vostro moto è santo perché si appoggia appunto sulla legge morale negata, sulla progressione storica revelata dalla Tradizione della Umanità, sopra un concetto di educazione, di associazione, di unità

En lisant tout cela, on est forcé de s'écrier : Est-ce du charlatanisme, est-ce de la poésie, ou bien de la folie ? De quel mouvement des ouvriers italiens parle Mazzini en le déclarant saint ? Peut-être de celui des sociétés de secours mutuels, qui jusqu'à présent n'a absolument rien produit ? Et s'imagine-t-il vraiment qu'un seul parmi les ouvriers italiens comprendra jamais rien aux phrases sophistiques, ampoulées, amphibologiques et à l'enfilade de paroles creuses transcrites tout à l'heure ? Pour comprendre cela il faut des esprits profonds comme MM. Saffi et Brusco ; le pauvre ouvrier italien serait bien étonné si on lui disait que c'est de lui qu'il s'agit dans ces grands mots. Le fait est que le mouvement des ouvriers italiens, grâce aux narcotiques que Mazzini leur administre, a été nul jusqu'à présent. Ils ont dormi, et durant leur sommeil lourd et douloureux seuls Mazzini et les mazziniens se sont agités ; et comme il arrive souvent à des personnes qui ont peu de critique, ceux-ci ont pris leur propre mouvement pour le mouvement de ceux qui les entouraient. Mais voici que le peuple cesse de dormir ; il s'éveille et paraît vouloir se mettre en mouvement ; et Mazzini, effrayé de ce réveil et de ce mouvement qu'il n'a ni commandé ni prévu, cherche tous les moyens et se donne toutes les peines possibles pour rendormir le peuple, afin de pouvoir de nouveau s'agiter lui seul au nom de celui-ci.

Il crie aux ouvriers italiens ;

Votre loi est une croisade ! (Certainement il vaut mieux dormir que de s'entendre dire de pareilles sottises, qui sont capables de faire perdre la tête aux plus malins et aux plus éveillés). *Si vous la convertissez en rébellion* (oh ! mais vous ne le voulez pas !), *en menaces d'intérêts contre d'autres intérêts* (qui, d'intérêts justes, qui représentent le droit de tous, contre des intérêts injustes qui en représentent la négation inique ; menaces de la liberté contre le despotisme, de l'égalité contre le privilège, du travail contre les voleurs du travail, de la vérité contre le mensonge, de l'Humanité contre Dieu), *vous ne*

della famiglia umana prefisso da Dio alla vita. »

pourrez plus compter que sur vos seules forces [174].

Et si les ouvriers écoutent Mazzini, leur apportera-t-il, en récompense, des forces nouvelles ? Et lesquelles ? Serait-ce par hasard celles du parti mazzinien, qui a donné de lui-même une si pauvre idée dans toutes les entreprises de Mazzini ? ou bien leur promet-il sérieusement le concours des forces bourgeoises ? Ces forces, qui furent autrefois réellement formidables, sont aujourd'hui devenues chancelantes et nulles, si nulles que, menacées aujourd'hui par le prolétariat, qui leur fait terriblement peur, nous les voyons dans tous les pays d'Europe se réfugier à l'ombre et sous la protection de la dictature militaire.

L'effrayante progression de cette décadence intellectuelle et morale de la classe bourgeoise peut s'étudier jusque dans la jeunesse. Sur cent jeunes gens pris dans cette classe, ce sera beaucoup si vous en rencontrez cinq qui ne soient pas des jeunes « vieux » ! Les autres, étrangers à toutes les grandes choses qui se passent autour d'eux, perdus dans la banalité de leurs petits plaisirs, de leurs petits calculs intéressés ou de leurs vanités et de leurs mesquines ambitions, ne sentent rien, ne comprennent rien et ne veulent rien. Quand la jeunesse d'une classe en est arrivée là, c'est une preuve évidente que cette classe est déjà morte, et il ne reste plus qu'à l'enterrer. Les plus vivants, dans cette classe, se sentent déconcertés et perdus, le terrain leur manque sous les pieds ; et pourtant ils ne savent pas se décider à abandonner cette société qui croule de toutes parts, mais se sentent entraînés avec elle vers l'abîme. Maintenant, mes amis, il n'y a — pour votre intelligence, pour votre conscience, pour votre dignité, pour votre virilité et pour l'utilité de votre existence — d'autre salut que de tourner résolument le dos à cette classe bourgeoise à laquelle vous appartenez par la naissance, mais que votre intelligence et votre conscience condamnent à mort, et de vous jeter tête baissée

174 « La vostra legge è crociata ! Convertitela in ribellione, in minaccia d'interessi contro interessi, voi non potrete più far calcolo che su forze vostre. »

dans le peuple, dans la révolution populaire et sociale, dans laquelle vous trouverez la vie, la force, le terrain et le but qui aujourd'hui vous manquent. Ainsi vous serez des hommes ; autrement, avec vos bourgeois radicaux, avec Mazzini et les mazziniens, vous deviendrez bien vite des momies comme eux. Désormais la force, la vie, l'intelligence, l'humanité, tout l'avenir est dans le prolétariat. Donnez-lui toute votre pensée, et il vous donnera sa vie et sa force, et, unis, vous ferez la révolution qui sauvera l'Italie et le monde.

Mais voilà qu'appuyé sur ses béquilles théologiques, et suivi de pauvres malades de l'esprit et du cœur, — les Saffi, les Petroni, les Brusco, les Campanella, les Mosto, etc., — le vieux Mazzini s'approche de ce jeune géant, le seul fort et vivant de ce siècle, le prolétariat, et lui dit : « Je t'apporte la force et la vie. La vie me vient du Bon Dieu ; la force ? la bourgeoisie voudra bien me la prêter. Je t'en apporte le concours, à condition que tu sois sage, et que, te contentant de mes petits palliatifs pour adoucir tes souffrances, tu consentes comme par le passé à servir cette pauvre et décrépite bourgeoisie qui ne demande qu'à t'aimer, à te protéger, et — en même temps — à te dépouiller un peu ! »

Le ridicule le dispute à l'odieux.

Donc : « si vous convertissez la loi morale en rébellion, en menace d'intérêts contre d'autres intérêts, vous ne pourrez plus compter que sur vos seules forces ».

Eh bien, cela n'est pas vrai. Mazzini oublie l'Internationale, qu'il avait cru enterrer, mais qui pour cela n'est pas morte le moins du monde. L'Internationale, c'est-à-dire la puissance organisée du prolétariat d'Europe et d'Amérique, c'est quelque chose de plus consolant et de plus rassurant, et évidemment de plus moral aussi, que l'alliance du prolétariat italien avec la bourgeoisie italienne, et par l'intermédiaire de celle-ci avec la bourgeoisie d'Europe et d'Amérique, avec la réaction contre la révolution et contre le prolétariat du monde entier.

« Êtes-vous bien sûrs qu'elles suffisent, vos forces ? »

demande Mazzini. Certainement, elles suffisent ! le prolétariat en a plus qu'il n'en faut pour faire crouler le monde bourgeois avec toutes ses Églises et tous ses États. Mais le Prophète s'écrie : « Et quand même elles seraient suffisantes, est-ce que vous n'auriez pas souillé votre victoire du sang de vos frères, versé dans de longues et terribles batailles civiles ? » Ah ! voilà donc la question ! Mazzini, oubliant que tous les grands triomphes de l'humanité — mais tous, absolument tous — ont été obtenus par de grandes batailles, propose aux ouvriers d'expérimenter encore une fois les effets prodigieux de sa flûte enchantée ou de sa trompette de Jéricho. Mais il est, pour le moins, ridicule ; et s'il n'est pas ridicule, je prouverai qu'il est odieux : car tant d'humanité apparente cache un sous-entendu de réaction et de trahison envers le prolétariat. L'homme d'État se fait sirène pour endormir la vigilance du peuple et pour triompher de sa légitime défiance.

Mazzini est-il vraiment un si grand ennemi des batailles ? Dans son appel à la jeunesse, il appelle — très ridiculement, il est vrai — Spartacus, l'esclave rebelle, le « premier saint de la religion républicaine ». Et qu'a donc fait Spartacus ? Il a soulevé ses frères d'esclavage, et, autant qu'il l'a pu, il a exterminé sans cérémonies les patriciens de Rome. Il les a contraints à se battre entre eux comme des gladiateurs. Tels ont été les faits et gestes d'un des saints de Mazzini.

Mazzini, comme Dante, s'agenouille devant l'ancienne grandeur de la Rome républicaine. Mais s'il y a eu une grandeur fondée dans des batailles sanglantes et interminables, ce fut certainement celle de l'ancienne République romaine.

Voyons maintenant la seconde grandeur qu'il impose à notre adoration, non dans le présent certainement, — parce qu'il en a une autre à vous proposer pour aujourd'hui, — mais dans le passé : la grandeur de la Rome des papes ! Ne s'est-elle pas, elle aussi, baignée dans le sang, n'est-ce pas dans le sang que, comme la précédente, elle a fondé sa puissance ?

Je ne vous parlerai pas des batailles de la Réforme, ni de celles de la Révolution, parce que Mazzini les déteste également

l'une et l'autre. Mais les trois exemples ci-dessus suffisent, je pense, à vous montrer qu'il ne déteste pas les batailles, mais qu'il les adore quand elles visent à la fondation d'une grande puissance. Ce qu'il déteste, c'est la révolte, et c'est certainement par une méprise que Spartacus a pris place parmi les saints de son paradis.

Ce que Mazzini redoute, c'est la guerre civile, qui détruit l'unité nationale :

Négation de la Patrie, de la Nation ! s'exclame-t-il avec désespoir. *La Patrie vous a été donnée par Dieu, pour que, dans un groupe de vingt-cinq millions de Frères liés plus étroitement à vous par le nom, la langue, la foi* (?), *les aspirations communes* (mensonges sur mensonges !), *et un long et glorieux développement de traditions, de culte des sépultures de chers disparus* (écho du mysticisme païen classique), *de souvenirs solennels de martyrs tombés pour affirmer la Nation, vous trouviez un appui robuste pour le plus facile accomplissement d'une* MISSION, *pour la part de travail que vous assignent votre position géographique et vos aptitudes spéciales. Qui la supprimerait, supprimerait toute l'immense quantité de forces créées par la communauté des moyens et par l'activité de ces millions, et vous fermerait toute voie pour la croissance et le progrès. À la Nation l'Internationale substitue la Commune, la Commune indépendante appelée à se gouverner elle-même* [175].

175 « Negazione della Patria, della Nazione ! La Patria vi fu data da Dio, perché in un gruppo di venticinque millioni di Fratelli affini più strettamente a voi per nome, lingua, fede, aspirazioni comuni, e lungo glorioso sviluppo di tradizioni e culto di sepolture di cari spariti e ricordi solenni di martiri caduti per affermare la Nazione, trovaste più facile e valido aiuto al compimento d'una MISSIONE, alla parte di lavoro che la posizione geografica e le attitudini speciali vi assegnano. Chi la sopprimesse, sopprimerebbe tutta quanta l'immensa somma di forze creata dalla comunione di mezzi e dall' attività di quel millioni e vi chiuderebbe ogni via all' incremento e al progresso. Alla Nazione l'Internazionale sostituisce il Comune, il Comune indipendente chiamato a governarsi da sè. »

Cette longue tirade renferme autant de mensonges que de mots. Il est par conséquent absolument nécessaire que j'en fasse la critique.

Ainsi, Mazzini dit : « Négation de la Patrie, de la Nation ». Non, mais négation de l'État national et patriotique, et cela parce que l'État patriotique signifie l'exploitation du peuple d'un pays à l'avantage exclusif d'une classe privilégiée de ce pays ; la richesse, la liberté, la culture de cette classe fondées sur la misère, la servitude et la barbarie forcées de ce peuple.

Mazzini prétend que les vingt-cinq millions qui forment la nation italienne sont des « frères » qui ont la même foi et des aspirations communes.

Est-il nécessaire que je prouve que c'est là un mensonge effronté ou stupide ? En Italie, il y a au moins *cinq nations* :

1° Tout le clergé, du pape jusqu'à la dernière béguine ;

2° La *Consorteria*, ou la haute bourgeoisie, y compris la noblesse ;

3° La moyenne et la petite bourgeoisie ;

4° Les ouvriers des fabriques et des villes ;

5° Les paysans.

Or, je vous demande comment on peut prétendre que ces cinq nations — et au besoin j'en énumérerais encore davantage, par exemple : a) la cour ; b) la caste militaire ; c) la caste bureaucratique — aient la même foi et une communauté d'aspirations ?

Considérons-les l'une après l'autre.

1° Le clergé ne constitue pas, à proprement parler, une classe héréditaire, mais il n'en est pas moins une classe permanente. Formée au sommet par les princes de l'Église, qui se recrutent pour la plus grande partie dans la haute aristocratie nobiliaire, assise dans sa base sur le peuple des campagnes qui lui fournit la masse des prêtres subalternes, renouvelée artificiellement par les séminaires, et obéissant aujourd'hui comme une armée bien disciplinée à la Compagnie de Jésus, c'est une caste qui a son histoire et ses traditions tout italiennes et aussi une espèce de patriotisme italien. Et c'est là une des

raisons pour lesquelles Mazzini, malgré toutes les divergences théoriques et politiques, nourrit une tendresse secrète et comme involontaire pour cette caste. Une autre raison, c'est que c'est la caste des prêtres ; et bien que le Prophète soit tout à fait disposé à substituer aux prêtres de la vieille Église catholique ceux de sa nouvelle Église mazzinienne, il n'en respecte pas moins d'instinct, et aussi consciemment, leur caractère sacerdotal, et il fulmine contre ceux qui les attaquent : contre la Commune de Paris, contre l'Internationale, contre les libres-penseurs et Garibaldi. Le patriotisme particulier du clergé italien consiste toujours dans la tendance à subordonner le clergé des autres pays au clergé de l'Italie, et à faire dominer la pensée religieuse italienne, l'ultramontanisme, dans les conciles œcuméniques, à commencer par le concile de Trente jusqu'au concile le plus récent, celui du Vatican.

Ai-je besoin de vous démontrer, à vous Italiens, que cette caste, quoique parfaitement italienne par les coutumes, par la langue, par la culture même de son esprit, a toujours été et est tout à fait étrangère et hostile à toutes les aspirations de la grande nation italienne ? Du reste, malgré son patriotisme spécial, par sa position et ses dogmes cette caste est internationale.

2° Voyons la *Consorteria*. C'est une classe nouvelle, créée par l'unification de l'Italie ; elle comprend dans son sein toute la bourgeoisie riche, et toute cette partie de la noblesse plus ou moins riche qui n'est pas inféodée à la caste cléricale. La puissance de cette classe se résume dans la grande propriété et dans les grandes transactions industrielles, commerciales, financières, et surtout dans la Banque. C'est à ses fils qu'appartiennent tous les plus hauts et les plus lucratifs emplois de l'État ; c'est par excellence la caste de l'État ; je n'ai qu'à ouvrir vos journaux pour savoir ce qu'elle est et ce qu'elle fait. Ce n'est donc pas autre chose qu'une vaste association d'« honnêtes gens » pour mettre systématiquement au pillage la pauvre Italie. C'est elle qui représente particulièrement l'unité et la puissante centralisation de l'État, parce que centralisation

signifie grandes affaires, grandes spéculations, vols colossaux. C'est une classe qui n'a aucune foi, mais qui serait prête à se réconcilier et à s'allier avec la caste cléricale, parce qu'elle se persuade toujours davantage que le peuple ne saurait se passer de religion.

Rappelez-vous bien, en 1866 ou 1867, l'affaire Ricasoli, et le fameux projet financier-clérical de Cambray-Digny pour le rachat des biens de l'Église. C'était l'alliance de la Banque avec la sacristie.

La *Consorteria*, d'ailleurs, n'est point hautaine et exclusive ; comme l'aristocratie anglaise, et beaucoup plus facilement encore que celle-ci, elle admet volontiers dans son sein toutes les intelligences qui, si elles restaient en dehors d'elle, pourraient lui devenir dangereuses, tandis qu'admises dans son sein elles lui apportent de nouvelles forces contre le pays qu'il s'agit d'exploiter, celui-ci étant assez riche pour nourrir quelques centaines de fripons privilégiés de plus.

Je n'ai pas besoin de vous dire que cette classe n'est nullement patriote ; elle l'est moins que la caste cléricale, et elle est plus cosmopolite que celle-ci. Créée par la civilisation moderne, elle ne reconnaît pas d'autre patrie que la spéculation mondiale, et chacun de ses membres exploiterait et pillerait volontiers tout autre pays que sa chère Italie. Cette classe n'a d'autre aspiration que d'enfler ses poches au détriment de la prospérité nationale.

3° Passons à la troisième caste, à celle de la moyenne et petite bourgeoisie. C'est elle qui par la culture, la liberté et le progrès a formé toute l'histoire passée de l'Italie : arts, sciences, littérature, langues, industrie, commerce, institutions municipales, elle a tout créé. C'est elle enfin qui, dans un effort suprême, le dernier, a conquis l'unité politique de l'Italie. Elle fut donc la classe patriotique par excellence, et c'est dans son sein que Mazzini et Garibaldi, et bien avant eux les Pepe, les Balbo, les Santa Rosa, ont recruté les soldats, les martyrs, les héros de la révolution italienne. Vous voyez donc, chers amis, que je rends pleine justice à cette classe, et que je m'incline

respectueusement et sincèrement devant son passé. Mais ce même esprit de justice me fait reconnaître qu'elle est aujourd'hui complètement épuisée, stérile et desséchée, comme un citron dont une si longue et si mémorable histoire a exprimé tout le suc ; qu'aujourd'hui elle est morte et que nul miracle, pas même l'héroïsme dictatorial du général Garibaldi, ni les prestidigitations théologiques de Mazzini, ne pourra la ressusciter. Elle est morte, et devient chaque jour plus impuissante, plus vile, plus immorale, plus bestiale. C'est un corps immense qui se désagrège par la putréfaction. Vous pouvez en juger par l'immense majorité de sa jeunesse, et par le Parlement italien, qui sort presque exclusivement de son sein.

La bourgeoisie moyenne — dans laquelle je placerai aussi la classe des propriétaires ruraux, nobles ou non nobles, qui, sans être très riches, vivent dans l'aisance — subit aujourd'hui économiquement, et par conséquent politiquement aussi, le joug de la *Consorteria*, qui la domine également par la vanité, passion peut-être la plus puissante de toutes dans cette portion delà bourgeoisie italienne, en tout cas aussi puissante que la soif du gain. Cette classe est doublement inféodée à l'ordre de choses existant, qui, tout en la tenant enchaînée, la ruine insensiblement. Pour toutes ses entreprises industrielles et commerciales, elle a besoin du crédit, et le crédit est entre les mains de la Banque, c'est-à-dire de la fraction la plus huppée de la *Consorteria*. Aucune affaire, si peu considérable qu'elle soit, ne peut aujourd'hui être conclue sans le consentement de la *Consorteria*, — exemple, l'affaire toute récente des eaux de Naples, — et la *Consorteria* n'accorde son crédit et sa haute protection qu'à qui vote pour elle. L'autre lien qui l'unit étroitement à l'État est celui-ci : les fils de cette classe occupent tous les les emplois bureaucratiques, judiciaires, policiers, militaires de l'État ; leur avancement dépend de la bonne conduite de leurs parents, c'est-à-dire de leur soumission politique. Or, quel père serait assez dénaturé pour voter contre la « carrière » de son propre fils ?

L'État italien est ruineux et ruiné. Il ne se soutient à

grand peine qu'en écrasant le pays d'impôts, et tout ce qui reste encore de richesse à celui-ci sert de pâture à la *Consorteria*, en sorte qu'il n'y a plus pour la bourgeoisie moyenne que des miettes : et la vie se fait de jour en jour plus chère, et le luxe plus raffiné, et avec le luxe se raffine aussi la vanité bourgeoise. Cette vanité, jointe à l'étroitesse de ses ressources, la fait vivre dans des embarras continuels, qui l'abattent, la démoralisent, lui troublent le cœur et lui enlèvent le peu de dignité et d'esprit qui lui restent.

Et je le répète : cette classe, qui fut un temps si puissante, si intelligente et si prospère, et qui aujourd'hui s'achemine lentement, mais fatalement, vers sa ruine, est déjà morte intellectuellement et moralement. Elle n'a plus ni foi, ni pensée, ni aspirations d'aucune espèce. Elle ne veut ni ne peut revenir en arrière, mais elle n'ose néanmoins pas regarder en avant ; de sorte qu'elle végète au jour le jour, dans les angoisses de la détresse financière et de la vanité sociale, qui désormais se disputent son cœur.

De cette classe sortent encore, mais en nombre toujours plus restreint, les derniers partisans de Mazzini et de Garibaldi, pauvres jeunes gens pleins d'aspirations généreuses et idéales, mais excessivement ignorants, désorientés, et perdus au milieu de de la réalité desséchée, servile et corrompue qui constitue aujourd'hui la vie de la société bourgeoise de l'Italie.

Rendons-leur justice. De toutes les jeunesses bourgeoises de l'Europe occidentale, la jeunesse italienne est peut-être celle qui produit le plus de héros. Sa dernière expédition en France, sous la conduite du magnanime Garibaldi, l'a prouvé encore une fois, et de la façon la plus manifeste. Mais tout en lui rendant cette justice, reconnaissons en même temps que la majeure partie de cette jeunesse héroïque souffre d'une grande maladie qui, si elle ne s'en guérit pas, la tuera, et commencera par rendre tout son héroïsme ridicule et stérile. Cette maladie peut être définie : absence de toute pensée vivante et sérieuse ; absence absolue de tout sentiment de la réalité au milieu de laquelle elle veut agir et elle se meut.

J'ai dit qu'elle est excessivement ignorante ; mais ce n'est pas sa faute. Les universités et les écoles de l'Italie, qui furent jadis les premières de l'Europe, sont restées en arrière d'un siècle, même si on les compare à celles de la France. Depuis une dizaine d'années à peine, et grâce à quelques professeurs venus de Suisse et d'Allemagne, comme les Moleschott, les Schiff et d'autres, tant injuriés par Mazzini, quelques lueurs de la science positive moderne ont un peu rayonné sur des auditoires destinés jusqu'alors à la respectable pénombre des études rétrospectives, mystiques, classiques, métaphysiques, juridiques, dantesques et romaines, et ont apporté un souffle d'air frais à ces jeunes poitrines qui étouffaient dans cette atmosphère étroitement et stupidement historique. Une autre cause d'ignorance, c'étaient les conspirations permanentes et les continuels soulèvements de cette jeunesse, plus encore pour l'unité politique que pour la liberté de la patrie, toujours pour l'État et jamais pour le peuple.

S'étant habituée à ne pas chercher sa pensée ailleurs que dans la pensée de Mazzini, et à ne chercher sa volonté que dans l'initiative héroïque de Garibaldi, elle est devenue une jeunesse pleine de cœur et d'héroïsme, mais privée tout à fait de volonté propre et presque sans cervelle.

Le pis est qu'elle s'est accoutumée à ne considérer les multitudes populaires qu'avec mépris, et sans s'occuper d'elles le moins du monde. Le patriotisme abstrait dont elle s'est nourrie pendant tant d'années à l'école de ses deux grands chefs, Mazzini et Garibaldi, et qui tend uniquement et quasi-exclusivement à l'établissement de l' indépenpendance, de la grandeur, de la puissance, de la gloire, de l'honneur, et, si vous voulez, de la liberté politique de l'État unitaire, en même temps qu'il lui inspirait le plus généreux et le plus héroïque sacrifice d'elle-même et de ses propres intérêts, lui a fait considérer le peuple comme une espèce de matière plastique à la disposition de l'État, comme une masse passive, plus ou moins inintelligente et brutale, qui devait s'estimer très honorée et très heureuse de servir d'instrument plus ou moins aveugle, et de se

sacrifier — à quoi ? à la grandeur et à ce que, dans le jargon garibaldino-mazzinien, on appelle la « liberté » de l'Italie.

La jeunesse mazziniano-garibaldienne ne s'était jamais posé cette question : Que représente effectivement cet État italien pour le peuple ? Pourquoi doit-il l'aimer et tout lui sacrifier ? Quand on posait cette question à Mazzini, — et on ne la lui posait que bien rarement, tant elle semblait simple et facile, — il répondait par des grands mots : « Patrie donnée par Dieu ! Sainte mission historique ! Culte des tombeaux ! Souvenirs solennels des martyrs ! Long et glorieux développement de traditions ! Rome ancienne ! Rome des papes ! Grégoire VII ! Dante ! Savonarole ! Rome du peuple ! » Et c'était si nébuleux, si beau, et en même temps si absurde, que cela suffisait pour éblouir et étourdir des jeunes esprits plus faits d'ailleurs pour l'enthousiasme et la foi que pour la raison et la critique. Et la jeunesse italienne, en se faisant tuer pour cette patrie abstraite, maudissait la brutalité et le matérialisme des masses, des paysans en particulier, qui ne se sont jamais montrés disposés à se sacrifier pour la grandeur non plus que pour l'indépendance de cette Patrie politique, de l'État.

Si la jeunesse avait pris la peine de réfléchir, elle aurait compris peut-être depuis longtemps que cette indifférence bien décidée des masses populaires pour les destinées de l'État italien, non seulement n'est point un déshonneur pour elles, mais prouve tout au contraire leur intelligence instinctive, qui leur fait deviner que cet État unitaire et centralisé leur est, par sa nature même, non seulement étranger, mais hostile, et qu'il est profitable seulement aux classes privilégiées, dont il garantit, à leur détriment, la domination et la richesse. La prospérité de l'État, c'est la misère de la nation réelle, du peuple ; la grandeur et la puissance de l'État sont l'esclavage du peuple. Le peuple est l'ennemi naturel et légitime de l'État ; et bien qu'il se soumette — trop souvent, hélas ! — aux autorités, toute autorité lui est odieuse. L'État n'est pas la Patrie ; c'est l'abstraction, la fiction métaphysique, mystique, politique, juridique de la Patrie. Les masses populaires de tous les pays

aiment profondément leur patrie ; mais c'est un amour naturel, réel ; le patriotisme du peuple n'est pas une idée, mais un fait ; et le patriotisme politique, l'amour de l'État, n'est pas l'expression juste de ce fait, mais une expression dénaturée au moyen d'une abstraction mensongère, et toujours au profit d'une minorité exploitante. La Patrie, la nationalité, comme l'individualité, est un fait naturel et social, physiologique et historique en même temps ; ce n'est pas un principe. On ne peut appeler un principe humain que ce qui est universel, commun à tous les hommes ; mais la nationalité les sépare : elle n'est donc pas un principe. Mais ce qui est un principe, c'est le respect que chacun doit avoir pour les faits naturels, réels ou sociaux. Or, la nationalité, comme l'individualité, est un de ces faits. Nous devons donc la respecter. La violer est un méfait, et, pour parler le langage de Mazzini, elle devient un principe sacré chaque fois qu'elle est menacée et violée. Et c'est pour cela que je me sens franchement et toujours le patriote de toutes les patries opprimées.

La Patrie représente le droit incontestable et sacré de tout homme, de tout groupe d'hommes, associations, communes, régions, nations, de vivre, de sentir, de penser, de vouloir et d'agir à leur manière, et cette manière est toujours le résultat incontestable d'un long développement historique.

Nous nous inclinons donc devant la tradition, devant l'histoire ; ou plutôt nous les reconnaissons, non parce qu'elles se présentent à nous comme des barrières abstraites, élevées métaphysiquement, juridiquement et politiquement par de savants interprètes et professeurs du passé, mais seulement parce qu'elles ont réellement passé dans le sang et la chair, dans les pensées réelles et la volonté des populations actuelles. On nous dit : Tel pays — le canton du Tessin, par exemple — appartient évidemment à la famille italienne : langue, mœurs, il a tout en commun avec les populations lombardes, donc il doit faire partie de la grande unité italienne. Et nous répondons que c'est là une conclusion complètement fausse. Si réellement il existe entre le Tessin et la Lombardie une identité sérieuse, il

n'est pas douteux que le Tessin s'unira spontanément à la Lombardie, S'il ne le fait pas, s'il n'en ressent pas le moindre désir, cela prouve seulement que l'histoire réelle, qui s'est continuée de génération en génération dans la vie réelle du peuple tessinois, et qui l'a fait ce qu'il est, est différente de l'histoire écrite dans les livres.

D'autre part, il faut remarquer que l'histoire réelle des individus, comme des peuples, ne procède pas seulement par le développement positif, mais très souvent par la négation du passé et par la révolte contre lui ; et c'est là le droit de la vie, le droit inaliénable des générations présentes, la garantie de leur liberté. Des provinces qui ont été unies pendant longtemps ont toujours le droit de se séparer les unes des autres ; et elles peuvent y être poussées par diverses raisons, religieuses, politiques, économiques. L'État prétend au contraire les tenir réunies de force, et en cela il a grand tort. L'État, c'est le mariage forcé, et nous levons contre lui la bannière de l'union libre.

De même que nous sommes convaincus qu'en abolissant le mariage religieux, le mariage civil et juridique, nous rendons la vie, la réalité, la moralité au mariage naturel fondé uniquement sur le respect humain et sur la liberté des deux personnes, homme et femme, qui s'aiment ; qu'en reconnaissant à chacun d'eux la liberté de se séparer de l'autre quand il voudra, et sans avoir besoin d'en demander la permission à qui que ce soit ; qu'en niant également la nécessité d'une permission pour s'unir, et repoussant d'une façon générale toute intervention de n'importe quelle autorité dans leur union, nous les rendrons plus étroitement unis, beaucoup plus fidèles et loyaux l'un envers l'autre ; de même nous sommes également convaincus que lorsqu'il n'y aura plus la maudite puissance de l'État pour contraindre les individus, les associations, les communes, les provinces, les régions, à vivre ensemble, elles seront beaucoup plus étroitement liées, et constitueront une unité beaucoup plus vivante, plus réelle, plus puissante que celle qu'elles sont forcées de former aujourd'hui,

sous la pression pour tous également écrasante de l'État.

Mazzini et tous les unitaires se mettent en contradiction avec eux-mêmes lorsque d'un côté ils vous parlent de la fraternité profonde, intime, qui existe dans ce groupe de vingt-cinq millions d'Italiens unis par la langue, les traditions, les mœurs, la foi, et la communauté d'aspirations, et que de l'autre côté ils veulent maintenir, que dis-je ? exagérer la puissance de l'État, nécessaire — disent-ils — au maintien de l'unité. Mais s'ils sont effectivement si indissolublement liés, les forcer à l'union est un luxe, un non-sens ; si au contraire vous croyez nécessaire de les contraindre, cela veut dire que vous êtes convaincus qu'ils ne sont pas bien liés, et que vous mentez, que vous voulez les induire en erreur sur eux-mêmes, quand vous leur parlez de leur union. L'union sociale, résultat réel de la combinaison des traditions, des habitudes, des coutumes, des idées, des intérêts présents et des communes aspirations, est l'unité vivante, féconde, réelle. L'unité politique, l'État, est la fiction, l'abstraction de l'unité ; et non seulement elle recèle la discorde, mais elle la produit encore artificiellement là où, sans cette intervention de l'État, l'unité vivante ne manquerait pas d'exister.

Voilà pourquoi le socialisme est fédéraliste, et pourquoi toute l'Internationale a salué avec enthousiasme le programme de la Commune de Paris. D'autre part, la Commune a proclamé explicitement dans ses manifestes que ce qu'elle voulait n'était nullement la dissolution de l'unité nationale de la France, mais sa résurrection, sa consolidation, sa vivification, et la pleine et réelle liberté populaire. Elle voulait l'unité de la nation, du peuple, de la société française, non celle de l'État.

Mazzini a poussé sa haine de la Commune jusqu'à l'imbécillité. Il prétend que le système proclamé par la dernière révolution de Paris nous ramènerait au moyen âge, c'est-à-dire à la division de tout le monde civilisé en une quantité de petits centres étrangers les uns aux autres, et s'ignorant les uns les autres. Il ne comprend pas, le pauvre homme, qu'entre la Commune du moyen âge et la Commune moderne, il y a toute la

différence qu'a produite non seulement dans les livres, mais dans les mœurs, dans les aspirations, dans les idées, dans les intérêts et dans les besoins des populations, une histoire de cinq siècles. Les Communes d'Italie, à leur origine, furent réellement isolées, centres d'autant d'existences politiques et sociales tout à fait indépendantes, non solidaires, et qui devaient forcément se suffire à elles-mêmes.

Quelle différence aujourd'hui ! Les intérêts matériels, intellectuels, moraux, ont créé entre tous les membres d'une même nation, que dis-je, entre les différentes nations elles-mêmes, une unité sociale tellement puissante et réelle, que tout ce que les États font aujourd'hui pour la paralyser et la détruire reste impuissant. L'unité résiste à tout, et elle survivra aux États.

Quand les États auront disparu, l'unité vivante, féconde, bienfaitrice tant des régions que des nations, et de l'internationalité de tout le monde civilisé d'abord, puis de tous les peuples de la terre, par la voie de la libre fédération et de l'organisation de bas en haut, se développera dans toute sa majesté, non divine, mais humaine.

Le mouvement patriotique de la jeunesse italienne sous la direction de Garibaldi et de Mazzini fut légitime, utile et glorieux ; non parce qu'il a créé l'unité politique, l'État unitaire italien, — ce fut au contraire sa faute, parce qu'il ne put créer cette unité sans sacrifier la liberté et la prospérité du peuple, — mais parce qu'il a détruit les différentes dominations politiques, les différents États qui avaient artificiellement et violemment empêché l'unification sociale populaire de l'Italie.

Après avoir accompli cette œuvre glorieuse, la jeunesse italienne est appelée à en accomplir une autre encore plus glorieuse. Elle doit aider le peuple italien à détruire l'État unitaire italien qu'elle a fondé de ses propres mains. Elle doit opposer à la bannière unitaire de Mazzini la bannière fédérale de la nation italienne, du peuple italien.

Mais il convient de distinguer fédéralisme et fédéralisme.

Il existe en Italie la tradition d'un fédéralisme régional,

qui est devenu aujourd'hui un mensonge politique et historique. Disons-le une fois pour toutes : le passé ne revit jamais ; et ce serait un grand malheur qu'il pût revivre. Le fédéralisme régional ne pourrait être qu'une institution aristocratico-consortesque, parce que, par rapport aux communes et aux associations ouvrières, industrielles et agricoles, ce serait encore une organisation politique de haut en bas. L'organisation vraiment populaire commence au contraire par un fait d'en bas, par l'association et par la commune. Organisant ainsi de bas en haut, le fédéralisme devient alors l'institution politique du socialisme, l'organisation libre et spontanée de la vie populaire.

J'ai dit plus haut que ce fut d'abord grâce à la libre-pensée que la partie la plus intelligente de la jeunesse républicaine commença à se séparer de Mazzini. Mais la libre-pensée, en l'arrachant à ses préoccupations et à ses préjugés, raviva en son sein deux nouveaux instincts : celui de la liberté réelle, pratique, et celui de la réalité vivante. Ces deux instincts lui avaient déjà fait faire un pas en avant : bien avant 1870 et 1871, dès 1866 et 1867 elle avait commencé à devenir et à se sentir fédéraliste, sans toutefois le dire tout haut de peur de déplaire à Garibaldi et surtout à Mazzini. D'autre part, son fédéralisme n'avait pas encore trouvé sa base, le socialisme, et, sans cette base, il ne pouvait être formulé d'une manière claire sans qu'on tombât en d'insolubles contradictions.

Le soulèvement de la Commune de Paris, son programme en même temps socialiste et fédéraliste, sa lutte et sa fin héroïque, ont produit une salutaire révolution dans la conscience et dans les sentiments de cette élite de la jeunesse italienne. Devenue socialiste, elle a trouvé la base qui manquait à son fédéralisme.

Oui, elle est devenue socialiste, et le devient toujours plus, et grâce lui en soit rendue. Elle est devenue socialiste : ce qui signifie qu'elle a ouvert son cœur généreux — mais jusqu'alors dévoyé par les aberrations théologiques, métaphysiques et politiques de Mazzini, et endurci par le culte monstrueusement

ambitieux de l'État — à la vie, aux souffrances et aux aspirations réelles du peuple. Maintenant, elle ne le méprise plus : elle l'aime, et elle est devenue capable de servir sa grande et sainte cause. Et maintenant qu'elle a cessé d'être suspendue, la tête en bas, entre le ciel et la terre, comme le sont encore les fidèles mazziniens, maintenant qu'elle a trouvé et se sent sous les pieds un terrain solide, — intelligente, ardente, héroïque et dévouée jusqu'à la mort, comme elle l'est, on peut être certain qu'elle fera de grandes choses. Quant à la jeunesse qui reste mazzinienne, après de vains efforts et de stériles agitations elle périra avec la bourgeoisie, à laquelle Mazzini la force aujourd'hui à rendre des services de gendarme.

Je reviens à l'examen des classes et des nations différentes qui constituent l'Italie moderne. J'ai peu à dire sur la petite bourgeoisie. Elle diffère peu du prolétariat, étant presque aussi malheureuse que lui. Ce n'est pas elle qui commencera la révolution sociale, mais elle s'y jettera la tête baissée.

Le prolétariat des villes et les paysans sont le vrai peuple. Le premier est naturellement plus avancé que les seconds.

4° Le prolétariat des villes a un passé patriotique qui, dans quelques villes d'Italie, remonte jusqu'au moyen âge. Tel est celui de Florence, par exemple, qui se distingue aujourd'hui entre tous par une certaine apathie et une absence très prononcée d' énergiques et fortes passions. On dirait que sa grande tâche historique l'a épuisé, au moins partiellement, comme elle a épuisé complètement la bourgeoisie florentine, dont la sceptique indifférence s'exprime d'une façon si pittoresque par son *Che ! Che !* Le prolétariat des villes d'Italie, essentiellement, exclusivement municipal, séparé profondément, dans toute l'histoire de l'Italie, de la grande masse des paysans, forme une classe certainement très malheureuse, très opprimée, mais une classe tout de même, héréditaire et bien caractérisée. Comme classe, il est soumis à la loi historique et fatale qui détermine la carrière et la durée de chacune d'après ce qu'elle a fait et la façon dont elle a vécu dans le passé. Individualités collectives, toutes les classes finissent

par s'épuiser, comme les individus. La même chose peut se dire des peuples considérés dans leur ensemble, avec cette différence que chaque peuple, embrassant toutes les classes et les masses mêmes qui ne sont pas encore parvenues à se constituer en classes, est infiniment plus ample, a considérablement plus de matières et par conséquent une course plus longue à fournir que toutes les classes qui se sont formées dans son sein. C'est l'individualité collective la plus puissante et la plus riche ; mais à la longue elle finit, elle aussi, par s'épuiser.

Et, précisément, cet épuisement physiologique, historique et fatal, explique la nécessité historique du double mouvement qui, aujourd'hui, pousse d'un côté les classes à se confondre dans les grandes masses populaires, et de l'autre amène les peuples et les nations à se créer une vie nouvelle, plus féconde et plus large dans l'Internationale. L'avenir, un long avenir, appartient en première ligne à la constitution de l'Internationalité européo-américaine. Plus tard, mais beaucoup plus tard, cette grande Nation européo-américaine se confondra organiquement avec l'agglomération asiatique et africaine [176]. Mais ceci est d'un avenir trop lointain pour que nous puissions en parler maintenant d'une façon quelque peu positive et précise. Je reviens donc au prolétariat italien.

Plus votre prolétariat a pris une part politique dans votre passé historique, et moins il a d'avenir comme classe séparée de la masse de vos paysans. J'ai montré que la participation du prolétariat florentin au développement et aux luttes municipales du moyen âge l'a pour longtemps assoupi. Depuis le commencement du dix-neuvième siècle, après un sommeil forcé de trois siècles au moins, le prolétariat lombard, vénitien, génois, et de toute l'Italie moyenne particulièrement, a pris une part plus ou moins active aux soulèvements, aux conspirations et aux expéditions patriotiques, dont sont pleines les annales de la jeunesse bourgeoise des soixante-dix dernières années ; et, comme résultat, il s'est formé dans son sein un parti, une

176 En 1871, les États australiens n'entraient pas encore, comme on le voit, dans les préoccupations des socialistes d'Europe.

minorité mazziniano-garibaldienne très prononcée qui s'est complètement inféodée à la politique de la République unitaire bourgeoise. Si tout le prolétariat italien avait suivi cet exemple, c'en serait fait de lui, et il faudrait chercher ailleurs l'avenir de l'Italie, c'est-à-dire dans la masse seule des paysans, masse informe et brute, mais intacte et riche d'éléments qui n'ont pas été exploités par l'histoire.

Heureusement, le prolétariat des villes, sans en excepter celui qui jure par les noms de Mazzini et de Garibaldi, n'a jamais pu se mazziniser et se garibaldiser d'une façon complète et sérieuse ; et il ne l'a pas pu par la simple raison qu'il est le prolétariat, c'est-à-dire la masse opprimée, spoliée, maltraitée, misérable, affamée, qui, contrainte par la faim à travailler, a nécessairement la moralité et la logique du travail.

Les ouvriers mazziniens et garibaldiens auront beau accepter les programmes de Mazzini et de Garibaldi ; dans leur ventre, dans la lividité décharnée de leurs enfants et de leurs compagnes de misère et de souffrances, dans leur esclavage réel de tous les jours, il y aura toujours quelque chose qui appelle la révolution sociale ! Ils sont tous des socialistes malgré eux, excepté seulement quelques individus — peut- être un sur mille — qui à force d'habileté, de chance et de fourberie, sont arrivés ou ont l'espoir d'arriver à entrer dans les rangs de la bourgeoisie. Tous les autres, je veux dire la masse des ouvriers mazziniens et garibaldiens, ne sont tels que par imagination, ou encore par habitude, mais en réalité ils ne peuvent être que des révolutionnaires socialistes.

Et c'est aujourd'hui votre devoir, chers amis, que d'organiser une propagande intelligente, honnête, sympathique, et surtout persévérante, pour le leur faire comprendre. Pour cela, vous n'aurez pas besoin de faire autre chose que de leur expliquer le programme de l'Internationale, en leur faisant toucher du doigt ce qu'il dit. Et si, pour cela, vous vous organisez dans toute l'Italie, et que vous le fassiez de bonne harmonie, fraternellement, sans reconnaître d'autre chef que votre jeune collectivité elle-même, je vous jure qu'au bout d'une

année il n'y aura plus d'ouvriers mazziniens ni garibaldiens ; que tous seront devenus socialistes révolutionnaires, patriotes sans doute, mais dans le sens le plus humain de ce mot, c'est-à-dire patriotes et internationaux en même temps. Vous aurez ainsi créé la base inébranlable d'une prochaine révolution sociale qui sauvera l'Italie et lui rendra la vie, l'intelligence, et toute l'initiative qui lui appartient parmi les nations les plus humainement progressistes de l'Europe.

Et quand vous aurez accompli ce grand acte, les ouvriers qui auparavant étaient mazziniens et garibaldiens deviendront eux-mêmes des apôtres très précieux de « notre religion » sans Dieu, puisque, et par leur nature, et par leur intelligence développée, quoique aujourd'hui déviée, et par l'expérience qu'ils ont acquise dans les luttes passées, sous les bannières de Mazzini et de Garibaldi, ils sont certainement les plus énergiques, les plus dévoués et les plus capables de tout le prolétariat d'Italie. Ils ont l'habitude de la conspiration et de l'organisation, et cette habitude vous rendra de précieux services.

Organisés, non individuellement, mais collectivement par groupes intimes, ils deviendront alors les chefs de la grande masse du prolétariat, tant des villes que des campagnes. Cette grande masse, que les programmes politiques de Mazzini et de Garibaldi n'ont jamais pu enthousiasmer, ne saura pas et ne pourra pas résister à la propagande de notre programme, qui est l'expression la plus simple de ses instincts les plus profonds et les plus intimes, et qui peut se résumer ainsi en peu de mots :

Paix, émancipation et bonheur à tous les opprimés !

Guerre à tous les oppresseurs et spoliateurs !

Restitution complète aux travailleurs : les capitaux, les fabriques, tous les instruments de travail et les matières premières aux associations ; la terre à ceux qui la cultivent de leurs bras.

Liberté, justice, fraternité à tous les êtres humains qui naissent sur la terre.

Égalité pour tous.

Pour tous indistinctement, tous les moyens de développement, d'éducation et d'instruction, et possibilité égale de vivre en travaillant.

Organisation de la société par la libre fédération, de bas en haut, des associations ouvrières tant industrielles qu'agricoles, tant scientifiques qu'artistiques et littéraires, dans la commune d'abord ; fédération des communes dans les régions, des régions dans les nations, et des nations dans l'Internationalité fraternelle.

Quant au mode d'organisation de la vie sociale, du travail et de la propriété collective, le programme de l'Internationale n'impose rien d'absolu. L'Internationale n'a ni dogmes, ni théories uniformes. Sous ce rapport, comme dans toute société vivante et libre, beaucoup de théories différentes s'agitent dans son sein. Mais elle accepte comme base fondamentale de son organisation le développement et l'organisation spontanée de toutes les associations et de toutes les communes en complète autonomie, à la condition toutefois que les associations et les communes prennent pour base de leur organisation les principes généraux tout à l'heure exposés, principes qui sont obligatoires pour tous ceux qui veulent faire partie de l'Internationale. Quant au reste, l'Internationale compte sur l'action salutaire de la propagande libre des idées et sur l'identité et l'équilibre naturel des intérêts.

5° Les paysans, c'est l'immense majorité de la population italienne demeurée presque complètement vierge, parce qu'elle n'a pas eu encore d'histoire d'aucune espèce, toute l'histoire de votre pays, comme je l'ai déjà fait observer et comme vous le savez mieux que moi, s'étant jusqu'à présent concentrée uniquement et exclusivement dans les villes bien plus encore que cela n'est arrivé dans aucun autre pays d'Europe. Vos paysans n'ont pas pris part à cette histoire, et ne la connaissent pas autrement que par les coups qu'ils en ont reçus à chaque nouvelle phase de son développement, par la misère, l'esclavage et les souffrances sans nombre qu'elle leur a imposés. Tous ces malheurs leur étant venus des villes, les paysans,

naturellement, n'aiment pas les villes ni leurs habitants, y compris les ouvriers eux-mêmes, ceux-ci les ayant toujours traités avec un certain dédain, que les paysans leur ont rendu en défiance. C'est cette relation historiquement négative à l'égard de la politique des villes, et non la religion des paysans italiens, qui constitue la puissance des prêtres dans les campagnes. Vos paysans sont superstitieux, mais ils ne sont pas du tout religieux ; ils aiment l'Église parce qu'elle est excessivement dramatique et qu'elle interrompt, par ses cérémonies théâtrales et musicales, la monotonie de la vie campagnarde. L'Église est pour eux comme un rayon de soleil dans une vie d'efforts et de travail homicide, de douleurs et de misère.

Les paysans ne détestent pas les prêtres, dont la majorité d'ailleurs — et précisément ceux qui vivent dans les campagnes — sont sortis de leur sein. Il n'est presque pas de paysan qui n'ait dans l'Église un parent plus ou moins rapproché, ou pour le moins un cousin éloigné. Les prêtres, tout en les exploitant en douceur, et en faisant des enfants à leurs femmes et à leurs filles, partagent leur vie et en partie aussi leur misère. Ils n'ont pas pour les paysans ce superbe dédain que leur témoignent les bourgeois, mais vivent familièrement avec eux en bons diables, et souvent en jouant le rôle d'amuseurs. Le paysan, souvent, se moque d'eux, mais il ne les déteste pas, car ils lui sont familiers comme les insectes qui pullulent innombrables sur sa tête, parmi ses cheveux.

D'autre part, il est bien certain que dès que la révolution sociale éclatera, beaucoup de ces prêtres s'y jetteront tête baissée. Ils l'ont déjà fait en Sicile et dans le Napolitain pour la révolution politique. Et que se passera-t-il pour la révolution sociale ? La révolution politique étant une révolution abstraite, métaphysique, illusoire et trompeuse pour les masses populaires, le prêtre de campagne, qui est peuple par toute sa nature, et par la plus grande partie des conditions de son existence, ne peut y trouver des attraits et des satisfactions qui lui conviennent. Mais la révolution sociale, qui est la révolution de la vie, l'entraînera invinciblement comme elle entraînera

tout le peuple des campagnes.

Ce n'est pas la propagande de la libre-pensée, mais la révolution sociale seule qui pourra tuer la religion dans le peuple. La propagande de la libre-pensée est certainement très utile ; elle est indispensable, comme un moyen excellent pour convertir les individus déjà avancés ; mais elle ne fera pas brèche dans le peuple, parce que la religion n'est pas seulement une aberration, une déviation de la pensée, mais encore et spécialement une protestation du naturel vivant, puissant, des masses contre les étroitesses et les misères de la vie réelle. Le peuple va à l'église comme il va au cabaret, pour s'étourdir, pour oublier sa misère, pour se voir en imagination, pour quelques instants au moins, libre et heureux à l'égal de tous les autres. Donnez-lui une existence humaine, et il n'ira plus ni au cabaret, ni à l'église. Eh bien, cette existence humaine, la révolution sociale devra et pourra seule la lui donner.

Le paysan, dans la plus grande partie de l'Italie, est misérable, plus misérable encore que l'ouvrier des villes. Il n'est pas propriétaire comme en France, et c'est un grand bonheur certainement au point de vue de la révolution ; et il ne jouit d'une existence supportable, comme métayer, que dans peu de régions. Donc la masse des paysans italiens constitue déjà une armée immense et toute-puissante pour votre révolution sociale. Dirigée par le prolétariat des villes, et organisée par la jeunesse socialiste révolutionnaire, cette armée sera invincible.

Par conséquent, chers amis, ce à quoi vous devez vous appliquer, en même temps qu'à l'organisation des ouvriers des villes, c'est aux moyens à employer pour rompre la glace qui sépare le prolétariat des villes du peuple des campagnes, pour unir et organiser ces deux peuples en un seul. C'est de là que dépend le salut de l'Italie. Toutes les autres classes doivent disparaître de son sol, non comme individus, mais comme classes. Le socialisme n'est pas cruel, il est mille fois plus humain que le jacobinisme, je veux dire que la révolution politique. Il n'en veut nullement aux personnes, même les plus scélérates, sachant très bien que tous les individus, bons ou

mauvais, ne sont que le produit fatal de la position sociale que l'histoire et la société leur ont créée. Les socialistes, il est vrai, ne pourront certainement pas empêcher que dans le premier élan de sa fureur le peuple ne fasse disparaître quelques centaines d'individus parmi les plus odieux, les plus acharnés et les plus dangereux ; mais une fois cet ouragan passé, ils s'opposeront de toute leur énergie à la boucherie hypocrite, politique et juridique, organisée de sang-froid.

Le socialisme fera une guerre inexorable aux « positions sociales », non aux hommes ; et une fois ces positions détruites et brisées, les hommes qui les avaient occupées, désarmés et privés de tous les moyens d'action, seront devenus inoffensifs et beaucoup moins puissants, je vous l'assure, que le plus ignorant ouvrier ; car leur puissance actuelle ne réside pas en eux-mêmes, dans leur valeur intrinsèque, mais dans leur richesse et dans l'appui de l'État.

La révolution sociale, donc, non seulement les épargnera, mais, après les avoir abattus et privés de leurs armes, les relèvera et leur dira : « Et maintenant, chers compagnons, que vous êtes devenus nos égaux, mettez-vous bravement à travailler avec nous. Dans le travail, comme en toute chose, le premier pas est difficile, et nous vous aiderons fraternellement à le franchir. » Ceux, alors, qui, robustes et valides, ne voudront pas gagner leur vie par le travail, auront le droit de mourir de faim, à moins de se résigner à subsister humblement et misérablement de la charité publique, qui ne leur refusera certainement pas le strict nécessaire.

Quant à leurs enfants, il ne faut nullement douter qu'ils deviendront de vaillants travailleurs et des hommes égaux et libres. Dans la société, il y aura certainement moins de luxe, mais incontestablement beaucoup plus de richesse ; et, de plus, il y aura un luxe aujourd'hui ignoré de tous, le luxe de l'humanité, la félicité du plein développement et de la pleine liberté de chacun dans l'égalité de tous.

Tel est notre idéal.

Donc, toutes les classes que j'ai énumérées doivent

disparaître dans la révolution sociale, excepté les deux masses, le prolétariat des villes et celui des campagnes, devenus propriétaires, probablement collectifs, — sous des formes et des conditions diverses, qui seront déterminées dans chaque localité, dans chaque région et dans chaque commune par le degré de civilisation et par la volonté des populations, — l'un des capitaux et des instruments de travail, l'autre de la terre qu'il cultive de ses bras ; et qui s'organiseront en s'équilibrant mutuellement, naturellement, nécessairement, poussés par leurs besoins et leurs intérêts réciproques, d'une manière homogène et en même temps parfaitement libre.

La science, qui n'aura d'autre autorité que celle de la raison et de la démonstration rationnelle, ni d'autre moyen d'action que la libre propagande, la science, qui fait des pédants à cette heure, sera devenue libre et les aidera dans ce travail.

Voilà donc, en Italie comme partout, ce qui est la nation vivante, le peuple de l'avenir, le prolétariat des villes et des campagnes. Tout le reste est mourant, ou déjà mort, desséché ou corrompu.

Voulez-vous être vivants ? Êtes-vous fatigués de tourner inutilement dans un cercle vicieux ? De penser sans rien inventer ? De crier aux quatre vents en répétant toujours la même chose à un public qui ne vous écoute plus ? De vous agiter incessamment sans rien faire ? Voulez-vous échapper à la condamnation qui est suspendue sur le monde où vous êtes nés ? Voulez- vous enfin vivre, penser, inventer, agir, créer, être hommes ? Renoncez définitivement au monde bourgeois, à ses préjugés, à ses sentiments, à ses vanités, et mettez-vous à la tête du prolétariat. Embrassez sa cause, dévouez-vous à cette cause, donnez-lui votre pensée, et lui vous donnera la force et la vie.

Au nom du socialisme révolutionnaire, organisez le prolétariat des villes, et, en faisant cela, unissez-le dans une même organisation préparatoire avec le peuple des campagnes. Le soulèvement du prolétariat des villes ne suffit plus ; avec lui nous n'aurions qu'une révolution politique, qui aurait nécessairement contre elle la réaction naturelle, légitime du

peuple des campagnes, et cette réaction, ou seulement l'indifférence des paysans, étoufferait la révolution des villes, comme il est arrivé dernièrement en France. Seule la révolution universelle est assez forte pour renverser et briser la puissance organisée de l'État, soutenue par toutes les ressources des classes riches. Mais la révolution universelle, c'est la révolution sociale, c'est la révolution simultanée du peuple des campagnes et de celui des villes. C'est là ce qu'il faut organiser, — parce que sans une organisation préparatoire, les éléments les plus puissants sont impuissants et nuls.

Nous parlerons de cette organisation une autre fois.

L'Internationale vous en donne les bases ; élargissez-la à toute l'Italie, et le reste viendra de soi.

L'Internationale ne détruit pas les nationalités, les nations ; elle les embrasse toutes, sans en supprimer aucune. Elle ne peut faire autrement, parce que son principe fondamental est la plus vaste liberté. L'Internationale ne fait pas la guerre aux patries naturelles ; elle la fait seulement aux patries politiques, aux États ; et elle doit faire cette guerre : parce que, voulant sérieusement l'émancipation pleine et définitive du prolétariat, elle doit tendre nécessairement à l'abolition de toutes les classes, c'est-à-dire de tous les privilèges économiques, et les États ne sont que l'organisation et la garantie des privilèges économiques et de la domination politique des classes. Faisant la guerre aux classes, elle doit la faire aux États. Mazzini veut non seulement la conservation, mais encore l'agrandissement de l'État italien : donc il doit vouloir et il veut la conservation de la classe bourgeoise ; donc il doit craindre et détester l'Internationale, et il la craint et la déteste. Il la calomnie et cherche à la perdre ; il voudrait la tuer dans l'opinion du prolétariat italien. Ses malédictions, ses lamentations de Jérémie épouvanté et indigné le prouvent suffisamment. En fin de compte il se montre ce qu'il est, un républicain bourgeois, fanatiquement politique et religieusement exalté. Voici comment il termine son appel aux ouvriers contre l'Internationale :

Éduquez-vous, instruisez-vous du mieux que vous pourrez (mais spécialement aux bonnes sources, et gardez-vous de prêter l'oreille aux sirènes étrangères) ; *ne séparez jamais vos destinées de celles de la patrie* (à cela les ouvriers devraient répondre : « Nous ne pouvons pas nous séparer de notre patrie, parce que désormais la patrie c'est nous, la collectivité des travailleurs italiens, en dehors desquels, dans notre pays, nous ne reconnaissons que des ennemis de la patrie. Nous sommes Italiens, c'est là un fait ; mais ce fait ne nous sépare nullement des travailleurs des pays étrangers : ils sont nos frères, tandis que les bourgeois de notre pays sont nos ennemis. Voilà dans quel sens nous voulons faire partie de l'Internationale, qui constitue la patrie universelle des travailleurs contre la patrie universelle des spoliateurs et des oppresseurs du travail »), *mais associez-vous fraternellement à toute entreprise qui vise à la faire libre et grande*. (Il y a liberté et liberté. Il y a la liberté populaire, qui ne peut être conquise que par la révolution sociale et la suppression de l'État ; mais il y a aussi la liberté bourgeoise, fondée sur l'esclavage du prolétariat, et qui tend nécessairement à cette grandeur de l'État dont parle Mazzini. Il invite donc le prolétariat à fraterniser avec la politique bourgeoise, qui a pour but principal et constant de le rendre esclave.) *Multipliez vos associations, et unissez dans leur sein, là où c'est possible, l'ouvrier de l'industrie et l'ouvrier du sol, la ville et la campagne*. (C'est la première fois, je crois, que Mazzini donne de semblables conseils aux ouvriers des villes et, en général, qu'il daigne s'occuper des paysans. Je me rappelle du moins qu'à Londres, quand je voulais lui faire observer que je croyais nécessaire de révolutionner les paysans italiens, il me répondait toujours : « Pour le moment, il n'y a rien à faire dans les campagnes ; la révolution devra se faire d'abord exclusivement dans les villes ; puis quand nous l'aurons faite, nous nous occuperons des campagnes. » Alors je ne comprenais pas ce que j'appelais l'aveuglement de Mazzini ; mais maintenant je me rends très bien compte de sa façon de penser. Il n'était point aveugle du tout, il voyait au contraire

parfaitement clair. Ne voulant qu'une révolution politique, non point la destruction de l'État, mais son remplacement par une autre domination ou un autre État, il a mille raisons pour ne pas vouloir la révolution des paysans, puisque cette révolution ne peut être que sociale, comme l'ont prouvé les soulèvements récents contre la loi du *macinato*. Mazzini le sait, et c'est pour cela qu'il s'adressait exclusivement au prolétariat des villes, qu'il espère « embourgeoiser », tandis qu' « embourgeoiser » les paysans lui paraissait impossible. Maintenant, il semble espérer pouvoir agir sur les paysans aussi, non pas directement, mais au moyen des associations des villes, qui lui seront dévouées. Étrange illusion !) *Appliquez-vous à créer en plus grand nombre des sociétés coopératives et de consommation*. (Il a été prouvé par la science économique, et par de nombreuses expériences faites depuis 1848 en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Suisse, et dernièrement en Italie et en Espagne, que les sociétés de consommation organisées sur une petite échelle peuvent bien apporter une légère amélioration à la situation si pénible des ouvriers ; mais aussitôt qu'elles se développent, et qu'elles réussissent à faire diminuer le prix des denrées de première nécessité d'une manière sensible et constante, il en résulte nécessairement et toujours une baisse des salaires. Ce fait généralement constaté s'explique d'ailleurs facilement. La masse des ouvriers, obligée de vendre son travail pour se garantir de la faim, s'accroît dans une proportion toujours plus grande que les capitaux qui servent à la salarier. Les ouvriers se font donc mutuellement concurrence dans l'offre du travail, qui dépasse presque toujours la demande, ce qui les force à vendre leur travail au plus bas prix possible. Mais ils ne peuvent pas exiger moins de ce qui est absolument nécessaire pour leur subsistance. D'où il résulte que lorsque le prix des denrées monte, ils doivent demander davantage ; si au contraire il s'abaisse, ils peuvent consentir à demander moins, et ils sont toujours forcés d'y consentir par la concurrence qu'ils se font entre eux. On comprend donc que lorsque les sociétés de consommation se

sont assez développées pour faire diminuer d'une manière constante, générale et sensible le prix des denrées de première nécessité, les salaires doivent s'abaisser. Ce fait a été établi par l'expérience, et démontré en théorie par les économistes les plus distingués de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, Lassalle, l'illustre socialiste révolutionnaire allemand, le fondateur de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, association communiste, a fondé principalement sur ce fait sa polémique victorieuse et écrasante contre Schultze-Delitzsch, le socialiste bourgeois, premier et principal fondateur des sociétés coopératives en Allemagne. Voilà donc à quoi se réduit tout le socialisme de Mazzini : à une grande illusion pour les ouvriers et à une grande tranquillité pour les bourgeois. Après quoi il dit au prolétariat italien : *Confiez-vous en l'avenir* (c'est-à-dire en moi, qui serai le général dont vous serez les soldats) ; *unissez-vous compacts, serrés, à la façon d'une armée* [177].

Aujourd'hui vous n'existez pas. (Bravo ! aux seuls qui existent, il déclare qu'ils n'existent pas ! Le fantôme vient dire à la réalité : « Tu n'es rien ! » Il faut bien être un incorrigible bourgeois pour oser dire pareille chose au prolétariat, et pour le dire avec conviction, comme le fait certainement Mazzini.) *Vos sociétés sont moralement reliées par les tendances communes* (et ces tendances réelles, instinctives, et ayant pour base non la théorie de Mazzini, mais la position sociale des ouvriers d'Italie, sont l'opposé de ce que Mazzini désire et espère), *mais nul n'a mandat de parler sinon en son nom personnel, nul ne peut faire entendre devant le pays la voix de toute la classe des artisans, pour exprimer des besoins et des vœux, nul ne peut dire avec autorité : Voilà ce que veulent, voilà ce que repoussent les ouvriers d'Italie*. (C'est ce droit-là que Mazzini

177 « Educatevi, istruitevi come meglio potete ; non dividete mai i vostri dai fati della vostra patria, affratellatevi con ogn impresa che miri a farla libera e grande. Moltiplicate le vostre associazioni, e inanellate in esse, dovunque è possibile, l'operaio dell' industria con quello del suolo, città e contado. Adoperatevi a creare più frequenti le società coopérative e di consumo. E fidate nell'avvenire. Ma unitevi compatti, serrati, a modo di esercito. »

espère conquérir au Congrès de Rome. Et une fois qu'il lui sera accordé, malheur à la jeunesse athée, socialiste et révolutionnaire d'Italie. Armé de ce droit fictif, mais qui ne manquera pas d'exercer une grande puissance sur l'imagination superstitieuse des ouvriers eux-mêmes, il l'écrasera au nom de la fiction du prolétariat. Il lui dira : « Fils des bourgeois, soumettez-vous au peuple d'Italie ! ») *Sans un pacte de fraternité* (d'esclavage), *sans un centre directeur, vous ne pouvez acquérir ni faire acquérir aux autres la conscience de la force qui est en vous*. (C'est toujours la même négation de la force collective réelle au profit de l'autorité ! Mazzini dit par là aux ouvriers : « Mes enfants, prêtez-moi, je vous prie, votre force. J'en ai besoin pour vous enchaîner, sans quoi vous pourriez devenir dangereux pour l'existence de mes bons bourgeois. » C'est là ce qui s'appelle : Pacte National.)

Rome, la cité mère, est aujourd'hui à nous ; mais elle n'est à nous qu'à moitié, elle ne l'est que matériellement, et il nous incombe à tous de verser en elle l'âme de la Patrie (bourgeoise), *et de recevoir d'elle* (par l'intermédiaire du Prophète, du Pape de la nouvelle religion) *la consécration de la voie que nous devons suivre* (toujours selon la nouvelle religion mazzinienne) *pour que s'accomplissent nos destinées, et qu'une manifestation puissante de la vie italienne fasse sainte et féconde l'Union* (Alléluia !). *Pourquoi ne pas vous empresser d'accourir à Rome au Congrès, pour y recevoir le nouveau baptême de votre Fraternité ? Peut-être, outre l'immense avantage qui en résultera pour vous, vous rappellerez à l'Italie, par l'exemple et en quelque sorte comme initiateurs* (ah ! ah !), *que de Rome doit sortir un autre et plus large Pacte, le Pacte National, définition de votre vie à venir* (lit de Procuste préparé par le dogmatisme de Mazzini pour y enfermer tout l'avenir de la malheureuse Italie), *sans lequel Rome et l'Italie ne sont que de vains noms* [178].

178 « Oggi non siete. Le vostre società sono moralmente collegate dalle comuni tendenze : ma nessuno ha mandate per parlare se non nel proprio nome, nessuno può far suonare davanti al paese la voce di tutta

Voilà qui est clair : si on n'accepte pas le programme mazzinien, Rome et l'Italie ne sont plus dignes de vivre, elles ne sont rien.

J'en ai fini avec les citations de Mazzini. Ce que j'ai cité suffit pour vous révéler son but. Il veut devenir véritablement le nouveau Pape, et il convoque à Rome les ouvriers d'Italie afin qu'ils élèvent le trône pontifical du haut duquel, pour manifester sa nouvelle puissance, il fulminera *ex cathedrâ*, au nom de tout le prolétariat italien, l'excommunication majeure contre la Commune de Paris, contre l'Internationale, contre la jeunesse athée, et contre moi, « pauvre barbare », qui ai eu l'audace de prendre la défense de l'Humanité, de la vérité et de la justice contre lui, représentant de Dieu sur la terre.

Votre tâche, votre devoir, mes chers amis, me semblent bien tracés. Mazzini lui-même a pris la peine de vous les indiquer, et vous a forcés, pour ainsi dire, à vous déclarer ouvertement pour l'Internationale. Observez, d'autre part, l'accord singulier qui aujourd'hui se manifeste entre les jésuites, la *Consorteria* et Mazzini. Les jésuites disent et publient dans tous leurs écrits : « Ou le jésuitisme ou l'Internationale, il n'y a pas de moyen terme ». La *Consorteria* répète la même phrase et le même argument d'une autre façon : « Si vous ne maintenez pas et ne renforcez pas le gouvernement entre nos mains, vous êtes perdus. Entre le pouvoir et le triomphe de l'Internationale, il n'y a pas de milieu. » Enfin Mazzini dit aux ouvriers d'Italie : « L'Internationale est le Mal ; je suis le Bien ; choisissez ».

---

la classe artigiana ad esprimere bisogni e voti, nessuno può dire autorevolmente : Questo vogliono, questo respingono gli operai d'Italia. Senza un patto di fratellanza, senza un centro direttivo, voi non potete acquistare ne infondere in altri coscienza della forza che è in voi.

« Roma, la città madre, è oggi nostra ; ma nostra a mezzo, nostra materialmente soltanto, e incombe a noi tutti di versare in essa l'anima della Patria et da essa ricevere la consecrazione alla via che dobbiamo correre perche si compiano i nostri fati, e une manifestazione potente della vita italiana faccia santa e féconda l'Unione.

« Perché non vi affrettate a raccogliervi in Roma a Congresso, e attingervi nuovo battesimo alla vostra Fratellanza ? Forse oltre all' immenso vantaggio per voi, ricorderete coll' esempio e quasi iniziatori all' Italia che da Roma deve uscire un altro e più largo Patto, il Patto Nazionale, definizione della vostra vita avvenire, senza il quale Roma e l'Italia sono vòti nomi. »

Tous donc, les jésuites, la *Consorteria* et Mazzini, s'unissent pour dire, chacun de leur côté, que l'Internationale est leur absolu contraire. Or, comme vous ne voulez être ni des jésuites, ni des *consorti*, et comme, vu vos croyances anti-religieuses, vous ne pouvez plus être des apôtres de la théologie politique de Mazzini, il vous faut donc, si vous voulez être quelque chose, devenir des travailleurs de l'Internationale.

Mazzini vous y pousse de toutes ses forces, avec toute son ardente éloquence. Beaucoup d'entre vous, par amour du repos et par crainte du scandale, mais surtout à cause de l'affection légitime et si bien méritée que vous avez pour Mazzini, préféreraient rester, à son égard, dans la position équivoque dans laquelle vous avez vécu dans ces dernières années, c'est-à-dire mazziniens non en théorie, mais mazziniens en pratique. Mais plus logique et plus énergique que vous, il vous a maintenant prouvé jusqu'à l'évidence que désormais cela est devenu impossible, et il vous contraint à choisir entre ces deux partis : ou bien le complet suicide, l'anéantissement intellectuel, moral, politique et social ; ou bien la révolte ouverte contre lui.

Si vous choisissez le premier de ces deux partis, vous deviendrez les collaborateurs responsables de la ruine, de l'avilissement, du déshonneur et de l'esclavage de votre patrie ; si vous choisissez le second, vous deviendrez les promoteurs de sa libération.

Pouvez-vous donc hésiter ?

Une des causes, et, je crois, la principale, de votre hésitation, c'est la crainte de l'immense responsabilité que vous assumerez certainement en rompant publiquement et définitivement non seulement avec les théories, mais encore avec l'action politique de Mazzini, vous mettant ainsi en opposition avec toute la démocratie, ou plutôt avec tout le parti républicain de votre pays, accoutumé à ne plus penser, à ne plus sentir, à ne plus vouloir par lui-même, et à suivre aveuglément la direction que lui impriment ses deux grands chefs, Mazzini et Garibaldi. Ce parti, pris dans son ensemble, sera naturellement stupéfait, et éprouvera une horreur superstitieuse, en voyant de

jeunes « inconnus » — c'est le grand argument de tous les sots, vous le savez — oser se révolter contre leurs vénérables chefs, et prendre l'audacieuse initiative d'une nouvelle politique, indépendante de l'un et de l'autre. Au premier moment, ils s'éloigneront peut-être de vous, comme d'une poignée de malfaiteurs, de traîtres, de pestiférés. On vous combattra avec tout le perfide et stupide acharnement dont les mazziniens ont donné tant de preuves dans leurs luttes, et qui révèle leur nature de théologiens et de prêtres. On cherchera à faire le vide autour de vous, et on fera sûrement tout ce qu'on pourra pour éloigner de vous les masses ouvrières. En un mot, vous aurez à passer un mauvais quart d'heure, et pour en sortir avec honneur il vous faudra mettre en jeu toute votre intelligence, tout votre cœur, toute votre foi et toute votre action la plus persévérante et la plus énergique.

C'est une entreprise et une épreuve qui exigent un héroïsme d'une bien autre trempe que celui qui est nécessaire pour batailler sous l'étendard de Garibaldi. Là, il suffit d'un peu de tempérament, d'un peu de courage physique, et de la capacité de supporter des privations et des fatigues pendant quelques semaines, pendant quelques mois tout au plus ; ici, au contraire, on prend un engagement pour toute la vie, et, comme vient de le faire notre ami Fortunio dans son *Gazzettino Rosa* [179], on jure de la vouer entièrement au grand combat, à la lutte suprême pour l'émancipation du prolétariat. Un semblable engagement est des plus sérieux, car il entraîne avec lui, comme conséquence inévitable, la rupture définitive et complète avec tout le passé, avec tout le monde bourgeois, avec tous les amis du passé, et l'alliance à la vie et à la mort avec le prolétariat.

Aurez-vous le courage de consommer, avec toute la logique que demande une si grande œuvre, et avec toute l'énergie nécessaire pour la mener à terme, cette rupture et cette

179 *Fortunio* était le pseudonyme d'Achille Bizzoni, rédacteur en chef et propriétaire du *Gazzettino Rosa*, qui, bien qu'il n'ait jamais appartenu à l'organisation intime des amis de Bakounine, avait, sous l'influence de Vincenzo Pezza, consenti à mettre son journal à la disposition des internationalistes italiens.

alliance ?

Si j'interroge la position que vous vous êtes faite vous-mêmes en vous déclarant matérialistes, athées, partisans de la Commune et de l'Internationale, socialistes et révolutionnaires en un mot, il me semble que vous ne pouvez plus hésiter, sous peine de vous annihiler ; vous devez aller de l'avant, et, acceptant non seulement en théorie, mais encore en pratique, toutes les conséquences de cette nouvelle profession de foi, vous unir à nous contre Mazzini.

Quand j'interroge la profonde sincérité de vos convictions, de votre pensée et de vos sentiments, il me paraît encore plus évident que vous devez prendre ce parti, qui seul vous reste, sous peine de vous condamner vous-mêmes au mépris.

Qu'est-ce qui pourrait encore vous faire hésiter ? La modestie ? Mais la modestie devient une grande sottise, une folie, un crime, quand il s'agit d'accomplir un grand devoir. Il n'y a qu'une seule chose qui pourrait encore vous faire reculer : ce serait la défiance que vous auriez en vous-mêmes.

Voici, en effet, le raisonnement que vous seriez peut-être tentés de faire :

« Rompre d'un coup avec le passé et avec tous les anciens amis est chose facile, et il n'est pas moins facile d'annoncer que nous voulons inaugurer une politique nouvelle. Mais où trouverions-nous les moyens et les forces pour accomplir une semblable promesse ? Nous sommes pauvres, peu nombreux, et presque inconnus. Le public, nos anciens amis, les ouvriers eux-mêmes pour qui nous aurons fait ce sacrifice, surmonté ce pas difficile, tenté ce saut périlleux, nous railleront. Nous sommes seuls, impuissants, et incapables de tenir nos promesses ; nous serons ridicules, et le ridicule nous tuera. »

C'est ainsi que vous raisonnerez si votre passion pour la justice et pour l'humanité n'est pas suffisamment forte, si elle n'est qu'une passion imaginaire, idéale, et non une de ces passions suprêmes qui embrassent toute la vie. La passion réelle et sérieuse ne raisonne jamais de la sorte, elle va toujours

de l'avant, elle agit toujours sans calculer ses moyens ni compter les obstacles, créant les uns et détruisant les autres, poussée par une force invincible, qui justement fait d'elle une passion.

Je trouve que le raisonnement de chacune de ces deux passions différentes est exact en son genre. La première a raison de se défier d'elle-même : parce que, d'abord, elle n'est jamais constante ni de longue durée ; elle est stérile et ne peut rien créer, ni moyens, ni amis, et s'abat le plus souvent devant le premier obstacle ; elle est impuissante, et ne pourrait, sans folie, avoir foi en elle-même. Mais la seconde, au contraire, a très souvent raison d'avoir foi en sa propre puissance, puisqu'elle crée tous les moyens dont elle a besoin pour atteindre son but, et entraîne et attire invinciblement à elle les amis, à la condition qu'elle soit une passion sociale et non égoïste.

Je suppose, je dois croire que telle est votre passion, et c'est en partant de cette base que je raisonnerai avec vous. Vous dites que vous êtes pauvres, inconnus, peu nombreux, et vous demandez quels sont les moyens dont vous pourriez disposer pour imprimer à l'opinion publique de votre pays la seule direction qui vous semble bonne et juste ? Pour répondre à cette question, il faut avant tout déterminer de quelle opinion publique il s'agit. Si vous voulez parler de l'opinion publique bourgeoise, oh ! alors je serai le premier à vous dire : « Renoncez à une illusion si ridicule ; laissez-la à Mazzini, et qu'il s'amuse à convertir la bourgeoisie ». Car ce que vous dites est bien vrai, qu'elle ne pourra être progressivement convertie que par le fait de l'organisation progressive, et de plus en plus menaçante, de la puissance du prolétariat, et qu'elle ne pourra l'être définitivement que par la révolution sociale, qui, pour la guérir tout-à-fait, lui fera prendre des bains d'égalité économique et sociale.

Mais vous avez un autre public, immense, qui est le prolétariat, qui est votre peuple. Celui-là a tous les instincts de vos idées, et par conséquent il vous comprendra et vous suivra

nécessairement. Mais le peuple, direz-vous, ne lit pas : pour qui donc écririons-nous ? Je vous dirai une autre fois pour qui ; en ce moment, je vous dirai seulement que si le peuple ne lit pas, il faut aller le trouver pour lui lire vos articles. Et puis, dans toutes les villes il y a dans le peuple des hommes qui savent lire, et qui pourront les comprendre et les expliquer à leurs compagnons illettrés. Mais vous n'écrirez pas vos articles pour le peuple seulement.

Dans la bourgeoisie même, vous trouverez des lecteurs sympathiques, hommes et femmes : car tous ne sont pas également corrompus et stérilisés, mais tous sont entravés et paralysés par les conditions de la société dans laquelle ils vivent. Au moyen de vos journaux, donc, vous attirerez à vous tout ce qui est vivant dans cette classe, et vous pourrez organiser ces éléments parallèlement à l'organisation des masses populaires, comme d'utiles alliés, soit du côté des moyens pécuniaires, soit du côté de la propagande. Naturellement vous n'en trouverez pas des milliers ; il n'y en a pas assez pour qu'on puisse les organiser en une puissance ; mais le nombre en est suffisant pour vous donner un secours précieux dans la grande œuvre d'organisation de la puissance populaire.

Votre seule armée est le peuple, le peuple entier, tant des villes que des campagnes. Mais comment arriver à ce peuple ? À la ville vous serez entravés par le gouvernement, par la *Consorteria*, et par les mazziniens. À la campagne, vous rencontrerez les prêtres. Et néanmoins, chers amis, il existe une puissance capable de vaincre tout cela. C'est la collectivité. Si vous étiez isolés, si chacun de vous n'en voulait faire qu'à sa tête, vous seriez certainement impuissants ; mais unis, et organisant vos forces — quelque minimes qu'elles puissent être au début — pour une seule action collective, inspirée de la même pensée, de la même position, allant au même but, vous serez invincibles.

Trois hommes seulement, unis de la sorte, forment déjà, selon moi, un sérieux commencement de puissance. Que sera-

ce quand vous serez arrivés à vous organiser dans votre pays au nombre de quelques centaines ? Et il se trouvera certainement en Italie quelques centaines déjeunes gens intelligents, énergiques, dévoués, capables de se convertir à vos idées, et d'aimer et de vouloir avec une sérieuse passion ce que vous aimez et voulez. Et ne voyez-vous pas qu'ils commencent déjà à se montrer sur presque tous les points de votre pays ? Et c'est pour les éveiller en plus grand nombre, pour les créer en quelque sorte en éclairant leur pensée, pour les chercher et pour les trouver, que vous écrivez vos journaux, n'est-il pas vrai ? Eh bien, je vous le jure, et vous le savez bien vous-mêmes, vous finirez par en trouver des centaines en Italie, naturellement avec des degrés divers d'intelligence, de dévouement, de conviction, d'énergie et de capacité d'action. Quelques centaines de jeunes gens de bonne volonté ne suffisent certainement pas pour constituer une puissance révolutionnaire en dehors du peuple : c'est là encore une illusion qu'il faut laisser à Mazzini ; et Mazzini semble lui-même s'en apercevoir aujourd'hui, puisqu'il s'adresse directement aux masses ouvrières. Mais ces quelques centaines suffiront pour organiser la puissance révolutionnaire du peuple.

Le temps des grandes individualités politiques est passé. Tant qu'il s'était agi de faire des révolutions politiques, elles étaient à leur place. La politique a pour objet la fondation et la conservation des États ; mais qui dit « État », dit domination d'un côté et assujettissement de l'autre. Les grandes individualités dominantes sont donc absolument nécessaires dans la révolution politique ; dans la révolution sociale, elles ne sont pas seulement inutiles, elles sont positivement nuisibles, et incompatibles avec le but même que cette révolution se propose, c'est-à-dire l'émancipation des masses.

Aujourd'hui, dans l'action révolutionnaire comme dans le travail, la collectivité doit remplacer les individualités. Sachez qu'en vous organisant, vous serez plus forts que tous les Mazzini et tous les Garibaldi du monde ; et qu'en vous inspirant mutuellement et en appuyant toutes vos pensées, d'une part sur

la science positive, sur l'observation réelle et sans Dieu, et d'autre part sur la vie populaire dans toute sa profondeur, dont vous ne ferez que formuler les instincts, vous aurez plus d'esprit et plus de génie que ces deux grands hommes du passé. Vous penserez, vous vivrez, vous agirez collectivement, ce qui d'ailleurs n'empêchera nullement le plein développement des facultés intellectuelles et morales de chacun. Chacun des vôtres vous apportera son trésor, et en vous unissant vous centuplerez votre valeur. Telle est la loi de l'action collective. Deux seules choses seront absolument interdites parmi vous : le développement de la *vanité* et celui de l'*ambition personnelle*, et par conséquent de l'intrigue, qui en est toujours l'inévitable résultat. Premièrement, en vous donnant la main pour cette action commune, vous vous promettrez une fraternité mutuelle : ce qui sera, pour débuter, un engagement, une sorte de libre contrat entre des hommes sérieux, également dévoués, également convaincus. Procédant ensuite collectivement à l'action, vous commencerez nécessairement par pratiquer cette fraternité entre vous, et, après quelques mois de pratique incessante, cette fraternité, qui n'était d'abord qu'une promesse, un contrat, deviendra une réalité, votre nature collective : et alors votre union sera réellement indissoluble.

Divisés en groupes régionaux, vous commencerez, au moyen des organisations régionales et locales, à étendre avec toujours plus d'ampleur vos rangs dans le peuple. Vous vous heurterez à vos ennemis, aux agents des préfets, aux prêtres, aux mazziniens : mais vous sachant unis, sachant que vos compagnons, épars non seulement en Italie mais dans toute l'Europe, font la même chose que vous faites, qu'ils vous regardent, vous applaudissent, vous appuient, vous aiment, vous trouverez en vous-mêmes des forces que vous n'auriez jamais imaginées, si chacun de vous avait agi individuellement, à sa tête, et non ensuite d'une résolution unanime préalablement discutée et acceptée. Et croyez-moi, vous triompherez de tous vos adversaires d'autant plus facilement, que vous porterez au peuple, non des paroles tombées d'en haut

au nom soit d'une révélation, soit d'une politique doctrinaire, mais des idées qui n'exprimeront autre chose que ses propres instincts, ses propres aspirations, ses propres besoins.

Et aujourd'hui même, au Congrès de Rome, s'il est possible et s'il en est encore temps, vous devriez livrer la première bataille. Aux propositions de Mazzini vous devez opposer hardiment vos contre-propositions. Vous serez probablement en minorité ; mais que cela ne vous effraie pas, pourvu que cette minorité soit bien convaincue, compacte, et par là même respectable. Vous ne trouverez certainement pas de meilleure occasion pour annoncer votre programme à l'Italie et à l'Europe.

Et maintenant, chers amis, j'ai terminé. Excusez-moi si je vous ai ennuyés : je voulais être bref, mais je n'ai pas su l'être. Le sujet lui-même m'a entraîné. Mais en compensation vous avez ma pensée tout entière. Analysez-la, prenez-en ce qui vous conviendra, laissez ce qui ne vous conviendra pas, et dites-moi, avec la même franchise avec laquelle je vous ai parlé, ce que vous en pensez, vos adhésions ou vos objections.

C'est de cette manière seulement que nous arriverons à nous entendre et à former entre nous une libre Union.

Michel BAKOUNINE.

Un feuillet retrouvé…

AVANT-PROPOS

À la page 237 du tome V, j'ai dit que le manuscrit du premier chapitre (intitulé *Étude sur les Juifs allemands*) de la *Profession de foi d'un démocrate socialiste russe*, chapitre envoyé à Paris le 18 octobre 1869 et rentré en la possession de l'auteur au mois de décembre suivant, ne s'est pas retrouvé dans les papiers de Bakounine.

Mais un heureux hasard a mis entre mes mains un feuillet de ce manuscrit.

Il y a quelques années, me trouvant au Locle, j'eus l'occasion d'y causer avec un fils d'Alfred Andrié. L'ouvrier monteur de boîtes Alfred Andrié, qui, après avoir habité Sonvillier jusque vers 1873, émigra ensuite à Saint-Aubin (canton de Neuchâtel), où il mourut au bout de quelques années, était resté en relations avec Ross (Michel Sajine). Celui-ci lui avait confié en 1874 le matériel de l'imprimerie russe, ainsi qu'un certain nombre de papiers. Le matériel d'imprimerie fut, après l'arrestation de Ross à la frontière russe en 1876, envoyé à Genève : mais les papiers restèrent entre les mains d'Andrié. Je n'en avais plus entendu parler depuis. Je demandai au fils d'Andrié s'il savait ce qu'ils étaient devenus. Il me répondit que sa mère s'était servi, pendant plusieurs années, pour allumer le feu, de papiers empilés dans un galetas, et qu'il croyait qu'il n'en restait plus. Sur mes instances, il me promit de faire une recherche pour s'assurer si réellement tout avait été détruit, et, au cas où il resterait quelque chose, de me l'envoyer. Quelques jours après, je reçus un mince paquet, contenant quelques feuillets ayant appartenu à divers manuscrits, mais dont aucun ne formait un tout. Je plaçai ces feuillets dans un carton, et n'y pensai plus.

Mais au cours de l'impression de ce tome VI, comme je feuilletais un jour ce petit dossier, je fus frappé par quelques phrases lues sur un feuillet isolé, phrases que je reconnus immédiatement pour appartenir à cette *Lettre adressée aux citoyens rédacteurs du* RÉVEIL, à Paris, dont j'avais corrigé les épreuves l'année précédente. Ce feuillet, écrit des deux côtés, et portant, comme pagination, les chiffres 27 au recto et 28 au verso, est de l'écriture d'un copiste qui paraît avoir été peu familier avec la langue française, — peut-être une dame russe, — et il porte en trois endroits des corrections de la main de Bakounine. Un examen plus attentif me permit de constater que le contenu de ce feuillet est la reproduction littérale — sauf d'insignifiantes erreurs du copiste — d'un texte qui se retrouve aux pages 278-281 du tome V des *Œuvres* : ce contenu commence par les mots : « la Démocratie socialiste à Genève », de la ligne 19 de la page 278, et se termine par les mots « sous les titres suivants », de la ligne 21 de la page 281.

On lira aux pages 429-432 le contenu de ce feuillet, qui apporte une confirmation inattendue à l'hypothèse émise dans l'Avant-propos placé en tête de la *Lettre adressée aux citoyens rédacteurs du* RÉVEIL. J'avais dit que la minute d'après laquelle le texte de cette *Lettre* a été imprimé dans le tome V était la première version de ce qui s'appela, quelques jours plus tard, l'*Étude sur les Juifs allemands* ; et que cette première version ne différait probablement que fort peu — peut-être pas du tout — de la mise au net envoyée à Paris. Cette mise au net, dont le feuillet si miraculeusement préservé et retrouvé nous a conservé un fragment, ne diffère en effet — comme le montre ce spécimen — du texte de la première version que par quelques retouches au moyen desquelles Bakounine a voulu préciser sa pensée.

Comment le manuscrit en question, renvoyé à Bakounine par Herzen en décembre 1869, s'est-il trouvé entre les mains de Ross en 1874 ? L'explication me paraît très simple. Ross avait imprimé en 1873, en un volume, la première partie (la seule qui ait paru) de *Gosoudarsvennost i Anarkhia*. En juin 1874, il se

rendit à Locarno, pour essayer d'obtenir de Bakounine le manuscrit de la seconde partie de l'ouvrage. Son vieil ami, tout absorbé depuis huit mois par les travaux d'aménagement de la Baronata, n'avait plus rien écrit ; mais il dut, je le suppose, lui remettre à ce moment, pour que Ross en tirât le parti qu'il pourrait, plusieurs manuscrits plus anciens, entre autres celui de cette *Profession de foi d'un démocrate socialiste russe* à laquelle Bakounine avait travaillé d'octobre 1869 à janvier 1870. Après les événements d'août 1874, et la rupture momentanée entre Bakounine et Ross en septembre, ce dernier fit un voyage en Russie, puis en décembre se rendit à Londres. L'année suivante il partit pour la Hertségovine. Il est naturel qu'avant de quitter la Suisse, Ross ait voulu mettre en sûreté ses papiers chez Andrié. Son arrestation en 1876, sa condamnation en 1878 l'empêchèrent d'aller les reprendre.

J. G.

UN FEUILLET RETROUVÉ

DE LA MISE AU NET

de l'*Étude sur les Juifs allemands*

ENVOYÉE A PARIS LE 18 OCTOBRE 1869 [180]

. . . . . .

[181] ... [Dans le Règlement de la Section de l'Alliance de] |27 la Démocratie socialiste à Genève, règlement dont également j'ai été l'unique rédacteur [182], vous trouverez l'article suivant :

Art. 7. — La forte organisation de l'Association Internationale des travailleurs, une et indivisible à travers toutes les frontières des États et sans différence aucune des nationalités, comme sans considération pour aucun patriotisme, pour les intérêts et pour la politique des États, est le gage le plus certain et l'unique moyen pour faire triompher solidairement dans tous les pays la cause du travail et des travailleurs.

Convaincus de cette vérité, tous les membres de la Section de l'Alliance s'engagent solennellement à contribuer de tous leurs efforts à l'accroissement de la puissance et de la solidité de

---

180 Le texte est de la main d'un copiste. Les corrections faites de la main de Bakounine sont indiquées dans les notes.

181 Voir tome V, p. 278, ligne 19. (fac-similé)

182 Bakounine a corrigé la phrase entre les deux virgules de la façon suivante : après « dont », il a intercalé « j'ai été » ; après « également », il a biffé les six derniers mots, et les a remplacés par : « le rédacteur », en sorte que la phrase doit se lire : « règlement dont j'ai été également le rédacteur ».

cette organisation. En conséquence de quoi, ils s'engagent à [183] soutenir dans tous les corps de métier dont ils font partie ou dans lesquels ils exercent une influence quelconque, les résolutions des Congrès et le pouvoir du Conseil général d'abord, aussi bien que celui du Conseil fédéral de la Suisse romande et du Comité central de Genève, en tant que ce pouvoir est établi, déterminé et légitimé par les statuts.

Sont-ce là des tentatives contre l'organisation de l'Internationale ? En m'accusant de ces tentatives, M. Maurice Hess, comme toujours, a menti, et, ce *(sic)* qui plus est, il a menti sciemment, car il ne peut ignorer, lui qui se vante d'avoir été l'un des membres du bureau au *(sic)* Congrès de Bâle, que la proposition unanimement adoptée et qui a eu pour but de renforcer l'organisation internationale de l'Association des travailleurs, au détriment de toutes les étroitesses, prétentions et vanités patriotiques ou nationales, a été faite par moi. Il m'a entendu défendre cette thèse, que l'Association Internationale étant aujourd'hui pour les travailleurs de tous les pays l'unique moyen d'émancipation et de salut, leur véritable patrie, devait | 28 survivre à tous les États politiques actuellement existants et fonder sur leurs ruines le monde du travail et de l'humanité.

M. Maurice Hess a entendu tout cela, donc il ment sciemment, méchamment, en m'accusant du contraire ; et il y ajoute un autre mensonge ridicule au sujet des tentatives que, selon lui, j'aurais faites pour transférer le Conseil général de Londres à Genève. Personne ne le lui a dit, personne n'a pu le lui dire, parce que j'aurais été le premier à combattre avec toute l'énergie possible une telle mesure si on l'avait proposée, tant elle me paraîtrait fatale pour l'avenir de l'Internationale.

Les sections genevoises ont fait, il est vrai, en très peu de temps, d'immenses progrès. Mais il reste encore à Genève un esprit trop étroit, trop spécialement genevois, pour que le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs puisse y être placé. D'ailleurs il est évident que tant que durera

183 Bakounine a biffé « s'engagent à », et a écrit au-dessus « doivent ».

l'organisation politique actuelle de l'Europe, Londres restera la seule résidence convenable pour lui, et il faudrait être fou ou ennemi de l'Internationale vraiment, pour tenter de le transférer autre part.

Passons maintenant à la question des principes. M. Maurice Hess m'accuse d'avoir voulu changer les principes de l'Internationale. Mais comment et en quoi ? Il se garde bien de le dire, parce qu'il serait fort embarrassé de le faire.

Pendant deux mois de suite, juillet et août derniers, j'ai été l'unique rédacteur de l'*Égalité* de Genève. J'en ai naturellement profité pour développer ma pensée, et je tâchai d'exposer les principes de l'Internationale tels que je les concevais dans une série d'articles qui apparurent *(sic)* dans ce journal sous les titres suivants [184] : ...

. . . . . .

184 Par de nombreuses ratures, Bakounine a modifié cet alinéa et lui a donné la rédaction suivante :

« Ayant été, pendant deux mois de suite, juillet et août derniers, presque l'unique rédacteur de l'*Égalité* de Genève, j'y ai développé les principes de l'Internationale dans un série d'articles portant les titres suivants :... »